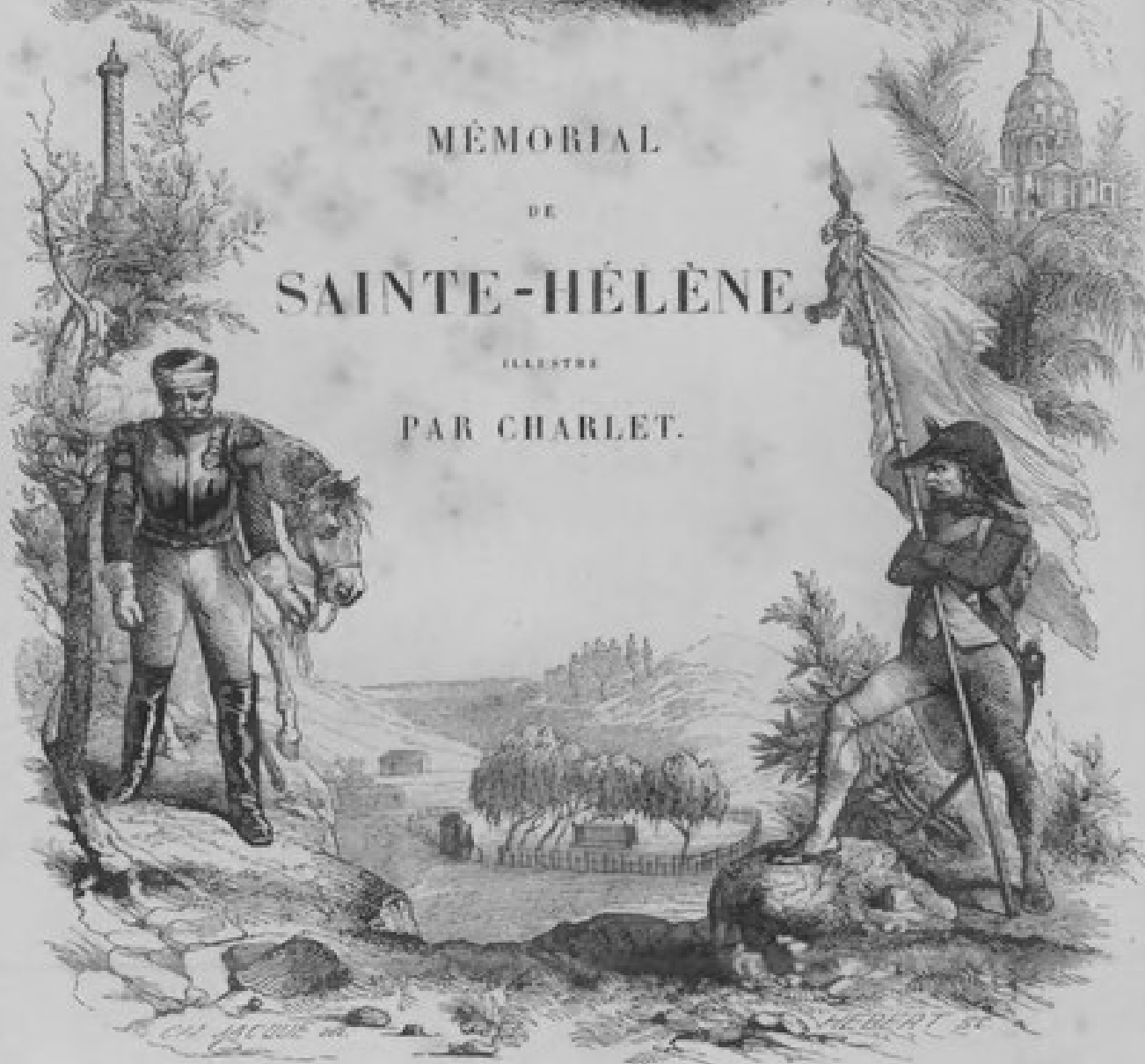




MÉMORIAL
DE
SAINTE-HÉLÈNE

ILLUSTRE
PAR CHARLET.



Mémorial de Sainte-Hélène

Emmanuel de Las Cases



Ernest Bourdin, Paris, 1842

Exporté de Wikisource le 14 juillet 2026

MÉMORIAL
DE
SAINTE-HÉLÈNE

PAR LE Cte DE LAS CASES

SUIVI
DE NAPOLEÓN DANS L'EXIL
Par MM. O'Meara et Antomarchi

ET DE

L'HISTOIRE DE LA TRANSLATION
DES RESTES MORTELS DE L'EMPEREUR NAPOLEÓN AUX INVALIDES

PARIS — ERNEST BOURDIN, ÉDITEUR
51, RUE DE SEINE-SAINT-GERMAIN
1842

NOTE DE WIKISOURCE :

Cette édition posthume en deux volumes reprend les éditions parues du vivant de l'auteur, en plusieurs tomes divisés en courtes sections datées. L'éditeur a distribué ces sections, ainsi que les autres documents, dans des chapitres numérotés par volume. Cette distribution n'a pas de signification particulière. Consulter la table des matières pour

atteindre les sections. Les illustrations, dont aucune n'est authentique, ne sont pas reprises ici.

- [Table des matières](#)

[Premier volume.](#)

- [Préambule.](#) I
- [CHAPITRE PREMIER. Du 20 juin 1815 au 31 aout 1815.](#) 1
- [CHAPITRE II. Du 1er septembre au 10 novembre 1815.](#) 73
- [CHAPITRE III. Du 11 novembre au 9 décembre 1815.](#) 170
- [CHAPITRE IV. Du 10 décembre 1815 au 28 janvier 1816.](#) 226
- [CHAPITRE V. Armée d'Italie. Du 1e février au 19 mars 1816.](#) 305
- [CHAPITRE VI. Du 20 mars au 20 avril 1816.](#) 397
- [CHAPITRE VII. Du 21 au 30 avril 1816.](#) 459
- [CHAPITRE VIII. Armée d'Italie.](#) 485
- [CHAPITRE IX. Armée d'Italie. Du 1er au 28 mai 1816.](#) 518
- [CHAPITRE X. Du 29 au 31 mai 1816.](#) 599
- [CHAPITRE XI. Armée d'Italie.](#) 614
- [CHAPITRE XII. Armée d'Italie. 1er au 15 juin 1816.](#) 638
- [CHAPITRE XIII. Du 16 au 18 juin 1816.](#) 702
- [CHAPITRE XIV. Du 19 au 29 juin 1916.](#) 728
- [CHAPITRE XV. Du 30 juin au 28 juillet 1816.](#) 753

[Second volume.](#)

- [CHAPITRE PREMIER. Du 29 juillet au 7 aout 1816.](#) 1
- [CHAPITRE II. Du 8 au 25 aout 1816..](#) 56
- [CHAPITRE III. Du 26 aout au 2 septembre 1816.](#) 149
- [CHAPITRE IV. Du 3 au 20 septembre 1816. Manuscrit de l'île d'Elbe.](#)
180
- [CHAPITRE V. Du 21 au 28 septembre 1816.](#) 249

- [CHAPITRE VI. Du 29 septembre au 14 octobre 1816.](#) 275
- [CHAPITRE VII. Du 15 au 24 octobre 1816.](#) 311
- [CHAPITRE VIII. Du 25 octobre au 1er novembre 1816.](#) 338
- [CHAPITRE IX. Du 2 au 5 novembre 1816.](#) 368
- [CHAPITRE X. Du 6 au 12 novembre 1816.](#) 390
- [CHAPITRE XI. Du 13 au 24 novembre 1816.](#) 432
- [CHAPITRE XII. Du 25 au 30 novembre 1816.](#) 483
- [Napoléon dans l'exil \(O'Meara\).](#)
 - [CHAPITRE XIII. Avril - novembre 1816.](#) 543
 - [CHAPITRE XIV. Novembre 1816 - mars 1817.](#) 590
 - [CHAPITRE XV. Mars - septembre 1817.](#) 643
 - [CHAPITRE XVI. Octobre 1817 - juillet 1818.](#) 694
- [Derniers moments de Napoléon \(Antomarchi\).](#)
 - [CHAPITRE XVII. Juillet - septembre 1818.](#) 717
 - [CHAPITRE XVIII. Octobre 1818 - février 1820.](#) 752
 - [CHAPITRE XIX. Février - mai 1821.](#) 803
- [CHAPITRE XX. Testament de Napoléon.](#) 858
- [CHAPITRE XXI. Historique de la translation aux Invalides.](#) 869
- [APPENDICE.](#)
 - [Rapport de M. le prince de Joinville au ministre de la marine.](#) 921
 - [Acte d'exhumation et de remise des restes de Napoléon.](#) 924
 - [Procès-verbal du chirurgien-major de la frégate la Belle-Poule.](#) 929

TABLE

DES

SOMMAIRES DU PREMIER VOLUME.



PRÉAMBULE.

CHAPITRE PREMIER.

Pages.

Retour de l'Empereur à l'Élysée après Waterloo.

Abdication.

Députation de la Chambre des pairs. — Caulaincourt. — Fouché.

Gouvernement provisoire présenté à l'Empereur.

L'Empereur quitte l'Élysée.

Le ministre de la marine vient à la Malmaison.

Le gouvernement provisoire met l'Empereur sous la garde du général
Becker. — Napoléon quitte la Malmaison. — Il part pour
Rochefort.

Notre route d'Orléans à Jarnac

Mésaventure, à Saintes.

Arrivée à Rochefort.

Calme de l'Empereur.

Embarquement de l'Empereur.

L'Empereur visite les fortifications de l'île d'Aix.

Première entrevue à bord du *Bellérophon*.

L'Empereur incertain sur le parti qu'il doit prendre.

L'Empereur à l'île d'Aix.

Appareillage des chasse-marée.

Seconde entrevue à bord du *Bellérophon*. — Lettre de Napoléon au prince régent.

L'Empereur à bord du *Bellérophon*

L'Empereur à bord de l'amiral Hotham. — Appareillage pour l'Angleterre. — l'Empereur commande l'exercice aux soldats anglais.

Influence de l'Empereur sur les Anglais du *Bellérophon*. — Résumé de l'Empereur

Ouessant. — Côtes d'Angleterre

Mouillage à Torbay.

Affluence de bateaux pour apercevoir l'Empereur.

Mouillage à Plymouth. — Séjour, etc.

L'amiral Keith. — Acclamations des Anglais dans la rade de Plymouth, à la vue de l'Empereur.

Décision ministérielle à notre égard. — Anxiétés, etc.

Les généraux Savary et Lallemant ne peuvent suivre l'Empereur.

L'Empereur me demande si je le suivrai à Sainte-Hélène. — Paroles remarquables de l'Empereur.

Appareillage de Plymouth. — Croisières dans la Manche, etc. — Protestation.

Marques de confiance que me donne l'Empereur.

Mouillage à Start-Point. — Personnes qui accompagnent l'Empereur.

Conversation avec lord Keith. — Visite des effets de l'Empereur. — L'Empereur quitte le *Bellérophon*. — Séparation. — Appareillage pour Sainte-Hélène.

Description minutieuse du logement de l'Empereur à bord du *Northumberland*. — Détails et habitudes de l'Empereur à bord.

Faveur bizarre de la fortune.

Navigation. — Uniformité — Occupations. — Sur la famille de l'Empereur. — Son origine. — Anecdotes.

Madère, etc. — Vent très-fort. — Jeu d'échecs.

Canaries. — Passage du tropique. — Un homme à la mer. — Enfance de l'Empereur. — Détails. — Napoléon à Brienne. — Pichegru. — Napoléon à l'École militaire de Paris. — Dans l'artillerie. — Ses sociétés. — Napoléon au commencement de la révolution.

CHAPITRE II.

Îles du Cap-Vert. — Navigation. — Détails, etc. — Napoléon au siège de Toulon. Commencements de Duroc, de Junot. — Querelles avec des représentants du peuple. — Querelles avec Aubry. — Anecdotes sur vendémiaire. — Napoléon général de l'armée d'Italie. — Pureté d'administration. — Désintéressement. — Pourquoi *Petit Caporal*. — Différence du système du Directoire avec celui du général de l'armée d'Italie

Uniformité. Ennui. — L'Empereur se décide à écrire ses Mémoires.

Vents alizés. — La ligne

Orage. — Libelles contre l'Empereur. — Leur examen. — Considérations générales.

Emploi de nos journées.

Phénomène du hasard.— Passage de la ligne. Baptême.

Prise d'un requin, — Ouvrages du général Wilson. — Pestiférés de Jaffa. — Traits de la campagne d'Égypte. — Esprit de l'armée d'Égypte. — Bailleries des soldats. — Dromadaires. — Mort de Kléber. — Jeune Arabe. — Philippeaux et Napoléon ; singularité. À quoi tiennent les destinées. — Caffarelli, son attachement pour Napoléon. — Réputation de l'armée française en Orient. — Napoléon quittant l'Égypte pour aller gouverner la France. — Expédition des Anglais. — Kléber et Desaix.

Nature des dictées de l'Empereur.

Murmures contre l'amiral.

Vue de Sainte-Hélène.

Arrivée à Sainte-Hélène.

Débarquement de l'Empereur à Sainte-Hélène.

Séjour à Briars. — L'Empereur se fixe à Briars : séjour d'un mois et vingt-quatre jours, — Description. — Situation misérable

Description de Briars. — Son jardin. — Rencontre des petites demoiselles de la maison.

Sur la Jeunesse française. — L'Empereur visite la maison voisine. — Naïvetés.

L'amiral vient voir l'Empereur.

Horreurs# misère de notre exil, — Indignation de l'Empereur. — Note envoyée au gouvernement anglais.

Vie de Briars, etc. — Nécessaire d'Austerlitz. — Grand nécessaire de l'Empereur. — Son contenu. — Objets, libelles contre Napoléon, etc., abandonnés aux Tuileries.

L'Empereur commence la campagne d'Égypte avec le grand maréchal. — Anecdotes sur brumaire, etc. — Lettre du comte de Lille. — La belle duchesse de Guiche

Emploi des journées. — Conseil d'État, scène grave ; dissolution du corps législatif en 1813 — Sénat.

Paroles vives. — Circonstances caractéristiques.

Sur les généraux de l'armée d'Italie. — Armée des anciens, Gengiskan, etc. Invasions modernes. — Caractère des conquérants

Idées, projets, insinuations politiques, etc.

L'Empereur fait renvoyer les chevaux.

Respect au fardeau.

CHAPITRE III.

Conversations de minuit, au clair de lune, etc. — Les deux impératrices. — Mariage de Marie-Louise. — Sa maison. — Duchesse de Montebello. — Madame de Montesquieu. — Institut de Meudon. — Sentiments de la maison d'Autriche pour Napoléon. — Anecdotes recueillies en Allemagne depuis mon retour en Europe.

Petits détails intérieurs, etc. — Réflexions.

Détails très-privés. — Rapprochements bien bizarres.

Sur le faubourg Saint-Germain, etc. — L'Empereur sans préjugés, sans fiel, etc. — Paroles caractéristiques.

Sur les officiers de sa maison en 1814, etc. — Projet d'adresse.

Idée de l'Empereur de se réserver la Corse. — Opinion sur Robespierre. — Idée sur l'opinion publique. — Intention expiatoire de l'Empereur sur les victimes de la révolution.

Première et seule excursion durant le séjour à Briars. — Bal de l'Amiral.

Ma conduite durant l'île d'Elbe.

Tempérament de l'Empereur. — Courses. — Système de médecine.

Continuation de la vie de Briars, etc. — Ma première visite à Longwood. — Machine infernale, son historique.

Conspiration de Georges, Pichegru, etc. — Affaire du duc d'Enghien. — Esclave Tobie. — Réflexions caractéristiques de Napoléon.

Origine des guides. — Autre danger de Napoléon. — Un gros officier allemand. — Un chien.

Guerre. — Principes. — Application. — Paroles sur divers généraux.

Situation des princes d'Espagne à Valencey. — Le pape à Fontainebleau. — Réflexions, etc.

Contrariétés.

Lieutenant anglais. — Singularité. — Départ pour Longwood arrêté. — Politique. — État de la France. — Mémoire justificatif de Ney.

CHAPITRE IV.

Établissement à Longwood. — Translation à Longwood. — Description de la route. — Prise de possession. — Premier bain.

Description de Longwood, etc. — Détail des appartements.

Régularisation de la maison de l'Empereur. — Situation morale des captifs entre eux, etc. — Quelques nuances du caractère de l'Empereur. — Portrait de Napoléon, par M. de Pradt, traduit d'une gazette anglaise. — Réfutation.

Ma situation matérielle adoucie. — Mon lit changé, etc.

Habitudes et heures de l'Empereur. — Son style avec les deux impératrices. — Détails. — Maximes de l'Empereur sur la police. — Police secrète des lettres. — Détails curieux. — L'Empereur pour un gouvernement fixe et modéré.

Première tournée de l'Empereur à cheval. — Dureté des instructions ministérielles à mon égard. — Nos peines, nos plaintes. — Paroles de l'Empereur. — Réponses brutales.

Mépris de l'Empereur pour la popularité ; ses motifs, ses arguments, etc. — Sur ma femme. — La mère et la sœur du général Gourgaud.

L'Empereur souvent blessé dans ses campagnes. — Cosaques. — *Jérusalem délivrée.*

Ma conversation avec un Anglais.

Sur l'émigration. — Bienfaisance des Anglais, — Ressources des émigrés, etc.

Excursion difficile. — Premier essai de notre vallée. — Marais perfide. — Moments caractéristiques. — Anglais désabusés. — Poison de Mithridate.

L'Empereur laboure un sillon. — Denier de la veuve. — Entrevue avec l'amiral. — Nouveaux arrangements. — Le Polonais Piontowsky.

Sous-gouverneur Skelton.

Premier de l'an. — Fusils de chasse, etc. — Famille du gouverneur Wilks.

Vie de Longwood. — Course à cheval de l'Empereur. — Notre nymphe. — Sobriquets. — Des îles, de leur défense. — Grandes forteresses. — Gibraltar. — Culture et lois de l'île. — Enthousiasme, etc.

L'Empereur virement contrarié. — Nouvelles brouilleries avec l'amiral.

Chambre de Marchand. — Linge, vêtements de l'Empereur, manteau de Marengo. — Éperons de Champ-Aubert, etc.

Amiral Taylor, etc.

L'Empereur couché en joue. — Nos passe-temps du soir. — Romans. — Sortie politique.

Sur l'*Histoire secrète du cabinet de Bonaparte* par Goldsmith. — Détails, etc.

L'Empereur se décide à apprendre l'anglais. Première leçon d'anglais, etc.

Nos habitudes journalières. — Conversation avec le gouverneur Wilks — Armées. — Chimie. — Politique. — Détails sur l'Inde. —

Delphine, de madame de Staël. — MM. Necker, Calonne.
Mon nouveau logement, etc. — Description. — Visite matinale, etc.
Lectures de l'Empereur. — Madame de Sévigné. — *Charles XII*. —
Paul et Virginie. — Vertot. — Rollin. — Velly. — Garnier.
Difficulté vaincue. — Dangers personnels de l'Empereur à Eylau, à
Iéna, etc. — Troupes russes, autrichiennes, prussiennes. — Jeune
Guibert. — Corbineau. — Maréchal Lannes. — Bessières. —
Duroc.
Étude de l'anglais, etc. — Détails. — Réflexions, etc. — Promenade à
cheval. — Cheval embourbé, autres traits caractéristiques.

CHAPITRE V.

Fragments de la campagne d'Italie.
Treize vendémiaire.
Bataille de Montenotte.
Éloge de Sainte-Hélène par l'Empereur. — Petites ressources de l'île.
Première saignée de mon fils. — L'Empereur me donne un cheval. —
Progrès de l'Empereur dans l'anglais.
L'Empereur apprend la mort de Murat.
Porlier, Ferdinand. — Tableaux : de l'Atlas.
Sur l'Égypte. — Ancien projet sur le Nil.
Uniformité. — Ennui. — Solitude de l'Empereur. — Caricatures.
Longue course à pied de l'Empereur.
Politique de l'Empereur sur les affaires de France. — Sa prédiction sur
les Bourbons.
Peinture du bonheur domestique par l'Empereur, — Deux demoiselles
de l'île. — L'Empereur souffrant.
Travaux de l'Empereur à l'île d'Elbe. — Prédilection des
Barbaresques pour Napoléon.
Piontowski. — Caricature. — Bonté héréditaire et proverbiale des
Bourbons.
Retour de l'île d'Elbe. — Détails, etc.
Paroles charmantes de l'Empereur. — Son opinion sur nos grands
poètes. — Tragédies modernes. — *Hector*. — *Les États de Blois*. —

Talma

Les faiseurs d'affaires dans la révolution. — Crédit de l'Empereur, à son retour. — Sa réputation dans les bureaux comme vérificateur. — Ministre des finances, du Trésor. — Cadastre.

Flotte de la Chine

Sur l'invasion en Angleterre. — Détails.

Réception de quelques officiers de la flotte de la Chine. Cour de l'Empereur

étiquette, etc.— Anecdote de Tarare. — Grands officiers. — Chambellans. — Splendeur sans égale de la cour des Tuileries. — Belle administration du palais. — Intention de l'Empereur à ses levers. — Grand couvert. — De la cour et de la ville.

Jeu d'échecs venu de la Chine. — Présentation des capitaines de la flotte de la Chine.

Mystification.

L'Empereur en état d'employer son anglais. - Sur la médecine. — Corvisart. — Définition. — Sur la peste. — Médecine de Babylone.

Procès de Ney, — Voiture perdue à Waterloo. — Entrevue de Dresde. — Sur l'humeur des femmes. — Princesse Pauline. — Beau mouvement de l'Empereur.

Injure à l'Empereur et au prince de Galles. — Exécution de Ney. — Évasion de Lavalette.

Commission pour le prince régent.

Esprit de l'île de France.

Intentions de l'Empereur sur Rome. Horrible nourriture. — *Britannicus*.

CHAPITRE VI.

20 mars. — Couches de l'impératrice.

Conjuration de Catilina. — Les Gracques. — Les historiens. — Sommeil durant la bataille. — César, ses *Commentaires*. — Des divers systèmes militaires.

Résumé des neuf mois écoulés.

Journées de Longwood, etc. — Procès de Drouot. — Jugements militaires. — Soult. — Masséna. — Camarades de l'Empereur dans l'artillerie. — L'Empereur croyant son nom inconnu même dans Paris.

Examen de conscience politique — État fidèle de l'Empire, sa prospérité. — Idées libérales de l'Empereur sur la différence des partis. — Marmont. — Murat. — Berthier.

Chance de dangers dans les batailles, etc. — Les bulletins très-véridiques.

Insalubrité de l'île.

Paroles de l'Empereur sur son expédition en Orient.

Description de l'appartement de l'Empereur. — Horloge du grand Frédéric. — Montre de Rivoli. — Détails minutieux de sa toilette. — Son costume. — Bruits ridicules, absurdités sur sa personne. — Complot de Georges. — De Cérachi. — Attentat du fanatique de Schœnbrun.

Partis à prendre après Waterloo.

Traits caractéristiques

Politique. — État de l'Europe. — Ascendant irrésistible des idées libérales.

Opinions de l'Empereur sur plusieurs personnages connus. — Pozzo di Borgo. — Metternich. — Bassano. — Clarke. — Champagny. — Cambacérès. — Lebrun. — Talleyrand. — Fouché, etc.

Papiers d'Europe. — Politique.

Arrivée du gouverneur. — Progrès de l'Empereur dans son anglais. — Première visite du gouverneur. — Déclaration exigée de nous.

Conversation caractéristique. — Retour de l'île d'Elbe prévu dès Fontainebleau. — Introduction du gouverneur. — Mortification de l'amiral. — Nos griefs contre lui. — Signalement de sir Hudson Lowe.

Convention des souverains sur Napoléon, etc. — Paroles remarquables.

Déclaration exigée de nous. — Visite d'adieu de l'ancien gouverneur. — Conversation remarquable. — Saillie d'un vieux soldat anglais.

CHAPITRE VII.

Message de l'Empereur au prince régent. — Paroles caractéristiques.
— Portefeuille perdu à Waterloo. — Sur les ambassadeurs. — M. de Narbonne. — Après Moscou, l'Empereur sur le point d'être arrêté en Allemagne. — Compte de toilette de l'Empereur. — Budget d'un ménage dans les capitales de l'Europe. — L'ameublement de la maison de la rue de la Victoire. — Ameublement des palais impériaux. — Moyen de vérification de Napoléon
Le gouverneur visite ma chambre. — Critique du *Mahomet* de Voltaire. — Du Mahomet de l'histoire. — Grétry
Ma visite à Plantation-House. — Insinuation. — Première méchanceté de sir H. Lowe. — Proclamations de Napoléon. — Sa politique en Égypte. — Aveu d'acte illégal.
Première insulte, première barbarie de sir H. Lowe. — Traits caractéristiques
Abbé de Pradt. — Son ambassade à Varsovie. — Guerre de Russie. — Son origine.
L'Empereur souffrant. — Premier jour de complète réclusion. — Ambassadeurs persan et turc. — Anecdotes.
Deuxième jour de réclusion. — L'Empereur reçoit le gouverneur dans sa chambre. — Conversation caractéristique.

CHAPITRE VIII.

Suite des fragments de la campagne d'Italie. — Bataille de Castiglione.
Bataille d'Arcole.

CHAPITRE IX.

Bataille de Rivoli.
Troisième jour de réclusion. — Beau résumé de l'histoire de l'Empereur par lui-même.
Quatrième jour de réclusion absolue. — *Le Moniteur* favorable à l'Empereur.

Cinquième jour de réclusion.

Sixième jour de réclusion.

Sur la Chine et la Russie. — Rapprochements des deux grandes révolutions de France et d'Angleterre.

Docteur O'Méara ; explication. — Consulat. — Opinion de l'émigration sur le consul. — Idée de l'Empereur sur le bien des émigrés. — Syndicat projeté. — Circonstances heureuses qui concoururent à la carrière de l'Empereur. — Opinion des Italiens. — Couronnement par le pape. — Les mécontents séduits lors de Tilsit. — Bourbons d'Espagne. — Arrivée du fameux palais de bois.

Iliade, Homère.

Paroles caractéristiques de l'Empereur relative à moi.

Hoche. — Divers généraux.

Invitation ridicule de sir Hudson Lowe.

Napoléon à l'institut. — Au Conseil d'État. — Code civil. — Bertrand de Molleville. — Mot pour lord Saint-Vincent. — Sur l'intérieur de l'Afrique. — Ministère de la Marine. — Decrès.

État dangereux de mon fils. — Paroles remarquables. — *Dictionnaire des Girouettes*. — Bertholet.

Réception des passagers de la flotte de Bengale.

Visite du gouverneur — Conversation chaude avec l'Empereur. — L'amiral Lally Landon

Madame la maréchale Lefèvre. — Traits caractéristiques.

Le gouverneur de Java. — Conversation familière de l'Empereur sur sa famille.

L'Empereur endormi. — Maximes morales et politiques de Napoléon.

Le gouverneur arrêtant lui-même un domestique. — Lecture de la Bible. — Applications curieuses de la Bible.

Caprices de l'autorité. — La princesse Stéphanie de Bade, etc.

Autres maximes de l'Empereur. — Scène de Portalis au Conseil d'État, etc. — Accidents de l'Empereur à Saint-Cloud, à Auxonne, à Marly

Politique du moment. — Sentiments vraiment patriotiques de l'Empereur ; beau mouvement de l'Empereur. — Horoscope touchant son fils, etc., etc...

Brutus de Voltaire.

Établissement français sur le fleuve Saint-Laurent. — L'Empereur eût pu gagner l'Amérique. — Sur la politique du cabinet anglais. — Carnot au moment de l'abdication.

État de l'industrie en France. — Sur les physionomies.

L'Empereur devant le camp anglais.

CHAPITRE X.

La Corse et le pays natal. — Paroles de Paoli. — Magnanimité de Madame Mère. — Lucien destiné à la Corse. — Cour du Consul. — Madame de Chevreuse. — Lettre de Madame Mère.

Moreau. — Georges. — Pichegru. — Opinion du camp de Boulogne, de Paris. — Montreuil.

Politique. — Angleterre. — Lettres retenues par gouverneur. — Paroles caractéristiques.

CHAPITRE XI.

Bataille du Tagliamento.

Fragments de Léoben.

CHAPITRE XII.

Retour de Rastadt.

Voltaire. — Jean-Jacques. — Anglais et Français, différence caractéristique. — M. de Chateaubriand ; son discours pour l'institut. — Colères feintes de l'Empereur, ses principes à cet égard.

Réflexions sur le gouverneur. — Dépenses de la maison de l'Empereur aux Tuileries. — Sur les bonnes comptabilités. — MM. Mullien, La Rouillerie.

Sur les femmes, etc. — La polygamie.

Reprises des Mémoires de l'Empereur, etc.

École militaire. — Plan d'éducation ordonné par l'Empereur. — Ses intentions pour les vieux militaires. — Changements opérés dans les habitudes de la capitale.

Résistance à la médecine. — *Gil-Blas*. — Général Bizanet.

Romans de l'Empereur. — Napoléon peu connu de sa maison même. — Ses idées religieuses.

Portrait des directeurs. — Anecdotes. — 18 fructidor

Sur la diplomatie anglaise. — Lords Whitworth, Chatam. — Castlereagh, Cornwallis, Fox, etc

Caractères. — Bailli, La Fayette. Monge, Grégoire, etc. — Saint-Domingue. — Système à suivre. — Lacretelle

Le Moniteur, etc. — Liberté de la presse

Guerre et Maison d'Espagne. — Ferdinand à Valencey. — Fautes dans l'affaire d'Espagne. — Historique de ces événements} etc. — Belle Lettre de Napoléon à Murat.

CHAPITRE XIII.

20 mars. — Couches de l'impératrice.

Effets envoyés d'Angleterre. — L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France. — Conférences de Tilsit. — Reine de Prusse, le roi. — Empereur Alexandre, — Anecdotes, etc.

Arrivée des commissaires étrangers. — Étiquette forcée de Napoléon, anecdotes. — Conseil d'État ; détail du local ; habitudes, — Citations de quelques séances ; digression. — Gassendi. — Les régiments croates, — Ambassadeurs. — Bons de la garde nationale, l'Université, etc., etc.

Souvenirs de Waterloo.

CHAPITRE XIV.

Départ du Northumberland. — Introduction et forme des campagnes d'Italie. — Campagne de Russie, par un aide de camp du vice-roi.

Paroles prophétiques, etc. — Lord Holland, etc., princesse Charlotte de Galles. — Conversation particulière et personnelle inappréciable pour moi.

Arrivée de la bibliothèque. — Témoignages d'Horneman en faveur du général Bonaparte
Sur la mémoire. — Commerce. — Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique. — Artillerie, — Son usage. — Ses idées. — Anciennes écoles
Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des campagnes d'Italie. — Idées de l'Empereur sur le général Drouot. — Sur la bataille de Hohenlinden
Les rats, vrai fléau pour nous, etc. — Impostures de lord Castlereagh. — Héritières françaises.
Détails du gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc. — Anecdote travestie par Goldsmith. — Gaieté.

CHAPITRE XV.

Historique politique de la cour de Londres durant notre émigration ; Georges III ; M. Pitt ; le prince de Galles. — Anecdotes, etc., etc. — Les Nassau. — Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.
Résumé des trois mois avril, mai et juin.
Mon fils tombe de cheval. — Pillage par les armées. — Caractère du soldat français. — Détail de Waterloo par le nouvel amiral.
Anecdotes sur le 18 brumaire. — Siéyès. — Grand électeur. — Cambacérès. — Lebrun, etc.
Nouveaux torts du gouverneur. — Ses absurdités.
Nouvelles vexations. — *Tristan*. — Fables de La Fontaine, etc. — Le ventre gouverne le monde. — Difficulté de juger les hommes.
Sur le masque de fer, etc. — Fable ingénieuse.
Sur le maréchal Lannes. — Murat, sa femme, etc.
Bill de notre exil. — Beaumarchais. — Historique des travaux de Cherbourg.
Longue audience donnée au gouverneur. — Conversation remarquable.
Sur les belles Italiennes.
Faubourg Saint-Germain. — Aristocratie ; démocratie. — L'Empereur eût voulu épouser une Française.

Le feu prend à notre établissement. — Étiquette de Longwood.
 Dépôt de mendicité en France. — Projets de Napoléon sur l'Illyrie. —
 Hôpitaux. — Enfants trouvés. — Prisonniers d'État. — Idées de
 l'Empereur
 Sur l'Égypte. — Saint-Jean-d'Acre. — Le désert. — Anecdotes, etc.
 Avis paternel, etc. — Conversation remarquable. — Cagliostro ;
 Mesmer ; Gal ; Lavater, etc. — L'organisation cranologique de
 Napoléon une vraie merveille selon Gall.
 Accumulation singulière de contrariétés.
 Madame de Balbi. — Détails, etc. — Anecdotes de l'émigration.
 L'Empereur reçoit des lettres des siens. Conversation avec l'amiral. —
 Commissaires des alliés, etc.
 Cour de l'Empereur. — Dépenses, économies, chasses, écuries, pages,
 service d'honneur.

TABLE

DES

SOMMAIRES DU DEUXIÈME VOLUME.



CHAPITRE PREMIER.

Pages.

Nouvelle méchanceté du gouverneur, etc. — Projet désespéré du Corse
 Santini.
Mélanie de la Harpe — Religieuses. — Couvents. — Trappistes. —
 Clergé français.
 Marie-Antoinette. — Mœurs de Versailles, — *Le Père de famille* de
 Diderot.

Historique de l'émigration à Coblenz. — Anecdotes, etc
Voyage sentimental de Napoléon. — Esprit public du temps. —
Journée du 10 août.
Bals masqués. — Madame de Mégrigny. — Le Piémont et les
Piémontais. — Canaux de la France. — Rêves sur Paris. —
Versailles, Fontainebleau.
Projet d'une histoire européenne. — Selim III. Forces d'un sultan turc.
— Les mameluks. — Sur la régence.
Campagnes d'Italie, etc. — L'époque de 1813, etc. — Gustave III —
Gustave IV. — Bernadotte. — Paul I^{er}

CHAPITRE II.

Vigne patrimoniale de Napoléon, etc. — Sa nourrice, etc. — Son toit
paternel. — Larmes de Joséphine durant les échauffourées de
Wurmser aux environs de Mantoue
Catherine II. — Gardes impériales — Paul I^{er}, etc. — Projet sur l'Inde,
etc
L'Empereur évêque, etc. — N'avait jamais souffert de l'estomac.
Campagne de 1809, dite de Wagram, espace de six mois. — État de
L'Europe. Plans de la cinquième coalition. — Machinations
intérieures. — Bataille d'Eckmühl. — Belles leçons de stratégie. —
Inflexions, conséquences. — Bataille d'Essling. — Bataille de
Wagram — Traité de Vienne, le 14 octobre.
Sur la guerre de Russie. — Fatalités, etc. — M. de Talleyrand, etc. —
Corinne de madame de Staël. — M. Necker, etc
De la chasse à Sainte-Hélène, etc. — Veille du 15 août, etc.
Fête de L'Empereur.
École Polytechnique supprimée, etc. — Indécence des journaux
anglais, etc. — Machine à glace.
Idées religieuses de Napoléon. — Évêque de Nantes (de Voisins.) —
Le pape. Liberté de l'Église gallicane. — Anecdotes. — Concordat
de Fontainebleau.
Conversation vive de l'Empereur avec le gouverneur, en tiers avec
l'amiral.

Retour sur la conversation avec le gouverneur, etc. Effets des libelles sur Napoléon. — Traité de Fontainebleau. — Ouvrage du général Sarrazin.

Violent accès d'indignation de ma part qui amuse fort l'Empereur.

Corvisart, etc. — Anecdotes des salons de Paris.

L'Empereur continue d'être souffrant. Pièce officielle remarquable adressée à sir Hudson Lowe

Général Joubert — Pétersbourg — Moscou, son incendie — Projet de Napoléon s'il fût revenu vainqueur

Sur le couronnement, etc. — Décrets de Berlin et de Milan. — Grande cause de la haine des Anglais

CHAPITRE III.

Relation de la campagne de Waterloo, dictée par Napoléon.

Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même

Catinat, Turenne, Condé. De la plus belle bataille de l'Empereur — Des meilleures troupes, etc

Mathilde et madame Cottin, etc. — Pas un Français que Napoléon n'ait remué. — Desaix et Napoléon à Marengo. — Sidney-Smith cause involontaire du retour du général Bonaparte en France, historique de ce voyage. — Exemples bien bizarres de la fortune.

Doutes historiques, le duc d'Orléans régent, madame de Maintenon, son mariage avec Louis. XIV

Les ministres, etc. M. Daru, anecdotes. — Parures fanées de Sainte-Hélène.

Campagne de Saxe ou de 1813. — Violente sortie de Napoléon. — Réflexions, analyses.

CHAPITRE IV.

Traité de bienfaisance. — Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. — Massacres de septembre. — Sur les révolutions en général, fatalité contre Louis XVI.

Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous.

Bourrades de Napoléon, la plupart calculées, etc., etc. — On marchande notre existence.

Conversation confidentielle — Lettres de madame de Maintenon et de madame de Sévigné.

Fautes des ministres anglais, moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. — Réduction du gouverneur.

Cour de l'Empereur. — Présentation des femmes, etc. — Sur l'âge des femmes. — Manuscrit de l'île d'Elbe.

CHAPITRE PREMIER.

Dans le seizième siècle, le pape, l'Espagne et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. — Henri IV succède à Henri III sans interrègne ; il est vainqueur de la ligue, cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation.

CHAPITRE II

La république consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire et par toutes les puissances de l'Europe

CHAPITRE III

La révolution a fait de la France une nouvelle nation, elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs, elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses, conformes au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle

CHAPITRE IV

Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la république. Napoléon a été sacré par le pape, reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent.

CHAPITRE V

Le sang de la dynastie impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe, celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche.

CHAPITRE VI

Qui donne occasionnellement la campagne de Saxe, démontre que la ligue de 1813 était, dans son objet, étrangère à la restauration.

Mon ménage. — Intention de l'Empereur dans ses prodigalités, etc.
Petitesse de son lit. — Le tic revenu. — Gardes de l'Aigle. — Le coucou.
L'Empereur continue d'être souffrant, etc. — Gaieté. — Horrible nourriture, vin exécration, etc.
Poème de *Charlemagne*, du prince Lucien, critique — Homère.
Manque de nourriture — Le vin ridiculement fixe, etc. Retour de l'île d'Elbe. — Bizarrerie du hasard, etc.
Poème de *Charlemagne*, etc. — Les frères et sœurs de l'Empereur, auteurs, etc.
Nous manquons de déjeuner. — Sophisme de gaieté. Sur les impossibilités, etc. — L'Empereur change et s'affaiblit. — Argenterie brisée
Nouvelle vexation du gouverneur — Topographie de l'Italie

CHAPITRE V.

Fameuse créance à Saint-Domingue — Inspecteurs aux revues, etc. — Projets administratifs, composition de l'armée. — Gaudin, Mollien, Defermont, Lacuée, etc. Ministre du trésor, ministre secrétaire d'Etat, leur importance.
Intention de Napoléon sur les classiques anciens.
Sur la sensibilité — Sur les Occidentaux et les Orientaux, leur différence, etc.
Sur la Hollande et le roi Louis. — Humeur, plainte contre les siens. — Haute politique, etc. Lettre à son frère le roi Louis.
Ferveur de travail. Idées et projets de Napoléon sur notre histoire, etc. — Sur les ouvrages publiés, etc. — M. Méneval, détails curieux, etc., etc.
Paroles caractéristiques touchant ma femme — Dictée de l'Empereur pour une nouvelle partie de ses Mémoires.

CHAPITRE VI.

Belles dictées de l'Empereur. — Détails, particularités caractéristiques, etc. — Mauvaise foi du cabinet britannique — Réfutation de Walter

Scott et de Maitland. — Singularités bien remarquables dans Napoléon touchant son orthographe et ses citations historiques.

Mon atlas — Gaieté de Napoléon sur son fanatisme supposé — Le gouverneur insiste vainement pour être reçu de l'Empereur

Jurisprudence sur nos Codes au Conseil d'État, Merlin, etc. — Monuments d'Égypte. — Projet d'un temple égyptien à Paris,

Ressources dans l'émigration, anecdotes, etc. — Communications officielles. — Nouvelles offenses.

L'Empereur lit mon Journal et me dicte. — Conférence entre le grand maréchal et le gouverneur

Mon Journal, singularité de l'Empereur à son égard, il ne l'a jamais revu — L'empire de l'opinion. Talma, Crescentini, etc.

Combat d'Ulysse et d'Irus. — Noverraz serait notre roi, etc.

Le Polonais aux arrêts par le gouverneur. — Paroles de l'Empereur sur son fils et sur l'Autriche — Nouvelles vexations. — Nouveaux outrages. — Paroles sur lord Batthurst. — Nouvelles restrictions. — Observations dictées par Napoléon.

Restrictions de sir Hudson Lowe, communiquées à Longwood, le 19 octobre 1816, mais qu'il avait déjà mises à exécution par différents ordres secrets, depuis le mois d'août précédent, et qu'il ne communiqua jamais aux officiers anglais de service, honteux sans doute de leur contenu.

Nos inquiétudes, nos peines au sujet des nouvelles restrictions. — Anecdotes de Campo-Formio, MM. de Cobentzel, Gallo, Clarke. — Le comte d'Entraigues.

Besoins de l'Empereur. — Ses reprises sur le prince Eugène. — Sa santé s'altère.

Déclaration exigée envoyée au gouverneur — Beaucoup de livres modernes, pures spéculations — Fausseté des portraits créés par l'esprit de parti, etc. — Général Masson.

CHAPITRE VII.

Odieuses difficultés du gouverneur sur nos déclarations, beau mouvement de l'Empereur. Notre affreuse inquiétude. — Le gouverneur fait comparaître chacun de nous, persistance de

l'Empereur. — Nous le trompons. — Notre esclavage est consommé.

Anecdotes sur Siéyès, avances. — L'Empereur souvent déguisé dans les fêtes populaires. — Visites au faubourg Saint-Antoine après Moscou et l'île d'Elbe. — Cheveux de l'Empereur. Mœurs sous le Directoire.

Louis XVI. — Marie-Antoinette. — Madame Campan. — Léonard. — Princesse Lamballe.

On enlève quatre des nôtres. — Premières années de l'Empereur

La famille du grand maréchal se rapproche de nous

Expédition de saint Louis en Égypte. — Nos femmes auteurs de madame Staël. — Les écrivains ennemis de Napoléon ne mordront que sur du granit.

Soin des blessés aux armées, le baron Larrey, circonstance caractéristique.

L'Empereur accepte mes quatre mille louis.

CHAPITRE VIII.

Tragédie d'Euripide dans son intégrité, commandée pour le théâtre de Saint-Cloud. — Maréchal Jourdan. — Sur la guerre de Russie, vues et intentions de Napoléon. — Clef de la guerre de Russie, rectifications judicieuses de Napoléon sur cette désastreuse expédition.

Fluxion violente — Anecdotes intérieures et domestiques.

Les souffrances continuent. — Immoralité, vice le plus funeste dans le souverain. — Résumé consolant de Napoléon sur la moralité de notre avenir

L'Empereur, toujours souffrant, manque de médicaments. — Madame de Montesson

L'Empereur continue d'être souffrant. — Circonstances caractéristiques

Chaque jour de réclusion. — Anecdote pour mémoire non payé. — Sur l'impopularité.

L'Empereur viole, dit-il, les règles de la médecine. — C'est lui qui, le premier, nous appelle la grande nation. — Il a commandé toute sa

vie.

Résumé de juillet, août, septembre, octobre. — De l'ouvrage de M. O'Meara, procès qui lui est intenté en ce moment par sir Hudson Lowe. — Quelques mots en défense du MÉMORIAL

Affaissement de l'Empereur. — Sa santé continue de s'altérer sensiblement. — Inquiétudes du médecin. — Nos prisonniers en Angleterre, les pontons, etc.

CHAPITRE IX.

Anvers, grandes intentions de Napoléon à son égard, est une des causes de sa chute. — Généreux sentiments qui font refuser le traité de Chatillon. — Travaux maritimes, Cherbourg, etc. — Rapport officiel sur l'empire en 1813. — Total des dépenses en travaux, sous Napoléon.

L'Empereur très-souffrant, mélancolie. — Anecdotes de gaieté. — Deux aides de camp. — Échauffourée du général Mallet.

Continuation de souffrances et de réclusion. — Eut dû mourir à Moscou ou à Waterloo. — Éloge de sa famille.

La géographie, passion du moment — Mon Atlas — Lit de parade arrivé de Londres, vrai piège à rats. — Anecdotes apprises des Anglais, lettre de Sainte-Hélène.

CHAPITRE X.

Situation physique de la Russie ; sa puissance politique ; paroles remarquables. — Notice sur l'Inde anglaise. — Pitt et Fox. — Idées de l'économie politique : compagnies ou commerce libre. — Les créneaux contre les métiers, etc. — M. de Suffren — Sentiments de l'Empereur pour la marine.

Organisation impériale ; préfets, auditeurs au Conseil d'État ; motifs des gros appointements ; intentions futures, etc.

La Vendée, Charette — Lamarque — Tragédies d'Eschyle et de Sophocle, etc. — Véritables tragédies chez les Romains — La *Médée* de Sénèque, singularité.

L'Empereur beaucoup mieux – Lui sauter ! – Madame Regnault de Saint-Jean-d'Angely. Les deux impératrices – Dépenses de Joséphine ; mécontentement de l'Empereur ; anecdotes caractéristiques de l'Empereur.

Guerre sur les grandes routes – Dumouriez plus audacieux que Napoléon – Détails sur la princesse Charlotte de Galles, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, etc.

Divers objets bien importants – Négociation d'Amiens ; début du Premier Consul en diplomatie – De l'agglomération des peuples de l'Europe – De la conquête de l'Espagne – Danger de la Russie – Bernadotte.

L'Empereur a peu de confiance dans l'issue de 1815. – Thémistocle. – À un moment la pensée, dans la crise de 1814, de rétablir lui-même les Bourbons. – Ouvrage du baron Fain sur la crise de 1814. – Abdication de Fontainebleau ; particularités. – Traité de Fontainebleau, etc., etc.

CHAPITRE XI.

L'épée du grand Frédéric. — Il eut voulu épouser une Française. — On espère que le lion s'endormira. — Nouvelles tracasseries du gouverneur, il m'enlève mon domestique — Notre sort enviable dans nos misère. — Bonheur de l'avoir approché.

Nouvelles occupations de l'Empereur – Sur les grands capitaines, la guerre, etc., etc. – Ses idées sur diverses institutions pour le bien-être de la société. – Avocats. – Curés. – Autres objets.

L'Empereur change de manière à nous affecter – Le gouverneur nous environne de fortifications. Terreurs de sir Hudson Lowe. – Général Lamarque. – Madame Récamier et un prince de Prusse.

Les ministres anglais actuels ; portraits – Tous les ministères, autant de léproseries ; honorables exceptions – Sentiments de Napoléon pour ceux qui l'ont servi.

Retour sur les généraux de l'armée d'Italie – Le père d'un de ses aides de camp – Ordures de Paris – Famille La Rochefoucauld, etc.

Poniatowski, le vrai roi de Pologne. – Traits caractéristiques sur Napoléon. – Dires épars ; notes perdues.

Georges, Pichegru, Moreau, le duc d'Enghien.

Visite clandestine du domestique qui m'avait été enlevé. — Ses offres. —
Seconde visite. — Troisième ; je lui confie mystérieusement ma lettre
au prince Lucien : cause de ma déportation.

CHAPITRE XII.

Mon enlèvement de Longwood.

Visite officielle de mes papiers, etc.

Ma translation à Balcombe's cottage.

Je prends un parti ; mes lettres à sir Hudson Lowe, etc.

Mes griefs personnels contre sir Hudson Lowe. — Traits
caractéristiques.

La fameuse pièce clandestine — Mon interrogatoire par sir Hudson
Lowe.

Mes vives inquiétudes — Lettre de l'Empereur, vrai bonheur.

Sur la lettre de l'Empereur. — Réflexions. — Détails. — Nouvelles
difficultés de sir Hudson Lowe.

Décision officielle de ma déportation au Cap. — Mesures astucieuses et
ridicules de sir Hudson Lowe.

Continuation de correspondance. — Le gouverneur déconcerté par ma
résolution finale.

Départ de Balcombe's cottage ; translation à la ville.

Paroles de l'Empereur. — Adieux du grand maréchal.

Derniers adieux — Scellé des papiers. — Départ.

Napoléon dans l'exil.

.

CHAPITRE XIII.

Corvisart — Eugène Beauharnais. — Carnot. — Barras. —
Villeneuve. — Drouot. — Vaisselle brisée.

CHAPITRE XIV.

Campagne de Moscou — Blucher. — Siège de Toulon. — Talleyrand. — Pichegru. — Moreau. — Mémoire. — Desaix. — Machine infernale. — Grouchy.

CHAPITRE XV.

Brienne. — Talleyrand. — Égypte. — Lavallette. — Docteur Warden. — Waterloo. — Jaffa. — Lallemand. — Moreau. — Buste du roi de Rome. — Sieyès. — Toussaint Louverture. — Marlborough.

CHAPITRE XVI.

Larrey. — Poniatowski. — Lucien. — Talma. — Labedoyère. — Mort de Cipriani.

Derniers moments de Napoléon

CHAPITRE XVII.

Arrivée du portrait du roi de Rome. — Kléber. — Fouché.

CHAPITRE XVIII.

Augereau. — Joubert. — Masséna. — Laharpe. — Gérard. — Clauset. — Belhar. — Lamarque. — Desaix.

CHAPITRE XIX.

Kléber. — Marlborough. — Affaiblissement de l'Empereur. — Napoléon arrête et cache ses codicilles. — Derniers moments.

CHAPITRE XX.

Testament de Napoléon.

CHAPITRE XXI.

Historique de la translation des restes mortels de l'empereur Napoléon aux Invalides.

Rapport de M. le prince de Joinville au ministre de la marine.

Acte d'exhumation et de remise des restes de Napoléon.

Procès-verbal du chirurgien-major de la frégate LA BELLE-POULE.

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

MÉMORIAL
DE
SAINTE-HÉLÈNE

Volume 1.

PRÉAMBULE

J'entreprends d'inscrire ici, jour par jour, tout ce qu'a dit et fait l'empereur Napoléon, durant le temps où je me suis trouvé près de lui. Mais, avant de commencer, qu'on me pardonne un préambule qui ne me semble pas inutile.

Jamais je ne me suis attaché à aucune lecture historique sans avoir voulu connaître le caractère de l'auteur, sa situation dans le monde, ses relations politiques et domestiques, en un mot, les grandes circonstances de sa vie : je pensais que là seulement devaient se trouver la clef de ses écrits, la mesure certaine de ma confiance. Aujourd'hui je me hâte de fournir à mon tour, pour moi-même, ce que j'ai toujours recherché dans les autres.

Je vais donc, avant de présenter mes récits, mettre au fait de ce qui me concerne.

Je n'avais guère que vingt et un ans au moment de la révolution ; je venais d'être fait lieutenant de vaisseau, ce qui correspondait au grade d'officier supérieur dans la ligne ; ma famille était à la cour, je venais d'y être présenté moi-même. J'avais peu de fortune ; mais mon nom, mon rang dans le monde, la perspective de ma carrière, devaient, d'après l'esprit et les calculs du temps, me faire trouver, par mariage, celle que je pouvais désirer. Alors éclatèrent nos troubles politiques.

Un des vices éminents de notre système d'admission au service était de nous priver d'une éducation forte et finie.

Sortis de nos écoles à quatorze ans, abandonnés dès cet instant à nous-mêmes, et comme lancés dans un grand vide, où aurions-nous pris la plus légère idée de l'organisation sociale, du droit public et des obligations civiles ?

Aussi, conduit par de nobles préjugés, bien plus que par des devoirs réfléchis, entraîné surtout par un penchant naturel aux résolutions

généreuses, je fus des premiers à courir au-dehors près de nos princes, pour sauver, disait-on, le monarque des excès de la révolte, et défendre nos droits héréditaires que nous ne pouvions, disait-on encore, abandonner sans honte. Avec la manière dont nous avons été élevés, il fallait une tête bien forte ou un esprit bien faible pour résister au torrent.

Bientôt l'émigration devint générale. L'Europe ne connaît que trop cette funeste mesure, dont la gaucherie politique et le tort national ne sauraient trouver d'excuse aujourd'hui que dans le manque de lumière et la droiture du cœur de la plupart de ceux qui l'entreprirent.

Défaits sur nos frontières ; licenciés, dissous par l'étranger ; repoussés, proscrits par les lois de la patrie, grand nombre de nous gagnèrent l'Angleterre, qui ne tarda pas à nous jeter sur les plages de Quiberon. Assez heureux pour ne pas y avoir débarqué, je pus réfléchir, au retour, sur l'horrible situation de combattre sa patrie sous des bannières étrangères ; et dès cet instant mes idées, mes principes, mes projets, furent ébranlés, altérés ou changés.

Désespérant des événements, abandonnant le monde et ma sphère naturelle, je me livrai à l'étude, et sous un nom emprunté je refis mon éducation, en essayant de travailler à celle d'autrui.

Cependant, au bout de quelques années, le traité d'Amiens et l'amnistie du Premier Consul nous rouvrirent les portes de la France. Je n'y possédais plus rien, la loi avait disposé de mon patrimoine ; mais est-il rien qui puisse faire oublier le sol natal ou détruire le charme de respirer l'air de la patrie ?

J'accourus ; je remerciai d'un pardon qui m'était d'autant plus cher que je pus dire avec fierté que je le recevais sans avoir à me repentir.

Bientôt après, la monarchie fut proclamée de nouveau : alors ma situation, mes sentiments furent des plus étranges ; je me trouvais soldat puni d'une cause qui triomphait. Chaque jour on en revenait à nos anciennes idées, tout ce qui avait été cher à nos principes, à nos préjugés se rétablissait ; et pourtant la délicatesse et l'honneur nous faisaient une espèce de devoir d'en demeurer éloignés.

En vain le nouveau gouvernement avait-il proclamé hautement la fusion de tous les partis ; en vain son chef avait-il consacré ne vouloir plus connaître en France que des Français ; en vain d'anciens amis, d'anciens

camarades, m'offraient-ils les avantages d'une nouvelle carrière à mon choix ; ne pouvant venir à bout de vaincre la discordance intérieure dont je me sentais tourmenté, je me condamnai obstinément à l'abnégation, je me réfugiai dans le travail, je composai, et toujours sous mon nom emprunté, un ouvrage historique qui refit ma fortune, et alors s'écoulèrent les cinq ou six années les plus heureuses de ma vie.

Cependant des évènements sans exemple se succédaient autour de nous avec une rapidité inouïe ; ils étaient d'une telle nature et portaient un tel caractère, qu'il devenait impossible à quiconque avait dans le cœur l'amour du grand, du noble et du beau ; d'y demeurer insensible.

Le lustre de la patrie s'élevait à une hauteur inconnue dans l'histoire d'aucun peuple : c'était une administration sans exemple par son énergie et par ses heureux résultats ; un élan simultané qui, imprimé tout à coup à tous les genres d'industrie, excitait toutes les émulations à la fois ; c'était une armée sans égale et sans modèle, frappant de terreur au-dehors, et créant un juste orgueil au-dedans.

À chaque instant notre pays se remplissait de trophées ; de nombreux monuments proclamaient nos exploits ; les victoires d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland ; les traités de Presbourg, de Tilsit, constituaient la France la première des nations et l'arbitre des destinées universelles : c'était vraiment un honneur insigne que de se trouver Français ! Et pourtant tous ces actes, tous ces travaux, tous ces prodiges, étaient l'ouvrage d'un seul homme !

Pour mon compte, quels qu'eussent été mes préjugés, mes préventions antérieures, j'étais plein d'admiration ; et il n'est, comme on sait, qu'un pas de l'admiration à l'amour.

Or, précisément dans ce temps, l'Empereur appela quelques-unes des premières familles autour de son trône, et fit circuler, parmi le reste, qu'il regarderait comme mauvais Français ceux qui s'obstineraient à demeurer à l'écart. Je n'hésitai pas un instant ; j'avais, me disais-je, épuisé mon serment naturel, celui de ma naissance et de mon éducation ; j'y avais été fidèle jusqu'à extinction ; il n'était plus question de nos princes, nous en étions même à douter de leur existence. Les solennités de la religion, l'alliance des rois, l'Europe entière, la splendeur de la France, m'apprenaient désormais que j'avais un nouveau souverain. Ceux qui nous

avaient précédés avaient-ils résisté aussi longtemps à d'aussi puissants efforts, avant de se rallier au premier des Capets ? Je répondis donc, pour mon compte, qu'heureux par cet appel de sortir avec honneur de la position délicate où je me trouvais, je transportais désormais librement, entièrement et de bon cœur, au nouveau souverain tout le zèle, le dévouement, l'amour que j'avais constamment nourris pour mes anciens maîtres, et le résultat de ma démarche fut mon admission immédiate à la cour.

Cependant je désirais ardemment à mes paroles joindre quelques actions. Les Anglais envahirent Flessingue, et menacèrent Anvers ; je courus, comme volontaire, à la défense de cette place ; Flessingue fut évacuée, et ma nomination de chambellan me rappela auprès du prince. À ce poste honorifique j'avais besoin, dans mes idées, de joindre quelque occupation utile ; je demandai et j'obtins d'être membre du conseil d'État. Alors se succédèrent des missions de confiance : je fus envoyé en Hollande, au moment de sa réunion, pour y recevoir les objets relatifs à la marine ; en Illyrie, pour y liquider la dette publique ; et dans la moitié de l'empire, pour inspecter les établissements publics de bienfaisance. Dans nos derniers malheurs, j'ai reçu de douces preuves qu'après moi j'avais laissé quelque estime dans les pays où j'avais été envoyé.

Cependant la Providence avait posé un terme à nos prospérités : on connaît la catastrophe de Moscou, les malheurs de Leipsick, le siège de Paris. Je commandais dans cette cité une de ses légions, qui s'honora le 31 mars de la perte d'un assez grand nombre de citoyens. Au moment de la capitulation, je remis mon commandement entre les mains de celui qui venait après moi ; je me croyais, à d'autres titres, d'autres devoirs encore auprès de la personne du prince ; mais je ne pus gagner Fontainebleau à temps : l'Empereur abdiqua, et le roi vint régner.

Alors ma situation devint bien plus étrange encore qu'elle ne l'avait été douze ans auparavant. Elle triomphait enfin cette cause à laquelle j'avais sacrifié ma fortune, pour laquelle j'étais demeuré douze ans en exil au-dehors, et six ans dans l'abnégation au-dedans ; elle triomphait enfin, et pourtant le point d'honneur et d'autres doctrines allaient m'empêcher d'en recueillir aucun bien !

Quelle marche aurait été plus bizarre que la mienne ? Deux révolutions s'étaient accomplies en opposition l'une de l'autre : la première m'avait

coûté mon patrimoine, la seconde aurait pu me coûter la vie ; aucune des deux ne me procurait d'avantageux résultats. Le vulgaire ne verra là-dedans qu'une tergiversation fâcheuse d'opinions ; les intrigants diront que j'ai été deux fois dupe ; le petit nombre seulement comprendra que j'ai deux fois rempli de grands et honorables devoirs.

Quoi qu'il en soit, mes anciens amis, dont la marche que j'avais suivie n'avait pu m'enlever ni l'affection ni l'estime, devenus aujourd'hui tout-puissants, m'appelaient à eux. Il me fut impossible d'écouter leur bienveillance ; j'étais dégoûté, abattu ; je résolus que ma vie publique avait fini. Devais-je m'exposer au faux jugement de ceux qui m'observaient ? Chacun pouvait-il lire dans mon cœur !

Devenu Français jusqu'au fanatisme, ne pouvant supporter la dégradation nationale dont, au milieu des baïonnettes ennemies, j'étais chaque jour le témoin, j'essayai d'aller me distraire, au loin, des malheurs de la patrie. J'allai passer quelques mois en Angleterre. Comme tout m'y parut changé ! C'est que je l'étais beaucoup moi-même !

J'étais à peine de retour, que Napoléon reparut sur nos côtes. En un clin d'œil il se trouva transporté dans la capitale, sans combats, sans excès, sans effusion de sang. Je tressaillis, je crus voir la souillure étrangère effacée et toute notre gloire revenue. Les destins en avaient ordonné autrement !

À peine sus-je l'Empereur arrivé de Waterloo, que j'allai spontanément me placer de service auprès de sa personne. Je m'y trouvai au moment de son abdication, et quand il fut question de son éloignement, je lui demandai à partager ses destinées.

Tels avaient été jusque-là le désintéressement, la simplicité, quelques-uns diront la niaiserie de ma conduite, que, malgré mes relations journalières comme officier de sa maison et membre de son conseil, il me connaissait à peine. « Mais savez-vous jusqu'où votre offre peut vous conduire ? me dit-il dans son étonnement. — Je ne l'ai point calculé, » répondis-je.

Il m'accepta, et je suis à Sainte-Hélène.

À présent je me suis fait connaître ; le lecteur a mes lettres de créance en ses mains : une foule de mes contemporains sont vivants, on verra s'il s'en lève un seul pour les infirmer. Je commence.

Chapitre premier.

DEPUIS LE 20 JUIN 1815, VEILLE DE L'ABDICATION DE L'EMPEREUR NAPOLÉON,
JUSQU'AU 15 OCTOBRE, JOUR DE L'ARRIVÉE À SAINTE-HÉLÈNE.
ESPACE DE QUATRE MOIS.

Retour de l'Empereur à l'Élysée après Waterloo

Mardi 20 juin 1815.

J'APPRENDS le retour de l'Empereur à l'Élysée, et je vais m'y placer spontanément de service.

L'Empereur venait de perdre une grande bataille, le salut de la France était désormais dans la Chambre des représentants, dans leur confiance et leur zèle. L'Empereur accourait avec l'idée de se rendre, encore tout couvert de la poussière de la bataille, au milieu d'eux ; là, d'exposer nos dangers, nos ressources ; de protester que ses intérêts personnels ne seraient jamais un obstacle au bonheur de la France, et repartir aussitôt. On assure que plusieurs personnes l'en ont dissuadé, en lui faisant craindre une fermentation naissante parmi les députés.

Du reste, on ne saurait comprendre encore tout ce qui se répand sur cette malheureuse bataille : les uns disent qu'il y a eu trahison manifeste ; d'autres, fatalité sans exemple. Trente mille hommes, commandés par Grouchy, ont manqué l'heure et le chemin ; ils ne se sont pas trouvés à la bataille ; l'armée, victorieuse jusqu'au soir, a été, dit-on, prise subitement, vers les huit heures, d'une terreur panique ; elle s'est fondue en un instant. C'est *Crécy*, *Azincourt*, etc. ^[1]... Chacun tremble, on croit tout perdu !

Abdication

Mercredi 21.

Tout hier soir et durant la nuit la représentation nationale, ses membres les mieux intentionnés, les plus influents, sont travaillés par certaines personnes, qui produisent, à les en croire, des documents authentiques, des pièces à peu près officielles, garantissant le salut de la France par la *seule abdication de l'Empereur*, disent-ils.

Ce matin cette opinion était devenue tellement forte qu'elle semblait irrésistible. Le président de l'assemblée, les premiers de l'État, les meilleurs amis de l'Empereur, viennent le supplier de sauver la France en abdiquant. L'Empereur, peu convaincu, répond néanmoins avec magnanimité : il abdique !

Cette circonstance occasionne le plus grand mouvement autour de l'Élysée ; la multitude s'y presse, et témoigne le plus vif intérêt ; nombre d'individus y pénètrent, quelques-uns même de la classe du peuple en escaladent les murs ; les uns en pleurs, d'autres avec les accents de la démence, viennent faire à l'Empereur, qui se promène tranquillement dans le jardin, des offres de toute espèce. L'Empereur seul reste calme, et répond toujours de porter désormais ce zèle et cette tendresse au salut de la patrie.

Dans ce jour je lui ai présenté la députation des représentants : elle venait le remercier de son dévouement à la chose nationale.

Les pièces et les documents qui ont produit une si grande sensation, et amené le grand événement d'aujourd'hui, sont, dit-on, des communications régulières de MM. Fouché et Metternich, dans lesquelles ce dernier garantit Napoléon II et la régence, si l'Empereur veut abdiquer. Ces communications se seraient entretenues depuis longtemps à l'insu de Napoléon.

Il faut que M. Fouché ait un furieux penchant aux opérations clandestines. On sait que sa première disgrâce, il y a quelques années, vint d'avoir entamé de son chef des négociations avec l'Angleterre, sans que l'Empereur en sût rien. Dans les grandes circonstances il a toujours eu quelque chose d'oblique. Dieu veuille que ces actes ténébreux d'aujourd'hui ne deviennent pas funestes à la patrie !

Caulaincourt – Fouché.

Jeudi 22.

Je reviens passer quelques heures chez moi. Dans ce jour on a présenté la députation de la Chambre des pairs.

Le soir on avait déjà nommé une portion du gouvernement provisoire ; MM. de Caulaincourt et Fouché, qui étaient du nombre, se trouvaient au milieu de nous, au salon de service. Nous en faisons compliment au premier, ce qui n'était au vrai que nous féliciter pour la chose publique, il ne nous a répondu que par de l'effroi. Nous applaudissions, disions-nous, aux choix déjà connus. « Il est sûr, a dit Fouché d'un ton léger, que moi je ne suis pas suspect. – Si vous l'aviez été, repartît assez brutalement le représentant Boulay de la Meurthe qui se trouvait là, croyez que nous ne vous aurions pas nommé. »

Gouvernement provisoire présenté à l'Empereur.

Vendredi 23 au samedi 24.

Les acclamations et l'intérêt du dehors continuent à l'Élysée. Je présente le gouvernement provisoire à l'Empereur, qui, en le congédiant, le fait reconduire par le duc Decrès. Les frères de l'Empereur, Joseph, Lucien et Jérôme, sont introduits plusieurs fois dans le jour, et s'entretiennent longtemps avec lui.

Cependant une nombreuse population s'agglomérât tous les soirs autour de l'Élysée ; elle allait toujours croissant. Ses acclamations, son intérêt pour l'Empereur, donnaient des inquiétudes aux factions opposées. La fermentation de la capitale était extrême ; l'Empereur résolut de s'éloigner le lendemain.

L'Empereur quitte l'Élysée.

Dimanche 25.

J'accompagne l'Empereur, qui se rend à la Malmaison, et lui demande à ne pas le quitter dans ses destinées nouvelles. Ma proposition semble l'étonner, je ne lui étais encore connu que par mes emplois ; il l'agrée.

Lundi 26.

Ma femme vient me trouver ; elle a pénétré mes intentions ; il devient délicat de les lui avouer et difficile de la convaincre. « Chère amie, lui dis-je, en m'abandonnant au devoir dont mon cœur se trouve plein, j'ai la consolation de ne pas heurter tes intérêts : si Napoléon II doit nous gouverner, je te laisse de grands titres auprès de lui ; si le ciel en ordonne autrement, je t'aurai ménagé un asile bien glorieux, un nom honoré de quelque estime ; dans tous les cas, nous nous retrouverons, ne fût-ce que dans un meilleur monde. »

Après des pleurs et des reproches qui ne devaient m'être que doux, elle se rend, me fait promettre qu'elle pourra venir me rejoindre bientôt ; et, dès cet instant, je ne trouve plus en elle que l'exaltation, le courage qu'il m'eût fallu, si j'en eusse eu besoin.

Le ministre de la marine vient à Malmaison.

Mardi 27.

Je vais un moment à Paris avec le ministre de la marine, venu à la Malmaison au sujet des frégates destinées à l'Empereur. Il me lit les instructions qu'il leur envoie, me dit que l'Empereur comptait sur moi, qu'il m'emmène ; il me promet de soigner ma femme dans la crise qui se prépare.

Napoléon II est proclamé par la législature.

J'envoie chercher mon fils à son lycée, résolu de l'emmener avec moi. Nous faisons un très petit paquet de linge et de vêtements, et retournons à la Malmaison ; ma femme nous y accompagne, et revient le soir même. La route commençait à être difficile et inquiétante ; l'ennemi approchait.

Mercredi 28.

Je voulais revoir ma femme encore quelques instants ; la duchesse de Rovigo me conduisit, ainsi que mon fils, à Paris. L'agitation, l'incertitude devenaient extrêmes dans Paris ; l'ennemi était aux portes. En arrivant à la Malmaison, nous vîmes le pont de Chatou en flammes. On plaçait des postes autour de nous ; il devenait prudent de se garder. J'entrai chez l'Empereur ; je lui peignis ce que m'avait paru la capitale ; je lui rendis l'opinion générale que Fouché trahissait effrontément la cause nationale ; que l'espoir des bons Français était que lui, Napoléon, se jetterait cette nuit même dans l'armée qui le demandait. L'Empereur m'écouta d'un air pensif, et me congédia sans rien dire.

Le gouvernement provisoire met l'Empereur sous la garde du général Becker – Napoléon quitte la Malmaison – Il part pour Rochefort.

Jeudi 29, vendredi 30.

Toute la matinée le grand chemin de Saint-Germain n'a cessé de retentir des cris de vive l'Empereur ! C'étaient des troupes qui passaient sous les murailles de la Malmaison.

Vers le milieu du jour, le général Becker, envoyé par le gouvernement provisoire, est arrivé ; il nous a dit, avec une espèce d'indignation, avoir reçu la commission de garder Napoléon et de le surveiller^[2]

Le sentiment le plus bas avait dicté ce choix. Fouché savait que le général Becker avait personnellement à se plaindre de l'Empereur, et il ne doutait pas de trouver en lui un cœur aigri et disposé à la vengeance. On ne ^[2] pouvait se tromper plus grossièrement : ce général ne cessa de montrer un respect et un dévouement qui honorent son caractère.

Les moments devenaient pressants ; l'Empereur, sur le point partir, envoie offrir, par le général Becker lui-même, au gouvernement provisoire, de marcher comme simple citoyen à la tête des troupes. Il promettait de repousser Blucher, et de continuer aussitôt sa route. Sur le refus du gouvernement provisoire, nous quittons la Malmaison. L'Empereur et une

partie de sa suite prennent la route de Rochefort par Tours ; moi, mon fils, MM. de Montholon, Planat, Résigny, nous prenons par Orléans, ainsi que deux ou trois autres voitures de suite. Nous arrivons à Orléans le 30 au matin, et vers minuit à Châtellerault.

Notre route d'Orléans à Jarnac.

Samedi 1er juillet, dimanche 2.

Nous traversons Limoges le 1er juillet, vers quatre heures du soir.

Nous dînons à la Rochefoucauld le 2, et arrivons à sept heures à Jarnac, où nous couchons, la mauvaise volonté du maître de poste nous forçant d'y passer la nuit.

Mésaventure à Saintes.

Lundi 3.

Nous ne pouvons nous remettre en route qu'à cinq heures du matin. La méchanceté du maître de poste, qui, non content de nous avoir retenus la nuit, employa des moyens secrets pour nous retenir encore, fait que nous sommes contraints de gagner presque au pas le relais de Cognac, où le maître de poste et les spectateurs nous témoignent des sentiments bien différents. Il nous était aisé de juger que notre passage causait beaucoup d'agitation en sens divers. En atteignant Saintes, vers les onze heures du matin, nous avons failli tomber victimes d'une insurrection populaire. Un des zélés de l'endroit, nous a-t-on dit, avait dressé cette embûche, et organisé notre massacre. Nous sommes arrêtés par la populace, garantis par la garde nationale, mais menés prisonniers dans une auberge. Nous emportons, disait-on, le trésor de l'État ; nous étions des scélérats dont la mort seule pouvait faire justice.

Ceux qui se prétendaient la classe distinguée de la ville, les femmes surtout, se montraient les plus ardentes pour notre supplice.

Elles venaient défilier successivement à des croisées voisines pour insulter de plus près à notre malheur. Elles portaient la rage, le croirait-on ? jusqu'à grincer des dents à l'aspect de notre calme ; et c'était pourtant là la première société, les femmes *comme il faut* de la ville !... Réal aurait-il donc eu raison quand il disait si plaisamment, dans les Cent-Jours, à l'Empereur, qu'en fait de jacobins il avait bien le droit de s'y connaître, et qu'il protestait que toute la différence qu'il y avait entre les *noirs* et les *blancs* était que les uns avaient porté des sabots, et que les autres allaient en bas de soie ?

Le prince Joseph, qui, à notre insu, traversait la ville, vint compliquer encore notre aventure. Il fut arrêté, mené à la préfecture, mais fort respecté.

Notre auberge donnait sur une place qui demeurait couverte d'une multitude fort agitée et très hostile ; elle nous accablait de menaces et d'injures. Je me trouvai connu du sous-préfet, ce qui lui servit à garantir qui nous étions. On visita notre voiture, et l'on nous tint à une espèce de secret. Vers quatre heures, j'obtins de me rendre auprès du prince Joseph.

Dans ma route à la préfecture, et bien que sous la garde d'un sous-officier, plusieurs individus m'abordèrent, les uns me remettant des billets en secret, d'autres me disant quelques mots à l'oreille ; tous se réunissaient pour m'assurer que nous devions être bien tranquilles, que les vrais Français veillaient pour nous.

Vers le soir on nous laissa partir, mais alors tout avait bien changé. Nous quittâmes notre auberge au milieu des plus vives acclamations. Des femmes du peuple, en pleurs, prenaient nos mains et les baisaient. De tous côtés chacun s'offrait à nous suivre, pour éviter, disaient-ils, un guet-apens que les ennemis de l'Empereur nous avaient dressé à quelque distance de la ville. Ce singulier changement des esprits venait de ce que beaucoup de gens des campagnes et grand nombre de fédérés étaient entrés dans la ville, et gouvernaient désormais l'opinion.

Arrivée à Rochefort.

Mardi 4.

À peu de distance de Rochefort, nous rencontrâmes de la gendarmerie qui, sur le bruit de notre mésaventure, avait été expédiée au-devant de nous. Nous arrivâmes à deux heures du matin à Rochefort ; l'Empereur y était depuis la veille^[3]. Le prince Joseph y arriva le soir même, je le conduisis à l'Empereur.

Je profitai du premier instant de loisir pour donner avis au président du Conseil d'État des motifs qui m'en avaient fait absenter : Des événements grands et rapides, lui écrivais-je, m'ont mis dans le cas de m'éloigner de Paris sans le congé nécessaire.

« La nature et la gravité des circonstances ont amené cette irrégularité. J'étais de service auprès de l'Empereur au moment de son départ. Je n'ai pu voir s'éloigner le grand homme qui nous a gouvernés avec tant de splendeur, qui se bannit pour faciliter les destinées de la patrie, auquel il ne reste aujourd'hui de la toute-puissance que sa gloire et son nom ; je n'ai pu, dis-je, le voir s'éloigner sans céder au besoin de le suivre. Au temps de la prospérité, il daigna verser sur moi quelques faveurs ; aujourd'hui je lui dois tous les sentiments et toutes les actions qui m'appartiennent, etc. »

Calme de l'Empereur.

Mercredi 5 au vendredi 7.

À Rochefort, l'Empereur ne portait plus l'habit militaire. Il était logé à la préfecture. Beaucoup de monde demeurait constamment groupé autour de la maison ; de temps à autre des acclamations se faisaient entendre. L'Empereur se montra deux ou trois fois au balcon de la préfecture. Beaucoup de propositions lui sont faites par des généraux qui viennent en personne ou envoient des émissaires particuliers.

Du reste, pendant tout le séjour à Rochefort, l'Empereur y est constamment comme aux Tuileries. Nous ne l'approchons pas davantage ; il ne reçoit guère que Bertrand et Savary, et nous en sommes réduits aux bruits et aux conjectures sur ce qui le concerne. Toutefois il paraît que l'Empereur, au milieu de l'agitation des hommes et des choses, demeure calme, impassible, se montre très indifférent et surtout très peu pressé.

Un lieutenant de vaisseau de notre marine, commandant un bâtiment de commerce danois, vient s'offrir généreusement pour le sauver.

Il propose de le prendre seul de sa personne, garantit de le cacher si bien qu'il échappera à toute recherche, et offre de faire voile immédiatement pour les États-Unis. Il ne demande qu'une légère somme pour indemniser ses propriétaires des torts possibles de son entreprise. Bertrand l'accorde, sous certaines conditions qu'il rédige en mon nom, et je signe ce marché fictif en présence et sous les yeux du préfet maritime.

Embarquement de l'Empereur.

Samedi 8.

L'Empereur gagne Fourras, vers le soir, aux acclamations de la ville et de la campagne ; il couche à bord de la Saal, qu'il atteint sur les huit heures. J'y arrivai beaucoup plus tard ; j'avais conduit madame Bertrand dans un canot parti d'un autre endroit.

L'Empereur visite les fortifications de l'Île d'Aix.

Dimanche 9.

J'accompagne l'Empereur, qui débarque à l'île d'Aix d'assez bon matin ; il visite toutes les fortifications, et revient déjeuner à bord.

Première entrevue à bord du Bellérophon.

Lundi 10.

Dans la nuit du dimanche au lundi, je suis expédié, avec le duc de Rovigo, vers le commandant de la croisière anglaise, pour savoir si on y avait reçu les sauf-conduits qui nous avaient été promis par le gouvernement provisoire pour nous rendre aux États-Unis. Il fut répondu que non, mais qu'on allait en référer immédiatement à l'amiral commandant. Nous posâmes la supposition que l'empereur Napoléon sortît

sur les frégates avec pavillon parlementaire ; il fut répondu qu'elles seraient attaquées. Nous parlâmes de son passage sur un vaisseau neutre. Il fut dit que tout bâtiment neutre serait strictement visité, et peut-être même conduit aux ports anglais ; mais il nous fut suggéré de nous rendre en Angleterre, et affirmé qu'on ne pouvait y craindre aucun mauvais traitement. Nous étions de retour à deux heures après midi.

Le vaisseau anglais le *Bellérophon*, à bord duquel nous avions été, nous suivit, et vint mouiller dans la rade des Basques, pour se trouver plus à portée de nous. Les bâtiments des deux nations demeuraient en vue et très proches les uns des autres.

En arrivant sur le *Bellérophon*, le capitaine anglais nous avait adressé la parole en français ; je ne me hâtai point de lui dire que je pouvais, tant bien que mal, entendre et parler un peu sa langue. Quelques expressions entre lui et d'autres officiers anglais, devant le duc de Rovigo et moi, eussent pu nuire à la négociation, si je fusse convenu que je les avais comprises. Lors donc que, quelque temps plus tard, on nous demanda si nous entendions l'anglais, je laissai le duc de Rovigo répondre que non. Notre situation politique suffisait d'ailleurs pour me débarrasser de tout scrupule, et rendait ma petite supercherie fort simple : aussi je n'en parle que parce qu'étant demeuré depuis une quinzaine de jours avec toutes ces personnes, j'ai été contraint de me gêner beaucoup pour ne pas découvrir ce que j'avais caché d'abord, et que plus tard, dans la traversée pour Sainte-Hélène, quelques-uns des officiers anglais ne furent pas sans faire observer que je faisais des progrès bien rapides dans leur langue. Au fait, je lisais l'anglais, mais j'avais la plus grande difficulté à l'entendre ; il y avait plus de treize ans que je ne l'avais pratiqué.

L'Empereur incertain sur le parti qu'il doit prendre.

Mardi 11.

Toutes les passes étaient bloquées par des voiles anglaises. L'Empereur semblait encore incertain sur le parti qu'il prendrait ; il était question de bâtiments neutres, de chasse-marée montés par de jeunes aspirants. On continuait des propositions du côté de la terre, etc.

L'Empereur à l'Île d'Aix.

Mercredi 12.

L'Empereur débarque à l'île d'Aix, au milieu des cris et de l'exaltation de tous. Il quittait les frégates ; elles avaient refusé de sortir, soit faiblesse de caractère de la part du commandant, soit qu'il eût reçu de nouveaux ordres de la part du gouvernement provisoire. Plusieurs pensaient que l'entreprise pouvait être tentée, avec quelques probabilités de succès : cependant il faut convenir que les vents furent constamment défavorables.

Appareillage des Chasse-Marée.

Jeudi 13.

Le prince Joseph est venu dans le jour voir son frère à l'île d'Aix. L'Empereur, vers onze heures du soir, est à l'instant de se jeter dans les chasse-marée. Deux appareillent avec plusieurs de ses paquets et de ses gens ; M. de Planat était sur l'un d'eux.

Seconde entrevue à bord du *Bellérophon*. – Lettre de Napoléon au prince régent.

Vendredi 14.

Je retourne à quatre heures du matin, avec le général Lallemand, à bord du *Bellérophon*, pour savoir s'il n'était arrivé aucune réponse. Le capitaine anglais nous dit qu'il l'attendait à chaque minute, et il ajouta que si l'Empereur voulait dès cet instant s'embarquer pour l'Angleterre, il avait autorité de le recevoir pour l'y conduire. Il ajouta encore que, d'après son opinion privée, et plusieurs autres capitaines présents se joignirent à lui, il n'y avait nul doute que Napoléon ne trouvât en Angleterre tous les égards et les traitements auxquels il pouvait prétendre ; que, dans ce pays, le prince et les ministres n'exerçaient pas l'autorité arbitraire du continent ; que le peuple anglais avait une générosité de sentiments et une libéralité

d'opinions supérieure à la souveraineté même. Je répondis que j'allais faire part à l'Empereur de l'offre du capitaine anglais et de toute sa conversation ; j'ajoutai que je croyais assez connaître l'empereur Napoléon pour penser qu'il ne serait pas éloigné de se rendre de confiance en Angleterre, même dans la vue d'y trouver les facilités de continuer sa route vers les États-Unis. Je peignis la France, au midi de la Loire, tout en feu ; les espérances des peuples se tournant toujours vers Napoléon, tant qu'il serait présent ; les propositions qui lui étaient faites de tous côtés, à chaque instant ; sa détermination absolue de ne servir ni de cause ni de prétexte à la guerre civile ; la générosité qu'il avait eue d'abdiquer pour rendre la paix plus facile ; la ferme résolution où il était de se bannir pour la rendre plus prompte et plus entière.

Le général Lallemand qui, condamné à mort, était intéressé pour son propre compte dans la résolution que l'on pouvait prendre, demanda au capitaine Maitland, avec qui il avait été jadis de connaissance en Égypte, dont il avait même été, je crois, le prisonnier, si quelqu'un tel que lui, compromis dans les troubles civils de son pays, pouvait avoir jamais à craindre d'être livré à la France, venant ainsi volontairement en Angleterre. Le capitaine Maitland affirma que non, et repoussa le doute comme une injure. Avant de nous quitter, nous nous résumâmes. Je répétais qu'il serait possible que, vu les circonstances et les intentions arrêtées de l'Empereur, il se rendît, d'après l'offre du capitaine Maitland, pour y prendre ses sauf-conduits pour l'Amérique. Le capitaine Maitland désira qu'il fût bien compris qu'il ne garantissait pas qu'on les accorderait, et nous nous séparâmes. Au fond du cœur je ne pensais pas non plus qu'on nous les accordât. Mais l'Empereur ne voulait plus que vivre tranquille ; il était résolu de demeurer désormais personnellement étranger aux événements politiques. Nous voyions donc sans beaucoup d'inquiétude la probabilité qu'on nous empêchât de sortir d'Angleterre ; mais là se bornaient toutes nos craintes et nos suppositions, là se fixait aussi sans doute la croyance de Maitland. Je lui rends la justice de croire qu'il était sincère et de bonne foi, ainsi que les autres officiers, dans la peinture qu'ils nous avaient faite des sentiments de l'Angleterre.

Nous étions de retour à onze heures. Cependant l'orage s'approchait, les moments devenaient précieux ; il fallait prendre un parti. L'Empereur nous

réunit en une espèce de conseil. On débattit toutes les chances. Le bâtiment danois parut impraticable. Il n'était plus question des chasse-marée ; la croisière anglaise était inforçable. Il ne restait plus que de revenir à terre entreprendre la guerre civile, ou d'accepter les offres présentées par le capitaine Maitland. On s'arrêta à ce dernier parti. En abordant le *Bellérophon*, disait-on, on serait déjà sur le sol britannique ; les Anglais se trouveraient liés dès cet instant par les droits de l'hospitalité, estimés sacrés chez les peuples les plus barbares ; on se trouverait, dès ce moment, sous les droits civils du pays : les Anglais ne seraient pas assez insensibles à leur gloire pour ne pas saisir cette circonstance avec avidité. Alors Napoléon écrivit au prince régent :

« Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, comme Thémistocle ; m'asseoir sur le foyer du peuple britannique ; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de votre Altesse Royale, comme celle du plus puissant, du plus constant, du plus généreux de mes ennemis. »

Je repartis vers les quatre heures avec mon fils et le général Gourgaud, pour retourner à bord du *Bellérophon*, où je devais demeurer. Ma mission était d'annoncer la venue de Sa Majesté le lendemain matin, et de remettre au capitaine Maitland la copie de la lettre de l'Empereur au prince régent.

La mission du général Gourgaud était de porter immédiatement la lettre autographe de l'Empereur au prince régent d'Angleterre, et de la remettre à sa personne. Le capitaine Maitland lut cette lettre de Napoléon, qu'il admira beaucoup, en laissa prendre copie à deux autres capitaines, sous secret, jusqu'à ce qu'elle devînt publique, et s'occupa d'expédier sans délai le général Gourgaud sur la corvette le *Slany*.

Il n'y avait encore que peu d'instant que ce dernier bâtiment avait quitté le *Bellérophon*, je me trouvais seul avec mon fils dans la chambre du capitaine ; M. Maitland avait été donner des ordres, lorsqu'il rentra précipitamment, le visage et la voix altérés : « Comte de Las Cases, je suis trompé ! Quand je traite avec vous, que je me démunis d'un bâtiment, on m'annonce que Napoléon vient de m'échapper ; cela me mettrait dans une situation affreuse vis-à-vis de mon gouvernement ! » Ces paroles me firent tressaillir ; j'aurais voulu pour tout au monde la nouvelle vraie. L'Empereur

n'avait pris aucun engagement, j'avais été de la meilleure foi du monde, je me fusse volontiers rendu victime d'une circonstance dans laquelle j'étais parfaitement innocent. Je demandai avec le plus grand calme au capitaine Maitland à quelle heure on avait dit que l'Empereur était parti ; Maitland avait été si frappé, qu'il ne s'était pas donné le temps de le demander ; il recourut sur le pont, et vint me dire : « À midi. – S'il en était ainsi, lui dis-je, le départ du *Slany*, que vous ne faites que d'expédier, ne vous ferait aucun tort. Mais, rassurez-vous, j'ai quitté l'Empereur à l'île d'Aix, à quatre heures. – Me l'affirmez-vous ? » me dit-il. Je lui en donnai ma parole ; et il se retourna vers quelques officiers qu'il avait avec lui, et leur dit en anglais que la nouvelle devait être fausse, que j'étais trop calme, que j'avais l'air trop de bonne foi, et que d'ailleurs je venais de lui en donner ma parole.

La croisière anglaise avait de nombreuses intelligences sur nos côtes ; j'ai pu vérifier depuis qu'elle était instruite à point nommé de toutes nos démarches^[4].

On ne s'occupa plus que du lendemain. Le capitaine Maitland me demanda si je voulais que ses embarcations allassent chercher l'Empereur ; je lui répondis que la séparation était trop douloureuse pour les marins français, qu'il fallait leur laisser la satisfaction de garder l'Empereur jusqu'au dernier instant.

L'Empereur à bord du *Bellérophon*.

Samedi 15.

Au jour on aperçut en effet notre brick l'Épervier qui, sous pavillon parlementaire, manœuvrait sur le *Bellérophon*. Le vent et la marée étant contraires, le capitaine Maitland envoya son canot au-devant. Le voyant revenir, c'était un grand sujet d'anxiété pour le capitaine Maitland de découvrir avec sa lunette si l'Empereur y était descendu ; il me priait à chaque instant d'examiner moi-même, et je ne pouvais lui répondre. Enfin il n'y eut plus de doute : l'Empereur, entouré de ses officiers, aborda le *Bellérophon* ; je me trouvai à l'échelle du vaisseau pour lui nommer le capitaine Maitland, auquel il dit : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. » Le capitaine Maitland le conduisit dans

sa chambre, et l'en mit en possession. Bientôt après, le capitaine présenta tous ses officiers à l'Empereur, qui vint ensuite sur le pont, et visita, dans la matinée, toutes les parties du vaisseau. Je lui racontai la frayeur qu'avait eue la veille le capitaine Maitland touchant son évasion supposée ; l'Empereur ne jugea pas comme je l'avais fait : « Qu'avait-il donc à craindre ? me dit-il avec force et dignité, ne vous avait-il pas avec lui ? »

Vers les trois heures, nous vîmes arriver au mouillage le *Superbe*, de soixante-quatorze, amiral Hotham, commandant la station. Cet amiral vint rendre visite à l'Empereur, demeura à dîner, et, sur les questions que lui fit l'Empereur sur son vaisseau, il demanda s'il daignerait y venir le lendemain ; l'Empereur s'y invita à déjeuner avec nous tous.

L'Empereur à bord de l'amiral Hotham – Appareillage pour l'Angleterre – L'Empereur commande l'exercice aux soldats anglais.

Dimanche 16.

L'Empereur se rend à bord de l'amiral Hotham ; je l'y accompagne. Tous les honneurs, à l'exception du canon, lui sont prodigués. Nous parcourons jusque dans les plus petits détails toutes les parties du vaisseau, que nous trouvons d'un ordre et d'une tenue admirables. L'amiral Hotham déploie toute la grâce et toute la recherche qui caractérisent l'homme d'un rang et d'une éducation distingués. Nous retournons vers une heure abord du *Bellérophon*, et nous mettons sous voiles pour l'Angleterre, douze jours après notre départ de Paris. Il faisait presque calme.

Le matin, l'Empereur, en sortant pour aller à bord de l'amiral Hotham, s'était arrêté court sur le pont du *Bellérophon* devant les soldats rangés pour lui faire honneur ; il leur commanda plusieurs temps d'exercice, leur fit croiser la baïonnette ; et comme ce dernier mouvement ne s'exécutait pas tout à fait à la française, il s'avança vivement au milieu des soldats, écartant les baïonnettes de ses deux mains, et alla saisir un des fusils du dernier rang, avec lequel il figura lui-même à notre façon. Alors il se fit un mouvement subit et extrême sur le visage des soldats, des officiers, de tous les spectateurs ; ils peignaient l'étonnement de voir l'Empereur se mettre ainsi au milieu des baïonnettes anglaises, dont certaines lui touchaient la

poitrine. Cette circonstance frappa vivement ; à notre retour du *Superbe*, on nous questionnait à cet égard ; on nous demandait s'il en agissait souvent ainsi avec ses soldats, et l'on n'hésita pas à frémir de sa confiance. Aucun d'eux n'était fait à l'idée de souverains qui ordonnassent de la sorte, expliquassent et exécutassent eux-mêmes. Il nous fut aisé de reconnaître alors qu'aucun d'eux n'avait une idée juste sur celui qu'ils voyaient en ce moment, bien que depuis vingt années il eût été l'objet constant de toute leur attention, de tous leurs efforts, de toutes leurs paroles.

Influence de l'Empereur sur les Anglais du *Bellérophon*. – Résumé de l'Empereur.

Lundi 17 au samedi 22.

Nous continuons notre route avec des vents peu favorables.

L'Empereur ne fut pas longtemps au milieu de ses plus cruels ennemis, de ceux que l'on avait constamment nourris des bruits les plus absurdes et les plus irritants, sans exercer sur eux toute l'influence de la gloire. Le capitaine, les officiers, l'équipage eurent bientôt adopté les mœurs de sa suite ; ce furent les mêmes égards, le même langage, le même respect. Le capitaine ne l'appelait que Sire et Votre Majesté ; s'il paraissait sur le pont, chacun avait le chapeau bas, et demeurait ainsi tant qu'il était présent, ce qui n'avait pas eu lieu dans les premiers instants ; on ne pénétrait dans sa chambre qu'à travers ses officiers ; il ne paraissait à sa table que ceux du vaisseau qu'il y avait invités ; enfin Napoléon, à bord du *Bellérophon*, y était empereur. Il paraissait souvent sur le pont, et conversait avec quelques-uns de nous ou avec des personnes du vaisseau.

De tous ceux qui l'avaient suivi, j'étais peut-être celui qu'il connaissait le moins ; on a vu précédemment que, malgré mes emplois auprès de sa personne, j'avais eu peu de relations directes avec lui. Depuis mon départ de Paris, il m'avait à peine encore adressé la parole ; mais, durant notre navigation, il a commencé à s'entretenir fort souvent avec moi.

Les occasions et les circonstances m'étaient des plus favorables ; je savais assez d'anglais pour être à même de lui donner bien des éclaircissements sur ce qui se disait autour de nous.

J'avais été marin, et je donnais à l'Empereur toutes les explications qu'il désirait sur les manœuvres du vaisseau, l'état des vents et de la mer.

J'avais été dix ans en Angleterre ; j'y avais pris des idées arrêtées sur les lois, les mœurs, les usages du pays ; je pouvais répondre pertinemment à toutes les questions que l'Empereur daignait m'adresser sur ces objets.

Enfin mon Atlas historique me laissait une foule d'époques, de dates et de rapprochements sur lesquels il me trouvait toujours prêt.

En même temps j'employai les loisirs de notre navigation au résumé qui suit, touchant notre situation à Rochefort et les motifs qui avaient dicté la détermination de l'Empereur. J'obtenais désormais des données exactes et authentiques. Les voici :

RÉSUMÉ ^[5].

La croisière anglaise n'était pas forte : deux corvettes étaient devant Bordeaux, elles y bloquaient une corvette française, et donnaient la chasse à des Américains qui sortaient tous les jours en grand nombre. À l'île d'Aix nous avions deux frégates bien armées ; la corvette *le Vulcain*, de premier échantillon, était au fond de la rade ; enfin un gros brick ; tout cela était bloqué par un vaisseau de soixante-quatorze, des plus petits de la marine anglaise, et par une ou deux mauvaises corvettes. Il est hors de doute qu'en courant risque de sacrifier un ou deux bâtiments, on serait passé ; mais le capitaine commandant était faible, il refusa de sortir ; le second, tout à fait déterminé, l'eût tenté : probablement le commandant avait reçu des instructions de Fouché, qui déjà trahissait ouvertement, et voulait livrer l'Empereur. Quoi qu'il en soit, il n'y avait rien à attendre du côté de la mer ; l'Empereur alors débarqua à l'île d'Aix.

Si cette mission eût été confiée à l'amiral Verhuel, disait l'Empereur, ainsi qu'on le lui avait promis lors de son départ de Paris, il est probable qu'il eût passé. Les équipages des deux frégates étaient pleins d'attachement et d'enthousiasme.

La garnison de l'île d'Aix était composée de quinze cents marins, formant un très beau régiment ; les officiers, indignés de ce que les frégates ne voulaient pas sortir, proposèrent d'armer deux chasse-marée du port de

quinze tonneaux chacun ; les jeunes aspirants voulurent en être les matelots ; mais au moment de l'exécution ils déclarèrent qu'il était difficile de gagner l'Amérique sans toucher sur quelque point de la côte d'Espagne ou du Portugal.

Dans ces circonstances, l'Empereur composa une espèce de conseil des personnes de sa suite. On y représenta qu'il ne fallait plus compter sur les frégates ni sur les bâtiments armés ; que les chasse-marée n'offraient aucun résultat probable de succès, qu'ils ne pouvaient guère conduire qu'à être pris en pleine mer par les Anglais ou à tomber entre les mains des alliés. Il ne restait plus dès lors que deux partis : celui de rentrer dans l'intérieur pour y tenter le sort des armes, ou celui d'aller prendre un asile en Angleterre. Pour suivre le premier, on se trouvait à la tête de quinze cents marins pleins de zèle et de bonne volonté ; le commandant de l'île était un ancien officier de l'armée d'Égypte, tout dévoué à Napoléon ; il eût débarqué avec ces quinze cents hommes à Rochefort ; on s'y fût grossi de la garnison de cette ville, dont l'esprit était excellent ; on eût appelé la garnison de la Rochelle, composée de quatre bataillons de fédérés qui offraient leurs services, et l'on se trouvait en mesure de joindre le général Clausel, si ferme à la tête de l'armée de Bordeaux, ou le général Lamarque, qui avait fait des prodiges avec celle de la Vendée ; tous les deux attendaient, désiraient Napoléon ; on eût nourri facilement la guerre civile dans l'intérieur de la France. Mais Paris était pris, les Chambres étaient dissoutes ; cinq à six cent mille ennemis étaient dans l'intérieur de l'empire ; la guerre civile ne pouvait avoir d'autre résultat que de faire périr tout ce que la France avait d'hommes généreux et attachés à Napoléon. Cette perte eût été sensible, irréparable ; elle eût détruit les espérances des destinées futures de la France, sans produire d'autre avantage que de mettre l'Empereur dans le cas de traiter et d'obtenir des arrangements favorables à ses intérêts. Mais Napoléon avait renoncé à être souverain, il ne demandait qu'un asile tranquille ; il répugnait, pour un si mince résultat, à faire périr tous ses amis, à devenir le prétexte du ravage de nos provinces, et enfin, pour tout dire, à priver le parti national de ses plus vrais appuis, lesquels ; tôt ou tard pourraient rétablir l'honneur et l'indépendance de la France. Il ne voulait plus vivre qu'en homme privé ; l'Amérique était le lieu le plus convenable, le lieu de son choix ; mais enfin l'Angleterre même, avec ses lois positives,

pouvait lui convenir encore ; et il paraissait, d'après ma première entrevue avec le capitaine Maitland, que celui-ci pourrait le conduire en Angleterre avec toute sa suite, pour y être traité convenablement. Dès ce moment, l'Empereur et sa suite se trouvaient sous la protection des lois britanniques ; et le peuple de ce pays aimait trop la gloire pour manquer une occasion qui se présentait naturellement, et devait former les plus belles pages de son histoire. On résolut donc de se rendre à la croisière anglaise sitôt que Maitland aurait exprimé positivement l'ordre de nous recevoir. On retourna vers lui ; le capitaine Maitland exprima littéralement qu'il avait autorité de son gouvernement de recevoir l'Empereur, s'il voulait venir à bord du *Bellérophon*, et de le conduire, ainsi que sa suite, en Angleterre^[6]. Alors l'Empereur s'y rendit, non qu'il y fût contraint par les évènements, puisqu'il pouvait rester en France, mais parce qu'il voulait vivre en simple particulier, qu'il ne voulait plus se mêler des affaires, et surtout ne pas compliquer celles de la France. Certes, il n'eût pas pris ce parti s'il eût pu soupçonner l'indigne traitement qu'on lui ménageait ; chacun en demeurera facilement convaincu. Sa lettre au prince régent publie assez hautement sa confiance et sa persuasion ; le capitaine Maitland, à qui elle a été officiellement communiquée avant que l'Empereur se rendît à son bord, n'y ayant fait aucune observation, a, par cette seule circonstance, reconnu et consacré les sentiments qu'elle renfermait.

Ouessant – Côtes d'Angleterre.

Dimanche 23.

À quatre heures du matin, nous vîmes Ouessant, que nous avions dépassé dans la nuit. Depuis que nous approchions de la Manche, nous apercevions à chaque instant des vaisseaux anglais ou des frégates allant ou venant dans toutes les directions. À la nuit, nous étions en vue des côtes d'Angleterre.

Mouillage à Torbay.

Lundi 24.

Vers les huit heures du matin, nous jetâmes l'ancre dans la rade de Torbay. L'Empereur, levé dès six heures du matin, monté sur la dunette, observait les côtes et les préparatifs du mouillage. Je ne le quittais pas, pour lui fournir toutes les explications relatives.

Le capitaine Maitland expédia aussitôt un courrier à lord Keith, son amiral général, qui était à Plymouth. Le général Gourgaud, qui était parti sur *le Slany*, vint nous rejoindre ; il avait dû se dessaisir de la lettre au prince régent ; on ne lui avait pas permis le débarquement, on lui avait interdit toute communication quelconque. Ce nous fut d'un mauvais augure, et le premier indice des nombreuses tribulations qui vont suivre.

Dès qu'il transpira que l'Empereur était à bord du *Bellérophon*, la rade fut couverte d'embarcations et de curieux. Le propriétaire d'une belle maison de campagne qui était en vue lui envoya un présent de fruits.

Affluence de bateaux pour apercevoir l'Empereur.

Mardi 25.

Même concours de bateaux, même affluence de spectateurs. L'Empereur les considérait de sa chambre, et se laissait voir parfois sur le pont. Le capitaine Maitland, revenant de terre, me remit une lettre de lady C., qui en contenait une de ma femme. Ma surprise fut grande d'abord, et égaie à ma satisfaction ; mais cette surprise cessa, quand je considérai que la longueur de la traversée avait permis aux journaux de France de publier et de transmettre au loin notre destinée ; ainsi tout ce qui était relatif à l'Empereur et à sa suite était déjà connu en Angleterre, et nous y étions attendus cinq à six jours ayant d'y arriver. Ma femme s'était empressée d'écrire à ce sujet à lady C., et celle-ci avait eu l'adresse d'écrire au capitaine Maitland, sans le connaître, et de lui envoyer mes deux lettres.

La lettre de ma femme respirait une douce affliction ; mais celle de lady C., qui savait déjà à Londres notre destinée future, était pleine des plus vifs reproches. — Je ne m'appartenais pas, pour disposer ainsi de moi ; c'était un crime d'abandonner ma femme et mes enfants. Triste résultat de nos éducations modernes, qui relèvent nos âmes assez peu pour qu'on ne conçoive ni le mérite ni le charme des grandes résolutions et des grands

sacrifices ! On croit avoir tout dit, on a tout justifié, sitôt qu'on a mis en avant le danger des intérêts privés et des jouissances domestiques ; on ne soupçonne pas que le premier devoir envers sa femme est de lui ménager une situation honorée, et que le plus riche héritage à laisser à ses enfants est l'exemple de quelques vertus, et un nom qui se rattache à un peu de gloire.

Mouillage à Plymouth – Séjour, etc.

Mercredi 26.

Des ordres étaient venus dans la nuit de nous rendre immédiatement à Plymouth ; nous avons appareillé le de bon matin ; nous sommes arrivés à notre nouvelle destination vers quatre heures de l'après-midi, dix jours après notre appareillage de Rochefort, vingt-sept après notre départ de Paris, et trente-cinq après l'abdication de l'Empereur. Notre horizon s'est rembruni dès lors singulièrement ; des canots armés ont entouré le vaisseau : ils ramaient au loin, écartant les curieux, même à coups de fusil. L'amiral Keith, qui était en rade, ne vint point à notre bord. Deux frégates firent le signal d'un départ immédiat ; on nous dit qu'un courrier extraordinaire leur avait apporté, le matin, une mission lointaine. On distribua quelques-uns de nous sur d'autres bâtiments. Toutes les figures semblaient nous considérer avec un morne intérêt ; les bruits les plus ; sinistres avaient gagné le vaisseau ; il circulait pour nous le chuchotage de plusieurs destinations, toutes plus affreuses les unes que les autres.

L'emprisonnement à la Tour paraissait la plus douce, et quelques-uns parlaient de Sainte-Hélène. Sur ces entrefaites, les deux frégates, sur lesquelles on m'avait fort éveillé, appareillèrent, bien que le vent leur fût contraire pour sortir, et, arrivées par notre travers, elles laissèrent retomber l'ancre à droite et à gauche de nous, presque à nous toucher ; alors quelqu'un me dit à l'oreille qu'elles devaient nous enlever la nuit, et faire voile pour Sainte-Hélène.

Non, jamais je ne rendrai l'effet de ces terribles paroles ! Une sueur froide parcourut tout mon corps : c'était un arrêt de mort inattendu ! Des bourreaux impitoyables me saisissaient pour le supplice ; on m'arrachait violemment à tout ce qui m'attachait à la vie ; je tendais douloureusement

les bras vers ce qui m'était si cher ; c'était en vain, il fallait périr ! Cette pensée, une foule d'autres en désordre, excitèrent en moi une véritable tempête : c'était le déchirement d'une âme qui cherche à se dégager de ses amalgames terrestres ! Mes cheveux en ont blanchi !... Heureusement la crise fut courte, et mon moral en sortit vainqueur, si pleinement vainqueur, qu'à compter de cet instant je me trouvai au-dessus de toutes les atteintes des hommes. Je sentis que je pouvais désormais défier l'injustice, les mauvais traitements, les supplices. Je jurai surtout, dès lors, qu'on n'entendrait jamais de moi ni plaintes ni demandes. Mais que ceux d'entre nous auxquels j'ai dû paraître si tranquille dans ces fatales circonstances ne m'accusent point de ne pas sentir ! Ils ont prolongé leur agonie en détail ; la mienne s'était opérée en masse.

L'Empereur parut sur le pont à son ordinaire, je le vis quelque temps dans sa chambre, sans lui communiquer ce que j'avais appris ; je voulais être son consolateur, et non contribuer à le tourmenter. Cependant tous ces bruits étaient arrivés jusqu'à lui ; mais il était venu si librement et de si bonne foi à bord du *Bellérophon*, et s'y était trouvé si fort attiré par les Anglais eux-mêmes ; il regardait tellement sa lettre au prince régent, communiquée d'avance au capitaine Maitland, comme des conditions tacites ; enfin il avait mis tant de magnanimité dans sa démarche, qu'il repoussait avec indignation toutes les craintes qu'on voulait lui donner, et ne permettait pas que nous pussions avoir des doutes.

Amiral Keith – Acclamations des Anglais dans la rade de Plymouth à la vue de l'Empereur.

Jeudi 27, vendredi 28.

On peindrait difficilement notre anxiété et nos tourments : la plupart d'entre nous ne vivaient plus ; la moindre circonstance venue de terre, l'opinion la plus vulgaire de qui que ce fût à bord, l'article du journal le moins authentique, étaient le sujet de nos arguments les plus graves, et la cause de nos perpétuelles oscillations d'espérance et de crainte. Nous allions à la recherche des plus petits bruits ; nous provoquions, du premier venu, des versions favorables, des espérances trompeuses ; tant l'expansion et la mobilité de notre caractère national nous rendent peu propres à cette

résignation stoïque, à cette concentration impassible, qui ne dérivent que d'idées arrêtées et de doctrines positives puisées dès l'enfance.

Les papiers publics, les ministériels surtout, étaient déchaînés contre nous ; c'était le cri des ministres préparant au coup qu'ils allaient frapper. On se figurerait difficilement les horreurs, les mensonges, les imprécations qu'ils accumulaient contre nous ; et l'on sait qu'il en reste toujours quelque chose sur la multitude, quelque bien disposée qu'elle soit. Aussi les manières autour de nous étaient devenues moins aisées ; les politesses embarrassées, les figures incertaines.

L'amiral Keith, après s'être fait annoncer maintes fois, ne fit qu'apparaître : il nous était visible qu'on redoutait notre situation, qu'on évitait nos paroles. Les papiers contenaient les mesures qu'on allait prendre ; mais comme il n'y avait rien d'officiel encore, et qu'ils se contredisaient dans quelques petits détails, nous aimions à nous flatter, et demeurions encore dans ce vague, cette incertitude pire néanmoins que tous les résultats.

Cependant, d'un autre côté, notre apparition en Angleterre y avait produit un étrange mouvement ; l'arrivée de l'Empereur y avait créé une curiosité qui tenait de la fureur ; c'étaient les papiers publics eux-mêmes qui nous apprenaient cette circonstance, en la condamnant. Toute l'Angleterre se précipitait vers Plymouth. Une personne partie de Londres aussitôt mon arrivée, pour venir me voir, fut contrainte de s'arrêter bientôt par le manque absolu de chevaux et de logement dans la route. La mer se couvrait d'une multitude de bateaux autour de nous ; on nous a dit depuis qu'il y en avait eu de payés jusqu'à soixante napoléons.

L'Empereur, à qui je lisais tous les papiers, n'en avait pas moins en public, le même calme, le même langage, les mêmes habitudes. On savait qu'il paraissait toujours vers les cinq heures sur le pont ; quelque temps avant, tous les bateaux se groupaient à côté les uns des autres, il y en avait des milliers ; leur réunion serrée ne laissait plus soupçonner la mer, on eût cru bien plutôt cette foule de spectateurs rassemblés sur une place publique. À l'apparition de l'Empereur, le bruit, le mouvement, les gestes de tant de monde, présentaient un singulier spectacle ; en même temps il était aisé de juger qu'il n'y avait rien d'hostile dans tout cela, et que, si la curiosité les avait amenés, ils y puisaient de l'intérêt. On pouvait s'apercevoir même que

ce sentiment allait visiblement en croissant : on s'était contenté de regarder d'abord, on avait salué ensuite, quelques-uns demeuraient découverts, et l'on fut parfois jusqu'à pousser des acclamations ; nos symboles mêmes commençaient à se montrer parmi eux ; des femmes, des jeunes gens arrivaient parés d'œillets rouges ; mais toutes ces circonstances mêmes tournaient à notre détriment aux yeux des ministres et de leurs partisans, et ne faisaient que rendre plus poignante notre perpétuelle agonie.

Ce fut dans ce moment que l'Empereur, frappé de tout ce qu'il entendait, me dicta une pièce propre à servir de base aux légistes, pour discuter et défendre sa véritable situation politique. Nous trouvâmes le moyen de la faire passer à terre. Je n'en ai point conservé de copie.

Décision ministérielle à notre égard – Anxiétés, etc.

Samedi 29, dimanche 30.

Depuis vingt-quatre heures, ou deux jours, le bruit était qu'un sous-secrétaire d'État venait de Londres pour notifier officiellement à l'Empereur les résolutions des ministres à son égard. Il parut en effet : c'était le chevalier Banbury, qui vint avec lord Keith, et remit une pièce ministérielle qui contenait la déportation de l'Empereur, et limitait à trois le nombre des personnes qui devaient l'accompagner ; en excluant toutefois le duc de Rovigo et le général Lallemant, compris dans une liste de proscription en France.

Je ne fus point appelé auprès de l'Empereur ; les deux Anglais parlaient et entendaient le français ; l'Empereur les admit seuls. J'ai su qu'il avait combattu et repoussé, avec beaucoup d'énergie et de logique, la violence qu'on exerçait sur sa personne : « Il était l'hôte de l'Angleterre, avait-il dit, il n'était point son prisonnier ; il était venu librement se placer sous la protection de ses lois ; on violait sur lui les droits sacrés de l'hospitalité, il n'accéderait jamais volontairement à l'outrage qu'on lui ménageait, la violence seule pourrait l'y contraindre, etc., etc. »

L'Empereur me donna la pièce ministérielle pour sa traduction ; la voici :

Communication faite par lord Keith au nom des ministres.

« Comme il peut être convenable au général Bonaparte d'apprendre, sans un plus long délai, les intentions du gouvernement britannique à son égard, Votre Seigneurie lui communiquera l'information suivante :

« Il serait peu consistant avec nos devoirs envers notre pays et les alliés de Sa Majesté, si le général Bonaparte conservait les moyens ou l'occasion de troubler de nouveau la paix de l'Europe ; c'est pourquoi il devient absolument nécessaire qu'il soit restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet.

« L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence : son climat est sain, et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne.

« On permet au général Bonaparte de choisir parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels, avec son chirurgien, auront la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène, et ne pourront point quitter l'île sans la sanction du gouvernement britannique.

« Le contre-amiral sir Georges Cockburn, qui est nommé commandant en chef du cap de Bonne-Espérance et des mers adjacentes, conduira le général Bonaparte et sa suite à Sainte-Hélène, et recevra des instructions détaillées touchant l'exécution de ce service.

« Sir G. Cockburn sera probablement prêt à partir dans peu de jours ; c'est pourquoi il est désirable que le général Bonaparte fasse sans délai le choix des personnes qui doivent l'accompagner.

Bien que nous nous fussions attendus à notre déportation à Sainte-Hélène, nous en demeurâmes affectés, elle nous consterna tous. Toutefois l'Empereur n'en vint pas moins sur le pont, comme de coutume, avec le même visage, et de la même manière, considérer la foule affamée de le voir.

Les généraux Savary et Lallemand ne peuvent suivre l'Empereur.

Lundi 31.

Notre situation était affreuse ; nos peines au-delà de toute expression ; nous allions cesser de vivre pour l'Europe, pour notre patrie, pour nos familles, pour nos amis, nos jouissances, nos habitudes : on nous laissait, à la vérité, le choix de ne pas suivre l'Empereur ; mais ce choix était celui des martyrs ; il s'agissait de renoncer à sa religion, à son culte, ou de périr. Une circonstance venait compliquer encore nos tourments : c'était l'exclusion spéciale des généraux Savary et Lallemand, qui en étaient frappés de terreur ; ils ne voyaient plus que l'échafaud ; ils étaient persuadés que l'Angleterre, ne distinguant point les actes politiques dans une révolution, des crimes civils dans un État tranquille, les livrerait à leurs ennemis pour subir le supplice. C'eût été un tel outrage à toutes les lois, un tel opprobre pour l'Angleterre elle-même, qu'on eût été tenté de l'en défier ; mais on ne pouvait parler ainsi qu'en se trouvant proscrit avec eux. Du reste, nous ne balançâmes pas à vouloir demeurer tous du nombre de ceux que l'Empereur pouvait choisir ; nous n'avions qu'une crainte, celle de nous trouver exclus.

L'Empereur me demande si je le suivrai à Sainte-Hélène.

Mardi 1er août.

Nous restions toujours dans le même état. Je reçus dans la matinée une lettre de Londres, dans laquelle on exprimait avec beaucoup de force que j'aurais tort, que ce serait même un crime que de m'expatrier. La personne qui me l'adressait écrivit au capitaine Maitland de joindre ses efforts et ses avis pour m'empêcher de prendre un parti aussi extrême. J'arrêtai les premières paroles du capitaine Maitland, en lui faisant observer qu'à mon âge on agissait avec réflexion.

Je lisais chaque jour à l'Empereur les divers papiers-nouvelles. Aujourd'hui il s'en trouva deux dans le nombre, soit que la bienveillance nous les eût fait adresser, soit que les opinions commençassent à se diviser, qui plaidaient notre cause avec beaucoup de chaleur, et nous dédommageaient des grossières injures dont les autres étaient remplis. Nous nous livrâmes à l'espoir qu'à la haine qu'avait inspirée un ennemi

succéderait bientôt l'intérêt que doivent exciter les grandes actions, et nous nous dîmes que l'Angleterre avait une foule de cœurs nobles et d'âmes élevées qui deviendraient indubitablement d'ardents avocats, etc., etc.

La foule des bateaux croissait chaque jour ; l'Empereur se montrait en public à son heure ordinaire, et l'accueil était de plus en plus favorable.

Quant à son intérieur, l'Empereur demeurait encore pour la plupart de nous toujours comme aux Tuileries ; nous l'avions suivi en grand nombre, de tous rangs, de tous grades ; le grand maréchal et le duc de Rovigo seuls le voyaient habituellement ; tel, depuis notre départ, ne l'avait guère plus approché, et ne lui avait pas parlé davantage qu'il ne l'eût fait à Paris. Moi j'étais appelé dans la journée toutes les fois qu'il y avait des papiers à traduire, et insensiblement l'empereur prit l'habitude régulière de me faire appeler tous les soirs, vers huit heures, pour causer quelque temps.

Aujourd'hui, dans le cours de la conversation, et à la suite de divers sujets, il m'a demandé si je le suivrais à Sainte-Hélène ; j'ai répondu avec la dernière franchise, mes sentiments me le rendaient facile. Je lui ai dit qu'en quittant Paris pour le suivre, j'avais sauté à pieds joints sur toutes les chances, celle de Sainte-Hélène n'avait rien qui dût la faire excepter ; mais que nous étions en grand nombre autour de lui ; qu'on ne lui permettait d'emmener que trois d'entre nous ; que bien des personnes me faisaient un crime d'abandonner ma famille ; que j'avais donc besoin, vis-à-vis d'elle et vis-à-vis de ma propre conscience, de savoir que je lui serais utile et agréable ; qu'en un mot, j'avais besoin qu'il me choisît ; que cette observation, du reste, ne renfermait aucune arrière-pensée, car je lui avais donné désormais ma vie sans restriction.

Sur ces entrefaites, madame Bertrand, sans avoir été demandée, sans s'être fait annoncer, s'est précipitée tout à coup dans la chambre de l'Empereur ; elle était hors d'elle-même ; elle s'écriait qu'il n'allât pas à Sainte-Hélène, qu'il n'emmenât pas son mari. Sur l'étonnement, le visage et la réponse calme de l'Empereur, elle ressortit aussi précipitamment qu'elle était entrée. L'Empereur, toujours étonné, me disait : « Concevez-vous rien à cela ? » quand nous entendîmes de grands cris, et le mouvement de tout l'équipage qui accourait en tumulte vers l'arrière du vaisseau. L'Empereur m'ordonna de sonner pour en connaître la cause ; c'était madame Bertrand qui, après être sortie de chez l'Empereur, avait voulu se jeter à l'eau, et

qu'on avait eu toutes les peines du monde à retenir. Qu'on juge, par cette scène, de tout ce qui se passait en nous.

Au matin, le duc de Rovigo m'apprend que je suis décidément du voyage de Sainte-Hélène ; l'Empereur, en causant, lui avait dit que, si nous devions n'être que deux à le suivre, il comptait encore que je serais du nombre ; qu'il attendait de moi de l'utilité et de la consolation. Je dois à la bienveillance du duc de Rovigo la douceur de connaître ces paroles de l'Empereur : j'en suis reconnaissant ; sans lui, elles me seraient toujours demeurées inconnues. À moi, l'Empereur n'avait rien répondu quand nous avions traité ce sujet : c'est sa manière : j'aurai plus d'une fois l'occasion de le montrer.

Je ne me trouvais de véritable connaissance avec aucun de ceux qui avaient suivi l'Empereur, si j'en excepte toutefois le général Bertrand et sa femme, dont j'avais été comblé dans ma mission en Illyrie, où il commandait en qualité de gouverneur général.

Jusqu'alors je n'avais jamais parlé au duc de Rovigo ; certaines préventions m'en avaient toujours tenu au loin ; à peine nous fûmes-nous vus qu'elles furent détruites.

Savary aimait sincèrement l'Empereur ; je lui ai connu de l'âme, du cœur, de la droiture, de la reconnaissance ; il m'a semblé susceptible d'une véritable amitié : nous nous serions sans doute intimement liés. Puisse-t-il lire jamais les sentiments et les regrets qu'il m'a laissés !

L'Empereur m'ayant fait venir ce soir, comme de coutume, pour causer, à la suite de beaucoup d'objets divers, il s'est arrêté sur Sainte-Hélène, me demandant ce que ce pouvait être, s'il serait possible d'y supporter la vie, etc., etc... « Mais après tout, m'a-t-il dit, est-il bien sûr que j'y aille ? Un homme est-il donc dépendant de son semblable, quand il veut cesser de l'être ? »

Nous nous promenions dans sa chambre ; il était calme, mais affecté, et en quelque façon distrait.

« Mon cher, a-t-il continué, j'ai parfois l'envie de vous quitter, et cela n'est pas bien difficile ; il ne s'agit que de se monter un tant soit peu la tête, et je vous aurai bientôt échappé, tout sera fini, et vous irez rejoindre tranquillement vos familles... D'autant plus que mes principes intérieurs ne

me gênent nullement ; je suis de ceux qui croient que les peines de l'autre monde n'ont été imaginées que comme supplément aux attraits insuffisants qu'on nous y présente. Dieu ne saurait avoir voulu un tel contrepoids à sa bonté infinie, surtout pour des actes tels que celui-ci. Et qu'est-ce après tout ? Vouloir lui revenir un peu plus vite. »

Je me récriai sur de pareilles pensées. Le poète, le philosophe, avaient dit que c'était un spectacle digne des dieux que de voir l'homme aux prises avec l'infortune ; les revers et la constance avaient aussi leur gloire ; un aussi noble et aussi grand caractère ne pouvait pas s'abaisser au niveau des âmes les plus vulgaires ; celui qui nous avait gouvernés avec tant de gloire, qui avait fait et l'admiration et les destinées du monde, ne pouvait finir comme un joueur au désespoir ou un amant trompé. Que deviendraient donc tous ceux qui croyaient, qui espéraient en lui ? Abandonnerait-il donc sans retour un champ libre à ses ennemis ? L'extrême désir que ceux-ci en faisaient éclater ne suffisait-il pas pour le décider à la résistance ? D'ailleurs, qui connaissait les secrets du temps ? Qui oserait affirmer l'avenir ? Que ne pourrait pas amener le simple changement d'un ministère, la mort d'un prince, celle d'un de ses confidents, la plus légère passion, la plus petite querelle ?... etc., etc.

« Quelques-unes de ces paroles ont leur intérêt, disait l'Empereur : mais que pourrons-nous faire dans ce lieu perdu ? – Sire, nous vivrons du passé ; il a de quoi nous satisfaire. Ne jouissons-nous pas de la vie de César, de celle d'Alexandre ? Nous posséderons mieux, vous vous relirez, Sire ! – Eh bien ! dit-il, nous écrirons nos *Mémoires*. Oui, il faudra travailler ; le travail aussi est la faux du temps. Après tout, on doit remplir, ses destinées ; c'est aussi ma grande doctrine¹. Eh bien ! que les miennes s'accomplissent. » Et reprenant dès cet instant un air aisé et même gai, il passa des objets tout à fait étrangers à notre situation.

Appareillage de Plymouth – Croisière dans la Manche, etc. – Protestation.

Vendredi 4.

L'ordre était venu dans la nuit d'appareiller de bon matin. Nous mîmes sous voiles ; cela nous intrigua fort. Tous les papiers, les communications

officielles, les conversations particulières, nous avaient appris que nous devions être menés à Sainte-Hélène par *le Northumberland* ; nous savions que ce vaisseau était encore à Chatam ou à Portsmouth, en armement ; nous devions donc compter encore sur huit ou dix jours au moins de relâche. *Le Bellérophon* était trop vieux pour ce voyage, il n'avait point les vivres nécessaires ; de plus, les vents étaient contraires en ce moment pour cingler vers Sainte-Hélène. Aussi, quand nous vîmes remonter la Manche vers l'est, nos incertitudes, nos conjectures recommencèrent ; et, quelles qu'elles fussent, elles devenaient un adoucissement à la déportation à Sainte-Hélène.

Cependant nous pensions que l'Empereur, en ce moment décisif, devait montrer une opposition officielle à cette violence. Pour lui, il y attachait peu de prix, et ne s'en occupait pas. Toutefois c'était préparer, disions-nous, des armes à ceux qui s'intéressaient à nous, et laisser dans le public des causes de souvenir et des motifs de défense. Je hasardai de lui lire une rédaction que j'avais essayée ; le sens lui plut, il en supprima quelques phrases, corrigea quelques mots, la signa, et l'envoya à lord Keith ; la voici :

PROTESTATION.

Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant, par la force, de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir, et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois ; quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment répondit-on en Angleterre à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi ; et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola.

« *Signé* Napoléon. »

À bord du Bellérophon, à la mer.

Le duc de Rovigo m'apprend que l'Empereur a demandé à m'envoyer à Londres vers le prince régent, mais qu'on s'y est obstinément refusé.

La mer était grosse, le vent violent, nous étions en grande partie malades de la mer. Et que ne peut pas la préoccupation du moral sur les infirmités physiques ! C'est la seule fois de ma vie peut-être que je n'aie pas été atteint du mal de mer par un temps pareil.

En sortant de Plymouth, nous avons d'abord gouverné à l'est, vent arrière ; mais bientôt nous vîmes au plus près, nous courions des bords, nous croisions, et nous ne pouvions rien comprendre à cette nouvelle espèce de supplice.

Marques de confiance que me donne l'Empereur.

Samedi 5.

Toute la journée du 5 se passa de la même manière. L'Empereur, à sa conversation habituelle du soir, me donna deux grandes marques de confiance ; je ne puis les livrer au papier^[7].

Mouillage à Start-point – Personnes qui accompagnent l'Empereur.

Dimanche 6.

Nous mouillâmes, vers le milieu du jour, à Start-point, où un vaisseau n'est pas en sûreté, et nous n'avions pourtant que deux pas à faire pour être

fort bien dans Torbay ; cette circonstance nous étonnait. Toutefois nous avions appris que notre but était d'aller au-devant du *Northumberland*, dont on avait pressé la sortie de Portsmouth en toute hâte. Ce vaisseau parut, en effet, avec deux frégates chargées de troupes qui devaient composer la garnison de Sainte-Hélène. Tout cela vint mouiller près de nous, et les communications entre eux devinrent fort actives ; les précautions, pour qu'on ne nous abordât pas, continuèrent toujours. Cependant le mystère de notre appareillage précipité de Plymouth et de toutes les manœuvres qui avaient suivi perça tant bien que mal. L'amiral Keith avait été averti, nous dit-on, par le télégraphe, qu'un officier public venait de partir de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de l'Empereur, au nom des lois ou d'un tribunal. Nous n'avons pu vérifier ni les motifs ni les détails. Lord Keith, ajoutait-on, avait à peine eu le temps d'échapper à cet embarras ; il avait dû se transporter précipitamment de son vaisseau sur un brick, et disparaître au jour de la rade de Plymouth : c'était le même motif qui nous tenait hors de Torbay.

Les amiraux Keith et Cockburn sont venus à bord du *Bellérophon* ; le dernier commande le *Northumberland* : ils ont conféré avec l'Empereur, et lui ont remis un extrait des instructions relatives à notre déportation et à notre séjour à Sainte-Hélène. Elles portaient qu'on devait le lendemain visiter tous nos effets, pour nous prendre en garde, disait-on, l'argent, les billets, les diamants appartenant à l'Empereur ainsi qu'à nous. Nous apprîmes aussi que le lendemain on nous ôterait nos armes, et qu'on nous transporterait à bord du *Northumberland*. Voici ces pièces :

Ordre de l'amiral Keith au capitaine Maitlant du Bellérophon.

« Toutes les armes quelconques seront prises des Français de tous rangs qui sont à bord du vaisseau que vous commandez, seront soigneusement ramassées, et demeureront à votre charge tant qu'ils resteront à bord du *Bellérophon* ; elles seront ensuite à la charge du capitaine du vaisseau à bord duquel ils seront transportés. Start-bay, 6 août 1815. »

Instructions des ministres à l'amiral Cockburn.

« Lorsque le général Bonaparte sera conduit du *Bellérophon* à bord du *Northumberland*, ce sera un moment convenable pour l'amiral sir G. Cockburn de diriger la visite des effets que le général portera avec lui.

« L'amiral sir G. Cockburn laissera passer les articles de meubles, les livres, les vins, que le général pourrait avoir avec lui. (*Les vins ! observation bien digne des ministres anglais.*)

« Sous l'article des meubles, on comprendra l'argenterie, pourvu qu'elle ne soit pas en si grande quantité qu'on pût la regarder moins comme un usage domestique que comme une propriété convertible en espèces.

« Il devra abandonner son argent, ses diamants et tous ses billets négociables, de quelque nature qu'ils soient.

« Le gouverneur lui expliquera que le gouvernement britannique n'a nullement l'intention de confisquer sa propriété, mais seulement d'en saisir l'administration, afin de l'empêcher d'en faire un instrument d'évasion.

« L'examen doit être fait en présence de quelques personnes nommées par le général Bonaparte, et un inventaire de ces effets devra demeurer signé de ces personnes, aussi bien que par le contre-amiral, ou tout autre individu désigné par lui pour assister à cet inventaire. L'intérêt ou le principal, suivant le montant de la somme, sera applicable à ses besoins, et la disposition en demeurera principalement à son choix. À ce sujet, il communiquera de temps en temps ses désirs, d'abord à l'amiral, et ensuite au gouverneur, quand celui-ci sera arrivé ; et à moins qu'il n'y ait lieu à s'y opposer, ils donneront des ordres nécessaires, et paieront les dépenses par des billets tirés sur le trésor de Sa Majesté.

« En cas de mort (*quelle prévoyance !!!*), la disposition des biens du général sera déterminée par son testament, les contenus duquel, il peut en être assuré, seront strictement observés. Comme il pourrait se faire qu'une partie de sa propriété vînt à être dite celle des personnes de sa suite, celles-ci seront soumises aux mêmes règles.

« L'amiral ne prendra à bord personne de la suite du général Bonaparte, pour Sainte-Hélène, que ce ne soit du propre consentement de cette personne, et après qu'il lui aura été expliqué qu'elle devra être soumise à toutes les règles, qu'on jugera convenable d'établir pour s'assurer de la

personne du général. On laissera savoir au général que, s'il essayait de s'échapper, il s'exposerait à être mis en prison (*en prison !!!*), ainsi que quiconque de sa suite qui serait découvert cherchant à favoriser son évasion. (*Plus tard le bill du parlement soumet ces derniers à la peine de mort.*)

« Toutes les lettres qui lui seront adressées, ainsi qu'à ceux de sa suite, seront données d'abord à l'amiral ou au gouverneur, qui les lira avant de les rendre ; il en sera de même des lettres écrites par le général ou ceux de sa suite.

« Le général doit savoir que le gouverneur ou l'amiral ont reçu l'ordre positif d'adresser au gouvernement de Sa Majesté tout désir ou représentation qu'il jugera faire : rien là-dessus n'est laissé à leur discrétion ; mais le papier sur lequel les représentations seraient faites doit demeurer ouvert, pour qu'ils puissent y joindre les observations qu'ils jugeront convenables. »

On se peindrait difficilement la masse et la nature de nos sentiments, dans ce moment décisif où s'accumulaient en foule tant de violences, d'injustices et d'outrages !

L'Empereur, contraint de réduire sa suite à trois personnes, arrêta son choix sur le grand maréchal, moi, MM. de Montholon et Gourgaud. Les instructions ne permettant à l'Empereur d'emmener que trois officiers, il fut convenu de me considérer comme purement civil, et d'admettre un quatrième, à l'aide de cette interprétation.

Conversation avec lord Keith – Visite des effets de l'Empereur – L'Empereur quitte le Bellérophon –
Séparation – Appareillage pour Sainte-Hélène.

Lundi 7.

L'Empereur adresse à lord Keith une espèce de protestation nouvelle, sur la violence qu'on faisait à sa personne en l'arrachant du Bellérophon : je vais la porter à bord du *Tonnant*. L'amiral Keith, très beau vieillard et de manières parfaites, m'y reçut avec une extrême politesse, mais il évita soigneusement de traiter le sujet, disant qu'il ferait réponse par écrit.

Cela ne m'arrêta pas, j'exposai l'état actuel de l'Empereur ; il était très souffrant, ses jambes enflaient, et je témoignai à lord Keith qu'il serait désirable pour l'Empereur de ne pas appareiller immédiatement. Il me répondit que j'avais été marin, et que je devais voir que son mouillage était critique ; ce qui était vrai.

Je lui exprimai la répugnance de l'Empereur de savoir ses effets fouillés et visités, ainsi que cela venait d'être déclaré, l'assurant qu'il les verrait sans regret jeter préféablement à la mer. Il me répondit que c'était un ordre qui lui était prescrit et qu'il ne pouvait enfreindre.

Enfin je lui demandai s'il serait bien possible qu'on pût en venir au point d'arracher à l'Empereur son épée. Il répondit qu'on la respecterait ; mais que Napoléon serait le seul, et que tout le reste serait désarmé. Je lui montrai que déjà je l'étais : on m'avait ôté mon épée pour me rendre à son bord.

Un secrétaire, qui travaillait à l'écart, fit observer à lord Keith, en anglais, que l'ordre portait que Napoléon lui-même serait désarmé ; sur quoi l'amiral lui répliqua sèchement, en anglais aussi, et autant que j'ai pu en saisir : « Monsieur, occupez-vous de votre travail, laissez-nous à nos affaires. »

Continuant toujours, je passai en revue tout ce qui nous était arrivé. J'avais été le négociateur, disais-je, je devais être le plus peiné ; j'avais le plus de droit d'être entendu. Lord Keith m'écoutait avec une impatience marquée ; nous étions debout, et à chaque instant ses saluts cherchaient à me congédier. Lorsque j'en fus à lui dire que le capitaine Maitland s'était dit autorisé à nous conduire en Angleterre, sans nous laisser soupçonner qu'il nous faisait prisonniers de guerre ; que ce capitaine ne saurait nier sans doute que nous étions venus librement et de bonne foi ; que la lettre de l'Empereur au prince de Galles, dont j'avais préalablement donné connaissance au capitaine Maitland, avait dû nécessairement créer des conditions tacites, dès qu'il n'y avait fait aucune observation ; alors la mauvaise humeur de l'amiral, sa colère même, percèrent tout à fait ; il me dit avec vivacité que dans ce cas le capitaine Maitland aurait été une bête ; car ses instructions n'étaient rien de tout cela, et qu'il en était bien sûr, puisque c'était de lui qu'il les tenait. « Mais, Milord, observai-je en défense du capitaine Maitland, Votre Seigneurie s'exprime ici avec une sévérité

dont peut-être elle pourrait elle-même être responsable ; car non seulement le capitaine Maitland, mais encore l'amiral Hotham et tous les officiers que nous vîmes alors, se sont conduits, exprimés de la même manière vis-à-vis de nous : aurait-il pu en être ainsi si leurs instructions avaient été si claires et si positives ? » Et je le délivrai de moi ; aussi bien il ne tenait plus à voir se prolonger un sujet qui probablement, dans son for intérieur, n'était pas sans quelque délicatesse pour lui.

Un officier des douanes et l'amiral Cockburn firent la visite des effets de l'Empereur : ils saisirent quatre mille napoléons, et en laissèrent quinze cents pour payer les gens : c'était là tout le trésor de l'Empereur.

L'amiral parut singulièrement mortifié du refus de chacun de nous de l'assister contradictoirement dans son opération, bien que nous en fussions requis. Ce qui lui démontrait suffisamment combien cette mesure nous paraissait outrageante pour l'Empereur, et peu honorable pour celui qui l'exécutait.

Cependant le moment de quitter le Bellérophon était arrivé. L'Empereur était enfermé depuis longtemps avec le grand maréchal ; nous étions dans la pièce qui précédait ; la porte s'ouvre ; le duc de Rovigo, fondant en larmes, sanglotant, se précipite aux pieds de l'Empereur ; il lui baisait les mains. L'Empereur, calme, impassible, l'embrassa, et se mit en route pour gagner le canot. Chemin faisant, il saluait gracieusement de la tête ceux qui étaient sur son passage. Tous ceux des nôtres que nous laissions en arrière étaient en pleurs ; je ne pus m'empêcher de dire à lord Keith, avec qui je causais en ce moment : « Vous observerez, Milord, qu'ici ceux qui pleurent sont ceux qui restent. »

Nous gagnâmes le *Northumberland* ; il était une ou deux heures. L'empereur resta sur le pont, et causa volontiers et familièrement avec les Anglais qui s'en approchèrent.

Au moment d'appareiller, un cutter, qui rôdait autour du vaisseau pour en éloigner les curieux, coula, très près de nous, un bateau rempli de spectateurs. La fatalité les avait amenés de fort loin pour être victimes ; deux femmes, m'a-t-on dit, y ont péri. Enfin nous mettons sous voiles pour Sainte-Hélène, treize jours après notre arrivée à Plymouth et quarante après notre départ de Paris.

Les ministres anglais avaient fort blâmé le respect qu'on avait témoigné à l'Empereur à bord du *Bellérophon* : ils avaient donné des ordres en conséquence ; aussi affectait-on, à bord du *Northumberland*, des expressions et des manières toutes différentes : on s'empressait ridiculement surtout de se recouvrir devant lui ; il avait été sévèrement enjoint de ne lui donner d'autre qualification que celle de *général*, et de ne le traiter qu'à l'avenant. Tel fut l'ingénieux biais, l'heureuse conception qu'enfanta la diplomatie des ministres d'Angleterre, tel fut le titre qu'ils imaginèrent de donner à celui qu'ils avaient reconnu comme premier consul ; qu'ils avaient si souvent qualifié de chef du gouvernement français, avec lequel ils avaient traité comme Empereur à Paris, lors de lord Lauderdale, et peut-être même signé des articles à Châtillon. Aussi, dans un moment d'humeur, échappa-t-il à l'Empereur de dire en expressions fort énergiques : « Qu'ils m'appellent comme ils voudront, ils ne m'empêcheront pas d'être moi ! » Il était en effet bizarre et surtout ridicule de voir les ministres anglais mettre une haute importance à ne donner que le titre de général à celui qui avait gouverné l'Europe, y avait fait sept à huit rois, dont plusieurs retenaient encore ce titre de sa création ; qui avait été plus de dix ans Empereur des Français, avait été oint et sacré en cette qualité par le chef suprême de l'Église ; qui comptait deux ou trois élections du peuple français à la souveraineté ; qui avait été reconnu Empereur par tout le continent de l'Europe, avait traité comme tel avec tous les souverains, et conclu, avec eux tous, des alliances de sang et d'intérêts : il réunissait donc sur sa personne la totalité des titres religieux, civils et politiques qui existent parmi les hommes, et que, par une singularité bizarre, mais vraie, aucun des princes régnant en Europe n'eut pu montrer accumulée de la sorte sur le premier, le chef, le fondateur de sa dynastie. Toutefois l'Empereur, qui avait eu l'intention de prendre un nom d'incognito, en débarquant en Angleterre, celui de colonel *Duroc* ou *Muiron*, n'y songea plus dès qu'on s'obstina à lui disputer ses vrais titres.

Description minutieuse du logement de l'Empereur à bord du *Northumberland*. — Détails et habitudes de l'Empereur à bord.

Mardi 8, mercredi 9.

Le vaisseau était dans la plus grande confusion, il était encombré d'hommes et d'objets ; nous étions partis dans une si grande hâte que presque rien à bord n'était à sa place, et que, sous voiles, on travaillait sans relâche à l'armement du vaisseau.

Voici la description minutieuse de la partie du vaisseau que nous avons occupée. L'espace en arrière du mât d'artimon renfermait deux pièces en commun et deux chambres particulières ; la première était la salle à manger, d'environ dix pieds de large, ayant de long toute la largeur du vaisseau, éclairée par un sabord aux deux extrémités, et par un vitrage supérieur ; le salon était composé de tout le reste, diminué de deux chambres symétriques, à droite et à gauche, chacune ayant une entrée sur la salle à manger et une autre sur le salon. L'Empereur occupait celle de gauche, où on avait dressé son lit de campagne ; l'amiral avait celle de droite. Il avait été strictement recommandé surtout que le salon demeurât en commun, qu'il ne fût pas abandonné à l'Empereur en propre ; les ministres avaient poussé la sollicitude jusqu'à s'alarmer d'une si triviale déférence.

Nous faisons voile, autant que le vent nous le permettait, pour sortir de la Manche, longeant les côtes de l'Angleterre, où l'on envoyait à chaque port chercher des provisions et compléter les besoins du vaisseau. Il nous vint beaucoup d'objets de Plymouth, d'où plusieurs bâtiments nous rejoignirent ; il en fut de même de Falmouth.

Nous faisons route pour traverser le golfe de Gascogne et doubler le cap Finistère. Le vent était favorable, mais faible ; la saison fort chaude ; nos journées des plus monotones. L'Empereur déjeunait dans sa chambre, à des heures irrégulières. Nous, les Français, déjeunions à dix heures, à notre manière ; les Anglais avaient déjeuné à huit heures, à la leur.

L'Empereur, dans la matinée, appelait quelqu'un de nous tour à tour, pour connaître le journal du vaisseau, les lieues parcourues, l'état du vent, les nouvelles, etc., etc. Il lisait beaucoup, s'habillait vers quatre heures, et passait alors dans la salle commune, où il jouait aux échecs avec un de nous ; à cinq heures, l'amiral, venu de sa chambre quelques instants auparavant, lui disait qu'on était servi.

Tout le monde sait que l'Empereur n'était guère plus d'un quart d'heure à dîner : ici, les deux services seulement tenaient d'une heure à une heure et

demie ; c'était pour lui une des contrariétés les plus pénibles, bien qu'il n'en témoignât jamais rien ; sa figure, ses gestes, toute sa personne, étaient constamment impassibles. Cette cuisine nouvelle, la différence des mets, leur qualité, n'ont jamais obtenu de lui ni approbation ni rebut ; jamais il n'a exprimé ni désir ni contrariété ; il était servi par ses deux valets de chambre, placés derrière lui. Dans le principe, l'amiral voulait lui offrir de toutes choses ; mais il suffit du simple remerciement de l'Empereur, et de la manière dont il fut exprimé, pour qu'il n'y revînt pas. Néanmoins l'amiral continua toujours à être très attentif ; seulement ce n'était plus qu'aux valets de chambre qu'il indiquait ce qu'il pouvait y avoir de préférable ; ceux-ci s'en occupaient seuls ; l'Empereur y demeurait tout à fait étranger, ne voyant, ne cherchant, n'apercevant rien ; généralement gardant le silence, et demeurant au milieu de la conversation (bien que toujours en français, mais très réservée) comme s'il ne l'eût pas entendue. S'il lui arrivait de rompre le silence, c'était pour faire quelques questions scientifiques ou techniques, ou pour adresser quelques paroles à ceux que l'amiral invitait occasionnellement à dîner. J'étais, alors, la plupart du temps, celui à qui l'Empereur adressait les questions pour que je les traduisisse.

On sait que les Anglais ont l'habitude de rester fort longtemps à table, après le dessert, pour boire et causer : l'Empereur, déjà très fatigué par la longueur des services, n'eût pu supporter cet usage ; aussi et dès le premier jour, immédiatement après le café, il se leva, et alla sur le pont ; le grand maréchal et moi nous le suivîmes. L'amiral en fut déconcerté ; il se permit de s'en exprimer légèrement avec les siens ; mais la comtesse Bertrand, dont l'anglais est la langue maternelle, reprit avec chaleur : « N'oubliez pas, monsieur l'amiral, que vous avez affaire à celui qui a été le maître du monde, et que les rois briguaient l'honneur d'être admis à sa table. – Cela est vrai, » répondit l'amiral. Et cet officier, qui du reste a de la justesse dans l'esprit, une certaine convenance de manières, et parfois, beaucoup de grâce, s'empressa de faciliter, dès ce moment, cet usage de l'Empereur : il hâta les services, et demandait, avant le temps, le café pour l'Empereur et ceux qui devaient sortir avec lui. Dès que l'Empereur avait achevé, il partait ; tout le monde se levait jusqu'à ce qu'il fût hors de la chambre ; le reste demeurait à boire plus d'une heure encore.

L'Empereur se promenait alors sur le pont jusqu'à la nuit avec le grand maréchal et moi ; ce qui devint une chose de tous les jours et consacrée.

L'Empereur rentrait ensuite dans le salon, et nous nous mettions à jouer au vingt-et-un. Il se retirait d'ordinaire au bout d'une demi-heure.

Faveur bizarre de la fortune.

Mardi 15 août.

Dans la matinée, nous avons demandé à être admis près de l'Empereur ; nous sommes entrés tous à la fois chez lui ; il n'en devinait pas la cause : c'était sa fête ; il n'y avait pas pensé. Nous avions l'habitude de le voir ce jour-là dans des lieux plus vastes et tout remplis de sa puissance ; mais nous n'avions jamais apporté de vœux plus sincères et des cœurs plus pleins de lui.

Nos journées se ressemblaient toutes : le soir nous jouions constamment au vingt-et-un ; l'amiral et quelques Anglais étaient parfois de la partie. L'Empereur se retirait après avoir perdu d'habitude ses dix ou douze napoléons ; cela lui était arrivé tous les jours, parce qu'il s'obstinait à laisser son napoléon jusqu'à ce qu'il en eût produit un grand nombre. Aujourd'hui il en avait produit jusqu'à quatre-vingts ou cent ; l'amiral tenait la main, l'Empereur voulait laisser encore pour connaître jusqu'à quel point il pourrait atteindre ; mais il crut voir qu'il serait tout aussi agréable à l'amiral qu'il n'en fit rien : il eût gagné seize fois, et eût pu atteindre au-delà de soixante mille napoléons. Comme on s'extasiait sur cette faveur singulière de la fortune en faveur de l'Empereur, un des Anglais fit la remarque qu'aujourd'hui était, le 15 d'août, jour de sa naissance et de sa fête.

Navigation – Uniformité – Occupations – Sur la famille de l'Empereur – Son origine – Anecdotes.

Mercredi 16 au lundi 21.

Nous doublâmes le cap Finistère le 16, le cap Saint-Vincent le 18 ; nous étions par le travers du détroit de Gibraltar le 19, et nous continuâmes les

jours suivants à faire voile le long de l'Afrique, vers Madère. Notre navigation n'offrait rien de remarquable, et toutes nos journées se ressemblaient dans nos habitudes et l'emploi de nos heures ; le sujet de la conversation seul pouvait offrir quelque différence.

L'Empereur restait toute la matinée dans sa chambre : la chaleur était grande ; il ne s'habillait pas, et il demeurait à peine vêtu. Il n'avait point de sommeil, et se levait plusieurs fois dans la nuit. La lecture était son grand passe-temps. Il me faisait venir presque tous les matins ; je lui traduisais ce que l'*Encyclopédie britannique* ou tous les livres que nous avions pu trouver à bord contenaient sur Sainte-Hélène ou sur les pays dans le voisinage desquels nous naviguions. Cela ramena naturellement sous les yeux mon Atlas historique ; il n'avait fait que l'entrevoir à bord du *Bellérophon*, et auparavant il n'en avait qu'une très fausse idée. Il s'en occupa trois ou quatre jours de suite : il s'en disait enchanté ; il ne revenait pas de la quantité de choses qu'il y trouvait, de l'ordre et de l'à-propos dans lesquels elles se présentaient ; il n'avait eu jusque-là, disait-il, nulle idée de cet ouvrage. C'étaient les cartes géographiques seules qu'il parcourait, passant toutes les autres ; la mappemonde surtout fixait particulièrement son attention et son suffrage. Je n'osais lui dire et lui prouver que la géographie était néanmoins la partie faible ; qu'elle présentait beaucoup moins de travail et de fond ; que les tableaux généraux et les tableaux généalogiques étaient bien supérieurs : les tableaux généraux pouvant être difficilement surpassés par leur méthode, leur symétrie, leur clarté et la facilité de leur usage ; et les tableaux généalogiques présentant, chacun isolément, une petite histoire entière du pays qu'ils concernent, ils en étaient tout à la fois et sous tous les rapports l'analyse la plus complète et les matériaux les plus élémentaires.

L'Empereur me demandait si cet ouvrage n'était pas employé dans toutes les éducations. S'il l'eût connu, disait-il, il en eût rempli les lycées et les écoles. Il me demandait aussi pourquoi je l'avais publié sous le nom emprunté de *Le Sage*. Je répondais que j'en avais publié l'esquisse très informe en Angleterre, au moment de mon émigration, dans un temps où nous exposions nos parents au-dedans par nos seuls noms au-dehors ; et puis encore l'avais-je fait peut-être aussi, lui disais-je en riant, dans mes

préjugés d'enfance, à la façon des nobles bretons qui, pour ne pas déroger, déposaient leur épée au greffe durant le temps de leur négoce, etc.

Tous les jours après son dîner, l'Empereur, comme je l'ai déjà dit, se levait fort longtemps avant tout le monde, et le grand maréchal et moi ne manquions pas de le suivre sur le pont ; j'y demeurais même souvent seul, parce que le grand maréchal descendait alors auprès de sa femme, habituellement souffrante.

L'Empereur, après les premières observations sur le temps, le sillage du vaisseau, le vent, prenait un sujet de conversation ; on revenait même à celui de la veille ou des jours précédents ; et après dix ou douze tours de promenade sur la longueur du pont, il allait s'appuyer de coutume sur l'avant-dernier canon de la gauche du vaisseau, près du passavant. Les *midshipmen* (jeunes aspirants) eurent bientôt remarqué cette prédilection d'habitude, et ce canon ne fut appelé dans le vaisseau que *le canon de l'Empereur*.

C'est là que l'Empereur causait souvent des heures entières, et que j'ai entendu pour la première fois une partie de ce que je vais raconter ; avertissant, du reste, que je transporte ici en même temps ce que j'ai recueilli plus tard dans la foule des conversations éparses qui ont suivi, me proposant en cela de présenter de suite et réuni tout ce que j'ai noté de remarquable sur ce sujet. C'est peut-être ici le lieu de dire ou de répéter une fois pour toutes que si dans ce Journal on trouve peu d'ordre, aucune méthode, c'est que le temps me presse ; que mes contemporains attendent, désirent, et que mon état de santé m'interdit toute application : je crains de n'avoir pas le temps de finir. Voilà mes trop bonnes excuses, mes vrais titres à l'indulgence sur le style de la narration et l'ordonnance des objets : je reproduis à la hâte ce que je retrouve ; j'en demeure à peu près au premier jet.

Le nom de Bonaparte s'écrit indistinctement *Bonaparte* ou *Buonaparte*, ainsi que le savent tous les Italiens. Le père de Napoléon écrivait Buonaparte ; un oncle de celui-ci, l'archidiacre Lucien, qui lui a survécu et a servi de père à Napoléon et à tous ses frères, écrivait, sous le même toit et dans le même temps, Bonaparte. Napoléon, durant toute sa jeunesse, a signé Buonaparte, comme son père. Arrivé au commandement de l'armée d'Italie, il se donna bien de garde d'altérer cette orthographe, qui était plus

spécialement la nuance italienne ; mais plus tard, et au milieu des Français, il voulut la franciser, et ne signa plus que Bonaparte.

Cette famille a joué longtemps un rôle distingué en Italie ; elle a été puissante à Trévise ; on la trouve inscrite sur le Livre d'or de Bologne et parmi les patrices florentins.

Lorsque Napoléon, alors général de l'armée d'Italie, entra vainqueur dans Trévise, les chefs de la ville vinrent joyeusement au-devant de lui, et lui présentèrent les titres et les actes qui prouvaient que sa famille y avait joué un grand rôle.

À l'entrevue de Dresde, avant la campagne de Russie, l'empereur François apprit un jour à l'empereur Napoléon, son gendre, que sa famille avait été souveraine à Trévise ; qu'il en était bien sûr, parce qu'il s'en était fait représenter tous les documents. Napoléon lui répondit en riant qu'il n'en voulait rien savoir, qu'il préférerait bien plutôt être le *Rodolphe d'Hapsbourg* de sa famille. François y attachait plus d'importance ; il lui disait qu'il était bien indifférent d'avoir été riche et de devenir pauvre ; mais qu'il était sans prix d'avoir été souverain, et qu'il fallait le dire à Marie-Louise, à qui cela ferait grand plaisir.

Lorsque Napoléon, dans la campagne d'Italie, entra dans Bologne, *Marescalchi*, *Caprara* et *Aldini*, depuis si connus en France, députés du sénat de leur ville, vinrent lui présenter avec complaisance leur Livre d'or, où se trouvaient inscrits le nom et les armoiries de sa famille.

Plusieurs maisons ou édifices attestent encore dans Florence l'existence dont y avait jadis joui la famille Bonaparte ; plusieurs demeurent encore chargés de ses écussons.

Un Corse ou un Bolonais, Césari, je crois, choqué à Londres de la manière dont le gouvernement avait reçu la lettre pacifique du général Bonaparte entrant au consulat, publia alors des renseignements généalogiques qui établissaient ses alliances avec l'antique maison d'*Est*, *Welf* ou *Guelf*, la tige des présents rois d'Angleterre^[8].

Le duc de Feltre, ministre de France en Toscane, a rapporté à Paris de la galerie de Médicis le portrait d'une Buonaparte, mariée à un des princes de cette famille. La mère du pape Nicolas V, ou de Paul V de Sarzane, était une Buonaparte.

C'est un Bonaparte qui a été chargé du traité par lequel s'est fait l'échange de Livourne contre Sarzane. C'est un Bonaparte à qui, à la renaissance des lettres, on est redevable d'une des plus anciennes comédies, celle de la *Veuve*, qui est à la Bibliothèque publique à Paris.

Lorsque Napoléon, à la tête de l'armée d'Italie, marchait sur Rome, et recevait à Tolentino les propositions du pape, un des négociateurs ennemis observa qu'il était le seul Français qui, depuis le connétable de Bourbon, eût marché sur Rome ; mais que ce qui ajoutait, disait-il, à cette circonstance quelque chose de bien bizarre, c'est que l'histoire de la première expédition se trouvait écrite précisément par un des parents de celui qui exécutait la seconde, par monsignor *Nicolas Buonaparte*, qui a laissé en effet *le sac de Rome, par le connétable de Bourbon*.

M. de Cetto, ambassadeur de Bavière, m'a répété souvent que les archives de Munich renfermaient un grand nombre de pièces italiennes qui témoignent l'illustration de cette maison.

Napoléon, au temps de sa puissance, s'est constamment refusé à toute espèce de travail ou même de conversation sur cet objet. Sous son consulat, il découragea trop bien la première tentative de ce genre, pour que personne essayât d'y revenir. Quelqu'un publia une généalogie dans laquelle on rattachait sa famille à d'anciens rois du Nord ; Napoléon fit persifler cet essai de la flatterie dans un papier public, où l'on finissait par conclure que la noblesse du Premier Consul ne datait que de *Montenotte* ou du *dix-huit brumaire*.

Cette famille fut, comme tant d'autres, victime des nombreuses révolutions qui désolèrent les villes d'Italie ; les troubles de Florence mirent les Bonaparte au Nombre des *fuorusciti* (émigrés). Un d'eux se retira d'abord à Sarzane, et de là passa en Corse, d'où ses descendants ont toujours continué d'envoyer leurs enfants en Toscane, à la branche qui y était demeurée à San-Miniato.

Depuis plusieurs générations, le second des enfants de cette famille a constamment porté le nom de *Napoléon*, qu'elle tenait, dans l'origine, d'un Napoléon des Ursins, célèbre dans les fastes militaires d'Italie.

Napoléon, après son expédition de Livourne, se rendant à Florence, coucha à San-Miniato chez un vieil abbé Buonaparte, qui traita

magnifiquement tout son état-major. Après avoir épuisé tous les souvenirs de famille, il dit au jeune général qu'il allait lui chercher la pièce la plus précieuse. Napoléon crut qu'il allait lui montrer quelque bel arbre généalogique, fort propre à gratifier sa vanité, disait-il en riant ; mais c'était un mémoire fort en règle, en faveur d'un père *Bonaventure Buonaparte*, capucin de Bologne, béatifié depuis longtemps, et qu'on n'avait pu faire canoniser à cause des frais énormes que cela eût nécessités. « Le pape ne vous le refusera pas, disait le bon abbé, si vous le demandez ; et s'il faut payer, aujourd'hui ce doit être peu de chose pour vous. »

Napoléon rit beaucoup de la bonhomie du vieux parent qui était si peu en harmonie avec les mœurs du jour, et qui ne se doutait nullement que les saints ne fussent plus de saison.

Arrivé à Florence, Napoléon crut lui être fort agréable en lui procurant le cordon de l'ordre de Saint-Étienne, dont il n'était que simple chevalier ; mais le pieux abbé était moins touché des faveurs de ce monde que de l'attribution céleste qu'il réclamait ; et elle n'était pas, au demeurant, sans des fondements réels ; le pape, venu à Paris pour couronner l'empereur Napoléon, mit à son tour sur le tapis les titres du père Bonaventura ; c'était lui sans doute, disait-il, qui, du séjour des bienheureux, avait conduit son parent, comme par la main, dans la belle carrière terrestre qu'il venait de parcourir ; c'était ce saint personnage, sans doute, qui l'avait préservé de tout danger dans ses nombreuses batailles, etc., etc. L'Empereur fit constamment la sourde oreille, et laissa à la bienveillance personnelle du pape à faire de lui-même quelque chose pour le bienheureux Bonaventura.

Le vieil abbé, dans la suite, laissa son héritage à Napoléon, qui, étant empereur, en a fait présent à un établissement public de Toscane.

L'Empereur disait, du reste, n'avoir jamais regardé un seul de ses parchemins. Ils sont toujours demeurés dans les mains de son frère Joseph, qu'il appelait gaiement le *généalogiste de la famille*. Et, dans la crainte de l'oublier, je consignerai ici, à ce sujet, que l'Empereur lui a remis, à l'île d'Aix, au moment de son départ, un volume contenant les lettres autographes que lui ont adressées tous les souverains de l'Europe ^[9].

Charles Bonaparte, père de Napoléon, était fort grand de taille, beau, bien fait. Son éducation avait été soignée à Rome et à Pise, où il avait étudié

la loi. Il avait de la chaleur et de l'énergie. C'est lui qui, à la consulte extraordinaire de Corse, où l'on proposait de se soumettre à la France, prononça un discours qui enflamma tous les esprits ; il n'avait alors que vingt ans. « Si, pour être libre, il ne s'agissait que de le vouloir, disait-il, tous les peuples le seraient. L'histoire nous apprend cependant que peu sont arrivés au bienfait de la liberté, parce que peu ont eu l'énergie, le courage et les vertus nécessaires. »

Charles Bonaparte, en 1779, fut député, pour la noblesse des États de Corse, à Paris, et mena avec lui le jeune Napoléon, alors âgé de dix ans. Il avait passé par Florence, et y avait obtenu une lettre de recommandation du grand-duc Léopold pour la reine de France Marie-Antoinette, sa sœur. Il dut cette lettre au rang et à la considération que la notoriété publique, à Florence, assignait à son nom et à son origine toscane.

À cette époque, deux généraux français se trouvaient en Corse, fort divisés entre eux ; leurs querelles y formaient deux partis : c'étaient *M. de Marbeuf*, doux et populaire, et *M. de Narbonne Pellet*, haut et violent. Ce dernier, d'une naissance et d'un crédit supérieurs, devait être naturellement dangereux pour son rival : heureusement pour M. de Marbeuf, beaucoup plus aimé en Corse, la députation de cette province arriva à Versailles. Charles Bonaparte la conduisait ; il fut consulté, et la chaleur de ses témoignages fit donner raison à M. de Marbeuf. Le neveu de ce dernier, archevêque de Lyon et ministre de la feuille des bénéfices, crut devoir en venir faire des remerciements à Charles Bonaparte ; et, quand celui-ci conduisit son fils à l'école militaire de Brienne, l'archevêque lui donna une recommandation spéciale pour la famille de Brienne, qui y demeurait la plus grande partie de l'année : de là l'intérêt et les rapports de bienveillance des Marbeuf et des Brienne envers les enfants Bonaparte. La malignité s'est égayée à créer une autre cause ; la simple vérification des dates suffit pour la rendre absurde.

Charles Bonaparte mourut, à trente-huit ans, d'un squirrhe à l'estomac. Il avait éprouvé une espèce de guérison dans un voyage à Paris ; mais il succomba, dans une seconde attaque, à Montpellier, où il fut enterré dans un des couvents de cette ville.

Sous le consulat, les notables de Montpellier, par l'organe de leur compatriote Chaptal, ministre de l'intérieur, firent prier le Premier Consul

de permettre qu'ils élevassent un monument à la mémoire de son père. Napoléon les remercia de leurs bonnes intentions, et les refusa. « Ne troublons point le repos des morts, dit-il ; laissons leurs cendres tranquilles. J'ai perdu aussi mon grand-père, mon arrière-grand-père ; pourquoi ne ferait-on rien pour eux ? Cela mène loin. Si c'était hier que j'eusse perdu mon père, il serait convenable et naturel que j'accompagnasse mes regrets de quelque haute marque de respect ; mais il y a vingt ans ; cet événement est étranger au public, n'en parlons plus. »

Depuis, Louis Bonaparte, à l'insu de Napoléon, fit exhumer le corps de son père, et le fit transporter à Saint-Leu, où il lui consacra un monument.

Charles Bonaparte n'avait été rien moins que dévot ; il s'était même permis quelques poésies anti-religieuses ; et cependant, à sa mort, il ne se trouvait pas assez de prêtres pour lui à Montpellier, disait l'Empereur : bien différent en cela de son oncle, l'archidiacre Lucien, homme d'église, très pieux et vrai croyant, mort longtemps après dans un âge fort avancé. Au moment de s'éteindre, il se fâcha vivement contre Fesch, qui, déjà prêtre, était accouru en étole et en surplis pour l'assister dans ses derniers moments ; il le pria de le laisser mourir tranquille, et il finit entouré de tous les siens, leur donnant les instructions du sage et la bénédiction des patriarches.

L'Empereur revenait souvent sur ce vieil oncle qui lui avait servi de second père, et qui était demeuré longtemps le chef de la famille. Il était archidiacre d'Ajaccio, l'une des premières dignités de l'île. Ses soins et ses économies avaient rétabli les affaires de la famille, que les dépenses et le luxe de Charles avaient fort dérangées. Le vieil archidiacre jouissait d'une grande vénération et d'une véritable autorité morale dans le canton. Il n'était point de querelle que les paysans et les bergers ne vinssent soumettre à sa décision ; et il les renvoyait avec ses jugements et ses bénédictions.

Charles Bonaparte avait épousé mademoiselle *Lætitia Ramolino*, dont la mère, devenue veuve, s'était mariée à M. Fesch, capitaine dans un des régiments suisses que Gênes entretenait d'habitude dans l'île. De ce second mariage vint le *cardinal Fesch*, qui se trouvait ainsi demi-frère de Madame et oncle de l'Empereur.

Madame était une des plus belles femmes de son temps ; sa beauté était connue dans l'île. Paoli, au temps de sa puissance, ayant reçu une ambassade d'Alger ou de Tunis, voulut donner aux barbaresques une idée des attraits de ses compatriotes ; il rassembla toutes les beautés de l'île : *Madame* y tenait le premier rang. Plus tard, dans un voyage pour voir son fils à Brienne, elle fut remarquée, même dans Paris.

Madame, lors de la guerre de la liberté en Corse, partagea souvent les périls de son mari, qui s'y montra fort chaud. Elle le suivit parfois à cheval dans ses expéditions, spécialement durant sa grossesse de Napoléon. *Madame* avait un grand caractère, de la force d'âme, beaucoup d'élévation et de fierté. Elle a eu treize enfants, et eût pu facilement en avoir beaucoup d'autres, étant devenue veuve à environ trente ans, et ayant prolongé au-delà de cinquante la faculté d'en avoir. De ces treize enfants, cinq garçons seulement et trois filles ont vécu, et tous ont joué un grand rôle sous le règne de Napoléon.

Joseph, l'aîné de tous, qu'on voulut mettre d'abord dans l'église, à cause de l'archevêque de Lyon, Marbeuf, qui tenait la feuille des bénéfices, fit ses études en conséquence ; mais il s'y refusa absolument lorsque le moment arriva de s'engager. Il a été successivement roi de Naples et d'Espagne.

Louis a été roi de Hollande ; et *Jérôme*, roi de Westphalie ; *Élisa*, grande-duchesse de Toscane ; *Caroline*, reine de Naples ; *Pauline*, princesse Borghèse. *Lucien*, que son second mariage et une fausse direction de caractère privèrent sans doute d'une couronne, ennoblit du moins son opposition et ses différends avec son frère, en venant, au retour de l'île d'Elbe, se jeter dans ses bras, et cela lorsqu'il était loin de regarder ses affaires comme assurées. *Lucien*, disait l'Empereur, eut une jeunesse orageuse ; dès l'âge de quinze ans, il fut mené en France par M. de Sémonville, qui en fit de bonne heure un révolutionnaire zélé et un clubiste ardent. Et à ce sujet Napoléon disait qu'on trouvait dans les nombreux libelles publiés contre lui quelques adresses ou lettres signées Brutus Bonaparte, ou autrement, qu'on lui attribuait ; il n'affirmerait pas, continuait-il, que ces adresses ne fassent de quelqu'un de la famille ; tout ce qu'il pouvait assurer, c'est qu'elles n'étaient pas de lui, Napoléon.

J'ai vu le prince *Lucien* de fort près au retour de l'île d'Elbe ; il eût été difficile de montrer des idées politiques plus saines, mieux arrêtées, ainsi

qu'un dévouement plus absolu et mieux intentionné.

Madère, etc. – Vent très fort – Jeu d'échecs.

Mardi 22 au samedi 26.

Le 22 nous eûmes connaissance de Madère ; à la nuit nous arrivâmes devant le port ; deux bâtiments seuls furent envoyés au mouillage pour les besoins de l'escadre. Le vent était très fort, la mer fort grosse ; l'Empereur s'en trouva gêné, et j'en fus fort malade. Il ventait coups de vent ; l'air était excessivement chaud et comme chargé de sable extrêmement fin : c'étaient ces vents terribles du désert d'Afrique qui en transportaient jusqu'à nous les émanations. Ce temps dura toute la journée du lendemain, la communication avec la terre devint très difficile ; cependant le consul anglais vint à bord : il nous dit que depuis nombre d'années l'on n'avait eu un temps pareil ; toutes les vitres de la ville étaient brisées, on respirait à peine dans les rues, et la récolte de vin était perdue. Durant ce temps nous courions des bordées devant la ville ; nous continuâmes ainsi toute la nuit suivante et la journée du 24, où nous embarquâmes quelques bœufs et d'autres provisions, des oranges non mûres, de mauvaises pêches, des poires sans goût, mais des figues et du raisin excellents. Le soir nous fîmes route avec une grande rapidité, le vent étant demeuré toujours très fort. Le 25 et le 26 on mit en panne une partie de la journée, pour distribuer les approvisionnements dans l'escadre ; le reste du temps on fit bonne et grande route.

Rien n'interrompait l'uniformité de nos moments ; chaque jour passait lentement en détail, et grossissait un passé qui, en masse, nous semblait court, parce qu'il était sans couleur, et que rien ne le caractérisait.

L'Empereur avait accru le cercle de ses diversions de quelques parties d'échecs. Personne n'y était fort ; l'Empereur l'était infiniment peu ; il gagnait avec les uns, et perdait avec les autres ; ce qui le conduisit un soir à dire : « Comment se fait-il que je perde très souvent avec ceux qui n'ont jamais gagné celui que je gagne presque toujours ? Cela n'implique-t-il pas contradiction ? Comment résoudre ce problème ? » dit-il en clignant de

l'œil, pour faire voir qu'il n'était pas la dupe de la galanterie habituelle de celui qui en effet était le plus fort.

Le soir nous ne jouions plus au vingt-et-un, nous l'interrompîmes pour l'avoir porté trop haut, ce qui avait paru déplaire à l'Empereur, fort ennemi du jeu.

Canaries – Passage du tropique – Un homme à la mer – Enfance de l'Empereur – Détails – Napoléon à Brienne – Pichegru – Napoléon à l'École militaire de Paris – Dans l'artillerie – Ses sociétés – Napoléon au commencement de la révolution.

Dimanche 27 au jeudi 31.

Le dimanche 27, nous nous trouvâmes, au jour, au milieu des Canaries, que nous traversâmes dans la journée, faisant dix ou douze nœuds (trois ou quatre lieues) sans avoir aperçu le fameux pic de Ténériffe : circonstance d'autant plus rare, qu'on le voit, dans des temps plus favorables, à la distance de plus de soixante lieues.

Le 29 nous traversâmes le tropique ; nous apercevions beaucoup de poissons volants autour du vaisseau. Le 31, à onze heures du soir un homme tomba à la mer : c'était un nègre qui s'était enivré ; il redoutait les coups de fouet qui devaient être le châtiment de sa faute ; il avait essayé plusieurs fois, dans la soirée, de se jeter à la mer ; dans une dernière tentative il réussit à s'y précipiter ; mais il s'en repentit aussitôt, car il poussait de grands cris ; il nageait très bien ; cependant un canot le chercha vainement longtemps : il fut perdu.

Le cri d'un homme à la mer a toujours, à bord d'un vaisseau, quelque chose qui saisit ; tout l'équipage ému se transporte et s'agite en tout sens ; le bruit est grand, le mouvement universel. Comme, dans cette circonstance, je me rendais dessus le pont à la chambre commune, par la porte qui conduisait vers l'Empereur, un *midshipman* (aspirant), de dix ou douze ans, d'une figure tout à fait intéressante, qui croyait que j'allais trouver l'Empereur, m'arrêta par l'habit, et, avec l'accent du plus tendre intérêt : « Ah ! Monsieur, me dit-il, n'allez pas l'effrayer ! Dites-lui bien au moins que tout ce bruit n'est rien, que ce n'est qu'un homme à la mer. » Bon et innocent enfant qui rendait bien plus ses sentiments que sa pensée.

En général tous ces jeunes gens, qui étaient en assez grand nombre à bord, portaient à l'Empereur un respect et une attention tout à fait marqués. Ils répétaient tous les soirs une scène qui imprimait chaque fois quelque chose de touchant : tous les matelots, de grand matin, portent leurs hamacs dans de grands filets sur les côtés du vaisseau ; le soir, vers les six heures, ils les enlèvent à un coup de sifflet ; les plus lents sont punis ; il y a donc une véritable précipitation : or il y avait plaisir, en cet instant, à voir cinq ou six de ces enfants faire cercle autour de l'Empereur, soit qu'il fût au milieu du pont, ou sur son canon de prédilection ; d'un côté ils suivaient d'un œil inquiet ses mouvements ; de l'autre, ils arrêtaient, dirigeaient ou repoussaient, du geste et de la voix, les matelots empressés. Toutes les fois que l'Empereur me voyait considérer ce mouvement, il observait avec complaisance que le cœur des enfants était toujours le plus disposé à l'enthousiasme.

Je vais continuer ce que divers moments m'ont fourni sur les premières années de l'Empereur.

Napoléon est né le 15 août 1769^[10], jour de l'Assomption, vers midi. Sa mère, femme forte au moral et au physique, qui avait fait la guerre grosse de lui, voulut aller à la messe à cause de la solennité du jour ; elle fut obligée de revenir en toute hâte, ne put atteindre sa chambre à coucher, et déposa son enfant sur un de ces vieux tapis antiques à grandes figures, de ces héros de la fable ou de l'Iliade peut-être : c'était Napoléon.

Napoléon, dans sa toute petite enfance, était turbulent, adroit, vif, preste à l'extrême ; il avait, dit-il, sur Joseph, son aîné, un ascendant des plus complets. Celui-ci était battu, mordu ; des plaintes étaient déjà portées à la mère, la mère grondait, que le pauvre Joseph n'avait pas encore eu le temps d'ouvrir la bouche.

Napoléon arriva à l'école militaire de Brienne à l'âge d'environ dix ans. Son nom, que son accent corse lui faisait prononcer à peu près Napoilloné, lui valut des camarades le sobriquet de *la paille au nez*. Cette époque fut pour Napoléon celle d'un changement dans son caractère. Au rebours de toutes les histoires apocryphes qui ont donné les anecdotes de sa vie, Napoléon fut, à Brienne, doux, tranquille, appliqué, et d'une grande sensibilité. Un jour le maître de quartier, brutal de sa nature, sans consulter,

disait Napoléon, les nuances physiques et morales de l'enfant, le condamna à porter l'habit de bure et à dîner à genoux à la porte du réfectoire : c'était une espèce de déshonneur. Napoléon avait beaucoup d'amour-propre, une grande fierté intérieure ; le moment de l'exécution fut celui d'un vomissement subit et d'une violente attaque de nerfs. Le supérieur, qui passait par hasard, l'arracha au supplice en grondant le maître de son peu de discernement, et le père Patrault, son professeur de mathématiques, accourut, se plaignant que, sans nul égard, on dégradât ainsi son premier mathématicien.

(Propre dictée de Napoléon). « À l'âge de puberté, Napoléon devint morose, sombre ; la lecture fut pour lui une espèce de passion poussée jusqu'à la rage ; il dévorait tous les livres. Pichegru fut son maître de quartier et son répétiteur.

« Pichegru était de la Franche-Comté, et d'une famille de cultivateurs. Les Minimes de Champagne avaient été chargés de l'école militaire de Brienne ; leur pauvreté et leur peu de ressource attirant peu de sujets parmi eux, faisaient qu'ils n'y pouvaient suffire ; ils eurent recours aux Minimes de Franche-Comté ; le père Patrault fut un de ceux-ci. Une tante de Pichegru, sœur de la charité, le suivit pour avoir soin de l'infirmierie, amenant avec elle son neveu, jeune enfant auquel on donna gratuitement l'éducation des élèves. Pichegru, doué d'une grande intelligence, devint, aussitôt que son âge le permit, maître de quartier, et répétiteur du père Patrault, qui lui avait enseigné les mathématiques. Il songeait à se faire minime : c'était là toute son ambition et les idées de sa tante ; mais le père Patrault l'en dissuada, en lui disant que leur profession n'était plus du siècle, et que Pichegru devait songer à quelque chose de mieux ; il le porta à s'enrôler dans l'artillerie, où la révolution le prit sous-officier. On connaît sa fortune militaire : c'est le conquérant de la Hollande. Ainsi le père Patrault a la gloire de compter parmi ses élèves les deux plus grands généraux de la France moderne.

« Plus tard, ce père Patrault fut sécularisé par M. de Brienne, archevêque de Sens et cardinal de Loménie, qui en fit un de ses grands-vicaires, et lui confia la gestion de ses nombreux bénéfices.

« Lors de la révolution, le père Patrault, d'une opinion politique bien opposée à son archevêque, n'en fit pas moins les plus grands efforts pour le

sauver, et s'entremet à ce sujet avec Danton, qui était du voisinage ; mais ce fut inutilement, et l'on croit qu'il rendit au cardinal le service, à la manière des anciens, de lui procurer le poison dont il se donna la mort pour éviter l'échafaud.

« Napoléon ne conservait qu'une idée confuse de Pichegru : il lui restait qu'il était grand, et avait quelque chose de rouge dans la figure. Il n'en était pas ainsi, à ce qu'il paraît, de Pichegru, qui semblait avoir conservé des souvenirs frappants du jeune Napoléon. Quand Pichegru se fut livré au parti royaliste, consulté si l'on ne pourrait pas aller jusqu'au général en chef de l'armée d'Italie : « N'y perdez pas votre temps, dit-il ; je l'ai connu dans son enfance ; ce doit être un caractère inflexible : il a pris un parti, et il n'en changera pas. »

L'Empereur rit beaucoup de tous les contes et de toutes les anecdotes dont on charge sa jeunesse ; il les désavoue presque toutes. En voici pourtant une qu'il reconnaît au sujet de sa confirmation, à l'École militaire de Paris. Au nom de *Napoléon*, l'archevêque qui le confirmait, ayant témoigné son étonnement, disait qu'il ne connaissait pas ce saint, qu'il n'était pas dans le calendrier ; l'enfant répondit avec vivacité que ce ne saurait être une raison, puisqu'il y avait une foule de saints, et seulement trois cent soixante-cinq jours.

Napoléon n'avait jamais connu de jour de fête avant le concordat : son patron était en effet étranger au calendrier français, sa date même partout incertaine ; ce fut une galanterie du pape qui la fixa au 15 d'août, tout à la fois jour de la naissance de l'Empereur et de la signature du concordat.

(*Dictée de Napoléon*). « En 1783, Napoléon fut un de ceux que le concours d'usage désigna à Brienne pour aller achever son éducation à l'École militaire de Paris. Le choix était fait annuellement par un inspecteur qui parcourait les douze écoles militaires ; cet emploi était rempli par le chevalier de *Keralio*, officier général, auteur d'une tactique, et qui avait été le précepteur du présent roi de Bavière, dans son enfance duc des Deux-Ponts : c'était un vieillard aimable, des plus propres à cette fonction ; il aimait les enfants, jouait avec eux après les avoir examinés, et retenait avec lui, à la table des Minimes, ceux qui lui avaient plu davantage. Il avait pris une affection toute particulière pour le jeune Napoléon, qu'il se plaisait à exciter de toutes manières ; il le nomma pour se rendre à Paris, bien qu'il

n'eût peut-être pas l'âge requis. L'enfant n'était fort que sur les mathématiques, et les moines représentèrent qu'il serait mieux d'attendre à l'année suivante, qu'il aurait ainsi le temps de se fortifier sur tout le reste, ce que ne voulut pas écouter le chevalier de Keralio, disant : « Je sais ce que je fais ; si je passe par-dessus la règle, ce n'est point ici une faveur de famille, je ne connais pas celle de cet enfant ; c'est tout à cause de lui-même : j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver. » Le bon chevalier mourut presque aussitôt ; mais celui qui vint après y M. *de Régnaud*, qui n'aurait peut-être pas eu sa perspicacité, exécuta néanmoins les notes qu'il trouva, et le jeune Napoléon fut envoyé à Paris.

Tout annonçait en lui, dès lors, des qualités supérieures, un caractère prononcé, des méditations profondes, des conceptions fortes. Il paraît que, dès sa plus tendre jeunesse, ses parents avaient fondé sur lui toutes leurs espérances : son père, expirant à Montpellier, bien que Joseph fût auprès de lui, ne rêvait dans son délire qu'après Napoléon, qui était au loin à son école : il l'appelait sans cesse pour qu'il vînt à son secours avec *sa grande épée*. Plus tard le vieil oncle Lucien, au lit de mort, entouré d'eux tous, disait à Joseph : « Tu es l'aîné de la famille, mais en voilà le chef, montrant Napoléon ; ne l'oublie jamais. » – « C'était, disait gaiement l'Empereur, un vrai déshéritage ; la scène de Jacob et d'Ésaü. »

Élevé moi-même à l'École militaire de Paris, mais un an plus tôt que Napoléon, j'ai pu en causer dans la suite, à mon retour de l'émigration, avec les maîtres qui nous avaient été communs.

M. *de l'Eguille*, notre maître d'histoire, se vantait que si l'on voulait aller rechercher dans les archives de l'école militaire, on y trouverait qu'il avait prédit une grande carrière à son élève, en exaltant dans ses notes la profondeur de ses réflexions et la sagacité de son jugement. Il me disait que le Premier Consul le faisait venir souvent à déjeuner à la Malmaison, et lui parlait toujours de ses anciennes leçons : « Celle qui m'a laissé le plus d'impressions, lui disait-il une fois, était la révolte du connétable de Bourbon, bien que vous ne nous la présentassiez pas avec toute la justesse possible ; à vous entendre, son grand crime était d'avoir combattu son roi ; ce qui en était assurément un bien léger dans ces temps de seigneuries et de souverainetés partagées, vu surtout la scandaleuse injustice dont il avait été victime. Son unique, son grand, son véritable crime, sur lequel vous

n'insistiez pas assez, c'était d'être venu avec les étrangers attaquer son sol natal. »

M. *Domairon*, notre professeur de belles-lettres, me disait qu'il avait toujours été frappé de la bizarrerie des amplifications de Napoléon ; il les avait appelées dès lors du *granit chauffé au volcan*.

Un seul s'y trompa, ce fut le gros et lourd maître d'allemand. Le jeune Napoléon ne faisait rien dans cette langue, ce qui avait inspiré au professeur, qui ne supposait rien au-dessus, le plus profond mépris. Un jour que l'écolier ne se trouvait pas à sa place, il s'informa où il pouvait être ; on répondit qu'il subissait en ce moment son examen pour l'artillerie. « Mais est-ce qu'il sait quelque chose ? disait-il ironiquement. – Comment, Monsieur, mais c'est le plus fort mathématicien de l'école, lui répondit-on. – Eh bien ! je l'ai toujours entendu dire, et je l'avais toujours pensé, que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes. » – « Il serait curieux, disait l'Empereur, de savoir si le professeur a vécu assez longtemps pour jouir de son discernement. ».

Il avait à peine dix-huit ans que l'abbé *Raynal*, frappé de l'étendue de ses connaissances, l'appréciait assez pour en faire un des ornements de ses déjeuners scientifiques. Enfin, le célèbre *Paoli*, qui, après lui avoir inspiré longtemps une espèce de culte, le trouva tout à coup à la tête d'un parti contre lui, dès qu'il voulut favoriser les Anglais au détriment de la France, avait coutume de dire que ce *jeune homme était taillé à l'antique, que c'était un homme de Plutarque*.

En 1787, Napoléon, reçu à la fois élève et officier d'artillerie, sortit de l'école militaire pour entrer dans le régiment de La Fère en qualité de lieutenant en second, d'où il passa, dans la suite, lieutenant en premier dans le régiment de Grenoble.

Napoléon, en sortant de l'école militaire, alla joindre son régiment à Valence. Le premier hiver qu'il y passa, il avait pour compagnons de table *Laribossière*, qu'il créa depuis, étant Empereur, inspecteur général de l'artillerie ; *Sorbier*, qui a succédé dans ce titre à Laribossière ; de *Hédouville cadet*, ministre plénipotentiaire à Francfort ; *Mallet*, le frère de celui qui conduisit l'échauffourée de Paris en 1812 ; un nommé *Mabille*, qu'au retour de son émigration l'Empereur plaça, avec le temps, dans

l'administration des postes ; *Rolland de Villarceaux*, depuis préfet de Nismes ; *Desmazzis cadet*, son camarade d'école militaire, et le compagnon de ses premières années, auquel il a confié, devenu Empereur, le garde-meuble de la couronne.

Il y avait, dans le corps, des officiers plus ou moins aisés ; Napoléon était au nombre des premiers : il recevait douze cents francs de sa famille, c'était alors la grosse pension des officiers. Deux seulement, dans le régiment, avaient cabriolet ou voiture, et c'étaient de grands seigneurs. Sorbier était l'un de ces deux ; il était fils d'un médecin de Moulins.

Napoléon, à Valence, fut admis de bonne heure chez madame du *Colombier* : c'était une femme de cinquante ans, du plus rare mérite ; elle gouvernait la ville, et s'engoua fort, dès l'instant, du jeune officier d'artillerie : elle le faisait inviter à toutes les parties de la ville et de la campagne ; elle l'introduisit dans l'intimité d'un *abbé de Saint-Rufe*, riche et d'un certain âge, qui réunissait souvent ce qu'il y avait de plus distingué dans le pays. Napoléon devait sa faveur et la prédilection de madame du Colombier à son extrême instruction, à la facilité, à la force, à la clarté avec laquelle il en faisait usage ; cette dame lui prédisait souvent un grand avenir. À sa mort, la révolution était commencée ; elle y avait pris beaucoup d'intérêt ; et, dans un de ses derniers moments, on lui a entendu dire que, s'il n'arrivait pas malheur au jeune Napoléon, il y jouerait infailliblement un grand rôle. L'Empereur n'en parle qu'avec une tendre reconnaissance, n'hésitant pas à croire que les relations distinguées, la situation supérieure dans laquelle cette dame le plaça si jeune dans la société, peuvent avoir grandement influé sur les destinées de sa vie.

Napoléon prit du goût pour mademoiselle *du Colombier*, qui n'y fut pas insensible : c'était leur première inclination à tous deux, et telle qu'elle pouvait être à leur âge et avec leur éducation.

Il est faux du reste, ainsi que je l'avais entendu dire dans le monde, que la mère ait voulu ce mariage, et que le père s'y soit opposé, alléguant qu'ils se nuiraient l'un à l'autre en s'unissant, tandis qu'ils étaient faits pour faire fortune chacun de leur côté. L'anecdote qu'on raconte au sujet d'un pareil mariage avec mademoiselle Clary, depuis madame *Bernadotte*, aujourd'hui reine de Suède, n'est pas plus exacte.

L'Empereur, en 1805, allant se faire couronner roi d'Italie, retrouva sur son passage à Lyon la fille de M. du Colombier, et fit pour elle tout ce qu'elle demanda.

Mesdemoiselles *de Laurencin* et *Saint-Germain* faisaient dans ce temps-là les beaux jours de Valence, et s'y partageaient tous les cœurs : la dernière est devenue madame *de Montalivet*, dont le mari fut alors aussi fort connu de l'Empereur, qui l'a fait depuis son ministre de l'intérieur. « Honnête homme, qui m'est demeuré, je crois, disait Napoléon, toujours tendrement attaché. »

L'Empereur, à dix-huit ou vingt ans, était des plus instruits, pensant fortement, et de la logique la plus serrée. Il avait immensément lu, profondément médité, et a peut-être perdu depuis, dit-il. Son esprit était vif, prompt ; sa parole énergique. Partout il était aussitôt remarqué, et obtenait beaucoup de succès auprès des deux sexes, surtout auprès de celui qu'on préfère à cet âge ; et il devait lui plaire par des idées neuves et fines, par des raisonnements audacieux. Les hommes devaient redouter sa logique et sa discussion, auxquelles la connaissance de sa propre force l'entraînait naturellement.

Beaucoup de ceux qui l'ont connu dans ses premières années lui ont prédit une carrière extraordinaire ; aucun d'eux n'a été surpris de celle qu'il a remplie. Vers ce temps il remporta, sous l'anonyme, un prix à l'académie de Lyon, sur la question posée par Raynal : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible ?* Le mémoire anonyme fut fort remarqué ; il était, du reste, tout à fait dans les idées du temps. Il commençait par demander ce qu'était le bonheur, et répondait : De jouir complètement de la vie de la manière la plus conforme à notre organisation morale et physique. Devenu Empereur, il causait un jour de cette circonstance avec M. de Talleyrand. Celui-ci, en courtisan délicat, lui rapporta, au bout de huit jours, ce fameux mémoire, qu'il avait fait déterrer des archives de l'académie de Lyon. C'était en hiver. L'Empereur le prit, en lut quelques pages, et jeta au feu cette première production de sa jeunesse. « Comme on ne s'avise jamais de tout, disait Napoléon, M. de Talleyrand ne s'était pas donné le temps d'en faire prendre copie. »

Le prince de Condé s'annonça un jour à l'école d'artillerie d'Auxonne : c'était un grand honneur et une grande affaire que de se trouver inspecté par ce prince militaire. Le commandant, en dépit de la hiérarchie, mit le jeune Napoléon à la tête du polygone, de préférence à d'autres d'un rang supérieur. Or, il arriva que la veille de l'inspection tous les canons du polygone furent encloués ; mais Napoléon était trop alerte, avait l'œil trop vif, pour se laisser prendre à ce mauvais tour de ses camarades, ou peut-être même au piège de l'illustre voyageur.

On croit généralement, dans le monde, que les premières années de l'Empereur ont été taciturnes, sombres, moroses ; mais, au contraire, en débutant au service, il était fort gai. Il n'a pas de plus grand plaisir ici que de nous raconter les espiègleries de son école d'artillerie ; il semble oublier alors momentanément les malheurs qui nous enchaînent, quand il s'abandonne aux détails de ces temps heureux de sa première jeunesse.

C'était un vieux commandant de plus de quatre-vingts ans, qu'ils vénéraient fort du reste, lequel, venant un jour leur faire faire l'exercice du canon, suivait chaque coup avec sa lorgnette, assurait qu'on devait avoir été bien loin du but ; s'inquiétait, s'informait à ses voisins si quelqu'un avait vu porter le coup : personne n'avait garde, les jeunes gens escamotant le boulet toutes les fois qu'ils chargeaient. Le vieux général avait de l'esprit. Au bout de cinq à six coups, il lui prit fantaisie de faire compter les boulets ; il n'y eut pas moyen de s'en dédire, il trouva le tour fort gai, et n'en ordonna pas moins les arrêts à tous.

Une autre fois c'étaient quelques-uns de leurs capitaines qu'ils prenaient en grippe, ou bien desquels ils avaient quelque vengeance à tirer ; ils arrêtaient alors de les bannir de la société, de les réduire à s'imposer eux-mêmes des espèces d'arrêts. Quatre à cinq jeunes gens se partageaient les rôles, et s'attachaient aux pas du malheureux proscrit ; ils se trouvaient partout où celui-ci paraissait en société, et il n'ouvrait pas la bouche qu'il ne fût aussitôt méthodiquement contredit dans les formes les plus polies, avec esprit et logique. Le malheureux n'avait plus qu'à déguerpir.

« Une autre fois encore, c'était un camarade, disait Napoléon, logeant au-dessus de moi, qui avait pris le goût funeste de donner du cor ; il assourdissait de manière à distraire de toute espèce de travail. On se rencontre sur l'escalier. – Mon cher, vous devez bien vous fatiguer avec

vosre cor ? – Mais non, pas du tout. – Eh bien ! vous fatiguez beaucoup les autres. – J'en suis fâché. – Mais vous feriez mieux d'aller donner de vosre cor plus loin. – Je suis maître dans ma chambre. – On pourrait vous donner quelque doute là-dessus. – Je ne pense pas que personne fût assez osé. » Duel arrêté. Le conseil des camarades examine avant de le permettre, et il prononce qu'à l'avenir l'un ira donner du cor plus loin, et que l'autre sera plus endurant, etc.

L'Empereur, dans la campagne de 1814, retrouva son donneur de cor dans le voisinage de Soissons ou de Laon ; il vivait sur sa terre, et venait donner des renseignements importants sur la position de l'ennemi. L'Empereur le retint, et le fit son aide de camp : c'était le colonel Bussy.

Napoléon, dans son régiment d'artillerie, suivait beaucoup la société partout où il se trouvait. Les femmes, dans ce temps, accordaient beaucoup à l'esprit : c'était alors auprès d'elles le grand moyen de séduction. Il fit, à cette époque, ce qu'il appelle son voyage sentimental de Valence au Mont-Cenis, en Bourgogne, et fut au moment de l'écrire à la façon de Sterne. Le fidèle Desmazzis était de la partie ; il ne le quittait jamais.

Les circonstances et la réflexion ont beaucoup modifié son caractère. Il n'est pas jusqu'à son style, aujourd'hui si serré, si laconique, qui ne fût alors emphatique et abondant. Dès l'Assemblée législative, Napoléon devint grave, sévère dans sa tenue, et peu communicatif. L'armée d'Italie fut encore une époque pour son caractère. Son extrême jeunesse, quand il en vint prendre le commandement, demandait une grande réserve et la dernière sévérité de mœurs : « C'était nécessaire, indispensable, disait-il, pour pouvoir commander à des hommes tellement au-dessus de moi par leur âge : aussi ma conduite y fut-elle irréprochable, exemplaire. Je me montrais une espèce de Caton ; je le dus paraître à tous les yeux, et j'étais en effet un philosophe, un sage. » C'est avec ce caractère qu'il s'est présenté sur la scène du monde.

Napoléon se trouvait en garnison à Valence au moment où commença la révolution, et bientôt on attacha une importance spéciale à faire émigrer les officiers d'artillerie : ceux-ci, de leur côté, étaient fort divisés d'opinions. Napoléon, tout aux idées du jour, avec l'instinct des grandes choses et la passion de la gloire nationale, prit le parti de la révolution, et son exemple influa sur la grande majorité du régiment. Il fut très chaud patriote sous

l'Assemblée constituante ; mais la législative devint une époque nouvelle pour ses idées et ses opinions.

Il se trouvait à Paris le 21 juin 1792, et fut témoin, sur la terrasse de l'eau, des rassemblements tumultueux des faubourgs, qui, traversant le jardin des Tuileries, forcèrent le palais. Il n'y avait que six mille hommes : c'était une foule sans ordre, dénotant par les propos et les vêtements tout ce que la populace a de plus commun et de plus abject.

Il fut aussi témoin du 10 août, où les assaillants n'étaient ni plus relevés ni plus redoutables.

En 1793, Napoléon était en Corse et y avait un commandement de gardes nationales. Il combattit Paoli dès qu'il put soupçonner que ce vieillard, qui lui avait été jusque-là si cher, avait le projet de livrer l'île aux Anglais. Aussi rien de plus faux que Napoléon ou aucun des siens ait jamais été en Angleterre, ainsi que cela y était généralement répandu durant notre émigration, offrir de lever un régiment corse à son service.

Les Anglais et Paoli l'emportèrent sur les patriotes corses ; ils brûlèrent Ajaccio. La maison des Bonaparte fut incendiée, et toute la famille se trouva dans l'obligation de gagner le continent. Elle se fixa à Marseille, d'où Napoléon se rendit à Paris ; il y arriva au moment où les fédéralistes de Marseille venaient de livrer Toulon aux Anglais.

1. ↑ Il y avait au texte *une véritable journée des Éperons*. Je ne dois pas passer ici sous silence ce qui en a amené la radiation.

L'Empereur, à Sainte-Hélène, qui seul savait que je tenais un journal, voulut un jour que je lui en lusse quelques pages. À cette expression de *journée des Éperons*, jetée par négligence, il s'écria avec chaleur : « Ah ! malheureux ! qu'avez-vous écrit là ! Effacez, Monsieur, effacez bien vite !... Une journée des Éperons !... Quelle erreur ! quelle calomnie !... Une journée des Éperons ! répétait-il. Ah ! pauvre armée ! braves soldats, vous ne vous étiez jamais mieux battus ! » Et après une pause de quelques instants, il reprit avec un accent dont l'expression venait de loin : « Nous avons eu de grands misérables parmi nous ! Que le ciel le leur pardonne ! Mais pour la France, s'en relèvera-t-elle jamais ! »

2. ↑ À mon retour en Europe, le hasard a mis en mes mains les pièces suivantes, relatives à cette circonstance ; je les transcris ici, parce que je les crois inconnues au public. Elles ont été copiées sur les originaux mêmes. J'en abandonna la lecture aux cœurs honnêtes ! ! ! Elles n'ont pas besoin de commentaires.

Copie de la lettre de la commission du gouvernement à M. le maréchal prince d'Eckmühl, ministre de la guerre.

Paris, ce 27 juin 1813.

« Monsieur le maréchal, les circonstances sont telles qu'il est indispensable que Napoléon se déride à partir pour se rendre à l'Île d'Aix. S'il ne s'y résout pas, à la notification que vous lui

ferez faire de l'arrêté ci-joint, vous devez le faire surveiller à la Malmaison, de manière à ce qu'il ne puisse s'en évader. En conséquence, vous mettrez à la disposition du général Becker la gendarmerie et les troupes nécessaires pour garder les avenues qui aboutissent de toutes parts vers la Malmaison. Vous donnerez à cet effet des ordres au premier inspecteur général de la gendarmerie. Ces mesures doivent demeurer secrètes autant qu'il sera possible.

Cette lettre, monsieur le maréchal, est pour vous ; mais le général Becker, qui sera chargé de remettre l'arrêté à Napoléon, recevra de Votre Excellence des instructions particulières ; elle lui fera sentir qu'il a été pris dans l'intérêt de l'État et pour la sûreté de sa personne ; que sa prompte exécution est indispensable ; enfin que l'intérêt de Napoléon pour son sort futur le commande impérieusement.

Signé duc D'OTRANTE. »

Copie de l'arrêté de la commission du gouvernement.

Paris, le 26 Juin 1815.

« La commission du gouvernement arrête ce qui suit :

« Art. Ier. Le ministre de la marine donnera des ordres pour que deux frégates du port de Rochefort soient aimées pour transporter Napoléon Bonaparte aux États-Unis.

« Art. II. Il lui sera fourni jusqu'au point de rembarquement, s'il le désire, une escorte suffisante, sous les ordres du lieutenant général Becker, qui sera chargé de pourvoir à sa sûreté.

« Art. III. Le directeur général des postes donnera, de son côté, tous les ordres relatifs aux relais.

« Art. IV. Le ministre de la marine donnera des ordres nécessaires pour assurer le retour immédiat des frégates aussitôt après le débarquement.

« Art. V. Les frégates ne quitteront pas la rade de Rochefort avant que les sauf-conduits demandés ne soient arrivés.

« Art. VI. Les ministres de la marine, de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé duc D'OTRANTE. »

Copie de la lettre du duc d'Otrante au ministre de la guerre.

Paris, le 27 juin 1813, à midi.

« Monsieur le maréchal, je vous transmets copie de la lettre que je viens d'écrire au ministre de la marine relativement à Napoléon. La lecture que vous en prendrez vous fera sentir la nécessité de donner des ordres au général Becker pour qu'il ne se sépare plus de la personne de Napoléon, tant que celui-ci restera en rade. Agréez, etc.

Signé duc D'OTRANTE »

Copie de la lettre du duc d'Otrante au ministre de la marine.

« Monsieur le duc, la commission vous rappelle les instructions qu'elle vous a transmises il y a une heure. Il faut faire exécuter l'arrêté tel que la commission l'avait prescrit hier, et d'après lequel Napoléon Bonaparte restera en rade de l'Île d'Aix jusqu'à l'arrivée des passeports. Il importe au bien de l'État, qui ne saurait lui être indifférent, qu'il y reste jusqu'à ce que son sort et celui de sa famille aient été réglés d'une manière définitive. Tous les moyens seront employés pour que la négociation tourne à sa satisfaction ; l'honneur français y est intéressé ; mais en attendant on doit prendre toutes les précautions possibles pour la sûreté personnelle de Napoléon, et pour qu'il ne quitte point le séjour qui lui est momentanément assigné. Agréez, etc.

Signé le duc D'OTRANTE »

Le ministre de la guerre à M. le général Becker.

Paris, le 27 juin 1815.

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un arrêté que la commission du gouvernement vous charge de notifier à l'empereur Napoléon, en faisant observer à Sa Majesté que les circonstances sont tellement impérieuses, qu'il devient indispensable qu'elle se décide à partir pour se rendre à l'Île d'Aix. Cet arrêté, fait observer la commission, a été pris autant pour la sûreté de sa personne que dans l'intérêt de l'État, qui doit toujours lui être cher. Si Sa Majesté ne prenait pas une résolution à la notification de cet arrêté, l'intention de la commission du gouvernement est que la surveillance nécessaire soit exercée pour empêcher l'évasion de Sa Majesté, et prévenir toute tentative contre sa personne. Je vous réitère, monsieur le général, que cet arrêté est pris dans l'intérêt de l'État et pour la sûreté personnelle de l'Empereur, et que la commission du gouvernement considère sa prompte exécution comme indispensable pour le sort futur de Sa Majesté et de sa famille. J'ai l'honneur, etc. »

N.B. Cette lettre est demeurée sans signature, le prince d'Eckmühl, au moment de l'expédier, ayant dit à son secrétaire : « Je ne signerai jamais cette lettre ; signez-la, ce sera assez ; » ce que le secrétaire, à son tour, ne se sentit pas plus la force de faire. A-t-elle été envoyée ou non ? c'est ce que je ne saurais dire.

3. ↑ ITINÉRAIRE DE L'EMPEREUR. – Parti le 29 juin et couché à Rambouillet. – Le 30, couché à Tours. – Le 1er juillet, couché à Niort. – Le 2, il part de Niort, et arrive le 3 à Rochefort. – Séjourne jusqu'au 8. – Se rend à bord du *Bellérophon* le 13.
4. ↑ À bord du *Northumberland*, dans notre traversée pour Sainte-Hélène, l'amiral Cockburn avait mis sa bibliothèque à notre disposition ; il arriva à l'un de nous, feuilletant un volume de *l'Encyclopédie britannique*, d'y trouver une lettre de la Rochelle, adressée au chef de la croisière anglaise ; elle contenait, mot pour mot, toute notre affaire du bâtiment danois, le moment de son appareillage projeté, son intention, etc. Nous nous passâmes cette lettre de main en main, et la replaçâmes soigneusement. Elle nous apprit peu de choses, nous savions combien il existait d'intelligences du dedans au-dehors ; mais nous trouvions curieux d'en lire une preuve de la sorte. Comment cette lettre se trouvait-elle à bord du *Northumberland* ? C'est que sans doute le capitaine Maitland, en nous déposant à bord de ce vaisseau, avait remis aussi les pièces qui nous concernaient ; et il est à croire que c'est cette même lettre qui causa tant d'effroi au capitaine Maitland sur l'évasion de l'Empereur, lorsque je me trouvais déjà à son bord.
5. ↑ Ce résumé est la dictée même de Napoléon.
6. ↑ Quatre ans après la publication du *Mémorial* et dix ans après l'événement, le capitaine Maitland a publié la relation de l'embarquement et du séjour de Napoléon à bord de son vaisseau. Parfaitement d'accord avec *le Mémorial* sur presque tous les points, le capitaine Maitland a différé sur un seul, le peu de bonne foi employé vis-à-vis de nous, dont on était résolu de se rendre maître à tout prix.
C'est ce qu'a fait ressortir d'une manière victorieuse l'un des ornements de notre barreau, M. Barthe, plus tard, après la révolution de 1830, ministre de la justice et garde des sceaux à différentes reprises.
7. ↑ Il en est une que je puis raconter aujourd'hui. À mon heure accoutumée, l'Empereur, se promenant avec moi dans la galerie du vaisseau, tire de dessous sa veste, tout en traitant un objet étranger à ce qu'il faisait, une espèce de ceinture qu'il me passa en disant : « Gardez-moi cela. » Sans l'interrompre davantage, je la replaçai de la même manière sous mon gilet. Il m'apprit plus tard que c'était un collier de 200 000 fr., que la reine Hortense l'avait forcé de prendre à son départ de la Malmaison. Arrivé à Sainte-Hélène, je parlai plusieurs fois de rendre le collier, sans obtenir un mot de réponse ; m'y étant hasardé de nouveau à Longwood, il me dit assez sèchement : « Vous gêne-t-il ? – Non, Sire. – Eh bien ! gardez-le. » Avec le temps, ce collier, toujours sur moi, ne me quittant jamais, s'identifia en quelque sorte avec ma personne, je n'y songeais plus ; tellement qu'arraché de Longwood, ce ne fut qu'au bout de

plusieurs jours, et par le plus grand hasard, qu'il me revint à la pensée, et alors j'en frémis !... Quitter l'Empereur, et le priver d'une telle ressource ! Car comment le lui rendre désormais ? j'étais tenu au secret le plus rigoureux, entouré de geôliers et de sentinelles, nulles communications n'étaient praticables. Je m'évertuais en vain ; le temps courait ; il ne me restait que peu de jours, et rien n'eût égalé mon désespoir de partir de la sorte. Dans cette situation, je risquai le tout pour le tout : un Anglais, à qui j'avais parlé souvent, vint par circonstance particulière, et ce fut sous les yeux mêmes du gouverneur et d'un de ses plus intimes affidés qu'il avait amené avec lui que je me hasardai. « Je vous crois une belle âme, lui dis-je à la dérobée, je vais la mettre à l'épreuve... Rien du reste de nuisible ou de contraire à votre honneur... seulement un riche dépôt à restituer à Napoléon. Si vous l'acceptez, mon fils va le mettre dans votre poche... »

Pour toute réponse, il ralentit son pas ; mon fils nous suivait, je l'avais préparé, et le collier fut glissé presque à la vue des factionnaires. J'ai eu l'inexprimable satisfaction, avant de quitter l'île, de savoir qu'il avait atteint les mains de l'Empereur. De quelles douces sensations le cœur n'est-il pas remué par le souvenir et le récit d'un pareil trait de la part d'un ennemi et dans de telles circonstances !

8. ↑ Ce paragraphe s'est trouvé au manuscrit dans un état à me laisser des doutes, et j'ai été sur le point de le supprimer. Toutefois voici ce qui me l'a fait conserver. Que prétends-je ? Principalement laisser des matériaux. Or, indiquer comment je les ai recueillis, dire que je les tiens d'une simple conversation courante, que je puis les avoir défigurés en les saisissant au vol ; en laisser entrevoir les vices possibles, et mettre sur la voie pour y remédier, n'ai-je pas assez rempli mon objet ?

9. ↑ À mon retour en Europe, je n'ai pas manqué de m'informer de cet Important dépôt, et je me suis empressé de suggérer au prince Joseph de le faire recopier, pour assurer davantage son existence. Quel a été mon chagrin d'apprendre que ce monument historique était égaré, qu'on ne savait ce qu'il était devenu ! Dans quelles mains pourrait-il être tombé ? Puissent-elles apprécier une telle collection, et la conserver à l'histoire !

N.B. Depuis la première publication de mon *Mémorial*, voici ce que je trouve à ce sujet dans M. O'Méara, édition de Londres, 1822 pag 416 :

« Le prince Joseph, avant de quitter Rochefort pour l'Amérique, crut prudent de déposer ces papiers précieux entre les mains d'une personne sur l'intégrité de laquelle il avait le droit de compter ; mais il paraît qu'il en a été basement trahi ; car il y a peu de mois, ces lettres originales ont été apportées à Londres dans l'intention d'en trafiquer pour la somme de 30.000 livres sterling ; ce qui a été immédiatement communiqué aux ministres de Sa Majesté et aux ambassadeurs étrangers. Je tiens de bonne source que l'ambassadeur de Russie a payé 10.000 livres sterling pour racheter les seules lettres de son maître. Parmi divers passages qui m'ont été répétés par ceux qui ont eu la faveur de parcourir les pièces autographes, j'en remarque une du roi de Prusse, écrivant *qu'il s'était toujours senti un sentiment paternel pour le Hanovre*. En tout il paraît, par ces papiers, que les souverains en général faisaient de vives supplications pour obtenir du territoire. »

10. ↑ Extrait du registre des baptêmes de la paroisse et cathédrale de Notre-Dame d'Ajaccio, coté et paraphé le 27 avril 1771 par M. François Cuneo, conseiller du roi, juge royal de la province d'Ajaccio (5e feuillet verso).

L'an mil sept cent soixante-et-onze, le vingt-et-un juillet, ont été faites les saintes cérémonies et les prières sur Napoléon, fils né du légitime mariage de M. Charles (fils de Joseph Bonaparte), et de la dame Marie Lætitia, son épouse, lequel avait été ondoyé à la maison, avec la permission du très révérend Lucien Bonaparte, étant né le 15 août mil sept cent soixante-neuf. Ont assisté aux saintes cérémonies, pour parrain, l'illustrissime Laurent Giubica de Calvi, procureur du roi, et pour marraine, la dame Gertrude, épouse du sieur Nicolas Paravicini ; présent le père ; lesquels ont signé avec moi.

Cet extrait a été pris à Ajaccio, en 1822, par Édouard Favand d'Alais, et offert à M. le comte de Las Cases, le 6 septembre 1824, par son oncle, le colonel Boyer Peyreleau.

Chapitre 2.

Îles du Cap-Vert. – Navigation. – Détails, etc. – Napoléon au siège de Toulon. – Commencements de Duroc, de Junot. – Querelles avec des représentants du peuple. – Querelles avec Aubry. – Anecdotes sur vendémiaire. – Napoléon général de l'armée d'Italie. – Pureté d'administration. – Désintéressement. – Pourquoi *Petit Caporal*. – Différence du système du Directoire d'avec celui du général de l'armée d'Italie.

Vendredi 1^{er} septembre au mercredi 6.

Le 1^{er} septembre, notre latitude nous annonçait que nous verrions les îles du Cap-Vert dans la journée. À la nuit un brick, qui était de l'avant, les signala. Le vent, toujours très fort et la mer très grosse, l'amiral préféra continuer sa route plutôt que de s'arrêter pour faire de l'eau ; il espérait d'ailleurs en avoir assez. Tout nous annonçait un passage prospère ; nous étions déjà fort avancés.

Le travail seul pouvait nous faire supporter la longueur et l'ennui de nos journées. J'avais imaginé d'apprendre l'anglais à mon fils ; l'Empereur, à qui je parlais de ses progrès, voulut l'apprendre aussi. Je m'étudiai à lui composer une méthode et un tableau très simple qui devaient lui en éviter tout l'ennui. Cela fut très bien deux ou trois jours ; mais l'ennui de cette étude était au moins égal à celui qu'il s'agissait de combattre ; l'anglais fut laissé de côté. L'Empereur me reprocha bien quelquefois de ne plus continuer mes leçons ; je répondais que j'avais la médecine toute prête, s'il avait le courage de l'avalier. Du reste, vis-à-vis des Anglais surtout, sa manière d'être et de vivre, toutes ses habitudes, continuaient à être les mêmes : jamais une plainte, un désir ; toujours impassible, toujours égal, toujours sans humeur.

L'amiral, qui, je crois, sur notre réputation, s'était fort cuirassé au départ, se désarmait insensiblement, et prenait chaque jour plus d'intérêt à son

captif. Il venait, au sortir du dîner, représenter que le serein et l'humidité pouvaient être dangereux ; alors l'Empereur prenait quelquefois son bras et prolongeait avec lui la conversation, ce qui semblait remplir sir Georges Cockburn de satisfaction ; il s'en montrait heureux. On m'a assuré qu'il écrivait avec soin tout ce qu'il pouvait recueillir. S'il en est ainsi, ce que l'Empereur a dit un de ces jours, à dîner, sur la marine, nos ressources navales dans le Midi, celles qu'il avait déjà créées, celles qu'il projetait encore sur les ports, les mouillages de la Méditerranée, ce que l'amiral écoutait avec cette anxiété qui redoute l'interruption, tout cela composera pour un marin un chapitre vraiment précieux.

Je reviens aux détails recueillis des conversations habituelles ; en voici sur le siège de Toulon.

En septembre 1793, Napoléon Bonaparte, âgé de vingt-quatre ans, était encore inconnu au monde qu'il devait remplir de son nom ; il était lieutenant-colonel d'artillerie, et se trouvait depuis peu de semaines à Paris, venant de Corse, où les circonstances politiques l'avaient fait succomber sous la faction de Paoli. Les Anglais venaient de se saisir de Toulon, on avait besoin d'un officier d'artillerie distingué pour diriger les opérations du siège ; Napoléon y fut envoyé. Là le prendra l'histoire, pour ne plus le quitter ; là commence son immortalité.

Je renvoie aux *Mémoires de la campagne d'Italie* ; on y lira le plan d'attaque qu'il fit adopter, la manière dont il l'exécuta ; on y verra que c'est lui précisément, et lui seul, qui prit la place. Ce dut être un bien grand triomphe sans doute ; mais, pour l'apprécier plus dignement encore, il faudrait surtout comparer le procès-verbal du plan d'attaque avec le procès-verbal de l'évacuation : l'un est la prédiction littérale, l'autre en est l'accomplissement mot à mot. Dès cet instant-là réputation du jeune commandant d'artillerie fut extrême ; l'Empereur n'en parle pas sans complaisance ; c'est une des époques de sa vie où il a éprouvé, dit-il, le plus de satisfaction ; c'était son premier succès. La relation de la campagne d'Italie peindra suffisamment les trois généraux en chef qui se sont succédé durant le siège : l'inconcevable ignorance de *Cartaux*, la sombre brutalité de *Doppet*, et la bravoure bonhomière de *Dugommier* ; je n'en dirai rien ici.

Dans ces premiers moments de la révolution, ce n'était que désordre dans le matériel, ignorance dans le personnel, tant à cause de l'irrégularité des

temps que de la rapidité et de la confusion qui avaient présidé aux avancements. Voici qui peut donner une idée des choses et des mœurs de cette époque.

Napoléon arrive au quartier-général ; il aborde le général Cartaux, homme superbe, doré, dit-il, depuis les pieds jusqu'à la tête, qui lui demande ce qu'il y a pour son service. Le jeune officier présente modestement sa lettre qui le chargeait de venir, sous ses ordres, diriger les opérations de l'artillerie. « C'était bien inutile, dit le bel homme, en caressant sa moustache ; nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Cependant, soyez le bienvenu, vous partagerez la gloire de le brûler demain, sans en avoir pris la fatigue. » Et il le fit rester à souper.

On s'assied trente à table, le général seul est servi en prince, tout le reste meurt de faim ; ce qui, dans ces temps d'égalité, choqua étrangement le nouveau venu. Au point du jour, le général le prend dans son cabriolet, pour aller admirer, disait-il, les dispositions offensives. À peine a-t-on dépassé la hauteur et découvert la rade, qu'on descend de voiture, et qu'on se jette sur les côtés dans des vignes. Le commandant d'artillerie aperçoit alors quelques pièces de canon, quelque remuement de terre, auxquels, à la lettre, il lui est impossible de rien conjecturer. « Sont-ce là nos batteries ? dit fièrement le général, parlant à son aide de camp, son homme de confiance. – Oui, général. – Et notre parc ? – Là, à quatre pas. – Et nos boulets rouges ? – Dans les bastides voisines, où deux compagnies les chauffent depuis ce matin. – Mais comment porterons-nous ces boulets tout rouges ? » Et ici les deux hommes de s'embarrasser, et de demander à l'officier d'artillerie si, par ses principes, il ne saurait pas quelque remède à cela. Celui-ci, qui eût été tenté de prendre le tout pour une mystification, si les deux interlocuteurs y eussent mis moins de naturel (car on était au moins à une lieue et demie de l'objet à attaquer), employa toute la réserve, le ménagement, la gravité possibles, pour leur persuader, avant de s'embarrasser de boulets rouges, d'essayer à froid pour bien s'assurer de la portée. Il eut bien de la peine à y réussir ; et encore ne fut-ce que pour avoir très heureusement employé l'expression technique de *coup d'épreuve*, qui frappa beaucoup, et les ramena à son avis. On tira donc ce coup d'épreuve ; mais il n'atteignit pas au tiers de la distance, et le général et son aide de camp de vociférer contre les Marseillais et les aristocrates, qui auront

malicieusement, sans doute, gâté les poudres. Cependant arrive à cheval le représentant du peuple : c'était Gasparin, homme de sens, qui avait servi. Napoléon, jugeant dès cet instant toutes les circonstances environnantes, et prenant audacieusement son parti, se rehausse tout à coup de six pieds, interpelle le représentant, le somme de lui faire donner la direction absolue de sa besogne ; démontre, sans ménagement, l'ignorance inouïe de tout ce qui l'entoure, et saisit, dès cet instant, la direction du siège, où dès lors il commanda en maître.

Cartaux était si borné qu'il était impossible de lui faire comprendre que, pour avoir Toulon plus facilement, il fallait aller l'attaquer à l'issue de la rade ; et comme il était arrivé au commandant d'artillerie de dire parfois en montrant cette issue sur la carte, que c'était là qu'était Toulon, Cartaux le soupçonnait de n'être pas fort en géographie ; et quand enfin, malgré sa résistance, l'autorité des représentants eut décidé cette attaque éloignée, ce général n'était pas sans défiance sur quelque trahison ; il faisait observer souvent avec inquiétude que Toulon n'était pourtant pas de ce côté.

Cartaux voulut un jour forcer le commandant de placer une batterie adossée le long d'une maison qui n'admettait aucun recul ; une autrefois, revenant de la promenade du matin, il mande le même commandant pour lui dire qu'il vient de découvrir une position d'où une batterie de six ou douze pièces doit infailliblement procurer Toulon sous peu de jours : c'était un petit tertre d'où l'on pouvait battre à la fois, prouvait-il, trois ou quatre forts et plusieurs points de la ville. Il s'emporte sur le refus du commandant de l'artillerie, qui fait observer que si la batterie battait tous les points, elle en était battue ; que les douze pièces auraient affaire à cent cinquante ; qu'une simple soustraction devait lui suffire pour lui faire connaître son désavantage. Le commandant du génie fut appelé en conciliation, et comme il fut tout d'abord de l'avis du commandant de l'artillerie, Cartaux disait qu'il n'y avait pas moyen de rien tirer de ces corps savants, parce qu'ils se tenaient tous par la main. Pour prévenir des difficultés toujours renaissantes, le représentant décida que Cartaux ferait connaître en grand son plan d'attaque au commandant de l'artillerie, qui en exécuterait les détails d'après les règles de son arme. Voici quel fut le plan mémorable de Cartaux.

« Le général d'artillerie foudroiera Toulon pendant trois jours, au bout desquels je l'attaquerai sur trois colonnes, et l'enlèverai. »

Mais, à Paris, le comité du génie trouva cette mesure expéditive beaucoup plus gaie que savante, et c'est ce qui contribua à faire rappeler Cartaux. Les projets du reste ne manquaient pas ; comme la reprise de Toulon avait été donnée au concours des sociétés populaires, ils abondaient de toutes parts ; Napoléon dit qu'il en a bien reçu six cents durant le siège. Quoi qu'il en soit, c'est au représentant Gasparin que Napoléon dut de voir son plan, celui qui donna Toulon, triompher des objections des comités de la Convention, il en conservait un souvenir reconnaissant : *C'était Gasparin*, disait-il, *qui avait ouvert sa carrière*.

Aussi verra-t-on l'Empereur, dans son testament, consacrer un souvenir au représentant Gasparin, pour la protection spéciale, dit-il, qu'il en avait reçue.

Il a honoré en même temps d'un précieux souvenir le chef de son école d'artillerie, le général *Duteil*, ainsi que son général en chef à Toulon, *Dugommier*, pour l'intérêt et la bienveillance qu'il avait éprouvés d'eux.

Un jour, au quartier-général, on vit déboucher par le chemin de Paris une superbe voiture ; elle était suivie d'une deuxième, troisième, d'une dixième, quinzième, etc. Qu'on juge, dans ces temps de simplicité républicaine, de l'étonnement et de la curiosité de chacun ; le grand roi n'eût pas voyagé avec plus de pompe. Tout cela avait été requis dans la capitale ; plusieurs étaient des voitures de la cour ; il en sort une soixantaine de militaires, d'une belle tenue, qui demandent le général en chef ; ils marchent à lui avec l'importance d'ambassadeurs : « Citoyen général, dit l'orateur de la bande, nous arrivons de Paris, les patriotes sont indignés de ton inaction et de ta lenteur. Depuis longtemps le sol de la république est violé ; elle frémit de n'être pas encore vengée ; elle se demande pourquoi Toulon n'est pas encore repris, pourquoi la flotte anglaise n'est pas encore brûlée. Dans son indignation, elle a fait un appel aux braves ; nous nous sommes présentés, et nous voilà brûlants d'impatience de remplir son attente. Nous sommes canonniers volontaires de Paris ; faits-nous donner des canons, demain nous marchons à l'ennemi. » Le général, déconcerté de cette incartade, se retourne vers le commandant d'artillerie, qui lui promet tout bas de le délivrer le lendemain de ces fiers-à-bras. On les comble d'éloges, et, au point du jour, le commandant d'artillerie les conduit sur la plage, et met quelques pièces à leur disposition. Étonnés de se trouver à découvert depuis

les pieds jusqu'à la tête, ils demandent s'il n'y aura pas quelque abri, quelque bout d'épaulement. On leur répond que c'était bon autrefois, que ce n'est plus la mode, que le patriotisme a rayé tout cela. Mais, pendant le colloque, une frégate anglaise vient à lâcher une bordée, et tous les bravaches de s'enfuir. Alors ce ne fut plus qu'un cri contre eux dans le camp ; les uns disparurent, le reste se fondit modestement dans les derniers rangs.

Le commandant d'artillerie était à tout et partout. Son activité, son caractère, lui avaient créé une influence positive sur le reste de l'armée. Toutes les fois que l'ennemi tentait quelques sorties ou forçait les assiégeants à quelques mouvements rapides et inopinés, les chefs des colonnes et des détachements n'avaient tous qu'une même parole : « Courez au commandant de l'artillerie, disait-on, demandez-lui ce qu'il faut faire ; il connaît mieux les localités que personne. » Et cela s'exécutait sans qu'aucun s'en plaignît. Du reste, il ne s'épargnait point ; il eut plusieurs chevaux tués sous lui, et reçut d'un Anglais un coup de baïonnette à la cuisse gauche ; blessure grave qui le menaça quelques instants de l'amputation.

Étant un jour dans une batterie où un des chargeurs est tué, il prend le refouloir, et charge lui-même dix à douze coups. À quelques jours de là, il se trouve couvert d'une gale très maligne ; on cherche où elle peut avoir été attrapée ; *Muiron*, son adjudant, découvre que le canonnier mort en était infecté. L'ardeur de la jeunesse, l'activité du service, font que le commandant d'artillerie se contente d'un léger traitement, et le mal disparut ; mais le poison n'était que rentré, il affecta longtemps sa santé, et faillit lui coûter la vie. De là, la maigreur, l'état chétif et débile, le teint maladif du général en chef de l'armée d'Italie et de l'armée d'Égypte.

Ce ne fut que beaucoup plus tard, aux Tuileries, après de nombreux vésicatoires sur la poitrine, que Corvisart le rendit tout à fait à la santé ; alors aussi commença cet embonpoint qu'on lui a connu depuis.

Napoléon, de simple commandant de l'artillerie de l'armée de Toulon, eût pu en devenir le général en chef avant la fin du siège. Le jour même de l'attaque du Petit-Gibraltar, le général Dugommier, qui la retardait depuis quelques jours, voulait la retarder encore ; sur les trois ou quatre heures après midi, les représentants envoyèrent chercher Napoléon ; ils étaient

mécontents de Dugommier, surtout à cause de son nouveau délai, et, voulant le destituer, ils offrirent le commandement au chef de l'artillerie, qui s'y refusa, et alla trouver son général, qu'il estimait et aimait, lui fit connaître ce dont il s'agissait, et le décida à l'attaque. Sur les huit ou neuf heures du soir, quand tout était en marche, au moment de l'exécution, les choses changèrent, les représentants interdisaient alors l'attaque ; mais Dugommier, toujours poussé par le commandant d'artillerie, y persista : s'il n'eût pas réussi, il était perdu, sa tête tombait ; tels étaient le train des affaires et la justice du temps.

Ce furent les notes que les comités de Paris trouvèrent au bureau de l'artillerie sur le compte de Napoléon qui firent jeter les yeux sur lui pour le siège de Toulon. On vient de voir que dès qu'il y parut, malgré son âge et l'infériorité de son grade, il y gouverna : ce fut le résultat naturel de l'ascendant du savoir, de l'activité, de l'énergie, sur l'ignorance et la confusion du moment. Ce fut réellement lui qui prit Toulon, et pourtant il est à peine nommé dans les relations. Il tenait déjà cette ville, que dans l'armée on ne s'en doutait point encore : après avoir enlevé le Petit-Gibraltar qui pour lui avait toujours été la clef et le terme de toute l'entreprise, il dit au vieux Dugommier, qui était accablé de fatigues : « Allez vous reposer ; nous venons de prendre Toulon, vous pourrez y coucher après-demain. » Quand Dugommier vit la chose en effet accomplie, quand il récapitula que le jeune commandant d'artillerie lui avait toujours dit d'avance, à point nommé, ce qui arriverait, ce fut alors tout à fait de sa part de l'admiration et de l'enthousiasme ; il ne pouvait tarir sur son compte. Il est très vrai, ainsi qu'on le trouve dans quelques pièces du temps, qu'il instruisit les comités de Paris qu'il avait avec lui un jeune homme auquel on devait une véritable attention, parce que, quelque côté qu'il adoptât, il était sûrement destiné à mettre un grand poids dans la balance. Dugommier, envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, voulut avoir avec lui le jeune commandant d'artillerie ; mais il ne put l'obtenir ; toutefois il en parlait sans cesse, et depuis, quand cette même armée, après la paix avec l'Espagne, fut envoyée pour renfort à celle d'Italie, qui reçut bientôt après Napoléon pour général en chef, celui-ci se trouva arriver au milieu d'officiers qui, d'après tout ce qu'ils avaient entendu dire à Dugommier, n'avaient plus assez d'yeux pour le considérer.

Quant à Napoléon, son succès de Toulon ne l'étonna pas trop ; il en jouit, disait-il, avec une vive satisfaction, sans s'émerveiller. Il en fut de même l'année suivante à Saorgio, où ses opérations furent admirables : il y accomplit en peu de jours ce qu'on tentait vainement depuis deux ans. « Vendémiaire et même Montenotte, disait l'Empereur, ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur ; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir après tout un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit, continuait-il, la première étincelle de la haute ambition. » Toutefois il se rappelait qu'après vendémiaire, commandant l'armée de l'intérieur, il donna dès ce temps-là un plan de campagne qui se terminait par la pacification sur la crête du *Simmering*, ce qu'il exécuta peu de temps après lui-même à *Léoben*. Cette pièce pourrait se trouver peut-être encore dans les archives des bureaux.

On sait quelle était la férocité du temps ; elles'était encore accrue sous les murs de Toulon, par l'agglomération de plus de deux cents députés des associations populaires voisines qui y étaient accourus, et poussaient aux mesures les plus atroces. Ce sont eux qu'il faut accuser des excès sanguinaires dont tous les militaires gémissaient alors. Quand Napoléon fut devenu un grand personnage, la calomnie essaya d'en diriger l'odieux sur sa personne : « Ce serait se dégrader que de chercher à y répondre, » disait l'Empereur. Eh bien, au contraire, l'ascendant que ses services lui avaient acquis dans l'armée, ainsi que dans le port et dans l'arsenal de Toulon, lui servirent, à quelque temps de là, à sauver des infortunés émigrés du nombre desquels était la famille Chabillant, émigrés que la tempête ou les chances de la guerre avaient jetés sur la plage française ; on voulait les mettre à mort sur ce que la loi était positive contre tout émigré qui reparaisait en France. Vainement disaient-ils, pour leur défense, qu'ils y étaient venus par accident, contre leur gré ; qu'ils demandaient pour toute grâce qu'on les laissât s'en retourner ; ils eussent péri, si, à ses risques et périls, le général de l'artillerie n'eût osé les sauver, en leur procurant des caissons ou un bateau couvert qu'il expédia au-dehors, sous prétexte d'objets relatifs à son département. Plus tard, sous son règne, ces personnes ont eu la douceur de lui parler de leur reconnaissance, et de lui dire qu'ils conservaient précieusement l'ordre qui leur avait sauvé la vie. Ce fait, vérifié auprès des personnes même qui en avaient été l'objet, s'est trouvé non seulement de la

dernière exactitude, mais a fourni encore des détails infiniment touchants que Napoléon semblait avoir oubliés, les ayant négligés dans ses conversations.

Dès que Napoléon se trouva à la tête de l'artillerie, à Toulon, il profita de la nécessité des circonstances pour faire rentrer au service un grand nombre de ses camarades que leur naissance ou leurs opinions politiques avaient d'abord éloignés. Il fit placer le colonel Gassendi à la tête de l'arsenal de Marseille ; on connaît l'entêtement et la sévérité de celui-ci ; ils le mirent souvent en péril, et il fallut plus d'une fois toute la célérité et les soins de Napoléon pour l'arracher à la rage des séditeux.

Napoléon, plus d'une fois, courut aussi lui-même des dangers de la part des bourreaux révolutionnaires : à chaque nouvelle batterie qu'il établissait, les nombreuses députations de patriotes qui se trouvaient au camp sollicitaient l'honneur de lui donner leur nom ; Napoléon en nomma une des *Patriotes du Midi*, c'en fut assez pour être dénoncé, accusé de fédéralisme, et, s'il eût été moins nécessaire, il aurait été arrêté, c'est-à-dire perdu. Du reste, les expressions manquent pour peindre le délire et les horreurs du temps : l'Empereur nous disait, par exemple, avoir été témoin alors, pendant son armement des côtes, à Marseille, de l'horrible condamnation du négociant *Hugues*, âgé de quatre-vingt-quatre ans, sourd et presque aveugle ; il fut néanmoins accusé et trouvé coupable de conspiration par ses atroces bourreaux : son vrai crime était d'être riche de dix-huit millions ; il le laissa lui-même entrevoir au tribunal, et offrit de les donner, pourvu qu'on lui laissât cinq cent mille francs dont il ne jouirait pas, disait-il, longtemps ; ce fut inutile, sa tête fut abattue. *Alors vraiment, à un tel spectacle*, disait l'Empereur, *je me crus à la fin du monde !* Expression qui lui est familière pour des choses révoltantes, inconcevables ; les représentants du peuple étaient les auteurs de ces atrocités.

L'Empereur rendait à Robespierre la justice de dire qu'il avait vu de longues lettres de lui à son frère, Robespierre jeune, alors représentant à l'armée du Midi, où il combattait et désavouait avec chaleur ces excès, disant qu'ils déshonoraient la révolution, et la tueraient.

Napoléon, au siège de Toulon, s'attacha quelques personnes dont on a beaucoup parlé depuis. Il distingua, dans les derniers rangs de l'artillerie, un jeune officier qu'il eut d'abord beaucoup de peine à former, mais dont

depuis il a tiré les plus grands services : c'était Duroc, qui, sous un extérieur peu brillant, possédait les qualités les plus solides et les plus utiles ; aimant l'Empereur pour lui-même, dévoué pour le bien, sachant dire la vérité à propos. Il a été depuis duc de Frioul et grand maréchal. Il avait mis le palais sur un pied admirable et dans l'ordre le plus parfait. À sa mort, l'Empereur pensa qu'il avait fait une perte irréparable, et une foule de personnes l'ont pensé comme lui. L'Empereur me disait que Duroc seul avait eu son intimité et possédé son entière confiance.

Lors de la construction d'une des premières batteries que Napoléon, à son arrivée à Toulon, ordonna contre les Anglais, il demanda sur le terrain un sergent ou caporal qui sût écrire. Quelqu'un sortit des rangs, et écrivit sous sa dictée, sur l'épaulement même. La lettre à peine finie, un boulet la couvre de terre. « Bien, dit l'écrivain, je n'aurai pas besoin de sable. » Cette plaisanterie, le calme avec lequel elle fut dite, fixa l'attention de Napoléon, et fit la fortune du sergent : c'était *Junot*, depuis duc d'Abrantès, colonel-général des hussards, commandant en Portugal, gouverneur général en Illyrie.

Napoléon, devenu général d'artillerie, commandant cette arme à l'armée d'Italie, y porta la supériorité et l'influence qu'il avait acquises si rapidement devant Toulon ; toutefois ce ne fut pas sans quelques traverses, ni même sans quelques dangers. Il fut mis en arrestation à Nice, quelques instants, par le représentant *Laporte*, devant lequel il ne voulait pas plier. Un autre représentant, dans une autre circonstance, le mit *hors la loi*, parce qu'il ne voulait pas le laisser disposer de tous ses chevaux d'artillerie pour courir la poste. Enfin un décret, non exécuté, le manda à la barre de la Convention, pour avoir proposé quelques mesures militaires relatives aux fortifications à Marseille.

Dans cette armée de Nice ou d'Italie, il enthousiasma fort le représentant *Robespierre le jeune*, auquel il donne des qualités bien différentes de celles de son frère, qu'il n'a du reste jamais vu. Ce Robespierre jeune, rappelé à Paris, quelque temps avant le 9 thermidor, par son frère, fit tout au monde pour décider Napoléon à le suivre. « Si je n'eusse inflexiblement refusé, observait-il, sait-on où pouvait me conduire un premier pas, et quelles autres destinées m'attendaient ? »

Il y avait aussi à l'armée de Nice un autre représentant assez insignifiant. Sa femme, extrêmement jolie, fort aimable, partageait et parfois dirigeait sa mission ; elle était de Versailles. Le ménage faisait le plus grand cas du général d'artillerie ; il s'en était tout à fait engoué, et le traitait au mieux sous tous les rapports. « Ce qui était un avantage immense, observait Napoléon ; car, dans ce temps de l'absence des lois ou de leur improvisation, disait-il, un représentant du peuple était une véritable puissance. » Celui-ci fut un de ceux qui, dans la Convention, contribuèrent le plus à faire jeter les yeux sur Napoléon, lors de la crise de vendémiaire ; ce qui n'était qu'une suite naturelle des hautes impressions que lui avaient laissées le caractère et la capacité du jeune général.

L'Empereur racontait que, devenu souverain, il revit un jour la belle représentante de Nice, d'ancienne et douce connaissance. Elle était bien changée, à peine reconnaissable, veuve, et tombée dans une extrême misère. L'Empereur se plut à faire tout ce qu'elle demanda ; il réalisa, dit-il, tous ses rêves, et même au-delà. Bien qu'elle vécût à Versailles, elle avait été nombre d'années avant de pouvoir pénétrer jusqu'à lui. Lettres, pétitions, sollicitations de tous genres, tout avait été inutile ; tant, disait l'Empereur, il est difficile d'arriver au souverain, lors même qu'il ne s'y refuse pas. Encore était-ce lui qui, un jour de chasse à Versailles, était venu à la mentionner par hasard ; et Berthier, de cette ville, ami d'enfance de cette dame, lequel jusque-là n'avait jamais daigné parler d'elle, encore moins de ses sollicitations, fut le lendemain son introducteur. « Mais comment ne vous êtes-vous pas servie de nos connaissances communes de l'armée de Nice pour arriver jusqu'à moi ? lui demandait l'Empereur. Il en est plusieurs qui sont des personnages, et en perpétuel rapport avec moi. — Hélas ! Sire, répondit-elle, nous ne nous sommes plus connus dès qu'ils ont été grands et que je suis devenue malheureuse. »

Les événements de thermidor ayant amené un changement dans les comités de la Convention, *Aubry*, ancien capitaine d'artillerie, se trouva diriger celui de la guerre, et fit un nouveau tableau de l'armée ; il ne s'y oublia pas, il se fit général d'artillerie, et favorisa plusieurs de ses anciens camarades, au détriment de la queue du corps, qu'il réforma. Napoléon, qui avait à peine vingt-cinq ans, devint alors général d'infanterie, et fut désigné pour le service de la Vendée. Cette circonstance lui fit quitter l'armée

d'Italie pour aller réclamer avec chaleur contre un pareil changement, qui ne lui convenait sous aucun rapport. Trouvant Aubry inflexible, et qui s'irritait de ses justes réclamations, il donna sa démission. On verra, dans la relation des campagnes d'Italie, comment il fut presque immédiatement employé, lors de l'échec de Kellerman, au comité des opérations militaires, où se préparaient le mouvement des armées et les plans de campagne ; c'est là que vint le prendre le 13 vendémiaire.

Les réclamations auprès d'Aubry furent une véritable scène ; il insistait avec force, parce qu'il avait des faits par-devers lui ; Aubry s'obstinait avec aigreur, parce qu'il avait la puissance : celui-ci disait à Napoléon qu'il était trop jeune, et qu'il fallait laisser passer les anciens ; Napoléon répondait qu'on vieillissait vite sur le champ de bataille, et qu'il en arrivait ; Aubry n'avait jamais vu le feu ; les paroles furent très vives.

On trouvera, dans la relation de la fameuse journée de vendémiaire, si importante dans les destinées de la révolution et dans celles de Napoléon, qu'il balançait quelque temps à se charger de la défense de la Convention.

La nuit qui suivit cette journée, Napoléon se présenta au comité des Quarante, qui était en permanence aux Tuileries. Il avait besoin de tirer des mortiers et des munitions de Meudon ; la circonspection du président (*Cambacérès*) était telle que, malgré les dangers qui avaient signalé la journée, il n'en voulut jamais signer l'ordre ; mais seulement, et par accommodement, il invita à mettre ces objets à la disposition du général.

Pendant son commandement de Paris, qui suivit la journée du 13 vendémiaire, Napoléon eut à lutter surtout contre une grande disette, qui donna lieu à plusieurs scènes populaires. Un jour entre autres que la distribution avait manqué, et qu'il s'était formé des attroupements nombreux à la porte des boulangers, Napoléon passait, avec une partie de son état-major, pour veiller à la tranquillité publique ; un gros de la populace, des femmes surtout, le pressent, demandant du pain à grands cris ; la foule s'augmente, les menaces s'accroissent, et la situation devient des plus critiques. Une femme monstrueusement grosse et grasse se fait particulièrement remarquer par ses gestes et par ses paroles : « Tout ce tas d'épauletiers, crie-t-elle en apostrophant ce groupe d'officiers, se moquent de nous ; pourvu qu'ils mangent et qu'ils s'engraissent, il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de faim. » Napoléon l'interpelle : « La bonne,

regarde-moi bien, quel est le plus gras de nous deux ? » Or, Napoléon était alors extrêmement maigre. « J'étais un vrai parchemin, » disait-il. Un rire universel désarme la populace, et l'état-major continue sa route.

On verra, dans les mémoires de la campagne d'Italie, comment Napoléon vint à connaître madame de *Beauharnais*, et comment se fit son mariage, si faussement dépeint dans les récits du temps. À peine l'eut-il connue, qu'il passait chez elle toutes les soirées : c'était la réunion la plus agréable de Paris. Lorsque la société courante se retirait, restaient alors d'ordinaire M. de Montesquiou, le père du grand chambellan, le duc de Nivernais, si connu par les grâces de son esprit, et quelques autres. On regardait si les portes étaient bien fermées, et l'on se disait : « Causons de l'ancienne cour, faisons un tour à Versailles. »

Le dénuement du trésor et la rareté du numéraire étaient tels dans la république, qu'au départ du général Bonaparte pour l'armée d'Italie, tous ses efforts et ceux du Directoire ne purent composer que deux mille louis qu'il emporta dans sa voiture. C'est avec cela qu'il part pour aller conquérir l'Italie et marcher à l'empire du monde. Et voici un détail curieux : il doit exister un ordre du jour signé Berthier, où le général en chef, à son arrivée au quartier-général à Nice, fait distribuer aux généraux, pour les aider à entrer en campagne, la somme de quatre louis en espèces ; et c'était une grande somme : depuis bien du temps personne ne connaissait plus le numéraire. Ce simple ordre du jour peint les circonstances du temps avec plus de force et de vérité que ne saurait le faire un gros volume.

Dès que Napoléon se montre à l'armée d'Italie, on voit tout aussitôt l'homme fait pour commander aux autres ; il remplit dès cet instant la grande scène du monde ; il occupe toute l'Europe : c'est un météore qui envahit le firmament. Il concentre dès lors tous les regards, toutes les pensées, compose toutes les conversations. À compter de cet instant, toutes les gazettes, tous les ouvrages, tous les monuments sont toujours lui. On rencontre son nom dans toutes les pages, à toutes les lignes, dans toutes les bouches, partout.

Son apparition fut une véritable révolution dans les mœurs, les manières, la conduite ; le langage. *Decrès* m'a souvent répété que ce fut à Toulon qu'il apprit la nomination de Napoléon au commandement de l'armée d'Italie : il l'avait beaucoup connu à Paris, il se croyait en toute familiarité

avec lui. « Aussi, quand nous apprîmes, disait-il, que le nouveau général allait traverser la ville, je m'offris aussitôt à tous les camarades pour les présenter, en me faisant valoir de mes liaisons. Je cours plein d'empressement, de joie ; le salon s'ouvre ; je vais m'élancer, quand l'attitude, le regard, le son de voix, suffirent pour m'arrêter : il n'y avait pourtant en lui rien d'injurieux ; mais c'en fut assez, à partir de là je n'ai jamais été tenté de franchir la distance qui m'avait été imposée. » Et certes Decrès n'était pas timide.

Un autre signe caractéristique du généralat de Napoléon, c'est l'habileté, l'énergie, la pureté de son administration ; sa haine constante pour les dilapidations, le mépris absolu de ses propres intérêts. « Je revins de la campagne d'Italie, nous disait-il un jour, n'ayant pas trois cent mille francs en propre ; j'eusse pu facilement en rapporter dix ou douze millions, ils eussent bien été les miens ; je n'ai jamais rendu de comptes, on ne m'en demanda jamais. Je m'attendais, au retour, à quelque grande récompense nationale : il fut question, dans le public, de me doter de Chambord ; j'eusse été très avide de cette espèce de fortune, mais le Directoire fit écarter la chose. Cependant j'avais envoyé en France cinquante millions au moins pour le service de l'État. C'est la première fois, dans l'histoire moderne, qu'une armée fournit aux besoins de la patrie, au lieu de lui être à charge. »

Lorsque Napoléon traita avec le duc de Modène, *Salicetti*, commissaire du gouvernement auprès de l'armée, avec lequel il avait été assez mal jusque-là, vint le trouver dans son cabinet. « Le commandeur d'Est, lui dit-il, frère du duc, est là avec quatre millions en or dans quatre caisses : il vient, au nom de son frère, vous prier de les accepter, et moi je viens vous en donner le conseil ; je suis de votre pays, je connais vos affaires de famille ; le Directoire et le Corps Législatif ne reconnaîtront jamais vos services ; ceci est bien à vous, acceptez-le sans scrupule et sans publicité, la contribution du duc sera diminuée d'autant, et il sera bien aise d'avoir acquis un protecteur. – Je vous remercie, répondit froidement Napoléon, je n'irai pas, pour cette somme, me mettre à la disposition du duc de Modène, je veux demeurer libre. »

Un administrateur en chef de cette même armée répétait souvent qu'il avait vu Napoléon recevoir pareillement et refuser de même l'offre de sept

millions en or, faite par le gouvernement de Venise, pour conjurer sa destruction.

L'Empereur riait de l'exaltation de ce financier, auquel le refus de son général paraissait surhumain, plus difficile, plus grand que de gagner des batailles. L'Empereur s'arrêtait avec une certaine complaisance sur ces détails de désintéressement, concluant néanmoins qu'il avait eu tort, et avait manqué de prévoyance, soit qu'il eût voulu songer à se faire chef de parti et à remuer les hommes, soit qu'il eût voulu ne demeurer que simple particulier dans la foule ; car au retour, disait-il, on l'avait laissé à peu près dans la misère, et il eût pu continuer une carrière de véritable pauvreté, lorsque le dernier de ses généraux ou de ses administrateurs rapportait de grosses fortunes. Mais aussi, ajoutait-il, si mon administrateur m'eût vu accepter, que n'eût-il pas fait ? mon refus l'a contenu.

« Arrivé à la tête des affaires comme consul, mon propre désintéressement et toute ma sévérité ont pu seuls changer les mœurs de l'administration, et empêcher le spectacle effroyable des dilapidations directoriales. J'ai eu beaucoup de peine à vaincre les penchants des premières personnes de l'État, que l'on a vues depuis, près de moi, strictes et sans reproches. Il m'a fallu les effrayer souvent. Combien n'ai-je pas dû répéter de fois, dans mes conseils, que si je trouvais en faute mon propre frère, je n'hésiterais pas à le chasser ! »

Jamais personne sur la terre ne disposa de plus de richesses et ne s'en appropriia moins. Napoléon a eu, dit-il, jusqu'à quatre cents millions d'espèces dans les caves des Tuileries. Son domaine de l'extraordinaire s'élevait à plus de sept cents millions. Il a dit avoir distribué plus de cinq cents millions de dotation à l'armée. Et, chose bien remarquable, celui qui répandit autant de trésors n'eut jamais de propriété particulière ! il avait rassemblé au Musée des valeurs qu'on ne saurait estimer, et il n'eut jamais un tableau, une rareté à lui.

Au retour d'Italie, et partant pour l'Égypte, il acquit la Malmaison ; il y mit à peu près tout ce qu'il possédait. Il l'acheta au nom de sa femme, qui était plus âgée que lui ; en lui survivant, il pouvait se trouver n'avoir plus rien ; c'est, disait-il lui-même, qu'il n'avait jamais eu le goût ni le sentiment de la propriété : il n'avait jamais eu ni n'avait jamais songé à avoir.

« Si peut-être j'ai quelque chose aujourd'hui^[1], continuait-il, cela dépend de la manière dont on s'y sera pris au loin depuis mon départ ; mais, dans ce cas encore, il aura tenu à la lame d'un couteau que je n'eusse rien au monde. Du reste, chacun a ses idées relatives : j'avais le goût de la fondation, et non celui de la propriété. Ma propriété à moi était dans la gloire et la célébrité : le Simplon, pour les peuples, le Louvre, pour les étrangers, m'étaient plus à moi une propriété que des domaines privés, j'achetais des diamants à la couronne ; je réparais les palais du souverain, je les encombrais de mobilier, et je me surprénais parfois à trouver que les dépenses de Joséphine, dans ses serres ou sa galerie, étaient un véritable tort pour mon Jardin des Plantes ou mon Musée de Paris, etc., etc. »

En prenant le commandement de l'armée d'Italie, Napoléon, malgré son extrême jeunesse, y imprima tout d'abord la subordination, la confiance et le dévouement le plus absolu. Il subjuguait l'armée par son génie, bien plus qu'il ne la séduisit par sa popularité : il était en général très sévère et peu communicatif. Il a constamment dédaigné dans le cours de sa vie les moyens secondaires qui peuvent gagner les faveurs de la multitude ; peut-être même y a-t-il mis une répugnance qui peut lui avoir été nuisible.

Son extrême jeunesse, lorsqu'il prit le commandement de l'armée d'Italie, ou toute autre cause, y avait établi un singulier usage ; c'est qu'après chaque bataille, les plus vieux soldats se réunissaient en conseil, et donnaient un nouveau grade à leur jeune général : quand celui-ci rentrait au camp, il y était reçu par les vieilles moustaches, qui le saluaient de son nouveau titre. Il fut fait caporal à Lodi, sergent à Castiglione ; et de là ce surnom de petit caporal, resté longtemps à Napoléon parmi les soldats. Et qui peut dire la chaîne qui unit la plus petite cause aux plus grands événements ! peut-être ce sobriquet a-t-il contribué aux prodiges de son retour en 1815 ; lorsqu'il haranguait le premier bataillon qu'il rencontra, avec lequel il fallut parlementer, une voix s'écria : *Vive notre petit caporal ! nous ne le combattons jamais !*

L'administration du Directoire et celle du général en chef de l'armée d'Italie semblaient deux gouvernements tout différents.

Le Directoire, en France, mettait à mort les émigrés ; jamais l'armée d'Italie n'en fit périr aucun. Le Directoire alla même jusqu'à écrire à

Napoléon, lorsqu'il sut Wurmser assiégé dans Mantoue, de se rappeler qu'il était émigré ; mais Napoléon, en le faisant prisonnier, s'empressa de rendre à sa vieillesse un hommage des plus touchants.

Le Directoire employait vis-à-vis du pape des formes outrageantes ; le général de l'armée d'Italie ne l'appelait que Très Saint-Père, et lui écrivait avec respect.

Le Directoire voulait renverser le pape ; Napoléon le conserva.

Le Directoire déportait les prêtres et les proscrivait, Napoléon disait à son armée, quand elle les rencontrait, de se rappeler que c'étaient des Français et leurs frères.

Le Directoire eût voulu exterminer partout jusqu'aux vestiges de l'aristocratie ; Napoléon écrivait aux démocrates de Gênes, pour blâmer leurs excès à cet égard, et n'hésitait pas à leur mander que, s'ils voulaient conserver son estime, ils devaient respecter la statue de Doria et les institutions qui avaient fait la gloire de leur république.

Uniformité – Ennui – L'Empereur se décide à écrire ses Mémoires.

Jeudi 7 au samedi 9.

Nous continuions toujours notre navigation, sans que rien vînt interrompre l'uniformité qui nous entourait. Tous nos jours se ressemblaient ; l'exactitude de mon journal pouvait seule me laisser savoir où nous en étions du mois et de la semaine. Heureusement le travail remplissait tous mes moments, et la journée coulait avec une certaine facilité. Les matériaux que j'amassais dans la conversation de l'après-dînée ne me laissaient pas de temps perdu jusqu'à celle du lendemain.

Cependant l'Empereur savait que je travaillais beaucoup ; il soupçonnait même l'objet de mon occupation, il voulut s'en assurer, et prit connaissance de quelques pages ; il n'en fut pas mécontent. Mais, revenant plusieurs fois sur le même sujet, il trouvait qu'un tel journal serait plus intéressant qu'utile ; que les événements militaires, par exemple, tirés ainsi de seules conversations courantes, seraient toujours maigres, incomplets, sans objet et sans résultat, de pures anecdotes souvent puériles, au lieu d'opérations et de

résultats classiques. Je saisis avidement l'occasion favorable, j'abondai dans son sens, j'osai suggérer l'idée qu'il me dictât les campagnes d'Italie : « Ce serait un bienfait pour la patrie, un vrai monument de la gloire nationale ; et puis nos moments étaient bien vides, nos heures bien longues, le travail les tromperait ; quelques instants pourraient n'être pas sans charmes. » Ce devint alors le sujet de conversations prises et reprises plusieurs fois.

Enfin l'Empereur se décida, et le samedi 9 septembre 1815, me faisant venir dans sa chambre, il me dicta, pour la première fois, quelque chose sur le siège de Toulon : on le trouvera aux campagnes d'Italie, destinées à former un ouvrage séparé, sans que cela intervienne en rien dans les anecdotes que je continuerai de consigner ici, quand l'occasion s'en présentera.

Vents alizés – La Ligne.

Dimanche 10 au mercredi 13.

Lorsqu'on approche des tropiques, on rencontre ce qu'on appelle les vents alizés, vents éternellement de la partie de l'est. La science explique ce phénomène d'une manière satisfaisante. Lorsqu'en venant d'Europe on commence à atteindre ces vents, ils soufflent du nord-est ; à mesure qu'on s'avance vers la ligne, ils se rapprochent de l'est ; on a généralement à craindre les calmes sous la ligne. Lorsqu'elle est dépassée, les vents gagnent graduellement vers le sud jusqu'au sud-est ; et, quand enfin on dépasse les tropiques, on perd les vents alizés, et l'on rentre dans les vents variables, comme dans nos parages européens. Le bâtiment, qui venant d'Europe se dirige sur Sainte-Hélène, est toujours poussé vers l'ouest par ses vents constants de l'est. Il serait bien difficile qu'il pût atteindre cette île par une route directe : il n'en a pas même la prétention ; il pousse sa pointe jusque dans les parages variables du midi, et gouverne alors vers le cap de Bonne-Espérance, de manière à rencontrer les vents alizés du sud-est, qui le ramènent vent arrière sur Sainte-Hélène.

Or, il y a deux systèmes pour aller trouver les vents variables du sud : c'est de couper la ligne du vingt au vingt-quatrième degré de longitude,

méridien de Londres ; les partisans de cette route disent qu'on y est moins exposé au calme de la ligne, et que, si elle vous présente le désavantage de vous porter souvent jusqu'à la vue du Brésil, elle vous fait alors franchir cet espace en beaucoup moins de temps. L'amiral Cockburn, qui penchait à croire cette route un préjugé et une routine, se décida pour le second système, qui consistait à prendre beaucoup plus à l'est ; et d'après des exemples particuliers qui lui étaient connus, il chercha à couper la ligne vers les deuxième ou troisième degrés de longitude. Il ne doutait pas, dans sa route vers les vents variables, de passer assez près sous le vent de Sainte-Hélène pour raccourcir de beaucoup son chemin, si même il ne parvenait à l'atteindre, en courant des bords, sans sortir des vents alizés.

Les vents, qui, à notre grand étonnement, passèrent à l'ouest, circonstance que l'amiral nous dit être plus commune que nous ne pensions, vinrent encore favoriser son opinion ; il abandonna les mauvais marcheurs de son escadre, à mesure qu'ils restèrent de l'arrière, et ne songea plus lui-même qu'à gagner sa destination avec le plus de célérité possible.

Orage – Libelles contre l'Empereur – Leur examen – Considérations générales.

Jeudi 14 au lundi 18.

Après de petits vents et quelques calmes, le 16 nous eûmes un orage de pluie très considérable ; il fut la joie de l'équipage. Les chaleurs étaient extrêmement modérées ; on eût pu même dire qu'à l'exception de Madère, nous avions constamment joui d'une température fort douce. Mais l'eau était fort rare à bord ; par motif d'économie précautionnelle, on s'empressa de profiter de cet orage pour en recueillir autant qu'on put ; chaque matelot chercha à s'en faire une petite provision. Le fort de l'orage tomba au moment où l'Empereur, après son dîner, venait faire sa promenade habituelle sur le pont ; cela ne l'arrêta pas, seulement il fit apporter la fameuse *redingote grise* que les Anglais ne considéraient pas sans un vif intérêt. Le grand maréchal et moi ne quittâmes pas l'Empereur. L'orage dura plus d'une heure dans toute sa force ; quand l'Empereur rentra, j'eus toutes les peines du monde à me dépouiller de mes vêtements ; presque tout ce que je portais se trouva perdu.

Les jours suivants le temps fut pluvieux ; mes travaux en souffraient tant soit peu ; tout était humide et mouillé dans notre mauvaise petite chambre ; d'un autre côté, on se promenait difficilement sur le pont ; c'étaient les premiers temps de la sorte que nous eussions eus depuis notre départ ; ils nous déconcertaient. Je remplis le vide du travail par la conversation avec les officiers du vaisseau ; je n'avais d'intimité avec aucun ; mais j'entretenais avec tous des relations journalières de politesse et de prévenance. Ils aimaient à nous faire causer des affaires de France ; car on aurait de la peine à croire jusqu'à quel point la France et les Français leur étaient étrangers. Nous nous étonnions fort, réciproquement : eux, nous étonnaient par leurs principes dégénérés ; et nous, nous les étonnions par nos idées et nos mœurs nouvelles.

Un des premiers du vaisseau, dans une conversation familière, fut conduit à dire : « Je crois que vous seriez tous bien effrayés, si nous allions vous jeter sur les côtes de France. – Pourquoi donc ? – Parce que, répondit-il, le roi pourrait vous faire payer cher d'avoir quitté votre pays pour suivre un autre souverain ; et puis, parce que vous portez une cocarde qu'il a défendue. – Mais est-ce bien à un Anglais à parler de la sorte ? Il faut que vous soyez bien déçus ! Assurément vous voilà bien loin de votre révolution, si justement qualifiée parmi vous de *glorieuse*. Mais nous qui nous en rapprochons fort, et qui avons beaucoup gagné, nous vous répondrons qu'il n'y a pas une de vos paroles qui ne soit une hérésie : d'abord notre châtiment ne tient plus au bon plaisir du roi, nous ne dépendons à cet égard que de la loi ; or, il n'en existe aucune contre nous, et si l'on venait à la violer sur ce point, ce serait à vous autres à nous garantir ; car votre général s'y est engagé par la capitulation de Paris ; et ce serait une honte éternelle à votre administration, s'il tombait des têtes que votre foi publique aurait solennellement garanties.

« Ensuite, nous ne suivons pas un autre souverain : l'empereur Napoléon a été le nôtre, c'est incontestable ; mais il a abdiqué, et il ne l'est plus. Vous confondez ici des actes privés avec des mesures de parti ; de l'affection, du dévouement, de la tendresse, avec de la politique. Enfin, pour ce qui est de nos couleurs, lesquelles semblent vous offusquer, ce n'est qu'un reste de notre vieille toilette ; nous ne les portons encore aujourd'hui que parce que nous les portions hier ; on ne se sépare pas indifféremment de ce que l'on

aime, il y faut un peu de contrainte et de nécessité ; pourquoi ne nous les avez-vous pas ôtées quand vous nous avez privés de nos armes ? l'un n'eût pas été plus inconvenable que l'autre. Nous ne sommes plus ici que des hommes privés ; nous ne prêchons pas la sédition ; ces couleurs nous sont chères, nous ne saurions le nier ; elles le sont, parce qu'elles nous ont vus vainqueurs de tous nos ennemis ; parce que nous les avons promenées en triomphe dans toutes les capitales de l'Europe ; parce que nous les portions tant que nous avons été le premier peuple de l'univers. Aussi on a bien pu les arracher du chapeau des Français, mais elles se sont réfugiées dans leur cœur ; elles n'en sortiront jamais. »

Dans une autre circonstance, un des mêmes officiers, après avoir parcouru avec moi la grande vicissitude des évènements, me disait : « Que sait-on ? peut-être sommes-nous destinés à réparer les maux que nous vous avons faits ! Vous seriez donc bien étonnés si un jour lord Wellington venait à reconduire Napoléon dans Paris ? – Ah ! oui, disais-je, je serais fort étonné ; et d'abord je n'aurais pas l'honneur d'être de la partie : à ce prix, j'abandonnerais même Napoléon ! Mais je puis être tranquille, je vous jure que Napoléon ne se soumettra pas à cette épreuve ; c'est de lui que je tiens ces sentiments ; c'est lui qui m'a guéri de la doctrine contraire, qui fut ce que j'appelle l'erreur de mon enfance. »

Les Anglais se montraient aussi très avides de nous questionner sur l'Empereur, dont le caractère et les dispositions leur avaient été peints, à ce qu'ils avouaient maintenant, de la manière la plus fausse. Ce n'était pas leur faute, observaient-ils, ils ne le connaissaient que par les ouvrages publiés par eux, tous très exagérés contre lui : ils en avaient plusieurs à bord. Un jour, comme je voulais regarder ce que lisait un des officiers, il ferma son livre avec embarras, me disant qu'il était si fort contre l'Empereur, qu'il se ferait conscience de me le laisser voir. Une autre fois l'amiral me questionna longuement sur certaines imputations consignées dans divers ouvrages de sa bibliothèque, dont quelques-uns, me disait-il, jouissaient d'une certaine considération, et dont tous, convenait-il, avaient produit un grand effet en Angleterre contre le caractère de Napoléon. Ces circonstances me donnèrent l'idée de passer en revue successivement tous les ouvrages de ce genre qui se trouvaient à bord, et d'en consigner mon opinion dans mon Journal, ne devant jamais se rencontrer de situation aussi

favorable que la mienne pour obtenir au besoin quelque éclaircissement sur les points qui pouvaient en valoir la peine.

Mais, avant d'entamer aucun de ces extraits, il faut qu'on me passe quelques considérations générales : elles suffiront pour répondre d'avance à la plus grande partie des inculpations sans nombre que je rencontrerai.

La calomnie et le mensonge sont les armes de l'ennemi civil ou politique, étranger ou domestique ; c'est la ressource du vaincu, du faible, de celui qui hait ou qui craint ; c'est l'aliment des salons, la pâture de la place publique. Ils s'acharnent d'autant plus que l'objet est plus grand : il n'est rien alors qu'ils ne hasardent et ne propagent. Plus ces calomnies, ces mensonges sont absurdes, ridicules, incroyables, plus ils sont recueillis, répétés de bouche en bouche.

Or, jamais on n'en fut autant assailli ni plus défiguré que Napoléon ; jamais on n'accumula sur personne autant de pamphlets et de libelles, d'absurdes atrocités, de contes ridicules, de fausses assertions ; et cela devait être : Napoléon, sorti de la foule pour monter au rang suprême, marchant à la tête d'une révolution qu'il avait tout à fait civilisée, entraîné par ces deux circonstances dans une lutte à mort contre le reste de l'Europe, lutte dans laquelle il n'a succombé que pour avoir voulu la terminer trop promptement ; Napoléon, à lui seul le génie, la force, le destin de sa propre puissance, vainqueur de ses voisins, en quelque façon monarque universel ; *Marius* pour les aristocrates, *Sylla* pour les démocrates, *César* pour les républicains, devait, au-dedans et au-dehors, réunir contre lui un ouragan de passions.

Le désespoir, la politique et la rage durent le peindre, dans tous les pays, comme un objet d'horreur et d'effroi. Qu'on ne s'étonne donc plus de tout ce qui a été dit contre lui. S'il y avait à s'étonner, ce serait qu'on n'ait pas dit davantage, ou que l'effet n'ait pas été encore plus grand. Jamais il ne voulut permettre, au temps de sa puissance, qu'on s'occupât de répondre. « Les soins qu'on prendrait, disait-il, ne donneraient que plus de poids aux inculpations qu'on voudrait combattre. On ne manquerait pas de dire que tout ce qui serait écrit dans ma défense aurait été commandé et payé. Déjà les louanges maladroites de ceux qui m'entouraient m'avaient été parfois plus préjudiciables que toutes ces injures. Ce n'était que par des faits qu'il me convenait d'y répondre : un beau monument, une bonne loi de plus, un

triomphe nouveau, devaient détruire des milliers de ces mensonges : les déclamations passent, disait-il, les actions restent ! »

C'est indubitablement vrai pour la postérité : les grands hommes d'autrefois nous sont parvenus dégagés des inculpations éphémères et passionnées de leurs contemporains ; mais il n'en est pas ainsi durant la vie, et Napoléon a fait la cruelle épreuve, en 1814, que les déclamations peuvent étouffer jusqu'aux actions mêmes. Au moment de sa chute, ce fut un vrai débordement, il en fut comme couvert. Toutefois il n'appartenait qu'à lui, dont la vie est si féconde en prodiges, de surmonter cette épreuve, et de reparaître, presque aussitôt, tout resplendissant du sein de ses propres ruines. Son merveilleux retour est assurément sans exemple, soit dans l'exécution, soit dans les résultats. Les transports qu'il fit naître se glissèrent jusque chez les voisins, ils y créèrent des vœux publics ou secrets : et celui qu'en 1814 on avait poursuivi, abattu, comme le fléau des peuples, reparut tout à coup en 1815 comme leur espérance...

« Le poison ne pouvait plus rien sur Mithridate, me disait l'Empereur il y a peu de jours, en parcourant de nouveaux articles contre lui ; eh bien ! la calomnie, depuis 1814, ne pourrait pas davantage aujourd'hui contre moi. »

Quoi qu'il en soit, dans cette clameur universelle dirigée contre lui au temps de sa puissance, l'Angleterre tint toujours le premier rang.

Il y eut constamment chez elle deux grandes fabriques en toute activité : celle des émigrés, à qui tout était bon, et celle des ministres anglais, qui avaient établi cette diffamation en système ; ils en avaient organisé régulièrement l'action et les effets ; ils entretenaient à leur solde des folliculaires et des libellistes dans tous les coins de l'Europe ; on leur prescrivait leur tâche ; on liait, on combinait leurs attaques, etc., etc.

Mais c'était en Angleterre surtout que le ministère anglais multipliait réemploi de ces armes puissantes. Les Anglais, plus libres, plus éclairés, avaient d'autant plus besoin d'être remués. Les ministres trouvaient dans ce système le double avantage de monter l'opinion contre l'ennemi commun et de la détourner de leur propre conduite, en dirigeant les clameurs, l'indignation publique sur le caractère et les actes d'autrui ; par là ils sauvaient à leur propre caractère, à leurs propres actes, un examen et des récriminations qui eussent pu les embarrasser. Ainsi l'assassinat de Paul à

Pétersbourg, celui de nos envoyés en Perse, l'enlèvement de Naper-Tandy dans la ville libre de Hambourg, la prise en pleine paix de deux riches frégates espagnoles, l'acquisition de toute l'Inde ; Malte, le cap de Bonne-Espérance, gardés contre la foi des traités ; la machiavélique rupture du traité d'Amiens, l'injuste saisie de nos bâtiments sans déclaration de guerre, la flotte danoise enlevée avec une si froide et si ironique perfidie, etc., sont autant d'attentats qui ont été se perdre dans l'agitation universelle qu'on avait eu l'art d'exciter contre un autre.

Pour être juste sur les inculpations accumulées sur Napoléon, il faudrait donc s'en tenir aux seuls faits, aux preuves surtout, que n'auront pas manqué de publier ceux qui, l'ayant renversé, sont demeurés maîtres des pièces authentiques, des archives des ministères, de celles des tribunaux, en un mot de toutes les sources de la vérité en usage parmi les hommes ; mais ils n'ont rien publié, rien produit ; et dès lors que de pièces s'écroulent d'elles-mêmes de ce monstrueux échafaudage ! Et pour être plus régulièrement équitable encore, si on ne veut juger Napoléon qu'à côté de ses analogues et de ses pairs, c'est-à-dire à côté des fondateurs de dynasties, ou de ceux qui sont parvenus au trône à la faveur des troubles ; alors, nous ne craignons pas de le dire, il se montre sans égal, il brille pur au milieu de tout ce qu'on lui oppose.

Napoléon a-t-il, comme Hugues Capet, combattu son souverain ? l'a-t-il fait mourir prisonnier dans une tour ?

Napoléon en a-t-il agi comme les princes de la maison actuelle d'Angleterre, qui deux fois couvrirent, en 1715 et 1745, les échafauds de victimes ? victimes auxquelles l'inconséquence politique des ministres anglais d'aujourd'hui ne laisse, d'après leurs propres principes actuels, d'autre qualification que celle de sujets fidèles mourant pour leur souverain légitime, d'autre titre que celui de martyrs !!!

Napoléon a-t-il, comme les princes qui viennent de le remplacer en France, suscité contre eux des machines infernales, organisé leur assassinat, soldé leur meurtre, mis leur vie à prix de mille manières et en mille occasions ? Car la contre-révolution avait tenu jusqu'ici tout cela dans une ténébreuse incertitude ; mais les coupables, les complices qui avaient jadis nié ces forfaits devant les tribunaux, sont venus aujourd'hui s'en vanter aux pieds du trône, en recevoir le prix, et le roi de France, sortant des belles

maximes de Louis XII, n'a pas craint de récompenser les crimes qu'avait conseillés le comte de Lille.

La marche de Napoléon au rang suprême est au contraire toute simple, toute naturelle, tout innocente ; elle est unique dans l'histoire ; et il est vrai de dire que les circonstances de son élévation la rendent sans égale. « Je n'ai point usurpé la couronne, disait-il un jour au Conseil d'État, je l'ai relevée dans le ruisseau ; le peuple l'a mise sur ma tête : qu'on respecte ses actes ! »

Et en la relevant ainsi, Napoléon a remis la France dans la société de l'Europe, a terminé nos horreurs et ressuscité notre caractère ; il nous a purgés de tous les maux de notre crise funeste, et nous en a conservé tous les biens : « Je suis monté sur le trône, vierge de tous les crimes de ma position, disait-il dans une autre circonstance. Est-il bien des chefs de dynastie qui pussent en dire autant ? »

Jamais, à aucune époque de l'histoire, on ne vit la faveur distribuée avec autant d'égalité, le mérite plus indistinctement recherché et récompensé, l'argent public plus utilement employé, les arts, les sciences plus encouragés ; jamais la gloire ni le lustre de la patrie ne furent élevés si haut : « Je veux, nous disait-il un jour au Conseil d'État, que le titre de Français soit le plus beau, le plus désirable sur la terre ; que tout Français, voyageant en Europe, se croie, se trouve toujours chez lui. »

Si la liberté sembla souffrir quelque atteinte, si l'autorité sembla parfois dépasser les bornes, les circonstances le rendaient nécessaire, inévitable. Les malheurs d'aujourd'hui nous éclairent trop tard sur cette vérité ; nous rendons justice, quand il n'est plus temps, au courage, au jugement, à la prévoyance qui dictaient alors ces efforts et ces mesures. C'est si vrai que, sous ce rapport, la chute politique de Napoléon a accru de beaucoup sa domination morale. Qui doute aujourd'hui que sa gloire, l'illustration de son caractère, ne gagnent infiniment par ses malheurs !!!

Emploi de nos journées.

Mardi 19 au vendredi 22.

Nous avançons toujours avec le même vent, le même ciel et la même température. Notre navigation, des plus monotones, demeurait fort douce ; nos journées étaient longues, mais le travail les faisait passer. L'Empereur me dictait régulièrement ses campagnes d'Italie ; je tenais déjà plusieurs chapitres. Les jours qui avaient suivi la première dictée avaient été marqués par peu de ferveur ; mais la régularité et la promptitude avec lesquelles je lui portais mon travail chaque matin, ses progrès, l'attachèrent tout à fait, et le charme des heures qu'il y employait le lui eurent bientôt rendu comme nécessaire : aussi j'étais sûr que tous les jours, vers onze heures, il me faisait appeler. Je lui lisais ce qu'il avait dicté la veille ; il faisait des corrections, et me dictait la suite : cela le conduisait en un clin d'œil jusqu'à l'heure du dîner. L'Empereur dicte très vite, il faut le suivre presque aussi vite que la parole ; j'ai dû me créer une espèce d'écriture hiéroglyphique. Je courais, à mon tour, dicter à mon fils ; j'étais assez heureux et assez prompt pour recueillir, à peu près littéralement, toutes les expressions de l'Empereur. Je n'avais plus de moments perdus : tous les jours on venait m'avertir qu'on était déjà à table.

Après le dîner, l'Empereur ne manquait jamais de revenir sur la dictée du matin, comme jouissant de l'occupation et du plaisir qu'elle lui avait causés. Cela me valait en cet instant, comme aussi toutes les fois que je l'abordais dans le jour, certaines interpellations de plaisanteries qu'il avait consacrées par leurs répétitions nombreuses : *Ah ! le sage Las Cases !* (à cause de mon Atlas de le Sage), *M. l'illustre mémorialiste ! le Sully de Sainte-Hélène !* et plusieurs autres mots de la sorte. Puis il ajoutait maintes fois : « Après tout, mon cher, ces Mémoires seront aussi connus que tous ceux qui les ont devancés ; vous vivrez autant que tous leurs auteurs ; on ne pourra jamais s'arrêter sur nos grands événements, écrire sur ma personne, sans avoir recours à vous. » Et, reprenant la plaisanterie, il continuait avec gaieté : « On dira, après tout, il devait bien le savoir ; c'était son conseiller d'État, son chambellan, son compagnon fidèle. On dira : Il faut bien le croire, il ne ment pas, c'était un honnête homme ; etc., etc., ».

Samedi 23 au lundi 25.

Le vent d'ouest continuait toujours, à notre grand étonnement ; c'était une espèce de phénomène dans ces parages : il nous avait très favorisés jusque-là. Mais, en fait de phénomènes, le hasard en combina, le 23, un bien plus extraordinaire encore : ce jour-là nous traversâmes la ligne, par zéro de latitude, zéro de longitude et zéro de déclinaison : circonstance que le seul hasard ne renouvellera peut-être pas dans un siècle ou dans mille ans, puisqu'il faut arriver au premier méridien précisément vers midi, passer la ligne à cette même heure, et y arriver en même temps que le soleil, le jour de l'équinoxe.

Ce fut un jour de grosse joie et de grand désordre dans tout l'équipage : c'était la cérémonie que nos marins appellent le baptême, et que les Anglais nomment le jour de grande barbe. Les matelots, dans l'appareil le plus burlesque, conduisent en cérémonie, aux pieds de l'un d'eux transformé en Neptune, tous ceux qui n'ont point encore traversé la ligne ; là un immense rasoir vous parcourt la barbe, préparée avec du goudron ; des seaux d'eau dont on vous inonde aussitôt de toutes parts, les gros éclats de rire dont l'équipage accompagne votre fuite, complètent l'initiation des grands mystères ; personne n'est épargné : les officiers mêmes sont, en quelque façon, plus maltraités en cette circonstance que les derniers des matelots. Nous seuls, par une grâce parfaite de l'amiral, qui jusque-là s'était plu à nous effrayer de cette terrible cérémonie, échappâmes à ces inconvénients et à ces ridicules : nous fûmes conduits, avec toutes sortes d'attentions et de respects, aux pieds du dieu grossier, dont chacun de nous reçut un compliment de sa façon. Là se bornèrent toutes nos épreuves.

L'Empereur fut scrupuleusement respecté pendant toute cette saturnale, qui d'ordinaire ne respecte jamais rien. Ayant appris l'usage et le ménagement dont on usait à cet égard, il ordonna qu'on distribuât cent napoléons au grotesque Neptune et à sa bande, ce à quoi l'amiral s'opposa, autant par prudence peut-être que par politesse.

Prise d'un requin – Ouvrage du général Wilson – Pestiférés de Jaffa – Esprit de la campagne d'Égypte – Esprit de l'armée d'Égypte – Railleries des soldats – Dromadaires – Mort de Kléber – Jeune Arabe – Philippeaux et Napoléon, singularités – À quoi tiennent les destinées – Caffarelli, son

attachement pour Napoléon – Réputation de l'armée française en Orient – Napoléon quittant l'Égypte pour aller gouverner la France – Expédition des Anglais – Kléber et Desaix.

Mardi 26 au samedi 30.

Un de ces jours, dans l'après-midi, les matelots prirent un énorme requin ; l'Empereur voulut savoir la cause du grand bruit et de la confusion arrivés subitement au-dessus de sa tête, et, sur ce qu'il apprit, il eut la fantaisie d'aller voir le monstre marin : il monta sur la dunette, et s'étant approché de trop près, un effort de l'animal, qui renversa quatre ou cinq matelots, faillit lui casser les jambes ; il descendit, le bas gauche tout couvert de sang ; nous le crûmes blessé ; ce n'était que le sang du requin.

Venons aux livres hostiles que je parcourais à bord. On fait peu d'attention aux pamphlétaires, parce que leur caractère est le contrepoison de leurs paroles ; il n'en est pas de même d'un historien : toutefois celui-ci s'en rapproche, si, s'écartant du calme et de l'impartialité obligés de son ministère, il s'abandonne à la déclamation, et laisse percer le fiel. Tel est le sentiment que me laissèrent diverses productions du général Wilson. Cet auteur nous était d'autant plus préjudiciable, que ses talents, sa bravoure, ses nombreux et brillants services, lui donnaient plus de poids aux yeux de ses concitoyens. Une circonstance concourait à rendre ses œuvres plus particulièrement connues à bord du vaisseau, et faisait qu'on nous en parlait davantage ; il avait un de ses enfants au nombre des jeunes aspirants du vaisseau ; et, à ce sujet, mon fils que la similitude d'âge tenait la plupart du temps au milieu d'eux, put voir à son aise le changement qui s'opéra dans ces jeunes têtes à notre égard. Tous ces enfants nous étaient naturellement très défavorables : ils croyaient, en recevant l'Empereur, n'avoir embarqué rien moins que l'ogre capable de les dévorer ; mais bientôt le voisinage et la vérité exercèrent sur eux la même influence que sur le reste du vaisseau, et ce fut aux dépens du petit Wilson, à qui les camarades donnaient la chasse, en expiation, disaient-ils, de toutes les histoires de son père.

.....

Ici, dans mon manuscrit, commençait le bâtonnage d'un grand nombre de feuillets ; le motif en était exprimé en marge, ainsi qu'il suit :

« J'avais recueilli un grand nombre de griefs dans l'ouvrage du général Wilson, auxquels je répondais peut-être à mon tour avec un peu d'amertume ; une circonstance récente me les fait supprimer.

« M. Wilson vient de paraître avec éclat dans une cause touchante, qui honore le cœur de ceux qu'elle a compromis : le salut de *Lavalette*. Interpellé devant un tribunal français s'il n'avait pas jadis publié des ouvrages sur nos affaires, il a répondu que oui, et qu'il y avait exprimé ce qu'il croyait *vrai alors*. Ce mot en dit plus que tout ce que j'aurais pu faire, et je me suis hâté d'effacer ce que j'avais écrit, heureux de devenir juste moi-même envers M. Wilson, dont j'accusais, dans ma colère, les intentions et la bonne foi^[2].

Je laisse donc de côté les ouvrages de M. Wilson, et les diverses inculpations qu'ils renferment ; je supprime aussi les nombreuses réfutations que j'avais amassées ; je ne m'arrêterai que sur un seul point, parce qu'il a été reproduit en cent ouvrages divers ; qu'il a rempli l'Europe, et a été propagé même en France avec une grande faveur, je veux dire l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa.

Rien assurément ne saurait mieux prouver combien la calomnie peut tout entreprendre avec succès, seulement qu'elle soit audacieuse, impudente, qu'elle ait de nombreux échos, qu'elle soit puissante, qu'elle veuille, et peu importe du reste qu'elle blesse les probabilités, la raison, le bon sens, la vérité ; elle est sûre de ses effets.

Un général, un héros, un grand homme, jusque-là respecté de la fortune autant que des hommes, fixant en ce moment les regards des trois parties du monde, imposant l'admiration à ses ennemis mêmes, est tout à coup accusé d'un crime réputé inouï, sans exemple ; d'un acte dit inhumain, atroce, cruel, et ce qui est surtout bien remarquable, tout à fait inutile.

Les détails les plus absurdes, les circonstances les moins probables, les accessoires les plus ridicules, s'accumulent autour de ce premier mensonge ; on le répand dans toute l'Europe, la malveillance s'en saisit et l'accroît ; on le lit dans toutes les gazettes ; il se consigne dans tous les livres ; et dès lors il devient pour tous un fait avéré ; l'indignation est au comble ; la clameur universelle. Vainement voudrait-on raisonner contre le torrent, oser essayer de le combattre, démontrer qu'on ne fournit aucune

preuve, qu'on se contredit soi-même ; présenter les témoignages opposés, irrécusables, les témoignages de ceux de la profession même qu'on dit avoir administré le poison ou s'y être refusés ; soutenir qu'on ne saurait accuser d'inhumanité celui-là même qui, peu de temps auparavant, immortalisa ces mêmes hôpitaux de Jaffa par l'acte le plus sublime, le plus héroïque, en se dévouant à toucher solennellement les pestiférés, pour tromper et vaincre les imaginations malades ; qu'on ne saurait prêter une pareille idée à celui qui, consulté par les officiers de santé, pour savoir si l'on devait brûler ou seulement laver les vêtements de ces malades, faisant valoir la perte considérable qu'amènerait la première mesure, leur répond : *Messieurs, je suis venu ici pour fixer l'attention et reporter l'intérêt de l'Europe sur le centre de l'ancien monde, et non pour entasser des richesses.* Vainement voudrait-on faire voir que ce crime supposé eût été sans but, sans motif quelconque : le général français avait-il à craindre qu'on lui débauchât ses malades ; qu'on s'en renforçât contre lui ? voulait-il par là se délivrer tout à fait de la peste ? Mais il y réussissait également en laissant ses malades au milieu de ses ennemis, et de plus il la leur procurait. Vainement voudrait-on démontrer qu'un chef insensible, égoïste, se fût au contraire délivré de tout embarras, en laissant simplement ces malheureux après lui : ils eussent été mutilés, massacrés, il est vrai ; mais il ne fût venu dans l'idée de personne de lui adresser aucun reproche.

Tous ces raisonnements, quelque inattaquables qu'ils fussent, seraient vains, inutiles, tant sont grands et infaillibles les effets du mensonge et de la déclamation que souffle le vent des circonstances passionnées. Le crime imaginaire restera dans toutes les bouches, il se gravera dans toutes les imaginations, et pour le vulgaire et sa masse il est désormais et à jamais un fait constant et prouvé.

Ce qui surprendra ceux qui ne savent pas combien il faut se défier des rumeurs publiques, et ce que je me plais à consigner ici, pour montrer une fois de plus de quelle manière peut s'écrire l'histoire, c'est que le grand maréchal Bertrand, qui était lui-même de l'armée d'Égypte, à la vérité dans un grade inférieur qui n'admettait aucun contact direct avec le général en chef, avait cru lui-même, jusqu'à Sainte-Hélène, l'histoire de l'empoisonnement exercé sur une soixantaine de malades ; le bruit en était répandu, accrédité dans l'armée même. Or, que répondre à ceux qui vous

disaient victorieusement : « C'est bien vrai, je le tiens précisément des officiers qui s'y trouvaient. » Et pourtant il n'en était rien.

Voici ce que j'ai recueilli de la source la plus élevée, de la bouche de Napoléon même :

1° Que le nombre des pestiférés dont il s'agit n'était, selon le rapport fait au général en chef, que de sept ;

2° Que ce n'est pas le général en chef, mais un homme de la profession même, qui, au moment de la crise, proposa d'administrer l'opium ;

3° Que cet opium n'a été administré à aucun ;

4° Que la retraite s'étant faite avec lenteur, une arrière-garde a été laissée trois jours dans Jaffa ;

5° Qu'à son départ, les pestiférés avaient expiré, à l'exception d'un ou de deux que les Anglais ont dû trouver vivants.

N.B. « Depuis mon retour, ayant eu la facilité de causer avec ceux-là mêmes que leur état ou leur profession rendait naturellement les premiers acteurs de cette scène, ceux dont la déposition avait le droit de passer pour officielle et authentique, j'ai eu la curiosité de descendre aux plus petits détails, et voici ce que j'en ai recueilli :

« Les malades dépendants du chirurgien en chef, c'est-à-dire les blessés, ont tous été évacués sans exception, à l'aide des chevaux de tout l'état-major, sans en excepter même ceux du général en chef, qui marcha longtemps à pied, comme tout le reste de l'armée ; ceux-là demeurent donc hors de la question.

« Le reste dépendant du médecin en chef, et au nombre de vingt environ, se trouvant dans un état absolument désespéré, tout à fait intransportable, et l'ennemi approchant, il est très vrai, que Napoléon demanda au médecin en chef si ce ne serait pas un acte d'humanité que de leur donner de l'opium ; il est très vrai encore qu'il lui fut répondu alors par ce médecin : que son état était de guérir, et non de tuer ; réponse qui, semblant plutôt s'adapter à un ordre qu'à un objet en discussion, a servi de base peut-être à la malveillance et à la mauvaise foi, pour créer et répandre la fable qui a couru depuis partout à ce sujet.

« Du reste, tous les détails obtenus par moi m'ont donné pour résultat incontestable :

« 1° Que l'ordre n'a pas été donné d'administrer de l'opium aux malades ;

« 2° Qu'il n'existait même pas en cet instant, dans la pharmacie de l'armée, un seul grain d'opium pour le service des malades ;

« 3° Que l'ordre eût-il été donné et eût-il existé de l'opium, les circonstances du moment et les situations locales, qu'il serait trop long de déduire ici, eussent rendu l'exécution impossible. »

À présent voici peut-être ce qui a pu aider à établir et peut en quelque sorte excuser l'erreur de ceux qui se sont obstinés à soutenir avec acharnement des faits contraires :

« Quelques-uns de nos blessés, qui avaient été embarqués, tombèrent entre les mains des Anglais ; or, on manquait de tous médicaments dans le camp, et on y avait pourvu par des compositions extraites d'arbres ou de végétaux indigènes ; les tisanes et autres médicaments y étaient d'un goût et d'une apparence horribles. Ces prisonniers, soit pour se faire plaindre davantage, soit qu'ils eussent eu vent de l'opium projeté, soit enfin qu'ils le crussent, à cause de la nature des médicaments qu'on leur avait administrés, dirent aux Anglais qu'ils venaient d'échapper, comme par miracle, à la mort, ayant été empoisonnés par leurs officiers de santé : voilà pour la colonne du chirurgien en chef.

« Voici pour les autres. L'armée avait eu le malheur d'avoir pour pharmacien en chef un misérable auquel on avait accordé cinq chameaux pour apporter du Caire la masse des médicaments nécessaires pour l'expédition. Il eut l'infamie d'y substituer, pour son propre compte, du sucre, du café, du vin et autres comestibles, qu'il vendit ensuite avec un bénéfice énorme. Quand la fraude vint à être découverte, la colère du général en chef fut sans bornes, et ce misérable fut condamné à être fusillé ; mais tous les officiers de santé, si distingués par leur courage, et si chers à l'armée par leurs soins, accoururent implorer le général, lui témoignant que l'honneur de leur corps en demeurerait flétri ; le coupable échappa donc. Et plus tard, quand les Anglais s'emparèrent du Caire, il les joignit, et fit cause commune avec eux ; mais, ayant renouvelé quelque brigandage de sa façon,

il fut condamné par eux à être pendu, et il n'échappa que par ses imprécations contre le général en chef Bonaparte, qu'en débitant mille horreurs sur son compte, et en se proclamant authentiquement lui-même comme ayant été celui qui, par ses ordres, avait administré l'opium aux pestiférés : son pardon fut la condition et devint le prix de ses calomnies. Voilà sans doute les premières sources où puisèrent ceux qui n'ont pas été mus par la mauvaise foi.

« Du reste, le temps a déjà fait pleine justice de cette absurde calomnie, comme de tant d'autres qu'on avait entassées sur le même caractère, et il l'a fait avec une telle rapidité, qu'en relisant mon manuscrit, je me suis trouvé embarrassé de l'importance que j'avais mise à combattre un fait qu'on n'oserait plus soutenir aujourd'hui. Toutefois j'ai voulu conserver ce que j'écrivais alors, comme un témoignage de l'impression du moment, et si aujourd'hui j'y ai ajouté de nouveaux détails, c'est que je me les suis trouvés sous la main, et que j'ai pensé qu'il était précieux de les consigner comme historiques. »

M. le général Wilson, dans son erreur, s'est vanté avec complaisance d'avoir été le premier à faire connaître et propager en Europe ces odieuses atrocités. Il est à croire que sir Sidney-Smith, son compatriote, lui disputera cet honneur ; d'autant plus qu'en grande partie il pourrait réclamer avec justice celui de leur invention. C'est dans sa fabrique et dans le système de corruption qu'il avait importé dans ces parages, qu'ont pris naissance tous ces bruits mensongers qui ont inondé l'Europe, au grand détriment de notre brave armée d'Égypte.

On sait que sir Sidney ne s'occupait qu'à débaucher notre armée : les fausses nouvelles d'Europe, la diffamation du général en chef, les offres les plus séduisantes aux officiers et aux soldats, tout lui était bon : les pièces sont publiques, on connaît ses proclamations. Un moment elles inquiétèrent même assez le général français pour qu'il s'occupât d'y remédier ; ce qu'il fit en interdisant toute communication avec les Anglais, et mettant à l'ordre du jour que leur commodore était devenu fou ; ce qui fut cru dans l'armée, et désespéra sir Sidney-Smith, qui, dans sa fureur, envoya un cartel à Napoléon. Celui-ci fit répondre qu'il avait de trop grandes affaires en tête pour s'occuper de si peu de chose ; que si c'était le grand Marlborough, encore passe, il verrait ; mais que si le marin anglais avait absolument

besoin de brétailler, il allait neutraliser quelques toises sur la plage, et y envoyer un des bravaches de l'armée ; que là le fou de commodore pourrait débarquer, et s'en donner à cœur joie.

Mais, puisque me voilà sur l'Égypte, je vais réunir ici ce que mes conversations éparses m'ont fourni, et ce qui pourrait ne pas se trouver dans les Mémoires de la campagne d'Égypte, dictés par Napoléon au grand maréchal.

La campagne d'Italie montre tout ce que le génie et les conceptions militaires peuvent enfanter de plus brillant et de plus positif ; les vues diplomatiques, les talents administratifs, les mesures législatives, y sont constamment en harmonie avec les prodiges de guerre ; ce qui frappe encore et complète le tableau, c'est l'ascendant subit et irrésistible du jeune général ; l'anarchie de l'égalité, la jalousie républicaine, tout disparaît devant lui ; il n'est pas jusqu'à la ridicule souveraineté du Directoire qui ne semble aussitôt suspendue : le Directoire ne demande pas de comptes au général en chef de l'armée d'Italie, il les attend ; il ne lui prescrit point de plan, ne lui ordonne point de système, mais il reçoit de lui des relations de victoires, des conclusions d'armistices, des renversements d'États anciens, des créations d'États nouveaux, etc., etc.

Eh bien ! tout ce qu'on admire dans la campagne d'Italie se retrouve dans l'expédition d'Égypte. Celui qui observe et qui réfléchit trouve même que tout cela s'y élève encore plus haut, par les difficultés de tout genre qui donnent à cette expédition une physionomie particulière, et requièrent de son chef plus de ressources et de créations ; car ici tout est différent : le climat, le terrain, les habitants, leur religion, leurs mœurs, la manière de combattre, etc., etc...

Les Mémoires de la campagne d'Égypte fixeront les idées qui ne furent, dans le temps, que des conjectures et des discussions pour une partie de la société.

1° L'expédition d'Égypte fut entreprise au grand désir mutuel du Directoire et du général en chef.

2° La prise de Malte ne fut point due à des intelligences particulières, mais à la sagacité du général en chef : « C'est dans Mantoue que j'ai pris Malte, nous disait un jour l'Empereur, c'est le généreux traitement employé

à l'égard de Wurmser qui me valut la soumission du grand maître et de ses chevaliers. »

3° L'acquisition de l'Égypte fut calculée avec autant de jugement qu'exécutée avec habileté. Si Saint-Jean-d'Acre eût cédé à l'armée française, une grande révolution s'accomplissait dans l'Orient, le général en chef y fondait un empire, et les destinées de la France se trouvaient livrées à d'autres combinaisons.

4° Au retour de la campagne de Syrie, l'armée française n'avait presque pas fait de pertes ; elle était dans l'état le plus formidable et le plus prospère.

5° Le départ du général en chef pour la France fut le résultat du plan le plus magnanime, le plus grand. On doit rire de l'imbécillité de ceux qui considérèrent ce départ comme une évasion ou une désertion.

6° Kléber tomba victime du fanatisme musulman ; rien ne peut autoriser, en quoi que ce soit, l'absurde calomnie qui essaya d'attribuer cette catastrophe à la politique de son prédécesseur ou aux intrigues de celui qui lui succéda.

7° Enfin il demeure à peu près prouvé que l'Égypte fût restée à jamais une province française, s'il y eût eu, pour la défendre, tout autre que Menou : rien que les fautes grossières de ce dernier ont pu amener sa perte, etc., etc.

L'Empereur disait qu'aucune armée dans le monde n'était moins propre à l'expédition d'Égypte que celle qu'il y conduisit ; c'était celle d'Italie : il serait difficile de rendre le dégoût, le mécontentement, la mélancolie, le désespoir de cette armée, lors de ses premiers moments en Égypte. L'Empereur avait vu deux dragons sortir des rangs, et courir à toute course se précipiter dans le Nil. Bertrand avait vu les généraux les plus distingués, Lannes, Murat, jeter, dans des moments de rage, leurs chapeaux bordés sur le sable, et les fouler aux pieds en présence des soldats. L'Empereur expliquait ces sentiments à merveille. « Cette armée avait rempli sa carrière, disait-il ; tous les individus en étaient gorgés de richesses, de grades, de jouissances et de considération ; ils n'étaient plus propres aux déserts ni aux fatigues de l'Égypte ; aussi, continuait-il, si elle se fût trouvée dans d'autres

moins que les miennes, il serait difficile de déterminer les excès dont elle se fût rendue coupable. »

On y complota plus d'une fois d'enlever les drapeaux, de les ramener à Alexandrie, et plusieurs autres choses semblables. L'influence, le caractère, la gloire de leur chef, purent seuls les retenir. Un jour Napoléon, gagné par l'humeur à son tour, se précipita dans un groupe de généraux mécontents, et s'adressant à l'un d'eux, de la plus haute stature : « Vous avez tenu des propos séditieux, lui dit-il avec véhémence ; prenez garde que je ne remplisse mon devoir ; vos cinq pieds dix pouces ne vous empêcheraient pas d'être fusil le dans deux heures. »

Cependant, quant à la conduite vis-à-vis de l'ennemi, l'Empereur disait que cette armée ne cessa jamais d'être l'armée d'Italie, qu'elle fut toujours admirable. Ceux surtout que l'Empereur appelait la faction des amoureux à grands sentiments ne pouvaient être conduits ni gouvernés ; leur esprit était malade ; ils passaient les nuits à chercher dans la lune l'image réfléchie des idoles qu'ils avaient laissées au-delà de la mer. À la tête de ceux-ci se trouvait celui qu'il a solennellement décoré plus tard du beau nom de son compagnon d'armes, faible et sans esprit, qui, lorsque le général en chef fut sur le point d'appareiller de Toulon, accourut de Paris en poste, jour et nuit, pour lui dire qu'il était malade et qu'il ne pouvait pas le suivre, bien qu'il fût son chef d'état-major. Le général en chef n'y fit seulement pas attention. Il n'était plus aux pieds de celle qui l'avait dépêché pour s'excuser ; aussi s'embarqua-t-il ; mais, arrivé en Égypte, l'ennui le saisit, il ne put résister à ses souvenirs ; il demanda et obtint de retourner en France. Il prit congé de Napoléon, lui fit ses adieux ; mais revint bientôt après, fondant en larmes, disant qu'il ne voulait pas, après tout, se déshonorer, qu'il ne pouvait pas non plus séparer sa vie de celle de son général.

L'humeur des soldats en Égypte s'exhalait heureusement en mauvaises plaisanteries : c'est ce qui sauve toujours les Français. Ils en voulaient beaucoup au général Caffarelli, qu'ils croyaient un des auteurs de l'expédition ; il avait une jambe de bois, ayant perdu la sienne sur les bords du Rhin. Quand, dans leurs murmures, ils le voyaient passer en boitant, ils disaient à ses oreilles : « Celui-là se moque bien de ce qui arrivera ; il est toujours bien sûr d'avoir un pied en France. »

Les savants étaient aussi l'objet de leurs brocards. Les ânes étaient fort communs dans le pays ; il était peu de soldats qui n'en eussent à leur disposition, et ils ne les nommèrent jamais que leurs demi-savants.

Le général en chef, en partant de France, avait fait une proclamation dans laquelle il leur disait qu'il allait les mener dans un pays où il les enrichirait tous ; qu'il voulait les y rendre possesseurs chacun de sept arpents de terre. Les soldats, quand ils se trouvèrent dans le désert, au milieu de cette mer de sable sans limites, ne manquèrent pas de mettre en question la générosité de leur général : ils le trouvaient bien retenu de n'avoir promis que sept arpents. « Le gaillard, disaient-ils, peut bien assurément en donner à discrétion, nous n'en abuserons pas. »

Quand l'armée traversait la Syrie, il n'est pas de soldat qui n'eût à la bouche ces vers de Zaïre :

Les Français sont lassés de chercher désormais
Des climats que pour eux le destin n'a point faits ;
Ils n'abandonnent point leur fertile patrie
Pour languir aux déserts de l'aride Arabie.

Dans un moment de loisir et d'inspection du pays, le général en chef, profitant de la marée basse, traversa la mer Rouge à pied sec, et gagna la rive opposée. Au retour, il fut surpris par la nuit, et s'égara au milieu de la mer montante ; il courut le plus grand danger et faillit périr précisément de la même manière que Pharaon : « Ce qui n'eût pas manqué, disait gaiement Napoléon, de fournir à tous les prédicateurs de la chrétienté un texte magnifique contre moi. »

Ce fut à son arrivée sur la rive arabique qu'il reçut une députation des cénobites du mont Sinaï, qui venaient implorer sa protection et le supplier de vouloir bien s'inscrire sur l'antique registre de leurs garanties. Napoléon se trouva inscrire son nom à la suite d'Ali, de Saladin, d'Ibrahim et de quelques autres !!...

C'est à ce sujet, ou touchant quelque chose de cette nature, que l'Empereur observait que, dans la même année, il avait reçu des lettres de Rome et de la Mecque ; le pape l'appelant son cher fils, et le shérif, le protecteur de la sainte Kaba.

Ce rapprochement extraordinaire doit être, du reste, à peine surprenant dans celui qu'on a vu conduire des armées et sur les sables brûlants du tropique, et dans les *steppes* glacés du Nord ; qui a failli être englouti par les vagues de la mer Rouge, et a couru des périls dans les flammes de Moscou, menaçant les Indes de ces deux points extrêmes.

Le général en chef partageait la fatigue des soldats ; les besoins étaient quelquefois si grands qu'on était réduit à se disputer les plus petites choses, sans distinction de rang ; ainsi il était telle circonstance, dans le désert, où les soldats auraient à peine cédé leur place à leur général, pour qu'il vînt tremper ses mains dans une source fangeuse. Passant sous les ruines de Péluze, et suffoqué par la chaleur, on lui céda un débris de porte où il put, quelques instants, mettre sa tête à l'ombre. « Et on me faisait là, disait Napoléon, une immense concession. » C'est précisément là qu'en remuant quelques pierres à ses pieds un hasard bien singulier lui présenta une superbe antique connue parmi les savants.

N.B. C'était un camée d'Auguste, seulement ébauché, mais une superbe ébauche. Napoléon le donna au général Andréossi, qui recherchait beaucoup les antiquités ; M. Denon, alors absent, ayant vu plus tard ce camée, fut frappé de sa ressemblance avec Napoléon, qui alors reprit le camée pour lui-même. Depuis il était passé à Joséphine, et M. Denon ne sait plus ce qu'il est devenu. (*Détails fournis par M. Denon, depuis mon retour en France.*)

Quand les Français voulurent se rendre en Asie, ils eurent à traverser le désert qui la sépare de l'Afrique. Kléber, qui commandait l'avant-garde, manqua sa route et s'égara dans le désert. Napoléon, qui le suivait à une demi-journée, vint donner, à la nuit tombante, avec une légère escorte, dans le milieu du camp des Turcs ; il fut vivement poursuivi, et n'échappa que parce que, la nuit venue, les Turcs prirent cette circonstance pour une embûche. Mais qu'était devenu tout le corps de Kléber ? La plus grande partie de la nuit se passa dans une anxiété cruelle. On reçut enfin des indices par quelques Arabes du désert, et le général en chef courut, sur son dromadaire, à la recherche de ses soldats. Il les trouva dans le plus profond désespoir, à la veille de périr de soif et de fatigue ; de jeunes soldats avaient même brisé leurs fusils. La vue du général sembla les rappeler à la vie, en leur rendant l'espérance. Napoléon leur annonça en effet des vivres et de

l'eau qui le suivaient. « Mais quand tout cela eût tardé encore davantage, leur dit-il, serait-ce une raison de murmurer et de manquer de courage ? Non, soldats, apprenez à mourir avec honneur. »

Napoléon voyageait la plupart du temps, dans le désert, sur un dromadaire. La dureté physique de cet animal fait qu'on ne s'occupe nullement de ses besoins ; il mange et boit à peine ; mais sa délicatesse morale est extrême, il se bute et devient furieux contre les mauvais traitements. L'Empereur disait que la dureté de son trot donnait des nausées, comme le roulis d'un vaisseau ; cet animal fait vingt lieues dans la journée. L'Empereur en créa des régiments, et l'emploi militaire qu'il leur donna fut bientôt la désolation des Arabes. Le cavalier s'accroupit sur le dos de l'animal ; un anneau, passé dans les narines de celui-ci, sert à le conduire : il est très obéissant ; à un certain bruit du cavalier, l'animal s'agenouille pour lui donner la facilité de descendre. Le dromadaire porte des fardeaux très lourds ; on ne le décharge jamais pendant tout le voyage ; arrivé le soir à la station, on place des étais sous le fardeau, l'animal s'accroupit et sommeille ; au jour il se relève, la charge est à sa place, il continue sa route. Le dromadaire n'est qu'une bête de somme, un animal purement de fardeau et nullement de trait. Toutefois, en Syrie, on était venu à bout de les atteler à des pièces d'artillerie, et de leur faire rendre des services assez essentiels.

Napoléon, que les habitants d'Égypte n'appelaient que le sultan *Kébir* (père du feu), s'y était rendu très populaire. Il avait inspiré un respect spécial pour sa personne ; partout où il paraissait, on se levait en sa présence ; on n'avait cette déférence que pour lui seul. Les égards constants qu'il eut pour les cheiks ; l'adresse avec laquelle il sut les gagner, en avaient fait le véritable souverain de l'Égypte, et lui sauvèrent plus d'une fois la vie ; sans leurs révélations, il eût été victime du combat sacré comme Kléber ; celui-ci, au contraire, s'aliéna les cheiks en en faisant bâtonner un ; et il périt. Bertrand se trouva un des juges qui condamnèrent l'assassin, et il nous le faisait observer un jour à dîner, ce qui fit dire à l'Empereur : « Si les libellistes qui veulent que ce soit moi qui ai fait périr Kléber, le savaient, ils ne manqueraient pas de vous dire l'assassin ou le complice, et concluraient que votre titre de grand maréchal et votre séjour à Sainte-Hélène en ont été la récompense et le châtiment. »

Napoléon causait volontiers avec les gens du pays, et leur montrait toujours des sentiments de justice qui les frappaient. Revenant de Syrie, une tribu arabe vint au-devant de lui, tout à la fois pour lui faire honneur et vendre ses services de transport. « Le chef était malade, il s'était fait remplacer par son fils, de l'âge et de la taille du vôtre que voilà, me disait l'Empereur ; il était sur son dromadaire, marchant à côté du général en chef, le serrant de très près, et causant avec beaucoup de babil et de familiarité. – Sultan Kébir, lui disait-il, j'aurais un bon conseil à vous donner, à présent que vous revenez au Caire. – Eh bien ! parle, mon ami ; je le suivrai, s'il est bon. – Voici ce que je ferais, si j'étais de vous : en arrivant au Caire, je ferais venir sur la place le plus riche marchand d'esclaves, et je choiserais pour moi les vingt plus jolies femmes ; je ferais venir ensuite les plus riches marchands de pierreries, et je me ferais donner une bonne part ; je ferais de même de tous les autres ; car à quoi bon régner ou être le plus fort, si ce n'est pour acquérir des richesses ! – Mais, mon ami, s'il était plus beau de les conserver aux autres ? – Cette maxime sembla le faire penser, mais non pas le convaincre. Le jeune homme promettait beaucoup, comme on voit, pour un Arabe ; il était vif, intrépide, conduisait sa troupe avec ordre et hauteur. Peut-être est-il appelé à choisir un jour dans la place du Caire tout ce qu'il conseillait d'y prendre. »

Une autre fois des Arabes, avec lesquels on était en inimitié, pénétrèrent dans un village de la frontière, et un malheureux *fellah* (paysan) fut tué. Le sultan Kébir entra dans une grande colère, et donna l'ordre de poursuivre la tribu dans le désert jusqu'à extinction, jurant d'en obtenir vengeance. Cela se passait devant les grands cheiks ; l'un d'eux se prit à rire de sa colère et de sa détermination : « Sultan Kébir, lui dit-il, vous jouez là un mauvais jeu : ne vous brouillez pas avec ces gens-là, ils peuvent vous rendre dix fois plus de mal que vous ne pourriez leur en faire. Et puis pourquoi tant de bruit ? Parce qu'ils ont tué un misérable ? Est-ce qu'il était votre cousin (expression proverbiale chez eux) ? – Il est bien mieux que cela, reprit vivement Napoléon, tous ceux que je gouverne sont mes enfants ; la puissance ne m'a été donnée que pour garantir leur sûreté. » Tous les cheiks, s'inclinant à ces paroles, dirent : « Oh ! c'est beau ! tu as parlé comme le prophète. »

La décision de la grande mosquée du Caire, en faveur de l'armée française, fut un chef-d'œuvre d'habileté de la part du général en chef : il amena le synode des grands cheiks à déclarer, par un acte public, que les musulmans pouvaient obéir et payer tribut au général français. C'est le premier et le seul exemple de la sorte, depuis l'établissement du Koran qui défend de se soumettre aux infidèles ; les détails en sont précieux ; on les trouvera dans les campagnes d'Égypte.

Il est bizarre sans doute de voir, à Saint-Jean-d'Acre, des Européens venir se battre dans une bicoque d'Asie, pour s'assurer la possession d'une partie de l'Afrique ; mais il l'est bien davantage que ceux qui dirigeaient les efforts opposés fussent de la même nation, du même âge, de la même classe, de la même arme, de la même école.

Philippeaux, aux talents duquel les Anglais et les Turcs durent le salut de Saint-Jean-d'Acre, avait été camarade de Napoléon à l'École militaire de Paris ; ils y avaient été examinés avant d'être envoyés à leurs corps respectifs. « Il était de votre taille, » me disait un jour l'Empereur, qui venait d'en dicter l'éloge dans un des chapitres de la campagne d'Égypte, après y avoir mentionné tout le mal qu'il en avait reçu. « Sire, répondais-je, il y avait bien plus d'affinité encore ; nous avons été intimes et inséparables à l'École militaire. En passant par Londres avec sir Sidney-Smith, dont il venait de procurer l'évasion du Temple, il me fit chercher partout ; je ne le manquai à son logement que d'une demi-heure ; je l'eusse probablement suivi, je ne faisais rien alors, des aventures m'eussent paru séduisantes, et pourtant quelle combinaison nouvelle dans mes destinées !!! »

– « C'est parce que je sais toute la part que le hasard a sur nos déterminations politiques, disait à ce sujet l'Empereur, que j'ai toujours été sans préjugés, et fort indulgent sur le parti que l'on avait suivi dans nos convulsions : être bon Français, ou vouloir le devenir, était tout ce qu'il me fallait. » Et l'Empereur comparait la confusion de nos troubles à des combats de nuit, où souvent l'on frappe sur le voisin au lieu de frapper sur l'ennemi, et où tout se pardonne au jour, quand l'ordre s'est rétabli et que tout s'est éclairci. « Et moi-même puis-je affirmer, disait-il, malgré mes opinions naturelles, qu'il n'y eût pas eu telles circonstances qui eussent pu me faire émigrer ? le voisinage de la frontière, une liaison d'amitié,

l'influence d'un chef, etc. En révolution, on ne peut affirmer que ce qu'on a fait : il ne serait pas sage d'affirmer qu'on n'aurait pas pu faire autre chose. » Et il citait à ce sujet un exemple bien singulier du hasard sur les destinées : *Serrurier* et *Hédouville cadet* marchent de compagnie pour émigrer en Espagne ; une patrouille les rencontre : Hédouville, plus jeune, plus leste, franchit la frontière, se croit très heureux, et va végéter misérablement en Espagne. Serrurier, obligé de rebrousser dans l'intérieur, et s'en désolant, devient maréchal : voilà pourtant ce qui en est des hommes, de leurs calculs et de leur sagesse !

À Saint-Jean-d'Acre, le général en chef perdit *Caffarelli*, qu'il aimait extrêmement et dont il faisait le plus grand cas ; celui-ci portait une espèce de culte à son général en chef ; l'influence était telle, qu'ayant eu plusieurs jours de délire avant de mourir, lorsqu'on lui annonçait Napoléon, ce nom semblait le rappeler à la vie ; il se recueillait, reprenait ses esprits, causait avec suite, et retombait aussitôt après son départ : cette espèce de phénomène se renouvela toutes les fois que le général en chef vint auprès de lui.

Napoléon reçut, durant le siège de Saint-Jean-d'Acre, une preuve de dévouement héroïque et bien touchante : étant dans la tranchée, une bombe tomba à ses pieds ; deux grenadiers se jetèrent aussitôt sur lui, le placèrent entre eux deux, et, élevant leurs bras au-dessus de sa tête, le couvrirent de toutes parts. Par bonheur, la bombe respecta tout le groupe ; nul ne fut touché.

Un de ces braves grenadiers a été depuis le général *Daumesnil*, l'autre était *Souchon* qui trois fois reçut des armes d'honneur.

Daumesnil, demeuré si populaire parmi les soldats sous le nom de *la jambe de bois*, avait perdu une jambe dans la campagne de Moscou, et commandait la place de Vincennes lors de l'invasion de 1814. La capitale était occupée depuis plusieurs semaines par les alliés que Daumesnil tenait encore. Il n'était alors question, dans tout Paris, que de son obstination à se défendre, et de la gaieté de sa réponse aux sommations russes : « Quand vous me rendrez ma jambe, je vous rendrai ma place. »

Mais à côté de la plaisanterie, voici du sublime : l'ennemi convoitait fort l'immense matériel renfermé dans la place dont la valeur dépassait cent

millions. N'obtenant rien de la menace, il eut recours à la séduction ; un million fut offert à Daumesnil qui répondit froidement : « Vous ne serez pas plus heureux contre ma pauvreté ; je ne veux rien, et mon refus *sera la richesse de mes enfants*. »

Qui croirait qu'un tel acte dont on devrait être si fier d'embellir notre histoire et qu'on devrait être si empressé de présenter à l'imitation, viendrait échouer deux fois contre la proposition d'une récompense et d'une consécration nationales ! Comment expliquer un pareil refus que de meilleurs temps tiendront pour incroyable !

L'armée française s'était acquis en Égypte une réputation sans égale, et elle la méritait ; elle avait dispersé et frappé de terreur les célèbres Mamelouks, la milice la plus redoutable de l'Orient. Après la retraite de Syrie, une armée turque vint débarquer à Aboukir ; Mourad-Bey, le plus brave et le plus capable des Mamelouks, sortit de la haute Égypte où il s'était réfugié, et gagna, par des chemins détournés, le camp des Turcs. Au débarquement de ceux-ci, les détachements français s'étaient repliés pour se concentrer : fier de cette apparence de crainte, le pacha qui commandait dit avec emphase, en apercevant Mourad-Bey : « Eh bien ! ces Français tant redoutés, dont tu n'as pu soutenir la présence, je me montre, les voilà qui fuient devant moi ! » Mourad-Bey, vivement blessé, lui répondit avec une espèce de fureur : « Pacha, rends grâce au Prophète qu'il convienne à ces Français de se retirer ; car s'ils se retournaient, tu disparaîtrais devant eux comme la poussière devant l'aquilon. »

Il prophétisait : à quelques jours de là, les Français vinrent fondre sur cette armée ; elle disparut, et Mourad-Bey, qui eut des entrevues avec plusieurs de nos généraux, ne revenait pas de la petitesse de leur taille, et de l'état chétif de leur personne : les Orientaux attachent une haute importance aux formes de la nature ; ils ne concevaient pas comment tant de génie pouvait se trouver sous une si mince enveloppe. La vue seule de Kléber satisfit leur pensée : c'était un homme superbe, mais de manières très dures. La sagacité des Égyptiens leur avait fait deviner qu'il n'était pas Français ; en effet, bien qu'Alsacien, il avait passé ses premières années dans l'armée prussienne, et pouvait être pris pour un pur Allemand. L'un de nous prétendit alors qu'il avait été janissaire dans sa jeunesse, ce qui fit rire beaucoup l'Empereur, qui lui dit qu'on s'était moqué de lui.

Le grand maréchal disait à l'Empereur qu'à la bataille d'Aboukir il se trouvait pour la première fois dans son armée, et près de sa personne : il était si peu fait, continuait-il, à l'audace de ses manœuvres, qu'il comprit à peine aucun des ordres qu'il entendit donner. « Surtout, Sire, disait-il, quand je vous entendis crier à un officier de vos guides : Allons, mon cher Hercule, prenez vingt-cinq hommes, et chargez-moi cette canaille, – Vraiment je me crus hors de mes sens : Votre Majesté montrait de la main peut-être mille chevaux turcs. »

Du reste, les pertes de l'armée d'Égypte sont loin d'être aussi considérables que pourraient le faire présumer un sol aussi étranger, l'insalubrité du climat, l'éloignement de toutes les ressources de la patrie, les ravages de la peste, et surtout les nombreux combats qui ont immortalisé cette armée. Elle était, au débarquement, de trente mille hommes ; elle s'accrut de tous les débris de la bataille navale d'Aboukir, et peut-être encore de quelque arrivage partiel de France ; et cependant la perte totale, depuis l'entrée en campagne jusqu'à deux mois après le départ du général en chef pour l'Europe, c'est-à-dire dans l'espace de vingt-sept à vingt-huit mois, ne s'élève qu'à huit mille neuf cent quinze, ainsi que le prouve le document officiel de l'ordonnateur en chef de cette armée ^[3].

Assurément il faut bien que la vie d'un homme soit pleine de prodiges, pour qu'on s'arrête à peine sur un des actes dont on ne trouve pas d'exemples dans l'histoire. Quand César passa le Rubicon, et que la souveraineté en fut le résultat, César avait une armée, et marchait dans sa propre défense. Quand Alexandre, poussé par l'ardeur de la jeunesse et par le feu de son génie, alla débarquer en Asie pour faire la guerre au grand roi, Alexandre était fils d'un roi, roi lui-même, et il courait aux chances de l'ambition et de la gloire à la tête des forces de son royaume. Mais qu'un simple particulier, dont le nom trois ans auparavant était inconnu à tous, qui n'avait eu en cet instant d'autre auxiliaire que quelques victoires, son nom et la conscience de son génie, ait osé concevoir de saisir à lui seul les destinées de trente millions d'hommes, de les sauver des défaites du dehors et des dissensions du dedans ; qu'ému à la lecture des troubles qu'on lui peignait, à l'idée des désastres qu'il prévoyait, il se soit écrié : « De beaux parleurs, des bavards perdent la France ! il est temps de la sauver ! » Qu'il ait abandonné son armée, traversé les mers, au péril de sa liberté, de sa

réputation ; atteint le sol français, volé dans la capitale ; qu'il y ait saisi en effet le timon, arrêté court une nation ivre de tous les excès ; qu'il l'ait replacée subitement dans les vrais sentiers de la raison et des principes ; qu'il lui ait préparé, dès cet instant, un jet de puissance et de gloire inconnue jusque-là, et que le tout se soit accompli sans qu'il en coûtât une larme ou une goutte de sang à personne, c'est ce qu'on peut appeler une des plus gigantesques et des plus sublimes entreprises dont on ait jamais entendu parler ; c'est ce qui saisira d'étonnement et d'admiration une postérité calme, sans passions ; et c'est pourtant ce que des gens du temps qualifièrent d'évasion désespérée, d'infâme désertion. Toutefois l'armée qu'il laissa après lui occupa l'Égypte deux ans encore. L'opinion de l'Empereur était qu'elle ne devait même jamais y être forcée ; le grand maréchal, qui y est resté jusqu'au dernier instant, en convenait aussi.

Après le départ du général en chef pour la France, Kléber, qui lui succéda, circonvenu et séduit par des faiseurs, traita de l'évacuation de l'Égypte ; mais quand le refus des ennemis l'eut contraint de s'acquérir une nouvelle gloire et de mieux connaître ses forces, il changea tout à fait de pensée, et devint lui-même partisan de l'occupation de l'Égypte ; ce devint aussi le sentiment général de l'armée. Kléber alors ne s'occupa plus qu'à s'y maintenir ; il éloigna de lui les meneurs qui avaient dirigé sa première intention, et ne s'entoura plus que de l'opinion contraire. L'Égypte n'eût jamais couru de dangers s'il eût vécu ; sa mort seule en amena la perte. Alors l'armée se partagea entre Menou et Regnier ; ce ne fut plus qu'un champ d'intrigues ; la force et le courage des Français restèrent les mêmes ; mais l'emploi ou la direction qu'en fit le général ne ressemblèrent plus à rien.

Menou était tout à fait incapable. Les Anglais vinrent l'attaquer avec vingt mille hommes ; il avait des forces beaucoup plus nombreuses, et le moral des deux armées ne pouvait pas se comparer. Par un aveuglement inconcevable, Menou se hâta de disperser toutes ses troupes, dès qu'il apprit que les Anglais paraissaient ; ceux-ci se présentèrent en masse, et ne furent attaqués qu'en détail. Ici l'Empereur disait : « Comme la fortune est aveugle ! Avec des mesures inverses, les Anglais eussent été infailliblement détruits, et que de nouvelles chances pouvait amener un tel échec ! »

Leur débarquement, du reste, fut admirable, disait le grand maréchal ; en moins de cinq à six minutes ils présentèrent cinq mille cinq cents hommes en bataille, c'était un mouvement d'opéra ; ils en firent trois pareils. Douze cents hommes seuls s'opposèrent à ce débarquement, et causèrent beaucoup de dommage. À très peu de temps de là cette masse de treize à quatorze mille hommes fut intrépidement attaquée par le général Lanusse, qui n'en avait que trois mille, et qui, brûlant d'ambition, désespérant pas d'en venir à bout à lui seul, ne voulut attendre personne ; il renversa tout, d'abord, fit un carnage immense, et succomba. S'il eût eu seulement deux à trois mille hommes de plus, il remplissait son projet.

Les Anglais furent bien surpris quand ils jugèrent par eux-mêmes de notre situation en Égypte, et s'estimèrent bien heureux de la tournure qu'avaient prise les affaires.

Le général Hutchinson, qui recueillit la conquête, disait plus tard en Europe que, s'ils avaient connu le véritable état des choses, ils n'auraient certainement jamais tenté le débarquement ; mais on était persuadé en Angleterre qu'il n'y avait pas six mille Français en Égypte. Cette erreur venait des lettres interceptées et des intelligences dans le pays même. « Tant il est dans le caractère français, disait l'Empereur, d'exagérer, de se plaindre et de tout défigurer dès qu'on est mécontent. La foule de ces rapports pourtant n'était que le résultat de la mauvaise humeur ou des imaginations malades : il n'y avait rien à manger en Égypte, écrivait-on ; toute l'armée avait péri à chaque nouvelle bataille ; les maladies avaient tout emporté, il ne restait plus personne, etc. »

La continuité de ces rapports avait fini par persuader Pitt ; et comment ne l'eût-il pas été ? Par une bizarrerie des circonstances, les premières dépêches de Kléber adressées au Directoire et les lettres de l'armée furent reçues à Paris précisément par l'ancien général d'Égypte, qui venait d'exécuter le dix-huit brumaire ; et qu'on explique, si l'on peut, les contradictions qu'elles renfermaient ; qu'on se serve, si l'on veut ensuite, d'autorités individuelles pour soutenir son opinion. Kléber, général en chef, mandait au Directoire qu'il n'avait que six mille hommes ; et, dans le même paquet, les états de l'inspecteur aux revues en montraient au-delà de vingt mille. Il disait qu'il était sans argent, et les comptes du trésor montraient de grandes sommes. Il disait que l'artillerie n'était plus qu'un parc retranché,

vide de toutes munitions, et les états de cette arme constataient des approvisionnements pour plusieurs campagnes. « Aussi, disait Napoléon, si Kléber, en vertu du traité qu'il avait commencé, avait évacué l'Égypte, je n'eusse pas manqué de le mettre en jugement à son arrivée en France. »

Qu'on juge, d'après les lettres de Kléber, le général en chef, ce que pouvaient être celles d'un rang inférieur, celles des simples soldats. Voilà cependant ce que les Anglais interceptaient tous les jours, ce qu'ils ont imprimé, ce qui a dirigé leurs opérations, ce qui aurait dû leur coûter bien cher. L'Empereur, dans toutes ses campagnes, disait-il, a toujours vu le même effet des lettres interceptées, et quelquefois il en a recueilli de grands fruits.

Dans les lettres qui lui tombèrent alors dans les mains, il trouva des horreurs contre sa personne ; elles durent lui être d'autant plus sensibles, que plusieurs venaient de gens qu'il avait comblés, auxquels il avait donné sa confiance, et qu'il croyait lui être fort attachés. Un d'eux dont il avait fait la fortune, et sur lequel il devait compter le plus, mandait que le général en chef venait de s'évader, volant deux millions au trésor. Heureusement, dans ces mêmes dépêches, les comptes du payeur témoignaient que le général n'avait pas même pris la totalité de son traitement. « À cette lecture, disait l'Empereur, j'éprouvai un vrai dégoût des hommes : ce fut le premier découragement moral que j'aie senti ; et s'il n'a pas été le seul, du moins il a été peut-être le plus vif. Chacun dans l'armée me croyait perdu, et l'on s'empressait déjà de faire sa cour à mes dépens. » Du reste, cette même personne tenta depuis de rentrer en faveur : l'Empereur dit qu'il n'empêcha point qu'on l'employât subalternement ; mais il ne voulut jamais le revoir : il répondit constamment qu'il ne le connaissait pas ; ce fut là toute sa vengeance.

L'Empereur répétait jusqu'à satiété que l'Égypte devait demeurer à la France, et qu'elle y fût infailliblement demeurée si elle eût été défendue par Kléber ou Desaix. C'étaient ses deux lieutenants les plus distingués, disait-il ; tous deux d'un grand et rare mérite, quoique d'un caractère et de dispositions bien différentes. On en trouvera les portraits dans les Mémoires de la campagne d'Égypte.

Kléber était le talent de la nature : celui de Desaix était entièrement celui de l'éducation et du travail. Le génie de Kléber ne jaillissait que par

moments, quand il était réveillé par l'importance de l'occasion, et il se rendormait aussitôt après au sein de la mollesse et des plaisirs. Le talent de Desaix était de tous les instants, il ne vivait, ne respirait que l'ambition noble et la véritable gloire : c'était un caractère tout à fait antique. L'Empereur dit que sa mort a été la plus grande perte qu'il ait pu faire ; leur conformité d'éducation et de principes eût fait qu'ils se seraient toujours entendus ; Desaix se serait contenté du second rang, et fût toujours demeuré dévoué et fidèle. S'il n'eût pas été tué à Marengo, le Premier Consul lui eût donné l'armée d'Allemagne, au lieu de la continuer à Moreau. Du reste, une circonstance bien extraordinaire dans la destinée de ces deux lieutenants de Napoléon, c'est que le même jour et à la même heure où Desaix tombait à Marengo d'un coup de canon, Kléber périssait assassiné au Caire.

Nature des dictées de l'Empereur.

Dimanche 1er au mardi 3 octobre.

L'Empereur continuait régulièrement chaque matin ses dictées, auxquelles il s'attachait chaque jour davantage ; aussi les heures lui semblaient-elles désormais moins lourdes.

Le vaisseau avait été poussé tellement vite hors du port, que tout y était resté à faire en pleine mer. Il n'y avait pas longtemps qu'on venait de le peindre. L'Empereur a l'odorat extrêmement délicat ; cette odeur de peinture l'affecta spécialement, il en fut très incommodé, et garda la chambre deux jours.

Chaque soir c'était un plaisir pour lui, en se promenant sur le pont, de revenir sur le travail du matin. Il ne s'était trouvé d'abord d'autre document qu'un mauvais ouvrage, sous le titre de *Guerre des Français en Italie*, sans motif, sans but, sans chronologie suivie : l'Empereur le parcourait, sa mémoire faisait le reste : je la trouvais d'autant plus admirable, qu'elle semblait arriver au besoin et comme de commande.

L'Empereur se plaignait chaque jour, en commençant, que ces objets lui étaient devenus étrangers ; il semblait se défier de lui, disant qu'il ne pourrait jamais arriver au résultat ; il rêvait alors pendant quelques minutes, puis se levait, se mettait à marcher, et commençait à dicter. Dès cet instant

c'était un tout autre homme ; tout coulait de source, il parlait comme par inspiration ; les expressions, les lieux, les dates, rien ne l'arrêtait plus.

Le lendemain, je lui rapportais au net ce qu'il avait dicté. À la première correction qu'il indiquait, il continuait à dicter le même sujet, comme s'il n'eût rien dit la veille ; la différence de cette seconde version à la première était fort grande ; celle-ci était plus positive, plus abondante, mieux ordonnée ; elle présentait même parfois des différences matérielles avec la première.

Le surlendemain, à la première correction, encore même opération et troisième dictée, qui tenait des deux premières, et les mettait d'accord. Mais, à partir de là, eût-il dicté une quatrième, une septième, une dixième fois, ce qui n'a pas été sans exemple, c'était désormais toujours précisément les mêmes idées, la même texture, presque les mêmes expressions ; aussi n'avait-on plus besoin de prendre la peine d'écrire ; bien que sous ses yeux, il n'y faisait pas d'attention, et continuait jusqu'au bout. Si l'on n'avait pas entendu, c'eût été vainement qu'on eût essayé de le faire répéter, il allait toujours, et comme c'était extrêmement vite, on ne s'y hasardait pas, dans la crainte de perdre encore davantage, et de ne plus s'y retrouver.

Murmure contre l'amiral.

Mercredi 4 au vendredi 13.

Le temps était d'une obstination sans exemple. Chaque soir on se consolait de la contrariété du jour, dans l'espoir d'une crise heureuse de la nuit ; mais chaque matin on se réveillait avec le même chagrin. Nous avions été presque à la vue du Congo, nous courions pour nous en éloigner. Le temps semblait pris de manière à ne changer jamais. Le découragement était extrême, l'ennui au dernier degré. Les Anglais s'en prenaient à leur amiral : s'il avait pris la route de tout le monde, disait-on, on serait arrivé depuis longtemps ; ses caprices l'avaient porté, contre toute raison, à une expérience dont on ne verrait pas la fin. Les murmures cependant n'étaient pas aussi violents que contre Christophe Colomb ; nous eussions trop ri, pour notre compte, de le voir réduit à trouver un Saint-Salvador pour se dérober à la crise. Pour moi, que le travail employait en entier, je

m'occupais à peine de ce contretemps : et qu'importait après tout une prison ou une autre ! Quant à l'Empereur, il y semblait plus insensible encore, il ne voyait dans tout cela que des jours écoulés.

Cependant, à force de patience et à l'aide de quelques légères variations, nous approchions du but, et, bien que privés de la mousson naturelle, nous portions désormais sur notre destination ou très près.

Vue de Sainte-Hélène.

Samedi 14.

On s'attendait à voir Sainte-Hélène ce jour-là même ; l'amiral nous l'avait annoncé. À peine étions-nous sortis de table qu'on cria : Terre ! C'était à un quart d'heure près de l'instant qu'on avait fixé. Rien ne peut montrer davantage les progrès de la navigation que cette espèce de merveille par laquelle on vient de si loin attaquer et rencontrer, à heure fixe, un seul point dans l'espace ; phénomène qui résulte de l'observation rigoureuse de points fixes ou de mouvements constants dans l'univers.

L'Empereur gagna l'avant du vaisseau pour voir la terre, et crut l'apercevoir. Nous restâmes en panne toute la nuit.

Arrivée à Sainte-Hélène.

Dimanche 15.

Au jour, j'ai vu l'île à mon aise et de fort près : sa forme m'a paru d'abord assez considérable ; mais elle rapetissait beaucoup à mesure que nous approchions. Enfin, soixante-dix jours après avoir quitté l'Angleterre, et cent dix après avoir quitté Paris, nous jetons l'ancre vers midi ; elle touche le fond, et c'est là le premier anneau de la chaîne qui va clouer le moderne Prométhée sur son roc.

Nous trouvâmes au mouillage une grande partie des bâtiments de notre escadre qui s'étaient séparés de nous, ou que nous avions laissés en arrière comme trop mauvais marcheurs ; ils étaient pourtant arrivés il y avait déjà

quelques jours : preuve de plus de l'extrême incertitude dans tous les calculs de la mer, dès qu'ils reposent sur le caprice des calmes, la force et les variations du vent.

L'Empereur, contre son habitude, s'est habillé de bonne heure et a paru sur le pont ; il s'est avancé sur le passavant pour considérer le rivage plus à son aise. On voyait une espèce de village encaissé parmi d'énormes rochers arides et pelés qui s'élevaient jusqu'aux nues. Chaque plateforme, chaque ouverture, toutes les crêtes, se trouvaient hérissées de canons. L'Empereur parcourait le tout avec sa lunette ; j'étais à côté de lui, mes yeux fixaient constamment son visage, je n'ai pu surprendre la plus légère impression, et pourtant c'était là désormais peut-être sa prison perpétuelle ! peut-être son tombeau... Que me restait-il donc, à moi, à sentir ou à témoigner !

L'Empereur est rentré bientôt après ; il m'a fait appeler, et nous avons travaillé comme de coutume.

L'amiral, qui était descendu de bonne heure à terre, est revenu sur les six heures extrêmement fatigué ; il avait parcouru toutes les localités, et croyait avoir trouvé quelque chose de convenable ; mais il fallait des réparations, elles pouvaient tenir deux mois ; il y en avait déjà près de trois que nous occupions notre cachot de bois, et les instructions précises des ministres étaient de nous y retenir jusqu'à ce que notre prison de terre fût prête. L'amiral, il faut lui rendre justice, ne se trouva pas capable d'une telle barbarie ; il nous annonça, en laissant percer une espèce de jouissance intérieure, qu'il prenait sur lui de nous débarquer dès le lendemain.

Débarquement de l'Empereur à Sainte-Hélène.

Lundi 16 octobre 1815.

L'Empereur, après son dîner, s'est embarqué dans un canot, avec l'amiral et le grand maréchal, pour se rendre à terre. Un mouvement très remarquable avait réuni tous les officiers sur la dunette, et une grande partie de l'équipage sur les passavants : ce mouvement n'était plus celui de la curiosité, on se connaissait depuis trois mois ; l'intérêt le plus vif avait succédé.

Avant de descendre dans le canot, l'Empereur fit appeler le capitaine commandant le vaisseau, prit congé de lui, et le chargea de transmettre ses remerciements aux officiers et à l'équipage. Ces paroles ne furent pas sans produire une grande émotion sur ceux qui les entendirent ou se les firent expliquer.

Le reste de la suite de l'Empereur débarqua sur les huit heures. Nous fûmes accompagnés par plusieurs des officiers. Tout le monde, au demeurant, lorsque nous quittâmes le vaisseau, a semblé nous témoigner une véritable sympathie.

Nous trouvâmes l'Empereur dans le salon qu'on lui avait destiné : il monta peu d'instants après dans sa chambre, où nous fûmes appelés. Il n'était guère mieux qu'à bord du vaisseau ; nous nous trouvions placés dans une espèce d'auberge ou d'hôtel garni.

La ville de Sainte-Hélène n'est autre chose qu'une très courte rue, ou prolongement de maisons, le long d'une vallée très étroite, resserrée entre deux montagnes à pic d'un roc tout à fait nu et stérile.

L'Empereur se fixe à Briars : séjour d'un mois et vingt-quatre jours — Descriptions — Situation misérable.

Mardi 17.

À six heures du matin, l'Empereur, le grand maréchal et l'amiral allèrent à cheval-visiter *Longwood* (long bois), maison qui avait été arrêtée pour sa résidence, et située à deux ou trois lieues de la ville. À leur retour, ils virent une petite maison de campagne dans le prolongement de la vallée, à deux milles au-dessus de la ville. L'Empereur répugnait extrêmement à retourner où il avait couché ; il s'y fût trouvé dans une réclusion plus complète encore qu'à bord du vaisseau : des sentinelles gardaient les portes, des curieux se groupaient sous ses fenêtres ; il eût donc été réduit strictement à sa chambre. Un petit pavillon dépendant de cette petite maison de campagne lui plut, et l'amiral convint qu'il y serait mieux qu'à la ville. L'Empereur s'y fixa et m'envoya chercher ; il s'était tellement attaché à son travail des campagnes d'Italie, qu'il ne pouvait plus s'en passer ; je me mis aussitôt en route pour le joindre.

La petite vallée où s'élève le hameau de Sainte-Hélène se prolonge dans l'île longtemps encore, en serpentant au milieu de deux chaînes de montagnes toutes nues qui la bordent et la resserrent. Il y règne constamment un beau chemin de voitures très bien entretenu ; au bout de deux milles environ, ce chemin n'est plus tracé que sur le flanc de la montagne même, sur lequel il s'appuie à gauche, ne montrant plus que des précipices et des abîmes sur son bord de la droite. Mais bientôt le terrain s'élargit en face, et présente un petit plateau où se trouvent quelques bâtisses, de la végétation et plusieurs arbres : c'est une espèce de petite oasis au milieu des rochers. Là était la demeure modeste d'un négociant de l'île (M. Balcombe). À trente ou quarante pas, à droite de la maison principale, et sur un tertre à pic, se voit une espèce de guinguette ou petit pavillon servant à la famille, dans les beaux jours, pour aller prendre le thé et respirer plus à l'aise : c'était là le réduit loué par l'amiral pour la demeure temporaire de l'Empereur, qui l'occupait depuis le matin. Tout en gravissant les contours du monticule, qui sont très rapides, je l'aperçus en effet de loin, et le contemplai. C'était bien lui, un peu courbé, les mains derrière le dos ; cet uniforme si leste et si simple, ce petit chapeau si renommé ! il était debout sur le seuil de la porte, sifflant un air de vaudeville, quand je l'abordai. « Ah ! vous voilà ! me dit-il, pourquoi n'avez-vous pas amené votre fils ? – Sire, répondis-je, le respect, la discrétion, m'en ont empêché. – Vous ne sauriez-vous en passer, continua-t-il ; faites-le venir. »

Jamais l'Empereur, dans aucune de ses campagnes, peut-être dans aucune des situations de sa vie, n'eut sans doute de logement plus exigu, ni autant de privations. Le tout ici consistait en une seule pièce au rez-de-chaussée, de forme à peu près carrée ; une porte sur chacun des deux côtés opposés, et deux fenêtres sur chacun des deux côtés perpendiculaires ; du reste, sans rideaux, sans volets, à peine un siège. L'Empereur en ce moment se trouvait seul, ses deux valets de chambre étaient à courir pour lui composer un lit. Il lui prit fantaisie de marcher un peu ; or le monticule n'offrait pas de terre-plein sur aucune des faces de la petite guinguette ; ce n'était tout autour que grosses pierres et débris de rochers. Il prit mon bras et se mit à causer gaiement. Cependant la nuit, se faisait, le calme était profond, la solitude entière ; quelle foule de sensations et de sentiments vinrent m'assaillir en cet instant ! Je me trouvais donc seul, tête à tête dans le désert, presque en

familiarité avec celui qui avait gouverné le monde ! avec Napoléon enfin !!! Tout ce qui se passait en moi !... tout ce que j'éprouvais !... Mais, pour le bien comprendre, il faudrait peut-être se reporter au temps de sa toute-puissance, au temps où il suffisait d'un seul de ses décrets pour renverser des trônes ou créer des rois ! Il faudrait se mettre bien dans l'esprit ce qu'il faisait éprouver aux Tuileries à tout ce qui l'entourait : l'embarras timide, le respect profond avec lequel l'abordaient ses ministres, ses officiers, l'anxiété, la crainte des ambassadeurs, celle des princes et même des rois ! Or, rien de tout cela n'était encore altéré en moi !...

Lorsque l'Empereur voulut se coucher, il se trouva qu'une fenêtre donnait à nu sur le côté de son lit, presque à la hauteur de son visage ; nous la barricadâmes du mieux que nous pûmes pour le préserver de l'air, auquel il est très sensible, le plus léger courant suffisant pour l'enrhumer ou lui causer des maux de dents. Quant à moi, je gagnai le comble, précisément au-dessus de l'Empereur ; espace de sept pieds carrés, où il n'y avait qu'un lit, sans un seul siège ; c'est là que fut mon gîte et celui de mon fils, pour lequel il fallut placer un matelas par terre. Pouvions-nous nous plaindre ? nous étions si près de l'Empereur : de là nous entendions le son de sa voix, même ses paroles !!!

Ses valets de chambre se couchèrent par terre, en travers de la porte, enveloppés dans leurs manteaux.

Voilà la description littérale de la première nuit de Napoléon à Briars (aux ronces) : c'était le nom de l'endroit.

Description de Briars – Son jardin – Rencontre des petites demoiselles de la maison.

Mercredi 18.

J'ai déjeuné avec l'Empereur : il n'avait ni nappe ni serviettes, son déjeuner était le reste du dîner de la veille.

Un officier anglais avait été logé dans la maison voisine pour notre garde et deux sous-officiers allaient et venaient militairement sous nos yeux pour surveiller nos mouvements. Le déjeuner fini, l'Empereur s'est mis au travail, qui a duré quelques heures ; après le travail, il lui a pris fantaisie

d'explorer notre nouveau domaine, de découvrir le terrain environnant, d'en prendre possession.

En descendant de notre tertre, par le côté opposé à la maison principale, nous trouvâmes un sentier bordé d'une haie de raquettes, et longeant des précipices, lequel nous conduisit, au bout de deux cents pas, à un petit jardin dont la porte se trouvait ouverte. Ce jardin est tout en longueur, et d'un terrain très inégal ; une allée assez pleine en parcourt l'étendue ; à l'entrée, une espèce de berceau forme l'une des extrémités ; à l'autre bout sont deux cahutes où logent les nègres chargés du soin du jardin. Il s'y trouvait des arbres fruitiers et quelques fleurs. À peine y étions-nous entrés que nous y fûmes joints par les deux filles du maître de la maison, âgées de quatorze à quinze ans : l'une, vive, étourdie, ne respectant rien ; l'autre, plus posée, mais d'une grande naïveté ; toutes deux parlant un peu le français. Elles eurent bientôt parcouru le jardin, et mis tout à contribution pour l'offrir à l'Empereur, qu'elles accablèrent de questions les plus bizarres et les plus ridicules. L'Empereur s'amusa beaucoup de cette familiarité si nouvelle pour lui. « Nous sortons du bal masqué, » me dit-il quand nous les eûmes quittées.

Sur la jeunesse française – L'Empereur visite la maison voisine – Naïvetés.

Jeudi 19, vendredi 20.

L'Empereur fait appeler mon fils pour déjeuner ; qu'on juge de toute sa joie à une telle faveur ! C'était la première fois qu'il allait le voir d'aussi près, l'entendre, peut-être lui parler ! son saisissement était extrême.

Du reste, la table demeurait encore sans nappe, le repas continuait de s'apporter de la ville, et ne présentait que deux ou trois mauvais plats. Aujourd'hui il s'y trouvait un poulet ; l'Empereur l'a voulu couper lui-même, et nous l'a distribué ; il s'étonnait d'y réussir aussi bien ; il y avait si longtemps, disait-il, qu'il n'en avait fait autant ; car toute sa galanterie, ajoutait-il, avait été se perdre pour toujours dans les affaires et les soucis de son généralat d'Italie.

Le café, qui est un besoin pour l'Empereur, s'est trouvé si mauvais qu'il s'est cru empoisonné ; il l'a jeté, et m'a fait rendre le mien.

L'Empereur se servait en ce moment d'une tabatière où se trouvaient enchâssées plusieurs médailles antiques ; des inscriptions grecques étaient autour ; l'Empereur, doutant d'un des noms de ces portraits, m'a dit de les lui traduire ; et comme je lui répondais que c'était au-dessus de mes forces, il s'est mis à rire, disant : « Vous n'êtes donc pas plus fort que moi ? » Alors mon fils s'est offert en tremblant, et a lu Mithridate, Démétrius-Poliorcètes, et quelques autres. L'extrême jeunesse de mon fils et cette circonstance ont alors attiré l'attention de l'Empereur. « Quoi ! votre fils en est déjà là ? a-t-il dit. C'est bien. » Et il s'est mis à le questionner longuement sur son lycée, ses maîtres, leurs leçons ; puis revenant à moi : « Quelle jeunesse, a-t-il dit, je laisse après moi ! C'est pourtant mon ouvrage ! Elle me vengera suffisamment par tout ce qu'elle vaudra ; à l'œuvre il faudra bien après tout qu'on rende justice à l'ouvrier ! et le travers d'esprit ou la mauvaise foi des déclamateurs tombera devant mes résultats. Si je n'eusse songé qu'à moi, à mon pouvoir, ainsi qu'ils l'ont dit et le répètent sans cesse, si j'eusse réellement eu un autre but que le règne de la raison, j'aurais cherché à étouffer les lumières sous le boisseau ; au lieu de cela, on ne m'a vu occupé que de les produire au grand jour. Et encore n'a-t-on pas fait pour ces enfants tout ce dont j'avais eu la pensée. Mon université, telle que je l'avais conçue, était un chef-d'œuvre dans ses combinaisons, et devait en être un dans ses résultats nationaux. Un méchant homme, un misérable, et je n'entends parler ici que de son cœur, m'a tout gâté ; et cela avec mauvaise intention, et par calcul, car il a osé s'en vanter près des nouveau-venus ».

Le soir arrivé, l'Empereur a voulu entrer chez les voisins. Le maître, pris par la goutte, était en robe de chambre, étendu sur son canapé ; sa femme et nos deux petites demoiselles du matin étaient autour de lui. Le bal masqué a repris de plus belle ; on a fait échange de tout ce qu'on savait. On a parlé de romans ; l'une des petites avait lu *Mathilde* de madame Cottin : ce fut une très grande joie de voir que l'Empereur la connaissait. Un gros Anglais, à face carrée, vrai *vacuum plenum* à ce qu'il paraît, qui écoutait gravement de toutes ses oreilles pour tâcher de mettre à profit son peu de français, se hasarda de demander avec réserve à l'Empereur si la princesse amie de Mathilde, dont il admirait particulièrement l'excellent caractère, vivait toujours ; l'Empereur lui répondit avec solennité : « Non, Monsieur, elle est morte et enterrée. » Et il allait se croire mystifié, disait-il, quand il vit, à

cette malheureuse nouvelle, les larmes prêtes à rouler dans les grands et gros yeux de la grosse face.

Une des petites filles ne fut pas moins naïve : c'était plus pardonnable ; toutefois j'en dus conclure qu'on n'était pas fort ici en chronologie. Parcourant *Estelle* de Florian, pour montrer qu'elle lisait le français, elle tomba sur Gaston de Foix, et le voyant qualifié de général, elle demanda à l'Empereur s'il avait été bien content de lui dans ses armées, s'il avait échappé à toutes les batailles, et s'il vivait encore.

L'amiral vient voir l'Empereur.

Samedi 21.

L'amiral, dans la matinée, est venu rendre visite à l'Empereur ; il a frappé à sa porte ; si je ne m'y fusse pas trouvé, l'Empereur eût été dans la nécessité d'aller ouvrir lui-même, ou l'amiral y serait encore.

Tous les membres épars de notre petite colonie sont aussi venus de la ville, et nous nous sommes trouvés un instant tous réunis. Chacun a raconté ses nombreuses misères, et l'Empereur les a ressenties d'autant plus vivement.

Horreurs et misères de notre exil – Indignation de l'Empereur – Note envoyée au gouvernement anglais.

Dimanche 22 au mardi 24.

Les ministres anglais, en violant les droits de l'hospitalité auxquels nous nous étions abandonnés avec tant de confiance, semblaient n'avoir rien épargné pour rendre cette violation plus amère et plus sensible. En nous reléguant au bout de la terre, au milieu des privations, des mauvais traitements, des besoins de toute espèce, ils avaient voulu nous faire boire le calice jusqu'à la lie. Sainte-Hélène est une véritable Sibérie ; la différence n'en est que du froid au chaud, et dans son peu d'étendue.

L'empereur Napoléon, qui possédait tant de puissance et disposa de tant de couronnes, s'y trouve réduit à une méchante petite cahute de quelques pieds en carré, perchée sur un roc stérile ; sans rideaux, ni volets, ni meubles. Là, il doit se coucher, s'habiller, manger, travailler, demeurer ; il faut qu'il sorte s'il veut qu'on la nettoie. Pour sa nourriture on lui apporte de loin quelques mauvais mets, comme à un criminel dans son cachot. Il manque réellement des premiers besoins de la vie ; le pain, le vin, ne sont point les nôtres, ils nous répugnent ; l'eau, le café, le beurre, l'huile et les autres nécessités y sont rares ou à peine supportables ; un bain, si nécessaire à sa santé, ne se trouve pas ; il ne peut prendre l'exercice du cheval.

Ses compagnons, ses serviteurs, sont à deux milles de lui ; ils ne peuvent parvenir auprès de sa personne qu'accompagnés d'un soldat ; ils demeurent privés de leurs armes, sont condamnés à passer la nuit au corps de garde, s'ils reviennent trop tard ou s'il y a quelque méprise de consigne, ce qui arrive presque chaque jour. Ainsi se réunissent pour nous, sur la cime de cet affreux rocher, la dureté des hommes et les rigueurs de la nature ! et pourtant il eût été facile de nous procurer une demeure plus convenable et des traitements plus doux.

Certes, si les souverains de l'Europe ont arrêté cet exil, une haine secrète en a dirigé l'exécution. Si la politique seule a dicté cette mesure comme nécessaire, n'eût-elle pas dû, pour en convaincre le monde, entourer d'égards, de respects, de dédommagements de toute espèce, l'illustre victime vis-à-vis de laquelle elle se dit forcée de violer les principes et les lois ?

Nous nous trouvions tous auprès de l'Empereur ; il récapitulait avec chaleur tous ces faits. « À quel infâme traitement ils nous ont réservés, s'écriait-il. Ce sont les angoisses de la mort ! À l'injustice, à la violence, ils joignent l'outrage, les supplices prolongés ! Si je leur étais si nuisible, que ne se défaisaient-ils de moi ? quelques balles dans le cœur ou dans la tête eussent suffi ; il y eût eu du moins quelque énergie dans ce crime ! Si ce n'était vous autres et vos femmes surtout, je ne voudrais recevoir ici que la ration du simple soldat. Comment les souverains de l'Europe peuvent-ils laisser polluer en moi ce caractère sacré de la souveraineté ! Ne voient-ils pas qu'ils se tuent de leurs propres mains à Sainte-Hélène ! Je suis entré vainqueur dans leurs capitales ; si j'y eusse apporté les mêmes sentiments,

que seraient-ils devenus ? Ils m'ont tous appelé leur frère, et je l'étais devenu par le choix des peuples, la sanction de la victoire, le caractère de la religion, les alliances de leur politique et de leur sang. Croient-ils donc le bon sens des peuples insensible à leur morale, et qu'en attendent-ils ? Toutefois, faites vos plaintes, Messieurs, que l'Europe les connaisse et s'en indigne ! les miennes sont au-dessous de ma dignité et de mon caractère : j'ordonne ou je me tais. »

Le lendemain un officier ouvrit tout bonnement la porte, et s'introduisit lui-même, sans plus de façon, dans la chambre de l'Empereur, où j'étais à travailler avec lui. Ses intentions, du reste, étaient bonnes : c'était le capitaine d'un des petits bâtiments venus avec nous, qui repartait pour l'Europe et avait voulu venir prendre les ordres de l'Empereur. Napoléon revint sur le sujet de la veille, et, s'animant par degrés, lui exprima, pour son gouvernement, les pensées les plus élevées, les plus fortes, les plus remarquables. Je les traduais à mesure et rapidement. L'officier semblait frappé de chaque phrase, et nous quitta, promettant d'accomplir fidèlement sa mission. Mais rendra-t-il les expressions, l'accent surtout, dont je fus témoin ? L'Empereur en fit rédiger une espèce de note, que l'officier aura trouvée bien faible auprès de ce qu'il avait entendu d'abondance.

Vie de Briars, etc. – Nécessaire d'Austerlitz – Grand nécessaire de l'Empereur – Son contenu –
Objets, libelles contre Napoléon, etc., abandonnés aux Tuileries.

Mercredi 25 au vendredi 27.

L'Empereur s'habillait de fort bonne heure, il faisait dehors quelques tours, nous déjeunions vers les dix heures, il se promenait encore, et nous nous mettions ensuite au travail. Je lui lisais ce qu'il m'avait dicté la veille, et que mon fils avait recopié le matin ; il le corrigeait, et me dictait pour le lendemain. Nous ressortions sur les cinq heures, et revenions dîner à six heures, si toutefois le dîner était arrivé de la ville. La journée était bien longue, les soirées l'étaient bien plus encore. Malheureusement je ne connaissais pas les échecs, j'eus un moment envie de les apprendre la nuit ; mais comment, et de qui ? Je me donnai pour savoir un peu le piquet, l'Empereur s'aperçut bientôt de mon ignorance, il tint compte de mon

intention, mais cessa. Quelquefois le désœuvrement le conduisait dans la maison voisine, où les petites demoiselles le faisaient jouer au whist. Plus souvent encore il restait à table après le dîner, et causait assis ; car la chambre était trop petite pour s'y promener.

Un de ces soirs, il se fit apporter un petit nécessaire de campagne, en examina minutieusement toutes les parties, et me le donna, disant : « Il y a bien longtemps que je l'ai, je m'en suis servi le matin de la bataille d'Austerlitz. Il passera au petit Emmanuel, continua-t-il en regardant mon fils. Quand il aura quatre-vingts ans, nous ne serons plus, mon cher ; l'objet n'en sera que plus curieux, il le fera voir et dira : C'est l'Empereur Napoléon qui l'a donné à mon père à Sainte-Hélène. »

Passant de là à l'examen d'un grand nécessaire, il parcourut des portraits de sa propre famille et des présents qui lui avaient été faits à lui-même : c'étaient les portraits de Madame, de la reine de Naples, des filles de Joseph, de ses frères, du roi de Rome, etc. ; un Auguste et une Livie des plus rares ; une continence de Scipion et une autre antique du plus grand prix donnée par le pape ; un Pierre le Grand sur boîte, une autre boîte avec un Charles-Quint, une autre encore avec un Turenne ; d'autres enfin, dont il se sert journellement, couvertes de médaillons rassemblés de César, d'Alexandre, de Sylla, de Mithridate, etc. Venaient ensuite quelques tabatières où était son portrait enrichi de diamants. Il en chercha alors tout à coup un sans diamants ; ne le trouvant pas, il appela son valet de chambre pour qu'on le lui donnât ; malheureusement ce portrait se trouvait encore à la ville avec le gros des effets : j'en fus fâché, je pouvais croire que j'y perdais quelque chose.

L'Empereur alors passa en revue plusieurs tabatières de Louis XVIII qui avaient été laissées sur sa table aux Tuileries, lors de son départ précipité. L'une présentait sur un fond noir, en pâte imitant l'ivoire, et dans une contexture bizarre, le portrait de Louis XVI, de la reine et de madame Élisabeth : ils formaient trois croissants adossés l'un à l'autre en forme de triangle équilatéral ; une quantité de chérubins fort serrés formaient la bordure extérieure. Une autre boîte représentait une chasse au lavis et croquée, et qui ne pouvait avoir d'autre mérite que la main qui l'avait faite, on la croyait de madame la duchesse d'Angoulême. Une troisième enfin présentait un portrait qui devait être, selon les apparences, celui de la

comtesse de Provence. Ces trois objets étaient simples et même communs, et ne pouvaient avoir de précieux que leur historique.

En arrivant à Paris, le 20 mars au soir, l'Empereur trouva le cabinet du roi dans le même état où il avait été occupé ; tous les papiers demeuraient encore sur les tables. L'Empereur fit pousser ces tables dans les angles de l'appartement, et en fit apporter de nouvelles ; il voulut qu'on ne touchât à rien, se réservant d'examiner ces papiers dans ses moments perdus. Et comme l'Empereur a quitté lui-même la France sans rentrer aux Tuileries, le roi aura trouvé sa chambre et ses papiers à peu près comme il les avait laissés.

L'Empereur jeta les yeux sur quelques-uns de ces papiers. Il y trouva des lettres du roi à M. d'Avarai, à Madère, où il est mort : elles étaient de sa main, et lui avaient sans doute été renvoyées. Il y trouva aussi d'autres lettres très confidentielles du roi pareillement de sa main. Mais comment se trouvaient-elles là ? Comment lui étaient-elles revenues ? Cela était plus difficile à expliquer. Elles étaient de cinq à six pages, fort purement écrites, de beaucoup d'esprit, disait l'Empereur, mais très abstraites et fort métaphysiques. Dans l'une, le prince disait à la personne à laquelle ils'adressait : *Jugez, Madame, si je vous aime, vous m'avez fait quitter le deuil.* Et ce deuil, disait l'Empereur, amenait de longs paragraphes d'un style tout à fait académique. L'Empereur ne devinait pas à qui cela pouvait s'adresser, ni ce que ce deuil pouvait signifier ; j'étais hors d'état de pouvoir lui donner aucun renseignement.

C'est sur une de ces tables que deux ou trois jours après avoir reconfirmé quelqu'un à la tête d'une institution célèbre, l'Empereur trouva un mémoire de cette personne, qui assurément l'eût empêché de la nommer de nouveau, par la manière dont elle s'y exprimait à l'égard de lui et de toute sa famille.

Il y avait encore beaucoup d'autres pièces de cette nature ; mais les véritables archives de la bassesse, du mensonge et de la vilenie, se trouvaient dans les appartements de M. de Blacas, grand maître de la garde-robe, ministre de la maison : ils étaient pleins de projets, de rapports et de pétitions de toute espèce. Il était peu de ces pièces où l'on ne se fît valoir aux dépens de Napoléon qu'on était assurément bien loin d'attendre. Le tout était si volumineux que l'Empereur fut obligé de nommer une commission de quatre membres pour en faire le dépouillement ; il regarde

comme une faute de n'avoir pas confié ce dépouillement à une seule personne, et tellement à lui qu'il fût sûr qu'on n'y aurait rien soustrait. Il a eu des raisons de croire qu'il y eût trouvé déjà des indices salutaires sur les perfidies dont il s'est vu entouré à son retour de Waterloo.

On trouva, entre autres, une longue lettre d'une des femmes de la princesse Pauline. Cette volumineuse lettre s'exprimait fort mal sur la princesse et ses sœurs, et ne parlait de cet homme (c'était l'Empereur) que sous les plus mauvaises couleurs. On n'avait pas cru que ce fût assez, on en avait raturé une partie, et interligné d'une main étrangère, pour y faire arriver Napoléon lui-même de la manière la plus scandaleuse ; et à la marge, et de la main de l'interligneur, il y avait : *Bon à imprimer*. Quelques jours de plus, probablement ce petit libelle allait voir le jour.

Une parvenue, tenant un rang distingué dans l'État et dans l'instruction publique, courbée sous les bienfaits de l'Empereur, écrivait en toute hâte à sa camarade de même espèce, pour lui apprendre la fameuse décision du Sénat touchant la déchéance et la proscription de Napoléon : « Ma chère amie, mon mari rentre, il est mort de fatigue ; mais ses efforts l'ont emporté, nous sommes délivrés de cet homme, et nous aurons les Bourbons. Dieu soit loué, nous serons donc de vraies comtesses ! etc. »

Parmi ces pièces, Napoléon eut la mortification d'en rencontrer de très inconvenantes sur sa personne, et cela de la main même de certains qui la veille étaient accourus près de lui et tenaient déjà de ses faveurs. Dans son indignation, sa première pensée fut d'imprimer ces pièces, et de retirer ses bienfaits ; un second mouvement l'arrêta. « Nous sommes si volatils, si inconséquents, si faciles à enlever, disait-il, qu'il ne me demeurerait pas prouvé, après tout, que ces mêmes gens ne fussent pas revenus réellement de bon cœur à moi ; et j'allais peut-être les punir quand ils recommençaient à bien faire ; il valait mieux ne pas savoir, et je fis tout brûler. »

L'Empereur commence la campagne d'Égypte avec le grand maréchal – Anecdotes sur brumaire, etc.

– Lettre du comte de Lille – La belle duchesse de Guiche.

Samedi 28 au mardi 31.

Nous travaillions mon fils et moi avec la plus grande constance. Il commençait à être malade, la poitrine lui faisait mal ; mes yeux se perdaient ; nous souffrions réellement de notre grande occupation : il est vrai que nous avons fait un travail étonnant ; nous étions déjà presque à la fin des campagnes d'Italie.

N.B. Je conserve encore quelques-unes de ces premières dictées de l'Empereur. Bien qu'elles aient éprouvé depuis des variations et reçu un plus grand développement, ce premier jet n'en est pas moins précieux, ne fût-ce même que par sa comparaison avec les idées arrêtées plus tard. Aussi je ne résisterai pas à les reproduire. On les trouvera jetées pêle-mêle dans ce journal ; malheureusement je n'en ai qu'un fort petit nombre ; lors de mon enlèvement de Longwood et de la saisie de mes papiers, l'Empereur fit réclamer ce que je pouvais avoir des campagnes d'Italie, pour les soustraire à sir H. Lowe ; j'en renvoyai ce qui tomba sous mes mains. En ayant retrouvé plus tard quelques autres cahiers, je fis demander à l'Empereur, au moment de mon départ, qu'il me permît de les garder en souvenir de lui. Il me fit répondre qu'il y consentait avec plaisir, sachant que ce qui demeurerait entre mes mains était encore comme si cela n'était pas sorti des siennes.

Cependant l'Empereur ne se trouvait pas encore assez occupé, le travail était sa seule ressource, et ce qu'il avait déjà dicté avait pris assez de couleur pour l'y attacher encore davantage. Il allait atteindre bientôt l'époque de son expédition d'Égypte, il avait souvent parlé d'y employer le grand maréchal ; d'un autre côté, ceux d'entre nous qui demeuraient à la ville y étaient mal, et s'y trouvaient malheureux d'être éloignés de l'Empereur. Leur caractère s'aigrissait par cette circonstance, et des contrariétés de toute espèce venaient ajouter à leur chagrin. Je suggérai à l'Empereur de nous employer tous ensemble à son travail, et d'attaquer ainsi tout à la fois les campagnes d'Italie, celles d'Égypte, le consulat, le retour de l'île d'Elbe. Les heures lui deviendraient plus courtes ; ce bel ouvrage, la gloire de la France, marcherait plus vite, et ces messieurs seraient beaucoup moins malheureux. Cette idée lui sourit, et, à compter de cet instant, un ou deux de ces messieurs venaient régulièrement recevoir la dictée de l'Empereur : ils la lui rapportaient le lendemain, restaient à dîner, et lui procuraient ainsi un peu plus de diversion.

Nous nous étions arrangés aussi de manière à ce qu'insensiblement l'Empereur se trouvât un peu mieux, sous bien des rapports. En prolongement de la chambre qu'il occupait, on dressa une assez grande tente que m'avait fait offrir le général-colonel du 53^e. Le cuisinier de l'Empereur vint s'établir à Briars ; on tira du linge des malles, on sortit l'argenterie, et le premier dîner de la sorte se trouva être une petite fête. Mais les soirées demeuraient toujours aussi difficiles à passer ; l'Empereur retournait quelquefois dans la maison voisine ; quelquefois il essayait de marcher hors de sa chambre ; plus souvent encore il y demeurait à causer, cherchant à atteindre dix ou onze heures. Il redoutait de se coucher trop tôt : il s'éveillait alors au milieu de la nuit, et, cherchant à fuir ses réflexions, il était obligé de se relever pour lire.

Un de ces jours, à dîner, l'Empereur trouva sous ses yeux une de ses propres assiettes de campagne aux armes royales. « Comme ils m'ont gâté tout cela ! » dit-il en expressions bien autrement énergiques ; et il ne put s'empêcher d'observer que le roi s'était bien pressé de prendre possession de ces objets ; qu'à coup sûr il ne pouvait réclamer cette argenterie comme lui ayant été enlevée, qu'elle était bien incontestablement à lui, Napoléon ; car quand il monta sur le trône il ne s'était trouvé nul vestige de propriété royale ; en le quittant, il avait laissé à la couronne cinq millions d'argenterie, et peut-être quarante ou cinquante millions de meubles ; le tout de ses propres deniers provenant de sa liste civile.

L'Empereur, dans la conversation d'une de ses soirées, a raconté l'évènement de brumaire. J'en supprime ici les détails, parce qu'ils ont été dictés plus tard au général Gourgaud, et qu'on retrouvera l'ensemble de ce grand évènement dans la publication des dictées de Napoléon.

Siéyes, qui était un des consuls provisoires avec Napoléon, et qui, à la première conférence, le vit discuter tout à la fois les finances, l'administration, l'armée, la politique, les lois, sortit déconcerté, et courut dire à ses intimes, en parlant de lui : « Messieurs, vous avez un maître ! Cet homme sait tout, veut tout, et peut tout. »

J'étais à Londres à cette époque, et je disais à l'Empereur que nous y avions conçu de grandes espérances, et que nous avions beaucoup compté sur le 18 brumaire et sur son consulat. Plusieurs de nous, qui avaient connu jadis madame de Beauharnais, partirent aussitôt pour Paris, dans l'espoir de

parvenir, par elle, à exercer quelque influence ou imprimer quelque direction aux affaires qui se présentaient sous une face nouvelle.

Nous pensâmes généralement, dans le temps, que le Premier Consul avait attendu des propositions de nos princes ; nous nous appuyions sur ce qu'il avait été assez longtemps sans se prononcer à leur égard, ce qu'il avait fait plus tard, dans une proclamation, d'une manière accablante. Nous attribuions ce résultat à la gaucherie et à la brutalité de l'évêque d'Arras, le conseiller, le directeur suprême de nos affaires, qui, du reste, de son propre aveu, opérait les yeux fermés, se vantant de n'avoir pas lu, disait-il, une seule gazette, depuis le temps qu'elles ne contenaient que les succès ou les mensonges de ces misérables.

Au moment du consulat, quelqu'un ayant voulu lui donner l'idée de tenter quelques négociations auprès du Consul par l'intermédiaire de madame Bonaparte, il repoussa la chose avec indignation et dans les termes les plus sales et les plus orduriers ; ce qui força l'auteur de la proposition de lui dire que de telles expressions n'étaient guère épiscopales, et qu'il ne les avait certainement pas lues dans son bréviaire.

Dans le même temps, il apostropha grossièrement le duc de Choiseul, à la table même du prince, et en fut tancé tout aussi vertement ; le tout parce que le duc de Choiseul, sortant des prisons de Calais, et échappant à la mort par le bienfait du Consul, terminait les renseignements que lui demandait le prince sur Bonaparte en protestant que pour lui désormais il ne pourrait plus désavouer une reconnaissance personnelle.

L'Empereur disait à tout cela qu'il n'avait jamais songé aux princes ; que les phrases auxquelles je faisais allusion étaient du troisième consul, Lebrun, et sans motif particulier. Que nous semblions, au-dehors, ne nous être jamais doutés de l'opinion du dedans ; que s'il eût eu pour les princes des dispositions favorables, il n'eût pas été en son pouvoir de les accomplir. Toutefois, il avait reçu vers ce temps-là des ouvertures de Mittau et de Londres.

Le roi lui écrivit, disait-il, une lettre qui lui fut remise par Lebrun, lequel la tenait de l'abbé de Montesquiou, agent secret de ce prince à Paris. Cette lettre, extrêmement soignée, disait : « Vous tardez beaucoup à me rendre mon trône. Il est à craindre que vous ne laissiez écouler des moments bien

favorables. Vous ne pouvez pas faire le bonheur de la France sans moi ; et moi je ne puis rien pour la France sans vous. Hâtez-vous donc, et désignez vous-même toutes les places qui vous plairont pour vos amis. »

Le Premier Consul répondit : « J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale ; j'ai toujours pris un vif intérêt à ses malheurs et à ceux de sa famille. Elle ne doit pas songer à se présenter en France ; elle n'y parviendrait que sur cent mille cadavres. Du reste, je m'empresserai toujours à faire tout ce qui pourrait adoucir ses destinées et lui faire oublier ses malheurs. »

L'ouverture de M. le comte d'Artois eut plus d'élégance et de recherche encore. Il dépêcha la *duchesse de Guiche*, femme charmante, très propre, par les grâces de sa figure, à mêler beaucoup d'attraits à l'importance de sa négociation. Elle pénétra facilement auprès de madame Bonaparte, avec laquelle toutes les personnes de l'ancienne cour avaient des contacts naturels : elle en reçut un déjeuner à la Malmaison ; et durant le repas, parlant de Londres, de l'émigration et de nos princes, madame de Guiche raconta qu'il y avait peu de jours, étant chez M. le comte d'Artois, quelqu'un, parlant des affaires, avait demandé au prince ce qu'on ferait pour le Premier Consul, s'il rétablissait les Bourbons ; ce prince avait répondu : « D'abord connétable et tout ce qui s'ensuit, si cela lui plaisait. Mais nous ne croirions pas que cela fût encore assez ; nous élèverions sur le Carrousel une haute et magnifique colonne sur laquelle serait la statue de Bonaparte couronnant les Bourbons. ».

Le Premier Consul arrivant quelque temps après le déjeuner, Joséphine n'eut rien de plus pressé que de lui rendre cette circonstance. « Et as-tu répondu, lui dit son mari, que cette colonne aurait pour piédestal le cadavre du Premier Consul ? »

La jolie duchesse était encore là ; les charmes de sa figure, ses yeux, ses paroles, étaient dirigés au succès de sa mission. Elle était heureuse, disait-elle, elle ne saurait jamais assez reconnaître la faveur que lui procurait en ce moment madame Bonaparte de voir et d'entendre un grand homme, un héros. Mais tout fut en vain ; la duchesse de Guiche reçut dans la nuit l'ordre de quitter Paris ; et les charmes de l'émissaire étaient trop propres à alarmer Joséphine pour qu'elle insistât ardemment en sa faveur : le lendemain la duchesse de Guiche était en route pour la frontière.

« Du reste, le bruit courut plus tard, disait Napoléon, que j'avais fait, mon tour, aux princes français des propositions touchant la cession de leurs droits ou leur renonciation à la couronne, ainsi qu'on s'est complu à le consacrer dans des déclarations pompeuses, répandues en Europe avec profusion : il n'en était rien. Et comment cela aurait-il pu être ? moi qui ne pouvais régner précisément que par le principe qui les faisait exclure, celui de la souveraineté du peuple ? Comment aurais-je cherché à tenir d'eux des droits que l'on proscrivait dans leurs personnes ? C'eût été me proscrire moi-même ; le contresens eût été trop lourd, l'absurdité trop criante, elle m'eût noyé pour toujours dans l'opinion. Aussi, directement ni indirectement, de près ni de loin, je n'ai rien fait qui pût se rapporter à cela : c'est ce qu'auront pensé sans doute, dans le temps, les gens réfléchis qui m'accordaient de n'être ni fou ni imbécile.

« Toutefois la rumeur causée par cette circonstance me porta à faire rechercher ce qui pouvait y avoir donné lieu, et voici ce que j'ai pu recueillir.

« Au temps de notre intelligence avec la Prusse, et lorsqu'elle s'occupait de nous être agréable, elle fit demander si de souffrir des princes français sur son territoire nous causerait de l'ombrage, et on répondit que non. Enhardie, elle demanda si on aurait une trop grande répugnance à la mettre à même de leur procurer des secours annuels ; on lui répondit encore que non, pourvu qu'elle garantît qu'ils demeureraient tranquilles et s'abstiendraient de toute intrigue.

Cette affaire se traitant entre eux, et la négociation une fois en train. Dieu sait ce que le zèle de quelque agent, ou même les doctrines du cabinet de Berlin, qui n'étaient pas les nôtres, peuvent avoir proposé ! Voilà sans doute le motif et le prétexte qui donnèrent lieu à cette belle lettre de Louis XVIII, qui fut fort admirée, et à laquelle adhérèrent avec éclat tous les membres de sa famille. Ces princes saisirent avidement cette occasion pour réveiller en leur faveur l'intérêt et l'attention de l'Europe qui, distraite par les grands évènements du temps, ne s'en occupait plus. »

Mercredi 1er au samedi 4 novembre.

Nos journées avaient déjà toute l'uniformité de celles que nous passions à bord du vaisseau. L'Empereur me faisait appeler pour déjeuner avec lui : c'était de dix à onze heures. Le déjeuner fini, après une demi-heure de conversation, je lui lisais ce qu'il avait dicté la veille, et il me dictait de nouveau pour le lendemain. L'Empereur ne s'habillait plus dès le matin ; il ne sortait plus avant le déjeuner, cela lui avait rendu la journée trop décousue et trop longue. Il ne s'habillait plus à présent que sur les quatre heures. Il sortait alors, pour qu'on pût faire son lit et nettoyer sa chambre. Nous allions nous promener dans le jardin. Il affectionnait cette solitude ; je fis couvrir d'une toile l'espèce de berceau qui s'y trouve : on y apporta une table, des chaises, et dès ce moment ce fut là que l'Empereur dictait à celui de ces messieurs qui arrivait de la ville pour le travail.

En face de la maison du propriétaire, au-dessous de nous se trouvait une allée bordée de quelques arbres, c'était là que les deux soldats anglais avaient pris poste pour nous surveiller ; mais ils en furent retirés avec le temps, à la demande de notre hôte, qui s'en trouvait choqué pour son propre compte. Néanmoins ils avaient continué de rôder à vue de l'Empereur, attirés par la curiosité, ou conduits par la nature de leurs ordres. Ils finirent par disparaître tout à fait, et l'Empereur prit insensiblement possession de cette allée inférieure. Ce fut pour lui une véritable augmentation de domaine ; il s'y rendait chaque jour après son travail, en sortant du jardin, pour y attendre l'heure de son dîner. Les deux petites demoiselles et leur mère venaient l'y joindre, et lui raconter les nouvelles. Il y retournait aussi parfois après son dîner, quand le temps le permettait : il passait alors la soirée sans qu'il eût besoin d'entrer chez les voisins, ce qu'il ne faisait qu'à la dernière extrémité, et quand il savait surtout qu'il n'y avait pas d'étranger, ce que j'allais préalablement vérifier au travers des croisées.

Dans une de ces promenades, l'Empereur s'étendit beaucoup sur le Sénat, le Corps Législatif, et le Conseil d'État surtout. Il avait, disait-il, tiré vraiment un grand parti de celui-ci, dans tout le cours de son administration. Je vais tracer ici quelques détails sur ce Conseil d'État, d'autant plus volontiers qu'on en avait fort peu d'idée dans les salons ; et comme il ne subsiste plus aujourd'hui sur le même pied, j'intercalerai ici, chemin faisant, quelques lignes sur son mécanisme et ses attributions.

« Le Conseil d'État était généralement composé, disait l'Empereur, de gens instruits, bons travailleurs et de bonne réputation : *Fermont* et *Boulay*, par exemple, sont certainement de braves et honnêtes gens. Malgré les immenses affaires litigieuses qu'ils ont gérées, et les gros émoluments dont ils jouissaient, on ne me surprendrait pas du tout si l'on m'apprenait qu'aujourd'hui ils sont tout au plus au-dessus de l'aisance. »

L'Empereur employait individuellement les conseillers d'État à tout, disait-il, et avec avantage. En masse, c'était son véritable conseil, sa pensée en délibération, comme les ministres étaient sa pensée en exécution.

Au Conseil d'État se préparaient les lois que l'Empereur présentait au Corps Législatif, ce qui le rendait tout à fait un des éléments de la puissance législative ; là se rédigeaient les décrets de l'Empereur, ses règlements d'administration publique ; là s'examinaient, se discutaient et se corrigeaient les projets de ses ministres, etc.

Le Conseil d'État recevait l'appel et prononçait en dernier ressort sur tous les jugements administratifs ; accidentellement, sur tous les autres tribunaux, même sur la Cour de cassation. Là s'examinaient aussi les plaintes contre les ministres ; les appels mêmes de l'Empereur à l'Empereur mieux informé. Ainsi le Conseil d'État, constamment présidé par l'Empereur, et souvent en opposition directe avec les ministres, ou en réformation de leurs actes et de leurs écarts, se trouvait donc naturellement le refuge des intérêts ou des personnes lésés par quelque autorité que ce fût ; et quiconque y a assisté sait avec quelle chaleur la cause des citoyens s'y trouvait défendue. Une commission de ce Conseil recevait toutes les pétitions de l'empire, et mettait sous les yeux du souverain celles qui méritaient son attention.

Il est étonnant combien, à l'exception des gens de lois et des employés de l'administration, le reste, parmi nous, et surtout ce qu'on appelle la société, était dans l'ignorance de notre propre législation politique ; on n'avait point du tout d'idées justes du Conseil d'État, du Corps Législatif, du Sénat. C'était un adage reçu, par exemple, que le Corps Législatif, réunion de muets, adoptait passivement, sans opposition, toutes les lois qu'on lui présentait : on attribuait à la complaisance et à la servilité ce qui ne tenait qu'à la nature et à la bonté de l'institution.

Les lois préparées dans le Conseil d'État étaient présentées par des commissaires tirés de son sein à une commission du Corps Législatif chargée de les recevoir : ils les discutaient ensemble à l'amiable, ce qui les faisait souvent reporter sans bruit au Conseil d'État pour y être modifiées. Quand les deux députations ne pouvaient pas s'entendre, elles allaient tenir des conférences régulières sous la présidence de l'archichancelier ou de l'architrésorier ; de sorte que, quand ces lois arrivaient au Corps Législatif, elles avaient déjà l'assentiment des deux partis opposés. S'il existait encore quelque différence, elle était discutée contradictoirement par les deux commissions, en présence de la totalité du Corps Législatif, faisant les fonctions de jury ; lequel, quand il se trouvait suffisamment éclairé, prononçait en scrutin secret, ayant ainsi la facilité d'émettre en toute liberté son opinion, puisque personne ne pouvait savoir si l'on mettait une boule noire ou une boule blanche. « Aucun mode, assurément, disait l'Empereur, ne pouvait être plus convenable contre notre effervescence nationale et notre jeunesse en matière de liberté politique. »

L'Empereur me demandait si la discussion était bien libre au Conseil d'État, si sa présence n'en gênait pas les délibérations. Je lui citai une séance fort longue où il était demeuré constamment seul de son avis, et avait en conséquence succombé. Je fus assez heureux pour lui en rappeler, tant bien que mal, le sujet. Il y fut aussitôt. « Oui, dit-il, ce doit être une femme d'Amsterdam, sous la peine de mort, trois fois acquittée par les Cours impériales, et dont la cour de cassation réclamait encore la mise en jugement. »

L'Empereur voulait que cet heureux concours de la loi eût épuisé sa sévérité à l'égard de l'accusée ; que cette heureuse fatalité des circonstances tournât à son profit. On lui répondait qu'il possédait la bienfaisante ressource de faire grâce, mais que la loi était inflexible et qu'il fallait qu'elle eût son cours. La discussion fut fort longue. M. Muraire parla beaucoup et très bien ; il entraîna tout le monde. L'Empereur, qui était constamment demeuré seul, se rendit en prononçant ces paroles remarquables : « Messieurs, on prononce ici par la majorité, je demeure seul, je dois céder ; mais je déclare que, dans ma conscience, je ne cède qu'aux formes. Vous m'avez réduit au silence, mais nullement convaincu. »

Dans le monde, où l'on ne se doutait même pas de ce qu'était le Conseil d'État, on était persuadé que personne n'osait y prononcer une parole en sens différent de l'Empereur ; et je surprenais fort dans nos salons, lorsque je racontais qu'un jour, dans une discussion assez animée, interrompu trois fois dans son opinion, l'Empereur, s'adressant à celui qui venait de lui couper assez impoliment la parole, lui dit avec vivacité : « Monsieur, je n'ai point encore fini, je vous prie de me laisser continuer. Après tout, il me semble qu'ici chacun a bien le droit de dire son opinion. » Sortie qui, malgré le lieu et le respect, fit rire tout le monde et l'Empereur lui-même.

« Toutefois, lui disais-je, on pouvait s'apercevoir que les orateurs cherchaient à deviner quelle serait l'opinion de Votre Majesté ; on se voyait heureux d'avoir rencontré juste, embarrassé de se trouver dans un sens opposé on vous accusait de nous tendre des pièges pour mieux connaître notre pensée. » Néanmoins, la question une fois lancée, l'amour-propre et la chaleur faisaient qu'on soutenait généralement sa véritable opinion, d'autant plus que l'Empereur excitait à la plus grande liberté. « Je ne me fâche point qu'on me contredise, disait-il, je cherche qu'on m'éclaire ; parlez hardiment, répétait-il souvent, quand on se rendait obscur ou que l'objet était délicat ; dites toute votre pensée : nous sommes ici entre nous, nous sommes en famille. »

On m'a raconté que, sous le consulat ou au commencement de l'empire, l'Empereur eut à combattre, dans un des membres (*de Fermont*), une différence d'opinion qui devint, par la chaleur et l'obstination de celui-ci, une véritable affaire personnelle et des plus vives. Napoléon se contenta et se réduisit au silence ; mais à quelques jours de là, à une de ses audiences publiques, arrivé à son antagoniste : « Vous êtes bien entêté, lui dit-il à demi sérieusement, et si je l'étais autant que vous !... Toutefois vous avez tort de mettre la puissance à l'épreuve ! Vous ne devriez pas méconnaître les infirmités humaines ! »

Rien n'égalait l'intérêt que la présence et les paroles de l'Empereur répandaient sur les séances du Conseil d'État. Il le présidait régulièrement deux fois par semaine, tant qu'il se trouvait dans la capitale, et alors aucun de nous n'y eût manqué pour tout au monde.

Deux séances, disais-je à l'Empereur, m'avaient surtout laissé les plus vives impressions : l'une de police intérieure, toute de sentiment, lorsqu'il

en avait expulsé un membre ; l'autre de décision constitutionnelle, lorsqu'il avait dissous le Corps Législatif.

Un parti religieux soufflait les discordes civiles, on colportait en secret et on faisait circuler des bulles et des lettres du pape. Elles furent montrées à un conseiller d'État chargé du culte, qui, s'il ne les propagea lui-même, du moins n'en arrêta ni n'en dénonça la circulation. Cela se découvrit, et l'Empereur l'interpella subitement en plein conseil. « Quel a pu être votre motif, lui dit-il, Monsieur ? Seraient-ce vos principes religieux ? Mais alors pourquoi vous trouvez-vous ici ? Je ne violente la conscience de personne. Vous ai-je pris au collet pour vous faire mon conseiller d'État ? C'est une faveur insigne que vous avez sollicitée. Vous êtes ici le plus jeune et le seul peut-être qui y soyez sans des titres personnels ; je n'ai vu en vous que l'héritier des services de votre père. Vous m'avez fait un serment personnel ; comment vos sentiments religieux peuvent-ils s'arranger avec la violation manifestée que vous venez d'en faire ? Toutefois, parlez : vous êtes ici en famille, vos camarades vous jugeront. Votre faute est grande, Monsieur ! Une conspiration matérielle est arrêtée dès qu'on saisit le bras qui tient le poignard, mais une conspiration morale n'a point de terme ; c'est une traînée de poudre. Peut-être qu'à l'heure qu'il est des villes entières s'égorgeant par votre faute. » L'accusé, confus, ne répondait rien ; dès la première interpellation il était convenu du fait. La presque totalité du Conseil, pour laquelle cet évènement était inattendu, gardait, dans son étonnement, le silence le plus profond, « Pourquoi, continuait l'Empereur, dans l'obligation de votre serment, n'êtes-vous pas venu me découvrir le coupable et sa machination ? Ne suis-je pas abordable à chaque instant pour chacun de vous ? – Sire, se hasarda de répondre l'interpellé, c'était mon cousin. – Votre faute n'en est que plus grande, Monsieur, répliqua vivement l'Empereur. Votre parent n'a pu être placé qu'à votre sollicitation ; dès lors vous avez pris toute la responsabilité. Quand je regarde que quelqu'un est tout à fait à moi, comme vous l'êtes ici, ceux qui leur appartiennent, ceux dont ils répondent sont, dès cet instant, hors de toute police. Voilà quelles sont mes maximes. » Et comme le coupable continuait à ne rien dire : « Les devoirs d'un conseiller d'État envers moi sont immenses, conclut l'Empereur, vous les avez violés, Monsieur, vous ne l'êtes plus. Sortez, ne reparaissez plus ici ! » En sortant, comme il passait assez près de la

personne de l'Empereur, l'Empereur lui dit en jetant les yeux sur lui : « J'en suis navré, Monsieur ; car j'ai présents la mémoire et les services de votre père. » Et quand il fut sorti, l'Empereur ajouta : « J'espère qu'une pareille scène ne se renouvellera jamais ; elle m'a fait trop de mal. Je ne suis pas défiant, je pourrais le devenir ! Je me suis entouré de tous les partis ; j'ai mis auprès de ma personne jusqu'à des émigrés, des soldats de l'armée de Condé ; bien qu'on voulût qu'ils m'eussent assassiné, je dois être juste, tous m'ont été fidèles. Depuis que je suis au gouvernement, voilà le premier individu auprès de moi qui m'ait trahi. » Et se tournant vers M. Locré, qui rédigeait les séances du Conseil d'État : « Vous écrirez trahi, entendez-vous ? »

Quel recueil que ces procès-verbaux de M. Locré ! Que sont-ils devenus ? On y trouverait mot pour mot tout ce que je raconte.

Quant à la dissolution du Corps Législatif, le Conseil d'État fut convoqué le dernier ou l'avant-dernier jour de décembre 1813. Nous savions que la séance devait être importante, sans pourtant en connaître l'objet : la crise était des plus graves, l'ennemi entraît sur le territoire français.

« Messieurs, dit l'Empereur, vous connaissez la situation des choses et les dangers de la patrie. J'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du Corps Législatif. J'ai voulu les associer ainsi à leurs intérêts les plus chers ; mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi, leur conduite l'appelle ; au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures. Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir était de me recommander la guerre ; ils se plaignent de moi, ils parlent de leurs griefs ; mais quel temps, quel lieu prennent-ils ? n'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi qu'ils devaient traiter de pareils objets ? Étais-je donc inabordable pour eux ? Me suis-je jamais montré incapable de discuter la raison ? Toutefois il faut prendre un parti : le Corps Législatif, au lieu d'aider à sauver la France, concourt à précipiter sa ruine, il trahit ses devoirs ; je remplis les miens, je le dissous. » Alors il nous fit faire lecture d'un décret qui portait que deux cinquièmes du Corps Législatif avaient déjà épuisé leurs pouvoirs ; qu'au 1^{er} janvier un autre cinquième allait se

trouver dans le même cas ; qu'alors la majorité du Corps Législatif serait réellement composée de gens n'y ayant plus de droit ; que, vu ces circonstances, le Corps Législatif était, dès cet instant, prorogé et ajourné, jusqu'à ce que de nouvelles élections l'eussent complété.

Après la lecture, l'Empereur reprit : « Tel est le décret que je rends ; et, si l'on m'assurait qu'il doit dans la journée porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer ici aux Tuileries, je le rendrais encore, car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir ; si je les eusse crues insuffisantes, je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je suis un Louis XVI ; qu'on n'attende pas de moi des oscillations journalières. Pour être devenu Empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être consacrée de nouveau, j'abdiquerais pour aller dans la foule jouir de ma part de la souveraineté, plutôt que de rester à la tête d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun sans pouvoir protéger personne. Du reste, conclut-il, ma détermination est conforme à la loi ; et, si tous veulent aujourd'hui faire leur devoir, je dois être invincible derrière elle comme devant l'ennemi. » On ne fit pas son devoir !...

L'Empereur, contre l'opinion commune, était si peu absolu et tellement facile avec son Conseil d'État, qu'il lui est arrivé plus d'une fois de remettre en discussion ou même d'annuler une décision prise, parce qu'un des membres lui avait donné depuis, en particulier, des raisons nouvelles, ou s'était appuyé sur ce que son opinion personnelle, à lui l'Empereur, avait influé sur la majorité. Qu'on demande aux chefs de sections surtout.

De même que l'Empereur avait coutume de livrer à des membres de l'Institut toute idée scientifique qui lui venait en tête, de même il livrait toutes ses idées politiques à des conseillers d'État ; souvent même ce n'était pas sans des vues particulières et quelquefois secrètes. C'était un moyen sûr, disait-il, de faire creuser une question, de connaître la force d'un homme, ses penchants politiques, d'essayer sa discrétion, etc. J'ai la certitude qu'en l'an XII il a été confié à trois conseillers d'État l'examen d'une question bien extraordinaire, celle de la suppression du Corps Législatif. La majorité fut pour l'approbation ; un seul s'éleva contre avec force, et parla longtemps et fort bien. L'Empereur, qui avait présidé avec beaucoup d'attention et de gravité, sans laisser échapper aucune parole ni

indice d'opinion, termina la séance en disant : « Une question aussi grave mérite bien qu'on y pense ; nous y reviendrons. » Mais elle n'a jamais reparu.

Il eût été heureux qu'on eût agi de même lors de la suppression du Tribunat, car elle a été dans le temps et est demeurée un grand sujet de déclamation et de reproche. Pour l'Empereur, il n'y vit que la suppression d'un abus coûteux, une économie importante.

« Il est certain, prononçait-il, que le Tribunat était absolument inutile, et qu'il coûtait près d'un demi-million ; je le supprimai. Je savais bien qu'on crierait à la violation de la loi ; mais j'étais fort, j'avais la confiance entière du peuple, je me considérais comme réformateur. Ce qu'il y a de sûr, c'est que je le fis pour le bien. J'eusse dû le créer, au contraire, si j'eusse été hypocrite ou malintentionné : car qui doute qu'il n'eût adopté, sanctionné, au besoin, mes vues et mes intentions ? Mais c'est ce que je n'ai jamais recherché dans tout le cours de mon administration, jamais on ne m'a vu acheter aucune voix ni aucun parti par des promesses, de l'argent ou des places : non, jamais ! Et si j'en ai donné à des ministres, à des conseillers d'État, à des législateurs, c'est que ces choses étaient à donner, et qu'il était naturel et même juste qu'elles fussent distribuées à ceux qui travaillaient près de moi.

« De mon temps tous les corps constitués ont été purs, irréprochables, je le prononce ; ils agissaient par conviction : la malveillance et la sottise pouvaient dire le contraire ; elles avaient tort. Et si on les a condamnés, c'est parce qu'on n'a pas su ou qu'on n'a pas voulu savoir, et puis aussi à cause du mécontentement et de l'opposition du temps, et, par-dessus tout encore, à cause de cet esprit d'envie, de détraction et de moquerie qui nous est si particulièrement naturel.

« On a beaucoup accusé le Sénat ; on a beaucoup crié au *servilisme*, à la bassesse ; mais des déclamations ne sont pas des preuves. Qu'eût-on donc voulu du Sénat ? qu'il eût refusé des conscrits ? que les commissions de la liberté individuelle et de la presse eussent fait esclandre contre le gouvernement ? qu'il eût fait ce que plus tard, en 1813, a fait une commission du Corps Législatif ? Mais voyez où celle-ci nous a menés. Je doute qu'aujourd'hui les Français lui portent une grande reconnaissance. Le vrai est que toutes nos circonstances étaient forcées ; les gens sages le

sentaient et savaient s'y plier. Ce qu'on ignore, c'est que, presque dans toutes les grandes mesures, des sénateurs venaient, avant de voter, me produire à l'écart, et quelquefois très chaudement, leurs objections ou même leurs refus, et qu'ils s'en retournaient convaincus ou par mes raisonnements, ou par la force et l'imminence des choses.

« Si je ne faisais pas bruit de tout cela, c'est que je gouvernais en conscience, et que je dédaignais la charlatanerie ou tout ce qui pouvait être pris pour elle.

« Les votes du Sénat étaient à peu près constamment unanimes, parce que la conviction y était universelle. On a essayé de rehausser beaucoup, dans le temps, une imperceptible minorité, que les louanges hypocrites de la malveillance, leur pure vanité ou tout autre travers de caractère, poussaient à une opposition sans danger. Mais ceux qui la composaient ont-ils tous montré, dans nos dernières crises, une tête bien saine ou un cœur bien droit ? Je le répète, la carrière du Sénat a été irréprochable ; l'instant seul de sa chute a été honteux et coupable. Sans titre, sans pouvoir, et en violation de tous les principes, il a livré la patrie et consommé sa ruine. Il a été le jouet des hauts intrigants qui avaient besoin de discréditer, d'avilir, de perdre une des grandes bases du système moderne ; et il est vrai de dire qu'ils ont complètement réussi, car je ne sache pas de corps qui doive s'inscrire dans l'histoire avec plus d'ignominie que le Sénat. Toutefois, il est juste encore d'observer que cette tâche n'est pas celle de la majorité, et que parmi les délinquants se sont trouvés une foule d'étrangers, au moins indifférents désormais à notre honneur et à nos intérêts. »

Le Conseil d'État, lors de l'arrivée de M. le comte d'Artois, s'agita comme il put pour s'attirer son attention et capter sa bienveillance. Il lui fut présenté deux fois, et sollicita d'envoyer une députation à Compiègne au-devant du roi. Le lieutenant-général du royaume répondit à cette dernière demande que le roi en recevrait volontiers les membres individuellement, mais qu'on ne devait pas songer à lui envoyer une députation. Il est vrai de dire que les gros bonnets, c'est-à-dire les chefs de sections étaient absents. Tout ce mouvement d'ailleurs n'avait d'autre but que de tâcher de ne pas perdre le traitement, peut-être même d'être conservé. Ainsi le Conseil d'État fit tout aussitôt son adhésion aux résolutions du Sénat, évitant, à la vérité, toute expression qui eût pu être injurieuse pour l'Empereur : « Et

vous l'avez signée ? me dit l'Empereur. – Non, Sire, je refusai ma signature à cette adhésion, soutenant que c'était une insigne folie que de prétendre demeurer successivement le conseiller et l'homme de confiance de deux antagonistes, et que d'ailleurs, si le vainqueur s'y entendait bien, le meilleur gage à présenter à son attention devait être la fidélité et le respect envers le vaincu. – Et vous raisonnez juste, » observa Napoléon.

Paroles vives – Circonstances caractéristiques.

Dimanche 5.

Nous nous trouvions à peu près tous réunis auprès de l'Empereur dans le jardin. Ceux de la ville se plaignaient fort de la manière dont ils y étaient, ainsi que des vexations toujours renouvelées dont ils étaient l'objet. L'Empereur qui, depuis près de quinze jours, avait vainement établi le système de ne rien traiter sur cet article que par écrit, comme la manière la plus digne, la plus convenable et la plus propre à amener des résultats ; qui avait même arrêté une note à ce sujet, laquelle avait dû être remise depuis longtemps et ne l'avait jamais été, y revint plusieurs fois sous différentes formes, et quelques-unes assez piquantes. Tous les raisonnements et toutes les observations indirectes s'appliquaient au grand maréchal. Celui-ci finit par s'en fâcher, car quel bon naturel n'aigrissent pas les infortunes ! Il s'exprima très vivement ; sa femme, très près de la porte, désespérant de neutraliser l'orage, s'esquiva. Je pus observer alors combien toutes les impressions que pouvait créer cette circonstance se succédaient avec rapidité chez l'Empereur. La raison, la logique, on pourrait même dire le sentiment, dominèrent toujours. « Que vous n'ayez point remis cette lettre, si vous la croyiez nuisible, disait-il, c'est un devoir de l'amitié que vous me portez ; mais cela demandait-il un retard de plus de vingt-quatre heures ? Voilà quinze jours que vous ne m'en parlez pas. Si ce plan était juge mauvais, si la rédaction en avait été défectueuse, pourquoi ne pas me le dire ? je vous aurais réunis tous pour la discuter avec moi. »

Nous demeurions tous arrêtés près du berceau, à l'extrémité de l'allée que l'Empereur parcourait seul devant nous, allant et venant. Dans un des moments où l'Empereur était le plus éloigné, le grand maréchal me dit :

« Je crains de m'être exprimé inconvenablement, et j'en suis bien fâché. – Nous allons vous laisser avec l'Empereur, lui dis-je ; vous le lui aurez bientôt fait oublier dès que vous serez seuls. » Et j'entraînai hors du jardin tout ce qui était là.

Effectivement, le soir, l'Empereur causant avec moi de sa matinée, disait : « C'était après nous être raccommodé avec le grand maréchal... c'était avant l'algarade du grand maréchal ; » et autres choses pareilles qui prouvaient tout à fait que cette circonstance n'avait rien laissé sur son cœur.

Sur les généraux de l'armée d'Italie – Armée des anciens, Gengiskan, etc. – Invasions modernes –
Caractère des conquérants.

Lundi 6.

L'Empereur a été souffrant, et a travaillé beaucoup dans sa chambre. Il m'a dicté les portraits des généraux de l'armée d'Italie : *Masséna*, d'un rare courage et d'une ténacité si remarquable, dont le talent croissait par l'excès du péril ; qui, vaincu, était toujours prêt à recommencer, comme s'il eût été vainqueur.

Augereau, qui, tout au rebours, en avait toujours assez, était fatigué et comme découragé par la victoire même. Toutefois Napoléon dit, dans sa dictée, que c'est Augereau surtout qui décida de la journée de *Castiglione*, et que, quelques torts que l'Empereur eût à lui reprocher par la suite, le souvenir de ce grand service national lui demeura constamment présent, et triompha de tout.

Serrurier, qui avait conservé toutes les formes de la sévérité d'un ancien major d'infanterie ; honnête homme, probe, sûr, mais général malheureux.

Steingel, qui possédait si éminemment toutes les qualités d'un général d'avant-garde.

Laharpe, grenadier par le cœur comme par la taille, qui périt si malheureusement. *Vaubois*, etc., etc.

Dans divers objets de la conversation du jour, je note ce que l'Empereur disait sur les armées des anciens. Il se demandait si l'on devait croire aux grandes armées dont il est question dans l'histoire. Il pensait que la plus

grande partie des citations était fausse et ridicule. Ainsi il ne croyait pas aux innombrables armées des Carthaginois en Sicile. « Tant de troupes, observait-il, eussent été inutiles dans une aussi petite entreprise ; et si Carthage eût pu en réunir autant, on en eût vu davantage dans l'expédition d'Annibal, qui était d'une bien autre importance, et qui pourtant n'avait pas au-delà de quarante à cinquante mille hommes. » Ainsi il ne croyait point aux millions d'hommes de Darius et de Xercès, qui eussent couvert toute la Grèce, et se seraient sans doute subdivisés en une multitude d'armées partielles. Il doutait même de toute cette partie brillante de l'histoire de la Grèce ; il ne voyait, dans le résultat de cette fameuse guerre persique, que de ces actions indécises où chacun s'attribue la victoire. Xercès s'en retourna triomphant d'avoir pris, brûlé, détruit Athènes ; et les Grecs exaltèrent leur victoire de n'avoir pas succombé à Salamine. « Quant aux détails pompeux des victoires des Grecs et des défaites de leurs innombrables ennemis, qu'on n'oublie pas, observait l'Empereur, que ce sont les Grecs qui le disent, qu'ils étaient vains, hyperboliques, et qu'aucune chronique de Perse n'a jamais été produite pour assurer notre jugement par un débat contradictoire. »

Mais l'Empereur croyait à l'histoire romaine, sinon dans tous ses détails, du moins dans ses résultats, parce qu'ils étaient des faits aussi patents que le soleil. Il croyait encore aux armées de Gengiskan et de Tamerlan, quelque nombreuses qu'on les ait prétendues, parce qu'ils traînaient à leur suite des peuples nomades entiers qui se grossissaient encore d'autres peuples dans leur route ; et il ne serait pas impossible, disait l'Empereur, que l'Europe finît un jour de cette manière. La révolution opérée par les Huns, et dont on ignore la cause, parce que la trace s'en perd dans le désert, peut se renouveler.

La Russie est admirablement bien située pour amener une telle catastrophe. Elle peut aller puiser à son gré d'innombrables auxiliaires et les déverser sur nous ; elle trouvera tous ces peuples errants d'autant mieux disposés, d'autant plus impatients, que le récit et les succès de ceux des leurs qui dernièrement ont exécuté chez nous des courses si heureuses et si productives auront frappé leur imagination et excité leur avidité.

De là la conversation a conduit aux conquêtes et aux conquérants ; et l'Empereur concluait que, pour être conquérant avec succès, il fallait

nécessairement être féroce, et que, s'il eût voulu être féroce, il eut conquis le monde. J'ai osé me permettre de combattre ces dernières paroles échappées sans doute à l'humeur du moment. J'ai osé représenter que lui, Napoléon, était précisément la preuve du contraire ; qu'il n'avait point été féroce, et pourtant avait conquis le monde ; qu'avec de la férocité et nos mœurs modernes il n'eût certainement jamais été jusque-là. En effet, la terreur n'est plus aujourd'hui ce qui peut nous soumettre à un homme ; mais seulement de bonnes lois et la persuasion du grand caractère, la connaissance d'une énergie à toute épreuve dans celui chargé de les faire exécuter. Or telle avait été précisément, disais-je, la cause des succès de Napoléon, celle de la soumission et de l'obéissance des peuples.

La Convention fut féroce et inspira la terreur : on plia, mais on ne put la supporter. Si elle eût été un seul homme, on s'en fût bientôt défait ; mais c'était une hydre ; et encore que de tentatives ne hasarda-t-on pas ! que de dangers auxquels elle n'échappa que par miracle ! Elle fut obligée de s'ensevelir elle-même au milieu de ses triomphes !

Pour qu'un conquérant pût être féroce avec succès, il faudrait qu'il commandât à des soldats féroces eux-mêmes, et qu'il régnât sur des peuples sans lumières : or, sous ce rapport, la Russie encore possède un avantage immense sur le reste de l'Europe ; elle a le rare avantage d'avoir un gouvernement civilisé et des peuples barbares : chez eux les lumières dirigent et commandent, l'ignorance exécute et dévaste. Un sultan turc ne saurait aujourd'hui gouverner longtemps aucune des nations éclairées de l'Europe ; l'empire des lumières serait plus fort que sa puissance.

Idées, projets, insinuations politiques, etc..

Mardi 7.

Le soir, n'étant que nous deux, nous promenant seuls, assez tard, dans l'allée inférieure devenue le lieu favori, je lui dis qu'une personne importante, dont les idées, les récits pouvaient être notre intermédiaire avec le monde régulateur, et influencer sur notre destinée future, avait, avec des formes et des préalables assez significatifs, interpellé l'un de nous de lui dire en conscience ce qu'il croyait de l'Empereur, touchant certains objets

politiques ; s'il avait donné sa dernière constitution avec la véritable intention de la maintenir ; s'il avait renoncé de bonne foi à ses anciens projets du grand empire ; s'il consentirait à laisser l'Angleterre jouir de la suprématie maritime ; s'il ne lui envierait pas la tranquille possession de l'Inde ; s'il ne se prêterait pas à renoncer aux colonies, et à acheter des Anglais seuls les denrées coloniales au véritable prix du commerce ; s'il ne s'unirait pas aux Américains, dans le cas de leur rupture avec l'Angleterre ; s'il ne consentirait pas à l'existence d'un grand royaume en Allemagne, pour la maison d'Angleterre qui va perdre incessamment celui de la Grande-Bretagne, lors de l'accession au trône de la jeune princesse de Galles, ou, au défaut de l'Allemagne, s'il ne consentirait pas à laisser établir cette domination en Portugal, au cas que l'Angleterre s'en arrangeât avec la cour du Brésil, etc.

Ces questions ne reposaient pas sur des idées vagues ou des opinions oiseuses ; le personnage les appuyait sur des faits positifs : « Nous avons besoin, disait-il, d'une paix longue et durable sur le continent ; d'une jouissance paisible de nos avantages actuels pour sortir de la crise financière où nous sommes, et alléger la dette incommensurable sous laquelle nous courbons : or, l'état présent de la France, ajoutait-il, celui de l'Europe ne sauraient, avec les éléments actuels, nous procurer ce résultat.

Notre victoire de Waterloo vous a perdus ; mais elle est loin de nous avoir sauvés ; tous les hommes de bon sens, chez nous, tous ceux qui peuvent échapper à l'influence momentanée des passions, le pensent ou penseront ainsi, etc., etc. »

L'Empereur doutait d'une partie de ce récit, et traitait le reste de rêverie ; puis se ravisant, il me dit : « Eh bien ! votre opinion ? Allons, Monsieur, vous voilà au Conseil d'État ! – Sire, disais-je, on se permet souvent de rêver sur les matières les plus graves, et, pour être emprisonné à Sainte-Hélène, il n'est pas défendu de composer des romans ; j'en vais donc faire un. Pourquoi pas un mariage politique des deux peuples, où l'importerait l'armée en dot et l'autre la flotte ? idée folle sans doute aux yeux du vulgaire, trop hardie peut-être aux yeux des gens plus exercés, et cela parce qu'elle est tout à fait neuve et hors de toute routine, mais pourtant dans le genre de ces créations imprévues, lumineuses, utiles, qui caractérisent Votre Majesté, qu'elle seule peut faire écouter et savoir accomplir.

« Comment, disais-je allant sans doute au-delà des idées de l'interlocuteur anglais lui-même, Votre Majesté ne donnerait pas demain, si c'était en son pouvoir, tous les vaisseaux français pour racheter à la France la Belgique et la rive du Rhin ? Elle ne donnerait pas cent cinquante millions pour recevoir des dizaines de milliards ? Et quel marché du reste que celui qui procurerait aux deux peuples à la fois l'objet pour lequel l'un et l'autre se ruinent et s'entre-égorgent sans cesse depuis tant d'années ! marché qui réduirait ces deux peuples à avoir réellement besoin l'un de l'autre, au lieu d'être entretenus en une perpétuelle inimitié ? Ne serait-ce donc rien pour la France, reçue désormais dans toutes les colonies anglaises sur le pied des Anglais mêmes, que d'avoir ainsi sans coup férir la jouissance du commerce de toute la terre ? Ne serait-ce pas tout pour l'Angleterre que de s'assurer de son côté la souveraineté des mers, l'universalité du commerce, pour l'obtention et la conservation desquelles elle se met sans cesse en péril, en attachant désormais pour toujours à ce système la France, devenue le régulateur, l'arbitre même du continent ?

« À l'abri désormais de toute crainte, et forte de toutes les forces de sa compagne, l'Angleterre licencierait son armée pour prix du sacrifice que la France ferait de sa flotte ; elle pourrait même aussi réduire de beaucoup le nombre de ses vaisseaux ; alors elle paierait sa dette, allégerait ses peuples ; elle prospérerait ; et, loin de jalouser la France à l'avenir, on la verrait, une fois que le système serait compris et que les passions auraient fait place aux vrais intérêts, on la verrait travailler elle-même à son agrandissement continental, puisque la France ne serait plus alors que l'avant-garde dont elle, l'Angleterre, demeurerait les ressources et la réserve.

« L'unité de législation politique des deux peuples, leurs intérêts communs, des résultats si visiblement avantageux, achèveraient de suppléer dans ce plan à ce que les passions des gouvernants pourraient présenter d'obstacles ou de difficultés, etc., etc. »

L'Empereur m'écouta, mais ne répondit rien : rarement il se laisse pénétrer ou se prête à des conversations politiques. Il était fort tard, il se retira.

Mercredi 8, jeudi 9.

Je suis allé d'assez bonne heure chez M. Balcombe lui porter mes lettres pour l'Europe ; un bâtiment allait partir. J'y rencontrai l'officier chargé de notre garde. Frappé de l'état d'affaissement où j'avais vu l'Empereur la veille, et du besoin extrême qu'il avait de prendre quelque exercice, je dis à cet officier que je soupçonnais le motif qui empêchait l'Empereur de sortir à cheval, que j'allais lui parler avec franchise, et avec d'autant plus de facilité que j'appréciais tout à fait la manière délicate dont il remplissait son office auprès de nous. Je lui demandai donc quelles étaient ses instructions, et ce qu'il ferait si l'Empereur venait à se promener à cheval autour de la maison, lui faisant sentir la répugnance qu'il devait naturellement avoir pour tout ce qui était propre à lui rappeler à chaque instant la réclusion où il se trouvait ; l'assurant, du reste, qu'il n'y avait rien qui lui fût personnel, et que si l'Empereur avait envie d'entreprendre de longues courses, j'étais persuadé qu'il le ferait demander de préférence pour en être accompagné. L'officier me répondit que ses instructions étaient de suivre l'Empereur ; mais que, se faisant une loi de lui être le moins désagréable possible, il prenait sur lui de ne pas l'accompagner.

À déjeuner, je fis part à l'Empereur de ma conversation avec le capitaine. Il me répondit que c'était bien à lui sans doute, mais qu'il n'en profiterait pas, n'étant pas dans ses principes de jouir d'un avantage qui pourrait compromettre un officier.

Cette détermination fut trop heureuse : entrés le soir chez nos hôtes, le capitaine me prit à part pour me dire qu'ayant été à la ville dans la journée parler à l'amiral de notre conversation du matin, il lui avait été enjoint de se conformer à ses instructions. Je ne pus m'empêcher de répondre avec vivacité que j'étais sûr que l'Empereur allait ordonner le renvoi immédiat des trois chevaux qu'on avait mis à notre disposition. L'officier, auquel je fis connaître, du reste, la réponse que l'Empereur m'avait faite le matin à son sujet, me dit qu'il pensait aussi que c'était très bien de renvoyer les chevaux, qu'il n'y avait rien de mieux à faire ; réponse que je crus dictée par l'humeur qu'il éprouvait lui-même du rôle qu'on lui imposait.

En sortant de chez nos hôtes, l'Empereur continua de se promener dans l'allée. Je lui appris ce que venait de me dire l'officier anglais. On eût dit qu'il s'y attendait ; mais je ne m'étais pas trompé, il m'ordonna de faire renvoyer les chevaux. Comme ce contretemps m'avait été fort sensible, je lui dis, avec un peu de vivacité peut-être, que s'il me le permettait j'allais rentrer auprès de l'officier pour qu'il eût à remplir sa volonté sur-le-champ. À quoi il répondit, avec une gravité et un son de voix tout particuliers : « Non, Monsieur, point d'humeur ; rarement on fait bien dans cette situation : il faut toujours laisser s'écouler la nuit sur l'injure de la veille. »

Respect au fardeau.

Vendredi 10.

Aujourd'hui, après nos travaux ordinaires, l'Empereur, prenant une direction nouvelle, est allé sur la route de la ville jusqu'au point d'où l'on aperçoit la rade et les vaisseaux. Au retour il a été rencontré dans le chemin par madame Balcombe, la maîtresse de notre maison, et une madame Stuart, jeune femme de vingt ans, fort jolie, retournant de Bombay en Angleterre. L'Empereur a causé avec elle des mœurs, des usages de l'Inde, des désagréments de la mer, surtout pour les femmes ; de l'Écosse, patrie de madame Stuart ; beaucoup d'Ossian, et l'a félicitée de ce que le climat de l'Inde avait respecté son teint d'Écosse.

Des esclaves, chargés de lourdes caisses, ont croisé notre route ; madame Balcombe leur ayant dit fort rudement de s'éloigner, l'Empereur s'y est opposé, disant : « Respect au fardeau, Madame ! » À ces mots, madame Stuart, qui n'avait cessé de chercher avidement à la dérobée les traits et la physionomie de l'Empereur, laissa échapper tout bas à sa voisine : « Mon Dieu, que voilà une figure et un caractère bien différents de ce qu'on m'avait dit ! »

1. ↑ Le dépôt chez la maison Laffitte.

L'Empereur ayant abdiqué pour la seconde fois, quelqu'un qui l'aimait pour lui-même et connaissait son imprévoyance, accourut pour connaître si l'on avait pris des mesures pour son avenir. On n'y avait pas songé, et Napoléon demeurait absolument sans rien. Pour pouvoir y remédier, il fallut que bien des gens s'y prêtassent de tout leur cœur, et l'on vint à bout de la sorte de lui composer les quatre ou cinq millions dont M. Laffitte s'est trouvé le dépositaire.

Au moment de quitter la Malmaison, la sollicitude des vrais amis de Napoléon ne lui fut pas moins utile. Quelqu'un qui se défiait du désordre et de la confusion inséparables de notre situation, voulut vérifier par lui-même si l'on avait bien pourvu à tout ; quel fut son étonnement d'apprendre que le chariot chargé des ressources futures demeurait oublié sous une remise à la Malmaison même ; et quand on voulut y remédier, la clef ne se trouva plus. Cet embarras demanda beaucoup de temps ; notre départ en fut même retardé de quelques instants.

Cependant M. Laffitte était accouru pour donner à l'Empereur un récépissé de la somme ; mais Napoléon n'en voulait point, lui disant : « Je vous connais, Monsieur Laffitte, je sais que vous n'aimiez point mon gouvernement, mais je vous tiens pour un honnête homme. »

Du reste, M. Laffitte semble avoir été destiné à se trouver le dépositaire des monarques malheureux. Louis XVIII, en partant pour Gand, lui avait fait remettre pareillement une somme considérable. À l'arrivée de Napoléon, le 20 mars, M. Laffitte fut mandé par l'Empereur et questionné sur ce dépôt, qu'il ne nia pas. Et comme il exprimait la crainte qu'un reproche se trouvât renfermé dans les questions qui venaient de lui être faites. « Aucun, répondit l'Empereur : cet argent était personnellement au roi, et les affaires domestiques ne sont pas de la politique. »

2. ↑ Après mon enlèvement de Longwood, sir Hudson Lowe, saisi de mes papiers, parcourait, avec mon agrément, ce journal. Il y trouvait des choses fort désagréables pour lui et un moment il me dit : « Monsieur le comte, quel héritage vous préparez à mes enfants ! – Ce n'est pas ma faute, répondis-je ; il ne tient qu'à vous qu'il en soit autrement ; vous me rendrez heureux de me mettre à même d'effacer, ainsi que je l'ai fait il y a peu de jours pour le général Wilson. » Sur quoi de demander ce qu'il y avait donc sur celui-ci, et nous y passons. Après avoir lu tout ce qui le concernait, et le motif de mon effaçure, il dit d'un air piteux, pensif et chagrin : « Oui, je le vois bien, mais je ne comprends pas... ; car je connais beaucoup Wilson, et il s'était pourtant bien chaudement montré pour les Bourbons. »

Quand nous apprîmes la délivrance de Lavalette, nous en tressaillîmes de joie sur notre rocher. Quelqu'un observant que son libérateur Wilson n'était apparemment pas le même que celui qui avait écrit tant de mauvaises choses sur l'Empereur : « Et pourquoi pas ? dit Napoléon. Que vous connaissez peu les hommes et les passions ! qui vous dit que celui-ci ne serait pas un de ces esprits ardents, passionnés, qui aura écrit ce qu'il croyait alors ? Et puis nous étions ennemis, nous combattions. Aujourd'hui que nous sommes abattus, il sait mieux ; il peut se trouver abusé, trompé, en être mécontent, et peut-être nous souhaiter à présent autant de bien qu'il a cherché à nous faire de mal. »

La sagacité de Napoléon était telle, ou le hasard ici le conduisait si justement, qu'on pourrait dire qu'il ne faisait que lire de loin. Ce Robert Wilson était en effet l'écrivain même ; heurté de voir un grand peuple privé de ses premiers droits, il se récriait désormais contre les alliés, comme s'ils lui eussent imposé des chaînes à lui-même, et personne n'a montré une plus vive indignation sur les traitements faits à Napoléon, ni témoigne un plus ardent désir de les voir cesser.

3. ↑

Tués dans les combats...	3.614
Morts de leurs blessures...	854
Morts par accidents...	290
Morts par maladies ordinaires...	2.468
Morts de la fièvre pestilentielle...	1.689
Total...	8 915

L'ordonnateur en chef, SARTELON.

Au Caire, le 10 frimaire an IX.

Chapitre 3.

Conversation de minuit, au clair de lune, etc. – Les deux impératrices – Mariage de Marie-Louise – Sa maison – Duchesse de Montebello – Madame de Montesquiou – Institut de Meudon – Sentiments de la maison d’Autriche pour Napoléon – Anecdotes recueillies en Allemagne depuis mon retour en Europe

Samedi 11 au lundi 13.

L’Empereur s’attachait chaque jour davantage à l’allée inférieure de nos voisins ; il s’y rendait avant et après son dîner ; là, nous marchions alors des heures entières ; ce qui se prolongeait parfois fort avant dans la nuit quand la lune nous éclairait. C’est là qu’à sa lueur et à la douce température du moment, nous oublions la chaleur brûlante du jour. Jamais l’Empereur n’était plus causant ni ne se trouvait de distraction plus complète. C’est dans la longueur et l’abandon de ces conversations qu’il se plaisait à raconter son enfance, les premières années de sa jeunesse, les sentiments et les illusions qui d’ordinaire les embellissent ; enfin les détails de sa vie privée depuis qu’il avait joué un rôle sur la grande scène du monde. J’ai reporté ailleurs ce que j’ai cru pouvoir en répéter. Il semblait parfois embarrassé d’avoir parlé trop longuement, et d’avoir exprimé des choses trop minutieuses, et me disait alors : « Mais à votre tour à présent, un peu de vos histoires aussi ; vous n’êtes pas conteur. » Je n’avais garde, j’eusse trop craint de perdre quelque chose de ce qui m’attachait si vivement.

C’est dans une de ces promenades nocturnes que l’Empereur disait qu’il avait été fort occupé dans sa vie de deux femmes très différentes : l’une était l’art et les grâces ; l’autre l’innocence et la simple nature : et chacune, observait-il, avait bien son prix.

Dans aucun moment de la vie la première n’avait de positions ou d’altitudes qui ne fussent agréables ou séduisantes ; il eût été impossible de

lui surprendre ou d'en éprouver jamais aucun inconvénient ; tout ce que l'art peut imaginer en faveur des attraits était employé par elle, mais avec un tel mystère qu'on n'en apercevait jamais rien. L'autre, au contraire, ne soupçonnait même pas qu'il pût y avoir rien à gagner dans d'innocents artifices. L'une était toujours à côté de la vérité, son premier mouvement était la négative ; la seconde ignorait la dissimulation, tout détour lui était étranger. La première ne demandait jamais rien à son mari, mais elle devait partout ; la seconde n'hésitait pas à demander quand elle n'avait plus, ce qui était fort rare : elle n'aurait pas cru pouvoir jamais rien prendre sans payer aussitôt. Du reste, toutes les deux étaient bonnes, douces, fort attachées à leur mari. Mais on les a déjà devinées sans doute, et quiconque les a vues reconnaît les deux impératrices.

L'Empereur disait qu'il les avait constamment trouvées de l'humeur la plus égale, et d'une complaisance absolue.

Le mariage de Marie-Louise s'accomplit à Compiègne, immédiatement après son arrivée. L'Empereur, déroutant toute l'étiquette convenue, alla au-devant d'elle, et monta déguisé dans sa voiture. Elle fut agréablement surprise quand elle vint à le connaître ; on lui avait toujours dit que Berthier, qui était venu l'épouser par procuration à Vienne, était, pour la figure et l'âge, l'exakte ressemblance de l'Empereur : elle laissa échapper qu'elle y trouvait une heureuse différence.

L'Empereur voulut lui épargner tous les détails de l'étiquette domestique en usage dans pareille circonstance ; on l'en avait, du reste, soigneusement instruite à Vienne. L'Empereur, pour ce qui le regardait personnellement, lui demanda quelles instructions elle avait reçues de ses grands-parents. D'être à lui tout à fait, et de lui obéir en toutes choses, fut sa réponse ; et ce fut aussi pour l'Empereur la solution de tout cas de conscience, et non les décisions de certains cardinaux ou évêques, comme on l'a dit dans le temps ; d'ailleurs, dans la même circonstance, Henri IV en avait agi de la sorte.

Le mariage avec Marie-Louise, disait l'Empereur, se proposa et se conclut dans le même jour, et sous les mêmes formes et conditions que celui de Marie-Antoinette, dont le contrat fut adopté pour modèle. Depuis la séparation avec Joséphine, on traitait avec l'empereur de Russie pour une de ses sœurs ; les difficultés ne reposaient guère que sur des arrangements

religieux. Le prince Eugène, causant avec M. de Schwartzemberg, apprit de lui que l'empereur d'Autriche ne serait pas éloigné de donner sa fille ; il en fit part à l'Empereur. Un conseil fut convoqué pour décider quelle alliance, de la Russie ou de l'Autriche, serait la plus avantageuse : Eugène et Talleyrand furent pour l'Autriche, Cambacérès parla contre ; la majorité fut en faveur d'une archiduchesse. Eugène fut chargé d'en faire l'ouverture officieuse, et le ministre des relations extérieures reçut des pouvoirs de signer dans le jour même, si l'occasion s'en présentait ; ce qui en effet arriva ainsi.

La Russie en prit beaucoup d'humeur, et se regarda comme jouée ; elle ne l'était pas : il n'y avait rien d'obligatoire encore vis-à-vis d'elle ; les deux partis demeuraient tout à fait libres. Les intérêts de la politique firent passer surtout le reste.

L'Empereur donna pour dame d'honneur à l'impératrice Marie-Louise la duchesse de Montebello ; le comte de Beauharnais pour chevalier d'honneur, et le prince Aldobrandini pour écuyer. Lors des malheurs de 1814, ils ne répondirent pas, disait l'Empereur, au dévouement que l'impératrice avait droit d'en attendre : Son écuyer la déserta sans prendre congé ; son chevalier d'honneur ne voulut pas la suivre ; et la dame d'honneur, malgré l'extrême affection que lui portait l'impératrice, crut, disait Napoléon, tous ses devoirs accomplis lorsqu'elle l'eut déposée à Vienne.

La duchesse de Montebello fut dans le temps un de ces choix heureux qui emportèrent l'approbation universelle. Elle était jeune, belle, d'une conduite parfaite, et veuve d'un général dit le *Roland* de l'armée, qui venait d'expirer tout récemment sur le champ de bataille. Ce choix fut très agréable à l'armée, et rassura le parti national, qui s'effrayait de ce mariage, du nombre et de la qualité des chambellans dont on l'entourait, comme d'un pas vers ce que plusieurs appelaient la contre-révolution, et cherchaient à faire considérer comme telle. Pour l'Empereur, il avait été principalement déterminé par l'ignorance où il était du caractère de Marie-Louise, et la crainte qu'elle n'apportât des préjugés de naissance qui eussent été nuisibles à la cour de l'Empereur. Quand il l'eut connue, quand il sut qu'elle était tout à fait dans les idées du jour, l'Empereur regretta de n'avoir pas fait un autre choix, de ne s'être pas arrêté sur la comtesse *de Beauveau*,

qui, bonne, douce, inoffensive, n'aurait agi que par les conseils de famille de ses nombreux parents, et eût pu introduire ainsi une sorte de traditions utiles, et une grande quantité de subalternes bien recommandés ; elle eût pu rallier encore beaucoup de personnes qui demeureraient éloignées, et tout cela eut été sans nul inconvénient, parce que cela ne fût arrivé que par les combinaisons de l'Empereur même, qui n'était pas homme à se laisser abuser.

L'impératrice prit une affection des plus tendres pour la duchesse de Montebello ; celle-ci a pu être reine d'Espagne. Ferdinand VII, à Valencey, demanda à l'Empereur d'épouser mademoiselle de Tascher, cousine germaine de Joséphine et de son propre nom, à l'exemple du prince de Bade qui avait épousé mademoiselle de Beauharnais. L'Empereur, qui pensait déjà à se séparer de l'impératrice Joséphine, s'y refusa, ne voulant pas, par ce nouveau lien, compliquer encore davantage les difficultés. Plus tard, Ferdinand demanda la duchesse de Montebello ou toute autre Française que l'Empereur voudrait adopter. Cette demoiselle de Tascher est celle que l'Empereur maria plus tard au duc d'Aremberg, avec l'intention de la faire gouvernante des Pays-Bas ; voulant par la suite du temps dédommager Bruxelles de la perte de son ancienne cour. L'Empereur voulut mettre le comte de Narbonne, qui n'avait pas été étranger au mariage de l'impératrice, à la place du comte de Beauharnais ; l'extrême chagrin qu'en fit paraître Marie-Louise retint l'Empereur : l'éloignement de l'impératrice n'avait, du reste, d'autre cause que les intrigues de son entourage qui n'avait rien à craindre de M. de Beauharnais, mais qui redoutait fort l'influence et l'esprit de M. de Narbonne.

En général, quand l'Empereur avait à nommer, nous disait-il, à des places délicates, il demandait d'ordinaire des candidats à ceux qui l'entouraient ; et c'est sur ces listes et les renseignements qu'il se procurait qu'il méditait son choix en secret. Il nous a nommé quelques-unes des personnes qu'on lui avait proposées pour dames d'honneur : la princesse de Vaudemont ; une madame de La Rochefoucauld, devenue madame de Castellanes et plusieurs autres ; puis il nous a demandé de dire nous-mêmes qui nous eussions proposé, ce qui nous a fait passer en revue une bonne partie de la cour. Au nom de Madame de Montesquiou, indiqué par l'un de nous : « Je le crois bien, a-t-il répondu ; mais elle était plus avantageusement placée encore.

C'est une femme d'un rare mérite : sa piété est sincère, ses principes excellents ; elle s'est acquis de grands titres à mon estime et à mon affection. Il m'en eût fallu deux comme elle, une demi-douzaine ; je les eusse toutes placées dignement, et j'en eusse demandé encore : elle a été parfaite à Vienne auprès de mon fils. »

Voici, du reste, qui donnera une idée juste de la manière dont elle élevait le roi de Rome : ce jeune prince occupait le rez-de-chaussée donnant sur la cour des Tuileries ; il était peu d'heures de la journée où un grand nombre de spectateurs ne regardassent par la fenêtre, dans l'espérance de l'apercevoir. Un jour qu'il était dans un violent accès de colère et qu'il se montrait rebelle à tous les efforts de madame de Montesquiou, elle ordonna de fermer à l'instant tous les contrevents ; l'enfant, étourdi de cette obscurité subite, demanda aussitôt à *Maman Quiou* pourquoi tout cela. « C'est que je vous aime trop, lui dit-elle, pour ne pas cacher votre colère à tout le monde. Que diraient toutes ces personnes que vous gouvernez peut-être un jour, si elles vous avaient vu dans cet état ? croyez-vous qu'elles voulussent vous obéir, si elles vous savaient aussi méchant ? » Et l'enfant de demander pardon aussitôt, et de bien promettre que cela ne lui arriverait plus.

« Voilà, au fait, observait l'Empereur, des manières différentes de celles de M. de Villeroi à Louis XV : *Regardez tout ce peuple, mon maître, il vous appartient ; tous ces hommes que vous voyez-là sont les vôtres.* »

Madame de Montesquiou était adorée de cet enfant ; quand on voulut la renvoyer de Vienne, il fallut employer la ruse et le tromper ; ce fut jusqu'à craindre pour sa santé.

L'Empereur avait beaucoup d'idées nouvelles touchant l'éducation du roi de Rome : il comptait sur l'*institut de Meudon*, dont il avait déjà décrété les principes, attendant quelques loisirs pour leurs développements. Il voulait y rassembler tous les princes de la maison impériale, surtout ceux de toutes les branches qu'il avait élevées sur des trônes étrangers. C'était là joindre, prétendait-il, aux soins de l'éducation particulière tous les avantages de l'éducation en commun. « Destinés, disait-il, à occuper divers trônes et à régir diverses nations, ces enfants auraient puisé là des principes communs, des mœurs pareilles, des idées semblables. Pour mieux faciliter la fusion et l'uniformité des parties fédératives de l'empire, chacun de ces princes eût

amené du dehors, avec lui, dix ou douze enfants, plus ou moins, de son âge et des premières familles de son pays ; quelle influence n'eussent-ils pas exercée chez eux au retour ! Je ne doutais pas, continuait l'Empereur, que les princes des autres dynasties étrangères à ma famille n'eussent bientôt sollicité de moi, comme une grande faveur, d'y voir admettre leurs enfants. Et quel avantage n'en serait-il pas résulté pour le bien-être des peuples composant l'association européenne ! Tous ces jeunes princes, observait Napoléon, eussent été réunis d'assez bonne heure pour contracter les liens si chers et si puissants de la première enfance, et séparés néanmoins assez tôt pour prévenir les funestes effets des passions naissantes : l'ardeur des préférences, l'ambition du succès, la jalousie de l'amour, etc. »

L'Empereur eût voulu que toute l'éducation de ces princes-rois se fut fondée sur des connaissances générales, de grandes vues, des sommaires, des résultats ; il eût voulu des connaissances plutôt que de la science, du jugement plutôt que de l'acquis ; l'application des détails plutôt que l'étude des théories ; surtout point de parties spéciales trop poursuivies ; car il estimait que la perfection ou le trop de succès dans certaines parties, soit des arts, soit des sciences, était un inconvénient dans le prince. Les peuples, disait-il, n'avaient qu'à perdre d'avoir un poète pour roi, un virtuose, un naturaliste, un chimiste, un tourneur, un serrurier, etc., etc.

Marie-Louise avouait à l'Empereur que, dans les premiers moments qu'il fut question de mariage, elle ne pouvait se défendre d'une certaine frayeur, à cause de tout le mal qu'elle avait entendu dire de Napoléon parmi les siens ; sur quoi, quand elle rappelait tout cela, ses oncles, les archiducs, qui la poussaient fort à cette union, lui répondaient : « Tout cela n'était vrai que quand il était notre ennemi ; il ne l'est plus aujourd'hui. »

« Du reste, voici, disait l'Empereur, qui donnera une idée de la bienveillance qu'on nous portait dans cette famille. Un de ces jeunes archiducs brûlait souvent de ses poupées, disant qu'il rôtiissait Napoléon. Il est vrai que depuis il disait qu'il ne le rôtirait plus, qu'il l'aimait beaucoup à présent, parce qu'il donnait beaucoup d'argent à sa sœur Louise pour lui envoyer force joujoux. »

Depuis mon retour en Europe, j'ai eu plus d'une occasion de me convaincre des sentiments que cette maison a professés plus tard pour Napoléon. Je tiens de la bouche du témoin même, personnage distingué, qui

me le racontait en Allemagne, qu'ayant eu une audience particulière de l'empereur François, dans le voyage qu'il a fait en Italie en 1816, il y fut question de Napoléon : François n'en parla jamais que dans les meilleurs termes. On eût pu penser, me disait le narrateur, qu'il le croyait encore régnant en France, et qu'il ignorait qu'il fût à Sainte-Hélène : il ne lui donna jamais d'autre qualification que celle de l'empereur Napoléon.

La même personne me racontait que l'archiduc Jean, visitant en Italie une rotonde au plafond de laquelle on voyait une action célèbre dont Napoléon était le héros, en levant la tête, son chapeau tomba par terre ; sa suite se précipita pour le lui rendre. « Laissez, laissez, dit-il, c'est dans cette attitude qu'on doit considérer l'homme qui se trouve là-haut. »

Puisque j'en suis là, je vais consigner ici quelques circonstances que j'ai recueillies en Allemagne, à mon retour en Europe ; et pour leur assigner tout le prix qu'elles méritent, je dirai que je les tiens de personnes de la haute diplomatie. On sait que tous ces membres composent entre eux une espèce de famille, une sorte de maçonnerie, et que leurs sources sont les plus authentiques.

– L'impératrice Marie-Louise se plaint qu'en quittant la France, M. de Talleyrand s'était réservé l'honneur de venir lui demander la restitution des diamants de l'État, et vérifier si elle s'était faite avec exactitude.

En 1814, lors des désastres de la France, le prince Eugène fut l'objet de beaucoup de séductions et d'un grand nombre de propositions fort brillantes : un général autrichien lui offrit la couronne d'Italie au nom des alliés, s'il voulait, se joindre à eux. Cette offre lui vint de plus haut encore et à diverses reprises. Déjà il avait été question de lui, sous l'Empereur, pour les trônes de Portugal, de Naples et de Pologne.

En 1815, des hommes importants dans la diplomatie européenne le sondèrent pour savoir si, dans le cas où Napoléon serait contraint d'abdiquer de nouveau, et le choix du peuple se tournant vers lui, il accepterait. Dans ces circonstances, comme dans tant d'autres, ce prince fut inébranlable dans une ligne de devoir et d'honneur qui le rend immortel : *honneur et fidélité* fut sa constante réponse, et la postérité en fera sa devise.

Lors de la distribution des États en 1814, l'empereur Alexandre, qui allait très souvent à la Malmaison chez l'impératrice Joséphine, voulait procurer à

son fils la souveraineté de Gênes. Celle-ci le refusa, à l'instigation d'un des diplomates dirigeants qui la flattait faussement de quelque chose de mieux.

Au congrès de Vienne, le même empereur Alexandre, qui honorait le prince Eugène d'une bienveillance toute particulière, exigeait pour lui au moins trois cent mille sujets. Il lui témoignait alors une très vive amitié, et se promenait régulièrement chaque jour bras à bras avec lui. Le débarquement de Cannes vint mettre un terme, sinon au sentiment, du moins aux démonstrations et à l'intérêt politique de l'empereur de Russie. Il fut même question alors, de la part de l'Autriche, de se saisir de la personne d'Eugène, et de l'envoyer prisonnier dans une forteresse de Hongrie ; mais le roi de Bavière, son beau-père, courut avec indignation chez l'empereur d'Autriche, lui représenter qu'Eugène était venu à Vienne sous sa protection et sa garantie, et que sa confiance ne serait point trompée ; aussi Eugène demeura-t-il libre sur sa parole et celle du roi son beau-père.

– Alexandre, depuis la chute de Napoléon, a montré dans plusieurs circonstances particulières un éloignement vif et décidé contre lui. C'est Alexandre qui, en 1815, a été l'âme et le promoteur ardent de la seconde croisade contre Napoléon : il a tout dirigé avec la dernière chaleur, semblant en faire une affaire personnelle, et faisant reposer son aversion sur ce qu'il en avait été, disait-il, trompé et joué. Si ce ressentiment tardif n'était pas affecté, on a des raisons de croire qu'il était dû à un ancien ministre et confident de Napoléon (Talleyrand) qui, dans des conversations particulières, avait eu l'art, durant le congrès de Vienne, de blesser l'amour-propre d'Alexandre par des récits vrais ou faux sur l'opinion et les confidences de Napoléon à l'égard de son illustre ami.

À la première nouvelle de la bataille de Fleurus, les têtes de toutes les colonnes russes eurent ordre de s'arrêter sur-le-champ, tandis que toute la masse autrichienne et bavarroise, de son côté, obliqua à l'instant pour s'en séparer et faire bande à part. Si le congrès de Vienne eût été rompu lors du 20 mars, il est à peu près certain qu'on n'eût pas pu renouveler la croisade ; et si Napoléon eût été victorieux à Waterloo, il est à peu près certain aussi qu'elle allait se trouver dissoute.

– La nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes fut un coup de foudre pour notre plénipotentiaire à Vienne. Il est très vrai qu'il fut le rédacteur de la fameuse déclaration du 13 mars ; et, toute violente qu'elle

est, le projet l'était encore bien davantage ; il fut amendé par les autres ministres. La figure et la contenance de ce plénipotentiaire, à mesure qu'on apprenait les progrès de Napoléon, furent un thermomètre qui fit la risée des membres du congrès.

L'Autriche sut de très bonne heure à quoi s'en tenir, ses courriers l'instruisaient à merveille. La légation française seule entretenait des doutes, elle distribuait encore une lettre magnanime du roi à tous les souverains pour leur faire connaître qu'il était déterminé à mourir aux Tuileries, qu'on savait déjà que ce prince avait quitté la capitale pour gagner la frontière.

Un membre du congrès et lord Wellington s'entretenant confidentiellement avec la légation française, et la carte à la main, assignèrent du 20 au 21 l'entrée de Napoléon dans Paris.

L'empereur François, à mesure qu'il reçut les publications officielles de Grenoble et de Lyon, les envoya immédiatement, à Schœnbrunn, à Marie-Louise, qui s'y livra à une joie extrême. Et il est très vrai que plus tard il a été question d'un enlèvement du jeune Napoléon pour le conduire en France.

Le plénipotentiaire français finit par quitter Vienne, et se transporta à Francfort et à Wisbad pour être en meilleure situation de négocier à la fois soit à Gand, soit à Paris. Jamais courtisan des événements n'eut plus d'embarras ni d'anxiétés. L'ardeur que lui avait imprimée la nouvelle du débarquement à Cannes s'était fort calmée par celle de l'entrée de Napoléon à Paris, et il s'entendit avec Fouché pour que celui-ci le garantît auprès de Napoléon ; s'engageant, de son côté, à garantir Fouché auprès des Bourbons. On a le droit de croire que les offres de ce plénipotentiaire envers le souverain revenu allèrent bien plus haut et bien plus loin encore, mais que Napoléon indigné les repoussa pour ne pas trop dégrader sa politique, a-t-il dit.

Tout semble prouver d'ailleurs que le résultat qui prévalut alors était loin d'être les intentions de l'Autriche ; qu'elle y a été probablement jouée, trahie, ou du moins enlevée d'assaut.

La fatalité des mouvements militaires a fait que les alliés sont entrés dans Paris, sans que le cabinet autrichien y ait concouru. La fameuse déclaration

d'Alexandre contre Napoléon Bonaparte et sa famille a été faite sans que cette même puissance d'Autriche fût consultée ; et M. le comte d'Artois n'a pénétré en France qu'en s'y glissant, en dépit du quartier-général autrichien, qui même lui avait refusé des passeports.

Il paraît que l'Autriche, au retour de Moscou, s'employa de bonne foi à Londres pour y négocier la paix avec Napoléon ; mais le cabinet russe y était tout-puissant, et ne voulut entendre à rien. Arriva l'armistice de Dresde, et l'Autriche prit alors le parti de la guerre.

Le négociateur autrichien à Londres, durant tout cet intervalle, ne put jamais être écouté. Il y resta néanmoins fort longtemps encore, et ne quitta que lorsque les alliés étaient au cœur de la France, et au moment où lord Castlereagh fit pressentir un instant que les succès héroïques de Napoléon à Champ-Aubert, à Montereau, son entrée victorieuse à Troyes, pouvaient rendre les négociations indispensables.

Si dans le principe ce négociateur n'eût pas été envoyé à Londres, il eût été destiné pour Paris, et peut-être eût-il influé alors de manière à amener une tournure différente de celle qui eut lieu, durant son absence, entre les Tuileries et Vienne. Dans le plus fort de la crise, il se trouva retenu en Angleterre comme par force.

Dans son impatience de rejoindre le centre des grandes négociations, il quitta son poste et gagna la Hollande, en bravant une grande tempête. À peine arrivait-il sur le théâtre des affaires, qu'il tomba entre les mains de Napoléon à Saint-Dizier ; mais le sort de la France était alors décidé, bien qu'on ne le sût pas encore au quartier-général français, Alexandre entra dans Paris.

Le négociateur autrichien avait vainement employé tous les moyens pour se procurer à Londres un passeport qui lui permît de rejoindre son maître, en passant par Calais et Paris. Ce contretemps accidentel, ou médité, fut une fatalité de plus ; il eût gagné Paris avant les alliés, se fût trouvé auprès de Marie-Louise, eût déjoué les derniers projets de M. de Talleyrand, et produit des combinaisons nouvelles.

Il existait deux opinions dans le cabinet autrichien : l'une pour l'union avec la France, l'autre pour l'alliance avec la Russie. Soit intrigues, soit

fatalité, le parti russe l'emporta tout à fait, et l'Autriche ne fut plus qu'entraînée.

Petits détails intérieurs, etc. – Réflexions.

Mardi 14.

Ce matin on a servi à déjeuner du café plus supportable ; il était même bon ; l'Empereur a manifesté un vrai plaisir en le goûtant. Quelques moments plus tard il disait, en frottant son estomac de la main, qu'il en sentait le bien là. Il serait difficile de rendre mes sentiments à ces simples paroles : l'Empereur, en appréciant ainsi, contre son usage, une si légère jouissance, me découvrait sans le savoir les progrès de toutes les privations qu'on lui impose, et dont il ne se plaint pas.

Le soir, en remontant de notre promenade de l'après-dînée, l'Empereur dans sa chambre m'a lu le chapitre des *Consuls provisoires*, dicté à M. de Montholon. La lecture finie, l'Empereur a pris un ruban, et s'est mis à attacher lui-même les feuilles éparses. Il était tard : le silence de la nuit régnait autour de nous ; je contemplais l'Empereur dans son travail qui se prolongeait.

Mes réflexions étaient ce jour-là tournées vers la mélancolie : je regardais ces mains qui ont régi tant de sceptres ; elles étaient en cet instant occupées tranquillement, peut-être même non sans quelque charme, à rattacher de simples feuilles de papier auxquelles il imprime, il est vrai, des traits qui ne se perdront jamais ; les portraits qu'il y sème demeureront des jugements pour la postérité ; c'est le livre de vie ou de mort pour beaucoup de ceux qui en sont l'objet. Je me disais silencieusement toutes ces choses, d'autres encore : « Et l'Empereur me lit tout cela ! il me parle familièrement, il me demande parfois ce que j'en pense ; j'ose hasarder mon avis ! ah ! je ne suis point à plaindre d'être venu à Sainte-Hélène !... »

Détails très privés, etc., etc. – Rapprochements bien bizarres.

Mercredi 15.

Aussitôt après son dîner, l'Empereur est descendu dans son allée inférieure ; il s'y est fait apporter son café, qu'il a pris en se promenant ; la conversation est tombée sur l'amour. J'ai dû dire de fort belles choses et très délicates sur ce grand sujet, et me montrer fort sentimental ; car l'Empereur, se mettant à rire de ce qu'il appelait mon gazouillement, m'a dit ne rien comprendre à mon verbiage de roman ; et parlant à son tour très légèrement, il a affecté de vouloir paraître beaucoup plus familier avec les sensations qu'avec les sentiments. Je me suis permis de dire qu'il s'efforçait de se rendre plus mauvais que ne le portaient les relations du palais, relations très authentiques, bien que fort secrètes : « Et qu'ont-elles appris ? reprenait-il en me fixant gaiement. — Sire, on veut qu'au sommet de votre toute-puissance, vous vous soyez laissé imposer de douces chaînes, que vous vous soyez trouvé le héros d'un roman ; que, dans une résistance qui vous surprenait, vous vous soyez attaché à une simple dame : que vous lui ayez bien écrit une douzaine de lettres ; qu'elle vous ait amené et contraint à vous soumettre au travestissement, à vous rendre seul nuitamment chez elle dans sa propre demeure au milieu de Paris. — Mais comment l'aurait-on su ? » a-t-il dit en souriant, ce qui ne voulait pas dire non. « Et on a ajouté sans doute, a-t-il continué, que c'était la plus grande imprudence de ma vie, car si elle n'eût pas été honnête femme, que ne pouvait-il pas m'arriver, seul et déguisé, dans les circonstances où je me trouvais, au milieu des embûches dont j'étais entouré ? Mais que disait-on encore ? — Sire, on voulait que la postérité de Votre Majesté ne se bornât pas au roi de Rome ; la chronique secrète lui donnait deux aînés : l'un venu d'une belle étrangère que vous auriez fort aimée en pays lointain ; l'autre, fruit d'une occupation plus voisine, au sein même de votre capitale. On voulait que tous deux fussent venus à la Malmaison avant notre départ ; l'un amené par sa mère, l'autre introduit par son tuteur, tous deux les portraits vivants de leur père. »

L'Empereur riait beaucoup de tant de science, disait-il ; et, une fois en gaieté, il s'est mis à repasser franchement et dans un entier abandon ses premières années, et m'a raconté force aventures de cœur et d'esprit. Je passe la première moitié. Dans la seconde, je citerai un souper, au commencement de la révolution, dans le voisinage de la Saône et en compagnie du fidèle Desmazzis, que l'Empereur racontait de la manière la plus plaisante ; véritable guêpier, disait-il, où son éloquence patriotique

avait eu fort à faire contre la doctrine opposée du reste des convives, et l'avait même presque mis en danger. « Nous étions alors sans doute vous et moi bien loin l'un de l'autre ? a-t-il observé. – Mais pas tant pour la distance, Sire, ai-je répondu, quoique beaucoup assurément pour les doctrines. J'étais alors aussi moi dans le voisinage de la Saône, sur un des quais de Lyon, où des patriotes attroupés déclamant contre des canons qu'ils venaient de découvrir dans des barques, et qu'ils appelaient une contre-révolution, je me permis d'ouvrir, fort mal à propos, l'avis de s'assurer de ces canons en leur faisant prêter le *serment civique*, ce qui était partout alors l'acte du jour. Mon impertinence faillit me faire pendre. Vous voyez, Sire, que j'aurais pu, au besoin, et dans cet instant-là même, balancer votre compte, s'il vous fût arrivé malheur parmi vos aristocrates. » Ce rapprochement bizarre ne fut pas le seul de la soirée : l'Empereur m'ayant raconté une anecdote intéressante de 1788, me dit : « Vous, où pouviez-vous être alors ? – Sire, répondis-je après quelques secondes de recherches, à la Martinique, soupant tous les soirs à côté de la future impératrice Joséphine. »

La pluie vint, il a fallu quitter cette allée, qui peut-être un jour, disait l'Empereur, ne reviendra pas sans charmes dans notre souvenir. « Cela peut être, observais-je, mais assurément ce ne sera pas sans l'avoir quittée. »

Sur le faubourg Saint-Germain, etc. – L'Empereur sans préjugés, sans fiel, etc. – Paroles caractéristiques.

Jeudi 16.

Aujourd'hui l'Empereur s'informait du faubourg Saint-Germain ; il me questionnait sur ce dernier boulevard, disait-il, de la vieille aristocratie, ce refuge encroûté des vieux préjugés ; la ligue germanique, ainsi qu'il l'appelait. Je lui disais qu'avant les derniers revers, son pouvoir y avait pénétré de toutes parts ; il se trouvait envahi, il n'en restait plus que le nom ; il avait été ébranlé, vaincu par la gloire ; les victoires d'Austerlitz et d'Iéna, le triomphe de Tilsit, l'avaient conquis. Les jeunes gens, tous les cœurs généreux, n'avaient pu être insensibles au lustre de la patrie. Son mariage avec Marie-Louise avait porté le dernier coup ; il n'y avait plus eu

d'autres mécontents que ceux dont l'ambition était non satisfaite, ce qui se retrouve dans toutes les classes et dans tous les temps ; ou bien encore quelques vieillards intraitables ou de vieilles femmes pleurant leur influence passée. Tous les gens raisonnables et sensés avaient plié sous les talents supérieurs du chef de l'État, et cherchaient à se consoler de leurs pertes, dans l'espoir d'un meilleur avenir pour leurs enfants ; vers ce point se tournaient désormais toutes leurs illusions. Ils savaient gré à l'Empereur de sa partialité pour les anciens noms ; tout autre, convenaient-ils, eût achevé de les anéantir. Ils mettaient du prix à la confiance avec laquelle l'Empereur s'était entouré d'eux, ils lui tenaient compte d'avoir dit, en se saisissant de leurs enfants pour l'armée : « Ces noms appartiennent à la France, à l'histoire ; je suis le tuteur de leur gloire, je ne les laisserai pas périr. » Ces mots et d'autres semblables lui avaient fait un grand nombre de prosélytes.

L'Empereur disait en ce moment que ce parti n'avait peut-être pas été assez caressé. « Mon système de fusion le demandait, et je l'avais voulu, ordonné même ; mais les ministres, les grands intermédiaires, n'ont jamais bien rempli mes véritables intentions à cet égard, soit qu'ils n'y vissent pas plus loin, soit qu'ils craignissent d'amener ainsi des rivaux de faveur, et de diminuer leurs chances. M. de Talleyrand surtout s'y était toujours montré contraire et n'avait jamais cessé de combattre l'ancienne noblesse dans ma bienveillance et ma pensée. » Je lui faisais la remarque pourtant que le grand nombre de ceux qu'il avait appelés s'étaient bientôt montrés attachés à sa personne ; qu'ils l'avaient servi de bonne foi, et étaient en général demeurés fidèles au moment de la crise. L'Empereur n'en disconvenait pas, et allait même jusqu'à dire que le roi revenu, et lui ayant abdiqué, cette double circonstance avait dû beaucoup influencer sur certaines doctrines ; qu'aussi, dans son jugement, il mettait une grande différence dans la même conduite tenue en 1814 ou en 1815.

Et ici je dois dire que depuis que j'apprends à connaître l'Empereur, je ne lui ai jamais vu encore un seul moment de colère ou d'animosité contre aucun de ceux qui se sont le plus mal conduits à son égard. Il ne s'exalte pas sur ceux dont on lui vante la belle conduite : ils avaient fait leur devoir. Il ne s'emporte pas contre ceux qui se sont rendus si coupables ; il les avait en partie devinés ; ils avaient cédé à leur nature ; il les peignait froidement, sans fiel ; attribuait une partie de leur conduite aux circonstances, qu'il

confessait avoir été bien difficiles ; rejetait le reste sur les faiblesses humaines. « La vanité avait perdu *Marmont* ; la postérité flétrira justement sa vie, disait-il ; pourtant son cœur vaudra mieux que sa mémoire. *Augereau* devait sa conduite à son peu de lumières et à son mauvais entourage ; *Berthier* à son manque d'esprit et à sa nullité, etc. »

Je faisais observer que ce dernier avait laissé échapper la plus belle occasion, la plus facile de s'illustrer à jamais, celle d'aller présenter de bonne foi ses soumissions au roi, et de le supplier de trouver bon qu'il allât dans la solitude pleurer celui qui l'avait honoré du titre de son compagnon d'armes et l'avait appelé son ami. « Eh bien ! quelque simple que fût cette marche, disait l'Empereur, elle était encore au-dessus de ses forces. – Ses moyens, sa capacité avaient toujours été un objet de discussion parmi nous, disais-je alors ; le choix de Votre Majesté, votre confiance, votre grand attachement, nous étonnaient beaucoup. – C'est que Berthier, après tout, n'était pas sans talent, disait à cela l'Empereur ; et je suis loin de renier sa personne et mes sentiments ; mais ses talents, son mérite, étaient spéciaux et techniques, et hors de là sans nul esprit quelconque, et puis si faible !... » Je faisais observer que pourtant il était plein de prétentions et de morgue avec nous. « Et le titre de favori, disait l'Empereur, le comptez-vous pour rien ? » J'ajoutais qu'il était très dur, fort absolu. « – Mais rien de plus impérieux, mon cher, disait alors l'Empereur, que la faiblesse qui se sent étayée de la force : voyez les femmes. »

L'Empereur dans ses campagnes avait Berthier dans sa voiture. C'était pendant sa route et sur les grands chemins que l'Empereur, parcourant les livres d'ordre et les états de situation, prenait ses décisions, arrêtait ses plans et ordonnait les mouvements. Berthier en prenait note, et à la première station ou au premier moment de repos, soit de jour, soit de nuit, il expédiait à son tour tous les ordres et les différents détails particuliers avec une régularité, une précision et une promptitude admirables, disait l'Empereur ; c'était un travail pour lequel il était toujours prêt et infatigable. « Voilà quel était le mérite spécial de Berthier ; il était des plus grands et des plus précieux pour moi ; nul autre n'eût pu le remplacer ».

Je reviens encore à quelques touches caractéristiques sur l'Empereur. Il est sûr qu'il parle froidement, sans passion, sans préjugés, sans ressentiment des circonstances et des personnes qui remplissent sa vie. On sent qu'il

pourrait devenir l'allié de ses plus cruels ennemis, comme de vivre avec l'homme qui lui a fait le plus de mal. Il parle de son histoire passée comme si elle avait déjà trois cents ans de date ; ses récits et ses observations ont le langage des siècles ; c'est une ombre conversant aux Champs-Élysées, de vrais dialogues des morts. Il s'exprime souvent sur lui-même comme sur une tierce personne ; parlant des actes de l'Empereur, indiquant les faits que l'histoire pourrait lui reprocher, analysant les raisons et les motifs qu'on pourrait alléguer pour sa justification.

Il n'aurait pas, disait-il, à s'excuser d'aucune faute sur autrui, n'ayant jamais suivi que sa propre décision ; il aurait à se plaindre tout au plus de fausses informations, mais jamais de mauvais conseils. Il s'était entouré de plus de lumières possible, mais s'en était toujours tenu à son propre jugement ; il était loin de s'en repentir. « C'est, disait-il, l'indécision et l'anarchie dans les moteurs, qui amènent l'anarchie et la faiblesse dans les résultats. Pour être équitable sur les fautes produites par la seule décision personnelle de l'Empereur, continuait-il, il faudrait mettre en balance les grandes actions dont on l'aurait privé^[1], et les autres fautes que lui auraient fait commettre les conseils auxquels on lui reproche de ne pas s'être abandonné, etc. »

Dans la complication des circonstances de sa chute, il voit les choses tellement en masse, et de si haut, que les hommes lui échappent. Jamais on ne l'a surpris animé contre aucun de ceux dont on croirait qu'il a le plus à se plaindre. Sa plus grande marque de réprobation, et je m'en suis convaincu bien souvent, est de garder le silence sur leur compte, quand on les mentionne devant lui. Mais combien de fois on l'a vu arrêter les expressions violentes et moins retenues de nous qui l'entourions. « Vous ne connaissez pas les hommes, nous disait-il alors, ils sont difficiles à saisir quand on veut être juste. Se connaissent-ils, s'expliquent-ils bien eux-mêmes ? La plupart de ceux qui m'ont abandonné, si j'avais continué d'être heureux, n'eussent peut-être jamais soupçonné leur propre défection. Il est des vices et des vertus de circonstance. Nos dernières épreuves sont au-dessus de toutes les forces humaines ! Et puis j'ai plutôt été abandonné que trahi ; il y a eu plus de faiblesse autour de moi que de perfidie : c'est le *reniement de saint Pierre*, le repentir et les larmes ont pu être à la porte. À côté de cela, qui, dans l'histoire, eut plus de partisans et d'amis ? qui fut

plus populaire et plus aimé ? qui jamais laissa des regrets plus ardents et plus vifs ?... Voyez la France ; d'ici sur mon roc, ne serait-on pas tenté de dire que j'y règne encore ? Les rois et les princes, mes alliés, m'ont été fidèles jusqu'à extinction, ils ont été enlevés par les peuples en masse ; et ceux des miens qui étaient autour de moi se sont trouvés enveloppés, tout étourdis, dans un tourbillon irrésistible... Non, la nature humaine pouvait se montrer plus laide, et moi plus à plaindre ! »

Sur les officiers de sa maison en 1814, etc..

Vendredi 17.

Aujourd'hui l'Empereur me questionnait sur les officiers de sa maison. À l'exception de deux ou trois au plus qui avaient excité les mépris du parti même vers lequel ils avaient été transfuges, il n'y avait guère rien à dire sur le reste ; la très grande majorité avait même montré un dévouement actif. L'Empereur alors s'est enquis particulièrement de quelques-uns, en les citant par leurs noms, et je n'avais qu'à applaudir à tous. « Que me dites-vous là ? a-t-il dit au sujet de l'un d'eux en m'interrompant vivement. Et moi qui l'ai si mal reçu aux Tuileries à mon retour. Ah ! que je crains d'avoir fait des injustices involontaires ! Ce que c'est lorsqu'on est obligé de s'en rapporter au premier mot, et qu'on n'a pas un seul instant pour la vérification ! Que je crains aussi d'avoir laissé bien des dettes de reconnaissance en arrière ! Qu'on est malheureux quand on ne peut pas tout faire soi-même ! »

Je repris : « Sire, il est vrai de dire que s'il y eut faute parmi les officiers de votre maison, elle ne fut pas autre que celle de toute la masse ; faute, du reste, qui a dû nous ravaler étrangement aux yeux des autres nations. Sitôt que le roi a paru, on s'est précipité vers lui, non pas comme vers le souverain que nous laissait votre abdication, mais comme vers celui qui n'avait jamais cessé de l'être ; non pas avec cette dignité de l'homme fier d'avoir constamment rempli tous ses devoirs, mais avec l'embarras équivoque du courtisan qui a été maladroit. Chacun n'a cherché qu'à se justifier ; Votre Majesté se trouva dès cet instant désavouée, reniée ; la qualification d'Empereur disparut. Les ministres, les grands, les plus

intimes de Votre Majesté, ne rougissent pas pour eux, pour leur nation, de ne plus dire que Bonaparte. On avait été contraint de servir, disait-on ; on n'avait pas pu faire autrement ; on eût eu trop de mauvais traitements à redouter, etc. » L'Empereur trouvait bien là notre caractère national, nous étions toujours les Gaulois d'autrefois ; la légèreté, la même inconstance, et surtout la même vanité.

Idée de l'Empereur de se réserver la Corse – Opinion sur Robespierre – Idée sur l'opinion publique –
Intention expiatoire de l'Empereur sur les victimes de la révolution.

Samedi 18.

Après le travail accoutumé, l'Empereur m'a amené au jardin vers les quatre heures. Il venait de finir la dictée sur la Corse : ayant épuisé le sujet sur cette île, celui de Paoli, et parlé de l'influencé que lui-même s'y était créée si jeune encore, lors de sa séparation politique d'avec Paoli, il a ajouté que dernièrement il eût été bien sûr d'y réunir tous les vœux, toutes les opinions, tous les efforts ; que s'il s'y était retiré en quittant Paris, il eût été à l'abri contre toute puissance étrangère ; il en avait eu la pensée. En abdiquant pour son fils, il avait été sur le point de se réserver la jouissance de la Corse durant sa vie ; aucun obstacle de mer ne l'eût empêché d'y arriver. Il ne le voulut point, pour rendre, disait-il, son abdication plus franche, plus fructueuse pour la France. Son séjour au centre de la Méditerranée, au sein de l'Europe, si près de la France et de l'Italie, pouvait demeurer un prétexte durable pour les alliés. Il préféra même l'Amérique à l'Angleterre, par le même motif et dans la même pensée : il est vrai qu'il n'avait pas prévu, disait-il, et ne pouvait prévoir, d'après la confiance de ses démarches, l'injuste et violente déportation à Sainte-Hélène.

Plus tard l'Empereur, parcourant divers points de la révolution, s'est arrêté sur *Robespierre*, qu'il n'a pas connu, il est vrai, mais auquel il ne croyait ni talent, ni force, ni système. Il le pensait néanmoins le vrai bouc émissaire de la révolution, immolé dès qu'il avait voulu entreprendre de l'arrêter dans sa course ; destinée commune, du reste, observait-il, à tous ceux qui, jusqu'à lui, Napoléon, avaient osé l'essayer. Les terroristes et leur doctrine ont survécu à Robespierre ; et si leurs excès ne se sont pas

continués, c'est qu'il leur a fallu plier devant l'opinion publique. Ils ont tout jeté sur Robespierre ; mais celui-ci leur répondait, avant de périr, qu'il était étranger aux dernières exécutions ; que, depuis six semaines, il n'avait pas paru aux comités. Napoléon confessait qu'à l'armée de Nice, il avait vu de longues lettres de lui à son frère, blâmant les horreurs des commissaires conventionnels, qui perdaient, disait-il, la révolution par leur tyrannie et leurs atrocités, etc., etc. Cambacérès, qui doit être une autorité sur cette époque, observait l'Empereur, a répondu à l'interpellation qu'il lui adressait un jour sur la condamnation de Robespierre, par ces paroles remarquables : « Sire, cela a été un procès jugé, mais non plaidé, » ajoutant que Robespierre avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; qu'après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eues à combattre, son intention avait été le retour à l'ordre et à la modération. « Quelque temps avant sa chute, ajoutait Cambacérès, il prononça un discours à ce sujet, plein des plus grandes beautés : on ne l'a point laissé insérer au *Moniteur*, et toutes les traces nous en ont été enlevées. »

Ce n'est pas la première fois que j'ai entendu parler d'une lacune d'exactitude dans le *Moniteur*. Il doit y avoir, vers ce temps-là, dans les transactions de l'Assemblée, une époque tout à fait infidèle, les procès-verbaux ayant été arbitrairement rédigés par l'un des comités.

Ceux qui sont portés à croire que Robespierre, étant lassé, gorgé, effrayé de la révolution, avait résolu de l'arrêter, disent qu'il ne voulut agir qu'après avoir lu son fameux discours : il le trouvait si beau qu'il ne doutait pas de son effet sur l'Assemblée. S'il en est ainsi, son erreur ou sa vanité lui coûtèrent cher.

Ceux qui pensent différemment objectent que Danton et Camille Desmoulins avaient précisément la même pensée, et que pourtant Robespierre les immola. Les premiers répondent que ce ne serait pas une raison ; que Robespierre les immola pour conserver sa popularité, quand il jugea que le moment n'était pas encore venu ; ou bien encore pour ne pas leur laisser la gloire de l'entreprise.

Au sujet de ce même Robespierre, l'Empereur disait qu'il avait beaucoup connu son frère, représentant à l'armée d'Italie. Il n'en disait point de mal ; il l'avait conduit au feu, lui avait inspiré beaucoup de confiance et un grand enthousiasme pour sa personne ; si bien que, rappelé par son frère, quelque

temps avant le 9 thermidor qui se préparait sourdement, Robespierre le jeune voulait absolument mener Napoléon à Paris. Celui-ci eut toutes les peines du monde à s'en défendre, et ne parvint à lui échapper qu'en faisant intervenir le général en chef Dumerbion, dont il avait toute la confiance, et auquel il se montra comme absolument nécessaire. Si je l'eusse suivi, disait l'Empereur, quelle pouvait être la différence de ma destinée ? À quoi tient, après tout, une carrière ? On eût sans doute voulu m'employer ; je pouvais donc être destiné, dès cet instant, à tenter une espèce de vendémiaire. Mais j'étais bien jeune encore, je n'avais point alors mes idées arrêtées comme je les ai eues depuis ; je crois bien que je n'eusse pas voulu l'accepter. Mais, dans le cas contraire, et même victorieux, quels résultats eussé-je pu espérer ? En vendémiaire, la fièvre de la révolution était tout à fait affaissée ; en thermidor, elle était encore dans toute sa force, dans la rage de son ascension et de ses excès, etc., etc.

L'opinion publique, disait-il dans un autre moment et sur un autre sujet, est une puissance invisible, mystérieuse, à laquelle rien ne résiste ; rien n'est plus mobile, plus vague et plus fort ; et toute capricieuse qu'elle est, elle est cependant vraie, raisonnable, juste, beaucoup plus souvent qu'on ne pense.

« Étant consul provisoire, un des premiers actes de mon administration fut la déportation d'une cinquantaine d'anarchistes. L'opinion publique, à laquelle ils étaient en horreur, tourna subitement pour eux, disait l'Empereur, et me força de reculer. Mais quelque temps après, ces mêmes anarchistes ayant voulu comploter, ils furent terrassés de nouveau par cette même opinion qui me revint aussitôt. C'était ainsi qu'à la restauration, en s'y prenant mal, on était venu à bout de rendre les régicides populaires, eux que la masse de la nation proscrivait un instant auparavant.

« Il n'appartenait qu'à moi, disait-il, de pouvoir relever en France la mémoire de Louis XVI, et laver la nation des crimes dont l'avaient souillée quelques forcenés et des fatalités malheureuses. Les Bourbons, étant de la famille et venant du dehors, ne faisaient que venger leur cause particulière et accroître l'opprobre national. Moi, au contraire, parti du peuple, je soignais sa gloire en faisant, en son nom, sortir des rangs ceux qui l'avaient souillée, et c'était bien mon intention ; mais j'y procédais avec sagesse : les trois autels expiatoires à Saint-Denis n'avaient été qu'un prélude ; le

Temple de la Gloire sur les fondements de la Madeleine devait y être consacré avec un bien plus grand éclat : c'était là, près de leur tombeau, sur leurs ossements mêmes, que les monuments des hommes et les cérémonies de la religion eussent relevé, au nom du peuple français, la mémoire des victimes politiques de notre révolution. C'était un secret qui n'a pas été connu de plus de dix personnes ; mais encore avait-il fallu en laisser percer quelque chose à ceux qui dirigeaient l'ordonnance de cet édifice. Du reste, je ne l'aurais pas fait avant dix ans, et encore eût-il fallu voir les précautions que j'y aurais employées, comme tout y eût été arrondi, les aspérités soigneusement écartées. Tous eussent pu y applaudir, aucun n'en eût souffert. Tout consiste tellement dans les circonstances et dans les formes, continuait-il, que Carnot n'aurait pas osé écrire un mémoire sous mon règne pour se vanter de la mort du roi, et il l'a fait sous les Bourbons. C'est que j'eusse marché avec l'opinion publique pour l'en punir, tandis que l'opinion publique marchait avec lui pour le rendre inattaquable. »

Aujourd'hui, qui était dimanche, nous nous sommes trouvés tous réunis à dîner auprès de l'Empereur : il observa gaiement que nous formions le grand couvert. Après le dîner, le cercle de nos diversions n'étant pas grand, il demanda si nous irions ce soir à la comédie, à l'opéra ou à la tragédie ; on s'est décidé pour la comédie, et il a lu lui-même une partie de *l'Avare*, qui a été continué par d'autres. L'Empereur était enrhumé, il avait un peu de fièvre ; il est rentré de bonne heure chez lui, en me recommandant de le voir plus tard, s'il ne dormait pas. J'ai accompagné les nôtres avec mon fils dans leur retour à la ville ; en rentrant, l'Empereur était couché.

Première et seule excursion durant le séjour à Briars – Bal de l'amiral.

Lundi 20.

L'Empereur, après son travail avec l'un de ces messieurs, m'a fait appeler vers les cinq heures. Il se trouvait déjà seul ; ces messieurs et mon fils étaient partis de bonne heure pour la ville, où l'amiral donnait un bal. Nous nous sommes promenés sur le grand chemin vers James-Town, jusqu'au point d'où l'on découvre, en face, la rade et les vaisseaux, et sur la gauche, dans le fond de la vallée, une jolie petite habitation. L'Empereur l'a

considérée longtemps, parcourant avec sa lunette le jardin qui semblait très soigné, et où l'on voyait courir de fort jolis petits enfants, surveillés par leur mère. On nous avait dit que cette habitation appartenait au major Hodson, habitant de l'île. Il a pris fantaisie à l'Empereur d'y descendre, il était pourtant près de six heures. La route est extrêmement rapide, nous l'avons trouvée plus longue et plus difficile que nous ne l'avions pensé ; nous sommes arrivés tout haletants. Après avoir parcouru la petite demeure qu'on voyait bien être appropriée par une main qui comptait l'habiter, et non par celle d'un passager en terre étrangère ; après avoir reçu les politesses du maître, fait quelques compliments à la maîtresse, l'Empereur songea à quitter ce bon ménage ; mais la nuit était venue, nous étions fatigués, nous avons accepté des chevaux qui nous ont fait regagner promptement notre cahute et notre dîner. Cette petite excursion et l'exercice du cheval, délaissé depuis si longtemps, ont semblé faire du bien à l'Empereur.

Il m'avait commandé d'aller au bal, en dépit de ma répugnance. À huit heures et demie, il eut la bonté de remarquer que la nuit était fort obscure, le chemin mauvais, qu'il était temps que je le quittasse, qu'il le voulait, et a gagné sa chambre, où je l'ai vu se déshabiller et se mettre au lit. Il m'a commandé de nouveau de partir ; je le faisais avec un vrai regret ; je le laissais seul, je brisais une habitude qui m'était devenue bien douce.

Je me suis rendu à la ville à pied. L'amiral avait donné beaucoup d'éclat à son bal ; depuis longtemps on ne cessait d'en parler ; il semblait vouloir persuader qu'il n'était que pour nous ; il nous y avait solennellement invités. Convenait-il d'accepter ou de ne pas s'y rendre ? L'un et l'autre pouvaient également se soutenir : les infortunes politiques n'imposent pas l'attitude du deuil domestique ; il n'y a nulle inconvenance, il peut même être utile de se mouvoir au milieu de ses geôliers ; on pouvait donc prendre indifféremment l'un ou l'autre parti. On se décida à y aller ; mais alors quel rôle y tenir ? celui de la fierté ou celui de l'adresse ? Le premier parti avait des inconvénients ; dans notre position, toute prétention blessée devenait une injure. Le second n'en présentait aucun ; recevoir en homme de bonne compagnie, à qui elles sont dues et qui y est accoutumé, les moindres politesses ; ne pas s'apercevoir de celles qu'on n'obtiendrait pas ; c'était sans doute le mieux. Je suis arrivé très tard au bal, et en suis sorti de bonne heure, très satisfait sous tous les rapports.

Ma conduite durant l'île d'Elbe.

Mardi 21, mercredi 22.

L'Empereur, aux questions duquel j'avais répondu souvent sur la ligne de conduite d'un grand nombre de ses ministres, des membres de son conseil, des officiers de sa maison, durant son éloignement à l'île d'Elbe, m'a entrepris à mon tour à ce sujet, me disant : Mais vous-même, mon cher, qu'avez-vous fait sous le roi ? Que vous est-il arrivé durant tout ce temps ? Allons, un rapport là-dessus, vous savez que c'est ma manière ; c'est la seule pour bien classer ce que l'on dit et ce que l'on veut apprendre, et puis ce sera un article de plus pour votre journal. Eh ! ne voyez-vous pas, ajouta-t-il en riant, que vos biographes n'auront qu'à prendre ? ils trouveront tout fait.

– Sire, le voici mot à mot ; j'ai bien peu à dire. Je commandais, au 31 mars, la dixième légion de Paris, celle du Corps Législatif. Nous perdîmes, dans la journée, un assez bon nombre d'hommes. Dans la nuit, j'appris la capitulation ; j'écrivis à celui qui me suivait que je lui remettais ma légion ; qu'à titre de membre du Conseil d'État, j'avais antérieurement eu ordre de me rendre ailleurs, mais que je n'avais pas voulu quitter ma légion au moment du danger ; que ce qui venait d'arriver changeant les circonstances, j'allais courir à de nouveaux devoirs.

Au point du jour, je me jetai sur la route de Fontainebleau, au milieu des débris de Marmont et de Mortier. J'étais à pied ; mais je comptais acheter facilement un cheval. J'éprouvai bientôt que des soldats en retraite ne sont ni justes ni aimables ; mon uniforme de garde nationale, dans ce moment de désastre, était honni, ma personne maltraitée. Au bout d'une heure de marche, harassé de fatigue et de deux ou trois nuits blanches, n'apercevant autour de moi aucune figure de connaissance, sans apparence de pouvoir me procurer un cheval, je pris le parti de rentrer tristement dans la capitale.

La garde nationale fut commandée pour orner l'entrée triomphale des ennemis ; elle était menacée de fournir un service d'honneur auprès des souverains qui nous avaient vaincus. Je résolus d'être absent de ma demeure ; j'avais mis ma femme et mes enfants en sûreté hors de Paris, une

ou deux semaines auparavant, et j'allai demander l'hospitalité pour quelques jours à un ami. Je ne sortis plus que sous une mauvaise redingote, courant les rues, les cafés, les places publiques, les groupes : j'avais à cœur d'observer les hommes et les choses, et surtout de connaître le véritable esprit du peuple. Que de choses, dans cette situation, dont je fus le témoin !

« Je vis, autour du logement de l'empereur de Russie, des hommes distingués par leur rang, et se disant Français, s'évertuer en cent façons au milieu de la multitude, pour l'amener à crier : *Vive Alexandre ! notre libérateur !*

« Je vis, Sire, votre statue de la place Vendôme fatiguer, épuiser tous les efforts de quelques misérables de la lie du peuple, soldés par des gens d'un grand nom.

« Enfin je vis, à l'un des coins de cette même place Vendôme, devant l'hôtel du commandant de la place, un officier de votre maison, le soir même du premier jour, vouloir débaucher de jeunes conscrits pour un tout autre service que le vôtre, et recevoir d'eux des leçons qui eussent dû le faire rougir, s'il en eût été susceptible.

« Nul doute que ceux dont je parle ici ne prononçassent que je me trouvais en ce moment au milieu de la *canaille* ; et pourtant je dois à la vérité de dire que du moins ce n'était pas du tout de ce côté que partaient les turpitudes du jour. Leurs actes étaient loin d'y obtenir l'approbation ; ils s'y trouvaient censurés, au contraire, par la droiture, la générosité, les sentiments nobles, descendus sur la place publique. Quels reproches je pourrais faire entendre si je répétais tout ce qui fut dit à cet égard !

« Votre Majesté abdiqua ; le roi arriva, c'était désormais, notre souverain. Un jour fut indiqué par lui pour recevoir ceux qui avaient eu l'honneur d'être présentés à Louis XVI ; j'allai aux Tuileries jouir de cette prérogative. Que ne me dirent-ils pas ces murs, naguère encore si pleins de votre gloire et de votre puissance ! Et pourtant je me présentais sincèrement et de bonne foi ; je n'y voyais pas assez loin pour penser que vous dussiez jamais y reparaître.

« Les députations au roi se multiplièrent à l'infini : une réunion de toute l'ancienne marine eut son jour. Je répondis à celui qui me le transmettait qu'aucun n'avait plus à cœur de se réunir à ses anciens camarades ; qu'il ne

serait pas parmi eux des vœux plus sincères que les miens ; mais que les emplois que j'avais remplis me plaçaient dans une situation particulière et délicate, qui m'imposait la prudence de ne pas me trouver où le zèle d'un président pourrait employer des expressions que je ne pouvais, ni ne devais, ni ne voulais approuver de ma pensée ni de ma présence.

« Cependant la nouvelle situation de Paris, la vue des étrangers, les acclamations de tous genres me rendaient trop malheureux, et je suivis, comme un trait de lumière, la pensée d'aller à Londres passer quelque temps auprès d'anciens amis capables de me procurer toutes les consolations dont je pouvais être susceptible ; mais il me sembla que je retrouverais à Londres le même spectacle et les mêmes acclamations qui m'avaient mis en fuite de Paris, et c'était vrai. Tout y était fêtes, réjouissances, spectacles, au sujet de leur triomphe et de notre abaissement.

« Pendant que je m'y trouvais encore, on fit à Paris la nouvelle organisation de la marine ; un de mes anciens camarades, que j'avais perdu de vue depuis longtemps, le *chevalier de Grimaldy*, se trouvait membre du comité de l'organisation nouvelle ; il passa chez moi, dit à ma femme qu'il y était conduit par la surprise de n'avoir pas trouvé mes réclamations ; que la loi me donnait le droit de rentrer dans le corps, ou d'avoir ma retraite avec pension déjà fixée ; qu'elle devait me décider là-dessus, et s'en reposer sur son amitié, bien que le terme touchât à sa fin. Je fus plus sensible à cette marque d'affection qu'à la faveur qu'elle cherchait à me procurer. Toutefois j'écrivis au comité qu'ayant à cœur de pouvoir porter un habit qui m'était cher, je le priais de me faire accorder le titre de capitaine de vaisseau *honoraire* ; que quant à la pension, j'y renonçais, ne m'y croyant aucun droit.

« Je revins à Paris ; la divergence des opinions, l'irritation des esprits m'y parurent extrêmes. Depuis longtemps je m'étais fort retiré du monde ; je me confinai en ce moment uniquement dans mon ménage, au milieu de ma femme et de mes enfants : jamais je n'avais été meilleur mari ni meilleur père, et peut-être aussi ne fus-je jamais aussi heureux.

« Un jour je lus, dans le *Journal des Débats*, l'extrait d'un ouvrage de M. Alphonse Beauchamp, donnant le nom de quelques gentilshommes réunis le 31 mars sur la place Louis XV pour provoquer à la royauté ; le mien s'y trouvait : il était en bonne compagnie sans doute ; mais enfin je ne méritais

rien de pareil, et j'avais beaucoup à perdre dans l'estime d'une foule de gens, s'ils avaient pu le croire. J'écrivis donc pour prier de relever cette erreur qui m'attirait des félicitations qui ne m'étaient pas dues. Je m'étais rendu cette démarche impossible, disais-je, quelque attrait d'ailleurs qu'elle eût pu me présenter. Commandant d'une légion de la garde nationale, j'avais contracté des engagements dont aucune affection sur la terre n'aurait pu me dégager, etc. J'envoyai ma lettre au député Chabaud Latour, que j'aimais beaucoup ; c'était l'un des propriétaires du journal, il ne voulut pas se prêter à sa publication par pure bienveillance ; je l'adressai au rédacteur ; il ne l'inséra pas par différence d'opinion.

« Cependant la disposition des esprits annonçait une catastrophe inévitable et prochaine ; tout faisait présager aux Bourbons le sort des Stuarts. Ma femme et moi nous lisions chaque soir cette époque fameuse, décrite par Hume ; nous l'avions commencée à Charles I^{er}, et Votre Majesté parut avant que nous eussions pu atteindre Jacques II. » (Ici l'Empereur ne put empêcher de rire.)

« Ce fut pour nous, continuai-je, un grand sujet de saisissement et d'anxiété que votre marche et votre arrivée. J'étais loin de prévoir l'honorable exil volontaire qu'elle devait me valoir par la suite, d'autant plus que j'étais alors peu connu de Votre Majesté, et que les circonstances, nées de l'évènement même, m'y ont seules conduit. Si j'avais occupé le moindre emploi sous le roi, si même l'on m'eût vu souvent aux Tuileries, ce qui eût été très simple et fort légitime, je n'eusse pas paru de longtemps devant Votre Majesté ; non que je me fusse rien reproché, ou que mes vœux pour vous n'eussent été bien tendres, mais parce que je n'eusse pas voulu passer pour un meuble de cour, ou sembler toujours prêt à encenser le pouvoir partout où il se présente. Ici je me trouvais tellement libre, tout en moi était en si parfaite harmonie, qu'il me semblait que je faisais partie de ce grand évènement. Je courus donc avec ardeur vers le premier regard de Votre Majesté, je me trouvais des droits à toute sa bienveillance et à toutes ses faveurs. Au retour de Waterloo, les mêmes sentiments et le même zèle m'ont porté, aussitôt et spontanément, auprès de votre personne ; je ne l'ai plus quittée. Et si je ne suivis alors que sa gloire publique, je suivrais aujourd'hui ses qualités personnelles ; et s'il est vrai qu'il m'en a coûté

alors quelque sacrifice, je m'en trouve aujourd'hui payé au centuple par le bonheur de pouvoir vous le dire.

« Du reste, il serait difficile de peindre mon extrême dégoût de toutes choses durant les dix mois de votre absence : le mépris absolu des hommes et des vanités de ce monde, toutes les illusions détruites ; chaque chose me semblait sans couleur ; tout me paraissait fini, ou mériter à peine qu'on y attachât le moindre prix. J'avais reçu la croix de Saint-Louis dans l'émigration ; une ordonnance voulait qu'on la légitimât par un brevet nouveau. Je ne me sentis pas la force d'en faire la demande. Une autre ordonnait qu'on se fit confirmer les titres donnés par Votre Majesté : il me demeura indifférent de compromettre ceux que j'avais reçus sous l'empire. Enfin l'on m'écrivit du ministère de la marine que mon brevet de capitaine de vaisseau venait d'y arriver, et il y est encore.

« L'absence de Votre Majesté fut pour moi un veuvage dont je n'avais dissimulé à personne ni les regrets ni la douleur ; aussi j'en recueillis le fruit à votre retour, dans le témoignage de ceux qui vous entouraient, et de qui j'étais à peine connu auparavant. Au premier lever de Votre Majesté, celui qui dirigeait par intérim les relations extérieures, M. *d'Hauterive*, sortant d'auprès de vous, me prit dans une embrasure de fenêtre pour me dire de graisser mes bottes, qu'on allait peut-être me faire faire un voyage ; il venait de me proposer, me disait-il, à Votre Majesté, ajoutant qu'il m'avait présenté comme fou, mais fou d'elle. Je désirai savoir de quel lieu il s'agissait ; c'était ce qu'il ne voulait ni ne pouvait me dire. J'ai su plus tard que c'était pour Londres.

M. *Reynault de Saint-Jean-d'Angely* me mit sur la liste des commissaires impériaux que Votre Majesté envoyait dans les départements. Je l'assurai que j'étais prêt à tout ; je lui fis observer seulement que, noble et émigré, il suffisait de ces deux mots prononcés par le premier venu pour m'annuler au besoin en tout temps et en tout lieu. Il trouva mon observation juste, et n'y pensa plus.

« Un sénateur, M. *Ræderer*, me demanda à Votre Majesté pour la préfecture de Metz, sa ville natale, sollicitant même de moi ce sacrifice, pour trois mois seulement, disait-il, afin de concilier les esprits et de mettre les choses en bon train. Enfin *Decrès* et le *duc de Bassano* me proposèrent

pour conseiller d'État, et le troisième jour de son arrivée Votre Majesté en avait déjà signé le décret. »

Jeudi 23.

L'Empereur a été fort souffrant ; il est demeuré enfermé chez lui, et n'a voulu personne. Il m'a fait demander sur les neuf heures du soir ; je l'ai trouvé très abattu, fort triste ; il m'a à peine dit quelques mots, et moi je n'ai rien osé lui dire. Si sa souffrance était physique, j'avais une vive inquiétude ; si elle était morale, mon chagrin était grand de ne pouvoir employer vis-à-vis de lui toutes les ressources dont le cœur abonde pour celui qu'on aime véritablement. Il m'a renvoyé au bout d'une demi-heure.

Vendredi 24.

L'Empereur a continué d'être fort souffrant, et n'a voulu encore voir personne. Assez tard, il m'avait fait venir pour dîner avec lui. On a servi sur une très petite table, à côté de son canapé sur lequel il est resté ; il a mangé assez bien. Il se sentait le besoin d'une secousse, qui arriverait bientôt, disait-il, tant il connaissait sa constitution. Après dîner, l'Empereur a pris les Mémoires du maréchal de Villars, qui l'amusaient. Il a lu tout haut plusieurs articles qui ont amené des ressouvenirs et plusieurs citations d'anecdotes.

Tempérament de l'Empereur – Courses – Système de médecine.

Samedi 25.

Napoléon était encore souffrant ; il avait passé une mauvaise nuit. Il m'a fait venir dîner près de son canapé, dont il ne sortait pas ; mais il était évidemment mieux. Après dîner, il a voulu lire ; il se trouvait sur son sofa au milieu d'un grand nombre de livres ; la rapidité de son imagination, la fatigue du même sujet, ou le dégoût de relire sans cesse ce qu'il sait déjà, lui faisaient prendre, jeter et reprendre encore tous ces livres les uns après les autres ; il finit par s'arrêter sur l'*Iphigénie* de Racine, faisant ressortir les

perfections, indiquant et discutant le peu de défauts qu'on lui trouve, et il m'a renvoyé d'assez bonne heure.

L'Empereur, contre l'opinion commune, celle que j'avais entretenue moi-même, est loin d'avoir une forte constitution ; ses membres sont gros, mais sa fibre est très molle ; avec une poitrine fort large, il est toujours enrhumé ; son corps est soumis aux plus légères influences ; l'odeur de peinture suffit pour le rendre malade ; certains mets, la plus petite humidité, agissent immédiatement sur lui ; son corps est bien loin d'être de fer, ainsi qu'on l'a cru, c'est seulement son moral. On connaît ses prodigieuses fatigues au-dehors, ses perpétuels travaux au-dedans ; jamais aucun souverain n'a égalé ses fatigues corporelles. Ce qu'on cite de plus fort est la course de Valladolid à Burgos, à franc-étrier (trente-cinq lieues d'Espagne en cinq heures et demie, plus de sept lieues à l'heure^[2]). Napoléon était parti avec une nombreuse suite, à cause du danger des guérillas : à chaque pas il resta du monde en route ; Napoléon arriva presque seul. On cite aussi la course de Vienne au Simmering (dix-huit ou vingt lieues), où il se rendit à cheval, déjeuna et revint aussitôt après. On lui a vu faire souvent des chasses de trente-huit lieues ; les moindres étaient de quinze. Un jour un officier russe, arrivant en courrier de Pétersbourg, en douze ou treize jours, joignit Napoléon à Fontainebleau, au départ de la chasse ; pour délasserment, il eut la faveur d'être invité à suivre : il n'eut garde de refuser ; mais il tomba dans la forêt, et ce ne fut pas sans peine qu'on le retrouva.

J'ai vu l'Empereur, au Conseil d'État, traiter les affaires huit ou neuf heures de suite, et lever la séance avec les idées aussi nettes, la tête aussi fraîche qu'au commencement. Je l'ai vu lire à Sainte-Hélène, dix ou douze heures de suite, des sujets abstraits, sans en paraître nullement fatigué.

Il a supporté sans ébranlement les plus fortes secousses qu'un homme puisse éprouver ici-bas. À son retour de Moscou ou de Leipsick, après l'exposé du désastre au Conseil d'État, il dit : « On a répandu dans Paris que les cheveux m'en avaient blanchi ; mais vous voyez qu'il n'en est rien (montrant son front de la main), et j'espère que j'en saurais supporter bien d'autres. » Mais toutes ces prodigieuses épreuves ne se sont accomplies, pour ainsi dire, qu'en déception de son physique, qui ne se montre jamais moins susceptible que quand l'activité de l'esprit est plus grande.

Napoléon mange très irrégulièrement et en général fort peu. Il répète souvent qu'on peut souffrir de trop manger, jamais d'avoir mangé trop peu. Il est homme à rester vingt-quatre heures sans manger, seulement pour se donner de l'appétit le lendemain. Il boit bien moins encore ; un seul verre de vin de Madère ou de Champagne suffit pour réveiller ses forces ou lui donner de la gaieté. Il dort fort peu, et à des heures très irrégulières ; se relevant au premier réveil pour lire ou pour travailler, et se recouchant pour redormir encore.

L'Empereur ne croit pas à la médecine, il ne prend jamais aucun remède. Il s'est créé un traitement particulier : son grand secret avait été depuis longtemps, disait-il, de commettre un excès en sens opposé à son habitude présente ; c'est ce qu'il appelle rappeler l'équilibre de la nature : s'il était depuis quelque temps en repos, il faisait subitement une course de soixante milles, une chasse de tout un jour.

S'il se trouvait au contraire surpris au milieu de très grandes fatigues, il se condamnait à vingt-quatre heures de repos absolu. Cette secousse imprévue lui causait infailliblement une crise intérieure qui amenait aussitôt le résultat désiré ; cela, disait-il, ne lui avait jamais manqué.

L'Empereur a la lymphe trop épaisse, son sang circule difficilement. La nature l'a doué de deux avantages bien précieux, dit-il : l'un est de s'endormir dès qu'il a besoin de repos, à quelque heure et en quelque lieu que ce soit ; l'autre, de ne pouvoir commettre d'excès nuisible dans son boire ou dans son manger : « Si je dépassais le moindrement mon tirant d'eau, disait-il, mon estomac rendrait aussitôt le surplus. » Il vomit très facilement, une simple toux d'irritation suffit pour lui faire rendre son dîner.

Continuation de la vie de Briars, etc. – Ma première visite à Longwood – Machine infernale, son historique.

Dimanche 26 au mardi 28.

Le 26, l'Empereur s'est habillé de très bonne heure, il était tout à fait bien ; il avait voulu sortir ; le temps était charmant, et d'ailleurs sa chambre n'avait pas été faite depuis trois jours. Nous avons été dans le jardin, où il a

voulu déjeuner sous le berceau ; il se trouvait fort gai, et sa conversation a parcouru beaucoup d'objets et de personnes.

L'Empereur, tout à fait rétabli, reprit ses occupations ordinaires : elles étaient sa seule ressource ; sa chambre, la lecture, la dictée, le jardin, devaient remplir toute sa journée ; quelquefois encore l'allée inférieure, dont une nouvelle saison ou l'état de la lunaison nous bannissait insensiblement. Les nombreuses visites que la curiosité attirait chez notre hôte pour y rencontrer l'Empereur l'avaient gêné et l'en avaient tout à fait éloigné. Nous demeurions claquemurés dans notre petite enceinte. Nous n'avions dû y rester que quelques jours : six semaines étaient écoulées, et il n'était pas encore question de notre changement. Durant tout ce temps, l'Empereur s'était trouvé aussi resserré que s'il fût demeuré à bord du vaisseau. Il ne s'était encore permis qu'une seule excursion chez le major Hudson, et nous apprîmes plus tard qu'elle avait même causé une extrême inquiétude : elle était parvenue, au milieu du bal de l'amiral, aux oreilles des autorités et les avait mises tout en émoi.

On travaillait toujours à Longwood, qui devait être notre nouvelle demeure. Les troupes que nous avions amenées d'Angleterre étaient campées aux environs. Le colonel donnait un bal, nous y étions invités ; l'Empereur voulut que j'y allasse et que j'examinasse l'endroit. Je m'y rendis avec madame Bertrand, dans une voiture attelée de six bœufs ; c'est dans cet équipage mérovingien que nous escaladâmes la distance qui nous séparait de Longwood. C'était la première fois que je voyais de nouvelles parties de l'île ; toute la route ne me montra qu'une constante répétition des grandes convulsions de la nature : toujours d'énormes rochers hideux et nus, entièrement privés de végétation. Si, à chaque changement d'horizon, on apercevait au loin quelque verdure, quelques bouquets de bois, tout cela disparaissait en approchant, comme les ombres des poètes ; ce n'était plus que quelques plantes marines, quelques arbrisseaux sauvages, ou bien encore quelques tristes arbres à gomme ; ceux-ci sont toute la parure de Longwood. Je revins à cheval vers les six heures, pour me retrouver à temps auprès de l'Empereur. Il me questionna beaucoup sur notre nouvelle demeure. Il ne m'en trouva nullement enthousiasmé. Il me demandait, en résumé, s'il y avait à gagner ou à perdre. Je pus lui rendre toute ma pensée en deux mots : « Sire, nous sommes ici en cage ; là, nous serons parqués. »

Le 28, l'Empereur quitta son habit militaire, qu'il avait repris pour se rendre à bord du *Bellérophon*, et mit un frac de fantaisie.

Dans diverses conversations de ce jour, il a touché un grand nombre de conspirations dirigées contre lui. La machine infernale a eu son tour : cette invention diabolique, qui causa tant de rumeur et fit tant de victimes, fut exécutée par les royalistes, qui en reçurent l'idée des jacobins.

Une centaine de jacobins forcenés, disait l'Empereur, les vrais exécuteurs de septembre, du 10 août, etc., etc., avaient résolu de se défaire du Premier Consul ; ils avaient imaginé, à cet effet, une espèce d'obus de quinze ou seize livres qui, jeté dans la voiture, eût éclaté par son propre choc, et anéanti tout ce qui l'eût entouré ; se proposant, pour être plus sûrs de leur coup, de semer une certaine partie de la route de chausse-trapes qui, arrêtant subitement les chevaux, devaient amener l'immobilité de la voiture. L'ouvrier auquel on proposa l'exécution de ces chausse-trapes, prenant des soupçons sur ce qu'on lui demandait, aussi bien que sur la moralité de ceux qui l'ordonnaient, en prévint la police. On eut bientôt tracé ces gens-là si bien qu'on les prit sur le fait essayant hors de Paris, près du Jardin des Plantes, l'effet de cette machine qui fit une explosion terrible. Le Premier Consul, qui avait pour système de ne point divulguer les nombreuses conspirations dont il était l'objet, ne voulut pas qu'on donnât de suite à celle-ci ; on se contenta d'emprisonner les coupables. Bientôt on se lassa de les tenir au secret, et ils eurent une certaine liberté. Or, dans la même prison se trouvaient des royalistes, enfermés pour avoir voulu tuer le Premier Consul à l'aide d'un fusil à vent : ces deux bandes fraternisèrent, et ceux-ci transmirent à leurs amis du dehors l'idée de la machine infernale, comme de beaucoup préférable à tout autre moyen.

Il est très remarquable que, pendant la soirée de la catastrophe, le Premier Consul montra une répugnance extrême pour sortir : on donnait un *Oratorio*, madame Bonaparte et quelques intimes du Premier Consul voulaient absolument l'y faire aller ; celui-ci était tout endormi sur un canapé, et il fallut qu'on l'en arrachât, que l'un lui apportât son épée, l'autre son chapeau. Dans la voiture même, il sommeillait de nouveau, quand il ouvrit subitement les yeux, rêvant, dit-il, qu'il se noyait dans le Tagliamento. Pour comprendre ceci, il faut savoir que quelques années auparavant, étant général de l'armée d'Italie, il avait passé de nuit, en

voiture, le Tagliamento, contre l'opinion de tout ce qui l'entourait. Dans le feu de la jeunesse, et ne connaissant aucun obstacle, il avait tenté ce passage, entouré d'une centaine d'hommes armés de perches et de flambeaux. Toutefois la voiture se mit à la nage, il courut le plus grand danger, et se crut réellement perdu. Or, en cet instant, il s'éveillait au milieu d'une conflagration, la voiture était soulevée, il retrouvait en lui toutes les impressions du Tagliamento, lesquelles, du reste, n'eurent que la durée d'une seconde ; car une effroyable détonation se fit aussitôt entendre. « Nous sommes minés ! » furent les paroles qu'il adressa à Lannes et à Bessières qui se trouvaient avec lui. Ceux-ci voulaient arrêter à toute force ; mais il leur dit de s'en bien donner de garde. Le Premier Consul arriva et parut à l'Opéra, comme si de rien n'était. Il fut sauvé par l'audace et la dextérité de son cocher *César*, à qui cette circonstance non moins que son dévouement et sa fidélité imprimèrent une sorte de célébrité.

La machine n'atteignit qu'un ou deux hommes de la queue de l'escorte.

Aussitôt après l'évènement, on s'en prit aux jacobins qu'on avait jadis convaincus de la préméditation de cet attentat ; et on en déporta un bon nombre : ils n'étaient pourtant pas les vrais coupables ; un autre hasard bien bizarre fit découvrir ceux-ci.

Trois ou quatre cents cochers de fiacre donnèrent un repas de corps à un louis ou douze francs par tête, au cocher du Premier Consul, devenu pour eux le héros du jour et du métier. Dans la chaleur du repas, un des convives buvant à son habileté, lui dit qu'il savait qui lui avait joué ce tour-là. On s'en saisit aussitôt, et il se trouva que le jour même, ou la veille de la fatale explosion, ce cocher s'était arrêté avec son fiacre devant une porte cochère pour laisser passer la petite charrette qui avait fait tout le mal. On courut à cet endroit, où l'on louait en effet des voitures de toute espèce ; les propriétaires ne la renièrent pas ; ils montrèrent le hangar où elle avait été raccommodée ; des traces de poudre y étaient encore. Ils croyaient, dirent-ils, l'avoir louée à des contrebandiers bretons. On retraça facilement tous ceux qui y avaient travaillé, celui qui avait vendu le cheval, etc., etc. ; et l'on acquit des indices que ce complot partait des royalistes chouans ! On dépêcha quelques gens intelligents à leur quartier-général dans le Morbihan : ils ne s'en cachaient pas, ne se plaignant que de n'avoir pas réussi ; quelques coupables, par là, furent saisis et punis. On assure que le

chef a depuis cherché dans les austérités de la religion l'expiation de son crime ; qu'il s'est fait trappiste.

Conspiration de Georges, Pichegru, etc. – Affaire du duc d'Enghien – Esclave Tobie – Réflexions caractéristiques de Napoléon.

Mercredi 29, jeudi 30.

Je trouve ici, dans mon manuscrit, des détails précieux sur la conspiration de Georges, de Pichegru, de Moreau, et sur le procès du duc d'Enghien ; mais comme il en est question à différentes reprises dans mon journal, je renvoie plus loin ce qui se trouve ici, afin d'en présenter ailleurs l'ensemble complet.

Le petit jardin de M. Balcombe, où nous nous promenions souvent, se trouvait cultivé par un vieux nègre. La première fois que nous le rencontrâmes, l'Empereur, suivant sa coutume, me le fit questionner, et son récit nous intéressa fort. C'était un Indien-Malais qui avait été frauduleusement enlevé de chez lui, il y avait nombre d'années, par un équipage anglais, transporté à bord et vendu à Sainte-Hélène, où il demeurait depuis dans l'esclavage. Sa narration portait tout le caractère de la sincérité ; sa figure était franche et bonne, ses yeux spirituels et encore vifs ; tout son maintien nullement avili, mais tout à fait attachant.

Nous fûmes indignés au récit d'un tel forfait ; et à peu de jours de là l'Empereur pensa à l'acheter pour le faire reconduire dans son pays. Il en parla à l'amiral, dont le premier mot, en défense des siens, fut de prétendre que le vieux Tobie (c'était le nom du malheureux esclave) ne devait être qu'un imposteur, et que la chose était impossible. Toutefois il fit une enquête à ce sujet, et la chose ne se trouva que trop vraie ; alors il partagea notre indignation, et promit d'en faire son affaire. Nous avons quitté Briars, nous avons été transportés à Longwood, et le pauvre Tobie, partageant le sort commun de toutes choses ici-bas, a été bientôt oublié ; je ne sais pas ce que le tout sera devenu.

Quoi qu'il en soit, lorsque nous venions dans le jardin, l'Empereur s'arrêtait la plupart du temps près de Tobie, et me le faisait questionner sur son pays, sa jeunesse, sa famille, sa situation actuelle ; on eût dit qu'il

cherchait à étudier ses sensations. L'Empereur terminait toujours la conversation en me faisant lui donner un napoléon.

Tobie s'était fort attaché à nous ; notre venue semblait être sa joie ; interrompant aussitôt son travail, et appuyé sur sa bêche, il contemplait d'un air satisfait nos deux figures, n'entendant pas un mot de notre langage entre nous, mais souriant d'avance aux premières paroles que je lui traduirais. Il n'appelait l'Empereur que le *bon monsieur* (the good gentleman) : c'était le seul nom qu'il lui donnait ; il n'en savait pas davantage.

Je me suis arrêté sur ces détails parce que les rencontres de Tobie étaient suivies, de la part de l'Empereur, de réflexions toujours neuves, piquantes, et surtout caractéristiques. On connaît la mobilité de son esprit ; aussi la chose était-elle traitée chaque fois sous une face nouvelle. Je me suis contenté de consigner ici les suivantes.

« Ce pauvre Tobie que voilà, disait-il une fois, est un homme volé à sa famille, à son sol, à lui-même, et vendu : peut-il être de plus grand tourment pour lui ! de plus grand crime dans d'autres ! Si ce crime est l'acte du capitaine anglais tout seul, c'est à coup sûr un des hommes les plus méchants ; mais s'il a été commis par la masse de l'équipage, ce forfait peut avoir été accompli, après tout, par des hommes peut-être pas si méchants que l'on croirait ; car la perversité est toujours individuelle, presque jamais collective. Les frères de Joseph ne peuvent se résoudre à le tuer ; Judas, froidement, hypocritement, avec un lâche calcul, livre son maître au supplice. Un philosophe a prétendu que les hommes naissent méchants ; ce serait une grande affaire et fort oiseuse que d'aller rechercher s'il a dit vrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que la masse de la société n'est point méchante ; car si la très grande majorité voulait être criminelle et méconnaître les lois, qui est-ce qui aurait la force de l'arrêter ou de la contraindre ? Et c'est là précisément le triomphe de la civilisation, parce que cet heureux résultat sort de son sein, naît de sa propre nature. La plupart des sentiments sont des traditions ; nous les éprouvons parce qu'ils nous ont précédés : aussi la raison humaine, son développement, celui de nos facultés, voilà toute la clef sociale, tout le secret du législateur. Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance ; car plus ils sont éclairés, plus il y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre, et

plus la société sera assise, heureuse, prospère. Et s'il peut arriver jamais que les lumières soient nuisibles dans la multitude, ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité avec les intérêts du peuple, l'acculera dans une position forcée, ou réduira la dernière classe à mourir de misère ; car alors il se trouvera plus d'esprit pour se défendre ou devenir criminel.

« Mon seul Code, par sa simplicité, a fait plus de bien en France que la masse de toutes les lois qui m'ont précédé. Mes écoles, mon enseignement mutuel préparent des générations inconnues. Aussi sous mon règne les crimes allèrent-ils en décroissant avec rapidité, tandis que chez nos voisins, en Angleterre, ils allaient au contraire croissant d'une manière effrayante. Et c'en est assez pour pouvoir prononcer hardiment sur les deux administrations respectives !

« Et voyez comme aux États-Unis, sans efforts aucuns, tout y prospère ; combien on y est heureux et tranquille : c'est qu'en réalité c'est la volonté, ce sont les intérêts publics qui y gouvernent. Mettez le même gouvernement en guerre avec la volonté, les intérêts de tous, et vous verrez aussitôt quel tapage, combien de tiraillements, de troubles, de confusion, et surtout quel accroissement de crimes.

« Arrivé au pouvoir, on eût voulu que j'eusse été un Washington : les mots ne coûtent rien, et bien sûrement ceux qui l'ont dit avec autant de facilité, le faisaient sans connaissance des temps, des lieux, des hommes et des choses. Si j'eusse été en Amérique, volontiers j'eusse été un Washington, et j'y eusse eu peu de mérite ; car je ne vois pas comment il eût été raisonnablement possible de faire autrement. Mais si lui se fût trouvé en France sous la dissolution du dedans et sous l'invasion du dehors, je lui eusse défié d'être lui-même, ou s'il eût voulu l'être, il n'eut été qu'un niais, et n'eût fait que continuer de grands malheurs. Pour moi, je ne pouvais être qu'un *Washington couronné*. Ce n'était que dans un congrès de rois, au milieu des rois convaincus ou maîtrisés, que je pouvais le devenir. Alors, et là seulement, je pouvais montrer avec fruit sa modération, son désintéressement, sa sagesse ; je n'y pouvais raisonnablement parvenir qu'au travers de la *dictature universelle* ; j'y ai prétendu, m'en ferait-on un crime ? Penserait-on qu'il fût au-dessous des forces humaines de s'en démettre ? Sylla, gorgé de crimes, a bien osé abdiquer, poursuivi par l'exécution publique. Quel motif eût pu m'arrêter, moi qui n'aurais eu que

des bénédictions à recueillir ! Mais demander de moi avant le temps ce qui n'était pas de saison était d'une bêtise vulgaire ; moi l'annoncer, le promettre eût été pris pour du verbiage, du charlatanisme ; ce n'était point mon genre... Je le répète, il me fallait vaincre à Moscou !... »

Une autre fois, arrêté devant Tobie, il disait : « Ce que c'est pourtant que cette pauvre machine humaine ! pas une enveloppe qui se ressemble ; pas un intérieur qui ne diffère ! et c'est pour se refuser à cette vérité qu'on commet tant de fautes. Faites de Tobie un Brutus, il se serait donné la mort ; un Ésope, il serait peut-être aujourd'hui le conseiller du gouverneur ; un chrétien ardent et zélé, il porterait ses chaînes en vue de Dieu et les bénirait. Pour le pauvre Tobie, il n'y regarde pas de si près, il se courbe et travaille innocemment ! » Et après l'avoir considéré quelques instants en silence, il dit en s'éloignant : « Il est sûr qu'il y a loin du pauvre Tobie à un roi Richard !... Et toutefois, continuait-il en marchant, le forfait n'en est pas moins atroce ; car cet homme, après tout, avait sa famille, ses jouissances, sa propre vie. Et l'on a commis un horrible forfait en venant le faire mourir ici sous le poids de l'esclavage. » Et s'arrêtant tout à coup, il me dit : « Mais je lis dans vos yeux : vous pensez qu'il n'est pas le seul exemple de la sorte à Sainte-Hélène ! » Et soit qu'il fût heurté de se voir en parallèle avec Tobie, soit qu'il crût que mon courage eût besoin d'être relevé, soit enfin toute autre chose, il poursuivit avec feu et majesté : « Mon cher, il ne saurait y avoir ici le moindre rapport ; si l'attentat est plus relevé, les victimes aussi offrent bien d'autres ressources. On ne nous a point soumis à des souffrances corporelles, et, l'eût-on tenté, nous avons une âme à tromper nos tyrans !... Notre situation peut même avoir des attraits ! L'univers nous contemple !... Nous demeurons les martyrs d'une cause immortelle ! Des millions d'hommes nous pleurent, la patrie soupire, et la gloire est en deuil !... Nous luttons ici contre l'oppression des dieux, et les vœux des nations sont pour nous !... » Et après une pause de quelques secondes, il reprit : « Mes véritables souffrances ne sont point ici !... Si je ne considérais que moi, peut-être aurais-je à me réjouir !... Les malheurs ont aussi leur héroïsme et leur gloire... L'adversité manquait à ma carrière !... Si je fusse mort sur le trône, dans les nuages de ma toute-puissance, je serais demeuré un problème pour bien des gens ; aujourd'hui, grâce au malheur, on pourra me juger à nu ! »

Origine des guides – Autre danger de Napoléon – Un gros officier allemand – Un chien.

Vendredi 1^{er} décembre au dimanche 3.

Un grand nombre d'objets remplissent ces journées ; j'en élague une partie comme inutile, et j'en tais une autre par convenance ; je ne retranscris ici que quelques traits nouveaux, relatifs au général en chef de l'armée d'Italie.

Napoléon après le passage du Mincio, toutes les mesures ordonnées, et l'ennemi poursuivi dans toutes les directions, s'arrêta dans un château sur la rive gauche. Il souffrait de la tête, et prit un bain de pieds. Un gros détachement ennemi, égaré et perdu, arrive, en remontant le fleuve, jusqu'à ce château. Napoléon y était presque seul ; la sentinelle en faction à la porte n'a que le temps de la pousser, en criant aux armes, et le général de l'armée d'Italie, au sein de sa victoire, est réduit à s'évader par les derrières du jardin avec une seule botte, l'autre jambe nue. S'il eût été pris avant que sa réputation ne l'eût consacré, les actes de génie par lesquels il venait de débiter n'eussent peut-être jamais été pour le vulgaire que des échauffourées heureuses et blâmables.

Le danger auquel venait d'échapper le général français, circonstance qui, dans sa manière d'opérer, pouvait se renouveler souvent, devint l'origine des guides chargés de garder sa personne. Ils ont été imités depuis par les autres armées.

Napoléon, dans la même campagne, courut encore un aussi pressant danger : Wurmser, réduit à se jeter dans Mantoue, et débouchant subitement dans une plaine, apprit d'une vieille femme qu'il n'y avait qu'un instant que le général français, presque seul de sa personne, se trouvait arrêté devant sa porte, et qu'il avait pris la fuite à la vue même des Autrichiens. Wurmser expédia aussitôt un bon nombre de cavaliers dans toutes les directions, ne doutant pas de la précieuse capture. « Mais il recommandait surtout, il faut lui rendre cette justice, disait l'Empereur, de ne pas me tuer, ni de me faire aucun mal. » Heureusement la vitesse de son cheval et son heureuse étoile sauvèrent le jeune général.

On va voir que la nouvelle manière de faire la guerre, pratiquée par Napoléon, déconcertait tout le monde. À peine la campagne était ouverte, que toute la Lombardie était inondée dans toutes les directions, et qu'on faisait déjà les approches de Mantoue, pêle-mêle au milieu des ennemis. Le général en chef, se trouvant dans les environs de Pizzighitone, rencontra un gros capitaine ou colonel allemand qu'on venait de faire prisonnier. Napoléon eut la fantaisie de le questionner sans en être connu, et lui demanda comment allaient les affaires. « Oh ! très mal, lui dit l'autre ; je ne sais pas comment cela finira, mais on n'y comprend plus rien. On nous a envoyé pour nous combattre un jeune étourneau qui vous attaque à droite, à gauche, par devant, par derrière ; on ne sait plus que faire. Cette manière est insupportable ; aussi, pour ma part, je suis tout consolé d'avoir fini. »

Napoléon disait qu'à la suite d'une de ses grandes affaires d'Italie il traversa lui troisième ou quatrième le champ de bataille dont on n'avait pu encore enlever les morts : « C'était par un beau clair de lune et dans la solitude profonde de la nuit, disait l'Empereur ; tout à coup un chien sortant de dessous les vêtements d'un cadavre, s'élança sur nous et retourna presque aussitôt à son gîte, en poussant des cris douloureux ; il léchait tour à tour le visage de son maître, et se lançait de nouveau sur nous ; c'était tout à la fois demander du secours et rechercher la vengeance. Soit disposition du moment, continuait l'Empereur, soit le lieu, l'heure, le temps, l'acte en lui-même, ou je ne sais quoi, toujours est-il vrai que jamais rien, sur aucun de mes champs de bataille, ne me causa une impression pareille. Je m'arrêtai involontairement à contempler ce spectacle. Cet homme, me disais-je, a peut-être des amis ; il en a peut-être dans le camp, dans sa compagnie, et il gît ici abandonné de tous, excepté de son chien ! Quelle leçon la nature nous donnait par l'intermédiaire d'un animal !...

Ce qu'est l'homme ! et quel n'est pas le mystère de ses impressions ! J'avais sans émotion ordonné des batailles qui devaient décider du sort de l'armée ; j'avais vu d'un œil sec exécuter des mouvements qui amenaient la perte d'un grand nombre d'entre nous ; et ici je me sentais ému, j'étais remué par les cris et la douleur d'un chien !... Ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'en ce moment j'eusse été plus traitable pour un ennemi suppliant : je concevais mieux Achille rendant le corps d'Hector aux larmes de Priam. »

Lundi 4, mardi 5.

Mes yeux étaient devenus fort malades ; j'ai été obligé d'interrompre mon travail : ils s'en vont tout à fait ; je les aurai perdus sur la campagne d'Italie.

Depuis quelque temps la température éprouvait une variation sensible ; au demeurant, nous n'entendions plus rien aux saisons : le soleil passant dans l'année deux fois sur nos têtes, nous devons avoir, disions-nous, du moins deux étés, ou, pour mieux dire, le tout, dans nos idées accoutumées, ne ressemblait plus à rien ; car, pour achever la confusion, nous devons faire tous nos calculs désormais au rebours de l'Europe, puisque nous nous trouvions dans l'hémisphère méridional. Quoi qu'il en fût, il pleuvait souvent, l'atmosphère était très humide, il faisait plus froid. L'empereur ne sortait plus le soir ; il s'enrhumait à chaque instant, il ne reposait pas bien. Il fut obligé de cesser de manger sous la tente, et de faire servir de nouveau dans sa chambre : il s'y trouvait mieux ; mais il ne pouvait y bouger. La conversation continuait à table après qu'on avait desservi. Aujourd'hui on parla de guerre, de grands capitaines. « Le sort d'une bataille, disait l'Empereur, est le résultat d'un instant, d'une pensée : on s'approche avec des combinaisons diverses, on se mêle, on se bat un certain temps, le moment décisif se présente, une *étincelle morale* prononce, et la plus petite réserve accomplit. » Il a été par le de Lutzen et de Bautzen, etc., etc.

Plus tard l'Empereur a dit qu'à la campagne de Waterloo, s'il avait suivi la pensée de tourner la droite ennemie, il y eut réussi facilement ; il avait préféré de percer le centre et de séparer les deux armées. Mais tout a été fatal dans cette affaire, qu'il dit avoir pris la teinte d'une absurdité, et pourtant il devait obtenir la victoire. Jamais aucune de ses batailles n'avait présenté moins de doute à ses yeux ; il est encore à concevoir ce qui est arrivé.

« *Grouchi* s'est égaré, a-t-il dit. — *Ney* était tout hors de lui. — *D'Erlon* s'est rendu inutile. — Personne n'a été soi-même, etc. »

Si le soir il eût connu la position de Grouchi, continuait-il, et qu'il eût pu s'y jeter, il lui eût été possible au jour, avec cette magnifique réserve, de rétablir les affaires, et peut-être même de détruire les alliés par un de ces prodiges, de ces retours de fortune qui lui étaient familiers et qui n'eussent surpris personne ; mais il n'avait nulle connaissance de Grouchi, et puis il n'était pas facile de se gouverner au milieu des débris de cette armée. « On se la peindrait difficilement dans cette nuit de douleur, disait-il ; c'était un torrent hors de son lit, elle entraînait tout. »

Laissant ensuite cela, il disait que les périls des généraux de nos jours ne pouvaient se comparer à ceux des temps anciens ; il n'y avait pas de position aujourd'hui où un général ne pût être atteint par l'artillerie ; jadis les généraux ne couraient de risque que quand ils chargeaient eux-mêmes ; ce qui n'était arrivé à César que deux ou trois fois.

Il était rare et difficile, disait-il dans un autre moment, de réunir toutes les qualités nécessaires à un grand général. Ce qui était le plus désirable et tirait aussitôt quelqu'un hors de ligne, c'est que chez lui l'esprit ou le talent fût en équilibre avec le caractère ou le courage : c'est ce qu'il appelait être *carré* autant de base que de hauteur. Si le courage, continuait-il, était de beaucoup supérieur, le général entreprenait vicieusement au-delà de ses conceptions ; et, au contraire, il n'osait pas les accomplir, si son caractère ou son courage demeurait au-dessous de son esprit. Il citait alors le *vice-roi*, chez lequel cet équilibre était le seul mérite, et suffisait néanmoins pour en faire un homme très distingué.

De là on a beaucoup parlé du courage physique et du courage moral ; et l'Empereur disait, au sujet du courage physique, qu'il était impossible à Murat et à Ney de n'être pas braves ; mais qu'on n'avait pas moins de tête qu'eux, le premier surtout.

Quant au courage moral, il l'avait trouvé fort rare, disait-il, celui de deux heures après minuit ; c'est-à-dire le courage de l'improvisiste, qui, en dépit des événements les plus soudains, laisse néanmoins la même liberté d'esprit, de jugement et de décision. Il n'hésitait pas à prononcer qu'il était celui qui s'était trouvé avoir le plus de ce courage de deux heures après minuit, et qu'il avait vu fort peu de personnes qui ne fussent demeurées de beaucoup en arrière.

Il disait à la suite de cela qu'on se faisait une idée peu juste de la force d'âme nécessaire pour livrer, avec une pleine méditation de ses conséquences, une de ces grandes batailles d'où vont dépendre le sort d'une armée, d'un pays, la possession d'un trône. Aussi observait-il qu'on trouvait rarement des généraux empressés à donner, bataille : « Ils prenaient bien leur position, s'établissaient, méditaient leurs combinaisons ; mais là commençaient leurs indécisions ; et rien de plus difficile et pourtant de plus précieux que de savoir se décider. »

Passant à un grand nombre de généraux, et daignant répondre à quelques questions : « *Kléber*, disait-il, était doué du plus grand talent ; mais il n'était que l'homme du moment : il cherchait la gloire comme la seule route aux jouissances ; d'ailleurs nullement national, il eût pu, sans effort, servir l'étranger : il avait commencé dans sa jeunesse sous les Prussiens, dont il demeurait fort engoué.

« *Desaix* possédait à un degré très supérieur cet équilibre précieux défini plus haut.

« *Moreau* était peu de chose dans la première ligne des généraux : la nature, en lui, n'avait pas fini sa création ; il avait plus d'instinct que de génie.

« Chez *Lannes* le courage l'emportait d'abord sur l'esprit ; mais chez lui l'esprit montait chaque jour pour se mettre en équilibre. Il était devenu très supérieur quand il a péri : je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant. »

Chez tel autre qu'il nommait, l'esprit, au contraire, surpassait le caractère : on ne pouvait lui refuser de la bravoure assurément ; mais enfin il calculait le boulet, ainsi que beaucoup d'autres.

Parlant d'ardeur et de courage, l'Empereur disait : « Il n'est aucun de mes généraux dont je ne connaisse ce que j'appelle son *tirant-d'eau*. Les uns, disait-il en s'accompagnant du geste, en prennent jusqu'à la ceinture, d'autres jusqu'au menton, enfin d'autres jusque par-dessus la tête, et le nombre de ceux-ci est bien petit, je vous assure. »

Suchet était quelqu'un chez qui le caractère et l'esprit s'étaient accrus à surprendre.

Masséna avait été un homme très supérieur qui, par un privilège très particulier, ne possédait l'équilibre tant désiré qu'au milieu du feu : il lui

naissait au milieu du danger.

« Les généraux qui semblaient devoir s'élever ; les destinées de l'avenir, terminait-il, étaient *Gérard, Clausel, Foy, Lamarque*, etc. : c'étaient là mes nouveaux maréchaux. »

Situation des princes d'Espagne à Valencey – Le pape à Fontainebleau – Réflexions, etc..

Mercredi 6.

L'Empereur, après m'avoir dicté ce matin, a travaillé successivement avec ces messieurs, et a prolongé quelque temps sa promenade avec eux. À leur départ, je l'ai suivi dans l'allée inférieure : il était triste, silencieux ; sa physionomie avait quelque chose de contrarié et de sévère. « Eh ! bien, m'a-t-il dit en remontant pour dîner, nous aurons à Longwood des sentinelles sous nos fenêtres ; on voudrait me forcer d'avoir un officier étranger à ma table, dans mon salon ; je ne saurais monter à cheval sans en être accompagné ; en un mot, nous ne saurions faire un pas, un mouvement, sous peine d'un outrage ! »

Je lui ai dit que c'était une goutte d'absinthe de plus dans le calice amer que nous devons boire à sa gloire et à sa toute-puissance passée ; que son stoïcisme d'ailleurs suffisait pour défier ses ennemis, et les ferait rougir de leur brutalité à la face des nations. Je me suis hasardé de dire que les princes d'Espagne à Valencey, le pape à Fontainebleau, n'avaient sans doute jamais rien éprouvé de pareil. « Je le crois bien, a-t-il repris ; les princes chassaient à Valencey, ils y donnaient des bals, sans soupçonner physiquement leurs chaînes ; le respect, les égards, les entouraient de toutes parts. Le vieux roi Charles IV avait été transféré de Compiègne à Marseille, et de Marseille à Rome, quand il l'avait voulu. Et cependant quelle différence de ces localités à celles d'ici ! Le pape, à Fontainebleau, bien qu'on en ait osé dire dans le monde, avait été traité de même ; et encore ne sait-on point le nombre des personnes qui, malgré tous ces adoucissements, avaient refusé, dans ces circonstances, d'en être les gardiens ; refus qui ne m'avaient point offensé, parce qu'ils m'avaient paru simples : ces emplois étaient du domaine de la délicatesse intérieure, et nos mœurs européennes veulent que le pouvoir se trouve limité par l'honneur. » Il ajoutait que quant

à lui, comme homme et comme officier, il n'eût pas hésité à refuser de garder le pape, dont il n'avait jamais ordonné d'ailleurs la translation en France.

Ma figure exprimait une grande surprise. « Ceci vous étonne ? a-t-il repris ; vous ne le saviez pas ? Cela est pourtant vrai ainsi que beaucoup d'autres choses semblables que vous apprendrez avec le temps. D'ailleurs, faudrait-il encore distinguer les actes du souverain qui agit collectivement, de ceux de l'homme privé que rien ne gêne dans son sentiment : la politique admet, ordonne même à l'un ce qui demeurerait souvent sans excuse dans l'autre. »

Le moment du dîner amena d'autres conversations, et trompa son chagrin ; la gaieté prit le dessus. Cependant l'Empereur songeait sérieusement à quitter sa mauvaise cabane, quelque inconvénient d'ailleurs que fit pressentir la nouvelle demeure. Il m'a chargé, en allant finir ma soirée chez notre hôte, de lui porter une boîte avec son chiffre, et de lui dire qu'il était fâché de tout l'embarras qu'il devait lui avoir causé.

Contrariétés.

Jeudi 7.

Le grand maréchal et M. Gourgaud nous ont rejoints ; ils arrivaient de Longwood. L'amiral, depuis quelques jours, était fort pressé de nous y envoyer ; l'Empereur n'était pas moins désireux de s'y rendre ; il était si mal à Briars ! Toutefois il fallait que l'odeur de la peinture le lui permît ; il était impossible à son organisation particulière de la supporter ; jamais, dans les palais impériaux, il n'était arrivé de l'y exposer. Souvent, dans ses voyages, on avait été obligé de changer à la hâte les logements qu'on lui avait préparés. À bord du *Northumberland* il avait été malade de la seule peinture du vaisseau. Ici on lui avait dit la veille que tout était prêt, qu'il n'y avait plus d'odeur. Il avait dès lors résolu de partir pour Longwood le surlendemain samedi, afin de jouir de l'absence des ouvriers le dimanche ; mais le grand maréchal et M. Gourgaud lui ont déclaré en cet instant qu'ils venaient de vérifier la place, qu'elle ne serait pas tenable ; ils se sont étendus longuement sur cet objet. L'Empereur a pris beaucoup d'humeur du

premier rapport qu'on lui avait fait, et de la résolution qu'il lui avait fait prendre. Ces deux messieurs s'en sont retournés ; nous avons gagné l'allée inférieure, l'Empereur toujours assez mal disposé. M. de Montholon est arrivé de Longwood fort mal à propos ; il a répété que tout était préparé, que l'Empereur pouvait y aller quand il voudrait ; la contrariété et l'humeur ont éclaté à ces deux rapports aussi voisins et aussi contradictoires. Heureusement l'instant du dîner est venu faire diversion.

Lieutenant anglais – Singularité – Départ pour Longwood arrêté – Politique – État de la France –
Mémoire justificatif de Ney.

Vendredi 8, samedi 9.

Le doute élevé hier sur l'odeur de la peinture à Longwood m'ayant donné l'idée d'aller le vérifier moi-même, et désirant pouvoir en rendre compte à l'Empereur à son déjeuner, je suis parti de très grand matin, faisant les trois quarts de la route à pied, parce que personne n'était encore levé aux écuries ; j'étais de retour avant neuf heures. Il était très-vrai que les appartenions sentaient peu ; mais c'était encore trop pour l'Empereur.

Le 9, l'Empereur a reçu au jardin la présentation du capitaine du *Minden*, de soixante-quatorze, venant du Cap, et repartant sous peu de jours pour l'Europe. Ce capitaine avait déjà eu l'honneur de lui être présenté à Paris sous le consulat, douze ans auparavant. Il a demandé la permission de présenter à l'Empereur un de ses lieutenants, à cause de quelques circonstances personnelles qui nous ont paru bien singulières. Ce jeune homme était né à Bologne, précisément lors de la première entrée de l'armée française dans cette ville. Le général français, lui Napoléon, était même intervenu, pour quelque chose que le jeune homme ne sut pas expliquer, dans la cérémonie de son baptême ; et le général français avait fait présent, à cette occasion, d'une cocarde tricolore, conservée précieusement depuis dans sa famille.

Après le départ de ces personnes, le grand maréchal arriva de Longwood ; il trouvait que l'odeur était réellement peu de chose. L'Empereur était si mal ! une portion de ses effets était déjà partie, il arrêta de se rendre à Longwood le lendemain. J'en fus bien aise pour mon

compte ; depuis quelques jours j'avais pu me convaincre du parti pris d'obliger l'Empereur à déguerpir. J'avais gardé pour moi les communications publiques ou secrètes qu'on m'en avait faites ; je me faisais une loi de lui épargner autant de contrariétés que possible, me contentant d'agir en conséquence. Il y avait deux jours qu'on était venu enlever la tente, sans que nous l'eussions désiré ; l'officier qui en était chargé avait aussi ordre d'enlever en même temps les contrevents de la demeure de l'Empereur. Je pris sur moi de m'y opposer ; cela ne se pouvait pas, lui-dis-je, l'Empereur dormait encore, et je le renvoyai. D'un autre côté, afin de m'effrayer, on me dit, on me confia avec mystère et sous le secret que si l'Empereur demeurait plus longtemps, il était question d'envoyer cent soldats camper aux portes de l'enclos. Je répondis que c'était très bien, et n'en tins nul compte, etc., etc.

Quel pouvait être le motif de cette presse nouvelle ? Je soupçonnai que le caprice de nos geôliers et l'exercice de l'autorité y avaient beaucoup plus de part que toute autre chose.

Nous avons reçu des papiers jusqu'au 15 septembre ; ils devinrent le sujet de la conversation ; l'Empereur les analysa : l'avenir demeurerait enveloppé des nuages les plus sinistres. Toutefois trois grands résultats seulement s'offraient à la pensée, disait l'Empereur, le partage de la France, le règne violent, précaire, des Bourbons, ou une dynastie nouvelle, avec des institutions nationales. Louis XVIII, observait-il, avait pu régner facilement en 1814, en se faisant national ; aujourd'hui il ne lui restait plus que la chance, fort odieuse et très incertaine, d'une excessive sévérité, celle de la terreur ; sa dynastie pouvait demeurer, ou celle qui lui succéderait n'être encore que dans le secret du temps. Un de nous ayant fait la remarque qu'il pourrait se faire que ce fût le duc d'Orléans, l'Empereur a, par un mouvement fort serré, fort éloquent, prouvé qu'à moins que le duc d'Orléans n'arrivât au trône par son tour de succession, il eût été dans l'intérêt bien entendu de tous les souverains de l'Europe de le préférer, lui Napoléon, au duc d'Orléans arrivant par un crime ; « car que prétend aujourd'hui la doctrine des rois contre les évènements du jour ? Empêcher le renouvellement de l'exemple que j'ai fourni contre ce qu'ils appellent la légitimité ? Or, l'exemple que j'ai fourni ne se renouvelle pas dans des siècles : celui que donnerait le duc d'Orléans, proche parent du monarque

sur le trône, peut se renouveler chaque jour, à chaque instant, dans chaque pays. Il n'est pas de souverain qui n'ait à quelques pas de lui, dans son propre palais, des cousins, des neveux, des frères, quelques parents, propres à imiter facilement celui qui une fois les aurait remplacés. »

Nous lûmes dans les mêmes papiers l'extrait du Mémoire justificatif du maréchal Ney. L'Empereur le trouvait des plus pitoyables : il n'était pas propre à lui sauver la vie, il ne relevait nullement son honneur. Ses moyens étaient pâles, sans couleur, pour ne pas dire plus. Avec ce qu'il avait fait, il protestait encore de son dévouement au roi, et surtout de son éloignement pour l'Empereur. « Système absurde, disait Napoléon, que semblent avoir généralement adopté ceux qui ont paru dans ces moments mémorables, sans faire attention que je suis tellement identifié avec nos prodiges, nos monuments, nos institutions, tous nos actes nationaux, qu'on ne saurait plus m'en séparer sans faire injure à la France : sa gloire est à m'avouer ! et quelque subtilité, quelque détour, quelque mensonge qu'on emploie pour essayer de prouver le contraire, je n'en demeurerai pas moins encore tout cela aux yeux de cette nation.

« La défense politique de Ney, continuait l'Empereur, semblait toute tracée : il avait été entraîné par un mouvement général qui lui avait parti la volonté et le bien de la patrie ; il y avait obéi sans préméditation, sans trahison. Les revers avaient suivi, il se trouvait traduit devant un tribunal, il ne lui restait plus rien à répondre sur ce grand événement. Quant à la défense de sa vie, il n'avait rien à répondre encore, si ce n'est qu'il était à l'abri derrière une capitulation sacrée qui garantissait à chacun le silence et l'oubli sur tous les actes, sur toutes les opinions politiques. Si, dans ce système, il succombait, ce serait du moins à la face des peuples, en violation des lois les plus simples ; laissant le souvenir d'un grand caractère, emportant l'intérêt des âmes généreuses, et couvrant de réprobation et d'infamie ceux qui, au mépris d'un traité solennel, l'abandonnaient sans pudeur. Mais ce rôle est peut-être au-dessus de ses forces morales, disait l'Empereur. Ney est le plus brave des hommes : là se bornent toutes ses facultés. »

Il est certain que Ney quitta Paris tout au roi ; qu'il n'a tourné qu'entraîné par ses soldats. Si alors il s'est montré ardent en sens contraire, c'est qu'il sentait qu'il avait beaucoup à se faire pardonner. Du reste, il est juste de

dire qu'après son fameux ordre du jour, il écrivit à l'Empereur que ce qu'il venait de faire était principalement dans l'intérêt de la patrie ; et que ne devant pas lui être agréable, il le pria de trouver bon qu'il se retirât. L'Empereur lui fit répondre de venir, qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moscowa. Ney, rendu près de Napoléon, lui disait encore que, d'après ce qui était arrivé à Fontainebleau, il devait lui rester sans doute des préventions sur son attachement et sa fidélité, qu'en conséquence il ne lui demandait d'autre poste que celui de grenadier dans sa garde. L'Empereur, pour réponse, lui tendit la main, en l'appelant le Brave des Braves, comme il faisait souvent. Plus tard il disait à l'Empereur...

L'Empereur fit alors le parallèle de la situation de Ney avec celle de Turenne révolté. Ney pouvait être défendu, disait-il ; Turenne était injustifiable ; et pourtant Turenne fut pardonné, honoré, et Ney allait probablement périr.

« En 1649, Turenne, disait-il, commandait l'armée du roi ; ce commandement lui avait été conféré par Anne d'Autriche, régente du royaume. Quoiqu'il eût prêté serment de fidélité, il corrompit son armée, se déclara pour la Fronde, et marcha sur Paris. Mais dès qu'il fut reconnu coupable de haute trahison, son armée repentante l'abandonna, et Turenne, poursuivi, se réfugia auprès du prince de Hesse, pour échapper à la justice.

« Ney, au contraire, fut entraîné par le vœu, par les clameurs unanimes de son armée. Il n'y avait que neuf mois seulement qu'il reconnaissait un monarque qu'avaient précédé six cent mille baïonnettes étrangères ; monarque qui n'avait pas accepté la constitution à lui présentée par le Sénat, comme condition formelle et nécessaire de son retour, et qui, déclarant qu'il régnait depuis dix-neuf ans, manifestait par là qu'il regardait tous les gouvernements précédents comme des usurpations. Ney, élevé dans la souveraineté nationale, avait combattu pendant vingt-cinq ans pour soutenir cette cause, et de simple soldat s'était élevé au rang de maréchal. Si sa conduite au 20 mars n'est pas honorable, elle est au moins explicable, et sous quelques rapports excusable ; mais celle de Turenne était véritablement criminelle, parce que la Fronde était un parti allié à l'Espagne, lequel faisait alors la guerre à son roi ; enfin, parce qu'il était poussé par son propre intérêt et celui de sa famille, espérant obtenir une

souveraineté aux dépens de la France, et par conséquent au préjudice de sa patrie. »

1. [!\[\]\(6841ca9b0e023296428e7c9e683b9367_img.jpg\)](#) Dans une circonstance importante, on vint à bout de pousser un des membres de sa famille, le cardinal Fesch, à oser venir lui faire des représentations contre une de ses grandes entreprises. Ils se trouvaient dans une embrasure de fenêtre. L'Empereur, après avoir écouté assez longtemps, et avec plus de patience qu'on aurait pu le croire, interrompant tout à coup l'interlocuteur, et fixant le ciel : « Voyez-vous cette étoile ? lui dit-il (or on était au milieu du jour). – Non. – Eh bien, moi je la vois, et très distinctement. Sur ce, bon jour ! Retournez à vos affaires, et surtout fiez-vous-en à ceux qui voient un peu plus loin que vous... »
2. [!\[\]\(e258e347e7683f87061f627f84598eb5_img.jpg\)](#) Ceci paraîtra incroyable ; moi-même, en relisant aujourd'hui mon manuscrit, je doute ; mais je ne peux oublier cependant que, lorsqu'il en fut question à Longwood, c'était à dîner ; ce devint l'objet d'une discussion assez longue, et je n'ai bien certainement écrit alors que ce qui demeura convenu. D'ailleurs il existe encore plusieurs de ceux qui l'accompagnaient ; on pourra vérifier.

Chapitre 4.

ÉTABLISSEMENT À LONGWOOD

Translation à Longwood – Description de la route – Prise de possession – Premier bain, etc.

Dimanche 10.

Dans la matinée l'Empereur m'a fait appeler vers les neuf heures pour le suivre dans le jardin : il était contraint de sortir de bonne heure de sa chambre, tout devant en être enlevé le matin même pour être transporté à Longwood. Arrivé au jardin, l'Empereur y avait fait appeler notre hôte, M. Balcombe, et a demandé son déjeuner ; il a voulu que M. Balcombe déjeunerât avec lui. Il était à merveille ; sa conversation a été fort gaie.

Vers les deux heures, on a annoncé l'amiral ; il s'avancait avec un certain embarras : la manière dont l'Empereur s'est vu traiter à Briars, les gênes imposées à ceux des siens demeurés à la ville, avaient créé de l'éloignement ; l'Empereur avait cessé de recevoir l'amiral : toutefois il l'a traité en ce moment comme s'ils s'étaient vus la veille.

Enfin on a quitté Briars, on s'est mis en route pour Longwood. L'Empereur a monté le cheval qu'on lui avait fait venir du Cap : il le voyait pour la première fois ; il était petit, vif, assez gentil. L'Empereur avait repris son uniforme des chasseurs de la garde ; sa grâce et sa bonne mine étaient particulièrement remarquables ce jour-là ; tout le monde en faisait l'observation autour de nous, et je me complaisais à l'entendre dire. L'amiral lui prodiguait ses soins. Beaucoup de monde s'était réuni sur la route pour le voir passer, et plusieurs officiers anglais, joints à nous, grossissaient sa suite.

Pour se rendre de Briars à Longwood on revient pendant quelque temps vers la ville, puis, tournant tout à coup à droite, on franchit, à l'aide de trois ou quatre sinuosités, la chaîne qui forme un des côtés de la vallée ; alors on se trouve sur un plateau un tant soit peu ascendant, et l'on découvre un nouvel horizon, de nouveaux sites. On laisse derrière soi la chaîne des montagnes pelées et des rocs stériles qui caractérisent le côté du débarquement ; on a en front une nouvelle chaîne transversale, dont le pic de Diane est le sommet le plus élevé, en même temps qu'il semble être la clef et le noyau de tout le système environnant ; sur la gauche, qui est la partie orientale de l'île ou le côté de Longwood, l'horizon est fermé par la chaîne crevassée de rochers nus qui forment le contour et la barrière de l'île ; le sol se montre entièrement en désordre, inculte et désert ; mais sur la droite l'œil plonge sur le terrain assez étendu, fort tourmenté il est vrai, mais du moins montrant de la verdure, un assez grand nombre d'habitations et toutes les traces de la culture ; de ce côté le tableau, il faut l'avouer, est tout à fait romantique et même agréable.

À mesure qu'on avance sur une route en fort bon état, se creuse sur la gauche une vallée profonde. Au bout de deux milles, la route fait brusquement un coude à gauche, à ce coude se trouve *Hut's-gate*, mauvaise petite maison choisie pour la demeure du grand maréchal et de sa famille. À quelques pas de là, la vallée de gauche, qui va toujours en se creusant, forme alors un gouffre circulaire, auquel son étendue, sa profondeur et son ensemble gigantesque ont fait donner le nom de *Bol-de-Punch-du-Diable* ; la route étant fort rétrécie en cet endroit par une éminence à droite, on se trouve obligé de prolonger à gauche et de très près ce précipice jusqu'à ce qu'elle s'en détache pour atteindre Longwood, qu'on rencontre bientôt sur la droite.

À la porte de Longwood s'est trouvée une garde sous les armes, rendant les honneurs prescrits à l'auguste captif. Son cheval, vif et indocile, peu accoutumé à tout ce spectacle et effrayé par le tambour, se refusait obstinément à franchir le seuil, et ce n'est que par la force de l'éperon que le cavalier est venu à bout de l'y lancer ; et alors aussi des regards significatifs se sont échangés involontairement entre ceux qui formaient son escorte ; et nous nous sommes trouvés enfin dans notre nouvelle demeure.

L'amiral s'est empressé de tout montrer dans les plus petits détails : il avait constamment tout dirigé, certains ouvrages étaient même de ses mains. L'Empereur a trouvé le tout très bien ; l'amiral s'en est montré des plus heureux ; on voyait qu'il avait redouté la mauvaise humeur et le dédain ; mais l'Empereur au contraire témoignait une bonté parfaite.

Il s'est retiré vers les six heures et m'a fait signe de le suivre dans sa chambre. Il a parcouru alors divers petits meubles qui s'y trouvaient, s'informant si j'en avais autant ; sur la négative, il me les a fait emporter avec une grâce charmante, disant : « Prenez toujours ; pour moi je ne manquerai de rien, on me soignera plus que vous. » Il se trouvait très fatigué ; il m'a demandé s'il n'en portait pas les traces. C'était le résultat de cinq mois d'un repos absolu : il avait beaucoup marché le matin, et venait de faire quelques milles à cheval.

Cette nouvelle demeure se trouvait garnie d'une baignoire que l'amiral était venu à bout de faire exécuter tant bien que mal par ses charpentiers. L'Empereur, qui avait été privé de bains depuis la Malmaison, et pour qui ils étaient devenus une des nécessités de la vie, a voulu en prendre un dès l'instant même. Il m'a dit de lui tenir compagnie durant ce temps, et là il traçait les petits détails de notre établissement nouveau ; et comme le local qu'on m'avait assigné était des plus mauvais, il a voulu que je m'établisse durant le jour, dans ce qu'il a appelé son cabinet topographique, attendant à son propre cabinet, le tout, disait-il, afin que je me trouvasse moins éloigné de lui. Tout cela était dit avec une bonté qui me pénétrait. Il l'a poussée même jusqu'à me dire, à plusieurs reprises, qu'il fallait que je vinsse le lendemain prendre aussi un bain dans sa baignoire ; et sur ce que mon attitude s'en excusait par un respect profond et une retenue indispensable : « Mon cher, a-t-il dit, en prison il faut savoir s'entraider. Je ne saurais, après tout, occuper cette machine tout le jour, et ce bain vous ferait autant de bien qu'à moi. » On eût dit qu'il cherchait à me dédommager de ce que j'allais le perdre, de ce que je ne serais plus le seul auprès de lui.

Après son bain, l'Empereur ne voulant pas se rhabiller a dîné dans sa chambre et m'a retenu avec lui ; nous étions seuls, la conversation a conduit à une circonstance toute particulière, dont le résultat pouvait être d'une grande importance. Il m'en a demandé mon avis, et m'a chargé de lui en présenter le lendemain mes idées...

Lundi 11 au jeudi 14.

Enfin se déroulait pour nous une portion nouvelle de notre existence sur le malheureux rocher de Sainte-Hélène. On venait de nous établir dans nos futures demeures, et de nous assigner les limites de notre sauvage prison.

Longwood, dans le principe, simple ferme de la compagnie, abandonné au sous-gouverneur pour lui tenir lieu de maison de campagne, se trouve dans une des parties les plus élevées de l'île. Le thermomètre anglais marque dix degrés de différence en moins avec la vallée où nous avons débarqué. C'est un plateau assez étendu sur la côte orientale, et assez près du rivage. Des vents éternels, parfois violents et toujours de la même partie, en balayent constamment la surface ; des nuages le couvrent presque toujours ; le soleil, qui y paraît rarement, n'en a pourtant pas moins d'influence sur l'atmosphère : il attaque le foie, si on ne s'en préserve avec soin. Des pluies abondantes et soudaines achèvent d'empêcher qu'on ne distingue ici aucune saison régulière ; il n'en est point à Longwood, ce n'est qu'une continuité de vents, de nuages, d'humidité ; toujours une température modérée et monotone qui présente, du reste, peut-être plus d'ennui que d'insalubrité. L'herbe, en dépit des fortes pluies, disparaît rongée par le vent ou flétrie par la chaleur ; l'eau y est amenée par un conduit, et se trouve si malsaine que le sous-gouverneur, que nous avons remplacé, n'en faisait usage, pour lui ou pour ses gens, qu'après l'avoir fait bouillir : nous avons été contraints d'en faire autant nous-mêmes. Les arbres qu'on y voit, et qui de loin lui prêtent un aspect riant, ne sont que des arbres à gomme, arbuste chétif et bâtard qui ne donne point d'ombre. Une partie de l'horizon présente au loin l'immense mer ; le reste n'offre plus que d'énormes rochers stériles, des abîmes profonds, des vallées déchirées, et au loin la chaîne nuageuse et verdie du Pic-de-Diane. En résumé, l'aspect de Longwood ne saurait être agréable qu'au voyageur fatigué d'une longue navigation, pour qui toute terre a des charmes. S'il s'y trouve transporté par un beau jour, frappé des objets bizarres qui s'offrent soudainement à sa vue, il peut s'écrier même : Que c'est beau ! Mais cet homme n'y est que pour

un instant ; et quel supplice sa fausse admiration ne fait-elle pas éprouver alors aux captifs condamnés à y demeurer toujours !

Depuis deux mois on n'avait pas cessé de travailler pour mettre Longwood en état de nous recevoir ; toutefois les résultats étaient bien peu de chose.

On entre à Longwood par une pièce qui venait d'être bâtie, destinée à servir tout à la fois d'antichambre et de salle à manger ; de là on passe dans une pièce attenante, dont on avait fait le salon ; on entre ensuite dans une troisième fort obscure, en travers sur celles-ci ; on l'avait désignée pour recevoir les cartes et les livres de l'Empereur : elle est devenue plus tard la salle à manger. En tournant à droite, dans cette chambre, on trouvait la porte de l'appartement de l'Empereur ; cet appartement consistait en deux très petites pièces égales, à la suite l'une de l'autre, formant son cabinet et sa chambre à coucher ; un petit corridor extérieur, en retour de ces deux pièces, lui servait de salle de bain. À l'opposite de l'appartement de l'Empereur, à l'autre extrémité du bâtiment, était le logement de madame de Montholon, de son mari et de son fils, local qui a formé depuis la bibliothèque de l'Empereur. En dehors de tout cela, et au travers d'issues informes, une petite pièce carrée, au rez-de-chaussée, contiguë à la cuisine, fut ma demeure. Au travers d'une trappe pratiquée au plancher, et à l'aide d'une échelle de vaisseau, on arrivait au gîte de mon fils, véritable grenier qui ne renfermait guère que la place de son lit. Nos fenêtres et nos lits demeuraient sans rideaux ; le peu de meubles de nos chambres provenait évidemment de ce dont les habitants s'étaient défaits dans cette circonstance ; heureux, sans doute, de trouver cette occasion de les placer à profit pour les renouveler ensuite avec avantage.

Le grand maréchal, sa femme et ses enfants avaient été laissés à deux milles en arrière de nous, dans un abri tel que dans le pays même il porte le nom de *Hutte* (Hut's-gate).

Le général Gourgaud fut mis sous une tente, ainsi que le médecin ^[1] et l'officier préposé à notre garde, en attendant que l'on eût achevé leurs chambres, que construisaient à la hâte les matelots du *Northumberland*.

En face de nous, et séparé par un ravin assez profond, était campé, à une assez petite distance, le 53e, dont divers postes couronnaient les sommités

voisines : tel était notre nouveau séjour.

Le 12, je rendis compte à l'Empereur de l'objet particulier sur lequel il m'avait dit, deux jours auparavant, de lui représenter mes idées ; il ne décida rien, croyant la chose tout à fait inutile. J'avais osé insister, parce que, dans le doute même, il n'y avait du moins rien à risquer ni à perdre : c'était se donner la chance de la loterie sans la dépense de la mise. L'évènement a prouvé, du reste, qu'il avait bien jugé ; la chose eût été parfaitement inutile ; elle n'eut pu amener aucun résultat...

Le même jour le colonel Wilks, ancien gouverneur pour la compagnie, que l'amiral était venu déplacer, vint faire sa visite à l'Empereur ; je servis d'interprète.

Régularisation de la maison de l'Empereur – Situation morale des captifs entre eux, etc. – Quelques nuances du caractère de l'Empereur.

Vendredi 15, samedi 16.

La maison domestique de l'Empereur, au départ de Plymouth, se trouva composée encore de onze personnes. Je me fais un plaisir de consacrer ici leurs noms ; je le dois à leur dévouement.

PERSONNES COMPOSANT LE SERVICE DE L'EMPEREUR.

Chambre. — Marchand, parisien, premier valet de chambre. — Saint-Denis, dit Aly, de Versailles, valet de chambre. — Noverraz, Suisse, valet de chambre. — Santini, Corse, huissier.

Livrée. — Archambault aîné, de Fontainebleau, piqueur. — Archambault cadet, de Fontainebleau, piqueur. — Gentilini, Elbois, valet de pied.

Bouche. — Cypriani, Corse, mort à Sainte-Hélène, maître d'hôtel. — Pierron, Parisien, officier. — Lepage, cuisinier. — Rousseau, de Fontainebleau, argentier.

Quelque nombreuse que se trouvât cette maison de l'Empereur, on pourrait dire cependant que, depuis notre départ d'Angleterre, durant notre traversée, et depuis notre débarquement à Sainte-Hélène, elle avait cessé d'exister pour lui.

Notre dispersion, les incertitudes de notre établissement, nos besoins, l'irrégularité avec laquelle ils étaient satisfaits, avaient nécessairement créé le désordre.

Dès que nous nous trouvâmes tous réunis à Longwood, l'Empereur voulut régulariser tout ce qui était autour de lui, et chercha à employer chacun de nous suivant la pente de son esprit. Conservant au grand maréchal le commandement et la surveillance de tout en grand, il confia à M. de Montholon tous les détails domestiques ; il donna au général Gourgaud la direction de l'écurie, et me réserva le détail des meubles avec l'administration intérieure de ce qui nous serait fourni. Cette dernière partie me semblait tellement en contact avec les détails domestiques, et je trouvais que l'unité sur ce point devait être si avantageuse au bien commun, que je me prêtai le plus que je pus à m'en faire dépouiller ; ce qui ne fut ni difficile ni long.

Ces nouvelles dispositions de l'Empereur arrêtées, tout commença à marcher tant bien que mal, et nous en fûmes certainement beaucoup mieux. Toutefois ces dispositions, quelque raisonnables qu'elles fussent, ne laissèrent pas de semer parmi nous des germes d'éloignement qui poussèrent de légères racines, et reparurent parfois à la surface : l'un trouvait qu'il avait perdu, l'autre voulait donner trop de lustre à sa partie, un autre se trouvait lésé dans le partage. Nous n'étions pas les membres d'une même famille qui, s'employant chacun selon ses moyens, ne songent qu'à faire prospérer la masse commune. Ce que la nécessité eût dû nous contraindre de faire, nous étions loin de le mettre en pratique ; nous nous débattions encore sur les débris de quelque luxe et les restes de quelque ambition.

Quand l'attachement à la personne de l'Empereur nous réunit autour de lui, le hasard seul, et non pas les sympathies, présida à notre agglomération ; ce fut un ensemble purement fortuit, et non le résultat des affinités. Aussi formions-nous masse à Longwood, plutôt par encercle que par cohésion. Et comment en eut-il été autrement ? Nous étions presque

tous étrangers les uns aux autres, et malheureusement, les circonstances, l'âge, le caractère, étaient en nous autant de dispositions à le demeurer.

Ces circonstances, bien que légères, ont eu pourtant la conséquence fâcheuse de nous priver, en grande partie, de nos plus douces ressources. Elles ont empêché parmi nous cette confiance, cet épanchement, cette union intime, qui peuvent répandre quelques charmes, même au sein des plus cruelles infortunes. Mais aussi, par contre, ces mêmes circonstances m'ont bien souvent rendu témoin des dispositions privées du cœur de l'Empereur : ses invitations indirectes à nous unir et à confondre nos sentiments ; son soin constant à nous épargner tout juste motif de jalousie ; cette distraction calculée qui lui dérobait ce dont il ne voulait pas s'apercevoir ; enfin, jusqu'aux gronderies même si paternelles dont nous nous rendions quelquefois l'objet, et qui, pour le dire en passant à l'honneur de chacun de nous, étaient évitées avec autant de zèle, reçues avec autant de respect que si elles fussent émanées du trône des Tuileries.

Qui aujourd'hui sur la terre pourrait se flatter de connaître dans l'Empereur l'homme privé plus que moi ? Qui a possédé les deux mois de solitude au désert de Briars ? Qui a joui de ces longues promenades au clair de lune, de ces heures nombreuses écoulées avec lui ? Qui a eu comme moi l'instant, le lieu, le sujet des conversations ? Qui a reçu le ressouvenir des charmes de l'enfance, le récit des plaisirs de la jeunesse, l'amertume des douleurs modernes ? Aussi puis-je m'expliquer à présent bien des circonstances qui semblaient dans le temps, à plusieurs, difficiles à entendre. Je comprends bien, surtout aujourd'hui, ce qui nous frappait si fort, et le caractérisait particulièrement aux jours de sa puissance, savoir : qu'on n'était jamais complètement perdu avec lui ; que, quelque éclatante qu'eût été la disgrâce, quelque profond qu'eût été l'abîme où l'on avait été jeté, on devait toujours espérer d'en revenir ; qu'une fois auprès de lui, quelque faute que l'on fît, quelque déplaisir que l'on causât, il était bien rare de s'en voir éloigné tout à fait. C'est qu'il est dans l'Empereur, à un degré éminent, deux qualités bien précieuses : un grand fonds de justice et une disposition naturelle à s'attacher. Quels que soient les contrariétés et les mouvements de colère qu'il vient à éprouver, il est encore un sentiment de justice qui reste tout-puissant sur lui : on est toujours sûr de le rendre attentif à de bonnes raisons ; on est même sûr, si l'on garde le silence, de les

lui voir produire lui-même, s'il s'en présente à son esprit. D'un autre côté, il n'oublie jamais les services une fois rendus ; pas davantage les habitudes prises : tôt ou tard le ressouvenir lui en vient à l'esprit. Il se dit tout ce que l'on a dû souffrir, trouve que le châtiment a été assez long, et fait alors chercher au loin celui que le monde même avait oublié. Celui-ci reparaît au grand étonnement de tous, à l'étonnement de lui-même. On en connaît une foule d'exemples.

L'Empereur, sans être démonstratif, s'attache sincèrement. Une fois qu'il a pris l'habitude de quelqu'un, il ne pense pas qu'il puisse s'en séparer. Il en aperçoit les fautes, il les condamne, il blâme son propre choix, il gronde même avec force ; mais on n'a rien à craindre, ce sont comme autant de nouveaux liens.

On sera surpris sans doute de me voir esquisser ces traits du caractère de Napoléon avec autant de simplicité ; c'est que je me contente d'écrire seulement ce que je vois, et d'exprimer ce que je sens.

Ma situation matérielle adoucie – Mon lit changé, etc.

Dimanche 17.

L'Empereur m'a fait demander à deux heures ; il commençait sa toilette. En me voyant, il m'a trouvé pâle. Je lui ai dit que cela pouvait venir de l'atmosphère de ma chambre, dont le voisinage de la cuisine faisait une véritable étuve souvent remplie de fumée. Il a voulu alors que je m'emparasse tout à fait du cabinet topographique pour y travailler le jour et y coucher la nuit, dans le lit même que l'amiral lui avait fait préparer, et dont il n'avait pas voulu faire usage, préférant son lit de campagne habituel. En finissant sa toilette, et choisissant parmi deux ou trois tabatières qu'il avait sous la main, il en a donné une assez brusquement à son valet de chambre (Marchand). « Serrez cela, a-t-il dit, je la retrouve toujours sous mes yeux ; elle me fait mal. » Je ne saurais dire ce que c'était ; je présume toutefois qu'il s'agissait d'un portrait du roi de Rome.

L'Empereur est sorti, je l'ai suivi ; il a fait le tour de la maison et a voulu entrer dans ma chambre. Touchant un miroir de toilette, il m'a demandé si c'était celui qu'il m'avait donné. Puis, portant la main à la muraille que

chauffe la cuisine, il m'a répété que je ne pouvais pas demeurer là ; qu'il voulait absolument que je couchasse désormais dans son lit du cabinet topographique, ajoutant la parole charmante que c'était le *lit d'un ami*.

Nous nous sommes dirigés ensuite vers une mauvaise ferme qui était en vue. Sur notre chemin se trouvait le casernement des Chinois : ce sont des hommes de main-d'œuvre, des laboureurs, etc., que les bâtiments anglais enrôlent à Macao, qui restent dans l'île au service de la compagnie un certain nombre d'années, et s'en retournent après avoir recueilli un petit pécule à la manière de nos Auvergnats. L'Empereur a voulu leur faire beaucoup de questions, mais nous n'avons jamais pu nous entendre.

De là nous sommes descendus au jardin de la compagnie, formé dans la rigole, des deux ravins opposés. L'Empereur a fait venir le jardinier et celui qui surveille le bétail de la compagnie et commande les Chinois ; il leur a fait, à chacun, une foule de questions relatives à leurs emplois. Il est rentré très fatigué de sa course à pied : nous avons pourtant à peine fait un mille ; mais c'était sa première excursion.

Avant dîner, l'Empereur m'a fait appeler, ainsi que mon fils, pour notre travail accoutumé. Il m'appelait paresseux, et me faisait observer que mon fils en riait sous cape. Il m'en a demandé la raison ; j'ai répondu que c'était sans doute parce que Sa Majesté le vengeait. « Ah ! j'entends, a-t-il dit en riant, je suis ici le grand-père. »

Habitudes et heures de l'Empereur – Son style avec les deux impératrices – Détails – Maximes de l'Empereur sur la police – Police secrète des lettres – Détails curieux – L'Empereur pour un gouvernement fixe et modéré

Lundi 18, mardi 19.

Peu à peu nos heures et nos habitudes se régularisèrent et s'établirent. L'Empereur déjeunait vers les dix heures dans sa chambre, sur un guéridon, parfois il appelait l'un de nous. À la table de service nous déjeunions à peu près à la même heure ; l'Empereur, pour notre agrément particulier, nous avait laissés libres d'en faire les honneurs et d'y inviter qui bon nous semblerait.

Il n'y avait pas encore d'heures fixes pour la promenade ; la chaleur était très forte dans le jour, l'humidité prompte et grande vers le soir. On annonçait depuis longtemps des chevaux de selle et de voiture venant du cap de Bonne-Espérance ; mais ils n'arrivaient point. L'Empereur travaillait dans la journée avec plusieurs de nous ; il me réservait d'ordinaire pour le temps qui précédait le dîner, lequel n'était guère servi que sur les huit ou neuf heures. Il me faisait donc venir sur les cinq ou six heures avec mon fils ; je n'écrivais ni ne lisais plus, à cause de l'état de mes yeux ; mon fils était venu à bout de me remplacer ; c'était lui qui écrivait ce que l'Empereur dictait ; je n'étais plus là que pour l'aider à se retrouver plus tard dans son griffonnage, ce à quoi je m'étais habitué de manière à pouvoir reproduire, presque littéralement et dans leur entier, toutes les paroles de l'Empereur.

La campagne d'Italie était finie, nous la repassions en entier ; l'Empereur corrigeait ou dictait de nouveau. On dînait, ainsi que je viens de le dire, de huit à neuf heures ; la table était mise dans la première pièce en entrant ; madame de Montholon était à la droite de l'Empereur ; j'étais à sa gauche ; MM. de Montholon, Gourgaud et mon fils étaient dans les parties opposées. La salle avait encore de l'odeur, surtout quand le temps était humide ; et quelque peu qu'il y en eût, c'était encore assez pour incommoder l'Empereur ; aussi nous n'étions pas dix minutes à table. On préparait le dessert dans la pièce voisine, qui était le salon ; nous allions nous y remettre à table, on y servait le café, la conversation se prolongeait ; on lisait quelques scènes de Molière, de Racine, de Voltaire ; nous regrettions chaque fois de n'avoir pas Corneille. De là on passait à une table de reversi ; c'était le jeu de l'Empereur au temps de sa jeunesse, disait-il. Ce ressouvenir lui était agréable ; il pensait qu'il pouvait s'en amuser longtemps ; il ne tarda pas à se détromper ; du reste, nous le jouions avec toutes ses variantes, ce qui amenait beaucoup de mouvement ; j'ai vu jusqu'à 15 ou 18 000 fiches de remises. L'Empereur essayait presque à chaque coup de faire le reversi, c'est-à-dire de faire toutes les levées ; ce qui est assez difficile, et cela lui réussissait néanmoins souvent : le caractère perce toujours et partout ! On se retirait de dix à onze heures.

Aujourd'hui 19, quand j'aborde l'Empereur, il me donne à lui traduire un libelle qui lui était tombé sous la main. À travers mille inepties, nous

arrivons à des lettres privées qu'il adressait à l'impératrice Joséphine, sous la forme solennelle de *Madame et chère épouse*. Ensuite c'était une combinaison d'espions et d'agents, à l'aide desquels l'Empereur lisait dans l'intérieur de toutes les familles en France, et perçait dans l'obscurité de tous les cabinets de l'Europe. L'Empereur n'a pas voulu aller plus loin, et m'a fait jeter le livre, en me disant : « C'est par trop bête ! »

Le fait est que Napoléon, dans ses relations privées, n'a jamais cessé d'écrire très bourgeoisement tu à l'impératrice Joséphine, et *ma bonne petite Louise* à Marie-Louise.

La première fois que j'ai vu de l'écriture suivie de l'Empereur, c'est à Saint-Cloud, après la bataille de Friedland, entre les mains de l'impératrice Joséphine, qui se plaisait à nous la faire déchiffrer comme des espèces d'hiéroglyphes. Elle portait : « Mes enfants viennent d'illustrer encore une fois ma carrière ; la journée de Friedland s'inscrira dans l'histoire à côté de celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. Tu feras tirer le canon ; Cambacérès fera publier le bulletin... » Plus tard la même faveur me procura la vue de la même écriture, lors du traité de Tilsit. Elle disait : « La reine de Prusse est réellement charmante ; elle est pleine de coquetterie pour moi, mais n'en sois pas jalouse ; je suis une toile cirée sur laquelle tout cela ne fait que glisser. Il m'en coûterait trop cher pour faire le galant. »

À ce sujet on racontait alors parmi nous, dans le salon de Joséphine, que la reine de Prusse tenant à sa main une fort belle rose, l'Empereur la lui avait demandée ; la reine avait d'abord hésité quelques instants, disait-on, puis elle l'avait donnée en disant : « Pourquoi faut-il que je vous donne si facilement, vous qui demeurez inflexible sur tout ce que je vous demande ? » Faisant allusion à la place de Magdebourg qu'elle avait ardemment sollicitée. Circonstance du reste tant soit peu variée, ainsi qu'on pourra s'en convaincre plus tard par le récit même de Napoléon qu'on trouvera par la suite.

Telle était pourtant la nature des rapports privés, que des ouvrages anglais d'un certain mérite ont défigurée au point de démontrer l'Empereur comme un tyran farouche, insolent et brutal ; prêt à faire violence, à l'aide de ses mamelouks, à cette belle reine, sous les yeux même de son mari malheureux.

Mais voici précisément sur le même sujet et à la même époque une lettre authentique, dont je n'ai eu connaissance que depuis peu, et qui achèvera de donner une idée juste du style de Napoléon vis-à-vis de Joséphine, en même temps qu'elle fera connaître des formes aimables, et surtout une sensibilité et une galanterie domestiques qu'amis et ennemis étaient assurément bien loin de soupçonner alors en celui que, par toute l'Europe, la calomnie et le mensonge étaient venus à bout de faire passer pour le plus dur, le plus brutal, le plus insensible des hommes. Cette lettre de Napoléon est une réponse à des observations que lui adressait Joséphine sur le bulletin de la grande armée, qui s'exprimait avec trop peu de ménagement sur la reine de Prusse.

« J'ai reçu la lettre où tu me parais fâchée du mal que je dis des femmes. Il est vrai que je hais les femmes intrigantes au-delà de tout ; je suis accoutumé à des femmes bonnes, douces et conciliantes : ce sont celles que j'aime. Si elles m'ont gâté, ce n'est pas ma faute, mais la tienne. Au reste, tu verras que j'ai été fort bon pour une qui s'est montrée sensible, madame d'Hatzfeld. Lorsque je lui montrai la lettre de son mari, elle me dit en sanglotant, avec une profonde sensibilité et naïvement : C'est bien là son écriture. Son accent allait à l'âme, elle me fit peine, je lui dis : *Eh bien ! Madame, jetez cette lettre au feu, je ne serai plus assez puissant pour faire condamner votre mari.* Elle brûla la lettre, et me parut bien heureuse ; son mari est depuis tranquille, deux heures plus tard il était perdu. Tu vois donc que j'aime les femmes bonnes, naïves et douces ; mais c'est que celles-là seules le ressemblent, etc., etc. » (6 novembre 1806, à neuf heures du soir.)

Quant à ce grand échafaudage de police et d'espionnage dont parlait le mauvais livre que nous venons de parcourir, échafaudage qui a fait tant de bruit dans le monde à la même époque, quel État du continent peut se vanter d'en avoir eu moins que le gouvernement français ? Et cependant quel terrain pouvait en demander plus que la France ? Quelles circonstances le commandaient plus impérieusement ? Tous les pamphlets de l'Europe se sont dirigés sur ce point, pour rendre odieux chez autrui ce qu'ils cherchaient par là à cacher d'autant plus chez eux. Toutefois ces mesures, si nécessaires en principe, avilissantes sans doute dans leurs détails, n'ont jamais été traitées que fort en grand par l'Empereur, et toujours d'après sa maxime constante, qu'il n'y a que ce qui est indispensable qui doive être

fait. Je l'ai souvent entendu, au Conseil d'État, se faire rendre compte de ces objets, les traiter avec une sollicitude particulière, les corriger, chercher à en prévenir les inconvénients, créer des commissions de son conseil pour aller visiter les prisons, et lui faire des rapports directs. Employé moi-même dans une mission de cette nature, j'ai pu me convaincre, en effet, de tous les abus, de toutes les vexations des subalternes ; mais aussi de toute l'inclination et de l'extrême désir du souverain de les réprimer.

L'Empereur voulut même, disait-il, chercher à relever, aux yeux des peuples, cette branche d'administration que flétrissaient en quelque sorte les préjugés et l'opinion, en la confiant à quelqu'un dont le caractère et la moralité seraient sans reproches. Il fit appeler en 1810, à Fontainebleau, un de ses conseillers d'État, M. Pasquier, qui avait été émigré, ou à peu près. Sa famille, de l'ancien parlement, sa première éducation, ses premières opinions, tout eût pu le rendre suspect à quelqu'un de plus défiant que l'Empereur. Dans le cours de la conversation, il lui demanda : « Si le comte de Lille se découvrait maintenant à Paris, et que vous fussiez chargé de la police, le feriez-vous arrêter ? – Oui, sans doute, répondit le conseiller d'État, parce qu'il aurait rompu son ban, et qu'il y serait en opposition à toutes les lois existantes. » Et l'Empereur continuant à poser des questions auxquelles il fut répondu à sa satisfaction, il termina, disant : « Eh bien retournez à Paris, je vous y fais mon préfet de police. »

Quant au secret des lettres sous le gouvernement de Napoléon, quoi qu'on en ait dit dans le public, on en lisait très peu à la poste, assurait l'Empereur : celles qu'on rendait aux particuliers, ouvertes ou recachetées, n'avaient pas été lues la plupart du temps ; jamais on n'en eût fini. Ce moyen était employé bien plus pour prévenir les correspondances dangereuses que pour les découvrir. Les lettres réellement lues n'en conservaient aucune trace ; les précautions étaient des plus complètes. Il existait depuis Louis XIV, disait l'Empereur, un bureau de *police politique* pour découvrir les relations avec l'étranger. Depuis ce souverain, les mêmes familles en étaient demeurées en possession ; les individus et leurs fonctions étaient inconnus, c'était un véritable emploi. Leur éducation s'était achevée à grands frais dans les diverses capitales de l'Europe ; ils avaient leur morale particulière, et se prêtaient avec répugnance à l'examen des lettres de l'intérieur : c'étaient pourtant eux qui l'exerçaient. Dès que

quelqu'un se trouvait couché sur la liste de cette importante surveillance, ses armes, son cachet, étaient aussitôt gravés par le bureau, si bien que ses lettres, après avoir été lues, parvenaient néanmoins intactes, et sans aucun indice de soupçon, à leur adresse. Ces circonstances, les graves inconvénients qu'elles pouvaient amener, les grands résultats qu'elles pouvaient produire, faisaient la principale importance du directeur général des postes, et commandaient dans sa personne beaucoup de prudence, de sagesse et de sagacité.

L'Empereur a donné à ce sujet de grandes louanges à M. La Valette : il n'était nullement partisan, du reste, de cette mesure, disait-il ; car, quant aux lumières diplomatiques qu'elle pouvait procurer, il ne pensait pas qu'elles pussent répondre aux dépenses qu'elles occasionnaient : ce bureau coûtait 600.000 francs. Et quant à la surveillance exercée sur les lettres des citoyens, il croyait qu'elle pouvait causer plus de mal que de bien. « Rarement, disait-il, les conspirations se traitent par cette voie ; et quant aux opinions individuelles obtenues par les correspondances épistolaires, elles peuvent devenir plus funestes qu'utiles au prince, surtout avec notre caractère. De qui ne nous plaignons-nous pas avec notre expansion et notre mobilité nationales ? Tel que j'aurai maltraité à mon lever, observait-il écrira dans le jour que je suis un tyran : il m'aura comblé de louanges la veille, et le lendemain, peut-être, il sera prêt à donner sa vie pour moi. La violation du secret des lettres peut donc faire perdre au prince ses meilleurs amis, en lui inspirant à tort de la méfiance et des préventions ; d'autant plus que les ennemis capables d'être dangereux sont toujours assez rusés pour ne pas s'exposer à ce danger. Il est tel de mes ministres dont je n'ai jamais pu surprendre une lettre. »

Je crois avoir déjà dit qu'au retour de l'île d'Elbe, on a trouvé aux Tuileries une foule de pétitions et de pièces où Napoléon se trouvait fort indécemment mentionné : il les fit brûler. « Elles eussent formé un recueil bien abject, disait l'Empereur. J'eus un moment l'idée d'en insérer quelques-unes dans le *Moniteur* ; elles auraient dégradé quelques individus, mais n'eussent rien appris sur le cœur humain : les hommes sont toujours les mêmes ! »

L'Empereur, du reste, était loin de connaître tout ce que la police exécutait en son nom sur les écrits et sur les individus : il n'en avait ni le

temps ni les moyens. Aussi tous les jours apprend-il de nous, ou par des pamphlets qui lui tombent sous la main, des arrestations d'individus ou des suppressions d'ouvrages qui sont tout à fait neuves pour lui.

En parlant des ouvrages cartonnés ou défendus par la police, sous son règne, l'Empereur disait que n'ayant rien à faire à l'île d'Elbe, il s'y était amusé à parcourir quelques-uns de ces ouvrages, et souvent il ne concevait pas les motifs que la police avait eus dans la plupart des prohibitions qu'elle avait ordonnées.

De là il est passé à discuter la liberté ou la limitation de la presse. C'est, selon lui, une question interminable et qui n'admet point de demi-mesure. Ce n'est pas le principe en lui-même, dit-il, qui apporte la grande difficulté, mais bien les circonstances sur lesquelles on aura à faire l'application de ce principe pris dans le sens abstrait. L'Empereur serait même par nature, disait-il, pour la liberté illimitée.

C'est sous ce même point de vue, et avec les mêmes raisonnements, que je l'ai vu constamment traiter ici toutes les grandes questions ; aussi Napoléon a-t-il vraiment été et doit-il demeurer, avec le temps, le type, l'étendard et le prince des idées libérales : elles sont dans son cœur, dans ses principes, dans sa logique. Si parfois ses actions semblent s'en être écartées, c'est que les circonstances l'ont impérieusement maîtrisé. En voici une preuve que j'acquis dans le temps, et que je n'appréciais pas alors autant qu'aujourd'hui.

Causant à l'écart dans un de ses cercles du soir aux Tuileries, avec trois ou quatre personnes de la cour groupées autour de lui, ainsi que cela arrivait souvent, il termina une grande question politique par ces paroles remarquables : « Car moi aussi je suis foncièrement et naturellement pour un gouvernement fixe et *modéré*. » Et comme la figure d'un des interlocuteurs lui exprimait quelque surprise. « Vous ne le croyez pas, continua-t-il ; pourquoi ? Est-ce parce que ma marche ne semble point d'accord avec mes paroles ? Mais, mon cher, que vous connaîtriez peu les choses et les hommes ! la nécessité du moment n'est-elle donc rien à vos yeux ? Je n'aurais qu'à relâcher les rênes, et vous verriez un beau tapage ; ni vous ni moi ne coucherions peut-être pas après-demain aux Tuileries. »

Première tournée de l'Empereur à cheval – Dureté des instructions ministérielles à son égard – Nos peines, nos plaintes – Paroles de l'empereur – Réponses brutales.

Mercredi 20 au samedi 23.

L'Empereur est monté à cheval après déjeuner. Nous avons pris le chemin de la ferme ; nous avons rencontré le fermier dans le jardin de la compagnie ; nous nous en sommes fait suivre. Nous avons parcouru tout le terrain avec lui ; l'Empereur lui faisant une foule de questions sur tous les détails de sa ferme, ainsi qu'il le faisait, me disait-il, dans ses chasses aux environs de Versailles, où il discutait avec les fermiers les idées du Conseil d'État, pour venir reproduire ensuite à ce même Conseil d'État les objections des fermiers. Nous avons prolongé le terrain de Longwood le long de la vallée, jusqu'à ce que les chevaux n'ayant plus de passage, nous nous sommes vus contraints de rétrograder. Nous avons alors traversé le vallon, gagné le plateau du camp, couru jusqu'à la montagne des Signaux, et, prolongeant sa crête, nous sommes venus, en dehors du camp, par la maison des Signaux, jusqu'au chemin qui conduit de Longwood chez madame Bertrand. L'Empereur voulait d'abord aller jusque chez elle ; mais à mi-chemin il s'est ravisé, et nous sommes rentrés dans Longwood.

Les instructions des ministres anglais, à l'égard de l'Empereur à Sainte-Hélène, avaient été dictées avec cette dureté et ce scandale qui ont présidé en Europe à leur violation solennelle du droit des gens. Un officier anglais devait être constamment à la table de l'Empereur ; mesure barbare qui nous eût privés de la douceur de nous trouver en famille : on ne s'en abstint que parce que l'Empereur n'eût jamais mangé que dans sa chambre. Peut-être se repentait-il, et j'ai de bonnes raisons de le croire, de n'en avoir pas agi ainsi à bord du *Northumberland*.

Un officier anglais devait sans cesse accompagner l'Empereur à cheval ; gêne cruelle qui tendait à ne pas lui permettre un moment de distraction dans sa malheureuse situation. On y renonça, du moins pour l'intérieur de certaines limites qu'on nous fixa à cet effet, parce que l'Empereur avait déclaré qu'autrement il ne monterait jamais à cheval.

Dans notre triste situation, chaque jour venait ajouter quelque chose à nos contrariétés ; c'était sans cesse une piqure nouvelle, d'autant plus cruelle

que le mal s'établissait pour un long avenir.

Ulcérés comme il était permis de l'être, nous étions sensibles à tout ; et trop souvent les motifs qu'on nous donnait prenaient encore les couleurs de l'ironie. Ainsi des sentinelles étaient mises, à la nuit, sous les fenêtres de l'Empereur et jusqu'à nos portes ; c'était, nous disait-on, pour notre propre sûreté. On gênait la libre communication avec les habitants, on nous mettait au secret, et l'on répondait que c'était pour que l'Empereur ne fût point importuné. Les consignes, les ordres variaient sans cesse ; nous vivions dans la perplexité, dans l'hésitation, dans la crainte d'être exposés à chaque pas à quelque affront imprévu. L'Empereur, qui ressentait vivement toutes ces choses, prit le parti d'en faire écrire à l'amiral par M. de Montholon. Il parlait avec chaleur, et accompagnait ses paroles d'observations dignes de remarque. « Que l'amiral ne s'attende pas, disait-il, que je traite aucun de ces objets avec lui. S'il venait demain, malgré mon juste ressentiment, il me trouverait le visage aussi riant et la conversation aussi insignifiante que de coutume ; non qu'il y eût de la dissimulation de ma part, ce ne serait que le fruit de mon expérience. Je me souviens encore de lord Withworth qui remplit l'Europe d'une longue conversation avec moi dont à peine quelques mots étaient vrais. Toutefois ce fut alors ma faute : elle fut assez forte pour m'apprendre à n'y plus revenir. Aujourd'hui l'Empereur a gouverné trop longtemps pour ne pas savoir qu'il ne doit point se commettre à la discrétion de quelqu'un auquel il donnerait le droit de dire à faux : L'Empereur m'a dit cela ; car l'Empereur n'aurait pris même la ressource d'affirmer que non. Un témoignage en vaut un autre ; il faut donc de nécessité qu'il emploie quelqu'un qui puisse dire au narrateur qu'il ment dans ce qu'il lui fait dire, et qu'il est prêt à lui rendre raison de son expression, ce que l'Empereur ne saurait faire. »

La lettre de M. de Montholon était vive, la réponse fut injurieuse et brutale : *On ne connaissait pas telle chose à Sainte-Hélène qu'un Empereur ; la justice et la modération du gouvernement anglais à notre égard seraient l'admiration des âges futurs*, etc., etc... La philosophie seule devait nous tenir lieu de ressentiment : toute satisfaction était hors de notre pouvoir ; adresser une plainte directe au prince régent, c'eût été ménager peut-être à celui qui nous offensait un titre méritoire ; et puis il ne pouvait exister de plainte de l'empereur adressée à qui que ce fût sur la terre ; il

n'était plus pour lui, à cet égard, d'autre tribunal que Dieu, les nations et la postérité ;

Le 23, la frégate *la Doris* est arrivée du Cap : elle apportait sept chevaux qui y avaient été achetés pour l'Empereur.

Mépris de l'Empereur pour la popularité ; ses motifs, ses arguments, etc. – Sur ma femme – La mère et la sœur du général Gourgaud.

Dimanche 24.

L'Empereur lisait quelque chose où on le faisait parler avec trop de bonté ; il s'est récrié sur l'erreur de l'écrivain : « Comment a-t-on pu me faire dire cela ? C'est trop tendre, trop doux pour moi ; on sait bien que je ne le suis pas. – Sire, disais-je, on a eu une bonne intention ; la chose est innocente en elle-même, et a pu produire un bon résultat au-dehors. Cette réputation de bonté, que vous semblez vouloir dédaigner, eût pu avoir un poids immense sur l'opinion ; elle eût prévenu du moins les couleurs dont un système en Europe a fausement peint Votre Majesté aux yeux des peuples. Votre cœur, que je connais à présent, est certainement aussi bon que celui de Henri IV, que je n'ai pas connu ; eh bien ! sa bonté est encore proverbiale ; il est demeuré une idole, et je soupçonne que Henri IV était un tant soit peu charlatan ; pourquoi Votre Majesté a-t-elle dédaigné de l'être aussi ? Elle montre trop d'horreur pour cette espèce de moyen. Après tout, c'est le charlatanisme qui gouverne le monde ; heureux toutefois quand il n'est qu'innocent ! »

L'Empereur s'est mis à rire de ce qu'il appelait mon verbiage. Mon cher, qu'est-ce que la popularité, la débonnairerie ? disait-il. Qui fut plus populaire, plus débonnaire que le malheureux Louis XVI ? Pourtant quelle a été sa destinée ? Il a péri ! C'est qu'il faut servir dignement le peuple, et ne pas s'occuper de lui plaire : la belle manière de le gagner, c'est de lui faire du bien ; rien n'est plus dangereux que de le flatter : s'il n'a pas ensuite tout ce qu'il veut, il s'irrite et pense qu'on lui a manqué de parole ; et si alors on lui résiste, il hait d'autant plus qu'il se dit trompé. Le premier devoir du prince, sans doute, est de faire ce que veut le peuple, mais ce que

veut le peuple n'est presque jamais ce qu'il dit : sa volonté, ses besoins, doivent se trouver moins dans sa bouche que dans le cœur du prince.

« Tout système peut sans doute se soutenir, celui de la débonnairété comme celui de la sévérité ; chacun a ses avantages et ses inconvénients : tout se balance dans ce bas monde. Que si vous me demandez à quoi ont pu me servir mes expressions et mes formes sévères, je répondrai : À m'épargner de faire ce dont je menaçais. Quel mal, après tout, ai-je fait ? Quel sang ai-je versé ? Qui peut se vanter, dans les circonstances où je me suis trouvé, qu'il eût fait mieux ? Quelle époque de l'histoire, semblable à mes difficultés, offre mes innocents résultats ? Car que me reproche-t-on ? On a saisi les archives de mon administration, on est demeuré maître de mes papiers, qu'a-t-on eu à mettre au grand jour ? Tous les souverains, dans ma position, au milieu des factions, des troubles, des conspirations, ne sont-ils pas entourés de meurtres et d'exécutions ? Voyez pourtant quel a été avec moi le calme subit de la France ? Cette marche vous étonne, continuait-il en riant, vous qui parfois montrez la douceur et la *naïveté* d'un enfant ? »

Et me voilà, dans ma propre défense, soutenant vivement à mon tour que tous les systèmes pouvaient avoir leur avantage. « Tout homme, convenais-je, doit se créer sans doute un caractère par l'éducation ; mais il faut qu'il en pose les bases sur celui que lui a donné la nature ; autrement il court le risque de perdre les avantages de celui-ci, sans obtenir ceux du caractère qu'il voudrait se donner ; ce pourrait n'être plus qu'un instrument qui fausserait sans cesse. Le cours de la vie de chacun doit être, après tout, le résultat évident, le vrai jugement de son caractère. Or, de quoi pourrai-je avoir à me plaindre ? Du dernier degré de la misère, je me suis relevé seul à une assez belle aisance, et du pavé de Londres je suis parvenu aux marches de votre trône, aux sièges de votre conseil ; le tout sans que j'aie à être embarrassé, devant qui que ce soit, d'aucune parole, d'aucun écrit, d'aucune démarche. N'est-ce pas aussi avoir produit en petit mes petites merveilles ? Et qu'aurais-je donc pu faire de mieux avec un autre tour donné à mon caractère ? »

On est venu interrompre la conversation, pour dire à l'Empereur que l'amiral et des dames venues par *la Doris* sollicitaient la faveur d'être

présentés. L'Empereur a répondu sèchement qu'il ne voyait personne, qu'on le laissât tranquille.

Au point où nous en étions, la politesse personnelle de l'amiral était une injure de plus, et quant à ceux qui le suivaient, comme on ne pouvait venir à nous qu'avec la permission de l'amiral, l'Empereur ne pouvait accorder qu'on fît ainsi les honneurs de sa personne : s'il était au secret, il fallait qu'on le signifiât ; s'il n'y était pas, il devait voir qui bon lui semblait sans l'intervention de personne. Il ne fallait pas surtout qu'on se targuât en Europe de l'entourer de toutes sortes d'égards et de respects, quand on ne l'abreuvait que d'inconvenances et de caprices.

L'Empereur est sorti à cinq heures et s'est promené dans le jardin. Le général-colonel du 53^e régiment est venu l'y trouver, et lui a demandé la permission de lui présenter le lendemain son corps d'officiers ; l'Empereur l'a accepté pour trois heures.

Demeurés seuls nous deux, l'Empereur a prolongé sa promenade ; il s'est arrêté devant une des plates-bandes à considérer une fleur, et m'a demandé si ce n'était pas là un lis ; c'en était un magnifique « Ah ! voilà donc, a dit l'Empereur, la fleur, l'emblème des Bourbons ! Cet éclat, cette blancheur sans tache, peut prêter en effet à beaucoup de jolies choses ; mais pourquoi faut-il que la stupidité des Bourbons dans leurs derniers actes soit venue à bout de rendre tout cela odieux, antipathique à nos populations ! »

Après le dîner, durant notre reversi accoutumé, dont l'Empereur commençait du reste à se fatiguer : « Où croyez-vous, m'a-t-il dit tout à coup, que soit en ce moment madame de Las Cases ? – Hélas ! Sire, lui ai-je répondu, Dieu le sait ! – Elle est à Paris, a-t-il continué ; c'est aujourd'hui mardi, il est neuf heures, elle est à l'Opéra. – Non, Sire, elle est trop bonne femme pour être au spectacle quand je suis ici. – Voilà bien les maris, disait l'Empereur en riant, toujours confiants et crédules ! » Puis passant au général Gourgaud, il l'a plaisanté de même sur sa mère et sa sœur^[2]. Celui-ci s'en attristant beaucoup, et ses yeux se mouillant, l'Empereur, le regardant de côté, disait d'une manière charmante : « N'est-ce pas bien méchant à moi, bien barbare, bien tyran, de toucher ainsi des cordes si tendres ? »

L'Empereur me demandait ensuite combien j'avais d'enfants ; quand et comment j'avais connu madame de Las Cases. Je lui répondais que madame de Las Cases était ma première connaissance dans la vie ; que notre mariage était un nœud que nous avions lié nous-mêmes dans notre enfance, et que pourtant il avait fallu la plupart des événements de la révolution pour pouvoir l'accomplir, etc., etc.

L'Empereur souvent blessé dans ses campagnes – Cosaques – Jérusalem délivrée.

Lundi 25.

L'Empereur, qui n'avait pas été bien la veille, a continué d'être indisposé, et a fait prévenir qu'il ne pourrait pas recevoir les officiers du 53^e, ainsi qu'il l'avait fixé. Vers le milieu du jour, il m'a fait appeler, et nous avons relu quelques chapitres de la campagne d'Italie. Je comparais celui de la bataille d'Arcole à un chant de l'*Iliade*.

Quelque temps avant l'heure du dîner, nous nous trouvions réunis autour de lui dans sa chambre ; on est venu nous dire que nous étions servis ; il nous a renvoyés ; je sortais le dernier, il m'a retenu. « Restez, m'a-t-il dit, nous dînerons ensemble ; nous sommes les vieux, laissons aller les jeunes ; nous nous tiendrons compagnie. » Puis il a voulu s'habiller, « ayant l'intention, disait-il, de passer dans le salon après son dîner. »

En faisant sa toilette, il passait sa main sur sa cuisse gauche, où se voyait un trou considérable ; il y enfonçait le doigt en me le montrant significativement, et voyant que j'ignorais ce que ce pouvait être, il m'a dit que c'était le coup de baïonnette qui avait failli lui coûter la cuisse au siège de Toulon. Marchand, qui l'habillait, s'est permis d'observer qu'on le savait bien à bord du *Northumberland* ; qu'un des hommes de l'équipage lui avait dit, lorsqu'on y arriva, que c'était un Anglais qui, le premier, avait blessé notre Empereur.

L'Empereur, prenant alors ce sujet, disait qu'on avait généralement admiré et prôné le rare bonheur qui le tenait comme invulnérable au milieu de tant de batailles. « Et l'on était dans l'erreur, ajoutait-il ; seulement j'avais toujours fait mystère de tous mes dangers. » Et il a raconté qu'il avait eu trois chevaux tués sous lui au siège de Toulon ; qu'il en avait eu

plusieurs tués ou blessés dans ses campagnes d'Italie ; trois ou quatre au siège de Saint-Jean-d'Acre. Qu'il avait été blessé maintes fois : qu'à la bataille de Ratisbonne une balle lui avait frappé le talon ; qu'à celle d'Esling ou de Wagram, je ne saurais plus dire laquelle, un autre coup de feu lui avait déchiré la botte, le bas et la peau de la jambe gauche ; en 1814 il avait perdu un cheval et son chapeau à Arcis-sur-Aube, ou dans son voisinage ; et après le combat de Brienne, en rentrant le soir à son quartier-général, triste et méditatif, il se trouva chargé inopinément par des Cosaques qui avaient passé sur les derrières de l'armée ; il en repoussa un de la main, et se vit contraint de tirer son épée pour sa défense personnelle ; plusieurs de ces Cosaques furent tués à ses côtés. « Mais ce qui donne un prix bien extraordinaire à cette circonstance, disait-il, c'est qu'elle se passa auprès d'un arbre que je considérais en cet instant, et que je reconnaissais pour être celui au pied duquel, durant nos récréations, à l'âge de douze ans, je venais lire la *Jérusalem délivrée*. » C'était donc là que Napoléon avait éprouvé sans doute les premières émotions de la gloire !

L'Empereur répétait qu'il avait été très souvent exposé dans ses batailles ; mais on le taisait toujours avec le plus grand soin. Il avait recommandé, une fois pour toutes, le silence le plus absolu sur toutes les circonstances de cette nature. « Quelle confusion, quel désordre n'eussent pas résulté du plus léger bruit, du plus petit doute touchant mon existence, disait-il. À ma vie se rattachait le sort d'un grand empire, toute la politique et les destinées de l'Europe ! »

Cette habitude, du reste, de tenir ces circonstances secrètes, faisait, ajoutait-il en ce moment, qu'il n'avait pas songé à les relater dans ses campagnes ; et puis elles étaient aujourd'hui presque hors de sa mémoire ; ce n'était plus guère, disait-il, que par hasard et dans le cours de ses conversations qu'elles pouvaient lui revenir, etc., etc.

Ma conversation avec un Anglais.

Mardi 26.

L'Empereur a continué d'être indisposé.

Un des Anglais, dont la femme avait été refusée hier à la suite de l'amiral, est venu me rendre visite ce matin, dans l'intention d'essayer une nouvelle et dernière tentative pour parvenir à Napoléon. Cet Anglais parlait très bien le français, ayant demeuré en France pendant toute la guerre. C'était un de ceux connus dans le temps sous le nom de *détenus* ; un de ceux qui, venus en France comme voyageurs, s'y trouvèrent arrêtés par le Premier Consul, lors de la rupture du traité d'Amiens, en représailles de ce que le gouvernement anglais avait, suivant sa coutume, saisi nos bâtiments marchands avant de nous déclarer la guerre. Cette circonstance causa une longue et vive discussion entre les deux gouvernements, et empêcha même, durant toute la guerre, un cartel d'échange. Les ministres anglais s'obstinèrent à ne vouloir pas regarder leurs compatriotes arrêtés comme des prisonniers, dans la crainte que ce ne fût une renonciation implicite à leur espèce de *droit de piraterie*. Toutefois cette obstination de leur part valut une longue captivité à leurs compatriotes ; ils ont été retenus en France plus de dix ans : c'est l'absence du siège de Troie, aussi longue, aussi pénible, mais moins glorieuse.

Cet Anglais était beau-frère de l'amiral Burton, qui venait de mourir, commandant la station de l'Inde. Cette circonstance pouvait lui donner quelques rapports directs avec les ministres, à son arrivée en Angleterre ; il pouvait avoir été choisi par l'amiral pour y rendre bien des choses qui nous concernent ; je n'ai donc pas refusé la conversation, je l'ai même prolongée. Elle a duré plus de deux heures, toute calculée de ma part sur ce qu'il pouvait redire à l'amiral, répéter au gouvernement ou dans les cercles en Angleterre. J'en fais grâce ; on n'y retrouverait que l'éternelle récapitulation de nos reproches et de nos griefs, la fastidieuse répétition de nos plaintes et de nos douleurs.

Mon Anglais m'a écouté avec beaucoup d'attention ; il a montré même parfois un intérêt marqué, approuvant fort plusieurs de mes observations ; mais aura-t-il été sincère, et ne tiendra-t-il pas à Londres un langage tout à fait différent ?

Chaque fois qu'un bâtiment arrive de Sainte-Hélène en Angleterre les papiers publics présentent aussitôt sur les captifs de Longwood des relations infidèles, absurdes ; qui doivent nécessairement les rendre ridicules à la masse du public. Comme nous nous en exprimions ici avec amertume, des

distingués nous dirent : « Ne vous y méprenez pas, ces injures ne viennent pas sans doute de nos compatriotes qui vous visitent ici, mais bien de nos ministres à Londres ; car aux excès et à la violence du pouvoir l'administration qui nous gouverne aujourd'hui joint toute la petitesse des intrigues les plus basses et les plus viles. »

Sur l'émigration – Bienfaisance des Anglais – Ressources des émigrés, etc..

Mercredi 27.

L'Empereur, se trouvant mieux, est monté à cheval vers une heure, et un retour a reçu les officiers du 53e. Il a été pour eux tout à fait aimable et gracieux.

Après cette visite, l'Empereur, qui m'avait dit de demeurer avec lui, s'est promené dans le jardin, je lui ai rendu compte de ma conversation de la veille avec l'Anglais qui était venu me faire visite. De là ses questions se sont portées sur l'émigration, Londres et les Anglais.

Je lui disais que l'émigration n'aimait pas les Anglais, mais qu'il y avait peu d'émigrés qui ne se fussent attachés à quelque Anglais ; que les Anglais n'aimaient point l'émigration, mais qu'il y avait peu de familles anglaises qui n'eussent adopté quelque Français. Ce devait être là toute la clef des sentiments et des rapports, souvent contradictoires, qu'on rencontre d'ordinaire sur cet objet. Quant au bien qu'ils nous avaient fait, surtout la classe mitoyenne, qui est celle qui caractérise toujours un peuple, il était au-delà de toute expression, et nous endettait envers elle d'une véritable reconnaissance. Il est difficile d'énumérer les bienfaits particuliers, les institutions bienveillantes, les mesures charitables employées vis-à-vis de nous ; ce sont les particuliers qui, par leur exemple, ont amené le gouvernement à des secours réguliers ; et quand ceux-ci ont été établis, les autres n'ont point cessé.

« Mais n'avez-vous jamais aperçu l'occasion de faire fortune ? – Deux fois. Un évêque de Rodez, Colbert, Écossais de naissance, qui m'aimait beaucoup, me proposa de suivre son frère à la Jamaïque : il y allait chef du pouvoir exécutif, était un des planteurs les plus considérables ; il m'eût confié la gestion de ses biens, et m'eût fait avoir celle de ses amis ; l'évêque

me garantissait en trois ans une véritable fortune. Je ne pus m'y résoudre, je préfèrai continuer une vie misérable à m'éloigner des côtes de France.

« Une autre fois, des amis voulaient m'envoyer dans l'Inde ; j'y eusse été employé, protégé ; on me garantissait encore, en très peu de temps, une fortune considérable. Je ne voulus pas ; je me trouvais trop âgé, c'était trop loin, disais-je. Il y a vingt ans de cela, et je suis à Sainte-Hélène.

« Cependant il en était peu dont l'émigration, dans le principe, eût été plus dure que la mienne, bien qu'il n'en fût pas de plus brillante vers sa fin. Je m'étais vu plus d'une fois à la veille de manquer littéralement de tout : pourtant je n'avais jamais été découragé ni même malheureux. J'avais trouvé le vrai trésor de la philosophie en me comparant au grand nombre de ceux qui, autour de moi, étaient plus malheureux encore ; aux vieillards, aux femmes, à ceux qui, dépourvus d'une certaine instruction, de certaines facultés, n'apprendraient jamais une langue étrangère, ne sauraient jamais se créer aucun moyen. Moi, j'avais de la jeunesse, de l'ardeur, je me sentais capable de quelque chose, j'étais plein d'espérance ; je montrais ce que je ne savais pas, tout ce qu'on voulait ; j'apprenais la veille ce qu'on me demandait pour le lendemain. Plus tard mon Atlas historique fut une idée heureuse qui m'ouvrit une mine d'or ; ce n'était pourtant alors qu'une véritable esquisse ; mais à Londres tout s'encourage, tout se vend ; et puis le Ciel bénit mes efforts. Débarqué à l'entrée de la Tamise, j'avais gagné Londres à pied, n'ayant que sept louis dans ma poche, sans connaissances, sans recommandations sur ces rives étrangères ; j'en sortis en poste, possédant deux mille cinq cents guinées, ayant fait des amis tendres pour lesquels j'aurais donné ma vie. »

« Mais moi, si j'avais émigré, disait l'Empereur, quel eût été mon sort, mon lot ? » Il parcourait alors inutilement diverses directions, et s'arrêtait constamment sur le militaire. « J'y aurais toujours bien fourni ma carrière, après tout, disait-il. – Cela n'est pas sûr, répondais-je, Sire ; vous vous fussiez trouvé étouffé dans la foule. Arrivé à Coblenz ou dans tout corps français, vous eussiez été classé d'après le rang du tableau ; rien n'eût pu vous le faire franchir, car nous étions stricts observateurs des formes, etc., etc. »

L'Empereur me demandait ensuite quand et comment j'étais rentré. « Après la paix d'Amiens, par le bienfait de votre amnistie ; encore m'étais-

je glissé par contrebande dans une famille anglaise, pour atteindre Paris plus tôt. Dès que j'y fus arrivé, de peur de compromettre cette famille, j'allai moi-même faire ma déclaration à la police, qui me donna une carte que je devais faire viser toutes les semaines ou tous les mois ; je n'en fis rien et il ne m'en arriva rien. J'étais décidé à me conduire sagement ; qu'avais-je à craindre ? disais-je. Cependant une fois je vis qu'il eût pu m'en coûter cher : c'était le moment le plus violent de la crise de Georges et Pichegru ; d'ordinaire je passais mes soirées dans des sociétés intimes dans ma propre maison, je ne sortais presque jamais ; mais ici conduit par la fatalité, peut-être par le vif intérêt que je prenais à la chose du jour, je m'égarai un soir assez tard dans le faubourg Saint-Germain ; je manquai le passage du pont Louis XVI, que je connaissais si bien, et allai déboucher sur le boulevard des Invalides, sans plus savoir où je me trouvais. Les postes étaient doubles partout et multipliés ; je demandai ma route à une sentinelle ; j'entendis distinctement son camarade, à quelques pas de là, lui demander pourquoi il ne m'arrêtait pas ; celui-ci répondit que je ne faisais aucun mal. Je gagnai mon gîte à pas redoublés, frémissant sur le danger que je venais de courir : j'étais en contravention formelle vis-à-vis de la police ; mon émigration, mon nom, mes habitudes, mes opinions me classaient parmi les mécontents ; tous les renseignements qu'on eût pris m'eussent été défavorables, je n'aurais pu me réclamer de personne ; on eût trouvé dans ma poche, et c'est ce qui me frappait davantage cinq guinées : bien que je fusse en France depuis plus de deux ans, c'étaient les dernières que m'avait valu mon travail ; je les portais toujours je les ai ici ; leur vue était pour moi une espèce de bonheur, elles me rappelaient un temps pénible qui n'était plus. Or, que ne pouvait-il, que ne devait-il pas arriver par le concours de toutes ces circonstances ? J'aurais eu beau nier, affirmer, personne ne m'eût cru ; j'eusse beaucoup souffert sans doute, et pourtant je n'étais nullement coupable. Voilà cependant la justice des hommes ! Toutefois je ne me mis pas plus en règle vis-à-vis de la police, et il ne m'arriva jamais rien.

« Lorsque je fus présenté à la cour de Votre Majesté, les émigrés qui étaient dans le même cas que moi firent lever leur surveillance qui était de dix ans ; moi, je me promis bien de laisser finir la mienne de sa belle mort. Invité, au nom de Votre Majesté, à une fête qu'elle donnait à Fontainebleau, je trouvai plaisant d'aller à la police demander un passeport. On convint

qu'il m'était régulièrement nécessaire, mais on me le refusa, pour ne pas rendre, dit-on, l'administration ridicule. Plus tard, devenu chambellan de Votre Majesté, j'eus à faire un voyage privé ; et pour cette fois, ils m'affranchirent pour toujours et en riant de toute formalité future.

« Au retour de Votre Majesté, en 1815, voulant rendre service à quelques émigrés qui étaient revenus avec le roi, j'allai pour eux à la police. J'étais un conseiller d'État, tous les registres me furent ouverts. Après l'article de mes amis, je fus curieux de connaître le mien ; j'appris que j'y étais noté comme grand courtisan de M. le comte d'Artois, à Londres. Je ne pus m'empêcher de réfléchir sur ce que pouvaient amener la différence des temps et la bizarrerie des révolutions. Du reste, ma note était tout à fait inexacte ; j'allais bien, il est vrai, chez M. le comte d'Artois ; mais de mois en mois tout au plus peut-être ; pour en être courtisan, avec la meilleure volonté, je ne l'aurais pas pu ; j'avais à pourvoir à ma subsistance de chaque jour ; j'avais la fierté de vouloir vivre de mes occupations, le temps m'était précieux. » J'amusais beaucoup l'Empereur par mon récit, et je trouvais un grand charme à le lui faire.

Jeudi 28.

L'Empereur s'est trouvé incommodé de nouveau. Sa santé s'altère ; cet endroit lui est visiblement contraire. Il m'a fait appeler à trois heures ; il avait eu un léger accès de fièvre, il se trouvait mieux, et a fait sa toilette pour essayer de se promener. Je l'ai décidé à remettre son gilet de flanelle, que, dans ce lieu de température humide et inconstante, il avait imprudemment mis de côté. Marchant à l'aventure, la pluie est venue nous surprendre, et nous a forcés à nous abriter sous un arbre à gomme. Le grand maréchal et M. de Montholon sont venus nous rejoindre. au retour, réunis dans sa chambre, sa conversation était devenue des plus intéressantes : il nous racontait des anecdotes de son plus petit intérieur, confirmant, redressant ou détruisant celles que madame de Montholon ou moi lui disions avoir circulé dans le monde ; rien n'était plus piquant, aussi fut-ce un vrai chagrin pour nous d'entendre annoncer à l'Empereur qu'il était servi.

Vendredi 29.

Il est un endroit de notre enclos d'où l'on voit au loin la partie de la mer ou apparaissent les vaisseaux qui arrivent ; là est un arbre au pied duquel on peut la considérer à son aise. J'étais dans l'habitude, depuis quelques jours, d'y aller dans mes moments d'oisiveté pour voir arriver, me disais-je, le vaisseau qui doit terminer notre exil. Le célèbre Munich est demeuré vingt ans au fond de la Sibérie, buvant chaque jour à son retour à Saint-Pétersbourg, avant de voir arriver cet instant désiré. J'aurai son courage ; mais j'espère n'avoir pas besoin de sa patience.

Depuis quelques jours des bâtiments se succédaient ; de très bon matin on en avait aperçu trois, dont j'en jugeai deux bâtiments de guerre. En revenant, on me dit que l'Empereur était déjà levé ; j'allai le trouver dans le jardin pour lui faire part de ma découverte. Il voulut déjeuner sous un arbre, et me retint. Après le déjeuner, il me dit de le suivre à cheval. Nous prolongeâmes en dehors de Longwood tous les arbres à gomme, et essayâmes, à l'extrémité, de descendre dans une vallée très rapide et profondément sillonnée : c'étaient des sables, des cailloux presque mouvants, parsemés de ronces marines ; nous fûmes obligés de descendre de cheval. L'Empereur ordonna au général Gourgaud de prendre par un autre côté avec les chevaux et les deux piqueurs qui formaient notre suite ; il s'obstina à continuer de sa personne, au milieu des difficultés où nous nous trouvions. Je lui donnais le bras ; nous descendions et regrimpions avec peine tous les ravins ; il regrettait la légèreté de sa jeunesse, me reprochait d'être plus lesté que lui : il y trouvait plus de différence que le peu d'âge qui nous sépare. C'est, disais-je, que je rajeunissais pour le servir. Chemin faisant, il remarquait que ceux qui pourraient nous considérer en ce moment reconnaîtraient sans peine l'inquiétude et l'impatience françaises. « Au fait, disait-il, il n'y a que des Français auxquels il puisse venir dans l'idée de faire ce que nous faisons en cet instant. » Nous arrivâmes enfin tout haletants au bas de la vallée (Voyez la carte géographique). Ce que nous avions pris de loin pour un chemin tracé n'était qu'un petit ruisseau d'un pied et demi de large ; nous voulûmes le traverser en attendant nos

chevaux ; mais les bords de ce petit ruisseau étaient perfides, ils semblaient d'une terre sèche qui nous supporta d'abord ; mais bientôt nous nous sentîmes enfoncer subitement, comme si nous eussions été sur de la glace qui se fût brisée ; nous étions menacés de disparaître. J'en avais déjà presque au-dessus du genou quand un effort m'en a fait sortir ; je me suis retourné pour donner la main à l'Empereur ; il était enfoncé des deux jambes, ses mains à terre, s'efforçant de se dégager. Ce n'est pas sans peine ni sans boue que nous avons retrouvé la terre ferme ; moi ne pouvant m'empêcher de m'écrier : *Marais d'Arcole ! marais d'Arcole !* Nous les avons travaillés quelques jours auparavant ; Napoléon avait failli y demeurer. Pour lui il répétait en considérant ses vêtements : « Mon cher, voici une sale aventure. » Et puis il disait : « Si nous avions disparu ici, qu'eût-on dit en Europe ? Les cafards prouveraient sans nul doute que nous avons été engloutis pour tous nos crimes. »

Les chevaux nous ayant enfin rejoints, nous avons continué, forçant des haies, escaladant des murs, et avons remonté à grande peine toute la vallée qui sépare Longwood du pic de Diane. Nous sommes rentrés par le côté de madame Bertrand ; il était trois heures. On est venu nous dire que les bâtiments aperçus ce matin étaient un brick et un transport venus d'Angleterre, et un Américain.

Sur les sept heures, l'Empereur m'a fait demander ; il était avec le grand maréchal, qui lui lisait les papiers-nouvelles depuis le 9 jusqu'au 16 octobre ; cela ne finissait pas ; il était neuf heures. L'Empereur, étonné qu'il fût si tard, s'est levé brusquement, et impatienté qu'on ne lui donnât pas son dîner, a marché droit à la table, se plaignant qu'on l'eût fait attendre. On a eu la gaucherie de lui donner une raison fort ridicule ; cette inconvenance domestique l'a vivement choqué, puis il s'est choqué intérieurement encore de s'être montré si choqué ; aussi le dîner a-t-il été sombre et silencieux.

Revenu dans le salon pour le dessert, l'Empereur a cependant pris la parole sur les nouvelles que nous avaient apportées les gazettes : les conditions de la paix, les forteresses livrées aux étrangers, la fermentation des grandes villes. Il a traité ces sujets en maître ; mais il s'est retiré de bonne heure, l'instant qui avait précédé le dîner lui demeurait visiblement sur le cœur.

Peu de temps après il m'a fait demander, voulant continuer les papiers. Comme je me mettais en devoir de lire, il s'est rappelé l'état de mes yeux, et ne l'a plus voulu. J'insistai, disant que je parcourrais vite, et que ce ne serait pas long ; mais il les a éloignés lui-même, ajoutant : « La nature ne se commande pas ; je vous le défends ; j'attendrai demain. » Il s'est mis à marcher, et bientôt ce qu'il avait dans le cœur en est sorti. Qu'il me semblait aimable dans ses reproches et ses plaintes ! Qu'il était homme et bon ; car ce qu'il disait était juste et vrai ! Mais c'étaient de ces moments précieux où la nature, prise sur le fait, montre à nu le fond du cœur et du caractère. Et je me disais en le quittant, ce que j'ai d'ailleurs si souvent l'occasion de me redire : « Bon dieu, que l'Empereur a été mal connu dans le monde ! »

Au demeurant, on lui rend déjà ici plus de justice. Ces Anglais si acharnés, si excusables d'ailleurs par les fausses peintures dont on les a si constamment nourris, commencent à prendre une idée plus juste de son caractère ; ils avouent qu'ils sont étrangement détrompés chaque jour, et que Napoléon est bien différent de ce Bonaparte que les intérêts politiques et le mensonge leur avaient tracé sous des aspects si odieux. Tous ceux qui ont pu le voir, l'entendre et avoir affaire à lui, n'ont plus qu'une voix là-dessus ; il est échappé plus d'une fois à l'amiral, au travers de nos querelles avec lui, de se récrier que l'Empereur était sans contredit le meilleur naturel de toute la bande, le plus raisonnable, le plus juste, le plus facile ; et il disait vrai.

Une autre fois, un honnête Anglais, que nous voyions souvent, confessait à Napoléon, dans toute l'humilité de son âme, et en forme d'expiation, qu'il avait à se reprocher et qu'il était honteux d'avouer qu'il avait cru fermement toutes les abominations débitées sur son compte : ses étranglements, ses massacres, ses fureurs, ses brutalités ; enfin jusqu'aux difformités de sa personne et aux traits hideux de sa figure. « Après tout, ajoutait-il candidement, comment ne l'aurais-je pas cru ? Tous nos livres en étaient pleins, c'était dans toutes nos bouches ; pas une voix ne s'élevait pour le contredire. – Eh bien ! dit Napoléon en souriant, c'est à vos ministres pourtant que j'ai l'obligation de toutes ces gentilleses : ils ont inondé l'Europe de pamphlets et de libelles contre moi. Peut-être auraient-ils à dire pour excuse qu'ils ne faisaient que répondre à ce qu'ils recevaient

de France même ; et ici, il faut être juste, ceux d'entre nous qu'on a vus danser sur les ruines de leur patrie ne s'en faisaient pas faute, et les tenaient abondamment pourvus.

« Quoi qu'il en soit, on me tourmenta souvent, au temps de ma puissance, pour que je fisse combattre ces menées ; je m'y refusai toujours. À quoi m'eût servi qu'on m'eût défendu ? On eût dit que j'avais payé, et cela ne m'eût que discrédité un peu davantage. Une victoire, un monument de plus ; voilà la meilleure, la véritable réponse, disais-je constamment. Le mensonge passe, la vérité reste. Les gens sages, la postérité surtout, ne jugent que sur des faits. Aussi qu'est-il arrivé ? Déjà le nuage se dissipe, la lumière perce, je gagne tous les jours ; bientôt il n'y aura plus rien de plus piquant en Europe que de me rendre justice. Ceux qui m'ont succédé tiennent les archives de mon administration, les archives de la police, les greffes des tribunaux ; ils ont à leur disposition, à leur solde, ceux qui eussent été les exécuteurs, les complices de mes atrocités et de mes crimes ; eh bien ! qu'ont-ils publié ? qu'ont-ils fait connaître ?

Aussi, la première fureur passée, les gens d'esprit et de jugement me reviendront ; je ne conserverai pour ennemis que des sots ou des méchants. Je puis demeurer tranquille, je n'ai qu'à laisser faire, et la suite des événements, les débats des partis opposés, leurs productions adverses, feront luire chaque jour les matériaux les plus sûrs, les plus glorieux de mon histoire. Et à quoi ont abouti, après tout, les immenses sommes dépensées en libelles contre moi ? Bientôt il n'y en aura plus de traces ; tandis que mes monuments et mes institutions me recommanderont à la postérité la plus reculée.

Aujourd'hui, du reste, on ne saurait plus recommencer ces torts envers moi ; la calomnie a épuisé tous ses venins sur ma personne ; elle ne saurait plus me heurter ; elle n'est plus pour moi que le poison de *Mithridate*. »

L'Empereur laboure un sillon – Denier de la veuve – Entrevue avec l'amiral – Nouveaux arrangements – Le polonais Piontowsky.

L'Empereur m'avait fait appeler avant huit heures. Pendant qu'il faisait sa toilette, je lui ai achevé les papiers commencés la veille. Une fois habillé, il est sorti, a marché vers les écuries, a demandé son cheval et est parti seul avec moi, tandis qu'on préparait encore ceux de la suite. Nous nous sommes promenés à l'aventure ; arrivés dans un champ qu'on labourait, l'Empereur est descendu de son cheval, dont je me suis emparé, a saisi la charrue, au grand étonnement de celui qui la conduisait, et a tracé lui-même un sillon d'une longue étendue, le tout avec une rapidité singulière et sans autres paroles entre nous que de me dire, en quittant, de donner un napoléon. Remonté à cheval, il a continué sans intention dans le voisinage. Les piqueurs ont rejoint successivement.

Au retour, l'Empereur a voulu déjeuner sous un arbre dans le jardin, et nous a retenus. Il nous avait dit durant sa course qu'il venait de nous faire un petit cadeau, bien léger à la vérité, disait-il, mais tout se mesure aux-circonstances, et dans celle-ci c'était pour lui, ajoutait-il, *le denier de la veuve*. C'était un traitement mensuel qu'il venait d'arrêter pour chacun de nous. Or, ce traitement devait être prélevé sur une somme assez peu forte que nous avions dérobée à la vigilance anglaise, et cette somme demeurait ici l'unique et seule ressource de Napoléon. On sent combien elle devenait précieuse ; aussi j'ai employé le premier instant où je me suis trouvé seul avec lui pour lui exprimer ma pensée à cet égard, et ma résolution personnelle de ne pas profiter de son bienfait. Il en a beaucoup ri, et comme j'insistais toujours : « Eh bien ! m'a-t-il dit en me saisissant l'oreille, si vous n'en avez pas besoin, gardez-le-moi, je saurai où le retrouver quand il me le faudra. »

Après son déjeuner, l'Empereur est rentré dans son intérieur, et je l'ai suivi pour finir les papiers-nouvelles. Il y avait longtemps que je lisais ; M. de Montholon a fait demander à être introduit ; il venait de causer longuement avec l'amiral, qui désirait beaucoup voir l'Empereur. L'Empereur a interrompu ma traduction, s'est promené quelque temps comme s'il eût hésité ; puis, prenant son chapeau, il a gagné le salon pour y recevoir l'amiral. J'en ai eu une vive joie ; s'il était possible que notre état d'hostilité cessât, j'étais sûr que deux minutes de lui aplaniraient plus de difficultés que deux journées entières d'aucun de nous. En effet, j'ai compris que ses arguments, sa logique, sa bonhomie avaient tout entraîné.

On m'a assuré que l'amiral était sorti enchanté. Pour l'Empereur, il était fort content ; il est loin de haïr l'amiral, il a même peut-être un faible pour lui. « Vous pouvez être un très habile homme de mer, doit-il lui avoir dit ; mais vous n'entendez rien à notre situation. Nous ne vous demandons rien ; nous pouvons nous nourrir à l'écart de nos peines et de nos privations, nous suffire à nous-mêmes ; mais notre estime vaut bien qu'on s'en mette en peine. » L'amiral s'est rejeté sur ses instructions. « Mais ne sait-on pas, répliquait l'Empereur, l'espace immense qui existe entre la dictée des instructions et leur exécution ? Tel les ordonne de loin, qui s'y opposerait lui-même s'il devait les voir exécuter. Qui ne sait encore, continua-t-il, qu'au moindre différend, à la moindre contrariété, au premier cri de l'opinion, les ministres désavouent des instructions, ou blâment vivement de ne les avoir pas mieux interprétées ? »

L'amiral a été à merveille ; l'Empereur n'a eu qu'à se louer de lui ; toutes les aspérités se sont émoussées, on s'est entendu sur tout. Ainsi il a été convenu que l'Empereur pourrait aller désormais dans l'île ; que l'officier que les instructions attachaient à sa personne n'exercerait qu'une surveillance lointaine, qui ne pourrait blesser les regards de l'Empereur ; que les visitants arriveraient à l'Empereur, non par la permission de l'amiral, qui était le surveillant de Longwood, mais par celle du grand maréchal, qui en faisait les honneurs.

Ce jour notre petite colonie s'est accrue d'un Polonais, le capitaine Piontowsky. Il était du nombre de ceux que nous avons laissés à Plymouth. Son dévouement pour l'Empereur, sa douleur d'en être séparé, avaient vaincu les Anglais et leur avaient arraché la permission de venir le rejoindre.

Sous-gouverneur Skelton.

Dimanche 31.

Le sous-gouverneur, colonel Skelton, et sa femme, qui s'étaient toujours montrés fort prévenants pour nous, sont venus présenter leurs hommages à l'Empereur, qui, après une bonne heure de conversation, dont j'étais l'interprète, m'a fait traduire au colonel Skelton l'invitation de le suivre

dans sa promenade à cheval ; le colonel a accepté avec joie. Nous nous sommes mis en route et avons parcouru la vallée qui nous sépare du pic de Diane, au grand étonnement du colonel, pour qui cette course était tout à fait nouvelle ; il la trouvait fatigante, et même en certains endroits n'hésitait pas à la prononcer dangereuse. L'Empereur l'a retenu à dîner ainsi que sa femme, et s'est montré fort aimable pour eux.

Premier de l'an – Fusils de chasse, etc. – Famille du gouverneur Wilks.

Lundi 1^{er} janvier 1816 au mercredi 3.

Le premier jour de l'an, nous nous sommes tous réunis vers les dix heures du matin pour présenter nos hommages à l'Empereur, au sujet de la nouvelle année ; il nous a reçus quelques instants après ; nous avons bien plutôt à lui offrir des vœux que des félicitations. L'Empereur a voulu que nous déjeunassions et passassions tout ce jour ensemble en véritable famille, a-t-il dit, et il s'est arrêté sur notre situation ici. « Vous ne composez plus qu'une poignée au bout du monde, disait-il, et votre consolation doit être au moins de vous y aimer. » Nous l'avons tous accompagné dans le jardin, où il a été se promener pendant qu'on préparait le déjeuner. En cet instant on lui a apporté ses fusils de chasse, qui avaient été jusque-là retenus par l'amiral. Cet envoi n'était, du reste, de la part de l'amiral, qu'un procédé qui témoignait de ses dispositions nouvelles ; ces fusils ne pouvaient être d'aucun autre agrément pour l'Empereur, la nature du terrain et le défaut de gibier ne lui permettant aucune illusion sur le divertissement de la chasse : il ne se trouvait parmi nos arbres à gomme que des tourterelles que quelques coups de fusil de la part du général Gourgaud et de mon fils eurent bientôt détruites ou forcées à l'émigration.

Mais il était dit que les meilleures intentions de l'amiral, les plus bienveillantes, porteraient toujours quelques restrictions, quelques teintes de caprice propre à en détruire l'effet : avec les deux ou trois fusils de l'Empereur, il s'en trouvait deux ou trois autres à nous ; ils nous furent délivrés, mais avec la condition qu'ils seraient remis chaque soir dans la tente de l'officier de garde. On s'imagine bien qu'une pareille sujétion fit remercier sans hésitation l'offre d'une telle faveur, et ces fusils ne nous

restèrent sans condition qu'après quelques pourparlers. Cependant qui étions-nous ? quelques malheureux isolés du reste de l'univers, entourés de sentinelles, gardés par tout un camp ? Et de quoi s'agissait-il ? de deux fusils de chasse. Je cite cette circonstance : elle est bien petite en elle-même ; mais elle est caractéristique, et peindra mieux que beaucoup d'autres choses la vérité de notre situation et la nature de nos peines.

Le 3, j'ai été déjeuné chez madame Bertrand avec laquelle je devais aller dîner chez le gouverneur. La distance de Plantation-House, sa demeure, demande une heure et demie de voyage avec six bœufs ; un attelage de chevaux serait dangereux. On traverse ou on tourne cinq ou six gorges bordées de précipices de plusieurs centaines de pieds de profondeur (*voyez la carte géographique*) ; on ôte quatre bœufs aux descentes trop rapides, et on les remet aux montées. Nous nous sommes arrêtés aux trois quarts de la route pour visiter une vieille bonne dame de quatre-vingt-trois ans, qui avait fait beaucoup de prévenances aux enfants de madame Bertrand. Sa demeure était agréable ; il y avait seize ans qu'elle n'en était sortie, lorsque, apprenant l'arrivée de l'Empereur, elle se mit en route pour la ville, disant que, dût-il lui en coûter la vie, elle serait heureuse si elle parvenait à l'apercevoir ; elle avait eu le bonheur de réussir.

Plantation-House est le lieu le mieux situé et le plus agréable de l'île ; le château, le jardin et les dépendances rappellent les demeures, dans nos provinces, des familles de vingt-cinq à trente mille livres de rente. Cet endroit est bien soigné et tenu avec goût : enfermé dans l'enceinte de *Plantation-House*, on pourrait se croire en Europe, et ne pas soupçonner les lieux de désolation qui composent la plus grande partie du reste de l'île. Le maître de la maison en ce moment, le colonel Wilks, le gouverneur pour la compagnie que l'amiral était venu déplacer, est un homme du meilleur ton, fort agréable ; sa femme est bonne et aimable ; sa fille, charmante.

Le gouverneur avait réuni une trentaine de personnes : les manières, les expressions, les formes, tout y était européen. Nous y avons passé quelques heures qui ont été les seules d'oubli et de distraction que j'aie éprouvées depuis notre sortie de France. Le colonel Wilks me montrait une partialité et une bienveillance toutes particulières ; nous en étions aux compliments et à la sympathie de deux auteurs qui s'encensent réciproquement. Nous avons fait échange de nos productions : il comblait M. Le Sage de choses

flatteuses, et celles que je lui rendais étaient des plus sincères ; car son ouvrage renferme des points intéressants et nouveaux sur l'Indostan, qu'il a habité longtemps en mission diplomatique : une douce philosophie, beaucoup d'instruction et un style fort pur, concourent à en faire un livre distingué. M. Wilks, dans ses opinions politiques, est, du reste, un homme très froid, qui juge avec calme et sans passion des affaires du moment, qui conserve les idées saines, les principes libéraux d'un Anglais sage et indépendant.

Au moment de nous mettre à table, à notre grande surprise, on nous a annoncé que l'Empereur venait de passer avec l'amiral presque à la porte de Plantation-House ; et un des convives (M. Doveton de Sandy-Bay) nous dit alors avoir eu la bonne fortune de le posséder ce matin même chez lui pendant trois quarts d'heure.

Vie de Longwood – Course à cheval de l'Empereur – Notre nymphe – Sobriquets – Des îles, de leur défense – Grandes forteresses – Gibraltar – Culture et lois de l'île – Enthousiasme, etc..

Jeudi 4 au lundi 8.

Quand je suis entré chez l'Empereur pour lui rendre compte de notre excursion de la veille, il m'a dit, en me saisissant l'oreille : « Eh bien ! vous m'avez abandonné hier, j'ai pourtant bien fini ma soirée. N'allez pas croire que je ne saurais me passer de vous. » Paroles charmantes, que le ton qui les accompagnait et la connaissance que j'avais de lui désormais me rendaient délicieuses.

Tous les jours le temps a été beau, la température sèche, la chaleur forte, mais tombant subitement, ainsi que de coutume, vers les cinq ou six heures.

L'empereur, depuis son arrivée à Longwood, avait interrompu ses dictées ordinaires : il passait son temps à lire dans son intérieur, faisait sa toilette de trois à quatre heures, et sortait ensuite à cheval avec deux ou trois de nous autres. Les matinées devaient lui paraître plus longues ; mais sa santé s'en trouvait mieux. Nos courses étaient toutes dirigées vers la vallée voisine, dont j'ai déjà parlé ; soit que nous la remontassions en la prenant dans la partie inférieure et revenant par la maison du grand maréchal ; soit au contraire que nous commençassions par ce dernier côté, pour la parcourir en

descendant. Une fois même ou deux nous la franchîmes en écharpe, et traversâmes de la sorte d'autre vallées pareilles. Nous explorâmes ainsi le voisinage, et visitâmes le peu d'habitations qui s'y trouvaient : toutes étaient pauvres et misérables. Les chemins étaient parfois impraticables, il nous fallait même de temps en temps descendre de cheval ; nous avions à franchir des haies, à escalader des murs de pierre qu'on rencontre fort souvent ; mais rien ne nous arrêtait.

Dans ces courses habituelles, nous avons adopté depuis quelques jours une station régulière dans le milieu de la vallée ; là, entourée de roches sauvages, s'était montrée une fleur inattendue : sous un humble toit nous avait apparu un visage charmant de quinze à seize ans. Nous l'avions surprise le premier jour dans son costume journalier, il n'annonçait rien moins que l'aisance ; le lendemain nous retrouvâmes la jeune personne avec une toilette fort soignée ; mais alors notre jolie fleur des champs ne nous parut plus qu'une fleur de parterre assez ordinaire. Toutefois nous nous y arrêtions chaque jour quelques minutes ; elle s'avavançait alors de quelques pas pour entendre les deux ou trois phrases que l'Empereur lui adressait ou lui faisait traduire en passant, et nous continuions notre route tout en devisant sur ses attraits. Dès cet instant elle augmenta la nomenclature spéciale de Longwood ; elle ne fut plus que notre *nymphé*.

L'Empereur, dans son intimité, avait la coutume de baptiser insensiblement tout ce qui l'entourait : ainsi la vallée que nous parcourions d'habitude en cet instant n'avait plus d'autre nom que la *vallée du Silence* ; notre hôte de Briars n'était que notre *Amphitryon* ; son voisin, le major aux six pieds de haut, notre *Hercule* ; sir Georges Cockburn, *monseigneur l'amiral* tant qu'on était en gaieté ; dès que l'humeur arrivait, ce n'était plus que le *Requin*, etc., etc.

Notre nymphé est précisément l'héroïne de la petite pastorale dont il a plu au docteur Warden d'embellir ses lettres ; bien que j'eusse redressé son erreur lorsqu'il m'en donna lecture avant son départ pour l'Europe, lui disant : « Si vous avez le projet de créer un conte, c'est bien ; mais si vous avez voulu peindre la vérité, vous avez tout à changer. » Apparemment qu'il aura pensé que son conte avait beaucoup plus d'intérêt, et il l'a conservé.

Du reste, on m'a appris que Napoléon avait porté bonheur à notre nymphé : la petite célébrité qu'elle en avait acquise a attiré la curiosité des

voyageurs ; ses attraites ont fait le reste : elle est devenue la femme d'un très riche négociant ou capitaine de la compagnie des Indes.

Au retour de nos courses, nous trouvions déjà rendues les personnes que l'Empereur invitait à dîner. Il eut successivement le général-colonel du 53^e, plusieurs de ses officiers et leurs femmes, l'amiral, la bonne, belle et douce madame Hodson, la femme de notre Hercule, que l'Empereur avait été visiter un jour dans le fond de Briars, et dont il avait tant caressé les enfants, etc., etc.

Après le dîner, l'Empereur faisait une partie, et le reste de la compagnie une autre.

Le jour où y dîna l'amiral, l'Empereur, en prenant son café, a causé quelques instants sur la position de l'île. L'amiral a dit que le 66^e venait renforcer le 53^e ; l'Empereur en a ri, et lui a demandé s'il ne se croyait pas déjà assez fort. Puis, passant à des observations générales, il a dit qu'un soixante-quatorze de plus valait mieux qu'un régiment ; que la sûreté d'une île, c'étaient des vaisseaux ; que des fortifications n'étaient qu'un retard ; qu'un débarquement, fait à forces supérieures, était un résultat tout obtenu, au temps près, si la distance n'admettait point un secours.

L'amiral lui ayant demandé quelle était dans son opinion la place la plus forte du monde, l'Empereur a répondu qu'il était impossible de l'assigner, parce que la force d'une place se compose de ses moyens propres, et de circonstances étrangères indéterminées. Pourtant il a nommé Strasbourg, Lille, Metz, Mantoue, Anvers, Malte, Gibraltar. L'amiral ayant dit qu'en Angleterre on lui avait supposé, pendant quelque temps, le dessein d'attaquer Gibraltar. « Nous nous en serions bien donné de garde, a dit l'Empereur ; cela nous servait trop bien. Cette place ne vous est d'aucune utilité ; elle ne défend, n'intercepte rien ; ce n'est qu'un objet d'amour-propre national qui coûte fort cher à l'Angleterre, et blesse singulièrement la nation espagnole. Nous aurions été bien maladroits de détruire une pareille combinaison. »

Le 7, l'Empereur a reçu la visite du secrétaire du gouvernement et d'un des membres du conseil de l'île. Il les a beaucoup questionnés, suivant sa coutume, sur la culture, la prospérité et les améliorations dont leur colonie serait susceptible. Ils répondaient qu'en 1772 on avait adopté le système de

fournir, des magasins de la compagnie, de la viande à moitié prix aux habitants ; il en était résulté une grande paresse dans l'industrie et l'abandon de l'agriculture. Depuis cinq ans on avait changé ce système ; ce qui, joint à d'autres circonstances, avait ramené l'émulation, et porté l'île à un état supérieur à ce qu'elle avait jamais été. Il est à craindre que notre venue ne soit un coup mortel pour cette prospérité croissante.

Sainte-Hélène, de sept à huit lieues de tour, environ la grandeur de Paris, obéit aux lois générales d'Angleterre et à des lois locales de l'île ; ces lois locales se font ici par le conseil, et se sanctionnent en Angleterre par la cour de la compagnie des Indes. Le conseil se compose du gouverneur, de deux membres civils et d'un secrétaire qui tient les registres ; tous sont nommés par la compagnie, et sont révocables à volonté. Les membres du conseil sont législateurs, administrateurs et magistrats ; ils décident sans appel, à l'aide du jury, au civil et au criminel. Il n'y a ni procureur ni avocat dans l'île : le secrétaire du conseil légitime tous les actes, et se trouve une espèce de notaire unique. La population de l'île est en ce moment de cinq à six mille âmes environ, y compris les noirs et la garnison.

L'Empereur se promenait seul avec moi dans le jardin. Un matelot de vingt-deux à vingt-trois ans, d'une figure franche et ouverte, nous a abordés avec l'émotion de l'empressement et de la joie, et l'inquiétude d'être aperçu par nos surveillants du dehors. Il ne parlait qu'anglais, et me disait avec précipitation avoir bravé deux fois l'obstacle des sentinelles et tous les dangers d'une défense sévère pour voir de près l'Empereur ; qu'il obtenait ce bonheur ; disait-il tout en le considérant ; qu'il mourrait content ; qu'il faisait des vœux au ciel pour que Napoléon se portât bien et qu'il fût un jour plus heureux. Je l'ai congédié ; et, en nous abandonnant, il se cachait encore derrière les arbres, les haies, afin de nous apercevoir plus longtemps. Nous recevions souvent ainsi des preuves non équivoques du sentiment bienveillant de ces marins. Ceux du *Northumberland* surtout se croyaient désormais des rapports établis avec l'Empereur. Lors de notre séjour à Briars, où notre réclusion était moins complète, ils venaient souvent rôder le dimanche autour de nous, disant qu'ils venaient revoir leur compagnon de vaisseau (*ship's mate*). Le jour où nous quittâmes cet endroit, étant seul avec l'Empereur dans le jardin, il s'en était présenté un à la porte, me demandant s'il pouvait y faire un pas sans offenser. Je lui demandai son

pays et sa religion. Sa réponse fut plusieurs signes de croix rapides en signe d'intelligence et de fraternité ; puis, fixant l'Empereur devant lequel il se trouvait, et levant les yeux au ciel, il commença avec lui-même une conversation de gestes que sa grosse figure réjouie rendait partie grotesque, partie sentimentale. Cependant il était difficile d'exprimer avec plus de vérité l'admiration, le respect, les vœux et la sympathie : de grosses larmes commençaient à rouler dans ses yeux. « Dites à ce cher homme que je ne lui veux pas de mal, me disait-il, que je lui souhaite bien du bonheur. Nous sommes beaucoup comme cela : il faut qu'il se porte bien et longtemps. » Il avait à la main un bouquet de fleurs champêtres. Il indiquait la pensée de vouloir les offrir ; mais, distrait ou retenu par ce qu'il voyait ou ce qu'il éprouvait, chancelant et comme combattu en lui-même, il nous fit subitement un salut brusque, et disparut.

L'Empereur ne put s'empêcher de se montrer sensible à ces deux circonstances, tant la figure, l'accent, le geste de ces hommes portaient le caractère de la vérité. Il disait alors : « Ce que c'est pourtant que le pouvoir de l'imagination ! tout ce qu'elle peut sur les hommes ! Voilà des gens qui ne me connaissent point, qui ne m'avaient jamais vu, seulement ils avaient entendu parler de moi : et que ne se sentent-ils pas, que ne feraient-ils pas en ma faveur ! Et la même bizarrerie se renouvelle dans tous les pays, dans tous les âges, dans tous les sexes ? Voilà le fanatisme ! oui, l'imagination gouverne le monde ! »

L'Empereur vivement contrarié – Nouvelles brouilleries avec l'amiral.

Mardi 9.

L'enceinte tracée autour de Longwood, où nous avons la liberté de nous promener, ne permet guère qu'une demi-heure de course à cheval ; ce qui a porté l'Empereur, pour agrandir l'espace ou gagner du temps, à descendre dans le fond des ravins par des chemins très mauvais et parfois dangereux.

L'île n'ayant pas trente milles de tour, il eût été désirable que l'enceinte eut été portée à un mille des bords de la mer. Alors on eût pu se promener et même varier ses courses sur des espaces de quinze à dix-huit milles. La surveillance n'eût été ni plus pénible ni moins effective en la plaçant sur les

rives de la mer et les débouchés des vallées, en traçant même par des signaux tous les pas de l'Empereur. On nous avait fait observer, il est très vrai, que l'Empereur était le maître de parcourir toute l'île sous l'escorte d'un officier anglais ; mais l'Empereur était décidé à ne sortir jamais, s'il devait se priver, durant sa promenade, d'être absolument à lui-même ou à l'intimité des siens. L'amiral, dans sa dernière entrevue avec l'Empereur, avait très délicatement arrêté et promis que, lorsque l'Empereur voudrait sortir des limites, il en ferait prévenir le capitaine anglais de service à Longwood ; que celui-ci se rendrait au poste pour ouvrir le passage à l'Empereur, et qu'ensuite la surveillance serait faite, s'il en existait, de manière que l'Empereur durant le reste de sa promenade, soit qu'il entrât dans quelques maisons ou profitât de quelque beau site pour travailler, n'aperçût rien qui pût le distraire d'un moment de rêverie.

D'après cela, l'Empereur se proposait ce matin de monter à cheval à sept heures. Il avait fait préparer un petit déjeuner, et comptait aller, dans la direction de Sandy-Bay, chercher une source d'eau, et profiter de quelques belles végétations, dont on est privé à Longwood, pour y passer la matinée, et y travailler quelques heures.

Nos chevaux étaient prêts. Au moment de monter, j'ai été prévenir le capitaine anglais, qui, à mon grand étonnement, a déclaré que son projet était de se mêler avec nous ; que l'Empereur ne pouvait trouver mauvais, après tout, qu'un officier ne jouât pas le rôle d'un domestique, en restant seul de l'arrière. J'ai répondu que l'Empereur approuverait sans doute ce sentiment, mais qu'il renoncerait dès l'instant à sa partie. « Vous devez trouver simple et sans vous en croire offensé, lui ai-je dit, qu'il répugne à la présence de celui qui le garde. » L'officier se montrait fort peiné, et me disait que sa situation était des plus embarrassantes. « Nullement, lui ai-je observé, si vous n'exécutez que vos ordres. Nous ne vous demandons rien, vous n'avez à vous justifier de rien. Il doit vous être aussi désirable qu'à nous de voir les limites poussées vers les bords de la mer ; vous seriez délivré d'un service pénible et peu digne. Le but qu'on se propose n'en serait pas moins bien rempli ; j'oserais vous dire qu'il le serait davantage. Quand on veut garder quelqu'un, il faut garder la porte de sa chambre ou celles de son enceinte ; les portes intermédiaires ne sont plus que des peines sans efficacité. Vous perdez de vue l'Empereur tous les jours quand il

descend dans les ravins de l'enceinte ; vous ne connaissez son existence que par son retour. Eh bien ! faites-vous un mérite de cette concession qu'amène la force des choses ; étendez-la jusqu'à un mille du rivage ; aussi bien vous pouvez le tracer sans cesse, à l'aide de vos signaux, du haut de vos sommités. »

Mais l'officier en revenait toujours à dire qu'il ne demandait ni regard ni parole de l'Empereur, qu'il serait avec nous comme s'il n'y était pas. Il ne pouvait comprendre et ne comprenait pas, en effet, que sa vue seule pût faire du mal à l'Empereur. Je lui ai dit qu'il était une échelle pour la manière de sentir, et que la même mesure n'était pas celle de tout le monde. Il semblait croire que nous interprétions les sentiments de l'Empereur, et que, si les raisons qu'il me donnait lui étaient expliquées, il se rendrait ; il était tenté de lui écrire. Je l'assurai que, pour ce qui lui était personnel, il n'en dirait jamais autant à l'Empereur que j'en pourrais dire moi-même ; que, du reste, j'allais de ce pas lui rendre mot à mot notre conversation. Je suis revenu bientôt lui confirmer ce que je lui avais dit d'avance. L'Empereur avait dès l'instant renoncé à sa partie.

Voulant toutefois, pour mon compte, éviter tout malentendu qui aurait pu accroître les discussions toujours fâcheuses, je lui ai demandé s'il aurait quelque objection à me montrer le compte qu'il rendait à l'amiral. Il m'a dit qu'il n'en aurait aucune, mais qu'il ne le lui rendrait que de vive voix. Résumant alors notre longue conversation en deux mots, je l'ai réduite à deux points bien positifs : lui, à m'avoir dit vouloir se joindre au groupe de l'Empereur ; moi, à lui avoir répondu que l'Empereur dès lors renonçait à sa partie et ne sortirait pas des limites : ce qui a été parfaitement agréé de nous deux.

L'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre. Dévorant en silence le contretemps qu'il venait d'éprouver, il se trouvait déjà déshabillé et en robe de chambre. Il m'a retenu à déjeuner, et a fait observer que le temps tournait à la pluie, que nous aurions eu un mauvais jour pour notre excursion ; mais c'était un faible adoucissement à la contrainte aiguë qui venait de troubler un plaisir innocent.

Le fait est que l'officier avait reçu de nouveaux ordres. Mais l'Empereur n'avait eu l'idée de sa petite excursion que sur les promesses antérieures de l'amiral ; promesses pour lesquelles l'Empereur s'était plu à lui témoigner

de la satisfaction. Ce changement, survenu sans en avoir rien fait dire, devait nécessairement être très sensible à l'Empereur. On lui manquait de parole, ou l'on avait voulu le rendre dupe. Ce tort de l'amiral est un de ceux qui ont le plus pesé sur le cœur de l'Empereur.

L'Empereur a pris un bain et n'a point dîné avec nous. À neuf heures, il m'a fait appeler dans sa chambre. Il lisait *Don Quichotte*, ce qui nous a amenés à causer de la littérature espagnole, des traductions de Lesage, etc., etc. Il était fort triste et causait peu. Il m'a renvoyé au bout de trois quarts d'heure.

Chambre de Marchand – Linge, vêtements de l'Empereur, manteau de Marengo – Éperons de Champ-Aubert, etc..

Mercredi 10.

Vers les quatre heures, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre. Il était habillé et en bottes ; il comptait monter à cheval ou se promener dans le jardin, mais il pleuvait un peu. Nous avons marché et causé en attendant que le temps s'éclaircît. Il a ouvert la porte de sa chambre sur le cabinet topographique, afin d'allonger sa promenade de toute l'étendue de ce cabinet. En approchant du lit qui s'y trouve, il m'a demandé si j'y couchais toujours. Je lui ai répondu que j'avais cessé dès l'instant où j'avais su qu'il voulait sortir de bon matin. « Qu'importe, m'a-t-il dit, revenez-y ; je sortirai au besoin par ma porte de derrière. »

La pluie continuant, il a renoncé à la promenade ; mais il regrettait que le grand maréchal ne fût pas arrivé. Il se sentait aujourd'hui disposé au travail : depuis quinze jours il l'avait interrompu. En attendant Bertrand, il cherchait à tuer le temps. « Allons chez madame de Montholon, » m'a-t-il dit. Je l'y ai annoncé. Il s'est assis et nous avons causé d'ameublement et de ménage. Il s'est mis alors à faire l'inventaire de l'appartement pièce à pièce, et l'on est demeuré d'accord que le mobilier ne s'élevait guère au-delà de trente napoléons. Sortant de chez madame de Montholon, il a couru de chambre en chambre et s'est arrêté devant l'escalier qui, dans le corridor, conduit en haut chez les gens : c'est une espèce d'échelle de vaisseau fort rapide. « Voyons, dit-il, l'appartement de Marchand ; on dit qu'il y est

comme une petite maîtresse » Nous avons grimpé. Marchand s'y trouvait. Sa petite chambre est propre ; il y a collé du papier qu'il a peint lui-même. Son lit n'était point garni. Marchand ne couche point si loin de la porte de son maître. À Briars lui et les deux autres valets de chambre ont constamment couché par terre en travers de la porte de l'Empereur ; si bien que, quand j'en sortais tard, il me fallait leur marcher sur le corps. L'Empereur s'est fait ouvrir les armoires ; elles n'ont présenté que son linge et ses habits : le tout était fort peu considérable, et pourtant il s'étonnait encore d'être si riche.

On y voyait son habit de Premier Consul, en velours rouge, brodé soie et or. Il lui avait été présenté par la ville de Lyon, circonstance qui faisait sans doute qu'il se trouvait ici, son valet de chambre sachant qu'il l'affectionnait beaucoup, parce qu'il lui venait, disait-il, de sa chère ville de Lyon.

On y voyait aussi le manteau de Marengo, manteau glorieux sur lequel ont été plus tard exposés religieusement les restes mortels de l'immortel vainqueur ; manteau qui figure aujourd'hui dans les objets spécialement légués par Napoléon à son fils. Ô bizarre succession des événements, des personnes et des choses ! Ainsi donc ce manteau de Marengo se verra dans les palais autrichiens, au sein des princes d'Autriche, et précisément comme monument de famille, tandis que l'événement qui le rendit si célèbre avait semblé dans le temps les menacer de la destruction, eux et leur monarchie.

Après un léger inventaire, qui n'était pas sans prix pour moi : « Combien ai-je d'éperons ? a-t-il dit en se saisissant d'une paire ? – Quatre paires, a répondu Marchand. – Y en a-t-il de plus distingués les uns que les autres ? – Non, Sire. – Eh bien ! j'en veux donner une à Las Cases. Ceux-ci sont-ils vieux ? – Oui, Sire, ils sont presque usés ; ils ont servi à Votre Majesté dans la campagne de Dresde et dans celle de Paris. – Tenez, mon cher, m'a-t-il dit en me les donnant, voilà pour vous ; ils m'ont servi à Champ-Aubert. » J'aurais voulu qu'il me fût permis de les recevoir à genoux ; ils avaient été illustrés par les belles et glorieuses journées de Champ-Aubert, Montmirail, Craonne, Nangis, Montereau ! Au temps des Amadis, fut-il jamais de plus digne monument de chevalerie ! « Votre Majesté me fait chevalier, lui ai-je dit ; mais comment gagner ces éperons ? Je ne puis plus prétendre à aucun fait d'armes ; et quant à l'amour, au dévouement, à la fidélité, depuis longtemps, Sire, je n'ai plus rien à vous donner. »

Cependant le grand maréchal ne tenait pas, et l'Empereur voulait travailler. « Vous ne pouvez donc plus écrire, m'a-t-il dit, vos yeux sont tout à fait perdus ? » Depuis que nous étions ici, j'avais interrompu tout travail ; ma vue disparaissait, et j'en éprouvais une tristesse mortelle. « Oui, Sire, lui ai-je répondu, ils le sont tout à fait, et ma douleur est de les avoir perdus sur la campagne d'Italie, sans avoir eu le bonheur et la gloire de l'avoir faite. » Il a cherché à me consoler en me disant qu'avec du repos ma vue se réparerait sans doute, ajoutant : « Ah ! que ne nous ont-ils laissé Planat ! ce bon jeune homme me serait aujourd'hui d'un grand service. »

Amiral Taylor, etc..

Jeudi 11.

Après le déjeuner, vers midi et demi, me promenant devant la porte, j'ai vu arriver une nombreuse cavalcade, précédée du général-colonel du 53^e : c'était l'amiral Taylor, arrivé la veille du Cap avec son escadre, et repartant le surlendemain pour l'Europe. Parmi ses capitaines était son fils, ayant un bras de moins ; il l'avait perdu à Trafalgar, où son père commandait *le Tonnant*.

L'amiral Taylor était venu payer ses respects, me dit-il, à l'Empereur ; mais on venait de lui répondre qu'il était malade, et il en était cruellement désappointé. Je lui fis observer que le climat de Longwood était très défavorable à Napoléon. Je choisisais mal mon temps ; le ciel était très beau, et le lieu déployait en ce moment toute l'illusion dont il pouvait être susceptible : aussi l'amiral remarqua-t-il que le site était charmant. Mais à peine lui eus-je répondu d'un air triste et vrai : « Oui, monsieur l'amiral, aujourd'hui, et pour vous qui n'y resterez qu'un quart d'heure, » qu'il se confondit en excuses, me priant de lui pardonner son impertinente expression, disait-il. Je dois cette justice à toute la grade qu'il témoigna en cet instant.

L'Empereur couché en joue – Nos passe-temps du soir – Romans – Sortie politique.

Vendredi 12 au dimanche 14.

L'Empereur, depuis plusieurs jours, avait entièrement interrompu ses promenades à cheval. La reprise qu'il voulut en faire le 12 ne fut pas propre à lui en redonner le goût ni l'habitude : nous avions franchi notre vallée ordinaire, nous la remontions sur le revers opposé à Longwood, lorsque, d'une des crêtes où jusque-là il n'y avait eu aucun poste, un soldat nous fit beaucoup de cris et de gestes. Comme nous étions dans le bassin de notre enceinte, nous n'en tîmes aucun compte ; alors cet homme descendit hors d'haleine, chargeant son arme en courant. Le général Gourgaud resta de l'arrière pour voir ce qu'il voulait, tandis que nous continuâmes notre route. Je pus le voir, à l'aide de plusieurs tournants, colleter le soldat et le contenir ; puis il le fit suivre de force jusqu'au poste voisin du grand maréchal, où le général Gourgaud voulait le faire entrer ; mais il lui échappa. Il se trouva que c'était un caporal ivre qui avait mal entendu sa consigne ; il nous avait plusieurs fois couchés en joue. Cette circonstance, qui pouvait se répéter si facilement, nous fit frémir pour l'existence de l'Empereur ; lui n'y vit qu'un affront moral, un nouvel obstacle à son exercice du cheval.

L'Empereur avait interrompu ses invitations à dîner ; l'heure, la distance, la toilette étaient pénibles pour les convives ; quant à nous, nous en éprouvions de la gêne dans nos habitudes, sans en recueillir aucun agrément. L'Empereur était moins avec nous, sa conversation n'avait plus le même abandon.

L'après-dînée était désormais consacrée à la lecture de quelque ouvrage ; l'Empereur lisait lui-même tout haut ; quand il était fatigué, il passait le livre à quelqu'un ; mais alors il n'en supportait jamais la lecture plus d'un quart d'heure, il s'endormait. Nous en étions en ce moment à des romans ; nous en entamions beaucoup que nous ne finissions pas. C'était *Manon Lescaut*, que nous rejetâmes bientôt comme roman d'antichambre ; les *Mémoires de Grammont*, si pleins d'esprit, mais qui ne font point d'honneur aux hautes mœurs du temps ; le *Chevalier de Faublas*, qui n'est supportable qu'à vingt ans, etc. Quand ces lectures pouvaient nous conduire jusqu'à onze heures ou minuit, l'Empereur en témoignait une véritable joie : il appelait cela des conquêtes sur le temps, et il trouvait qu'elles n'étaient pas les plus faciles.

La politique aussi avait son tour. Environ toutes les trois ou quatre semaines nous recevions un gros paquet de journaux d'Europe : c'était un coup de fouet qui nous ravivait et nous agitait fort durant quelques jours, pendant lesquels nous discussions, classions et résumions les nouvelles ; après quoi nous retombions insensiblement dans le marasme. Les derniers journaux nous avaient été apportés par la corvette *la Levrette*, arrivée depuis quelques jours ; ils remplirent une de nos soirées, et firent éclater dans l'Empereur un de ces moments de chaleur et de verve dont j'ai été parfois le témoin au Conseil d'État, et qui lui échappent de temps à autre ici.

Il marchait à grands pas au milieu de nous, s'animant par degré et ne s'interrompant que par quelques instants de méditation.

« Pauvre France, disait-il, quelles seront tes destinées ? Surtout qu'est devenue ta gloire !... » Je supprime le reste, d'une assez longue étendue, il le faut.

N.B. Aujourd'hui que le temps ne gêne plus cette publication, le voici : « Quelles seront tes espérances, tes ressources ? Un roi sans système, incertain, à demi-mesures, quand elles devraient être positives et extrêmes ; une ombre de ministère, quand il lui faudrait tant de force et de talent ; division dans la maison royale, quand il n'y faudrait qu'une volonté ; un prince du sang à la tête d'une opposition toute nationale ! Que de sujets de troubles, que de combinaisons pour l'avenir ! qui pourrait assigner le dénouement ! Quelles adresses que celles de ces deux Chambres ! On les a lues tout à l'heure, à qui de nous en reste-t-il quelque chose ? Elles sont sans couleur, sans but, sans résultats, propres à tous les temps, à toutes les circonstances ; de mauvais oripeaux de souveraineté, guenilles de trônes, lieux communs, flagorneries abjectes et stupides, qui nous dégradent et nous avilissent aux yeux des étrangers. Y a-t-il rien dans tout cela de national ? je le demande. Aperçoit-on une lueur de cette opposition utile à la dignité et à la force du souverain ? Comment osent-ils parler de son chagrin, pleurer avec lui ! c'est lui qui cause leurs maux, il était de la coalition, il est l'allié de leurs bourreaux !... Ils disent qu'il n'a qu'à parler, que tous les sacrifices qu'il demandera, ils sont prêts à les faire !... Ils appuient surtout sur le système de la légitimité, auquel ne croient aucun de ceux qui parlent !... Mais c'est là le discours de Metternich, de Nesselrode, de Castlereagh, et non celui de Français !... À quoi bon des assemblées

sous le roi ? C'est de sa part une faute de plus, elles ne feront qu'éveiller, et il fallait endormir. Elles ne sont composées que de ses affidés, dit-on, soit ; mais qu'en peut-il attendre ? Croit-il qu'elles lui donneront du crédit dans la nation ? elles sont anti-nationales. Si elles marchent avec lui, furieuses dans leurs réactions, elles le porteront plus loin qu'il ne voudra ; si au contraire elles témoignent la moindre opposition, elles le gêneront dans sa marche. Jamais les assemblées n'ont réuni prudence et énergie, sagesse et vigueur, et c'est pourtant aujourd'hui ce qu'il faut au roi.

« Louis XVIII, l'année dernière, pouvait s'identifier avec la nation ; aujourd'hui il n'a plus de choix, il faut qu'il pèse avec les principes de son parti, il ne peut plus essayer que le régime de ses pères... D'un autre côté, les alliés n'ont pas mieux entendu leurs intérêts : il fallait affaiblir la France, mais non la désespérer ; il fallait lui enlever du territoire, et non lui imposer des contributions. Ce n'est pas ainsi qu'on traite vingt-huit millions d'hommes. Les Français devaient au moins racheter la perte de la gloire par du repos et du bonheur. En imposant des humiliations, il fallait donner du pain, il fallait essayer de réduire ce grand corps à la stagnation. »

L'Empereur a terminé en disant qu'il était bien sinistre sans doute ; mais qu'il avait beau faire, qu'il ne pouvait voir que des catastrophes, des massacres, du sang.

Sur l'Histoire secrète du cabinet de Bonaparte, par Goldsmith – Détails, etc..

Lundi 15.

J'avais entendu parler, à bord du vaisseau, de l'*Histoire secrète du cabinet de Bonaparte*, par Goldsmith, et au premier moment de loisir ici j'avais eu la fantaisie de le parcourir ; mais j'ai eu beaucoup de peine à me le procurer, les Anglais s'en défendirent longtemps ; ils disaient que c'était un si abominable libelle, qu'ils n'osaient me le mettre dans les mains : ils en avaient honte eux-mêmes, disaient-ils. Il me fallut insister longtemps ; leur répéter maintes fois que nous étions tous cuirassés sur de pareilles gentilleses ; que celui-là même qui en était l'objet ne faisait qu'en rire quand le hasard les lui plaçait sous la main ; et puis, si cet ouvrage était si mauvais qu'on le disait, il manquait son but, il cessait de l'être. Je demandai

ce qu'était ce Goldsmith, son auteur. C'était un Anglais, me disait-on, qui avait longtemps desservi son pays à Paris pour de l'argent et qui, de retour en Angleterre, cherchait à échapper au châtement et à gagner encore quelque argent, en accablant d'injures et d'imprécations l'idole qu'il avait longtemps encensée. J'obtins enfin cet ouvrage. Il faut en convenir, il est difficile d'amasser de plus horribles et de plus ridicules vilenies que n'en présentent ses premières pages : le viol, l'empoisonnement, l'inceste, l'assassinat et tout ce qui s'ensuit, sont accumulés par l'auteur sur son héros, et cela dès la plus tendre enfance. Il est vrai qu'il importe peu à l'auteur, à ce qu'il semble, de les rendre croyables, et qu'il les démontre lui-même impossibles, ou bien les détruit par les anachronismes, les alibi, les contradictions de toute espèce, les méprises des noms, des personnes, des faits les plus authentiques, etc. Ainsi, lorsque Napoléon n'avait encore que dix à douze ans, et se trouvait sous les barreaux de son école militaire, il lui fait commettre des attentats qui demanderaient du moins l'âge viril et une certaine liberté. L'auteur lui fait entreprendre ce qu'il appelle ses brigandages d'Italie à la tête de huit mille galériens échappés des bagnes de Toulon. Plus tard, il fait abandonner les rangs autrichiens à vingt mille Polonais, qui passent sous les drapeaux du général français, etc., etc. Le même auteur fait venir Napoléon en fructidor à Paris, quand tout le monde sait qu'il ne quitta jamais son armée. Il le fait traiter avec le prince de Condé, et demander Madame Royale en mariage, pour prix de sa trahison. Je passe une foule de choses d'une aussi absurde impudence. Il est évident que pour la partie surtout des anecdotes sales ou ridicules il n'a fait qu'entasser tout ce qu'il a entendu ; mais encore à quelle source a-t-il été puiser ? La plupart de ces traits ont pris certainement naissance dans certains cercles fort malveillants de Paris ; mais encore, sur ce terrain, avaient-ils un certain esprit, du sel, du mordant, certaines couleurs dans l'apparence, certaines grâces dans la diction ; ici ces traits sont déjà descendus des salons dans la rue ; ils n'ont été recueillis qu'après avoir roulé dans le ruisseau. Les Anglais convenaient que c'était si fort, qu'à l'exception des classes les plus vulgaires, cet ouvrage avait été un poison qui portait son antidote avec lui.

À présent on s'étonnera peut-être que, dès les premières pages, je n'aie pas repoussé une pareille production. Mais c'est si grossièrement méchant,

que cela ne saurait exciter la colère ; d'un autre côté, il n'est point de dégoût que ne fasse surmonter l'oisiveté de Sainte-Hélène, on est heureux d'y avoir quelque chose à parcourir. *Nous n'avons de trop ici que du temps*, disait très plaisamment l'Empereur il y a peu de jours : j'ai donc continué ; et puis, le dirai-je ? ce n'est pas sans quelque plaisir que je lis désormais les contes absurdes, les mensonges, les calomnies qu'un auteur tient toujours, comme de coutume, de la meilleure autorité, sur des objets que je connais aujourd'hui si parfaitement moi-même, qui me sont devenus aussi familiers que les détails de ma propre vie. Comme aussi je trouve quelque charme à laisser des pages remplies des couleurs les plus fausses, un portrait purement fantastique, pour venir étudier la vérité aux côtés du personnage réel, dans sa propre conversation pleine de choses toujours neuves, toujours grandes.

Ce matin l'Empereur m'ayant fait venir après son déjeuner, je l'ai trouvé en robe de chambre, étendu sur son canapé. La conversation l'a conduit à me demander quelle était ma lecture du moment. J'ai répondu que c'était un des plus fameux, des plus sales libelles publiés contre lui, et je lui ai cité à l'instant quelques-uns des traits les plus abominables. Il en riait beaucoup, et a voulu voir l'ouvrage ; je l'ai fait venir ; nous l'avons parcouru ensemble. En tombant d'horreurs en horreurs, il s'écriait *Jésus !... Jésus !...* se signait ; geste que je me suis aperçu lui être familier dans sa petite intimité, lorsqu'il rencontre des assertions monstrueuses, impudentes, cyniques, qui excitent son indignation ou sa surprise, sans le porter à la colère. Chemin faisant, l'Empereur analysait certains faits, redressait des points dont l'auteur avait su quelque chose. Parfois il haussait les épaules de pitié, parfois il riait de bon cœur ; jamais il ne montra le moindre signe d'humeur. Quand il lut l'article de ses nombreuses débauches, les violences, les outrages qu'on lui faisait commettre, il observa que l'auteur avait voulu sans doute en faire un héros sous tous les rapports ; qu'il le livrait du reste à ceux qui voulaient le faire impuissant, que c'était à ces messieurs à s'accorder ensemble, ajoutant gaiement que tout le monde n'était pas aussi malheureux que le plaideur de Toulouse. Toutefois on avait tort, disait-il, de l'attaquer sur ses mœurs, lui que tout le monde savait les avoir singulièrement améliorées partout où il avait gouverné ; on ne pouvait ignorer que son naturel ne le portait pas à la débauche ; la multitude de ses

affaires ne lui en aurait pas d'ailleurs laissé le temps. Arrivé aux pages où sa mère était peinte à Marseille sous le rôle le plus dégoûtant et le plus abject, il s'est arrêté répétant plusieurs fois, avec l'accent de l'indignation et d'une demi-douleur : « Ah ! Madame !... Pauvre Madame !... Avec toute sa fierté !... Si elle lisait ceci ! Grand Dieu !... »

Nous avons passé ainsi plus de deux heures, au bout desquelles il s'est mis à sa toilette ; on a introduit le docteur O'Méara, c'était l'heure à laquelle d'ordinaire il était admis. « *Dottore*, lui dit-il en italien, tout en faisant sa barbe, je viens de lire une de vos belles productions de Londres contre moi. » La figure du docteur demandait ce que c'était ; je lui fis voir le livre de loin ; c'était précisément lui qui me l'avait prêté, il était déconcerté. « On a bien raison de dire, continuait l'Empereur, qu'il n'y a que la vérité qui offense, je n'ai pas été fâché un instant, mais j'ai ri souvent. » Le docteur cherchait à répondre et s'entortillait dans de grandes phrases : c'était un libelle infâme, dégoûtant, tout le monde le savait, personne n'en faisait de cas ; toutefois quelques-uns pouvaient le croire, faute d'y avoir répondu. « Mais que faire à cela ? disait l'Empereur. S'il entrait aujourd'hui dans la tête de quelqu'un d'imprimer qu'il m'est venu du poil, et que je marche ici à quatre pattes, il est des gens qui le croiraient, et diraient que c'est Dieu qui m'a puni comme Nabuchodonosor. Et que pourrais-je faire. Il n'y a aucun remède à cela. » Le docteur sortit, concevant à peine la gaieté, l'indifférence, le naturel dont il venait d'être témoin ; pour nous, nous y étions désormais accoutumés.

L'Empereur se décide à apprendre l'anglais.

Mardi 16.

Sur les trois heures, l'Empereur m'a fait venir pour causer pendant qu'il faisait sa toilette ; nous avons été ensuite faire quelques tours dans le jardin. Il est venu à remarquer qu'il était honteux qu'il ne sût pas encore lire l'anglais. Je l'ai assuré que s'il avait continué, après les deux leçons que je lui avais données aux environs de Madère, il lirait aujourd'hui toute espèce de livres anglais. Il en demeurait convaincu, et m'a commandé alors de le forcer chaque jour à prendre une leçon. De là la conversation a conduit à

faire savoir que je venais de donner à mon fils sa première leçon de mathématiques ; c'est une partie que l'Empereur aime beaucoup, dans laquelle il est très fort. Il s'est étonné que je montrasse à mon fils d'abondance, sans livre et sans cahier ; il ne me savait pas de cette force, disait-il, et m'a menacé alors de le voir parfois, à l'improviste, examiner le maître et l'écolier. À dîner il a entrepris ce qu'il a appelé M. le professeur de mathématiques, et bien lui en a pris d'être ferré ; une question n'attendait pas l'autre ; souvent elles étaient fort subtiles. Il ne revenait pas, du reste, que dans les lycées on ne montrât pas de très bonne heure les mathématiques ; il disait qu'on avait gâté toutes ses intentions touchant son université, se plaignait fort de M. de Fontanes, se récriant sur ce qu'on lui gâchait tout chez lui pendant qu'il était contraint d'aller faire la guerre au loin, etc., etc.

Première leçon d'anglais, etc..

Mercredi 17.

Aujourd'hui l'Empereur a pris sa première leçon d'anglais ; et comme mon grand but était de le mettre à même de lire promptement les papiers-nouvelles, cette première leçon n'a consisté qu'à faire connaissance avec une gazette anglaise, à en étudier les formes et le plan, à connaître le placement toujours uniforme des divers objets qu'elle renferme, à séparer les annonces et les commérages de ville d'avec la politique, et dans celle-ci apprendre à discerner ce qui est authentique d'avec ce qui n'est qu'un bruit hasardé.

Je me suis engagé, si l'Empereur avait la constance de s'ennuyer tous les jours de pareilles leçons, à ce que dans un mois il pût lire les journaux sans le secours d'aucun de nous. L'Empereur ensuite a voulu faire quelques thèmes : il écrivait des phrases dictées, et les traduisait en anglais, à l'aide d'un petit tableau que je lui ai fait pour les verbes auxiliaires et les articles, et à l'aide du dictionnaire pour les autres mots que je lui faisais chercher lui-même. Je lui expliquais les règles de la syntaxe et de la grammaire, à mesure qu'elles se présentaient : il a fait de la sorte quelques phrases qui l'ont plus amusé que les versions que nous avons aussi essayées. Après la

leçon, sur les deux heures, nous sommes passés dans le jardin ; on a tiré plusieurs coups de fusil ; ils étaient si près qu'il semblait que ce fût dans le jardin même. L'Empereur a fait l'observation que mon fils (nous croyions que c'était lui) semblait faire une bonne chasse ; j'ai ajouté que ce serait la dernière fois qu'il la ferait aussi près de l'Empereur. « Effectivement, a-t-il repris, allez dire qu'il ne nous approche qu'à la portée du canon. » J'y ai couru, nous l'accusions à tort ; tout ce bruit se faisait pour les chevaux de l'Empereur que l'on s'occupait à dresser.

Après le dîner, pendant le café, l'Empereur m'acculant à la cheminée, m'appuyait la main sur la tête comme pour me mesurer la taille, et me disait : « Je suis un géant pour vous. – Votre Majesté l'est pour tant d'autres, lui ai-je répondu, que cela ne saurait m'affecter. » Il a parlé aussitôt d'autre chose, car il ne s'arrête pas volontiers sur les phrases de cette nature.

Nos habitudes journalières – Conversation avec le gouverneur Wilks – Armées – Chimie. – Politique
– Détails sur l'Inde – *Delphine*, de madame de Staël – MM. Necker, Calonne.

Jeudi 18 au samedi 20.

Notre vie se passait dans une grande uniformité. L'Empereur ne sortait pas du tout le matin ; vers les deux heures, la leçon d'anglais était devenue très régulière ; venait ensuite la promenade du jardin ou quelques présentations qui étaient fort rares ; puis une petite course en calèche, car les chevaux étaient enfin arrivés ; avant le dîner, la révision des campagnes d'Italie ou d'Égypte : après le dîner, la lecture de nos romans.

Le 20, l'Empereur reçut le gouverneur Wilks, avec lequel il eut une conversation à fond sur l'armée, les sciences, l'administration et les Indes. Parlant de l'organisation de l'armée anglaise, il s'est arrêté sur son mode d'avancement, s'étonnant que chez un peuple où existait l'égalité des droits les soldats devinssent si rarement officiers. Le colonel Wilks avouait, que leurs soldats n'étaient pas faits pour le devenir, et que les Anglais s'étonnaient à leur tour de l'immense différence, à cet égard, qu'ils avaient remarquée dans l'armée française, où presque chaque soldat leur avait montré les germes d'un officier. « C'est une des grandes conséquences de la

conscription, faisait observer l'Empereur : elle avait rendu l'armée française la mieux composée qui fût jamais. C'était, continuait-il, une institution éminemment nationale et déjà fort avancée dans nos mœurs : il n'y avait plus que les mères qui s'en affligeassent encore ; et le temps serait venu où une fille n'eût pas voulu d'un garçon qui n'aurait pas acquitté sa dette envers la patrie. Et c'est dans cet état seulement, ajoutait-il, que la conscription aurait acquis la dernière mesure de ses avantages : quand elle ne se présente plus comme un supplice ou comme une corvée, mais qu'elle est devenue un point d'honneur dont chacun demeure jaloux, alors seulement la nation est grande, glorieuse, forte ; c'est alors que son existence peut défier les revers, les invasions, les siècles.

« Du reste, continuait-il, il est vrai de dire encore qu'il n'est rien qu'on n'obtienne des Français par l'appât du danger ; il semble leur donner de l'esprit ; c'est leur héritage gaulois... La vaillance, l'amour de la gloire sont chez les Français un instinct, une espèce de sixième sens. Combien de fois, dans la chaleur des batailles, je me suis arrêté à contempler mes jeunes conscrits se jetant dans la mêlée pour la première fois : *l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores !* »

De là, l'Empereur sachant que le gouverneur Wilks était très fort sur la chimie, l'a attaqué sur cet objet. Il lui a parlé des immenses progrès que cette science avait fait faire à toutes nos manufactures. Il lui a dit que l'Angleterre et la France avaient sans doute également de grands chimistes ; mais que la chimie était bien plus généralement répandue en France, et surtout beaucoup plus dirigée vers des résultats utiles ; qu'en Angleterre elle demeurait une science ; qu'en France elle commençait à n'être plus qu'une pratique. Le gouverneur convenait de la vérité littérale de ces assertions, et ajoutait, avec grâce de son côté, que c'était à lui, Empereur, que ces avantages étaient dus, et que toutes les fois que la science serait conduite par la main du pouvoir, elle aurait de grands et d'heureux résultats pour le bien-être de la société. L'Empereur disait que dans les derniers temps la France avait conquis le sucre de betterave, de même qualité et de même prix que le sucre de canne. Le gouverneur en a été fort étonné : il ne le soupçonnait pas. L'Empereur lui a affirmé que c'était un fait des plus avérés, bien qu'en opposition directe aux préjugés encore existants de l'Europe, et même de la France. Il a ajouté de plus qu'il en était de même

du pastel, substitut de l'indigo, et ainsi de presque tous les objets coloniaux, à l'exception du bois de teinture. Ce qui le portait à conclure que si la découverte de la boussole avait produit une révolution dans le commerce, les progrès de la chimie étaient appelés à en produire la contre-révolution.

On a parlé ensuite des émigrations nombreuses actuelles des ouvriers de France et d'Angleterre en Amérique. L'Empereur remarquait que ce pays privilégié s'enrichissait de nos folies. Le gouverneur a souri, disant que celles de l'Angleterre se trouvaient en tête du catalogue, par les nombreuses fautes ministérielles qui avaient amené la révolte de ces colonies et leur émancipation. À cela l'Empereur faisait observer que cette émancipation, au surplus, avait dû être inévitable ; que quand les enfants sont devenus aussi grands que leurs pères, il est difficile qu'ils obéissent longtemps.

Alors la conversation a conduit naturellement aux Indes ; le gouverneur y a demeuré nombre d'années, il y occupait de hauts emplois, il y a fait de grandes recherches, il a pu répondre à une foule de questions de l'Empereur sur les lois, les mœurs, les usages des Indous, l'administration des Anglais, la nature et la confection des lois actuelles, etc., etc.

Les Anglais, aux Indes, sont régis par les lois d'Angleterre ; les indigènes, par les lois locales faites par les divers conseils, agents de la compagnie, qui ont pour règle fondamentale de se rapprocher le plus possible des lois mêmes de ces peuples.

Hyder Aly était un homme de génie ; Tippoo, son fils, n'était qu'un présomptueux, fort ignorant et très inconsideré. Hyder Aly avait eu jusqu'au-delà de cent mille hommes ; Tippoo n'en avait guère jamais compté que cinquante mille. Ces peuples ne manquent pas de courage ; mais ils n'ont pas nos forces physiques ; ils sont sans discipline et sans tactique. Dix-sept mille hommes de troupes anglaises, dont quatre mille Européens seulement, avaient suffi pour détruire cet empire de Mysore. Cependant il était à croire que tôt ou tard l'esprit national affranchirait ces contrées du joug britannique : le mélange du sang européen avec celui des indigènes créait une race mixte, dont le nombre et la nature préparaient certainement de loin une grande révolution. Toutefois aujourd'hui ces peuples étaient certainement plus heureux qu'avant la domination anglaise : l'administration d'une exacte justice et la douceur du gouvernement étaient quant à présent, les plus fortes garanties de la métropole. On avait cru

devoir y joindre aussi la défense aux Anglais et aux Européens d'y acheter des terres ou d'y former des établissements héréditaires, etc., etc., etc. Voilà ce que j'ai recueilli de plus marquant dans l'intéressante conversation de M. Wilks.

Delphine, de madame de Staël, occupait en ce moment nos soirées. L'Empereur l'analysait : peu de choses trouvaient grâce devant lui. Le désordre d'esprit et d'imagination qui y règne animait sa critique : c'était toujours, disait-il, les mêmes défauts qui l'avaient jadis éloigné de son auteur, en dépit des avances et des cajoleries les plus vives de celle-ci.

Dès que la victoire eut consacré le jeune général de l'armée d'Italie, madame de Staël, sans le connaître et par la seule sympathie de la gloire, professa dès cet instant pour lui des sentiments d'enthousiasme dignes de sa Corinne ; elle lui écrivait, disait Napoléon, de longues et nombreuses épîtres pleines d'esprit, de feu, de métaphysique : c'était une erreur des institutions humaines, lui mandait-elle, qui avait pu lui donner pour femme la douce et tranquille madame Bonaparte : c'était une âme de feu, comme la sienne, que la nature avait sans doute destinée à celle d'un héros tel que lui, etc.

Je renvoie aux campagnes d'Italie pour faire voir que l'ardeur de madame de Staël ne s'était pas ralentie pour n'avoir pas été partagée. Opiniâtre à ne pas se décourager, elle était parvenue plus tard à lier connaissance, même à se faire admettre ; et elle usait de ce privilège, disait l'Empereur, jusqu'à l'importunité. Il est très vrai, ainsi qu'on l'a dit dans le monde, que le général voulant le lui faire sentir, s'excusait un jour d'être à peine vêtu, et qu'elle avait répondu avec sentiment et vivacité, que cela importait peu, que le génie n'avait point de sexe.

Madame de Staël nous a transportés naturellement à son père, M. Necker. L'Empereur racontait qu'en allant à Marengo, il avait reçu sa visite à Genève ; que là il avait assez lourdement montré le désir de rentrer au ministère, désir du reste que M. de Calonne, son rival, vint aussi témoigner plus tard à Paris avec une inconcevable légèreté. M. Necker avait ensuite écrit un ouvrage dangereux sur la politique de la France, pays qu'il essayait de prouver ne pouvoir plus être ni monarchie ni république, et dans lequel il appelait le Premier Consul l'*homme nécessaire*.

Le Premier Consul proscrivit l'ouvrage, qui dans ce moment pouvait lui être fort nuisible ; il en livra la réfutation au consul Lebrun, qui, avec sa belle prose, disait l'Empereur, en fit pleine et prompte justice. La coterie Necker s'en aigrit, madame de Staël intrigua, et reçut l'ordre de sortir de France ; depuis elle demeura toujours une ardente et fort active ennemie. Toutefois, au retour de l'île d'Elbe, madame de Staël écrivit ou fit dire à l'Empereur, lui exprimant à sa manière tout l'enthousiasme que venait de lui causer ce merveilleux évènement, qu'elle était vaincue, que ce dernier acte n'était pas d'un homme, qu'il plaçait dès cet instant son auteur dans le ciel. Puis, en se résumant, elle finissait par insinuer que si l'Empereur daignait laisser payer les deux millions déjà ordonnancés par le roi en sa faveur, elle lui consacrerait à jamais sa plume et ses principes. L'Empereur lui fit répondre que rien ne le flatterait plus que son suffrage, car il appréciait tout son talent ; mais qu'en vérité il n'était pas assez riche pour le payer tout ce prix.

Mon nouveau logement, etc. – Description – Visite matinale, etc..

Dimanche 21.

J'étais enfin venu dans le logement qu'on avait bâti pour me tirer de mon étuve. Sur un terrain constamment humide on avait posé un plancher de dix-huit pieds de long sur onze de large ; on l'avait environné d'un mur d'un pied d'épaisseur, formé d'une espèce de pisé ou de torchis qu'on eût pu abattre d'un coup de pied ; à la hauteur de sept pieds on l'avait abrité d'une toiture en planches recouvertes de papier goudronné : tel était l'ensemble et le contour de mon nouveau palais ; partagé en deux pièces, dont l'une renfermait juste deux lits séparés par une commode, et ne pouvait admettre qu'un seul, siège ; l'autre, tout à la fois mon salon et mon cabinet, avait une seule fenêtre scellée à demeure, à cause de la violence des vents et de la pluie ; à droite et à gauche d'elle deux tables à écrire pour moi et mon fils, un canapé en face et deux sièges ; voilà tout l'emménagement et le mobilier. Qu'on ajoute que l'exposition des deux fenêtres était tournée vers un vent constamment de la même direction, et la plupart du temps au degré de tempête et vers des pluies très communes et fort souvent battantes, qui

pénétraient déjà par les ouvertures ou filtraient par le toit et les murs avant que nous fussions venus nous y établir, et l'on aura la description complète de ma demeure.

Je venais de passer ma première nuit dans ce lieu nouveau, je ne me portais pas bien, et le changement de lit m'avait privé de tout sommeil ; on vint me prévenir, sur les sept heures, que l'Empereur allait monter à cheval ; je répondis que, me sentant incommodé, j'allais essayer de reposer ; mais peu de minutes s'étaient écoulées que quelqu'un, entrant brusquement dans ma chambre, vint ouvrir mes rideaux avec autorité, trouva mauvais que je fusse aussi paresseux, décida qu'on devait secouer ses incommodités ; puis, frappé de l'odeur de la peinture, de l'extrême petitesse du lieu, du voisinage des deux lits, prononça qu'il ne pouvait être toléré de dormir ainsi l'un sur l'autre, que cela devait être trop malsain, que je devais retourner au lit du cabinet topographique, qu'une fausse délicatesse ne devait pas me le faire abandonner, que si j'y gênais on saurait bien me le dire. Ce quelqu'un, on l'a deviné, c'était l'Empereur.

Je fus bientôt, comme on le juge, en bas de mon lit, réveillé, guéri et vêtu. Toutefois il était déjà bien loin, et il me fallut le chercher dans la campagne. Après l'avoir rejoint, la conversation tomba sur la longue audience accordée la veille au gouverneur Wilks. Il s'arrêta avec beaucoup de gaieté sur la grande importance que mon ouvrage (l'Atlas historique de Le Sage) semblait m'avoir donnée à ses yeux, l'extrême bienveillance qu'il semblait lui avoir inspirée. « Du reste, continuait l'Empereur, à charge de revanche sans doute ; tendresse et fraternité usuelle d'auteurs, tant qu'ils ne se critiquent pas. Et sait-il votre parenté avec le vénérable Las Casas ? » J'ai répondu que je n'en savais rien ; mais le général Gourgaud, qui se trouvait à l'autre côté de l'Empereur, lui a dit que oui.

Lectures de l'Empereur. – Madame de Sévigné. – *Charles XII.* – *Paul et Virginie.* – Vertot – Rollin – Velly – Garnier.

Lundi 22 au vendredi 26.

Tous ces jours ont été gâtés par des pluies presque continuelles. L'Empereur n'a pu monter à cheval qu'une fois le matin dans le parc, et

tenter une seule fois après midi de franchir notre vallée, que le temps avait rendue presque impraticable. Il n'a pas été plus possible de faire usage de la calèche ; il a donc fallu se réduire à quelques tours de jardin, et partager la tristesse du temps. Nous en avons travaillé davantage ; l'Empereur a pris régulièrement d'excellentes et fortes leçons d'anglais. Il passe de coutume toute la matinée à lire ; il lit de suite des ouvrages entiers fort considérables, sans s'en trouver nullement fatigué ; il m'en lisait toujours quelque peu avant que de se mettre à l'anglais.

C'étaient les *Lettres de madame de Sévigné*, dont le style est si coulant et peint si bien les mœurs du moment. Lisant la mort de Turenne et le procès de Fouquet, il remarquait, pour celui-ci, que l'intérêt de madame de Sévigné était bien chaud, bien vif, bien tendre pour de la simple amitié.

C'était *Charles XII*, dont il lisait la défense contre les Turcs dans sa maison de Bender ; il ne pouvait s'empêcher de rire et de répéter avec eux : *Tête de fer ! Tête de fer !* Il me demandait si on était bien d'accord sur la nature de sa mort. Je lui disais tenir de la propre bouche de Gustave III qu'il avait été assassiné par les siens : Gustave l'avait visité dans son caveau ; la balle était d'un pistolet, elle avait été tirée de près et par derrière, etc., etc. Au commencement de la révolution, j'avais connu beaucoup Gustave III aux eaux d'Aix-la-Chapelle, et quoique je fusse bien jeune alors, j'avais eu plus d'une fois l'honneur de sa conversation ; il m'avait même promis de me placer dans sa marine, si nos affaires de France tournaient mal.

Un autre jour, c'était *Paul et Virginie* que lisait l'Empereur ; il en faisait ressortir les endroits touchants, ceux-là étaient toujours simples et naturels ; ceux où abondaient le pathos, les idées abstraites et fausses, tant à la mode lorsque l'ouvrage fut publié, étaient tous froids, mauvais, manqués. L'Empereur disait avoir été fort engoué de cet ouvrage dans sa jeunesse.

Mais si l'Empereur aimait *Paul et Virginie*, il riait de pitié, disait-il, des *Études de la Nature* du même auteur. Bernardin, disait-il, bon littérateur, était à peine géomètre ; ce dernier ouvrage était si mauvais que les gens de l'art dédaignaient d'y répondre ; Bernardin en jetait les hauts cris. Le célèbre mathématicien Lagrange répondait toujours à ce sujet, en parlant à l'Institut : « Si Bernardin était de notre classe, s'il parlait notre langue, nous le rappellerions à l'ordre, mais il est de l'Académie, et son style n'est pas de notre ressort. » Bernardin se plaignant un jour, comme de coutume, au

Premier Consul du silence des savants à son égard, celui-ci lui dit : « Savez-vous le calcul différentiel, M. Bernardin ? — Non. — Eh bien, allez l'apprendre ; et vous vous répondrez à vous-même. » Plus tard, étant Empereur, toutes les fois qu'il l'apercevait, il avait coutume de lui dire : « M. Bernardin, quand nous donnerez-vous des *Paul et Virginie* ou des *Chaumière Indienne* ? Vous devriez nous en fournir tous les six mois. »

En lisant les *Révolutions romaines* de Vertot, que l'Empereur estimait fort d'ailleurs, il en trouvait les harangues délayées. C'est la plainte constante de l'Empereur contre tous les ouvrages qu'il rencontre ; cela avait été aussi, disait-il, son défaut à lui-même dans sa jeunesse ; assurément il s'en est bien corrigé depuis. L'Empereur s'est amusé à rayer au crayon les phrases parasites qu'il condamnait dans Vertot : il est sûr qu'avec ces suppressions, l'ouvrage présentait en effet bien autrement de la force, de l'énergie et de la chaleur. « Ce serait un travail bien précieux et bien goûté sans doute, disait-il, que de se dévouer à réduire ainsi avec goût et discernement, les principaux ouvrages de notre langue. Je ne connais guère que Montesquieu, disait-il, qui pût échapper à ces réductions. » Il parcourait souvent Rollin, et le trouvait diffus et trop bonhomme. *Crévier*, son continuateur, lui semblait détestable. Il se plaignait de nos matériaux classiques et du temps que de si mauvais livres faisaient perdre à la jeunesse. C'est qu'ils étaient composés par des rhéteurs, de simples professeurs, et que ces sujets immortels, la base de nos connaissances dans la vie, eussent dû être, disait-il, présentés, écrits et rédigés par des hommes d'État et des hommes du monde. Napoléon avait à ce sujet des idées très heureuses ; le temps seul lui avait manqué pour les faire exécuter.

L'Empereur était encore moins satisfait de nos histoires de France ; il n'en pouvait lire aucune : *Velly* était plein de mots, et vide de choses ; ses continuateurs étaient encore pires. « Notre histoire, disait-il, devait être en quatre ou cinq volumes ou en cent. » Il avait connu *Garnier*, le continuateur de Velly et de Villaret ; il demeurait tout près de la Malmaison. C'était un bon vieillard octogénaire qui occupait un entresol sur le chemin, avec une petite galerie. Frappé de l'empressement affectueux que témoignait ce bon vieillard toutes les fois que passait le Premier Consul, celui-ci s'informa qui ce pouvait être. Apprenant que c'était Garnier, il expliqua son empressement. « Il pensait, sans doute, disait gaiement Napoléon, qu'à titre

d'historien, le Premier Consul était de son domaine ; mais il devait s'étonner de retrouver des consuls où il était habitué à voir des rois. » Et c'est ce que lui dit en riant le Premier Consul, qui le fit appeler un jour et lui donna une forte pension. « Le bonhomme, ajoutait l'Empereur, dans sa reconnaissance, eût écrit depuis cet instant volontiers et du fond de son cœur tout ce qu'on eût voulu. »

Difficulté vaincue – Dangers personnels de l'Empereur à Eylau, à Iéna, etc. – Troupes russes, autrichiennes, prussiennes – Jeune Guibert – Corbineau – Maréchal Lannes – Bessières – Duroc.

Samedi 27.

Sur les cinq heures, l'Empereur est sorti en calèche ; la soirée était fort belle, nous allions fort vite, et l'espace à parcourir est fort court. L'Empereur a fait ralentir dans l'intention de l'allonger. Comme nous rentrions, jetant les yeux sur le camp, dont nous n'étions séparés que par le ravin, il a demandé pourquoi on ne franchissait pas cet espace, qui doublerait notre promenade. On a répondu que c'était impossible, et nous continuions de rentrer ; mais comme réveillé tout à coup par ce mot impossible, qu'il a si souvent dit n'être pas français, il a ordonné d'aller reconnaître le terrain ; nous avons tous mis pied à terre ; la calèche seule a continué vers le point difficile ; nous l'avons vue franchir les obstacles, et nous sommes rentrés triomphants, comme si nous venions de doubler nos possessions.

Pendant le dîner et après, on a parlé de divers faits d'armes. Le grand maréchal disait que ce qui l'avait le plus frappé dans la vie de l'Empereur était le moment, à Eylau, où, seul avec quelques officiers de son état-major, il se trouva presque heurté par une colonne de quatre à cinq mille Russes : l'Empereur était à pied ; le prince de Neufchâtel fit aussitôt avancer les chevaux ; l'Empereur lui lance un regard de reproche, donne l'ordre de faire avancer un bataillon de sa garde, qui était assez loin en arrière, et demeure immobile, répétant plusieurs fois, à mesure que les Russes approchaient : *Quelle audace ! quelle audace !* À la vue des grenadiers de la garde, les Russes s'arrêtèrent net. « Il était plus que temps, disait Bertrand ; l'Empereur n'avait pas bougé ; tout ce qui l'entourait avait frémi. »

L'Empereur avait écouté ce récit sans aucune observation, mais il a ensuite ajouté qu'une des plus belles manœuvres qu'il se rappelait était celle qu'il avait exécutée à Eckmulh. Malheureusement il n'en a point dit davantage, et n'a rien détaillé. « Le succès à la guerre, a-t-il continué, tient tellement au coup d'œil et au moment, que la bataille d'Austerlitz, gagnée si complètement, eût été perdue si j'eusse attaqué six heures plus tôt. Les Russes s'y montrèrent des troupes excellentes qu'on n'a jamais retrouvées depuis : l'armée russe d'Austerlitz n'aurait pas perdu la bataille de la Moscowa.

« Marengo, continuait Napoléon, était la bataille où les Autrichiens s'étaient le mieux battus ; leurs troupes s'y étaient montrées admirables, mais leur valeur s'y enterra : on ne les a plus retrouvés depuis.

« Les Prussiens n'ont pas fait à Iéna la résistance qu'on attendait de leur réputation. Du reste, les multitudes de 1814 et de 1815 n'étaient que de la canaille auprès des vrais soldats de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna : »

L'Empereur disait avoir couru le plus grand danger la veille d'Iéna ; il eût pu disparaître, pour ainsi dire, sans qu'on connût bien sa destinée : il s'était approché, durant l'obscurité, des bivouacs ennemis pour les reconnaître ; il n'avait avec lui que quelques officiers. L'idée qu'on se faisait de l'armée prussienne tenait chez nous tout le monde en alerte ; on croyait les Prussiens disposés surtout aux attaques de nuit. L'Empereur, en revenant, reçut le feu de la première sentinelle de son camp ; ce fut un signal pour toute la ligne, si bien que Napoléon n'eut d'autre ressource que de se jeter à plat ventre, jusqu'à ce que la méprise fût reconnue ; encore toute sa crainte était-elle que la ligne prussienne, dont il était fort près, n'en fit alors autant.

À Marengo, les soldats autrichiens avaient bien conservé le souvenir du vainqueur de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli ; son nom était bien quelque chose sur leur esprit, mais ils étaient loin de le croire présent ; ils le croyaient mort ; on avait pris soin de leur persuader qu'il avait péri en Égypte ; que ce Premier Consul dont on leur parlait n'était que son frère. Ce bruit s'était tellement accrédité partout, que Napoléon fut dans l'obligation de se montrer publiquement à Milan pour le détruire.

L'Empereur, passant ensuite à un grand nombre d'officiers et de ses aides-de-camp, leur distribuait couramment le blâme et la louange ; il les

connaissait tous à fond. Deux des circonstances, disait-il, qui l'avaient le plus affecté sur les champs de bataille, avaient été la mort du jeune *Guibert* et celle du général *Corbineau* : un boulet, à Aboukir, avait percé la poitrine du premier, de part en part, sans l'achever ; l'Empereur, après lui avoir adressé quelques paroles, s'était vu contraint, par la force de ses propres sensations, de s'éloigner. L'autre avait été enlevé, roulé, réduit à rien par un boulet, à Eylau, sous les yeux de l'Empereur, comme il achevait de lui donner des ordres.

L'Empereur citait aussi les derniers moments du maréchal *Lannes*, ce valeureux duc de Montebello, si justement appelé le *Roland de l'armée*, qui, visité par l'Empereur sur son lit de mort, semblait oublier sa situation pour ne s'occuper que de celui qu'il aimait par-dessus tout. L'Empereur en faisait le plus grand cas. « Il n'avait été longtemps qu'un sabreur, disait-il, mais il était devenu du premier talent. » Quelqu'un a dit alors qu'il serait curieux de connaître quelle conduite il eût tenue dans ces derniers temps. « Nous avons appris à ne jurer de rien, disait l'Empereur. Toutefois je ne pense pas qu'il eût été possible de le voir manquer à l'honneur et au devoir. D'ailleurs il est à croire qu'il n'aurait pas existé ; brave comme il l'était, il est indubitable qu'il se fût fait tuer dans les derniers temps, ou du moins qu'il eût été assez blessé pour se trouver à l'écart, hors du centre et de l'influence des affaires. Enfin, s'il eût été disponible, il était de ces hommes à changer la face des affaires par son propre poids et sa propre influence. »

L'Empereur vint ensuite à *Duroc*, sur le caractère et la vie privée duquel il s'arrêta longtemps. « Duroc, concluait-il, avait des passions vives, tendres et secrètes qui répondaient peu à sa froideur extérieure. J'ai été longtemps avant de le savoir, tant son service était exact et régulier ; ce n'était que quand ma journée était entièrement close et finie, quand je reposais déjà, que la sienne commençait. Le hasard seul ou quelque accident ont pu me le faire connaître. Duroc était pur et moral, tout à fait désintéressé pour recevoir, extrêmement généreux pour donner. »

L'Empereur disait qu'en ouvrant la campagne de Dresde, il avait perdu deux hommes bien précieux, et cela, remarquait-il, le plus bêtement du monde : c'étaient *Bessières* et *Duroc*. Il affectait en ce moment d'en parler avec un stoïcisme qu'on s'apercevait bien n'être pas naturel. Quand il alla voir Duroc, après son coup mortel, il essaya de lui donner quelques

espérances ; mais Duroc, qui ne s'abusait pas, ne lui répondit qu'en le suppliant de lui faire donner de l'opium. L'Empereur, trop affecté, ne put prendre sur lui de rester longtemps, et se déroba à ce déchirant spectacle. Alors l'un de nous lui a rappelé que, revenu d'auprès de Duroc, il se mit à se promener seul devant sa tente ; personne n'osait l'aborder. Cependant on avait des mesures essentielles à prendre pour le lendemain ; on se hasarda donc à venir lui demander où il fallait placer la batterie de la garde. *À demain tout*, fut la réponse de l'Empereur. À ce ressouvenir, l'Empereur avec affectation a parlé brusquement d'autre chose.

Duroc fut une de ces personnes dont on ne connaît le prix qu'après l'avoir perdue : telle a été, après sa mort, la phrase de la cour et de la ville, tel a été le sentiment unanime partout.

Duroc était natif de Nancy, département de la Meurthe. On doit avoir lu plus haut l'origine de sa fortune : Napoléon l'avait trouvé au siège de Toulon, et s'y intéressa tout d'abord. Depuis il s'y était attaché chaque jour davantage, et l'on pourrait même dire qu'ils ne s'étaient plus quittés. J'ai dit ailleurs avoir entendu de l'Empereur que, dans toute sa carrière, Duroc seul avait possédé sa confiance aveugle et reçu tous ses épanchements. Duroc n'était pas brillant, mais il avait un excellent jugement, et rendait des services essentiels que sa modestie et leur nature laissaient peu connaître.

Duroc aimait l'Empereur pour lui-même ; c'était à l'homme privé surtout qu'il portait son dévouement bien plus qu'au monarque. En recevant et accueillant les sensations intimes du prince, il avait acquis le secret, peut-être le droit de les adoucir et de les diriger : combien de fois n'a-t-il pas dit à l'oreille de gens consternés par la colère de l'Empereur : « Laissez-le aller ; il dit ce qu'il sent, non ce qu'il pense ni ce qu'il fera demain. » Quel serviteur ! quel ami ! quel trésor que celui-là ! Que d'éclats il a arrêtés ! que d'ordres reçus dans le premier mouvement, qu'il n'a pas exécutés, sachant qu'on lui en saurait gré le lendemain ! L'Empereur s'était fait à cette espèce d'arrangement tacite, et ne s'en abandonnait que davantage à cette explosion qu'arrache parfois la nature, et qui soulage par son épanchement.

Duroc périt de la manière la plus malheureuse, dans un moment bien critique, et sa mort fut encore une des fatalités de la carrière de Napoléon.

Le lendemain de la bataille de Wurchen, sur le soir, le léger combat de Reichenbach venait de finir ; tous les coups avaient cessé. Duroc, du haut d'une éminence, et causant avec le général Kirchner, observait à l'écart la retraite des derniers rangs ennemis. Une pièce fut ajustée sur ce groupe doré, et le fatal boulet fit périr les deux généraux. Le général Kirchner était officier du génie, très distingué, beau-frère du maréchal Lannes, qui l'avait choisi sur son courage et sa capacité.

Duroc influait plus qu'on ne pense sur les déterminations de l'Empereur ; sa mort a peut-être été, sous ce rapport, une calamité nationale. On a des raisons de croire que s'il eût vécu, l'armistice de Dresde, qui nous a perdus, n'aurait pas eu lieu ; on eût poussé jusqu'à l'Oder et au-delà : alors les ennemis eussent accédé dès cet instant à la paix, et nous eussions échappé à leurs machinations, à leurs intrigues, et surtout à la longue, basse et atroce perfidie du cabinet autrichien qui nous a perdus.

Plus tard, Duroc eût encore influé sur d'autres grands événements, et fait prendre sans doute une autre face aux affaires. Enfin, plus tard encore, lors de la chute de Napoléon, Duroc n'eût certainement pas séparé ses destinées de celles de l'Empereur. Duroc se fût trouvé avec nous à Sainte-Hélène, et ce seul secours eût suffi peut-être pour contrebalancer en Napoléon tous les horribles tourments dont on prétendit l'abreuver.

Bessièrès, du département du Lot, fut jeté par la révolution dans la carrière des armes : il débuta par être simple soldat dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Devenu plus tard officier de chasseurs, des actes d'une bravoure personnelle extraordinaire attirèrent l'attention du général en chef de l'armée d'Italie qui, lorsqu'il créa ses guides, choisit Bessièrès pour les commander. Voilà les commencements de Bessièrès et l'origine de sa fortune. À compter de cet instant, on le retrouve, toujours à la tête de la garde du Consul ou de la garde impériale, dans des charges de réserve décidant la victoire ou recueillant ses fruits. Son nom se rattache noblement à toutes nos belles batailles.

Bessièrès grandit avec l'homme qui l'avait distingué, et reçut une part abondante des faveurs que répandit l'Empereur : il fut fait maréchal de l'empire, duc d'Istrie, colonel de la cavalerie de la garde, etc., etc.

Ses qualités, se développant avec les circonstances, le montrèrent toujours à la hauteur de sa fortune : on vit Bessières constamment bon, humain, généreux ; d'une loyauté, d'une droiture antiques ; soldat, homme de bien et citoyen honnête homme. Il employa souvent sa haute faveur à des services et à des obligeances spéciales, même en dépit d'opinions contraires. Je connais des gens qui, s'ils veulent être reconnaissants, le répéteront avec moi, et pourront certifier en lui des sentiments bien noblement hauts.

Bessières était adoré de la garde, au milieu de laquelle il passait sa vie. À la bataille de Wagram, un boulet le renversa de son cheval sans lui causer d'autre dommage. Ce fut un cri de douleur dans toute la garde ; aussi Napoléon lui dit-il, en le retrouvant : « Bessières, le boulet qui vous a frappé a fait pleurer toute ma garde ; remerciez-le, il doit vous être bien cher. »

Moins heureux à l'ouverture de la campagne de Saxe, la veille même de la bataille de Lutzen, dans une circonstance assez insignifiante, s'étant porté en avant au milieu des tirailleurs, il y fut frappé dans la poitrine d'un boulet qui le renversa mort. Il avait vécu comme Bayard, il mourut comme Turenne.

J'avais conversé avec lui bien peu de temps avant ce funeste événement. Le hasard nous avait réunis tête à tête en loge particulière au théâtre, où, après avoir causé des affaires qui l'affectaient fort, car il idolâtrait la patrie, son dernier mot, en me quittant, fut qu'il partait pour l'armée dans la nuit, et qu'il désirait que nous pussions nous revoir. « Car, ajoutait-il, dans la crise des circonstances, et avec nos jeunes soldats, c'est à nous autres chefs à ne pas nous épargner. » Hélas ! il ne devait plus revenir.

Bessières aimait sincèrement l'Empereur, et lui portait une espèce de culte ; il n'eût certainement pas, plus que Duroc, abandonné ni sa personne ni ses destinées. Et il semble que le sort, si décidément prononcé contre Napoléon dans ses derniers moments, en lui enlevant deux amis aussi vrais, se soit plu à lui ôter la plus douce jouissance, et à priver deux de ses plus fidèles serviteurs de leur plus beau titre de gloire, celui de la reconnaissance envers le malheur.

L'Empereur avait fait transporter aux Invalides, à Paris, les restes de deux hommes qu'il aimait, et dont il se savait tant aimé. Il leur réservait des honneurs extraordinaires ; les événements qui ont suivi les en ont privés, mais l'histoire, dont les pages sont plus impérissables encore que le marbre et le bronze, les a consacrés à jamais.

Lors de la reprise d'armes, après l'armistice de Dresde en 1813, deux ou trois mois après la mort de Duroc, pendant la marche de Reichenbach à Gorlitz, Napoléon s'arrêta à Makersdorf, et montra au roi de Naples l'endroit où Duroc était tombé ; il manda le propriétaire de la petite ferme où le grand maréchal était mort, et lui assigna la somme de vingt mille francs, dont quatre mille francs pour un monument en l'honneur de Duroc, et seize mille francs pour les propriétaires de la maison, mari et femme. La donation fut accomplie dans la soirée, en présence du juge de Makersdorf, l'argent fut compté devant eux, et ils furent chargés de faire ériger ce monument.

Étude de l'anglais, etc. – Détails – Réflexions, etc. – Promenade à cheval – Cheval embourbé, autres traits caractéristiques.

Dimanche 28.

Nos jours se passaient, comme chacun le soupçonne, dans une insipide monotonie. L'ennui, les souvenirs, la mélancolie, étaient nos dangereux ennemis ; le travail notre grand, notre unique refuge. L'Empereur suivait très régulièrement ses occupations ; l'anglais était devenu pour lui une affaire importante. Il y avait près de quinze jours qu'il avait pris sa première leçon, et, à compter de cet instant, quelques heures tous les jours depuis midi avaient été employées à cette étude, tantôt avec une ardeur vraiment admirable, tantôt avec un dégoût visible, alternative qui m'entretenait moi-même dans une véritable anxiété. J'attachais le plus grand prix au succès, et je craignais chaque jour de voir abandonner les efforts de la veille, d'en être pour l'ennui mortel que j'aurais causé sans le résultat précieux que je m'étais promis. D'un autre côté, chaque jour aussi j'étais aiguillonné davantage en me voyant approcher du but auquel je tendais. L'acquisition de l'anglais pour l'Empereur était une véritable et sérieuse conquête. Jadis

il lui en coûtait, disait-il, annuellement pour de simples traductions 100.000 écus, et encore les avait-il bien à point nommé ? ajoutait-il ; étaient-elles fidèles ? Aujourd'hui nous nous trouvons emprisonnés au milieu de cette langue, entourés de ses productions ; tous les grands changements, toutes les grandes questions que l'Empereur avait créées sur le continent, avaient été traités par les Anglais en sens opposé ; c'étaient autant de faces nouvelles pour l'Empereur, auquel elles étaient jusque-là demeurées étrangères.

Qu'on ajoute que les livres français étaient rares parmi nous, que l'Empereur les connaissait tous et les avait relus jusqu'à satiété, tandis que nous pouvions nous en procurer une foule d'anglais tout à fait neufs pour lui. Enfin l'acquisition de la langue d'un étranger devient un titre à ses yeux, c'est un agrément pour soi, un véritable avantage, c'est une facilité de pourparler, et en quelque sorte un commencement de liaison pour tous deux. Quoi qu'il en soit, j'apercevais déjà le terme de nos difficultés ; j'entrevois le moment où l'Empereur aurait traversé tous les dégoûts inévitables du commencement. Mais qu'on se figure, si l'on peut, tout ce que devait être pour lui l'étude scolastique des conjugaisons, des déclinaisons, des articles, etc. On ne pouvait y être parvenu qu'avec un grand courage de la part de l'écolier, un véritable artifice de la part du maître. Il me demandait souvent s'il ne méritait pas de fêlures, il devinait leur heureuse influence dans les écoles ; il eût avancé davantage, disait-il gaiement, s'il eût eu à les craindre. Il se plaignait de n'avoir pas fait de progrès, et ils auraient été immenses pour qui que ce fût.

Plus l'esprit est grand, rapide, étendu, moins il peut s'arrêter sur des détails réguliers et minutieux. L'Empereur, qui saisissait avec une merveilleuse facilité tout ce qui regardait le raisonnement de la langue, en avait fort peu dès qu'il s'agissait de son mécanisme matériel. C'étaient une vive intelligence et une fort mauvaise mémoire ; cette dernière circonstance surtout le désolait ; il trouvait qu'il n'avancait pas. Dès que je pouvais soumettre les objets en question à quelque loi ou analogie régulière, c'était classé, saisi à l'instant ; l'écolier devançait même alors le maître dans les applications et les conséquences ; mais fallait-il retenir par cœur et répéter les éléments bruts, c'était une grande affaire ; on prenait sans cesse les mots les uns pour les autres, et il serait devenu trop fastidieux d'exiger d'abord

une trop scrupuleuse régularité. Une autre difficulté, c'est qu'avec les mêmes lettres, les mêmes voyelles, ces mots nous demandaient une tout autre prononciation ; l'écolier ne voulait reconnaître que la nôtre ; et le maître eût décuplé les difficultés et l'ennui, s'il eût voulu exiger mieux. Enfin l'écolier, même dans sa propre langue, avait la manie d'estropier les noms propres ; les mots étrangers, il les prononçait tout à fait à son gré ; et une fois sortis de sa bouche, quoi qu'on fit, ils demeuraient toujours les mêmes parce qu'il les avait, une fois pour toutes logés de la sorte dans sa tête. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver pour la plupart de nos mots anglais, et le maître dut avoir la sagesse et l'indulgence de s'en contenter, laissant au temps à rectifier peu à peu, s'il était jamais possible, toutes ces incorrections. De ce concours de circonstances il naquit véritablement une nouvelle langue qui n'était entendue que de moi, il est vrai ; mais elle procurait à l'Empereur la lecture de l'anglais, et il eût pu, à toute rigueur, se faire entendre, par écrit : c'était déjà beaucoup, c'était tout.

Le 30, l'Empereur voulut cependant revenir à notre vallée du Silence, abandonnée depuis longtemps. Nous étions vers son milieu, le passage était bouché par des broussailles mortes et une espèce de barrière faite pour arrêter le bétail. Le chasseur (le fidèle Aly) descendit, comme de coutume, pour nous ouvrir la route. Nous passâmes, mais le cheval du chasseur, pendant son opération, s'était éloigné de lui ; quand il voulut le reprendre, il s'enfuit. Il avait beaucoup plu, il alla s'embourber dans un marécage pareil à celui où l'Empereur, peu de jours après notre arrivée à Longwood, s'était vu enfoncer de manière à craindre d'y demeurer. Le chasseur courut après nous pour nous dire qu'il demeurerait pour débarrasser son cheval. Nous étions dans un chemin très difficile, fort étroit, à la file les uns des autres ; ce ne fut que quelque temps après que l'Empereur nous entendit redire entre nous l'accident du chasseur. Il gronda de ce que nous n'avions point attendu, et voulut que le grand maréchal et le général Gourgaud retournassent vers lui. L'Empereur mit pied à terre pour les attendre, et marcha vers une petite élévation d'où il paraissait comme sur un piédestal, au milieu des ruines. Il avait la bride de son cheval passée autour de son bras, et s'est mis à siffler un air ; il avait pour écho une nature muette, et pour tout entourage la nudité du désert. « Et pourtant, me suis-je dit

involontairement, naguère encore que de sceptres dans ses mains ! que de couronnes sur sa tête ! que de rois à ses pieds !...

Sur ces entrefaites arrivèrent le grand maréchal et Gourgaud : ils aidèrent l'Empereur à remonter à cheval, et nous continuâmes. Ces messieurs avouaient du reste que sans leur secours le cheval n'eût jamais pu s'en retirer ; les efforts réunis de tous les trois avaient à peine suffi. Assez longtemps après, au tournant d'un coude, l'Empereur observa que le chasseur n'avait pas suivi, et dit qu'il eût fallu attendre de le savoir en état de continuer ; ces messieurs pensaient qu'il était demeuré pour nettoyer tant soit peu son cheval. Dans le cours de notre promenade, à plusieurs autres tournants, l'Empereur répéta la même observation. Nous entrâmes chez le grand maréchal, où nous nous reposâmes quelques instants ; l'Empereur, en sortant demanda si le chasseur était passé : on ne l'avait pas vu. Enfin, arrivant à Longwood, sa première parole fut encore de demander si le chasseur était arrivé ; il l'était depuis longtemps, étant revenu par une route différente.

Je viens d'appuyer peut-être beaucoup sur cette minutieuse circonstance ; mais c'est qu'elle m'a paru tout à fait caractéristique. Dans cette sollicitude domestique le lecteur aura de la peine à retrouver le monstre insensible, dur, méchant, cruel, en un mot le tyran dont on l'a si souvent, si longtemps entretenu.

1. ↑ Ce médecin était le docteur O'Méara du *Northumberland*, qui, voyant Napoléon partir pour Sainte-Hélène sans médecin, s'offrit généreusement, aux grands applaudissements de tous les siens, et à la vive reconnaissance de nous tous. Les ministres anglais seuls semblent s'en être irrités : tout le monde sait les outrages, les injustices révoltantes, les persécutions que leur froide et barbare furie ont accumulés plus tard sur la tête de ce digne Anglais, qui n'avait fait pourtant qu'honorer l'humanité, son pays et son cœur.
2. ↑ Le général Gourgaud avait pour sa mère et sa sœur une tendresse extrême ; il en était aimé de même. Ses soins pour elles allaient au point de leur peindre, dans ses lettres, Sainte-Hélène comme un lieu de délices, afin de les tranquilliser sur son compte-c'étaient des forêts d'orangers, de citronniers, un printemps perpétuel, en un mot. Et les ministres anglais n'ont pas rougi plus tard de faire tourner contre lui ces innocentes supercheries de sa sollicitude filiale !!!

Chapitre 5.

FRAGMENTS DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

J'ai dit plus haut quelque part, dans ce recueil, que je donnerais des fragments de la campagne d'Italie, demeurés en mes mains. Me voilà à la fin d'un mois ; j'en vais placer quelque chose.

Treize vendémiaire.

N.B. Tous les mots en caractère italique sont des corrections faites au manuscrit original, de la main de Napoléon même.

I. *Constitution de l'an III* — La chute de la municipalité du 31 mai et du parti de Danton, de Robespierre, amena la chute des jacobins et la fin du gouvernement révolutionnaire. *Depuis*, la Convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance ; ses principes variaient chaque mois. Une épouvantable réaction *affligea* l'intérieur de la république. Les domaines cessèrent de se vendre, et le discrédit des assignats croissant chaque jour, les armées se trouvaient sans solde ; les réquisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance. Les magasins se vidèrent ; le pain même du soldat ne fut plus assuré. Le recrutement, dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur sous le gouvernement révolutionnaire, cessa. Les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses ; mais les armées éprouvaient des pertes journalières, il n'y avait plus de moyens pour les réparer.

Le parti de l'étranger, qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces. Les salons étaient ouverts, on y discourait sans crainte. Les communications étaient devenues plus faciles avec l'extérieur. La perte de la république se tramait publiquement.

La révolution était vieille ; elle avait froissé bien des intérêts : une main de fer avait pesé sur les individus. Bien des crimes avaient été commis ; ils furent tous relevés avec acharnement, et chaque jour davantage on excita l'animadversion publique contre tous ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque aux succès de la révolution.

Pichegru avait été gagné : c'était le premier général de la république, fils d'un laboureur de Franche-Comté, et frère minime dans sa jeunesse au collège de Brienne. Il se vendit au parti royal, et lui livra le succès des opérations de son armée.

Les prosélytes des ennemis de la république ne furent pas nombreux dans l'armée ; elle resta fidèle aux principes de la révolution, pour lesquels elle avait versé tant de sang et remporté tant de victoires.

Tous les partis étaient fatigués de la Convention ; elle l'était d'elle-même. Sa mission avait été l'établissement d'une constitution ; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeaient que, sans délai, *elle remplît sa principale mission*. Elle adopta, le 21 juin 1795, la constitution connue sous le titre de constitution de l'an III. Le gouvernement était confié à cinq personnes, sous le nom de Directoire ; la législature à deux Conseils, dits des Cinq Cents et des Anciens. Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple réuni en assemblée primaire.

II. *Lois additionnelles à la constitution.* — L'opinion était généralement répandue qu'il fallait attribuer la chute de la constitution de 91 à la loi de la Constituante, *qui excluait ses membres de la législature*. La Convention ne tomba pas dans la même faute ; elle joignit à la constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législature nouvelle seraient composés des membres de la Convention, et que les assemblées électorales de départements n'auraient à nommer, *pour cette fois*, qu'un tiers seulement des deux Conseils. La Convention

prescrivit de plus que ces deux lois additionnelles seraient soumises à l'acceptation du peuple, comme parties inséparables de la constitution.

Le mécontentement fut dès lors général. Le parti de l'étranger surtout voyait tous ses projets déjoués par ces dispositions. Il s'était flatté que les deux Conseils auraient été entièrement composés d'hommes neufs et étrangers à la révolution, ou même en partie de ceux qui en avaient été victimes ; et dès lors il *espérait* d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature.

Ce parti ne manquait pas de très bonnes raisons pour cacher les véritables motifs de son mécontentement. Il alléguait que les droits du peuple étaient méconnus, puisque la Convention, qui n'avait eu de mission que pour établir une constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral en donnant elle-même à ses membres les pouvoirs d'un corps législatif ; que la preuve que la Convention savait qu'elle agissait contre l'intention du peuple, c'est qu'elle imposait aux assemblées primaires la condition *arbitraire* de voter à la fois sur l'ensemble de la constitution et ses lois additionnelles. La Convention ne devait vouloir que ce que voulait le peuple. Pourquoi ne laissait-elle pas voter séparément sur la constitution et les lois additionnelles ? c'est qu'elle savait que les lois additionnelles seraient unanimement rejetées. Quant à la constitution en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et, sur ce point, tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président au lieu de cinq directeurs ; les autres auraient désiré un Conseil plus populaire ; mais, en général, on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Quant au parti de l'étranger, qui était dirigé par des comités secrets, il n'attachait aucune importance à des formes de gouvernement qu'il ne voulait pas maintenir ; il n'étudiait dans la constitution que le moyen d'en profiter pour opérer la contre-révolution, et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la Convention et des conventionnels lui était agréable.

III. *Les lois additionnelles sont rejetées par les sections de Paris.* — Les quarante-huit sections de Paris se réunirent. Ce furent quarante-huit tribunes dans lesquelles accoururent les orateurs les plus virulents : La Harpe, Sérizi, Lacretelle jeune, Vaublanc, Regnault, etc. Il *fallait* peu de talent pour

exciter tous les esprits contre la Convention, et *plusieurs* de ces orateurs en montrèrent beaucoup.

La capitale fut ainsi mise en fermentation. *Après le 9 thermidor, on avait organisé* la garde nationale. On avait *eu en vue d'en éloigner* les jacobins, mais on était tombé dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre.

Cette garde nationale était de plus de quarante mille hommes, armée et habillée ; elle partagea toute l'exaspération des sectionnaires contre la Convention, et les lois additionnelles furent rejetées dans Paris. Les sections se succédèrent à la barre de la Convention, et y manifestaient hautement leur opinion. La Convention cependant croyait encore que toute cette agitation se calmerait aussitôt que les provinces auraient manifesté leur opinion par l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles. Elle croyait pouvoir comparer cette agitation de la capitale à ces commotions si communes à Londres, et dont Rome avait si souvent donné l'exemple au temps des comices. Elle proclama, le 23 septembre, l'acceptation de la constitution et des lois additionnelles par la majorité des assemblées primaires ; mais, dès le lendemain, les sections de Paris nommèrent des députés pour former une assemblée centrale d'électeurs qui se réunirent à l'Odéon.

IV. *Résistance armée des sections de Paris.* — Les sections avaient mesuré leurs forces, évalué la faiblesse de la Convention : cette assemblée d'électeurs fut une assemblée d'insurgés.

La *Convention* annula l'assemblée de l'Odéon, la déclara illégale, et ordonna à ses comités de la dissoudre par la force. Le 10 vendémiaire, la force armée se porta à l'Odéon et exécuta cet ordre. Le peuple, rassemblé sur la place de l'Odéon, fit entendre quelques murmures, se permit quelques injures, mais n'opposa aucune résistance.

Le décret de la Convention qui fermait l'Odéon excita l'indignation de toutes les sections. Celle Lepelletier, dont le chef-lieu était au couvent des Filles-Saint-Thomas, paraissait être à la tête de ce mouvement. Un décret de la Convention ordonna que le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute et la section désarmée.

Le 12 vendémiaire (3 octobre), à sept ou huit heures du soir, le général Menou, accompagné des représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, se rendit, avec un corps nombreux de troupes, au lieu des séances de la section Lepelletier pour y faire exécuter le décret de la Convention, Infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, à l'extrémité de laquelle était le couvent des Filles-Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient les *fenêtres* des maisons de cette rue ; plusieurs de leurs bataillons *se rangèrent* en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire que commandait le général Menou *se trouva compromise*.

Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain dans l'exercice de ses fonctions. Il refusa d'obéir aux ordres de la Convention ; et, après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la Convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement.

V. Menou est destitué du commandement de l'armée de l'intérieur. — La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya des députations à toutes les autres sections, vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pouvait assurer sa résistance. On se prépara à la journée du 13 vendémiaire.

Le général Bonaparte, attache depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la république, était dans une loge à Feydeau lorsque de ses amis le prévinrent de la scène singulière qui se passait. Il fut curieux d'observer les détails d'un si grand spectacle. Voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de l'assemblée pour y juger de l'effet de cette nouvelle, et suivre les développements et la couleur qu'on y donnerait.

La Convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, pour se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou. On attribua à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté. Il fut mis en arrestation.

Alors différents représentants se montrèrent successivement à la tribune ; ils peignirent l'étendue du danger : les nouvelles qui, à chaque instant,

arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand. Chacun des membres proposa le général qui avait sa confiance. Ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du comité de salut public qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux par la promptitude de son coup d'œil et l'énergie de son caractère. On l'envoya chercher dans la ville.

Napoléon, qui avait tout entendu et savait ce dont il était question, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. Une guerre à mort éclatait entre la Convention et Paris. *Était-il sage de se déclarer*, de parler au nom de toute la France ? Qui oserait descendre seul dans l'arène pour se faire le champion de la Convention ? La victoire même aurait quelque chose d'odieux, tandis que la défaite vouerait pour jamais à l'exécration des races futures.

Comment se dévouer ainsi à être le bouc émissaire de tant de crimes auxquels on fut étranger ! Pourquoi s'exposer bénévolement à aller grossir en peu d'heures le nombre de ces noms qu'on ne prononce qu'avec horreur ?

Mais, d'un autre côté, si la Convention succombe, que deviennent les grandes vérités de notre révolution ? Nos nombreuses victoires, notre sang si souvent versé, ne sont plus que des actions honteuses. L'étranger, que nous avons tant vaincu, triomphe et nous accable de son mépris... Un entourage insolent et dénaturé reparaît triomphant avec lui ; il nous reproche nos crimes, exerce sa vengeance, et nous gouverne en ilotes par la main de cet étranger.

Ainsi la défaite de la Convention ceindrait le front de l'étranger, et scellerait la honte et l'esclavage de la patrie.

« Ce sentiment, vingt-cinq ans, la confiance en ses forces, sa destinée !... » *Il se décida, et se rendit au comité*, auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une opération aussi importante avec trois représentants qui, dans le fait, exerçaient tous les pouvoirs et gênaient toutes les opérations du général ; il ajouta qu'il avait été témoin de l'évènement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus

coupables ; et s'étaient pourtant trouvés au sein de l'assemblée des accusateurs triomphants.

Frappé de ces raisons, mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires sans une longue discussion dans l'assemblée, le comité, pour tout concilier, *car on n'avait pas de temps à perdre*, détermina de prendre le général dans l'assemblée même. Dans cette vue, il proposa Barras à la Convention comme général en chef, et donna le commandement à Napoléon, qui, par là, se trouvait débarrassé des trois commissaires, sans qu'ils eussent à se plaindre.

Aussitôt que Napoléon se trouva chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces et la position des troupes et celle de l'artillerie. L'armée n'était que de cinq mille hommes de toutes armes, avec quarante pièces de canon, alors aux Sablons, sous la garde de quinze hommes ; il était une heure après minuit. Napoléon expédia aussitôt un chef d'escadron du 21^e de chasseurs (Murat), avec trois cents chevaux, pour se rendre, en toute diligence, aux Sablons, et ramener l'artillerie au jardin des Tuileries. Un moment plus tard, il n'était plus temps. Cet officier arrivant à deux heures aux Sablons, s'y trouva avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier qui venait saisir le parc ; mais il était à cheval ; on était en plaine : la section se retira ; et à six heures du matin les quarante pièces entrèrent aux Tuileries.

VI. *Dispositions d'attaque et défense des Tuileries.* — Depuis six heures jusqu'à neuf, Napoléon courut tous les postes, et plaça cette artillerie à la tête du pont Louis XVI, du pont Royal, de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Tournant, etc., etc. ; il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée partout, et la petite armée distribuée aux différents postes, ou en réserve au jardin et au Carrousel.

La générale battait par tout Paris, et les gardes nationales se formaient à tous les débouchés, cernant ainsi le palais et les jardins. Leurs tambours

portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place Louis XV.

Le danger était imminent, quarante mille gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, se présentaient animés contre la Convention ; les troupes de ligne, chargées de la défendre, étaient peu nombreuses, et pouvaient être facilement entraînées par le sentiment de la population qui les environnait. La Convention, pour accroître ses forces, donna des armes à quinze cents individus dits les patriotes de 89. C'étaient des hommes qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois, et quitté leurs départements où ils étaient poursuivis par l'opinion. On en forma trois bataillons, *que l'on* confia au général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur. Ils entraînèrent la troupe de ligne, et furent pour beaucoup dans le succès de la journée.

Un comité de quarante membres, sous la présidence de Cambacérès, et composé du comité de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires. On discutait beaucoup, on ne décidait rien, et le danger devenait à chaque instant plus pressant.

Les uns voulaient qu'on posât les armes, et qu'on reçût les sectionnaires comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois. D'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud, au camp de César, pour y être joint par l'armée des côtes de l'Océan. D'autres voulaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections *pour leur faire diverses propositions*. Pendant ces vaines discussions, et à deux heures après midi, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, venant de la section Lepelletier, à la tête de trois ou quatre bataillons, dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre : *ils se réunirent sur* la place Dauphine.

Le général Cartaux, qui avait été placé au Pont-Neuf avec quatre cents hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste, et se replia sous les guichets. En même temps un bataillon de gardes nationaux venait occuper le jardin de l'Infante : il se disait affectionné à la Convention, et pourtant saisissait ce poste sans ordres. D'un autre côté, Saint-Roch, le Théâtre-Français et l'hôtel de Noailles étaient occupés en force par la garde nationale. Les postes opposés n'étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient

des femmes à chaque instant, ou se présentaient eux-mêmes, sans armes et les chapeaux en l'air, pour fraterniser avec la ligne.

VII. *Combat du 13 vendémiaire.* — À chaque instant les affaires empiraient.

À trois heures, Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la Convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple, et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa les postes les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre. Il fut introduit ainsi au milieu du *comité* des quarante, qu'il émut beaucoup par ses menaces : on le renvoya vers les quatre heures. La nuit approchait, il n'était pas douteux qu'elle ne dût être favorable aux sectionnaires, vu le grand nombre. *Ils pouvaient* se faufiler de maison en maison, dans toutes les avenues des Tuileries, déjà étroitement bloquées. À peu près à la même heure, on apporta dans la salle de la Convention sept cents fusils, des gibernes *et des cartouches* pour armer les conventionnels eux-mêmes comme corps de réserve ; ce qui en alarma plusieurs qui ne comprirent qu'alors la *grandeur* du danger où ils étaient.

Enfin, à quatre heures un quart, des coups de fusils furent tirés de l'hôtel de Noailles, où s'étaient introduits les sectionnaires, les balles arrivaient jusqu'au perron des Tuileries. Au même moment la colonne Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le pont Royal. Alors on donna l'ordre aux batteries de tirer. Une pièce de huit, au cul-de-sac Dauphin, commença le feu, et servit de signal pour tous les postes. Après plusieurs décharges, Saint-Roch fut enlevé. La colonne Lafond, prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre, et à la tête du pont Royal, fut mise en déroute. La rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister, au Théâtre de la République ; quelques obus les délogèrent en un instant : à six heures tout était fini.

Si l'on entendait *dans la nuit*, de loin en loin, quelques coups de canon, c'était pour empêcher les barricades que quelques habitants avaient cherché à établir avec des tonneaux.

Il y eut environ deux cents tués ou blessés du côté des sectionnaires, et presque autant du côté des conventionnels ; la plus grande partie *de ceux-ci*, aux portes de Saint-Roch.

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyes montrèrent de la *résolution*.

La section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, est la seule qui ait fourni deux cent cinquante hommes à la Convention ; tant ses dernières oscillations politiques lui avaient *indisposé toutes les classes* ; toutefois, si les faubourgs ne se levèrent point en sa faveur, du moins ils n'agirent pas non plus contre elle. Il est faux qu'on ait fait tirer à poudre au commencement de l'action ; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes ; mais il est vrai que le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors on ne tira plus qu'à poudre.

VIII. *Le 14 vendémiaire*. — Il existait encore des rassemblements de la section Lepelletier.

Le 14, au matin, des colonnes débouchèrent contre eux, par les boulevards, la rue de Richelieu et le Palais-Royal. Des canons avaient été placés aux principales avenues. Les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux des sections, à ramasser les armes et à lire des proclamations. Le soir tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille.

Lorsque, après ce grand événement, les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés en corps à la Convention, celle-ci, par acclamation, nomma Napoléon général en chef de cette armée, Barras ne pouvant cumuler plus longtemps le titre de représentant avec des fonctions militaires.

Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre ; on voulait sa mort. Le général en chef le sauva en disant aux juges que si Menou méritait la mort, les trois représentants qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires la méritaient aussi ; que la Convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois membres, et qu'alors on jugerait Menou. L'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de Menou.

La même commission condamna plusieurs individus à mort par contumace, *entre autres Vaublanc*. Le nommé Lafond fut le seul exécuté.

Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action ; la tête de sa colonne, sur le pont Royal, se reforma trois fois sous la mitraille avant de se disperser tout à fait. C'était un émigré, il n'y eut pas moyen de le sauver, quelque désir que l'on eût : l'imprudence de ses réponses déjoua constamment les bonnes intentions de ses juges.

IX. *Napoléon commande en chef l'armée de l'intérieur.* — Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à organiser la garde nationale, qui était un objet de la plus haute importance, comptant alors jusqu'à cent quatre bataillons.

Il forma en même temps la garde du Directoire, et *réorganisa* celle du Corps Législatif. Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément dans la suite une des causes de son succès à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Égypte, bien que le Directoire eût recommandé à ses soldats de ne point lui rendre d'honneurs militaires qu'il ne fût en grand uniforme, rien ne put les empêcher de battre au champ, de quelque manière qu'il parût.

Le peu de mois que Napoléon commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras. Ce furent, l'installation d'un gouvernement nouveau, dont les membres étaient divisés entre eux et souvent en opposition avec les Conseils ; une fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires qui composaient la majorité de Paris ; la turbulence active des jacobins, qui se reformaient sous le nom de société du Panthéon ; les agents des étrangers et ceux du royalisme, qui formaient un parti puissant ; le discrédit des finances et du papier-monnaie, qui mécontentait les troupes à l'extrême ; mais, plus que tout cela encore, l'horrible famine qui à cette époque, désola la capitale.

Dix ou douze fois les subsistances manquèrent, et les faibles distributions journalières que le gouvernement avait été contraint d'établir furent interrompues. Il fallait une activité, une dextérité peu communes pour surmonter tant d'obstacles et maintenir le calme dans la capitale, en dépit de circonstances fâcheuses et si graves.

La société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétudes au Directoire. La police n'osait aborder cette société de front. *Le général en chef* fit mettre le scellé sur le lieu de ses assemblées, et les membres ne

bougèrent plus tant qu'il demeura présent. Ce ne fut qu'après son départ qu'ils parurent de nouveau, sous l'influence de Babeuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle.

Il eût souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs ; et une remarque singulière à ce sujet, c'est que, dans toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant le commandement de Paris que Napoléon fit la connaissance de madame de Beauharnais.

On avait exécuté le désarmement général des sections. Il se présenta à *l'État-Major* un jeune homme de dix à douze ans, qui vint supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait : Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée de son père. Le général en fut touché, et lui témoigna tant de bienveillance, que madame de Beauharnais se crut obligée de venir le lendemain lui en faire des remerciements : Napoléon s'empressa de lui rendre sa visite.

Chacun connaît la grâce extrême de l'impératrice Joséphine, ses manières douces et attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et tendre, et *ils* ne tardèrent pas à se marier.

X. *Napoléon est nommé général en chef de l'armée d'Italie.* — On reprochait à Scherer, commandant de l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter de sa bataille de Loano ; depuis on était peu satisfait de sa conduite. On voyait à son quartier-général de Nice beaucoup plus d'employés que de militaires. Ce général demandait de l'argent pour solder ses troupes et réorganiser les différents services ; il demandait des chevaux pour remplacer les siens qu'on avait laissés périr faute de subsistance : le gouvernement ne pouvait donner ni l'un ni l'autre ; on lui fit des réponses dilatoires ; on l'amusa par de vaines promesses. Il fit connaître alors que si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de

revenir sur la Roya, et peut-être même de repasser le Var. Le Directoire résolut de le remplacer.

Un jeune général de vingt-cinq ans ne pouvait rester plus longtemps à la tête de l'armée de l'intérieur. Le sentiment de ses talents et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui *le désignaient* comme seul capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait. Les conférences qu'il eut avec le Directoire à ce sujet, et les projets qu'il lui présenta ne laissèrent plus aucun doute. Il partit pour Nice, et le général Hatri, âgé de soixante ans, vint de l'armée de Sambre-et-Meuse le remplacer à l'armée de l'intérieur, laquelle avait perdu son importance, depuis que la crise des subsistances était passée et que le gouvernement se trouvait assis.

Bataille de Montenotte. — Depuis l'arrivée du général en chef à Nice, le 28 mars 1796, jusqu'à l'armistice de Cherasque, le 28 avril suivant : espace d'un mois.

I. *Plan de campagne pour entrer en Italie en tournant les Alpes.* — Le roi de Sardaigne, que sa position géographique et militaire a fait appeler le portier des Alpes, avait en 1796 des forteresses à l'issue de toutes les gorges qui conduisent en Piémont. Si l'on eût voulu pénétrer en Italie, en forçant les Alpes, il eut fallu s'emparer de ces forteresses ; or, les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie de siège : d'ailleurs les montagnes sont couvertes de neige les trois quarts de l'année ; ce qui ne laisse que très peu de temps pour le siège de ces places. On conçut l'idée de tourner les Alpes, et d'entrer en Italie précisément au point où cessent ces hautes montagnes, et où les Apennins commencent. Le Saint-Gothard est le col le plus élevé des Alpes. À partir de ce col, les autres vont toujours en baissant. Ainsi le Saint-Gothard est plus haut que le Brenner ; celui-ci, que les montagnes de Cadore ; les montagnes de Cadore, que le col de Tarvis et les montagnes de la Carniole. De l'autre côté, le Saint-Gothard est plus haut que le Simplon ; le Simplon plus haut que le Saint-Bernard ; le Saint-Bernard plus haut que le Mont-Cénis ; le Mont-Cénis plus haut que le col de Tende. Depuis celui-ci, les Alpes continuent de baisser toujours, et finissent enfin aux montagnes Saint-Jacques, près Savone, où commencent les Apennins. Alors la chaîne de l'Apennin se relève, et va toujours en

augmentant par un mouvement inverse ; de sorte que la Bochetta, les cols voisins, ceux qui séparent la Ligurie des États de Parme, la Toscane du Modenais, du Bolonais, vont toujours en s'élevant. La vallée de la Madone de Savone, et les mamelons de Saint-Jacques et de Montenotte sont donc tout à la fois les points les plus abaissés des Alpes et des Apennins, celui où finissent les uns et où les autres commencent.

Savone, port de mer et place forte, se trouvait placée pour servir tout à la fois de magasin et de point d'appui. De cette ville à la Madone, le chemin est une chaussée ferrée de trois milles, et de la Madone à la Carcari il y a quatre ou cinq autres milles. Ce dernier intervalle pourrait être rendu praticable à l'artillerie en peu de jours. À Carcari l'on trouve des chemins de voiture qui conduisent dans l'intérieur du Piémont et du Montferrat.

Ce point était le seul par où l'on pût entrer en Italie sans trouver de montagnes ; les élévations du terrain y sont si peu de chose qu'on a conçu plus tard, sous l'Empire, le projet d'un canal qui aurait joint l'Adriatique à la Méditerranée, à l'aide du Pô et d'une branche de la Bormida, dont la source part des hauteurs qui avoisinent Savone.

En pénétrant en Italie par les sources de la Bormida, on pouvait se flatter de séparer et de désunir les armées sardes et autrichiennes, puisque de là on menaçait également la Lombardie et le Piémont. On pouvait marcher sur Milan comme sur Turin. Les Piémontais avaient intérêt à couvrir Turin, et les Autrichiens à couvrir Milan.

II. *État des deux armées.* — L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué, qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Cette armée se trouvait munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. L'armée française, au contraire, manquait de tout, et son gouvernement ne pouvait rien lui donner. L'armée des alliés se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains : ils se trouvaient déjà triples de l'armée française, et devaient s'accroître encore successivement des forces du pape, de Naples, de celles de Modène et de Parme.

Cette armée se divisait en deux grands corps : l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions, d'une forte artillerie et d'une nombreuse cavalerie, accrue d'une division napolitaine, formant un total de

soixante mille hommes sous les armes. L'armée active de Sardaigne, composée de trois divisions piémontaises, d'une division autrichienne ayant quatre mille chevaux, était commandée par le général autrichien Colli, qui lui-même était aux ordres du général Beaulieu. Le reste des forces sardes tenait garnison dans les places, ou défendait les cols opposés à l'armée française des Alpes : elles étaient commandées par le duc d'Aoste. L'armée française était composée de quatre divisions actives, sous les généraux Masséna, Augereau, Laharpe et Serrurier : chacune de ces divisions pouvait, l'une portant l'autre, présenter six à sept mille hommes sous les armes. La cavalerie, de trois mille chevaux, était dans le plus mauvais état, quoiqu'elle eut été longtemps sur le Rhône pour se refaire ; mais elle y avait manqué de subsistances. L'arsenal d'Antibes et celui de Nice étaient bien pourvus, mais on manquait de moyens de transports : tous les chevaux de trait avaient péri de misère. La pénurie des finances était telle en France, que, malgré tous les efforts du gouvernement, on ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne ; il n'y avait donc rien à espérer de la France. Toutes les ressources désormais ne pouvaient s'attendre que de la victoire. Ce n'était que dans les plaines d'Italie que l'on pouvait organiser les transports, atteler l'artillerie, habiller les soldats, monter la cavalerie. On conquerrait tout cela, si l'on forçait l'entrée de l'Italie. L'armée française n'avait guère à la vérité que trente mille hommes, et on lui en présentait plus de quatre-vingt-dix mille. Si ces deux armées eussent eu à lutter dans une bataille générale, sans doute l'infériorité du nombre de l'armée française et son infériorité en artillerie et cavalerie ne lui eussent pas permis de résister ; mais ici on pouvait suppléer au nombre par la rapidité des marches ; à l'artillerie, par la nature des manœuvres au manque de cavalerie, par la nature des positions ; et le moral de nos troupes était excellent : tous les soldats avaient fait les autres campagnes d'Italie ou celles des Pyrénées.

III. *Napoléon arrive à Nice.* — Napoléon arriva à Nice du 26 au 29 mars. Le tableau de l'armée, qui lui fut présenté par Scherer, se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assuré, depuis longtemps il ne se faisait plus de distributions de viande ; il ne fallait compter que sur deux cents mulets pour les transports, et l'on ne devait pas

songer à conduire plus de douze pièces de canon : chaque jour la position empirait. Il ne fallait pas perdre un instant, l'armée ne pouvait plus vivre où elle était, il fallait avancer ou reculer.

Le général français donna des ordres pour que son armée se mît mouvement. Il voulait surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, et l'étourdir par des succès éclatants et décisifs.

Le quartier-général n'avait jamais quitté Nice depuis le commencement de la guerre : il reçut l'ordre de se rendre à Albenga. Depuis longtemps toutes les administrations se regardaient comme à poste fixe, et s'occupaient bien plus des commodités de la vie que des besoins de l'armée. Le général français passa la revue des troupes et leur dit : « Soldats ! vous êtes nus, mal nourris ; on nous doit beaucoup, on ne peut rien nous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers, sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune gloire. Je viens vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en notre pouvoir, et là, vous aurez richesses, honneurs et gloire. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage ? »

Ces discours, un jeune général de vingt-cinq ans, en qui la confiance était déjà grande par les opérations brillantes de Toulon, de Saorgio, de Savone, dirigées par lui les années précédentes, étaient accueillis par de vives acclamations.

En voulant tourner toutes les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibonne, il fallait que toute l'armée se rassemblât sur son extrême droite : opération dangereuse, si les neiges n'eussent pas alors couvert les débouchés des Alpes. Le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif est une des opérations les plus délicates. Serrurier fut placé à Garezzio, avec sa division, pour observer les camps que Colli avait sur Ceva. Masséna et Augereau furent placés en réserve à Loano, Finale, et jusqu'à Savone. Laharpe marcha pour menacer Gênes ; son avant-garde, commandée par Cervoni, occupa Voltri. Au même moment, le général en chef fit demander au sénat de Gênes le passage de la Bochetta et les clefs de Gavi, annonçant ainsi qu'il voulait pénétrer en Lombardie, et appuyer ses opérations sur la ville de Gênes. La rumeur fut extrême à Gênes ; les conseils se mirent en permanence.

IV. *Bataille de Montenotte, 11 avril.* — Beaulieu, alarmé, court en toute hâte de Milan au secours de Gênes. Il porte son quartier-général à Novi, partage son armée en trois corps : la droite, sous les ordres de Colli, composée de Piémontais, eut son quartier-général à Ceva ; elle fut chargée de la défense de la Stura et du Tanaro. Le centre, sous les ordres de d'Argenteau, marche sur Montenotte, pour couper l'armée française en tombant sur son flanc gauche, et lui intercepter, à Savone, la route de la Corniche. De sa personne, Beaulieu, avec sa gauche, couvre Gênes et marche sur Voltri. Au premier aspect, ces dispositions paraissaient bien entendues ; mais, en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvre que Beaulieu divisait ses forces, puisque toute communication directe était impraticable entre son centre et sa gauche, autrement que par derrière les montagnes ; tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à se réunir en peu d'heures, et tomber en masse sur l'un ou l'autre des corps ennemis ; et, l'un d'eux fortement battu, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer.

Le général d'Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, vint camper à Montenotte-Inférieure, le 9 avril. Le 10, il marcha sur Monte-Legino, pour déboucher par la Madone. Le colonel Rampon, qui avait été chargé de la garde des trois redoutes de Monte-Legino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre. Sa reconnaissance fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures, qu'elle rentra dans les redoutes. D'Argenteau essaya de les enlever d'emblée ; il fut repoussé dans trois attaques consécutives : il y renonça. Comme ses troupes étaient fatiguées, il prit position, et remit au lendemain à tourner ces redoutes pour les faire tomber. Beaulieu, de son côté, déboucha le 9 sur Gênes. Toute la journée du 10, Laharpe se trouva engagé avec ses avant-gardes en avant de Voltri, pour lui disputer les gorges et le contenir. Mais le 10 au soir, il se replia sur Savone, et le 11, à la pointe du jour, il se trouvait, avec toute sa division, derrière Rampon et les redoutes de Monte-Legino. Dans cette même nuit du 10 au 11, le général en chef marcha avec les divisions Masséna et Augereau, par le col Cadibonne, et déboucha derrière Montenotte. À la pointe du jour, d'Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par le général

en chef. La déroute fut complète ; tout le corps de d'Argenteau fut écrasé, dans le même temps que Beaulieu se présentait à Voltri, où il ne trouvait plus personne. Ce ne fut que dans la journée du 11 que le général apprit le désastre de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier en toute hâte ses troupes sur elles-mêmes, et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. Il s'ensuivit que, trois jours après, à la bataille de Millésimo, une partie seule de ses troupes put arriver à temps.

V. *Bataille de Millésimo, 14 avril.* — Le 12, le quartier-général de l'armée française était à Carcari ; l'armée battue s'était retirée : les Piémontais sur Millésimo, et les Autrichiens sur Dégo.

Ces deux positions étaient liées par une division piémontaise qui devait occuper les hauteurs de Biestro.

À Millésimo, les Piémontais se trouvaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont : ils furent rejoints par Colli avec tout ce qu'il put tirer de la droite.

À Dégo, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais ; ils furent successivement rejoints par tout ce que Beaulieu put ramener de Voltri : ils se trouvaient là en position de recevoir tous les renforts que pourrait leur fournir la Lombardie. Ainsi les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts : l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher.

Quelque avantageuse que nous ait été la bataille de Montenotte, l'ennemi avait trouvé dans la supériorité du nombre de quoi réparer ses pertes ; mais, le surlendemain 14, la bataille de Millésimo nous ouvrit les deux routes de Turin et de Milan.

Augereau, formant la gauche de l'armée française, marcha sur Millésimo ; Masséna, avec le centre, se porta sur Dégo, et Laharpe, commandant la droite, cheminait sur les hauteurs de Cairo. L'ennemi avait appuyé sa droite, en faisant occuper le mamelon de Cosseria qui domine les deux branches de la Bormida ; mais dès le 13 le général Augereau, qui n'avait pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité qu'il lui enleva les gorges de Millésimo, et cerna le

mamelon de Cosseria. Provera, avec son arrière-garde, forte de deux mille hommes, fut coupé. Dans une position aussi désespérée, il paya d'audace ; ce général se réfugia dans un vieux castel ruiné et s'y barricada. De cette hauteur, il voyait la droite de l'armée sarde qui faisait des dispositions pour la bataille du lendemain, où il espérait être dégagé. Toutes les troupes de Colli, du camp de Ceva, devaient être arrivées dans la nuit. On sentait donc l'importance de s'emparer, dans la journée, du château de Cosseria ; mais ce poste était fort ; on y échoua. Le lendemain les deux armées en vinrent aux mains. Masséna et Laharpe enlevèrent Dégo après un combat opiniâtre ; Ménars et Joubert, les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli pour dégager Cosseria furent vaines ; il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins : alors Provera dut poser les armes. L'ennemi, vivement poursuivi dans les gorges de Spigno, y laissa une partie de son artillerie, beaucoup de drapeaux et de prisonniers. La séparation des deux armées autrichienne et sarde fut dès lors bien marquée. Beaulieu porta son quartier-général à Acqui, route du Milanais, et Colli se porta à Ceva, pour s'opposer à la jonction de Serrurier et couvrir Turin.

VI. *Combat de Dégo, 15 août.* — Cependant une division de grenadiers autrichiens, qui avait été dirigée de Voltri par Sassello, arriva à trois heures du matin à Dégo. La position n'était plus occupée que par des avant-gardes. Ces grenadiers enlevèrent donc facilement le village, et l'alarme fut grande au quartier-général français, où l'on avait peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dégo, lorsque nous avions des avant-postes sur la route d'Acqui. Après deux heures d'un combat très chaud, Dégo fut repris, et la division ennemie presque entièrement prisonnière.

Nous perdîmes dans ces affaires le général Banel à Millésimo, et le général Causse à Dégo. Ces deux officiers étaient de la bravoure la plus brillante ; ils venaient tous les deux de l'armée des Pyrénées-Orientales, et il était à remarquer que les officiers qui arrivaient de cette armée montraient une impétuosité et un courage des plus distingués. C'est dans le village de Dégo que Napoléon distingua, pour la première fois, un chef de bataillon qu'il fit colonel ; c'était Lannes qui, depuis, fut maréchal de l'empire, duc de Montebello, et déploya les plus grands talents. On le verra constamment dans la suite prendre la plus grande part à tous les événements militaires.

Le général français dirigea alors ses opérations sur Colli et le roi de Sardaigne, et se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation près de Dégo, pour garantir nos derrières et tenir en respect Beaulieu, qui, très affaibli, ne s'occupait plus qu'à rallier et réorganiser les débris de son armée. La division Laharpe, obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position, s'y trouva vivement tourmentée par le défaut de subsistances, vu le manque de transports et l'épuisement du pays où avaient séjourné tant de troupes ; ce qui donna lieu à quelques désordres.

Serrurier, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millésimo, se mit en mouvement, s'empara de la hauteur de Saint-Jean, et entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, après quelques légères affaires, Colli évacua le camp retranché de Ceva, les hauteurs de Montezemoto, et se retira derrière la Cursaglia. Le même jour, le général en chef porta son quartier-général à Ceva. L'ennemi y avait laissé toute son artillerie qu'il n'avait pas eu le temps d'emmener, et s'était contenté de laisser garnison dans le château.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto ; de là se découvraient les immenses et fertiles plaines du Piémont. Le Pô, le Tanaro et une foule d'autres rivières serpentaient au loin ; une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement. « Annibal a forcé les Alpes, dit le général français en fixant ses regards sur ces montagnes ; nous, nous les aurons tournées. » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et le résultat de la campagne.

L'armée passa le Tanaro. Pour la première fois, nous nous trouvions absolument en plaine, et la cavalerie put alors nous être de quelque secours. Le général Stengel, qui la commandait, passa la Cursaglia à Lezegno, et battit la plaine. Le quartier-général fut porté au château de Lezegno, sur la droite de la Cursaglia, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

VII. *Combat de Saint-Michel, bataille de Mondovi, 20 et 22 avril.* — Le général Serrurier réunit ses forces à Saint-Michel. Le 20, il passe le pont de Saint-Michel en même temps que Masséna passait le Tanaro pour attaquer les Piémontais. Mais Colli, jugeant le danger de sa position, abandonna le confluent des deux rivières, marcha lui-même pour prendre position à Mondovi. Il se trouva, par une circonstance fortuite, avec ses forces, précisément devant Saint-Michel, comme le général Serrurier débouchait du pont. Il fit halte, lui opposa des forces supérieures et le força de se replier. Serrurier se fût pourtant maintenu dans Saint-Michel, si un de ses régiments d'infanterie légère ne se fût livré au pillage. Le général français déboucha, le 22, par le pont de Torre, et se porta sur Mondovi. Colli y avait déjà élevé quelques redoutes, et s'y est trouvé en position ; sa droite à Notre-Dame de Vico, et son centre à la Bicoque. Dans la journée même, Serrurier enleva la redoute de la Bicoque, et décida de la bataille, qui a pris le nom de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux, fut attaqué par les Piémontais, doubles en force. Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé, et opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque, dans une charge, il tomba blessé à mort d'un coup de pointe. Le général Murat, à la tête de la cavalerie, repoussa les Piémontais et les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, Alsacien, était un excellent officier de hussards : il avait servi sous Dumouriez aux campagnes du Nord, était adroit, intelligent, alerte ; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge avancé ; c'était un vrai général d'avant-postes. Deux ou trois jours avant sa mort, il était entré le premier dans Lezegno. Le général français y arriva quelques heures après, et, quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt. Les défilés, les gués avaient été reconnus ; des guides étaient assurés ; le curé, le maître de poste avaient été interrogés ; des intelligences étaient déjà liées avec les habitants ; des espions étaient envoyés dans plusieurs directions ; les lettres de la poste saisies, et celles qui pouvaient donner des renseignements militaires, traduites et analysées ; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances, pour rafraîchir la troupe.

Malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa profession, qui lui devint funeste, et contribua à sa mort.

Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasque ; Serrurier se porta sur Fossano, et Augereau sur Alba.

VIII. *Prise de Cherasque, 25 avril.* — Ces trois colonnes entrèrent à la fois le 25 avril, dans Cherasque, Fossano et Alba. Le quartier-général de Colli était à Fossano, le jour même que Serrurier l'en délogea. Cherasque, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était forte, mais mal armée et point approvisionnée, parce qu'elle n'était pas frontière. Le général français attachait une grande importance à sa possession. Il y trouva du canon, et fit travailler à force à la mettre en état de défense. L'avant-garde passa la Stura, et se porta au-delà de la petite ville de Bra.

Cependant la jonction de Serrurier nous avait permis de communiquer avec Nice par Ponte-di-Nava ; nous en reçûmes des renforts d'artillerie et tout ce que l'on avait pu préparer. On avait pris dans tous les différents combats beaucoup d'artillerie et de chevaux ; on en leva de tous côtés dans la plaine de Mondovi. Peu de jours après l'entrée à Cherasque, l'armée eut soixante bouches à feu approvisionnées ; la cavalerie fit des remontés de chevaux. Les soldats, qui avaient été sans distributions durant les huit ou dix jours de cette campagne, commencèrent à en recevoir de régulières. Le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent ; on rétablit la discipline, et chaque jour l'armée changea de face, au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays. Les pertes se réparèrent. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes, et surtout l'art de les opposer toujours à l'ennemi, au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joint aux succès constants qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes : d'ailleurs les soldats arrivaient par tous les débouchés, de tous les dépôts, de tous les hôpitaux, au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait dans l'armée. On trouva en Piémont de tous les vins : ceux du Montferrat ressemblaient aux vins de France. La misère avait été telle jusque-là dans l'armée française, qu'on oserait à peine la décrire. Les officiers, depuis plusieurs années, ne recevaient que 8 fr. par mois, et l'état-major était entièrement à pied. Le

maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'Albenga, qui accordait une gratification de trois louis à chaque général.

IX. *Armistice de Cherasque, le 28 avril.* — L'armée n'était plus éloignée que de dix lieues de Turin.

La cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre ; son armée était découragée et en partie détruite. L'armée autrichienne, réduite à plus de moitié, semblait n'avoir d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont, et la cour ne jouissait nullement de la confiance publique. Elle se mit à la discrétion du général français, et sollicita un armistice ; celui-ci y accéda. Bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché et se fût emparée de Turin. Mais Turin est une place forte ; si l'on voulait en fermer les portes, on avait besoin d'un train d'artillerie qu'on n'avait pas pour les faire ouvrir. Le roi avait encore un grand nombre de forteresses, et, malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser. Les deux armées ennemies, malgré leurs nombreux revers, étaient encore égales à l'armée française : elles avaient une artillerie considérable, et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert. Dans l'armée française, malgré ses victoires, il y avait de l'étonnement : on demeurait frappé de la grandeur de l'entreprise ; l'on doutait de la possibilité du succès, quand on considérait la faiblesse des moyens. Le moindre évènement douteux eût donc rencontré beaucoup d'esprits disposés à l'exagération. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à la conquête de l'Italie avec aussi peu d'artillerie sans presque de cavalerie, et avec une armée aussi faible, que les maladies et l'éloignement de la patrie allaient affaiblir chaque jour. On trouve des traces de ces sentiments de l'armée dans la proclamation suivante du général en chef, qu'il adressa à ses soldats à Cherasque :

« Soldats ! vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes.

Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie. Vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de la Hollande et du Rhin. Dénudés de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canon, passé les rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert ! Grâce vous en soient rendues, soldats ! la patrie reconnaissante vous devra en partie sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

« Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace fuient épouvantées devant vous. Les hommes pervers qui riaient de votre misère et se réjouissaient, dans leurs pensées, des triomphes de nos ennemis, sont confondus et tremblants. Mais, soldats ! il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous ! Les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulées par les assassins de Basseville. Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne ; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. Soldats ! la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses ! Justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis sans doute ; mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. *En est-il entre nous dont le courage s'amollisse ? En est-il qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ?* Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millésimo, de Dégo, de Mondovi. Tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français. Tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de nous donner des fers. Tous veulent dicter une paix glorieuse, et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits. Amis, je vous la promets cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrez ; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par vos ennemis. Sans cela vous ne seriez point les libérateurs des

peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. Vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais investi de l'autorité nationale, fort de la justice et par la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes sans courage, sans cœur, les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers, je ferai exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre. Les pillards seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été. J'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés à faire exécuter les ordres.

« Peuples d'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes : le peuple français est l'ami de tous les peuples ; venez avec confiance au-devant d'elle. Vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Les conférences pour la suspension d'armes eurent lieu au quartier-général, chez Salmatoris, alors maître d'hôtel du roi, et qui depuis a été préfet du palais de l'Empereur. Le général piémontais Latour, et le colonel Lacoste, chargés des pouvoirs du roi, se rendirent à Cherasque. Le comte de Latour était un vieux soldat ; lieutenant-général au service de Sardaigne, très opposé à toutes les nouvelles idées, de peu d'instruction et d'une capacité médiocre. Le colonel Lacoste, natif de Savoie, était dans la force de l'âge ; il s'exprimait avec facilité, avait beaucoup d'esprit, et se montrait sous des rapports avantageux. Les conditions furent que le roi quitterait la coalition, et enverrait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive ; que jusque-là il y aurait armistice ; que jusqu'à la paix ou à la rupture des négociations Ceva, Coni, Tortone, ou à son défaut Alexandrie, seraient remises sur-le-champ à l'armée française avec toute l'artillerie et les magasins ; qu'elle continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment dans sa possession ; que les routes militaires, dans toutes les directions, permettraient la libre communication de l'armée avec la France et de la France avec l'armée ; que Valence serait immédiatement évacuée

par les Napolitains, et remise au général français, jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô. Enfin que les milices du pays seraient licenciées, et que les troupes régulières seraient disséminées dans les garnisons, de manière à ne pouvoir donner aucun ombrage à l'armée française. Désormais les Autrichiens isolés pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Toutes les troupes de l'armée des Alpes et du voisinage de Lyon, devenues disponibles, allaient rejoindre. Notre ligne de communication avec Paris serait raccourcie de moitié ; enfin on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siège, et pour assiéger Turin même, si le Directoire ne concluait pas la paix.

X. Le colonel aide de camp Murat traverse le Piémont, et porte à Paris la nouvelle des victoires de l'armée. — Le général Murat, premier aide de camp du général en chef, fut expédié pour Paris avec vingt et un drapeaux et la copie de l'armistice. Napoléon avait pris cet officier au 13 vendémiaire ; il était alors chef d'escadron au 21^e de chasseurs. Il a été marié depuis à la sœur de l'Empereur, est devenu maréchal d'empire, grand amiral, grand-duc de Berg et roi de Naples. Il a eu une grande part dans toutes les opérations militaires du temps ; il a toujours déployé un grand courage, et surtout une singulière hardiesse dans les mouvements de la cavalerie.

La province d'Alba, que les Français traversèrent, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires : il y avait déjà éclaté des troubles ; plus tard encore il en éclata de nouveaux. Si, au lieu de négocier, Napoléon eût voulu continuer la guerre avec le roi de Sardaigne, c'est là qu'il eût trouvé le plus de secours et le plus de disposition à l'insurrection. Ainsi, au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint, les plus grands résultats obtenus ; les forteresses piémontaises des Alpes étaient en notre pouvoir ; la coalition se trouvait affaiblie d'une puissance qui avait cinquante mille hommes sur pied, et qui était plus imposante encore par sa position. La législature nationale avait décrété cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie, dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril.

En conformité aux conditions de l'armistice de Cherasque, le roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix

définitive. Elle y fut conclue et signée le 15 mai. Par ce traité, la place d'Alexandrie resta à demeure aux armées françaises. Suze, Labrunette, Exil, furent démolies. Les Alpes se trouvèrent ouvertes, et le roi demeura à la disposition de la république, n'ayant plus d'autre point fortifié que Turin et le fort de Bard.

Éloge de Sainte-Hélène par l'Empereur – Petites ressources de l'île.

Jeudi 1er février.

La philosophie la plus heureuse et la plus sage est celle qui nous fait voir parfois le côté le moins défavorable des circonstances les plus fâcheuses : l'Empereur, dans ce sentiment sans doute, nous disait aujourd'hui, en se promenant au fond du jardin, qu'après tout, exil pour exil, Sainte-Hélène était peut-être encore la meilleure place. Dans les latitudes élevées, nous aurions eu beaucoup à souffrir des rigueurs du froid, et nous aurions expiré misérablement sous l'ardeur brûlante de toute autre île du tropique. « Le rocher de Sainte-Hélène, continuait-il, était stérile, sauvage sans doute, le climat y était monotone, insalubre ; mais la température, il fallait en convenir, était douce. »

La conversation l'a mené à me demander ce qui eût été préférable, de l'Amérique ou de l'Angleterre, dans le cas où nous eussions été libres de nos mouvements. Je répondais que, si l'Empereur avait voulu vivre en philosophe, en sage, dans le repos et loin désormais de l'agitation du monde, il aurait fallu choisir l'Amérique ; mais pour peu qu'il eût conservé le sentiment ou l'arrière-pensée des affaires, il eût fallu préférer l'Angleterre.

En attendant, pour se faire une juste idée de l'état de notre exil et de ses ressources, il nous a été dit, dans la journée, que nous devions mettre de l'économie dans plusieurs de nos consommations, peut-être même nous attendre à en faire le sacrifice momentané : on nous a dit que le café devenait extrêmement rare, et qu'il pourrait manquer bientôt ; depuis longtemps nous n'avons plus de sucre blanc ; il n'en reste plus aujourd'hui que fort peu et très mauvais, réservé exclusivement pour l'Empereur, et nous sommes menacés de le voir bientôt finir ; il en est de même de

plusieurs autres productions essentielles. Notre île est un vaisseau qui tient la mer ; il manque bientôt si la traversée se prolonge ou si on le surcharge de bouches outre mesure. Nous avons suffi pour affamer Sainte-Hélène, d'autant plus que les bâtiments de commerce ne peuvent désormais en approcher : on dirait que ce lieu est devenu pour eux un écueil maudit et redouté, si l'on ne savait que la croisière anglaise donne ses soins à les tenir éloignés. Mais ce qui, dans les privations dont nous sommes menacés, nous a surpris davantage et nous affecterait le plus, c'est le manque de papier à écrire. On nous a dit que depuis trois mois que nous étions ici nous avons épuisé les magasins de la colonie ; ce qui prouverait qu'ils sont d'ordinaire légèrement fournis, ou bien que nous en faisons une furieuse consommation : notre seule réunion à Longwood en emploierait donc à elle seule six ou huit fois plus que tout le reste de la colonie ensemble. Qu'on joigne à ces détails matériels nos privations physiques et morales ; qu'on se dise que nous ne jouissons pas même des ressources de l'île : on nous y refuse l'herbe et le feuillage, qui se trouvent dans d'autres sites de l'île.

Notre vie animale est des plus misérables : soit impossibilité d'être mieux, soit mauvaise administration à cet égard, toutefois est-il certain qu'à peine est-il rien de mangeable : le vin est des plus mauvais ; on ne saurait employer l'huile ; je viens de dire que le café, le sucre manquent, et que nous affamons l'île. On sait bien qu'on peut se passer de tout, qu'on pourrait ne pas mourir à beaucoup moins ; mais quand on prétend nous traiter avec magnificence et nous persuader que nous sommes très bien, on nous amène à nous récrier sur ce que nous sommes très mal et sur ce que nous manquons de tout. Si l'on s'avisait de supposer, sur notre silence, que nous sommes heureux, qu'on apprenne du moins que la seule force de notre moral peut nous faire résister à des maux que les expressions ne sauraient rendre.

Première saignée de mon fils. – L'empereur me donne un cheval. – Progrès de l'Empereur dans l'anglais.

Vendredi 2 au mardi 6.

Mon fils depuis longtemps souffrait de la poitrine, il avait de fortes palpitations ; j'ai réuni trois chirurgiens, ils l'ont condamné à la saignée. C'est du reste en ce moment, chez les Anglais, le remède en faveur, la panacée universelle ; ils l'emploient pour tout et pour rien.

Vers le milieu du jour nous avons fait un tour en calèche. Au retour de la promenade, l'Empereur s'est fait amener un cheval qu'on venait d'acheter ; il était fort beau et d'une jolie tournure ; il l'a fait essayer, l'a trouvé fort bien, et me l'a donné à l'instant même, avec une bonté toute particulière. Je n'ai pu en faire usage, il s'est trouvé vicieux, et a passé alors au général Gourgaud, meilleur écuyer que moi.

Le 3 a été affreux, la pluie a été constante, impossible de sortir. Le mauvais temps a duré plusieurs jours de la sorte ; jamais je n'aurais soupçonné que nous pussions être aussi longtemps sans la possibilité de nous hasarder dehors.

L'humidité nous enveloppait de toutes parts, la pluie gagnait au travers de notre toiture. Nos heures intérieures se ressentent de ce mauvais temps du dehors ; j'en étais triste apparemment.

« Qu'avez-vous ? me disait l'Empereur un de ces matins ; depuis quelques jours vous changez, serait-ce le moral ? vous feriez-vous des *Dragons* à la manière de madame de Sévigné ? » Je répondais : « Sire, c'est le physique, l'état de mes yeux m'attriste à la mort ; car le moral, je sais le tenir en bride ; et Votre Majesté m'a donné des éperons qui seraient une dernière et victorieuse ressource. »

Cependant l'Empereur travaillait trois, quatre, jusqu'à cinq heures de temps à l'anglais ; les progrès devenaient réellement très grands, il en était parfois frappé lui-même, et s'en réjouissait en enfant. Il disait un de ces jours à table, et il répète souvent, qu'il me doit cette conquête, et qu'elle est bien grande. Je n'y aurai pourtant en d'autre mérite que celui que j'ai employé pour les autres travaux de l'Empereur, d'avoir osé en donner l'idée, d'y être revenu sans cesse ; et, une fois entamée, d'avoir mis dans la partie de l'exécution qui dépendait de moi une promptitude et une régularité journalières qui faisaient tout son encouragement. S'il arrivait qu'on ne fût pas prêt quand il nous demandait, s'il fallait renvoyer au lendemain, le dégoût le saisissait aussitôt, et le travail en demeurait là, jusqu'à ce que

quelque chose vînt le remonter. « J'ai besoin d'être poussé, me dit-il confidentiellement dans une de ces interruptions passagères, le plaisir d'avancer peut seul me soutenir ; car, mon cher, nous pouvons en convenir entre nous, rien de tout ceci n'est amusant, il n'y a pas le mot pour rire dans toute notre existence. »

Avant dîner, l'Empereur faisait toujours plusieurs parties d'échecs. À nos après-dînées nous reprîmes le reversi, qui avait été longtemps abandonné. Comme on ne se payait pas jadis très régulièrement, on convint désormais d'en faire une masse commune ; on discuta sur sa destination future, l'Empereur demanda les avis ; quelqu'un proposa de l'employer à délivrer la plus jolie esclave de l'île : cette opinion enleva tous les suffrages, l'on se mit au jeu avec ardeur, et la première soirée produisit deux napoléons et demi.

L'Empereur apprend la mort de Murat.

Mercredi 7, jeudi 8.

La frégate *la Thébaine* est arrivée du Cap, et nous a apporté quelques journaux ; je les traduais à l'Empereur en nous promenant dans le jardin. Un de ces papiers renfermait une grande catastrophe ; je lus que Murat ayant débarqué avec quelques hommes en Calabre, y avait été saisi et fusillé. À ces paroles inattendues, l'Empereur me saisissant le bras, s'est écrié : « Les Calabrois ont été plus humains, plus généreux que ceux qui m'ont envoyé ici ! » Ce fut tout. Après quelques moments de silence, comme il ne disait plus rien, je continuai.

Murat, sans vrai jugement, sans vues solides, sans caractère proportionné à ces circonstances, venait de périr dans une tentative évidemment désespérée. Il n'est pas impossible que le retour de l'Empereur de l'île d'Elbe ne lui eût tourné la tête, et qu'il n'espérât peut-être en renouveler le prodige pour son propre compte. Ainsi périt si misérablement celui qui avait été une des causes si actives de nos malheurs ! En 1814, son courage, son audace, pouvaient nous tirer de l'abîme ; sa trahison nous y précipita ; il neutralisa le vice-roi sur le Pô ; il l'y combattit, lorsque, réunis ensemble, ils eussent pu forcer les gorges du Tyrol, descendre en Allemagne et venir

sur Bâle et les rives du Rhin, détruire, saisir les derrières des alliés et leur couper toute retraite en France.

L'Empereur, à l'île d'Elbe, dédaigna toute communication avec le roi de Naples ; mais, partant pour la France, il lui écrivit qu'allant prendre possession de son trône, il se plaisait à lui déclarer qu'il n'était plus de *passé entre eux* ; qu'il lui pardonnait sa conduite dernière, lui rendait sa bienveillance, lui envoyait quelqu'un pour lui signer la garantie de ses États, et lui recommandait, sur toute chose, de se maintenir en bonne intelligence avec les Autrichiens, et de se contenter de les contenir, dans le cas où ils voudraient marcher sur la France. Murat, en ce moment, tout au sentiment de sa première jeunesse, ne voulut ni garantie ni signature : la parole de l'Empereur, son amitié, lui suffisaient, s'écria-t-il ; il prouverait qu'il avait été plus malheureux que coupable. Son dévouement, son ardeur, allaient, disait-il, lui obtenir l'oubli du passé.

« Mais il était dans la destinée de Murat, disait l'Empereur, de nous faire du mal. Il nous avait perdus en nous abandonnant, et il nous perdit en prenant trop chaudement notre parti : il ne garda plus aucune mesure ; il attaqua lui-même les Autrichiens sans plan raisonnable, sans moyens suffisants, et il succomba sans coup férir. »

Les Autrichiens, délivrés de cet obstacle, s'en servirent comme de raison ou de prétexte pour en augurer des vues ambitieuses dans Napoléon reparaissant sur la scène. C'est ce qu'ils lui objectèrent constamment toutes les fois qu'il leur protesta de sa modération.

L'Empereur, avant la circonstance malheureuse des hostilités de Murat, avait déjà noué quelques négociations avec l'Autriche. D'autres États inférieurs, que je crois inutile de nommer, lui avaient fait dire qu'il pouvait compter sur leur neutralité. Nul doute que la chute du roi de Naples n'ait donné aussitôt une autre tournure aux affaires.

On a essayé de faire passer Napoléon pour un homme terrible, implacable ; le vrai c'est qu'il était étranger à toute vengeance, et ne savait pas conserver de rancune, quelque mal qu'on lui eût fait. Son courroux, d'ordinaire, s'exhalait par des sorties violentes, et c'était là tout. Ceux qui le connaissaient le savaient bien. Murat l'avait outrageusement trahi ; on vient de lire qu'il l'avait perdu deux fois, et cependant c'est à Toulon que Murat

accourt chercher un asile. « Je l'eusse amené à Waterloo, nous disait Napoléon ; mais l'armée française était tellement patriotique, si morale, qu'il est douteux qu'elle eût voulu supporter le dégoût et l'horreur qu'avait inspirés celui qu'elle disait avoir trahi, perdu la France. Je ne me crus pas assez puissant pour l'y maintenir, et pourtant il nous eût valu peut-être la victoire ; car que nous fallait-il dans certains moments de la journée ? enfoncer trois ou quatre carrés anglais ; or, Murat était admirable pour une telle besogne ; il était précisément l'homme de la chose ; jamais à la tête d'une cavalerie on ne vit quelqu'un de plus déterminé, de plus brave, d'aussi brillant.

Quant au parallèle des circonstances de Napoléon et de Murat, celui de leur débarquement respectif en France et sur le territoire de Naples, il n'en saurait exister aucun, disait l'Empereur : Murat n'avait d'autre bon argument dans sa cause que le succès, et il était purement chimérique au moment où et de la manière dont il l'a entrepris. J'étais l' élu d'un peuple, j'étais le légitime dans leurs doctrines nouvelles ; mais Murat n'était point Napolitain ; les Napolitains n'avaient jamais élu Murat ; était-il à croire qu'il pût exciter parmi eux un bien vif intérêt ? aussi sa proclamation est-elle tout à fait fautive et vide de choses. Ferdinand de Naples devait et pouvait ne le présenter que comme un fauteur d'insurrection ; c'est ce qu'il a fait, et il l'a traité en conséquence.

Quelle différence avec moi ! continuait Napoléon. Avant mon arrivée, toute la France était déjà pleine d'un même sentiment. Je débarque, et ma proclamation n'est pleine que de ce même sentiment : chacun y lit ce qu'il a dans le cœur. La France était mécontente, j'étais sa ressource ; les maux et le remède furent aussitôt en harmonie : voilà toute la clef de ce mouvement électrique, sans exemple dans l'histoire. Il prit sa source uniquement dans la nature des choses ; il n'y eut point de conspiration, et l'élan fut général ; pas une parole ne fut portée, et tout le monde s'entendit. Les populations entières se précipitaient sur le passage du libérateur. Le premier bataillon que j'enlevai de ma personne me valut aussitôt la totalité de l'armée. Je me trouvai porté jusqu'à Paris ; le gouvernement existant, tous ses agents disparurent sans efforts, comme les nuages se dissipent à la vue du soleil. Et encore eussé-je succombé, terminait l'Empereur, encore fussé-je tombé dans les mains de mes ennemis, je n'étais pas purement un chef

d'insurrection ; j'étais un souverain reconnu de toute l'Europe ; j'avais mon titre, ma bannière, mes troupes ; je venais faire la guerre à mon ennemi. »

Porlier, Ferdinand – Tableaux de l'Atlas.

Vendredi 9.

Dans des gazettes que je traduais à l'Empereur, j'ai trouvé l'histoire de Porlier : c'était un des chefs les plus remarquables des fameuses guérillas. Il venait d'essayer d'en appeler à la nation contre la tyrannie de Ferdinand ; mais il avait échoué, avait été pris et pendu.

L'Empereur a dit : « Je ne suis pas du tout surpris de cette tentative en Espagne : à mon retour de l'île d'Elbe, ceux des Espagnols qui s'étaient montrés les plus acharnés contre mon invasion, qui avaient acquis le plus de renommée dans la résistance, s'adressèrent immédiatement à moi : ils m'avaient combattu, disaient-ils, comme leur tyran ; ils venaient m'implorer comme un libérateur. Ils ne me demandaient qu'une légère somme, disaient-ils, pour s'affranchir eux-mêmes, et produire dans la Péninsule une révolution semblable à la mienne. Si j'eusse vaincu à Waterloo, j'allais les secourir. Cette circonstance m'explique la tentative d'aujourd'hui. Nul doute qu'elle ne se renouvelle encore. Ferdinand, dans sa fureur, a beau vouloir serrer avec rage son sceptre, un de ces beaux matins il lui glissera de la main comme une anguille. »

Les gazettes finies, l'Empereur, dans son oisiveté, feuilletait mon Atlas ; j'ai eu la grande satisfaction de le voir enfin s'arrêter sur les tableaux généalogiques ; ce que je désirais depuis bien longtemps, car il les passait toujours. J'ai analysé devant lui, sur le tableau de l'Angleterre, la fameuse guerre de la Rose Rouge et de la Rose Blanche, inintelligible pour le grand nombre des lecteurs sans le secours de pareils tableaux. Il a été frappé de leur utilité, et s'est mis alors à en parcourir un grand nombre d'autres ; il remarquait, à celui de Russie, qu'il serait bien difficile, sans un tel secours, de suivre l'ordre irrégulier de succession des derniers souverains ; et il a été fort surpris, à celui de France, de la démonstration singulière qu'en dépit de sept ou huit applications de la loi salique Louis XVI eût encore régné comme si cette loi salique n'eût point existé.

L'Empereur s'arrêtait beaucoup sur l'encadrement rigoureux et complet de ces tableaux ; il ne revenait pas de la quantité de points de ralliements qui s'y trouvaient indiqués en un aussi petit espace : l'ordre numérique du souverain, son degré de génération, l'ensemble de toute sa parenté, etc., etc., et il me répétait alors ce qu'il m'avait déjà dit ou à peu près, que s'il les eût bien connus dans le temps il m'eût fait venir pour obtenir de moi un format plus commode, moins coûteux, et en faire la pâture des lycées.

Il ajoutait qu'il eût voulu voir toutes les histoires réimprimées avec de tels documents à l'appui, pour leur intelligence. Je lui disais que j'avais eu la même idée, qu'elle avait déjà été exécutée sur l'histoire d'Angleterre par Hume, et que, sans nos derniers événements, elle allait l'être sur l'histoire d'Allemagne de Pfeffeld, sur celle de France de Hainaut, et sur une histoire des trois couronnes du Nord, etc.

Sur les quatre heures, j'ai présenté à l'Empereur le capitaine de *la Thébaine*, qui partait le lendemain pour l'Europe, et le colonel Macoy, du régiment de Ceylan. Ce brave soldat semblait un monument mutilé : il avait une jambe de moins, un coup de sabre lui traversait le front, d'autres cicatrices couvraient son visage. Il était tombé sur le champ de bataille en Calabre, et demeuré prisonnier du général Parthonaux. L'Empereur lui fit un accueil tout particulier ; on pouvait voir qu'il y avait sympathie réciproque. Le colonel Macoy avait été major du régiment corse que commandait le nouveau gouverneur que nous attendons. Ce colonel disait à quelqu'un qu'il trouvait un homme tel que l'Empereur bien mal traité ici, et qu'il supposait au général Lowe trop d'élévation pour ne pas penser que sa seule acceptation du gouvernement de l'île annonçait qu'il y viendrait améliorer notre condition.

L'Empereur est ensuite monté à cheval. Nous avons remonté notre vallée accoutumée, et ne sommes rentrés que vers les sept heures. L'Empereur a continué de se promener dans le jardin ; la température était des plus douces, le clair de lune charmant ; le beau temps était revenu tout à fait.

Sur l'Égypte – Ancien projet sur le Nil.

Samedi 10.

À présent l'Empereur allait couramment dans son anglais ; et, à l'aide du dictionnaire, il eût pu, à toute rigueur, se passer de moi. Ses progrès décidés le ravissaient. La leçon s'est passée aujourd'hui à lire, dans l'*Encyclopédie britannique*, l'article du Nil, dont il prenait occasionnellement quelques notes pour ses dictées au grand maréchal. Il s'y est trouvé une citation dont jadis j'avais entretenu l'Empereur, qu'il avait jusque-là regardée comme absurde. Le grand Alburquerque proposait au roi de Portugal de détourner le Nil, ayant son entrée dans la vallée d'Égypte, et de le rejeter dans la mer Rouge, ce qui eût rendu l'Égypte un désert impraticable, et consacré le cap de Bonne-Espérance pour la route unique du grand commerce des Indes. Bruce ne croit pas cette gigantesque idée entièrement impossible, elle frappait singulièrement l'Empereur.

Sur les cinq heures, l'Empereur est monté en calèche, la promenade a été extrêmement agréable ; la précaution d'avoir fait abattre quelques arbres a triplé l'espace primitif, en créant plusieurs circuits naturels. Au retour, on a profité de la belle soirée pour se promener longtemps dans le jardin ; la conversation a été des plus intéressantes, les sujets étaient grands et profonds : c'était sur les diverses religions, l'esprit qui les avait dictées ; les absurdités, les ridicules dont on les avait entremêlées, les excès qui les avaient dégradées, les objections qu'on leur avait opposées : l'Empereur a traité tous ces objets avec sa supériorité ordinaire.

Uniformité – Ennui – Solitude de l'Empereur – Caricatures.

Dimanche 11.

L'Empereur a lu aujourd'hui l'article *Égypte*, en anglais, dans l'*Encyclopédie britannique*, et en a recueilli des notes qui ne laissent pas que de lui être utiles pour sa campagne d'Égypte. Cette circonstance lui est très agréable, et lui fait répéter plusieurs fois le jour combien il se trouve heureux de ses progrès ; il est de fait qu'il peut maintenant lire tout seul.

Sur les quatre heures, j'ai suivi l'Empereur dans le jardin. Nous y avons marché seuls pendant quelque temps : bientôt après on est venu nous rejoindre. La température était fort douce. L'Empereur a fait observer le calme de notre solitude : c'était dimanche, tous les ouvriers étaient au loin.

Il a ajouté qu'on ne nous accuserait pas du moins de dissipation ni d'ardentes poursuites des plaisirs ; en effet, il est difficile d'imaginer plus d'uniformité et plus d'absence de toute diversion.

L'Empereur soutient cette situation d'une manière admirable ; il nous surpasse tous de beaucoup par l'égalité de son caractère et la sérénité de son humeur. Il était difficile d'être plus sage et plus tranquille que lui, remarquait-il. Il se couchait à dix heures, ne se levait ou plutôt ne paraissait qu'à cinq ou six heures du soir. Sa vie extérieure n'était donc guère, disait-il, de plus de quatre heures ; c'était celle du prisonnier qu'on tire chaque jour de son cachot pour le laisser respirer un peu. Mais que de pensées dans son long intérieur ! que de travaux même ! Et, au sujet du travail, l'Empereur disait qu'il se trouvait aussi fort qu'il l'avait jamais été ; qu'il ne se sentait ni flétri ni usé en quoi que ce fût ; qu'il s'étonnait lui-même du peu d'effet sur lui des grands événements dont il avait été dernièrement l'objet. C'était du plomb, disait-il, qui avait glissé sur le marbre ; le poids avait pu comprimer le ressort, mais n'avait pu le briser : il s'était relevé avec toute son élasticité. L'Empereur ajoutait n'imaginer personne au monde qui eût mieux plié que lui sous la nécessité sans remède ; et c'est là, disait-il, le véritable empire de la raison, le vrai triomphe de l'âme.

L'heure de la calèche est arrivée. En allant la joindre, l'Empereur a aperçu la petite Hortense, la fille de madame Bertrand, qui lui plaît beaucoup. Il l'a fait venir, l'a embrassée tendrement deux ou trois fois, et a voulu la prendre en voiture avec le petit Tristan de Montholon. Durant la course, le grand maréchal, qui venait de parcourir les journaux arrivés, racontait divers bons mots et caricatures qu'il y avait trouvés. Il nous en citait une assez piquante. Deux actions composaient le tableau : l'une était Napoléon donnant à la princesse d'Hatzfeld, pour la jeter au feu, la lettre dont la disparition sauvait son mari. Au bas était : *Acte tyrannique d'un usurpateur*. Le pendant était de toute autre nature : c'était madame de Labédoyère et son fils, prosternée aux pieds du roi qui la repoussait, tandis qu'on fusillait à quelque pas son mari ; et au bas était écrit : *Acte paternel de la légitimité*.

Cela nous a conduits à raconter à l'Empereur la foule de caricatures dont nous avons été inondés après la restauration. Il en était beaucoup qui l'ont fort amusé ; une surtout l'a fait sourire : c'était le château des Tuileries. Une

troupe d'oies et de dindons entraît dandinant, par la grande porte, dans le palais, poussée par un cercle de soldats de toutes nations et de toutes armes : au même instant sortait des fenêtres supérieures un aigle aux ailes étendues, s'éloignant d'un vol fier et rapide ; et sur le fronton se lisaient ces seuls mots : *Changement de dynastie*.

L'Empereur a observé que si les caricatures vengeaient quelquefois le malheur, elles harcelaient sans cesse le pouvoir. Et combien n'en a-t-on pas fait sur moi ! disait-il. Alors il nous en a demandé quelques-unes. Parmi toutes celles que nous avons citées, il a fort applaudi celle-ci, comme fort jolie et d'un fort bon goût : c'était le vieux George III qui, de sa côte d'Angleterre, jetait, en colère, à la tête de Napoléon, sur la rive opposée, une énorme betterave, en disant : *Va te faire sucre !*

Longue course à pied de l'Empereur.

Lundi 12.

Vers les quatre heures, l'Empereur se promenait dans le jardin. La température était des plus agréables ; chacun de nous se récriait sur ce que c'était une de nos belles soirées d'Europe : nous n'avions encore rien éprouvé de pareil depuis notre arrivée dans l'île. L'Empereur a fait demander la calèche, et, comme par diversion, il a voulu laisser là nos arbres à gomme, pour aller, par le chemin qui conduit chez le grand maréchal, prendre la route qui contourne le bassin supérieur de notre vallée favorite, et gagner, si c'était possible, le site appartenant à une demoiselle Masson, qui est sur le revers opposé en face de Longwood. Arrivé chez madame Bertrand, l'Empereur l'a fait monter dans sa calèche, où se trouvait déjà madame de Montholon et moi ; le reste suivait à cheval : nous étions tous réunis. À quelques pas de chez madame Bertrand, au poste militaire même qui s'y trouve établi, le terrain était fort à pic et très inégal. Les chevaux se sont refusés, il a fallu descendre. La barrière s'est trouvée à peine suffisante pour la largeur de la voiture ; mais les soldats anglais sont accourus, et, de tout cœur, l'ont, en un instant, fait franchir à force de bras. Cependant, une fois dans le nouveau bassin, la promenade à pied était si agréable que l'Empereur a voulu la continuer. Au bout de quelque temps,

comme le jour baissait, il a voulu que la calèche allât seule reconnaître le chemin jusqu'à la porte de mademoiselle Masson, tandis que nous continuerions à marcher. La soirée était réellement des plus agréables. La nuit était venue, mais il faisait le plus beau clair de lune possible. Notre promenade pouvait réveiller le souvenir de celles autour de nos châteaux en Europe, dans les belles soirées d'été.

La calèche revenue, l'Empereur n'a point voulu y monter encore ; il l'a envoyée attendre chez madame Bertrand, et, quand il y a été rendu, il a voulu continuer encore à pied jusqu'à Longwood, où il est arrivé très fatigué ! Il avait marché près de six milles, ce qui est beaucoup pour lui, qui n'a jamais été marcheur à aucune époque de sa vie.

Politique de l'Empereur sur les affaires de France – Sa prédiction sur les Bourbons.

Mardi 13 au samedi 17.

À six heures du matin, l'Empereur est monté à cheval. Nous avons fait le tour du parc, en commençant dans la direction de notre vallée, et en venant gagner le chemin qui conduit du camp chez le grand maréchal. Devant la porte de celui-ci, s'est arrêté et mis en ligne, pour nous laisser passer, un gros de cent cinquante à deux cents matelots du *Northumberland*, qui, chaque jour, portent des planches ou des pierres pour le service de Longwood ou du camp. L'Empereur a parlé aux officiers, et a souri avec plaisir à nos anciens compagnons ; ils avaient l'air ravi de le voir.

J'ai déjà dit que, de temps à autre, nous recevons des journaux de l'Europe qui nous occupent diversement, et amènent toujours à la fin quelques tableaux vifs et animés de la part de l'Empereur. Il trouvait aujourd'hui qu'en résumé l'état de la France ne s'était point amélioré. « Les Bourbons, répétait-il, n'avaient eu cette fois d'autre parti que celui de la sévérité. Quatre mois étaient déjà écoulés ; les alliés allaient repartir ; on n'avait pris encore que des demi-mesures ; l'affaire demeurerait mal embarquée. Un gouvernement, disait-il, ne peut vivre que de son principe ; il est évident que celui-ci est le retour aux vieilles maximes : il fallait le faire franchement. Les Chambres surtout, dans cette circonstance, seront fatales ; elles inspireront au roi une fausse confiance, et n'auront aucun

poids sur la nation. Bientôt le roi n'aura plus aucun moyen de communication avec elle ; ce ne sera plus la même religion ni le même langage. Il ne sera personne qui ait le droit de détromper le peuple sur les absurdités qu'il plaira au premier venu de lui débiter, lorsqu'on voudra lui faire croire qu'on veut empoisonner les sources, faire sauter le territoire, etc., etc... » L'Empereur concluait qu'il y aurait quelques exécutions juridiques, et un extrême désir de réaction ; qu'elle serait assez forte pour irriter, pas assez pour soumettre, et que, tôt ou tard, *une éruption volcanique finirait par engloutir le trône, ses alentours et ses partisans*. « Si les destinées ont réglé que les Bourbons régneront, disait-il, ce ne sera toutefois que dans quelques générations qu'ils en acquerront la certitude. Quant à présent, ils sont sans doute bien plus mal situés que l'année dernière. Alors on pouvait, à toute rigueur, les présenter comme médiateurs entre les puissances et le pays ; ils n'avaient pas contribué directement au déchirement de la patrie, à la flétrissure de la gloire nationale. Mais cette fois ils étaient les alliés de nos ennemis. Ils sont rentrés sur les cadavres et les décombres qu'ils ont provoqués, dont ils se sont réjouis ; ils ont ruiné la nation, ses forces, sa gloire, ses monuments, et n'ont pas craint de partager ses dépouilles avec les ennemis, et de se réserver la honte et le mépris en partage. Aux yeux de toute la France, ils ont cessé d'être Français ; ils se sont proscrits eux-mêmes. »

Quant à l'Europe, elle semblait à l'Empereur aussi enflammée qu'elle l'avait jamais été. Elle avait anéanti la France ; mais la résurrection de celle-ci pouvait venir un jour de l'explosion des peuples, que la politique des souverains, du reste, était des plus propres à aliéner. Elle pouvait venir encore de la querelle prochaine des puissances entre elles, ce qui très probablement finirait par avoir lieu.

Peinture du bonheur domestique par l'Empereur – Deux demoiselles de l'île – L'Empereur souffrant.

Dimanche 18, lundi 19.

L'Empereur m'a fait appeler sur les dix heures ; il venait de rentrer. On m'avait dit qu'il avait été à la chasse ; il m'apprit que non, qu'il avait été à cheval vers les six heures, mais qu'il n'avait pas voulu qu'on troublât le

sommeil de *Son Excellence*. Le déjeuner est venu, il était détestable ; je n'ai pu m'empêcher de le remarquer. Il m'a plaint d'en faire un aussi mauvais, et m'a dit qu'il était vrai qu'il fallait avoir faim pour pouvoir le manger.

Sur les cinq heures, l'Empereur a été se promener au jardin. Il s'est mis à peindre le bonheur du particulier honnête et aisé, jouissant paisiblement, dans le fond de sa province, des champs et de la maison qu'il a reçus de ses pères. Rien assurément n'était plus philosophique ; nous n'avons pu nous empêcher de sourire à un tableau si paisible, ce qui l'a fait pincer les oreilles de l'un de nous. « Du reste, a-t-il continué, ce bonheur ne peut guère aujourd'hui se connaître en France que par tradition ; la révolution a tout bouleversé ; elle en a privé les anciens, et les nouveaux sont encore neufs à cette jouissance ; ce que je viens de peindre n'existe plus. » Et il faisait alors l'observation qu'être privé de sa chambre natale, du jardin qu'on avait parcouru dans son enfance, n'avoir pas l'habitation paternelle, c'était n'avoir point de patrie. J'ajoutais que perdre la demeure qu'on s'était créée après le naufrage, la maison qu'on avait partagée avec sa femme, celle où l'on avait donné le jour à ses enfants, c'était encore perdre sa seconde patrie. Que de monde en était là !!! et quelle époque avait été la nôtre !!!

Le soir, pendant le dîner, on a parlé de deux demoiselles de l'île, dont l'une est grande, fort belle et très agaçante ; l'autre, beaucoup moins jolie, mais douce dans ses manières, d'une grâce et d'une tenue parfaites. Tous les avis se partageaient. L'Empereur qui ne connaissait que la première, tenait fortement pour elle. Quelqu'un a pris la liberté de lui dire que s'il voyait la seconde, elle ne lui ferait pas changer d'opinion. Cela ne lui a pas suffi, il a voulu que ce quelqu'un exprimât son propre choix : celui-ci a répondu qu'il était de beaucoup pour la seconde ; ce qui a paru contradictoire ; l'Empereur a voulu l'explication. « C'est, ai-je répondu, que si je voulais acheter une esclave je me fixerais sur la première ; mais que, si je trouvais quelque bonheur à le devenir moi-même, je m'adresserais à la seconde. – C'est donc à dire, a repris vivement l'Empereur, que vous me croyez de mauvais goût et de mauvais ton ? – Non, Sire, mais je soupçonne à votre majesté des dispositions différentes des miennes. » Il a ri et n'a pas contredit.

Le 19, de fort bon matin, l'Empereur est sorti pour monter à cheval ; il était à peine six heures, et pourtant j'étais tout prêt, j'avais donné ordre qu'on m'éveillât ; il a été surpris de me voir là et de me trouver si diligent. Nous avons erré dans les bois à l'aventure. Nous étions rentrés vers les neuf heures, le soleil commençant déjà à être très chaud.

L'Empereur, sur les quatre heures, a voulu essayer son anglais ; mais il n'était pas bien ; tout dans la journée lui avait paru mauvais, disait-il, rien ne lui avait réussi. La promenade du jardin ne l'a point remis ; il n'était pas bien à dîner ; il n'a pu faire ses parties d'échecs accoutumées ; il s'est retiré souffrant.

Travaux de l'Empereur à l'île d'Elbe – Prédilection des Barbaresques pour Napoléon.

Mardi 20.

Le temps a été extrêmement mauvais. L'Empereur avait été assez mal toute la nuit ; il n'est pas sorti de sa chambre avant cinq heures. Vers les six heures nous avons profité d'une éclaircie pour faire le tour du parc en calèche. Les chevaux dont on nous a gratifiés sont vicieux, ils se butent au premier obstacle, et demeurent immobiles ; ils se sont arrêtés aujourd'hui plusieurs fois ; la pluie rendait leur tâche plus pénible ; un moment il a fallu réunir tous les efforts pour n'être pas obligés de revenir à pied ; le grand maréchal et le général Gourgaud ont été obligés de mettre pied à terre et de pousser à la roue. La conversation, durant la promenade, était sur l'île d'Elbe : l'Empereur parlait des chemins qu'il y avait faits, des maisons qu'il y avait bâties ; les meilleurs artistes d'Italie se disputaient l'honneur d'y travailler, et sollicitaient comme une faveur de pouvoir les embellir, etc.

Il disait que ses couleurs, que son pavillon, étaient devenus les premiers de la Méditerranée. Son pavillon était sacré, disait-il, pour les Barbaresques, qui d'ordinaire faisaient des présents aux capitaines, leur ajoutant qu'ils acquittaient la dette de Moscou. Le grand maréchal ajoutait que quelques bâtiments réunis, de cette nation, étant venus mouiller à l'île d'Elbe, y avaient donné beaucoup d'inquiétude : on avait interrogé ces gens-là sur leurs intentions, et fini par leur demander nettement s'ils avaient des vues

hostiles ; ils avaient répondu : « Contre le grand Napoléon ? Ah ! jamais... nous ne faisons pas la guerre à Dieu ! »

Quand le pavillon de l'île d'Elbe entra dans un des ports de la Méditerranée, Livourne excepté, il y était reçu avec de vives acclamations ; c'était la patrie qui semblait revenir. Quelques bâtiments français, venus de la Bretagne et de la Flandre, qui relâchèrent à l'île d'Elbe, témoignèrent le même sentiment.

« Tout est graduation dans le monde, concluait l'Empereur. L'île d'Elbe, trouvée si mauvaise il y a un an, est un lieu de délices comparée à Sainte-Hélène. Quant à Sainte-Hélène, ah ! elle peut défier tous les regrets à venir. »

Piontowsky – Caricature – Bonté héréditaire et proverbiale des Bourbons.

Mercredi 21 au vendredi 23.

L'Empereur a continué de se lever de bonne heure et de se promener à cheval, bien que ce fût au pas seulement, dans le parc et au milieu des arbres à gomme. Cependant ce léger exercice lui était bon ; il le forçait du moins à prendre l'air ; il revenait avec meilleur appétit, et travaillait avec plus de gaieté. Il déjeunait dans le jardin, sous quelques arbres qu'on avait entrelacés pour lui procurer un peu d'ombrage. Un de ces matins, en se mettant à table, il aperçut au loin le Polonais *Piontowsky*, et le fit appeler pour qu'il déjeunât avec lui. Il s'amuse à le questionner quand il le trouve sous ses pas.

Piontowsky, dont on ne connaît pas trop l'origine, était venu à l'île d'Elbe et avait obtenu d'y servir comme soldat dans la garde ; au retour de l'île d'Elbe, il avait été porté au grade de lieutenant ; à notre départ de Paris, il avait reçu la permission de suivre : il fut à Plymouth du nombre de ceux que les instructions anglaises séparèrent de nous. Piontowsky, avec plus de constance ou plus d'adresse que ses camarades, avait obtenu de nous rejoindre. L'Empereur, du reste, ne l'avait jamais connu, et lui parlait à Sainte-Hélène pour la première fois. Aucun de nous ne le connaissait davantage.

La conversation a amené une caricature citée par les derniers journaux ; c'était Louis XVIII sur son trône. Dans un coin du tableau tombait, sous la fusillade ou sous la guillotine, une foule de proscrits. Un de ceux-ci parvenait à s'enfuir, et passait devant le roi, qui s'efforçait de l'arrêter, et qui, l'ayant manqué, s'écriait : Ah ! malheureux, tu échappes à ma *clémence* !

Quelle horreur ! a repris l'un de nous. Quoi ! en dépit de la bonté héréditaire des Bourbons ! – « Oh ! oui, a continué l'Empereur, la bonté proverbiale des Bourbons ! c'est cela ! Et pourtant quel n'est pas l'empire des mots une fois reçus ! Un historien, dans sa niaiserie, aura hasardé cette phrase qui se présente bien ; d'autres la répéteront par adulation, et voilà la multitude saisie d'un mot qui remplira toutes les bouches, même au milieu des faits les plus contraires. En voici des preuves en foule : C'est Henri IV, sans contredit le meilleur d'entre eux, offrant la vie au maréchal de Biron, son compagnon d'armes, son ami de cœur, si seulement il veut convenir de sa faute ; et qui le laisse froidement exécuter, parce que celui-ci s'avise de faire l'entêté. C'est Louis XIII qui, au moment de l'exécution de son favori, immolé par un ministre implacable, dit en regardant sa montre : *Le cher ami passe en cet instant un mauvais quart d'heure*. C'est Louis XIV à qui, partant pour la chasse, on annonce la mort inévitable et prochaine de sa maîtresse du jour, âgée de dix-huit ans, et qui se contente de dire pour tous regrets : *Elle sera morte bien jeune* ! C'est le Régent qui, durant l'agonie du cardinal Dubois, le compagnon de ses débauches, le confident de ses pensées, son premier ministre, s'apercevant d'un orage, dit : *Voilà qui va me délivrer de mon drôle*, et qui, à l'instant où il vient d'expirer, écrit à l'un de ses roués exilé par le défunt : *Arrive, je t'attends ce soir à souper ; aussi bien morte la bête, mort le venin* ! C'est Louis XV qui, perdant la maîtresse, l'amie, la confidente de vingt ans, dit à ses familiers, parce qu'il pleuvait beaucoup pendant son convoi : *La marquise a là un bien mauvais temps pour son voyage*. Enfin cent autres choses de la sorte, on n'en finirait pas. Et cependant l'adage d'aller toujours son train ; et voilà l'histoire pour les innombrables gens futiles et sans réflexion ! »

Samedi 24.

Après dîner, l'Empereur, prenant le café, disait que c'était à peu près vers ce temps que, l'année dernière, il avait quitté l'Île d'Elbe. Le grand maréchal lui a dit que c'était le 26 février et un dimanche. « À telles enseignes, Sire, que vous avez fait avancer la messe pour avoir plus de temps à dicter des ordres. »

L'après-midi même on était parti. Le lendemain matin, nous étions encore en vue sur les dix heures, à la grande anxiété de ceux qui s'intéressaient à notre succès.

L'Empereur, s'abandonnant à la conversation, a causé plus d'une heure des détails de cet événement, unique dans l'histoire par la hardiesse de l'entreprise et les merveilles de l'exécution. Je renvoie plus loin son récit.

Campagne d'Italie et d'Égypte ; paroles charmantes de l'Empereur – Son opinion sur nos grands poètes – Tragédies modernes – Hector – Les États de Blois – Talma.

Dimanche 26 au mardi 28.

L'anglais allait de mieux en mieux, l'Empereur convenait avoir eu un moment de dégoût. Il avait un instant, me disait-il, vu passer sa *furia francese* ; mais je l'avais ranimé, disait-il, par une méthode qu'il trouvait sûre, infaillible, la meilleure de toutes les méthodes, celle de lire et d'analyser une seule page, et de la recommencer jusqu'à ce qu'elle fût sue imperturbablement. Les règles grammaticales s'expliquent chemin faisant ; de la sorte, il n'y a pas un moment de perdu pour l'étude et la mémoire. Les progrès semblent lents d'abord, on croit avancer peu ; mais quand on arrive à la cinquantième page, on est tout étonné de savoir la langue. Nous avons donc ajouté une page de *Télémaque* au reste de notre leçon, et nous nous en trouvions très bien. Du reste, l'Empereur, en ce moment, bien qu'il n'eût encore que vingt ou vingt-cinq leçons complètes, parcourait tous les livres, aurait fait entendre par écrit ce dont il eût eu besoin. Il ne comprenait pas tout, il est vrai ; mais on ne pourrait désormais lui rien cacher, disait-il, et c'était immense, c'était une conquête achevée.

L'Empereur entamait une nouvelle époque bien précieuse, celle du départ de Fontainebleau jusqu'au retour à Paris, et sa seconde abdication. Il ne possédait aucune pièce sur ces événements si rapides ; mais c'est cette rapidité même qui me faisait le supplier d'employer sa mémoire à consacrer des circonstances que les événements ou l'esprit de parti pourraient affaiblir ou dénaturer.

L'Empereur revoyait aussi fort souvent avec moi les divers chapitres de la campagne d'Italie ; le moment qui précédait le dîner était consacré d'ordinaire à cette révision. Il m'avait chargé de couper chaque chapitre d'une manière régulière, uniforme, d'en indiquer les paragraphes convenables, etc., etc. C'est ce qu'il appelait la triture ou la charlatanerie de l'éditeur. « Et cela vous regarde, me disait-il un jour avec une grâce et une bonté qui me pénétraient ; ce sera désormais votre bien. La campagne d'Italie portera votre nom et la campagne d'Égypte celui de Bertrand. Je veux qu'elle fasse tout à la fois la fortune de votre poche et celle de votre mémoire ; vous aurez toujours bien là 100.000 francs, et votre nom durera autant que le souvenir de mes batailles. »

Quant à nos après-dînées, les pièces de théâtre nous occupaient en ce moment, les tragédies surtout. L'Empereur les aime particulièrement, et se plaît à les analyser ; il y porte une logique singulière et beaucoup de goût. Il sait une foule de vers dont il se souvient depuis son enfance, époque, dit-il, où il savait beaucoup plus qu'aujourd'hui. L'Empereur est ravi de Racine, il y trouve de vraies délices. Il admire éminemment Corneille, et fait fort peu de cas de Voltaire, plein, dit-il, de boursoufflure, de clinquant, toujours faux, ne connaissant ni les hommes, ni les choses, ni la vérité, ni la grandeur des passions.

L'Empereur, à un de ses couchers à Saint-Cloud, analysait la pièce qui venait de se jouer : c'était *Hector*, par *Luce de Lancival*. Cette pièce lui plaisait beaucoup : elle avait de la chaleur, de l'élan ; il l'appelait une pièce de *quartier-général*, assurant qu'on irait mieux à l'ennemi après l'avoir entendue ; qu'il en faudrait beaucoup dans cet esprit, etc.

De là passant aux drames, qu'il appelait les tragédies des femmes de chambre, il les disait capables de supporter au plus la première représentation. Ils allaient ensuite toujours en perdant ; une bonne tragédie, au contraire, gagnait chaque jour davantage. La haute tragédie, continuait-il,

était l'école des grands hommes. C'était le devoir des souverains de l'encourager et de la répandre ; et il n'était pas nécessaire, prétendait-il, d'être poète pour la juger, il suffisait de connaître les hommes et les choses, d'avoir de l'élévation et d'être homme d'État ; et s'animant par degrés : « La tragédie, disait-il avec chaleur, échauffe l'âme, élève le cœur, peut et doit créer des héros. Sous ce rapport, peut-être, la France doit à *Corneille* une partie de ses belles actions : *aussi, Messieurs, s'il vivait, je le ferais prince.* »

Une autre fois, pareillement à son coucher, il analysait et condamnait les *États de Blois*, qu'on venait de jouer sur le théâtre de la cour pour la première fois ; et apercevant parmi nous l'archi-trésorier Lebrun, littérateur fort distingué, il lui demanda son opinion. Celui-ci, sans doute dans l'intérêt de l'auteur, se contenta de répondre que le sujet était mauvais. « Mais ce serait la première faute de M. *Raynouard*, répliqua l'Empereur ; il l'a choisi lui-même, personne ne le lui a imposé : et puis, il n'est pas de sujet si mauvais dont le grand talent ne sache tirer quelque parti. Et *Corneille* serait encore sans doute *Corneille*, même dans celui-ci. Quant à M. *Raynouard*, il a manqué tout à fait son affaire ; il ne montre ici d'autre talent que celui de la versification, tout le reste est mauvais, très mauvais. Sa conception, ses détails, son résultat, sont manqués ; il viole la vérité de l'histoire. Ses caractères sont faux ; sa politique est dangereuse et peut être nuisible. Cette circonstance me confirme, ce que du reste chacun sait très bien, qu'il est une énorme différence entre la lecture et la représentation d'une pièce. J'avais cru d'abord que celle-ci pouvait passer ; ce n'est que ce soir que j'en ai vu les inconvénients. Les éloges prodigués aux Bourbons sont les moindres ; les diatribes contre les révolutionnaires sont bien pires. M. *Raynouard* a été faire du chef des Seize le capucin Chabot de la Convention. Il y a dans sa pièce pour tous les partis, pour toutes les passions. Si je la laissais donner dans Paris, on pourrait venir m'apprendre que cinquante personnes se sont égorgées dans le parterre. De plus, l'auteur a fait de Henri IV un vrai Philinte, et du duc de Guise un Figaro, ce qui est trop choquant en histoire. Le duc de Guise était un des plus grands personnages de son temps, avec des qualités et des talents supérieurs, et auquel il ne manqua que d'oser pour commencer dès lors la quatrième dynastie ; de plus, c'est un parent de l'impératrice, un prince de la maison

d'Autriche avec qui nous sommes en amitié, dont l'ambassadeur était présent ce soir à la représentation. L'auteur a plus d'une fois étrangement méconnu toutes les convenances. » Et l'Empereur disait ensuite se raffermir plus que jamais dans la détermination qu'il avait prise de ne pas laisser jouer une tragédie nouvelle sur le théâtre public avant qu'elle n'eût été mise à l'épreuve sur le théâtre de la cour. Il fit donc interdire la représentation des *États de Blois*. Mais ce qui est bien digne de remarque, c'est que, sous le roi, cette pièce a reparu solennellement avec toute la faveur que devait lui donner la proscription de l'Empereur, et qu'elle est tombée néanmoins, tant avait été juste le jugement que Napoléon en avait porté.

Talma, le célèbre tragique, parvenait très souvent jusqu'à l'Empereur, qui faisait grand cas de son talent et le récompensait magnifiquement. Quand le Premier Consul devint Empereur, les bruits de Paris furent qu'il faisait venir Talma pour prendre des leçons d'attitude et de costume. L'Empereur, qui n'ignorait jamais rien de ce qui se disait contre lui, en plaisantait un jour Talma. Celui-ci en demeurait déconcerté, confondu. « Vous avez tort, lui disait l'Empereur ; je n'aurais sans doute eu rien de mieux à faire, si toutefois j'en avais eu le temps. » Et alors c'était lui qui donnait à Talma des leçons sur son art : « Racine, lui disait-il, a mal à propos chargé *Oreste* en niaiseries, et vous le chargez encore davantage. Dans *la Mort de Pompée*, vous ne jouez pas César en grand homme. Dans *Britannicus*, vous ne jouez pas *Néron* en tyran, etc. » Et tout le monde sait que ce grand acteur a fait en effet, depuis, de grandes corrections dans ces rôles fameux.

Les faiseurs d'affaires dans la révolution – Crédit de l'Empereur à son retour – Sa réputation dans les bureaux comme vérificateur – Ministres des finances, du Trésor – Cadastre.

Du jeudi 29 au vendredi 1er mars.

Après le travail, l'Empereur a été se promener dans le jardin. Nous sommes ensuite montés en calèche. Il faisait tout à fait nuit et pleuvait fort quand nous sommes rentrés.

Après le dîner, et pendant le café, que nous avons pris à table dans la salle à manger, la conversation est tombée sur ce qu'on appelle à Paris les *gens d'affaires*, les *grandes fortunes* acquises dans la révolution. Il n'était

pas une de ces personnes dont l'Empereur ne connût le nom, la famille, les affaires et le degré de moralité.

À peine Premier Consul, il se trouva aux prises, dit-il, avec la célèbre madame *Récamier*. Son père avait été placé dans les postes. Napoléon, en entrant au gouvernement, avait été obligé de signer de confiance une foule de listes. Mais il eut bientôt établi une grande surveillance dans toutes les parties ; il trouva qu'une correspondance avec les chouans se faisait sous le couvert de M. Bernard, père de madame Récamier. Il fut aussitôt destitué, et courait risque d'être jugé et mis à mort. Sa fille accourut auprès du Premier Consul, et, sur ses sollicitations, le Premier Consul voulut bien faire grâce du procès ; mais il fut inébranlable sur le reste : et madame Récamier, habituée à tout obtenir, ne prétendait à rien moins qu'à la réintégration de son père. Telles étaient les mœurs du temps. Cette sévérité de la part du Premier Consul fit jeter les hauts cris ; on n'y était pas accoutumé. Madame Récamier et ses partisans, qui étaient fort nombreux, ne le lui pardonnèrent jamais.

Les fournisseurs et les faiseurs d'affaires étaient ceux surtout qui tenaient le plus au cœur du nouveau magistrat suprême, qui appelait cette classe le fléau, la lèpre d'une nation. L'Empereur faisait l'observation que la France entière n'aurait pas suffi alors à ceux de Paris ; qu'à son arrivée à la tête des affaires, ils composaient une véritable puissance, et qu'ils étaient des plus dangereux pour l'État, dont ils obstruaient et corrompaient les ressorts par leurs intrigues, celles de leurs agents et de leur nombreuse clientèle. Au vrai, ils ne pouvaient, disait-il, jamais présenter que des sources empoisonnées et ruineuses, à la façon des juifs et des usuriers. Ils avaient déconsidéré le Directoire, et ils prétendaient bien diriger aussi le Consulat. On peut dire qu'ils composaient alors la tête de la société, qu'ils y tenaient le premier rang.

« Un des plus grands pas rétrogrades, disait l'Empereur, que je fis faire à la société vers son état et ses mœurs passés, fut de faire rentrer tout ce faux lustre dans la foule ; jamais je n'en voulus élever aucun aux honneurs. De toutes les aristocraties, celle-là me semblait la pire. » L'Empereur rend à Lebrun la justice de l'avoir affermi spécialement dans ce principe. « Ce parti m'en a toujours voulu depuis, disait Napoléon ; mais ce qu'il m'a bien

moins pardonné encore, c'est l'inquisition sévère que je faisais exercer dans leurs comptes vis-à-vis du gouvernement. »

L'Empereur disait avoir fait à ce sujet un usage admirable de son Conseil d'État : il nommait une commission de quatre ou cinq de ses membres, gens intègres et capables ; ils lui faisaient leur rapport, et lui, Premier Consul ou Empereur, n'avait plus, s'il y avait lieu à poursuites, qu'à apposer au bas : Renvoyé au grand juge pour faire exécuter les lois. Arrivés à ce point, les impliqués venaient d'ordinaire à composition ; ils regorgeaient un, deux, trois, quatre millions, plutôt que de se laisser poursuivre. L'Empereur savait bien que tous ces faits étaient faussement représentés dans les cercles de la capitale, qu'ils lui créaient une foule d'ennemis, lui attiraient les reproches d'arbitraire et de tyrannie ; mais il acquittait un grand devoir vis-à-vis de la société en masse, et elle devait, pensait-il, lui tenir compte de pareilles mesures vis-à-vis ces sangsues publiques.

« Les hommes sont toujours les mêmes, disait Napoléon ; depuis Pharamond, les traitants se sont toujours conduits ainsi, et on en a toujours usé de même à leur égard ; mais à aucune époque de la monarchie, ils n'ont été attaqués avec des formes aussi légales, ni abordés avec autant d'énergie et de franchise que par moi. L'opinion des gens d'affaires eux-mêmes était bien différente de celle des salons ; ceux qui avaient de la moralité et de la droiture trouvaient même une nouvelle garantie dans cette extrême sévérité, et il s'en est vu une preuve bien remarquable au retour de l'île d'Elbe ; des maisons de Londres, d'Amsterdam, m'ont ouvert secrètement un crédit de quatre-vingts à cent millions, au simple taux de sept à huit pour cent. L'argent qu'elles déposaient au trésor à Paris, net de tout, leur était payé par des rentes sur le grand-livre à cinquante ; elles étaient alors pour le public à cinquante-six ou cinquante-sept. »

Cette ressource, si utile pour les affaires, dans la crise où l'on se trouvait, et si satisfaisante, si flatteuse pour celui qui en était l'objet, prouve l'opinion véritable que l'on avait en Europe sur l'Empereur, et la confiance qu'il inspirait dans les affaires. Cette négociation, inconnue dans le temps, explique, ce qu'on ne comprit pas alors à Paris, les moyens financiers que l'Empereur se trouva posséder tout à coup à son retour.

L'Empereur jouissait d'une réputation singulière parmi tous les bureaucrates et les faiseurs de chiffres ; c'est qu'il s'y entendait réellement

beaucoup lui-même. « Ce qui commença ma réputation, disait-il, fut que, vérifiant la balance d'une année lors du consulat, je relevai une erreur de deux millions, qui se trouvait au désavantage de la république. M. Dufresne, alors chef de la trésorerie, au demeurant parfaitement honnête, n'en voulait d'abord rien croire ; pourtant c'était une affaire de chiffres, il fallut bien en convenir. On fut plusieurs mois à la trésorerie à pouvoir découvrir l'erreur : elle se trouva enfin dans un compte du fournisseur Séguin, qui en convint aussitôt, sur la présentation des pièces, et restitua, disant qu'il s'était trompé. »

Une autre fois Napoléon, visitant la solde de la garnison de Paris, marqua un article de soixante et quelques mille francs, affectés à un détachement qu'il assura n'avoir jamais été dans la capitale. Le ministre nota cet objet, comme par complaisance, intérieurement convaincu que l'Empereur se trompait ; c'était pourtant vrai, et la somme dut être rétablie.

N.B. La première publication du Mémorial m'a fait recevoir de l'autorité la plus compétente (le ministre même du trésor) la confirmation la plus positive de l'article ci-dessus : voici les détails qui m'ont été adressés à ce sujet. Je les transcris littéralement.

« Tous les dix jours (décadi) le directeur, ensuite ministre du trésor, apportait au Premier Consul des états de la situation de toutes les parties de la finance ; ils formaient un volume de trente-cinq à quarante pages grand in-folio. C'étaient de nombreuses colonnes de chiffres, auxquelles dix commis avaient travaillé pendant plusieurs jours. Le Premier Consul, les parcourant, s'arrêtait à divers articles, demandait des explications, en donnait lui-même ; c'était une chose merveilleuse que sa promptitude à démêler, dans ces lignes pressées, ce qui était vraiment important. Un jour, dans le cours du travail, son doigt s'arrêta sur un article de soixante mille francs payés à un régiment. Il le fait remarquer au ministre et dit : La somme a-t-elle été payée à Paris ? – Sans doute. – Les pièces bien vérifiées ? – Assurément. – Eh bien ! c'est une grande fraude, le détachement est à cent lieues d'ici : voyez dès aujourd'hui s'il y a du remède. »

« Je me fis rendre compte ; c'était une fraude hardie, commise à l'aide de formules imprimées, revêtues de signatures parfaitement imitées. »

L'Empereur regardait comme de la plus haute importance la séparation du ministère des finances d'avec celui du trésor : elle amenait la distinction des objets, et créait un contrôle mutuel. Le ministre du trésor était, sous un chef tel que lui (Napoléon), l'homme le plus important de l'empire, disait-il, non pas comme ministre du trésor, mais comme contrôleur général : toutes les ordonnances de l'empire lui passaient sous les yeux ; il pouvait donc découvrir les vols et les abus de quelque part qu'ils vinssent, et les faire connaître en secret au souverain ; ce qui arrivait en effet journellement.

La *spécialité* était un autre point sur lequel il s'arrêtait avec complaisance, comme ayant été un des ressorts les plus heureux de son administration.

Parlant du *cadastre*, tel qu'il l'avait arrêté, il disait qu'il eût pu être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'empire, c'est-à-dire la véritable garantie des propriétés, et la certitude de l'indépendance de chacun ; car, une fois établi, et la législature ayant fixé l'impôt, chacun faisait aussitôt son propre compte, et n'avait plus à craindre l'arbitraire de l'autorité ou celle des répartiteurs, qui est le point le plus sensible et le moyen le plus sûr pour forcer à la soumission. L'Empereur, durant cette conversation, a donné son opinion sur les talents et le caractère de MM. *Gaudin, Mollien, Louis*, ainsi que sur la plupart de ses autres ministres et conseillers d'État, et a terminé le sujet en concluant qu'il était venu à bout de créer une administration la plus pure et la plus énergique sans doute de l'Europe ; et qu'il en possédait tellement les détails lui-même, qu'il pensait qu'avec les *Moniteurs* seuls il serait en état de tracer d'ici l'histoire de toute l'administration financière de la France durant son règne.

Le 1er mars, sont arrivés des bâtiments venant du Cap ; l'un d'eux était *le Wellesley*, de soixante-quatorze canons, qui portait dans sa cale un autre vaisseau démonté. Ils avaient été construits tous les deux dans l'Inde en bois de teck, aux trois quarts meilleur marché qu'en Angleterre. Ce bois est excellent, et le vaisseau de nature à durer beaucoup plus longtemps que ceux d'Europe ; mais jusqu'ici on se plaint qu'ils marchent moins bien ; toutefois c'est une révolution probable qui se prépare dans les matériaux et la construction de la marine anglaise.

Flotte de la Chine.

Samedi 2.

La flotte de la Chine est arrivée ce matin ; plusieurs vaisseaux sont entrés successivement dans la journée, et beaucoup d'autres sont demeurés en vue : c'est la joie, la fête, la moisson de l'île. L'argent que laissent les passagers pendant leur courte relâche fait une grande partie des revenus des habitants.

À cinq heures, l'Empereur est sorti dans le jardin, et est descendu à pied jusqu'à l'ouverture d'une gorge d'où l'on découvrait plusieurs vaisseaux faisant route à toutes voiles pour le mouillage.

Sur l'invasion en Angleterre – Détails.

Dimanche 3.

L'Empereur m'a fait venir sur les deux heures ; il faisait sa toilette, et m'a dit que je voyais en lui un homme mort, bon à enterrer ; que je devais en savoir quelque chose, qu'il avait dû m'éveiller souvent dans la nuit. Effectivement je l'avais entendu constamment tousser et éternuer ; il avait un rhume de cerveau des plus violents ; il l'avait pris hier au soir en demeurant trop tard à l'humidité ; il se promettait bien, à l'avenir, d'être toujours rentré à six heures. La toilette faite, il s'est mis à travailler un moment à l'anglais ; cela n'a pas été long, il était réellement accablé, tant il avait la tête prise. Il m'a dit de m'asseoir à côté de lui ; et m'a fait bavarder plus de deux heures sur Londres, durant mon émigration. Un moment il a dit : Ont-ils eu bien peur de mon invasion en Angleterre ? Quelle fut alors l'opinion générale à ce sujet ? – Sire, ai-je répondu, je ne saurais vous le dire, j'étais déjà repassé en France. Mais dans les salons de Paris, nous en faisons des gorges chaudes, et les Anglais qui s'y trouvaient faisaient comme nous : nous racontions que chacun, jusqu'à Brunet même, s'en moquait, et que vous aviez fait mettre ce dernier en prison pour avoir eu l'insolence de plaisanter dans ses rôles, avec des coquilles de noix surnageant dans une cuvette, ce qu'il appelait travailler aussi à sa petite

flottille. – Eh bien ! a repris l'Empereur, vous avez pu en rire à Paris, mais Pitt n'en riait pas dans Londres ; il eut bientôt mesuré toute l'étendue du danger ; aussi me jeta-t-il une coalition sur le dos au moment où je levais le bras pour frapper. Jamais l'oligarchie anglaise ne courut de plus grand péril.

« Je m'étais ménagé la possibilité du débarquement ; je possédais la meilleure armée qui fût jamais, celle d'Austerlitz, c'est tout dire. Quatre jours m'eussent suffi pour me trouver dans Londres ; je n'y serais point entré en conquérant, mais en libérateur : j'aurais renouvelé Guillaume III, mais avec plus de générosité et de désintéressement. La discipline de mon armée eût été parfaite, elle se fût conduite dans Londres comme si elle eût été encore dans Paris : point de sacrifices, pas même de contributions exigées des Anglais ; nous ne leur eussions pas présenté des vainqueurs, mais des frères qui venaient les rendre à la liberté, à leurs droits. Je leur eusse dit de s'assembler, de travailler eux-mêmes à leur régénération, qu'ils étaient nos aînés en fait de législation politique ; que nous ne voulions y être pour rien, autrement que pour jouir de leur bonheur et de leur prospérité, et j'eusse été strictement de bonne foi. Aussi quelques mois ne se seraient pas écoulés, que ces deux nations, si violemment ennemies, n'eussent plus composé que des peuples identifiés désormais par leurs principes, leurs maximes, leurs intérêts ; et je serais parti de là pour opérer, du Midi au Nord, sous les couleurs républicaines (j'étais alors Premier Consul), la régénération européenne, que plus tard j'ai été sur le point d'opérer du Nord au midi sous les formes monarchiques. Et ces deux systèmes pouvaient être également bons, puisqu'ils tendaient tous les deux au même but, et se seraient tous deux opérés avec fermeté, modération et bonne foi. Que de maux qui nous sont connus, que de maux que nous ne connaissons pas encore eussent été épargnés à cette pauvre Europe ! Jamais projet plus large dans les intérêts de la civilisation ne fut conçu avec des intentions plus généreuses, et n'approcha davantage de son exécution. Et, chose bien remarquable, les obstacles qui m'ont fait échouer ne sont point venus des hommes ; ils sont tous venus des éléments ; dans le midi, c'est la mer qui m'a perdu ; et c'est l'incendie de Moscou, les glaces de l'hiver, qui m'ont perdu dans le Nord ; ainsi, l'eau, l'air et le feu, toute la nature, et rien que la nature, voilà quels ont été les ennemis d'une régénération

universelle, commandée par la nature même !... Les problèmes de la Providence sont insolubles !!!... »

Après quelques instants de silence, l'Empereur en est revenu à développer son invasion. « On croyait, a-t-il dit, que mon invasion n'était qu'une vaine menace, parce qu'on ne voyait aucun moyen raisonnable de la tenter ; mais je m'y étais pris de loin, j'opérais sans être aperçu : j'avais dispersé tous nos vaisseaux, les Anglais étaient obligés de courir après sur les divers points du globe ; les nôtres pourtant n'avaient d'autre but que de revenir, à l'improviste et tous à la fois, se réunir en masse sur nos côtes. Je devais avoir soixante-dix ou quatre-vingts vaisseaux français ou espagnols dans la Manche : j'avais calculé que j'en demeurerais maître pendant deux mois ; j'avais trois ou quatre mille petits bâtiments qui n'attendaient que le signal ; mes cent mille hommes faisaient chaque jour la manœuvre de l'embarquement et du débarquement, comme tout autre temps de leur exercice ; ils étaient pleins d'ardeur et de bonne volonté, l'entreprise était très populaire parmi les Français, et nous étions appelés par les vœux d'une grande partie des Anglais. Mon débarquement opéré, je ne devais calculer que sur une seule bataille rangée ; l'issue n'en pouvait être douteuse ; et la victoire nous plaçait dans Londres, car le local du pays n'admettait point de guerre de chicane ; ma conduite morale eût fait le reste. Le peuple anglais gémissait sous le joug de l'oligarchie ; dès qu'il eût vu son orgueil ménagé, il eût été tout aussitôt à nous ; nous n'eussions plus été pour lui que des alliés venus pour le délivrer. Nous nous présentions avec les mots magiques de liberté et d'égalité, etc. »

Et après être revenu encore à une foule de petits détails d'exécution tous admirables, et avoir fait remarquer à combien peu il avait tenu que le tout ne s'exécutât, il s'est interrompu assez brusquement, disant : « Mais sortons, allons faire un tour. »

Et nous avons été nous promener dans le jardin. Le temps, qui avait été pluvieux depuis trois jours, s'était remis tout à fait au beau. Cependant l'Empereur, se rappelant sa résolution d'être rentré à six heures, a demandé tout de suite la calèche, pour être revenu de bonne heure. Mon fils a suivi à cheval ; c'était la première fois qu'il jouissait d'une telle faveur ; il s'est fort bien acquitté de son début : l'Empereur l'en a complimenté.

L'Empereur, continuant d'être souffrant, s'est retiré encore de fort bonne heure.

Réception de quelques officiers de la flotte de la Chine.

Lundi 4.

Aujourd'hui l'Empereur a reçu quelques capitaines de la flotte de la Chine ; il a causé fort longtemps avec eux sur la nature de leur commerce, la facilité de leurs relations avec les Chinois, les mœurs de ceux-ci, etc., etc... Ces bâtiments de la Chine sont de quatorze ou quinze cents tonneaux, à peu près égaux aux vaisseaux de soixante-quatre ; ils tirent vingt-deux ou vingt-trois pieds ; ils sont chargés presque en totalité de thé ; l'un d'eux en avait près de quinze cents tonneaux à bord. Les six bâtiments qui sont entrés hier sont estimés environ soixante millions ; et comme ils seront frappés en arrivant d'un droit de cent pour cent, ils jetteront dans la circulation de l'Europe une valeur de cent vingt millions.

Les Européens ont très peu de liberté à Canton : ils ne peuvent guère circuler que dans les faubourgs ; ils sont traités avec le plus grand mépris par les Chinois, qui exercent sur eux une grande supériorité et beaucoup d'arbitraire. Ceux-ci sont très intelligents et fort perspicaces, industriels, alertes, voleurs et de mauvaise foi. Toutes les affaires se traitent en langue européenne, qu'ils parlent avec facilité.

L'arrivée des flottes ici fait le bonheur de l'île et celui des passagers ; les habitants vendent leurs denrées et achètent leurs provisions ; les passagers respirent l'air de terre et se rafraîchissent. Ce mouvement dure ordinairement quinze jours ou trois semaines ; mais dans cette circonstance l'amiral, au grand chagrin de tous, a réduit la relâche à deux jours seulement pour les deux premiers bâtiments venus, obligeant le reste à demeurer sous voile au-dehors, pour n'entrer successivement de la sorte que deux à deux. Il faut qu'il ait reçu des ordres bien sévères, ou qu'il conçoive de vives inquiétudes, dont nous ne nous doutons pas.

L'Empereur s'est promené pendant quelque temps dans le jardin, avant de monter en calèche. Au travers des arbres, dans le voisinage, on voyait

rôder plusieurs des officiers nouvellement venus, qui cherchaient à apercevoir l'Empereur ; ils y attachaient un prix infini.

Cour de l'Empereur, étiquette, etc. – Anecdote de Tarare – Grands officiers – Chambellans – Splendeurs sans égale de la cour des Tuileries – Belle administration du Palais – Intention de l'Empereur à ses levers – Grand couvert – De la cour et de la ville.

Mardi 5.

Aujourd'hui la conversation de l'Empereur est tombée sur sa cour et sur son étiquette ; il s'y est arrêté fort longtemps. Voici ce que j'en ai recueilli.

Au moment de la révolution, disait-il, la cour d'Espagne, celle de Naples, reposaient encore sur l'importance et la grandeur de Louis XIV, mêlées à la boursoufflure et à l'exagération des Castellans et des Maures. Elles étaient tristes et ridicules ; celle de Pétersbourg avait pris la couleur et les formes des salons ; à Vienne, elle était devenue bourgeoise ; et il ne restait pas de vestiges du bel esprit, des grâces et du bon goût de celle de Versailles.

Napoléon, arrivant à la souveraine puissance, trouva donc, ainsi qu'on le dit vulgairement, *terre rase et maison nette*, et put composer une cour tout à fait à son gré. Il rechercha, dit-il, un milieu raisonnable, voulant accorder la dignité du trône avec nos mœurs nouvelles, et surtout faire servir cette création à l'amélioration des manières des grands et à l'industrie du peuple. Certes, ce n'était pas une petite affaire que de relever un trône sur le terrain même où l'on avait juridiquement exécuté le monarque régnant, et où chaque année l'on avait juré constitutionnellement la haine des rois. Ce n'était pas une petite affaire que de rétablir les dignités, les titres, les décorations, au milieu d'un peuple qui combattait et triomphait depuis quinze ans pour les proscrire. Toutefois Napoléon, qui semblait toujours faire ce qu'il voulait, disait-il, parce qu'il avait l'art de vouloir juste et à propos, enleva de haute lutte ces difficultés. On le fit Empereur, il créa des grands et se composa une cour. Bientôt la victoire sembla prendre le soin elle-même d'affermir et d'illustrer subitement ce nouvel ordre de choses. Toute l'Europe le reconnut, et il fut même un moment où l'on eût dit que toutes les cours du continent étaient accourues à Paris pour composer celle des Tuileries, qui devint la plus brillante et la plus nombreuse que l'on eût

jamais vue. Elle eut des cercles, des ballets, des spectacles ; on y étala une magnificence et une grandeur extraordinaires. La seule personne du souverain conserva toujours une extrême simplicité, qui servait même à le faire reconnaître. C'est que ce luxe, ce faste, qu'il encourageait autour de lui, étaient dans ses combinaisons, disait-il, non dans ses goûts. Ce luxe, ce faste, étaient calculés pour exciter et payer nos manufactures et notre industrie nationale. Les cérémonies et les fêtes du mariage de l'impératrice, et celles du baptême du roi de Rome, ont laissé bien loin derrière tout ce qui les a devancées, et ne se renouvelleront probablement jamais. L'Empereur prit à tâche de rétablir au-dehors tout ce qui pouvait le mettre en harmonie avec les autres cours de l'Europe ; mais au-dedans il eut le soin constant d'ajuster les formes anciennes avec nos nouvelles mœurs.

Ainsi il rétablit les levers et les couchers de nos rois ; mais, au lieu qu'ils étaient réels alors, ils ne furent plus que nominaux. Au lieu de présenter les plus petits détails d'une vraie toilette et les saletés qui pouvaient en être la suite, ces instants, sous l'Empereur, n'étaient réellement consacrés qu'à recevoir le matin ou congédier le soir ceux de sa maison qui avaient des ordres directs à prendre de lui, et dont la prérogative était de pouvoir lui faire leur cour à ces heures privilégiées.

Ainsi l'Empereur rétablit des présentations spéciales auprès de sa personne, des admissions à sa cour ; mais au lieu de ne se décider que sur des *preuves* officielles de noblesse, ce ne fut plus que sur la base combinée de la fortune, de l'influence et des services.

Ainsi l'Empereur créa des titres dont la qualification donnait la main à l'ancienne féodalité ; mais, sans valeur réelle et d'un but purement national, sans prérogative, sans privilèges ; ils allaient atteindre toutes les naissances, tous les services, toutes les professions. Il les disait un rapprochement utile avec les mœurs de la vieille Europe au-dehors, et un hochet innocent pour bien des vanités du dedans. « Car, observait-il, combien d'hommes supérieurs sont enfants plus d'une fois dans la journée ! »

Ainsi l'Empereur fit reparaître des décorations, et distribua des croix et des cordons ; mais, au lieu de ne les répandre que sur des classes spéciales et privilégiées, il les étendit à toute la société, à tous les genres de services, à tous les genres de talents ; et, par un privilège exclusif peut-être en la personne de Napoléon, plus il en accorda, plus ils acquirent de prix. Il

estime à vingt-cinq mille peut-être le nombre des décorations de la Légion-d'Honneur qu'il a distribuées, et le désir de les obtenir, disait-il, allait toujours croissant : c'était devenu une espèce de fureur. Après la campagne de Wagram, il l'adressa à l'archiduc Charles ; et, par un raffinement de galanterie qui n'appartenait qu'à Napoléon, ce fut la croix d'argent, précisément celle du simple soldat, qu'il lui envoya.

C'était, disait l'Empereur, la pratique fidèle et volontaire des maximes qu'on vient de voir qui faisait de lui le monarque vraiment national, et qui aurait rendu la quatrième dynastie la dynastie vraiment constitutionnelle. « Aussi, remarquait-il, le peuple du plus bas étage en avait-il l'instinct secret. » Et à ce sujet il racontait qu'en revenant de son couronnement d'Italie, et dans les environs de Lyon, la population accourant sur les routes, il lui prit fantaisie de monter seul et à pied la montagne de *Tarare*. Il avait défendu que personne ne le suivît ; se mêlant à la foule, il accosta une bonne vieille à qui il demanda ce que cela signifiait ; elle lui répondit que c'était l'Empereur qui allait passer. Sur quoi, après quelques paroles de politique, il lui dit : « Mais la bonne, autrefois vous aviez le tyran Capet, à présent vous avez le tyran Napoléon ; que diable avez-vous gagné à tout cela ? » La force de l'argument, disait Napoléon, déconcerta la vieille pour un moment. Mais cependant elle se remit et lui répondit : « Mais pardonnez-moi, monsieur ; après tout, il y a une grande différence : nous avons choisi celui-ci, et nous avons l'autre par hasard ; l'un était le roi des nobles, l'autre est celui du peuple ; c'est le nôtre. – Et la bonne vieille avait raison, ajoutait l'Empereur, et elle découvrait là plus d'instinct et de bon sens que bien des gens d'une grande instruction et de beaucoup d'esprit. »

L'Empereur s'entoura de grands officiers de la couronne, il se composa une nombreuse maison d'honneur en chambellans, écuyers et autres ; il les prit et parmi les personnes nouvelles que la révolution avait élevées, et dans les familles anciennes qu'elle avait dépouillées. Les premiers se regardaient sur un terrain qu'ils avaient acquis, les autres sur un terrain qu'ils croyaient recouvrer. Pour l'Empereur, il ne cherchait dans ce mélange que l'extinction des haines et la fusion des partis. Toutefois il est aisé, dit-il, d'apercevoir des mœurs et des manières bien différentes : les anciens mettaient bien plus d'empressement et de grâce dans leur service ; une madame de Montmorency se serait précipitée pour renouer les souliers de

l'impératrice ; une dame nouvelle y eût répugné ; celle-ci eût craint d'être prise pour une femme de chambre ; madame de Montmorency n'avait nullement cette crainte. Ces emplois d'honneur étaient pour la plupart sans émoluments, ils portaient même à de grandes dépenses ; mais ils mettaient chaque jour sous les yeux du maître, d'un maître tout-puissant, source des honneurs et des grâces, et qui avait dit hautement qu'il ne voulait pas qu'un officier de sa maison s'adressât à d'autre qu'à lui.

Au moment du mariage de l'impératrice, l'Empereur fit une recrue nombreuse de chambellans dans les premiers rangs de l'ancienne aristocratie ; tout à la fois pour montrer à l'Europe qu'il n'existait plus qu'un parti en France, et pour entourer l'impératrice de noms qui eussent pu lui être familiers peut-être. L'Empereur balançait même à prendre dans cette classe la dame d'honneur ; la crainte que l'impératrice, dont il ne connaissait pas le caractère, n'arrivât avec des préjugés de naissance qui enflerait trop l'ancien parti, lui fit faire un autre choix.

Depuis cet instant jusqu'au moment de nos revers, les plus anciennes, les plus illustres familles sollicitaient avec ardeur d'entrer dans la maison de l'Empereur : et comment ne l'eussent-elles pas fait ! l'Empereur gouvernait le monde, il avait élevé la France et les Français au-dessus des nations ; la puissance, la gloire, la force, étaient son cortège ; on était heureux d'entrer dans l'atmosphère d'un tel lustre ; appartenir directement à sa personne était, au-dedans et au-dehors, un titre à la considération, aux hommages, aux respects.

Lors de la restauration, un royaliste de distinction, qui s'était conservé pur et devant lequel j'avais trouvé grâce, me disait le plus sérieusement du monde (car quelle différence d'idées n'amène point la différence des partis) qu'avec mon nom et la conduite franche que j'avais tenue, je ne devais pas désespérer de pouvoir me placer encore auprès du roi, ou dans la maison de quelque prince ou princesse du sang. Quel fut le renversement de ses idées quand je lui répondis ; « Mon cher, je me le suis rendu impossible : j'ai servi le maître le plus puissant de la terre, je ne saurais désormais prendre rien de pareil auprès de qui que ce soit ici bas. Sachez que quand nous allions porter au loin les ordres de l'Empereur, dans les cours étrangères, en portant sa couleur, nous nous considérions et nous étions considérés partout à l'égal des princes. Il nous a fait voir jusqu'à sept rois attendant dans ses

salons, au milieu de nous et avec nous. Lors de son mariage, quatre reines portaient le manteau de l'impératrice, dont un de nous pourtant était le chevalier d'honneur et un autre l'écuyer. Croyez donc, mon cher, qu'une ambition généreuse se trouve rassasiée après de telles grandeurs. »

Du reste, la magnificence et la splendeur qui composaient cette cour sans exemple reposaient sur un ordre et une régularité d'administration qui ont fait l'étonnement et l'admiration de ceux qui sont venus en fouiller les débris. L'Empereur en inspectait plusieurs fois lui-même les comptes dans l'année. On a trouvé tous ses châteaux réparés et embellis ; ils renfermaient près de quarante millions de mobilier et quatre millions de vaisselle. S'il eût joui de quelques années de paix, l'imagination a de la peine à s'arrêter, dit-il, sur ce qu'il aurait pu faire.

L'Empereur disait avoir eu une idée heureuse qu'il était bien fâché de n'avoir pas exécutée : c'était d'avoir chargé quelques personnes de rechercher les pétitions les plus importantes : « Elles m'eussent indiqué chaque jour, disait-il, trois ou quatre particuliers des provinces qui auraient été admis à mon lever, et m'auraient expliqué directement leur affaire, je l'eusse discutée immédiatement avec eux, et je leur eusse rendu prompte justice. »

Je disais à l'Empereur que la commission qu'il avait créée fort anciennement sous le titre de Commission des Pétitions, approchait infiniment de son idée actuelle, et faisait en effet beaucoup de bien. J'en avais été président lors du retour de l'île d'Elbe ; et, dans le premier mois, j'avais déjà fait droit à plus de quatre mille pétitions.

« Il est vrai, lui disais-je, que les circonstances d'abord, et l'habitude ensuite, n'avaient jamais permis à cet établissement de jouir de la plus précieuse prérogative dont il avait doté sa création ; celle qui aurait produit sans doute le plus d'effet sur l'opinion, savoir, de lui présenter officiellement, à sa grande audience du dimanche, le résultat du travail de toute la semaine. » Mais la nature des choses, les constantes expéditions de l'Empereur, et surtout la jalousie des ministres, tout avait concouru à dépouiller cette commission de ce beau privilège.

L'Empereur était fâché aussi, disait-il, de n'avoir point établi, par l'étiquette du palais, que toutes les personnes présentées, les femmes

surtout, qui pourraient prétendre à obtenir de lui une audience, arriveraient de plein droit au salon de service. L'Empereur, le traversant plusieurs fois dans la journée, eût pu satisfaire en passant à quelques-unes de leurs demandes, et se fût épargné de la sorte le refus de ces audiences ou la perte du temps qu'elles lui causaient.

L'Empereur avait balancé quelque temps, disait-il, à rétablir le grand couvert de nos rois, c'est-à-dire le dîner en public, chaque dimanche, de toute la famille impériale. Il nous a demandé notre avis ; nous différions : les uns l'approuvaient, présentaient ce spectacle de famille comme fort moral pour le public, et propre à produire le meilleur effet sur son esprit ; c'était d'ailleurs, disaient-ils, un moyen pour chaque individu de voir son souverain : d'autres le combattaient, objectant qu'il y avait dans cette cérémonie quelque chose d'idole et de féodal, de badauderie et de servilité, qui n'était plus dans nos mœurs ni dans leur dignité moderne. On pouvait bien aller voir le souverain à l'église ou au spectacle ; là, on concourait du moins à ses actes religieux ou l'on prenait part à ses plaisirs ; mais aller le voir manger, c'était se donner un ridicule mutuel : la souveraineté, devenue, ainsi que l'avait si bien dit l'Empereur, une magistrature, ne devait se montrer qu'en pleine activité : accordant des grâces, réparant des torts, expédiant des affaires, passant des revues, mais surtout dépouillée des infirmités ou des besoins de l'homme, etc. Son utilité, ses bienfaits devaient être son nouveau prestige : l'apparition du souverain devait être de tous les instants et inattendue, comme la Providence ; telle était l'école nouvelle ! telle avait été la nôtre.

« Eh bien ! disait l'Empereur, il est peut-être vrai que les circonstances du temps auraient dû borner cette cérémonie au prince impérial, et seulement au temps de sa jeunesse ; car c'était l'enfant de toute la nation, il devait donc appartenir dès lors à tous les sentiments, à tous les yeux. »

Au retour de l'île d'Elbe, l'Empereur disait avoir eu la pensée de dîner chaque dimanche dans la galerie de Diane, au milieu de quatre ou cinquante convives ; ce qui eût été sans doute, disait-il, d'un immense effet sur le public, surtout au moment du Champ de Mai, lors de la réunion des députés des départements à Paris ; mais la rapidité et l'importance des affaires l'en empêchèrent : il craignit aussi peut-être qu'on ne vit dans cette

mesure une trop grande affectation de popularité, et que les ennemis du dehors ne la transformassent en crainte de sa part.

On est dans l'habitude, disait l'Empereur, de citer l'influence du ton et des manières de la cour sur celles d'une nation : il était loin d'avoir obtenu, remarquait-il, aucun résultat à ce sujet ; mais c'était le vice des circonstances et de plusieurs combinaisons inaperçues ; il y avait beaucoup réfléchi, et il pensait qu'il l'eût obtenu avec le temps.

« La cour, continuait-il, prise collectivement, n'exerce point cette influence ; ce n'est que parce que ses éléments, ceux qui la composent, vont propager, chacun dans sa sphère d'activité, ce qu'ils ont puisé à la source commune ; le ton de la cour n'arrive donc à toute une nation qu'au travers des sociétés intermédiaires. Or, nous n'avions pas de sociétés, nous ne pouvions point encore en avoir. Les sociétés, ces réunions pleines de charmes, où l'on jouit si bien des avantages de la civilisation, disparaissent subitement devant les révolutions, et ne se rétablissent qu'avec lenteur après la tempête. Les bases indispensables de la société sont l'oisiveté et le luxe ; or, nous étions encore tous dans l'agitation, et les grandes fortunes n'étaient pas encore bien établies. Un grand nombre de spectacles, une foule d'établissements publics, présentaient d'ailleurs des plaisirs plus faciles, moins gênants, plus vifs. La génération des femmes du jour était jeune ; elles aimaient mieux courir et se montrer en public que de demeurer chez elles, et se composer un cercle rétréci. Mais elles auraient vieilli, disait-il, et avec un peu de temps et de repos, toutes les choses eussent repris leur allure naturelle. Et puis encore, faisait-il observer, ce serait peut-être une erreur que de juger d'une cour moderne par le souvenir des cours anciennes : les cours anciennes étaient véritablement la puissance ; on disait la cour et la ville. Aujourd'hui, si l'on voulait parler juste, on était obligé de dire la ville et la cour. Les seigneurs féodaux, depuis qu'ils avaient perdu leur pouvoir, cherchaient en dédommagement leurs jouissances. Les souverains eux-mêmes semblaient désormais soumis à cette loi : le trône, avec nos idées libérales, cessait insensiblement d'être une seigneurie, et devenait purement une magistrature ; le prince, n'ayant plus qu'une représentation morale, toujours triste et ennuyeuse à la longue, devait chercher à s'y dérober, pour venir, en simple citoyen, prendre sa part des charmes de la société. »

Parmi une grande quantité de mesures nouvelles projetées par l'Empereur pour un avenir plus tranquille, son idée favorite avait été, la paix obtenue et le repos conquis, de ne plus vivre que pour les épurations administratives et les améliorations locales ; de se voir en tournées perpétuelles dans les départements : il eût visité et non parcouru, campé et non voyagé ; il eût fait usage de ses propres chevaux, se fût entouré de l'impératrice, du roi de Rome, de toute sa cour. Toutefois il eût voulu que ce grand attirail n'eût été onéreux à personne, mais plutôt un bienfait pour tous : une tenture des Gobelins et tous les accessoires, tramés à sa suite, eussent meublé, décoré ses stations. Les autres personnes de la cour, disait-il, eussent été logées à la craie chez les bourgeois, qui eussent regardé leurs hôtes comme un bienfait plutôt qu'un fardeau, parce qu'ils eussent toujours été pour eux la certitude de quelque avantage ou de quelques faveurs. « C'est là, continuait-il, que j'eusse pu, dans chaque lieu, prévenir les fraudes, châtier les dilapidateurs ; ordonner des édifices, des ponts, des chemins ; dessécher des marais, fertiliser des terres, etc... Si le Ciel alors, continuait-il, m'eût accordé quelques années, assurément j'aurais fait de Paris la capitale de l'univers, et de toute la France un véritable roman. » Il répétait souvent ces dernières paroles : que de gens déjà auront dit cela, ou le répéteront avec lui !

Jeu d'échecs venu de la Chine – Présentation des capitaines de la flotte de la Chine.

Mercredi 6.

L'Empereur est monté à cheval à sept heures ; il m'a dit d'appeler mon fils pour nous accompagner ; c'était une grande faveur. Durant notre promenade, l'Empereur est descendu cinq ou six fois pour regarder, à l'aide d'une lunette, des vaisseaux qui étaient en vue ; il en a reconnu un pour être hollandais : les trois couleurs sont toujours pour nous un objet de sentiment et de vive émotion. Dans une de ces stations, le cheval le plus fringant de la bande s'est échappé, il a fallu le poursuivre longtemps ; mon fils a gagné ses éperons ; il l'a ramené triomphant, et l'Empereur a remarqué que dans un tournoi ce serait une victoire.

Au retour, l'Empereur a déjeuné à l'ombre ; il nous a retenus tous.

Avant et après le déjeuner, l'Empereur a causé avec moi seul, à l'écart, d'objets sérieux, et que je ne puis confier au papier...

La chaleur était devenue forte, il s'est retiré. Il était quatre heures et demie quand il m'a fait appeler ; sa toilette se finissait. Le docteur lui a apporté un jeu d'échecs qu'il avait été acheter à bord des bâtiments chinois ; l'Empereur en avait désiré un. Celui-ci avait été payé trente napoléons ; il était l'objet de l'admiration du pauvre docteur, et rien ne paraissait plus ridicule à l'Empereur : toutes les pièces, au lieu de ressembler aux nôtres, étaient de grosses et lourdes images de leurs noms ; ainsi un cavalier y était armé de toutes pièces, et la tour reposait sur un énorme éléphant, etc. L'Empereur n'a pu s'en servir, disant plaisamment qu'il lui faudrait une grue pour faire mouvoir chaque pièce.

Cependant autour du jardin rôdaient encore beaucoup d'officiers ou des employés des bâtiments de la Chine. Leur curiosité, quelques heures auparavant, les avait portés à pénétrer chez nous ; nous avons été littéralement envahis dans nos chambres. L'un disait que l'orgueil de sa vie serait d'avoir vu Napoléon ; l'autre, qu'il n'oserait pas se présenter devant sa femme, en Angleterre, s'il ne pouvait lui dire qu'il avait été assez heureux pour apercevoir ses traits ; l'autre, qu'il abandonnerait tous les bénéfices de son voyage pour un seul coup d'œil, etc.

L'Empereur les a fait approcher ; il serait difficile de rendre leur satisfaction et leur joie ; ils n'avaient pas osé autant prétendre ni espérer. L'Empereur leur a fait, suivant son usage, de nombreuses questions sur la Chine, son commerce, ses habitants ; leurs rapports, leurs mœurs, les missionnaires, etc. Il les a gardés plus d'une demi-heure avant de les congédier. À leur départ, nous lui peignons l'enthousiasme dont ces officiers nous avaient rendus les témoins, nous lui racontions tout ce qu'ils avaient laissé échapper à son sujet. « Je le crois bien, dit-il ; vous ne vous apercevez pas qu'ils sont des nôtres. Tout ce que vous avez vu là est du tiers-état d'Angleterre, les ennemis naturels, sans qu'ils s'en rendent peut-être compte à eux-mêmes, de leur vieille et insolente aristocratie. »

Au dîner l'Empereur a peu mangé, il n'était pas bien : après le café, il a essayé une partie d'échecs ; mais il était trop assoupi, et s'est retiré presque aussitôt.

Mystification.

Jeudi 7.

L'Empereur est monté de fort bonne heure à cheval ; il m'a dit de nouveau d'appeler mon fils pour l'accompagner. L'Empereur, la veille, en le voyant à cheval, m'avait demandé si je ne lui faisais pas apprendre à panser son cheval, que rien n'était plus utile dans la vie, qu'il l'avait particulièrement ordonné dans l'école militaire de Saint-Germain. J'étais fâché qu'une pareille idée m'eût échappé, elle était dans mon genre, je la saisis avec ardeur, et mon fils encore davantage. Aussi il montait en ce moment un cheval auquel personne n'avait touché que lui. L'Empereur, à qui je l'ai dit, en a paru satisfait, et a daigné lui faire subir une espèce de petit examen.

Un instant avant le dîner, je me suis rendu, comme de coutume, au salon ; l'Empereur y jouait une partie d'échecs avec le grand maréchal. Le valet de chambre de service à la porte du salon est venu me porter une lettre ; il y avait dessus : *très pressé*. Par respect pour l'Empereur, je me cachais pour essayer de la lire ; elle était en anglais : on y disait que j'avais fait un très bel ouvrage ; qu'il n'était pourtant pas exempt de fautes ; que si je voulais les corriger dans une nouvelle édition, nul doute que l'ouvrage n'en valût beaucoup mieux ; et sur ce, l'on priait Dieu qu'il m'eût en sa digne et sainte garde. Une pareille lettre, si peu attendue et tant soit peu déplacée, me semblait-il, excitait ma surprise, un peu ma colère ; le rouge m'en était monté au visage ; c'était au point que je ne m'étais pas donné le temps d'en considérer l'écriture. En la parcourant, j'ai reconnu la main, malgré la beauté inusitée de l'écriture, et je n'ai pu m'empêcher d'en rire beaucoup à part. Mais l'Empereur, qui me voyait par côté, m'a demandé de qui était la lettre qu'on m'avait remise. J'ai répondu que c'était un écrit qui m'avait imprimé un premier sentiment bien différent de celui qu'il me laisserait. Je le disais si naturellement, la mystification avait été si complète, qu'il se mit à rire aux larmes. La lettre était de lui ; l'écolier avait voulu se moquer de son maître, et s'essayer à ses dépens. Je garde soigneusement cette lettre ; la

gaieté, le style et la circonstance, me la rendent plus précieuse qu'aucun diplôme qu'eût pu me donner l'Empereur au temps de sa puissance.

L'Empereur en état d'employer son anglais – Sur la médecine – Corvisart – Définition – Sur la peste
– Médecine de Babylone.

Vendredi 8.

L'Empereur n'avait pas dormi de la nuit : dans son insomnie, il s'était amusé à m'écrire une nouvelle lettre en anglais ; il me l'a envoyée cachetée ; j'en ai corrigé les fautes, et lui ai répondu, en anglais aussi, par le retour du courrier ; il m'a fort bien compris ; ce qui l'a convaincu de ses progrès, et lui a prouvé qu'il pourrait désormais, à toute rigueur, correspondre dans sa nouvelle langue.

Le docteur Warden, du *Northumberland*, a dîné avec l'Empereur. La conversation a été exclusive sur la médecine, tantôt gaie, tantôt sérieuse et profonde. L'Empereur était en bonne humeur, un mot n'attendait pas l'autre ; il accablait le docteur de questions, d'arguments spirituels et subtils qui l'embarrassaient fort ; celui-ci n'y voyait que du feu si bien qu'après le dîner, il me prit à part pour me demander comment il se faisait que l'Empereur fût si fort sur ces matières ; il ne doutait pas qu'elles ne fussent l'objet de ses conversations familières. « Pas plus que toute autre chose, lui disais-je avec vérité ; mais c'est qu'il est peu de sujets qui soient étrangers à l'Empereur, et qu'il les traite tous d'une manière neuve et piquante. »

L'Empereur ne croit point à la médecine ni à ses remèdes, dont il ne fait aucun usage. « Docteur, disait-il, notre corps est une machine à vivre ; il est organisé pour cela, c'est sa nature ; laissez-y la vie à son aise, qu'elle s'y défende elle-même, elle fera plus que si vous la paralysez en l'encomrant de remèdes. Notre corps est comme une montre parfaite qui doit aller un certain temps ; l'horloger n'a pas la faculté de l'ouvrir, il ne peut la manier qu'à tâtons et les yeux bandés. Pour un qui, à force de la tourmenter à l'aide d'instruments bicornus, vient à bout de lui faire du bien, combien d'ignorants la détruisent, etc... »

L'Empereur ne reconnaissait donc d'utilité à la médecine que dans certains cas assez rares, dans des maladies connues, consacrées par le temps

et l'expérience ; et il comparait alors l'art du médecin à celui de l'ingénieur dans les sièges réguliers, où les maximes de Vauban, les règles de l'expérience, ont soumis tous les hasards à des lois connues. Aussi, d'après ces principes, l'Empereur avait-il conçu l'idée d'une loi qui n'eût permis à la masse des médecins en France que l'usage des remèdes innocents, et qui leur eût interdit celui des remèdes *héroïques*, c'est-à-dire qui peuvent donner la mort, à moins qu'ils ne fissent trois ou quatre mille francs au moins de leur état ; ce qui supposait déjà, disait-il, de l'éducation, des connaissances et un certain crédit public. « Cette mesure, disait-il, était certainement juste et bienfaisante ; toutefois elle était encore, dans les circonstances où je me trouvais, hors de saison ; les lumières n'étaient pas encore assez généralement répandues : nul doute que la masse du peuple n'eût vu qu'un acte de tyrannie dans la loi qui pourtant le dérobaient à ses bourreaux. »

L'Empereur avait, disait-il, souvent entrepris, sur la médecine, le célèbre Corvisart, son premier médecin. Celui-ci, à part l'honneur de son corps et de ses collègues, lui confessait avoir à peu près les mêmes opinions, et les mettait même en pratique. Il était très ennemi des remèdes, les employait fort peu. L'impératrice Marie-Louise, souffrant beaucoup dans sa grossesse, et le tourmentant pour être soulagée, il lui donnait malicieusement des pilules de mie de pain, qui ne laissaient pas que de lui faire beaucoup de bien, assurait-elle.

L'Empereur disait qu'il avait amené Corvisart à avouer que la médecine était une ressource privilégiée ; qu'elle pouvait faire du bien aux riches, mais qu'elle était le fléau des pauvres. « Mais ne croyez-vous pas, disait l'Empereur, que, vu l'incertitude de la médecine en elle-même et l'ignorance des mains qui l'emploient, ses résultats, pris en masse, sont plus funestes aux peuples qu'utiles ? » Corvisart en convenait franchement. « Mais vous-même n'avez-vous jamais tué personne ? disait l'Empereur, c'est-à-dire n'est-il pas des malades qui sont morts évidemment de vos remèdes ? – Sans doute, répondit Corvisart ; mais je ne dois pas l'avoir plus sur la conscience que Votre Majesté, qui aurait fait périr des cavaliers, non pas parce qu'elle aurait ordonné une mauvaise manœuvre, mais parce qu'il s'est trouvé sur leur route un fossé, un précipice qu'elle n'avait pu voir, etc... »

De là l'Empereur est passé à des problèmes et des définitions qu'il proposait au docteur. « Qu'est-ce que la vie ? lui disait-il. Quand et comment la recevons-nous ? Tout cela est-il autre chose que mystère ? »

Puis il définissait la folie innocente une lacune ou divagation de jugement entre des idées justes et leur application : un fou mange des raisins dans une vigne qui n'est pas la sienne, et répond aux reproches du propriétaire : « Nous sommes deux ici, le soleil nous voit ; donc j'ai le droit de manger des raisins. » Le fou terrible était celui chez qui cette lacune ou divagation de jugement s'exerçait entre des idées et des actes : c'était celui qui coupait la tête d'un homme endormi, et se cachait derrière une haie pour jouir de l'embarras du corps mort lorsqu'il viendrait à se réveiller.

L'Empereur demandait encore au docteur quelle était la différence entre le sommeil et la mort, et il y répondait lui-même en disant que le sommeil était la suspension momentanée des facultés sur lesquelles notre volonté exerce son pouvoir ; et la mort, la suspension durable, non seulement de ces mêmes facultés, mais encore de celles sur lesquelles notre volonté est sans pouvoir.

De là la conversation est tombée sur la peste. L'Empereur soutenait qu'elle se prenait par l'aspiration aussi bien que par le contact ; il disait que son plus grand danger et sa plus grande propagation étaient dans la crainte ; son siège principal dans l'imagination : en Égypte, tous ceux dont l'imagination était frappée périssaient. La défense la plus sûre, le remède le plus efficace étaient le courage moral. Lui, Napoléon, avait impunément touché, disait-il, des pestiférés à Jaffa, et sauvé beaucoup de monde en trompant les soldats pendant plus de deux mois sur la nature du mal : ce n'était pas la peste, leur avait-on dit, mais une fièvre à bubons. De plus, il avait observé que le meilleur moyen d'en préserver l'armée avait été de la mettre en marche et de lui donner beaucoup de mouvement : la distraction et la fatigue s'étaient trouvées les plus sûres garanties, etc..

L'Empereur disait encore au docteur : « Si Hippocrate entraît tout à coup dans votre hôpital, ne serait-il pas bien étonné ? adopterait-il vos maximes et vos mesures ? ne vous réproverait-il pas ? Vous-même, entendriez-vous son langage ? vous comprendriez-vous l'un et l'autre ? » Et il terminait enfin par vanter gaiement la médecine de Babylone, où l'on exposait les malades à la porte, et où les parents, assis auprès d'eux, arrêtaient les

passants pour leur demander s'ils avaient jamais eu pareille chose, et ce qui les avait guéris. On avait du moins la certitude, disait-il, d'éviter ceux que les remèdes avaient tués.

Samedi 9.

J'étais à déjeuner avec l'Empereur, après la leçon d'anglais, lorsqu'on m'a apporté une lettre de ma femme, qui m'a rempli de joie et de reconnaissance. Elle me mandait que la crainte, ni la fatigue, ni la distance, ne sauraient l'empêcher de venir me rejoindre, qu'elle n'aurait de bonheur qu'auprès de moi, qu'elle n'attendait que la saison. Dévouement admirable ! bien supérieur à tout le nôtre ici, en ce qu'il s'exécute aujourd'hui de sa part en toute connaissance de cause. Je ne pense pas qu'on puisse avoir la barbarie à Londres de le lui refuser : que sollicite-t-elle ? des grâces, une faveur ? Non, elle demande de partager un exil, d'aller, sur un roc abandonné, remplir un devoir, et témoigner sa tendresse [\[1\]](#).

Procès de Ney – Voiture perdue à Waterloo – Entrevue de Dresde – Sur l'humeur des femmes –
Princesse Pauline – Beau mouvement de l'Empereur.

Dimanche 10 au mardi 12.

Dans les papiers qui venaient d'arriver et que l'empereur a eu la satisfaction cette fois de lire tout seul, se trouvaient beaucoup de détails sur le procès du maréchal Ney, qui se traitait en cet instant. À ce sujet, l'Empereur disait que l'horizon était bien sombre ; que ce malheureux maréchal était certainement en grand péril ; que néanmoins il ne fallait pas désespérer encore. « Le roi se croit sans doute bien sûr de ses pairs, disait-il ; ceux-ci sont sûrement bien montés, bien résolus, bien acharnés ; eh bien, le plus léger incident, un vent nouveau, que sais-je ? et alors, en dépit de tous les efforts du roi et de ce qu'ils croient être l'intérêt de leur cause, il peut prendre tout à coup fantaisie à la Chambre des pairs de ne pas condamner, et Ney se trouver sauvé. »

Cela a conduit l'Empereur à s'étendre sur notre esprit léger, fugitif, changeant. « Tous les Français, a-t-il dit, sont frondeurs, turbulents ; mais

non conspirateurs, encore moins conjurés. Leur légèreté est tellement de nature, leurs variations si subites, qu'on ne pourrait dire qu'elles les déshonorent : ce sont de vraies girouettes au gré des vents ; mais ce vice, chez eux, est sans calcul ; et voilà leur meilleure excuse. Du reste, il est bien entendu que nous ne parlons ici que de la masse, de celle qui compose l'opinion ; car des exemples individuels, au contraire, ont fourmillé dans nos derniers temps, qui couvrent certaines classes d'une abjection dégoûtante. »

C'était cette connaissance du caractère national, continuait l'Empereur, qui l'avait toujours empêché d'avoir fait usage de la haute-cour. Elle était dans notre constitution, le Conseil d'État en avait même arrêté l'organisation ; mais l'Empereur avait senti tout le danger de l'éclat et de l'agitation que répandent toujours de pareils spectacles. « Une telle procédure, disait-il, était un véritable appel au public, et devenait toujours un grand échec à l'autorité, si l'accusé l'emportait. Un ministère, en Angleterre, pouvait bien supporter sans inconvénient les effets de cet appel perdu ; mais un souverain tel que je l'étais, et dans les circonstances où je me trouvais, ne l'aurait pas pu sans le plus grand danger pour la chose publique ; aussi préférais-je m'en tenir constamment aux tribunaux ordinaires. La malveillance trouva souvent à y redire, et pourtant, de tous ceux qu'il lui plut alors d'appeler des victimes, quel est celui, je vous prie, qui ait survécu populaire à nos dernières épreuves ? Elles ont pris soin de me justifier ; tous demeurent flétris dans l'opinion nationale. »

L'Empereur avait réservé, pour lire avec moi, un article du journal relatif à la voiture qu'il a perdue à Waterloo ; la grande quantité d'expressions techniques le lui avait rendu trop difficile. Le journaliste donnait un détail très circonstancié de cette voiture, et faisait un inventaire très minutieux de tout ce qui s'y trouvait ; il y joignait parfois les réflexions les plus triviales : en mentionnant une petite boîte de liqueur, il observait que l'Empereur ne s'oubliait pas et ne se laissait manquer de rien : en citant certains objets recherchés de son nécessaire, il ajoutait qu'on pouvait voir qu'il faisait sa toilette en *homme comme il faut* (l'expression était en français). Ce dernier mot a produit dans l'Empereur une sensation que n'eût pas excitée sans doute un sujet plus important. « Mais, me dit-il avec une espèce de dégoût mêlé de douleur, ce peuple d'Angleterre me croit donc un animal sauvage ?

l'a-t-on amené véritablement jusque-là ? ou son prince de Galles, espèce de bœuf Apis, m'assure-t-on, ne fait-il pas sa toilette comme chacun de ceux qui, parmi nous, ont quelque éducation ?... »

Il est certain que j'aurais été fort embarrassé de lui expliquer ce qu'avait voulu dire le journaliste. Au surplus, il est connu que l'Empereur est la personne du monde qui mettait le moins de prix à ses aises et s'en occupait le moins ; mais aussi, et il se plaît à le confesser, il n'en fut jamais pour qui le dévouement et les soins des serviteurs en réunirent davantage. Comme il mangeait à des heures très irrégulières, on avait trouvé le secret, dans ses courses et ses voyages, d'avoir son dîner fort ressemblant à celui des Tuileries et toujours prêt. Il n'avait qu'à parler, et il se trouvait servi : c'était magique, disait-il lui-même. Durant quinze ans, il a bu constamment un même vin de Bourgogne (Chambertin), qu'il aimait et qu'on croyait lui être salulaire ; ce vin se retrouvait pour lui dans toute l'Allemagne, au fond de l'Espagne, partout, jusqu'à Moscou, etc., etc. ; et il est vrai de dire que les arts, le luxe, le raffinement de l'élégance et du bon goût semblaient se disputer, et comme à son insu, autour de lui, pour lui ménager quelques jouissances. Le journaliste anglais décrivait donc une infinité d'objets qui étaient dans la voiture, sans doute, mais dont l'Empereur n'avait pas la moindre connaissance, bien qu'il ne s'en étonnait nullement, disait-il.

Le mauvais temps, qui continuait de commander notre réclusion, n'a pas influé sur l'humeur de l'Empereur, qui précisément ces jours-ci a montré plus d'abandon, a été plus causeur que de coutume. Il a parlé longuement, et dans les plus grands détails, de la fameuse entrevue de Dresde.

Cette entrevue a été l'époque de la plus haute puissance de Napoléon ; il y a paru *le roi des rois* ; il en était à se voir obligé de témoigner qu'il fallait qu'on s'occupât de l'empereur d'Autriche, son beau-père. Ce souverain, non plus que le roi de Prusse, n'avaient pas de maison à leur suite ; Alexandre n'en avait pas eu davantage à Tilsit ou à Erfurt. Là, comme à Dresde, on mangeait chez Napoléon. Ces cours, disait l'Empereur, étaient mesquines et bourgeoises : c'était lui qui en fixait l'étiquette, et y donnait le ton ; il faisait passer François devant lui, et celui-ci en était dans le ravissement. Le luxe de Napoléon et sa magnificence durent le faire paraître un roi d'Asie : là, comme à Tilsit, il gorga de diamants tous ceux qui l'approchèrent. Nous lui apprîmes qu'à Dresde il n'avait pas eu un soldat

français autour de lui, et que sa cour parfois n'avait pas été sans inquiétude sur sa personne. Il avait de la peine à nous croire, mais nous l'assurions que c'était un fait, qu'il n'avait eu d'autre garde que les gardes du corps saxons. « C'est égal, nous disait-il, alors j'étais là dans une si bonne famille, avec de si braves gens, que j'étais sans risque ; tous m'y aimaient ; et à l'heure qu'il est je suis sûr que le bon roi de Saxe dit chaque jour un *Pater* et un *Ave* pour moi. J'ai perdu, ajoutait-il, les destinées de cette pauvre bonne princesse Auguste, et j'ai eu bien tort. Revenant de Tilsit, je reçus à Marienverder un chambellan du roi de Saxe, qui me remit une lettre de son maître ; il m'écrivait : Je viens de recevoir une lettre de l'empereur d'Autriche qui me demande ma fille en mariage ; je vous envoie cette lettre pour que vous me disiez la réponse que je dois faire. — Je serai sous peu de jours à Dresde, » fut la réponse de l'Empereur, et à son arrivée il condamna ce mariage et l'empêcha. « J'ai eu grand tort, répétait-il, je craignais que l'empereur François ne m'enlevât le roi de Saxe ; mais au contraire, c'est la princesse Auguste qui m'eût amené l'empereur François, et je ne serais pas ici. »

Napoléon, à Dresde, travaillait beaucoup, et Marie-Louise, jalouse de profiter des plus petits loisirs de son époux, sortait à peine pour ne pas les perdre. L'empereur François, qui ne faisait rien et s'ennuyait tout le jour à courir la ville, ne comprenait rien à cette réclusion du ménage ; il s'imaginait que c'était pour se donner de la tenue et de l'importance. L'impératrice d'Autriche cherchait beaucoup à faire courir Marie-Louise : elle lui peignait son assiduité comme ridicule. Elle eût volontiers pris des tons de belle-mère avec Marie-Louise, qui n'était pas disposée à le souffrir, leur âge étant à peu près le même. Elle venait souvent le matin à la toilette de Marie-Louise fureter dans son luxe et sa magnificence : elle n'en sortait jamais les mains vides. « Le règne de Marie-Louise a été fort court, disait l'Empereur, mais elle a dû bien en jouir ; elle avait la terre à ses pieds. » L'un de nous s'est permis de demander si l'impératrice d'Autriche n'était pas l'ennemie jurée de Marie-Louise. « Pas autrement, disait l'Empereur, qu'une bonne petite haine de cour : de la détestation dans le cœur, mais gazée sous des lettres journalières de quatre pages, pleines de tendresse et de cajoleries. »

L'impératrice d'Autriche soignait extrêmement Napoléon, avait pour lui une coquetterie toute particulière tant qu'il était présent ; mais sitôt qu'il avait le dos tourné, elle ne s'occupait plus qu'à en détacher Marie-Louise par les insinuations les plus méchantes et les plus malicieuses ; elle était choquée de ne pas réussir à prendre quelque empire sur lui. « D'ailleurs elle a de l'adresse et de l'esprit, disait l'Empereur, et assez pour embarrasser son mari, qui avait acquis la certitude qu'elle en faisait peu de cas. Sa figure était agréable, piquante, avait quelque chose de tout particulier ; c'était une *jolie petite religieuse*.

« Quant à l'empereur François, on connaît sa débonnaireté, qui le rend toujours dupe des intriguants. Son fils lui ressemblera.

« Le roi de Prusse, comme caractère privé, est un loyal, bon et honnête homme ; mais dans sa capacité politique, c'est un homme naturellement plié à la nécessité ; avec lui on est le maître tant qu'on a la force et que la main est levée.

« Pour l'empereur de Russie, c'est un homme infiniment supérieur à tout cela ; il a de l'esprit, de la grâce, de l'instruction, est facilement séduisant, mais on doit s'en défier : il est sans franchise ; c'est un vrai *Grec du Bas-Empire*. Toutefois n'est-il pas sans idéologie réelle ou jouée ; ce ne serait du reste, après tout, que des teintes de son éducation et de son précepteur. Croira-t-on jamais, disait l'Empereur, ce que j'ai eu à débattre avec lui ? Il me soutenait que l'hérédité était un abus dans la souveraineté, et j'ai dû passer plus d'une heure et user toute mon éloquence et ma logique à lui prouver que cette hérédité était le repos et le bonheur des peuples. Peut-être aussi me mystifiait-il, car il est fin, faux, adroit, hypocrite ; je le répète, c'est un Grec du Bas-Empire ; il peut aller loin. Si je meurs ici, ce sera mon véritable héritier en Europe. Moi seul pouvais l'arrêter se présentant avec son déluge de Tartares. La crise est grande et permanente pour le continent européen, surtout pour Constantinople : il l'a fort désirée de moi ; j'ai été fort cajolé à ce sujet, mais j'ai constamment fait la sourde oreille. Cet empire, quelque délabré qu'il parût, devait demeurer notre point de séparation à tous deux : c'était le marais qui empêchait de tourner ma droite. Pour la Grèce, c'est autre chose ! » Et après s'être arrêté sur ce pays, il a repris : « La Grèce attend un libérateur !... Ce serait une belle couronne de gloire !... Il inscrira son nom à jamais avec ceux d'Homère, Platon et

Épaminondas !... Je n'en ai peut-être pas été loin !... Quand, dans ma campagne d'Italie, j'arrivai sur les bords de l'Adriatique, j'écrivis au Directoire que j'avais sous mes yeux le royaume d'Alexandre !... Plus tard je liai des relations avec Aly-Pacha ; et quand on nous a saisi Corfou, on aura dû y trouver des munitions et un équipement complet pour une armée de quarante à cinquante mille hommes. J'avais fait lever les cartes de la Macédoine, de la Servie, de l'Albanie.

« La Grèce, le Péloponèse du moins, doit être le lot de la puissance européenne qui possédera l'Égypte : ce devait être le nôtre... Et puis, au nord, un royaume indépendant, Constantinople avec ses provinces, pour servir comme de barrage à la puissance russe, ainsi qu'on a prétendu le faire à l'égard de la France en créant le royaume de la Belgique. »

Dans une autre de ces soirées, l'Empereur déclamait contre l'humeur des femmes : Car rien, disait-il, n'annonçait plus chez elle le rang, la bonne éducation, le bon ton, que l'égalité de leur caractère et le constant désir de plaire. Il ajoutait qu'elles étaient tenues à se montrer toujours maîtresses d'elles-mêmes, à être toujours en scène. Ses deux femmes, nous disait-il, avaient toujours été ainsi ; elles étaient assurément bien différentes dans leurs qualités et leurs dispositions ; toutefois elles s'étaient ressemblées tout à fait sur ce point. Jamais il n'avait été témoin de la mauvaise humeur de l'une ou de l'autre ; toutes deux avaient été constamment occupées à lui plaire, etc...

Quelqu'un a osé observer pourtant que Marie-Louise s'était vantée que toutes les fois qu'elle voulait quelque chose, si difficile que cela fût, elle n'avait qu'à pleurer. L'Empereur en a ri ; c'était pour lui, disait-il, une découverte : il aurait pu le soupçonner de Joséphine, mais il ne le savait pas de Marie-Louise. Et puis s'adressant à mesdames Bertrand et Montholon : « Vous voilà bien, Mesdames, leur dit-il ; sur certaines choses, vous êtes toutes les mêmes. »

Il a continué longtemps sur les deux impératrices, et a répété, suivant sa coutume, que l'une était l'innocence et l'autre les grâces. Il est passé de là à ses sœurs, et surtout s'est arrêté particulièrement et longtemps sur les attraits de la *princesse Pauline*. Il a été convenu que c'était, sans contredit, la plus jolie femme de Paris. L'Empereur disait que les artistes s'accordaient à en faire une véritable Vénus de Médicis ; et comme on

achevait de détailler ses attraits avec beaucoup d'élégance et de grâces, il a demandé tout à coup si une princesse du jour, chez nous, valait cela ; sur quoi quelqu'un s'est écrié que les attraits de madame la duchesse d'Angoulême étaient d'une nature toute différente ; ils étaient purement célestes : c'était la bonté, la douceur, la tendre charité, et surtout l'oubli et le pardon des injures. À ces mots, l'Empereur a avancé la main pour saisir l'oreille du malicieux interlocuteur. Heureusement pour celui-ci, la table de jeu l'en séparait.

Voici du reste, chemin faisant, une anecdote qui, si elle était vraie, serait bien propre à peindre les dispositions passionnées du château contre notre esprit d'égalité. Un Anglais, qui avait été fort de la connaissance de M. le comte d'Artois durant son exil, prenait congé de lui pour retourner en Angleterre, et lui disait qu'il espérait que, malgré la différence de nation, il lui continuerait ses bons souvenirs. « Que voulez-vous dire, Milord, avec notre différence de nation ? repartit vivement le prince ; il n'en est désormais que deux pour moi : la *noblesse* et la *canaille*. Milord, nous sommes de la même nation. ».

À la suite de ces conversations, l'Empereur demanda quelle était la date du mois ; c'était le 11 mars. « Eh bien, dit-il, il y a un an aujourd'hui, c'était un beau jour ; j'étais à Lyon, je passais des revues, j'avais le maire à dîner, qui, par parenthèse, s'est vanté depuis que c'était le plus mauvais dîner qu'il eût fait de sa vie. » L'Empereur s'est animé, il marchait à grands pas. « J'étais redevenu une grande puissance ! » continua-t-il ; et il a laissé échapper un soupir qu'il a relevé aussitôt par ces paroles, dont il serait difficile de tracer l'accent et la chaleur : « J'avais fondé le plus bel empire de la terre, et je lui étais sinécessaire qu'en dépit de toutes les secousses dernières, ici, sur mon rocher, je semble demeurer encore comme le maître de la France. Voyez ce qui s'y passe, lisez les journaux, vous le trouverez à chaque ligne. Qu'on m'y laisse pénétrer, on verra ce qu'elle est et ce que je puis ! » Et alors que d'idées, que de projets il a développés pour la gloire et le bonheur de la patrie ! Il a parlé longtemps avec tant d'intérêt et un tel abandon que nous pouvions oublier les heures, les lieux et les temps. En voici quelque chose :

« Quelle fatalité, disait-il, que l'on ne s'en soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe ! que chacun n'ait pas vu que j'étais le plus propre et le plus

nécessaire à l'équilibre et au repos européens ! Mais les rois et les peuples m'ont craint ; ils ont eu tort, et peuvent le payer chèrement. Je revenais un homme nouveau ; ils n'ont pu le croire ; ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère ou se plier à des circonstances obligées. J'avais pourtant fait mes preuves et donné quelques gages de ce genre. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures ? J'aurais été franchement le monarque de la constitution et de la paix, comme j'avais été celui de la dictature et des grandes entreprises.

« Quelles pouvaient être les craintes des rois ? Redoutaient-ils toujours mon ambition, mes conquêtes, ma monarchie universelle ? Mais ma puissance et mes forces n'étaient plus les mêmes, et puis je n'avais vaincu et conquis que dans ma propre défense ; c'est une vérité que le temps développera chaque jour davantage. L'Europe ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi ; et il nous fallait abattre, sous peine d'être abattu. La coalition exista toujours, publique ou secrète, avouée ou démentie ; elle fut toujours en permanence ; c'était aux alliés seuls à nous donner la paix : pour nous, nous étions fatigués : les Français s'effrayaient de conquérir de nouveau ! Moi-même, me croit-on insensible aux charmes du repos et de la sécurité, quand la gloire et l'honneur ne le veulent pas autrement ! Avec nos deux Chambres, on m'eût refusé désormais de passer le Rhin ; et pourquoi l'eussé-je voulu ? Pour ma monarchie universelle ? Mais je n'ai jamais fait preuve entière de démence ; or ce qui la caractérise surtout, c'est la disproportion entre les vues et les moyens. Si j'ai été sur le point d'accomplir cette monarchie universelle, c'est sans calcul, et parce qu'on m'y a amené pas à pas. Les derniers efforts pour y parvenir semblaient coûter à peine ; était-il si déraisonnable de les tenter ? Les souverains n'avaient donc rien à craindre de mes armes.

Redoutaient-ils que je les inondasse de principes anarchiques ? Mais ils connaissent par expérience mes doctrines sur ce point. Ils m'ont vu tous occuper leur territoire ; combien n'ai-je pas été poussé à révolutionner leur pays, municipaliser leurs villes, soulever leurs sujets. Bien qu'on m'ait salué, en leur nom, de *moderne Attila*, de *Robespierre à cheval*, tous savent mieux dans le fond de leur cœur !!! qu'ils y descendent ! Si je l'avais été, je régnerais encore peut-être ; mais eux, bien sûrement et depuis longtemps ils ne régneraient plus. Dans la grande cause dont je me voyais le chef et

l'arbitre, deux systèmes se présentaient à suivre : de faire entendre raison aux rois par les peuples, ou de conduire à bon port les peuples par les rois ; mais on sait s'il est facile d'arrêter les peuples quand une fois ils sont lancés : il était plus naturel de compter un peu sur la sagesse et l'intelligence des rois ; j'ai dû leur supposer toujours assez d'esprit pour de si clairs intérêts ; je me suis trompé : ils n'ont tenu compte de rien ; et, dans leur aveugle passion, ils ont déchaîné contre moi ce que j'avais retenu contre eux. Ils verront !!!

Enfin les souverains se trouvaient-ils offusqués de voir un simple soldat parvenir à une couronne ? Redoutaient-ils l'exemple ? Mais les solennités, mais les circonstances qui ont accompagné mon élévation, mon empressement à m'associer à leurs mœurs, à m'identifier à leur existence, à m'allier à leur sang et à leur politique, fermaient assez la porte aux nouveaux concurrents. Bien plus, si l'on eût dû avoir le spectacle d'une légitimité interrompue, je maintiens qu'il leur était bien plus avantageux que ce fût par moi, sorti des rangs, que par un prince membre de leur famille ; car des milliers de siècles s'écouleront avant que les circonstances accumulées sur ma tête aillent en puiser un autre dans la foule pour reproduire le même spectacle ; tandis qu'il n'est pas de souverain qui n'ait à quelques pas de lui, dans son palais, des cousins, des neveux, des frères, quelques parents propres à imiter facilement celui qui une fois les aurait remplacés.

D'une autre part, de quoi pouvaient s'effrayer les peuples ? Que je vinsse les ravager, leur imposer des chaînes ? Mais je revenais le Messie de la paix et de leurs droits ; cette doctrine nouvelle faisait ma force ; la violer, c'était me perdre. Cependant les Français mêmes m'ont redouté ; ils ont eu l'insanité de discuter quand il n'y avait qu'à combattre, de se diviser quand il fallait à tout prix se réunir. Et ne valait-il pas mieux encore courir les dangers de m'avoir pour maître que de s'exposer à subir le joug de l'étranger ? N'était-il pas plus aisé de se défaire d'un despote, d'un tyran, que de secouer les chaînes de toutes les nations réunies ? Et puis d'où leur venait cette défiance sur ma personne ? parce qu'ils m'avaient déjà vu concentrer en moi tous les efforts et les diriger d'une main vigoureuse. Mais n'apprennent-ils pas aujourd'hui à leurs dépens combien c'était nécessaire ? Eh bien ! le péril fut toujours le même, la lutte terrible et la crise imminente.

Dans cet état de choses, la dictature n'était-elle pas nécessaire, indispensable ? Le salut de la patrie me commandait même de la déclarer ouvertement au retour de Leipsick. J'eusse dû le faire encore au retour de l'île d'Elbe. Je manquai de caractère, ou plutôt de confiance dans les Français, parce que plusieurs n'en avaient plus en moi, et c'était me faire grande injure. Si les esprits étroits et vulgaires, ne voyaient dans tous mes efforts que le soin de ma puissance, les esprits larges n'auraient-ils pas dû démontrer que, dans les circonstances où nous nous trouvions, ma puissance et la patrie ne faisaient qu'un ? Fallait-il donc de si grands malheurs sans remèdes, pour pouvoir me faire comprendre ? L'histoire me rendra plus de justice ; elle me signalera, au contraire, comme l'homme des abnégations et du désintéressement. De quelles séductions ne fus-je pas l'objet à l'armée d'Italie ? L'Angleterre m'offrit d'être roi de France lors du traité d'Amiens. Je repoussai la paix de Châtillon ; je dédaignai toute stipulation personnelle à Waterloo ; pourquoi ? C'est que rien de tout cela n'était la patrie, et je n'avais d'autre ambition que la sienne, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté. Et aussi voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je demeure si populaire parmi les Français. C'est une espèce d'instinct, d'arrière-justice de leur part.

Qui sur la terre eut plus de trésors à sa disposition ? J'ai eu plusieurs centaines de millions dans mes caves ; plusieurs autres centaines composaient mon domaine de l'extraordinaire : tout cela était mon bien. Que sont-ils devenus ? Ils se sont fondus dans les besoins de la patrie. Qu'on me considère ici, je demeure nu sur mon roc ! Ma fortune était toute dans celle de la France ! Dans la situation extraordinaire où le sort m'avait élevé, mes trésors étaient les siens ; je m'étais identifié sans réserve avec ses destinées. Quel autre calcul eût pu m'atteindre si haut ? M'a-t-on jamais vu m'occuper de moi ? Je ne me suis jamais connu d'autres jouissances, d'autres richesses que celles du public ; c'est au point que quand Joséphine, qui avait le goût des arts, venait à bout, à la faveur de mon nom, de s'emparer de quelques chefs-d'œuvre, bien qu'ils fussent dans mon palais, sous mes yeux, dans mon ménage, je m'en trouvais comme blessé, je me croyais volé : *ils n'étaient pas au Muséum.*

Ah ! sans doute le peuple français a beaucoup fait pour moi ! plus qu'on ne fit jamais pour un homme ! Mais aussi qui fit jamais autant pour lui ?...

qui jamais s'identifia de la sorte avec lui ?...

Mais autour de nous, je reviens à celle-là surtout, à l'Angleterre. Quelles pouvaient être ses craintes, ses motifs, ses jalousies ? On se le demande en vain. Avec notre constitution nouvelle, nos deux Chambres, n'avions-nous pas désormais embrassé sa religion ? N'était-ce donc pas là un moyen sûr de nous entendre, de faire désormais cause commune ? Grâce à leurs parlements respectifs, chacun fût devenu la garantie de l'autre ; et saura-t-on jamais jusqu'à quel point pouvait se porter l'union des deux peuples et celle de leurs intérêts, les combinaisons nouvelles qu'il était possible de mettre en œuvre ? Ce qu'il y a de certain, n'est qu'avec l'établissement de nos Chambres et de notre constitution, les ministres d'Angleterre ont tenu dans leurs mains la gloire et la prospérité de leur patrie, les destinées et le bien-être du monde. Si j'eusse battu l'armée anglaise et gagné ma dernière bataille, j'eusse causé un grand et heureux étonnement ; le lendemain je proposais la paix, et pour le coup c'eût été moi qui aurais prodigué les avantages à pleines mains. Au lieu de cela, peut-être les Anglais seront-ils réduits à pleurer un jour d'avoir vaincu à Waterloo !!!

« Je le répète, les peuples et les rois ont eu tort ; j'avais retrem pé les trônes ; j'avais retrem pé la noblesse inoffensive, et les trônes et la noblesse peuvent se trouver de nouveau en péril. J'avais consacré, fixé les limites raisonnables des droits des peuples ; et les réclamations vagues, absolues et immodérées peuvent renaître.

« Mon retour et mon maintien sur le trône, mon adoption franche cette fois de la part des souverains, jugeaient définitivement la cause des rois et des peuples ; tous les deux l'avaient gagnée. Aujourd'hui on la remet en question : tous deux peuvent la perdre. On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre ; on a pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir ; et au lieu de cela, il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle !... Pauvre et triste humanité !... »

Pénétré comme je le suis des paroles et des opinions que j'ai recueillies de Napoléon sur son roc, et bien que parfaitement persuadé et convaincu de toute leur sincérité, je n'en éprouve pas moins une jouissance indicible, lorsqu'une contre-épreuve vient m'en démontrer l'exacte vérité ; et je dois dire que je goûte ce bonheur toutes les fois que je rencontre les occasions de ces contre-épreuves.

« Je me rendis aux Tuileries peu de jours après le 20 mars, dit M. Benjamin Constant ; je trouvai Bonaparte seul. Il commença le premier la conversation : elle fut longue, je n'en donnerai qu'une analyse, car je ne me propose pas de mettre en scène un homme malheureux. Je n'amuserai point nos lecteurs aux dépens de la puissance déchue ; je ne livrerai point à la curiosité malveillante celui que j'ai servi par un motif quelconque, et je ne transcrirai de ses discours que ce qui sera indispensable ; mais, dans ce que j'en transcrirai, je rapporterai ses propres paroles.

« Il n'essaya de me tromper ni sur ses vues ni sur l'état des choses. Il ne se présenta point comme corrigé par les leçons de l'adversité ; il ne voulut point se donner le mérite de revenir à la liberté par inclination ; il examina froidement dans son intérêt, avec une impartialité trop voisine de l'indifférence ; ce qui était possible et ce qui était préférable.

La nation, me dit-il, s'est reposée douze ans de toute agitation politique, et depuis une année elle se repose de la guerre : ce double repos lui a rendu un besoin d'activité. Elle veut ou croit vouloir une tribune et des assemblées ; elle ne les a pas toujours voulues. Elle s'est jetée à mes pieds quand je suis arrivé au gouvernement ; vous devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de l'opposition. Où était votre appui, votre force ? Nulle part. J'ai pris moins d'autorité que l'on ne m'invitait à en prendre... Aujourd'hui tout est changé : un gouvernement faible, contraire aux intérêts nationaux, a donné à ces intérêts l'habitude d'être en défense et de chicaner l'autorité. Le goût des constitutions, des débats, des harangues ; paraît revenir... Cependant ce n'est que la minorité qui le veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi ; ne l'avez-vous pas vue, cette multitude, se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant ? À ma rentrée de Cannes ici, je n'ai pas conquis, j'ai administré... Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'Empereur des soldats, je suis celui des paysans, des plébéiens de la France... Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi : il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés : la noblesse m'a servi, elle s'est lancée en foule dans mes antichambres ; il n'y a pas de places qu'elle n'ait acceptées, demandées, sollicitées. J'ai eu des *Montmorency*, des *Noailles*, des *Rohan*, des *Beauveau*, des *Mortemart* ; mais il n'y a jamais eu analogie. Le cheval

faisait des courbettes, il était bien dressé, mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose : la fibre populaire répond à la mienne ; je suis sorti des rangs du peuple, ma voix agit sur lui. Voyez ces conscrits, ces fils de paysans ; je ne les flattais pas, je les traitais durement ; ils ne m'entouraient pas moins, ils n'en criaient pas moins *vive l'Empereur !* C'est qu'entre eux et moi il y a même nature ; ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles... Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans toutes les provinces. Ils ont si bien manœuvré depuis six mois !... Mais je ne veux pas être le roi d'une jaquerie. S'il y a des moyens de gouverner par une constitution, à la bonne heure... J'ai voulu l'empire du monde ; et, pour me l'assurer, un pouvoir sans bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la France seule, il se peut qu'une constitution vaille mieux... J'ai voulu l'empire du monde, et qui ne l'aurait pas voulu à ma place ? Le monde m'invitait à le régir : souverains et sujets se précipitaient à l'envi sous mon sceptre. J'ai rarement trouvé de la résistance en France ; mais j'en ai pourtant rencontré davantage dans quelques Français obscurs et désarmés, que dans tous ces rois, si fiers aujourd'hui de n'avoir plus un homme populaire pour égal... Voyez donc ce qui vous semble possible. Apportez-moi vos idées. Des élections libres ? des discussions publiques ? des ministres responsables ? la liberté ? Je veux tout cela... La liberté de la presse surtout ; l'étouffer est absurde ; je suis convaincu sur cet article... Je suis l'homme du peuple ; si le peuple veut réellement la liberté, je la lui dois ; j'ai reconnu sa souveraineté, il faut que je prête l'oreille à ses volontés, même à ses caprices. Je n'ai jamais voulu l'opprimer pour mon plaisir ; j'avais de grands desseins ; le sort en a décidé, je ne suis plus un conquérant, je ne puis plus l'être. Je sais ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ; je n'ai plus qu'une mission : relever la France et lui donner un gouvernement qui lui convienne. Je ne hais point la liberté ; je l'ai écartée lorsqu'elle obstruait ma route ; mais je la comprends, j'ai été nourri dans ses pensées... Aussi bien, l'ouvrage de quinze années est détruit ; il ne peut se recommencer. Il faudrait vingt ans et deux millions d'hommes à sacrifier... D'ailleurs je désire la paix, et je ne l'obtiendrai qu'à force de victoires. Je ne veux pas vous donner de fausses espérances ; je laisse dire qu'il y a des négociations, il n'y en a point. Je prévois une lutte difficile, une longue guerre. Pour la soutenir, il faut que la nation m'appuie ; mais en

récompense elle exigera de la liberté : elle en aura... La situation est neuve. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis ; l'on n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir. Il conviendra plus sûrement encore à mon fils. » (*Minerve française*, 94e livr.)

Mercredi 13.

L'Empereur a fait dire au grand maréchal d'écrire à l'amiral pour savoir si une lettre que lui Napoléon écrirait au prince régent lui serait envoyée.

Injure à l'Empereur et au prince de Galles – Exécution de Ney – Évasion de Lavalette.

Jeudi 14, vendredi 15.

Nous avons reçu la réponse de l'amiral ; après avoir commencé, selon son protocole ordinaire, par dire qu'il ne connaissait personne du titre d'Empereur à Sainte-Hélène, il marquait qu'il enverrait la lettre mentionnée au prince régent, sans doute, mais qu'il s'en tiendrait à la lettre de ses instructions, qui portaient de ne laisser partir aucun papier pour l'Angleterre, qu'il n'eût été ouvert et lu par lui.

Cette lettre, il faut l'avouer, nous jeta dans une grande surprise ; la partie des instructions citées par l'amiral avait deux objets, tous deux étrangers à l'interprétation que lui donnait cet officier.

Le premier était, au cas que nous fissions des plaintes, pour que les autorités locales pussent y joindre leurs observations, et que le gouvernement, en Angleterre, pût nous rendre justice plus promptement, sans être obligé de renvoyer dans l'île pour demander des renseignements ultérieurs ; cette précaution était donc tout à fait dans nos intérêts. Le second objet de cette mesure était pour que notre correspondance ne pût être nuisible aux intérêts du gouvernement ou de la politique d'Angleterre. Mais nous écrivions au souverain, au chef, à l'homme même de ces intérêts et de ce gouvernement ; et si quelqu'un conspirait ici, ce n'était pas nous qui lui écrivions, mais bien celui qui interceptait notre lettre, ou prétendait en violer le secret. Qu'on établît auprès de nous des geôliers avec tout leur

attirail, sans le trouver juste, cela nous paraissait possible ; mais que ces geôliers fissent réagir leur fonction jusque sur leur souverain même, c'est ce qui nous semblait n'avoir pas de nom ; c'était entacher celui-ci tout à fait de l'idée de roi fainéant ou de sultan renfermé dans le fond du sérail ; c'était une véritable monstruosité dans nos mœurs européennes !

Depuis longtemps nous avions peu ou point de rapports avec l'amiral. Quelqu'un pensa que la mauvaise humeur peut-être avait dicté sa réponse ; un autre voulut qu'il craignît que la lettre ne renfermât des plaintes contre lui. Mais l'amiral connaissait trop bien l'Empereur pour ne pas savoir qu'il ne s'adresserait jamais à d'autre tribunal qu'à celui des nations. Moi qui savais quel eût été le sujet de la lettre, j'en ressentais une plus vive indignation : l'unique intention de l'Empereur avait été d'employer cette voie, la seule qui semblât convenable à sa dignité, pour écrire à sa femme et se procurer des nouvelles de son fils. Toutefois le grand maréchal répondit à l'amiral qu'il outrepassait ou interprétait mal ses instructions ; qu'on ne pouvait regarder sa détermination que comme une monstrueuse vexation de plus ; que la condition imposée était trop au-dessous de la dignité de l'Empereur, aussi bien que de celle du prince de Galles, pour qu'il conservât la pensée d'écrire.

Il venait d'arriver une frégate, portant les journaux de l'Europe jusqu'au 31 décembre : ils contenaient l'exécution de l'infortuné maréchal Ney et l'évasion de Lavalette.

« Ney, disait l'Empereur, aussi mal attaqué que mal défendu, avait été condamné par la Chambre des pairs, en dépit d'une capitulation sacrée. On l'avait laissé exécuter, c'était une faute de plus ; on en avait fait dès cet instant un martyr. Qu'on n'eût point pardonné Labédoyère, parce qu'on n'eût vu dans la clémence qu'une prédilection en faveur de la vieille aristocratie, cela se concevait ; mais le pardon de Ney n'eût été qu'une preuve de la force du gouvernement et de la modération du prince. On dira peut-être qu'il fallait un exemple ; mais le maréchal le devenait bien plus sûrement par un pardon, après avoir été avili par un jugement ; c'était pour lui une véritable mort morale qui lui ôtait toute influence, et cependant le coup de l'autorité était porté, le souverain satisfait et l'exemple accompli.

Le refus de clémence vis-à-vis *Lavalette* et son évasion étaient de nouveaux griefs tout aussi impopulaires, disait l'Empereur. Mais les salons

de Paris, faisait-il observer, montraient les mêmes passions que les clubs, la noblesse recommençait les Jacobins. L'Europe, du reste, demeurait dans une complète anarchie ; on y suivait hautement le code de l'immoralité politique ; tout ce qui tombait sous la main des souverains devenait bon pour chacun d'eux. Au moins, de mon temps, étais-je le point de mire de toutes les récriminations de ce genre. Les souverains alors ne parlaient que principes et vertus ; mais aujourd'hui, continuait-il, qu'ils étaient victorieux et sans frein, ils pratiquaient sans pudeur tous les torts qu'ils reprochaient alors eux-mêmes. Quelles ressources et quel espoir laissaient-ils donc aux peuples et à la morale ? Nos Françaises du moins, faisait-il remarquer, illustraient leurs sentiments : madame Labédoyère avait failli expirer de douleur ; ces journaux nous apprennent que madame Ney avait donné le spectacle du dévouement le plus courageux et le plus acharné. Madame Lavalette allait devenir l'héroïne de l'Europe. »

Commission pour le prince régent.

Samedi 16.

L'Empereur avait quitté l'*Encyclopédie britannique* pour prendre ses leçons d'anglais dans les *Annual Registers*. Il y a lu l'aventure d'un M. Spencer-Smith, arrêté à Venise, condamné à se rendre à Valenciennes, et qui s'échappa dans sa route. « Ce doit être une chose très simple, disait l'Empereur, dont le narrateur aura fait une grande histoire. Cette affaire m'est tout à fait inconnue, a-t-il ajouté, c'était un détail de police d'une importance trop inférieure pour qu'il eût pu remonter jusqu'à moi. »

Vers les quatre heures, on a présenté à l'Empereur le capitaine de *la Spey* qui arrivait d'Europe, et le capitaine du *Ceylan* qui partait pour l'Angleterre. L'Empereur était assez triste, il n'était pas bien ; l'audience du premier a été fort courte ; celle du second eût été de même, s'il n'eût réveillé l'Empereur en demandant si nous avions des lettres à envoyer en Europe. L'Empereur alors m'a dit de lui demander s'il verrait le prince régent ; sur son affirmation, j'ai été chargé de lui traduire que l'Empereur avait voulu écrire au prince régent ; mais que sur l'observation inouïe de l'amiral qu'il ouvrirait cette lettre, il s'en était abstenu comme d'une chose

contraire à sa dignité et à celle du prince régent lui-même. Qu'il avait bien entendu vanter les lois d'Angleterre, mais qu'il n'en apercevait le bénéfice nulle part ; qu'il ne lui restait plus qu'à attendre, qu'à désirer un bourreau ; que l'agonie qu'on lui faisait éprouver était inhumaine, barbare ; qu'il eût été plus franc, plus énergique de lui donner la mort. L'Empereur m'a fait répéter au capitaine qu'il voulût bien se charger de ces mots, et l'a congédié ; celui-ci était très rouge et fort embarrassé.

Esprit de l'Île-de-France.

Dimanche 17.

Un colonel anglais, arrivé du Cap et venant de l'Île-de-France, s'est présenté dans la matinée chez moi pour tâcher de pouvoir faire sa cour à l'Empereur. L'amiral n'avait accordé à son vaisseau que deux ou trois heures de mouillage, et ayant obtenu que l'Empereur voulût bien le recevoir à quatre heures, il m'assura qu'il préférerait manquer son vaisseau plutôt que de perdre une telle occasion. L'Empereur n'était pas très bien, il avait passé plusieurs heures dans son bain ; à quatre heures il reçut le colonel.

L'Empereur lui fit beaucoup de questions sur l'Île-de-France, cédée depuis peu aux Anglais : il paraît que sa prospérité et son commerce souffrent du changement de domination.

Au départ du colonel, resté seul avec l'Empereur dans le jardin, je lui ai raconté que sa personne semblait être demeurée bien chère aux habitants de l'Île-de-France ; que le colonel m'avait dit que le nom de Napoléon n'y était prononcé qu'avec attendrissement. Lorsqu'on y apprit sa sortie de France et sa venue à Plymouth, c'était précisément un grand jour de fête dans la colonie ; le spectacle devait être tout à fait remarquable ; la nouvelle étant parvenue dans le jour, le soir il ne parut pas au théâtre un seul colon, soit blanc ou de couleur : il n'y eut que des Anglais, qui en demeurèrent embarrassés et fort irrités. L'Empereur m'écoutait. « C'est tout simple, m'a-t-il dit, après quelques moments de silence : cela prouve que les habitants de l'Île-de-France sont demeurés Français ; je suis la patrie, ils l'aiment ; on l'a blessée en moi, ils s'en affligent. » J'ajoutai que le changement de domination gênant leurs expressions, ils n'osaient pas porter publiquement

sa santé ; mais qu'on n'y manquait pourtant jamais, disait le colonel ; on buvait à lui ; ce mot lui était consacré. Ces détails le touchaient. « Pauvres Français, a-t-il dit avec expression. Pauvre peuple ! pauvre nation ! Je méritais tout cela, je t'aimais ! Mais toi tu ne méritais pas assurément tous les maux qui pèsent sur toi ! Ah ! que tu méritais bien qu'on se dévouât pour toi ! Mais il faut en convenir, que d'infamie, de lâcheté et de dégradation j'ai eues autour de moi ! » Et, me fixant, il ajouta : « Et je ne parle pas ici de vos amis du faubourg Saint-Germain ; car, pour eux, c'est encore une autre question. »

Il nous parvenait souvent des traits et des mots qui, pareils à ceux de l'Île-de-France, étaient propres à remuer la fibre du cœur : l'île de l'Ascension, dans notre voisinage, avait toujours été déserte et abandonnée ; depuis que nous sommes ici, les Anglais ont cru devoir y faire un établissement. Le capitaine qui en a été prendre possession nous dit, à son retour, qu'il avait été fort étonné, en débarquant, de trouver sur le rivage : Vive à jamais le grand Napoléon !

Dans les derniers journaux qui venaient de nous arriver, parmi plusieurs traits ou jeux de mots bienveillants, il se trouvait, en plusieurs langues, que Paris ne serait heureux que quand on lui aurait rendu son *Hélène* : c'étaient quelques gouttes de miel dans notre coupe d'absinthe.

Intentions de l'Empereur sur Rome – Horrible nourriture – *Britannicus*.

Lundi 18, mardi 19.

L'Empereur est monté à cheval sur les huit heures ; il y avait bien longtemps qu'il s'en était abstenu ; le défaut d'espace à parcourir en est la cause. Sa santé en souffre visiblement, et l'on doit s'étonner que le manque d'exercice ne soit pas plus nuisible encore à celui qui en prenait journellement de si violents. Au retour, l'Empereur a déjeuné dehors, et nous tous avec lui. Après le déjeuner, la conversation est tombée sur *Herculanum* et *Pompeïa*, le phénomène et l'époque de leur destruction, le temps et les hasards de leur découverte moderne, les monuments et les curiosités qu'ils nous ont fournis depuis. L'Empereur disait que si Rome fût restée sous sa domination, elle fût sortie de ses ruines ; il se proposait de la

nettoyer de tous ses décombres, de restaurer tout ce qui eût été possible, etc. Il ne doutait pas que, le même esprit s'étendant dans le voisinage, il eût pu en être en quelque sorte de même d'Herculanum et de Pompeïa.

Le déjeuner fini, l'Empereur a envoyé mon fils chercher le volume de Crevier qui renferme les catastrophes d'Herculanum et de Pompeïa, et nous les a lues, ainsi que la mort et le caractère de Pline. Il s'est retiré vers midi pour prendre du repos.

Sur les six heures, nous avons fait en calèche notre course d'habitude ; l'Empereur avait fait monter avec lui M. et Mme Skelton, qui étaient venus lui faire visite.

Au retour, l'Empereur, chassé du jardin par l'humidité, a été voir le général Gourgaud, qui se rétablit rapidement. Après le dîner, en quittant la table et rentrant dans le salon, nous n'avons pu nous empêcher de revenir sur le repas que nous venions de faire ; rien à la lettre n'avait été mangeable : le pain mauvais, le vin impotable, la viande dégoûtante et malsaine ; on est obligé d'en renvoyer souvent ; on tient, malgré les représentations, à nous la fournir tuée, parce que c'est le moyen de nous faire passer les animaux morts. L'Empereur, choqué de ce tableau, n'a pu s'empêcher de dire avec chaleur : « Sans doute il est bien des individus dans une condition physique pire encore ; mais cela ne nous ôte pas le droit de juger la nôtre, ni les traitements infâmes dont on nous entoure ! Les mauvais procédés du gouvernement anglais ne se sont point bornés à nous envoyer ici, ils se sont étendus jusqu'au choix des individus auxquels on a remis nos personnes et nos besoins ! Pour moi, je souffrirais moins si j'étais sûr qu'un jour quelqu'un le divulguât à l'univers, de manière à entacher d'infamie ceux qui en sont coupables ! Mais parlons d'autre chose, a-t-il dit ; quel jour est aujourd'hui ? » Quelqu'un a dit : « Le 19 mars. – Quoi, s'est-il écrié, la veille du 20 mars ! » Et après quelques secondes : « Mais parlons encore d'autre chose. » Il a envoyé chercher un volume de Racine ; il a d'abord commencé la comédie des *Plaideurs* ; mais, après une ou deux scènes, il nous a lu *Britannicus*. La lecture finie et le juste tribut d'admiration payé, il a dit qu'on reprochait ici à Racine un dénouement trop prompt ; qu'on ne pressentait pas d'assez loin l'empoisonnement de Britannicus. Il a fort loué la vérité du caractère de Narcisse, observant que

c'était toujours en blessant l'amour-propre des princes qu'on influait le plus sur leurs déterminations.

1. [↑](#) Que j'étais loin de juger du cœur et de l'âme de ceux qui nous retenaient ! Madame de Las Cases s'est vue constamment repoussée, soit par divers prétextes ou même par le silence. Enfin, et comme pour se débarrasser de son importunité, lord Bathurst lui a fait écrire au commencement de 1817 qu'on pourra lui permettre de se rendre au Cap de Bonne-Espérance (500 lieues plus loin que Sainte-Hélène), d'où, « si le gouverneur de Sainte-Hélène (sir Hudson Lowe) n'y trouve aucune objection, elle pourra se rendre auprès de son époux. »

J'abandonne sans commentaire cette espèce de mauvaise plaisanterie à quiconque se sent un cœur d'homme.

Chapitre 6.

Vingt mars – Couches de l'impératrice

Mercredi 20.

Après le dîner, un de nous a fait observer qu'à pareil jour, à pareil moment, il y avait un an (20 mars), l'Empereur était moins isolé, moins tranquille. « Je me mettais à table aux Tuileries, a dit Napoléon. J'y étais parvenu avec difficulté, je venais de courir au moins les dangers d'une bataille. » En effet, il avait été saisi en arrivant par plusieurs milliers d'officiers et de citoyens ; on se l'était arraché ; il n'était pas monté au château, on l'y avait porté, et bien plus dans le tumulte de quelqu'un qu'on va déchirer, que dans l'ordre et le respect de celui qu'on veut honorer. Mais c'était le sentiment et l'intention qu'il fallait juger ici, c'était de l'enthousiasme et de l'amour jusqu'à la rage et au délire.

L'Empereur a ajouté qu'il était à croire que plus d'une personne en parlerait ce soir en Europe, et qu'en dépit de toute surveillance il se viderait bien des bouteilles en son intention.

La conversation est ensuite tombée sur le roi de Rome ; ce jour était l'anniversaire de sa naissance ; l'Empereur comptait qu'il avait cinq ans. Il est passé de là aux couches de l'impératrice, et semblait se complaire à se vanter d'avoir été dans cette circonstance, disait-il, aussi bon mari que qui que ce fût au monde : il aida constamment toute la nuit l'impératrice à marcher. Nous en savions quelque chose, nous qui étions de la maison ; nous avons été convoqués tous au château dès dix heures du soir ; nous y passâmes la nuit entière ; les cris arrivaient parfois jusqu'à nous. Vers le matin, l'accoucheur ayant dit à l'Empereur que les douleurs avaient cessé et que cela pourrait être long encore, l'Empereur alla se mettre au bain, et l'on nous congédia, en nous prévenant de ne pas nous écarter de chez nous. Il

n'y avait pas longtemps que l'Empereur était dans le bain, que les douleurs reprirent, et que l'accoucheur vint, la tête perdue, lui dire qu'il était le plus malheureux des hommes, que sur mille couches qui arrivaient dans Paris, il ne s'en présentait pas de plus difficile. L'Empereur, se rhabillant à la hâte, le rassurait en lui disant qu'un homme qui savait son métier serait impardonnable de perdre la tête ; qu'il n'y avait rien ici qui dût le troubler ; qu'il n'avait qu'à se figurer qu'il accouchait une bourgeoise de la rue Saint-Denis ; que la nature n'avait pas deux lois ; qu'il était bien sûr qu'il ferait pour le mieux, et qu'il n'aurait à craindre surtout aucun reproche. On lui représenta qu'il y avait un grand danger pour la mère ou pour l'enfant. « Avec la mère, répondit-il sans hésiter, j'aurai un autre enfant. Conduisez-vous ici comme si vous attendiez le fils d'un savetier. »

Arrivé auprès de l'impératrice, il put s'assurer qu'elle était réellement en danger ; l'enfant se présentait mal, et tout portait à croire qu'il serait étouffé.

L'Empereur demanda à Dubois pourquoi il ne l'accouchait pas. Celui-ci s'en défendit, ne le voulant, disait-il, qu'en présence de Corvisart, qui n'était pas encore arrivé. « Mais que vous dira-t-il ? disait l'Empereur. Si c'est un témoin ou une justification que vous vous réservez, me voilà, moi. » Dubois alors, mettant bas son habit, se mit au travail. À l'aspect des fers, l'impératrice poussa des cris douloureux, s'écriant qu'on voulait la tuer. Elle était fortement tenue par l'Empereur, madame de Montesquiou, Corvisart, qui venait d'entrer, etc.^[1] Madame de Montesquiou saisit adroitement l'occasion de la rassurer, en lui disant qu'elle s'était trouvée elle-même plus d'une fois dans cette situation.

Cependant l'impératrice se persuadait toujours qu'on en usait différemment avec elle qu'avec toute autre, et répétait souvent : « Parce que je suis impératrice, me sacrifiera-t-on ! » Elle est convenue depuis avec l'Empereur que cela avait été réellement sa crainte. Enfin on la délivra. Le péril avait été si grand que toute l'étiquette, dit l'Empereur, qui avait été recherchée et arrêtée à ce sujet, fut mise de côté, et l'enfant posé à l'écart sur le plancher pendant qu'on ne s'occupait uniquement que de la mère ; il y demeura plusieurs instants, et on le croyait mort ; ce fut Corvisart qui le releva, le frotta, et lui fit pousser un cri, etc.

On lit dans l'intéressant ouvrage de M. le baron Fleury de Chaboulon sur le retour de l'île d'Elbe : « Lorsque le jeune Napoléon vint au monde, on le crut mort ; il était sans chaleur, sans mouvements, sans respiration ; on faisait des efforts multipliés pour le rappeler à la vie, lorsque partirent successivement les cent et un coups de canon destinés à célébrer sa naissance ; la commotion et l'ébranlement qu'ils occasionnèrent agirent si fortement sur les organes du royal enfant qu'il reprit ses sens. »

Conjuration de Catilina – Les Gracques – Les historiens – Sommeil durant la bataille – César, ses Commentaires – Des divers systèmes militaires.

Jeudi 21, vendredi 22.

L'Empereur est monté à cheval de fort bonne heure ; nous avons fait le tour des limites dans plusieurs directions. C'est durant cette promenade que l'Empereur prend à présent sa leçon d'anglais : je marche à côté de lui : il fait des phrases anglaises que je traduis mot à mot, à mesure qu'il les prononce ; ce qui lui fait voir qu'il est entendu ou le met à même de se corriger. Quand il a fini la phrase, je la lui répète en anglais, de manière qu'il l'entende bien à son tour, ce qui sert à lui former l'oreille.

Aujourd'hui l'Empereur lisait, dans l'histoire romaine, *la conjuration de Catilina* ; il ne pouvait la comprendre telle qu'elle est tracée : « Quelque scélérat que fût Catilina, remarquait-il, il devait avoir un objet : ce ne pouvait être celui de gouverner dans Rome, puisqu'on lui reprochait d'avoir voulu y mettre le feu aux quatre coins. » L'Empereur pensait que c'était plutôt quelque nouvelle faction à la façon de Marius et de Sylla, qui, ayant échoué, avait accumulé sur son chef toutes les accusations banales dont on les accable en pareil cas. Quelqu'un alors fit observer à l'Empereur que c'est ce qui lui serait infailliblement arrivé à lui-même, s'il eût succombé en vendémiaire, en fructidor ou en brumaire, avant d'avoir éclairé d'un si grand lustre un horizon purgé de nuages.

Les Gracques lui inspiraient bien d'autres doutes, bien d'autres soupçons, lesquels, disait-il, devenaient presque des certitudes quand on s'était trouvé dans les affaires de nos jours. « L'histoire, faisait-il observer, présente en résultat les Gracques comme des séditieux, des révolutionnaires, des

scélérats ; et dans les détails elle laisse échapper qu'ils avaient des vertus, qu'ils étaient doux, désintéressés, de bonnes mœurs ; et puis ils étaient les fils de l'illustre Cornélie ; ce qui, pour les grands cœurs, doit être tout d'abord une forte présomption en leur faveur. D'où pouvait donc venir un tel contraste ? Le voici, disait l'Empereur : c'est que les Gracques s'étaient généreusement dévoués pour les droits du peuple opprimé contre un sénat oppresseur, et que leur grand talent, leur beau caractère, mirent en péril une aristocratie féroce qui triompha, les égorgea et les flétrit. Les historiens du parti les ont transmis avec cet esprit ; sous les empereurs il a fallu continuer ; le seul mot des droits du peuple, sous un maître despotique, était un blasphème, un vrai crime ; plus tard il en a été de même sous la féodalité, fourmilière de petits despotes. Voilà la fatalité sans doute de la mémoire des Gracques : leurs vertus n'ont donc jamais cessé, dans la suite des siècles, d'être des crimes ; mais aujourd'hui qu'avec nos lumières nous nous sommes avisés de raisonner, les Gracques peuvent et doivent trouver grâce à nos yeux.

Dans cette lutte terrible de l'aristocratie et de la démocratie qui vient de se renouveler de nos jours, dans cette exaspération du vieux terrain contre l'industrie nouvelle qui fermente dans toute l'Europe, nul doute que si l'aristocratie triomphait par la force, elle ne montrât partout beaucoup de Gracques, et ne les traitât à l'avenant tout aussi bénévolement que l'ont fait leurs devanciers. »

L'Empereur ajoutait qu'il était aisé de voir, du reste, qu'il y avait lacune chez les auteurs anciens dans cette époque de l'histoire ; que tout ce que nous en présentaient les modernes n'était évidemment formé que de *grappillage*. Puis il revenait sur les reproches déjà faits au bon Rollin et à son élève Crevier : ils étaient tous deux sans talent, sans intention, sans couleur. Il fallait convenir que les anciens nous étaient bien supérieurs sur ce point ; et cela parce que chez eux les hommes d'État étaient hommes de lettres, et les hommes de lettres hommes d'État ; ils cumulaient les professions, tandis que nous les séparons d'une manière absolue. Cette division fameuse du travail, qui chez nous amène la perfection des ouvrages mécaniques, lui est tout à fait funeste dans les productions mentales : tout ouvrage d'esprit est d'autant plus supérieur que celui qui le produit est plus universel. Nous devons à l'Empereur d'avoir cherché à établir ce principe,

en employant souvent les mêmes hommes à plusieurs objets tout à fait étrangers entre eux ; c'était son système. Un jour il nomma de son propre mouvement un de ses chambellans pour aller en Illyrie liquider la dette autrichienne : c'était un objet considérable et fort compliqué ; le chambellan, jusque-là étranger à toute affaire, en frémit, et le ministre, privé de cette nomination, et conséquemment mécontent, se hasarda de représenter à l'Empereur que sa nomination étant tombée sur quelqu'un d'entièrement neuf, il était à craindre qu'il ne sût pas s'en tirer. « J'ai la main heureuse, Monsieur, fut sa réponse ; ceux sur qui je la pose sont propres à tout. »

L'Empereur, continuant sa critique, condamnait aussi beaucoup ce qu'il appelait des niaiseries historiques, ridiculement exaltées par les traducteurs et les commentateurs. Elles prouvaient dans l'origine, disait-il, des historiens qui jugeaient mal des hommes et de leur situation. « C'était à tort, par exemple, faisait-il observer, qu'ils vantaient si haut la continence de Scipion, et s'extasiaient sur le calme d'Alexandre, de César et d'autres, pour avoir dormi la veille d'une bataille. Il n'y a qu'un moine, disait-il, privé de femme, dont le visage s'enlumine à leur seul nom et qui hennit à leur approche derrière ses barreaux, qui puisse faire un grand mérite à Scipion de n'avoir pas vie la celle que le hasard mettait en son pouvoir, quand il en avait tant d'autres à sa libre disposition : autant valait qu'un affamé lui tînt aussi grand compte d'être passé tranquillement à côté d'une table bien servie sans s'être rué dessus. Quant à avoir dormi au moment d'une bataille, il n'est point, assurait-il, de nos soldats, de nos généraux, qui n'aient répété vingt fois cette merveille ; et tout leur héroïsme n'était guère que dans la fatigue de la veille. »

À cela le grand maréchal a ajouté qu'il pouvait dire avoir vu, lui, Napoléon dormir, non seulement la veille d'une bataille, mais durant la bataille même. « Il le fallait bien, disait l'Empereur : quand je donnais des batailles qui duraient trois jours la nature devait aussi avoir ses droits ; je profitais du plus petit instant, je dormais où et quand je pouvais. » L'Empereur avait dormi sur le champ de bataille de Wagram et de Bautzen, durant le combat même, et fort en dedans de la portée des boulets. Il disait sur cela qu'indépendamment de l'obligation d'obéir à la nature, ces sommeils offraient au chef d'une très grande armée le précieux avantage

d'attendre avec calme les rapports et la concordance de toutes ses divisions, au lieu de se laisser emporter peut-être par le seul objet dont il serait le témoin.

L'Empereur disait encore qu'il trouvait dans Rollin, dans César même, des circonstances de la guerre des Gaules qu'il ne pouvait entendre. Il ne comprenait rien à l'invasion des Helvétiens, au chemin qu'ils prenaient, au but qu'on leur donnait, au temps qu'ils étaient à passer la Saône, à la diligence de César, qui avait le temps d'aller en Italie chercher des légions aussi loin qu'Aquilée, et qui retrouvait les envahisseurs encore à leur passage de la Saône, etc... Qu'il n'était pas plus facile de comprendre la manière d'établir des quartiers d'hiver qui s'étendaient de Trêves à Vannes. Et comme nous nous récriions aussi sur les travaux immenses que les généraux obtenaient de leurs soldats, les fossés, les murailles, les grosses tours, les galeries, etc., l'Empereur répondait qu'alors tous les efforts s'employaient en confection et sur les lieux mêmes, au lieu que de nos jours ils consistaient dans le transport. Il croyait d'ailleurs que leurs soldats travaillaient, en effet, plus que les nôtres. Il a le projet de dicter quelque chose là-dessus.

« Au surplus, continuait-il, l'histoire ancienne est longue, et le système de guerre a changé souvent. Il en est toujours ainsi. De nos jours, il n'est déjà plus celui du temps de Turenne et de Vauban. Aujourd'hui les travaux de campagne devenaient inutiles ; le système même de nos places était désormais problématique ou sans effet ; l'énorme quantité de bombes et d'obus changeait tout. Ce n'était plus contre l'horizontale qu'on avait à se défendre, mais contre la courbe et la développée. Aucune des places anciennes n'était désormais à l'abri : elles cessaient d'être tenables ; aucun pays n'était assez riche pour les entretenir. Le revenu de la France ne pouvait suffire à ses lignes de la Flandre ; car les fortifications extérieures n'étaient guère aujourd'hui que le quart ou le cinquième de la dépense nécessaire ; les casemates, les magasins, les établissements à l'abri de la bombe, voilà désormais ce qui était indispensable et ce à quoi on ne pourrait suffire. » L'Empereur se plaignait surtout de la faiblesse de la maçonnerie actuelle ; le génie avait un vice radical sur cet objet, il lui avait coûté des sommes immenses en pure perte.

L'Empereur, frappé de ces vérités nouvelles, avait imaginé un système tout à fait au rebours des axiomes établis jusqu'ici : c'était d'avoir un calibre de gros échantillon, poussé en dehors de la ligne magistrale vers l'ennemi, et d'avoir cette ligne magistrale elle-même, au contraire, défendue par une grande quantité de petite artillerie mobile ; par là, l'ennemi était arrêté court dans son approche subite : il n'avait que des pièces faibles pour attaquer des pièces fortes ; il était dominé par ce gros échantillon, autour duquel les ressources de la place, les petites pièces, venaient se grouper, ou même se portaient au loin en tirailleurs, et pouvaient suivre tous les mouvements de l'ennemi par leur facile mobilité. Il fallait à l'ennemi dès lors de l'artillerie de siège ; il devait ouvrir la tranchée ; on gagnait du temps, et le véritable objet de la fortification était accompli. L'Empereur a employé ce moyen avec beaucoup de succès, et au grand étonnement des ingénieurs, à la défense de Vienne et à celle de Dresde : il voulait l'employer à celle de Paris, qu'il ne croyait défendable que de la sorte, mais du succès duquel il ne doutait nullement, etc.

RÉSUMÉ DES NEUF MOIS ÉCOULÉS.

Voilà déjà neuf mois que j'écris mon journal, et je crains bien qu'au travers des parties hétérogènes qui s'y succèdent sans ordre, on n'ait que trop souvent perdu de vue mon principal, mon unique objet, ce qui concerne Napoléon et peut servir à le caractériser. C'est pour y suppléer, en tant que de besoin, que je vais essayer ici un résumé de quelques lignes ; résumé d'ailleurs que je me propose, pour le même motif, de réitérer désormais tous les trois mois.

En quittant la France ; nous étions demeurés un mois à la disposition du brutal et féroce ministère anglais ; puis notre traversée à Sainte-Hélène avait été de trois mois.

À notre débarquement, nous avons occupé Briars près de deux mois.

Enfin, nous étions à Longwood depuis trois mois.

Or, ces neuf mois eussent composé quatre époques bien distinctes pour celui qui se serait occupé d'observer Napoléon.

Tout le temps de notre séjour à Plymouth, Napoléon demeura concentré et purement passif, n'opposant que la force d'inertie. Ses maux étaient tels et tellement sans remède, qu'il laissait stoïquement courir les événements.

Durant toute notre traversée, ce fut en lui constamment une parfaite égalité, et surtout la plus complète indifférence ; il ne témoignait aucun désir, n'exprimait aucun contretemps. On lui portait, il est vrai, les plus grands égards ; il les recevait sans s'en apercevoir ; il parlait peu, et toujours le sujet était étranger à sa personne. Quiconque tombé subitement à bord aurait été témoin de sa conversation eût été bien loin sans doute de deviner à qui il avait affaire : ce n'était pas l'Empereur. Je ne saurais mieux le peindre dans cette circonstance, qu'en le comparant à ces passagers de haute distinction qu'on transporte avec grand respect au lieu de leur mission.

Notre séjour à Briars présenta une autre nuance. Napoléon, réduit presque à lui seul, ne recevant personne, tout à son travail, semblant oublier les événements et les hommes, jouissait en apparence du calme et de la paix d'une solitude profonde, dédaignant, par distraction ou par mépris, de s'apercevoir des inconvénients, ou des privations dont on l'entourait ; s'il en exprimait parfois quelque chose, ce n'était que réveillé par l'importunité de quelque Anglais, ou excité par le récit des outrages faits aux siens. Toute sa journée était remplie par ses dictées ; le reste du temps donné au délassement d'une conversation toute privée. Il ne mentionnait point les affaires de l'Europe ; parlait rarement de l'empire, fort peu du consulat, mais beaucoup de son généralat d'Italie, et bien plus encore, et presque constamment, des plus minutieux détails de son enfance et de sa première jeunesse. Ces derniers sujets surtout semblaient, en cet instant, d'un charme tout particulier pour lui. On eût dit qu'ils lui procuraient un oubli complet ; ils le portaient même à la gaieté. C'était presque uniquement de ces objets qu'il remplissait les heures nombreuses de ses promenades nocturnes au clair de lune.

Enfin notre établissement à Longwood fut une quatrième et dernière nuance. Toutes nos situations jusque-là n'avaient été qu'éphémères et transitoires. Cette dernière devenait fixe, et menaçait d'être durable. Là allaient commencer réellement notre exil et nos destinées nouvelles. L'histoire les prendrait là ; les regards de l'univers allaient nous y

considérer. L'Empereur, semblant faire ce calcul, régularise tout ce qui l'entoure, et prend l'attitude de la dignité qu'opprime la force ; il trace autour de lui une enceinte morale derrière laquelle il se défend à présent pouce à pouce contre les inconvenances et les outrages ; il ne passe plus rien à ses persécuteurs, il se montre susceptible sur les formes, hostile contre toute entreprise. Les Anglais n'avaient pas douté que l'habitude ne produisît enfin la familiarité. L'Empereur les ramène au premier jour, et le respect le plus profond se manifeste.

Ce ne fut pas pour nous une petite surprise ni une légère satisfaction que d'avoir à nous dire que, sans savoir comment ni pourquoi, il devenait pourtant visible que, dans l'esprit et aux regards des Anglais, l'Empereur se trouvait à présent plus haut qu'il ne l'avait été jusque-là ; nous pouvions même nous apercevoir que ce sentiment allait chaque jour croissant.

Avec nous, l'Empereur reprit tout à fait, dans ses conversations, l'examen des affaires de l'Europe. Il analysait les projets et la conduite des souverains ; il leur opposait la sienne, jugeait, tranchait, parlait de son règne, de ses actes ; en un mot, nous retrouvions l'Empereur, et tout Napoléon. Ce n'est pas qu'il eût jamais cessé de l'être un instant pour notre dévouement et nos soins, ni que, de notre côté, nous eussions à en souffrir le moins du monde sous aucun rapport. Jamais il ne fut pour nous d'humeur plus égale, de bonté plus constante, d'affection plus habituelle. C'était précisément au milieu de nous, et tout à fait en famille, qu'il concertait ses sorties contre l'ennemi commun ; et celles qu'on trouvera les plus vigoureuses, qui paraîtront dictées par la colère, ne l'ont presque jamais été, même sans quelque rire et sans quelque gaieté.

La santé de l'Empereur, durant les six mois qui précédèrent notre établissement à Longwood, ne sembla pas éprouver la moindre altération ; pourtant c'était un régime si contraire ! Les heures, la nourriture, n'étaient plus les mêmes ; ses habitudes étaient toutes bouleversées. Lui accoutumé à tant de mouvement était demeuré renfermé tout ce temps dans une chambre. Les bains étaient devenus une partie de son existence, et il en avait été constamment privé, etc., etc. Ce ne fut qu'après être arrivé à Longwood, et lorsqu'il eut retrouvé une partie de ces objets, qu'il eut couru à cheval et repris des bains, qu'on commença à apercevoir une altération sensible.

Chose singulière ! tant qu'il avait été mal, il n'y eut point de traces de ses souffrances ; ce ne fut que dès qu'il fut mieux qu'on les vit apparaître. Ne serait-ce pas que, dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, il se trouve souvent un long intervalle entre la cause et les effets ?

Journée de Longwood, etc. – Procès de Drouot – Jugements militaires – Soult – Masséna –
Camarades de l'Empereur dans l'artillerie – L'Empereur croyant son nom inconnu même dans Paris.

Samedi 23 au mardi 26.

Ces matinées furent en partie d'un très mauvais temps, de ces pluies battantes qui nous permettaient à peine de mettre le nez dehors.

Quant à nos soirées, il nous importait peu le temps qu'il faisait, qu'il plût ou qu'il fît beau clair de lune ; dès que la nuit approchait, nous nous constituions littéralement nous-mêmes de vrais prisonniers. Vers les neuf heures, on nous entourait de sentinelles ; c'eût été une douleur que de les rencontrer. Ce n'est pas qu'accompagnés de l'officier anglais préposé à notre surveillance, l'Empereur et nous-mêmes n'eussions pu sortir plus tard ; mais c'eût été pour nous un supplice plutôt qu'un plaisir, et c'est ce que cet officier ne pouvait concevoir. Il laissa deviner, dans le principe, qu'il imaginait que la mauvaise humeur seule dictait cette réclusion, et qu'elle aurait bientôt une fin ; je ne sais ce qu'il aura pensé de notre constance.

L'Empereur, comme je crois l'avoir déjà dit, se mettait à table régulièrement à huit heures ; il n'y demeurait jamais une demi-heure ; parfois à peine un quart d'heure. De retour dans le salon, quand il était souffrant ou silencieux, nous avions toutes les peines du monde à atteindre neuf heures et demie ou dix heures ; ce n'était même qu'à l'aide de quelques lectures. Mais quand il avait de la gaieté ou s'abandonnait à la conversation, nous arrivions en un instant jusqu'à onze heures et au-delà : c'étaient nos bonnes soirées. Il se retirait alors avec une espèce de satisfaction d'avoir, disait-il, conquis le temps. Et c'était justement ces jours-là, lorsque nous avions le moins de mérite, qu'il faisait observer qu'il fallait tout notre courage pour supporter une pareille vie.

Dans une de ces soirées, la conversation tomba sur les procès militaires qui s'instruisent aujourd'hui en France. L'Empereur ne pensait pas que le *général Drouot* pût être condamné pour être venu à la suite d'un souverain reconnu, faisant la guerre à un autre. À cela quelqu'un disait que ce que l'on trouvait ici sa justification devait être son plus grand péril au jugement de la légitimité.

L'Empereur convenait, en effet, qu'il n'y avait rien à répondre à la doctrine mise en avant aujourd'hui. D'un autre côté, cependant, en condamnant le général Drouot, l'Empereur disait que l'on condamnait l'émigration, et légitimait les jugements contre les émigrés. Les doctrines républicaines punissaient de mort quiconque portait les armes contre la France ; il n'en était pas ainsi de la doctrine royale. Si l'on adoptait ici la loi républicaine, l'émigration et le parti royal se condamnaient eux-mêmes.

Du reste, en thèse générale, le cas de Drouot était même bien différent de celui de Ney ; et puis il y avait eu en Ney une vacillation malheureuse qu'on ne retrouvait pas dans Drouot. Aussi l'intérêt qu'on avait porté à Ney ne tenait-il qu'à l'opinion : celui que faisait naître Drouot tiendrait à la personne.

L'Empereur a continué sur les dangers et les embarras des tribunaux dans toute l'affaire du retour de l'île d'Elbe. Une circonstance particulière surtout le frappait à l'extrême, c'était la situation de Soult, qu'on nous disait en jugement. Lui Napoléon savait, disait-il, jusqu'à quel point Soult était innocent ; et pourtant, sans cette circonstance toute personnelle, lui Napoléon, s'il était juré, indubitablement le déclarerait coupable, tant les apparences se réunissaient contre lui. Ney, dans sa défense, par un sentiment dont il est difficile de se rendre compte, fait dire faussement à l'Empereur que Soult était d'accord avec lui. Or, toutes les circonstances de la conduite de Soult pendant son ministère, la confiance de l'Empereur après son retour, etc..., s'accordent avec cette disposition : qui donc ne le condamnerait pas ? « Pourtant Soult est innocent, disait l'Empereur ; il m'a même confessé qu'il avait pris un penchant réel pour le roi. L'autorité dont il jouissait sous celui-ci, disait-il, si différente de celle de mes ministres, était quelque chose de fort doux, et l'avait tout à fait subjugué. »

Masséna, dont les papiers nous annonçaient aussi la proscription, « *Masséna*, continuait l'Empereur, était une autre personne qu'ils jugeront

peut-être comme coupable de trahison. Tout Marseille était contre lui, les apparences l'accablaient, et pourtant il avait rempli son devoir jusqu'au moment où il s'était déclaré ouvertement. » Il avait même été loin, revenu à Paris, de chercher à se faire aucune espèce de mérite auprès de l'Empereur, lorsque Napoléon lui demandait s'il eut dû compter sur lui. Le vrai, continuait l'Empereur, est que tous les chefs avaient fait leur devoir, mais qu'ils n'avaient rien pu contre le torrent de l'opinion, et personne n'avait bien calculé les sentiments de la masse et l'élan de cette nation. Carnot, Fouché, Maret, Cambacérès, m'ont confessé à Paris qu'ils s'étaient fort trompés à cet égard. Et personne, continuait l'Empereur, ne le juge bien encore, etc., etc. — « Si le roi, continuait-il, fût resté plus tard en France, il eût peut-être péri dans quelque soulèvement ; mais s'il fût tombé dans mes mains, je me serais crû assez fort pour pouvoir l'entourer de bons traitements dans quelque demeure à son choix, comme Ferdinand l'avait été à Valencey, etc. »

Précisément avant cette conversation, l'Empereur jouant aux échecs, et son roi étant tombé, il s'était écrié : « Ah ! mon pauvre Louis XVIII, te voilà à bas. » Et comme après l'avoir ramassé on le lui rendait mutilé : « Ah ! l'horreur, s'est-il écrié ; bien certainement je n'accepte pas l'augure, et je suis même loin de le souhaiter... Je ne lui en veux pas à ce point. »

Je n'aurais eu garde d'omettre cette circonstance, quelque petite qu'elle soit, tant elle est caractéristique sous bien des rapports. Aussi, l'Empereur retiré dans son appartement, nous y revînmes entre nous. Quelle gaieté, quelle liberté d'esprit dans son horrible infortune ! nous disions-nous. Quel calme de cœur ! quelle absence de fiel, d'irritation, de haine ! Qui reconnaîtrait là celui que l'inimitié, le mensonge se sont plu à désigner si monstrueusement ? Qui même des siens l'a bien connu, ou a cherché à le faire bien connaître ?

Dans une autre soirée, l'Empereur parlait de ses premières années dans l'artillerie et de ses camarades de table : c'est un temps sur lequel il revient souvent avec un grand plaisir. On lui cita un de ses commensaux qui, ayant été préfet du même département sous lui et sous le roi, n'avait pu obtenir de le demeurer encore à son retour. L'Empereur, cherchant à se le rappeler, a dit ensuite que cette personne avait, à une certaine époque, manqué sa fortune auprès de lui. Que quand il devint commandant de l'armée de

l'intérieur, il l'avait comblé, l'avait fait son aide de camp, et projetait d'en faire un homme de confiance ; mais cet aide de camp tant favorisé avait été fort mal pour lui, au moment du départ pour l'armée d'Italie : il avait alors abandonné son général pour le Directoire. « Néanmoins, disait l'Empereur, une fois sur le trône, il eût encore pu beaucoup sur moi, s'il eût su s'y prendre. Il avait le droit des premières années, qui ne se perd jamais. Je n'eusse certainement pas résisté à une surprise dans un rendez-vous de chasse, par exemple, ou à toute autre demi-heure de conversation sur les temps passés ; j'aurais oublié ce qu'il m'avait fait ; il ne m'importait plus s'il avait été de mon parti ou non, je les avais désormais réunis tous. Ceux qui avaient la clef de mon caractère savaient bien cela ; ils savaient qu'avec moi, dans quelque disposition que je fusse contre eux, c'était comme au jeu de barres, la partie était gagnée aussitôt qu'on avait pu toucher le but. Aussi n'avais-je d'autre moyen, si je voulais résister, que de refuser de les voir. »

Il nous disait d'un autre ancien camarade qu'avec de l'esprit et les qualités convenables il eût pu tout auprès de lui. Il ajoutait qu'avec moins de cupidité un troisième n'eût jamais été éloigné par lui.

Au sujet du lustre de la puissance impériale, le grand maréchal dit alors que, quelque grand, quelque resplendissant que l'Empereur lui eût paru sur le trône, jamais il ne lui avait laissé une impression supérieure, peut-être même égale, à celle que lui avait faite sa situation à la tête de l'armée d'Italie. Il développait et prouvait assez bien sa pensée, et l'Empereur ne l'écoutait pas sans une espèce de complaisance. Cependant, remarquions-nous, que de grands évènements depuis ! que d'élévation ! que de grandeur ! que de renommée par toute la terre ! L'Empereur écoutait. « Eh bien, a-t-il dit, malgré tout cela, Paris est si grand, et renferme tant de gens de toute espèce, et quelques-uns tellement bizarres, que je suppose qu'il en est qui ne m'ont jamais vu, et qu'il peut en être d'autres à qui mon nom même n'est jamais parvenu. Ne le pensez-vous pas, nous disait-il ? » Et il fallait voir avec quelle bizarrerie lui-même, avec quelles ressources d'esprit il développait alors cette assertion qu'il savait mauvaise. Nous nous sommes tous récriés fortement que quant à son nom, il n'était pas de ville et de village en Europe, peut-être même dans le monde, où il n'eût été prononcé. Quelqu'un a ajouté : « Sire, avant de revenir en France, à la paix d'Amiens, Votre Majesté n'étant encore que Premier Consul, je voulus

parcourir le pays de Galles, comme une des portions les plus extraordinaires de l'Angleterre. Je gravis des sommités tout à fait sauvages et d'une hauteur prodigieuse ; j'atteignis des chaumières que je croyais appartenir à un autre univers. En entrant dans une de ces solitudes éloignées, je disais à mon compagnon de voyage : C'est ici qu'on doit trouver le repos et échapper au bruit des révolutions. Le maître, nous soupçonnant Français à notre accent, nous demanda aussitôt des nouvelles de France, et ce que faisait son premier consul *Bonaparte*. »

– « Sire, dit un autre de nous, nous avons eu la curiosité de demander aux officiers de la Chine si nos affaires européennes étaient arrivées jusqu'à cet empire. Sans doute, nous ont-ils répondu, confusément à la vérité, parce que cela ne les intéresse nullement ; mais le nom de votre Empereur y est célèbre et associé aux grandes idées de conquête et de révolution ; précisément comme ont pénétré chez nous les noms de ceux qui ont changé la face de cette partie du monde : les Gengiskan, les Tamerlan, etc. »

La publication du *Mémorial* a porté beaucoup de personnes à me fournir des renseignements sur des faits dont ils avaient été acteurs ou témoins. Et au sujet de l'universelle célébrité de Napoléon, dont il est ici question, l'un a dit qu'après Waterloo et la dissolution de l'armée, ayant été cherché du service en Perse, et se trouvant admis à l'audience du souverain, le premier objet qui avait frappé ses regards avait été le portrait de Napoléon, sur le trône même, au-dessus de la tête du schah.

Un autre, revenant des mêmes contrées, assurait que l'idée du pouvoir de Napoléon était tellement populaire dans toute l'Asie, et y exerçait une telle influence, qu'après sa chute, des agents du roi chargés de remplacer les siens, s'étaient vus souvent réduits à emprunter l'autorité de son nom pour obtenir de la bienveillance sur leur route et se ménager les facilités de parvenir à leur destination.

Enfin un troisième m'a écrit que le capitaine du navire *le Bordelais*, dans le cours de son voyage à la côte nord-ouest d'Amérique, relâchant aux îles Sandwich, avait été présenté au roi, qui, durant l'audience, s'informa du roi Georges III et de l'empereur Alexandre. Au pied du trône se trouvait assise une femme, la favorite du prince, laquelle, à chacun des noms européens qu'avait prononcés le roi, s'était retournée vers lui avec un sourire de

dédain et une impatience marquée ; mais n'y pouvant plus tenir, elle interrompit le roi en s'écriant : *Et Napoléon, comment se porte-t-il ?*

Examen de conscience politique – État fidèle de l'Empire, sa prospérité – Idées libérales de l'Empereur sur la différence des partis – Marmont – Murat – Berthier.

Mercredi 27.

Aujourd'hui l'Empereur se promenait dans le jardin avec le grand maréchal et moi. La conversation nous conduisit à faire notre examen de conscience politique.

L'Empereur avait été très chaud, disait-il, et de fort bonne foi au commencement de la révolution ; il s'était refroidi par degré à mesure qu'il avait acquis des idées plus justes et plus solides ; son patriotisme s'était affaibli, disait-il, sous les absurdités politiques et les monstrueux excès civils de nos législatures ; enfin sa foi républicaine avait disparu lors de la violation des choix du peuple par le Directoire, au temps de la bataille d'Aboukir.

Pour le grand maréchal, il disait n'avoir jamais été républicain, mais très chaud constitutionnel, jusqu'au 10 août où les horreurs du jour l'avaient guéri de toute illusion : il avait failli être massacré en défendant le roi aux Tuileries.

Quant à moi, il était notoire que j'avais débuté par être royaliste pur et des plus ardents. « C'est donc à dire, Messieurs, a repris plaisamment l'Empereur, qu'ici je suis le seul qui ait été républicain ? – Et encore, Sire, avons-nous repris tous deux, Bertrand et moi. – Oui, républicain et patriote, a répété l'Empereur. – Pour patriote, lui a observé l'un de nous, moi aussi je l'ai été malgré mon royalisme ; mais, pour comble de bizarrerie, je ne le suis devenu que sous l'empire. – Comment, vilain ! vous êtes donc obligé de convenir que vous n'avez pas toujours aimé votre pays ? – Sire, ne faisons-nous pas ici notre examen de conscience ? je me confesse. Revenu à Paris, en vertu de votre amnistie, pouvais-je m'y regarder d'abord comme Français, quand chaque loi, chaque décret, chaque ordonnance tapissant les rues n'accompagnait jamais ma malheureuse qualification d'émigré que des épithètes les plus outrageantes ! Aussi, en y rentrant, je ne pensais pas que

j'y demeurasse ; j'y avais été attiré par la curiosité ; je n'avais fait que céder à l'attrait invincible du sol, au besoin de respirer encore l'atmosphère natale ; je n'y possédais plus rien ; pour seulement revoir la France, j'avais été obligé de jurer à la frontière l'abandon de mon patrimoine, la légalisation de sa perte ; aussi je ne me regardais dans ce pays, jadis le mien, que comme un simple passager ; j'étais un véritable étranger de mauvaise humeur et même malveillant. Arriva l'empire, ce fut une grande chose : c'étaient alors, me disais-je, mes mœurs, mes préjugés, mes principes qui triomphaient : ce n'était plus qu'une différence dans la personne du souverain. Quand s'ouvrit la campagne d'Austerlitz, mon cœur s'étonna de se retrouver Français : ma situation était pénible ; je me disais tiré à quatre chevaux ; je me sentais partagé entre la passion aveugle et le sentiment national ; les triomphes de l'armée française et de leur général me répugnaient, leur défaite m'eût humilié. Enfin les prodiges d'Ulm et l'éclat d'Austerlitz vinrent me tirer d'embarras ; je fus vaincu par la gloire : j'admirai, je reconnus, j'aimai Napoléon, et dès ce moment je devins Français jusqu'au fanatisme. Depuis lors, je n'ai pas eu d'autre pensée, d'autres paroles, d'autres sentiments ; et me voici à vos côtés. »

L'Empereur est passé alors à une foule de questions sur l'émigration, notre nombre, notre esprit. Je lui disais des choses curieuses sur nos princes, le duc de Brunswick, le roi de Prusse ; je le faisais rire sur la déraison de nos prétentions, le peu de doute de nos succès, le désordre de nos moyens, l'incapacité de nos chefs. « Les hommes, disais-je, n'étaient véritablement pas alors ce qu'ils ont été depuis. Heureusement ceux que nous avions à combattre n'étaient, au commencement, que de notre force ; nous croyions surtout, répétions-nous sans cesse, et je croyais fermement que l'immense majorité de la nation française était pour nous. J'aurais dû pourtant me désabuser lorsque nos rassemblements furent parvenus jusqu'à Verdun et au-delà, car pas un ne venait nous joindre ; tous, au contraire, fuyaient à notre approche. Toutefois je l'ai cru longtemps encore, même après mon retour d'Angleterre, tant nous nous abusions à la suite des absurdités dont nous nous nourrissions les uns les autres ; nous nous disions que le gouvernement ne reposait que dans une poignée de gens, qu'il ne durait que par la force, qu'il était en horreur à la nation ; et il en est qui n'auront pas cessé de le croire. Je suis persuadé que parmi ceux qui le répètent

aujourd'hui aux Chambres, il en est qui sont de bonne foi, tant je reconnais l'esprit, les idées et les expressions de Coblenz. – Mais quand vous êtes-vous donc désabusé, disait l'Empereur ? – Sire, fort tard ; même quand je me suis rallié, quand je suis venu à la cour de Votre Majesté, j'étais conduit par l'admiration et le sentiment bien plutôt que par la conviction de votre force et de votre durée. Cependant, quand je me trouvai dans votre Conseil d'État, voyant la franchise avec laquelle on votait les décrets les plus décisifs, que pas un doute n'existait sur la plus légère résistance, qu'il n'y avait autour de moi que conviction et persuasion parfaites, il me sembla alors que votre puissance et l'état des choses gagnaient avec une rapidité dont je ne me rendais pas compte. À force de chercher en moi-même à en deviner la cause, je fis un jour une grande et importante découverte ; c'est que tout cela existait en effet depuis fort longtemps, mais que je ne l'avais pas su ni voulu l'apercevoir : je m'étais tenu caché sous le boisseau, de peur que la lumière ne me parvînt. En ce moment je me trouvais lancé au milieu de tout son éclat ; j'en étais ébloui. Dès cet instant, tous mes préjugés tombèrent : ce fut la taie qu'on enleva de dessus mes yeux.

« Envoyé depuis en mission par Votre Majesté, et ayant parcouru plus de soixante départements, je mis le soin le plus scrupuleux et la bonne foi la plus parfaite à vérifier tout ce dont j'avais douté si longtemps. J'interrogeai les préfets, les autorités inférieures, je me fis produire les documents et les registres ; j'interrogeai de simples particuliers, sans en être connu ; j'employai toutes les contre-épreuves possibles, et je recueillis la conviction que le gouvernement était entièrement national et tout à fait du vœu des peuples ; que jamais la France, à aucune époque de son histoire, n'avait été plus forte, plus florissante, mieux administrée, plus heureuse. Jamais les chemins n'avaient été mieux entretenus ; l'agriculture avait gagné d'un dixième, d'un neuvième, d'un huitième en productions ^[2].

« Une inquiétude, une ardeur générale animaient tous les esprits au travail, et les portaient à une amélioration personnelle et journalière. L'indigo était conquis, le sucre devait l'être infailliblement. Jamais, à aucune époque, le commerce intérieur et l'industrie en tout genre n'avaient été portés aussi loin : au lieu de quatre millions de livres de coton qui s'employaient au moment de la révolution ; il s'en travaillait à présent au-delà de trente millions de livres, bien que nous ne puissions en recevoir par

mer, et qu'il nous vînt d'aussi loin par terre que de Constantinople. Rouen était devenu un vrai prodige dans ses résultats, etc., etc.

« Les impositions se payaient partout, la conscription était nationalisée ; la France, au lieu d'être épuisée, comptait plus de populations qu'auparavant, et elle croissait journellement.

« Quand, avec ces données je reparus dans mes anciens cercles, ce fut une véritable insurrection ; on jeta les hauts cris, on me rit au nez, mais il y avait pourtant dans le nombre des gens sensés, et je revenais bien fort ; j'en ébranlai plusieurs, j'en convainquis quelques-uns ; j'eus aussi mes conquêtes. »

L'Empereur, résumant, disait qu'il fallait convenir que notre réunion politique à Sainte-Hélène était certainement des plus extraordinaires ; que nous étions arrivés à un centre commun par des routes bien divergentes. Cependant nous les avions parcourues tous de bonne foi. Rien ne prouvait donc mieux, disait-il, l'espèce de hasard, l'incertitude et la fatalité qui d'ordinaire, dans le dédale des révolutions, conduisent les cœurs droits et honnêtes. Rien ne prouve plus aussi, continuait-il, combien l'indulgence et les vues sages sont nécessaires pour recomposer la société après de longs troubles. Ce sont ces dispositions et ces principes qui l'avaient fait, disait-il, l'homme le plus propre aux circonstances de brumaire, et ce sont eux qui le faisaient sans doute encore l'homme le plus propre aux circonstances actuelles de la France. Il n'avait sur ce point ni défiance, ni préjugés, ni passions ; il avait constamment employé des hommes de toutes les classes, de tous les partis, sans jamais regarder en arrière d'eux, sans leur demander ce qu'ils avaient fait, ce qu'ils avaient dit, ce qu'ils avaient pensé, exigeant seulement, disait-il, qu'ils marchassent désormais et de bonne foi vers le but commun : le bien et la gloire de tous ; qu'ils se montrassent vrais et bons Français. Jamais surtout il ne s'était adressé aux chefs pour se gagner les partis ; mais, au contraire, il avait attaqué la masse des partis, afin de pouvoir dédaigner leurs chefs. Tel avait été, disait-il, le système constant de sa politique intérieure, et malgré les derniers événements il était loin de s'en repentir ; s'il avait à recommencer, il le ferait encore. « C'est sans raison surtout, disait-il, qu'on m'a reproché d'avoir employé et des nobles et des émigrés. Imputation banale et tout à fait vulgaire ! Le fait est que sous moi il n'y avait plus en France que des opinions, des sentiments individuels. Ce

ne sont pas les nobles et les émigrés qui ont amené la restauration, mais bien plutôt la restauration qui a ressuscité les nobles et les émigrés. Ils n'ont pas plus particulièrement contribué à notre perte que d'autres : les vrais coupables sont les intrigants de toutes les couleurs et de toutes les doctrines. Fouché n'était point un noble ; Talleyrand n'était pas un émigré ; Augereau et Marmont n'étaient ni l'un ni l'autre. Enfin, voulez-vous une preuve dernière du tort de s'en prendre à des classes entières, quand une révolution comme la nôtre a labouré au milieu d'elles ? comptez-vous ici. Sur quatre, vous vous trouvez deux nobles, dont l'un même est émigré. Le bon M. *de Ségur*, malgré son âge, à mon départ, m'a fait offrir de me suivre. Je pourrais multiplier mes citations à l'infini. C'est encore sans raison, continuait-il, qu'on m'a reproché d'avoir dédaigné certaines personnes influentes ; j'étais trop puissant pour ne pas mépriser impunément les intrigues et l'immoralité reconnue de la plupart d'entre eux. Aussi n'est-ce rien de tout cela qui m'a renversé, mais seulement des catastrophes imprévues, inouïes, des circonstances forcées : cinq cent mille hommes aux portes de la capitale ; une révolution encore toute fraîche, une crise trop forte pour les têtes françaises, et surtout une dynastie pas assez ancienne. Je me serais relevé du pied des Pyrénées mêmes, si seulement j'eusse été mon petit-fils.

« Et ce que c'est pourtant que la magie du passé ! Bien certainement j'étais l' élu des Français, leur nouveau culte était leur ouvrage. Eh bien ! dès que les anciens ont reparu, voyez avec quelle facilité ils sont retournés aux idoles !...

« Et comment une autre politique, après tout, eût-elle pu empêcher ce qui m'a perdu ? J'ai été trahi par *Marmont*, que je pouvais dire mon fils, mon enfant, mon ouvrage ; lui auquel je confiais mes destinées, en l'envoyant à Paris au moment même où il consommait sa trahison et ma perte. J'ai été trahi par *Murat*, que de soldat j'avais fait roi, qui était l'époux de ma sœur. J'ai été trahi par *Berthier*, véritable oison que j'avais fait une espèce d'aigle. J'ai été trahi, dans le Sénat, précisément par ceux du parti national qui me doivent tout. Tout cela n'a donc tenu nullement à mon système de politique intérieure. Sans doute on pourrait m'accuser avec avantage d'avoir employé trop facilement d'anciens ennemis ou des nobles et des émigrés, si un Macdonald, un Valence^[3], un Montesquiou m'eussent trahi,

mais ils m'ont été fidèles ; que si on m'objectait la bêtise de Murat et de Berthier, je répondrais par l'esprit de Marmont. Je n'ai donc pas à me repentir de mon système politique intérieur, etc. »

Chance de danger dans les batailles, etc. – Les bulletins très véridiques.

Jeudi 28.

L'Empereur, pendant le dîner, parlait sur les chances de danger des bâtiments de la Chine, dont un périssait sur trente, d'après les renseignements qu'il avait obtenus des capitaines ; ce qui l'a conduit aux chances de péril dans les batailles, qu'il a dit être moindres que cela. Wagram lui a été citée comme une bataille sanglante ; il n'évaluait pas les tués à plus de trois mille, ce qui n'était qu'un cinquantième : nous étions cent soixante mille. Esling avait été peut-être à quatre mille, nous étions quarante mille : c'était un dixième, il est vrai, mais aussi était-elle une des plus funestes : toutes les autres demeuraient incomparablement au-dessous.

Cela a porté la conversation sur les bulletins. L'Empereur les a dits très véridiques, a assuré qu'à l'exception de ce que le voisinage de l'ennemi forçait de déguiser pour qu'il n'en tirât pas des lumières nuisibles lorsqu'ils arrivaient dans ses mains, tout le reste était très exact. À Vienne et dans toute l'Allemagne, on leur rendait plus de justice que chez nous. Si on leur avait fait une mauvaise réputation dans nos armées, si on disait communément menteur comme un bulletin, c'étaient les rivalités personnelles, l'esprit de parti qui l'avaient établi ainsi ; c'était l'amour-propre blessé de ceux qu'on avait oublié d'y nommer, et qui y avaient ou croyaient y avoir des droits, et, par-dessus tout encore, notre ridicule défaut national de ne pas avoir de plus grands ennemis de nos succès et de notre gloire que nous-mêmes.

Insalubrité de l'île.

Vendredi 29.

Le temps était constamment mauvais ; impossible de mettre le pied dehors. La pluie et l'humidité envahissaient nos appartements de carton ; la santé de chacun en souffrait. La température est douce ici sans doute, mais le climat y est des plus insalubres. C'est une chose reconnue dans l'île qu'on y atteint rarement cinquante ans, presque jamais soixante. Qu'on joigne à cela notre isolement du reste de l'univers, les privations physiques, les mauvais procédés moraux, il en résultera qu'assurément les prisons d'Europe sont de beaucoup préférables à la liberté de Sainte-Hélène.

Sur les quatre heures, on m'a amené plusieurs capitaines de la Chine qui devaient être présentés à l'Empereur. Ils ont pu voir la petitesse, l'humidité, le mauvais état de mon réduit. Ils s'informaient comment l'Empereur se trouvait dans sa santé. Elle s'altérait visiblement, leur disais-je. Jamais nous n'entendions de plainte de lui. Sa grande âme résistait à tout et contribuait même à le tromper sur son corps ; mais nous pouvions le voir dépérir à vue d'œil. Je les ai conduits quelques instants après à l'Empereur, qui se promenait dans le jardin. Il m'a semblé précisément beaucoup plus altéré que de coutume. Il les a congédiés au bout d'une demi-heure. Il est rentré, et a pris un bain. Avant et après le dîner, il avait l'air abattu et souffrant. Il a commencé à nous lire *les Femmes savantes* ; mais, dès le deuxième acte, il a passé le livre au grand maréchal, et a sommeillé sur le canapé durant tout le reste de la lecture.

Paroles de l'Empereur sur son expédition en Orient.

Samedi 30, dimanche 31.

Aujourd'hui le temps a continué à être très mauvais ; nous en souffrions tous. De plus, nous sommes littéralement infestés de rats, de puces, de punaises. Notre sommeil en est troublé ; de sorte que les peines de la nuit sont en parfaite harmonie avec celles du jour.

Le temps s'était remis tout à fait au beau le 31. Nous sommes sortis en calèche. L'Empereur, dans le cours de la conversation, est arrivé à dire, parlant de l'Égypte et de la Syrie, que s'il eût enlevé Saint-Jean-d'Acre, ce qu'il eût dû faire, il opérerait une révolution dans l'Orient. « Les plus petites circonstances conduisent les plus grands événements, disait-il. La faiblesse

d'un capitaine de frégate qui prend chasse au large au lieu de forcer son passage dans le port, quelques contrariétés de détails dans quelques chaloupes ou bâtiments légers, ont empêché que la face du monde ne fût changée. Saint-Jean-d'Acre enlevé, l'armée française volait à Damas et à Alep ; elle eût été en un clin d'œil sur l'Euphrate. Les chrétiens de la Syrie, les Druses, les chrétiens de l'Arménie se fussent joints à elle ; les populations allaient être ébranlées. » Un de nous ayant dit qu'on eut été bientôt renforcé de cent mille hommes : « Dites de six cent mille, a repris l'Empereur ; qui peut calculer ce que c'eût été ? J'aurais atteint Constantinople et les Indes ; j'eusse changé la face du monde ! »

Description de l'appartement de l'Empereur – Horloge du grand Frédéric – Montre de Rivoli –
Détails minutieux de sa toilette – Son costume – Bruits ridicules, absurdités sur sa personne –
Complot de Georges – De Cérachi – Attentat du fanatique de Schœnbrunn.

Lundi 1er, mardi 2 avril.

Tout ce qui touche l'Empereur et le concerne semble devoir être précieux ; des milliers de personnes le penseront ainsi. C'est dans ce sentiment, avec cette opinion, que je vais décrire minutieusement ici son appartement, l'ameublement qui s'y trouve, les détails de sa toilette, etc., etc. Et puis, avec le temps, peut-être un jour son fils se plaira-t-il à reproduire les détails, la texture de sa prison ! Peut-être aimera-t-il à s'entourer d'objets éloignés, d'ombres fugitives, qui lui recomposeront une espèce de réalité !

L'appartement de l'Empereur est formé de deux pièces A et B, ainsi qu'on peut le voir sur le plan de Longwood inséré dans l'ouvrage, chacune de quinze pieds de long sur douze de large, et d'environ sept de haut. Un assez mauvais tapis en couvre le plancher ; des pièces de nankin, tendues en guise de papier, les tapissent toutes deux.

Dans la chambre à coucher A se voit le petit lit de campagne *a*, où couche l'Empereur ; le canapé *b*, sur lequel il repose la plus grande partie du jour. Il est encombré de livres qui semblent lui en disputer l'usage. À côté est un petit guéridon *c*, sur lequel il déjeune et dîne dans son intérieur et qui le soir, porte un chandelier à trois branches, recouvert d'un grand chapiteau.

Entre les deux fenêtres, à l'opposite de la porte, est une commode *d*, contenant son linge, et sur laquelle est son grand nécessaire.

La cheminée *e*, supportant une fort petite glace, présente plusieurs tableaux. À droite est celui du roi de Rome sur un mouton, par Aimée Thibault ; à gauche, en pendant, est un autre portrait du roi de Rome assis sur un carreau, essayant une pantoufle, par le même auteur ; plus bas, sur la cheminée, est un petit buste, en marbre, du même enfant. Deux chandeliers, deux flacons et deux tasses de vermeil, tirés du nécessaire de l'Empereur, achèvent l'ornement et la symétrie de la cheminée.

Enfin, au pied du canapé, et précisément en regard de l'Empereur quand il y repose étendu, ce qui a lieu la plus grande partie du jour, est le portrait de Marie-Louise, tenant son fils entre ses bras, par Isabey. Ce mauvais petit réduit est ainsi devenu un sanctuaire de famille.

Il ne faut pas oublier, sur la gauche de la cheminée et en dehors des portraits, la grosse montre d'argent du grand Frédéric, espèce de réveil-matin, prise à Potsdam, et, en pendant, à droite, la propre montre de l'Empereur, celle qu'il portait à l'armée d'Italie et d'Égypte, recouverte des deux côtés d'une boîte en or portant son chiffre B. Voilà la première chambre.

La seconde pièce *B*, servant de cabinet, présente le long des murs, du côté des fenêtres, des planches brutes posées sur de simples tréteaux, supportant un bon nombre de livres épars et les divers chapitres écrits par chacun de nous sous la dictée de l'Empereur.

Entre les deux fenêtres est une armoire *g*, en forme de bibliothèque ; à l'opposite, un second lit de campagne *h*, semblable au premier, sur lequel l'Empereur repose parfois le jour et se couche même la nuit, après avoir quitté le premier dans ses fréquentes insomnies, et avoir travaillé ou marché dans sa chambre.

Enfin dans le milieu est la table de travail *i*, avec l'indication des places qu'occupent ordinairement l'Empereur et chacun de nous lorsqu'il nous dicte.

L'Empereur fait sa toilette dans sa chambre à coucher. Quand il se déshabille, ce qu'il fait de ses propres mains, il jette tout ce dont il se dépouille par terre, s'il ne se trouve là un de ses valets de chambre pour s'en saisir. Combien de fois je me suis précipité pour ramasser son cordon de la Légion-d'Honneur, quand je le voyais arriver ainsi sur le plancher !

La barbe est une des dernières parties de sa toilette, qui ne vient qu'après qu'on lui a mis ses bas, ses souliers, etc. Il se rase toujours lui-même, ôtant d'abord sa chemise, et demeurant en simple gilet de flanelle, qu'il avait quitté sous les chaleurs de la ligne, et qu'il a été obligé de reprendre à Longwood, à la suite de vives coliques dont il a été immédiatement soulagé par la reprise de la flanelle.

L'Empereur se rase dans l'embrasure de la fenêtre, à côté de la cheminée. Son premier valet de chambre lui présente le savon et un rasoir ; un second tient devant lui la glace de son nécessaire, de manière à ce que l'Empereur présente au jour la joue qu'il rase. Ce second valet de chambre l'avertit si le rasoir a laissé quelque chose en arrière. Cette joue rasée, il se fait une évolution complète pour faire l'autre, chacun changeant de côté.

L'Empereur se lave ensuite la figure et très souvent la tête dans un grand *lavabo* d'argent *f*, fixé dans l'encoignure de la chambre, et apporté de l'Élysée. Vient ensuite l'histoire des dents, après quoi l'Empereur quitte son gilet de flanelle. Il est fort gras, peu velu, a la peau blanche ; et présente un certain embonpoint qui n'est pas de notre sexe ; ce qu'il observe parfois gaiement. L'Empereur se frotte alors la poitrine et les bras avec une brosse assez rude, la donne ensuite à son valet de chambre, pour qu'il lui frotte le dos et les épaules, qu'il arrondit à cet effet, lui répétant d'ordinaire quand il est de bonne humeur : *Allons fort, comme sur un âne*. Il s'inondait ensuite d'eau de Cologne, tant qu'il en a eu à sa disposition ; mais il en a bientôt manqué, et, ne s'en trouvant point dans l'île, il a dû se réduire à l'eau de lavande, ce qui a été pour lui une privation réelle.

Quand il était en gaieté ou sans préoccupation, il lui arrivait d'ordinaire, à la fin du frottage de ses épaules, comme à chaque évolution pour les deux côtés de sa barbe, de considérer en face, quelques secondes, le valet de chambre en service, et de lui appliquer ensuite une bonne tape sur les oreilles, en l'accompagnant de quelques mots de plaisanterie.

C'est là sans doute ce que les faiseurs de libelles et de pamphlets ont appelé battre cruellement tout ce qui était autour de lui ! car, à nous aussi, il lui arrivait souvent de nous pincer l'oreille ou de nous la prendre à poignée ; mais, à l'expression qui accompagnait toujours ce geste, nous devions penser qu'on était bien heureux, au temps de sa puissance, d'une pareille faveur.

C'est ce qui me rappelle et m'explique tout à fait aujourd'hui certaines paroles d'un de ses anciens ministres. Ce ministre (le duc Decrès), au temps de sa plus grande faveur, désirait vivement une certaine grâce. Après avoir parcouru avec moi toutes les chances du succès, il lui échappa de dire dans l'épanchement : « Je l'aurai, après tout, la première fois que je serai *bourré*. » Et sur ce qu'il remarquait quelque chose sur ma figure, il ajouta

avec un sourire significatif : « Mon cher, c'est qu'après tout ce n'est pas aussi terrible que tu le penses ; ne l'est pas qui veut, je t'assure... »

L'Empereur ne sortait de sa chambre qu'habillé et toujours en souliers, ne portant des bottes que le matin, s'il allait à cheval. En arrivant à Longwood, il a quitté son petit uniforme vert de la garde ; il n'a plus porté alors qu'un habit de ses chasses dont on avait ôté le galon. Il lui allait assez mal et commençait à être fort usé ; on s'inquiétait déjà comment on le remplacerait. Au demeurant, ce n'était pas le seul besoin de cette espèce dont il était entouré. Nous souffrions de le voir contraint, par exemple, à porter plusieurs jours les mêmes bas de soie, et nous nous récriions sur ce qu'on pouvait compter les jours par le nombre de marques que les souliers y traçaient ; il ne faisait qu'en rire. Dans toute autre chose, il a continué son costume habituel : veste et culotte de casimir blanc et cravate noire. Enfin, quand il allait sortir, celui de nous qui se trouvait là lui donnait son petit chapeau, chapeau remarquable, en quelque sorte devenu identique à sa personne, et dont on lui en a déjà volé plusieurs depuis que nous sommes dans l'île : car quiconque nous approche est avide d'en remporter quelque chose. Combien de fois chacun de nous a été persécuté par les personnes les plus distinguées pour en obtenir ne fût-ce qu'un bouton de son habit ou toute autre minutie de même nature !

J'assistais presque tous les jours à cette toilette, soit que je m'y trouvasse par la fin de mon travail, soit que j'y fusse appelé pour causer.

Un jour, considérant l'Empereur remettre son gilet de flanelle, mes traits exprimaient sans doute quelque chose de particulier. « De quoi sourit *Votre Excellence* (expression de sa bonne humeur.) Qu'est-ce qui l'occupe en ce moment ? – Sire, c'est que je viens de trouver dans un pamphlet que Votre Majesté, pour plus de sûreté, était cuirassée nuit et jour. Certains salons de Paris disaient aussi quelque chose de semblable, et en donnaient pour preuve l'embonpoint subit de Votre Majesté, qui, suivant eux, n'était pas naturel. Or, je pensais en cet instant que je pourrais témoigner, avec connaissance de cause, que cet embonpoint était très naturel et que je pourrais affirmer aussi qu'à Sainte-Hélène, du moins, Votre Majesté avait laissé toutes précautions de côté. – C'est une des mille et une bêtises qu'ils ont écrites sur mon compte. Celle-ci est d'autant plus gauche, que tous ceux qui me connaissent savent le peu de soin que je prenais de ma conservation.

Accoutumé dès l'âge de dix-huit ans aux boulets des batailles, et sachant toute l'inutilité de vouloir s'en préserver, je m'abandonnais à ma destinée. Depuis, lorsque je suis arrivé à la tête des affaires, j'ai dû me croire encore au milieu des batailles, dont les conspirations étaient les boulets. J'ai continué mon même calcul ; je me suis abandonné à mon étoile, laissant à la police tout le soin des précautions. J'ai été peut-être le seul souverain de l'Europe qui n'avait point de gardes du corps. On m'abordait sans avoir à traverser une salle des gardes. Quand on avait franchi l'enceinte extérieure des sentinelles, on avait la circulation de tout mon palais. C'était un grand sujet d'étonnement pour Marie-Louise de me voir si peu de défense ; elle me disait souvent que son père était bien mieux gardé, qu'il avait des armes autour de lui, etc. Pour moi, j'étais aux Tuileries comme ici ; je ne sais seulement pas où est mon épée, la voyez-vous ?

Ce n'est pas, continuait-il, que je n'aie couru de grands dangers. Je compte trente et quelques conspirations à pièces authentiques, sans parler de celles qui sont demeurées inconnues : d'autres en inventent ; moi j'ai soigneusement caché toutes celles que j'ai pu. La crise a été bien forte pour mes jours, surtout depuis Marengo jusqu'à la tentative de Georges et l'affaire du duc d'Enghien. »

Napoléon disait que, huit jours avant l'arrestation de Georges, un des plus déterminés de sa bande lui avait remis en main propre une pétition à la parade ; d'autres s'introduisirent à Saint-Cloud ou à la Malmaison parmi les gens ; enfin Georges lui-même paraît avoir été fort près de sa personne et dans un même appartement.

L'Empereur, indépendamment de son étoile, attribue son salut à certaines circonstances qui lui étaient propres. Ce qui l'avait sauvé, disait-il, c'était d'avoir vécu de fantaisie ; de n'avoir jamais eu d'habitudes régulières ni de marche suivie. L'excès du travail le retenait dans son cabinet et chez lui, il ne dînait jamais chez personne, allait rarement au spectacle, et ne paraissait guère que quand et où il n'était pas attendu, etc.

Les deux attentats qui l'avaient mis le plus en péril, me disait-il tout en gagnant le jardin, sa toilette finie, étaient ceux du sculpteur *Cérachi* et du *fanatique de Schœnbrunn*.

Cérachi, avec quelques forcenés, avait résolu la mort du Premier Consul : ils devaient l'immoler au sortir de sa loge au spectacle. Le Consul, averti, s'y rendit néanmoins, et passa hardiment au travers de ceux qui s'étaient montrés les plus empressés à venir occuper leurs postes : on ne les arrêta qu'au milieu ou vers la fin du spectacle.

Cérachi, disait l'Empereur, avait jadis adoré le Consul ; mais il avait juré sa perte depuis qu'il ne voyait plus en lui, prétendait-il, qu'un tyran. Ce sculpteur avait été comblé par le général Bonaparte, il en avait exécuté le buste et sollicitait en ce moment, par tous les moyens imaginables, d'obtenir seulement une séance pour une correction, qu'il disait nécessaire. Conduit par son étoile, le Consul ne put disposer d'un instant, et pensant que le besoin était la véritable cause des pressantes sollicitations de Cérachi, il lui fit donner six mille francs. Il se méprenait étrangement ! Cérachi n'avait eu d'autre intention que de le poignarder quand il poserait.

La conspiration fut dévoilée par un capitaine de la ligne, complice lui-même. « Étrange modification de la cervelle humaine, ajoutait Napoléon, et jusqu'où ne vont pas les combinaisons de folie et de la bêtise. Cet officier m'avait en horreur comme consul, mais il m'adorait comme général. Il voulait bien qu'on m'arrachât de mon poste, mais il eut été bien fâché qu'on m'eut ôté la vie. Il fallait, disait-il, se saisir de moi, ne me pas faire de mal, et m'envoyer à l'armée pour y continuer de battre l'ennemi et de faire la gloire de la France. Le reste des conjurés lui rit au nez ; mais quand il vit distribuer les poignards et qu'on dépassait ses intentions, il vint lui-même dénoncer le tout au Consul. »

À ce sujet quelqu'un dit à Napoléon qu'il avait été témoin à Feydeau d'une circonstance qui mit la plus grande partie de la salle en émoi. L'Empereur arrivait dans la loge de l'impératrice Joséphine ; à peine assis, un jeune homme grimpe vivement sur la banquette qui était au-dessous de la loge et pose la main sur la poitrine de l'Empereur ; tous les spectateurs du côté opposé frémirent : mais ce n'était qu'une pétition que l'Empereur prit et lut froidement.

Le fanatique de Schœnbrunn, disait l'Empereur, était le fils d'un ministre protestant d'Erfurt, qui, vers le temps de la bataille de Wagram, résolut d'assassiner Napoléon en pleine parade. Déjà il était venu à bout de percer l'enceinte des soldats qui retenait la foule éloignée de la personne de

l'Empereur ; déjà il en avait été repoussé deux ou trois fois, quand le général Rapp, voulant de nouveau l'éloigner de la main, rencontra quelque chose sous son habit ; c'était un couteau d'un pied et demi de long, pointu et tranchant des deux côtés. « J'en ai frémi en le considérant, disait l'Empereur, il n'était enveloppé que d'une simple gazette ! »

Napoléon se fit amener l'assassin dans son cabinet : il appela Corvisart, et lui ordonna de tâter le pouls au criminel, tandis qu'il lui adressait la parole. L'assassin demeura constamment sans émotion, avouant son acte d'une voix ferme, et citant souvent la *Bible*.

« Que me vouliez-vous ? lui dit l'Empereur. – Vous tuer. – Que vous ai-je fait ? Qui vous a établi mon juge ici-bas ? – Je voulais terminer la guerre. – Et que ne vous adressiez-vous à l'Empereur François ? – Lui ! Et à quoi bon ! Il est si nul ! disait l'assassin. Et puis, lui mort, un autre lui succéderait ; au lieu qu'après vous les Français disparaîtraient aussitôt de toute l'Allemagne. »

Vainement l'Empereur chercha à l'émouvoir. « Vous repentez-vous ? lui dit-il. – Non. – Le feriez-vous encore ? – Oui. – Mais si je vous faisais grâce ? » Ici pourtant, disait Napoléon, la nature reprit un instant ses droits ; la figure, la voix de l'homme s'altérèrent momentanément. « Alors, dit-il, je croirais que Dieu ne le veut plus. » Mais bientôt il reprit toute sa férocité. On le garda à l'écart plus de vingt-quatre heures sans manger ; le médecin l'examina encore ; on le questionna de nouveau ; tout fut inutile, il resta toujours le même homme, ou pour mieux dire une véritable bête féroce, et on l'abandonna à son sort.

Partis à prendre après Waterloo.

Mercredi 3.

L'Empereur, dans la matinée, a travaillé à l'ombre dans le jardin. Le temps était superbe, le jour des plus purs et des plus beaux. Il lisait l'expédition d'Alexandre dans Rollin ; il avait plusieurs cartes étendues devant lui ; il se plaignait d'un récit fait sans goût, sans intention, qui ne laissait, disait-il, aucune idée juste des grandes vues d'Alexandre ; il lui prenait envie de refaire ce morceau, etc., etc.

Sur les cinq heures, j'ai été le joindre dans le jardin ; il s'y promenait entouré de tous. D'aussi loin qu'il m'a aperçu, il m'a dit : Arrivez, venez nous dire votre opinion sur un point que nous débattons depuis une heure.

« Au retour de Waterloo, croyez-vous que j'eusse pu renvoyer le Corps Législatif et sauver la France sans lui ? – Non, ai-je dit ; le Corps Législatif ne se serait pas dissous volontairement ; il eût fallu employer la force : il eût protesté, et il y eût eu scandale. Le dissentiment qui eût éclaté dans son sein se fût répété dans la nation. Cependant l'ennemi serait arrivé. Votre Majesté eût succombé, accusée par toute l'Europe, accusée par les étrangers, accusée par nous-mêmes, emportant peut-être la malédiction universelle, et semblant n'avoir été qu'un chef d'aventures et de violences. Au lieu de cela, Votre majesté est sortie pure de la mêlée, et demeurera le héros d'une cause qui vivra éternellement dans le cœur de tous ceux qui croient à la cause des peuples ; elle s'est assuré, par sa modération, le plus beau caractère de l'histoire, dont autrement elle eût pu courir le risque de devenir la réprobation : elle a perdu sa puissance, il est vrai, mais elle a comblé la mesure de sa gloire !... »

« – Eh bien ! c'est aussi en partie mon avis, a repris l'Empereur ; mais est-il bien sûr que le peuple français sera juste envers moi ? ne m'accusera-t-il pas de l'avoir abandonné ? L'histoire décidera : je suis loin de la redouter, je l'invoque !

« Et moi-même, me suis-je demandé quelquefois, ai-je bien fait pour ce peuple malheureux tout ce qu'il avait droit d'attendre ? Il a tant fait pour moi ! Saura-t-il jamais, ce peuple, tout ce que m'a coûté la nuit qui précéda ma dernière décision ; cette nuit des incertitudes et des angoisses !

« Deux grands partis m'étaient laissés : celui de tenter de sauver la patrie par la violence, ou celui de céder moi-même à l'impulsion générale. J'ai dû prendre celui que j'ai suivi ; amis et ennemis, bien intentionnés et méchants, tous étaient contre moi. Je demeurais seul ; j'ai dû céder ; et une fois fait, cela a été fait : je ne suis pas pour les demi-mesures ; et puis la souveraineté ne se quitte pas, ne se reprend pas de la sorte comme on le ferait d'un manteau.

« L'autre parti demandait une étrange vigueur. Il se fût trouvé de grands criminels, et il eût fallu de grands châtiments : le sang pouvait couler, et

alors sait-on où nous étions conduits ? Quelles scènes pouvaient se renouveler ! Moi, n'allais-je pas par là me tremper, noyer ma mémoire de mes propres mains dans ce cloaque de sang, de crimes, d'abominations de toute espèce, que la haine, les pamphlets, les libelles ont accumulés sur moi ? Ce jour-là je semblais justifier tout ce qu'il leur a plu d'inventer. Je devenais pour la postérité et l'histoire le Néron, le Tibère de nos temps. Si encore, à ce prix, j'eusse sauvé la patrie !... je m'en sentais l'énergie !... Mais était-il bien sûr que j'aurais réussi ? Tous nos dangers ne venaient pas du dehors ; nos dissentiments au-dedans ne leur étaient-ils pas supérieurs ? Ne voyait-on pas une foule d'insensés s'acharner à disputer sur les nuances avant d'avoir assuré le triomphe de la couleur ? À qui d'eux eût-on persuadé que je ne travaillais pas pour moi seul, pour mes avantages personnels ? Qui d'eux eût-on convaincu que j'étais désintéressé ? que je ne combattais que pour sauver la patrie ? À qui eût-on fait croire tous les dangers, tous les malheurs auxquels je cherchais à la soustraire ? Ils étaient visibles pour moi ; mais quant au vulgaire, il les ignorera toujours s'ils n'ont pesé sur lui.

Qu'eût-on répondu à celui qui se fût écrié : Le voilà de nouveau le despote, le tyran ! le lendemain même de ses serments, il les viole de nouveau ! Et qui sait si, dans tous ces mouvements, cette complication inextricable, je n'eusse point péri d'une main même française, dans le conflit des citoyens ? Et alors que devenait la nation aux yeux de tout l'univers et dans l'estime des générations les plus reculées ! Car sa gloire est à m'avouer ! Je ne saurais avoir fait tant de choses pour son honneur et son lustre, sans elle, en dépit d'elle : elle me rendrait trop grand !... Je le répète, l'histoire décidera !... »

Après cette sortie, il est revenu sur les mesures et les détails de la campagne, et s'arrêtait avec complaisance sur son glorieux début, avec angoisse sur le terrible désastre qui l'avait terminée.

« Toutefois, concluait-il, rien ne me semblait encore désespéré, si j'eusse trouvé le concours que je devais attendre. Nos seules ressources étaient dans les Chambres : j'accourus à Paris pour les en convaincre ; mais elles s'insurgèrent aussitôt contre moi, sous je ne sais quel prétexte, que je venais les dissoudre. Quelle absurdité ! Dès cet instant tout fut perdu^[4].

« Ce n'est pas, ajoutait l'Empereur, qu'il faille peut-être accuser la masse de ces Chambres ; mais telle est la marche inévitable de ces corps nombreux, ils périssent par défaut d'unité ; il leur faut des chefs aussi bien qu'aux armées : on nomme à celles-ci ; mais les grands talents, les génies éminemment supérieurs, se saisissent des assemblées et les gouvernent. Or, nous manquions de tout cela ; aussi, en dépit du bon esprit dont le grand nombre pouvait être animé, tout se trouva, dès l'instant, confusion, vertige, tumulte : la perfidie, la corruption, vinrent s'établir aux portes du Corps Législatif ; l'incapacité, le désordre, le travers d'esprit, régnèrent dans son sein, et la France devint la proie de l'étranger.

« Un moment j'eus envie de résister, continuait-il, je fus sur le point de me déclarer en permanence aux Tuileries, au milieu des ministres et du Conseil d'État ; d'appeler autour de moi les six mille hommes de la garde que j'avais à Paris ; de les grossir de la partie bien intentionnée de la garde nationale, qui était nombreuse, et de tous les fédérés des faubourgs ; d'ajourner le Corps Législatif à Tours ou à Blois ; de réorganiser sous Paris les débris de l'armée et de travailler seul ainsi, et par forme de dictature, au salut de la patrie. Mais le Corps Législatif aurait-il obéi ? J'aurais bien pu l'y contraindre par la force ; mais alors quel scandale et quelle nouvelle complication ! Le peuple ferait-il cause commune avec moi ? L'armée même m'obéirait-elle constamment ? Dans les crises toujours renaissantes, ne se séparerait-on pas de moi ? N'essaierait-on pas de s'arranger à mes dépens ? L'idée que tant d'efforts et de dangers n'avaient que moi pour objet ne serait-elle pas un prétexte plausible ? Les facilités que chacun avait trouvées l'année précédente auprès des Bourbons ne seraient-elle pas aujourd'hui, pour bien des gens, des inductions décisives ?

« Oui, j'ai balancé longtemps, disait l'Empereur, pesé le pour et le contre ; et, comme je vais vite et loin, que je pense fortement, j'ai conclu que je ne pouvais résister à la coalition du dehors, aux [\[4\]](#) du dedans, à la foule de sectes que la violation du Corps Législatif aurait créées, cette partie de la multitude qu'il faut faire marcher par la force ; enfin cette condamnation morale, qui vous impute, quand vous êtes malheureux, tous les maux qui se présentent. Il ne m'est donc resté absolument que le parti de l'abdication ; elle a tout perdu : je l'ai vu, je l'ai dit ; mais je n'ai pas eu d'autre choix.

« Les alliés avaient toujours suivi contre nous le même système ; ils l'avaient commencé à Prague, continué à Francfort, à Chatillon, à Paris et à Fontainebleau. Ils se sont conduits avec beaucoup d'esprit ! Les Français purent en être la dupe en 1814 ; mais la postérité concevra difficilement qu'ils le fussent en 1815 ; elle flétrira à jamais ceux qui s'y laissèrent prendre. Je leur avais dit leur histoire en partant pour l'armée : *Ne ressemblons pas aux Grecs du Bas-Empire qui s'amusaient à discuter entre eux quand le bélier frappait les murailles de leur ville.* Je la leur ai dite encore quand ils m'ont forcé d'abdiquer : *Les ennemis veulent me séparer de l'armée ; quand ils auront réussi, ils sépareront l'armée de vous ; vous ne serez plus alors qu'un vil troupeau, la proie des bêtes féroces.* »

Nous avons demandé à l'Empereur si, avec le concours du Corps Législatif, il eût cru pouvoir sauver la patrie. Il a répondu sans hésitation qu'il s'en serait chargé avec confiance, et eût cru pouvoir en répondre.

« En moins de quinze jours, disait-il, c'est-à-dire avant que les masses de l'ennemi eussent pu se présenter devant Paris, j'en eusse complété les fortifications ; j'eusse réuni sous ses murailles, des débris de l'armée, plus de quatre-vingt mille hommes de bonnes troupes, et trois cents pièces attelées. Au bout de quelques jours de feu, la garde nationale, les fédérés, les habitants de Paris, eussent suffi à la défense des retranchements ; il me serait donc demeuré quatre-vingt mille hommes disponibles sous la main.

« Et l'on savait, continuait-il, tout le parti que j'étais capable d'en tirer. Les souvenirs de 1814 étaient encore tout frais : *Champ-Aubert, Montmirail, Craonne, Montereau*, vivaient, encore dans l'imagination de ceux qui avaient à nous combattre. Les mêmes lieux leur eussent rendu présents les prodiges de l'année précédente ; ils m'avaient alors surnommé, dit-on, le cent mille hommes. La rapidité, la force de nos coups, leur avaient arraché ce mot ; le fait est que nous nous étions montrés admirables : jamais une poignée de braves n'accomplit plus de merveilles. Si ces hauts faits n'ont jamais été bien connus dans le public, par les circonstances de nos désastres, ils ont été dignement jugés de nos ennemis, qui les ont comptés par nos coups. Nous fûmes vraiment alors les Briarées de la fable !...

Paris, continuait-il, serait devenu en peu de jours une place imprenable. L'appel à la nation, la magnitude du danger, l'inflammation des esprits, la grandeur du spectacle, eussent dirigé de toutes parts des multitudes sur la

capitale. J'aurais aggloméré indubitablement plus de quatre cent mille hommes, et je n'estime pas que les alliés dépassassent cinq cent mille. L'affaire était alors ramenée à un combat singulier qui eût causé autant d'effroi à l'ennemi qu'à nous ; il eût hésité, et la confiance du grand nombre me fût revenue.

Cependant je me serais entouré d'une consulte ou junte nationale, tirée par moi des rangs du Corps Législatif, toute formée de noms nationaux, dignes de la confiance de tous ; j'aurais ainsi fortifié ma dictature militaire de toute la force de l'opinion civile ; j'aurais eu ma tribune ; elle eût soufflé le talisman des principes sur toute l'Europe ; les souverains eussent frémi de voir la contagion gagner les peuples ; ils eussent tremblé, traité ou succombé !... »

« — Mais, Sire, nous sommes-nous écriés, pourquoi n'avoir pas entrepris ce qui eût infailliblement réussi, et pourquoi nous trouvons-nous ici ?

« — Eh bien ! vous autres aussi, vous y voilà, reprenait-il, vous blâmez ; vous condamnez ! Mais si je vous faisais passer en revue les chances contraires, vous changeriez bientôt de langage. Et puis vous oubliez que nous avons raisonné dans l'hypothèse que le Corps Législatif se fût réuni à moi, et vous savez ce qu'il en a été. J'eusse pu le dissoudre, il est vrai ; la France, l'Europe me blâment peut-être, et la postérité me blâmera sans doute d'avoir eu la faiblesse de ne pas m'en défaire après son insurrection ; je me devais, dira-t-on, aux destinées d'un peuple qui avait tout fait pour moi. Mais en le dissolvant, je pouvais, tout au plus, obtenir de l'ennemi quelque capitulation, et encore, je le répète, m'aurait-il fallu du sang et me montrer tyran !... J'en avais néanmoins arrêté le plan dans la nuit du 20, et le 21 au matin allait voir des déterminations d'une étrange vigueur, quand, avant le jour, tout ce qu'il y avait de bon et de sage vint m'avertir qu'il n'y fallait pas songer ; que tout m'échappait, et qu'on ne cherchait aveuglément qu'à s'accommoder. Mais ne recommençons pas ; n'en voilà que trop sur un sujet qui fait toujours du mal ! Je le répète de nouveau, l'histoire décidera !... » Et l'Empereur est rentré dans son intérieur en me disant de le suivre...

Jeudi 4 avril.

J'ai été trouvé l'Empereur, sur les cinq heures, dans le jardin ; il avait pris un bain trop chaud, et il en souffrait. Nous avons été en calèche ; le temps était magnifique ; depuis plusieurs jours il est fort chaud et très sec. Napoléon a travaillé avant le dîner avec le grand maréchal, dont la femme dînait chez l'amiral. L'Empereur est rentré de suite après le dîner dans sa chambre.

Traits caractéristiques.

Vendredi 5 au lundi 8.

Tous ces différents jours, l'Empereur est monté à cheval sur les six à sept heures du matin, n'emmenant que moi et mon fils.

Je puis affirmer que je n'ai jamais surpris dans Napoléon ni préjugés ni passions, c'est-à-dire jamais un jugement sur les personnes et sur les choses que la raison ne l'eût dicté, et je n'ai jamais vu dans ce qu'on aurait pu appeler passions que de pures sensations ; aussi je dis avec vérité que, dans l'habitude de dix-huit mois, je ne l'ai jamais trouvé n'ayant pas raison.

Un autre point dont j'ai pu me convaincre, et que je consigne ici parce qu'il me revient en ce moment, c'est que, soit nature, soit calcul, soit habitude de la dignité, il renfermait la plupart du temps et gardait en lui-même les impressions de la peine vive qu'on lui causait, et encore peut-être davantage les émotions de bienveillance qu'il éprouvait. Je l'ai surpris souvent à réprimer des mouvements de sensibilité, comme s'il s'en fût trouvé compromis : tôt ou tard j'en fournirai quelques preuves. En attendant, voici un trait caractéristique qui va trop au but que je me propose dans ce Journal, celui de montrer l'homme à nu, de prendre la nature sur le fait, pour que j'aie dû me trouver arrêté par d'autres considérations.

Napoléon, depuis quelques jours, avait quelque chose sur le cœur, il avait été extrêmement choqué d'une circonstance domestique ; il s'en trouvait vivement blessé. Durant ces trois jours, pendant lesquels nous nous sommes promenés chaque matin à l'aventure dans le parc, il y est revenu presque chaque fois avec chaleur, me faisant tenir très près à son côté et ayant ordonné à mon fils de pousser en avant. Dans un certain moment, il lui

arriva de dire : « Je sais bien que je suis déchu ; mais le ressentir de l'un des miens ! ah !... »

Ces paroles, son geste, son accent m'ont percé l'âme ; je me serais précipité à ses genoux, je les aurais embrassés si j'eusse pu.

« L'homme est exigeant, a-t-il continué, susceptible ; il a souvent tort, je le sais ; aussi, quand je me défie de moi-même, je me demande : Eût-on agi de la sorte aux Tuileries ? C'est toujours là ma grande épreuve. »

Il a ensuite beaucoup parlé de lui, de nous, de nos rapports réciproques, de notre situation dans l'île, de l'influence que notre attitude individuelle aurait pu exercer, etc., etc... Et ses réflexions étaient nombreuses, vives, fortes ; elles étaient justes. Dans l'émotion qu'elles me causaient, je me suis écrié : « Sire, permettez-moi de m'emparer de cette affaire ; jamais elle n'a paru bien certainement sous de telles couleurs ; si elle était vue de la sorte, je suis sûr qu'elle navrerait de douleur, et vous verriez quels repentirs ! Je ne vous demande qu'à pouvoir dire un mot. » Sur quoi l'Empereur, revenant à lui, a dit avec dignité : « Non, Monsieur ; bien plus, je vous le défends. L'épanchement est fait, la nature a eu son cours, je ne m'en souviens plus, et vous, vous ne devez jamais l'avoir su. »

En effet, au retour nous avons tous déjeuné dans le jardin, et il s'y est montré plus gai que de coutume. Le soir il a dîné dans son intérieur.

Politique – État de l'Europe – Ascendant irrésistible des idées libérales.

Mardi 9, mercredi 10.

Il est arrivé le 9 un bâtiment d'Angleterre portant les journaux jusqu'au 21 janvier. L'Empereur, dont les promenades à cheval ont continué tous les matins, a passé le reste du temps dans sa chambre à parcourir ces journaux.

Les derniers numéros que nous venions de recevoir étaient aussi chauds qu'aucun de ceux que nous eussions vus. L'agitation en France allait croissant ; le roi de Prusse arrêtait chez lui les sociétés secrètes, il conservait la landwehr ; la Russie faisait de nouvelles recrues ; l'Autriche se querellait avec la Bavière ; en Angleterre la persécution des protestants de France et la violence du parti qui se rendait maître remuaient l'esprit

public et préparaient des armes à l'opposition : jamais l'Europe n'avait été plus en fermentation.

Au récit du déluge de maux et des événements sanglants qui affligeaient tous les départements, l'Empereur s'est élancé de son canapé, et frappant du pied avec chaleur, il s'est écrié : « Ah ! quel malheur que je n'aie pu gagner l'Amérique ! De l'autre hémisphère même, j'eusse protégé la France contre les réacteurs ! La crainte de mon apparition eût tenu en bride leur violence et leur déraison ; il eût suffi de mon nom pour enchaîner les excès et frapper d'épouvante ! »

Puis, continuant sur le même sujet, il a conclu avec une chaleur qui tenait de l'inspiration : « La contre-révolution, même en la laissant aller, doit inévitablement se noyer d'elle-même dans la révolution. Il suffit à présent de l'atmosphère des jeunes idées pour étouffer les vieux féodalistes ; car rien ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre révolution ; ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de prodiges ; nous en avons noyé les premières souillures dans des flots de gloire ; elles sont désormais immortelles ! Sorties de la tribune française, cimentées du sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder !!!

Elles vivent dans la Grande-Bretagne, elles éclairent l'Amérique, elles sont nationalisées en France : voilà le trépied d'où jaillira la lumière du monde !

Elles le régiront ; elles seront la foi, la religion, la morale de tous les peuples : et cette ère mémorable se rattachera, quoi qu'on ait voulu dire, à ma personne ; parce qu'après tout j'ai fait briller le flambeau, consacré les principes, et qu'aujourd'hui la persécution achève de m'en rendre le Messie. Amis et ennemis, tous m'en diront le premier soldat, le grand représentant. Aussi, même quand je ne serai plus, je demeurerai encore pour les peuples l'étoile polaire de leurs droits ; mon nom sera le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances. »

Opinions de l'Empereur sur plusieurs personnages connus – Pozzo di Borgo – Metternich – Bassano
– Clarke – Champagny – Cambacérès – Lebrun – Talleyrand – Fouché, etc..

Jeudi 11, vendredi 12.

L'Empereur a continué de profiter des matinées supportables pour monter à cheval ; il déjeunait dans le jardin ; la conversation se prolongeait ensuite avec un grand abandon et beaucoup d'intérêt sur sa vie privée, les événements publics, les personnes qui l'ont entouré, celles qui ont joué un grand rôle chez les autres puissances, etc., etc...

Il n'était plus question de leçon d'anglais ; elles ne se prenaient plus qu'à cheval ou dans le cours de la journée lors de sa promenade ; la régularité de la langue y perdait quelque chose, la facilité de s'exprimer gagnait infiniment.

Aujourd'hui, sur les cinq heures, nous avons fait notre tour de calèche accoutumé ; le soir les conversations ont recommencé sur les anecdotes ministérielles et sur plusieurs personnages demeurés célèbres.

Napoléon nous a fait l'histoire de M. *Pozzo di Borgo*, son compatriote, qui avait été membre de la législative. C'est lui, à ce qu'on crut, qui a conseillé à l'empereur Alexandre de marcher sur Paris, bien que Napoléon se fût jeté sur ses derrières. « Et en cela, disait l'Empereur, il a par ce seul fait décidé des destinées de la France, de celles de la civilisation européenne, de la face et du sort du monde. Il était devenu très influent sur le cabinet russe. Au 20 mars, disait l'Empereur, il fit retraite dans la Belgique, et après l'entrée de Napoléon dans Paris il y eut quelques communications ministérielles échangées avec lui, et l'on a lieu de croire qu'elles eussent pu devenir très importantes, pour peu que la lutte se fût prolongée, et que les chances eussent été douteuses. »

Il a fait aussi l'histoire de M. *Capo d'Istria*.

Il est passé de là à M. *de Metternich*. C'est lui, nous a-t-il dit, qui l'avait élevé au poste qu'il occupe. « Il serait difficile de rendre toutes les protestations personnelles qu'il m'avait si souvent répétées ; sa vénalité n'était ignorée de personne, si ce n'est peut-être du pauvre François. »

Il est constant qu'au congrès de Vienne il a échappé à un grand monarque, dans un moment de dépit, de s'écrier : *Ce Metternich me coûte les yeux de la tête*. Paroles qui expliquent assez la tournure de plus d'une décision et les rapports de la fameuse sainte-alliance.

L'Empereur est venu ensuite à ses propres ministres : *Bassano*, qu'il croyait, disait-il, lui avoir été sincèrement attaché ; *Clarke*, dont le temps devait, selon lui, faire pleine justice ; *Champagny*, duc de Cadore, qu'il avait fait successivement ambassadeur à Vienne, ministre de l'intérieur, ministre des relations extérieures, etc., et dont ce méchant Talleyrand disait, avec sa malice ordinaire, que c'était l'homme propre à toutes places la veille du jour qu'on l'y nommait.

Vint ensuite *Cambacérès*, que Napoléon disait être l'homme des abus, avec un penchant décidé pour l'ancien régime ; tandis que Lebrun, au contraire, avait, assurait-il, une forte pente en sens opposé : c'était, disait-il, l'homme des idéalités ; et voilà les deux contrepoids, ajoutait-il, entre lesquels s'était placé le Premier Consul, qu'on appela si plaisamment dans le temps *le tiers consolidé*.

M. de Talleyrand et *Fouché* eurent leur tour ; il s'y arrêta longtemps, et partit de là pour faire une vigoureuse sortie sur l'immoralité des hauts administrateurs en France, et généralement de tous les fonctionnaires ou hommes à place ; sur leur manque de religion politique ou de sentiment national, qui les portait à administrer indifféremment, un jour pour l'un, un jour pour l'autre : « Cette légèreté, cette inconséquence nous venaient de loin, disait-il ; nous demeurions toujours Gaulois : aussi nous ne vaudrions tout notre prix que lorsque nous substituerions les principes à la turbulence, l'orgueil à la vanité, et surtout l'amour des institutions à l'amour des places. »

De tout cela, l'Empereur concluait que les souverains, à la suite de nos derniers événements, devaient nécessairement avoir retenu une arrière-pensée de mépris et de dépit contre un grand peuple qui se jouait ainsi de la souveraineté. « Du reste, continuait-il, l'excuse est peut-être dans la nature des choses, dans la force des circonstances. La *démocratie* élève la souveraineté, l'*aristocratie* seule la conserve. La mienne n'avait point encore pris les racines ni l'esprit qui devaient lui être propres ; au moment de la crise ; elle s'était trouvée encore de la démocratie ; elle avait été se

confondre dans la foule et céder à l'impulsion du moment, au lieu de lui servir d'ancre de salut contre la tempête et de l'éclairer sur son aveuglement. »

Voici ce qui s'est dit de neuf sur M. de Talleyrand et M. Fouché qui reviennent si souvent : je cherche à me répéter le moins possible.

Et qu'on n'aille pas croire que je me complaise ici à des personnalités, on ne saura jamais toutes celles que j'ai supprimées, et je puis même affirmer qu'il n'est aucun de ceux qui croiraient avoir à se plaindre qui ne me doive au contraire quelque chose.

« M. de Talleyrand avait attendu, disait l'Empereur, deux fois vingt-quatre heures à Vienne, des pleins pouvoirs pour traiter de la paix en mon nom. Mais j'aurais eu honte de prostituer ainsi ma politique ; et pourtant il m'en coûte peut-être l'exil de Sainte-Hélène ; car je ne disconviens pas qu'il ne soit d'un rare talent, et ne puisse en tout temps mettre un grand poids dans la balance.

« M. de Talleyrand, continuait-il, était toujours en état de trahison ; mais c'était de complicité avec la fortune. Sa circonspection était extrême ; se conduisant avec ses amis comme s'ils devaient être ses ennemis ; avec ses ennemis comme s'ils pouvaient devenir ses amis. M. de Talleyrand avait toujours été contraire, dans mon esprit, au faubourg Saint-Germain. Dans l'affaire du divorce, il avait été pour l'impératrice Joséphine ; c'était lui qui avait poussé à la guerre d'Espagne, bien que, dans le public, il eût eu l'art de s'y montrer contraire. » Aussi était-ce par une espèce de malice que Napoléon avait choisi Valencey pour y placer Ferdinand. « C'était lui enfin, disait l'Empereur, qui avait été l'instrument principal et la cause active de la mort du duc d'Enghien. »

Une actrice célèbre (mademoiselle Raucourt) l'avait peint, assurait Napoléon, d'une manière fort vraie : « Si vous le questionnez, disait-elle, c'est une boîte de fer-blanc dont vous ne tirez pas un mot ; si vous ne lui demandez rien, bientôt vous ne saurez comment l'arrêter, ce sera une véritable commère. »

C'est en effet une indiscretion qui, dans le principe, heurta la confiance de l'Empereur en son ministre, et l'ébranla dans son esprit. « J'avais confié, disait Napoléon, une chose fort importante à M. de Talleyrand ; peu

d'heures après, Joséphine me la rendit mot pour mot. J'envoyai chercher aussitôt ce ministre, pour lui dire que je venais d'apprendre de l'impératrice une chose que je n'avais confiée qu'à lui seul : or, le cercle du rapport se composait déjà de quatre ou cinq intermédiaires.

« Le visage de M. de Talleyrand est tellement impassible, disait l'Empereur, qu'on ne saurait jamais y rien lire ; aussi Lannes ou Murat disaient-ils plaisamment de lui que si, en vous parlant, son derrière venait à recevoir un coup de pied, sa figure ne vous en dirait rien. »

M. de Talleyrand avait un intérieur fort doux et même attachant, ses familiers et ses agents l'aimaient et lui étaient fort dévoués.

Dans son intimité, on l'a entendu parler volontiers et gaiement de sa profession ecclésiastique, qu'il n'avait d'ailleurs embrassée que par force, contraint par ses parents, bien que l'aîné de plusieurs frères. Il réprouvait un jour un air que l'on fredonnait autour de lui ; il l'avait en horreur, disait-il ; il lui rappelait le temps où il était obligé d'apprendre le plain-chant et de chanter au lutrin.

Une autre fois un de ses habitués racontait pendant le souper ; M. de Talleyrand, préoccupé, semblait étranger à la conversation. Durant le récit, il échappe au conteur, qui se trouvait en verve, de dire de quelqu'un : *Celui-là est un vilain drôle, c'est un prêtre marié*. M. de Talleyrand, réveillé par ces paroles, saisit une cuiller, la plonge précipitamment dans le plat vis-à-vis de lui, et d'un geste menaçant lui crie : « Un tel, voulez-vous des épinards ? » Le narrateur de se confondre, et chacun de rire, M. de Talleyrand comme les autres.

L'Empereur, lors du concordat, avait voulu faire M. de Talleyrand cardinal, et le mettre à la tête des affaires religieuses : c'était son lot, lui disait-il, il rentrait dans le giron, réhabilitait sa mémoire, fermait la bouche aux déclamateurs. M. de Talleyrand ne le voulut jamais : son aversion pour l'état ecclésiastique était invincible.

Napoléon avait été sur le point de lui donner l'ambassade de Varsovie, confiée depuis à l'abbé de Pradt ; mais des affaires d'agiotage, des saletés, disait-il, sur lesquelles M. de Talleyrand était incorrigible, le forcèrent à y renoncer. C'était par le même motif et sur la réclamation de plusieurs

souverains d'Allemagne qu'il s'était vu contraint de lui retirer le portefeuille des relations extérieures.

Fouché, disait l'Empereur, était le Talleyrand des clubs, et Talleyrand le Fouché des salons.

« L'intrigue, ajoutait-il, était aussi nécessaire à Fouché que la nourriture : il intriguait en tout temps, en tous lieux, de toutes manières et avec tous. On ne découvrait jamais rien qu'on ne fût sûr de l'y rencontrer pour quelque chose ; il n'était occupé que de courir après, sa manie était de vouloir être de tout !... Toujours dans les souliers de tout le monde. » C'était le mot souvent répété de l'Empereur.

Lors de la conspiration de Georges, quand on arrêta Moreau, Fouché n'était plus au ministère de la police, et cherchait fort à se faire regretter. « Quelle gaucherie ! disait-il, ils ont arrêté Moreau quand il revenait de sa campagne à Paris, ce qui pouvait montrer en lui une innocente confiance : c'était quand il se rendait à Gros-Bois, au contraire, qu'il fallait le saisir ; car il devenait évident alors qu'il fuyait. »

On connaît de lui le mot qu'il a dit, ou qu'on lui a prêté, sur l'affaire du duc d'Enghien : « C'est plus qu'un crime, c'est une faute. » De pareils traits peignent plus le caractère d'un homme que des volumes entiers.

L'Empereur connaissait bien Fouché, et n'en a jamais été la dupe.

On l'a beaucoup blâmé de s'en être servi en 1815, où en effet Fouché l'a indignement trahi. Napoléon n'ignorait pas ses dispositions ; mais il savait aussi que le danger reposait plus sur les événements que sur la personne. « Si j'eusse été victorieux, disait-il, Fouché eût été fidèle : il est vrai qu'il se donnait de grands soins pour être prêt selon toutes les chances. Il me fallait vaincre ! »

L'Empereur, du reste, eut connaissance de ses menées, et l'on va voir qu'il le ménageait peu.

Après le retour de l'Empereur en 1815, un des premiers banquiers de Paris se présente à l'Élysée pour le prévenir que peu de jours auparavant quelqu'un arrivant de Vienne s'était présenté chez lui avec des lettres de crédit, et s'était informé des moyens d'arriver à Fouché. Soit réflexion, soit pressentiment, ce banquier conçut quelques doutes sur cet individu, et vint

les communiquer personnellement à l'Empereur, qui fut frappé que Fouché lui en eût fait mystère.

En peu d'heures Réal eut trouvé l'homme en question ; il le conduisit aussitôt à l'Élysée, où il fut enfermé dans un cabinet. L'Empereur se le fit amener au jardin. « Me connaissez-vous ? » dit-il à cet homme. Ce début, les idées qu'inspirait la présence de l'Empereur, ébranlèrent fortement l'étranger. « Je sais toutes vos menées, continua Napoléon avec sévérité ; si vous les confessez à l'instant, je puis vous faire grâce, sinon vous ne sortez de ce jardin que pour être fusillé. — Je vais tout dire : Je suis envoyé ici par M. de Metternich au duc d'Otrante, pour lui proposer de faire partir un émissaire pour Bâle : il y rencontrera celui que M. de Metternich y a envoyé de Vienne ; ils doivent avoir des signes de reconnaissance, et les voici, dit-il en délivrant quelques papiers. — Avez-vous rempli votre mission auprès de Fouché ? — Oui. — A-t-il envoyé son émissaire ? — Je n'en sais rien. »

L'homme fut remis sous la clef, et une heure après quelqu'un de confiance était en route pour Bâle ; il s'aboucha avec l'émissaire autrichien, et eut même avec lui jusqu'à quatre conférences.

Cependant Fouché, inquiet de la disparition de son Viennois, se présente un soir chez l'Empereur, affectant une gaieté, une aisance, au travers de laquelle se réfugiait un extrême embarras. « Plusieurs glaces se trouvaient dans l'appartement où nous nous promenions, disait l'Empereur ; je me plaisais à l'étudier à la dérobée ; sa figure était hideuse ; il ne savait guère comment entamer ce qui l'intéressait si fort. — Sire, dit-il enfin, il y a quatre ou cinq jours qu'il m'est arrivé une circonstance dont je crains de n'avoir pas fait part à Votre Majesté... mais j'ai tant d'affaires... je suis entouré de tant de rapports, de tant d'intrigues... Il m'est venu un homme de Vienne, avec des propositions si ridicules et cet homme je ne le trouve plus.

— Monsieur Fouché, lui dit alors l'Empereur, il pourrait être funeste pour vous que vous me prissiez pour un sot. Je tiens votre homme et toute son intrigue depuis plusieurs jours. Avez-vous envoyé à Bâle ? — Non, Sire. — Ce sera heureux pour vous ; s'il en était autrement, et j'en aurai la preuve, vous péririez. »

Les événements ont montré que ce n'eût été que justice. Toutefois ici il paraît que Fouché n'y avait pas envoyé ; aussi l'affaire en demeura là.

Samedi 13.

L'Empereur a déjeuné au jardin, et nous y a tous fait appeler. Il a résumé les papiers-nouvelles que nous avons parcourus le matin, et s'est étendu sur la haute politique. Voici ce que j'en ai retenu de plus saillant.

« Paris au 13 vendémiaire était tout à fait dégoûté de son gouvernement, disait l'Empereur ; mais la totalité des armées, la grande majorité des départements, la petite bourgeoisie, les paysans, lui demeuraient attachés ; aussi la révolution triompha-t-elle de cette grande attaque de la contre-révolution, bien qu'il n'y eût encore que quatre ou cinq ans que les nouveaux principes eussent été proclamés ; on sortait des scènes les plus effroyables et les plus calamiteuses ; on cherchait un meilleur avenir.

Mais quelle différence aujourd'hui ! L'immense majorité des Français doit avoir en horreur le gouvernement qui lui est imposé par la force, car il lui enlève sa gloire, sa fortune, ses habitudes ; il blesse son orgueil, sa doctrine, ses maximes ; il la place sous le joug de l'étranger, elle qui depuis vingt ans lui donnait des lois. Ce gouvernement, ennemi de toutes ces choses si chères à la population, n'a point d'armes ; il n'est même pas lui-même, il n'agit que par le comité de l'étranger, par ses décisions et ses volontés. Il agit sur un peuple dont presque toutes les générations sont nées dans la révolution, et se trouvent imprégnées des principes qu'on voudrait faire disparaître. Aussi qui pourrait prévoir la fin de tout ceci ? qui oserait assigner la marche future des choses ? En 1814 la nation entière a pu aller au roi ; aujourd'hui ce ne peuvent être que ses partisans seuls, et ses partisans intéressés. Alors c'était une succession paisible, aujourd'hui c'est une conquête terrible, outrageante ; s'il cherche à former une armée nationale, il faudra tout aussitôt qu'il s'en défie. Un soldat, dans la longueur de la journée, dans l'ennui de ses casernes, a besoin de parler de guerre ; il ne peut parler de Fontenoy ni de Prague, qu'il ne connaît pas ; il faudra qu'il parle des victoires de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, de celui qui les a gagnées, de moi enfin, qui remplis toutes les bouches et suis dans toutes les imaginations...

« Une telle situation est sans exemple dans l'histoire ; de quelque côté qu'on la considère, on ne voit jamais que les malheurs de la France. Que résultera-t-il de tout cela ? Deux peuples sur un même sol, acharnés, irréconciliables, qui se chamailleront sans relâche et s'extermineront peut-être.

« Bientôt la même fureur gagnera toute l'Europe. L'Europe ne formera bientôt plus que deux partis ennemis : on ne s'y divisera plus par peuples et par territoires, mais par couleur et par opinion. Et qui peut dire les crises, la durée, les détails de tant d'orages ! car l'issue n'en saurait être douteuse, les lumières et le siècle ne rétrograderont pas !... Quel malheur que ma chute !... J'avais refermé l'ouïe des vents ; les baïonnettes ennemies l'ont déchirée. Je pouvais marcher paisiblement à la régénération universelle ; elle ne s'exécutera désormais qu'au travers des tempêtes ! J'amalgamais, peut-être extirpera-t-on ! »

Arrivée du gouverneur – Progrès de l'Empereur dans son anglais.

Dimanche 14 au mardi 16.

Des bâtiments étaient en vue ; les signaux ont appris qu'ils portaient le nouveau gouverneur sir *Hudson Lowe*.

Pendant le dîner, l'Empereur nous a fait, en anglais, un récit des papiers français, contenant, disait-il, la destinée de M. La Peyrouse, le lieu où il avait fait naufrage, ses divers événements, sa mort et son journal, etc., etc. ; le tout composait des détails curieux, piquants, romanesques, qui nous attachaient extrêmement ; l'Empereur en a joui, et s'est mis à rire ; car son récit n'était qu'une fable pour nous montrer ses progrès en anglais, disait-il.

Le nouveau gouverneur est arrivé sur les dix heures, malgré le mauvais temps et la pluie ; il était accompagné de l'amiral, chargé de le présenter, et qui lui avait dit sans doute que c'était l'heure la plus convenable.

L'Empereur ne l'a point reçu ; il était malade, et se fût-il bien porté, il ne l'eût pas reçu davantage. Le gouverneur, en arrivant de la sorte, manquait aux formes de la bienséance la plus commune ; nous soupçonnâmes sans peine que c'était une espièglerie de l'amiral. Le gouverneur, qui n'avait

peut-être pas l'intention de se rendre aucunement désagréable, a paru fort déconcerté ; nous en riions sous cape ; pour l'amiral, il en était triomphant.

Le gouverneur, après avoir hésité longtemps et donne des marques évidentes de mauvaise humeur, nous a quittés assez brusquement.

Nous n'avons pu douter que toute l'ordonnance de cette première entrevue n'eût été conduite dans l'intention secrète de nous indisposer, dès les premiers moments, les uns contre les autres. Le gouverneur s'y sera-t-il prêté ? n'en aura-t-il eu aucun soupçon ? C'est ce que le temps nous apprendra.

Sur les cinq heures et demie, l'Empereur m'a fait appeler dans le jardin ; il était seul ; il m'a dit qu'il se présentait une nouvelle circonstance personnelle à chacun de nous : on allait exiger notre déclaration individuelle d'unir notre destinée à la sienne, ou, si nous le préférions, on devait nous sortir de Sainte-Hélène et nous rendre à la liberté.

Nous ne devinions pas le motif de cette mesure : était-ce, de la part du ministère anglais, pour se ménager des pièces régulières ? mais nous n'étions partis de Plymouth pour Sainte-Hélène qu'avec cette condition préalable ; était-ce pour isoler l'Empereur ? mais devait-on croire que nous l'abandonnerions ?

Il me demanda quelle serait ma détermination à cet égard ; je répondis qu'elle ne pouvait être douteuse ; que si j'avais pu éprouver quelques déchirements, c'eût été au moment de ma première détermination ; qu'à compter de cet instant, mon sort s'était trouvé irrévocablement fixé : qu'alors j'avais suivi la gloire et mon honneur ; que depuis, chaque jour davantage, je suivais mes affections et mes sentiments. La voix de l'Empereur devint plus douce ; ce furent là ses remerciements : je le connaissais désormais, ils étaient grands !

Conversation caractéristique – Retour de l'île d'Elbe prévu dès Fontainebleau – Introduction du gouverneur – Mortification de l'amiral – Nos griefs contre lui – Signalement de sir Hudson Lowe.

Mercredi 17.

L'Empereur m'a fait appeler dans le milieu du jour, pour causer. Une partie de la conversation fournit des développements trop précieux du caractère de l'interlocuteur, pour que je n'en transcrive pas ici quelques traits.

Il se trouvait parfois entre nous des contrariétés, des piquasseries, des bouderies qui gênaient l'Empereur et le rendaient malheureux : il est tombé sur ce sujet ; il analysait notre situation avec sa logique ordinaire, appréciait les peines et les ennuis de notre exil, en indiquait les meilleurs soulagements. Nous devons faire, disait-il, des sacrifices mutuels, nous passer bien des choses : l'homme ne marquait dans la vie qu'en dominant le caractère que lui avait donné la nature, ou en s'en créant un par l'éducation et sachant le modifier suivant les obstacles qu'il rencontrait.

« Vous devez tâcher de ne faire ici qu'une famille, disait-il, vous m'avez suivi pour adoucir mes peines ; comment ce sentiment ne suffirait-il pas pour tout maîtriser ? Si la sympathie ne peut faire ici tous les frais, il faut être conduit du moins par le raisonnement et le calcul ; il faut savoir compter ses peines, ses sacrifices, ses jouissances pour arriver à un résultat, de même qu'on additionne ou qu'on soustrait tout ce qui se calcule. Tous les détails de la vie ne doivent-ils pas être soumis à cette règle ? Il faut savoir vaincre sa mauvaise humeur. Il est assez simple que vous ayez ici des différends, des querelles ; mais il faut une explication et non pas une bouderie : l'une amène des résultats, l'autre ne fait que compliquer les choses : la raison, la logique, un résultat surtout, doivent être le guide et le but constant de tout ici-bas. » Et alors il se citait lui-même, ou pour avoir suivi ces principes, ou pour s'en être éloigné. Il ajoutait qu'il fallait savoir pardonner, et ne pas demeurer dans une hostile et acariâtre attitude qui blesse le voisin et empêche de jouir soi-même ; qu'il fallait reconnaître les faiblesses humaines, et se plier à elles plutôt que de les combattre.

« Que serais-je devenu, disait-il, si je n'eusse suivi ces maximes ! On m'a dit souvent que j'étais trop bon, pas assez défiant. C'eût été bien pis si j'eusse été le contraire ! J'ai été trahi deux fois ; eh bien ! je le serais peut-être encore une troisième ; et c'est par cette grande connaissance du caractère des hommes, cette indulgence raisonnée que je m'étais créée, que j'ai pu gouverner la France, et que je suis le plus propre peut-être, dans l'état où elle se trouve, à la gouverner encore. En quittant Fontainebleau,

n'avais-je pas dit à tous ceux qui me demandaient leur ligne de conduite : Allez au roi, servez-le... J'avais voulu leur rendre légitime ce que beaucoup n'eussent pas manqué de faire d'eux-mêmes ; je n'avais pas voulu laisser écraser ceux qui eussent été obstinément fidèles ; enfin je n'avais pas voulu surtout avoir à blâmer personne au retour. »

Ici, contre ma constante coutume, il m'est échappé d'oser questionner en quelque sorte l'Empereur : « Comment, Sire, me suis-je écrié, dès Fontainebleau, Votre Majesté a songé au retour ? – Oui, sans doute, et par le raisonnement le plus simple. Si les Bourbons, me suis-je dit, veulent commencer une cinquième dynastie, je n'ai plus rien à faire ici, mon rôle est fini ; mais s'ils s'obstinaient, par hasard, à vouloir recontinuer la troisième, je ne tarderai pas à reparaître. On pourrait dire que les Bourbons eurent alors ma mémoire et ma conduite à leur disposition, s'ils se fussent contentés d'être les magistrats d'une grande nation ; s'ils l'eussent voulu, je demeurais pour le vulgaire un ambitieux, un tyran, un brouillon, un fléau. Que de sagacité, de sang-froid il eût fallu pour m'apprécier et me rendre justice ! Mais ils ont tenu à se retrouver encore les seigneurs féodaux, ils ont préféré n'être que les chefs odieux d'un parti odieux à toute la nation. Mais leur entourage, une fausse marche, m'ont rendu désirable, et ce sont eux qui ont réhabilité ma popularité et prononcé mon retour ; autrement ma mission politique était dès lors consommée ; je demeurais pour toujours à l'île d'Elbe ; et nul doute qu'eux et moi nous y eussions tous gagné : car je ne suis pas revenu pour recueillir un trône, mais bien pour acquitter une grande dette. Peu le comprendront, n'importe, j'entrepris une étrange charge ; mais je la devais au peuple français ; ses cris arrivaient jusqu'à moi, pouvais-je y demeurer insensible ?

« Mon existence, du reste, à l'île d'Elbe, était encore assez enviable, assez douce ; j'allais m'y créer en peu de temps une souveraineté d'un genre nouveau : ce qu'il y avait de plus distingué en Europe commençait à venir passer en revue devant moi. J'aurais offert un spectacle inconnu à l'histoire, celui d'un monarque descendu du trône, qui voyait défiler avec empressement devant lui le monde civilisé.

« On m'objectera, il est vrai, que les alliés m'auraient enlevé de mon île, et je conviens que cette circonstance a même hâté mon retour. Mais si les Bourbons eussent bien gouverné en France, si les Français eussent été

contents, mon influence avait fini, je n'appartenais plus qu'à l'histoire, et l'on n'eût point songé, à Vienne, à me déplacer. C'est l'agitation créée, entretenue en France par les Bourbons et leur inepte entourage, qui a forcé de songer à mon éloignement. »

Ici le grand maréchal est entré chez l'Empereur, annonçant l'arrivée du gouverneur, conduit par l'amiral et suivi de tout son état-major.

Après quelque temps encore de conversation, Bertrand est resté seul avec Napoléon, et j'ai gagné le salon d'attente (*voir le plan*). Nous nous y trouvions en grand nombre, nous efforçant d'échanger quelques mots ; nous nous observions bien plus que nous ne causions.

Au bout d'une demi-heure, l'Empereur étant passé dans son salon, le valet de chambre en service, à la porte et de notre côté, a appelé le gouverneur, qui a été introduit. L'amiral suivait de près ; mais le valet de chambre, qui n'avait entendu demander que le gouverneur, a refermé brusquement la porte sans admettre l'amiral, qui, sur ses instances, s'est vu même repoussé ; il s'est retiré, fort déconcerté, dans une embrasure de fenêtre.

Ce valet de chambre était Noverraz, bon et vrai Suisse, dont toute l'intelligence, disait souvent l'Empereur, était dans son attachement à sa personne.

Nous demeurâmes saisis d'une circonstance aussi inattendue ; que nous crûmes être la volonté de l'Empereur. Mais bien que nous eussions à nous plaindre de l'amiral, nous avons été à lui pour le distraire de son embarras ; sa situation vraiment cruelle nous peinait. Cependant l'état-major du gouverneur a bientôt après été demandé et introduit ; l'embarras de l'amiral s'en est accru. Au bout d'un quart d'heure, l'Empereur ayant congédié tout le monde, le gouverneur est ressorti ; l'amiral a couru à lui, ils se sont dit quelques mots avec chaleur, nous ont salués et sont partis.

Nous avons rejoint l'Empereur au jardin, et lui avons parlé de la déconfiture de l'amiral ; il ignorait tout. Par la plus singulière fatalité, le hasard seul avait amené cette circonstance ; mais il en a été ravi, disait-il ; il en riait aux éclats, il s'en frottait les mains : c'était la joie d'un enfant, celle d'un écolier qui vient d'attraper son régent.

« Ah ! mon bon *Noverraz*, a-t-il dit, tu as donc eu une fois de l'esprit. Vous verrez qu'il m'aura entendu dire que je ne voulais plus voir l'amiral, et il se sera cru obligé de lui fermer la porte au nez : c'est charmant ! Il n'y aurait pourtant pas à se jouer avec ce bon Suisse ; si j'avais le malheur de dire qu'il faut se défaire du gouverneur, il serait homme à le tuer à mes yeux. Du reste, continuait plus gravement l'Empereur, c'est la faute du gouverneur ; que ne demandait-il l'amiral ? d'autant plus qu'il m'avait fait dire ne pouvoir m'être présenté que par lui ; que ne l'a-t-il fait demander encore, quand il m'a présenté ses officiers ? C'est donc tout à fait sa faute. Au demeurant, l'amiral y a gagné sans doute, je n'eusse pas manqué de l'apostropher en présence de tous ses compatriotes. Je lui aurais dit que, par le sentiment de l'habit militaire que nous portions tous deux depuis quarante ans, je le plaignais d'avoir, aux yeux du monde, compromis, dégradé son ministère, sa nation, son souverain, en manquant, sans nécessité et sans discernement, à un des plus vieux soldats de l'Europe : je lui eusse reproché de m'avoir débarqué à Sainte-Hélène comme un galérien de Botany-Bay ; je lui eusse dit que, pour un véritable homme d'honneur, je devais être plus vénérable sur un roc que sur mon trône au milieu de mes armées. »

La force, la nature de ces paroles, mirent fin à toute gaieté et terminèrent la conversation.

Mais puisque nous sommes sur le compte de l'amiral, et qu'il va nous quitter ; résumons ici, et avec autant d'impartialité que peuvent l'admettre notre situation et notre mauvaise humeur, les torts que nous avons à lui reprocher, le tout pour n'y plus revenir.

Nous ne pouvions lui passer la familiarité affectée dont il usait avec nous, bien que nous y répondissions peu ; nous lui pardonnions encore moins d'avoir osé essayer de l'étendre jusqu'à l'Empereur nous ne pouvions lui pardonner non plus l'air gonflé et satisfait de lui-même avec lequel il l'appelait général. Certes, l'Empereur avait immortalisé ce titre ; mais le terme, le ton et l'intention étaient autant d'outrages.

En arrivant dans l'île, il avait jeté l'Empereur dans une chambre de quelques pieds en carré, et l'y avait retenu deux mois, bien qu'il existât d'autres logements dans l'île, notamment celui que lui-même s'était adjudgé. Il lui avait indirectement interdit la promenade à cheval dans l'enclos de

Briars ; on avait abreuvé d'embarras et d'humiliations les officiers de l'Empereur, lorsqu'ils venaient le visiter journallement dans sa petite cellule.

Plus tard, à Longwood, il avait placé des sentinelles sous les fenêtres mêmes de l'Empereur ; et, par un tour d'esprit qui ne pouvait être que la plus amère des ironies, il prétendait que ce n'était que dans l'intérêt du général et pour sa propre sûreté. Il ne permettait d'arriver à nous qu'avec un billet de sa part ; et, en nous mettant ainsi au secret, il disait que c'était une attention particulière pour que l'on n'importunât pas l'Empereur, et qu'il n'était là que grand maréchal. Il donnait un bal, et envoyait une invitation par écrit au général Bonaparte, comme à chacun de ceux de sa suite. Il répondait avec un persiflage indécent aux notes du grand maréchal qui employait le mot d'Empereur, qu'il ne savait pas qu'il y eût aucun Empereur dans l'île de Sainte-Hélène, qu'il n'en connaissait aucun en Europe ou ailleurs qui fût hors de ses États. Il refusait à l'Empereur d'écrire au prince régent, à moins qu'il ne reçût la lettre ouverte, ou qu'on ne lui en donnât lecture. Il avait gêné les égards, les expressions, les sentiments d'autrui pour Napoléon ; mis aux arrêts des subordonnés, nous assurait-on, pour s'être servis de la qualification d'Empereur, ou autres expressions semblables, usitées souvent néanmoins par ceux du 53e, et sans doute, disait Napoléon, par un sentiment irrésistible de ces braves.

L'amiral avait limité, par son seul caprice, la direction de nos promenades. Il avait même, à cet égard, manqué de parole à l'Empereur ; il l'avait assuré, dans un moment de rapprochement, qu'il pouvait désormais aller dans toute l'île sans que la surveillance de l'officier anglais préposé à sa garde pût même être aperçue. Mais deux ou trois jours après, au moment où Napoléon mettait le pied à l'étrier pour aller déjeuner à l'ombre, loin de notre demeure habituelle, il eut l'insigne désagrément d'être contraint de rentrer, l'officier ayant déclaré qu'il devait désormais faire partie de son groupe et ne point le quitter d'un pas. Depuis cet instant, l'Empereur ne voulut jamais revoir l'amiral. Celui-ci, d'ailleurs, n'avait jamais observé les formes de bienséance les plus ordinaires, affectant toujours de choisir pour ses visites des heures inaccoutumées ; dirigeant dans la même voie les étrangers de distinction qui arrivaient dans l'île, pour éviter par là sans doute qu'ils ne parvinssent jusqu'à l'Empereur, qui ne manquait pas de les

refuser. On a vu que l'amiral en avait agi de la sorte lors de la première visite du nouveau gouverneur ; sa joie, dans cette dernière circonstance, sur le mauvais succès de sir Hudson Lowe, n'avait que trop visiblement trahi ses intentions.

Toutefois, s'il fallait, à travers notre mauvaise humeur et la délicatesse de sa mission, résumer une opinion impartiale, nous n'hésiterions pas à convenir, à la suite de tant de griefs, que ces griefs reposaient bien plus dans les formes que dans le fond, et nous dirions, avec l'Empereur, qui avait naturellement un faible pour lui, que l'amiral Cockburn est bien loin d'être un méchant homme, qu'il est même susceptible d'élans généreux et délicats, que nous en avons plusieurs fois éprouvé les effets ; mais qu'aussi, par contre, nous l'avons trouvé souvent capricieux, irascible, vain, dominateur, fort habitué à l'autorité, l'exerçant avec rudesse, mettant souvent la force à la place de la dignité. Et pour exprimer en deux mots la nature de nos rapports, nous dirions que, comme geôlier, il a été doux, humain, généreux ; nous lui devons de la reconnaissance ; mais que, comme notre hôte, il a été parfois impoli, souvent pire encore, et nous avons lieu d'en être mécontents et de nous plaindre.

En relisant ce résumé pour une nouvelle impression, je ne puis me défendre d'éprouver qu'il est peut-être plus que sévère. Serait-ce que le temps aurait dissipé l'irritation dans laquelle il fut tracé, ou bien serait-ce parce que je ne suis pas né pour de longs ressentiments, ou bien encore serait-ce enfin parce que les manières, les procédés, les actes du successeur, n'admettant de comparaison avec personne, toutes autres plaintes doivent s'effacer et disparaître au simple souvenir de ce dernier ?

Sur les deux ou trois heures, l'Empereur a fait sa promenade accoutumée ; il a beaucoup causé avec nous dans le jardin, et en calèche, sur les circonstances du matin ; et la conversation sur cet objet a repris encore après le dîner. Quelqu'un a fait observer, toutefois assez plaisamment, que les deux premiers jours du gouverneur avaient été des jours de batailles, et devaient lui faire croire que nous étions intraitables, nous qui étions naturellement si doux et si patients. À ces dernières expressions, l'Empereur n'a pu s'empêcher de sourire et de pincer l'oreille de l'observateur.

On est passé de là au signalement de sir Hudson Lowe ; on l'a trouvé un homme d'environ quarante-cinq ans, d'une taille commune, mince, maigre, sec, rouge de visage et de chevelure, marqueté de taches de rousseur, des yeux obliques fixant à la dérobée et rarement en face, recouverts de sourcils d'un blond ardent, épais et fort proéminents. « Il est hideux ! a dit l'Empereur, c'est une face patibulaire. Mais ne nous hâtons pas de prononcer : le moral, après tout, peut raccommoder ce que cette figure a de sinistre ; cela ne serait pas impossible. »

Convention des souverains sur Napoléon, etc. – Paroles remarquables.

Jeudi 18.

Le temps avait été horrible depuis plusieurs jours : aujourd'hui il est devenu très beau ; l'Empereur est sorti de bonne heure pour se promener dans le jardin ; sur les quatre heures, il est monté en calèche, et a fait une promenade plus longue que de coutume. Avant dîner, l'Empereur m'a fait appeler pour lui traduire la convention des souverains relative à sa captivité. La voici :

« Napoléon Bonaparte étant au pouvoir des souverains alliés, Leurs Majestés le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse ont agréé, en vertu des stipulations du traité du 25 mars 1815, sur les mesures les plus propres à rendre impossible toute entreprise de sa part contre le repos de l'Europe :

Art. 1er. Napoléon Bonaparte est considéré par les puissances qui ont signé le traité du 20 mars dernier comme leur prisonnier.

Art. 2. Sa garde est spécialement confiée au gouvernement britannique.

Le choix de la place et des mesures qui peuvent le mieux assurer l'objet de la présente stipulation sont réservés à Sa Majesté britannique.

Art. 3. Les cours impériales d'Autriche et de Russie et la cour royale de Prusse nommeront des commissaires pour se rendre et habiter dans la place que le gouvernement de Sa Majesté britannique aura assignée pour la

résidence de Napoléon Bonaparte, et qui, sans être responsables de sa garde, s'assureront de sa présence.

Art. 4. Sa Majesté très chrétienne est invitée, au nom des quatre cours ci-dessus mentionnées, d'envoyer pareillement un commissaire français au lieu de la détention de Napoléon Bonaparte.

Art. 5. Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige à remplir les engagements qui lui sont assignés par la présente convention.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée, et la ratification sera échangée dans quinze jours, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, ce 2 août de l'année de notre Seigneur, 1815. »

La lecture faite, l'Empereur m'a demandé ce que j'en pensais.

« Sire, ai-je répondu, dans la position où nous nous trouvons, j'aime mieux dépendre des intérêts d'un seul que de la décision compliquée de quatre. L'Angleterre évidemment a dicté ce traité ; voyez avec quel soin elle stipule qu'elle seule répondra, disposera du prisonnier ; je ne la vois occupée qu'à nantir ses mains du levier d'Archimède ; elle ne saurait donc avoir l'idée de le briser. »

L'Empereur, sans expliquer sa pensée sur cet objet, est passé aux différentes chances qui pouvaient amener sa sortie de Sainte-Hélène, et a dit ces paroles remarquables : « Si l'on est sage en Europe, si l'ordre s'établit partout, alors nous ne vaudrons plus ni l'argent ni les soins que nous coûtons ici ; on se débarrassera de nous ; mais cela peut se prolonger encore quelques années : trois, quatre ou cinq ans ; autrement, et à part les événements fortuits qu'il n'est pas donné à l'intelligence humaine de prévoir, je ne vois guère, mon ami, que deux grandes chances bien incertaines pour sortir d'ici : le besoin que pourraient avoir de moi les rois contre les peuples débordés, ou celui que pourraient avoir les peuples soulevés, aux prises avec les rois ; car, dans cette immense lutte du présent contre le passé, je suis l'arbitre et le médiateur naturel ; j'avais aspiré à en

être le juge suprême ; toute mon administration au-dedans, toute ma diplomatie au-dehors, roulaient vers ce grand but. L'issue eût été plus facile et plus prompte ; mais le destin en a ordonné autrement. Enfin une dernière chance, et ce pourrait être la plus probable, ce serait le besoin qu'on aurait de moi contre les Russes ; car dans l'état actuel des choses, avant dix ans toute l'Europe peut être cosaque ; ou toute en république ; voilà pourtant les hommes d'État qui m'ont renversé...

Et puis revenant sur la décision des souverains à son égard, à son style, au fiel qu'elle témoigne : « Il est difficile de les expliquer, a-t-il dit. »

« *François !* Il est religieux, et je suis son fils.

« *Alexandre !* nous nous sommes aimés !

« *Le roi de Prusse !* je lui ai fait beaucoup de mal sans doute ; mais je pouvais en faire davantage ; et puis n'y a-t-il donc pas de la gloire, une véritable jouissance à s'agrandir par le cœur !

« Pour l'*Angleterre*, c'est à l'animosité de ses ministres que je suis redevable de tout ; mais encore serait-ce au prince régent à s'en apercevoir, à interférer, sous peine d'être noté de fainéant ou de protéger une vulgaire méchanceté ?

« Ce qu'il y a de sûr, c'est que tous ces souverains se compromettent, se dégradent, se perdent en moi... »

Déclaration exigée de nous. – Visite d'adieu de l'ancien gouverneur. – Conversation remarquable. –
Saillie d'un vieux soldat anglais.

Vendredi 19, samedi 20.

L'Empereur avait le projet de déjeuner dans le jardin ; le grand maréchal et madame Bertrand étaient venus en suite de cette intention. L'Empereur avait passé une mauvaise nuit, n'avait point dormi ; il a déjeuné dans son intérieur.

Le gouverneur nous a notifié officiellement que nous devions lui donner chacun notre déclaration, exprimant que nous demeurions volontairement à Longwood, et que nous nous soumettions d'avance à toutes les restrictions que nécessiterait la captivité de Napoléon. Je lui ai adressé la mienne.

Le colonel Wilks, repassant en Europe, est arrivé avec sa fille pour prendre congé de l'Empereur ; elle a été présentée par madame Bertrand. J'ai déjà dit que le colonel Wilks était l'ancien gouverneur de la colonie pour la compagnie des Indes ; c'est lui que l'amiral avait remplacé en cette qualité, au nom du roi, lorsque notre translation à Sainte-Hélène avait fait passer cette île des mains de la compagnie dans celles du gouvernement.

L'Empereur était ce matin d'une gaieté remarquable ; il a causé quelque temps avec ces dames, puis il s'est retiré avec M. Wilks dans une embrasure de fenêtre, me faisant suivre pour servir d'interprète.

Le colonel Wilks a été longtemps agent diplomatique de la compagnie dans la péninsule indienne ; il a écrit une histoire de ces régions, a beaucoup de connaissances, surtout en chimie ; c'était donc un militaire, un littérateur, un diplomate, un chimiste. L'Empereur l'a questionné sur tous ces objets, et les a traités lui-même avec beaucoup d'abondance et d'éclat ; la conversation a été longue, vive et variée, elle a duré plus de deux heures. Voici les principaux traits que j'en ai retenus. Je me répéterai peut-être, car l'Empereur et le colonel Wilks avaient déjà eu, il y a quelques mois, une longue conversation précisément sur les mêmes objets ; mais n'importe, ces objets sont d'un tel intérêt, que j'aime mieux encore répéter quelque chose que de rien laisser perdre.

L'Empereur lui a d'abord parlé de l'armée anglaise, de son organisation, et surtout de son mode d'avancement ; il l'a opposée à la nôtre, et a répété ce que j'ai dit ailleurs sur son excellente composition, les avantages de notre conscription, l'esprit valeureux des Français, etc.

Passant à la politique, il a dit : « Vous avez perdu l'Amérique par l'affranchissement ; vous perdrez l'Inde par l'invasion. La première perte était toute naturelle : quand les enfants deviennent grands, ils font bande à part ; mais pour les Indous, ils ne grandissent pas, ils demeurent toujours enfants ; aussi la catastrophe ne viendra que du dehors. Vous ne savez pas tous les dangers dont vous avez été menacés par mes armes ou par mes négociations, etc., etc.

Mon système continental !... Vous en avez ri peut-être ? — Sire, a dit le colonel, nous en avons fait le semblant ; mais tous les gens sensés ont senti le coup. — Eh bien ! a continué l'Empereur, moi, je me suis trouvé seul de

mon avis sur le continent ; il m'a fallu pour l'instant employer partout la violence. Enfin l'on commence à me comprendre, déjà l'arbre porte son fruit : j'ai commencé, le temps fera le reste.

Si je n'eusse succombé, j'aurais changé la face du commerce aussi bien que la route de l'industrie : j'avais naturalisé au milieu de nous le sucre, l'indigo ; j'aurais naturalisé le coton et bien d'autres choses encore : on m'eût vu déplacer les colonies, si l'on se fût obstiné à ne pas nous en donner une portion.

L'impulsion chez nous était immense ; la prospérité, les progrès croissaient sans mesure ; et pourtant vos ministres répandaient par toute l'Europe que nous étions misérables et que nous retombions dans la barbarie. Aussi le vulgaire des alliés a-t-il été étrangement surpris à la vue de notre intérieur, aussi bien que vous autres, qui en êtes demeurés déconcertés, etc.

Le progrès des lumières en France était gigantesque, les idées partout se rectifiaient et s'étendaient, parce que nous nous efforcions de rendre la science populaire. Par exemple, on m'a dit que vous étiez très forts sur la chimie ; eh bien ! je suis loin de prononcer de quel côté de l'eau se trouve le plus habile ou les plus habiles chimistes... – En France, a dit aussitôt le colonel. – Peu importe, continue l'Empereur ; mais je maintiens que dans la masse française il y a dix et peut-être cent fois plus de connaissances chimiques qu'en Angleterre, parce que les diverses branches industrielles l'appliquent aujourd'hui à leur travail ; et c'était là un des caractères de mon école : si l'on m'en eût laissé le temps, bientôt il n'y aurait plus eu de métiers en France, tous eussent été des arts, etc. »

Enfin il a terminé par ces mots remarquables : « L'Angleterre et la France ont tenu dans leurs mains le sort de l'univers, celui surtout de la civilisation européenne. Que de mal nous nous sommes fait ! que de bien nous pouvions faire !

Sous l'école de Pitt, nous avons désolé le monde, et pour quel résultat ? Vous avez imposé quinze cent millions à la France, et les avez fait lever par des Cosaques. Moi, je vous ai imposé sept milliards, et les ai fait lever de vos propres mains, par votre parlement ; et aujourd'hui encore, même après

la victoire, est-il bien certain que vous ne succombiez pas tôt ou tard sous une telle charge ?

Avec l'école de Fox, nous nous serions entendus... Nous eussions accompli, maintenu l'émancipation des peuples, le règne des principes ; il n'y eût eu en Europe qu'une seule flotte, une seule armée ; nous aurions joint nos intérêts et nos efforts ; nous nous serions attelés ensemble pour marcher avec plus de certitude au même but ; nous aurions gouverné le monde, nous aurions fixé chez tous le repos et la prospérité, ou par la force ou par la persuasion...

Oui, encore une fois, que de mal nous avons fait ! que de bien nous pouvions faire ! »

Jamais Napoléon n'avait été plus causant, et il rit plus d'une fois de la volubilité avec laquelle je m'efforçais de rendre la rapidité de ses expressions ; pour le colonel, il nous quitta saisi, confondu, ébloui.

Après son départ, l'Empereur a continué de causer longtemps dans le salon, il a ensuite gagné le jardin, en dépit du mauvais temps ; il a fait appeler tout le monde, il a voulu connaître et lire les déclarations que nous avions faites : elles sont devenues le sujet de la conversation...

Quatre bâtiments sont arrivés aujourd'hui d'Europe ; ils amenaient le 66e, et avaient quitté l'Angleterre avant le départ du *Phaéton*, frégate qui a amené le nouveau gouverneur, sir Hudson Lowe.

Après le dîner, l'Empereur nous a raconté fort plaisamment le dire du plus vieux soldat du 53e, qui, l'ayant vu hier pour la première fois, était retourné à ses camarades en leur disant : « On m'avait bien trompé, on m'avait assuré que Napoléon était si vieux ! mais il n'en est rien, le b... a encore au moins soixante campagnes dans le corps. »

Nous étions jaloux de ce propos, disions-nous, il était trop français, nous le réclamions pour un de nos grenadiers ; et nous avons raconté à notre tour à l'Empereur un grand nombre de bons mots de nos soldats, durant son absence et lors de son retour ; il en a été fort amusé. Un surtout l'a fait beaucoup rire, c'était la réponse d'un grenadier à Lyon.

M. le comte d'Artois, accouru en toute hâte lors du débarquement de l'île d'Elbe, y passait une grande revue : il disait aux soldats qu'ils étaient bien vêtus, bien nourris, que leur solde était à jour ; à quoi le grenadier auquel il

s'adressait répondait à chaque observation : « Oui, assurément. – Eh bien ! conclut le prince d'un air confiant et proscripteur, vous n'étiez pas de la sorte avec Bonaparte ? il y avait de l'arriéré, on vous devait ? – Eh ! qu'est-ce que cela fait, repartit vivement le grenadier, s'il nous plaisait de lui faire crédit ! »

1. ↑ Cette scène se passait en présence de vingt-deux personnes :

L'EMPEREUR ;

Dubois, Corvisart, Bourdier et Ivan ;

Mesdame de Montebello, de Luçai et de Montesquiou ;

Les six premiers dames d'annonces : Ballant, Deschamps, Durand, Hureau, Nabusson et Gérard ;

Cinq femmes de chambre : Mesdemoiselles Honoré, Édouard, Barbier, Aubert et Geoffroy ;

La garde madame Blaise et deux filles de garde-robe.

2. ↑ Circonstance assez singulière : c'est précisément de M. de Villèle, devenu depuis célèbre, que j'obtins en Languedoc cette assertion sur l'agriculture.
3. ↑ Parcourant un jour à Longwood le nom des sénateurs qui avaient signé la déchéance, l'un de nous fit observer celui de M. de Valence, signant comme secrétaire. Mais un autre expliqua que cette signature était fausse, que M. de Valence s'en était plaint et avait réclamé. « C'est très vrai, dit l'Empereur, je le sais, il a été très bien ; Valence a été national. »
4. ↑ Le temps qui apprend tout nous a fait connaître les petits ressorts qui ont amené un des plus grands dénouements.

Voici ce que je tiens de la propre bouche des acteurs :

En apprenant l'arrivée de Napoléon à l'Élysée après Waterloo, Fouché court aux membres inquiets, défiants, ombrageux de la Chambre : « Aux armes ! leur crie-t-il. Il revient furieux et résolu à dissoudre les Chambres et à saisir la dictature ; nous ne devons pas souffrir ce retour de la tyrannie. » Et de là il court aux meilleurs amis de Napoléon : « Savez-vous, leur dit-il, que la fermentation est extrême contre l'Empereur parmi certains députés et que nous n'avons d'autre parti pour le sauver que de leur montrer les dents, de leur faire voir toute la force de l'Empereur, et combien il lui serait facile de les dissoudre ? »

Les amis de Napoléon, aisément dupés, au fort de cette crise soudaine, ne manquent pas de suivre, ou peut-être même dépassent les suggestions de Fouché, qui recourt ensuite aux premiers, leur disant : « Vous voyez bien que ses meilleurs amis en conviennent, le danger est pressant ; dans peu d'heures si on n'y pourvoit, il n'y aura plus de Chambres, et l'on serait bien coupable de laisser échapper le seul instant de s'y opposer » Alors la permanence des Chambres, l'abdication forcée de Napoléon, et un grand empire succombe sous les plus petites, les plus subalternes intrigues, à la faveur des rapports de vrais commérages d'antichambre. Ah ! Fouché !... Fouché !... que l'Empereur le connaissait bien, quand il disait qu'on était toujours sûr de trouver son vilain pied sali dans les souliers de tout le monde !

Chapitre 7.

Message de l'Empereur au prince régent – Paroles caractéristiques – Portefeuille perdu à Waterloo –
Sur les ambassadeurs – M. de Narbonne – Après Moscou, l'Empereur sur le point d'être arrêté en
Allemagne – Compte de toilette de l'Empereur – Budget d'un ménage dans les capitales de l'Europe
– L'ameublement de la maison de la rue de la Victoire – Ameublement des palais impériaux –
Moyens de vérification de Napoléon.

Dimanche 21.

L'Empereur m'a fait demander au jardin, sur les quatre heures, pour servir d'interprète. Un capitaine Hamilton, commandant la frégate *la Havane*, partait le lendemain pour l'Europe. Il était venu prendre congé de l'Empereur avec tous ses officiers.

Le capitaine Hamilton parlait français. Quand je suis arrivé, l'Empereur s'exprimait avec chaleur.

« On veut savoir ce que je désire, disait-il ; je demande ma liberté ou un bourreau ! Rapportez ces paroles à votre prince régent. Je ne demande plus de nouvelles de mon fils, puisqu'on a eu la barbarie de laisser mes premières demandes sans réponse.

« Je n'étais point votre prisonnier : les sauvages eussent eu plus d'égards pour ma position. Vos ministres ont indignement violé en moi le droit sacré de l'hospitalité, ils ont entaché votre nation pour jamais ! »

Le capitaine Hamilton s'étant hasardé de répondre que l'Empereur n'était pas prisonnier de l'Angleterre seule, mais de tous les alliés, l'Empereur a repris avec chaleur :

« Je ne me suis point livré à la Russie, elle m'eût bien reçu sans doute ; je ne me suis point livré à l'Autriche, j'en aurais été également bien traité ; mais je me suis livré, librement et de mon choix, à l'Angleterre, parce que

je croyais à ses lois, à sa morale publique. Je me suis cruellement trompé ! Toutefois il est un ciel vengeur, et tôt ou tard vous porterez les peines d'un attentat que les hommes vous reprochent déjà !... Redites tout cela au prince régent, Monsieur. » Et accompagnant ces dernières paroles d'un geste de la main, il le congédia.

Nous avons continué de marcher quelque temps encore. Le grand maréchal, qui avait accompagné quelques pas M. Hamilton, étant revenu, nous avons cru devoir le laisser tête à tête avec l'Empereur ; mais, à peine rentré dans ma chambre, il m'a fait appeler. Il était seul dans la sienne, et m'a demandé si je ne m'étais pas assez retiré dans la journée. Je lui ai dit que le respect seul et la discrétion m'avaient ôté d'auprès de lui. À quoi il m'a répondu que c'était à tort, qu'il n'y avait rien de mystérieux ni de secret. « Et puis, a-t-il ajouté, une certaine liberté, un certain abandon, ont bien aussi leur charme. » Ces paroles, découlées négligemment de la bouche de Napoléon, peuvent servir à le peindre plus que beaucoup de pages.

Nous avons alors parcouru une publication anglaise, renfermant les pièces officielles trouvées dans le portefeuille qui lui a été enlevé à Waterloo. L'Empereur, étonné lui-même de tous les ordres qu'il donnait presque à la fois, des détails sans nombre qu'il dirigeait sur tous les points de l'empire, a dit : « Cette publication, après tout, ne saurait me faire du mal, elle fera dire à bien des gens que ce qu'elle contient n'est pas d'un homme qui dormait ; on me comparera aux légitimes, je n'y perdrai pas. »

Après le dîner, l'Empereur a causé longtemps de sujets rompus. En parlant de ses ambassadeurs, il a trouvé que M. *de Narbonne* était le seul qui eût bien mérité ce titre et rempli vraiment cette fonction. « Et cela, disait-il, par l'avantage personnel, non seulement de son esprit, mais bien plus encore par celui de ses mœurs d'autrefois, de ses manières, de son nom. Car, tant qu'on a qu'à prescrire, le premier venu suffit, tout est bon ; peut-être même l'aide de camp est-il préférable ; mais dès qu'on en est réduit à négocier, c'est autre chose ; alors à la vieille aristocratie des cours de l'Europe on ne doit plus présenter que des éléments de cette même aristocratie ; car elle aussi est une espèce de maçonnerie : un Otto, un Andréossi entreraient-ils dans les salons de Vienne, aussitôt les épanchements de l'opinion se tairaient, les habitudes de mœurs cesseraient ; ce sont des

intrus, des profanes ; les mystères doivent être interrompus. C'est le contraire pour un Narbonne, parce qu'il y a affinité, sympathie, identité ; et telle femme de la vieille roche livrera peut-être sa personne à un plébéien, qu'elle ne lui découvrira pas les secrets de l'aristocratie. »

L'Empereur aimait beaucoup M. de Narbonne ; il s'y était fort attaché, disait-il, et le regretta vivement. Il ne l'avait fait son aide de camp que parce que Marie-Louise, ajoutait-il, par une intrigue de son entourage, l'avait refusé pour chevalier d'honneur ; poste qui était tout à fait son lot, disait Napoléon. « Jusqu'à son ambassade, répétait-il, nous avons été dupes de l'Autriche. En moins de quinze jours, M. de Narbonne eut tout pénétré, et M. de Metternich se trouva fort gêné de cette nomination. »

« Toutefois, remarquait l'Empereur, ce que peut faire la fatalité ! les succès mêmes de M. de Narbonne m'ont perdu peut-être, ses talents m'ont été du moins bien plus nuisibles qu'utiles : l'Autriche, se croyant devinée, jeta le masque et précipita ses mesures. Avec moins de pénétration de notre part, elle eût prolongé quelque temps encore ses indécisions naturelles, et durant ce temps d'autres chances pouvaient s'élever. »

Quelqu'un ayant parlé des ambassades de Dresde et de Berlin, et penchant à blâmer nos agents diplomatiques dans ces cours, lors de la crise du retour de Moscou, l'Empereur a répondu que le vice, à cet instant, n'avait point été dans les personnes, mais bien dans les choses ; que chacun avait pu prévoir d'un coup d'œil ce qui pouvait arriver, que lui n'en avait pas été la dupe d'une minute. Que s'il n'avait pas ramené l'armée lui-même à Wilna et en Allemagne, ce n'avait été que par la crainte de ne pouvoir regagner la France de sa personne. Il avait voulu remédier, disait-il, à ce péril imminent par de l'audace et de la rapidité, en traversant toute la Germanie, seul et vite. Toutefois, il s'était vu à l'instant d'être retenu en Silésie : « Mais heureusement, disait-il, les Prussiens passèrent à se consulter le moment qu'ils eussent dû employer à agir. Ils firent comme les Saxons pour Charles XII, qui disait gaiement à sa sortie de Dresde, dans une occasion semblable : Vous verrez qu'ils délibéreront demain s'ils auraient bien fait de m'arrêter aujourd'hui, etc., etc. »

L'Empereur, avant dîner, m'a fait appeler dans son cabinet pour faire quelques thèmes anglais ; il venait, me disait-il, de faire son compte de toilette ; elle lui coûtait quatre napoléons par mois. Nous avons beaucoup ri

de l'immensité du budget. Il m'a parlé de faire venir ses vêtements, ses souliers, ses bottes, de ses ouvriers ordinaires qui avaient ses mesures. J'y trouvais de graves inconvénients ; mais ce qui devait nous mettre d'accord, lui disais-je, c'est que bien certainement on ne le permettrait pas.

« Il est dur, pourtant, disait-il, de me trouver sans argent, et je veux régulariser quelque chose à cet égard. Aussi, dès que le bill qui doit fixer notre situation ici nous sera notifié, je m'arrangerai pour avoir un crédit annuel de sept à huit mille napoléons sur Eugène. Il ne saurait s'y refuser, il tient de moi plus de quarante millions peut-être ; et puis ce serait faire injure à ses sentiments personnels que d'en douter. D'ailleurs nous avons de grands comptes à régler ensemble ; je suis sûr que si j'avais chargé une commission de mes conseillers d'État d'un rapport à ce sujet, elle m'eût présenté sur lui une reprise de dix à douze millions au moins. »

À dîner, l'Empereur nous a questionnés sur ce qui était nécessaire, disait-il, pour un garçon, dans une capitale de l'Europe, ou pour un ménage raisonnable, ou enfin pour un ménage de luxe.

Il aime ces questions et ces calculs, et les traite avec une grande sagacité et des détails toujours curieux.

Chacun de nous a présenté ses budgets, et l'on s'est accordé, pour Paris, à quinze mille, quarante mille et cent mille francs. L'Empereur s'est arrêté sur l'extrême différence qu'il y avait entre le prix des choses et celui des mêmes choses, suivant les personnes et les circonstances.

« En quittant l'armée d'Italie, a-t-il dit, pour venir à Paris, madame Bonaparte avait écrit qu'on meublât, avec tout ce qu'il y avait de mieux, une petite maison que nous avions rue de la Victoire. Cette maison ne valait pas plus de quarante mille francs. Quelle fut ma surprise, mon indignation et ma mauvaise humeur, quand on me présenta le compte des meubles du salon, qui ne me semblaient rien de très extraordinaire, et qui montaient pourtant à la somme énorme de cent vingt à cent trente mille francs. J'eus beau me défendre, crier, il fallut payer. L'entrepreneur montrait la lettre qui demandait tout ce qu'il y avait de mieux : or, tout ce qui était à était de nouveaux modèles faits exprès ; il n'y avait pas de juge de paix qui ne m'eût condamné. »

De là l'Empereur est passé aux prix fous demandés pour les ameublements des palais impériaux, aux grandes économies qu'il y avait introduites. Il nous a donné le prix du trône, celui des ornements impériaux, etc., etc... Quoi de plus curieux que de tenir de sa bouche ces détails, ces comptes, le mode de ses économies ! Combien je regrette de ne les avoir pas consignés dans le temps ! Mais veut-on connaître un de ses moyens de vérification. Il revenait aux Tuileries, qu'on avait magnifiquement meublées en son absence ; on n'eut rien de plus pressé que de lui faire voir et admirer le tout : il s'en montre très satisfait, et s'arrêtant à une embrasure de fenêtre, devant une fort riche tenture, il demande des ciseaux, coupe un superbe gland d'or en pendant, le met froidement dans sa poche et continue son inspection, au grand étonnement de ceux qui le suivaient, incertains et cherchant à deviner son motif.

À quelques jours de là, à son lever, le glandressort de sa poche, et le remettant à celui qui était chargé des ameublements : « Tenez, mon cher, lui dit-il, Dieu me garde de penser que vous me volez ! mais on vous vole ; vous avez payé ceci un tiers au-dessus de sa valeur : on vous a traité en intendant de grand seigneur, vous eussiez fait un meilleur marché si vous n'aviez pas été connu. »

C'est que Napoléon, dans une de ses promenades matinales, et déguisé, ce qui lui arrivait fréquemment, était entré dans plusieurs magasins de la rue Saint-Denis, avait fait évaluer ce qu'il avait emporté, proposé des entreprises analogues, et amené le résultat, disait-il, à sa plus simple expression. Chacun connaissait son faire à cet égard, et c'était là, disait-il encore, ses grands moyens d'économie domestique, qui, malgré une extrême magnificence d'ailleurs, était portée au dernier degré d'exactitude et de régularité. En dépit de ses immenses occupations, il révisait lui-même tous ses propres comptes ; mais il avait sa manière : on les lui présentait toujours par spécialité ; il s'arrêtait sur le premier article venu, le sucre par exemple, et trouvant des milliers de livres, il prenait une plume et demandait au comptable : « Combien de personnes dans ma maison, Monsieur ? (Et il fallait pouvoir lui répondre sur-le-champ.) – Sire, tant. – À combien de livres de sucre par jour les portez-vous l'une dans l'autre ? – Sire, à tant. » Il faisait aussitôt son calcul, et se montrait satisfait, ou s'écriait en lui rejetant son papier : « Monsieur, je double votre propre

estimation, et vous dépassez encore énormément ; votre compte est donc faux ? Recommencez tout cela, et montrez-moi plus d'exactitude. » Et il suffisait de ce seul calcul, de cette seule algarade, faisait-il observer, pour tenir chacun dans la plus stricte régularité. Aussi, disait-il parfois de son administration privée, comme de son administration publique : « J'ai introduit un tel ordre, j'emploie de telles contre-épreuves, que je ne puis être volé de beaucoup. Si je le suis encore, je le laisse sur la conscience du coupable ; il n'en sera pas étouffé, cela ne saurait être lourd. »

Le gouverneur visite ma chambre – Critique du *Mahomet* de Voltaire – Du Mahomet de l'histoire – Grétry.

Lundi 22 au jeudi 25.

Depuis plusieurs jours le temps a été très mauvais. L'Empereur a discontinué ses promenades du matin ; son travail est devenu plus régulier, il a dicté chaque jour sur l'époque des événements de 1814.

Sir Hudson Lowe est venu visiter l'établissement ; il est entré chez moi et y est demeuré un quart d'heure. Il m'a dit être fâché de la manière dont nous nous trouvions ; nos demeures étaient plutôt des bivouacs, convenait-il, que des chambres. Et il avait raison : le papier goudronné dont on s'était servi pour la couverture cédait déjà à la chaleur du climat : quand il faisait du soleil, j'étouffais ; quand il pleuvait, j'étais inondé.

Il allait donner l'ordre d'y remédier autant que possible, disait-il, et a ajouté poliment qu'il avait apporté avec lui quinze cents à deux mille volumes français ; que, dès qu'ils seraient en ordre, il se ferait un plaisir de les mettre à notre disposition, etc., etc...

Racine et Voltaire ont fait les frais de ces soirées : *Phèdre*, *Athalie*, qui nous étaient lues par l'Empereur, ont fait nos délices. Il ajoutait des observations et des commentaires qui leur donnaient un nouveau prix.

Mahomet a été l'objet de sa plus vive critique, dans le caractère et dans les moyens. Voltaire, disait l'Empereur, avait ici manqué à l'histoire et au cœur humain. Il prostituait le grand caractère de Mahomet par les intrigues les plus basses. Il faisait agir un grand homme qui avait changé la face du

monde, comme le plus vil scélérat, digne au plus du gibet. Il ne travestissait pas moins inconvenablement le grand caractère d'Omar, dont il ne faisait qu'un coupe-jarrets de mélodrame, et un vrai pourvoyeur de son maître.

Voltaire péchait ici surtout par la base, en attribuant à l'intrigue ce qui n'appartient qu'à l'opinion. « Les hommes qui ont changé l'univers, faisait observer l'Empereur, n'y sont jamais parvenus en gagnant des chefs, mais toujours en remuant des masses. Le premier moyen est du ressort de l'intrigue, et n'amène que des résultats secondaires ; le second est la marche du génie, et change la face du monde ! »

De là, l'Empereur, passant à la vérité historique, doutait de tout ce qu'on attribuait à Mahomet. « Il en aura été sans doute de lui comme de tous les chefs de sectes, disait-il. Le Coran ayant été fait trente ans après lui aura consacré bien des mensonges. Alors l'empire du Prophète, sa doctrine, sa mission étant déjà fondés, accomplis, on a pu, on a dû parler en conséquence. Néanmoins il reste encore à expliquer comment l'évènement prodigieux dont nous sommes certains, la conquête du monde, a pu s'opérer en si peu de temps ; cinquante ou soixante ans ont suffi. Par qui a-t-elle été opérée ? par des peuplades du désert, peu nombreuses, ignorantes, nous dit-on, mal aguerries, sans discipline, sans système. Et pourtant elles agissaient contre le monde civilisé, riche de tant de moyens ! Ici le fanatisme ne saurait suffire ; car il lui a fallu le temps de se créer lui-même, et la carrière de Mahomet n'a été que de treize ans... »

L'Empereur pensait qu'indépendamment des circonstances fortuites qui amènent parfois les prodiges, il fallait encore qu'il y eût ici, en arrière, quelque chose que nous ignorons ; que le monde chrétien avait été si prodigieusement entamé par les résultats de quelque cause première qui nous demeurait cachée, que peut-être ces peuples, surgis tout à coup du fond des déserts, avaient eu chez eux de longues guerres civiles, parmi lesquelles s'étaient formés de grands caractères, de grands talents, des impulsions irrésistibles, ou quelque autre cause de cette nature, etc.

En somme, Napoléon, sur les affaires de l'Orient, s'éloignait beaucoup des croyances communes tirées de nos livres habituels. Il avait à cet égard des idées tout à fait à lui, et pas bien arrêtées, disait-il ; et c'était son expédition d'Égypte qui avait amené ce résultat dans son esprit.

« Il est étonnant, pour revenir à Voltaire, disait-il, combien peu il supporte la lecture. Quand la pompe de la diction, les prestiges de la scène ne trompent plus l'analyse ni le vrai goût, alors il perd immédiatement mille pour cent. On ne croira qu'avec peine, continuait-il, qu'au moment de la révolution, Voltaire eût détrôné Corneille et Racine : on s'était endormi sur les beautés de ceux-ci, et c'est au Premier Consul qu'est dû le réveil. »

C'est lui qui fit reparaître alors tous nos chefs-d'œuvre nationaux dramatiques et lyriques, jusqu'aux pièces même prosrites par la politique : ainsi on revit *Richard Cœur-de-Lion*, qu'un tendre intérêt avait comme consacré aux Bourbons.

« Le pauvre Grétry m'en sollicitait depuis longtemps, nous disait un jour l'Empereur, et je hasardais en l'accordant une épreuve redoutable ; on me prédisait de grands scandales. La représentation eut lieu néanmoins sans nul inconvénient ; alors j'ordonnai de la répéter huit jours, quinze jours de suite, jusqu'à indigestion. Le charme rompu, *Richard* a continué d'être joué sans qu'on y songeât davantage, jusqu'au moment où les Bourbons à leur tour l'ont proscrit, parce qu'un tendre intérêt le consacrait désormais à ma personne. »

Étrange vicissitude qui s'est renouvelée encore, nous a-t-on dit, pour le drame du prince Édouard ou du prétendant en Écosse. L'Empereur l'avait interdit à cause des Bourbons, et les Bourbons viennent de l'interdire à cause de l'Empereur.

Ma visite à Plantation-House – Insinuation – Première méchanceté de sir H. Lowe – Proclamations de Napoléon – Sa politique en Égypte – Aveu d'acte illégal.

Vendredi 26.

J'ai été à Plantation-House faire ma visite. Lady Lowe m'a paru belle, aimable, un tant soit peu actrice. Sir Hudson Lowe l'a épousée peu de temps avant son départ d'Europe, et précisément nous a-t-on dit, pour l'aider à nous faire les honneurs de la colonie. J'ai compris que cette dame était veuve d'un des officiers de l'ancien régiment de sir Hudson Lowe, et sœur d'un colonel tué à Waterloo.

Le gouverneur m'a témoigné une politesse et une bienveillance toutes particulières qui m'ont frappé. Nous étions de connaissance depuis longtemps sans que je m'en doutasse, m'a-t-il dit. Depuis longtemps l'*Atlas de M. Lesage*, continuait-il, avait charmé ses instants, sans qu'il pût imaginer certainement alors la circonstance qui lui ferait connaître son auteur. Il s'était procuré cet ouvrage en Sicile, où il l'avait fait venir de Naples en contrebande. Il ne tarissait pas sur les louanges données à l'Atlas ; il avait souvent lu la bataille d'Iéna avec le général Blucher, au quartier-général duquel il était commissaire de sa nation dans la campagne de 1814 ; il avait toujours admiré les expressions libérales, l'esprit de modération et d'impartialité avec lesquels l'Angleterre, bien qu'ennemie, y était constamment traitée ; mais certains passages équivoques l'avaient grandement frappé dans le temps, remarquait-il ; c'étaient des passages d'opposition ou de censure envers celui qui nous gouvernait. Il les expliquait par ma qualité et mes doctrines d'ancien émigré, et aujourd'hui cela lui semblait une singulière contradiction de me retrouver ici auprès de cette personne.

Or, nous venions d'apprendre que sir Hudson Lowe avait toujours été en Italie un chef de haute police, un agent actif d'espionnage et d'embauchage. Je n'ai pu me défendre, je l'avoue, de soupçonner dans cette conversation certaine insinuation. S'il en eût été ainsi, et l'Empereur n'en a pas douté, la chose était assez bien embarquée de sa part, et si je me fusse moins respecté, je pouvais lui faire beau jeu et le laisser aller fort loin, mais je me suis contenté de répondre qu'il s'était tout à fait mépris sur l'application des passages équivoques, et qu'ils ne pouvaient s'adresser à Napoléon, puisqu'il me voyait auprès de lui.

J'ai trouvé chez moi, au retour, deux ouvrages français que sir Lowe m'avait envoyés dès le matin, avec un billet dans lequel il exprimait son espoir qu'ils seraient agréables à l'Empereur. Le croirait-on ! le premier de ces ouvrages était l'*Ambassade de Varsovie*, par l'abbé de Pradt... *Première méchanceté de sir Hudson Lowe* ! car c'était une nouveauté, il est vrai, mais un véritable libelle, uniquement dirigé contre Napoléon.

Quant au second, au premier instant je l'ai cru un trésor ; j'ai pensé qu'il allait tout à fait nous tenir lieu des *Moniteurs*, et nous fournir tous les matériaux qui nous manquaient. C'était le Recueil des proclamations et de

toutes les pièces officielles de Napoléon comme *général*, comme *Premier Consul*, comme *Empereur* ; mais il était du libelliste Goldsmith fort incomplet ; les plus beaux bulletins sont supprimés, etc. Toutefois, dans cet état d'imperfection, ce Recueil demeure encore le plus beau monument qu'aucun homme ait jamais laissé sur la terre.

L'Empereur, après le dîner, s'est amusé à lire dans Goldsmith quelques-unes de ses proclamations à l'armée d'Italie. Elles réagissaient sur lui-même, il s'y complaisait, il en était ému. « Et ils ont osé dire que je ne savais pas écrire ! » s'est-il écrié.

Il est ensuite passé aux proclamations d'Égypte, et a beaucoup plaisanté sur celle dans laquelle il se donnait comme inspiré et envoyé de Dieu. « C'était du charlatanisme, convenait-il, mais du plus haut. D'ailleurs, tout cela n'était que pour être traduit en beaux vers arabes, et par un de leurs cheiks les plus habiles. Mes Français, disait-il, ne faisaient qu'en rire, et leurs dispositions à cet égard étaient telles, en Italie et en Égypte, que pour pouvoir les ramener à entendre citer la religion, j'étais obligé d'en parler fort légèrement moi-même, de placer les juifs à côté des chrétiens, les rabbins à côté des évêques. »

Du reste, il était faux, comme on le disait dans Goldsmith, qu'il se fût jamais habillé en musulman ; s'il était jamais entré dans une mosquée, cela avait toujours été, disait-il, comme vainqueur, jamais comme fidèle.

« Et après tout, ajoutait-il gaiement, ce n'est pas qu'il eût été impossible que les circonstances m'eussent amené à embrasser l'islamisme ; et, comme disait cette bonne reine de France : Vous m'en direz tant !... Mais ce n'eût été qu'à bonne enseigne ; il m'eût fallu pour cela au moins jusqu'à l'Euphrate. Le changement de religion, inexcusable pour des intérêts privés, peut se comprendre peut-être par l'immensité de ses résultats politiques. Henri IV avait bien dit : *Paris vaut bien une messe*. Croit-on que l'empire d'Orient, et peut-être la sujétion de toute l'Asie, n'eussent pas valu un turban et des pantalons ? car c'est au vrai uniquement à quoi cela se fût réduit. Les grands cheiks s'étaient étudiés à nous faire beau jeu, ils avaient aplani les grandes difficultés ; ils permettaient le vin, et nous faisaient grâce de toute formalité corporelle : nous ne perdions donc que nos culottes et un chapeau. Je dis nous, car l'armée, disposée comme elle l'était, s'y fût prêtée indubitablement, et n'y eût vu que du rire et des plaisanteries. Cependant

voyez les conséquences ! Je prenais l'Europe à revers, la vieille civilisation européenne demeurait cernée, et qui eût songé alors à inquiéter le cours des destinées de notre France ni celui de la génération du siècle !...

Qui eût osé l'entreprendre ! Qui eût pu y parvenir ! etc. »

Première insulte, première barbarie de sir H. Lowe – Traits caractéristiques.

Samedi 27.

Le gouverneur sir Hudson Lowe est venu sur les deux heures. Il a fait demander à l'Empereur son agrément pour qu'on fit comparaître tous ses domestiques devant lui. *Première insulte de sir Hudson Lowe.*

Il voulait probablement vérifier s'ils avaient fait leurs déclarations avec pleine et libre volonté. M. de Montholon, chargé du service de la maison, a répondu, au nom de l'Empereur à sir Hudson Lowe, que Sa Majesté ne pouvait imaginer qu'on eût la prétention de mettre le doigt entre lui et son valet de chambre ; que si on demandait sa permission il la refusait ; que si les instructions portaient cette mesure, on avait la force, on pouvait la remplir ; que ce serait un outrage de plus ajouté à ceux que le ministère anglais accumulait sur sa tête.

Je les ai joints à cet instant ; il m'a été aisé de voir que les deux interlocuteurs étaient peu satisfaits l'un de l'autre.

Toutefois les domestiques vinrent : M. de Montholon et moi nous nous mîmes à l'écart, pour ne pas sanctionner une telle mesure par notre présence. Le gouverneur leur parla et vint nous joindre ensuite, nous disant : « Je suis content à présent ; je puis mander à mon gouvernement que tous ont signé de plein gré et de leur bonne volonté. »

Il lui restait pourtant de l'humeur sans doute, car il se mit assez hors de propos à nous vanter la beauté du site, nous disant qu'après tout nous n'étions pas si mal ; et comme nous lui disions que dans ce climat brûlant nous restions sans ombrage, sans un seul arbre : *On en plantera*, nous dit-il. Quel mot atroce ! *Première barbarie de sir Hudson Lowe !* et il nous a quittés.

Vers les cinq heures, l'Empereur est monté en voiture pour faire un tour de promenade. En sortant de chez lui, il nous a dit : « *Messieurs, un homme de moins, et j'étais le maître du monde !* Cet homme, le devinez-vous ? » Nous écoutions... « Eh bien ! c'est l'abbé de Pradt, a-t-il dit, l'aumônier du dieu Mars. » Nous nous sommes mis à rire.

« Je n'en impose pas, a-t-il continué, c'est ainsi qu'il commence dans son *Ambassade de Varsovie*, vous pouvez le lire. C'est un bien méchant ouvrage contre moi ; un vrai libelle, dans lequel il m'accable de torts, d'injures, de calomnies. Mais, soit que j'aie été bien disposé, soit qu'il n'y ait, comme on dit, que la vérité qui blesse, il n'a fait que me faire rire, il m'a vraiment amusé. »

Deux de nous avaient parfois des différends. On ne le trouve ici que parce que j'y rencontre des traits caractéristiques de l'âme et du cœur de celui à qui nous nous étions consacrés, et puis, d'ailleurs, les papiers du temps et le retour de l'un d'eux en Europe, à cause de cette circonstance, l'ont assez fait connaître.

Me rendant au salon pour y attendre le dîner, j'y ai trouvé l'Empereur qui s'exprimait avec la dernière chaleur sur ce sujet, qui le contrariait à l'excès ; cela a été fort long, très vif, fort touchant...

.....

« Vous m'avez suivi pour m'être agréables, dites-vous ? *Soyez frères !* autrement vous ne m'êtes qu'importuns !... Vous voulez me rendre heureux ? *Soyez frères !* autrement vous ne m'êtes qu'un supplice.

« Vous parlez de vous battre, et cela sous mes yeux ! Ne suis-je donc plus tout l'objet de vos soins, et l'œil de l'étranger n'est-il pas arrêté sur nous !... Je veux qu'ici chacun soit animé de mon esprit... Je veux que chacun soit heureux autour de moi ; que chacun surtout y partage le peu de jouissances qui nous sont laissées. Il n'est pas jusqu'au petit Emmanuel que voilà que je ne prétende en avoir sa part complète... »

Le dîner seul a terminé la mercuriale, et bientôt après m'a fait appeler dans sa chambre à coucher, où je suis demeuré assez tard...

Dimanche 28.

L'Empereur est revenu sur M. l'abbé de Pradt et sur son ouvrage ; il le réduisait à la première et à la dernière page. « Dans la première, disait-il, il se donne pour le seul homme qui ait arrêté Napoléon dans sa course ; dans la dernière, il laisse voir que l'Empereur, à son passage au retour de Moscou, le chassa de son ambassade, ce qui est vrai ; et c'est ce que son amour-propre cherche à défigurer ou à venger : voilà tout l'ouvrage.

« Mais l'abbé, continuait-il, n'avait atteint à Varsovie aucun des buts qu'on se proposait ; il avait, au contraire, fait beaucoup de mal. Les bruits contre lui étaient accourus en foule de toutes parts au-devant de moi. Les auditeurs de son ambassade, ces jeunes gens mêmes avaient été choqués de sa tenue, et furent jusqu'à l'accuser d'intelligence avec l'ennemi, ce que je fus loin de croire. Mais il eut en effet avec moi une longue conversation qu'il dénature, comme de raison ; et c'est pendant même qu'il débitait complaisamment un long verbiage d'esprit, que je jugeais être autant d'inepties et d'impertinences, que je griffonnai sur le coin de la cheminée, sous les propres yeux de M. de Pradt, et tout en l'écoutant, l'ordre de le retirer de son ambassade et de l'envoyer au plus tôt en France. Circonstance qui fit beaucoup rire alors, et que l'abbé semble tenir extrêmement à dissimuler. »

Du reste, je ne puis me refuser de transcrire ici ce qu'il dit dans cet ouvrage de la cour de l'empereur Napoléon à Dresde, parce que ces paroles font image, et donnent une juste idée de la nature des choses et des personnes en ce moment-là.

« Ô vous, y est-il dit, qui voulez vous faire une juste idée de la prépotence qu'a exercée en Europe l'empereur Napoléon, qui désirez mesurer les degrés de frayeur au fond de laquelle étaient tombés presque tous les souverains, transportez-vous en esprit à Dresde, et venez-y contempler ce prince superbe, au plus haut période de sa gloire, si voisin de sa dégradation !

« L'Empereur occupait les grands appartements du château. Il y avait mené une partie nombreuse de sa maison ; il y tenait table, et, à l'exception du premier dimanche, où le roi de Saxe donna un gala, ce fut toujours chez

Napoléon que les souverains et une partie de leurs familles se réunirent, d'après les invitations adressées par le grand maréchal de son palais. Quelques particuliers y étaient admis. J'ai joui de cet honneur le jour de ma nomination à l'ambassade de Varsovie.

« Les levers de l'Empereur se tenaient, comme aux Tuileries, à neuf heures. C'est là qu'il fallait voir en quel nombre, avec quelle soumission craintive une foule de princes, confondus avec les courtisans, souvent à peine aperçus par eux, attendaient le moment de comparaître devant le nouvel arbitre de leurs destinées. »

Ce morceau et quelques autres, d'une aussi grande vérité et d'une aussi belle diction, sont étouffés sous une foule de détails pleins de déguisement et de malice. Ce sont des faits dénaturés, dit l'Empereur, des conversations mutilées ; et, s'arrêtant sur les détails de l'impératrice d'Autriche, comblée d'adulations, et sur ceux de l'empereur Alexandre, dont l'auteur vante les vertus aimables, les qualités brillantes, au détriment et en opposition de lui, Napoléon, il a conclu : « Certes, ce n'est pas là un évêque français, c'est un mage de l'Orient, adorateur du soleil qui s'élève. »

Toutefois, à ses efforts pour prouver que nous avons été les injustes agresseurs dans la querelle de Russie, je vais opposer ce qui suit :

L'Empereur, parlant de cette guerre, disait : « Il n'est point de petits événements pour les nations et les souverains : ce sont eux qui gouvernent leurs destinées. Depuis quelque temps il s'était élevé de la mésintelligence entre la France et la Russie.

« La France reprochait à la Russie la violation du système continental.

« La Russie exigeait une indemnité pour le duc d'Oldembourg, et élevait d'autres prétentions.

« Des rassemblements russes s'approchaient du duché de Varsovie ; une au nord de l'Allemagne. Cependant on était encore loin d'être décidé à la guerre, lorsque tout à coup une nouvelle armée russe se met en marche vers le duché, et une note insolente est présentée à Paris comme ultimatum par l'ambassadeur russe, qui, au défaut de son acceptation, menace de quitter Paris sous huit jours.

« Je crus alors la guerre déclarée. Depuis longtemps je n'étais plus accoutumé à un pareil ton. Je n'étais pas dans l'habitude de me laisser

prévenir ; je pouvais marcher à la Russie à la tête du reste de l'Europe. L'entreprise était populaire, la cause était européenne. C'était le dernier effort qui restait à faire à la France ; ses destinées, celles du nouveau système européen, étaient au bout de la lutte. La Russie était la dernière ressource de l'Angleterre. La paix du globe était en Russie, et le succès ne devait point être douteux. Je partis : toutefois, arrivé à la frontière, moi à qui la Russie avait déclaré la guerre en retirant son ambassadeur, je crus devoir envoyer le mien (*Lauriston*) à l'empereur Alexandre, à Wilna. Il fut refusé, et la guerre commença.

« Cependant, qui le croirait ! Alexandre et moi nous étions tous les deux, continuait l'Empereur, dans l'attitude de deux bravaches, qui, sans avoir envie de se battre, cherchent à s'effrayer mutuellement. Volontiers je n'eusse pas fait la guerre ; j'étais entouré, encombré de circonstances inopportunes, et tout ce que j'ai appris depuis m'assure qu'Alexandre en avait bien moins envie encore.

« M. de Romanzof, qui avait conservé des relations à Paris, et qui, plus tard, au moment des échecs éprouvés par les Russes, fut fort maltraité par Alexandre pour la résolution qu'il lui avait fait prendre, l'avait assuré que le moment était venu où Napoléon, embarrassé, ferait des sacrifices pour éviter la guerre ; que l'occasion était favorable, qu'il fallait la saisir ; qu'il ne s'agissait que de se montrer et de parler ferme ; qu'on aurait les indemnités du duc d'Oldembourg ; qu'on acquerrait Dantzick, et que la Russie se créerait une immense considération en Europe.

« Telle était la clef du mouvement des troupes russes et de la note insolente du prince Kourakin, qui, sans doute, n'était pas dans le secret, et qui avait eu le tort, par son peu d'esprit, d'exécuter ses instructions trop à la lettre. La même présomption, le même système amena encore le refus de recevoir Lauriston à Wilna ; et voici, disait Napoléon, les vices et le malheur de ma diplomatie nouvelle ; elle demeurait isolée, sans affinité, sans contact, au milieu des objets qu'il s'agissait de manier. Si j'avais eu un ministre des relations extérieures de la vieille aristocratie, un homme supérieur, il eût pu, il eût dû dans la conversation deviner cette nuance, et nous n'eussions pas eu la guerre. Talleyrand en eût été capable peut-être, mais ce fut au-dessus de la nouvelle école. Pour moi, je ne pouvais pourtant deviner tout seul. La dignité m'interdisait les éclaircissements personnels ;

je ne pouvais juger que sur les pièces, et j'avais beau les tourner, les retourner, arrivé à un certain point, elles demeuraient muettes, et ne pouvaient répondre à toutes mes attaques.

« À peine eus-je ouvert la campagne que le masque tomba ; les vrais sentiments de l'ennemi durent se montrer. Au bout de trois ou quatre jours, frappé de nos premiers succès, Alexandre me dépêcha quelqu'un pour me dire que, si je voulais évacuer le territoire envahi, revenir au Niémen, il allait traiter. Mais, à mon tour, je pris cela pour une ruse. J'étais enflé du succès ; j'avais pris l'armée russe en flagrant délit ; tout était culbuté et en désordre. J'avais coupé Bagration, je devais espérer de le détruire ; je crus donc qu'on ne voulait que gagner du temps pour le sauver et se rallier. Nul doute que si j'avais été convaincu de la bonne foi d'Alexandre, je n'eusse accédé à sa demande. Je serais revenu au Niémen, il n'eût pas passé la Dwina. Wilna eût été neutralisé ; nous nous y serions rendus, chacun avec deux ou trois bataillons de notre garde : nous eussions traité en personne. Que de combinaisons j'eusse introduites !... Il n'eût eu qu'à choisir !... Nous nous serions séparés bons amis...

« Et malgré les événements qui ont suivi et le laissent triomphant, est-il bien prouvé que ce parti eût été moins avantageux pour lui que ce qui est arrivé depuis ? Il est venu à Paris, il est vrai, mais avec toute l'Europe. Il a acquis la Pologne. Mais quelles seront les suites de l'ébranlement donné à tout le système européen, de l'agitation donnée à tous les peuples, de l'accroissement de l'influence européenne sur le reste de la Russie par l'agglomération des acquisitions nouvelles, par les courses lointaines des soldats russes, par l'influence des hommes et des lumières hétérogènes qui viennent s'y réfugier de toutes parts ! etc., etc.

« Les souverains russes se contenteront-ils de consolider ce qu'ils ont acquis ? Mais si l'ambition les saisit au contraire, à quelle entreprise, à quelle extravagance ne peuvent-ils pas se livrer ! Et pourtant ils ont perdu Moscou, ses richesses, ses ressources, celles d'un grand nombre d'autres villes ! Ce sont autant de plaies qui saigneront plus de cinquante ans. Et pourtant que n'aurions-nous pas pu fixer à Wilna pour le bien-être de tous, pour celui des peuples aussi bien que pour celui des rois ! ! !... »

Dans un autre moment l'Empereur disait : « J'ai pu partager l'empire turc avec la Russie ; il en a été plus d'une fois question entre nous.

Constantinople l'a toujours sauvé. Cette capitale était le grand embarras, la vraie pierre d'achoppement. La Russie la voulait ; je ne devais pas l'accorder. C'est une clef trop précieuse ; elle vaut à elle seule un empire : celui qui la possédera peut gouverner le monde. »

Et comme l'Empereur se résumant en est revenu à dire : « Qu'a donc gagné Alexandre qu'il n'eût obtenu à Wilna à bien meilleur compte ? » il est échappé à quelqu'un de dire : « Sire, d'avoir vaincu et d'être demeuré triomphant. – Ce pourra être la pensée du vulgaire, s'est écrié l'Empereur, ce ne saurait être celle d'un roi. Un roi, s'il gouverne par lui-même, ou ses conseils s'il en est incapable, ne doit point, dans une aussi grande entreprise, avoir pour but la victoire, mais bien ses résultats. Et puis, ne s'arrêterait-on même qu'à cette considération vulgaire, je maintiens que le but encore serait manqué, car ici la palme des suffrages doit demeurer au vaincu.

« Qui pourrait mettre en parallèle mes succès d'Allemagne avec ceux des alliés en France ? Les gens éclairés, réfléchis, l'histoire, ne le feront point.

« Les alliés sont venus traînant toute l'Europe contre presque rien du tout. Ils présentaient six cent mille hommes en ligne ; ils avaient une réserve égale. S'ils étaient battus, ils ne couraient aucun risque, ils se repliaient. Moi, au contraire, en Allemagne, à cinq cents lieues au loin, j'étais à peine à force égale. Je demeurais entouré de puissances et de peuples retenus seulement par la crainte. À chaque instant, au premier échec, ils pouvaient se déclarer. Je triomphais au milieu des périls toujours renaissants ; il me fallait sans cesse autant d'adresse que de force. Qu'il me fallut un étrange caractère dans toutes ces entreprises, un étrange coup d'œil, une étrange confiance dans mes combinaisons, désapprouvées par tous ceux peut-être qui m'environnaient !

« Quels actes les alliés opposeront-ils à de tels actes ? Si je n'eusse vaincu à Austerlitz, j'allais avoir toute la Prusse sur les bras. Si je n'eusse triomphé à Iéna, l'Autriche et l'Espagne se déclaraient sur mes derrières. Si je n'eusse battu à Wagram, qui ne fut pas une victoire aussi décisive, j'avais à craindre que la Russie ne m'abandonnât, que la Prusse ne se soulevât, et les Anglais étaient déjà devant Anvers.

« Toutefois quelles ont été mes conditions après la victoire ?

« À Austerlitz, j'ai laissé la liberté à Alexandre, que je pouvais faire mon prisonnier^[1].

« Après Iéna, j'ai laissé le trône à la maison de Prusse, que j'en avais abattue.

« Après Wagram, j'ai négligé de morceler la monarchie autrichienne.

« Attribuera-t-on tout cela à de la simple magnanimité ? Les gens forts et profonds auraient le droit de m'en blâmer. Aussi, sans repousser ce sentiment, qui ne m'est pas étranger, aspirais-je à de plus hautes pensées encore. Je voulais préparer la fusion des grands intérêts européens, ainsi que j'avais opéré celle des partis au milieu de nous. J'ambitionnais d'arbitrer un jour la grande cause des peuples et des rois. Il me fallait donc me créer des titres auprès des rois, me rendre populaire au milieu d'eux. Il est vrai que ce ne pouvait être sans perdre auprès des peuples, je le sentais bien ; mais j'étais tout-puissant et peu timide. Je m'inquiétais peu des murmures passagers des peuples, bien sûr que le résultat devait me les ramener infailliblement.

« Cependant, continuait l'Empereur, je fis une grande faute après Wagram, celle de ne pas abattre l'Autriche davantage. Elle demeurerait trop forte pour notre sûreté ; c'est elle qui nous a perdus. Le lendemain de la bataille, j'aurais dû faire connaître, par une proclamation, que je ne traiterais avec l'Autriche que sous la séparation préalable des trois couronnes d'Autriche, de Hongrie et de Bohême. Et, le croira-t-on ? un prince de maison d'Autriche m'a fait insinuer plusieurs fois de lui en faire passer une, ou même de le mettre sur le trône de sa maison, alléguant que ce ne serait qu'alors que cette puissance marcherait de bonne foi avec moi. Il offrait de me donner en espèce d'otage son fils pour aide de camp en outre de toutes les garanties imaginables. »

L'Empereur disait s'en être même occupé. Il avait balancé quelque temps avant son mariage avec Marie-Louise. Mais depuis, continuait-il, il en eût été incapable ; il se sentait des sentiments trop bourgeois sur l'article des alliances, disait-il : « L'Autriche était devenue ma famille, et pourtant ce mariage m'a perdu. Si je ne m'étais pas cru tranquille et même appuyé sur ce point, j'aurais retardé de trois ans la résurrection de la Pologne ; j'aurais

attendu que l'Espagne fût soumise et pacifiée. J'ai posé le pied sur un abîme recouvert de fleurs, etc., etc... »

L'Empereur souffrant – Premier jour de complète réclusion – Ambassadeurs persan et turc –
Anecdotes.

Lundi 29.

Sur les cinq heures, le grand maréchal m'a fait une petite visite dans ma chambre ; il n'avait pu voir l'Empereur, qui était resté enfermé toute la journée, étant souffrant, et n'ayant voulu voir personne. Sur la fin du jour, je suis allé me promener dans les allées que l'Empereur parcourt d'ordinaire vers ce temps ; j'étais triste de m'y trouver seul. Nous avons dîné sans lui.

Sur les neuf heures, au moment où je calculais que la journée se serait écoulée sans que je le visse, il m'a fait demander ; je lui ai témoigné de l'inquiétude. Il m'a dit qu'il était bien ; « qu'il ne souffrait pas ; qu'il lui avait pris fantaisie de demeurer seul ; qu'il avait lu toute la journée, et qu'elle lui avait paru courte et d'un calme parfait. »

Cependant il avait l'air triste, ennuyé. Dans son désœuvrement, il a pris mon Atlas, qui s'est ouvert à la mappemonde ; il s'est arrêté sur la Perse. « Je l'avais bien judicieusement ajustée, a-t-il dit. Quel heureux point d'appui pour mon levier, soit que je voulusse inquiéter la Russie ou déborder sur les Indes ! J'avais commencé des rapports avec ce pays, et j'espérais les amener jusqu'à l'intimité, aussi bien qu'avec la Turquie. Il était à croire que ces animaux eussent assez compris leurs intérêts pour cela ; mais ils m'ont échappé l'un et l'autre au moment décisif. L'or des Anglais a été plus fort que mes combinaisons ! quelques ministres infidèles auront, pour quelques guinées, livré l'existence de leur pays ; résultat ordinaire sous des monarques de sérail ou des rois fainéants ! »

De là, l'Empereur, laissant la haute politique, est passé à des anecdotes de sérail, puis aux Persans de Montesquieu et à ses *Lettres*, qu'il disait pleines d'esprit, d'observations fines, et surtout la satire sanglante du temps. Il s'est ensuite arrêté sur les ambassadeurs turc et persan qui ont demeuré à Paris sous son règne. Il me demandait quelle impression ils avaient produite dans la capitale ; s'ils y faisaient des visites, s'ils recevaient du monde, etc., etc.

Je répondais qu'un moment ils avaient occupé la capitale, et fort longtemps fait le spectacle de la cour, le Persan surtout. À son arrivée, il recevait volontiers, et comme il distribuait facilement des essences et allait même jusqu'aux châles, il y eut fureur parmi les femmes ; mais le grand nombre le força bientôt de borner sa libéralité, et dès lors, et le moment de la vogue passé, il ne fut plus question de lui. J'ajoutais à l'Empereur qu'à la cour, et quand Sa Majesté n'y était pas, nous nous étions permis parfois, très inconsidérément sans doute, quelques espiègleries à leur égard. Un jour, entre autres, à un concert de l'impératrice Joséphine, *Askerkan*, avec sa longue barbe peinte, s'ennuyant sans doute de cette musique, s'endormit debout adossé à la muraille, ses pieds un tant soit peu en avant, appuyés à un fauteuil que retenait le coin de la cheminée. On trouva gai de le lui soutirer doucement, de sorte qu'il manqua glisser tout de son long, et ne se retint qu'en faisant un bruit effroyable. C'était celui des deux qui entendait le mieux la plaisanterie. Cependant cette fois il se fâcha violemment ; et, comme nous ne nous comprenions que des yeux et du geste, la scène était des plus plaisantes. Le soir, l'impératrice, qui se fit expliquer la cause du bruit qu'elle avait entendu, en rit beaucoup, et gronda bien davantage. « C'était très mal assurément, remarquait l'Empereur ; mais aussi que diable venait-il faire là ? – Sire, il venait faire sa cour, ainsi que son camarade le Turc ; ils espéraient que Votre Majesté le saurait, bien qu'elle fût peut-être alors à cinq cents lieues. » J'ajoutais que nous leur avions vu faire des actes de courtoisie bien plus forts encore, quoiqu'il ne s'en fût peut-être pas aperçu davantage. « Nous les avons vus, lui disais-je, après les grandes audiences diplomatiques du dimanche, suivre Votre Majesté à la messe, et partager les travées de la chapelle avec des cardinaux de la sainte église romaine. – Quelle monstruosité pour eux ! s'écriait l'Empereur. Quel renversement de tous leurs principes et de toutes leurs coutumes ! que de choses extraordinaires j'ai fait faire ! et pourtant rien de tout cela n'était commandé, pas même aperçu ! »

La conversation continuant sur les deux Orientaux, je racontais qu'on m'avait dit que l'archichancelier Cambacérès leur avait un jour donné un grand dîner à tous deux ensemble.

Quoique des mêmes contrées et de la même religion, ils montraient pourtant deux nuances fort différentes : le Turc, disciple d'Omar, était le

janséniste ; le Persan, sectateur d'Aly, était le jésuite. On disait plaisamment qu'à ce repas ils s'observaient l'un et l'autre à l'égard du vin, comme deux évêques auraient pu le faire pour le gras du vendredi.

Le Turc, atrabilaire et ignorant, fut déclaré n'être qu'une grosse bête ; le Persan, littérateur et fort causant, passa pour avoir beaucoup d'esprit. On observa qu'il prenait tous ses mets à pleines mains, n'employant que ses doigts pour manger, et il s'en serait peu fallu qu'il n'eût servi ses voisins de la sorte. Un de nos usages le frappa, c'était de nous voir manger du pain avec tous nos mets ; il ne concevait pas que nous nous crussions obligés, disait-il, de manger constamment de la même chose avec toutes choses.

Je dois avoir déjà dit que rien n'amuse et ne distrait plus complètement l'Empereur que le récit des mœurs et des histoires de nos salons.

L'émigration, le faubourg Saint-Germain étaient des sujets sur lesquels il revenait avec moi le plus volontiers dès que nous étions ensemble ; et il expliquait cela, me disant une fois : « J'étais au fait des miens, mais j'ai toujours ignoré ceux-là. » C'était d'ailleurs en lui, ajoutait-il, le penchant naturel de savoir ce qui se passait chez le voisin, le commérage des petites villes. « Ce n'est pas, continuait-il, qu'on ne m'en parlât beaucoup au temps de ma puissance ; mais si l'on m'en disait du bien, je me tenais aussitôt en garde, je craignais les insinuations ; et si l'on m'en parlait mal, je me défiais de la délation, et j'avais à me défendre du mépris. Ici, mon cher, aucun de ces inconvénients ; vous et moi, nous sommes déjà de l'autre monde, nous causons aux Champs-Élysées : vous êtes sans intérêts, et moi sans défiance. »

J'étais donc heureux quand l'occasion de raconter se présentait, et je la saisisais avec empressement. Du reste, l'Empereur me devinait à cet égard et m'en tenait compte ; car, à la fin d'une de mes histoires, me pinçant l'oreille, il me dit d'un son de voix qui me ravissait : « J'ai trouvé dans votre Atlas qu'un roi du Nord ayant été muré dans un cachot, un soldat avait demandé et obtenu de s'y enfermer avec lui pour le désennuyer, soit en le faisant parler, soit en lui racontant. Mon cher, vous voilà ce soldat.

Les salons de Paris sont terribles avec leurs quolibets, remarquait alors l'Empereur, et cela parce qu'il faut convenir que la plupart sont pleins de sel et d'esprit. Avec eux on est toujours battu en brèche, et il est bien rare

qu'on n'y succombe pas. – Il est sûr, disais-je, que nous ne respectons rien, que nous nous attaquions même aux dieux ; rien ne nous était sacré, et Votre Majesté suppose bien qu'elle-même et l'impératrice n'étaient pas épargnées. – Ah ! je le crois bien, répondait l'Empereur ; mais n'importe, racontez toujours. – Eh bien, Sire, on disait qu'un jour Votre Majesté, fort mécontente à la lecture d'une dépêche de Vienne, avait dit à l'impératrice, dans sa colère et sa mauvaise humeur : *Votre père est une ganache*. Marie-Louise, qui ignorait beaucoup de termes français, s'adressant au premier courtisan qui lui tomba sous la main : – L'Empereur me dit que mon père est une ganache ; que veut dire cela ? À cette interpellation inattendue, le courtisan, dans son embarras, balbutia que cela voulait dire un homme sage, de poids, de bon conseil. À quelques jours de là, et la mémoire encore toute fraîche de sa nouvelle acquisition, l'impératrice présidant le Conseil d'État, et voyant la discussion plus animée qu'elle ne voulait, interpella, pour y mettre fin, Cambacérès, qui, à ses côtés, bayait tant soit peu aux corneilles. – C'est à vous à nous mettre d'accord dans cette occasion importante, lui dit-elle ; vous serez notre oracle, car je vous tiens pour la première, la meilleure *ganache* de l'empire. » À ces paroles de mon récit, l'Empereur riait à s'en tenir les côtés. « Ah ! quel dommage, disait-il, que cela ne soit véritable ! Voyez-vous bien l'ensemble du tableau ? l'empesure compromise de Cambacérès, l'hilarité de tout le Conseil, et l'embarras de la pauvre Marie-Louise, épouvantée de tout son succès. »

La conversation avait duré longtemps ainsi, et peut-être y avait-il déjà plus de deux heures que j'étais avec l'Empereur. Je m'étais évertué à babiller tant et plus pour le distraire, et j'avais réussi. L'Empereur s'était ranimé ; il avait ri. Quand il me renvoya il était beaucoup mieux, et moi je partais heureux.

Deuxième jour de réclusion – L'Empereur reçoit le gouverneur dans sa chambre – Conversation caractéristique.

Mardi 30.

Je devais aller dîner avec mon fils à Briars, chez notre hôte, à notre ancienne demeure. Sur les trois heures et demie, je suis allé prendre les

ordres de l'Empereur ; il était comme hier, et n'avait pas le projet de sortir davantage.

Un instant avant d'arriver à Hut's-gate, chez madame Bertrand, j'ai rencontré le gouverneur qui allait à Longwood. Il m'a demandé comment se portait l'Empereur. Je lui ai dit que j'en étais inquiet, qu'il n'avait reçu aucun de nous hier, qu'il m'avait dit ce matin être bien, mais qu'à son visage j'eusse préféré qu'il m'eût dit être incommodé.

Vers les huit heures et demie nous nous sommes mis en route pour revenir à Longwood ; il faisait très obscur. Le temps s'est mis à une pluie battante, aussi vive, aussi mordante que la grêle ; nous avons fait la course la plus désagréable, la plus pénible, la plus dangereuse ; à chaque instant à la veille de nous précipiter dans les abîmes, parce que nous galopions au hasard sans rien voir. Nous sommes arrivés transpercés.

L'Empereur avait donné l'ordre de m'introduire chez lui à mon retour. Il était bien ; mais il n'était pas sorti plus que la veille, et n'avait pas reçu davantage. Il m'attendait, a-t-il dit, et avait beaucoup de choses à me raconter.

Ayant appris que le gouverneur était venu, il l'avait admis dans sa chambre, bien que n'étant pas habillé et se trouvant obligé de garder son canapé. Il avait parcouru vis-à-vis de lui, dans le calme le plus parfait, disait-il, tous les points qui pouvaient se présenter naturellement à l'esprit. Il a parlé de protester contre le traité du 2 août, où les monarques alliés le déclarent proscrit et prisonnier. Il demandait quel était le droit de ces souverains de disposer de lui sans sa participation, lui qui était leur égal, et avait été parfois leur maître.

S'il avait voulu se retirer en Russie, disait-il, Alexandre, qui s'était dit son ami, qui n'avait eu avec lui que des querelles politiques, s'il ne l'eût pas maintenu roi, l'eût du moins traité comme tel. Le gouverneur n'en disconvenait pas.

S'il eût voulu, continuait-il, se réfugier en Autriche, l'empereur François, sous peine de flétrissure et d'immoralité, ne pouvait lui interdire non seulement son empire, mais même sa maison, sa famille, dont lui Napoléon était membre. Le gouverneur en convenait encore.

« Enfin, si, comptant mes intérêts personnels pour quelque chose, lui avait-il dit, je me fusse obstiné à les défendre en France les armes à la main, nul doute que les alliés ne m'eussent accordé par traité une foule d'avantages, peut-être même du territoire. » Le gouverneur, qui était demeuré longtemps sur les lieux, est convenu positivement qu'il eût obtenu sans peine quelque grand établissement souverain. « Je ne l'ai pas voulu, avait poursuivi l'Empereur, je me suis décidé à quitter les affaires, indigné de voir les meneurs de la France la trahir ou se méprendre grossièrement sur ses plus chers intérêts ; indigné de voir que la masse des représentants pouvait, plutôt que de périr, transiger avec cette indépendance sacrée, qui non moins que l'honneur, est aussi *une île escarpée et sans bords*. Dans cet état de choses, à quoi me suis-je décidé ? quel parti ai-je pris ? J'ai été chercher un asile dans un pays auquel on croyait des lois toutes-puissantes, chez un peuple dont pendant vingt ans j'avais été le plus grand ennemi. Vous autres, qu'avez-vous fait ?... Vos actes ne vous honoreront pas dans l'histoire ! Et toutefois il est une Providence vengeresse ; tôt ou tard vous en porterez la peine ! Un long temps ne s'écoulera pas que votre prospérité, vos lois, n'expient cet attentat ! Vos ministres, par leurs instructions, ont assez prouvé qu'ils voulaient se défaire de moi ! Pourquoi les rois qui m'ont proscrit n'ont-ils pas osé ordonner ouvertement ma mort ? L'un eût été aussi légal que l'autre ! Une fin prompte eût montré plus d'énergie de leur part que la mort lente à laquelle on me condamne. Les Calabrois ont été bien plus humains, plus généreux que les souverains ou vos ministres ! Je ne me donnerai pas la mort ; je pense que ce serait une lâcheté ; il est noble et courageux de surmonter l'infortune ! chacun ici-bas est tenu à remplir son destin ! mais si l'on compte me tenir ici, vous me la devez comme un bienfait ; car ma demeure ici est une mort de chaque jour ! L'île est trop petite pour moi, qui chaque jour faisais dix, quinze, vingt lieues à cheval ; le climat n'est pas le nôtre, ce n'est ni notre soleil ni nos saisons. Tout ici respire un ennui mortel ! la position est désagréable, insalubre ; il n'y a point d'eau ; ce coin de l'île est désert, il a repoussé ses habitants ! »

Le gouverneur ayant alors remarqué que ses instructions ordonnaient ces limites resserrées, qu'elles commandaient même qu'un officier le suivrait en tout temps : « Si elles eussent été observées ainsi, je ne serais jamais sorti de ma chambre ; et si les vôtres ne peuvent point accorder plus

d'étendue, vous ne pouvez désormais rien pour nous. Du reste, je ne demande ni ne veux rien. Transmettez mes sentiments à votre gouvernement. »

Il est échappé au gouverneur de dire : Voilà ce que c'est que de donner des instructions de si loin, et sur une personne que l'on ne connaît pas. Il s'est rejeté sur ce qu'à l'arrivée de la maison ou du palais de bois qui est en route, on pourrait prendre peut-être de meilleures mesures ; que le vaisseau qui arrivait portait un grand nombre de meubles, des comestibles qu'on supposait lui être agréables ; que le gouvernement faisait tous ses efforts pour adoucir sa situation.

L'Empereur a répondu que tous ces efforts se réduisaient à bien peu de choses : qu'il avait prié qu'on l'abonnât au *Morning Chronicle* et au *Statesman* pour lire *la question* sous les expressions les moins désagréables ; on n'en avait rien fait ; il avait demandé des livres, sa seule consolation ; neuf mois étaient écoulés, il ne les avait point reçus ; il avait demandé des nouvelles de son fils, de sa femme, on était demeuré sans répondre.

« Quant aux comestibles, aux meubles, au logement, avait-il continué, vous et moi sommes soldats, Monsieur ; nous apprécions ces choses ce qu'elles valent. Vous avez été dans ma ville natale, dans ma maison peut-être ; sans être la dernière de l'île, sans que j'aie à en rougir, vous avez vu toutefois le peu qu'elle était. Eh bien ! pour avoir possédé un trône et distribué des couronnes, je n'ai point oublié ma condition première : mon canapé, mon lit de campagne, que voilà, me suffisent. »

Le gouverneur a fait l'observation que ce palais de bois et tout ce qui l'accompagne était du moins une attention.

« Pour vous satisfaire peut-être aux yeux de l'Europe, a repris l'Empereur ; mais à moi ils sont tout à fait indifférents et étrangers. Ce n'est point une maison, ce ne sont point des meubles qu'il fallait m'envoyer ; mais bien plutôt un bourreau et un linceul ! Les uns me semblent une ironie, les autres me seraient une faveur. Je le répète, les instructions de vos ministres y conduisent, et moi je le réclame. L'amiral, qui n'est point un méchant homme, me semble à présent les avoir adoucies ; je ne me plains point de ses actes, ses formes seules m'ont choqué. » Ici le gouverneur a

demandé si dans son ignorance il n'avait pas lui-même commis quelques fautes : « Non, Monsieur, nous ne nous plaignons de rien depuis votre arrivée. Toutefois un acte nous a blessés : c'est votre inspection de nos domestiques ; en ce qu'elle était injurieuse à M. de Montholon, dont c'était suspecter la bonne foi ; petite, pénible, offensante envers moi, et peut-être aussi envers un général anglais lui-même, qui venait mettre le doigt entre moi et mon valet de chambre. »

Le gouverneur était assis dans un fauteuil en travers de l'Empereur, demeuré étendu sur son canapé. Il faisait sombre, le soir était venu, on ne se distinguait plus bien. « Aussi, remarquait l'Empereur, est-ce inutilement que j'ai cherché à étudier le jeu de sa figure et à connaître l'impression que je pouvais causer en ce moment. »

Dans le cours de la conversation, l'Empereur, qui avait lu le matin la campagne de 1814 par Alphonse de Beauchamp, dans laquelle tous les bulletins anglais sont signés *Lowe*, a demandé au gouverneur si c'était lui. Celui-ci s'est hâté de répondre et avec un embarras marqué qu'ils étaient de lui, et que cela avait été sa manière de voir.

En se retirant, sir Hudson Lowe, qui dans le cours de la conversation avait plusieurs fois offert à l'Empereur son médecin, qu'il disait très habile, lui a réitéré de la porte la prière de trouver bon qu'il le lui envoyât ; mais l'Empereur le devinait, et l'a constamment refusé.

Après ce récit, l'Empereur a gardé le silence quelques minutes, puis il a repris, comme par suite de réflexion : « Quelle ignoble et sinistre figure que celle de ce gouverneur ! Dans ma vie je ne rencontraï jamais rien de pareil ! C'est à ne pas boire sa tasse de café, si on avait laissé un tel homme un instant seul auprès !... Mon cher, on pourrait m'avoir envoyé pis qu'un geôlier ! »

1. ↑ Depuis mon retour en Europe, on m'a assuré qu'il existait deux billets au crayon, de l'Empereur Alexandre, sollicitant anxieusement qu'on le laissât passer. Si cela était vrai, quelle vicissitude de fortune ! Le vainqueur magnanime aurait péri dans les fers, au loin de l'Europe, privé de sa famille, et précisément au nom du vaincu qu'il avait si généreusement écouté !!!

Chapitre 8.

SUITE DES FRAGMENTS DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Bataille de Castiglione. — Depuis l'invasion de Wurmser, le 29 juillet 1796, jusqu'au blocus de Mantoue, le 24 août suivant, espace de vingt-six jours..

N.B. Tous les mots qui sont en italique sont des corrections au manuscrit de la main même de l'Empereur.

Le maréchal Wurmser quitte le commandement de l'armée d'Allemagne, et prend le commandement de l'armée autrichienne en Italie. — L'armée d'Italie avait ouvert la campagne au mois d'avril. On était en juin, et les armées du Nord, du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient encore inactives. Ces grandes et belles armées, de plus de deux cent mille hommes, faisant les principales forces de la république, tenaient tranquillement garnison en Hollande, sur Meuse et Rhin, et dans l'Alsace.

Lorsqu'on apprit l'arrivée des Français sur l'Adige et le blocus de Mantoue, la cour d'Autriche renonça à l'offensive qu'elle avait projetée en Alsace et sur le Bas-Rhin, et ordonna au maréchal Wurmser, qui avait été destiné à cette opération, de revenir en toute hâte diriger les affaires d'Italie, et d'y amener trente mille hommes de ses meilleures troupes, qui, jointes aux renforts envoyés de toute la monarchie, devaient lui composer une armée de près de cent mille hommes.

L'armée française d'Italie avait rempli sa tâche en détruisant l'armée qui lui était opposée. Si les armées du Nord en eussent fait autant, la grande lutte eût été terminée.

Cependant le bruit des préparatifs de la maison d'Autriche retentissait dans toute l'Italie. Toutes les nouvelles confidentielles des agents diplomatiques, toutes les lettres des ennemis de la France étaient pleines de détails sur l'immensité des moyens qu'on allait déployer, sur la certitude que l'empereur d'Allemagne, avant la fin d'août, serait maître de Milan, et aurait chassé les Français de l'Italie.

II. *Situation de l'armée d'Italie.* — Dès la fin de juin le général français suivait attentivement tous ces préparatifs, et en concevait de vives alarmes. Il faisait sentir au Directoire qu'il était impossible que trente mille Français pussent soutenir seuls l'effort de toute la puissance autrichienne. Il demandait qu'on lui envoyât des renforts des armées du Rhin, ou bien que ces mêmes armées entrassent en campagne sans délai. Il rappelait la promesse positive qu'on lui avait donnée, à son départ de Paris, qu'elles commenceraient à opérer le 15 avril ; il se plaignait que deux mois se fussent écoulés sans qu'elles eussent bougé.

Wurmser quitta le Rhin avec ses renforts vers le commencement de juin ; et vers la fin du même mois les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse ouvrirent enfin la campagne. Mais alors leur diversion n'était plus utile à l'armée d'Italie : Wurmser y était déjà arrivé.

Le général français réunit toutes ses forces sur l'Adige et sur la Chiesa ; il ne laissa personne dans les Légations, ni en Toscane ; si ce n'est un bataillon de dépôt dans la citadelle de Ferrare et deux à Livourne. Il affaiblit autant que possible les garnisons de Coni, Tortone et Alexandrie ; il rassembla sous sa main tous les moyens disponibles de l'armée. Le siège de Mantoue commençait à donner des malades ; et quelque soin que l'on eût porté à mettre le moins de monde possible devant cette place malsaine, nos pertes ne laissaient pas que d'être considérables.

Le général en chef ne put réunir *en ligne* que trente mille hommes présents sous les armes. C'est avec *cette armée* qu'il allait avoir à lutter contre la principale armée de la maison d'Autriche.

La correspondance des divers pays de l'Italie étant très active avec le Tyrol, où se réunissaient toutes ces forces ennemies, on pouvait s'apercevoir chaque jour de l'influence funeste de ces grands préparatifs sur

les esprits. Les partisans des Français tremblaient ; ceux de l'Autriche, au contraire, étaient fiers et menaçants. Mais tous s'étonnaient qu'une puissance comme la France laissât une armée qui avait si bien mérité d'elle, sans secours et sans appui. Ces observations pénétraient jusqu'aux soldats mêmes, par leur habituelle communication avec les habitants du pays.

À la fin de juillet, le général Soret avait son quartier-général à Salo : il était chargé de couvrir le débouché de la Chiesa, où passe une grande route qui communique de Trente à Brescia. Masséna était à Bussolengo, faisant occuper la Corona et Montebaldo par la brigade Joubert, et campait, avec le reste de sa division, sur le plateau de Rivoli. La brigade de Dallemagne était postée à Vérone ; la division d'Augereau occupait Porto-Legnago et le bas Adige. Le général Guillaume commandait à Peschiera, où six galères, sous les ordres du capitaine de vaisseau Lallemand, assuraient le lac de Guarda. Enfin Serrurier pressait le siège de Mantoue. Kilmaine commandait la cavalerie de l'armée.

III. *Plan de campagne de Wurmser.* — *Wurmser* pouvait passer la Brenta, déboucher par Vicence et Padoue, sur l'Adige. Par là il évitait les montagnes ; mais il se trouvait séparé de Mantoue par l'Adige, et obligé de la passer de vive force devant l'armée française ; ou bien il pouvait déboucher entre l'Adige et le lac de Guarda, s'emparer de Montebaldo, du plateau de Rivoli, faire venir son artillerie et ses bagages par la chaussée qui suit la rive gauche de l'Adige. Son armée se trouvait alors avoir franchi les montagnes et l'Adige, et n'avoir plus d'obstacle pour arriver jusqu'à Mantoue. Mais son artillerie et sa cavalerie ne pouvaient se joindre à son infanterie qu'après la prise du plateau de Rivoli. Il pouvait donc se trouver attaqué, et obligé de livrer une *bataille décisive*, avant d'être joint par son artillerie et sa cavalerie.

Cependant il ne tint pas compte de cet inconvénient, et adopta ce dernier parti. *Wurmser*, instruit de la prise du camp retranché de Mantoue et des dangers de la place, précipita son mouvement de huit à dix jours. Il divisait son armée en trois corps : le premier et le plus considérable, formant son centre, déboucha par Montebaldo et s'empara de tout le pays entre l'Adige et le lac de Guarda ; il était composé de quatre divisions formant quarante mille hommes. Le second, formant sa gauche, composé d'une division

d'infanterie de dix à douze mille hommes avec toute l'artillerie, la cavalerie et les bagages, suivit la chaussée qui de Roveredo conduit à Vérone, le long de la rive gauche de l'Adige, et devait se réunir à l'armée en passant l'Adige, soit au plateau de Rivoli, soit sur les ponts de Vérone. Le troisième, formant sa droite, fort de trois divisions, composant trente à trente-cinq mille hommes, se dirigea sur la rive gauche du lac de Guarda, suivit le débouché de la Chiesa, en côtoyant le lac d'Idro ; par cette marche, ce corps avait tourné le Mincio, coupait une des grandes routes de l'armée française à Milan, et tournait tout le siège de Mantoue. Ce plan était, de la part de l'ennemi, le résultat d'une extrême confiance dans ses forces et dans ses succès. Il comptait tellement sur notre défaite qu'il s'occupait déjà de nous couper toute retraite. Ainsi Wurmser, en perspective, cernait d'avance l'armée française ; la croyant enchaînée à la nécessité de défendre le siège de Mantoue, il pensait que cerner ce point fixe, c'était cerner l'armée française, qu'il en regardait comme inséparable.

IV. — *Wurmser débouche par Montebaldo, par la chaussée de Roveredo à Vérone, et par celle de la Chiesa, 29 juillet.* — À la fin de juillet, le quartier général de l'armée française fut transporté à Brescia. Le 28, à dix heures du soir, le général français partit de Brescia pour visiter ses avant-postes. Arrivé le 29 à la pointe du jour à Peschiera, il y apprit que la Corona et Montebaldo étaient attaqués par des forces considérables. Il arriva à huit heures du matin à Vérone. À deux heures après midi, les troupes légères de l'ennemi se montrèrent sur le sommet des montagnes qui séparent Vérone du Tyrol, et s'engagèrent avec nos troupes. Le général en chef rétrograda toute la soirée, et porta le quartier-général à Castel-Novo, entre l'Adige et le Mincio. Il était là plus à portée de recevoir les rapports de toute la ligne.

Dans le courant de la nuit, il apprit que Joubert, attaqué à la Corona par toute une armée, avait résisté tout le jour ; mais qu'il venait de se replier sur le plateau de Rivoli, que Masséna occupait en grande force ; que des lignes nombreuses de feu couvraient toutes les montagnes entre le lac de Guarda et l'Adige ; que, sur les hauteurs de Vérone, les feux indiquaient qu'à la fin du jour les troupes ennemies s'y étaient augmentées ; que du côté de Montebello, Vicence, Bassano, Legnano, il n'y avait ni mouvements ni ennemis ; mais que du côté de Brescia, trois divisions ennemies avaient

débouché par la vallée de la Chiesa. Une couvrait les hauteurs de Saint-Osetto, semblant se diriger sur Brescia ; l'autre avait pris position à Gavardo, et paraissait se porter sur Ponte-Saint-Marco et Lonato ; la troisième avait pris sur Salo, où l'on se battait déjà.

Un peu plus tard, il fut instruit que la division *ennemie* de Saint-Osetto avait déjà envoyé son avant-garde à Brescia, où elle n'avait trouvé aucune résistance, puisqu'on n'y avait laissé que trois cents convalescents pour la garde des hôpitaux. Ainsi la communication de l'armée avec Milan, par Brescia, se trouvant interceptée, on ne pouvait plus correspondre avec cette ville que par Crémone.

Des coureurs ennemis se faisaient déjà voir sur toutes les routes qui de Brescia vont sur Milan, Crémone et Mantoue, annonçant partout qu'une armée de quatre-vingt mille hommes avait débouché par Brescia, en même temps qu'une autre de cent mille débouchait par Vérone.

Il apprit aussi que la division ennemie, dirigée sur Salo, en était venue aux mains avec Soret, et que celui-ci, ayant eu connaissance des deux autres divisions qui se portaient sur Brescia et sur Lonato, avait craint de se trouver coupé et de Brescia et de l'armée, et avait jugé à propos de se replier sur les hauteurs de Dezenzano, afin de conserver ses communications ; qu'il avait laissé le général Guieux à Salo avec quinze cents hommes dans un antique château, espèce de forteresse à l'abri d'un coup de main ; que la division ennemie de Gavardo avait envoyé quelques coureurs sur Ponte-Saint-Marco, mais qu'ils y avaient été contenus par une compagnie de chasseurs qui s'y trouvait.

V. Grande et prompte résolution que prend le général français. Combat de Salo. Combat de Lonato, 31 juillet. — Dès ce moment, le plan d'attaque de Wurmser se trouvait dévoilé. Seule contre toutes ces forces, l'armée française ne pouvait rien : on n'était pas un contre trois. Mais seul contre chacun des corps ennemis, il y avait égalité.

Le général français prit son parti sur-le-champ. L'ennemi avait pris l'initiative, qu'il espérait conserver ; le général français résolut de déconcerter ses projets en prenant lui-même cette initiative. Wurmser supposait l'armée française fixée à la position de Mantoue. Napoléon

décida aussitôt de la rendre mobile, en levant le siège de cette place, sacrifiant son équipage de siège, et se portant rapidement, avec toutes les forces réunies de l'armée, sur un des corps de l'armée ennemie, pour revenir successivement contre les autres corps. La droite de l'armée autrichienne, qui avait débouché par la chaussée de la Chiesa et Brescia, étant la plus engagée, il marcha d'abord sur elle.

Serrurier *brûla ses affûts et ses plates-formes*, jeta ses poudres à l'eau, enterra ses projectiles, encloua ses pièces, et leva le siège de *Mantoue* dans la nuit du 31 juillet au 1er août.

Augereau se porta de *Legnano* sur le Mincio à Borghetto. Masséna défendit, toute la journée du 30, les hauteurs entre l'Adige et le lac de Guarda. Dallemagne se dirigea sur Lonato.

Le général en chef se rendit sur les hauteurs, en arrière de Dezenzano. Il fit marcher Soret sur Salò, pour dégager le général Guieux, qui se trouvait compromis dans la mauvaise position où il l'avait laissé. Cependant ce général s'était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie ; cinq fois on lui avait livré l'assaut, et cinq fois il avait couvert les avenues de cadavres. Soret arriva au moment même où l'ennemi tentait un dernier effort : il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, lui prit des drapeaux, et dégagea Guieux.

Dans le même moment, la division autrichienne de Gavardo s'était portée sur Lonato, pour prendre *position sur les hauteurs*, et tâcher d'opérer sa jonction avec Wurmser sur le Mincio. Le général en chef mena lui-même la brigade de Dallemagne contre cette division. *Cette brigade* fit des prodiges de valeur, la 32^e en faisait partie. L'ennemi fut battu, mis en déroute et éprouva une grande perte.

Ces deux divisions ennemies, battues par Soret et Dallemagne, *se rallièrent* à Gavardo. Soret craignit de *se compromettre*, et revint prendre une position intermédiaire entre Salò et Dezenzano.

Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer sur les ponts de Vérone son artillerie et sa cavalerie. Maître de tout le pays entre l'Adige et le lac de Guarda, il plaçait une de ses divisions sur les hauteurs de Peschiera, pour masquer cette place et garder ses communications. Il en dirigeait deux autres, avec une partie de sa cavalerie, sur Borghetto, pour s'emparer du

pont sur le Mincio, et déboucher sur la Chiesa, afin de se mettre en communication avec sa droite. Enfin, avec ses deux dernières divisions d'infanterie et le reste de sa cavalerie, il marchait sur Mantoue, pour faire lever le siège de cette place.

Depuis vingt-quatre heures, les troupes françaises avaient tout évacué *de devant Mantoue* : *Wurmser* y trouva les tranchées et les batteries encore entières, les pièces renversées et enclouées, et partout des débris d'affûts, de plates-formes et de munitions de toute espèce. La précipitation qui semblait avoir présidé à ces mesures dut le réjouir agréablement ; tout ce qu'il voyait autour de lui semblait bien plus le résultat de l'épouvante que les suites d'un plan calculé.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa dans la nuit le Mincio à Peschiera, et continua sur Brescia. La division autrichienne qui *se présenta devant* Peschiera trouva la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs fournis *par la garnison* et par une arrière-garde laissée par Masséna, laquelle avait ordre de *disputer le passage du Mincio*, et, lorsqu'il serait forcé, de se concentrer sur Lonato.

En se dirigeant sur Brescia, Augereau avait passé le Mincio à Borghetto. Il avait coupé le pont et laissé aussi une arrière-garde pour border la rivière, avec ordre de se concentrer à Castiglione *lorsqu'elle serait forcée*.

Toute la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, *le général en chef* marcha avec les divisions Augereau et Masséna sur Brescia, où l'on arriva à dix heures du matin. La division ennemie de Brescia, instruite que toute l'armée française débouchait sur elle par toutes les routes, n'eut garde d'attendre, et se retira en toute hâte. Les Autrichiens, en entrant dans Brescia, y avaient trouvé tous nos malades et nos convalescents ; mais ils y restèrent si peu, et furent contraints d'en sortir si précipitamment, qu'ils n'eurent pas le temps de reconnaître leurs prisonniers ni d'en disposer.

Le général Despinos et l'adjudant-général Herbin, chacun avec quelques bataillons, furent mis à la poursuite des ennemis sur Saint-Osetto et les débouchés de la Chiesa.

Les deux divisions Augereau et Masséna *retournèrent*, par une contremarche rapide, du côté du Mincio, d'où elles étaient parties *pour soutenir leur arrière-garde*.

VI. *Bataille de Lonato, 3 août.* — Le 2 août, Augereau, formant la droite, occupait Montechiaro ; Masséna, formant le centre, était campé à Ponte-Marco, se liant avec Soret, qui, formant la gauche, occupait une hauteur entre Salo et Dezenzano, faisant face en arrière pour contenir toute la droite de l'ennemi.

Cependant les arrière-gardes qu'Augereau et Masséna avaient laissées sur le Mincio s'étaient retirées devant les divisions ennemies qui avaient passé cette rivière. Celle d'Augereau, qui avait ordre de se réunir à Castiglione, quitta ce poste avant le temps, et revint en désordre joindre son corps.

Napoléon, mécontent du général Valette, qui la commandait, le destitua devant les troupes pour n'avoir pas montré plus de fermeté dans cette occasion. Quant au général Pigeon, chargé de l'arrière-garde de Masséna, il vint en bon ordre sur Lonato, qui lui avait été indiqué, et s'y établit.

L'ennemi, profitant de la faute du général Valette, s'empara de Castiglione le 2 même, et s'y retrancha.

Le 3, eut lieu la bataille de Lonato : elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser venues de Borghetto, et par une des brigades de la division demeurée sur Peschiera, ce qui, avec la cavalerie, pouvait composer trente mille hommes. Les Français en avaient vingt à vingt-trois mille ; aussi le succès ne fut pas douteux. Wurmser, avec les deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduites à Mantoue, ne put s'y trouver.

À l'aube du jour, l'ennemi se porta sur Lonato, qu'il attaqua vivement : c'est par là qu'il prétendait faire sa jonction avec sa droite, sur laquelle, du reste, il commençait à concevoir des inquiétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée ; l'ennemi prit Lonato. Le général en chef, qui était à Ponte-Marco, marcha lui-même pour reprendre Lonato. Le général autrichien, s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite, afin d'ouvrir ses communications avec Salo, fut enfoncé, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur Salo ; mais elle rencontra le général Soret en front, et avait le général Saint-Hilaire en queue.

Tournée de tout côté, elle fut obligée de mettre bas les armes. Si nous fûmes attaqués au centre, ce fut nous qui attaquâmes à la droite. Au jour, Augereau aborda l'ennemi qui couvrait Castiglione, et l'enfonça après un combat opiniâtre où la valeur des troupes suppléa au nombre. L'ennemi éprouva beaucoup de mal, perdit Castiglione, et se retira sur Mantoue, d'où lui arrivèrent les premiers renforts, mais seulement quand la journée était déjà finie. Nous perdîmes beaucoup de braves dans cette affaire opiniâtre ; l'armée regretta particulièrement le général Beyraud et le colonel Pourailles, officiers très distingués.

VII. *Reddition des trois divisions de droite de l'ennemi, et d'une partie de son centre.* — Les trois divisions de droite de l'armée ennemie eurent nouvelle dans la nuit de la bataille de Lonato ; elles en entendaient le canon : leur découragement devint extrême. Leur jonction avec le corps principal de l'armée devenait impossible. Elles avaient vu d'ailleurs sur elles *plusieurs divisions* françaises, et les croyaient toujours manœuvrant contre elles. *L'armée française* leur semblait innombrable, elles la voyaient partout.

Wurmser avait, de Mantoue, dirigé une partie de ses troupes vers Marcaria, pour poursuivre Serrurier. Il fallut perdre du temps pour faire revenir ces troupes *sur Castiglione*. Le 4, il ne se trouvait pas en mesure. Il employa toute la journée à rassembler ces corps, à réorganiser ce qui avait combattu à Lonato, et à réapprovisionner son artillerie.

Quand le général français, sur les deux ou trois heures après midi, vint observer sa ligne de bataille, il la trouva formidable ; elle présentait encore quarante mille combattants. Il ordonna qu'on se retranchât à Castiglione et partit lui-même pour Lonato, afin de veiller en personne au mouvement de ses troupes, qu'il devenait de la plus haute importance de rassembler dans la nuit autour de Castiglione. Toute la journée, Soret et Herbin d'un côté, Dallemagne et Saint-Hilaire de l'autre, avaient marché à la suite des trois divisions ennemies de la droite, *et de celles coupées du centre à la journée de Lonato*, les avaient poursuivies sans relâche, faisant des prisonniers à chaque pas. Des bataillons entiers avaient posé les armes à Saint-Osetto, d'autres à Gavardo, d'autres enfin erraient incertains dans les vallées voisines.

Quatre ou cinq mille de ceux-ci sont instruits par des paysans qu'il n'y avait que douze cents Français dans Lonato ; ils y marchent dans l'espoir de s'ouvrir un chemin vers le Mincio. Il était quatre heures après midi ; Napoléon y entra de son côté, venant de Castiglione. On lui annonce un parlementaire ; il apprend en même temps qu'on prend les armes, que des colonnes ennemies débouchent par Ponte-Saint-Marco, qu'elles veulent entrer dans Lonato, et font sommer cette ville de se rendre.

Cependant nous étions toujours maîtres de Salo et de Gavardo ; dès lors il devenait évident que ce ne pouvait être que des colonnes perdues qui cherchaient à se frayer un passage. Napoléon fait monter à cheval son nombreux état-major : il se fait amener l'officier parlementaire, et lui fait débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier-général. « Allez dire à votre général, lui dit-il, que je lui donne huit minutes pour poser les armes. Il se trouve au milieu de l'armée française ; passé ce temps, il n'aurait rien à espérer. »

Harassés depuis trois jours, errants, incertains, ne sachant plus que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces quatre ou cinq mille hommes posèrent les armes. Ce seul trait peut donner une idée du désordre et de la confusion de ces divisions autrichiennes, qui, battues à Salo, à Lonato, à Gavardo, poursuivies dans toutes les directions, étaient désormais à peu près fondues. Tout le reste du 4 et la nuit entière se passèrent à rallier la totalité des colonnes et à les concentrer sur Castiglione.

VIII. *Bataille de Castiglione, 5 août.* — Le 5, avant le jour, *l'armée française toute réunie*, forte de vingt-cinq mille hommes, y compris la division Serrurier, *occupe les hauteurs de Castiglione*, excellente position. Le général Serrurier, avec la division du siège de Mantoue, avait reçu l'ordre de marcher toute la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de la gauche de Wurmser, son attaque devait être le signal de la bataille. On attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée ; et, pour la rendre plus sensible, *l'armée française feignit* de reculer.

Aussitôt qu'on entendit les premiers coups du corps de Serrurier, qui, étant malade, avait été remplacé par le *général* Fiorella, on marcha vivement à l'ennemi, et l'on tomba sur des gens déjà ébranlés dans leur

confiance, et *n'ayant plus* leur première ardeur. Un mamelon, au milieu de la plaine, formait un fort appui pour la gauche ennemie. L'adjudant général Verdier fut chargé de l'attaquer ; l'aide de camp *du général en chef*, Marmont, s'y dirigea avec vingt pièces d'artillerie : le poste fut enlevé. Masséna attaqua la droite, Augereau le centre, Fiorella prit la gauche à revers ; partout on fut victorieux, l'ennemi fut mis dans une déroute complète ; l'excessive fatigue des troupes françaises put seule sauver les débris de Wurmser : ils fuirent en désordre au-delà du Mincio, où Wurmser espérait se maintenir : il y eût trouvé l'avantage de rester en communication avec Mantoue. Mais la division Augereau se dirigea sur Borghetto, celle de Masséna sur Peschiera.

Le général Guillaume, commandant de cette dernière place, qui y avait été laissé avec quatre cents hommes seulement, en avait muré les portes pour s'y mieux défendre. Il eût fallu quarante-huit heures pour les désencombrer. Les soldats durent sauter par-dessus les remparts pour aller à l'ennemi. Les troupes autrichiennes qui bloquaient Peschiera étaient fraîches. Elles soutinrent longtemps le combat contre la 18^e de ligne, Elles furent enfin enfoncées, perdirent dix-huit pièces de canon, et beaucoup de prisonniers.

Le général en chef marcha avec la division Serrurier sur Vérone. Il y arriva le 7 dans la nuit ; Wurmser en avait fait fermer les portes, voulant gagner la nuit pour faire filer ses bagages, mais on les enfonça à coups de canon, et l'on pénétra dans la ville. Les Autrichiens y perdirent beaucoup de monde. La division Augereau, éprouvant des difficultés à opérer son passage à Borghetto, revint passer à Peschiera.

Perdant l'espérance de conserver la ligne du Mincio, Wurmser essaya de conserver les positions importantes du Montebaldo et de la Roca d'Anfo. Le général Saint-Hilaire marcha sur la Roca d'Anfo, attaqua l'ennemi dans la vallée de Loudon, et lui fit beaucoup de prisonniers. On s'empara de Riva, et Wurmser fut obligé de brûler sa flottille. Masséna marcha sur le Montebaldo et reprit la Corona. Augereau remonta la rive gauche de l'Adige, en suivant les crêtes des montagnes, et arriva jusqu'à la hauteur d'Ala. L'ennemi éprouva des pertes considérables dans les tentatives dont il accompagna sa retraite. Ses troupes n'avaient plus de moral.

Après la perte de deux batailles comme celles de Lonato et de Castiglione, Wurmser aurait dû comprendre qu'il ne pouvait plus disputer ce qu'il convenait aux Français d'occuper pour s'assurer de la ligne de l'Adige. Il se retira à Roveredo et à Trente. L'armée française avait elle-même besoin de repos. Les forces de Wurmser, après ses défaites, étaient encore égales aux nôtres, mais avec cette différence que désormais un bataillon de l'armée d'Italie en mettait quatre des ennemis en fuite, et que partout on ramassait du canon, des prisonniers et des objets militaires.

Wurmser avait ravitaillé la garnison de Mantoue, il est vrai ; mais il ne ramenait pas en ce moment, de toute sa belle armée, y compris sa cavalerie, plus de quarante à quarante-cinq mille hommes. Du reste, rien ne saurait être comparable au découragement et à la démoralisation de cette belle armée, après ses revers, si ce n'est l'extrême confiance dont elle était animée au commencement de la campagne.

Le plan de Wurmser, qui pouvait réussir dans d'autres circonstances, ou contre un autre homme que son adversaire, devait pourtant avoir l'issue funeste qu'il a eue ; et, bien qu'au premier coup d'œil la défaite de cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne devoir être attribuée qu'à l'habileté du général français, qui improvisa sans cesse ses manœuvres contre un plan général arrêté à l'avance, il faut convenir que ce plan reposait sur des bases fausses. C'était une faute que de faire agir séparément des corps qui n'avaient entre eux aucune communication *vis-à-vis d'une armée centralisée*, et dont les communications étaient faciles.

La droite ne pouvait communiquer avec le centre que par Roveredo et Lodron. Ce fut une seconde faute encore que de subdiviser le corps de la droite et de donner des buts différents à ces différentes divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes qui, la veille, étaient à Vérone devant la gauche autrichienne, laquelle dans ce moment n'avait plus rien devant elle. L'armée autrichienne comptait de très bonnes troupes, mais elle en avait aussi de médiocres ; tout ce qui était venu du Rhin avec Wurmser était excellent et animé de l'espoir de la victoire, mais tous les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu, battue dans tant de circonstances, traînaient avec eux le découragement. Une des dispositions de Wurmser, que les circonstances rendirent des plus funestes, c'est que la plus grande partie de sa droite se

trouva composée de Hongrois, troupes lourdes qui, une fois déroutées, ne surent plus comment se tirer de ces montagnes et qui, à cause de leur langage, ne purent se faire entendre.

IX. *Second siège de Mantoue.* — Les premiers jours de la levée du blocus de Mantoue furent employés par la garnison à défaire les ouvrages des assiégeants, à faire entrer les pièces et les munitions qu'ils *trouvèrent*. Mais les prompts revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français devant la place. La perte de l'équipage d'artillerie ne laissait plus d'espérance de pouvoir en faire le siège. Cet équipage, formé à grande peine de pièces recueillies dans les différentes places de l'Italie, était presque entièrement perdu. D'ailleurs la saison devenait trop mauvaise, l'ouverture et le service de la tranchée eussent été trop dangereux pour les troupes, au moment où la malignité du climat allait exercer ses ravages. *Le général français* n'ayant donc pas sous la main un équipage de siège qui pût lui donner l'assurance de prendre Mantoue avant six semaines, ne voulut pas songer à en former un second, qui n'eût été prêt qu'au moment même où de nouveaux événements pouvaient l'exposer à le perdre de nouveau, en le forçant de lever le siège une seconde fois. Il se contenta donc d'un simple blocus. Le général Sahuguet en fut chargé ; il attaqua Governolo, et le général Dallemagne Borgo-Forte : ils s'en emparèrent ainsi que de tout le Séraglio, rejetèrent l'ennemi dans la place et en resserrèrent étroitement le blocus. On s'occupa de multiplier les redoutes et les fortifications autour de la ville, afin d'y employer le moins de monde possible ; car tous les jours les assiégeants diminuaient par le ravage de la fièvre, et l'on prévoyait avec effroi que ce ravage ne ferait qu'accroître avec l'automne. Il était vrai que la garnison était soumise aux mêmes maux et à la même diminution.

X. *Conduite des différents peuples d'Italie durant cette crise.* — Cependant la position de l'Italie, dans le peu de jours qui venaient de s'écouler, avait été une véritable révélation. Toutes les passions s'étaient montrées au grand jour ; chacun se démasqua. Le parti ennemi se montra à Crémone, à Casal-Major, et quelques étincelles se laissèrent voir à Pavie. En général, la Lombardie montra un bon esprit ; à Milan surtout presque tout le peuple témoigna une grande constance et beaucoup de fortitude : ils

gagnèrent notre confiance, et méritèrent les armes qu'ils ne cessaient de demander avec instances. Aussi le général français leur écrivait-il dans sa satisfaction : « Lorsque l'armée battait en retraite, que les partisans de l'Autriche et les ennemis de la liberté la croyaient perdue sans ressource, lorsqu'il était impossible à vous-mêmes de soupçonner que cette retraite n'était qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement pour la France, de l'amour pour la liberté ; vous avez déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée, et vous mériteront la protection de la république française.

« Chaque jour votre peuple se rend davantage digne de la liberté. Il acquiert chaque jour de l'énergie. Il paraîtra sans doute un jour avec gloire sur la scène du monde. Recevez le témoignage de ma satisfaction et du vœu sincère que fait le peuple français pour vous voir libres et heureux. »

Les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, montrèrent un véritable intérêt pour notre cause. Parme demeura fidèle à son armistice, mais la régence de Modène se montra ouvertement notre ennemie. À Rome, les Français furent insultés dans les *rues*, on y proclama leur expulsion de l'Italie. On suspendit l'accomplissement des conditions de l'armistice non encore remplies. Le général en chef eût pu punir une pareille conduite, mais d'autres pensées le portaient ailleurs, et l'obligeaient d'ajourner le châtiment, si les négociations n'apportaient le repentir.

Le cardinal Matthey, archevêque de Ferrare, témoigna sa joie à la nouvelle de la levée du siège de Mantoue. Il appela les peuples à l'insurrection contre les Français. Il prit possession de la *citadelle* de Ferrare, et y arbora les couleurs du pape. Le pape y envoya aussitôt un légat, et par là viola l'armistice. Après la bataille de Castiglione, le général français fit arrêter Matthey et le fit conduire à Brescia. Le cardinal, interdit, ne répondit que par ce seul mot : PECCAVI ! ce qui désarma *Napoléon*, qui se contenta de le mettre trois mois dans un séminaire à Brescia. Depuis ce cardinal a été plénipotentiaire du pape à Tolentino. Le cardinal Matthey était d'une famille princière à Rome : c'était un homme borné, de peu de talent, mais qui passait pour être d'une dévotion sincère. Il était minutieusement attaché aux pratiques du culte. Après la mort du pape Pie VI, la cour de Vienne s'agita beaucoup au conclave de Venise pour le faire nommer pape, mais elle ne

réussit point. *Chiaramonti, évêque d'Imola, l'emporta, et prit le nom de Pie VII.*

N.B. écrit sous dictée. — Le rapport ne donne que vingt mille hommes amenés du Rhin par Wurmser. Le chapitre dit trente, et celui-ci a raison. L'inégalité des forces a toujours été telle entre les deux armées, que le général français, dans ses rapports, croyait être obligé souvent de diminuer les forces de l'ennemi pour ne pas décourager sa propre armée. C'est ce qui explique la différence des nombres qu'on rencontre parfois entre l'ouvrage et les pièces officielles.

Bataille d'Arcole. — De l'offensive d'Alvinzi, le 2 novembre 1796, jusqu'à l'entière expulsion de son armée, le 21 du même mois : espace de dix-neuf jours.

I. Le maréchal Alvinzi prend le commandement de la nouvelle armée autrichienne ; sa force. — Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse avaient été battues en Allemagne ; elles avaient repassé le Rhin. Ces succès consolaient la cour de Vienne de ses pertes en Italie. Ils lui donnaient la facilité d'humilier l'orgueil des Français dans cette partie. Elle donna des ordres pour former une armée, dégager Mantoue, délivrer Wurmser, et réparer les affronts qu'elle avait reçus de ce côté. Elle rassembla quatre divisions *d'infanterie et une de cavalerie* dans le Frioul, et deux dans le Tyrol, faisant ensemble soixante mille hommes. Ces troupes se composaient de forts détachements des armées victorieuses d'Allemagne, des cadres recrutés de l'armée de Wurmser, et d'une levée extraordinaire de quinze mille Croates. Le commandement général fut donné au maréchal Alvinzi, et l'on confia le corps particulier du Tyrol d'environ dix-huit mille hommes au général Davidowich. Le sénat de Venise secondait en secret les Autrichiens. Il lui demeurait démontré que les succès de la cause française seraient la ruine de son aristocratie. Il voyait chaque jour l'esprit de ses peuples de terre ferme se détériorer, et appeler à grands cris une révolution. La cour de Rome avait levé le masque : se trouvant compromise depuis les affaires de Wurmser, elle n'espérait plus son salut que dans les succès de l'Autriche. Elle n'exécutait aucune des conditions de l'armistice de Bologne ; elle s'apercevait avec effroi que le général français temporisait, et que, par une feinte modération et des négociations prolongées, il ajournait l'instant du

châtiment. Elle était exaltée d'ailleurs par les succès d'Allemagne, et instruite à point du petit nombre de Français, et du grand nombre de leurs malades ; elle mettait en mouvement ses moyens physiques en levant des troupes, et ses moyens moraux en persuadant les esprits, à l'aide des couvents et des prêtres, de la faiblesse des Français, et de la force irrésistible des Autrichiens.

II. *Bon état de l'armée française ; l'opinion des peuples d'Italie appelle ses succès.* — Le général français s'était flatté longtemps de recevoir de nouveaux renforts. Il avait fortement représenté au Directoire, ou que les armées du Nord devaient repasser le Rhin, ou qu'il fallait qu'on lui envoyât cinquante mille hommes. On lui fit des promesses qu'on ne réalisa pas ; et tous les secours qu'on lui donna se réduisirent à quatre régiments, détachés de la Vendée : l'esprit de cette province s'était amélioré. Ces régiments, composant environ huit mille hommes, arrivèrent successivement dans un intervalle de deux mois. Ils furent d'un grand secours, compensèrent les pertes éprouvées les mois précédents, et maintinrent l'armée active à son nombre habituel de trente mille combattants. Les lettres du Tyrol, du Frioul, de Venise, de Rome, ne cessaient de parler des grands préparatifs qui se faisaient contre les Français ; mais cette fois l'esprit plus prononcé des peuples, et d'autres circonstances, donnaient une tout autre physionomie à l'Italie et aux affaires. Ce n'était plus comme avant Lonato et Castiglione. Les prodiges accomplis par les Français, les nombreuses défaites éprouvées par les Autrichiens, avaient tourné l'opinion. Alors les trois quarts de l'Italie pensaient qu'il était impossible que les Français pussent conserver leur conquête. Aujourd'hui les trois quarts de cette même Italie ne croyaient pas qu'il fût au pouvoir des Autrichiens de jamais la leur arracher. On fit sonner bien haut l'arrivée de quatre régiments venant de France. Leur mouvement se fit par bataillons, ce qui composa douze colonnes. On prit toutes les mesures pour que le pays et une partie de l'armée crussent qu'on s'était renforcé de douze régiments.

On croyait que les vivres manquaient dans Mantoue, et que cette place tomberait infailliblement avant que l'armée autrichienne pût recommencer la lutte, de sorte que nos troupes entendaient parler des préparatifs de l'Autriche avec confiance : elles semblaient sûres de la victoire. L'armée

était bien nourrie, bien payée, bien vêtue ; son artillerie était nombreuse et bien attelée ; sa cavalerie faible en nombre, à la vérité, mais ne manquant de rien, et en aussi bon état que possible.

La population de tous les pays occupés par nos armées faisait à présent cause commune avec nous. Elle appelait nos succès de tous ses vœux. La disposition des pays au-delà du Pô était telle qu'il pouvait même suffire à contenir les levées que le cardinal secrétaire d'État de Rome appelait l'armée du pape. Cette misérable cour, sans esprit, sans courage, sans talents, sans bonne foi, n'était pas autrement redoutable.

III. *Combat de la Brenta. – Vaubois évacue le Tyrol en désordre.* — Au commencement de novembre, le quartier-général de l'armée autrichienne était à Conegliano, et de nombreux *postes* garnissaient la rive gauche de la Piave. Dans le Tyrol, des corps opposés à chacun des nôtres se formaient sur la ligne du Lavisio ; partout l'ennemi se montrait en force. Le projet d'Alvinzi n'était pas douteux ; il ne voulait pas, comme Wurmser, attaquer par le Tyrol ; il craignait de s'engager dans les montagnes. Il attribuait à l'intelligence du soldat français, à sa plus grande dextérité, les succès de Lonato et de Castiglione. Il résolut donc de faire sa principale attaque par la plaine, et d'arriver sur l'Adige par le Véronais, le Vicentin et le Padouan. Le 2 novembre, ce général jeta deux ponts sur la Piave, et se porta sur Bassano avec quarante-neuf à cinquante mille hommes. Masséna, en observation, contint toutes ses colonnes, l'obligea de déployer toutes ses forces, gagna quelques jours, et se replia sur Vicence, où il fut joint par le général français, qui amenait avec lui la division Augereau, une brigade de Mantoue, et se trouvait dès lors avoir sous sa main vingt à vingt-deux mille hommes. Le projet de Napoléon était de battre Alvinzi, et de se porter ensuite sur Trente, par un mouvement inverse à celui qu'il avait fait il y avait peu de temps, et de prendre à dos l'armée qui opérait dans le Tyrol. Alvinzi, qui avait passé la Brenta, fut attaqué le 5 et culbuté. Toutes ses divisions furent jetées au-delà de cette *rivière*.

Mais Vaubois, qui était aux mains avec l'ennemi, depuis le 2 novembre, n'avait pu se maintenir ni à Trente ni dans aucune position intermédiaire. Sa division, ne disputant plus le terrain, revenait en désordre sur Vérone. Tout paraissait faire craindre que la position de la Corona et du Montebaldo *ne*

pourrait arrêter l'ennemi. On craignit pour le siège de Mantoue. Le général en chef fut donc obligé de rétrograder sur Vérone, et d'y arriver assez à temps pour rallier Vaubois, et assurer les positions de Montebaldo et de Rivoli. Il passa la revue de la division Vaubois sur le plateau de Rivoli. « Soldats, leur dit-il d'un ton sévère, je ne suis pas content de vous. Vous n'avez marqué ni discipline ni constance. Vous avez cédé au premier échec. Aucune position n'a pu vous rallier. Il en était dans votre retraite qui étaient inexpugnables. Soldats du 85^e et du 39^e, vous n'êtes pas des soldats français. Que l'on me donne ces drapeaux, et que l'on écrive dessus : Ils ne sont plus de l'armée d'Italie ! » Un morne silence régnait dans tous les rangs ; la consternation était peinte sur toutes les figures. Des sanglots se font entendre ; de grosses larmes coulent de tous les yeux, et l'on voit ces vieux soldats, dans leur émotion, déranger leurs armes pour essuyer leurs pleurs. Le général en chef fut obligé de leur adresser quelques paroles de consolation. « Général, lui criaient-ils, *mets-nous à l'avant-garde*, et tu verras si nous sommes de l'armée d'Italie !!! » Effectivement, ces régiments qui avaient été le plus grondés furent mis à l'avant-garde, et s'y couvrirent de gloire.

IV. *Bataille de Caldiero, 12 novembre.* — Les opérations d'Alvinzi se trouvèrent couronnées des plus heureux succès : déjà il était maître de tout le Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige ; mais le plus difficile lui restait encore à faire ; c'était de passer l'Adige de vive force, devant l'armée française. Le chemin de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, et ne quitte la direction du fleuve qu'à Ronco, où il tourne perpendiculairement à gauche pour se diriger sur Vicence, à Villa-Nova ; la petite rivière de l'Alpon coupe la grande route, et se jette, après avoir traversé Arcole ; dans l'Adige, entre Ronco et Albaredo. Sur la gauche de Villa-Nova se trouvent des hauteurs offrant de très belles positions, connues sous le nom de Caldiero. En occupant ces positions, on garde une partie de l'Adige, on couvre Vérone, et l'on se trouve en mesure de tomber sur les derrières de l'ennemi, si celui-ci se dirigeait sur le bas Adige.

Le général français eut à peine assuré la défense de Montebaldo, et raffermi les troupes de Vaubois, qu'il voulut occuper Caldiero comme donnant plus de chances à la défensive, et plus d'énergie à son attitude. Il

déboucha le 11 de Vérone, la brigade de Verdier en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, et parvint bientôt au pied de Caldiero : mais Alvinzi lui-même avait occupé cette position qui est bonne également contre Vérone. Le 12, à la pointe du jour, on vit toute son armée couronner ces hauteurs, qu'il avait couvertes de formidables batteries. Le terrain reconnu, Masséna dut attaquer la hauteur, et forcer la droite de l'ennemi ; cette hauteur enlevée, et l'ennemi la gardait mal, la bataille se trouvait décidée. Le général Launay marcha avec sa demi-brigade et s'empara de la hauteur ; mais il ne put s'y maintenir, et fut fait prisonnier. Cependant la pluie tombait par torrents, le chemin devint bientôt impraticable pour notre artillerie, pendant que nous étions écrasés par celle de l'ennemi. Nous avions trop de désavantage à gravir contre un ennemi en position. L'attaque fut contremandée, et l'on se contenta de soutenir la bataille tout le reste du jour. Comme la pluie dura toute la journée et celle du lendemain, le général français prit le parti de retourner au camp de Vérone.

Les pertes dans cette affaire avaient été égales, cependant l'ennemi s'attribua avec raison la victoire, ses avant-postes s'approchèrent de Saint-Michel, et la situation des Français devint critique.

V. *Murmures et sentiments divers qui agitent l'armée française.* — Vaubois, battu en Tyrol, avait fait des pertes considérables ; il n'avait plus que six mille hommes. Les deux autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta, s'étaient vues en retraite sur Vérone, ayant manqué leur opération sur Caldiero. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite dans le Tyrol, disaient s'y être battus un contre trois. Les soldats mêmes demeurés sous les yeux de Napoléon trouvaient les ennemis trop nombreux. Les deux divisions, après leurs pertes, ne comptaient pas plus de treize mille hommes sous les armes.

L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il avait eu l'avantage ; il avait acquis le sentiment de sa supériorité, il avait pu compter à son aise le petit nombre des Français ; aussi ne doutait-il déjà plus de la délivrance de Mantoue ni de la conquête de l'Italie. Il avait fait ramasser une grande quantité d'échelles, et en faisait faire beaucoup d'autres, voulant enlever Vérone d'assaut. À Mantoue, la garnison s'était réveillée ; elle faisait de

fréquentes sorties, qui harcelaient sans cesse les assiégeants ; et les troupes se trouvaient trop faibles pour contenir une si forte garnison. Tous les jours on était instruit que quelque nouveau secours arrivait à l'ennemi : nous ne pouvions en espérer aucun ! Enfin les agents de l'Autriche, ceux de Venise et du pape, faisaient sonner très haut les avantages obtenus par Alvinzi, et sa supériorité sur nous. Nous n'étions plus en position de prendre l'offensive nulle part : d'un côté, la position de Caldiero, que nous n'avions pu enlever ; de l'autre, les gorges du Tyrol, qui venaient d'être le théâtre de la défaite de Vaubois. Mais eussions-nous occupé des positions qui eussent permis d'entreprendre sur Alvinzi, il avait trop de supériorité par le nombre. Tout interdisait pour l'instant toute offensive ; il fallait donc laisser l'initiative à l'ennemi, et attendre froidement ce qu'il voudrait entreprendre. La saison était extrêmement mauvaise, la pluie tombait par torrents, et tous les mouvements se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement baissé le moral de l'armée. On avait bien encore le sentiment de la supériorité sur l'ennemi à nombre égal, mais on ne croyait pas pouvoir lui résister, dans l'infériorité où l'on se trouvait. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux ou trois fois à différentes batailles depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait.

« Nous ne pouvons pas seuls, disaient-ils, remplir la tâche de tous : l'armée d'Alvinzi qui se trouve ici est celle devant laquelle les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse se sont retirées, et elles sont oisives dans ce moment : pourquoi est-ce à nous à remplir leur tâche ? On ne nous envoie aucun secours ; si nous sommes battus, nous regagnerons les Alpes en fuyards et sans honneur. Si au contraire nous sommes vainqueurs, à quoi aboutira cette nouvelle victoire ? on nous opposera une autre armée semblable à celle d'Alvinzi, comme Alvinzi lui-même a succédé à Wurmser ; et, dans cette lutte constamment inégale, il faudra bien que nous finissions par être écrasés. »

Napoléon faisait *répondre* : « Nous n'avons plus qu'un effort à faire, et l'Italie est à nous. Alvinzi est sans doute plus nombreux que nous ; mais la moitié de ses troupes sont de véritables recrues ; et, lui battu, Mantoue succombe ; nous demeurons maîtres de l'Italie, nous voyons finir nos travaux, car non seulement l'Italie, mais encore la paix générale sont dans Mantoue. Vous voulez aller sur les Alpes, vous n'en êtes plus capables. De

la vie dure et fatigante de ces stériles rochers, vous avez bien pu venir conquérir les délices de la Lombardie ; mais des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous ne vous élèveriez plus aux rigueurs de ces âpres sommets, vous ne supporteriez plus longtemps sans murmurer les neiges ni les glaces des Alpes. Des secours nous sont arrivés ; nous en attendons encore ; beaucoup sont en route. Que ceux qui ne veulent plus se battre, qui sont assez riches, ne nous parlent pas de l'avenir. Battez Alvinzi, et je vous réponds du reste !!! » Ces paroles, répétées par tout ce qu'il y avait de cœurs généreux, relevaient les âmes, et faisaient passer successivement à des sentiments opposés. Ainsi, tantôt l'armée, dans son découragement, eût voulu se retirer ; tantôt, remplie d'enthousiasme, elle parlait de courir aux armes.

Lorsque l'on apprit à Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, que l'armée avait essuyé un échec, les blessés, les malades sortirent des hôpitaux encore mal guéris, et vinrent se ranger dans les rangs la blessure encore sanglante. Ce spectacle était touchant, et remplit l'armée des plus vives émotions.

VI. *Marche de nuit de l'armée sur Ronco ; elle y passe l'Adige sur un pont de bateaux.* — Enfin le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes. Les colonnes se mettent en marche dans le plus grand silence : on traverse la ville, et l'on vient se former sur la rive droite. L'heure à laquelle on part, la direction qui est celle de la retraite, le silence qu'on garde, contre l'habitude constante d'apprendre, par l'ordre du jour, qu'on va se battre ; la situation des affaires, tout enfin ne laisse aucun doute qu'on se retire. Ce premier pas de retraite, qui entraîne nécessairement la levée du siège de Mantoue, présage la perte de toute l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans nos victoires l'espoir de leurs nouvelles destinées suivent inquiets et le cœur serré les mouvements de cette armée qui emporte toutes leurs espérances.

Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup à gauche et longe l'Adige : on arrive avant le jour à Ronco. Andréossi achevait d'y jeter un pont ; et l'armée, aux premiers rayons du soleil, se voit avec étonnement, par un simple à gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats, qui du temps qu'ils poursuivaient Wurmser avaient traversé

ces lieux, commencèrent à deviner l'intention du général. Ils voient que ne pouvant enlever Caldiero, il le tourne ; qu'avec douze mille hommes ne pouvant rien en plaine contre quarante-cinq mille, il les attire sur de simples chaussées, dans de vastes marais, où le nombre ne sera plus rien, mais où le courage des têtes de colonne sera tout. Alors l'espoir de la victoire ranime tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser pour seconder un plan si beau et si hardi.

Kilmaine était resté dans Vérone avec quinze cents hommes de toutes armes, les portes étroitement fermées, les communications sévèrement interdites. L'ennemi ignorait parfaitement notre mouvement.

Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpon, à peu près à un quart de lieue de son embouchure. S'il l'eût été sur la rive gauche, du côté d'Albaredo, on se fût trouvé en plaine, tandis qu'on voulait se placer dans des marais, où le nombre demeurerait sans effet. D'un autre côté, on craignait qu'Alvinzi, instruit, ne marchât subitement à Vérone et ne s'en emparât, ce qui eût obligé le corps de Rivoli de se retirer à Peschiera, et eût compromis celui de Ronco. Il fallut donc se placer sur la rive droite de l'Alpon, de manière à pouvoir tomber sur les derrières de l'ennemi qui attaquerait Vérone, et par là soutenir cette place par la rive gauche, ce que l'on n'eût pu faire si l'on eût jeté le pont sur la rive gauche de l'Alpon, parce que l'ennemi aurait pu border la rive droite de cette rivière, et, sous cette protection, enlever Vérone. Cette double raison avait donc déterminé le placement du pont. Or, trois chaussées partaient de Ronco, où ce pont avait été jeté, et toutes étaient environnées de marais. La première se dirige sur Vérone en remontant l'Adige ; la deuxième conduit à Villa-Nova, et passe devant Arcole, qui a un pont à une lieue et demie de l'Adige, sur la petite rivière de l'Alpon ; la troisième descend l'Adige, et va sur Albaredo.

VII. — *Bataille d'Arcole, première journée, 15 novembre.* — Trois colonnes se dirigèrent sur ces trois chaussées. L'une, à gauche, remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais ; de là l'on communiquait sans obstacle avec Vérone : ce point était des plus importants. Par là, plus de craintes de voir l'ennemi attaquer Vérone, puisqu'on se fût trouvé sur ses derrières. La colonne de droite prit vers Albaredo, et occupa jusqu'à l'Alpon. Celle du centre se porta sur Arcole, où nos tirailleurs parvinrent

jusqu'au pont sans être aperçus. Il était cinq heures du matin, et l'ennemi ignorait tout. Les premiers coups de fusil se tirèrent sur le pont d'Arcole, où deux bataillons de Croates, avec deux pièces de canon, bivouaquaient comme corps d'observation pour garder les derrières de l'armée où étaient tous les parcs, et surveiller les partis que la garnison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne. Cette place n'était qu'à trois lieues : l'ennemi avait eu la négligence de ne pas pousser des postes jusqu'à l'Adige ; il regardait cet espace comme des marais impraticables. L'intervalle d'Arcole à l'Adige n'était point gardé ; on s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui, trois fois par jour, parcouraient les digues et éclairaient l'Adige. La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpon à deux milles, et de là remonte pendant un mille la rive droite de ce petit ruisseau jusqu'au pont, qui tourne perpendiculairement à droite et entre dans le village d'Arcole. Des Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village, et la gauche vers l'embouchure. Par ce bivouac ils avaient devant leur front la digue, dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau ; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne dont la tête était sur Arcole. Il fallut se replier en toute hâte jusqu'au point de la chaussée, qui ne prêtait plus son flanc à la rive gauche. On instruisit Alvinzi que quelques coups de fusil avaient été tirés au pont d'Arcole ; il y fit peu d'attention. Cependant, à la pointe du jour, on put observer de Caldiero et des clochers voisins le mouvement des Français. D'ailleurs les reconnaissances des hussards, qui tous les matins longeaient l'Adige pour s'assurer des événements de la nuit, furent reçues à coups de fusil de toutes les digues, et poursuivies par la cavalerie française. Alvinzi acquit donc de tout côté la certitude que les Français avaient passé l'Adige, et se trouvaient en force sur toutes les digues. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi toute une armée dans des marais impraticables. Il pensa plutôt que c'était un détachement posté de ce côté pour l'inquiéter lorsqu'on l'attaquerait en force du côté de Vérone. Cependant ses reconnaissances du côté de Vérone lui ayant rapporté que tout y était tranquille, Alvinzi crut important de rejeter ces troupes françaises au-delà de l'Adige, pour tranquilliser ses derrières. Il dirigea une division sur la digue d'Arcole, et une autre vers la digue qui longe l'Adige, avec ordre de tomber tête baissée sur ce qu'elles rencontreraient, et de tout jeter dans la rivière. Vers les neuf heures du matin, ces deux divisions attaquèrent en effet vivement. Masséna, qui était chargé de la digue de gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut

sur lui au pas de charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de perte, et lui fit un grand nombre de prisonniers. On en fit autant sur la digue d'Arcole : on attendit que l'ennemi eût dépassé le coude du pont. On l'attaqua au pas de charge ; on le mit en déroute, et on lui fit beaucoup de prisonniers. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là on débouchait sur les derrières de l'ennemi et qu'on pouvait s'y établir avant que l'ennemi pût être formé. Mais ce pont d'Arcole, par sa situation, résistait à toutes nos attaques. Napoléon essaya un dernier effort de sa personne : il saisit un drapeau, s'élança vers le pont et l'y plaça. La colonne qu'il conduisait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc fit manquer l'attaque. Les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitent, ils sont entraînés dans la fuite, mais ils ne veulent pas se dessaisir de leur général ; ils le prennent par le bras, les cheveux, les habits, et l'entraînent dans leur fuite, au milieu des morts, des mourants et de la fumée. Le général en chef est précipité dans un marais ; il y enfonce jusqu'à la moitié du corps ; il est au milieu des ennemis ; mais les Français s'aperçoivent que leur général n'est point avec eux. Un cri se fait entendre : « Soldats, en avant pour sauver le général. » Les braves reviennent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussent jusqu'au-delà du pont, et Napoléon est sauvé. Cette journée fut celle du dévouement militaire. Le général Lannes était accouru de Milan ; il avait été blessé à Governolo ; il était encore souffrant dans ce moment : il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide de camp du général en chef, fut tué couvrant de son corps son général... Mort héroïque et touchante !... Belliard, Vignoles furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert y fut tué.

On fit jeter un pont à l'embouchure de l'Alpon, afin de prendre Arcole à revers ; mais pendant ce temps Alvinzi, instruit du véritable état des choses, et concevant les plus vives alarmes sur le danger de sa position, avait abandonné Caldiero, défait ses batteries, et fait repasser l'Alpon à tous ses parcs, ses bagages et ses réserves. Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper ; et c'est alors, et dans les mouvements précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du plan du général français. Chacun vit quels auraient pu être les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie : l'armée

ennemie échappait à sa destruction. Ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieux put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpon. Le village fut enlevé sans coup férir ; mais alors il n'y avait plus rien d'utile ; il était six heures trop tard ; l'ennemi s'était mis en position naturelle. Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées. Le matin, ce village était sur les derrières de l'ennemi.

Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée : Caldiero était évacué, et Vérone ne courait plus de dangers. Deux divisions d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables. De nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées qui défilèrent au travers du camp, remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers, et chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

VIII. *Seconde journée, 16 novembre.* — Cependant Davidowich, avec son corps du Tyrol, avait attaqué, dès la veille, les hauteurs de Rivoli. Il en avait chassé Vaubois, et l'avait contraint de se retirer sur Castel-Novo. Déjà les coureurs ennemis paraissent aux portes de Vérone. Kilmaine, débarrassé d'Alvinzi et de toutes craintes sur la rive gauche, par l'évacuation de Caldiero, avait dirigé *toute son attention* sur la rive droite ; mais il était à craindre que si l'ennemi marchait vigoureusement sur Castel-Novo, il ne forçât Vaubois, n'arrivât à Mantoue, ne surprît l'armée assiégeante, ne se joignît à la garnison, ne coupât la retraite au quartier-général et à l'armée qui était à Ronco. Il fallait donc être, à la pointe du jour, en mesure de soutenir Vaubois, protéger Mantoue et ses communications, et battre Davidowich, s'il s'était avancé dans la journée. Il était nécessaire, pour la réussite de ce projet, de calculer les heures. Il se résolut donc, dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée, de supposer que tout avait été mal du côté de Vaubois. Il fit évacuer Arcole, qui avait coûté tant de sang ; replia toute son armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon. Il ordonna, dans cette position, qu'on fît la soupe, en attendant ce qui se serait passé du côté de Vaubois pendant cette journée. Si l'ennemi avait marché sur Castel-Novo, il fallait lever le pont de l'Adige, disparaître de devant Alvinzi, se trouver à dix heures derrière Vaubois à *Castel-Novo, et culbuter l'ennemi sur Rivoli*. On avait laissé à Arcole des bivouacs allumés, ainsi que des

piquets de grand-garde pour qu'Alvinzi ne s'aperçût de rien. À quatre heures après minuit, l'on battit pour prendre les armes, afin d'être prêt à marcher. Mais dans le moment on apprit que Vaubois *était encore en position* à moitié chemin de Rivoli à Castel-Novo, et qu'il garantissait de tenir toute la journée. Davidowich était le même général qui avait commandé une des divisions que Wurmser avait fait déboucher par la Chiesa : il se souvenait des résultats ; il n'avait garde de se compromettre. Cependant, vers trois heures du matin, Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole sur-le-champ, dirigea au jour deux colonnes sur les digues de l'Adige et d'Arcole pour marcher sur nous. La fusillade s'engagea à deux cents toises de notre pont ; les troupes le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent, le poursuivirent vivement jusqu'aux débouchés des marais qu'ils remplirent de leurs morts. Des drapeaux, du canon et des prisonniers furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions d'Alvinzi furent défaites.

Sur le soir, le *général français*, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons, fit le même mouvement que la veille. Il concentra toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

IX. *Troisième journée, 17 novembre.* — Cependant Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que le général avait repassé l'Adige, marché sur Mantoue, et n'avait laissé qu'une arrière-garde à Ronco, déboucha à la pointe du jour, avec l'intention d'enlever le pont de Ronco. Un moment avant le jour, on apprit que rien n'avait bougé du côté de Vaubois, que Davidowich n'avait point fait de mouvements. On revint sur l'autre bord de l'Adige. Les têtes de nos colonnes se rencontrèrent à moitié des digues avec deux autres divisions d'Alvinzi. Il se livra un combat opiniâtre, nos troupes furent *alternativement en avant et en arrière*. Pendant un moment, les balles arrivaient sur le pont. La 75^e avait été rompue ; le général en chef plaça la 32^e en embuscade, ventre à terre dans un petit bois de saules, le long de la digue d'Arcole. Cette demi-brigade se releva, fit une décharge, marcha à la baïonnette, et culbuta dans les marais une colonne ennemie, épaisse de toute sa longueur ; c'était trois mille Croates, et ils y

périrent tous. Masséna, sur la gauche, éprouvait des vicissitudes ; mais il marcha *à la tête de sa division*, son chapeau au bout de son épée en signe de drapeau, et fit un horrible carnage de la division *qui lui était opposée*.

Après midi, *le général français* jugea qu'enfin le moment d'en finir était venu. Car si Vaubois avait été battu le jour encore par Davidowich, il serait obligé de se porter, *la nuit prochaine*, à son secours et à celui de Mantoue. Dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire ; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus. Il fit compter soigneusement le nombre des prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi ; il conclut qu'il s'était affaibli *dans ces trois jours* de plus de vingt mille hommes, qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas *beaucoup plus d'un tiers au-dessus des nôtres*. Il donna ordre de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine.

Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire nous était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpon. Elliot, *aide de camp* du général en chef, chargé d'en construire un second, y fut tué. À deux heures *après-midi* l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-Legnano ; elle avait en face l'ennemi, dont la droite s'appuyait sur l'Alpon, et la gauche à des marais. *L'ennemi était à cheval* sur la route de Montebello. L'adjudant Lorcet était parti de Legnago avec six à sept cents hommes, quatre pièces de canon et deux cents chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche.

Vers les trois heures, au moment où ce détachement de la garnison de Legnano se portait sur l'ennemi, que la canonnade était vive sur toute la ligne, et que les tirailleurs en étaient aux mains, le *général français* ordonna au chef d'escadron Hercule de se porter, avec cinquante guides et quatre ou cinq trompettes, au travers des roseaux, et de charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, au même moment que la garnison de Legnano commencerait à la canonner par derrière ; ce qu'il exécuta avec intelligence, et contribua beaucoup au succès de la journée. L'ennemi fut culbuté partout ; sa ligne fut rompue, il laissa beaucoup de prisonniers. Alvinzi avait échelonné sept à huit mille hommes sur ses derrières, pour assurer sa retraite et pour escorter ses parcs, et par là sa ligne de bataille ne se trouva pas plus forte que la nôtre. Il fut mené battant tout le reste de la soirée.

Toute la nuit il continua sa retraite sur Vicence. Notre cavalerie le poursuivit au-delà de Montebello.

Arrivé à Villa-Nova, Napoléon s'arrêta pour avoir les rapports de la poursuite de l'ennemi et de la contenance que faisait son arrière-garde. Il entra dans le couvent de Saint-Boniface ; l'église avait servi d'ambulance. Il y trouva quatre ou cinq cents blessés, la plus grande partie morts ; *il en sortait une odeur de cadavre*, il recula d'horreur ! il s'entendit appeler par son nom : deux malheureux soldats français blessés étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé ; ils n'avaient point été pansés, ils désespéraient d'eux-mêmes ; mais ils furent rappelés à la vie par la vue de leur général : tous les secours leur furent prodigués.

Le général français visita les hauteurs de Caldiero, et se remit en marche vers Vérone. À mi-chemin, il rencontra un officier d'état-major autrichien, que Davidowich envoyait à Alvinzi. Ce jeune homme se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, il y avait trois jours que les deux armées ne s'étaient communiquées. Davidowich ignorait tout.

X. *L'armée française rentre triomphante dans Vérone par la rive gauche.*
— Napoléon entre triomphant dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sorti mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants ; nos ennemis mêmes les plus déclarés ne purent rester froids, et joignirent leurs hommages à ceux de nos amis. Le général français passe *sur la rive droite de l'Adige*, et court sur Davidowich qui était encore à Rivoli. Il est chassé de poste en poste et poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Roveredo. De ses soixante à soixante et dix mille hommes, on calcule qu'Alvinzi en perdit de trente à trente-cinq mille dans ces affaires, et que ce fut l'élite de ses troupes.

Cependant de si grands résultats ne s'étaient pas obtenus sans pertes, et l'armée avait plus que jamais besoin de repos. Le général français ne jugea pas devoir reprendre le Tyrol, et s'étendre jusqu'à Trente. Il se contenta de faire occuper Montebello, la Corona, les gorges de la Chiusa et de l'Adige. Alvinzi se rallia à Bassano, et Davidowich à Trente. Cependant on devait croire qu'on obtiendrait bientôt Mantoue, avant que le général autrichien

pût recevoir une nouvelle armée. Les fréquentes sorties de Wurmser pour obtenir quelques vivres, le grand nombre de déserteurs qui étaient maigres et depuis un mois à la demi-ration, le dénuement de ses hôpitaux et le grand nombre de ses malades, tout dut donner l'espoir d'une prompte reddition.

Chapitre 9.

Bataille de Rivoli. — Depuis l'offensive de Provera, le 1er janvier 1797, jusqu'à la reddition de Mantoue, le 1er février suivant, espace d'un mois.

VENISE faisait de nouvelles levées d'Esclavons, il arrivait tous les jours de nouveaux bataillons dans les lagunes ; les partis étaient en présence dans toutes les villes du pays Vénitien. Les citadelles de Vérone et de Brescia étaient dans les mains des troupes françaises. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle ; le général Baraguey-d'Hilliers en prit possession.

Les négociations avec Rome continuaient ; *mais elles ne marchaient pas* : l'expérience avait prouvé qu'on *ne pouvait rien obtenir de cette cour que par les menaces et la présence de la force.*

Le général en chef annonça à Milan son départ pour Rome ; il fit partir *le général Lahosse* avec quatre mille *Italiens* pour Bologne, y dirigea une colonne de trois mille Français, et fit prévenir le grand-duc de Toscane que ses troupes traverseraient ses États pour se rendre à Perrugia ; il partit effectivement lui-même, *et se rendit à Bologne.* Manfredini vint l'y trouver, pour ménager les intérêts de son maître, et s'en retourna convaincu que le général français marchait sur Rome. Pour cette fois, cette cour ne fut point dupe de toutes ces apparences ; elle resta immobile. Elle était au fait des plans adoptés à Vienne, et en espérait le succès. Cependant, lorsqu'elle apprit que le général français était à Bologne, le secrétaire d'État fut étonné ; mais le ministre d'Autriche soutint son courage, en lui faisant comprendre que rien n'était plus heureux pour leurs vues que d'attirer le général français dans le fond de l'Italie, et que, fallût-il quitter Rome, ce serait encore un bonheur, puisque la défaite des Français sur l'Adige en serait d'autant plus assurée.

II. *Situation de l'armée autrichienne.* — Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables. Le Padouan, le Trévisan et tout le Bassanais étaient *couverts* de troupes autrichiennes. Il s'était écoulé deux mois depuis la bataille d'Arcole ; l'Autriche les avait *mis à profit* pour faire arriver dans le *Frioul* les *divisions* tirées des rives du Rhin, où les armées françaises étaient inactives et en plein quartier d'hiver. Un mouvement avait été imprimé à toute la monarchie autrichienne. On leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellents tireurs : il *fut* aisé de leur persuader qu'il fallait défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité du Tyrol. Les succès de l'Autriche, dans la campagne, dernière en Allemagne, et ses humiliations en Italie, avaient remué *l'esprit public*. Les grandes villes offraient des bataillons de volontaires : Vienne en fournit quatre : on leva ainsi *un renfort* de dix à douze mille volontaires. Les bataillons de Vienne reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains. *Ils les perdirent*, mais les défendirent avec honneur. L'armée d'Autriche se composait de huit divisions de forces inégales, de plusieurs brigades, de cavalerie incorporées avec ces divisions, et de deux divisions de cavalerie. On évaluait cette armée à plus de quatre-vingt mille combattants.

III. *Situation de l'armée française.* — L'armée française avait été *renforcée*, depuis Arcole, de deux régiments d'infanterie tirés des côtes de la Provence, la 57^e en faisait partie, et d'un régiment de cavalerie. Cela faisait environ cinq à six mille hommes, et compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue. Joubert, avec une forte division, occupait Montebaldo, Rivoli et Busselengo. Rey, avec une division moins forte, était en réserve à Dezenzano. Masséna était à Vérone, avec une avant-garde à Saint-Michel ; Augereau à Legnano, avec une avant-garde à Bevilaqua. Serrurier bloquait Mantoue. La Corona était couverte de retranchements. Les châteaux de Vérone et de Legnano étaient en bon état, ainsi que Peschiera et Pizzighitone. On occupait les citadelles de Brescia, Bergame, le fort de Fuente, la citadelle de Ferrare et le fort Urbin. Des forces navales sur le lac de Guarda nous assuraient la possession de ce lac. Des barques

armées, placées sur le lac Majeur et le lac de Côme, y exerçaient une sévère police.

IV. *Plan d'opération adopté par la cour de Vienne.* — Wurmser avait débouché sur trois colonnes : sa droite par la chaussée de Chiusa, au-delà du lac de Guarda ; son centre par Montebaldo, entre le lac de Guarda et l'Adige ; sa gauche par la rive gauche de l'Adige. Quelques mois après, Alvinzi avait attaqué sur deux colonnes ; l'une opérant dans le Tyrol, l'autre sur la Piave, la Brenta et l'Adige. Mais *la bataille de Lonato, celles de Castiglione, d'Arcole, avaient fait échouer ces deux plans de campagne.* La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan, qui se liait avec les opérations de Rome. Il fut arrêté que l'armée autrichienne ferait deux grandes attaques : la première par le Montebaldo, comme avait fait Wurmser ; la seconde sur l'Adige, par les plaines du Padouan ; que les deux corps qui exécuteraient ces deux attaques n'auraient rien de commun entre eux ; qu'ils marcheraient indépendamment l'un de l'autre ; de sorte que si l'un réussissait, le premier but serait rempli et Mantoue débloqué. Le corps principal devait déboucher par le Tyrol ; et, s'il battait l'armée française, il arriverait sous les murs de Mantoue, y ferait sa jonction avec le deuxième corps qui agissait sur l'Adige. Si au contraire la principale attaque échouait, et que le second corps réussît, le siège de Mantoue serait également levé, et la place réapprovisionnée. Alors ce corps d'armée se jetterait dans le Séraglio, et établirait ses communications avec Rome. Le maréchal Wurmser prendrait le commandement de l'armée qui était dans la Romagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavalerie démontée qui se trouvait dans Mantoue, servirait à discipliner l'armée du pape, et ferait une diversion qui obligerait le général français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive gauche, l'autre sur la rive droite du Pô.

Un agent secret *envoyé* de Vienne, fort intelligent, fut arrêté par une sentinelle, comme il franchissait le dernier poste de l'armée française devant Mantoue. On lui fit rendre sa dépêche qu'il avait avalée, renfermée dans une petite boule de cire à cacheter. Cette dépêche était une petite lettre écrite en caractères très fins, signée de l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il allait être incessamment dégagé. Dans tous les cas, il lui ordonnait de ne pas se rendre prisonnier, d'évacuer la place, de passer le Pô,

ce qu'il pouvait faire puisqu'il était maître du Séraglio, de se rendre dans les États du pape, où il prendrait le commandement de son armée. L'Empereur d'Autriche supposait, comme on le voit, que Wurmser était maître du Séraglio ; il était mal informé.

V. *Combat de Saint-Michel.* — En exécution du plan adopté par la cour de Vienne, Provera eut le commandement du corps d'armée qui devait agir sur l'Adige pour passer cette rivière et se porter sur Mantoue. Les bataillons volontaires de Vienne faisaient partie du corps d'armée, qui était composé de trois divisions formant vingt-cinq mille hommes. Aux premiers jours de janvier, Provera porta son quartier-général à Padoue. Le 12, il se dirigea, avec deux divisions, sur Montagna, où était l'avant-garde d'Augereau, commandée par le brave général Duphot. Au même moment, la troisième division autrichienne, qui avait pris position sur les hauteurs de Caldiero, marcha sur Saint-Michel pour y attaquer l'avant-garde de Masséna, dont le quartier-général était à Vérone ; c'était une fausse attaque. Le général Duphot, attaqué à la pointe du jour par l'avant-garde de Provera, composée des volontaires de Vienne, la contint facilement et la repoussa. Mais vers midi, toute l'armée autrichienne s'étant déployée, Duphot fit retraite et repassa l'Adige à Legnano. La division qui forma la droite de Provera, et qui attaqua Saint-Michel, était la plus faible. Le général Masséna marcha de Vérone au secours de son avant-garde. La division autrichienne fut rompue, dispersée et poursuivie l'épée dans les reins jusqu'au-delà de l'Alpon.

Ce fut dans ce moment que le général français arriva en poste de Bologne. Il avait été instruit, par ses agents de Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue. Il avait fait camper les troupes italiennes sur la frontière de la Transpadane pour s'opposer au pape, dirigé les deux mille Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagoscuro, et rejoint l'armée sur l'Adige. De sa personne, il passa le Pô à Borgoforte, se rendit au quartier-général de Roverbella, et arriva à Vérone au plus fort du feu du combat de Saint-Michel. Il ordonna sur-le-champ à Masséna de reposer dans la nuit toutes ses troupes sur Vérone.

L'ennemi paraissait être en opération, et il fallait tenir toutes les troupes disponibles pour pouvoir se porter où serait la véritable attaque. Dans la nuit, on reçut des nouvelles du quartier-général de Legnano, qui disaient

que toute l'armée autrichienne était en mouvement sur le bas Adige ; que le grand état-major de l'ennemi y était, ainsi que deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot, officier de confiance, ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées devant lui : il les portait à vingt mille hommes, et supposait que c'était la première ligne de l'ennemi. On fut confirmé dans l'opinion que l'ennemi opérait sur le bas Adige, par la nouvelle de ce qui s'était passé à la Corona. Joubert manda que, pendant toute la journée du 12, il avait été attaqué par l'ennemi, qu'il l'avait contenu, et que la division autrichienne avait été repoussée dans toutes ses tentatives.

VI. *Le général Alvinzi occupe la Corona et jette un pont sur l'Adige.* — Le général français ordonna à la division Masséna de repasser l'Adige et de se réunir sur la rive droite. Il attendit ainsi toute la journée du 13 ce qui se serait passé ce même jour à Legnano, sur l'Adige et la Corona. Les troupes furent prévenues d'être prêtes à faire une marche de nuit, et d'être sous les armes à dix heures du soir. La division qui était à Dezenzano se porta le 11 à Castel-Novo, et attendit là de nouveaux ordres.

Il pleuvait à grands flots. Les troupes étaient sous les armes ; mais le général en chef ignorait encore de quel côté il les dirigerait. À dix heures du soir, les rapports du Montebaldo et du bas Adige arrivèrent. Joubert mandait que le 13, à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces, qu'il s'était battu toute la journée ; que sa position étant très resserrée, il avait eu le bonheur de se maintenir ; mais qu'à deux heures après midi, s'étant aperçu qu'il était débordé par la gauche par la marche d'une division autrichienne qui longeait le lac de Guarda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite par une autre division ennemie qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont à une lieue au-dessus de Rivoli, passé ce fleuve, et filait par la rive droite, longeant le pied du Montemagone, pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer le plateau de Rivoli, la clef de toute la position, et que sur les quatre heures il avait jugé lui-même nécessaire d'abandonner la Corona, afin d'arriver de jour sur le plateau de Rivoli, qu'il serait obligé d'évacuer le lendemain avant neuf heures. Sur le bas Adige, l'ennemi avait bordé la rive gauche. Nous étions sur la rive droite. Le projet

de l'ennemi se trouva dès lors démasqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux grandes armées sur le Montebaldo et sur le bas Adige. La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière. Sur le Montebaldo, il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie, en s'emparant du plateau de Rivoli ; et que si on pouvait l'attaquer avant qu'il ne se fût emparé de ce point important, il serait obligé de combattre sans son artillerie et sans sa cavalerie. Il ne fut plus douteux que la principale attaque de l'ennemi ne fût par le Montebaldo. Toutes les troupes furent donc dirigées sur le plateau de Rivoli. Le général en chef s'y rendit lui-même à deux heures du matin.

VII. *Bataille de Rivoli.* — Le temps s'était éclairci, il faisait un clair de lune superbe. Napoléon monta sur différentes hauteurs et observa les diverses lignes des feux ennemis. Elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Guarda ; l'atmosphère en était embrasée. On distingua fort bien cinq corps qui paraissaient formés par cinq divisions *qui avaient déjà commencé leur* mouvement la veille. Les feux des bivouacs annonçaient quarante ou cinquante mille hommes. Les Français devaient être à six heures du matin à Rivoli, avec vingt-deux mille hommes : *c'était encore une très grande disproportion ; mais nous avions sur l'ennemi l'avantage d'avoir soixante pièces de canon et plusieurs milliers de chevaux.* Il fut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, qu'ils voulaient nous attaquer vers neuf ou dix heures du matin. La colonne de droite, qui était fort éloignée, avait pour but de venir cerner le plateau de Rivoli par derrière : *elle ne pouvait être arrivée avant dix heures ;* la première division du centre devait avoir la destination d'attaquer notre position de gauche. La seconde, qui était sur la crête supérieure de Montebaldo, près Saint-Marco, avait pour but de s'emparer de la chapelle de Saint-Marco, de descendre par le plateau de Rivoli, et d'ouvrir le chemin à la colonne de gauche, qui avait longé le pied du Montebaldo, et se trouvait bivouaquée au bord du plateau le long de l'Adige, au fond de la vallée. Le cinquième bivouac paraissait une division de réserve : *il était en arrière.*

Sur ces données, Napoléon établit son plan. Il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle Saint-Marco, et qui n'occupait plus le plateau de

Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre *de suite* l'offensive ; de se réemparer de la chapelle, et, à l'aube du jour, de pousser la deuxième division du centre de l'ennemi, qui était sur la crête supérieure, aussi loin que possible. Cent Croates, instruits par un prisonnier de l'évacuation de Saint-Marco, venaient d'en prendre possession, lorsque Joubert remonta sur cette chapelle à quatre heures du matin, et reprit sa position en avant.

La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates. Au jour, Joubert attaqua la division qui était devant lui, et la poussa de hauteurs en hauteurs sur la crête supérieure de Montebaldo, qui domine la vallée de l'Adige. La première division autrichienne du centre pressa alors sa marche, et un peu avant neuf heures *elle arriva* sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli. Elle n'avait point d'artillerie. La 14^e et la 85^e, qui garnissaient ce plateau, avaient chacune une batterie. La 14^e, qui occupait la droite, repoussa les attaques de l'ennemi ; la 85^e fut débordée et rompue. Mais le général français courut à la division Masséna, qui, ayant marché toute la nuit, prenait un peu de repos, la mena à l'ennemi ; et, en moins d'une demi-heure, la première division autrichienne du centre fut battue et mise en déroute ; il était dix heures et demi. La division autrichienne de la gauche, composée de trois mille hommes d'infanterie, de cinq à six mille hommes de cavalerie, de toute l'ambulance et le gros bagage de l'armée, qui était au fond de la vallée, entendant la fusillade près du plateau, et s'étant aperçue que Joubert, qui était à une lieue en avant, n'avait plus personne à la chapelle Saint-Marco, fit monter quelques bataillons de troupes légères pour l'occuper et prendre Joubert à dos. Lorsque ses bataillons furent à demi-hauteur, l'ennemi se hasarda à faire déboucher douze pièces de canon, deux à trois bataillons d'infanterie et mille chevaux. Cette opération était difficile ; c'était une véritable escalade. Joubert, s'en étant aperçu, envoya au pas de course trois bataillons qui arrivèrent à la chapelle avant l'ennemi, et le précipitèrent au fond de la vallée. Une batterie de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitraille la partie de la colonne de gauche qui commençait à déboucher. Le colonel Leclerc chargea par peloton avec trois cents chevaux. Le chef d'escadron Lasalle était à la tête du premier peloton, et, par son intrépidité, décida du succès. L'ennemi fut culbuté dans le ravin ; on prit tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, artillerie.

À onze heures, la colonne de droite de l'armée autrichienne arriva à la position qui lui était indiquée. Elle y trouva notre division de réserve de Dezenzano. Elle plaça une brigade pour la tenir en échec. L'autre brigade, forte de quatre mille hommes, se plaça sur la hauteur, à cheval sur le chemin de Vérone au plateau de Rivoli. Elle n'avait point d'artillerie ; elle croyait avoir tourné l'armée française, mais il était trop tard. À peine arrivée sur la hauteur, elle put voir la déroute de trois divisions autrichiennes *du centre et de la gauche*. On dirigea contre elle douze à quinze *pièces de la réserve*. Après une vive canonnade, *elle fut attaquée*, cernée et entièrement prise. La deuxième brigade, qui était plus en arrière, en position contre la réserve de Dezenzano, se mit en retraite. Elle fut vivement poursuivie ; une grande partie fut tuée ou prise. Il était une heure après midi ; l'ennemi était partout en retraite et vivement poursuivi.

Joubert avança avec tant de rapidité qu'un moment nous crûmes toute l'armée d'Alvinzi prise. Joubert arrivait à l'escalier, seule retraite de l'ennemi ; mais Alvinzi, sentant le danger où il était, marcha avec ses troupes de réserve, contint Joubert, et même lui fit perdre un peu de terrain. La bataille était gagnée. Nous avions du canon, des drapeaux et un grand nombre de prisonniers. Deux de nos détachements qui venaient rejoindre l'armée *donnèrent dans la division qui nous avait coupé le chemin de Vérone*. Le bruit se répandit aussitôt *sur les derrières* que l'armée française était cernée *et perdue*.

Dans cette journée, le *général en chef* fut plusieurs fois entouré par l'ennemi. Il eut plusieurs chevaux tués ou blessés. Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde ; mais la division de Caldiero avait été si bien battue le 12 à Saint-Michel, qu'elle n'avait pu rien entreprendre. Elle se contenta de garder sa position.

VIII. *Passage de l'Adige par Provera. Il marche sur Mantoue.* — Le 14, Provera jeta un pont à Aughiari ; et le 15, à la pointe du jour, il passa l'Adige et se mit en marche sur Mantoue. Augereau se porta sur le pont de l'ennemi, fit prisonniers quinze cents hommes que Provera avait laissés pour sa garde, et s'empara du pont pendant la journée du 15 ; mais Provera avait gagné une marche sur lui : Mantoue était compromise.

Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a plusieurs équipages de pont de passer une rivière, lorsque l'armée qui défend le passage a pour but de couvrir un siège. Le général doit avoir pris ses mesures pour arriver à une position intermédiaire entre la rivière qu'il défend et la place qu'il couvre avant l'ennemi. Le général français avait donné des ordres en conséquence. Aussitôt que l'ennemi aurait passé, il fallait se diriger sur la Molinella, y arriver avant lui, et, après avoir couvert la place, marcher à sa rencontre. L'oubli de ce principe et de ces instructions compromit Mantoue.

Napoléon, ayant appris à trois heures après midi que Provera jetait un pont à Anghiari, prévint sur-le-champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régiments pour se rendre devant Mantoue. Il arriva à Roverbello comme Provera arrivait devant Saint-Georges. Hohenzollern, qui commandait l'avant-garde de Provera, parut le 16 à l'aube du jour. Il arrivait à la tête d'un régiment couvert de manteaux blancs à la porte de Saint-Georges. Il savait que ce faubourg n'était point fortifié, qu'il n'était couvert que par un simple retranchement de campagne ; il espérait le surprendre. Miolis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville. Il savait qu'il était couvert par une division qui était sur l'Adige, et que l'ennemi était très loin. Les hussards de Hohenzollern ressemblaient au premier de hussards français. Cependant un vieux sergent de la garnison de Saint-Georges, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, fixa cette cavalerie arrivant sur la ville ; il conçut des doutes qu'il communiqua à un de ses camarades ; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être Berchini. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jettent dans Saint-Georges, crient aux armes et poussent la barrière. La cavalerie se mit au galop ; mais il n'était plus temps : elle fut reconnue et mitraillée. Toutes les troupes furent bientôt sur les remparts. À midi Provera cerna la place. Le brave Miolis, avec quinze cents hommes, se défendit toute la journée.

IX. *Bataille de la Favorite.* — Cependant Provera communiqua avec Wurmser par une barque au travers du lac. Le 17, à la pointe du jour, Wurmser sort avec la garnison et prend position à la Favorite. À une heure du matin, Napoléon plaça les quatre régiments entre la Favorite et Saint-

Georges, et empêcha la garnison de Mantoue de se joindre à Provera. Serrurier attaqua à la pointe du jour la garnison de Mantoue avec les troupes du blocus. Le général en chef attaqua Provera. C'est à cette bataille que la 57^e mérita le nom de terrible. Seule elle aborda la ligne autrichienne à la baïonnette et renversa tout ce qui voulut résister. À deux heures après midi, la garnison de Mantoue ayant été rejetée, Provera capitula et posa les armes, nous laissant beaucoup de drapeaux, de bagages, plusieurs équipages de pont. Six mille prisonniers et plusieurs généraux restèrent en notre pouvoir. Il ne s'échappa des vingt-deux mille hommes de Provera que ce qui était resté de la division qui le 12 avait attaqué Saint-Michel, et qui continua de rester dans sa position de Caldiero, et quinze cents hommes que Provera avait laissés sur la rive gauche de l'Adige à la garde de ses parcs et magasins ; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée de la Favorite.

Le 15, Joubert poussa toute la journée Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'escalier, que six à sept mille hommes furent coupés. Murat, avec une colonne, se porta sur la Corona et entra dans le Tyrol. La division Masséna se rendit à Bassano. Une division d'Alvinzi commençait à se rallier sur la Brenta ; on la défit, et on la jeta au-delà de la Piave. Le général Augereau marcha à Castel-Franco, et de là à Trévise. Il eut aussi à soutenir quelques légères affaires d'avant-garde. Toutes les troupes autrichiennes repassèrent la Piave. Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol ; ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter ; l'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente. Le général Victor fut envoyé sur le Lavisio, et par les gorges de la Brenta il se mit en communication avec Masséna, dont le quartier-général était à Bassano.

On ramassa beaucoup de prisonniers dans divers petits combats ; on trouva partout des malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée se trouva dans la même position qu'après les batailles de Roveredo, de Bassano et avant celle d'Arcole, et Bessières fut envoyé porter de nouveaux trophées à Paris. Les combats de Saint-Michel, de Rivoli, d'Anghiari et de la Favorite firent perdre à Alvinzi plus des deux tiers de son armée. De ses quatre-vingt mille hommes il n'en ramena que vingt-cinq mille en Autriche.

X. *Reddition de Mantoue.* — Désormais nous n'avions plus d'inquiétude sur Mantoue. Depuis longtemps la garnison avait été mise à la demi-ration ; tous les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli ; il n'avait plus rien à espérer. On le somma de *se rendre* ; il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant, à quelques jours de là, Klenau, son premier aide de camp, se rendit au quartier-général de Serrurier : il protesta que la *garnison* avait encore pour trois mois de vivres ; mais que le maréchal, ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Serrurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet.

Napoléon se rendit à Roverbello ; Serrurier fit appeler Klenau. Le général français resta inconnu, enveloppé dans sa capote. La conversation s'engagea entre Serrurier et Klenau ; Klenau employait tous les moyens d'usage, et diversait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser, et la grande quantité de vivres *qu'il avait dans ses magasins de réserve*. Le général français s'approcha de la table et écrivit près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser pendant que la discussion durait toujours avec Serrurier. *Quand il eut fini* : « Si Wurmser, dit-il à Klenau, avait seulement pour dix-huit à vingt jours de vivres et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable. Voici les conditions que je lui accorde, ajouta-t-il en rendant le papier à Serrurier ; vous y lirez surtout qu'il sera libre de sa personne, parce que j'honore son grand âge et ses mérites, et que je ne veux pas qu'il devienne la victime des intrigants qui voudraient le perdre à Vienne. *S'il ouvre ses portes demain, il aura les conditions que je viens d'écrire ; s'il tarde quinze jours, un mois, deux, il aura encore les mêmes conditions. Il peut donc désormais attendre jusqu'au dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô ; je marche sur Rome.* Vous connaissez mes intentions ; allez les dire à votre général. »

Klenau, qui n'avait rien conçu aux premières paroles, ne tarda pas à juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance des décisions, dont la nature le pénétra de reconnaissance et d'admiration pour un procédé aussi généreux et aussi peu attendu. Il ne fut plus question de dissimuler, et il convint qu'il n'avait plus de vivres que pour trois jours. Wurmser fit solliciter le général

français, puisqu'il devait traverser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce qui lui éviterait beaucoup de détours et de difficultés. Mais déjà tous les arrangements de voyage étaient disposés. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance. Peu de jours après, il lui expédia un aide de camp à Bologne pour l'instruire d'une trame d'empoisonnement qui devait avoir lieu dans la Romagne, et lui donna des renseignements nécessaires pour s'en garantir : cet avis fut utile. Le général Serrurier présida donc aux détails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de son armée. Déjà Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence avec laquelle il se dérobaît au spectacle si flatteur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes, à la tête de tout son état-major, lui remettant son épée, fut un sujet d'étonnement *qui retentit dans toute l'Europe*.

N. B. écrit sous dictée. – 1° Alvinzi, quoi qu'on trouve dans les divers rapports, avait quatre-vingt mille hommes, Provera compris. Les forces du Tyrol étaient de plus de cinquante mille hommes. Provera en avait vingt-cinq, dont cinq mille combattaient à Saint-Michel, et dix-huit mille, formant deux divisions, avaient marché sur Mantoue. De ces dix-huit mille hommes, trois mille restèrent sur ses derrières, dix mille arrivèrent à Saint-Georges, et cinq mille restèrent en arrière sur la Molinella pour parer le mouvement d'Augereau qui suivait : tout cela fut pris. S'il ne se trouva que sept mille prisonniers dans la colonne de Provera, c'est qu'il avait livré deux combats, l'un à Anghiari, un autre à Saint-Georges, et donné la bataille de la Favorite, qui lui avait coûté du monde, et que beaucoup de soldats autrichiens entrés dans les hôpitaux ne sont pas compris dans le nombre des prisonniers. Les rapports ne marquent que vingt-trois mille prisonniers : le vrai est que les Français en firent plus de trente mille ; c'est qu'en général l'armée gardait mal ses prisonniers ; elle en laissait échapper un grand nombre. Le cabinet de Vienne avait organisé des administrations en Suisse et sur les routes pour favoriser leur désertion. On peut calculer qu'un quart des prisonniers se sauvait avant d'être arrivé au quartier-général central ; un autre quart avant de parvenir en France, où il n'en arrivait guère qu'une moitié. Beaucoup aussi s'encombraient dans les hôpitaux.

2° Si, dans le rapport officiel, Bessières ne présenta au Directoire que soixante-et-onze drapeaux, c'est que les méprises communes dans les

mouvements d'un grand état-major en retinrent treize en arrière. On les trouva dans le nombre de ceux que présenta Augereau après la prise de Mantoue.

3° Des soixante drapeaux qu'Augereau présenta au Directoire, treize étaient un reste des trophées de Rivoli et de la Favorite qu'aurait dû présenter Bessières. Les quarante-sept autres furent trouvés dans Mantoue, et font connaître les nombreux cadres de l'armée de Wurmser qui s'étaient renfermés dans cette place. Le choix d'Augereau pour porter ces drapeaux fut la récompense des services qu'il avait rendus à l'armée, surtout à la journée de Castiglione. Cependant il eût été plus naturel encore de les envoyer par Masséna, qui avait des titres bien supérieurs. Mais le général en chef comptait beaucoup plus sur celui-ci pour sa campagne d'Allemagne, et ne voulut point s'en séparer. Il en est qui ont cru que Napoléon s'apercevant qu'on affectait d'élever outre mesure le général Augereau, fut bien aise, en l'envoyant à Paris, de mettre chacun à même d'apprécier justement le caractère et les talents de cet officier, qui ne pouvait que perdre à l'épreuve. D'autres ont pensé, au contraire, que le général en chef avait eu pour but de fixer les regards de Paris sur un de ses lieutenants. Augereau était Parisien.

Troisième jour de réclusion – Beau résumé de l'histoire de l'Empereur par lui-même.

Mercredi 1er mai.

L'Empereur n'est pas plus sorti de sa chambre que la veille. Je me suis trouvé malade de la course de Briars ; j'ai eu un peu de fièvre et une forte courbature. Sur les sept heures du soir, l'Empereur m'a fait venir dans sa chambre. Il lisait Rollin, que, selon sa coutume, il disait beaucoup trop bonhomme. Il ne semblait pas avoir souffert, et me disait même qu'il était très bien ; mais je n'en étais que plus inquiet de sa réclusion et de son calme. Il a voulu dîner plus tard que de coutume, et m'a fait rester. Il a demandé un verre de vin de Constance quelque temps avant son dîner ; c'est ce qu'il fait d'ordinaire quand il se sent le besoin d'être réveille.

Après le dîner, il a parcouru quelques-unes des adresses, des proclamations ou actes du Recueil de Goldsmith, d'ailleurs si incomplet ; quelques-unes l'ont remué. Alors, posant le livre et se mettant à marcher, il

a dit : « Après tout, ils auront beau retrancher, supprimer, mutiler, il leur sera bien difficile de me faire disparaître tout à fait. Un historien français sera pourtant bien obligé d'aborder l'empire ; et, s'il a du cœur, il faudra bien qu'il me restitue quelque chose, qu'il me fasse ma part, et sa tâche sera aisée, car les faits parlent, ils brillent comme le soleil.

J'ai refermé le gouffre anarchique et débrouillé le chaos. J'ai dessouillé la révolution, ennobli les peuples et raffermi les rois. J'ai excité toutes les émulations, récompensé tous les mérites, et reculé les limites de la gloire ! Tout cela est bien quelque chose ! Et puis sur quoi pourrait-on m'attaquer, qu'un historien ne puisse me défendre ? Serait-ce mes intentions ? mais il est en fonds pour m'absoudre. Mon despotisme ? mais il démontrera que la dictature était de toute nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté ? mais il prouvera que la licence, l'anarchie, les grands désordres, étaient encore au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'avoir trop aimé la guerre ? mais il montrera que j'ai toujours été attaqué ; d'avoir voulu la monarchie universelle ? mais il fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre fortuite des circonstances, que ce furent nos ennemis eux-mêmes qui m'y conduisirent pas à pas. Enfin sera-ce mon ambition ! ah ! sans doute, il m'en trouvera, et beaucoup, mais de la plus grande et de la plus haute qui fût peut-être jamais ! celle d'établir, de consacrer enfin l'empire de la raison et le plein exercice, l'entière jouissance de toutes les facultés humaines ! Et ici l'historien peut-être se trouvera réduit à devoir regretter qu'une telle ambition n'ait pas été accomplie, satisfaite ! » Et après quelques secondes de silence et de réflexion : « Mon cher, a dit l'Empereur, en bien peu de mots, voilà pourtant toute mon histoire. »

Quatrième jour de réclusion absolue – Le Moniteur favorable à l'Empereur.

Jeudi 2.

L'Empereur a encore gardé la chambre comme les jours précédents. Il m'a fait appeler le soir après notre dîner, sur les neuf heures. Il avait passé la journée sans voir personne. Je suis demeuré avec lui jusqu'à onze heures ; il était gai et bien portant. Je l'assurai que les journées nous étaient bien longues quand on ne le voyait pas ; qu'il était difficile qu'il ne sentît

pas bientôt les effets funestes de sa stricte réclusion et du manque de respirer l'air du dehors. Pour moi, j'en étais fort inquiet et très affligé. En effet, une demi-heure au moins avant que de me renvoyer, il s'est mis dans son lit. Les jambes lui refusaient, disait-il, le service ; il se sentait fatigué d'avoir tant marché avec moi, bien qu'il n'eût fait que quelques tours dans sa chambre.

Il avait beaucoup parlé de la Légion-d'Honneur, du Recueil de Goldsmith et du *Moniteur*. Il disait, à l'occasion de celui-ci, qu'assurément c'était une chose bien remarquable et dont bien peu d'autres pourraient se vanter, que d'avoir traversé la révolution, si jeune et avec tant de fracas, sans avoir à redouter le *Moniteur*. « Il n'est pas une phrase, disait-il, que j'aie à en faire effacer. Au contraire, il demeurera infailliblement ma justification toutes les fois que je pourrai en avoir besoin. »

Sur la Légion-d'Honneur, il a dit, entre autres choses, que la diversité des ordres de chevalerie et leur spécialité de récompense consacraient les castes, tandis que l'unique décoration de la Légion-d'Honneur, avec l'universalité de son application, était au contraire le type de *l'égalité*. L'une entretenait l'éloignement parmi les classes, tandis que l'autre devait amener la cohésion des citoyens ; et son influence, ses résultats dans la grande famille pouvaient devenir incalculables : c'était le centre commun, le moteur universel de toutes les ambitions diverses, le véhicule de tous les lustres ; la récompense et l'aiguillon de tous les efforts généreux, etc., etc.

Notre éducation et nos mœurs passées nous faisaient bien plus vaniteux que forts penseurs. Aussi bien des officiers se trouvaient-ils choqués de voir leur même décoration descendre jusqu'au tambour, et embrasser également le prêtre, le juge, l'écrivain et l'artiste. Mais ce travers se fût passé ; nous marchions vite, et bientôt les militaires se seraient trouvés honorés de se voir en confraternité avec les premiers savants et les plus distingués de toutes les professions, tandis que ceux-ci se seraient sentis ennoblis de se trouver en ligne avec ce qu'il y avait de plus vaillant, et l'ensemble eût composé vraiment la réunion de tout ce qu'il y avait de plus *honorable* dans l'État.

Et il termina par ces paroles remarquables : « Le jour où l'on s'éloignera de l'organisation première, on aura détruit une grande pensée, et ma *Légion-d'Honneur* cessera d'exister. ».

Cinquième jour de la réclusion.

Vendredi 3.

L'Empereur n'est pas sorti davantage ; c'était son cinquième jour de réclusion, il continuait à ne voir personne. Nous ignorions au-dehors ce qui se passait dans son intérieur. Il me faisait appeler, pour ainsi dire, à la dérobée. J'y suis entré sur les six heures du soir.

Je lui ai renouvelé notre inquiétude et notre peine de le voir ainsi renfermé. Il m'a dit qu'il supportait fort bien la chose. Mais les journées étaient longues, les nuits encore davantage. Il n'avait rien fait de tout le jour ; il s'était trouvé de mauvaise humeur, disait-il : encore en ce moment il était silencieux, sombre, appesanti. Il s'est mis au bain ; je l'ai suivi, et ne l'ai quitté que pour le laisser essuyer. Il a fini la soirée par des objets ou des récits bien importants...

Sixième jour de réclusion.

Samedi 4.

L'Empereur n'est pas sorti encore. Il avait dit pourtant qu'il monterait à cheval sur les quatre heures ; mais la pluie est venue déranger son intention. Il a reçu le grand maréchal.

Sur les huit heures, il m'a fait appeler pour dîner avec lui. Il a dit que le gouverneur était venu chez le grand maréchal, qu'il y était demeuré plus d'une heure. Il y avait tenu une conversation souvent pénible, même parfois offensante. Il avait parcouru divers objets avec beaucoup d'humeur et très peu d'égards, d'une manière très vague et sans résultats, nous reprochant surtout, à ce qu'il paraissait, de nous plaindre beaucoup et sans raison, disait-il. Il soutenait que nous étions très bien, et devrions être contents ; que nous semblions nous abuser étrangement sur nos personnes et nos situations, etc., etc. ; que, du reste (du moins cela a été compris ainsi), il voulait être assuré chaque jour, par témoignage évident, de l'existence et de la présence de l'Empereur.

Il est certain que ce point était la véritable cause de son humeur et de son agitation. Plusieurs jours venaient de s'écouler sans qu'il eût pu recevoir de rapport de son officier ou de ses espions, l'Empereur n'étant point sorti, et personne n'étant censé avoir été admis chez lui.

Mais comment s'y prendrait-il ? c'est ce qui nous a fort occupés à notre tour. L'Empereur ne se soumettrait jamais, fût-ce au péril de sa vie, à une visite régulière, qui pourrait, au fait, se renouveler capricieusement à toute heure du jour et de la nuit. Le gouverneur emploiera-t-il la force et la violence pour disputer à l'Empereur un dernier asile de quelques pieds en carré et quelques heures de repos ? Ses instructions doivent avoir prévu le cas ; aucun outrage, aucun manque d'égards, aucune barbarie ne me surprendraient dans les ordres donnés.

Quant aux expressions du gouverneur sur ce que nous nous abusons sur nos personnes et notre situation, nous savons fort bien qu'au lieu d'être aux Tuileries, nous sommes à Sainte-Hélène ; qu'au lieu d'être maîtres, nous sommes captifs. En quoi dès lors pourrions-nous donc nous abuser ?

Sur la Chine et la Russie – Rapprochements des deux grandes révolutions de France et d'Angleterre.

Dimanche 5.

Sur les dix heures du matin, l'Empereur allait monter à cheval : c'était sa première sortie. Le résident de la compagnie des Indes à la Chine se trouvait là, sollicitant depuis longtemps l'honneur de lui être présenté. Il l'a fait appeler, l'a questionné pendant quelques minutes avec beaucoup de bienveillance. Nous avons fait route ensuite pour aller voir madame Bertrand. L'Empereur y est resté plus d'une heure. Il est faible et changé, sa conversation traînante. Nous avons regagné Longwood. L'Empereur a voulu déjeuner à l'air.

Il a fait appeler notre hôte de Briars, le bon M. Balcombe, et le résident de la Chine qui se trouvait encore là. Tout le temps du déjeuner s'est passé en questions sur la Chine et sur sa population, ses lois, ses usages, son commerce, etc.

Le résident racontait qu'il y avait peu d'années il était arrivé un accident entre les Russes et les Chinois, qui eût pu avoir des suites, si les affaires d'Europe n'eussent entièrement absorbé la Russie.

Le voyageur russe Krusenstern, dans son voyage autour du monde, relâcha à Canton avec ses deux bâtiments. On le reçut provisoirement, et on lui permit, tout en attendant les ordres de la cour, de vendre des fourrures dont étaient chargés ses vaisseaux, et de les remplacer par du thé. Ces ordres se firent attendre plus d'un mois. M. de Krusenstern était déjà parti depuis deux jours quand ils arrivèrent. Ils portaient que les deux vaisseaux eussent à sortir à l'instant ; que tout commerce avec les Russes, dans cette partie, demeurerait interdit ; qu'on avait assez accordé à leur empereur, par terre, dans le nord de l'empire ; qu'il était inouï qu'il eût tenté de l'accroître encore, dans le midi, par mer ; qu'on montrerait un vif mécontentement à ceux qui leur auraient appris cette route. L'ordre portait encore que, si les bâtiments étaient partis avant l'arrivée du rescrit de Pékin, la factorerie anglaise serait chargée de le faire parvenir, par la voie de l'Europe, à l'Empereur des Russes.

Napoléon s'était trouvé très fatigué de sa courte sortie ; il y avait sept jours qu'il n'avait pas quitté la chambre : c'était la première fois qu'il reparaissait au milieu de nous. Nous avons trouvé ses traits visiblement altérés.

Sur les cinq heures, il m'a fait appeler ; le grand maréchal était auprès de lui. J'ai trouvé l'Empereur déshabillé. Il avait essayé vainement de reposer ; il se croyait un peu de fièvre, c'était de la courbature. Il avait fait allumer du feu, et n'avait pas voulu de lumière dans sa chambre. Nous avons causé ainsi dans l'obscurité, à conversation perdue, jusqu'à huit heures.

Il avait été question, dans le jour, du rapprochement des deux grandes révolutions d'Angleterre et de France. « Elles ont beaucoup de similitude et de différence, faisait observer l'Empereur ; elles sont inépuisables pour la méditation. » Et il a dit des choses fort remarquables et fort curieuses. Je vais réunir ici ce qui a été dit en cet instant, ou bien encore dans d'autres moments.

« Dans les deux pays, la tempête se forme sous les deux règnes indolents et faibles de Jacques I^{er} et de Louis XV ; elle éclate sous les deux infortunés

Charles I^{er} et Louis XVI.

« Tous deux tombent victimes ; tous deux périssent sur l'échafaud, et leurs deux familles sont prosrites et bannies.

« Les deux monarchies deviennent deux républiques, et, durant cette période, les deux nations se plongent dans tous les excès qui peuvent dégrader l'esprit et le cœur. Elles se déshonorent par des scènes de fureur, de sang et de folie ; elles brisent tous les liens et renversent tous les principes.

« Alors dans les deux pays, deux hommes, d'une main vigoureuse, arrêtent le torrent et règnent avec lustre. Après eux les deux familles héréditaires sont rappelées ; mais toutes deux prennent une mauvaise direction. Elles font des fautes ; une nouvelle tempête éclate inopinément dans les deux endroits, et rejette en dehors du territoire les deux dynasties rétablies, sans qu'elles aient pu venir à bout de faire opposer la moindre résistance aux deux adversaires qui les renversent.

« Dans ce parallèle singulier, *Napoléon* se trouve avoir été en France tout à la fois le *Cromwell* et le *Guillaume III* de l'Angleterre. Mais comme tout rapprochement avec Cromwell a quelque chose d'odieux, je me hâte d'ajouter que si ces deux hommes célèbres coïncident dans une seule circonstance, il est difficile de différer davantage sur toutes les autres.

« Cromwell paraît sur la scène dans un âge mûr. Il n'arrive au premier rang qu'à force de duplicité, d'adresse et d'hypocrisie.

« Napoléon s'élance à peine au sortir de l'enfance, et ses premiers pas brillent d'une gloire pure.

« C'est en opposition et en haine de tous les partis, en imprimant une souillure éternelle à la révolution anglaise, que Cromwell arrive au pouvoir suprême.

« C'est au contraire en effaçant les taches de la Révolution française, et par le concours de tous les partis qui s'efforcent tour à tour de l'avoir pour chef, que Napoléon monte sur le trône.

« Toute la gloire militaire de Cromwell fut acquise sur le sang anglais ; tous ses triomphes durent être autant de deuils nationaux. Ceux de

Napoléon ne frappèrent jamais que l'étranger, et remplirent d'ivresse la nation française.

« Enfin la mort de Cromwell fut la joie de toute l'Angleterre ; elle devint une délivrance publique. On ne saurait en dire précisément autant de Napoléon.

« En Angleterre, la révolution fut le soulèvement de toute la nation contre le roi. Il avait violé les lois, usurpé le pouvoir absolu : elle voulut rentrer dans ses droits.

« En France, la révolution fut le soulèvement d'une partie de la nation contre une autre partie ; celui du tiers-état contre la noblesse ; la réaction des Gaulois contre les Francs. Le roi fut moins attaqué comme souverain que comme chef de la féodalité : on ne lui reprocha point d'avoir violé les lois, mais on prétendit s'affranchir et se reconstituer à neuf.

« En Angleterre, si Charles I^{er} avait cédé de bonne foi, s'il avait eu le caractère modéré, incertain de Louis XVI, il eût survécu.

« En France au contraire, si Louis XVI avait résisté franchement, s'il avait eu le courage, l'activité, l'ardeur de Charles I^{er}, il eût triomphé.

« Durant tout le conflit, Charles I^{er}, isolé dans son île, n'eut autour de lui que des partisans, des amis ; jamais aucune branche constitutionnelle.

« Louis XVI avait une armée régulière ; les secours de l'étranger, deux portions constitutionnelles de la nation, la noblesse et le clergé. Il se présentait en outre à Louis XVI un second parti décisif que n'eut pas Charles I^{er}, celui de renoncer à être le chef de la *féodalité*, pour le devenir de la *nation* : malheureusement il ne sut prendre ni l'un ni l'autre.

Charles I^{er} périt donc pour avoir résisté, et Louis XVI pour n'avoir pas résisté. L'un était intimement convaincu des droits de sa prérogative : il est douteux, assure-t-on, que l'autre en fut bien persuadé, non plus que de sa nécessité.

« En Angleterre, la mort de Charles I^{er} fut l'ouvrage de l'ambition astucieuse, atroce, d'un seul homme.

« En France, ce fut l'ouvrage de la multitude aveuglée, celui d'une assemblée populaire et désordonnée.

« En Angleterre, les représentants du peuple, par une teinte de pudeur, s'abstinrent d'être juges et parties dans le meurtre qu'ils commandaient ; ils nommèrent un tribunal pour juger le roi.

« En France, ils ont osé être tout à la fois accusateurs et juges.

« C'est qu'en Angleterre l'affaire était conduite par une main invisible ; elle avait plus de réflexion et de calme. En France, ils ont osé être tout à la fois accusateurs et juges.

« En Angleterre, la mort du roi donna naissance à la république. En France, au contraire, ce fut la naissance de la république qui causa la mort du roi.

« En Angleterre, l'explosion politique s'opéra par les efforts du fanatisme religieux le plus ardent. En France, elle se fit aux acclamations d'une cynique impiété : chacun selon son siècle et ses mœurs.

« En Angleterre, c'étaient les excès de la sombre école de Calvin. En France, c'étaient ceux des doctrines trop relâchées de l'école moderne.

« En Angleterre, la révolution se trouva mêlée avec une guerre civile. En France, elle le fut avec des guerres étrangères ; et c'est à ces efforts, à cette contradiction des étrangers, que les Français attribuent avec raison la faute de leurs excès. Les Anglais n'ont aucune excuse de ce genre.

« C'est l'armée, en Angleterre, qui fut coupable de toutes les fureurs, de toutes les extravagances ; elle fut le fléau des citoyens.

« En France, au contraire, c'est à l'armée qu'on dut tout. Ce furent ses triomphes au-dehors qui affaiblirent ou firent oublier les horreurs du dedans ; c'est elle qui donna à la patrie l'indépendance, la gloire, les trophées.

« En Angleterre, la restauration fut l'ouvrage des Anglais mêmes ; elle fut reçue avec la plus vive exaltation : la nation échappait à l'esclavage, et crut retrouver la liberté.

« En France, au contraire, la restauration fut l'ouvrage des puissances étrangères ; elle porta l'humiliation, le deuil dans les âmes françaises, la nation vit ternir sa gloire et tout rentrer dans l'esclavage.

« En Angleterre, l'expulsion de Jacques II fut l'ouvrage d'un prince et de soldats étrangers ; il y eut hésitation ; et après son succès, le nouveau

souverain ne se trouva guère qu'à la tête d'une faction.

« En France, l'expulsion identique fut l'ouvrage d'un seul homme ; il suffit de sa seule présence, parce qu'il ramenait l'indépendance, la gloire, les espérances nationales ; c'était l'homme de la patrie ; il réunissait tous les cœurs, tous les vœux ; sa marche fut un triomphe, son retour un délire.

« Enfin, en Angleterre un gendre renverse son beau-père du trône : il est appuyé de toute l'Europe, et l'ouvrage demeure impérissable et révéré.

« En France, au contraire, l' élu d'un peuple qu'il a déjà gouverné quinze ans avec l'assentiment du dedans et du dehors, ressaisit une couronne qu'il prétend lui appartenir. L'Europe entière se lève en masse ; elle le met hors la loi. Onze cent mille hommes marchent, contre sa seule personne ; il succombe ; on le jette dans les fers, et l'on prétend flétrir sa mémoire !!! »

Docteur O'Méara ; explication – Consulat – Opinion de l'émigration sur le consul – Idée de l'Empereur sur le bien des émigrés – Syndicat projeté – Circonstances heureuses qui concoururent à la carrière de l'Empereur – Opinion des Italiens – Couronnement par le pape – Les mécontents séduits lors de Tilsit – Bourbons d'Espagne – Arrivée du fameux palais de bois.

Lundi 6 mai.

L'Empereur m'a fait appeler sur les neuf heures. Il était tracassé des dispositions du nouveau gouverneur, surtout de l'idée qu'on osât violer le dernier sanctuaire de son intérieur ; il préférait la mort à ce dernier outrage, et était résolu à en courir les risques. Une catastrophe lui semblait inévitable, il supposait qu'elle était ordonnée, que l'on ne cherchait que les prétextes ; il était décidé à ne pas les éviter.

« Je m'attends à tout, me disait-il dans un certain moment d'abandon ; ils me tueront ici, c'est certain... »

Il a fait venir le docteur O'Méara pour connaître son opinion personnelle, et m'a chargé de lui traduire qu'il ne se plaignait nullement de lui jusqu'à présent, bien au contraire, qu'il le regardait comme un honnête homme, et la preuve en était qu'il allait s'en rapporter à ses réponses. Il s'agissait de s'entendre : se considérait-il comme son médecin, à lui personnellement, ou comme le médecin d'une prison, et imposé par son gouvernement ? était-il

son confesseur ou son surveillant ; faisait-il des rapports sur lui, ou en ferait-il au besoin ? Dans l'un des deux cas, l'Empereur continuait de recevoir volontiers ses services, était reconnaissant de ceux qu'il avait déjà reçus ; dans l'autre, il le remerciait, et le pria de les discontinuer.

Le docteur a répondu bien positivement et avec affection. Il a dit que son ministère étant tout de profession, et entièrement étranger à la politique, il se considérait comme le médecin de sa personne, et demeurerait étranger à toute autre considération ; qu'il ne faisait aucun rapport, qu'on ne lui en avait pas encore demandé ; qu'il n'imaginait pas de cas qui pût le porter à en faire, que celui de maladie grave où il aurait besoin d'appeler les secours d'autres gens de l'art, etc., etc.

Sur les trois heures, l'Empereur est sorti dans le jardin, se préparant à monter à cheval. Il venait de dicter longuement à Gourgaud, et avait à peu près complété son époque de 1815 ; il était content de son travail.

J'ai osé lui recommander ensuite celle du consulat, cette époque si brillante, où une nation en dissolution se trouva magiquement recomposée en peu d'instant dans ses lois, sa religion, sa morale, dans les vrais principes, les préjugés honnêtes et brillants ; le tout aux applaudissements et à l'admiration universelle de l'Europe étonnée.

J'étais en Angleterre à cette époque ; la masse de l'émigration, lui disais-je, avait été vivement frappée de tous ses actes : le rappel des prêtres, celui des émigrés, avaient été reçus comme un bienfait ; la grande foule s'était empressée d'en profiter.

L'Empereur me demandait alors si ce mot d'amnistie ne nous avait pas choqués, « Non, disais-je, nous savions toutes les difficultés que le Premier Consul avait éprouvées à notre égard ; nous savions que tout le bon de cette mesure n'était dû qu'à lui, que lui seul était pour nous, que tout ce qu'il y avait de mauvais venait de ceux qu'il avait été obligé de combattre en notre faveur. Plus tard, ajoutai-je, et rentrés en France, nous trouvions, il est vrai, que le Consul eût pu nous traiter mieux à l'égard de nos biens, et sans beaucoup de peine, par sa seule attitude silencieuse et passive ; c'en eût été assez pour amener partout des arrangements à l'amiable entre les dépouillés et les acheteurs.

« – Sans doute je l’eusse pu, disait l’Empereur ; mais pouvais-je me fier assez à vous autres pour cela ?... Répondez.

« – Sire, disais-je, à présent que je suis plus habitué aux affaires, que je vois plus en grand, je comprends facilement que la politique le voulait ainsi. Les dernières circonstances ont montré combien c’était sage ; il ne fallait point désintéresser ainsi la nation. L’affaire des biens nationaux est un des premiers arcs-boutants de l’esprit et du parti national.

« – Vous y êtes, répliquait l’Empereur : toutefois j’eusse pu accorder toutes choses ; j’en ai eu un moment la pensée, et j’ai fait une faute de ne pas l’accomplir. C’était de composer une masse, un *syndicat* de tous les biens restants des émigrés, et de le leur distribuer à leur retour, dans une échelle proportionnelle. Au lieu de cela, quand je me suis mis à rendre individuellement, je n’ai pas tardé à m’apercevoir que je les rendais trop riches et ne faisais que des insolents. Tel à qui, grâce à ses mille sollicitations et à ses mille courbettes, on rendait cinquante mille écus, cent mille écus de rente, ne nous tirait plus le chapeau le lendemain ; et loin d’avoir la moindre reconnaissance, ce n’était plus qu’un impertinent qui prétendait même avoir payé sous main la faveur qu’il avait obtenue. Tout le faubourg Saint-Germain allait prendre cette direction. Il se trouva que j’allais recréer sa fortune, et qu’il n’en fût pas moins demeuré ennemi et anti-national. Alors j’arrêtai, en opposition à l’acte d’amnistie, la restitution des bois non vendus, toutes les fois qu’ils dépasseraient une certaine valeur. C’était une injustice, d’après la lettre de la loi, sans doute ; mais la politique le voulait impérieusement : la faute en avait été à la rédaction et à l’imprévoyance. Cette réaction de ma part détruisit le bon effet du rappel des émigrés, et m’aliéna toutes les grandes familles. J’eusse pourvu à cet inconvénient, ou j’en eusse neutralisé les effets par mon syndicat. Pour une grande famille mécontente, j’eusse attaché cent nobles de la province, et satisfait au fond à la stricte justice, qui voulait que l’émigration entière, qui avait couru une même chance, embarqué sa fortune en commun sur le même vaisseau, éprouvé le même naufrage, encouru une même peine, obtînt un même résultat. C’est une faute de ma part, ajoutait l’Empereur, d’autant plus grande que j’en ai eu l’idée ; mais j’étais seul, entouré d’oppositions et d’épines ; tous étaient contre vous autres ; vous vous le

peindriez difficilement ; et cependant les grandes affaires me talonnaient, le temps courait, j'étais obligé de voir ailleurs.

« Encore aussi tard que mon retour de l'île d'Elbe, a continué l'Empereur, j'ai été sur le point d'exécuter quelque chose de la sorte. Si l'on m'en eût donné le temps, j'allais m'occuper des pauvres émigrés de province que la cour avait délaissés. Et ce qu'il y a d'assez singulier, c'est que l'idée en avait été réveillée en moi précisément par un ancien ex-ministre de Louis XVI (Bertrand de Molleville), que les princes avaient laissé fort mal récompensé, et qui me présentait les moyens de réparer avec beaucoup d'avantages bien des choses de ce genre. »

Je répondais à l'Empereur : « Les gens raisonnables, parmi l'émigration, savaient bien que le peu d'idées généreuses et libérales à leur égard ne venaient que de vous ; ils ne se dissimulaient pas que tout votre entourage les eût détruits. Ils savaient que toute idée de la noblesse lui était odieuse ; ils vous tenaient grand compte de ne pas penser ainsi. Leur amour-propre, le croirez-vous ? trouvait même parfois quelques consolations à se dire que vous étiez de leur classe, etc. »

Alors l'Empereur m'a demandé ce que nous disions donc, dans l'émigration, de sa naissance et de sa personne, etc. Je répondais qu'il nous avait apparu pour la première fois à la tête de l'armée d'Italie : aucun de nous ne savait ce qui précédait ; il nous était tout à fait inconnu. Nous ne pouvions jamais prononcer son nom de *Buonaparte*. Cela l'a beaucoup fait rire, etc.

La conversation alors l'a conduit à dire qu'il s'était souvent arrêté et avait réfléchi maintes fois sur le concours singulier des circonstances secondaires qui avaient amené sa prodigieuse carrière.

« 1° Si mon père, disait-il, qui est mort avant quarante ans, eût vécu, il eût été nommé député de la noblesse de Corse à l'Assemblée constituante. Il tenait fort à la noblesse et à l'aristocratie ; d'un autre côté, il était très chaud dans les idées généreuses et libérales ; il eût donc été ou tout à fait du côté droit ; ou au moins dans la minorité de la noblesse. Dans tous les cas, quelles qu'eussent été mes opinions personnelles, j'aurais suivi sa trace, et voilà ma carrière entièrement dérangée et perdue.

« 2° Si je m'étais trouvé plus âgé au moment de la révolution, j'eusse été peut-être moi-même nommé député. Ardent et chaud, j'eusse marqué infailliblement quelque opinion que j'eusse suivie ; mais, dans tous les cas, je me serais fermé la route militaire, et alors encore voilà ma carrière perdue.

« 3° Si même ma famille eût été plus connue, si nous eussions été plus riches, plus en évidence, ma qualité de noble, même en suivant la route de la révolution, m'eût frappé de nullité ou de proscription. Jamais je n'eusse obtenu la confiance ; jamais je n'eusse commandé une armée ; ou si je l'eusse commandée, je n'eusse jamais osé tout ce que j'ai fait. Supposant même tous mes succès, je n'aurais pu suivre le penchant de mes idées libérales à l'égard des prêtres et des nobles, et je ne fusse jamais parvenu à la tête du gouvernement.

« 4° Il n'est pas jusqu'au grand nombre de mes frères et de mes sœurs qui ne m'ait été grandement utile, en multipliant mes rapports et mes moyens d'influence.

« 5° La circonstance de mon mariage avec madame de Beauharnais m'a mis en point de contact avec tout un parti qui m'était nécessaire pour concourir à mon système de fusion, un des principes les plus grands de mon administration, et qui la caractérisera spécialement. Sans ma femme, je n'aurais jamais pu avoir avec ce parti aucun rapport naturel.

« 6° Il n'y a pas jusqu'à mon origine étrangère, contre laquelle on a essayé de crier en France, qui ne m'ait été bien précieuse. Elle m'a fait regarder comme un compatriote par tous les Italiens ; elle a grandement facilité mes succès en Italie. Ces succès, une fois obtenus, ont fait rechercher partout les circonstances de notre famille, tombée depuis longtemps dans l'obscurité. Elle s'est trouvée, au su de tous les Italiens, avoir joué longtemps un grand rôle au milieu d'eux. Elle est devenue, à leurs yeux et à leurs sentiments, une famille italienne ; si bien que quand il a été question du mariage de ma sœur Pauline avec le prince Borghèse, il n'y a eu qu'une voix à Rome et en Toscane, dans cette famille et tous ses alliés : C'est bien, ont-ils tous dit, *c'est entre nous, c'est une de nos familles*. Plus tard, lorsqu'il a été question du couronnement par le pape à Paris, cet acte de la plus haute importance, ainsi que l'ont prouvé les événements, essaya de grandes difficultés ; le parti autrichien, dans le

conclave, y était violemment opposé ; le parti italien l'emporta, en ajoutant aux considérations politiques cette petite considération de l'amour-propre national : *Après tout, c'est une famille italienne que nous imposons aux barbares pour les gouverner ; nous serons vengés des Gaulois.* »

De là l'Empereur est passé naturellement au pape, qui n'était pas sans quelque penchant pour lui, disait-il. Le pape ne lui imputait pas d'avoir ordonné sa translation en France. Il s'était indigné de lire dans certains ouvrages que l'Empereur s'était porté à des excès sur sa personne. Il avait reçu à Fontainebleau tous les traitements qu'il avait désirés : aussi, revenu à Rome, il était bien loin de lui conserver du fiel. Quand il avait appris le retour de l'île d'Elbe en France, il avait dit à Lucien, d'un air qui marquait sa confiance et sa partialité, *è sbarcato, è arrivato* (il est débarqué, il est arrivé). Il lui avait ajouté plus tard : « Vous allez à Paris, c'est bien ; faites ma paix avec lui. Je suis à Rome : il n'aura jamais aucun désagrément de moi. »

« Aussi, disait l'Empereur, que Rome sera un asile naturel et très favorable pour ma famille : on y croira qu'elle est chez elle. Enfin, terminait-il en riant, il n'est pas même jusqu'au nom de *Napoléon*, peu connu, poétique, redondant, qui ne soit venu ajouter quelques petites choses à la grande circonstance. »

Je répétais alors à l'Empereur que la masse de l'émigration était loin d'être injuste à son égard. L'opposition sensée de la vieille aristocratie avait de la haine contre lui, il est vrai, mais uniquement parce qu'elle le rencontrait un obstacle. Elle était loin de ne pas apprécier justement ses actions et ses talents ; elle les admirait malgré elle. Les mystiques mêmes ne trouvaient en lui qu'un défaut : *Ah ! que n'est-il légitime !* leur est-il arrivé de dire plus d'une fois. Austerlitz nous ébranla, mais ne nous vainquit pas ; Tilsit subjuga tout. « Votre Majesté, disais-je, a dû juger elle-même et jouir à son retour de l'universalité des hommages, des acclamations et des vœux.

« — C'est donc à dire, reprenait l'Empereur en riant, que si, à cette époque, j'eusse pu ou j'eusse voulu m'en tenir au repos et au plaisir, si j'eusse adopté le rôle des fainéants, si tout eût repris son ancien cours, vous m'eussiez adoré ? Mais, mon cher, si j'en eusse eu le goût et la volonté, ce

qui n'était pas dans ma nature assurément, les circonstances mêmes encore ne m'en eussent pas laissé le maître. »

De là l'Empereur est passé aux difficultés sans nombre qui l'ont entouré et maîtrisé sans cesse ; et, arrivé à la guerre d'Espagne, il a dit : « Cette malheureuse guerre m'a perdu ; elle a divisé mes forces, multiplié mes efforts, attaqué ma moralité ; et pourtant on ne pouvait laisser la Péninsule aux machinations des Anglais, aux intrigues, à l'espoir, au prétexte des Bourbons. Du reste, ceux d'Espagne méritaient bien peu qu'on les craignît : nationalement, ils nous étaient et nous leur étions tout à fait étrangers : au château de Marrach, à Bayonne, j'ai vu Charles IV et la reine ne pas savoir la différence de madame de Montmorency aux dames nouvelles ; les derniers noms leur étaient même plus familiers, à cause des gazettes et des actes publics. L'impératrice Joséphine, qui avait le tact le plus exquis sur tout cela, n'en revenait point. Quoi qu'il en soit, cette famille était à mes pieds pour que j'adoptasse une fille quelconque et que j'en fisse une princesse des Asturies. Ils me demandèrent nommément mademoiselle *de Tascher*, depuis duchesse d'Aremberg ; des raisons personnelles à moi s'y opposèrent. Un instant je m'étais fixé sur mademoiselle *de La Rochefoucauld*, depuis princesse Aldobrandini ; mais il me fallait quelqu'un qui me fût vraiment attaché, une femme qui fût uniquement Française, qui eût la tête, les talents à la hauteur d'une telle destinée, et je craignais de ne pas trouver tout cela. »

Puis, revenant à la guerre d'Espagne, l'Empereur a repris : « Cette combinaison m'a perdu. Toutes les circonstances de mes désastres viennent se rattacher à ce nœud fatal ; elle a détruit ma moralité en Europe, compliqué mes embarras, ouvert une école aux soldats anglais. C'est moi qui ai formé l'armée anglaise dans la Péninsule.

Les événements ont prouvé que j'avais fait une grande faute dans le choix de mes moyens ; car la faute est dans les moyens bien plus que dans les principes. Il est hors de doute que, dans la crise où se trouvait la France, dans la lutte des idées nouvelles, dans la grande cause du siècle contre le reste de l'Europe, nous ne pouvions laisser l'Espagne en arrière, à la disposition de nos ennemis : il fallait l'enchaîner, de gré ou de force, dans notre système. Le destin de la France le demandait ainsi, et le code du salut des nations n'est pas toujours celui des particuliers. D'ailleurs, à la

nécessité de la politique se joignait ici, pour moi, la force du droit. L'Espagne, quand elle m'avait cru en péril, l'Espagne, quand elle me sut aux prises à Iéna, m'avait à peu près déclaré la guerre. L'injure ne devait pas passer impunie ; je pouvais la lui déclarer à mon tour ; et certes le succès ne pouvait point être douteux. C'est cette facilité même qui m'égara. La nation méprisait son gouvernement ; elle appelait à grands cris une régénération. De la hauteur à laquelle le sort m'avait élevé, je me crus appelé, je crus digne de moi d'accomplir en paix un si grand évènement. Je voulus épargner le sang, que pas une goutte ne souillât l'émancipation castillane. Je délivrai donc les Espagnols de leurs hideuses institutions ; je leur donnai une constitution libérale ; je crus nécessaire, trop légèrement peut-être, de changer leur dynastie. Je plaçai un de mes frères à leur tête ; mais il fut le seul étranger au milieu d'eux. Je respectai l'intégrité de leur territoire, leur indépendance, leurs mœurs, le reste de leurs lois. Le nouveau monarque gagna la capitale, n'ayant d'autres ministres, d'autres conseillers, d'autres courtisans que ceux de la dernière cour. Mes troupes allaient se retirer ; j'accomplissais le plus grand bienfait qui ait jamais été répandu sur un peuple, me disais-je, et je me le dis encore. Les Espagnols eux-mêmes, m'a-t-on assuré, le pensaient au fond, et ne se sont plaints que des formes. J'attendais leurs bénédictions ; il en fut autrement : ils dédaignèrent l'intérêt pour ne s'occuper que de l'injure ; ils s'indignèrent à l'idée de l'offense, se révoltèrent à la vue de la force, tous coururent aux armes. Les Espagnols en masse se conduisirent comme un homme d'honneur. Je n'ai rien à dire à cela, sinon qu'ils ont triomphé, qu'ils en ont été cruellement punis ! qu'ils en sont peut-être à regretter !... Ils méritaient mieux !... »

Aujourd'hui l'Empereur a dîné avec nous ; il y avait longtemps que nous en étions privés. Après le dîner, il nous a lu *Claudine*, nouvelle de Florian, et des morceaux de *Paul et Virginie*, qu'il aime beaucoup par des ressouvenirs de ses premiers ans, disait-il.

Le transport *l'Adamante* est arrivé : ce vaisseau avait manqué l'île ; il faisait partie d'un convoi dont les autres bâtiments étaient arrivés depuis près d'un mois. Sur ces bâtiments était le fameux palais de bois qui avait rempli toutes les gazettes d'Angleterre et probablement celles de toute l'Europe. Là étaient aussi les meubles magnifiques, les envois splendides que ces mêmes gazettes ont tant annoncés. Le palais de bois s'est trouvé

n'être qu'un certain nombre de madriers bruts dont on ne sait que faire ici, et qui demanderaient plusieurs années pour être employés convenablement ; le reste s'est trouvé à l'avenant. L'ostentation, la pompe, le luxe, ont été pour l'Europe ; la vérité et les misères pour Sainte-Hélène.

Iliade, Homère.

Mardi 7.

Le gouverneur est venu vers les quatre heures, a fait le tour de l'établissement et n'a demandé aucun de nous. Sa mauvaise humeur s'accroît visiblement, ses manières deviennent farouches et brutales.

Sur les cinq heures, l'Empereur m'a fait demander ; le grand maréchal y était depuis longtemps. Après son départ, nous avons causé littérature ; nous avons passé en revue tous les poèmes épiques anciens et modernes. Il s'est arrêté sur *l'Iliade*, en a pris un volume, et en a lu tout haut plusieurs chants. Cet ouvrage lui plaisait infiniment. « Il était, disait-il, ainsi que la *Genèse* et la *Bible*, le signe et le gage du temps. Homère, dans sa production, était poète, orateur, historien, législateur, géographe, théologien : c'était l'encyclopédiste de son époque. »

L'Empereur estimait Homère inimitable. Le père Hardouin avait osé attaquer cette antiquité sacrée, et l'attribuer à un moine du Xe siècle. C'était une imbécillité, disait Napoléon. Du reste, ajoutait-il, jamais il n'avait été aussi frappé de ses beautés qu'en cet instant ; et les sensations qu'il lui faisait éprouver lui confirmaient tout à la fois la justesse de l'approbation universelle. Ce qui le frappait surtout, remarquait-il, c'était la grossièreté des manières avec la perfection des idées. On voyait les héros tuer leur viande, la préparer de leurs propres mains, et prononcer pourtant des discours d'une rare éloquence et d'une grande civilisation.

L'Empereur m'a retenu à dîner, « quoique, m'a-t-il dit, vous feriez peut-être mieux d'aller à la table de service ; vous mourrez de faim avec moi.

« – Sire, ai-je répondu, il est sûr que vous êtes bien mal ; mais j'aimerai toujours ce mal au-dessus de toutes choses. »

Il avait souffert de la tête dans la journée ; nous nous en plaignions tous aussi. Je regrettais fort qu'il ne fût pas sorti ; le temps avait été très-beau.

Après son dîner, il a fait entrer tout le monde dans sa chambre et nous a gardés jusqu'à dix heures.

Mercredi 8.

L'Empereur est sorti vers cinq heures et a fait un tour en calèche. Au retour, l'Empereur a reçu plusieurs Anglais ; il leur a fait une foule de questions suivant sa coutume. Leur vaisseau était *le Cornwall*, se rendant à la Chine et devant repasser au mois de janvier prochain, dans son retour pour l'Europe.

Le dîner fini, l'un de nous disait à l'Empereur qu'il avait souffert vivement dans la journée en mettant au net sa dictée sur la bataille de Waterloo, voyant que les résultats n'avaient tenu qu'à un cheveu. L'Empereur, pour toute réponse, avec un accent qui venait de loin, a dit à mon fils : « *My son* (mon fils), c'était son expression d'habitude, allez nous chercher *Iphigénie en Aulide*, cela nous fera plus de bien. » Et il nous a lu cette belle pièce, qu'on aime chaque fois davantage.

Paroles caractéristiques de l'Empereur relatives à moi.

Jeudi 9.

Je suis allé dîner à Briars avec mon fils et le général Gourgaud ; nous y sommes demeurés à un petit bal. J'y rencontrai l'amiral, et jamais je ne le trouvai mieux. C'était la première fois que je le voyais depuis l'aventure de *Noverraz* ; je savais combien il devait l'avoir sur le cœur : il allait retourner en Europe, et je connaissais les sentiments de l'Empereur ; je fus tenté vingt fois d'aborder franchement le sujet et de le rapprocher ainsi de Napoléon. La vérité, la justice, notre intérêt le demandaient ; je fus arrêté par de trop petites considérations sans doute : que de fois je m'en suis blâmé depuis !... mais je n'avais pas reçu cette mission délicate, et je n'osais la prendre tout à fait sur moi. L'amiral pouvait lui donner de la publicité et une tournure qui eussent fort déplu à l'Empereur, et m'auraient exposé à des désagréments

très possibles. À ce sujet, je vais citer le trait suivant ; il caractérise trop Napoléon pour être omis.

Il me peignait un jour tous les vices de la faiblesse et de la crédulité dans le souverain, les intrigues qu'elles alimentaient dans le palais, l'instabilité dont elles étaient les sources ; il prouvait très bien qu'il ne pouvait échapper à l'adresse des courtisans ni à celle de la calomnie : « Et je vais vous en donner une preuve, disait-il ; vous voilà, vous, qui avez tout quitté pour me suivre ; vous dont le dévouement est noble et touchant ; eh bien ! que pensez-vous avoir fait ?... Qui croyez-vous être !... Rien qu'un ancien noble, qu'un émigré, agent des Bourbons, et d'intelligence avec les Anglais ; qui avez concouru à me livrer à eux, ne m'avez suivi ici que pour m'observer et me vendre. Votre plus grand éloignement contre le gouverneur, sa plus grande animosité contre vous, ne sont que des apparences convenues pour mieux cacher votre jeu. » Et comme je riaais de la tournure spirituelle qu'il créait et de la volubilité avec laquelle il l'exprimait : « Vous riez ? a-t-il repris ; mais je vous assure qu'ici je n'improviserai pas, je ne suis que l'écho de ce qu'on a essayé de faire parvenir jusqu'à moi... Et comment voulez-vous, continua-t-il, qu'une tête sans sagacité, faible et crédule, ne soit pas ébranlée par de tels rapprochements et de telles combinaisons ? Allez, mon cher, si je n'étais supérieur à la plupart des légitimes, j'aurais pu déjà me priver de vos soins ici, et votre cœur droit serait peut-être réduit aujourd'hui à dévorer au loin les cruels tourments que cause l'ingratitude. » Et il finit en disant : « Pauvre et triste humanité !... L'homme n'est pas plus à l'abri sur la pointe d'un rocher que sous les lambris d'un palais ! il est le même partout ! l'homme est toujours l'homme ! »

Hoche – Divers généraux.

Vendredi 10.

Le temps a été affreux ; il était impossible de sortir. L'Empereur a été contraint de marcher dans la salle à manger ; il a fait allumer du feu dans le salon, et s'est mis à jouer aux échecs avec le grand maréchal. Après dîner, il

nous a lu l'histoire de Joseph, dans la Bible, et ensuite l'*Andromaque* de Racine.

Plusieurs bâtiments étaient entrés la veille au soir : c'était la flotte du Bengale. Lady Loudon, femme de lord Moira, gouverneur général de l'Inde, était au nombre des passagers.

Aujourd'hui, dans le cours de la conversation, le nom de Hoche ayant été prononcé, quelqu'un a dit qu'il était bien jeune encore, mais qu'il donnait beaucoup d'espérances, « C'est bien mieux que cela, a repris Napoléon, dites qu'il les avait déjà beaucoup remplies. » Ils s'étaient vus tous les deux, continuait-il, et avaient causé deux ou trois fois. Hoche avait pour lui de l'estime jusqu'à l'admiration. Napoléon n'a pas fait difficulté de dire qu'il avait sur Hoche l'avantage d'une profonde instruction et les principes d'une éducation distinguée. Du reste, il établissait cette grande différence entre eux. « Hoche, disait-il, cherchait toujours à se faire un parti, et n'obtenait que des créatures ; moi, je m'étais créé une immensité de partisans, sans rechercher nullement la popularité. De plus, Hoche était d'une ambition hostile, provocante ; il était homme à venir de Strasbourg avec vingt-cinq mille hommes saisir le gouvernement par force, tandis que moi je n'avais jamais eu qu'une politique patiente, conduite toujours par l'esprit du temps et les circonstances du moment. »

L'Empereur ajoutait que Hoche, plus tard, ou se serait rangé, ou se serait fait écraser par lui ; et comme il aimait l'argent, les plaisirs, il ne doutait pas qu'il ne se fût rangé. Moreau, dans cette même circonstance, disait-il, n'avait su faire ni l'un ni l'autre ; aussi Napoléon n'en faisait aucun cas, et le regardait comme tout à fait incapable, n'entendant pourtant pas en cela parler de son mérite militaire. « Mais c'était un homme faible, disait-il, mené par ses alentours, et servilement soumis à sa femme : c'était un général de vieille monarchie. »

« Hoche, continuait l'Empereur, périt subitement et avec des circonstances singulières qui donnèrent lieu à beaucoup de conjectures ; et comme il existait un parti avec lequel tous les crimes me revenaient de droit, l'on essaya de répandre que je l'avais fait empoisonner. Il fut un temps où rien de mauvais ne pouvait arriver que je n'en fusse l'auteur ; ainsi, de Paris, je faisais assassiner Kléber en Égypte ; à Marengo, je brûlais la cervelle à Desaix ; j'étranglais, je coupais la gorge dans les prisons ; je

prenais le pape aux cheveux, et cent absurdités pareilles ; toutefois, comme je n'y faisais pas la moindre attention, la mode s'en passa ; je ne vois pas que ceux qui m'ont succédé se soient empressés de la réveiller ; pourtant s'il eût existé un seul de ces crimes, ils ont à leur disposition les documents, les exécuteurs, les complices, etc., etc...

« Néanmoins, tel est l'empire des bruits, quelque absurdes qu'ils soient, qu'il est probable que tout cela a été cru du vulgaire, et qu'une bonne partie le croit peut-être encore ; heureusement qu'il n'en est pas ainsi de l'histoire ; elle raisonne. »

Puis revenant : « C'est une chose bien remarquable, a-t-il dit, que le nombre de grands généraux qui ont surgi tout à coup dans la révolution. Pichegru, Kléber, Masséna, Marceau, Desaix, Hoche, etc., et presque tous de simples soldats ; mais aussi là semblent s'être épuisés les efforts de la nature ; elle n'a pu rien produire depuis, je veux dire du moins d'une telle force. C'est qu'à cette époque tout fut donné au concours parmi trente millions d'hommes, et la nature doit prendre ses droits ; tandis que plus tard on était rentré dans les bornes plus resserrées de l'ordre et de la société. On a été jusqu'à m'accuser de ne m'être entouré, au militaire et au civil, que de gens médiocres, pour mieux me conserver la supériorité ; mais aujourd'hui qu'on ne rouvrira sûrement pas le concours, à eux de mieux choisir ; on verra ce qu'ils trouveront.

« Une autre chose non moins remarquable, continuait-il, c'est l'extrême jeunesse de plusieurs de ces généraux qui semblent sortir tout faits des mains de la nature. Leur caractère est à l'avenant ; à l'exception de Hoche, qui donnait le scandale des mœurs, les autres ne connaissaient uniquement que leur affaire : la gloire et la patrie, voilà tout leur cercle de rotation ; ils tiennent tout à fait de l'antique.

« C'est Desaix, que les Arabes nomment le sultan juste ; c'est Marceau, pour les obsèques duquel les Autrichiens observent un armistice, par la vénération qu'il leur avait inspirée ; c'est le jeune Duphot, qui était la vertu même.

« Mais on ne peut pas dire qu'il en fut ainsi de tous ceux qui étaient plus avancés en âge ; c'est qu'ils tenaient du temps qui venait de disparaître ;

M***, A***, B***, et beaucoup d'autres étaient des déprédateurs intrépides.

« L'un d'eux, en outre, était d'une avarice sordide, et l'on a prétendu que je lui avais joué un tour pendable ; que, révolté un jour de ses dernières déprédations, j'avais tiré sur son banquier pour deux ou trois millions. Grand embarras ! car enfin mon nom était bien quelque chose. Le banquier écrivit qu'il ne pouvait payer sans autorisation ; il lui fut répondu de payer tout de même, que le plaignant aurait les tribunaux pour se faire rendre justice ; mais l'intéressé n'en fit rien et laissa payer.

« O***, M***, N*** n'avaient que de la bravoure personnelle.

« Moncey était un honnête homme, Macdonald avait une grande loyauté, B*** est une de mes erreurs.

« S*** avait bien aussi ses défauts et ses qualités ; toute sa campagne du midi de la France est très belle ; et ce qu'on aura de la peine à croire, c'est qu'avec son attitude et sa tenue, qui indiquent un grand caractère, il n'était pas le maître dans son ménage. Quand j'appris à Dresde la défaite de Vitoria et la perte de toute l'Espagne due à ce pauvre Joseph, dont les plans, les mesures et les combinaisons n'étaient pas de notre temps, mais semblaient tenir bien plutôt d'un Soubise que de moi, je cherchai quelqu'un propre à réparer tant de désastres, je jetai les yeux sur S***, qui était auprès de moi ; il était tout prêt, me disait-il, mais il me suppliait de parler à sa femme, qui allait fortement s'y opposer ; je lui dis de me l'envoyer. Elle parut avec l'attitude hostile, et le verbe haut, me disant que son mari ne retournerait certainement pas en Espagne ; qu'il avait déjà beaucoup fait, et méritait après tout du repos. Madame, lui dis-je, je ne vous ai pas mandée pour subir vos algarades ; je ne suis pas votre mari, moi ; et si je l'étais, ce serait encore tout de même. Ce peu de paroles la confondit ; elle devint souple, obséquieuse, et ne s'occupa plus que de gagner quelques conditions : je n'y pris seulement pas garde, et me contentai de la féliciter de ce qu'elle savait entendre raison. Dans les grandes crises, lui dis-je, Madame, le lot des femmes est d'adoucir nos traverses ; retournez à votre mari, et ne le tourmentez pas. »

Samedi 11.

À quatre heures, j'étais chez l'Empereur. Le grand maréchal y est entré ; il lui a donné un billet ; l'Empereur, après l'avoir parcouru des yeux, l'a rendu en levant les épaules et disant : « C'est trop sot, point de réponse. Passez-le à Las Cases. »

Le croira-t-on ? c'était un billet du gouverneur au grand maréchal, invitant *le général Bonaparte* à venir rencontrer à dîner, à Plantation-House, lady Loudon, femme de lord Moira. Je suis devenu rouge de l'inconvenance ! Pouvais-je imaginer rien au monde de plus souverainement ridicule ! Sir Hudson Lowe ne trouvait sans doute rien de plus simple ; et pourtant il a été longtemps dans les quartiers-généraux du continent ; il s'est trouvé mêlé aux transactions diplomatiques du temps !!!...

Napoléon à l'Institut – Au Conseil d'État – Code civil – Bertrand de Molleville – Mot pour lord Saint-Vincent – Sur l'intérieur de l'Afrique – Ministère de la marine – Decrès.

Dimanche 12.

L'Empereur, se promenant au jardin et causant sur divers objets, s'est arrêté sur l'Institut, sa composition, son esprit. Lorsqu'il y parut à son retour de l'armée d'Italie, dans sa classe composée d'environ cinquante membres, il pouvait se considérer, disait-il, comme le dixième Lagrange, Laplace, Monge, en étaient la tête. C'était un spectacle assez remarquable, ajoutait-il, et qui occupait fort les cercles, que de voir le jeune général de l'armée d'Italie dans les rangs de l'Institut, discutant en public, avec ses collègues, des objets très profonds et fort métaphysiques. On l'appela alors le *géomètre* des batailles, le *mécanicien* de la victoire, etc., etc.

Napoléon, devenu Premier Consul, ne causa pas moins de sensation au Conseil d'État. Il présida constamment les séances de la confection du Code civil. « Tronchet en était l'âme, disait-il, et lui, Napoléon, le démonstrateur. Tronchet avait un esprit éminemment profond et juste, mais il sautait par-dessus les développements, parlait fort mal, et ne savait pas se défendre. »

Tout le Conseil, disait l'Empereur, était d'abord contre ses énoncés ; mais lui, Napoléon, dans son esprit vif et sa grande facilité de saisir et de créer des rapports lumineux et nouveaux, prenait la parole, et, sans autre connaissance de la matière que les bases justes fournies par Tronchet, développait ses idées, écartait les objections, et ramenait tout le monde.

En effet, les procès-verbaux du Conseil d'État nous ont transmis les improvisations du Premier Consul sur la plupart des articles du Code civil. On est frappé, à chaque ligne, de la justesse de ses observations, de la profondeur de ses vues, et surtout de la libéralité de ses sentiments.

C'est ainsi qu'en dépit des diverses oppositions, on lui doit cet article du Code : *Tout individu né en France est Français*. « En effet, disait-il, je demande quel inconvénient il y aurait à le reconnaître pour Français ? Il ne peut y avoir que de l'avantage à étendre les lois civiles françaises ; ainsi, au lieu d'établir que l'individu né en France d'un père étranger n'obtiendra les droits civils que lorsqu'il aura déclaré vouloir en jouir, on pourrait décider qu'il n'en est privé que lorsqu'il y renonce formellement.

« Si les individus nés en France d'un père étranger n'étaient pas considérés comme étant de plein droit Français, alors on ne pourrait soumettre à la conscription et aux autres charges publiques les fils de ces étrangers qui se sont mariés en France par suite des événements de la guerre.

« Je pense qu'on ne doit envisager la question que sous le rapport de l'intérêt de la France. Si les individus nés en France n'ont pas de biens, ils ont du moins l'esprit français, les habitudes françaises ; ils ont l'attachement que chacun a naturellement pour le pays qui l'a vu naître ; enfin, ils supportent les charges publiques. »

Le Premier Consul n'est pas moins remarquable dans *la conservation du droit de Français aux enfants nés de Français établis en pays étranger*, qu'il fit étendre de beaucoup, en dépit de fortes oppositions. « La nation française, disait-il, nation grande et industrielle, est répandue partout ; elle se répandra encore davantage par la suite, mais les Français ne vont chez l'étranger que pour y faire leur fortune. Les actes par lesquels ils paraissent se rattacher momentanément à un autre gouvernement ne sont faits que pour obtenir une protection nécessaire à leurs projets. S'il est dans

leur intention de rentrer en France quand leur fortune sera achevée, faudrait-il les repousser ? Se fussent-ils même affiliés à des ordres de chevalerie, il serait injuste de les confondre avec les émigrés qui ont été prendre les armes contre leur patrie.

Et s'il arrivait un jour qu'une contrée envahie par l'ennemie lui fût cédée par un traité, pourrait-on avec justice dire à ceux de ses habitants qui viendraient s'établir sur le territoire de la république, qu'ils ont perdu leur qualité de Français pour n'avoir pas abandonné leur ancien pays au moment même où il a été cédé, parce qu'ils auraient prêté momentanément serment à un nouveau souverain pour se donner le temps de dénaturer leur fortune et de la transporter en France ? »

Dans une autre séance sur les décès des militaires, quelques difficultés s'élevant sur ceux mourant en terre étrangère, le Premier Consul reprit vivement : « Le militaire n'est jamais chez l'étranger lorsqu'il est sous le drapeau ; où est le drapeau, là est la France ! »

Sur le divorce, le Premier Consul est pour l'adoption du principe, et parle longuement sur la cause d'incompatibilité qu'on cherchait à repousser ; il dit : « On prétend qu'elle est contraire à l'intérêt des femmes, des enfants, et à l'esprit des familles ; mais rien n'est plus contraire à l'intérêt des époux, lorsque leur humeur est incompatible, que de les réduire à l'alternative ou de vivre ensemble ou de se séparer avec éclat. Rien n'est plus contraire à l'esprit de famille qu'une famille divisée^[1].

« Le mariage prend sa forme des mœurs, des usages, de la religion de chaque peuple ; c'est par cette raison qu'il n'est pas le même partout. Il est des contrées où les femmes et les concubines vivent sous le même toit, où les enfants des esclaves sont traités à l'égal des autres ; l'organisation des familles ne dérive donc pas du droit naturel : les mariages des Romains n'étaient pas organisés comme ceux des Français.

« Les précautions établies par la loi pour empêcher qu'à quinze, à dix-huit ans, on ne contracte avec légèreté un engagement qui s'étend à toute la vie, sont certainement sages ; cependant sont-elles suffisantes ? Qu'après dix ans de mariage le divorce ne soit plus admis que pour des raisons très graves, on le conçoit ; mais puisque les mariages contractés dans la première jeunesse sont si rarement l'ouvrage des époux, puisque ce sont les

familles qui les forment d'après certaines idées de convenances, il faut que si les époux reconnaissent qu'ils ne sont pas faits l'un pour l'autre, ils puissent rompre une union sur laquelle il ne leur a pas été permis de réfléchir. Cependant cette facilité ne doit favoriser ni la légèreté ni la passion ; qu'on l'entoure donc de toutes les précautions, de toutes les formes propres à en prévenir l'abus ; qu'on décide, par exemple, que les époux seront entendus par un conseil secret de famille formé sous la présidence du magistrat ; qu'on ajoute encore, si l'on veut, qu'une femme ne pourra user qu'une fois du divorce ; qu'on ne lui permette de se marier qu'après cinq ans, afin que le projet d'un autre mariage ne la porte pas à dissoudre le premier ; qu'après dix ans de mariage, la dissolution soit rendue très difficile.

« Vouloir n'admettre le divorce que pour cause d'adultère publiquement prouvé, c'est le proscrire absolument ; car, d'un côté, peu d'adultères peuvent être prouvés ; de l'autre, il est peu d'hommes assez éhontés pour proclamer la turpitude de leurs épouses. Il serait d'ailleurs scandaleux et contre l'honneur de la nation de révéler ce qui se passe dans un certain nombre de ménages ; on en conclurait, quoiqu'à tort, que ce sont là les mœurs françaises. »

Les premiers légistes du Conseil étaient pour que la mort civile entraînant la dissolution du contrat civil du mariage. La discussion fut très vive. Le Premier Consul, dans un beau mouvement, s'y opposa en ces termes : « Il serait donc défendu à une femme profondément convaincue de l'innocence de son mari de suivre dans sa déportation l'homme auquel elle est le plus étroitement unie ; ou si elle cédait à sa conviction, à son devoir, elle ne serait plus qu'une concubine ! Pourquoi ôter à ces infortunés le droit de vivre l'un auprès de l'autre, sous le titre honorable d'époux légitimes ?

« Si la loi permet à la femme de suivre son mari sans lui accorder le titre d'épouse, elle permet l'adultère.

« La société est assez vengée par la condamnation, lorsque le coupable est privé de ses biens, séparé de ses amis, de ses habitudes ; faut-il encore étendre la peine jusqu'à la femme, et l'arracher avec violence à une union qui identifie son existence avec celle de son époux ? Elle vous dirait : Mieux valait lui ôter la vie, du moins me serait-il permis de chérir sa mémoire ; mais vous ordonnez qu'il vive, et vous ne voulez pas que je le

console ! Eh ! combien d'hommes ne sont coupables qu'à cause de leur faiblesse pour leurs femmes ! Qu'il soit donc permis à celles qui ont causé leurs malheurs de les adoucir en les partageant. Si une femme satisfait à ce devoir, vous estimez sa vertu, et cependant vous ne mettez aucune différence entre elle et l'être infâme qui se prostitue, etc., etc. » On pourrait faire des volumes de pareilles citations.

En 1815, après la restauration, causant avec M. Bertrand de Molleville, ancien ministre de la marine de Louis XVI, homme très capable et fort distingué à plus d'un titre, il me disait : « Votre Buonaparte, votre Napoléon, était un homme bien extraordinaire, il faut en convenir. Que nous étions loin de le connaître de l'autre côté de l'eau ! Nous ne pouvions nous refuser à l'évidence de ses victoires et de ses invasions, il est vrai ; mais Genseric, Attila, Alaric, en avaient fait autant. Aussi me laissait-il l'impression de la terreur bien plus que celle de l'admiration. Mais depuis que je suis ici, je me suis avisé de mettre le nez dans les discussions du Code civil, et dès cet instant ce n'a plus été que de la profonde vénération. Mais où diable avait-il appris tout cela !... Et puis voilà que chaque jour je découvre quelque chose de nouveau. Ah ! Monsieur, quel homme vous aviez là ! Vraiment, il faut que ce soit un prodige !... »

Sur les cinq heures, l'Empereur a reçu le capitaine Bowen, de la frégate *la Salcète*, qui part demain. Il a été fort gracieux pour lui, et comme la conversation a amené le nom de lord Saint-Vincent, qu'il disait être son protecteur, l'Empereur, lui a dit : « Vous le verrez. Eh bien, je vous charge de lui faire mes compliments comme à un bon matelot, à un brave et digne vétéran. »

Sur les sept heures, l'Empereur s'est mis au bain ; il m'a fait venir, et nous avons beaucoup parlé des affaires du jour, puis de littérature, et enfin de géographie. Il s'étonnait qu'on n'eût pas de notions certaines sur l'intérieur de l'Afrique. Je lui disais que j'avais eu l'idée, il y a quelques années, de présenter à son ministre de la marine un projet de voyage dans l'intérieur de l'Afrique ; non pas une excursion furtive et aventureuse, mais une véritable expédition militaire, digne en tout du temps et du faire de l'Empereur. Le ministre me rit au nez lors de ma première conversation à ce sujet, et traita mon idée de folie.

J'avais voulu, disais-je, attaquer l'Afrique par les quatre points cardinaux, soit que de ces quatre points on fût venu se réunir au centre, soit que, débarquées à l'est et à l'ouest, vers son milieu, les deux parties de l'expédition fussent venues au-devant l'une de l'autre, pour se séparer de nouveau et aller l'une vers le nord, l'autre vers le sud. Il est à croire, pensais-je, qu'en exigeant de la cour de Portugal tous les renseignements qu'elle eût pu procurer, on eût trouvé que la communication de l'est à l'ouest existait déjà, ou que ce qui restait à faire était peu de chose. Avec nos idées du jour, notre enthousiasme, nos entreprises, nos prodiges, on eût facilement trouvé cinq à six cents bons soldats, des chirurgiens, des médecins, des botanistes, des chimistes, des astronomes, des naturalistes, tous de bonne volonté, qui eussent indubitablement accompli quelque chose digne du temps.

L'attirail nécessaire en bêtes de somme, en petites nacelles de cuir pour traverser les rivières, en outres pour porter de l'eau à travers les déserts, en petite artillerie très maniable, etc., en eût assuré une entière et facile exécution.

« Nul doute, disait l'Empereur, que votre idée ne m'eût plu. Je m'en serais saisi, je l'aurais fait passer dans les mains de quelque commission, et j'aurais marché au résultat. »

Il regrettait fort, disait-il, de n'avoir pas eu lui-même le temps, durant son séjour en Égypte, d'accomplir quelque chose de cette espèce. Il avait des soldats tout propres à braver le désert. Il avait reçu des présents de la reine du Darfour et lui en avait envoyé. S'il fût demeuré plus longtemps, il allait pousser fort loin nos vérifications géographiques dans les parties septentrionales de l'Afrique, et cela avec la plus grande simplicité d'exécution, en plaçant seulement dans chaque caravane quelques officiers intelligents, pour lesquels il se serait fait donner des otages, etc., etc.

La conversation est passée de là à la marine et à son département. L'Empereur l'a traitée à fond. Il ne pouvait pas dire qu'il fût content de *Decrès* ; et l'on pouvait, pensait-il, lui reprocher peut-être sa constance à son égard. Mais le manque de sujets avait dû le maintenir ; car après tout, assurait-il, *Decrès* était encore ce qu'il avait pu trouver de mieux. *Gantheaume* n'était qu'un matelot nul et sans moyens, qui avait fait manquer trois fois, disait-il, la conservation de l'Égypte. *Caffarelli* avait été

perdu dans son esprit, parce qu'on s'était artificieusement étudié à lui peindre sa femme comme une faiseuse d'affaires^[2], ce qu'on savait équivaloir pour lui à une proscription certaine. *Missiessi* était un homme peu sûr ; lui et sa famille étaient très attachés aux Bourbons, ce qui les avait fait accuser d'avoir livré Toulon. L'Empereur avait eu un moment l'idée d'*Émériaux* ; mais il ne le trouva pas à cette hauteur. Il se demandait si *Truguet* n'eût pas réussi ; il le croyait fort peu capable, bon administrateur pourtant ; mais il avait été trop chaud, disait-il, dans la révolution ; il avait poussé la chose outre mesure.

« Du reste, remarquait l'Empereur en passant, j'avais rendu tous mes ministères si faciles, que je les avais mis à la portée de tout le monde, pour peu qu'on possédât du dévouement, du zèle, de l'activité, du travail. Il fallait en excepter tout au plus celui des relations extérieures, parce qu'il s'agissait souvent, disait-il, dans celui-là d'improviser et de séduire. Au vrai, concluait-il, dans la marine la stérilité était réelle, et Decrès, après tout, était peut-être encore le meilleur. Il avait du commandement ; son administration était rigoureuse et pure. Il avait de l'esprit, et beaucoup, mais seulement pour sa conversation. Il ne créait rien, exécutait mesquinement, marchait et ne voulait pas courir. Il eût dû passer la moitié de son temps dans les ports et sur les flottes d'exercice ; je lui en eusse tenu compte ; mais, en courtisan, il craignait de s'éloigner de son portefeuille. Il me connaissait mal ; il eût été bien mieux défendu là que dans ma cour : son éloignement eût été son meilleur avocat. »

L'Empereur regrettait fort, disait-il, *Latouche-Tréville* ; lui seul lui avait présenté l'idée d'un vrai talent : il pensait que cet amiral eût pu donner une autre impulsion aux affaires. L'attaque sur l'Inde, celle de l'Angleterre eussent été du moins entreprises, disait-il, et se fussent peut-être accomplies.

L'Empereur se blâmait touchant les péniches de Boulogne. Il eût mieux fait d'employer, disait-il, de vrais vaisseaux à Cherbourg. Toutefois *Villeneuve*, avec plus de vigueur au cap Finistère, eût pu rendre l'attaque praticable. « J'avais combiné cette apparition de Villeneuve de très loin, avec beaucoup d'art et de calcul, en opposition à la routine des marins qui m'entouraient. Et tout réussit comme je l'avais prévu jusqu'au moment décisif ; alors la mollesse de Villeneuve vint tout perdre. Et Dieu sait

d'ailleurs, ajoutait l'Empereur, les instructions que lui avait données Decrès. Dieu sait les lettres particulières qu'ils se sont écrites et que je n'ai jamais pu éclaircir, car j'étais bien puissant, bien fureteur, et ne croyez pas pourtant que je vinsse à bout de vérifier tout ce que je voulais autour de moi.

« Le grand maréchal disait l'autre jour qu'il était reconnu parmi vous autres, au salon de service, que je n'étais plus abordable sitôt que j'avais reçu le ministre de la marine. Le moyen qu'il n'en fût pas ainsi ! il n'avait jamais que de mauvaises nouvelles à me donner. Moi-même j'ai jeté le manche après la cognée lors du désastre de Trafalgar. Je ne pouvais pas être partout, j'avais trop à faire avec les armées du continent.

« Longtemps j'ai rêvé une expédition décisive sur l'Inde, mais j'ai été constamment déjoué. J'envoyais seize mille soldats, tous sur des vaisseaux de ligne ; chaque soixante-quatorze en eût porté cinq cents, ce qui eût demandé trente-deux vaisseaux. Je leur faisais prendre de l'eau pour quatre mois ; on l'eût renouvelée à l'Île-de-France ou dans tout autre endroit habité du désert de l'Afrique, du Brésil ou de la mer des Indes ; on eût au besoin fait la conquête de cette eau partout où on eût voulu relâcher. Arrivés sur les lieux, les vaisseaux jetaient les soldats à terre et repartaient aussitôt, complétant leurs équipages par le sacrifice de sept ou huit de ces vaisseaux, dont la vétusté avait déjà marqué la condamnation ; si bien qu'une escadre anglaise arrivant d'Europe à la suite de la nôtre n'eût plus rien trouvé.

« Quant à l'armée, abandonnée à elle-même, mise aux mains d'un chef sûr et capable, elle eût renouvelé les prodiges qui nous étaient familiers, et l'Europe eût appris la conquête de l'Inde comme elle avait appris celle de l'Égypte. »

J'avais beaucoup connu Decrès, nous avions commencé ensemble dans la marine. Il avait pour moi, je le crois, toute l'amitié dont il était susceptible ; quant à moi, je lui étais tendrement attaché. C'était une passion malheureuse, répondais-je à ceux qui m'en plaisaient, ce qui arrivait souvent, car son impopularité était extrême ; et j'ai pensé plus d'une fois qu'il s'y complaisait par calcul. J'étais, à Sainte-Hélène comme ailleurs, presque toujours seul à le défendre. Or, je disais à l'Empereur que j'avais beaucoup vu Decrès pendant le séjour à l'île d'Elbe, qu'il avait été parfait

pour lui. Nous nous étions parlé alors à cœur ouvert, et j'ai lieu de croire que depuis il aurait eu en moi une confiance pleine et entière.

« À peine Votre Majesté rentrait aux Tuileries, disais-je, que Decrès et moi nous nous sautions au cou, nous écriant : Nous le tenons ! nous le tenons ! Ses yeux étaient remplis de larmes, je lui dois ce témoignage. Tiens, me dit-il encore tout ému et sa femme présente, tu me prouves en cet instant que j'ai eu des torts avec toi, et je t'en dois la réparation ; mais tes anciens titres te rapprochaient si naturellement de ceux qui nous quittent aujourd'hui, que je ne doutais pas que tôt ou tard tu ne fusses très bien auprès d'eux, si bien que tu as gêné plus d'une fois peut-être mes expressions et mes vrais sentiments. – Et vous l'aurez cru, pauvre niais ! s'est écrié l'Empereur en riant aux éclats ; n'était-ce pas là plutôt l'admirable finesse de cour, une touche pour La Bruyère, un vrai trait d'esprit, du reste ? car, s'il lui était arrivé pendant mon absence de laisser échapper quelque drôlerie contre moi, vous voyez que par là il remédiait à tout, et une fois pour toutes. – Eh bien, Sire, ai-je continué, ce que je viens de dire peut n'être que plaisant ; mais voici ce qui est plus essentiel :

« Au plus fort de la crise de 1814, avant la prise de Paris, Decrès fut sondé de la manière la plus délicate pour conspirer contre Votre Majesté, et il s'y refusa franchement. Decrès murmurait facilement et souvent ; il avait une certaine autorité d'expressions et de manières ; c'était une acquisition à ne pas dédaigner dans un parti. Il se trouva, à cette époque de douleur, faire visite à un personnage fameux, le héros des machinations du jour. Celui-ci, qui s'était avancé au-devant de Decrès, le ramenant en boitant à sa cheminée, y prit un livre disant : Je lisais tout à heure quelque chose qui me frappait singulièrement, écoutez : Montesquieu, livre tel, chapitre tel, page telle. « Quand le prince s'est élevé au-dessus de toutes les lois, que la tyrannie est devenue insupportable, il ne reste plus aux opprimés... » – C'est assez, s'écria Decrès en lui mettant la main sur la bouche, je n'écoute plus, fermez votre livre. Et l'autre ferma tranquillement son livre comme si de rien n'était, et se mit à causer de tout autre chose.

« Plus tard un maréchal, après sa fatale défection, effrayé de ses résultats sur l'opinion, et cherchant vainement autour de lui de l'approbation et de l'appui, essaya d'y intéresser Decrès en quelque chose. – Je me suis toujours souvenu, lui disait-il, d'une de nos conversations où vous nous

peigniez si énergiquement les maux et les embarras de la patrie. Votre souvenir, la force de vos arguments sont pour beaucoup dans ce qui m'a porté à y remédier. – Oui, mon cher, reprit Decrès avec une réprobation marquée ; mais vous êtes-vous dit aussi que vous aviez sauté par-dessus le cheval ?

« Et pour apprécier justement ces anecdotes, disais-je à l'Empereur, il faut savoir qu'elles m'étaient racontées par Decrès lui-même pendant l'absence de Votre Majesté, et bien assurément sans le moindre soupçon de votre retour. »

La conversation avait duré près de deux heures dans le bain ; l'Empereur n'a dîné que fort tard. Nous avons causé de l'École militaire de Paris. Comme je n'en étais sorti qu'un an avant qu'il y arrivât, les mêmes officiers, les mêmes maîtres, les mêmes camarades nous avaient été communs. Il trouvait un charme particulier à repasser ainsi de compagnie ce temps de notre enfance, nos occupations, nos espiègleries, nos jeux, etc.

Dans sa gaieté, il a demandé un verre de vin de Champagne, ce qu'il fait bien rarement ; et sa sobriété est telle qu'il suffit de ce seul verre pour colorer son visage et le porter à parler davantage. On sait qu'il ne passe guère plus d'un quart d'heure ou d'une demi-heure à table : il y avait plus de deux heures que nous y étions. Son étonnement a été grand en apprenant de Marchand qu'il était onze heures. « Comme le temps a passé ! disait-il avec une espèce de satisfaction. Que ne puis-je avoir souvent de pareils moments ! Mon cher, m'a-t-il dit en me renvoyant, vous me quittez heureux !!! »

État dangereux de mon fils – Paroles remarquables – *Dictionnaire des Girouettes* – Bertholet.

Lundi 13.

Le docteur Warden était venu se joindre à deux autres de ses confrères pour former une consultation pour mon fils, dont l'indisposition me donnait de l'inquiétude.

L'Empereur a bien voulu recevoir, à ma requête, cette ancienne connaissance du *Northumberland*, et a causé près de deux heures, passant

familièrement en revue les actes de son administration qui ont accumulé sur lui le plus de haine, de mensonges et de calomnies. Rien n'était plus correct, plus clair, plus simple, plus curieux, plus satisfaisant, me disait plus tard ce docteur.

L'Empereur termina par ces paroles remarquables : « Je m'inquiète peu de tous les libelles lancés contre moi ; mes actes et les événements y répondent mieux que les plus habiles plaidoyers. Je me suis assis sur un trône vide. J'y suis monté vierge de tous les crimes ordinaires aux chefs de dynasties. Qu'on aille chercher dans l'histoire et que l'on compare. Si j'ai à craindre un reproche de la postérité et de l'histoire, ce ne sera pas d'avoir été trop méchant, mais peut-être d'avoir été trop bon. »

Après le dîner, l'Empereur a parcouru le *Dictionnaire des Girouettes* nouvellement arrivé, dont l'idée est plaisante et l'exécution manquée. C'est le recueil alphabétique des personnes vivantes qui ont paru sur la scène depuis la révolution, et dont les expressions, les sentiments où les actes avaient suivi la variation du vent. Des girouettes accompagnent leur nom, avec l'extrait des discours en regard, ou les actes qui les leur avaient mérités. En l'ouvrant, l'Empereur a demandé s'il s'y trouvait quelqu'un de nous. Non, Sire, lui a-t-on répondu plaisamment ; il n'y a que Votre Majesté. En effet, Napoléon y était pour avoir consacré la république et exercé la royauté.

L'Empereur s'est mis à nous lire divers articles. La transition des discours de chacun était vraiment curieuse ; le contraste était parfois exprimé avec tant d'impudeur et d'effronterie, que l'Empereur, tout en lisant, ne pouvait s'empêcher d'en rire de bon cœur. Néanmoins, au bout de quelques pages, il a rejeté le livre avec l'expression du dégoût et de la douleur, faisant observer qu'après tout ce recueil était la dégradation de la société, le code de la turpitude, le borborygme de notre honneur. Un article lui a été particulièrement sensible, celui de *Bertholet*, qu'il avait tellement comblé, sur lequel il devait tant compter, disait-il.

Tout le monde connaît ce trait charmant : Bertholet ayant éprouvé des pertes et se trouvant gêné, l'Empereur, qui l'apprit, lui envoya cent mille écus, ajoutant qu'il avait à se plaindre de lui, puisqu'il avait ignoré que lui, Napoléon, était toujours au service de ses amis. Eh bien ! Bertholet, lors des désastres, avait été très mal pour l'Empereur, qui en fut vraiment affecté

dans le temps, répétant plusieurs fois : « Quoi ! Bertholet ! mon ami Bertholet !... Bertholet sur lequel j'aurais dû tant compter ! »

Au retour de l'île d'Elbe, Bertholet sentit se réveiller ses sentiments pour son bienfaiteur ; il se hasarda à reparaître aux Tuileries, faisant dire par Monge à l'Empereur que, s'il n'en obtenait un regard, il se tuerait à la porte en sortant. Et l'Empereur ne crut pas pouvoir lui refuser un sourire en passant devant lui.

L'Empereur, durant son règne, avait répété sa noble et généreuse obligeance en faveur de plusieurs gros manufacturiers. Il voulait chercher leur article, mais toutes les voix se sont élevées pour témoigner en leur faveur.

Réception des passagers de la flotte de Bengale.

Mardi 14.

Vers les quatre heures, il nous est arrivé un très grand nombre de visiteurs ; c'étaient les passagers de la flotte des Indes, que l'Empereur avait consenti à recevoir. On comptait parmi eux un M. *Strange*, beau-frère de lord Melvil, ministre de la marine d'Angleterre ; un M. *Arbuthnot* ; sir *Williams Burough*, un des juges de la cour suprême de Calcutta ; deux aides de camp de lord Moira ; d'autres encore, parmi lesquels plusieurs femmes. Nous étions tous à causer dans la salle d'attente. L'Empereur, sortant de sa chambre pour gagner le jardin, a excité parmi nos visiteurs un empressement extrême. Ils se sont précipités aux fenêtres pour le voir passer ; cela nous rappelait tout à fait Plymouth. Le grand maréchal a conduit toutes ces personnes à l'Empereur, qui les a reçues avec une grâce parfaite et ce sourire qui exerce tant d'empire. L'avidité était dans les regards de tous, l'émotion sur la figure de plusieurs.

L'Empereur a parlé à chacun d'eux, connaissant, suivant sa coutume, ce qui se rattachait à certains noms à mesure qu'il les entendait. Il a beaucoup parlé législation et justice avec le juge suprême ; commerce et administration avec les officiers de la compagnie ; a questionné les militaires sur leurs années de service et leurs blessures ; a dit à deux de ces dames des choses fort aimables sur leurs figures et leur teint respecté par les

fournaises du Bengale ; puis, s'adressant à l'un des aides de camp de lord Moira, il lui a dit que son grand maréchal lui avait appris que lady Loudon était dans l'île ; que si elle eût été en dedans de ses limites il se fût fait un vrai plaisir de lui faire sa cour, mais qu'étant en dehors de son enceinte c'était pour lui comme si elle était encore au Bengale.

Durant ces conversations, dont j'ai été l'interprète, M. Strange, avec qui j'avais déjà causé auparavant, ne put s'empêcher de m'attirer à lui par le pan de mon habit, pour me dire avec l'accent de la surprise et de la satisfaction : « Ah ! combien d'esprit et de grâce dans la manière dont votre Empereur tient un lever ! – Monsieur, c'est qu'il n'est pas sans quelque habitude là-dessus. »

Nous les avons reconduits à notre salon, d'où la curiosité les a fait pénétrer jusqu'à la seconde pièce, le salon de l'Empereur. Sir Williams Burough, que son emploi rend marquant dans le gouvernement, m'a demandé si c'était la salle à manger. Je lui ai dit que c'était le salon, et, pour mieux dire, le tout. Il a été fort étonné. Je lui ai montré alors par la fenêtre les deux petites pièces qui composent tout l'intérieur de l'Empereur. Sa figure était peinée ; son esprit semblait faire des comparaisons avec le passé ; et, considérant les meubles misérables et la petitesse de l'espace, il m'a dit d'un air pénétré : « Mais bientôt vous serez mieux. – Comment donc ! quitterions-nous cette île ? – Non ; mais il vous arrive de fort beaux meubles et une belle maison. – Le vice n'est point dans les meubles et dans la maison qui sont ici ; il est dans le roc sur lequel elle repose, dans la latitude qu'elle occupe ; tant qu'on ne changera pas cette latitude, nous ne serons jamais bien. »

Je lui ai répété littéralement ce que l'Empereur avait dit peu de jours auparavant au gouverneur sur le même sujet. Cet homme s'est ému, et, me serrant la main, m'a dit avec chaleur : « Mon cher Monsieur, c'est un trop grand homme ; il a trop de grands talents, il s'est rendu trop redoutable, il est trop à craindre pour nous. – Mais, lui ai-je dit à mon tour, pourquoi n'avoir pas tiré ensemble le char de front, au lieu de se tuer réciproquement à le tirer en sens opposé ? Quelle n'eût pas pu être sa course alors ! » Il m'a regardé, et, me serrant de nouveau la main d'un air pensif, il m'a dit : « Oui, cela vaudrait bien mieux sans doute ; mais... »

Du reste, tous étaient également frappés, surtout de la liberté des manières de l'Empereur et du calme de sa figure. Je ne sais ce qu'ils s'attendaient à trouver. L'un d'eux me disait qu'il ne pouvait pas se faire une juste idée de la force d'âme qui avait été nécessaire à Napoléon pour supporter de pareilles secousses. « C'est que personne ne connaît encore bien l'Empereur, ai-je repris. Il nous disait l'autre jour qu'il avait été de marbre pour tous les grands événements, qu'ils avaient glissé sur lui sans mordre sur son moral ni sur ses facultés. »

L'amiral. — Lady London. — Mon atlas. Circonstance singulière à ce sujet. — Visite du gouverneur.
Conversation chaude avec l'Empereur..

Mercredi 15.

Lady Loudon, femme de lord Moira, gouverneur général des Indes, était depuis quelques jours dans l'île et attirait toutes les attentions. C'était une grande dame, répondant peut-être à nos duchesses dans la vieille monarchie. Les officiers anglais lui prodiguaient les derniers égards. L'amiral l'avait à bord du *Northumberland* ce jour-là, et lui donnait une petite fête. Il envoya une ordonnance à cheval me prier de lui prêter mon *Atlas* pour la soirée, voulant le faire considérer à lady Loudon, dont le mari s'y trouvait indiqué comme le premier représentant des Plantagenets, et conséquemment comme le *légitime* du trône d'Angleterre.

L'amiral et moi nous étions sur le pied d'une complète indifférence, à peu près étrangers l'un à l'autre depuis qu'il m'avait débarqué. C'était donc moins une bienveillance pour moi qu'un compliment pour l'ouvrage lui-même. On s'en était entretenu, la dame avait désiré le voir, et l'on avait eu envie de le lui montrer. Toutefois je ne pus satisfaire ce désir ; il était dans la chambre de l'Empereur : ce fut ma réponse.

L'Empereur rit du succès que l'amiral avait voulu me ménager, et moi je plaignais fort la dame sur l'espèce de divertissement qu'on avait voulu lui donner. Tout cela conduisit l'Empereur à s'arrêter lui-même sur l'Atlas, et à rappeler une partie de ce qu'il en avait déjà dit plusieurs fois. Il ne revenait pas, disait-il, d'entendre toujours et partout parler de cet ouvrage, de le voir couru des étrangers à l'égal au moins des nationaux. Il en avait entendu

parler à bord du *Bellérophon*, à bord du *Northumberland*, à l'île de Sainte-Hélène ; partout, ce qu'il y avait d'instruit et de distingué le connaissait ou demandait à le connaître.

« Voilà ce que j'appelle, concluait-il gaiement, *un vrai triomphe et beaucoup de bruit dans la république des lettres*, etc. Je veux que vous me fassiez à fond l'historique de cet ouvrage, quand et comment il a été conçu, de quelle manière il a été exécuté ; ses résultats ; pourquoi, dans le principe, vous l'avez mis sous un nom emprunté ; pourquoi, plus tard, vous ne lui avez pas substitué le véritable, etc. ; enfin, mon cher, un vrai rapport ; entendez-vous, monsieur le conseiller d'État ? »

J'ai répondu que ce serait long, mais que ce ne serait pas sans charme pour moi : que mon Atlas était l'histoire d'une grande partie de ma vie ; que je lui devais surtout le bonheur de me trouver ici près de lui, etc...

Le 16, le gouverneur s'est présenté sur les trois heures, suivi de son secrétaire militaire. La brèche était décidée entre nous et le gouverneur depuis ce que l'on m'a vu appeler plus haut sa première *méchanceté*, sa première *injure* et sa première *brutalité*. L'éloignement, la mésintelligence et l'aigreur mutuels allaient toujours croissant ; nous étions fort mal disposés les uns et les autres. L'Empereur se portait assez mal ; il n'était point habillé : toutefois il m'a dit qu'il le recevrait, sa toilette faite. En effet, peu d'instant après il est passé dans son salon, et j'ai introduit sir Hudson Lowe.

Demeuré dans le salon d'attente avec le secrétaire militaire, j'ai pu entendre, par le son de la voix de l'Empereur, qu'il s'animait et que la scène était chaude. L'audience a été fort longue et très orageuse. Le gouverneur congédié, j'ai couru au jardin où l'Empereur me faisait demander. Depuis deux jours il n'était pas bien : ceci a achevé de le bouleverser. « Eh bien ! m'a-t-il dit en m'apercevant, la crise a été forte, je me suis fâché, mon cher ! on m'a envoyé plus qu'un geôlier ! sir Lowe est un bourreau ! Quoi qu'il en soit, je l'ai reçu aujourd'hui avec ma figure d'ouragan, la tête penchée et l'oreille en avant. Nous nous sommes considérés comme deux béliers qui allaient s'encorner ; et mon émotion doit avoir été bien forte, car j'ai senti la vibration de mon mollet gauche. C'est un grand signe chez moi, et cela ne m'était pas arrivé depuis longtemps. »

Le gouverneur avait abordé l'Empereur avec embarras et en phrases coupées. Il était arrivé des pièces de bois, disait-il... Les journaux devaient le lui avoir appris, à lui Napoléon... C'était une habitation pour lui... Il serait bien aise de savoir ce qu'il en pensait... etc., etc. À quoi l'Empereur a répondu par le silence et un geste très significatif. Puis, passant rapidement à d'autres objets, il lui a dit avec chaleur qu'il ne lui demandait rien, qu'il ne voulait rien de lui, que seulement il le priait de le laisser tranquille ; que tout en se plaignant de l'amiral, il lui avait constamment reconnu un cœur ; qu'au milieu et en dépit de ses contrariétés, il l'avait pourtant reçu toujours en parfaite confiance ; qu'il n'en était plus de même aujourd'hui ; que depuis un mois que lui Napoléon se trouvait en d'autres mains, il avait été plus agacé que durant les six autres mois qu'il avait été dans l'île.

Le gouverneur ayant répondu qu'il n'était pas venu pour recevoir des leçons : « Ce n'est pourtant pas faute que vous en ayez besoin, a repris l'Empereur. Vous avez dit, Monsieur, que vos instructions étaient bien plus terribles que celles de l'amiral. Sont-elles de me faire mourir par le fer ou par le poison ? Je m'attends à tout de la part de vos ministres : me voilà, exécutez votre victime ! J'ignore comment vous vous y prendrez pour le poison ; mais quant à m'immoler par le fer, vous en avez déjà trouvé le moyen. S'il vous arrive, ainsi que vous m'en avez fait menacer, de violer mon intérieur, je vous prévins que le brave 53^e n'y entrera que sur mon cadavre.

« En apprenant votre arrivée, je me félicitais de trouver un général de terre, qui, ayant été sur le continent et dans les grandes affaires, aurait su employer des mesures convenables vis-à-vis de moi ; je me trompais grossièrement. » Le gouverneur ayant dit qu'il était militaire dans l'intérêt et les formes de sa nation, l'Empereur a repris : « Votre nation, votre gouvernement, vous-même, serez couverts d'opprobre à mon sujet ; vos enfants le partageront ; ainsi le voudra la postérité. Fut-il jamais de barbarie plus raffinée que la vôtre, Monsieur, lorsqu'il y a peu de jours vous m'avez invité à votre table sous la qualification de *général Bonaparte*, pour me rendre la risée ou l'amusement de vos convives ! Auriez-vous mesuré votre considération au titre qu'il vous plaisait de me donner ? Je ne suis point pour vous le général Bonaparte ; il ne vous appartient pas plus qu'à personne sur la terre de m'ôter les qualifications qui sont les miennes. Si

lady Loudon eût été dans mon enceinte, j'eusse été la voir sans doute, parce que je ne compte point avec une femme ; mais j'eusse cru l'honorer beaucoup. Vous avez offert, m'a-t-on dit, des officiers de votre état-major pour m'accompagner dans l'île, au lieu du simple officier établi dans Longwood. Monsieur, quand des soldats ont reçu le baptême du feu dans les batailles, ils sont tous les mêmes à mes yeux ; leur couleur n'est point ici ce qui m'importune, mais l'obligation de les voir, quand ce serait une reconnaissance tacite du point que je conteste. Je ne suis point prisonnier de guerre ; je ne dois donc point me soumettre aux règles qui en sont la suite. Je ne suis dans vos mains que par le plus horrible abus de confiance. »

Le gouverneur, au moment de sortir, ayant demandé à l'Empereur de lui présenter son secrétaire militaire, l'Empereur a répondu que c'était fort inutile, que si cet officier avait l'âme délicate, il devait s'en soucier fort peu ; que pour lui il le sentait de la sorte. Qu'il ne pouvait d'ailleurs exister aucun rapport de société entre les geôliers et les prisonniers ; que c'était donc parfaitement inutile. Il a congédié le gouverneur.

Le grand maréchal est venu nous joindre ; il arrivait de chez lui, où le gouverneur était descendu avant et après sa visite à l'Empereur. Il a rendu un compte détaillé de ces deux visites.

En repassant, le gouverneur avait montré une extrême mauvaise humeur, et s'était plaint fortement de celle de l'Empereur. Ne s'en fiant point à son propre esprit, il avait eu recours à celui de l'abbé de Pradt, dont l'ouvrage nous était présent à tous en ce moment. Il avait dit : « Que Napoléon ne s'était pas contenté de se créer une France imaginaire, une Espagne imaginaire, une Pologne imaginaire, mais qu'il voulait encore se créer *une Sainte-Hélène imaginaire*. » Et l'Empereur n'a pu s'empêcher d'en rire.

Nous avons alors fait notre tournée en calèche. Au retour, l'Empereur s'est mis au bain. Il m'a fait appeler, a dit qu'il ne dînerait qu'à neuf heures, et m'a retenu. Il est beaucoup revenu sur la scène du jour, sur les abominables traitements dont il est l'objet, sur la haine atroce qui les commande, la brutalité qui les exécute. Et après quelques instants de silence et de méditation, il lui est échappé ce qu'il me dit souvent : « Mon cher, ils me tueront ici ! c'est certain ! » Quelle horrible prophétie !...

Vendredi 17.

J'ai été fort malade toute la nuit ; l'Empereur a déjeuné dans le jardin ; il m'y a fait appeler ; il était lui-même triste et abattu ; il ne se portait pas bien du tout. Après le déjeuner, nous nous sommes promenés longtemps autour de la maison ; il ne disait mot. La chaleur l'a forcé de rentrer vers une heure. Il regrettait vivement de n'avoir point d'ombrage.

Vers quatre heures, il a envoyé savoir si je continuais d'être souffrant ; il revenait de la promenade en calèche, où je n'avais pu le suivre. J'ai été le rejoindre au jardin, où il était demeuré avec le grand maréchal. Il continuait d'être triste, indifférent, distrait ; il a fait raconter à Bertrand son séjour à Constantinople en 1796, son voyage à Athènes et son retour au travers de l'Albanie. Il était beaucoup question de Sélim III, de ses améliorations, du baron de Tott, etc., etc. Tout cela était fort curieux, malheureusement je ne trouve dans mon manuscrit que de simples indications que ma mémoire ne saurait m'aider à développer aujourd'hui.

Madame la maréchale Lefèvre – Traits caractéristiques.

Samedi 18.

L'Empereur a continué d'être souffrant. Au retour d'une promenade en calèche, il s'est mis au bain ; il m'a fait appeler. Il y est devenu gai ; nous avons causé avec la plus grande liberté jusqu'à huit heures et demie. Il a voulu dîner dans son cabinet, et m'a gardé. Le lieu, le tête-à-tête, l'élégance du service, la propreté de la table, me donnaient, disais-je, l'idée d'une petite bonne fortune ; il en a ri. Il m'a beaucoup questionné et m'a fait revenir sur Londres, mon émigration, nos princes, l'évêque d'Arras (de Consié), etc., etc. Il revenait lui-même sur les principales époques de son consulat ; il en donnait des détails et des anecdotes bien curieuses ; de là nous sommes passés à l'ancienne cour, à la nouvelle, etc. Beaucoup de ces choses ne seraient que des répétitions ; je crois les avoir déjà mentionnées ailleurs. D'autres qui ne sont qu'indiquées dans mon manuscrit demeureront pour jamais perdues.

Voici seulement ce que je transcris comme nouveau. Il m'est arrivé d'égayer l'Empereur par les anecdotes et les coq-à-l'âne prêtés

gratuitement, sans nul doute, à madame la maréchale Lefèvre, qui pendant longtemps a joui du privilège de faire les gorges chaudes de nos salons et même des Tuileries. « Je m'en étais donné, disais-je, tout comme un autre, jusqu'à ce qu'un jour je me l'interdis à jamais, en apprenant un trait d'elle qui prouvait l'élévation de ses sentiments autant que la bonté de son cœur.

« Madame Lefèvre, femme d'un soldat aux gardes, et par conséquent d'un état à l'avenant, courait elle-même gaiement, et volontiers, au-devant de ses souvenirs, et même de ses occupations manuelles de cette époque. Elle et son mari se trouvaient dans ces temps avoir donné des soins domestiques à leur capitaine (le marquis de Valady), parrain de leur enfant, et fameux dans la défection des gardes françaises, non moins fameux encore dans son fanatisme de république et de liberté, qui ne le privait pourtant pas de certains sentiments généreux ; car, membre de la Convention, il a péri pour s'être opposé à l'exécution de Louis XVI, qualifiant hautement cet acte de véritable meurtre, ajoutant de la meilleure foi du monde que ce prince était déjà assez malheureux d'avoir été roi, pour qu'on songeât à lui infliger d'autre châtiment.

« La veuve de ce député, au retour de son émigration, reçut tout aussitôt les offres et les soins les plus touchants du ménage Lefèvre, parvenu alors à un haut degré de splendeur et de crédit.

« Or, un jour madame Lefèvre accourut chez elle : « Mais savez-vous, lui dit-elle, que vous n'êtes pas bons, et que vous avez bien peu de cœur entre vous autres gens comme il faut ? Nous, tout bêtement soldats, nous en agissons mieux. On vient de nous apprendre qu'un de nos anciens officiers, et le camarade de votre mari, vient d'arriver de son émigration, et qu'on le laisse ici mourir de faim ; ce serait grande honte... ! Nous craindrions, nous autres, de l'offenser, si nous venions à son secours, mais vous, c'est autre chose ; vous ne pouvez que lui faire plaisir. Portez-lui donc cela de votre part. » Et elle lui jeta un rouleau de cent louis, ou mille écus. Sire, depuis ce temps, disais-je, je n'ai plus eu envie de me moquer de madame Lefèvre ; je n'ai plus senti pour elle qu'une vénération profonde ; je m'empressais de lui donner la main aux Tuileries, et je me trouvais fier de la promener dans vos salons, en dépit de tous les quolibets que j'entendais bourdonner autour de moi. »

Nous avons parcouru alors un grand nombre de rapports de bienveillances exercées par les nouveaux parvenus en faveur des anciens ruinés, et cité beaucoup de traits à l'avenant ; entre autres la galanterie, bien recherchée peut-être, de celui qui, de simple soldat, arrivé au grade de maréchal ou de haut général, je ne me souviens plus, se procura un jour la satisfaction, dans sa splendeur nouvelle, de réunir en dîner de famille son ancien colonel et quatre ou cinq officiers du régiment, qu'il reçut avec son ancien habit de soldat, n'employant constamment vis-à-vis d'eux que les mêmes qualifications dont il s'était servi autrefois.

« Et voilà pourtant, disait l'Empereur, la vraie manière d'éteindre la fureur des temps, car de pareils procédés doivent nécessairement créer de grands échanges de bienveillances réciproques entre les partis opposés, et il est à croire que dans les derniers temps les obligés auront obligé à leur tour, ne fût-ce que pour demeurer *quittes*. »

Ce mot de *quittes* me rappelle un trait caractéristique de l'Empereur, qui doit trouver ici sa place.

Un général dans son département, s'était rendu coupable d'excès, qui, portés devant les tribunaux, devaient lui coûter l'honneur, peut-être la vie. Or ce général avait rendu les plus grands services à Napoléon dans la journée de brumaire. Il mande le général, et, après lui avoir reproché ses infamies : « Toutefois, lui dit-il, vous m'avez obligé, je ne l'ai point oublié. Je vais peut-être outrepasser les lois, et manquer à mes devoirs : je vous fais grâce. Monsieur, allez-vous-en ; mais sachez qu'à compter d'aujourd'hui nous sommes *quittes*. Désormais tenez-vous bien, j'aurai les yeux sur vous. »

Le gouverneur de Java – Le docteur Warden – Conversation familière de l'Empereur sur sa famille.

Dimanche 19.

Sur les trois heures, l'Empereur a reçu le gouverneur de Java (Raffles) et ses officiers dans le jardin. Il a fait ensuite un tour en calèche.

En rentrant sur les six heures, je l'ai suivi dans son cabinet ; il a fait appeler le grand maréchal et sa femme, et s'est mis à causer familièrement jusqu'à dîner, parcourant mille objets de sa famille et de son plus petit intérieur au temps de sa puissance. Il s'est arrêté surtout sur l'impératrice Joséphine. Ils avaient fait ensemble, disait-il, un ménage tout à fait bourgeois, c'est-à-dire fort tendre et très uni, n'ayant eu longtemps qu'une même chambre et qu'un même lit. « Circonstance très morale, disait l'Empereur, qui influe singulièrement sur un ménage, assure le crédit de la femme, la dépendance du mari, maintient l'intimité et les bonnes mœurs. On ne se perd point de vue, en quelque sorte, continuait-il, quand on passe la nuit ensemble ; autrement, on devient bientôt étrangers. Aussi, tant que dura cette habitude, aucune de mes pensées, aucune action n'échappaient à Joséphine ; elle suivait, saisissait, devinait tout ; ce qui parfois n'était pas sans quelque gêne pour moi et pour les affaires. Un moment d'humeur y mit fin lors du camp de Boulogne. » Certaines circonstances politiques arrivées de Vienne, la nouvelle de la coalition qui éclata en 1805, avaient occupé le Premier Consul tout le jour, et prolongèrent son travail fort avant dans la nuit. Revenant se coucher fort mal disposé, on lui fit une véritable scène de ce retard. La jalousie en était la cause ou le prétexte. Il se fâcha à son tour, s'évada, et ne voulut plus entendre à reprendre son assujettissement. Toute la crainte de l'Empereur, disait-il, avait été que Marie-Louise n'en eût exigé un pareil ; car enfin il l'eût bien fallu. C'est le véritable apanage, le vrai droit d'une femme, ajoutait-il.

« Un fils de Joséphine m'eût été nécessaire, et m'eût rendu heureux, continuait l'Empereur, non seulement comme résultat politique, mais encore comme douceur domestique.

« Comme résultat politique, je serais encore sur le trône, car les Français y seraient attachés comme au roi de Rome, et je n'aurais pas mis le pied sur l'abîme couvert de fleurs qui m'a perdu. Et qu'on médite après sur la sagesse des combinaisons humaines ! Qu'on ose prononcer avant la fin sur ce qui est heureux ou malheureux ici-bas ! Comme douceur domestique, ce gage eût fait tenir Joséphine tranquille, et eût mis fin à une jalousie qui ne me laissait pas de repos ; et cette jalousie se rattachait bien plus à la politique qu'au sentiment. Joséphine prévoyait l'avenir, et s'effrayait de sa stérilité. Elle sentait bien qu'un mariage n'est complet et réel qu'avec des

enfants ; or elle s'était mariée ne pouvant plus en donner. À mesure que sa fortune s'éleva, ses inquiétudes s'accrurent : elle employa tous les secours de la médecine ; elle feignit souvent d'en avoir obtenu du succès. Quand elle dut enfin renoncer à tout espoir, elle mit souvent son mari sur la voie d'une grande supercherie politique ; elle finit même par oser la lui proposer directement.

« Joséphine avait à l'excès le goût du luxe, le désordre, l'abandon de la dépense, naturels aux créoles. Il était impossible de jamais fixer ses comptes ; elle devait toujours : aussi c'était constamment de grandes querelles quand le moment de payer ses dettes arrivait. On l'a vue souvent alors envoyer chez ses marchands leur dire de n'en déclarer que la moitié. Il n'est pas jusqu'à l'île d'Elbe où des mémoires de Joséphine ne soient venus fondre sur moi de toutes les parties de l'Italie. »

Quelqu'un qui avait connu l'impératrice Joséphine à la Martinique, a répété à l'Empereur beaucoup de particularités de sa jeunesse et de sa famille. Il est très vrai qu'on lui avait prédit plusieurs fois, dans son enfance, qu'elle porterait une couronne. Et une autre circonstance non moins remarquable ni moins bizarre serait que la sainte ampoule, qui servait à sacrer nos rois, eût été brisée, ainsi que quelques-uns l'ont prétendu, précisément par son premier mari, le général Beauharnais, qui, dans un moment de défaveur populaire, aurait espéré, par cet acte, se remettre en crédit.

On a dit, on a écrit mille bruits absurdes sur le mariage de Napoléon et de Joséphine. On trouvera dans les campagnes d'Italie la véritable et première cause de leur connaissance et de leur union. C'est par Eugène, encore enfant, qu'elle se fit. Après vendémiaire, il alla demander l'épée de son père au général en chef de l'armée de l'intérieur (le général Bonaparte) ; l'aide de camp Lemarrois introduisit ce jeune enfant, qui, en revoyant l'épée de son père, se mit à pleurer. Le général en chef fut touché de ce sentiment, et le combla de caresses. Sur le récit qu'Eugène fit à sa mère de l'accueil qu'il avait reçu du jeune général, elle accourut lui faire visite et le remercier. « On sait, disait l'Empereur, qu'elle croyait aux pressentiments, aux sorciers ; on lui avait prédit dans son enfance qu'elle ferait une grande fortune, qu'elle serait souveraine. On connaît d'ailleurs toute sa finesse ; aussi me répétait-elle souvent depuis qu'aux premiers récits d'Eugène le

cœur lui avait battu, et qu'elle avait entrevu dès cet instant une lueur de sa destinée, l'accomplissement des prédictions ; etc., etc.

« Une autre nuance caractéristique de Joséphine, disait l'Empereur, était sa constante dénégation. Dans quelque moment que ce fût, quelque question que je lui fisse, son premier mouvement était la négative, sa première parole *non* ; et ce *non*, disait l'Empereur, n'était pas précisément un mensonge, c'était une précaution, une simple défensive ; et c'est ce qui nous distingue éminemment, disait-il à madame Bertrand, de vous autres mesdames, ce qui n'est au fond entre nous que différence de sexe et d'éducation : vous aimez, et l'on vous apprend à dire *non* ; nous, au contraire, nous nous faisons gloire de le dire, même quand cela n'est pas. De là toute la clef de nos conduites respectives si différentes. Nous ne sommes vraiment pas et nous ne saurions être de même espèce dans la vie.

Lors de la terreur, Joséphine étant en prison, son mari mort sur l'échafaud, *Eugène*, son fils, avait été mis chez un menuisier, et y fut littéralement en apprentissage et en service. Hortense ne fut guère mieux, elle fut mise, si je ne me trompe, chez une ouvrière en linge. »

Ce fut Fouché qui le premier toucha la corde fatale du divorce ; il alla, sans mission, conseiller à Joséphine de dissoudre son mariage, pour le bien de la France, lui disait-il. Le moment pourtant n'était pas encore arrivé pour Napoléon. Cette démarche causa beaucoup de chagrin et de trouble dans le ménage ; elle irrita fort l'Empereur ; et s'il ne chassa pas alors Fouché, à la vive sollicitation de Joséphine, c'est qu'au fait il avait déjà secrètement arrêté ce divorce en lui-même, et qu'il ne voulut pas, par ce châtiment, donner un contre-coup à l'opinion.

Toutefois il doit à la justice de dire que, dès qu'il le voulut, Joséphine obéit. Ce fut pour elle une peine mortelle ; mais elle se soumit et de bonne foi, sans vouloir mettre à profit des tracasseries inutiles qu'elle eût pu essayer de faire valoir. Et ici c'est peut-être le lieu de dire que je tiens de la bouche du prince primat des détails curieux sur le mariage et le divorce. Madame de Beauharnais fut mariée au général Bonaparte par un prêtre insermenté, mais qui avait négligé, par pur accident, l'autorisation obligée du curé de la paroisse. Ce défaut de formalité, ou tout autre, occupa fort depuis le cardinal Fesch, et, soit scrupule ou autrement, il fit si bien qu'il vint à bout, au moment du couronnement, de persuader aux deux époux de

se laisser marier par lui, à huis clos, en tant que de besoin. Lors du divorce, la séparation civile fut prononcée par le Sénat. Quant à la séparation religieuse, on ne voulait pas s'adresser au pape, et on n'en eut pas besoin. Le cardinal Fesch ayant refait le mariage sans témoins, l'officialité de Paris l'annula pour ce défaut, et déclara qu'il n'y avait pas eu de mariage. À ce jugement l'impératrice Joséphine fit appeler le cardinal Fesch à la Malmaison, et lui demanda s'il oserait attester et signer par écrit qu'elle avait été mariée, et bien mariée. « Sans doute, répondit le cardinal Fesch, je le soutiendrai partout, et je vais vous en signer le témoignage : » Ce qu'il fit en effet.

« Mais, disais-je alors au prince primat, quel jugement a donc porté l'officialité de Paris ? – Celui de la vérité, répondit le prince. – Mais que veut dire alors la déclaration du cardinal Fesch ? Serait-elle donc fausse ? – Pas dans son opinion, disait-il, parce qu'il a adopté les doctrines ultramontaines, par lesquelles les cardinaux prétendent avoir le droit de marier sans témoins, ce qui n'est pas reconnu en France, et frappe de nullité. »

Toutefois il semble que l'impératrice Joséphine ne demanda cet écrit que pour sa propre satisfaction, et n'en fit pas autrement usage.

Elle se conduisit avec beaucoup de grâce et d'adresse ; elle désira que le vice-roi fût mis à la tête de cette affaire, et fit elle-même, à cet égard, des offres de service à la maison d'Autriche.

Joséphine, ajoutait Napoléon, eut vu volontiers Marie-Louise : elle en parlait souvent et avec beaucoup d'intérêt, ainsi que du roi de Rome : quant à Marie-Louise, elle traitait à merveille Eugène et Hortense ; mais elle montrait une grande répugnance pour Joséphine, et surtout une vive jalousie. « Je voulus la mener un jour à la Malmaison, disait l'Empereur ; mais, sur cette proposition, elle se mit à fondre en larmes. Elle ne m'empêchait pas d'y aller, me disait-elle, se contentant de ne vouloir pas le savoir. Toutefois, dès qu'elle en suspectait l'intention, il n'est pas de ruse qu'elle n'employât pour me gêner là-dessus. Elle ne me quittait plus ; et comme ces visites semblaient lui faire beaucoup de peine, je me fis violence, et n'allai presque jamais à la Malmaison. Quand il m'arrivait d'y aller, c'étaient alors d'autres larmes de ce côté, c'étaient des tracasseries de toute espèce. Joséphine avait toujours devant les yeux et dans ses intentions l'exemple de la femme de Henri IV, qui, disait-elle, avait vécu à Paris après

son divorce, venait à la cour, avait assisté au sacre. Elle, Joséphine, était bien mieux située encore, prétendait-elle ; elle avait ses propres enfants, et ne pouvait plus en avoir d'autres, etc. »

Joséphine avait une connaissance accomplie de toutes les nuances du caractère de l'Empereur et un tact admirable pour la mettre en pratique. « Jamais il ne lui est arrivé, par exemple, disait l'Empereur, de rien demander pour Eugène, d'avoir jamais même remercié pour ce que je faisais pour lui ; d'avoir même montré plus de soins ou de complaisance le jour des grandes faveurs, tant elle avait à cœur de se montrer persuadée et de me convaincre que tout cela n'était pas son affaire à elle, mais bien la mienne à moi, qui pouvais et devais y rechercher des avantages. Nul doute qu'elle n'ait eu plus d'une fois la pensée que j'en viendrais un jour à l'adopter pour successeur. »

L'Empereur se disait convaincu qu'il avait été ce qu'elle aimait le mieux, et ajoutait en riant qu'il ne doutait pas qu'elle n'eût quitté un rendez-vous d'amour pour venir auprès de lui. Elle n'eût pas manqué un voyage, quelque pénible qu'il fût, pour tout au monde. Ni fatigue, ni privations ne pouvaient la rebuter ; elle employait l'importunité, la ruse même, pour le suivre. Montais-je en voiture au milieu de la nuit pour la course la plus lointaine, à ma grande surprise j'y trouvais Joséphine tout établie, bien qu'elle n'eût pas dû être du voyage. Mais il vous est impossible de venir : je vais trop loin ; vous auriez trop à souffrir. – Pas le moindrement, répondait Joséphine. – Et puis, il faut que je parte à l'instant. – Aussi me voilà toute prête. – Mais il vous faut un grand attirail. – Aucun, disait-elle, tout est préparé. – Et la plupart du temps il fallait bien que je cédasse.

« En somme, concluait l'Empereur, Joséphine avait donné le bonheur à son mari, et s'était constamment montrée son amie la plus tendre. Professant à tout moment et en toute occasion la soumission, le dévouement, la complaisance la plus absolue. Aussi lui ai-je toujours conservé les plus tendres souvenirs et la plus vive reconnaissance.

« Joséphine, disait encore l'Empereur, mettait ces dispositions et ces qualités (la soumission, le dévouement, la complaisance) au rang des vertus et de l'adresse politique dans son sexe, et elle blâmait fort et grondait souvent sur ce point sa fille *Hortense* et sa parente *Stéphanie*, qui vivaient mal avec leurs maris, montrant des caprices et affectant de l'indépendance.

« *Louis*, disait l'Empereur à ce sujet, était un enfant gâté par la lecture de Jean-Jacques. Il n'avait pu être bien avec sa femme que très peu de mois. Beaucoup d'exigences de sa part, de l'étourderie de la part d'Hortense, voilà les torts réciproques. Toutefois ils s'aimaient en s'épousant, ils s'étaient voulus l'un et l'autre ; ce mariage, au surplus, avait été le résultat des efforts de Joséphine, qui y trouvait son compte. J'aurais voulu au contraire, moi, m'étendre dans d'autres familles, et j'avais un moment jeté les yeux sur une nièce de M. de Talleyrand, devenue depuis madame Juste de Noailles. »

On avait fait courir les bruits les plus ridicules sur les rapports de lui Napoléon avec Hortense ; on avait voulu que son aîné fût de lui. Mais de pareilles liaisons n'étaient, disait-il, ni dans ses idées ni dans ses mœurs ; et pour peu qu'on connût celles des Tuileries, on sent bien, remarquait-il, qu'il eût pu s'adresser à beaucoup d'autres avant d'en être réduit à un choix aussi peu naturel, aussi révoltant. Louis savait bien apprécier la nature de ces bruits, disait l'Empereur ; mais son amour-propre, sa bizarrerie n'en étaient pas moins choqués, et il les mettait souvent en avant comme prétexte.

Quoi qu'il en soit, Hortense, continuait l'Empereur, Hortense, si bonne, si généreuse, si dévouée, n'est pas sans avoir eu quelques torts avec son mari ; j'en dois convenir, en dehors de toute l'affection que je lui porte et du véritable attachement que je sais qu'elle a pour moi. Quelque bizarre, quelque insupportable que fût Louis, il l'aimait ; et, en pareil cas, avec d'aussi grands intérêts, toute femme doit toujours être maîtresse de se vaincre, avoir l'adresse d'aimer à son tour. Si elle eût su se contraindre, elle se serait épargné le chagrin de ses derniers procès ; elle eût eu une vie plus heureuse ; elle eût suivi son mari en Hollande, et y serait demeurée. Louis n'eût point fui d'Amsterdam ; je ne me serais pas vu contraint de réunir son royaume, ce qui a contribué à me perdre en Europe, et bien des choses se seraient passées différemment.

« *La princesse de Bade*, a-t-il dit, s'est montrée plus habile. Sitôt qu'elle a vu le divorce de Joséphine, elle a connu sa position, elle s'est rapprochée de son mari ; ils ont formé depuis le mariage le plus heureux.

« *Pauline* était trop prodigue ; elle avait trop d'abandon, elle devait être immensément riche par tout ce que je lui ai donné ; mais elle donnait tout à son tour, et sa mère la sermonnait souvent à cet égard, lui prédisant qu'elle

pourrait mourir à l'hôpital ; mais Madame elle-même était aussi par trop parcimonieuse ; c'en était ridicule ; j'ai été jusqu'à lui offrir des sommes fort considérables par mois si elle voulait les distribuer. Elle voulait bien les recevoir, mais pourvu, disait-elle, qu'elle fût maîtresse de les garder. Dans le fond, tout cela n'était qu'excès de prévoyance de sa part : toute sa peur était de se trouver un jour sans rien. Elle avait connu le besoin, et ces terribles moments ne lui sortaient pas de la pensée. Il est juste de dire d'ailleurs qu'elle donnait beaucoup à ses enfants en secret ; c'est une si bonne mère !...

« Du reste, cette même femme à laquelle on eût si difficilement arraché un écu, disait l'Empereur, eût tout donné pour préparer mon retour de l'île d'Elbe ; et après Waterloo elle m'eût remis entre les mains tout ce qu'elle possédait pour aider à rétablir mes affaires ; elle me l'a offert ; elle se fût condamnée au pain noir sans murmure^[3]. C'est que chez elle le grand l'emportait encore sur le petit : la fierté, la noble ambition marchaient chez elle avant l'avarice. »

Et ici l'Empereur a fait l'observation qu'à l'heure même qu'il était il avait encore présentes à la mémoire des leçons de fierté qu'il en avait reçues dans son enfance, et qu'elles avaient agi sur lui toute la vie. Madame Mère avait une âme forte et trempée aux plus grands événements ; elle avait éprouvé cinq à six révolutions : elle avait eu trois fois sa maison brûlée par les factions en Corse.

« *Joseph* ne m'a guère aidé ; mais c'est un fort bon homme ; sa femme, *la reine Julie*, est la meilleure créature qui ait existé. Joseph et moi nous sommes toujours fort aimés et fort accordés, il m'aime sincèrement. Je ne doute pas qu'il ne fît tout au monde pour moi ; mais toutes ses qualités tiennent uniquement de l'homme privé : il est éminemment doux et bon ; il a de l'esprit et de l'instruction ; il est aimable. Dans les hautes fonctions que je lui avais confiées, il a fait ce qu'il a pu ; ses intentions étaient bonnes ; aussi la principale faute n'est pas à lui, mais bien plutôt à moi, qui l'avais jeté hors de sa sphère ; et dans des circonstances bien grandes, la tâche s'est trouvée hors de proportion avec ses forces.

La reine de Naples s'était beaucoup formée dans les événements, disait l'Empereur. Il y avait chez elle de l'étoffe, beaucoup de caractère et une

ambition désordonnée. Elle devait beaucoup souffrir en cet instant, remarquait-il, d'autant plus qu'on pouvait dire qu'elle était née reine. Elle n'avait pas comme nous, continuait l'Empereur, connu le simple particulier. Elle, Pauline, Jérôme, étaient encore des enfants, [3] que j'étais le premier homme de France ; aussi, ne se sont-ils jamais cru d'autre état que celui dont ils ont joui au temps de ma puissance.

Jérôme était un prodigue dont les débordements avaient été criants. Son excuse peut-être pouvait se trouver dans son âge et dans ce dont il s'était entouré. Au retour de l'île d'Elbe, il semblait d'ailleurs avoir beaucoup gagné et donner de grandes espérances ; et puis, il existait un beau témoignage en sa faveur, c'est l'amour qu'il avait inspiré à sa femme ; la conduite de celle-ci, lorsqu'après ma chute, son père, ce terrible roi de Wurtemberg, si despotique, si dur, a voulu la faire divorcer, est admirable. Cette princesse s'est inscrite dès lors de ses propres mains dans l'histoire. »

À notre grand regret, on est venu annoncer le dîner. L'Empereur a continué d'être fort causant toute la soirée, parcourant comme en famille une foule d'objets divers, principalement la conduite d'un grand nombre de personnages pendant son absence et lors de son retour. Il ne s'est retiré qu'à minuit, et en terminant par ces paroles :

« Qu'est en ce moment la France, Paris ? et que sera-t-il de nous d'aujourd'hui à un an ?... »

L'empereur endormi – Maximes morales et politiques de Napoléon.

Lundi 20.

L'Empereur est monté en calèche de fort bonne heure. Au retour, vers trois heures, il m'a fait suivre dans sa chambre. « Je suis triste, ennuyé, souffrant, m'a-t-il dit ; asseyez-vous dans ce fauteuil, tenez-moi compagnie. » Il s'est étendu sur son canapé et a fermé les yeux ; il s'est endormi, et moi je le veillais !... Sa tête était découverte ; j'étais à deux pas de lui, je contemplais son front, ce front où je lisais Marengo, Austerlitz et cent autres actes immortels. Quelles étaient en ce moment mes idées, mes sensations ! Qu'on le juge si l'on peut ; pour moi, je ne saurais le rendre.

L'Empereur, au bout de trois quarts d'heure, s'est levé, a fait quelques tours dans sa chambre, puis il lui a pris fantaisie d'aller visiter toutes les nôtres. En énumérant en détail les inconvénients de la mienne, il en riait d'indignation, et a dit en sortant : « Non, je ne crois pas qu'il y ait de chrétien plus mal abrité que cela. »

Après le dîner, l'Empereur a effleuré plusieurs contes moraux. Après quelques pages de l'un d'eux, il a dit : « La morale va être sans doute que *les hommes ne changent jamais*, ce qui n'est pas vrai ; ils changent en mal et même en bien. Il en est ainsi d'une foule d'autres maximes consacrées par les auteurs, toutes également fausses. *Les hommes sont ingrats*, disent-ils ; non, il n'est pas vrai que les hommes soient aussi ingrats qu'on le dit ; et si l'on a si souvent à s'en plaindre, c'est que d'ordinaire le bienfaiteur exige encore plus qu'il ne donne.

On vous dit encore que *quand on connaît le caractère d'un homme, on a la clef de sa conduite* ; c'est faux : tel fait une mauvaise action, qui est foncièrement honnête homme ; tel fait une méchanceté sans être méchant. C'est que presque jamais l'homme n'agit par l'acte naturel de son caractère, mais par une passion secrète du moment, réfugiée, cachée dans les derniers replis du cœur. Autre erreur quand on vous dit que *le visage est le miroir de l'âme*. Le vrai est que l'homme est très difficile à connaître, et que, pour ne pas se tromper, il faut ne le juger que sur ses actions ; et encore faudrait-il que ce fût sur celles du moment, et seulement pour ce moment.

« Au fait, les hommes ont leurs vertus et leurs vices, leur héroïsme et leur perversité ; les hommes ne sont ni généralement bons ni généralement mauvais ; mais ils possèdent et exercent tout ce qu'il y a de bon et de mauvais ici-bas ; voilà le principe : ensuite le naturel, l'éducation, les accidents, font les applications. Hors de cela, tout est système, tout est erreur ; tel a été mon guide, et il m'a réussi assez généralement. Toutefois je me suis trompé en 1814 en croyant que la France, à la vue de ses dangers, allait ne faire qu'un avec moi ; mais je ne m'y suis plus trompé en 1815, au retour de Waterloo. »

Mardi 21.

Au retour de notre promenade en calèche, nous avons appris que le gouverneur était venu pendant notre absence, et qu'il avait arrêté lui-même un de nos domestiques, dernièrement au service du sous-gouverneur Skelton, et depuis peu de jours à celui du général Montholon. En l'apprenant, l'Empereur a dit : « Quelle turpitude ! c'est ignoble ! un gouverneur !... Un lieutenant-général anglais, arrêter lui-même un domestique ! Vraiment, c'est par trop dégoûtant !... »

Après le dîner, l'Empereur a demandé : « Que lironsnous ce soir ? » On s'est accordé pour la *Bible*. « C'est assurément bien édifiant, a remarqué l'Empereur : on ne le devinerait point en Europe. » Et il nous a lu le livre de Judith, disant à presque chaque lieu, chaque ville ou village qu'il nommait : « J'ai campé là ; j'ai enlevé ce poste d'assaut ; j'ai donné bataille dans ce lieu-là, etc., etc. »

Caprices de l'autorité – La princesse Stéphanie de Bade, etc..

Mercredi 22.

Dans la journée, il a été beaucoup question des matelots anglais du *Northumberland* qu'on nous avait donnés comme domestiques, et qu'il s'agissait de nous retirer en cet instant. Ils étaient pourtant avec nous en vertu d'un contrat réciproque qui liait les deux parties pour un an. Mais nous sommes en dehors du droit commun. Le gouverneur disait que l'amiral les demandait absolument ; l'amiral disait qu'il les laisserait si le gouverneur le voulait. On nous donnait des soldats en échange ; mais on nous les a pris, rendus, repris et rendus de nouveau, sans que nous pussions deviner ce qu'on voulait.

Me trouvant chez l'Empereur, et, en attendant son dîner, la conversation est tombée sur l'établissement de madame Campan ; les personnes qui y ont été élevées, les fortunes que l'Empereur a faites à plusieurs d'entre elles ; et il s'est arrêté particulièrement sur *Stéphanie de Beauharnais*, devenue princesse de Bade, qu'il a dit affectionner beaucoup ; et il est entré dans un grand nombre de détails à son sujet.

La princesse Stéphanie de Bade avait perdu sa mère n'étant encore qu'une enfant, et fut laissée par elle aux soins d'une Anglaise, son amie intime ; celle-ci, fort riche et sans enfants, l'avait en quelque sorte adoptée, et avait confié son éducation à d'anciennes religieuses, dans le midi de la France, à Montauban, je crois.

Napoléon, encore Premier Consul, entendit un jour Joséphine ; dont elle était la parente, mentionner cette circonstance. « Comment pouvez-vous, s'écria-t-il, permettre une pareille chose ? Quelqu'un de votre nom à la charge d'une étrangère, d'une Anglaise, en cet instant notre ennemie ! Ne craignez-vous pas que votre mémoire n'en souffre un jour ? » Et aussitôt un courrier fut expédié pour ramener la jeune enfant aux Tuileries ; mais les religieuses ne voulurent point s'en dessaisir. Napoléon, heurté, prit les informations et autorisations nécessaires, et bientôt il fut expédié un second courrier au préfet du lieu, avec ordre de se saisir à l'instant même de la jeune Beauharnais, au nom de la loi.

Or telles étaient, par les circonstances du temps, certaines éducations et les opinions qu'elles pouvaient inspirer, que la jeune Stéphanie ne se vit pas réclamée sans douleur, et qu'elle ne vit pas sans effroi celui qui se disait son allié et voulait être son bienfaiteur. Elle fut placée chez madame Campan, à Saint-Germain ; on lui prodigua toutes sortes de maîtres, et elle n'en sortit que pour jeter un grand éclat par sa beauté, ses grâces, son esprit et ses vertus.

L'Empereur l'adopta pour fille, et la maria au prince héréditaire de Bade. Le mariage, durant quelques années, fut loin d'être heureux ; mais avec le temps les préventions disparurent, les époux se réunirent, et ils n'ont plus eu dès cet instant, qu'à regretter le bonheur dont ils s'étaient privés.

La princesse de Bade, aux conférences d'Erfurt, avait été fort distinguée par l'empereur Alexandre, son beau-frère, qui lui prodiguait de véritables attentions. On le savait, et, pour y obvier, les gens dirigeant la haute politique lors de nos désastres de 1813, craignant l'entrevue d'Alexandre avec la princesse de Bade, à Manheim, cherchèrent à détruire à temps son influence par des rapports mensongers et des propos inventés qui lui aliénèrent la bienveillance de ce monarque. Aussi, lors de l'arrivée d'Alexandre à Manheim, dans sa marche triomphale vers Paris, la princesse Stéphanie fut loin d'en être bien traitée : elle put s'en trouver blessée dans

ses sentiments ; mais sa fierté demeura tout entière, et alors commença pour son mari une véritable gloire de caractère. Les personnages les plus augustes le circonvinrent de toutes parts, et l'importunèrent longtemps pour qu'il répudiât la femme qu'il avait reçue de Napoléon ; mais il s'y refusa constamment, répondant avec une noble fierté qu'il ne commettrait jamais une bassesse qui répugnait autant à sa tendresse qu'à son honneur. Ce prince généreux, auquel nous n'avions pas rendu assez de justice à Paris, a succombé depuis sous une maladie longue et douloureuse, durant laquelle la princesse lui a prodigué jusqu'au dernier moment, de ses propres mains, les soins les plus minutieux et les plus touchants, qui lui ont mérité toute la reconnaissance et l'affection de ses proches et de ses peuples.

Elle a embelli l'exercice de la souveraineté, et elle a honoré son caractère de femme ; et comme fille, elle a professé dans tous les temps la plus haute vénération, la plus tendre reconnaissance pour celui qui, au sommet d'un pouvoir sans bornes, l'avait bénévolement adoptée pour fille.

Autres maximes de l'empereur – Scène de Portalis au Conseil d'État, etc. – Accidents de l'Empereur à Saint-Cloud, à Auxonne, à Marly.

Jeudi 23.

L'Empereur m'a fait venir sur les deux heures dans sa chambre ; il était souffrant ; il avait mal dormi. Il a fait sa toilette, me disant que cela le remettrait. De là nous avons passé au jardin ; la conversation l'a conduit à dire que nos mœurs voulaient que le souverain ne se montrât que comme un bienfait ; les actes de rigueur devaient passer par les autres ; la clémence devait lui demeurer : c'était son premier domaine. À Paris, on lui avait reproché parfois, disait-il, certaines conversations, des paroles qu'il n'aurait pas dû, il est vrai, exprimer lui-même. Cependant, ajoutait-il, sa situation personnelle, son extrême activité, la plupart de ses actes, qui venaient tous réellement de lui, auraient dû lui faire passer bien des choses. Du reste, il rendait justice au tact extrêmement fin de la capitale ; nulle part sans doute, remarquait-il, il ne se trouvait autant d'esprit ni plus de goût qu'à Paris. Il se reprochait la scène de *Portalis* au Conseil d'État. Moi qui l'avais présenté, je lui disais l'avoir trouvée en quelque sorte paternelle. « Il y avait

pourtant quelque chose de trop, a-t-il repris. J'eusse dû m'arrêter avant de lui commander de sortir. La scène eût dû finir, puisqu'il ne se justifiait pas, par un simple *c'est bon* ; il n'eût dû trouver le châtiment que chez lui. Le souverain a toujours tort de parler en colère. Peut-être étais-je excusable dans mon conseil, j'y étais en famille ; ou bien peut-être encore, mon chef, cela demeure-t-il un vrai tort de ma part : on a ses défauts, la nature a ses droits. »

Il se reprochait surtout et au dernier degré, dans une autre circonstance, la scène faite aux Tuileries, dans une de ses grandes audiences du dimanche, en présence de toute la cour, tant elle avait été violente et dure ; il s'agissait de quelqu'un d'un nom très marquant dans le faubourg Saint-Germain, et père d'un de ses chambellans qu'il estimait fort et aimait beaucoup. Mais là, continuait-il, je fus vraiment poussé à bout ; j'éclatai contre mon gré. Je venais de lui donner une des légions de Paris ; la capitale était menacée, il s'agissait de la défendre. J'ai appris plus tard qu'il se réjouissait de nos désastres, et les appelait ; mais je n'en savais rien encore. Nous allions avoir l'ennemi sur les bras ; il m'écrivit froidement que sa santé ne lui permet pas ce service ; et néanmoins il ose se montrer frais et dispos sous mes yeux, en courtisan ; j'en fus indigné. Cependant je me contins et le passai, mais il trouva le secret de se replacer encore trois ou quatre fois avec empressement sur mes pas. Je n'y pus plus tenir, et la bombe éclata. — Comment, Monsieur, lui dis-je, vous m'écrivez être malade pour combattre, et vous accourez ici en courtisan bien portant ! Moi qui croyais que votre nom appartenait à la patrie, je vous ai fait l'honneur de vous donner une des légions de la capitale, pour la défendre contre l'ennemi qui est aux portes, et vous me refusez ?... Mais que voulez-vous que je pense ? vous m'embarrassez, Monsieur, j'ai le droit de m'en indigner, et il faut ici que ma pensée se fasse jour. Il y a de la lâcheté ou de la trahison ; serait-ce de la trahison ?... Mais je ne violente les sentiments de personne, Monsieur ; ce n'est pas moi qui ai été vous chercher. Qu'il vous souvienne de tous vos empressements et de toutes vos courbettes, de vos nombreuses cajoleries pour arriver jusqu'à moi ! Ah ! quittez cette croix d'honneur que vous m'avez arrachée ! aussi bien elle se sentirait trop déplacée, et surtout ne reparaissez plus dans ce palais dont les murailles ne pourraient que vous rappeler votre honte ! — Croira-t-on qu'après une telle sortie, que je me

reprochais si fort à moi-même, il ne s'occupa que de me faire entourer de ses soumissions, de son repentir, de ses nouvelles protestations, en vrai misérable ? mais je ne voulus entendre rien. – Et vous avez bien fait, Sire, a repris l'un de nous ; car il a justifié jusqu'au bout les prévisions de Votre Majesté : lors de l'entrée des alliés, on l'a vu sur la terrasse des Tuileries, en face l'hôtel Talleyrand qu'occupait l'empereur de Russie, agiter un mouchoir blanc au milieu de la foule pressée, et lui répéter à tue-tête : Allons, mes amis, mes enfants, criez : *Vive Alexandre !* vive notre ami ! notre *libérateur !* La multitude s'en indigna, et, en dépit de la garde russe qui bordait l'hôtel, elle le força de déguerpir aussitôt. Il faillit être assommé. »

De là l'Empereur en est revenu, selon son habitude, à me questionner sur un grand nombre de familles et d'individus dont les noms lui étaient familiers, mais les personnes peu connues.

L'Empereur, du reste, était tout à fait raisonnable sur les conduites individuelles ; dans la grande nomination de chambellans calculée pour l'entourage de Marie-Louise, on avait compris le duc de Duras. « Il me fit prier de trouver bon, disait l'Empereur, qu'il refusât, ayant été, ajoutait-il, premier gentilhomme de la chambre de Louis XVI et de Louis XVIII. Je fus le premier à m'écrier : Comment voudrait-on qu'il en pût être autrement ?... Il a raison. C'était un manque de goût dans ceux qui me l'avaient proposé ; mais moi, qu'avais-je à y faire ? Pouvais-je deviner de pareils détails ? mes grandes affaires me permettaient-elles d'y descendre ? »

Sur les quatre heures, l'Empereur est monté en calèche. Durant notre course accoutumée, il a parlé de plusieurs accidents fort graves qui avaient menacé sa vie.

À Saint-Cloud, il avait voulu une fois mener sa calèche à six chevaux et à grandes guides. L'aide de camp ayant gauchement traversé les chevaux les fit emporter. L'Empereur ne put prendre le tour nécessaire ; la calèche alla, avec toute la force d'une vélocité extrême, frapper contre la grille. L'Empereur se trouva violemment jeté à huit ou dix pieds en travers sur le ventre. Il a été mort, disait-il, huit ou dix secondes ; il avait senti le moment où il avait cessé d'exister, ce qu'il appelait le moment de la *négative*. Le premier qui, se jetant à bas de son cheval, vint à le toucher, le ressuscita, le

rappela soudainement à la vie par le simple contact, comme dans le cauchemar, où l'on se trouve délivré, disait-il, dès qu'on a pu proférer un cri.

Une autre fois, ajoutait-il, il avait été noyé assez longtemps. C'était en 1786, à Auxonne, sa garnison. Étant à nager et seul, il avait perdu connaissance, coulé, obéi au courant ; il avait senti fort bien la vie lui échapper ; il avait même entendu, sur les bords, des camarades annoncer qu'il était noyé, et dire qu'ils couraient chercher des bateaux pour reprendre son corps. Dans cet état, un choc le rendit à la vie ; c'était un banc de sable contre lequel frappa sa poitrine : sa tête se trouvant merveilleusement hors de l'eau, il en sortit lui-même, vomit beaucoup, rejoignit ses vêtements, et avait atteint son logis qu'on cherchait encore son corps.

Une autre fois, à Marly, à la chasse du sanglier, tout l'équipage étant en fuite, en véritable déroute d'armée, disait l'Empereur, il tint bon avec Soult et Berthier contre trois énormes sangliers qui les chargeaient à bout portant. « Nous les tuâmes raides tous les trois, disait-il ; mais je fus touché par le mien, et j'ai failli en perdre le doigt que voilà. » En effet, la dernière phalange de l'avant-dernier doigt de la main gauche portait une forte blessure. Mais le risible, disait l'Empereur, c'était de voir la multitude, entourée de tous les chiens et se cachant derrière les trois héros, crier à tue-tête : « *À l'Empereur ! sauvez l'Empereur ! à l'Empereur !!!* Mais pourtant personne n'avancait etc., etc. »

Politique du moment – Sentiments vraiment patriotiques de l'Empereur ; beau mouvement de l'Empereur – Horoscope touchant son fils, etc., etc..

Vendredi 24.

L'Empereur n'est sorti que pour monter en calèche. Notre promenade a été de près d'une heure et demie ; nous allions lentement, et nous avons redoublé notre tour. L'Empereur était sur la politique ; la lecture des derniers journaux arrivés depuis trois jours en a fourni le sujet. En France, l'émigration des patriotes était nombreuse, rapide, et l'on semblait vouloir la favoriser en ne confisquant pas les biens, etc., etc...

L'Empereur croyait voir dans les débats du parlement d'Angleterre l'arrière-pensée du partage de la France ; il en était navré. « Tout cœur vraiment français, disait-il, doit être au désespoir ; une immense majorité sur le sol de la patrie doit ressentir les angoisses de la plus vive douleur. Ah ! s'est-il écrié, que ne suis-je dans une sphère en dehors de ce globe ! Que n'ai-je le pied sur un sol évidemment libre et indépendant ; où l'on ne pourrait soupçonner aucune influence d'autrui ! que j'étonnerais le monde ! J'adresserais une proclamation aux Français ; je leur crierais : Vous allez finir, si vous ne vous réunissez. L'odieux, l'insolent étranger va vous morceler, vous anéantir. Relevez-vous, Français ! faites masse à tout prix : ralliez-vous, s'il le faut, *même aux Bourbons*... car l'existence de la patrie, son salut avant tout !... »

Toutefois il pensait que la Russie devait combattre ce partage ; elle devait avoir à craindre par là l'accroissement et l'agglomération de l'Allemagne contre elle. L'un de nous ayant fait observer que l'Autriche devait s'y opposer aussi, dans la crainte de n'avoir plus un soutien nécessaire contre les entreprises de la Russie, et ayant de plus mentionné qu'elle pourrait vouloir être utile au roi de Rome et s'en servir. L'Empereur a répliqué : « Oui, comme d'instrument de menace peut-être, mais jamais comme un objet de bienveillance ; il doit leur être trop redoutable. Le roi de Rome serait l'homme des peuples, il sera celui de l'Italie. Aussi la politique autrichienne le tuera, peut-être pas sous son grand-père, qui est un honnête homme, mais qui ne vivra pas toujours : ou bien encore, si les mœurs de nos jours n'admettent pas un tel attentat, alors ils essaieront d'abrutir ses facultés, ils l'hébéteront ; et si enfin il échappait à l'assassinat physique et à l'assassinat moral, si sa mère et la nature venaient à le sauver de tous ces dangers, alors !... alors !... a-t-il répété plusieurs fois comme en cherchant, alors !... comme alors !... car qui peut assigner les destinées d'aucun ici-bas ! »

L'Empereur est retourné de là à l'Angleterre, concluant qu'elle seule était véritablement intéressée à la destruction de la France ; et, dans l'abondance, la mobilité de son esprit, il s'est mis à parcourir les divers plans qu'elle pouvait suivre. Elle ne devait pas trop accroître la Belgique, disait-il ; autrement, Anvers lui deviendrait formidable comme sous la France. Elle devait laisser les Bourbons dans le centre avec huit ou dix millions

d'habitants seulement, et les environner de princes, ducs ou rois de Normandie, Bretagne, Aquitaine et Provence ; de telle sorte que Cherbourg, Brest, la Garonne et la Méditerranée se trouvassent dans des mains différentes. C'était, disait-il, faire rétrograder la monarchie française de plusieurs siècles, faire recommencer les premiers Capets, et ménager aux Bourbons quelques centaines d'années de nouveaux efforts pénibles et laborieux. « Mais heureusement, pour en arriver là, remarquait l'Empereur, l'Angleterre devait avoir à surmonter des obstacles invincibles : l'uniformité de la division territoriale en départements, la similitude du langage, l'identité de mœurs, l'universalité de mon code, celle de mes lycées, et la gloire, la splendeur que j'ai léguées, voilà autant de nœuds indissolubles, d'institutions vraiment nationales. Avec cela, on ne morcelle pas, on ne dissout pas un grand peuple, ou il se renouvelle et ressuscite toujours. C'est le géant de l'Arioste, que l'on voit courir après chacun de ses membres abattus, sa tête même, la replacer et combattre de nouveau. — Ah ! Sire, a dit alors quelqu'un, la vertu et la puissance du géant tenaient à un seul cheveu arraché, et si le cheveu vital de la France devait être Napoléon ! — Non, a repris assez brusquement l'Empereur, ce ne saurait être ; mon souvenir et mes idées survivraient encore. » Et puis, reprenant le sujet, il a dit : « Avec ma France, au contraire, l'Angleterre devait naturellement finir par n'en être plus qu'un appendice. La nature l'avait faite une de nos îles aussi bien que celles d'Oléron ou de la Corse. À quoi tiennent les destinées des empires ! disait-il. Que nos révolutions sont petites et insignifiantes dans l'organisation de l'univers ! Si, au lieu de l'expédition d'Égypte, j'eusse fait celle d'Irlande ; si de légers dérangements n'avaient mis obstacle à mon entreprise de Boulogne, que pourrait être l'Angleterre aujourd'hui ? Que serait le continent ? le monde politique ? etc., etc. »

Brutus de Voltaire.

Samedi 25.

Après le dîner, l'Empereur a lu *Œdipe*, qu'il a extrêmement vanté ; puis *Brutus*, dont il a fait une analyse très remarquable. Voltaire, disait-il, n'avait

point entendu ici le vrai sentiment. Les Romains étaient guidés par l'amour de la patrie comme nous le sommes par l'honneur. Or, Voltaire ne peignait pas le vrai sublime de Brutus sacrifiant ses enfants, malgré ses angoisses paternelles, au salut de la patrie ; il en avait fait un monstre d'orgueil, immolant ses enfants à sa situation présente, à son nom, à sa célébrité. Tout le nœud de la pièce, continuait-il, était conçu à l'avenant. Tullie était une forcenée qui mettait le marché à la main pour son lit, et non une femme tendre, dont la séduction et l'influence dangereuse pouvaient entraîner au crime, etc., etc.

Établissement français sur le fleuve Saint-Laurent – L'Empereur eût pu gagner l'Amérique – Sur la politique du cabinet anglais – Carnot au moment de l'abdication.

Dimanche 26.

L'Empereur m'a fait appeler vers les deux heures. Nous avons parcouru quelques journaux.

Les journaux nous apprenaient que son frère Joseph avait acheté de grandes propriétés au nord de l'État de New-York, sur le fleuve Saint-Laurent, et qu'un grand nombre de Français se groupaient autour de lui, de manière à fonder bientôt un établissement. On faisait observer que le choix du lieu semblait être fait dans les intérêts des États-Unis, et en opposition à la politique de l'Angleterre ; car, dans le Sud, à la Louisiane par exemple, les réfugiés n'auraient pu avoir d'autres vues et d'autre avenir que le repos et la prospérité domestique ; tandis qu'aux lieux où on les plaçait, il était évident qu'ils devaient devenir bientôt un attrait naturel pour la population du Canada déjà française, et former par la suite une forte barrière ou même un point hostile contre les Anglais, qui en sont encore les dominateurs. L'Empereur disait que cet établissement devait compter en peu de temps une réunion d'hommes très forts dans tous les genres. S'ils remplissaient leur devoir, ajoutait-il, il sortirait de là d'excellents écrits, des réfutations victorieuses du système qui triomphe aujourd'hui en Europe. L'Empereur avait déjà eu à l'île d'Elbe quelque idée semblable.

De là il est passé à récapituler tout ce qu'il avait donné aux membres de sa famille, les sommes qu'ils pouvaient avoir recueillies ; elles devaient être

très considérables. Lui seul, remarquait-il, n'avait rien ; s'il se trouvait, avec le temps, posséder quelque chose en Europe, il ne le devrait qu'à la prévoyance et aux combinaisons de quelques amis.

Si l'Empereur eût gagné l'Amérique, il comptait, disait-il, appeler à lui tous ses proches ; il supposait qu'ils eussent pu réaliser au moins quarante millions. Ce point serait devenu le noyau d'un rassemblement national, d'une patrie nouvelle. Avant un an, les événements de la France, ceux de l'Europe auraient groupé autour de lui cent millions et soixante mille individus, la plupart de ceux-ci ayant propriétés, talents et instruction. L'Empereur disait qu'il aurait aimé à réaliser ce rêve ; c'eût été une gloire toute nouvelle.

« L'Amérique, continuait-il, était notre véritable asile, sous tous les rapports. C'est un immense continent, d'une liberté toute particulière. Si vous avez de la mélancolie, vous pouvez monter en voiture, courir mille lieues, et jouir constamment du plaisir d'un simple voyageur. Vous y êtes l'égal de tout le monde ; vous vous perdez à votre gré dans la foule, sans inconvénients, avec vos mœurs, votre langage, votre religion, etc., etc. »

L'Empereur disait qu'il ne pouvait désormais se trouver simple particulier sur le continent de l'Europe ; son nom y était trop populaire ; il tenait trop maintenant par quelque côté à chaque peuple ; il était devenu de tous les pays.

« Pour vous, m'a-t-il dit en riant, votre lot naturel était les pays de l'Orénoque ou ceux du Mexique. Les souvenirs du *bon Las Casas* n'y sont point effacés ; vous y auriez eu ce que vous eussiez voulu. Il est de la sorte des destinations toutes marquées. Grégoire, par exemple, n'a qu'à aller à Haïti, on l'y fera pape. »

Au moment de la seconde abdication de l'Empereur, un Américain à Paris lui écrivit : « Tant que vous avez été à la tête d'une nation, tout prodige de votre part était possible, toutes les espérances pouvaient être conçues ; mais aujourd'hui rien ne vous est plus possible en Europe. Fuyez, gagnez les États-Unis. Je connais le cœur des chefs et les dispositions de la multitude ; vous trouverez là une patrie et de véritables consolations. » L'Empereur ne le voulut pas. Il pouvait sans nul doute, à la faveur de la célérité ou du déguisement, gagner Brest, Nantes, Bordeaux, Toulon, et

probablement atteindre l'Amérique, mais il ne pensait pas que sa dignité lui permît le déguisement ni la fuite. Il se croyait tenu à montrer à toute l'Europe son entière confiance dans le peuple français et l'extrême affection de celui-ci à sa personne, en traversant son territoire, dans une telle crise, en simple particulier et sans escorte. Enfin, et c'était par-dessus tout ce qui le dirigeait en cet instant critique, il espérait qu'à la vue du danger les yeux se dessilleraient, qu'on reviendrait à lui, et qu'il pourrait sauver la patrie. C'est ce qui lui fit allonger le temps le plus qu'il put à la Malmaison, c'est ce qui le fit retarder beaucoup encore à Rochefort. S'il est à Sainte-Hélène, c'est à ce sentiment qu'il le doit ; jamais il ne put se séparer de cette pensée. Plus tard, quand il n'y eut plus d'autre ressource que d'accepter l'hospitalité du *Bellérophon*, peut-être ce ne fut pas sans une espèce de secrète satisfaction intérieure qu'il s'y voyait irrésistiblement amené par la force des choses : être en Angleterre, c'était ne pas être éloigné de la France. Il savait bien qu'il n'y serait pas libre, mais il espérait être entendu ; et alors que de chances s'ouvraient à la nouvelle direction qu'il pourrait imprimer ! « Les ministres anglais, ennemis de leur patrie ou vendus à l'étranger, disait-il, ont trouvé ma seule personne encore trop redoutable. Ils ont pensé que ma seule opinion dans Londres eût été plus que l'opposition tout entière, qu'il leur eût fallu changer de système ou quitter leurs places ; et, plutôt que de céder à un changement et pour conserver leurs places, ils ont lâchement sacrifié les vrais intérêts de leur pays, le triomphe, la gloire de ses lois, la paix du monde, le bonheur de l'Europe, la prospérité, les bénédictions de l'avenir. »

Le soir, l'Empereur s'est trouvé revenir de nouveau sur les indécisions qu'il avait éprouvées avant de prendre un parti décisif après Waterloo.

Son discours à ses ministres, en agitant l'abdication, fut la prophétie littérale de ce que nous avons vu depuis. Carnot fut le seul qui sembla le comprendre. Il combattit cette abdication, qui, selon lui, était le coup de mort de la patrie ; il voulait qu'on se défendît jusqu'à extinction, en désespérés. Il fut le seul de son avis ; tout le reste opina pour l'abdication. Elle fut résolue, et alors Carnot, s'appuyant la tête de ses deux mains, se mit à fondre en larmes.

Dans un autre endroit l'Empereur disait : « Je ne suis pas un dieu ; je ne pouvais pas faire tout à moi seul ; je ne pouvais sauver la nation qu'avec

elle-même. J'étais bien sûr que le peuple avait ce sentiment ; aussi souffre-t-il aujourd'hui sans l'avoir mérité. C'est la tourbe des intrigants, ce sont les gens à titres, à emplois, qui ont été les vrais coupables. Ce qui les a séduits, ce qui m'a perdu, c'est la douceur du système de 1814, la bénignité de la restauration ; ils ont cru à sa répétition. Le changement de prince était devenu pour eux une mauvaise plaisanterie. Il n'y en a pas un qui n'ait cru demeurer tout ce qu'il était en me voyant remplacé par Louis XVIII ou par tout autre. Dans cette grande affaire, ces hommes malhabiles, avides, égoïstes, ne voyaient qu'une compétition qui leur importait peu, et ne songeaient qu'à leurs intérêts individuels, lorsqu'il s'agissait d'une guerre de principes à mort qui devait les dévorer tous ; et puis pourquoi le dissimuler ? convenons-en, j'avais élevé et il s'est trouvé dans mon entourage *de fiers misérables*. » Et se tournant vers moi, il a ajouté : « Et ceci encore n'est pas pour votre faubourg Saint-Germain ; son affaire est une autre question. Ceux-là ne sont pas sans pouvoir fournir quelque espèce d'excuse. Lors du premier renversement, en 1814, les grands traîtres ne sont pas partis de là. Je n'eus pas trop à m'en plaindre, et, à mon retour, ils ne me devaient plus rien. J'avais abdiqué, le roi était revenu ; ils étaient retournés à leurs premières affections. Ils avaient recommencé un nouveau bail, etc., etc. »

État de l'industrie en France – Sur les physionomies.

Lundi 27.

L'Empereur a marché vers l'extrémité du bois, en attendant que la calèche vînt nous prendre. Nous avons fait notre tour ordinaire. La conversation est tombée sur l'état de l'industrie en France. L'Empereur l'avait portée, disait-il, à un degré inconnu jusqu'à lui ; et on ne le croyait pas en Europe, même en France. Les étrangers en ont été grandement surpris à leur arrivée. L'abbé de Montesquiou, disait-il, ne revenait pas d'en avoir les preuves en main lors de son ministère de l'intérieur.

L'Empereur était le premier en France qui eût dit : d'abord l'agriculture, puis l'industrie, c'est-à-dire les manufactures ; enfin le commerce qui ne doit être que la surabondance des deux premiers. C'était encore lui qui avait

défini et mis en pratique d'une manière claire et suivie les intérêts si divergents des manufacturiers et des négociants. C'était lui à qui on devait la conquête du sucre, de l'indigo et du coton. Il avait proposé un million pour celui qui parviendrait à filer, par mécanique, le lin comme le coton, et il ne doutait pas que ce résultat n'eût été obtenu, et que la fatalité des circonstances eût seule empêché de consacrer cette magnifique découverte, etc., etc. (Effectivement, elle avait été obtenue dans la Belgique.)

Les ennemis de notre propre bien, la vieille aristocratie, disait-il, s'était perdue en mauvaises plaisanteries, en frivoles caricatures sur tous ces objets ; mais les Anglais, qui sentaient le coup, n'en riaient point, et en demeurent encore affectés aujourd'hui.

Quelque temps avant le dîner, l'Empereur m'a fait venir dans sa chambre : il était fort souffrant ; il essayait de causer ; il n'en avait pas la force ; il attribuait sa situation à de mauvais vin nouvellement arrivé. Et à propos de vin, il racontait que Corvisart, Bertholet et autres chimistes et médecins lui avaient souvent recommandé et répété, à lui qui était si éminemment exposé, que si jamais en buvant il lui arrivait de trouver le moindre mauvais goût à du vin, il devait le cracher à l'instant.

De là, la conversation l'a conduit à s'étonner du caractère de quelqu'un dont les traits étaient un vrai contraste avec ce caractère. « Cela prouve, disait-il, qu'on ne doit pas prendre les hommes à leur visage ; on ne les connaît bien qu'à l'essai. Que de figures j'ai eues à juger dans ma vie ! que d'expériences j'ai pu faire ! que de dénonciations, que de rapports j'ai entendus ! Aussi m'étais-je fait la loi constante de ne plus me laisser influencer jamais par les traits ni par les paroles. Néanmoins il faut convenir que les traits fournissent parfois de bizarres rapprochements ! Par exemple, en considérant *notre Monseigneur* (le gouverneur), qui ne trouve du *chat-tigre* dans ses traits ? Autre exemple : J'avais quelqu'un en service intime auprès de moi ; je l'aimais beaucoup, et j'ai été obligé de le chasser, parce que je l'ai pris plusieurs fois la main dans le sac, et qu'il volait par trop impudemment : eh bien ! qu'on le regarde, on lui trouvera un *œil de pie*. »

À ce sujet, je citais Mirabeau, qui, en parlant du visage d'un membre distingué de nos diverses législatures, le sénateur Pastoret, disait : « Il y a du *tigre* et du *veau*, mais le *veau* domine. » Ce qui a beaucoup fait rire Napoléon, parce que cela, remarquait-il, était exactement vrai.

Mardi 28.

L'Empereur est sorti vers les deux heures. Le temps était fort doux et fort agréable. Nous avons été en calèche près d'une heure. Il avait d'abord été question d'aller à cheval ; l'Empereur en sent le besoin pour sa santé, mais il semble y porter un dégoût extrême : il ne saurait, dit-il, tourner sur lui-même de la sorte ; dans nos limites il se croit dans un manège, il en a des nausées. Cependant, au retour, nous sommes venus à bout de l'y déterminer. Il nous avait tous auprès de lui ; nous avons gagné la crête du prolongement de la montagne des Chèvres qui sépare l'horizon de la ville d'avec celui de Longwood (*voir la carte*). Nous sommes revenus en passant sur le front du camp ; c'était la seconde fois depuis notre séjour à Longwood. Tous les soldats, quelles que fussent leurs occupations, ont tout quitté, et sont accourus spontanément pour former la haie. « Quel soldat européen, disait l'Empereur à ce sujet, n'est pas ému à mon approche ! » Et c'est parce qu'il le savait qu'il évitait soigneusement ici de passer devant le camp anglais, dans la crainte qu'on ne l'accusât de vouloir provoquer ce sentiment. Cette petite course et la fatigue qu'elle a causée ont été agréables à tout le monde. Nous étions de retour à cinq heures. L'Empereur trouvait la journée bien longue : depuis quelque temps il ne dicte plus. Il a aperçu des espèces de quilles façonnées par les gens pour leur usage ; il les a fait apporter, et nous avons fait une partie. J'y ai perdu contre l'Empereur un napoléon et demi, qu'il m'a bien fait payer, pour les jeter au valet de pied qui nous servait la boule.

1. [↑] (Note de Wikisource : texte retranché de cette édition) « Les séparations de corps avaient autrefois, par rapport à la femme, au mari, aux enfants, à peu près les mêmes effets que le divorce, et pourtant n'étaient-elles pas aussi multipliées que les divorces le sont aujourd'hui ? seulement elles avaient cet inconvénient de plus, qu'une femme effrontée continuait de déshonorer le nom de son mari, parce qu'elle le conservait, etc. »

« Plus loin, combattant la rédaction d'un article qui spécifie les causes pour lesquelles le divorce sera admissible : « Mais quel malheur, dit-il, ne serait-ce pas que de se voir forcé à les exposer, et à révéler jusqu'aux détails les plus minutieux et les plus secrets de l'intérieur de son ménage ?

« D'ailleurs ces causes, quand elles sont réelles, opéreront-elles toujours le divorce ? La cause de l'adultère, par exemple, ne peut obtenir de succès que par des preuves toujours très

difficiles, souvent impossibles. Cependant le mari qui n'aurait pu les faire serait obligé de vivre avec une femme qu'il abhorre, qu'il méprise, et qui introduit dans sa famille des enfants étrangers. Sa ressource serait de recourir à la séparation de corps, mais elle n'empêcherait pas que son nom ne continuât à être déshonoré. »

Revenant à appuyer de nouveau le principe du divorce, et combattant certaines restrictions, il dit encore dans un autre moment : « Le mariage n'est pas toujours, comme on le suppose, la conclusion de l'amour. Une jeune personne consent à se marier pour se conformer à la mode, pour arriver à l'indépendance et à un établissement. Elle accepte un mari d'un âge disproportionné, dont l'imagination, les goûts, les habitudes ne s'accordent pas avec les siens ; la loi doit donc lui ménager une ressource pour le moment où, l'illusion cessant, elle reconnaît qu'elle se trouve dans des liens mal assortis, et que sa volonté a été séduite.

2. ↑ Des amis m'ont assuré que ces expressions avaient été bien pénibles à ceux qui en étaient l'objet ; cependant je puis assurer qu'elles avaient été prononcées dans des intentions tout à fait bienveillantes pour Caffarelli, et faites même pour le flatter. L'Empereur, en mentionnant les causes que l'intrigue avait mises en avant pour écarter du ministère cet administrateur distingué, avait été bien loin de prononcer qu'elles étaient réelles ; bien au contraire : et j'aurais été d'autant plus malencontreux dans mon récit, que c'est une famille à laquelle je suis fort attaché.

3. ↑ Que l'Empereur connaissait bien sa mère ! À mon retour en Europe j'ai vu se vérifier à la lettre ce qu'il en dit ici, et j'en ai joui avec délices.

À peine eus-je fait connaître à Madame Mère la situation de l'Empereur et ma résolution de me consacrer uniquement à y apporter quelque adoucissement, que sa réponse, par le retour du courrier, fut que toute sa fortune était à la disposition de son fils, qu'elle se réduirait à une simple servante s'il le fallait ; m'autorisant, bien que je n'en fusse pas connu personnellement, à tirer, dès l'instant même, telle somme que je croirais nécessaire au bien-être de l'Empereur. Le cardinal Fesch joignait ses offres d'une manière tout aussi touchante ; et c'est ici le cas de faire connaître que tous les membres de la famille de l'Empereur s'empressèrent de témoigner le même zèle, la même tendresse, le même dévouement. Tant que ma santé me permit de correspondre avec eux, j'ai reçu une foule de lettres dont l'ensemble formerait le recueil le plus touchant. Elles honorent leur cœur, et eussent pu être une douce consolation pour l'Empereur, si les restrictions anglaises m'eussent permis de les faire parvenir jusqu'à lui.

N.B. Dans ce chapitre et dans d'autres passages du Mémorial, tous les proches de Napoléon se trouvent mentionnés ; et l'on devra convenir que loin d'avoir observé plus de ménagement pour eux que pour d'autres, j'en ai certainement employé beaucoup moins, au point même d'avoir laissé échapper des expressions dont l'irrégularité ne saurait être excusée que par la précipitation avec laquelle le manuscrit et la rédaction première ont été envoyées à la presse ; c'est que j'ai voulu que mes lettres de créance vis-à-vis du public se fussent précisément dans les chances auxquelles je m'exposais bénévolement : celles de déplaire à d'illustres personnes de la connaissance de la plupart desquelles j'ai été honoré, pour lesquelles je conserve un tendre attachement, une vénération profonde, et dont la bienveillance et l'affection me seraient si chères ! Si je n'avais mentionné à leur égard que ce qu'il y avait d'agréable, et que je me fusse tu sur ce qui ne l'était pas, quelles eussent été les garanties de ma véracité aux yeux des contemporains et à ceux de l'histoire ? N'eût-on pas pu m'accuser avec quelque avantage de n'être qu'un complaisant, un panégyriste, un flatteur ; et alors quelle atteinte n'eût pas pu recevoir mon grand, mon seul, mon unique objet, celui de faire connaître Napoléon par ses propres, ses plus intimes paroles ? Or n'est-il pas évident que pour y parvenir j'avais besoin, sur toutes choses, d'être cru ? ce que je ne pouvais obtenir qu'en donnant les preuves les plus évidentes d'une minutieuse véracité, quelque inconvénient d'ailleurs qu'elle eût pu créer contre moi. Au surplus, si les illustres intéressés sont justes, je dois être sûr de leur

indulgence ; s'ils ne l'étaient pas, j'en serais profondément affligé ; mais ce serait dans le mérite-même de mes intentions que j'irais chercher mes consolations.

Chapitre 10.

La Corse et le pays natal – Paroles de Paoli – Magnanimité de Madame Mère – Lucien destiné à la
Corse – Cour du Consul – Madame de Chevreuse – Lettre de Madame Mère.

Mercredi 29.

Depuis longtemps l'Empereur se promet, chaque soirée, à notre sollicitation, de monter à cheval le lendemain de bon matin ; mais, au moment d'exécuter ce projet, il ne s'en trouve plus le courage. Aujourd'hui il était donc au jardin dès huit heures et demie ; il m'y a fait appeler. La conversation est tombée sur la Corse, et y est demeurée plus d'une heure. « La patrie est toujours chère, disait-il ; Sainte-Hélène même pourrait l'être à ce prix. » La Corse avait donc mille charmes ; il en détaillait les grands traits, la coupe hardie de sa structure physique. Il disait que les insulaires ont toujours quelque chose d'original, par leur isolement, qui les préserve des irruptions et du mélange perpétuel qu'éprouve le continent ; que les habitants des montagnes ont une énergie de caractère et une trempe d'âme qui leur est toute particulière. Il s'arrêtait sur les charmes de la terre natale : tout y était meilleur, disait-il ; il n'était pas jusqu'à l'odeur du sol même ; elle lui eût suffi pour le deviner les yeux fermés ; il ne l'avait retrouvée nulle part. Il s'y voyait dans ses premières années, à ses premières amours ; il s'y trouvait dans sa jeunesse, au milieu des précipices, franchissant les sommets élevés, les vallées profondes, les gorges étroites ; recevant les honneurs et les plaisirs de l'hospitalité ; parcourant la ligne des parents dont les querelles et les vengeances s'étendaient jusqu'au septième degré. Une fille, disait-il, voyait entrer dans la valeur de sa dot le nombre de ses cousins. Il se rappelait avec orgueil que n'ayant que vingt ans, il avait fait partie d'une grande excursion de Paoli à Porte di Nuovo. Son cortège était nombreux ; plus de cinq cents des siens l'accompagnaient à cheval ; Napoléon marchait à ses côtés ; Paoli lui expliquait, chemin faisant, les

positions, les lieux de résistance ou de triomphe de la guerre de la liberté. Il lui détaillait cette lutte glorieuse ; et sur les observations de son jeune compagnon, le caractère qu'il lui avait laissé apercevoir, l'opinion qu'il lui avait inspirée, il lui dit : *Ô Napoléon ! tu n'as rien de moderne ! tu appartiens tout à fait à Plutarque.*

Quand Paoli voulut livrer son île aux Anglais, la famille Bonaparte demeura chaude à la tête du parti français, et eut le fatal honneur de voir *intimer* contre elle *une marche* des habitants de l'île, c'est-à-dire d'être attaquée par la levée en masse.

« Douze ou quinze mille paysans, disait l'Empereur, fondirent des montagnes sur Ajaccio ; notre maison fut pillée et brûlée, les vignes perdues, les troupeaux détruits. Madame, entourée d'un petit nombre de fidèles, fut réduite à errer quelque temps sur la côte, et dut gagner la France. Toutefois Paoli, à qui notre famille avait été si attachée, et qui lui-même avait toujours professé une considération particulière pour Madame, Paoli avait essayé près d'elle la persuasion ayant d'employer la force. Renoncez à votre opposition, lui avait-il fait dire, elle perdra vous, les vôtres, votre fortune ; les maux seront incalculables, rien ne pourra les réparer. » En effet, l'Empereur faisait observer que sans les chances que lui a procurées la révolution, sa famille ne s'en serait jamais relevée. « Madame répondit en héroïne, et comme eût fait Cornélie, disait Napoléon, qu'elle ne connaissait pas deux lois, qu'elle, ses enfants, sa famille, ne connaissent que celle du devoir et de l'honneur. Si le vieil archidiacre Lucien eût vécu, ajoutait l'Empereur, son cœur eût saigné à l'idée du péril de ses moutons, de ses chèvres et de ses bœufs, et sa prudence n'eût pas manqué de conjurer l'orage. »

Madame, victime de son patriotisme et de son dévouement à la France, crut être accueillie à Marseille en émigrée de distinction ; elle s'y trouva perdue, à peine en sûreté, et fut fort déconcertée de ne trouver le patriotisme que dans les rues et tout à fait dans la boue.

Napoléon, dans sa jeunesse, avait écrit une histoire de la Corse, qu'il adressa à l'abbé Raynal, ce qui lui valut quelques lettres et des distinctions flatteuses de la part de cet écrivain, alors l'homme à la mode. Cette histoire s'est perdue.

L'Empereur nous disait que, lors de la guerre de Corse, aucun des Français qui étaient venus dans l'île n'en sortait tiède sur le caractère de ses montagnards ; les uns en étaient pleins d'enthousiasme, les autres ne voulaient y voir que des brigands.

À Paris, on avait dit au Sénat que la France avait été cherché un maître chez un peuple dont les Romains ne voulaient pas pour esclaves. « Ce sénateur a pu vouloir m'injurier, disait l'Empereur, mais il faisait là un grand compliment aux Corses. Il disait vrai ; jamais les Romains n'achetaient d'esclaves corses ; ils savaient qu'on n'en pouvait rien tirer ; il était impossible de les plier à la servitude. »

Lors de la guerre de la liberté en Corse, quelqu'un proposa le singulier plan de couper ou de brûler tous les châtaigniers, dont le fruit faisait la nourriture des montagnards : « Vous les forcerez, disait-il, à descendre dans la plaine vous demander la paix et du pain. » Heureusement, disait l'Empereur, que c'était de ces plans inexécutables qui ne sont quelque chose que sur le papier. Par un sentiment contraire, Napoléon, dans ses premières années, déclamait constamment contre les chèvres, qui sont nombreuses dans l'île, et causent de grands dégâts aux arbres. Il voulait qu'on les extirpât entièrement. Il avait à ce sujet des prises terribles avec le vieil archidiacre son oncle, qui en possédait de nombreux troupeaux et les défendait en patriarche. Dans sa fureur, il reprochait à son neveu d'être un novateur, et accusait les *idées philosophiques* du péril de ses chèvres.

Paoli mourut fort vieux à Londres ; il vit Napoléon Premier Consul et Empereur, et le chagrin de celui-ci est de ne pas l'avoir rappelé près de lui. « C'eût été une grande jouissance pour moi, un vrai trophée, disait-il ; mais, entraîné par les grandes affaires, j'avais rarement le temps de me livrer à mes sentiments personnels. »

Au retour de l'Empereur, en 1815, Joseph, à l'arrivée de Lucien à Paris, conseilla à l'Empereur de l'envoyer gouverneur général en Corse : cela avait même été résolu ; l'importance et la précipitation des événements l'ont empêché. S'il en avait été ainsi, disait l'Empereur, il y fût demeuré le maître ; cela eût offert de grandes ressources à nos patriotes persécutés. À combien de malheureux la Corse n'eût-elle pas servi d'asile ! Du reste, il répétait qu'il avait peut-être fait une faute, en abdiquant, de ne pas s'être réservé la souveraineté de la Corse, avec quelques millions de la liste

civile ; de n'avoir pas emporté ce qu'il avait de précieux, et gagné Toulon, d'où rien n'eût pu gêner son passage ; qu'alors il se fût trouvé chez lui ; la population eût été sa famille ; il eût disposé de tous les bras, de tous les cœurs. Trente mille, cinquante mille alliés n'auraient pu le soumettre. Aucun d'eux n'en eût voulu prendre la charge ; mais c'est précisément cette position même si heureuse qui l'a retenu. Il n'avait pas voulu qu'on eût pu dire que dans le naufrage du peuple français, qui lui était visible, lui seul avait eu l'art de gagner le port.

On lui racontait alors qu'il avait couru dans le monde qu'il eût été le maître en 1814 d'avoir la Corse au lieu de l'île d'Elbe. « Sans doute, disait l'Empereur, et quand on saura bien les affaires de Fontainebleau, on sera bien surpris ! J'eusse pu alors me réserver ce que j'eusse voulu ; l'humeur du moment me décida pour l'île d'Elbe. Toutefois, si j'avais eu la Corse, il est à croire que le retour de 1815 n'eût pas été tenté. À l'île d'Elbe même, ce n'est qu'en gouvernant mal, qu'en n'accomplissant pas vis-à-vis de moi les engagements stipulés qu'on a prononcé mon retour. »

Nous avons alors rappelé à l'Empereur sa première intention de monter à cheval ; il nous a dit qu'il aimait mieux causer et marcher. Il a demandé son déjeuner, à la suite duquel nous sommes demeurés longtemps à parler de l'ancienne cour, de la noblesse qui la composait, de ses prétentions, des carrosses du roi, etc., et tout cela se comparait à mesure avec ce qu'avait créé l'Empereur.

De là il est remonté à l'époque de son consulat et aux grandes difficultés qu'avait présentées l'espèce de cour qu'il s'agissait alors de composer. Le Premier Consul, en arrivant aux Tuileries, succédait à des orages, à des temps, à des mœurs qu'il était résolu de faire oublier. Mais il avait toujours été aux armées ; il arrivait d'Égypte, il avait quitté la France jeune et sans expérience. Il ne connaissait personne, et c'est ce qui lui causa d'abord un grand embarras. Lebrun fut pour lui, dans ces premiers moments, une espèce de tuteur fort précieux. Les banquiers ou faiseurs d'affaires étaient alors ceux qui donnaient le ton ; à peine le Consul était-il nommé, que plusieurs s'empressèrent d'offrir des prêts considérables. Ce dévoilement ne semblait que généreux, mais renfermait d'arrière-espérances. C'étaient en général des gens mal famés ; ils furent refusés.

Le Premier Consul avait une répugnance naturelle contre les faiseurs d'affaires ; il s'était fait un devoir, disait-il, de montrer d'autres principes que ceux du temps du Directoire. Il voulait que la probité devînt le premier ressort et le caractère de son nouveau gouvernement. Le Consul se vit aussi presque aussitôt entouré de femmes de fournisseurs ; elles étaient toutes charmantes et de la dernière élégance : ces deux circonstances semblaient être de rigueur parmi tous les faiseurs d'affaires et entrer pour beaucoup dans leurs spéculations. Mais le sévère Lebrun était là pour éclairer son jeune Télémaque. Il fut résolu de ne pas les admettre dans la société des Tuileries. Toutefois on n'était pas sans embarras pour la composer ; on ne voulait pas de nobles, pour ne pas effaroucher les opinions publiques : on ne voulait pas de faiseurs d'affaires, afin de relever les mœurs nouvelles ; il ne restait pas grand-chose : aussi fut-ce d'abord pendant quelque temps une espèce de lanterne magique fort mêlée et très changeante. Cependant cette réunion eut bientôt sa couleur, son ton, son mérite.

À Moscou, le vice-roi trouva une correspondance de la princesse Dolgorowcki, qui avait habité Paris à cette époque. Elle parlait fort bien des Tuileries dans ses lettres. Elle disait que ce n'était pas précisément une cour, mais que ce n'était pas non plus un camp ; que c'était une autorité, une tenue toute nouvelle ; que le Premier Consul n'avait pas le chapeau sous le bras ni l'épée d'acier, il est vrai, mais que ce n'était pas non plus un homme à sabre, etc., etc. « Et, continuait l'Empereur, voilà pourtant ce que sont les hommes et les rapports ; c'est sur de pareilles expressions, mais mal présentées, que la princesse Dolgorowcki a dû être fort maltraitée par moi. Je dois lui avoir donné l'ordre dans le temps de quitter la France ; nous la supposions mauvaise, et nous étions, comme on le voit, dans l'erreur. Madame Grant, dont le ministre des relations étrangères n'avait point encore fait sa femme, a beaucoup contribué à nous aliéner les Russes. »

L'Empereur disait qu'au retour de l'île d'Elbe il aurait éprouvé moins d'embarras pour composer sa société. « Elle était même toute trouvée, ajoutait-il, dans ce que j'appelais mes veuves : la duchesse d'Istrie, madame Duroc, mesdames Regnier, Legrand et toutes les autres veuves de mes premiers généraux. Je disais aux princesses qui me demandaient comment recomposer leur cour de suivre mon exemple. Rien n'était plus naturel, plus beau, plus moral. Elles étaient encore jeunes, et pourtant déjà formées au

monde ; dans le nombre il s'en trouvait même de charmantes et de fort aimables : la plupart auront été ruinées ; plusieurs, dit-on, se remarient et changent de nom, de sorte que de tant de fortunes et de tant d'élévation fondées par moi, tout, jusqu'aux noms mêmes, disparaîtra peut-être. S'il en était ainsi, ne donneront-ils pas l'occasion de dire qu'il fallait après tout qu'il y eût un vice radical dans les choix que j'avais faits ? Ce serait du reste tant pis pour eux ; ils ne feront là que ménager un triomphe et des insolences à la vieille aristocratie. »

Nous sommes revenus à lui rappeler la course à cheval ; nous y tenions, parce que nous savions que sa santé en dépendait, mais il n'y a pas eu moyen. « Nous sommes bien ici, a-t-il dit, bâtissons-y trois tentes, etc., etc. » Et la causerie a continué sur le faubourg Saint-Germain, l'hôtel de Luynes, qu'il en disait la métropole ; et il a raconté l'exil de madame de Chevreuse. Il l'avait menacée maintes fois, et pour des torts réels, pour de véritables insolences, assurait-il. Un jour, poussé à bout, il lui avait dit : « Madame, dans vos maximes et dans vos doctrines féodales, vous vous prétendez les seigneurs de vos terres ; eh bien ! moi, d'après vos principes, je me dis le seigneur de la France, et Paris est mon village. Or, je n'y souffre personne qui veuille m'y déplaire. Je vous juge par vos propres lois ; sortez-en, et n'y rentrez jamais. » L'Empereur, en l'exilant, s'était promis d'être inflexible pour son retour, parce qu'il avait beaucoup supporté avant de punir, et qu'il fallait, disait-il, un exemple sévère qui épargnât le besoin de le répéter sur d'autres. C'était là un de ses grands principes.

Je disais à l'Empereur que j'avais été fort souvent à l'hôtel de Luynes, que j'avais beaucoup connu madame de Chevreuse et sa belle-mère, à laquelle je demeurais toujours fort attaché. Celle-ci avait fait preuve d'une rare et constante affection pour sa belle-fille, ayant voulu partager son exil et l'ayant suivie dans tous ses voyages. Dans ma mission en Illyrie, je les rencontrai de nuit dans une auberge au pied du Simplon, et ce fut pour elles une véritable joie, une bonne fortune inattendue que de pouvoir se procurer au milieu du désert les plus petits détails de Paris et de la cour : c'était l'avidité de Fouquet aux récits de Lauzun ; car l'éloignement de la capitale était devenu pour elles une véritable mort, et elles en étaient au désespoir.

Enfin j'ajoutais que j'avais vu l'hôtel de Luynes pendant longtemps, sinon conquis, du moins calmé, et peut-être moins qu'indifférent. Les

désastres inattendus avaient tout réveillé.

Quant à madame de Chevreuse, jolie, spirituelle, aimable, presque un peu plus que bizarre, elle avait été sans doute poussée par l'appât de la célébrité et par l'essaim de ses courtisans ou de ses adorateurs : « J'entends, reprit l'Empereur, elle espérait recommencer la Fronde ; mais moi je n'étais pas un roi mineur. »

Le brick *le Musquito*, parti d'Angleterre le 23 mars, est arrivé avec les journaux français jusqu'au 5 mars, et ceux de Londres jusqu'aux 21. Rentrant dans son cabinet, l'Empereur m'a dit de le suivre. Il y a lu le *Journal des Débats*. Pendant cette lecture, il m'a été remis de la part du grand maréchal, pour l'Empereur, une lettre venant de l'Europe. Je la lui ai remise ; il l'a lue une fois, a soupiré ; il l'a relue encore, l'a déchirée et jetée sous la table : elle était arrivée ouverte !... Il s'est remis à sa lecture des journaux, puis, s'interrompant tout à coup au bout de quelques minutes, il m'a dit : « C'est de la pauvre Madame ; elle se porte bien, et veut venir me rejoindre !... » et il s'est remis à lire. Ces nouvelles, les premières qui fussent parvenues à l'Empereur sur sa famille, étaient de la main du cardinal Fesch, et l'Empereur se montrait visiblement blessé de les avoir reçues ouvertes.

Moreau – Georges – Pichegru – Opinion du camp de Boulogne, de Paris – Maubreuil.

Jeudi 30.

L'Empereur est sorti sur les deux heures. Nous nous trouvions tous autour de lui ; il est revenu sur les journaux des *Débats*, sur les statues que les papiers annonçaient devoir être élevées à Moreau et à Pichegru. « À Moreau, disait-il, dont la conspiration de 1803 est aujourd'hui si bien prouvée, à Moreau, qui en 1813 est mort sous la bannière russe ! à Pichegru, coupable d'un des plus grands crimes que l'on connaisse ; un général qui s'est fait battre exprès, qui a fait tuer ses soldats de connivence avec l'ennemi ! Et après tout, continuait-il, comme l'histoire n'est guère que ce que répètent les hommes, à force de répéter que ce sont de grands hommes qui ont bien mérité de leur pays, ils finiront par passer pour tels, et leurs adversaires ne seront plus que des misérables. »

On lui faisait observer qu'il ne pouvait en être ainsi que dans les temps de ténèbres et d'ignorance ; qu'aujourd'hui la quantité d'actes et de monuments publics, l'impression, la gravure et l'universalité des lumières feraient toujours ressortir la vérité pour ceux qui voudraient la connaître, que chaque parti aurait ses historiens, à l'aide desquels l'homme sage pourrait toujours porter un jugement impartial.

L'Empereur alors a repris toute l'affaire de Moreau, Georges et Pichegru, dont j'ai déjà parlé et dont j'ai promis plus tard les détails ; il a dit aujourd'hui que celui qui confessa les premières indications désigna, sans pouvoir la nommer, une personne à laquelle Georges et les autres chefs ne parlaient que chapeau bas, avec beaucoup d'égards et de respect. On présuma d'abord que ce devait être le duc de Berri. Un instant on pensa que cela avait pu être l'apparition momentanée du duc d'Enghien. Un des conspirateurs, que la mélancolie saisit dans sa prison, déchira le voile sans intention. Il se pendit peu de jours après son arrestation ; on accourut au bruit, on le délivra, mais la nature avait repris ses droits : gisant sur son grabat, et dans la crise qu'il venait d'éprouver, il répétait des imprécations contre Moreau, l'accusait d'avoir appelé traîtreusement un bon nombre d'honnêtes gens, de leur avoir promis une grande assistance, et de n'avoir personne ; il nommait aussi Georges et Pichegru. Ce furent les premiers soupçons qu'on eut contre Moreau, les premiers indices contre Pichegru ; on n'avait pensé jusque-là ni à l'un ni à l'autre. Ce fut alors que Réal, qui était accouru à cette espèce de confession de mort, proposa au Consul d'arrêter Moreau.

« La crise était des plus fortes, disait l'Empereur ; l'opinion publique fermentait, on calomniait la sincérité du gouvernement sur la conspiration dont il parlait, sur les conspirateurs qu'il dénonçait. Ils étaient au nombre d'environ quarante que le gouvernement affirmait être dans Paris. On en publia les noms, et le Premier Consul mit son honneur à s'en saisir. Il manda Bessières, et commanda que sa garde entourât Paris et gardât ses murailles. Pendant six semaines personne ne sortit plus de Paris sans des motifs précis et autorisés. Tous les esprits étaient sombres ; mais chaque matin le *Moniteur* annonçait la capture d'un, deux ou trois des individus mentionnés. L'opinion tourna, elle me revint, et l'indignation croissait à

mesure qu'on saisissait des conspirateurs. Il n'en échappa pas un seul, ils furent tous arrêtés. »

Les papiers du temps disent comment le fut Georges, qui ne succomba qu'après avoir tué deux hommes. Il paraît qu'il avait été trahi par son camarade, qui conduisait le cabriolet où ils étaient ensemble l'un et l'autre.

Quant à Pichegru, il fut victime de la plus infâme trahison. « C'est vraiment, disait l'Empereur, la dégradation de l'humanité ; il fut vendu par son ami intime, cet homme, disait l'Empereur, que je ne veux pas nommer, tant son acte est hideux et dégoûtant. » Et ici nous lui apprîmes que ce nom était dans le *Moniteur*, ce qui l'étonna. « Cet homme, continua-t-il, ancien militaire, et qui depuis a fait le négoce à Lyon, vint offrir de le livrer pour cent mille écus. Il raconta qu'ils avaient soupé la veille ensemble, et que Pichegru, se lisant chaque matin dans le *Moniteur*, et sentant approcher sa destinée, lui avait dit : Mais si moi et quelques généraux nous allions résolûment nous présenter au front des troupes, ne les enlèverions-nous pas ? – Non, lui dit son ami, vous ne vous doutez pas de la France ; vous n'auriez pas un seul soldat, et il disait vrai. La nuit venue, l'infidèle ami conduisit les agents de police à la porte de Pichegru, leur détailla les formes de la chambre, ses moyens de défense. Pichegru avait des pistolets sur sa table de nuit, la lumière était allumée, il dormait ; on ouvrit doucement la porte avec de fausses clefs que l'ami avait fait faire exprès. On renversa la table de nuit, la lumière s'éteignit, et l'on se colletait avec Pichegru, réveillé en sursaut. Il était très fort ; il fallut le lier et le transporter nu. Il rugissait comme un taureau. »

De là l'Empereur est passé à dire qu'en arrivant au consulat il avait eu à cœur d'apaiser les départements de l'Ouest. Il avait fait venir la plupart des chefs ; il en avait ému plusieurs, et avait, disait-il, fait verser des larmes à quelques-uns au nom de la patrie et de la gloire. Georges eut son tour ; l'Empereur dit qu'il tâta toutes ses fibres, parcourut toutes les cordes ; ce fut en vain : le clavier fut épuisé sans produire aucune vibration. Il le trouva constamment insensible à tout sentiment vraiment élevé ; Georges ne se montra que froidement avide du pouvoir : il en demeura toujours à vouloir commander ses cantons. Le Premier Consul, après avoir épuisé toute conciliation, prit le langage du premier magistrat. Il le congédia en lui recommandant d'aller vivre chez lui tranquille et soumis, de ne pas se

méprendre surtout à la nature de la démarche qu'il venait de faire en cet instant, de ne pas attribuer à faiblesse ce qui n'était que le résultat de sa modération et de sa grande force ; qu'il se dît bien et répêât à tous les siens que, tant que le Premier Consul tiendrait les rênes de l'autorité, il n'y aurait ni chance ni salut pour quiconque oserait conspirer. Georges s'en fut ; et la suite a prouvé que ce n'était pas sans avoir puisé dans cette conférence quelque estime pour celui qu'il ne cessa de vouloir détruire.

Moreau était le point d'attraction et de ralliement qui avait attiré la nuée de conspirateurs qui vint de Londres fondre sur Paris. Il paraît que Lajollais, son aide de camp, les avait trompés en leur parlant au nom de Moreau, et en leur disant que ce général était sûr de toute la France et pouvait disposer de toute l'armée. Moreau ne cessa de leur dire, à leur arrivée, qu'il n'avait personne, pas même ses aides de camp ; mais que, s'ils tuaient le Premier Consul, il aurait tout le monde.

Moreau, livré à lui-même, disait l'Empereur, était un fort bon homme, qu'il eût été facile de conduire : c'est ce qui explique ses irrégularités. Il sortait du palais tout enchanté, il y revenait plein de fiel et d'amertume ; c'est qu'il avait vu sa belle-mère et sa femme. Le Premier Consul, qui eût été bien aise de le rallier à lui, se raccommoda une fois à fond ; mais cela ne dura que quatre jours. En effet, depuis on essaya maintes fois de les rapprocher ; Napoléon ne le voulut plus. Il prédit que Moreau ferait des fautes, qu'il se perdrait ; et certes il ne pouvait le faire d'une manière qui justifiât plus complètement la prédiction du Premier Consul et le servît davantage.

À Wittemberg, quelques jours avant la bataille de Leipsick, on intercepta des chariots et des effets dans lesquels étaient les papiers de Moreau qu'on renvoyait à sa veuve en Angleterre. L'une de ces lettres était de madame Moreau elle-même, qui avait écrit à son mari de laisser là ses hésitations, son insignifiance habituelle, et de savoir prendre hardiment un parti ; de faire triompher la légitime, celui des Bourbons. Moreau répondait à cela, peu de jours avant sa mort, qu'elle le laissât tranquille avec ses chimères. « Me voilà bien rapproché de la France, lui mandait-il, bien à même de prendre de bonnes informations... Eh bien ! on m'a fait donner dans un véritable guêpier. »

L'Empereur fut au moment de faire imprimer ces papiers dans le *Moniteur* ; mais il existait encore en France quelques personnes aveuglément tenaces sur l'opinion qu'elles avaient toujours conservée de Moreau, s'obstinant à le regarder comme une victime de la tyrannie. La contre-révolution n'avait pas encore permis qu'on vînt se vanter de ses actes désavoués jusque-là, et en réclamer la récompense. La circonstance d'inimitié personnelle arrêta l'Empereur. Il ne trouva pas qu'il fût bien de la réveiller à son avantage, et de flétrir un homme qu'un boulet venait de frapper sur le champ de bataille.

Le grand procès de Moreau et de Pichegru fut fort long et agita grandement l'esprit public. Ce qui vint ajouter encore à l'éclat de cette affaire et à la crise, remarquait Napoléon, fut de se trouver compliquée avec l'affaire du duc d'Enghien, qui vint à la traverse. « Les hommes d'État, disait l'Empereur, m'ont reproché une grande faute dans ce procès, et l'ont comparée à celle de Louis XVI dans l'affaire du collier, qu'il mit entre les mains du Parlement, au lieu de la faire juger par une commission. Selon ces hommes d'État, j'aurais dû me contenter de livrer les coupables à une commission militaire ; c'eût été terminé en deux fois vingt-quatre heures ; *je le pouvais*, c'était légal, et l'on ne m'en eût pas voulu davantage ; je ne me serais pas exposé aux chances que je courus. Mais je me sentais un pouvoir tellement indéterminé, j'étais en même temps si fort en justice, que je voulus que le monde entier demeurât témoin. Aussi les ambassadeurs, les agents de toutes les puissances assistèrent-ils constamment aux débats ! »

Quelqu'un alors fit observer à l'Empereur que le parti qu'il avait pris se trouvait bien heureux aujourd'hui, et pour l'histoire, et pour son caractère. Il existait par là trois volumes de pièces authentiques du procès.

Un de nous, qui servait alors à l'armée de Boulogne, disait que tous ces événements, même celui du duc d'Enghien, y avaient paru en règle ; qu'ils y avaient été tous adoptés, et que sa surprise avait été grande, revenant quelques mois après à Paris, d'y trouver l'exaspération qu'ils y avaient créée.

L'Empereur convenait qu'elle avait été extrême, surtout celle causée par la mort du duc d'Enghien, sur laquelle même encore aujourd'hui en Europe on semblait, disait-il, juger aveuglément et avec passion. Il énumérait de nouveau son droit et ses raisons ; il a fait passer en revue les nombreuses

tentatives pratiquées sur sa personne. Il remarquait que pourtant il devait à la justice de dire qu'il n'avait jamais trouvé Louis XVIII dans une conspiration directe contre sa vie ; ce qui avait été, l'on pouvait dire, permanent chez M. le comte d'Artois. Il n'avait jamais connu de Louis XVIII que des plans systématiques, des opérations idéales, etc., etc...

« Si je fusse demeuré en 1815, a-t-il continué, j'allais produire au grand jour quelques-uns des derniers attentats. L'affaire Maubreuil surtout eût été solennellement instruite par la première Cour de l'empire, et l'Europe eût frémi d'horreur en voyant jusqu'où pouvait remonter la honte de l'assassinat et du guet-apens. »

Politique – Angleterre – Lettres retenues par le gouverneur – Paroles caractéristiques.

Vendredi 31.

À cinq heures, j'ai été joindre l'Empereur dans le jardin ; nous y étions tous réunis. Il était sur la politique, il peignait la triste situation de l'Angleterre au milieu de ses triomphes ; le gouffre de sa dette, la folie, le besoin, l'impossibilité pour elle d'être un pouvoir continental, les dangers de sa constitution, les véritables embarras des ministres, la juste clameur de tous. L'Angleterre, avec ses cent cinquante ou deux cent mille soldats, faisant autant d'efforts que lui en avait jamais fait à l'époque de sa grande puissance, elle faisait peut-être davantage. Jamais il n'avait eu plus de cinq cent mille Français au complet. Les traces de son système continental étaient suivies maintenant par toutes les puissances du continent : elles le seraient plus à mesure qu'elles s'assiéraient davantage. Il n'hésitait pas à dire, et il le prouvait, que, malgré les événements du jour, l'Angleterre eût gagné à demeurer fidèle au traité d'Amiens ; que l'Europe entière y eût gagné ; que lui seul Napoléon et sa gloire y eussent perdu, et que c'était l'Angleterre pourtant, et non pas lui, qui l'avait rompu.

Il n'était plus qu'un système pour l'Angleterre, continuait-il, celui de revenir à sa constitution, d'abandonner le système militaire, de ne plus se mêler du continent que par l'influence de la mer, sur laquelle elle régnait seule aujourd'hui. Si elle prenait toute autre marché, on pouvait lui prédire de grands malheurs ; et elle la prendrait inévitablement cette marche, parce

que toute son aristocratie le voudrait ainsi, et que l'ineptie, l'orgueil ou la vénalité de son ministère présent le feraient persister dans sa marche actuelle.

L'Empereur est rentré dans son cabinet où je l'ai suivi. Il m'a parlé d'une lettre qui, m'ayant été envoyée d'Angleterre par la poste ordinaire, aurait été retenue par le gouverneur, pour ne lui avoir pas été adressée officiellement. On en disait autant d'une lettre pour le grand maréchal. L'Empereur remarquait que, s'il en était ainsi, il y aurait quelque chose de barbare et d'inhumain dans la conduite du gouverneur de les avoir renvoyées sans nous en avoir parlé, sans nous donner la consolation d'apprendre de qui elles étaient. Un défaut de forme, disait-il, peut se réparer aisément dans l'île ; il ne saurait en être de même à deux mille lieues de distance de nous.

Après le dîner, l'Empereur, causant sur notre situation et la conduite du gouverneur, qui est venu aujourd'hui faire rapidement le tour de nos murailles, revenait sur la dernière entrevue qu'ils avaient eue ensemble, et disait des choses précieuses à ce sujet. « Je l'ai fort maltraité sans doute, disait-il, et rien que ma situation présente ne saurait me justifier ; mais la mauvaise humeur m'est permise : j'en rougirais dans toute autre situation. Si c'eût été aux Tuileries, je me croirais en conscience obligé à des réparations. Jamais, au temps de ma puissance, je ne maltraitai quelqu'un qu'il n'y eût de ma part quelque mot qui raccommodat le tout ; mais ici il n'y en a eu aucun, et je n'en avais pas l'envie. Toutefois il y a été peu sensible ; sa délicatesse n'en a pas semblé blessée. J'aurais aimé, pour son honneur, à lui voir, par exemple, témoigner de la colère, repousser la porte avec violence en sortant, ou toute autre chose pareille. J'eusse été certain du moins qu'il y avait en lui du ressort et de l'élasticité ; mais je n'y ai rien trouvé. »

Chapitre 11.

Bataille du Tagliamento. — Depuis le passage de la Piave, le 13 mars 1797, jusqu'à l'entrée de l'armée française en Allemagne, le 28 du même mois : espace de dix-sept jours.

N.B. Les mots en italiques sont des corrections au manuscrit, de la main de l'Empereur.

Je vais mettre ici ce qui me reste des chapitres de l'armée d'Italie, pour ne les pas trop éloigner de ceux qui précèdent.

Dans ce qui a été publié plus tard sur ces campagnes d'Italie émanant directement de l'Empereur, je dois dire que j'y remarque des chapitres entièrement neufs, et que ceux que je connaissais montrent parfois quelque accroissement dans les détails, soit que Napoléon, dans ses loisirs, y soit revenu par pure prédilection, soit qu'il y ait été amené par la connaissance d'ouvrages publiés en Europe sur le même sujet.

I. *Situation de l'Italie au commencement de 1797.* — La *paix de Tolentino avait rétabli les relations avec Rome*. La cour de Naples était satisfaite de la modération des Français à l'égard du pape : elle y voyait une preuve que l'intention de la république était de *ne pas* se mêler de ses affaires intérieures, *et de ne donner aucun appui aux mécontents*. Nous étions maîtres de la république de Gênes, le parti oligarchique y était sans crédit. Les républiques cispadane et transpadane étaient animées du meilleur esprit ; nous y trouvions toute espèce d'assistance. *En Piémont*, Alexandrie, Fenestrelles, Cherasque, Coni, Tortone, avaient garnison française ; Suze, Labrunette, Desmont, étaient démolies. La misère et le mécontentement étaient à l'extrême *parmi le peuple*. Des mouvements d'insurrection s'étaient manifestés dans diverses provinces *contre la cour* ; le roi de Sardaigne *avait* réuni ses troupes de ligne en corps d'armée *pour*

les dissiper. Le général français avait tout fait pour maintenir l'ordre et la tranquillité en Piémont : il avait souvent menacé de faire marcher des troupes contre les mécontents ; mais les communications étaient rétablies entre le Piémont, la France et les républiques cispadane et transpadane. L'esprit qui dominait dans ces républiques se propageait en Piémont. Les officiers et les soldats français, animés des principes républicains, les propageaient dans toute l'Italie. Les circonstances étaient devenues telles qu'il fallait, pour assurer les desseins du général français, ou détruire le roi de Sardaigne, ou dissiper entièrement toutes ses inquiétudes, et contenir les mécontents. Le général français imagina de proposer un traité offensif et défensif à la cour de Sardaigne ; il fut signé par le général Clarke et le marquis de Saint-Marsan. La république garantissait au roi sa couronne ; le roi déclarait la guerre à l'Autriche, et fournissait un contingent de dix mille hommes et vingt pièces de canon à l'armée française. Ce traité était très important pour l'exécution du grand plan du général en chef ; son armée se trouvait renforcée, et il avait avec lui des otages qui lui assuraient le Piémont pendant son absence de l'Italie. Mais le Directoire ne sentit point l'importance de ce traité, et en ajourna constamment la ratification. Cependant la publicité du traité donna un nouveau crédit au roi et découragea les malveillants. L'état de Venise seul donnait des inquiétudes : Brescia, Bergame, la Polésine, une partie du Vicentin et du Padouan étaient parfaitement disposés pour la cause française ; mais le parti autrichien, qui était celui du sénat de Venise, pouvait disposer de la plus grande partie du Véronais, et de douze mille Esclavons qui étaient dans Venise. Tous les moyens que Napoléon put imaginer pour aplanir les difficultés ayant échoué, il fut obligé de passer outre, de se contenter d'occuper la forteresse de Vérone, et de laisser un corps de réserve pour observer le pays vénitien et garantir la sûreté de ses derrières. On verra dans le chapitre suivant les raisons qui s'opposèrent à ce qu'il mît fin aux troubles de cette république avant d'entrer en Allemagne.

II. *L'empereur d'Allemagne refuse de reconnaître la république française et d'entrer en négociation. Le général français se dispose à l'y forcer. — Avant et après la prise de Mantoue, diverses ouvertures pacifiques avaient été faites à la cour de Vienne : toutes furent infructueuses ; le général Clarke*

avait été envoyé de Paris avec une lettre du Directoire à l'empereur d'Allemagne, et des pleins pouvoirs pour négocier et conclure des préliminaires de paix. Une conférence avait eu lieu à Vicence, avant la bataille de Rivoli, entre Clarke et le baron de Vincent, *aide de camp de l'empereur*. Ce dernier *dit* que son maître ne reconnaissait point la république française, et ne *pouvait* entendre parler de paix *sans le concours de son allié, c'est-à-dire de l'Angleterre*. Depuis la prise de Mantoue, Clarke fit une seconde tentative. Il se rendit à Florence, et vit le grand-duc ; il obtint la même réponse. Le général français, tranquille sur l'Italie, résolut de rejeter les Autrichiens au-delà des Alpes Juliennes, de les poursuivre sur la Drave, sur la Muer, de passer le Simmering, et d'obliger l'empereur d'Autriche à signer la paix dans Vienne. Le projet était vaste, le succès paraissait assuré. Le général en chef promit la paix au gouvernement *français* dans le courant de l'été.

L'armée d'Italie n'avait jamais été si belle, si nombreuse, ni en meilleur état : elle se composait de huit divisions d'infanterie, de six mille chevaux, et comptait cent cinquante pièces de canon bien attelées. Ses troupes étaient bien habillées, bien chaussées, bien nourries, bien payées, composées de vieux soldats et d'excellents officiers. Cette armée, d'environ soixante mille hommes, *pouvait* tout entreprendre.

L'armée française, depuis la prise de Mantoue, menaçait directement les États héréditaires de la maison d'Autriche ; ses avant-postes étaient sur les frontières. Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui avaient leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, en étaient éloignées de plus de cent lieues, *en étant séparées par les États* du corps germanique. L'armée d'Italie était éloignée d'environ cent quatre-vingts lieues de Vienne, et les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse de plus de deux cents lieues. L'armée d'Italie fixa donc toute l'attention de la cour de Vienne. Le prince Charles, qui avait obtenu des succès sur *le Danube* dans les campagnes précédentes, fut envoyé sur la Piave avec quarante mille hommes de *renfort* des meilleures troupes de la monarchie.

Dès le mois de janvier, les ingénieurs autrichiens parcouraient tous les cols et les hauteurs des Alpes Noriques, projetaient des retranchements, dressaient des plans pour fortifier Gradisca, Clagenfurt, Tarvis. Mais tous ces travaux ne pouvaient se commencer qu'après la fonte des neiges, qui,

dans les Alpes Noriques, ne disparaissent que vers la fin de mars. Il était donc important de prévenir l'ennemi, avant qu'il n'eût réuni tous ses moyens et retranché les gorges et passages difficiles qu'on avait à traverser : Napoléon résolut d'être en Allemagne à la fin de mars.

III. *Plan de campagne de l'armée française pour marcher sur Vienne.* — Le Brenner est la sommité la plus élevée des Alpes du Tyrol ; c'est la division géographique de l'Allemagne et de l'Italie. L'Inn, l'Adda et l'Adige prennent leurs sources sur cette haute chaîne ; l'Inn coule du sud-ouest au nord-est, cinquante lieues dans le Tyrol, sur le revers du Brenner, vers le Danube, dans lequel il se jette, séparant la Bavière de l'Autriche. L'Adda, dont les sources sont près de celles de l'Inn, coule du nord au sud, et se jette, après vingt-huit lieues de cours, dans le lac de Côme, d'où elle sort pour traverser la Lombardie. L'Adige, qui prend sa source à peu de lieues de celle de l'Inn, court du nord au sud, à une cinquantaine de lieues sur l'autre penchant du Brenner, entre en Italie à Vérone, d'où elle se jette dans l'Adriatique près de l'embouchure du Pô. Un grand nombre d'affluents coulent dans ces diverses rivières, et forment des gorges à pic où il est impossible de pénétrer sans être maître des sommités. C'est la partie des Alpes la plus rude et la plus difficile, celle qui est la plus coupée et dont la pente est la plus brusque.

Pour se rendre de l'Italie à Vienne, il n'y a que trois grandes chaussées : celle du Tyrol, celle de la Carinthie et celle de la Carniole. La première traverse la chaîne supérieure des Alpes au col du Brenner ; la seconde au col des Alpes Noriques, entre Ponteba et Tarvis ; la troisième au col des Alpes de la Carniole, à quelques lieues de Laybach. Suivant la loi générale des Alpes, le col du Brenner est beaucoup plus élevé que le col de Tarvis ; le col de Tarvis que celui de Laybach.

La chaussée du Tyrol part de Vérone, remonte la rive gauche de l'Adige, passe à Trente, Bolzano, Brixen ; traverse le Brenner à soixante lieues de Vérone ; rencontre l'Inn à Innspruck, à neuf lieues et demie ; longe l'Inn jusqu'à demi-chemin de Rattemberg à Kuftein, et trouve Salzburg à trente-quatre lieues et demie, d'où elle traverse Ens sur le Danube, à trente-deux lieues, et de là jusqu'à Vienne court trente-six lieues. Cette chaussée, qui

porte le nom de chaussée du Tyrol, a donc de Vérone à Vienne cent soixante et onze lieues.

La chaussée de la Carinthie part de Saint-Danièle, traverse la chaîne des Alpes Noriques entre Tarvis et la Ponteba, en parcourant trente et une lieues ; elle passe la Drave à Villach, à vingt-quatre lieues et demie ; traverse Clagenfurt, capitale de la Carinthie, à huit lieues de Villach ; rencontre la Mur, qu'elle suit jusqu'à Judenbourg, à vingt lieues et demie, et continue, en serpentant sur l'une et l'autre rive jusqu'à Bruch, pendant l'espace de douze lieues. De Bruch, la chaussée quitte la Mur et monte pendant douze lieues sur le Simmering, montagne qui sépare la vallée du Danube de la vallée de la Mur, et de là descend dans la plaine qui conduit à Vienne, qui n'en est plus qu'à vingt lieues. Il y a donc des frontières de l'Italie à Vienne quatre-vingt-dix-sept lieues, ou de Saint-Danièle cent vingt-huit lieues.

La chaussée de la Carniole part de Goritz, arrive à Laybach après vingt-sept lieues, passe la Save, les Alpes, et descend sur la Drave, qu'elle passe à Marbourg, à trente lieues et demie de Laybach ; de Marbourg, elle rencontre la Mur à Ehrenhausen, à quatre lieues et demie ; elle longe cette rivière jusqu'à Bruch, en passant par Gratz, capitale de la Styrie, pendant l'espace de vingt-six lieues ; là elle rencontre la chaussée de la Carinthie : de Goritz à Vienne il y a donc, par la chaussée de la Carniole, cent trois lieues.

La chaussée du Tyrol se joint à la chaussée de la Carinthie par six communications transversales : 1° un peu au-dessus de Brixen, une chaussée dite Pusthersthal prend à droite, remonte un des affluents de l'Adige, passe à Lienz, Spital, et aboutit à Villach, à quarante-six lieues et demie de Brixen ; 2° de Salzbourg part une chaussée qui traverse Rastadt, rencontre le Pusthersthal à Spital, et arrive à Villach, à cinquante-deux lieues de Salzbourg ; 3° de la seconde chaussée transversale, à quatre lieues au-dessous de Rastadt, part une chaussée qui suit la Mur jusqu'à Scheiffing, où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; elle a environ seize lieues ; 4° de Lintz sur le Danube part une chaussée qui passe l'Ens près de Rottenman, traverse de hautes montagnes, et descend sur Judenbourg ; 5° d'Ens sur le Danube, une chaussée remonte l'Ens pendant environ vingt lieues, et redescend sur Léoben pendant environ huit lieues ; 6° enfin du Danube par Saint-Polten, une chaussée arrive à Bruch, qui en est à environ

vingt-quatre lieues. Les deux chaussées de la Carniole et de la Carinthie se joignent par trois communications transversales : 1° de Goritz, en remontant l'Isonzo pendant dix lieues, on arrive à Caporetto, où l'on trouve la chaussée d'Udine ; six lieues plus haut, on trouve la Chiusa autrichienne ; et enfin, cinq lieues plus haut, Tarvis, où elle joint la chaussée de la Ponteba ou de la Carinthie ; 2° de Laybach part une chaussée qui traverse la Save, la Drave, et arrive, après dix-sept lieues, à Clagenfurt ; mais elle est très difficile pour l'artillerie ; 3° enfin de Marbourg une chaussée remonte la Drave, et arrive, après environ vingt-cinq lieues, à Clagenfurt, où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; une fois dépassé Clagenfurt et Marbourg, ces deux chaussées de la Carinthie et de la Carniole cheminent parallèlement à une vingtaine de lieues l'une de l'autre, et n'ont plus aucune communication transversale praticable aux voitures.

Le projet de Napoléon était de pénétrer en Allemagne par la chaussée de *la Carinthie*, de traverser la Carniole, la Styrie, et d'arriver sur le Simmering ; mais le prince Charles *avait deux* armées : *l'une* en Tyrol, et l'autre *derrière* la Piave ; il fallait donc laisser une partie de l'armée en observation contre l'armée du Tyrol. Le général français préféra faire prendre également l'offensive aux divisions du Tyrol, les faire arriver jusqu'à Brixen, et *les diriger sur Clagenfurt* par la chaussée de Pusthersthal, dans le temps que le principal corps de l'armée se porterait sur la Piave, traverserait le Tagliamento, déboucherait par la chaussée de *la Carinthie* sur la Drave et Villach, *où il serait rejoint* par son aile du Tyrol ; et alors toute l'armée réunie marcherait sur le Simmering.

Trois divisions, formant un ensemble de quinze mille hommes sous les ordres du général Joubert, furent destinées à l'opération du Tyrol ; quatre, sous les ordres du général en chef en personne, faisant trente-cinq mille hommes, marchèrent sur le Tagliamento ; le 8e, qui se composait en partie des troupes qui avaient marché sur Rome, fut destiné à former un corps d'observation contre Venise, et assurer la tranquillité de nos derrières. Les généraux de division Baraguey-d'Hilliers et Delmas commandaient dans le Tyrol sous Joubert ; les généraux Masséna, Serrurier, Guieux et Bernadotte étaient à la tête des quatre divisions d'infanterie qui marchaient sur le Tagliamento ; le général Dugua commandait la cavalerie. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient passer le Rhin et entrer en

Allemagne, de manière à arriver sur le *Lech et le Danube* en même temps que l'armée française arriverait sur le *Simmering*. On avait compté sur la division du Piémont, forte de dix mille hommes ; mais le retard des ratifications priva l'armée française de ce renfort *si important*. *interligne}}*
IV. *Passage de la Piave, 13 mars*. — Dans le Tyrol, tout le mois de février se passa en fortes escarmouches. Les Autrichiens s'y étaient montrés en force et très hardis. Sur la Piave le prince Charles fit divers mouvements pour profiter de l'éloignement *d'une partie* de l'armée française, qu'il supposait sur Rome. Le général Guieux se crut menacé à Trévise, et repassa la Brenta ; mais le prince Charles, *mieux instruit, sut que le général français n'avait mené sur Rome que quatre ou cinq mille hommes, et s'arrêta*. Tout se réduisit à quelques escarmouches. Le quartier-général français arriva dans les premiers jours de mars à Bassano.

La proclamation suivante fut mise à l'ordre du jour :

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats ; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canons de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont.

« Les contributions mises sur les pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne ; vous avez en outre envoyé trente millions au ministère des finances pour le soulagement du trésor public.

« Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire.

« Vous avez conquis à la république les plus belles contrées de l'Europe ; les républiques lombarde et transpadane vous doivent leur liberté ; les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de navigation de l'ancienne Macédoine ; les rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le duc de Parme, se sont détachés de la coalition de nos ennemis, et ont brigué notre amitié ; vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse... Mais

vous n'avez pas encore tout achevé ; une grande destinée vous est réservée : c'est en vous que la patrie met ses plus chères espérances ; vous continuerez à en être dignes.

« De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la république à sa naissance, l'empereur seul reste devant nous : se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres ; il n'a plus de volonté, de politique, que celles de ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent.

« Le Directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe ; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses armées, il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles : il n'a pas été écouté à Vienne ; il n'est donc plus d'espérance pour la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la guerre actuelle. Les habitants de Vienne et des États d'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement : il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'Empereur. Vous respecterez leur religion et leurs mœurs ; vous protégerez leurs propriétés : c'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise.

« La maison d'Autriche, qui depuis trois siècles va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs privilèges, se trouvera réduite, à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons, et à descendre, dans la réalité, au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre.

« *Signé* BONAPARTE. »

L'armée se mit en mouvement. Il fallait passer la Piave, que défendait l'armée du prince Charles, et chercher à gagner avant lui les gorges d'Osope et de la Ponteba. Masséna, avec sa belle division, fut destiné à

remplir cet objet important ; il partit de Bassano, passa la Piave et le Tagliamento dans les montagnes, tournant ainsi toute l'armée du prince Charles. Celui-ci détacha une division pour l'opposer à cette manœuvre. Masséna la battit, la poursuivit l'épée dans les reins, lui prit beaucoup de monde et quelques pièces de canon. Parmi ces prisonniers se trouva le général de Lusignan, qui avait insulté les malades français ses compatriotes, aux hôpitaux de Brescia, durant les succès éphémères de Wurmser. Masséna se rendit maître de Feltres, de Cadore et de Bellune, *menant battant* la division autrichienne, sans éprouver de pertes considérables.

Le général en chef se porta le 12 sur Azolo, avec la division Serrurier, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conégliono, où était le quartier-général autrichien, tournant ainsi toutes les divisions autrichiennes qui défendaient la basse Piave, ce qui permit au général Guieux d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospedaletto. La rivière dans cet endroit est assez haute, et eût exigé un pont ; mais la bonne volonté y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière de l'armée, qui se jeta à la nage : le général en chef la récompensa en lui attachant au cou une chaîne d'or. Le 12, le général français fut à Conégliono avec les divisions Serrurier et Guieux. La division Bernadotte rejoignit le lendemain.

Le prince Charles avait choisi les plaines du Tagliamento pour champ de bataille, les croyant avantageuses *pour tirer parti* de sa cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir à Sacile ; mais elle fut battue par le général Guieux, qui y entra le 13. {{interligne}} V. *Bataille du Tagliamento, 16 mars*. — Le 16, à neuf heures du matin, les deux armées furent en présence, l'armée française sur la rive droite, l'armée autrichienne sur la rive gauche du Tagliamento. Les divisions Guieux, Serrurier, Bernadotte faisaient la gauche du centre, et la droite était avec le quartier-général, en avant de Valvasone. Le prince Charles, avec des forces à peu près égales, était rangé de la même manière, en face, sur la rive gauche. Par cette position, le prince Charles *ne couvrait pas la chaussée de la Ponteba*. Les débris de la division opposée à Masséna n'étaient plus capables de l'arrêter. Cependant la Ponteba était la route la plus courte de Vienne, et la direction naturelle pour couvrir cette capitale. Cette conduite du prince Charles ne pouvait s'expliquer qu'en supposant qu'il ne connaissait pas encore bien le nouveau

terrain sur lequel il devait opérer, lequel n'avait jamais été le théâtre de la guerre dans les temps modernes ; ou que, ne croyant pas le général français assez hardi pour se porter sur Vienne, il n'eût de crainte que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche ; ou enfin, que ses positions n'étant point définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours qui suffiraient à une division de grenadiers déjà arrivée à Clagenfurt, pour venir renforcer la division opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre. La cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier du torrent. Le général en chef, voyant l'ennemi trop bien préparé, fit poser les armes à ses soldats et établir les bivouacs. Le général autrichien y fut trompé ; il crut que l'armée française, *qui avait marché toute la nuit*, prenait position ; il fit un mouvement en arrière, et alla reprendre ses bivouacs. Mais deux heures après, quand tout fut tranquille dans les deux camps, les Français reprirent subitement les armes, et Duphot, à la tête de la 27^e légère, formant l'avant-garde de Guieux, et Murat, à la tête de la 15^e légère, conduisant l'avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leurs divisions, chaque brigade formant une ligne, et celles-ci appuyées par Serrurier, marchant derrière en réserve, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi avait couru aux armes ; mais déjà toutes nos troupes avaient passé dans le plus bel ordre, et se trouvaient rangées en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. Aux premiers coups de canon, Masséna exécuta son passage à Saint-Danièle : il éprouva peu de résistance et s'empara d'Osopo, cette clef de la chaussée de Ponteba que l'ennemi avait fait la faute de négliger : il l'intercepta désormais à l'armée autrichienne, sépara tout à fait de celle-ci la division qui lui était opposée, et la poursuivit jusqu'au pont de Casasola, en la jetant toujours sur la Carinthie. Le prince Charles désespéra de la victoire. Après plusieurs heures de combat et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, il se mit en retraite, nous laissant du canon et des prisonniers.

VI. *Plan de retraite du prince Charles.* — Le prince Charles ne pouvait plus se retirer vers la Ponteba *par la chaussée de Saint-Danièle et d'Osopo*, que Masséna tenait en sa possession. Il prit le parti de regagner cette

chaussée à Tarvis, *avec la plus grande partie de son armée*, par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne ; il jeta une de ses divisions sur sa gauche, par Palma-Nova, Gradisca et Laybach, pour couvrir la Carniole. Mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis, et l'armée autrichienne, par cette nouvelle route, avait cinq ou six marches à faire. Le prince Charles compromettait donc son armée : il le sentit, et, de sa personne, courut à Clagenfurt presser la marche d'une division de grenadiers qui s'y trouvait. *Cependant Masséna avait lui-même perdu deux jours ; mais ayant reçu l'ordre de se porter sans hésitation sur Tarvis, il y rencontra le prince Charles en bataille, avec les débris de la division qui, depuis la Piave, fuyait devant lui, et une belle division de grenadiers hongrois.*

Le combat fut vif et opiniâtre de part et d'autre. Chacun sentait l'importance du succès : car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarvis, la partie de l'armée autrichienne que le prince Charles avait engagée dans la vallée de l'Isonzo était perdue. Le prince Charles se prodigua de sa personne, et fut *plusieurs fois* sur le point d'être arrêté par les tirailleurs français. Le général Brune, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Le prince Charles fut rompu : il avait fait donner jusqu'à ses dernières réserves ; il ne put opérer aucune retraite. Les débris de ses troupes allèrent se rallier à Villach, derrière la Drave, Masséna, maître de Tarvis, s'y établit, *en faisant face du côté de Villach et du côté de Goritz, barrant les débouchés de l'Isonzo.*

VII. *Combat de Gradisca. Prise de Laybach et de Trieste.* — Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier-général se rendit à Palma-Nova : c'est une place forte qui appartient aux Vénitiens. Le prince Charles l'avait fait occuper, et y avait établi ses magasins ; mais jugeant qu'il lui faudrait laisser cinq à six mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il résolut de l'évacuer. *Nous l'armâmes aussitôt* et la mîmes à l'abri d'un coup de main. Le lendemain 19, on marcha sur l'Isonzo.

Le général Bernadotte se présenta à Gradisca pour passer cette rivière. Il trouva la ville fermée, et fut reçu à coups de canon ; on voulut parlementer avec le commandant de la place, mais il s'y refusa. Napoléon partit alors

avec la division Serrurier, prit le chemin de Montefalcone, et marcha jusqu'au lieu où la rive gauche de la rivière cesse de dominer la rive droite. Il lui fallait perdre du temps pour construire un pont ; le colonel Andréossi, directeur des ponts, se jeta le premier dans la rivière pour la sonder ; les colonnes suivirent son exemple, et l'on passa, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la faible fusillade de deux bataillons de Croates qui furent mis en déroute. Il était une heure après midi ; on prit alors sur la gauche ; on monta sur les hauteurs, qu'on suivit jusque vis-à-vis Gradisca, où l'on arriva à cinq heures du soir. La place se trouva ainsi cernée et dominée. La division Serrurier avait marché avec d'autant plus de rapidité, que la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut : il avait été repoussé, et avait perdu quatre à cinq cents hommes sans nécessité. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit l'Isonzo passé et les hauteurs couronnées, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre *avec plusieurs régiments et beaucoup de canons*. Le quartier-général fut porté le surlendemain à Goritz. La division Bernadotte fut dirigée sur Laybach. Le général Dugua, *avec mille chevaux, prit possession de Trieste*. La division Serrurier, de Goritz remonta l'Isonzo pour soutenir le général Guieux, et regagner à Tarvis la chaussée de la Carinthie. Le général Guieux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé vers Udine et Cividale, et avait rencontré à Caporetto la chaussée de l'Isonzo. Il avait eu tout le jour de forts engagements avec le principal corps du prince Charles qui avait pris la même route pour gagner Tarvis ; il lui avait tué beaucoup de monde et fait beaucoup de prisonniers. Le général autrichien avait laissé une arrière-garde à la Chiusa vénitienne, et s'était porté sur Tarvis, espérant que le prince Charles l'occupait encore. Mais Masséna y était depuis deux jours. Il fut attaqué en front par Masséna, et en queue par Guieux. La position même de la Chiusa vénitienne, qui était *forte*, ne put résister à l'impétueuse 4^e de ligne ; elle gravit avec une rapidité inouïe une montagne qui domine la gauche de la Chiusa ; et tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autre ressource aux ennemis que de poser les armes. Bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. On ne fit que cinq mille prisonniers ; dix mille avaient été tués ou blessés dans différents

combats. *Depuis le Tagliamento, dix mille soldats*, habitants de la Carniole ou de la Croatie, voyant que *tout était perdu*, se débandèrent dans les gorges et gagnèrent isolément leurs villages.

Le quartier-général se rendit successivement à Caporetto, à Tarvis, à Villach, à Clagenfurt.

VIII. *Entrée en Allemagne, passage de la Drave, prise de Clagenfurt, 29 mars.* — La province de Goritz, qui est la première des États héréditaires de la maison d'Autriche, confine avec l'Italie. Les habitants y parlent italien. Cette province fut sur-le-champ organisée ; le vieux château de Goritz fut armé : on composa un gouvernement provisoire des sept personnes les plus considérables, que l'on chargea de l'administration du pays. Toutes les mesures furent prises pour rassurer les habitants et pour alléger le fardeau que leur occasionnait la garnison.

Les mêmes mesures furent prises à Trieste pour l'Istrie. Toutes les marchandises anglaises furent confisquées ; on répara le vieux château pour servir de refuge à la petite garnison qu'on voulait y laisser. Les habitants étaient dans des dispositions très favorables aux Français.

Laybach est la capitale de la Carniole : on y organisa un gouvernement provisoire sur les mêmes principes qu'à Goritz et Trieste. Cette ville fut mise en état de défense : elle avait une enceinte bastionnée d'un très vieux tracé. On abattit les maisons qui se trouvaient sur les remparts.

Dans ces pays situés près des Alpes, la saison était encore froide. Les habitants, qui avaient d'abord été effrayés, n'eurent qu'à se louer de l'armée française, laquelle à son tour n'eut pas à se plaindre de ces peuples.

Les dispositions des habitants du cercle de Villach parurent favorables aux Français ; ils fournirent avec un grand empressement tout ce qui était nécessaire à l'armée. Nous étions en Allemagne, les mœurs y étaient différentes, nos soldats eurent beaucoup à se louer de l'esprit d'hospitalité qui caractérise le paysan allemand. La grande quantité de chevaux et de voitures, qu'ils se procuraient plus facilement qu'en Italie, leur fut d'une grande utilité.

On mit en état la ville de Clagenfurt, capitale de la Carinthie : on y organisa aussi un gouvernement provisoire. Cette ville a une enceinte

bastionnée, mais négligée depuis des siècles et ne servant guère qu'à la police de la ville ; les remparts étaient couverts de maisons, on les abattit, et on en fit un point d'appui pour l'armée.

Le général Dugua, à Trieste, confisqua tous les magasins appartenant aux Anglais ou aux Autrichiens ; on en trouva de considérables et de toute espèce. On prit également possession des mines d'Idria : on y trouva pour plusieurs millions de vif-argent, qu'on évacua immédiatement sur Palma-Nova.

En entrant en Carinthie, on avait publié la proclamation suivante :

« L'armée française ne vient point dans votre pays pour le conquérir ni pour porter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes. Elle est l'amie de toutes les nations, et particulièrement des braves peuples de la Germanie.

« Le Directoire exécutif de la république française n'a rien épargné pour terminer les calamités qui désolent le continent : il s'était décidé à faire le premier pas et à envoyer le général Clarke à Vienne, comme plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix. Mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre ; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas la république française. Le général Clarke a demandé un passeport pour aller lui-même parler à l'empereur ; mais les ministres de la cour de Vienne ont craint, avec raison, que la modération des propositions qu'il était chargé de faire ne décidât l'empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince, et n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires perfides, l'horreur de l'Europe entière.

« Habitants de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous et les Anglais qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et bons habitants de la Carinthie.

« Eh bien ! malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La république française a sur vous les droits de conquête ; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez les

vivres dont nous pourrions avoir besoin. De mon côté, je protégerai votre religion, vos mœurs, vos propriétés ; je ne tirerai de vous aucune contribution : la guerre n'est-elle pas par elle-même assez horrible ! Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, innocentes victimes des sottises des autres ! Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'empereur serviront à indemniser des dégâts inséparables de la marche d'une armée, et à payer les vivres que vous nous aurez fournis. »

IX. *Affaire du Tyrol.* — Immédiatement après la bataille du Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite, et de pénétrer en Carinthie par le Pustherthal.

Le général Joubert entra en opération le 28 mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, *lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clauzen, força les gorges d'Innsbruck le 28, rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner*, et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi et lui avoir pris sept à huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. *Les généraux Delmas, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les troupes montrèrent la plus grande intrépidité.*

X. *Résumé.* — Ainsi, en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très considérables. L'Autriche avait perdu Palma-Nova, place très forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne ; la province de Goritz, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises ; la Save, la Drave, les Alpes Noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de sa supériorité étaient à un degré inexprimable.

VI. *Opérations de Joubert dans le Tyrol.* — Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le 20 mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers ; il l'avait poursuivi à Botzen, l'avait défait de nouveau à Clauzen, avait forcé les gorges d'Innsbruck le 28, et se dirigeait à la droite par le Pusthersthal le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un corps d'observation sur le Lavisio, pour couvrir Vérone en Italie. Ce corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach : on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très brillantes ; mais, ne croyant pas garder Fiume, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Clagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner la Mur.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Newmark : il lui était très important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français, qui, comprenant son but, la lui refusa. Il fut donc attaqué à Newmark et forcé sans coup férir : il perdit du canon et des prisonniers. Une division de grenadiers venue du Rhin couvrait sa retraite ; il fut attaqué encore et battu de nouveau à Hundsmarck. Enfin le quartier-général atteignit Judenburg, et nos avant-postes parvinrent jusqu'au Simmering. Dès lors toute combinaison du prince Charles à l'égard de ses renforts se trouva déjouée. Nous lui coupions désormais les deux routes du Tyrol et de Salzbourg. Les troupes qui avaient été opposées à Joubert et dans le Tyrol, et que ce prince

avait appelées à lui, celles bien plus considérables encore qui lui arrivaient du Rhin par Salzbourg, et qui se trouvaient déjà les unes et les autres engagées dans ces routes transversales, furent obligées de rétrograder, ne pouvant plus désormais se rallier au prince Charles que par derrière le Simmering.

Le désordre et la terreur régnaient dans Vienne, rien n'arrêtait cette redoutable armée française. Tant de positions réputées inexpugnables, tant de gorges que l'on croyait impossible de forcer, se trouvaient toutes franchies, et le pavillon tricolore flottait sur le sommet du Simmering, à trois journées de Vienne. Une partie de la famille impériale avait quitté cette capitale ; Marie-Louise, mariée depuis à Napoléon et impératrice des Français, alors âgée de cinq ans, fut mise en route avec ses sœurs ; les archives et les objets les plus précieux se transportaient en Hongrie ; toutes les premières familles, imitant celle du souverain, faisaient évacuer à la hâte ce qu'elles avaient de plus cher ; et les esprits les plus sages voyaient la monarchie à la veille d'un entier bouleversement.

Lorsque le général français avait ouvert la campagne, le gouvernement lui avait promis qu'aussitôt qu'il aurait passé l'Isonzo les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, fortes de plus de cent cinquante mille hommes, sortiraient de leurs quartiers d'hiver et pénétreraient en Allemagne. Mais l'Isonzo était déjà passé depuis longtemps, et ces armées demeuraient encore dans leurs quartiers d'hiver. Le général français, profitant de la victoire du Tagliamento et des fausses directions que le prince Charles avait données à ses colonnes, avait franchi et sans perte, par cette seule victoire, tous les obstacles entre les Alpes et le Simmering.

VII. *Napoléon écrit au prince Charles.* — Le lendemain de la victoire du Tagliamento, Napoléon instruisit le Directoire qu'il suivait le prince Charles l'épée dans les reins, et que bientôt les drapeaux français flotteraient sur les sommités du Simmering ; qu'il se flattait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient en marche, ou que, si elles n'y étaient pas, elles y seraient bientôt ; il insistait surtout pour connaître le moment précis de leurs mouvements ; quinze à vingt jours de retard lui importaient peu, mais il devait en être instruit, afin d'agir en conséquence ; il prévenait qu'il aurait constamment toute son armée réunie sous sa main, et que ses positions

seraient telles qu'il demeurerait toujours maître des événements, qu'il suffirait donc de lui désigner seulement l'époque précise de la marche de ces deux armées. Ce fut à Clagenfurt qu'il reçut la réponse à cette dépêche : elle portait les félicitations du Directoire sur ses nouveaux succès, mais contenait en même temps la déclaration singulière et inattendue que les armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse ne passeraient pas le Rhin, et qu'on ne devait plus compter sur leur diversion en Allemagne, parce que les désastres de la campagne dernière les privaient de bateaux et du matériel nécessaire. Cette étrange dépêche ne pouvait provenir que d'intrigues ou de vues politiques qu'il devenait inutile de pénétrer ; seulement il ne convenait plus au général français de réaliser désormais ce qui avait été le plus ardent de ses vœux, de planter ses drapeaux victorieux sur les remparts de Vienne. Il ne devait plus songer à dépasser le Simmering sans manquer aux règles de la sagesse. Aussi, deux heures après la réception du courrier, il écrivit au prince Charles qu'ayant pouvoir de négocier, il lui offrait la gloire de donner la paix au monde et de finir les maux de son pays.

« Monsieur le général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde et assez commis de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées ; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres ; quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses !

« Le Directoire exécutif de la république française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole tous les peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée : n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorguer ? Vous, Monsieur le général en chef, qui par votre naissance approchez si près du trône et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de

vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, Monsieur le général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais, dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, Monsieur le général en chef, si l'ouverture que je viens de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.

« Je vous prie, etc.

Signé BUONAPARTE

Ces nouvelles laissèrent respirer à Vienne et y donnèrent quelques espérances. Le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples, fut aussitôt envoyé au général français ; mais, n'ayant pas de pouvoirs, il fut obligé de retourner, après une conférence de deux heures. Le lendemain, les généraux Bellegarde et Merfelt vinrent au quartier-général français à Judenburg, et sur leur parole que des plénipotentiaires allaient arriver de Vienne pour y traiter de la paix définitive, ils obtinrent une suspension d'armes qui assurait à l'armée française la possession des pays qu'elle occupait déjà, et d'autres encore qu'elle n'occupait pas, mais qui étaient nécessaires à sa ligne. Les généraux autrichiens comprenaient avec peine comment le général français, dans sa belle situation, pouvait accorder un armistice ; ils ne l'expliquaient que par l'inaction des armées françaises sur le Rhin.

Cependant Napoléon ressentait vivement la force des circonstances ; il déplorait dans son cœur qu'un défaut de combinaison ou qu'une vaine jalousie le privassent des immenses résultats qu'il était à la veille de recueillir. S'il avait été peu sensible à la gloire d'entrer dans Rome, il s'était passionné de l'idée d'entrer dans Vienne, et rien que la seule déclaration du Directoire pouvait en ce moment l'en empêcher.

IX. *Les préliminaires furent signés à Léoben.* — Pour la signature, on se réunit dans une petite maison de campagne qu'on neutralisa. Les secrétaires dressèrent d'abord le procès-verbal de la neutralisation, et les plénipotentiaires respectifs s'y rendirent ensuite pour signer. Les

commissaires autrichiens avaient mis en tête du traité que l'empereur reconnaissait la république française. « Effacez, dit Napoléon : l'existence de la république est aussi visible que le soleil ; un pareil article ne pourrait convenir qu'à des aveugles ; nous sommes maîtres chez nous, nous voulons y établir le gouvernement qu'il nous plaît, sans que personne y trouve à redire. » À Léoben, le quartier-général français se trouva chez l'évêque même. On était alors dans la semaine sainte : toutes les cérémonies religieuses de cette semaine et celles de Pâques se firent avec la plus grande solennité au milieu de l'armée française. Cette armée, accoutumée au respect pour le culte et les religions du pays où elle se trouvait, en agit ici comme auraient agi les troupes autrichiennes : ce qui satisfait au dernier degré le peuple et le clergé.

Les préliminaires avaient été signés à Léoben le 18, et le 20 le général français reçut de nouvelles dépêches du Directoire, annonçant que les armées du Rhin se mettaient en mouvement, qu'elles allaient passer le Rhin, et qu'elles seraient bientôt au cœur de l'Allemagne. Effectivement, quelques jours après on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait passé le Rhin le 19, veille du jour même de la signature des préliminaires de Léoben, mais quarante jours après l'ouverture de la campagne en Italie. L'adjudant général Dessolles, qui portait, les préliminaires à Paris, rencontra nos troupes aux prises avec celles de l'ennemi. Il est difficile d'expliquer la cause de ce changement subit dans le système du gouvernement. Si Napoléon eût appris le 17, au lieu du 20, les nouvelles intentions du Directoire, il est certain que les préliminaires n'auraient pas été signés, ou qu'on eût exigé de bien meilleures conditions ; toutefois celles qu'on obtint dépassèrent encore de beaucoup les espérances du Directoire. Dans ses instructions au général français, on l'avait autorisé à conclure la paix toutes les fois que les frontières constitutionnelles de la république seraient reconnues. Il est vrai qu'en donnant ces instructions, le Directoire avait été loin de deviner les succès et l'ascendant de cette armée, et n'avait pu prévoir ainsi tout ce qu'il pourrait exiger.

X. Parmi les diverses causes auxquelles on attribua l'étrange conduite du Directoire dans cette occasion, beaucoup ont pensé que bien des personnes

en France voyaient avec quelque jalousie la grande renommée de Napoléon ; sa marche hardie et décidée leur inspirait des craintes sur les projets ultérieurs que pourrait nourrir son ambition. La proclamation par laquelle il avait protégé en Italie les prêtres déportés, et qui lui avait gagné beaucoup de partisans en France, son style respectueux envers le pape, son refus de détruire le saint-siège, ses ménagements pour le roi de Sardaigne et pour les aristocrates de Gênes et de Venise ; tout cela avait fait de grandes impressions, et se trouvait commenté souvent avec des intentions fort malignes. Lorsqu'on vit la victoire du Tagliamento et les succès qui suivirent, les Alpes Noriques passées, et l'Allemagne envahie par cette route inconnue, la joie de la république à la vue des grandes humiliations de notre implacable ennemi fut beaucoup diminuée, aux yeux de plusieurs, par la crainte de voir Napoléon acquérir une nouvelle gloire en entrant triomphant dans Vienne, et réunir alors sous son commandement toutes les forces de la république. Qui pourra, se disaient-ils, sauver la liberté publique de l'influence d'un caractère et d'une gloire si extraordinaires ? Si les armées du Rhin ont été battues l'an passé, elles ne devront leur succès cette année qu'à Napoléon, qui aura tourné à lui seul toute l'Allemagne et les devancera de quinze à vingt jours dans Vienne. Ces armées d'ailleurs, participant déjà à la gloire de l'armée d'Italie par les deux divisions qui ont été envoyées, partageront aussi son enthousiasme pour le jeune héros : il les maîtrisera toutes. Beaucoup de raisons faisaient donc désirer que Napoléon fût empêché d'entrer dans Vienne ; que non seulement les trois armées demeurassent séparées, mais qu'encore on alimentât entre elles une certaine jalousie. Il parut que ces idées influèrent d'abord sur la décision du Directoire ; mais dès que les nouvelles des brillants succès de l'armée d'Italie et son entrée en Allemagne eurent atteint les armées du Rhin par la voie des papiers publics et les relations de l'ennemi, alors elles s'indignèrent elles-mêmes de leur oisiveté, et demandèrent à grands cris si l'armée d'Italie devait tout faire. À ce mouvement se joignit le sentiment du grand nombre de familles qui avaient leurs enfants à l'armée d'Italie, et l'opinion de la généralité des citoyens, animés de sentiments nobles et purs, qui ne pouvaient rien comprendre à l'inaction des autres armées. L'impulsion fut si violente que ces armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse durent alors passer le fleuve et marcher en Allemagne. On retira le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Beurnonville, homme

nul, sans talent civil ou militaire, et on le confia à Hoche, jeune général du plus grand mérite. Son patriotisme ardent, joint à une extrême activité, à une ambition désordonnée, au soin qu'il prenait de se concilier les officiers et de se créer un grand nombre de partisans, faisait espérer que, placé à la tête de l'armée la plus nombreuse, et secondé de toute l'influence du gouvernement, il serait aisément un rival propre à partager l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la république, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire : il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'évènements ; car c'était désormais le seul qui pût soustraire la république à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

Chapitre 12.

Retour de Rastadt.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

NAPOLÉON partit de Rastadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantereine. Une délibération de la municipalité de Paris *donna quelques jours après, à cette rue*, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les Conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au Conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris ; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, *soldé plusieurs années de solde arriérée*, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, *et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts*, tout aux affaires *publiques*, avait négligé sa propre fortune. Il ne possédait pas cent mille écus en argenterie, bijoux, argent, meubles, etc. Une grande récompense nationale eut donc été tout à fait à sa place ; mais le Directoire, sans qu'on sache pourquoi, s'alarma de cette proposition, et ses affidés l'écartèrent, en répandant que les services du général n'étaient point de ceux qu'on récompense avec de l'argent.

Dès son arrivée, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui, mais ils n'y furent point admis. Le public était extrêmement avide de le voir ; les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait ; étaient pleines de monde, mais il ne se montrait nulle part.

L'Institut venait de le nommer membre de la classe de *mécanique* ; ce fut le costume qu'il adopta.

Il ne reçut d'habitude que quelques savants ; tels que Monge, Bertholet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange ; *peu de généraux, seulement* Kléber, Desaix, Lefebvre, Cafarelli du Falga et un petit nombre de députés.

Le Directoire voulut le recevoir en audience publique ; on fit des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, où il fut conduit et présenté par le ministre des relations extérieures, Talleyrand. La substance de son discours fut que, quand la république aurait les meilleures lois organiques, son bonheur et celui de l'Europe seraient assurés. Il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre.

Ce discours simple donna *cependant* beaucoup à penser, et ne put donner prise à aucun ennemi. Le Directoire et le ministre des relations extérieures lui donnèrent deux fêtes ; il parut à l'une et à l'autre, *y resta peu* de temps. *Il eut l'air d'être peu sensible à ces fêtes.* Celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand, fut marquée au coin du bon goût ; tout Paris y était. Une femme célèbre (madame de Staël), déterminée à lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'interpella au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était à ses yeux la première femme du monde morte ou vivante. *Celle qui a fait le plus d'enfants, lui répondit-il.*

On courait aux séances de l'Institut pour y voir le général ; il n'y manquait jamais. Il n'allait aux spectacles qu'en loges grillées. Il rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra qui voulaient donner une représentation d'apparat. Le maréchal de Saxe, de Lovendal, Dumouriez y avaient triomphé au retour de l'armée.

Lorsqu'au retour d'Égypte, au 18 brumaire, il parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitants de Paris, ce qui redoubla le désir de le voir.

II . *Jalousie du Directoire.* — Le Directoire lui témoignait les plus grands égards ; quand il le voulait consulter, il envoyait toujours un des ministres le prendre : il était admis sur-le-champ, prenait séance entre deux des directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes *rentrant en France* chantaient des chansons en son honneur, le portaient aux nues. Elles disaient qu'il fallait chasser les avocats et le

faire roi.

Les directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police, mais *ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité*. Le général d'Italie appréciait toute la délicatesse et les embarras de sa situation. *Le gouvernement* marchait mal, et beaucoup d'espérances se tournaient vers lui. Le Directoire eut d'abord la pensée de le faire retourner à Rastadt *pour* s'ôter la responsabilité du congrès ; mais le général refusa cette mission, représentant qu'il ne convenait pas que la même main maniât la plume et l'épée. Depuis, le Directoire le nomma commandant de l'armée d'Angleterre, ce qui servit à couvrir, aux yeux de l'ennemi, l'intention et les apprêts de l'expédition d'Égypte.

Les troupes qui composaient cette armée d'Angleterre couvraient la Normandie, la Picardie, la Belgique. Son nouveau général en chef fut inspecter tous ces points, mais il voulut les parcourir incognito : ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus l'ennemi, et masquaient davantage les préparatifs du Midi. Il avait la satisfaction de vérifier partout les sentiments qu'imprimaient sa personne et sa gloire. Il se trouvait partout l'objet de toutes les conversations, de tous les préparatifs. C'est dans ce voyage, en visitant Anvers, qu'il conçut, pour la première fois, les grandes idées maritimes qu'il y fit exécuter depuis. C'est alors encore qu'il jugea à Saint-Quentin de tous les avantages du canal qu'il a fait construire dans la suite. Enfin c'est alors qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter avec de simples *péniches* une entreprise sur l'Angleterre.

III. *Premier incident qui détermine le Directoire à abandonner les principes de politique posés à Campo-Formio.* — Les principes de la politique qui réglaient la république avaient été déterminés à Campo-Formio. Le Directoire y était étranger. *D'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions, chaque incident le dominait.* La Suisse en fournit le premier exemple. La France avait constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse. Tous les agents étrangers qui avaient agité la France avaient toujours eu à Berne leur levier, leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que nous venions d'acquérir en Europe pour

détruire la prépondérance de nos ennemis en Suisse. *Le général d'Italie* approuvait fort le ressentiment du Directoire ; il pensait que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique de la Suisse, mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait, pour se conformer à la politique *adoptée*, arriver à son but avec le moins de changement possible. Il proposait que notre ambassadeur en Suisse présentât une note appuyée de deux corps d'armée en Savoie et en Franche-Comté, dans laquelle il ferait connaître que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique et à leur sûreté, ainsi qu'à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent des cantons libres, indépendants, égaux aux autres cantons ; que la France et l'Italie avaient beaucoup à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg ; mais qu'elles oublièrent tout, si les paysans de ces cantons étaient réintégrés dans leurs *droits* politiques. *Tous ces changements se seraient opérés sans efforts et sans l'emploi des armes* ; mais Rewbell, *entraîné* par des démagogues de la Suisse, fit adopter un système différent, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons. On arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution unique semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté, et toute la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui forçait tous les intérêts, allumait toutes les passions. On courut aux armes. Il fallut faire entrer nos troupes et conquérir tout le pays. *Du sang fut versé* : l'Europe fut alarmée.

IV. *Second incident.* — D'un autre côté, cette misérable cour de Rome, par une suite du vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, continuait dans son système d'aversion et de fautes contre la France, dans l'espoir de comprimer dans son sein les amis de la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour d'eux les opinions contraires. Il se mit en querelle avec la république cisalpine. Il eut l'imprudence de mettre le général autrichien Provera à la tête de ses troupes. Il excita son propre parti de toutes les manières. Il y eut tumulte ; le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte de l'ambassadeur de

France, cherchant à empêcher le désordre, et l'ambassadeur français Joseph, frère du général, se retira à Florence.

Napoléon, consulté, répondit par son adage accoutumé, que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidents ; que, quelque tort qu'eût cette inepte cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis d'elle demeurerait toujours une fort grande question. Qu'il fallait la corriger, mais non pas la détruire ; qu'en renversant le pape et révolutionnant Rome, on aurait infailliblement la guerre avec Naples, ce qu'il fallait, sur toutes choses, éviter. Qu'il fallait ordonner à notre ambassadeur de retourner à Rome demander un exemple des coupables ; exiger qu'une ambassade extraordinaire vînt faire des excuses au Luxembourg ; faire sortir Provera, mettre à la tête des affaires les prélats les plus modérés, et forcer le pape à conclure un concordat avec la république cisalpine, afin que, par toutes ces mesures réunies, Rome tranquille ne pût plus avoir part aux affaires ; que ce concordat avec la Cisalpine aurait de plus l'avantage de préparer de loin les esprits en France à une pareille mesure. Mais La Reveillère, entouré de ses théophilanthropes, fit décider qu'on marcherait contre le pape. Le temps était venu, disait-il, de faire disparaître cette idole. Le mot d'ailleurs de république romaine suffisait pour transporter toutes les imaginations ardentes de la révolution. Le général français avait été trop circonspect dans le temps ; et si on avait des querelles aujourd'hui avec le pape, c'était uniquement sa faute ; mais peut-être avait-il ses vues particulières. En effet, ses formes civiles, ses ménagements vis-à-vis du pape, sa généreuse compassion pour des prêtres déportés, avaient, dans le temps, fortement frappé les esprits en France.

Quant à la crainte que la révolution de Rome n'entraînât la guerre avec Naples, on la traita de subtilité. Nous avons nous-mêmes un parti nombreux à Naples ; et nous ne devons rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut donc l'ordre d'aller avec une armée saisir Rome et y établir la république romaine ; ce qui fut exécuté. On établit à Rome trois consuls pour exercer le pouvoir, un sénat et un tribunal composèrent la législature. Quatorze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre, et chantèrent un *Te Deum* en commémoration du rétablissement de la république romaine, qui n'était rien moins que l'abolition de l'autorité temporelle du pape. Mais le peuple, enivré un

moment de l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé. Cependant la main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée n'y était plus : on se livra dans Rome aux dernières dilapidations ; on gaspilla tout le mobilier du Vatican ; on saisit partout les tableaux et les objets rares. On indisposa tellement le pays, que le pays à son tour vint à bout d'indisposer l'armée : elle se souleva contre des généraux qu'elle accusait. Ce mouvement séditieux des soldats fut du plus grand danger ; on eut beaucoup de peine à les contenir. On croit avec raison qu'ils furent excités par des agents napolitains, anglais, autrichiens.

V. *Troisième incident.* — Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne. Ce choix ne fut pas bon : un général ne pouvait être agréable à une nation si constamment battue : il aurait fallu envoyer un personnage de l'ordre civil ; mais le Directoire avait peu de ceux-ci à sa disposition : ou ils étaient trop obscurs, ou il les avait éloignés. Quoi qu'il en soit, Bernadotte, alors d'un caractère fort exalté, fit des fautes graves dans son ambassade. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il fit arborer le pavillon tricolore au haut de sa maison. On pense qu'il y fut insidieusement poussé par des agents qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet, la populace, à l'instigation des mêmes agents, se trouva tout à coup insurgée : elle arracha le drapeau et insulta Bernadotte.

Le Directoire, dans sa fureur, manda le *général d'Italie* pour s'appuyer de son influence dans l'opinion, et lui donna lecture d'un message aux Conseils, qui déclarait la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui donnait à lui-même le commandement de l'armée d'Allemagne. Il ne partagea pas l'opinion du Directoire. Si vous vouliez la guerre, il fallait vous y préparer indépendamment de l'évènement de Bernadotte ; il fallait ne pas engager vos troupes en Suisse, dans l'Italie méridionale, sur les bords de l'Océan ; *il fallait ne pas proclamer le projet de réduire l'armée à cent mille hommes*, projet qui n'est pas encore exécuté, il est vrai, mais qui est connu, et décourage l'armée. Ces mesures indiquent que vous aviez compté sur la paix. Bernadotte a matériellement tort : en déclarant la guerre, c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez. Ce n'est pas connaître la politique du cabinet de Vienne que de croire que s'il eût voulu la guerre, il vous eût insulté. Il vous aurait caressé, endormi, pendant qu'il ferait marcher ses

troupes. Vous n'auriez connu ses véritables intentions que par son premier coup de canon. Soyez sûrs que l'Autriche vous donnera toute satisfaction. Ce n'est point avoir un système politique, *que d'être entraîné ainsi par tous les évènements*. La force de la vérité calma le gouvernement. L'Autriche donna des satisfactions ; les conférences de Seltz eurent lieu ; mais cet incident retarda l'expédition d'Égypte de quinze jours.

VI. *Retard de l'expédition d'Égypte.* — Napoléon commença à craindre qu'au milieu des orages que l'impéritie du gouvernement et la nature des choses accumulaient autour de nous, cette entreprise ne fût funeste aux vrais intérêts de la patrie ; il témoigna sa pensée au Directoire : L'Europe, disait-il, n'était rien moins que tranquille. Le congrès de Rastadt ne se terminait pas ; on était obligé de garder des troupes dans l'intérieur, pour s'assurer des élections et comprimer les départements de l'Ouest. Il proposait de contremander l'expédition, d'attendre des circonstances plus favorables.

Le Directoire, alarmé, soupçonnant *qu'il avait* le projet d'aspirer à la direction des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition, d'autant plus qu'il ne sentait pas toutes les *conséquences* des changements qu'il avait faits dans *le système public*. Selon lui, l'évènement de la Suisse, loin de nous affaiblir, nous donnait d'excellentes positions et les troupes helvétiques pour auxiliaires. L'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence, et la république romaine proclamée ; et celle de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'empereur avait offert des réparations. Le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité, en Irlande et en Égypte. Il offrit alors de laisser au moins Kléber ou Desaix, qui brûlaient d'être *de l'expédition*. Leur grand caractère et leurs talents supérieurs pouvaient au besoin être en France d'une grande utilité ; mais on refusa Kléber, que Rewbel détestait, et Desaix, qu'on n'appréciait pas. La république, répondit-on, n'en était pas à ces deux généraux près : il s'en trouverait une foule pour faire triompher la patrie, si jamais elle était en danger.

VII. *L'intérieur de la république est menacé d'une crise.* — *Le Directoire était sur un abîme, mais il ne le croyait pas.* Les affaires allaient mal aussi

dans l'intérieur. Le Directoire avait abusé de sa victoire de fructidor. Il avait eu le tort de ne pas rallier à la république tout ce qui, n'ayant pas fait partie de la faction de l'étranger, n'avait été que séduit ou égaré. Il était privé par là de l'assistance et des talents d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la république, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers ce gouvernement. Il se trouvait contraint d'employer des hommes sans moralité. De là le mécontentement de l'opinion publique, et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans, pour s'assurer des élections et contenir la Vendée.

Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient une crise, que le nouveau tiers de législateurs serait composé d'hommes exagérés qui accroîtraient la source des maux qui pesaient sur la patrie. Le Directoire n'avait aucune politique intérieure ; il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des directeurs, ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes. Il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficulté que quand il était matériellement arrêté. Quand on leur disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines ? – Nous y pourvoirons par une loi, répondit La Reveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi méditée par le Directoire. *Quand on leur disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république qui n'ont été que menés et trompés en fructidor par le parti de l'étranger ? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Barbé-Marbois, etc., etc., afin de faire un faisceau contre le parti de l'étranger et les exagérés ? Mais les directeurs attachaient peu de prix à ces observations : ils se croyaient populaires et assis sur un terrain solide et ferme. Un parti composé des députés ayant influence dans les deux Conseils, des fructidoriens patriotes qui cherchaient un protecteur, des généraux les plus influents et les plus éclairés, pressèrent longtemps le général d'Italie de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la république ; il s'y refusa : il n'était pas encore assez fort pour marcher tout seul.* Il avait sur l'art de gouverner, et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées si différentes des hommes de la révolution et des assemblées, que, ne pouvant agir seul, il *craignait* de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais résolu de reparaître si les circonstances venaient à rendre sa personne nécessaire ou utile.

VIII. *Cérémonie du 21 janvier.* — Talleyrand, ministre des relations extérieures, *était l'homme* du Directoire. Il était évêque d'Autun lors de la révolution ; il fut un des trois évêques qui prêtèrent serment à la constitution civile du clergé, et qui sacrèrent les évêques constitutionnels ; ce fut lui qui dit la messe à la fameuse fédération de 1790. Député à l'Assemblée constituante, il y fit plusieurs rapports sur les biens du clergé. Sous la Législative, il fut envoyé à Londres pour traiter avec le gouvernement anglais. Mais quand la révolution eut pris une pente plus rapide et plus acerbe, *il devint suspect*, et fut contraint de se réfugier en Amérique.

Après le 13 vendémiaire, la Convention raya l'ancien évêque d'Autun de la liste des émigrés ; il reparut alors en France, et y fut très protégé par *la coterie* de madame de Staël. Il était discret, souple, insinuant, et gagna la faveur des directeurs Barras, Merlin, Rewbell, et même de La Reveillère-Lepaux, auxquels il faisait la cour comme il la faisait jadis à Versailles. Il devint ministre des affaires étrangères, ce qui le mit en correspondance avec le négociateur de Campo-Formio. Talleyrand s'attacha, dès cet instant, à plaire *au général* et à s'insinuer dans son esprit ; c'est lui que le Directoire employait constamment auprès du *général d'Italie*. À l'approche du 21 janvier, où le gouvernement célébrait l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, ce fut un grand objet de discussion entre les directeurs et les ministres de savoir si Napoléon devait aller à la cérémonie ou non. On craignait d'un côté que, s'il n'y allait pas, cela ne dépopularisât la fête ; de l'autre, que, s'il y allait, on oubliât le Directoire, pour s'occuper de lui. Néanmoins on conclut qu'il devait y aller. Talleyrand, comme de coutume, se chargea de la négociation ; *le général* s'en excusa, disant qu'il n'avait pas de fonctions publiques, qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette cérémonie, qui, par sa nature, plaisait à fort peu de monde. Il ajoutait que cette fête était des plus impolitiques ; que l'évènement qu'elle rappelait était une catastrophe, un vrai malheur national ; qu'il comprenait très bien qu'on célébrât le 14 juillet, parce que c'était une époque où le peuple avait conquis ses droits : mais que le peuple aurait pu conquérir ses droits, établir même une république, sans se souiller du supplice *d'un prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même*. Qu'il ne prétendait pas discuter si cela avait été utile ou inutile, mais qu'il soutenait que c'était

un incident malheureux. Qu'on célébrait des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurait sur les victimes *restées sur le champ de bataille*. Qu'il était assez simple d'ailleurs que lui, Talleyrand, étant ministre, dût y paraître ; mais qu'un simple particulier n'avait rien à y faire. Que cette politique de célébrer la mort d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un gouvernement, mais seulement celui d'une faction, *comme qui dirait d'un club de jacobins*. Qu'il ne concevait pas comment le Directoire, qui avait proscrit les jacobins et les anarchistes, qui aujourd'hui traitait avec tant de princes, ne sentît pas qu'une telle cérémonie faisait à la république beaucoup plus d'ennemis que d'amis, éloignait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu d'adoucir, ébranlait au lieu de raffermir, était indigne enfin du gouvernement d'une grande nation. Talleyrand mettait en jeu tous ses moyens ; il essayait de prouver que c'était juste parce que c'était politique, et que c'était politique, disait-il, car tous les pays et toutes les républiques avaient célébré comme un triomphe la chute du pouvoir absolu et le meurtre des tyrans. Ainsi Athènes avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et Rome la chute des décemvirs. Il ajoutait que d'ailleurs c'était une loi qui régissait le pays, et que dès lors chacun lui devait soumission et obéissance ; il concluait enfin que l'influence du général sur l'opinion était telle qu'il devait y paraître, ou qu'autrement son absence pourrait blesser les intérêts de la chose publique. Après plusieurs pourparlers, on trouva un *mezzo termine* : l'Institut se rendait à cette fête ; il fut convenu que *le membre de l'Institut suivrait sa classe qui remplissait un devoir de corps*. Cette affaire, ainsi ménagée par Talleyrand, fut très agréable au Directoire.

Cependant, quand l'Institut entra dans l'enceinte^[1] où se célébrait cette cérémonie, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'yeux que pour lui. Ce que le Directoire avait craint lui-même arriva ; il se trouva complètement éclipsé. Quand la fête fut terminée, on laissa le Directoire sortir tout seul. La multitude demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule de l'Institut, et fit retentir les airs de *vive le général des armées d'Italie !* de sorte que cet événement ne fit qu'accroître les déplaisirs des gouvernants.

Un autre événement mit Talleyrand à même d'être encore agréable au Directoire. Dans un café ou lieu public, chez Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique, suspectés par la manière dont leurs

cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce guet-apens avait été dirigé par les ordres du ministre de la police, Sottin, et par ses agents. Or, les circonstances étaient déjà telles pour *le général d'Italie*, que, bien qu'au fond de son domicile, il était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitive sur des événements de cette nature. Il fit éclater son indignation, et Talleyrand lui fut envoyé pour le calmer. Celui-ci disait qu'un pareil événement était commun en temps de crise, que les moments de révolution sortaient de la loi commune, qu'ici il devenait nécessaire d'en imposer à la haute société, et de réprimer la hardiesse des salons ; qu'il était des genres de fautes que les tribunaux ne sauraient atteindre où réprimer ; qu'on ne pouvait sans doute approuver la lanterne de l'Assemblée constituante, et que cependant sans elle la révolution n'eût jamais marché ; qu'il est des maux qu'on doit tolérer, parce qu'ils évitaient de plus grands maux. *Le général* répondait qu'un pareil langage eût été tout au plus supportable avant fructidor, lorsque les partis étaient en présence, et qu'on avait mis le Directoire plutôt dans le cas de se défendre que dans la situation d'administrer ; qu'alors, peut-être, cet acte eût pu s'excuser sur la nécessité ; mais qu'aujourd'hui que ce gouvernement se trouvait investi de toute la puissance, que la loi ne trouvait d'opposition nulle part, que les citoyens étaient tous sinon affectionnés, du moins soumis, cette action devenait un crime atroce, un véritable outrage à la civilisation ; que partout où se prononçaient les mots de loi et de liberté, tous les citoyens demeuraient solidaires les uns des autres ; qu'ici, dans cette expédition de coupe-jarrets, chacun devait se trouver frappé de terreur, se demander où cela s'arrêterait, se croire sous le régime des janissaires. Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme de l'esprit et du caractère de M. de Talleyrand ; mais il avait une mission, il cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

Voltaire – Jean-Jacques – Anglais et Français, différence caractéristique – M. de Châteaubriand ; son discours pour l'Institut – Colères feintes de l'Empereur ; ses principes à cet égard.

Samedi 1er juin.

L'Empereur m'a fait venir ; il avait pris un bain de trois heures. Il me donnait à deviner ce qu'il avait lu ; c'était la *Nouvelle Héloïse* qui l'avait tant charmé à Briars. En l'analysant de nouveau, il la sabrait cette fois tout à fait. Le rocher de la Meillerie est venu en citation ; il croyait l'avoir détruit par la route qu'il avait fait ouvrir pour le passage du Simplon ; je l'ai assuré qu'il en restait encore assez pour en conserver le parfait souvenir : il s'avavançait, disais-je, en saillie sur le chemin même, et ferait encore, au besoin, un très beau saut de Leucade.

L'Empereur attribuait en grande partie au beau portrait de milord Édouard, dans la *Nouvelle Héloïse*, et à quelques pièces de théâtre de Voltaire, la belle réputation du caractère anglais en France. Il s'étonnait de la facilité de l'opinion dans ces temps-là : Voltaire et Jean-Jacques l'avaient gouvernée à leur gré ; ils seraient bien moins heureux aujourd'hui. Si Voltaire, surtout, avait régné sur ses contemporains, disait-il, s'il avait été le héros du temps, c'est que tous alors n'étaient que des nains.

On a lu à l'Empereur un discours de M. de Châteaubriand pour rendre le clergé apte à hériter. C'était, disait-il, un discours d'Académie, et non pas une opinion de législateur. Il y avait beaucoup d'esprit, fort peu de sens, aucune vue. « Laissez hériter le clergé, continuait l'Empereur, et personne ne mourra sans être obligé de payer son absolution ; car, de quelque opinion qu'on soit, personne ne sait où il va en quittant la vie. C'est là le grand, le dernier compte ; aussi personne ne peut répondre de son dernier sentiment ni de la force de sa tête. Qui peut dire que je ne mourrai pas dans les bras d'un confesseur, et qu'il ne me fera pas faire amende honorable pour le mal même que je n'aurai pas fait ? »

Lors de la catastrophe de 1814, M. de Châteaubriand s'est signalé par des pamphlets si outrageusement passionnés, tellement virulents, si effrontément calomnieux, qu'il est à croire qu'il les regrette à présent, et qu'un aussi beau talent que le sien ne se prostituerait pas à les reproduire aujourd'hui.

Quelques années avant nos désastres, l'Empereur, lisant quelques morceaux de cet écrivain, demanda comment il se faisait qu'il ne fût pas de l'Institut. Ces paroles furent aussitôt une recommandation toute puissante, et M. de Châteaubriand fut bientôt nommé à la presque unanimité. C'était un usage de rigueur à l'Institut que le récipiendaire fit l'éloge de son

prédécesseur : M. de Châteaubriand, s'écartant de la route battue, consacra une partie de son discours à flétrir les principes politiques de M. Chénier son devancier, et à le proscrire comme régicide. Ce fut un vrai plaidoyer politique, où il discutait la restauration de la monarchie, le jugement et la mort de Louis XVI. Ce fut alors une grande rumeur dans tout l'Institut ; les uns refusant d'entendre un discours qui leur paraissait indécent, d'autres, au contraire, appuyant pour qu'on en admît la lecture. De l'Institut, la querelle se répandit dans Paris ; elle remplit et divisa bientôt tous les cercles de la capitale. L'Empereur, à qui tout parvenait, et qui voulait tout connaître, se fit apporter ce discours : il le trouva de la dernière extravagance, et en prononça sur-le-champ l'interdiction. Un de ses grands officiers (M. de Ségur), membre de l'Institut, qui avait opiné vivement pour la lecture du discours, lui servit à l'un de ses couchers à manifester son opinion : « Et depuis quand, Monsieur, lui dit-il avec sévérité, l'Institut se permet-il de devenir une assemblée politique ? Qu'il fasse des vers, qu'il censure les fautes de la langue, mais qu'il ne sorte pas du domaine des Muses ou je saurai l'y faire rentrer. Est-ce bien vous, Monsieur, qui avez voulu autoriser une pareille diatribe ? Que M. de Châteaubriand ait de l'insanité ou de la malveillance, il y a pour lui des petites-maisons ou un châtiment ; et puis peut-être encore est-ce son opinion, et il n'en doit pas le sacrifice à ma politique qu'il ignore, comme vous qui la connaissez si bien : il peut avoir son excuse ; vous ne sauriez avoir la vôtre, vous qui vivez à mes côtés, qui savez ce que je fais, ce que je veux. Monsieur, je vous tiens pour coupable, pour criminel ; vous ne tendez à rien moins qu'à ramener le désordre, la confusion, l'anarchie, les massacres. Sommes-nous donc des bandits, et ne suis-je qu'un usurpateur ? Je n'ai détrôné personne, Monsieur ; j'ai trouvé, j'ai relevé la couronne dans le ruisseau, et le peuple l'a mise sur ma tête : qu'on respecte ses actes !...

« Analyser en public, mettre en question, discuter des faits aussi récents, dans les circonstances où nous nous trouvons, c'est rechercher des convulsions nouvelles, c'est être l'ennemi du repos public. La restauration de la monarchie est et doit demeurer un mystère ; et puis, qu'est-ce que cette nouvelle proscription prétendue des conventionnels et des régicides ? Comment oser réveiller des points aussi délicats ? Laissons à Dieu à prononcer sur ce qu'il n'est plus permis aux hommes de juger ! Seriez-vous

donc plus difficile que l'impératrice ? Elle a bien des intérêts aussi chers que vous, peut-être, et bien autrement directs ; imitez plutôt sa modération, sa magnanimité ; elle n'a voulu rien apprendre ni rien connaître.

« Eh quoi ! l'objet de tous mes soins, le fruit de tous mes efforts serait-il donc perdu ! C'est donc à dire que si je venais à vous manquer demain, vous vous égorgeriez encore entre vous de plus belle ? » Et marchant à grands pas, il se frappait le front de la main disant : « *Ah ! pauvre France ! que tu as longtemps encore besoin d'un tuteur !* »

Puis il reprit : « J'ai fait tout au monde pour accorder tous les partis : je vous ai réunis dans les mêmes appartements, fait manger aux mêmes tables, boire dans les mêmes coupes ; votre union a été l'objet constant de mes soins : j'ai le droit d'exiger qu'on me seconde...

« Depuis que je suis à la tête du gouvernement, m'a-t-on jamais entendu demander ce qu'on était, ce qu'on avait été, ce qu'on avait dit, fait, écrit ?... Qu'on m'imite !

« On ne m'a jamais connu qu'une question, un but unique : *Voulez-vous être bon Français avec moi ?* et, sur l'affirmative, j'ai poussé chacun dans un défilé de granit sans issue, à droite ou à gauche, obligé de marcher vers l'autre extrémité, où je montrais de la main l'honneur, la gloire, la splendeur de la patrie. »

La mercuriale fut si vive que celui à qui elle s'adressait, homme d'honneur et de grande délicatesse d'ailleurs, se crut dans l'obligation de demander une audience le lendemain, voulant remettre sa démission. Cette audience lui fut accordée, et l'Empereur l'apercevant, lui dit : « Mon cher, vous venez pour la conversation d'hier ; elle vous a affligé et moi aussi ; mais c'est un avertissement que j'ai voulu donner à plusieurs ; s'il produit quelque bien, ce doit être notre consolation à tous deux : qu'il n'en soit plus question. » Et il parla d'autres choses.

C'est ainsi que souvent l'Empereur attaquait toute une masse sur de simples individus ; et il le faisait avec un grand éclat, pour qu'on en demeurât frappé davantage ; mais ses colères publiques, dont on a fait tant de bruit, n'étaient que feintes et factices. L'Empereur disait qu'il avait prévenu par là bien des fautes et s'était épargné beaucoup de châtiments.

Un jour, dans une des grandes audiences, il attaqua un colonel avec la plus grande chaleur et tout à fait avec l'accent de la colère, sur de légers désordres commis par son régiment envers les habitants du pays qu'il venait de traverser en rentrant en France ; et comme le colonel, pensant la punition fort au-dessus de la faute commise, cherchait à se disculper et y revenait souvent, l'Empereur lui disait à voix basse sans discontinuer la mercuriale publique : « C'est bien ; mais taisez-vous. Je vous crois ; mais demeurez tranquille... » Et plus tard, en le revoyant seul, il lui dit : « C'est que je fustigeais en vous des généraux qui vous entouraient, et qui, si je me fusse adressé directement à eux, se seraient trouvés mériter la dernière dégradation, peut-être davantage. »

Mais si l'Empereur attaquait de la sorte en public, il lui arrivait parfois aussi de se voir attaqué à son tour : j'ai été témoin de plusieurs exemples.

Un jour, à Saint-Cloud, à la grande audience du dimanche, et précisément à mon côté, un sous-préfet ou autre fonctionnaire piémontais, l'air égaré, et tout hors de lui, l'interpelle de la voix la plus élevée, lui demandant justice sur sa destitution, soutenant qu'il avait été faussement accusé et condamné. « Allez trouver mes ministres, lui répondit l'Empereur. – Non, Sire, c'est par vous que je veux être jugé. – Je ne le saurais ; je n'en ai point le temps ; j'ai à m'occuper de tout l'empire, et mes ministres sont institués pour s'occuper des individus. – Mais ils me condamneront toujours. – Et pourquoi ? – Parce que tout le monde m'en veut. – Et pourquoi encore ? – Parce que je vous aime. Il suffit qu'on vous soit attaché pour qu'on devienne en horreur à tout le monde. – Ce que vous dites là est bien fort, Monsieur, dit l'Empereur avec calme ; j'aime à croire que vous vous trompez. » Et il passa tranquillement au voisin, tandis que nous en demeurions déconcertés, et en étions devenus rouges d'embarras. Une autre fois, à une parade, un jeune officier, aussi tout hors de lui, sort des rangs pour se plaindre qu'il est maltraité, dégradé ; qu'on a été injuste à son égard, qu'on lui a fait éprouver des passe-droits, et qu'il y a cinq ans qu'il est lieutenant sans pouvoir obtenir d'avancement. « Calmez-vous, lui dit l'Empereur, moi je l'ai bien été sept ans, et vous voyez qu'après tout, cela n'empêche pas de faire son chemin. » Tout le monde de rire, et le jeune officier, subitement refroidi, d'aller reprendre son rang. En tout, rien n'était

plus commun que de voir les individus s'attaquer à l'Empereur et lui tenir tête.

Je l'ai vu maintes fois, dans de vives et chaudes réclamations, ne pouvoir obtenir la dernière parole, et prendre le parti de céder, en passant à d'autres personnes ou en changeant de sujet.

Principe général. Les actes de l'Empereur, quelque passionnés qu'ils parussent, étaient toujours accompagnés de calculs. « Quand un de mes ministres, disait-il, ou quelque autre grand personnage avait fait une faute grave, qu'il y avait vraiment lieu à se fâcher, que je devais vraiment me mettre en colère, être furieux, alors j'avais toujours le soin d'admettre un tiers à cette scène ; j'avais pour règle que quand je me décidais à frapper, le coup devait porter sur plusieurs ; celui qui le recevait ne m'en voulait ni plus ni moins ; et celui qui en était le témoin, dont il eût fallu voir la figure et l'embarras, allait discrètement transmettre au loin ce qu'il avait vu et entendu : une terreur salutaire circulait de veine en veine dans le corps social. Les choses en marchaient mieux ; je punissais moins, je recueillais infiniment, et sans avoir fait beaucoup de mal. »

Dans une de ces grandes occasions, le ministre de la marine (Decrès) se trouva admis de conserve avec le véritable patient, et l'Empereur l'avait choisi dans la triple intention qu'il fût le témoin, qu'il reçût sa part directe d'un avertissement salutaire, et servît néanmoins de terme de comparaison propre à confusionner d'autant celui qu'il avait réellement en vue ; car, après s'être exprimé vis-à-vis de celui-ci avec la dernière violence, et être entré dans les plus petits détails d'une menace extrême, se retournant tout à coup vers Decrès, il lui dit : « Et vous aussi, Monsieur le ministre de la marine, on m'apprend que vous vous avisez d'être de l'opposition ; c'est fort étrange, j'en suis très irrité, quoique après tout je sache bien que chez vous il y a du moins des tirants d'eau d'honneur et de fidélité que vous ne dépasserez jamais. »

Réflexions sur le gouverneur – Dépenses de la maison de l'Empereur aux Tuileries – Sur les bonnes comptabilités – MM. Mollien, La Bouillerie.

Dimanche 2 juin.

L'Empereur est sorti à cheval sur les huit heures ; il y avait bien longtemps qu'il s'en était abstenu. Il est descendu chez madame Bertrand, et s'y est arrêté longtemps. Il y peignait énergiquement et avec beaucoup d'esprit les rapports du gouverneur avec nous, ses mesures subalternes, son peu d'égards, le rétréci de sa police, le ridicule de sa gestion, son ignorance des affaires et des manières. « Nous avons, disait-il, à nous plaindre sans doute de l'amiral, mais au moins était-il Anglais ; au lieu que celui-ci n'est qu'un mauvais sbire d'Italie. Nous n'avons pas les mêmes mœurs, disait-il, nous ne saurions nous entendre ; nos sentiments ne parlent pas le même langage : il ne se doute pas que des monceaux de diamants ne sauraient effacer l'arrestation qu'il est venu faire d'un de nos domestiques, presque à mes yeux. Depuis ce jour-là, il a répandu la pâleur sur toute ma maison. »

Au retour, nous ayons déjeuné dans le jardin. Le soir, le temps s'est passé à tracer le budget de celui qui, à Paris, aurait cinquante mille livres de rente : l'écurie, disait l'Empereur, devait y entrer pour un sixième, la table pour un quart, etc.

J'ai déjà dit qu'il aimait ces calculs, qui prenaient toujours quelque chose de neuf et de piquant dans sa bouche.

La conversation a conduit à des détails plus curieux sur la liste civile et les dépenses de la maison de l'Empereur. Voici ce que j'en ai recueilli :

La table était d'un million ; et pourtant le dîner de la personne de l'Empereur n'était dans ce compte que pour cent francs par jour. Jamais on n'a pu arriver à le faire manger chaud, parce qu'une fois au travail on ne savait jamais quand il quitterait ; aussi, l'heure du dîner venue, on mettait pour lui des poulets à la broche de demi-heure en demi-heure ; et l'on en a vu rôtir des douzaines avant d'atteindre celui qui lui a été présenté.

De là on est passé aux avantages d'une bonne comptabilité. L'Empereur citait surtout sur ce point MM. *de Mollien* et *La Boullerie*. Le premier avait ramené le trésor public à une simple maison de banque ; si bien que l'Empereur, dans un seul tout petit cahier, avait, disait-il, constamment sous les yeux l'état complet de ses affaires, sa recette, sa dépense, ses arriérés, ses ressources, etc., etc.

L'Empereur disait avoir eu dans ses caves, aux Tuileries, jusqu'à quatre cents millions en or qui étaient tellement à lui, qu'il n'en existait d'autres

traces qu'un petit livret dans les mains de son trésorier particulier. Tout s'est fondu à mesure, et surtout lors des revers, dans les dépenses de l'État. Comment aurait-il pu, disait-il, songer à s'en réserver quelque chose ? il s'était identifié tout à fait avec la nation.

Il disait encore avoir fait entrer en France plus de deux milliards de numéraire, sans compter tout ce que les individus pouvaient en avoir rapporté pour leur propre compte.

L'Empereur disait avoir été vivement sensible à ce qu'en 1814 M. de La Bouillerie, se trouvant à Orléans avec des dizaines de millions à lui Napoléon, sa propriété personnelle, il les eût portés à M. le comte d'Artois, à Paris, au lieu de les conduire à Fontainebleau, comme cela était de son devoir et de sa conscience. « La Bouillerie pourtant n'était pas un méchant homme, disait l'Empereur, je l'avais aimé et estimé. Au retour de 1815, il sollicita vivement d'être admis près de moi et de pouvoir se justifier ; il aurait prouvé sans doute que c'était la faute de son ignorance et non de son cœur. Il me connaissait bien ; il savait que s'il arrivait jusqu'à moi, il en serait quitte pour quelques paroles de colère. Mais je me connaissais aussi : j'étais résolu de ne pas le reprendre ; je refusai de le voir. C'était le seul moyen que j'avais en cette occasion de résister à lui et à plusieurs autres.

Toutefois *Estève*, son prédécesseur, n'en eût pas fait autant ; il m'était chaudement attaché ; il m'eût conduit mon trésor par force à Fontainebleau. S'il ne l'eût pu, il l'eût enterré, jeté dans les rivières, distribué plutôt que de le livrer. »

Sur les femmes, etc. — La polygamie.

Lundi 3.

L'Empereur, après un bain de trois heures, est sorti vers le cinq heures pour se promener dans le jardin. Il était fort triste, silencieux ; il avait l'air souffrant. Nous sommes montés en calèche, et peu à peu il s'est remis et est devenu plus causant.

Au retour, il s'est promené encore quelque temps pour faire la guerre à l'une de ces dames qui étaient avec nous. Il s'est amusé à déclamer contre

les femmes. « Nous n'y entendions rien, nous autres peuples d'Occident, disait-il (et un clignotement de côté nous prévenait de sa malice) ; nous avions tout gâté en traitant les femmes trop bien. Nous les avons portées, à grand tort, presque à l'égal de nous. Les peuples de l'Orient avaient bien plus d'esprit et de justesse, ils les avaient déclarées la véritable propriété de l'homme ; et en effet la nature les avait faites nos esclaves ; ce n'est que par nos travers d'esprit qu'elles osent prétendre à être nos souveraines ; elles abusaient de quelques avantages pour nous séduire et nous gouverner. Pour une qui nous inspirait quelque chose de bien, il en était cent qui nous faisaient faire des sottises. » Et, continuant d'applaudir aux maximes de l'Orient, il approuvait fort la polygamie, la prétendait dans la nature, et se montrait fort adroit, très fécond dans ses preuves : « La femme, disait-il, est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfants. Or, une femme unique ne pourrait suffire à l'homme pour cet objet ; elle ne peut être sa femme quand elle est grosse, elle ne peut être sa femme quand elle nourrit, elle ne peut être sa femme quand elle est malade, elle cesse d'être sa femme quand elle ne peut plus lui donner d'enfants : l'homme, que la nature n'arrête ni par l'âge ni par aucun de ces inconvénients, doit donc avoir plusieurs femmes, etc.

« Et de quoi vous plaindriez-vous après tout, Mesdames ? continuait-il en souriant ; ne vous avons-nous pas reconnu une âme ? vous savez qu'il est des philosophes qui ont balancé. Vous prétendriez à l'égalité ? Mais c'est folie : la femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne ; car elle nous donne des enfants, et l'homme ne lui en donne pas. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle du jardinier. Si l'homme fait une infidélité à sa femme, qu'il lui en fasse l'aveu, s'en repente, il n'en demeure plus de traces ; la femme se fâche, pardonne, ou se raccommode, et encore y gagne-t-elle parfois. Il ne saurait en être ainsi de l'infidélité de la femme : elle aurait beau l'avouer, s'en repentir ; qui garantit qu'il n'en demeurera rien ? Le mal est irréparable ; aussi ne doit-elle, ne peut-elle jamais en convenir. Il n'y a donc, Mesdames, et vous devez l'avouer, que le manque de jugement, les idées communes et le défaut d'éducation qui puissent porter une femme à se croire en tout l'égale de son mari : du reste, rien de déshonorant dans la différence ; chacun a ses propriétés et ses obligations :

vos propriétés, Mesdames, sont la beauté, les grâces, la séduction ; vos obligations, la dépendance et la soumission, etc., etc. »

Après le dîner, l'Empereur a envoyé mon fils chercher les Mémoires du chevalier de Grammont et un volume du Théâtre de Voltaire. Se créant, disait-il, la tâche d'atteindre onze heures, il a lu assez longtemps du premier ouvrage, remarquant combien peu de chose peut amuser quand on y répand du véritable esprit. Quant à Voltaire, il a parcouru *Mahomet*, *Sémiramis* et autres, en faisant ressortir les vices, et concluant comme de coutume que Voltaire n'a connu ni les choses, ni les hommes, ni les grandes passions.

Reprise des Mémoires de l'Empereur, etc..

Mardi 4.

L'Empereur m'a fait appeler vers les quatre heures pour aller en calèche. Il m'a dit qu'il venait enfin de dicter de nouveau, et que cela n'était pas sans quelque mérite ; qu'il avait été toute la matinée d'une humeur détestable ; qu'il avait d'abord essayé de sortir vers une heure, mais qu'il était rentré bientôt, absorbé par le dégoût et l'ennui, et que, ne sachant que faire, il lui était venu dans l'idée de se remettre à dicter.

Il y avait longtemps que l'Empereur avait interrompu le travail régulier de ses Mémoires. Ma campagne d'Italie était finie depuis plusieurs mois ; celle d'Égypte de Bertrand l'était aussi ; le général Gourgaud avait été fort malade ; tout cela avait amené des lacunes qui avaient créé le dégoût. L'Empereur en était demeuré là, et ne se sentait pas le courage de s'y remettre. J'ai profité de ce qu'il venait de dire pour faire observer que ses dictées étaient pour lui le grand, le seul moyen de tromper son ennemi, d'user le temps ; et pour nous l'incalculable avantage d'acquérir de véritables trésors chers à l'honneur, à la gloire de la France ; qu'il était d'une importance réelle qu'il continuât son histoire. Chacun de nous, assurais-je, donnerait volontiers son sang pour l'obtenir ; il le devait à sa mémoire, à sa famille, à nous. Où son fils trouverait-il sa véritable histoire ? Qui pourrait la lui tracer dignement ? Sans ces documents précieux, que de choses finiraient avec Napoléon ! Nous qui l'entourions jadis, que savions-nous alors ? que n'avons-nous pas appris ici ? etc. L'Empereur a répondu

qu'il allait s'y remettre, et il a posé la question sur le plan à suivre : serait-ce une histoire ? seraient-ce des annales ? il l'a discuté longtemps sans pouvoir rien arrêter.

À dîner, il a dit : « J'ai été fort grondé aujourd'hui sur ma paresse ; je viens donc me remettre au travail, attaquer plusieurs points à la fois, chacun aura son lot. Hérodote n'a-t-il pas, je crois, donné le nom des Muses à ses livres ? a-t-il dit en me regardant. Eh bien ! je veux que chacun des miens porte un des vôtres. Il n'y aura pas jusqu'au petit Emmanuel qui n'ait le sien. Je vais entamer le consulat avec Montholon. Gourgaud aura quelque autre époque ou des batailles détachées, et le petit Emmanuel préparera les pièces et les matériaux de l'époque du couronnement. »

École militaire – Plan d'éducation ordonné par l'Empereur – Ses intentions pour les vieux militaires
– Changements opérés dans les habitudes de la capitale.

Mercredi 5.

L'Empereur est sorti vers les quatre heures : durant la promenade, la conversation a été sur l'ancienne École militaire de Paris, le luxe qu'on y employait à notre égard, la sévérité au contraire que l'Empereur avait établie dans les siennes.

À l'École militaire de Paris, nous étions nourris, servis magnifiquement, traités en toutes choses comme des officiers jouissant d'une grande aisance, plus grande certainement que celle de la plupart de nos familles, et fort au-dessus de celle dont beaucoup de nous devions jouir un jour. L'Empereur, dans ses Écoles militaires, avait voulu, disait-il, éviter ce travers ; il avait voulu surtout que ses jeunes officiers, qui devaient commander un jour des soldats, eussent commencé par être eux-mêmes de vrais soldats, eussent pratiqué eux-mêmes tous les détails techniques, ce qui est d'un avantage immense, disait-il, dans le reste de la vie, pour pouvoir les suivre et les faire observer dans ceux que l'on doit faire obéir. Ainsi, à Saint-Germain, les jeunes gens pensaient eux-mêmes leurs chevaux, apprenaient à les ferrer, etc., etc. À Saint-Cyr, on pratiquait de même tous les détails correspondants de l'infanterie : on y était vraiment à la chambrée, on y mangeait à la gamelle, etc. ; le tout, sans que le reste des instructions analogues à la

condition future des jeunes gens en souffrît aucunement ; en un mot, ils ne sortaient qu'ayant réellement gagné leur grade d'officier, et capables de commander et de faire aller des soldats. « Aussi, disait l'Empereur, si les jeunes gens qui se présentèrent dans les corps à l'origine de cette institution y furent reçus d'abord avec une grande jalousie, du moins fut-on obligé de rendre pleine justice à leur tenue et à leur capacité. »

On voit le même esprit présider aux institutions d'Écouen, de Saint-Denis, et autres établissements que la bienfaisante sollicitude de Napoléon créa pour les filles des membres de la Légion-d'Honneur. Des règlements dressés par lui-même ordonnaient de n'y employer que ce qui aurait été confectionné dans la maison et par les mains mêmes des élèves. Ces règlements bannissaient toute espèce de luxe, la coquetterie, le théâtre, et devaient n'avoir d'autre but, disait l'Empereur, que d'en faire de bonnes ménagères et d'honnêtes femmes.

Napoléon, auquel la voix publique donnait au temps de sa puissance un caractère si dur et un cœur si froid, est pourtant bien certainement le souverain qui a mis le plus de véritables sentiments en actions ; c'est que, par une tournure d'esprit qui lui était particulière, il évitait toutes démonstrations de sensibilité avec autant de soin que d'autres en mettent à les prodiguer.

Il avait adopté tous les enfants des militaires tués à Austerlitz, et pour lui un tel acte ne se bornait pas à une pure formalité ; il les eût dotés.

Je tiens de la bouche d'un jeune homme, qui me l'a raconté depuis mon retour en Europe, et encore avec les larmes de la reconnaissance, qu'ayant été assez heureux, sortant à peine de l'enfance, pour donner une preuve de dévouement qui avait été remarquée, l'Empereur lui demanda quelle carrière il voulait suivre ; et, sans attendre sa réponse, en désigna une lui-même. À quoi le jeune homme ayant fait observer que la fortune de son père ne le permettrait pas : « Que vous importe, reprit vivement Napoléon, *ne suis-je pas aussi votre père ?* » Ceux qui l'ont connu dans son intérieur, ou ont vécu près de sa personne, peuvent citer mille traits de la sorte.

Il avait beaucoup fait pour les militaires et les vétérans, et il se proposait encore bien davantage : c'étaient chaque jour quelques pensées nouvelles.

Il nous fut présenté au Conseil d'État un projet de décret pour qu'à l'avenir les places dans les douanes, les perceptions, les droits réunis, etc., fussent données à des militaires blessés ou à des vétérans susceptibles de les exercer, à partir du simple soldat jusqu'aux rangs supérieurs. Et, comme ce projet était reçu avec froideur, l'Empereur, adressant son adage ordinaire à l'un des opposants, le somma d'aborder franchement la question et de dire toute sa pensée. « Eh bien ! Sire, dit M. Malouet, c'est que je crains que les citoyens ne se trouvent heurtés de se voir préférer des militaires. — Monsieur, repartit vivement l'Empereur, vous séparez là ce qui ne l'est pas ; les citoyens et les soldats aujourd'hui ne font qu'un. Dans la crise où nous nous trouvons, la conscription atteint tout le monde ; la carrière militaire n'est plus une affaire de goût, elle est une affaire de force. La plupart de ceux qui s'y trouvent ont perdu leur état contre leur gré ; il est donc juste de leur en tenir compte. — Mais, répétait encore l'opposant, c'est qu'on pourrait croire, par la rédaction du projet, que Votre Majesté ne veut désormais donner la plus grande partie de ces places qu'aux militaires. — Mais c'est bien aussi mon intention, Monsieur, dit l'Empereur ; il ne s'agit que de savoir si j'en ai le droit et si je blesse la justice. Or la constitution me donne la nomination à tous ces emplois, et il me semble qu'il est de toute justice que ce soient ceux qui ont le plus souffert qui aient le plus de droits aux indemnités. » Puis, haussant la voix : « Messieurs, la guerre n'est point un métier de roses ; vous ne la connaissez ici, sur vos bancs, que d'après la lecture des bulletins ou le récit de nos triomphes. Vous ne connaissez pas nos bivouacs, nos marches forcées, nos privations de tous genres, nos souffrances de toutes espèces. Moi, je les connais, parce que je les vois et que parfois je les partage. »

Quoi qu'il en soit, ce projet de décret, après plusieurs rédactions, finit par disparaître comme beaucoup d'autres, et les intentions de l'Empereur ne furent même pas connues du public, que je sache, bien qu'il eût semblé mettre un vif intérêt à le voir adopté, et qu'il en eût poursuivi la défense dans les plus petits détails.

« Mais, Sire, lui avait-on objecté dans le principe, Votre Majesté donnerait-elle de ces places à un militaire qui ne saurait point lire ? — Pourquoi pas ? — Mais comment pourrait-il remplir sa place, tenir ses registres ? — Eh bien ! Monsieur, il appellerait son voisin ; il ferait venir de

ses parents, et le bienfait intentionné pour un se répandrait sur plusieurs. D'ailleurs je ne tiens pas à votre objection ; nous n'avons qu'à prescrire la condition qu'il sera capable de la remplir, etc. »

À la nuit, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre. Il y était seul, avec un peu de feu et dans l'ombre ; les lumières étaient dans la chambre voisine. Cette obscurité plaisait, disait-il, à sa mélancolie. Il était triste et silencieux.

Après le dîner, l'Empereur répétait avoir beaucoup médité sur les moyens de recréer la société. Il avait eu des cercles à la cour, des spectacles, des voyages à Fontainebleau. Cela gênait, disait-il, les gens de la cour, et n'influaient pas sur les cercles de la capitale. Il n'y avait point encore assez de cohésion dans toutes ces parties hétérogènes pour qu'elles pussent réagir convenablement les unes sur les autres ; cependant cela fût venu avec le temps, assurait-il. On lui faisait remarquer qu'il avait beaucoup contribué à raccourcir les soirées de la capitale. Tout ce qui tenait au gouvernement travaillait beaucoup, et, devant se lever de grand matin, était obligé de se coucher de fort bonne heure.

« Ce fut, du reste, un grand étonnement pour Paris, disait l'Empereur, une véritable révolution dans les mœurs, presque une sédition dans la société, lorsque le Premier Consul voulut qu'on quittât les bottes pour venir en société, qu'on se mît en bas, et qu'on soignât tant soit peu sa toilette. »

L'Empereur revenait beaucoup sur ce qui formait le bon ton et les manières agréables des sociétés de sa jeunesse. Il s'est arrêté surtout à définir ce qui rendait alors les intimités agréables ; la teinte légère de flatterie réciproque, ou du moins l'opposition fine et délicate, etc., etc.

Résistance à la médecine – Gil-Blas – Général Bizanet.

Jeudi 6.

Je n'ai vu l'Empereur qu'à six heures ; il était demeuré dans sa chambre, souffrant, et n'avait encore rien mangé de la journée. Il se trouvait du malaise, disait-il, et s'amusait en ce moment à parcourir des gravures sur la ville de Londres, que le docteur lui avait prêtées. Celui-ci avait eu l'honneur

de le voir dans la journée, et l'avait beaucoup fait rire. « Apprenant que je n'étais pas bien, disait l'Empereur, il avait prétendu se saisir de moi comme de sa proie, en me conseillant aussitôt une médecine, à moi qui ne me rappelle point en avoir jamais pris dans ma vie. »

Il était déjà plus de sept heures ; l'Empereur a dit que celui qui se sentait faim n'était pas bien malade. Il a demandé à manger, on lui a apporté un poulet, qu'il a trouvé excellent : cela l'a remis ; il est devenu causant, et a passé en revue divers romans français. La lecture de *Gil Blas* avait rempli la plus grande partie de sa journée. Il était plein d'esprit, disait-il, mais il aurait mérité les galères lui et tous les siens. De là il s'est mis à parcourir un recueil chronologique, et s'est arrêté sur la belle affaire de Berg-op-Zoom par le général *Bizanet*.

« Que de belles actions pourtant, disait l'Empereur, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres, ou même dans la multiplicité de celles que nous avons produites ! Celle de Berg-op-Zoom est du nombre : la garnison naturelle de cette place était de huit à dix mille hommes peut-être, et pourtant elle ne comptait en cet instant pas plus de deux mille sept cents combattants. Un général anglais, à la faveur de la nuit, et d'intelligence avec les habitants, s'y introduit avec quatre mille huit cents hommes d'élite. Ils sont dans la place, la population est pour eux ; mais rien ne saurait triompher de la valeur française ! on se bat en désespérés dans les rues, la presque totalité de la troupe anglaise est tuée ou demeure prisonnière. Certes, concluait l'Empereur, voilà un acte de braves ! le général *Bizanet* est un brave ! »

Il est sûr que dans nos derniers moments, comme le disait l'Empereur, une foule de hauts faits, de traits historiques, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres et le gouffre de nos malheurs.

C'est l'extraordinaire et singulière défense d'Huningue par l'intrépide *Barbanègre*.

C'est la belle résistance du général *Teste* à Namur, où, dans une ville ouverte, avec une poignée de braves, il arrête court l'élan des Prussiens, et favorise la rentrée de Grouchy sans être entamé.

C'est l'expédition brillante du brave *Excelmans* dans Versailles, qui eût pu avoir des suites si importantes, si elle eût été soutenue, ainsi que cela

avait été décidé ; et enfin un grand nombre d'autres.

Romans de l'Empereur – Napoléon peu connu de sa maison même – Ses idées religieuses.

Vendredi 7, samedi 8.

Dans une longue conversation privée du matin, l'Empereur aujourd'hui revenait sur toutes les horreurs de notre situation présente, et épuisait les chances d'un meilleur avenir.

À la suite de tous ces objets, que je ne puis rendre ici, s'abandonnant à son imagination, il disait qu'il n'y avait plus pour lui de séjour que l'Angleterre et l'Amérique. Celui de son inclination, disait-il, serait l'Amérique, parce qu'il y serait vraiment libre, et qu'il n'aspirait plus qu'à l'indépendance et au repos ; et il faisait alors son roman. Il se voyait près de son frère Joseph, entouré d'une petite France, etc., etc.

Toutefois la politique, remarquait-il, pouvait décider pour l'Angleterre. Il devait demeurer peut-être l'esclave des événements. Il se devait, après tout, à un peuple qui avait fait plus pour lui qu'il ne lui avait rendu lui-même à son tour, etc. Et alors il faisait encore son roman, etc., etc.

De là, la conversation allant toujours, l'Empereur ne revenait pas de s'être convaincu que beaucoup de ceux qui l'entouraient et qui formaient sa cour croyaient la plupart des absurdités et des balivernes qui avaient été débitées sur son compte, et allaient jusqu'à douter de la fausseté des horreurs dont on souillait son caractère. Qu'ainsi nous le croyions cuirassé au milieu de nous, soumis aux pressentiments et au fatalisme, sujet à des accès de rage ou d'épilepsie ; ayant étranglé Pichegru, fait couper le cou à un petit capitaine anglais, etc... Et sa sortie contre nous était en quelque sorte méritée, nous étions obligés d'en convenir ; seulement nous avions à répondre que bien des circonstances se réunissaient pour que le gros de son entourage d'alors demeurât encore le vulgaire. Nous apercevions souvent sa personne, disais-je ; mais nous n'avions jamais aucune communication avec lui : tout demeurait mystère pour nous. Aucune voix ne s'élevait pour réfuter, tandis qu'il en était une foule dans l'ombre, et quelques-unes des plus rapprochées de lui, qui, par travers d'esprit ou mauvaise intention, ne semblaient occupées qu'à insinuer sans cesse. Quant à moi, je confessais de

bonne foi n'avoir eu d'idée certaine de son caractère qu'ici, bien que j'eusse à me féliciter de l'avoir réellement en partie deviné. « Et pourtant, répliquait-il à cela, vous m'avez vu et entendu souvent au Conseil d'État. »

Le soir, après le dîner, la conversation tomba sur la religion. L'Empereur s'y est arrêté longtemps. Je vais en transcrire ici avec soin le résumé, comme tout à fait caractéristique sur un point qui a dû exercer sans doute souvent la curiosité de plusieurs.

L'Empereur, après un mouvement très vif et très chaud, a dit : « Tout proclame l'existence d'un Dieu, c'est indubitable^[2] ; mais toutes nos religions sont évidemment les enfants des hommes. Pourquoi y en avait-il tant ? pourquoi la nôtre n'avait-elle pas toujours existé ? pourquoi était-elle exclusive ? que devenaient les hommes vertueux qui nous avaient devancés ? pourquoi ces religions se décriaient-elles, se combattaient-elles, s'exterminaient-elles ? pourquoi cela avait-il été de tous les temps, de tous les lieux ? C'est que les hommes sont toujours les hommes, c'est que les prêtres ont toujours glissé partout la fraude et le mensonge. Toutefois, disait l'Empereur, dès que j'ai eu le pouvoir, je me suis empressé de rétablir la religion. Je m'en servais comme de base et de racine. Elle était à mes yeux l'appui de la bonne morale, des vrais principes, des bonnes mœurs. Et puis l'inquiétude de l'homme est telle qu'il lui faut ce vague et ce merveilleux qu'elle lui présente. Il vaut mieux qu'il le prenne là que d'aller le chercher chez Cagliostro, chez mademoiselle Lenormand, chez toutes les diseuses de bonne aventure et chez les fripons. » Quelqu'un ayant osé lui dire qu'il pourrait se faire qu'il finît par être dévot, l'Empereur a répondu, avec l'air de conviction, qu'il craignait que non, et qu'il le prononçait à regret ; car c'était sans doute une grande consolation ; que toutefois son incrédulité ne venait ni de travers ni de libertinage d'esprit, mais seulement de la force de sa raison. « Cependant, ajoutait-il, l'homme ne doit jurer de rien surtout ce qui concerne ses derniers instants. En ce moment, sans doute, je crois bien que je mourrai sans confesseur ; et néanmoins voilà un tel, montrant l'un de nous, qui me confessera peut-être. Je suis bien loin d'être athée, assurément ; mais je ne puis croire tout ce que l'on m'enseigne en dépit de ma raison, sous peine d'être faux et hypocrite.

« Sous l'empire, et surtout après le mariage de Marie-Louise, on fit tout au monde pour me porter, à la manière de nos rois, à aller en grande pompe

communier à Notre-Dame ; je m'y refusai tout à fait : je n'y croyais pas assez, disais-je, pour que ce pût m'être bénéficiel, et je croyais trop encore pour m'exposer froidement à un sacrilège. » À cela, comme on citait quelqu'un qui s'était vanté en quelque sorte de n'avoir pas fait sa première communion : « C'est fort mal à lui, a repris l'Empereur : il a manqué là à son éducation, ou l'on s'est rendu coupable vis-à-vis d'elle. » Puis, continuant son sujet : « Dire d'où je viens, ce que je suis, où je vais, est au-dessus de mes idées, et pourtant tout cela est. Je suis la montre qui existe et qui ne se connaît pas. Toutefois le sentiment religieux est si consolant que c'est un bienfait du ciel que de le posséder. De quelle ressource ne nous serait-il pas ici ? quelle puissance pourraient avoir sur moi les hommes et les choses, si, prenant en vue de Dieu mes revers et mes peines, j'en attendais le bonheur futur pour récompense !... À quoi n'aurais-je pas droit, moi qui ai traversé une carrière aussi extraordinaire, aussi orageuse, sans commettre un seul crime ; et j'ai pu tant en commettre ! Je puis paraître devant ce tribunal de Dieu, je puis attendre son jugement sans crainte. Il n'entrevera jamais au-dedans de moi l'idée de l'assassinat, de l'empoisonnement, de la mort injuste ou préméditée, si commune dans les carrières qui ressemblent à la mienne. Je n'ai voulu que la gloire, la force, le lustre de la France ; toutes mes facultés, tous mes efforts, tous mes moments étaient là. Ce ne saurait être un crime, je n'ai vu là que des vertus ! Quelle serait donc ma jouissance, si le charme d'un avenir futur se présentait à moi pour couronner la fin de ma vie, etc. »

... . Plus loin, il disait : « Mais comment pouvoir être convaincu par la bouche absurde, par les actes iniques de la plupart de ceux qui nous prêchent ? Je suis entouré de prêtres qui me répètent sans cesse que leur règne n'est pas de ce monde, et ils se saisissent de tout ce qu'ils peuvent. Le pape est le chef de cette religion du ciel, et il ne s'occupe que de la terre. Que de choses celui d'aujourd'hui, qui assurément est un brave et saint homme, m'offrait pour retourner à Rome ! La discipline de l'Église, l'institution des évêques, ne lui étaient plus rien, s'il pouvait à ce prix redevenir prince temporel. Aujourd'hui même, il est l'ami de tous les protestants, qui lui accordent tout parce qu'ils ne le craignent pas. Il n'est l'ennemi que de l'Autriche catholique, parce que celle-ci serre de près son territoire, etc.

... Nul doute, du reste, continuait-il encore, que mon espèce d'incrédulité ne fût, en ma qualité d'Empereur, un bienfait pour les peuples ; et autrement, comment aurais-je pu exercer une véritable tolérance ? comment aurais-je pu favoriser avec égalité des sectes aussi contraires, si j'avais été dominé par une seule ? comment aurais-je conservé l'indépendance de ma pensée et de mes mouvements, sous la suggestion d'un confesseur qui m'eût gouverné par les craintes de l'enfer ? Quel empire un méchant, le plus stupide des hommes, ne peut-il pas, à ce titre, exercer sur ceux qui gouvernent les nations ? N'est-ce pas alors le moucheur de chandelles qui, dans les coulisses, peut faire mouvoir à son gré l'Hercule de l'Opéra ? Qui doute que les dernières années de Louis XIV n'eussent été bien différentes avec un autre confesseur ? J'étais tellement pénétré de ces vérités que je me promettais bien de faire en sorte, autant qu'il eût été en moi, d'élever mon fils dans la même ligne religieuse où je me trouve, etc., etc. »

L'Empereur a terminé cette conversation en envoyant mon fils chercher l'Évangile, et le prenant au commencement, il ne s'est arrêté qu'après le discours de Jésus sur la montagne. Il se disait ravi, extasié de la pureté, du sublime et de la beauté d'une telle morale, et nous tous l'étions de même.

Portrait des directeurs – Anecdotes – 18 fructidor.

Dimanche 9.

L'Empereur a beaucoup parlé de la création du Directoire ; il l'avait installé, se trouvant alors commandant en chef de l'armée de l'intérieur. Cela l'a conduit à passer en revue les cinq directeurs dont il a donné les portraits et le caractère. Il a peint leurs ridicules et leurs fautes, ce qui a conduit aux événements de fructidor, et a fourni un grand nombre de choses fort curieuses. Voici ce que j'en ai recueilli, partie de ses conversations perdues, partie de ses dictées sur les campagnes d'Italie.

« *Barras*, disait l'Empereur, d'une des bonnes familles de Provence, était officier au régiment de l'Île-de-France ; à la révolution, il fut nommé député à la Convention nationale par le département du Var. Il n'avait aucun talent pour la tribune, et nulle habitude de travail. Après le 31 mai, il fut nommé,

avec Fréron, commissaire à l'armée d'Italie et en Provence, alors foyer de la guerre civile. De retour à Paris, il se jeta dans le parti thermidorien ; menacé par Robespierre, ainsi que Tallien et tout le reste du parti de Danton, ils se réunirent, et firent la journée du 9 thermidor. Au moment de la crise, la Convention le nomma pour marcher contre la commune, qui s'était insurgée en faveur de Robespierre ; il réussit.

« Cet évènement lui donna une grande célébrité. Tous les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France.

« Le 12 vendémiaire, au moment de la crise, on imagina, pour se défaire subitement des trois commissaires près de l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs de commissaire et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui, elles étaient au-dessus de ses forces : Barras n'avait pas fait la guerre, il avait quitté le service n'étant que capitaine ; il n'avait d'ailleurs aucune connaissance militaire.

« Les événements de thermidor et de vendémiaire le portèrent au Directoire : il n'avait point les qualités nécessaires pour cette place ; il fit mieux que ceux qui le connaissaient n'attendaient de lui.

« Il donna de l'éclat à sa maison ; il avait un train de chasse, et faisait une dépense considérable. Quand il sortit du Directoire, au 18 brumaire, il lui restait encore une grande fortune ; il ne la dissimulait pas. Cette fortune n'était pas, il s'en faut, de nature à avoir influé sur le dérangement des finances ; mais la manière dont il l'avait acquise, en favorisant les fournisseurs, altéra la morale publique.

« Barras était d'une haute stature ; il parla quelquefois dans des moments d'orage, et sa voix couvrait alors la salle. Ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au-delà de quelques phrases. La passion avec laquelle il parlait l'aurait fait prendre pour un homme de résolution, il ne l'était point ; il n'avait aucune opinion faite sur aucune partie de l'administration publique.

« En fructidor il forma, avec Rewbell et La Reveillère-Lepaux, la majorité contre Carnot et Barthélemy ; après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du Directoire ; mais en réalité c'était Rewbell qui avait la véritable influence des affaires. Barras soutint

constamment en public le rôle d'un ami chaud de Napoléon. Lors du 30 prairial, il eut l'adresse de se concilier le parti dominant dans l'assemblée, et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.

« *La Reveillère-Lepaux*, natif d'Angers, était de la très petite bourgeoisie, petit, bossu, de l'extérieur le plus désagréable qu'on puisse imaginer : c'était un véritable Ésope. Il écrivait passablement ; son esprit était de peu d'étendue, il n'avait ni l'habitude des affaires ni la connaissance des hommes. Il fut alternativement dominé, selon les temps, par Carnot et Rewbell. Le jardin des Plantes et la théophilanthropie, nouvelle religion dont il avait la manie de vouloir être fondateur, faisaient toute son occupation. Du reste, il était patriote chaud et sincère, honnête homme, citoyen probe et instruit ; il entra pauvre au Directoire et en sortit pauvre. La nature ne lui avait accordé que les qualités d'un magistrat subalterne. »

Napoléon, après son retour de l'armée d'Italie, se trouva, sans qu'il en pût deviner la cause, l'objet tout particulier du soin, de l'attention et des cajoleries du directeur La Reveillère, qui un jour lui offrit un dîner *strictement* en famille, et cela, disait-il, pour être plus ensemble. Le jeune général l'accepta ; et en effet il ne s'y trouvait que la femme et la fille du directeur ; et tous les trois, par parenthèse, disait l'Empereur, étaient trois chefs-d'œuvre de laideur. Après le dessert, les deux femmes se retirèrent, et la conversation devint sérieuse. La Reveillère s'étendit longuement sur les inconvénients de notre religion, la nécessité néanmoins d'en avoir une, et vanta en grand détail les avantages de celle qu'il prétendait instituer, la *théophilanthropie*. Je commençais à trouver, disait l'Empereur, la conversation longue et un peu lourde, quand tout à coup, se frottant les mains avec satisfaction et d'un air malin : De quel prix serait pourtant une acquisition comme la vôtre ! de quelle utilité, de quel poids ne serait pas votre nom ! et comme cela serait glorieux pour vous ! Allons, qu'en pensez-vous ? Le jeune général était loin de s'attendre à une pareille proposition ; toutefois il répondit avec humilité qu'il ne se sentait pas digne d'un tel honneur ; et puis, que dans les routes obscures il avait pour principe de suivre ceux qui le devançaient ; qu'ainsi il était résolu de faire là-dessus comme avaient fait son père et sa mère. Une réponse si positive fit bien voir au grand prêtre qu'il n'y avait rien à faire, et il en demeura là ; mais aussi, depuis, plus de petits soins ni de cajoleries pour le jeune général.

Rewbell, disait l'Empereur, natif d'Alsace, était un des meilleurs avocats de Colmar. Il avait de l'esprit, esprit qui caractérise un bon praticien ; il influença presque toujours les délibérations, prenait facilement des préjugés, croyait peu à la vertu, était d'un patriotisme assez exalté. C'est un problème que de savoir s'il s'est enrichi au Directoire : il était environné de fournisseurs, il est vrai ; mais, par la tournure de son esprit, il serait possible qu'il se fût plu seulement dans la conversation d'hommes actifs et entreprenants, et qu'il eût joui de leurs flatteries sans leur faire payer les complaisances qu'il avait pour eux. Il avait une haine particulière contre le système germanique ; il a montré de l'énergie dans les assemblées, soit avant ou après sa magistrature ; il aimait à travailler et à agir ; il avait été membre de la Constituante et de la Convention : celle-ci le nomma commissaire à Mayence, où il montra peu de caractère et nul talent militaire ; il contribua à la reddition de la place, qui pouvait encore se défendre. Il avait, comme les praticiens, un préjugé d'état contre les militaires.

« *Carnot*, natif de Bourgogne, était entré très jeune dans le génie, et soutint dans son corps le système de Montalembert. Il passait pour un original parmi les camarades, et était déjà chevalier de Saint-Louis lors de la révolution, qu'il embrassa chaudement. Il fut nommé à la Convention et membre du comité de salut public avec Robespierre, Barrère, Couthon, Saint-Just, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, etc. Il montra une grande exaltation contre les nobles, ce qui lui occasionna plusieurs querelles avec Robespierre, qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre.

« Carnot était travailleur, sincère dans tout, mais sans intrigues, et facile à tromper. Il fut employé auprès de Jourdan comme commissaire de la Convention au déblocus de Maubeuge, où il rendit des services ; au comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre, et il fut utile ; du reste, sans expérience ni habitude de la guerre. Il montra toujours un grand courage moral.

« Après thermidor, lorsque la Convention mit en arrestation tous les membres du comité de salut public excepté lui, Carnot voulut partager leur sort. Cette conduite fut d'autant plus noble, que l'opinion publique était violemment prononcée contre le comité. Il fut nommé membre du Directoire après vendémiaire ; mais depuis le 9 thermidor il avait l'âme

déchirée par les reproches de l'opinion publique, qui attribuait au comité tout le sang qui avait coulé sur les échafauds. Il sentit le besoin d'acquiescer de l'estime, et en croyant diriger lui-même, il se laissa entraîner par des meneurs du parti de l'étranger. Alors il fut porté aux nues ; mais il ne mérita pas les éloges des ennemis de la patrie ; il se trouva placé dans une fausse position, et succomba en fructidor.

« Après le 18 brumaire, Carnot fut rappelé et mis au ministère de la guerre par le Premier Consul ; il eut beaucoup de querelles avec le ministre des finances et le directeur du trésor Dufrènes, dans lesquelles il est juste de dire qu'il avait toujours tort. Enfin il quitta le ministère, persuadé qu'il ne pourrait plus aller faute d'argent.

« Membre du Tribunat, il parla et vota contre l'empire ; mais sa conduite toujours droite ne donna point d'ombrage à l'administration. Plus tard, il fut fait inspecteur en chef aux revues, et reçut de l'Empereur une pension de retraite de vingt mille francs.

« Tant que les choses prospérèrent, l'Empereur n'en entendit point parler ; mais, après la campagne de Russie, lors des malheurs de la France, Carnot demanda du service. La ville d'Anvers lui fut confiée ; il s'y comporta bien. Au retour de 1815, l'Empereur, après quelque hésitation, le nomma ministre de l'intérieur, et il n'eut pas lieu de s'en plaindre ; il le trouva fidèle, probe, travailleur, et toujours vrai. Nommé de la commission du gouvernement provisoire au mois de juin, et peu propre à cette fonction, il y fut joué.

« *Le Tourneur de la Manche* est né en Normandie ; il avait été officier dans le génie avant la révolution. On a peine à s'expliquer comment il fut nommé au Directoire ; ce ne peut être que par une de ces bizarreries attachées aux grandes assemblées. Il était de peu d'esprit, de peu d'instruction, et d'un petit caractère. Il y avait à la Convention cinq cents députés qui lui étaient préférables. Du reste, il était probe et honnête homme ; il sortit pauvre du Directoire.

« Le Tourneur se rendit la fable et la risée de Paris. Il vint, dit-on, de son département, prendre possession au Directoire, dans un chariot, avec sa gouvernante, ses ustensiles de cuisine, sa basse-cour. Les mauvais plaisants de la capitale l'ajustèrent, et il fut aussitôt noyé. On le faisait revenir du

jardin des Plantes, où il était accouru tout d'abord, et raconter ce qu'il y avait trouvé de rare ; et, comme on lui demandait s'il y avait vu *Lacépède*, il s'étonnait fort de l'avoir passée, assurant qu'on ne lui avait montré que *la Girafe*^[3].

« À peine le Directoire fut établi, qu'il se compromit à tous les yeux par de grands travers d'esprit, de mœurs et de combinaisons. Ce ne furent que fautes et absurdités ; il se trouva discrédité, perdu, au moment même de son apparition. Les directeurs, étourdis de leur élévation, songèrent à se donner des manières, et coururent après le bon ton. Pour mieux y réussir, chacun des directeurs se composa une petite cour, où fut accueillie la haute classe, jusque-là disgraciée et leur ennemie naturelle, tandis qu'on en repoussait la masse des anciennes connaissances, celle des camarades, comme trop vulgaire désormais. Tous ceux qui, dans la révolution, avaient montré plus d'énergie que les membres du Directoire ou avaient marché avec eux, leur devinrent importuns et furent aussitôt éloignés. Le Directoire donna donc à rire à l'un des deux partis et s'aliéna l'autre. Les cinq petites cours exigeaient d'autant plus de servitude qu'elles étaient subalternes et ridicules ; mais un grand nombre d'hommes ne purent se résoudre à plier devant des formes que ni les circonstances récentes, ni la nature du gouvernement, ni le prestige des gouvernants, ne pouvaient faire admettre.

« Cependant tout ce que le Directoire fit pour gagner les salons de Paris ne lui réussit pas ; il n'acquiesça aucune influence sur eux, et le parti des Bourbons gagna du terrain. Lorsque le Directoire s'en aperçut, il revint brusquement en arrière ; mais alors il ne trouva plus les républicains qu'il avait aliénés. Ce furent donc des oscillations perpétuelles qui ressemblaient à des caprices ; on naviguait sans direction, on n'avait aucun but ; on n'était pas un. On ne voulait ni terreur ni royalisme, mais on ne savait pas prendre la route qui devait faire arriver.

« Le Directoire crut alors remédier à ces incertitudes et éviter ces perpétuelles oscillations en frappant à la fois les deux partis extrêmes, qu'ils l'eussent mérité ou non. S'il faisait arrêter un royaliste qui avait conspiré ou troublé la tranquillité publique ; il faisait au même instant arrêter un républicain, n'eût-il rien fait. Ce système s'appela la *bascule politique*. L'injustice, la fausseté de ce système discrédita le gouvernement ; toutes les

âmes se resserrèrent : ce fut un gouvernement de plomb. Tous les sentiments vrais et généreux furent contre le Directoire.

« Les gens d'affaires, les agioteurs, les intrigants s'emparèrent des ressorts et eurent tout crédit. Les places furent données à des hommes vils, à des protégés ou à des parents. La corruption s'introduisit dans toutes les branches de l'administration ; les dilapidateurs l'eurent bientôt senti et purent agir sans crainte. Les affaires étrangères, les armées, les finances, l'intérieur, tout se ressentit d'un système aussi vicieux.

« Un tel état de choses amoncela bientôt un orage politique, et l'on marcha à grands pas vers la crise de fructidor.

« À cette époque, la manière du Directoire continuait d'être molle, capricieuse, incertaine. Des émigrés rentrés, des journalistes aux gages de l'étranger, flétrissaient audacieusement les meilleurs patriotes. La rage des ennemis de la gloire nationale irritait, exaspérait les soldats de l'armée d'Italie ; ceux-ci se prononçaient hautement contre eux. Les Conseils, de leur côté, ne parlaient plus que prêtres, cloches et émigrés ; ils agissaient en vrais contre-révolutionnaires : aussi tous les officiers de l'armée qui avaient plus ou moins marqué dans les départements, dans les bataillons volontaires, ou même dans les troupes de ligne, se sentant attaqués dans ce qui les touchait de plus près, irritaient encore la colère de leurs soldats ; tous les esprits étaient enflammés.

« Dans une circonstance aussi orageuse, quel parti devait prendre le général de l'armée d'Italie ? Il s'en présentait trois :

« 1° Se ranger du parti dominant dans les Conseils ? Mais il était déjà trop tard ; l'armée se prononçait, et les meneurs du parti, les orateurs du Conseil, en l'attaquant sans cesse, lui et l'armée, ne lui laissaient plus la possibilité de prendre cette résolution.

« 2° De prendre le parti du Directoire et de la république ? C'était le plus simple, celui du devoir, l'impulsion de l'armée, celui même où l'on se trouvait déjà engagé : car tous les écrivains restés fidèles à la révolution s'étaient déclarés d'eux-mêmes les ardents défenseurs et les apologistes zélés de l'armée et de son chef.

« 3° De dominer les deux factions, en se présentant franchement dans la lutte comme régulateur de la république ? Mais, quelque fort que Napoléon

se sentît de l'appui des armées, quelque accrédité qu'il fût en France, il ne pensait pas qu'il fût encore dans l'esprit du temps, ni dans l'opinion publique, de lui permettre une marche aussi audacieuse. Et d'ailleurs, quand ce troisième parti eût été son but secret, il n'eût pu y arriver immédiatement, et sans avoir au préalable épousé un des deux partis qui se partageaient en ce moment l'arène politique. Il fallait de nécessité d'abord se ranger ou du côté des Conseils ou du côté du Directoire, lors même qu'on eût voulu former un tiers parti.

« Ainsi des trois partis à prendre, le troisième, pour son exécution, rentrait dans l'un des deux premiers. Depuis le renouvellement des Conseils et l'attaque déjà formée par eux contre Napoléon, l'un des deux autres, le premier, lui était absolument interdit. Cette analyse, faisait observer l'Empereur, ressortait tout naturellement d'une profonde méditation sur les circonstances actuelles de la France. Le général n'avait donc rien à faire qu'à laisser aller les événements et seconder l'impulsion naturelle de ses troupes. De là l'adresse de l'armée d'Italie et le fameux ordre du jour de son général.

« Soldats, je le sais, disait-il, votre cœur est plein d'angoisses sur les malheurs de la patrie ; mais si les menées de l'étranger pouvaient l'emporter, nous volerions du sommet des Alpes, avec la rapidité de l'aigle, pour défendre cette cause qui nous a déjà coûté tant de sang. »

« Ces mots décidèrent la question. Les soldats, en délire, voulaient tous marcher sur Paris ; le contrecoup en retentit aussitôt dans la capitale. Il s'y fit une véritable explosion ; et le Directoire, que chacun croyait perdu, qui l'instant d'auparavant chancelait seul et abandonné, se trouva tout à coup fort de l'opinion publique ; il prit aussitôt l'attitude et la marche d'un parti triomphant ; il terrassa à l'instant tous ses ennemis.

« Le général de l'armée d'Italie avait fait porter l'adresse de ses soldats au Directoire par Augereau, parce qu'il était de Paris, et fort prononcé dans les idées du moment.

« Cependant les politiques du temps se demandèrent : Qu'aurait fait Napoléon si les Conseils l'eussent emporté ? si cette faction, qui fut vaincue, avait au contraire culbuté le Directoire ? Dans ce cas, il paraît qu'il était décidé à marcher sur Lyon et Mirbel avec quinze mille hommes. Là se

fussent aussitôt ralliés à lui tous les républicains du midi et de la Bourgogne. Les Conseils, victorieux, n'auraient pas été trois ou quatre jours sans se diviser violemment ; car si ses membres étaient uniformes dans leur marche contre le Directoire, on savait qu'ils étaient loin de l'être dans le but ultérieur qu'ils se proposaient. Les meneurs, tels que Pichegru, Imbert-Colomès et autres, vendus à l'étranger, poussaient violemment au royalisme et à la contre-révolution, tandis que Carnot et autres voulaient des résultats tout à fait contraires. La confusion et l'anarchie n'eussent donc pas manqué d'être aussitôt dans l'État. Alors toutes les classes des citoyens, toutes les factions auraient vu avec plaisir dans Napoléon une ancre de salut, un point de ralliement, seul propre à sauver tout à la fois et de la terreur royale et de la terreur démagogique. Il devait donc arriver facilement à Paris, et s'y trouver naturellement porté à la tête des affaires par le vœu et l'assentiment de tous les partis. La majorité des Conseils était forte et positive, à la vérité, mais c'était uniquement contre les directeurs. Elle devait se diviser à l'infini sitôt qu'ils seraient renversés.

« Le choix de trois nouveaux directeurs venant à mettre au grand jour la véritable intention des mesures de la contre-révolution, l'immensité des citoyens, dans son effroi, allait se précipiter vers Napoléon déployant l'oriflamme nationale ; car les vrais contre-révolutionnaires étaient, au fait, en petit nombre, et leurs prétentions trop ridicules et trop absurdes. Tout eût plié devant Napoléon, l'eût-on appelé César ou Cromwell. Il marchait avec une religion, un parti dont les idées étaient fixes et populaires ; il était maître de ses soldats ; les caisses de l'armée étaient pleines ; il possédait tous les autres moyens propres à s'assurer leur constance et leur fidélité ; et il s'agissait de dire si Napoléon, dans le secret de son cœur, n'aurait pas désiré que les affaires eussent pris cette tournure. Nous penserions que oui. Que le triomphe de la majorité des Conseils fût son désir et son espérance, nous sommes portés à le croire par le fait suivant : c'est que, dans le moment de la crise entre les deux factions, un arrêté secret, signé des trois membres composant le parti du Directoire, lui demanda trois millions pour soutenir l'attaque des Conseils, et que Napoléon, sous divers prétextes, ne les envoya pas, quoique cela lui fût facile ; et l'on sait qu'il n'est pas dans son caractère d'hésiter pour des mesures d'argent.

« Aussi, quand la lutte fut finie, et que le Directoire triomphant se plut à déclarer tout haut qu'il devait toute son existence à Napoléon, il conserva néanmoins dans le cœur quelques sentiments vagues que Napoléon n'avait embrassé son parti que dans l'espoir de le voir culbuté et de se mettre à sa place.

« Quoi qu'il en soit, après le 18 fructidor, l'ivresse de l'armée fut au comble et le triomphe de Napoléon complet. Mais le Directoire, malgré sa reconnaissance apparente, l'entoura, dès ce moment, de nombreux agents qui épiaient ses pas et cherchèrent à pénétrer ses pensées.

« La position de Napoléon était délicate, quoique sa conduite eût été si régulière et si parfaite, qu'encore, même à présent, nous n'entretenons que de simples conjectures sur cet objet ; seulement c'est dans cette délicatesse de position que nous croyons trouver les principales raisons de la conclusion de la paix à Campo-Formio, du refus de demeurer au congrès de Rastadt, et enfin de l'entreprise de l'expédition d'Égypte.

« Comme il arrive toujours en France, aussitôt après le 18 fructidor, le parti vaincu disparut tout à coup, et la majorité du Directoire triompha sans modération. Il devint tout, et réduisit les Conseils à rien.

« Napoléon sentit alors la nécessité de la paix, qui, terminant les affaires actuelles, lui donnerait une nouvelle popularité. Il avait tout à craindre de la continuation de la guerre ; elle pouvait fournir, à ceux qui l'auraient suspecté, des prétextes faciles de lui nuire. On pouvait vouloir l'exposer dans des situations difficiles, et se servir contre lui du concours des autres généraux.

« Deux des plus célèbres d'alors avaient manifesté des dispositions authentiques dans cette grande affaire de fructidor : c'étaient Moreau et Hoche.

« Moreau s'était tout à fait montré contre le Directoire ; et, par une conduite pusillanime et répréhensible, il se perdit tout à la fois sous le rapport du devoir et sous celui du point d'honneur.

« Hoche fut en entier pour le Directoire. Cédant à la fougue de son caractère, il fit marcher sur Paris une partie de son armée, manqua son but par trop d'impétuosité. Ses troupes furent contremandées par la puissance

des Conseils ; et lui-même fut obligé de se sauver de Paris, dans la crainte de se voir arrêté par ces mêmes Conseils.

« Hoche n'avait donc rien fait pour le succès de cette journée ; il y avait même nui par trop de zèle. Mais il avait montré un homme tout dévoué ; et la majorité du Directoire pouvait se fier aveuglément à lui, bien que son imprudence eût manqué de le perdre.

« Cette même majorité du Directoire doutait, au contraire, de Napoléon qui l'avait fait triompher ; il lui restait toujours que ce général avait pu calculer que le Directoire succomberait sous les Conseils, et qu'il pourrait s'élever sur ses ruines.

« Cependant comment le Directoire pouvait-il arranger cette pensée avec les actes de ce général, qui avait tout mis dans la balance pour le faire triompher ? car il est évident que, sans l'ordre du jour de Napoléon et l'adresse de son armée, le Directoire était perdu.

« Des personnes bien instruites pensent qu'au vrai Napoléon n'avait pas assez calculé son influence personnelle en France ; qu'il s'en était laissé imposer par les libelles et les journaux dirigés contre lui ; qu'il avait cru les mesures qu'il prenait propres, non à faire triompher tout à fait le Directoire, mais juste ce qu'elles devaient être pour devenir lui-même le sauveur et le vrai soutien de la république. Ces personnes ajoutent qu'au moment où les officiers que Napoléon avait à Paris et toute la correspondance de la France lui eurent appris que sa proclamation avait du soir au matin changé tout à fait l'esprit de l'intérieur, alors seulement il s'aperçut qu'il avait trop fait. Nous nous rangerions d'autant plus volontiers de cette opinion, que nous ne saurions comprendre comment Napoléon aurait pensé sérieusement à conserver trois directeurs dont il ne faisait aucun cas. Celui de tous qu'il estimait (Carnot) était du parti opposé, et nous savons qu'il était indigné de la corruption ou de la faiblesse des autres.

« Le nommé Bottot, agent intime de Barras, fut expédié auprès de Napoléon avec la mission secrète de le pénétrer, et de savoir pourquoi il n'avait pas envoyé les trois millions dont le Directoire avait eu tant de besoin.

« Bottot joignit le général français à Passeriano ; il intrigua beaucoup dans les alentours de Napoléon ; mais il trouva chacun très chaud pour le

parti qui avait triomphé ; et, ayant quelques intérêts à traiter pour lui-même, il finit par avouer, dans quelques conversations intimes, le secret de sa mission et les soupçons vagues du Directoire. Il avait été facilement détrompé par la simplicité de l'entourage du général, la franchise de Napoléon, et surtout l'élan de toute l'armée et celui de l'Italie entière en sa faveur. Mais le Directoire eût-il eu raison, il n'eût pas été difficile, au milieu de cette atmosphère, avec des prévenances et quelques conversations naïves et simples, d'ôter à Bottot jusqu'au plus petit ombrage. Aussi écrivit-il à Paris que les craintes conçues n'étaient que de véritables chimères, bien moins dangereuses que le mauvais esprit des gens qui voulaient les faire croire. Mais les trois millions, lui disait-on, d'où peut venir ce refus ? – Napoléon avait prouvé que l'ordre envoyé par le Directoire était mystérieux, irrégulier, et qu'entouré de fripons qui avaient déjà si notoirement volé le trésor, il avait dû s'assurer prudemment de la vérité ; qu'il avait aussitôt expédié à Paris son aide de camp de confiance Lavalette, et qu'aussitôt que Lavalette lui eut mandé le véritable état des choses, les trois millions partaient lorsque la journée se trouva décidée. »

Sur la diplomatie anglaise – Lords Whitworth, Chatam, Castlereagh, Cornwallis, Fox, etc..

Lundi 10.

Aujourd'hui la suite de la conversation a conduit l'Empereur à dire que rien n'était dangereux et perfide comme les conversations officielles avec les agents diplomatiques anglais. « Les ministres anglais, disait-il, ne présentent jamais une affaire comme de leur nation à une autre nation, mais bien comme d'eux-mêmes à leur propre nation, s'embarrassant peu de ce qu'ont dit ou de ce que disent leurs adversaires ; ils présentent hardiment ce qu'ont dit leurs agents diplomatiques, ou ce qu'ils leur font dire, se retranchant sur ce que ces agents ayant un caractère public, étant notariés, ils doivent avoir titre de foi dans leurs rapports. C'est ainsi, faisait-il observer, que les ministres anglais avaient dans le temps publié une longue conversation avec moi, Napoléon, sous le nom de lord Whitworth, laquelle était entièrement fausse^[4]. »

Cet ambassadeur avait sollicité une audience du Premier Consul et des communications personnelles. Le Premier Consul, qui lui-même aimait à traiter directement les affaires, s'y prêta volontiers. « Mais ce fut pour moi, disait l'Empereur, une leçon qui changea ma méthode pour jamais. À compter de cet instant, je ne traitai plus officiellement d'affaires politiques que par l'intermédiaire de mon ministre des relations extérieures. Celui-là du moins pouvait donner un démenti authentique et formel ; le souverain ne le pouvait pas.

« Il est entièrement faux, continuait l'Empereur, que notre entrevue personnelle ait eu rien qui sortît des bienséances accoutumées. Lord Whitworth lui-même, au sortir de la conférence, se trouvant avec d'autres ambassadeurs, leur dit en avoir été très satisfait, et qu'il ne doutait pas que toutes nos affaires ne se terminassent bien. Or quel ne fut pas l'étonnement de ces mêmes ambassadeurs lorsqu'ils lurent à quelque temps de là dans les papiers anglais le rapport de lord Whitworth, dans lequel il m'accusait de m'être livré à des emportements extrêmes et inconvenants ! Nous avions alors des amis chauds parmi ces ambassadeurs, et quelques-uns furent jusqu'à témoigner leur surprise au diplomate anglais, en lui rappelant que cela ressemblait peu à ce qu'il leur avait dit au sortir de la conférence même. Lord Whitworth escobarda comme il put, mais n'en maintint pas moins les assertions du document officiel.

« Le fait, ajoutait l'Empereur, est que tous les agents politiques anglais sont dans le cas de faire deux rapports sur le même objet : l'un public et faux pour les archives ministérielles, l'autre confidentiel et vrai pour les seuls ministres ; et quand la responsabilité de ceux-ci se trouve en jeu, ils produisent le premier, qui, bien que faux, répond à tout et les met à couvert. Et c'est ainsi, disait l'Empereur, que les meilleures institutions deviennent vicieuses quand la morale cesse d'en être la base, et quand les agents ne sont plus conduits que par l'égoïsme, l'orgueil et l'insolence. Le pouvoir absolu n'a pas besoin de mentir ; il se tait. Le gouvernement responsable, obligé de parler, déguise et ment effrontément.

« C'est, du reste, une chose bien remarquable que, dans ma grande lutte avec l'Angleterre, son gouvernement ait eu l'art de jeter constamment tant d'odieux sur ma personne et mes actes ; qu'il se soit si impudemment récrié sur mon despotisme, mon égoïsme, mon ambition, ma perfidie, précisément

quand lui seul était coupable de tout ce dont il osait m'accuser. Il fallait donc qu'il existât un bien fort préjugé contre moi, et que je fusse réellement bien à craindre, puisqu'on pouvait s'y laisser prendre. Je le conçois de la part des rois et des cabinets, il y allait de leur existence ; mais de la part des peuples !!!...

« Les ministres anglais ne cessaient de parler de mes déceptions ; mais pouvait-il être rien de comparable à leur machiavélisme, à leur égoïsme, durant tout le temps de bouleversement et les convulsions qu'ils alimentaient eux-mêmes ?

« Ils sacrifièrent la malheureuse Autriche en 1805, uniquement pour échapper à l'invasion dont je les menaçais.

« Ils la sacrifièrent encore en 1809, seulement pour se mettre plus à l'aise sur la péninsule espagnole.

« Ils sacrifièrent la Prusse en 1806, dans l'espoir de recouvrer le Hanovre.

« Ils ne secoururent pas la Russie en 1807, parce qu'ils préféraient aller saisir des colonies lointaines, et qu'ils essayaient de s'emparer de l'Égypte.

« Ils donnèrent le spectacle de l'infâme bombardement de Copenhague en pleine paix, et du larcin de la flotte danoise par un vrai guet-apens. Déjà ils avaient donné un pareil spectacle par la saisie, aussi en pleine paix, de quatre frégates espagnoles chargées de riches trésors ; ce qu'ils avaient opéré en véritable vol de grands chemins.

« Enfin, durant toute la guerre de la péninsule, dont ils cherchent à prolonger la confusion et l'anarchie, on ne les voit s'empresse qu'à trafiquer des besoins et du sang espagnol, en faisant acheter leurs services et leurs fournitures au poids de l'or et des concessions.

« Quand toute l'Europe s'égorge à la faveur de leurs intrigues et de leurs subsides, eux ne s'occupent à l'écart que de leur propre sûreté, des avantages de leur commerce, de la souveraineté des mers et du monopole du monde. Pour moi, je n'avais jamais rien fait de tout cela, et jusqu'à la malheureuse affaire d'Espagne, qui du reste ne vient qu'après celle de Copenhague, je puis dire que ma moralité demeure inattaquable. Mes transactions avaient pu être tranchantes, dictatoriales, mais jamais perfides.

« Et que l'on s'étonne à présent, que l'on se demande comment il s'est fait qu'en 1814, l'Angleterre ayant été la vraie libératrice de l'Europe, aucun Anglais néanmoins n'ait pu faire un pas sur le continent sans trouver partout les malédictions, la haine, l'exécration !... C'est que tout arbre porte son fruit, que l'on ne recueille que ce que l'on a semé, et que tel devait être le résultat infaillible des méfaits de l'administration anglaise, de la dureté, de l'insolence des ministres à Londres, et de celle de leurs agents par tout le globe.

« Depuis un demi-siècle, les ministères anglais ont toujours été en baissant de considération et d'estime publiques. Jadis ils étaient disputés par de grands partis nationaux, caractérisés par de grands systèmes distincts ; aujourd'hui ce ne sont plus que les débats d'une même oligarchie, ayant toujours le même but, et dont les membres discordants s'arrangent entre eux, à l'aide de concessions et de compromis : ils ont fait du cabinet de Saint-James une boutique.

« La politique de lord Chatam pouvait avoir ses injustices ; mais il les proclamait du moins avec audace et énergie : elles avaient une certaine grandeur. M. Pitt y a introduit l'astuce et l'hypocrisie ; lord Castlereagh, son soi-disant héritier, y a réuni le comble de toutes les sortes de turpitudes et d'immoralités. Chatam se faisait gloire d'être un *marchand* ; lord Castlereagh, au grand détriment de sa nation, s'est donné la jouissance de faire le *Monsieur* ; il a sacrifié son pays pour fraterniser avec les grands du continent, et dès lors a joint les vices du salon à la cupidité du comptoir ; la duplicité, la souplesse du courtisan, à la dureté, à l'insolence du parvenu.

« La pauvre constitution anglaise est gravement compromise aujourd'hui : il y a loin de là aux Fox, aux Sheridan, aux Gray ; à ces grands talents, à ces beaux caractères de l'opposition, que l'oligarchie victorieuse a tant bafoués. »

« Lord Cornwallis, disait l'Empereur, est le premier Anglais qui m'ait donné une sérieuse bonne opinion de sa nation ; puis Fox, et je pourrais encore ajouter ici au besoin l'amiral d'aujourd'hui (Malcolm).

« *Cornwalis*, disait-il, était dans toute l'étendue du terme un digne, brave et honnête homme. Lors du traite d'Amiens, et l'affaire convenue, il avait promis de signer le lendemain à une certaine heure : quelque empêchement

majeur le retint chez lui ; mais il envoya sa parole. Le soir même un courrier de Londres vint lui interdire certains articles ; il répondit qu'il avait signé, et vint apposer sa signature. Nous nous entendions à merveille ; je lui avais livré un régiment qu'il s'amusait fort à faire manœuvrer. En tout j'en ai conservé un agréable souvenir, et il est certain qu'une demande de lui eût eu plus d'empire sur moi peut-être que celle d'un souverain. Sa famille a paru le deviner ; on m'a fait quelquefois des demandes en son nom, elles ont toutes été satisfaites.

« *Fox* vint en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuart, et me fit demander à fouiller dans nos archives diplomatiques, j'ordonnai que tout fût mis à sa disposition. Je le recevais souvent ; la renommée m'avait entretenu de ses talents ; je reconnus bientôt en lui une belle âme, un bon cœur, des vues larges, généreuses, libérales, un ornement de l'humanité : je l'aimais. Nous causions souvent, et sans nul préjugé, sur une foule d'objets ; quand je voulais l'asticoter, je le ramenaïs sur la machine infernale ; je lui disais que ses ministres avaient voulu m'assassiner ; il me combattait alors avec chaleur, et finissait toujours en me disant dans son mauvais français : *Premier Consul, ôtez-vous donc cela de votre tête.* Mais il n'était pas convaincu sans doute de la bonté de sa cause, et il est à croire qu'il s'escrimait bien plus en défense de l'honneur de son pays qu'en défense de la moralité des ministres. »

L'Empereur a terminé disant : « Il suffirait d'une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis pour faire la fortune morale d'une nation... . Avec de telles gens, je me serais toujours entendu ; nous eussions été bientôt d'accord. Non seulement nous aurions eu la paix avec une nation foncièrement très estimable, mais encore nous aurions fait ensemble de très bonne besogne. »

Caractères – Bailli, La Fayette, Monge, Grégoire, etc. – Saint-Domingue – Système à suivre –
Lacretelle.

Mardi 11 au mercredi 12.

Nous avons eu trois jours d'un temps affreux, l'Empereur a profité d'un instant de beau pour monter en calèche. Il venait de lire l'histoire de la Constituante par Rabeau de Saint-Étienne. Il portait contre celui-ci à peu près les mêmes plaintes que contre Lacretelle ; il est passé de là à certains caractères : « *Bailli*, disait-il, avait été bien loin d'être méchant, mais c'était un niais politique. *La Fayette* en avait été un autre. Sa bonhomie politique devait le rendre constamment dupe des hommes et des choses. Son insurrection des Chambres, au retour de Waterloo, avait tout perdu. Qui avait donc pu lui persuader que je n'arrivais que, pour les dissoudre, moi qui n'avais de salut que par elles ? »

Quelqu'un ayant dit comme excuse ou atténuation : « Sire, c'est pourtant le même homme qui, traitant plus tard avec les alliés, s'est indigné qu'on lui proposât de livrer Votre Majesté, leur demandant avec chaleur si c'était bien au prisonnier d'Olmütz qu'on osait s'adresser. – Mais, Monsieur, a repris l'Empereur, vous quittez là un sujet pour en prendre un autre, ou plutôt vous concordez avec ma pensée, loin de la combattre. Je n'ai point attaqué les sentiments ni les intentions de M. de La Fayette, je ne me suis plaint que de ses funestes résultats. »

Puis l'Empereur a continué de la sorte à passer en revue les premiers acteurs du temps ; il s'est fort arrêté sur l'affaire Favras, etc.

« Du reste, concluait l'Empereur, rien n'était plus commun que de rencontrer des hommes de cette époque fort au rebours de la réputation que sembleraient justifier leurs paroles et leurs actes d'alors. On pourrait croire *Monge*, par exemple, un homme terrible. Quand la guerre fut décidée, il monta à la tribune des Jacobins, et déclara qu'il donnait d'avance ses deux filles aux deux premiers soldats qui seraient blessés par l'ennemi ; ce qu'il pouvait faire à toute rigueur pour son compte, disait l'Empereur ; mais il prétendait qu'on y obligeât tout le monde, et voulait qu'on tuât tous les nobles, etc. Or *Monge* était le plus doux, le plus faible des hommes, et n'aurait pas laissé tuer un poulet s'il eût fallu en faire l'exécution lui-même, ou seulement devant lui. Ce forcené républicain, à ce qu'il croyait, avait pourtant une espèce de culte pour moi, c'était de l'adoration : il m'aimait comme on aime sa maîtresse, etc.

« Autre exemple, disait l'Empereur. *Grégoire*, si acharné contre le clergé, qu'il voulait ramener à sa simplicité première, eût pu être pris pour un héros

d'irréligion ; et Grégoire, quand les révolutionnaires reniaient Dieu et abolissaient la prêtrise, faillit se faire massacrer en montant à la tribune pour y proclamer hautement ses sentiments religieux, et protester qu'il mourrait prêtre. Quand on détruisait les autels dans toutes les églises, Grégoire en élevait un dans sa chambre, et y disait la messe chaque jour. Du reste, ajoutait l'Empereur, le lot de celui-ci est tout trouvé. S'ils le chassent de France, il doit aller se réfugier à Saint-Domingue. L'ami, l'avocat, le panégyriste des nègres, sera un Dieu, un saint parmi eux. »

De là, la conversation est passée naturellement à Saint-Domingue. Dans ma jeunesse, j'avais vu cette colonie au plus haut point de sa splendeur. L'Empereur m'a questionné beaucoup, et s'est informé de tous les détails de cette époque éloignée.

« Après la restauration, disait l'Empereur, le gouvernement français y avait envoyé des émissaires et des propositions qui avaient fait rire les nègres. Pour moi, ajouta-t-il, à mon retour de l'île d'Elbe, je me fusse accommodé avec eux : j'eusse reconnu leur indépendance, je me fusse contenté de quelques comptoirs, à la manière des côtes d'Afrique, et j'eusse tâché de les rallier à la mère patrie et d'établir avec eux un commerce de famille, ce qui, je pense, eût été facile à obtenir.

« J'ai à me reprocher une tentative sur cette colonie lors du consulat. C'était une grande faute que d'avoir voulu la soumettre par la force ; je devais me contenter de la gouverner par l'intermédiaire de Toussaint. La paix n'était pas encore assez établie avec l'Angleterre. Les richesses territoriales que j'eusse acquises en la soumettant n'auraient enrichi que nos ennemis. » L'Empereur avait d'autant plus à se reprocher cette faute, disait-il, qu'il l'avait vue et qu'elle était contre son inclination. Il n'avait fait que céder à l'opinion du Conseil d'État et à celle de ses ministres, entraînés par les criailleries des colons, qui formaient à Paris un gros parti, et qui de plus, ajoutait-il, étaient presque tous royalistes et vendus à la faction anglaise.

L'Empereur assurait que l'armée qui y fut envoyée n'était que de seize mille hommes, et qu'elle était suffisante. Si l'expédition manqua, ce fut purement par des circonstances accidentelles, comme la fièvre jaune, la mort du général en chef, surtout les fautes qu'il commit, une nouvelle guerre, etc.

« L'arrivée du capitaine général Leclerc, disait l'Empereur, fut suivie d'un succès complet ; mais il ne sut pas s'en assurer la durée. S'il avait suivi les instructions secrètes que je lui avais adressées moi-même, il eût sauvé bien des malheurs et se fût épargné de grands chagrins. Je lui ordonnais, entre autres choses, de s'associer les hommes de couleur pour mieux contenir les noirs ; et, aussitôt après la soumission de la colonie, d'envoyer en France tous les généraux et officiers supérieurs noirs à la disposition du ministre de la guerre, qui les eût employés dans leurs grades respectifs. Cette mesure, qui eût privé la population nègre de ses chefs et de ses meneurs, eût été d'une politique décisive, sans blesser en eux les lois et les règlements militaires. Mais Leclerc fit tout le contraire ; il abattit le parti de couleur et donna sa confiance aux généraux noirs : il arriva ce qui devait arriver, il fut dupé par ceux-ci, se vit assailli d'embarras, et la colonie fut perdue. Il ne voulut pas envoyer en France, dans le principe, Toussaint, qui y eût occupé un poste éminent, et à quelque temps de là il se vit contraint à le faire arrêter et à nous l'envoyer prisonnier, ce que la malveillance ne manqua pas de peindre sous les couleurs odieuses de la tyrannie et de la déloyauté, représentant Toussaint comme une innocente victime digne du plus vif intérêt ; et pourtant il était éminemment criminel.

« Toussaint n'était pas un homme sans mérite, bien qu'il ne fût pas ce qu'on a essayé de le peindre dans le temps. Son caractère d'ailleurs prêtait peu, il faut le dire, à inspirer une véritable confiance : il était fin, astucieux ; nous avons eu fort à nous en plaindre ; il eût fallu toujours s'en défier.

« Un officier de génie ou d'artillerie, directeur des fortifications de Saint-Domingue (le colonel Vincent), le conduisait en grande partie. Cet officier était venu en France avant l'expédition de Leclerc ; on avait conféré longtemps avec lui ; il avait beaucoup cherché à détourner de l'entreprise ; il en avait peint exactement toutes les difficultés, sans prétendre néanmoins qu'elle fût impossible. » L'Empereur pensait que les Bourbons réussiraient à soumettre Saint-Domingue, s'ils employaient la force ; mais ce n'était pas le résultat des armes qu'il fallait calculer ici, c'était plutôt le résultat du commerce et de la haute politique. Trois ou quatre cents millions de capitaux enlevés de France pour être transportés au loin, un temps indéfini pour en recueillir les avantages, la presque certitude de les voir enlevés par les Anglais, ou les révolutions, etc., voilà ce qu'il y avait à considérer, et

l'Empereur terminait, disant : « Le système colonial que nous avons vu est fini pour nous, il l'est pour tout le continent de l'Europe ; nous devons y renoncer et nous rabattre désormais sur la libre navigation des mers et l'entière liberté d'un échange universel. »

Le Moniteur, etc. – Liberté de la presse.

Jeudi 13.

L'Empereur venait de parcourir beaucoup de *Moniteurs*. « Ces *Moniteurs*, disait-il, si terribles, si à charge à tant de réputations, ne sont constamment utiles et favorables qu'à moi seul. C'est avec les pièces officielles que les gens sages, les vrais talents, écriront l'histoire ; or, ces pièces sont pleines de moi, et ce sont elles que je sollicite et que j'invoque. » Il ajoutait qu'il avait fait du *Moniteur* l'âme et la force de son gouvernement, son intermédiaire et ses communications avec l'opinion publique du dedans et du dehors. Tous les gouvernements depuis l'ont imité plus ou moins.

Arrivait-il au-dedans, parmi les hauts fonctionnaires, une faute grave quelconque, « aussitôt, disait l'Empereur, trois conseillers d'État établissaient une enquête ; ils me faisaient un rapport, affirmaient les faits, discutaient les principes ; moi, je n'avais plus qu'à écrire au bas : *Envoyé pour faire exécuter les lois de la république ou de l'empire*, et mon ministère était fini, le résultat public obtenu, l'opinion faisait justice. C'était là le plus redoutable et le plus terrible de mes tribunaux. S'agissait-il, au-dehors, de quelques grandes combinaisons politiques ou de quelques points délicats de diplomatie, les objets étaient indirectement jetés dans le *Moniteur* ; ils attiraient aussitôt l'attention universelle, occupaient toutes les discussions, c'était le mot d'ordre pour les partisans du gouvernement, en même temps qu'un appel à l'opinion pour tous. On a accusé le *Moniteur* pour ses notes tranchantes, trop virulentes contre l'ennemi ; mais, avant de les condamner, il faudrait mettre en ligne de compte le bien qu'elles peuvent avoir produit ; l'inquiétude parfois dont elles torturaient l'ennemi ; la terreur dont elles frappaient un cabinet incertain ; le coup de fouet

qu'elles donnaient à ceux qui marchaient avec nous ; la confiance et l'audace qu'elles inspiraient à nos soldats, etc., etc. »

La conversation est tombée de là sur la liberté de la presse. L'Empereur a conclu qu'il était des institutions sur lesquelles on n'était plus appelé à décider si elles étaient bonnes, mais seulement s'il était possible de les refuser au torrent de l'opinion. Or, il prononçait que son interdiction, dans un gouvernement représentatif, était un anachronisme choquant, une véritable folie. Aussi, à son retour de l'île d'Elbe, avait-il abandonné la presse à tous ses excès, et il pensait bien qu'ils n'avaient été pour rien dans sa chute nouvelle. Quand on voulut discuter au Conseil, devant lui, les moyens d'en mettre l'autorité à l'abri : « Messieurs, avait-il dit plaisamment, c'est apparemment pour vous autres que vous voulez défendre ou gêner cette liberté ; car, pour moi, désormais je demeure étranger à tout cela. La presse s'est épuisée sur moi en mon absence ; je la défie bien à présent de rien produire de neuf ou de piquant contre moi. »

Guerre et Maison d'Espagne – Ferdinand à Valencey – Fautes dans l'affaire d'Espagne – Historique de ces évènements, etc. – Belle lettre de Napoléon à Murat.

Vendredi 14.

L'Empereur a été malade toute la nuit ; il était encore souffrant tout le jour ; il a pris un bain de pieds, et ne s'est pas trouvé en humeur de sortir ; il a dîné seul dans son intérieur, et m'a fait venir vers le soir.

L'Empereur s'est remis en causant ; le sujet a été constamment la guerre d'Espagne : j'en ai déjà mentionné quelque chose plus haut, où l'on a vu que l'Empereur s'y condamne entièrement. Je cherche à répéter le moins possible, aussi je vais inscrire ici seulement ce qui m'a paru neuf.

« Le vieux roi et la reine, disait l'Empereur, étaient, au moment de l'évènement, l'objet de la haine et du mépris des sujets. Le prince des Asturies conspira contre eux, les fit abdiquer et devint aussitôt l'amour, l'espoir de la nation. Toutefois cette nation était mûre pour de grands changements, et les sollicitait avec force ; j'y étais très populaire ; c'est dans cette situation des esprits que tous ces personnages furent réunis à Bayonne ; le vieux roi me demandant vengeance contre son fils, le jeune

prince sollicitant ma protection contre son père et me demandant une femme. Je résolus de profiter de cette occasion unique pour me délivrer de cette branche des Bourbons, continuer dans ma propre dynastie le système de famille de Louis XIV, et enchaîner l'Espagne aux destinées de la France. Ferdinand fut envoyé à Valencey ; le vieux roi, à Compiègne, à Marseille, où il voulut ; et mon frère Joseph fut régner dans Madrid avec une constitution libérale adoptée par une junte de la nation espagnole qui était venue la recevoir à Bayonne.

« Il me paraît, continuait-il, que l'Europe et même la France n'ont jamais eu une idée juste de la situation de Ferdinand à Valencey. On se méprend étrangement dans le monde sur le traitement qu'il a éprouvé, et plus encore peut-être sur ses dispositions et ses opinions personnelles relatives à sa situation. Le fait est qu'il était à peine gardé à Valencey, et qu'il n'eût pas voulu s'en échapper. S'il se trama quelques intrigues pour favoriser son évasion, il fut le premier à les dénoncer. Un Irlandais (baron de Colli) pénétra jusqu'à sa personne au nom de George III, lui offrant de l'enlever ; mais, loin d'y accéder, Ferdinand tout aussitôt en donna connaissance à l'autorité.

« Il ne cessait de me demander une femme de ma main. Il m'écrivait spontanément pour me complimenter toutes les fois qu'il m'arrivait quelque chose d'heureux. Il avait donné des proclamations aux Espagnols pour qu'ils se soumissent ; il avait reconnu Joseph ; choses qu'on eût pu regarder comme forcées peut-être ; mais il lui demandait son grand cordon : il m'offrait don Carlos, son frère, pour commander les régiments espagnols qui allaient en Russie, choses auxquelles il n'était nullement obligé. Enfin il me sollicitait vivement de le laisser venir à ma cour à Paris, et si je ne me suis pas prêté à un spectacle qui eût frappé l'Europe, et lui eût prouvé par là tout l'affermissement de ma puissance, c'est que la gravité des circonstances qui m'appelaient au-dehors, et mes fréquentes absences de la capitale ne m'en ont pas laissé l'occasion. »

Vers un commencement d'année, à un lever de l'Empereur, je me trouvais le voisin du chambellan comte d'Arberg, faisant le service à Valencey près des princes d'Espagne. Arrivé à lui, l'Empereur demanda comment se conduisaient ces princes, s'ils étaient sages ; et puis il ajouta : « Vous m'avez apporté une bien jolie lettre : entre nous, c'est vous qui la

leur aurez faite ? » D'Arberg l'assura qu'il ignorait même l'objet de son contenu. « Eh bien ! dit l'Empereur, elle est charmante ; un fils n'écrit pas autrement à son père. »

« Quand les circonstances devinrent difficiles pour nous en Espagne, disait l'Empereur, je proposai plus d'une fois à Ferdinand de s'en retourner, d'aller régner sur son peuple, lui disant que nous nous ferions franchement la guerre, que le sort des armes en déciderait. – Non, répondit le prince, qui semble avoir été bien conseillé, et ne varia jamais de ce système ; des troubles politiques agitent mon pays, je ne manquerais pas de compliquer les affaires, je pourrais en devenir la victime et porter ma tête sur l'échafaud : je reste ; si vous voulez m'accorder votre protection et l'appui de vos armes, je pars, et je vous serai un allié fidèle.

« Plus tard, lors de nos désastres, et vers la fin de 1813, je me rendis à cette proposition, et le mariage de Ferdinand fut arrêté avec la fille aînée de Joseph ; mais alors les circonstances n'étaient plus les mêmes, et Ferdinand demanda d'ajourner le mariage. – Vous ne pouvez plus m'accorder l'appui de vos armes, disait-il, je ne dois point me donner en ma femme un titre d'exclusion aux yeux de mes peuples. Et il partit dans des intentions de bonne foi, à ce qu'il semble, continuait l'Empereur, car il est demeuré fidèle aux principes de son départ jusqu'aux événements de Fontainebleau. »

Il est hors de doute que, si les affaires de 1814 eussent tourné différemment, il n'eût accompli, assurait l'Empereur, son mariage avec la fille de Joseph.

L'Empereur, en revenant sur ces événements, disait que les résultats lui donnaient irrévocablement tort, mais qu'indépendamment de ce tort du destin, il se reprochait aussi des fautes graves dans l'exécution. Une des plus grandes était d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons, et à maintenir comme base de ce système, pour souverain nouveau, précisément celui qui, par ses qualités et son caractère, devait nécessairement le faire manquer.

Lors de la réunion à Bayonne, l'ancien précepteur de Ferdinand, son principal conseil (Escoiquiz), apercevant tout aussitôt les grands projets de l'Empereur, et défendant la cause de son maître, lui disait : « Vous voulez vous créer un travail d'Hercule lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu

d'enfant. Vous voulez vous délivrer des Bourbons d'Espagne : pourquoi les craindriez-vous ? Ils sont nuls, ils ne sont plus Français. Vous connaissez la force des vôtres : ils sont des aigles comparés aux nôtres. Vous n'avez aucunement à les craindre : ils sont tout à fait étrangers à votre nation et à vos mœurs. Vous avez ici madame de Montmorency et de vos dames nouvelles ; ils ne connaissent pas plus les unes que les autres, elles sont sans différence à leurs yeux, etc., etc. » Malheureusement l'Empereur en décida autrement. Je me suis permis de lui dire que des Espagnols m'avaient assuré que si l'orgueil national avait été épargné, que si la junte espagnole se fût tenue à Madrid au lieu de Bayonne, ou bien encore qu'on eût renvoyé Charles IV et gardé Ferdinand, la révolution eût été populaire, et les affaires auraient pris une autre tournure. L'Empereur n'en doutait pas, et convenait que cette entreprise avait été mal embarquée, que beaucoup de circonstances eussent pu être mieux conduites. « Toutefois, disait-il, Charles IV était usé pour les Espagnols : il eût fallu user de même Ferdinand ; le plan le plus digne de moi, le plus sûr pour mes projets, eût été une espèce de médiation à la manière de celle de la Suisse. J'aurais dû donner une constitution libérale à la nation espagnole, et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérerait et se mettrait en harmonie avec nos mœurs nouvelles ; le grand but était obtenu, la France acquerrait une alliée intime, une addition de puissance vraiment redoutable. Si Ferdinand, au contraire, manquait à ses nouveaux engagements, les Espagnols eux-mêmes n'eussent pas manqué de le renvoyer, et seraient venus me solliciter de leur donner un maître. Quoiqu'il en soit, terminait l'Empereur, cette malheureuse guerre d'Espagne a été une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. Après mes conférences d'Erfurt avec Alexandre, disait-il, l'Angleterre devait être contrainte à la paix par la force des armes ou par celle de la raison. Elle se trouvait perdue, déconsidérée sur le continent ; son affaire de Copenhague avait révolté tous les esprits ; et moi je brillais en ce moment de tous les avantages contraires, quand cette malheureuse affaire d'Espagne est venue tourner subitement l'opinion contre moi et réhabiliter l'Angleterre. Elle a pu dès lors continuer la guerre ; les débouchés de l'Amérique méridionale lui ont été ouverts ; elle s'est fait une armée dans la péninsule, et de là elle est devenue l'agent victorieux, le nœud redoutable de toutes les intrigues qui ont pu se former sur le continent, etc., c'est ce qui m'a perdu !

« On m'assaillit alors de reproches que je ne méritais pas : l'histoire me lavera. On m'accusa dans cette affaire de perfidie, d'embûches et de mauvaise foi, et il n'y avait rien de tout cela. Jamais, quoi qu'on en ait dit, je ne manquai de foi ni ne violai de parole, pas plus contre l'Espagne que contre aucune autre puissance.

« On sera certain un jour que dans les grandes affaires d'Espagne je fus complètement étranger à toutes les intrigues intérieures de sa cour, que je ne manquai de parole ni à Charles IV ni à Ferdinand VII ; que je ne rompis aucun engagement vis-à-vis du père ni du fils ; que je n'employai point de mensonge pour les attirer tous deux à Bayonne, mais qu'ils y accoururent à l'envi l'un de l'autre. Quand je les vis à mes pieds, que je pus juger par moi-même de toute leur incapacité, je pris en pitié le sort d'un grand peuple, je saisis aux cheveux l'occasion unique que me présentait la fortune pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre et l'unir intimement à notre système. Dans ma pensée, c'était poser une des bases fondamentales du repos et de la sécurité de l'Europe. Mais loin d'y employer d'ignobles, de faibles détours, comme on l'a répandu, si j'ai péché, c'est au contraire par une audacieuse franchise, par un excès d'énergie. Bayonne ne fut pas un guet-apens, mais un immense, un éclatant coup d'État. Quelque peu d'hypocrisie m'eût sauvé, ou bien encore si j'avais voulu seulement abandonner le prince de la Paix à la fureur du peuple ; mais l'idée m'en parut horrible ; il m'eût semblé recueillir le prix du sang ; et puis il est vrai de dire encore que Murat m'a beaucoup gâté tout cela...

« Quoi qu'il en soit, je dédaignais les voies tortueuses et communes, je me trouvais si puissant !... J'osai frapper de trop haut. Je voulus agir comme la Providence qui remédie aux maux des mortels par des moyens à son gré, parfois violents, et sans s'inquiéter d'aucun jugement.

« Toutefois j'embarquai fort mal toute cette affaire, je le confesse ; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et le tout demeure fort vilain, puisque j'ai succombé ; car l'attentat ne se présente plus dès lors que dans sa hideuse nudité et privé de tout le grandiose, des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La postérité l'eût préconisé pourtant si j'avais réussi, et avec raison peut-être, à cause de ses grands et heureux résultats : tel est le sort et le jugement dans les choses d'ici-bas ! ! !... Mais, je le répète, il n'y eut ni manque de foi, ni

perfidie, ni mensonge ; bien plus, il n'y avait nulle occasion pour cela. » Et ici l'Empereur a repris dans son entier et dans son principe tout l'historique de l'affaire d'Espagne, répétant beaucoup de choses déjà dites plus haut.

« Deux partis, disait l'Empereur, divisaient la cour et la famille régnante : l'un était celui du monarque, aveuglément gouverné par son favori, le prince de la Paix, lequel s'était fait le véritable roi. L'autre était celui de l'héritier présomptif, conduit par son précepteur, Escoiqui aspirait à gouverner. Ces deux partis recherchaient également mon appui et me faisaient beau jeu ; nul doute que je ne fusse résolu d'en tirer tout l'avantage possible.

« Le favori, pour se maintenir dans son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils (la mort du père arrivant), m'offrait, au nom de Charles IV, de faire de concert la conquête du Portugal, se réservant pour lui la souveraineté des Algarves comme asile.

« D'un autre côté, le prince des Asturies m'écrivait clandestinement, à l'insu de son père, pour me demander une femme de ma main, et implorer ma protection.

« Je conclus avec le premier, et laissai le second sans réponse. Mes troupes étaient déjà admises dans la péninsule quand le fils profita d'une émeute pour faire abdiquer son père et régner à sa place.

« On m'a imputé bêtement d'avoir pris part à toutes ces intrigues ; mais j'y étais d'autant plus étranger, que la dernière circonstance surtout dérangeait tous mes projets arrêtés avec le père, et par suite desquels mes troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent bien dès lors que je pouvais et devais être leur arbitre. Le roi détrôné s'adressa donc à moi pour obtenir vengeance, et le fils y eut recours pour être reconnu. Tous deux s'empressèrent de venir plaider devant moi, également poussés par leurs conseillers respectifs, ceux-là mêmes qui les gouvernaient tout à fait, et qui ne voyaient plus d'autres moyens pour assurer leur propre tête que de se jeter dans mes bras.

« Le prince de la Paix, ayant failli être massacré, persuada facilement ce voyage à Charles IV et à la reine, qui s'étaient eux-mêmes vus en danger de périr par la multitude.

« De son côté, le précepteur Escoiquiz, le véritable auteur de tous les maux de l'Espagne, alarmé de voir Charles IV protester contre son abdication, ne voyant que l'échafaud si son pupille ne triomphait pas, fut fort ardent à déterminer le jeune roi. Ce chanoine, d'ailleurs très confiant dans ses moyens, ne désespérait pas d'influencer de vive voix sur mes déterminations, et de m'amener ainsi à reconnaître Ferdinand, m'offrant, pour son propre compte, de gouverner, disait-il, tout à fait à ma dévotion, aussi bien que pourrait le faire le prince de la Paix, au nom de Charles IV. Et il faut convenir, disait l'Empereur, que si j'eusse écouté plusieurs de ses raisons et suivi quelques-unes de ses idées, je m'en serais beaucoup mieux trouvé.

« Quand je les tins tous réunis à Bayonne, ma politique se trouva posséder bien au-delà de ce qu'elle eût jamais osé prétendre ; il en a été ainsi de plus d'un autre évènement de ma vie dont on a fait honneur à ma politique, et qui n'appartenait qu'au hasard : je n'avais pas combiné, mais je profitais. Ici j'avais le nœud gordien devant moi, je le coupai ; j'offris à Charles IV et à la reine de me céder la couronne d'Espagne et de vivre paisiblement en France ; ils s'y prêtèrent, je pourrais dire presque volontiers, tant ils étaient ulcérés contre leur fils, et tant eux et leur favori ne recherchaient autre chose désormais que le repos et la sûreté. Le prince des Asturies n'y résista pas extraordinairement ; mais il ne fut employé contre lui ni violence ni menace ; et si la peur le décida, ce que je crois bien, cela ne dut regarder que lui.

« Voilà, mon cher, en bien peu de mots, tout l'historique de l'affaire d'Espagne : quoi qu'on en dise ou qu'on écrive, on en arrivera là ; et vous voyez qu'il ne saurait y avoir occasion pour moi à détour, mensonges, manque de paroles ou violations d'engagements. Pour m'en rendre coupable, il eût donc fallu vouloir me salir gratuitement ; or jamais je n'ai montré ce penchant.

« Du reste, dès que j'eus prononcé, la tourbe des intrigants qui fourmille dans toutes les cours, ceux-là mêmes qui avaient été les plus actifs à provoquer les malheurs, cherchèrent aussitôt à faire leur affaire auprès de Joseph, comme ils l'avaient faite auprès de Charles IV et de Ferdinand VII ; mais, soigneusement attentifs à la marche des évènements, ils ont tourné plus tard à mesure que les circonstances devenaient difficiles et que nos

désastres approchaient ; si bien que ce sont encore eux qui se trouvent gouverner aujourd'hui Ferdinand ; et, chose effroyable ! pour mieux s'asseoir, ils n'ont pas hésité à rejeter l'odieux et le crime des malheurs éprouvés sur la masse des *niais*, qu'ils ont proscrits et qu'ils tiennent dans le bannissement, de ces gens naturellement honnêtes qui, dans le principe, blâmèrent fort le voyage de Ferdinand, dont plusieurs même s'y opposèrent, puis prêtèrent serment à Joseph, qui leur sembla identifié pour lors au bonheur et au repos de leur patrie, et lui demeurèrent fidèles jusqu'à ce que la grande catastrophe vînt le faire descendre du trône.

« Il serait difficile d'accumuler plus d'effronterie et de turpitude que n'en ont montré tous ces intrigants, principaux acteurs de cette grande scène ; ce qui, pour le dire en passant, atténue la dégradation dont de pareilles vilenies ont chargé la France aux yeux de l'Europe. On voit qu'elles ne lui sont pas exclusives ; les intrigants, les ambitieux, les avides, se trouvent partout, sont les mêmes partout, les individus seuls sont coupables ; les nations ne sauraient être responsables, leur seul tort est de se trouver pour le moment en évidence : malheur à celle qui occupe la scène ! »

N. B. Aujourd'hui l'affaire d'Espagne demeure parfaitement connue, grâce aux écrits des principaux acteurs, le chanoine Escoiquiz, le ministre Cevallos et autres, et surtout l'honnête et respectable M. Llorente, qui, sous la signature anagrammatique de Nellerto, a publié les mémoires du temps, appuyés du recueil de toutes les pièces officielles. Les contradictions adverses des deux premiers, leurs disputes entre eux, les réclamations et les dénégations des contemporains, ont réduit leurs écrits à leur juste valeur, tout en les dépouillant de tout ce qu'il y avait d'erroné, de faux ou même de falsifié : il en résulte qu'aux yeux de tout homme impartial et froid, ils concourent tous, même involontairement, à confirmer les assertions justificatives émises plus haut par Napoléon ; non qu'ils ne reproduisent cette différence qu'on doit inévitablement attendre de la diversité de parti et d'intérêts, mais seulement parce qu'il est vrai de dire qu'aucun n'établit avec fondement une occasion positive, qu'il ne présente aucune pièce officielle qui puisse la constater, tandis que toutes celles qui existent attestent et consacrent le contraire.

Ce qu'on peut observer encore dans l'histoire, aujourd'hui bien authentique de ces affaires, c'est que l'Angleterre elle-même s'y est trouvée

tout à fait étrangère, du moins dans le principe, ce qui était loin de la pensée de Napoléon, qui accusa dans les temps les Anglais d'être la première cause de toutes les intrigues, et qui les en accusait encore à Sainte-Hélène, tant il était habitué à les trouver au fond de tout ce qui se tramait contre lui.

Au surplus, voici sur cette affaire d'Espagne une lettre de l'Empereur qui y jette plus de jour que ne sauraient le faire des volumes. Elle est admirable ; les événements qui ont suivi la rendent un chef-d'œuvre. Elle fait voir la rapidité, le coup d'œil d'aigle avec lequel Napoléon jugeait immédiatement les choses et les personnes.

Malheureusement elle montre aussi combien l'exécution des subalternes, la plupart du temps, détruisait ou gâtait les plus belles, les plus hautes conceptions, et, sous ce rapport encore, cette lettre demeure bien précieuse pour l'histoire. Sa date la rend prophétique.

29 mars 1808.

« Monsieur le grand-duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événements. Je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf : il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. S'ils craignent pour leurs privilèges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans ; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France. Voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand. Le parti populaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille : il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes, c'est plus qu'il ne faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure. Divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables ; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras. Elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée : elle fait des enrôlements de *Siciliens* et de *Portugais*.

« La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays. C'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale font le plus petit nombre ; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre ?

« Irai-je à Madrid ? Exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV ; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. *La reine Élisabeth et d'autres princesses* françaises ont péri misérablement lorsque l'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter, qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal et attendre...

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du nouveau roi voir ce qui se passe. Il se concertera avec Votre Altesse Impériale. J'aviserais ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire :

« Vous ne m'engagerez à une entrevue en *Espagne* avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai. Cela ne vous sera pas difficile : je n'en sais rien moi-même.

« Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs privilèges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état de civilisation de l'Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité, des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée ; la splendeur de la religion, qui doit son établissement au concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur, la considération et la puissance dans l'extérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune démarche ; je puis attendre à Bayonne, je puis passer les

Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller conduire la guerre de ce côté.

« Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition. Qu'aucun projet personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite : cela me nuirait, et vous nuirait encore plus qu'à moi.

« Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 ; la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide, à cause de l'évènement du 19 mars. Il y a des changements à faire ; vous donnerez de nouvelles dispositions, vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit maintenue de la manière la plus sévère : point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards. L'on respectera principalement les églises et les couvents. L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements : il ne faut pas que, d'aucun côté, il soit brûlé une amorce.

« Laissez *Solano* dépasser *Badajoz*, faites-le observer ; donnez vous-même l'indication des marches de mon armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

« C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec *Solano*, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'évènements majeurs, vous m'expédiez des officiers d'ordonnance. Vous me renverrez sur-le-champ le chambellan qui vous porte cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport détaillé.

« Sur ce, je prie Dieu, Monsieur le grand-duc de Berg, qu'il vous ait, etc.

« Signé NAPOLÉON. »

Samedi 15.

Le temps était magnifique ; nous avons fait notre tour en calèche, durant lequel nous avons aperçu très près du rivage un gros bâtiment, dont la manœuvre nous a paru singulière. Les marques distinctives nous l'ont fait prendre pour le *Newcastle*, annoncé depuis quelque temps comme venant relever le *Northumberland* ; mais ce n'était qu'un bâtiment de la compagnie.

Dans une partie de la journée, l'Empereur, au travers d'un grand nombre d'objets, en est arrivé à mentionner plusieurs personnes qui viendraient le rejoindre à Sainte-Hélène, disait-il, si on leur en laissait la liberté, et il s'est mis à analyser les motifs qui les détermineraient. De là il est passé aux motifs de ceux qui se trouvent autour de lui. « *Bertrand*, disait-il, est désormais identifié avec mon sort : c'est devenu historique. *Gourgaud* était mon premier officier d'ordonnance : il est mon ouvrage, c'est mon enfant. *Montholon* est le fils de Semonville, un beau-frère de Joubert, un enfant de la révolution et des camps. Vous, mon cher, disait-il au quatrième, vous... » Et après avoir cherché un instant, il a repris : « Mais vous, mon cher, au fait, par quel diable de hasard vous trouvez-vous ici ? – Sire, lui a-t-il répondu, par le bonheur de mon étoile, et pour l'honneur de l'émigration. »

1. ↑ Dans la première édition il est dit à *Saint-Sulpice*. On m'a démontré qu'il y avait erreur matérielle. Napoléon se sera trompé de nom, ce qui lui arrivait quelquefois. Peut-être trouvera-t-on par la publication de ses Mémoires qu'il se sera redressé lui-même. Au surplus, celui qui tiendrait rigoureusement ici à l'exactitude locale peut se satisfaire aisément en cherchant dans les papiers du temps où s'est passé l'anniversaire du 21 janvier en 1798.
2. ↑ Depuis mon retour en Europe, je tiens de M. l'évêque Grégoire qu'au plus fort de la crise du concordat, mandé avant le jour à la Malmaison, quand il y arriva, le Premier Consul se promenait déjà dans une allée, discutant vivement avec le sénateur Volney. « Oui, Monsieur, lui disait-il, on dira ce qu'on voudra, mais il faut au peuple une religion, et surtout de la croyance ; et quand je dis le peuple, Monsieur, je ne prétends pas encore dire assez, car moi-même, » et il étendait en cet instant ses bras avec une espèce d'inspiration enthousiaste vers le soleil qui précisément en cet instant apparaissait radieux à l'horizon, « moi-même, exprimait-il avec chaleur, à la vue d'un tel spectacle, je me surprends à être ému, entraîné, convaincu ; » et se tournant vers l'abbé Grégoire, il lui dit : « Et vous, Monsieur, qu'en dites-vous ? » À quoi celui-ci n'eût qu'à répondre qu'un pareil spectacle était bien fait pour donner lieu aux plus sérieuses et aux plus fécondes méditations.
3. ↑ On m'a dit plus tard qu'une partie de ces quolibets étaient étrangers à Le Tourneur, et ne devaient regarder que Letourneux, ministre vers ces temps-là.
4. ↑ Nous tous qui avons été à Sainte-Hélène, nous tous qui avons vu et avons été pour quelque chose dans les faits allégués au parlement d'Angleterre par lord Bathurst, nous pouvons affirmer devant Dieu et devant les hommes que les ministres anglais n'ont pas cessé de mériter les justes reproches encourus au temps de lord Whitworth. Nombre d'Anglais, sur les lieux mêmes, en sont demeurés d'accord avec nous, et en ont rougi, ont-ils dit, pour leur pays !!!...

Chapitre 13.

Effets envoyés d'Angleterre – L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France – Conférences de Tilsit – Reine de Prusse, le roi – Empereur Alexandre – Anecdotes, etc.

Dimanche 16.

L'Empereur est entré vers les dix heures dans ma chambre : je m'habillais, je dictais à mon fils précisément mon journal. L'Empereur y a jeté les yeux quelques instants et n'a rien dit ; il l'a quitté pour saisir quelques dessins commencés : c'était la topographie à la plume de quelques-uns des champs de bataille d'Italie, un essai de mon fils et une surprise que nous nous plaisions à ménager à l'Empereur. Nous les avons travaillés jusque-là en secret.

J'ai suivi l'Empereur au jardin, il y a beaucoup causé sur des objets qu'on venait de nous envoyer d'Angleterre : c'était principalement des meubles ; il a fait ressortir le peu de grâce et la gaucherie de ceux qui étaient chargés de nous les remettre ; en nous offrant, faisait-il observer, même ce qui nous eût été le plus agréable, ils trouvaient encore moyen de nous offenser ; aussi était-il bien déterminé à n'en pas faire usage, et il avait déjà fait remercier pour deux fusils de chasse qui étaient particulièrement destinés à lui être offerts. L'Empereur a voulu déjeuner en plein air, et nous y a tous fait appeler.

La conversation s'étant trouvée sur la mode et les parures, l'Empereur a dit qu'un moment il avait voulu proscrire l'usage du coton en France, pour mieux soutenir les batistes et les linons de nos villes de la Flandre. L'impératrice Joséphine s'était révoltée, elle avait poussé les hauts cris : il avait fallu y renoncer.

L'Empereur était très causant, le temps fort doux et assez agréable : il s'est mis à marcher dans l'espèce d'allée perpendiculaire à la face de la

maison. La conversation s'est fixée sur l'époque fameuse de Tilsit ; voici les détails précieux que j'en ai recueillis :

L'Empereur racontait que si la reine de Prusse était venue au commencement des négociations, elle eût pu influencer beaucoup sur leur résultat ; heureusement elle arriva les choses assez avancées pour que l'Empereur pût se décider à conclure vingt-quatre heures après. On a pensé que le roi l'en avait empêchée jusque-là par un commencement de jalousie contre un grand personnage ; et cette jalousie, disait l'Empereur, n'était pas, assurait-on, sans quelque léger fondement.

Dès le moment de son arrivée, l'Empereur se rendit chez elle pour lui faire visite. La reine de Prusse, disait-il, avait été très belle, mais elle commençait à perdre de sa première jeunesse.

L'Empereur dit que cette reine le reçut comme mademoiselle Duchesnois dans Chimène, demandant, criant *justice* ; renversée en arrière, en un mot tout à fait en scène ; c'était de la véritable tragédie : il en fut un moment interloqué, et il n'imagina, dit-il, d'autre moyen de se débarrasser qu'en ramenant la chose au ton de la haute comédie ; ce qu'il essaya en lui avançant un siège et la forçant de s'y asseoir ; elle n'en continua pas moins du ton le plus pathétique. « La Prusse s'était aveuglée sur sa puissance, disait-elle ; elle avait osé combattre un héros, s'opposer aux destinées de la France, négliger son heureuse amitié : elle en était bien punie !... La gloire du grand Frédéric, ses souvenirs, son héritage, avaient trop enflé le cœur de la Prusse, ils causaient sa ruine !... » Elle sollicitait, suppliait, implorait. Magdebourg surtout était l'objet de ses vœux. L'Empereur eut à se tenir le mieux qu'il put ; heureusement le mari arriva ; la reine, d'un regard expressif, réprouva ce contretemps, et montra de l'humeur. « En effet, le roi essaya de mettre son mot dans la conversation, gâta toute l'affaire, et je fus délivré, » dit l'Empereur.

L'Empereur eut la reine à dîner : elle déploya, disait-il, vis-à-vis de lui tout son esprit, elle en avait beaucoup ; toutes ses manières, elles étaient fort agréables ; toute sa coquetterie, elle n'était pas sans charmes. « Mais j'étais résolu de tenir bon, ajoutait-il ; toutefois il me fallut beaucoup d'attention sur moi-même pour demeurer exempt de toute espèce d'engagement et de toute parole douteuse, d'autant plus que j'étais soigneusement observé, et tout particulièrement par Alexandre. »

Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'étant approché d'une console y avait pris une très belle rose, qu'il présenta à la reine, dont la main exprima d'abord une espèce de refus apprêté ; mais, se ravisant aussitôt, elle dit : *Oui, mais au moins avec Magdebourg*. Sur quoi l'Empereur lui répliqua : « Mais je ferai remarquer à Votre Majesté que c'est moi qui la donne, et vous qui allez la recevoir. » Le dîner et tout le reste du temps se passa de la sorte.

La reine était à table entre les deux empereurs, qui firent assaut de galanterie. On s'était placé d'après la bonne oreille d'Alexandre : il en est une dont il entend à peine. Le soir venu, et la reine retirée, l'Empereur, qui n'avait cessé d'être de la plus grande amabilité, mais qui s'était vu pourtant souvent poussé à bout, résolut d'en finir. Il manda M. de Talleyrand et le prince Kourakin, parla de la grosse dent ; et lâchant, dit-il, les gros mots, fit sentir qu'après tout une femme et la galanterie ne pouvaient ni ne devaient altérer un système conçu pour les destinées d'un grand peuple ; qu'il exigeait que l'on conclût à l'instant, et que l'on signât de suite ; ce qui fut fait comme il l'avait voulu. « Ainsi la conversation de la reine de Prusse, disait-il, avança le traité de huit ou quinze jours. » Le lendemain, la reine se préparait à venir renouveler ses attaques ; elle fut indignée quand elle apprit la signature du traité. Elle pleura beaucoup, et résolut de ne plus voir l'empereur Napoléon. Elle ne voulait pas accepter son second dîner. Alexandre fut obligé d'aller lui-même la décider ; elle jetait les hauts cris, elle prétendait que Napoléon lui avait manqué de parole. Mais Alexandre avait toujours été présent. Il avait été un témoin même dangereux, prêt à témoigner en sa faveur au moindre geste, à la moindre parole échappés à Napoléon, « Il ne vous a rien promis, lui disait-il ; si vous pouvez me prouver le contraire, je m'engage ici à le lui faire tenir d'homme à homme, et il le fera, j'en suis sûr. – Mais il m'a donné à entendre, disait-elle... – Non, disait Alexandre, et vous n'avez rien à lui reprocher. » Enfin elle vint. Napoléon, qui n'avait plus à se défendre, n'en fut que plus aimable pour elle. Elle joua quelques moments le rôle de coquette offensée ; et le dîner fini, quand elle voulut se retirer, Napoléon la reconduisant, arrivé au milieu de l'escalier où il s'arrêtait, elle lui serra la main, et lui dit avec une espèce de sentiment : « Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse pas la liberté et la

satisfaction de pouvoir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie !... – Madame, je suis à plaindre, lui répondit gravement l'Empereur ; c'est un effet de ma mauvaise étoile. » Et il prit congé d'elle.

Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, fit appeler Duroc qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit, en montrant le palais : « Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée. »

« La reine de Prusse, disait l'Empereur, avait certainement des moyens, beaucoup d'instruction et une grande habitude ; elle régnait véritablement depuis plus de quinze ans. Aussi, en dépit de mon adresse et de tous mes efforts, se montra-t-elle constamment maîtresse de la conversation, la domina toujours, revint sans cesse à son sujet, peut-être trop, mais du reste avec une grande convenance, et sans qu'il fût possible de s'en fâcher ; et il est vrai de dire que l'objet était important pour elle, le temps précieux et court.

« Un des hauts contractants lui répéta plusieurs fois, disait l'Empereur, qu'elle eût dû venir dès le principe ou pas du tout, lui rappelant que, pour sa part, il avait fait tout son possible pour qu'elle vînt tout de suite. On voulait, disait l'Empereur, qu'il y eût recherché un intérêt personnel ; mais, par contre, le mari avait mis un intérêt tout aussi personnel à s'y opposer.

« Le roi de Prusse, disait-il, m'avait fait demander son audience de congé. Alexandre me fit prier, avec mystère, de la retarder seulement de vingt-quatre heures. Je le fis, croyant bien que je me montrais là bon ami. Le roi de Prusse ne me l'a jamais pardonné, non qu'il se doutât en aucune manière de mon véritable tort, disait-il en souriant malignement, mais parce qu'il trouvait la majesté royale blessée d'avoir vu renvoyer au lendemain l'audience qu'il demandait pour le jour même.

« Un autre poids à mon sujet, qu'il n'a jamais pu s'ôter de dessus le cœur, c'était d'avoir violé, disait-il, son territoire d'Anspach, dans notre guerre d'Austerlitz. Dans toutes nos rencontres depuis, quelque grands que fussent les intérêts du moment, il les laissait tous de côté pour revenir à me prouver que j'avais bien réellement violé son territoire à Anspach. Il avait tort ; mais enfin il en était persuadé, et son ressentiment était celui d'un honnête homme : toutefois sa femme s'en dépitait, et lui eût voulu une plus haute politique, etc. »

Napoléon, du reste, se reprochait, disait-il, comme une véritable faute d'avoir reçu en aucune manière le roi de Prusse à Tilsit. Sa première détermination avait été de le refuser. Il eût alors été tenu à moins de ménagements envers lui, et eût pu lui garder la Silésie ; il en eût enrichi la Saxe et se fût probablement par là réservé d'autres destinées. Il disait aussi : « J'apprends que les politiques aujourd'hui blâment fort mon traité de Tilsit. Ils ont découvert, depuis mes désastres, que par là j'avais mis l'Europe à la merci des Russes ; mais si j'avais réussi à Moscou, et on sait à combien peu cela a tenu, ils auraient admiré sans doute alors combien j'avais mis, au contraire, par ce traité, les Russes à la merci de l'Europe. J'avais de grandes vues sur les Allemands... Mais j'ai échoué, et partant, j'ai eu tort : cela est de toute justice... »

Presque tous les jours, à Tilsit, les deux empereurs et le roi sortaient ensemble à cheval ; mais celui-ci était toujours maladroit ou malheureux, disait Napoléon. Les Prussiens en souffraient visiblement. Napoléon était constamment entre les deux souverains : or, le roi pouvait à peine suivre, ou bien heurtait et gênait sans cesse Napoléon. Revenait-on, d'un saut les deux empereurs étaient à terre, et ils se prenaient par la main pour monter ensemble les escaliers. Mais comme Napoléon faisait les honneurs, il n'eût pas voulu rentrer avant d'avoir vu passer le roi : alors il fallait l'attendre longtemps, et, comme il plut souvent, il en résultait que les deux empereurs se mouillaient à cause du roi, au grand mécontentement de tous les spectateurs.

« Cette maladresse ressortait d'autant plus, disait l'Empereur, qu'Alexandre est plein de grâces, et se trouverait de niveau avec tout ce qu'il y a de plus aimable dans les salons de Paris. Alexandre se trouvait parfois si fatigué de son compagnon, qu'absorbaient ses chagrins en toute autre cause, que nous rompions de concert la société, pour nous délivrer plus tôt. On se séparait donc immédiatement après le dîner, sous prétexte de quelques affaires chez soi ; mais Alexandre et moi nous nous retrouvions bientôt ensuite pour prendre le thé chez l'un ou chez l'autre, et nous restions alors à causer ensemble jusqu'à minuit et au-delà. »

Alexandre et Napoléon se revirent quelque temps après à Erfurt, et se donnèrent les plus grandes marques d'affection. Alexandre y proféra hautement les sentiments d'une amitié tendre et d'une admiration véritable.

Ils passèrent ensemble quelques jours dans le charme d'une intimité parfaite et les communications les plus familières de la vie privée. « C'étaient deux jeunes gens de bonne compagnie, disait l'Empereur, dont les plaisirs en commun n'auraient eu rien de caché l'un pour l'autre. »

Napoléon avait fait venir à Erfurt tout ce que notre scène française comptait de plus distingué. Une actrice fort connue, l'une des jeunes premières, attira l'attention de son hôte, qui eut un moment la fantaisie de faire sa connaissance. Il demandait à son compagnon s'il ne pouvait y avoir aucun inconvénient. « Nul, répondit celui-ci ; seulement, ajouta-t-il avec intention, c'est un moyen sûr et rapide pour que vous soyez bientôt connu de tout Paris. Après-demain, jour de poste, partiront les plus petits renseignements, et, sous peu, il n'y a pas de statuaire à Paris qui ne pût facilement modeler votre personne de la tête aux pieds. » Le danger d'une telle publicité calma sur-le-champ l'ardeur naissante ; car le soupirant, disait Napoléon, se montrait fort circonspect sur cet article, et sans doute, remarquait-il gaiement, par la crainte de l'adage connu : Quand le masque tombe, le héros s'évanouit.

Si l'Empereur l'eût voulu, Alexandre, assurait-il, lui eût certainement donné sa sœur en mariage ; sa politique l'y eût déterminé, si même son inclination n'y avait pas été. Il fut saisi en apprenant le mariage avec l'Autriche, et s'écria : « Me voilà renvoyé au fond de mes forêts ! » S'il sembla tergiverser d'abord, c'est qu'il lui fallait quelque temps pour prononcer ; sa sœur était bien jeune, et puis il fallait le consentement de sa mère. Le testament de Paul le voulait ainsi, et l'impératrice mère était des plus passionnées contre Napoléon. Livrée d'ailleurs à toutes les absurdités, aux contes ridicules qu'on s'était plu à répandre sur sa personne : « Comment, disait-elle, marierai-je ma fille à un homme qui ne peut être le mari de personne ? Un autre homme viendra donc dans le lit de ma fille, si l'on veut en avoir des enfants ? elle n'est pas faite pour cela. — Ma mère, lui disait Alexandre, pouvez-vous bien vous nourrir des libelles de Londres et des lazzis des salons de Paris ? Si c'est là toute la difficulté, s'il n'y a que cela qui vous embarrasse, moi je vous le cautionne, et beaucoup d'autres pourront vous le cautionner avec moi.

Si l'affection d'Alexandre a été sincère pour moi, disait encore l'Empereur, c'est l'intrigue qui me l'a aliéné. Des intermédiaires,

Metternich ou autres, à l'instigation de Talleyrand, ou même ce dernier directement, n'ont cessé, en temps opportun, de lui citer les ridicules dont je l'avais accablé, disaient-ils, l'assurant qu'à Tilsit et à Erfurt, il n'avait pas plus tôt le dos tourné que je m'égayais fort d'ordinaire à son sujet. Alexandre est fort susceptible, ils l'auront facilement aigri. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il s'en est plaint amèrement à Vienne lors du congrès, et pourtant rien n'était plus faux, il me plaisait et je l'aimais. »

Un aide de camp de Napoléon fut envoyé, aussitôt après le traité de Tilsit, auprès d'Alexandre, à Pétersbourg ; il y fut comblé de bons traitements, et ne tarit pas sur les efforts et la galanterie d'Alexandre pour se rendre agréable à son nouvel allié.

Ce même aide de camp devint plus tard ministre de la police, et en 1814, peu de temps après la restauration, il fit, assure-t-on, une citation heureuse au sujet de sa mission en Russie. Lui étant demandé un jour, aux Tuileries, avec une sorte d'abandon tout à fait naïf, par quelqu'un très avant dans la confiance du roi : « À présent que tout est fini, vous pouvez tout dire ; apprenez-nous quel était votre agent à Hartwell (c'était, comme l'on sait, la demeure de Louis XVIII en Angleterre). L'interpellé, surpris du peu de goût de la question, répondit avec dignité : Monsieur le comte, l'Empereur regardait l'asile des rois comme un sanctuaire inviolable, et nous l'observions. On nous a fait connaître aujourd'hui qu'on n'en agissait pas de même à son égard. Mais vous, Monsieur le comte, vous devriez avoir moins de doute qu'un autre. Quand j'arrivai à Pétersbourg, vous y étiez au nom du roi. L'empereur Alexandre, dans la première chaleur de sa réconciliation, me donna connaissance de tout ce qui vous concernait, et demanda si l'on voulait qu'il vous fît sortir de ses États. Je n'avais point d'ordres ; j'écrivis pour prendre ceux de l'Empereur. Sa réponse fut, courrier par courrier, qu'il lui suffisait de l'amitié sincère d'Alexandre ; que jamais il n'entrerait dans ses autres rapports particuliers ; qu'il n'avait pas de haine personnelle contre les Bourbons ; que, s'il croyait même qu'il leur fût possible de l'accepter, il leur offrirait un asile en France, et tel château royal qui leur serait agréable. Si vous ignorâtes alors cette lettre, continua le duc de Rovigo, faites-la chercher aujourd'hui, vous la trouverez sans doute dans les cartons des relations extérieures. »

Arrivée des commissaires étrangers – Étiquette forcée de Napoléon, anecdotes – Conseil d'État ; détails du local ; habitudes – Citations de quelques séances ; digression – Gassendi. Les régiments croates – Ambassadeurs – Bans de la garde nationale, l'Université, etc., etc..

Lundi 17.

L'Empereur est sorti de bonne heure. Il a demandé la calèche pour faire un tour avant déjeuner. Au moment de monter, on est venu nous dire que la frégate *le Newcastle* et la frégate *l'Oronte* étaient devant le port, courant des bordées pour entrer. Ces deux bâtiments avaient manqué l'île dans la nuit, et étaient obligés de l'attaquer sous le vent. Ils avaient quitté l'Angleterre le 23 avril, et nous apportaient le bill qui concerne la détention de l'Empereur. La législature anglaise avait converti en loi la détermination des ministres à cet égard. Les commissaires des trois puissances d'Autriche, de France et de Russie, étaient aussi à bord de ces bâtiments.

Dans le courant de la journée, l'Empereur, parlant des formes, des costumes qu'il avait prescrits, de l'étiquette qu'il avait introduite, disait : « Il m'était devenu bien difficile de m'abandonner à moi-même. Je sortais de la foule ; il me fallait, de nécessité, me créer un extérieur, me composer une certaine gravité, en un mot, établir une étiquette, autrement l'on m'eût journellement frappé sur l'épaule. En France, nous sommes naturellement enclins à une familiarité déplacée, et j'avais à me prémunir surtout contre ceux qui avaient sauté à pieds joints sur leur éducation. Nous sommes très facilement courtisans, très obséquieux au début, portés d'abord à la flatterie, à l'adulation ; mais bientôt arrive, si on ne la réprime, une certaine familiarité qu'on porterait aisément jusqu'à l'insolence. On sait que nos rois n'étaient pas exempts de cet inconvénient. » Et l'Empereur a cité une anecdote, sous Louis XV, fort caractéristique, celle de ce courtisan, disait-il, à qui ce prince demanda, à son lever, combien il avait d'enfants. « Quatre, Sire, » répondit-il. Le roi, ayant eu occasion de lui parler en public deux ou trois fois dans la journée, lui fit précisément toujours la même question : « Un tel, combien avez-vous d'enfants ? » Et toujours l'autre répondit : « Quatre, Sire. » Enfin le soir, au jeu, le roi lui ayant demandé encore : « Un tel, combien avez-vous d'enfants ? – Sire, répondit-il cette fois, six. – Comment diable ! reprit le roi, mais il me semble que vous m'aviez dit

quatre ? – Ma foi, Sire, c'est que j'ai craint de vous ennuyer en vous répétant toujours la même chose. »

« Sire, dit alors à l'Empereur l'un de nous, voici une anecdote d'un pays voisin, digne de celle qui vient d'être mentionnée, et qui pourra servir à comparer l'insolence gratuite du courtisan d'un maître absolu avec l'énergique ressentiment de celui qui n'a rien à redouter de son souverain constitutionnel.

« Quelqu'un de la haute société, à Londres, ayant à se plaindre d'un grand personnage dont il avait été fort maltraité, à je ne sais quel sujet, jura devant ses amis de le lui faire payer ostensiblement. Ayant appris que le grand personnage devait paraître à une fort belle assemblée, il s'y rend lui-même de bonne heure, et se place près de la maîtresse de la maison. Quand le grand personnage vient à débiter à cette dame son petit mot de compliment, et qu'il n'a pas encore la face retournée, le mécontent se penche négligemment vers la dame, lui demandant à haute voix quel peut être là son gras ami (who is your fat friend). La dame, qui en devient rouge, le pousse du coude, lui disant tout bas : Taisez-vous donc, ne voyez-vous pas que c'est le prince régent ? À quoi le monsieur de répondre, d'une voix encore plus élevée : Comment, le prince !... mais, sur mon honneur, le voilà devenu aussi gras qu'un cochon (how the prince !... but, upon my word, he is grown as fat as a pig). »

Libre à chacun de deviser sur le mérite relatif des deux insolents : tous deux sont fort blâmables sans doute, et, si le nôtre présente moins de grossièreté, il faut convenir aussi que son impertinence est tout à fait sans but et purement gratuite.

Dans un autre moment de la journée, l'Empereur a dit beaucoup de choses sur les séances du Conseil d'État. Je lui en avais cité plusieurs ; d'autres nous demeuraient déjà douteuses et effacées. « Et bien, m'a-t-il ajouté, encore quelque temps, et il en restera à peine vestige dans le souvenir. » Ne pouvant dormir cette nuit, ces paroles me sont revenues, et, durant mon insomnie, je repassais minutieusement dans mon esprit tout ce que j'avais connu du Conseil d'État, le local de ses séances, les habitudes, les formes, etc., etc. ; et je ne crois pouvoir mieux employer l'oisiveté de notre solitude de Sainte-Hélène que de les consigner ici. J'y joindrai de temps à autre ce qui me reviendra des séances dont j'ai été le témoin, à

mesure qu'elles se présenteront à ma mémoire. Il en est pour qui tous ces détails seront de quelque prix.

La salle du Conseil d'État aux Tuileries, lieu ordinaire des séances, était une pièce latérale à la chapelle et de toute sa longueur ; le mur mitoyen présentait plusieurs portes pleines, qui, ouvertes le dimanche, formaient les travées de la chapelle ; c'était une très belle pièce allongée. À l'une de ses extrémités, vers l'intérieur du palais, était une grande et belle porte qui servait de passage à l'Empereur, lorsque, suivi de sa cour, il se rendait le dimanche à sa tribune pour y entendre la messe. Cette porte ne s'ouvrait le reste de la semaine que pour l'Empereur, quand il arrivait à son Conseil d'État. Les membres de ce Conseil n'entraient que par deux petites portes pratiquées à l'extrémité opposée.

Dans toute la longueur de la salle, à droite et à gauche, était établie accidentellement, et pour le temps du conseil seulement, une longue file de tables assez éloignées du mur pour y admettre un siège et une libre circulation extérieure. Là s'asseyaient hiérarchiquement les conseillers d'État, dont la place d'ailleurs se trouvait désignée par un carton portant leur nom, et renfermant leurs papiers. À l'extrémité de la salle, vers la grande porte d'entrée et transversalement à ces deux files de tables, il en était placé de semblables pour les maîtres des requêtes ; les auditeurs prenaient place sur des tabourets ou des chaises, en arrière des conseillers d'État.

À l'extrémité supérieure de la salle, en face de la grande porte d'entrée, se trouvait la place de l'Empereur, sur une estrade élevée d'une ou deux marches. Là étaient son fauteuil et une petite table recouverte d'un riche tapis et garnie de tous les accessoires nécessaires, ainsi qu'en avaient devant eux tous les membres du conseil : papier, plumes, encre, canifs, etc.

À la droite de l'Empereur, mais au-dessous de lui et à notre niveau, le prince archichancelier, sur sa petite table séparée ; à sa gauche, le prince architrésoirier, qui y assistait fort rarement ; et enfin, à la gauche encore de celui-ci, M. Locré, rédacteur des procès-verbaux du Conseil.

Quand il venait accidentellement des princes de la famille, ils avaient une pareille table placée sur le même alignement, et selon leur rang hiérarchique. Si c'étaient seulement des ministres, qui tous d'ailleurs

avaient faculté de se présenter au Conseil quand bon leur semblait, ceux-ci prenaient place sur les files latérales, en tête des premiers conseillers d'État. Une grande enceinte intérieure restait vide ; elle n'était jamais traversée que par l'Empereur ou les membres du Conseil quand ils allaient lui prêter serment.

Des huissiers, même pendant les délibérations, parcouraient silencieusement la salle pour le service des membres du Conseil. Chacun de ceux-ci d'ailleurs se levait à son gré, et circulait extérieurement pour chercher auprès de ses collègues les renseignements particuliers dont il eût pu avoir besoin.

Les pourtours supérieurs de la salle représentaient des peintures allégoriques relatives aux fonctions du Conseil d'État : telles que la Justice, le Commerce, l'Industrie, etc., etc. ; et enfin le plafond se trouvait décoré du beau tableau de la bataille d'Austerlitz par Gérard ; ainsi c'était sous un des plus beaux lauriers dont Napoléon ait ennobli la France qu'il administrait son intérieur.

C'est dans cet endroit que, durant près de dix-huit mois, j'ai joui de la satisfaction inappréciable d'assister régulièrement deux fois la semaine à des séances si précieuses par leur intérêt spécial, et bien plus encore par la présence de l'Empereur ; qui n'y manquait jamais, et semblait en être réellement l'âme et la vie. C'est là que je l'ai vu prolonger quelquefois les séances depuis onze heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et montrer à la fin autant de facilité, d'abondance, de fraîcheur d'esprit et de tête qu'en commençant, lorsque nous autres nous tombions tous de lassitude et de fatigue.

Quand la cour était à Saint-Cloud, c'était là que le Conseil était convoqué ; mais quand la séance y était indiquée de trop bon matin, ou s'annonçait devoir être trop longue, alors il arrivait à l'Empereur de la suspendre, pour qu'on pût prendre quelque nourriture, et il s'élevait alors dans quelques pièces voisines, pour les besoins du Conseil, une certaine quantité de petites tables des plus magnifiquement servies, et surtout comme par enchantement ; car, pour le dire en passant, rien ne saurait donner une juste idée de l'espèce de féerie en toutes choses dont nous avons été les témoins dans les palais impériaux.

L'heure de la séance du Conseil était indiquée chaque fois dans nos lettres de convocation ; en général, c'était pour onze heures.

Quand un nombre suffisant de membres était arrivé, l'archichancelier, qu'on y trouvait toujours le premier, et qui présidait le Conseil en l'absence de l'Empereur, ouvrait la séance, et entamait alors ce qu'on appelait *le petit ordre du jour*, ne contenant que les affaires de simples localités et de pure forme.

Une heure plus tard, d'ordinaire, le tambour, battant au champ dans l'intérieur du palais, nous annonçait l'arrivée de l'Empereur. La grande porte s'ouvrait, on annonçait Sa Majesté : tout le Conseil se levait, et l'Empereur entrait, précédé de son chambellan et de son aide de camp de service, qui lui présentaient son fauteuil, recevaient son chapeau, et demeuraient à la séance en arrière de lui, prêts à recevoir et à exécuter ses ordres.

L'archichancelier présentait alors à l'Empereur *le grand ordre du jour*, contenant la série des objets en délibération. L'Empereur les parcourait, et nommait tout haut l'objet qu'il lui plaisait de déterminer. Le conseiller d'État chargé de ce rapport en faisait lecture, et la délibération commençait.

Chacun pouvait prendre la parole : si plusieurs se présentaient à la fois, l'Empereur en désignait l'ordre : on parlait de sa place et assis ; on ne pouvait pas lire, il fallait improviser. Quand l'Empereur jugeait la discussion, à laquelle d'ailleurs il prenait beaucoup de part lui-même, suffisamment éclaircie, il faisait un résumé toujours lumineux, souvent neuf et piquant, concluait et mettait aux voix.

J'ai dit ailleurs de quelle liberté on jouissait dans ces délibérations. L'ardeur, s'animant par degrés, devenait parfois extrême, et souvent les discussions se prolongeaient outre mesure, surtout lorsque l'Empereur, s'occupant probablement d'autre chose, semblait, par distraction ou autrement, y être devenu étranger ; alors d'ordinaire il promenait sur la salle un œil incertain, ou mutilait les crayons avec son canif, ou piquait avec ce même canif le tapis de sa table, ou le bras de son fauteuil, ou bien encore usait son crayon ou sa plume à des griffonnages ou à des traits bizarres, qui, à son départ, devenaient l'objet de la convoitise des jeunes gens, qui se les arrachaient ; et il fallait voir alors, si par hasard il y avait tracé quelque nom

de pays ou de capitale, les inductions à perte de vue qu'on cherchait à en tirer.

Quelquefois aussi, comme l'Empereur venait au Conseil précisément après avoir mangé, et souvent après de grandes fatigues du matin, il lui arrivait d'arrondir son bras sur la table, d'y poser sa tête et de s'endormir. L'archichancelier se saisissait, dès cet instant, de la délibération, qui allait toujours son train, et que l'Empereur, à son réveil, reprenait au point où elle se trouvait, si même elle n'était terminée et remplacée par une nouvelle. Il arrivait encore très souvent à l'Empereur de demander un verre d'eau et du sucre ; et à cet effet, et pour son usage, il se trouvait toujours sur l'une des tables de la chambre voisine, et hors de toute précaution, tout ce qui était nécessaire.

L'Empereur avait l'habitude, comme l'on sait, de prendre du tabac à chaque instant ; c'était en lui une espèce de manie exercée la plupart du temps par la distraction. Sa tabatière se trouvait bientôt vide, et il n'en continuait pas moins d'y puiser à chaque instant, ou de la porter constamment tout ouverte à son nez, surtout quand il avait lui-même la parole. C'était alors aux chambellans qui s'étaient faits le plus à son service, ou qui y mettaient le plus de recherche, à lui soustraire cette tabatière vide pour y en substituer une pleine ; car il existait une grande émulation de soins, de galanterie parmi les chambellans favorisés du service habituel près de l'Empereur, service extrêmement envié. C'était, du reste, à peu près toujours les mêmes, soit qu'ils s'intriguassent beaucoup pour y demeurer, soit qu'il fût naturellement plus agréable à l'Empereur de voir continuer un service déjà goûté. Au demeurant, c'était le grand maréchal Duroc qui arrêtait toutes ces dispositions.

Au sujet de ces soins et de cette galanterie, l'un d'eux qui s'était aperçu que l'Empereur, allant au théâtre, oubliait parfois sa lorgnette, dont il faisait un grand usage au spectacle, avait imaginé d'en faire faire une toute semblable et de verres pareils, si bien que la première fois qu'il vit l'Empereur en être privé, il la lui présenta comme la sienne. De retour dans son intérieur, l'Empereur se trouva donc avoir deux lorgnettes, sans qu'on pût lui dire comment. Le lendemain il s'enquit du chambellan dont il l'avait reçue, qui lui répondit simplement que c'en était une en réserve pour son besoin.

L'Empereur ne laissait pas d'être fort sensible à ces soins, innocents en eux-mêmes ; l'on pourrait même dire touchants, s'ils ne venaient que du cœur et s'ils n'avaient d'autre guide qu'une véritable affection ; car alors on ne se montrait pas par là un courtisan servile, mais bien un serviteur tendrement dévoué ; d'autant plus que Napoléon, de son côté, bien qu'on en ait voulu dire dans les salons de Paris, était plein de véritables égards pour les personnes de son service. Quand il quittait Paris pour Saint-Cloud, la Malmaison ou autres lieux, en un mot, ce qu'on appelait à la cour être à la campagne, il admettait d'ordinaire son service au nombre des réceptions privées qui composaient le soir son cercle familial, et dont la faveur était tenue à si haut prix. Dans ces circonstances encore, il faisait manger avec lui ses chambellans. Aussi un jour, à Trianon, à table, et fort enrhumé du cerveau, ce qui lui arrivait souvent, il eut besoin d'un mouchoir ; et comme on courait le chercher, le chambellan de service, assis à ses côtés, et parent de Marie-Louise, s'empressa de lui en présenter un dont il avait eu soin de se précautionner, et voulait reprendre l'autre. « Je vous remercie, dit l'Empereur ; mais je ne pardonnerais pas qu'on pût dire que j'ai laissé M. un tel toucher mon mouchoir sale. » Et il le jeta par terre. Tel était pourtant l'homme que dans nos cercles l'on disait si grossier, si brutal, maltraitant tout son service, et jusqu'aux dames du palais même. Le fait est que l'Empereur, au contraire, était des plus scrupuleusement attaché aux convenances, et fort sensible aux petits soins qu'il recevait, bien qu'il n'en témoignât jamais rien, il est vrai ; c'était manie ou système chez lui ; il fallait savoir le deviner, et l'on s'en apercevait à son œil devenu plus attentif, au son de sa voix plus radouci. Au rebours d'autres qui accablent d'expressions touchantes, qu'ils ne sentent souvent pas, Napoléon semblait s'être fait la loi de contenir ou de déguiser les sensations bienveillantes qu'on lui inspirait. Je crois l'avoir déjà dit ailleurs ; en voici quelques preuves nouvelles qui me reviennent en cet instant : elles seront d'autant plus caractéristiques, qu'elles appartiendront à Longwood même, où Napoléon néanmoins devait avoir plus d'abandon et se tenir moins en garde.

J'étais d'ordinaire assis auprès de mon fils quand l'Empereur lui dictait, tout en marchant dans son appartement ; or il lui arrivait souvent de s'arrêter derrière moi pour voir où en était la dictée. Combien de fois, dans

cette situation, il me serrait la tête de ses deux bras ! Souvent alors une légère pression me rapprochait d'abord de lui ; mais presque aussitôt réprimant ce mouvement, il ne semblait plus qu'avoir voulu s'accouder sur mes épaules, ou bien encore s'essayer, comme par jeu, de me faire plier, se récriant alors sur ma force.

À mon fils, qu'il aimait beaucoup, je l'ai vu souvent faire de la main ce qu'on eût pu appeler une caresse ; et comme pour annuler tout aussitôt ce geste, l'accompagner à l'instant de paroles dites d'une voix relevée, approchant fort de la brusquerie. Enfin je l'ai vu entrant un jour au salon, dans des dispositions de contentement et de distraction, prendre affectueusement la main de madame Bertrand, l'élever pour la porter à ses lèvres, et s'arrêter subitement par un mouvement qui eût eu de la gaucherie, si madame Bertrand elle-même n'y eût pourvu en s'empressant, avec cette grâce parfaite qui la caractérise, de baiser elle-même cette main qui lui avait été tendue. Mais me voilà bien loin de mon sujet, je me suis laissé aller au bavardage. Revenons au Conseil d'État.

On nous distribuait, imprimés et à domicile, tous les rapports, les projets d'avis et de décrets que nous devions discuter. Il est tel objet, l'Université, par exemple, qui a subi peut-être vingt rédactions ; d'autres languissaient longtemps dans les cartons, ou finissaient même par disparaître tout à fait sans qu'il en fût donné aucun motif.

Au retour de ma mission en Hollande, et tout nouvellement membre du Conseil d'État, spécialement attaché à la marine, dans tout le feu de mon premier zèle, et fort de mes observations en Hollande, je pris la parole sur la conscription, laquelle se discutait en cet instant. Je demandai qu'il fût permis à tous les conscrits hollandais, vu leur sympathie naturelle, de choisir le service de la marine. Je demandai encore que dans toute la conscription française, il fût loisible à chacun de faire le même choix. Je faisais ressortir les inconvénients qu'on évitait par là, et les grands avantages qu'on se procurait. On ne pouvait, disais-je, trop multiplier nos marins. Nos équipages de vaisseaux étaient de vrais régiments ; les mêmes hommes étaient donc tout à la fois matelots et soldats, canonniers et pontonniers ; avec la même solde, on obtenait deux services, etc. Le tout allait fort bien jusque-là ; je me félicitais intérieurement, je touchais à ma conclusion, quand le mot eut le malheur de me manquer ; l'absence atteignit

bientôt jusqu'à l'idée, et me voilà muet, interdit, sans plus savoir ni ce que je voulais, ni même où j'étais. Je parlais là pour la première fois ; j'avais fait une entreprise extraordinaire, celle de surmonter ma timidité naturelle. Un silence profond régnait autour de moi, une multitude d'yeux m'ajustaient ; je crus que j'allais défaillir. Il ne me resta plus qu'à avouer ma souffrance, à dire à l'Empereur que je préférerais bien davantage de me trouver à une bataille, et qu'à lui demander enfin la permission d'achever par la lecture de quelques lignes écrites. Mais à partir de là il ne m'est jamais venu l'envie de prendre la parole de nouveau ; j'en ai été guéri pour toujours ; mon éloquence ne s'est jamais répétée. Toutefois, et malgré ma mésaventure, mon peu de paroles n'avait pas été perdu pour l'Empereur ; car, à quelques jours de là, l'aide de camp de service, le comte Bertrand, me dit que Sa Majesté jouant au billard, et voyant entrer le ministre de la marine, l'avait apostrophé sur le sujet, lui disant : « Eh bien ! Las Cases nous a lu au Conseil un très-bon mémoire sur la composition des matelots : il est loin d'être de votre avis sur l'âge que vous voulez d'eux, etc., etc. »

Il n'y avait pas de séance présidée par l'Empereur qui ne fût du plus grand intérêt, parce qu'il y parlait toujours, et que tout ce qu'il disait était extrêmement remarquable. J'en sortais toujours enthousiasmé ; mais ce qui me surprenait fort et m'indignait beaucoup, c'était d'entendre le soir répéter dans les salons quelques-unes de ces choses, mais toujours très défigurées et en général très malveillantes. D'où pouvait naître une si singulière circonstance ? Était-ce infidélité dans celui qui avait entendu ? était-ce méchanceté chez celui à qui on l'avait redit ? Toutefois la chose était ainsi.

J'eus plus d'une fois l'envie, dans le temps, d'écrire ce dont j'avais été le témoin, et j'ai beaucoup regretté depuis de ne l'avoir pas fait. Je vais transcrire ici quelques souvenirs épars qui reviennent à ma mémoire.

Un jour l'Empereur, parlant des droits politiques à accorder à des étrangers d'origine française, disait : « Le plus beau titre sur la terre est d'être né Français ; c'est un titre dispensé par le ciel, qu'il ne devrait être donné à personne sur la terre de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin disant : Je veux être Français, que sa voix fût plus forte que la

loi, que les barrières s'abaissassent devant lui, et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère commune. »

Une autre fois il disait, au sujet de je ne sais quoi : « L'Assemblée constituante fut bien gauche d'abolir jusqu'à la noblesse purement titulaire, ce qui humilia beaucoup de monde. Moi, je fais mieux, j'anoblis tous les Français ; chacun peut être fier. »

Une autre fois, et je l'ai peut-être déjà cité ailleurs, il disait : « Je veux élever la gloire du nom français si haut qu'il devienne l'envie des nations ; je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français voyageant en Europe croie se trouver toujours chez lui. »

Enfin une autre fois encore, et au sujet d'un projet de décret dont je ne me rappelle pas quel a été le résultat, mais qui avait pour objet de déterminer que les rois de la famille impériale occupant des trônes étrangers laisseraient leurs titres et leur étiquette de roi à la frontière, pour ne les reprendre qu'en sortant, l'Empereur, répondant à quelques objections et exposant les motifs, dit : « Du reste, je leur réserve en France un bien plus beau titre encore ; ils y seront plus que rois, ils seront princes français. »

Je pourrais multiplier à l'infini une foule de citations pareilles : elles doivent être demeurées dans le souvenir de tous les membres du Conseil comme dans le mien. À présent l'on s'étonnera peut-être qu'ayant vu si souvent l'Empereur, qu'en ayant entendu de telles paroles, j'aie dit que je ne le connaissais pas encore quand je me suis déterminé à le suivre. Ma réponse est que dans les temps dont je parle j'avais à son sujet encore plus d'admiration et d'enthousiasme que de véritable conviction. Nous étions assaillis, dans le palais même, de tant de bruits absurdes sur sa personne et son petit intérieur, nous avions si peu de communication directe avec lui, qu'à force d'avoir entendu répéter les mêmes choses, il me restait peut-être, à l'insu de moi-même, une espèce de défiance et de doute. On nous le disait si dissimulé, si astucieux, si rusé, qu'il était possible, après tout, qu'il prononçât en public d'aussi magnifiques paroles dans quelque vue particulière et sans le sentir aucunement : il en est tant qui pensent si mal et s'expriment si bien ! Aussi ce n'est qu'ici, à Longwood, et depuis que j'ai appris à le connaître à fond, que je sais combien il était là réellement et naturellement lui-même. Jamais peut-être, sur la terre nul n'aima la France et son lustre comme lui ; il n'est pas de sacrifice qui lui eût coûté pour elle.

Il l'a prouvé à Châtillon, il l'a prouvé au retour de Waterloo, et il l'exprimait énergiquement quand sur son roc il me disait ces paroles mémorables que j'ai déjà citées : « Non, mes véritables souffrances ne sont point ici ! »

Mais voici d'autres sujets, les uns plaisants, d'autres plus graves. Un jour le conseiller d'État, général Gassendi, se trouvant prendre part à la discussion du moment, s'y appuya de la doctrine des économistes ; l'Empereur, qui l'aimait beaucoup à titre d'ancien camarade de l'artillerie, l'arrêtant, lui dit : « Mais, mon cher, qui vous a rendu si savant ? où avez-vous pris de tels principes ? » Gassendi, qui parlait rarement, après s'être défendu de son mieux, se trouvant dans ses derniers retranchements, répondit qu'après tout c'était de lui, Napoléon, qu'il avait pris cette opinion. « Comment ! s'écria l'Empereur avec chaleur, que dites-vous là ? est-ce bien possible ? Comment ! de moi, qui ai toujours pensé que s'il existait une monarchie de granit, il suffirait des idéalités des économistes pour la réduire en poudre ! » Et après quelques autres développements, partie ironiques, partie sérieux, il conclut : « Allons, mon cher, vous vous serez endormi dans vos bureaux, et vous y aurez rêvé tout cela. » Gassendi, qui se fâchait aisément, lui riposta : « Oh ! pour nous endormir dans nos bureaux, Sire, c'est une autre affaire, j'en défierais bien avec vous, vous nous y tourmentez trop pour cela. » Et tout le Conseil de rire, et l'Empereur plus fort que les autres.

Une autre fois on s'occupait d'organiser les provinces illyriennes, acquises depuis peu. La partie de ces provinces limitrophes des Turcs avait des régiments croates dont l'organisation était toute particulière ; c'étaient de vraies colonies militaires : elles avaient été imaginées, il y avait plus d'un siècle, par le grand Eugène pour servir de barrière contre les incursions et les brigandages des Turcs, et avaient toujours depuis fort bien rempli leur destination. La commission chargée de ce travail proposait la dissolution de ces régiments croates, et les remplaçait par une garde nationale à l'instar de la nôtre. « Est-on fou ? s'écria l'Empereur à cette lecture ; des Croates sont-ils des Français, et a-t-on bien compris l'excellence de l'institution, son utilité, son importance ? – Sire, répondit celui qui se trouvait dans l'obligation de défendre le rapport, les Turcs n'oseraient pas aujourd'hui recommencer leurs excès. – Et pourquoi cela ? – Sire, parce que Votre

Majesté est devenue leur voisin. — Eh bien ? — Sire, ils auraient trop de respect pour votre puissance. — Ah ! oui, Sire, Sire, reprit vertement l'Empereur, des compliments à présent ! Eh bien, Monsieur, allez les porter aux Turcs, qui vous répondront par des coups de fusil, et vous viendrez m'en donner des nouvelles. » Et il prononça dès cet instant que les régiments croates seraient conservés.

Un jour on nous proposa un projet de décret touchant les ambassadeurs. Ce projet était fort remarquable, je ne pense pas qu'on en ait eu connaissance dans le monde. La froideur du Conseil à ce sujet le fit disparaître, ainsi que beaucoup d'autres qui ont éprouvé le même sort ; ce qui, pour le dire en passant, donne une preuve de plus d'une certaine indépendance dans le Conseil, et montre dans l'Empereur plus de modération qu'on ne lui en croyait.

L'Empereur, qui semblait seul appuyer ce décret et y tenir beaucoup, dit, dans sa défense, des choses très curieuses. Il prétendait que les ambassadeurs n'eussent ni prérogatives ni privilèges qui pussent les mettre à l'abri des lois du pays ; tout au plus accordait-il qu'ils fussent soumis seulement à une juridiction plus relevée. « Je ne m'opposerais pas, par exemple, disait-il, à ce qu'ils ne devinssent justiciables qu'après une décision préalable d'une réunion des ministres et des hauts dignitaires de l'empire, à ce qu'ils ne fussent jugés que par un tribunal spécial, composé des premiers magistrats et des premiers fonctionnaires de l'État. M'objecteriez-vous que les souverains, se trouvant compromis dans la personne de leurs représentants, ne m'enverraient plus d'ambassadeurs ? Où serait le malheur ? Je retirerais les miens, et l'État gagnerait d'immenses salaires fort onéreux, et souvent au moins très inutiles. Pourquoi voudrait-on soustraire les ambassadeurs à toute juridiction ? Ils ne doivent être envoyés que pour être agréables, pour entretenir un échange de bienveillance et d'amitié entre les souverains respectifs. S'ils sortent de ces limites, je voudrais qu'ils rentrassent dans la classe de tous, dans le droit commun. Je ne saurais admettre tacitement qu'ils pussent être auprès de moi à titre d'espions à gages, ou bien alors je suis un sot, et je mérite tout le mal qu'il peut m'en arriver. Seulement il s'agit de s'entendre et de le proclamer d'avance, afin de ne pas tomber dans l'inconvénient de violer ce

qu'on est convenu d'appeler jusqu'ici le droit des gens et les habitudes reçues. »

« Au plus fort d'une crise célèbre, disait-il, on vint m'avertir qu'un grand personnage (M. le comte d'Artois), venu furtivement de Londres, s'était réfugié chez M. de Cobentzel, et s'y croyait à l'abri sous les immunités de cet ambassadeur d'Autriche. Je mandai M. de Cobentzel pour connaître le fait, et lui déclarer qu'il serait malheureux qu'il en fût ainsi ; car un puéril usage ne serait rien à mes yeux contre le salut d'une nation ; que je n'hésiterais pas à faire saisir le coupable et son recéleur privilégié, à les livrer tous deux à un tribunal, et à les faire exécuter : et je l'aurais fait, Messieurs, ajouta-t-il fièrement en élevant la voix. On le savait bien, aussi on ne s'y frottait pas. » Ces paroles me parurent terribles alors, mais aujourd'hui que je connais si bien Napoléon, je suis sûr qu'elles étaient prononcées bien moins pour le personnage qu'elles concernaient que pour nous tous qui écoutions.

L'Empereur, longtemps avant son expédition de Russie, un ou deux ans peut-être, avait voulu établir dès lors un classement militaire de la nation. Il fut lu au Conseil d'État jusqu'à quinze ou vingt rédactions de l'organisation des trois bans de la garde nationale en France. Le premier, celui des jeunes gens, était d'aller jusqu'à la frontière ; le second, celui de l'âge mitoyen et des hommes mariés, ne sortait pas du département ; enfin le dernier, celui des hommes âgés, demeurait uniquement à la défense de la ville. L'Empereur, qui y tenait beaucoup, y revint souvent, et dit de très belles choses extrêmement patriotiques ; mais il y eut constamment dans tout le Conseil une défaveur marquée, une opposition sourde et inerte. Les affaires marchaient, et l'Empereur, attiré par d'autres objets, vit échapper ce plan que sa prévoyance calculait sans doute pour notre salut ; et qui l'eût été en effet ! Par ce plan plus de deux millions d'individus se seraient trouvés classés, armés lors des désastres ; qui alors eût osé nous aborder ? Dans une de ces séances, l'Empereur eut un mouvement fort chaud, fort remarquable. Un membre (M. Malouet) employait beaucoup de circonlocutions peu favorables à cette organisation. L'Empereur lui adressa sa phrase habituelle. « Parlez hardiment, Monsieur, ne mutilez pas votre pensée, dites-la tout entière ; nous sommes ici entre nous. » L'orateur alors déclara que cette mesure alarmait tout le monde, que chacun frémissait de se voir classé, dans

la persuasion que, sous le prétexte de la défense intérieure, on ne s'occupait que du moyen de les transporter au-dehors. « Eh bien ! à la bonne heure, dit l'Empereur, je vous comprends à présent. Mais, Messieurs, dit-il en s'adressant à tout le Conseil, vous êtes tous pères de famille, jouissant d'une grande fortune, exerçant des emplois importants ; vous devez avoir une immense clientèle ; vous devez être bien gauches ou bien peu soigneux, si, avec tous ces avantages, vous n'exercez pas une grande influence d'opinion. Or, comment se fait-il que vous, qui me connaissez si bien, me laissiez si peu connu ! Et depuis quand m'avez-vous vu employer la ruse et la fraude dans mon système de gouvernement ? Je ne suis point timide, et n'ai point l'usage des voies obliques. Si j'ai un défaut, c'est de m'expliquer trop vertement, trop laconiquement peut-être ; je me contente de prononcer ; j'ordonne, parce que je m'en repose ensuite, pour les formes et les détails, sur les intermédiaires qui exécutent ; et Dieu sait si, sur ce point, j'ai beaucoup à me louer ! Si donc j'avais besoin de monde, je le demanderais hardiment au Sénat qui me l'accorderait ; et si je ne l'obtenais de lui, je m'adresserais au peuple même, que vous verriez marcher avec moi. Je vous étonne peut-être, car vous semblez parfois ne pas vous douter du véritable état des choses. Sachez que ma popularité est immense, incalculable ; car, quoi qu'on en veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime ; son gros bon sens l'emporte sur toute la malveillance des salons et la métaphysique des niais. Il me suivrait en opposition de vous tous. Cela vous étonne encore, et pourtant il en serait ainsi ; c'est qu'il ne connaît que moi : c'est par moi qu'il jouit sans crainte de tout ce qu'il a acquis ; c'est par moi qu'il voit ses frères, ses fils, indistinctement avancés, décorés, enrichis ; c'est par moi qu'il voit ses bras facilement et toujours employés, ses sueurs accompagnées de quelques jouissances. Il me trouve toujours sans injustice, sans préférence. Or il voit, il touche, comprend tout cela et rien de plus, rien surtout de la métaphysique ; non que je repousse les vrais, les grands principes, le Ciel m'en préserve ! on me les voit pratiquer autant que nos circonstances extraordinaires me permettent ; mais je veux dire que le peuple ne les comprend pas encore, au lieu qu'il me comprend tout à fait, et s'en fie à moi. Croyez donc qu'il fera toujours ce que nous réglerons pour son bien. Ne vous en laissez pas surtout imposer par l'opposition que vous mentionnez : elle n'existe que dans les salons de Paris, nullement dans la nation ; et, dans le projet qui nous occupe en cet instant, je n'ai nulle vue

ultérieure au-dehors, je le déclare ; je ne pense qu'à la sûreté, au repos, à la stabilité de la France au-dedans. Poursuivez donc les bans de la garde nationale ; que chaque citoyen connaisse son poste au besoin ; que M. Cambacérès, que voilà, soit dans le cas de prendre son fusil si le danger le requiert, et alors vous aurez vraiment une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les siècles et les hommes. Je relèverai, du reste, cette garde nationale à l'égal de la ligne ; les vieux officiers retirés en seront les chefs et les pères ; j'en ferai solliciter les grades à l'égal des faveurs de la cour, etc., etc. ».

On doit retrouver tout cela dans les registres de M. Locré, partie au sujet des bans de la garde nationale, partie encore, autant que je puis me le rappeler, au sujet d'une des conscriptions annuelles. Je me souviens aussi qu'il fut particulièrement question, un jour, de l'Université. L'Empereur se fâchait sur le peu de progrès et la mauvaise direction de sa marche. M. de Ségur fut chargé de présenter un rapport à ce sujet, et le fit avec sa franchise et sa loyauté accoutumées. Il abordait franchement la question, trouvait que la création de l'Empereur était mal comprise, mal exécutée ; que la science ne devait y être que secondaire ; que les principes et la doctrine nationale devaient y passer avant tout, et que c'était pourtant ce dont on semblait s'y occuper le moins.

L'Empereur ne se trouvait pas à la séance. Une telle sortie déplut sans doute aux amis du principal intéressé. Nous avions le tort de sacrifier beaucoup à l'esprit de coterie. Ce rapport ne reparut jamais ; on le retira de nos cartons, et l'on y mit même assez d'importance pour le redemander à ceux de nous qui l'avaient emporté chez eux.

Toutefois, à quelque temps de là, les grands dignitaires de l'Université furent mandés à la barre du Conseil. L'Empereur se fâcha, parla de la mauvaise organisation, du mauvais esprit qui semblait présider à cette institution importante, dit qu'on gâtait toutes ses idées, qu'on n'exécutait jamais bien ses intentions. Le grand maître courba devant l'orage, et n'en continua pas moins son train accoutumé ; et l'Empereur dit qu'à son retour de l'île d'Elbe on l'a assuré que ce même grand maître de l'Université s'était vanté, auprès du gouvernement qui succédait, d'avoir gêné, dénaturé, autant qu'il avait été en son pouvoir, l'impulsion que Napoléon avait prétendu imprimer aux générations qui s'élevaient.

Mardi 18.

L'Empereur m'avait fait appeler dans son cabinet avant le dîner : il était occupé à lire les journaux de France qui venaient d'arriver.

« Un soin tout particulier, disait-il, semblait en cet instant animer les Bourbons en France, celui de déterrer les morts. Quelques vestiges retrouvés, réels ou supposés, étaient pour eux une grande affaire ; c'était là, avec des créations de moines, les triomphes nouveaux dont ils illustreraient désormais la nation. »

« Il est sûr, ajoutait l'Empereur, qu'ils vont faire tout leur possible pour encapuciner cette pauvre France ; ils vont la couvrir de moines et de prêtres, bien plus par hypocrisie que par ferveur, tant ils sont persuadés et tant il est vrai que le trône et l'autel sont des alliés naturels, indispensables pour enchaîner le peuple et l'abrutir... » Puis il a repris « Ô nations ! avec votre sagesse, quelles sont pourtant vos destinées ! Vous êtes en masse le jouet des passions et du caprice comme on pourrait l'être des vents et de la mode... De mon temps, on n'a entendu que guerres, batailles, bulletins ; aujourd'hui, ce ne sont que prières, cloches et sermons... Toutes mes casernes peuvent se transformer en séminaires, et peut-être une conscription d'abbés remplacera notre conscription de soldats, etc. »

Après dîner, en résumant les papiers déjà lus, l'Empereur remarquait que l'agitation et l'incertitude continuaient à régner en France ; il faisait observer que les derniers papiers anglais s'exprimaient avec la dernière indécence sur la famille royale... Plus tard, un autre article l'a porté à dire : « Les circonstances actuelles, les besoins du moment et une sympathie d'ancienne date concourent extrêmement à favoriser le retour des moines en France : cela doit y être caractéristique comme chez le pape. » Et s'arrêtant sur celui-ci, il concluait : « Encore pour lui, du moins, est-ce son affaire spéciale, et qui peut lui redonner une force réelle. Croirait-on bien que, prisonnier à Fontainebleau, et lorsqu'il s'agissait de savoir s'il existerait lui-même, il discutait sérieusement avec moi l'existence des moines, et

prétendait m'amener à les rétablir !... C'est bien là de la cour de Rome !... etc., etc. ».

C'était aujourd'hui l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Le souvenir en a été réveillé par quelqu'un ; il a produit une impression visible sur l'Empereur. « Journée incompréhensible ! a-t-il prononcé avec douleur... Concours de fatalités inouïes !... Grouchy !... Ney !... d'Erlon !... N'y a-t-il eu que du malheur ! Ah ! pauvre France !... » Et il s'est couvert les yeux de la main. « Et pourtant, disait-il, tout ce qui tenait à l'habileté avait été accompli !... tout n'a manqué que quand tout avait réussi !... »

Dans un autre moment, il disait, sur le même sujet : « Singulière campagne, où, dans moins d'une semaine, j'ai vu trois fois s'échapper de mes mains le triomphe assuré de la France et la fixation de ses destinées.

« Sans la désertion d'un traître, j'anéantissais les ennemis en ouvrant la campagne.

« Je les écrasais à Ligny, si ma gauche eut fait son devoir.

« Je les écrasais encore à Waterloo, si ma droite ne m'eût pas manqué.

« Singulière défaite, où, malgré la plus horrible catastrophe, la gloire du vaincu n'a point souffert, ni celle du vainqueur augmenté : la mémoire de l'un survivra à sa destruction ; la mémoire de l'autre s'ensevelira peut-être dans son triomphe ! »

Chapitre 14.

Départ du Northumberland – Introduction et forme des campagnes d'Italie – Campagne de Russie,
par un aide de camp du vice-roi.

Mercredi 19.

Aujourd'hui *le Northumberland* est parti pour l'Europe.

Nous avons fait la traversée sur ce vaisseau, nous avons souvent conversé avec tous les officiers, qui nous avaient extrêmement bien traités ; l'équipage nous avait montré beaucoup de bienveillance ; enfin l'amiral Cockburn même, contre lequel nous avons bien plus d'humeur que de répugnance, et dont les torts au fond ne nous avaient pas blessé le cœur ; soient ces choses réunies, ou toute autre dont je ne me rends pas compte, ou bien peut-être encore cette disposition si forte, si naturelle à s'attacher à ses semblables, et à se créer des liens sociaux, toujours est-il certain que nous ne nous trouvâmes pas indifférents à ce départ ; il nous semblait que nous perdions quelque chose.

L'Empereur avait eu une très mauvaise nuit : il a mis les pieds dans l'eau pour soulager un grand mal de tête.

Il est sorti vers une heure pour se promener dans le jardin, tenant le premier volume d'un ouvrage anglais sur sa vie. Il le parcourait en marchant. L'auteur se donnait pour moins malintentionné que Goldsmith. Il renfermait moins de saletés, il est vrai ; mais c'étaient encore les mêmes inventions ou la même ignorance, les mêmes contes, les mêmes faussetés. Il lisait l'article de son enfance, ou des premières années de son collègue. Tout y était imaginaire et controuvé ; ce qui lui fit me dire que j'avais eu bien raison d'insister pour que tous ces objets se trouvassent en tête de la campagne d'Italie, que ce qu'il lisait en ce moment l'y décidait plus que jamais.

Pour comprendre ceci, je dois dire, ce que j'ai toujours négligé de faire, que la campagne d'Italie dictée, les chapitres réglés et finis, l'Empereur s'était montré très incertain sur la manière d'entrer en matière. Il avait varié beaucoup et souvent, tournant autour de trois ou quatre idées qu'il abandonnait et reprenait tour à tour. Quelquefois il voulait commencer par quelques entreprises insignifiantes dont il avait fait partie avant le siège de Toulon ; une expédition manquée sur la Sardaigne, etc. Quelquefois encore il voulait mettre en tête les premiers commencements de notre révolution, l'état de l'Europe et les mouvements de nos armées. Je combattais toujours ces idées ; cela devait le mener trop loin, disais-je. Il avait commencé par me dicter le siège de Toulon, et c'était là, soutenais-je constamment, le véritable point de départ, l'ordre naturel, car ce n'était pas, remarquai-je, une histoire qu'il voulait entreprendre, mais bien ses mémoires particuliers. Or, dans ce bel épisode des siècles, il devait, disais-je, apparaître tout à coup sur la scène et sur le premier plan qu'il était destiné à ne jamais plus quitter. C'était à moi, éditeur, à consacrer dans une introduction de ma façon tous les détails des premières années et des temps antérieurs à celui où lui Napoléon prenait la parole. Il goûta enfin cette idée, l'exposa, la débattit un jour à table, et prononça qu'il s'y arrêterait. Voilà l'historique de la forme des campagnes d'Italie, et ce à quoi l'Empereur faisait allusion plus haut.

À trois heures, le gouverneur et le nouvel amiral sir Pulteney Malcolm ont été introduits chez l'Empereur, qui, bien qu'il fût souffrant, a été néanmoins très gracieux et fort causant.

Avant et après le dîner, l'Empereur a parcouru l'ouvrage d'un ancien aide de camp du vice-roi sur la campagne de Russie. On le lui avait dit affreux. L'Empereur s'est tellement habitué aux libelles et aux pamphlets que les déclamations ne lui font plus rien. Il ne voit plus dans ces ouvrages que les faits ; et, sous ce point, il ne trouvait pas celui-ci si mauvais qu'on le lui avait dit : « Un historien y prendrait de bonnes choses, disait-il, des faits, et négligerait les déclamations, qui ne sont faites que pour les sots. Or, ici l'auteur prouve que les Russes eux-mêmes ont brûlé Moscou, Smolensk, etc... que nous avons été victorieux dans toutes les affaires. Les faits, dans cet ouvrage, remarquait alors l'Empereur, ont été évidemment rédigés pour être publiés sous mon règne au temps de ma puissance. Les déclamations ont été intercalées depuis ma chute.

« Quant aux désastres de la retraite, je ne lui ai laissé rien à dire non plus qu'aux autres libellistes, mon vingt-neuvième bulletin a été leur désespoir. Ils ont été, dans leur rage, jusqu'à me reprocher d'avoir exagéré. Ils étaient furieux ; je les privais aussi d'un beau sujet ; je leur avais enlevé leur proie. »

Après la citation de cet auteur et de plusieurs autres Français, tous dénaturant nos victoires et déclamant contre nous-mêmes, il n'a pu s'empêcher de remarquer qu'il était sans exemple de voir une nation s'acharner ainsi à ruiner sa propre gloire, de voir s'élever de son propre sein les mains occupées à flétrir et à détruire ses trophées. « Mais du milieu d'elle s'élèveront indubitablement aussi, disait-il, des vengeurs. Les temps à venir noteront d'infamie le délire d'aujourd'hui. » Et il s'écriait : « Se peut-il bien que ce soient des Français qui parlent, qui écrivent ainsi ? N'ont-ils donc ni cœur ni entrailles pour la patrie ? Non, ils ne sont point Français ; ils parlent notre langue peut-être, ils sont nés sur le même sol que nous ; mais ils n'ont ni notre cœur ni nos sentiments. Ils ne sont point Français ! »

Paroles prophétiques, etc. – Lord Holland, etc., princesse Charlotte de Galles – Conversation particulière et personnelle inappréciable pour moi.

Vendredi 21.

L'Empereur marchait dans le jardin ; nous étions tous autour de lui. La conversation est tombée sur la possibilité de se trouver un jour en Europe, de revoir la France. « Mes chers amis, nous a-t-il dit avec un véritable sentiment, avec une expression impossible à rendre, vous autres vous la reverrez ! – Non pas sans vous ! » nous sommes-nous écriés tous. Cela a conduit à analyser de nouveau les chances probables de sortir de Sainte-Hélène, et toutes venaient se perdre dans l'obligation et la nécessité de convenir que ce ne pouvait être qu'avec l'intermédiaire des Anglais. Et l'Empereur ne voyait pas trop comment cela pourrait arriver. « L'impression est faite, disait-il, elle est trop profonde, ils me craindront toujours. M. Pitt le leur a dit : il n'y a point de salut pour vous avec un homme qui a toute une invasion dans sa seule tête. – Mais, reprenait quelqu'un, s'il venait à se trouver pourtant de nouveaux intérêts ; s'il

arrivait un ministère vraiment libéral et constitutionnel, n'aurait-il donc aucun avantage à fixer par vous, Sire, les principes libéraux en France, et à les propager par là sur tout le continent ? – À la bonne heure, disait l'Empereur, je conçois ceci. – Ce ministère, continuait-on, n'aurait-il donc aucune garantie dans ces principes libéraux mêmes, et dans vos propres intérêts ? – J'en conviens encore, disait l'Empereur, Lord Holland, ministre, m'écrivant à Paris : Si vous faites cela, je serai renversé ; ou la princesse Charlotte de Galles qui m'eût tiré d'ici, me faisant dire à Paris : Si vous agissez ainsi, je deviendrai l'horreur, j'aurai été le fléau de ma nation, seraient des paroles qui m'arrêteraient court et m'enchaîneraient plus que des armées, etc., etc.

« Et puis, au fait, qu'aurait-on à craindre ! Que je fisse la guerre ? je suis trop vieux. Que je courusse encore après la gloire ? je m'en suis gorgé, j'en avais fait litière, et, pour le dire en passant, c'était une chose que j'avais rendue désormais tout à la fois bien commune et bien difficile. Que je commençasse des conquêtes ? je n'en fis pas par manie, elles étaient le résultat d'un grand plan, je dirais bien plus, de la nécessité : elles furent raisonnables dans leur temps ; aujourd'hui elles seraient impossibles ; elles étaient exécutables alors, il serait insensé d'en avoir l'intention à présent ; et puis, les bouleversements et les malheurs de la pauvre France ont désormais enfanté assez de difficultés ; il y aurait assez de gloire à la déblayer, pour n'avoir pas à en rechercher d'autre. »

Deux de ces messieurs avaient été à la ville voir les nouveaux arrivants et courir après les nouvelles. Leur retour et leur récit ont fait au jardin, quelques instants, l'occupation de l'Empereur. Il est rentré sur les six heures dans son cabinet, où il m'a dit de le suivre ; bientôt après, le hasard a amené une très longue conversation d'un intérêt et d'un prix inexprimables pour moi. Bien que le sujet m'en soit purement et exclusivement personnel, je n'ai garde de le passer sous silence : les traits caractéristiques relatifs à Napoléon, lesquels s'y rencontrent à chaque instant, seraient mon excuse si j'en avais besoin.

Les nouveaux venus sur *le Newcastle* avaient encore parlé beaucoup de mon Atlas historique, ce qui porta l'Empereur à remarquer de nouveau qu'il était inouï le bien que m'avait fait cet ouvrage, et qu'il était inouï aussi qu'il n'en eût pas eu une exacte connaissance !

« Comment ne s'est-il donc trouvé, me disait-il, aucun de vos amis qui m'en ait donné une idée juste ? Je ne l'ai bien vu qu'à bord du *Northumberland*, et il est connu de toute la terre. Comment n'avez-vous pas demandé à m'en entretenir vous-même ? je vous eusse apprécié, je vous eusse fait une tout autre fortune. J'en avais une idée tellement confuse et tellement subalterne, que peut-être vous était-elle défavorable. Voilà les souverains et leur malheur ; car personne n'avait plus de bonne volonté sans doute que moi. Ceux qui étaient déjà fixés autour de ma personne eussent pu tout, auprès de moi, pour une chose comme la vôtre, parce que c'était un fait que je pouvais juger moi-même, et que je ne demandais pas mieux. À présent que je connais vos cartes, que j'ai une idée juste du classement inappréciable qu'elles présentent, de l'impression ineffaçable qu'elles doivent inculquer aux enfants, quant aux temps, aux distances, aux embranchements, j'aurais voulu créer une espèce d'*École normale* pour cet objet ou en assurer du moins l'enseignement uniforme. Votre ouvrage, ou certaines parties, *eussent inondé les lycées* ; je lui aurais donné une bien autre célébrité. Je vous le répète, pourquoi ne me l'avez-vous pas fait connaître ? C'est un secret fâcheux à confesser ; mais il faut le dire mon cher, un peu d'intrigue est indispensable auprès des souverains ; la modestie est presque toujours perdue. Se peut-il que Clarke, Decrès, Montalivet, M. de Montesquiou, ne m'en aient pas parlé d'après vos suggestions, même Barbier, mon bibliothécaire ? car c'est encore une autre vérité à confesser, qu'on réussit quelquefois mieux par la porte du valet de chambre qu'autrement. Comment madame de S..., votre amie, ne m'en parlait-elle pas ? Nous avons été si souvent, dans le principe, en voiture ensemble ; elle eût pu faire alors de vous ce qu'elle eût voulu, en vous peignant à moi ce que vous êtes. — Oui, Sire, répondais-je... mais alors je... — Je vous entends, alors vous ne le cherchiez pas peut-être ? — Sire, mon heure n'était pas encore venue. » Alors a suivi une explication très prolongée sur la manière dont j'étais arrivé auprès de l'Empereur ; les missions qu'il m'avait données, l'opinion qu'il avait prise ; les traits dont, suivant sa coutume, il m'avait frappé à demeure dans son esprit. Je demeurais debout, près de la table de travail, dans la seconde pièce ; l'Empereur allait et venait de toute la longueur des deux chambres ; le sujet était des plus précieux pour moi ; et pour bien comprendre mes sensations présentes, il faudrait se reporter à la toute-puissance de Napoléon, à ce temps où, bien que près de lui,

personne n'eût osé espérer connaître le fond de sa pensée sur soi, ni supposer qu'on eût jamais la possibilité de s'en entretenir contradictoirement et confidentiellement avec lui : le bonheur d'une telle circonstance m'eût paru alors un rêve ; aujourd'hui ce me semblait une véritable conversation aux Champs-Élysées. « Je n'avais nulle idée juste de vous, disait-il, je n'avais aucune connaissance exacte de ce qui vous concernait. Vous n'avez eu auprès de moi aucun ami pour vous faire apprêter ; vous l'avez négligé vous-même. Quelques-uns de ceux sur qui vous auriez pu compter vous ont même desservi. Je ne connaissais pas votre ouvrage ; cela eût fait beaucoup. J'ignorais que vous eussiez été à l'École militaire de Paris comme moi ; c'eût été encore un titre à mon attention.

« Vous avez été émigré, vous n'auriez jamais eu mon entière confiance ; je savais que vous aviez été très attaché aux Bourbons, vous n'auriez jamais été dans les grands secrets. – Mais, Sire, Votre Majesté m'avait admis auprès de sa personne, elle m'avait fait entrer dans son Conseil d'État, elle m'avait donné des missions. – C'est que je m'étais fait de vous l'idée d'un honnête homme, je ne suis pas défiant non plus : sans savoir pourquoi, je vous regardais comme très pur en fait d'argent. Si vous étiez venu me dire un mot lors de votre affaire de licences, je vous eusse donné raison à l'instant ; mais, je le répète, je ne vous eusse mis dans aucune affaire politique. – Quel danger, Sire, n'ai-je donc pas couru quand, à Paris et en Hollande, les Anglais situés vis-à-vis de nous comme nous le sommes aujourd'hui à Sainte-Hélène vis-à-vis d'eux, je n'hésitai pas, vu mes anciens rapports, et en dépit de vos règlements, de faire passer leurs lettres quand je les avais lues, et qu'elles ne me présentaient aucun inconvénient ! De quel danger, d'après vos idées, n'eût pas été pour moi une dénonciation du ministre de la police à ce sujet ! et pourtant je ne croyais en cela que faire un usage naturel et discrétionnaire des dignités auxquelles m'avait élevé Votre Majesté, de la confiance qu'elle m'avait accordée. J'étais si fort dans ma conscience, si droit dans mes intentions, que je me croyais au-dessus de ces lois, je ne les croyais pas faites pour moi. – Eh bien ! je l'eusse compris, je l'aurais même cru, disait l'Empereur, si vous vous étiez exprimé ainsi ; car personne au monde n'entendait plus facilement raison que moi, et c'est précisément de la sorte que j'aurais voulu être servi ; et pourtant il est certain que vous eussiez été perdu, parce que tout eût parlé

contre vous. Voilà la fatalité des circonstances et l'un des malheurs de ma situation. De plus, quand j'avais pris un préjugé, il me demeurait : c'était encore le malheur de ma place et de mes circonstances ; pouvais-je faire autrement ? avais-je du temps pour des explications ? Je ne pouvais agir qu'avec des sommaires et des extraits ; j'étais bien sûr que je pouvais me tromper souvent ; mais comment faire ? En est-il beaucoup qui aient mieux fait que moi ?

« — Sire, continuais-je, j'éprouvais un chagrin secret : Votre Majesté ne me disait jamais rien à ses cercles ni à ses levers, elle me passait toujours, et pourtant ne manquait jamais de parler de moi à ma femme quand j'étais absent. J'en étais à douter quelquefois que je fusse bien connu de vous, ou à craindre, surtout dans les derniers temps, que Votre Majesté n'eût quelque chose contre moi. — En aucune manière, cela, disait-il ; si je parlais de vous absent, c'est que j'avais pour principe de parler toujours aux femmes de leurs maris en mission. Si je vous passais présent, c'est que je ne faisais pas assez de cas de vous. Il en était ainsi d'une foule d'autres ; vous étiez pour moi dans la masse, vous étiez placé dans mon esprit d'une façon tout à fait banale. Vous m'approchiez, et vous n'aviez pas su en tirer parti ; vous aviez eu des missions, vous n'aviez pas su les faire valoir au retour : c'est un grand tort sur le terrain de la cour que de ne pas savoir se mettre en avant ; vous étiez pour moi sans couleur. Je me rappelle même à présent que j'ai voulu parfois avoir recours à vous. Celui du ministère duquel vous dépendiez en quelque sorte, que vous dites votre ami, qui eût pu vous servir, vous a éloigné ; il m'a maintenu dans mes idées sur votre compte : lui vous connaissait bien, peut-être vous a-t-il craint : on savait que j'allais vite en besogne. — Sire, disais-je à tout cela, ma situation était d'autant plus pénible, que dans le monde on ne cessait de m'entretenir de la bienveillance de Votre Majesté, et de me prédire une grande fortune. On me nommait à chaque instant à toutes sortes de places : c'était la préfecture maritime de Brest, celle de Toulon, d'Anvers, le ministère de l'intérieur, celui de la marine ; une place importante dans l'éducation du roi de Rome, etc., etc., — Eh bien ! a repris l'Empereur, vous me le rappelez, il y avait quelque fondement dans une partie de ce que vous venez de dire là ; vous étiez en effet dans ma pensée pour quelque chose auprès du roi de Rome, et je vous avais destiné, à votre retour de Hollande, à la préfecture maritime de

Toulon, ce qui, pour moi, à cette époque, était une espèce de ministère : il y avait vingt-cinq vaisseaux de ligne en rade, et je voulais les accroître encore. Eh bien ! c'est votre ami le ministre qui m'en a détourné : vous étiez de la vieille marine, disait-il ; vos préjugés et ceux de la nouvelle devaient vous rendre incompatibles l'un à l'autre. Cela me parut péremptoire, et je n'y pensai plus ; cependant, tel que je vous connais aujourd'hui, vous étiez l'homme qu'il m'eût fallu.

« Je crois bien, en effet, avoir eu encore pour vous d'autres idées ; mais vous avez tout perdu vous-même, je le répète : vous vous êtes refusé, quand il eût fallu assaillir. Mon cher, faut-il le dire, avec la meilleure volonté de ma part, mes nominations aux emplois tenaient beaucoup de la loterie. Une idée me venait, je destinais ; mais si l'application n'était pas immédiate, cela me passait : j'avais tant à faire ! Survenait un tiers plus heureux, et il était nanti. Mais reprenez. – Sire, continuais-je, moi qui ne savais pas un mot de vos bonnes intentions, j'étais dans une situation véritablement ridicule au milieu des félicitations nombreuses que je recevais. Je tâchais de m'en tirer le moins gauchement possible ; mais plus je faisais d'efforts dans ce sens, plus on l'attribuait à ma modestie. Je n'avais demandé qu'une chose à Votre Majesté, maître des requêtes : elle me l'accorda aussitôt. Clarke, à ce sujet, me reprochait de m'être abaissé. Il fallait demander, me disait-il, à être conseiller d'État ; vous l'eussiez été tout de même. – Non, répondait l'Empereur, je ne vous connaissais pas assez, j'eusse pris cela pour une ambition absurde. – Sire, disais-je, j'avais eu le tact de juger votre opinion. – Eh bien ! avec cela, continuait l'Empereur, c'est bizarre sans doute, mais Clarke a peut-être eu raison ; la demande de simple maître des requêtes a pu vous rabaisser dans ma pensée, c'est-à-dire vous maintenir sur la ligne où je vous avais fixé ; j'étais bien aise de voir mes chambellans faire quelque chose, mais maître des requêtes était bien peu. Cependant c'est singulier, continuait-il, comme la mémoire revient, à présent que je m'y arrête. Vous aviez des choses isolées qui m'ont passé rapidement sans qu'on me les rappelât ; si elles eussent été réunies et bien présentées, elles eussent dû me donner de vous une tout autre idée. Vous fûtes faire la campagne de Flessingue comme volontaire. Je le sus, et ce qui n'eût été rien dans tout autre, me frappa dans un émigré qui quittait son ménage et n'était pas sans fortune. – Sire, j'en reçus la plus douce récompense au retour,

Votre Majesté m'en parla. — Vous voyez bien, me dit-il ; mais vous avez laissé noyer cela dans le fleuve d'oubli. Vous m'avez écrit plusieurs fois ; tout cela me revient à présent peu à peu. Vous m'avez présenté des combinaisons sur la mer Adriatique qui m'ont séduit ; il s'agissait de maîtriser cette mer, et d'y fonder une flotte à bas prix, à l'aide des immenses forêts de la Croatie. J'envoyai le tout au ministre, qui ne m'en a jamais parlé. Vous m'avez encore envoyé d'autres choses ? — Sire, peut-être des idées sur le système de guerre maritime à adopter contre l'Angleterre, accompagnées d'une carte géographique à l'appui. — Oui ; je m'en souviens, et la carte a demeuré plusieurs jours sur mon bureau dans mon cabinet ; je vous ai même fait demander, mais vous étiez en mission. — Sire, à peu près dans le même temps, j'eus l'honneur de vous adresser un projet pour transformer le Champ de Mars en une naumachie qui eût servi d'ornement au palais du roi de Rome. Je le creusais assez pour recevoir de petites corvettes qui eussent été construites, équipées, montées, manœuvrées par l'école de marine, que j'établissais à l'École Militaire. Tous les princes de la maison impériale eussent été contraints d'en faire partie deux ans, quelle qu'eût été d'ailleurs leur destination ultérieure. Votre Majesté eût porté tous les grands de l'empire à en faire autant de quelques-uns de leurs enfants. Je ne doutais pas que ces circonstances réunies et le spectacle offert à la capitale n'eussent été des moyens infaillibles de rendre la marine tout à fait populaire et nationale en France. — Eh bien ! je n'ai pas eu connaissance de cela, disait l'Empereur, sous la pensée duquel tout se magnifiait immédiatement. Cette idée m'eût plu, je l'eusse fait examiner ; elle pouvait avoir en effet d'immenses résultats. De là il n'y avait plus qu'un pas à vouloir rendre la Seine navigable ou à tirer un canal de Paris à la mer ; et qu'est-ce que cela eût eu de trop gigantesque ? Les Romains autrefois et les Chinois aujourd'hui ont fait davantage ; ce n'eût été qu'un jeu pour l'armée en temps de paix. J'ai eu bien des projets de la sorte ; mais nos ennemis m'ont enchaîné à la guerre. De quelle gloire ils m'ont privé !... Allons, continuez. — Sire, je dois encore avoir fait mettre sous vos yeux des idées sur le complément des écoles de marine. — Les ai-je adoptées dans les écoles que j'ai formées ? disait l'Empereur ; étiez-vous dans mon sens ? — Sire, vos écoles étaient arrêtées, je n'en proposais que le complément. — À présent, je crois me rappeler un peu ; n'y avait-il pas quelque chose de trop démocratique ? — Non, Sire, je parlais du principe

que Votre Majesté avait pourvu au concours exclusif de la classe intermédiaire, et je proposais d'y adjoindre au-dessous toutes les chances que pouvait présenter le concours des matelots, et de placer au-dessus celles que pouvait présenter le concours des grands de votre cour. — Oui, je me rappelle, disait l'Empereur, qu'il y avait des idées neuves et singulières qui attirèrent mon attention. J'envoyai encore le tout au ministre, qui l'a gardé pour lui ou l'a tourné en ridicule. Il me revient encore que, dans votre mission en Hollande, dont je me faisais présenter la correspondance, je trouvai l'idée de faire déboucher nos flottilles, de la mer d'Allemagne dans la mer Baltique, à l'aide des canaux qui unissent l'Elbe, l'Oder et la Vistule. Cette idée me frappa, elle était dans mon genre. Aussi, à votre retour, en vous revoyant au lever, je dois vous avoir mis sur la voie ; mais vous ne comprîtes pas mes questions, ou vos réponses furent insignifiantes, non positives. J'en conclus que vous aviez eu peut-être un faiseur, et je passai à votre voisin. Il en était ainsi avec moi ; mais, je le répète, je n'avais pas le temps de faire autrement.

« Quand je me rappelle à présent tout cela, j'y trouve pour vous tant de motifs d'attention de ma part que je m'en étonne, et me dis qu'il faut que vous ayez admirablement manœuvré pour vous y refuser ; il faut que vous ne l'ayez pas voulu. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que ce n'est qu'en cet instant que tout cela me revient, et que, lors de notre départ et encore longtemps après, vous ne m'avez jamais représenté, à votre nom et à votre figure près, que quelqu'un de neuf et sur lequel je ne savais rien. Tâchez de comprendre cela, expliquez-le si vous pouvez ; mais c'est pourtant de la sorte.

« Aussi pourquoi n'avez-vous pas mieux employé vos amis ? Pourquoi n'êtes-vous pas venu vous-même à moi ? — Sire, tous ceux qui vous approchaient de fort près ne songeaient guère qu'à eux, leur amitié n'allait pas au-delà de la bienveillance. Parler, demander pour un autre s'appelait user son crédit, et on le réservait tout entier pour soi ; d'ailleurs, une fois moi-même auprès de votre personne, il ne convenait plus que d'autres vous parlasse pour moi que moi-même. Or, Sire, les moments étaient si courts, vos dispositions pour moi si incertaines, il fallait tellement en peu de mots frapper votre esprit, j'étais si peu sûr de me bien faire entendre, je craignais tant de laisser une impression défavorable, de me perdre tout à fait, que je

préfèrais m'en abstenir ; car ce n'était pas tout que d'avoir de l'intrigue, encore fallait-il qu'elle portât son résultat. – Eh bien, disait l'Empereur, vous avez peut-être tout aussi bien fait ; vous avez jugé la chose à merveille : avec ce que je connais de vous à présent, votre réserve, votre timidité, vous vous seriez peut-être en effet perdu. Je me rappelle aussi, car tout me revient à présent peu à peu, une circonstance qui vous a peut-être été défavorable. M. de Montesquiou, en vous proposant pour chambellan, vous donna une très grande fortune. Bientôt après, je sus le contraire, non que cela dût vous faire tort, ni qu'il y eût rien de personnel contre vous ; mais d'autres qui auraient voulu être chambellans se récrièrent sur ce qu'on ne les avait pas préférés pour leur grande fortune, ou bien encore vous citaient, si on leur objectait qu'ils n'en avaient pas assez. C'est ainsi que cela se passe à la cour.

« – Mais c'est donc à dire, continuais-je, Sire, qu'avec mon caractère, j'étais destiné à n'être jamais connu de Votre Majesté ? – Si fait, disait l'Empereur, et c'était à peu près obtenu. Ne vous avais-je pas renommé chambellan à mon retour ? Le nombre en fut très petit : ne fûtes-vous pas immédiatement conseiller d'État ? C'est que vous étiez de l'ancienne aristocratie ; vous aviez été émigré, et vous aviez résisté à une grande épreuve, à celle des Bourbons ; ce devenait un titre immense à mes yeux. De plus, bien des voix à présent vantaient votre conduite : tôt ou tard nous nous serions connus à fond, etc., etc. »

Arrivée de la bibliothèque – Témoignage d'Horneman en faveur du général Bonaparte.

Samedi 22.

Le temps était fort mauvais. Sur les trois heures, l'Empereur m'a fait appeler ; il était dans le cabinet topographique, entouré de tous, occupés à déballer des caisses de livres arrivés par le *Newcastle*. L'Empereur y mettait la main avec une espèce de joie. Les hommes se modèlent à leurs circonstances ; leurs jouissances se façonnent à leurs peines. En voyant la collection des *Moniteurs* tant attendue, l'Empereur a ressenti un plaisir extrême ; il s'en est saisi, et ne l'a plus quittée le reste du jour.

Après dîner, l'Empereur s'est mis à parcourir les relations des voyages en Afrique de Park et d'Horneman, dont il suivait les traces sur mon Atlas. Horneman et la société africaine de Londres s'étendaient, dans cette relation, sur les services, la générosité du général en chef de l'armée d'Égypte (Bonaparte), qui s'était empressé d'aider à leurs découvertes, etc., etc... Les expressions polies et agréables employées à ce sujet étonnaient et réjouissaient l'Empereur, qui depuis longtemps n'est plus habitué à lire son nom, qu'il retrouve cependant partout, qu'entouré d'épithètes toujours outrageantes.

Sur la mémoire – Commerce – Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique.

Dimanche 23.

L'Empereur, dans la première jouissance de ses nouveaux livres, avait passé toute la nuit à lire et à dicter des notes à Marchand ; il était fort fatigué ; ma visite lui a donné du repos. Il a fait sa toilette, et nous avons été nous promener dans le jardin.

Pendant le dîner, l'Empereur parlait des immenses lectures de sa jeunesse. Tous les livres qu'il vient de parcourir relatifs à l'Égypte lui font voir qu'il n'avait rien oublié de ce qu'il avait lu ; il n'avait rien ou presque rien à corriger de ce qu'il avait dicté sur l'Égypte. Il y avait ajouté bien des choses qu'il n'avait pas lues, mais qu'il se trouve, par ces livres, avoir devinées juste.

On a parlé de la mémoire. Il disait qu'une tête sans mémoire est une place sans garnison. La sienne était heureuse ; elle n'était point générale, absolue, mais relative, fidèle, et seulement pour ce qui lui était nécessaire. Quelqu'un ayant dit que sa mémoire, à lui, tenait de sa vue, qu'elle devenait confuse par l'éloignement des lieux et des objets, à mesure qu'il changeait de place, l'Empereur a repris que, pour lui, la sienne tenait du cœur, qu'elle conservait le souvenir fidèle de tout ce qui lui avait été cher.

À propos de bonne mémoire et de tendres ressouvenirs, je dois placer ici un mot de l'Empereur qui m'a échappé dans le temps. Racontant un jour à table une de ses affaires en Égypte, il nommait numéro par numéro les huit ou dix demi-brigades qui en faisaient partie ; sur quoi madame Bertrand ne

put s'empêcher de l'interrompre, demandant comment il était possible, après tant de temps, de se rappeler ainsi tous ces numéros : « Madame, le souvenir d'un amant pour ses anciennes maîtresses, » fut la vive réplique de Napoléon.

Après dîner, l'Empereur s'est fait apporter son Atlas, voulant y vérifier le résumé de tout ce qu'il venait de parcourir dans ses livres sur l'Afrique, et il s'est étonné de l'y retrouver si fidèlement.

Il est passé de là au commerce, à ses principes, aux systèmes qu'il a enfantés. L'Empereur a combattu les économistes, dont les principes pouvaient être vrais dans leur énoncé, mais devenaient vicieux dans leur application. La combinaison politique des divers États, continuait-il, rendait ces principes fautifs ; les localités particulières demandaient à chaque instant des déviations de leur grande uniformité. Les douanes, que les économistes blâmaient, ne devaient point être un objet de fisc, il est vrai, mais elles devaient être la garantie et les soutiens d'un peuple ; elles devaient suivre la nature et l'objet du commerce. La Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne devait connaître ni entraves ni barrière. La France, au contraire, riche en productions, en industrie de toute sorte, devait sans cesse être en garde contre les importations d'une rivale qui lui demeurerait encore supérieure ; elle devait l'être contre l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence des purs commissionnaires.

« Je n'ai garde, disait l'Empereur, de tomber dans la faute des hommes à systèmes modernes ; de me croire, par moi seul et par mes idées, la sagesse des nations. La vraie sagesse des nations, c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes : ils nous vantent sans cesse la prospérité de l'Angleterre, et nous la montrent constamment pour modèle. Mais c'est elle dont le système des douanes est le plus lourd, le plus absolu ; et ils déclament sans cesse contre les douanes ; ils voudraient nous les interdire. Ils proscrivent aussi les prohibitions ; et l'Angleterre est le pays qui donne l'exemple des prohibitions ; et elles sont en effet nécessaires pour certains objets ; elles ne sauraient être suppléées par la force des droits : la contrebande et la fantaisie feraient manquer le but du législateur. Nous demeurons encore en France bien arriérés sur ces matières délicates : elles sont encore étrangères ou confuses pour la masse de la société. Cependant

quel pas n'avions-nous pas fait, quelle rectitude d'idées n'avait pas répandue la seule classification graduelle que j'avais consacrée de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ! objets si distincts et d'une graduation si réelle et si grande !

« 1° *L'agriculture* : l'âme, la base première de l'empire ;

« 2° *L'industrie* : l'aisance, le bonheur de la population ;

« 3° *Le commerce extérieur* : la surabondance, le bon emploi des deux autres.

« L'agriculture n'a cessé de gagner durant tout le cours de la révolution. Les étrangers la croyaient perdue chez nous. En 1814, les Anglais ont été pourtant contraints de confesser qu'ils avaient peu ou point à nous montrer.

« L'industrie ou les manufactures, et le commerce intérieur ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe.

« Le commerce extérieur, infiniment au-dessous dans ses résultats aux deux autres, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les deux autres ; les deux autres ne sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergents, souvent opposés. Je les ai constamment servis dans leur rang naturel, mais n'ai jamais pu ni dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'ils me doivent tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais que j'avais ménagé. Nous avons à présent le secret du traité de commerce de 1783. La France crie encore contre son auteur ; mais les Anglais l'avaient exigé sous peine de recommencer la guerre. Ils voulurent m'en faire autant après le traité d'Amiens ; mais j'étais puissant et haut de cent coudées. Je répondis qu'ils seraient maîtres des hauteurs de Montmartre, que je m'y refuserais encore ; et ces paroles remplirent l'Europe.

« Ils en imposeront un aujourd'hui, à moins que la clameur publique, toute la masse de la nation, ne les forcent à reculer ; et ce servage en effet serait une infamie de plus aux yeux de cette même nation, qui commence à posséder aujourd'hui de vraies lumières sur ses intérêts.

« Quand je pris le gouvernement, les Américains, qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient les matières brutes, et avaient l'impertinence de repartir à vide pour aller se remplir à Londres des manufactures anglaises. Ils avaient la seconde impertinence de nous faire leurs paiements, s'ils en avaient à faire, sur Londres, de là les grands profits des manufacturiers et des commissionnaires anglais, entièrement à notre détriment. J'exigeai qu'aucun Américain ne pût importer aucune valeur, sans exporter aussitôt son exact équivalent ; on jeta les hauts cris parmi nous, j'avais tout perdu, disait-on. Qu'arriva-t-il néanmoins ? C'est que mes ports fermés, en dépit même des Anglais qui donnaient la loi sur les mers, les Américains revinrent se soumettre à mes ordonnances. Que n'eussé-je donc pas obtenu dans une meilleure situation !

« C'est ainsi que j'avais naturalisé au milieu de nous les manufactures de coton, qui comportent :

« 1° *Du coton filé*. Nous ne le filions pas ; les Anglais le fournissaient même comme une espèce de faveur.

« 2° *Le tissu*. Nous ne le faisions point encore ; il nous venait de l'étranger.

« 3° Enfin *l'impression*. C'était notre seul travail. Je voulus acquérir les deux premières branches ; je proposai au Conseil d'État d'en prohiber l'importation ; on y pâlit. Je fis venir Oberkampf ; je causai longtemps avec lui ; j'en obtins que cela occasionnerait une secousse sans doute ; mais qu'au bout d'un an ou deux de constance, ce serait une conquête dont nous recueillerions d'immenses avantages. Alors je lançai mon décret en dépit de tous : ce fut un vrai coup d'État.

« Je me contentai d'abord de prohiber le tissu ; j'arrivai enfin au coton filé, et nous possédons aujourd'hui les trois branches, à l'avantage immense de notre population, au détriment et à la douleur insigne des Anglais : ce qui prouve qu'en administration comme à la guerre, pour réussir il faut souvent mettre du caractère. Si j'avais pu réussir à faire filer le lin comme le coton (et j'avais offert un million pour prix de l'invention, que j'aurais obtenue indubitablement sans nos malheureuses circonstances^[1], j'en serais venu à prohiber le coton, si je n'eusse pu le naturaliser sur le continent.

« Je ne m'occupais pas moins d'encourager les soies. Comme Empereur et Roi d'Italie, je comptais cent vingt millions de rente en récolte de soie.

« Le système des licences était vicieux sans doute : Dieu me garde de l'avoir posé comme principe ! Il était de l'invention des Anglais ; pour moi, ce n'était qu'une ressource du moment. Le système continental lui-même, dans son étendue et sa rigueur, n'était, dans mes opinions, qu'une mesure de guerre et de circonstance.

« La souffrance et l'anéantissement du commerce extérieur, sous mon règne, étaient dans la force des choses, dans les accidents du temps. Un moment de paix l'eût ramené aussitôt à son niveau naturel. »

Artillerie – Son usage – Ses vices – Anciennes écoles.

Lundi 24.

L'Empereur avait passé les vingt-quatre heures entières, disait-il, dans ses *Moniteurs* sur la Constituante. Il s'en était amusé comme d'un roman. Il y voyait, remarquait-il, poindre les hommes qui ont plus tard joué un si grand rôle. Toutefois il avouait qu'il était nécessaire d'avoir une idée des ressorts extérieurs ; autrement, ce qu'on lisait sur cette assemblée perdait beaucoup de son intérêt, de sa couleur, demeurerait souvent même inintelligible. L'esprit des premiers moments, les premiers intérêts de la révolution demeuraient entièrement souterrains, etc.

Après dîner, l'Empereur a beaucoup parlé sur l'artillerie. Il eût désiré plus d'uniformité dans les pièces, moins de subdivision. Le général était souvent hors d'état de juger leur meilleur emploi, et rien ne pouvait être supérieur aux avantages de l'uniformité dans tous les instruments et tous les accessoires.

L'Empereur se plaignait qu'en général l'artillerie ne tirait pas assez dans une bataille. Le principe à la guerre était qu'on ne devait pas manquer de munitions : quand elles étaient rares, c'était l'exception ; hors de cela, il fallait toujours tirer. Lui qui avait souvent manqué périr par des boulets perdus, qui savait de quelle importance c'eût été pour le sort de la bataille et de la campagne, il était d'avis de tirer sans cesse sans calculer les dépenses

des boulets. Bien plus, s'il eût voulu, disait-il, fuir le poste du danger, il se serait mis à trois cents toises plutôt qu'à huit cents : à la première distance, les boulets passent souvent sur la tête ; à la seconde, il faut que tous tombent quelque part.

Il disait qu'on ne pouvait jamais faire tirer les artilleurs sur les masses d'infanterie, quand ils se trouvaient attaqués eux-mêmes par une batterie opposée. C'était lâcheté naturelle, disait-il gaiement, violent instinct de sa propre conservation. Un artilleur parmi nous se récriait contre une telle assertion. « C'est pourtant cela, continuait l'Empereur, vous vous mettez aussitôt en garde contre qui vous attaque ; vous cherchez à le détruire, pour qu'il ne vous détruise pas. Vous cessez souvent votre feu, pour qu'il vous laisse tranquille et qu'il retourne aux masses d'infanterie, qui sont pour la bataille d'un bien autre intérêt, etc. »

L'Empereur revenait souvent sur le corps de l'artillerie au temps de son enfance : c'était le meilleur, le mieux composé de l'Europe, disait-il ; c'était un service tout de famille, des chefs entièrement paternels, les plus braves, les plus dignes gens du monde, purs comme de l'or ; trop vieux, parce que la paix avait été longue. Les jeunes gens en riaient parce que le sarcasme et l'ironie étaient la mode du temps ; mais ils les adoraient, et ne faisaient que leur rendre justice.

Napoléon, dans ses dernières volontés, s'est ressouvenu de ce sentiment, et l'a consacré par un legs en faveur des enfants ou des petits-enfants du baron Dutheil, son ancien chef d'artillerie : « Comme soude reconnaissance, est-il écrit de sa main, pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres. »

Nous avons reçu le troisième et dernier envoi des livres apportés par la frégate. L'Empereur s'est beaucoup fatigué en travaillant lui-même au déballage.

Sur les trois heures, l'Empereur a reçu plusieurs présentations, entre autres l'amiral et sa femme. Il s'est trouvé souffrant, et a dîné dans son intérieur avec le grand maréchal.

Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des campagnes d'Italie – Idées de
l'Empereur sur le général Drouot – Sur la bataille d'Hohenlinden.

Mercredi 26.

L'Empereur m'a fait venir avec mon fils, et nous a assigné notre travail dans les *Moniteurs* pour l'accomplissement et la vérification des chapitres de notre campagne d'Italie.

L'Empereur, bien qu'il en eût dit précédemment, n'avait pourtant pas repris son travail, et je me réjouis fort d'une circonstance qui semblait devoir provoquer enfin une ferveur nouvelle.

Il s'agissait de recueillir dans *le Moniteur* tous les rapports, les lettres officielles, de manière à en composer les pièces justificatives. L'Empereur voulait qu'elles fussent classées, et que nous en évaluassions l'étendue, afin qu'il pût calculer d'un trait de plume celle de l'impression, ajoutant de nouveau que tous ces soins étaient désormais les miens ; que je ne travaillais plus là que pour moi. Douces paroles, auxquelles le son de sa voix, l'air de familiarité, toute son expression, donnaient bien plus de prix encore que leur signification !

L'Empereur m'a dit si souvent que cette relation des campagnes d'Italie porterait mon nom, qu'il me la donnait, qu'elle serait mienne, que je puis bien m'abandonner peut-être au rêve de leur impression future, et tracer ici déjà mes idées à cet égard, afin que mon fils, les recueillant, puisse les suivre, si cet instant arrivait trop tard pour moi.

L'Empereur me donne là un monument précieux, magnifique, national ; ne le compromettons, ne le dégradons pas. Aussi, point de spéculations à son sujet, nul bénéfice détrimental surtout. Et ce n'est pas assez, encore ; je veux en outre l'entourer de soins et de détails de sentiments qui lui soient tout particuliers.

Ainsi, 1° garder la propriété de l'ouvrage : il formera au plus quatre volumes ;

2° Faire les frais de l'impression, et la soigner soi-même ;

3° Rechercher s'il n'y aurait pas moyen que les cartes fussent faites par des officiers de l'armée d'Italie, l'impression composée et exécutée par des

ouvriers sortis de la même armée, ainsi que le libraire, etc... Ce concours serait heureux, j'y attacherais le plus grand prix ;

4° Comme il n'y a pas un mot dans cette relation qui ne vienne de l'Empereur, que c'est de son entière dictée, ne permettre, sous aucun prétexte, la plus légère altération ni correction, etc., à moins que ce ne fût par quelque note qui en donnât le motif ou l'explication ;

5° Composer son introduction du résumé de tout ce que j'ai recueilli dans mon journal sur les premières années de l'Empereur, antérieures au commencement de sa relation ;

6° Tirer cent exemplaires, sans aucune épargne de frais, et avec tout le luxe possible, pour être vendus, quelle que soit d'ailleurs leur véritable valeur intrinsèque, *mille francs pièce*. On pourra joindre à chacun de ces exemplaires non pas un *fac-simile*, mais quelques lignes de l'écriture véritable de Napoléon dont j'ai une certaine quantité en mes mains ;

7° Garder en réserve une seconde centaine d'exemplaires pareils aux précédents, pour être vendus avec le temps, si les premiers sont épuisés, à *cinq cents francs* ;

8° Après ces deux cents exemplaires, ne plus tirer que sur du papier le plus commun et aux moindres frais possibles, de manière à pouvoir livrer l'ouvrage à un très bas prix. Tout invalide de l'armée d'Italie le recevra gratis, tout soldat blessé ne le paiera que moitié, et tout officier les trois quart ;

9° Traiter avec un libraire anglais, un allemand, un russe, un italien et un espagnol, de manière à leur assurer une traduction antérieure à tous leurs confrères, sans autre rétribution de leur part que l'obligation de prendre cinq cents exemplaires français, ou de s'engager eux-mêmes, s'ils le préféreraient, à répandre les cinq cents premiers exemplaires de leur édition avec le texte français en regard ;

10° Enfin, si le bénéfice de l'ouvrage le permet, imprimer comme complément et suite de l'ouvrage les rôles de l'armée d'Italie, qu'on pourra se procurer sans doute aux archives de la guerre. Si mon fils venait à avoir d'autres idées, ou qu'on lui en procurât de meilleures, il les joindra à celles-ci, ou leur donnera la préférence si elles le méritent.

Un moyen sûr d'en obtenir et de ne pas se tromper à cet égard, serait de s'entourer d'un petit comité de membres de cette armée d'Italie qui eussent le même zèle pour cet ouvrage.

Aujourd'hui à dîner, l'Empereur passait encore en revue ses généraux. Il a fait l'éloge de beaucoup d'entre eux ; la plupart n'existent plus. Il élevait au plus haut point les talents et les facultés du *général Drouot*. Tout est problème dans la vie, disait-il ; ce n'est que par le connu qu'on peut arriver à l'inconnu. Or, il connaissait déjà, remarquait-il, comme certain dans le général Drouot tout ce qui pouvait en faire un grand général. Il avait les raisons suffisantes pour le supposer supérieur à un grand nombre de ses maréchaux. Il n'hésitait pas à le croire capable de commander cent mille hommes. « Et peut-être ne s'en doute-t-il pas, ajoutait-il, ce qui ne serait en lui qu'une qualité de plus. »

Il est revenu sur la bravoure prodigieuse de Murat et de Ney, dont le courage, disait-il, devançait tellement le jugement ! Et voilà l'énigme, concluait-il après quelques développements, de certaines actions dans certaines gens ; l'inégalité entre le caractère et l'esprit : elle explique tout.

La conversation a conduit à la bataille de *Hohenlinden*, si célèbre. « C'était, disait l'Empereur, une de ces grandes actions enfantées par le hasard, obtenues sans combinaisons. Moreau, répétait-il alors, n'avait point de création, il n'était pas assez décidé ; aussi valait-il mieux sur la défensive. Hohenlinden avait été une échauffourée ; l'ennemi avait été frappé au milieu même de ses opérations, et vaincu par des troupes qu'il avait lui-même déjà coupées et qu'il devait détruire. Le mérite en était surtout aux soldats et aux généraux des corps partiels qui s'étaient trouvés le plus en péril et avaient combattu en héros. »

Nous disions à l'Empereur, au sujet de sa campagne d'Italie, des victoires rapides et journalières dont elle avait occupé la renommée, qu'il avait dû avoir bien des jouissances. « Aucune, répliquait-il. – Mais au moins Votre Majesté en a bien procuré au loin ? – Cela se peut ; au loin on ne lisait que le succès, on ignorait la position. Si j'avais eu des jouissances, je me serais reposé ; mais j'avais toujours le péril devant moi ; et la victoire du jour était aussitôt oubliée, pour s'occuper de l'obligation d'en remporter une nouvelle le lendemain, etc. »

Hohenlinden, Moreau me rappellent une opinion bien caractéristique d'un général très distingué (Lamarque). Il avait été attaché à Moreau, s'était trouvé longtemps sous ses ordres, et, cherchant à me faire comprendre la différence du faire de ce général avec celui de Napoléon, il disait : « Si leurs deux armées eussent été en présence et prêtes à combattre, je me serais mis dans les rangs de Moreau, tant il y aurait eu de régularité, de précision, de calcul : il était impossible de lui être supérieur à cet égard, peut-être même de l'égaliser. Mais si les deux armées étaient venues au-devant l'une de l'autre, à la distance de cent lieues, l'Empereur, eût escamoté trois, quatre, cinq fois son adversaire avant que celui-ci eût eu le temps de se reconnaître. »

Les rats, vrai fléau pour nous, etc. – Impostures de lord Castlereagh – Héritières françaises.

Jeudi 27.

Nous avons failli n'avoir point de déjeuner : une irruption de rats qui avaient débouché de plusieurs points dans la cuisine durant la nuit, avait tout enlevé. Nous en sommes littéralement infestés ; ils sont énormes, méchants et très hardis ; il ne leur fallait que fort peu de temps pour percer nos murs et nos planchers. La seule durée de nos repas leur suffisait pour pénétrer dans le salon, où les attirait le voisinage des mets. Il nous est arrivé plus d'une fois d'avoir à leur donner bataille après le dessert ; et un soir, l'Empereur voulant se retirer, celui de nous qui voulut lui donner son chapeau en fit bondir un des plus gros. Nos palefreniers avaient voulu élever des volailles, ils durent y renoncer, parce que les rats les leur dévoreraient toutes. Ils allaient jusqu'à les saisir la nuit, perchées sur les arbres.

Aujourd'hui, l'Empereur traduisant une espèce de revue ou journal dans lequel il se trouvait que lord Castlereagh, dans une grande assemblée publique, avait prononcé que Napoléon, depuis sa chute même, n'avait pas fait difficulté de dire que tant qu'il eût régné il eût continué de faire la guerre à l'Angleterre, n'ayant jamais eu d'autre but que de la détruire, l'Empereur n'a pas pu s'empêcher de se sentir aiguillonné par ces paroles. « Il faut, a-t-il dit avec indignation, que lord Castlereagh soit bien familier

avec le mensonge, et qu'il compte bien sur la bonhomie de ses auditeurs. Serait-il donc possible que leur bon sens leur permît de croire que j'aurais dit une pareille sottise, lors même qu'elle eût été dans ma pensée ?... »

Plus loin se lisait encore que lord Castlereagh avait dit en plein parlement que si l'armée française était si fort attachée à Napoléon, c'est qu'il faisait une espèce de conscription de toutes les héritières de l'empire, et qu'il les distribuait ensuite à ses généraux. « Ici, a repris encore l'Empereur, lord Castlereagh se ment de nouveau à lui-même. Il est venu au milieu de nous ; il a vu nos mœurs, nos lois, la vérité ; il doit être sûr qu'une pareille chose était impossible, tout à fait au-dessus de ma puissance. Pour qui prendrait-il donc notre nation ? Les Français étaient incapables de souffrir jamais une telle tyrannie. Sans doute j'ai fait beaucoup de mariages, et j'eusse voulu en faire des milliers d'autres : c'était un des grands moyens d'amalgamer, de fondre en une seule famille des factions inconciliables. Si j'eusse eu plus de temps à moi, je me serais occupé d'étendre ces unions aux provinces réunies, même à la confédération du Rhin, afin de resserrer davantage ces portions éparses ; mais dans tout cela je n'ai jamais employé que mon influence, jamais mon autorité. Lord Castlereagh n'y regarde pas de si près ; sa politique a besoin de me rendre odieux ; tous les moyens lui sont bons : il ne recule devant aucune calomnie ; il se trouve à son aise pour cela ; je suis dans les fers, il a pris tous les moyens de me tenir la bouche fermée, de me rendre impossible toute réplique, et je suis à mille lieues du théâtre ; il est donc bien posté, rien ne le gêne ; mais certes c'est là le comble de l'impudence, de la bassesse, de la lâcheté ! »

Voici, du reste, un exemple qui peut servir de preuve aux assertions émises plus haut par Napoléon ; j'en tiens le récit de la bouche même du premier intéressé : M. d'Aligre avait une fille, héritière immense : il vint à la pensée de l'Empereur de la marier à M. de Caulincourt, duc de Vicence. L'Empereur l'affectionnait beaucoup, on le regardait comme une espèce de favori ; ses qualités personnelles non moins que ses emplois en faisaient un des premiers personnages de l'empire. L'Empereur n'imaginait donc pas qu'il pût se présenter le moindre obstacle à cette union. Il mande M. d'Aligre, qui venait souvent à la cour, et lui fait sa demande ; mais M. d'Aligre avait d'autres vues, et s'y refusa. Napoléon le retourna de toutes manières ; M. d'Aligre fût inébranlable. En me le racontant, il me laissait

apercevoir qu'il croyait avoir montré beaucoup de courage, et en effet il en avait tout le mérite ; car il pensait, ainsi que nous tous, qu'il était très dangereux de contrarier les volontés de l'Empereur. Il se trompait ainsi que nous ; nous ne le connaissions pas. Je sais aujourd'hui que la justice privée et surtout les droits de famille sont tout-puissants sur lui ; aussi je ne sache pas que M. d'Aligre ait jamais eu à souffrir ou à se plaindre pour son refus.

Détails du gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc. – Anecdote travestie par Goldsmith –
Gaieté.

Vendredi 28, samedi 29.

Le gouverneur était entré chez le grand maréchal, et lui avait fait pressentir vaguement des réductions à Longwood. Il avait naïvement exprimé qu'on avait pensé à Londres que la liberté qui nous avait été offerte de revenir en Europe eût diminué de beaucoup l'entourage de l'Empereur. Il avait dit aussi, sans que le grand maréchal pût bien le comprendre, que si nous avions de la fortune à nous, nous pouvions nous aider de notre argent, et tirer sur nous-mêmes, ainsi que je l'avais déjà fait, faisait-il observer, etc., etc. Il a dit que son gouvernement n'avait entendu donner à l'Empereur qu'une table journalière de quatre personnes au plus, et de ne lui permettre qu'un dîner prié par semaine... Quels détails !... Aurait-il eu la pensée d'insinuer que, quant à nous, nous devons payer pension, et entrer à l'avenir pour quelque chose dans la dépense de la maison ? Qu'on ne le regarde pas comme incroyable ; nous apprenons journellement ici à croire que tout est possible.

Dans un autre moment, l'Empereur, revenant sur une lecture qu'il venait de faire, et où se trouvait l'histoire d'une Irlandaise au sujet de laquelle Goldsmith le maltraitait fort, se rappelait très bien, disait-il, que, se rendant à Bayonne au château de Marrach, à la fête que lui donna la ville de Bordeaux, il vit aux côtés de l'impératrice Joséphine une figure charmante, de la plus grande beauté ; il en fut vivement frappé. On ne fut pas sans s'apercevoir de l'impression qu'elle avait causée. Elle avait été prévue et ménagée à dessein. « Et Dieu sait, dit l'Empereur, pour quelles intentions. C'était une nouvelle lectrice de l'impératrice Joséphine. Cette jeune

personne suivit donc au château de Marrach, et elle n'eût pas manqué de faire de grands progrès. Elle occupait déjà véritablement la pensée, quand celui qui avait le secret des postes vint détruire le charme, en m'envoyant directement une lettre adressée à la jeune personne. Cette lettre était de sa mère ou de sa tante, laquelle était Irlandaise ; on y stylait la petite personne, on lui traçait le rôle qu'elle devait jouer, on lui recommandait de l'adresse, et on insistait surtout pour qu'elle ne manquât pas de se ménager à propos et à tout prix des traces vivantes qui pussent prolonger sa faveur ou lui réserver de grands rapports d'intérêt. À cette lecture, toute illusion s'évanouit, disait l'Empereur ; la saleté de l'intrigue, la turpitude des détails, le style, la main qui l'avait tracé, mais par-dessus tout encore son titre d'étrangère, amenèrent un dégoût immédiat, et la petite et jolie Irlandaise fut en effet, comme le dit Goldsmith, mise dans une chaise de poste et soudainement acheminée vers Paris. Et voilà que j'apprends, nous disait l'Empereur, qu'un libelliste m'en fait un crime, lorsqu'au fait c'était bien plutôt de ma part une vertu, un acte de continence dont je pourrais me vanter à plus juste titre peut-être que le fameux Scipion ; mais c'est ainsi qu'on écrit l'histoire. »

L'Empereur, après le dîner, dans l'embarras de ce que nous lirions, a dit que, puisqu'il était reconnu que nous n'avions pas assez d'esprit pour faire chacun notre conte ou notre histoire, nous devons nous condamner du moins à choisir chacun à notre tour notre lecture du soir ; et il a commencé par indiquer pour son compte le poème de *la Pitié*, de l'abbé Delille. Il a trouvé les vers bien faits, le langage pur, les idées agréables, mais pourtant c'était encore, remarquait-il, sans création et sans chaleur. C'était supérieur de versification à Voltaire, sans doute, mais bien loin encore de nos autres grands maîtres.

Aujourd'hui samedi, l'Empereur a déjeuné dans le jardin, et nous y a fait tous appeler. Après déjeuner, il a fait quelques tours de promenade. Il était en gaieté, il nous plaisantait tour à tour. À l'un, c'était sur la beauté et l'élégance de son logement ; à l'autre, sur les sommes que le gouverneur avait payées pour lui, que la belle layette de son enfant allait grossir encore ; à moi, sur le goût que le gouverneur semblait prendre à mes lettres de change, qui le portait à désirer que les autres en fissent autant. Il riait et s'amusait beaucoup de nos récriminations.

Pendant toute la promenade en calèche, la conversation a roulé sur nos rois et leurs maîtresses : mesdames de Montespan, de Pompadour, Dubarry, etc. On a vivement discuté le principe ; les opinions étaient différentes, et on les a chaudement défendues. L'Empereur, qui s'était amusé à flotter alternativement entre les opinions opposées, a fini par conclure néanmoins tout à fait en l'honneur de la morale.

1. [↑](#) En effet, le lin se file aujourd'hui comme le coton.

Chapitre 15.

Historique politique de la cour de Londres durant notre émigration ; George III ; M. Pitt ; le prince de Galles – Anecdotes, etc., etc. – Les Nassau – Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.

Dimanche 30.

L'Empereur m'a fait appeler de bonne heure pour déjeuner avec lui ; il était triste, soucieux, peu causant ; les paroles ne venaient pas. Le hasard ayant ramené la citation de Londres et de mon émigration, l'Empereur m'a dit, comme pour fixer un sujet et trouver une distraction : « Mais, à Londres vous devez avoir vu la cour, le roi, le prince de Galles, M. Pitt, M. Fox, et autres grands personnages qui figuraient alors ? Dites-moi ce que vous en savez. Quelle était l'opinion ? Faites-moi un historique. – Sire, Votre Majesté oublie en ce moment ou n'a peut-être jamais bien su la position d'un émigré à Londres. Je doute qu'on nous eût reçus à la cour ; le bon vieux George III était plein d'intérêt pour nos malheurs individuels, mais il répugnait fort à nous avouer politiquement. Et eût-on voulu nous y recevoir, nos moyens ne nous permettaient pas d'y paraître. Je n'ai donc pas été à la cour. Toutefois j'ai vu la plupart de ceux que mentionne Votre Majesté, et surtout j'en ai entendu beaucoup parler.

« J'ai vu et entendu le roi de très près plusieurs fois à la chambre des pairs ; le prince de Galles dans les mêmes circonstances, et de plus, dans les cercles de la capitale. Et puis, il n'en est pas de Londres comme de la France ; on n'y retrouve pas cette immense distance entre la cour et la masse de la nation : le pays est si ramassé, les lumières si générales, l'éducation si rapprochée, l'aisance si commune, la sphère d'activité si rapide, que toute la nation semble être dans le même lieu et sur le même plan ; et qu'à la vue de cet ensemble, qu'on pourrait dire distingué, on est tenté de se demander *où est le peuple ?* ce qui est en effet la question que

l'on prête à Alexandre lors de sa visite à Londres. Il en résulte donc qu'ayant vu beaucoup de monde de toutes les classes, de tous les états, de toutes les opinions, je dois avoir reçu des notions qui nécessairement peuvent fort approcher de la vérité. Malheureusement alors je m'occupais peu d'observer et de recueillir, et je crains bien qu'aujourd'hui, après un si long temps, tous ces objets ne sortent que très confusément de ma mémoire.

« George III était le plus honnête homme de son empire ; ses vertus privées le rendaient pour tous un objet de vénération profonde ; une extrême moralité, un grand respect pour les lois, furent le principal caractère de toute sa vie. Roi à vingt ans, et vivement épris des charmes d'une belle Écossaise des premières familles du pays, on craignait fort qu'il ne voulût l'épouser ; mais il suffit de lui rappeler que c'était contraire à la loi, et il consentit dès cet instant à épouser celle qu'on lui désignerait : ce fut une princesse de Mecklembourg. Dans sa douleur il la trouva fort laide, et elle l'était en effet beaucoup ; néanmoins George III est demeuré toute sa vie un époux exemplaire ; jamais on ne lui a connu la moindre distraction.

« L'avènement de George III a été une véritable révolution politique en Angleterre : les prétendants avaient fini ; la maison de Hanovre se trouvait désormais assise ; les whigs, qui l'avaient placée sur le trône, furent évincés de l'administration : c'étaient des surveillants incommodes dont on n'avait plus besoin ; elle fut ressaisie par les torys, ces amis du pouvoir, qui l'ont toujours conservé depuis, au grand détriment des libertés publiques.

Toutefois le roi personnellement était exempt de passion à cet égard : il aimait sincèrement les lois, la justice, et surtout le bien-être et la prospérité de son pays. Si l'Angleterre a pris un parti si violent contre notre Révolution française, c'est bien moins à George III qu'il faut s'en prendre qu'à M. Pitt, qui en fut le véritable boute-feu. Celui-ci était mû par la haine extrême qu'il portait à la France, héritage de son père le grand Chatam ; et aussi par une vive tendance vers le pouvoir de l'oligarchie. M. Pitt, au moment de notre révolution, était l'homme de la nation ; il gouvernait l'Angleterre ; il entraîna le roi, qu'on gagnait toujours par les faits : et il faut convenir que les excès et les souillures de notre premier début étaient, sous ce rapport, des armes bien favorables aux dispositions et à l'éloquence de M. Pitt. Sire, il est à croire que si l'infortuné George III eût conservé sa raison, Votre Majesté en eût à la fin tiré aussi un grand parti, parce qu'elle

lui eût présenté d'autres faits, et qu'il s'y serait rendu. George III avait sa nature et sa mesure de caractère : elle était en harmonie avec ses conceptions intellectuelles ; il voulait savoir, être convaincu. Une fois sa route prise, il était difficile de l'en faire sortir, toutefois ce n'était pas impossible ; son bon sens laissait de grandes ressources.

Sa maladie, sous ce rapport, a été un fléau pour nous, un fléau pour l'Europe, un fléau pour l'Angleterre même, qui commence à revenir de la haute opinion qu'elle avait conçue de M. Pitt, dont elle ressent aujourd'hui les funestes erreurs.

Ce fut le premier accès de la maladie du roi qui fixa la réputation de M. Pitt et son crédit. À peine au-dessus de vingt-cinq ans, il osa lutter seul contre la masse de ceux qui abandonnaient le roi, le croyant perdu, contre la masse de ceux qui se hâtaient de proclamer son incapacité pour se saisir du pouvoir sous son jeune successeur. Cette conduite rendit Pitt l'idole de la nation ; c'est la belle époque de sa vie ; et son plus doux triomphe a été sans contredit de conduire George III à Saint-Paul, allant rendre grâces à Dieu de sa guérison au milieu d'un concours immense de peuple ivre de joie et de satisfaction. – Mais, disait l'Empereur, quelle fut la conduite du prince de Galles dans cette circonstance ? – Sire, il faut croire qu'elle fut bonne ; toutefois on parla beaucoup alors d'une caricature très maligne qui représentait un jeune homme fort ressemblant, comme de coutume, s'agitant à plat ventre dans la boue au milieu de la rue ; elle portait pour légende : *Jeune héritier courant ventre à terre féliciter son père sur son retour à la santé.*

« L'on ne doutait pas que M. Pitt n'eût été en cette occasion le véritable sauveur du roi, ainsi que le sauveur de la paix publique ; car l'expérience prouva que George III avait la capacité de régner encore, et l'on ne doutait pas que si la régence eût été organisée ainsi que le prétendait l'opposition, cette capacité eût été difficilement reconnue par la suite, et eût sans doute donné lieu à une guerre civile.

« J'ai souvent entendu dire que le dérangement mental de George III n'était pas une folie ordinaire, que son aliénation ne venait pas précisément de l'affection locale du cerveau, mais bien de l'engorgement des vaisseaux qui y conduisent ; dérangement produit par une maladie depuis longtemps particulière à cette famille. Son mal, disait-on, était plutôt chez lui du délire

que de la folie. La cause cessant, le prince retrouvait aussitôt toutes ses facultés, et avec autant de force que si elles n'avaient subi aucune interruption ; c'est ce qui explique ses nombreuses rechutes et ses nombreux rétablissements. On en donnait pour preuve la force mentale qui avait dû lui être nécessaire pour pouvoir, à l'instant de sa première convalescence, supporter la pompe, le spectacle de la population de Londres réunie sur son passage et remplissant l'air de ses acclamations.

« Une autre preuve non moins remarquable, c'était, après une seconde rechute, le calme et le sang-froid avec lesquels il reçut au spectacle le feu de son assassin en entrant dans sa loge. Il en fut si peu troublé qu'il se retourna aussitôt vers la reine, qui se trouvait encore en dehors, pour lui dire de ne pas s'effrayer, que ce n'était qu'une fusée qu'on venait de tirer dans la salle ; et il demeura sans émotion apparente tout le reste du temps. Certes, tout cela n'annonçait pas une tête faible. Il est vrai qu'on pourrait opposer à ces choses la permanence du mal dans ses dernières années, s'il est certain qu'il n'eut point de longs intervalles lucides.

« George III, ce monarque si honnête homme et si bien intentionné, a manqué périr plus d'une fois de la main des assassins ; sa carrière fournit l'exemple de plusieurs tentatives, et je ne crois pas qu'aucun des coupables ait subi la mort, parce que tous se sont trouvés en démence de fanatisme religieux ou politique. La dernière tentative, la plus fameuse, est en 1794, je crois. Le roi arrivait au spectacle, ce qui, dans ces temps de crise, était une espèce de fête qu'il répétait de temps à autre, comme pour maintenir l'esprit public. En entrant dans sa loge, un homme du parterre l'ajusta avec un pistolet d'arçon, et la balle n'épargna le monarque que parce qu'il se baissait en cet instant pour saluer le public. Qu'on juge du tumulte effroyable ! L'homme ne chercha point à déguiser son forfait ; c'était précisément le fanatique de Schoenbrunn voulant immoler Votre Majesté, et soutenant toujours qu'il n'avait eu d'autre but que la paix et le bonheur de son pays ; le jury le prononça aliéné, et il ne fut condamné qu'à la réclusion.

« Lors de mon excursion à Londres, en 1814, un hasard singulier m'a mis sous les yeux précisément cet assassin. L'esprit encore tout frais de la mission que Votre Majesté m'avait confiée l'année d'auparavant concernant les dépôts de mendicité et les maisons de correction, j'eus la fantaisie de visiter ces mêmes établissements en Angleterre. Comme on me montrait

Newgate dans le plus grand détail, j'entrai dans une salle où se trouvait un grand nombre de condamnés jouissant d'une certaine liberté. L'un de ceux qui frappèrent d'abord les regards de mon conducteur se trouva être Heatfield, qu'il me nomma, et dont je me rappelai aussitôt le nom, lui demandant si ce serait l'assassin de George III. C'était lui-même, me dit-il, qui subissait à Newgate la réclusion perpétuelle à laquelle il avait été condamné pour sa folie. Je fis l'observation que dans le temps cette folie avait été pour le public, ainsi que cela arrive toujours, un objet de beaucoup de doute et de grande contestation. Il me fut répondu que Heatfield était incontestablement fou, mais seulement par crise ; que sa folie d'ailleurs était tellement momentanée qu'on le laissait passer le jour en ville sur sa parole, et qu'il était le premier à indiquer qu'on fît attention à lui quand il sentait que son mal allait le reprendre ; et alors mon conducteur l'appela. M'étant hasardé de lui faire quelques questions, il me reconnut aussitôt à mon accent pour Français, et me dit qu'il s'était beaucoup battu contre les nôtres en Flandre. (Il avait été chasseur ou dragon sous le duc d'York.) Il en portait les marques, me disait-il, en me montrant plusieurs balafres ; et pourtant, ajoutait-il, il était loin de les haïr, car ils étaient braves et n'avaient point de tort dans cette affaire ; on avait été se mêler de leurs discussions qui ne regardaient qu'eux. Et il commençait à s'animer beaucoup, ce qui porta mon conducteur à me faire signe et à le renvoyer. Il était là sur la corde délicate, me dit le surveillant, et pour peu qu'on l'y eût tenu, il serait devenu furieux.

« Mais je reviens à George III. Le sentiment dominant de ce prince était l'amour du bien public et le bien-être de son pays. Il lui a constamment tout sacrifié, c'est ce qui l'a porté à garder si longtemps M. Pitt, pour lequel il avait conçu une grande répugnance, parce qu'il en était fort maltraité.

« La crise étant des plus grandes pour l'Angleterre, le péril imminent, les talents du premier ministre supérieurs, celui-ci était donc nécessaire. Abusant de cette circonstance, toute-puissante sur l'esprit du monarque, M. Pitt le gouvernait avec dureté et sans aucun ménagement ; à peine lui laissait-il la disposition de la moindre place. Un emploi venait-il à vaquer, le roi avait-il à récompenser quelque serviteur particulier, il arrivait toujours trop tard, M. Pitt venait d'en disposer, et pour le bien de l'État, disait-il, pour le succès du service parlementaire. Si le roi témoignait trop son

mécontentement, M. Pitt avait sa phrase toute prête et toujours la même, il allait se retirer et céder sa place à un autre. Arriva enfin une circonstance très délicate pour la conscience du roi, qui était fort religieux : l'émancipation des catholiques d'Irlande, à laquelle il se refusait avec obstination. M. Pitt insistait vivement ; il s'y était engagé, disait-il, et il s'appuya de sa menace ordinaire : pour cette fois le roi le prit au mot, et dans sa joie de se voir délivré, il répétait le jour même à plusieurs qu'il venait de se défaire du taureau qui depuis vingt ans lui donnait de la corne dans le ventre. Et il n'est peut-être pas inutile de faire connaître ici comme une singularité remarquable, au sujet des mauvais traitements de M. Pitt pour le roi, qu'on a entendu dire à George III que de tous ses ministres, M. Fox, tant accusé de républicanisme, et peut-être avec quelque raison, avait été celui qui, venu à la tête des affaires, lui avait constamment montré le plus d'égards, de déférence, de respect et de condescendance.

« Toutefois tel était sur l'esprit du roi l'ascendant de l'utilité publique, qu'en dépit de toute sa répugnance il reprit M. Pitt au bout d'un an. On crut dans le temps que M. Pitt, en se retirant, avait eu l'adresse d'asseoir au ministère M. Addington, sa créature, afin de s'y replacer bientôt sans obstacles ; mais il a été prouvé plus tard que M. Pitt avait été contraint de recourir lui-même aux intrigues pour renverser son successeur et obtenir son second ministère, qui d'ailleurs fut peu digne de lui : il n'est plein que des désastres qu'il avait du reste tous provoqués. Et c'est le boulet victorieux d'Austerlitz qui le tua dans Londres.

« Le temps sape chaque jour davantage la réputation de M. Pitt, non dans l'éminence de ses talents, mais dans leur funeste application. L'Angleterre gémit des maux dont il l'a accablée, et dont le plus fatal est l'école et les doctrines qu'il lui a léguées. C'est lui qui a introduit la police en Angleterre, qui a familiarisé ce pays avec la force armée, et commencé ce système de délation, d'embûches et de démoralisation de toute espèce, si complètement perfectionné par ses successeurs.

« Sa grande tactique fut d'exciter constamment nos excès sur le continent, et de les montrer ensuite comme un épouvantail à l'Angleterre, qui lui accordait dès lors tout ce qu'il voulait. – Mais vous autres, demandait l'Empereur, que disiez-vous de tout cela ? quelle était l'opinion de l'émigration ? – Sire, répondais-je, nous autres nous voyions tout et

toujours dans la même lorgnette ; ce que nous avions dit le premier jour de notre émigration, nous le répétions encore le dernier jour de notre exil. Nous n'avions pas avancé d'un pas ; nous étions devenus, nous demeurions peuple. M. Pitt était notre oracle ; tout ce que disaient lui, Burke, Windham et les plus fougueux de ce côté nous semblait délicieux ; ce qu'objectaient leurs adversaires, abominable. Fox, Shéridan, Gray n'étaient pour nous que d'infâmes jacobins, jamais nous ne leur avons donné d'autres épithètes. – C'est bien, disait l'Empereur ; mais reprenez votre George III.

« – Ce prince vertueux aimait par-dessus tout la vie privée et les soins de la campagne ; il consacrait le temps que lui laissaient les affaires à la culture d'une ferme à peu de milles de Londres ; et il ne retournait guère à la capitale que pour ses levers réguliers ou les conseils extraordinaires que nécessitaient les circonstances, et il retournait aussitôt à ses champs, où il vivait sans faste et en *bon fermier*, disait-il lui-même. Quant aux intrigues, elles demeuraient à la ville autour des ministres et parmi eux.

« George III eut beaucoup de chagrins domestiques. Il eut pour sœur cette Mathilde, reine de Danemark, dont l'histoire est un si malheureux roman ; ses deux frères lui donnèrent beaucoup de contrariétés par leur mariage, et il n'avait pas lieu d'être content de son fils aîné.

« Les deux frères de George III étaient le duc de Cumberland et le duc de Gloucester. J'ai beaucoup connu celui-ci en société très privée : c'était le plus digne, le plus honnête, le plus loyal gentilhomme de l'Angleterre. Tous deux, selon l'esprit de la constitution britannique, n'étaient que d'illustres particuliers totalement étrangers aux affaires. Or il parvint au roi que l'un d'eux avait épousé ou allait épouser une simple particulière : c'était une grande faute à ses yeux ; il avait fait, lui, un si grand sacrifice pour ne pas la commettre : il s'en fâcha beaucoup ; et, comme il envoyait à ce sujet un message au parlement contre celui de ses frères qui s'était rendu coupable, voilà qu'il apprend que l'autre s'est évadé à Calais pour en déclarer autant. C'était comme une fatalité, une véritable épidémie ; car on répandait aussi de tous côtés que l'héritier même du trône s'était marié secrètement. – Quoi ! dit l'Empereur, le prince de Galles ? – Oui, Sire, lui-même : on racontait partout son mariage, qu'on entourait de détails trop peu sûrs pour que je me permette de les hasarder ; mais le fait semblait généralement

reconnu. Il est vrai que le prince l'a fait démentir plus tard en parlement par l'organe de l'opposition, et dès lors il faut le croire.

« Toutefois je tiens de la bouche même d'un très proche parent de sa prétendue femme que la chose était positive. Je lui ai entendu jeter feu et flamme lors du mariage solennel du prince, et menacer de se porter à des excès personnels. Cela pouvait donc demeurer un point contesté, qui prenait la couleur inévitable de l'esprit de parti : les uns soutenaient avec obstination la réalité de ce mariage, tandis que les autres le niaient avec violence. Peut-être pourrait-on concilier cette contradiction en disant que celle que l'on prétendait qu'il avait épousée (madame Fitz Herbert), étant catholique, cette circonstance rendait le mariage impossible aux yeux de la loi, et parfaitement nul dans l'héritier de la couronne. Quoi qu'il en soit, j'ai souvent rencontré madame Fitz Herbert en société ; sa voiture était aux armes du prince, et sa livrée la livrée du prince. Cette dame était beaucoup plus âgée que lui. Au surplus, belle, aimable, de beaucoup de caractère et d'une fierté peu endurante, ce qui la brouillait souvent avec le prince, et amenait entre eux, disait-on, des scènes de violence fort peu dignes d'un rang aussi élevé. C'est dans une dernière querelle de ce genre, lorsque madame Fitz Herbert avait, assurait-on, fait fermer sa porte obstinément au prince, que M. Pitt eut l'adresse de saisir l'occasion favorable pour le faire consentir à épouser la princesse de Brunswick. – Mais arrêtez-vous, me dit l'Empereur, vous allez beaucoup trop vite, vous passez ce qui m'intéresse davantage. Sous quels auspices le prince de Galles entra-t-il dans le monde ? Quelle fut sa nuance politique ? son attitude avec l'opposition ? etc. – Sire, ce prince se présenta au public avec tous les avantages de la figure, tous ceux du corps et de l'esprit. Il fut accueilli avec un enthousiasme universel ; mais il développa bientôt ces penchants et ces actes, qui, dans le milieu du dernier siècle, semblaient former le rôle obligé de grands seigneurs à la mode. Ce furent la fureur du jeu et ses inconvénients, les excès de la table et le reste ; surtout un entourage en grande partie réprouvé par l'opinion. Alors les cœurs généreux se resserrèrent, les espérances se ternirent, et la portion intermédiaire, qui partout constitue véritablement la nation, et qui en Angleterre, il faut en convenir, présente la population la plus morale de l'Europe, désespéra de son avenir. C'était un adage reçu en Angleterre, répété surtout parmi le

peuple, que le prince de Galles ne régnerait jamais ; les diseuses de bonne aventure, les sorciers, disait-on, devaient le lui avoir prédit à lui-même, etc., etc.

« L'opposition, dans les bras de laquelle il s'était jeté, ainsi que cela n'est que trop commun aux héritiers présomptifs ; l'opposition, dont il était l'appui et les espérances, cherchant à s'aveugler ou autrement, se tirait d'affaire, quand on lui exposait tous ses griefs, en répondant qu'il renouvellerait Henri V ; que Henri V avait montré un bien mauvais sujet pour prince de Galles ; mais qu'il était devenu le premier roi de la monarchie, et ils en concluaient que le prince de Galles serait un de leurs plus grands rois. – Mais, disait l'Empereur, est-ce qu'il a pris le parti de la révolution et défendu nos idées modernes ? – Non, Sire ; à mesure que la crise des principes allait chez nous en croissant, la décence le forçait de s'éloigner de l'opposition qui en prenait la défense ; il cessait une alliance ostensible, et remplissait le vide de sa vie en s'abandonnant aux plaisirs et à leurs inconvénients ; il était constamment surchargé de dettes, bien que le parlement les eût déjà payées plusieurs fois ; elles l'embarrassaient fort, et compromettaient son caractère et sa popularité. Ce fut dans une de ses gênes extrêmes, combinées avec la querelle de madame Fitz Herbert, que M. Pitt s'empara du prince, en offrant de faire acquitter encore une fois ses dettes, s'il voulait enfin se rapprocher tout à fait de son père et consentir à se marier. Il lui fallut en passer par tout ce qu'on voulut, et la main de la princesse de Brunswick fut demandée et obtenue. Mais dans le court intervalle de la négociation, une femme célèbre qui convoitait depuis longtemps de gouverner le prince, trouvant la place vide, s'y établit. On lui prête d'avoir dit qu'elle y visait depuis vingt ans ; car elle était encore beaucoup plus âgée que lui, circonstance qui était comme un goût particulier à la famille ; on l'a remarquée aussi dans plusieurs de ses frères. Cette personne fut aussitôt nommée dame d'honneur de la future princesse de Galles ; elle fut même la chercher, et l'amena en Angleterre. Ce fut sous de tels auspices, et sous cette maligne influence, que la nouvelle épouse mit le pied sur le sol britannique. Aussi assure-t-on que cette malheureuse princesse n'eut même pas la douceur de vingt-quatre heures complètes de cet instant privilégié, si significativement appelé par les Anglais la *lune de*

miel. Dès le lendemain, les moqueries, les manques d'égards, le mépris, demeurèrent son partage.

« Tout ce qu'il y avait de généreux, de moral en Angleterre prit parti pour elle, et jeta les hauts cris. Néanmoins le plus odieux, il faut en convenir, en retomba sur celle qui en était la cause, et qu'on accusa d'avoir ensorcelé le prince. Elle devint l'exécration publique, et toutefois le prince, assurait-on, n'avait même pas pour excuse les prestiges de son aveuglement ; car on prétend qu'à la suite d'un repas très gai, au milieu de ses joyeux compagnons, l'un d'eux fut conduit par la conversation à dire qu'il connaissait la madame *de Merteuil* de notre roman des *Liaisons dangereuses*. Un grand nombre d'autres s'écrièrent aussitôt qu'ils en connaissaient aussi une. Alors le prince, dit-on, proposa follement que chacun écrivît à part son secret. Tous les billets furent jetés dans un vase, et il en sortit autant de lady *** qu'il y avait de convives ; le prince lui-même n'ayant pas soupçonné une telle unanimité, et n'imaginant pas être reconnu, avait aussi, dit-on, écrit ce nom !!!

« J'ai connu cette dame, et il faut avouer que sa figure et tout son ensemble répondaient si peu à son âge, qu'il était bien difficile de le deviner. Elle avait tous les charmes de la première jeunesse, rehaussés de toute la grâce des meilleures manières, et je dois dire que dans les cercles où je l'ai vue, elle exerçait même une certaine attraction de bienveillance ; soit que les mœurs de cet étage disposassent à l'indulgence, soit qu'en effet elle ne méritât pas toutes les malédictions dont on l'accablait dans la rue.

« Une faculté tout à fait privilégiée dans le prince de Galles semble avoir été ce que les Anglais appellent le pouvoir de *la fascination*. Il en est doué au dernier degré : on dirait qu'il suffit de sa volonté pour ramener la multitude et corrompre en quelque sorte l'opinion ; il la reconquiert au moindre pas qu'il fait vers elle. Sa vie est pleine de ces pertes, de ces retours de popularité, et peut-être est-ce la certitude de cet heureux secret qui l'a porté si souvent à affronter, ainsi qu'on le lui a reproché, cette opinion publique. Ses ennemis ont dit de lui qu'il avait porté cette espèce de courage jusqu'à l'héroïsme. Ils lui ont reproché l'audace avec laquelle, sous la condamnation lui-même d'une vie domestique désordonnée, disaient-ils, il s'était acharné à vouloir trouver dans sa femme ce dont il était le trop coupable exemple ; inconséquence qu'on ne doit attribuer pourtant sans

doute qu'aux suggestions funestes de pernicieux conseillers ennemis de sa gloire et de son repos. Toujours est-il certain qu'on a employé contre la princesse et la corruption la plus basse et le secours des lois, et toute l'influence de l'héritier du trône ; et tout cela en vain : ce qui, disait-on, faisait le supplice du prince, et le livrait au ridicule ; car on riait de son guignon sans exemple, de ne pouvoir venir à bout de prouver ce que tant d'autres maris paieraient si cher pour tenir secret. La haine s'accrut à chaque nouvelle défaite, et les tourments de la victime avec elle. On la réduisit à une espèce d'exil à quelques milles à Londres ; on la priva de sa fille, on l'outragea à la vue des souverains alliés venus à Londres. Toutefois les expressions manifestées par la multitude étaient constamment là pour la venger ; et il fallut en venir à lui faire quitter l'Angleterre, ce qu'on obtint d'elle-même à l'aide des insinuations perfides, peut-être, de quelques prétendus amis. »

Ici l'Empereur m'a interrompu de nouveau, disant que j'omettais encore un point trop essentiel. Quand et comment le prince était-il arrivé au pouvoir royal ? Comment s'était-il arrangé avec l'opposition ? Qu'avait-il fait de ses anciens amis ? « Sire, ai-je dit, ici finissent mes véritables informations. Il a été un temps où la crise politique a porté Votre Majesté à couper toute communication entre l'Angleterre et la France. Les journaux ne nous parvenaient plus ; les lettres nous étaient interdites ; les deux peuples n'avaient plus rien de commun. Il existe donc en moi une véritable lacune que je craindrais de ne remplir que par de vrais barbouillages. Toutefois je crois avoir compris qu'après des chutes et des rechutes du vieux roi, tous les partis s'accordèrent enfin à remettre au prince de Galles la régence, avec le plein exercice de l'autorité souveraine. Alors arriva cette époque tant attendue de changements et d'espérances. Le ciel s'ouvrait enfin pour cette opposition si longtemps panégyriste du prince, pour ces anciens amis, qui, dès l'enfance, semblaient avoir uni leurs destinées à la sienne. Mais, à la grande surprise de tous, et par je ne sais quelle rouerie, dit-on, de lord Castlereagh, rien ne fut changé. Ces anciens ministres, si longtemps l'objet de la réprobation du prince, demeurèrent, et ces amis si chers, si tendres, si longtemps flattés, n'arrivèrent point !

« L'opposition jeta les hauts cris : mais on lui répondit plaisamment que, quand le méchant prince de Galles était devenu un grand roi, son premier

acte avait été de repousser son entourage. Cela pouvait être gai, mais nullement applicable ; car les plus beaux caractères de l'empire se trouvaient à la tête de cette opposition, et ils étaient loin d'être des *Falstaff* ou autres bouffons et autres mauvais sujets de la sorte ; aussi montrèrent-ils dès cet instant pour le prince un éloignement absolu : les uns ne voulurent plus le voir ; d'autres refusèrent ses invitations ou repoussèrent les avances qui leur étaient faites. On en cite un pourtant qui, par la suite, se laissa aller, dit-on, à accepter du prince un dîner privé. Celui-ci, recourant à ses moyens de séduction constamment victorieux, essaya de lui prouver, avec sa grâce accoutumée, qu'il n'avait pas pu agir différemment, et demanda de lui dire enfin ce dont ses anciens amis pouvaient l'accuser avec justice. Le convive, le cœur encore gros, profita de l'occasion et lui récapitula sans ménagement tous ses torts ; et le tout avec une telle chaleur que la princesse Charlotte, qui se trouvait à table et penchait peut-être en secret pour l'opinion du convive, se mit à fondre en larmes. Cette scène étant parvenue le lendemain à lord Byron, il la consacra dans des vers qui firent quelque bruit.

« Pleure, fille des rois, y était-il dit, pleure les fautes de ton père ! Puisse chacune de tes larmes effacer un de ses torts ! Puisse surtout le peuple d'Angleterre, pressentant dans la douleur son heureux avenir, payer d'un sourire chacun de tes pleurs ^[1] !

« En 1814, lors de ma course à Londres, j'ai eu l'honneur d'être présenté au prince de Galles à Carlton-House. – Et que diable alliez-vous faire là ? m'a dit l'Empereur. – Votre Majesté a certainement bien raison ; mais j'y fus conduit par une espèce de point d'honneur ; je crus ne pouvoir pas faire autrement : beaucoup de Français étaient en cet instant à Londres ; j'étais le seul qui eût approché Votre Majesté, porté ses couleurs, suivi la ligne qu'on semblait réprouver en cet instant. Quelqu'un m'ayant dit que les autres ne souffriraient certainement pas ma présentation, cela me décida. Nous fûmes en effet vingt-deux Français présentés à la fois à un des grands levers du prince, et je dois dire que je ne vis jamais plus de grâce dans les manières, plus de charmes dans l'expression, plus d'harmonie dans tout l'ensemble, je crus apercevoir le beau idéal du bon ton. Je conçus tout le pouvoir, toute la vérité de cette magie d'enchantement que j'avais entendu si souvent lui attribuer ; et encore en ce moment, Sire, en me retraçant cette belle figure où je croyais lire l'élévation d'âme, l'appréciation, le désir de la gloire, je

suis, à me demander comment Votre Majesté se trouve ici ; comment des ministres atroces ont pu le faire condescendre à se déclarer le geôlier, le bourreau ! – Mon cher, m’a dit l’Empereur, c’est que peut-être vous n’êtes pas physionomiste, vous avez pris l’auréole de la coquetterie pour celle de la grandeur, l’occupation de plaire pour l’amour de la gloire ; et puis l’amour de la gloire n’est pas précisément sur la figure ; il se trouve au fond du cœur, et vous ne l’avez pas fouillé^[2].

« Et ne me traduisiez-vous pas l’autre jour, a continué alors l’Empereur je ne sais quel papier ou quel ouvrage où il était dit que le prince régent avait fait un grand étalage d’intérêt et de sympathie en faveur des derniers Stuart ? qu’il a mis le plus haut prix à obtenir ce qui leur avait appartenu, ce qu’ils avaient laissé ? qu’il parlait d’élever un monument au dernier d’entre eux ? Il y a là-dedans, a ajouté l’Empereur, encore bien plus de calcul que de magnanimité ; c’est qu’il est soigneux d’affirmer et de consacrer leur extinction. Là commence, se dit-il, sa légitimité, sa sécurité, et il a raison. Si de mon temps et dans les circonstances où les ministres anglais avaient plongé l’Angleterre, il se fût trouvé encore quelque jeune Stuart, brave, entreprenant, capable, à la hauteur du siècle, il eût été débarqué en Irlande, escorté des doctrines modernes, et l’on eût vu sans doute le spectacle des Stuart régénérés, chassant à leur tour les Brunswick dégénérés. L’Angleterre aussi eût eu son 20 mars. Et ce que c’est pourtant qu’un trône et tous ses poisons ; à peine y est-on assis, qu’on en ressent la contagion. Ces Brunswick, amenés par les idées libérales, élevés par la volonté du peuple, sont à peine assis, qu’ils ne recherchent que l’arbitraire et la toute-puissance ; il leur faut absolument rouler dans l’ornière qui a fait culbuter leurs devanciers ; et cela, parce qu’ils sont devenus rois !... Et l’on dirait que c’est la marche inévitable ! Cette belle tige des Nassau, par exemple, ces patrons en Europe d’une noble indépendance, eux dont le libéralisme devrait être dans le sang et jusque dans la moelle de leurs os ; ces Nassau enfin, qui ne seront qu’à la queue par leur territoire, et qui pourraient se placer à la tête par leurs doctrines, on vient à les asseoir sur un trône ; eh bien ! vous les verrez infailliblement ne s’occuper que de se rendre ce qu’on appelle aujourd’hui légitimes, en prendre les principes, la marche, les travers, etc. Eh ! mon cher, moi-même, après tout, ne m’a-t-on pas fait le même reproche ? et peut-être n’est-ce pas sans quelque apparence de raison,

car enfin peut-être bien des nuances se seront dérobées à moi-même. J'ai pourtant déclaré dans une circonstance solennelle qu'à mes yeux la souveraineté n'était point dans le titre, ni le trône dans son appareil. On m'a reproché qu'à peine au pouvoir j'avais exercé le despotisme, l'arbitraire ; mais c'est la dictature qu'il fallait dire, et les circonstances m'absoudront assez. Ce qu'on m'a reproché encore, c'est de m'être laissé enivrer par mon alliance avec la maison d'Autriche, de m'être cru bien plus véritablement souverain après mon mariage, en un mot, de m'être cru dès cet instant Alexandre devenu le fils d'un dieu ! Mais tout cela était-il bien juste ? Ai-je donc prêté véritablement à de tels travers ? Il m'arrivait une femme jeune, belle, agréable ; ne m'était-il donc pas permis d'en témoigner quelque joie ? Ne pouvais-je donc, sans encourir le blâme, lui consacrer quelques instants ? Ne m'était-il donc pas permis, à moi aussi, de me livrer à quelques moments de bonheur ? Eût-on donc voulu qu'à la façon de votre prince de Galles, j'eusse maltraité ma femme dès la première nuit ? Ou bien encore attendait-on que j'eusse fait voler sa tête, à la façon de ce sultan, pour échapper aux reproches de la multitude ? Non, ma seule faute dans cette alliance a été vraiment d'y avoir apporté un cœur trop bourgeois... J'avais si souvent répété que le cœur d'un homme d'État ne devait être que dans sa tête !... Malheureusement ici le mien était demeuré à sa place pour les sentiments de famille, et ce mariage m'a perdu, parce que je croyais surtout à la religion, à la piété, à la morale, à l'honneur de François. Je l'estimais essentiellement... Il m'a cruellement trompé !... Je veux bien qu'on l'ait trompé à son tour ; aussi je lui pardonne... Mais l'histoire l'épargnera-t-elle ? Si toutefois... »

Et Napoléon a gardé le silence quelques instants, la tête appuyée sur une de ses mains. Puis se réveillant : « Quel roman pourtant que ma vie !... a-t-il dit en se levant. Mais ouvrez ma porte et marchons. » Et nous avons parcouru quelque temps les diverses pièces adjacentes...

.....

RÉSUMÉ DES TROIS MOIS, AVRIL, MAI ET JUIN.

J'ai déjà fait observer qu'il était impossible, dans un recueil comme le mien, de maintenir en quoi que ce soit l'unité d'intérêt et de but ; or je vais

essayer d'y ramener, en retraçant ici en bien peu de mots, et sans interruption, les aggravations dont on a frappé l'Empereur pendant ces trois mois ; les mauvais traitements qu'on a multipliés, la détérioration visible de sa santé, l'ensemble de ses habitudes et les principaux objets de sa conversation ; en un mot, le bulletin physique et moral de sa personne.

Dans cette courte période :

1° Un nouveau gouverneur arrive, et il se trouve que c'est un homme à vues fort étroites ou très méchant ; un caporal avec sa consigne, et non un général avec ses instructions.

2° On exige de chacun des captifs une déclaration comme quoi il se soumet d'avance à toutes les restrictions qu'on pourrait imposer à Napoléon, le tout dans l'espoir de les détacher de sa personne.

3° On nous communique officiellement la convention des souverains alliés qui, sans autre forme de procès, proclament et consacrent l'ostracisme, l'emprisonnement de Napoléon.

4° Nous recevons le bill du parlement d'Angleterre qui convertissait en loi l'acte oppressif des ministres anglais sur la personne de Napoléon.

5° Enfin des commissaires viennent, au nom de leurs monarques, surveiller les chaînes et contempler les souffrances de la victime. Ainsi notre horizon se rembrunit de plus en plus, les chaînes se raccourcissent, toute espérance d'amélioration future nous échappe, et le plus sinistre avenir seul demeure.

L'arrivée du nouveau gouverneur est le signal des grandes misères. C'est pour la personne de l'Empereur le commencement d'un supplice nouveau ; chaque jour il reçoit un coup d'épingle.

Le premier pas de sir Hudson Lowe est *une insulte* ; une de ses premières paroles, *une barbarie* ; un de ses premiers actes, *une méchanceté*.

Bientôt il ne semble plus avoir d'autre occupation, n'avoir reçu d'autre emploi que de nous tourmenter et de nous faire souffrir sous toutes les formes, sur tous les objets, de toutes les manières.

L'Empereur, qui s'était promis d'abord de s'en tenir au plus complet stoïcisme, s'en émeut néanmoins et s'en exprime fortement. Les conversations sont chaudes, la brèche s'ouvre, chaque jour va l'agrandir.

La santé de l'Empereur s'altère visiblement, et nous le voyons changer à vue d'œil. Contre sa nature, il se sent incommodé très souvent ; une fois il garde sa chambre jusqu'à six jours de suite sans sortir du tout ; une mélancolie secrète qui se déguise à tous les yeux, peut-être aux siens propres, un mal concentré, commencent à le saisir ; il rétrécit chaque jour le cercle déjà si resserré de son mouvement et de ses distractions ; il renonce au cheval ; il n'invite plus d'Anglais à dîner ; il abandonne même son travail régulier ; ses dictées, auxquelles jusque-là il avait semblé trouver quelques charmes, ne vont plus : le dégoût l'avait saisi, et il ne se trouvait plus le courage, me disait-il parfois, de s'y remettre. La plupart de ses journées se passent à parcourir des livres dans sa chambre ou en conversations avec nous, publiques ou privées, et le soir il nous lit lui-même, après son dîner, quelques pièces de théâtre de nos grands maîtres, ou toute autre production amenée par le hasard ou les caprices du moment.

Toutefois la sérénité de son âme, son égalité de caractère, n'éprouvent par ces circonstances nulle altération vis-à-vis de nous ; au contraire, nous n'en semblons que plus resserrés en famille ; il est plus à nous, et nous lui appartenons davantage ; ses conversations présentent plus d'abandon, d'épanchement et d'intérêt.

Il me faisait venir à présent très souvent dans sa chambre pour causer, et ses conversations privées le conduisaient parfois à des sujets très importants, tels que la guerre de Russie, celle d'Espagne, les conférences de Tilsit et d'Erfurt, qu'on rencontre dans cette période de mon recueil. Et ici je dois faire ou répéter quelques observations que je prie ceux qui me liront de ne pas perdre de vue durant tout le cours de cet ouvrage ; elles serviront à prévenir quelques reproches ou objections qu'on serait tenté d'élever sur le manque d'ordre, l'insuffisance et le peu de fini d'objets aussi essentiels. C'est que, si je ne l'ai déjà dit, en conversation publique ou privée avec l'Empereur, je ne me suis jamais permis aucune observation ou demande d'éclaircissements, lors même qu'ils m'ont semblé les plus nécessaires ; je me sentais cette réserve commandée :

1° Par le respect et la bienséance ;

2° Par la crainte d'interrompre une conversation constamment précieuse ;

3° Par l'espoir de prendre la vérité, pour ainsi dire, au vol, et de la saisir de la sorte plus naturellement ;

4° Par la persuasion d'être à demeure maintenant et pour toujours auprès de l'Empereur ; la certitude par là qu'avec le temps j'entendrais mentionner de nouveau les mêmes objets qui se redresseraient et se compléteraient d'eux-mêmes ;

5° Parce que l'Empereur devait, avec le temps, voir lui-même mon Journal, et que je ne doutais pas qu'encouragé parce qu'il y trouverait déjà sur ces divers objets, il ne les convertît en dictées régulières ; je ne les ai pas eues, et par là, de quels morceaux nous demeurons privés !

6° Enfin, et ceci a été un de mes grands motifs, c'est que l'Empereur, arrivé parfois dans le cours de longues conversations tout à fait familières à des objets de la plus haute importance, ne racontait pas néanmoins pour m'apprendre, mais le plus souvent par désœuvrement, seulement pour causer ; et l'on eût pu dire par forme de rabâchage, s'il était permis d'appliquer une telle expression à une telle personne et à de tels objets. Il s'en entretenait avec moi comme si j'eusse dû les connaître aussi bien que lui-même.

Or, j'étais tout à fait étranger à ses grands projets, à ses hautes conceptions, circonstance d'ailleurs que je me suis convaincu plus tard ici m'être commune avec la plupart de ceux qui, lors de sa puissance, l'approchaient davantage, voire même ses ministres ; aussi lui arrivait-il quelquefois, soit que ma figure exprimât trop l'étonnement, soit que revenant à lui, et sachant bien ce qu'il en était, de me dire : « Mais cela est peut-être neuf pour vous ? » À quoi je n'avais rien de mieux à répondre, pour être vrai, que : « Oui, Sire, et tout à fait, pour la plus grande partie. » Qu'eût-ce donc été si, dans ces occasions inappréciables, j'eusse été gauchement l'interrompre pour lui faire apercevoir que j'avais de la peine à le suivre ou à l'entendre ! je n'eusse pas manqué le déguster de causer, et moi j'aurais perdu beaucoup. Je le laissais donc aller, quelque désir que j'eusse eu parfois de m'éclaircir. Ce que j'en saisisais une première fois me semblait déjà du plus haut prix. L'Empereur se répétait souvent, je le savais : Alors j'en apprendrai davantage avec le temps, me disais-je, et je ne désespérais pas d'arriver de la sorte à être assez maître de la matière pour oser me permettre par la suite de la raisonner tant soit peu avec lui ; ce que

sa bonté pour moi, dans les derniers temps, eût daigné trouver convenable ; je lui eusse même été agréable, j'en suis sûr, en ce que cela eût réveillé ses idées et fourni un aliment nouveau à sa conversation. Malheureusement mon enlèvement subit et imprévu d'auprès de sa personne m'a laissé les seuls détails que j'avais recueillis jusque-là ; et à la douleur d'avoir été enlevé à des soins pieux qui étaient devenus mon bonheur, se joindront désormais d'éternels regrets d'avoir, par ma trop grande circonspection peut-être, perdu pour l'histoire une occasion unique qui ne peut se renouveler jamais.

J'ai été bien aise d'entrer minutieusement ici dans ces détails, afin qu'on comprît comment j'ai obtenu une portion de mes récits, et qu'en me lisant, on pût se répondre à soi-même pourquoi des objets aussi importants demeurent aussi imparfaits.

Toutefois, si l'historien n'y trouve pas la trace lumineuse qu'il recherche et qu'il aurait cru devoir y trouver, du moins y rencontrera-t-il une foule d'étincelles propres à le mettre inévitablement sur la voie ; circonstance spéciale qui me servira à caractériser moi-même mon propre recueil, en disant qu'il y a de *tout* et qu'il n'y a *rien* ; qu'il n'y a rien, mais qu'il y a de tout. Et en disant qu'il n'y a *rien*, je me trompe assurément, car on y rencontrera une foule de traits sur les qualités privées, les dispositions naturelles, le cœur et l'âme de l'homme extraordinaire auquel cet ouvrage est consacré ; si bien qu'il deviendra impossible à tout homme de bonne foi et recherchant la vérité de n'être pas à même de se fixer sur son caractère. Or, je prie de se rappeler que tel a été mon unique but, le seul que j'aie annoncé.

Mon fils tombe de cheval – Pillage par les armées – Caractère du soldat français – Détails de Waterloo par le nouvel amiral.

Lundi 1er juillet 1816 au jeudi 4.

Hier mon fils, dans sa promenade, emporté par son cheval, et craignant de se frapper aux arbres, avait cru devoir se jeter à terre. Il s'était foulé le pied assez fortement pour être condamné à un mois de chaise longue.

L'Empereur a daigné entrer dans ma chambre, sur les onze heures, pour connaître la situation de mon fils, dont il a fort grondé la maladresse. Je l'ai suivi dans le jardin.

La conversation est tombée sur le pillage des armées et les horreurs qu'il entraîne.

Pavie, disait l'Empereur, était la seule place qu'il eût jamais livrée au pillage : il l'avait promis, à ses soldats pour vingt-quatre heures ; mais au bout de trois il n'y put tenir davantage, et le fit cesser. « Je n'avais que douze cents hommes, disait-il ; les cris de la population, qui parvenaient jusqu'à moi, l'emportèrent. S'il y eût eu vingt mille soldats, c'eût été eux dont la masse, au contraire, eût étouffé les plaintes de la population ; il ne serait rien parvenu jusqu'à moi. Du reste, continuait-il, heureusement la politique est parfaitement d'accord avec la morale pour s'opposer au pillage. J'ai beaucoup médité sur cet objet ; on m'a mis souvent dans le cas d'en gratifier mes soldats ; je l'eusse fait si j'y eusse trouvé des avantages. Mais rien n'est plus propre à désorganiser et à perdre tout à fait une armée. Un soldat n'a plus de discipline dès qu'il peut piller ; et si en pillant il s'est enrichi, il devient aussitôt un mauvais soldat, il ne veut plus se battre. D'ailleurs, observait-il encore, le pillage n'est pas dans nos mœurs françaises : le cœur de nos soldats n'est point mauvais ; le premier moment de fureur passé, il revient à lui-même. Il serait impossible à des soldats français de piller pendant vingt-quatre heures : beaucoup emploieraient les derniers moments à réparer les maux qu'ils auraient faits d'abord. Dans leur chambrée, ils se reprochent plus tard les uns aux autres les excès commis, et frappent eux-mêmes de réprobation et de mépris ceux d'entre eux dont les actes ont été trop odieux. »

Sur les trois heures, le nouvel amiral, *sir Pulteney Malcolm*, et tous ses officiers ont été présentés à l'Empereur. L'amiral a causé d'abord seul avec lui près de deux heures. Il a dû être très frappé de la conversation, car il a dit en sortant qu'il venait de prendre une bien belle et bonne leçon sur histoire de France.

L'Empereur a dû lui dire, en terminant : « Vous avez levé une contribution de sept cents millions sur la France ; j'en ai imposé une de plus de dix milliards sur votre pays. Vous avez levé la vôtre par vos baïonnettes ;

j'ai fait lever la mienne par votre parlement. » – Et c'est bien là la véritable analyse des affaires, a répondu l'amiral.

L'amiral était à Bruxelles à dîner avec lord Wellington, lorsque Blucher envoya dire qu'il était attaqué. Wellington, disait l'amiral, avait à Waterloo quatre-vingt-dix mille hommes, et Bulow vingt-cinq mille. C'était précisément là le compte qu'avait estimé l'Empereur ; l'amiral ramenait d'Amérique douze mille hommes de vieille troupe, sans aucun soupçon du nouvel état de l'Europe. À la mer, un bâtiment lui apprit la révolution du retour de l'île d'Elbe ; elle lui sembla si magique qu'il ne put la croire. Toutefois, à la vue de Plymouth, il reçut ordre de continuer en toute hâte sur Ostende ; il l'atteignit à temps, quatre mille hommes purent prendre part à la bataille, et ils étaient sans contredit ce qu'il y avait de meilleur dans toute la ligne, assurait l'amiral. Qui peut assigner leur degré d'influence ! Les Anglais crurent la bataille perdue tout le jour, et ils conviennent qu'elle l'était sans la faute de Grouchy. L'amiral était venu de sa personne durant la bataille à portée de Wellington.

Anecdotes sur le 18 brumaire – Siéyes – Grand électeur – Cambacérès – Lebrun, etc..

Vendredi 5.

Le temps était délicieux. L'Empereur a fait au galop deux tours en calèche. J'étais seul avec lui. Il m'a beaucoup parlé de mon fils, de son avenir, avec un intérêt et une bonté qui me remplissaient le cœur. Il disait que, vu son âge, cette circonstance de Sainte-Hélène était sans prix pour le reste de sa vie ; que son moral s'y serait trouvé en serre chaude, etc., etc.

Après dîner, l'Empereur est revenu sur le 18 brumaire, et nous l'a raconté avec une infinité de petits détails. Comme il l'a dicté depuis longtemps au général Gourgaud, c'est là que je renverrai pour la masse de l'événement. Je n'en vais donner ici que quelques traits ou accessoires qui ne s'y trouveront sans doute pas.

La situation de Napoléon, à son retour d'Égypte, fut unique. Il s'était vu aussitôt sollicité par tous les partis, et avait reçu tous leurs secrets. Il en était trois bien distincts : *le Manège*, dont un général fort connu, Bernadotte, était

un des chefs ; *les Modérés*, conduits par Siéyes, et *les Pourris*, disait-il, ayant Barras à leur tête.

La détermination que prit Napoléon de s'associer aux Modérés lui fit courir de grands dangers, disait-il. Avec les Jacobins il n'en eût couru aucun ; ils lui avaient offert de le nommer *dictateur* : « Mais après avoir vaincu avec eux, disait l'Empereur, il m'eût fallu presque aussitôt vaincre contre eux. Un club ne supporte point de chef durable, il lui en faut un pour chaque passion. Or, se servir un jour d'un parti, pour l'attaquer le lendemain, de quelque prétexte que l'on s'enveloppe, c'est toujours trahir ; ce n'était pas dans mes principes.

« Mon cher, me disait l'Empereur dans un autre moment, après avoir parcouru de nouveau l'évènement de brumaire, il y a loin de là, vous en conviendrez, à la conspiration de Saint-Réal, qui offre bien plus d'intrigues et bien moins de résultats : la nôtre ne fut que l'affaire d'un tour de main. Il est sûr, ajoutait-il, que jamais plus grande révolution ne causa moins d'embarras, tant elle était désirée ; aussi se trouva-t-elle couverte des applaudissements universels.

« Pour mon propre compte, toute ma part dans le complot d'exécution se borna à réunir à une heure fixe la foule de mes visiteurs, et à marcher à leur tête pour saisir la puissance. Ce fut du seuil de ma porte, du haut de mon perron, et sans qu'ils en eussent été prévenus d'avance, que je les conduisis à cette conquête ; ce fut au milieu de leur brillant cortège ; de leur vive allégresse, de leur ardeur unanime que je me présentai à la barre des Anciens pour les remercier de la dictature dont ils m'investissaient.

On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera longtemps encore si nous ne violâmes pas les lois, si nous ne fûmes pas criminels ; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité ; autant vaudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans nous était perdue, et que nous la sauvâmes. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce mémorable coup d'État, au lieu de dénégations et de justifications, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs : *Nous protestons que nous avons sauvé notre pays, venez avec nous en rendre grâces aux dieux.*

Et, certes, tous ceux qui dans le temps faisaient partie du tourbillon politique ont eu d'autant moins de droits de se récrier avec justice, que tous convenaient qu'un changement était indispensable, que tous le voulaient ; et que chacun cherchait à l'opérer de son côté. Je fis le mien à l'aide des *Modérés* ; la fin subite de l'anarchie, le retour immédiat de l'ordre, de l'union, de la force, de la gloire, furent ses résultats. Ceux des *Jacobins* ou ceux des *Immoraux* auraient-ils été supérieurs ? Il est permis de croire que non. Toutefois il n'est pas moins très naturel qu'ils en soient demeurés mécontents, et en aient jeté les hauts cris. Aussi, n'est-ce qu'à des temps plus éloignés, à des hommes plus désintéressés qu'il appartient de prononcer sainement sur cette grande affaire. »

Au surplus, voici deux traits qui aideront à juger de l'état réel de la république à l'époque de brumaire. Après cette journée, il ne se trouva pas au trésor de quoi expédier un courrier ; et quand le Consul voulut se procurer la force précise de l'armée, il fut réduit à envoyer des personnes sur les lieux, « Mais, disait-il, vous devez avoir des rôles au bureau de la guerre ? – À quoi nous serviraient-ils ? répondait-on, il y a eu tant de mutations dont on n'a pu tenir compte. – Mais du moins vous devez avoir l'état de la solde qui nous mènera à notre but ? – Nous ne la payons pas. – Mais les états de vivres ? – Nous ne les nourrissons pas. – Mais ceux de l'habillement ? – Nous ne les habillons pas. »

La révolution de brumaire accomplie, il se trouva trois Consuls provisoires : *Napoléon*, *Siéyes* et *Ducos*. Il fallait un président. La crise était chaude et rendait le général bien nécessaire : aussi saisit-il le fauteuil, et ses deux acolytes n'eurent garde de le lui disputer. Ducos, d'ailleurs, se prononça dès cet instant une fois pour toutes. Le général seul pouvait les sauver, disait-il ; et dès lors il se déclarait pour toujours de son avis en toutes choses. Siéyes s'en mordit les lèvres ; mais il dut en faire autant.

Siéyes calcule volontiers ses intérêts. Dès la première réunion des trois Consuls en séance, et dès qu'ils furent seuls, Siéyes alla mystérieusement regarder aux portes si personne ne pouvait entendre ; puis, revenant à Napoléon, il lui dit avec complaisance et à demi voix, en lui montrant une commode : « Voyez-vous ce beau meuble ? vous ne vous doutez peut-être pas de sa valeur ? » Napoléon crut qu'il lui faisait considérer un meuble de la couronne, et peut-être qui aurait servi à Louis XVI. « Ce n'est pas du tout

cela, lui dit Siéyes voyant sa méprise ; je vais vous mettre au fait. Il renferme huit cent mille francs !!! et ses yeux s'ouvraient tout grands. Dans notre magistrature directoriale, nous avons réfléchi qu'un directeur sortant de place pouvait fort bien rentrer dans sa famille sans posséder un denier, ce qui n'était pas convenable. Nous avons donc imaginé cette petite caisse, de laquelle nous tirions une somme pour chaque membre sortant. En cet instant, plus de directeurs ; nous voilà donc possesseurs du reste. Qu'en ferons-nous ? » Napoléon, qui avait prêté une grande attention, et commençait enfin à comprendre, lui répondit : « Si je le sais, la somme ira au trésor public ; mais si je l'ignore, et je ne le sais point encore, vous pouvez vous la partager, vous et Ducos, qui êtes tous deux anciens directeurs ; seulement, dépêchez-vous, car demain il serait peut-être trop tard. Les collègues ne se le firent pas dire deux fois, observait l'Empereur. Siéyes se chargea hâtivement de l'opération, et fit le partage, comme dans la fable, en lion. Il fit nombre de parts ; il en prit une comme plus ancien directeur, une autre comme ayant dû rester en charge plus longtemps que son collègue, une autre parce qu'il avait donné l'idée de cet heureux changement, etc., etc. ; bref, dit l'Empereur, il s'adjudgea six cent mille francs, et n'en envoya que deux cent mille au pauvre Ducos, qui, revenu des premières émotions, voulait absolument réviser ce compte et lui chercher querelle. Tous les deux revenaient à chaque instant, à ce sujet, à leur troisième collègue pour qu'il les mît d'accord ; mais celui-ci répondait toujours : Arrangez-vous entre vous ; soyez surtout silencieux, car si le bruit remontait jusqu'à moi, il vous faudrait abandonner le tout.

« Lorsqu'il fallut se fixer sur une constitution, disait l'Empereur, Siéyes donna une autre scène fort plaisante. Les circonstances et l'opinion publique en avaient fait une espèce d'oracle en ce genre ; il déroula donc aux commissions des deux Conseils, mystérieusement et avec poids et mesure, les différentes bases, qui furent toutes adoptées, bonnes, imparfaites ou mauvaises. Enfin il couronna l'œuvre en dévoilant la sommité, ce qu'on attendait avec une vive et curieuse impatience. Il proposa un grand électeur qui résiderait à Versailles, jouirait de six millions annuels, représenterait la dignité nationale et n'aurait d'autre fonction que de nommer deux Consuls : celui de la paix, celui de la guerre, tout à fait indépendants dans leurs fonctions. Encore si cet électeur avait fait un

mauvais choix, le Sénat devait-il l'absorber lui-même. C'était l'expression technique, c'est-à-dire le faire disparaître en le faisant rentrer par forme de punition dans la foule des citoyens. »

Napoléon, faute d'expérience dans les assemblées, et aussi par une circonspection commandée par le moment, avait pris peu ou point de part à ce qui avait précédé ; mais ici, à ce point décisif, il se mit à rire, dit-il, au nez de Siéyes, et sabra ce qu'il appelait ses niaiseries métaphysiques. Siéyes n'aimait pas à se défendre, disait l'Empereur, et ne savait pas le faire. Il essaya pourtant ici de dire qu'après tout un roi n'était pas autre chose. Napoléon lui répondait : « Mais vous prenez l'abus pour le principe, l'ombre pour le corps. » Puis il l'acheva en lui disant : « Et comment avez-vous pu imaginer, Monsieur Siéyes, qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur voulût se résigner au rôle d'un cochon à l'engrais de quelques millions ? » Après une telle sortie, qui, disait l'Empereur, fit rire aux éclats tous les assistants, la création de Siéyes demeura noyée ; il n'y eut plus moyen pour lui de revenir à son grand électeur, et l'on se décida pour un Premier Consul à décision suprême, ayant la nomination à tous les emplois, et deux Consuls accessoires à voix délibératives seulement. C'était au fait, dès cet instant, l'unité du pouvoir. Le Premier Consul était un vrai président d'Amérique, gazé sous des formes que commandait encore l'esprit ombrageux du moment ; aussi l'Empereur dit-il que son règne commença réellement dès ce jour-là.

L'Empereur regrettait en quelque sorte que Siéyes n'eût pas été l'un des trois Consuls. Celui-ci, qui le refusa d'abord, le regretta aussi, mais quand, il n'était plus temps. Il s'était mépris sur la nature de ces Consuls, disait Napoléon ; il craignait pour son amour-propre et redoutait d'avoir à chaque instant le Premier Consul à combattre. « Ce qui eût été vrai, observait l'Empereur, si tous les Consuls eussent été égaux : nous aurions été alors tous ennemis ; mais la constitution les ayant faits subordonnés, il n'y avait plus de lutte d'amour-propre, aucune cause d'inimitié, mais mille d'une véritable union. » Siéyes le reconnut, mais trop tard. L'Empereur disait qu'il eût pu être fort utile au conseil, meilleur peut-être que les autres, parce qu'il avait parfois des idées neuves et très lumineuses ; mais que du reste il n'était pas du tout propre à gouverner. En dernière analyse, disait l'Empereur, pour gouverner il faut être militaire : on ne gouverne qu'avec

des éperons et des bottes. Siéyes, sans être peureux, avait peur de tout : ses espions de police troublaient son repos. Au Luxembourg, durant le Consulat provisoire, il réveillait souvent Napoléon ; son collègue, et le harcelait avec les trames nouvelles qu'il apprenait à chaque instant de sa police particulière. « Mais a-t-on gagné notre garde ? lui disait celui-ci. – Non. – Eh bien, allez dormir. En guerre comme en amour, pour conclure, mon cher, il faut se voir de près. Il sera temps de nous inquiéter quand on attaquera nos six cents hommes. »

L'Empereur disait qu'au demeurant il avait choisi en *Cambacérès* et *Lebrun* deux hommes de mérite, deux personnages distingués ; tous deux sages, modérés, capables, mais d'une nuance tout à fait opposée. L'un, avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des donateurs, des distinctions, etc. ; l'autre, froid, sévère, insensible, combattant tous ces objets, y cédant sans illusion, et tombant naturellement dans l'idéologie.

L'Empereur revenait à faire observer que Siéyes aurait peut-être contribué à donner une autre couleur, une autre tournure, d'autres nuances à l'administration impériale ; mais on répliquait que cette variante n'eût pu qu'être nuisible ; car on avait beaucoup loué dans le temps le choix de Napoléon. Les hommes qu'il avait appelés, lui disait-on, n'étaient pas dans le cas d'être désavoués de personne en Europe. Ils avaient beaucoup contribué à lui ramener l'opinion des diverses nuances parmi nous en France, il n'en eût pas été de même de Siéyes. Son nom et son souvenir eussent aux yeux de beaucoup nui aux actes auxquels il eût participé, et on cita dans ce temps, avec un empressement qui faisait voir toute la malveillance qu'on lui portait, une anecdote qu'on disait s'être passée aux Tuileries entre lui et l'Empereur. Il était échappé à Siéyes, disait-on, parlant de Louis XVI à l'Empereur, de dire *le tyran*, « Monsieur l'abbé, faisait-on répondre à l'Empereur, s'il eût été un tyran, vous diriez la messe, et moi je ne serais pas ici. » L'Empereur a souri à cette anecdote, sans exprimer autrement si elle était vraie ou non. On verra plus loin qu'elle était fausse.

Samedi 6 au lundi 8.

Il y a longtemps que je n'ai parlé du gouverneur. Nous cherchions à l'éloigner le plus possible de notre pensée ; nous ne l'apercevions presque plus. Ses mauvaises manières, ses vexations me forcent d'y revenir aujourd'hui : elles semblent prendre une nouvelle activité. Il vient de nous garder des lettres d'Europe, bien qu'elles fussent venues ouvertes et de la manière la plus ostensible ; mais seulement parce qu'elles n'avaient point passé par les mains du secrétaire d'État, sans faire attention qu'un manque de formalité peut se réparer facilement en Angleterre, mais qu'il demeure sans remède pour nous à deux mille lieues de distance. Si encore, en exécutant aussi rigoureusement la lettre de ses instructions, il avait l'humanité de nous laisser savoir qu'il a reçu ces lettres et de qui elles sont, il nous tranquilliserait sur des personnes dont nous pleurons la négligence ou la santé ; mais il a la barbarie de nous en faire un mystère. Il y a peu de jours que la comtesse Bertrand ayant écrit à la ville, il a fait saisir le billet et le lui a renvoyé comme ayant été écrit sans son aveu. Il a accompagné cette injure d'une lettre officielle par laquelle il nous interdit dès à présent toute communication par écrit ou même verbale avec les habitants sans avoir été soumise à son visa ; et, chose absurde et peu croyable c'est qu'il nous a fait cette interdiction vis-à-vis de personnes qu'il nous laisse la liberté d'aller visiter à notre gré. Il a accompagné la publication du bill qui nous concerne de commentaires qui ont répandu la terreur parmi les habitants ; il se récrie sur l'excessive dépense de la table de l'Empereur ; il insiste sur de fortes diminutions. On n'avait point entendu que le général Bonaparte aurait autant de personnes autour de lui. Les ministres, nous dit-il ingénument, n'avaient point douté que la permission qu'il nous avait apportée de nous en aller ne nous eût décidés à quitter l'Empereur, etc. Toutes ces tracasseries ont amené un échange de notes assez vives. À un article du gouverneur, dans lequel il disait que si les restrictions qu'on nous impose nous semblaient trop dures, nous pourrions nous en affranchir en nous en allant, l'Empereur a dicté lui-même l'addition suivante à la réponse que nous avions déjà faite : « Qu'honorés par lui dans sa prospérité, nous placions notre plus douce jouissance à le servir, aujourd'hui qu'il ne pouvait rien pour nous ; et tant pis pour quiconque ne comprenait pas cette conduite. »

Nouvelles vexations – L'Empereur sort à peine – Tristan – Fables de la Fontaine, etc. – Le ventre gouverne le monde – Difficulté de juger les hommes.

Mardi 9 au jeudi 11.

Les vexations du gouverneur continuent, et il ne cesse de gagner du terrain sur notre malheureuse situation. Son parti semble pris de nous mettre au secret. Il a publié une proclamation en ville, ordonnant de lui envoyer, sous peine de châtement, dans les vingt-quatre heures tous billets ou lettres que nous pourrions adresser aux habitants, pour quelque motif que ce fût. Il a interdit à ceux-ci de visiter le grand maréchal et sa femme, qui se trouvent en tête de notre enceinte. Les premiers moments de ce nouveau blocus de madame Bertrand ont été si sévères, que des médicaments envoyés d'ici par le docteur à un des gens du grand maréchal qui était à la mort n'ont pu y entrer, et que ce n'est que par accommodement que l'officier a pris sur lui de les faire parvenir par-dessus le mur.

Le gouverneur, ayant lu dans une de mes lettres pour l'Europe que je demandais plusieurs objets de vêtements et de toilette, est venu me dire que je pouvais prendre la plupart de ces objets parmi ce que le gouvernement avait envoyé ici pour Napoléon ; et comme je lui ai répondu que je préférerais les acheter, ne voulant pas gêner mes sentiments d'aucune reconnaissance, le gouverneur a observé sèchement qu'il me serait loisible de les payer si j'en avais la fantaisie ; à quoi j'ai répliqué : « Pardonnez, monsieur, j'aime à choisir mes boutiques. » Il en est résulté que le gouverneur m'a fait dire plus tard par le docteur qu'il allait porter des plaintes contre moi aux ministres pour avoir refusé avec mépris, disait-il, les dons du gouvernement. À quoi je lui ai riposté aussitôt que je lui serais obligé, étant bien plus heureux qu'il eût à transmettre à ses ministres des refus que des demandes.

L'Empereur a rencontré le petit Tristan, fils aîné de M. de Montholon, qui n'a guère que sept ans, et court tout le jour. L'Empereur l'a fait approcher entre ses deux jambes et a voulu lui faire réciter quelques fables, dont le pauvre enfant sur dix mots n'en comprenait pas deux. L'Empereur en riait beaucoup, condamnait qu'on donnât La Fontaine aux enfants qui ne pouvaient l'entendre, et s'est mis à expliquer ces fables à Tristan, à vouloir

les lui rendre sensibles, et rien de plus curieux que ses développements, leur simplicité, leur justesse, leur logique.

Dans la fable *du Loup et de l'Agneau*, rien n'était plus risible comme de voir le petit bonhomme dire Sire et Votre Majesté, et en parlant du loup, et en parlant de l'Empereur, mêler à tort et à travers tout cela dans sa bouche, et bien plus encore probablement dans sa tête.

L'Empereur trouvait qu'il y avait beaucoup trop d'ironie dans cette fable pour être à la portée des enfants. Elle péchait d'ailleurs, disait-il dans son principe et sa morale, et c'était la première fois qu'il s'en sentait frappé. Il était faux que la raison du plus fort lût la meilleure ; et, si cela arrivait en effet, c'était là le mal, disait-il, l'abus qu'il s'agissait de condamner. Le loup donc eût dû s'étrangler en croquant l'agneau, etc., etc.

Tristan est fort paresseux. Il avouait à l'Empereur qu'il ne travaillait pas tous les jours. « Ne manges-tu pas tous les jours ? disait l'Empereur. – Oui, Sire. – Eh bien ! tu dois travailler tous les jours, car on ne doit point manger si l'on ne travaille pas. – Oh bien ! en ce cas, je travaillerai tous les jours, disait vivement l'enfant. – Voilà bien l'influence du petit ventre, disait l'Empereur en lapant sur celui de Tristan ; c'est la faim, c'est le petit ventre qui fait mouvoir le monde. Allons, mon petit, si tu es sage, nous te ferons page de Louis XVIII. » – « Mais je ne veux pas, » disait Tristan en grognant et faisant la grimace.

Cette après-dînée, lisant un ouvrage où l'auteur observait que la figure trompait souvent sur le caractère, l'Empereur s'est arrêté, a posé le livre avec un visage pénétré, un accent convaincu ; il a dit : « C'est bien vrai, et, quelque étude que l'on fasse, l'on ne saurait se flatter d'y parvenir. Que de preuves j'ai dans ce genre ! par exemple, j'avais quelqu'un auprès de moi ; sa figure, sans doute... Mais après tout, en effet, ce quelqu'un avait un œil de pie ; j'aurais dû y deviner quelque chose. » Et il s'est étendu sur le caractère de cette personne. Ils s'étaient connus dès l'enfance, disait-il ; il lui avait donné longtemps toute sa confiance ; il avait du talent, des moyens ; l'Empereur croyait même qu'il avait été attaché, fidèle. « Mais il était aussi par trop avide, disait-il, il aimait trop l'argent. Quand je lui dictais et qu'il lui arrivait d'avoir à écrire des millions, ce n'était jamais sans un mouvement sur toute sa figure, un lèchement de lèvres, une certaine

agitation sur sa chaise qui, plus d'une fois, m'avait porté à lui demander ce que c'était, ce qu'il avait, etc. »

L'Empereur disait que le vice était trop prononcé pour qu'il eût pu garder cette personne auprès de lui. Mais que, vu ses autres qualités, il eût dû peut-être se contenter de la placer différemment, etc., etc.

Sur le Masque de Fer, etc. – Fable ingénieuse.

Vendredi 12.

La conversation a conduit aujourd'hui à traiter le Masque de Fer. On a passé en revue ce qui a été dit par Voltaire, Dutens etc., et ce que l'on trouve dans les *Mémoires de Richelieu* ; ceux-ci le font comme l'on sait, frère jumeau de Louis XIV et son aîné. Or, quelqu'un a ajouté que, travaillant à des cartes généalogiques, on était venu lui démontrer sérieusement que, lui, Napoléon, était le descendant linéal de ce Masque de Fer, et par conséquent l'héritier légitime de Louis XIII et de Henri IV, de préférence à Louis XIV et à tout ce qui en était sorti. L'Empereur de son côté a dit en avoir, en effet, entendu quelque chose, et il a ajouté que la crédulité des hommes est telle, leur amour du merveilleux si fort, qu'il n'eût pas été difficile d'établir quelque chose de la sorte pour la multitude, et qu'on n'eût pas manqué de trouver certaines personnes dans le Sénat pour le sanctionner, et probablement celles-là mêmes qui plus tard se sont empressées de le dégrader sitôt qu'elles l'ont vu dans l'adversité.

On est passé alors à développer les bases et la marche de cette fable. Le gouverneur des îles Sainte-Marguerite, disait-on, auquel la garde du Masque de Fer était alors confiée, se nommait M. de Bonpart, circonstance au fait déjà fort singulière. Celui-ci, assurait-on, ne demeura pas étranger aux destinées de son prisonnier. Il avait une fille ; les jeunes gens se virent, ils s'aimèrent. Le gouverneur en donna connaissance à la cour ; on y décida qu'il n'y avait pas grand inconvénient à laisser cet infortuné chercher dans l'amour un adoucissement à ses malheurs, et M. de Bonpart les maria.

Celui qui parlait en ce moment disait que quand on lui raconta la chose, qui l'avait fort amusé, il lui était arrivé de dire qu'il la trouvait très ingénieuse, sur quoi le narrateur s'était fâché tout rouge, prétendant que ce

mariage pouvait se vérifier aisément sur les registres d'une des paroisses de Marseille qu'il cita, et qui en attestait, disait-il, toutes les traces. Il ajoutait que les enfants qui naquirent de ce mariage furent clandestinement ou sans bruit écoulés vers la Corse, où la différence de langage, le hasard ou l'intention avaient transformé leur nom de Bonpart en Bonaparte et Buonaparte ; ce qui au fond présente le même sens.

À cette anecdote on a ajouté qu'au moment de la révolution on avait fait une histoire semblable en faveur de la branche d'Orléans. On la fondait sur une pièce trouvée à la Bastille. On supposait qu'Anne d'Autriche, qui accoucha après vingt-trois ans de stérilité, avait mis au monde une fille ; la crainte qu'elle n'eût point d'autre enfant avait porté Louis XIII à éloigner cette fille et lui substituer faussement un garçon, qui avait été Louis XIV. Mais l'année suivante la reine accoucha encore, et cette fois ce fut un garçon, Philippe, chef de la maison d'Orléans, qui se trouvait ainsi, lui et les siens, les héritiers légitimes, tandis que Louis XIV et les siens n'étaient plus que des intrus et des usurpateurs. Dans cette version, le Masque de Fer était une fille. Une brochure courut les provinces à ce sujet lors de la prise de la Bastille. Mais l'histoire ne fit pas fortune ; elle mourut sans avoir même un instant, à ce qu'il paraît, occupé la capitale.

Sur le maréchal Lannes – Murat, sa femme, etc..

Samedi 13, dimanche 14.

Durant le dîner, au sujet de toilette et de parure, on disait que, parmi les grands personnages du jour, aucun n'en avait poussé le ridicule plus loin que *Murat*, et encore, observait-on, était-elle la plupart du temps tellement singulière, tellement bizarre, que le public l'en appelait le *roi Franconi*. L'empereur en a beaucoup ri, confessant qu'il était vrai que certains costumes et certaines manières lui donnaient en effet parfois l'apparence d'un opérateur, l'air d'un charlatan. En revenant à la toilette, on ajoutait que *Bernadotte* y mettait aussi un soin infini, et *Lannes* beaucoup de temps. L'Empereur s'est montré fort surpris de ce qu'on lui apprenait des deux derniers. Cela l'a conduit naturellement bientôt à répéter ses vifs regrets sur la perte du maréchal Lannes, qu'il a terminés en disant : « Ce pauvre

Lannes, dans son agonie, à chaque instant, me demandait ; il se cramponnait à moi, disait Napoléon, de tout le reste de sa vie ; il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct ! Assurément il aimait mieux sa femme et ses enfants que moi ; il n'en parlait pourtant pas : c'est qu'il n'en attendait rien ; c'était lui qui les protégeait, tandis qu'au contraire moi j'étais son protecteur ; j'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur ; j'étais sa providence, il m'implorait !... »

Quelqu'un observa alors que le bruit des salons avait été bien différent ; qu'on y avait répandu que Lannes était mort en furieux, maudissant l'Empereur, contre lequel il se montrait enragé, et on ajoutait qu'il avait toujours eu de l'éloignement pour lui, et le lui avait souvent témoigné avec insolence... « Quelle absurdité ! a repris l'Empereur ; Lannes m'adorait au contraire. C'était assurément un des hommes au monde sur lequel je pouvais le plus compter. Il est bien vrai que dans son humeur fougueuse il eût pu laisser échapper quelques paroles contre moi ; mais il était homme à casser la tête de celui de qui il les aurait entendues. »

Revenant ensuite à *Murat*, quelqu'un observa qu'il avait grandement influé sur les malheurs de 1814. « Il les a décidés, a repris l'Empereur ; il est une des grandes causes que nous sommes ici. Du reste la première faute en est à moi. Ils étaient plusieurs que j'avais faits trop grands ; je les avais élevés au-dessus de leur esprit. Je lisais, il y a peu de jours, sa proclamation en se séparant du vice-roi ; je ne la connaissais pas encore. Il est difficile de concevoir plus de turpitude : il y dit que le temps est venu de choisir entre deux bannières, celle du crime ou de la vertu. Or c'est la mienne qu'il appelle celle du crime. Et c'est Murat, mon ouvrage, le mari de ma sœur, celui qui me doit tout, qui n'eût été rien, qui n'existe, qui n'est connu que par moi, qui écrit cela ! Il est difficile de se séparer du malheur avec plus de brutalité, de courir avec plus d'impudeur au-devant d'une fortune nouvelle. »

Madame Mère, depuis cet instant, ne voulut avoir aucun rapport avec lui ni avec sa femme, quelques efforts d'ailleurs qu'ils fissent vis-à-vis d'elle sa constante réponse était qu'elle avait en horreur les traîtres et la trahison. Dès qu'elle fut à Rome, après les désastres de 1814, Murat s'empressa de lui envoyer de ses écuries de Naples huit très beaux chevaux. Madame n'en voulut point entendre parler. Elle repoussa de même toutes les tentatives de

sa fille *Caroline*, qui ne cessait de répéter qu'après tout il n'y avait pas de sa faute, qu'elle n'y était pour rien, qu'elle n'avait pu commander son mari. Mais Madame répondait comme Clytemnestre : « Si vous n'avez pu le commander, vous auriez dû le combattre ; or quels combats avez-vous livrés ? quel sang a coulé ? Ce n'est qu'au travers de votre corps que votre mari devait percer votre frère, votre bienfaiteur, votre maître. »

« À mon retour de l'île d'Elbe, continuait l'Empereur, la tête tourna à Murat de me voir débarqué. Les premières nouvelles lui apprirent que j'étais dans Lyon. Il était habitué à mes grands retours de fortune. Il m'avait vu plus d'une fois dans des circonstances prodigieuses. Il me crut déjà maître de l'Europe, et ne songea plus qu'à m'arracher l'Italie, car c'était là son but et ses espérances. Vainement des gens à grand crédit parmi les peuples qu'il voulait soulever se jetèrent-ils à genoux, lui dirent-ils qu'il s'abusait ; que les Italiens avaient un roi, que celui-là seul avait leur amour et leur estime : rien ne put l'arrêter. Il se perdit, et contribua à nous perdre une seconde fois, parce que les Autrichiens, ne doutant pas que ce ne fût à mon instigation, ne voulurent pas croire à mes paroles et se défièrent de moi. La malheureuse fin de Murat répond à toute cette conduite. Murat avait un très grand courage et fort peu d'esprit. La trop grande différence entre ces deux qualités l'explique en entier. Il était difficile, impossible même, d'être plus brave que Murat et Lannes. Murat n'était demeurée que brave. L'esprit de Lannes avait grandi au niveau de son courage ; il était devenu un géant.

« Au surplus, a terminé l'Empereur, l'exécution de Murat n'en est pas moins horrible ! C'est un événement dans les mœurs de l'Europe, une infraction aux bienséances publiques. Un roi a fait fusiller un roi reconnu comme tel par tous les autres !!!... Quel charme il a violé !...»

Bill de notre exil – Beaumarchais – Historique des travaux de Cherbourg.

Lundi 15.

Sur les dix heures, l'Empereur est entré dans ma chambre ; il voulait me surprendre, voulant se promener. Je l'ai suivi ; il a marché quelque temps vers le bois, où la calèche est venue le prendre ; il y avait bien longtemps

qu'il n'en avait fait usage. J'étais seul avec lui, et la conversation a roulé tout le temps sur le bill qui le concerne et qui nous est étranger...

Au retour, l'Empereur a hésité s'il déjeunerait sous les arbres ; mais il s'est décidé à rentrer, et n'est pas ressorti de tout le jour ; il a dîné seul.

Après son dîner il m'a fait appeler ; il lisait des *Mercur* ou journaux anciens. Il y trouvait diverses anecdotes et circonstances de *Beaumarchais*. Cette lecture était piquante par l'extrême différence des mœurs, bien que dans des temps si voisins. Elle lui a présenté le voyage de Louis XVI à Cherbourg, sur lequel il s'est arrêté quelque temps, puis il a passé aux travaux de Cherbourg et a parcouru leur historique avec cette clarté, cette précision, ce piquant qui caractérise tout ce qu'il dit.

Cherbourg se trouve au fond d'une anse semi-circulaire, dont les deux extrémités sont l'île Pelée à droite, et la pointe Querqueville à gauche. L'alignement qui joint ces deux points forme la corde ou le diamètre, et court de l'est à l'ouest.

En face, au nord, et à très peu de distance, vingt lieues environ, est le fameux Portsmouth, le premier arsenal des Anglais. Le reste de leurs côtes court presque parallèlement aux nôtres. La nature a tout fait pour nos rivaux ; à nous elle a tout refusé. Leurs rivages sont sains et se nettoient encore chaque jour ; ils présentent beaucoup de fond, une multitude d'abris, de havres, de ports excellents ; nos côtes, au contraire, sont remplies d'écueils, elles ont peu d'eau et s'encombrent journellement davantage. Nous n'avons pas un seul véritable port de grande dimension dans ces parages ; si bien que les escadres ennemies, mouillées à Portsmouth, n'ont pas même besoin de mettre sous voiles pour nous inquiéter ; il leur suffit de quelques bâtiments légers pour les avertir ; et en un moment, sans peine et sans danger, elles se trouvent sur leur proie : on pourrait dire que de là les Anglais sont tout à la fois et chez eux et chez nous.

Si nos escadres, au contraire, osent se hasarder dans la Manche, qui ne devrait s'appeler à bien dire que la *Mer Française*, elles s'y trouvent en péril permanent ; la tempête ou la supériorité de l'ennemi peut amener leur destruction totale, parce que dans les deux cas il n'est point d'abri pour elles. C'est ce qui arriva à la fameuse journée de la Hogue, où Tourville, à

la gloire d'un combat aussi inégal, eût pu joindre encore la gloire d'une belle retraite, s'il eût existé un port où se réfugier.

Dans cet état de choses les gens à bonnes vues, aimant le bien de leur pays, vinrent à bout, à force de projets et de mémoires, de déterminer le gouvernement à chercher dans le secours de l'art ceux dont nous avait privés la nature ; et après beaucoup d'hésitation et de tâtonnement, on s'arrêta sur la baie de Cherbourg, qu'il s'agissait d'abriter à l'aide d'une immense digue jetée dans la mer. Par là nous devions obtenir aux portes mêmes de l'ennemi une rade artificielle où nos vaisseaux pourraient à toute heure et par tous les vents courir sur lui ou échapper à sa poursuite.

« C'était une magnifique et glorieuse entreprise, disait l'Empereur, bien forte pour le faire et pour les finances de l'époque. On imagina de former la digue par d'immenses cônes construits à vide dans le port, et remorqués ensuite jusque sur leur emplacement, où ils étaient immergés à force de pierres dont on les remplissait^[3], ce qui du reste était fort ingénieux. Louis XVI vint honorer ces opérations de sa présence ; il quitta Versailles, et ce fut un grand évènement. Dans ces temps-là un roi de France ne quittait jamais sa demeure ; ses excursions n'allaient pas au-delà d'une partie de chasse ; les rois ne couraient pas comme aujourd'hui ; et je crois bien, ajoutait l'Empereur, que moi je n'ai pas peu contribué à les mobiliser.

Toutefois, comme il fallait bien que les choses portassent le cachet du temps, voilà la discussion interminable, la rivalité éternelle de la terre et de la mer qui va son train. On eût dit à cet égard qu'en France il y avait deux rois, ou que celui qui régnait avait deux intérêts et devait avoir deux volontés, ce qui faisait plutôt qu'il n'en avait aucune. Ici, il ne s'agissait que de la mer, et pourtant l'on prononça pour la terre, non pour la bonté de ses raisons, mais par la priorité de ses droits ; et où il s'agissait du sort de l'empire, on ne vit sans doute qu'une affaire de hiérarchie, et par cela seul le grand but, la magnifique entreprise se trouva manquée. La terre s'établit à l'île Pelée, et au fort Querqueville : elle n'était appelée là que comme auxiliaire de la digue, qui était elle-même l'affaire principale ; mais, au lieu de cela, la terre commença par s'asseoir, et força ensuite la digue de se subordonner à sa bienséance, de se placer, de se courber selon son tir. Qu'arriva-t-il ? C'est que l'abri qu'on créait et qui devait être calculé pour recevoir la masse de nos flottes, soit qu'il s'agît de frapper au cœur de

l'ennemi, soit que le hasard les y fît prendre refuge, n'offrit plus de place qu'à une quinzaine de vaisseaux au plus, quand il en eut fallu pour cent et au-delà, ce que l'on eût obtenu sans plus de peines, ni beaucoup plus de dépenses, si l'on se fût porté plus en avant dans la mer, seulement au-delà des points que s'était adjugés et qu'avait fixés la terre.

Une autre bétise bien caractéristique et qu'on aurait de la peine à imaginer, c'est que toutes les grandes mesures, pour la rade de Cherbourg, furent prises et arrêtées, la digue commencée, une des passes, celle de l'est, complétée, et qu'on était sur le point de former l'autre, celle de l'ouest, sans s'être procuré la connaissance exacte et précise de toutes les sondes de la rade ; si bien que la passe déjà formée, celle de l'est, large de cinq cents toises, poussée trop près du fort, n'admettait pas sans inconvénient des vaisseaux à marée basse, et que celle que l'on allait former à l'ouest se serait trouvée impraticable, ou du moins fort dangereuse, si le zèle individuel d'un officier (M. de Chavagnac) n'avait fait à temps cette importante découverte, et forcé d'arrêter l'extrémité gauche de la digue à mille deux cents toises du fort Querqueville, chargé de sa défense ; ce qui me semble être et est en effet à trop grande distance. »

Du reste, le système des travaux de la digue, laquelle se trouve à plus d'une lieue du rivage et porte plus de dix-neuf cents toises de long sur quatre-vingt-dix pieds de large, n'a pas été sans éprouver de nombreuses variations commandées au surplus par l'expérience. Les cônes, qui dans le principe devaient se toucher par la base, furent bientôt espacés par force d'accident ou par vue d'économie : la tempête les endommagea, les vers les rongèrent, le temps les pourrit ; on y renonça tout à fait, et l'on se contenta d'y substituer de simples pierres perdues ; et quand on s'aperçut que la force des vagues rendait celles-ci mouvantes, on en vint à avoir recours à d'énormes blocs qui ont fini par répondre à tout ce qu'on attendait.

Ces travaux se sont continués sans interruption sous Louis XVI. Nos assemblées législatives lui donnèrent d'abord un redoublement d'activité ; mais les grands désordres qui suivirent bientôt les firent abandonner tout à fait, et à l'époque du Consulat il ne restait plus de vestige à l'œil de cette fameuse digue. L'imperfection première, le temps, la violence des flots avaient fait tout disparaître jusqu'à plusieurs pieds au-dessous du niveau de la basse mer.

« Néanmoins un de mes premiers soins, disait l'Empereur, dès que j'eus pris le timon des affaires, fut de tourner mes regards sur un point aussi important. J'ordonnai des commissions, je fis discuter devant moi, je me rendis maître de l'état des lieux, et je prononçai que l'exhaussement de la digue serait repris en toute hâte et à toute force ; que les deux extrémités recevraient avec le temps deux massifs de fortification ; mais que dès cet instant même on allait se mettre en mesure d'établir au centre une batterie provisoire considérable. Alors commencèrent de tous côtés les inconvénients, les objections, les vues particulières, l'amour-propre des opinions privées, etc., etc. Cela ne se pouvait absolument pas, prétendaient plusieurs ; je n'en tins pas compte, j'insistai, je voulus, et cela fut fait. En moins de deux ans on vit surgir comme par magie une île véritable, sur laquelle se montra une batterie de gros calibre. Jusqu'à cet instant, les Anglais n'avaient guère fait que rire de nos efforts : ils avaient jugé dès le principe, disaient-ils, qu'ils demeureraient sans résultat ; ils avaient deviné que les cônes se détruiraient, que les petites pierres obéiraient aux vagues, et surtout ils s'en reposaient sur notre lassitude et notre inconstance. Mais ici ce fut tout autre chose ; aussi firent-ils mine de vouloir nous y troubler ; mais ils s'y prenaient trop tard, j'étais en mesure. La passe occidentale, il est vrai, était demeurée, par la force des choses, extrêmement large, et les deux fortifications extrêmes ne croisant pas leur feu, il pouvait en résulter qu'un ennemi audacieux eût pu forcer le passage de l'ouest, venir mouiller lui-même en dedans de la digue et recommencer le désastre d'Aboukir. Mais avec ma batterie centrale provisoire j'y parais déjà. Cependant, comme je suis pour le permanent, j'ordonnai en dedans de la digue, à son centre et comme en soutien, en renfort d'elle, et pour lui servir à son tour d'enveloppe, un énorme pâtre elliptique dominant la batterie centrale, et supportant lui-même, en deux étages casematés et à l'épreuve de la bombe, cinquante pièces de gros calibre avec vingt mortiers à grande portée, ainsi que les casernes nécessaires, magasin à poudre, etc., etc.

« J'ai la satisfaction d'avoir laissé ce bel ouvrage accompli.

« Ma défensive pourvue, je n'avais plus à m'occuper que de l'offensive, qui consistait à pouvoir réunir à Cherbourg la masse de nos flottes. Or, la rade ne pouvait contenir que quinze vaisseaux. Pour en accroître le nombre, je fis creuser un port nouveau ; jamais les Romains n'entreprirent rien de

plus fort, de plus difficile, qui dût durer davantage ! Il fut fouillé dans le granit à cinquante pieds de profondeur ; j'en fis solenniser l'ouverture par la présence de Marie-Louise, lorsque j'étais moi-même sur les champs de bataille de la Saxe.

« J'obtenais ainsi de pouvoir placer quinze vaisseaux de plus. Ce n'était point assez encore, aussi comptais-je m'étendre bien autrement. J'étais résolu de renouveler à Cherbourg les merveilles de l'Égypte : j'avais élevé déjà dans la mer ma pyramide ; j'aurais eu aussi mon lac Mœris. Mon grand objet était de pouvoir concentrer à Cherbourg toutes nos forces maritimes ; et avec le temps, au besoin, elles eussent été immenses, afin de pouvoir porter le grand coup à l'ennemi. J'établissais mon terrain de manière à ce que les deux nations tout entières eussent pu, pour ainsi dire, se prendre corps à corps ; et l'issue ne devait pas être douteuse, car nous aurions été plus de quarante millions de Français contre quinze millions d'Anglais ; j'eusse terminé par une bataille d'Actium. Et puis, que voulais-je de l'Angleterre ? Sa destruction ? Non, sans doute ; je ne lui demandais que le terme d'une usurpation intolérable ; la jouissance de droits imprescriptibles et sacrés ; l'affranchissement, la liberté des mers ; l'indépendance, l'honneur des pavillons ; je parlais au nom de tous et pour tous, et je l'eusse obtenu de gré ou de force : j'avais pour moi la puissance, le bon droit, le vœu des nations, etc., etc. »

J'ai des raisons de croire que l'Empereur, dégoûté des pertes qu'avaient coûtées sur mer les tentatives partielles, éclairé par une funeste expérience, avait adopté un nouveau système de guerre maritime.

Insensiblement la querelle entre l'Angleterre et la France avait pris la tournure d'une véritable lutte à mort. L'irritation de tous les Anglais contre Napoléon était au dernier degré ; ses décrets de Berlin et de Milan, son système continental, des expressions offensantes avaient soulevé tous les esprits au-delà de la Manche, tandis que les ministres, par leurs libelles, leurs impostures et tous les moyens imaginables, avaient achevé d'y mettre en jeu toutes les passions pour nationaliser tout à fait la querelle ; aussi, en plein parlement, avait-on proclamé la guerre *perpétuelle*, ou du moins *viagère*. L'Empereur crut devoir façonner ses plans sur cet état de choses, et renonça dès cet instant, autant par calcul que par nécessité, à toutes croisières, toutes opérations lointaines, toutes tentatives chanceuses ; il se

détermina pour la stricte défensive, jusqu'à ce que les affaires du continent fussent terminées, et que ses forces maritimes accumulées lui permissent de frapper plus tard à coup sûr. Il retint donc tous ses bâtiments dans ses ports, ne songea plus qu'à multiplier graduellement nos ressources navales, sans les compromettre davantage : tout ne fut plus calculé que pour un résultat éloigné.

Notre marine avait fait de grandes pertes en vaisseaux, la plupart de nos bons matelots étaient prisonniers en Angleterre, et tous nos ports se trouvaient bloqués par les forces anglaises qui en gênaient les communications. L'Empereur ordonna des canaux en Bretagne, à l'aide desquels, en dépit de l'ennemi, on devait communiquer désormais de Bordeaux, Rochefort, Nantes, de la Hollande, Anvers, Cherbourg, avec Brest, et lui procurer les approvisionnements en tous genres dont il pouvait manquer. Il voulut avoir à Flessingue ou dans le voisinage des bassins propres à recevoir, durant l'hiver, la flotte d'Anvers toute armée, et pouvoir la mettre en mer dans les vingt-quatre heures ; car dans l'état présent elle était retenue prisonnière par les glaces dans l'Escaut quatre ou cinq mois de l'année. Enfin il projetait, du côté de Boulogne ou de quelque endroit de cette côte, une digue pareille à celle de Cherbourg, et entre Cherbourg et Brest un mouillage convenable à l'Île-à-Bois, le tout pour assurer, en tout temps et sans péril, la libre et pleine communication de nos vaisseaux de haut bord depuis Anvers jusqu'à Brest. Quant au manque de matelots et aux grandes difficultés d'en former, il fut ordonné d'y pourvoir en exerçant chaque jour de jeunes conscrits dans toutes nos rades. Ils seraient placés d'abord sur de petits bâtiments légers : une flottille de ce genre devait même naviguer dans le Zuyderzée ; et de là ces matelots, passablement formés, seraient versés sur les gros vaisseaux, et remplacés aussitôt par d'autres qui devaient suivre. Les vaisseaux, de leur côté, avaient ordre d'appareiller chaque jour, de multiplier leurs exercices, d'évoluer autant que l'espace le permettrait, d'aller même échanger des coups de canon avec l'ennemi, pourvu qu'on fût certain de ne pas se trouver engagé, etc., etc.

Restait la quantité de nos vaisseaux : elle était grande encore malgré toutes nos pertes ; et l'Empereur calculait pouvoir en construire vingt ou vingt-cinq par an ; les équipages s'en trouvaient formés au fur et à mesure, si bien qu'au bout de quatre ou six ans, il eût pu compter sur deux cents

vaisseaux de ligne, et peut-être sur trois cents au bout de dix ans s'il s'y fût trouvé forcé. Et qu'était ce temps en regard avec la guerre perpétuelle ou viagère qui nous était vouée ? Cependant les affaires sur terre se seraient terminées, et tout le continent fût entré dans notre système ; l'Empereur eut pu ramener le plus grand nombre de ses troupes sur nos côtes ; et c'est dans cet état qu'il comptait enfin rendre la lutte décisive. Toutes les ressources respectives des deux nations eussent été mises en jeu, et nous devions alors, pensait-il, soumettre nos ennemis par la force morale, ou les étouffer par notre force matérielle.

L'Empereur projetait pour la marine plusieurs idées, et comptait employer une partie de sa tactique de terre. Il établissait sa ligne offensive et défensive du cap Finistère aux bouches de l'Elbe. Il eut eu trois corps d'escadre avec des amiraux en chef, comme il avait des corps d'armée avec leurs maréchaux : celui du centre aurait eu son quartier-général à Cherbourg, celui de gauche à Brest, et celui de la droite à Anvers. De moindres divisions aux extrémités, à Rochefort et au Ferrol, au Texel et aux bouches de l'Elbe, pour tourner et déborder l'ennemi par ses flancs. De nombreuses stations intermédiaires unissaient tous ces points, et leurs amiraux en chef respectifs leur étaient sans cesse comme présents, à l'aide des télégraphes qui, bordant la côte, tenaient ce grand ensemble en constante communication.

Cependant quel parti eussent pris les Anglais durant nos préparatifs et notre accroissement progressif ? Eussent-ils continué de bloquer nos ports ? Nous aurions eu la satisfaction de les voir forcés d'augmenter leurs croisières, nous les aurions amenés à avoir cent et cent cinquante vaisseaux constamment exposés chaque jour sur nos côtes aux hasards de la tempête, aux dangers des écueils, à toutes les chances de désastres ; ayant pour nous, au contraire, toutes celles du succès, si jamais les accidents de la nature ou les fautes de leurs amiraux amenaient quelque catastrophe imprévue, laquelle, par la suite du temps, ne pouvait manquer d'arriver. Quel avantage n'en aurions-nous pas tiré, nous, frais et en bon état, qui guettions ce moment, toujours prêts à mettre sous voiles et à combattre ! Les Anglais se seraient-ils lassés, nos vaisseaux sortaient aussitôt pour exercer, former leurs équipages.

Nos armements complétés et le moment décisif approchant, les Anglais, effrayés pour leur île, se seraient-ils groupés en tête de leurs principaux arsenaux, Plymouth, Portsmouth et la Tamise, nos trois corps de Brest, Cherbourg et Anvers allaient à eux, et nos ailes les tournaient sur l'Irlande et sur l'Écosse. Se déterminaient-ils, fiers de leur adresse et de leur courage, à se présenter en masse, alors le tout se trouvait réduit à une affaire décisive, dont nous aurions choisi nous-mêmes le *temps*, le *lieu*, la *saison* ; et c'est ce que l'Empereur appelait sa bataille d'Actium, dans laquelle, si nous étions battus, nous n'éprouvions que de simples pertes, tandis que si nous triomphions, l'ennemi cessait d'exister. Or nous ne pouvions que triompher, disait-il ; car les deux nations se trouvaient alors corps à corps, et nous étions quarante et quelques millions contre quinze : il en revenait toujours là. Telle avait été une de ses hautes idées, une de ses gigantesques conceptions.

Napoléon a si prodigieusement fait, que ses œuvres, ses monuments semblent se nuire les uns les autres par leur nombre, leur variété, leur importance ; aussi aurais-je bien voulu consigner ici l'ensemble de ses travaux exécutés à Cherbourg, et ceux qu'il y avait projetés. Un des hommes précisément du métier même, et l'un de ses premiers ornements, m'en a promis le tableau. S'il me tient parole, on le rencontrera dans les volumes suivants.

Longue audience donnée au gouverneur – Conversation remarquable.

Mardi 16.

Sur les deux heures on est venu demander à l'Empereur s'il voulait recevoir le gouverneur. Il lui a donné une audience de près de deux heures, a parcouru sans se fâcher, disait-il, tous les objets en discussion. Il lui a récapitulé tous nos griefs, énuméré tous ses torts ; il a parlé tour à tour à sa raison, à son esprit, à ses sentiments, à son cœur, « Je l'ai mis à même de tout réparer, de retravailler à neuf, disait-il ; mais vainement, car cet homme est sans fibres : il n'en faut rien attendre. »

Le gouverneur l'avait assuré, disait l'Empereur, qu'en arrêtant le domestique de M. de Montholon, il avait ignoré qu'il fût à notre service ; il

a ajouté qu'il n'avait point lu la lettre cachetée de madame Bertrand. L'Empereur lui a fait observer que sa lettre au comte Bertrand était tout à fait en dehors de nos mœurs, et tout à fait en opposition avec nos préjugés ; que si lui, Napoléon, étant simple général et confondu dans la vie privée, avait reçu de lui, gouverneur, une telle lettre, il se serait coupé la gorge avec lui ; qu'on n'insultait pas, sous peine de réprobation sociale, un homme aussi connu et aussi vénéré sans doute en Europe que devait l'être le grand maréchal ; qu'il ne jugeait pas bien sa situation avec nous ; que tout ce qu'il faisait ici était déjà l'histoire ; que même la conversation de cet instant était l'histoire. Qu'il blessait chaque jour par sa conduite son propre gouvernement, sa propre nation, et qu'il pourrait lui en coûter avec le temps. Que son gouvernement le désavouerait à la fin, et qu'il resterait sur son nom une tache qui rejaillirait sur ses enfants. « Voulez-vous, lui disait l'Empereur, que je vous dise ce que nous pensons de vous ? Nous vous croyons capable de tout, mais de tout ; et tant que vous demeurerez avec votre haine, nous demeurerons avec notre pensée. J'attends encore quelque temps, parce que j'aime à être sûr ; et je me plaindrai alors de ce que le plus mauvais procédé des ministres n'a point été de m'envoyer à Sainte-Hélène, mais bien de vous en avoir donné le commandement. Vous êtes pour nous un plus grand fléau que toutes les misères de cet affreux rocher. »

Le gouverneur répondait à tout cela qu'il allait rendre compte à son gouvernement ; qu'avec l'Empereur il apprenait du moins quelque chose, tandis qu'avec nous il ne faisait que s'aigrir, et que nous envenimions tout.

Du reste, au sujet des commissaires des puissances, que le gouverneur demandait à présenter à l'Empereur, l'Empereur les a refusés dans leur capacité politique ; mais il a dit au gouverneur qu'il les recevrait volontiers comme hommes privés ; qu'il n'avait d'éloignement pour aucun d'eux, pas même pour celui de France, *M. de Montchenu*, qui pouvait être un fort brave homme, qui avait été son sujet dix ans, et qui, ayant été émigré, lui devait probablement à lui, Napoléon, le bienfait de sa rentrée en France ; et puis, après tout, c'était un Français ; que ce titre était ineffaçable pour lui, qu'il n'était point d'opinion qui pût le détruire à ses yeux, etc.

Enfin, au sujet des bâtisses nouvelles à Longwood, dont la proposition avait été le grand objet de la visite du gouverneur, l'Empereur avait répondu qu'il n'en voulait point, qu'il préférerait demeurer mal comme il était, que

d'acheter un mieux très éloigné au prix de beaucoup de bruit et de remue-ménage ; que les constructions dont il venait de lui parler demandaient des années pour leur accomplissement, et qu'ayant ce temps, ou nous ne vaudrions plus ce que nous coûtions, ou la Providence l'aurait délivré de nous, etc.

Sur les belles Italiennes.

Mercredi 17.

La conversation a roulé particulièrement sur les Italiennes, leur caractère, leur beauté.

Le jeune général qui fit la conquête de l'Italie y excita, dès le premier instant, tous les enthousiasmes et toutes les ambitions ; l'Empereur se complaisait à l'entendre et à le redire. Il n'y avait pas de beauté surtout qui n'aspirât à lui plaire et à le toucher ; mais ce fut en vain. « Mon âme était trop forte, disait-il, pour donner dans le piège : sous les fleurs je jugeais du précipice. Ma position était des plus délicates, je commandais de vieux généraux ; ma tâche était immense ; des regards jaloux s'attachaient à tous mes mouvements ; ma circonspection fut extrême. Ma fortune était dans ma sagesse ; j'eusse pu m'oublier une heure, et combien de mes victoires n'ont pas tenu à plus de temps ! »

Plusieurs années après, lors du couronnement à Milan, une chanteuse célèbre (Grassini) attira son attention ; les circonstances étaient moins austères : il la fit demander, et dans son entretien elle se mit à lui rappeler qu'elle avait débuté précisément lors des premiers exploits du général de l'armée d'Italie. « J'étais alors, disait-elle, dans tout l'éclat de ma beauté et de mon talent. Il n'était question que de moi dans *les Vierges du soleil*. Je séduisais tous les yeux, j'enflammais tous les cœurs. Le jeune général seul était demeuré froid, et pourtant lui seul m'occupait ! Quelle bizarrerie, quelle singularité ! Quand je pouvais valoir quelque chose, que toute l'Italie était à mes pieds, que je la dédaignais héroïquement pour un seul de vos regards, je n'ai pu l'obtenir ; et voilà que vous les laissez tomber sur moi, aujourd'hui que je n'en vaudrais pas la peine, que je ne suis plus digne de vous ! »

Faubourg Saint-Germain – Aristocratie ; démocratie – L'Empereur eût voulu épouser une Française.

Jeudi 18.

Sur les quatre heures, l'Empereur m'a fait demander ; il se trouvait très faible ; il s'était oublié trois heures dans un bain fort chaud, et s'était fait une brûlure à la cuisse droite avec le robinet d'eau bouillante ; il y avait lu deux volumes. Il s'est rasé, et n'a pas voulu s'habiller.

À sept heures et demie, l'Empereur a commandé deux couverts dans son cabinet. Il s'est trouvé fort contrarié qu'on eût dérangé ses papiers pour faire usage de la table, les a fait remettre, et a ordonné qu'on se servît d'une autre petite table.

Nous avons causé longtemps ; il m'a remis sur des sujets qui lui reviennent souvent avec moi, et dans lesquels je dois tâcher de ne pas me répéter, d'autant plus qu'ils ont aussi bien des charmes pour moi. Nous avons beaucoup parlé de nos jeunes années, de notre temps de l'École militaire. De là il est passé de nouveau aux écoles qu'il avait établies à Saint-Cyr et à Saint-Germain. Enfin il est revenu sur immigration et sur ce qu'il appelle *nos encroûtes*. Il s'était animé, avait pris de la gaieté à la suite de quelques anecdotes que je lui citais du faubourg Saint-Germain, relatives à sa personne ; et comme les plus petits objets s'agrandissent aussitôt qu'il les touche, il a dit : « Je vois bien que j'ai mal fait mes arrangements avec votre faubourg Saint-Germain : j'ai fait trop ou trop peu. J'ai fait assez pour mécontenter le parti opposé, et pas assez pour m'attacher tout à fait celui-là ! Pour quelques-uns d'entre eux qui sont avides d'argent, la foule se fût contentée de hochets et de vent, dont j'eusse pu la gorger sans blesser au fond nos nouveaux principes. Mon cher, j'ai fait trop et pas assez, et cependant cela m'a fort occupé. Malheureusement j'étais le seul dans mes intentions ; tout ce qui m'entourait les contrariait au lieu de les servir, et pourtant il ne pouvait avoir que deux grands partis à votre égard : celui d'*extirper* ou celui de *fusionner*. Le premier ne pouvait entrer dans ma pensée ; le second n'était pas facile, mais je ne le croyais pas au-dessus de mes forces. Et en effet, bien que nullement secondé, contrarié même, j'en étais venu à bout. Si je fusse demeuré, la chose se trouvait accomplie. Cela

semblera prodigieux à celui qui sait juger du cœur des hommes et de l'état de la société. Je ne pense pas qu'on ait rien à citer de pareil dans l'histoire ; qu'on puisse montrer un aussi grand résultat obtenu en aussi peu de temps. J'en avais mesuré toute l'importance. Je devais compléter cette fusion, cimenter cette union à tout prix ; avec elle nous eussions été invincibles. Le contraire nous a perdus, et peut prolonger longtemps encore les malheurs, l'agonie peut-être de cette pauvre France. Je le répète de nouveau, j'ai fait trop ou trop peu : j'aurais dû m'attacher l'émigration à sa rentrée, l'aristocratie m'eût facilement adoré ; aussi bien il m'en fallait une ; c'est le vrai, le seul soutien d'une monarchie, son modérateur, son levier, son point résistant : l'État sans elle est un vaisseau sans gouvernail, un vrai ballon dans les airs. Or le bon de l'aristocratie, sa magie, est dans son ancienneté, dans le temps ; et c'étaient les seules choses que je ne pusse pas créer ; mais je manquai d'intermédiaires. M. *de Breteuil* s'était insinué auprès de moi, et m'y portait. M. *de Talleyrand*, au contraire, qui n'en était pas aimé sans doute, m'en éloignait de tous ses moyens. La démocratie raisonnable se borne à ménager à tous l'égalité pour prétendre et obtenir. La vraie marche eût été d'employer les débris de l'aristocratie avec les formes et l'intention de la démocratie. Il fallait surtout recueillir les noms anciens, ceux de notre histoire : c'est le seul moyen de vieillir tout aussitôt les institutions les plus modernes.

« J'avais là-dessus des idées tout à moi. Si l'Autriche et la Russie eussent fait des difficultés, j'allais épouser une Française ; j'aurais choisi un des premiers noms de la monarchie, c'était même là ma première pensée, ma véritable inclination ; mes ministres ne purent m'en empêcher qu'en implorant la politique. Si j'eusse eu autour de moi des Montmorency, des Nesle, des Clisson, j'eusse fait épouser leurs filles aux souverains étrangers en les adoptant. Mon orgueil et mon plaisir eussent été d'étendre ces belles tiges françaises, si elles eussent été ou si elles se fussent données tout à fait à nous. Ils n'ont pas su me deviner ! Eux et les miens n'ont vu en moi que des préjugés, lorsque j'agissais par les plus profondes combinaisons. Quoiqu'il en soit, les vôtres ont plus perdu en moi qu'ils ne pensent !... ils sont sans esprit, sans connaissance de la véritable gloire. Par quel malheureux penchant ont-ils préféré d'aller se vautrer dans la fange des alliés, au lieu de me suivre sur la cime du Simplon pour y commander le respect et

l'admiration du reste de l'Europe ? Les insensés !... Au surplus, a-t-il continué, j'avais dans mon portefeuille, le temps seul m'a manqué, un projet qui m'eût rallié beaucoup de tout ce monde-là, et qui, après tout, n'eût été que juste. C'est que tout descendant d'ancien maréchal ou ministre etc., etc., eût été apte, dans tous les temps, à se faire déclarer duc, en présentant la dotation requise. Tout fils de général, de gouverneur de province, etc., etc., eût pu en tout temps se faire reconnaître comte, et ainsi de suite : ce qui eût avancé les uns, maintenu les espérances des autres, excité l'émulation de tous, et n'eût blessé l'orgueil de personne : grands hochets, tout à fait innocents, du reste, dans ma marche et mes combinaisons.

« Les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples antiques et vertueux : pour un aujourd'hui qui sacrifierait tout au bien public, il en est des milliers et des millions qui ne connaissent que leurs intérêts, leurs jouissances, leur vanité : or, prétendre régénérer un peuple en un instant et en poste, serait un acte de démence. Le génie de l'ouvrier doit être de savoir employer les matériaux qu'il a sous la main ; et voilà, mon cher, un des secrets de la reprise de toutes les formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons. Le secret du législateur doit être de savoir tirer parti même des travers de ceux qu'il prétend régir. Et, après tout ici, tous ces colifichets présentaient peu d'inconvénients et n'étaient pas sans quelques avantages. Au point de civilisation où nous demeurons aujourd'hui, ils sont propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant aussi le respect de soi-même ; ils peuvent satisfaire la vanité du faible, sans effaroucher nullement les têtes fortes, etc. » Il était fort tard, et l'Empereur en me congédiant a dit : « Allons, mon cher, voilà encore une bonne soirée. »

Le feu prend à notre établissement – Étiquette de Longwood.

Vendredi 19.

Le feu a pris, dans la nuit, à la cheminée du salon ; il n'a éclaté qu'au jour. Deux heures plus tôt, l'établissement était consumé.

L'Empereur s'est promené, nous étions plusieurs autour de lui ; nous avons fait à pied le tour du parc.

Dans la route, la boucle de son soulier est venue à s'échapper, nous nous sommes précipités pour la remettre, le plus prompt a été le plus heureux. L'Empereur s'y est prêté avec une espèce de satisfaction ; il laissait faire et nous lui savions gré de ne pas nous priver d'un acte qui nous honorait à nos propres yeux.

Ceci me conduit à faire observer que je n'ai point encore parlé de nos manières habituelles auprès de sa personne, et je dois le faire, d'autant plus que nombre de journaux anglais nous sont arrivés pleins de contes absurdes à ce sujet, qu'ils répandent en Europe, en affirmant que l'étiquette impériale était aussi rigoureusement observée à Longwood qu'aux Tuileries.

L'Empereur était constamment pour nous le meilleur et le plus paternellement familier des hommes. Pour nous, nous demeurions, vis-à-vis de lui, les plus attentifs, les plus respectueux des courtisans ; nous cherchions en tout temps à deviner ses désirs ; nous épiions tous ses besoins ; à peine avait-il commencé un geste, que nous étions déjà en mouvement.

Aucun de nous n'arrivait dans sa chambre sans avoir été appelé, et si l'on avait quelque chose d'important à lui communiquer, on faisait demander à être reçu. S'il se promenait avec un de nous tête à tête, nul autre ne venait le joindre sans être appelé. Dans le principe, nous demeurions constamment chapeau bas auprès de sa personne, ce qui semblait étrange aux Anglais, qui avaient reçu l'ordre supérieur de se couvrir après l'avoir abordé. Ce contraste parut si ridicule à l'Empereur qu'il nous commanda, une fois pour toutes, de ne pas faire autrement qu'eux. Nul, excepté les deux dames, ne s'asseyait devant lui qu'il ne l'eût ordonné. Jamais la parole ne lui était adressée sans son interpellation, à moins que la discussion ne fût engagée, et toujours, et dans tous les cas, il gouvernait la conversation. Telle était l'étiquette de Longwood, purement, comme on voit, celle de nos souvenirs et de nos sentiments.

Samedi 20.

L'Empereur m'a fait appeler dans la matinée ; je l'ai trouvé lisant un ouvrage anglais qui traitait de la taxe des pauvres, de son immensité, de l'innombrable quantité d'individus à la charge de leurs paroisses ; on n'y comptait que par millions d'hommes et centaines de millions d'argent.

L'Empereur craignait d'avoir mal lu, d'avoir fait un contresens ; cela ne lui semblait pas possible, disait-il. Il ne comprenait pas par quels vices il pouvait se trouver autant de pauvres dans un pays aussi riche, aussi industriel, aussi plein de ressources pour le travail que l'Angleterre. Il comprenait encore moins par quelle merveille les propriétaires, surchargés de leurs effroyables taxes ordinaires et extraordinaires, pouvaient subvenir en outre aux besoins de cette multitude. « Mais nous n'avons rien de comparable chez nous, au centième, au millième. Ne m'avez-vous pas dit que je vous avais envoyé en mission particulière dans les départements, au sujet de la mendicité ? Voyons, combien avons-nous de mendiants ? Que coûtaient-ils ? Combien avais-je créé de maisons de mendicité ? Que renfermaient-elles de reclus ? Où en était l'extirpation ? »

À cette foule de questions je me suis vu forcé de répondre qu'il s'était écoulé déjà bien du temps, que beaucoup d'autres objets avaient frappé depuis mon esprit, qu'il me serait impossible de répondre de mémoire, mais que j'avais précisément ce rapport dans mon peu de papiers, et qu'à la première fois qu'il daignerait m'appeler je serais en état de le satisfaire. « Mais allez me le chercher tout de suite, a-t-il dit, les choses ne fructifient que quand elles sont appliquées à propos, et puis je l'aurai bientôt parcouru, *avec le pouce*, comme dit ingénieusement l'abbé de Pradt, bien qu'à dire vrai je n'aime pas trop aujourd'hui à m'occuper de pareils objets : ils me rappellent la moutarde après dîner. »

En deux minutes ce rapport fut sous ses yeux. Eh bien ! me dit l'Empereur en fort peu de minutes aussi, car on eût dit réellement qu'il avait à peine feuilleté, eh bien ! cela ne ressemble, en effet, en rien à l'Angleterre. Toutefois notre organisation avait été manquée ; je l'avais bien soupçonné, et c'est pour cela que je vous avais envoyé en mission. Votre rapport eut parfaitement répondu à mes vues. Vous abordez franchement la

chose, en honnête homme, sans craindre de déplaire au ministre en lui enlevant une foule de nominations.

« Il y a grand nombre de vos détails qui me plaisent. Pourquoi n'êtes-vous pas venu m'en parler vous-même ? vous m'auriez satisfait, j'eusse appris à vous juger. – Sire, pour cette fois cela m'eût été impossible ; nous étions déjà dans la confusion et l'encombrement causés par nos malheurs. Vous y faites une observation très juste, vous posez une base incontestable : c'est que, dans l'état florissant où j'avais placé l'empire, il n'y avait nulle part de bras qui pussent manquer de travail. La paresse, les vices seuls pouvaient enfanter les mendiants.

« Vous pensez que leur extirpation totale était possible ; moi aussi, et j'en étais convaincu. Votre levée en masse pour construire une vaste et unique prison par département, tout à la fois appropriée au repos de la société et au bien-être des reclus ; votre idée d'en faire des monuments pour des siècles eussent attiré mon attention. Cette gigantesque entreprise, son utilité, son importance, la durée de ses résultats, tout cela était dans mon genre.

« Quant à votre université du peuple, je crains bien que ce ne fût une belle chimère de philanthropie du pur abbé de Saint-Pierre, mon cher ; toutefois, il y a du bon dans la masse des idées, mais il faudrait une autre force de caractère, une autre raideur de persévérance que nous n'en avons généralement pour faire arriver quelque chose à bien.

« Du reste, je vois ici et j'entends de vous journellement des idées que je ne vous soupçonnais pas, et ce n'est pas du tout ma faute ; vous étiez près de moi, que ne vous communiquiez-vous ? il ne m'était pas donné de deviner. Ces idées, eussiez-vous été ministre, et quelque chimériques qu'elles m'eussent paru tout d'abord, n'en eussent pas moins été accueillies, parce qu'il n'est pas, à mon avis, d'idéalités qui n'aient un résidu positif, et que souvent un germe faux, à l'aide de régularisation, conduit à un résultat vrai. J'eusse mis à vos troupes des commissions qui auraient dépecé vos projets ; vous les auriez défendus par votre autorité, et moi, en connaissance de cause, j'eusse prononcé par mon propre jugement et ma seule décision. Tels étaient mon faire et mes intentions. J'ai donné l'élan à l'industrie, je l'ai mise en pleine marche par toute l'Europe ; j'eusse voulu en faire autant de toutes les facultés intellectuelles, mais on ne m'a

pas laissé de loisir ; il me fallait féconder au galop, et malheureusement trop souvent je ne jetais que sur du sable et dans des mains stériles.

« Quelles sont les autres missions que je vous ai données ? – Une en Hollande, une autre en Illyrie. – En avez-vous les rapports ? – Oui, Sire. – « Allez me les chercher. » Mais je n'étais pas encore à la porte qu'il m'a dit : « Non, revenez, épargnez-moi plutôt de telles lectures !... Au fait, elles sont désormais sans objet. » Tout ce que me découvraient là de telles paroles !!!...

Au sujet de l'Illyrie, l'Empereur a repris : « Jamais, en acquérant l'Illyrie, mon intention n'avait été de la garder ; jamais il n'entra dans mes idées de détruire l'Autriche : elle était au contraire indispensable à mes plans. Mais l'Illyrie dans nos mains était une avant-garde au cœur de l'Autriche, propre à la contenir ; une sentinelle aux portes de Vienne pour forcer de marcher droit ; et puis je voulais y introduire, y enraciner nos doctrines, notre administration, nos codes ; c'était un pas de plus vers la régénération européenne. Je ne l'avais prise qu'en gage, je comptais la rendre plus tard contre la Galicie, lors du relèvement de la Pologne, que j'ai précipitée malgré moi. Au demeurant, j'ai eu plus d'un projet sur cette Illyrie, car j'en changeais souvent : j'avais peu d'idées véritablement arrêtées, et cela parce que je ne m'obstinais pas à maîtriser les circonstances, mais que je leur obéissais bien plutôt, et qu'elles me forçaient de changer à chaque instant ; aussi la plupart du temps n'avais-je, à bien dire, pas de décisions, mais seulement des projets. Toutefois, après mon mariage surtout, l'idée dominante avait été d'en faire pour l'Autriche le gage et l'indemnité de la Galicie lors du rétablissement, à tout prix, de la Pologne en Couronne séparée, indépendante, et il m'importait peu sur quelle tête, amie, ennemie, alliée, pourvu que cela fût ; le reste m'était égal. Mon cher, j'ai eu de vastes projets et en grand nombre... » Et puis, revenant brusquement à mon rapport, il m'a dit : « J'ai vu que vous aviez parcouru un grand nombre de départements ; votre mission a-t-elle été longue ? La course a-t-elle été agréable ? Y avez-vous bien profité ? Avez-vous beaucoup recueilli ? Jugeâtes-vous bien de l'état du pays, de celui de l'opinion ? etc., etc.

Je me rappelle à présent que je vous choisis précisément parce que vous reveniez de votre mission d'Illyrie, et que j'avais trouvé dans vos rapports des choses qui m'avaient frappé ; car c'est étonnant comme il me revient

chaque jour à présent des choses qui, dans le temps, m'ont frappé en vous, et qui, par une fatalité singulière, se sont entièrement effacées dès le lendemain. Pour ces missions spéciales et de confiance, je me faisais présenter le décret avec les noms en blanc, que je remplissais de mon choix privé ; c'est moi qui vous aurai inscrit de ma main.

« – Sire, ai-je répondu, il n'exista peut-être jamais de mission plus agréable et plus satisfaisante sous tous les rapports. Je la commençai avec les premiers jours du printemps ; j'allai de Paris à Toulon, et de Toulon à Anvers en longeant les côtes et serpentant dans l'intérieur. Je fis près de treize cents lieues. Malheureusement le temps fut bien court ; le ministre, dans ses instructions, avait rigoureusement prescrit le terme de trois mois, de quatre au plus. Il me serait difficile de rendre dignement tout le charme, les jouissances, les avantages que me présenta un tel voyage. J'étais membre de votre Conseil, officier de votre maison ; je portais vos couleurs ; partout on ne vit en moi qu'un de vos *missi dominici* ; partout je fus reçu, traité à l'avenant. Plus j'employai de circonspection, plus j'usai de modestie et de simplicité, me rendant moi-même auprès des hauts fonctionnaires qu'on m'avait donné le droit de mander près de moi, et plus je trouvais de déférence et d'obséquiosité. Pour un qui montrait de la défiance ou laissait percer quelque dépit ou jalousie, car j'ai appris depuis et d'eux-mêmes que mes titres de noble, d'émigré et de chambellan étaient trois réprobations pour certains ; pour un, dis-je, qui me regardait de travers, il en était beaucoup d'autres qui n'hésitaient pas à courir au-devant d'objets sur lesquels j'eusse été loin de me permettre de les interroger. Ils aimaient à s'ouvrir à moi sans réserve, assuraient-ils, disant que le poste que j'occupais auprès du souverain leur offrait un intermédiaire favorable ; que j'étais pour eux le confesseur auquel ils se fiaient pour transmettre leurs pensées les plus secrètes au *Très Haut*, etc., etc. Plus je les assurais qu'ils se méprenaient beaucoup sur la nature de ma mission, plus ils se confirmaient dans la pensée contraire. En si peu de temps quelle leçon pour moi sur les hommes ! Il n'était pas de ces hauts fonctionnaires qui ne différassent sur presque tous les objets, de vues, de moyens, d'intention, et ils étaient tous pourtant des hommes d'élite, éprouvés, et généralement de beaucoup de mérite. Les particuliers aussi, me prenant pour un rayon de la Providence, s'adressaient à moi publiquement ou avec mystère. Que de choses j'appris !

Que de dénonciations ou de délations me furent faites ! Que d'abus locaux, que d'intrigues subalternes me parvinrent !

« Tout à fait neuf aux affaires, et jusque-là absolument étranger à l'administration, je mis à profit cette occasion unique de m'instruire. Je ne manquai pas de m'informer avec chacun de tous les objets et de tous les détails de sa partie. Je ne craignis pas de me montrer novice aux premiers, afin de pouvoir discuter avec les derniers en connaissance de cause.

« Ma mission spéciale, Sire, n'avait eu, il est vrai, d'autre objet que les dépôts de mendicité et les maisons de correction ; mais, sentant tout le besoin d'acquérir des données propres à me rendre utile au Conseil d'État, et profitant des avantages de ma situation, j'y adjoignis de mon chef d'inspecter minutieusement les prisons, les hôpitaux, les bureaux et établissements de bienfaisance, etc., comme aussi de parcourir tous nos ports et de visiter toutes nos escadres.

« Quel magnifique ensemble me présenta le tableau que cette heureuse circonstance déroulait à mes yeux ! Partout la tranquillité la plus parfaite et une confiance entière dans le gouvernement ; tous les bras, toutes les facultés, toutes les industries en mouvement ; le sol resplendissant d'agriculture, c'était le plus beau moment de l'année ; les routes admirables ; des travaux publics presque partout ; le canal d'Arles, le beau pont de Bordeaux, les travaux de Rochefort, les canaux de Nantes à Brest, à Rennes, à Saint-Malo ; la fondation de Napoléon-Ville, calculée pour être la clef de toute la péninsule bretonne ; les magnifiques travaux de Cherbourg, ceux d'Anvers ; des écluses, des jetées ou autres améliorations dans la plupart des villes de la Manche ; voilà l'esquisse de ce que je rencontrai.

« D'un autre côté, les ports de Toulon, Rochefort, Lorient, Brest Saint-Malo, le Havre, Anvers, présentaient une activité extraordinaire ; nos rades se couvraient de vaisseaux dont le nombre s'accroissait chaque jour ; nos équipages se formaient en dépit de tout obstacle ; de nos jeunes conscrits on obtenait désormais de bons matelots. J'étais émerveillé, moi, de l'ancienne marine, de tout ce que je voyais à bord de chaque vaisseau, tant étaient grands les progrès que l'art avait faits, et tant ils laissaient en arrière, sous tous les rapports et en toutes choses, ce que j'avais connu.

Dans chaque rade, chaque escadre avait journallement son appareillage et ses exercices réguliers, comme les garnisons ont leur parade ; et le tout se passait à la vue et sous le canon des Anglais, qui s'en moquaient sans prévoir le péril qui les menaçait ; car jamais, à aucune époque, notre marine n'avait été plus formidable ni nos vaisseaux plus nombreux ; nous en comptions déjà à flot ou en construction au-delà de cent, et nous les augmentions journallement. Les officiers étaient pleins d'instruction, de zèle, d'ardeur et d'impatience. Avant d'avoir vu tout cela, je ne m'en doutais assurément pas ; je ne l'eusse même pas cru, si l'on me l'eût raconté.

« Quant aux dépôts de mendicité, l'objet spécial de ma mission, vos intentions, Sire, avaient été mal comprises, le but tout à fait manqué. Non seulement la mendicité, dans la plupart des départements, n'avait point été détruite, elle n'avait pas même été entamée : c'est que plusieurs préfets, loin de faire des dépôts un épouvantail pour *les mendiants*, n'y avaient vu qu'un refuge pour *les pauvres* ; au lieu de présenter la réclusion comme un châtiment, ils la faisaient solliciter comme un asile : aussi le sort des reclus pouvait-il être envié par les paysans laborieux du voisinage. On eût de la sorte couvert la France de pareils établissements, qu'on eût trouvé à les remplir, et qu'on n'en eût pas eu moins de mendiants, qui d'ordinaire s'en font une profession, et l'exercent par goût. Toutefois, je pus voir que l'extirpation de cette lèpre était très possible, et il suffisait de quelques départements, où les préfets avaient mieux vu la chose, pour s'en convaincre. Il en était où elle avait presque entièrement disparu.

« Une observation qui frappe tout d'abord, c'est que, toutes choses d'ailleurs égales, la mendicité est beaucoup plus rare dans les parties pauvres et stériles, beaucoup plus communes dans les provinces fertiles et abondantes ; comme aussi elle est infiniment plus difficile à extirper dans les endroits où le clergé a été plus riche et plus puissant. Dans la Belgique, par exemple, on voyait des mendiants se faire honneur de leur profession, se vanter de l'exercer depuis plusieurs générations ; c'était là leurs titres à eux ; là aussi la mendicité avait ses quartiers. — Mais je n'en suis pas étonné, a repris l'Empereur, le nœud de cette grande affaire est tout entier dans la stricte séparation du *pauvre* qui commande le respect, d'avec le *mendiant* qui doit exciter la colère ; or nos travers religieux mêlent si bien

ces deux classes, qu'ils semblent faire de la mendicité un mérite, une espèce de vertu, qu'ils la provoquent en lui présentant des récompenses célestes : au fait, les mendiants ne sont ni plus ni moins que des *moines au petit pied* ; tellement que dans leur nomenclature se trouvent les moines mendiants. Comment de telles idées ne porteraient-elles pas la confusion dans l'esprit et le désordre dans la société ? On a canonisé grand nombre de saints dont le grand mérite apparent était la mendicité. On semble les avoir placés dans le ciel pour ce qui, en bonne police, n'eût dû leur valoir sur la terre que le châtiment et la réclusion ; ce qui n'eût pas empêché, du reste, qu'ils ne méritassent le ciel. Mais continuez.

« — Sire, ce ne fut pas sans émotion que je suivis les détails des établissements de bienfaisance. En contemplant toute la sollicitude, les soins, l'ardente charité de tant de belles âmes, je pus voir que nous étions loin de le céder en quoi que ce fût à aucun peuple ; que seulement nous y mettions moins d'ostentation, moins d'art peut-être à nous faire valoir ; le Midi surtout, le Languedoc particulièrement, faisait remarquer un surcroît de zèle et de ferveur dont on aurait peine à se faire une juste idée : partout les hôpitaux, les hospices étaient nombreux et généralement bien tenus. Les enfants trouvés avaient décuplé depuis la révolution ; je ne manquai pas de prononcer aussitôt que c'était l'effet de la démoralisation du temps ; mais on me fit observer, et une attention soutenue me convainquit, qu'on devait ce résultat, au contraire, à des causes très consolantes. Jadis, me dit-on, les enfants trouvés étaient si mal soignés, si mal nourris, si mal tenus, que toute leur population était chétive, malingre, expirante ; sur dix, il en périssait toujours sept à neuf ; tandis qu'aujourd'hui la nourriture, la propreté, les soins de toute espèce, sont tels qu'on les sauve presque tous, et qu'ils montrent une enfance magnifique : ainsi ils ne se sont multipliés que de leur propre conservation. La vaccine aussi y a contribué dans un rapport immense. On prend aujourd'hui un tel soin de ces enfants, qu'il en est provenu un abus singulier ; il arrive à des mères, même aisées, d'exposer leurs enfants ; puis elles se présentent à l'hospice, s'offrant charitablement de prendre un nourrisson chez elles : c'est le leur qu'elles reprennent, mais avec un petit salaire. Le tout se fait par compérages des agents mêmes et souvent pour procurer une légère pension à l'un des siens. Un autre abus de ce genre, non moins singulier encore, que je rencontrai en Belgique, était

des inscriptions prises longtemps à l'avance pour être reçu à l'hôpital. Un jeune couple, tout en se mariant, obtenait de se faire inscrire pour des places qui lui écheraient de droit à quelques années de là : c'était une portion de la dot. — Jésus ! Jésus ! s'est écrié ici l'Empereur, levant les épaules en riant, et puis faites des règlements et des lois !... — Mais quant aux prisons, Sire, c'était presque universellement un tableau d'horreur et de véritable misère, la partie honteuse de nos départements ; de vrais cloaques infects, des réduits abominables, qu'il m'a fallu parfois traverser en courant, ou dont j'étais repoussé en dépit de tous mes efforts. Autrefois en Angleterre j'avais visité certaines prisons, et je m'étais permis de rire de l'espèce de luxe qu'elles présentaient ; mais ici c'était bien autre chose, et je me sentais indigné de l'excès contraire. Il n'est pas de fautes, on pourrait même dire de crimes, qui ne se trouvent déjà assez punis par un tel séjour ; et en sortant, il ne doit certainement plus demeurer, en toute justice, que peu ou point à expier, et pourtant ce n'est là encore que la demeure de simples prévenus ; car, pour les condamnés, les vrais coupables, les grands scélérats, ils avaient leurs prisons spéciales, les maisons de correction où ils étaient peut-être trop bien, car là encore le journalier vertueux pouvait trouver à envier, et faire une comparaison injurieuse à la Providence et à la société. Toutefois un inconvénient frappant se faisait remarquer encore dans ces maisons de correction ; c'était l'amalgame, la fréquentation habituelle de toutes les classes de condamnés, dont les uns n'y devant rester qu'une année pour des fautes moins graves, tandis que d'autres y étant pour quinze, vingt ans, pour toute leur vie, à cause d'horribles forfaits, il devait nécessairement en résulter bientôt une espèce de niveau moral, non par l'amélioration des scélérats, mais bien plutôt par l'aggravation des moins coupables.

« Ce qui encore me frappa fort dans la Vendée et ses alentours fut que les fous y étaient en nombre décuple peut-être que dans les autres parties de l'empire ; comme aussi les dépôts de mendicité et autres lieux de réclusion y présentaient des individus retenus comme vagabonds, ou qui pouvaient le devenir, n'ayant point de parents, ignorant leur origine, ayant été recueillis dès leur enfance sans qu'on sût d'où ils venaient. Quelques-uns avaient sur leurs personnes des blessures dont ils ignoraient le principe, les ayant reçues sans doute au berceau. On a laissé passer le temps de tirer parti de ces individus, qui n'ont jamais reçu aucune idée sociale. On ne sait plus

aujourd'hui qu'en faire. – Ah ! s'est écrié l'Empereur, voilà bien la guerre civile et son effroyable cortège ; voilà ses inévitables résultats, ses fruits assurés ! Si quelques chefs font fortune et se tirent d'affaire, la poussière de la population est toujours foulée aux pieds ; aucun des maux ne lui échappe !

« – Au demeurant, je trouvais dans l'ensemble de ces établissements un bon nombre d'individus qu'on me dit, à tort ou à raison, être des prisonniers d'État, des détenus de la haute, moyenne et basse police.

« J'écoutai tous ces prisonniers, je reçus leurs plaintes, j'acceptai toutes leurs pétitions, sans néanmoins rien promettre ; je n'en avais pas le droit ; et puis je sentais fort bien que, n'entendant que leur propre témoignage, je ne devais trouver aucun coupable.

« Au Mont Saint-Michel, une femme, dont j'ai oublié le nom, attira particulièrement mon attention. D'assez bonne mine, d'un extérieur doux, d'un maintien modeste, elle se trouvait détenue depuis quatorze ans, ayant pris dans le temps une part très active aux troubles de la Vendée, y ayant constamment accompagné son mari, chef d'un bataillon d'insurgés, en ayant même pris le commandement après sa mort. La misère et les pleurs l'avaient flétrie. Elle dut me trouver un air bien sévère durant son récit : je l'affectais pour cacher l'émotion qu'elle me causait. Ses mœurs douces et ses autres mérites lui avaient créé une espèce d'empire sur les femmes grossières et dépravées dont elle se trouvait entourée. Elle s'était vouée au soin des malades de la prison : on lui avait confié l'infirmerie, et tous la chérissaient.

« À cette femme près, à quelques prêtres et à deux ou trois anciens espions chouans, le reste n'était plus que de la turpitude, et ne montrait que des saletés dégoûtantes ou grotesques.

« C'était un mari jouissant de quinze mille livres de rente, enfermé évidemment par les seules intrigues de sa femme, à la façon des anciennes lettres de cachet ; c'étaient des filles publiques, me disant être renfermées, non en punition de leur facilité pour tous, mais bien par le dépit de leur manque de complaisance pour un seul. Elles me mentaient ou non ; mais devaient-elles être honorées pourtant du titre de prisonnières d'État, coûter deux francs par jour, et concourir à rendre le gouvernement odieux et

ridicule ? Enfin, dans une ville de la Belgique, c'était un malheureux qui avait épousé une de ces rosières que les municipalités dotaient dans les grandes occasions : il était renfermé pour avoir volé, disait-on, la dot, parce qu'il avait négligé de la gagner : on s'obstinait à exiger qu'il acquittât cette dette importante ; lui s'obstinait à s'y refuser. Peut-être lui demandait-on l'impossible, etc., etc.

Aussitôt de retour à Paris, je fus trouver M. Réal, préfet de police de l'arrondissement que je venais de parcourir. Je me faisais un devoir, lui disais-je, de venir lui communiquer officiellement ce que j'avais recueilli. Je dois lui rendre justice : soit qu'il ne demandât qu'à savoir, soit que ma bonne foi le touchât, soit peut-être encore, Sire, la magie toujours influente de vos couleurs, il me remercia, assurant que je lui rendais un vrai service, et me promettant qu'il allait immédiatement *adoucir* et *redresser* ; ce furent ses expressions. Mais à quelques jours de là, me rencontrant dans une assemblée, il me dit avec une peine apparente : – Eh bien ! voilà une malheureuse affaire bien défavorable à votre amazone (c'était l'évènement et l'échauffourée du général Mallet). Ce que j'aurais cru pouvoir faire de mon chef il y a quelques jours, je ne puis désormais me le permettre sans une décision supérieure. – Et je ne sais pas ce qui en arriva. »

L'empereur s'est arrêté quelque temps sur les abus que je venais d'exprimer, puis il a conclu : « D'abord, mon cher, pour procéder régulièrement, il faudrait savoir si l'on vous a dit vrai ; il faudrait entendre contradictoirement ceux qui sont accusés ; ensuite il est vrai de confesser tout bonnement que les abus sont inhérents à toute société humaine. Voyez que presque tout ce dont vous vous plaignez se trouve commis précisément par ceux-là mêmes qui avaient charge expresse de l'empêcher ; aussi un de mes rêves, nos grands évènements de guerre accomplis et soldés, de retour à l'intérieur, en repos et respirant, eût été de chercher une demi-douzaine ou une douzaine de vrais bons philanthropes, de ces braves gens ne vivant que pour le bien, n'existant que pour le pratiquer ; je les eusse disséminés dans l'empire, qu'ils eussent parcouru en secret pour me rendre compte à moi-même : ils eussent été les *espions de la vertu* ! Ils seraient venus me trouver directement ; ils eussent été mes confesseurs, mes directeurs spirituels, et mes décisions avec eux eussent été mes bonnes œuvres secrètes. Ma grande occupation, lors de mon entier repos, eût été, du sommet de ma puissance,

de m'occuper à fond d'améliorer la condition de toute la société. Et c'est parce que je savais très bien que toute cette fourmilière d'abus devait exister, parce que je voulais sauver ou rendre plus difficiles les tyrannies subalternes et intermédiaires que j'avais imaginé, pour notre temps de crise, mon organisation des prisons d'État. — Oui, Sire ; mais elle fut loin de faire fortune dans nos salons, et ne contribua pas peu à vous rendre impopulaire. Nous criâmes de tous côtés aux *nouvelles Bastilles*, au renouvellement des *lettres de cachet*. — Je le sais bien, a dit l'Empereur, cela fut répété par toute l'Europe, et me rendit odieux. Et pourtant voyez quel peut être l'empire des mots, envenimés encore par la mauvaise foi ! Le tout vint principalement de la gaucherie du titre de mon décret, qui me passa par distraction ou autrement ; car, au fond, je soutiens que cette loi était un grand bienfait, et rendait en France la liberté individuelle plus complète, plus assurée qu'en aucun autre pays de l'Europe.

« Après les crises dont nous sortions, a-t-il dit, avec les factions qui nous avaient divisés, les complots qui avaient été tramés, ceux qu'on tramait encore, des emprisonnements étaient indispensables, et ils n'étaient qu'un bienfait, car ils remplaçaient l'échafaud. Or, je voulus rendre ces emprisonnements légaux ; je voulus les enlever au caprice, à l'arbitraire, à la haine, aux vengeances. Nul, par ma loi, ne pouvait plus être emprisonné, détenu comme prisonnier d'État, sans la décision de mon Conseil privé. Seize personnes le composaient, les premières, les plus indépendantes, les plus distinguées de l'État. Quelle petite passion eût osé se compromettre avec un tel tribunal ? Moi-même ne m'étais-je pas là interdit de la sorte la faculté d'une arrestation capricieuse ? Nul ne pouvait être détenu que pour une année, sans une nouvelle décision du Conseil privé ; il suffisait de quatre voix sur seize pour amener sa libération. Deux conseillers d'État allaient entendre ces prisonniers, et se trouvaient dès lors leurs avocats zélés au Conseil privé. Ces prisonniers avaient de plus pour eux la commission de la liberté individuelle du Sénat, dont on n'a ri dans le public que parce qu'elle ne faisait point d'étalage de ses efforts et de ses résultats ; mais elle a rendu de grands services ; car ce serait bien peu connaître les hommes que d'imaginer que les sénateurs, qui n'avaient rien à attendre des ministres, et qui rivalisaient d'importance avec eux, n'eussent pas fait usage de leurs prérogatives pour les importuner ou leur rompre en visière vis-à-vis de moi,

s'ils en eussent trouvé une occasion flagrante. De plus, j'avais donné la surveillance des prisonniers et la police des prisons aux tribunaux, ce qui paralysait dès l'instant tout l'arbitraire des autres branches de l'administration et de ses nombreux agents subalternes^[4].

« Après de telles précautions, je n'hésite pas à prononcer que, par la signature de ce décret, la liberté civile se trouvait assurée en France autant que possible. On méconnut ou l'on feignit de méconnaître cette vérité ; car nous autres Français il faut que nous murmurions de tout et toujours.

« Le vrai est que, lors de ma chute, les prisons d'État ne renfermaient guère que deux cent cinquante individus, et que j'en avais trouvé neuf mille en arrivant au consulat. Qu'on parcoure la liste de ce qu'on a dû y trouver, et que l'on cherche les causes et le motif de leur détention, on verra qu'il n'en est presque aucun qui n'eût mérité la mort, qui ne l'eût trouvée par un jugement, pour qui conséquemment la détention ne fût de ma part qu'un bienfait. Pourquoi ne publie-t-on rien contre moi aujourd'hui à ce sujet ? Où donc sont les grands griefs qu'on me reproche ? C'est qu'en effet il ne se trouve rien.

« Je le répète, les Français, à mon époque, ont été les plus libres de toute l'Europe, tous les pays qu'on a séparés de nous ont regretté les lois avec lesquelles je les ai gouvernés : c'est là un hommage rendu à leur supériorité.

Sur l'Égypte – Saint-Jean-d'Acre – Le désert – Anecdotes, etc..

Dimanche 21.

Vers les trois heures, l'Empereur a demandé sa calèche, m'a fait appeler, et nous avons marché ensemble jusqu'au fond du bois, où il avait ordonné à la calèche de venir le joindre. J'avais à lui communiquer de petits détails qui lui étaient personnels...

Dans le cours de la promenade nous avons aperçu des bâtiments qui arrivaient.

Au dîner, l'Empereur s'est trouvé fort causant. Il venait de travailler à sa campagne d'Égypte, qu'il avait laissée quelque temps, et qu'il nous avait dit devoir être aussi intéressante qu'un épisode de roman. Au sujet de sa pointe

sur Saint-Jean-d'Acre, il disait : « C'était pourtant bien audacieux que d'avoir osé se placer ainsi au milieu de la Syrie avec seulement douze mille hommes. J'étais, continuait-il, à cinq cents lieues de Desaix, qui formait l'autre extrémité de mon armée. Sidney Smith a raconté que j'avais perdu dix-huit mille hommes devant Saint-Jean-d'Acre ; or, mon armée n'était que de douze mille hommes.

« Si j'avais été maître de la mer, j'eusse été maître de l'Orient ; et la chose était si possible, que cela n'a tenu qu'à la stupidité ou à la mauvaise conduite de quelques marins.

« Volney, voyageant en Égypte avant la révolution, avait écrit qu'on ne pourrait occuper ce pays sans trois grandes guerres : contre l'Angleterre, le Grand Seigneur, et les habitants. La dernière surtout lui paraissait difficile et terrible. Il s'est trompé tout à fait à l'égard de celle-ci, car elle n'a été rien pour nous. Nous étions même venus à bout d'avoir, en peu de temps, les habitants pour amis, et d'avoir mêlé leur cause à la nôtre.

« Une poignée de Français avait donc suffi pour conquérir ce beau pays, qu'ils n'eussent jamais dû perdre ! Nous avons vraiment accompli des prodiges de guerre et de politique ! Notre affaire n'avait rien de commun avec les anciennes croisades : les croisés étaient innombrables et mus par le fanatisme ; mon armée, au contraire, était fort petite, et les soldats si peu passionnés pour leur entreprise, qu'ils furent tentés souvent, dans le principe, d'enlever leurs drapeaux et de revenir. Toutefois j'étais venu à bout de les réconcilier avec le pays, où il y avait abondance de toutes choses, et à si bon marché, que je fus un moment tenté de les mettre à la demi-solde pour leur conserver l'autre moitié en réserve. Je m'étais acquis un tel empire sur eux, qu'il m'eût suffi d'un simple ordre du jour pour les rendre mahométans. Ils n'eussent fait qu'en rire ; la population eût été satisfaite, et les chrétiens de l'Orient eux-mêmes eussent cru leur cause gagnée ; ils nous eussent approuvés, pensant que nous ne pouvions pas faire mieux pour eux et pour nous.

« Les Anglais ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe le vrai moyen de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés, et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixent jamais leur industrie, leurs lois et leur administration en

Égypte, l'Inde sera aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes. »

Le grand maréchal a rappelé à l'Empereur une de ses conversations avec le mathématicien *Monge*, à Cutakié, au milieu du désert. « Que vous semble de tout ceci, citoyen Monge ? disait Napoléon. – Mais, citoyen général, répondait Monge, je pense que si jamais on voit ici autant de voitures qu'à l'Opéra, il faudra qu'il se soit passé de fameuses révolutions sur le globe. » L'Empereur riait beaucoup à ce ressouvenir. Il avait pourtant alors sur les lieux, disait-il, une voiture à six chevaux. C'était assurément la première qui eût traversé le désert de la sorte, aussi elle étonnait fort les Arabes.

L'Empereur disait que le désert avait toujours eu pour lui un attrait particulier. Il ne l'avait jamais traversé sans une certaine émotion. C'était pour lui l'image de l'immensité, disait-il ; il ne montrait point de bornes, n'avait ni commencement ni fin ; c'était un océan de pied ferme. Ce spectacle plaisait à son imagination, et il se complaisait à faire observer que Napoléon veut dire *lion du désert* !...

L'Empereur disait encore que, quand on le sut en Syrie, on avait arrangé au Caire qu'on ne le reverrait jamais ; et il racontait alors le vol et l'effronterie d'un petit Chinois qu'il avait à son service. « C'était un petit nain, difforme, dont Joséphine, disait-il, s'était engouée dans le temps à Paris. Il était le seul Chinois en France, et dès lors elle avait dû l'avoir derrière sa voiture. Elle le promena en Italie ; mais comme il la volait, elle ne savait plus qu'en faire. Pour l'en débarrasser, je le pris avec moi dans mon expédition d'Égypte. C'était toujours le reporter à la moitié de son chemin que de le jeter en Égypte. Toutefois ce petit monstre avait au Caire l'intendance de ma cave ; je n'eus pas plutôt passé le désert, qu'il vendit, et à vil prix, deux mille bouteilles de vin de Bordeaux délicieux, ne cherchant qu'à faire de l'argent, dans la persuasion que je ne reviendrais jamais. Quand on annonça mon retour, il ne se déconcerta nullement ; il courut au-devant de moi et me découvrit en serviteur fidèle, disait-il, la dilapidation de mon vin, qu'il attribuait effrontément à tous ceux qu'il lui plut d'accuser. La fourberie était si peu soutenable, qu'il fut en un instant conduit à s'avouer lui-même le coupable. On me pressait fort de le faire pendre ; je ne le fis point parce qu'en toute justice il eût donc fallu en faire autant de tous

les habits brodés qui avaient sciemment acheté et bu le vin. Je me contentai de le chasser et de l'expédier pour Suez, où il devint ce qu'il voulut. »

Je dois ajouter à ce sujet qu'ici nous avons pu croire un moment à un rapprochement bien singulier. Il y a quelques mois qu'il nous fut dit que dans l'un des bâtiments de la Chine qui passaient alors, retournant en Europe, se trouvait un Chinois disant avoir servi l'Empereur en Égypte. L'Empereur alors s'était écrié que c'était son petit voleur, celui dont je viens de raconter l'histoire, mais ce n'était au vrai qu'un cuisinier de Kléber.

L'Empereur, plus gai que de coutume, a terminé brusquement la conversation en se tournant vers madame Bertrand : « Eh bien ! Madame, quand serez-vous à votre logement des Tuileries ? lui a-t-il demandé en riant. Quand donnerez-vous vos beaux dîners d'ambassadeurs ? Mais vous serez obligée, du moins assure-t-on, de changer vos ameublements, vous les trouverez passés. » Alors on en est venu tout naturellement au grand luxe dont nous avons été témoins sous l'Empereur.

Avis paternel, etc. – Conversation remarquable – Cagliostro ; Mesmer ; Gall ; Lavater, etc. –

L'organisation cranologique de Napoléon une vraie merveille selon Gall.

Lundi 22.

L'Empereur est entré dans ma chambre sur les dix heures, et m'a pris pour marcher avec lui. Au retour, nous avons tous déjeuné dehors. Le temps était magnifique, la chaleur forte, mais bienfaisante. L'Empereur a demandé sa calèche ; deux de nous étaient avec lui ; le troisième, à cheval, suivait à côté ; le grand maréchal n'avait pu venir. L'Empereur est revenu sur quelques bouderies qui avaient eu lieu il y avait quelques jours. Il a analysé notre position, nos besoins : « Vous êtes destinés, nous disait-il, en rentrant dans le grand monde un jour, à vous y trouver *frères* à cause de moi. Ma mémoire vous le commandera. Soyez-le donc dès aujourd'hui ! » Il peignait alors le bien que nous pourrions nous créer, les peines que nous pourrions tromper, etc., etc. C'était tout à la fois une leçon de famille, de morale, de sentiment et de conduite.

Vers les cinq heures, l'Empereur est entré dans ma chambre, où je travaillais avec mon fils le chapitre d'Arcole. Il avait quelque chose à me dire. Je l'ai suivi dans le jardin, où par la suite il est revenu longuement sur sa conversation de la calèche...

Le dîner se passe à présent dans l'ancien cabinet topographique, contigu au cabinet de l'Empereur et à l'ancien logement du ménage Montholon dont on a fait une bibliothèque assez propre, à l'aide des livres et de quelques boiseries venues dernièrement d'Angleterre.

Les traces de l'incendie dans le salon se réparant lentement, nous sommes contraints de demeurer à table, dans notre nouvelle salle à manger, jusqu'à ce que l'Empereur se retire. C'est, du reste, au grand profit de la conversation.

L'Empereur aujourd'hui était fort causant. On parlait de rêves, de pressentiments, de prévisions, ce que les Anglais appellent *double sight* (double vue). Nous avons débité tous les lieux communs qu'amènent d'ordinaire ces objets, jusqu'à parler de sorciers et de revenants. L'Empereur a conclu : « Toutes ces charlataneries et tant d'autres, telles que celles de Cagliostro, Mesmer, Gall, Lavater, etc., se détruisent par ce seul raisonnement, bien simple pourtant : *Tout cela peut être, mais cela n'est pas.*

L'homme aime le merveilleux, disait-il, il a pour lui un charme irrésistible, il est toujours prêt à quitter celui dont il est entouré, pour courir après celui qu'on lui forge. Il se prête lui-même à ce qu'on le trompe. Le vrai c'est que tout est merveille autour de nous. Il n'est point de phénomène proprement dit ; tout est phénomène dans la nature ; mon existence est un phénomène ; le bois qu'on met dans la cheminée, et qui me chauffe, est un phénomène ; la lumière que voilà, et qui m'éclaire, est un phénomène ; toutes les causes premières, mon intelligence, mes facultés, sont des phénomènes, car tout cela est, et nous ne savons le définir. Je vous quitte ici, continuait-il, me voilà à Paris, entrant à l'Opéra ; je salue les spectateurs, j'entends les acclamations, je vois les acteurs, j'entends la musique. Or, si je puis franchir la distance de Sainte-Hélène, pourquoi ne franchirais-je pas la distance des siècles ? Pourquoi ne verrais-je pas l'avenir comme le passé ? L'un serait-il plus extraordinaire, plus merveilleux que l'autre ? Non ; mais seulement cela n'est pas. Voilà le

raisonnement qui détruira toujours, sans réplique, toutes les merveilles imaginaires. Tous ces charlatans disent des choses fort spirituelles ; leurs raisonnements peuvent être justes, ils séduisent ; seulement la conclusion est fausse, parce que les faits manquent.

Mesmer et le mesmérisme ne se sont jamais relevés du rapport de Bailly, au nom de l'Académie des Sciences. Mesmer produisait des effets sur une personne, en la magnétisant en face. Cette même personne, magnétisée par derrière, à son insu, n'éprouvait plus rien. C'était donc de sa part une erreur de son imagination, une faiblesse des sens : c'était le somnambule qui, la nuit, court sur les toits sans danger, parce qu'il ne craint pas ; le jour il se casserait le cou, parce que ses sens le troubleraient.

J'entrepris un jour, disait-il, à une de mes audiences publiques, le charlatan *Puységur* sur sa somnambule. Il voulut le prendre très haut ; je le terrassai par ces seuls mots : si elle est si savante, qu'elle nous dise quelque chose de neuf. Dans deux cents ans, les hommes auront fait bien des progrès ; qu'elle en spécifie un seul. Qu'elle dise ce que je ferai dans huit jours. Qu'elle fasse connaître les numéros qui sortiront demain à la loterie, etc.

J'en fis de même pour *Gall* ; j'ai beaucoup contribué à le perdre. Corvisart était son grand sectateur : lui et ses semblables ont un grand penchant pour le matérialisme, il accroîtrait leur science et leur domaine. Mais la nature n'est point si pauvre. Si elle était si grossière que de s'annoncer par des formes extérieures, nous irions plus vite en besogne, et nous serions plus savants. Ses secrets sont plus fins et plus délicats, plus fugitifs ; jusqu'ici ils échappent à tout. Un petit bossu se trouve un grand génie ; un grand bel homme n'est qu'un sot. Une large tête à grosse cervelle n'a parfois pas une idée, tandis qu'un petit cerveau se trouvera d'une vaste intelligence. Et voyez l'imbécillité de Gall : il attribue à certaines bosses des penchants et des crimes qui ne sont pas dans la nature, qui ne viennent que de la société et de la convention des hommes : que devient la bosse du vol s'il n'y avait point de propriétés ? la bosse de l'ivrognerie, s'il n'existait point de liqueurs fermentées ? celle de l'ambition, s'il n'existait point de société ?

Il en est de même de cet insigne charlatan *Lavater*, avec ses rapports du physique et du moral. Notre crédulité est dans le vice de notre nature ; il est

en nous de vouloir aussitôt nous parer d'idées positives, lorsque nous devrions, au contraire, nous en garantir soigneusement. À peine voyons-nous les traits d'un homme, que nous voulons prétendre connaître son caractère. La sagesse serait d'en repousser l'idée, de neutraliser ces circonstances mensongères. Un tel m'a volé, il avait les yeux gris ; depuis je ne verrai plus d'yeux gris sans l'idée, la crainte du vol ; c'est une arme qui m'a blessé, et que je redoute partout où je la vois ; mais sont-ce bien les yeux gris qui m'ont volé ? La raison, l'expérience, et j'ai été dans le cas d'en faire une grande pratique, montrent que tous ces signes extérieurs sont autant de mensonges ; qu'on ne saurait trop s'en garantir, et qu'il n'est réellement d'autre moyen de juger et de connaître sûrement les hommes que de les voir, de les essayer, de les pratiquer. Après tout cela, il se rencontre des figures tellement hideuses, il faut l'avouer (et il en a cité une qui nous a tous fait rire, celle du gouverneur), que la raison la plus forte est mise d'abord en fuite, et que la condamnation se prononce en dépit de toute cette raison même. »

N. B. Le docteur Gall, dont il vient d'être question, trompant les prévisions de l'Empereur, a triomphé de ses premiers échecs, et n'en a point conservé de rancune, ou a préféré du moins la faire céder aux applications de sa doctrine. Il a dit, répété et même écrit, je crois, que la texture cranologique de Napoléon était ce qu'il avait vu de plus extraordinaire, et qu'elle tenait du merveilleux. Dans l'étude réfléchie qu'il en avait faite, ses principes l'avaient porté à soupçonner que cette tête avait dû croître et grossir fort tard, même après la virilité ; et poursuivant avec opiniâtreté cette vérification, il en était arrivé à recueillir du chapelier de l'Empereur la connaissance précieuse, qu'aussi tard que sous l'empire on avait été obligé d'altérer, en effet et d'accroître la forme du chapeau de Sa Majesté.

Accumulation singulière de contrariétés, etc..

Mardi 23.

Sur les trois heures, l'Empereur a voulu se promener. Je l'ai suivi ; il avait la figure sombre ; il souffrait depuis la veille. La grande chaleur, durant son tour de calèche, lui avait fait mal. Il a vu de dehors une nouvelle

porte que l'on pratiquait ; elle eût changé tout l'intérieur du cabinet topographique et de l'ancien logement de madame de Montholon. On ne lui en avait pas parlé ; il en a été vivement contrarié, et, faisant appeler sur-le-champ celui qui l'avait ordonnée, les mauvaises raisons que celui-ci a données n'ont fait que le contrarier davantage ; il lui a commandé vivement d'aller la faire refermer à l'instant même. Nous avons voulu marcher ; mais il était dit qu'aujourd'hui il serait poussé à bout, que tout concourrait à lui donner de l'humeur : des Anglais se sont trouvés sur son passage ; il les a évités presque avec de la colère, me disant que bientôt il ne serait plus possible de mettre le pied dehors. À deux pas de là, le docteur l'a joint pour lui faire part, assez gauchement, de quelques arrangements qu'on projetait pour lui, Napoléon, et il lui demandait son avis. Or on lui parlait là d'une des choses qui lui répugnaient peut-être davantage. Il a évité de répondre, chose qui lui était ordinaire contre les inconvénients ; mais cette fois c'était avec une humeur marquée ; il a gagné la calèche et y est monté ; mais sur notre route se sont trouvés encore des officiers anglais, et alors il a commandé subitement une autre direction, et au galop.

Cependant la nouvelle ouverture faite à la maison, sans qu'on lui en eût rien dit, et qu'il trouvait si gauche, lui pesait encore sur le cœur : il allait l'alléger en s'en prenant gaiement à la femme de celui qui l'avait dirigée, laquelle se trouvait dans la calèche. « Ah ! vous voilà, a-t-il dit ; vous êtes sous ma main, c'est vous qui porterez la peine : le mari a fait la faute, c'est la femme qui sera bourrée : heureux cette fois l'absent ! » Mais au lieu d'abonder dans ce sens, qui n'avait que de la grâce, sans le moindre inconvénient, et dont le résultat eût été certain, la femme s'en est tenue toujours à vouloir inopportunément excuser son mari, à reproduire des raisons qui ne faisaient que ramener l'humeur. Enfin, pour combler la mesure, l'un de nous, en découvrant les tentes du camp, lui a appris que les évolutions et les manœuvres de la veille étaient en réjouissance d'une des grandes victoires anglaises en Espagne, et que cela allait d'autant moins à ce régiment, qu'il y avait à peu près péri. Il était facile de lire, dans les yeux de l'Empereur tout ce qu'il éprouvait d'un tel sujet de conversation. « Un régiment ne périt jamais devant l'ennemi, Monsieur, il s'immortalise ! » a été toute sa réponse ; il est vrai qu'elle était faite sèchement.

Moi, je méditais en silence sur cette cumulation de contrariétés, frappant ainsi à coups redoublés dans aussi peu de temps. Je trouvais l'instant précieux pour un observateur, j'évaluais le supplice qu'elles devaient créer, et j'admirais le peu que l'Empereur en laissait échapper. Je me disais : Voilà, pourtant *l'homme intraitable, le tyran*. L'on eût dit qu'il m'avait deviné ; car, en descendant de la calèche, et nous trouvant deux pas en avant, il m'a dit à mi-voix : « Si vous aimez à étudier les hommes, apprenez jusqu'où peut aller la patience, et tout ce qu'on peut dévorer ! »

En arrivant, il a demandé du thé ; je ne lui en avais jamais vu prendre. Madame de Montholon occupait pour la première fois son nouveau salon : il a voulu le voir, a trouvé qu'elle serait bien mieux que nous tous ; il a fait apporter les échecs, a demandé du feu, et a joué successivement avec plusieurs de nous. Peu à peu il est revenu à sa situation naturelle. Nous avons atteint l'heure du dîner, où il a mangé un peu, ce qui l'a remis tout à fait. Il s'est livré alors à la conversation ; est revenu de nouveau sur ses premières années, qui ont toujours dit charme pour lui. Il a beaucoup parlé de ses anciennes connaissances, de la difficulté qu'après son élévation quelques-unes ont eue à pénétrer jusqu'à lui, et il a fait l'observation que si on ne pouvait franchir le seuil de son palais, c'était assurément bien en dépit de lui-même ; et que devait-ce donc être, disait-il, avec les autres souverains ? etc., etc.

En causant de la sorte, nous avons atteint onze heures, sans que l'Empereur ni aucun de nous s'en fût aperçu.

Madame de Balbi – Détails, etc. – Anecdotes de l'émigration.

Mercredi 24.

Avant dîner, l'Empereur me faisant causer dans sa chambre sur l'émigration, le nom de madame de Balbi, laquelle avait été dame d'atours de Madame et fort en évidence au commencement de nos affaires, a été prononcé. Sur quoi l'Empereur a dit : « Mais cette madame de Balbi n'était-elle pas une très méchante femme ? – Assurément non, ai-je répondu : bien au contraire, c'est la meilleure femme du monde, de beaucoup d'esprit, et d'un excellent jugement. – Eh bien ! a dit l'Empereur, elle doit avoir

beaucoup à se plaindre de moi. Voilà le malheur des faux rapports : on me l'a fait fort maltraiter. – Oui, Sire, vous l'avez rendue très malheureuse. Madame de Balbi n'existait que pour le charme de la société, et vous l'avez bannie de Paris et confinée dans la province, où je l'ai rencontrée dans une de mes missions, avalant sa langue d'ennui, et ne maudissant pourtant pas Votre Majesté, sur laquelle je la trouvais raisonnable. – Eh bien, pourquoi n'êtes-vous pas venu me tirer d'erreur ? – Ah ! oui, Sire, vous nous étiez si peu connu, pour ce que je vous connais à présent, que je ne l'eusse pas osé pour moi-même. Mais voici un mot de madame de Balbi, à Londres, au fort de notre émigration, qui vous la fera plus connaître que tout ce que je pourrais dire. Au moment de votre arrivée au consulat, quelqu'un venant de Paris se trouvait chez elle à une petite réunion ; il devint bientôt accidentellement l'homme de la fête, par tous les détails qu'il était en état de nous donner d'un lieu et de choses qui nous intéressaient si fort. Et comme on le questionnait sur le Consul : « Il ne peut vivre longtemps, répondit-il, *jaune à faire plaisir*, » ce fut son mot ; et, s'animant par degrés, il porta pour santé : À la mort du Premier Consul ! – Oh ! l'horreur, s'écria aussitôt madame de Balbi, à la mort d'un homme ! fi donc ! voici qui vaudra mieux : À la santé du Roi.

– Eh bien ! je répète que je l'ai fort maltraitée, disait l'Empereur, et sur les rapports que l'on m'en faisait. On me l'avait représentée comme intrigante, se mêlant de politique, et surtout comme fort adonnée au sarcasme, et cela me rappelle un mot qu'on lui prête peut-être, et qui ne m'a frappé, du reste, que parce qu'il était très spirituel. Un personnage distingué (Louis XVIII) qui s'occupait fort d'elle, me disait-on, s'étant avisé de jalousie, ce dont elle se justifiait très bien, et ne se tenant pas pour battu, lui répondit qu'après tout elle devait bien savoir que la femme de César ne devait pas même être soupçonnée. À quoi madame de Balbi trouva plaisant de riposter, aussitôt, que les deux petites lignes reçues renfermaient deux graves erreurs, car il était notoire à tous qu'elle n'était pas sa femme, et que lui n'était pas César. »

Ce soir l'Empereur souffrait beaucoup de son côté droit : c'était le résultat de l'humidité qui l'avait frappé le matin à sa promenade, et nous n'étions pas sans crainte que ce ne fût un symptôme de la maladie ordinaire dans ces climats brûlants.

En rentrant chez moi, j'ai trouvé une lettre de Londres, avec un paquet de quelques effets de toilette. Il venait d'arriver un bâtiment de guerre d'Angleterre : c'était *le Griffon*.

L'Empereur reçoit des lettres des siens – Conversation avec l'amiral – Commissaires des alliés, etc.,
etc..

Jeudi 26.

Sur les neuf heures, j'ai reçu du grand maréchal, pour remettre à l'Empereur, trois lettres qui étaient pour lui. Elles venaient de Madame Mère, de la princesse Pauline et du prince Lucien. Cette dernière était dans une à moi, que le prince Lucien m'adressait de Rome, le 6 mars.

L'Empereur a passé toute la matinée à lire les papiers du 25 avril au 13 mai. Ils contenaient la mort de l'impératrice d'Autriche, la prorogation des Chambres en France, l'acquittement de Cambronne, la condamnation du général Bertrand, etc. Il a dit beaucoup de choses sur chacun de ces objets.

Sur les trois heures, l'amiral Malcolm a fait demander à être présenté à l'Empereur. Il lui apportait les journaux des *Débats* jusqu'au 13 mai. L'Empereur m'a dit de le lui amener, et a causé avec lui près de trois heures. Il plaît, fort à l'Empereur, qui l'a traité, du premier instant, avec beaucoup d'abandon et de bonhomie, tout à fait comme une ancienne connaissance. L'amiral s'est trouvé entièrement dans son sens sur une foule d'objets. Il avouait que l'évasion de Sainte-Hélène était extrêmement difficile, et ne voyait aucun inconvénient à donner l'île entière. Il trouvait absurde qu'on n'eût pas mis l'Empereur à Plantation-House ; il sentait, mais depuis qu'il était ici seulement, avouait-il, que la qualification de général pouvait être injurieuse ; il trouvait que lady Loudon avait été ridicule ici, qu'elle ferait rire d'elle à Londres ; il pensait que le gouverneur avait de bonnes intentions sans doute, mais qu'il ne savait pas faire. Les ministres, disait-il, avaient eu de l'embarras avec l'Empereur, et non de la haine ; ils n'avaient su qu'en faire. En Angleterre, il eût été et il demeurerait encore un épouvantail pour le continent ; il eût été une arme trop dangereuse et trop puissante entre les mains de l'opposition, etc., etc. Du reste, il craignait, disait-il, que toutes ces circonstances ne pussent nous

retenir longtemps ici, et il assurait que l'intention des ministres était qu'à l'évasion près, on comblât Napoléon à Sainte-Hélène, etc. Tout cela était rendu d'une manière si convenable, que l'Empereur discutait la chose avec lui sans plus de chaleur que si elle lui avait été étrangère.

Un moment, l'Empereur l'a visiblement ému, lorsqu'au sujet des commissaires alliés, il lui a exprimé l'impossibilité de les recevoir. « Enfin Monsieur, lui a-t-il dit, vous et moi nous sommes hommes ; j'en appelle à vous. Se peut-il que l'empereur d'Autriche, dont j'ai épousé la fille, qui a sollicité ce mariage à genoux, auquel j'ai rendu deux fois sa capitale, qui retient ma femme et mon fils, m'envoie son commissaire sans une seule ligne pour moi, sans un petit bout de bulletin de la santé de mon fils ? Puis-je bien le recevoir ? avoir quelque chose à lui dire ? Il en est de même de celui d'Alexandre, qui a mis de la gloire à se dire mon ami, contre lequel je n'ai eu que des guerres politiques et non des querelles personnelles. Ils ont beau être souverains, nous n'en sommes pas moins hommes ; je ne réclame pas d'autre titre en ce moment ! Ne devraient-ils pas tous avoir un cœur ? Croyez, Monsieur, que, quand je répugne au titre de général, il ne peut m'offenser. Je ne le décline que parce que ce serait convenir que je n'ai pas été empereur. Et je défends ici plus l'honneur des autres que le mien ; je défends l'honneur de ceux avec qui j'ai été, à ce titre, en rapport, en traité, en alliance de sang et de politique. Le seul de ces commissaires que je puisse recevoir, peut-être, serait celui de Louis XVIII, qui ne me doit rien. Ce commissaire a été longtemps mon sujet ; il ne fait que marcher avec les circonstances indépendantes de lui : aussi le recevrais-je demain, si je ne craignais les mauvais contes qu'on ferait sans doute, et les sottes couleurs dont on ne manquerait pas de peindre cette circonstance, etc. »

Cour de l'Empereur – Dépenses, économies, chasses, écuries, pages, service d'honneur, etc., etc..

Vendredi 26 au dimanche 28.

Notre vie accoutumée : sur le milieu du jour, le tour en calèche ; le soir, la conversation.

Le 27, l'Empereur a reçu un moment un colonel, parent des Walsh-Serrant, venant du Cap sur *le Haycomb*, et repartant le lendemain pour

l'Europe. Il avait été gouverneur de Bourbon, dont il nous a fort entretenu, et sous des rapports agréables.

Après le dîner, la conversation a été sur l'ancienne et la nouvelle cour, leurs arrangements, leurs dépenses, leur étiquette, etc., etc. Je supprime ici ce qui ne serait que pure répétition.

La cour de l'Empereur était bien plus magnifique, sous tous les rapports, que tout ce qu'on avait vu jusque-là, et cependant, disait-il, elle coûtait infiniment moins. La suppression des abus, l'ordre et la régularité dans les comptes, faisaient cette grande différence. Sa chasse, à quelques particularités près, inutiles ou ridicules, comme celles du faucon et autres, était aussi splendide, aussi nombreuse, aussi bruyante que celle de Louis XVI, et elle ne lui coûtait annuellement, assurait-il, que quatre cent mille francs, tandis qu'elle revenait au roi à sept millions. Il en était de même de la table. L'ordre et la sévérité de Duroc, disait l'Empereur, avaient accompli des prodiges sur ce point. Sous les rois, les palais ne demeuraient point meublés ; on transportait les mêmes meubles d'un palais à l'autre. On n'en fournissait point aux gens de la cour : c'était à chacun à s'en pourvoir. Sous lui, au contraire, il n'y avait personne en service qui ne se trouvât, dans la chambre qui lui était assignée, aussi bien et mieux que chez lui, pour tout ce qui était nécessaire ou convenable.

L'écurie de l'Empereur lui coûtait trois millions ; les chevaux revenaient, en somme, à trois mille francs l'un dans l'autre par an. Un page coûtait de six à huit mille francs. Cette dernière dépense, observait-il, était la plus forte peut-être du palais : aussi pouvait-on vanter l'éducation qu'on leur donnait, les soins qu'on en prenait. Toutes les premières familles de l'empire sollicitaient d'y placer leurs enfants ; et elles avaient raison, disait l'Empereur.

Quant à l'étiquette, l'Empereur disait qu'il était le premier qui eût séparé le *service d'honneur* (expression imaginée sous lui) du service des besoins. Il avait mis de côté tout ce qui était sale et réel, pour y substituer ce qui n'était que nominal et de pure décoration. « Un roi, disait-il, n'est pas dans la nature, il n'est que dans la civilisation ; il n'en est point de nu, il n'en saurait être que d'habillé, etc. »

L'Empereur disait qu'on ne saurait être plus sûr que lui de la nature et de la comparaison de tous ces objets, parce qu'ils avaient été tous arrêtés par lui, et sur les procès-verbaux des temps passés, où il n'avait fait qu'élaguer le ridicule, et conserver ce qui pouvait être bon, etc.

La conversation s'était prolongée au-delà de onze heures. Elle avait été assez gaie, et l'Empereur a encore observé, en nous quittant, qu'il fallait, après tout, que nous fussions une bonne pâte de gens pour pouvoir nous contenter ainsi à Sainte-Hélène.

1. ↑ Depuis mon retour en Europe, je me suis procuré ces vers en original. Si ma traduction présente quelque différence, c'est qu'à Sainte-Hélène je citais de mémoire. Les voici :

Weep daughter of a royal line,
A sire's disgrace, a realm's decay ;
Ah, happy ! if each tear of thine
Could wash a father's fault away !
Weep for thy tears are virtue's tears
Auspicious to these suffering isles ;
And be each drop in future years
Repaid thee by thy people's smiles !

March 1812.

2. ↑ Depuis ces paroles, la grande victime a succombé ! ... Moi, son serviteur, j'ai vu commencer ses tortures ; d'autres m'ont transmis les angoisses de sa longue agonie !!!... Elle a expiré !!!... Et l'on n'a cessé de frapper constamment au nom du prince ! Aussi immortelle victime a-t-elle laissé de ses propres mains ces mots terribles : « *Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre !...* »
3. ↑ Ces cônes, de soixante pieds de hauteur, avaient cent quatre pieds de diamètre à leur base et soixante à leur sommet.
4. ↑ On trouve sur les prisons d'État un article spécial et développé, au tome Ier, p 165 des *Mémoires de Napoléon*, publiés par les généraux Montholon et Gourgaud ; Paris, Bossange frères, 1823. Je pourrais m'autoriser souvent aujourd'hui du témoignage de ce précieux recueil ; et ce n'est pas une petite satisfaction pour moi, à mesure que les volumes paraissent, que de retrouver dans les propres dictées de Napoléon, qui, n'ayant eu lieu qu'après mon départ de Sainte-Hélène, m'étaient conséquemment inconnues, une foule d'objets que je me trouve avoir saisis au vol dans ses conversations, et avoir reproduits fidèlement avec une concordance parfaite.

MÉMORIAL
DE
SAINTE-HÉLÈNE

Volume 2.

Chapitre 1.

Nouvelle méchanceté du gouverneur, etc. – Projet désespéré du Corse Santini

Lundi 29 au mardi 30.

Le temps s'est mis au mauvais depuis quelques jours. L'Empereur a profité d'un instant pour visiter une tente que l'amiral lui a fait élever très galamment par les gens de sa frégate, depuis qu'il l'a entendu, dans la conversation, se plaindre de n'avoir point d'ombrage ici et de ne pouvoir demeurer hors de sa chambre. L'Empereur a parlé à l'officier et aux gens qui la terminaient en cet instant, et a commandé de faire donner un napoléon à chacun des matelots.

Aujourd'hui nous avons appris que le dernier bâtiment avait apporté, à l'adresse de l'Empereur, un ouvrage sur les affaires du temps, par un membre du parlement, nous a-t-on dit. Il était envoyé par l'auteur même, et sur la reliure était en lettres d'or : *À Napoléon-le-Grand*. Cette circonstance a porté le gouverneur à retenir l'ouvrage, sévérité qui, de sa part, contraste étrangement avec son empressement à nous avoir prêté des libelles qui s'expriment si inconvenablement sur l'Empereur.

Pendant le dîner, l'Empereur, fixant d'un œil sévère un de ses gens, a dit, au grand étonnement de nous tous : « Comment, brigand ! tu voulais tuer le gouverneur !... Misérable !... qu'il te revienne de pareilles idées, et tu auras affaire à moi ; tu verras comme je te traiterai. » Et, s'adressant à nous, il a dit : « Messieurs, voilà Santini qui voulait tuer le gouverneur. Ce drôle allait nous faire là une belle affaire ! Il m'a fallu toute mon autorité, toute ma colère pour le retenir. »

Pour l'intelligence de ceci, je dois dire que Santini, jadis huissier du cabinet de l'Empereur, et que son extrême dévouement avait porté à suivre son maître pour le servir, disait-il, sous quelque titre que l'on voulût, était

un Corse qui sentait profondément et s'exaltait avec facilité. Exaspéré au dernier point par tous les mauvais traitements du gouverneur, ne pouvant tenir aux outrages qu'il voyait prodiguer à l'Empereur, aigri de voir sa santé en dépérir, gagné lui-même par une mélancolie noire, il avait cessé depuis quelque temps tout service de l'intérieur ; et, sous prétexte de procurer quelques oiseaux pour le déjeuner de l'Empereur, il semblait ne plus s'occuper que de chasser dans le voisinage. Dans un moment d'abandon, il confia à Cypriani, son compatriote, qu'il avait le projet, à l'aide de son fusil à deux coups, de tuer le gouverneur et de s'expédier ensuite lui-même ; le tout, disait-il, pour délivrer la terre d'un monstre.

Cypriani, qui connaissait le caractère de son compatriote, effrayé de sa résolution, en fit part à plusieurs autres du service, et tous se réunirent pour prêcher Santini ; mais leur éloquence, loin de l'adoucir, ne semblait que l'irriter. Ils prirent alors le parti de tout découvrir à l'Empereur, qui le manda sur-le-champ en sa présence : « Et ce n'est, me disait-il plus tard, que par autorité *impériale, pontificale*, que j'ai pu venir à bout de terrasser la résolution de ce gaillard-là. Voyez un peu l'esclandre qu'il allait causer ! J'aurais donc encore passé pour le meurtrier, l'assassin du gouverneur ! Et, au fait, il eût été bien difficile d'ôter une telle pensée de la tête de bien des gens, etc. »

L'Empereur nous a lu, après dîner, *la Mort de Pompée*, que les journaux disaient occuper beaucoup Paris en ce moment par ses allusions. Et, à ce sujet, on a répété encore qu'on y avait été obligé de défendre *Richard Cœur-de-Lion*, observant qu'assurément, aux 5 et 6 octobre, Louis XVI eût été loin d'imaginer qu'on fût jamais dans le cas de le proscrire pour le compte d'un autre. « C'est que les choses ont bien changé ! » a dit l'Empereur.

Mélanie de La Harpe – Religieuses – Couvents – Trappistes – Clergé français.

Mercredi 31.

Après dîner, l'Empereur nous a lu *Mélanie de La Harpe*, qu'il a trouvée méchamment conçue et fort mal exécutée. « Une déclamation boursouflée, disait-il, tout à fait dans l'esprit du temps, bâtie sur des calomnies à la mode

et des faussetés absurdes. Quand La Harpe écrivait cette pièce, un père n'aurait certainement pas eu le pouvoir de forcer sa fille à être religieuse ; jamais l'autorité n'y eût donné les mains. Cette pièce, jouée au moment de la révolution, n'a dû son succès qu'au travers d'esprit du moment. Aujourd'hui que la passion est tombée, elle ferait pitié. La Harpe n'a fait que de fausses peintures ; il ne fallait point attaquer des institutions vicieuses avec des instruments vicieux. »

L'Empereur disait que La Harpe avait tellement manqué son but vis-à-vis de lui, que tout son intérêt était pour le père et sa mauvaise humeur contre la fille. Il ne l'avait jamais vu jouer qu'il ne fût tenté de s'élever de sa loge et de crier à la fille : « Dites seulement non, et nous vous soutenons tous ici ; chaque citoyen sera votre défenseur. »

Il disait qu'étant au régiment, il avait assisté à maintes prises d'habit. « C'était une cérémonie fort suivie parmi les officiers, et qui nous irritait fort, disait-il, surtout si les demoiselles étaient jolies. Nous accourions, et tendions nos oreilles longues d'une aune. Si elles eussent dit non, nous les eussions enlevées l'épée à la main. Il est donc faux qu'on employât la violence, mais seulement on employait les séductions ; on enjôlait peut-être ces religieuses à la manière des recrues. Le fait est qu'elles avaient à passer, avant de conclure, par les religieuses, la supérieure, le directeur, l'évêque, l'officier civil, et enfin les spectateurs. Le moyen que tout cela se fût entendu pour concourir à un crime ! »

L'Empereur disait qu'il était contraire aux couvents en général, comme inutiles, et d'une oisiveté abrutissante. Pourtant, d'un autre côté, il y avait certaines choses à dire en leur faveur. Les tolérer, astreindre leurs membres à être utiles, ne reconnaître que des vœux annuels, était, selon lui le meilleur *mezzo termine*, et c'est ce qu'il avait fait.

L'Empereur se plaignait de n'avoir pas eu le temps de compléter aucune de ses institutions. Aux maisons de Saint-Denis et d'Écouen, il s'était proposé de joindre un certain nombre de chambres pour servir d'asile et d'hospice à des veuves de militaires ou à des femmes âgées, etc. « Et puis il fallait convenir encore, ajoutait-il, qu'il était des caractères, des imaginations de toutes sortes ; qu'on ne devrait pas contraindre les travers mêmes quand ils n'étaient pas nuisibles ; qu'un empire comme la France pouvait et devait avoir quelques hospices de fous appelés *trappistes*. » Au

sujet de ceux-ci, il faisait la remarque que, s'il venait dans la pensée d'un homme d'infliger les pratiques qu'ils observent, assurément elles passeraient, et à juste titre, pour la plus abominable des tyrannies, et que pourtant elles peuvent faire les délices de celui qui se les impose volontairement... Voilà l'homme, ses bizarreries ou sa folie !... Il disait qu'il avait permis les moines du Mont-Cenis ; mais ceux-ci du moins, ajoutait-il, étaient utiles, très utiles, on pourrait même dire héroïques.

L'Empereur avait dit, dans son Conseil d'État, lors de l'organisation de l'Université : « Ma pensée est que les moines seraient de beaucoup les meilleurs corps enseignants, s'il était possible de les maîtriser, de les soustraire à un chef étranger. J'ai du penchant pour eux, avait-il ajouté. J'aurais peut-être eu la puissance de les rétablir ; mais ils me l'ont rendue impossible. Je ne fais rien pour le clergé qu'il ne me donne aussitôt lieu de m'en repentir. Ce n'est pas que je me plaigne précisément du vieux clergé, j'en suis même assez content ; mais on élève les nouveaux prêtres dans une doctrine sombre, fanatique ; il n'y a rien de gallican dans le jeune clergé.

Je n'ai rien à dire contre les anciens, les vieux évêques : ils se sont montrés reconnaissants de ce que j'avais fait pour la religion ; ils ont répondu à mes espérances.

Le cardinal *de Boisgelin* était un homme d'esprit, un homme de bien, qui m'avait loyalement adopté.

L'archevêque de Tours, *Barral*, homme de beaucoup d'instruction, et qui nous a fort servis dans nos différends avec le pape, m'est toujours demeuré fort attaché.

« Le cardinal *du Belloy*, le bon archevêque *Roquelaure*, m'affectionnaient sincèrement.

« Je n'avais fait nulle difficulté de mettre l'évêque *Beausset* au nombre des dignitaires de l'Université, et je ne doute pas qu'il ne fût un de ceux qui s'y conduisaient le plus sincèrement dans mes intentions.

« Tous ces anciens évêques eurent ma confiance et nul ne la trompa. Ce qu'il y a de singulier, c'est que ceux dont j'ai eu à me plaindre sont précisément ceux que j'avais faits moi-même ; tant il n'est que trop vrai que l'onction sainte, en nous attachant au domaine du ciel, ne nous délivre pas

des infirmités de la terre, de ses travers, de ses vilenies, de ses turpitudes, etc. »

La conversation s'est arrêtée ensuite sur le manque de prêtres en France, sur l'obligation de les engager à seize ans, et la difficulté ou même l'impossibilité d'en trouver à vingt-et-un, etc., etc.

L'Empereur voulait qu'on les ordonnât beaucoup plus tard. « C'est fort bien, lui répondaient les évêques, le pape même ; vos raisonnements sont très justes ; mais si vous attendez à cet âge, vous n'en trouverez plus, avouaient-ils, et vous admettez pourtant qu'il vous en faut. »

« Il est hors de doute, a observé l'Empereur, qu'après moi viendront d'autres principes. Peut-être verra-t-on en France une conscription de prêtres et de religieuses, comme on y voyait de mon temps une conscription militaire. Peut-être mes casernes deviendront-elles des couvents et des séminaires. Ainsi va le monde !... Pauvres nations ! en dépit de toutes vos lumières, de toute votre sagesse, vous demeurez soumises aux caprices de la mode comme de simples individus. »

Marie-Antoinette – Mœurs de Versailles – *Le Père de Famille* de Diderot.

Jeudi, 1er août.

Le temps était épouvantable. Sur les trois heures, le grand maréchal est venu me chercher ; j'avais précisément essayé de mettre le pied dehors, il ne m'a pas trouvé. C'étaient des Anglais qu'il avait à présenter à l'Empereur.

L'Empereur m'a fait appeler sur les cinq heures : il était de mauvaise humeur, et un peu contre moi, disait-il : la visite de ces Anglais, le mauvais temps, le manque de salon, celui d'interprète, tout l'avait contrarié.

Puis il est passé à causer de Versailles : la cour, la reine, madame Campan, le roi, ont été les principaux objets, et il a dit beaucoup de choses dont j'ai déjà cité quelques-unes, et dont je supprime un grand nombre d'autres. Il a conclu, disant que Louis XVI eût été le plus exemplaire des particuliers, et qu'il avait été un fort pauvre roi. Il a dit que la reine eut été sans doute dans tous les temps l'ornement de tous les salons ; mais sa

légèreté, ses inconséquences, son peu de capacité n'avaient pas peu contribué à provoquer, à précipiter la catastrophe : elle avait, disait-il, tout à fait changé les mœurs de Versailles ; l'antique gravité, la sévère étiquette, se trouvaient transformées en gentillesse aisées, en vrais caquetages de boudoir. Tout homme censé, tout homme de poids, ne pouvait échapper à la mystification de jeunes courtisans dont la disposition naturelle à la moquerie se trouvait aiguillonnée encore par les applaudissements d'une jeune et belle souveraine.

Le soir, l'Empereur, après la lecture du *Père de Famille*, qu'il critiquait fort, disait « que ce qui l'amusait le plus, c'est qu'il fût de Diderot, coryphée des philosophes et de l'Encyclopédie. Tout y était faux et ridicule. À quoi bon parler à un insensé dans le fort de la fièvre chaude ? Ce sont des remèdes qu'il lui faut, de grandes mesures, et non des arguments. Qui ne sait que la seule victoire contre l'amour, c'est la fuite ? Mentor, quand il veut garantir Télémaque, le précipite dans la mer. Ulysse, quand il veut se préserver des Sirènes, se fait lier, après avoir bouché avec de la cire les oreilles de ses compagnons, etc. »

Historique de l'émigration à Coblenz – Anecdotes, etc.

Vendredi 2.

Continuation de temps épouvantable ; pluie battante. L'Empereur ne se trouvait pas bien, il se sentait les nerfs très agacés.

Il m'a fait appeler pour déjeuner avec lui. Pendant tout le déjeuner, et longtemps encore après, la conversation a roulé de nouveau sur l'émigration. J'ai déjà dit qu'il m'y ramenait souvent. Il me questionnait aujourd'hui sur les détails de Coblenz ; notre situation, notre esprit, nos sociétés, notre organisation, nos vues, nos ressources ; et, à la suite de toutes mes réponses, il a terminé disant : « Voilà déjà plusieurs fois que vous me dites une grande partie de ces choses, et cependant elles ne demeurent pas dans ma tête, parce que vous me les débitez sans ordre. Écrivez-en un petit historique régulier. Qu'auriez-vous de mieux à faire ici ? Et puis mon cher, cela se trouvera un morceau tout fait pour votre journal. » Cette demande était celle de Didon à Énée, et j'eusse pu m'écrier

aussi : *Infandum regina, jubes...* Toutefois je fis cet historique autant que me le permettaient ma mémoire et mon jugement car cela commençait à devenir vieux, et j'étais bien jeune alors. Le voici tel que je le lus, peu de temps après, à Napoléon.

« Sire, après la fameuse journée qui renversa la Bastille et mit toute la France en mouvement, la plupart de nos princes, qui se trouvaient compromis, prirent la fuite, uniquement d'abord pour se mettre en sûreté. Bientôt après, des personnes considérables et des jeunes gens ardents allèrent les rejoindre : les premiers, par les rapports qu'ils avaient avec eux ; les autres, parce que cette démarche portait en soi quelque chose de marquant, de généreux et de prononcé. Dès qu'on se trouva un certain nombre, il vint à l'esprit de faire tourner au profit de la politique ce que jusque-là le zèle et le hasard seuls avaient amené. On pensa que si, à l'aide de ces réunions, on pouvait créer une espèce de petite puissance, elle pourrait réagir avec avantage sur le dedans, qu'elle y deviendrait un levier d'insurrection, y frapperait les esprits et y gênerait les mouvements, tandis qu'au-dehors ce serait un titre ou un prétexte pour s'adresser aux puissances étrangères, et mériter leur attention. Voilà l'origine de l'émigration, et l'on assure que cette haute conception sortit du cerveau de M. de Calonne^[1], traversant la Suisse à la suite de M. le comte d'Artois, qui quittait Turin pour gagner l'Allemagne.

« Le premier rassemblement se fit à Worms, sous le prince de Condé. Le plus fameux fut à Coblenz, sous les deux frères du roi, dont l'un vint d'Italie, où il avait d'abord pris asile auprès du roi de Sardaigne, son beau-père ; et l'autre arriva par Bruxelles, en échappant à la crise qui fit Louis XVI captif à Varennes.

« Je fus de l'origine du rassemblement de Worms. Quand j'y arrivai, on était à peine encore cinquante auprès du prince. Dans toute l'effervescence de la jeunesse et la première chaleur du beau, j'accourais dans la plus innocente simplicité de cœur : un chapitre de Bayard était ma lecture, ma prière de chaque matin. Je m'attendais, en atteignant Worms, à être tout au moins saisi, embrassé par autant de frères d'armes ; mais à ma grande surprise, et ce fut ma première leçon sur les hommes, au lieu de ce tendre accueil, moi et un compagnon nous nous trouvâmes tout d'abord questionnés et observés pour s'assurer que nous n'étions pas des espions ;

ensuite nous fûmes soigneusement étudiés sur l'intérêt, les vues et les prétentions qui pouvaient nous avoir amenés ; enfin on prit grande peine de nous prouver et de faire pressentir au prince, ainsi qu'on le renouvelait pour chaque arrivant, que notre nombre s'accroissait beaucoup, et dépassait sans doute déjà les places et les faveurs qu'il pouvait accorder. Mon compagnon était si choqué qu'il me proposait de repartir immédiatement pour Paris.

« Nous, les émigrés, qui composions le rassemblement dans l'intention d'être utiles ou de nous rendre importants, nous nous placions trois ou quatre, à tour de rôle, en espèce de service régulier auprès du prince, nuit et jour ; car déjà nous ne rêvions que complots et assassinats, tant nous nous regardions comme puissants et à craindre ; et en descendant cette espèce de garde volontaire, nous avions l'honneur d'être admis à la table du prince. Trois générations de Condé en faisaient l'ornement, circonstance singulière qui s'est renouvelée avec plus d'éclat à l'armée de Condé, où le grand-père combattait au centre, tandis que le fils et le petit-fils conduisaient la droite et la gauche, où ils étaient blessés, je crois, tous deux et le même jour.

« La princesse de Monaco avait suivi le prince de Condé : il l'a épousée depuis ; mais dès lors elle gouvernait déjà sa maison et en faisait les honneurs. Nous avons pu entendre à cette table des convives dire et redire au prince que nous n'étions déjà que trop pour entrer en France ; que son nom et un mouchoir blanc suffisaient ; que l'étoile des Condé allait enfin reparaître ; que l'occasion était unique, qu'il fallait la saisir ; et je ne garantirais pas qu'on ne fût venu à bout de suggérer au prince des vues personnelles très élevées.

« Worms, par la nature de son rassemblement et le caractère de son chef, montra toujours plus de régularité, plus d'austérité, de discipline que Coblenz, où se faisait remarquer plus de mouvement, de luxe et de plaisir : aussi Worms fut-il appelé *le camp*, et Coblenz *la ville* ou *la cour*.

« La force du rassemblement donnait la mesure de l'importance de son chef, ce qui faisait que le prince de Condé ne voyait qu'avec peine qu'on lui échappât, et se le rappelait longtemps. Je n'en courus pas moins à Coblenz dès qu'il eut acquis une certaine splendeur ; j'y avais des parents, des amis ; et puis là se trouvaient plus de lustre, d'agitation et de grandeur. Coblenz fut en peu de temps un foyer d'intrigues étrangères et domestiques ; on pouvait y apercevoir deux partis distincts : MM. d'Avaray, de Jaucourt et

autres étaient les confidents, les conseillers ou les ministres de Monsieur, aujourd'hui Louis XVIII ; l'évêque d'Arras, le comte de Vaudreuil et autres étaient ceux de monseigneur comte d'Artois ; et dès ce temps-là même on assurait que les princes montraient déjà assez distinctement les mêmes nuances politiques que l'on a prétendu les avoir caractérisés depuis. M. de Breteuil, fixé à Bruxelles et se disant muni de pouvoirs illimités de Louis XVI, formait un troisième parti, et venait encore compliquer nos affaires.

« M. de Calonne était notre ressource financière, et le vieux maréchal de Broglie et le maréchal de Castries nos chefs militaires. Le brave et capable M. de Bouillé, sorti de France après l'affaire de Varennes, n'avait pu demeurer avec nous, et avait suivi le roi Gustave III en Suède.

« Cependant l'émigration avait pris un grand caractère, grâce aux soins employés pour la propager. Des agents avaient parcouru les provinces, des avis avaient circulé dans les châteaux, sommant tout gentilhomme d'aller se joindre aux princes pour concourir avec eux au salut de l'autel et du trône, venger leur honneur et recouvrer leurs droits. On avait prêché une véritable croisade, et avec d'autant plus de fruit qu'elle avait frappé sur des esprits disposés à l'entendre. Parmi tous les nobles et les privilégiés, il n'en était pas un seul qui ne se sentît vivement blessé par les décrets de l'Assemblée. Tous y avaient perdu ce à quoi ils tenaient davantage, depuis celui qui occupait le plus haut rang jusqu'au plus petit hobereau ; car au premier on avait enlevé son titre et ses vassaux, et le dernier avait vu insulter sa tourelle, son pigeonier ; on avait tiré sur ses lièvres. Aussi le mouvement fut aussitôt universel pour se mettre en route ; on n'y pouvait manquer sous peine de déshonneur, et les femmes furent dirigées à envoyer des fuseaux à ceux qui demeuraient incertains ou se montraient trop lents. Soit donc colère, pusillanimité ou point d'honneur, l'émigration devint une véritable maladie ; l'on se précipita avec fureur hors des frontières ; et ce qui ne contribua pas peu à l'accroître, c'est que les meneurs de la révolution y poussaient en secret, tout en ayant l'air de s'y opposer en public ; ils déclamaient vaguement contre elle à la tribune, il est vrai ; mais ils avaient grand soin de tenir tous les passages bien ouverts. Le zèle venait-il à se ralentir, les déclamations devenaient plus violentes, et l'on décidait de fermer strictement les barrières. Alors ceux qui étaient demeurés en arrière

se trouvaient au désespoir de n'avoir pas su profiter du moment favorable ; mais, accidentellement ou par négligence, les barrières se rouvraient de nouveau, et on s'y jetait avec empressement pour n'être pas encore pris en défaut. C'est par ce manège adroit que l'Assemblée aidait ses ennemis à se précipiter eux-mêmes dans le gouffre.

« Les fortes têtes du parti avaient jugé tout d'abord qu'une telle mesure allait les désencombrer des parties hétérogènes qui gênaient leur marche, et que les biens de tous ces bannis volontaires leur assureraient d'incalculables ressources. Les officiers croyaient faire merveille que de s'esquiver de leurs régiments, tandis que les meneurs, de leur côté, faisaient révolter leurs soldats pour les y contraindre. Ils se délivraient par là d'ennemis qui les paralysaient, et se donnaient dans les sous-officiers au contraire des coopérateurs zélés, qui devinrent des héros dans la cause nationale : ce furent eux qui fournirent les grands capitaines et battirent toutes les vieilles troupes de l'étranger.

« Il arriva donc que Coblenz, en peu de temps, réunit tout ce que la cour en France avait d'illustre, et ce que les provinces renfermaient de riche et de distingué. Nous étions des milliers de toutes armes, de tous uniformes, de tous rangs ; nous peuplions la ville et avions envahi le palais. Nos réunions de chaque jour auprès des princes semblaient autant de fêtes splendides : c'était la cour la plus brillante ; nos princes en étaient les vrais souverains, si bien que le pauvre électeur, fort éclipsé, s'y trouvait perdu au milieu de nous, ce qui porta quelqu'un à lui dire un jour fort plaisamment, soit naïveté ou finesse d'esprit, que dans toute la foule de son palais il n'y avait que lui d'étranger.

« Dans les grandes solennités, il est arrivé d'avoir des galas publics, et l'on permettait aux notables habitants de faire le tour des tables. Alors nous étions fiers de voir les gens du pays admirer la bonne mine et la tournure chevaleresque de monseigneur comte d'Artois ; nous étions orgueilleux de savoir qu'ils rendaient hommage aux connaissances, à l'esprit de Monsieur ; il eût fallu voir avec quelle arrogance nous semblions promener pour ainsi dire avec nous toute l'importance, le lustre de notre monarchie, et surtout la supériorité de son chef et l'élévation de nos princes. *S.M. le roi*, disions-nous pompeusement dans les cercles allemands, en désignant le roi de France ; car c'était ou ce devait être là, selon nous, son titre par

excellence pour toute l'Europe. L'abbé Maury, que nous avons reçu d'abord avec acclamation, mais qui, par parenthèse, perdit beaucoup parmi nous en bien peu de temps, avait découvert, nous disait-il, que c'était là son droit et sa prérogative.

« Veut-on un autre exemple d'exagération ; plus tard, au plus fort de nos désastres, et notre cause tout à fait perdue, un officier supérieur autrichien, chargé de dépêches importantes pour le gouvernement de Londres, réunit à dîner quelques-uns des nôtres avec lesquels il avait eu jadis des relations sur le continent : à la fin du dîner, et très près de toutes vérités, l'on parle politique, et il lui échappe de dire qu'à son départ de Vienne on parlait beaucoup du mariage de Madame Royale (aujourd'hui duchesse d'Angoulême) avec l'archiduc Charles, qui dans ce moment d'ailleurs occupait fort la renommée. « Mais c'est impossible ! lui observe vivement un de ses convives français. – Et pourquoi ? – Parce que ce n'est pas un mariage convenable pour Madame. – Comment ! s'écrie l'Autrichien scandalisé et fatiguant ses poumons, Son Altesse Royale monseigneur l'archiduc Charles ! pas un mariage convenable pour votre princesse ! – Eh ! non, Monsieur, elle ne ferait là qu'un mariage de garnison. »

« Du reste, ces hautes prétentions nous venaient de notre éducation : c'était là, à nous, notre sentiment national ; et nos princes n'en étaient pas exempts. Chez nous les frères du roi dédaignaient le titre d'Altesse Royale : ils avaient la prétention d'écrire, avec le titre de frère à tous les souverains, le reste était à l'avenant ; aussi n'était-ce qu'un cri en Europe contre nos manières de Versailles et les prétentions de nos princes.

« Gustave III nous disait, à Aix-la-Chapelle : « Votre cour de Versailles n'était pas abordable ; sa hauteur et son persiflage étaient aussi par trop forts : quand j'y ai été, on m'y regardait à peine, et en la quittant j'emportai le brevet de *lourdaud*, de *ganache*. »

« La duchesse de Cumberland, mariée au frère du roi d'Angleterre, avait à se plaindre, dans le même temps et dans la même ville, que la princesse de Lamballe ne lui accordât pas les honneurs des deux battants.

« Le vieux duc de Gloucester, à Londres, se plaignait plus tard, pour son compte, d'un de nos princes du sang, et disait qu'au surplus le prince de Galles riait beaucoup de ce que lui-même, prince de Galles, l'appelant

monseigneur, notre prince s'étudiait soigneusement à tourner ses phrases de manière à ne le lui jamais rendre.

« Toutefois, à Coblenz, dans nos circonstances nouvelles, nos princes daignaient altérer leurs mœurs à cet égard et descendre au niveau des princes étrangers. Ils se trouvaient en ce moment auprès de l'électeur de Trèves, prince de Saxe, frère de leur mère, lequel, par parenthèse, nous dévorions alors, et auquel nous avons coûté plus tard la perte de ses États ; ils daignaient l'appeler mon oncle ; lui pouvait les appeler mes neveux, et il leur disait un jour, assure-t-on : « C'est à vos infortunes que je dois des expressions si tendres ; à Versailles, je n'eusse été pour vous que *M. l'abbé* ; il n'est pas sûr que vous m'eussiez reçu tous les jours. » Et on ajoutait qu'il disait vrai, et que le comte de Lusace son frère, là présent, en avait fait la triste expérience.

« Les princes passaient en général leurs soirées dans leur intimité particulière. L'un était la plupart du temps chez madame de Polastron, à laquelle il portait des soins que sa constance et ses formes ont rendus respectables. Ce n'est pas que l'on n'essayât plusieurs fois, mais toujours en vain, de l'en distraire, tant les intrigants trouvaient peu leur compte avec madame de Polastron, qui, douce, bonne, excellente, tout à fait désintéressée, tenait à demeurer absolument étrangère aux affaires. Son cercle se composait d'infiniment peu de monde. J'avais dû à une parente le bonheur d'y être admis ; mais, comme il fallait se retirer avant l'arrivée du prince, je n'ai jamais eu l'honneur de l'y voir.

« Monsieur passait ses soirées chez madame de Balbi, dame d'atours de Madame. Madame de Balbi, vive, spirituelle, amie chaude, ennemie décidée, réunissait chez elle tout ce qu'il y avait de plus distingué : c'était un honneur que d'y être admis ; on s'y trouvait au centre du goût et du bon ton. Monsieur y demeurait parfois assez tard, et quand la foule était écoulée, le cercle rétréci, il lui arrivait de raconter ; et il faut avouer qu'il nous était aussi supérieur par les grâces de sa conversation que par son rang et sa dignité.

« Voilà pour notre tenue et nos dehors de société à Coblenz : c'était notre beau côté ; nous étions moins heureux sous la face politique ; elle formait la partie honteuse.

« Ah bon ! a dit ici l'Empereur, aussi bien je commençais à trouver longs vos détails de salon. Il est vrai que pour vous c'est excusable, vous vous y complaisez, c'est votre jeune temps. Mais allez. »

« Sire, toute notre multitude n'était qu'une noble et brillante cohue ; tout notre ensemble offrait l'image d'une complète confusion. C'était l'anarchie s'agitant au-dehors pour établir, disait-on, l'ordre au-dedans ; une véritable démocratie combattant pour rétablir son aristocratie. Nous donnions en petit, du reste, et à quelques nuances près, la répétition de tout ce qui se faisait en France. Nous avions parmi nous des zélateurs tenaces de nos vieilles formes et des amateurs ardents de la nouveauté ; nous avions nos constitutionnels, nos intolérants, nos modérés. Nous avions nos empiriques, qui regrettaient fort de ne s'être pas emparés du roi pour agir de force en son nom ou tout bonnement le faire déclarer incapable ; enfin nous avions aussi nos jacobins, qui voulaient tout tuer, tout brûler, tout détruire en rentrant, etc., etc.

« Nos princes n'exerçaient aucune autorité positive sur notre multitude : ils étaient nos souverains, il est vrai ; mais nous étions des sujets fort indociles et très facilement aigris ; nous murmurions à tout propos ; c'était surtout sur les derniers arrivants que se portait la fureur commune ; c'était autant de gloire et de chance qu'ils enlevaient à nos exploits et à nos espérances ! disions-nous. On arrivait toujours trop tard, s'écriaient tous ceux qui se trouvaient une fois admis. Il n'y avait plus de mérite désormais, disait-on. Si l'on continuait à tout recevoir ainsi, la France entière serait bientôt de notre côté, et il ne se trouverait plus personne de punissable au retour, etc.

« Pleuvaient alors, de tous côtés les dénonciations de toutes sortes sur ceux qui arrivaient. Un prince de Saint-Maurice, fils du prince de Montbarey, ne put résister à l'ouragan, bien qu'il eût l'appui formel de tout ce qu'il y avait de distingué, celui du prince même, qui daigna implorer en sa faveur, disant : « Eh ! Messieurs, qui n'a pas ses fautes à se reprocher dans la révolution ! Moi aussi j'ai eu les miennes ; et en les oubliant vous m'avez donné le droit d'intercéder pour d'autres. » M. de Saint-Maurice n'en dut pas moins déguerpir au plus vite : son crime était d'avoir été de la société des amis des noirs, et d'être poursuivi, au milieu de nous, avec acharnement, par un gentilhomme franc-comtois, qui dénonçait M. de

Saint-Maurice pour lui avoir fait brûler des châteaux. Or, peu de jours après, il se découvrit que le clabaudeur n'avait pas de château, qu'il n'était pas Franc-Comtois, qu'il n'était point gentilhomme : ce n'était qu'un aventurier.

« *M. de Cazalès*, qui avait rempli la France et l'Europe de l'éclat de son éloquence et de son courage dans l'Assemblée nationale, avait néanmoins perdu la faveur populaire à Coblenz. Quand il se présenta arrivant de Paris, le bruit courut parmi nous que les princes ne le recevraient pas, ou le recevraient mal. Nous nous réunîmes quatre-vingts Languedociens pour lui servir d'escorte, en dépit de lui-même. M. de Cazalès était l'honneur de notre province, nous le conduisîmes ainsi chez les princes, et il en fut bien reçu.

« Un député du tiers-état, qui s'était fort distingué à la Constituante par son royalisme, était au milieu de nous. Un de nos princes, s'adressant un jour à lui dans la foule, lui dit : « Mais, un tel, expliquez-moi donc, vous qui êtes si honnête homme, comment vous avez pu dans le temps prêter le serment du jeu de paume ? » Le député, interloqué de l'algarade, balbutia d'abord qu'il avait été pris à court qu'il ne devinait pas les conséquences funestes... Puis, se remettant aussitôt en selle, il répliqua avec vivacité : « Du reste, j'observerai à Monseigneur que ce n'est pas ce qui a perdu la monarchie française, mais bien la réunion de la noblesse, qui est venue nous joindre, sur une lettre très touchante de Monseigneur. – Holà ! dit le prince, en le frappant doucement sur le ventre, apaisez-vous, mon cher, je n'ai pas voulu vous fâcher par cette question. »

« Toutefois, avec le temps, on régularisa tant bien que mal quelque chose ; nous fûmes classés par corps et par province ; on nous assigna des cantonnements, on nous donna des armes ; les gardes du corps du roi furent réunis, habillés, équipés, soldés, et bientôt ils présentèrent une troupe superbe par sa tenue et sa régularité. La coalition d'Auvergne et le corps de la marine, partie à pied et partie à cheval, se firent spécialement remarquer par leur discipline, leur instruction et leur fraternité. Et l'on ne saurait trop admirer notre dévouement et notre abnégation : chaque officier ne fut plus qu'un simple soldat, tenu à des pratiques, à des fatigues fort étrangères à ses mœurs, et soumis aux plus grandes privations ; car il n'y avait point de solde, et beaucoup, dans le nombre, n'eurent bientôt plus d'autres

ressources que la cotisation de leurs camarades plus heureux. Nous méritions un meilleur résultat, ou, pour mieux dire, nous étions dignes d'une meilleure entreprise. On avait soigneusement réuni tous les officiers des mêmes régiments, pour qu'ils présentassent le cadre tout formé à leurs soldats, qui ne manqueraient pas, pensions-nous, d'arriver à eux dès qu'ils les apercevraient : tel était notre aveuglement ! C'est par un pareil motif qu'on avait réuni de même les gentilshommes par province, ne doutant pas de leur heureuse influence sur l'ensemble de la population : notre maladie était de nous croire toujours désirés, attendus, adorés.

« Tous ces rassemblements s'exerçaient et manœuvraient publiquement, bien qu'aux interpellations diplomatiques à cet égard il fût répondu hardiment qu'il n'en était rien, ou qu'on ne manquerait pas de l'empêcher. Nous avions des généraux indiqués, un état-major formé, et tout ce qui caractérise un quartier-général, jusqu'à un grand prévôt. Insensiblement nos princes s'étaient environnés de tout ce qui constitue un véritable gouvernement : ils avaient des ministres pour les affaires du moment ; ils en avaient même pour la France, lorsque nous y serions rentrés ; tant ce moment nous semblait infaillible et prochain.

« M. de La Villeheurnois, dont il a été tant question depuis dans une conspiration royaliste, et qui a été mourir à Sinnamary à la suite de fructidor, avait le ministère de la police. Il partit de bonne heure pour aller l'exercer clandestinement à Paris. Il m'avait pris en belle affection, et voulait absolument faire de moi son gendre. Il employa de vives instances pour que je le suivisse ; mais je m'y refusai : la nature de son ministère me répugnait. Autrement quelles différentes combinaisons dans mes destinées !

« Nous avions aussi des rapports directs avec presque toutes les cours. Les princes y avaient des envoyés, et en recevaient à Coblenz. Monseigneur comte d'Artois alla à Vienne, je crois, mais bien certainement à Pilnitz. La noblesse, en corps, écrivit à Catherine, dont nous reçûmes un ambassadeur, M. de Romanzoff. Cette impératrice voyait avec plaisir se former un orage dans le midi de l'Europe ; elle attisait volontiers un incendie qui pouvait lui devenir très favorable, sans qu'il lui en coûtât rien : aussi se montrait-elle chaude dans ses sentiments et passionnée dans ses promesses. Elle ne désespérait pas, dans cette circonstance, de rendre dupe Gustave III, dont la voisine activité lui était importune ; elle l'avait décidé,

dit-on, à la croisade, en le flattant de s'en voir le généralissime. Je ne sais si ce prince, de beaucoup d'esprit et de talent, et bien certainement un aigle pour son temps, s'en laissait imposer : ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il se montrait fort ardent pour notre cause, et qu'il annonçait le désir d'y combattre en personne. Quand il partit d'Aix-la-Chapelle pour aller prendre en Suède les dernières mesures à cet égard, je l'ai entendu, prenant congé de la princesse Lamballe, lui dire : « Vous me reverrez bientôt ; mais encore suis-je tenu, pour mon compte, à certaines démarches, à certains ménagements ; car mon rôle est des plus délicats. Sachez que moi, qui veux revenir combattre à la tête de vos aristocrates chez vous, je suis chez moi le premier démocrate du pays, etc. »

« Nous recevions même des envoyés de Louis XVI, qui présentaient des messages publics réprobateurs, et avaient des conférences confidentielles peut-être tout à fait différentes. Du moins agissions-nous comme s'il en avait été ainsi, déclarant hautement qu'il était captif, et que nous ne devions tenir nul compte d'aucun de ses ordres ; que nous devions prendre le contre-pied de tout ce qu'on lui faisait dire ; que s'il nous exhortait à la paix, c'est qu'il nous demandait la guerre. Aussi je pense que nous avons été bien funestes au repos de l'infortuné monarque, et que nous avons notre part spéciale dans le pardon qu'il a consacré dans son testament en faveur de ses amis, qui, par un zèle indiscret, dit-il, lui ont fait tant de mal.

« Cependant notre émigration se prolongeait, en dépit de toutes les promesses que l'on nous faisait et de toutes les espérances dont nous nous bercions ; car, de quelles illusions, de quels contes, de quelles absurdités n'abusait-on pas notre impatience, soit qu'on voulût prévenir notre découragement, soit qu'on s'abusât soi-même ! On s'est amusé à calculer, d'après nos lettres et nos gazettes, que nous avons fait marcher près de deux millions d'hommes en moins de dix-huit mois, sans qu'il ait pourtant rien paru à nos yeux. « Mais, nous disaient en grande confiance les hauts initiés, c'est que ces troupes ne marchent que la nuit pour mieux surprendre nos démocrates, ou qu'elles ne passent de jour que par pelotons et sans uniformes, » ou autres choses de même force. D'un autre côté, c'était une foule de lettres que l'on se montrait les uns aux autres, de tous les pays et des meilleures sources, en style énigmatique que l'on croyait bien n'être intelligible que pour nous seuls. On mandait à l'un que cinquante mille

cristaux de Bohême venaient d'être expédiés pour son pays ; l'autre était prévenu de l'envoi très prochain de dix mille porcelaines de Saxe ; on annonçait à un troisième vingt-cinq mille balles de cacao, et autres bêtises de la sorte.

« Comment se peut-il, me dis-je à présent, que des gens d'esprit, car il y en avait certainement beaucoup dans le nombre, que d'anciens ministres qui nous avaient gouvernés, que d'autres qui étaient destinés à le devenir, pussent donner dans de pareilles balivernes, ou que notre gros bon sens, dans la multitude, ne nous ait pas portés à leur rire au nez ? Mais non, nous n'en demeurions pas moins convaincus que nous touchions au terme de nos espérances, que ce moment approchait, qu'il était infailible ; que nous n'aurions qu'à nous montrer, que nous étions vivement désirés, que tout serait à nos pieds. »

Ici l'Empereur, qui m'avait souvent interrompu pour rire et goguenarder, m'a dit fort sérieusement : « Combien votre tableau doit être fidèle ; car je reconnais là une foule des vôtres ! Vraiment, mon cher, soit dit sans vous insulter, la jactance, la crédulité, l'inconséquence, la sottise même, l'on pourrait dire, en dépit de tout leur esprit, semblent être spécialement leur lot. Quand parfois, voulant m'amuser, je me suis laissé aller avec eux à lâcher les rênes et à encourager la confiance, j'ai entendu, moi, aux Tuileries, sous le consulat et l'empire, l'égal de tout ce que vous dites là ; nul ne doutait jamais de rien : l'amour des Français pour leurs rois avait passé tout entier à ma personne, me disait-on ; je pouvais désormais faire tout ce qui me plairait, j'en devais user, je ne rencontrerais jamais d'autres obstacles qu'une poignée d'incorrigibles maudits de tous. Cette contre-révolution tant redoutée, me disait un autre, n'avait été qu'un jeu d'enfant pour moi ; elle n'avait pas fait un pli dans mes mains. Et croira-t-on ceci ? il n'y manquait, me disait-il avec insinuation, que de substituer l'ancienne couleur blanche à celles qui nous avaient fait tant de tort en tous lieux. L'imbécile, c'était là la seule souillure qu'il nous trouvât désormais. J'en riais de pitié, bien que j'eusse de la peine à me contenir ; mais, pour lui, il était de la meilleure foi du monde, bien persuadé qu'il était dans mon sens, et, bien plus encore, que l'universalité pensait-comme lui^[2]. Mais continuez. »

« L'apparition du duc de Brunswick à Coblenz et l'arrivée du roi de Prusse à la tête de ses troupes furent un grand sujet de joie et d'espérance pour toute l'émigration. Le ciel s'ouvrait enfin devant nous, s'écriait-on ; nous allions donc rentrer dans la terre promise ! Toutefois les gens de jugement et d'expérience prononcèrent, dès le premier abord, que notre crise aurait l'issue de toutes celles qui lui ressemblent dans l'histoire ; que nous ne serions que des instruments ou des prétextes pour les étrangers, qui ne cherchaient que leur intérêt et ne nous portaient aucun sentiment.

« M. de Cazalès, que peu de temps avait formé beaucoup, nous l'exprima avec bien de l'énergie. Nous considérions en extase les Prussiens qui défilaient dans les rues de Coblenz pour gagner nos frontières. « Jeunesse insensée, nous dit-il, vous admirez avec sympathie cette troupe et tout son attirail ; vous vous réjouissez de sa marche ; frémissez-en plutôt ! Pour moi, je voudrais voir le dernier de ces soldats dans le Rhin. Malheur à qui appelle l'étranger dans son pays ! Ô mes amis ! continua-t-il avec chaleur, la noblesse française n'y survivra pas : elle aura la douleur d'expirer loin de son berceau. Je suis plus coupable qu'un autre ; je le vois, et je fais comme tout le monde ; mais c'est parce que je ne peux rien empêcher. Je le répète, malheur à qui s'adresse à l'étranger, et s'en fie à lui ! »

« Quel oracle de sagesse que ces dernières paroles ! Bientôt des faits eussent dû nous en convaincre, si nous eussions eu moins d'aveuglement, ou s'il était donné à une multitude de bien raisonner et de bien agir ; mais nous étions destinés, par nos misères mêmes, à enrichir l'histoire d'une des leçons les plus dignes de la méditation des hommes. Nous pouvions bien nous compter vingt ou vingt-cinq mille en armes : certes, une telle masse, ardente, dévouée, combattant pour ses propres intérêts, d'intelligence avec les éléments sympathiques du dedans, agissant contre une nation bouleversée, dans l'agitation, confuse de nouveaux droits non encore sacrés, pas même bien compris, pouvait porter des coups décisifs. Mais ce n'était pas notre force, nos succès ; leur promptitude, qui eussent fait le compte des étrangers. Aussi, sous le prétexte de cette influence même, et pour qu'elle s'exerçât, disaient-ils, sur plusieurs points à la fois, ils nous annulèrent en nous morcelant, et nous faisant pour ainsi dire prisonniers au milieu de leurs divers corps d'armée. Ainsi six mille d'entre nous, sous les ordres du prince de Condé, furent dirigés contre l'Alsace ; quatre mille,

sous le duc de Bourbon, durent agir en Flandre, et douze à quinze mille demeurèrent au centre, sous les deux frères du roi, pour attaquer la Champagne.

Le plan, les vœux de nos princes avaient été que *Monsieur*, comme héritier du trône et le suppléant naturel de Louis XVI, se proclamât, vu la captivité du roi, régent du royaume, en mettant le pied sur le territoire français ; qu'il marchât, avec ses émigrés, à la tête de l'expédition, et que les alliés, à sa suite, ne fussent que nos auxiliaires. Mais les alliés ne firent qu'en rire, ils nous reléguèrent à la queue, sous les ordres et le bon plaisir du généralissime Brunswick, qui nous fit précéder par le [2] plus absurde des manifestes, dont il nous sauva du moins le ridicule et l'odieux.

« Il est juste de dire, toutefois, que parmi nous quelques vieilles têtes, mieux avisées, n'avaient pas été sans prévoyance à cet égard ; aussi avaient-elles proposé dans le conseil des princes y disait-on, de se jeter, avant l'arrivée des alliés, sur quelque point de la France, et d'y nourrir, pour notre compte, la guerre civile. D'autres, plus désespérés ou plus ardents, conseillaient de se saisir noblement des États de l'électeur de Trèves, notre bienfaiteur ; d'occuper Coblenz et sa forteresse, et d'en faire, pour tous les mécontents français, un centre de ralliement, un point d'appui indépendant du corps germanique ; et quand nous nous récriions contre une telle perfidie et une telle ingratitude, ils nous répondaient : « Aux grands maux les grands remèdes. » On ne sait ce qu'eussent pu produire de pareilles résolutions, qui étaient au demeurant bien plus dans l'audace de nos jours que dans les mœurs d'alors. Aussi ne furent-elles pas suivies ; et d'ailleurs il était trop tard, nous étions trop engagés au milieu des étrangers ; nous leur appartenions déjà, et nos destinées devaient s'accomplir !...

« Quant à nous qui formions la multitude, nous étions loin de prévoir nos malheurs. Nous nous mîmes en marche avec allégresse. Il n'était pas un de nous qui ne se vît, à quinze jours de là, chez lui triomphant au milieu de ses vassaux soumis, humiliés, accrus. Notre confiance n'eût permis là-dessus aucune observation, aucun doute ; j'en vais donner une preuve, qui, pour m'être personnelle et fort minutieuse en elle-même, n'en sera pas moins caractéristique pour tous. Nous traversons la ville de Trèves ; un de mes grands-oncles, lors de la *guerre de la succession*, en avait été gouverneur, pour Louis XIV, durant la conquête. Je fus visiter sa sépulture ; elle se

trouvait dans une chapelle des chartreux de cette ville. La chaleur de mon âge, celle du moment, me portèrent à vouloir lui élever un petit monument, avec une superbe inscription analogue aux circonstances. Je ne doutais de rien. Il n'en fut pas ainsi des bons religieux : le prieur exigea que je m'en entendisse avec M. l'abbé, espèce d'évêque, et d'évêque allemand. Sa sagesse, sa tiédeur, en dépit de ses nombreux quartiers, lorsque je lui débitais mon projet chevaleresque, me prévinrent d'abord fortement contre lui ; mais quand, après quelques circonlocutions, il m'accoucha que, dans les circonstances présentes... la prudence... la sagesse... si les Français venaient à entrer dans la ville... À ces derniers mots, mon indignation fut extrême ; elle fut telle que je ne me donnai pas le temps de lui répliquer une parole. Je sortis aussitôt avec le rire du mépris et de la colère, convaincu que je laissais là le plus effroyable jacobin ; et rien qu'une générosité naturelle et le respect de moi-même purent m'empêcher d'ameuter les camarades, qui eussent certainement tout renversé. Hélas ! pourtant, M. l'abbé y voyait plus loin que moi ! car trois semaines n'étaient pas écoulées que les républicains étaient dans Trèves, le pauvre abbé en fuite, et les cendres du bon oncle profanées par les infidèles.

« Du reste, à peine fûmes-nous en pleine opération, à peine eûmes-nous mis le pied sur le sol français, qu'il devint très aisé, sous peine de stupidité ou d'aveuglement, de comprendre enfin qu'il était possible, à toute rigueur, que nous nous fussions abusés. Nous nous trouvions au milieu des Prussiens, qui enchaînaient tous nos mouvements ; nous ne pouvions aller en avant, à droite ni à gauche sans leur permission, et ils ne l'accordaient jamais. Nos subsistances, toutes nos ressources dépendaient de leur unique volonté ; nous avions la honte de nous présenter en esclaves sur le sol où nous prétendions régner.

« Quant à nos compatriotes, au lieu de nous recevoir en libérateurs, comme nous n'en avions pas douté, ils ne nous témoignèrent que de l'éloignement et de la répugnance. Pour quelques seigneurs châtelains ou autres qui venaient nous joindre, la masse entière de la population fuyait à notre approche ; on nous considérait hostilement, avec l'œil du reproche et le silence morne de la réprobation. Elle semblait nous dire : « Ne frémissiez-vous donc pas de souiller ainsi le sol de la patrie ! N'êtes-vous pas nés Français ! Le cœur ne vous dit-il donc rien sur cette terre natale ! Vous vous

dites offensés ; mais quel tort, quelle injure donna jamais à un fils le droit ou le sentiment de venir déchirer sa mère !... On nous dit qu'autrefois un patricien fougueux, Coriolan, eut l'infamie de combattre sa patrie ; mais du moins à la fureur il joignait l'élévation ; il se présentait avec un bras victorieux, il imposait ses propres volontés ; il ne se traînait pas à la suite des barbares étrangers ; il les commandait, et encore se laissa-t-il attendrir. Seriez-vous incapables de ce sentiment, et ne redouteriez-vous pas nos malédictions, qui vous seraient perpétuées par nos enfants ? Et, dans ce cas encore, quels que soient vos succès, ils n'égaleront pas vos douleurs ! Vous prétendez venir gouverner, vous n'aurez amené que des maîtres ! etc., etc. »

« À Verdun ou à Estain, on nous logea dans la ville. Quelques camarades et moi nous eûmes pour lot une assez belle maison : elle n'avait plus que les murailles ; tous les meubles, tous les propriétaires avaient disparu, à l'exception de deux jeunes demoiselles très jolies, qui nous en mirent en possession. Cette circonstance nous semblait d'un augure favorable ; nous nous permîmes de le leur faire observer galamment, et voulûmes faire les aimables : « Messieurs, nous dit assez aigrement l'une des deux amazones, nous sommes restées parce que nous nous sentions le courage de vous dire en face que nos prétendus sont en armes contre vous, et qu'ils ont nos vœux au moins autant que nos cœurs. » Ce langage était intelligible, aussi nous n'en demandâmes pas davantage, et nous allâmes nous loger ailleurs.

« Quoi qu'il en soit ; nous voilà donc en France, et à la suite de cette armée prussienne qui poursuit brillamment ses succès, nous laissant de trois ou quatre marches en arrière. Et soit pour se rire de nous, parce que nous les avions assurés que toutes les villes ouvriraient leurs portes à notre vue, soit pour se délivrer de nos importunités, ils nous donnèrent à faire le siège de Thionville. Nous approchons de la place, et, par une de ces bizarreries singulières du hasard, le corps de la marine s'y trouve précisément opposé aux volontaires nationaux de Brest : ils se reconnaissent, et Dieu sait la volée d'épithètes et d'injures qui sont aussitôt échangées.

« Toutefois la place de Thionville est, comme l'on sait, des plus fortes ; or nous manquions de tout, et nous ne pouvions la prendre de nos mains ni de nos dents, et ce fut alors le sujet d'une haute négociation que d'obtenir des Autrichiens de Luxembourg deux pièces de vingt-quatre. Après bien des allées et des venues, elles se présentent enfin triomphantes, et c'est avec ce

formidable appareil que nous sommons la place, et que, sur son refus, on lui tire, la nuit, en pure perte, quelques centaines de coups de canon. Lors de mon retour de l'émigration, le hasard m'ayant fait trouver avec le général de Wimpfen, commandant de cette place, il me demandait quelle avait pu être notre intention par cette mauvaise plaisanterie. « Mais c'est, je crois, qu'on comptait sur vous. – Mais quand cela eût été, me disait-il, encore eussiez-vous dû me mettre dans le cas de me rendre ; vous ne pouviez supposer que je dusse aller vous solliciter de me prendre. » Le tout était à l'avenant ; la plus petite sortie mettait toutes nos forces en l'air, la moindre circonstance était un évènement pour nous ; cela était simple, car nous étions étrangers à tout ; aussi, courage à part, je n'hésite pas à croire que cent gros bonnets de la garde impériale n'eussent mis tout notre rassemblement en déroute. Heureusement que nos adversaires n'en savaient pas plus que nous : tous étaient pygmées alors, bien qu'en très peu de temps on ait trouvé des géants partout.

« Cependant nous demeurions fort mécontents de tout cela, sous nos tentes et sur notre mauvaise paille, mais *à la française*, notre gaieté faisait notre salut ; notre mauvaise humeur s'exhalait en quolibets et en mauvaises plaisanteries. Chacun de nos chefs eut bientôt son sobriquet ; il ne fut pas jusqu'au vénérable maréchal de Broglie, notre généralissime, qui n'eût le sien, et ceci me rappelle le conte dont nous gratifiâmes sans doute un de ses lieutenants, qui en demeura noyé. Si mes compagnons de tente lisent jamais ceci, ils en riront encore.

« Lors d'une sortie qui nous mit tout en émoi, comme de coutume, chacun se portait en avant ; or nous possédions deux petits canons que nous avions achetés, et que les officiers d'artillerie traînaient eux-mêmes, faute de chevaux. « Eh bien ! m'a observé l'Empereur, j'aurais pu être précisément attelé à ces mêmes canons, et pourtant quelles autres combinaisons dans mes destinées et dans celles du monde ! car il est incontestable, et nul ne saurait le nier, que je lui ai imprimé une direction toute de moi. Mais reprenez. »

Sire, notre formidable artillerie était donc en pleine route sur le grand chemin, quand l'officier général de jour arrive au grand galop, et s'arrête d'indignation à la vue de nos deux petits canons roulant vers la place, la culasse en avant. « Comment, Messieurs, le faisait-on s'écrier, sont-ce bien

des gentilshommes, qui conduisent ainsi leurs canons à l'ennemi ? Et s'il se présentait, comment pourriez-vous tirer dessus ? » Et il s'obstinait à ne vouloir pas comprendre ce que les officiers d'artillerie se tuaient à lui dire, que pourtant il en était toujours ainsi partout, et que sous peine d'invention de sa part, on ne pouvait faire autrement. Et dès cet instant nous expédiâmes son brevet, que contresigna la multitude.

« Mais bientôt tout ce burlesque tourna subitement au dernier sérieux ; la scène changea comme par magie, et nos malheurs apparurent aussitôt dans toute leur affreuse nudité. Soit trahison, soit faiblesse, soit intérêt de sa politique ou maladie dans son armée, soit force réelle ou seule adresse du général français, le roi de Prusse traita secrètement avec lui, fit soudainement volte-face, et marcha vers la frontière, évacuant le territoire de la France. Alors commença pour nous la plus épouvantable débâcle ; le langage ne saurait rendre les indignes traitements dont nous fûmes l'objet, ni le juste ressentiment dont un cœur généreux dut se remplir contre les Prussiens nos alliés. Nos princes dégradés, méconnus, insultés par eux, nos équipages, nos effets les plus nécessaires, notre linge même pillés, nos personnes basement maltraitées ; tels nous fûmes, pêle-mêle, poussés et revomis en dehors de la frontière, par nos amis, nos alliés ! ! !

« Pour moi, dès le commencement de la retraite, succombant sous la fatigue de trop longues marches faites dans la boue et sous des torrents de pluie, courbant sous un mousquet et tout un attirail qui n'étaient nuisibles qu'à moi, je profitai de ma prérogative de volontaire pour sortir des rangs, et opérer seul ma retraite, selon mes forces. Je partais quand je pouvais, je n'atteignais jamais la halte commune ; la première métairie me servait d'asile, et, soit bonheur personnel, soit parce qu'en effet les paysans se trouvèrent bons et point exaspérés contre nous, j'évacuai sans malencontre. Ce ne fut qu'à quelque temps de là que je pus juger de toute l'étendue du péril auquel je m'étais exposé, quand je lus dans les papiers que quinze ou dix-huit des nôtres, traînards comme moi, dont quelques-uns étaient mes voisins dans les rangs, avaient été saisis, menés à Paris et exécutés dans les places publiques en espèce d'auto-da-fé, et comme par voie d'expiation.

Aussitôt hors de France, on nous signifia à tous qu'il fallait nous dissoudre, mais cette intimation n'était pas nécessaire ; les besoins, le dénuement de toutes choses le rendaient suffisamment indispensable. Nous

nous débandâmes ; chacun prit une direction à l'aventure, et le désespoir, la rage, furent ses compagnons. Nous traversâmes en fugitifs, la plupart du temps à pied, quelques-uns à peu près nus, les lieux de notre splendeur et de notre luxe passés. Heureux quand on ne nous en fermait pas les portes, qu'on ne nous en repoussait pas avec brutalité ! En un instant on nous chassa officiellement de partout ; on nous interdit le séjour ou l'entrée de tous les États voisins ; nous fuîmes au loin et allâmes traîner dans toute l'Europe le spectacle de nos misères, qui durent être une grande leçon de morale et de politique pour les peuples, les grands et les rois.

« Cependant les exploits des Français firent expier cruellement aux étrangers les indignités dont ils nous avaient accablés ; tandis que de notre côté ce nous fut une espèce de consolation que devoir l'honneur de l'émigration se réfugier dans l'armée de Condé, qui se montrait à tous les yeux et s'est inscrite dans l'histoire comme un modèle de loyauté, de valeur et de constance.

« Telle est, Sire, cette trop fameuse époque, cette détermination fatale qui n'a été, pour un grand nombre, que la seule erreur de la jeunesse et de l'inexpérience. Toutefois à ceux-là personne n'a le droit d'en faire le reproche qu'eux-mêmes. Les sentiments qui les guidèrent étaient si purs, si naturels, si généreux, qu'ils pourraient même au besoin s'en faire honneur, et ces dispositions, je dois le dire, étaient celles de la masse parmi nous, de cette foule surtout de gentilshommes de province qui, sacrifiant tout et n'attendant rien, sans fortune comme sans espérance, montraient un dévouement vraiment héroïque en ce qu'il n'avait d'autre but que ce qu'ils imaginaient être un devoir. Du reste, le vice en était tout à notre éducation politique, qui ne nous apprenait pas à distinguer nos devoirs, et nous faisait porter au prince seul ce qui appartenait à toute la patrie. Les erreurs passent avec les générations, les seules vérités demeurent ! Aussi dans l'avenir, quand les passions adverses seront éteintes, quand il ne restera plus de traces des intérêts croisés ou de l'aveuglement et de la fureur des partis, alors ce qui fut douteux pour nous sera positif pour d'autres. Ce qui était excusable ou même licite en nous, qui nous trouvions entre un vieil ordre de choses qui finissait et un nouveau qui s'élevait ; sera tenu pour hautement coupable parmi ceux qui jouiront de doctrines arrêtées. Là passeront comme articles de foi ; 1° que le plus grand de tous les crimes est d'introduire

l'étranger au sein de la patrie ; 2° que la souveraineté ne saurait être errante ; mais qu'elle est inséparable du territoire et demeure liée à la masse des citoyens ; 3° que la patrie ne saurait être voyageuse, mais qu'elle est immuable et toute sur le sol sacré qui nous a donné la naissance, et où reposent les ossements de nos pères. Telles sont les grandes maximes et beaucoup d'autres encore qui demeureront enfantées par notre émigration ; telles sont les grandes vérités qu'on recueillera de nos malheurs ! »

« Très bien, a dit l'Empereur, très bien ; voilà ce qui s'appelle être sans préjugés, voilà de vraies vues philosophiques ! Et l'on dira de vous que vous avez su profiter des leçons du temps et de l'adversité. »

« Sire, durant notre séjour à bord du *Northumberland*, et dans les loisirs de la traversée, les Anglais plus d'une fois touchèrent vis-à-vis de nous ce point délicat ; égarés par la guerre qu'ils nous avaient faite avec fureur, aussi bien que par les maximes dont l'intérêt du moment remplissait leurs journaux, en opposition même avec leurs doctrines nationales, ils nous entretenaient des mérites de l'émigration, des vertus dont ils avaient été les témoins, et trouvaient la nation coupable d'y avoir résisté. Mais quand les arguments se compliquaient trop, ou que nous voulions y mettre un terme subit, nous l'obtenions d'un mot ; nous leur disions : « Reportez-vous au moment de votre révolution ; figurez-vous Jacques II vous menaçant de la rive opposée, et sous les bannières françaises, bien qu'entouré de ses fidèles, qu'auriez-vous fait ? Et si Louis XIV vous l'eût ramené à Londres à la tête de cinquante mille Français qui eussent ensuite tenu garnison chez vous, qu'auriez-vous senti ? » – Ah !... Mais... Ah !... disaient-ils, s'efforçant de chercher quelque différence, et ne pouvant en trouver, ils se mettaient à rire et se taisaient. « Et en effet, observait l'Empereur, il n'y avait pas un mot à répliquer. » Et il s'est mis à passer en revue, avec sa rapidité et ses vues ordinaires, les divers objets que j'avais relatés. Il s'est arrêté sur l'absurdité, l'inconséquence, la grande erreur de notre émigration ; les vrais torts qu'elle avait causés à la France, au roi, à nous-mêmes. Vous avez établi, consacré dans la France politique, disait-il, une scission pareille à celle que les catholiques et les protestants amenèrent dans l'Europe religieuse ; et quels malheurs n'en ont pas été la suite ! j'étais venu à bout d'en détruire les conséquences ; mais ne vont-elles pas renaître ? » Et il développait les moyens qu'il avait employés pour détruire

ce fléau, les précautions qu'il avait dû prendre, les résultats qu'il avait voulus. Comme tout changeait de face dans sa bouche ! comme tout s'agrandissait à mes yeux, à mesure qu'il parlait ! « Et le bizarre de ma situation, ajoutait-il, c'est que dans tout cela je naviguais moi-même constamment au milieu des écueils.

« Chacun, jugeant d'après son échelle, attribuait à des affections, à de simples préjugés, à de la petitesse, ce qui en moi n'était pourtant que vues profondes, grandes conceptions et maximes d'État de la plus haute élévation ; on eût dit que je ne régnais que sur des pygmées en intelligence : je n'étais compris de personne. Le parti national n'éprouvait que jalousie et ressentiment de ce qu'il me voyait faire en faveur des émigrés, et ceux-ci, de leur côté, se persuadaient que je ne cherchais qu'à me donner du lustre par leur secours. Pauvres gens !...

« Toutefois, en dépit de l'aveuglement et des préjugés réciproques, j'étais arrivé à mon but, et j'avais obtenu la satisfaction de laisser tout calme dans le port, lorsque je me lançai sur la haute mer à la poursuite de mes grandes entreprises. »

N.B. Depuis mon retour en Europe, mentionnant ces paroles de Napoléon à un grand officier de la couronne qui avait eu l'honneur de jouir souvent de ses entretiens particuliers (le comte de Ségur), il m'a raconté à son tour une conversation précisément sur le même sujet : elle coïncide trop bien avec ce qu'on vient de lire pour que je ne la rapporte pas ici. L'empereur lui disait un jour : « Pourquoi croyez-vous que je cherche à m'entourer des grands noms de l'ancienne monarchie ! – Sire, mais peut-être pour splendeur de votre trône, et pour ménager certaines apparences aux regards de l'Europe. – Ah ! vous y voilà bien avec votre orgueil et vos préjugés de classe. Eh bien ! sachez que mes victoires et ma force me recommandent en Europe bien autrement que ne pourraient le faire tous vos grands noms, et qu'au-dedans ma prédilection apparente pour eux me fait beaucoup de tort, me dépopularise infiniment. Vous attribuez à de petites vues ce qui tient à de fort larges. Je constitue une société, une nation, et je me trouve sous la main des éléments tout à fait antipathiques. Les nobles et les émigrés ne sont qu'un point dans la masse, et cette masse leur est hostile et demeure fort ulcérée ; elle me pardonne avec peine de les avoir rappelés. Pour moi, je l'ai cru un devoir ; mais si je les laisse demeurer formant un corps, ils peuvent

un jour servir à l'étranger, nous devenir nuisibles et courir eux-mêmes de grands périls. Je ne cherche donc qu'à les dissoudre et à les isoler. Si j'en place autour de moi, dans les administrations, dans l'armée, c'est afin de les incruster dans la masse, et pour faire en sorte que le tout ne fasse plus qu'un ; car je suis mortel, et si je venais à vous quitter avant que cette fusion se fût opérée, vous verriez quels inconvénients entraîneraient ces parties hétérogènes, et le terrible danger dont certaines personnes pourraient être victimes ! Ainsi donc, Monsieur, mes vues tiennent toutes à l'humanité et à la haute politique : nullement à de vains et sots préjugés. »

Et sur ce que je me récriais auprès du narrateur, combien peu aux Tuileries nous connaissions le véritable caractère de Napoléon, les hautes et excellentes qualités de son âme et de son cœur, il me répondait que pour lui il avait été personnellement plus heureux, et qu'il allait m'en donner une preuve qu'il choisissait entre dix : « L'Empereur, me disait-il, dans son Conseil privé, se montrait un jour fort monté contre le général La Fayette, et fit une sortie des plus vives contre ses opinions, ses principes, qu'il disait capables de mettre un État en complète dissolution ; et, s'animant par degrés, il se mit en une véritable colère. Je me trouvais un des membres de ce Conseil ; nouvellement admis et peu fait encore aux manières de l'Empereur, bien qu'arrêté par mes deux voisins, je pris aussitôt la parole en défense de l'accusé, assurant qu'on l'avait calomnié auprès du souverain, qu'il vivait paisible dans ses terres avec des opinions personnelles qui ne causaient aucun dommage. L'Empereur, dans son état de colère, reprit tout d'abord pour insister avec violence ; mais au bout de cinq à six mots, il s'arrête tout court, me disant : mais c'est votre ami, Monsieur, et vous avez raison. Je l'avais oublié... Parlons d'autre chose – Et pourquoi, disais-je, ne nous faisiez-vous pas connaître, dans le temps, tout cela ? – Par une fatalité qui semblait tenir à l'atmosphère de Napoléon ; soit prévention, soit autrement, notre esprit était tel qu'on ne pouvait le raconter qu'à ses intimes ; car si on en eût fait grand bruit, on eût passé pour un hâbleur grossièrement courtisan, qui eût débité, non ce qu'il croyait vrai, mais ce qu'il imaginait propre à lui mériter de la faveur et des récompenses. »

Mais puisque j'en suis à ce grand officier de la couronne, aussi distingué d'ailleurs par les grâces de son esprit et l'aménité de ses mœurs que par la noblesse de son caractère, voici une de ses réponses à Napoléon, d'un goût

aussi fin que d'une flatterie délicate. L'Empereur, à un de ses levers, s'étant trouvé dans le cas de l'attendre, s'en montra fort choqué, et lui fit une scène à son arrivée, en présence de tous. Or, c'était le moment où cinq ou six rois, entre autres ceux de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, se trouvaient à Paris. « Sire, répondit le coupable, j'ai un million d'excuses sans doute à présenter à Votre Majesté ; mais aujourd'hui on n'est pas toujours maître de circuler dans les rues. Je viens d'avoir le malheur de donner dans un embarras de rois dont je n'ai pas pu sortir plus tôt, voilà la cause de ma négligence. » Chacun sourit, et l'Empereur, d'une voix fort radoucie, se contenta de dire : « Quoi qu'il en soit, Monsieur, prenez dorénavant vos précautions, et surtout ne me faites plus attendre. »

Voyage sentimental de Napoléon – Esprit public du temps – Journée du 10 août.

Samedi 3.

Le temps est devenu un peu meilleur ; l'Empereur a essayé de se promener au jardin. Le général Bingham et le colonel du 53^e ont fait demander à voir l'Empereur, qui les a gardés assez longtemps. L'apparition du gouverneur a mis tout en fuite. Le général Bingham a disparu, et nous, nous avons gagné le bois pour nous éloigner du terrain.

L'Empereur, dans sa promenade, a beaucoup causé d'un voyage qu'il avait fait en Bourgogne, au commencement de la révolution. C'est ce qu'il appelle son *Voyage sentimental*, à Nuits, à la façon de *Sterne* ; il y alla souper chez son camarade *Gassendi*, alors capitaine dans son régiment, et marié assez richement à la fille d'un médecin du lieu. Le jeune voyageur ne tarda pas, disait-il, à s'apercevoir du dissentiment des opinions politiques du beau-père et du gendre : le gentilhomme Gassendi était aristocrate comme de raison, et le médecin, chaud patriote. Celui-ci trouva dans le convive étranger un auxiliaire puissant, et en fut si ravi que le lendemain il était au point du jour chez lui en visite de reconnaissance et de sympathie. L'apparition d'un jeune officier d'artillerie d'une bonne logique et d'une langue alerte, disait l'Empereur, était une recrue précieuse et rare pour l'endroit. Il fut aisé au voyageur de s'apercevoir qu'il faisait sensation. C'était un dimanche, on lui tirait le chapeau du bout de la rue. Toutefois ce

triomphe ne fut pas sans échec. Il alla souper chez une dame, auprès de laquelle un autre de ses camarades semblait fort bien établi ; or c'était là le repaire de l'aristocratie du canton, bien que la dame ne fût que la femme d'un marchand de vin ; mais elle avait une grande fortune, les meilleures manières, c'était la duchesse de l'endroit, disait l'Empereur. Là se trouvait toute la gentilhommerie des environs. Le jeune officier avait donné dans un vrai guêpier, il lui fallut rompre force lances ; la partie n'était pas égale. Au plus fort de la mêlée, on annonce le maire. « Je crus que c'était un secours que le ciel m'envoyait dans ce moment de crise, disait l'Empereur ; mais il se trouva le pire de tous. Je vois encore ce maudit homme, dans son bel accoutrement du dimanche, bien boursoufflé sous un grand habit cramoisi : c'était un misérable. Heureusement la générosité de la maîtresse de la maison, peut-être une secrète sympathie d'opinions, me sauvèrent. Elle détourna constamment, avec esprit, les coups qui eussent pu porter ; elle fut sans cesse le bouclier gracieux sur lequel les armes venaient perdre leurs forces ; enfin elle me préserva de toute blessure, et il m'est toujours resté d'elle un agréable souvenir pour le service que j'en reçus dans cette espèce d'échauffourée.

Cette diversité d'opinions, faisait observer l'Empereur, se trouvait alors dans toute la France. Dans les salons, dans la rue, sur les chemins, dans les auberges, tous les esprits étaient prêts à s'enflammer, et rien de plus facile que de se méprendre sur la force des partis et de l'opinion, suivant les localités où l'on se plaçait. Ainsi un patriote s'en laissait imposer facilement s'il se trouvait dans les salons ou parmi les rassemblements d'officiers, tant il se voyait en minorité ; mais sitôt qu'il était dans la rue ou parmi les soldats, il se retrouvait alors au milieu de la nation tout entière. Les sentiments du jour ne laissèrent pas de gagner jusqu'aux officiers mêmes, surtout après le fameux serment *à la nation, à la loi et au roi*. Jusque-là, continuait l'Empereur, si j'eusse reçu l'ordre de tourner mes canons contre le peuple ; je ne doute pas que l'habitude, le préjugé, l'éducation, le nom du roi, ne m'eussent porté à obéir ; mais le serment national une fois prêté, c'eût été fini, je n'eusse plus connu que la nation. Mes penchants naturels se trouvaient dès lors en harmonie avec mes devoirs, et s'arrangeaient à merveille de toute la métaphysique de l'Assemblée. Toutefois les officiers patriotes, il faut en convenir, ne composaient que le petit nombre ; mais,

avec le levier des soldats, ils conduisaient le régiment et faisaient la loi. Les camarades du parti opposé, les chefs mêmes recouraient à nous dans tous les moments de crise. Je me souviens, par exemple, disait-il, d'avoir arraché à la fureur de la populace un des nôtres, dont le crime était d'avoir entonné, des fenêtres de notre salle à manger, la célèbre romance de : *O Richard ! ô mon roi !* Je me doutais bien peu alors qu'un jour cet air serait proscrit aussi de la sorte à cause de moi. C'est comme au 10 août, voyant enlever le château des Tuileries et se saisir du roi, j'étais assurément bien loin de penser que je le remplacerais, et que ce palais serait ma demeure. »

Et, s'arrêtant sur cette journée du 10 août, il a dit : « Je me trouvais, à cette hideuse époque, à Paris, logé rue du Mail, place des Victoires. Au bruit du tocsin et de la nouvelle qu'on donnait l'assaut aux Tuileries, je courus au Carrousel, chez Fauvelet, frère de Bourienne, qui y tenait un magasin de meubles. Il avait été mon camarade à l'École militaire de Brienne. C'est de cette maison, que, par parenthèse, je n'ai jamais pu retrouver depuis par les grands changements qui s'y sont opérés, que je pus voir à mon aise tous les détails de la journée. Avant d'arriver au Carrousel, j'avais été rencontré dans la rue des Petits-Champs par un groupe d'hommes hideux, promenant une tête au bout d'une pique. Me voyant passablement vêtu, et me trouvant l'air d'un monsieur, ils étaient venus à moi pour me faire crier *vive la nation !* ce que je fis sans peine, comme on peut bien le croire.

« Le château se trouvait attaqué par la plus vile canaille. Le roi avait assurément pour sa défense au moins autant de troupes qu'en eut depuis la Convention au 13 vendémiaire, et les ennemis de celle-ci étaient bien autrement disciplinés et redoutables. La plus grande partie de la garde nationale se montra pour le roi : on lui doit cette justice. »

Ici le grand maréchal a observé qu'il était précisément d'un des bataillons qui se montrèrent les plus dévoués. Il avait failli être massacré plusieurs fois par le peuple, en regagnant isolément sa demeure. Nous, nous faisons remarquer, de notre côté, qu'en général la garde nationale, à Paris, avait constamment montré les vertus de son état : l'amour de l'ordre, le dévouement à l'autorité, la crainte du pillage et la haine de l'anarchie ; et c'était aussi l'opinion de l'Empereur.

« Le palais forcé, et le roi rendu dans le sein de l'Assemblée, a-t-il continué, je me hasardai à pénétrer dans le jardin. Jamais, depuis, aucun de

mes champs de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que m'en présentèrent les masses de Suisses, soit que la petitesse du local en fit ressortir le nombre, soit que ce fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. J'ai vu des femmes bien mises se porter aux dernières indécences sur les cadavres des Suisses. Je parcourus tous les cafés du voisinage de l'Assemblée. Partout l'irritation était extrême. La rage était dans tous les cœurs ; elle se montrait sur toutes les figures, bien que ce ne fussent pas du tout des gens de la classe du peuple ; et il fallait que tous ces lieux fussent journellement remplis des mêmes habitués, car, bien que je n'eusse rien de particulier dans ma toilette, ou peut-être était-ce encore parce que mon visage était plus calme, il m'était aisé de voir que j'excitais maints regards hostiles et défiants, comme quelqu'un d'inconnu où de suspect. »

Bals masqués – Madame de Mégrigny – Le Piémont et les Piémontais – Canaux de la France – Rêves sur Paris – Versailles – Fontainebleau, etc.

Dimanche 4.

On parlait des bals masqués ; l'Empereur les aimait particulièrement, et en demandait souvent. Il y était toujours sûr d'un certain rendez-vous qui ne lui manquait jamais. Il s'y trouvait, disait-il, entrepris chaque année par un même masque, qui lui rappelait d'anciennes intimités, et le sollicitait avec ardeur de vouloir bien le recevoir et l'admettre à sa cour : c'était une femme très aimable, très bonne et très belle, à qui beaucoup devaient certainement beaucoup. L'Empereur, qui ne laissait pas que de l'affectionner, lui répondait toujours : « Je ne nie pas que vous soyez charmante ; mais voyez un peu quelle est votre demande ! jugez-la vous-même, et prononcez. Vous avez deux ou trois maris et des enfants de tout le monde. On tiendrait à bonheur sans doute d'avoir été complice de la première faute : on se fâcherait de la seconde, on la pardonnerait peut-être. Mais ensuite, et puis, et puis !... À présent, soyez l'Empereur, et jugez : que feriez-vous à ma place ? et moi qui suis tenu à faire renaître un certain décorum ! » Alors la belle solliciteuse gardait le silence, ou lui disait : « Du moins ne m'ôtez pas l'espérance, » et renvoyait à l'année suivante à être plus heureuse. « Et

chacun de nous deux, disait l'Empereur, était exact à ce nouveau rendez-vous. »

À ces bals, l'Empereur aimait particulièrement à se faire insulter, disait-il, et le recherchait. Un jour, chez Cambacérès, il rit beaucoup de s'entendre dire par une dame connue, qu'il prétend que sa nature portait d'ailleurs facilement à l'aigreur, « qu'il y avait des gens au bal qu'il faudrait mettre à la porte ; qu'ils n'avaient pu y entrer sans doute qu'avec des billets volés. »

Une autre fois il avait porté la douce et timide madame *de Mégrigny* à se lever et à s'éloigner avec colère et les larmes aux yeux, disant qu'on abusait assurément vis-à-vis d'elle de la liberté que donnait un bal masqué. L'Empereur venait de lui rappeler une faveur très remarquable qu'il lui avait accordée jadis, en ajoutant que personne ne doutait qu'elle ne l'eût payée par le droit du seigneur. « Or il n'y avait que moi, disait l'Empereur, qui pûse le lui dire sans l'insulter, parce que cela se disait, il est vrai, mais que j'étais bien sûr qu'il n'en était rien. » Voici l'histoire.

L'Empereur allant se faire couronner à Milan coucha à Troyes. On lui présenta les autorités, et, parmi elles, une jeune pétitionnaire à la veille de se marier, et qui venait solliciter de lui une faveur de fortune. Or, comme l'Empereur désirait, disait-il, faire quelque chose qui fût, avec éclat, agréable au pays, la circonstance lui parut favorable, et il la saisit avec toute la grâce imaginable. La jeune personne (c'était madame *de Mégrigny*) appartenait aux premières familles de la province, mais était tout à fait ruinée par l'émigration. À peine était-elle de retour au logis misérable de ses parents, qu'un page y entra avec fracas, apportant le décret de l'Empereur qui leur rendait trente mille francs de rente ou plus. On juge du bruit et de l'effet d'un tel événement. Toutefois, comme rien n'était plus charmant, plus complètement joli, disait l'Empereur, que la jeune solliciteuse, on voulait que ses attraits eussent été pour quelque chose dans sa galanterie, bien qu'il eût quitté la ville quelques heures après, et qu'il n'y eût plus songé ; c'était égal. On sait comme se font les histoires, et, comme elle était femme d'un de ses écuyers, qu'elle vint conséquemment à la cour, on avait mêlé tout cela comme de coutume ; si bien que, nommée depuis sous-gouvernante du roi de Rome, le choix scandalisa un moment la sévère madame de Montesquiou, qui craignait, disait l'Empereur, de n'y voir qu'un arrangement.

L'Empereur dit qu'il renouvela à Turin la galanterie gracieuse de Troyes dans la personne de madame de Lascaris ; et, dans les deux endroits, du reste, il croit avoir eu à se louer de sa libéralité, et en avoir recueilli le fruit. Les deux familles se sont montrées attachées et reconnaissantes.

Il se demandait à ce sujet quels auront pu être les sentiments du Piémont à son égard. Il avait une affection particulière, disait-il, pour cette province. M. de Saint-Marsan, qu'il croyait lui avoir été fidèle jusqu'à la fin, l'avait assuré, au moment de nos désastres, disait-il, que ce pays se montrerait une des meilleures provinces.

« Au fait, continuait l'Empereur, les Piémontais n'aimaient point à être un petit État. Leur roi était un vrai seigneur féodal qu'il fallait courtoiser ou craindre. Il avait plus de pouvoir, plus d'autorité que moi, qui, empereur des Français, n'étais qu'un magistrat suprême, faisant marcher les lois, et ne pouvant en dispenser. Aurais-je pu empêcher un courtisan d'être poursuivi pour ses dettes ? aurais-je pu arrêter l'action des lois sur qui que ce fût ? etc., etc. »

Dans la conversation du dîner, l'Empereur demandait si on avait calculé la quantité d'eau fluviale qui entrait dans la Méditerranée et dans la mer Noire, ce qui l'a conduit à désirer qu'on calculât la quantité d'eau fluviale de notre Europe, et qu'on assignât la proportion de chaque vallée et de chaque versant. Il regrettait fort de n'avoir pas présenté cette série de questions scientifiques. C'était là son grand système, disait-il. Lui venait-il une idée utile, curieuse, intéressante : « À mes levers ou dans mes communications familières, je posais des questions analogues à mes membres de l'Institut, avec ordre de me les résoudre. La solution en était lancée dans le public ; elle y était analysée, combattue, adoptée ou repoussée ; et il n'est rien qu'on obtienne de la sorte ; c'est là la grande voie des progrès dans une grande nation douée de beaucoup d'esprit et de beaucoup de lumières. »

L'Empereur observait encore à ce sujet qu'on n'avait jamais été plus fort en géographie qu'aujourd'hui, et qu'on en devait quelque chose à ses expéditions. Il a parlé ensuite des canaux qu'il avait fait faire en France. Il citait surtout celui de Strasbourg à Lyon, qu'il espérait avoir assez avancé pour qu'on fût obligé de le finir. Il pensait que sur trente millions il devait y en avoir déjà vingt-quatre d'employés.

« Aujourd'hui on communiquait, par l'intérieur, de Bordeaux à Lyon et à Paris. J'avais construit un grand nombre de canaux ; j'en avais projeté bien davantage. » L'un de nous ayant dit qu'on en avait proposé à l'Empereur un très avantageux, mais qu'on l'avait trompé pour l'empêcher d'accepter les offres faites à ce sujet : « Sans doute que le plan n'aura été avantageux que sur le papier, disait l'Empereur, mais qu'en dernière analyse il m'aurait fallu donner de l'argent, ce qu'on m'arrachait difficilement. — Non, Sire, répondait-on, le refus n'a été que l'effet d'une intrigue. On a trompé Votre Majesté. — Cela n'est pas possible sur ce point. Vous parlez légèrement. — Mais j'en suis sûr ; j'ai connu le plan, les offres, les souscripteurs ; mes parents y étaient pour des sommes considérables. Il s'agissait d'unir la Meuse à la Marne. Le canal aurait eu moins de sept lieues. — Mais vous ne dites pas tout ; peut-être avec cela exigeait-on que je concédasse d'immenses forêts nationales dans les environs ? ce que je n'aurais pas voulu. — Non, Sire, c'était seulement une intrigue de vos Ponts-et-Chaussées. — Mais encore faudrait-il qu'ils eussent opposé quelques raisons, quelque apparence d'intérêt public. Que disent-ils ? — Sire, que les bénéfices auraient été trop grands. — Mais alors ils me l'eussent proposé eux-mêmes, disait l'Empereur, et je l'eusse exécuté. Je vous répète que vous ne sauriez avoir raison ; vous parlez ici à l'homme de la chose même, qui s'en occupait sans cesse. Les Ponts-et-Chaussées, de leur côté, n'étaient jamais plus heureux que de faire. Jamais un particulier ne m'a proposé un pont qu'il n'ait été pris au mot. S'il me demandait un péage de vingt-cinq ans, j'étais disposé à le lui accorder pour trente. Il m'importait peu qu'il fût utile, s'il ne devait me rien coûter. C'était toujours un capital dont j'enrichissais le sol. Au lieu de refuser des canaux, je courais après. Mais, mon cher, rien ne se ressemble moins qu'une conversation de salon et un conseil d'administration. L'homme à projets, dans un salon, a toujours raison ; ses résultats seraient magnifiques, infaillibles, si on l'écoutait, et pour peu qu'il puisse lier le refus qu'il éprouve à quelques pots-de-vin, à quelque intrigue de femme ou de maîtresse, le roman est complet ; or voilà ce que vous avez entendu. Mais il n'en est pas ainsi dans un conseil d'administration, parce qu'on n'y décide que sur des faits et le compas à la main. Quel est votre canal ? avez-vous dit, il ne saurait m'être étranger. — Sire, de la Meuse à la Marne, et de sept lieues seulement. — Eh bien ! mon cher, c'est de la Meuse à l'Aisne que vous voulez dire, et il eût été de moins

de sept lieues. Cela va me revenir ; mais il n'y a qu'une petite difficulté, c'est qu'en cet instant même il est encore douteux qu'il soit praticable. Là, comme ailleurs, Hippocrate dit oui, et Gallien dit non. Tarbé l'assurait impossible, niant qu'il eût assez d'eau au point du partage. Je vous répète, continuait l'Empereur, que vous parlez à celui du monde qui s'est le plus occupé de ces objets, surtout aux environs de Paris. Il entraînait dans mes rêves perpétuels de faire de celle-ci la véritable capitale de l'Europe ; parfois je voulais qu'elle devînt une ville de deux, trois ou quatre millions d'habitants, par exemple, en un mot quelque chose de fabuleux de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours, et dont les établissements publics eussent répondu à la population. »

Quelqu'un ayant observé alors que si le ciel eût donné à l'Empereur un règne de soixante ans, comme à Louis XIV, il aurait laissé de bien grandes choses : « Si le ciel m'eût donné seulement vingt ans et un peu de loisir, a repris vivement l'Empereur, on aurait cherché vainement l'ancien Paris ; il n'en fût pas resté de vestiges, et j'aurais changé la face de la France. Archimède promettait tout, si on lui laissait poser le bout de son levier ; j'en eusse fait autant partout où l'on m'eût laissé poser mon énergie, ma persévérance et mes budgets... Avec les budgets on créerait le monde... J'aurais montré la différence d'un empereur constitutionnel à un roi de France. Les rois de France n'ont jamais rien eu d'administratif ni de municipal... Ils ne se sont jamais montrés que de grands seigneurs que ruinaient leurs gens d'affaires.

« La nation elle-même n'a dans son caractère et ses goûts que du provisoire et du gaspillage. Tout pour le moment et le caprice, rien pour la durée... voilà notre devise et nos mœurs en France. Chacun passe sa vie à faire et à défaire ; il ne reste jamais rien... N'est-il pas indécent que Paris n'ait seulement pas un Théâtre-Français, un Opéra, rien digne de ces destinations !

« J'ai souvent combattu des fêtes que la ville de Paris voulait me donner ; c'étaient des dîners, des bals, des feux d'artifice de quatre, de six, de huit cent mille francs, dont les préparatifs obstruaient plusieurs jours la voie publique, et qui coûtaient ensuite autant à défaire qu'ils avaient coûté à construire. Je prouvais qu'avec ces faux frais ils auraient fait des monuments durables, magnifiques...

« Il faut avoir fait autant que moi pour connaître toute la difficulté de faire le bien. Il fallait parfois toute ma puissance pour pouvoir réussir. S'agissait-il de cheminées, de cloisons, d'ameublements dans les palais impériaux pour quelques particuliers, on courait à pleines voiles ; mais s'agissait-il de prolonger le jardin des Tuileries, d'assainir quelques quartiers, de désobstruer quelques égouts, d'accomplir un bien public qui n'intéressât pas directement quelques particuliers, il fallait tout mon caractère, écrire six, dix lettres par jour et se fâcher tout rouge. C'est ainsi que j'ai employé jusqu'à trente millions en égouts dont personne ne me tiendra jamais compte. J'ai abattu pour dix-sept millions de maisons en face des Tuileries pour former le Carrousel et découvrir le Louvre. Ce que j'ai fait est immense, ce que j'avais arrêté, ce que je projetais encore l'était bien davantage. »

Alors quelqu'un faisait la remarque que les travaux de l'Empereur ne s'étaient bornés ni à Paris ni à la France : presque toutes les villes d'Italie présentaient des traces de sa création. Partout où l'on voyageait, au pied comme à la cime des Alpes, dans les sables de la Hollande, sur les rives du Rhin, l'on retrouvait Napoléon, toujours Napoléon.

À cela il a observé qu'il avait décidé de dessécher les marais Pontins. « César, a-t-il dit, allait s'en occuper quand il périt. » Et revenant à la France : « Les rois, disait-il, avaient trop de maisons de campagne et d'objets inutiles. Un historien impartial aura le droit de blâmer Louis XIV dans ses effroyables et inutiles dépenses de Versailles, surtout avec ses guerres, ses impositions, ses malheurs : il s'est épuisé pour ne créer après tout qu'une ville bâtarde. » L'Empereur a alors analysé les avantages d'une ville administrative, c'est-à-dire faite pour la réunion des administrations, et ils lui semblaient vraiment problématiques.

Je regrette bien ici de n'avoir pas consigné dans le temps la suite de ces raisons ; elles étaient si multipliées, si ingénieuses !

L'Empereur ne se dissimulait pas que la demeure de la capitale n'était parfois pas tenable pour les souverains ; mais, d'un autre côté, Versailles ne l'était pas pour les grands, les ministres ni les courtisans. C'était donc une faute de Louis XIV, s'il n'avait entrepris Versailles que pour le séjour des rois, lorsque Saint-Germain était tout trouvé sous sa main : la nature semblait l'avoir fait exprès pour la véritable demeure des rois de France.

Lui-même, Napoléon, avait fait des fautes à cet égard ; car il ne fallait pas, disait-il, se louer dans tout ce qu'on avait fait. Il aurait dû retrancher Compiègne, par exemple, et il regrettait d'y avoir fait son mariage : il eût voulu l'avoir fait à Fontainebleau. « Et voilà, disait-il encore en s'arrêtant sur Fontainebleau, la vraie demeure des rois, la maison des siècles ; peut-être n'était-ce pas rigoureusement un palais d'architecte, mais bien assurément un lieu d'habitation bien calculé et parfaitement convenable. C'était ce qu'il y avait sans doute de plus commode, de plus heureusement situé en Europe pour le souverain, etc. »

Il passait alors en revue les capitales qu'il avait visitées, les maisons des rois, qu'il avait parcourues, et nous donnait de beaucoup la supériorité. Fontainebleau, ajoutait-il encore, était aussi en même temps la situation politique et militaire la plus convenable. L'Empereur se reprochait des dépenses qu'il avait faites à Versailles ; mais fallait-il bien encore, disait-il, l'empêcher de tomber en ruines. Il avait été question, dans la révolution, de détruire en grande partie ce palais, d'en enlever le milieu, et de séparer par là les deux côtés. « On m'eût rendu un grand service disait-il ; car rien n'est dispendieux ni véritablement inutile comme cette multitude de palais ; et si pourtant on m'a vu entreprendre celui du roi de Rome, c'est que j'avais des vues à moi ; et puis encore c'est qu'au vrai je n'ai jamais songé qu'à préparer le terrain : je m'en fusse tenu là ^[3].

Mes erreurs en dépenses de ce genre, ajoutait-il, ne pouvaient après tout être grandes. Grâce à mes budgets, ces erreurs s'apercevaient et se corrigeaient de force chaque année ; elles ne pouvaient jamais aller au-delà d'une petite quotité de la faute principale. »

L'Empereur avait eu toutes les peines du monde, assurait-il à faire comprendre et adopter son système de budgets en bâtisses et autres grandes entreprises pareilles. « Me proposait-on un plan de trente millions, qui me convînt ? Accordé, disais-je ; mais à faire en vingt ans, c'est-à-dire à quinze cent mille francs par an. Cela allait très bien jusque-là ; mais que me donnerez-vous, ajoutais-je, pour ma première année ? car si je veux que ma dépense soit morcelée, je veux néanmoins que le résultat, le travail m'arrive entier et fini. Ainsi je veux d'abord un abri, une chambre, un appartement, n'importe quoi, mais quelque chose de complet pour mes quinze cent mille francs. Les architectes ne voulaient plus y entendre ; cela gênait leur

grandiose, leur grand effet. Ils auraient voulu d'abord produire toute une façade longtemps inutile, et vous engrener ainsi dans des dépenses immenses, qui, si elles étaient interrompues, ne vous laissaient rien.

C'est avec cette manière à moi, et en dépit de tant de circonstances politiques et militaires, que j'ai fait néanmoins tant de choses. J'avais réuni quarante millions de meubles à la couronne, quatre millions au moins d'argenterie. Que de palais j'ai restaurés ! Peut-être trop : j'y reviens. Grâce à ma manière de faire, j'ai pu habiter Fontainebleau dès la première année de travail ; il ne m'en coûta pas plus de cinq à six cent mille francs. Si j'y ai dépensé depuis six millions, cela n'a été qu'en six ans ; j'en aurais dépensé bien davantage avec le temps ! Mon but principal avait pour objet que la dépense fût insensible, et le résultat éternel.

À mes voyages de Fontainebleau, disait l'Empereur, douze à quinze cents personnes étaient invitées, logées et meublées, plus de trois mille pouvaient y trouver à dîner, et ceci n'avait rien de coûteux pour le souverain, ou très peu, grâce à l'ordre établi ; Duroc l'avait rendu [\[3\]](#) admirable. Plus de vingt ou vingt-cinq princes, dignitaires ou ministres étaient contraints d'y tenir maison.

« Je condamrais Versailles dans sa création, reprenait l'Empereur ; mais, dans mes idées parfois gigantesques sur Paris, je rêvais d'en tirer parti, et de n'en faire, avec le temps, qu'une espèce de faubourg, un site voisin, un point de vue de la grande capitale ; et, pour l'approprier davantage à cet objet, j'avais conçu une singulière idée, dont je m'étais même fait présenter le programme.

« De ces beaux bosquets, je chassais toutes ces nymphes de mauvais goût, ces ornements à la *Turcaret*, et je les remplaçais par des panoramas, en maçonnerie, de toutes les capitales où nous étions entrés victorieux ; de toutes les célèbres batailles qui avaient illustré nos armes. C'eût été autant de monuments éternels de nos triomphes et de notre gloire nationale, posés à la porte de la capitale de l'Europe, laquelle ne pouvait manquer d'être visitée par force du reste de l'univers. » Et laissant tout à coup cela, il s'est mis à nous lire *le Distrain*, dont le volume était depuis longtemps sous sa main ; mais il l'a presque aussitôt interrompu, soit qu'il eût été remué de ses propres pensées, soit qu'il s'y vît contraint par une toux nerveuse qui,

depuis peu, lui revenait souvent après son dîner. Il est certain qu'il change beaucoup, et que sa santé se perd tout à fait.

Projet d'une histoire européenne – Sélim III – Forces d'un sultan turc – Les mameloucks – Sur la régence.

Lundi 5.

L'Empereur n'est sorti qu'à près de cinq heures ; il était souffrant, avait pris un bain, que la venue de sir H. Lowe avait trop prolongé, n'ayant voulu en sortir qu'après que ce gouverneur eût disparu de l'établissement.

L'Empereur avait lu dans son bain deux volumes de l'Histoire Ottomane. Il avait conçu l'idée, disait-il, et regrettait fort de n'avoir pu l'exécuter, de faire composer toutes les histoires de l'Europe depuis Louis XIV, sur les pièces mêmes de nos relations extérieures où se trouvent les rapports réguliers de tous les ambassadeurs.

« Mon règne, disait-il, eût été une époque parfaite pour cet objet. La supériorité de la France, son indépendance, sa régénération, mettaient le gouvernement actuel à même de publier tous ces objets sans inconvénient. C'eût été comme si l'on eût publié l'histoire ancienne : rien n'eût été plus précieux. »

Et de là, passant à Sélim III, il disait lui avoir écrit un jour : « Sultan, sors de ton sérail, mets-toi à la tête de tes troupes, et recommence les beaux jours de la monarchie. »

Sélim, le Louis XVI des Turcs, disait l'Empereur, qui nous était très attaché et très favorable d'ailleurs, se contenta de lui répondre que c'était bon pour les premiers princes de sa dynastie, que les mœurs de ce temps étaient bien loin, que de pareils actes seraient aujourd'hui hors de saison et tout à fait sans fruit.

L'Empereur ajoutait néanmoins que personne ne connaissait sans doute la force de la développée, le débordement subit dont serait capable un sultan de Constantinople qui saurait se placer à la tête de son peuple, le retremper, et mettre en marche sa multitude fanatisée. Plus tard, il disait que, pour son propre compte, si en Égypte il eût pu à ses Français joindre les

mameloucks, il se serait regardé comme le maître du monde. « Avec cette poignée choisie et la canaille, ajoutait-il en riant, recrutée sur les lieux, pour être dépensée au besoin, je ne connais rien que je n'eusse renversé. Alger en trembla. »

« – Mais si jamais il prenait fantaisie à ton sultan, disait un jour le dey d'Alger au consul français, de venir nous visiter, quelle serait notre sûreté ? car il a défait les mameloucks. C'est que les mameloucks, dans tout l'Orient, faisait observer l'Empereur, étaient en effet des objets de vénération et de terreur, c'était une milice regardée jusqu'à nous comme invincible. »

L'Empereur, en attendant son dîner au milieu de nous, a ouvert un livre qui se trouvait à côté de lui sur le canapé : C'était la régence. Il a dit que c'était là une des époques les plus hideuses de nos annales ; il était fâché qu'on l'eût peinte avec la légèreté du temps, et non avec la sévérité de l'histoire. On avait jeté dessus les fleurs du bon ton et le vernis des grâces, au lieu d'en faire une exacte justice. La régence, au vrai, ajoutait-il, avait été le règne de la dépravation du cœur, du dévergondage de l'esprit, de l'immoralité la plus profonde en tout genre : c'était au point qu'il croyait, disait-il, à toutes les horreurs, à toutes les abominations qu'on reprochait aux mœurs du régent, dans le sein de sa propre famille ; tandis qu'il ne le croyait pas de Louis XV, qui, bien que plongé dans le plus sale, le plus hideux libertinage, ne lui laissait pourtant pas le droit d'ajouter foi à des choses si révoltantes et si monstrueuses ; et il le justifiait très bien de certaines imputations qui eussent touché de fort près à la personne d'un de ses anciens aides de camp, de lui ; Napoléon. De là il est revenu à dire que l'époque du régent avait été le renversement de toutes les fortunes, la perte de la morale publique. Rien n'avait été sacré, ni dans les mœurs, ni dans les principes. Le régent s'était personnellement couvert d'infamie. Dans l'affaire des princes légitimés, il avait montré la dernière bassesse, et commis un grand abus d'autorité. Le roi seul pouvait autoriser un tel jugement, et lui régent s'était plu à se déshonorer gratuitement dans la personne de sa femme, fille naturelle de Louis XIV, qu'il avait trouvé très bien néanmoins d'épouser quand ce roi régnait, etc., etc.

Pour essayer la tente qui venait d'être achevée, on y a dressé la table de service, et nous avons invité à déjeuner avec nous les officiers anglais qui avaient surveillé le travail.

L'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre ; il a fait sa toilette, je l'ai accompagné à sa sortie jusqu'au fond du bois, où nous nous sommes promenés quelque temps : il discutait des objets graves, etc., etc.

En revenant, l'Empereur a visité la tente, et a dit quelques mots de satisfaction à l'officier et aux matelots qui la finissaient.

Campagnes d'Italie, etc. – Époque de 1813, etc. – Gustave III – Gustave IV – Bernadotte – Paul Ier.

Mercredi 7.

Après le déjeuner, que l'Empereur a fait sous la tente, il lui a pris fantaisie de revoir quelques chapitres de la campagne d'Italie ; il a fait venir mon fils, dont le pied était enfin beaucoup mieux et les yeux en meilleur état. Il a donné la dernière main aux chapitres de Pavie et de Livourne qui portent, l'un les fruits d'une heureuse témérité, l'autre ceux, d'une sage prudence. L'audace, la vigueur et la célérité qui enlevèrent Pavie, y étouffèrent l'étincelle d'une insurrection générale qui eût pu priver des merveilles de la campagne, tandis que la lointaine et diplomatique occupation de Livourne maintint la neutralité de la Toscane.

L'Empereur s'est ensuite promené, vers le fond du bois, ayant commandé que la calèche vînt l'y joindre. Chemin faisant, l'Empereur disait regarder les campagnes d'Italie et d'Égypte comme entièrement finies, il les croyait en état d'être données au public ; et ce serait, disait-il, sans doute une chose, bien agréable aux Français et aux Italiens ; c'était le livre de leur gloire et de leurs droits, etc. Il ne croyait pas néanmoins qu'il dût y mettre son nom, et répétait que les diverses époques de ses Mémoires consacraient ceux de ses compagnons fidèles, etc.

À l'arrivée de la calèche, la conversation continuant sur le même sujet, on l'a fortement pressé de finir 1815 ; on en a vivement développé l'importance, la gravité, les résultats. « Eh bien ! a-t-il dit en souriant, il faut que je m'y remette tout à fait : cela fait plaisir de se voir encourager ; mais

encore faut-il de la bonne humeur pour travailler. L'on ne nous abreuve ici que de dégoûts et de tracasseries ; on semble nous envier l'air que nous respirons. »

Rentré dans sa chambre, où je l'ai suivi, la conversation a été des plus intéressantes et fort remarquable. Il a été question de Gustave III, de la Suède, de la Russie, de Gustave IV, de Bernadotte, de Paul I^{er}, etc., etc.

J'ai raconté qu'à Aix-la-Chapelle *Gustave III* vivait au milieu de nous (les émigrés) en simple particulier, sous le nom de *comte de Haga*. Il faisait le charme de la société par la vivacité de son esprit et l'intérêt de ses récits. J'avais ouï de sa bouche sa *fameuse révolution* de 1772, et j'étais dans la position la plus heureuse pour connaître à fond cette époque de l'histoire de Suède ; je me trouvais fort de connaissance dans le même temps avec le Suédois baron *de Sprengporten*, qui, après avoir été fort zélé pour Gustave, avait eu le malheur de passer en Russie pour revenir à la tête des étrangers combattre sa patrie. Il en était résulté qu'il se trouvait par ce fait sous une condamnation à mort en Suède. Or, il était aussi à Aix-la-Chapelle en ce moment, et s'en était banni par courtoisie, disait-il, à l'arrivée de Gustave. Il ne s'était pourtant pas éloigné de plus d'une demi-lieue, de sorte que tout ce que j'entendais raconter au roi dans la soirée m'était, le lendemain à déjeuner, combattu, modifié ou confirmé par le baron. Il avait été fort avant dans la confiance de ce prince.

L'Empereur observait que ce même Sprengporten avait été précisément l'envoyé de Paul auprès de lui lors de son consulat. Et sur Gustave IV, il a dit que ce prince s'était annoncé au début pour un héros, et n'avait fini que comme un fou ; qu'il avait marqué de bonne heure par des traits fort remarquables. Encore enfant, on l'avait vu, disait-il, insulter Catherine par le refus de sa petite-fille au moment même où cette grande impératrice, sur son trône et au milieu de sa cour, n'attendait plus que lui pour la cérémonie du mariage, et le tout parce qu'on lui proposait de violer une des lois religieuses de la Suède.

Plus tard il n'avait pas moins insulté Alexandre au nom de la morale publique, en refusant, après la catastrophe de Paul, l'entrée de ses États à un des officiers du nouvel empereur ; et répondant aux plaintes officielles qui lui étaient adressées à ce sujet, qu'Alexandre ne devait pas trouver mauvais

que lui, Gustave, qui pleurait encore l'assassinat de son père, fermât l'entrée de ses États à l'un de ceux que la voix publique accusait d'avoir immolé le sien (de lui Alexandre).

« À mon apparition à la souveraineté, disait l'Empereur, il se déclara mon grand antagoniste ; on eût dit qu'il ne voulait rien moins que recommencer le grand Gustave-Adolphe. Il courut toute l'Allemagne pour rameuter contre moi. Lors de la catastrophe du duc d'Enghien, il jura de le venger de sa personne, et plus tard renvoya insolemment l'aigle noir au roi de Prusse, parce que celui-ci avait reçu ma Légion-d'Honneur, etc., etc.

Enfin son moment fatal arriva, disait l'Empereur, une conspiration peu commune l'arracha du trône et le déporta hors de ses États. L'unanimité contre lui prouve ses torts sans doute. Je veux qu'il fût inexcusable, même fou ; toutefois est-il extraordinaire et sans exemple que dans cette crise il ne se soit pas tiré une seule épée pour sa défense, soit par affection, par reconnaissance, par vertu, ou par niaiserie même si l'on veut ; et vraiment c'est là une circonstance qui honore peu l'atmosphère des rois. » Ce prince, ballotté, trompé par les Anglais qui voulaient en faire leur instrument, repoussé par ses proches, parut vouloir renoncer au monde ; et, comme s'il eût senti son existence flétrie par son mépris des hommes et son dégoût des choses, il fut volontairement se perdre tout à fait dans la foule.

L'Empereur disait qu'après la bataille de Leipsick, Gustave lui avait fait parvenir qu'il lui en avait voulu beaucoup sans doute ; mais que depuis longtemps il était celui des souverains dont il avait le moins à se plaindre, et que depuis bien longtemps aussi il n'avait plus pour lui qu'admiration et sympathie ; que les malheurs du moment lui permettaient de l'exprimer sans embarras ; qu'il s'offrait pour être son aide de camp^[4], et lui demandait un asile en France. « Je fus touché, ajoutait l'Empereur ; mais je considèrai bientôt que si je l'accueillais, il était de ma dignité de faire des efforts en sa faveur. Or je ne gouvernais plus le monde ; puis les esprits communs n'auraient pas manqué de voir dans mon intérêt pour lui une haine impuissante contre Bernadotte ; enfin Gustave avait été déchu par le vœu du peuple, et c'était le vœu du peuple qui m'avait élevé ; il y aurait eu inconséquence en moi, désharmonie de principes, à prendre sa cause. Bref, je craignais de compliquer encore les affaires, et fis taire la générosité. Je fis répondre que j'appréciais ce qu'il m'offrait, et que j'y étais sensible ; mais

que la politique de la France ne me permettait pas de me livrer à mes sentiments particuliers, qu'elle m'imposait même la douleur de lui refuser pour le moment l'asile qu'il demandait. Que, du reste, il se tromperait fort s'il me supposait d'autres sentiments qu'une bienveillance extrême et des vœux sincères pour son bonheur, etc., etc.

Quelque temps après l'expulsion de Gustave, disait encore l'Empereur, et la succession au trône vacante, les Suédois, voulant m'être agréables et s'assurer la protection de la France, me demandèrent un roi. Il fut question un moment du vice-roi ; mais il eût fallu qu'il changeât de religion ; ce que je trouvais au-dessous de ma dignité et de celle de tous les miens. Puis je ne jugeais pas le résultat politique assez grand pour excuser un acte si contraire à nos mœurs. Toutefois j'attachai trop de prix peut-être à voir un Français occuper le trône de Suède. Dans ma position, ce fut un sentiment puéril. Le vrai roi de ma politique, celui des vrais intérêts de la France, c'était le roi de Danemark, parce que j'eusse alors gouverné la Suède par mon simple contact avec les provinces danoises. *Bernadotte* fut élu, et il le dut à ce que sa femme était sœur de celle de mon frère Joseph, régnant alors dans Madrid.

Bernadotte, affichant une grande dépendance, vint me demander mon agrément, protestant avec une inquiétude trop visible qu'il n'accepterait qu'autant que cela me serait agréable.

Moi, monarque élu du peuple, j'avais à répondre que je ne savais point m'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce que je dis à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété que faisait naître l'attente de ma réponse, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet, que je ne voulais avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait mon assentiment et mes vœux. Toutefois, le dirais-je, j'éprouvais un arrière-instinct qui me rendait la chose désagréable et pénible ; en effet, Bernadotte a été le serpent nourri dans notre sein ; à peine il nous avait quittés, qu'il était dans le système de nos ennemis, et que nous avions à le surveiller et à le craindre. Plus tard il a été une des grandes causes activées de nos malheurs, c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de nos armées ; c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré ! Vainement dirait-il pour excuse qu'en acceptant le trône de la Suède il n'a plus dû qu'être Suédois ; excuse banale, bonne tout

au plus pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre femme on ne renonce point à sa mère, encore moins est-on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer les entrailles. On dit qu'il s'en est repenti plus tard, c'est-à-dire quand il n'était plus temps et que le mal était accompli. Le fait est qu'en se retrouvant au milieu de nous, il s'est aperçu que l'opinion en faisait justice ; il s'est senti frappé de mort. Alors ses yeux se sont dessillés ; car on ne sait pas, dans son aveuglement, à quels rêves n'auront pas pu le porter sa présomption et sa vanité, etc., etc. » Et comme à la suite de cela et de beaucoup d'autres choses encore, j'ai osé me permettre de lui faire observer comme un jeu du hasard bien bizarre, bien extraordinaire, que le soldat Bernadotte, appelé à une couronne où le protestantisme était de rigueur, se trouvait précisément né protestant, et que son fils, destiné par là à régner sur des Scandinaves, se présentait au milieu d'eux précisément avec le nom national d'*Oscar*, « Mon cher, a repris l'Empereur, c'est que ce hasard tant cité, ce hasard dont les anciens faisaient un dieu, qui nous étonne chaque jour, nous frappe à chaque instant, ne nous apparaît après tout si singulier, si bizarre, si extraordinaire, que parce que nous ignorons les causes secrètes et toutes naturelles qui l'ont amené ; et pourtant il suffit de cette seule combinaison occulte pour créer du merveilleux et enfanter des mystères ; ici, par exemple, quant au premier article de s'être trouvé né protestant, n'en faites pas honneur au hasard : rayez celui-là. Quant au second, le nom d'Oscar, c'est moi qui fus le parrain ; et quand je le nommai, je radotais d'Ossian : il se présenta donc tout naturellement. Vous voyez à présent combien est simple ce qui vous étonnait, si fort, etc., etc. [5] »

Sur la fin de la conversation, l'Empereur est revenu sur Paul ; il a parlé des fureurs que lui causa dans le temps la déloyauté du ministère anglais. On lui avait promis Malte dès qu'on s'en serait emparé ; aussi s'empressa-t-il de s'en faire nommer grand-maître. Malte rendue, les ministres anglais nièrent la lui avoir promise. On assure qu'à la lecture de ce honteux mensonge Paul se montra si indigné, qu'en plein conseil, saisissant la dépêche, il la perça de son épée, ordonnant qu'on la renvoyât en cet état pour toute réponse. « Si c'est une folie, disait l'Empereur, il faut convenir que c'est celle d'une belle âme ; c'est [5] l'indignation de la vertu, qui jusque-là n'a pu soupçonner une telle bassesse. »

Dans le même temps, les ministres anglais, traitant avec nous de l'échange des prisonniers, refusaient d'y comprendre sur la même échelle les prisonniers russes faits en Hollande au propre service et pour la seule cause des Anglais. « J'avais deviné, disait l'Empereur, la trempe du caractère de Paul. Je saisis l'occasion aux cheveux ; je fis réunir ces Russes ; je les habillai et les lui renvoyai pour rien. Dès lors ce cœur généreux fut tout à moi, et comme je n'avais intérêt opposé à la Russie, que je n'aurais jamais parlé que justice et procédés, nul doute que je n'eusse disposé désormais du cabinet de Saint-Pétersbourg. Nos ennemis sentirent le danger ; et l'on a voulu que cette bienveillance de Paul lui ait été funeste : cela pourrait bien être ; car il est des cabinets pour qui rien n'est sacré. »

Napoléon, après mon enlèvement, a dicté les détails de la fin tragique de l'infortuné Paul. L'importance et le crédit d'une telle source nous portent à les transcrire ici : « Paul fut assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars 1801. Lord Withworth était ambassadeur à sa cour ; il était fort lié avec le comte de P..., le général B..., les O..., les S..., et autres personnes authentiquement reconnues pour être les auteurs et acteurs de cet horrible parricide. Ce monarque avait indisposé contre [5] lui, par un caractère irritable et très susceptible, une partie de la noblesse russe. La haine de la révolution française avait été le caractère distinctif de son règne. Il considérait comme une des causes de cette révolution la familiarité du souverain et des princes français, et la suppression de l'étiquette de la cour. Il établit donc à la sienne une étiquette très sévère, et exigea des marques de respect peu conformes à nos mœurs et qui révoltaient généralement. Être habillé d'un frac, avoir un chapeau rond, ne point descendre de voiture quand le czar ou un des princes de sa maison passait dans les rues ou promenades, enfin la moindre violation des moindres détails de son étiquette excitait toute son animadversion, et par cela seul on était jacobin. Depuis qu'il s'était rapproché du Premier Consul, il était revenu sur une partie de ses idées, et il est probable que s'il eût vécu encore quelques années, il eût reconquis l'opinion et l'amour de sa cour qu'il s'était aliénés. Les Anglais, mécontents et même extrêmement irrités du changement qui s'était opéré en lui depuis un an, n'oublièrent rien pour encourager ses ennemis intérieurs. Ils parvinrent à accréditer l'opinion qu'il était fou, et

enfin nouèrent une conspiration pour attenter à sa vie. L'opinion générale est que la veille de sa mort, Paul étant à souper avec sa maîtresse et son favori, reçut une dépêche où on lui détaillait toute la trame de la conspiration ; il la mit dans sa poche, en ajournant la lecture au lendemain. Dans la nuit il périt.

L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun obstacle : le comte de P... avait tout crédit au palais ; il passait pour le favori et le ministre de confiance du souverain. Il se présente à deux heures du matin à la porte de l'appartement de l'empereur, accompagné du général B..., de O... et de S... Un cosaque affidé, qui était à la porte de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser pénétrer chez lui ; ils le massacrèrent aussitôt. L'empereur s'éveilla au bruit et se jeta sur son épée, mais les conjurés se précipitèrent sur lui, le renversèrent et l'étranglèrent. Le général B... fut celui qui lui donna le dernier coup ; il marcha sur son cadavre. L'impératrice, femme de Paul, quoiqu'elle eût beaucoup à se plaindre des galanteries de son mari, témoigna une vraie et sincère affliction, et tous ceux qui avaient pris part à cet assassinat furent constamment dans sa disgrâce

Bien des années après, le général B... commandait encore... Quoi qu'il en soit, ce terrible événement glaça d'horreur toute l'Europe, qui fut surtout scandalisée de l'affreuse franchise avec laquelle les Russes en donnaient des détails dans toutes les cours. Il changea la position de l'Angleterre et les affaires du monde. Les embarras d'un nouveau règne... donnèrent une autre direction à la politique de la cour de Russie. Dès le 5 avril, les matelots anglais qui avaient été faits prisonniers de guerre par suite de l'embargo, et envoyés dans l'intérieur de l'empire, furent rappelés. La commission qui avait été chargée de la liquidation des sommes dues par le commerce anglais fut dissoute. Le comte de P..., qui continua à être le principal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les demandes du cabinet anglais ; que l'intention de son maître était que, d'après la proposition du gouvernement britannique de terminer le différend à l'amiable par une convention, on cessât toutes hostilités jusqu'à la réponse de Londres. Le désir d'une prompte paix avec l'Angleterre fut hautement manifesté, et tout annonça le triomphe de cette puissance. » (*Dictée de Napoléon au général Gourgaud*, t. II, p 151.)

N.B. On vient de lire ci-dessus que l'Empereur se plaignait que le prince de Ponte-Corvo (Bernadotte) était à peine en Suède qu'il avait eu à s'en défier et à le combattre. Voici une lettre du moment tout à fait à l'appui de cette assertion, renfermant d'ailleurs un exposé précieux du système continental.

Aux Tuileries, le 8 août 1811.

« Monsieur le prince royal de Suède, votre correspondance particulière m'est parvenue ; j'ai apprécié, comme la preuve des sentiments d'amitié que vous me portez, et comme une marque de la loyauté de votre caractère, les communications que vous me faites. Aucune raison politique ne m'empêche de vous répondre.

« Vous appréciez sans doute les motifs de mon décret du 21 novembre 1806. Il ne prescrit point de lois à l'Europe ; il trace seulement la marche à suivre pour arriver au même but : les traités que j'ai signés font le reste. Le droit de blocus que s'est arrogé l'Angleterre nuit autant au commerce de la Suède, est aussi contraire à l'honneur de son pavillon et à sa puissance maritime, qu'il nuit au commerce de l'empire français et à la dignité de sa puissance. Je dirai même que les prétentions dominatrices de l'Angleterre sont encore plus offensives envers la Suède, car votre commerce est plus maritime que continental : la force réelle du royaume de Suède est autant dans l'existence de sa marine que dans l'existence de son armée.

« Le développement des forces de la France est tout continental. J'ai su créer dans mes États un commerce intérieur qui porte la vie et l'argent des extrémités de l'empire au centre, et du centre aux extrémités, par l'impulsion donnée aux industries agricoles et manufacturières, par la rigoureuse prohibition des produits étrangers. Cet état de choses est tel, que je ne sais pas si le commerce français aurait beaucoup à gagner par la paix avec l'Angleterre.

« Le maintien, l'observance ou l'adoption du décret de Berlin est donc, j'ose le dire, plus dans les intérêts de la Suède et de l'Europe que dans les intérêts privés de la France.

« Telles sont les raisons que ma politique ostensible peut proposer à la politique ostensible de l'Angleterre. Les raisons secrètes de l'Angleterre, les

voici : elle ne veut pas la paix ; elle s'est refusée à toutes les ouvertures que je lui ai fait faire ; la guerre agrandit son commerce et son territoire ; elle craint des restitutions ; elle ne veut pas consolider le nouveau système par un traité ; elle ne veut pas que la France soit puissante. Je veux la paix, je la veux entière, parce qu'elle seule peut assurer les nouveaux intérêts et les États créés par la conquête. Je pense que sur ce point Votre Altesse Royale ne doit pas différer de sentiments avec moi.

« J'ai beaucoup de vaisseaux, je n'ai point de marins ; je ne puis lutter avec l'Angleterre pour l'obliger de faire la paix ; il n'y a que le système continental qui puisse réussir. Je n'éprouve à cela aucun obstacle de la part de la Russie et de la Prusse ; leur commerce n'a qu'à gagner au régime prohibitif.

« Votre cabinet se compose d'hommes éclairés. Il y a de la dignité et du patriotisme dans la nation suédoise. L'influence de Votre Altesse Royale dans le gouvernement est généralement approuvée : elle trouvera peu d'obstacles à soustraire ses peuples à une soumission mercantile envers une nation étrangère. *Ne vous laissez pas prendre à des appâts trop flatteurs que vous présenterait l'Angleterre.* L'avenir vous prouvera que, quelles que soient les révolutions que le temps doit produire, les souverains de l'Europe donneront des lois prohibitives qui les laisseront maîtres chez eux.

« L'article III du traité du 24 février 1802 corrige les stipulations incomplètes du traité de *Frédérisham*. Il faut qu'il soit rigoureusement observé pour tout ce qui regarde les denrées coloniales. Vous me dites que vous ne pouvez-vous passer de ces denrées, et que, par défaut de leur introduction, les revenus de vos douanes diminuent. Je vous donnerai pour vingt millions de denrées coloniales que j'ai à Hambourg, vous me donnerez pour vingt millions de fer. Vous n'aurez point d'argent à exporter de la Suède. Cédez ces denrées à des marchands, ils paieront des droits d'entrée ; vous vous débarrasserez de vos fers, cela m'arrangera. J'ai besoin de fer à Anvers, et je ne sais que faire des denrées anglaises.

« Soyez fidèle au traité du 24 février ; chassez les contrebandiers anglais de la rade de Gothembourg ; chassez-les de vos côtes, où ils trafiquent librement ; je vous donne ma parole que, de mon côté, je garderai scrupuleusement les conditions de ce traité. Je m'opposerai à ce que vos

voisins s'approprient vos possessions continentales. Si vous manquez à vos engagements, je me croirai dégagé des miens.

« Je désire toujours m'entendre amicalement avec Votre Altesse Royale ; je verrai avec plaisir qu'elle communique cette réponse à Sa Majesté Suédoise, dont j'ai toujours apprécié les bonnes intentions.

« Mon ministre des affaires étrangères répondra officiellement à la dernière note que le comte d'Essen fait mettre sous mes yeux.

Cette lettre n'étant à autre fin, etc.

NAPOLÉON.

1. ↑. Quelqu'un qui se tient pour bien informé m'a garanti que j'étais ici tout à fait dans l'erreur, M. de Calonne n'ayant gagné l'Allemagne que lorsque la mesure de l'émigration se trouvait déjà arrêtée ; ajoutant que bien loin de l'avoir créée et provoquée, il l'avait même blâmée.
2. ↑. Il est sûr que c'est le propre des hommes de s'abuser sur le sentiment qu'on leur porte. À Coblenz, où nous jetions tant d'argent, où une jeunesse aimable et brillante, bien plus à craindre sans doute par l'excès que par le manque de son éducation, remplissait toutes les maisons et parcourait toutes les familles, il nous était permis de croire que nous devions y être aimés ; aussi nous croyions-nous adorés. Eh bien ! lors de ma déportation au cap de Bonne-Espérance, un hasard bien singulier m'ayant placé sous la garde précisément d'un habitant de Coblenz qui avait assisté aux instants brillants de notre émigration, j'eus un grand plaisir d'en reparler avec lui. Nous ne pouvions désormais, à cet égard, avoir des secrets l'un pour l'autre, vingt-cinq ans s'étaient écoulés ; eh bien ! il me disait : « Vous n'étiez pas précisément haïs ; mais le véritable amour était pour vos adversaires ; car leur cause était la nôtre. La liberté s'était glissée parmi nous, précisément au travers de vous autres ; là, au milieu de vous, sous vos yeux mêmes, nous avons formé des clubs ; et Dieu sait si nous y riions à vos dépens, etc., etc. » Et plus d'une fois il lui était arrivé, me disait-il, mêlé à la foule qui faisait entendre des acclamations sur notre passage, de crier, avec bon nombre de ses camarades : « Vivent les princes français ! et qu'ils boivent un peu dans le Rhin. Vous parlez de l'accueil que nous vous faisons, ajoutait-il ; mais c'est celui fait à Custine qu'il eût fallu voir ! Là, vous auriez pu juger de nos vrais sentiments : nous courûmes au-devant de lui ; nous couronnâmes ses soldats ; grand nombre d'entre nous s'enrôlèrent et plusieurs en sont devenus généraux ; pour moi, j'y ai manqué ma fortune, etc. »
3. ↑. Tout le monde sait ou devrait avoir su (si par une fatalité toute particulière à Napoléon, la plupart de ses actes les plus recommandables n'eussent été, dans le temps, étouffés sous le poids de la malveillance et des libelles) l'histoire de cette misérable cahute enclavée dans l'enceinte du palais du roi de Rome, dont le propriétaire demanda successivement dix, vingt, cinquante, cent fois la valeur réelle. Arrivé à ce taux ridicule, l'Empereur, de qui on prenait les ordres à cet égard, ordonna tout à coup de se refuser désormais à tout marché quelconque, s'écriant que cette misérable échoppe, au milieu de toutes les magnificences du palais du roi de Rome, serait après tout *la vigne de Naboth*, le plus grand témoignage de sa justice, le plus beau trophée de son règne.
4. ↑. Je dois faire connaître que M. le colonel Gustafson (Gustave IV) m'a écrit pour s'élever contre l'inexactitude de ce fait. Mais par sa lettre même on pourrait être conduit à penser que l'erreur ne provient que d'une interprétation forcée donnée à ses paroles véritables ; or chacun

sait combien cette inexactitude est facile, même habituelle, lorsqu'il s'agit d'un fait qui ne peut avoir été transmis qu'à l'aide de plusieurs intermédiaires. Dans la crainte d'avoir mal entendu moi-même, ce qui eût été possible, je n'aurais pas hésité un instant à prendre l'erreur sur mon compte ; mais chaque lecteur jugera que l'étendue de la conversation de Napoléon, le développement de ses idées sur le sujet ne pouvaient me laisser aucun doute.

5. ↑ Il a été publié à Paris une histoire de Charles-Jean XIV, roi de Suède (Bernadotte). L'auteur, grand panégyriste et apologiste de son héros, le met un moment en scène avec un confident, et leur dialogue sert à passer en revue plusieurs points historiques : Votre Majesté « connaît sans doute le *Mémorial de Sainte Hélène*, dit dans un de ces endroits l'interlocuteur ; quelle est son opinion sur la manière dont il s'exprime à son égard ? – Espèce de rapsodie, répond le prince ; aucune foi ne saurait être accordée aux récits de l'auteur ; ce sont autant de rêves de son imagination, car il est impossible que Napoléon se soit exprimé de la sorte sur ma personne. » Or voici des notes écrites par Napoléon même sur *Bernadotte* (Montholon, tom. 1er, p 119) ; il y en a vingt-six, mais nous nous contenterons d'extraire les suivantes : En 1796, pendant que Napoléon était en Égypte, Joseph maria sa belle-sœur à *Bernadotte* ; Napoléon la destinait au général Duphot, massacré à Rome en 1797. Si *Bernadotte* a été maréchal de France, prince de Ponte-Corvo, roi, c'est ce mariage qui en a été la cause. Napoléon jugea convenable de faire la belle-sœur de Joseph princesse et reine. Son fils *Oscar* est filleul de Napoléon : on attendit, pour le baptiser, son retour d'Égypte. Il le nomma *Oscar*, parce qu'alors il lisait avec intérêt les poésies d'Ossian. Les écarts du prince de Ponte-Corvo, pendant l'empire, lui ont été toujours pardonnés à cause de ce mariage. » – « Sous le directoire, *Bernadotte* fut deux mois ministre de la guerre ; il ne fit que des fautes, il n'organisa rien, et le Directoire fut obligé de lui retirer le portefeuille. » – « À la journée du 18 brumaire, Bernadotte fit cause avec le Manège et fut contraire au succès de cette journée. Napoléon lui pardonna à cause de sa femme. » – « Il protégea en Hanovre les dilapidations. » – « La conduite de *Bernadotte* à Iéna a été telle que l'Empereur avait signé le décret pour le faire traduire à un conseil de guerre, et il eût été infailliblement condamné, tant l'indignation était générale dans l'armée ; il avait manqué faire perdre la bataille ; c'est en considération de la princesse de Ponte-Corvo qu'au moment de remettre le décret au prince de Neufchâtel, l'Empereur le déchira. Quelques jours après Bernadotte se distingua au combat de Halle, ce qui effaça un peu ces fâcheuses impressions. » – « Les Saxons lâchèrent pied la veille de Wagram et le matin de Wagram ; cependant le prince de *Ponte-Corvo*, contre l'usage et l'ordre, fit une proclamation le lendemain de cette bataille et les appela *colonne de granit*... L'Empereur le renvoya à Paris et lui ôta le commandement de ce corps. » – « Arrivé à Paris, le ministre de la guerre, ignorant le vrai motif de son retour, l'envoya contre l'invasion anglaise à Anvers, où il parla beaucoup, écrivit beaucoup, et ne fit rien. Lorsqu'il y arriva, l'expédition anglaise était manquée ; Anvers était sauvé. » – « Le roi de Suède demanda à Napoléon un prince français. On désirait le vice-roi ; mais le changement de religion fut un obstacle *sine qua non*. » – Si l'élection de *Bernadotte* au trône de Suède n'avait pas été agréable à l'Empereur, elle n'aurait pas eu lieu ; car c'est pour avoir sa protection et plaire à la France que les Suédois la firent. L'Empereur fut séduit par la gloire de voir un maréchal de France devenir roi ; une femme à laquelle il s'intéressait, reine, et son filleul prince royal. Il prêta même à *Bernadotte*, lors de son départ de Paris, plusieurs millions de francs sur sa cassette, pour paraître en Suède avec la pompe convenable. » – « *Bernadotte* n'était point protestant : il est né dans la religion catholique, apostolique, romaine il a abjuré sa religion pour la religion réformée. » – « Beaucoup de gens en eussent fait autant ; mais c'est cette circonstance qui a empêché d'envoyer régner en Suède le prince Eugène. Sa femme, princesse de Bavière, n'aurait pas pu s'en consoler. *Désirée*, reine actuelle de Suède, n'a pas voulu changer. »

L'empereur, au sujet de deux lettres qui lui auraient été écrites par *Bernadotte*, dit : « Le style de ces lettres dit assez que ce sont des libelles ; elles n'ont jamais été reçues. Ce n'était pas un

mois avant Lutzen qu'on écrivait ainsi à l'empereur des Français ; il est fâcheux que des personnes aussi élevées en dignité prêtent leurs signatures à des pièces fausses. »

Il est certain que, de mon côté, j'ai vu aux archives de la guerre plusieurs lettres autographes de *Bernadotte*, qui ne sont plus strictement les mêmes que celles fournies à son historien. À présent je laisse aux lecteurs à prononcer sur l'assertion de Charles-Jean au sujet du *Mémorial de Sainte-Hélène*.

Chapitre 2.

Vigne patrimoniale de Napoléon, etc. – Sa nourrice, etc. – Son toit paternel – Larmes de Joséphine
durant les échauffourées de Wurmser aux environs de Mantoue.

Jeudi 8.

Je suis entré chez l'Empereur sur les onze heures ; il faisait sa toilette et passait en revue, avec son valet de chambre, plusieurs échantillons de parfumeries et d'odeurs envoyés d'Angleterre ; il s'informait de tous, n'en connaissait aucun, et riait fort de sa crasse ignorance, disait-il. Il a désiré déjeuner sous la tente, et nous y a tous réunis.

Il se plaignait de la mauvaise qualité du vin, et appelait en témoignage son maître-d'hôtel Cypriani, qui est Corse, pour affirmer qu'ils en avaient de bien meilleur chez eux. À ce sujet il disait avoir eu en patrimoine la première vigne de l'île, grande et considérable, l'Esposata, c'était son nom ; il n'en devait parler, disait-il, qu'avec reconnaissance. C'était grâce à elle qu'il avait, dans sa jeunesse, fait ses voyages de Paris ; c'était elle qui fournissait aux frais de ses semestres. Nous lui demandions ce qu'elle allait devenir. Il nous a dit en avoir disposé depuis longtemps en faveur de sa nourrice, à laquelle il croyait bien avoir donné dans l'île peut-être cent vingt mille francs de biens-fonds ; il avait voulu même lui donner, disait-il, sa maison patrimoniale, mais la trouvant trop au-dessus de l'état de sa nourrice, il l'avait donnée à la famille Ramolino, sa plus proche du côté maternel, à condition que celle-ci ferait passer son habitation à la nourrice^[1].

En somme, il en avait fait une grande dame, disait-il. Elle était venue à Paris lors du couronnement ; elle avait eu une audience du pape de plus d'une heure et demie. « Pauvre pape, disait l'Empereur, il fallait qu'il eût bien du temps de reste ! Elle était, au demeurant, extrêmement dévote. Elle

avait pour mari un caboteur de l'île. Elle plut beaucoup aux Tuileries, et enchantait toute la famille par la vivacité de son langage et de ses gestes. L'impératrice Joséphine lui donna des diamants. »

Après le déjeuner, l'Empereur, fidèle à sa résolution d'hier, a voulu se mettre au travail ; il a mis la dernière main au chapitre de la bataille de Castiglione, si remarquable pour la précision des manœuvres et l'importance des résultats éloignés.

Après ce travail il a gagné le bois, dans l'intention d'y attendre la calèche. Continuant la conversation qu'avait amenée le chapitre, il racontait que Joséphine était partie de Brescia avec lui, et avait ainsi commencé la campagne contre Wurmser. Arrivée à Vérone, elle avait été témoin des premières fusillades. Revenue à Castel-Novo, et voyant le passage des blessés, elle voulait gagner Brescia ; mais elle se trouva arrêtée par l'ennemi déjà à Ponte-Marco. Dans l'inquiétude, l'agitation du moment, la crainte la saisit, et elle pleura beaucoup en quittant son mari, qui lui dit en l'embrassant avec une sorte d'inspiration : « Wurmser va payer cher les pleurs qu'il te cause ! » Elle fut obligée de longer en voiture, et de très près, le siège de Mantoue. On tira sur elle de la place, et quelqu'un de sa suite fut même atteint. Elle traversa le Pô, Bologne, Ferrare, et gagna Lucques, poursuivie par la crainte et les mauvais bruits qui volaient d'ordinaire autour de nos armées patriotes, mais soutenue intérieurement par son extrême confiance en l'étoile de son mari.

Telle était pourtant déjà l'opinion de l'Italie, observait l'Empereur, et les sentiments imprimés par le général français, qu'en dépit de la crise du moment et de tous les faux bruits qui l'accompagnaient, sa femme fut reçue à Lucques par le sénat, et traitée par lui comme l'eût été la plus grande princesse : il vint la complimenter, et lui présenta les huiles d'honneur ; il eut lieu de s'en applaudir. Peu de temps après, les courriers annoncèrent les prodiges de son mari et l'anéantissement de Wurmser.

Vendredi 9. — L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il y a travaillé le chapitre de la Brenta, où l'audace des entreprises, la multitude des combats, le prodige des hauts faits, semblent appartenir bien plus aux fictions du Tasse qu'aux vérités de nos temps modernes.

À trois heures il est monté en calèche. Le gouverneur s'était présenté durant notre promenade ; il eût désiré parler à l'Empereur au sujet, croit-on, de la fête du prince régent, qui est lundi prochain, 12 du courant, et le prévenir des salves que cette circonstance occasionnera au camp, si près de nous. D'un autre côté, on dit qu'il a donné l'ordre de ne fournir que la table de l'Empereur, et de faire un compte particulier pour chacun de nous, trouvant la dépense fort au-dessus de son crédit. Cela est à peine croyable ; toutefois, nous verrons.

Catherine II – Gardes impériales – Paul I^{er}, etc. – Projet sur l'Inde, etc..

Samedi 10.

L'Empereur a été souffrant et a pris un bain. Sur les trois heures, il s'est promené et a demandé la calèche. Il venait de lire l'histoire de Catherine. « C'était une maîtresse femme, disait-il : elle était digne d'avoir de la barbe au menton. La catastrophe de Pierre, celle de Paul, étaient des révolutions de sérail, des coups demain de janissaires. Ces milices de palais sont terribles, ajoutait-il, et d'autant plus dangereuses que le souverain est plus absolu. Ma garde impériale aussi eût pu devenir fatale sous une autre main que la mienne. »

L'Empereur disait que lui et Paul avaient été au mieux ensemble. Lors de la catastrophe de celui-ci, dans laquelle, du reste le public n'a épargné ni les siens ni ses alliés, Napoléon complotait, ajoutait-il, précisément en ce moment-là même avec lui une expédition des Indes, et il l'eût certainement porté à l'exécuter. Paul lui écrivait très souvent et fort au long : sa première communication avait été curieuse et originale, « Citoyen Premier Consul, lui avait-il écrit, de sa main, je ne discute point le mérite des droits de l'homme ; mais quand une nation met à sa tête un homme d'un grand mérite et digne d'estime, elle a un gouvernement, et la France en a désormais un à mes yeux, etc., etc. »

Au retour, nous avons trouvé l'amiral et sa femme ; l'Empereur les a fait monter en calèche, et a fait un tour de plus ; il s'est ensuite promené quelque temps d'une manière tout à fait gracieuse avec lady Malcolm.

L'Empereur évêque, etc. – N'avait jamais souffert de l'estomac.

Dimanche 11.

Après le déjeuner sous la tente et quelques tours de jardin, l'Empereur a fait une dernière lecture du chapitre d'Arcole : on le trouve dans ce Recueil.

Durant notre tour en calèche : « C'est dimanche, a fait observer quelqu'un. Nous aurions la messe, a dit l'Empereur, si nous étions en pays chrétien, si nous avions un prêtre, et cela nous eût fait passer un instant de la journée. J'ai toujours aimé le son des cloches de campagne, disait-il. Il faudrait se décider, ajoutait-il gaiement, à faire un prêtre parmi nous : le curé de Sainte-Hélène. – Mais comment l'ordonner, a-t-on dit, sans évêque ? – Et ne le suis-je pas, a repris l'Empereur, n'ai-je pas été oint du même chrême, sacré de la même manière ? Clovis et ses successeurs n'avaient-ils pas été oints dans le temps avec la formule de *Rex Christique sacerdos* ? N'était-ce pas là réellement de vrais évêques ? La jalousie et la politique des évêques et des papes n'a-t-elle pas seule amené depuis la suppression de cette formule ? etc., etc. »

À dîner, je ne mangeais pas ; l'Empereur a voulu en connaître la cause. J'avais un grand mal d'estomac, souffrance à laquelle je disais être fort sujet. « Je suis plus heureux que vous, a observé l'Empereur ; de ma vie je n'ai senti ma tête *ni mon estomac*. » L'Empereur se répétait volontiers ; aussi a-t-il prononcé ces mêmes paroles peut-être dix, vingt, trente fois au milieu de nous en différents moments ^[2].

Campagne de 1809, dite de Wagram : espace de six mois – État de l'Europe – Plans de la cinquième coalition – Machinations intérieures – Bataille d'Eckmühl – Belles leçons de stratégie – Réflexions ; conséquences – Bataille d'Essling – Bataille de Wagram – Traité de Vienne, le 14 octobre.

Lundi 12.

L'Empereur a passé la matinée dans son bain à lire les journaux des *Débats* de mars et d'avril, venus hier par la voie du Cap. L'Empereur s'en est fort occupé : ils lui laissaient beaucoup d'agitation.

En général, depuis que l'Empereur avait reçu des livres et surtout les *Moniteurs*, il demeurait beaucoup plus chez lui, il sortait à peine : plus de cheval, pas même la calèche ; à peine respirait-il quelques instants dans le jardin ; il ne s'en portait pas mieux ; ses traits et sa santé s'altéraient visiblement.

Aujourd'hui je l'ai trouvé lisant les *Croisades* de Michaud, qu'il a quittées pour parcourir les *Mémoires* de Bezenval. Il s'est arrêté sur le duel de M. le comte d'Artois et du duc de Bourbon ; il en trouvait les détails curieux, mais bien loin de nous. « Il est difficile, disait-il, de voir des temps plus rapprochés et des mœurs aussi différentes. »

Dans le cours des conversations du jour, il est arrivé à l'Empereur de dire de nouveau, ce que je dois avoir déjà mentionné ailleurs, que sa plus belle manœuvre avait été à Eckmühl, sans toutefois la spécifier davantage.

J'exprimais, et au moment même de l'impression de ce volume, mes regrets à cet égard à un de mes amis auquel je laissais parcourir mon manuscrit. Il m'a dit qu'il n'hésitait pas à prononcer que ces mots de l'Empereur dussent s'entendre, non seulement de tout l'ensemble de la bataille, mais encore de celui de toute la campagne, qu'il disait être celle qui avait renfermé le plus d'embarras et requis le plus de combinaisons et de génie. « L'Empereur, me disait-il, y est toujours en action ; il tient constamment les fils qui non seulement vont déterminer la victoire sur le terrain où il opère, mais réagiront encore sur l'universalité de l'Europe. » Il a voulu me le prouver, et cette circonstance m'a valu son secret. D'un rang élevé dans la garde, ce digne officier^[3], à la teinte antique par son amour de la patrie, sa fièvre du bien, sa brusque franchise, sa rigide droiture, à l'écart aujourd'hui par la nature de ses opinions et de ses sentiments, s'occupe dans sa retraite avec autant de talent que de modestie d'une entreprise vraiment nationale : *le Tableau des Campagnes de Napoléon*.

Sa campagne de 1809 étant entièrement finie, sauf rédaction, il a bien voulu me la confier ; il a fait plus, il m'a fait l'insigne faveur de la mettre à mon entière et libre disposition. Mon embarras dès lors n'a plus été que dans le choix ; car, gouverné par l'espace et dans l'obligation d'abrégier, j'ai dû mutiler sans cesse, c'est-à-dire gâter. Quoi qu'il en soit, en voici l'extrait :

« Napoléon, au milieu de son expédition d'Espagne, est contraint de quitter inopinément ce pays, et reparaît tout à coup aux Tuileries le 23 janvier 1809. Il devenait urgent pour lui d'accourir à la défense de l'empire menacé du péril le plus imminent.

Quelque rapide qu'eût été l'incursion de l'Empereur dans la Péninsule, ce court intervalle avait suffi aux intrigues du ministère anglais et à la malveillance des cabinets du continent pour accomplir une nouvelle coalition.

La Prusse avait armé furtivement, et s'engageait à se déclarer dans l'occasion ; l'enthousiasme d'Alexandre pour Napoléon s'était éteint. Un voyage du roi et de la reine de Prusse à Pétersbourg avait opéré ce changement : la Russie épiait le moment favorable, se concertant déjà en secret avec la Prusse, et liant des intelligences mystérieuses avec Vienne. Quant à l'Autriche, elle n'avait d'autre sentiment que de dévorer ses peines en multipliant les protestations d'amitié, d'autre occupation que de songer à recouvrer ses pertes. Enfin toute l'Allemagne, et surtout le nord de ce pays, était remplie d'associations secrètes dirigées contre la France. La masse démocratique, conduite par des publicistes et des professeurs exaltés, rêvait la régénération politique, besoin du siècle. Les intérêts aristocratiques se joignaient ardemment à ceux-là, sous l'apparence patriotique de la libération allemande, ne calculant au fond que le retour de leurs privilèges. Tous étaient unis sous le nom généralement connu de Tugendbund (Association de la vertu).

« Ainsi la cinquième coalition se présentait tout à la fois guerrière et conspiratrice.

« Cette fois, continue l'auteur, les armées autrichiennes devaient attaquer de front et marcher droit sur nos frontières, non comme en 1799, 1805 ou 1814, en cherchant les endroits faibles, mais comme gens au contraire qui ne craignaient pas les parties les plus fortes, étant assurés d'y trouver de l'appui. En même temps on devait détacher au loin des corps autrichiens, dans la Prusse méridionale, sur la Vistule, dans la Saxe, dans la Bavière, dans le Tyrol et le Vorarlberg, appelant partout à des insurrections qu'on avait préparées, et auxquelles devaient prendre part surtout les anciens sujets prussiens plus exaspérés que tous les autres, excités en dessous main par leur ancien gouvernement.

« Le corps de l'archiduc Ferdinand devait arriver jusqu'à Thorn, amenant cent pièces de canon dont la Prusse avait besoin avant de se déclarer. La coalition comptait que les souverains de la confédération du Rhin se joindraient à elle, soit de gré, soit de force, à mesure que les armées autrichiennes s'avanceraient sur leur territoire. Des promesses et des menaces leur avaient été déjà adressées ; et, s'il faut juger de cette époque par celles qui ont suivi, les espérances des coalisés n'étaient pas entièrement dénuées de fondement.

« L'Angleterre devait opérer conjointement avec l'Autriche, et faire en même temps de fortes diversions. Un armement, le plus considérable qu'elle eût jamais rassemblé, était dans ses ports de la Manche ; et pouvait jeter une armée de plus de quarante mille hommes, soit dans le nord de l'Allemagne, soit dans la Hollande ou dans la Belgique, qu'on supposait mécontentes. Cette armée, marchant au-devant de la grande armée autrichienne, pouvait se rejoindre à elle sur le Rhin, au travers des pays insurgés. Des troubles éclatèrent effectivement dans le nord de l'Allemagne, en Hollande et dans l'ancien électorat de Trèves, pays le plus favorablement situé pour une telle opération. Des bouches du Weser et des côtes de la Hollande aux frontières de la Bohême, il n'y a guère plus de cent lieues de distance. Il suffisait donc de quelques jours pour accomplir cette jonction. Une autre armée anglaise de quinze mille hommes, réunie en Sicile, devait débarquer à Naples, faire soulever l'Italie méridionale, et aider ainsi aux opérations de l'armée autrichienne dans la Lombardie.

À l'aide de toutes ces attaques des armées et des nations étrangères ; des machinations peut-être plus terribles encore se tramaient dans l'intérieur de la France. Il est reconnu maintenant que le conventionnel Fouché, réunissant alors les ministères de l'intérieur et de la police, servait depuis longtemps la famille des Bourbons. Chaque semaine il lui livrait le bulletin secret destiné à Napoléon seul. « On prétend aussi que Fouché *voulait se saisir du pouvoir* lors des nouvelles de la bataille d'Essling et de la rupture des ponts du Danube. » D'autres disent « qu'en cette circonstance^[4] *la couronne impériale devait être déferée à Bernadotte*^[5]. » Il est plus aisé de pressentir que de connaître exactement les intrigues auxquelles put se livrer ce ministre (Fouché), investi d'un si grand pouvoir et ayant des relations si étendues. D'un autre côté, l'Angleterre n'avait cessé d'entretenir des

correspondances dans la Vendée ; et quoique ce pays fût ramené par une administration douce et éclairée, les agents de l'étranger y trouvaient toujours quelques accès. Déjà, pendant la campagne de 1807, on avait tenté de le faire soulever de nouveau : « On voulait, dans la supposition où Napoléon viendrait à être défait dans une grande bataille, prendre les armes et recevoir le duc de Berri... Dix mille conscrits réfractaires étaient prêts à se soulever... De la Vendée le complot s'étendait dans la Bretagne, le Maine, la Basse-Normandie : Bordeaux n'y était pas étranger... Au moindre revers des armées de Napoléon, et à la moindre crise politique, le feu de l'insurrection laissait échapper ses étincelles. Le parti de l'opposition avait dans la Vendée ses points de correspondance et de ralliement (*Bauchamps*, t. IV). » Ainsi les espérances de la coalition sur ce pays n'étaient pas sans quelque fondement.

« L'Angleterre avait préparé une autre machination en Espagne. Là, c'était une conspiration toute militaire. Il ne s'agissait rien moins que de soulever l'armée française de Portugal, de la réunir avec l'armée anglaise, d'engager les autres corps français en Espagne à imiter cet exemple, de marcher sur les Pyrénées, où se trouverait une autre armée anglaise plus considérable, avec Moreau qui reviendrait de l'Amérique. On devait s'avancer sur Paris, et mettre Moreau à la tête du gouvernement. Les Anglais avaient répandu dans le pays et parmi les troupes françaises le manifeste et les proclamations de l'Autriche. Des officiers de notre armée de Portugal étaient gagnés ; ils avaient communiqué avec Wellington et Beresford ; un crédit de 600 000 fr. leur était ouvert à Porto. On annonçait l'espoir de se concerter avec les armées d'Allemagne et d'Italie (*Le Noble, Montvéran*).

« Au printemps de 1809, toutes les chances de la guerre et de la politique étaient donc contre la France ; l'Autriche avait sous les armes trois cent vingt mille hommes et sept cent quatre-vingt-onze pièces de canon ; cette armée avait été divisée comme les armées françaises, en neuf corps actifs et deux réserves. Ces corps avaient en eux tous les moyens d'administration et d'exécution, de manière à pouvoir agir isolément ou combinés. En arrière de ces forces, entièrement disponibles, était une réserve imposante, préparée depuis longtemps, non entièrement organisée, mais qui, pendant la campagne même, fournit d'abondants secours. Elle se composait des

landwerth ou *défenseurs de la patrie*, des dépôts d'infanterie et de cavalerie, enfin de l'insurrection hongroise, et pouvait s'évaluer à deux cent vingt-quatre mille hommes, qui, joints aux forces régulières indiquées ci-dessus, composaient à l'Autriche une masse de cinq cent quarante-quatre mille combattants. Le prince Charles, ministre de la guerre et généralissime, commandait en Allemagne la principale armée, composée des six premiers corps et des deux réserves. Le prince Ferdinand était avec le septième en Pologne ; le prince Jean avec les huitième et neuvième en Italie. Tous les princes de cette maison prenaient part à la guerre.

Napoléon n'avait à opposer à toutes ces forces que deux cent vingt mille hommes en Allemagne, qui étaient loin d'être tous Français, cinquante-sept mille en Italie, dix-huit mille en Pologne, et un total de quatre cent vingt-cinq pièces de canon. Il avait la diversité des nations contre lui, et quarante mille hommes de moins que le prince Charles, lorsqu'il opéra en Bavière, etc.

« Les deux grandes lignes d'opération du nord et du midi de l'Allemagne sont éloignées de quarante lieues de distance moyenne entre Augsbourg et Bamberg. On peut agir sur chacune d'elles, ou passer de l'une à l'autre ; mais il est difficile et surtout dangereux d'opérer sur les deux à la fois, parce que l'armée ennemie qui se plaçait au milieu des deux lignes pourrait détruire successivement les corps séparés de son adversaire, même avec des forces inférieures, ou deviendrait du moins maîtresse des opérations. L'armée, ainsi placée, arrêterait les mouvements de son ennemi, sur les derrières duquel elle peut manœuvrer. Il résulte de là que les points militaires les plus importants de ce théâtre sont les passages du Danube, surtout ceux où aboutissent les grandes communications, les confluent des rivières qui servent de lignes de défense, ceux qui maîtrisent les deux lignes d'opération, et les défilés de l'est et de l'ouest (Ulm et Passau) ; ensuite viennent les principaux passages, sur les grands affluents du Danube, les capitales, les villes, les nœuds de routes, etc. Parmi celles-ci, le point de Ratisbonne est un des plus essentiels : il devint, en cette occasion, de la plus haute importance pour les deux armées, afin de maîtriser les opérations sur les deux rives du Danube, etc.

« L'Autriche, ayant conservé des relations avec la Belgique et les pays allemands cédés depuis longtemps à la France, espérait les soulever en y

faisant pénétrer ses armées. Pour cela les principales forces autrichiennes, réunies en Bohême, et débouchant de ce pays, devaient d'abord suivre la ligne d'opération du Nord par la Franconie. En quinze ou dix-huit marches elles devaient atteindre facilement l'embouchure du Mein. Traversant tous les cantonnements de l'armée du Rhin, elles pouvaient espérer, avec leurs masses supérieures, de les battre en détail, et d'empêcher ainsi les divers corps français du Nord et du Midi de se réunir. C'était un avantage capital ; c'en était un autre considérable que de gagner rapidement du terrain, pour faire déclarer les souverains de la confédération et insurger les peuples. On attribua dans le temps au général Mayer les dispositions militaires de ce plan, qui eut un commencement d'exécution, puisque les cinq premiers corps de l'armée autrichienne, outre la première réserve, étaient placés en Bohême, tandis que le sixième et la deuxième réserve agissaient seuls en Bavière. Les opérations, qui avaient dû commencer dès le mois de mars, furent ensuite renvoyées au 8 avril.

« Les inconvénients du plan de Mayer n'avaient pas échappé à la pénétration de l'archiduc, dont le grand mérite était de bien connaître son ennemi et son terrain. Pendant que la grande armée autrichienne aurait marché par la ligne d'opération du nord, vers les frontières de France, où elle eût trouvé nos réserves et la défense nationale, le cœur de la monarchie autrichienne, sa capitale même, restaient à découvert devant un ennemi tellement actif, qu'il pouvait des Alpes Noriques y porter encore d'autres corps. Mais cette grande armée autrichienne elle-même était exposée aux manœuvres que Napoléon, laissé maître du Danube, pouvait exécuter sur ses flancs et ses derrières, soit par Straubing, après avoir battu le corps de Bavière, soit en débouchant de suite sur Bamberg, Wurzburg et Hanau. Le prince Charles n'avait pas oublié la poursuite du Tagliamento jusqu'au-delà de Léoben en 1797 ; surtout la prise de Vienne, une vingtaine de jours après la capitulation d'Ulm, en 1805 ; la destruction des armées prussiennes à Iéna, opérée en quelques instants par une manœuvre de flanc. L'archiduc savait bien qu'il n'avait plus affaire à un Moreau, qui, sans bouger, le laisserait derrière lui aller tranquillement de l'Iser sur le bas Rhin. Le prince sentit la nécessité d'occuper avant tout la ligne d'opération sur la rive droite du Danube : il revint à un projet d'offensive directe, qui le tenait sur le chemin de la capitale, et fit repasser le Danube, à Lintz, par la majeure

partie de son armée, ne laissant en Bohême que les premier et deuxième corps. D'après les retards qu'éprouvait le commencement des hostilités, il eut le temps de terminer cette nouvelle disposition.

« Quant à Napoléon, il attend tout des mouvements de l'ennemi. Son but est de battre la grande armée autrichienne et de retourner dans Vienne, pour y dissoudre cette nouvelle coalition, punir l'injuste agression et dicter encore une fois la paix. Son unique disposition préparatoire est de se tenir sur les deux rives du Danube, maître de se concentrer, selon l'occasion, sur l'une ou l'autre, entre Donawert et Ratisbonne. Il attend que les mouvements de l'ennemi soient démasqués, et c'est sur le terrain même qu'il improvisera ses dernières dispositions. Il abandonne tout à fait les montagnes dont il deviendra maître lorsqu'il le sera de la plaine où se trouve le chemin de Vienne, et au travers de laquelle il fera voler rapidement ses masses. Sans s'inquiéter de la composition de son armée, des conscrits qui s'y trouvent en quantité, des corps allemands avec lesquels il devra agir, il a résolu de ne pas retirer un seul homme de ses vieilles bandes d'Espagne, où elles combattent plus directement nos véritables ennemis, les Anglais.

« Au 20 mars, le corps de Davoust occupait les deux grandes routes qui conduisent de Bohême sur le Mein et dans le Palatinat du Rhin. Les corps de Masséna, Oudinot, Lefèvre et Vandamme étaient en Souabe sur la grande route de Vienne, par Munich, Augsbourg et Ulm. Tous ces corps devaient, en cas d'attaque, manœuvrer de manière à se réunir sur le Danube, vers Ingolstadt ou Donawert. Ainsi l'armée française, qui s'étendait d'abord des montagnes de Thuringe au pied des Alpes, et dont les deux masses principales gardaient les lignes d'opération du nord et du midi, dans la Franconie et la Souabe, était soumise d'avance à un plan général de concentration sur le Danube, vers les points d'où elle pouvait le mieux manœuvrer sur l'une ou l'autre rive. À cette même époque, les armées autrichiennes, d'abord réunies dans la Bohême, faisaient leur mouvement par Lintz, pour joindre les corps de Hiller au camp de Wels ; laissant Bellegarde et Kollowrath sur les frontières de la Bohême, en face de Bareuth et d'Amberg. Ce mouvement de l'archiduc avait été, fort long, et ne s'était terminé qu'au commencement d'avril. On peut voir maintenant, d'après la position de l'armée française, qui devait être bien connue de

l'archiduc, qu'en sortant vivement de la Bohême, il pouvait espérer de culbuter les cantonnements de Davoust, et gagner leur droite vers le Danube : du moins il pouvait atteindre directement les bords du fleuve et de l'Altmulh, au-dessus de Ratisbonne, et y faire sa jonction avec les corps de Hiller. Ce mouvement, opéré rapidement, empêchait ou reculait fort en arrière la réunion des corps de l'armée française, rendait l'archiduc maître des clefs du terrain et de la plaine, au moins jusqu'au Lech ; il le tenait à portée en même temps de la route directe de Vienne, comme des insurrections du nord, dont il s'éloignait trop. Plus tard le prince Charles revint à cette opération, mais par un trop long détour ; alors il n'était plus temps.

« Bientôt la guerre commença. Les armées françaises ne s'attendaient nullement à être attaquées aussitôt ; elles eussent été surprises, si cela eût été possible. Napoléon était encore à Paris, et n'en partit que sur la nouvelle de l'agression.

« Le 4 avril, Berthier arrivait à Strasbourg et s'y établissait.

« L'archiduc avait quitté Vienne le 1er ; le 6, sa proclamation à l'armée autrichienne annonce la guerre. *Le salut de la patrie nous appelle à de nouveaux exploits*, etc., dit-il. Quel long commentaire mériterait ce peu de mots !

« Le 8, les Autrichiens violent la foi des traités existants, surprennent le passage de l'Inn. Le lendemain seulement un simple billet de l'archiduc au commandant de l'armée française dénonce les hostilités, avec moins de formalités qu'on n'en met à la rupture du plus simple armistice. L'agression des Autrichiens avait commencé en même temps sur tous les points ; ils envahissent à la fois la Bavière, la Franconie, le Tyrol, l'Italie et la Pologne. L'armée de l'archiduc Charles marche au-delà de l'Inn, et les corps de Bellegarde débouchent de la Bohême.

« Le 9, l'empereur François arrive à l'armée, établit son quartier-général à Lintz... »

Ici l'auteur expose les vues qu'il suppose à l'archiduc, ses intérêts, ses dispositions ; il blâme la lenteur des Autrichiens, qui mettent onze jours à faire vingt-huit lieues, etc.

« Le 16, Napoléon arrivait à Stuttgart et donnait ses ordres directement à l'armée. Il était temps qu'il vînt en prendre le commandement pour s'opposer à la marche de l'ennemi, mais surtout pour remédier aux fausses manœuvres de Berthier, et pour terminer ses incertitudes. Celui-ci, arrivé à Donawert le 13 avril, se trouvait accablé sous le poids de ce commandement momentané ; il se portait tantôt à Neustadt, tantôt à Augsburg ; ordonnait à Oudinot de se rendre à Ratisbonne, à Davoust d'envoyer la division Saint-Hilaire et la cavalerie de réserve sur Landshut et Freysingen. L'arrivée de Napoléon suspendit tout mouvement. Il attendit, pour agir, des nouvelles de la Bohême et de la Bavière. Le 17, il se rendit à Donawert. Son arrivée à l'armée fut annoncée par cette belle proclamation : « Soldats ! disait-il, le territoire de la confédération a été violé... J'étais entouré de vous lorsque le souverain d'Autriche vint à mon bivouac de Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres ; l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure !!! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

« Le 16 à l'arrivée de Napoléon à Stuttgart, nos deux grandes masses se trouvaient rangées autour de Ratisbonne et d'Augsbourg. Le troisième corps à Eterhauzen, Riedenburg, Hemau, ayant sa deuxième division à Dassvang sa grosse cavalerie autour de Ratisbonne, le corps de la Saxe ducale à Ingolstadt, où allait arriver bientôt la division de réserve du troisième corps. L'ennemi qui avait manœuvré de manière à couper la division Friant, trompé dans ses projets, se montre le lendemain 17 devant Ratisbonne, et fait trop tard quelques tentatives sur le pont de la Régen. Les troupes commandées par Masséna se trouvaient à Augsburg. Le centre de la ligne française semblait dégarni ; mais, barré par le Danube et le Lech, il était gardé par les Bavares, les Wurtembergeois et la division ducale de Saxe. Cette ligne de notre armée était brisée : des deux ailes placées aux saillants, les corps français pouvaient tomber sur leurs ennemis, s'ils s'engageaient dans ce piège qui leur était tendu.

« En arrivant à l'armée ; Napoléon trouve le mouvement de la grande masse ennemie prononcé par la rive droite du Danube, entre ce fleuve et le bas Iser, de telle manière qu'elle ne peut plus atteindre la rive gauche du

Danube qu'en forçant le passage de ce fleuve ou celui du Lech. Napoléon occupait par la place d'Augsbourg, qu'il fait mettre dans le plus grand état de défense par les postes retranchés de Landsberg, de Rain et de Donawert, tous les passages qui, sur la rive droite du Danube, portent en Souabe. Il donne aussi l'ordre de défendre à Ratisbonne le passage vers la Franconie. L'armée autrichienne étendue sur l'Iser, depuis Landshut jusqu'à Munich, mais attaquant en grande force sur Landshut, et débouchant par là, menaçait évidemment le centre de la ligne française. C'est au plus actif à réunir ses forces. Mais sommes-nous à temps de le faire sur la rive droite du Danube, et oserons-nous le tenter ? En marchant sur la rive opposée, il y aura un passage de fleuve à opérer, et par conséquent rien de décisif n'en peut résulter. Cependant l'ennemi était plus rapproché de Neustadt sur le Danube, et du point de concentration que de nos ailes ; il avait son ordre de marche en avant, ses derrières, ses lignes de retraite, tout bien assuré. Malgré tous ces avantages, Napoléon ordonne le mouvement général sur la rive droite, et par des marches de flanc : à Davoust, de Ratisbonne sur Neustadt ; à Masséna, d'Augsbourg sur Pfaffenhoffen ; lui-même se porte au centre, au poste du danger et des difficultés, pour arrêter les têtes de colonnes de l'ennemi et laisser le temps à ses rapides ailes de se rejoindre. Pour tout autre, et avec d'autres troupes, cette manœuvre eût été fort scabreuse ; mais pour Napoléon, c'est, comme il le disait, *un calcul d'heures* ; c'est aussi un calcul de terrain ; mais il ne faut s'y tromper ni de quelques minutes ni de quelques toisés ; car il y va du salut de l'armée. Quant à lui, il s'est rendu par ses dispositions cette manœuvre absolument sûre. Si l'ennemi s'avance sur le centre, Napoléon le battra ; s'il cherche à le tourner par son extrême gauche, il trouvera Augsbourg fermé, de manière à tenir tête à toute son armée réunie ; s'il veut gagner Ratisbonne, il doit le trouver aussi en défense. Dans ces deux derniers cas, Napoléon tombait sur les derrières de l'ennemi, et le poussait, soit sur le Danube, soit sur les Alpes. Ainsi la manœuvre contre l'ennemi, qui finit par se diriger sur Ratisbonne, va être aussi désastreuse pour lui que brillante pour nous ; car, avec sa droite, avancée entre le Danube et l'Iser, Napoléon va refouler dans le cul-de-sac, entre ces deux rivières, l'archiduc qui s'y est imprudemment enfoncé. Il ne s'agissait de rien moins que de la destruction totale de l'armée ennemie, si les ponts de Ratisbonne et de Landshut ne s'étaient pas trouvés ouverts.

« Napoléon annonce à Masséna que, pour cette grande et décisive manœuvre, *il va refuser sa gauche, avancer sa droite ; et qu'entre le 18, le 19 et le 20, toutes les affaires de l'Allemagne seront décidées.* »

Ici se trouve cette belle manœuvre qu'a voulu probablement mentionner l'Empereur, c'est-à-dire les dispositions préparatoires de la bataille, et elles sont en effet admirables. L'auteur décrit le placement et la marche de tous nos corps, ceux de l'ennemi, les engagements partiels, le résultat général, les fautes de l'archiduc, les nôtres même, dans les exécutions subalternes du moins ; car, pour la conception du chef, il nous la montre complète et devant amener infailliblement l'annihilation entière de toutes les forces ennemies. Je saute à pieds joints sur tous ces détails très curieux : ils seraient bien accueillis sans doute par les militaires ; mais ils pourraient paraître longs à tous les autres, et ils m'écarteraient de mon but outre mesure. Je passe tout de suite aux grands résultats exprimés dans la proclamation suivante de Napoléon, et puis aux réflexions de l'auteur :

« Soldats ! dit l'Empereur, vous avez justifié mon attente, vous avez suppléé au nombre par votre bravoure ! En peu de jours vous avez triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl, et dans les combats de Peissing, de Landshut et de Ratisbonne. Cent pièces de canon, quarante drapeaux, cinquante mille prisonniers, trois équipages, trois mille voitures attelées portant les bagages, toutes les caisses des régiments : voilà le résultat de la rapidité de vos marches et de votre courage.

« Naguère l'ennemi se promettait de porter la guerre au sein de notre patrie ; aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà l'avant-garde a passé l'Inn, avant un mois nous serons à Vienne. »

« Cette proclamation, envoyée de tous côtés, annonça aux amis comme aux ennemis de la France les victoires et les projets de l'Empereur, etc.

« Ainsi, en quatre jours de combats et de manœuvres, sont accomplies les destinées de l'armée autrichienne, de cette armée si arrogante, si nombreuse, la plus belle qu'eût jamais mise sur pied la maison d'Autriche ! Par ses premières dispositions Napoléon a organisé le plan de sa grande bataille ; il a assuré la défense de ses postes, fait reconnaître le terrain pour une bataille en avant d'Augsbourg, dans la direction par laquelle l'ennemi semblait devoir s'avancer. Il a rectifié les fausses dispositions de Berthier,

ramassé ses forces aux ailes, laissant libre le terrain où il voulait attirer l'ennemi. Il l'y a amené peu à peu, tout en prenant ses mesures pour le battre ensuite de quelque côté qu'il se tournât. Le 17 à midi, Napoléon arrive à l'armée ; le 18, il donne ses ordres, et annonce que dans trois jours tout doit être fini ; si sa prédiction éprouve un retard de quelques heures, c'est que sa jeune armée, composée en grande partie de conscrits, n'a pas cette vigueur des troupes d'Austerlitz et de Iéna. Le 19, commence l'exécution de ce plan dont on est obligé de reconnaître les fondements dans les premières dispositions des mois précédents ; la jonction de l'armée s'opère sous le canon de l'archiduc. Le 20, Napoléon rompt à Abensberg la ligne de l'ennemi et sépare totalement la gauche du centre. Le 21, il détruit à Landshut cette gauche, s'empare des magasins, du parc, de tous les équipages et des communications de la grande armée ennemie. Le 22, il revient à Eckmühl porter les derniers coups à l'armée de l'archiduc, dont les débris se sauvent honteusement au travers de Ratisbonne et des montagnes de la Bohême. Si Landshut eût été attaqué à temps par la rive droite, les corps de Hiller ne pouvaient plus se retirer et étaient entièrement écrasés sur les bords de l'Iser. Si Ratisbonne n'eût pas été livrée à l'Autriche, ses débris, accablés par toute l'armée française sur les bords du Danube, coupés de Straubing, privés de tout passage et de tout moyen de faire des ponts, étaient réduits aux dernières extrémités. Ainsi, sans ces deux contretemps, l'armée du prince Charles était entièrement détruite en quatre jours. Rien, du reste, n'en est échappé que par morceaux et en fuite.

À aucune époque de l'histoire on n'a vu une telle bataille, livrée sur un aussi grand terrain et dans des directions opposées, conduite à vue par la même tête, exécutée par les mêmes bras, avec une aussi rigoureuse précision, une telle rapidité et le meilleur emploi de tous les moyens, à moins qu'on en excepte toutefois, dans le début de Napoléon en Italie, Castiglione, Arcole et Rivoli surtout, où le génie avait devancé l'expérience.

« Il faut que les militaires se gardent bien de confondre ces manœuvres exécutées au loin, mais toujours en partant d'un centre unique, avec le système opposé de lignes étendues démesurément, sur lesquelles les plus grandes forces disparaissent, où le commandement suprême ne pouvant atteindre sur tous les points, la grande direction manque partout. L'un est le

système des Daun, des Lascy, des Moreau ; l'autre celui de Frédéric et de Napoléon.

« Pendant ces batailles, tous ces mouvements de concentration et d'extension furent faits à la minute et dans la circonstance la plus opportune. Les troisième et quatrième corps, d'abord éloignés de plus de quarante lieues, se trouvèrent réunis dès le second jour par la manœuvre la plus audacieuse pour entrer sur la même ligne de bataille. Le quatrième corps fit en trois jours trente-six lieues, en poursuivant les lauriers que d'autres corps venaient saisir en avant de lui. Ensuite Napoléon fait des détachements successifs à mesure des besoins de tout ce vaste champ, qu'il embrasse dans tous ses points. Avant d'attaquer à Landshut, il détache Lefèvre pour venir au secours de Davoust ; avant Eckmühl, Bessières à la poursuite d'Hiller ; avant Ratisbonne, Masséna sur le bas Danube et le bas Inn ; à peine Ratisbonne est enlevée qu'il envoie à Landshut les grenadiers d'Oudinot, les Bavares de Lefèvre, le corps de Lannes pour soutenir Bessières et former la tête de la colonne qui doit prévenir l'archiduc sur Vienne. Cependant Napoléon ne laisse pas un instant douteux le succès de ces belles combinaisons, car les corps de Masséna et d'Oudinot, qui ont tourné constamment la gauche de l'ennemi, sont toujours à même d'aider les corps engagés dans les journées des 20, 21 et 22. Davoust, tenant tête à la majeure partie de l'armée ennemie, reçut à propos les secours dont il avait besoin ; et s'il eût été poussé un peu le 21, l'armée aurait eu quelques lieues de moins à faire le 22, et des chances de succès de plus.

« Jamais on n'a mieux vu tout ce que peuvent *le coup d'œil et l'à-propos*. Ici, dans cet immense champ, pas un homme, pas un moment, pas le moindre avantage du terrain n'ont été perdus devant des ennemis qui ne savaient tirer parti ni des forces, ni du temps, ni des positions. Pas un combat n'était livré qui n'eût un but déterminé et souvent décisif. »

La stratégie semble surtout être la prédilection de l'auteur ; il en a fait et avec succès sa constante occupation. Il m'a montré la preuve authentique qu'il s'était exprimé, il y avait déjà deux ans, sur les célèbres campagnes d'Italie, en 1796, et celle de Marengo, précisément comme le fait l'Empereur dans ses dictées de Sainte-Hélène, qu'on vient de publier en cet instant ; c'est-à-dire qu'il avait deviné, saisi toutes ses idées et ses vues à cet égard. Il a fait un travail sur la topographie militaire du théâtre de la

guerre en Italie, qui, présenté à Napoléon lors de son couronnement, le frappa tellement qu'il s'écria : *J'aurais payé des millions pour avoir une telle chose quand je commandais ici*. À ce talent reconnu, mais ignoré de Napoléon, se trouvaient réunis encore beaucoup de traits de courage très remarquables et grand nombre de blessures. Malheureusement la fatalité a voulu que les hautes chances offertes à nos braves se soient trouvées finies précisément à l'instant où celui-ci, entrant dans la garde, allait sortir de la foule. On sait que l'Empereur se plaisait à y puiser, et son coup d'œil si juste le faisait toujours à coup sûr. C'est sans entourage, sans intrigue, sans sollicitations aucunes qu'on a vu surgir inopinément les Lobau, les Drouot, les Bernard ; mon ami allait avoir son tour, son heure était venue.

« Les bords de l'Abens et de la Laber, dit-il, sont désormais devenus classiques pour l'art de la guerre. Les militaires iront étudier là, bien mieux que dans les livres, les théories des grandes opérations. Là ils verront inscrite pour des siècles la resplendissante gloire des armées françaises ! Là est un des plus beaux monuments, impérissable à jamais, tant qu'on lira dans l'histoire que des batailles ont été livrées par le même général et les mêmes troupes, le 19 à Thann, le 20 à Abensberg, le 21 à Landshut, le 22 à Eckmühl, le 23 à Ratisbonne. Là les militaires apprendront la connaissance du terrain, la pratique du coup d'œil, l'emploi des forces, l'opportunité des détachements, tout le secret des grandes batailles, qui consiste à savoir s'étendre et se concentrer à propos, et diriger ses masses selon le terrain et les dispositions de l'ennemi. Mais ces manœuvres doivent servir de leçons, et non pas d'exemple ; il faut les étudier et non les copier. Malheur à qui s'aviserait d'en exécuter de pareilles, même dans des conjonctures analogues, car il y perdrait certainement son honneur et son armée. Pour oser les tenter et pour en venir à bout, il fallait la toute-puissance du génie et du commandement dans le chef, jointe au plus absolu dévouement de la part de toute l'armée.

« Ces manœuvres présentent une leçon précieuse sur une des parties les plus difficiles de la guerre. On y apprendra comment on peut arrêter l'exécution d'une opération commencée, et détruire ces avantages si vantés de l'initiative. Ici, en effet, l'archiduc était en pleine opération quand Napoléon est arrivé. Si ces deux généraux avaient été d'une égale force secondaire, le chef français se serait hâté de gagner, par Donawert et

Ratisbonne, la rive gauche du Danube ; il aurait gardé ces deux têtes en se réunissant entre Neustadt et Neubourg. Le chef autrichien aurait longuement manœuvré sans passer le Danube. Des semaines, des mois se seraient écoulés sans qu'il y eût rien de fait ; on eût vu une campagne à la Daun ou à la Moreau ; Si les deux généraux avaient été également supérieurs, le chef autrichien aurait continué sa pointe malgré celle des Français, se serait précipité sur le corps de Davoust, et l'aurait culbuté sur Ratisbonne ; là, le livrant au corps de la rive gauche ou au canon de Stadtamhof, si la ville tenait encore, il serait venu avec sa masse tomber successivement sur le centre et la gauche de l'armée française, dont il aurait eu probablement bon marché. On peut supposer que Napoléon aurait manœuvré avec moins d'audace s'il eût eu affaire à un ennemi de cette force, car il a dit dès le début de sa carrière : *La guerre est une affaire de tact*. La première chose est de savoir contre qui et avec qui on guerroyait. L'archiduc le savait bien.

« Masséna, toujours grand à la guerre, Davoust, se montrant tous les jours plus digne des plus grands commandements, donnèrent à Napoléon des preuves de zèle et de dévouement, qualités qui commençaient à devenir assez rares pour pouvoir être louées ; mais Lannes fut l'*Achille* de l'armée, *glaive exterminateur* dans les cinq journées, où, avec les mêmes troupes, il combattit à de si grandes distances : à Arnhofen, à Attuhausen, à Rottembourg, à Landshut, à Eckmühl, à Ratisbonne. Pourquoi des destinées qui se développaient si éclatantes, et qui alors atteignaient la maturité du premier talent, devaient-elles être si vite terminées !!! Après ces illustres personnages ; les généraux, les officiers, toute l'armée, jeunes et vieux soldats, cavaliers et fantassins, Allemands et Français, tous se montrèrent dignes du grand capitaine.

« Ces victoires de Napoléon furent couronnées par les plus grands résultats. La désorganisation des armées de l'Autriche, l'ouverture des chemins de sa capitale, l'envahissement de ses provinces et la destruction des préparatifs d'invasion, des magasins, de la landwehr, des milices, etc. ; enfin la perte des conquêtes éphémères des archiducs Jean et Ferdinand, etc.

« L'Autriche se trouvait violemment frappée et plus qu'à demi vaincue. Mais ce coup terrible se ressentait bien plus loin encore dans toute l'Allemagne et même dans toute l'Europe. La coalition de 1809 venait

d'être terrassée toute entière dans les champs de la Laber. Tous ses projets dépendaient de l'issue de la première bataille. Si l'affaire eût été douteuse, ou si elle eût été contraire à Napoléon, si seulement il avait différé son attaque, qu'il eût attendu ses ennemis ou porté des coups moins assurés, il eût été bientôt rejeté de l'autre côté du Rhin et accablé par l'Europe entière. En ce même moment éclataient les insurrections organisées dans le Tyrol, la Westphalie, la Prusse, mais les triomphes d'Eckmühl arrêtaient l'embrasement qui allait s'étendre du Tyrol à la Baltique, raffermirent pour le moment la foi chancelante de la Prusse et de la Russie, retardèrent le départ de l'expédition anglaise, et dérangèrent le plan combiné contre la Belgique et la Hollande. Enfin ces triomphes comprimèrent aussi, à l'intérieur de la France et dans nos armées, ces intrigues que nous verrons s'y développer plus tard, etc.

« Cependant Napoléon ne devait pas laisser à l'Autriche le temps de réparer ses pertes, à la coalition celui de réunir ses forces et de renouer ses intrigues. Il fallait aller à Vienne pour forcer l'une et l'autre à la paix ; car celle-ci était toujours le but de toutes nos guerres, comme le prix de tous nos triomphes.

« Après Eckmühl se présente une grande question de guerre et de politique. Que devaient faire les chefs des deux armées ? On a récemment approuvé l'archiduc de s'être retiré en Bohême : on a blâmé Napoléon de ne pas avoir poursuivi une armée battue.

« Mais le prince Charles ne pouvait absolument faire autre chose que ce qu'il a fait. Il devait se mettre au plus vite à couvert ; il n'avait pas de choix. Seulement il a marché encore trop lentement, etc.

« Napoléon aussi a fait ce qu'il devait. À deux marches en arrière de Ratisbonne, le prince Charles avait trouvé un pays de montagnes et de défilés, la Bohême, où la défensive est si favorable. À la droite du Danube, Hiller s'était rallié, renfoncé sur l'Inn, et même s'avancé sur Neumarck. Si Napoléon s'était engagé d'une ou deux marches au-delà de Ratisbonne, il laissait toute liberté au prince Charles de regagner, à Passau ou à Lintz, la rive droite du Danube, d'y faire sa jonction avec Hiller, de défendre les approches de Vienne et de se réunir plus tard au prince Jean. Napoléon perdait alors le plus beau fruit de la bataille d'Eckmühl ; et ce n'était pas pour les laisser rejoindre qu'il avait séparé les deux armées autrichiennes ;

il eût abandonné par là tout l'avantage de la victoire, de sa position et du terrain. Pour aller de Ratisbonne à Vienne par la Bohême, le chemin est mauvais, difficile ; il forme un grand contour, un arc dont une autre route, belle, facile, directe, forme la corde. Or, c'est cette dernière qu'occupait Napoléon sur la rive droite du Danube. Vienne est sur cette même rive, entourée d'une forte enceinte, susceptible d'une grande défense. Il ne pouvait espérer de l'occuper que par une marche rapide, par un coup de main. Il ne pouvait donc hésiter un instant à y courir. Cette détermination lui présentait toutes sortes d'avantages : elle maintiendrait la séparation des diverses armées autrichiennes, concentrerait autour de cette capitale toutes les forces françaises de l'Allemagne et de l'Italie ; rappellerait au centre de la monarchie tous les corps ennemis destinés à faire insurger au loin les peuples contre la France : toute autre conduite eût été une faute.

« Aussi la marche sur Vienne s'exécute avec la même habileté qui en avait ouvert la route. C'est la même célérité dans la course, la même précision dans les mouvements, la même étendue dans l'ensemble. Des ordres partent aussitôt pour Eugène, Bernadotte, Poniatowski. Napoléon fait écrire au premier : « Avancez en toute confiance, l'Empereur va percer au cœur de l'Autriche ; l'ennemi ne tiendra pas devant vous, etc., etc. » Au dernier : *« qu'il s'en rapporte à son zèle. »*

« Cependant à côté de tant d'audace se multiplient toutes les mesures de prudence ; une première réserve se forme à Ratisbonne pour nous garantir la ligne d'opération sur la rive gauche du Danube ; une deuxième se forme à Augsbourg, pour assurer la ligne d'opération de la rive droite ; une troisième se forme sous le nom de corps d'observation de l'Elbe. Les places intermédiaires sont mises en état de défense. À Mayence, les conscrits, à mesure qu'ils arrivent de l'intérieur, sont organisés en bataillons provisoires et acheminés vers l'armée, etc.

L'auteur, après avoir décrit ici les dispositions nouvelles, continue :

« Ainsi cette armée française, tellement concentrée quand il faut combattre, s'étend maintenant en colonnes de corps échelonnés au fond de la vallée du Danube, suivant parallèlement la marche de l'archiduc sur la rive opposée aux frontières de la Bohême, prête à faire face par la gauche le long du Danube, si l'armée de l'archiduc se présentait. L'armée pouvait se concentrer aussi sur un point quelconque de sa ligne en quarante-huit

heures. C'est par cet heureux mélange de concentration et d'extension de corps si nombreux, manœuvrant avec la précision d'un régiment, que Napoléon déterminait d'aussi immenses succès et déconcertait les plans de ses ennemis, etc., etc.

« Nous vivons à une époque, remarque l'auteur, où les capitales prennent une telle importance sur les affaires de la guerre, que tout doit être sacrifié à la conservation de ces centres de l'administration et de la vie des empires : de leur occupation dépendent presque toujours la défense et le sort des États. Les exemples de Vienne et de Berlin, dans les deux guerres précédentes, l'avaient assez démontré. Depuis, l'occupation de Paris en a fourni deux nouvelles preuves. Si la prise de Moscou et de Madrid semblait en donner de contraires, on a été réduit à brûler la première, ne l'ayant pas su conserver ; et quant à la deuxième, il a fallu toutes les particularités de l'Espagne, qui ne se trouvent nulle autre part, tous les secours de l'Angleterre, les diversions de l'Europe, et une foule d'accidents pour sauver la Péninsule et produire cette exception à la règle générale. Les capitales doivent donc être mises à l'abri de l'invasion étrangère, afin de laisser aux armées la liberté de manœuvrer, et aux nations le temps de pourvoir à la défense générale. » Et à ce sujet il veut que Paris soit fortifié. C'était l'avis de Napoléon, dit-il ; c'était aussi celui de Vauban, et c'est encore celui de l'ingénieur qui chez nous le remplace aujourd'hui (*Haxo*), et qui ne porte qu'à 50.000.000 de francs les frais de cette défense toute extérieure, c'est-à-dire au triple seulement de ce qu'on consacre chaque année en embellissements, constructions, etc.

« Vienne, capitale de l'Autriche, était donc le but où tendaient également les deux commandants en chef, etc., etc.

« Or, aucune capitale n'était à cette époque dans une meilleure situation pour être défendue. À moitié couverte par le Danube, elle était entourée de deux fortifications : l'une extérieure, angulaire, à demi-revêtement, qui enferme ses faubourgs ; l'autre intérieure, formée d'une très forte enceinte, etc.

« Napoléon se présente devant Vienne le 10 mai au matin, quinze jours après Eckmühl, moins d'un mois après l'ouverture de la campagne ; il fait occuper les faubourgs sans résistance ; mais, lorsque l'avant-garde « présente sur les glacis qui séparent les faubourgs de la ville, elle est reçue à

coups de canon. Le maréchal Lannes envoie dans la place un aide de camp porteur d'une sommation. Cet officier est maltraité, retenu, et la ville tire contre ses faubourgs. Ceux-ci envoient une députation à Napoléon pour intercéder en faveur de Vienne. Il la renvoie avec une lettre de Berthier à l'archiduc Maximilien, qui commandait dans cette capitale ; mais à l'arrivée de cette députation le feu des remparts redouble. Dès lors Napoléon, qui voulait ménager cette capitale plus que ne le faisaient les princes autrichiens eux-mêmes, prend le moyen convenable pour forcer l'archiduc à l'évacuer sur-le-champ. Profitant de l'énorme faute qu'on avait commise en négligeant de lier la place au Danube, il conduit lui-même le quatrième corps, jette un pont sur le petit bras qui sépare le faubourg *Landtraff* du *Prater*, et fait occuper le petit pavillon de *Lusthauss*. En même temps, pour répondre au feu de la place qui ne cessait de battre les faubourgs, et pour détourner l'attention de l'archiduc, Napoléon fait établir une batterie d'obusiers à peu près sur le même emplacement où se fit l'attaque des Turcs en 1684.

« À neuf heures du soir des obus sont lancés dans la ville. Alors se trouvait malade dans le palais paternel la jeune archiduchesse Marie-Louise. Sur un simple avis de cette circonstance, la direction du feu est aussitôt changée et le palais respecté. Ô jeux de la fortune ! qui eût dit alors à Marie-Louise qu'à peu de mois de là ces mêmes mains qui faisaient trembler Vienne tresseraient des couronnes pour sa tête ; qu'aux palais des Tuileries, épouse et mère, elle régnerait sur ces Français qui la frappaient d'épouvante !!!

« Cette résistance de l'archiduc Maximilien dans Vienne était coupable ; puisqu'il avait négligé tous les moyens de la rendre le moins préjudiciable possible aux habitants, et qu'elle ne pouvait d'ailleurs être utile ni à l'État ni à l'armée : Vienne pouvait être brûlée par un ennemi moins généreux, sans retarder d'une heure la possession de son enceinte. »

L'auteur fait ressortir les fautes des deux archiducs, puis il continue ainsi :

« C'était beaucoup aux yeux de l'armée et de l'Europe d'avoir pris Vienne. Pour Napoléon c'était peu, lorsqu'il n'avait pas les ponts du Danube, parce que la fin d'une guerre de coalition n'était pas à Vienne,

mais dans la dispersion des restes de l'armée autrichienne et de la ligue des souverains, etc.

« Mais pour cela il fallait passer le Danube si impétueux, dans un moment où les eaux étaient les plus élevées, devant une armée encore formidable, et au milieu du pays ennemi, etc., etc.

« Cependant le bruit de l'entrée des Français à Vienne vint confirmer dans les cours et chez les peuples d'Allemagne la sensation produite par la nouvelle des victoires d'Eckmühl. Les projets d'insurrection et d'armement furent suspendus, les trahisons politiques ajournées, les associations particulières refroidies et comprimées. Schill, parvenu à réunir un corps de six mille hommes, en compromettant les noms des rois de Prusse et d'Angleterre, ne trouvait plus de pays qui osât se déclarer pour lui, etc.

« Le cabinet de Londres même se ressentit de l'influence de ces triomphes. Les intrigues et les indécisions de son ministère n'en furent pas peu augmentées, et ses grandes diversions promises, de plus en plus retardées.

« La cour de Prusse multiplia les démonstrations de fidélité aux traités, et feignit de poursuivre les partisans de Schill. Celle de Russie, notre alliée en apparence, se décida enfin à nous fournir son contingent ; elle mit en mouvement, sur la Gallicie, un corps de quinze mille hommes, beaucoup moindre que ne le portaient ses engagements, et encore pense-t-on généralement que les Russes ne s'avancèrent que pour contrarier les progrès très rapides des Polonais, et surtout leurs principes.

« Le passage d'un fleuve comme le Danube est une opération fort difficile. Il ne suffit pas d'avoir un pont et de passer à l'autre rive, il faut déboucher au-delà, se maintenir et conserver le pont. Quand on considère l'effrayante immensité des objets nécessaires pour une telle construction et leur fragilité, ainsi que la terrible violence des obstacles qu'il faut vaincre, on a peine à concevoir que de telles opérations réussissent jamais. Ici il fallait traverser d'abord un premier bras du Danube, large de deux cent trente toises, un second bras de cent quarante toises, où se trouvait le grand courant, séparé du premier par une de large de cent toises ; après cela on n'était encore arrivé que dans la grande île de Lobau, plantée d'arbustes et coupée de petits canaux. Il fallait enfin traverser, pour atteindre la rive

gauche, un troisième bras, dont la largeur variait de cinquante à soixante-dix toises. Le Danube, en cet endroit, est divisé en tant de bras, parsemé de tant d'îles, que c'est un véritable labyrinthe, à l'abri duquel l'ennemi pouvait approcher beaucoup de nos travaux. Ainsi c'était une triple rivière à passer, un triple pont à construire, dont un était de la plus grande dimension, au milieu des ennemis, qui de tous côtés nous voyaient et nous entouraient. Dans la construction de ces ponts, il fallait se servir de bateaux de formes et de grandeurs diverses, ramassés au hasard, retenus par quelques cordages et quelques clous, pour lutter contre la violence de l'impétueux Danube. Tout cela fut fait et même fort vite, en raison de l'immensité des préparatifs que tous ces ponts exigeaient. Il faut néanmoins reconnaître que les inconvénients que présentait ce passage étaient rachetés par de grands avantages. Si le Danube était plus large et divisé en plusieurs bras, il était aussi moins rapide et moins profond. Ces îles servaient à assurer les ponts partiels ; enfin celle de Lobau était comme une tête du grand pont, une vaste place d'armes, d'où l'on pouvait arriver avec plus d'assurance sur la rive gauche, etc., etc.

« Les ponts, commencés le 18 au matin, furent terminés assez vite. Aussi, dès le 20, le quatrième corps avait gagné l'île de Lobau. L'Empereur s'y rendit lui-même, et fit jeter le dernier pont devant lui. Son intention était de marcher directement à l'ennemi et de terminer l'œuvre si brillamment commencée à Eckmühl. Il avait rapproché de lui la majeure partie de l'armée, afin qu'elle pût défiler sans interruption sur la rive gauche.

« Le terrain où devait déboucher l'armée française était des plus favorables. En avant du coude que le fleuve formait en cet endroit, et dont les bras s'élargissaient considérablement, se trouvaient les villages d'*Asparn* et d'*Essling* : le premier, à gauche, touchant à un bras du fleuve où il y avait fort peu d'eau ; le deuxième, à droite, à deux ou trois cents toises en face du saillant du Danube. Plus à droite encore et à égale distance du fleuve se trouve le bourg d'*Enzersdorf*. Entre *Asparn* et *Essling* il y a un millier de toises, et à peu près autant entre *Essling* et *Enzersdorf*. Les deux premiers villages, bâtis en maçonnerie, entourés de petites levées de terres, présentaient des espèces de forts très aisés à défendre, deux excellents appuis pour notre ligne, couverte aussi par un bas-fond ou fossé : cette ligne pouvait être tournée, il est vrai, par ses deux flancs, au-dessous d'*Essling* du

côté d'Enzersdorf et sur les derrières d'Asparn, où le petit bras du Danube était facilement guéable.

En avant des villages s'étendait une plaine immense, parfaitement unie, sans ruisseau ni le moindre obstacle. On n'y apercevait que quelques villages au milieu des moissons verdoyantes : c'était le terrain le plus favorable pour deux armées égales qui avaient à disputer de bravoure et d'habileté. Ce l'était aussi pour une armée inférieure qui aurait à lutter contre des forces supérieures, à l'aide des villages indiqués.

« Napoléon, plein de son projet de marcher à l'ennemi, n'attendait que d'être rejoint par une partie de l'armée ; il ne pensa pas devoir être attaqué lui-même ; les rapports de la cavalerie légère le maintinrent dans cette sécurité ; aussi ne s'occupait-il nullement d'établir le quatrième corps ni de profiter des avantages de la ligne d'Asparn à Essling. Il faut le dire, parce qu'il n'y a rien d'indifférent à la guerre ni dans ce qui décide de la vie des hommes et du sort des empires, si Napoléon ou Masséna avaient fait occuper convenablement Asparn, il est probable que ce village n'eût pas été pris par l'ennemi, ou si nous avions préparé à l'avance ce qui fut exécuté par le corps d'Hiller, en s'en emparant, jamais les Autrichiens ne s'y seraient maintenus. Le mur du cimetière d'Asparn fut abattu par eux de leur côté, et ce cimetière leur devint par là une citadelle qu'il nous fallait escalader sous le feu le plus terrible pour y parvenir, et quand nous nous en étions emparés, il n'était plus pour nous qu'un coupe-gorge dans lequel nous demeurions entièrement à découvert. »

Ici se trouve décrite la première journée d'Essling (le 21 mai), où Masséna résiste avec son seul corps, pendant tout le jour, à toutes les forces autrichiennes, et conserve Asparn par cette opiniâtreté héroïque qui le caractérisait si éminemment. Les ponts, déjà dérangés dès ce jour-là, interrompent fréquemment le passage des troupes, déjouent les projets de Napoléon, sauvent l'ennemi et amènent la terrible journée du lendemain, ainsi décrite par l'auteur :

« Tant d'héroïsme dans la défensive de Masséna et de ses braves avait produit la plus grande sensation au milieu des deux armées, et singulièrement augmenté chez nous l'ardeur pour attaquer le lendemain et l'espoir d'une complète victoire. Napoléon, renforcé par le corps de Lannes, veut attendre l'arrivée de Davoust et de la réserve pour faire sa grande

attaque ; mais dès deux heures du matin, avant le point du jour, le combat avait recommencé à Asparn, et quelque temps après sur toute la ligne. Le généralissime autrichien s'était enfin décidé à faire avancer la réserve de grenadiers qu'il avait jusque-là si mal à propos laissée en arrière. Ce prince aurait dû sentir dès le premier moment la nécessité de brusquer une telle affaire. Ses retards avaient laissé arriver trois de nos divisions de plus à la rive gauche. Il persiste dans son même système de bataille, et s'acharne de nouveau contre Asparn ; il attaque moins vivement Essling, où Lannes se trouve renforcé par deux divisions. Mais le général ennemi ne s'occupe nullement des moyens de tourner ces deux villages, et surtout Asparn. Son feu et ses masses l'écrasent de nouveau et lui facilitent les moyens de s'en emparer. Masséna fait relever la division Molitor par celle de Saint-Cyr. Le 24^e léger pénètre dans le village, culbute l'ennemi dans la grande rue et coupe une colonne qui s'avavançait par la rue parallèle. Huit cents hommes, dont onze officiers et un général, avec six pièces de canons, sont enlevés et conduits dans l'île de Lobau. Le 24^e finit par être repoussé ; le 4^e arrive au secours et reprend le village, qui, perdu de nouveau, est de nouveau repris par les Hessois. Tous ces régiments montrent la plus brillante valeur. L'ardeur de Masséna soutient l'enthousiasme du quatrième corps au milieu de ce théâtre, le plus horrible que la guerre ait jamais présenté. En ce moment on annonce l'arrivée de la garde à Asparn : tout le monde croit tenir la victoire.

« Napoléon, voyant l'ennemi persister dans ses fautes de la veille et diriger ses grandes masses sur Asparn, avec une forte colonne sur Essling, ce qui dégarnissait beaucoup son centre, fait aussitôt des dispositions pour profiter de cette faute et exécuter immédiatement l'attaque projetée, dont il n'avait fait la veille qu'une démonstration : elle devait détruire l'ennemi en le perçant par le centre. Se croyant au moment de voir arriver le corps de Davoust, l'Empereur envoya les tirailleurs de sa garde à Asparn, et donna ordre à Lannes de commencer l'attaque avec son corps d'armée dans l'intervalle entre Essling et Asparn, contre l'aile gauche de Hohenzollern et la droite de Lichtenstein. Ainsi Napoléon fait avancer sa droite et pivote sur sa gauche, appuyée à la défense d'Asparn. Par là, il partageait l'armée ennemie en deux portions qui allaient se trouver fort compromises l'une et l'autre. Lannes, à la tête de la division Saint-Hilaire, ayant à sa gauche les

grenadiers d'Oudinot, à sa droite la division Boudet, la cavalerie par masses dans les intervalles, marche fièrement à l'ennemi et s'avance sur ce léger glacis, au sommet duquel se trouve le centre des Autrichiens.

« Averti du danger qui menace cette partie si importante de sa ligne, l'archiduc accourt en toute hâte, appelle momentanément à lui une partie du corps de Bellegarde, dispose ceux de Hohenzollern et de Rosenberg, place derrière eux, en troisième ligne, afin de les renforcer encore, plusieurs régiments de l'aile droite de sa cavalerie, dont l'aile gauche est formée sur plusieurs lignes. Il attend ainsi l'attaque du maréchal Lannes. Cette attaque, exécutée sous les yeux mêmes de Napoléon, vive et impérieuse, culbute les premières troupes de l'ennemi. Bessières, à la tête des cuirassiers, fait plusieurs charges brillantes sur la cavalerie et l'infanterie des Autrichiens. Celle-ci cédait du terrain, l'archiduc se met à la tête des régiments battus, et les ranime par l'exemple de la plus brillante valeur ; il saisit le drapeau de Zach et se précipite dans le fort de la mêlée. Plusieurs de ses officiers sont blessés autour de lui.

« Cependant les Français redoublaient de vigueur et poussaient leurs avantages : la victoire la plus complète se montrait déjà aux yeux de Napoléon, lorsqu'au lieu de l'arrivée du maréchal Davoust, il reçoit vers sept heures du matin la nouvelle de la rupture de ses ponts, telle qu'il était impossible de songer à les réparer dans la journée. La fortune lui arrachait le plus beau triomphe. Dans de telles dispositions, avec ce qu'il avait de troupes sous la main, Napoléon pouvait encore se livrer à l'espoir de vaincre ; mais sa prudence l'emporta ; il ne voulut pas exposer à quelques nouveaux contretemps le sort de tant de braves, dans cette plaine découverte, où les colonnes d'attaque pouvaient, à mesure qu'elles s'avançaient, être prises de flanc et à revers. Il ordonna donc à Lannes de suspendre son attaque et de ramener ses troupes lentement dans leur première position, sa droite à Essling, et sa gauche dans la direction d'Asparn.

« Si cette brillante attaque ne fut pas couronnée d'un succès complet, elle en imposa pour tout le jour à l'ennemi ; elle arrêta les attaques qu'il préparait, elle dégageda pour le moment nos ailes vivement pressées, etc.

« Masséna tenait toujours Asparn ; l'ennemi venait d'y rentrer ; les tirailleurs de la jeune garde demandèrent à l'en chasser. Nouvellement

formés, ils n'avaient de la garde que le nom et le dévouement. Ils gagnèrent là leurs grenades ; mais ce ne fut pas sans beaucoup de peines et de pertes. Ce village devait être encore disputé, et pendant toute la journée pris et repris par l'un et l'autre parti, toujours avec plus de facilité par l'ennemi, qui continuait à l'entourer ; toujours avec plus de peine et de courage par nous, qui n'y parvenions qu'au travers d'un défilé. Les morts s'amoncellent dans Asparn, les boulets le détruisent, l'incendie finit par en dévorer les restes ; on s'y bat corps à corps à l'arme blanche avec le plus grand acharnement. Masséna se multiplie, tous ses officiers sont frappés à deux pas de lui ; il est le seul que le feu de l'ennemi n'atteint pas, semblant connaître et respecter le fils chéri de la victoire. Il fallait toute l'opiniâtreté de Masséna pour conserver ce poste si périlleux, mais si important, pris et repris quatorze fois dans ces deux jours. Après la rupture des ponts, le combat n'était plus qu'une horrible boucherie sans résultat, mais absolument nécessaire pour sauver l'honneur français, et même cette partie de l'armée sur la rive gauche du fleuve, car il ne fallait pas songer à repasser au milieu du combat, de jour et en présence d'un ennemi si nombreux, un défilé tel que le faible pont de pontons ; il fallait absolument gagner la nuit, et jusque-là en imposer à l'archiduc. Vers midi, l'ennemi s'avisa enfin d'attaquer l'îlot qui est en arrière d'Asparn, et qui n'opposait qu'un bras étroit, presque dépourvu d'eau. Quelques postes des nôtres, en très faible quantité, garnissaient cet îlot extrêmement boisé ; ils sont repoussés et ramenés de l'autre côté. Les balles de l'ennemi arrivent assez épaisses sur la communication d'Asparn avec le pont : le danger était des plus grands. Si l'ennemi s'avavançait en force de ce côté, si seulement il se maintenait sur les bords de l'îlot, les troupes qui étaient à Asparn se trouvaient prises à dos et ramenées près du pont ; on perdait une demi-lieue de terrain et l'appui principal de la position. Deux pièces à mitraille furent aussitôt tournées de ce côté. Heureusement l'ennemi laissa le temps à la brigade Vivier d'accourir ; mais il fallut y envoyer aussi toute la division Molitor, réduite à quelques centaines d'hommes ; elle réussit à contenir l'ennemi, et ce ne fut pas le moindre des services que Molitor rendit dans cette terrible journée.

« L'archiduc avait reformé sa ligne, rétabli ses batteries, et recommencé ses attaques sur Asparn et Essling. Il fait marcher contre ce dernier quatre

bataillons de grenadiers de la réserve, qu'il avait enfin rapprochée de la ligne. Ceux-ci n'éprouvent pas moins de résistance. La division Boudet, enfermée en partie dans un grand clos, repousse cinq assauts avec la plus grande valeur. Les grenadiers hongrois sont si mal menés, que l'archiduc est obligé d'accourir encore pour les retenir sur la ligne.

« Cependant, à force d'essayer de tous les points de la position, le prince Charles finit par disposer sur le centre une attaque effrayante pour l'armée française. Ceux qui voyaient clair aux affaires de guerre conçurent dans cet instant les plus vives inquiétudes. On apercevait, en face de l'intervalle trop dégarni qui sépare Asparn d'Essling, la crête du rideau se couronner d'artillerie, de masses de cavalerie, de colonnes profondes d'infanterie. Ces préparatifs formidables menaçaient le terrain vide qui séparait les corps de Lannes et de Masséna, et la direction la plus courte sur nos ponts. Une attaque vive et franche de l'archiduc, avec ses réserves et les troupes inutiles sur la ligne, pouvait, en peu de minutes, accomplir la perte de l'armée. Déjà ces masses étaient à petite portée de notre ligne ; heureusement l'ennemi perd, en examens et en mouvements préparatoires, le temps qu'il fallait employer à agir avec vigueur. Napoléon, qui voit ce danger terrible, dirige au centre tout ce qu'il peut trouver de disponible dans notre artillerie, en très grande partie démontée ; il fait marcher vers les flancs des masses autrichiennes quelques troupes déjà excédées de fatigue, et envoie Bessières charger avec la cavalerie, non plus pour la victoire, mais pour le salut de l'armée. Il faut donner tête baissée dans cette colonne pour l'arrêter, c'était un acte d'absolu dévouement. Nous n'avions plus en arrière de notre centre qu'une seule réserve d'infanterie ; il est vrai que c'était la vieille garde, cette héroïque élite que pendant si longtemps il a suffi de montrer à nos ennemis pour arrêter ou contenir leurs plus grands efforts.

« Bessières, malgré les pertes de sa cavalerie, charge audacieusement et renverse la tête de la colonne. Il n'en faut pas davantage pour arrêter cet ennemi irrésolu. Dès lors le sort de la journée est fixé, et Napoléon pourra attendre la nuit pour exécuter sa retraite ; il se rapproche du petit pont pour veiller à ses préparatifs et ordonner les dispositions devenues nécessaires.

« La journée s'avancait, et il en était temps, car nos munitions étaient épuisées. L'artillerie et l'infanterie allaient se trouver sans cartouches ; la communication était interrompue avec les parcs de réserve ; la plus grande

partie de nos pièces étaient endommagées, les attelages tués depuis longtemps. On avait été obligé de ralentir le feu ; l'ennemi, au contraire, continuait le sien avec sa terrible artillerie qui nous écrasait. Il renouvelait constamment ses attaques contre les deux villages. Dans l'une de ces attaques, vers le soir, Lannes, qui jusque-là était demeuré constamment au plus fort du danger, descendant de cheval pour prendre quelque repos, est frappé d'un boulet qui lui emporte les deux jambes. L'armée va perdre un de ses premiers chefs, dont les talents s'étaient si prodigieusement développés ; la France un de ses appuis les plus solides ; l'Empereur, un ami zélé. Lannes fut transporté dans l'île de Lobau. Napoléon alla à sa rencontre près le petit pont. Leur entrevue fut des plus touchantes, leurs embrassements des plus tendres. Napoléon pleurait à chaudes larmes, à genoux devant le héros mourant. C'eût été, en toute circonstance, un grand spectacle ; il l'était bien davantage le soir d'une bataille si douteuse qui nous coûtait tant de braves.

« Nos troupes avaient comme oublié la faim et l'extrême fatigue dans ces deux longues journées, où la chaleur fut excessive, où elles soutinrent quarante heures de combat. Belle époque de gloire !!! Dans une situation aussi critique, notre ardeur et notre confiance ne se refroidirent pas un instant ! L'âme du chef était passée dans celle de tous les soldats... Pendant ces journées mémorables, huit divisions françaises, qui ne formaient pas la moitié de notre armée, repoussèrent constamment les attaques de toute l'armée autrichienne, qui ne put conquérir quelques toises de terrain, et fut même souvent sur le point d'être culbutée.

« Dès le commencement de la nuit, on fit filer sur le petit pont les nombreux blessés entassés sur la rive gauche. Tous ceux qui donnaient signe de vie furent emportés dans l'île de Lobau. On fit ensuite passer l'artillerie, les caissons ; on enleva même tous leurs débris. Les pièces prises à l'ennemi avaient été emmenées, rien ne fut laissé sur le champ de bataille, pas même les fusils et les cuirasses de nos morts.

« L'ennemi fit la faute inconcevable de ne pas poursuivre immédiatement ses avantages, et de nous laisser surtout cette île de Lobau, qui, saillante au milieu de son terrain, fut notre sûreté dans le revers, et nous devint bientôt le moyen du triomphe. »

Dans cette campagne tout est classique chez Napoléon pour quiconque peut en suivre et en juger les détails. On l'a vu jusque-là préparer et suivre rapidement la victoire ; le voici à présent dans une circonstance imprévue, terrible. Qu'on le considère remédiant, en un clin d'œil, à de grands désastres, et déterminant à l'instant même les dispositions qui doivent lui assurer de nouveau la victoire ! Réduit à une défensive momentanée, il va créer dans l'île de Lobau, aux portes de Vienne même, une véritable forteresse française, qui maîtrisera le fleuve et le terrain. Trahi par les vagues du Danube, il va l'enchaîner ; et le tout se fera en vue d'un ennemi qui se proclame triomphant, et ne songe point à troubler des prodiges qu'il ne sait pas deviner ; et peut-être est-il en quelque sorte excusable, car l'auteur s'écrit à ce sujet : « Heureux ceux qui ont pu deviner ces miracles du génie !!!... Ce ne furent pas toujours ceux qui l'approchaient le plus. »

Les premiers ordres, dit-il, sont donnés à l'instant même du désastre et les préparatifs sont si rapides, que, deux ou trois jours après la bataille, on voit déjà plusieurs sonnettes battre des pilotis au travers des deux grands bras du Danube ; mais les bulletins, pour tromper l'ennemi, annoncèrent qu'il s'agissait d'une sorte d'estacade pour couvrir les ponts et arrêter les brûlots. Le même jour, Napoléon détermine sur les lieux et trace de sa cravache sur le sable, le plan des ouvrages qui doivent former la tête des grands ponts et le réduit de Lobau.

À compter de cet instant, chacun travaille sans relâche ; le chef se multiplie et les soldats sont infatigables. Leur constance, leur ardeur sont sans égales. Napoléon, dans ses projets et pour mieux se dérober à l'ennemi, a besoin de s'établir dans une petite île en face d'Essling, touchant presque à la rive autrichienne. Les généraux du génie et de l'artillerie en déclarent l'attaque à peu près impossible. Mais Napoléon ordonne ; et, en plein midi, un aide de camp de Masséna (Pelet) traverse le Danube avec cinq cents voltigeurs, sous le feu de toute l'artillerie autrichienne, atteint l'île, en chasse l'ennemi, s'y maintient contre toutes ses attaques, et en deux heures un pont de bateaux est construit en dépit de toutes les batteries qui enfilèrent le Danube et jetèrent plus de deux cents boulets dans les œuvres du pont. Sous un chef tel que Napoléon, tout avait cessé d'être impossible ; personne ne s'occupait plus de sa propre conservation : la vie, c'était la gloire ! Il est vrai que le général ne

s'épargnait guère. Napoléon faisait souvent lui-même la tournée des postes de l'ennemi, et en approcha, dans l'île du Moulin, jusqu'à vingt-cinq toises. Un officier autrichien, le reconnaissant un jour sur les bords d'un canal large de cinquante toisés, lui cria : *Retirez-vous, Sire, ce n'est pas là votre place*. Paroles admirables qui, vu le ressentiment d'alors contre Napoléon, la crise du moment et l'importance de sa mort, honorent à jamais les rangs dont elles sortirent, et montrent, dans celui qui les prononça, une loyauté et un culte à l'honneur qui ne sauraient être surpassés !!!

Enfin, au bout de quarante-trois jours, durant lesquels on a le droit de se demander : Qu'a fait l'archiduc ? que devait-il, que pouvait-il faire ? ce que l'auteur, au surplus, discute rigoureusement ; au bout de quarante-trois jours, disons-nous, tous les travaux se trouvent accomplis ; ils étaient immenses et merveilleux. En voici un échantillon :

« Il y avait à chacun des deux grands bras du Danube, larges, l'un de deux cent trente et l'autre de cent quarante toises, des ponts sur pilotis, où trois voitures pouvaient marcher de front ; au-dessus de ceux-ci, de petits ponts larges de huit pieds pour l'infanterie ; au-dessous, des ponts de bateaux. Ainsi les débouchés étaient préparés pour trois colonnes, et le tout était couvert par des estacades qui se rejoignaient sur une île, à deux cents toises au-dessus des ponts. Le soin fut poussé à un tel point, qu'on éclaira ces ponts par des lanternes de dix en dix toises, continuées tout au travers de l'île de Lobau, le long des chaussées qu'on y avait pratiquées sur une largeur de quarante pieds. Au moyen de ces lanternes, le chemin demeurerait aussi praticable de nuit que de jour. De grands écriteaux indiquaient, à chaque embranchement, toutes les directions pour les divers corps de l'armée. Ainsi les plus minutieuses précautions avaient été ajoutées au développement des plus grands moyens, etc.

« Cependant l'Empereur avait employé l'intervalle des travaux à réorganiser son armée, et à rapprocher de lui tous les corps dont il pouvait disposer. Le prince Eugène lui avait amené l'armée d'Italie, au travers de beaux faits d'armes, couronnés par la victoire de Raab ; Marmont était arrivé avec son corps du fond de la Dalmatie.

« Le plan de Napoléon, des plus vastes, des plus décisifs, embrasse l'ensemble de ses armées et les divers pays qu'elles occupent. Toutefois tant de coopérations, et à de si grandes distances, n'ont, à ses yeux et dans sa

pensée, que l'unité de but et d'action. Il va jeter sa grande armée au-delà du Danube et sur la gauche de l'ennemi, pour le séparer de la Hongrie ; il l'attaquera sur le champ de bataille qu'il aura conquis, le battra et l'acculera sur la Bohême, où cet ennemi se trouvera prévenu et entouré de toutes parts. Le tout s'accomplira de point en point ainsi qu'il l'aura réglé jusqu'au moment où l'ennemi, frappé de sa situation désespérée, implorera un armistice.

« Les ordres furent donc donnés à Masséna de porter ses divisions vers la partie septentrionale de Lobau ; à Oudinot de passer, le 1er juillet, dans cette île, et de s'y établir ; à Eugène d'être rendu le 4 à Ébersdorf avec des vivres pour deux jours, et de passer les ponts sans s'arrêter ; à Davoust de ne partir que dans la nuit du 4 au 5, et de filer sur-le-champ dans l'île de Lobau ; à Bernadotte et à Bessièrès d'être rendus le 2 à Ébersdorf ; à Vandamme d'occuper Vienne le 2 au soir ; à Lefèvre d'envoyer Wrède à Vienne pour se réunir à la garde impériale, et de se tenir lui-même à Lintz, pour, dès que la grande armée aurait passé le Danube, entrer en Bohême par le sud, en même temps que Jérôme y entrerait de Dresde par le nord, et que Junot, de Bareuth, la menacerait par l'ouest ; enfin il n'est pas jusqu'à Poniatowski, auquel Napoléon prescrivait d'emmener ses Polonais sur Olmutz pour contenir l'archiduc Ferdinand, et d'y entraîner les Russes, si ces alliés douteux avaient la loyauté de nous servir de bonne foi.

« C'est pour les gens du métier surtout que sont intéressants et précieux les ordres donnés en cette occasion ; ils sont le programme exact des batailles qui suivirent. Jamais on n'avait vu diriger une aussi grande opération à l'avance avec autant de précision, et jamais tout n'avait été prévu avec autant d'exactitude. Les détails du passage ne sont pas moins admirables.

« Le 4 juillet, à une heure après midi ; on reçoit l'ordre de traverser le soir même. Tout avait été parfaitement préparé, les passages étaient multipliés, la direction de chaque corps jalonnée à l'avance ; aussi tout fut exécuté avec la plus grande promptitude et dans le plus grand ordre. Jamais une armée aussi nombreuse n'avait aussi rapidement traversé tant de défilés et formé son ordre de bataille. En une nuit, elle se trouva rangée de l'autre côté du Danube, quand son ennemi surpris la croyait encore dans ses cantonnements. Du temps de Turenne et de Condé, on n'eût pas cru la chose

possible ; du temps de Villars et de Vendôme, on y eût employé plusieurs jours, peut-être, sans y parvenir ; enfin, du temps de Frédéric, à peine ce grand capitaine aurait-il espéré y réussir avec sa bonne armée. Nos adversaires, dans la plus belle plaine du monde, passaient des demi-journées à se mettre en ordre de bataille, etc.

« Napoléon ayant deux ponts à son extrême gauche, dont le premier sur pilotis, à l'abri de tout accident, devant servir de ligne de communication pour l'armée, voulut avoir un autre pont comme de réserve à son extrême droite ; il se ménageait ainsi, pour tous les cas, la possibilité de manœuvrer, par les deux extrémités du saillant de Lobau, le plus près possible des grands bras du Danube. C'est par ce dernier pont que commença la grande opération.

« À neuf heures, du soir, vers l'embouchure du bras de Lobau, dans le grand Danube, Oudinot fait embarquer quinze cents voltigeurs dans des bacs et des bateaux préparés par la marine ; ils passent à la rive gauche et s'y établissent. Dès le premier coup de canon d'Oudinot, toutes les batteries de Lobau font un feu terrible, les unes sur les ouvrages ennemis, les autres sur le terrain qu'il occupe, le plus grand nombre sur Enzersdorf et ses alentours. On voit perpétuellement en l'air une quantité de bombes et d'obus enflammés. Masséna jette de son côté dix-huit cents hommes sur l'autre rive ; ils passent dans cinq bacs. Le premier a de la peine à aborder, les hommes se jettent à la nage et le tirent à terre ; alors le passage continue sans interruption. Les postes de l'ennemi sont enlevés ou surpris, et on établit les ponts préparés à l'avance. Celui d'une seule pièce se trouve placé en huit ou dix minutes, malgré la baisse des eaux. Le quatrième corps commence immédiatement à défiler, le transport continue sur les bacs. On commence des ponts de radeaux et de bateaux sur l'île Alexandre. Le premier est fini à trois heures, le second à deux, un quatrième est jeté plus haut le cinquième avance rapidement. Cependant la canonnade continuait d'une manière épouvantable ; Enzersdorf est bientôt la proie des flammes. L'ennemi ne répondait que faiblement en face des ponts, mais il tonnait de tous ses ouvrages sur le terrain de l'ancien passage, où il croyait que notre armée débouchait. À tout ce fracas vint se joindre un orage terrible et une pluie par torrents, qui produisit un froid extraordinaire. Les travaux n'en sont nullement dérangés. Napoléon est partout, courant à pied d'un pont à

l'autre, au milieu des boues et de ces rives glissantes où on culbute à chaque instant. Infanterie, artillerie, cavalerie, tout défile sans relâche. À mesure qu'on gagne du terrain sur la rive gauche, Napoléon fait assurer ses premiers progrès. Il a donné à l'avance aux officiers du génie l'ordre de tracer quatre immenses redans pour couvrir les ponts. Ainsi chaque pas que font les troupes, préparé par le feu terrible qui écrase l'ennemi, est protégé par des ouvrages contre tout accident. L'avant-garde ennemie, qui se trouvait dans cette partie, cède le terrain presque sans combattre, et se retire au-delà d'Enzersdorf, selon l'ordre qu'elle en a reçu !

« Malgré la multiplicité des ponts, il fallait encore plusieurs heures pour faire défiler une armée aussi nombreuse que la nôtre. Les corps de la deuxième et troisième lignes non encore formées arrivaient successivement. Ce n'est que vers midi que la première ligne se trouve établie perpendiculairement au Danube, selon l'ordre donné : Masséna à gauche, Oudinot et Bernadotte au centre, Davoust à droite. Ces corps sont par régiments serrés en masse. Ils occupent ainsi un bien petit espace. L'armée d'Italie, la garde, avec le onzième corps, viennent former la deuxième ligne et les réserves de cavalerie la troisième. Le reste de l'armée étant arrivé, ou près de l'être, Napoléon porte en avant sa première ligne et s'étend en éventail, etc. »

Ici se trouvent les développements de cette célèbre bataille de Wagram, tellement remarquable par les mouvements préparatoires et les grandes manœuvres instantanées qui la rendent une des plus longues qui aient été livrées ; ils remplissent toute une semaine. Cette bataille est encore une des plus mémorables des temps modernes, par les forces qui combattirent de part et d'autre, la réputation des deux généraux opposés, les pertes des deux armées, et son grand résultat, la paix de Vienne. Cet événement fournit à l'auteur les détails les plus lucides, les réflexions les plus judicieuses. Mais je passerai tout de suite aux premiers résultats de la bataille proprement dite. Elle coûta aux Autrichiens vingt-quatre mille morts ou blessés, et nous laissa vingt mille prisonniers. Toutefois elle fut loin encore de remplir les espérances de Napoléon ; l'armée reprocha à un de ses lieutenants (maréchal Bernadotte), dont elle s'était déjà plainte à Austerlitz, à Iéna, à Than, etc., d'avoir, le 5, attaqué trop tard Wagram ; évacué, le 6, sans combattre, Aderkla, tête de notre position, appui des manœuvres de

Napoléon, et qui, entre les mains de l'archiduc, devint celui de sa résistance et de ses attaques. Peut-être ce lieutenant de l'Empereur eût-il pu se rejeter sur la mauvaise conduite des troupes étrangères qui lui étaient confiées ; mais loin de là, il se permit même, contre l'usage reçu, une proclamation individuelle dans laquelle il les qualifiait de *colonne de granit* ; ce qui remplit d'étonnement les autres corps, et porta l'Empereur à le renvoyer en France.

« Napoléon, compagnon et juge des hauts faits de ses braves, leur distribua de nombreuses récompenses. Passant en revue l'armée d'Italie, le lendemain de la bataille, il dit aux soldats : « Vous êtes de braves gens, vous vous êtes tous couverts de gloire ! » Une proclamation témoigna à l'armée la satisfaction de son Empereur, et s'adressa plus particulièrement au génie, à l'artillerie et aux pontonniers, qui, par leurs immenses travaux, avaient préparé tous ces miracles.

« Napoléon fit trois maréchaux sur le champ de bataille : Oudinot, Marmont et Macdonald. Il embrassa ce dernier, délaissé longtemps à cause des dissentiments antérieurs. Le nouveau maréchal, attendri jusqu'aux larmes, s'écria, dans l'effusion de son cœur, qu'il lui vouait désormais une fidélité sincère, engagement que Napoléon, du reste, a eu l'occasion de témoigner avoir été rempli.

L'auteur, après avoir analysé la conduite et les fautes de l'archiduc en cette circonstance, dit : « Pour Napoléon, il s'est conduit dans cette bataille d'après les mêmes principes que dans l'ensemble de la campagne. Il a tenu ses troupes sous sa main, et a manœuvré excentriquement. Attaqué et prévenu, il a laissé l'ennemi démasquer son mouvement, l'a attaqué lui-même à son tour au moment et au point favorables. Rien ne lui a échappé, ni les dangers de la gauche et de l'île de Lobau, où il envoie Boudet, ni les dangers de la droite, où il renforce Davoust, au cas que le prince Jean arrivât. Cependant il a éprouvé de grands contretemps : si l'attaque du 5 au soir eût été convenablement faite, elle eût réussi, et dès lors l'armée de l'archiduc, percée par le centre, était séparée en deux parties qui pouvaient être fortement entamées, et qui, rejetées, l'une sur la Bohême, l'autre sur la Hongrie, ne se seraient plus rejointes. On eût évité dès lors la grande bataille et toutes les chances du lendemain. Si Adercla n'eût pas été abandonné sans coup férir, le 6 au jour, l'armée française qui se trouvait

concentrée, aurait culbuté du premier effort le centre dégarni de l'ennemi, et serait retombée sur sa droite, qui eût été écrasée ou noyée dans le Danube, etc., etc.

Cependant l'archiduc se retirait en toute hâte sur la Bohême, et sa retraite, quoique faite avec une grande habileté, allait développer les conséquences de la bataille, bien plus désastreuses encore que la perte de la bataille elle-même. Chaque jour, chaque instant voyait entamer l'armée ennemie : elle était menacée de périr en détail. La cour de Vienne sentit toute l'imminence du danger, et se hâta de le prévenir. Le 10, vers le soir, Masséna, poursuivant ses avantages et maître des faubourgs de Znaïm, allait enlever la ville quand un cri universel se fit entendre tout le long de la ligne, celui de : *Cessez le feu ! cessez le feu !* Une députation autrichienne avait atteint Napoléon, pour traiter de la paix et solliciter un armistice. Ce dernier point devint un grand sujet de dissertation dans toute l'armée et sous la tente même de l'Empereur. La situation vraiment critique des forces autrichiennes était visible à tous les yeux, et grand nombre pensaient que c'était un devoir que de recueillir inflexiblement le prix de tant d'efforts, que le temps était venu d'en finir une fois pour toutes avec une cour sans bonne foi, dont les protestations et les serments n'avaient jamais pour but que de gagner du temps et de machiner de nouvelles attaques. Napoléon ne pensa pas ainsi, et, prenant une plume, signa l'armistice, disant : « *Il y a eu assez de sang de versé.* »

Cet armistice nous livra les deux rives du Danube jusqu'à Raab, et toutes les provinces allemandes, c'est-à-dire que nos troupes eurent à occuper un tiers de la monarchie autrichienne avec plus de huit millions de population. L'armée ennemie se retira par le nord de la Moravie, au-delà de Presbourg, dans le reste de la Hongrie, abandonnant désormais la défense de la Bohême à ses seules et propres forces. Le commandement en fut retiré à l'archiduc Charles, qui emporta, quelles qu'eussent été d'ailleurs ses combinaisons militaires, l'intérêt le plus vif des militaires français, leur admiration même pour la valeur personnelle dont il avait prodigué les preuves. Son malheur, disait-on, avait été d'avoir eu Napoléon à combattre, et chacun pensait qu'aucun général en Europe n'eût pu même faire aussi bien.

« Là se termine une campagne de moins de trois mois, qui pourrait même compter une autre espèce de suspension d'armes tacite de quarante-trois jours ; et, durant ce court intervalle, que de choses ! et quels résultats !!!...

« La victoire de Wagram eut sur les esprits et la politique l'influence devenue habituelle. Napoléon avait ouvert la campagne au moment d'une crise vraiment effrayante : la ligue était générale contre lui, les machinations universelles. La victoire d'Eckmühl frappa de terreur toutes les malveillances, et contint tous les mouvements ; le revers d'Essling ranima tous les plans et réveilla toutes les espérances. Wagram les confondit de nouveau ; chacun s'empressa de reprendre son attitude soumise, et de multiplier ses protestations de dévouement et de bonne amitié.

« Le cabinet anglais, qui n'avait pas su ou voulu aider l'Autriche quand elle luttait encore, se hâta, aussitôt qu'il la vit abattue, d'effectuer, avant le retour des troupes françaises, son expédition contre le port d'Anvers, dont la destruction lui tenait si fort à cœur : il la manqua par impéritie. Toutefois cette diversion suffit encore pour ranimer les secrètes espérances de l'Autriche, et lui faire traîner les négociations en longueur. C'est dans cet intervalle qu'un événement imprévu fut sur le point de déjouer toutes les combinaisons, et de donner un tout autre cours aux événements de l'Europe : Napoléon fut à l'instant de tomber à Schœnbrunn sous le couteau, d'un fanatique. Si l'acte eût été consommé, qui peut dire ce qui se serait passé en Europe ^[6] !!!

Enfin l'expédition d'Anvers avortée, et Napoléon prenant le ton menaçant, l'Autriche signa, le 14 octobre, la paix de Vienne, dont les conditions, vu le véritable état des choses, purent être regardées comme de nouveaux actes de la clémence du vainqueur.

Napoléon épargna donc encore une fois l'Autriche ; c'est qu'il était loin de vouloir la détruire, qu'il la jugeait nécessaire à sa politique, et qu'il espérait se l'attacher enfin à force de bienfaits. Il s'est cruellement trompé !!!... Et toutefois on a pu lire plus haut, quelque part dans ce recueil, qu'il s'accusait, comme d'une véritable faute, de l'avoir laissée trop forte après Wagram. « Le lendemain de la bataille, j'eusse dû, disait-il, faire, connaître par l'ordre du jour que je ne traiterais avec l'Autriche

qu'après la séparation préalable des couronnes d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, placées sur des têtes différentes. »

Ici l'auteur, après des réflexions générales sur cette magnifique campagne, récapitule ce que la patrie, en cette dernière occasion, doit en aussi peu de temps à l'activité, à la force d'âme et à l'immensité du génie d'un seul homme ; il démontre que la gloire, l'indépendance, la splendeur, la félicité de cette patrie, étaient le premier, l'unique sentiment de cet homme vraiment grand ; et il termine en expliquant ainsi son extrême modération dans son dernier triomphe : « C'est que Napoléon, dit-il, bien au-dessus de ses victoires et des ambitions ordinaires, s'était imposé la plus belle, la plus grande des missions. Poussé à une haute dictature, d'abord en France, par les factions qui la divisaient et mettaient son existence en péril ; ensuite sur toute l'Europe, par la constante coalition de ses ennemis, leurs attaques perpétuelles, le refus obstiné de la paix générale, il avait su juger inévitable la régénération moderne, et prétendait à la diriger... Placé au plus haut point des lumières, au-dessus des intérêts comme des passions, il avait pu peser les nécessités du temps Chef de la cause des peuples triomphants, il voulait en traiter à l'amiable avec les rois vaincus, etc. »

Dans mon recueil, l'auteur trouvera plus d'une fois dans les paroles de Napoléon même l'occasion d'être fier de l'avoir si bien deviné, et il goûtera surtout la douce satisfaction de cœur de l'avoir admiré, aimé, en pleine connaissance de cause.

Sur la guerre de Russie – Fatalités, etc. – M. de Talleyrand, etc. – *Corinne* de madame de Staël – M. Necker, etc..

Mardi 13.

L'Empereur m'a emmené de bon matin fort loin dans le bois ; il a causé plus d'une heure sur la situation de la France : de là, il est revenu sur les gens qui l'avaient trahi, sur les fatalités nombreuses qui l'avaient entraîné ; la sécurité perfide causée par son mariage avec l'Autriche ; l'aveuglement des Turcs, qui font la paix précisément quand ils devaient faire la guerre ; celui de Bernadotte, qui obéit à son amour-propre et à ses ressentiments, plutôt qu'à sa véritable grandeur et à sa stabilité ; une saison rigoureuse

outré mesure ; jusqu'à la supériorité d'esprit de M. de Narbonne à Vienne, qui, découvrant l'Autriche à nu, la força de se hâter ; enfin les succès mêmes de Lutzen et Bautzen, qui, ramenant le roi de Saxe à Dresde, le mirent, lui Napoléon, en possession des signatures hostiles de l'Autriche, et ne lui laissèrent plus aucun faux-fuyant. « Quel malheureux concours pourtant ! disait-il d'un accent tout à fait expressif ; et toutefois, continuait-il, le lendemain de la bataille de Dresde, François avait envoyé déjà quelqu'un pour traiter. Il fallait que l'échec de Vandamme arrivât à point nommé comme pour aider à l'arrêt du destin. »

M. de Talleyrand, sur la conduite duquel l'Empereur revenait beaucoup, pour savoir, disait-il, quand il avait commencé véritablement à le trahir, l'avait poussé fortement à la paix au retour de Leipsick. « Je lui dois, observait-il, cette justice ; il blâma mon discours au Sénat, mais approuva fort celui au Corps Législatif. Il ne cessait de me répéter que je me méprenais sur l'énergie de la nation ; qu'elle ne seconderait pas la mienne, que je m'en verrais abandonné, qu'il me fallait m'accommoder à tout prix. Il paraît qu'il était alors de bonne foi, qu'il ne trahissait point encore. Talleyrand n'a jamais été pour moi éloquent ni persuasif ; il roulait beaucoup et longtemps autour de la même idée. Peut-être aussi, me connaissant de vieille date, s'était-il fait une manière pour moi ; du reste, il était si adroitement évasif et divagant, qu'après des conversations, de plusieurs heures, il s'en allait, ayant échappé souvent aux éclaircissements ou aux objets que je m'étais promis d'en obtenir lorsque je l'avais vu arriver, etc., etc. »

Quant aux affaires du moment et au sujet des derniers journaux qui peignaient la France en agitation toujours croissante, le résultat a été que, pour toute l'Europe, les chances de l'avenir semblaient indéfinies, multipliées, inépuisables, qu'il existait un fait constant qui nous parvenait de tous côtés, c'est que personne en Europe ne se croyait dans une attitude stable. Chacun semblait redouter ou pressentir des événements nouveaux, etc.

L'Empereur m'a retenu à déjeuner avec lui sous la tente ; il a fait ensuite apporter *Corinne* de madame de Staël, dont il a lu quelques chapitres. Il ne pouvait l'achever, disait-il. Madame de Staël s'était peinte si bien dans son héroïne qu'elle était venue à bout de la lui faire prendre en grippe. « Je la

vois, disait-il, je l'entends, je la sens, je veux la fuir, et je jette le livre. Il me restait de cet ouvrage un meilleur souvenir que ce que j'éprouve aujourd'hui. Peut-être est-ce parce que dans le temps je le lus avec le pouce, comme dit fort ingénieusement M. l'abbé de Pradt, et non sans quelque vérité. Toutefois je persisterai, j'en veux voir la fin ; il me semble toujours qu'il n'était pas sans quelque intérêt. Je ne puis pardonner du reste à madame de Staël d'avoir ravalé les Français dans son roman. C'est assurément une singulière famille que celle de madame de Staël ! Son père, sa mère et elle, tous trois à genoux, en constante adoration les uns des autres, s'enfumant d'un encens réciproque pour la meilleure édification et mystification du public. Madame de Staël, toutefois, peut se vanter d'avoir surpassé ses nobles parents, lorsqu'elle a osé écrire que ses sentiments pour son père étaient tels qu'elle s'était surprise à se trouver jalouse de sa mère.

« Madame de Staël était ardente dans ses passions, continuait-il ; elle était furieuse, forcenée dans ses expressions. Voici ce que lisait la police durant sa surveillance. – Je suis loin de vous, écrivait-elle à son mari, apparemment. Venez à l'instant, je l'ordonne, je le veux, je suis à genoux... je vous implore !... Ma main est saisie d'un poignard !... Si vous hésitez, je me tue, je me donne la mort, et vous serez coupable de ma destruction. » C'était Corinne, tout à fait Corinne.

Elle avait accumulé, dans le temps, tous ses efforts, toutes ses ressources sur le général de l'armée d'Italie, disait l'Empereur ; elle lui avait écrit au loin sans le connaître ; elle le harcela présent. À l'en croire, c'était une monstruosité que l'union du génie à une petite insignifiante créole, indigne de l'apprécier ou de l'entendre, etc. Le général ne répondit malheureusement que par une indifférence qui n'est jamais pardonnée par les femmes, et n'est guère pardnable en effet, disait-il en riant.

À son arrivée à Paris, il se trouva poursuivi du même empressement, continuait-il ; mais de sa part, même réserve, même silence. Madame de Staël cependant, résolue d'en tirer quelques paroles et de lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'aborda debout au corps dans la grande fête que M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, donnait au général victorieux. Elle l'interpella au milieu d'un grand cercle, lui demandant qu'elle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante. « Celle qui a fait le plus d'enfants, » répondit Napoléon avec beaucoup de

simplicité. Madame de Staël, d'abord un peu déconcertée, essaya de se remettre en lui observant qu'il avait la réputation d'aimer peu les femmes. « Pardonnez-moi, reprit Napoléon, j'aime beaucoup la mienne, Madame. »

Le général de l'armée d'Italie eût pu sans doute mettre le comble à l'enthousiasme de la Corinne genevoise, disait l'Empereur ; mais il redoutait ses infidélités politiques et son intempérance de célébrité ; peut-être eut-il tort. Toutefois l'héroïne avait fait trop de poursuites, elle s'était vue trop rebutée pour ne pas devenir une chaude ennemie. « Elle suscita d'abord Benjamin Constant, qui n'entra pas bien loyalement dans la carrière, remarquait l'Empereur : lors de la formation du Tribunal, il employa les plus vives sollicitations près du Premier Consul pour s'y trouver compris. À onze heures du soir, il suppliait encore à toute force ; à minuit, et la faveur prononcée, il était déjà relevé jusqu'à l'insulte. La première réunion des tribuns fut pour lui une superbe occasion d'invectiver. Le soir, illumination chez madame de Staël. Elle couronna son Benjamin au milieu d'une assemblée brillante, et le proclama un second Mirabeau. À cette farce, qui n'était que ridicule, succédèrent des plans plus dangereux. Lors du concordat, contre lequel madame de Staël était forcenée, elle unit tout à coup contre moi les aristocrates et les républicains : – Vous n'avez plus qu'un moment, leur criait-elle ; demain le tyran aura quarante mille prêtres à son service. »

Madame de Staël ayant enfin lassé toute patience, disait Napoléon, fut envoyée en exil. Son père avait déjà vivement déplu lors de la campagne de Marengo. « À mon passage, j'avais voulu le voir, disait l'Empereur, et n'avais trouvé qu'un lourd régent de collège, bien boursoufflé. Peu de temps après, et dans l'espoir sans doute de reparaître avec mon secours sur la scène du monde, il publia une brochure dans laquelle il prouvait que la France ne pouvait plus être république ni monarchie. On ne voit pas trop ce qui lui restait. Il appelait dans cet ouvrage le Premier Consul l'homme nécessaire, etc., etc. Lebrun lui répondit par une lettre en quatre pages, dans son beau style et d'une façon très mordante : il lui demandait s'il n'avait pas assez fait de mal à la France, et s'il ne se lassait pas, après son épreuve de la Constituante, de prétendre à la régenter de nouveau.

Madame de Staël, dans sa disgrâce, combattait d'une main et sollicitait de l'autre. Le Premier Consul lui fit dire qu'il lui laissait l'univers à

exploiter, qu'il lui abandonnait le reste de la terre et ne se réservait que Paris, dont il lui défendait d'approcher. Mais Paris était précisément l'objet de tous les vœux de madame de Staël. N'importe, le Consul fut constamment inflexible. Toutefois madame de Staël renouvelait de temps à autre ses tentatives. Sous l'empire, elle voulut être dame du palais ; il y avait sans doute à dire oui et non ; car le moyen qu'on pût tenir madame de Staël tranquille dans un palais, etc., etc. »

Après dîner, l'Empereur nous a lu les *Horaces*, que notre admiration a souvent interrompus. Jamais Corneille ne nous avait semblé plus grand, plus beau, plus nerveux que sur notre rocher.

De la chasse à Saint-Hélène, etc. – Veille du 15 août, etc..

Mercredi 14.

L'Empereur est sorti de bonne heure. Avant neuf heures il m'a fait appeler ; il était dans l'intention de monter à cheval et d'essayer de pouvoir tirer quelques perdrix que nous apercevons toutes les fois que nous sommes en voiture, qui se laissent toujours approcher tant que nous sommes sans armes, mais jamais autrement. L'Empereur s'est mis à marcher pour tâcher de se poster à propos ; mais on n'a pu retrouver les perdrix ; il s'est fatigué promptement et a pris le parti de monter à cheval, faisant observer que tout ceci n'était point précisément les chasses de Rambouillet ni de Fontainebleau. Au retour, nous avons déjeuné sous la tente ; l'Empereur a fait asseoir à table le petit Tristan, qu'il a vu traverser la prairie, et s'en est fort amusé pendant tout le repas.

L'annonce du gouverneur nous a fait quitter précipitamment la tente et prendre refuge chacun dans notre tanière. L'Empereur a voulu beaucoup moins qu'un autre se laisser relancer ; ses conversations avec le gouverneur lui sont par trop pénibles et désagréables. « Je n'en veux plus avoir, dit-il ; il m'échappe des choses dures qui compromettent mon caractère et ma dignité : il ne doit sortir de ma bouche que des choses flatteuses. » Il se trouvait fatigué de sa course du matin, il s'est mis au bain.

Sur les cinq heures, il a fait un tour en calèche ; le temps était délicieux.

Le gouverneur avait vivement désiré voir l'Empereur ; il avait, disait-il, à lui parler d'affaires. On soupçonne que c'était pour lui dire qu'il n'avait plus d'argent, qu'il avait tout épuisé et ne savait plus comment faire, ce qui eût été fort indifférent à l'Empereur, qui n'eût pas manqué de le prier de nouveau de le laisser tranquille.

Avant le dîner, l'Empereur jouait aux échecs dans le salon ; il avait pris du punch. Je suis arrivé tard ; en entrant, il m'a dit de prendre ma part du punch, mais on a fait observer qu'il n'y avait plus de verres, « Oh ! que si, a-t-il dit en me donnant le sien, et il boira, j'en suis sûr... » Puis il a ajouté : « C'est à l'anglaise, n'est-ce pas ? Chez nous on ne boit guère qu'après sa maîtresse. »

Pendant le dîner, on a fait l'observation que c'était la veille du 15 août ; l'Empereur a dit alors : « Demain, en Europe, bien des santés seront portées à Sainte-Hélène. Il est bien quelques sentiments, quelques vœux qui traverseront l'Océan. » Il en avait déjà eu la pensée ce matin durant la course à cheval, et m'avait dit les mêmes choses.

Après le dîner, *Cinna* : Corneille nous semble divin.

Fête de l'Empereur.

Jeudi 15.

Aujourd'hui 15 août, c'était la fête de l'Empereur ; nous avions projeté de nous présenter tous chez lui vers les onze heures : il nous a déjoués en paraissant gaiement lui-même à nos portes dès neuf heures. Il faisait fort doux, il a gagné le jardin ; chacun s'y est successivement réuni ; le grand maréchal, sa femme, ses enfants sont arrivés. L'Empereur a déjeuné, entouré de tous ses fidèles, sous la grande et belle tente, qui est une véritable et heureuse acquisition. La température était belle ; lui-même était gai et fort causant ; il a semblé jouir quelques instants de nos sentiments et de nos vœux ; il a voulu, nous a-t-il dit, passer toute la journée entouré de nous tous, ce qui en effet a eu lieu, causant, travaillant et nous promenant à pied ou en voiture.

École Polytechnique supprimée, etc. – Indécences des journaux anglais, etc. – Machine à glace.

Vendredi 16.

Mon fils et moi nous nous sommes rendus de très bonne heure sous la tente auprès de l'Empereur, qui a travaillé divers chapitres de la campagne d'Italie jusqu'à deux heures, qu'il s'est retiré sur l'annonce du gouverneur, marmottant : « Le misérable m'envie, je crois, l'air que je respire ! »

Pendant le déjeuner, il avait demandé le *Journal des Débats*, qui contenait la nouvelle organisation des académies ; il voulait voir les membres qu'on avait chassés de l'Institut. Cela a conduit à revenir sur la suppression de l'École polytechnique, que l'on disait inutile et dangereuse. Le journal anglais que nous avons reçu ne jugeait pas ainsi ; il disait que cette suppression seule valait aux ennemis de la France plus qu'une grande victoire ; que rien ne pouvait prouver davantage les véritables intentions pacifiques et l'extrême modération de la dynastie qui venait gouverner la France, etc., etc. : il disait encore beaucoup d'autres choses.

Quelqu'un remarquait à ce sujet que les papiers anglais devenaient, pour le gouvernement français, malveillants jusqu'à la grossièreté et à l'indécence...

Lord ou lady Holland avait, par une galanterie toute particulière, adressé à Longwood, pour l'usage de l'Empereur, une machine d'invention nouvelle propre à créer de la glace : elle nous est arrivée aujourd'hui par l'entremise de l'amiral Malcolm. L'Empereur, en ressortant vers les quatre heures, en a voulu voir l'expérience ; l'amiral s'y trouvait ; elle a été des plus imparfaites. L'Empereur, au bout de quelque temps, a pris le parti de la promenade et a emmené l'amiral, avec lequel la conversation a roulé sur une foule d'objets, et, de la part de l'Empereur, sur le ton le plus affable et le plus amical.

Idées religieuses de Napoléon – Évêque de Nantes (de Voisins) – Le pape – Liberté de l'Église gallicane – Anecdotes – Concordat de Fontainebleau.

Samedi 17.

Le vent était très violent ; il y avait tempête ; il pleuvait de temps à autre.

En parlant de prêtres et de religion, la conversation a conduit l'Empereur à dire : « L'homme lancé dans la vie se demande : D'où viens-je ? Qui suis-je ? Où vais-je ? Ce sont autant de questions mystérieuses qui nous précipitent vers la religion. Nous courons au-devant d'elle, notre penchant naturel nous y porte ; mais arrive l'instruction qui nous arrête : l'instruction et l'histoire, voilà les grands ennemis de la vraie religion, défigurée par les imperfections des hommes. Pourquoi, se dit-on, celle de Paris n'est-elle pas celle de Londres ni de Berlin ? Pourquoi celle de Pétersbourg diffère-t-elle de celle de Constantinople ? celle-ci de celle de la Perse, du Gange et de la Chine ? Pourquoi celle des temps anciens n'est-elle pas celle d'aujourd'hui ? Alors la raison se replie douloureusement ; elle s'écrie : Religions ! religions ! Ô enfants des hommes !... On croit à Dieu parce que tout le proclame autour de nous, et que les plus grands esprits y ont cru, non seulement Bossuet, dont c'était le métier, mais encore Newton, Leibnitz, qui n'y avaient que faire ; mais on ne sait que penser de la doctrine qu'on nous enseigne, et nous nous retrouvons la montre qui va sans connaître son horloger... Et voyez un peu la gaucherie de ceux qui nous forment ; ils devraient éloigner de nous l'idée du paganisme et de l'idolâtrie, parce que leur absurdité provoque nos premiers raisonnements, et nous prépare à résister à la croyance passive ; et pourtant ils nous élèvent au milieu des Grecs et des Romains, avec leurs myriades de divinités. Tel a été pour mon compte, et à la lettre, la marche de mon esprit. J'ai eu besoin de croire, j'ai cru ; mais ma croyance s'est trouvée heurtée, incertaine, dès que j'ai su, dès que j'ai raisonné, et cela m'est arrivé d'aussi bonne heure qu'à treize ans. Peut-être croirai-je de nouveau aveuglément, Dieu le veuille ! je n'y résiste assurément pas, je ne demande pas mieux ; je conçois que ce doit être un grand et vrai bonheur.

« Toutefois, dans les grandes tempêtes, dans les suggestions accidentelles de l'immoralité même, l'absence de cette foi religieuse, je l'affirme, ne m'a jamais influencé en aucune manière, et je n'ai jamais douté de Dieu ; car si ma raison n'eût pas suffi pour le comprendre, mon intérieur ne l'adoptait pas moins. Mes nerfs étaient en sympathie avec ce sentiment.

« Lorsque je saisis le timon des affaires, j'avais déjà des idées arrêtées sur tous les grands éléments qui cohésionnent la société ; j'avais pesé toute

l'importance de la religion ; j'étais persuadé, et j'avais résolu de la rétablir. Mais on croirait difficilement les résistances que j'eus à vaincre pour ramener le catholicisme. On m'eût suivi bien plus volontiers si j'eusse arboré la bannière protestante ; c'est au point qu'au Conseil d'État, où j'eus grande peine à faire adopter le concordat, plusieurs ne se rendirent qu'en complotant d'y échapper. Eh bien ! se disaient-ils l'un à l'autre, faisons-nous protestants, et cela ne nous regardera pas. Il est sûr qu'au désordre auquel je succédais, que sur les ruines où je me trouvais placé, je pouvais choisir entre le catholicisme et le protestantisme ; et il est vrai de dire encore que les dispositions du moment poussaient toutes à celui-ci ; mais outre que je tenais réellement à ma religion natale, j'avais les plus hauts motifs pour me décider. En proclamant le protestantisme, qu'eussé-je obtenu ? J'aurais créé en France deux grands partis à peu près égaux, lorsque je voulais qu'il n'y en eût plus du tout ; j'aurais ramené la fureur des querelles de religion, lorsque les lumières du siècle et ma volonté avaient pour but de les faire disparaître tout à fait. Ces deux partis, en se déchirant, eussent annihilé la France, et l'eussent rendue l'esclave de l'Europe, lorsque j'avais l'ambition de l'en rendre la maîtresse. Avec le catholicisme j'arrivais bien plus sûrement à tous mes grands résultats ; dans l'intérieur, chez nous, le grand nombre absorbait le petit, et je me promettais de traiter celui-ci avec une telle égalité qu'il n'y aurait bientôt plus lieu à connaître la différence. Au-dehors, le catholicisme me conservait le pape ; et avec mon influence et nos forces en Italie, je ne désespérais pas tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, de finir par avoir à moi la direction de ce pape ; et dès lors quelle influence ! quel levier d'opinion sur le reste du monde ! etc., etc. » Et il a terminé disant : « François Ier était placé véritablement pour adopter le protestantisme à sa naissance et s'en déclarer le chef en Europe. Charles-Quint, son rival, prit vivement le parti de Rome ; c'est qu'il croyait voir là pour lui un moyen de plus d'obtenir l'asservissement de l'Europe. Cela seul ne suffisait-il pas pour indiquer à François Ier la nécessité de se charger de défendre l'indépendance de cette même Europe ? mais il laissa le plus pour courir après le moins. Il s'attacha à poursuivre ses mauvais procès d'Italie ; et, dans l'intention de faire sa cour au pape, il se mit à brûler des réformés dans Paris. »

« Si François Ier eût embrassé le luthéranisme, si favorable à la suprématie royale, il eût épargné à la France les terribles convulsions religieuses amenées plus tard par les calvinistes, dont la teinte, toute républicaine, fut sur le point de renverser le trône et de dissoudre notre belle monarchie. Malheureusement François Ier ne comprit rien de tout cela, car il ne saurait donner ses scrupules pour excuses, lui qui s'allia avec les Turcs et les amena au milieu de nous. Tout bonnement, c'est qu'il n'y voyait pas si loin. Bêtise du temps ! intelligence féodale ! François Ier, après tout, n'était qu'un héros de tournois, un beau de salon, un de ces grands hommes pygmées.

« L'évêque de Nantes (de Voisins), disait encore l'Empereur, me rendait réellement catholique par la sagesse de ses raisonnements, son excellente morale et sa tolérance éclairée. Marie-Louise, dont il était le confesseur, le consulta un jour sur l'obligation de faire maigre les vendredis. « À quelle table mangez-vous ? lui dit l'évêque. – À celle de l'Empereur. – Y commandez-vous ? – Non. – Vous n'y pouvez donc, rien ; le ferait-il lui-même ? – Il est à croire que non. – Soumettez-vous alors et ne provoquez pas un sujet de scandale. Votre premier devoir est de lui obéir et de le faire respecter ; vous ne manquerez pas d'autres moyens de vous amender et de vous priver aux yeux de Dieu. »

« Ce fut la même chose encore pour une communion publique que quelques-uns mirent en tête à Marie-Louise pour le jour de Pâques. Elle ne le voulait pourtant pas sans avoir pris l'avis de son sage confesseur, qui l'en dissuada par les mêmes raisonnements. Quelle différence, disait l'Empereur, si elle eût été travaillée par un fanatique ! quelles querelles, quelle désunion n'eût-il pas pu amener entre nous ! Quel mal n'eût-il pas pu faire dans les circonstances où je me trouvais !

« L'évêque de Nantes, nous faisait observer l'Empereur, avait vécu avec Diderot, au milieu des incrédules, et y avait toujours été convenablement ; aussi avait-il réponse à tout : il avait surtout le bon esprit d'abandonner tout ce qui n'était pas soutenable, de faire rétrograder la religion de tout ce qu'il n'eut pu défendre. « Un animal qui se meut, combine et pense, n'a-t-il pas une âme ? lui disait-on. – Pourquoi pas, répondit-il. – Mais où va-t-elle ? car elle n'est pas à l'égal de la nôtre. – Que vous importe ? elle demeure peut-être dans les limbes. » Il se retirait donc dans les derniers

retranchements, dans la forteresse même, et là se ménageait toujours ainsi un excellent terrain. Aussi argumentait-il bien mieux que le pape, et souvent il le désolait. C'était, parmi nos évêques, le plus ferme appui des libertés gallicanes. C'était mon oracle, mon flambeau ; il avait ma confiance aveugle sur les matières religieuses, car dans mes querelles avec le pape j'avais pour premier soin, bien qu'en aient dit les intrigants et les brouillons à soutane, de ne pas toucher au dogme ; si bien que dès que ce bon et vénérable évêque de Nantes me disait : Prenez garde, vous voilà en face du dogme ; sans m'amuser à dissenter avec lui, sans chercher même à le comprendre, je déviais aussitôt de ma route pour y revenir par d'autres voies ; et comme il n'avait pas mon secret, combien il aura été étonné de mes circuits ! Que j'aurai dû lui paraître bizarre, obstiné, capricieux, inconséquent ! C'est que j'avais un but, et qu'il ne le connaissait pas.

« Les papes ne pouvaient nous pardonner nos libertés de l'Église gallicane : les quatre fameuses propositions de Bossuet surtout excitaient leur ressentiment ; c'était, selon eux, un véritable manifeste de guerre, aussi nous considéraient-ils hors du giron au moins autant que les protestants. Ils nous trouvaient aussi coupables, peut-être plus, et s'ils ne nous avaient pas accablés de foudres ostensibles, c'est qu'ils avaient craint les conséquences : notre séparation. L'exemple de l'Angleterre était là. Ils n'avaient donc pas voulu se couper le bras droit de leur propre main ; mais ils ne cessaient de veiller pour une occasion favorable ; ils l'attendaient du temps. Nul doute qu'ils vont la croire arrivée aujourd'hui. Toutefois les lumières et les mœurs du siècle les repousseront encore.

« Avant mon couronnement, disait l'Empereur, le pape voulut me voir, et tint à se rendre lui-même chez moi. Il avait fait bien des concessions. Il était venu à Paris me couronner, il consentait à ne pas me poser la couronne, il me dispensait de communier en public avant la cérémonie, il avait donc, selon lui, bien des récompenses à attendre en retour ; aussi avait-il rêvé d'abord la Romagne, les légations, et il commençait à soupçonner qu'il faudrait renoncer à tout cela. Il se rabattit alors sur une bien petite grâce, disait-il, seulement à voir signer un titre ancien, un chiffon bien usé qu'il tenait de Louis XIV.—Faites-moi ce plaisir, disait-il ; au fond cela ne signifie rien. — Volontiers, Très Saint-Père, et la chose est faite si elle est faisable. » Or c'était une déclaration dans laquelle Louis XIV, sur la fin de

ses jours, séduit par madame de Maintenon ou gagné par ses confesseurs, désapprouvait les fameux articles de 1682, base des libertés de l'Église gallicane. L'Empereur répondit malignement qu'il n'avait, pour son compte, aucune objection personnelle, mais qu'il fallait toutefois, pour la règle, qu'il en parlât avec les évêques ; sur quoi le pape se tuait de répéter que cela n'était nullement nécessaire, que cela ne méritait pas tant de bruit. « Je ne montrerai jamais cette signature, disait-il, pas plus qu'on n'a montré celle de Louis XIV. – Mais si cela ne signifie rien, disait Napoléon, à quoi bon ma signature ? et si cela peut signifier quelque chose, il faut bien que décemment je consulte mes docteurs. »

Toutefois, pour ne pas refuser sans cesse, l'Empereur voulut paraître n'en être pas éloigné. Alors l'évêque de Nantes et les vrais évêques français accoururent aussitôt. « Ils étaient furieux, et me gardaient, disait l'Empereur, comme ils eussent gardé Louis XIV au lit de mort, pour l'empêcher de se faire protestant. Les Sulpiciens furent appelés ; c'étaient des *Jésuites au petit pied* ; ceux-là cherchaient quelle était ma pensée : ils ne demandaient qu'à faire ce que j'aurais voulu. »

L'Empereur a terminé disant : « Le pape m'avait dispensé de la communion publique, et c'est sur cette détermination de sa part que je juge de la sincérité de sa croyance religieuse. Il avait tenu une congrégation de cardinaux pour arrêter le cérémonial. La plus grande partie avait insisté fortement pour que je communiasse en public, soutenant que l'exemple serait d'un grand poids sur les peuples, et qu'il fallait que je le donnasse. Le pape, au contraire, craignant que je n'accomplisse cet acte que comme un des articles du programme de M. de Ségur, n'y voyait qu'un sacrilège, et s'y opposa inflexiblement. Napoléon ne croit peut-être pas, disait-il : un temps viendra sans doute où il croira ; en attendant, ne chargeons pas sa conscience ni la nôtre. »

« Dans sa charité chrétienne, car c'est véritablement un bon, doux et brave homme, disait l'Empereur, il n'a jamais désespéré de me tenir pénitent à son tribunal ; il en a laissé souvent échapper l'espoir et la pensée. Nous en causions quelquefois gaiement et de bonne amitié. « Vous y viendrez tôt ou tard, me disait-il avec une innocente douceur, je vous y tiendrai, ou d'autres si ce n'est pas moi ; et vous verrez alors quel contentement, quelle satisfaction pour vous-même, etc., etc. » En attendant,

mon influence sur lui était telle que je lui arrachai, par la seule force de ma conversation privée, ce fameux concordat de Fontainebleau, dans lequel il a renoncé à la souveraineté temporelle, acte pour lequel il a fait voir depuis qu'il redoutait le jugement de la postérité, ou plutôt la réprobation de ses successeurs. Il n'eut pas plus tôt signé qu'il s'en repentit. Il devait, le lendemain, dîner en public avec moi ; mais dans la nuit il fut malade ou feignit de l'être. C'est qu'immédiatement après que je l'eus quitté il retomba dans les mains de ses conseillers habituels, qui lui firent un épouvantail de ce qu'il venait d'arrêter. Si nous eussions été laissés à nous seuls, j'en eusse fait ce que j'aurais voulu ; j'eusse gouverné alors le monde religieux avec la même facilité que je gouvernais le monde politique. Pie VII est vraiment un agneau, tout à fait un bon homme, un véritable homme de bien que j'estime, que j'aime beaucoup, et qui, de son côté, me le rend un peu, j'en suis sûr. Vous ne le verrez pas trop se plaindre de moi, ni porter surtout aucune accusation directe et personnelle. Vous ne verrez pas non plus les autres souverains le faire davantage. Peut-être des déclamations vagues et banales d'ambition et de mauvaise foi ; mais rien de positif et de direct : parce que les hommes d'État savent bien que, l'heure des libelles passée, on ne saurait se permettre d'accusation publique sans des preuves à l'appui ; or ils n'auraient rien à produire en ce genre : telle sera l'histoire. Il n'y aura rien de contraire, au plus, que quelques mauvais chroniqueurs assez bornés pour avoir pris des radotages de coterie ou des intrigues pour des faits authentiques, ou bien encore les mémorialistes, qui, trompés par les erreurs du moment, seront morts avant d'avoir pu se redresser, etc.

« Quand on connaîtra la vérité de mes querelles avec le pape, on s'étonnera de tout ce qu'il fit souffrir à ma patience, car on sait que je n'étais pas endurant. Lorsqu'il me quitta, après mon couronnement, il partit avec le secret dépit de n'avoir pas obtenu de moi les récompenses qu'il croyait avoir méritées. Mais, quelque reconnaissance que je lui eusse portée d'ailleurs, je ne pouvais, après tout, trafiquer des intérêts de l'empire pour l'acquit de mes propres sentiments ; et puis j'étais trop fier pour sembler avoir acheté ses complaisances. À peine eut-il le pied sur le sol italien, que les intrigants, les brouillons, les ennemis de la France profitèrent de ses dispositions pour s'en saisir, et dès cet instant tout fut hostile de sa part. Ce

n'était plus le doux, le paisible Chiaramonti, ce bon évêque d'Imola, qui s'était proclamé de si bonne heure digne des lumières de son siècle. Sa signature n'était plus apposée qu'à la suite d'actes tenant bien plus des Grégoire et des Boniface que de lui. Rome devint le foyer de tous les complots tramés contre nous. J'essayai vainement de le ramener par la raison, il ne m'était plus possible d'arriver jusqu'à ses sentiments. Les torts devinrent si graves, les insultes si patentes, qu'il me fallut bien agir à mon tour. Je me saisis donc de ses forteresses, je m'emparai de quelques provinces, je finis même par occuper Rome, tout en lui déclarant et en observant strictement qu'il demeurerait sacré pour moi dans ses attributions spirituelles, ce qui était loin de faire son compte. Cependant il se présenta une crise, on crut que la fortune m'abandonnait à Essling ; et aussitôt on fut prêt à Rome pour soulever la population de cette grande capitale. L'officier qui y commandait ne crut pouvoir échapper au danger qu'en se défaisant du pape qu'il mit en route pour la France. Un tel événement s'était opéré sans ordres, et même il me contrariait fort. J'expédiai donc sur-le-champ pour qu'on fit demeurer le pape où on le rencontrerait, et on l'établit à Savone, où on l'entoura de soins et d'égards ; car je voulais bien me faire craindre, mais non le maltraiter ; le soumettre, mais non l'avilir : j'avais bien d'autres vues ! Ce déplacement ne fit qu'accroître le ressentiment et les intrigues. Jusque-là, la querelle n'avait été que temporelle ; les meneurs du pape, dans l'espoir de relever leurs affaires, la compliquèrent de tout le mélange du spirituel. Alors il me fallut le combattre aussi sur ce point : j'eus mon conseil de conscience, mes conciles, et j'investis mes cours impériales de l'appel comme d'abus ; car mes soldats ne pouvaient plus rien à tout ceci ; il me fallait bien combattre le pape avec ses propres armes. À ses érudits, à ses ergoteurs, à ses légistes, à ses scribes, je devais opposer les miens.

« Il y eut une trame anglaise pour l'enlever de Savone ; elle me servait. Je le fis transporter à Fontainebleau ; mais là devait être le terme de ses misères et la régénération de sa splendeur. Toutes mes grandes vues s'étaient accomplies sous le déguisement et le mystère ; j'avais amené les choses au point que le développement en était infaillible, sans nul effort et tout naturel : aussi voit-on le pape le consacrer dans le fameux concordat de Fontainebleau, en dépit même de mes revers de Moscou ; Qu'eût-ce donc été si je fusse revenu victorieux et triomphant ? J'avais donc enfin obtenu la

séparation tant désirée du spirituel d'avec le temporel, dont le mélange est si préjudiciable à la sainteté du premier, et porte le trouble dans la société au nom et par les mains mêmes de celui qui doit en être le centre d'harmonie ; et dès lors j'allais relever le pape outre mesure, l'entourer de pompe et d'hommages. Je l'eusse amené à ne plus regretter son temporel, j'en aurais fait une idole ; il fût demeuré près de moi. Paris fût devenu la capitale du monde chrétien, et j'aurais dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique : c'était un moyen de plus de resserrer toutes les parties fédératives de l'empire, et de contenir en paix tout ce qui demeurerait en dehors. J'aurais eu mes sessions religieuses comme mes sessions législatives. Mes conciles eussent été la représentation de la chrétienté ; les papes n'en eussent été que les présidents. J'eusse ouvert et clos ces assemblées, approuvé et publié leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne ; et si cette suprématie avait échappé aux empereurs, c'est qu'ils avaient fait la faute de laisser résider loin d'eux les chefs spirituels, qui ont profité de la faiblesse des princes, ou de la crise des évènements, pour s'en affranchir et les soumettre à leur tour.

« Mais, reprenait l'Empereur, pour en arriver là, j'avais dû manœuvrer avec beaucoup d'adresse, déguiser surtout ma véritable pensée, et donner tout à fait le change à l'opinion ; présenter à la pâture publique des petitessees vulgaires, afin de lui mieux dérober l'importance et la profondeur du but secret : aussi était-ce avec une espèce de satisfaction que je me voyais accusé de barbarie envers le pape, de tyrannie en matière religieuse. Les étrangers surtout me servaient à mon gré en remplissant leurs mauvais libelles de ma mesquine ambition, qui, selon eux, avait eu besoin de dévorer le misérable patrimoine de Saint-Pierre, etc., etc. ^[7]. Mais je savais bien qu'en résultat on me reviendrait au-dedans, et qu'au-dehors on ne serait plus à même d'y remédier. Que n'eût-on pas fait pour le prévenir, si on l'eût deviné à temps ; car quel empire désormais sur tous les pays catholiques, et quelle influence sur ceux mêmes qui ne le sont pas, à l'aide de ceux de cette religion qui s'y trouvent répandus ! etc. »

L'Empereur disait que cet affranchissement de la cour de Rome, cette réunion légale, la direction religieuse dans la main du souverain, avaient été longtemps et toujours l'objet de ses méditations et de ses vœux. « L'Angleterre, la Russie, les couronnes du Nord, une partie de l'Allemagne

la possèdent, disait-il ; Venise, Naples en avaient joui. On ne saurait gouverner sans elle ; autrement, une nation est à chaque instant blessée dans son repos, sa dignité, son indépendance. Mais c'était fort difficile, ajoutait-il ; à chaque tentative, j'en voyais le danger. Je pouvais juger qu'une fois embarqué, la nation m'eût abandonné. J'ai plus d'une fois sondé l'opinion, essayé de la provoquer, mais en vain, et j'ai pu me convaincre que je n'eusse jamais eu la coopération nationale, etc., etc. » Et ceci m'a expliqué une sortie dont j'avais été témoin dans le temps aux Tuileries.

L'Empereur, à une de ses grandes audiences du dimanche, la réunion extrêmement nombreuse, apercevant l'archevêque de Tours (de Barral), lui dit d'une voix très élevée : « Eh bien ! Monsieur l'archevêque, comment vont nos affaires avec le pape ? – Sire, la députation de vos évêques va se mettre en route pour Savone. – Eh bien, tâchez de faire entendre raison au pape ; rendez-le sage, autrement il n'a qu'à perdre avec nous. Dites-lui bien qu'il n'est plus au temps de Grégoire, et que je ne suis pas un Débonnaire. Il a l'exemple de Henri VIII ; sans avoir sa méchanceté, j'ai plus de force et de puissance que lui. Qu'il sache bien que, quelque parti que je prenne, j'ai six cent mille Français en armes, même un million, qui, dans tous les cas, marcheront avec moi, pour moi et comme moi ; les paysans, les ouvriers ne connaissent que moi, ils me portent une confiance aveugle. La partie sage, éclairée, de la classe intermédiaire, ceux qui soignent leurs intérêts et recherchent la tranquillité, me suivront ; il ne restera donc plus pour lui que la classe bourdonnante, qui, au bout de huit jours, l'aura oublié pour commérer sur de nouveaux objets. » Et comme l'archevêque, fort embarrassé de sa contenance, voulait balbutier quelques paroles : « Vous êtes en dehors de tout ceci, Monsieur l'archevêque, reprit l'Empereur d'une voix toute radoucie ; je partage vos doctrines, j'honore votre piété, je respecte votre caractère. »

L'Empereur, je le comprends bien aujourd'hui, n'avait jeté sans doute tout cela en avant que pour que nous le fissions fructifier au-dehors ; mais il se méprenait bien sur nos dispositions, celles du palais du moins. Une portion, la moins réfléchie, n'hésitait pas, dans ces occasions, à le blâmer tout bonnement et hautement ; l'autre portion, la mieux intentionnée, se donnait bien de garde d'en divulguer un seul mot, dans la crainte de lui faire tort dans l'opinion ; car tels étaient en général notre travers d'esprit, notre

manière singulière de juger, d'interpréter l'Empereur, bien que sans malveillance, mais seulement par légèreté, par inconséquence ou par mode, qu'au lieu de chercher à le rendre populaire, nous sommes peut-être ceux qui lui avons fait le plus mal. Je me souviens très bien que, précisément pour ce fameux concordat de Fontainebleau, le matin qu'il parut inopinément dans *le Moniteur*, on se disait confidentiellement dans les salons de Saint-Cloud que rien n'était moins vrai que cette pièce ; qu'elle était fausse et controuvée. D'autres disaient à l'oreille que le fond en était vrai sans doute, mais qu'il avait été arraché au pape par la frayeur que lui avaient causée la colère de l'Empereur et sa violence ; si bien que je ne serais pas étonné que cet heureux épisode, si dramatique, de Napoléon à Fontainebleau, *traînant le père des fidèles par ses cheveux blancs*, ne fût pas sorti précisément de l'imagination du prosateur poétique, mais qu'il l'eût en effet, recueilli de la bouche, des courtisans, des serviteurs mêmes de l'Empereur. Et pourtant voilà comme on écrit l'histoire !

Conversation vive de l'Empereur avec le gouverneur, en tiers avec l'amiral.

Dimanche 18.

Le temps, toute la nuit et le jour, a été des plus affreux. Sur les trois heures, l'Empereur est sorti, profitant d'une éclaircie : il est entré chez moi. Nous sommes passés chez le général Gourgaud, qui était malade, et de là chez madame de Montholon, qui a suivi dans le jardin. L'Empereur était d'une extrême gaieté ; la conversation s'en ressentait. Il a entrepris d'amener madame de Montholon à faire sa confession générale, insistant surtout sur le point de départ. « Allons, disait-il, parlez sans crainte ; que le voisin ici ne vous gêne pas, ne voyez en lui que le confesseur : nous n'en saurons rien le quart d'heure d'après, etc., etc. »

Et vraiment je crois qu'il allait persuader, quand malheureusement le gouverneur est venu interrompre de si heureuses dispositions ; il a paru, et l'Empereur a gagné brusquement le fond du bois pour ne pas le recevoir. M. de Montholon nous a rejoints peu d'instant après, pour faire connaître à l'Empereur que le gouverneur et l'amiral demandaient instamment

l'honneur de lui parler. L'Empereur a cru à quelque communication de leur part ; il est revenu dans le jardin, où il les a reçus.

Nous sommes demeurés en arrière avec les officiers du gouverneur. Bientôt la conversation a été vive de la part de l'Empereur, qui, se promenant entre le gouverneur et l'amiral, n'adressait guère la parole qu'à celui-ci, même en parlant de l'autre. Nous demeurions à une assez grande distance pour ne rien entendre distinctement ; mais j'ai su plus tard qu'il lui a répété de nouveau, et avec plus de force et de chaleur peut-être, tout ce qu'il lui avait déjà dit dans les conversations précédentes.

Sur les bonnes interprétations que l'amiral, qui jouait le rôle de médiateur, s'efforçait de donner aux intentions du gouverneur, l'Empereur a dit : « Les fautes de M. Lowe viennent de ses habitudes dans la vie. Il n'a jamais commandé que des déserteurs étrangers, des Piémontais, des Corses, des Siciliens, et tous renégats, traîtres à leur patrie, la lie, l'écume de l'Europe. S'il eût commandé des hommes, des Anglais ; s'il l'était lui-même, il aurait des égards pour ceux qu'on doit honorer. » Dans un autre moment, l'Empereur a dit qu'il était un courage moral aussi nécessaire que le courage du champ de bataille ; que M. Lowe ne l'avait pas ici vis-à-vis de nous, en ne rêvant que notre évasion, plutôt que d'employer, pour l'empêcher, les seuls moyens vrais, sages, raisonnables, froids. L'Empereur lui a dit aussi que, du reste, son corps était entre les mains des méchants ; mais que son âme demeurait aussi fière, aussi indépendante qu'à la tête de quatre cent mille hommes, ou que sur le trône quand il faisait des rois.

À l'article des réductions de nos dépenses et de l'argent qu'on demandait à l'Empereur, il a répondu : « Tous ces détails me sont trop pénibles, ils sont ignobles. Vous me mettriez sur les charbons ardents de Montézuma ou de Guatimozin, que vous ne tireriez pas de moi l'or que je n'ai pas. D'ailleurs qui vous demande quelque chose ? qui vous prie de me nourrir ? Quand vous discontinueriez vos provisions, si j'ai faim, ces braves soldats que voilà, en montrant de la main le camp du 53e, prendront pitié de moi ; j'irai m'asseoir à la table de leurs grenadiers, et ils ne repousseront pas, j'en suis sûr, le premier, le plus vieux soldat de l'Europe. » L'Empereur ayant reproché au gouverneur d'avoir gardé quelques ouvrages qui lui étaient adressés, il a répondu que c'était parce que l'adresse portait la qualification d'*empereur*. « Et qui vous a donné le droit, a répliqué l'Empereur, de me

disputer ce titre ? Dans peu d'années, votre lord Castlereagh, votre lord Bathurst et tous les autres, vous qui me parlez, vous serez ensevelis dans la poussière de l'oubli ; ou, si on connaît vos noms, ce sera par les indignités que vous aurez exercées contre moi, tandis que l'empereur Napoléon demeurera toujours sans doute le sujet, l'ornement de l'histoire et l'étoile des peuples civilisés. Vos libelles ne peuvent rien contre moi, vous y avez dépensé des millions, qu'ont-ils produit ? La vérité perce les nuages, elle brille comme le soleil ; comme lui, elle est impérissable ! »

L'Empereur convenait, dans cette conversation, avoir fort maltraité, et souvent, sir Hudson Lowe ; et il lui rendait la justice d'avouer encore que sir Hudson Lowe ne lui avait jamais précisément manqué ; il s'était contenté de marmotter souvent entre ses dents des choses qu'il n'avait pas laissé entendre. Une fois il a dit qu'il avait demandé son rappel, et l'Empereur lui a répondu que c'était la parole la plus agréable qu'il pût lui faire entendre. Il a dit encore que nous flétrissions son caractère en Europe, mais que cela lui était égal, etc. Le seul manquement peut-être du gouverneur, disait l'Empereur, et qui serait léger auprès de tout ce qu'il avait reçu, avait été de se retirer brusquement quand l'amiral ne s'éloignait qu'avec lenteur et avec de nombreuses salutations. « L'amiral était précisément là, me disait gaiement l'Empereur, le marquis de Gallo lors de ma rupture de Passeriano, etc. ; » allusion à un des chapitres de la campagne d'Italie qu'il m'avait dicté.

Au surplus, l'Empereur disait qu'après tout il se reprochait cette scène. « Je ne dois plus recevoir cet officier ; il fait que je m'emporte, c'est au-dessous de ma dignité. Il m'échappe vis-à-vis de lui des paroles qui eussent été impardonnables aux Tuileries ; si elles peuvent avoir une excuse ici, c'est de me trouver entre ses mains et sous son pouvoir. »

Après le dîner, l'Empereur a fait lire une lettre en réponse au gouverneur, qui avait envoyé officiellement le traité du 2 août, par lequel les souverains alliés stipulaient l'emprisonnement de Napoléon. Sir Hudson Lowe demandait, par la même occasion, à introduire les commissaires étrangers à Longwood. L'Empereur avait dicté cette lettre, dans la journée, à M. de Montholon ; il a voulu que chacun de nous proposât ses objections et donnât son avis. Elle nous a semblé un chef-d'œuvre de dignité, de force et de logique. On la trouvera plus bas lors de son envoi.

Lundi 19.

Le temps a continué d'être aussi affreux que nous l'eussions jamais vu. Depuis trois ou quatre jours, c'est un de nos véritables ouragans d'équinoxe en Europe. L'Empereur l'a bravé pour entrer sur les dix heures chez moi. En sortant, il s'est accroché la jambe à un clou près de la porte ; son bas a été déchiré jusqu'à mi-jambe : heureusement la peau n'a été qu'effleurée. Il s'est vu forcé de rentrer pour changer. « Vous me devez une paire de bas, me disait-il pendant le temps que son valet de chambre lui en mettait une autre ; un honnête homme ne présente point de pareils dangers dans ses appartements. Vous êtes logé trop en marin ; il est vrai que ce n'est pas tout à fait votre faute. Je me croyais indifférent sur ce point ; mais, morbleu ! vous me surpassez. – Sire, disais-je, mon mérite n'est pas grand, on ne me laisse pas de choix. Je suis vraiment un cochon dans sa fange, je dois l'avouer ; mais, comme dit Votre Majesté, ce n'est pas tout à fait ma faute. »

Nous avons gagné le jardin à la faveur d'une éclaircie. L'Empereur revenait sur la conversation qu'il avait eu la veille, dans ce même endroit, avec le gouverneur en présence de l'amiral, et se reprochait de nouveau la violence de ses expressions. « Il eût été plus digne de moi, disait-il, plus beau, plus grand, d'exprimer toutes ces choses de sang-froid ; elles n'en eussent eu d'ailleurs que plus de force. » Il lui revenait surtout une qualification qu'il avait laissé échapper contre Hudson Lowe (*scribe d'état-major*) qui avait dû le choquer d'autant plus qu'elle rendait une vérité, et l'on sait qu'elle offense toujours. « Je l'ai bien éprouvé moi-même à l'île d'Elbe, continuait l'Empereur. Quand je me suis mis à parcourir les libelles les plus infâmes, ils ne me faisaient rien, mais rien du tout. Quand on m'apprenait ou que je lisais que j'avais *étranglé, empoisonné, violé*, que j'avais fait massacrer mes malades, que ma voiture avait roulé sur mes blessés, j'en riais de pitié. Combien de fois n'ai-je pas dit alors à Madame : Accourez, ma mère, voici *le sauvage, l'homme tigre, le dévoreur du genre humain* ; venez admirer le fruit de vos entrailles. Mais sitôt qu'on

approchait un peu de la vérité, il n'en était plus de même ; je sentais le besoin de me défendre, j'accumulais les raisons pour me justifier, et encore n'était-ce jamais sans qu'il restât quelques traces d'une peine secrète. Mon cher, voilà l'homme ! »

De là l'Empereur est revenu sur sa protestation contre le traité du 2 août, qui nous avait été lue hier après dîner. J'ai osé lui demander si, mettant en avant la reconnaissance de son titre d'Empereur par les Anglais, lors de leurs négociations à Paris et à Chatillon, il n'avait pas oublié de mentionner celle qu'ils avaient dû faire au traité de Fontainebleau, et qui me paraissait omise. « C'est à dessein, a-t-il dit vivement ; je ne veux point de ce traité, je le renie ; je suis loin de m'en vanter, j'en rougis plutôt. On l'a discuté pour moi. Celui qui me l'apporta me trahissait. Cette époque appartient à mon histoire, mais à mon histoire en grand. Si j'eusse voulu traiter alors sensément, j'aurais obtenu le royaume d'Italie, la Toscane ou la Corse, etc., etc., tout ce que j'aurais voulu. Ma décision fut une faute de mon caractère, une boutade de ma part, un véritable excès de tempérament. Je pris du dégoût et du mépris pour tout ce qui m'entourait ; j'en pris pour la fortune, que je me plus à braver. Je jetai les yeux sur un coin de terre où je puisse être mal, et profiter des fautes que l'on ferait. Je me décidai pour l'île d'Elbe. Cet acte fut celui d'une âme de rocher. Mon cher, je suis d'un caractère bien singulier, sans doute, mais on ne serait point extraordinaire si l'on n'était d'une trempe à part : je suis une parcelle de rocher lancée dans l'espace ! Vous me croirez peut-être difficilement ; mais je ne regrette point mes grandeurs : vous me voyez faiblement sensible à ce que j'ai perdu. – Et pourquoi ne vous croirais-je pas, Sire ? répondais-je, que regretteriez-vous ?... La vie de l'homme n'est qu'un atome dans la durée de l'histoire. Or, chez Votre Majesté, l'une est déjà si pleine que vous ne devez plus guère prendre d'intérêt qu'à l'autre : s'il en coûte ici à votre corps, votre mémoire y gagne au centuple : si vous eussiez dû finir au sein d'une prospérité non interrompue, que de grandes et belles choses eussent passé ignorées ! Votre Majesté me l'a déjà dit elle-même, et je suis demeuré frappé d'une telle vérité.

Il n'est pas de jour, en effet, que ceux qui furent vos ennemis ne répètent avec nous, qui sommes vos fidèles, que vous êtes bien certainement plus grand ici qu'aux Tuileries. Et même sur ce roc où vous ont déporté la

violence et la mauvaise foi, n'y commandez-vous pas encore ? Vos geôliers, vos maîtres, sont à vos pieds ; votre âme soumet tout ce qui l'approche : vous vous montrez ici ce que l'histoire dit de saint Louis sous les chaînes des Sarrazins : *le vrai maître de ses vainqueurs*. Votre irrésistible ascendant vous accompagne ici. Nous le pensons tous autour de vous, Sire ; le commissaire russe le disait l'autre jour, nous assure-t-on, et ceux qui vous gardent l'éprouvent... Que regretteriez-vous ? etc., etc. »

En rentrant, l'Empereur a demandé son déjeuner sous la tente, en dépit de l'ouragan, et m'a gardé. L'eau ne perçait pas, nous en étions quittes pour une forte humidité ; mais les rafales de pluie et de vent tourbillonnaient autour de nous, et se précipitaient au loin devant nous vers le fond des vallées : ce spectacle n'était pas sans quelque beauté.

L'Empereur s'est retiré vers les deux heures ; il m'a fait revenir à quelque temps de là dans son cabinet. « Je viens de lire le général Sarrazin, disait-il en posant le livre : c'est un fou, un écervelé ; il dit des bêtises. Après tout, cependant, il se laisse lire, il amuse ; il coupe, tranche, juge, et prononce sur les hommes et sur les choses. Il n'hésite point à donner maints conseils à Wellington, et dit qu'il eût dû faire quelques campagnes sous Kléber, etc. Il fait de Soult le premier général du monde. Kléber était sans doute un grand général ; mais dans Soult ce n'est pas précisément la partie la plus forte ; il est bien plus encore un excellent ordonnateur, un bon ministre de la guerre.

« Ce Sarrazin, a-t-il continué, a déserté du camp de Boulogne, portant tous mes secrets aux Anglais : cela pouvait avoir des suites fort graves. Sarrazin était général, son acte fut hideux, irrémissible. Mais pourtant regardez comme en révolution un homme peut être mauvais sujet, dévergondé, éhonté. Je l'ai trouvé à mon retour de l'île d'Elbe, il m'attendait de pied ferme ; il m'écrivait une longue lettre dans laquelle il pactisait avec moi. Les Anglais étaient des misérables, écrivait-il, il avait été longtemps au milieu d'eux, il en avait été maltraité, il connaissait leurs ressources, leurs moyens ; il allait m'être fort utile. Il savait que j'étais trop magnanime, trop grand pour me souvenir encore des torts qu'il avait pu avoir, etc. Je le fis arrêter ; et, comme il avait été déjà jugé et condamné, je suis encore à savoir pourquoi on ne l'a pas fusillé ; il faut qu'on n'en ait pas eu le temps, ou qu'il ait été oublié ; c'était un châtiment que réclamait la

patrie : il ne saurait y avoir ni transaction ni indulgence pour le général qui a l'infamie de se prostituer à l'étranger. »

Le grand maréchal est arrivé ; l'Empereur, après avoir continué la conversation quelque temps, l'a emmené jouer aux échecs. Il souffrait beaucoup du mauvais temps.

Après dîner, il nous a lu le *Tartufe* ; mais il n'a pu l'achever, il se sentait trop fatigué : il a posé le livre, et après le juste tribut d'éloges donné à Molière, il a terminé d'une manière à laquelle nous ne nous attendions pas. « Certainement, a-t-il dit, l'ensemble du *Tartufe* est de main de maître ; c'est un des chefs-d'œuvre d'un homme inimitable ; toutefois cette pièce porte un tel caractère, que je ne suis nullement étonné que son apparition ait été l'objet de fortes négociations à Versailles et de beaucoup d'hésitation dans Louis XIV. Si j'ai le droit de m'étonner de quelque chose, c'est qu'il l'ait laissé jouer ; elle présente, à mon avis, la dévotion sous des couleurs si odieuses ; une certaine scène offre une situation si décisive, si complètement indécente, que, pour mon propre compte, je n'hésite pas à dire que, si la pièce eût été faite de mon temps, je n'en aurais pas permis la représentation. »

Violent accès d'indignation de ma part qui amuse fort l'Empereur.

Mardi 20.

Sur les quatre heures, j'ai été joindre l'Empereur, par ses ordres, dans la salle de billard. Le temps était toujours aussi affreux ; il ne lui avait pas permis, disait-il, de mettre le pied dehors, et pourtant il s'était vu chassé de la chambre et du salon par la fumée. Il m'a trouvé, disait-il, la figure toute renversée : c'était de l'indignation la plus vive, et il a voulu en connaître la cause.

« Il y a deux ou trois ans, ai-je dit, qu'un commis au bureau de la guerre, très brave homme pour ce que j'en connais, venait chez moi donner des leçons d'écriture et de latin à mon fils. Il avait une fille dont il comptait faire une gouvernante, et nous priait de la recommander, si nous en trouvions l'occasion. Madame de Las Cases se la fit amener, elle était charmante, et de l'ensemble le plus séduisant. À compter de cet instant,

madame de Las Cases, l'invitait parfois chez elle, cherchant à lui faire faire quelques connaissances dans le monde qui pussent lui être utiles. Or, voilà que cette jeune personne, notre connaissance, notre amie, notre obligée, se trouve être précisément aujourd'hui la femme d'un des commissaires des puissances près de Votre Majesté, arrivé dans l'île il y a près d'un mois.

« Que Votre Majesté juge de mon étonnement et de toute ma joie à cette précieuse bizarrerie du hasard ! Je vais donc, me disais-je, en dépit de tant d'obstacles, avoir des nouvelles positives, détaillées, secrètes même de tout ce qui m'intéresse. J'ai vu passer huit ou dix jours de silence sans inquiétude, même pas sans quelque contentement. Car, pensais-je, plus on met de circonspection, plus on doit avoir à me dire. Enfin, il y a trois ou quatre jours qu'entraîné par mon impatience, j'ai dépêché mon domestique vers la nouvelle arrivée ; je l'avais bien stylé, et son titre d'habitant de l'île lui facilitait l'accès, et sans nul inconvénient. Il est revenu me disant que cette dame avait répondu qu'elle ne savait ce dont on voulait lui parler. À toute rigueur, je pouvais croire encore que c'était un excès de prudence, et qu'elle n'avait pas voulu s'en fier à un inconnu. Mais voilà qu'aujourd'hui je reçois du gouverneur l'avertissement de ne chercher à lier aucun rapport secret dans l'île, que je dois savoir à quoi je m'exposerais, que la tentative qu'il me reproche n'est point douteuse, car il la tient de la source même à laquelle je me suis adressé. Votre Majesté voit à présent ce qui m'a bouleversé. Trouver une si vilaine délation où je devais supposer de l'intérêt, de la reconnaissance même, m'a indigné au dernier degré ; j'en suis hors de moi. »

L'Empereur m'a ri au nez : « Que vous connaissez peu le cœur humain ! m'a-t-il dit ; quoi ! son père a été précepteur de votre fils, ou quelque chose de semblable ; votre femme l'a protégée dans sa nullité, et elle est devenue baronne allemande ! Mais, mon cher, vous êtes celui qu'elle redoute le plus ici, qui la gêne davantage ; elle n'aura pas même vu votre femme à Paris ; et puis encore ce méchant sir Hudson Lowe se sera plu peut-être à donner à la chose une tournure odieuse : il est si astucieux, si méchant !... » Et il a recommencé à se moquer de moi et de ma colère.

Mercredi 21.

Le temps est toujours aussi affreux ; l'humidité est au dernier point dans nos chambres, la pluie y pénètre de toute part.

On a dit que les médicaments étaient épuisés dans l'île, et l'on observait que l'Empereur ne serait pas accusé d'y avoir contribué. Cela l'a conduit à dire qu'il ne se rappelait pas d'avoir jamais pris une médecine. Aux Tuileries, ayant eu jusqu'à trois vésicatoires à la fois, il les avait supprimés sans vouloir prendre de médecine. Il avait eu à Toulon une blessure grave, comme celle d'Ulysse, disait-il, celle à laquelle sa vieille nourrice l'avait reconnu ; il en avait guéri, tout en échappant de même aux médicaments. L'un de nous s'est permis de lui demander : « Si Votre Majesté avait la dysenterie demain, se refuserait-elle encore aux médicaments ? – À présent que je me porte bien, je réponds oui sans hésiter, disait l'Empereur ; mais si je devenais bien malade, peut-être changerais-je, et ce serait alors en moi la conversion qu'amène la peur du diable dans l'homme qui va mourir. » Et alors il répétait son incrédulité à la médecine ; mais il n'en était pas ainsi, observait-il de la chirurgie ; il avait, disait-il, commencé trois fois des cours d'anatomie : les affaires et le dégoût les avaient toujours interrompus. « Dans une certaine occasion, et à la suite d'une longue discussion, Corvisart, désireux de me parler pièce en main, eut l'abomination, la scélératesse de m'apporter à Saint-Cloud, dans son mouchoir de poche, un estomac, et cette horrible vue me fit rendre à l'instant même tout ce que j'avais dans le mien. »

L'Empereur, après le dîner, s'est retiré avant neuf heures : je l'ai suivi, et comme il ne se sentait aucune envie de dormir : « Allons, mon cher, m'a-t-il dit, voyons : un conte sur votre faubourg Saint-Germain : comme dans *les Mille et une Nuits*, essayons de rire. – Eh bien, Sire, il était autrefois un chambellan de Votre Majesté, qui avait un grand-oncle, bien vieux, bien vieux..., et je me souviens que Votre Majesté nous a raconté l'histoire d'un gros officier allemand, qui, prisonnier au début de la campagne d'Italie, se plaignait qu'on eût envoyé pour les combattre un jeune étourneau qui détruisait le métier et le rendait insupportable ; or, nous avons parmi nous précisément son pareil ; c'était le vieux grand-oncle, encore presque avec le costume de Louis XIV. Il donnait la comédie toutes les fois que vous nous

faisiez parvenir quelques merveilles d'au-delà du Rhin ; vos bulletins d'Ulm et d'Iéna étaient pour lui autant de révolutions de bile. Il était loin de vous admirer ; vous gâtiez là aussi le métier. Il avait fait, répétait-il souvent, les campagnes du maréchal de Saxe, et voilà, disait-il, qui était vraiment des prodiges de guerre, et qu'on n'avait pas assez appréciés. Alors la guerre était sans doute un art ; mais aujourd'hui !!!... ajoutait-il en haussant les épaules. De notre temps, nous la faisons en toute décence ; nous avons nos mulets, nous étions suivis de nos cantines, nous avons notre tente, nous faisons bonne chère, nous avons même la comédie au quartier-général ; les armées s'approchaient, on prenait de belles positions, on donnait une bataille, quelquefois on faisait un siège, et puis on prenait ses quartiers d'hiver pour recommencer au printemps. Voilà ce qui s'appelle, disait-il avec satisfaction, faire la guerre. Mais aujourd'hui une armée tout entière disparaît devant une autre dans une seule bataille, et une monarchie est renversée ; on parcourt cent lieues de pays en dix jours, dort qui peut, mange qui en trouve. Ma foi, si vous appelez cela du génie, moi, je suis forcé d'avouer alors que je n'y entends plus rien ; aussi vous me faites pitié quand je vous vois le prendre pour un grand homme. » L'Empereur riait aux éclats, surtout des cantines et des mulets, puis il ajoutait : « Vous disiez donc bien des bêtises à mon sujet ? – Oh ! oui, Sire, et en grande abondance. – Eh bien ! nous sommes seuls, il n'y a pas d'intrus ici, dites encore. Eh bien ! Sire, un jour dans une société choisie, entre un *Beau*, bien content de lui, ancien capitaine de cavalerie, ne doutant de rien : « J'arrive, nous dit-il, de la plaine des Sablons ; je viens de voir manœuvrer *notre Ostrogoth*. » C'était Votre Majesté, Sire. Il avait deux ou trois régiments qu'il a culbutés les uns sur les autres, et le tout a été se perdre dans des buissons. J'aurais voulu avec cinquante maîtres (cavaliers dans le temps passé) seulement le faire prisonnier lui et tous les siens. Réputation usurpée ! répétait-il. Aussi Moreau n'a cessé de dire que c'était à l'Allemagne qu'il l'attendait. On parle de guerre avec l'Autriche ; si elle a lieu, nous verrons comment il s'en tirera. On nous en fera justice. »

« La guerre eut lieu, et Votre Majesté en très peu de jours nous envoya le bulletin d'Ulm, celui d'Austerlitz, etc. ; notre monsieur reparut dans notre cercle, et pour le coup, malgré toute notre malveillance, nous nous écriâmes tous à la fois : « Et vos cinquante maîtres ? – Oh ! ma foi, dit-il, on n'y

entend plus rien ; cet homme dérouté tout, la fortune le mène par la main ; et puis ces Autrichiens sont si lourds, si bêtes !... »

L'empereur riait beaucoup, et me demandait quelque chose de plus fort encore. « Sire, cela devient bien difficile ; cependant il me revient encore une vieille douairière qui est morte avec l'obstination de n'avoir pas voulu croire à aucun de vos succès en Allemagne. Quand on parlait devant elle d'Ulm, d'Austerlitz, de votre entrée à Vienne : Et vous croyez cela, vous autres ? disait-elle, haussant les épaules. Tout cela est fabriqué par lui. Il n'oserait pas mettre le pied en Allemagne ; croyez qu'il est encore derrière le Rhin, où il se meurt de peur, et nous envoie des contes. Le temps vous apprendra si on m'en impose à moi. »

Et les histoires épuisées, l'Empereur me renvoya, disant : « Que font-ils, que doivent-ils dire à présent ? Certes, aujourd'hui je leur donne beau jeu. »

Jeudi 22.

Aujourd'hui a été un véritable jour de deuil pour moi : c'est le premier jour, depuis notre départ de France, où je n'ai pas vu l'Empereur. Des circonstances heureuses faisaient que j'étais le seul qui eusse jusque-là joui de ce bonheur. Il a été fort souffrant ; sa réclusion a été complète ; il n'a demandé absolument personne.

L'Empereur continue d'être souffrant – Pièce officielle remarquable adressée à sir Hudson Lowe.

Vendredi 23.

Le temps a continué d'être humide et pluvieux. Sur les trois heures et demie, l'Empereur m'a fait demander dans sa chambre : il faisait sa toilette ; il avait été fortement incommodé ; mais grâce à sa manière de se traiter, disait-il, grâce à son hermétique réclusion de la veille, c'était fini, il était bien.

J'ai osé lui témoigner ma véritable douleur ; j'avais inscrit, lui disais-je, un jour malheureux dans mon journal ; j'eusse dû le marquer à l'encre rouge. Et quand il a appris ce que c'était : « Comment, vraiment, a-t-il dit, c'est le seul jour depuis la France que vous ne m'ayez pas vu !... Et vous

êtes le seul... » Et après quelques secondes de silence, il a ajouté avec un ton bien propre à me dédommager : « Mais, mon cher, si cela vous était d'un si grand prix, si vous y teniez tant, que n'êtes-vous venu frapper à ma porte ? Je ne suis point inabordable pour vous. »

Le docteur a été introduit ; il a dit que le gouverneur avait promis de ne plus mettre les pieds à Longwood. Un méchant qui était là a fait observer qu'il commençait à vouloir se rendre agréable.

L'Empereur a passé de là dans sa bibliothèque ; il s'est fait lire par mon fils une longue lettre que j'écrivais à Rome^[8]. L'humidité l'a chassé, il a gagné le salon, la salle de billard ; arrivé au perron, il n'a pu résister au désir de marcher un peu. « Ce que je fais n'est pas sage, » a-t-il dit. Heureusement l'extrême humidité l'a forcé de rentrer presque aussitôt. Il s'est fixé dans le salon, où il y avait un bon feu, il a demandé de la tisane de feuilles d'oranger et a fait quelques parties d'échecs.

Plus tard, après dîner, l'Empereur a disserté longtemps et de la manière la plus intéressante sur Jean-Jacques, son talent, son influence, sa bizarrerie, ses turpitudes privées. Il s'est retiré à dix heures.

Dans la journée, M. de Montholon a adressé la réponse officielle suivante au gouverneur, qui avait écrit touchant les commissaires des puissances et les embarras de son budget ; c'est la lettre que j'ai déjà mentionnée plus haut, le 18 de ce mois ; la voici :

Pièce officielle. – « Monsieur le général, j'ai reçu le traité du 2 août 1815, conclu entre Sa Majesté Britannique, l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui était joint à votre lettre du 23 juillet.

« L'Empereur Napoléon proteste contre le contenu de ce traité : il n'est point prisonnier de l'Angleterre. Après avoir abdiqué entre les mains des représentants de la nation, au profit de la constitution adoptée par le peuple français et en faveur de son fils, il s'est rendu volontairement et librement en Angleterre, pour y vivre en particulier, dans la retraite, sous la protection des lois britanniques. La violation de toutes les lois ne peut pas constituer un droit de fait. La personne de l'empereur Napoléon se trouve au pouvoir de l'Angleterre ; mais de fait ni de droit il n'a été ni n'est au pouvoir de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, même selon les lois et coutumes de l'Angleterre, qui n'a jamais fait entrer dans la balance des prisonniers les

Russes, les Autrichiens, les Prussiens, les Espagnols, les Portugais, quoique unie à ces puissances par des traites d'alliance, et faisant la guerre conjointement avec elles. La convention du 2 août, faite quinze jours après que l'empereur Napoléon était en Angleterre, ne peut avoir en droit aucun effet ; elle n'offre que le spectacle de la coalition des quatre plus grandes puissances de l'Europe pour l'oppression d'un seul homme ; coalition que désavouent l'opinion de tous les peuples comme tous les principes de la saine morale. Les empereurs d'Autriche et de Russie, le roi de Prusse, n'ayant de fait ni de droit aucune action sur la personne de l'empereur Napoléon, ils n'ont pu rien statuer relativement à lui. — Si l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'empereur d'Autriche, ce prince se fût ressouvenu des rapports que la religion et la nature ont mis entre un père et un fils, rapports qu'on ne viole jamais impunément. Il se fût ressouvenu que quatre fois Napoléon lui a restitué son trône : à Léoben en 1797, et à Lunéville en 1801, lorsque ses armées étaient sous les murs de Vienne ; à Presbourg en 1806, et à Vienne en 1809, lorsque ses armées étaient maîtresses de la capitale et des trois quarts de la monarchie. Ce prince se fût ressouvenu des protestations qu'il lui fit au bivouac de Moravie en 1806, et à l'entrevue de Dresde en 1812. — Si la personne de l'empereur Napoléon eût été au pouvoir de l'empereur Alexandre, il se fût ressouvenu des liens d'amitié contractés à Tilsit, à Erfurt, et pendant douze ans d'un commerce journalier ; il se fût ressouvenu de la conduite de l'empereur Napoléon le lendemain de la bataille d'Austerlitz, où, pouvant le faire prisonnier avec les débris de son armée, il se contenta de sa parole, et lui laissa opérer sa retraite ; il se fût ressouvenu des dangers que personnellement l'empereur Napoléon a bravés pour éteindre l'incendie de Moscou et lui conserver cette capitale ; certes, ce prince n'eût pas violé les devoirs de l'amitié et de la reconnaissance envers un ami dans le malheur. — Si la personne de l'empereur Napoléon eût été même au pouvoir du roi de Prusse, ce souverain n'eût pas oublié qu'il a dépendu de l'Empereur, après Friedland, de placer un autre prince sur le trône de Berlin ; il n'eût point oublié un ennemi désarmé, les protestations de dévouement et les sentiments qu'il lui témoigna en 1812, aux entrevues de Dresde. Aussi voit-on par les articles 2 et 5 dudit traité, que ne pouvant influencer en rien sur le sort et la personne de l'empereur Napoléon, qui n'est pas en leur pouvoir, ces princes s'en rapportent à ce que fera là-dessus Sa Majesté Britannique, qui se charge de

remplir toutes les obligations. Ces princes ont reproché à l'empereur Napoléon d'avoir préféré la protection des lois anglaises à la leur. Les fausses idées que l'empereur Napoléon avait de la libéralité des lois anglaises et de l'influence d'un peuple grand, généreux et libre sur son gouvernement, l'ont décidé à préférer la protection de ses lois à celle de son beau-père ou de son ancien ami. L'Empereur Napoléon a toujours été le maître de faire assurer ce qui lui était personnel par un traité diplomatique, soit en se remettant à la tête de l'armée de la Loire, soit en se mettant à la tête de l'armée de la Gironde, que commandait le général Clausel ; mais ne cherchant désormais que la retraite et la protection des lois d'une nation libre, soit anglaise, soit américaine, toutes stipulations lui ont paru inutiles. Il a cru le peuple anglais plus lié par sa démarche franche, noble et pleine de confiance, qu'il ne l'eût pu être par les traités les plus solennels. Il s'est trompé ; mais cette erreur fera à jamais rougir les vrais Bretons ; et, dans la génération actuelle comme dans les générations futures, elle sera une preuve de la déloyauté de l'administration anglaise. Des commissaires autrichien et russe sont arrivés à Sainte-Hélène ; si leur mission a pour but de remplir une partie des devoirs que les empereurs d'Autriche et de Russie ont contractés par le traité du 2 août, et de veiller à ce que les agents anglais, dans une petite colonie, au milieu de l'Océan, ne manquent pas aux égards dus à un prince lié avec eux par les liens de parenté et par tant d'autres rapports, on reconnaît dans cette démarche des marques du caractère de ces deux souverains. Mais vous avez, Monsieur, assuré que ces commissaires n'avaient ni le droit ni le pouvoir d'avoir aucune opinion sur tout ce qui peut se passer sur ce rocher.

« Le ministère anglais a fait transporter l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène, à deux mille lieues de l'Europe. Ce rocher, situé sous le tropique, à cinq cents lieues de tout continent, est soumis à la chaleur dévorante de cette latitude ; il est couvert de nuages et de brouillard les trois quarts de l'année ; c'est à la fois le pays le plus sec et le plus humide du monde. Ce climat est le plus contraire à la santé de l'Empereur. C'est la haine qui a présidé au choix de ce séjour comme aux instructions données par le ministère anglais aux officiers commandant dans ce pays : on leur a ordonné d'appeler l'empereur Napoléon général, voulant l'obliger à reconnaître qu'il n'a jamais régné en France, ce qui l'a décidé à ne pas

prendre un nom d'incognito, comme il y était résolu en sortant de France. Premier magistrat à vie de la république, sous le titre de Premier Consul, il a conclu les préliminaires de Londres et le traité d'Amiens avec le roi de la Grande-Bretagne. Il a reçu pour ambassadeurs lord Cornwallis, M. Merry, lord Withworth, qui ont séjourné en cette qualité à sa cour. Il a accrédité auprès du roi d'Angleterre le comte Otto et le général Andréossi, qui ont résidé comme ambassadeurs à la cour de Windsor. Lorsque, après un échange de lettres entre les ministères des affaires étrangères des deux monarchies, lord Lauderdale vint à Paris muni des pleins pouvoirs du roi d'Angleterre, il traita avec les plénipotentiaires munis des pleins pouvoirs de l'empereur Napoléon, et séjourna plusieurs mois à la cour des Tuileries. Lorsque depuis, Châtillon, lord Castlereagh signa l'ultimatum que les puissances alliées présentèrent aux plénipotentiaires de l'empereur Napoléon, il reconnut par là la quatrième dynastie. Cet ultimatum était plus avantageux que le traité de Paris ; mais on exigeait que la France renonçât à la Belgique et la rive gauche du Rhin, ce qui était contraire aux propositions de Francfort et aux proclamations des puissances alliées ; ce qui était contraire au serment par lequel, à son sacre, l'Empereur avait juré l'intégrité de l'empire. L'Empereur pensait alors que ces limites naturelles étaient nécessaires la garantie de la France comme à l'équilibre de l'Europe ; il pensait que nation française, dans les circonstances où elle se trouvait, devait plutôt courir toutes les chances de la guerre que de s'en départir. La France eût obtenu, cette intégrité, et avec elle conservé son honneur, si la trahison n'était venue au secours des alliés. Le traité du 2 août, le bill du parlement britannique appellent l'empereur Napoléon seulement Bonaparte, et ne lui donnent que le titre de général. Le titre de *général Bonaparte* est sans doute éminemment glorieux : l'Empereur le portait à Lodi, à Castiglione, à Rivoli, à Arcole, à Léoben, aux Pyramides, à Aboukir ; mais depuis dix-sept ans il a porté celui de Premier Consul et d'Empereur ; ce serait convenir qu'il n'a été ni premier magistrat de la république ni souverain de la quatrième dynastie. Ceux qui pensent que les nations sont des troupeaux qui de droit divin appartiennent à quelques familles, ne sont ni du siècle ni même dans l'esprit de la législature anglaise, qui changea plusieurs fois l'ordre de sa dynastie, parce que les grands changements survenus dans les opinions, auxquels n'avaient pas participé les princes régnants, les avaient rendus ennemis du bonheur et de la grande majorité de

cette nation. Car les rois ne sont que des magistrats héréditaires, qui n'existent que pour le bonheur des nations, et non les nations pour la satisfaction des rois. C'est le même esprit de haine qui a ordonné que l'empereur Napoléon ne pût écrire ni recevoir aucune lettre sans qu'elle soit ouverte et lue par les ministres anglais et les officiers de Sainte-Hélène. On lui a par là interdit la possibilité de recevoir des nouvelles de sa mère, de sa femme, de son fils, de ses frères ; et lorsque, voulant se soustraire aux inconvénients de voir ses lettres lues par des officiers subalternes, il a voulu envoyer des lettres cachetées au prince régent, on a répondu qu'on ne pouvait se charger que de laisser passer les lettres ouvertes ; que telles étaient les instructions du ministère. Cette mesure n'a pas besoin de réflexions, elle donnera d'étranges idées de l'esprit de l'administration qui l'a dictée ; elle serait désavouée à Alger, même ! – Des lettres sont arrivées pour des officiers généraux de la suite de l'Empereur ; elles étaient décachetées et vous furent remises ; vous ne les avez pas communiquées parce qu'elles n'étaient pas passées par le canal du ministère anglais ; il fallut leur faire refaire quatre mille lieues, et ces officiers eurent la douleur de savoir qu'il existait sur ce rocher des nouvelles de leurs femmes, de leurs mères, de leurs enfants, et qu'ils ne pouvaient les connaître que dans six mois !!!... Le cœur se soulève ! On n'a pas pu obtenir d'être abonné au *Morning-Chronicle*, au *Morning-Post*, à quelques journaux français ; de temps à autre on fait passer à Longwood quelques numéros dépareillés du *Times*. Sur la demande faite à bord du *Northumberland*, on a envoyé quelques livres ; mais tous ceux relatifs aux affaires des dernières années ont été soigneusement écartés. Depuis on a voulu correspondre avec un libraire de Londres pour avoir directement des livres dont on pouvait avoir besoin et ceux relatifs aux événements du jour, on l'a empêché. Un auteur anglais, ayant fait un voyage en France et l'ayant imprimé à Londres, prit la peine de nous l'envoyer pour l'offrir à l'Empereur ; mais vous n'avez pas cru pouvoir le lui remettre, parce qu'il ne vous était pas parvenu par la filière de votre gouvernement. On dit aussi que d'autres livres envoyés par leurs auteurs n'ont pu être remis, parce qu'il y avait sur l'inscription de quelques-uns : *À l'empereur Napoléon*, et sur d'autres : *À Napoléon-le-Grand*. Le ministère anglais n'est autorisé à ordonner aucune de ces vexations. La loi, quoique unique, considère l'empereur Napoléon comme prisonnier de guerre ; or, jamais on n'a défendu aux prisonniers de guerre

de s'abonner aux journaux, de recevoir les livres qui s'impriment : une telle défense n'est faite que dans les cachots de l'inquisition.

« L'île de Sainte-Hélène a dix lieues de tour, elle est inabordable de toutes parts, des bricks enveloppent la côte, les postes placés sur le rivage peuvent se voir de l'un à l'autre, et rendent impraticable la communication avec la mer. Il n'y a qu'un seul petit bourg, James-Town, où mouillent et d'où s'expédient les bâtiments. Pour empêcher un individu de s'en aller de l'île, il suffit d'exercer la côte par terre et par mer. En interdisant l'intérieur de l'île, on ne peut donc avoir qu'un but, celui de priver d'une promenade de huit ou dix milles qu'il serait possible de faire à cheval, et dont, d'après la consultation des hommes d'art, la privation abrège les jours de l'Empereur.

« On a établi l'Empereur dans la position de Longwood, exposée à tous les vents ; terrain stérile, inhabité, sans eau, n'étant susceptible d'aucune culture. Il y a une enceinte d'environ douze cents toises incultes. À onze ou douze cents toises, sur un mamelon, on a établi un camp ; on vient d'en placer un autre à peu près à la même distance, dans une direction opposée ; de sorte qu'au milieu de la chaleur du tropique, de quelque côté qu'on regarde, on ne voit que des camps. L'amiral Malcolm ayant compris l'utilité dont, dans cette position, une tente serait pour l'Empereur, en a fait établir une par ses matelots à vingt pas de la maison : c'est le seul endroit où l'on puisse trouver de l'ombre. Toutefois l'Empereur n'a lieu que d'être satisfait de l'esprit qui anime les officiers et soldats du brave 53e, comme il l'avait été de l'équipage du Northumberland. La maison de Longwood a été construite pour servir de grange à la ferme de la compagnie ; depuis, le sous-gouverneur de l'île y a fait établir quelques chambres : elle lui servait de maison de campagne, mais elle n'était en rien convenable pour une habitation. Depuis un an qu'on y est, on y a toujours travaillé, et l'Empereur a constamment eu l'incommodité et l'insalubrité d'habiter une maison en construction. La chambre dans laquelle il couche est trop petite pour contenir un lit d'une dimension ordinaire ; mais toute bâtisse à Longwood prolongerait l'incommodité des ouvriers. Cependant dans cette misérable île il existe de belles positions offrant de beaux arbres, des jardins et d'assez belles maisons, entre autres Plantation-House ; mais des instructions positives du ministère vous interdisent de donner cette maison, ce qui eût

épargné beaucoup de dépenses employées à bâtir à Longwood des cahutes couvertes de papier goudronné, et qui déjà sont hors de service. Vous avez interdit toutes correspondances entre nous et les habitants de l'île ; vous avez mis de fait la maison de Longwood au secret ; vous avez même entravé les communications avec les officiers de la garnison. On semble s'être étudié à nous priver du peu de ressources qu'offre ce misérable pays, et nous y sommes comme nous serions sur le rocher de l'Ascension. Depuis quatre mois que vous êtes à Sainte-Hélène, vous avez, Monsieur, empiré la position de l'Empereur. Le comte Bertrand vous a fait observer que vous violiez même la loi de votre législature, que vous fouliez aux pieds les droits des officiers généraux prisonniers de guerre ; vous avez répondu que vous ne connaissiez que la lettre de vos instructions, qu'elles étaient pires encore que nous paraissait votre conduite. »

« J'ai l'honneur, etc., etc.

« *Signé*, le comte DE MONTHOLON.

« *P. S.* J'avais signé cette lettre, Monsieur, lorsque j'ai reçu la vôtre du 17 : vous y joignez le compte par aperçu d'une somme annuelle de vingt mille livres sterling que vous jugez indispensable pour subvenir aux dépenses de l'établissement de Longwood, après avoir fait toutes les réductions que vous avez crues possibles. La discussion de cet aperçu ne peut nous regarder en aucune manière ; la table de l'Empereur est à peine le strict nécessaire ; tous les approvisionnements sont de mauvaise qualité et quatre fois plus chers qu'à Paris. Vous demandez à l'Empereur un fonds de douze mille livres sterling, votre gouvernement ne vous allouant que huit mille livres sterling pour toutes ces dépenses. J'ai eu l'honneur de vous dire que l'Empereur n'avait pas de fonds, que depuis un an on n'avait reçu ni écrit aucune lettre, et qu'il ignorait complètement tout ce qui se passe ou a pu se passer en Europe. Transporté violemment sur ce rocher, à deux mille lieues, sans pouvoir recevoir ou écrire aucune lettre, il se trouve aujourd'hui entièrement à la discrétion des agents anglais. L'Empereur a toujours désiré et désire pourvoir lui-même à toutes ses dépenses quelconques, et il le fera aussitôt que vous le lui rendrez possible, en levant l'interdiction faite aux négociants de l'île de servir sa correspondance, et qu'elle ne sera soumise à aucune inquisition de votre part ou d'aucun de vos agents. Dès que l'on

connaîtra en Europe les besoins de l'Empereur, les personnes qui s'intéressent à lui enverront les fonds nécessaires pour y pourvoir.

« La lettre de lord Bathurst que vous m'avez communiquée fait naître d'étranges idées ! Vos ministres ignoreraient-ils donc que le spectacle d'un grand homme aux prises avec l'adversité est le spectacle le plus sublime ? Ignoreraient-ils que Napoléon à Sainte-Hélène, au milieu des persécutions de toute espèce, auxquelles il n'oppose que la sérénité, est plus grand, plus sacré, plus vénérable que sur le premier trône du monde, ou si longtemps il fût l'arbitre des rois ? Ceux qui, dans cette position, manquent à Napoléon n'avilissent que leur propre caractère et la nation qu'ils représentent ! »

Général Joubert – Pétersbourg – Moscou ; son incendie – Projet de Napoléon s'il fût revenu vainqueur.

Samedi 24.

J'ai été sur les deux heures joindre l'Empereur dans sa chambre. Il m'avait dès le matin fait demander mon Atlas. Je l'ai trouvé achevant de parcourir la carte de Russie et la partie de l'Amérique avoisinant les établissements russes.

Il avait beaucoup souffert durant la nuit, beaucoup toussé. Cependant le temps était redevenu tout à fait doux. Il s'est habillé pour sortir. Durant sa toilette, il revenait souvent sur l'heureuse idée de l'Atlas, le mérite de son exécution, l'immensité des choses qu'il contenait. »

L'Empereur a gagné le jardin. Durant la promenade en calèche, dans laquelle se trouvait M. de Montholon ; la conversation a été sur le général Joubert, qui en avait été le beau-frère, et dont il avait été l'aide-de-camp.

« Joubert avait une haute vénération pour moi, a dit l'Empereur ; à chaque revers éprouvé par la république durant l'expédition d'Égypte, il déplorait mon absence. Se trouvant en cet instant chef de l'armée d'Italie, il m'avait pris pour modèle, aspirait à me recommencer, et ne prétendait à rien moins qu'à tenter ce que j'ai exécuté depuis en brumaire ; seulement il eût agi avec les jacobins. Les mesures et les intrigues de ce parti, pour le mettre sur la voie de cette grande entreprise, l'avaient porté au commandement en

Italie après les désastres de Scherer, de ce Scherer, dilapidateur ignorant, digne de tous les blâmes. Mais Joubert fut tué à Novi dans son premier choc contre Suwarow. Il n'eût exécuté à Paris qu'une échauffourée ; il n'avait point encore assez de gloire, de consistance et de maturité ; il était de nature à acquérir tout cela ; mais en cet instant il n'était pas assez fait, il était trop jeune encore, et cette entreprise était pour le moment au-dessus de ses forces. »

Au reste, voici le portrait de ce général dicté par l'Empereur, pour ses campagnes d'Italie, et dont je trouve le brouillon.

« *Joubert*, né au département de l'Ain, dans l'ancienne Bresse, avait étudié pour le barreau. La révolution lui fit prendre le parti des armes ; il servit à l'armée d'Italie, et y fut général de brigade. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion ; mais il l'avait mise à l'épreuve des grandes fatigues dans les Alpes, et s'y était endurci. Il était intrépide, vigilant, fort actif, marchant à la tête des colonnes. Il fut fait général de division pour remplacer Vaubois, dont il prit le corps d'armée. Il se fit beaucoup d'honneur dans la campagne de Léoben, commandant l'aile gauche, qu'il amena au gros de l'armée des montagnes du Tyrol par les défilés du Pusthersthal. Il était fort attaché à Napoléon, qui le chargea de porter au Directoire les derniers drapeaux enlevés par l'armée d'Italie. Resté à Paris pendant la campagne d'Égypte, il y épousa la fille du sénateur Sémonville, mariée depuis au maréchal Macdonald. Ce mariage le jeta dans les intrigues du Manège, et le fit nommer général en chef de l'armée d'Italie après la défaite de Scherer. Il fut tué à la bataille de Novi. Il était jeune encore, et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il eût pu arriver à une grande renommée. »

À huit heures et demie, l'Empereur m'a fait appeler : il avait été obligé de se mettre au bain, m'a-t-il dit, et croyait avoir un peu de fièvre. Il s'était senti subitement enrhumé ; mais il ne toussait plus depuis qu'il était dans l'eau ; il y était depuis longtemps. Il y a dîné ; on a dressé pour moi une petite table à côté. L'Empereur est revenu sur l'histoire de Russie. « Pierre-le-Grand, disait-il, avait-il bien fait de fonder une capitale à Pétersbourg à si grands frais ? N'eût-il pas obtenu de bien plus grands résultats s'il eût dépensé tout son argent à Moscou ? Quel avait été son but ? l'avait-il atteint ? » Je répondais : « Si Pierre fût resté à Moscou, sa nation fût

demeurée moscovite, un peuple tout à fait asiatique ; il avait fallu la déplacer pour la réformer et la changer. Alors il s'était transporté sur les frontières mêmes enlevées à l'ennemi, et en y asseyant la capitale, en y accumulant toutes ses forces, il la rendait plus invulnérable ; il s'affiliait à la société européenne ; il s'établissait dans la mer Baltique, d'où il tournait facilement ses ennemis naturels, les Polonais et les Suédois, pour venir s'allier, au besoin, avec les nations placées derrière eux, etc. »

L'Empereur disait n'être pas tout à fait satisfait de ces raisons. « Quoi qu'il en soit, disait-il, Moscou a disparu ; et qui peut assigner les richesses qui y ont été dévorées ? Qu'on se figure, ajoutait-il, Paris avec l'accumulation de l'industrie et des travaux des siècles. Son capital, depuis quatorze cents ans qu'existe cette cité, ne se fut-il accru que d'un million par an, quelles sommes ! Qu'on joigne à cela les magasins, le mobilier, la réunion des sciences, des arts, les correspondances d'affaires et de commerce toutes établies, etc., et voilà pourtant Moscou, et tout cela a disparu en un instant ! Quelle catastrophe ! la seule idée n'en fait-elle pas frémir !!!... Je ne pense pas que pour deux milliards on pût le rétablir. »

L'Empereur s'est étendu longuement sur tous ces événements, et a laissé échapper une parole trop caractéristique pour que je ne l'aie pas notée. Le nom de *Rostopchin* ayant été prononcé, j'ai osé observer que la couleur donnée dans le temps à son acte patriotique m'avait fort surpris, car il m'avait ému loin de m'indigner ; bien plus, je l'avais envié !... À quoi l'Empereur a répondu avec une vivacité singulière, et dans une espèce de contraction qui trahissait le dépit : « Si beaucoup à Paris eussent pu le lire et sentir de la sorte, croyez que je le leur aurais vanté ; mais je n'avais pas le choix. » Et revenant à Moscou, il a dit :

« Jamais, en dépit de la poésie, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égaleront la réalité de celui de Moscou. La ville était de bois, le vent était violent ; toutes les pompes avaient été enlevées. C'était littéralement un océan de feu. Rien n'en avait été soustrait, tant notre marche avait été rapide et notre entrée soudaine. Nous trouvâmes jusqu'à des diamants sur la toilette des femmes, tant elles avaient fui avec précipitation. Elles nous écrivirent à quelque temps de là qu'elles avaient cherché à échapper aux premiers moments d'une soldatesque dangereuse ; qu'elles recommandaient leurs biens à la loyauté des vainqueurs, et ne manqueraient pas de reparaître

sous peu de jours pour solliciter leurs bienfaits et leur apporter leur reconnaissance.

« La population, observait l'Empereur, était loin d'avoir comploté cet attentat. C'est même elle qui nous livra les trois ou quatre cents malfaiteurs échappés des prisons qui l'avaient exécuté. – Mais, ai-je osé demander, Sire, si Moscou n'eût pas été livré aux flammes, Votre Majesté comptait-elle y prendre ses quartiers ? – Sans doute, a répondu l'Empereur, et j'aurais alors donné le spectacle singulier d'une armée hivernant paisiblement au milieu d'une nation ennemie qui la presse de toutes parts : c'eût été le vaisseau pris par les glaces. Vous vous seriez trouvé en France privés plusieurs mois de mes nouvelles ; mais vous fussiez demeurés tranquilles, vous eussiez été sages ; Cambacérès, comme de coutume, eût mené les affaires en mon nom, et tout eût été son train comme si j'eusse été présent. L'hiver, en Russie, eût pesé sur tout le monde ; l'engourdissement eût été général. Le printemps fût revenu aussi pour tout le monde. Chacun se fût réveillé à la fois, et l'on sait que les Français sont aussi lestes qu'aucuns.

« Au premier retour de la belle saison, j'eusse donc marché aux ennemis ; je les eusse battus ; j'eusse été maître de leur empire. Mais Alexandre, croyez-le bien, ne m'eût pas amené jusque-là. Il eût passé avant par toutes les conditions que j'eusse dictées ; et alors la France eût enfin commencé à pouvoir jouir. Et vraiment cela a tenu à bien peu de chose ! car j'avais été pour combattre des hommes en armes, et non la nature en courroux : j'ai défait des armées, mais je n'ai pu vaincre les flammes, la gelée, l'engourdissement, la mort ! Le destin a dû être plus fort que moi. Et pourtant, quel malheur pour la France, pour l'Europe !

« La paix dans Moscou accomplissait et terminait mes expéditions de guerre. C'était, pour la grande cause, la fin des hasards et le commencement de la sécurité. Un nouvel horizon, de nouveaux travaux allaient se dérouler, tous pleins du bien-être et de la prospérité de tous. Le système européen se trouvait fondé ; il n'était plus question que de l'organiser.

« Satisfait sur ces grands points, et tranquille partout, j'aurais eu aussi mon *congrès* et ma *sainte-alliance*. Ce sont des idées qu'on m'a volée. Dans cette réunion de tous les souverains, nous eussions traité de nos intérêts en famille, et compté de clerc à maître avec les peuples.

« La cause du siècle était gagnée, la révolution accomplie ; il ne s'agissait plus que de la raccommoder avec ce qu'elle n'avait pas détruit. Or cet ouvrage m'appartenait ; je l'avais préparé de longue main, *aux dépens de ma popularité peut-être*. N'importe. Je devenais l'arche de l'ancienne et de la nouvelle alliance, le médiateur naturel entre l'ancien et le nouvel ordre de choses. J'avais les principes et la confiance de l'un, je m'étais identifié avec l'autre ; j'appartenais à tous les deux ; j'aurais fait en conscience la part de chacun.

« *Ma gloire eût été dans mon équité.* »

Et après avoir énuméré ce qu'il eût proposé de souverain à souverain et de souverains à peuples : « Forts comme nous l'étions, continuait-il, tout ce que nous eussions concédé eût semblé grand. Il nous eût mérité la reconnaissance des peuples. Aujourd'hui, ce qu'ils arracheront ne leur semblera jamais assez, et ils ne cesseront de se défier ni d'être mécontents. »

Il passait ensuite en revue ce qu'il eût proposé pour la prospérité, les intérêts, la jouissance et le bien-être de l'association européenne. Il eût voulu les mêmes principes, le même système partout ; un code européen, une cour de cassation européenne, redressant pour tous les erreurs, comme la nôtre redresse chez nous celles de nos tribunaux. Une même monnaie sous des coins différents ; les mêmes poids, les mêmes mesures les mêmes lois, etc., etc.

« L'Europe, disait-il, n'eût bientôt fait de la sorte véritablement qu'un même peuple, et chacun, en voyageant partout, se fût trouvé toujours dans la patrie commune. »

Il eût demandé toutes les rivières navigables pour tous ; la communauté de mers ; que les grandes armées permanentes fussent réduites désormais à la seule garde des souverains, etc.

Enfin c'était une foule d'idées, la plupart nouvelles, les unes des plus simples, d'autres tout à fait sublimes, sur les diverses branches politiques, civiles, législatives ; sur la religion, les arts, le commerce ; elles embrassaient tout.

Il a conclu : « De retour en France, au sein de la patrie, grande, forte, magnifique, tranquille, glorieuse, j'eusse proclamé ses limites immuables ; toute guerre future, purement *défensive* ; tout agrandissement nouveau, *anti-national*. J'eusse associé mon fils à l'empire ; ma dictature eût fini, et son règne constitutionnel eût commencé...

« Paris eût été la capitale du monde, et les Français l'envie des nations !...

« Mes loisirs ensuite et mes vieux jours eussent été consacrés, en compagnie de l'impératrice et durant l'apprentissage royal de mon fils, à visiter lentement et en vrai couple campagnard, avec nos propres chevaux, tous les recoins de l'empire, recevant les plaintes, redressant les torts, semant de toutes parts et partout les monuments et les bienfaits !!! Mon cher, voilà encore de mes rêves !!! »

L'Empereur avait beaucoup parlé de l'intérieur de la Russie, de la prospérité de laquelle nous n'avions nul soupçon, disait-il ; il s'était arrêté beaucoup sur Moscou, qui l'avait fort étonné sous tous les rapports, et pouvait supporter sans embarras le parallèle avec toutes les capitales de l'Europe, dont il surpassait le plus grand nombre.

Les clochers dorés de Moscou avaient surtout frappé ses regards, et c'est ce qui le porta, lors de son retour, à faire redorer le dôme des Invalides^[9] ; il se proposait d'appliquer cet embellissement à beaucoup d'autres édifices de Paris.

Sur le couronnement, etc. – Décrets de Berlin et de Milan – Grande cause de la haine des Anglais.

Dimanche 25.

Le temps s'est remis tout à fait au beau. L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il nous y a tous fait appeler. La conversation a conduit à parler des cérémonies du couronnement. Il demandait des renseignements à l'un de nous qui y avait assisté, et qui n'a pu les donner. Il les a demandés à un autre ; mais celui-ci n'y avait pas été. « Où étiez-vous donc alors ? lui a dit l'Empereur. – Sire, à Paris. – Et comment ! vous n'avez pas vu le couronnement ? – Non, Sire. » L'Empereur alors, le regardant de travers et

saisissant son oreille, lui a dit : « Vous seriez-vous avisé de faire l'aristocrate à ce point ? – Mais, Sire, mon heure n'était pas venue. – Mais vous avez du moins vu le cortège ? – Ah ! Sire, si ma curiosité l'eût emporté, j'aurais couru du moins à ce qu'il y avait de plus digne, de plus précieux à voir, et je ne dois rien diminuer ici de mon mérite ou de mes torts. J'avais pourtant un billet, j'aimai mieux en faire hommage à la dame anglaise dont je parlais dernièrement à Votre Majesté, laquelle, par parenthèse, y attrapa un rhume dont elle manqua mourir. Moi, je restai tranquillement chez moi. – Ah ! c'est trop fort, dit l'Empereur, le vilain aristocrate ! Comment ! vraiment vous en étiez à ce point ? – Hélas ! Oui, Sire, a repris l'accusé, et pourtant me voici près de vous, et à Sainte-Hélène. » Et l'Empereur, lâchant l'oreille, a souri.

Après déjeuner, il m'est venu un capitaine de l'artillerie anglaise, ayant été six ans à l'Île-de-France. Il devait partir le lendemain pour l'Europe. Il m'a supplié, sous mille formes et mille manières, de lui obtenir le bonheur de voir l'Empereur. Il eût, disait-il, donné tout au monde pour une telle faveur ; sa reconnaissance serait sans bornes, etc. Nous avons causé fort longtemps : l'Empereur faisait son tour en calèche, je n'avais pas été de la course. À sa rentrée, j'ai été assez heureux pour remplir les vœux de l'officier anglais. Il a été reçu plus d'un quart d'heure par l'Empereur ; il en était ivre de satisfaction, n'ignorant pas que cette faveur devenait chaque jour plus rare. Tout l'avait frappé, disait-il, au dernier degré dans Napoléon : ses traits, son affabilité, le son de sa voix, ses expressions, les questions qu'il avait faites ; c'était, me disait-il, un héros, un dieu !

Le temps était délicieux. L'Empereur a continué de se promener dans le jardin, entouré de nous. Il discutait sur le non-succès de la négociation de l'un de nous ; chose que l'Empereur avait jugée des plus simples, et qui s'était trouvée des plus délicates pour le négociateur. Il avait dû proposer un papier à des officiers anglais, pour qu'ils le publiassent en Angleterre.

L'Empereur s'acquittait de sa censure avec sa logique ordinaire, avec l'esprit et le sel qui lui sont familiers ; toutefois il en était fort contrarié ; sa conversation est devenue forte, il l'a poussée jusqu'à l'humeur, et c'était pour la première fois peut-être que le patient en éprouvait les marques. « Enfin, a-t-il conclu, ce que vous proposiez là à d'autres, Monsieur, après tout, vous l'eussiez accepté vous-même à leur place. – Non, Sire. –

Comment non ? Eh bien ! a-t-il ajouté d'une manière réprobative, vous ne seriez pas mon ministre de la police. – Et Votre Majesté aurait raison, a répliqué vivement celui-là, qui s'était ému à son tour ; je ne me sens aucune disposition pour un tel poste. » Un instant avant le dîner, l'Empereur le voyant entrer dans le salon, a dit : « Ah ! voilà notre petit officier de police. Venez, approchez, mon petit officier de police ; » et lui a pincé l'oreille. Bien que des heures se fussent écoulées depuis la conversation vive l'Empereur se la rappelait ; il savait celui qui en avait été l'objet très sensible, et il était visible qu'il voulait en effacer l'impression. Voilà des nuances caractéristiques ; et celles qui ressortent des objets les plus petits sont les plus naturelles, les plus sûres.

Après le dîner la conversation a conduit l'Empereur à parcourir le sujet spécial de sa querelle maritime avec l'Angleterre. « La prétention du blocus sur le papier, disait-il, lui valut mon fameux décret de Berlin. Le conseil britannique, dans sa colère, lance ses arrêts ; il établissait un octroi sur les mers. Riposté aussitôt par les célèbres décrets de Milan, qui dénationalisent tout pavillon qui se soumettrait aux actes anglais ; et c'est alors que la guerre devint, en Angleterre, vraiment personnelle. La rage contre moi saisit tous ceux qui tenaient au commerce. L'Angleterre s'indigna d'une lutte et d'une énergie qu'elle ne connaissait pas. Elle avait toujours trouvé ceux qui m'avaient devancé plus complaisants. »

L'Empereur, plus tard, a développé les mesures par lesquelles il avait forcé les Américains à se battre contre les Anglais ; il avait trouvé le moyen, disait-il, d'attacher leurs intérêts à leurs droits ; car c'est pour les premiers qu'on se bat, disait-il, beaucoup plus que pour les seconds.

Aujourd'hui l'Empereur s'attendait, disait-il, à quelques tentatives prochaines des Anglais sur la souveraineté des mers, à quelque octroi universel, etc. « C'est pour eux, disait-il, un des grands moyens d'acquitter leurs dettes, de sortir de l'abîme où ils se trouvent plongés ; en un mot, de se tirer d'affaire. S'ils ont parmi eux un génie hardi, une tête forte, ils doivent entreprendre quelque chose de la sorte. Personne ne saurait s'y opposer, et ils peuvent présenter la chose avec une espèce de justice. Ils ont à faire valoir que c'est pour le salut de l'Europe qu'ils en sont arrivés là ; qu'ils ont réussi ; qu'on leur en doit quelque récompense. Et puis, il n'est plus en Europe de vaisseaux de guerre que les leurs. Ils règnent aujourd'hui

de fait sur les mers. Il n'existe plus de droits publics quand l'équilibre est rompu, etc., etc.

« Les Anglais peuvent être tout aujourd'hui, s'ils veulent se réduire à rentrer dans leurs vaisseaux. Mais ils exposeront leur supériorité, compliqueront leurs affaires, et perdront insensiblement jusqu'à la considération, s'ils s'obstinent à conserver des soldats sur le continent. »

1. ↑ La maison patrimoniale de Napoléon, son berceau, possédée en effet aujourd'hui par M. Ramolino, membre de la Chambre des Députés, est demeurée, comme on le pense, un objet de vive curiosité et de grande vénération pour les voyageurs et surtout pour les militaires.

Je tiens de témoins oculaires qu'à l'arrivée de chaque régiment en Corse, elle a été l'objet d'un spectacle constamment renouvelé, les soldats y accourant aussitôt en foule et s'y faisant introduire d'autorité, comme y ayant droit. Une fois admis, chacun s'y montre selon sa chaleur de sentiment : l'un, en parcourant des yeux, lève les mains vers le ciel ; celui-ci s'agenouille, celui-là baise le plancher ; des larmes roulent dans les yeux d'un autre : il en est qui semblent en démente. On a dit quelque chose de pareil du tombeau du grand Frédéric. Voilà l'empire des héros.

2. ↑ D'ordinaire je passe tous les détails de ce genre, à cause de leur minutie ; mais, celui que je viens de mentionner en cet instant n'acquiert qu'une trop grande importance par la nature de la mort et les agonies prolongées et terribles de l'immortelle victime qui a succombé sous les triples tourments du corps, de l'esprit et du cœur. Il eût eu bien moins à souffrir entre les mains des cannibales !... Et ce supplice, ces tourments, lui ont été froidement ménagés par une administration barbare qui a entaché de cet acte les annales d'un peuple si justement renommé par l'élévation de ses sentiments et sa sympathie pour le malheur !... Mais aussi une triste et pénible célébrité s'attachera au nom des bourreaux de Napoléon. L'indignation des cœurs généreux de tous les pays et de tous les âges les frappe à jamais d'une éternelle réprobation !
3. ↑ Cet ami, dont je n'ai pas cru pouvoir inscrire le nom dans la première publication de cet ouvrage, par la crainte, grâce au régime sous lequel nous vivons, de compromettre son repos, est le général baron Pelet, de la garde impériale ; depuis la révolution de 1830 directeur du dépôt de la guerre, trois fois député de Toulouse, sa ville natale, et enfin, pair de France. Son amour pour l'Empereur, le culte religieux qu'il porte à sa mémoire l'ont occupé sans cesse, au poste qu'il dirige, à rassembler et à coordonner toutes les lettres de Napoléon, ses ordres de guerre et autres documents de la sorte ; il en a fait rentrer un grand nombre qu'on s'était approprié par curiosité, et a signalé ceux qu'on avait fait disparaître dans des intérêts personnels ; enfin il les a fait retranscrire en plusieurs exemplaires, de manière à ce que ces précieux objets ne pussent jamais être perdus. Ce sera un trésor national que nous devons à ses soins, et dont l'histoire et tous les cœurs français demeureront à jamais reconnaissants. La *Biographie des Contemporains* fait connaître ses nombreux faits militaires.
4. ↑ *Montvéran*, t. V ; *Galerie historique*, t. II et IV, etc.
5. ↑ Ceci me rappelle une circonstance personnelle qui présente un singulier rapprochement avec ce que rapporte cet ouvrage de Montvéran.

Lors de l'attaque sur Anvers, ayant demandé à m'y rendre comme volontaire, le duc de Feltre, ministre de la guerre, avec lequel je me trouvais fort lié, me destina à l'état-major général du prince de Ponte-Corvo (Bernadotte). Ce ministre me dit, en m'expédiant, qu'il allait me charger pour son beau-frère, chef de l'état-major du prince, d'un message verbal qu'il n'eût pas voulu confier au papier, me priant d'en bien retenir les expressions. Elles étaient celles-ci : « Nous avons des raisons de croire à d'étranges menées de la part de Bernadotte, à une ambition tout à fait extravagante. Ainsi point de démarches, point de signatures qui

pussent vous compromettre : veillez aux pièges. » Ces paroles, sans explications ni commentaires, et avec l'état politique des choses telles qu'elles me paraissaient alors à moi, portion du vulgaire, me semblèrent du véritable grec. Je les rendis comme je les avais reçues, sans m'en inquiéter autrement.

En addition à cette anecdote ; en voici une autre qui m'a été contée, depuis la première publication du *Mémorial*, par quelqu'un qui prétendait la garantir. Elle est bien propre à corroborer l'opinion émise au texte ci-dessus, touchant les machinations intérieures ourdies de longue main.

Immédiatement après la bataille d'Essling, m'a-t-on dit, un émissaire arriva du champ de bataille à Fouché pour lui faire connaître l'état désespéré des affaires, qu'on pensait pouvoir être très favorable à certains projets. Cet émissaire était chargé de prendre ses avis, et de savoir ce qu'on pouvait attendre du dedans. À quoi Fouché répondit dans un état de véritable indignation : « Mais comment venir nous demander quelque chose, quand vous auriez déjà dû avoir tout accompli à vous seuls ? Mais vous n'êtes là-bas que des poules mouillées qui n'y entendent rien : on vous le fourre dans un sac, on le noie dans le Danube, et puis tout s'arrange facilement et partout. »

6. ↑ J'ai entendu l'Empereur se faire précisément la même question, et y répondre en parcourant en peu d'instants huit ou dix hypothèses diverses avec cette fécondité d'idées et cette rapidité d'expression qui lui étaient si particulières. Si je ne l'ai pas mentionné en son lieu, c'est que, ne voyant pas qu'il en pût ressortir aucun bien, et y jugeant de nombreux inconvénients, j'ai cru devoir omettre le tout ; seulement il termina disant : « Je n'hésite pas à prononcer que mon assassinat à Schœnbrunn eût été moins funeste pour la France que ne l'a été mon union avec l'Autriche. »
7. ↑ On trouve dans *les dictées de Napoléon* à Montholon, tome 1er, des *Notes* sur les quatre concordats de M. l'abbé de Pradt, dans lesquelles se trouvent des développements précieux de certains passages de ce chapitre ; et auxquelles ce chapitre, à son tour, ne laisse pas que d'ajouter quelques lumières et quelque intérêt.
8. ↑ C'est ma lettre au prince Lucien, si fameuse depuis dans l'histoire de mes persécutions, et qu'on trouvera plus bas en son lieu.
9. ↑ Depuis la publication du *Mémorial*, on m'a fait observer qu'il y avait ici anachronisme ; la dorure du dôme des invalides ayant été commencée en effet avant la campagne de Russie. Ce seront les minarets du Caire, et non les clochers de Moscou qui en auront donné l'idée à Napoléon ; et c'est sans doute ce qu'il aura voulu dire ; mais cette méprise de sa part, dans une conversation courante et sans but spécial, est facile à comprendre ; il en arrive de pareilles à tout le monde.

Chapitre 3.

Relation de la campagne de Waterloo, dictée par Napoléon.

Lundi 26.

L'Empereur est sorti de très grand matin, même avant sept heures ; il n'a voulu faire lever aucun de nous. Le temps était fort beau ; il s'est mis à travailler seul dans le jardin, sous la tente, où il nous a fait appeler tous pour déjeuner. Il y est demeuré jusqu'à deux heures.

À dîner, il a beaucoup parlé de notre situation dans l'île. Il ne voulait pas, disait-il, bouger de Longwood, ne se souciait d'aucune visite ; mais il désirait que nous prissions quelque diversion, que nous cherchassions à nous égayer. Il nous aurait vus avec plaisir, disait-il, nous mouvoir et nous produire davantage, etc.

L'Empereur a fait lire ses premières dictées sur la bataille de Waterloo au général Gourgaud. Quelles pages !... elles font mal !... Les destinées de la France ont tenu à si peu de chose !...

N. B. La dernière rédaction a été publiée en Europe en 1820. On était venu à bout de la faire sortir furtivement de Sainte-Hélène, en dépit de toute vigilance. Dès que cette relation de Waterloo parut dans le monde, personne ne se trompa, sur son auteur. On s'est écrié : Napoléon seul pouvait la décrire de la sorte ; et l'on assure que c'est précisément ainsi que s'est exprimé le généralissime son antagoniste lui-même. Quels beaux chapitres !... Il serait impossible d'en essayer une analyse ; il faut lire l'original. Toutefois nous transcrivons littéralement ici les dernières pages, contenant ; en forme de résumé, neuf observations de Napoléon sur les fautes qu'on lui a reprochées dans cette campagne.

Ce sont des points qui demeureront classiques, et nous avons pensé qu'on ne serait pas fâché de retrouver ici des objets qui deviennent, toutes les fois

que l'occasion s'en présente, le sujet de vives et importantes discussions.

Nous ferons précéder ces observations, et toujours de la dictée de Napoléon, du tableau des ressources qui restaient encore à la France après la perte de la bataille.

« La position de la France était critique après la bataille de Waterloo, mais non désespérée. Tout avait été préparé dans l'hypothèse qu'on échouât dans l'attaque de la Belgique. Soixante-dix mille hommes étaient ralliés le 27 entre Paris et Laon, vingt-cinq à trente mille hommes, y compris les dépôts de la garde, étaient en marche de Paris et des dépôts ; le général Rapp, avec vingt-cinq mille hommes de troupes d'élite, devait être arrivé, dans les premiers jours de juillet, sur la Marne ; toutes les pertes du matériel de l'artillerie étaient réparées, Paris seul contenant cinq cents pièces de canon de campagne, et on n'en avait perdu que cent soixante-dix. Ainsi, une armée de cent vingt mille hommes, égale à celle qui avait passé la Sambre le 15, ayant un train d'artillerie de trois cent cinquante bouches à feu, couvrait Paris au 1^{er} juillet. Cette capitale avait, indépendamment de cela, pour sa défense, trente-six mille hommes de garde nationale, trente mille tirailleurs, six mille canonniers, six cents bouches à feu en batterie, des retranchements formidables sur la rive droite de la Seine, et en peu de jours ceux de la rive gauche eussent été entièrement terminés. Cependant les armées anglo-hollandaises et prusso-saxonnes, affaiblies de plus de quatre-vingt mille hommes, n'étant plus que de cent quarante mille, ne pouvaient, dépasser la somme avec plus de quatre-vingt-dix mille hommes ; elles y attendraient la coopération des armées autrichiennes et russes, qui ne pouvaient être avant le 15 juillet sur la Marne. Paris avait donc vingt-cinq jours pour préparer sa défense, achever son armement, ses fortifications, ses approvisionnements, et attirer des troupes de tous les points de la France. Au 15 juillet même, il n'y aurait que trente ou quarante mille hommes arrivés sur le Rhin. La masse des armées russes et autrichiennes ne pouvait entrer en action que plus tard. Ni les armes, ni les munitions, ni les officiers ne manquaient dans la capitale ; on pouvait porter facilement les tirailleurs à quatre-vingt mille hommes, et augmenter l'artillerie de campagne jusqu'à six cents bouches à feu.

« Le maréchal Suchet, réuni au général Lecourbe, aurait, à la même époque, plus de trente mille hommes devant Lyon, indépendamment de la

garnison de cette ville, qui serait bien armée, bien approvisionnée et bien retranchée. La défense de toutes les places fortes était assurée : elles étaient commandées par des officiers de choix, et gardées par des troupes fidèles. Tout pouvait se réparer ; mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des Chambres, de la nation tout entière !!! Il fallait qu'elle fût animée par le sentiment de l'honneur, de la gloire, de l'indépendance nationale, qu'elle fixât les yeux sur Rome après la bataille de Cannes, et non sur Carthage après Zama !!! Si la France s'élevait à cette hauteur, elle était invincible. Son peuple contenait plus d'éléments militaires qu'aucun autre peuple du monde. Le matériel de la guerre était en abondance et pouvait suffire à tous les besoins.

« Le 21 juin, le maréchal Blucher et le duc de Wellington entrèrent sur deux colonnes sur le territoire français. Le 22, le feu prit au magasin à poudre d'Avesnes ; la place se rendit. Le 24, les Prussiens entrèrent dans Guise, et le duc de Wellington à Cambrai. Le 26, il était à Péronne. Pendant tout ce temps, les places de première, deuxième et troisième ligne de la Flandre étaient investies. Cependant ces deux généraux apprirent, le 25, l'abdication de l'Empereur, qui avait eu lieu le 22 ; l'insurrection des Chambres, le découragement que ces circonstances jetèrent dans l'armée, et les espérances qu'en concevaient les ennemis intérieurs. Dès lors ils ne songèrent plus qu'à marcher sur la capitale, sous les murs de laquelle ils arrivèrent les derniers jours de juin, avec moins de quatre-vingt-dix mille hommes ; démarche qui leur aurait été funeste et eût entraîné leur ruine totale, s'ils l'eussent hasardée devant Napoléon ; mais ce prince avait abdiqué !!! Les troupes de ligne qui se trouvaient à Paris, plus de six mille hommes des dépôts de la garde, les tirailleurs de la garde nationale, choisis dans le peuple de cette grande capitale, lui étaient tous dévoués ; il pouvait foudroyer les ennemis intérieurs !!!... Mais pour développer les motifs qui ont réglé sa conduite dans cette occasion si importante, et qui a eu de si funestes conséquences pour lui et pour la France, il faut reprendre le récit de plus loin, etc., etc.

Première observation. – « On a reproché à l'Empereur : 1° de s'être démis de la dictature au moment où la France avait le plus grand besoin d'un dictateur ; 2° d'avoir changé les constitutions de l'empire dans un moment où il ne fallait songer qu'à le préserver de l'invasion ; 3° d'avoir

souffert que l'on alarmât les Vendéens, qui d'abord avaient refusé de prendre les armes contre le régime impérial ; 4° d'avoir réuni les Chambres lorsqu'il suffisait de réunir les armées ; 5° d'avoir abdiqué et laissé la France à la merci d'une assemblée divisée et sans expérience : car enfin, s'il est vrai qu'il fût impossible au prince de sauver la patrie sans la confiance de la nation, il ne l'est pas moins que la nation, dans ces circonstances critiques, ne pouvait sauver ni son honneur ni son indépendance, sans Napoléon. »

Nous ne ferons aucune réflexion sur des matières qui sont approfondies et longuement traitées dans le livre X.

Deuxième observation. – « L'art avec lequel les mouvements des divers corps d'armée ont été dérobés à la connaissance de l'ennemi, au début de la campagne, ne saurait être trop remarqué. Le maréchal Blucher et le duc de Wellington ont été surpris ; ils n'ont rien vu, rien su de tous les mouvements qui s'opéraient près de leurs avant-postes.

« Pour attaquer les deux armées ennemies, les Français pouvaient déborder leur droite, leur gauche, et percer leur centre. Dans le premier cas, ils déboucheraient par Lille, et rencontreraient l'armée anglo-hollandaise ; dans le second, ils déboucheraient par Givet et Charlemont, et rencontreraient l'armée prusso-saxonne. Ces deux armées restaient réunies, puisqu'elles seraient pressées l'une sur l'autre, de la droite sur la gauche et de la gauche sur la droite. L'Empereur adopta le parti de couvrir ses mouvements par la Sambre, et de percer la ligne des deux armées à Charleroi, point de leur jonction, manœuvrant avec rapidité et habileté. Il trouva ainsi, dans les secrets de l'art des moyens supplémentaires qui lui tinrent lieu de cent mille hommes qui lui manquaient. Ce plan fut conçu et exécuté avec audace et sagesse. »

Troisième observation. – « Le caractère de plusieurs généraux avait été détremé par les événements de 1814 ; ils avaient perdu quelque chose de cette audace, de cette résolution et de cette confiance qui leur avaient valu tant de gloire et avaient tant contribué au succès des campagnes passées.

« 1° Le 15 juin, le troisième corps devait prendre les armes à trois heures du matin, et arriver devant Charleroi à dix heures ; il n'arriva qu'à trois heures après midi.

« 2° Le même jour, l'attaque des bois en avant de Fleurus, qui avait été ordonnée pour quatre heures après midi, n'eut lieu qu'à sept heures. La nuit survint avant qu'on pût entrer à Fleurus, où le projet du chef avait été de placer son quartier-général ce même jour. Cette perte de sept heures était bien fâcheuse au début d'une campagne.

« 3° Ney reçut l'ordre de se porter le 16, avec quarante-trois mille hommes qui composaient la gauche qu'il commandait, en avant des Quatre-Bras, d'y prendre position à la pointe du jour, et même de s'y retrancher. Il hésita, perdit huit heures. Le prince d'Orange, avec neuf mille hommes seulement, conserva le 16, jusqu'à trois heures après midi, cette importante position. Lorsque enfin le maréchal reçut à midi l'ordre daté de Fleurus, et qu'il vit que l'Empereur allait en venir aux mains avec les Prussiens, il se porta sur les Quatre-Bras, mais seulement avec la moitié de son monde, et laissa l'autre moitié pour appuyer sa retraite à deux lieues derrière ; il l'oublia jusqu'à six heures du soir, où il en sentit le besoin pour sa propre défense. Dans les autres campagnes, ce général eût occupé, à six heures du matin, la position en avant des Quatre-Bras, eût défait et pris toute la division belge, et eût ou tourné l'armée prussienne en faisant, par la chaussée de Namur, un détachement qui fût tombé sur les derrières de la ligne de bataille, ou, en se portant avec rapidité sur la chaussée de Genape, il eût surpris en marche et détruit la division de Brunswick et la cinquième division anglaise, qui venaient de Bruxelles, et de là eût marché à la rencontre des première et troisième divisions anglaises, qui arrivaient par la chaussée de Nivelles, l'une et l'autre sans cavalerie ni artillerie, et harassées de fatigue. Toujours le premier dans le feu, Ney oubliait les troupes qui n'étaient pas sous ses yeux. La bravoure que doit montrer un général en chef est différent de celle que doit avoir un général de division, comme celle-ci ne doit pas être celle d'un capitaine de grenadiers.

« 4° L'avant-garde de l'armée française n'arriva le 17 devant Waterloo qu'à six heures du soir ; sans de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. L'Empereur en parut fort contrarié ; il dit en montrant le soleil : « Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le pouvoir de Josué, et retarder sa marche de deux heures ! »

Quatrième observation. – « Jamais le soldat français n'a montré plus de courage, de bonne volonté et d'enthousiasme ; il était plein du sentiment de

sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. Sa confiance dans l'Empereur était tout entière, et peut-être encore accrue ; mais il était ombrageux et méfiant envers ses autres chefs. Les trahisons de 1814 étaient toujours présentes à son esprit : tout mouvement qu'il ne comprenait pas l'inquiétait, il se croyait trahi. Au moment où les premiers coups de canon se tiraient près de Saint-Amand, un vieux caporal s'approcha de l'Empereur, et lui dit : « Sire, méfiez-vous du maréchal Soult, soyez certain qu'il nous trahit. – Sois tranquille, lui répond ce prince, j'en réponds comme de moi. » Au milieu de la bataille, un officier fit le rapport au maréchal Soult que le général Vandamme était passé à l'ennemi, que ses soldats demandaient à grands cris qu'on en instruisît l'Empereur. Sur la fin de la bataille, un dragon, le sabre tout dégouttant de sang, accourut criant : « Sire, venez vite à la division ; le général Dhénin harangue les dragons pour passer à l'ennemi. – L'as-tu entendu ? – Non, Sire ; mais un officier qui vous cherche l'a vu, et m'a chargé de vous le dire. » Pendant ce temps, le brave général Dhénin recevait un boulet de canon qui lui emportait une cuisse, après avoir repoussé une charge ennemie.

« Le 14 au soir, le lieutenant-général B..., le colonel C... et l'officier de l'état-major V..., avaient déserté du 4^e et passé à l'ennemi. Leurs noms seront en exécration tant que le peuple français formera une nation. Cette désertion avait fort augmenté l'inquiétude du soldat. Il paraît à peu près constant qu'on a crié *sauve qui peut !* à la quatrième division du premier corps, le soir de la bataille de Waterloo, à l'attaque du village de La Haie par le maréchal Blucher. Ce village n'a pas été défendu comme il devait l'être. Il est également probable que plusieurs officiers porteurs d'ordres ont disparu. Mais si quelques officiers ont déserté, pas un seul soldat ne s'est rendu coupable de ce crime. Plusieurs se tuèrent sur le champ de bataille où ils étaient restés blessés, lorsqu'ils apprirent la déroute de l'armée. »

Cinquième observation. – « Dans la journée du 17, l'armée française se trouva partagée en trois parties : soixante-neuf mille hommes, sous les ordres de l'Empereur, marchèrent sur Bruxelles par la chaussée de Charleroi ; trente-quatre mille hommes sous les ordres du maréchal Grouchy, se dirigèrent sur cette capitale par la chaussée de Wavres, à la suite des Prussiens ; sept à huit mille hommes restèrent sur le champ de bataille de Ligny, savoir : trois mille hommes de la division Gérard pour

porter secours aux blessés, et former, dans tous les cas imprévus, une réserve aux Quatre-Bras ; quatre à cinq mille hommes, formant les parcs de réserve restèrent à Fleurus et à Charleroi. Les trente-quatre mille hommes du maréchal Grouchy, ayant cent huit pièces de canon, étaient suffisants pour culbuter l'arrière-garde prussienne dans toutes les positions qu'elle prendrait, presser la retraite de l'armée vaincue et la contenir. C'était un beau résultat de la victoire de Ligny de pouvoir ainsi opposer trente-quatre mille hommes à une armée qui avait été de cent vingt mille hommes. Les soixante-neuf mille hommes, sous les ordres de l'Empereur, étaient suffisants pour battre l'armée anglo-hollandaise de quatre-vingt-dix mille hommes. La disproportion qui existait le 15 entre les deux masses belligérantes, qui étaient alors dans le rapport d'un à deux, était bien changée ; elle n'était plus que dans le rapport de trois à quatre. Si l'armée anglo-hollandaise avait battu les soixante-neuf mille hommes qui marchaient contre elle, on eût pu reprocher à Napoléon d'avoir mal calculé ; mais il est constant, même de l'aveu des ennemis, que, sans l'arrivée du général Blucher, l'armée anglo-hollandaise aurait perdu son champ de bataille entre huit et neuf heures du soir. Sans l'arrivée du maréchal Blucher, à huit heures du soir, avec ses premier et deuxième corps, la marche sur Bruxelles, sur deux colonnes, pendant la journée du 17, avait plusieurs avantages. La gauche poussait et contenait l'armée anglo-hollandaise ; la droite, sous les ordres du maréchal Grouchy, poursuivait et contenait l'armée prusso-saxonne, et, le soir, toute l'armée française devait se trouver réunie sur une ligne de cinq petites lieues de Mont-Saint-Jean à Wavres, ayant ses avant-postes au bord de la forêt. Mais la faute que fit le maréchal Grouchy de s'arrêter le 17 à Gembloux, n'ayant fait dans la journée que deux petites lieues, au lieu de continuer jusque vis-à-vis Wavres, c'est-à-dire d'en faire encore trois, fut aggravée et rendue irréparable par celle qu'il fit le lendemain 18, en perdant douze heures, et n'arrivant qu'à quatre heures après midi devant Wavres, au lieu d'y arriver à six heures du matin.

« 1° Chargé de poursuivre le maréchal Blucher, Grouchy le perdit de vue pendant vingt-quatre heures, depuis le 17 à quatre heures après midi jusqu'au 18 à quatre heures après midi.

« 2° Le mouvement de la cavalerie sur le plateau, pendant que l'attaque du général Bulow n'était pas encore repoussée, fut un accident fâcheux. L'intention du chef était d'ordonner ce mouvement, mais une heure plus tard, et de le faire soutenir par les seize bataillons d'infanterie de la garde et cent pièces de canon.

« 3° Les grenadiers à cheval et les dragons de la garde, que commandait le général Guyot, s'engagèrent sans ordre. Ainsi, à cinq heures après midi, l'armée se trouva sans avoir une réserve de cavalerie. Si, à huit heures et demie, cette réserve eût existé, l'orage qui bouleversa le champ de bataille eût été conjuré, les charges de cavalerie ennemie repoussées ; les deux armées eussent couché sur le champ de bataille, malgré l'arrivée successive du général Bulow et du maréchal Blucher. L'avantage eût encore été pour l'armée française, car les trente-quatre mille hommes du maréchal Grouchy, ayant cent huit pièces de canon, étaient frais, et bivouaquèrent sur le champ de bataille. Les deux armées ennemies se fussent dans la nuit couvertes par la forêt de Soignes. L'usage constant dans toutes les batailles était que la division des grenadiers et dragons de la garde ne perdît pas de vue l'Empereur, et ne chargeât qu'en vertu d'un ordre donné verbalement par ce prince au général qui la commandait.

« Le maréchal Mortier, qui commandait en chef la garde, quitta ce commandement le 15, à Beaumont, comme les hostilités commençaient ; il ne fut pas remplacé, ce qui eut plusieurs inconvénients.

Sixième observation. – « 1° L'armée française manœuvra sur la droite de la Sambre le 13 et le 14. Elle campa la nuit du 14 au 15 à une demi-lieue des avant-postes prussiens, et cependant le maréchal Blucher n'eut connaissance de rien ; et lorsque, le 15 dans la matinée, il apprit, à son quartier-général de Namur, que l'Empereur entraît à Charleroi, l'armée prusso-saxonne était encore cantonnée sur une étendue de pays de trente lieues ; il lui fallait deux jours pour se réunir. Il eût dû, dès le 15 mai, porter son quartier-général à Fleurus, concentrer les cantonnements de son armée dans un rayon de huit lieues, tenant des avant-gardes sur les débouchés de la Meuse et de la Sambre. Son armée eût pu alors être à Ligny le 15 à midi, y attendre l'attaque de l'armée française, ou, dans la soirée du 15, marcher contre elle pour la jeter dans la Sambre.

« 2° Cependant, quoique surpris, le maréchal Blucher persista dans le projet de réunir son armée sur les hauteurs de Ligny, derrière Fleurus, bravant la chance d'y être attaqué avant que son armée y fût arrivée. Le 16 au matin, il n'avait encore réuni que deux corps d'armée, et déjà l'armée française était à Fleurus. Le troisième corps rejoignit dans la journée ; mais le quatrième, que commandait le général Bulow, ne put arriver à la bataille. Le maréchal Blucher eut dû, aussitôt qu'il sut les Français à Charleroi, c'est-à-dire dans la soirée du 15, donner pour point de rassemblement à son armée, non Fleurus, non Ligny, qui se trouvaient déjà sous le canon de son ennemi, mais Wavres, où les Français ne pouvaient arriver que le 17. Il eût eu de plus toute la journée du 16 et la nuit du 16 au 17 pour opérer le rassemblement total de son armée.

« 3° Après avoir perdu la bataille de Ligny, le général prussien, au lieu de faire sa retraite sur Wavres, eût dû l'opérer sur celle du duc de Wellington, soit sur les Quatre-Bras, puisque celui-ci s'y était maintenu, soit sur Waterloo. Toute la retraite du maréchal Blucher, dans la matinée du 17, fut à contresens, puisque les deux armées, qui n'étaient qu'à trois mille toises l'une de l'autre pendant la soirée du 16, ayant pour communication une belle chaussée, ce qui les pouvait faire considérer comme réunies, se trouvèrent le soir du 17 éloignées de plus de dix mille toises, et séparées par des défilés et des chemins impraticables.

« Le général prussien a violé les trois grandes règles de la guerre : 1° tenir ses cantonnements rapprochés ; 2° donner pour point de rassemblement un lieu où ils puissent tous arriver avant l'ennemi ; 3° opérer sa retraite sur ses renforts.

Septième observation. – « 1° Le duc de Wellington a été surpris dans ses cantonnements ; il eût dû, le 15 mai, les concentrer à huit lieues autour de Bruxelles, tenant des avant-gardes sur les débouchés de Flandre. L'armée française manœuvrait depuis trois jours à portée de ses avant-postes ; elle avait depuis vingt-quatre heures commencées les hostilités, son quartier-général était depuis douze heures à Charleroi, que le général anglais ignorait encore tout à Bruxelles, et tous les cantonnements de son armée étaient encore en pleine sécurité, occupant un terrain de plus de vingt lieues.

« 2° Le prince de Saxe-Weimar, qui faisait partie de l'armée anglo-hollandaise, était le 15, à quatre heures du soir, en position en avant de

Frasne, et savait que l'armée française était à Charleroi. S'il eût envoyé directement un aide-de-camp à Bruxelles, il y serait arrivé à six heures du soir, et cependant ce ne fut qu'à onze heures du soir que le duc de Wellington fut instruit que l'armée française était à Charleroi. Il perdit ainsi cinq heures dans une circonstance et contre un homme où la perte d'une seule heure était d'une grande importance.

« 3° L'infanterie, la cavalerie et l'artillerie de cette armée étaient cantonnées séparément, de sorte que l'infanterie se trouva engagée aux Quatre-Bras, sans cavalerie ni artillerie, ce qui lui fit éprouver une grande perte, puisqu'elle fut obligée de se tenir en colonnes serrées pour faire face aux charges de cuirassiers, et sous la mitraille de cinquante bouches à feu. Ces braves étaient ainsi à la boucherie, sans cavalerie pour les protéger et sans artillerie pour les venger. Comme les trois armes ne peuvent pas se passer un moment l'une de l'autre, elles doivent toujours être cantonnées et placées de manière à pouvoir toujours s'assister.

« 4° Le général anglais, quoique surpris, donna pour point de réunion à son armée les Quatre-Bras, depuis vingt-quatre heures au pouvoir des Français. Il exposait ses troupes à être défaites partiellement et à mesure de leur arrivée ; le danger qu'il leur faisait courir était bien plus considérable encore, puisqu'il les faisait arriver sans artillerie et sans cavalerie ; il livrait son infanterie, morcelée et sans l'assistance des deux autres armes, à son ennemi. Son point de rassemblement devait être à Waterloo ; il aurait eu alors la journée du 16 et la nuit du 16 au 17, ce qui était suffisant pour réunir toute son armée, infanterie, cavalerie, artillerie. Les Français ne pouvaient y arriver que le 17, et eussent prouvé toute son armée en position.

Huitième observation. – « 1° Le général anglais a livré le 18 la bataille de Waterloo. Ce parti était contraire aux intérêts de sa nation, au plan général de guerre adopté par les alliés ; il violait toutes les règles de la guerre. Il n'était pas de l'intérêt de l'Angleterre, qui a besoin de tant d'hommes pour recruter ses armées des Indes, de ses colonies d'Amérique et de ses vastes établissements, de s'exposer de gaieté de cœur à une lutte meurtrière qui pouvait lui faire perdre la seule armée qu'elle eût, et lui coûter tout au moins le plus pur de son sang. Le plan de guerre des alliés consistait à agir en masse, et à ne s'engager dans aucune affaire partielle. Rien n'était plus contraire à leur intérêt et à leur plan que d'exposer le succès de leur cause

dans une bataille chanceuse, à peu près à force égale, où toutes probabilités étaient contre eux. Si l'armée anglo-hollandaise eût été détruite à Waterloo, qu'eût servi aux alliés ce grand nombre d'armées qui se disposaient à franchir le Rhin, les Alpes et les Pyrénées.

« 2° Le général anglais, en prenant la résolution de recevoir la bataille à Waterloo, ne la fondait que sur la coopération des Prussiens, mais cette coopération ne pouvait avoir lieu que dans l'après-midi ; il restait donc exposé seul depuis quatre heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, c'est-à-dire pendant treize heures : une bataille ne dure pas ordinairement plus de six heures ; cette coopération était donc illusoire.

« Mais, pour compter sur la coopération des Prussiens, il supposait donc que l'armée française était tout entière vis-à-vis de lui ; et si cela était, il prétendait donc, pendant treize heures, avec quatre-vingt-dix mille hommes de troupes de diverses nations, défendre son champ de bataille contre une armée de cent quatre mille Français ? Ce calcul était évidemment faux : il ne se fût pas maintenu trois heures ; tout aurait été décidé à huit heures du matin, et les Prussiens ne seraient arrivés que pour être pris à revers. Dans une même journée les deux armées eussent été détruites. S'il comptait qu'une partie de l'armée française aurait, conformément aux règles de la guerre, suivi l'armée prussienne, il devait dès lors lui être évident qu'il n'en aurait aucune assistance, et que les Prussiens, battus à Ligny, ayant perdu vingt-cinq à trente mille hommes sur le champ de bataille, en ayant eu vingt mille d'éparpillés, poursuivis par trente-cinq ou quarante, mille Français victorieux, ne se seraient pas dégarnis, et se seraient crus à peine suffisants pour se maintenir. Dans ce cas, l'armée anglo-hollandaise aurait dû seule soutenir l'effort de soixante-neuf mille Français pendant toute la journée du 18, et il n'est pas d'Anglais qui ne convienne que le résultat de cette lutte n'était pas douteux, et que leur armée n'était pas constituée de manière à supporter le choc de l'armée impériale pendant quatre heures.

« Pendant toute la nuit du 17 au 18, le temps a été horrible, ce qui a rendu les terres impraticables jusqu'à neuf heures du matin. Cette perte de six heures depuis la pointe du jour a été tout à l'avantage de l'ennemi ? mais son général pouvait-il faire dépendre le sort d'une pareille lutte du temps qu'il faisait dans la nuit du 17 au 18 ? Le maréchal Grouchy, avec trente-quatre mille hommes et cent huit pièces de canon, a trouvé le secret, qui

paraissait introuvable, de n'être, dans la journée dit 18, ni sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean ni sur Wavres. Mais le général anglais avait-il l'assurance de ce maréchal qu'il se fourvoierait d'une si étrange manière ? La conduite du maréchal Grouchy était aussi imprévisible que si, sur sa route, son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'eût engloutie. Récapitulons. Si le maréchal Grouchy eût été sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, comme l'ont cru le général anglais et le général prussien pendant toute la nuit du 17 au 18, et toute la matinée du 18 ; et que le temps eût permis à l'armée française de se ranger en bataille à quatre heures du matin, avant sept heures l'armée anglo-hollandaise eût été écharpée, éparpillée ; elle eût tout perdu ; et si le temps n'eût permis à l'armée française de prendre son ordre de bataille qu'à dix heures, à une heure après midi l'armée anglo-hollandaise eût fini ses destins ; les débris en eussent été rejetés au-delà de la forêt ou dans la direction de Hall, et l'on eût eu tout le temps dans la soirée d'aller à la rencontre du maréchal Blucher et de lui faire éprouver un pareil sort. Si le maréchal Grouchy eût campé devant Wavres la nuit du 17 au 18, l'armée prussienne n'eût fait aucun détachement pour sauver l'armée anglaise, et celle-ci eût été complètement battue par les soixante-neuf mille Français qui lui étaient opposés.

« 3° La position de Mont-Saint-Jean était mal choisie. La première condition d'un champ de bataille est de n'avoir pas de défilés sur ses derrières. Pendant la bataille, le général anglais ne sut pas tirer parti de sa nombreuse cavalerie ; il ne jugea pas qu'il devait être et serait attaqué par sa gauche, il crut qu'il le serait par sa droite. Malgré la diversion opérée en sa faveur par les trente mille Prussiens du général Bulow, il eût deux fois opéré sa retraite dans la journée, si cela eût été possible. Ainsi, par le fait, ô étrange bizarrerie des événements humains ! le mauvais choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite impossible, a été la cause de son succès !!!

Neuvième observation. – « On demandera : Que devait donc faire le général anglais après la bataille de Ligny et le combat des Quatre-Bras ? La postérité n'aura pas deux opinions : il devait traverser, dans la nuit du 17 au 18, la forêt de Soignes sur la chaussée de Charleroi ; l'armée prussienne la devait également traverser sur la chaussée de Wavres ; les deux armées se réunir à la pointe du jour sur Bruxelles ; laisser des arrière-gardes pour

défendre la forêt ; gagner quelques jours pour donner le temps aux Prussiens, dispersés par la bataille de Ligny, de rejoindre leur armée, se renforcer de quatorze régiments anglais qui étaient en garnison dans les places fortes de la Belgique, où ils venaient de débarquer à Ostende, de retour d'Amérique, et laisser manœuvrer l'Empereur des Français comme il aurait voulu. Aurait-il, avec une armée de cent mille hommes, traversé la forêt de Soignes pour attaquer au débouché les deux armées réunies, fortes de plus de deux cent mille hommes et en position ? c'était certainement tout ce qui pouvait arriver de plus avantageux aux alliés. Se serait-il contenté de prendre lui-même position ? son inaction ne pouvait pas être longue, puisque trois cent mille Russes, Autrichiens, Bavares, etc., étaient arrivés sur le Rhin : ils seraient dans peu de semaines sur la Marne, ce qui l'obligerait à accourir au secours de sa capitale. C'est alors que l'armée anglo-prussienne devait marcher et se joindre aux alliés sous Paris. Elle n'aurait couru aucune chance, n'aurait éprouvé aucune perte, aurait agi conformément aux intérêts de la nation anglaise, au plan général de guerre adopté par les alliés, et aux règles de l'art de la guerre. Du 15 au 18, le duc de Wellington a constamment manœuvré comme l'a désiré son ennemi ; il n'a rien fait de ce que celui-ci craignait qu'il fit. L'infanterie anglaise a été ferme et solide, la cavalerie pouvait mieux faire ; l'armée anglo-hollandaise a été deux fois sauvée dans la journée par les Prussiens ; la première fois avant trois heures par l'arrivée du général Bulow avec trente mille hommes, et la deuxième fois par l'arrivée du maréchal Blücher avec trente et un mille hommes. Dans cette journée, soixante-neuf mille Français ont battu cent vingt mille hommes ; la victoire leur a été arrachée entre huit et neuf heures, mais par cent cinquante mille hommes.

« Qu'on se figure la contenance du peuple de Londres au moment où il aurait appris la catastrophe de son armée, et que l'on avait prodigué le plus pur de son sang pour soutenir la cause des rois contre celle des peuples, des privilèges contre l'égalité, des oligarques contre les libéraux, des principes de la sainte-alliance contre ceux de la souveraineté du peuple !!! »

Projet de nouvelle défense politique de Napoléon par lui-même.

Mardi 27.

J'ai été rejoindre l'Empereur sur les quatre heures. Il avait travaillé toute la matinée. Le vent était très fort ; il n'a pas voulu faire le tour en calèche ; il s'est promené longtemps dans la grande allée du bois ; nous y étions tous.

Après dîner, l'Empereur, revenant sur sa protestation récente contre le traité du 2 août, et s'animant sur son contenu, disait, en marchant à grands pas dans le salon, qu'il allait en tracer un autre sur un cadre bien autrement vaste et important, contre le bill même de la législature britannique. Il prouverait, disait-il, que ce bill n'était pas une loi, mais une violation de toutes les lois. Lui, Napoléon, y était proscrit, et n'était point jugé. Le parlement d'Angleterre avait fait ce qu'il croyait juste : il avait imité Thémistocle, sans vouloir écouter Aristide. De là, l'Empereur se mettait en jugement devant tous les peuples de l'Europe, et chacun d'eux l'absolvait successivement. Il a passé en revue tous les actes de son administration, et les a tous justifiés. « Les Français et les Italiens, a-t-il dit, gémissent de mon absence. J'emporte la reconnaissance des Polonais, et jusqu'aux regrets tardifs et amers des Espagnols mêmes, etc.

« L'Europe pleurera bientôt la perte de l'équilibre auquel mon empire français était absolument nécessaire. Elle est dans le plus grand danger ; elle peut être à chaque instant inondée de Cosaques et de Tartares. Et vous, Anglais, a-t-il dit en finissant, vous, Anglais, vous pleurerez votre victoire de Waterloo ! On amènera les choses à ce que la postérité, les gens instruits, les vrais hommes d'État, les vrais hommes de bien, regretteront amèrement que je n'aie pas réussi dans toutes mes entreprises. »

L'Empereur a eu des moments sublimes. Je ne le suivrai point dans ses développements. Il a promis de les dicter, et a dit en avoir déjà arrêté le cadre et les bases en quatorze paragraphes.

Catinat ; Turenne ; Condé – De la plus belle bataille de l'Empereur – Des meilleures troupes, etc.

Mercredi 28.

L'Empereur n'est sorti que sur les quatre heures. Il venait de passer trois heures dans son bain. Le temps était fort aigre ; il s'est contenté de quelques

tours dans le jardin. Il venait de faire écrire au gouverneur qu'il ne recevrait désormais personne, à moins qu'on n'admît à Longwood sur les passes du grand maréchal, comme au temps de l'amiral Cockburn.

Avant de se mettre aux échecs, l'Empereur a trouvé sous sa main un volume de Fénelon. C'était la direction de conscience d'un roi. Il nous en a lu bon nombre d'articles, les sabrant tout d'abord avec beaucoup d'esprit et de gaieté. Enfin il a jeté le livre, disant que le nom d'un auteur n'avait jamais influé sur son opinion ; qu'il avait toujours jugé les ouvrages sur ce qu'ils lui faisaient éprouver, louant volontiers, censurant de même, et qu'ici, en dépit du nom de Fénelon, il n'hésitait pas à prononcer que c'étaient autant de rapsodies.

Après dîner, l'Empereur parlait de l'ancienne marine, de M. de Grasse, de sa défaite du 12 avril. Il a voulu avoir quelques détails ; il a demandé le *Dictionnaire des Sièges et Batailles*. L'Empereur l'a parcouru ; il lui a fourni une foule d'observations. *Catinat*, pour son malheur, s'est trouvé sous sa main ; il l'a rabaisé infiniment à nos yeux. Il l'avait trouvé, disait-il, fort au-dessous de sa réputation, à l'inspection des lieux où il avait opéré en Italie, et à la lecture de sa correspondance avec Louvois. Sorti du tiers-état, observait-il, et du corps des avocats, avec des vertus douces, des mœurs, de la probité, affectant la pratique de l'égalité, établi à Saint-Gratien, aux portes de Paris, il était devenu l'affection des gens de lettres de la capitale, des philosophes du jour, qui l'avaient beaucoup trop exalté. Il n'était nullement comparable à Vendôme, prononçait-il.

L'Empereur disait qu'il avait cherché à étudier de même *Turenne* et *Condé*, soupçonnant aussi de l'exagération ; mais que là il avait fallu se rendre au mérite. Il avait même remarqué que dans Turenne l'audace avait crû chez lui avec l'expérience, il en montrait plus en vieillissant qu'à son début. C'était peut-être le contraire chez Condé, qui en avait tant déployé en entrant dans la carrière.

Et au sujet de Turenne, de Condé, et d'autres grands hommes, j'observerai qu'il est assez bizarre que le hasard ne m'ait jamais laissé entendre le nom du grand Frédéric dans la bouche de Napoléon. Toutefois, la grosse montre ou espèce de réveille-matin de ce prince, emportée à Sainte-Hélène, et placée à la cheminée de l'Empereur, l'empressement avec lequel Napoléon, à Postdam, s'élança sur l'épée du grand Frédéric, en

s'écriant : « Que d'autres saisissent d'autres dépouilles : voici, pour moi, ce qui est supérieur à tous les millions ! » enfin la contemplation longue et silencieuse de Napoléon au tombeau de Frédéric, prouvent assez à quel haut rang ce prince était dans l'esprit de l'Empereur, et combien il avait dû remuer son âme ^[1].

Dans le *Dictionnaire des Sièges et Batailles* que feuilletait l'Empereur, il trouvait son nom à chaque page, mais entouré d'anecdotes tout à fait fausses et défigurées, ce qui le portait à se récrier sur toute la fourmilière des petits écrivains et les indignes abus de la plume. La littérature, disait-il, devenait une nourriture du peuple, lorsqu'elle eût dû demeurer celle des gens délicats.

« On me fait, par exemple, à Arcole, durant la nuit, prendre le poste d'une sentinelle endormie. Cette idée est sans doute d'un bourgeois, d'un avocat peut-être, mais sûrement pas celle d'un militaire. L'auteur me veut du bien, nul doute, et n' imagine rien de plus beau dans le monde que ce qu'il me fait faire. Il a certainement écrit cela pour me faire honneur ; mais il ignorait que je n'étais guère capable d'un tel acte ; j'étais trop fatigué pour cela ; il est à croire que j'étais endormi avant le soldat dont il parle. »

On a alors compté cinquante à soixante grandes batailles données par l'Empereur. Quelqu'un ayant demandé quelle était la plus belle, il disait qu'il était difficile de répondre ; qu'il était nécessaire de s'expliquer d'abord sur ce qu'on entendait par la plus belle des batailles. « Les miennes, continuait-il, ne pouvaient être jugées isolément. Elles n'avaient point unité de lieu, d'action, d'intention ; elles n'étaient jamais qu'une partie de très vastes combinaisons : elles ne devaient donc être jugées que par leur résultat. Celle de *Marengo*, si longtemps indécise, avait donné toute l'Italie ; celle d'*Ulm* avait vu disparaître toute une armée ; celle d'*Iéna* avait livré toute la monarchie prussienne ; celle de *Friedland* avait ouvert l'empire russe ; celle d'*Eckmühl* avait décidé de toute une guerre, etc., etc.

Celle de la *Moskowa*, disait-il, était une de celles où l'on avait déployé le plus de mérite et obtenu le moins de résultats.

Celle de *Waterloo*, où tout avait manqué quand tout avait réussi, eût sauvé la France et réassis l'Europe. »

Madame de Montholon ayant demandé quelles étaient les meilleures troupes : « Celles qui gagnent des batailles, Madame, a répondu l'Empereur. Et puis, a-t-il ajouté, elles sont capricieuses et journalières comme vous, Mesdames. Les meilleures troupes ont été *les Carthaginois sous Annibal, les Romains sous les Scipions, les Macédoniens sous Alexandre, les Prussiens sous Frédéric*. Toutefois il croyait bien, disait-il, pouvoir affirmer que les Français étaient ceux qu'il était le plus facile de rendre et de maintenir les meilleurs.

« Avec ma garde complète de quarante à cinquante mille hommes, je me serais fait fort de traverser toute l'Europe. On pourra peut-être reproduire quelque chose qui vaille mon armée d'Italie et celle d'Austerlitz ; mais, à coup sûr, jamais rien qui les surpasse. »

L'Empereur, qui s'était arrêté longtemps sur ce sujet qui lui était cher, revenant tout à coup, a demandé quelle heure il était. « Onze heures, a-t-on dit. – Eh bien ! a-t-il repris en se levant, nous avons le mérite d'avoir gagné notre soirée sans le secours de la tragédie ni de la comédie. »

Mathilde et madame Cottin, etc. – Pas un Français que Napoléon n'ait remué – Desaix et Napoléon à Marengo – Sidney-Smith cause involontaire du retour du général Bonaparte en France ; historique de ce voyage – Exemples bien bizarres de la fortune.

Jeudi 29, vendredi 30.

Sur les deux heures, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre, et m'a donné quelques ordres particuliers...

À quatre heures, j'ai été le retrouver sous la tente ; il était entouré de tous, assis et se balançant sur une chaise, riant, causant, se battant les flancs pour être gai, et répétant néanmoins souvent qu'il se sentait mou, lâche, ennuyé. Il s'est levé et a fait un tour en calèche.

Après dîner, l'on parlait de roman ; on citait madame Cottin et sa *Mathilde*, dont le théâtre est en Syrie. L'Empereur demandait s'il avait vu madame Cottin, si elle l'aimait, si son ouvrage lui était favorable ; et comme on hésitait... « D'ailleurs, a-t-il dit, tout le monde m'a aimé et m'a haï ; chacun m'a pris, laissé et repris. Je crois qu'on peut affirmer qu'il n'est

point un Français que je n'aie remué. Tous m'ont aimé, depuis *Collot-d'Herbois*, s'il avait vécu, jusqu'au prince de Condé ; seulement cela n'a pas été en même temps, mais par intervalles et à des époques différentes, j'étais le soleil qui parcourt l'écliptique en traversant l'équateur. À mesure que j'arrivais dans le climat de chacun, toutes les espérances s'ouvraient, on me bénissait, on m'adorait ; mais dès que j'en sortais, quand on ne me comprenait plus, venaient alors les sentiments contraires, etc. »

Plus tard, la conversation s'est arrêtée sur l'Égypte. L'Empereur a répété beaucoup de choses sur Kléber et Desaix. Il n'hésitait pas à prononcer que Kléber était le meilleur officier de son armée après Desaix, et il a raconté plusieurs circonstances de sa vie et de son caractère. Jusque-là, disait Napoléon, il avait passé généralement pour insubordonné ; mais il n'en laissa jamais rien soupçonner vis-à-vis du jeune général en chef, ce qui étonnait fort, observait l'Empereur, les officiers de l'état-major, accoutumés à une tout autre allure dans Kléber. L'Empereur revenait à le blâmer extrêmement de la conduite qu'il avait tenue dès qu'il s'était trouvé généralissime en Égypte : il s'était ennuyé, disait-il, de la perspective d'une telle situation, et n'avait songé qu'à revenir en Europe, ce qui l'avait porté à écrire au Directoire une lettre des plus ridicules, pleine d'assertions fausses et absurdes, qui par la plus bizarre des circonstances, et bien assurément contre toute prévoyance de la part de Kléber, vint tomber précisément entre les mains de celui contre lequel elle était principalement dirigée : Napoléon venait de succéder au Directoire, Desaix arriva près du Premier Consul, au moment de Marengo ; Napoléon lui demandait comment il avait pu signer la capitulation de l'Égypte, car l'armée, lui observait-il, était suffisante pour la garder. Nous ne devions plus la perdre. « Cela est vrai, répondit Desaix, et l'armée était certainement assez nombreuse pour cela ; mais le général en chef ne voulait plus y demeurer. Or, le général en chef, à cette distance, n'est pas un seul homme dans l'armée, il en est la moitié, les trois quarts, les cinq sixièmes. Il ne me restait donc qu'à le déposséder, mais il était douteux que j'eusse réussi, et puis c'eût été un crime ; car, en pareil cas, le lot d'un soldat est d'obéir, je l'ai fait. »

Desaix, à Marengo, aussitôt après son arrivée, reçut le commandement de la réserve. Sur la fin de la bataille, et au milieu du plus grand désordre apparent, Napoléon, arrivant près de lui : « Eh bien ! lui dit Desaix, nos

affaires vont bien mal, la bataille est perdue, je ne puis plus qu'assurer la retraite, n'est-ce pas ? – Bien au contraire, lui dit le Premier Consul ; pour moi la bataille n'a jamais été douteuse ; tout ce que vous voyez en désordre, à droite et à gauche, marche pour se former sur votre queue ; la bataille est gagnée. Poussez votre colonne en avant ; vous n'avez qu'à recueillir le fruit de la victoire. »

Plus tard, l'Empereur a beaucoup parlé de sir Sidney-Smith. Il venait, disait-il, de lire dans le *Moniteur* les pièces de la convention d'El-Arisk, et observait que Sidney-Smith y avait mis beaucoup d'esprit et s'y était montré honnête homme. Il avait embêté Kléber, disait-il, par tous les contes qu'il était venu à bout de lui faire croire. Mais quand le refus de ratification de la part de son gouvernement arriva, Sidney-Smith s'en montra fort mécontent et employa beaucoup de loyauté vis-à-vis de l'armée française. « Après tout, disait l'Empereur, Sidney-Smith n'est point un méchant homme, j'en prends aujourd'hui une meilleure opinion, surtout d'après ce que je vois chaque jour de ses confrères. »

Ce fut sir Sidney qui, en communiquant les journaux d'Europe, amena le départ de Napoléon, et par conséquent le dénouement de brumaire. Les Français, revenant de Saint-Jean-d'Acre, ignoraient tout à fait ce qui s'était passé en Europe depuis plusieurs mois. Napoléon, avide d'apprendre quelques nouvelles, envoya un parlementaire à bord de l'amiral turc, sous prétexte de traiter des prisonniers qu'il venait de faire à Aboukir, se doutant bien que ce parlementaire serait arrêté par sir Sidney-Smith qui mettait le plus grand soin à empêcher toute relation directe entre les Français et les Turcs. En effet, le parlementaire français reçut de sir Sidney-Smith l'intimation de monter à son bord, et, tout en le comblant de bons traitements, sir Sidney-Smith, acquérant la certitude que les désastres d'Italie étaient inconnus à Napoléon, se fit un malin plaisir de lui envoyer une suite de journaux.

Napoléon passa la nuit dans sa tente à dévorer ces papiers, et résolut à l'instant même de passer en Europe, pour remédier, s'il en était temps, aux maux de la patrie et la sauver.

L'amiral Ganthaume, qui avait ramené Napoléon d'Égypte sur la frégate *le Muiron*, m'a souvent raconté son voyage. Cet officier était toujours demeuré au quartier-général depuis la destruction de la flotte à Aboukir. Il

me disait que peu de temps après le retour de Syrie, et immédiatement après une communication de l'escadre anglaise, le général en chef le fit venir et lui donna l'ordre d'aller en toute hâte à Alexandrie, d'y armer avec mystère et avec toute la célérité possible une des frégates vénitiennes qui s'y trouvaient, et de le prévenir aussitôt qu'elle serait prête.

Ce moment arrivé, le général en chef qui faisait une tournée d'inspection, se rendit sur une plage non fréquentée avec un escadron de ses guides ; des canots s'y trouvèrent pour les recevoir, et les conduisirent à la frégate, qu'ils gagnèrent en évitant de passer par Alexandrie.

On appareilla le soir même, afin d'avoir disparu au jour devant les croiseurs anglais et leur flotte mouillée à Aboukir. Malheureusement le calme survint qu'on était encore en vue des côtes, et que du haut des mâts on pouvait distinguer les vaisseaux anglais au mouillage.

Dans cette situation, l'inquiétude fut grande ; on proposa même de rentrer à Alexandrie, mais Napoléon s'y opposa. Les dés étaient jetés, et bientôt on fut assez heureux pour se trouver tout à fait au large.

La traversée fut fort longue et très défavorable ; on s'effraya souvent des Anglais : cependant personne ne connaissait les intentions du général, chacun faisait sa conjecture ; on était fort agité : Napoléon seul paraissait calme et tranquille, renfermé la plus grande partie du jour dans sa chambre, où il lisait, dit Ganthaume, *tantôt la Bible, tantôt l'Alcoran*. S'il paraissait sur le pont, c'était de l'air le plus gai, le plus libre, et causant des choses les plus indifférentes.

Le général Menou était le dernier auquel Napoléon eût parlé sur le rivage, et l'on a su plus tard qu'il lui avait dit : « Mon cher, tenez-vous bien vous autres ici ; si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini. »

Le sentiment de Napoléon sur nos désastres, après la lecture des papiers fournis par Sidney-Smith, était tel qu'il ne doutait pas que l'ennemi n'eût franchi les Alpes, et n'occupât déjà plusieurs de nos départements méridionaux. Aussi, quand on approcha d'Europe, fit-il gouverner sur Collioure et le Port-Vendre, dans le fond du golfe de Lyon. Un coup de vent l'en repoussa, et le fit rabattre sur la Corse. Alors on entra à Ajaccio, où l'on se procura les nouvelles.

Ganthaume me disait avoir vu là la maison de famille, le salon patrimonial de Napoléon.

La célébrité du compatriote ajoutait-il, avait mis aussitôt toute l'île en mouvement ; il pleuvait une nuée de cousins, la rue en était pleine, encombrée.

En remettant à la voile, on gouverna cette fois vers Marseille et Toulon ; mais au moment d'aborder on se crut encore perdu. Sur le flanc gauche du vaisseau, lors du coucher du soleil, et précisément dans ses rayons, on compta jusqu'à trente voiles qui arrivaient vent arrière. Ganthaume, dans son effroi, proposa au général d'armer le grand canot de la frégate de ses meilleurs matelots, et d'essayer, à la faveur de la nuit, de gagner la terre de sa personne. Napoléon s'y refusa, observant qu'il serait toujours temps de prendre ce parti, et commanda de continuer la route comme si de rien n'était. Cependant la nuit s'était faite, et plus tard l'on entendit les coups de canon, signaux de l'ennemi, mais au loin et de l'arrière, preuve évidente qu'on n'en avait pas été aperçu. Au jour on mouilla dans Fréjus. On sait le reste.

L'Empereur a fini la soirée en citant trois exemples bien bizarres de fortune arrivés vers ces mêmes parages, et à peu près dans les mêmes temps.

Un caporal, déserteur d'un des régiments de l'armée d'Égypte, qui s'était mis dans les mamelouks, y est devenu bey. Il a écrit depuis à son ancien général.

Une grosse vivandière de l'armée est devenue favorite du pacha de Jérusalem : elle ne savait point écrire, mais elle a fait faire des compliments et assurer qu'elle n'oublierait jamais sa nation, et protégerait toujours les Français et les chrétiens. « C'était, disait l'Empereur, la Zaire du jour. »

Enfin une jeune paysanne du cap Corse, saisie dans un bateau pêcheur par des Barbaresques, a été gouverner le souverain de Maroc. L'Empereur, après quelques communications des relations extérieures, avait, disait-il, fait venir de Corse à Paris le frère de cette paysanne, l'avait tant soit peu décrassé, nippé convenablement, et l'avait envoyé à sa sœur ; mais il n'en avait jamais entendu parler depuis.

Sur les quatre heures j'ai été joindre l'Empereur. Il venait de travailler sous la tente. Le gouverneur avait répondu aux différentes lettres dictées par l'Empereur à M. de Montholon.

À la première, contenant la protestation contre le traité du 2 août et une foule de griefs, il n'a trouvé d'autre réponse que de demander quelle lettre il nous avait retenue. Nous ne pouvions le lui dire précisément, puisque nous ne les avions jamais vues. C'était nous qui le lui demandions ; lui seul le savait.

Quant à la seconde lettre, qui portait que l'Empereur ne recevrait plus jamais personne que par les passes du grand maréchal, comme au temps de l'amiral Cockburn, le gouverneur a répondu qu'il était fâché que le *général Bonaparte* se trouvât importuné de visites indiscrètes à Longwood, et qu'il allait s'empresse d'y remédier ; ironie révoltante et sans nom dans la position où se trouve l'Empereur, et le sens dans lequel lui avait écrit M. de Montholon !

Doutes historiques ; le duc d'Orléans régent ; madame de Maintenon ; son mariage avec Louis XIV.

Samedi 31.

L'Empereur s'est levé de très bonne heure. Il a fait le tour du parc tout seul. À son retour, ne voulant, disait-il, faire réveiller personne, il avait saisi mon fils, qu'il avait trouvé debout, et lui a dicté deux heures sous la tente. Nous avons tous déjeuné avec lui ; puis est venue la promenade en calèche. Durant la course, l'Empereur parlait de doutes historiques : après plusieurs citations assez curieuses, il a conclu par une circonstance personnelle au régent. « Si Louis XV était mort enfant, disait-il, et rien n'était si possible, qui eût douté que le duc d'Orléans n'eût été l'empoisonneur de toute la maison royale ? qui eût osé le défendre ? Il a fallu qu'un enfant très délicat survécût pour qu'on pût sur ce point rendre justice à ce prince. » L'Empereur alors revenait sur le caractère du duc d'Orléans, et surtout sur ses torts dans l'affaire des princes légitimés. « Il s'y était dégradé, répétait-il ; et ce n'est pas que la cause de ceux-ci ne fût mauvaise, Louis XIV usurpait un droit en les appelant à la succession. La nation, à l'extinction de la maison royale, rentre indubitablement dans ses droits, c'est à elle à

choisir. L'acte de Louis XIV n'était sans doute qu'une erreur de sa grande élévation ; il pensait que tout ce qui sortait de lui devait être grand, et il semblait se douter pourtant que tout le monde ne penserait pas comme lui ; car il avait pris ses précautions pour affermir son ouvrage, en donnant ses filles naturelles aux princes de son sang, et faisant épouser à ses bâtards des princesses de sa maison. Quant à la régence, il est bien sûr qu'elle revenait de droit au duc d'Orléans. Le testament de Louis XIV n'était qu'une niaiserie : il violait nos lois fondamentales : nous étions une monarchie, et il nous donnait une république pour régence, etc. »

De là, passant à madame de Maintenon, l'Empereur lui trouvait une des carrières les plus extraordinaires ; c'était la Bianca-Capello¹ du temps, disait-il, moins romancière, mais aussi pas si amusante. Et poursuivant ses doutes historiques, il ne revenait pas du mystère de son mariage. Il était parfois tenté de le regarder comme un problème, malgré tout ce qu'en avaient dit les mémoires du temps.

« Le fait est, observait-il, qu'il n'existe et n'a jamais existé aucune preuve officielle et authentique. Or quel pouvait être le motif de Louis XIV de tenir cette mesure si strictement secrète pour son temps et pour l'avenir ? ou comment la famille des Noailles, parente de madame de Maintenon, n'a-t-elle jamais rien laissé percer à cet égard, surtout encore madame de Maintenon ayant survécu à Louis XIV ? etc. »

Les ministres, etc. – M. Daru ; Anecdotes – Parures fanées de Saint-Hélène.

Dimanche 1^{er} septembre.

Sur les trois heures, l'Empereur est sorti. Il disait avoir été mou, dégoûté toute la journée, pesant. Nous avons tous été de même : c'était le temps. Nous avons gagné la grande allée du bois, tandis qu'on attelait la calèche. Rendus à l'extrémité, la pluie est survenue ; elle a été assez forte pour que l'Empereur fût obligé de chercher un abri au pied d'un arbre à gomme, ce qui n'était pas d'un grand secours, vu le peu de feuillage de cet arbuste. La calèche est accourue nous prendre. Nous revenions au galop, quand nous avons aperçu le gouverneur qui arrivait de son côté. L'Empereur a aussitôt ordonné de tourner, disant que de deux maux il fallait savoir choisir le

moindre ; et nous avons fait deux tours au grandissime galop, en dépit de l'orage et de la pluie ; mais nous avons échappé sir Hudson Lowe, c'était encore un gain.

Avant le dîner, l'Empereur, dans sa chambre, passait en revue les personnes qui l'avaient servi dans sa maison, au Conseil d'État, dans les ministères. Il a dit de M. Daru que c'était un homme d'une extrême probité, sûr, et grand travailleur. À la retraite de Moscou, la fermeté de M. Daru s'était fait particulièrement remarquer, et depuis, l'Empereur répétait souvent qu'au travail du bœuf il joignait le courage du lion.

Le travail semblait l'élément de M. Daru ; il avait toujours rempli tous ses instants ; si bien que, quand il fut devenu ministre secrétaire d'État, quelqu'un le plaignant de l'immensité de travail qui devait l'absorber désormais : « Bien au contraire, répondit-il plaisamment, c'est depuis mes nouvelles fonctions qu'il me semble, n'avoir plus rien à faire. » Il s'y trouva pourtant pris une fois. L'Empereur l'ayant demandé après minuit pour travailler, M. Daru était tellement accablé de fatigue, qu'il savait à peine ce qu'il écrivait, et que, la nature l'emportant, il s'endormit sur son papier. Après un sommeil profond, venant à rouvrir les yeux, quel fut son saisissement d'apercevoir l'Empereur travaillant tranquillement à ses côtés. L'état des bougies l'avertissait assez que son absence devait avoir été longue. Atterré, confondu, ses yeux incertains vinrent rencontrer ceux de l'Empereur, qui lui dit : « Eh bien, oui, Monsieur, vous me voyez faisant votre travail, puisque vous n'avez pas voulu le faire. J'ai pensé que vous aviez bien soupé, passé une bonne soirée ; mais encore faudrait-il que le travail rien souffrît point. – Ah ! Sire, lui dit alors M. Daru, moi avoir passé une bonne soirée ! Voilà plusieurs nuits blanches que je passe au travail, et Votre Majesté vient d'en voir la triste conséquence, qui m'afflige cruellement. – Eh ! que ne me disiez-vous cela ? lui dit l'Empereur, je n'ai point envie de vous tuer ; allez vous coucher : bonne nuit, M. Daru. » Voilà, certes, un trait caractéristique et bien propre à détromper des fausses idées dans lesquelles nous étions généralement dans ce temps-là sur le naturel intraitable de Napoléon. Mais, je ne sais par quelle fatalité, je le répète sans cesse, les traits de cette nature demeuraient perdus au milieu de nous, tandis que circulaient avec tant d'activité, au contraire, les fables et les absurdités qui pouvaient lui être défavorables. Serait-ce que les courtisans réservaient

pour le château seul leur courtoisie, et cherchaient un contrepoids au-dehors dans une apparence d'opposition et d'indépendance ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il en était ainsi, et que celui qui se serait complu à répéter ces traits dans les salons se serait entendu dire probablement qu'il les avait inventés, on y aurait passé pour un benêt d'avoir pu les croire.

Durant le dîner, l'Empereur plaisantait sur la parure fanée de ces dames. Ce serait bientôt, disait-il, celle de ces vieilles avares qui se pourvoient, chez les revendeuses. Ce n'était plus la fraîcheur ni l'élégance des Leroi, des Despeaux, des Herbault. Ces dames demandaient de l'indulgence pour Sainte-Hélène. Les maris rappelaient à l'Empereur combien il était difficile pour elles aux Tuileries. C'était le fléau, disait-on, la ruine des ménages. L'Empereur riait, il n'en convenait pas. « Cela avait été imaginé par ces dames, disait-il, comme prétexte ou justification auprès de leurs maris. » De là on s'est étendu sur notre luxe ici. L'Empereur a dit qu'il avait commandé à Marchand de lui faire porter l'habit de chasse qu'il avait en ce moment jusqu'à extinction ; et certes il était déjà bien avancé.

Campagne de Saxe ou de 1813 – Violente sortie de Napoléon – Réflexions ; analyses – Batailles de Lutzen, Wurschen – Négociations – Batailles de Dresde, de Leipsick, de Hanau, etc., etc..

Lundi 2.

L'Empereur, prenant un ouvrage qui traitait de nos dernières campagnes, l'a parcouru quelque temps, puis l'a jeté, disant : « C'est une véritable rhapsodie, un tissu de contresens et d'absurdités. » S'arrêtant alors sur ce sujet de conversation, il a causé longuement sur la trop fameuse campagne de Saxe. Ses observations ont été principalement morales, peu ou point militaires. Voici ce que j'en ai recueilli de plus saillant : « Cette mémorable campagne, disait-il, sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française, celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise, celui de l'esprit chez les Russes, celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien ; elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains ; enfin la flétrissure des premières vertus militaires : la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en

arriver à ce hideux et triste résultat, et le temps en déroulera la vérité et les conséquences.

« Mais ce qu'il y a de bien remarquable ici, c'est que les infamies au fond demeurent étrangères aux rois, aux soldats et aux peuples. Elles ne sont l'ouvrage que de quelques *intrigants à épée*, de quelques casse-cou politiques, qui, sous le spécieux prétexte de secouer le joug de l'étranger et de reprendre l'indépendance nationale, n'ont au fait que vendu et livré sciemment leurs maîtres particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs. Les vrais résultats ne se sont pas fait longtemps attendre. Le roi de Saxe y a perdu la moitié de ses États ; le roi de Bavière s'est vu forcé à des restitutions bien précieuses. Qu'importait aux traîtres ? ils tenaient leurs récompenses, leurs richesses. Et ce sont les cœurs les plus droits, les âmes les plus innocentes qui présentent le spectacle solennel des plus grands châtiments. C'est un roi de Saxe, le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, qu'on dépouille de la moitié de ses provinces ; c'est un roi de Danemark, si fidèle à tous ses engagements, dont on saisit une couronne ! Voilà pourtant ce qu'ils ont prétendu ? le retour à la morale, son triomphe !... et voilà la justice distributive d'ici-bas !...

« Du reste, j'aime à le répéter pour l'honneur de l'humanité et même des trônes, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Je n'eus pas un instant à me plaindre de la personne individuelle des princes mes alliés. Le bon roi de Saxe me demeura fidèle jusqu'à extinction ; le roi de Bavière me fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître ; la générosité du roi de Wurtemberg se fit particulièrement remarquer ; le prince de Bade ne céda qu'à la force et au dernier instant : tous, je leur dois cette justice, m'avertirent à temps, afin que je pusse me garantir de l'orage. Mais, d'un autre côté, que d'abominations dans les subalternes !... Les fastes militaires se dessouilleront-ils jamais de l'acte des Saxons se retournant dans nos rangs pour nous égorger ? Il est demeuré proverbe chez les soldats : *saxonner*, parmi eux, veut dire à présent une troupe qui en assassine une autre ; et, pour comble de douleur, c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne, un nourrisson de la France qui nous porte le coup de grâce ! Grand Dieu !

« Et ce qu'il y avait de pire dans ma situation, ce qui comblait mon supplice, c'est que je voyais clairement arriver l'heure décisive. L'étoile

pâlissait ; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver ; car traiter, conclure, c'était se livrer en sot à l'ennemi. Je le voyais distinctement, et la suite a suffisamment prouvé que je ne me trompais point. Il ne restait donc qu'à combattre ; et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions commençaient à se glisser parmi nous ; la fatigue, le découragement gagnaient le grand nombre. Mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux : ce n'étaient plus là les hommes du début de notre révolution, ni ceux de mes beaux moments. Plusieurs ont osé répondre à cela, m'assure-t-on, que c'est qu'au commencement on se battait pour la république, pour la patrie, tandis qu'à la fin on ne se battait plus que pour un seul homme, ses seuls intérêts, son insatiable ambition, etc.

« Indigne subterfuge !... Et qu'on demande à cette immensité de jeunes et braves soldats, à cette foule d'officiers intermédiaires, s'il leur vint jamais l'idée d'un semblable calcul, si jamais ils virent autre chose devant eux que l'ennemi ; en arrière, que l'honneur, la gloire, le triomphe de la France ? Aussi ceux-là ne s'étaient-ils jamais mieux battus !... Pourquoi dissimuler ? pourquoi ne pas le dire franchement ? Le vrai est qu'en général les hauts généraux n'en voulaient plus ; c'est que je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et désormais ils ne demandaient que du repos ; ils l'eussent acheté à tout prix. Le feu sacré s'éteignait ; ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV. » Napoléon ne s'était pas abusé sur la crise qui menaçait la France ; il jugeait fort bien toute l'immensité du péril dont il se trouvait entouré quand il ouvrit la campagne. Dès son retour de Moscou, il avait vu le danger, disait-il, et s'était appliqué à le conjurer. Dès cet instant même, il fut constamment décidé aux plus grands sacrifices ; mais le moment de les proclamer lui semblait délicat, et c'est ce dernier point qui l'occupait surtout. Si sa puissance matérielle était grande, observait-il, sa puissance d'opinion l'était bien davantage encore ; elle allait jusqu'à la magie : or, il s'agissait de ne pas la perdre, et une fausse démarche, une parole gauche prononcée mal à propos, pouvaient détruire à jamais tout le prestige. Une grande circonspection, une confiance extrême apparente dans ses forces lui étaient donc commandées. Il lui fallait surtout voir venir.

Sa grande faute, son erreur fondamentale, a été de croire toujours à ses adversaires autant de jugement et de connaissance de leurs vrais intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien l'Autriche, dès le principe, disait-il, de chercher à profiter du mauvais pas où il se trouvait engagé pour lui arracher de grands avantages, et il y était au fond tout à fait décidé ; mais il ne pouvait se persuader qu'il y eût assez d'aveuglement dans le monarque, assez de trahison dans ses meneurs pour vouloir l'abattre tout à fait, lui, Napoléon, et livrer par là leur propre pays à la merci de la toute-puissance, non contrôlée désormais, de la Russie. L'Empereur faisait le même raisonnement à l'égard de la confédération du Rhin, qui pouvait bien, convenait-il, avoir à se plaindre de lui peut-être, mais qui devait cependant redouter bien davantage encore de retomber sous la sujétion de l'Autriche et de la Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de ces raisonnements ; elle ne pouvait, selon lui, vouloir détruire tout à fait un contrepoids nécessaire à son indépendance, à son existence même. Ainsi Napoléon admettait bien de la haine dans ses ennemis, et de l'humeur, de la malveillance peut-être chez ses alliés, mais il ne pouvait supposer aux uns ni aux autres le désir de le détruire tout à fait, tant il se sentait nécessaire à tous ; et il marchait en conséquence.

Voilà l'idée dominante de Napoléon dans toute cette grande circonstance ; elle est la clef constante de sa conduite jusqu'au dernier moment, à celui même de sa chute. Il ne faut pas la perdre de vue ; elle explique bien des choses, peut-être tout, son attitude hostile, ses paroles fières, ses refus de conclure, sa détermination de combattre, etc...

S'il avait des succès, disait-il, il ferait dès lors des sacrifices avec honneur, et la paix avec gloire ; les prestiges de sa supériorité demeureraient intacts. S'il éprouvait, au contraire, de trop grands revers, il serait toujours alors temps d'effectuer ces sacrifices ; et l'intérêt vital de l'Autriche, celui des vrais Allemands, était là pour le soutenir de leurs armes ou de leur diplomatie, tant il les supposait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, que son existence politique était absolument indispensable à la structure, au repos, à la sûreté de l'Europe. Hélas ! ce dont il pouvait douter fut ce qui lui réussit ; la victoire lui demeura fidèle. Ses premiers succès sont surprenants, admirables, mais ce qui lui semblait infaillible fut précisément ce qui lui manqua : ses alliés naturels le trahirent et le précipitèrent.

1. [↑](#) Dans les temps qui ont suivi mon enlèvement de Longwood, Napoléon s'est occupé d'un travail spécial sur le grand Frédéric, de notes et de commentaires sur ses campagnes. (Voyez les *Mémoires de Napoléon*, tom. VIII. Bossange frères, 1823.)

Chapitre 4.

Trait de bienfaisance – Voyage à Amsterdam ; les Hollandais, etc. – Massacres de septembre – Sur les révolutions en général ; fatalité contre Louis XVI.

Mardi 3.

Sur les trois heures, l'Empereur m'a fait demander dans sa chambre, il achevait sa toilette ; et comme il pleuvait en ce moment, il a gagné le salon, où il m'a dit des choses fort curieuses qu'on supposerait le concerner, et dans lesquelles je jouais un grand rôle...

Dans la journée, l'Empereur disait que, voyageant avec l'impératrice, il se trouvait un jour à déjeuner dans une des îles du Rhin. Une petite ferme était dans le voisinage ; pendant qu'il était à table, il en fit venir le paysan ; le questionna sur tout ce qui pouvait le rendre heureux, lui dit de le demander hardiment, et pour lui donner plus de confiance, il lui fit boire, disait-il, plusieurs verres de vin. Le paysan, moins circonscrit et mieux avisé que dans les Trois Souhaits, parcourut le maximum de tous ses besoins. L'Empereur commanda au préfet d'y pourvoir sur-le-champ. On fit le compte, et la somme ne s'élevait pas au-dessus de 6 à 7.000 francs.

Une autre fois, en Hollande, disait-il encore, faisant une traversée en yacht, et causant avec celui qui tenait le gouvernail, il lui demandait ce que pouvait valoir son bâtiment. « Mon bâtiment ! il n'est pas à moi, dit l'homme ; je serais trop heureux, il ferait ma fortune. – Eh bien ! je te le donne, » dit l'Empereur à cet homme, qui y parut fort peu sensible. On prit sa froide indifférence pour le flegme naturel du pays ; mais ce n'était pas cela. « Quelle faveur m'a-t-il donc faite ? dit-il à un de ses camarades qui le félicitait ; il m'a parlé, et voilà tout ; il m'a donné ce qui ne lui appartient pas : quel diable de présent ! » Cependant Duroc avait été payer le maître du bâtiment ; il en tenait la quittance de vente qu'on remit à l'homme. Dès

qu'il commença à comprendre, sa joie fut jusqu'au délire ; il fit des folies. La somme était encore à peu près la même que ci-dessus. « Ainsi, disait l'Empereur, on voit que les désirs des hommes ne sont pas aussi immodérés qu'on le pense, et qu'il est plus facile de les rendre heureux qu'on ne le croit ; car assurément ces deux hommes trouvèrent le bonheur. »

Napoléon répétait souvent des traits de la sorte ; en voici un écrit sous sa dictée, il s'agit du passage du Saint-Bernard, avant la bataille de Marengo.

« Le Consul montait, dans le plus mauvais pas, le mulet d'un habitant de Saint-Pierre, désigné comme étant le mulet le plus sûr de tout le pays. Le guide du Consul était un grand et vigoureux jeune homme de vingt-deux ans, qui s'entretint beaucoup avec lui, en s'abandonnant à cette confiance propre à son âge et à la simplicité des habitants des montagnes. Il confia au Premier Consul toutes ses peines, ainsi que les rêves de bonheur qu'il faisait pour l'avenir. Arrivé au couvent, le Premier Consul, qui jusque-là ne lui avait rien témoigné, écrivit un billet et le donna à ce paysan pour le remettre à son adresse. Ce billet était un ordre qui prescrivait diverses dispositions, qui eurent lieu immédiatement après le passage, et qui réalisait toutes les espérances du jeune paysan, telles que la bâtisse d'une maison, l'achat d'un terrain, etc. Quelque temps après son retour, l'étonnement du jeune montagnard fut bien grand de voir tant de monde s'empresser de satisfaire ses désirs, et la fortune lui arriver de tous côtés. »

Quand l'Empereur fut visiter Amsterdam, la population, dit-il, était très montée contre lui ; mais à peine il avait paru qu'il avait remué les cœurs les plus froids. Il ne voulut d'autre garde que la garde d'honneur de la ville, et ce trait de confiance lui ramena aussitôt tous les sentiments hollandais. Il était sans cesse au milieu d'eux tous. Dans une certaine occasion, il aborda vis-à-vis d'eux franchement la question. « On vous dit mécontents ; mais pourquoi ? La France ne vous a pas conquis, elle vous a adoptés ; il n'est aucune exclusion pour vous ; vous partagez toutes les faveurs de la famille. Considérez-vous : j'ai pris parmi vous des préfets, des chambellans, des conseillers d'État dans le juste rapport de votre population, et j'ai accru ma garde de votre garde hollandaise. Vous vous plaignez de souffrir ; mais en France on souffre davantage ; nous souffrons tous, et cela durera tant que l'ennemi commun, le tyran des mers, le vampire de votre commerce, ne sera pas ramené à la raison. Vous vous plaignez de vos sacrifices ? Mais

venez en France, et vous verrez tout ce qui vous reste encore au-dessus de nous ; alors vous vous estimerez moins malheureux peut-être... Mais pourquoi ne vous féliciteriez-vous pas plutôt de la fatalité qui amène votre réunion avec nous ? Dans la composition nouvelle de l'Europe, que seriez-vous désormais, laissés à vous-mêmes ? les esclaves de tout le monde ; au lieu qu'identifiés à la France, vous êtes appelés à faire un jour avec éclat tout le commerce du grand empire. » Puis, prenant le ton de la gaieté, il leur dit : « J'ai fait tout pour vous plaire et vous accommoder. Ne vous ai-je pas envoyé pour vous gouverner justement l'homme qu'il vous fallait, le bon et pacifique Lebrun ? Vous pleurez avec lui, il pleure avec vous, vous pleurez ensemble ; que pouvais-je faire de mieux ? » Et à ces mots le flegme hollandais disparut ; tout l'auditoire se mit à rire aux éclats, et l'Empereur put compter sur eux. « Du reste, ajouta-t-il, espérons que ce ne sera pas long ; croyez que je le désire autant que vous. Ceux d'entre vous qui voient loin vous diront que rien de tout ceci n'est dans mon caprice ni dans mes intérêts. »

L'Empereur laissa le peuple d'Amsterdam ivre de sa personne, et emporta lui-même des sentiments très prononcés en sa faveur. Il avait coutume de se plaindre, avant son voyage, que quiconque était envoyé par lui en Hollande y devenait aussitôt Hollandais : il le rappela au Conseil d'État à son retour, et dit qu'il l'était devenu lui-même. Et un jour qu'un des orateurs parlait légèrement de l'esprit des Hollandais : « Messieurs, dit-il, vous pouvez être plus aimables, mais je vous souhaite leur moralité. »

Après dîner, quelqu'un ayant mentionné la date du jour (3 septembre), l'Empereur a dit à ce sujet des paroles bien remarquables. En voici quelques-unes : « C'est l'anniversaire d'exécutions bien épouvantables, bien hideuses, une réaction en petit de la Saint-Barthélémy, une tache pour nous, moindre sans doute parce qu'elle a fait moins de victimes et qu'elle n'a pas porté la sanction du gouvernement, qui essaya même de punir le crime. Il a été commis par la commune de Paris, puissance spontanée, rivale de la législature, supérieure même.

Au surplus, disait l'Empereur, ce fut bien plutôt l'acte du fanatisme que celui de la pure scélératesse ; on a vu les massacreurs de septembre massacrer l'un d'entre eux pour avoir volé durant leurs exécutions. Ce terrible évènement, continuait l'Empereur, était dans la force des choses et

dans l'esprit des hommes. Point de bouleversement politique sans fureur populaire, point de danger pour le peuple déchaîné sans désordre et sans victimes. Les Prussiens entraînent ; avant de courir à eux, on a voulu faire main basse sur leurs auxiliaires dans Paris. Peut-être cet événement influa-t-il dans les temps sur le salut de la France. Qui doute que dans les derniers temps, lorsque les étrangers approchaient, si on eût renouvelé de telles horreurs sur leurs amis, ils eussent jamais dominé la France ? Mais nous ne le pouvions, nous étions devenus légitimes ; la durée de l'autorité, nos victoires, nos traités, le rétablissement de nos mœurs avaient fait de nous un gouvernement régulier ; nous ne pouvions nous charger des mêmes fureurs ni du même odieux que la multitude. Pour moi, je ne pouvais ni ne voulais être un roi *de la Jaquerie*.

Règle générale : jamais de révolution sociale sans terreur. Toute révolution de cette nature n'est et ne peut être dans le principe qu'une révolte. Le temps et les succès parviennent seuls à l'ennoblir, à la rendre légitime ; mais, encore une fois, on n'a pu y parvenir que par la terreur. Comment dire à tous ceux qui remplissent toutes les administrations, possèdent toutes les charges, jouissent de toutes les fortunes : Allez-vous-en ! Il est clair qu'ils se défendraient ; il faut donc les frapper de terreur, les mettre en fuite, et c'est ce qu'ont fait la lanterne et les exécutions populaires. La terreur en France a commencé le 4 août, lorsqu'on a aboli la noblesse les dîmes, les féodalités, et qu'on a jeté tous ces débris au peuple. Il se les est partagés, n'a plus voulu les perdre, et a tué. Alors seulement il a compris la révolution, et s'y est vraiment intéressé. Jusque-là il existait assez de morale et de dépendance religieuse parmi eux, pour qu'un grand nombre doutât que sans le roi et les dîmes la récolte pût venir comme de coutume.

Toutefois, concluait l'Empereur, une révolution est un des plus grands maux dont le ciel puisse affliger la terre. C'est le fléau de la génération qui l'exécute ; tous les avantages qu'elle procure ne sauraient égaler le trouble dont elle remplit la vie de leurs auteurs. Elle enrichit les pauvres, qui ne sont point satisfaits ; elle bouleverse tout ; dans les premiers moments, elle fait le malheur de tous, le bonheur de personne.

Le vrai bonheur social, il faut en convenir, est dans l'usage paisible, dans l'harmonie des jouissances relatives de chacun. Dans les temps réguliers et

tranquilles, chacun a son bonheur : le cordonnier est aussi heureux dans sa boutique que moi sur le trône ; le simple officier jouit autant que son général. Les révolutions les mieux fondées détruisent tout à l'instant même, et ne remplacent que dans l'avenir. La nôtre a semblé d'une fatalité irrésistible ; c'est qu'elle a été une éruption morale aussi inévitable que les éruptions physiques, un vrai volcan : quand les combinaisons chimiques qui produisent celui-ci sont complètes, il éclate ; les combinaisons morales qui produisent une révolution étaient à point chez nous, elle a éclaté. »

Nous demandions à l'Empereur s'il croyait qu'il eût été possible d'arrêter la révolution à sa naissance. Il le croyait sinon impossible, du moins bien difficile. Peut-être, disait-il, aurait-on pu conjurer l'orage, ou le détourner par quelque grand acte machiavélique, en frappant d'une main de grands individus, et en concédant de l'autre à la nation, en lui accordant franchement la réformation que demandait le temps, et dont une partie avait déjà été mentionnée dans la fameuse séance royale. « Et encore tout cela, remarquait l'Empereur, n'eut-il été que se saisir de la révolution et la diriger soi-même. » Il pensait que quelque autre combinaison de la sorte eût pu réussir peut-être encore au 10 août, si le roi fût demeuré vainqueur. Ces deux époques, selon lui, étaient les seules qui eussent pu présenter quelques chances désespérées, parce que, lors de Versailles, la nation n'était point encore tout ébranlée, et qu'au 10 août elle était déjà bien fatiguée ; mais les hauts intéressés, remarquait l'Empereur, n'étaient pas de taille pour ces difficiles époques.

L'Empereur a parcouru rapidement la série des fautes commises. « L'ensemble en faisait pitié, concluait-il. Il eût fallu un premier ministre à Louis XVI, et M. Necker en sous-ordre pour les finances. Les premiers ministres eussent dû être inventés surtout pour les derniers règnes de notre monarchie ; et précisément il était devenu dans les principes et l'amour-propre du jour de n'en vouloir point prendre. »

On a beaucoup parlé de la conduite équivoque de plusieurs grands personnages dans ces temps de crise, et l'Empereur a dit : « Nous condamnons Louis XVI ; mais, indépendamment de sa faiblesse, il a été le premier prince attaqué. C'est celui sur lequel les nouveaux principes faisaient leur essai. Son éducation, ses idées innées, le portaient à croire de bonne foi comme lui appartenant tout ce qu'il cherchait à défendre

ouvertement ou en secret. Même dans ses manques de foi, il pouvait y avoir une espèce de bonne foi, s'il est permis de parler ainsi. Plus tard, que chacun en sait davantage, une même conduite serait bien plus inexcusable, bien autrement condamnable. Qu'on ajoute que Louis XVI avait tout le monde contre lui, ses proches, ses frères ; le duc *d'Orléans* le trahissait ; *Monsieur* se montrait des plus équivoques ; le *comte d'Artois* le perdait par ses inconsidérations ; et l'on pourra se faire une idée des difficultés sans nombre que la fatalité sembla prendre plaisir à accumuler sur ce prince infortuné. La fatalité des Stuart, dont on a tant parlé, n'a pas été plus malheureuse. »

Sur les gardes du corps ; un déserteur parmi nous.

Mercredi 4.

L'Empereur m'a fait appeler après son déjeuner. Il était étendu sur son canapé, au milieu de plusieurs livres. Sa tête demeurait encore couverte du madras de la nuit ; son visage semblait défait. « Mon cher, m'a-t-il dit, je me sens fatigué. Voilà bien des livres que je parcours, rien ne m'attache, tout m'y déplaît ; je m'ennuie. » Et son œil dirigé sur moi, cet œil si vif d'ordinaire, et terne en ce moment, m'en exprimait bien davantage. « Asseyez-vous là, m'a-t-il dit en montrant une chaise près de lui, chargée de livres, et causons. » Il s'est mis à parler de l'île d'Elbe, de la vie qu'il y avait menée, de quelques visites qu'il y avait reçues, etc., etc. Puis il m'a questionné sur notre existence à Paris à cette époque correspondante, sur la cour, sa physionomie. Et la conversation l'ayant amené à mentionner les gardes du corps : « Sire, s'est permis de lui dire quelqu'un, dans votre suite, parmi nous, se trouve un de leurs déserteurs. – Comment cela ? Expliquez. – Sire, parce qu'au moment de la restauration, un des capitaines des gardes, pour qui j'ai beaucoup d'affection, et qui m'en avait toujours témoigné, malgré la différence de nos opinions, m'offrit de placer mon fils dans sa compagnie, me disant qu'il l'y traiterait comme le sien. Je lui objectai qu'il était trop jeune, que cela ferait tort à ses études ; et comme il m'assurait que non, je lui demandai la permission d'y réfléchir. Quand j'en parlai ailleurs, on se récria sur la bonne fortune que j'avais dédaignée ; c'était une grande

faveur, me disait-on, parce qu'en très peu de temps, et sans interrompre son éducation, mon fils deviendrait susceptible d'un très bel avancement. Je fus donc témoigner au capitaine des gardes qu'il avait dû me trouver très ridicule de ne pas m'être montré plus reconnaissant, et il m'avoua qu'il s'était bien aperçu que je n'avais pas compris. Toutefois, par une circonstance ou une autre, Votre Majesté est revenue avant que mon fils n'eût eu l'honneur d'être présenté à son colonel : et comme à notre départ pour Sainte-Hélène j'ai été l'enlever à son lycée, le voilà pleinement et dûment un déserteur. L'Empereur en a beaucoup ri, et a terminé en disant : « Ce que c'est pourtant que les révolutions ! Quel croisement d'intérêts, de rapports, d'opinions ! Heureux encore quand elles ne dissolvent pas les familles, ou qu'elles ne mettent pas aux prises les meilleurs amis ! » Et de là il a passé à me questionner sur ma famille, et a fini par me dire : « Mais j'ai vu, dans Alphonse de Beauchamps, votre nom parmi les royalistes qui, le 30 mars, provoquèrent à la royauté sur la place Louis XV : je vois bien que ce n'est pas vous ; je crois même que vous m'avez déjà expliqué cela ; mais l'idée ne m'en est pas restée. — Sire, c'est un cousin de mon nom. Cette citation me gêna un peu dans le moment, et je réclamai vainement dans les journaux ; ce qu'il y avait de plaisant, c'est que le cousin réclamait vivement de son côté pour qu'on spécifiât bien que c'était lui. Je crois bien que la dénomination ainsi générale était une bienveillance de l'auteur, que j'avais vu jadis chez moi, et qui voulait peut-être par là me ménager une occasion de me faire valoir, si j'en avais l'envie. Du reste, je dois à ce cousin la justice de dire que, me trouvant, moi, près de Votre Majesté, je lui offris maintes fois de demander la faveur de vouloir bien le placer dans votre maison ou autrement, et il me refusa constamment. Je lui souhaite aujourd'hui d'en trouver la récompense. »

Le temps a été épouvantable, à ne pouvoir pas sortir de tout le jour.

Bourrades de Napoléon ; la plupart calculées, etc., etc. — On marchande notre existence.

Jeudi 5.

Aujourd'hui, dans ma conversation du matin, je racontais à l'Empereur je ne sais plus quelles vexations, quels actes iniques qui, à son insu,

révoltaient l'esprit public et le rendaient odieux, parce qu'ils s'exerçaient en son nom, et que beaucoup les croyaient de lui. « Mais comment, disait-il, ne se trouvait-il personne parmi cette foule de vous autres qui m'entouriez ; comment parmi mes chambellans surtout n'y avait-il pas quelqu'un de cœur et d'indépendance qui vînt s'en plaindre et m'en donner connaissance ? j'en aurais fait justice. – Ah ! Sire, nous n'avions garde, nul n'aurait osé. – Pourquoi ? j'étais donc bien terrible ? – Sire, nous vous tenions pour tel. – J'entends, l'on redoutait mes bourrades ; mais on savait aussi que j'écoutais volontiers, que j'étais juste, et c'eût été au bienveillant à savoir mettre en balance le prix de sa bonne action avec le danger de la bourrade. Et puis, mon cher, il était bien peu de ces bourrades qui ne tinssent du calcul ; c'était souvent ma seule occasion de tâter un homme, de prendre au vol ses nuances de caractère ; j'avais peu de moments à donner aux informations, c'était une de mes épreuves. Par exemple une fois ici, je vous ai poussé (allusion au mauvais moment éprouvé le dimanche 25 août 1816) ; eh bien, cela m'a suffi pour découvrir que vous devez être entêté, négatif, très susceptible, point dissimulé, mais boudeur ; et si je voulais (me prenant par l'oreille) vous adresser un madrigal, je dirais : *la sensitive*, mon cher. ».

Dans une autre circonstance et sur le même sujet de ces bourrades calculées, il avait dit : « En brusquant tout d'abord mon homme, je sais aussitôt, par la manière dont il répond, à quoi m'en tenir sur son compte. J'obtiens à quel unisson est montée son âme ; car frappez un bronzé avec un gant, il ne rend aucun son, mais frappez-le d'un marteau, il retentit, etc., etc. » Et il a terminé en disant : « Et puis un autre motif, c'est que j'avais été dans l'obligation de me créer une auréole de crainte ; autrement, surgi, comme je l'avais fait, du milieu de la multitude, un grand nombre m'eussent mangé dans la main ou frappé sur l'épaule. Nous sommes fort enclins, de notre nature, à la familiarité, etc. »

Le gouverneur a renouvelé ses tracasseries au sujet de notre nourriture ; il a recommencé d'ignobles détails sur quelques bouteilles de vin, quelques livres de viande. Il veut bien aller à présent de 8.000 liv. sterl., qui lui sont fixées par le gouvernement, jusqu'à 12.000, qu'il prononce lui-même indispensables ; mais il tient toujours à ce qu'on lui remette le surplus entre les mains, ou il menace de grands retranchements. Il marchandait notre existence. L'Empereur, quand on a voulu lui en rendre compte, a répondu

qu'on fit ce qu'on voudrait ; mais que sur toute chose on ne lui en parlât pas, qu'on le laissât tranquille.

Conversation confidentielle – Lettres de madame de Maintenon et de madame de Sévigné.

Vendredi 6.

Le temps était presque aussi mauvais que la veille. L'Empereur, après sa toilette, a mené l'un de nous dans sa bibliothèque, où il s'est entretenu confidentiellement et longtemps sur des objets graves qui nous touchent vivement.

« Voilà plus d'un an, disait-il, que nous sommes ici ; et nous en sommes encore comme au premier jour sur certains objets ; j'avoue même qu'ils restent encore dans le vague de mon esprit et que je n'ai rien d'arrêté à cet égard dans ma pensée. Cela me ressemble peu ; mais aussi quel découragement ne doit pas être le mien ! Que de coups la fortune et les hommes ont amassés sur ma tête ! j'en suis atteint de tous côtés et partout. La plaie m'en couvre tous les pores. Il n'est pas jusqu'à vous autres autour de moi, vous, mes fidèles et mes consolateurs, qui n'y soyez pour quelque chose vos jalousies, vos dissentiments m'attristent et me gênent. – Sire, lui ai-je répondu, ce point devrait demeurer inaperçu de Votre Majesté, d'autant plus qu'au fond il est sans réalité pour ce qui la concerne. Notre jalousie n'est plus dès lors que de l'émulation, et tous dissentiments cessent à l'expression de votre moindre désir. Nous ne vivons qu'en vous, nous agirons toujours ainsi qu'il vous plaira. Vous êtes pour nous le *Vieux de la Montagne* ; aux crimes près, vous n'avez qu'à commander. – Et bien, a dit l'Empereur, je vais m'y mettre sérieusement, et chacun aura sa tâche. » Alors il a dicté quelques notes, a gagné le jardin, où il a fait quelques tours seul, et de là est rentré chez lui.

L'Empereur n'est sorti de sa chambre qu'au moment de dîner. Il est revenu encore sur madame de Maintenon, qui était sa lecture du moment. « Son style, sa grâce, la pureté de son langage, me ravissent, a-t-il dit ; je me raccommode. Si je suis violemment heurté par ce qui est mauvais, j'ai une sensibilité exquise pour ce qui est bon. Je crois que je préfère les lettres de madame de Maintenon à celles de madame de Sévigné : elles disent plus

de chose. Madame de Sévigné certainement restera toujours le vrai type, elle a tant de charmes et de grâce ; mais quand on a beaucoup lu, il ne reste rien. Ce sont des œufs à la neige dont on peut se rassasier sans charger son estomac. »

Plus tard, en parlant de grammaire, il a fait venir celle de Domairon, qui avait été notre professeur à l'École militaire de Paris. Il la parcourait avec plaisir. « Ce qu'est l'influence de la jeunesse, disait-il ; je soupçonne bien qu'elle n'est pas la meilleure des grammaires, mais elle rien sera pas moins toujours pour moi celle qui aura le plus d'attraits ; je ne l'ouvrirai jamais sans éprouver un certain charme, etc. »

Fautes des ministres anglais ; moyens laissés à l'Angleterre pour l'acquittement de sa dette, etc. –

Réductions du gouverneur.

Samedi 7.

L'Empereur n'est pas sorti de la journée. Le gouverneur a paru sur le terrain avec un groupe nombreux. Nous avons fui à son approche. Plusieurs bâtiments ont été signalés.

Appelé chez l'Empereur, je l'ai trouvé occupé d'un ouvrage sur l'état de l'Angleterre ; ce point est devenu le sujet de la conversation. Il a beaucoup parlé de l'énormité de sa dette, de la gaucherie de la paix qu'elle avait conclue, des divers moyens qui s'offraient à elle de se tirer d'affaire, etc.

Napoléon a essentiellement l'instinct de l'ordre, le besoin de l'harmonie. J'ai connu quelqu'un qui, vivant dans les chiffres, confessait ne pouvoir entrer dans un salon sans y additionner irrésistiblement, tout aussitôt et de force, les personnes qu'il y apercevait ; à table, c'étaient les plats, les verres, etc., etc. Napoléon, dans une atmosphère plus noble, dans une région plus élevée, avait aussi son acte irrésistible ; c'était celui de mettre en marche le grand et de développer le beau. S'il s'occupait d'une ville, il suggérait aussitôt des améliorations, des embellissements, des monuments ; s'il s'arrêtait sur une nation, il traitait à l'instant des voies de son illustration, de sa prospérité, de sa grandeur, de ses meilleures institutions, etc. C'est ce que vingt traits qui précèdent auront déjà présenté à l'intelligence, à la sagacité de chacun.

Or l'Empereur, par les journaux, les ouvrages ou notre situation, était constamment ramené par la force des choses sur l'Angleterre. Il revenait donc souvent sur ce qu'elle avait dû faire, sur ce qui lui demeurerait à entreprendre, sur ce qui pouvait lui procurer un avenir plus prospère, etc., etc. Je vais tâcher de recueillir ici quelque peu de ce que je lui ai entendu dire à cet égard en diverses occasions.

Un jour il disait : « Le système colonial que nous avons connu est fini pour tous, pour l'Angleterre qui possède toutes les colonies, comme pour les autres puissances qui n'en possèdent plus aucune. L'empire des mers aujourd'hui appartient à l'Angleterre sans discussion. Pourquoi, dans une situation toute nouvelle, continuerait-elle une marche routinière ? Pourquoi ne créerait-elle pas des combinaisons plus profitables ? Il faut qu'elle imagine une espèce d'émancipation de ses colonies ; aussi bien beaucoup lui échapperont avec le temps, et c'est à elle à profiter du moment pour s'assurer des liens nouveaux et des rapports plus avantageux. Pourquoi la plupart de ces colonies ne seraient-elles pas sollicitées à acheter leur émancipation de la mère patrie, au prix d'une quotité de la dette générale, qui deviendrait spécialement la sienne ? La mère patrie s'allégerait de ses charges, et n'en conserverait pas moins tous ses avantages. Elle conserverait pour liens la foi des traités, les intérêts réciproques, la similitude du langage, la force de l'habitude ; elle se réserverait d'ailleurs, par forme de garantie, un seul point fortifié, une rade pour ses vaisseaux, à la façon des comptoirs d'Afrique. Que perdrait-elle ? rien ; et elle sauverait les embarras, les frais d'une administration qui ne la font que trop souvent détester. Les ministres auraient, il est vrai, quelques places de moins à donner ; mais la nation recueillerait certainement davantage, etc.

« Je ne doute pas, ajoutait-il, qu'avec une connaissance approfondie de la matière, on obtînt quelque résultat utile de ces idées brutes, quelque erronées qu'elles pussent être à leur premier jet. Il n'est pas jusqu'à l'Inde même dont il ne fût possible sans doute de tirer quelque grand parti par quelques combinaisons nouvelles. Les Anglais m'assurent ici que l'Angleterre n'en retire aucun bénéfice dans la balance de son commerce ; les frais emportent tout ou dépassent même encore : il ne reste donc que des gaspillages individuels et quelques fortunes personnelles colossales ; mais ce sont autant d'aliments pour le patronage des ministres ; et dès lors on se

donnerait bien de garde d'y toucher. Puis ces *nababs*, comme ils les appellent, en revenant en Angleterre, y sont autant de bonnes recrues pour la haute aristocratie. Peu importe qu'ils présentent le scandale d'une fortune acquise par les rapines et le brigandage ; peu importe qu'ils influent fortement sur la morale publique, en animant chacun du désir des mêmes richesses poursuivies à tout prix ; les ministres actuels n'y regardent pas de si près ; ce seront autant de votes pour eux, et plus ils seront pourris, plus ils seront faciles à gouverner. Et avec les choses de la sorte, le moyen d'attendre quelque réforme ? Aussi, à la moindre proposition, vous voyez quels cris ! car l'aristocratie anglaise veut bien journellement gagner du terrain en avant ; mais sitôt qu'on propose de la faire rétrograder d'un atome, elle n'y entend plus, et l'explosion est universelle. Si l'on touche aux plus minutieux détails, tout l'édifice va crouler, s'écrie-t-elle. C'est tout simple. Qu'on veuille arracher d'un vorace le morceau qu'il tient à la bouche, il le défendra en héros, etc. »

Une autre fois l'Empereur disait : « Après vingt ans de guerre, après tant de trésors prodigués, tant de secours fournis à la cause commune ; après un triomphe au-dessus de toute espérance, quelle paix pourtant a signée l'Angleterre ! Castlereagh a eu le continent à sa disposition ; quel grand avantage, quelles justes indemnités a-t-il stipulés pour son pays ? il a fait la paix comme s'il eût été vaincu. Le misérable ! je ne l'eusse guère plus maltraité si je fusse demeuré victorieux. Ou bien encore, serait-ce qu'il s'estimait assez heureux de m'avoir renversé ?... Dans ce cas, la haine m'a vengé. Deux forts sentiments ont animé l'Angleterre durant notre lutte : son intérêt national et sa haine contre ma personne. Au moment du triomphe, la violence de l'un lui aurait-il fait oublier l'autre ? elle paierait cher ce moment de passion ! » Et il développait son idée, parcourant les diverses combinaisons qui démontraient les fautes de lord Castlereagh et les nombreux avantages qu'il avait négligés. « Des milliers d'années s'écouleront, disait-il, avant qu'il ne se présente une telle occasion pour le bien-être, la véritable grandeur de l'Angleterre. Est-ce donc de la part de lord Castlereagh ignorance ou corruption ? Ce lord Castlereagh a distribué noblement, à ce qu'il a cru, les dépouilles aux souverains du continent, et n'a rien réservé pour son pays ; mais n'a-t-il pas craint qu'on lui reprochât d'avoir été là bien plutôt leur *commis* que leur *associé* ? Il a fait don de

territoires immenses : la Russie, la Prusse, l'Autriche ont acquis des millions de population. Où se trouve l'équivalent de l'Angleterre ? elle qui pourtant avait été l'ame de ces succès, elle qui en avait payé tous les frais : aussi recueille-t-elle déjà le fruit de la reconnaissance du continent, et des bévues ou de la trahison de son négociateur. On continue mon système continental ; on réproûve, on exclut les produits de ses manufactures : au lieu de cela, pourquoi n'avoir pas bordé le continent de villes maritimes libres et indépendantes ? celles, par exemple, de Dantzick, Hambourg, Anvers, Dunkerque, Gênes et autres, qui fussent demeurées les entrepôts obligés de ses manufactures, dont ils eussent inondé l'Europe en dépit de toutes les douanes du monde. Elle en avait le droit et le besoin ; ses décisions eussent été justes : et qui s'y fût opposé au moment de la libération ? Pourquoi s'être créé un embarras, et, avec le temps, un ennemi naturel, en unissant la Belgique à la Hollande, au lieu d'avoir ménagé deux immenses ressources à son commerce, en les tenant séparées ? La Hollande, qui n'a point de manufactures, était le dépôt naturel de celles de l'Angleterre, et la Belgique, devenue colonie anglaise sous un prince anglais, eût été la route par laquelle on en eût constamment inondé la France et l'Allemagne. Pourquoi n'a-t-on pas plié l'Espagne et le Portugal à un traité de commerce à long terme, qui eût repayé de tous les frais qu'on a faits pour leur délivrance, et qu'on eût obtenu sans peine d'affranchir leurs colonies, dont, dans les deux cas, on eût fait tout le négoce ? Pourquoi n'a-t-on pas stipulé quelque avantage dans la Baltique et vis-à-vis les États d'Italie ? C'était là comme autant de droits régaliens de la souveraineté des mers. Après s'être battu longtemps pour en soutenir le droit, comment en négliger les bénéfices, quand elle se trouvait consacrée de fait ? Est-ce qu'en sanctionnant l'usurpation dans les autres, l'Angleterre eût pu craindre qu'aucun osât se refuser à la sienne ? Et qui l'eût pu ? Je m'attendais à quelque chose de la sorte. Peut-être le regrettent-ils aujourd'hui qu'il est trop tard, car ils ne sauraient plus y revenir, ils ont manqué le moment unique !... Que de pourquoi encore j'aurais à multiplier !... Lord Castlereagh seul pouvait agir ainsi ; il s'est fait l'homme de la sainte-alliance : avec le temps, il sera maudit. Les Lauderdale, les Grenville, les Wellesley et autres, eussent traité bien différemment ; c'est qu'ils eussent été les hommes de leur pays, etc. »

L'Empereur disait encore une autrefois : « La dette est le ver rongeur de l'Angleterre ; c'est la chaîne de tous ses embarras, car c'est elle qui force à l'énormité des taxes. Celles-ci font hausser le prix des denrées ; de là la misère du peuple, le haut prix du travail et celui des objets manufacturés, qui ne se présentent plus avec le même avantage sur les marchés de l'Europe. L'Angleterre doit donc combattre à tout prix ce monstre dévorant ; il lui faut l'attaquer par tous les bouts à la fois, l'assommer par le *néгатif* et le *positif* réunis, c'est-à-dire par la réduction de ses dépenses et l'accroissement de ses capitaux.

« Ne peut-elle pas réduire l'intérêt de sa dette, les hauts salaires, les sinécures, les dépenses de l'armée, renoncer à celle-ci pour s'en tenir à sa marine ? enfin beaucoup d'autres choses encore que j'ignore et ne saurais fouiller ? Quant à l'accroissement de ses capitaux, ne peut-elle s'enrichir de tous les biens ecclésiastiques, qui sont immenses, qu'elle acquerrait par une salubre réforme, et à l'extinction des titulaires, ce qui ne blesserait personne ? Mais qu'on prononce un mot de la sorte, et toute l'aristocratie sera sous les armes et en campagne, et elle l'emportera ; car, en Angleterre, c'est elle qui gouverne, et c'est pour elle qu'on gouverne. Elle recourra à son adage habituel : si l'on touche le moindre aux fondements antiques, le tout va s'écrouler ; ce que la masse répète benoîtement, et toute réforme s'arrête, et tous abus demeurent, croissent, pullulent.

« Il est vrai de dire qu'en dépit d'une composition de détails odieux, surannés, ignobles, la constitution anglaise présente cependant le singulier phénomène d'un heureux et beau résultat, et c'est ce résultat et tous ses bienfaits qui attachent la multitude craintive de les perdre. Mais est-ce donc bien la nature condamnable des détails qui procure le résultat ? Non, elle le ternit au contraire, et il resplendirait bien davantage si la grande et belle machine se désencombrait de ses vices parasites, etc., etc.

« Mais voyez, après tout, continuait l'Empereur, où peut conduire pourtant le système des emprunts et combien il est dangereux ; aussi n'y ai-je jamais voulu entendre chez nous, où les avis étaient partagés. J'y suis demeuré constamment et opiniâtrement opposé.

« On a dit dans le temps que je ne faisais point d'emprunt faute de crédit, parce que je n'eusse point trouvé de prêteurs ; c'était faux. Ce serait bien peu connaître les hommes et l'agiotage que d'imaginer qu'en présentant des

chances et l'appât du jeu, on n'eût pas toujours trouvé à remplir ses emprunts ; seulement, c'est que cela n'entraînait pas dans mon système, et j'avais cherché à le consacrer comme base fondamentale, en fixant par une loi spéciale le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la prospérité générale, à 80.000.000 de rente pour ma France dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande, qui elle seule l'avait accrue de 20.000.000. Cette somme était raisonnable et utile ; toute autre plus forte devenait nuisible. Et qu'est-il arrivé de ce système ? Voyez quelles ressources j'ai laissées après moi ! La France, après tant de gigantesques efforts, après de si terribles désastres, ne demeure-t-elle pas la plus prospère ? Ses finances ne sont-elles pas les premières de l'Europe ? À qui et à quoi le doit-on ? J'étais si loin de vouloir manger l'avenir ; que j'avais la résolution de laisser un trésor ; j'en avais même déjà un, et j'y puisais pour prêter à des maisons de banque, à des familles embarrassées, à des personnes placées auprès de moi.

« Non seulement j'eusse maintenu avec soin la caisse d'amortissement ; mais je comptais encore avoir, avec le temps, des caisses d'activité, dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux et améliorations publics. Il y aurait eu la caisse d'activité de l'empire pour les travaux généraux, la caisse d'activité des départements pour les travaux locaux, la caisse d'activité des communes pour les travaux municipaux, etc. »

Enfin, dans une autre occasion encore, l'Empereur disait gaiement : « L'Angleterre est réputée pour trafiquer de tout ; que ne se met-elle à vendre de la liberté ? on la lui achèterait bien cher et sans lui faire banqueroute, car la liberté moderne est essentiellement morale et ne trahit pas ses engagements. Par exemple, que ne lui paieraient pas ces pauvres Espagnols pour se délivrer du joug sous lequel on vient de les rebâter ? Je suis sûr qu'on les y trouverait bien disposés, j'en ai les preuves ; et c'est pourtant moi qui aurai créé ce sentiment : encore ma bévue du moins aura-t-elle profité à quelqu'un. Quant aux Italiens, j'y ai implanté des principes qu'on ne déracinera plus ; ils fermenteront toujours. Qu'aurait de mieux à faire l'Angleterre aujourd'hui que de donner la main à ces beaux mouvements de la régénération moderne ? Aussi bien faudra-t-il tôt ou tard qu'elle s'accomplisse. C'est en vain que les souverains et les vieilles aristocraties multiplieraient leurs efforts pour s'y opposer ; c'est la roche de

Sisyphe qu'ils tiennent élevée au-dessus de leurs têtes : mais quelques bras se lasseront, et, au premier défaut, tout leur croulera dessus. Ne vaudrait-il pas mieux traiter à l'amiable ? c'était là mon grand projet. Pourquoi l'Angleterre se refuserait-elle à en avoir la gloire et à en recueillir le profit ? Tout passe, en Angleterre comme ailleurs. Le ministère Castlereagh passera, et celui qui lui succédera, héritier de tant de fautes, deviendra grand s'il veut seulement ne pas les continuer. Tout son génie peut se borner uniquement à laisser faire, à obéir aux vents qui soufflent ; au rebours de Castlereagh, il n'a qu'à se mettre à la tête des idées libérales au lieu de se liguier avec le pouvoir absolu, et il recueillera les bénédictions universelles, et tous les torts de l'Angleterre seront oubliés. Cet acte était à la portée de Fox ; Pitt ne l'eût pas entrepris : c'est que chez Fox le cœur échauffait le génie, au lieu que chez Pitt le génie desséchait le cœur. Mais j'entends un grand nombre me demander comment moi, tout-puissant, je n'ai point agi de la sorte ? comment, parlant si bien, j'ai pu agir mal ? Je réponds à ceux qui sont de si bonne foi que rien ici ne saurait se comparer. L'Angleterre peut opérer sur un terrain dont les fondements descendent aux entrailles de la terre ; le mien ne reposait encore que sur du sable. L'Angleterre règne sur des choses établies ; moi j'avais la grande charge, l'immense difficulté de les établir. J'épurais une révolution en dépit des factions déçues. J'avais bien réuni en faisceaux tout le bien épars qu'on devait en conserver ; mais j'étais obligé de les couvrir de mes bras nerveux pour les sauver des attaques de tous : et c'est dans cette attitude que je répète encore que véritablement la chose publique, *l'État, c'était moi*.

Le dehors en armes fondait sur nos principes, et c'est précisément en leur nom que le dedans m'attaquait en sens opposé. Or, pour peu que je me fusse relâché, on m'eût bientôt ramené au temps du Directoire ; j'eusse été l'objet et la France l'infailible victime d'un contre-brumaire. Nous sommes de notre nature si inquiets, si faiseurs, si bavards !... Qu'il arrive vingt révolutions, et nous aurons aussitôt vingt constitutions ! C'est ce dont on s'occupe le plus, ce qu'on observe le moins. Ah ! que nous avons besoin de grandir dans cette belle et glorieuse route ! Nos grands hommes en ce genre se sont montrés si petits ! Fasse le ciel que la jeunesse d'aujourd'hui profite de tant de fautes, et qu'elle se montre aussi sage qu'elle sera ardente !!!
etc. »

Aujourd'hui le gouverneur a commencé ses grandes réductions. Il a fallu nous séparer de huit domestiques anglais qu'on nous avait donnés. C'était pour eux une vive douleur, et c'est pour nous un sentiment doux de voir que tous ceux qui nous approchent s'attachent à nous et nous regrettent. Nous manquons réellement du nécessaire journalier : pour y pourvoir, l'Empereur va faire vendre son argenterie ; c'est sa seule ressource.

L'Empereur, ne pouvant s'endormir, m'a envoyé chercher vers minuit. Le hasard ou l'instinct avait fait que je ne m'étais pas encore couché. Je suis resté à causer avec lui jusqu'à deux heures...

Cour de l'Empereur – Présentation des femmes, etc. – Sur l'âge des femmes – Manuscrit de l'Île d'Elbe.

Dimanche 8.

L'Empereur m'a fait demander d'assez bonne heure ; il achevait sa toilette. Il n'avait point dormi de la nuit ; il se trouvait fort fatigué. Le temps était devenu supportable ; il a demandé son déjeuner sous la tente. Pendant qu'on le disposait, il a fait quelques tours de jardin, et est revenu sur la conversation de la nuit derrière avec moi...

Au déjeuner, il a fait appeler madame de Montholon, et de là nous sommes montés dans la calèche, dont l'Empereur n'avait pas fait usage depuis longtemps. Il y avait plusieurs jours qu'il avait à peine respiré l'air du dehors.

La conversation a été encore une fois sur la cour de l'Empereur aux Tuileries, la foule nombreuse qui la composait, l'adresse et l'esprit avec lesquels l'Empereur la passait en revue, etc. Je supprime beaucoup de choses, pour ne les pas répéter. « C'est encore plus difficile qu'on ne pense, disait-il, que de parler à une foule de personnes, et de ne leur rien dire ; que de connaître une multitude de monde, dont les neuf dixièmes vous sont inconnus, etc. »

Plus tard, il faisait observer combien, après tout, il était tout à la fois aisé et difficile de l'approcher, d'avoir affaire à lui, de s'en faire juger ; combien il tenait à peu avec lui de faire sa fortune ou de la manquer, « À présent que

je suis hors de la question, disait-il, que me voilà simple particulier, que je réfléchis en philosophe sur ce temps où j'avais à faire les œuvres de la Providence, sans néanmoins cesser d'être homme, je vois combien réellement le hasard entraînait dans les destinées de ceux que je gouvernais ; combien la faveur, le crédit, pouvaient être accidentels. L'intrigue est parfois si adroite, le mérite si gauche, ces extrêmes se touchent de si près, que mon atmosphère, avec la meilleure volonté du monde, devait être encore une véritable loterie. Et pouvais-je faire mieux ? Péchais-je par mes intentions, mes efforts ? D'autres ont-ils mieux fait ? C'est surtout par là qu'il faut me juger. Le vice est donc dans la nature du poste, dans la force des choses. »

De là on a parlé de la présentation des femmes à la cour, de leur embarras, de leurs secrètes dispositions, des vœux, des espérances de quelques-unes. Madame de Montholon a dévoilé le secret de certaines de sa connaissance ; d'où il résultait que si, dans divers salons de Paris, on se récriait sur la brutalité des manières de l'Empereur, la dureté de ses paroles, la laideur de sa personne ; d'autres cœurs, mieux disposés, mieux informés, et bien différemment affectés, vantaient ailleurs la douceur de sa voix, la grâce de ses manières, la finesse de son sourire, et surtout sa fameuse main, belle, disait-on, jusqu'au ridicule.

Ces petits avantages, observait-on, mêlés à beaucoup de puissance, à beaucoup plus de gloire encore, pouvaient monter assez naturellement certaines têtes, créer certains romans. Aussi combien aux Tuileries aspiraient à plaire au maître ! combien cherchaient à faire partager un sentiment qu'on éprouvait peut-être réellement soi-même !

L'Empereur riait de nos observations et de nos conjectures ; et puis il convenait qu'à travers ces nuages d'affaires et d'encens, il avait cru plus d'une fois s'en apercevoir. Les moins timides, ou les plus vivement disposées, en avaient même parfois, disait-il, sollicité et obtenu des audiences. Nous en riions à notre tour, et disions que dans le temps elles avaient fourni matière à toute notre gaieté. Mais l'Empereur nous protestait sérieusement que cela avait été tout à fait à tort. Déjà dans une conversation particulière, à Briars, dans nos soirées du clair de lune, qu'on a vue plus haut, l'Empereur m'avait dit de même, et avait détruit tous les bruits d'alors, hormis un seul.

De là la conversation est tombée sur l'âge des femmes et leur répugnance à le laisser connaître. L'Empereur a été fort spirituel et très piquant. On a cité une femme qui a mieux aimé perdre un procès très considérable que d'avouer son âge. Il ne s'agissait que de produire son extrait baptistaire, et elle avait gagné ; mais elle ne put jamais s'y déterminer.

On en a cité une autre qui aimait beaucoup un homme. Elle était convaincue qu'elle trouverait le bonheur en s'unissant avec lui, mais elle ne pouvait l'épouser qu'en montrant son acte de naissance ; elle aima mieux y renoncer.

Enfin l'Empereur lui-même a cité une grande dame qui, en se mariant, avait trompé son mari de cinq ou six ans au moins, en imaginant de produire l'extrait baptistaire d'une sœur cadette morte depuis longtemps. « La pauvre Joséphine s'exposait pourtant là à de grands inconvénients, disait l'Empereur, ce pouvait être réellement un cas de nullité de mariage. » Ces paroles nous ont donné la clef de certaines dates qui, dans le temps, aux Tuileries, exerçaient notre malignité et nos rires, et que nous expliquions alors par la seule galanterie et l'extrême complaisance de l'almanach impérial.

Sur les quatre heures, il a pris fantaisie à l'Empereur de marcher un peu. Je n'étais pas avec lui. Il avait été, nous disait-il au retour, jusqu'au jardin de la compagnie, où il avait rencontré de très belles dames. « Mais je n'avais pas ma langue avec moi, ajouta-t-il en me montrant ; le vilain m'avait quitté, et rien n'a été plus fâcheux, car je n'avais jamais été mieux disposé, etc. »

Cette petite promenade n'a pas réussi à l'Empereur ; il en a rapporté une grande douleur de dents.

Un vaisseau venu du Cap est reparti pour l'Europe. Des généraux anglais qui s'y trouvaient passagers n'ont pu arriver jusqu'à l'Empereur, malgré leurs sollicitations réitérées. C'était une nouvelle méchanceté du gouverneur. Ces passagers étaient des hommes de marque, leurs rapports pouvaient avoir du poids. Le gouverneur, contre toute vérité, leur a dit que l'intention de Napoléon était de ne plus recevoir personne.

L'Empereur nous avait analysé, il y a quelque temps, un projet de dictée en quatorze chapitres (voyez plus haut, 27 août) qui m'avait vivement

frappé par sa vérité, sa force, sa logique et sa dignité. J'y revenais souvent, puis, quand je me trouvais seul avec lui ; il avait ni plus d'une fois de ma ténacité sur ce point, laquelle, me disait-il, ne m'était pas usuelle. Aujourd'hui il m'a dit qu'il avait enfin fait quelque chose, bien que ce ne fût pas en quatorze chapitres ni sur le sujet promis, mais qu'il faudrait m'en contenter ; et j'ai lu ce qu'il avait dicté, c'est certainement un morceau très remarquable. Je ne pense pas que la révolution ait rien produit de plus serré, de plus fort sur la légalité des 25 dernières années en France, savoir : la république, le consulat et l'empire.

L'exposé des dix chapitres qui composent ce petit ouvrage, et le développement, peuvent être regardés comme un cadre parfait sur le sujet. La touche en est particulièrement simple et nerveuse ; leur ensemble compose une cinquantaine de pages.

J'ai compris que le fond de ses idées avait dû être le manifeste de l'Empereur lors de son débarquement de l'île d'Elbe. J'en vais transcrire littéralement ici, à peu de mots près, plusieurs chapitres qui serviront à en constater la source et l'authenticité.

CHAPITRE PREMIER..

Dans le seizième siècle, le pape, l'Espagne et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie – Henri IV succède à Henri III sans interrègne : il est vainqueur de la Ligue ; cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation..

« Henri IV fut proclamé roi à Saint-Cloud le jour même de la mort de Henri III : son autorité fut reconnue par toutes les églises protestantes et par une partie de la noblesse catholique. La sainte Ligue, qui s'était formée contre Henri III en haine des protestants et de l'assassinat du duc Guise, était maîtresse de Paris et commandait aux cinq sixièmes du royaume. Elle se refusa à reconnaître Henri IV, mais ne proclama aucun autre maître. Son chef, le duc de Mayenne, exerça l'autorité sous le titre de lieutenant-général du royaume. L'avènement de Henri IV ne changea rien aux formes adoptées par la Ligue pour exercer son pouvoir ; chaque ville était gouvernée, comme dans des temps de troubles et de factions, par des autorités locales ou militaires. À aucune époque, même le lendemain de son entrée à Paris,

Henri IV ne reconnut les actes de la Ligue, et jamais celle-ci n'en éleva la prétention. Aucune loi, aucun règlement n'est émané d'elle. Le parlement de Paris se divisa en deux partis : l'un tint pour les ligueurs et siégea à Paris ; l'autre, pour Henri IV, se réunit à Tours. Mais les parlements n'enregistrèrent, ne firent que des actes judiciaires. Les provinces conservèrent leur organisation, leurs privilèges ; elles restèrent intactes, gouvernées par leurs coutumes. Nous avons dit que la Ligue n'avait proclamé aucun autre maître ; cependant elle reconnut un moment pour roi le cardinal de Bourbon, oncle de Henri ; mais ce cardinal ne consentit point à seconder les projets des ennemis de sa maison. Henri d'ailleurs s'était saisi de sa personne ; aucun acte n'émane de lui, et la Ligue continua à être gouvernée par l'autorité du duc de Mayenne, lieutenant-général. Il n'y eut donc aucun interrègne entre Henri III et Henri IV. Plusieurs partis divisaient la Ligue : la Sorbonne avait décidé que les droits de naissance ne pouvaient conférer aucun droit à la couronne à un prince ennemi de l'Église ; Rome avait déclaré que Henri IV, étant relaps, avait perdu ses droits pour toujours ; qu'il ne pourrait les recouvrer, même quand il rentrerait dans le giron de l'Église. Henri IV, roi de Navarre, était né dans la religion réformée ; au moment de la Saint-Barthélemy, il fut contraint d'épouser Marguerite de Valois et d'abjurer la réforme ; mais aussitôt qu'il put s'éloigner de la cour et qu'il se trouva au milieu des religionnaires, sur la rive gauche de la Loire, il déclara que son abjuration avait été forcée, et rentra dans la communion protestante. Cette démarche le faisait caractériser relaps endurci ; mais la majorité de la Ligue, tout ce qui avait des sentiments modérés, se rangea à l'opinion qu'il fallait sommer Henri de rentrer dans le sein de l'Église catholique, apostolique et romaine, et le reconnaître pour maître aussitôt qu'il aurait abjuré et reçu l'absolution des évêques.

Les ligueurs convoquèrent les États-généraux du royaume à Paris ; les ambassadeurs d'Espagne y démasquèrent les projets de leur maître ; ils sollicitèrent les États d'élever sur le trône de France une quatrième dynastie ; puisque Henri et Condé, déclarés relaps, avaient perdu tous leurs droits à la couronne, la ligne masculine des Capets était éteinte. Ils réclamaient donc les droits de l'infante d'Espagne, fille de la sœur de Henri II, roi de France, et la première dans la ligne féminine ; et si la nation

croyait être rentrée dans ses droits par l'extinction de la ligne masculine et pouvoir disposer du trône, ils insistaient encore pour que le choix tombât sur l'infante : on ne pouvait trouver une personne d'une plus grande maison, et la France devait de la considération aux efforts que Philippe II faisait pour soutenir la cause de la Ligue. Des troupes espagnoles étaient à Paris sous les ordres du duc de Mayenne ; l'infante épouserait un prince français ; ils désignèrent même le duc de Guise, fils de celui qui avait été assassiné à Blois. Une armée de cinquante mille Espagnols serait entretenue à Paris par la cour de Madrid, qui prodiguerait ses trésors et sa toute-puissance pour assurer le triomphe de cette quatrième dynastie. Les Seize appuyèrent ces propositions, sanctionnées par la cour de Rome et soutenues de tous les efforts du légat. Tout fut vain, l'esprit national s'indigna de voir une nation étrangère disposer du trône de France : la partie du parlement qui siégeait à Paris fit, les chambres assemblées, des remontrances au lieutenant-général du royaume, duc de Mayenne, pour qu'il eût à veiller au maintien des lois fondamentales de la monarchie, et spécialement de la loi salique. Si les efforts de la faction d'Espagne l'eussent emporté, que les États-généraux eussent déclaré les descendants de Hugues Capet déchus du trône, et eussent élevé une quatrième dynastie ; si celle-ci eût chassé Henri du royaume et eût été acceptée par la nation, sanctionnée par la religion, reconnue par les puissances de l'Europe, les droits de la troisième dynastie eussent été éteints.

Henri vainquit la Ligue à Arques et dans les plaines d'Ivry ; il assiégea Paris. Cependant il reconnut l'impossibilité de régner en France sans se ranger du parti de la nation. Il avait été vainqueur avec son armée toute française ; s'il avait sous ses ordres un petit corps d'Anglais, les ligueurs en avaient un plus considérable d'Espagnols et d'Italiens : ainsi, dans les deux partis, le combat avait été de Français contre Français ; les étrangers n'y étaient qu'auxiliaires ; l'honneur et l'indépendance nationale n'étaient point compromis, de quelque côté que se fixât la victoire. *Ventre-saint-gris ! Paris vaut bien une messe !* fut le langage dont Henri se servit pour sonder l'opinion des huguenots ; et lorsqu'il réunit au conseil de Beauvais les principaux des religionnaires pour délibérer sur le parti à prendre, la majorité, et surtout les meilleures têtes, conseillèrent au roi d'abjurer et de rentrer dans le parti de la nation. Henri abjura à Saint-Denis, il reçut

l'absolution des évêques ; la capitale lui ouvrit ses portes, et son autorité fut reconnue de tout le royaume. Henri se rallia de bonne foi au parti national ; presque tous les emplois furent occupés par les ligueurs. Les religieux, ceux qui l'avaient constamment servi, et auxquels il devait ses victoires, firent entendre souvent leurs plaintes ; ils le taxèrent d'ingratitude ; cependant, malgré tous ces ménagements, la nation fut longtemps en défiance des intentions secrètes de Henri. La caque sent toujours le hareng, disait-on.

CHAPITRE II..

La république consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire et par toutes les puissances de l'Europe..

Hugues Capet monta sur le trône par le choix du parlement, composé des seigneurs et des évêques, ce qui formait alors la nation. La monarchie française n'a jamais été absolue ; l'intervention des États-généraux a toujours été nécessaire pour les principaux actes de la législation et pour octroyer de nouvelles impositions. Depuis, les parlements, se prétendant les États-généraux au petit pied, secondés par la cour, usurpèrent les droits de la nation. En 1788, les parlements furent les premiers à le reconnaître ; Louis XVI convoqua en 1789 les États-généraux, et la nation rentra dans l'exercice d'une portion de la souveraineté. L'Assemblée constituante donna à l'État une nouvelle constitution, qui fut sanctionnée de l'opinion de toute la France ; Louis XVI l'accepta et jura de la maintenir ; l'Assemblée législative suspendit le roi : la Convention, formée des députés de toutes les assemblées primaires du royaume, et revêtue de pouvoirs spéciaux, déclara la monarchie abolie et créa la république. Tout ce qui tenait au parti royal quitta la France et appela le secours des armées étrangères. L'Autriche et la Prusse signèrent la convention de Pilnitz. Des armées autrichiennes et prussiennes, ayant avec elles l'armée des princes, commencèrent la guerre de la première coalition pour soumettre le peuple français. La nation tout entière courut aux armes : l'Autriche et la Prusse furent vaincues. Depuis, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie formèrent la deuxième coalition : cette

coalition fut détruite comme l'avait été la première. Toutes les puissances reconnurent la république :

1° La république de Gênes, par une ambassade extraordinaire, le 15 juin 1792.

2° La Porte, par la déclaration du 27 mars 1793.

3° La Toscane, par le traité du 9 février 1795.

4° La Hollande, par le traité du 16 mai 1795.

5° La république de Venise, par une ambassade extraordinaire, le 30 décembre 1795.

6° Le roi de Prusse, par le traité signé à Bâle, le 5 avril 1795.

7° Le roi d'Espagne, par le traité signé à Bâle, le 22 juillet 1795.

8° Hesse-Cassel, par le traité du 28 juillet 1795.

9° La Suisse, par le traité du 19 août 1795.

10° Le Danemarck, par la déclaration du 18 août 1795.

11° La Suède, par l'ambassade du 23 avril 1796.

12° La Sardaigne, par le traité de Paris, 28 avril 1796.

13° L'Amérique, par son ambassade extraordinaire du 30 décembre 1796.

14° Naples, par le traité du 10 octobre 1796.

15° Parme, par le traité du 5 novembre 1796.

16° Wurtemberg, par le traité du 7 août 1796.

17° Bade, par le traité du 22 août 1796.

18° La Bavière, par le traité du 24 juillet 1797.

19° Le Portugal, par le traité du 19 août 1797.

20° Le pape, par le traité signé à Tolentino le 19 février 1797.

21° L'empereur d'Allemagne, par le traité de Campo-Formio du 7 octobre 1797.

22° L'empereur de Russie, par le traité du 8 octobre 1801.

23° Enfin le roi d'Angleterre, par le traité signé à Amiens le 27 mars 1802.

Le gouvernement de la république envoya et reçut des ambassadeurs de toutes les puissances ; le pavillon tricolore fut reconnu sur toutes les mers et dans tout l'univers. C'était comme souverain temporel que le pape avait traité à Tolentino avec la république ; mais comme chef de la religion catholique, apostolique et romaine, il la reconnut et traita avec elle par le concordat signé à Paris le 18 avril 1802. La plupart des évêques qui avaient suivi le parti royal dans l'étranger se soumirent : ceux qui voulurent lui rester fidèles perdirent leurs sièges. La république, sanctionnée par l'universalité des citoyens, victorieuse par ses armées, reconnue par tous les rois, par toutes les puissances de l'univers, le fut également par toutes les religions, et notamment par l'Église catholique, apostolique et romaine.

Non-seulement toutes les puissances du monde reconnurent la république après la mort de Louis XVI, mais même aucune ne reconnut jamais de successeur à ce prince. Le procès de la troisième dynastie était donc terminé en 1800, tout comme ceux de la première et de la seconde. Les titres et les droits des Mérovingiens furent éteints par les titres et les droits des Carlovingiens ; les titres et les droits des Carlovingiens furent éteints par les titres et les droits des Capétiens, tout comme les titres et les droits des Capétiens furent éteints par les titres et les droits de la république. Tout gouvernement légitime éteint les droits et la légitimité des gouvernements qui l'ont précédé. La république a donc été un gouvernement de fait et de droit, légitime par la volonté de la nation, sanctionné par l'Église et par l'adhésion de l'univers.

CHAPITRE III.

La révolution a fait de la France une nouvelle nation : elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs ; elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses, conformes au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle.

La révolution française n'a pas été produite par le choc des deux familles se disputant le trône ; elle a été un mouvement général de la masse de la nation contre les privilégiés. La noblesse française, comme celle de toute l'Europe, date de l'incursion des barbares qui se partagèrent l'empire romain. En France, les nobles représentaient les Francs et les

Bourguignons ; le reste de la nation, les Gaulois. Le régime féodal qui s'introduisit établit le principe que toute terre avait un seigneur. Tous les droits politiques furent exercés par les prêtres et les nobles ; les paysans furent esclaves, partie attachés à la glèbe. La marche de la civilisation et des lumières affranchit le peuple. Ce nouvel état de choses fit prospérer l'industrie et le commerce ; la majeure partie des terres, des richesses et des lumières était le partage du peuple dans le dix-huitième siècle. Les nobles cependant étaient encore une classe privilégiée : ils conservaient la haute et la moyenne justice, avaient des droits féodaux sous un grand nombre de dénominations et de formes diverses, jouissaient du privilège de ne supporter aucune des charges de la société, de posséder exclusivement les emplois les plus honorables. Tous ces abus excitaient les réclamations des citoyens. La révolution eut pour but principal de détruire tous les privilèges ; d'abolir les justices seigneuriales, la justice étant un inséparable attribut de l'autorité souveraine ; de supprimer les droits féodaux comme un reste de l'ancien esclavage du peuple ; de soumettre également tous les citoyens et toutes les propriétés, sans distinction, aux charges de l'État. Enfin elle proclama l'égalité des droits. Tous les citoyens purent parvenir à tous les emplois, selon leurs talents et les chances de la fortune. Le royaume était composé de provinces qui avaient été réunies à la couronne plus ou moins tard : elles n'avaient entre elles aucunes limites naturelles ; elles étaient différemment divisées, inégales en étendue et en population : elles avaient un grand nombre de coutumes ou lois particulières pour le civil comme pour le criminel, étaient plus ou moins privilégiées, très inégalement imposées, soit par la quotité, soit par la nature des impositions, ce qui obligeait à les isoler les unes des autres par des lignes de douane. La France n'était pas un État ; c'était la réunion de plusieurs États placés à côté les uns des autres sans amalgame. Les événements des siècles passés, le hasard, avaient déterminé le tout. La révolution, guidée par le principe de l'égalité, soit entre les citoyens, soit entre les diverses parties du territoire, détruisit toutes ces petites nations, et en forma une nouvelle : il n'y eut plus de Bretagne, de Normandie, de Bourgogne, de Champagne, de Provence, de Lorraine, etc. ; il y eut une France. Une division de territoire homogène, prescrite par les circonstances locales, confondit les limites de toutes les provinces : même organisation judiciaire, même organisation administrative, mêmes lois civiles, mêmes lois criminelles, même

organisation d'impositions : le rêve des gens de bien de tous les siècles se trouva réalisé. L'opposition que la cour, le clergé, la noblesse mirent à la marche de la révolution, et la guerre des puissances étrangères, amenèrent la loi de l'émigration, le séquestre des biens des émigrés, que, par la suite, on dut vendre pour subvenir aux besoins de la guerre. Une grande partie de la noblesse française se rangea sous la bannière des princes de la maison de Bourbon, et forma une armée qui marcha à côté des armées autrichiennes, prussiennes et anglaises ; des gentilshommes, élevés dans l'aisance, servirent comme simples soldats : la fatigue et le feu en firent périr un grand nombre ; beaucoup périrent de misère dans l'étranger ; la guerre de la Vendée, celle de la chouannerie, les tribunaux révolutionnaires, en moissonnèrent des milliers. Les trois quarts de la noblesse française furent ainsi détruits : toutes les places civiles, judiciaires ou militaires, furent occupées par des citoyens sortis du sein du peuple. Le bouleversement que produisirent dans les personnes et les propriétés les événements de la révolution fut aussi grand que celui qui avait été opéré par les principes mêmes de cette révolution : il y eut une nouvelle Église ; les diocèses de Vienne, de Narbonne, de Fréjus, de Sisteron, de Reims, furent remplacés par soixante nouveaux diocèses dont le territoire fut circonscrit dans le nouveau concordat par de nouvelles bulles appropriées à l'état actuel du territoire. La suppression des ordres religieux, la vente des couvents et de toutes les propriétés du clergé furent sanctionnées ; celui-ci fut pensionné par l'État. Tout ce qui était le résultat des événements qui s'étaient succédé depuis Clovis cessa d'être. Tous ces changements étaient si avantageux au peuple, qu'ils s'opérèrent avec la plus grande facilité, et qu'en 1800 il ne restait plus aucun souvenir ni des anciens privilèges des provinces, ni de leurs anciens souverains, ni des anciens parlements et bailliages, ni des anciens diocèses ; et pour remonter à l'origine de tout ce qui existait, il suffisait d'aller rechercher la loi nouvelle qui l'avait établi. La moitié du territoire avait changé de propriétaires ; les paysans et les bourgeois s'en étaient enrichis. Les progrès de l'agriculture, des manufactures et de l'industrie, surpassèrent toutes nos espérances. La France présenta le spectacle de plus de 30.000.000 d'habitants circonscrits dans des limites naturelles, ne composant qu'une seule classe de citoyens gouvernés par une seule loi, un seul règlement, un seul ordre. Tous ces changements étaient

conformes au bien de la nation, à ses droits, à la justice et aux lumières du siècle.

CHAPITRE IV.

Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la république. Napoléon a été sacré par le pape, reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent.

Les cinq membres du Directoire se divisaient ; les ennemis de la république se glissaient dans les conseils et portaient au gouvernement des hommes ennemis des droits du peuple. Cette forme de gouvernement maintenait l'État en fermentation, et les grands intérêts que les Français avaient conquis dans la révolution se trouvaient sans cesse compromis. Une voix unanime sortit du fond des campagnes, du milieu des villes et du sein des camps, demanda qu'en conservant tous les principes de république, on établît dans le gouvernement un système héréditaire qui mît les principes et les intérêts de la révolution à l'abri des factions et de l'influence de l'étranger. Le premier Consul de la république, par la constitution de l'an VIII, l'était pour dix ans, la nation avait prolongé sa magistrature pour sa vie ; elle l'éleva sur le trône, qu'elle rendit héréditaire dans sa famille. Les principes de la souveraineté du peuple, de la liberté, de l'égalité, de la destruction du régime féodal, de l'irrévocabilité des ventes des domaines nationaux, de l'indépendance des cultes, se trouvaient consolidés. Le gouvernement de la France, sous cette quatrième dynastie, était fondé sur les mêmes principes que la république : ce fut une monarchie constitutionnelle et tempérée. Il y avait autant de différence entre le gouvernement de la France sous cette quatrième dynastie et la troisième, qu'entre celle-ci et la république. La quatrième dynastie succéda à la république, ou plutôt n'en fut qu'une modification.

Aucun prince ne monta sur le trône avec des droits plus légitimes que Napoléon. Le trône fut déferé à Hugues Capet par quelques évêques et quelques nobles ; le trône impérial fut donné à Napoléon par la volonté de tous les citoyens, constatée trois fois d'une manière solennelle. Le pape

Pie VII, chef de la religion catholique, apostolique et romaine, religion de la majorité des Français, passa les Alpes pour oindre l'Empereur de ses propres mains, et environné de tous les évêques de la France, de tous les cardinaux de l'Église romaine et des députés de tous les cantons de l'empire. Les rois s'empressèrent de le reconnaître : tous virent avec plaisir cette modification faite à la république, qui mettait la France en harmonie avec le reste de l'Europe, consolidait le bonheur et l'état de cette grande nation. Les ambassadeurs des empereurs d'Autriche et de Russie, ceux de Prusse, d'Espagne et de Portugal, de Turquie, d'Amérique, enfin de toutes les puissances, vinrent complimenter l'Empereur. L'Angleterre seule n'envoya personne, ayant violé le traité d'Amiens, et s'étant mise de nouveau en guerre avec la France ; mais elle-même approuva ces changements. Lord Whithworth, dans les négociations secrètes qui eurent lieu par l'intermédiaire du comte Malouet, et précédèrent la rupture de la paix d'Amiens, proposa, de la part de son gouvernement, de reconnaître Napoléon comme roi de France, s'il voulait accéder à la cession de Malte. Le Premier Consul répondit que si jamais le bien de la France devait exiger qu'il montât au trône, ce ne serait que par la libre et seule volonté du peuple français. Lorsque depuis lord Lauderdale se rendit à Paris en 1806 pour négocier la paix entre le roi d'Angleterre et l'Empereur, il échangea ses pouvoirs, comme le prouve le protocole des négociations, et négocia avec le plénipotentiaire de l'Empereur. La mort de Fox fit échouer les négociations de lord Lauderdale. Le ministère anglais fut maître d'empêcher la campagne de Prusse^[1] et de prévenir la bataille d'Iéna. Lorsque, depuis, les alliés présentèrent à Chaumont, en 1814, un *ultimatum*, lord Castlereagh, en signant cet *ultimatum*, reconnut de nouveau l'existence de l'empire dans la personne et la famille de Napoléon ; et si celui-ci n'accepta pas les propositions du congrès de Châtillon, c'est qu'il crut n'être pas le maître de céder une partie de l'empire dont il avait juré à son couronnement de maintenir l'intégrité.

Les électeurs de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, furent créés rois par l'Empereur.

Les armées saxonnes, bavaroises, wurtembergeoises, badoises, hessoises, combattirent avec les armées françaises. Les armées russes et françaises combattirent ensemble, dans la guerre de 1809 contre l'Autriche. Depuis,

l'empereur d'Autriche conclut à Paris, en 1812, une alliance avec Napoléon, et le prince de Schwartzemberg commanda sous ses ordres le contingent autrichien dans la campagne de Russie, où il acquit le grade de feld-maréchal, sur la demande de la France. Un traité semblable d'alliance fut conclu à Berlin, et l'armée prussienne fit cette même campagne de Russie avec l'armée française.

Les plaies que la révolution a faites, l'Empereur les a cicatrisées : tous les émigrés rentrèrent, et cette liste de proscription fut anéantie. Ce prince eut la gloire la plus douce, celle de rappeler ainsi dans leur patrie et de réorganiser plus de vingt mille familles : leurs biens non vendus leur furent rendus ; et, passant entièrement l'éponge sur le passé, les individus de toutes les classes, quelle qu'eût été leur conduite, furent également appelés à tous les emplois. Les familles qui devaient leur illustration aux services qu'elles avaient rendus aux Bourbons, celles qui leur avaient été les plus dévouées occupèrent des places à la cour, dans l'administration et dans l'armée. On avait oublié toutes les dénominations ; il n'y avait plus d'aristocrates, de jacobins, et l'établissement de la Légion-d'Honneur, qui fut la récompense des services militaires, civils et judiciaires, réunit à côté l'un de l'autre le soldat, le savant, l'artiste, le prélat et le magistrat ; c'était comme le signe de réunion de tous les états, de tous les partis.

CHAPITRE V.

Le sang de la dynastie impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe, celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche.

La maison impériale de France contracta des alliances avec toutes les familles souveraines de l'Europe. Le prince Eugène Napoléon, fils adoptif de l'Empereur, épousa la fille aînée du roi de Bavière, une des princesses les plus distinguées de son temps par sa beauté et par ses qualités morales. Cette alliance, contractée à Munich le 14 janvier 1806, remplit de bonheur la nation bavaroise. Le prince héréditaire de Bade, beau-frère de l'empereur de Russie, demanda en mariage la princesse Stéphanie, fille adoptive de l'empereur Napoléon ; ce mariage se célébra à Paris le 7 avril 1806. Le prince Jérôme Napoléon a épousé, le 22 août 1807, la fille aînée du roi de

Wurtemberg, cousine germaine de l'empereur de Russie, du roi d'Angleterre et du roi de Prusse. D'autres alliances de cette nature furent contractées avec des princes souverains d'Allemagne, de la maison d'Hohenzollern. Ces mariages sont heureux ; de tous sont nés des princes et princesses qui en transmettront le souvenir aux générations futures.

Lorsque les intérêts de la France et de l'empire portèrent l'Empereur et l'impératrice Joséphine à rompre les liens qui leur étaient également chers, les plus grands souverains de l'Europe briguerent l'alliance de Napoléon : sans des difficultés religieuses, et les retards occasionnés par la distance, il est probable qu'une princesse de Russie aurait occupé le trône de France. L'archiduchesse Marie-Louise, mariée à l'empereur Napoléon par procuration donnée au prince Charles, à Vienne, le 11 mars 1810, et à Paris, le 2 avril suivant, monta sur le trône de France. Ce mariage combla de joie les peuples de la France et de l'Autriche. Aussitôt que l'empereur d'Autriche eut appris à Vienne qu'il était question du mariage de l'empereur Napoléon, il témoigna sa surprise qu'on ne pensât pas à sa maison. Il n'était question que d'une princesse de Russie ou de Saxe. L'empereur François s'en expliqua avec le comte de Narbonne, gouverneur de Trieste, qui dans ce moment était à Vienne. Des instructions à ce sujet avaient été envoyées par le cabinet de Vienne au prince de Schwartzemberg, son ambassadeur à Paris. Un conseil privé fut convoqué aux Tuileries, en février 1810 ; le ministre des relations extérieures y communiqua les dépêches du duc de Vicence, ambassadeur en Russie : il en résultait que l'empereur Alexandre était très disposé à donner sa sœur, la grande duchesse Anne, mais paraissait attacher de l'importance à ce qu'il lui fût accordé le public exercice de son culte et une chapelle du rite grec. Les dépêches de Vienne firent connaître les insinuations et les désirs de cette cour. Il y eut partage d'opinions : l'alliance de la Russie, celle de la Saxe, celle de l'Autriche furent appuyées. Le vote de la majorité du conseil fut pour le choix d'une archiduchesse d'Autriche. Comme le prince Eugène avait été le premier à ouvrir cette opinion, l'Empereur, levant la séance à deux heures du matin, l'autorisa à en faire l'ouverture au prince de Schwartzemberg : il autorisa en même temps le ministre des relations extérieures à signer, dans la journée, avec l'ambassadeur d'Autriche, les conventions du mariage ; et pour lever toutes difficultés pour les détails, il

l'autorisa à signer, mot pour mot, le même contrat que celui de Louis XVI et de l'archiduchesse Marie-Antoinette. Le prince Eugène vit dès le matin le prince de Schwartzemberg ; le contrat fut signé dans la journée : le courrier qui porta cette nouvelle à l'empereur d'Autriche le surprit agréablement. Les circonstances particulières de la signature du contrat de mariage firent penser à l'empereur Alexandre qu'il avait été joué par la cour des Tuileries ; qu'elle avait à la fois mené de front deux négociations. Il se trompait : la négociation avec Vienne commença et finit dans un jour^[2]. La naissance d'aucun prince ne produisit plus d'ivresse dans une nation et plus d'effet dans l'Europe, que la naissance du roi de Rome : au premier coup de canon annonçant la délivrance de l'impératrice, tout Paris resta en suspens, dans les promenades, dans les rues, dans l'intérieur des maisons, dans les assemblées publiques. La population tout entière fut occupée à compter le nombre de coups de canon ; le 22^e excita l'ivresse générale : il était d'usage de tirer 21 coups de canon pour la naissance d'une princesse, et 101 pour celle d'un prince. Toutes les puissances de l'Europe s'empressèrent d'envoyer les plus grands seigneurs de leurs cours pour complimenter l'Empereur. L'empereur de Russie envoya son ministre de l'intérieur ; l'empereur d'Autriche, le comte Clary, l'un des grands officiers de sa couronne : il apporta au jeune roi le collier en diamants de tous les ordres de la monarchie autrichienne. Le baptême du roi de Rome fut célébré en présence de tous les évêques et des députés de toutes les contrées de l'empire, et avec toute la pompe souveraine. L'empereur d'Autriche, parrain du jeune roi, se fit représenter par l'archiduc Ferdinand, son frère, grand-duc de Wurtzbourg, aujourd'hui grand-duc de Toscane.

Chapitre VI.

Qui donne occasionnellement la campagne de Saxe^[3], démontre que la ligue de 1813 était, dans son objet, étrangère à la restauration.

Les victoires de Lutzen et de Wurschen, les 2 et 22 mai 1813, avaient rétabli la réputation des armes françaises ; le roi de Saxe avait été ramené triomphant dans sa capitale ; l'ennemi avait été chassé de Hambourg ; un

des corps de la grande armée était aux portes de Berlin, et le quartier impérial était à Breslau. Les armées russes et prussiennes, découragées, n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistule, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes. L'Empereur retourne à Dresde ; celui d'Autriche quitta Vienne, et se rendit en Bohême ; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent, le comte de Metternich proposa le congrès de Prague : il fut accepté ; ce n'était qu'un simulacre. La cour de Vienne avait déjà pris des engagements avec la Russie et la Prusse ; elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son armée était encore peu nombreuse, mal organisée et peu en état d'entrer en campagne. Le comte de Metternich demanda les provinces illyriennes, la moitié du royaume d'Italie, c'est-à-dire Venise jusqu'au Mincio, la Pologne, et la renonciation de l'Empereur au protectorat de l'Allemagne et aux départements de la 32e division militaire. [2] Ces conditions excessives n'étaient mises en avant que pour être refusées. Le duc de Vicence se rendit au congrès de Prague. Le choix du plénipotentiaire russe, le baron d'Anstetten, fit entrevoir que ce n'était point la paix que voulait la Russie, mais donner le temps à l'Autriche de terminer ses préparatifs militaires. En effet, le mauvais augure qu'on avait tiré du choix de ce négociateur se confirma ; il ne voulut entrer dans aucune conférence ; l'Autriche, qui s'était prétendue médiatrice, déclara son adhésion à la coalition, quand son armée fut prête, sans même avoir exigé l'ouverture d'une seule séance ou rédigé un seul protocole. Ce système de mauvaise foi et de contradictions perpétuelles entre les actions, les paroles et les actes publics, fut constamment suivi par la cour de Vienne à cette époque. La guerre recommença. La victoire éclatante remportée par l'Empereur à Dresde, le 27 août 1813, sur l'armée commandée par les trois souverains, fut aussitôt suivie par les désastres que les manœuvres de Macdonald en Silésie firent éprouver à son armée, et par la perte de Vandamme en Bohême. Cependant la supériorité restait encore du côté de l'armée française, qui s'appuyait aux places de Torgau, Wittemberg et Magdebourg. Le Danemarck avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive, et son contingent augmentait l'armée de Hambourg. En octobre,

l'Empereur quittait Dresde pour se porter sur Magdebourg par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps de l'armée étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts de l'ennemi, à Dessau, avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg annonça que le roi de Bavière avait subitement changé de parti, et que, sans déclaration de guerre ni avertissement préalables, les deux armées autrichiennes et bavaoises, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies en un seul camp ; que ces 80.000 hommes, sous les ordres du général de Wrède, marchaient sur le Rhin ; que lui, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt 100.000 hommes cerneraient Mayence ; que les Bavaois avaient fait leur cause de celle de l'Autriche. À cette nouvelle inattendue, l'Empereur crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins, et qui était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et, sous la protection des places et magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur cette rivière les places de Glogau, Custrin et Stettin), et, selon les circonstances, débloquer les places de la Vistule, Dantzick, Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eut été désorganisée, tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France. On espérait que la Bavière tarderait quinze jours à changer de parti, et alors on était assuré qu'elle n'en aurait pas changé. Les armées se rencontrèrent sur les champs de bataille de Leipsick le 16 octobre. L'armée française fut victorieuse, l'armée autrichienne battue et chassée de toutes ses positions ; l'un des généraux commandant un des corps, le comte de Merfeld, fut fait prisonnier. Le 18, malgré l'échec éprouvé le 16 par le duc de Raguse, la victoire était encore aux Français lorsque l'armée saxonne tout entière, ayant une batterie de 60 bouches à feu, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi et tourna ses canons contre la ligne française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine de l'armée et donner aux alliés tous les honneurs de la journée. L'Empereur accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. La journée du 18 se termina ; l'ennemi fit un mouvement rétrograde sur toute

la ligne, et prit ses bivouacs en arrière du champ de bataille qui resta aux Français. Dans la nuit, l'armée française commença un mouvement pour se placer derrière l'Elster et se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Elle avait tiré plus de 150.000 coups de canon dans les journées des 16 et 18. La trahison de plusieurs corps allemands de la confédération, entraînés par l'exemple donné la veille par les Saxons, l'accident du pont de Leipsick, qui sauta à contretemps, firent que l'armée, quoique victorieuse, éprouva par ces funestes événements les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. Elle repassa la Saale au pont de Weissenfeld ; elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, qui en était abondamment approvisionné, lorsque l'on eut des nouvelles de l'armée austro-bavaroise. Elle avait fait des marches forcées ; elle était arrivée sur le Mein, il fallut donc marcher à elle. Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte, et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau, qu'occupa le comte Bertrand. Le général de Wrède fut blessé. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, et repassa ce fleuve le 2 novembre. Des pourparlers eurent lieu : le baron de Saint-Aignan fut à Francfort ; il eut des conférences avec les comtes de Metternich, de Nesselrode et lord Aberdeen, et arriva à Paris porteur de paroles de paix sur les bases suivantes : – Que l'Empereur renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne et aux départements de l'Elbe, mais que la France resterait entière dans ses limites des Alpes et dit Rhin, la Hollande y compris, et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui devrait séparer la France des États de la maison d'Autriche. L'Empereur adhéra à ces bases ; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague, dans l'espoir que la France refuserait. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public ; car, au moment où ces propositions conciliatrices étaient faites, l'armée alliée violait la neutralité des cantons et entraînait en Suisse. Cependant les alliés firent connaître enfin leur véritable intention ; ils désignèrent Chatillon-sur-Seine, en Bourgogne, pour la tenue du congrès. Les batailles de Champaubert, de Montmirail et de Montereau détruisirent les armées de Blucher et de Witgenstein ; on ne négocia pas à Chatillon ; les puissances coalisées y présentèrent un

ultimatum dont les conditions étaient : 1° l'abandon de toute l'Italie, de la Belgique, de la Hollande et des départements du Rhin ; 2° l'obligation, pour la France, de rentrer dans les limites qu'elle avait avant 1792. L'Empereur rejeta cet *ultimatum* ; il consentait à faire aux circonstances le sacrifice de la Hollande et de l'Italie, mais se refusa à abandonner les limites des Alpes et du Rhin, la Belgique, spécialement Anvers. Les trahisons firent triompher les coalisés, malgré les victoires d'Arcis et de Saint-Dizier. Jusqu'alors ils n'avaient manifesté aucune prétention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, ce que constate l'*ultimatum* de Chatillon, signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, lorsque plusieurs émigrés rentrés se réveillèrent à la vue des armées autrichiennes, russes et prussiennes, dans les rangs desquelles ils avaient longtemps porté les armes : ils crurent le moment arrivé de voir leurs rêves se réaliser ; les uns arborèrent la cocarde blanche, les autres la croix de Saint-Louis. Ils furent désapprouvés par les souverains alliés ; Wellington même désavoua à Bordeaux, quoiqu'il les favorisât secrètement, tous ceux qui voulaient relever les enseignes de la maison de Bourbon. Dans toutes les transactions qui détachèrent la Prusse de l'alliance de la France et la réunirent à la Russie, au traité de Kalich ; dans celui qui réunit l'Autriche à cette coalition ; dans tous les actes diplomatiques publics et secrets qui se sont succédé jusqu'au traité de Chatillon ; dans celui-là même, fait en France en février 1814, les alliés ne songèrent jamais aux Bourbons.

Les chapitres VII, VIII, IX disent et démontrent que les Bourbons, au retour, eussent dû commencer une cinquième dynastie et ne pas vouloir continuer la troisième. Le premier système eût rendu tout facile, le second a tout compliqué.

Le Xe chapitre enfin termine par une image de quelques lignes qui donne toute la magie du retour du 20 mars. Ces derniers chapitres renferment ce qu'il y a de plus nerveux, de plus serré, mais les applications sont directes, souvent même personnelles, j'ai supprimé les développements ; je n'ai pas voulu qu'on pût m'accuser, en toute raison, de reproduire un plaidoyer hostile.

Lundi 9, mardi 10.

L'Empereur a passé une mauvaise nuit. Il m'a fait appeler de bonne heure, et m'a dit être assommé, tué. Il n'avait pu reposer et avait eu de la fièvre. Il a continué d'être souffrant ces deux jours. Il a passé presque tout le temps sur son canapé, et les soirées près du feu. Il n'a pu manger, et s'est contenté de boire de la limonade cuite. Je l'ai à peine quitté tout ce temps, l'ayant soigné plusieurs fois de mes propres mains. Il a sommeillé à divers intervalles, et le reste du temps il causait ou me questionnait sur une foule de différents objets. Une fois il s'est arrêté sur les dépenses de nos sociétés de Paris. Il a passé de là à mon ménage, et a voulu en connaître les plus minutieux détails.

Quand il m'a entendu dire que je n'avais que 20 000 fr. annuels, dont 15 à moi et 5 de traitement de son Conseil d'État, il s'est écrié. « Mais vous étiez donc fou ? Comment avez-vous osé approcher des Tuileries avec un aussi mince revenu ? Les dépenses y étaient énormes ; vous me faites frémir ! – Sire, je n'y étais pourtant pas différemment des autres, et je n'ai jamais rien demandé à Votre Majesté. – Je ne dis pas cela, mais vous deviez être ruiné en moins de quatre ou cinq ans. Non, Sire, j'avais passé la plus grande partie de ma vie dans l'émigration ; j'avais constamment vécu de privations, je demeurais encore, à fort peu de choses près, de même. Il est bien vrai qu'en dépit de toute mon économie, je mangeais encore 7 ou 8.000 fr. de mon capital chaque année ; mais, Sire, voici quel avait été mon calcul : il était reconnu qu'auprès de vous, avec du zèle, de la bonne volonté, tôt ou tard on attirait votre attention, et vos regards arrêtés, la fortune était faite. Or, j'avais encore quatre à six ans à poursuivre cette chance, au bout desquels, si les bienfaits n'arrivaient pas, je brisais avec les illusions de ce monde, et me retirais en province, seulement avec 10 ou 12.000 liv. de rente, il est vrai, mais bien plus riche cependant que je ne l'avais jamais été à Paris. – Eh bien ! disait l'Empereur, ce calcul, au fait, n'était pas mauvais, et vous aviez atteint, je crois, l'instant de la rentrée de vos fonds. N'avais-je pas commencé à faire quelque chose pour vous ? – Oui, Sire. – Et, si cela n'a pas été plus prompt ou plus brillant, la faute en a été uniquement à vous ; vous n'aviez pas su profiter, je crois vous l'avoir dit. »

Tout cela l'a conduit à revenir sur les sommes énormes qu'il avait répandues autour de lui ; et, s'animant par degré, il a dit : « Il serait difficile de les évaluer ; on a dû plus d'une fois m'accuser de prodigalité, et j'ai la douleur de voir que cela n'a guère profité dans aucun. Certainement il faut qu'il y ait eu fatalité de ma part, ou vice essentiel dans les personnes choisies. Quelle contrariété n'a pas dû être la mienne ! car on ne saurait croire que tout cela fût pour ma vanité personnelle. Je n'étais pas d'humeur à donner le spectacle d'un roi d'Asie ; je n'agissais ni par faiblesse ni par caprice ; tout en moi était calcul. Quelque tendresse que j'eusse pour les individus, je n'avais pas prétendu les gorger pour leurs beaux yeux ; j'avais voulu fonder en eux de grandes familles, de vrais points de ralliement, en un mot, des drapeaux dans les grandes crises nationales. Les grands officiers qui m'entouraient, tous mes ministres, ont souvent reçu de moi, indépendamment de leurs énormes appointements, des gratifications fréquentes, parfois des services complets d'argenterie, etc. Or, quelles étaient mes vues dans ces profusions ? J'exigeais qu'ils tinssent maison, qu'ils donnassent de grands dîners, qu'ils eussent des bals brillants ; et pourquoi tout cela ? pour fondre les partis, cimenter les unions nouvelles, briser les vieilles aspérités, créer une société, des mœurs, leur donner une couleur. Si j'ai conçu souvent de grandes et bonnes pensées, elles allaient toujours avorter ou je les déposais, car aucun de ces premiers personnages n'a jamais tenu de véritable maison. S'ils donnaient à dîner, ils s'invitaient entre eux ; et quand je me rendais à leurs bals fastueux, qu'y trouvais-je ? toute ma cour des Tuileries ; pas une figure nouvelle, pas un de ces blessés, de ces revêches boudant à l'écart, et qu'un peu de miel eût ramenés au bercail. Ils ne savaient pas me comprendre ou ne le voulaient pas ; j'avais beau me fâcher, vouloir, ordonner, le tout rien continuait pas moins ; c'est que je ne pouvais être partout et toujours : ils le savaient bien, et pourtant j'ai passé pour avoir une main de fer. Que doit-ce donc être avec les débonnaires ? etc., etc. »

Petitesse de son lit – Le tic revenu – Gardes de l'Aigle – Le coucou.

Mercredi 11.

L'Empereur a continué de souffrir. Je l'ai trouvé fort abattu, et faisant changer son lit de place. Ce lit, si longtemps le fidèle compagnon de ses victoires, n'était plus aujourd'hui que son grabat de douleur. L'Empereur, dans sa souffrance, se plaignait qu'il fût trop petit pour sa personne ; il trouvait à peine à s'y remuer, mais l'espace de sa chambre rien comportait pas de plus grand. Il l'a fait porter dans son cabinet, à côté d'un petit lit de repos ou canapé, de manière à ce que, assujettis ensemble, ils lui composassent un lit plus spacieux. Voilà pourtant à quoi il en est réduit !!!... L'Empereur, revenu sur son canapé, s'est mis à causer. Parlant de son avènement au consulat, et de l'effroyable désordre qu'il avait rencontré dans toutes les branches du service public, il disait qu'il avait été tenu à de nombreuses épurations immédiates qui avaient beaucoup fait crier, mais qui pourtant n'avaient pas peu contribué à resserrer tous les liens sociaux. Cette épuration s'était étendue jusqu'à l'armée, parmi les officiers, les généraux mêmes, dont plusieurs l'étaient devenus Dieu sait par qui, disait-il, et Dieu sait comment. À ce sujet, je me suis permis de lui citer une anecdote de ce temps, qui avait fort amusé le cercle où je passais ma vie. Un de nous, et malveillant ainsi que je l'étais alors moi-même, s'était trouvé dans une de ces petites voitures de Versailles avec un soldat de la garde, et l'avait malicieusement excité à parler. Ce soldat était mécontent, et disait que tout se gâtait ; qu'on exigeait à présent qu'on sût lire et écrire pour pouvoir avancer. *Et voilà déjà le tic revenu*, disait-il ; il appelait cela le *tic*. Le mot nous plut et resta dans notre société. « Eh bien ! disait l'Empereur, qu'aura dit votre soldat lorsque j'ai créé les gardes de l'Aigle ? ils m'auront sans doute réhabilité dans son esprit. J'avais établi, a-t-il ajouté, deux sous-officiers, gardes spéciaux de l'Aigle dans les régiments, placés à droite et à gauche du drapeau ; et, pour éviter que l'ardeur dans la mêlée ne les détournât de leur unique objet, le sabre et l'épée leur étaient interdits ; ils n'avaient d'autre arme que plusieurs paires de pistolets, d'autre emploi que de veiller froidement à brûler la cervelle de celui qui avancerait la main pour saisir l'Aigle. Or, pour obtenir ce poste, ils étaient obligés de faire preuve qu'ils ne savaient ni lire ni écrire, et vous devinez pourquoi. — Non, Sire. — Nigaud ! tout soldat qui sait lire et écrire, et a de l'instruction, avance toujours ; mais celui qui n'a pas ces avantages ne

parvient bien certainement qu'à force d'actes de courage et par des circonstances extraordinaires, etc. [4]. »

Comme j'étais en train de raconter, je lui ai cité sur le sujet une autre anecdote qui avait fait encore l'amusement de nos salons. On disait que, dans je ne sais quelle circonstance, un régiment ayant perdu son Aigle, lui, Napoléon, le haranguant à ce sujet avec beaucoup d'indignation sur ce qu'il avait eu le déshonneur de laisser enlever son Aigle par l'ennemi, un soldat gascon s'était écrié : « Mais ils se sont attrapés ; ils n'ont eu que le bâton, car voilà le *coucou*, je l'avais mis dans ma poche, » montrant effectivement l'Aigle. L'Empereur n'a pu s'empêcher d'en rire, et a dit : « Eh bien ! je ne garantirais vraiment pas qu'il ne soit en effet arrivé quelque chose de la sorte ou approchant. Mes soldats étaient fort à leur aise, très libres avec moi. J'en ai vu souvent me tutoyer. » Je racontais qu'on nous avait dit qu'à Iéna, je crois, ou ailleurs, la veille d'une bataille, parcourant certains postes, fort peu accompagné, un soldat lui avait interdit le passage, et s'était fâché de le [4] voir insister, jurant que, quand ce serait le petit caporal lui-même, il ne passerait pas ; et, quand il avait vu qu'effectivement c'était le petit caporal, il n'en avait été nullement déconcerté. « C'est qu'il avait la conviction d'avoir fait son devoir, a dit l'Empereur, et puis le fait est que je passais pour un homme terrible dans vos salons, parmi les officiers, et peut-être même les généraux, mais nullement parmi les soldats : ils avaient l'instinct de la vérité et de la sympathie, ils me savaient leur protecteur, au besoin leur vengeur, etc. »

L'Empereur continue d'être souffrant, etc. – Gaieté – Horrible nourriture ; vin exécration, etc..

Jeudi 12.

Aujourd'hui l'Empereur, bien qu'il ne fût pas mieux, a résolu de brusquer, disait-il, sa souffrance. Il s'est habillé et a gagné le salon, où il a dicté deux ou trois heures à l'un de ces messieurs. C'était le troisième jour qu'il n'avait pas mangé. Il n'éprouvait pas encore la crise qu'il cherche et obtient d'ordinaire par le régime singulier qu'il s'est créé. Il continuait toujours de prendre de la limonade cuite.

Cet état l'a conduit à demander combien de temps l'on pourrait vivre sans manger, et dans quelle proportion le boire pouvait suppléer à la nourriture. Il a fait venir l'*Encyclopédie britannique* où il s'est trouvé des choses fort curieuses, une femme, par exemple, ayant vécu cinquante jours sans autre secours que d'avoir bu deux fois ; une autre qui s'était soutenue pendant vingt jours à l'aide d'eau seulement, etc., etc.

Quelqu'un disait à ce sujet que Charles XII, par seule expérience sur lui-même, et par pure contradiction pour les raisonnements soutenus autour de lui, était demeuré cinq à six jours sans manger ; et au bout de ce temps avait avalé un dindon et un gigot, mais il avait failli en crever. L'Empereur en riait, et nous assura qu'il n'avait pas la prétention d'aller jusque-là, quelque tentant d'ailleurs que fût le modèle.

Le grand maréchal est arrivé. L'Empereur lui a demandé comment il le trouvait : « Mais un peu jaune, » a répondu Bertrand, et c'était très vrai. L'Empereur, dans un mouvement de gaieté, s'est mis à le poursuivre dans le salon pour lui saisir l'oreille, disant : « Comment, un peu jaune ! vous m'insultez, Monsieur le grand maréchal ; vous prétendez dire par là que je suis bilieux, morose, atrabilaire, violent, injuste, tyran ; allons, livrez-moi cette oreille, que je me venge, etc. »

Le dîner est arrivé, et l'Empereur a hésité s'il dînerait avec nous ou s'il dînerait dans son intérieur, et il s'est décidé pour ce dernier, de peur, disait-il, d'être tenté d'imiter Charles XII, s'il venait à la grande table. Mais, certes, cela lui eût été bien difficile, car étant venu nous surprendre au milieu du dîner, nous lui avons fait pitié, disait-il ; et en effet, nous avions littéralement à peine de quoi manger. Cette circonstance l'a conduit à prendre un parti extrême. Il a ordonné, dès cet instant, de vendre chaque mois une portion de son argenterie pour subvenir à nos besoins de table.

Ce qu'il y avait de pis à notre mauvais dîner, et qui est devenu le sujet d'une conversation sérieuse, c'était le vin exécrationnel depuis quelques jours, et qui nous a tous incommodés. Nous avons été obligés d'en faire demander au camp, espérant qu'on nous changerait celui que nous ne saurions boire.

Dans le cours de cette conversation, l'Empereur a dit que, situé comme il l'avait été, il avait reçu une foule d'indices et d'avertissements de la part des chimistes et des médecins ; que tous s'étaient accordés à lui signaler le

vin et le café comme les objets dont il devait le plus se garantir. Tous s'accordaient aussi à lui dire de les repousser à la moindre odeur d'ail ; et pour le vin surtout, de le rejeter à l'instant, si seulement il se sentait le moins étonné en le goûtant. Comme il avait toujours eu, disait-il, son même vin de Chambertin, il avait été rarement dans le cas d'avoir rien à repousser. Mais aujourd'hui, c'était tout autre chose ; s'il avait rejeté son vin à chaque étonnement, il y a longtemps qu'il n'en boirait plus, etc., etc.

Poème de Charlemagne, du prince Lucien ; critique – Homère.

Vendredi 13.

Deux bâtiments avaient été signalés.

L'Empereur est venu nous retrouver au milieu de notre dîner : il avait mangé comme quatre, disait-il, et cela l'avait remis.

On cherchait un sujet de lecture. Il a demandé *Charlemagne*, de son frère Lucien. Il a analysé le premier chant, puis parcouru plusieurs autres, puis cherché le sujet, le plan, etc. « Que de travail, que d'esprit, que de temps perdu ! a-t-il observé ; quel décousu de jugement et de goût ! Voilà vingt mille vers dont quelques-uns peuvent être bons, pour ce que j'en sais ; mais ils sont sans couleur, sans but, sans résultat. C'est dans l'auteur une vocation forcée, sans doute, mais encore est-elle mal suivie. Comment Lucien, avec tout son esprit, ne s'est-il pas dit que Voltaire, maître de sa langue et de sa poésie, à Paris, au milieu du sanctuaire, a échoué dans une pareille entreprise ? Comment lui, Lucien, a-t-il pu croire qu'il était possible de faire un poème français en pays étranger, hors de la capitale de la France ? Comment a-t-il pu prétendre établir un rythme nouveau ? Il a fait là une histoire en vers, et non un poème épique. Le poème épique ne comporte pas l'histoire d'un homme, mais seulement celle d'une passion ou d'un événement. Et quel sujet encore a-t-il été prendre ? Quels noms barbares il a introduits ! A-t-il cru relever la religion qu'il pensait abattue ? Son ouvrage serait-il un poème de réaction ? Il sent du reste tout à fait le sol sur lequel il fut composé ; ce ne sont que des prières, des prêtres, la domination temporelle des papes, etc., etc. A-t-il pu consacrer vingt mille vers à des absurdités qui ne sont plus du siècle, à des préjugés qu'il ne peut

avoir, à des opinions qui ne sauraient être les siennes ? C'est prostituer son talent. Quel travers ! et que ne pouvait-il pas faire de mieux ! car il a certainement de l'esprit, de la facilité, du faire, du travail. Or il était à Rome au milieu des plus riches matériaux, à même de satisfaire à toutes les recherches ; il connaissait la langue italienne ; nous n'avons pas de bonne histoire d'Italie, il pouvait la composer : son talent, sa position, sa connaissance des affaires, son rang, pouvaient la rendre excellente et classique ; il eût fait un vrai présent au monde littéraire et se fût rendu immortel. Au lieu de cela, qu'est-ce que son poème ? Que fera-t-il à sa réputation ? Il s'ensevelira dans la poussière des bibliothèques, et son auteur obtiendra tout au plus quelques minces articles, peut-être ridicules, dans les dictionnaires biographiques ou littéraires. Que si Lucien ne pouvait échapper à sa destinée de faire des vers, il était digne, convenable et adroit à lui d'en soigner un manuscrit magnifique, de l'enrichir de superbes dessins, d'une riche reliure ; d'en régaler parfois les yeux des dames, d'en laisser percer de temps à autre quelques tirades, et de le laisser en héritage, avec la défense sévère de le publier jamais. On eût alors compris ses jouissances. »

Puis, le mettant de côté, il a dit : « Passons à l'*Iliade*, » Mon fils a été la chercher, et l'Empereur nous en a lu quelques chants, s'arrêtant souvent pour admirer, disait-il, à son aise. Ses observations étaient précieuses, abondantes, singulières. Il s'y est attaché tellement, qu'il avait atteint minuit et demi quand il a demandé l'heure pour se retirer.

Manque de nourriture – Le vin ridiculement fixé, etc. – Retour de l'île d'Elbe – Bizarrerie du hasard, etc..

Samedi 14.

Le temps continue toujours à être détestable et à nous confiner dans nos misérables cahutes : nous sommes tous malades.

L'Empereur a dicté pendant une partie du jour.

À dîner nous avions littéralement à peine de quoi manger. Le gouverneur opérait successivement ses réductions. L'Empereur a ordonné qu'on cherchât à acheter quelque chose de surplus, et qu'on le payât avec ce qui proviendra de la vente de l'argenterie.

Le gouverneur a signifié que le vin demeurerait fixé à une bouteille par tête, l'Empereur compris. Cela se croira-t-il ! *Une bouteille pour une mère et ses enfants*. C'est l'expression employée dans la note, etc.

L'Empereur, retiré chez lui, m'a fait demander. « Je ne me sens pas l'envie de dormir, m'a-t-il dit en me voyant. Je vous ai envoyé chercher pour passer la veillée, causons quelques quarts d'heure. » Et le cours de la conversation a ramené l'île d'Elbe, ses travaux, ses sensations, ses idées durant le séjour qu'il y avait fait ; enfin son retour sur le sol français et le succès magique qui l'accompagna, et dont il n'avait, disait-il, pas douté un seul instant, etc. « Et qu'on explique cela comme on voudra ou comme on pourra, a-t-il repris dans un certain moment ; mais je vous jure que je ne me sentais aucune haine directe et personnelle contre ceux que je venais renverser. C'était uniquement pour moi de la querelle politique. Je m'en étonnais moi-même, tant je me trouvais le cœur libre, aisé, même bienveillant je pourrais dire. Vous avez vu comme j'ai relâché le duc d'Angoulême ; j'en eusse fait autant du roi, ou lui eusse accordé, à son gré, asile et sûreté. Le triomphe de la cause ne tenait nullement à sa personne, et je respectais son âge, ses malheurs. Peut-être aussi lui tenais-je compte de certains ménagements que lui, nominativement, avait toujours observés à mon égard. Il est bien vrai qu'en ce moment il m'avait déclaré hors la loi, et avait mis ma tête à prix, je crois ; mais tout cela n'était à mes yeux que *style de manifeste*. Tous à Vienne en ont fait autant, sans m'ulcérer davantage, voire même le cher beau-père ; et de lui, c'est pourtant bien fort ! l'époux de sa fille chérie !!! etc., etc. »

Mais puisque voilà le retour de l'île d'Elbe mentionné de nouveau, c'est peut-être ici le lieu de tenir la promesse que j'ai faite plus haut au premier volume, d'en donner plus tard la relation. Que si on me demande pourquoi cette transposition, je réponds que le sujet par lui-même était délicat, que je n'avais point encore donné de preuves du véritable esprit de mon Recueil, qu'on y eût peut-être pu suspecter alors certaine malveillance ; tandis qu'aujourd'hui, que je dois avoir convaincu que mes récits sont purement philosophiques, moraux, historiques, on sentira que, quelles que soient les erreurs qu'ils contiennent, c'est à l'historien, au critique seul, à me redresser ou à me combattre. Du reste, cette relation se trouve dans tous les journaux, dans tous les ouvrages, dans tous les pays. Celle-ci ne saurait

donc avoir rien de bien neuf, seulement elle a été recueillie de la bouche de Napoléon. Je réunis ici ce qu'il en a dit en différents moments.

Napoléon vivait à l'île d'Elbe sur la foi des traités : il apprend qu'il est question au congrès de Vienne de le déporter hors de l'Europe ; on n'observait avec lui aucun des articles de Fontainebleau, les papiers publics l'instruisaient de la disposition des esprits de France ; son parti fut pris. Il en garde le secret jusqu'aux derniers moments ; tout se prépare, sous un prétexte ou sous un autre. Ce n'est qu'en se trouvant à bord que les soldats conçurent les premiers soupçons, et mille ou douze cents hommes et quelques esquifs mettent à la voile pour aller tenter la repossession d'un empire de trente millions d'hommes !!!

Il y avait près de cinq ou six cents hommes sur le brick où Napoléon s'embarqua ; c'était, disait-il, l'équipage d'un 74. On fut rencontré par un brick de guerre français avec lequel on parla. On a prétendu que le capitaine du brick français avait reconnu les figures, et avait crié trois fois en se séparant : *Bon voyage !* Quoi qu'il en soit, l'officier qui conduisait l'Empereur lui proposa d'aborder ce brick et de l'enlever. L'Empereur repoussa cette idée comme absurde : elle ne pouvait être raisonnable que si on y eût été forcé par la nécessité. « Autrement, à quoi bon, disait-il, compliquer mon dessein de ce nouvel incident ? De quelle utilité eût pu m'être le succès ? À quoi ne m'exposait pas le plus léger contretemps ? »

Et que ne peuvent la bizarrerie et les rapprochements du hasard ! J'ai eu la preuve, depuis, que le brick sur lequel était l'Empereur et celui avec lequel on parlementa étaient jumeaux, et avaient été construits précisément avec des bois donnés à l'État par Napoléon, qui les tenait d'un héritage en Toscane, celui sans doute du vieil abbé son parent, dont il a été question ailleurs.

Lors de l'échec qu'on éprouva en débarquant par la capture d'une vingtaine d'hommes qu'on avait envoyés sommer Antibes, diverses opinions s'élevèrent à cet égard, et même avec assez de chaleur : les uns voulaient qu'on se portât aussitôt sur Antibes pour l'enlever de force, et prévenir par là le mauvais effet que pouvaient produire la résistance de cette place et l'emprisonnement des 20 hommes. L'Empereur répondait que la prise d'Antibes ne faisait rien à la conquête de la France ; que le peu de temps qu'il y perdrait suffirait pour réveiller partout et créer des obstacles

sur la seule, la véritable route ; que les moments étaient précieux, qu'il fallait voler ; qu'on remédierait au mauvais effet de l'évènement d'Antibes, en marchant plus vite que la nouvelle. Un officier de la garde ayant fait sentir indirectement qu'il n'était pas bien d'abandonner ainsi ces 20 hommes, l'Empereur se contenta de dire qu'il jugeait bien mal de l'étendue de l'entreprise ; que si la moitié d'eux se trouvait dans le même cas, il les laisserait de même ; que s'ils y étaient tous, il continuerait de marcher seul ^[5].

Il avait débarqué au golfe Juan quelques heures avant la nuit, et y avait établi son bivouac. On lui amena bientôt après un postillon en belle livrée. Il se trouva qu'il avait fait partie de sa maison ; il avait appartenu à l'impératrice Joséphine, et servait en ce moment le prince de Monaco, qui lui-même avait été écuyer de l'impératrice Joséphine. Ce postillon, questionné par l'Empereur, lui disait, dans son grand étonnement de le trouver là, qu'il arrivait de Paris, qu'il pouvait lui garantir qu'on allait le revoir partout avec plaisir ; que sur toute sa route, jusqu'à Avignon, il n'avait entendu que des regrets de l'avoir perdu ; son nom était publiquement dans toutes les bouches. Il ajoutait que sa belle livrée avait été souvent pour lui un objet de défaveur et d'insulte. Il assura l'Empereur que, la Provence une fois traversée, il trouverait tout le monde sur son passage, prêt à se réunir à lui. C'était là le témoignage d'un homme du peuple : il fut très agréable à l'Empereur, qui avait calculé précisément de la sorte. Le prince de Monaco, amené lui-même, fut moins explicite ; l'Empereur d'ailleurs ne le questionna point sur la politique : il avait des témoins au bivouac, il ne voulait pas s'exposer à entendre aucun détail qui pût laisser de mauvaises impressions sur ceux qui l'entouraient : la conversation ne fut donc que de plaisanterie : elle roula toute sur les dames de son ancienne cour des Tuileries, dont Napoléon s'informait en détail avec beaucoup de gaieté.

Au lever de la lune, vers une ou deux heures du matin, le bivouac fut rompu, et l'on se porta sur Grasse. Là, l'Empereur comptait trouver une route qu'il avait ordonnée sous l'empire : elle n'avait point été exécutée. Il fallut se résoudre à suivre des défilés difficiles et pleins de neige, ce qui lui fit laisser à Grasse, à la garde de la municipalité, sa voiture et deux pièces

de canon qu'il avait débarquées : c'est ce que les bulletins d'alors appelèrent une capture.

La municipalité de Grasse était fort royaliste ; mais l'apparition de l'Empereur fut si soudaine, qu'il n'y eut pas moyen d'hésiter, elle vint donc faire sa soumission. L'Empereur traversa la ville, et fut s'arrêter militairement sur une hauteur un peu au-delà ; on y fit halte, et il y déjeuna. Bientôt il y fut entouré de la population de la ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à son cercle des Tuileries. C'étaient la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'avait jamais quitté la France. L'un se plaignait de n'avoir pas encore reçu sa pension, l'autre demandait qu'on voulût bien augmenter la sienne ; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux ; celui-là demandait de l'avancement, etc. Il lui fallut recevoir une foule de pétitions qu'on avait déjà eu le temps d'écrire, et qu'on lui remettait comme s'il venait de Paris, faisant une tournée dans les départements.

Quelques patriotes chauds, versés dans les affaires, lui dirent mystérieusement que les autorités du lieu lui étaient fort opposées ; mais que la masse de la population, le petit peuple, était toute à lui, qu'on attendait seulement qu'il eût le dos tourné, et qu'alors il serait bientôt délivré des mécréants. « Donnez-vous-en bien de garde, s'écria l'Empereur, réservez-leur le supplice de voir notre triomphe, sans avoir de reproches à nous faire, soyez donc tranquilles, conduisez-vous sagement. »

L'Empereur allait comme l'éclair. « La victoire, disait-il, devait être dans ma célérité. La France était pour moi dans Grenoble. Il y avait cent lieues, moi et mes grognards nous les fîmes en cinq jours^[6], et dans quels chemins ! et par quel temps ! J'y entrais, que M. le comte d'Artois, averti par le télégraphe, ne faisait que de quitter les Tuileries. »

Napoléon s'était regardé comme si sûr de la disposition des esprits et des choses, que le succès, pensait-il, ne devait tenir nullement aux forces qu'il amènerait avec lui. Se garantir d'un piquet de gendarmerie, disait-il, était tout ce qu'il lui fallait ; or tout arriva comme il l'avait calculé : *la victoire marcha au pas de charge, et l'aigle nationale vola de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame*. « Mais, ajoutait-il, ce ne fut pourtant pas d'abord sans de vives inquiétudes. » À mesure qu'il avançait, toutes les

populations se prononçaient avec ardeur, il est vrai ; mais il ne voyait aucun soldat, on les lui enlevait de son passage. Ce ne fut qu'entre Mure et Vizille, à cinq ou six lieues de Grenoble, et le cinquième jour de route, qu'on rencontra enfin un premier bataillon. L'officier qui le commandait refusa même de parlementer : alors l'Empereur n'hésita pas ; il s'avança seul de sa personne ; cent de ses grenadiers marchaient à quelque distance de lui, leurs armes renversées. La vue de Napoléon, son costume, sa petite redingote grise surtout, furent magiques sur les soldats, qui demeurèrent immobiles. Il continua droit à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et le prenant rudement par la moustache, lui demanda s'il aurait bien le cœur de tuer son empereur. Le soldat, les yeux mouillés, mettant aussitôt la baguette dans son fusil pour montrer qu'il n'était pas chargé, lui répondit : « Tiens, regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal : tous les autres sont de même. » Et des cris de *vive l'Empereur !* partent de tous côtés. Napoléon commande au bataillon un demi-tour à droite, et tout marche vers Paris.

À peu de distance de Grenoble, le colonel Labédoyère, à la tête de son régiment, vint se joindre à lui. Alors l'impulsion fut prononcée, et la question, dit l'Empereur, à peu près décidée.

Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes : ils étaient ivres et furieux de joie. Quand le premier bataillon dont on vient de parler hésitait encore, il s'en trouvait des milliers sur ses derrières, cherchant à le décider par leurs cris de *vive l'Empereur !* tandis qu'une foule d'autres étaient sur les derrières de Napoléon, excitant la petite troupe à avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal.

Dans une certaine vallée s'offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes, ayant avec elles leurs maires et leurs curés. Du milieu de cette foule se précipite aux pieds de l'Empereur un des plus beaux grenadiers de sa garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait même conçu des doutes ; dans ses yeux roulaient de grosses larmes de joie, il tenait dans ses bras un vieillard de 90 ans ; il le présentait à l'Empereur : c'était son père qu'il était venu chercher et qu'il amenait au milieu de cette multitude. L'Empereur avait ordonné plus tard, aux Tuileries, qu'on peignît un tableau de cette circonstance.

Napoléon arriva à la nuit sous les murs de Grenoble : sa promptitude déjouait toutes les mesures ; on n'avait pas le temps de couper les ponts ni même de mettre les troupes en mouvement. Il trouva les portes de la ville fermées ; on refusait de les ouvrir ; le colonel qui commandait dans la place s'y opposait. « Car une circonstance qui doit caractériser spécialement cette révolution sans pareille, disait l'Empereur, c'est que les soldats ne manquèrent pas, jusqu'à un certain point, de discipline ni d'obéissance envers leurs chefs ; seulement ils employèrent pour leur compte la force d'inertie comme un droit qu'ils auraient cru leur appartenir. » Ainsi on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, se retirer, ne vouloir pas communiquer, mais il ne chargea point ses armes ; il n'aurait pas tiré. Devant Grenoble, toute la garnison sur les remparts criait *vive l'Empereur !* on se donnait les mains par les guichets, mais on n'ouvrait pas, parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que l'Empereur fit enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouche de dix pièces d'artillerie des remparts chargées à mitraille. Et pour achever la bizarrerie des circonstances, le chef du premier bataillon et le colonel, qui s'étaient si ouvertement opposés à l'Empereur, questionnés par lui s'il pouvait compter sur eux, répondirent que oui, que leurs soldats les avaient abandonnés, mais qu'eux n'abandonneraient pas leurs soldats, que puisqu'ils s'étaient prononcés pour lui, ils lui seraient fidèles, et l'Empereur les conserva.

Du reste, il n'est point de bataille où l'Empereur ait couru plus de dangers qu'en entrant dans Grenoble : les soldats se ruèrent sur lui avec tous les gestes de la fureur et de la rage ; on frémit un instant, on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces ; ce n'était que le délire de l'amour et de la joie ; il fût enlevé lui et son cheval. À peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fait entendre : c'étaient les portes de la ville que les habitants venaient lui offrir, disaient-ils, au défaut des clefs qu'on n'avait pu lui présenter.

« Une fois dans Grenoble, j'étais devenu une véritable puissance, disait l'Empereur, j'eusse pu nourrir la guerre, s'il fût devenu nécessaire de la faire. »

L'Empereur regrettait fort alors de n'avoir pas fait imprimer ses proclamations à l'île d'Elbe ; mais il avait craint de laisser pénétrer son secret. Il les avait donc dictées à bord du brick, où tout ce qui savait écrire

avait été employé à les copier. On était obligé d'en écrire encore chemin faisant, afin de les répandre dans la route, tant elles étaient avidement demandées, elles étaient donc rares, souvent incorrectes ou même illisibles ; et pourtant on en sentait à chaque pas la nécessité, car on s'apercevait aussitôt de toute l'impression qu'elles produisaient. Ces populations se sont fort éclairées par nos vingt dernières années, et, malgré tout le bonheur de revoir l'Empereur, on s'y demandait cependant avec inquiétude quel allait être son objet. Tous étaient aussitôt satisfaits quand ils avaient lu le sentiment national des proclamations, et leur joie surtout était extrême quand ils apprenaient là que Napoléon n'avait pas de troupes étrangères avec lui. Sa marche était si rapide et ses mouvements si prompts, qu'on avait fait mille contes sur ses forces et leur composition. On voulait qu'il eût avec lui des Napolitains, des Autrichiens, etc., même des Turcs.

De Grenoble à Paris, ce ne fut plus qu'une marche triomphale.

Durant les trois ou quatre jours que l'Empereur demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres ; les cris ne discontinuèrent jamais.

C'était comme un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets ; il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, etc. Tous les corps, toutes les administrations, toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement et d'hommages. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus pur et de plus ardent dans le parti opposé, qui ne vînt solliciter l'honneur de garder sa personne ; mais ils furent les seuls maltraités. « Messieurs, je vous remercie de vos services, dit l'Empereur, votre conduite envers M. le comte d'Artois m'apprend trop ce que vous feriez à mon égard si la fortune venait à m'abandonner ; je ne vous soumettrai point à cette nouvelle épreuve. » En effet, M. le comte d'Artois, en quittant Lyon, n'avait trouvé, assure-t-on, qu'un seul d'entre eux qui se devoût à le suivre à Paris ; et l'Empereur, sur qui tout ce qui était généreux avait des droits, apprenant la fidélité de ce volontaire, lui fit remettre la décoration de la Légion d'honneur.

Enfin l'Empereur, dans Lyon, administrait déjà, par des actes publics, avec cette précision, cette fermeté, cette confiance compagne d'une stabilité non interrompue. Rien en lui ne laissait apercevoir la trace des grands revers qui avaient précédé, ou des chances immenses qui pouvaient suivre,

et, s'il était possible de tout raconter, j'aurais à produire une anecdote privée bien plaisante, qui prouverait quels étaient le calme du cœur et la liberté d'esprit de Napoléon au milieu de la grande crise qui, autour de lui, changeait la face de la France et allait remuer toute l'Europe.

À peine sorti de Lyon, l'Empereur fit écrire à Ney, qui se trouvait à Lons-le-Saulnier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche et à venir le rejoindre. Ney, au milieu de la confusion générale, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de l'Empereur, des adresses du Dauphiné, de la défection de la garnison de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes ; Ney, l'enfant de la révolution, se livra au torrent et donna son fameux ordre du jour. Toutefois, ayant présents les souvenirs de Fontainebleau, il écrivit à l'Empereur que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui ; mais l'Empereur lui fit écrire de venir le rejoindre, et qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moskowa. Ney, en revoyant l'Empereur, se montra embarrassé et lui répéta que, s'il avait perdu sa confiance, il ne lui demandait plus qu'une place parmi ses grenadiers. « Il est sûr, disait l'Empereur, qu'il avait été assez mal pour moi ; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant d'actes passés ! Je lui sautai donc au cou en l'appelant le *brave des braves*, et dès cet instant tout fut comme jadis, etc. »

Le trajet jusqu'à Paris se fit à peu près en poste. Nulle part il n'y avait opposition, ni lutte ni combat ; ce n'était, à l'aspect de l'Empereur, littéralement parlant, qu'un simple changement de décoration théâtrale. Les avant-gardes n'étaient autre chose que les troupes qui se trouvaient en avant sur la route et auxquelles on envoyait des courriers. C'est ainsi que l'Empereur est entré dans Paris, avec les troupes mêmes qui en étaient sorties le matin pour le combattre. Un régiment, posté à Montereau, en franchit spontanément le pont, courut sur Melun et chargea les gardes du corps qui s'y trouvaient ; et c'est, dit-on, ce qui décida le départ si soudain de la famille royale.

L'Empereur nous dit souvent que, s'il eût voulu ou ne s'y fût pas opposé, il eût traîné avec lui à Paris deux millions de paysans. À son approche, toutes les campagnes se levaient en masse ; aussi répète-t-il souvent qu'il n'y a eu de véritables conspirateurs que l'opinion.

Le lendemain de l'arrivée de l'Empereur aux Tuileries, quelqu'un lui ayant dit qu'il ne vivait que de prodiges, mais que ce dernier allait effacer tous les autres, je l'entendis répondre qu'il n'avait ici d'autre mérite que d'avoir bien jugé de l'état des choses en France, et d'avoir su lire dans le cœur des Français. Dans un autre moment, il nous rappelait que cela seul avait été toutes ses intelligences ; « car, observait-il, si l'on excepte Labédoyère qui accourut à moi d'enthousiasme et de cœur, et un autre encore qui me rendit franchement de grands et vrais services, presque tous les autres généraux, sur la route, se montrèrent incertains et de mauvaise grâce ; ils ne firent que céder à l'impulsion de leurs soldats, si même ils ne se montrèrent hostiles.

« Tout le monde sait bien aujourd'hui, disait-il, que Ney quitta Paris tout au roi, et que, s'il tourna contre lui quelques jours plus tard, c'est qu'il crut ne pouvoir faire autrement.

« J'étais si loin de compter en aucune manière sur *Masséna* que je me crus obligé, en débarquant, de le sauter à pieds joints ; et le questionnant plus tard à Paris sur ce qu'il aurait fait si je ne me fusse éloigné aussi rapidement de la Provence, il eut la franchise de répondre qu'il serait bien embarrassé de me le dire ; mais que le plus sûr, dans tous les cas, avait été d'agir ainsi que j'avais fait ; que de la sorte le tout avait été pour le mieux.

« *Saint-Cyr* s'était vu en danger pour avoir voulu contenir les soldats confiés à ses ordres.

« *Soult* me confessa que le roi lui avait inspiré un véritable goût, tant il se trouvait bien de son régime, et ne voulut reprendre du service qu'après le Champ de mai.

« *Macdonald* ne reparut point ; le duc de Bellune suivit le roi à Gand. Ainsi, concluait-il, si les Bourbons ont eu à se plaindre de la désertion complète du soldat et du peuple, certes ils n'ont pas le droit de reprocher le manque de dévouement et de fidélité aux principaux de l'armée, à ces élèves ou chefs de la révolution qui, malgré une habitude de vingt-cinq ans, disait-il, n'ont montré dans cette circonstance que de vrais enfants en politique. On ne les a trouvés ni émigrés ni nationaux !... etc., etc. »

Napoléon en avait eu l'instinct, et s'était tenu fidèle à son grand principe de n'agir que sur les masses et par les masses. Au moment de l'entreprise et

après son débarquement, on le sollicita plusieurs fois d'essayer de traiter avec quelques-uns des chefs ; mais il fit constamment sa belle réponse : « Si je suis demeuré dans le cœur de la masse, je dois m'importer peu des chefs ; et si je n'avais que ceux-ci, à quoi me serviraient-ils contre le torrent de la masse ? »

Voici qui montrera du moins le peu d'intelligence que Napoléon avait entretenue avec la capitale. Le matin de son entrée à Paris, en arrivant de l'île d'Elbe, 150 officiers à la demi-solde, traînant quatre pièces de canon, quittent spontanément Saint-Denis, où ils avaient été stationnés par les princes, et marchent vers la capitale ; ils sont rencontrés dans leur route par quelques généraux qui se mettent à leur tête, et poursuivent avec cette petite troupe jusqu'au château des Tuileries, où ils convoquent les chefs des administrations, qui tous conviennent d'agir au nom de l'Empereur. C'est ainsi que Paris fut gouverné ce jour-là à l'amiable par le souffle de l'opinion et l'élan des affections privées. Aucun des grands partisans de l'Empereur, aucun de ses anciens ministres n'ayant reçu nul avis de lui, aucun d'eux n'osa signer aucun ordre ni prendre aucune responsabilité. Les papiers publics n'eussent pas paru le lendemain, si ce n'eût été le zèle de simples particuliers, qui, sans autorisation et de leur propre mouvement, les firent remplir de ce qui les animait et de ce qu'ils voyaient. Ce n'est pas autrement que Lavalette fut prendre possession des postes. Paris vécut ce jour-là sans police, sans autorité, et jamais il ne fut plus tranquille.

L'Empereur fit son entrée aux Tuileries vers neuf heures du soir avec une centaine de chevaux, et comme s'il arrivait de l'un de ses palais. Mettant pied à terre, il faillit être étouffé par un gros d'officiers et de citoyens qui se l'arrachèrent pour en toucher quelque chose, et le transportèrent à bras dans son salon. Il y trouva son dîner prêt, et se mettait à table quand arriva de Vincennes l'officier qu'on y avait envoyé le matin pour sommer le château ; il rapportait la capitulation du commandant, qui n'y avait mis, dit-on, autres conditions que celle d'un passeport pour lui et sa famille.

Une circonstance bien singulière, c'est que le matin, une fois maître des Tuileries, et comme on faisait courir dehors pour se procurer un drapeau tricolore, on en trouva un tout fait au pavillon Marsan, dans la fouille du château que faisait faire la prudence ; et c'est celui qu'on fit hisser sur-le-champ. Il était tout neuf et d'une dimension plus grande que de coutume.

On s'est demandé par quel hasard il était là et quelles avaient pu être les intentions à cet égard.

Du reste, plus les temps se sont éclaircis, plus on a pu se convaincre qu'il ne fut d'autre conjuration que celle de la nature des choses ; l'esprit de parti seul peut chercher de nos jours à élever des doutes à cet égard, l'histoire n'en aura point.

Peu de jours après l'établissement de Napoléon à Longwood, il fut question, devant les officiers qui lui furent présentés, du retour de l'île d'Elbe, et l'un de ces officiers se hasarda de dire que cet événement merveilleux avait offert aux regards de l'Europe attentive le contraste de ce qu'il y avait de plus faible et de plus sublime. Les Bourbons abandonnant une monarchie tout entière pour s'enfuir à l'approche d'un seul homme, qui avait la magnanime audace d'entreprendre à lui seul la conquête d'un empire. Monsieur, lui dit l'Empereur, vous êtes dans l'erreur ; vous avez mal saisi le sens de l'affaire : les Bourbons n'ont pas manqué de courage, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire. M. le comte d'Artois a volé à Lyon, madame la duchesse d'Angoulême s'est montrée dans Bordeaux en amazone, et M. le duc d'Angoulême a marché en avant autant qu'il a pu. Si, malgré tout cela, ils n'ont pu venir à bout de rien, c'est moins leur faute que la force des circonstances ; c'est qu'à eux seuls ils ne pouvaient faire davantage, et ils en étaient là ; la contagion, l'épidémie avaient gagné tout le monde, etc., etc. »

Poème de *Charlemagne*, etc. – Les frères et sœurs de l'Empereur auteurs, etc..

Dimanche 15.

Aujourd'hui l'Empereur a profité d'un instant de beau temps pour aller se promener vers le jardin de la compagnie. J'étais seul avec lui ; je me suis livré à lui faire certaines peintures à la suite desquelles j'osais me permettre de suggérer quelques idées. Il les a repoussées en se moquant fort de moi. « Allons, allons, mon cher, a-t-il dit, vous êtes un niais ; et ne vous fâchez pas de l'épithète, a-t-il repris aussitôt, je ne la prodigue pas à tout le monde ; et elle est toujours de ma part un brevet d'honnête homme. »

Après le dîner, l'Empereur, s'obstinant toujours à tâcher de se raccommoder, disait-il, avec le poème de son frère Lucien, qu'il avait repris hier au soir et bientôt abandonné, a, comme les deux jours précédents, employé la soirée entre le poème de *Charlemagne*, qu'il a bientôt quitté derechef, et celui d'Homère, qu'il a repris pour se refaire, disait-il gaiement ; et la censure a recommencé pour le prince Lucien, et l'admiration pour le bon Homère.

La lecture interrompue, on a dit à l'Empereur que Lucien avait tout prêt un autre poème semblable à son *Charlemagne* ; c'était *Charles Martel en Corse*, et en outre une douzaine de tragédies. « Mais il a donc le diable au corps ! » s'est écrié l'Empereur.

On lui a dit aussi que son frère *Louis* avait fait un roman. « Il pourra y avoir de l'esprit, de la grâce, observait-il, mais ce ne sera pas toutefois sans métaphysique sentimentale, ni sans niaiseries philosophiques. »

On lui dit encore que la princesse *Élisa* avait aussi fait un roman, ce qu'il ne savait pas. Enfin il n'y avait pas jusqu'à la princesse *Pauline* qui n'eût le sien, disait-on. « Oh ! pour celle-là, a repris l'Empereur, l'héroïne oui, mais l'auteur non ; et à ce compte, prononçait-il, il n'y aurait donc que *Caroline* qui ne serait pas auteur. Aussi bien, dans sa petite enfance, on la regardait comme la sotte et la Cendrillon de la famille ; mais elle en a bien rappelé ; elle a été une très belle femme, et est devenue très capable, etc. »

Nous manquons de déjeuner – Sophisme de gaieté – Sur les impossibilités, etc. – L'Empereur change et s'affaiblit – Argenterie brisée.

Lundi 16 au jeudi 19.

Le matin, à l'heure accoutumée, mon domestique est venu me dire qu'il n'y avait ni café, ni sucre, ni lait, ni pain pour mon déjeuner. La veille, quelque temps avant l'heure du dîner, me sentant besoin, j'avais demandé une bouchée de pain, on n'avait pu me la donner. C'est ainsi qu'on nous dispute le boire et le manger. On aura de la peine à le croire au loin, sans doute, et pourtant je ne consigne littéralement ici que des faits.

Aujourd'hui, durant notre promenade, madame Montholon chassait un chien qui l'avait approchée. « Vous n'aimez pas les chiens, Madame ? lui disait l'Empereur. – Non, Sire. – Si vous n'aimez pas les chiens, vous n'aimez pas la fidélité, vous n'aimez pas qu'on vous soit fidèle, donc vous n'êtes pas fidèle. – Mais..., mais..., disait-elle. – Mais..., mais..., disait l'Empereur, quel est le vice de ma logique ? Renversez mes arguments, si vous pouvez ! etc. »

Un de nous s'était offert pour quelque manipulation, il y avait quelques jours, l'Empereur lui a demandé s'il avait enfin obtenu son résultat. L'autre s'est plaint de n'avoir pas les objets nécessaires. « *Véritable enfant de la Seine*, disait l'Empereur, vrai badaud de Paris, qui vous croyez toujours aux Tuileries. La véritable industrie n'est pas d'exécuter avec tous les moyens connus et donnés, l'art, le génie est d'accomplir en dépit des difficultés, et de trouver par là peu ou point d'impossible. Mais d'ailleurs ici de quoi vous plaignez-vous ? De n'avoir point un pilon, quand le premier barreau de chaise peut vous en servir ? De n'avoir point de mortier ? Mais tout est mortier autour de nous, cette table est un mortier ; une casserole, un chaudron est un mortier ; mon auge..., celle du premier venu... sont des mortiers ; mais véritablement enfant de la Seine, a répété l'Empereur, qui se croit toujours dans la rue Saint-Honoré, au milieu des marchés de Paris ! »

Le grand maréchal a dit alors à l'Empereur que cette circonstance lui rappelait la première fois qu'il avait eu l'honneur de lui être présenté, et les premières paroles qu'il en avait reçues. C'était à l'armée d'Italie, lorsque lui, Bertrand, se rendait en mission à Constantinople. Le jeune général le voyant officier du génie, lui donna une commission relative au métier. « C'était peu loin du quartier-général ; à mon retour, disait le grand maréchal, je vins vous dire que j'avais trouvé la chose impossible. Sur quoi Votre Majesté, à qui je ne m'adressais qu'en tremblant, me dit avec bonté : – Mais voyons un peu, Monsieur, comment vous y êtes-vous pris ? ce qui est impossible pour vous ne l'est peut-être pas pour moi. – En effet, disait Bertrand, à chacun de mes moyens Votre Majesté disait : Je le crois bien, et en substituait d'autres. Si bien qu'en peu d'instant il me fallut être convaincu ; mais non sans emporter un sentiment profond, et des souvenirs qui m'ont bien servi depuis. »

L'Empereur a passé sa matinée à recueillir encore des renseignements sur les sources du Nil, dans les divers auteurs modernes, Bruce, etc... Je l'ai aidé dans ce travail. À trois heures, il s'est habillé et est sorti. Le temps était assez beau. L'Empereur a demandé la calèche, et s'est enfoncé à pied dans le bois ; nous avons marché jusqu'à la vue du rocher des Signaux. Il m'entretenait de notre position morale et de certaines contrariétés que devaient lui donner quelques circonstances de notre intimité même. La calèche est venue le joindre avec M. et madame de Montholon. L'Empereur se félicitait de l'arrivée de sa voiture, disant qu'il ne se sentait pas capable de regagner sa demeure à pied. Il s'affaiblit visiblement ; sa démarche devient pesante ; il a le pied traînant, ses traits s'altèrent. Sa ressemblance avec Joseph devient frappante, au point qu'il y a peu de jours, allant le joindre au jardin, j'aurais juré que c'était Joseph, jusqu'au moment où je l'ai abordé. D'autres en ont été frappés comme moi, ce qui nous a fait dire que si nous croyions à la *prévision* ou à la *double vue* des Anglais, dont j'ai parlé dans un autre endroit, nous devons nous attendre bientôt à quelque chose d'extraordinaire sur l'Empereur ou sur son frère.

Au retour, l'Empereur a considéré un gros panier rempli d'argenterie brisée, qu'on devait envoyer le lendemain à la ville. C'était désormais le complément indispensable de notre subsistance d'un mois, d'après les dernières réductions du gouverneur.

On savait bien que des capitaines de la compagnie avaient offert jusqu'à cent guinées d'une seule assiette. Cette circonstance avait porté l'Empereur à ordonner qu'on limât les écussons, et qu'on brisât les pièces de manière à ce qu'elles ne présentassent aucun vestige qui pût montrer qu'elles lui avaient appartenu. De petits aigles massifs surmontaient tous les couvercles : c'est la seule chose qu'il a voulu qu'on épargnât, et il les a fait mettre de côté. Ces derniers débris étaient l'objet du désir de chacun de nous. Ils étaient des reliques à tous les yeux. Ce sentiment avait quelque chose de religieux et de touchant.

Lorsqu'il avait fallu porter le marteau sur cette argenterie, c'était devenu le sujet d'une grande émotion et d'une véritable douleur pour les gens. Ils avaient porté la main avec peine sur des objets qu'ils vénéraient tellement. Cet acte renversait leurs idées ; c'était pour eux un sacrilège, une désolation ; quelques-uns en pleuraient.

Vendredi 20.

Avant huit heures, l'Empereur m'a fait éveiller pour que je fusse le trouver en calèche dans le bois, où il se promenait déjà avec M. de Montholon, s'entretenant sur les dépenses de la maison. Le temps enfin était revenu au beau ; c'était une matinée de printemps délicieuse ; nous avons fait deux tours.

Aujourd'hui, nouvelle vexation incroyable du gouverneur. Il nous a fait défendre de vendre l'argenterie brisée à tout autre qu'à celui qu'il indiquerait. Quelle peut avoir été son intention dans cette violation nouvelle de toute justice ? de se rendre plus outrageant et de commettre un abus d'autorité de plus.

L'Empereur a déjeuné sous la tente ; il a dicté, immédiatement après, la bataille de Marengo au général Gourgaud. Il m'a dit de demeurer, que j'écouterais. Il s'est retiré vers midi dans sa chambre pour essayer de reposer.

Sur les trois heures, il est rentré dans ma chambre. Il nous a trouvés, mon fils et moi, occupés à collationner Arcole. Il savait que c'était mon chapitre de prédilection, que je l'appelais un chant de l'*Iliade*. Il a voulu le relire, et il a dit qu'en effet il lui faisait plaisir. Je l'ai inséré plus haut.

Dans le principe, l'Empereur faisait lire ses chapitres le soir. Mais une de ces dames s'étant endormie, il n'y revint plus, et me disait un jour à ce sujet : *Les entrailles d'auteur, mon cher ; elles se retrouvent toujours.*

La lecture d'Arcole a réveillé les idées de l'Empereur sur ce qu'il appelait *ce beau théâtre d'Italie*. Il nous a commandé de le suivre au salon, et nous y a dicté durant plusieurs heures. Il avait fait étendre une immense carte d'Italie, qui couvrait la plus grande partie du salon, et, couché dessus, il la parcourait à quatre pattes, un compas et un crayon rouge à la main, comparant et mesurant les distances à l'aide d'une longue ficelle dont l'un de nous tenait une des extrémités. « C'est comme cela, nous disait-il, riant de la posture où je le voyais, qu'il faut toiser un pays pour en prendre une

idée juste, et faire un bon plan de campagne. » Ce qu'il a dicté peut servir de base à un très beau morceau de géographie politique sur l'Italie.

1. ↑ Pendant que lord Lauderdale était à Paris et négociait avec les plénipotentiaires de l'Empereur, la Prusse courut aux armes et prit une attitude hostile. Lord Lauderdale paraissait ne point approuver cette conduite et croire la lutte fort inégale. Instruit que l'Empereur se préparait à se mettre à la tête de l'armée, il demanda si l'Empereur consentirait à retarder son départ et à s'arranger avec la Prusse, si l'Angleterre acceptait la base de la négociation, c'est-à-dire l'*uti possidetis* de part et d'autre, en y comprenant le Hanovre. La discussion était sur le Hanovre, que l'Angleterre voulait recouvrer indépendamment de cette base. Par la réponse du cabinet de Saint-James, lord Lauderdale fut rappelé : l'Empereur partit et la bataille d'Iéna eut lieu ; Fox était mort alors.

Nous avons été, à cette époque, témoins oculaires des regrets et de la répugnance qu'avait le monarque français pour la guerre de Prusse ; il était disposé à laisser à cette puissance le Hanovre, et à reconnaître une confédération du nord de l'Allemagne. Il sentait que la Prusse n'ayant jamais été ni battue ni humiliée par la France, étant tout entière, n'avait aucun intérêt contraire aux siens, mais qu'une fois vaincue, il faudrait la détruire.

2. ↑ Le bruit est assez généralement répandu que le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec l'Empereur Napoléon a été un des articles secrets du traité de Vienne : cette opinion n'est pas fondée. Le traité de Vienne est du 15 octobre 1809, et le contrat de mariage a été signé à Paris, le 7 février 1810.

Tous les individus qui ont assisté au conseil privé du 1er février peuvent affirmer que les circonstances du mariage sont telles qu'elles sont rapportées ci-dessus ; qu'il n'était nullement question de l'alliance de la maison d'Autriche avant la lecture des dépêches du comté de Narbonne, et que le mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise fut proposé, discuté et décidé dans le conseil et signé dans les vingt-quatre heures.

Les membres du conseil étaient : l'Empereur, les grands dignitaires de l'empire les grands officiers de la couronne, tous les ministres, le président du Sénat, celui du corps législatif et les ministres d'État, présidents des sections du Conseil d'État, total vingt-cinq.

3. ↑ Je n'ai pas voulu supprimer ce résumé de la campagne de Saxe, bien que le même sujet se trouvât déjà traité. Si quelques-uns le considèrent comme une répétition, d'autres le trouveront une comparaison, une vérification ; car l'un des récits provient des documents publiés en Europe, tandis que l'autre a été dicté à Sainte-Hélène par Napoléon lui-même.
4. ↑ Au moment d'envoyer à l'impression, le hasard m'ayant fait mentionner cette circonstance à deux ou trois militaires, ils m'ont dit ne pas avoir eu connaissance de cette institution, sans me garantir toutefois qu'elle n'existât pas. Ne feraient-ils que l'ignorer, ou me serais-je trompé moi-même en prenant pour fait, dans les paroles de l'Empereur, ce qui n'eût été qu'intentionnel ?

N. B. J'avais cru un devoir de consigner ici la défiance que j'avais de moi-même en cette occasion, et mes scrupules n'ont pas tardé à recevoir leur récompense ; car ce sont eux précisément qui m'ont procuré la certitude dont je manquais. À peine le *Mémorial* avait-il paru, qu'il m'a été adressé à la fois, bien que de deux points fort éloignés, l'assurance positive que je ne m'étais point trompé, et que je devais reprendre pleine et entière confiance dans l'exactitude de mon récit ; et chacun des bienveillants informateurs a eu le soin de joindre à son témoignage des détails authentiques que je vais transcrire ici.

« L'institution que vous mentionnez, me mandait le premier, officier au 9e de ligne, existait réellement ; ces sous-officiers étaient choisis et armés ainsi que vous le dites, etc. ; je les ai constamment vus au régiment dont je faisais partie jusqu'en 1814, etc. »

Le second, ancien sous-inspecteur aux revues, allait plus loin encore ; il me transmettait le texte même des décrets relatifs à cette institution.

Premier décret, du 18 février 1808. (BERRIAT, *Législation militaire*, 2e vol., p. 47.) « Deux braves, *pris parmi les anciens soldats non lettrés*, qui, par cette raison, n'auront pu obtenir d'avancement, seront toujours placés à côté de l'Aigle ; ils sont nommés par nous et ne peuvent être destitués que par nous. »

Deuxième décret du 25 décembre 1811. (BERRIAT, *Législation militaire*, 1er vol., p 422.) « Le deuxième et le troisième Porte-Aigle auront un casque et des épaulettes *défensives* ; ils seront armés d'un épieu avec flamme, ou esponton de parade et *de défense*, avec une paire de pistolets. »

Ainsi, et je me plais à le redire, parce que je ne saurais trop le répéter, toutes les fois que les circonstances m'ont conduit à vérifier jusqu'aux moindres parties d'une conversation journalière, bien qu'elle fût parfois abondante et souvent des plus négligées, j'ai eu lieu de me convaincre que le tout en était de la plus stricte vérité.

5. ↑ Ce n'est pourtant pas qu'il négligeât de s'occuper de ces hommes, car un moment il chargea le commissaire des guerres, M. Ch. Vauthier, qui se trouvait près de lui de courir en toute hâte sous les murs d'Antibes, et de délivrer les prisonniers, en essayant d'enlever la garnison, lui répétant à diverses reprises, lorsqu'il s'éloignait déjà : « Mais surtout n'allez pas vous faire bloquer aussi. »
6. ↑ Le 1er mars, débarque sur la plage de Canne, au golfe Juan ; le 2, entre à Grasse ; le 3, couche à Barème ; le 4, dîne à Digne et couche à Maligeai ; le 5, couche à Gap ; le 6, couche à Corps, au-delà duquel, le lendemain, l'Empereur harangue et rallie les soldats du 5e. Peu d'heures après, il est joint par Labédoyère, à la tête du 7e ; le 7, à Grenoble, séjour ; le 9, couche à Bourgouin ; le 10, à Lyon, reste trois jours ; le 13, couche à Macon. Fameuse proclamation de Ney, prince de la Moskowa ; le 14, couche à Chalons ; le 15, à Autun ; le 16, à Avalon ; le 17, à Auxerre, reste un jour, y est joint par le prince de la Moskowa ; le 20, arrive à Fontainebleau à quatre heures du matin et entre aux Tuileries à neuf heures du soir.

Chapitre 5.

Fameuse créance de Saint-Domingue – Inspecteurs aux revues, etc. – Projets administratifs ; composition de l'armée – Gaudin, Mollien, Defermont, Lacuée, etc. – Ministre du trésor ; ministre secrétaire d'État ; leur importance.

Samedi 21.

L'amiral Malcolm m'a fait une petite visite. Il venait prendre congé de nous tous. Il allait partir le lendemain pour le Cap, et comptait faire une absence de deux mois.

Nous le regrettons : ses formes toujours polies, une espèce de sympathie tacite entre nous le met sans cesse dans notre esprit en opposition avec sir Hudson Lowe, qui lui ressemble si peu.

L'amiral avait été reçu de l'Empereur, qui a aussi un penchant pour lui. Ils avaient fait ensemble quelques tours de jardin, et l'amiral me disait avoir recueilli des choses bien précieuses sur l'Escaut et sur le Nievendip, établissement maritime en Hollande, qui lui est tout à fait étranger, et dont Napoléon était le créateur.

Après le dîner, la conversation s'est trouvée amenée sur ce que l'Empereur appelait la fameuse créance de Saint-Domingue. Elle a fait naître les détails curieux que voici :

« L'ordonnateur de Saint-Domingue, disait l'Empereur, s'avisait de tirer tout à coup du Cap, et sans autorisation, la somme de 60.000.000 de lettres de change sur le trésor de Paris : ces lettres de change étaient toutes payables le même jour. La France n'était pas assez riche pour un pareil acte ; elle ne l'avait jamais été peut-être. D'ailleurs où et comment l'administration de Saint-Domingue pouvait-elle avoir conquis un tel crédit ? Le Premier Consul ne le possédait pas à Paris : c'est tout ce qu'eût pu obtenir M. Necker au fort de sa popularité. Quoi qu'il en soit, quand ces

lettres parurent à Paris, précédant les lettres d'avis mêmes, on accourut du trésor chez le Premier Consul pour savoir ce qu'il y aurait à faire : « Attendre les lettres d'avis, répondit-il, et connaître la négociation. Le trésor est un propriétaire ; il a leurs droits et doit avoir leur marche. Ces lettres ne sont point acceptées, elles ne sont point payables.

« Les renseignements, les pièces comptables arrivèrent. Ces lettres de change, mentionnées valeur reçue comptant, ne portaient, dans le reçu des caissiers qui en avaient perçu la valeur, qu'un dixième, un cinquième, un tiers du montant. Dès lors on ne voulut au trésor reconnaître et rembourser que la somme réellement versée, et les lettres de change dans leur teneur furent arguées de faux. Ce fut au même moment un bruit terrible dans tout le commerce. On s'agita beaucoup, on fit même une députation auprès du Premier Consul, qui, loin de l'éviter, l'aborda de front ; demanda si on le prenait pour un enfant, si l'on croyait qu'il se jouait ainsi du plus pur-sang du peuple, qu'il fût un administrateur aussi tiède des intérêts publics ? Ce qu'il refusait de laisser prendre, observait-il, ne tenait nullement à sa personne, n'attaquait point sa liste civile ; mais c'était l'argent du public, dont il était le gardien, et il lui était d'autant plus sacré. Puis, interpellant les deux chefs de la députation : Vous qui êtes négociants, Messieurs, banquiers, faiseurs d'affaires, répondez catégoriquement. Si un de vos agents au loin tirait sur vous des sommes énormes contre votre attente et vos intérêts, accepteriez-vous, paieriez-vous ses lettres de change ? Il leur fallut bien répondre que non. Eh bien ! dit le Premier Consul, vous, simples propriétaires, vous, majeurs, maîtres de vos propres actions, vous voudriez avoir un droit que vous refuseriez à moi, propriétaire au nom de tous, à moi, en cette qualité, toujours mineur et sujet à révision ! Je jouirai de vos droits au nom et pour le bien de tous. Vos lettres de change ne seront payées que sur leur versement réel. Je ne demande pas que le commerce prenne les lettres de mes agents ; c'est un honneur, un crédit que je n'ambitionne point. S'il raccorde, que ce soit à ses risques et périls ; je ne reconnais et ne tiens pour sacrée que l'acceptation de mon ministre du trésor. On se récria de nouveau, on dit beaucoup de paroles inutiles. On serait obligé de faire banqueroute, disait-on. On avait reçu ces lettres pour argent comptant ; des agents éloignés en avaient fait la faute par respect et par confiance dans le gouvernement, etc., etc. Eh bien ! répondait le Premier Consul, faites

banqueroute. Mais ils ne le firent point, observait l'Empereur ; ils n'avaient point reçu ces lettres pour argent comptant, et leurs agents n'avaient point commis de faute.

« Ils sortirent tous convaincus dans l'âme des raisons du Premier Consul, mais n'en firent pas moins remplir Paris de leurs clabauderies et de leurs mensonges, en dénaturant toute l'affaire.

« Cet exemple et ces détails, disait l'Empereur, deviennent la clef d'un grand nombre d'autres affaires célèbres dont on a beaucoup parlé à Paris sous l'administration impériale.

« Le commerce avait dit surtout et répété que c'était une chose sans exemple qu'une pareille marche, qu'une telle violation était inconnue jusque-là ; mais à cela le Premier Consul répondait que ce serait trancher la difficulté contre eux que d'invoquer l'exemple, et leur citait les billets de Louis XIV, les liquidations du régent, la société du Mississippi, les liquidations de la guerre de 1763, celles de la guerre de 1782, etc. ; et il leur prouva que ce qu'ils disaient être sans exemple avait été la pratique constante de la monarchie. »

De là l'Empereur a passé à diverses branches de l'administration ; il a défendu l'institution des inspecteurs aux revues. « Par eux seuls, disait-il, on pouvait s'assurer du nombre des hommes présents ; avec eux seuls on avait pu obtenir cet avantage, et il était immense pour l'actif et le personnel de la guerre. Quant à l'administration de la guerre, ces inspecteurs n'étaient pas moins avantageux encore, quelques petits abus qui fourmillassent dans les détails ; c'était en grand qu'il fallait considérer, et, pour bien juger l'institution, il fallait se demander quels autres abus n'auraient pas lieu si elle n'existait pas. Pour moi, observait Napoléon je dois dire que, faisant la contre-épreuve des dépenses, c'est-à-dire regardant la somme qu'aurait dû coûter la totalité des hommes à leurs taux arrêtés, le paiement au trésor était toujours au-dessous de l'estimation. L'armée coûtait donc moins qu'elle n'eut dû coûter. Quel autre plus heureux résultat pouvait-on demander ? »

L'Empereur citait l'administration de la marine pour avoir été la plus régulière, la plus pure ; elle était devenu un chef-d'œuvre. Là avait été le grand mérite de *Decrès*, disait-il.

L'Empereur trouvait que la France était trop grande pour un seul ministre de l'administration de la guerre. « C'était au-dessus des forces d'un homme, disait-il. On avait centralisé à Paris les décisions, les marchés, les fournitures, les confections, et subdivisé la correspondance du ministre en autant de personnes qu'il y avait de régimes, et de corps. Il fallait, au contraire, centraliser les correspondances, et subdiviser les ressources en les transportant dans les localités mêmes. Aussi j'avais longtemps médité le projet de former en France vingt ou vingt-cinq arrondissements militaires qui eussent composé autant d'armées. Il n'y eût plus eu que ce nombre de dépôts, de comptabilités, etc. : c'eût été vingt sous-ministres ; il eût fallu trouver vingt honnêtes gens. Le ministre n'eût plus eu que vingt correspondances ; il eût centralisé le tout et fait mouvoir la machine avec rapidité, etc. »

Ce sujet l'a conduit à traiter les bases de l'armée d'une grande nation telle que la nôtre. Il a développé ce qu'il se proposait d'exécuter à la paix générale, s'il eût pu l'obtenir. Ces objets, extrêmement curieux, étaient si confusément exprimés dans mon manuscrit, que je les ai passés tout d'abord, dans la crainte de ne pas les rendre avec exactitude ; mais je les retrouve dictés plus tard par lui-même, tome Ier, publication de Bossange, et je ne puis me refuser aujourd'hui à reproduire quelques-unes de ses principales idées telles que cette publication récente m'a mis à même de les redresser dans mon manuscrit ; elles seront agréables aux gens du métier :

« Napoléon voulait composer son armée de 1.200.000 hommes, savoir : 600.000 pour l'armée de ligne, 200.000 pour l'armée de l'intérieur, et 400.000 pour l'armée de réserve ; et tout cela ne devait soustraire constamment à l'agriculture que 288.000 hommes.

Il devait être de principe, disait-il, que l'infanterie d'une armée étant représentée par 1, la cavalerie serait un quart, qui pourrait se réduire à un cinquième, à cause des pays de montagnes ; l'artillerie un huitième, les troupes du génie un quarantième, les équipages militaires un trentième.

D'après ces bases, il arrêta les 600.000 hommes de ligne de la manière suivante :

1° 40 régiments d'infanterie de 12 bataillons, chacun de 910 hommes, ayant un escadron d'éclaireurs de 360 chevaux, une

batterie de 8 canons servie par 280 hommes, une compagnie de sapeurs de 150 hommes, 1 bataillon d'équipages militaires de 22 voitures et de 210 hommes ; nombre rond par régiment, 12 000 hommes.

Total... 480.000 h.

2° 20 régiments de cavalerie de 3.600 hommes, savoir : 8 de cavalerie légère, 6 de dragons, 6 de cuirassiers ; chaque régiment de 10 escadrons de 360 hommes, partagés en 3 compagnies.

Total... 72.000 h.

3° 10 régiments d'artillerie formant 8 bataillons de 500 hommes.

Total... 40.000 h.

4° 1 régiment de génie de 8 bataillons de 500 hommes.

Total... 4.000 h.

5° 1 régiment d'équipages militaires de 4 000 hommes, ci...

4.000 h.

Somme égale... 600.000 h.

L'empire, observait-il, contenait plus de 40 millions de population ; il eût été divisé en 40 arrondissements, chacun de 1.000.000, lesquels eussent été assignés à chacun des 40 régiments d'infanterie pour leur recrutement. Si l'on eût craint comme obstacle l'esprit de fédéralisme, on y eût remédié en n'introduisant dans les régiments que des officiers et partie des sous-officiers étrangers à l'arrondissement.

L'armée de l'intérieur, de 200.000 hommes, eût été composée de 200 bataillons d'infanterie et de 400 compagnies de canonniers, destinés, en temps de guerre, à défendre les places fortes et les côtes. Cette armée n'eût eu que les officiers d'existants ; les sous-officiers et soldats n'eussent été réunis que le dimanche au chef-lieu de leur commune.

Les 400.000 hommes de l'armée de réserve n'eussent existé que sur le papier ; ils eussent seulement été soumis à une revue tous les trois mois, pour certifier leur existence et rectifier leur signalement.

Ces 1.200.000 hommes n'eussent cependant soustrait à l'agriculture que 288.000 hommes ; car, sur les 600.000 hommes de l'armée de ligne, on n'en eût tenu que 240.000 sous les armes pendant douze mois, 160.000 pendant trois mois, et 200.000 pendant quinze jours, ce qui n'eût fait en réalité que 288.000 hommes seulement de soustraits à l'agriculture, les 600.000 hommes de l'armée de l'intérieur et de réserve n'étant en rien distraits de leurs travaux ni éloignés de leurs foyers. »

L'Empereur, continuant de passer en revue des principes de haute administration, disait que « MM. *Gaudin* et *Mollien* étaient pour que les receveurs généraux, les hommes de finance publique, les fournisseurs, eussent de très grandes fortunes, pussent faire de très grands profits et les avouer, de telle manière qu'ils eussent une considération à ménager, un honneur à ne pas compromettre. Cela ne pouvait pas être autrement, disait-il, si l'on voulait tirer d'eux, au besoin, du soutien, du service, du crédit.

« Un autre parti, continuait-il, *Defermont*, *Lacuée*, *Marbois*, pensait au contraire qu'on ne pouvait être trop regardant, trop économique, trop rigoureux. Moi je penchais, concluait-il, pour l'opinion des premiers, jugeant que les vues des derniers étaient petites, n'étaient que celles qui convenaient à un régiment, et non pas à une armée ; à un ménage privé, et non pas à un grand empire. Je les appelais les puritains, les jansénistes du métier. »

L'Empereur disait que le ministre du trésor et le ministre secrétaire d'État étaient deux de ses institutions dont il se félicitait davantage, et qui lui avaient rendu le plus de services.

« Le ministre du trésor concentrait toutes les ressources et contrôlait toutes les dépenses de l'empire. Du ministre secrétaire d'État émanaient tous les actes. C'était le ministre des ministres, donnant la vie à toutes les actions intermédiaires ; le grand notaire de l'empire, signant et légalisant toutes les pièces. Avec le premier, je connaissais à chaque instant l'état de mes affaires ; avec le second, je faisais parvenir mes décisions et mes volontés dans toutes les directions et partout ; si bien qu'avec mon ministre

du trésor et mon ministre secrétaire d'État seuls, et une douzaine de scribes, je me fusse fait fort de gouverner l'empire du fond de l'Illyrie ou des rives du Niémen, avec autant de facilité que dans ma capitale. »

L'Empereur ne comprenait pas que les affaires pussent aller avec les quatre ou cinq secrétaires d'État de nos rois. « Aussi comment allaient-elles ? disait-il. Tous concevaient, exécutaient et se contrôlaient chacun de son côté. Ils pouvaient exécuter au rebours les uns des autres, car les rois se contentant de signer en marge les projets, ou légalisant seulement le bordereau de leurs ordonnances, les secrétaires d'État pouvaient exécuter, ou remplir à leur gré, sans danger de responsabilité matérielle. Ajoutez qu'ils avaient la griffe, qu'on avait voulu me faire adopter, et que j'avais repoussée comme l'arme des rois fainéants. Parmi ces ministres, les uns pouvaient avoir de l'argent sans emploi, et les autres ne pas marcher faute d'avoir un denier. Point de centralité qui pût coordonner leurs mouvements, disposer leurs besoins, ajuster leur exécution. »

L'Empereur observait que le ministre secrétaire d'État était précisément le véritable lot des princes incapables, mais susceptibles, lesquels auraient besoin d'un premier ministre, et n'en voudraient point convenir. « Mon ministre secrétaire d'État, disait-il, une fois qu'il eût été nommé président du Conseil d'État, se serait trouvé, dès cet instant, un véritable premier ministre dans toute l'étendue du terme, car il eût porté ses idées au Conseil d'État pour les faire rédiger en lois, et eût signé au nom du prince. Aussi, avec les mœurs de la première race, disait-il, ou des princes à l'avenant, mon ministre secrétaire d'État n'eût pas manqué en peu de temps d'être *un maire du palais*. »

Intention de Napoléon sur les classiques anciens.

Dimanche 22.

L'Empereur est revenu à ses recherches sur l'Égypte. Il m'a donné Strabon à feuilleter : c'était l'édition qu'il avait fait faire ; il en vantait le soigné et le fini, et disait que son projet avait été de nous donner ainsi, avec le temps, tous les anciens par la voie officielle de l'Institut.

Lundi 23.

Le matin, dans sa chambre, l'Empereur, à travers une foule d'objets, est venu à causer sentiment, sensations, sensibilité ; et, citant à ce sujet l'un de nous qui, observait-il, ne prononçait le nom de sa mère que les larmes aux yeux, il a dit : « Mais cela ne lui est-il pas particulier ? est-ce donc général ? êtes-vous de même, ou suis-je dénaturé ? Pour moi, j'aime assurément ma mère, et de tout mon cœur ; il n'est rien que je ne fisse pour elle, et cependant si j'apprenais sa perte, je ne crois pas que je pusse exprimer ma douleur par une larme, et je n'affirmerais pas qu'il en fût de même pour la perte d'un ami, celle de ma femme ou de mon fils. Cette différence est-elle dans la nature ? Quel peut en être le motif ? Ne serait-ce pas que la raison m'a accoutumé d'avance à la perte de ma mère, qui est dans l'ordre naturel des choses, tandis que celle de ma femme et de mon fils est une surprise, une rigueur du sort contre laquelle je cherche à me débattre ? Et puis, tout bonnement encore, est-ce peut-être le penchant naturel à l'égoïsme. J'appartiens à l'une, et les autres m'appartiennent. » Et il a multiplié les motifs avec sa profusion accoutumée, toujours neuve, toujours piquante.

Il est sûr qu'il aimait tendrement sa femme et son fils. Les personnes qui ont servi dans son intérieur nous laissent connaître à présent combien il se livrait aux sentiments de famille, et nous développent des nuances de caractère que nous étions loin dans le temps de lui soupçonner. Il serrait parfois son fils dans ses bras avec effusion et à l'étouffer, mais le plus souvent encore sa tendresse s'exprimait par des contrariétés et des niches. S'il le rencontrait dans les jardins, il le jetait par terre ou renversait ses joujoux. On le lui amenait tous les jours à déjeuner, et il manquait rarement de le barbouiller avec tout ce qui se trouvait à sa portée sur la table. Quant à sa femme, il n'était pas de jour où elle ne reparût ici dans ses conversations privées ; pour peu qu'elles se prolongeassent, elle finissait tôt ou tard, de manière ou d'autre, par y être pour quelque chose ou par en devenir tout l'objet. Il n'est point de circonstances, de plus petits détails relatifs à elle, qu'il ne m'ait répétés cent fois. Pénélope, après dix ans d'absence, croit ne pouvoir s'assurer de la vérité qu'en faisant à Ulysse des questions

auxquelles lui seul pouvait répondre ; eh bien ! je crois que je ne serais pas embarrassé de présenter mes lettres de créance à Marie-Louise.

Dans la conversation du soir, l'Empereur, parlant des nations, disait qu'il ne connaissait que deux peuples : les Orientaux et les Occidentaux.

« Les Anglais, les Français, les Italiens, etc., disait-il, ne composaient qu'une même famille, les Occidentaux ; ils avaient mêmes lois, mêmes mœurs, mêmes usages, ils différaient entièrement des Orientaux, surtout dans les deux grands rapports de leurs femmes, de leurs domestiques. Les Orientaux ont des esclaves, nos domestiques sont de condition libre ; les Orientaux enferment leurs femmes, les nôtres partagent tous nos droits ; ils ont un sérail, et jamais, dans aucun temps, la polygamie n'a été admise dans l'Occident. Il existe encore une foule d'autres oppositions, observait l'Empereur, on dit en avoir compté jusqu'à quatre-vingts ; ce sont donc réellement, disait-il, des peuples différents.

« Tout est calculé, continuait-il, chez les Orientaux, pour qu'ils puissent garder leurs femmes et s'assurer d'elles. Toute notre vie, au contraire, dans l'Occident, est calculée pour que nous ne puissions les garder, et que nous soyons obligés de nous en rapporter à elles-mêmes. Tout homme chez nous, sous peine d'idiotisme, doit avoir une occupation ; or, quand il vaquera à ses affaires ou remplira ses fonctions, qui surveillera pour lui ? Il faut donc chez nous tout à fait compter sur l'honneur des femmes, et y avoir aveugle confiance ? Pour moi, disait-il gaiement, j'ai eu femmes et maîtresses, et jamais il ne m'est venu l'idée d'une surveillance particulière, parce que je pensais qu'il devait en être pour cela comme des poignards et du poison dans certaine situation ; le tourment des précautions l'emporte encore sur le danger que l'on veut éviter ; il vaut mieux s'abandonner à sa destinée.

« Prononcer, du reste, quelle est la meilleure méthode de la nôtre ou de celle des Orientaux est une fort grande question, pas pour vous sans doute, Mesdames, disait-il en lançant un regard malin sur ces dames ; mais ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'on se tromperait fort si on supposait moins de jouissances aux Orientaux, si on les croyait moins heureux que nous dans notre Occident. Chez eux les maris y aiment beaucoup leurs femmes, les femmes y aiment beaucoup leurs maris. Ils ont tout autant de chances de bonheur que nous, quelques différences d'ailleurs qui semblent se présenter, car tout est convention parmi les hommes, jusqu'à des sentiments qui

sembleraient ne devoir venir que de la nature ; et puis encore ces femmes ont leurs droits chez elles comme les nôtres chez nous. On ne pourrait pas les empêcher d'aller au bain public, pas plus qu'on empêcherait chez nous les femmes d'aller à l'église ; et les unes en abusent comme les autres. Vous voyez que l'espèce humaine, son imagination, ses sentiments, ses vertus, ses fautes parcourent un cercle assez étroit. Tout cela se retrouve, à bien peu de chose près, de même partout. »

Et il prétendait expliquer ou justifier la polygamie chez les Orientaux d'une manière fort ingénieuse. « Elle n'avait jamais existé, disait-il, dans l'Occident : les Grecs, les Romains, les Gaulois, les Germains, les Espagnols, les Bretons, n'avaient jamais eu qu'une femme. En Orient, au contraire, la polygamie avait toujours existé : les Juifs, les Assyriens, les Tartares, les Persans, les Turcomans, avaient tous eu plusieurs femmes. D'où pouvait venir cette universelle et constante différence ? N'aurait-elle donc tenu qu'au hasard et à la seule bizarrerie ? Dépendait-elle de causes physiques dans les individus ? Non. Les femmes, proportion gardée, étaient-elles moins nombreuses chez nous qu'en Asie ? Non. Étaient-elles en Orient en plus grand nombre que les hommes ? Non. Ceux-ci étaient-ils plus gigantesques que nous, autrement constitués ? Non. C'est que tout bonnement le législateur, ou la sagesse d'en haut qui en tient lieu, aura été guidé par la force des choses dérivant des localités respectives. Tous les Occidentaux ont même forme, même couleur, ils ne composent qu'un même peuple, une seule famille ; il a été possible, comme à l'instant de la création, de ne leur assigner qu'une compagne. Loi heureuse, admirable, bienfaisante, qui épure le cœur de l'homme, relève la condition de la femme, et ménage à tous deux un torrent de jouissances morales.

Les Orientaux, au contraire, diffèrent entre eux autant que le jour, et la nuit, dans leurs formes et dans leurs couleurs ; ils sont blancs, noirs, cuivrés, mélangés, etc. Il a fallu avant tout songer à leur conservation, à établir entre eux une fraternité consanguine, sous peine de les voir s'exterminer ou se persécuter, s'opprimer éternellement, ce qu'on n'a pu obtenir qu'en établissant la polygamie, et en donnant la possibilité d'avoir à la fois une femme blanche, une femme noire, une mulâtre, une cuivrée. Dès lors les différentes couleurs, faisant partie d'une même famille, se sont

trouvées confondues dans les affections de leurs chefs et dans les opinions de chacune entre elles.

« Mahomet, ajoutait-il, semble avoir connu le secret, et s'être déterminé d'après lui ; autrement, comment celui qui marche de si près sur les traces du christianisme, et s'en éloigne si peu, n'aurait-il pas supprimé la polygamie ? Dirait-on qu'il ne l'a conservée que parce que sa religion était toute sensuelle ? Mais alors il eût permis aux musulmans un nombre indéfini de femmes, tandis qu'il le restreint à quatre seulement, ce qui pourrait impliquer une blanche, une noire, une cuivrée, une mélangée.

« Et qu'on n'imagine pas, du reste, que cette faveur de la loi soit mise en pratique par toute la nation ; il ne se trouverait pas de femmes pour tous. Au vrai, les onze douzièmes de la population n'en ont qu'une, parce qu'ils ne sauraient en nourrir davantage ; mais la polygamie dans les chefs suffit pour atteindre le grand but, car la confusion des races et des couleurs existant, par la polygamie, dans la haute classe, c'est assez pour établir l'union et la parfaite égalité entre tous. Convenons donc, concluait-il, que si la polygamie n'était pas le fait d'une combinaison politique, si elle ne dérivait que du hasard, celui-ci aurait en cette occasion produit autant que la sagesse consommée. »

L'Empereur disait avoir eu sérieusement la pensée d'appliquer ce principe à nos colonies, pour assortir le bien-être des nègres à la nécessité de les employer. Il avait même, disait-il, consulté à cet égard des théologiens, pour savoir s'il n'y aurait pas moyen, vu les circonstances locales, de ployer nos croyances à cet égard, etc., etc.

Sur la Hollande et le roi Louis – Humeur, plainte contre les siens – Haute politique, etc. Lettre à son frère le roi Louis.

Mardi 24.

L'Empereur m'a fait appeler vers midi et demi dans son cabinet. Nous avons causé de la chaîne des auteurs qui fait descendre la lumière historique depuis les premiers temps jusqu'à nous ; ce qui l'a porté à lire la partie du tableau premier de l'Atlas historique qui en présente l'ensemble et le résumé.

La conversation l'a fait tomber sur la variété de l'espèce humaine. Il a envoyé chercher Buffon pour éclaircir cet objet, et s'en est occupé assez longtemps.

La diversité des objets a conduit la conversation sur la Hollande et le roi Louis, sur lesquels il a dit des choses très remarquables.

« Louis a de l'esprit, disait l'Empereur, n'est point méchant ; mais, avec ces qualités, un homme peut faire bien des sottises et causer bien du mal. L'esprit de Louis est naturellement porté au travers et à la bizarrerie. Il a été gâté encore par la lecture de Jean-Jacques. Courant après une réputation de sensibilité et de bienfaisance, incapable par lui-même de grandes vues, susceptible tout au plus de détails locaux, Louis ne s'est montré qu'un roi préfet.

« Dès son arrivée en Hollande, et n'imaginant rien de beau comme de faire dire qu'il n'était plus qu'un bon Hollandais, il s'y est livré tout à fait au parti anglais, a favorisé la contrebande, et s'est mis en rapport avec nos ennemis. Il a fallu le surveiller aussitôt, et menacer même de le combattre ; réfugiant alors son manque de caractère dans un entêtement obstiné, et prenant un esclandre pour de la gloire, il s'est enfui du trône en déclamant contre moi, contre mon insatiable ambition, mon intolérable tyrannie, etc. Que me restait-il à faire ? Fallait-il laisser la Hollande à la disposition de nos ennemis ? Fallait-il nommer un nouveau roi ? Mais devais-je attendre de lui plus que de mon frère ? Tous ceux que je faisais n'agissaient-ils pas à peu près de même ? Je réunis la Hollande, et toutefois cet acte eut le plus mauvais effet en Europe, et n'a pas peu contribué à préparer nos malheurs.

« Louis avait été charmé de prendre Lucien pour modèle. Lucien en avait agi à peu près de même ; et si plus tard il s'est repenti, s'il s'est rallié même noblement, cela a pu honorer son caractère, mais non raccommoder les affaires.

« À mon retour de l'île d'Elbe, en 1815, Louis m'écrivit une longue lettre de Rome, et m'envoya une ambassade : c'était son traité, disait-il, ses conditions pour revenir auprès de moi. Je répondis que je n'étais nullement dans le cas de faire des traités avec lui ; que s'il revenait, il était mon frère, il serait bien reçu.

« Croirait-on bien qu'une de ses conditions était qu'il aurait la liberté de divorcer avec Hortense ? Je maltraitai fort le négociateur, pour avoir osé se charger d'une telle absurdité, avoir pu croire qu'une pareille chose fût négociable. Nos statuts de famille le défendaient formellement, faisais-je rappeler à Louis ; la politique, la morale et l'opinion ne s'y opposaient pas moins encore, lui faisais-je dire ; l'assurant de plus qu'à cause de tous ces titres réunis, si ses enfants venaient, par lui, à perdre leur état, je m'intéresserais bien plus à eux qu'à lui-même, bien qu'il fût mon frère.

« Peut-être trouverait-on une atténuation au travers d'esprit de Louis dans le cruel état de sa santé ; l'âge où elle s'est dérangée, les circonstances atroces qui l'ont causé, et qui doivent avoir singulièrement influé sur son moral ; il faillit en mourir, et en a conservé toujours depuis de cruelles infirmités : il demeure à peu près perclus de tout un côté.

« Il est sûr, du reste, continuait l'Empereur, que j'ai été peu secondé des miens, et qu'ils ont fait bien du mal à moi et à la grande cause. On a souvent vanté la force de mon caractère ; je n'ai été qu'une poule mouillée, surtout pour les miens, et ils le savaient bien : la première bourrade passée, leur persévérance, leur obstination remportaient toujours ; et, de guerre lasse, ils ont fait de moi ce qu'ils ont voulu. J'ai fait là de grandes fautes. Si, au lieu de cela, chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles ; tout se fût abaissé devant nous ; nous eussions changé la face du monde ; l'Europe jouirait d'un système nouveau ; nous serions bénis !... Je n'ai pas eu le bonheur de Gengis-Khan avec ses quatre fils, qui ne connaissaient d'autre rivalité que celle de le bien servir. Moi, nommais-je un roi, il se le croyait tout aussitôt *par la grâce de Dieu*, tant le mot est épidémique. Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer, c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant. Tous avaient aussitôt la manie de se croire adorés, préférés à moi. C'était moi désormais qui les gênaient, qui les mettais en péril. Des légitimes n'auraient pas agi autrement ; ils ne se seraient pas crus plus ancrés. Pauvres gens ! qui, quand j'ai eu succombé, ont pu se convaincre qu'ils n'avaient pas même l'honneur de voir leur destitution exigée ou mentionnée par l'ennemi ; et aujourd'hui encore, si l'on gêne leur personne, si on les tourmente, ce ne peut être de la

part du victorieux que le besoin de faire peser le pouvoir, ou la bassesse d'exercer la vengeance. Si les miens inspirent un grand intérêt aux peuples, c'est qu'ils tiennent à moi, à la cause commune ; mais qu'aucun d'eux puisse causer un mouvement, assurément on peut être bien tranquille ; et pourtant, malgré la philosophie de plusieurs d'entre eux, car n'en était-il pas qui, pour régner, s'étaient dits *forcés* à la façon des chambellans du faubourg Saint-Germain, leur chute a dû leur être bien sensible ; ils s'étaient faits promptement aux douceurs du poste : ils ont tous été réellement rois. Tous, à l'abri de mes travaux, ont joui de la royauté ; moi seul n'en ai connu que le fardeau. Tout le temps j'ai porté le monde sur mes épaules, et ce métier, après tout, ne laisse pas que d'avoir sa fatigue, etc.

« On me dira peut-être pourquoi m'obstiner à créer des États, des royaumes ? Mais les mœurs et la situation de l'Europe le commandaient ainsi. Chaque nouvelle réunion à la France accroissait les alarmes de tous ; elle faisait pousser les hauts cris et reculait la paix. Mais alors, continuera-t-on, pourquoi avoir la vanité de placer chacun des miens sur un trône ? car le vulgaire n'y aura vu que cela. Pourquoi ne pas s'arrêter plutôt sur de simples particuliers plus capables ? À cela je réponds qu'il n'en est pas des trônes héréditaires comme d'une simple préfecture. La capacité, les moyens sont aujourd'hui si communs dans la multitude, qu'il faut bien se donner de garde d'éveiller l'idée du concours. Dans l'agitation où nous nous trouvons plongés, et avec nos mœurs modernes, il fallait bien plutôt songer à la stabilité et à la centralisation héréditaire ; autrement, que de combats, que de factions, que de malheurs !!! Dans l'harmonie que je méditais pour le repos et le bien-être universels, s'il fut un défaut dans ma personne et dans mon élévation, c'était d'avoir surgi tout à coup de la foule. Je sentais mon isolement ; aussi je jetais de tous côtés des ancres de salut au fond de la mer. Quels appuis plus naturels pour moi que mes proches ? Pouvais-je mieux attendre de la part des étrangers ? et si les miens ont eu la folie de manquer à ces liens sacrés, la moralité des peuples, supérieure à leur aveuglement, remplissait une partie de mon objet. Avec eux, ils se croyaient plus en repos, plus en famille.

« En somme, de si grands actes n'étaient ni des caprices ni des plaisanteries ; ils tenaient aux considérations de l'ordre le plus élevé, ils se rattachaient au repos de la race humaine et à la possibilité d'améliorer sa

condition. Que si, malgré les combinaisons faites de la meilleure foi, on s'est trouvé encore n'avoir rien fait qui vaille, c'est qu'il faut en revenir à une grande vérité, savoir, qu'il est bien difficile de gouverner, quand on veut le faire en conscience, etc., etc. »

N. B. La lettre suivante, d'une date fort antérieure, va jeter un grand jour sur les paroles de Napoléon, rapportées quelques pages plus haut, au sujet de la conduite de son frère en Hollande. Plus tard, le roi Louis a publié une espèce de compte rendu de son administration à la nation hollandaise ; c'est surtout à la suite de l'article ci-dessus de la lettre qui l'accompagne, qu'il devient curieux de lire ce document du roi Louis, afin de pouvoir, en connaissance de cause, fixer ses idées sur le sujet.

Château de Marach, le 3 avril 1808.

« Monsieur mon frère, l'auditeur D...t m'a remis, il y a une heure, votre dépêche du 22 mars. Je fais partir un courrier qui vous portera cette lettre en Hollande.

« L'usage que vous venez de faire du droit de grâce ne peut qu'être d'un très mauvais effet. Le droit de grâce est un des plus beaux et des plus nobles attributs de la souveraineté. Pour ne pas le discréditer, il ne faut l'exercer que dans le cas où la clémence royale ne peut déconsidérer l'œuvre de la justice ; que dans le cas où la clémence royale doit laisser, après les actes qui émanent d'elle, l'idée de sentiments généreux. Il s'agit ici d'un rassemblement de bandits qui vont attaquer et égorger un parti de douaniers pour ensuite faire la contrebande. Ces gens sont condamnés à mort ; Votre Majesté leur fait grâce ! Elle fait grâce à des meurtriers, à des assassins, à des individus auxquels la société ne peut accorder aucune pitié ! Si ces individus avaient été pris faisant la contrebande ; si même, en se défendant, ils avaient tué des employés, alors vous auriez pu peut-être considérer la position de leurs familles, leur position particulière, et donner à votre gouvernement une couleur de paternité, en modifiant, par une commutation de peine, la rigueur des lois. C'est dans les condamnations pour contraventions aux lois de fiscalité, c'est plus particulièrement encore dans celles qui ont lieu pour des délits politiques, que la clémence est bien

placée. En ces matières, il est de principe que si c'est le souverain qui est attaqué, il y a de la grandeur dans le pardon. Au premier bruit d'un délit de ce genre, l'intérêt public se range du côté du coupable, et point de celui d'où doit partir la punition. Si le prince fait la remise de la peine, les peuples le placent au-dessus de l'offense, et la clameur s'élève contre ceux qui l'ont offensé. S'il suit le système opposé, on le répute haineux et tyran. S'il fait grâce à des crimes horribles, on le répute faible ou malintentionné.

« Ne croyez pas que le droit de faire grâce puisse être exercé impunément, et que la société applaudisse toujours à l'usage qu'en peut faire le monarque. Elle le blâme lorsqu'il l'applique à des scélérats, à des meurtriers, parce que ce droit devient nuisible à la famille sociale. Vous avez trop souvent et en trop de circonstances usé du droit de grâce. La bonté de votre cœur ne doit point être écoutée, lorsqu'elle peut nuire à vos peuples. Dans l'affaire des *Juifs*, j'aurais fait comme vous ; dans celle des contrebandiers de *Middelbourg*, je me serais bien gardé de faire grâce.

« Mille raisons devaient vous porter à laisser la justice faire une exécution exemplaire qui aurait eu l'excellent effet de prévenir beaucoup de crimes, par la terreur qu'elle aurait inspirée. Des gens du roi sont égorgés au milieu de la nuit, les assassins sont condamnés... Votre Majesté commue la peine de mort en quelques années de prison ! Quel découragement n'en résultera-t-il point parmi les gens qui font rentrer vos impôts ! l'effet politique est très mauvais : je m'explique.

« La Hollande était le canal par lequel, depuis plusieurs années, l'Angleterre introduisait sur le continent ses marchandises. Les marchands hollandais ont gagné à ce trafic des sommes immenses : voilà pourquoi les Hollandais aiment la contrebande et les Anglais ; et voilà les raisons pour lesquelles ils n'aiment point la France, qui défend la contrebande et qui combat les Anglais. La grâce que vous avez accordée à ces *contrebandiers assassins*, est une espèce d'hommage que vous rendez au goût des Hollandais pour la contrebande. Vous paraissez faire cause commune avec eux, et contre qui ?... contre moi.

« Les Hollandais vous aiment ; vous avez de la simplicité dans les manières, de la douceur dans le caractère... Vous les gouvernez selon eux ; si vous vous montriez fermement résolu à réprimer la contrebande, si vous les éclairiez sur leur position, vous useriez sagement de votre influence : ils

croiraient que le système prohibitif est bon, puisque le roi en est le propagateur. Je ne vois pas quel parti pourrait tirer Votre Majesté d'un genre de popularité qu'elle acquerrait à mes dépens. Assurément la Hollande n'est point au temps de Ryswick, et la France aux dernières années de Louis XIV. Si la Hollande ne peut suivre un système politique indépendant de celui de la France, il faut qu'elle remplisse les conditions de l'alliance.

« Ce n'est point au jour la journée que doivent travailler les princes, mon frère, c'est sur l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Quel est aujourd'hui l'état de l'Europe ? l'Angleterre d'un côté. Elle possède *par elle-même* une domination à laquelle jusqu'à présent le monde entier a dû se soumettre. De l'autre, l'empire français et les puissances continentales, qui, avec toutes les forces de leur union, ne peuvent s'accommoder du genre de suprématie qu'exerce l'Angleterre. Ces puissances avaient aussi des colonies, un commerce maritime : elles possèdent en étendue de côtes bien plus que l'Angleterre. Elles se sont désunies ; l'Angleterre a combattu séparément leur marine ; elle a triomphé sur toutes les mers, toutes les marines ont été détruites. *La Russie, la Suède, la France, l'Espagne*, qui ont tant de moyens d'avoir des vaisseaux et des matelots, n'osent hasarder une escadre hors de leur rade. Ce n'est donc plus d'une confédération des puissances maritimes, confédération, d'ailleurs, qu'il serait impossible de faire subsister à cause des distances et des croisements d'intérêts, que l'Europe peut attendre sa libération maritime et un système de paix qui ne pourra s'établir que par la volonté de l'Angleterre.

« Cette paix, je la veux par tous les moyens conciliables avec la dignité de la puissance de la France ; je la veux au prix de tous les sacrifices que peut permettre l'honneur national. Chaque jour je sens qu'elle devient plus nécessaire ; les princes du continent la désirent autant que moi ; je n'ai contre l'Angleterre ni *prévention passionnée* ni *haine invincible*. Les Anglais ont suivi contre moi un système de répulsion ; j'ai adopté le système continental beaucoup moins, comme le supposent mes adversaires, par jalousie d'ambition, que pour amener le cabinet anglais à en finir avec nous. Que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle.

« Le système continental n'a donc d'autre but que d'avancer l'époque où le droit public sera définitivement assis pour l'empire français et pour

l'Europe. Les souverains du Nord maintiennent sévèrement le régime prohibitif ; leur commerce y a singulièrement gagné : les fabriques de la Prusse peuvent rivaliser avec les nôtres. Vous savez que la France et le littoral qui fait aujourd'hui partie de l'empire, depuis le golfe de Lyon jusqu'aux extrémités de l'Adriatique, sont absolument fermés aux produits de l'industrie étrangère. Je vais prendre un parti dans les affaires d'Espagne, qui aura pour résultat d'enlever le Portugal aux Anglais et de mettre au pouvoir de la politique française les côtes que l'Espagne a sur les deux mers. Le littoral entier de l'Europe sera fermé aux Anglais, à l'exception de celui de la Turquie. Mais comme les Turcs ne trafiquent point en Europe, je ne m'en inquiète pas.

« Voyez-vous par cet aperçu quelles seraient les funestes conséquences des facilités que la Hollande donnerait aux Anglais pour introduire leurs marchandises sur le continent ? Elle leur procurerait l'occasion de lever sur nous-mêmes les subsides qu'ils offriraient ensuite à certaines puissances pour nous combattre ; Votre Majesté est plus intéressée que moi à se garantir de l'astuce de la politique anglaise. Encore quelques années de patience, et l'Angleterre voudra la paix autant que nous la voulons nous-mêmes.

« Considérez la position de vos États, vous remarquerez que ce système vous est plus utile qu'à moi. La Hollande est une puissance maritime commerçante : elle a des ports magnifiques, des flottes, des matelots, des chefs habiles, et des colonies qui ne coûtent rien à la métropole ; ses habitants ont le génie du commerce, comme les Anglais. N'a-t-elle pas tout cela à défendre aujourd'hui ? La paix ne peut-elle pas la remettre en possession de son ancien état ? Sa situation, peut-être pénible pendant quelques années, n'est-elle pas préférable à faire du monarque hollandais un gouverneur pour l'Angleterre ? de la Hollande et de ses colonies un fief de la Grande-Bretagne ? L'encouragement que vous donneriez au commerce anglais vous conduirait à cela : vous avez sous les yeux l'exemple *de la Sicile et du Portugal*.

« Laissez marcher le temps : si vous avez besoin de vendre vos genièvres, les Anglais ont besoin de les acheter. Désignez les points où les smogleurs anglais viendront les prendre ; mais qu'ils les paient avec de l'argent, et jamais avec des marchandises. *Jamais, entendez-vous ?* Il faudra

bien enfin que la paix se fasse ; vous signerez en son lieu un traité de commerce avec l'Angleterre. J'en signerai peut-être un aussi ; mais les intérêts réciproques seront garantis. Si nous devons laisser exercer à l'Angleterre une sorte de suprématie sur les mers qu'elle aura achetée au prix de ses trésors et de son sang, une prépondérance qui tient à sa position géographique et à ses occupations territoriales dans les trois parties, du monde, au moins nos pavillons pourront se montrer sur l'Océan sans craindre l'insulte ; notre commerce maritime cessera d'être ruineux. C'est à empêcher l'Angleterre de se mêler des affaires du continent qu'il faut travailler aujourd'hui.

« Votre affaire de grâce m'a entraîné dans ces détails ; je m'y suis livré, parce que j'ai craint que vos ministres hollandais n'aient fait entrer de fausses idées dans l'esprit de Votre Majesté.

« Je désire que vous réfléchissiez à cette lettre, que vous fassiez des sujets qu'elle traite l'objet des délibérations de vos conseils ; enfin que vos ministres impriment à l'administration le mouvement qui lui convient.

« Sous aucun prétexte, la France ne souffrira que la Hollande se sépare de la cause continentale.

« Quant à ses contrebandiers, puisque la faute a été commise, il n'y a plus à revenir sur le passé : je vous conseille seulement de ne pas les laisser dans les prisons de Middelbourg ; c'est trop près du lieu où le crime a été commis ; renvoyez-les dans le fond de la Hollande.

Cette lettre n'étant à autre fin, etc.

Signé Napoléon. »

À dîner, l'Empereur a demandé à son piqueur comment était son cheval ; celui-ci a répondu qu'on le nourrissait bien, qu'il était fort gai et en fort bon état. « J'espère qu'il ne se plaint pas de moi, a dit l'Empereur ; s'il fut jamais un chanoine au monde, c'est celui-là. » En effet, il y a deux ou trois mois que l'Empereur n'est monté à cheval.

Mercredi 25 au vendredi 27.

L'Empereur, depuis quelques jours, a une grande ferveur de travail. Toutes les matinées se sont passées à des recherches sur l'Égypte, dans les auteurs anciens. Nous avons parcouru de concert Hérodote, Pline, Strabon, etc., etc., ne prenant guère d'autre interruption que l'instant du déjeuner sur sa petite table. Le temps demeurait toujours mauvais, et l'Empereur a dicté littéralement durant ces deux jours dans tout leur entier.

À dîner, il nous disait qu'il se trouvait beaucoup mieux, et nous lui avons fait observer, à ce sujet, que depuis quelque temps néanmoins il ne sortait plus, et travaillait huit, dix, douze heures par jour.

« C'est cela même, disait-il : le travail est mon élément ; je suis né et construit pour le travail. J'ai connu les limites de mes jambes, j'ai connu les limites de mes yeux ; je n'ai jamais pu connaître celles de mon travail. Aussi j'ai manqué tuer ce pauvre Méneval ; j'ai été obligé de le faire relever, et de le mettre en convalescence auprès de Marie-Louise, chez laquelle son emploi n'était plus qu'une véritable sinécure. »

L'Empereur ajoutait que s'il était en Europe, et tranquille, son plaisir serait d'écrire l'histoire. Il se plaignait de la manière pitoyable dont il la voyait traitée partout. Les recherches qu'il faisait chaque jour le lui démontraient, disait-il, au-delà de tout ce qu'il avait pu soupçonner.

« Nous n'avions pas de bonne histoire et nous n'avions pu en avoir. La plupart des peuples de l'Europe étaient dans le même cas que nous ; les moines et les privilégiés, c'est-à-dire les gens à abus, les ennemis de la vérité et des lumières, avaient seuls exercé ce monopole : ils nous avaient raconté tout ce qu'ils avaient voulu, tout ce qui leur avait plu, ou mieux encore, tout ce qui était dans leur intérêt, leurs passions ou leurs vues ! »

Il avait, disait-il, conçu le projet de redresser tout cela autant qu'il était possible ; ainsi il eut nommé des commissions de l'Institut, ou des savants indiqués par l'opinion publique, pour revoir, critiquer et reproduire nos annales. Il eût voulu aussi, de la sorte, accompagner les classiques, dont on nourrit notre jeunesse, de commentaires propres à les mettre en harmonie avec nos institutions modernes. « Un bon programme, le concours et des

récompenses, et l'on eut, disait-il, tout obtenu ; rien ne résistait à une pareille voie. »

Il répétait, ce que je crois avoir déjà dit, que son intention avait été de faire écrire les derniers règnes de notre monarchie sur les pièces mêmes tirées des archives de nos relations extérieures. Il était encore une foule de manuscrits antiques et modernes de la Bibliothèque Impériale qu'il voulait faire imprimer, en les coordonnant en corps de doctrine, soit dans les sciences, soit dans la morale, la littérature, les arts, etc.

Il avait encore, assurait-il, beaucoup d'autres plans de la sorte. Et quelle époque se présenta jamais aussi favorable pour de pareilles idées et leur accomplissement ! Quand retrouvera-t-on, dans la même personne, le génie pour les concevoir, la puissance pour les exécuter ?

Pour obvier, sans blesser même la liberté de la presse, au déluge de mauvais ouvrages dont le public était inondé, il demandait quel inconvénient eût pu présenter un tribunal d'opinion, composé de membres de l'Institut, de membres de l'Université et de délégués du gouvernement, qui eussent considéré les ouvrages sous le triple rapport de la science, des mœurs et de la politique. Ils en eussent fait la critique, et eussent assigné le degré de leur mérite. « C'eût été, disait-il, le flambeau du public ; la garantie, la fortune des bons ouvrages ; la ruine, le découragement des mauvais ; l'aiguillon des talents, la palme des auteurs. »

Voici quelques détails relatifs à M. Méneval, cité plus haut par l'Empereur ; ces détails seront jugés précieux, parce qu'ils sont autant de traits propres à faire connaître les circonstances privées de Napoléon.

L'Empereur, encore Premier Consul, se plaignait d'être sans secrétaire ; il venait de se défaire de celui qu'il avait eu durant ses campagnes d'Italie et son expédition d'Égypte, son ancien camarade de collège, homme de beaucoup d'esprit et qu'il aimait fort, mais dont il venait d'être forcé de se séparer. Son frère Joseph lui offrit alors le sien, qu'il avait depuis peu de temps ; et Napoléon, en l'acceptant, acquit un trésor ; il l'a répété plusieurs fois : c'était Méneval, que depuis il a fait baron, maître des requêtes et secrétaire des commandements de l'impératrice Marie-Louise.

Son titre auprès du Premier Consul fut celui de *secrétaire du portefeuille* ; il fut même fait à son sujet un fort long règlement, dont

l'article le plus essentiel était qu'il ne devait jamais, sous aucun prétexte, avoir à lui ni secrétaire ni copiste ; ce qui fut toujours strictement observé.

M. Méneval était doux, réservé, fort secret, travaillant à toute heure et en tout temps ; aussi l'Empereur n'en a-t-il jamais éprouvé que satisfaction, agrément, et l'a fort aimé. Le secrétaire du portefeuille était généralement chargé de tout le courant, et de tout ce qui était instantané et d'improvisation. Que d'affaires, de projets et de pensées ont été traités et transmis par son intermédiaire ! Il ouvrait et lisait toutes les lettres adressées directement à l'Empereur ; les classait pour son examen, et écrivait sous sa dictée.

On sait avec quelle célérité l'Empereur dictait, si bien que le plus souvent, et pour gagner du temps, le secrétaire devait chercher à retenir les mots plutôt qu'à les transcrire, ce dont s'acquittait merveilleusement M. Méneval, qui par la suite eut autorité de répondre par lui-même à bien des objets. Il aurait pu facilement acquérir beaucoup d'importance ; mais c'était tout à fait hors de son inclination naturelle.

L'Empereur était la plus grande partie du temps dans son cabinet ; on eût pu dire qu'il y passait le jour et souvent une partie de la nuit. Il se couchait à dix ou onze heures, et se relevait vers minuit pour travailler de nouveau quelques heures. Il faisait parfois appeler M. Méneval, le plus souvent non : et comme il arrivait à celui-ci de s'y rendre de lui-même, l'Empereur, connaissant tout son zèle, répondait d'ordinaire à cet empressement : « Il ne faut pas vous tuer. »

L'Empereur, en reparaissant le matin au cabinet, y trouvait des liasses mises en ordre à l'avance par M. Méneval, qui l'avait précédé. S'il y manquait parfois vingt-quatre heures ou deux jours, son secrétaire le prévenait qu'il allait se laisser encombrer, et que le cabinet serait bientôt plein, ce à quoi l'Empereur répliquait d'ordinaire gaiement : « Ne vous effrayez pas, cela sera bientôt net. » Et en effet, en peu d'heures, l'Empereur s'était mis au courant. Il est vrai qu'il répondait beaucoup en ne répondant pas, en jetant tout ce qu'il jugeait inutile, même de ses ministres, ce à quoi ils étaient faits. Ne voyant pas arriver de réponse, ils savaient à quoi s'en tenir. Il lisait lui-même toutes les lettres, répondant par un mot à la marge de certaines, et dictant la réponse à d'autres. Celles qui étaient

d'une haute importance étaient toujours mises de côté, relues deux fois, et jamais répondues qu'après quelque intervalle.

Il avait pour coutume, en sortant du cabinet, de rappeler les objets essentiels, et de dire qu'ils devaient être prêts à heure fixe ; et ils l'étaient toujours. Si, à cette heure, l'Empereur ne venait point, M. Méneval le pourchassait dans le palais, souvent à différentes reprises, pour les lui rappeler. Parfois l'Empereur terminait, parfois encore il répondait : *À demain, la nuit porte conseil*. C'était sa phrase habituelle ; aussi disait-il avoir plus travaillé la nuit que le jour. Ce n'est pas que les affaires lui causassent des insomnies ; mais seulement parce qu'il dormait à heures interrompues, suivant son besoin, et que peu lui suffisait.

Il arrivait souvent à l'Empereur, dans le cours de ses campagnes, qu'on le réveillait subitement pour des circonstances instantanées : il se levait aussitôt ; on n'eut pas deviné à ses yeux qu'il venait de dormir : il donnait ses décisions ou dictait des réponses avec la même clarté, la même fraîcheur d'esprit que si c'eût été en tout autre moment. C'est ce qu'il appelait *la présence d'esprit d'après minuit* : elle était complète et extraordinaire chez lui. Il est arrivé, dans ces circonstances, qu'on l'a réveillé peut-être jusqu'à dix fois dans la même nuit, et on le trouvait toujours rendormi, parce qu'il n'avait pas encore satisfait tout son besoin de sommeil. Se vantant un jour de cette facilité de sommeil, et du peu qu'il lui en fallait, à un de ses ministres (le général Clarke), celui-ci lui répondit plaisamment : « C'est bien ce qui nous désole, Sire ; car c'est souvent à nos dépens ; il nous en descend parfois quelque chose. »

L'Empereur faisait tout par lui-même, et presque tout par la voie de son cabinet. Il nommait à toutes les places, substituant la plupart du temps de nouveaux noms à ceux dont ses ministres lui adressaient la proposition. Il lisait leurs projets, les adoptait, les rayait ou les modifiait. Il faisait jusqu'aux notes mêmes de son ministre des relations extérieures, qu'il dictait à son secrétaire Méneval, pour lequel il n'avait nul secret. C'était encore par l'intermédiaire de celui-ci qu'il écrivait aux souverains, observant avec eux un formulaire qu'il lui avait fait rédiger sur les protocoles du passé, et à la rigueur duquel il attachait beaucoup d'importance. Les ministres travaillaient tous en commun avec l'Empereur un jour fixe de la semaine, à moins de cas particuliers ou accidentels dans

les affaires ou dans un des ministères. Le travail de chacun se faisait en présence de tous les autres, qui pouvaient y prendre part. Chacun vidait de la sorte son portefeuille. Un registre consacrait les délibérations ; il doit en exister un grand nombre de volumes. Les objets arrêtés demeuraient pour la signature, qui se faisait par l'intermédiaire du ministre secrétaire d'État, qui la certifiait. Parfois quelques-uns de ces objets, bien qu'arrêtés, passaient au cabinet avant la signature, pour y être revus et modifiés. Le ministre des relations extérieures était le seul qui, prenant part au travail général des autres ministres, avait en outre, par la nature secrète de ses fonctions, un travail particulier avec l'Empereur. L'Empereur confiait le travail du personnel de la guerre à un de ses aides-de-camp de prédilection. Duroc a joui longtemps de cette confiance, puis Bertrand et Lauriston ; le comte de Lobau a été le dernier.

M. Méneval, d'une santé très faible, et usé par le travail, eut besoin de repos. L'Empereur le plaça alors auprès de Marie-Louise. C'était un canonicat, disait-il, une vraie *sinécure* ; mais il ne s'en sépara néanmoins que sous la condition de revenir à lui dès qu'il serait rétabli ; ce qu'il ne manquait pas de lui rappeler toutes les fois qu'il le voyait.

Avec Méneval finit l'*unité* de travail dans le cabinet ; il eut plusieurs successeurs ensemble, et le cabinet de l'Empereur devint alors un bureau, une espèce d'administration assez nombreuse. L'Empereur y admit, sur la recommandation d'autres qui croyaient pouvoir en répondre comme d'eux-mêmes, quelqu'un qui, en 1814, au moment de la crise, reçut l'ordre de brûler certaines pièces du cabinet. La restauration assise, il écrivit à un des ministres du roi pour lui offrir celles qui restaient encore. L'Empereur en trouva la preuve au 20 mars dans les papiers laissés aux Tuileries, et se contenta d'écrire en marge de la lettre même du dépositaire infidèle : *Un tel est un traître, un tel est un traître*, et rendit le papier en cet état, tout en l'accompagnant de paroles pleines de bonté à celui-là même qui lui avait recommandé le coupable, homme, du reste, pour son propre compte, disait l'Empereur en parlant du recommandant, d'un dévouement et d'une fidélité à toute épreuve. Ce fut là tout le reproche que lui fit Napoléon, et toute la vengeance qu'il fit peser sur le coupable.

Il doit donc être resté beaucoup de traces ou de pièces du travail du cabinet. Les débats du parlement d'Angleterre en ont fait connaître que les

réclamations solennelles de Napoléon, lors de son retour au 20 mars, ont données pour falsifiées. Les pièces du cabinet ne seraient pas les seuls documents qui nous resteraient de cette administration à jamais célèbre. Il doit exister vingt ou trente volumes in-fol., autant de volumes in-4° de la *Correspondance des Campagnes d'Italie et d'Égypte*, recueillie et classée par ordre.

Il doit exister aussi peut-être soixante ou quatre-vingts volumes in-fol. des délibérations du Conseil des ministres, recueillies par les secrétaires d'État duc de Bassano et comte Daru.

Enfin les procès-verbaux du Conseil d'État, rédigés et mis en ordre par M. Locré.

Voilà de vrais et grands titres de gloire pour Napoléon. C'est sur ces monuments immortels, et avec eux, qu'ont marché les gouvernements qui ont suivi, et c'est là que viendront inévitablement puiser désormais les administrations de tous les temps et de tous les pays, tant les bases posées par lui ont été sûres et solides, tant les jalons ont été bien placés, tant les racines ont été profondes, tant enfin tout cet ensemble porte le caractère du génie, de la rectitude et de la durée !

Paroles caractéristiques touchant ma femme – Dictée de l'Empereur pour une nouvelle partie de ses Mémoires.

Samedi 28.

Aujourd'hui l'Empereur a profité d'un peu de beau temps pour faire deux tours en calèche. Il avait besoin, disait-il, d'être secoué. Il lui restait un peu de fluxion ; sa joue gauche demeurait enflée. Il est rentré sur les trois heures. Quelque temps après, le travail lui manquant, il m'a fait appeler ; nous avons fait quelques tours de jardin. Ayant aperçu le docteur, il l'a fait approcher, et en a appris que la veille les commissaires russe et autrichien s'étaient présentés à la porte de Longwood, mais qu'ils en avaient été repoussés par la consigne imposée par le gouverneur.

Demeurés seuls, l'Empereur, après bien des objets, est venu à parler de ma femme, de ce qu'elle pouvait faire, de ce qu'elle serait devenue, etc.

« Il est hors de doute, disait-il ensuite, que votre situation à Sainte-Hélène ne la fasse rechercher beaucoup et n'inspire un vif intérêt. Tout ce qui se rattache à ma personne reste cher à bien du monde. D'ici je donne encore des couronnes !... Oui, mes chers amis, quand vous retournerez en Europe, vous recevrez des couronnes ! »

Et puis revenant à ma femme : « Son meilleur parti, disait-il avec une grâce et une bonté touchante, serait d'aller passer son veuvage auprès de Madame, ou de quelqu'un des miens. Ils auraient sans doute bien du plaisir à prendre soin d'elle, etc. »

Au retour, l'Empereur s'est mis au travail. La campagne d'Italie était à peu près finie. Il m'a pourvu d'un nouveau sujet.

Note, écrivez : C'est ainsi que s'exprimait soudainement l'Empereur quand il lui venait une idée. Voici ce qu'il dicta littéralement en ce moment ; il n'y a rien eu de changé, il ne l'a jamais relu.

NOTE. – « La campagne d'Italie se trouvant finie, *Las Cases*, d'ici à huit jours, entreprendra l'époque depuis la rupture du traité d'Amiens jusqu'à la bataille d'Iéna.

« – En 1802, toute l'Europe est pacifiée. Bientôt après, toute l'Europe se met en guerre. La république change et devient empire. La question maritime devient la question dominante dans la rupture de la paix d'Amiens.

« – *Las Cases* commencera par faire analyser sous ses yeux, au petit Emmanuel, les *Moniteurs* de cette époque ; il en fera au moins six ou sept par jour, ce qui fera cent quatre-vingts dans un mois, ou une époque de six mois. Il faudra qu'il y ait au moins six mois d'analyses avant que nous commencions le travail.

« – La partie antérieure à cette époque et celle qui suivra seront préparées et faites par ces Messieurs. Il faudra, dans l'analyse, suivre le modèle déjà prescrit à M. de Montholon, c'est-à-dire analyser le tout par événement, avec indication de page et de mois sans distinction de matières.

« *Nous aurons pour grands faits :*

1° Histoire de la flotille ; 2° Déclaration de l'Autriche ; 3° Mouvement des escadres ; 4° Bataille de Trafalgar ; 5° Ulm, Austerlitz ; 6° Paix de

Vienne ; 7° Négociation de lord Lauderdale à Paris ; 8° Bataille d'Iéna.

« À reporter à leur place :

1° Conjuración de Georges ; 2° Affaires du duc d'Enghien ; 3° Sacre de l'Empereur par le pape ; 4° Organisation impériale.

« Ce sera une des belles parties de l'histoire de France, puisque d'un côté, et dans l'intervalle d'une année, on voit un pape venir en France sacrer un empereur, ce qui ne s'était pas renouvelé depuis mille ans, et que de l'autre on voit les drapeaux français flotter sur Vienne et sur Berlin, l'empire romain dissous et la monarchie prussienne disparue. »

Je me complais à consigner ici littéralement cette dictée brute, ou les idées premières de l'Empereur, afin de mieux faire connaître toute sa manière.

On conçoit toute l'ardeur avec laquelle mon fils et moi nous nous consacrámes dès cet instant à ce travail, dont nous sentions tout le prix. Toutefois nous n'avions point encore complété l'analyse de nos six mois quand j'ai été arraché de Longwood. Si ce travail n'a pas été accompli, quelle perte pour l'histoire !!! (Il ne l'a pas été.)

Chapitre 6.

Belles dictées de l'Empereur. — Détails, particularités caractéristiques, etc. — Mauvaise foi du cabinet britannique. — Réfutation de Walter Scott et de Maitland. — Singularités bien remarquables dans Napoléon touchant son orthographe et ses citations historiques.

Dimanche 29.

Toutes les fois que l'Empereur traitait un sujet, pour peu qu'il s'animât, ses paroles eussent pu supporter l'impression. Souvent aussi, quand une idée le frappait vivement, il dictait à celui de nous qui était sous sa main des morceaux qui, dès ce premier jet, se trouvaient du dernier fini. Ces messieurs doivent avoir beaucoup de ces dictées, toutes bien précieuses. J'en veux bien à l'état de mes yeux, qui, m'empêchant d'écrire, me privait la plupart du temps de cette bonne fortune.

Voici ce qu'il s'est trouvé dicter lorsque les papiers ministériels anglais parlaient de grands trésors que Napoléon devait posséder, et qu'il tenait sans doute cachés.

« Vous voulez connaître les trésors de Napoléon ? ils sont immenses, il est vrai, mais sont exposés au grand jour. Les voici : le beau bassin d'Anvers, celui de Flessingue, capables de contenir les plus nombreuses escadres et de les préserver des glaces de la mer ; les ouvrages hydrauliques de Dunkerque, du Havre, de Nice ; le gigantesque bassin de Cherbourg, les ouvrages maritimes de Venise ; les belles routes d'Anvers à Amsterdam, de Mayence à Metz, de Bordeaux à Bayonne ; les passages du Simplon, du mont Cenis, du mont Genève, de la Corniche, qui ouvrent les Alpes dans quatre directions, dans cela seul vous trouveriez plus de 800.000.000. Ces passages surpassent en hardiesse, en grandeur et en efforts de l'art tous les travaux des Romains. Les routes des Pyrénées aux Alpes, de Parme à la Spezzia, de Savone au Piémont ; les ponts d'Iéna, d'Austerlitz, des Arts, de

Sèvres, de Tours, de Roanne, de Lyon, de Turin, de l'Isère, de la Durance, de Bordeaux, de Rouen, etc. ; le canal qui joint le Rhin au Rhône par le Doubs, unissant les mers de Hollande avec la Méditerranée ; celui qui unit l'Escaut à la Somme, joignant Amsterdam à Paris ; celui qui joint la Rance à la Vilaine ; le canal d'Arles, celui de Pavie, celui du Rhin ; le dessèchement des marais de Bourgoing, du Cotentin, de Rochefort ; le rétablissement de la plupart des églises démolies pendant la révolution, l'élévation de nouvelles ; la construction d'un grand nombre d'établissements d'industrie pour l'extirpation de la mendicité ; la construction du Louvre, des greniers publics, de la Banque, du canal de l'Ourcq ; la distribution des eaux dans la ville de Paris ; les nombreux égouts, les quais, les embellissements et les monuments de cette grande capitale ; ses travaux pour l'embellissement de Rome ; le rétablissement des manufactures de Lyon, la création de plusieurs centaines de manufactures de coton, de filature et de tissage qui emploient plusieurs millions d'ouvriers ; des fonds accumulés pour créer plus de quatre cents manufactures de sucre de betterave pour la consommation d'une partie de la France, qui auraient fourni le sucre au même prix que celui des Indes, si elles eussent continué d'être encouragées seulement encore quatre ans ; la substitution du pastel à l'indigo, qu'on fût venu à bout de se procurer en France à la même perfection et à aussi bon marché que cette production des colonies ; le nombre des manufactures pour toute espèce d'objets d'art, etc. ; 50.000.000 employés à réparer et à embellir les palais de la couronne, 60.000.000 d'ameublements placés dans les palais de la couronne en France, en Hollande, à Turin, à Rome ; 60.000.000 de diamants de la couronne, tous achetés avec l'argent de Napoléon ; le *Régent* même, le seul qui restât des anciens diamants de la couronne de France, ayant été retiré par lui des mains des juifs de Berlin, auxquels il avait été engagé pour 3.000.000 ; le musée Napoléon estimé plus de 400.000.000, et ne contenant que des objets légitimement acquis ou par de l'argent, ou par des conditions de traités de paix connus de tout le monde, en vertu desquels ces chefs-d'œuvre furent donnés en commutation de cession de territoire ou de contributions ; plusieurs millions amassés pour l'encouragement de l'agriculture, qui est l'intérêt premier de la France ; l'institution des courses de chevaux ; l'introduction des mérinos, etc.

« Voilà qui forme un trésor de plusieurs milliards qui durera des siècles !

« Voilà les monuments qui confondront la calomnie !!!... L'histoire dira que tout cela fut accompli au milieu de guerres continuelles, sans aucun emprunt, et même lorsque la dette publique diminuait tous les jours et qu'on avait allégé les taxes de près de 50.000.000. Des sommes très considérables demeuraient encore dans son trésor particulier ; elles lui étaient conservées par le traité de Fontainebleau, comme résultant des épargnes de sa liste civile et de ses revenus privés. Elles furent partagées, et n'allèrent pas entièrement dans le trésor public ni entièrement dans celui de la France !!! »

Dans une autre occasion, l'Empereur lisant dans un journal anglais que lord Castlereagh, dans une assemblée en Irlande, avait dit que Napoléon avait déclaré à Sainte-Hélène qu'il n'aurait jamais fait la paix avec l'Angleterre que pour la tromper, la surprendre et la détruire, et que si l'armée française était attachée à l'Empereur, c'est parce qu'il donnait en mariage à ses soldats les filles des plus riches familles de son empire, l'Empereur ému dicta : « Ces calomnies contre un homme qu'on opprime avec une telle barbarie et qu'on prend à la gorge pour l'empêcher de parler, seront repoussées par toutes personnes bien nées et capables de sentir. Quand Napoléon était sur le premier trône du monde, alors sans doute ses ennemis ont eu le droit de dire tout ce qu'ils ont voulu ; sa conduite était publique et servait de suffisante réponse ; quoi qu'il en fut, elle était du département de l'opinion et de l'histoire ; mais aujourd'hui de nouvelles et basses calomnies tiennent à la dernière lâcheté et ne rempliront pas leur but. Des millions de libelles ont paru et paraissent tous les jours ; ils sont sans effet : soixante millions d'hommes des contrées les plus policées de l'univers élèvent leurs voix pour les confondre, et cinquante mille Anglais, qui voyagent maintenant sur le continent, apporteront chez eux la vérité aux peuples des trois royaumes, qui rougiront d'avoir été si grossièrement trompés.

« Quant au bill qui a traîné Napoléon sur un roc, c'est un acte de proscription semblable à ceux de Sylla, et pis encore. Les Romains poursuivirent Annibal jusqu'au fond de la Bithynie ; Flaminius obtint du roi Prusias la mort de ce grand homme, et pourtant à Rome Flaminius fut accusé d'avoir agi ainsi pour satisfaire sa haine personnelle. En vain allégua-t-il qu'Annibal, encore dans la vigueur de l'âge, pouvait être

dangereux, que sa mort était nécessaire ; mille voix répondirent que ce qui est injuste et ingéneux ne peut jamais être avantageux à une grande nation ; que de tels prétextes justifiaient les assassinats, les empoisonnements et toute espèce de crime !... Les générations qui suivirent reprochèrent cette lâcheté à leurs ancêtres. Elles auraient payé bien cher pour effacer une telle tache de leur histoire. Depuis le renouvellement des lettres parmi les nations modernes, il n'est point de générations qui n'ait uni ses imprécations à celles que proféra Annibal au moment de boire la ciguë : il maudissait cette Rome qui, à une époque où ses flottes et ses légions couvraient l'Europe, l'Asie et l'Afrique, assouvissait sa colère sur un homme seul et désarmé, parce qu'elle le craignait ou qu'elle prétendait le craindre.

« Mais les Romains ne violèrent jamais l'hospitalité. Sylla trouva un asile dans la maison de Marius ; Flaminius, avant de proscrire Annibal, *ne le reçut pas à bord de son vaisseau, et ne lui déclara point qu'il avait des ordres de le bien recevoir*. La flotte romaine ne le transporta pas au port d'Ostie ; bien loin d'avoir recours à la protection des lois romaines, Annibal préféra confier sa personne à un roi d'Asie. Lorsqu'il fut proscrit, il n'était pas sous la protection de l'étendard romain ; il était sous les drapeaux d'un roi ennemi de Rome.

« Si jamais, dans les révolutions des siècles, un roi d'Angleterre vient à comparaître devant le redoutable tribunal de sa nation, ses défenseurs insisteront sur l'auguste caractère de roi, le respect dû au trône, à toute tête couronnée, à l'oïnt du Seigneur ! Mais ses adversaires ne seront-ils pas en droit de répondre : Un de ses ancêtres proscrivit son hôte en temps de paix ; n'osant pas le mettre à mort en présence d'un peuple qui avait ses lois positives et ses formes régulières et publiques, il fit exposer sa victime sur le point le plus insalubre d'un roc situé au milieu de l'Océan dans un autre hémisphère. Cet hôte y périt après une longue agonie, tourmenté par le climat les besoins et les injures de toute espèce ! Eh bien ! cet hôte était aussi un grand souverain, élevé sur le bouclier de trente six millions de citoyens. Il fut maître de presque toutes les capitales de l'Europe ; il vit à sa cour les plus grands rois ; il fut généreux envers eux tous ; il fut pendant vingt ans l'arbitre des nations ; sa famille était alliée à toutes les familles

souveraines, même à celle de l'Angleterre ; il fut deux fois l'oint du Seigneur, il fut deux fois consacré par la religion !!! »

Ce dernier morceau est certainement très beau de vérité, de diction, et surtout de richesses historiques.

N. B. Ici je ne puis m'empêcher de m'arrêter un instant. Flaminius, est-il dit plus haut, avant de proscrire Annibal, *ne le reçut pas à bord de son vaisseau, et ne lui déclara point qu'il avait des ordres de le bien recevoir.* Ce point était celui qui révoltait le plus l'Empereur et nous tous, parce que là étaient notre droit et la violation à notre égard de toute justice, l'outrage à notre bonne foi, et l'effronterie immorale de l'administration anglaise. Napoléon, ainsi qu'on a pu le voir dans le cours de mes récits, y revenait avec indignation toutes les fois que l'occasion s'en présentait, tandis que les ministres anglais, de leur côté, n'ont cessé d'avoir recours même à des moyens indirects pour essayer de répandre la dénégation, ou du moins le doute. Aussi sir Walter Scott, dans son histoire, écrite d'ailleurs toute dans leurs intérêts, semble avoir fait de cette circonstance le point capital de son livre. Il accorde que l'honneur du gouvernement anglais se trouve entièrement lié aux transactions qui conduisirent Napoléon à bord du *Bellérophon* ; et, ce point établi, il s'évertue laborieusement pour arriver à le justifier. Il y revient spécialement à satiété dans trois endroits, comme si, à défaut de conviction chez le lecteur, il espérait l'entraîner à force de fatigue, et conclut, comme de raison, que Napoléon n'a été que le prisonnier de guerre de l'Angleterre tombé à la discrétion de son gouvernement ; qu'il a été traité avec beaucoup d'indulgence, et que ses plaintes et celles des siens sont injustes, etc., etc.

Mais voici quelques observations qui seront décisives : que celui qui cherche la vérité de bonne foi, et qui trouve quelque intérêt à fixer son attention sur un point historique si important, s'il veut se délivrer de tous les faux-fuyants, de l'obscurité fastidieuse dont on cherche à l'entourer, et juger de toute la sincérité, de toute la droiture employées dans cette transaction, renferme l'historien romancier, pour qu'il ne puisse lui échapper, dans le cercle étroit des simples faits, et lui demande :

1° Est-il vrai ou non que, lorsque les envoyés de Napoléon, expédiés au capitaine Maitland pour savoir s'il avait connaissance des sauf-conduits promis pour son passage, et s'il pensait que le gouvernement anglais y mît

de l'empêchement, celui-ci ait répondu, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même (*page 32 de sa propre Relation*), « qu'il ne saurait dire quelles pouvaient être les intentions de son gouvernement, mais qu'il allait en référer à son chef ? » Or il savait déjà officiellement, c'est lui-même qui nous l'apprend encore (*pages 18 et 23*), « que les saufs-conduits ne seraient point accordés ; qu'il fallait intercepter Napoléon à tout prix ; que de sa captivité dépendait le repos de l'Europe, et qu'il existait des ordres pour disposer de sa personne. » Aussi le capitaine Maitland, dans ses dépêches à son amiral (*page 31*), convient-il naïvement que ses réponses n'étaient qu'autant de pièges pour retenir Napoléon, et donner le temps à la croisière de recevoir des renforts.

2° Est-il vrai ou non qu'en dépit de ces données positives et officielles, le capitaine Maitland, dissertant avec les envoyés sur la sortie de France de Napoléon, leur ait dit : « Pourquoi ne demanderait-il pas un asile en Angleterre ? » C'est toujours lui qui nous l'apprend (*page 36 de sa Relation*). Une telle suggestion n'était donc qu'un piège ?

3° Est-il vrai ou non que, lors de la seconde conférence, le capitaine Maitland ait dit au comte de Las Cases que, « conformément à ses ordres, il croyait pouvoir se hasarder à recevoir Napoléon à bord de son vaisseau et le conduire en Angleterre ? » Ce sont encore ses propres aveux (*pages 45 et 263*). Il est vrai que plus tard, dans sa dépêche officielle, loin de répéter ces mêmes paroles, il dit que, « craignant l'impossibilité d'empêcher de petits bâtiments de gagner la mer, et regardant comme de la plus grande importance d'obtenir possession de la personne de Bonaparte, *il s'est laissé persuader* d'accéder à la proposition de le recevoir à son bord, et de se rendre avec lui en Angleterre (*pages 110 et 111*). » Mais comment comprendre et expliquer de pareilles contradictions de la part de cet officier, et comment les croire, si l'on n'avait sa *Relation* sous les yeux ?

4° Est-il vrai ou non que M. de Las Cases lui ayant demandé s'il pensait que Napoléon serait bien reçu en Angleterre, il ait répondu « qu'il ne connaissait pas du tout quelle était l'intention du gouvernement anglais, mais qu'il n'avait aucune raison de supposer qu'il ne fût pas bien reçu ? » C'est toujours lui qui nous l'apprend (*page 264 de sa Relation*). Or, il savait que sa captivité était résolue, et que des ordres étaient donnés pour disposer

de sa personne, ainsi qu'il nous en instruit lui-même (*page 23*), comme nous l'avons déjà dit plus haut.

5° Est-il vrai ou non qu'à la lettre officielle du grand maréchal (*page 51*), portant que « d'après le compte rendu par M. le comte de Las Cases à l'Empereur de sa conversation avec le capitaine Maitland » (laquelle conversation contenait l'offre faite par lui capitaine Maitland de recevoir Napoléon et de le conduire en Angleterre), « Sa Majesté, au défaut du sauf-conduit attendu pour les États-Unis, se rendrait volontiers en Angleterre *comme simple particulier pour y jouir de la protection des lois du pays ;* » est-il vrai ou non, disons-nous, que le capitaine Maitland ait évité soigneusement de répondre à cette lettre, parce qu'il lui eût fallu consacrer par écrit les restrictions verbales qu'il prétend avoir si souvent réitérées au comte de Las Cases ? Peu de mots pourtant eussent suffi pour éclaircir tout malentendu supposé, mais ils eussent privé le capteur de la précieuse capture qui faisait l'objet de toute sa convoitise (*page 69, 85 et autres*). Et son silence ici n'est encore qu'un piège.

6° Est-il vrai ou non que la lettre de l'Empereur au prince régent (que l'on trouve partout, excepté dans la *Relation* du capitaine Maitland) respire toute la confiance que le capitaine anglais était venu à bout d'inspirer ? L'intention, la croyance de Napoléon y sont explicites. Est-il vrai ou non que cette lettre ayant été communiquée, avant l'arrivée de l'Empereur, par le comte de Las Cases au capitaine Maitland, celui-ci n'a point fait la moindre observation relative aux restrictions qu'il prétend avoir si souvent réitérées, et auxquelles cette lettre se trouve si fort en opposition ? Une observation pourtant à cet égard eût été alors bien naturelle ; mais elle eût pu suffire pour changer la détermination de Napoléon, et dès lors l'attente et les desseins des ministres anglais se trouvaient frustrés : aussi ne fut-elle pas faite.

7° Est-il vrai ou non 1° que dans la lettre officielle du général Bertrand au capitaine Maitland (*page 51 de la Relation*), il y soit positivement exprimé que l'Empereur se rend en Angleterre *pour y jouir de la protection de ses lois* ? 2° Dans sa lettre au prince régent, *qu'il se met sous la protection des lois du peuple britannique* ? 3° Qu'en mettant le pied à bord du *Bellérophon*, il ait dit au capitaine Maitland (*page 72 de sa Relation*) qu'il venait se mettre sous la protection des lois d'Angleterre ? Est-il vrai

ou non, dirons-nous, qu'au mépris d'expressions si positives, si réitérées et si connues du capitaine Maitland, ce capitaine, dans son *rapport officiel* (page 59), les ait traduites en celles que « Napoléon est venu remettre sa personne à la générosité du prince régent ? »

8° Est-il vrai ou non que, lorsque les généraux Lallemand et Gourgaud demandèrent au capitaine Maitland une espèce de reconnaissance ou d'attestation qui prouverait leur venue volontaire et confiante à bord du *Bellérophon*, ce qu'il crut être dans l'obligation de leur accorder, le comte de Las Cases lui ait proposé en même temps, pour leur propre garantie mutuelle, d'arrêter une espèce de procès-verbal ou, protocole de ce qui s'était passé entre eux ? qu'il l'ait rédigé avec une telle impartialité, qu'après l'avoir lu, le capitaine Maitland ait dit qu'il le signerait ; que cet écrit soit demeuré longtemps en cet état sur son bureau, et que, pressé d'en finir, le capitaine ait déclaré franchement qu'il s'y refusait, d'après l'observation faite par quelqu'un survenu depuis (l'amiral Cokburn) ? Apparemment qu'une telle pièce pourrait créer des embarras au gouvernement.

Mais en voilà déjà assez sans doute pour pouvoir prononcer en connaissance de cause.

À présent, que les apologistes du gouvernement anglais ou ses agents se torturent en tous sens, qu'ils entassent les arguments, dénaturent les faits, créent des circonstances, inventent des conversations et des incidents ; qu'ils s'appuient victorieusement sur une erreur de date, vraie ou fausse, qui ne saurait être d'aucun poids, parce qu'elle demeure sans intérêt^[1] ; qu'ils se forgent un terrain pour y combattre avec plus d'avantage, par exemple qu'ils reprochent au comte de Las Cases d'avoir avancé qu'on avait fait des conditions avec lui (ce dont ni lui ni la protestation de Napoléon ne disent pas un mot), le tout afin d'être forts à le nier ; qu'on fasse intervenir des témoins pour attester que ces conditions n'ont point été accordées, etc., et que de tout cela on déduise imperturbablement qu'il demeure évident que Napoléon n'était qu'un prisonnier de guerre qui s'était livré à discrétion, avait imploré la générosité du gouvernement anglais, avait été traité avec une louable indulgence, etc. ; chacun désormais peut décider sans peine entre ce plaidoyer et celui de l'illustre victime qui, de son côté, s'écrit et proteste qu'il y est venu librement à bord du *Bellérophon* ; qu'il y est venu

à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir autorité de le recevoir et de le conduire en Angleterre si cela lui était agréable ; qu'il s'est présenté de bonne foi pour se mettre sous la protection des lois d'Angleterre ; que si le gouvernement, en donnant les ordres de le recevoir, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon, ne feignant de lui tendre une main hospitalière qu'afin de s'en saisir et de l'immoler.

Mais je reviens aux dictées de l'Empereur ; il dictait toujours sans nulle préparation. Je ne lui ai jamais vu, dans aucun cas, faire de recherche sur notre histoire ni sur aucune autre ; pourtant personne n'a jamais plus heureusement cité l'histoire avec plus de justesse, plus à propos ni plus souvent. On eût dit même qu'il ne la savait qu'en citations, et que ces dernières lui venaient comme par inspirations. C'est ici pour moi le lieu de dire quelque chose qui m'a souvent occupé, sans que j'aie pu me l'expliquer, mais qui est trop remarquable et dont j'ai été trop souvent le témoin pour le passer sous silence ; c'est qu'on eût dit qu'il existait en Napoléon une foule d'objets qui y demeuraient comme en réserve pour apparaître avec éclat dans les circonstances soignées ; qui, dans les moments d'insouciance, semblaient plus que sommeiller, lui être pour ainsi dire étrangers. Sur l'histoire, par exemple, combien de fois ne m'a-t-il pas demandé si saint Louis était avant ou après Philippe-le-Bel, ou autre chose semblable ! Eh bien, l'occasion arrivait-elle pour lui, alors il faisait sans hésiter les citations les plus minutieuses, et, lorsqu'il m'est arrivé de douter parfois, et que j'ai été vérifier, le tout était de la plus scrupuleuse exactitude ; je ne l'ai jamais trouvé en défaut.

Autre singularité de même nature. L'Empereur, dans l'oisiveté de la vie et le bavardage, estropiait souvent les noms les plus familiers, même les nôtres, et je ne crois pas que cela lui fût arrivé en public. Je l'ai entendu cent fois dans nos promenades réciter la fameuse tirade d'Auguste, et jamais il n'a manqué de dire : « Prends un siège, Sylla. » Il faisait, la plupart du temps, des noms propres à sa fantaisie, et, une fois adoptés, ils demeuraient toujours, bien que nous prononçassions les véritables cent fois par jour à ses côtés ; et si nous eussions adopté les siens, son oreille en eût été choquée. Il en était de même de l'orthographe ; la plupart du temps il n'en écrivait pas un mot, et si nos copies lui eussent été portées avec de pareilles fautes, il s'en fût plaint.

Un jour l'Empereur me disait : « Vous n'écrivez pas l'orthographe, n'est-ce pas ? » Ce qui fit sourire malignement le voisin, qui prenait cela pour un jugement. L'Empereur qui s'en aperçut, reprit : « Du moins, je le suppose, car un homme public et dans les grandes affaires, un ministre, ne peut, ne doit pas écrire l'orthographe. Ses idées doivent courir plus vite que sa main ; il n'a le temps que de jeter des jalons ; il faut qu'il mette des mots dans des lettres et des phrases dans des mots ; c'est ensuite aux scribes à débrouiller tout cela. » Or l'Empereur laissait beaucoup à faire aux scribes ; il était leur désolation. Son écriture composait de véritables hiéroglyphes ; elle était illisible souvent pour lui-même. Un jour mon fils, lui lisant un des chapitres de la campagne d'Italie, s'arrête tout court, cherchant à déchiffrer. « Comment, le petit âne, dit l'Empereur, ne peut pas relire son écriture ! – Sire, c'est que ce n'est pas la mienne. Et de qui donc ? – Celle de Votre Majesté. – Comment, petit drôle, prétendez-vous m'insulter ? » Et l'Empereur, prenant le cahier, fut fort longtemps à chercher et puis le jeta en disant : « Il a ma foi raison, je ne saurais dire ce qu'il y a. »

Il lui est arrivé souvent de me renvoyer les copistes pour essayer de leur déchiffrer ce qu'il n'avait pu retrouver lui-même.

L'Empereur expliquait la netteté de ses idées et la faculté de pouvoir, sans se fatiguer, prolonger à l'extrême ses occupations, en disant que les divers objets et les diverses affaires se trouvaient casés dans sa tête comme ils eussent pu l'être dans une armoire. « Quand je veux interrompre une affaire, disait-il, je ferme son tiroir et j'ouvre celui d'une autre ; elles ne se mêlent point, et ne me gênent ni ne me fatiguent jamais l'une par l'autre. »

Jamais non plus il n'avait éprouvé, disait-il, d'insomnies par la préoccupation involontaire de ses idées. « Veux-je dormir, je ferme tous les tiroirs, et me voilà au sommeil. » Aussi observait-il qu'il avait toujours dormi quand il en avait besoin et à peu près à volonté.

Mon atlas – Gaïeté de Napoléon sur son fatalisme supposé – Le gouverneur insiste vainement pour être reçu de l'Empereur.

Mardi 1er octobre.

Quand je suis entré chez l'Empereur, il avait mon atlas entre les mains. Il allait et revenait sur diverses feuilles généalogiques, dont il tient à merveille, désormais, tous les rapports et les nombreuses corrélations. Il l'a refermé, disant : « Quel enchaînement ! comme tout se suit et s'appuie ! comme tout se débrouille, se grave dans l'esprit ! Mon cher, quand vous n'auriez fait que montrer la véritable manière d'apprendre, vous auriez rendu un grand service. Libre à chacun désormais d'habiller votre squelette à sa façon ; on le perfectionnera sans doute encore, mais l'idée mère vous demeurera, etc. »

Dans divers sujets de conversations qui ont suivi, le *fatalisme* s'est trouvé mentionné, et l'Empereur a dit à cet égard des choses curieuses et remarquables, entre autres : « Ne me fait-on pas passer pour imbu du fatalisme ? m'a-t-il demandé. Mais oui, Sire, du moins parmi beaucoup de gens. – Eh bien !... eh bien ! il faut laisser dire ; aussi bien on peut vouloir imiter, et cela peut avoir parfois son utilité... Ce que sont les hommes pourtant !... On est plus sûr de les occuper, de les frapper davantage par des absurdités que par des idées justes ; mais un homme de bon sens peut-il bien s'y arrêter un instant ? Ou le fatalisme admet le libre arbitre, ou il le repousse. S'il l'admet, qu'est-ce qu'un résultat déjà fixé d'avance, vous dit-on, et que pourtant la moindre détermination, un seul pas, une seule parole, vont faire varier à l'infini ? Si le fatalisme, au contraire, n'admet pas le libre arbitre, c'est bien autre chose ; alors, quand vous venez au monde, il n'y a plus qu'à vous jeter dans votre berceau sans vous donner aucun soin : s'il est irrévocablement fixé que vous vivrez, bien qu'on ne vous donne à boire ni à manger, vous grandirez toujours. Vous voyez bien que ce n'est pas une doctrine soutenable, ce n'est qu'un mot. Les Turcs eux-mêmes, ces patrons du fatalisme, n'en sont pas persuadés ; autrement, il n'y aurait plus de médecine chez eux, et celui qui occupe un troisième étage ne se donnerait pas la peine de descendre longuement les escaliers, il descendrait tout de suite par la fenêtre, et vous voyez à quelle foule d'absurdités cela conduit, etc. »

Sur les trois heures, on est venu dire à l'Empereur que le gouverneur désirait lui communiquer des instructions qu'il venait de recevoir de Londres. L'Empereur a fait répondre qu'il était malade, qu'on pouvait les lui faire parvenir ou les communiquer à quelqu'un des siens ; mais le

gouverneur insistait, disant qu'il voulait lui en faire part directement. Il avait aussi, disait-il, à nous entretenir en particulier après avoir parlé au général. L'Empereur ayant refusé de nouveau de le recevoir, il s'est retiré en disant qu'on voulût bien lui faire connaître quand il pourrait voir le *général* ; ce qui pourrait être long, l'Empereur, auprès duquel j'étais en cet instant, m'ayant dit qu'il était déterminé à ne jamais plus le recevoir.

Après dîner, l'Empereur s'est fait apporter Valmont de Bomare et Buffon. Il a cherché ce que ces auteurs disaient sur les différentes espèces humaines, sur la différence du nègre et du blanc ; il en a été très peu satisfait. Il nous a quittés de bonne heure ; il souffrait.

Mercredi 2.

L'Empereur m'avait dit qu'il voulait absolument se remettre à l'anglais, qu'il fallait que je le forçasse chaque matin à prendre sa leçon. Fidèle à cet ordre, je me suis rendu chez lui vers midi et demi. J'ai été malheureux dans le choix du moment ; l'Empereur, étendu sur son canapé, sommeillait après son déjeuner. J'ai dû le contrarier, et je l'étais fort pour mon compte. Toutefois il n'a pas voulu me laisser ressortir, et a lu de l'anglais pendant près d'une demi-heure. Il n'était pas très bien. Il a fait sa toilette. Comme je lui ai dit que notre travail était prêt, il s'est proposé d'abord de s'occuper des chapitres de la campagne d'Italie ; mais il a changé de pensée, et a travaillé toute la journée à d'autres objets...

Le soir, l'Empereur, fatigué, souffrant, s'est retiré de bonne heure.

Jurisprudence sur nos Codes au Conseil d'État ; Merlin, etc. — Monuments d'Égypte — Projet d'un temple égyptien à Paris.

Jeudi 3.

L'Empereur, après son déjeuner, a fait quelques tours de jardin. Nous étions tous autour de lui ; il a causé des communications que le gouverneur avait à nous faire, et a passé en revue les diverses conjectures que chacun de nous formait à cet égard, les unes bonnes, les autres mauvaises. Il s'est mis au travail, et a dicté à mon fils jusqu'à cinq heures ; puis il s'est mis à

feuilleter un ouvrage anglais, et s'est arrêté sur la jurisprudence, les procédures civiles et criminelles des deux pays de France et d'Angleterre, cherchant à les comparer. On sait combien il est fort sur nos Codes ; mais il connaît peu ceux d'Angleterre ; et à l'exception de quelques points généraux, je n'ai pu répondre à ses questions. Dans le cours du sujet, il a dit : « Les lois, qui sont en théorie le type de la clarté, ne deviennent que trop souvent un vrai chaos dans l'application. C'est que les hommes et leurs passions détériorent tout ce qu'ils manient, etc... On ne peut échapper à l'arbitraire du juge qu'en se plaçant sous le despotisme de la loi, etc... J'avais d'abord rêvé qu'il serait possible de réduire les lois à de simples démonstrations de géométrie, si bien que quiconque aurait su lire et eût pu lier deux idées eût été capable de prononcer ; mais je me suis convaincu presque aussitôt que c'était une idéalité absurde. Toutefois, ajoutait-il, j'aurais voulu partir d'un point arrêté, suivre une route unique connue de tous, n'avoir d'autres lois que celles inscrites dans le seul Code, et proclamer, une fois pour toutes, nul et non avenu tout ce qui ne s'y trouverait pas compris. Mais, avec les praticiens, il n'est pas facile d'obtenir de la simplicité ; ils vous prouvent d'abord qu'elle est impossible, que c'est une véritable chimère ; puis ils essaient de démontrer qu'elle est même incompatible avec la sûreté, l'existence du pouvoir. Celui-ci demeure seul et constamment exposé, disait-il, aux machinations improvisées de tous ; il lui faut donc au besoin des armes en réserve pour les cas imprévus. Si bien, observait Napoléon, qu'avec quelques vieux édits de Chilpéric ou de Pharamond, déterrés au besoin, il n'est personne qui puisse se dire à l'abri d'être dûment et légalement pendu.

« Au Conseil d'État, disait l'Empereur, j'étais très fort tant qu'on demeurait dans le domaine du Code ; mais dès qu'on passait aux régions extérieures, je tombais dans les ténèbres, et *Merlin* alors était ma ressource ; je m'en servais comme d'un flambeau. Sans être brillant, il est fort érudit, puis sage, droit et honnête, un des vétérans de la vieille et bonne cause ; il m'était fort attaché.

« À peine le Code eut paru, qu'il fut suivi presque aussitôt, et comme en supplément, de commentaires, d'explications, de développement, d'interprétations, que sais-je ? et j'avais coutume de m'écrier : Eh !

Messieurs, nous avons nettoyé l'écurie d'Augias, pour Dieu, ne l'encombrons pas de nouveau ! etc. »

À dîner, l'Empereur a dit des choses fort curieuses sur l'Égypte touchant un des chapitres qu'il avait dictés sur la religion, les usages, etc. Il faisait observer, comme bien digne de remarque, que du même coin de terre étaient sortis les trois cultes qui avaient déraciné le polythéisme et couvert tout le globe de la connaissance d'un seul Dieu, le judaïsme, le christianisme et le mahométisme.

Alors, analysant de la manière la plus ingénieuse les deux religions de l'Orient et de l'Occident, il disait que la nôtre était toute *spirituelle*, et celle de Mahomet toute *sensuelle* ; que les châtiments dominaient chez nous : c'était l'enfer et les supplices éternels, tandis que ce n'était que récompensé chez les musulmans : les houris aux yeux bleus, les bocages rians, les fleuves de lait. Et de là il concluait, en opposant les deux religions, que l'on pourrait dire que l'une était une menace, elle se présentait comme la religion de la *crainte* ; que l'autre, au contraire, était une promesse, et devenait la religion des *attraits*, etc. On trouvera, du reste, toutes ces choses et une foule d'autres aperçus aussi neufs que piquants dans les chapitres du grand maréchal.

De là l'Empereur est revenu à son expédition de Syrie, et a posé, comme principal but de l'expédition d'Égypte, l'ébranlement de la puissance anglaise dans les quatre parties du monde, en amenant une révolution capable de changer toute la face de l'Orient, et de donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte, disait-il, devait nous tenir lieu de Saint-Domingue et de nos colonies d'Amérique, concilier la liberté des noirs avec la prospérité de notre commerce, etc. Cette nouvelle colonie eût ruiné les Anglais en Amérique, dans la Méditerranée et jusque sur les bords du Gange, etc.

Puis, répondant au reproche qu'on lui avait fait d'avoir déserté son armée, il disait : « Je n'avais fait qu'obéir au cri de la France qui me rappelait pour la sauver, et j'en avais le droit : j'avais reçu du Directoire carte blanche pour toutes mes opérations dans le bassin de la Méditerranée, en Afrique et en Asie ; j'avais des pouvoirs en règle pour traiter avec les Russes, les Turcs, les Barbaresques et les princes de l'Inde. Je pouvais à

mon gré me nommer un successeur, ramener l'armée ou revenir de ma personne si je le jugeais à propos. »

Et revenant au sol égyptien, il trouvait que tout ce qu'il avait vu en Égypte, et principalement tous ces fameux débris tant vantés, ne sauraient néanmoins supporter la comparaison ni donner l'idée de Paris et des Tuileries. La seule différence de l'Égypte à nous était, à son avis, que l'Égypte, grâce à la pureté de son ciel et à la nature de ses matériaux, laissait subsister des ruines éternelles, tandis que notre température européenne n'en admettait point chez nous, où tout se trouvait rongé et disparaissait en peu de temps. Des milliers d'années, disait-il laissaient des vestiges sur les bords du Nil ; on n'en trouverait pas après cinquante ans sur les bords de la Seine. Il regrettait fort, du reste, de n'avoir pas fait construire un temple égyptien à Paris ; c'était un monument, disait-il, dont il voudrait avoir enrichi la capitale, etc., etc.

Ressources dans l'émigration ; anecdotes, etc. – Communications officielles – Nouvelles offenses.

Vendredi 4.

Vers midi, je suis entré chez l'Empereur, qui a pris une très bonne leçon d'anglais dans *Télémaque* : il s'est résolu à reprendre ma méthode ; il l'apprécie, et en éprouve, dit-il, tout le bénéfice. Il me trouvait, observait-il, de grandes dispositions à être un fort bon maître d'école, et je répondais que c'était le fruit de mon expérience. Il m'a fait entrer alors dans beaucoup de détails sur le temps où je donnais des leçons à Londres, durant mon émigration, et s'en amusait fort. « Mais au fait, a-t-il dit, vous autres vous avez dû honorer le métier, sinon par votre science, du moins par vos manières. » Et je lui ai appris alors qu'un de nos princes avait donné des leçons de mathématiques dans son émigration. « Et ce seul acte, s'est-il écrié vivement, en fait un homme ; il atteste quelque mérite : assurément, voilà un des plus grands succès de madame de Genlis. » Et je lui ai rendu une anecdote singulière qu'on m'avait racontée à ce sujet.

« Le prince, disais-je, était en Suisse ; il se trouvait avoir besoin de cacher soigneusement son existence et voulait prendre un nom qui eût l'air de quelque vérité. Un de nos évêques du Midi n'imagina rien de mieux que

de lui donner celui d'un jeune Languedocien alors à Nîmes et très zélé protestant, ce qui convenait en cet instant, parce que le prince se trouvait dans un canton protestant, n'y ayant certainement nulle apparence, observait l'évêque, qu'il vînt jamais les démentir. Or, il était arrivé que le jeune homme avait marché aux armées, qu'il était devenu aide de camp de M. de Montesquiou, et qu'à peu de temps de là il avait émigré précisément en Suisse avec son général. Quelle ne fut pas sa surprise de se trouver à table d'hôte avec quelqu'un qui avait son nom, sa religion, et était de sa ville ! C'était précisément la scène des deux Sosie ; mais ce qu'il y avait de plus plaisant, c'est que le nouveau venu avait aussi changé son nom et se cachait soigneusement. On ne trouve de ces incidents que dans les romans, et on ne les croit pas possibles. Peut-être celui-ci a-t-il été un tant soit peu arrangé ; cependant je croirais presque pouvoir affirmer le tenir de la bouche même du véritable Sosie. »

« Mais, disait ensuite l'Empereur, ceux de vous autres émigrés qui vous étiez créés des ressources au dehors, en rentrant en France vous avez dû vous trouver dépayés, ruinés de nouveau ? – Oui, sans doute, Sire ; car nous ne retrouvions rien, et nous venions d'abandonner le peu que nous nous étions fait ; mais nous n'avions pas calculé. L'impatience de revoir le sol natal l'avait emporté ; aussi beaucoup se trouvèrent bientôt dans le plus grand dénuement, sans quoique ce fût au monde, bien que de grande connaissance, d'intimité, de familiarité même avec beaucoup de grands personnages du jour, de vos ministres, Sire, de vos conseillers d'État et autres ; circonstance qui suscita une saillie assez plaisante à l'un de nos *esprits*. Rencontrant dans le salon de la marine l'un des siens, et tous deux fort embarrassés de leur subsistance, il s'écria, en forme de consolation : « Mon cher, si nous venons à mourir de faim, nous pourrions encore avoir deux ou trois ministres à notre enterrement. » L'Empereur en a beaucoup ri, et convenait que le mot peignait à merveille la situation du temps et des choses.

Après la leçon d'anglais et la conversation qui a suivi, l'Empereur est sorti pour se promener. Au retour, le docteur est venu dire à l'Empereur que le colonel Reade, qu'il avait consenti de recevoir en lieu et place du gouverneur, demandait à lui être présenté. Cet officier a remis à l'Empereur une note assez longue. L'Empereur m'a appelé pour en être l'interprète.

C'étaient les communications que sir Hudson Lowe avait vainement essayé, durant trois ou quatre jours, de faire lui-même en personne. C'était une satisfaction qu'il se ménageait vis-à-vis de l'Empereur, car elles étaient exprimées dans les termes les plus offensants. Ce trait est caractéristique, il n'a pas besoin de commentaire. On trouvera cette note aux pièces officielles, ou j'y reviendrai lorsqu'elle aura amené un résultat^[2]. La dureté des expressions, et surtout la menace qui s'y trouvait souvent répétée contre nous d'être arrachés d'auprès de l'Empereur nous a occupés désagréablement, et a répandu sur nous tous beaucoup de sombre tout le reste du jour.

L'Empereur lit mon Journal et me dicte – Conférence entre le grand maréchal et le gouverneur.

Samedi 5.

J'étais encore couché lorsque d'assez bon matin j'ai entendu la porte de ma chambre s'ouvrir doucement : elle est si encombrée par mon lit et celui de mon fils, qu'on arrive difficilement à moi. J'ai aperçu un bras entrouvrant avec autorité mon rideau ; c'était celui du maître. Heureusement je me trouvais entre les mains un ouvrage de géométrie, ce qui l'a édifié, et sauvait, a-t-il dit, ma réputation. Je me suis jeté à bas, et en peu d'instants j'ai eu rejoint l'Empereur, qui seul gagnait le bois. Il a causé fort longtemps des événements de la veille. Il est rentré pour se mettre au bain, étant fort souffrant ; il avait passé une mauvaise nuit.

À une heure, il m'a fait appeler ; il était au salon, il désirait prendre sa leçon d'anglais. La chaleur était forte, le temps très lourd. L'Empereur, fort abattu, n'a pu se livrer au travail ; il a sommeillé à diverses reprises, je veillais à côté de lui ; enfin il s'est décidé à prendre le dessus, a-t-il dit en se levant ; il a gagné la salle de billard pour respirer un peu le grand air.

Causant des campagnes d'Italie, il m'a demandé ce que j'avais fait des premiers brouillons, remarquant que tous les chapitres avaient dû être recopiés plusieurs fois. Je lui ai dit que j'avais conservé le tout précieusement. Il m'en a fait apporter tout ce qui demeurerait en dehors de deux exemplaires complets, et l'a envoyé brûler au feu de la cuisine.

Je dois avoir dit plus d'une fois que l'Empereur savait que je tenais mon Journal. C'était demeuré un secret rigoureux pour tout le monde, aussi l'Empereur ne m'en parlait-il jamais qu'à la dérobée ou quand nous nous trouvions seuls. Il me demandait souvent si je le continuais toujours et ce que je pouvais y mettre. « Sire, tout ce que dit et fait Votre Majesté du matin au soir et chaque jour. – Vous devez donc avoir là, disait-il, un furieux rabâchage et beaucoup de choses inutiles ? Mais n'importe, continuez, un jour nous le verrons ensemble. »

Toutes les fois qu'il entrait dans ma chambre, il y apercevait le fidèle Aly, dont la complaisance, dans ses moments perdus, était employée à recopier discrètement ce Journal. D'ordinaire l'Empereur venait alors jeter les yeux sur le travail d'Aly, et après en avoir parcouru deux ou trois lignes, c'est-à-dire après l'avoir reconnu, il s'en éloignait ou parlait d'autre chose, sans jamais avoir touché ce sujet. Cela lui était arrivé précisément encore ce matin ; il se l'est rappelé, et m'a dit qu'il voulait voir enfin *ce fameux fatras*. Mon fils a été chercher le premier cahier, et la lecture a duré plus de deux heures. Le préambule, qui m'est tout à fait personnel, a mérité son attention ; il s'en est montré satisfait, l'a relu et a terminé disant : « C'est bien, très bien ; voilà un bel héritage pour le petit Emmanuel. » Quant au Journal, il en a approuvé la forme et l'ensemble ; il a fait quelques corrections de sa propre main sur ce qui concernait sa famille et son enfance, et faisant prendre la plume à mon fils, il s'est mis à dicter des détails sur Brienne, le père Patrault, etc.

En finissant, il m'a dit vouloir reprendre ce travail désormais ; qu'il lui plaisait, et qu'il me promettait, puisque je semblais les aimer, bon nombre d'anecdotes, surtout sur Alexandre et les autres souverains, etc., etc.

Puis il a gagné la calèche, où je suis monté seul avec lui, et le Journal a fait la conversation de toute la promenade. L'Empereur s'est fort étendu sur ce sujet, l'idée lui en plaisait beaucoup ; il m'a dit plusieurs choses à cet égard, concluant que ce pourrait devenir, par les circonstances particulières, un ouvrage unique, un trésor sans prix pour son fils, etc., etc.

Au retour de la promenade, nous avons trouvé le grand maréchal : il arrivait de Plantation-House, où il avait été au sujet des communications d'hier. Nous avons attendu avec inquiétude ce qu'il pourrait rapporter. Il nous a appris qu'il ne s'était agi de rien moins que de voir quatre de nous

séparés de l'Empereur. Il était encore un grand nombre d'autres points fort mauvais ; mais celui-là les absorbait tous dans notre esprit : enfin le gouverneur avait conclu à n'éloigner que le Polonais et trois domestiques. Toutefois j'étais celui, à ce que rapportait le grand maréchal, sur lequel l'orage avait grondé ; j'étais celui dont le gouverneur s'était plaint davantage, celui qu'il eût indiqué s'il ne m'eût cru trop utile à l'Empereur, avait-il dit. Il se plaignait de ce que j'écrivais sans cesse en Europe, déclamant toujours, disait-il, contre le gouvernement, son injustice, les oppressions qu'on exerçait sur nous ici, etc... Il se plaignait de ce que j'entretenais les étrangers qui venaient à Longwood de l'Empereur, de manière à les y intéresser ; de ce que je cherchais partout à lier des communications au dehors, et il a rappelé madame Sturmer ; de ce que j'avais adresse en Europe ou essayé d'y faire parvenir diverses pièces, etc., etc. Toutefois, après s'être montré si fort animé contre moi, et quel qu'ait été son motif, il a complètement adouci la chose par des observations emmiellées tout à fait obligeantes, disant qu'il n'avait pas dû avoir lieu d'attendre tout cela d'une personne de tant d'instruction et d'une si belle réputation, connue aujourd'hui, pouvait-il dire, de toute l'Europe, etc.

Après dîner, l'Empereur s'est amusé à résoudre des problèmes de géométrie et d'algèbre : cela lui rappelait son jeune temps, disait-il, et il nous étonnait fort de l'avoir si peu oublié.

Mon Journal ; singularité de l'Empereur à son égard ; il ne l'a jamais revu – Empire de l'opinion –
Talma, Crescentini, etc..

Dimanche 6, lundi 7.

Ces deux jours ont amené une circonstance particulière, qui tient de trop près à la nature de mon Recueil pour que je pense à l'omettre. On vient de lire tout à l'heure que l'Empereur avait été fort content de mon Journal ; il y était revenu maintes fois dans le courant du jour, témoignant constamment qu'il aurait un vrai plaisir désormais à le parcourir et à le rectifier. De mon côté, on doit juger qu'elles devaient être toute ma joie et ma satisfaction. Je touchais donc enfin à ce moment tant désiré et sur lequel je n'avais jamais cessé de compter, où ce que j'avais recueilli à la hâte, et peut-être

fautivement, allait recevoir un salutaire redressement, une inestimable sanction. Les points incomplets seraient développés, les lacunes se rempliraient, les obscurités recevraient la lumière. Quel trésor de vérités historiques, de nœuds, de secrets politiques j'allais recevoir ! C'était dans ces dispositions, et triomphant, que je me présentai le premier jour à l'heure habituelle avec mon Journal ; mais l'Empereur se mit à dicter sur tout autre sujet, et force fut de se plier au contre-temps. Le lendemain même chose. Cette fois je voulus rappeler à l'Empereur mon Journal ; mais il ne m'entendit pas, et je compris. Je connaissais désormais Napoléon si bien ! il avait au dernier degré l'art de ne pas entendre : il l'employait souvent, et toujours avec intention. C'en fut donc assez pour moi, je n'y revins plus. Toutefois son motif m'occupa d'abord beaucoup, et je finis par en trouver plusieurs que le lecteur supposera peut-être aussi ; et puis encore, c'est que l'occasion ne se représenta plus. À peu de jours de là, je fus arraché d'auprès de lui, car mon heure était venue, sans que rien néanmoins m'eût fait pressentir le moins du monde ce sinistre événement.

Je viens d'appuyer sur cette circonstance avec une scrupuleuse exactitude, comme un nouveau garant de ma bonne foi, et afin d'assigner la nature précise de mon Journal. Le fond des idées, ce qui est grand surtout, ne saurait être douteux ; mais quant aux détails, que d'erreurs involontaires peuvent s'être glissées dans une rédaction rapide, qui n'a pas été redressée par le seul qui pouvait le faire !

L'Empereur, durant sa toilette, s'est mis à causer d'objets divers. La conversation l'a conduit à parler de l'empire de l'opinion, sur lequel il revient souvent. Il peignait le mystérieux de sa marche, l'incertitude, le caprice de ses décisions. De là il est passé à notre délicatesse nationale, exquise, disait-il, en fait de bienséance ; à la susceptibilité louable de nos mœurs ; à la grâce, à la légèreté qu'elles requéraient dans le pouvoir, si celui-ci est tenté d'oser les manier.

« Dans mon système, observait-il, de mêler tous les genres de mérites, et de rendre une seule et même récompense universelle, j'eus la pensée de donner la croix de la Légion-d'Honneur à *Talma* ; toutefois je m'arrêtai devant le caprice de nos mœurs, le ridicule de nos préjugés, et je voulus au préalable faire un essai perdu et sans conséquence : je donnai la couronne de fer à Crescentini. La décoration était étrangère, l'individu aussi ; l'acte

devait être moins aperçu et ne pouvait compromettre l'autorité, tout au plus que lui attirer quelques mauvaises plaisanteries. Eh bien, résumait l'Empereur, voyez pourtant quel est l'empire de l'opinion et sa nature : je distribuais des sceptres à mon gré, l'on s'empressait de venir se courber devant eux, et je n'aurais pas eu le pouvoir de donner avec succès un simple ruban, car je crois que mon essai tourna fort mal ! – Oui, Sire, ai-je répondu, très mal. Il fit grand bruit dans tout Paris ; il emporta l'anathème de tous les salons ; la malveillance s'en donna à cœur joie et fit des merveilles. Cependant, dans une des belles soirées du faubourg Saint-Germain, l'indignation qu'elle avait créée se trouva noyée tout à coup par un bon mot. C'était une abomination, disait un beau parleur, une horreur, une véritable profanation. Et quel avait pu être le titre d'un Crescentini ? s'écriait-il. Sur quoi la belle madame Grassini, se levant majestueusement de son siège, lui répliqua du geste et du ton le plus théâtral : *Et sa blessure* donc, Monsieur, pourquoi la comptez-vous ? Ce fut alors un tel brouhaha de joie, d'applaudissements, que la pauvre madame Grassini se trouva fort embarrassée de son succès. »

L'Empereur, qui entendait cette anecdote pour la première fois, en a beaucoup ri ; il y est revenu souvent depuis, et l'a parfois racontée à son tour.

À dîner, l'Empereur nous disait qu'il avait travaillé douze heures ; et nous faisions remarquer que sa journée n'était point encore finie : cependant il avait l'air souffrant et se montrait très fatigué.

Combat d'Ulysse et d'Irus – Noverraz serait notre roi, etc..

Mardi 8.

En entrant aujourd'hui chez l'Empereur, je l'ai trouvé occupé à lire les journaux des *Débats*, dernièrement arrivés.

Le temps était supportable ; nous avons marché vers le fond du bois, où la calèche devait venir nous prendre.

Je me trouvais une somme disponible à Londres, je l'y avais apportée dans ma course de 1814. Les terribles souvenirs de mon émigration et les

chances nouvelles m'avaient inspiré cette prudence ; j'en recueillais le fruit. J'étais, par cette circonstance, celui de nous tous à Sainte-Hélène qui se trouvait le plus à son aise ; et ce qui me rendait cette somme un vrai trésor, c'était le bonheur de pouvoir la déposer aux pieds de l'Empereur. Je la lui avais déjà offerte plusieurs fois. Je lui en réitérai encore l'offre en ce moment, en lui retraçant les outrages que le gouvernement venait de renouveler. Madame de Montholon, qui venait après nous, nous a rejoints précisément en cet instant. Elle faisait observer à l'Empereur qu'il marchait si vite qu'elle avait craint de le perdre ; mais que mes gesticulations lui avaient servi de point de vue, et qu'elle s'embarrassait fort d'en deviner la cause. Madame, lui a dit l'Empereur avec une grâce charmante, il s'agitait pour me faire accepter ses générosités ; il s'offrait de nous faire vivre. »

Nous sommes rentrés presque aussitôt, il faisait très humide, et l'Empereur se plaignait de ses dents. Depuis quelque temps, il a des fluxions presque continuelles. Après le dîner, il a repris l'*Odyssée* ; nous en étions au combat d'Irus contre Ulysse, sur le seuil de son propre palais, tous deux en mendians.

L'Empereur désapprouvait fort cet épisode ; il le trouvait misérable, sale, inconvenant, indigne d'un roi. « Et puis, ajoutait-il, après avoir épuisé tout ce que j'y trouve de mauvais, je devine ce qui m'affecte encore, je me mets à sa place : c'est la crainte d'être rossé par un misérable ; il n'est pas donné à tout prince, à tout général, d'avoir les épaules de ses gardes ou des grenadiers ; n'est pas portefaix qui veut. Le bon Homère remédie à tout cela en faisant ses héros autant de colosses ; mais il n'en est pas ainsi parmi nous. Où en serions-nous, nous autres tous, a-t-il dit en parcourant de l'œil chacun de nous, si l'on en était encore au bon temps où la force du bras était le véritable sceptre ? Voilà Noverraz (son valet de chambre) qui nous sert, il serait notre roi à tous. Il faut donc convenir, a-t-il continué, que la civilisation fait tout pour l'âme, et la favorise entièrement aux dépens du corps. »

Le Polonais aux arrêts par le gouverneur – Paroles de l'Empereur sur son fils et sur l'Autriche –
Nouvelles vexations – Nouveaux outrages – Paroles sur lord Bathurst – Nouvelles restrictions –
Observations dictées par Napoléon.

Mercredi 9.

Nous marchions pour gagner la calèche. Chemin faisant, on nous a appris que le gouverneur venait de mettre le Polonais aux arrêts. C'est un essai, c'est un avertissement sans doute qu'il veut nous donner. La terreur est le moyen qu'il semble vouloir employer depuis l'arrivée des dernières instructions. Il s'y montre habile ; nous verrons jusqu'à quel point il ira.

En entrant chez l'Empereur, avant dîner, je l'ai trouvé triste, préoccupé, sombre. La conversation l'a conduit à mentionner l'Autriche ; il s'est étendu sur ses torts envers lui, sur les grandes fautes de sa politique, etc. Il a peint la faiblesse du souverain, qui n'a montré d'énergie, disait-il, que pour se perdre en morale aux yeux des peuples.

Il s'est arrêté sur la vénalité, la dépravation, l'immoralité de ceux qui ont conseillé et accompli. De là, il est passé à l'aveuglement de la politique de l'Autriche ; il a peint sa position fausse et dangereuse. « Elle se trouvait, disait-il, dans un péril des plus imminents, se laissant complaisamment embrasser en front par un colosse, quand elle n'avait pas à reculer d'un pas ; car sur ses derrières et sur son flanc elle n'avait que des abîmes, etc. »

De là l'Empereur est arrivé naturellement à parler de son fils. « Quelle éducation lui donnera-t-on ? disait-il. De quels principes nourrira-t-on son enfance ? Et s'il allait avoir la tête faible ! s'il allait tenir des légitimes ! Si on allait lui inspirer l'horreur de son père ! Cette idée fait frémir ! observait-il douloureusement. Et pourtant quel pourrait être le contre-poison à tout cela ? Il ne saurait y avoir désormais d'intermédiaire sûr de tradition fidèle entre lui et moi ; tout au plus un jour mes Mémoires et peut-être aussi votre Journal. Mais encore, pour surmonter le pli, les impulsions de l'enfance, pour vaincre les vices de l'entourage, faut-il déjà une certaine capacité, une certaine force de tête, un jugement tranchant, décisif, et tout cela est-il donc si commun !... » Et il avait l'air profondément affecté. « Mais parlons plutôt d'autre chose, » a-t-il prononcé fortement. Et il n'a parlé de rien.

Nous nous sommes mis au travail. Après quelques heures, le grand maréchal m'a remplacé.

En sortant à son tour de chez l'Empereur, il m'a dit que j'étais demandé de nouveau pour traduire un gros paquet du gouverneur. Mes yeux, qui se

perdent tout à fait, m'ont forcé d'aller employer ceux de M. de Montholon.

En voici le contenu : 1° Une partie des nouvelles restrictions qu'on nous impose, dans lesquelles l'Empereur est traité d'une manière qu'on pourrait appeler curieuse dans l'excès de l'indécence et de l'outrage, allant jusqu'à lui prescrire la nature et l'étendue des paroles qu'on lui permet. Le croira-t-on jamais !... les pièces feront foi. (Voyez quelques lignes plus loin à la fin du jour.)

2° La forme de la déclaration qu'on présente à notre signature. Le tout respire, du reste, les vexations les plus arbitraires et les plus inutiles, assaisonnées de tout ce que peut dicter la vengeance armée du pouvoir.

3° Enfin une lettre du gouverneur au grand maréchal, calquée sur la note présentée par le colonel Reade, dont je fis lecture à l'Empereur, et que le colonel ne voulut pas laisser ; j'en ai fait mention plus haut. Toutefois certains points très essentiels étaient ici très habilement supprimés ou modifiés ; l'Empereur a souvent remarqué que c'était là un des talents spéciaux du gouverneur. Je vais consigner ici ce qui m'en était resté. Bien que le résultat d'une simple lecture, et traduite à mesure à l'Empereur, j'oserais néanmoins en garantir l'exactitude.

« Les Français qui désireraient demeurer auprès du général Bonaparte étaient astreints à signer la formule littérale qui leur serait présentée, et par laquelle ils se soumettaient à toutes les restrictions que l'on imposait au général. Cette obligation devait être regardée comme perpétuelle. Ceux qui s'y refuseraient seraient envoyés au cap de Bonne-Espérance ; la suite du général devait être réduite de quatre personnes. Ceux qui demeureraient seraient, comme s'ils étaient nés Anglais, assujettis aux lois faites pour garantir la réclusion du général Bonaparte, c'est-à-dire la peine de mort en cas qu'on se prêtât à son évasion. Chacun des Français qui se permettrait des injures, des réflexions, ou une mauvaise conduite envers le gouverneur ou le gouvernement, serait sur-le-champ expédié au cap de Bonne-Espérance, d'où il ne lui serait fourni aucun moyen de retourner en Europe ; le tout, dans ce cas, devant être *à ses frais*. »

Pendant le dîner et la plus grande partie du soir, ces pièces ont été le sujet de la conversation. L'article de la lettre du gouverneur transmettant les instructions des ministres, et portant que ceux de nous qui manqueraient

d'égards pour le gouverneur, ou se montreraient autrement répréhensibles, seraient envoyés au Cap et de là en Europe, et que, dans ce cas, on y insistait fortement, ce serait *à nos frais*, nous a fort réjouis. Comme nous nous égayons beaucoup sur cette tournure, l'Empereur a dit : « Je conçois que ce genre de menace vous étonne et vous paraisse ridicule ; mais il est des plus simples pour lord Bathurst, et je suis sûr qu'il n'imagine pas de plus terribles punitions au monde. Voilà les mœurs de la boutique. »

L'Empereur a fini la soirée en nous lisant *Adélaïde Duguesclin*. Il y a une belle tirade sur les Bourbons ; l'Empereur, après l'avoir lue, a dit : « Ne s'était-on pas avisé, au temps de ma puissance, de la supprimer au théâtre, craignant qu'elle ne me blessât ! Le hasard me le fit savoir, et j'ordonnai de la rétablir. C'était ainsi qu'il en était d'une foule de choses. On a mis souvent bien de la gaucherie à vouloir me servir ou m'être agréable. »

N. B. Nous transcrivons ici les restrictions mentionnées quelques lignes plus haut. Elles sont curieuses de leur nature, et serviront plus que beaucoup de raisonnements à donner une idée juste de notre situation ; mais ce qui achève de donner du prix à cette pièce, c'est que les observations qui accompagnent chaque article sont de Napoléon lui-même, qui les y annexa plus tard, dans l'espoir de les faire parvenir en Europe.

Restrictions de sir Hudson Lowe, communiquées à Longwood, le 19 octobre 1816, mais qu'il avait déjà mises à exécution par différents ordres secrets, depuis le mois d'août précédent, et qu'il ne communiqua jamais aux officiers anglais de service, honteux sans doute de leur contenu.

TEXTE DES RESTRICTIONS. « 1° Longwood avec la route par Hutt's-gate, le long de la montagne jusqu'au poste des Signaux, près d'Alarm-House, sera établie comme limite. »

OBSERVATION. Le prédécesseur de sir Hudson Lowe avait étendu la ligne des limites sur les sommets des montagnes ; mais s'étant aperçu, une quinzaine de jours après, qu'en déplaçant un peu le poste des soldats, il comprendrait dans les limites la maison et le jardin du secrétaire général Brooke, il se hâta de faire ce changement.

À environ quatre-vingt toises de la route est le jardin de Corbett, où sont huit ou dix chênes qui donnent un peu d'ombrage ; on y trouve une fontaine

et quelque fraîcheur^[3]. Par les nouvelles restrictions, en ne permettant plus que la grande route, on a substitué une simple ligne à une surface, et on a exclu des limites la maison du secrétaire et le jardin Corbett.

« 2° Des sentinelles marqueront les limites que personne ne pourra traverser pour approcher de la maison de Longwood, ou de son jardin, sans la permission du gouverneur. »

OBSERVATION. D'après les premiers règlements auxquels était soumis notre établissement dans cette île, et que le gouvernement anglais a approuvés, voici comment on venait à Longwood : le gouverneur, l'amiral, le colonel commandant le régiment et le camp, les deux membres du conseil de la compagnie des Indes, et le secrétaire général qui étaient les principales autorités de l'île, pouvaient traverser la ligne des sentinelles sans aucune passe ou permission de qui que ce soit. Les habitants devaient avoir une permission du gouverneur ; les marins, de leur amiral ; les soldats, de leur colonel ; et enfin les habitants, les marins, les officiers, pouvaient tous venir avec une permission du comte Bertrand, lorsque l'Empereur les faisait demander. Cet arrangement, qui subsista huit mois, n'eut aucun inconvénient ; par le règlement actuel, qui est en force depuis le mois d'août, mais qui n'a été communiqué que par cet article, nous sommes gardés au secret, sans que nous ayons aucun commerce avec les habitants : ces derniers, les officiers et les marins, répugnent également à l'idée d'avoir à aller demander au gouverneur la permission de se rendre à Longwood et d'avoir à subir un interrogatoire sur le motif qui les y fait aller. Les étrangers, soit officiers, soit fonctionnaires, venant des Indes, qui touchaient cette île, et qui désiraient voir l'Empereur, se présentaient ordinairement chez le comte Bertrand, qui leur disait le jour et l'heure où ils seraient reçus. Durant leur séjour dans l'île, ils étaient regardés comme citoyens ; et avec des permissions du comte Bertrand, ils pouvaient, lorsque cela leur plaisait, venir visiter Longwood, et, encore une fois, cet arrangement subsista huit mois sans qu'il en résultât aucun inconvénient. S'il arrivait quelques étrangers qui attiraient les soupçons du gouverneur, il pouvait aussitôt défendre leur débarquement ou les empêcher de passer le premier poste. Enfin le gouverneur, par le rapport des sentinelles, savait tous les jours le nom des personnes qui étaient venues à Longwood ; mais lorsque tout cela fut changé, dans le mois d'août, le gouverneur essaya de nous

imposer l'obligation de recevoir les étrangers auxquels il voulait être agréable, de les recevoir le jour qu'il lui plairait. C'était le comble de l'outrage !!! L'Empereur fut obligé de déclarer qu'il ne verrait plus personne, et il termina ainsi toutes ces insultes.

« 3° La route à gauche de Hutt's-gate qui retourne par *Woodridge* à Longwood, n'ayant jamais été fréquentée par le général Bonaparte depuis l'arrivée du gouverneur, le poste qui l'observait sera en grande partie retiré. Cependant, toutes les fois qu'il voudrait aller à cheval dans cette direction, en prévenant l'officier à temps, il n'éprouvera aucun obstacle. »

OBSERVATION. Dans la première observation on a prouvé que les limites avaient été réduites de ce côté ; ici elles sont bien plus réduites encore. C'est une étrange manière de raisonner que de prendre cette décision, sous le prétexte que la vallée n'a pas été fréquentée pendant six mois. Il est vrai que depuis plusieurs mois Napoléon, tourmenté par les vexations du commandant, n'est point sorti. De plus, une partie de la vallée n'est point praticable en temps de pluie ; dans l'autre partie on a formé un camp. Cependant lord Bathurst dit dans son discours au parlement « que cette route n'avait été défendue que lorsqu'on s'aperçut qu'il (le général Bonaparte) avait abusé de la confiance qu'on avait en lui pour essayer de corrompre les habitants. » Mais ici il est en contradiction avec sir Hudson Lowe. L'offre que l'on fait de se promener dans cette vallée lorsqu'on le désirerait est évidemment illusoire ; les détails ordonnés pour l'exécution la rendent impossible. Cette offre n'a pu être et n'a pas été accomplie. En perdant cette promenade, il est devenu impossible d'aller dans le jardin de miss Mason, où se trouvent quelques grands arbres qui donnent de l'ombre. De sorte qu'il n'y a plus un point dans les limites où les détenus peuvent se promener, où ils puissent trouver un peu d'ombre et une fontaine. Dans le reste de l'enceinte on a placé des sentinelles. Sous prétexte de malentendu dans les ordres ou autrement, toute personne peut être arrêtée, et cela est arrivé plusieurs fois aux officiers français.

« 4° S'il (le général Bonaparte) voulait prolonger sa promenade dans quelque autre direction, un officier de l'état-major du gouverneur (s'il en est informé à temps) sera prêt à l'accompagner. Si le temps manquait, l'officier de service à Longwood le remplacerait.

« L'officier qui le surveille a ordre de ne point l'approcher, à moins qu'il ne soit demandé, et de ne jamais surveiller sa promenade, excepté pour ce que lui commande son service, c'est-à-dire de veiller à tout ce qui pourrait, dans ces promenades, s'écarter des règles établies, et de l'en avertir respectueusement. »

OBSERVATION. Ceci est inutile ; l'Empereur ne sortira pas tant qu'il verra le désir de le soumettre à une inspection directe et publique. En outre, les officiers de l'état-major ont ordre de faire un rapport de tout ce que les Français peuvent avoir dit en conversation avec eux. Ceci fournit des occasions à la calomnie. Plusieurs officiers ont refusé de jouer ce rôle honteux, et ont déclaré qu'ils n'étaient pas des espions pour répéter les conversations qu'on pouvait avoir avec eux dans l'intimité d'une promenade.

« 5° Les règlements déjà en force pour empêcher les communications avec qui que ce soit, sans la permission du gouverneur, doivent être strictement exécutés. En conséquence, il est requis du général Bonaparte qu'il s'abstienne d'entrer dans aucune maison, ou d'engager aucune conversation avec les personnes qu'il pourrait rencontrer (excepté ce que demandent les salutations et les politesses ordinaires qu'il aurait à rendre), à moins que ce ne soit en présence d'un officier anglais. »

OBSERVATION. Jusqu'ici cet excès d'outrage avait été éludé. L'Empereur ne reconnaît, ni dans le gouverneur, ni dans ses agents, le droit de lui rien imposer ; mais quel est l'objet de cet article ? d'insulter le caractère des détenus et de les avilir !!! de chercher à faire naître des querelles avec les sentinelles. L'enceinte est moralement annulée, puisqu'on ne peut parler à personne ni entrer dans aucune maison. Ceci est si extraordinaire qu'on est obligé de croire ce que plusieurs personnes soupçonnaient déjà, que sir Hudson Lowe est quelquefois sujet à des vertiges.

« 6° Les personnes qui, avec le consentement du général Bonaparte, peuvent toujours recevoir du gouverneur des permissions pour le visiter, ne peuvent, malgré ses permissions, communiquer avec aucune autre personne de sa suite, à moins que ce ne soit spécialement exprimé dans ces permissions. »

OBSERVATION. Ceci est également inutile ; personne n'a été reçu depuis que le commandant actuel a renversé ce qu'avait établi son prédécesseur ; cependant il résulte de cette restriction que si Napoléon devait recevoir un étranger, comme aucun de ses officiers ne pourrait être présent ni aucun de ses domestiques faire son service, il serait obligé d'ouvrir lui-même les portes ; et que comme il n'entend pas l'anglais, si la personne admise ne parlait pas français, il s'ensuivrait que la conversation demeurerait muette et l'entrevue réduite à une pure exhibition.

« 7^o Au coucher du soleil, l'enceinte du jardin, autour de Longwood, sera regardée comme étant les limites ; à cette heure, des sentinelles seront placées à l'entour, mais de manière à ne pas incommoder le général Bonaparte en observant sa personne, s'il voulait continuer sa promenade dans le jardin après cette époque. Les sentinelles seront portées, pendant la nuit à toucher la maison, comme cela se pratiquait auparavant ; et l'admission sera interdite, jusqu'à ce que les sentinelles soient retirées le lendemain matin, de la maison et du jardin. »

OBSERVATION. Pendant les grandes chaleurs, le seul moment où l'on puisse se promener est le coucher du soleil. Pour ne point se rencontrer avec les sentinelles, il faudra rentrer dans la maison, quoiqu'il fasse encore plein jour, et pourtant il aura été impossible de sortir tout le temps qu'il aura fait du soleil, cet endroit étant privé d'ombre, d'eau, de verdure ou de fraîcheur. Selon cette nouvelle restriction, on ne peut sortir le soir ; l'Empereur ne peut prendre aucun exercice à cheval ; il est dans une petite maison tout à fait insuffisante, mal construite et malsaine ; il y manque même de l'eau ; on ne perd aucune occasion de lui faire éprouver un manque d'égards. Sa constitution, quoique robuste, en est extrêmement attaquée.

« 8^o Toute lettre pour Longwood sera mise par le gouvernement sous une enveloppe cachetée et envoyée à l'officier de service, pour être délivrée, cachetée, à l'officier de la suite du général Bonaparte, auquel elle est adressée, lequel, par ce moyen, sera assuré que personne autre que le gouverneur, n'en connaît le contenu.

« De la même manière, toute lettre des personnes de Longwood doit être délivrée à l'officier de service, mise sous une seconde enveloppe cachetée,

et adressée au gouverneur, ce qui assurera que personne autre que lui n'en connaîtra le contenu.

« Aucune lettre ne doit être écrite ou envoyée, aucune communication, de quelque espèce qu'elle soit, ne doit être faite, excepté en la manière susmentionnée. On ne peut avoir aucune correspondance dans l'île, excepté pour les communications qui sont indispensables à faire au pourvoyeur. Les notes qui les contiendraient doivent être données ouvertes à l'officier de garde, qui sera chargé de les faire parvenir.

« Les restrictions susmentionnées commenceront à s'observer le 10 du courant.

« Sainte-Hélène, 9 octobre 1816.

« H. LOWE. »

OBSERVATION. Ceci ne regarde pas l'Empereur, qui n'écrit ni ne reçoit de lettres ; en conséquence, on ne demande qu'une explication. Regarderait-on comme un délit ce que ses officiers pourraient écrire dans des lettres confidentielles à leurs connaissances ? ou lorsque ceux qui doivent lire ces lettres se seront convaincus que leur contenu ne renferme rien de contraire à la sûreté de l'État ou à sa politique, oublierait-ils le contenu de ces lettres de manière à ce qu'elles ne soient jamais le sujet de conversations ou d'abus !!!

S'il n'en était ainsi, toute correspondance doit être considérée comme défendue. La saisie commise sur la personne du comte de Las Cases justifie amplement cette observation.

Le but de cet article, comme l'a prouvé l'inquisition exercée dans toute l'île, est que les papiers-nouvelles n'informent pas l'Europe de la conduite criminelle que l'on suit ici. On se donnera bien de la peine pour obtenir ce résultat. Il eût été bien plus simple de se conduire de manière à n'avoir rien à cacher. On alla bien plus loin dans une lettre datée du 1er juillet 1816, adressée au comte Bertrand ; on défendit même des communications verbales avec les habitants : c'est le délire de la passion et de la haine, ou plutôt une preuve manifeste de folie. Ce règlement est un léger exemple de toutes les vexations qui font l'occupation journalière du gouverneur actuel. Que lord Bathurst dise maintenant que sir Hudson Lowe n'a fait aucune restriction, que la correspondance du ministère a été entièrement à

l'avantage des personnes détenues ; que le seul objet a été la sûreté de la détention. En proie à un traitement aussi absurde et aussi ignoble, l'Empereur n'est point sorti depuis plusieurs mois. Tous les gens de l'art peuvent prédire qu'il succombera à ce genre de vie. C'est une manière de l'assassiner aussi certaine et plus barbare que le fer et le poison. (*Quelle horrible prophétie !*)

Nos inquiétudes, nos peines au sujet des nouvelles restrictions – Anecdotes de Campo-Formio. MM. de Cobentzel, Gallo, Clarke – Le comte d'Entraigues.

Lundi 10.

Nous étions convenus de nous réunir tous ce matin chez le grand maréchal pour conférer sur ce que le gouverneur venait de nous transmettre, afin d'adopter un parti uniforme.

En effet, le point était des plus difficiles et des plus graves. Il s'agissait de se soumettre à des restrictions nouvelles, de se placer sous la dépendance du gouverneur, qui en abusait d'une manière indigne, se conduisait vis-à-vis de l'Empereur sous les formes les plus indécentes, et annonçait que tout cela pouvait et devait croître encore ; enfin il ne s'agissait de rien moins que de se trouver exposé à être immédiatement arraché d'auprès de Napoléon, envoyé au Cap, et de là en Europe.

D'un autre côté, l'Empereur, indigné des vexations dont on nous accablait à cause de lui, ne voulait pas que nous nous y soumissions davantage. Il exigeait que nous le quittassions plutôt tous, que nous retournassions en Europe témoigner que nous l'avions vu ensevelir tout vivant.

Mais était-il en notre pouvoir de supporter une pareille idée ? La mort nous eût paru préférable à nous séparer de celui que nous servions, que nous admirions, que nous aimions, auquel nous nous attachions chaque jour davantage, et par ses qualités personnelles et par les maux que l'injustice et la haine accumulaient sur sa tête. Voilà quel était le véritable état de la question. Nous étions déchirés, et ne savions à quoi nous résoudre.

Le gouverneur avait trouvé un moyen de nous attaquer en détail ; il se disait déterminé à renvoyer chacun de nous suivant sa volonté et son caprice.

L'Empereur n'était pas bien ; le docteur lui a trouvé des principes de scorbut. Il m'a fait venir ; nous avons beaucoup causé sur les objets qui nous occupent dans ce moment. Il a voulu se mettre au travail pour se distraire, et a pris le chapitre de Léoben qui lui est tombé sous la main.

La lecture finie, la conversation a continué sur les conférences qui ont amené le traité de Campo-Formio. Je renvoie à ces chapitres intéressants pour le portrait et le caractère du premier négociateur autrichien, *M. de Cobentzel*, que Napoléon surnomma dans le temps l'ours du Nord, à cause du grand rôle, disait-il, que sa grosse et lourde patte avait joué sur le tapis vert des négociations.

« M. de Cobentzel était en ce moment, disait l'Empereur, l'homme de la monarchie autrichienne, l'âme de ses projets, le directeur de sa diplomatie. Il avait occupé les premières ambassades de l'Europe, et s'était trouvé longtemps auprès de Catherine, dont il avait capté la bienveillance particulière. Fier de son rang et de son importance, il ne doutait pas que la dignité de ses manières et son habitude des cours ne dussent écraser facilement un général sorti des camps révolutionnaires : aussi aborda-t-il le général français, observait Napoléon, avec une certaine légèreté ; mais il suffit de l'attitude et des premières paroles de celui-ci pour le remettre aussitôt à sa place, dont, au demeurant, il ne chercha jamais plus à sortir. »

Les conférences languirent d'abord beaucoup. M. de Cobentzel, suivant la coutume du cabinet autrichien, se montra fort habile à traîner les choses en longueur. Cependant le général français résolut d'en finir. La conférence qu'il s'était dit devoir être la dernière fut des plus vives ; il en arriva à mettre le marché à la main et fut refusé. Se levant alors dans une espèce de fureur, il s'écria très énergiquement : « Vous voulez la guerre ? eh bien ! vous l'aurez ; » et saisissant un magnifique cabaret de porcelaine que M. de Cobentzel répétait chaque jour avec complaisance lui avoir été donné par la grande Catherine, il le jeta de toutes ses forces sur le plancher où il vola en mille éclats. « Voyez, s'écria-t-il, eh bien ! telle sera votre monarchie autrichienne avant trois mois, je vous le promets, » et il s'élança précipitamment hors de la salle. M. de Cobentzel demeura pétrifié, disait

l'Empereur ; mais M. *de Gallo*, son second, et beaucoup plus conciliant, accompagna le général français jusqu'à sa voiture, essayant de le retenir ; « me tirant force coups de chapeau, disait l'Empereur, et dans une attitude si piteuse, qu'en dépit de ma colère ostensible je ne pouvais m'empêcher d'en rire intérieurement beaucoup. »

M. de Gallo était l'ambassadeur de Naples à Vienne ; il y avait conduit la princesse de Naples, seconde femme de l'empereur François, dont il possédait toute la confiance, et qu'il gouvernait ; elle à son tour gouvernait son mari, de sorte que M. de Gallo jouissait d'un fort grand crédit à la cour de Vienne. Aussi, quand l'armée d'Italie, marchant sur Vienne, imposa l'armistice de Léoben, l'impératrice, dans une crise aussi terrible jeta les yeux sur son confident pour le charger de détourner le péril. Il devait voir le général français comme en passant, et tâcher d'obtenir de lui qu'il voulut bien l'accepter pour négociateur. Napoléon, bien au fait de toutes les circonstances, se promit d'en tirer un grand parti ; aussi en recevant M. de Gallo, il lui demanda qui il était. Le courtisan favori, déconcerté d'être obligé de décliner son nom, lui répondit qu'il était le marquis de Gallo, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de lui faire quelques ouvertures. « Mais, dit Napoléon, votre nom n'est point allemand ? – Il est vrai, répondit M. de Gallo, je suis ambassadeur de Naples. – Et depuis quand, répliqua sèchement le général français, ai-je à traiter avec Naples ? Nous sommes en paix. L'empereur d'Autriche n'a-t-il donc plus chez lui aucun des négociateurs de la vieille roche ? toute la vieille aristocratie de Vienne est-elle éteinte ? » M. de Gallo, épouvanté que de pareilles observations arrivassent officiellement au cabinet de Vienne, ne fut dès cet instant occupé qu'à complaire en tout au jeune général.

Napoléon, radouci, lui demanda des nouvelles de Vienne, parla des armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse ; il en tira tout ce qu'il voulut, et quand il fallut se séparer, M. de Gallo lui demanda, en attitude de suppliant, s'il pouvait espérer d'être accepté pour négociateur, et s'il devait aller chercher des pleins pouvoirs à Vienne. Napoléon n'avait garde de le refuser ; il venait de prendre un avantage qu'il ne perdit jamais. M. de Gallo, devenu plus tard, par la suite des événements que tout le monde connaît, ambassadeur de Naples auprès du Premier Consul, et même celui de Joseph auprès de l'empereur Napoléon, lui parlait quelquefois de cette

scène, lui avouant naïvement que, de sa vie, personne ne l'avait autant effrayé.

Clarke était le second négociateur français comme M. de Gallo était celui de l'Autriche.

« Clarke, disait l'Empereur, avait été envoyé en Italie par le Directoire, qui commençait à me croire dangereux ; il l'avait chargé d'une mission apparente et publique, mais il avait l'ordre secret de m'observer, de s'assurer même si, au besoin, il y aurait possibilité de me faire arrêter ; et comme il y aurait eu peu de sûreté à s'adresser aux officiers de mon armée à cet égard, les premières informations se prirent auprès du Directoire cisalpin, qui répondit qu'on devait s'éviter toute peine sur ce point et n'y plus songer.

« Dès que je fus informé des véritables instructions de Clarke, j'abordai franchement le sujet avec lui : il m'importait peu qu'on rendît des comptes, disais-je ; il ne tarda pas à s'en convaincre. Sa mission en Autriche repoussée par cette puissance, je lui offris de le faire travailler, et il me resta ; depuis je n'ai cessé d'en prendre soin, suivant ma coutume, bien qu'au fond nous n'eussions peut-être pas une grande sympathie, et je l'aurais indubitablement repris lors de mon retour, si je l'eusse retrouvé dans les rangs avec les autres. On sait que je me défaisais difficilement de ceux avec qui j'avais commencé ; quand on s'était une fois embarqué avec moi, je ne savais pas ce que c'était que de jeter quelqu'un à la mer ; il me fallait y être forcé. Son premier talent était d'être grand travailleur. »

Après brumaire, Clarke se trouva naturellement près du Premier Consul comme aide de camp ou autrement. Il y avait alors moins d'étiquette au palais, les attributions étaient moins distinctes, on y vivait beaucoup plus en famille. L'entourage du Consul formait une table commune : Clarke y eut quelques querelles ; il était très susceptible, fort pointilleux. Quelque chose en ayant rejailli jusque sur le Premier Consul même, celui-ci le nomma à l'ambassade de Florence, auprès de la reine d'Étrurie. Le poste était charmant en lui-même, mais c'était une disgrâce. Clarke sollicita longtemps et de toute manière pour être rappelé. Cet heureux moment arriva, mais son épreuve n'était pas finie. Le Premier Consul lui parlait peu, le faisait courir aux Tuileries, à Saint-Cloud, au camp de Boulogne, ne s'expliquait point, ne lui accordait rien. Clarke, au désespoir, confiait à quelqu'un qu'il ne lui

restait plus qu'à se jeter dans la Seine, ne pouvant supporter plus longtemps l'apparence du mépris et le dénuement de sa situation. Il en était là quand tout à coup il lui arriva, et au même instant, de se trouver nommé secrétaire du cabinet topographique, conseiller d'État, et autre chose encore, lui composant un traitement peut-être de 60 à 80.000 francs. C'était là le faire de Napoléon ; il est connu que son premier bienfait en amenait presque toujours immédiatement beaucoup d'autre. Dans ces cas, il ne donnait pas, il accablait, mais encore fallait-il savoir profiter de cet instant ; il pouvait être sans bornes ou s'évanouir sans retour.

J'avais beaucoup connu le général Clarke à titre d'ancien camarade de l'École militaire. Dans le temps, il m'a raconté que, quelques jours avant la bataille d'Iéna, l'Empereur, sous la dictée duquel il venait d'écrire une foule d'ordres et d'instructions, s'était mis à causer familièrement, tout en marchant dans sa chambre, et qu'il avait dit : « Dans trois ou quatre jours, nous donnerons une bataille que je gagnerai : elle me portera au moins à l'Elbe, et peut-être à l'Oder. Là je donnerai une seconde bataille, que je gagnerai de même. Alors..., alors..., dit-il d'un air méditatif, et la main sur le front... Mais c'est assez, ne faisons point de romans... Clarke, dans un mois vous serez gouverneur de Berlin, et l'histoire vous citera comme ayant été, dans la même année et dans deux guerres différentes, gouverneur de Vienne et de Berlin, c'est-à-dire des monarchies d'Autriche et de Prusse. Et à propos de cela, ajouta-t-il en riant, que vous a donné François pour avoir gouverné sa capitale ? – Sire, rien du tout. – Comment, rien du tout ? c'est bien fort ! Eh bien ! c'est donc à moi à payer sa dette. » Et il lui donna une assez forte somme pour acheter, autant que je puis me le rappeler, un hôtel à Paris ou une maison de campagne dans les environs.

Du reste, il est à remarquer que les événements dépassèrent même les combinaisons de Napoléon ; il ne donna qu'une bataille ; le dix-septième jour il était dans Berlin, et il se trouva porté jusqu'à la Vistule.

« Clarke, disait Napoléon, avait la manie des parchemins ; il passait une partie de son temps, à Florence, à rechercher sa généalogie ; il s'occupait aussi de la sienne, et était venu à bout de se persuader, je crois, qu'il était le parent de tout le faubourg Saint-Germain. Nul doute qu'il ne se croie aujourd'hui beaucoup plus relevé d'être le ministre d'un roi légitime, que d'avoir été celui d'un empereur parvenu. Il jouit dans ce moment, dit-on,

d'une grande faveur ; je lui en souhaite la durée : elle a commencé peu de jours avant mon arrivée à Paris, au moment où la cause du roi était désespérée ; il aura trouvé beau d'accepter un ministère quand tout paraissait perdu. Je n'ai rien à dire contre, cela peut avoir son beau côté ; mais il faut avoir des convenances et il en a manqué. Toutefois je lui pardonne facilement ce qui me concerne... Plus d'une fois, en 1813 et en 1814, on essaya de m'inspirer des doutes sur sa fidélité, je ne m'y arrêtai jamais : je l'ai toujours cru probe et honnête. » Et les intimes du duc de Feltre peuvent attester que Napoléon n'était que juste dans l'opinion qu'il avait prise des sentiments de son ministre.

Le duc de Feltre, en rendant compte à l'Empereur de l'arrivée de M. le comte d'Artois en Suisse, lui conseillait de faire la paix. L'Empereur lui répondit, sous la date du 22 février 1814 : « ... Quant au conseil que vous me donnez de faire la paix, c'est trop ridicule ; c'est en s'abandonnant à de telles idées qu'on gâte l'esprit public. C'est, du reste, me supposer bien fou ou bien bête, que de croire que si je pouvais faire la paix, je ne la ferais pas.

« C'est à cette opinion que je peux faire la paix depuis quatre mois, mais que je ne le veux pas, que sont dus tous les malheurs de la France. Je croyais mériter qu'on m'épargnât au moins la démonstration de pareils sentiments. »

L'Empereur, revenant à l'époque de Campo-Formio, s'est arrêté sur le comte d'Entraigues, son arrestation, les papiers qu'on lui saisit, les grandes découvertes qu'ils fournirent, l'indulgence avec laquelle il le traita, la déloyauté dont il en fut payé, etc., etc.

Le comte d'Entraigues, homme de beaucoup d'esprit, intrigant et doué d'avantages extérieurs, avait acquis une certaine importance au commencement de notre révolution ; membre du côté droit de la Constituante, il émigra lors de sa dissolution, et se trouvait à Venise sous un titre diplomatique russe, au moment où nous menacions cette ville ; il y était l'âme et l'agent de toutes les machinations qui se tramaient contre la France. Quand il jugea le péril de cette république, il voulut s'évader ; mais il tomba dans un de nos postes, et fut pris avec tous ses papiers. Le général en chef nomma une commission spéciale pour en faire le dépouillement, et l'on demeura fort étonné des mystères qu'ils découvrirent : on y trouva, entre autres, toutes les preuves de la trahison de Pichegru, qui avait sacrifié

ses soldats pour faciliter les opérations de l'ennemi : le plus grand crime qu'un homme puisse commettre sur la terre, s'écriait avec indignation Napoléon, celui de faire égorger froidement les hommes dont la vie est confiée à votre discrétion et à votre honneur.

Le comte d'Entraigues, une fois ses secrets découverts, s'exprima avec tant de franchise et d'adresse, que Napoléon, croyant l'avoir gagné, ou plutôt se laissant gagner lui-même, le traita avec la dernière indulgence, le défendit contre le Directoire qui insistait pour le faire fusiller, et le laissa libre sur parole dans Milan. Quelles ne furent pas sa surprise et son indignation d'apprendre un matin que M. d'Entraigues venait de s'évader en Suisse, et publiait un libelle infâme contre lui, lui reprochant les mauvais traitements qu'il en avait reçus, se plaignant d'en avoir été mis aux fers ! Cette imposture causa un tel scandale, que plusieurs diplomates étrangers, qui avaient été témoins du contraire, le témoignèrent spontanément dans une déclaration publique.

Ce comte d'Entraigues, aussi tard que 1814, je crois, est mort en Angleterre d'une manière affreuse, assassiné par son valet de chambre, à la vue de sa femme, la célèbre chanteuse Saint-Huberti.

Pichegru se trouvait précisément alors à la tête du Corps Législatif, et à peu près en guerre ouverte avec le Directoire. On juge de quel prix furent pour celui-ci des pièces aussi graves et aussi authentiques contre ses adversaires. Cette découverte influa beaucoup sur le parti que prit Napoléon dans les affaires de fructidor ; ce fut une des principales causes qui déterminèrent sa fameuse proclamation, laquelle amena le triomphe du Directoire.

Desaix qui servait sous Moreau dans l'armée du Rhin, ayant profité de l'armistice pour venir faire connaissance avec le général en chef de l'armée d'Italie, qui lui inspirait la plus vive admiration, se trouvait auprès de Napoléon à peu près vers le temps de cette grande circonstance. Napoléon lui ayant fait confidence de la trahison de Pichegru, Desaix répondit : « Mais nous le savions sur le Rhin il y a plus de trois mois. Un fourgon enlevé au général Klinglin nous a livré toute la correspondance de Pichegru avec les ennemis de la république. — Mais Moreau n'en a-t-il donc donné aucune connaissance au Directoire ? — Non. — Eh bien ! c'est un crime, s'écria Napoléon : quand il s'agit de la perte de la patrie, le silence est une

complicité. » On sait que plus tard, quand Pichegru eut succombé, Moreau en donna connaissance au Directoire, en l'accompagnant d'une réprobation injurieuse, ce qui était un nouveau tort, disait Napoléon. « En ne parlant pas plus tôt, il avait trahi la patrie ; en parlant aussi tard, il accablait un malheureux. »

Vendredi 11, samedi 12.

Aujourd'hui l'on a reçu 6.000 fr. de l'argenterie brisée. C'est ce que l'Empereur a estimé indispensable pour suppléer à nos besoins journaliers de chaque mois, et il a ordonné de répéter cette opération en conséquence.

L'Empereur a continué d'être fort souffrant et très affaibli : il n'a paru au milieu de nous qu'à l'heure de son dîner. Il a été fort peu causant, n'a point travaillé. J'ai été une grande partie du jour avec lui dans sa chambre. Il est revenu souvent sur notre situation vis-à-vis du gouverneur. Il m'a dit sur ce sujet des choses bien remarquables...

Besoins de l'Empereur – Ses reprises sur le prince Eugène – Sa santé s'altère.

Dimanche 13.

Sur les dix heures, l'Empereur est entré chez moi. Il a entrouvert la porte de ma chambre à coucher, se récriant sur ma paresse. Il m'a surpris les pieds dans l'eau. J'étais souffrant. J'ai couru bientôt le rejoindre sous la tente où il a voulu déjeuner. Il m'a dit avoir ordonné des notes relatives aux nouvelles restrictions, afin de ne pas laisser passer condamnation sur nous sans créer du moins une espèce de responsabilité pour ceux qui exécutent. De là il est passé à calculer les lots d'argenterie qui restent à vendre, et le temps que cela peut nous faire vivre ; et comme je répétais mes offres, en lui disant qu'il était pourtant bien dur qu'il se privât de son argenterie, il a répondu : « Mon cher, dans quelque position que je me trouve, jamais ces objets de luxe ne seront rien pour moi ; et quant aux autres, au public, la simplicité sera toujours mon plus bel ornement. » Et de là il est passé à dire qu'il avait d'ailleurs la ressource du prince Eugène, qu'il avait même envie de lui faire écrire une note pour lui demander le crédit nécessaire à sa subsistance, quand l'argenterie serait épuisée, et le charger dès cet instant de

lui faire parvenir à Sainte-Hélène les livres essentiels qu'on avait négligé de lui envoyer de Londres, et quelque peu de vin soigné, dont il avait besoin comme remède, « quoique pour le vin, a-t-il continué, ceux qui ne nous aiment pas en Europe ne manqueraient pas de dire que nous ne songeons ici qu'à boire et à manger. » Et il a répété à ce sujet qu'il n'éprouvait nul embarras de s'adresser à son fils Eugène, qui lui devait tout, qui tenait de lui son état et toutes ses richesses, que ce serait lui faire injure que de douter un instant de son empressement, ayant d'ailleurs à exercer sur lui des reprises pour 10 à 12.000.000 peut-être.

À déjeuner, il a fait venir le Polonais qui doit bientôt nous quitter. Plus tard, il a voulu se mettre au travail, mais il se sentait fort assoupi, et s'est endormi à plusieurs reprises. Il a gagné sa chambre pour se livrer tout à fait au sommeil, me donnant rendez-vous à une heure de là pour travailler à l'anglais ; mais il a continué à être dans le même état d'assoupissement, qu'il n'a interrompu que par un bain très prolongé, suivant sa coutume, et, comme il les prend très chauds, on a lieu de s'étonner qu'ils ne lui soient pas très nuisibles.

Il a peu diné, se plaignait de vieillir beaucoup, de dormir mal et irrégulièrement. Il a causé assez longtemps sur les ballons, a ri de toutes les biographies qui s'obstinaient à le faire escalader, l'épée à la main, le ballon de l'École militaire, et a cité comme un véritable prodige la singularité du ballon lancé le jour de son sacre, qui alla tomber en peu d'heures dans les environs de Rome, et porter aux habitants de cette grande ville des nouvelles de leur souverain et de la cérémonie qu'il venait d'accomplir.

Il a essayé de nous lire du *Don Quichotte*, mais s'est arrêté au bout d'une demi-heure : il ne peut désormais lire guère plus longtemps. Sa santé s'altère visiblement. Il me répète souvent que nous sommes bien vieux, qu'il l'est encore bien plus que moi ; et ces mots pour lui disent beaucoup.

Déclaration exigée envoyée au gouverneur – Beaucoup de livres modernes, pures spéculations –
Fausseté des portraits créés par l'esprit de parti, etc. – Général Maison.

Lundi 14.

Aujourd'hui le grand maréchal a envoyé au gouverneur les nouvelles déclarations qu'on avait exigées de nous ; nous les avons rédigées uniformément et de la teneur suivante :

« Je, soussigné, déclare par la présente que mon désir est de rester dans l'île de Sainte-Hélène, et de partager les restrictions imposées à l'empereur Napoléon personnellement. »

J'ai été vers une heure trouver l'Empereur dans sa chambre, je lui ai rendu compte de quelques commissions très particulières... La conversation a continué sur des sujets qui le touchaient de près, et qu'il a terminée en répétant plusieurs fois : *Triste race humaine !...*

Plus tard, l'Empereur, passant en revue un grand nombre de personnes connues sur lesquelles il donnait son opinion, s'est arrêté sur une qu'il a peinte comme une des plus immorales et des plus abjectes. Or, elle se trouvait précisément de ma connaissance, et je me suis récrié sur ce qu'elle était tout l'opposé de cela ; et comme je la défendais avec chaleur, l'Empereur m'a interrompu, disant : « Je vous crois ; mais on me l'avait peinte de la sorte. Et, bien qu'en général je me fusse fait la loi d'écouter avec défiance, cependant vous voyez qu'il s'en grave toujours quelque chose dans l'esprit. Peut-il y avoir de ma faute ? Quand je n'avais nul motif particulier de vérification, quel redressement me demeurerait ? Et voilà, a-t-il continué, le résultat inévitable des commotions civiles : il est toujours deux réputations, selon les deux couleurs. Que d'absurdités, que de contes ridicules se sont attachés aux personnages qui ont figuré dans notre révolution^[4] ! Vos salons sont-ils pleins d'autre chose ? Moi, n'en suis-je pas un assez bel exemple ? et après moi, qui, au fait, aurait droit de se plaindre ? Cependant je le proteste, soit par nature, soit par réflexion, jamais rien de tout cela n'influença mon humeur ou n'altéra aucune de mes déterminations. »

Et puis, passant en revue un grand nombre de généraux, il s'est arrêté sur le général Maison, disant : « Ses manœuvres autour de Lille, dans la crise de 1814, avaient attiré mon attention et l'avaient gravé dans mon esprit. Il n'était pas avec nous en 1815 ; qu'est-il devenu ? Qu'a-t-il fait à cette époque, m'a-t-il demandé ? » Mais je n'ai pu répondre, je ne le connaissais pas, etc.

1. [!\[\]\(2dc8cdc0c918df88cde61039ecf68682_img.jpg\)](#) Sir Walter Scott et le capitaine Maitland assurent que la lettre de Napoléon au prince régent se trouve datée du 13 juillet, veille même du jour où le comte de Las Cases vint à bord du *Bellérophon* ; et ils en déduisent la preuve évidente que la détermination de Napoléon de se rendre en Angleterre était déjà arrêtée avant la mission du comte de Las Cases. À cela le comte de Las Cases confesse qu'une pareille date lui deviendrait tout à fait inexplicable, et qu'il ne pourrait l'attribuer qu'à une pure inadvertance ; car il adjure toutes les personnes qui furent présentes à cette circonstance, lesquelles toutes vivent encore : le duc de Rovigo, les généraux Bertrand, Lallemant, Becker, Montholon, Gourgaud, le colonel Planat et sans doute d'autres encore ; il les adjure de déclarer si ce ne fut pas aussitôt après son retour que fut tenu l'espèce de conseil où l'Empereur arrêta son départ, et si ce ne fut pas aussitôt après cette décision que Napoléon écrivit de sa main la minute de sa lettre au prince régent, retranscrite à l'instant même officiellement par le comte Bertrand, au milieu de tous, si bien que plusieurs en prirent des copies. Cette minute existe encore dans les mains du général Gourgaud ; elle ne porte point de date, et les diverses autres copies n'en portaient pas non plus.
2. [!\[\]\(793119bf0d613bd9b598fb8668922511_img.jpg\)](#) On a dû voir que je renvoie souvent aux pièces officielles. Si on ne les trouve pas ici, ce n'est pas ma faute : l'Empereur m'avait chargé, à Longwood, de les garder toutes et de les tenir classées ; leur ensemble composait nos petites archives ; je comptais y avoir recours au besoin ; mais lors de mon enlèvement par sir Hudson Lowe, et de la saisie de tous mes papiers, je me trouvai séparé de ces pièces, que je n'ai plus le moyen de me procurer aujourd'hui.
3. [!\[\]\(0a4819029e810ca9d2aba79260b63a4d_img.jpg\)](#) Le lieu décrit ici par Napoléon est précisément son tombeau !!!
4. [!\[\]\(5b78a2fafd05db5e14d20573d68ef9b3_img.jpg\)](#) Je profite de l'occasion pour redresser ici une erreur précisément de cette nature. On lit plus haut que *M. Monge* monta à la tribune des Jacobins et déclara, etc. Or, les amis, les intimes, les pareils de ce savant estimable et si distingué, sont venus m'affirmer qu'il était notoire à tous ceux qui le connaissaient qu'il n'avait jamais paru aux Jacobins, qu'il n'avait jamais pris la parole dans aucune assemblée publique, etc., etc.

Chapitre 7.

Odieuses difficultés du gouverneur sur nos déclarations ; beau mouvement de l'Empereur – Notre affreuse anxiété – Le gouverneur fait comparaître chacun de nous, persistance de l'Empereur – Nous le trompons – Notre esclavage est consommé.

Mardi 15.

Depuis quelque temps il m'est impossible de dormir ; j'ai passé la nuit entière sans clore l'œil. Sur les huit heures, comme j'essayais de sommeiller, le grand maréchal est entré dans ma chambre pour me dire que le gouverneur avait renvoyé nos déclarations, et venait, le jour même, nous faire signer précisément celle qu'il avait envoyée pour modèle, qui ne différait de la nôtre que par la qualification d'Empereur donnée par nous à Napoléon, tandis qu'on voulait nous le faire appeler simplement Bonaparte.

De là, le grand maréchal s'est rendu chez l'Empereur, qui m'a fait demander presque aussitôt. En entrant dans sa chambre, je l'ai vu marchant à grands pas et s'exprimant avec beaucoup de chaleur. Nous étions tous réunis.

« Les outrages, disait-il, dont on abreuve journellement ceux qui se sont voués à ma personne ; ces outrages, qu'on semble vouloir multiplier bien davantage encore, forment un spectacle que je ne dois ni ne peux supporter plus longtemps. Messieurs, il faut me quitter, vous éloigner ; je ne saurais vous voir vous soumettre aux restrictions qu'on veut vous imposer, et qu'on accroîtra demain. Je veux demeurer seul. Allez en Europe, vous y ferez connaître les odieuses menées dont on use envers moi ; vous direz m'avoir vu descendre vivant dans le tombeau. Je ne veux pas qu'aucun de vous signe cette déclaration telle qu'on vous l'impose, je vous le défends. Il ne sera pas dit qu'on se sera servi des mains qui sont à moi, des mains dont je dispose, pour me dégrader. Si l'on vous renvoie pour le refus d'une pure et

sotte formalité, c'est qu'on vous renverrait demain pour un motif aussi léger, c'est qu'on est résolu de vous éloigner en détail. Eh bien ! je préfère vous voir éloigner en masse ; peut-être puis-je, dans ce sacrifice, entrevoir quelque résultat. » Et il nous a congédiés. Nous sommes sortis consternés.

Peu d'instants après, l'Empereur m'a fait appeler. Il se promenait dans la longueur de ses deux petites pièces. Sa voix était devenue douce, même caressante. Jamais je ne lui avais vu plus d'abandon. Je m'en sentais ému. « Eh bien ! mon cher, m'a-t-il dit, je vais donc me faire ermite ? – Eh ! Sire, ai-je répondu avec quelque attendrissement, ne l'êtes-vous pas déjà ? car de quelle utilité, de quelle ressource sommes-nous pour vous ? Nous n'avons ici que des vœux ; mais s'ils sont peu pour votre consolation, ils sont tout pour notre bonheur. Notre situation, en ce moment, est la plus affreuse qui se puisse concevoir, parce que, dans la question qui s'agite, et pour la première fois peut-être, nous ne nous trouvons plus du même côté que Votre Majesté ; elle nous parle raison, et nous n'obéissons qu'au sentiment. Il n'y a rien à répondre à votre raisonnement de tout à l'heure. Votre détermination vous ressemble tout à fait, elle n'étonnera personne ; mais l'exécution est au-dessus de nos forces. L'idée de vous laisser seul ici, de vous savoir seul dans la nature, dépasse en douleur toutes les bornes de notre imagination. – Voilà pourtant ma destinée, a répondu tranquillement l'Empereur, et je dois m'attendre à tout ; mais mon âme est de force à répondre à tout... Ils me feront mourir ici, c'est certain. – Sire, l'acte que vous commandez ne saurait entrer dans l'esprit d'aucun de nous. Aussi, pour moi, je parlerai jusqu'au bout, comme a fait Votre Majesté, je me défendrai sur ce point jusqu'à extinction ; mais j'agirais différemment. »

L'Empereur s'est assis, m'a fait asseoir auprès de lui. Il se sentait fatigué, disait-il, et a demandé son déjeuner ; il me l'a fait partager. Depuis longtemps je ne dînais presque plus avec lui ; il m'en avait dit la raison, et me l'avoir dit était une plus grande faveur encore. Au moment du café, il ne se trouvait pas de tasse pour moi, Marchand allait sortir pour en chercher une. « Prenez sur ma cheminée, a dit l'Empereur, il boira dans ma belle tasse d'or. »

Comme le déjeuner finissait, est entré le grand maréchal, disant que le gouverneur venait d'arriver, et le faisait demander dans sa nouvelle maison (de lui Bertrand), à cinquante pas de notre établissement, laquelle est enfin

à la veille d'être finie. L'Empereur lui a dit de s'y rendre ; et comme le grand maréchal, dans son geste et ses paroles, semblait demander s'il persistait toujours dans l'ordre qu'il nous avait donné ce matin, s'il n'y aurait pas moyen de le fléchir : « Je ne suis point un enfant, a repris vivement l'Empereur ; quand j'ai coulé à fond une question, elle ne me reste plus sous deux faces dans la tête. J'ai ordonné des batailles qui ont décidé du sort des empires ; l'ordre n'en partait jamais que de ma volonté réfléchie et arrêtée. Or, ici, tout ce dont il s'agit ne regarde que ma personne. Allez. »

Le grand maréchal est revenu bientôt après, rendant compte de sa conversation, qu'il avait terminée par son refus. Le gouverneur, disait-il, faisait demander les trois autres de nous à la fois. Il nous a semblé plus convenable pour nous de ne nous y présenter que successivement.

Je me suis mis en route. Je l'ai aperçu, entouré de plusieurs des siens, à l'extrémité gauche du jardin, au débouché de la maison du grand maréchal ; il est rentré en m'apercevant, et je l'ai rejoint dans le milieu de la cour.

Il s'était annoncé comme fort irrité contre moi ; j'arrivais cuirassé. Mais il m'a conduit avec des politesses marquées dans l'intérieur, faisant demeurer au dehors les officiers de sa suite ; et, m'ayant dit qu'il attendait pour entrer en matière l'arrivée de MM. de Montholon et Gourgaud, je lui ai demandé s'il aurait la moindre objection à la traiter immédiatement avec moi. Il n'en avait aucune, a-t-il répondu. Et faisant entrer alors ses officiers, il m'a dit en leur présence que je connaissais sans doute par le grand maréchal ce qu'il avait à me proposer au sujet de ma déclaration. Je lui ai répondu que oui, et que, le grand maréchal étant par son rang, aussi bien que par la vénération et l'estime que je lui portais, mon modèle et mon guide, il devait attendre de moi la même réponse ; que, du reste, je ne comprenais pas comment on attachait à une chose purement de forme une importance qui devait avoir des résultats aussi douloureux pour nous et nullement profitables pour ceux qui l'exigeaient. « Il n'est pas en mon pouvoir, a observé le gouverneur, de faire l'altération que vous désirez. Il m'est ordonné de vous présenter à signer la déclaration écrite de ma main : or, je ne pourrais écrire, moi Anglais, la qualification à laquelle vous tenez. – J'ignorais cette circonstance, ai-je répondu, et je ne puis avoir de réponse contre une pareille raison. Vous, Anglais, vous devez écrire ainsi ; mais moi,

Français, je dois signer dans mon langage, c'est-à-dire avec la traduction du vôtre. Ainsi permettez-moi d'ajouter à ma signature la phrase qu'il vous plaira de me dicter, dans laquelle je puisse m'exprimer dans mon langage. Vous voyez, ai-je ajouté, si je mets de la franchise dans mes intentions, et si je cherche à créer des embarras. » La proposition a semblé attirer toute son attention. « Tout ceci, ai-je continué, est une dispute sur de simples mots, qui, dans des circonstances aussi grandes que les nôtres, peut sembler bien petite. Mais, Monsieur, qui de nous a créé ces difficultés ? qui de nous en souffre ? Votre refus nous mettrait dans une position affreuse ! vous me voyez dans un vrai désespoir ! M'éloigner de l'Empereur serait pis que la mort ! mais pourtant il le faudrait plutôt que de le dégrader de mes propres mains. L'Empereur a réuni sur sa tête tout ce qui, de la part des hommes et du ciel, confère un caractère auguste ; vouloir le nier, serait nier la lumière du soleil. »

Le gouverneur a observé que lui, Anglais, ne l'avait pas reconnu. C'était encore là une raison, disais-je, à laquelle je n'avais rien à objecter ; que les qualifications qu'il employait pouvaient me déplaire, mais que je n'avais point à les combattre, et que, par la même raison, il devait n'avoir rien à objecter à mon opinion et à mes expressions, à moi, Français, dont il demandait la signature.

Ici, sir Hudson Lowe s'est aigri en revenant sur des circonstances passées qui lui étaient personnelles, et il s'est échappé jusqu'à dire qu'il ne connaissait, après tout, de vrai titre au respect que les qualités morales. « À ce prix, Monsieur le gouverneur, ai-je répondu avec vivacité, et me tournant vers ses officiers, l'Empereur pourrait facilement se dévêtir de tous ses titres et ne ferait que gagner dans tout l'univers à être traité d'après cette échelle. » Le gouverneur a gardé le silence, puis il a repris que constamment nous trahissions notre général d'Empereur. « Eh comment pourrions-nous le traiter autrement, je vous prie ? – Mais je veux dire que vous continuez à le regarder comme souverain. – Monsieur le gouverneur, vous parlez de souveraineté ? C'est de notre part bien plus encore ; c'est du culte ! l'Empereur, à nos yeux et dans nos sentiments, n'est plus de cette terre ; nous le voyons dans les nuées, dans le firmament !... et quand vous nous laissez des choix en opposition avec lui, c'est le choix des martyrs auxquels on disait : Renoncez à votre culte ou mourez. Eh bien ! nous, ici,

nous n'aurions qu'à mourir. » Ces paroles ont produit une impression visible sur les officiers présents, et même sur le gouverneur. Contre son ordinaire, sa figure se montrait paisible et sa voix est devenue douce.

« Notre situation ici, ai-je continué, est si affreuse qu'elle devient au-dessus des forces de la vie, vous le savez ; eh bien ! ce n'est encore rien auprès du supplice que vous nous réservez. Ce que je vous ai demandé est facile et vous accordez tous ; vous me voyez devant vous le solliciter, et de ma part c'est assurément beaucoup, car je ne suis point dans l'habitude de vous importuner. Accordez-le, vous aurez fait quelque chose pour nous, je vous en aurai de la reconnaissance ; et puis songez encore qu'il est une responsabilité, une opinion publique en Europe, et que vous pourriez la heurter sans aucun avantage. Les sentiments qui m'animent ne sauraient vous être étrangers : ils doivent sans doute aller au cœur de tous ceux qui m'écoutent. »

Ici le gouverneur a paru remué, les officiers l'étaient. Il a gardé quelques moments de silence, m'a salué, et nous nous sommes séparés.

MM. de Montholon et Gourgaud ont eu leur tour, et nous nous sommes retrouvés tous les quatre auprès de l'Empereur, à sa toilette, sans que nous pussions l'informer positivement s'il avait été rien décidé à notre égard. L'Empereur a ensuite voulu prendre l'air, en dépit d'un vent très fort, et nous avons marché tous jusqu'au fond du bois. Il passait en revue toutes les combinaisons du gouverneur avec cette rapidité, cette fécondité qui lui est propre, et concluait toujours par dire que si nous concédions aujourd'hui une signature pour échapper au départ, demain il se trouverait une autre cause d'expulsion, et qu'il aimait mieux que cela fût plutôt avec éclat que sans bruit. Puis, donnant tout-à-coup à la chose une tournure de plaisanterie, il disait que le gouverneur, après tout, ne voudrait peut-être pas réduire le nombre de ses sujets à un seul, et quel sujet encore, ajoutait-il, un vrai porc-épic, sur lequel il ne saurait comment poser la main.

Durant notre promenade, deux étrangers se sont montrés assez près de nous. L'Empereur leur a fait demander qui ils étaient. Ils appartenaient au bâtiment qui devait appareiller le lendemain pour l'Europe. L'empereur leur a demandé quelle autorité ils verraient en arrivant à Londres. Lord Bathurst, ont-ils répondu.

« Dites-lui qu'il me traite bien odieusement par ses instructions, et qu'il a ici un agent qui les exécute bien fidèlement ; s'il voulait se défaire de moi, il aurait dû m'expédier d'un coup, et non pas me faire mourir à petit feu. Rien ne saurait être plus barbare ; il n'y a rien d'anglais dans tout cela ; je l'attribue à quelques personnalités. J'estime assez le prince régent, la masse des ministres, la nation anglaise pour les en rendre responsables. Quoi qu'il en soit, le corps seul est au pouvoir des méchants, l'âme règne partout ; du fond des cachots mêmes, elle peut s'élever jusqu'au ciel. »

Au retour, l'Empereur a pris un bain ; il m'a fait appeler ; il était fatigué, harassé des événements du jour. Il s'y est endormi, et je le veillais ! je méditais sur nos chagrins nouveaux, ils étaient bien grands !...

À dîner il a peu mangé. Quelqu'un de nous racontait, et l'Empereur faisait répéter, ce qui lui arrive souvent : le narrateur ayant repris d'un ton plus haut, l'Empereur a dit : « Décidément je suis sourd, je le vois bien, car je n'entends pas, et je suis tenté de me fâcher si l'on veut parler plus haut. » Il a fini par nous lire du *Don Quichotte*, s'est arrêté à quelques plaisanteries, et posant le livre, a dit qu'il fallait assurément avoir du courage pour rire en cet instant de pareilles babioles. Il a rêvé profondément quelque temps, s'est levé, et nous a quittés en disant : *Adieu, mes chers amis*.

Cependant on m'avait remis pendant le dîner une lettre du grand maréchal ; je l'avais tenue secrète, n'en augurant rien de bon. Je l'ai ouverte dès que nous nous sommes trouvés à nous-mêmes. C'était une lettre du gouverneur, annonçant que, sur nos refus, il allait donner des ordres pour nous transporter immédiatement au Cap. Nous n'avons écouté que nos sentiments ; nous séparer de l'Empereur était au-dessus de nos forces, au-dessus de son désir, de ses ordres mêmes, à ce qu'il nous semblait. Nous nous sommes hâtés, d'un sentiment unanime, de signer nos déclarations telles qu'on nous les avait demandées, et avons été les remettre chez l'officier anglais de service à Longwood, avec une lettre pour le grand maréchal, dans laquelle nous lui marquions ce que nous venions de faire sans sa participation. Le cœur seul nous avait conduits ; et si l'Empereur devait s'en fâcher, notre cœur seul encore devait nous consoler.

Ainsi se trouva consommé notre véritable esclavage, notre entière dépendance aux volontés, aux caprices de sir Hudson Lowe, moins encore par la signature que nous venions de lui donner, que parce qu'il tenait notre

secret, et qu'il savait désormais comment nous faire arriver à tout ce qu'il lui plairait.

Anecdotes sur Siéyes ; avances – L'Empereur souvent déguisé dans les fêtes populaires – Visites au faubourg Saint-Antoine après Moscou et l'île d'Elbe – Cheveux de l'Empereur – Mœurs sous le Directoire – Note officielle remarquable.

Mercredi 16.

L'Empereur m'a fait venir vers midi. Il finissait de prendre une tasse de café et achevait une lecture. Il m'a dit de m'asseoir, et s'est mis à causer. Dans le cours de la conversation, un mot m'a fait comprendre qu'il savait déjà notre détermination de la veille ; mais il a gardé un silence entier sur la chose même, et il n'en a plus été question aujourd'hui ni plus tard. Après son déjeuner, l'Empereur s'est mis à se promener dans les deux pièces. La conversation a conduit à des anecdotes des temps antérieurs. Siéyes en faisait les frais. L'Empereur racontait qu'aumônier des princes d'Orléans, et leur disant un jour la messe, quelque chose d'imprévu les fit sortir successivement durant l'office. L'abbé, se retournant et n'apercevant plus que les valets, ferma le livre et sortit aussi, disant qu'il n'était pas payé pour dire la messe à la canaille.

Je disais à l'Empereur : « C'est de la bouche même de Votre Majesté que j'ai appris le nom de l'abbé Siéyes et que je suis venu à connaître sa figure. Quelques jours après ma présentation à la cour, dans une de vos audiences, après m'avoir dépassé, Votre Majesté s'arrêta à mon voisin, en l'interpellant par son nom ; tout encore aux préjugés de l'émigration, je me crus pestiféré ; c'était pour moi une hyène, un griffon, tout ce qu'on voudra, tant il était mal noté et poursuivi parmi nous. – Nul doute, mon cher, a repris l'Empereur, que ce ne fût *la mort sans phrase* qui agissait ; mais on assure qu'il l'a désavoué. »

Alors je lui ai répété une anecdote qui avait couru dans le temps au faubourg Saint-Germain, sur laquelle on a dû voir plus haut que l'Empereur ne s'était pas prononcé ; on lui faisait répondre à Siéyes, qui avait employé le mot de tyran en parlant de Louis XVI : « Monsieur l'abbé, s'il eût été tyran, je ne serais pas ici, et vous diriez encore la messe. – J'aurais pu le

penser, a dit cette fois l'Empereur, mais je n'aurais jamais eu la bêtise de le dire ; c'est un des contes bleus de vos salons. Je ne faisais pas de pareilles gaucheries. J'avais pour but d'éteindre le feu, et j'aurais eu garde de jeter des combustibles sur le brasier. Le torrent alors n'était que trop prononcé contre certains chefs de la révolution. J'étais obligé de les soutenir, et je le faisais, loin de les lâcher. Aussi quelqu'un ayant déterré, on ne sait où, un buste de Siéyes en abbé, on l'étala dans une exposition du gouvernement ; ce fut aussitôt un cancan universel. Siéyes, furieux, se mettait en route pour me porter plainte ; mais la mercuriale était déjà donnée et le buste retiré.

Mon grand principe était de prévenir toute réaction, d'ensevelir entièrement le passé. Jamais on ne m'a vu revenir sur aucune opinion ni proscrire aucun acte. Je m'étais environné de votants : j'en avais aux ministères, au Conseil d'État, partout. Je n'approuvais pas la doctrine, mais je n'avais rien à faire avec l'acte ; étais-je leur juge ? et qui m'en eut donné le droit ? Puis les uns avaient agi par conviction, d'autres par faiblesse et terreur ; tous par le délire, la fureur, la tempête du moment. Le pauvre Louis XVI se trouva sous la fatalité des tragiques grecs, etc. »

Je disais encore à l'Empereur qu'il avait couru aussi dans le faubourg Saint-Germain que Siéyes avait été pris en flagrant délit conspirant contre lui lors de l'affaire de M. Clément de Ris, enlevé et mis en charte privée par les chouans, et que lui, Napoléon, lui avait fait grâce au prix de son éloignement et de son abnégation politique. « Nouvelle fable de vos oisifs. Il n'y a pas le plus léger fondement à cette histoire, a repris l'Empereur ; Siéyes m'a toujours été attaché, je n'ai jamais eu à m'en plaindre. Il a pu être fâché de me trouver dans le chemin de ses idées métaphysiques, mais il en revenait à sentir la nécessité que quelqu'un gouvernât, et me préférerait à un autre. Siéyes, après tout, était probe, honnête, et surtout fort habile ; la révolution lui doit beaucoup. » Et il s'est mis à raconter qu'à une des premières fêtes du consulat, considérant les illuminations avec Siéyes, il lui avait demandé ce qu'il pensait des affaires ; Siéyes se montra plus froid, fut même décourageant. « Mais cependant j'ai trouvé ce matin tout le peuple dans des dispositions excellentes. – Rarement, répondait à cela Siéyes, le peuple se montra à découvert vis-à-vis de celui qui, possédant le pouvoir, apparaît à ses regards. Moi je dois vous dire qu'il n'est pas content. – Vous ne croyez donc pas que ce gouvernement tienne ? – Non. – Vous ne croyez

donc pas ceci fini ? – Non. – Et quand le regarderez-vous comme fini ? – Quand je verrai dans votre antichambre les anciens ducs, les anciens marquis, dit Siéyes. Et l'Empereur ajoutait : Siéyes ne se doutait pas que ce serait sitôt. Il ne lisait pas fort au loin, il avait la vue courte. Je pensais bien intérieurement comme lui que tout ne pouvait pas être fini avec la république ; mais je sentais que l'empire n'était pas loin. Aussi, deux ou trois ans plus tard, n'ayant pas perdu le souvenir de l'anecdote, dans une de mes plus grandes audiences je dis à Siéyes : Eh bien ! vous voici pêle-mêle avec les anciens ducs et les anciens marquis, regardez-vous le tout comme fini ? – Oh ! oui, dit Siéyes, s'inclinant profondément, vous avez accompli des prodiges que rien n'égale, et qu'il était au-dessus de mes forces de prévoir. »

L'Empereur, dans son consulat, et même sous l'empire, le jour des fêtes publiques, allait parfois très tard se mêler dans la foule, voir les illuminations et entendre les propos du peuple. Cela lui est arrivé même avec Marie-Louise. L'un et l'autre ont été bras à bras, le soir, sur les boulevards, et se sont donné le plaisir, disait l'Empereur, moyennant leur petite rétribution, de contempler, dans les lanternes magiques, Leurs Majestés l'Empereur et l'impératrice des Français, toute leur cour, etc.

Dans un de ces demi-déguisements, sous le consulat, Napoléon, dans une des embrasures de l'hôtel de la marine, considérait une illumination publique. Il était à côté d'une dame anciennement considérable, à ce qu'il paraît, qui nommait à sa fille, vraiment charmante, les personnes remarquables qui défilaient dans les appartements. À l'une d'elles elle ajouta : Fais-moi rappeler, ma fille, que nous devons l'aller voir ; elle nous a rendu service. – Mais, ma mère, répondit la jolie personne, je ne croyais pas qu'avec ces gens-là on fût tenu à reconnaissance ; je croyais qu'ils étaient déjà assez heureux d'obliger des personnes comme nous. » La Bruyère assurément, disait l'Empereur, eût fait son profit de telles paroles.

L'Empereur, déguisé, parcourait souvent la capitale : il sortait surtout de très grand matin, seul, à pied dans les rues, se mêlait aux ouvriers, dont il cherchait à connaître la situation et l'esprit.

Plus d'une fois je l'ai entendu au Conseil d'État recommander au préfet de police d'en faire autant ; c'était ce qu'il appelait *la police du cadi*, celle qui s'exerce en personne, et qu'il estimait de beaucoup la meilleure.

Napoléon, au retour de la désastreuse campagne de Moscou et de Leipsick, pour maintenir la confiance, affecta de se placer souvent et presque seul au milieu de la multitude. Il parcourait, lui trois ou quatrième, les marchés, les faubourgs et toutes les parties populeuses de la capitale, où il causait familièrement ; et partout il fut bien reçu, bien traité.

Un jour, à la halle, après quelques mois échangés, une femme se hasarda à lui dire qu'il fallait faire la paix. « La bonne, continuez de vendre vos herbes, reprit l'Empereur, et laissez-moi faire ce qui me regarde ; chacun son métier. » Et tous les assistants de rire et d'applaudir à son opinion.

Un autre jour, au faubourg Saint-Antoine, entouré d'une immense multitude, parmi laquelle il se montrait très bonhomme, un des assistants osa l'interpeller. « Est-il vrai, comme on dit, que les affaires vont si mal ? – Mais, répondit l'Empereur, je ne peux pas dire qu'elles aillent trop bien. – Mais comment cela finira-t-il donc ? – Ma foi, Dieu le sait. – Mais comment ? est-ce que les ennemis pourraient entrer en France ? – Cela pourrait bien être, et venir même jusqu'ici, si l'on ne m'aide pas : je n'ai pas un million de bras ; je ne puis pas faire tout à moi seul. – Mais nous vous soutiendrons, dirent un grand nombre de voix. – Alors je saurai bien battre encore l'ennemi, et conserver toute notre gloire. – Mais que faut-il donc que nous fassions ? – Vous enrôler et vous battre. – Nous le ferions bien, dit un autre, mais nous voudrions y mettre quelques conditions ! – Eh bien ! lesquelles ? dites. – Nous voudrions ne pas passer la frontière. – Vous ne la passerez pas. – Nous voudrions, dit un troisième, être de la garde. – Eh bien ! va pour la garde. » Et les acclamations de retentir. Des registres furent ouverts sur-le-champ, et plus de 2.000 individus s'enrôlèrent dans la journée. En les quittant, Napoléon regagnait lentement les Tuileries, pressé par cette multitude en désordre qui faisait retentir l'air de ses cris ; lorsqu'il vint à déboucher sur le Carrousel, le tout fut pris pour une insurrection, si bien que l'on s'empressa de fermer les grilles.

À son retour de l'île d'Elbe, l'Empereur fit une pareille visite au faubourg Saint-Antoine, et y fut reçu avec un enthousiasme sans égal : il fut reconduit de même. Traversant, le faubourg Saint-Germain, la rage de la multitude s'exhalait contre ses beaux hôtels, et en montrait les fenêtres d'une main furieuse. L'Empereur disait s'être trouvé bien rarement dans une situation aussi délicate. « Que de maux, disait-il, n'eussent pas pu produire

une seule pierre lancée du milieu de cette multitude, ou une seule parole imprudente, ou même une expression seulement équivoque de mon visage ! le faubourg malveillant pouvait disparaître dans son entier, et je crois bien que ce ne fut qu'au calme de ma personne, au respect que me portait cette multitude, que fut due sa conservation. »

À l'heure de sa toilette, l'Empereur se faisait couper les cheveux par Santini ; j'étais à son côté, un tant soit peu en arrière, une grosse touffe est tombée à mes pieds. L'Empereur, me voyant me baisser, a demandé ce que c'était. J'ai répondu que j'avais laissé tomber quelque chose que je ramassais : il m'a pincé l'oreille en souriant. Il venait de deviner.

Plus tard, parlant de la dépravation et de l'immoralité des mœurs du temps, lorsqu'il commandait l'armée de l'intérieur à Paris, Napoléon racontait qu'un ordonnateur en chef vint lui demander quelques signatures, et le prier d'appuyer certaines nominations et certaines fournitures, ce qu'il n'hésita pas à promettre, parce que cela lui semblait juste. L'ordonnateur, en se retirant, laissa très adroitement sur la cheminée deux petits rouleaux de cent louis. On ne connaissait encore que les assignats ; c'était donc une somme énorme : très heureusement le général fut le premier à s'en apercevoir, et, avant que le visiteur fût loin, on le rappela. Il essaya de nier d'abord ; puis il ajouta de bonne foi qu'il fallait que chacun vécût ; que le gouvernement ne donnait point d'appointements ; que cette manière était aujourd'hui l'usage général, et qu'après tout il priait qu'on ne se fâchât pas, qu'il était rare qu'on eût à solliciter de pareils pardons.

L'Empereur, au moment de la promenade, se trouvait fort assoupi, et, voulant se vaincre, il n'en est pas moins sorti, et en dépit d'un vent très-violent. Au bout de quelques pas, il a renoncé à sa promenade, et nous avons gagné l'appartement de madame de Montholon. À peine assis sur le canapé, l'Empereur s'y est assoupi de nouveau. Il est sorti encore pour vaincre cette disposition, et a gagné le salon. Il se plaignait d'une forte chaleur intérieure ; il a demandé un verre d'eau panée, et, l'assoupissement continuant toujours, il a pris le parti d'y céder, et s'est retiré dans sa chambre.

L'Empereur a fort peu mangé à dîner ; son état avait quelque chose d'extraordinaire. Avant, durant et après le dîner, il se sentait vaincu par l'assoupissement qui durait depuis le matin ; et sa crainte, a-t-il dit en nous

quittant, était de ne pas dormir, tant ce qu'il éprouvait était contraire à sa nature. D'ordinaire il dort profondément quand il en a besoin, au lieu qu'ici ce n'avait été tout le jour que du *sommeillage*, disait-il.

Louis XVI – Marie-Antoinette – Madame Campan – Léonard – Princesse Lamballe.

Jeudi 17.

Vers midi, l'Empereur m'a fait demander ; il ne se trouvait pas mieux, l'assoupissement durait encore. Après de vains efforts pour combattre le sommeil, il m'a dit qu'il allait s'y abandonner et se jeter sur son lit. Il était d'autant plus étonné de ce besoin, qu'il disait avoir bien dormi dans la nuit.

L'Empereur n'a paru que pour le dîner, toujours combattant son assoupissement ; il s'est retiré presque aussitôt.

Comme il était de fort bonne heure, il m'a fait demander après s'être mis au lit, et m'a retenu près d'une heure, causant sur divers objets.

La conversation a conduit à Louis XVI, à la reine, à madame Élisabeth, à leur martyre, etc. L'Empereur me demandait ce que j'avais connu du roi et de la reine, ce qu'ils m'avaient dit lors de ma présentation, etc., etc. Les formes, les circonstances étaient les mêmes, disais-je, que celles qui avaient été adoptées pour lui sous l'empire. Quant au caractère, je disais qu'en général on avait été d'accord que la reine avait trompé l'attente publique ; qu'elle avait fait croire, dès les premiers instants de l'orage, à de grands talents, à beaucoup d'énergie, et qu'elle n'avait ensuite montré rien de tout cela. Quant au roi, je me contentais de rendre à l'Empereur l'opinion de M. Bertrand de Molleville, que j'avais beaucoup connu, et qui avait été son ministre de la marine au plus fort de la crise. Il lui reconnaissait une instruction peu commune, un jugement très sain, des intentions excellentes ; mais tout finissait là, et il ne manquait jamais de se noyer ensuite dans la multiplicité des conseils qu'il sollicitait, aussi bien que dans l'irrésolution et les vices de leur exécution.

L'Empereur a répondu à son tour par le portrait de la reine, fourni par madame Campan, qui, disait-il, ayant été sa confidente, et lui ayant porté beaucoup de zèle, d'affection et de fidélité, avait beaucoup de choses à dire,

et méritait d'être considérée comme une bonne autorité. Madame Campan, ajoutait-il, l'avait souvent entretenu des plus petits détails de la vie privée de la reine, et il en a raconté une foule de choses toutes venues de cette source.

La reine, selon madame Campan, était une femme charmante, mais sans nulle capacité, bien plus calculée pour les plaisirs que pour la haute politique ; d'un très bon cœur, nullement prodigue, plutôt avare, et pas du tout à la hauteur de la crise qui la dévora ; au surplus, d'intelligence suivie avec les machinations royalistes du dehors, et ne doutant nullement de sa délivrance par l'étranger, et pour le moment même où elle succomba sous l'effroyable 10 août, catastrophe amenée précisément par les intrigues et les espérances mêmes de la cour, que l'impéritie du roi et les inconsidérations de tout ce qui l'entourait rendaient connues de tout le monde.

« Dans l'affreuse nuit du 5 au 6 octobre, à Versailles, disait l'Empereur, une personne très distinguée dans les affections de la reine, et que j'ai fort maltraitée plus tard à Rastadt, accourut auprès de cette princesse, pour partager ses périls. Et c'est dans d'aussi cruels moments, du reste, observait l'Empereur, que les conseils et les consolations sont nécessaires de la part de ceux qui nous sont dévoués. Lorsque la catastrophe arriva, que le palais fut forcé, la reine se sauva dans les appartements du roi ; mais son confident courut les plus grands dangers, et n'échappa qu'en sautant par une fenêtre. »

Je disais à l'Empereur que la reine avait beaucoup perdu dans l'esprit de l'émigration par les malheurs de Varennes. On lui reprochait de n'avoir pas voulu laisser le roi partir seul, et, une fois du voyage, de n'avoir pas su le diriger avec habileté ni énergie. On ne saurait se figurer en effet le décousu et les fautes de ce voyage. Un de ses détails, qui ne semblera pas le moins bizarre ni le moins grotesque, c'est que Léonard, le fameux coiffeur de la reine, qui en faisait partie, trouva moyen de passer dans son cabriolet au milieu de la bagarre, et qu'il nous arriva à Coblenz avec le bâton de maréchal, que le roi avait emporté des Tuileries pour le remettre, disait-on, à M. de Bouillé, au moment de leur rencontre.

« Du reste, terminait l'Empereur, c'était une maxime établie dans la maison d'Autriche que de garder un silence profond sur la reine de France. Au nom de Marie-Antoinette, ils baissent les yeux et changent

significativement la conversation, comme pour échapper à un sujet désagréable et embarrassant. C'est, continuait l'Empereur, une règle adoptée par toute la famille, et recommandée à ses agents du dehors. Ainsi nul doute que les soins des princes français pour la remettre dernièrement en scène à Paris ne déplaisent beaucoup à Vienne. »

L'Empereur passait ensuite à la princesse de Lamballe, dont il n'avait aucune idée. Je pouvais aisément le satisfaire, je l'avais beaucoup connue. Une parente de mon nom étant sa dame d'honneur lorsque j'arrivai à Aix-la-Chapelle, au commencement de mon émigration, je fus reçu auprès d'elle comme de sa maison, et traité avec une grande bonté.

La princesse de Lamballe, disais-je, réunissait auprès d'elle, dans cette ville, beaucoup de débris de Versailles, de vieux courtisans et d'anciennes personnes à la mode. Il y venait aussi beaucoup d'illustres étrangers. J'y vis souvent le roi de Suède, Gustave III, sous le nom de comte de Haga ; le prince Ferdinand de Prusse, avec ses enfants, dont l'aîné, le prince Louis, a été tué quelques instants avant la bataille d'Iéna ; la duchesse de Cumberland, veuve d'un frère du roi d'Angleterre, etc., etc.

Lorsque Louis XVI, acceptant solennellement la constitution, recomposa sa maison, la princesse reçut une lettre officielle de la reine pour l'engager à reprendre auprès d'elle ses fonctions de surintendante. La princesse prit l'avis de ses vieux conseillers, qui tous pensèrent que, la reine n'étant point libre et le danger pouvant être grand à Paris, il ne fallait pas s'y rendre, et regarder la lettre de la reine comme non avenue. La princesse ayant demandé ailleurs ce qu'on en pensait, on eut le malheur de répondre : « Madame vous avez partagé les prospérités de la reine, il serait bien beau de lui montrer de la fidélité, surtout aujourd'hui que vous avez cessé d'être sa favorite. » La princesse avait le cœur élevé, les affections tendres, la tête volontiers romanesque ; elle déclara le lendemain qu'elle partait pour Paris. Cette malheureuse princesse retourna donc dans la capitale avec pleine connaissance du péril ; elle est tombée illustre victime de sa générosité et de ses beaux sentiments. Mes parents m'avaient offert à elle ; un moment je dus la suivre. Ma jeunesse et le peu d'instant que j'avais paru à Paris eussent pu me laisser auprès d'elle à peu près inconnu, et j'aurais peut-être pu être utile ; mais, au moment du départ, la princesse y vit des inconvénients, et me commanda d'y renoncer : toutefois je demeurai son

nouvelliste. Je lui mandais tous les deux jours, de la meilleure foi du monde, les histoires et les contes ridicules de tout genre dont on flattait nos illusions, et que nous ne manquions pas d'adopter avec la foi la plus robuste. Je les lui mandais encore, que nous étions déjà en campagne ; je les lui mandais encore, qu'elle n'était déjà plus !... À la douleur extrême que je ressentis de son effroyable destinée dut se joindre quelque temps la crainte secrète d'y avoir contribué peut-être par mes bulletins. Et le hasard fait, ajoutais-je à l'Empereur, que je me trouve avoir ici quelques lignes qu'elle traçait peu de jours avant la hideuse catastrophe dont elle nous a laissé l'horrible souvenir ; elles sont datées *du haut de mon donjon* : c'était ainsi qu'elle appelait précisément le pavillon de Flore qu'elle occupait en cet instant aux Tuileries.

On enlève quatre des nôtres – Premières années de l'Empereur.

Vendredi 18.

Je n'ai vu l'Empereur qu'à cinq heures ; il m'a fait appeler dans le salon. Il continuait à n'être pas bien ; cependant il avait travaillé avec le grand maréchal tout le matin. Il était ennuyé, pesant, et pourtant agité ; il cherchait de toute manière à se distraire ; enfin il est rentré dans sa chambre, n'y pouvant plus tenir. Il est certain que le temps et les circonstances concourent sans doute à nous créer une espèce de tourment nouveau et difficile à supporter ; la saison est aigre et prend sur les nerfs. Les mesures accumulées contre nous sont pires encore ; chaque parole du gouverneur porte autour de nous la désolation et la douleur. Aujourd'hui il a signifié l'éloignement de quatre individus de l'établissement ; et des larmes amères et générales ont coulé parmi tous les gens, les uns par la douleur de s'éloigner, les autres par le chagrin de voir enlever leurs compagnons, et la crainte de partager bientôt à leur tour le même sort. C'était la redoutable Scylla enlevant du vaisseau d'Ulysse quatre des siens pour les dévorer.

Le gouverneur m'a fait dire aussi qu'il m'enlèverait mon domestique, habitant de l'île, dont j'étais fort content. Il a craint sans doute qu'il ne me fût trop attaché. Il se propose de m'en donner un lui-même, ce dont je le remercie et n'aurai garde d'en profiter.

L'Empereur a peu mangé à dîner ; mais après le dessert il s'est mis à causer : il a pris le sujet de ses premières années ; il s'est animé. C'est toujours pour lui un objet plein d'attrait, une source toujours nouvelle d'un vif intérêt ; il répétait une partie de ce que j'ai déjà dit ailleurs ; il se reportait à cet heureux âge, disait-il, où tout est gaieté, désir, jouissance ; à ces heureuses époques de l'espérance, de l'ambition naissante, où le monde tout entier s'ouvre devant vous, où tous les romans sont permis. Il parlait du temps de son régiment, des plaisirs de la société, des bals, des fêtes. En parlant de la somptuosité de l'une d'elles, qu'il élevait fort haut : « Après tout, disait-il, je ne saurais trop guère la classer ; car il est à croire que mes idées de somptuosité d'alors sont un peu différentes de celles d'aujourd'hui, etc. »

Il nous disait, en recherchant certains détails, qu'il lui serait difficile d'assigner sa vie année par année. Nous lui disions que, s'il pouvait seulement se rappeler quatre ou cinq de ses années, nous nous chargerions de toutes les autres. De là, il est revenu sur son début militaire à Toulon, les causes qui l'y avaient fait envoyer, les circonstances qui avaient fait ressortir ses moyens, l'ascendant subit que lui avaient donné ses premiers succès, l'ambition qu'ils avaient fait naître ; et tout cela, disait-il, n'allait pas encore fort haut. « J'étais loin de me regarder encore comme un homme supérieur. » Et il a répété que ce n'était qu'après Lodi que lui étaient venues les premières idées de la haute ambition, laquelle s'était tout à fait déclarée sur le sol de l'Égypte, après la victoire des Pyramides et la possession du Caire, etc. « Alors vraiment je crus pouvoir m'abandonner, disait-il, aux plus brillants rêves, etc., etc. »

L'Empereur était devenu fort gai, très causant ; il était minuit quand il s'est retiré. C'était une espèce de résurrection.

La famille du grand maréchal se rapproche de nous.

Samedi 19, Dimanche 20.

Les quatre proscrits, le Polonais, Santini, Archambault et Rousseau l'argentier, nous ont quittés vers le milieu du jour. Une heure après, ils étaient sous voile pour le Cap, dans un petit bâtiment, avec un vent très fort.

Aujourd'hui (20) le grand maréchal et sa famille ont quitté Hutt's-gate, leur première demeure, qui était à près d'une lieue de nous. Ils sont venus s'établir enfin à leur nouvelle maison, ce qui nous met désormais presque sous le même toit. C'était un événement pour eux et pour nous.

Expédition de saint Louis en Égypte – Nos femmes auteurs ; madame de Staël – Les écrivains ennemis de Napoléon ne mordront que sur du granit.

Lundi 21.

Notre enceinte se rétrécit chaque jour. Les sentinelles s'accroissent. Tout nous rappelle à chaque instant notre horrible prison.

L'Empereur me disait, durant sa toilette, qu'il voulait absolument reprendre son travail régulier, qu'avaient interrompu les derniers tourments de cet horrible gouverneur, je l'y engageais de toutes mes forces, et pour lui et pour nous, et pour la France et pour l'histoire.

Le gouverneur ne veut donner de l'argenterie de l'Empereur que plus d'un cinquième de moins qu'on ne l'estime à Paris, et pourtant il ne veut permettre ni concours ici ni transport à Londres.

Après dîner l'Empereur a lu, dans Joinville, l'expédition de saint Louis en Égypte ; il l'analysait, en faisait ressortir les fautes, comparait les mouvements, le plan d'alors avec celui qu'il avait adopté lui-même, et concluait que, s'il avait agi de même que saint Louis, il eût eu infailliblement le même sort.

S'étant retiré de bonne heure et m'ayant fait appeler près de lui, la conversation a repris sur ses courses en Égypte et en Syrie. La *Mathilde* de madame Cottin, qui en avait fait le théâtre de son roman, s'est trouvée mentionnée, et cela a conduit l'Empereur à passer en revue nos femmes auteurs. Il a parlé de madame Roland et de ses Mémoires, de madame de Genlis, de madame Cottin, dont il venait de lire *Claire d'Albe*, et de madame de Staël. Il s'est fort arrêté sur cette dernière, et a répété en partie ce qu'on a déjà vu. Parlant de son exil, il disait : « Sa demeure à Coppet était devenue un véritable arsenal contre moi ; on venait s'y faire armer chevalier. Elle s'occupait à me susciter des ennemis, et me combattait elle-

même. C'était tout à la fois Armide et Clorinde. » Ensuite se résumant, ainsi que cela lui était ordinaire, il a conclu : « Et puis, en somme, il est vrai de dire que personne ne saurait nier qu'après tout madame de Staël est une femme d'un très grand talent, fort distinguée, de beaucoup d'esprit : elle restera.

« Plus d'une fois autour de moi, et dans l'espoir de me ramener, on a essayé de me faire entendre qu'elle était un adversaire redoutable, et pourrait devenir une alliée utile. Il est sûr que, si elle m'eût adopté, au lieu de me dénigrer, ainsi qu'elle l'a fait, j'y eusse pu gagner sans doute, car sa position et son talent la faisaient régir les coteries ; et l'on connaît toute leur influence à Paris. » Puis il a ajouté encore : « Et malgré tout le mal qu'elle a dit de moi, sans compter tout celui qu'elle dira encore, je suis loin assurément de la croire, de la tenir pour une méchante femme : tout bonnement c'est que nous nous sommes fait la petite guerre, et voilà tout. »

De là, passant à la foule d'écrivains déclamant contre lui, il a dit : « Je suis destiné à être leur pâture ; mais je redoute peu d'être leur victime : ils mordront sur du granit. Ma mémoire se compose toute de faits, et de simples paroles ne sauraient les détruire. Pour me combattre avec succès, il faudrait se présenter avec le poids et l'autorité de faits à soi. Si le grand Frédéric, ou tout autre de sa trempe, se mettait à écrire contre moi, ce serait autre chose ; il serait temps alors de commencer à m'émouvoir peut-être ; mais quant à tous les autres, quelque esprit qu'ils y mettent, ils ne tireront jamais qu'à poudre. Je survivrai..., et quand ils voudront être beaux, ils me vanteront. »

Soin des blessés aux armées ; le baron Larrey ; circonstance caractéristique.

Mardi 22, mercredi 23.

Le temps a été très mauvais. L'Empereur, qui souffrait des dents, et dont une joue était fort enflée, n'a pu sortir ces deux jours. J'en ai passé la plus grande partie auprès de sa personne dans sa chambre ou le salon, dont il avait fait un lieu de promenade, en laissant ouvertes les portes de communication.

Dans les divers objets de sa conversation, une fois il m'a dit certaines choses qui lui étaient revenues, et qui me réjouissaient fort. Rien ne prouvait assurément l'affreux de notre situation comme le prix que j'attachais à cela. Mais tout se proportionne au cercle dans lequel on se trouve renfermé.

Dans un autre moment, l'Empereur regrettait d'être aussi paresseux sur l'anglais. Je lui disais qu'il en possédait à présent tout ce qui lui était nécessaire. Il lisait tous les ouvrages : il ne lui restait plus qu'à régulariser ; mais la règle et le compas étaient-ils bien faits pour lui ?

À la suite d'une foule d'objets, l'Empereur s'est arrêté sur le chirurgien baron Larrey, dont il a fait le plus grand éloge, disant qu'il avait laissé dans son esprit l'idée du véritable homme de bien ; qu'à la science il joignait au dernier degré toute la vertu d'une philanthropie effective : tous les blessés étaient de sa famille ; il n'était plus pour lui aucune considération dès qu'il s'agissait de ses hôpitaux. « Dans nos premières campagnes républicaines, tant calomniées, disait l'Empereur, le département de la chirurgie éprouva la plus heureuse des révolutions, laquelle s'est répandue depuis dans toutes les armées de l'Europe ; or, c'est en grande partie à Larrey que l'humanité est endettée de ce bienfait. Aujourd'hui les chirurgiens partagent les périls des soldats ; c'est au milieu du feu même qu'ils venaient prodiguer leurs soins. Larrey a toute mon estime et ma reconnaissance, etc. »

N. B. Il paraît que cette impression si favorable éprouvée par Napoléon s'est évidemment retracée à son esprit dans ses derniers instants ; car il a consacré à M. Larrey un souvenir de sa main avec cette apostille si glorieuse : *L'homme le plus vertueux que j'aie rencontré*. À la lecture de ces lignes, j'ai bien pensé que quelque circonstance toute particulière avait déterminé un aussi magnifique témoignage, et voici ce que j'ai recueilli :

Après les batailles de Lutzen, Wurschen et Bautzen, Napoléon, victorieux, fit appeler le chirurgien Larrey pour connaître, suivant sa coutume, l'état et le nombre des blessés. Or, ils se trouvaient dans cet instant en proportion extraordinairement supérieure à d'autres temps et à d'autres actions. L'Empereur en fut surpris, et cherchait à en expliquer la cause. M. Larrey la trouvait, indépendamment des circonstances locales, dans la masse des soldats, qui, voyant le feu pour la première fois, se trouvaient plus gauches dans leurs mouvements et moins adroits contre le

péril. L'Empereur, peu satisfait et fort préoccupé de cette circonstance, questionna ailleurs ; et comme il se trouvait en ce moment bien des personnes fort lasses de la guerre, qui eussent désiré la paix à tout prix, et n'eussent été nullement fâchées d'y voir l'Empereur amené par force, soit calcul, soit conviction, il lui fut répondu que l'immensité des blessés ne devait point étonner ; que la grande partie l'était à la main, et que la blessure était de leur propre fait et pour n'avoir plus à se battre. Ce fut un coup de foudre pour l'Empereur ; il répéta ses informations, et reçut le même résultat ; il en était au désespoir. « S'il en était ainsi, s'écriait-il, malgré nos succès, notre position serait sans remède ; elle livrerait la France pieds et poings liés aux barbares. » Et cherchant dans son esprit comment arrêter une telle contagion, il fit mettre à l'écart tous les blessés d'une certaine nature, nomma une commission de chirurgiens présidée par Larrey, pour constater leurs blessures, résolu de sévir d'une manière exemplaire contre ceux qui auraient eu la lâcheté de se mutiler eux-mêmes. M. Larrey, toujours opposé à l'idée de la mutilation volontaire qui, selon lui, compromettrait l'honneur de l'armée et celui de la nation, se présenta devant l'Empereur pour renouveler ses observations. Napoléon, irrité de son obstination, qu'on avait eu soin de faire ressortir encore, lui dit d'un front sévère : « Monsieur, vous me ferez vos observations officiellement, allez remplir votre devoir. »

Le baron Larrey se mit aussitôt au travail, mais avec solennité ; et poursuivant les plus petits détails, il avançait lentement, tandis que divers motifs rendaient bien des gens impatients ; on savait que l'Empereur l'était beaucoup. On ne manqua pas même d'aller jusqu'à faire observer à M. Larrey que sa position était des plus délicates, périlleuse même : il demeura sourd et imperturbable. Enfin, au bout de quelques jours, il se rendit auprès de l'Empereur, insistant pour remettre lui-même son travail en personne. « Eh bien ! Monsieur, lui dit l'Empereur, persistez-vous toujours dans votre opinion ? — Je fais plus, Sire, je viens la prouver à Votre Majesté : cette brave jeunesse était indignement calomniée ; je viens de passer beaucoup de temps à l'examen le plus rigoureux, et je n'ai pas trouvé un coupable ; il n'y a pas un de ces blessés qui n'ait son procès-verbal individuel ; des ballots me suivent. Votre Majesté peut en ordonner l'examen. » Cependant l'Empereur le considérait avec des regards sombres. « C'est bien, Monsieur,

lui dit-il en saisissant son rapport avec une espèce de contraction ; je vais m'en occuper. » Et il se mit à marcher à grands pas dans son appartement d'un air agité et combattu ; puis, revenant bientôt à M. Larrey avec un visage tout à fait dégagé, il lui prend affectueusement la main, et lui dit d'une voix émue : « Adieu, monsieur Larrey, un souverain est bien heureux d'avoir affaire à un homme tel que vous ! On vous portera mes ordres. » Et M. Larrey reçut le soir même, de la part de Napoléon, son portrait enrichi de diamants, 6.000 fr. en or et une pension sur l'État, de 3.000 fr., *sans exclusion*, est-il dit au décret, de toute autre récompense méritée par ses grades, son ancienneté et ses services futurs.

Un pareil trait est précieux pour l'histoire, en ce qu'il fait connaître un homme de bien qui n'hésite pas à défendre la vérité contre un monarque prévenu, irrité ; et en ce qu'il fait ressortir toute la grande âme de celui-ci, dans le bonheur, la reconnaissance qu'il témoigne de se voir détrompé.

L'Empereur accepte mes quatre mille louis.

Jeudi 24.

L'Empereur n'est pas sorti ; il n'a demandé aucun de nous ; il n'est pas venu dîner, ce qui nous a fait craindre qu'il fût malade. Après dix heures, comme je n'étais point encore couché, il m'a fait appeler. Il venait de se mettre au lit. Il m'a dit n'avoir pas quitté son canapé de la journée ; il avait lu près de dix-huit heures. Il n'avait mangé qu'un peu de soupe ; il ne souffrait que de ses dents. Je lui disais que nous avions craint que ce ne fût sérieux encore, qu'au chagrin de ne pas le voir se mêlait toujours l'inquiétude.

Plus tard il a traité notre situation pécuniaire. Il avait tenu son conseil le matin, disait-il plaisamment ; on avait pesé l'argenterie, calculé ce qu'on devait en vendre. Cela devait nous faire aller encore quelque temps. Je lui ai renouvelé l'offre de mes 4.000 louis de Londres. Il a daigné enfin les accepter. « Ma situation est singulière, disait-il ; je n'ai nul doute que, si la communication était permise, et que chacun des miens, ou même bien des étrangers, pussent soupçonner que j'eusse des besoins, je serais bientôt riche ici en toutes choses ; mais dois-je être à charge à mes amis, en les

exposant aux abus qu'en pourrait faire le ministère anglais ? J'ai demandé quelques livres, il me les a fait parvenir avec toute l'incurie et la négligence d'un commissionnaire infidèle. Il me réclame aujourd'hui 1.500 ou 2.000 liv. sterl., c'est-à-dire près de 50.000 fr. pour des drogueries que j'eusse pu me procurer moi-même à moins de 12.000 sans doute. N'en serait-il pas de même de toute autre chose ? En acceptant ce que vous m'offrez, cette ressource ne doit être employée qu'au strict nécessaire ; car, après tout, il faut vivre, et réellement nous ne vivons pas avec ce qu'on nous fournit. Cent louis par mois seraient le léger supplément qui pourrait rigoureusement y satisfaire. C'est là la somme et la régularité surtout que vous devez demander et suivre. »

Chapitre 8.

Tragédie d'Euripide dans son intégrité, commandée pour le théâtre de Saint-Cloud – Maréchal Jourdan – Sur la guerre de Russie ; vues et intentions de Napoléon – Clef de la guerre de Russie ; rectifications judicieuses de Napoléon sur cette désastreuse expédition.

Vendredi 25.

J'ai été trouver l'Empereur à sa toilette. Le temps était supportable ; il est sorti. Nous avons gagné le bois. Il se trouvait faible, il y avait dix jours qu'il n'avait mis les pieds dehors ; les genoux lui manquaient, disait-il, et bientôt il serait obligé de s'appuyer sur moi.

Alors la calèche nous a atteints : elle était conduite à grandes guides par Archambault ; il n'en pouvait être autrement depuis le départ de son frère. D'abord l'Empereur n'a pas voulu monter ; il ne le croyait pas prudent au milieu de tous les tronçons d'arbres : il citait sa fameuse chute de Saint-Cloud ; il voulait qu'un des valets anglais montât en postillon ; mais Archambault protestait qu'il serait moins sûr qu'en menant seul : depuis le départ de son frère, il n'avait cessé, disait-il, de s'exercer au milieu de ces arbres, pour s'assurer qu'il pouvait répondre de lui. Alors l'Empereur est monté, et nous avons fait deux tours. En revenant, il a été visiter la demeure du grand maréchal, qu'il ne connaissait pas encore.

La soirée s'est terminée par la lecture de quelques passages de la *Médée* de Longepierre, que l'Empereur a interrompue pour la comparer à celle d'Euripide, qu'il s'est fait apporter. Il a dit à ce sujet qu'il avait commandé jadis qu'on lui donnât, sur le théâtre de la cour, une de ces pièces grecques dans son intégrité, en choisissant la meilleure traduction, et se rapprochant du reste le plus possible de l'original dans les manières, le costume, les formes, la décoration. Il ne se rappelait pas quelle circonstance, quel obstacle en avaient arrêté l'exécution.

Rentré dans sa chambre, et ne se trouvant pas disposé à dormir, il s'est jeté, après quelques tours, sur son canapé : il a ouvert un recueil ou espèce d'almanach politique qui se trouvait sous sa main ; il est tombé sur la liste de nos maréchaux qu'il a passés en revue, les accompagnant de citations et d'anecdotes connues ou déjà dites. Arrivé au maréchal Jourdan, il s'y est arrêté assez longtemps ; il a terminé disant : « En voilà un que j'ai fort maltraité assurément. Rien de plus naturel, sans doute, que de penser qu'il eût dû m'en vouloir beaucoup. Eh bien ! j'ai appris, avec un vrai plaisir, qu'après ma chute il est demeuré constamment très bien. Il a montré là cette élévation d'âme qui honore et classe les gens. Du reste, c'est un vrai patriote : c'est une réponse à bien des choses. »

De là, passant à beaucoup d'autres objets, il s'est arrêté sur la guerre de Russie.

« Au surplus, a-t-il dit, à la suite de beaucoup d'antécédents, cette guerre eût dû être la plus populaire des temps modernes : c'était celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous ; elle était purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Son succès allait consacrer une balance, des combinaisons nouvelles, qui eussent fait disparaître les périls du temps pour les remplacer par un avenir tranquille, et l'ambition n'entraînait pour rien dans mes vues. En relevant la Pologne, cette véritable clef de toute la voûte, j'accordais que ce fût un roi de Prusse, un archiduc d'Autriche, ou tout autre qui en occupât le trône ; je ne prétendais rien acquérir, je ne me réservais que la gloire du bien, les bénédictions de l'avenir. Croirait-on que ce dût être là où j'échouerais et trouverais ma perte ? Jamais je n'avais mieux fait, jamais je ne méritais davantage ; mais, comme si l'opinion avait aussi ses épidémies, voilà qu'en un instant il n'y eut plus qu'un cri, qu'un sentiment contre moi : on me proclama le tyran des rois, moi qui avais retrempé leur existence. Je ne fus plus que le destructeur des droits des peuples, moi qui avais tant fait et qui allais tant entreprendre pour eux. Et les peuples et les rois, ces ennemis irréconciliables, se sont alliés, ont conspiré de concert contre moi ! On n'a plus tenu aucun compte de tous les actes de ma vie ! Je me disais bien que l'esprit des peuples me serait revenu avec la victoire, mais je la manquai, et je me suis trouvé accablé. Voilà pourtant les hommes et mon histoire ! Mais les peuples et les rois, et peut-être tous les deux, me regretteront ! Ma

mémoire sera suffisamment vengée de l'injustice faite à ma personne, cela est indubitable.

« Du reste, on ne saura jamais bien l'histoire de la campagne de Russie, parce que les Russes n'écrivent pas ou écrivent sans aucun respect pour la vérité, et que les Français se sont pris d'une belle passion pour déshonorer et discréditer eux-mêmes leur gloire. Assurément la campagne de Russie est la plus glorieuse, la plus difficile et la plus honorable pour les Gaulois, dont l'histoire ancienne et moderne fasse mention. » Et l'Empereur a distribué un juste et magnifique tribut d'éloges à nos généraux et à nos braves, à Murat, Ney, Poniatowski, qu'il faisait les héros de la journée de la Moscowa, aux valeureux cuirassiers qui forcèrent les redoutes en sabrant les canonniers sur leurs pièces ; aux braves artilleurs, qui luttèrent si décidivement avec tant d'avantage, et à ces intrépides fantassins qui, au fort de la crise, au lieu d'avoir besoin d'encouragement, crièrent à leur chef : *Sois tranquille, tes soldats ont juré aujourd'hui de vaincre, et ils vaincront, etc., etc.*

Et il a terminé, disant : « Quelques parcelles de tant de gloire parviendront-elles aux siècles à venir ? ou le mensonge, la calomnie, le crime prévaudront-ils ? » (*Dictées de Napoléon*, Bossange, t. II, p. 95.)

Rien de plus commun, au milieu des grands événements et avant que le temps n'en ait consacré l'exactitude, que de voir *la vérité de la foule* en opposition complète avec la vérité de l'histoire. C'est ainsi qu'il fut généralement reçu dans le temps que Napoléon, dans son expédition de Russie, s'est imprudemment lancé à la Charles XII au milieu d'un peuple ennemi, en dépit des vrais principes ; qu'il s'y est laissé attirer par une fuite simulée ; qu'oubliant ou violant tous les principes de l'art, il s'est séparé de ses magasins à une distance immense, a négligé de s'appuyer d'armée de réserve ; qu'il a résisté aux remontrances de ses généraux qui voulaient l'empêcher d'aller en avant ; qu'il a livré ses derrières et s'est vu couper ses communications et arrêter ses approvisionnements, ses convois, et s'est trouvé sans ressources, entouré d'une population hostile ; qu'il ne s'était pas ménagé de retraite et n'avait pu en effectuer ; qu'il s'était endormi à Moscou, n'avait pas su prévoir les rigueurs de la saison ; qu'il avait quitté l'armée quand il avait vu tout désespéré, et avait laissé périr la presque totalité de ses soldats, etc.

J'ai trouvé curieux de reproduire ici le sommaire des notes éparses dictées par Napoléon lui-même, à la lecture d'un ouvrage où s'accumulaient tous ces reproches. Les lecteurs, pour le plus grand nombre, j'en suis sûr, y trouveront des choses neuves, sans doute, et bien éloignées des idées qu'ils avaient entretenues jusque-là ; le tout est tiré des *Dictées de Napoléon*, tome II, pages 57 et 97.

« Dans la campagne de Russie, les magasins de l'armée n'étaient pas, sur la Vistule, à cinquante jours de marche de Moscou : ceux de première ligne étaient à Smolensk, à dix jours de marche de Moscou ; ceux de seconde ligne, à Minsk et à Wilna, à huit jours de marche de Smolensk ; ceux de troisième, à Kowno, Grodno et Bialistok ; ceux de quatrième ligne, à Elbing, à Marienwerder, à Thorn, à Plock, à Modlin, à Varsovie ; ceux de cinquième ligne, à Dantzick, à Bamberg, à Posen ; ceux de sixième ligne, à Stettin, à Custrin, à Glogau.

« Sur quatre cent mille hommes qui passèrent le Niémen, deux cent quarante mille hommes restèrent en réserve entre ce fleuve et le Borysthènes, cent soixante mille passèrent Smolensk et marchèrent sur Moscou : sur ces cent soixante mille hommes, quarante mille restèrent échelonnés entre Smolensk et Mojaïsk. La retraite était donc toute naturelle sur la Pologne.

« Aucun général n'a représenté à Napoléon la nécessité de s'arrêter sur la Bérézina ; tous sentaient que, maître de Moscou, il terminerait la guerre.

« Jusqu'à Smolensk, il manœuvrait sur un pays aussi bien disposé que la France même ; la population, les autorités étaient pour lui : il pouvait y lever des hommes, des chevaux, des vivres ; et Smolensk est une place forte.

« Rien de plus différent que les deux expéditions de Charles XII et de Napoléon. Charles XII sacrifia sa ligne d'opération, et prêta durant quatre cents lieues le flanc à l'ennemi ; dans son expédition, tous les principes de la guerre offensive avaient été violés ; ils furent tous observés dans celle de Napoléon.

« Dans sa marche sur Moscou, il n'a jamais eu l'ennemi sur ses derrières ; pas un malade, pas un homme isolé, pas une estafette, pas un convoi n'ont été enlevés depuis Mayence jusqu'à Moscou ; on n'a pas été

un jour sans recevoir des nouvelles de France ; Paris n'a pas été un jour sans recevoir des lettres de l'armée ; pas une maison de station retranchée (il y en avait à tous les postes) n'a été attaquée.

« Les convois d'artillerie et d'équipages militaires arrivèrent sans accident : on a tiré à la bataille de Smolensk plus de soixante mille coups de canon, cent vingt mille à la bataille de la Moscowa ; la consommation a été considérable dans les petits combats, et cependant en partant de Moscou chaque pièce était approvisionnée à trois cent cinquante coups.

« La marche de l'armée, au sortir de Moscou, ne doit pas s'appeler une retraite, puisque cette armée était victorieuse, et qu'elle eût pu marcher également sur Saint-Pétersbourg, sur Kalouga ou sur Toula, que Kutusow eût en vain essayé de couvrir. L'armée ne se retira pas sur Smolensk, parce qu'elle était battue, mais pour hiverner en Pologne et marcher au printemps sur Saint-Pétersbourg. Si l'on eût été en été, ni l'armée de l'amiral Tchitchagow ni celle de Kutusow n'eussent osé approcher de l'armée française de dix journées, sous peine d'être détruites de suite. La cour craignait tellement que l'on marchât sur Saint-Pétersbourg, qu'elle avait fait évacuer sur Londres ses archives et ses trésors les plus précieux, et qu'elle appela de Podolie l'armée de l'amiral Tchitchagow pour couvrir cette capitale. Si Moscou n'eût pas été incendiée, l'empereur Alexandre eût été contraint à la paix. Après l'embrasement de Moscou, si les grands froids n'avaient pas commencé quinze jours plus tôt qu'à l'ordinaire, l'armée fût revenue sans perte à Smolensk, où elle n'aurait eu rien à redouter des armées russes, battues à la Moscowa, à Maloï-Jaroslawitz ; elles avaient trop grand besoin de repos.

« On savait bien qu'il faisait froid en décembre et janvier ; mais on avait lieu de croire, par le relevé de la température des vingt années précédentes, que le thermomètre ne descendrait pas au-dessous de dix degrés de glace pendant novembre ; il n'a manqué à l'armée que trois jours pour achever sa retraite en bon ordre ; mais dans ces trois jours elle perdit trente mille chevaux. Par l'évènement, on pourrait donc reprocher à Napoléon d'être resté quatre jours de trop à Moscou ; mais il y fut déterminé par des raisons politiques : il croyait avoir le temps de retourner en Pologne ; les automnes sont très prolongés dans le Nord.

cou ; L'armée, en quittant Moscou, emporta pour vingt jours de vivres ; c'était plus qu'il ne lui fallait pour arriver à Smolensk, où elle eût pu en prendre en abondance pour gagner Minsk et Wilna ; mais tous les attelages des convois et la majorité des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie périrent ; tous les services de l'armée furent désorganisés ; ce ne fut plus une armée ; il devint impossible de prendre position avant Wilna : les corps du prince de Schwartzemberg et du général Reynier, qui étaient sur la Vistule, au lieu d'appuyer sur Minsk, comme ils le devaient, se retirèrent sur Varsovie, abandonnant ainsi l'armée. S'ils se fussent portés sur Minsk, ils y eussent été joints par la division de Dombrowski, qui, seule, ne put défendre Bourischow, ce qui permit à l'amiral Tchitchagow de l'occuper ; le projet de l'amiral n'était pas de prendre possession de la Bérézina, mais de se porter sur la Dwina pour couvrir Saint-Pétersbourg. C'est par cette circonstance fortuite que le duc de Reggio le rencontra, le battit et le rejeta sur la rive droite de la Bérézina. Tchitchagow fut battu de nouveau après le passage de la Bérézina ; les cuirassiers Doumerc lui prirent dix-huit cents hommes dans une charge.

À deux journées de Wilna, lorsque l'armée n'avait plus de dangers à courir, Napoléon jugea que l'urgence des circonstances exigeait sa présence à Paris ; là seulement il pouvait en imposer à la Prusse, et à l'Autriche. S'il tardait à s'y rendre, le passage lui serait peut-être fermé. Il laissa l'armée au roi de Naples et au prince de Neufchâtel. La garde était alors entière, et l'armée avait plus de quatre-vingt mille combattants, sans compter le corps du duc de Tarente, qui était sur la Dwina. L'armée russe, tout compris, était réduite à cinquante mille hommes. Les farines, les biscuits, les vins, les viandes, les légumes secs, les fourrages étaient en abondance à Wilna. D'après le rapport de la situation des vivres, présenté à Napoléon à son passage en cette ville, il y restait alors quatre millions de rations de farine, trois millions six cent mille rations de viande, neuf millions de rations de vin et eau-de-vie ; des magasins considérables d'effets, d'habillements et de munitions avaient également été formés. Si Napoléon fût resté à l'armée ou qu'il en eût donné le commandement au prince Eugène, elle n'aurait jamais dépassé Wilna ; un corps de réserve était à Varsovie, un autre à Kœnigsberg ; mais on s'en laissa imposer par quelques cosaques ; on évacua en désordre Wilna dans la nuit. C'est de cette époque surtout que

datent les grandes pertes de cette campagne ; et c'est un des malheurs des circonstances que cette obligation où se trouvait Napoléon, dans les grandes crises, d'être à la fois à l'armée et à Paris : rien n'était et ne pouvait être moins prévu par lui que la conduite insensée que l'on tint à Wilna.

Dans cette malheureuse campagne, nos pertes furent considérables sans doute, mais non pas telles qu'on se l'imagine. Des quatre cent mille hommes qui passèrent la Vistule, la moitié était Autrichiens, Prussiens, Saxons, Polonais, Bavares, Wurtembergeois, Bergeois, Badois, Hessois, Westphaliens, Mecklembourgeois, Espagnols, Italiens, Napolitains. L'armée impériale, proprement dite, était pour un tiers composée de Hollandais, Belges, habitants des bords du Rhin, Piémontais, Suisses, Génois, Toscans, Romains, habitants de la 32^e division militaire, Brême, Hambourg, etc ; elle comptait à peine cent quarante mille hommes parlant français. L'expédition de Russie coûta moins de cinquante mille hommes à la France actuelle ; l'armée russe, dans la retraite de Wilna à Moscou, dans les différentes batailles, a perdu quatre fois plus que l'armée française ; l'incendie de Moscou a coûté la vie à cent mille Russes, morts de froid et de misère dans les bois ; enfin, dans sa marche de Moscou à l'Oder, l'armée russe fut aussi atteinte par l'intempérie de la saison ; elle ne comptait, à son arrivée à Wilna, que cinquante mille hommes, et à Kalisch moins de dix-huit mille : on peut avancer que la perte de la Russie dans cette campagne a été six fois plus grande que celle de la France d'aujourd'hui. »

Certes, voilà bien des détails et des circonstances qui surprendront beaucoup sans doute le plus grand nombre de lecteurs, et l'on ne saurait les révoquer en doute ; car, en s'exprimant avec solennité et d'une manière aussi positive, Napoléon n'ignorait pas, dans l'intérêt de sa gloire, que des documents officiels existaient dans les dépôts publics pour appuyer ou démentir authentiquement ses assertions.

Fluxion violente – Anecdotes intérieures et domestiques.

Samedi 26.

On disait l'Empereur fort souffrant. Il m'a fait demander dans sa chambre. Je l'ai trouvé la tête empaquetée d'un mouchoir, dans son fauteuil,

fort près d'un grand feu qu'il s'était fait allumer. « Quel est le mal le plus vif, la douleur la plus aiguë ? » demandait-il. Je répondais que c'était toujours celle du moment. « Eh bien ! c'est donc le mal de dents, » m'a-t-il dit. En effet, il avait une violente fluxion ; sa joue droite était enflée et fort rouge. J'étais seul en ce moment auprès de lui ; je me suis mis à lui chauffer alternativement une flanelle et une serviette qu'il appliquait tour à tour sur la partie souffrante, et il disait en ressentir beaucoup de bien. À cela se joignait encore une forte toux nerveuse, des bâillements et un frisson, présage de la fièvre.

« Ce que c'est que l'homme, pourtant, disait-il, la moindre fibre attaquée suffit pour le déranger entièrement. D'un autre côté, en dépit de tous les maux, il faut parfois l'assommer, si l'on veut qu'il finisse. Quelle singulière machine ! Et j'ai peut-être trente ans encore à être enfermé dans cette triste enveloppe ! »

Il attribuait sa fluxion à sa dernière sortie, au grand air qui l'affectait singulièrement. « La nature est toujours le meilleur conseiller, disait-il ; je suis sorti malgré moi, en dépit de mon instinct, et seulement pour obéir à la raison. »

Le docteur est arrivé, et lui a trouvé un commencement de fièvre. L'Empereur a passé de la sorte tout le reste du jour, souffrant par moment des douleurs très aiguës, allant alors et revenant alternativement de son fauteuil à son canapé, et remplissant les intervalles de souffrances à causer d'objets divers.

Un moment il s'est arrêté sur des vilenies commises autour de lui lors de sa puissance. Un ménage des Tuileries, que dans le temps il avait comblé, disait-il, et qui, par parenthèse, lors de la catastrophe, s'était montré fort mauvais, avait été pris en faute, un jour, par lui en personne. Il se contenta de leur reprocher leurs torts au lieu de les en punir. Qu'était-il arrivé ? ajoutait-il, c'est qu'il n'avait fait que les irriter, sans donner un exemple de justice. « Et voilà ce que c'est, remarquait-il, que de faire les choses à demi, on y perd toujours. Il ne faut pas voir, ou si l'on a voulu voir il faut savoir prononcer, etc. »

Citant ensuite une femme fort avantageusement placée, ainsi que son mari, et qui lui parlait sans cesse de son dénuement : « Elle m'écrivait

souvent, disait-il, pour me demander de l'argent, comme si elle eût eu des droits sur moi ; comme aurait pu faire madame Bertrand, revenue de Sainte-Hélène, ou l'un de vous autres, etc. »

Mentionnant encore quelqu'un qui avait été des plus coupables envers lui en 1814, il disait : « Et vous croyez peut-être qu'il aura fui à mon retour ? Non, j'en ai été obsédé. Il convenait sans embarras d'un engouement passager pour les Bourbons dont on avait été bien puni, m'assurait-il ; ce qui n'avait fait que retremper, du reste, l'affection naturelle que chacun me portait à tant et de si justes titres !!! Je le repoussai. Et il est à croire qu'en cet instant il est à leurs pieds, et leur dit, comme de raison, des horreurs de moi... Pauvre humanité ! toujours et partout la même !...»

Enfin il citait, et toujours de la part de ceux qu'il avait comblés, une intrigue fort vilaine auprès de l'impératrice Joséphine, qu'on voulait porter, pour s'en faire un mérite ailleurs sans doute, et sous prétexte de lui assurer, disait-on, son séjour et son repos en France, à signer une lettre qui ne pouvait que l'avilir. On lui faisait écrire au roi qu'elle ne savait ce qu'elle était, ce qu'elle avait été ; qu'elle le priait de fixer son existence, etc., etc. L'impératrice pleura beaucoup, résista, demanda du temps, et consulta l'empereur Alexandre, qui lui dit qu'une pareille lettre serait son opprobre ; qu'elle envoyât promener les intrigants et les entremetteurs ; qu'il était sûr qu'on ne lui demandait rien de pareil, que personne ne songeait à la faire sortir de France ni à troubler son repos, et qu'au besoin il se porterait pour son répondant, etc., etc.

Sur le soir, la douleur s'est apaisée, et l'Empereur a pu s'endormir ; il avait dû beaucoup souffrir ; toute sa physionomie montrait une extrême altération.

Les souffrances continuent – Immoralité, vice le plus funeste dans le souverain – Résumé consolant de Napoléon sur la moralité de notre avenir.

Dimanche 27.

L'Empereur a passé tout le jour sur son canapé ou son fauteuil, près du feu. Il avait peu dormi, souffrait comme hier, et n'avait pas mangé. Ses douleurs de tête et de dents étaient extrêmement vives ; la fluxion n'avait

nullement diminué. Il a repris l'usage de la flanelle et des serviettes chaudes de la veille, qu'il m'a dit, en me revoyant, lui avoir fait hier tant de bien. Je me suis mis à les chauffer et à les lui appliquer de nouveau ; il s'en montrait touché, laissait parfois son bras sur mon épaule, me répétant souvent : « Mon cher, vous me faites du bien ! » La douleur s'étant calmée, il a sommeillé quelques instants : puis rouvrant les yeux : « Ai-je dormi longtemps ? m'a-t-il dit ; vous êtes-vous bien ennuyé ? » et il m'appelait alors *son frère hospitalier, le chevalier de Malte de Sainte-Hélène*. La douleur ayant repris plus vivement que jamais, il a fait venir le docteur, qui lui a trouvé de la fièvre ; le froid de la veille lui était revenu, il s'est vu forcé de se rapprocher du feu.

Toute la soirée a été de même. Sur les sept heures, il a parlé de se coucher ; et, ne voulant pas manger, il s'est fait lui-même de l'eau panée, dans laquelle il mettait du sucre, de la fleur d'oranger et du pain que lui faisait griller son valet de chambre.

À travers bien des sujets perdus, voici quelques mots recueillis sur l'immoralité. « L'immoralité, disait l'Empereur, est, sans contredit, la disposition la plus funeste qui puisse se trouver dans le souverain, en ce qu'il la met aussitôt à la mode, qu'on s'en fait honneur pour lui plaire, qu'elle fortifie tous les vices, entame toutes les vertus, infecte toute la société comme une véritable peste ; c'est le fléau d'une nation. La morale publique, au contraire, ajoutait-il, est le complément naturel de toutes les lois : elle est à elle seule tout un code. » Et il prononçait que la révolution, en dépit de toutes ses horreurs, n'en avait pas moins été la vraie cause de la régénération de nos mœurs, « comme les plus sales fumiers provoquent la plus noble végétation. » Et il n'hésitait pas à dire que son administration serait une ère mémorable du retour à la morale. « Nous y courions, disait-il, les voiles pleines ; nul doute que les catastrophes qui ont suivi feront tout rebrousser ; car, au milieu de tant de vicissitudes et de désordres, le moyen qu'on résiste aux tentations de tout genre, aux appâts de l'intrigue, à la cupidité, aux suggestions de la vénalité ! Toutefois on pourra bien arrêter, comprimer le mouvement ascendant d'amélioration, mais non le détruire ; car la moralité publique est du domaine spécial de la raison et des lumières : elle est le résultat naturel, et l'on ne saurait plus faire rétrograder celles-ci. Pour reproduire les scandales et les turpitudes des temps passés, la

consécration des doubles adultères, le libertinage de la régence, les débauches du règne qui a suivi, il faudrait reproduire aussi toutes les circonstances d'alors, ce qui est impossible ; il faudrait ramener l'oisiveté absolue de la première classe, qui ne pouvait avoir d'autre occupation que les rapports licencieux des sexes ; il faudrait détruire dans la classe moyenne ce ferment industriel qui agite aujourd'hui toutes les imaginations, agrandit toutes les idées, élève toutes les âmes ; il faudrait enfin replonger les dernières classes dans cet avilissement et cette dégradation qui les réduisaient à n'être que de véritables bêtes de somme ; or tout cela est désormais impossible. Les mœurs publiques sont donc en hausse, et l'on peut prédire qu'elles s'amélioreront graduellement par tout le globe, etc. »

Sur les neuf heures, et déjà au lit, l'Empereur a demandé qu'on fit entrer tout le monde dans sa chambre. Le grand maréchal et sa femme étaient du nombre. Il nous a gardés une demi-heure, causant, ses rideaux fermés.

L'Empereur, toujours souffrant, manque de médicaments – Madame de Montesson.

Lundi 28.

Je souffrais beaucoup à mon réveil : j'ai voulu mettre les pieds dans l'eau ; impossible de m'en procurer. Je ne cite ceci que pour que l'on comprenne, si l'on peut, notre véritable situation à Longwood. L'eau en général y est assez rare ; mais depuis quelque temps cette rareté a singulièrement augmenté, et c'est une grande affaire aujourd'hui que de pouvoir procurer un bain à l'Empereur. Nous ne sommes pas mieux sous tous les autres rapports de secours médical : hier le docteur parlait, devant l'Empereur, de drogues, d'instruments, de remèdes nécessaires ; mais à chacun d'eux il ajoutait : « Malheureusement il n'y en a point dans l'île. – Mais, lui a dit l'Empereur, en nous envoyant ici, on a donc pris l'engagement que nous nous porterions bien, et toujours ? » En effet, les plus petites choses et les plus nécessaires manquent. L'Empereur, pour faire bassiner son lit, n'a trouvé d'autre moyen que de faire percer une de ces grandes boules d'argent dont on se sert pour tenir les plats chauds à table, et d'y faire introduire des charbons. Depuis deux nuits il sent inutilement le

besoin d'esprit-de-vin qui pût lui tenir chaude quelque boisson nécessaire, etc.

L'Empereur a continué de souffrir tout le jour ; sa joue demeurait très enflée, mais la douleur était moins vive.

L'Empereur s'est vu forcé, comme hier, de se mettre au lit de bonne heure. Il devait avoir de la fièvre, car il souffrait du froid. Il n'avait mangé qu'une soupe depuis la veille, et se sentait des dispositions à des étourdissements. Il trouvait son lit mal fait, les couvertures mal arrangées ; rien n'allait, disait-il ; et il a essayé de faire raccommoder le tout tant bien que mal, remarquant à ce sujet que tout ce qui l'entourait n'était calculé que sur sa bonne santé, et que chacun se trouverait sans expérience et sans doute bien gauche, s'il venait jamais à être sérieusement malade, etc.

Il s'est fait faire du thé de feuilles d'oranger, qu'il a dû attendre longtemps ; ce qu'il a fait avec une patience dont je n'eusse certainement pas été capable.

Il a causé, étant au lit, de ses premières années de Bienne, du duc d'Orléans, de madame de Montesson, qu'il se rappelait y avoir vus, de la famille de Nogent, de celle de Bienne, liées aux détails de ses premières années, etc.

« Une fois à la tête du gouvernement, disait Napoléon, madame de Montesson m'avait fait demander à pouvoir prendre le titre de duchesse d'Orléans, ce qui m'avait paru extrêmement ridicule. » L'Empereur ne la croyait que maîtresse du prince. Je l'assurai qu'elle avait été bien mariée avec le consentement de Louis XV, et que je croyais être certain que depuis la mort de son époux, elle prenait, dans tous les actes, le titre de douairière d'Orléans. L'Empereur disait avoir ignoré cette circonstance. « Mais encore, dans ce cas, observait-il, qu'avait à dire et à faire le Premier Consul ? Aussi était-ce toujours là ma réponse aux intéressés, qui en étaient peu satisfaits. Mais devais-je prendre tout aussitôt les irrégularités et les ridicules de la vieille école ? etc. »

L'Empereur continue d'être souffrant – Circonstances caractéristiques.

Mardi 20.

À cinq heures, j'ai trouvé l'Empereur les pieds dans l'eau, souffrant encore violemment de la tête. Cependant ce demi-bain lui a fait du bien. Il s'est remis sur son canapé. Apercevant sur sa commode quelques pâtisseries ou espèces de sucreries qui semblaient y avoir été oubliées, m'a dit de lui en apporter ; et comme il voyait mon embarras et mon hésitation, cherchant vainement le moyen de pouvoir les lui présenter avec convenance : « Bah ! mon cher, avec la main, m'a-t-il dit, tout bonnement avec la main, plus de cérémonies, plus de façons entre nous ; nous devons désormais demeurer à la gamelle l'un pour l'autre. » Voilà une fort petite circonstance sans doute, mais qui pourtant rendra bien mieux, aux yeux de plusieurs, la tournure d'esprit, le caractère, les dispositions de l'âme, la véritable pensée, que ne saurait le faire une foule de paroles ; car il est des esprits judicieux et observateurs qui savent apercevoir et déduire, lorsque beaucoup d'autres n'ont pas même soupçonné ; aussi c'est ce qui va me faire replacer ici ce que j'avais repoussé ailleurs, dans la crainte que ce ne fût jugé insignifiant, ou du moins inutile.

Je dois avoir dit que, dans la familiarité de son petit intérieur, l'Empereur passait volontiers en revue, vis-à-vis de moi, tous les titres. Ah ! bonjour, *Monseigneur*. Comment se porte votre *Excellence* ? que dit aujourd'hui votre *Seigneurie* ? etc., etc. Or, un soir, me rendant au salon dont l'huissier allait m'ouvrir la porte, celle de l'Empereur, qui en est voisine, s'ouvrit ; il s'y rendait précisément aussi. M'étant rangé pour son passage, lui, en distraction sans doute, s'arrêta pour me prendre l'oreille, ajoutant gracieusement : « Que faisait là *Votre Majesté* ? » Mais ce mot ne fut pas plus tôt lâché que mon oreille le fut aussi. Sa figure devint tout autre, et il se crut obligé de me parler gravement d'autre chose. Ce n'est pas que je n'eusse appris près de lui à ne pas avoir entendu au besoin ; mais, n'importe, il s'en voulait évidemment d'avoir laissé échapper cette qualification : toutes les autres pouvaient lui paraître des plaisanteries ; mais il ne semblait pas en être de même de celle-ci, soit par sa nature spéciale, soit par nos circonstances présentes ou autrement, que sais-je ? du reste, chacun conjecturera ce qui lui plaira ; seulement je raconte le fait.

Mercredi 30.

L'Empereur aujourd'hui n'a pas été mieux. Il a eu, à l'heure accoutumée, son léger accès de fièvre. Sur le soir, le docteur est arrivé ; il portait plusieurs gargarismes innocents, disait-il ; mais il n'en a pas moins eu de peine à en trouver l'emploi. L'Empereur avait beaucoup de boutons sur les lèvres, dans la bouche et jusque dans le gosier ; il avait beaucoup de peine à avaler, même à parler, disait-il. On n'a pu trouver, pour son usage, de l'huile supportable : elle est horrible, et il est fort délicat.

L'Empereur, dans la conversation du jour, parlant des dépenses, du gaspillage et des dettes permanentes de Joséphine, en est arrivé à raconter qu'il s'était vu lui-même, lui, l'homme le plus régulier qui existât, l'objet d'un esclandre fort désagréable à Saint-Cloud. « Étant dans ma calèche, disait-il, l'impératrice Marie-Louise à mes côtés, et au milieu d'un concours immense de peuple, je m'étais vu interpellé tout à coup à la façon de l'Orient, comme eût pu l'être le sultan se rendant à la mosquée, par un homme qui avait travaillé pour ma personne, et réclamait une somme considérable dont on lui refusait le paiement depuis longtemps. Et il se trouva que c'était juste, remarquait Napoléon ; mais j'étais en règle ; j'avais payé, et depuis longtemps ; aussi l'intermédiaire seul était coupable, etc. »

Dans un autre moment, à la suite de l'impopularité dont, disait-il, il avait fini par être l'objet, comme je revenais à lui témoigner mon étonnement de ce qu'il n'avait pas cherché quelque moyen de faire contre-miner les libelles, et de rappeler l'opinion qu'on lui enlevait, il a répondu avec une sorte d'inspiration : « J'avais, ma foi, des vues bien autrement larges que celles d'aller m'occuper de flagorner ou de ménager une petite multitude, quelques coteries ou nuances de sectes ; non, il fallait me laisser revenir victorieux de Moscou, et l'on eût vu bientôt, non seulement tous ces gens-là, non seulement toute la France, mais encore le monde entier me revenir, m'admirer et me bénir. Il ne m'eût plus fallu que disparaître par hasard au sein du mystère, et le vulgaire eût renouvelé pour moi la fable de Romulus, il eût dit que je m'étais enlevé au ciel pour aller prendre ma place parmi les dieux !... »

L'Empereur viole, dit-il, les règles de la médecine – C'est lui qui, le premier, nous appelle la grande nation – Il a commandé toute sa vie.

Jeudi 31.

Le temps s'était mis au beau ; la température aujourd'hui était délicieuse. Il y avait six jours que l'Empereur gardait la chambre ; fatigué de la monotonie de son mal, il a résolu de violer, disait-il, la loi du docteur. Il est sorti ; mais il se sentait si faible, qu'il pouvait à peine marcher. Il a fait demander la calèche, et nous avons fait un tour. Il était triste et silencieux. Il souffrait beaucoup, surtout des boutons qui couvraient ses lèvres.

Peu après son retour, il m'a fait demander dans sa chambre. La promenade l'avait encore abattu. Il se sentait très faible et fort disposé à l'assoupissement. Je l'ai déterminé à manger un peu ; il a fini par un verre de vin de liqueur, et il est convenu qu'il en était réveillé, et se trouvait beaucoup mieux. Il s'est mis à causer.

« En mettant le pied en Italie, disait-il, j'ai changé les mœurs, les sentiments, le langage de notre révolution. Je n'ai point fusillé les émigrés, j'ai secouru les prêtres, j'ai abrogé les institutions, les fêtes qui nous déshonoraient. Et en cela je n'étais point guidé par mon caprice, mais bien par la raison et l'équité, ces deux bases premières de la haute politique. Par exemple, m'a-t-il dit, si la fête de la mort du roi se fût toujours continuée, vous n'auriez pas eu l'occasion de pouvoir vous rallier jamais, etc., etc. »

L'Empereur disait avoir été celui qui le premier avait salué la France au nom de *la grande nation*... « Et certes, remarquait-il, je l'ai montrée telle au monde abattu devant elle. »

Et après un léger intervalle, il a repris : « Et elle le sera encore et le demeurera toujours, si son caractère national redevient en harmonie avec tous ses avantages physiques et ses moyens moraux, etc., etc. »

Dans un autre moment, parlant de l'un de nous qu'il aimait beaucoup, il disait : « C'est le caractère de la vache ; doux et tranquille pour toutes choses, excepté sur l'article de ses enfants ; dès qu'on touche à ceux-ci, aussitôt les cornes en avant : on pourrait le rendre furieux, etc. »

Parlant d'un autre qui avait passé trente ans, et qu'il accusait d'être trop jeune encore, il disait : « À cet âge, pourtant, j'avais fait toutes mes conquêtes, je gouvernais le monde ; j'avais apaisé la tempête, fondu les partis, rallié une nation, créé un gouvernement, un empire ; il ne me manquait que le titre d'empereur. » Et continuant sur ce sujet, il disait : « J'ai été gâté, il faut en convenir, j'ai toujours commandé ; dès mon entrée dans la vie, je me suis trouvé nanti de la puissance, et les circonstances et ma force ont été telles, que dès que j'ai eu le commandement, je n'ai plus reconnu ni maîtres ni lois. »

Résumé de juillet, août, septembre, octobre. — De l'ouvrage de M. O'Méara ; procès qui lui est intenté en ce moment par sir Hudson Lowe. — Quelques mots en défense du MÉMORIAL.

Le résumé habituel ne saurait être long désormais ; trois phrases à la rigueur pourraient suffire :

Tourments au comble. — Réclusion absolue. — Destruction infaillible.

Le reste de la vie de Napoléon ne sera plus qu'une cruelle et longue agonie.

On a vu que l'arrivée du nouveau gouverneur avait été pour nous le signal d'une sinistre existence. Peu de jours avaient suffi pour dérouler ses dispositions malfaisantes. Bientôt les tourments, les outrages dont il se dit l'intermédiaire, ou qu'il créa lui-même, furent au comble : il frappa de terreur les habitants à notre égard ; il accumula sur nous les vexations les plus ridicules ; il nous défendit d'écrire, sans le lui avoir communiqué, à ceux mêmes auxquels il ne nous interdisait pas de parler librement ; il invita à dîner chez lui le *général Bonaparte* pour le faire voir à une dame de distinction qui s'y trouvait en passant ; il arrêta lui-même un de nos domestiques, etc.

Il produit une dépêche à l'aide de laquelle il veut forcer l'Empereur à descendre, disait Napoléon, dans la fange de ses besoins pour les discuter vis-à-vis de lui ; il le harcèle pour fournir un argent qu'il n'a pas, et le conduit, à force de réductions sur le strict nécessaire, à briser et vendre son argenterie, dont lui, le gouverneur, fixe d'autorité le taux et l'acheteur. Il nous taxe ridiculement à une bouteille de vin par tête, l'Empereur

compris !... « Il marchande notre existence ; il m'envie l'air que je respire, » disait l'Empereur. Et ce qu'il nous envoie pour notre subsistance se trouve parfois et souvent de telle nature que nous sommes réduits à en emprunter au camp voisin !!! etc.

Il tend un piège à Napoléon, se faisant une joie de l'espoir de lui transmettre, en personne et avec pompe, une communication qu'il appelle ministérielle, et qui se trouve tellement brutale qu'il refuse d'en laisser copie. Il signifie à l'Empereur les règlements les plus extravagants ; il resserre capricieusement et ironiquement son enceinte habituelle, lui prescrit la trace de ses pas, et va jusqu'à lui vouloir fixer la nature de ses conversations et l'étendue de ses paroles ; il creuse des fossés autour de nous, nous entoure de palissades, élève des redoutes ; il nous oblige, pour pouvoir demeurer auprès de l'Empereur, à signer individuellement que nous nous soumettons à toutes ces choses ; il se sert de nos propres mains pour le dégrader, en nous forçant de le qualifier simplement *Bonaparte*, sous peine de nous arracher immédiatement d'auprès de lui, et de nous déporter sur-le-champ ! etc.

L'Empereur, poussé à bout par d'aussi ignobles traitements et d'aussi gratuites méchancetés, s'en explique sans réserve vis-à-vis de sir Hudson Lowe lui-même. Ses paroles ne ménagent plus rien ; il se délivre pour toujours de son odieuse vue, et prononce qu'il ne le reverra jamais. « Le plus mauvais procédé des ministres anglais n'est plus désormais de m'avoir envoyé ici, lui a-t-il dit, mais bien de m'avoir placé dans vos mains... Je me plaignais de l'amiral, votre prédécesseur, mais du moins il avait un cœur !... Vous déshonorez votre nation, et votre nom restera une flétrissure !... » – « Ce gouverneur n'a rien d'anglais, nous répétait-il souvent, ce n'est qu'un mauvais sbire de Sicile... Je me plaignais d'abord qu'on m'eût envoyé un geôlier, mais aujourd'hui je prononce que c'est un bourreau, etc. »

Je consacre ces mots et je pourrais en consacrer bien d'autres, quelque peu bienséants qu'ils puissent être : 1° parce que je les ai entendus ; 2° parce que Napoléon les a dits à sir Hudson Lowe lui-même, ou les lui a fait transmettre ; 3° enfin parce qu'ils ont été mérités, tant ce gouverneur, au grand scandale des Anglais mêmes, qui, sur les lieux, en témoignaient leur profond dégoût, a abusé arbitrairement, oppressivement et brutalement d'un

pouvoir qu'il avait à exercer au nom d'une nation si éminemment recommandable par tout le globe, au nom d'un prince si généralement considéré en Europe, enfin au nom d'un ministère au sein duquel se trouvaient encore quelques gens d'honneur personnellement connus par leur modération et leurs belles manières.

Les attaques sur Napoléon étaient incessantes, les tourments de tous les instants. Il ne se passait pas de jour sans nouvelles blessures ; et alors on put dire que se trouvait comme réalisé un des supplices de la fable.

Ah ! si jamais, dans cette époque de deuil pour tant de cœurs généreux, le génie de l'Europe, celui de la vérité, celui de l'histoire se sont tournés même involontairement vers Sainte-Hélène sur le grand Napoléon, s'ils l'ont cherché dans cette île, dont ils pensaient qu'on eût dû s'efforcer du moins de faire son Élysée, quelle n'aura pas été leur indignation de l'apercevoir, dans l'auréole de tant d'actes immortels, cloué sur un roc à la façon de Prométhée et sous les griffes de son vautour se délectant aussi à le déchiqueter pièce à pièce ! Oh ! quelle infamie !... Quelle honte éternelle !

Dans cette période, la santé de l'Empereur a constamment et grandement décliné ; ce corps, cru si robuste, qui avait résisté à tant de travaux, qu'avaient épargné tant de fatigues, qu'avaient soutenu les victoires et la gloire, courbait désormais sous des infirmités que hâtait la méchanceté des hommes. C'était presque chaque jour quelque incommodité nouvelle, des ressentiments de fièvre, des fluxions violentes, des symptômes de scorbut, des rhumes continuels ; les traits s'altéraient, la marche devenait pesante, les jambes se gonflaient, etc. Nos cœurs se déchiraient de le voir courir visiblement vers une destruction infaillible et prochaine ; tous nos soins n'y pouvaient rien.

Il avait renoncé depuis longtemps au cheval, et finit par renoncer à peu près aussi à la calèche ; même la simple promenade à pied devint rare, et il se trouva réduit, à peu de chose près, à la stricte réclusion de ses appartements. Il ne s'occupait plus désormais d'un travail suivi et régulier ; il ne nous dictait guère qu'à de longs intervalles et sur des sujets de pure fantaisie du moment. Il passait la plus grande partie du jour seul dans sa chambre occupé à feuilleter quelques livres, ou plutôt ne faisant rien. C'est à ceux qui ont dignement jugé de toute la puissance de ses facultés à apprécier la force d'âme qu'il lui fallait pour dévorer paisiblement la charge

accablante d'un tel ennui, d'une aussi odieuse existence ; car, vis-à-vis de nous, c'était toujours la même sérénité de visage, la même égalité de caractère ; le même piquant, la même liberté d'esprit, parfois même de la gaieté, de la plaisanterie ; mais dans les détails de l'intimité il était aisé de s'apercevoir qu'il n'y avait plus en lui ni préoccupation de l'avenir, ni méditation du passé, ni souciance du présent ; il obéissait passivement désormais à la nature physique ; et, dans l'entier dégoût de la vie, le terme en était peut-être en secret désiré. Tel était l'état des choses quand je fus enlevé de Longwood ; car ce moment approche, il n'est pas loin.

Je n'ai point consigné, dans le cours de mon recueil, toutes les minutieuses circonstances de nos querelles avec le gouverneur, non plus que les nombreuses notes officielles échangées entre nous. J'ai omis également les ignobles misères accumulées sur notre existence animale. Mon but n'était point d'écrire l'histoire de Longwood et de ses douleurs, mais seulement de faire ressortir les nuances caractéristiques de Napoléon. Au surplus, si on en est curieux, on peut aller chercher tous ces détails dans la relation du docteur O'Méara. C'eût été petitesse à moi, l'un de ceux sur lesquels ils frappaient, que de trop m'y arrêter ; mais chez le docteur, qui n'en était que le témoin, qui nous était étranger, qui était, on pourrait même dire, du parti adverse, ce soin de sa part, et dans sa situation, ne peut, ne doit avoir été que le résultat d'une émotion profonde, d'une indignation généreuse qui honore son cœur.

J'apprends en ce moment que l'ex-gouverneur de Sainte-Hélène l'attaque devant les tribunaux en diffamation et en calomnie ; je suis plein de vénération pour les juges des grands tribunaux d'Angleterre, parce que je sais comment ils se composent ; toutefois comment être sûr aujourd'hui d'un résultat ! car, dans la malheureuse crise politique de nos jours, il apparaît partout comme deux vérités à la fois ; or la bonne pour chacun est celle qu'on porte dans le cœur ; car, bien qu'on en dise, on ne saurait se mentir à soi-même, et ce sera à tout évènement sans doute la consolation du docteur O'Méara ; car je dois déclarer ici que tout ce que je trouve à cet égard dans son ouvrage, et qui a pu être à ma connaissance lorsque j'étais sur les lieux, est de la plus stricte vérité, d'où je dois naturellement conclure, par analogie, qu'il en est de même sans doute de tout ce que je

n'ai pas vu ce qui se prolonge de dix-huit mois au-delà. Aussi je n'hésite pas à prononcer que je le tiens pour tel dans mon âme et conscience.

Précisément au moment où j'écris, je reçois de sir Hudson Lowe des extraits de lettres qu'il me dit avoir reçues confidentiellement dans les temps du docteur O'Méara, lequel, me fait-il observer, s'exprimait très improprement à mon égard, et lui faisait des rapports secrets à mon sujet. Quelle a pu être en cela l'intention de sir Hudson Lowe vis-à-vis de moi ? Aux termes où nous en sommes, ce ne saurait être un intérêt bien tendre. Aurait-il espéré me prouver que M. O'Méara était son espion auprès de nous ? Aurait-il pensé m'indisposer assez pour altérer la nature et la force de mes témoignages en faveur de son adversaire ? Mais, au demeurant, ces lettres du docteur sont-elles bien entières ? ne sont-elles pas tronquées à la façon de Sainte-Hélène ? et encore, leur sens serait-il plein, réel ? en quoi devraient-elles me fâcher ? Quels droits, quels titres avais-je dans ce temps sur O'Méara ? Il est bien vrai que plus tard, à son retour en Europe, le voyant poursuivi, persécuté, puni pour l'humanité dont il avait usé envers Napoléon, je lui en ai exprimé la plus vive reconnaissance, et je lui ai écrit que si l'injustice venait à le forcer de quitter son pays, il devenait libre, à son gré, de venir prendre place dans ma famille, que je partagerais avec lui. Mais à Sainte-Hélène je le connaissais à peine ; je ne crois pas lui avoir adressé la parole dix fois durant tout mon séjour à Longwood. Je le considérais comme m'étant opposé d'opinion, d'intérêts : voilà quels étaient mes rapports avec O'Méara. Il était donc entièrement libre à mon égard, il demeurerait maître d'écrire alors ce qu'il lui plaisait, sans que cela pût influencer sur l'opinion qu'il m'a inspirée depuis. Que sir Hudson Lowe prétende insinuer aujourd'hui que le docteur était deux et trois fois espion dans le même temps, savoir : pour le gouvernement, pour Napoléon et pour lui, sir Hudson Lowe, cela détruirait-il la vérité, l'authenticité des faits exposés dans son livre ? Au contraire : et duquel des trois corrupteurs gagnerait-il le salaire en révélant ces faits au public ? Napoléon n'est plus, le docteur n'a rien à en attendre, et il s'est fait des deux autres, par sa publication, d'ardents persécuteurs qui lui ont ravi ses emplois et menacent son repos ; c'est que son véritable crime, à leurs yeux, est le zèle importun d'un ami de la bienséance et des lois, qui, révolté d'inconvenances et ignobles vexations, en a signalé les vrais auteurs pour en disculper son

pays : voilà la chose. Je n'ai donc vu dans la communication si tardive des lettres confidentielles que vient de m'adresser sir Hudson Lowe, au moment même de son procès avec le docteur, qu'une espèce de délation intéressée que chacun qualifiera comme il l'entendra. Je n'en ai pas même accusé réception ; j'ai bien moins songé encore à m'en plaindre.

Mais puisque j'en suis à M. O'Méara et à son ouvrage, qu'il se trouve avoir tenu aussi un journal vers le même temps que moi, dans le même lieu et sur les mêmes sujets, je ferai observer que c'est assurément une circonstance bien heureuse pour l'authenticité des récits que le concours singulier de deux narrateurs qui, de position, de nation, d'opinion différentes, sans rapports entre eux, relatent des faits qu'ils ont puisés à la même source. Il devient curieux de les opposer l'un à l'autre. O'Méara est traduit chez nous, qu'on parcourt, qu'on compare les deux productions. Si l'on fait la part du génie des deux langues, des préjugés nationaux réciproques, de la différence de position des deux narrateurs, que présente la masse des deux récits ? une similitude parfaite ; car les légères différences sont même en quelque sorte la garantie de chacun, en ce qu'elles sont inévitables : où a-t-on jamais vu deux hommes écrivant ce dont ils ont été témoins ne pas différer ? Et que d'innocentes infidélités d'ailleurs n'avons-nous pas dû involontairement commettre en essayant de répéter de pures conversations prises au vol ! Toutefois je ne terminerai pas sans arrêter le lecteur sur une circonstance qui m'a frappé moi-même en lisant O'Méara, c'est que les conversations de Napoléon portent précisément avec elles le caractère de la position des deux personnes avec lesquelles il s'entretenait : tous les objets importants, chez O'Méara, sont beaucoup plus développés, plus suivis ; c'est que Napoléon parlait à quelqu'un à qui il croyait devoir apprendre ; chez moi, au contraire, ils sont presque toujours en sommaires ; c'est que l'Empereur s'exprimait alors devant celui qu'il supposait savoir. Au surplus, les récits du docteur ont eu un succès prodigieux en Angleterre, c'est que le sujet était riche, l'intention louable, le but moral ! en voilà assez pour faire fortune.

Pour moi, de mon côté, j'avance dans mon entreprise ; déjà j'en entrevois le terme, et je dois des actions de grâce pour le bon accueil aussi dont jusqu'ici je me vois accompagné. Je me suis cru un devoir et me suis voué à le remplir, non à demi, mais en conscience. Ayant à essayer de peindre

l'homme des prodiges, non par mes faibles couleurs, mais à l'aide de ses propres paroles, de ses propres gestes, j'ai dû m'attacher surtout à demeurer minutieusement vrai, scrupuleusement fidèle ; et j'espère qu'après m'avoir lu, on me rendra la justice d'avouer que, pour y parvenir, j'ai fait abnégation de tout système, de toutes opinions, de tous partis, de toutes liaisons ; j'ai heurté des sentiments individuels ; je ne me suis point arrêté devant les plus hauts personnages ni les plus hautes considérations. D'un autre côté, je ne me suis point dissimulé aucun des graves inconvénients d'une telle marche, ni les nombreux chagrins qu'elle pouvait me créer : j'avais à craindre, ainsi qu'il n'arrive que trop souvent à l'impartiale vérité, de déplaire à tous et de déchaîner bien des voix ; l'autorité aussi, interprétant mal mes intentions sur un sujet si voisin encore de nos grands événements, pouvait s'irriter, et j'avais à craindre d'être traduit devant les magistrats ; de là peut-être condamnation, amende, confiscation, prison. Il est bien vrai que j'aurais pu alléger mes embarras et m'y rendre en quelque sorte étranger en donnant ou en vendant mon manuscrit en France ou au dehors ; mais aurais-je rempli mon objet, et en dépit de toute condition de ma part, eût-on manqué de réalités ou de prétextes pour dénaturer ou mutiler ce recueil, dont tout le mérite repose dans son intégrité ? Aussi, tenant à ce qu'il ne subît aucune altération, et voulant demeurer maître jusqu'au dernier instant de la dernière ligne, à tous les autres inconvénients j'ai ajouté encore la chance d'une lésion dans ma fortune, en le publiant à mes risques et périls. D'Angleterre et d'Allemagne on m'a fait offrir un haut prix des portions que les circonstances devaient me forcer, supposait-on, de ne pas publier en France. J'ai répondu que rien n'avait été réservé, et qu'il n'était pas dans ma nature de laisser publier au dehors, sous mon nom, ce que je n'aurais pas osé publier au dedans sous les lois du pays, quelque difficiles, quelque sévères qu'elles pussent me paraître. Du reste, en dépit de toutes inquiétudes, je n'ai jusqu'ici qu'à m'applaudir tout à fait de la marche que j'ai cru devoir suivre. Les témoignages les plus flatteurs me sont arrivés de tout côté, et la loi est demeurée silencieuse ; peut-être même pourrait-elle me savoir quelque gré, dans nos temps de passion, de n'avoir pas désespéré de son impassibilité sur un sujet aussi délicat, et de l'avoir mise à même d'en fournir une preuve aussi décisive. Pour moi, j'en demeure fier pour elle ; grâces lui soient rendues.

Je n'ai prétendu être ni apologiste ni panégyriste ; mais j'ai voulu mettre chacun à même de le devenir à son gré, d'après sa propre conviction et ses propres sentiments ; et c'est ce qui m'a fait conserver dans l'ensemble du recueil jusqu'aux plus petites minuties, afin que chacun pût demeurer frappé par ce caractère de vérité qui naît de la contexture même des choses. Je n'en ai omis que les anecdotes personnelles ou les épithètes qui, se trouvant étrangères à mon objet, n'eussent été que gratuitement désobligeantes, et malheureusement beaucoup trop encore m'ont échappé. Hors d'état de pouvoir m'occuper avec beaucoup de réflexion, me hâtant avec précipitation, dans la crainte de ne pas atteindre la fin, entraîné par le but principal, je n'ai pu soigner suffisamment tous les accessoires. Aujourd'hui, quand on me relit les volumes publiés, je suis frappé de retrouver ce que j'aurais voulu, ce que même parfois je crois avoir effacé. Ma situation peut expliquer ces négligences, ainsi qu'un grand nombre d'irrégularités typographiques et plaider tant soit peu pour elles ; c'est que, entre le public et moi, il n'aura guère existé d'autres intermédiaires qu'un copiste et le prote : voilà l'inconvénient de ma solitude absolue ; sans conseils, sans avis, sans révisions. Mais, sera-t-on tenté de me dire peut-être, pourquoi n'avoir pas eu recours à tant de personnages dont la bienveillance, les lumières et la connaissance de la matière même eussent pu vous être d'un aussi grand service ? Voici ma réponse : Où a-t-on vu s'accorder en toutes choses deux témoins d'un même fait ? Il n'eût donc pas été deux de mes articles que chacun n'eût prétendu redresser en quelque chose à sa façon. Or, si j'avais cédé, les véritables paroles, les opinions, les jugements erronés ou non de Napoléon eussent bientôt disparu tout à fait ; et alors qu'eussé-je produit ? un livre refait à Paris. Si au contraire je m'étais obstiné à résister, on connaît les hommes sur ce point, j'eusse fort désobligé, et l'on ne m'eût point pardonné, d'avoir demandé des avis pour ne point les suivre.

Mais, pourra-t-on me dire encore, que n'attendiez-vous, à l'exemple de tous les auteurs de mémoires, qui généralement ne leur laissent voir le jour qu'après leur mort, afin d'éviter les inconvénients auxquels vous vous êtes exposé ? Quoi ! que j'attendisse ? Et le devoir auquel je me croyais tenu, comment se serait-il rempli ? Et mon intention de procurer des jouissances à ceux qui ont aimé, de forcer à l'estime ceux qui sont demeurés ennemis,

que serait-elle devenue ? Quoi ! une foule de tous rangs, de toutes professions, de tous emplois, moi, tout le premier, qui l'avons servi avec orgueil et sincérité, qui l'avons aimé avec admiration, qui nous sommes enivrés de bonne foi de la gloire, de la splendeur, de la prospérité dont il rassasiait le pays, nous l'entendrions froidement calomnier chaque jour, nous nous sentirions à chaque instant injuriés dans sa personne ! et je possédais les moyens victorieux de répondre, et j'aurais gardé le silence ! et j'aurais attendu !... Et pour quelques légères considérations, j'aurais privé les contemporains avides ! Non. Et aussi bien le public se montrait-il vivement impatient ; il attendait et demandait des compagnons de Napoléon qu'ils lui fissent connaître ce qu'ils avaient recueilli de ses paroles ou lu dans sa pensée : or la tenue de mon Journal me rendait le mieux situé ; je me suis trouvé le plus tôt prêt, et je me suis hâté, à la voix de tous, d'accomplir ce devoir. Du reste, quoi qu'il pût m'arriver désormais, j'en tiens déjà la plus douce récompense dans les témoignages, les vœux, la sympathie qui me sont déjà parvenus, dans l'espèce de reconnaissance même dont des cœurs généreux et vraiment hauts sont venus m'entretenir avec transport.

Affaissement de l'Empereur – Sa santé continue de s'altérer sensiblement – Inquiétudes du médecin
– Nos prisonniers en Angleterre ; les pontons, etc.

Vendredi 1er novembre.

Aujourd'hui le temps était très beau, l'Empereur a voulu en profiter ; il a essayé de sortir sur les deux heures. Après quelques pas dans le jardin, il a eu l'idée d'aller se reposer chez madame Bertrand ; il y est demeuré plus d'une heure dans un fauteuil, ne parlant point, souffrant et abattu. Au bout de ce temps, il a regagné languissamment sa chambre, où il s'est jeté sur son canapé, sommeillant comme la veille. Cet affaissement m'affectait douloureusement. Il essayait de temps à autre de combattre cette disposition ; mais il ne trouvait rien à dire, et, s'il voulait se mettre à lire, la lecture le dégoûtait tout aussitôt. Je l'ai quitté pour le laisser reposer.

Le docteur O'Méara est venu voir mon fils, dont l'état ne laissait pas que d'être inquiétant. Il avait été saigné hier de nouveau ; il avait eu des

évanouissements trois ou quatre fois dans la journée.

Le docteur a profité de cette occasion pour me parler spécialement de la santé de l'Empereur, me confiant qu'il n'était pas sans inquiétude sur sa trop grande réclusion. Il ne cessait de prêcher, disait-il, pour plus d'exercice, et m'engageait à profiter des fréquentes occasions que j'avais de parler à l'Empereur pour l'amener à sortir davantage. Il est sûr, convenions-nous, qu'il changeait de manière à effrayer ; et lui (le docteur) n'hésitait pas à prononcer qu'un si complet repos, après une si grande agitation, pouvait devenir des plus funestes ; que toute maladie sérieuse, que pouvait amener si facilement la qualité du climat ou tout autre accident de la nature, lui deviendrait infailliblement mortelle. Les paroles du docteur, son anxiété, m'ont vivement touché. Dès ce temps, j'aurais dû deviner en lui cet intérêt réel qu'il a si bien prouvé depuis.

Sur les six heures, l'Empereur m'a fait appeler. Il était dans son bain, souffrant peut-être encore plus que de coutume. C'était, pensait-il, le résultat de sa sortie d'hier ; le bain lui a réussi. Il se trouvait un peu mieux. Il s'est mis à lire l'ambassade de lord Macartney en Chine ; ce qu'il a prolongé assez longtemps, dissertant, chemin faisant, sur bien des objets qu'il y rencontrait.

La rupture subite du traité d'Amiens, sous de si mauvais prétextes et avec autant de mauvaise foi de la part du ministère anglais, avait causé une vive irritation chez le Premier Consul, qui se sentait joué. La saisie de plusieurs bâtiments de notre commerce, avant même de nous déclarer la guerre, vint y mettre le comble. « Sur mes vives réclamations, disait l'Empereur, ils se contentèrent de répondre froidement que c'était leur usage, qu'ils l'avaient toujours fait, et ils disaient vrai ; mais les temps n'étaient plus pour la France de supporter patiemment une telle injustice ni une telle humiliation. J'étais devenu l'homme de ses droits et de sa gloire, et j'étais tout disposé à montrer à nos ennemis avec qui désormais ils avaient affaire. Malheureusement ici, par notre position réciproque, je ne pouvais venger une violence que par une violence plus forte encore. C'est une triste ressource que les représailles sur des innocents au fond ; mais je n'avais pas de choix.

À la lecture de l'ironique et insolente réponse faite à mes plaintes, j'expédiai, au milieu de la nuit même, l'ordre d'arrêter, par toute la France

et sur tous les territoires occupés par nos armes, tous les Anglais quelconques, et de les retenir prisonniers en représailles de nos vaisseaux si injustement saisis. La plupart de ces Anglais étaient des hommes considérables, riches et titrés, venus pour leur plaisir. Plus l'acte était nouveau, plus l'injustice était flagrante, plus la chose me convenait. La clameur fut universelle. Tous ces Anglais s'adressèrent à moi ; je les renvoyais à leur gouvernement : leur sort dépendait de lui seul, répondais-je. Plusieurs, pour obtenir de s'en aller, furent jusqu'à proposer de se cotiser pour acquitter eux-mêmes le montant des vaisseaux arrêtés. Ce n'était pas de l'argent que je cherchais, leur faisais-je dire, mais l'observation de la simple morale, le redressement d'un tort odieux ; et, le croira-t-on ? l'administration anglaise, aussi astucieuse, aussi tenace dans ses droits maritimes que la cour de Rome dans ses prétentions religieuses, a mieux aimé laisser injustement dix ans dans les fers une masse très distinguée de ses compatriotes, que de renoncer authentiquement pour l'avenir à un misérable usage de rapines sur les mers.

« Déjà, en arrivant à la tête du gouvernement consulaire, j'avais eu une prise avec le cabinet anglais touchant les prisonniers, et cette fois je l'avais emporté. Le Directoire avait eu la sottise de se prêter à un arrangement qui nous était extrêmement préjudiciable et tout à fait à l'avantage des Anglais.

« Les Anglais nourrissaient leurs prisonniers en France, et nous avions la charge de nourrir les nôtres en Angleterre. Or nous avions assez peu d'Anglais chez nous, et ils tenaient beaucoup de Français chez eux. Les vivres étaient presque pour rien en France ; ils étaient d'un prix exorbitant en Angleterre. Les Anglais avaient donc fort peu de choses à payer, tandis que, de notre côté, nous devions envoyer des sommes énormes en pays ennemi, et nous étions fort pauvres. Ajoutez que tous ces détails exigeaient des agents croisés sur les lieux respectifs, et monsieur le commissaire anglais n'était autre chose que l'espion de nos affaires, l'entremetteur, le machinateur des complots de l'intérieur ourdis avec les émigrés du dehors. À peine eus-je pris connaissance d'un tel état de choses, que l'abus fut rayé d'un trait de plume. Il fut signifié au gouvernement anglais qu'à compter du moment, chaque nation nourrirait désormais les prisonniers qu'elle aurait faits, si mieux on n'aimait les échanger. On jeta les hauts cris, on menaça de les laisser mourir de faim. Je soupçonnais bien assez de dureté et d'égoïsme

aux ministres anglais pour en avoir l'envie ; mais j'étais sûr que l'humanité de la nation s'en serait révoltée. On plia ; les malheureux Français n'en furent ni mieux ni plus mal, mais nous gagnâmes de grands avantages, et échappâmes à un arrangement qui était une espèce de joug et de tribut.

« Durant toute la guerre, je n'ai cessé d'offrir l'échange des prisonniers ; mais le gouvernement anglais, jugeant qu'il m'eût été avantageux, s'y est constamment refusé sous un prétexte ou sous un autre. Je n'ai rien à dire à cela ; la politique à la guerre marche avant le sentiment. Mais pourquoi se montrer barbare sans nécessité ? et c'est ce qu'ils ont fait quand ils ont vu grossir le nombre de leurs prisonniers. Alors a commencé pour nos malheureux compatriotes cet affreux supplice des pontons, dont les anciens eussent enrichi leur enfer, si leur imagination eût pu les concevoir. Ce n'est pas que je ne croie qu'il y avait exagération de la part de ceux qui accusaient ; mais aussi il n'y a pas eu de vérité dans ceux qui se défendaient. Nous savons ce que c'est qu'un rapport au parlement : ici nous en sommes sûrs quand nous lisons les calomnies et les mensonges que débitent en plein parlement, avec une si froide intrépidité, ces méchants, qui n'ont pas rougi de se faire nos bourreaux. Les pontons portent avec eux leur vérité, il suffit du simple fait : y avoir jeté de pauvres soldats qui n'étaient point accoutumés à la mer ; les avoir entassés les uns sur les autres dans des lieux infects, trop étroits pour les contenir ; leur avoir fait respirer deux fois par vingt-quatre heures, à la marée basse, les exhalaisons pestilentiennes de la vase ; avoir prolongé dix ou douze ans ce supplice de chaque jour, n'est-ce pas assez pour que le sang bouillonne au hideux tableau d'une telle barbarie ? Et, sur ce point, je me reproche fort de n'avoir pas usé de représailles, de n'avoir pas jeté dans des pontons pareils, non les pauvres matelots et soldats dont la voix ne compte pas, mais tous les milords et la masse de la classe distinguée. Je leur eusse laissé libre correspondance avec leur pays, leurs familles, et leurs cris eussent assourdi les ministres et les eussent fait reculer. Il est vrai que les salons de Paris, toujours les meilleurs alliés des ennemis, n'eussent pas manqué de me dire un tigre, un cannibale : n'importe, je le devais aux Français, qui m'avaient chargé de les protéger et de les défendre. J'ai manqué de caractère : c'était mon devoir. » Et il m'a demandé si les pontons existaient de mon temps. Je ne pouvais le lui dire ; cependant je pensais que non, parce que j'étais sûr qu'alors existaient des

prisons parquées en pleine campagne ; que beaucoup d'Anglais les visitaient, faisant du bien aux prisonniers, achetant leurs petits travaux. Toutefois ils devaient être bien mal et souffrir de la faim ; car on racontait qu'un agent du gouvernement y étant entré à cheval, et en étant descendu un instant, il n'avait pas eu le dos tourné, que le pauvre animal, en un clin d'œil, avait été enlevé, dépecé et dévoré. Je ne garantissais pas le fait ; mais il nous avait été raconté par des Anglais mêmes, et il est vrai que les fanatiques d'entre eux ne le citaient pas comme preuve des besoins des prisonniers français, mais bien pour faire ressortir toute leur férocité et leur voracité. L'Empereur en riait comme d'un conte bleu, disant que la nature aurait à en frémir si la chose était réelle ; car il est bien évident à qui que ce soit, remarquait-il, qu'il n'y a que la faim poussée jusqu'à la rage qui puisse porter à dévorer du cheval. Je lui donnais une autre raison pour croire que de mon temps il n'y avait point encore de pontons, c'est qu'il avait été grandement question de consacrer aux prisonniers quelques petites îles désertes situées entre l'Angleterre et l'Irlande. On les y eût déposés ; toute embarcation quelconque eût été soustraite, on les eût tout à fait abandonnés à eux-mêmes dans un complet isolement, et il n'eût plus été besoin que de quelques bâtiments légers, en constante croisière, pour les garder. Seulement on objectait qu'en cas de descente de la part de l'ennemi, son grand et facile objet serait d'aborder ces îles, et qu'en y distribuant des armes, il y recruterait une armée toute faite. Et peut-être, disais-je, est-ce cette première idée qui aura conduit à celle des pontons ? car le nombre des prisonniers croissant toujours, on s'effrayait de les avoir à terre au milieu de soi par la disposition d'une partie de la population, qu'on soupçonnait d'être fort portée à fraterniser avec les Français. « Eh bien ! disait Napoléon, je conçois ces îles, car la sûreté et la propre conservation avant tout. Mais le supplice des pontons est une tache à l'humanité anglaise, un aiguillon de fureur qui ne peut sortir du cœur des prisonniers français.

« L'article des prisonniers a été un des points sur lesquels s'est exercée la mauvaise foi habituelle des ministres anglais, avec ce machiavélisme ordinaire qui caractérise si bien l'école actuelle. Absolument résolus à repousser tout échange, et ne voulant pas être accusés de s'y refuser, ils multipliaient et dénaturaient les prétextes. C'était d'abord mon atroce violation des droits civilisés envers les *détenus*, que je prétendais considérer

comme des *prisonniers*, principe qu'il ne leur était pas permis de reconnaître, disaient-ils, par quelque considération que ce fût. Ensuite vinrent les évasions réciproques. Quelques-uns des détenus, qui chez nous demeuraient libres sur parole, s'étant évadés, ils furent accueillis chez eux avec acclamations. Des Français en firent autant, et je blâmai leur retour. Je fus jusqu'à proposer qu'on se renvoyât réciproquement ceux qui avaient violé leurs engagements ; mais il me fut répondu que des *détenus* n'étaient pas des *prisonniers*, qu'ils n'avaient fait qu'user d'un droit légitime, qu'ils avaient échappé à l'oppression, qu'ils avaient bien fait ; et on les employa. Dès ce moment, j'engageai les miens à s'évader, je les employai, et les ministres remplirent leurs journaux des plus effrontées diatribes, me signalèrent à l'Europe comme un homme sans morale, sans foi ni loi, etc.

Quand enfin, par un motif quelconque, il leur convint de traiter de l'échange, ou peut-être aussi quand il leur vint une idée qu'ils crurent propre à me jouer sur ce point, ils envoyèrent un commissaire ; les grandes difficultés disparurent, et les bases se posèrent pour l'amour de l'humanité et autres grands mots. Ils consentirent à compter les détenus au nombre des prisonniers, et à y admettre l'armée hanovrienne, que j'avais faite prisonnière et licenciée sur parole. Ce point avait été longtemps un obstacle ; car les Hanovriens n'étaient pas Anglais, insinuait-on. Tout allait bien jusque-là et semblait marcher à une conclusion facile ; mais je connaissais mes adversaires, et je lisais leurs véritables intentions. Ils avaient plus de Français que je n'avais d'Anglais ; une fois qu'ils eussent tenu les leurs, ils n'auraient pas manqué d'incidents pour en demeurer là, et le restant de mes pauvres Français fût demeuré dans les pontons à éternité. Je déclarai donc que je ne voulais pas d'un échange partiel, mais bien d'un échange total ; et voici, disais-je, ce qui allait le faciliter. Je convenais avoir beaucoup moins d'Anglais qu'ils n'avaient de Français ; mais j'avais aussi des Espagnols, des Portugais et autres alliés des Anglais, pris, sous leurs bannières, dans la même cause ; et, par cette nouvelle combinaison, je présentais à mon tour une masse de prisonniers bien plus considérable que la leur. Eh bien ! j'offrais de rendre le tout pour le tout. Cette proposition déconcerta d'abord, elle fut discutée et repoussée. Toutefois, quand on crut avoir découvert l'artifice propre, à se procurer le même résultat, on accéda à ma proposition ; mais j'avais l'œil à tout. Il m'était évident que si on

commençait d'abord par échanger tout simplement Français contre Anglais, une fois qu'ils se sentiraient nantis, ils ne manqueraient pas de prétextes pour en demeurer là, et que nous rentrerions dans leur hypothèse première : les prisonniers anglais n'étaient guère que le tiers des nôtres en Angleterre. J'offris alors, pour éviter tout malentendu réciproque, d'échanger par transports de trois mille seulement à la fois ; on me rendrait trois mille Français, contre lesquels je donnerais mille Anglais et deux mille Hanovriens, Espagnols, Portugais et autres. De la sorte, s'il survenait quelque querelle, disais-je, et qu'on s'arrêtât, nous demeurions toujours dans les mêmes proportions qu'auparavant, et sans nous être trompés les uns les autres ; que si le tout, au contraire, allait sans malencontre jusqu'à la fin, je promettais de rendre le reste par-dessus le marché. J'avais si bien deviné, que ces détails, si raisonnables au fond, puisque le principe en avait été adopté, firent jeter les hauts cris ; on rompit tout, et on se sépara. Néanmoins, soit que les ministres anglais tinssent réellement à ravoir leurs compatriotes, soit qu'ils fussent frappés de mon obstination à ne pas me laisser duper, il paraît qu'ils allaient entendre enfin à une conclusion finale que je faisais proposer de nouveau par une voie détournée, quand nos désastres de Russie vinrent leur rendre toutes leurs espérances et détruire toutes mes prétentions. »

L'Empereur s'est étendu ensuite sur le bon traitement dont nous avons usé nous-mêmes envers les prisonniers que nous avons eus chez nous. Ce traitement était aussi généreux, disait-il, aussi libéral que possible ; il n'imaginait pas qu'aucune nation eût eu la pensée d'en élever aucun reproche. « Nous aurions eu, disait-il, en notre faveur le témoignage et les sentiments des prisonniers mêmes ; car, à l'exception de ceux qui tenaient ardemment à leurs lois locales, ou, en d'autres mots, au sentiment de la liberté, ce qui se réduisait aux Anglais et aux Espagnols, tout le reste, les Autrichiens, les Prussiens, les Russes, nous demeuraient volontiers ; ils nous quittaient avec peine et nous revenaient avec plaisir. Cette disposition a influé plus d'une fois sur l'opiniâtreté de leurs efforts ou de leur résistance, etc. »

L'Empereur disait encore : « J'ai eu le projet d'amener en Europe un changement dans le droit et la coutume publique à l'égard des prisonniers. J'aurais voulu les enrégimenter et les faire travailler militairement à des

monuments ou à de grandes entreprises, ils eussent reçu leur solde qu'ils eussent gagnée ; on eût sauvé la fainéantise et tous les désordres qu'amène d'ordinaire parmi eux leur complète oisiveté ; ils eussent été bien nourris, bien vêtus, et n'eussent manqué de rien, sans coûter néanmoins à l'État, qui eût reçu leur travail en équivalent ; tout le monde y eût gagné. Mais mon idée ne prospéra point au Conseil d'État ; on m'y laissa apercevoir cette fausse philanthropie qui égare tant de monde. On eut l'air de regarder comme dur et barbare de vouloir les contraindre au travail. On laissa voir qu'on craignait les représailles. Un prisonnier est déjà assez malheureux d'avoir perdu sa liberté, disait-on ; on ne croyait pas qu'on put avoir des droits sur l'emploi de son temps ni sur une partie de ses actions. – Mais c'est là l'abus dont je me plains, disais-je, et que je voudrais corriger. Un prisonnier peut et doit s'attendre à des gênes légitimes ; et celles que je lui inflige sont pour son bien autant que pour celui d'autrui. Je n'exige pas de lui plus de peine, plus de fatigue, mais moins de danger que dans son état habituel et journalier. Vous craignez les représailles, que l'ennemi ne traite de la sorte nos Français ? Mais plutôt au ciel ! Ce serait ce que j'estimerai le plus heureux du monde ! Je verrais mes matelots, mes soldats occupés aux champs ou sur des places publiques, au lieu de les savoir ensevelis vivants au fond de leurs affreux pontons. On me les renverrait sains, laborieux, endurcis au travail, et chacun, dans chaque pays, laisserait après soi des travaux qui dédommageraient en quelque chose des funestes ravages de la guerre, etc. Par accommodement on arrêta l'organisation de quelques corps de prisonniers comme travailleurs volontaires ou quelque chose de la sorte, mais ce n'était nullement là toute mon idée. »

Chapitre 9.

Anvers ; grandes intentions de Napoléon à son égard ; est une des causes de sa chute – Généreux sentiments qui font refuser le traité de Chatillon – Travaux maritimes, Cherbourg, etc. – Rapport officiel sur l'empire en 1815 – Total des dépenses en travaux, sous Napoléon.

Samedi 2.

L'Empereur n'est pas sorti de sa chambre. Quand je me suis rendu auprès de lui, je l'ai trouvé très souffrant, c'était d'une espèce de courbature ou de transpiration arrêtée ; de plus, il avait une fluxion décidée. Il m'a retenu la plus grande partie du jour, cherchant parfois à causer, parfois encore cherchant à sommeiller. Il changeait à chaque instant de place et de situation, essayait de marcher, et revenait souvent près du feu : il avait évidemment de la fièvre.

Dans un de ses nombreux sujets de conversations rompues, il s'est arrêté avec suite sur Anvers, son arsenal, ses fortifications, son importance, les grandes vues politiques et militaires qu'il avait eues sur ce point si heureusement situé, etc., etc., etc.

Il a dit qu'il avait beaucoup fait pour Anvers, mais que c'était encore peu auprès de ce qu'il comptait faire. Par mer il voulait en faire un point d'attaque mortel à l'ennemi, par terre il voulait le rendre une ressource certaine en cas de grands désastres, un vrai point de salut national ; il voulait le rendre capable de recueillir une armée entière dans sa défaite et de résister à un an de tranchée ouverte, intervalle pendant lequel une nation avait le temps, disait-il, de venir en masse la délivrer et reprendre l'offensive. Cinq à six places de la sorte, ajoutait-il, étaient d'ailleurs le système de défense nouveau qu'il avait le projet d'introduire à l'avenir. On admirait déjà beaucoup les travaux exécutés en si peu de temps à Anvers, ses nombreux chantiers, ses magasins, ses grands bassins, mais tout cela

n'était encore rien, disait l'Empereur, ce n'était encore là que la ville commerçante, la ville militaire devait être sur la rive opposée ; on avait déjà acheté le terrain ; on l'avait payé à vil prix, et, par une spéculation adroite, on en eût revendu à un très haut bénéfice, à mesure que la ville se serait élevée, ce qui eût contribué à diminuer d'autant la dépense totale. Les vaisseaux à trois ponts fussent entrés tout armés dans les bassins d'hiver. On eût construit des formes couvertes pour retirer à sec les vaisseaux pendant la paix, etc.

L'Empereur disait qu'il avait arrêté que le tout fût gigantesque et colossal. Anvers eût été à lui seul toute une province. En revenant à ce superbe établissement, il remarquait que cette place était une des grandes causes qu'il était ici, à Sainte-Hélène ; que la cession d'Anvers était un des motifs qui l'avaient déterminé à ne pas signer la paix de Châtillon. Si on eût voulu lui laisser cette place, peut-être eût-il conclu ; et il se demandait s'il n'avait pas eu tort de se refuser à signer l'ultimatum. « Il y avait encore alors, disait-il, bien des ressources et bien des chances, sans doute, mais aussi que de choses à dire contre ! » Et il concluait : « J'ai dû m'y refuser, et je l'ai fait en toute connaissance de cause ; aussi, même sur mon roc, ici, en cet instant, au sein de toutes mes misères, je ne m'en repens pas. Peu me comprendront, je le sais, mais pour le vulgaire même, et malgré la tournure fatale des événements, ne doit-il pas aujourd'hui demeurer visible que le devoir et l'honneur ne me laissaient pas d'autre parti ? Les alliés, une fois qu'ils m'eussent entamé, en seraient-ils demeurés là ? Leur paix eut-elle été de bonne foi, leur réconciliation sincère ? C'eût été bien peu les connaître, c'eût été vraie folie que de le croire et de s'y abandonner. N'eussent-ils pas profité de l'avantage immense que le traité leur eût consacré pour achever, par l'intrigue, ce qu'ils avaient commencé par les armes ? Et que devenaient la sûreté, l'indépendance, l'avenir de la France ? Que devenaient mes obligations, mes serments, mon honneur ? Les alliés ne m'eussent-ils pas perdu au moral dans les esprits, comme ils venaient de le faire sur le champ de bataille ? Ils n'eussent trouvé l'opinion que trop bien préparée ! Que de reproches la France ne m'eût-elle pas faits d'avoir laissé morceler le territoire confié à ma garde ! Que de fautes l'injustice et le malheur n'eussent pas accumulées sur ma tête ! Avec quelle impatience les Français, pleins du souvenir de leur puissance et de leur gloire, eussent supporté, dans

ces jours de deuil, les charges inévitables dont il eût fallu les accabler ! Et de là des commotions nouvelles, l'anarchie, la dissolution, la mort. Je préférerais de courir jusqu'à extinction les chances des combats, et d'abdiquer au besoin ^[1], etc. »

Je convenais que l'Empereur avait toute raison. Il avait perdu le trône il est vrai, mais volontairement, et en lui préférant notre salut et son honneur. L'histoire apprécierait dignement ce sublime sacrifice. La puissance et la vie sont passagères ; la gloire seule demeure, elle est immortelle.

Mais, demandait alors l'Empereur, l'histoire serait-elle bien juste ? pourrait-elle l'être ? On était inondé, disait-il, de tant de pamphlets et de mensonges, ses actions étaient tellement défigurées, son caractère si obscurci si méconnu ! etc. On répondait que le temps de sa vie serait précisément le plus incertain ; que ses contemporains seuls pourraient tout au plus être injustes ; que les nuages disparaîtraient, ainsi qu'il l'avait déjà dit lui-même à mesure qu'il s'avancerait dans la postérité ; qu'il gagnait déjà chaque jour ; que l'homme de génie s'en saisirait comme du plus beau sujet de l'histoire ; que la première catastrophe seule eût été peut-être fatale à sa mémoire, beaucoup de voix étant alors contre lui, mais que les prodiges de son retour, les actes de sa courte administration, son exil à Sainte-Hélène, le laissent aujourd'hui rayonnant de gloire aux yeux des peuples et aux pinceaux de l'avenir. « Il est vrai, a-t-il repris avec une espèce de satisfaction, que ma destinée se montre au rebours des autres ; la chute les abaisse d'ordinaire, la mienne me relève infiniment. Chaque jour me dépouille de *ma peau de tyran*, de meurtrier, de féroce... »

Et après quelques secondes de silence, il est revenu sur Anvers et l'expédition anglaise. « Le gouvernement anglais et son général ont lutté d'impéritie, a-t-il dit. Si lord Chatam, que nos soldats n'appelèrent que *milord j'attends*, se fût précipité vigoureusement, sans doute il pouvait peut-être détruire notre bel et précieux établissement par un coup de main ; mais le premier moment perdu, et notre flotte rentrée, la place se trouvait à l'abri. On a fait beaucoup trop d'étalage des efforts et des mesures prises pour son salut. On n'avait excité le zèle des citoyens que dans des intentions mystérieuses et coupables. » Et comme je lui fournissais quelques détails dont j'avais été le témoin, et qu'il m'est arrivé de dire que d'ordinaire les maréchaux passent les armées ^[1] en revue, mais qu'ici c'était l'armée qui

semblait passer les maréchaux en revue, en ayant vu trois successivement en très peu de temps : « C'est que les circonstances politiques le commandaient ainsi, a dit Napoléon. J'y envoyai Bessières, parce que la crise demandait un homme de confiance et tout à fait sûr ; dès qu'elle fut passée, je ne tardai pas à le remplacer pour le ravoir auprès de moi. »

Les travaux maritimes d'Anvers, quelque immenses qu'ils aient été, ne sont qu'une petite portion de ceux que l'on doit à Napoléon. Attaché, comme membre du Conseil d'État, à la section de la marine, je possède, *ex officio*, la notice de ces travaux arrêtés, entrepris ou achevés ; on me saura gré sans doute d'en consigner ici la nomenclature, que j'établis dans son ordre géographique en allant du midi au nord.

1° *Le fort Boyard*, qui devait agrandir et défendre le mouillage de l'île d'Aix, duquel mouillage, à force de persévérance et d'audace, on était venu à bout de découvrir, pour les vaisseaux de ligne même, un passage hors de la vue de l'ennemi, entre Oléron et la terre, pour atteindre les mouillages de la Gironde et ses débouquements.

2° *Les grands et beaux travaux de Cherbourg*. – Mentionné déjà plus haut le 15 juillet 1816.

3° *Les nombreux travaux nécessités par la flottille destinée à l'invasion de l'Angleterre*. – Il fallait lui préparer des mouillages, combiner ses appareillages et lui ménager toutes les opérations offensives et défensives, ce qui nécessita sur plusieurs points des constructions de forts en maçonnerie et en bois, des quais, des creusements, des jetées, des barrages, des écluses, etc.

Boulogne fut choisi pour le centre du rassemblement ; Wimereux, Ambleteuse et Étaples pour ses ailes ou succursales. Boulogne fut mis à même de recueillir à lui seul plus de 2.000 bâtiments de diverses espèces. Outre son port naturel, on y obtint un bassin artificiel à l'aide d'un barrage fermé au milieu par une écluse de 24 pieds de largeur. Ce bassin reçut 8 ou 900 bâtiments toujours à flot et en constant état d'appareillage ; et l'écluse, par la retenue qui la précède, eut l'avantage de procurer encore des chasses qui entretenaient le vrai port à une bonne profondeur, et débarrassaient son entrée des bancs de sable trop sujets à l'obstruer. Wimereux, Étaples, Ambleteuse, de leur côté, furent mis à même simultanément de recevoir un

nombre analogue de bâtiments : environ 1.000 à eux trois, et le tout s'exécuta dans l'espace de deux ans.

4° *Des réparations et améliorations locales importantes à tous les ports de la côte.* – Le Havre, où on a détruit, à l'aide d'une forte écluse de chasse, le banc de galets qui en obstruait l'entrée ; Saint-Valery, Dieppe, Calais, Gravelines, Dunkerque, dont on a désencombré le port et fait disparaître le marais qui couvrait la ville ; Ostende, qu'on avait destiné à recevoir une seconde flottille, et dont on assura la libre entrée par le dévasement de son chenal, etc., etc.

5° *Les travaux de Flessingue.* – Cette ville étant tombée momentanément au pouvoir des Anglais, qui, en l'évacuant, détruisirent tous les établissements militaires, l'Empereur profita de cet accident pour ordonner la reconstruction de tous les travaux sur un pied beaucoup plus large. Appréciant toute l'importance de sa position géographique, il voulut qu'on recreusât et agrandît le bassin ainsi que son entrée, qu'on approfondît le chenal de manière à ce que ce bassin pût admettre à l'avenir même les vaisseaux de 80, et y laisser hiverner une escadre de vingt vaisseaux toujours prête à mettre à la voile en une ou deux marées, ce qu'on devait obtenir à l'aide d'une idée fort ingénieuse fournie par le commandant maritime de la place : la simple retenue des eaux de la marée haute dans les fossés de la ville. L'acquisition de ce bassin devenait des plus précieuses, en ce qu'en appareillant en dehors de tous les embarras de l'Escaut, on se trouvait immédiatement rendu sur les côtes d'Angleterre, ce qui devait, de nécessité, tenir les Anglais constamment en alarmes et toujours en croisière ; tandis que jusque-là, dès qu'ils savaient nos vaisseaux désarmés dans Flessingue, ou remontés à Anvers par l'approche de l'hiver, ils rentraient tranquillement chez eux, n'ayant plus rien à surveiller jusqu'au retour de la belle saison. Mais les fortifications de Flessingue devaient répondre à un dépôt aussi précieux que toute une escadre ; aussi on les multiplia sur plusieurs points ; et en reconstruisant certains magasins et établissements, il fut prescrit de les voûter à l'abri de la bombe, et d'armer leurs sommités de batteries. Flessingue eût été hérissé de canons, il fût devenu inattaquable.

6° *Les travaux commencés à Terneuse.* – L'embouchure occidentale de l'Escaut était tellement importante pour les manœuvres d'entrée et de sortie

de notre flotte, et les inconvénients de l'hiver, qui chaque année obligeait de les faire remonter jusqu'à Anvers, créaient de telles difficultés que l'Empereur avait décidé un moment de fonder un arsenal plus important encore que Flessingue à l'embouchure même du fleuve. Le point de Terneuse, sur la rive gauche de l'Escaut, à trois lieues de son embouchure, fut choisi, et les travaux immédiatement commencés. Toutefois ils furent restreints ensuite, et l'ensemble ajourné à cause de la longueur du temps qu'ils eussent exigée, aussi bien que par l'énormité de leurs dépenses.

7° *Les grands et immenses travaux d'Anvers.* – Cette ville, à près de vingt lieues de la mer, dont elle est séparée par une route sinueuse et très difficile, semblait se refuser aux avantages désirables dans un arsenal maritime ; il ne s'y trouvait que de faibles établissements de commerce. Une flotte qui y serait construite aurait beaucoup de peine à descendre ; elle aurait peu d'abris contre les coups de vent et les entreprises de l'ennemi ; elle serait inutile pendant près d'un tiers de l'année, l'approche de l'hiver et des glaces la forçant de remonter et de chercher ensuite un abri hors du courant et des glaces du fleuve, car il n'y existait pas de bassins flottables. Mais toutes ces difficultés ne furent rien aux yeux de Napoléon. Dans son impatience de faire sentir aux Anglais le danger de l'Escaut, qu'ils avaient si souvent eux-mêmes désigné comme devant leur être si redoutable, il ordonna, il voulut ; et en moins de huit années, Anvers se montra un arsenal maritime de première importance, et l'Escaut portait déjà une flotte considérable. Tout y fut pris à la fondation et fait à neuf, les magasins de toute espèce, les quais, les chantiers, etc. Un asile provisoire fut trouvé pour les vaisseaux contre les glaces du fleuve, au Ruppel, tandis qu'on achevait de creuser dans la ville même deux grands bassins à flot, convenables pour les vaisseaux de tous rangs, complètement armés. Vingt cales de construction, sur un même alignement, furent élevées comme par enchantement, et vingt bâtiments posés à la fois sur ces chantiers offraient au voyageur qui arrivait par la Tête-de-Flandre le spectacle imposant et singulier de vingt vaisseaux de ligne se présentant rangés en forme d'escadron. La plupart de tant de choses n'étaient pourtant encore dans la pensée de Napoléon qu'un provisoire momentanément emprunté au commerce. Il avait l'intention d'établir un arsenal complet et bien plus grand en face d'Anvers, à la Tête-de-Flandre, sur la rive opposée. Il avait

d'abord eu le projet hardi de jeter un pont au travers de ce fleuve difficile ; mais il finit par se décider pour des ponts volants très ingénieux. L'empereur, ainsi que je l'ai déjà mentionné plus haut, avait sur Anvers les idées les plus gigantesques ; il en eût prolongé l'ensemble, les détails et les moyens jusqu'à la mer. Aussi avait-il dit qu'il voulait qu'Anvers à lui seul finît par devenir toute une province, un petit royaume. Il s'y était attaché comme à une de ses plus importantes créations. Il y fit plusieurs voyages, inspectant et discutant lui-même les petits détails.

C'est une de ces occasions qui le mit un jour aux prises sur le métier avec un capitaine ou lieutenant-colonel du génie qui concourait modestement et obscurément aux fortifications de la place. À quelque temps de là, cet officier reçut, inopinément une lettre d'avancement, sa nomination d'aide de camp de l'Empereur, et l'ordre de se rendre en service aux Tuileries. Le pauvre officier crut rêver, ou ne douta pas qu'on ne se fût trompé. Ses mœurs étaient si innocentes et ses liaisons si restreintes, que, se rappelant m'avoir vu jadis une fois à Anvers, il me prit pour une de ses ressources, et, arrivant à Paris, vint me confier toute son ignorance de la cour et son extrême embarras d'y paraître. Mais il était facile à rassurer ; il y entra par la belle porte, et s'y présentait avec un bon fonds. Cet officier est le général Bernard, dont cette circonstance mit les talents au grand jour, et qui, lors de nos catastrophes, a été recueilli par les États-Unis, qui l'ont placé à la tête de leurs travaux militaires.

Napoléon accoutumait, du reste, à de pareilles surprises. Partout où il devinait le talent, il s'en saisissait et le mettait à sa place, sans qu'aucunes considérations secondaires l'arrêtassent. C'était là une de ses grandes nuances caractéristiques.

8° *Les travaux en Hollande.* – À peine la Hollande fut-elle sous la main de Napoléon, que son ardeur créatrice se porta sur toutes les branches de son économie politique. Il répara et accrut aussitôt les arsenaux de la Meuse, ceux de Rotterdam et d'Helvœt-Sluis. Les vaisseaux de guerre n'atteignaient Amsterdam et n'en sortaient qu'à force d'argent, de temps et d'efforts ; il fallait les traîner vides et désarmés sur des chameaux à l'ouverture du Zuyderzée. C'étaient des opérations qui ne convenaient plus à la célérité et aux grands moyens du temps. L'Empereur résolut de transporter l'arsenal du Nord (celui d'Amsterdam) en dehors de tous ces

grands embarras, et ordonna la création ou l'amélioration du Nievendip, où en peu de temps vingt-cinq vaisseaux pouvaient déjà hiverner en sûreté et s'amarrer à des quais magnifiques. Ce point précieux fut placé sous la défense du système militaire du Helder, clef de la Hollande, dont l'étendue avait été calculée, dans la pensée de l'Empereur, de manière à faire du Nievendip l'Anvers du Zuyderzée.

9° *Travaux du Vesper, de l'Ems, de l'Elbe.* – Dès que Napoléon eut réuni les pays de Brême, Hambourg et Lubeck à l'empire, ses travaux et ses créations s'y répandirent avec sa domination. Il ordonna des ouvrages pour rendre l'Elbe accessible à des vaisseaux de ligne, et projeta de construire un arsenal maritime à Delfzil, à l'embouchure de l'Ems ; mais ce qui l'occupa surtout, ce fut un système de canalisation à l'aide de l'Ems, du Vesper et de l'Elbe, qui put joindre la Hollande à la Baltique ; ce qui nous eût permis désormais de communiquer en toute sûreté, et par une simple navigation intérieure, de Bordeaux et de la Méditerranée avec les puissances du Nord. Nous en eussions reçu à notre aise toutes les productions navales pour chacun de nos ports, et nous eussions pu faire déboucher contre elles au besoin nos flottilles de la Manche et de la Hollande, etc., etc.

Tant et de si grands travaux furent conçus et la plupart exécutés en un clin d'œil. La volonté créatrice de Napoléon les ordonna ; le ministre Decrès les poursuivit avec obstination. Les Prony, les Sganzin, les Cachin et autres en fournirent les plans et les exécutèrent. Heureux les noms qui se rattachent à de tels monuments ! ils ne périssent jamais !

Si à ce que nous venons d'énumérer on joint d'autres prodiges simultanés dans toutes les autres branches et sur toutes les autres parties du territoire, et si l'on considère qu'ils s'exécutaient au milieu d'une guerre perpétuelle, et sans plus, peut-être même avec moins de charges qu'il n'en pèse aujourd'hui, après une longue paix, sur chacun des pays qui composaient ce vaste empire, on aura le droit sans doute de s'extasier de surprise et d'admiration, tant est grande pourtant l'influence d'une volonté ferme, et celle des lumières armées du pouvoir, et du secours de finances sagement et rigoureusement conduites ! Certes, si à ce que nous venons de mentionner on veut unir par la pensée la masse des fortifications, la multitude des routes, la foule des ponts, celle des canaux, la grande quantité d'édifices, on

n'hésitera pas à prononcer que jamais homme sur la terre ne fit autant de choses en aussi peu de temps et en surchargeant moins les peuples.

L'Italie, dont il était le roi, eut aussi sa part de ces magnifiques créations. Il brisa les Alpes en plusieurs points, sillonna les Apennins des plus belles routes, construisit un arsenal maritime à Gênes, fortifia Corfou de manière à en faire la clef de la Grèce, répara et agrandit le port de Venise dont il voulait faire creuser les passes, et qu'en attendant on rendit propres à nos gros vaisseaux français, à l'aide du système des chameaux de la Hollande ; et, comme dès en sortant ils couraient risque d'être attaqués dans cette attitude dangereuse sur leurs chameaux, il fut ordonné de voir si ceux-ci ne pouvaient pas être armés eux-mêmes de leurs propres batteries, ce qui, je crois, a été exécuté ou allait l'être. Napoléon, en outre, méditait encore un arsenal maritime à Raguse, un autre à Pola en Istrie, un autre à Ancône ; il arrêta l'heureuse et hardie mesure d'unir le golfe de Venise à celui de Gênes, à l'aide du Pô et d'un canal qui, partant d'Alexandrie, eût gagné Savone au travers de l'Apennin ; résultat immense, qui, indépendamment de tous les grands profits du commerce, eût eu, sous le rapport militaire, l'inappréciable avantage de mettre en communication directe et à l'abri de l'ennemi Venise et toutes les productions navales de l'Adriatique avec Toulon et tous ses besoins maritimes. Enfin Napoléon désencombra Rome, restaura un grand nombre d'anciens vestiges des Romains, projetait le dessèchement des marais Pontins, etc., etc.

Du reste, voici le préambule de l'exposé de la situation de l'empire, présenté au Corps Législatif, dans la séance du 25 février 1813, par le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur. C'est dans ce magnifique exposé, fondé dans tous ses points sur des documents authentiques à l'appui, qu'on pourrait prendre une idée juste de l'ensemble des merveilles de l'administration de l'empereur Napoléon. Nous avons cru nous rendre agréable en terminant par le détail officiel des dépenses en travaux publics sous cette époque à jamais mémorable.

« Messieurs, dit le ministre, Sa Majesté m'a ordonné de vous faire connaître la situation de l'intérieur de l'empire dans les années 1811 et 1812.

« Vous verrez avec satisfaction que, malgré les grandes armées que l'état de la guerre maritime et continentale oblige de tenir sur pied, la population

a continué de s'accroître, que notre industrie a fait de nouveaux progrès, que jamais les terres n'ont été mieux cultivées, les manufactures plus florissantes ; qu'à aucune époque de notre histoire la richesse n'a été plus répandue dans les diverses classes de la société.

« Le simple cultivateur aujourd'hui connaît les jouissances qui lui furent jusqu'à présent étrangères ; il achète au plus haut prix les terres qui sont à sa convenance ; ses vêtements sont meilleurs, sa nourriture est plus abondante et plus substantielle ; il reconstruit ses maisons plus commodes et plus solides.

« Les nouveaux procédés dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les arts utiles, ne sont plus repoussés, par cela même qu'ils sont nouveaux. Partout on tente des essais, et ce que l'expérience démontre préférable est utilement substitué aux anciennes routines. Les prairies artificielles se sont multipliées ; le système des jachères s'abandonne ; des assolements mieux entendus, de nouvelles cultures augmentent le produit de nos terres. Les bestiaux se multiplient, les races s'améliorent ; de simples laboureurs ont acquis les moyens de se procurer à de hauts prix des bœufs de race espagnole, les étalons de nos meilleures espèces de chevaux : éclairés sur leurs vrais intérêts, ils n'hésitent pas à faire ces utiles achats. Ainsi les besoins de nos manufactures, de notre agriculture et de nos armées sont chaque jour mieux assurés.

« Ce degré de prospérité est dû aux lois libérales qui régissent ce grand empire, à la suppression de la féodalité, des dîmes, des mainmortes, des ordres monastiques ; suppression qui a constitué ou affranchi ce grand nombre de propriétés particulières, aujourd'hui le patrimoine libre d'une multitude de familles jadis prolétaires ; il est dû à l'égalité des partages, à la clarté et à la simplification des lois sur la propriété et sur les hypothèques, à la promptitude avec laquelle sont jugés les procès dont le nombre décroît chaque jour. C'est à ces mêmes causes, et à l'influence de la vaccine, que l'on doit attribuer l'accroissement de la population. Et pourquoi ne dirions-nous pas que la conscription elle-même, qui, chaque année, fait passer sous nos drapeaux l'élite de notre jeunesse, a contribué à cet accroissement en multipliant le nombre des mariages, en les favorisant, parce qu'ils fixent pour toujours le sort du jeune Français qui pour une première fois a obéi à la loi ? »

Détails officiels des dépenses en travaux publics depuis l'avènement de Napoléon au trône impérial, présenté au Corps Législatif par M. le ministre de l'intérieur, avec les pièces à l'appui.

Palais impériaux et bâtiments de la couronne	62.000.000
Fortifications	144.000.000
Ports maritimes	117.000.000
Grand-routes, chaussées, etc	277.000.000
Ponts à Paris et départements	31.000.000
Canaux, navigation et dessèchement	123.000.000
Travaux de Paris	102.000.000
Édifices publics des départements et grandes villes	149.000.000

TOTAL...	1.005.000.000

L'Empereur très souffrant ; mélancolie – Anecdotes de gaieté – Deux aides de camp – Échauffourée du général Mallet.

Dimanche 3.

L'Empereur a continué de se renfermer hermétiquement. Sur la fin du jour, il m'a fait appeler : il souffrait moins, me disait-il, de sa fluxion ; mais il ne se trouvait guère mieux de tout le reste ; en somme, il éprouvait beaucoup d'affaiblissement, et se sentait, me disait-il, de la tristesse et de la mélancolie ; aussi avait-il voulu, ajoutait-il, passer tout le jour en *idées noires*. Il était dans son bain. Après quelques moments de silence, comme en se réveillant, et avec un effort pour se distraire : « Allons, *ma sœur Dinarzade*, a-t-il dit, si vous ne dormez pas, racontez-moi une de ces histoires que vous savez si bien. Il y a longtemps, mon cher que vous ne m'avez parlé de vos amis du faubourg Saint-Germain ; allons. – Mais, Sire, il y a longtemps que je raconte, et je dois être au bout. J'ai épuisé toutes les jolies histoires vraies ou fausses qui s'y débitent ; il ne resterait plus que le scandale, et Votre Majesté sait ou doit savoir qu'il ne s'y en passe jamais.

Toutefois voici encore quelque chose qui me revient en cet instant : Un jour M. de Talleyrand, partant pour son ministère, dit à Madame de Talleyrand qu'il lui ramènerait à dîner M. Denon, et qu'elle voulût bien s'efforcer de lui être agréable ; que le meilleur moyen d'y réussir serait de parcourir son ouvrage, et de lui en parler ; qu'elle le trouverait dans sa bibliothèque, à tel endroit, tel rayon. Madame de Talleyrand va prendre l'ouvrage qui fait ses délices, et se fait une joie d'en entretenir bientôt le héros. Aussi, à peine à table, elle dit à M. Denon, qu'elle avait soigneusement placé à côté d'elle, qu'elle venait de lire son livre qu'il l'avait rendue tout à fait heureuse, et M. Denon de s'incliner ; qu'il avait parcouru de bien mauvais pays, et avait dû bien souffrir, et M. Denon de s'incliner encore ; qu'elle avait bien sincèrement partagé ses peines. Jusque-là tout allait à merveille. Mais mon ravissement, s'écria-t-elle, a été au comble, quand, dans votre solitude, j'ai vu vous arriver le fidèle Vendredi ; l'avez-vous toujours ? À ces mots, M. Denon effaré, se penchant vers son voisin : – Est-ce qu'elle me prendrait pour Robinson ? Et en effet, l'innocence de madame de Talleyrand, ou la malice de la société de Paris, voulait qu'au lieu du *Voyage d'Égypte*, elle eût pris les *Aventures de Robinson*. » L'Empereur en riait à pleurer, et l'a raconté depuis lui-même, à son tour, plus d'une fois. Car c'est ainsi que se propagent et prospèrent les histoires.

Cela a conduit à s'entendre sur la méchanceté inventive des sociétés de Paris, et l'Empereur renouvelait sa sortie contre nos salons, qu'il qualifiait de véritablement infernaux, disant qu'ils étaient en médisance et en calomnie permanentes, et qu'ils eussent mérité, à ce titre, d'occuper, en permanence aussi, tous les tribunaux de police correctionnelle de la capitale, etc.

De là l'Empereur, s'étant ranimé, s'est mis à causer à son tour beaucoup et longtemps. Mentionnant un officier qu'il ne traitait rien moins que bien, et m'étant permis de dire que j'avais cru pourtant qu'il avait été l'aide de camp d'un général distingué : « Qu'importe ? » a-t-il repris. Et puis il a ajouté en souriant : « Je vois bien, mon cher, que vous ne savez pas qu'on a parfois deux aides de camp : celui du feu et celui de la cuisine ou de la chambre à coucher, etc. »

Plus tard il s'étendait sur notre peu d'aptitude nationale à clore une révolution, à s'adonner à la fixité, et il a fini par citer en preuve la célèbre

affaire de Mallet, qu'il disait plaisamment être en petit son retour de l'île d'Elbe, sa caricature. « Cette extravagance, ajoutait-il, qu'une véritable mystification : c'est un prisonnier d'État, homme obscur, qui s'échappe pour emprisonner à son tour le préfet, le ministre même de la police, ces gardiens de cachots, ces flaireurs de conspirations, lesquels se laissent moutonnement garrotter. C'est un préfet de Paris, le répondant-né de son département, très dévoué d'ailleurs, mais qui se prête sans la moindre opposition aux arrangements de réunion d'un nouveau gouvernement qui n'existe pas. Ce sont des ministres nommés par les conspirateurs, occupés de bonne foi à ordonner leur costume et faisant leur tournée de visites, quand ceux qui les avaient nommés étaient déjà rentrés dans les cachots. C'est enfin toute une capitale apprenant au réveil l'espèce de débauche politique de la nuit, sans en avoir éprouvé le moindre inconvénient. Une telle extravagance, répétait l'Empereur, ne pouvait avoir absolument aucun résultat. La chose eût-elle en tout réussi, elle serait tombée d'elle-même quelques heures après ; et les conspirateurs victorieux n'eussent eu d'autre embarras que de trouver à se cacher au sein du succès. Aussi je me sentis bien moins choqué de l'entreprise du coupable que de la facilité avec laquelle ceux mêmes qui m'étaient le plus attachés se seraient rendus ses complices. À mon arrivée, chacun me racontait avec tant de bonne foi tous les détails qui les concernaient et qui les accusaient tous. Ils avouaient naïvement qu'ils y avaient été attrapés ; qu'ils avaient cru un moment m'avoir perdu. Ils ne dissimulaient pas, dans la stupeur qui les avait frappés, avoir agi dans le sens des conspirateurs, et se réjouissaient avec moi du bonheur avec lequel ils y avaient échappé. Pas un seul n'avait à mentionner la moindre résistance, le plus petit effort pour défendre et perpétuer la chose établie. On ne semblait pas y avoir songé, tant on était habitué aux changements, aux révolutions ; c'est-à-dire que chacun s'est montré prêt et résigné à en voir surgir une nouvelle. Aussi tous les visages changèrent, et l'embarras de plusieurs devint extrême quand, d'un accent sévère, je leur dis : Eh bien ! Messieurs, vous prétendez et vous dites avoir fini votre révolution ! Vous me croyiez mort, dites-vous ; je n'ai rien à dire à cela... Mais le roi de Rome ! vos serments, vos principes, vos doctrines !... Vous me faites frémir pour l'avenir... Et alors je voulus un exemple pour éclairer du moins et tenir en garde les esprits. Il tomba sur le pauvre Frochot, le préfet de Paris, qui assurément m'était fort attaché. Mais

à la simple requête de l'un de ces saltimbanques, au lieu d'efforts qui étaient l'obligation de sa place, d'une résistance désespérée qui eût dû le faire mourir à son poste, il convenait avoir ordonné tout bonnement de préparer le lieu de séances du nouveau gouvernement !... C'est, remarquait l'Empereur, que nous sommes le peuple de l'Europe le plus propre à prolonger nos mutations ; un tel état ne pourrait même être supporté que par nous seuls. Aussi voyez comme chacun, de quelque parti qu'il soit, semble intimement convaincu que rien n'est encore fini ; et l'Europe partage cette opinion, parce qu'elle la fonde au moins autant sur notre inconstance, notre mobilité naturelles, que sur la masse des événements arrivés depuis trente ans, etc. »

Continuation de souffrances et de réclusion – Eût dû mourir à Moskou ou à Waterloo – Éloge de sa famille.

Lundi 4.

Aujourd'hui l'Empereur n'a encore voulu recevoir personne de tout le matin ; il m'a fait appeler à l'heure de son bain, durant et après lequel encore nous avons causé fort longtemps sur la chaîne de nos connaissances anciennes, les historiens qui nous les ont transmises, les fils qu'ils avaient attachés, etc. La conclusion forcée revenait toujours à l'extrême jeunesse de notre univers, ou bien plus sûrement encore à celle de la race humaine. De là nous sommes passés à la charpente du globe, aux irrégularités de sa surface, à l'inégalité du partage des terres et des mers, au total de sa population, à l'échelle suivant laquelle elle est répandue, aux diverses associations politiques qu'elle forme, etc. Je trouvais à l'Europe cent soixante dix millions d'habitants : il remarquait qu'il en avait gouverné quatre-vingt millions ; j'ajoutais qu'après l'alliance de la Prusse et de l'Autriche il marchait à la tête de plus de cent. Il a changé assez brusquement de conversation. Mon Atlas a été demandé ; il s'est mis à parcourir l'Asie, faisant concorder les marges et le tableau, et il s'interrompait parfois pour dire que c'était vraiment un ouvrage sans prix pour la jeunesse et les salons.

Plus tard, l'Empereur, parlant des merveilles de sa vie et des vicissitudes de sa fortune, disait qu'il eût dû mourir à Moscou ; que sa gloire militaire eût été sans revers, et sa carrière politique sans exemple dans l'histoire du monde ; et il fit alors un de ces tableaux rapides et animés qui lui sont si familiers, et qu'il porte la plupart du temps au sublime. Et comme il n'apercevait pas une figure précisément approbative : « Ce n'est pas votre opinion, a-t-il dit, vous ne pensez pas que j'aurais dû finir à Moscou ? – Non, Sire, lui a-t-il été répondu ; et pour cette même histoire, elle serait privée du retour de l'île d'Elbe, de l'acte le plus généreux, le plus héroïque qu'aucun homme ait jamais accompli ; du mouvement le plus grand, le plus magnifique, le plus sublime qu'on ait pu contempler. – Eh bien ! je conçois, a dit l'Empereur, il y a là quelque chose ; mais disons Waterloo, c'est là que j'aurais dû mourir ! – Sire, a reparti l'interlocuteur, si j'ai obtenu grâce pour Moscou, je ne vois pas pourquoi je ne la demanderais pas pour Waterloo. L'avenir est hors de la volonté, du pouvoir des hommes, il est dans le sein de Dieu seul... »

Dans un autre moment, l'Empereur est revenu encore sur tous les siens ; le peu de secours qu'il en avait reçu, les embarras, le mal qu'ils lui avaient causés. Il s'arrêtait surtout sur cette fausse idée de leur part, qu'une fois à la tête d'un peuple, ils avaient dû s'identifier avec lui de manière à préférer ses intérêts à ceux de la patrie commune, sentiment dont la source pouvait avoir quelque chose d'honorable, convenait-il, mais dont ils avaient fait une application fausse, nuisible, en ce que, dans leur travers d'indépendance absolue, ils se considéraient isolément, lorsqu'ils eussent dû se pénétrer qu'ils n'étaient que parties d'un tout au mouvement duquel ils devaient aider, au lieu de le contrarier. Mais après tout, concluait-il, ils étaient bien neufs, bien jeunes, entourés de pièges et de flatteurs, d'intrigants de toute espèce, de vues secrètes et malintentionnées. Et passant subitement des torts aux qualités, il a ajouté : « Du reste, il faut toujours juger en dernier ressort par les analogues : quelle famille, dans les mêmes circonstances, eût mieux fait ? Il n'est pas donné à chacun d'être homme d'État : cette charge requiert une contexture toute particulière, et ne se rencontre pas à profusion. Tous mes frères se sont trouvés à cet égard dans une situation singulière ; il leur est arrivé à tous d'avoir *trop* ou *trop peu* : ils se sont trouvés trop forts pour s'abandonner aveuglément à un conseiller moteur, et pas assez pour

pouvoir s'en passer tout à fait. Après tout, une famille si nombreuse présente un ensemble dont je peux assurément m'honorer.

Joseph, par tout pays, serait l'ornement de la société ; *Lucien*, celui de toute assemblée politique ; *Jérôme*, en mûrissant, eût été propre à gouverner ; je découvrais en lui de véritables espérances. *Louis* eût plu et se fût fait remarquer partout. Ma sœur *Élisa* était une tête mâle, une âme forte : elle aura montré beaucoup de philosophie dans l'adversité. *Caroline* est fort habile et très capable. *Pauline*, la plus belle femme de son temps peut-être, a été et demeurera jusqu'à la fin la meilleure créature vivante. Quant à ma mère, elle est digne de tous les genres de vénération. Quelle famille aussi nombreuse pourrait présenter un plus bel ensemble ! Ajoutez qu'en dehors de la tourmente politique, nous nous aimions. Pour moi, je n'ai jamais cessé un instant de me sentir le cœur d'un frère. Je les ai tous aimés, et je crois bien qu'au fond ils me l'ont tous rendu, et qu'au besoin ils m'en donneraient des preuves, etc. »

Après dîner, il nous a reçus tous près d'une demi-heure. Il était dans son lit, mais parlait beaucoup plus facilement, et se trouvait évidemment mieux. Nous l'avons quitté avec l'espoir de le revoir bientôt rétabli. Nous lui avons fait observer qu'il y avait douze jours qu'il n'avait pas dîné avec nous, que, sans lui, nos journées, notre vie, nos moments se trouvaient tout désorientés et sans couleur.

La géographie, passion du moment – Mon Atlas – Lit de parade arrivé de Londres, vrai piège à rats –
Anecdotes apprises des Anglais ; lettre de Sainte-Hélène.

Mardi 5.

L'Empereur continuait de demeurer enfermé chez lui. À l'heure de son bain, il m'a fait appeler comme les jours précédents. La guérison de sa bouche avançait, mais ses dents demeuraient encore fort sensibles. Il a repris la conversation de la veille sur la contexture des parties du globe, c'était en ce moment, de la part de l'Empereur, une véritable veine de passion géographique. Il a pris ma Mappemonde et parcourait la distribution irrégulière des terres et des mers ; il s'arrêtait sur le grand plateau de l'Asie, passait à l'étendue de la mer Pacifique, au resserrement

de l'Atlantique ; il se posait des questions sur les vents variables et les vents alizés, les moussons de l'Inde, le calme de la mer Pacifique, les ouragans des Antilles, etc., et trouvait sur la carte, aux lieux mêmes, les solutions physiques et spéculatives que la science donne en ce moment sur ces objets. Cet à-propos le ravissait ; il comparait, méditait, objectait, prononçait et disait : « Ce n'est vraiment qu'avec des tableaux que l'on peut faire des rapprochements : ils éveillent les idées et les provoquent. Que vous avez bien fait de mettre en tableaux l'histoire, la géographie, leurs circonstances remarquables, leurs difficultés, leurs phénomènes, etc., etc. Votre livre m'attache chaque jour davantage ^[2]. »

L'Empereur a terminé par faire demander les plus anciens voyageurs. On lui a apporté le moine Rubruquis, l'Italien Marco-Polo : il les a parcourus, se plaignant qu'on y trouvât à peine quelque chose : ils n'avaient plus d'autre prix, disait-il, que leur vieillesse.

Au sortir du bain, il est venu dans sa chambre à coucher voir le grand lit envoyé de Londres pour lui, et qu'on venait d'y dresser. C'était une espèce de baldaquin supporté par quatre grosses colonnes, si hautes qu'il avait fallu rogner les pieds du lit pour qu'il trouvât sa hauteur dans la petite chambre à coucher de l'Empereur, qui en était remplie presque tout à fait : de plus il sentait fort mauvais. Le tout était si massif et pourtant si peu solide, qu'il donnait l'idée d'un château branlant. L'Empereur l'a appelé un véritable piège à rats, assurant qu'il ne s'exposerait pas à s'y faire prendre ; aussi a-t-il ordonné qu'on le débarrassât de suite de pareille ordure. On l'a donc démonté pour remplacer le lit de campagne accoutumé. Ce dérangement et ces inconvénients l'ont fort contrarié.

Dans le jour j'ai eu l'occasion de causer longtemps avec un marin anglais fort enthousiaste de l'Empereur, qui m'a repayé de tout le bien que je lui en disais, par des traits qui m'ont d'autant plus surpris qu'ils m'étaient tout à fait inconnus ; ils n'en étaient pas moins vrais : le narrateur en tenait quelques-uns de sources incontestables, et avait été lui-même témoin ou acteur de quelques autres. Plus tard, ces traits ayant été mentionnés devant l'Empereur, il les a reconnus et avoués. Toutefois mon marin convenait qu'à son grand étonnement ces anecdotes avaient peu circulé en Angleterre, et que, de même que chez nous, ce qui eût pu honorer davantage Napoléon, et peindre le mieux son caractère, y demeurerait perdu par cette fatalité que j'ai

souvent mentionnée ; de même chez eux la calomnie et le mensonge y avaient constamment étouffé toute espèce de bien sous la masse du mal qu'ils forgeaient. Voici quelques-unes de ces anecdotes :

« On nous traitait parfaitement à Verdun, dépôt des prisonniers de guerre de notre nation, me disait mon narrateur ; nous y jouissions des mêmes avantages que les habitants. C'est une ville très agréable ; les provisions et le vin y sont à bas prix. Il nous était permis de nous promener à quelques milles hors de la ville sans être astreints à le [\[2\]](#) demander ; nous pouvions même obtenir de nous absenter pour plusieurs jours ; nous y étions si protégés contre toutes vexations, que le général sous l'autorité duquel nous vivions ayant des reproches à se faire à notre égard, fut mandé à Paris par l'ordre spécial de Napoléon ; et, dans la crainte du châtement, il se suicida. Or il arriva qu'une fois on nous consigna dans nos logements, ce qui devait durer, disait-on, deux ou trois jours : c'est que l'Empereur devait passer, et que l'on n'avait pas cru qu'il fût bien de le laisser entourer d'un si grand nombre de prisonniers ennemis. Outre que nous avions grande curiosité de le voir, cet ordre nous blessa extrêmement. Se défierait-on, disions-nous, de braves et loyaux marins ? Aurait-on la pensée de les confondre avec des assassins ? Nous en étions là quand, le jour même de l'arrivée de Napoléon, on vint nous annoncer, à notre grande surprise, que nous redevenions libres, et qu'il avait fort désapprouvé la mesure prise à notre égard. Nous nous précipitâmes donc sur son passage, et il nous traversa sans escorte dans une sécurité parfaite, et même avec une sorte de bienveillance marquée, ce qui nous gagna tous ; et nos acclamations furent aussi sincères que celles des Français eux-mêmes.

Napoléon et Marie-Louise, revenant de leur voyage de Hollande, arrivèrent à Givet sur la Meuse, où se trouvaient plusieurs centaines de prisonniers anglais. Le temps devint subitement horrible ; il plut en abondance, la rivière déborda, le pont de bateaux se rompit, et le passage devint impraticable. Cependant l'Empereur, très impatient de continuer sa route, et qui avait pris l'habitude de ne trouver rien d'impossible, résolut de traverser la rivière à tout prix. On rassembla à cet effet les mariniers des environs ; mais tous prononcèrent qu'ils n'oseraient jamais le tenter. Pourtant, répliqua Napoléon, je veux être de l'autre côté avant le milieu du jour ; et, se rendant lui-même sur les lieux, il commanda qu'on lui amenât

quelques-uns des principaux prisonniers anglais. Y a-t-il beaucoup de marins parmi vous ? leur dit-il ; êtes-vous nombreux ? – Nous sommes cinq cents, et tous marins. – Eh bien ! faites m'en venir un certain nombre, je veux savoir s'ils croient le passage de la rivière possible et s'ils veulent se charger de me transporter à l'autre rive. La chose était vraiment dangereuse, pourtant quelques-uns de nos vieux marins s'engagèrent à en venir à bout. Napoléon se livra à nous avec une confiance qui nous émerveilla tous, et, rendu de l'autre côté, il nous remercia, donna l'ordre de faire habiller à neuf tous ceux qui lui avaient rendu ce service, y ajouta un présent pécuniaire, et les rendit à la liberté.

Un jeune matelot anglais, travaillé de la maladie du pays, s'échappa d'un dépôt, et parvint à gagner les bords de la mer, dans les environs de Boulogne, où il vivait caché dans les bois. Dans sa passion de revoir son pays à tout prix, il essaya de construire un petit canot qui pût lui servir à gagner les croiseurs anglais, qu'il était occupé une grande partie du jour à guetter de la cime de quelques arbres. Il fut saisi au moment où, chargé de son esquif, il allait le jeter à l'eau et s'y aventurer. On l'emprisonna comme espion ou voleur. La chose étant parvenue jusqu'à Napoléon, qui se trouvait à Boulogne, il eut la curiosité de voir cette embarcation dont on parlait beaucoup ; il ne put croire, à sa vue, qu'il fût un être assez insensé pour avoir osé en faire usage ; et il se fit amener le matelot, qui lui confirma que telle avait été sa résolution, lui demandant pour toute faveur la grâce de lui permettre de l'exécuter. – Mais tu as donc une bien grande envie de revoir ton pays ? lui dit l'Empereur ; y aurais-tu laissé quelque maîtresse ? – Non, répondit le matelot, ce n'est que ma mère qui est vieille et infirme, et que je voudrais revoir. – Eh bien ! tu la reverras, s'écria Napoléon. Et il commanda aussitôt qu'on prît soin de ce jeune homme, qu'on l'habillât et qu'on le transportât à bord du premier croiseur de sa nation, voulant en même temps qu'on lui donnât une petite somme pour sa mère, faisant la remarque qu'elle devait être une bonne mère, puisqu'elle avait un si bon fils. »

N. B. Depuis mon retour en Europe, il a été publié des lettres de Sainte-Hélène, dans lesquelles j'ai retrouvé ces anecdotes presque mot à mot. Cette circonstance et d'autres m'ont fait prendre des renseignements sur cette publication, et ils m'ont mis à même de pouvoir affirmer que, bien qu'elle

soit anonyme, elle est de la plus grande authenticité, et mérite toute confiance.

En fait de bienveillance de la part de l'Empereur, exercée envers des Anglais détenus en France, j'ai connu pour mon compte celle dont fut l'objet un M. Manning, fort de ma connaissance à Paris, lequel, s'étant consacré aux voyages dans l'intérêt de la science, n'imagina d'autre moyen pour recouvrer sa liberté, que de s'adresser directement à Napoléon, par la voie d'une simple pétition, lui demandant qu'il lui permît d'aller visiter le plateau Central de l'Asie. Nous lui rîmes au nez dans nos salons, sur sa simplicité ; mais il nous le rendit à son tour, quand, au bout de quelques semaines, il vint triomphant nous apprendre son succès et sa liberté. Je lis dans l'ouvrage du docteur O'Méara, et ce n'est pas une des moindres singularités du hasard, que ce même M. Manning, après plusieurs années de longues pérégrinations, se trouvant, dans son retour en Europe, passer à Sainte-Hélène, y sollicite de tous ses moyens la faveur d'aborder Napoléon pour lui exprimer sa reconnaissance, déposer quelques présents à ses pieds, et répondre aux questions de l'Empereur sur l'existence et les particularités du grand Lama, qu'il avait été visiter par sa faveur particulière.

1. ↑ Voici qui consacrait en Europe les paroles de Napoléon dites à Sainte-Hélène.

Lettre de M. de Caulaincourt au rédacteur du Constitutionnel (numéro du 21 janvier 1820.)

« Monsieur, dans un ouvrage de M. Koch, intitulé : Campagne de 1814, se trouvent rapportés plusieurs fragments de lettres écrites par moi à l'Empereur et à M. le prince de Neufchâtel, pendant la durée du congrès à Châtillon.

« Je crois devoir déclarer que je suis absolument étranger à la communication de mes correspondances et à leur publication. Les hautes sources auxquelles l'auteur annonce avoir puisé donnent à son ouvrage une importance historique qui ne permet point, en ce qui me concerne, de consacrer par mon silence les erreurs qu'il renferme. La plupart des détails relatifs aux événements et aux négociations qui ont eu lieu depuis le 31 mars jusqu'au 12 avril sont inexacts.

« Quant au congrès de Châtillon, si les événements ont justifié le désir que j'avais de voir la paix rendue à ma patrie, il serait injuste de laisser ignorer à la France, à l'histoire, les motifs d'intérêt national et d'honneur qui empêchèrent l'Empereur de souscrire aux conditions que les étrangers voulaient nous imposer.

« Je remplis donc le premier des devoirs, celui d'être équitable et vrai, en faisant connaître ces motifs par l'extrait suivant des ordres de l'Empereur.

« Paris, 19 janvier 1811.

« ... La chose sur laquelle l'Empereur insiste le plus, c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles ; c'est là ma condition sine qua non. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté du Rhin ne compense point ce que la Russie, l'Autriche

et la Prusse ont acquis par le démembrement de la Pologne. Tous ces États se sont agrandis : vouloir ramener la France à son état ancien, ce serait la faire déchoir et l'avilir. La France, sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses anciennes frontières est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système. L'Angleterre le sent bien ; avec tout autre système, la paix, sur une telle base, serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'Empereur, ni la république, si des bouleversements la faisaient renaître, ne souscriraient jamais à une telle condition. Pour ce qui est de Sa Majesté, sa résolution est bien prise ; elle est immuable : elle ne laissera pas la France moins grande qu'elle ne l'a reçue. Si donc les alliés voulaient changer les bases proposées et acceptées, les limites naturelles, l'Empereur ne voit que trois partis : ou combattre et vaincre, ou combattre et mourir glorieusement, ou enfin, si la nation ne le soutenait pas, abdiquer. Il ne tient pas aux grandeurs ; il n'en achètera jamais la conservation par l'avilissement. »

« J'attends, Monsieur, de votre impartialité, que vous voudrez bien donner place à cette lettre dans votre journal, et je saisis cette occasion pour vous offrir l'assurance de ma considération distinguée. »

« *Signé* Caulaincourt, duc de Vicence. »

2. [!\[\]\(687b6c142f51ac6f390f8bd444e38d03_img.jpg\)](#) En effet, je n'en avais qu'un exemplaire à Sainte-Hélène, et il était constamment dans sa chambre ; s'il m'arrivait de l'emporter pour m'en servir ou y introduire quelques corrections, il était presque aussitôt redemandé. Au moment de mon départ, le comte Bertrand m'ayant prié de le lui laisser pour l'instruction de ses enfants, il m'a dit depuis n'avoir pu en faire aucun usage. L'Empereur s'en était tout à fait emparé, et, lorsqu'il a désigné, dans ses derniers moments, pour son fils, un choix des livres de sa bibliothèque particulière, l'Atlas s'y est trouvé compris. Qu'on me pardonne de ne pouvoir résister à mentionner un tel suffrage.

Chapitre 10.

Situation physique de la Russie ; sa puissance politique ; paroles remarquables – Notice sur l’Inde anglaise – Pitt et Fox – Idées de l’économie politique : compagnies ou commerce libre – Les créneaux contre les métiers, etc. – M. de Suffren – Sentiments de l’Empereur pour la marine.

Mercredi 6.

L’Empereur a été de mieux en mieux. Il a reçu quelques personnes vers midi.

Le soir, même amour encore de géographie. L’Empereur s’est arrêté spécialement sur l’Asie ; la situation politique de la Russie, la facilité avec laquelle elle pourrait faire une entreprise sur l’Inde et même sur la Chine ; les inquiétudes qu’en devaient concevoir les Anglais ; le nombre de troupes que la Russie devrait employer, leur point de départ, la route qu’elles auraient à suivre, les richesses métalliques quelles en rapporteraient, etc. ; et il a donné, sur la plupart de ces points, des détails bien précieux. J’ai le regret de n’en trouver ici que l’indication, et je n’oserais me fier à mes souvenirs pour les reproduire.

L’Empereur a passé de là à ce qu’il appelait la situation admirable de la Russie contre le reste de l’Europe, à l’immensité de sa masse d’invasion. Il peignait cette puissance assise sous le pôle, adossée à des glaces éternelles qui au besoin la rendaient inabordable ; elle n’était attaquable, disait-il, que trois ou quatre mois ou un quart de l’année, tandis qu’elle avait toute l’année entière ou les douze mois contre nous ; elle n’offrait aux assaillants que les rigueurs, les souffrances, les privations d’un sol désert, d’une nature morte ou engourdie, tandis que ses peuples ne se lançaient qu’avec attrait vers les délices de notre midi.

Outre ces circonstances physiques, ajoutait l’Empereur, à sa nombreuse population sédentaire, brave, endurcie, dévouée, passive, se joignaient

d'immenses peuplades, dont le dénuement et le vagabondage sont l'état naturel. « On ne peut s'empêcher de frémir, disait-il, à l'idée d'une telle masse, qu'on ne saurait attaquer ni par les côtés ni sur les derrières ; qui déborde impunément sur vous, inondant tout si elle triomphe, ou se retirant au milieu des glaces, au sein de la désolation, de la mort, devenues ses réserves si elle est défaite ; le tout avec la facilité de reparaître aussitôt si le cas le requiert. N'est-ce pas là la tête de l'hydre, l'Antée de la fable, dont on ne saurait venir à bout qu'en le saisissant au corps et l'étouffant dans ses bras ? mais où trouver l'Hercule ? Il n'appartenait qu'à nous d'oser y prétendre, et nous l'avons tenté gauchement, il faut en convenir. »

L'Empereur disait que dans la nouvelle combinaison politique de l'Europe, le sort de cette partie du monde ne tenait plus qu'à la capacité, aux dispositions d'un seul homme. « Qu'il se trouve, disait-il, un empereur de Russie vaillant, impétueux, capable, en un mot un czar qui ait de la barbe au menton (ce qu'il exprimait, du reste, beaucoup plus énergiquement), et l'Europe est à lui. Il peut commencer ses opérations sur le sol allemand même, à cent lieues des deux capitales, Berlin et Vienne, dont les souverains sont les seuls obstacles. Il enlève l'alliance de l'un par la force, et avec son concours abat l'autre d'un revers ; et dès cet instant il est au cœur de l'Allemagne, au milieu des princes du second ordre, dont la plupart sont ses parents ou attendent tout de lui. Au besoin, si le cas le requiert, il jette en passant, par-dessus les Alpes, quelques tisons enflammés sur le sol italien, tout prêt pour l'explosion, et marche triomphant vers la France, dont il se proclame de nouveau le libérateur. Assurément, moi, dans une telle situation, j'arriverais à Calais à temps fixe et par journées d'étape, et je m'y trouverais le maître et l'arbitre de l'Europe... » Et après quelques instants de silence, il a ajouté : « Peut-être, mon cher, êtes-vous tenté de me dire, comme le ministre de Pyrrhus à son maître : *Et après tout, à quoi bon ?* Je réponds : À fonder une nouvelle société, et à sauver de grands malheurs. L'Europe attend, sollicite ce bienfait ; le vieux système est à bout, et le nouveau n'est point assis, et ne le sera pas sans de longues et furieuses convulsions encore. »

L'Empereur a gardé de nouveau le silence, mesurant avec un compas des distances sur la carte, et disait Constantinople placée pour être le centre et le siège de la domination universelle, etc.

Il est revenu ensuite sur l'Inde anglaise, et m'a demandé si j'étais bien au fait de son histoire. Je lui ai dit le peu que j'en savais.

Élisabeth créa une compagnie des Indes, en vertu de sa prérogative royale.

Cent ans plus tard, le parlement en créa une autre. Bientôt après, ces deux compagnies, qui se nuisaient par leur concurrence, furent réunies dans une même charte nationale.

En 1716, la compagnie obtint des souverains de l'Inde le fameux firman ou charte indienne, pour exporter et importer sans payer aucun droit.

En 1741, la compagnie, pour la première fois, interféra militairement dans la politique de l'Inde, en opposition à la compagnie française, qui prit le parti adverse. Depuis ce temps, les deux nations se battirent sur ce terrain éloigné toutes les fois qu'elles eurent la guerre en Europe. La France eut un moment très brillant dans la guerre de 1740 ; elle fut écrasée dans celle de 1755, soutint l'égalité dans celle de 1779, et disparut tout à fait dans celle de la révolution.

Aujourd'hui la compagnie des Indes anglaises domine toute la péninsule, qui compte une population de plus de quatre-vingt ou cent millions de sujets, ses tributaires ou ses alliés.

Telle est cette fameuse compagnie des Indes qui se trouve tout à la fois marchande et souveraine, dont les richesses se composent des profits de son commerce et des revenus de son territoire ; d'où il résulte que le marchand est souvent poussé par l'ambition du souverain, et que le souverain combine, ordonne, exécute avec la cupidité du marchand ; c'est dans cette circonstance toute particulière, dans ce double caractère ainsi que dans la nature et le nombre des employés, la distance du théâtre sur lequel on opère, qu'il faut chercher la clef des progrès, des mesures, des tiraillements, des contradictions, des désordres et des clameurs qui composent l'histoire de cette célèbre compagnie.

La compagnie des Indes anglaises a été longtemps tout à fait maîtresse et indépendante ; elle était et continue d'être représentée par une cour de directeurs choisis par la masse des propriétaires ; ces directeurs délèguent et dirigent dans l'Inde, par leurs dépêches, une régence ou conseil composé

d'un gouverneur et de quelques assesseurs qui y représentent et y exercent l'autorité souveraine.

En 1767, pour la première fois, la couronne mit en avant des droits sur son territoire et ses revenus ; mais la compagnie acheta le désistement pour un subside de 10 ou 12 millions de francs.

Vers 1773, la compagnie des Indes, se trouvant extrêmement dérangée dans ses affaires, eut recours au parlement, qui profita de ses embarras pour consacrer sa dépendance. Il traça des règlements politiques, judiciaires et financiers auxquels il soumit toutes les possessions de cette compagnie ; mais ces règlements ne furent point heureux : ils portèrent le désordre au comble dans la péninsule de l'Inde, en y introduisant surtout une cour suprême de justice qui se montra la rivale du conseil souverain, et qui, chargée d'introduire les lois anglaises dans le pays, porta le bouleversement et l'effroi parmi les naturels. La fureur des partis, leurs dénonciations réciproques, leurs plaintes, leurs déclamations nous ont transmis des actes odieux, une rapacité sans frein, une tyrannie atroce. Cette époque est la plus orageuse et la moins honorable de l'histoire de la compagnie.

En 1783, pour y porter un remède radical, M. Fox, alors ministre, proposa son fameux bill dont le non-succès le fit sortir du ministère. L'année suivante, M. Pitt, qui avait été son antagoniste, en présenta un autre qui commença sa grande réputation, et qui gouverne encore aujourd'hui la compagnie. Le bill de M. Fox était une véritable saisie judiciaire ; il retirait à la compagnie toutes ses propriétés et les plaçait en régie entre les mains d'un comité chargé de gérer pour elle, de liquider ses dettes et de disposer de tous les emplois. Les membres du comité, nommés par le roi ou le parlement, devaient être inamovibles, et siéger jusqu'à ce qu'ils eussent mis les affaires sur un meilleur pied. On cria de toute part sur un ordre de chose qui, disait-on, allait mettre entre les mains de quelques-uns de si grands intérêts, un si grand patronage, une si énorme influence. C'était, disait-on, introduire un quatrième pouvoir dans l'État, créer un rival à la couronne même. On fut jusqu'à accuser M. Fox de vouloir se perpétuer dans le ministère, et se ménager une espèce de souveraineté occulte supérieure à celle du roi ; car, comme il était ministre et gouvernait en ce moment le parlement, il eût nommé et gouverné ce comité. À l'aide de l'influence de ce comité, il eût composé et gouverné le parlement, et à l'aide du

parlement, il eût consacré et perpétué le comité : il n'y avait plus de fin. La clameur fut extrême, et le roi en fit une affaire personnelle. Il en appela à ses propres amis, à ceux qui, dans la chambre des pairs, lui étaient attachés de cœur, comme d'un objet attaquant son existence même. M. Fox échoua, et fut contraint de quitter le ministère.

M. Pitt montra plus de modération en apparence et fut plus adroit : il se contenta, par son bill, de mettre la compagnie en tutelle : il soumit toutes ses opérations à un comité chargé de les réviser et de les contresigner : il laissa à la compagnie la nomination de tous les employés ; mais réserva à la couronne la nomination du gouverneur général et le veto sur toutes les autres nominations. Ce comité, nommé par le roi, formait une branche nouvelle dans le ministère. On se récria vivement encore sur l'immense influence que cette mesure allait ajouter à l'autorité royale, et qui devait infailliblement briser, disait-on, l'équilibre constitutionnel. On avait reproché à M. Fox d'avoir voulu tenir cette influence tout à fait étrangère au roi ; on accusa M. Pitt de l'avoir mise toute entre ses mains. Tout ce que l'un avait voulu faire pour le peuple, disait-on, l'autre le faisait pour le monarque. Et, en effet, ces deux caractères distincts, ces deux inconvénients opposés, étaient toute la différence des deux bills ; c'était, au vrai, une bataille décisive entre les torys et les whigs. M. Pitt l'emporta, et les torys triomphèrent.

Les vices du bill de M. Fox sont demeurés hypothétiques, puisqu'ils n'ont pas été mis en essai ; mais les inconvénients prévus de celui de M. Pitt se sont formellement accomplis : l'équilibre des pouvoirs a été rompu, la vraie constitution d'Angleterre a cessé d'exister, l'autorité royale, journellement accrue, a tout envahi, et marche aujourd'hui sans obstacles dans la grande route de l'arbitraire et de l'absolu.

Les ministres disposent du parlement par une majorité qu'ils ont créée, majorité qui perpétue leurs pouvoirs et légalise leurs violences. Ainsi la liberté anglaise est enchaînée chaque jour davantage au nom et par les formes mêmes qui devraient la défendre, et l'avenir paraît sans remède, ou menace des plus grands malheurs ! Quels plus funestes résultats eût donc pu produire le plan de M. Fox ? car les grandes altérations de la constitution anglaise sont en effet venues de l'Inde. Le poids que M. Fox voulait mettre

du côté populaire eût-il donc pu être aussi désastreux pour la liberté que celui dont M. Pitt a surchargé la prérogative royale ?

Aussi, bien des gens prononcent hardiment aujourd'hui que M. Fox avait raison, qu'il était bien plus sage, et ne pouvait être aussi nuisible que son rival.

Aux noms de Pitt et de Fox, l'Empereur s'est arrêté longtemps sur leur caractère, leur système et leurs actes, et il a terminé en répétant ce qu'il a déjà dit plus d'une fois : « M. Pitt a été le maître de toute la politique européenne ; il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples ; il en a mal usé ; il a incendié l'univers, et s'inscrira dans l'histoire à la manière d'Érostrate, parmi des flammes, des regrets et des larmes !... D'abord, les premières étincelles de notre révolution, puis toutes les résistances au vœu national, enfin tous les crimes horribles qui en furent la conséquence, sont son ouvrage. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans ; ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue ; le bouleversement, la dévastation de l'Europe ; les flots du sang des peuples qui en ont été la suite ; la dette effroyable de l'Angleterre, qui a payé toutes ces choses ; le système pestilentiel des emprunts, sous lequel les peuples demeurent courbés ; le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon. La postérité le reconnaîtra ; elle le signalera comme un vrai fléau ; cet homme, tant vanté de son temps, ne sera plus un jour que le génie du mal ; non que je le tienne pour atroce, ni même que je doute qu'il ne fût convaincu qu'il faisait le bien : la Saint-Barthélémi a bien eu ses persuadés ; le pape et les cardinaux en ont chanté un *Te Deum*, et parmi toutes ces bonnes gens il s'en trouvait bien, sans doute, quelques-unes de bonne foi. Voilà les hommes, leur raison, leurs jugements ! Mais ce que la postérité reprochera surtout à M. Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui ; le machiavélisme insolent de celle-ci, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour le sort des hommes ou la justice des choses.

« Quoi qu'il en soit, par admiration réelle ou pure reconnaissance, ou même encore simple instinct et seule sympathie, M. Pitt a été et demeure l'homme de l'aristocratie européenne ; c'est qu'en effet il y a eu en lui du Sylla. C'est son système qui a ménagé l'asservissement de la cause populaire et le triomphe des patriciens. Quant à M. Fox, ce n'est pas chez

les anciens qu'il faut lui chercher un modèle, c'est à lui d'en servir, et son école tôt ou tard doit régir le monde. »

L'Empereur s'est fort étendu alors sur M. Fox ; il répétait l'avoir fort goûté, beaucoup aimé. Il avait placé son buste à la Malmaison avant de le connaître personnellement. Il a conclu en disant ce qu'il a déjà exprimé souvent et sous bien des formes : « Assurément l'instant de la mort de M. Fox est une des fatalités de ma carrière, a-t-il dit ; s'il eût continué de vivre, les affaires eussent pris une tout autre tournure, la cause des peuples l'eût emporté, et nous eussions fixé un nouvel ordre de choses en Europe. »

L'Empereur, revenant ensuite à la compagnie des Indes, a dit que c'était une grande question que le monopole d'une compagnie, ou la liberté du commerce pour tous. « Une compagnie, observait-il, plaçait de très grands avantages entre les mains de quelques-uns qui peuvent faire très bien leurs affaires, tout en négligeant celles de la masse ; aussi toute la compagnie dégénérerait-elle bientôt en oligarchie, toujours amie du pouvoir et prête à lui donner secours ; et, sous ce rapport, les compagnies tenaient tout à fait du vieux temps et des anciens systèmes. Le commerce libre, au contraire, tenait à toutes les classes, agitait toutes les imaginations, remuait tout un peuple ; il était tout à fait identique avec l'égalité, portait naturellement à l'indépendance ; et, sous ce rapport, tenait beaucoup plus à notre système moderne.

« Après le traité d'Amiens, qui rendait à la France ses possessions dans l'Inde, j'ai fait discuter devant moi, longtemps et à fond, cette grande question ; j'ai écouté des hommes du commerce, entendu des hommes d'État, et j'ai prononcé pour le commerce libre et rejeté les compagnies. »

De là l'Empereur est passé à plusieurs points d'économie politique consacrés par Smith dans sa *Richesse des Nations*. Il les avouait vrais en principe, mais les démontrait faux dans leur application. Malheureusement ici encore je ne retrouve que de stériles indications.

Il a terminé en disant : « Jadis on ne connaissait qu'une espèce de propriété, celle du terrain ; il en est survenu une nouvelle, celle de l'industrie, aux prises en ce moment avec la première ; puis une troisième, celle dérivant des énormes charges perçues sur les administrés, et qui, distribuées par les mains neutres et impartiales du gouvernement, peuvent

garantir du monopole des deux autres, leur servir d'intermédiaire, et les empêcher d'en venir aux mains. » Il appelait cette grande lutte la guerre des *champs* contre les *comptoirs*, celle des *créneaux* contre les *métiers*.

« C'est pourtant, disait-il, pour n'avoir pas voulu reconnaître cette grande révolution dans la propriété, pour s'obstiner à fermer les yeux sur de telles vérités, qu'on fait tant de sottises aujourd'hui, et que l'on s'expose à tant de bouleversements. Le monde a éprouvé un grand déplacement, et il cherche à se rasseoir ; voilà, en deux mots, terminait-il, toute la clef de l'agitation universelle qui nous tourmente. On a désarrimé le vaisseau, transporté du lest de l'avant à l'arrière, et de là ces furieuses oscillations qui peuvent amener le naufrage à la première tempête, si l'on s'obstine à vouloir le manœuvrer comme de coutume, sans avoir obtenu un équilibre nouveau. »

Ce jour a été riche pour mon Journal. Outre les sujets déjà traités, il a été question de plusieurs autres encore. En parlant des Indes et de la compagnie anglaise, le nom de M. de Suffren a été mentionné.

L'Empereur n'en avait pas une exacte connaissance ; il savait confusément que cet officier avait rendu de grands services, et lui Napoléon avait, par ce seul sentiment, disait-il, accordé beaucoup à sa famille. Il m'a questionné à son sujet. Je ne l'avais pas connu, je ne pouvais que lui rendre les traditions du corps. Or, il était admis, lui disais-je, parmi nous dans la marine, que M. de Suffren était, depuis Louis XIV, le seul qui rappelât les grands marins de notre belle époque navale.

M. de Suffren avait du génie, de la création, beaucoup d'ardeur, une forte ambition, un caractère de fer ; c'était un de ces hommes que la nature a rendus propres à tout. J'ai entendu des gens très sensés et très forts dire que sa mort, en 1789, pouvait avoir été une calamité nationale ; qu'admis au Conseil du roi, dans la crise du moment, il eût été de taille à donner une autre issue aux affaires. M. de Suffren, très dur, très bizarre, extrêmement égoïste, mauvais coucheur, mauvais camarade, n'était aimé de personne, mais était apprécié, admiré de tous.

C'était un homme avec qui l'on ne pouvait pas vivre, et il était surtout fort difficile à commander, obéissait peu, critiquait tout, déclamant sans cesse sur l'inutilité de la tactique, par exemple, et se montrant au besoin le meilleur tacticien. Il en était de même de tout le reste, c'étaient l'inquiétude

et la mauvaise humeur du génie et de l'ambition qui n'a pas ses coudées franches.

Parvenu au commandement de l'escadre de l'Inde, et conduit au roi pour prendre congé, un huissier faisait avec peine ouvrir la foule pour qu'il pût parvenir. « Je vous remercie aujourd'hui, disait-il à l'huissier, en grognant et nasillant d'après sa nature ; mais au retour, Monsieur, vous verrez que je saurai bien me faire faire place moi-même. » Et il tint parole.

Arrivé dans l'Inde, il ouvrit une scène nouvelle à nos armes, il y fit des prodiges qu'on n'a peut-être pas assez appréciés en Europe ; ce furent immédiatement des actes et des mœurs de commandement inconnus jusquelà ; prenant tout sur lui, osant tout, imaginant tout, prévoyant à tout, démontant ses capitaines au besoin, nommant ses officiers, équipant et faisant combattre des vaisseaux condamnés depuis longtemps ; trouvant un hivernage sur les lieux mêmes, dans l'Inde, quand la routine voulait qu'on fût les chercher à douze ou quinze cents lieues de là, à l'Île-de-France ; enfin on le vit, devançant la manière de nos jours, s'approcher de la côte, embarquer des soldats qui avaient combattu la veille l'ennemi ; aller battre avec eux l'escadre anglaise, et les reporter le lendemain à leur camp pour qu'ils pussent combattre de nouveau. Aussi notre pavillon prit-il tout à coup une supériorité qui dérouta l'ennemi. « Oh ! pourquoi cet homme, s'est écrié l'Empereur, n'a-t-il pas vécu jusqu'à moi, ou pourquoi n'en ai-je pas trouvé un de sa trempe ? j'en eusse fait notre Nelson, et les affaires eussent pris une autre tournure ; mais j'ai passé tout mon temps à chercher l'homme de la marine, sans avoir jamais rien pu rencontrer. Il y a dans ce métier une spécialité, une technicité qui arrêtaient toutes mes conceptions. Proposais-je une idée nouvelle, aussitôt j'avais Ganthaume sur les épaules et la section de marine. — Sire, cela ne se peut pas. — Et pourquoi ? — Sire, les vents ne le permettent pas, et puis les calmes, les courants ; et j'étais arrêté tout court. Comment continuer la discussion avec ceux dont on ne parle pas le langage ? Combien de fois, au Conseil d'État, leur ai-je reproché d'abuser de cette circonstance ! À les entendre, il eût fallu naître dans la marine pour y connaître quelque chose. Et je leur ai dit souvent qu'ils abusaient encore, que je n'eusse demandé que de faire la traversée de l'Inde avec eux, et qu'au retour je me serais fait fort d'être aussi familier avec leur métier qu'avec mes champs de bataille. Ils n'en croyaient rien, et revenaient

toujours à ce qu'on ne pouvait être bon marin si on ne s'y prenait dès le berceau ; et ils me firent faire quelque chose à cet égard qui m'a longtemps pesé, ce fut l'enrôlement de plusieurs milliers d'enfants de six à huit ans.

« J'eus beau me débattre, il me fallut céder à leur unanimité, en les prévenant toutefois que j'en chargeais leur conscience. Qu'en résulta-t-il ? que le public murmura, déclama beaucoup et nous couvrit de ridicule, qualifiant l'opération de massacre des innocents. Voilà que plus tard de Winter, Verhuel, tous les marins du Nord et d'autres encore sont venus me dire et ont soutenu que dix-huit, vingt ans, l'âge de la conscription, n'était pas trop tard pour commencer à être matelot, les Danois, les Suédois y emploient leurs soldats ; chez les Russes, la flotte n'est qu'une portion de l'armée principale, ce qui donne l'avantage inappréciable de l'avoir en permanence et à deux fins.

« J'avais imaginé moi-même, a-t-il ajouté, quelque chose de la sorte en créant mes équipages de haut-bord ; mais que d'obstacles ne rencontrai-je pas, que de préjugés j'eus à vaincre, quelle force de volonté je dus employer pour parvenir à donner un uniforme à ces pauvres matelots, à les enrégimenter, à leur faire faire l'exercice ! Je gâtais tout, disait-on ; et pourtant de quelle utilité n'ont-ils pas été ! Quelle plus heureuse idée que d'avoir deux services pour une seule paye ! Ils n'ont pas été moins bons matelots, et se sont montrés les meilleurs des soldats. On les a trouvés, au besoin, matelots, soldats, artilleurs, pontonniers, tout. Si, dans la marine, au lieu d'avoir des obstacles à combattre, j'avais rencontré quelqu'un qui eût abondé dans mon sens et devancé mes idées, quel résultat n'eussions-nous pas obtenu ! mais sous mon règne, il n'a jamais pu s'élever dans la marine quelqu'un qui s'écartât de la routine et sût créer. J'aimais particulièrement les marins, j'estimais leur courage, j'estimais leur patriotisme ; mais je n'ai jamais pu trouver entre eux et moi d'intermédiaire qui sût les faire agir et les faire mériter, etc., etc. »

Organisation impériale ; préfets, auditeurs au Conseil d'État ; motifs des gros appointements ; intentions futures, etc..

Jeudi 7.

Napoléon, parlant de son organisation impériale, disait qu'il en avait fait le gouvernement le plus compacte, de la circulation la plus rapide et des efforts les plus nerveux qui eût jamais existé : « Et il ne fallait rien moins que tout cela, remarquait-il, pour pouvoir triompher des immenses difficultés dont nous étions entourés, et produire toutes les merveilles que nous avons accomplies ; l'organisation des préfetures, leur action, les résultats étaient admirables et prodigieux. La même impulsion se trouvait donnée au même instant à plus de quarante millions d'hommes ; et, à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même.

« Les étrangers qui nous visitaient, et qui savaient voir et juger, en étaient émerveillés. Et c'est à cette uniformité d'action, sur un aussi grand terrain, qu'ils attribuaient surtout ces prodigieux efforts, ces immenses résultats, qu'ils avouaient n'avoir pas pu comprendre jusque-là.

« Les préfets, avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils se trouvaient investis, ajoutait l'Empereur, étaient eux-mêmes *des empereurs au petit pied* ; et comme ils n'avaient de force que par l'impulsion première dont ils n'étaient que les organes, que toute leur influence ne dérivait que de leur emploi du moment, qu'ils n'en avaient point de personnelle, qu'ils ne tenaient nullement au sol qu'ils régissaient, ils avaient tous les avantages des anciens grands agents absolus, sans aucun de leurs inconvénients. Il avait bien fallu leur créer toute cette puissance, disait l'Empereur. Je me trouvais dictateur, la force des circonstances le voulait ainsi ; il fallait donc que tous les filaments issus de moi se trouvassent en harmonie avec la cause première, sous peine de manquer le résultat. Le réseau gouvernant dont je couvris le sol requérait une furieuse tension, une prodigieuse force d'élasticité, si l'on voulait pouvoir faire rebondir au loin les terribles coups dont on nous ajustait sans cesse : aussi la plupart de ces ressorts n'étaient-ils, dans ma pensée, que des institutions de dictature, des armes de guerre. Quand le temps fût venu pour moi de relâcher les rênes, tous mes filaments aussi se seraient sympathiquement détendus, et nous aurions alors procédé à notre établissement de paix, à nos institutions locales. Si nous n'en avions encore aucune, c'est que la crise ne les admettait pas. Nous eussions infailliblement succombé tout d'abord si nous en eussions été pourvus dès le principe ; et puis, il faut le dire, nous n'étions pas mûrs pour en faire un

bon usage. Il ne faut pas croire que la nation fût déjà prête pour manier dignement sa liberté. La masse avait encore, dans l'éducation et le caractère, trop de préjugés du temps passé. Cela serait venu ; nous nous formions chaque jour, mais nous avions encore beaucoup à gagner. Lors de l'explosion de la révolution, les patriotes en général se trouvèrent tels par nature, par instinct. Ce sentiment se trouva dans leur sang, ce fut chez eux une passion, une frénésie ; et de là, l'effervescence, les excès, l'exagération de l'époque. Mais ce n'est pas à coups de massue et par soubresauts qu'on peut naturaliser le système moderne, en jouir ; il faut l'implanter dans l'éducation, et que ses racines s'embranchent avec la raison, la conviction même, ce qui doit infailliblement avoir lieu avec le temps, parce qu'il repose sur des vérités naturelles. Mais ceux qui composaient les générations de nos jours, ajoutait-il, demeureraient si naturellement dominateurs, si avides du pouvoir, l'exerçaient avec tant d'importance, pour ne pas dire plus, et pourtant en même temps étaient si prêts, d'un autre côté, à courir au-devant de la servitude !... Nous étions toujours entre ces deux vices. Dans tous mes voyages, disait-il, j'étais constamment obligé de dire à mes premiers officiers placés à mes côtés : Mais laissez donc parler M. le préfet. Allais-je à quelque subdivision du département, c'était alors au préfet que j'étais obligé de dire : Mais, laissez donc répondre M. le sous-préfet ou M. le maire ; tant chacun s'empressait d'éclipser le voisin, et comprenait peu le bien qui pouvait dériver d'une communication directe avec moi ! Envoyais-je mes grands officiers, mes ministres, présider les collèges électoraux, et leur recommandais-je de ne pas se faire nommer candidats au Sénat, que cette place leur était assurée par une autre route, et qu'il fallait laisser cette satisfaction aux notables des provinces, ils n'en revenaient pas moins toujours désignés. » Et ceci me rappelle que dans le temps, un des ministres (Decrès) me racontait avoir eu une prise avec l'Empereur précisément à ce sujet. Il le grondait de sa nomination : « Mais, Sire, lui répondit-il plaisamment, votre influence est plus forte que votre volonté ; j'ai beau dire que je n'en veux pas, que cela vous déplaît, que vous voulez qu'ils se réservent ces nominations entre eux, ils ne connaissent que votre choix, et je serai renommé tant que vous m'y enverrez. »

« J'avais, disait encore l'Empereur, donné des traitements énormes aux préfets et autres ; mais, en fait de prodigalité de ma part, faudrait-il encore

savoir distinguer ce qui est de système ou de circonstances. Celles-ci me forçaient à donner de gros appointements, l'autre m'eût conduit à obtenir gratuitement. À l'origine, lorsqu'il s'agissait d'attacher des individus, de recomposer une société et des mœurs à l'avenant, de gros traitements, une véritable fortune étaient indispensables ; mais le résultat obtenu, et avec le temps rentré dans l'ordre naturel, mon intention, au contraire, eût été de rendre la plupart des hautes fonctions à peu près gratuites. J'eusse élagué les nécessiteux, qui jamais ne s'appartiennent à eux-mêmes, dont les besoins pressants créent l'immoralité politique ; j'eusse amené l'opinion à solliciter ces emplois pour la pure considération ; ils fussent devenus d'honorables magistratures, d'immenses justices de paix remplies par les plus grandes fortunes, chez qui la vocation, la philanthropie, une honnête ambition, eussent été les premiers guides et le gage assuré d'une noble indépendance. Et c'est là ce qui compose vraiment la dignité, la majesté d'une nation, ce qui en élève la renommée et ramène la morale publique. Or notre changement de mœurs à cet égard était devenu indispensable, et c'est le dégoût des places qui eût signalé notre véritable retour à la haute morale. On m'a dit ici que cette avidité de places a passé la mer pour aller infecter nos voisins : autrefois les vieux Anglais les dédaignaient. Voyez si aux États-Unis on en est avide. Cet amour dans un peuple est le plus grand échec que puisse éprouver sa moralité. Quand on veut absolument des places, on se trouve déjà vendu d'avance. Aujourd'hui les plus grands personnages en Angleterre courent après ; les grandes familles, toute la pairie, les recherchent. Ils se rejettent sur ce que l'énormité des taxes ne leur permet plus de vivre sans salaire. Pitoyable excuse ! c'est que leurs mœurs publiques sont encore plus altérées que leurs fortunes. Quand on en est arrivé, dans une certaine classe, à solliciter les emplois pour de l'argent, il n'est plus pour une nation de véritable indépendance, de noblesse, de dignité dans le caractère. Notre excuse à nous pouvait être dans les bouleversements et les commotions de notre révolution : chacun avait été déplacé, chacun se sentait dans la nécessité de se rasseoir ; et c'est pour aider à cette nécessité générale, et pour que les sentiments délicats se détruisissent le moins possible, que j'ai cru devoir doter toutes les places de tant d'argent, de lustre et de considération ; mais avec le temps j'eusse changé tout cela par la seule force de l'opinion. Et qu'on ne croie pas la

chose impossible : tout devient facile à l'influence du pouvoir quand il veut diriger dans le juste, l'honnête et le beau, etc.

« Je ménageais à mon fils une situation des plus heureuses. J'élevais précisément pour lui à l'école nouvelle la nombreuse classe des auditeurs au Conseil d'État. Leur éducation finie et leur âge venu, ils eussent un beau jour relevé tous les postes de l'empire. Forts de nos principes et des exemples de leurs devanciers, ils se fussent trouvés tous douze à quinze ans de plus que mon fils, ce qui l'eût placé précisément entre deux générations et tous leurs avantages : la maturité, l'expérience et la sagesse au-dessus ; la jeunesse, la célérité, la prestesse au-dessous. » Et comme je m'étonnais qu'il n'eût rien laissé percer de toutes ces grandes et belles institutions : « À quoi bon bavarder là-dessus ? me dit-il ; on m'eût pris pour un charlatan, on m'eût suspecté d'insinuation, de souplesse ; on se fût familiarisé à me combattre, et je serais tombé dans le discrédit. Situé, ainsi que je l'étais, sans l'autorité héréditaire de l'antique tradition, privé du prestige de ce qu'ils appellent la légitimité, je ne devais pas permettre l'occasion d'entrer en lice vis-à-vis de moi, je devais être tranchant, impérieux, décisif. Vous me dites qu'on a dit de moi dans votre faubourg : *Que n'était-il, légitime !* Si je l'eusse été, je n'aurais pas fait davantage sans doute, mais il m'eût été permis alors d'avoir plus de bonhomie, etc. »

La Vendée ; Charette – Lamarque – Tragédies d'Eschyle et de Sophocle, etc. – Véritables tragédies chez les Romains – *La Médée* de Sénèque ; singularité.

Vendredi 8.

L'Empereur a travaillé avec l'un de nous, ce qui nous a fort réjouis, en nous prouvant qu'il se trouvait mieux.

Il m'a fait demander avant dîner. Le travail semblait l'avoir ranimé ; il était fort causant, et nous marchions dans son appartement. La Vendée, ses troubles, les chefs qu'elle a montrés, ont été un des sujets remarquables de la conversation.

Charette était le seul dont il fit un cas tout particulier. « J'ai lu une histoire de la Vendée. Si les détails, les portraits sont exacts, disait-il, Charette est le seul grand caractère, le véritable héros de cet épisode

marquant de notre révolution, lequel, s'il présente de grands malheurs, n'immole pas du moins notre gloire. On s'y égorge, mais on ne s'y dégrade point ; on y reçoit des secours de l'étranger, mais on n'a pas la honte d'être sous sa bannière et d'en recevoir un salaire journalier pour n'être que l'exécuteur de ses volontés. Oui, a-t-il continué, Charette me laisse l'impression d'un grand caractère ; je lui vois faire des choses d'une énergie, d'une audace peu commune ; il laisse percer du génie. » Je lui disais avoir beaucoup connu Charette dans mon enfance. Nous avons été gardes de la marine ensemble à Brest ; nous y avons partagé longtemps la même chambre, mangé à la même table, et il avait fort surpris par ses exploits et sa brillante carrière tous ceux de nous qui avaient été liés avec lui. Nous avons jugé Charette assez commun, de peu d'instruction, volontiers atrabilaire, et surtout extrêmement indolent : pas un de nous qui ne l'eût condamné à demeurer dans la foule des insignifiants. Il est bien vrai qu'à mesure qu'il prenait de l'éclat, nous rappelions et nous aimions à faire ressortir qu'à une de ses premières campagnes dans la guerre d'Amérique, et ne devant être encore qu'un enfant, sortant de Brest, durant l'hiver, sur un cutter, son bâtiment perdit son mât, ce qui, pour ce genre d'embarcation, équivalait à une perte presque certaine. Le temps était si épouvantable et la mort si infaillible, que les matelots, à genoux et l'esprit perdu, se refusèrent à tout travail qui eût pu les sauver. Le garde de la marine Charette, malgré son extrême jeunesse, en tua un pour contraindre les autres à travailler ; il parvint en effet, par ce terrible exemple, à décider tout le reste, et l'on sauva le bâtiment. « Eh bien ! voyez, disait l'Empereur, le vrai caractère perce toujours dans les grandes circonstances ; voilà l'étincelle qui signale le héros de la Vendée, il ne faut pas toujours s'y méprendre, il est des dormeurs dont le réveil est terrible. Kléber aussi était d'habitude un endormi ; mais, dans l'occasion, et toujours au besoin, il avait le réveil du lion. » J'ajoutais avoir maintes fois entendu raconter à Charette que, dans un certain moment et dans un élan spontané, les matelots du cutter s'étaient écriés, d'une commune voix, qu'ils faisaient vœu d'aller, en chemise et pieds nus, porter un cierge à Notre-Dame-de-Recouvrance (portion de Brest), si elle obtenait leur salut : « Et vous en croirez ce que vous voudrez, nous ajoutait naïvement Charette, mais il est de fait qu'à peine ils eurent fini de prononcer leur prière, que le vent tomba subitement, et que, dès cet instant, commencèrent nos espérances de salut. » Et les matelots, au retour,

leurs officiers en tête, accomplirent dévotement leur vœu. Du reste, disais-je, ce ne fut pas la seule circonstance miraculeuse du petit cutter. On était au mois de décembre, la nuit fort longue et des plus obscures, on se savait au milieu des récifs ; mais, privé du mât et de tout secours nautique, on flottait à l'aventure, n'attendant de salut que du ciel, quand on entendit le son d'une cloche. On sonda, et, trouvant très peu de fond, on jeta l'ancre. Quelles ne furent pas, au point du jour, la surprise et la joie, de se voir à l'entrée de la rivière de Landernau ! La cloche qu'on avait entendue était celle de la paroisse voisine. Or le bâtiment avait merveilleusement traversé les innombrables écueils dont est semée l'entrée de Brest ; il avait enfilé le goulet, passé à travers trois ou quatre cents voiles qui couvraient la rade, et était venu trouver un abri précisément à l'entrée d'une rivière, sur un point calme et tout à fait à l'écart. « Voyez, disait l'Empereur, toute la différence du tâtonnement des hommes à la marche assurée, franche de la nature ; ce qui vous étonne si fort devait arriver. Très probablement qu'avec toutes nos connaissances humaines, le trouble, les erreurs de nos sens eussent amené le naufrage du bâtiment. Au travers de tant de chances malheureuses, la nature l'a sauvé sans hésitation, la marée s'en est saisie, et la force du courant l'a conduit sans péril précisément au milieu de chaque chenal ; de la sorte il ne devait, il ne pouvait pas périr, etc. »

Et revenant sur la guerre de la Vendée, il a rappelé qu'il avait été tiré de l'armée des Alpes pour passer à celle de la Vendée, et qu'il avait préféré donner sa démission à poursuivre un service dans lequel, d'après les impulsions du temps, il n'eût pu concourir qu'à du mal, sans pouvoir personnellement prétendre à aucun bien. Il a dit qu'un des premiers soins de son consulat avait été de pacifier tout à fait ce malheureux pays et de lui faire oublier ses désastres. Il avait beaucoup fait pour lui. La population en avait été reconnaissante ; et, quand il l'avait traversé, les prêtres mêmes avaient semblé lui être sincèrement des plus favorables. « Aussi, ajoutait-il, les dernières insurrections n'avaient-elles plus le même caractère que la première ; ce n'était plus du pur fanatisme, mais seulement de l'obéissance passive à une aristocratie dominatrice. Quoi qu'il en soit, Lamarque, que j'y avais envoyé au fort de la crise, y fit des merveilles et surpassa mes espérances. » Et de quel poids n'eussent pas pu devenir ses actes dans la grande lutte ! car les chefs vendéens les plus distingués, ceux sans doute qui

recueillent en ce moment les bienfaits de la cour, ont reconnu, entre les mains de ce général, Napoléon pour empereur, même après Waterloo, même après son abdication. Fut-ce de la part de Lamarque ignorance du véritable état des choses, ou seulement pure fantaisie du vainqueur ? Toutefois le voilà dans l'exil ; il est du nombre des trente-huit. C'est qu'il est plus facile de proscrire que de vaincre, etc., etc.

Il a pris envie à l'Empereur de venir dîner avec nous ; c'était la première fois depuis son incommodité, c'est-à-dire depuis seize jours. Cela nous semblait une petite fête ; toutefois nous ne pouvions nous empêcher de remarquer avec douleur une grande altération dans tous ses traits et des traces visibles d'une aussi longue réclusion.

Après dîner, on a repris les lectures, depuis si longtemps interrompues. L'Empereur nous a lu l'*Agamemnon* d'Eschyle, dont il a fort admiré l'extrême force jointe à la grande simplicité. Nous étions frappés surtout de la gradation de terreur qui caractérise les productions de ce père de la tragédie. Et c'est pourtant là, faisait-on observer, l'étincelle première à laquelle se rattache notre belle lumière moderne.

Après l'*Agamemnon* d'Eschyle, l'Empereur a fait venir l'*Œdipe* de Sophocle, qui nous a également fait le plus grand plaisir, et l'Empereur a répété qu'il regrettait fort de ne l'avoir point fait jouer de la sorte à Saint-Cloud.

Talma avait toujours combattu cette idée ; mais l'Empereur disait être fâché de n'avoir point insisté : « Non que j'eusse voulu essayer, ajoutait-il, d'en ramener la mode ou de corriger notre théâtre, Dieu m'en garde ! mais seulement parce que j'eusse aimé à juger des impressions de la facture antique sur nos dispositions modernes. » Il était persuadé qu'un tel spectacle eût fait grand plaisir, et il se demandait quel effet eussent pu produire, avec notre goût moderne, le coryphée et les chœurs grecs, etc.

Il est passé de là à l'*Œdipe* de Voltaire, qu'il a beaucoup vanté. Cette pièce lui présentait, disait-il, la plus belle scène de notre théâtre. Quant à ses vices, les amours si ridicules de Philoctète, par exemple, il ne fallait point en accuser le poète, mais bien les mœurs du temps et les grandes actrices du jour, qui imposaient la loi. Cet éloge de Voltaire nous a frappés : il était nouveau pour nous, tant il était rare dans la bouche de l'Empereur.

À onze heures, et déjà couché, l'Empereur m'a fait appeler et a continué à causer sur notre théâtre et sur celui des Grecs et des Romains, au sujet desquels il a dit beaucoup de choses fort curieuses.

D'abord il s'étonnait que les Romains n'eussent point de tragédies ; puis il convenait qu'elles eussent été peu propres à les émouvoir sur le théâtre ; qu'elles se donnaient en réalité dans leurs cirques. « Les combats des gladiateurs, disait-il, celui des hommes livrés aux bêtes féroces, étaient bien autrement terribles que toutes nos scènes dramatiques ensemble, et c'étaient là du reste les seules tragédies, remarquait-il, propres à la trempe robuste, aux nerfs d'acier des Romains. »

Toutefois les Romains ont eu, disions-nous, quelques essais de tragédie produits par Sénèque ; et sa *Médée*, par parenthèse, présente une circonstance bien bizarre : c'est que le chœur y prédit distinctement la découverte de l'Amérique, opérée quatorze cents ans plus tard. « Un nouveau Typhon, y est-il dit, enfant de la terre, ira, dans les siècles à venir, découvrir vers l'Occident des régions éloignées, et Thulé ne sera plus l'extrémité de l'univers ^[1]. »

L'Empereur beaucoup mieux – Lui sauter ! – Madame Regnault de Saint-Jean-d'Angely. Les deux impératrices – Dépenses de Joséphine ; mécontentement de l'Empereur ; anecdotes caractéristiques de l'Empereur.

Samedi 9.

L'Empereur était infiniment mieux ; entouré de nous, il parlait des prodiges du début de sa carrière, et disait qu'ils avaient dû créer une grande impression dans le monde. Une telle impression, a repris quelqu'un, qu'on avait été tenté d'y apercevoir du surnaturel ; et à ce sujet, il a cité une anecdote qui, dans le temps, avait couru les salons de Paris. Un nouvelliste, disais-je, entre tout effaré dans un cercle, annonçant que Bonaparte vient de périr à l'instant : il raconte l'explosion de la machine infernale, et termine en disant : « Le voilà sauté en l'air. – *Lui sauter !* s'écria un vieil Autrichien qui avait écouté de toutes ses oreilles, et qui avait encore présentes toutes les crises désespérées dont il avait vu sortir miraculeusement le jeune général de l'armée d'Italie ; *lui sauter !* Ah ! vous connaissez bien votre

homme ! et moi je vous gage qu'à l'heure qu'il est, il se porte mieux que nous tous. Je le connais de longue main avec toutes ses drôleries. »

Dans un autre moment madame Regnault de Saint-Jean-d'Angely ayant été mentionnée, et quelqu'un ayant dit à l'Empereur combien elle avait montré d'attachement pour lui durant son séjour à l'île d'Elbe : « Qui ? elle ! s'est écrié l'Empereur avec surprise et satisfaction. – Oui, Sire. – Ah ! pauvre femme, a-t-il ajouté avec le geste et l'accent du regret ; et moi qui l'avais pourtant si maltraitée ! Eh bien ! voilà qui paie du moins pour les renégats que j'avais tant comblés !... » Et après quelques secondes de silence, il a dit significativement : « Il est bien sûr qu'ici-bas on ne connaît véritablement les âmes et les sentiments qu'après de grandes épreuves ! »

L'Empereur, à dîner, était fort bien, très content et même gai ; il se félicitait d'avoir passé sa dernière crise sans s'être soumis à la médecine, sans avoir payé tribut au docteur ; et c'est ce qui fâchait celui-ci, disions-nous ; il se serait contenté de si peu, le plus léger acte eût suffi ! Il n'eût demandé que le billet de confession du clergé, disait l'Empereur, tout en riant beaucoup de la chose, et ajoutant que par pure complaisance il avait été jusqu'à essayer un gargarisme qu'il avait trouvé d'une acidité violente et qui lui avait fait mal, faisant observer en cela qu'il ne lui fallait que des remèdes extrêmement doux, tous les autres le crispant infailliblement. « Au physique comme au moral, disait-il, il faut me prendre par la douceur, autrement je me cabre. »

Le cours de la conversation a conduit l'Empereur encore une fois sur le compte des impératrices Joséphine et Marie-Louise. Il a multiplié sur elles les détails les plus aimables et les plus circonstanciés, et a terminé par son adage ordinaire, que l'une était les grâces et tous leurs charmes ; l'autre, l'innocence et tous ses attraits.

L'Empereur détaillait ce qu'avait coûté la Malmaison : environ 3 ou 400.000 francs, c'est-à-dire tout ce qu'il possédait alors, disait-il ; et il énumérait ensuite tout ce que pouvait avoir reçu de lui l'impératrice Joséphine ; concluant qu'avec un peu d'ordre et de régularité seulement, elle aurait dû laisser des millions. « Son gaspillage, disait l'Empereur, faisait mon supplice. Calculateur comme je le suis, il devait être dans ma nature d'aimer mieux donner un million que de voir gaspiller 100.000 francs. » Il nous racontait comment, étant tombé un jour sans être attendu

dans le petit cercle du matin de Joséphine, il avait trouvé une dame professant, à la lettre, modes et chiffons. « Mon apparition subite causa, disait-il, un grand désordre dans la séance académique. C'était une célèbre marchande de modes, une de ces fameuses du jour à laquelle j'avais fait défendre positivement d'approcher de l'impératrice, qu'elle ruinait. Je donnai quelques ordres inaperçus, et à sa sortie on s'en empara ; elle fut conduite à Bicêtre. Ce fut un grand bruit dans tout Paris, le plus grand des scandales, disait-on. Le bon ton fut de lui rendre visite, et il y eut à sa porte une file de voitures. La police vint m'en faire part. Tant mieux, dis-je ; vous ne lui avez point fait de mal ? elle n'est point au cachot ? – Non, Sire, elle a plusieurs pièces, elle tient salon. – Eh bien ! laissez crier ; tant mieux si l'on prend ceci pour un acte de tyrannie, ce sera un coup de diapason pour un grand nombre ; très peu leur montrera que je pourrais faire beaucoup, etc. » Il nous a cité aussi un autre célèbre modiste, qu'il disait être le plus insolent personnage qu'il eût jamais rencontré dans toute sa carrière. « Lui ayant adressé la parole, disait Napoléon, un jour que j'examinais un trousseau de famille fourni par lui, il avait osé m'entreprendre, moi, à qui, certes, on ne mangeait pas dans la main ; il fit ce que personne en France n'eût osé tenter : il se mit à me démontrer fort abondamment que je ne donnais pas assez à l'impératrice Joséphine, qu'il devenait impossible de l'habiller à ce prix. Je l'arrêtai, au milieu de son impertinente éloquence d'un seul regard : il en demeura comme terrassé. »

Après dîner, l'Empereur était à peine rentré dans sa chambre, qu'il m'a fait demander, bien qu'il fût déjà dans son lit, et il m'a retenu fort tard, continuant très gaiement la conversation du dîner, et passant de là à beaucoup d'autres objets. Il se trouvait infiniment mieux et avait babillé, disait-il, avec plaisir. Pour nous, il nous avait, au fait, donné une soirée charmante. Néanmoins il toussait beaucoup, c'était même ce qui avait interrompu notre veillée, en le forçant de se lever de table. « J'aurai pris trop de tabac sans y songer, m'a-t-il dit : je suis une bête d'habitude, la conversation m'aura distrait ; vous devriez, mon cher, dans pareil cas, m'ôter ma tabatière : c'est ainsi qu'on sert ceux qu'on aime, etc., etc. »

Guerre sur les grandes routes – Dumouriez plus audacieux que Napoléon – Détails sur la princesse Charlotte de Galles, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, etc..

Dimanche 10.

Depuis quelques jours, l'Empereur, dans ses lectures, s'occupe de guerre, de fortifications, d'artillerie, etc. Il a parcouru Vauban, le Dictionnaire de Gassendi, quelques campagnes de la révolution, et la tactique de Guibert, qui l'attache fort. En revenant, à ce sujet, sur des généraux déjà cités plusieurs fois ailleurs : « Ils ne savaient, disait-il, faire la guerre que sur les *grandes routes* et à la portée du canon, lorsque leur champ de bataille eût dû embrasser la totalité du pays. »

À dîner il a parlé de la campagne de Dumouriez en Champagne, qu'il venait de lire. Il faisait peu de cas du duc de Brunswick, qui, avec un projet offensif, n'avait fait, disait-il, que dix-huit lieues en quarante jours. Mais, d'un autre côté, il blâmait fort Dumouriez, dont il avait trouvé la position trop audacieuse. « Et de ma part on doit prendre cela pour beaucoup, a-t-il ajouté, car je me regarde comme l'homme le plus audacieux en guerre qui peut-être ait jamais existé, et bien certainement je ne serais pas resté dans la position de Dumouriez, tant elle m'eût présenté de dangers. Je n'explique sa manœuvre qu'en me disant qu'il n'aura pas osé se retirer. Il aura jugé encore plus de périls dans la retraite qu'à demeurer. Wellington s'était mis dans ce cas avec moi le jour de Waterloo.

« Les Français sont les plus braves qu'on connaisse ; dans quelque position qu'on les essaye, ils se battent ; mais ils ne savent pas se retirer devant un ennemi victorieux. S'ils ont le moindre échec, ils n'ont plus ni tenue ni discipline ; ils vous glissent dans la main. Voilà, je suppose, quel aura été le calcul de Dumouriez, etc. ; ou bien encore, peut-être, quelque négociation secrète que nous ignorons. »

Dans le jour, des papiers publics qu'on nous a procurés parlaient du mariage du prince Léopold de Saxe-Cobourg avec la princesse Charlotte de Galles.

L'Empereur a dit : « Ce prince Léopold a pu être mon aide de camp : il l'a sollicité de moi, et je ne sais ce qui aura arrêté sa nomination. Il est fort heureux pour lui de n'avoir pas réussi : ce titre lui aurait coûté sans doute le mariage qu'il fait en cet instant ; et puis, observait l'Empereur, qu'on

vienne nous dire ce qui est heur ou malheur ici-bas dans la vie des hommes !... »

La conversation s'est engagée alors sur la princesse Charlotte d'Angleterre. Quelqu'un disait qu'elle était extrêmement populaire à Londres, et donnait des signes non équivoques de beaucoup de caractère. C'était un adage parmi beaucoup d'Anglais qu'elle recommencerait Élisabeth. Elle-même, prétendait-on, n'était pas sans quelques pensées à cet égard. Je me trouvais à Londres en 1814 précisément quand cette jeune princesse, à la suite des outrages faits à sa mère en présence des souverains alliés, s'était évadée de chez le prince régent son père, avait sauté dans le premier fiacre offert à sa vue et volé à la demeure de sa mère, qu'elle adorait. La gravité anglaise se montra indulgente en cette occasion ; on se plut généralement à trouver l'excuse d'une inconséquence aussi grave dans la moralité même du sentiment qui l'avait causée. La jeune princesse ne voulait plus sortir de chez sa mère ; il fallut que le duc d'York, ou un autre de ses oncles, et peut-être encore le grand chancelier d'Angleterre, vinssent la décider à retourner auprès de son père, lui démontrant que son obstination pouvait exposer sa mère au point de mettre sa vie en péril.

La princesse Charlotte avait déjà fait preuve d'un caractère très décidé en refusant d'épouser le prince d'Orange, qu'elle repoussait surtout parce qu'elle se serait trouvée dans l'obligation, disait-elle, de vivre parfois hors de l'Angleterre ; sentiment national qui la rendit encore d'autant plus chère aux Anglais.

Elle ne s'est fixée sur le prince Léopold de Saxe-Cobourg, nous disent les Anglais qui se trouvent ici, que par le seul effet de son propre choix ; et elle a annoncé hautement, ajoutent-ils, qu'elle comptait sur d'heureux jours, parce qu'elle n'avait eu d'autre guide que le sentiment. Ce prince lui a beaucoup plu. « Je le crois sans peine, a observé l'Empereur ; si je m'en souviens bien c'est le plus beau jeune homme que j'aie vu aux Tuileries. » On a raconté que les Anglais d'ici avaient cité, il y avait peu de jours, ce qu'ils appelaient une preuve du caractère et de la dignité de leur jeune future souveraine. Un des ministres s'étant rendu chez elle, lors des arrangements du mariage, pour des détails domestiques à régler, lui fit entendre des propositions qu'elle regarda comme peu faites pour elle. « Milord, lui dit-elle avec fierté, je suis l'héritière de la Grande-Bretagne, je

dois un jour en porter la couronne, je le sais, et mon âme s'est mise en rapport avec cette haute destinée ; ainsi ne croyez pas pouvoir me traiter autrement. N'allez pas penser que pour épouser le prince Léopold je puisse, je veuille jamais être *mistriss Cobourg* : ôtez-vous cela de la tête, etc. »

Cette jeune princesse est l'idole des Anglais, qui se complaisent à voir en elle l'espoir d'un meilleur avenir.

L'Empereur, revenant sur le prince Léopold, qui avait dû être son aide de camp, a dit : « Une foule d'autres princes allemands briguaient la même faveur. Lorsque j'eus créé la confédération du Rhin, les souverains qui en faisaient partie ne doutèrent pas que je ne fusse prêt à renouveler dans ma personne l'étiquette et les formes du saint-empire romain ; et tous parmi eux, jusqu'aux rois mêmes, se montraient empressés de former mon cortège et de devenir, l'un mon grand échanson, l'autre mon grand panetier, etc. Vers ce temps, les princes allemands avaient, à la lettre, envahi les Tuileries ; ils en remplissaient les salons, modestement confondus, perdus au milieu de vous autres. Il est vrai qu'il en était de même des Italiens, des Espagnols, des Portugais, et que la plus grande partie de l'Europe se trouvait rassemblée aux Tuileries !... Le fait est, a conclu l'Empereur, que sous mon règne Paris a été la reine des nations, et les Français le premier peuple de l'univers !... »

Divers objets bien importants — Négociation d'Amiens ; début du Premier Consul en diplomatie —
De l'agglomération des peuples de l'Europe — De la conquête de l'Espagne — Danger de la Russie
— Bernadotte.

Lundi 11.

J'ai passé presque toute la journée avec l'Empereur dans sa chambre, je ne l'ai quitté que pour aller dîner.

Les conversations du jour ont été longues, pleines, et des plus intéressantes ; l'Empereur se trouvait fort causant, et ses paroles étaient riches, rapides. Il a parcouru une foule d'objets souvent fort étrangers, bien qu'ils, fussent amenés naturellement les uns par les autres. Ils étincelaient d'idées et de faits nouveaux pour moi ; malheureusement leur nombre et leur importance même m'en ont fait perdre une partie.

Parlant des éléments de la société, il disait : « *La démocratie* peut être furieuse ; mais elle a des entrailles, on l'émeut ; pour l'*aristocratie*, elle demeure toujours froide, elle ne pardonne jamais, etc., etc. »

Dans un autre moment, et à la suite d'antécédents, il a dit : « Toutes les institutions ici-bas ont deux faces : celle de leurs avantages et celle de leurs inconvénients ; on peut donc, par exemple, soutenir et combattre la *république* et la *monarchie*. Nul doute qu'on ne prouve facilement en théorie que toutes deux également sont bonnes et fort bonnes ; mais en application ce n'est plus aussi aisé. » Et il arrivait à dire que l'extrême frontière du gouvernement de plusieurs était l'*anarchie* ; l'extrême frontière du gouvernement d'un seul, le *despotisme* ; que le mieux serait indubitablement un juste milieu, s'il était donné à la sagesse humaine de savoir s'y tenir. Et il remarquait que ces vérités étaient devenues banales, sans amener aucun bénéfice ; qu'on avait écrit à cet égard des volumes jusqu'à satiété, et qu'on en écrirait grand nombre encore, sans s'en trouver beaucoup mieux, etc.

Plus tard, il lui est arrivé de dire encore : « Il n'y a point de despotisme absolu, il n'en est que de relatif ; un homme ne saurait impunément en absorber un autre. Si un sultan fait couper des têtes à son caprice, il perd facilement aussi la sienne, et de la même façon. Il faut que l'excès se déverse toujours de côté ou d'autre ; ce que l'Océan envahit dans une partie, il le perd ailleurs ; et puis il est des mœurs, certains usages contre lesquels vient se briser toute puissance. Moi, en Égypte, conquérant, dominateur, maître absolu, exerçant les lois sur la population par de simples ordres du jour, je n'aurais pas osé faire fouiller les maisons, et il eut été hors de mon pouvoir d'empêcher les habitants de parler librement dans les cafés. Ils étaient plus libres, plus parleurs, plus indépendants qu'à Paris : s'ils se soumettaient à être esclaves ailleurs, ils prétendaient et voulaient être libres là. Les cafés étaient la citadelle de leurs franchises, le bazar de leurs opinions. Ils y déclamaient et jugeaient en toute hardiesse : on n'eût pu venir à bout de leur fermer la bouche. S'il m'est arrivé d'y entrer, on s'y inclinait devant moi, il est vrai ; mais c'était affaire d'estime personnelle ; j'étais le seul, on ne l'eût pas fait pour mes lieutenants, etc.

« Quoi qu'il en soit, disait-il à la suite d'autres objets, voici le pouvoir de l'unité et de la concentration, ce sont des faits propres à frapper même le

dernier vulgaire. La France, livrée aux tiraillements de plusieurs, allait périr sous les coups de l'Europe réunie ; elle met le gouvernail aux mains d'un seul, et aussitôt, moi, Premier Consul, je donne la loi à toute cette même Europe.

« Ce fut un singulier spectacle que de voir les vieux cabinets de l'Europe ne pas juger l'importance d'un tel changement, et continuer à se conduire avec l'unité et la concentration, comme ils l'avaient fait avec la multitude et l'éparpillage. Ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que Paul, qui a passé pour un fou, fut le premier qui, du fond de sa Russie, apprécia cette différence ; tandis que le ministère anglais, réputé si habile et de tant d'expérience, fut le dernier. *Je laisse de côté les abstractions de votre révolution, m'écrivait Paul, je me tiens à un fait, il me suffit : à mes yeux vous êtes un gouvernement, et je vous parle, parce que nous pouvons nous entendre et que je puis traiter.*

« Quant au ministère anglais, il me fallut vaincre et forcer partout à la paix, l'isoler absolument du reste de l'Europe pour parvenir à m'en faire écouter ; et encore n'entra-t-il en pourparler avec moi qu'en se traînant dans les ornières de la vieille routine. Il essayait de m'amuser par des longueurs, des protocoles, des formes, des étiquettes, des antécédents, des incidents, que sais-je ? Je ne fis qu'en rire, je me sentais si puissant !!!

« Un terrain tout nouveau demandait des procédés tout nouveaux ; mais les négociateurs anglais ne semblaient se douter ni du temps, ni des choses, ni des hommes. Ma manière les déconcerta tout à fait. Je débutai avec eux en diplomatie comme j'avais fait ailleurs dans les armes. Voici mes propositions, leur dis-je tout d'abord : nous sommes maîtres de la Hollande, de la Suisse, je les abandonne contre les restitutions que vous aurez à faire à nous ou à nos alliés ; nous sommes maîtres aussi de l'Italie : j'en abandonne une partie et conserve l'autre, afin de pouvoir diriger et garantir l'existence et la durée de tout : voilà mes bases ; à présent édifiez autour ce qu'il vous plaira, peu m'importe ; mais le but et le résultat doivent demeurer tels ; je n'y changerais rien. Je ne prétends point acheter de vous des concessions, mais faire des arrangements raisonnables, honorables et durables ; voilà mon cercle. Vous ne vous doutez, à ce que je vois, ni de nos situations, ni de nos moyens respectifs ; je ne crains ni vos refus, ni vos efforts, ni tous les

embarras que vous pourriez me créer ; j'ai les bras forts, je ne demande qu'à porter.

« Ce langage inusité, continuait l'Empereur, eut son effet ; on n'avait prétendu que nous amuser à Amiens, et l'on y traita sérieusement. Ne sachant par où me toucher, ils m'offrirent de me faire roi de France. J'en levai les épaules de pitié. Ils s'adressaient bien... Roi par la grâce de l'étranger !... Moi qui me trouvais déjà souverain par la volonté du peuple !...

« L'ascendant que je m'étais donné était tel, que durant les négociations mêmes je me fis adjuger par les Italiens la présidence de leur république, et que cet acte, qui dans la diplomatie ordinaire de l'Europe eût enfanté tant d'incidents, n'interrompit, n'arrêta rien : on n'en conclut pas moins, tant ma brusque franchise m'avait plus servi que n'eussent pu faire toutes les finasseries d'usage. Bien des pamphlets et bien des manifestes qui ne valent guère mieux m'ont accusé de perfidie, de manquer de foi et de parole dans mes négociations : je ne le méritai jamais ; les autres cabinets toujours.

« À Amiens, du reste, a-t-il dit, je croyais de très bonne foi le sort de la France, celui de l'Europe, le mien fixés, la guerre finie. C'est le cabinet anglais qui a tout rallumé, c'est à lui seul que l'Europe doit tous les fléaux qui ont suivi, lui seul en est responsable. Pour moi, j'allais me donner uniquement à l'administration de la France, et je crois que j'eusse enfanté des prodiges. Je n'eusse rien perdu du côté de la gloire, mais beaucoup gagné du côté des jouissances ; j'eusse fait la conquête morale de l'Europe, comme j'ai été sur le point de l'accomplir par les armes. De quel lustre on m'a privé !

« On ne cesse de parler de mon amour pour la guerre ; mais n'ai-je pas été constamment occupé à me défendre ? Ai-je remporté une seule grande victoire que je n'aie immédiatement proposé la paix ?

« Le vrai est que je n'ai jamais été maître de mes mouvements : je n'ai jamais été réellement tout à fait moi.

« Je puis avoir eu bien des plans, mais je ne fus jamais en liberté d'en exécuter aucun. J'avais beau tenir le gouvernail, quelque forte que fût la main, les lames subites et nombreuses l'étaient plus encore, et j'avais la sagesse d'y céder plutôt que de sombrer en voulant y résister obstinément.

Je n'ai donc jamais été véritablement mon maître, mais j'ai toujours été gouverné par les circonstances ; si bien qu'au commencement de mon élévation, sous le consulat, de vrais amis, mes chauds partisans, me demandaient parfois, dans les meilleures intentions et pour leur gouverne, *où je prétendais arriver* ; et je répondais toujours que je n'en savais rien. Ils en demeuraient frappés, peut-être mécontents, et pourtant je leur disais vrai. Plus tard, sous l'empire, où il y avait moins de familiarité, bien des figures semblaient me faire encore la même demande, et j'eusse pu leur faire la même réponse. C'est que je n'étais point le maître de mes actes, parce que je n'avais pas la folie de vouloir tordre les événements à mon système ; mais au contraire je pliais mon système sur la contexture imprévue des événements ; et c'est ce qui m'a donné souvent les apparences de mobilité, d'inconséquence, et m'en a fait accuser parfois ; mais était-ce juste ? »

Et après avoir traité beaucoup d'autres sujets encore, l'Empereur, plus loin, disait : « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands : j'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire !

« Après cette simplification sommaire, observait-il, il eût été plus possible de se livrer à la chimère du beau idéal de la civilisation ; c'est dans cet état de choses qu'on eût trouvé plus de chances d'amener partout l'unité des codes, celle des principes, des opinions, des sentiments, des vues et des intérêts. Alors peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, devenait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain, ou celle des amphictyons de la Grèce ; et quelle perspective alors de force, de grandeur, de jouissances, de prospérité ! Quel grand et magnifique spectacle !...

« L'agglomération des trente ou quarante millions de Français était faite et parfaite ; celle des quinze millions d'Espagnols l'était à peu près aussi ; car rien n'est plus commun que de convertir l'accident en principe : comme je n'ai point soumis les Espagnols, on raisonnera désormais comme s'ils

eussent été insoumettables. Mais le fait est qu'ils ont été soumis, et qu'au moment même où ils m'ont échappé, les cortès de Cadix traitaient secrètement avec nous. Aussi ce n'est pas leur résistance ni les efforts des Anglais qui les ont délivrés, mais bien mes fautes et mes revers lointains ; celle surtout de m'être transporté avec toutes mes forces à mille lieues d'eux, et d'y avoir péri ; car personne ne saurait nier que si, lors de mon entrée dans ce pays, l'Autriche, en ne me déclarant pas la guerre, m'eût laissé quatre mois de séjour de plus en Espagne, tout y eût été terminé ; le gouvernement espagnol allait se consolider, les esprits se fussent calmés, les divers partis se seraient ralliés ; trois ou quatre ans eussent présenté chez eux une paix profonde, une prospérité brillante, une nation compacte, et j'aurais mérité d'eux ; je leur eusse épargné l'affreuse tyrannie qui les foule, les terribles agitations qui les attendent.

« Quant aux quinze millions d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée : il ne fallait plus que vieillir, et chaque jour mûrissait chez eux l'unité de principes et de législation, celle de penser et de sentir, ce ciment assuré, infaillible, des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France, celle de Parme, de la Toscane, de Rome, n'avaient été que temporaires dans ma pensée, et n'avaient d'autre but que de surveiller, garantir et avancer l'éducation nationale des Italiens^[2]. Et voyez si je jugeais bien, et quel est l'empire des lois communes ! Les parties qui nous avaient été réunies, bien que cette réunion pût paraître de notre part l'injure de l'envahissement, et en dépit de tout leur patriotisme italien, ces mêmes parties ont été précisément celles qui de beaucoup nous sont demeurées les plus attachées. Aujourd'hui qu'elles sont rendues à elles-mêmes, elles se croient envahies, déshéritées, et elles le sont !...

« Tout le midi de l'Europe eût donc bientôt été compacte de localités, de vues, d'opinions, de sentiments et d'intérêts. Dans cet état de choses, que nous eût fait le poids de toutes les nations du Nord ? quels efforts humains ne fussent pas venus se briser contre une telle barrière !...

« L'agglomération des Allemands demandait plus de lenteur, aussi n'avais-je fait que simplifier leur monstrueuse complication ; non qu'ils ne fussent préparés pour la centralisation : ils l'étaient trop au contraire, ils eussent pu réagir aveuglément sur nous avant de nous comprendre. Comment est-il arrivé qu'aucun prince allemand n'ait jugé les dispositions

de sa nation, ou n'ait pas su en profiter ? Assurément si le ciel m'eût fait naître prince allemand, au travers des nombreuses crises de nos jours, j'eusse gouverné infailliblement les trente millions d'Allemands réunis ; et pour ce que je crois connaître d'eux, je pense encore que, si une fois ils m'eussent élu et proclamé, ils ne m'auraient jamais abandonné, et je ne serais pas ici... » Alors ont suivi des détails et des applications douloureuses. Puis il a repris : « Quoi qu'il en soit, cette agglomération arrivera tôt ou tard par la force des choses ; l'impulsion est donnée, et je ne pense pas qu'après ma chute et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe, et pourra tenter tout ce qu'il voudra.

« Que si on me demande à présent pourquoi je ne laissais pas transpirer alors de pareilles idées ? pourquoi je ne les livrais pas à la discussion publique ? Elles eussent été si populaires, me dira-t-on, et l'opinion m'eût été d'un renfort si immense ! Je réponds que la malveillance est toujours beaucoup plus active que le bien ; qu'il existe aujourd'hui tant d'esprit parmi nous, qu'il domine aisément le bon sens, et peut obscurcir à son gré les points les plus lumineux ; que livrer de si hauts objets à la discussion publique, c'était les livrer à l'esprit de coterie, aux passions, à l'intrigue, au commérage, et n'obtenir pour résultat infaillible que discrédit et opposition. Je calculais donc trouver un bien plus grand secours dans le secret ; alors demeurait comme en auréole autour de moi ce vague qui enchaîne la multitude et lui plaît ; ces spéculations mystérieuses qui occupent, remplissent tous les esprits ; enfin ces dénouements subits et brillants reçus avec tant d'applaudissements et qui créent tant d'empires. C'est ce même principe qui m'a fait courir malheureusement si vite à Moscou : avec plus de lenteur j'eusse paré à tout ; mais je m'étais mis dans l'obligation de ne pas laisser le temps de commenter. Avec ma carrière déjà parcourue, avec mes idées pour l'avenir, il fallait que ma marche et mes succès eussent quelque chose de surnaturel. » Et alors l'Empereur est passé à l'expédition de Russie, répétant une grande partie des choses que j'ai dites ailleurs. Je ne reproduis ici que ce qui m'a paru neuf.

« Et voici encore, disait-il, une autre circonstance où on a pris l'accident pour le principe. J'ai échoué contre les Russes ; de là ils sont inattaquables chez eux, invincibles ; mais pourtant à quoi cela a-t-il tenu ? Qu'on le demande à leurs fortes têtes, à leurs hommes sages et réfléchis ; qu'on consulte Alexandre lui-même et ses sentiments d'alors ; sont-ce les efforts des Russes qui m'ont anéanti ? Non, la chose n'est due qu'à de purs accidents, qu'à de véritables fatalités : c'est une capitale incendiée en dépit de ses habitants, et par des intrigues étrangères ; c'est un hiver, une congélation dont l'apparition subite et l'excès furent une espèce de phénomène ; ce sont de faux rapports, de sottes intrigues, de la trahison, de la bêtise, bien des choses enfin qu'on saura peut-être un jour, et qui pourront atténuer ou justifier les deux fautes grossières en diplomatie et en guerre que l'on a le droit de m'adresser : celle de m'être livré à une telle entreprise, en laissant sur mes ailes, devenues bientôt mes derrières, deux cabinets dont je n'étais pas le maître, et deux armées alliées que le moindre échec devait rendre ennemies. Mais pour tout conclure enfin sur ce point, et même annuler tout ce qui précède d'un seul mot, c'est que cette fameuse guerre, cette audacieuse entreprise, je ne l'avais pas voulue ; je n'avais pas eu l'envie de me battre ; Alexandre ne l'avait pas davantage, mais une fois en présence, les circonstances nous poussèrent l'un sur l'autre : la fatalité fit le reste. »

Et, après quelques moments d'un silence profond, et comme se réveillant, l'Empereur a repris : « Et un Français a eu en ses mains les destinées du monde ! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation ; s'il eût été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscou. Mais il a cédé à des ressentiments personnels, à une sotte vanité, à de toutes petites passions. La tête lui a tourné, à lui, ancien jacobin, de se voir recherché, encensé par des légittimes ; de se trouver face à face en conférence de politique et d'amitié avec un empereur de toutes les Russies, qui ne lui épargnait aucunes cajoleries. On assure qu'il lui fut même insinué alors qu'il pouvait prétendre à une de ses sœurs en divorçant d'avec sa femme ; et, d'un autre côté, un prince français (M. le comte d'Artois) lui écrivait qu'il se plaisait à

remarquer que le Béarn était le berceau de leurs deux maisons ! *Bernadotte ! Sa maison !* et de la part de M. le comte d'Artois !

« Dans son enivrement, il sacrifia sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire, sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde ! C'est une faute qu'il paiera chèrement ! À peine il avait réussi dans ce qu'on attendait de lui, qu'il a pu commencer à le sentir : il s'est même, dit-on, repenti ; mais il n'a pas encore expié. Il est désormais le seul parvenu occupant un trône ; le scandale ne doit pas demeurer impuni, il serait d'un trop dangereux exemple !... »

L'Empereur a peu de confiance dans l'issue de 1815 – Thémistocle – À un moment la pensée, dans la crise de 1814, de rétablir lui-même les Bourbons – Ouvrage du baron Fain sur la crise de 1814 – Abdication de Fontainebleau ; particularités – Traité de Fontainebleau, etc., etc.

Mardi 12.

L'Empereur, revenant sur son apparition de l'île d'Elbe et sa seconde chute à Waterloo, y a mêlé quelques paroles remarquables. « Il est sûr, disait-il, que dans ces circonstances je n'avais plus en moi le sentiment du succès définitif ; ce n'était plus ma confiance première : soit que l'âge, qui d'ordinaire favorise la fortune, commençât à m'échapper, soit qu'à mes propres yeux, dans ma propre imagination, le merveilleux de ma carrière se trouvât entamé, toujours est-il certain que je sentais en moi qu'il me manquait quelque chose. Ce n'était plus cette fortune attachée à mes pas, qui se plaisait à me combler, c'était le destin sévère auquel j'arrachais encore, comme par force, quelques faveurs, mais dont il se vengeait tout aussitôt ; car il est remarquable que je n'ai pas eu alors un avantage qu'il n'ait été immédiatement suivi d'un revers.

« J'ai traversé la France, j'ai été porté jusqu'à la capitale par l'élan des citoyens et au milieu des acclamations universelles ; mais à peine étais-je dans Paris que, comme par une espèce de magie, et sans aucun motif légitime, on a subitement reculé, on est devenu froid autour de moi.

« J'étais venu à bout de me ménager des raisons plausibles, d'obtenir un rapprochement sincère avec l'Autriche ; je lui avais expédié des agents plus

ou moins avoués^[3]. Mais Murat se trouva là avec sa fatale levée de boucliers : on ne douta pas à Vienne que ce ne fût par mes ordres ; et, me mesurant à leur échelle, ils ne virent dans toute cette complication que finasserie de ma part, et ils ne s'occupèrent plus dès lors qu'à contre-intriguer contre moi.

« Mon entrée en campagne avait été des plus habiles et des plus heureuses ; je devais surprendre l'ennemi en détail, mais voilà qu'un transfuge sort du rang de nos généraux pour l'aller avertir à temps.

« Je gagne brillamment la bataille de Ligny, mais mon lieutenant me prive de ses fruits. Enfin je triomphe à Waterloo même, et tombe au même instant dans l'abîme ; et tous ces coups, je dois le dire, me frappèrent beaucoup plus qu'ils ne me surprirent. J'avais en moi l'instinct d'une issue malheureuse, non que cela ait influé en rien sur mes déterminations et mes mesures assurément, mais toutefois j'en portais le sentiment au-dedans de moi. »

Voici un trait qui confirme ces dispositions intérieures et secrètes de Napoléon ; il est trop remarquable pour que je ne le consigne pas ici. L'Empereur, sur les bords de la Sambre, de grand matin et le temps très frais, s'approcha du feu d'un bivouac, en compagnie de son seul aide de camp de service (le général Corbineau). Une marmite bouillait, c'étaient des pommes de terre ; il s'en fit donner une et se mit à la manger méditativement. En l'achevant, il prononça, non sans quelque tristesse apparente, plusieurs mots entrecoupés. « Après tout, c'est bon, c'est supportable... Avec cela on pourrait vivre en tous lieux et partout... L'instant n'est peut-être pas bien éloigné... *Thémistocle* !... » et il se remit en route. Le général aide de camp, de la bouche même duquel je tiens cette circonstance depuis mon retour en Europe, m'ajoutait que si l'Empereur eût réussi, ces paroles eussent traversé sa pensée sans y laisser aucune trace, comme tant d'autres ; mais qu'après sa catastrophe, et à la lecture surtout du mot *Thémistocle*, dans la fameuse lettre au prince régent, il avait été frappé du souvenir du bivouac de la Sambre, et que l'expression, l'attitude, l'accent de Napoléon, dans cette petite circonstance, l'avaient plus que tourmenté pendant longtemps, et ne pouvaient lui sortir de l'esprit.

Au reste, on se tromperait fort si l'on attribuait, en toute occasion, à Napoléon autant de confiance intérieure qu'en annonçaient d'ordinaire ses actes et ses décisions. En quittant les Tuileries au mois de janvier 1814, pour son immortelle et malheureuse campagne des environs de Paris, il partit l'âme contristée par les plus sinistres pressentiments ; et ce qui prouve toute sa sagacité, c'est que dès lors il était persuadé, ce que le gros du vulgaire autour de lui était bien loin de soupçonner, que, s'il périssait, ce serait par les Bourbons. C'est ce qu'il laissa pénétrer à quelques confidents qui cherchaient vainement à le rassurer, lui représentant de bonne foi que tant de temps s'était écoulé qu'on ne s'en souvenait plus, qu'ils n'étaient pas connus de la génération présente. « Vous vous trompez, leur disait-il toujours c'est pourtant là qu'est le vrai danger. » Aussi, immédiatement après cette belle allocution aux officiers réunis de la garde nationale, qui laissa de si vives impressions à tous ceux qui en furent les témoins, dans laquelle il leur dit entre autres choses : « Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage, c'est à vous à me défendre, » et qu'il termina, leur présentant l'impératrice d'une main et le roi de Rome de l'autre, disant : « Je pars pour aller combattre nos ennemis ; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher ; » au moment, dis-je, de quitter les Tuileries, pressentant déjà dans cet instant décisif des trahisons, des perfidies funestes, il résolut de s'assurer de la personne de celui-là même qui s'est trouvé en effet l'âme du complot qui l'a renversé (Talleyrand) : il n'en fut empêché que par les représentations, et l'on pourrait même presque dire l'offre de garantie personnelle de quelques ministres, qui lui démontraient que le personnage suspecté était précisément celui qui devait le plus redouter les Bourbons. L'Empereur leur céda, mais tout en exprimant fortement qu'il était bien à craindre qu'eux et lui eussent à s'en repentir !...

Voici encore une autre circonstance peu connue, je crois, mais bien précieuse, qui prouve combien les Bourbons, dans le fort de la crise, occupaient les pensées de Napoléon. Après l'échec de Brienne, l'évacuation de Troyes, la retraite forcée sur la Seine, et les humiliantes conditions envoyées de Châtillon, qu'il repoussa si généreusement, l'Empereur, enfermé avec quelqu'un (le duc de Bassano), et succombant à la vue du déluge de maux qui allait fondre sur la France, demeurait absorbé dans de tristes méditations, quand tout à coup il s'élance de son siège, s'écriant avec

chaleur : « Je possède peut-être encore un moyen de sauver la France... Et si je rappelais moi-même les Bourbons ! il faudrait bien que les alliés s'arrêtassent devant eux, sous peine de honte et de duplicité avouée, sous peine d'attester qu'ils en veulent encore plus à notre territoire qu'à ma personne. Je sacrifierais tout à la patrie ; je deviendrais le médiateur entre le peuple français et eux, je les contraindrais d'accéder aux lois nationales ; je leur ferais jurer le pacte existant : ma gloire et mon nom serviraient de garantie aux Français. Quant à moi, j'ai assez régné ; ma carrière regorge de hauts faits et de lustre, et ce dernier ne serait pas le moindre : ce serait m'élever encore que de descendre de la sorte... » Et après quelques moments d'un silence profond, il reprit douloureusement : « Mais une dynastie déjà expulsée pardonne-t-elle jamais ?... Au retour, peut-elle rien oublier ?... S'en fierait-on à eux ?... Et Fox aurait-il donc eu raison dans sa fameuse maxime sur les restaurations ?... » Et, abîmé dans ses anxiétés et sa douleur, il fut se jeter sur un lit où on le réveilla précisément pour lui apprendre la marche de flanc de Blucher, qu'il épiait en secret depuis quelque temps. Il se leva pour pousser ce nouveau jet de ressources, d'énergie et de gloire, qu'ont consacré à jamais les noms de Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vaux-Champ, Nangis, Montereau, Craonne, etc., succès merveilleux qui consternèrent assez Alexandre et les Anglais pour leur rendre un instant le désir de traiter ; et ces succès eussent pu, en effet, changer entièrement la face des affaires si, par une foule de fatalités, Napoléon n'eût été traversé par des contretemps inouïs, en dehors de toutes ses combinaisons, tels que les ordres essentiels qui n'arrivèrent pas au vice-roi, la défection de Murat, la mollesse, l'incurie de certains chefs, enfin jusqu'aux succès mêmes qui, séparant l'empereur d'Autriche, son beau-père, des autres souverains alliés, beaucoup plus malveillants, laissèrent ceux-ci tout à fait libres d'amener seuls l'abdication de Fontainebleau, abdication à jamais si fameuse dans l'histoire de nos destinées et de notre moralité.

Ô vous, penseurs philosophiques, peintres du cœur humain, accourez à Fontainebleau ! venez assister à la chute du plus grand des monarques, venez apprendre à connaître les hommes, à vous étonner de leur impudeur, à rougir de leur mobilité ! venez voir, le haut entourage du héros malheureux ; ceux qui demeureraient courbés sous la masse de ses bienfaits,

sous le poids des honneurs et des richesses dont il les avait comblés ! venez les voir ; sitôt que la fortune lui est contraire, l'abandonner, le trahir, essayer même de l'insulter peut-être !... Venez voir le premier d'entre eux en rang, en faveur, en confiance ; celui dont le grand prince avait vainement prétendu rehausser le moral et agrandir les sentiments en le qualifiant maintes fois de son compagnon et de son ami, se placer sur la même ligne que le Mamelouk, qui, plus excusable peut-être par les mœurs de son origine, trouvait tout simple que son maître étant tombé, il n'eût plus à le servir.

À Fontainebleau, la crise accomplie et Napoléon engagé dans une conversation profonde, se présente à lui ce compagnon favori pour demander la permission de se rendre à Paris seulement quelques instants, afin d'y arranger, dit-il, à la hâte, quelques affaires, et revenir aussitôt auprès de l'Empereur pour ne le quitter jamais. Mais Napoléon savait lire dans les âmes, et le partant n'était pas encore hors de la chambre, qu'interrompant brusquement son sujet, l'Empereur dit à celui avec lequel il s'entretenait (le duc de Bassano) : « Vous voyez bien cet homme qui sort, eh bien ! il court se salir ; et quoi qu'il m'ait dit, il ne reparaitra pas ici. » En effet, le déserteur courait aux rayons d'un soleil nouveau. À peine en eut-il ressenti la chaleur, qu'il renia son bienfaiteur, son ami, son maître !... On l'a entendu, parlant de lui, l'appeler *cet homme ! ! !* Et toutefois Napoléon condescendait tellement aux faiblesses humaines, était si fort au-dessus de tout ressentiment, si peu rancunier, qu'à son retour il témoigna du regret de ne pas voir l'ingrat, ajoutant en riant : « Le vilain, il aura eu peur de moi, et il a eu tort ; je ne lui aurais infligé d'autre punition que de se montrer à moi sous ses nouveaux costumes de garde du corps de Louis XVIII : on assure qu'il y est bien plus laid qu'à l'ordinaire. »

Mais c'est dans le *Manuscrit* de 1814, du baron Fain, qu'il faut lire et pressentir de si tristes et si douloureux détails. On y apprendra... mais plutôt non, on n'y apprendra rien... Les hommes, dans de telles circonstances, sont toujours les mêmes dans tous les pays, dans tous les temps, chez toutes les nations... Et qu'ils ne viennent pas nous dire ici que le bien-être de la patrie, son salut, ses intérêts dictèrent leur conduite. La patrie, pour eux, fut dans le maintien de leurs honneurs, la garantie de leurs richesses, la jouissance paisible de tous les biens acquis.

Je le répète, l'histoire fera justice, je dis l'histoire, et non pas nous, car la masse de la société, celle des contemporains, n'a pas su mériter même ce triste honneur ; où a-t-on vu notre indignation ? où se sont montrés nos dégoûts authentiques, solennels ?...

Toutefois, honneur à ces vieilles bandes dont les larmes amères garantissent la douleur profonde ! Honneur à ces innombrables officiers subalternes, qui n'eussent attendu qu'un mot pour répandre tout leur sang ! Honneur à ces populations des campagnes qui, dans leur misère affreuse, accouraient sur les routes pour porter à nos soldats leur dernier morceau de pain, dont elles se privaient pour les aider à sauver la patrie ! Si, d'un côté, le cœur se soulève d'indignation, de l'autre il est délicieusement ému !...

Il est sûr que le moment de Fontainebleau accumula sur Napoléon, et presque en un instant, toutes les peines morales dont il est possible d'être affligé ici-bas. Vaincu par la défection, non par les armes, il eut à éprouver tout ce qui peut indigner une grande âme ou briser un bon cœur. Ses compagnons l'abandonnèrent, ses serviteurs le trahirent ; l'un livra son armée, l'autre son trésor ; ceux qu'il avait élevés, maintenus, comblés, furent ceux qui l'abattirent. Ce Sénat qui l'avait tant loué, ce Sénat qui, la veille encore, lui fournissait à profusion des conscrits pour combattre les ennemis, n'hésite pas le lendemain à se faire le vil instrument de ces mêmes ennemis ; et, sous l'impulsion de leurs baïonnettes, il reproche, il impute à crime ce qui fut son propre ouvrage ; il brise lâchement lui-même l'idole que lui-même a créée, et qu'il a si longtemps, si servilement encensée ! Quel excès de honte ! quelle ignoble dégradation !... Enfin, et ce dernier coup doit être le plus sensible à Napoléon, sa femme et son fils sont détournés de lui ; on s'en empare ; et, en dépit des traités et des lois, en opposition à toute morale, il ne les reverra plus !

Mais voici le fameux traité de Fontainebleau. Il nous fut soigneusement soustrait dans le temps. *Le Moniteur* ne l'a jamais publié, et il nous est demeuré longtemps inconnu. On ne le trouve guère que dans des recueils officiels, et encore s'y présente-t-il avec des variantes. J'ai donc pensé qu'on me saurait gré de l'introduire ici. Il appartient tout à fait au sujet.

TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU, DU 11 AVRIL.

« Art. 1er. S.M. l'empereur Napoléon renonce pour lui, ses successeurs et descendants, ainsi que pour chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et le royaume d'Italie, que sur tout autre pays.

« II. LL. MM. l'empereur Napoléon et l'impératrice Marie-Louise conserveront ces titres et qualités pour en jouir leur vie durant.

« La mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'Empereur, conserveront également, partout où ils se trouveront, les titres de princes de sa famille.

« III. L'île d'Elbe, adoptée par S.M. l'Empereur Napoléon pour lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété.

« Il sera donné en outre en toute propriété, à l'empereur Napoléon, un revenu annuel de 2.000.000 de francs, en rente sur le grand-livre de France, dont 1.000.000 sera réversible à l'impératrice.

« IV. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter par les États barbaresques le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe, et pour que, dans ses rapports avec les Barbaresques, elle soit assimilée à la France.

« V. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla seront donnés en toute propriété et souveraineté à S.M. l'impératrice Marie-Louise ; ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe. Le prince son fils prendra dès ce moment le titre de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

« VI. Il sera réservé dans les pays auxquels l'empereur Napoléon renonce, pour lui et sa famille, des domaines ou des rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu annuel net, et déduction faite de toutes charges, de 2.500.000 francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entre eux, de manière à ce que le revenu de chacun soit dans la proportion suivante : À Madame Mère, 300.000 fr. ; au roi Joseph et à la reine, 500.000 fr. ; au roi Louis, 200.000 fr. ; à la reine Hortense et à ses enfants, 400.000 fr. ; au roi Jérôme et à la

reine, 500.000 fr. ; à la princesse Élisabeth, 300.000 fr. ; à la princesse Pauline, 300.000 fr.

« Les princes et princesses de la famille de l'empereur Napoléon retiendront, conserveront, en outre, tous les biens meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre de particuliers, et notamment les rentes dont ils jouissent également comme particuliers sur le grand-livre de France et le Monte Napoleone de Milan.

« VII. Le traitement annuel de l'impératrice Joséphine sera réduit à 1.000.000 en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France. Elle continuera de jouir, en toute propriété, de tous ses biens meubles et immeubles particuliers, et pourra en disposer conformément aux lois françaises.

« VIII. Il sera donné au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

« IX. Les propriétés que S.M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire, soit comme domaine privé, resteront à la couronne.

« Sur les fonds placés par l'empereur Napoléon, soit sur le grand-livre, soit sur la banque de France, soit sur les actions des forêts, soit de toute autre manière, et dont Sa Majesté fait l'abandon à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas 2.000.000, pour être employé en gratifications en faveur des personnes qui seront portées sur l'état que signera l'empereur Napoléon, et qui sera remis au gouvernement français.

« X. Tous les diamants de la couronne resteront à la France.

« XI. L'Empereur Napoléon fera retourner au trésor et aux autres caisses publiques toutes les sommes et effets qui en auraient été déplacés par ses ordres, à l'exception de ce qui provient de la liste civile.

« XII. Les dettes de la maison de S.M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles se trouvaient au jour de la signature du présent traité, seront immédiatement acquittées sur les arrérages dus par le trésor public à la liste civile, d'après les états qui seront signés par un commissaire nommé à cet effet.

« XIII. Les obligations du Monte Napoleone de Milan envers tous ses créanciers, soit Français, soit étrangers, seront exactement remplies, sans qu'il soit fait aucun changement à cet égard.

« XIV. On donnera tous les sauf-conduits nécessaires pour le libre voyage de S.M. l'empereur Napoléon, de l'impératrice, des princes et princesses, et de toutes les personnes de leur suite qui voudront les accompagner ou s'établir hors de France, ainsi que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent.

« Les puissances alliées donneront en conséquence des officiers et quelques hommes d'escorte.

« XV. La garde impériale française fournira un détachement de douze à quinze cents hommes de toute arme pour servir d'escorte jusqu'à Saint-Tropez, lieu de l'embarquement.

« XVI. Il sera fourni une corvette et les bâtiments de transport nécessaires pour conduire au lieu de sa destination S. M. l'empereur Napoléon, ainsi que sa maison. La corvette appartiendra en toute propriété à S. M. l'Empereur.

« XVII. S. M. l'empereur Napoléon pourra emmener avec lui, et conserver pour sa garde, quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

« XVIII. Tous les Français qui auront servi S.M. l'empereur Napoléon et sa famille seront tenus, s'ils ne veulent perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les exceptions que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

« XIX. Les troupes polonaises de toute arme qui sont au service de France auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes et bagages, comme un témoignage de leurs services honorables : les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur ont été accordées et les pensions affectées à ces décorations.

« XX. Les hautes puissances alliées garantiront l'exécution de tous les articles du présent traité ; elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France.

« XXI. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

« Fait à Paris, le 11 avril 1814.

« *Signé* CAULAINCOURT, duc de Vicence ; le maréchal duc de Tarente, MACDONALD ; le maréchal duc d'Elchingen, Ney^[4] ; le prince DE METTERNICH. »

Les mêmes articles ont été signés séparément, et sous la même date, de la part de la Russie, par le comte de Nesselrode ; et de la part de la Prusse, par le baron de Hardemberg.

Déclaration en forme d'accession au nom de Louis XVIII. – « Je soussigné, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, ayant rendu compte au roi de la demande que leurs Excellences messieurs les plénipotentiaires des cours alliées ont reçu de leurs souverains l'ordre de faire relativement au traité du 11 avril, auquel le gouvernement provisoire a accédé, il a plu à Sa Majesté de l'autoriser de déclarer en son nom que les clauses du traité, à la charge de la France, seront fidèlement exécutées. Il a, en conséquence, l'honneur de le déclarer par la présente à leurs Excellences. »

« Paris, le 31 mai 1814. *Signé* le prince DE BÉNÉVENT.

Le grand triumvirat de l'Europe dicte ce traité de Fontainebleau ; l'Angleterre y accède, une déclaration du roi de France promet d'en remplir ce qui le concerne ; et, malgré tant de garanties, on pourrait presque dire qu'aucun des articles ne fut observé.

1. [↑]

. Venient annis
Secula series quibus oceanus
Vincula rerum laxet, et ingens
Pateat tellus, Typhoque novos
Detegat orbes, nec sit terris ultima Thule.

Fin du chœur du 2e acte de la Médée de Sénèque.

2. [↑] « Une aussi grande détermination que celle de l'abandon futur de l'Italie, entendue pour la première fois, exprimée de la sorte, en passant, avec aussi peu d'importance, sans le développement d'aucun motif, l'appui d'aucune preuve, n'eut, je l'avoue, pas plus de poids à mes yeux qu'on n'en doit accorder à ces assertions hasardées qu'amène si souvent et qu'excuse la chaleur des simples conversations. Mais le temps et l'habitude m'ont appris que toutes celles de Napoléon, en pareil cas, emportaient avec elles leur sens plein, entier, littéral.

Je les ai trouvées telles toutes les fois que j'ai rencontré les moyens de la vérification ; et je le fais observer, afin que ceux qui seraient portés à repousser aussi ne le fissent pas trop légèrement à leur tour, sans avoir employé du moins la recherche des preuves.

Je trouve, par exemple, dans une dictée de Napoléon au général Montholon, un développement si complet, si satisfaisant de la simple phrase que j'avais recueillie de sa conversation, que je ne puis résister à la transcrire ici.

« Napoléon, y est-il dit, voulait recréer la patrie italienne, réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modenais, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers Adriatique, d'Ionie et Méditerranée : c'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire. Ce grand et puissant royaume aurait contenu la maison d'Autriche, sur terre ; et sur mer, ses flottes, réunies à celle de Toulon, auraient dominé la Méditerranée et protégé l'ancienne route du commerce des Indes par la mer Rouge et Suez. Rome, capitale de cet État, était la ville éternelle, couverte par les trois barrières des Alpes, du Pô et des Apennins, plus à portée que toute autre de trois grandes îles. Mais Napoléon avait bien des obstacles à vaincre. Il avait dit à la consulte de Lyon : *Il me faut vingt ans pour rétablir la nation italienne*.

« Trois choses s'opposaient à ce grand dessein : 1° les possessions qu'avaient les puissances étrangères ; 2° l'esprit des localités ; 3° le séjour des papes à Rome.

« Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon, que le premier obstacle était entièrement levé : aucune puissance étrangère ne possédait plus rien en Italie ; elle était tout entière sous l'influence immédiate de l'Empereur. La destruction de la république de Venise, du roi de Sardaigne, du grand-duc de Toscane, la réunion à l'empire du patrimoine de Saint-Pierre, avaient fait disparaître le second obstacle. Comme ces fondeurs qui, ayant transformé plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent d'abord dans le haut-fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion ; de même les petits États avaient été réunis à l'Autriche ou à la France pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs, leurs prétentions, et se trouver préparés au moment de la fonte. Les Vénitiens, réunis pendant plusieurs années à la monarchie autrichienne, avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux Allemands. Lorsque ces peuples rentrèrent sous la domination italienne, ils ne s'inquiétèrent pas si leur ville serait la capitale, si leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même révolution s'opéra en Piémont, à Gênes, à Rome, brisés par le grand mouvement de l'empire français.

« Il n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans ; tous les habitants de la Péninsule n'étaient plus qu'Italiens : tout était prêt pour créer la grande patrie italienne. Le grand-duché de Berg était vacant pour la dynastie qui occupait momentanément le trône de Naples. L'Empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie, et proclamer l'indépendance de la belle péninsule sous la régence du prince Eugène... »

3. ↑ Entre autres le baron *de Stassard* dont le dévouement connu lui mérita la confiance d'être chargé par Napoléon d'aller négocier, au congrès de Vienne, le maintien de la paix de Paris ; mais il ne put aller au-delà de Lintz ; les plus ardents et les plus acharnés dans les cabinets alliés ayant pris la précaution de faire consacrer en principe que toute communication serait absolument interdite avec Napoléon. Il fut pourtant communiqué indirectement à M. le baron de Stassard que si Napoléon voulait abdiquer en faveur de son fils, avant toute hostilité, l'Autriche adopterait ce parti, pourvu toutefois encore que Napoléon se livrât à son beau-père qui lui garantissait de nouveau la souveraineté de l'île d'Elbe, ou toute autre souveraineté analogue.
4. ↑ Il est à remarquer que, par égard sans doute pour l'Empereur Alexandre, le maréchal Ney s'abstient ici de son titre de prince de la Moskowa.

Chapitre 11.

L'épée du grand Frédéric – Il eût voulu épouser une Française – On espère que le lion s'endormira –
Nouvelles tracasseries du gouverneur ; il m'enlève mon domestique – Notre sort enviable dans nos
misères – Bonheur de l'avoir approché.

Mercredi 13.

Le matin, chez l'Empereur et dans un moment de non-occupation, je considérais la grosse montre du grand Frédéric, accrochée près de la cheminée, ce qui a conduit l'Empereur à dire : « J'ai eu dans mes mains d'illustres et précieux monuments ; j'ai possédé l'épée du grand Frédéric ; les Espagnols m'ont rapporté aux Tuileries l'épée de François Ier ; l'hommage était grand, il a dû leur coûter ; et les Turcs, les Persans, n'ont-ils pas prétendu me faire présent d'armes qui auraient appartenu à Gengis-Kan, à Tamerlan, à Schah-Nadir ou autres, je ne sais ; car je crois bien que ce n'est que dans leur seule démarche et leur seule intention qu'il faut prendre la vérité. »

Et comme à la suite de tout cela je terminais par mon grand étonnement qu'il n'eût pas fait des efforts pour conserver l'épée du grand Frédéric : « Mais j'avais la mienne, » a-t-il repris avec une douceur de voix et un sourire tout particuliers, et me serrant légèrement l'oreille. Et au fait il avait raison, je lui disais là une grosse bêtise.

Plus tard, il revenait sur ce qu'il avait voulu et ce qu'il eût dû, disait-il, en se remariant, épouser une Française. « C'était éminemment national, disait-il, la France était assez grande, son monarque assez puissant pour pouvoir négliger toute considération étrangère. D'ailleurs l'alliance du sang entre souverains ne tient pas contre les intérêts de la politique, et, sous ce rapport même, ne prépare que trop souvent des scandales en morale aux yeux des peuples ; puis, c'est admettre une étrangère aux secrets de l'État : elle peut

en abuser ; et si l'on compte soi-même sur les siens au dehors, on peut se trouver n'avoir posé le pied que sur un abîme recouvert de fleurs. En tout, c'est une chimère que de croire que ces alliances garantissent ou assurent jamais rien. »

Quoi qu'il en soit, la mesure d'un nouveau mariage transporta d'aise les citoyens sages qui cherchaient un avenir. Napoléon, peu de jours après cette détermination, dit à un de ses ministres (le duc Decrès), dans un moment de gaieté : « On est donc bien joyeux de mon mariage ? – Oui, Sire, beaucoup. – J'entends, c'est qu'on suppose que le lion s'endormira. – Mais, Sire, pour dire le vrai, nous y comptons un peu. – Eh bien ! dit Napoléon après quelques instants de silence, l'on se trompe, et ce n'est pas aux vices du lion qu'il faudra s'en prendre. Le sommeil lui serait aussi doux peut-être qu'à tout autre ; mais ne voyez-vous pas qu'avec *l'air d'attaquer sans cesse*, je ne suis pourtant jamais occupé *qu'à me défendre*. » Cette assertion a pu laisser des doutes tant qu'a duré la lutte terrible ; mais la joie et les indiscretions de la victoire sont venues depuis consacrer la vérité. On a vu les uns se vanter qu'ils auraient continué la guerre jusqu'à ce qu'ils eussent abattu leur ennemi ; qu'ils n'avaient jamais eu d'autre pensée. D'autres ^[1] n'ont pas craint de publier que c'était sous le masque des alliances du sang même et sous celui de l'amitié qu'ils avaient ourdi le complot de sa chute !...

Aujourd'hui et les deux jours suivants ont été pour moi remplis par une tracasserie qui m'était personnelle, et qui a trop influé sur mes destinées pour que je ne la mentionne pas ici. Depuis mon séjour à Longwood, j'avais pour domestique un jeune habitant de l'île, mulâtre libre dont j'avais lieu d'être fort content ; tout à coup il prit fantaisie à sir Hudson Lowe de m'en priver.

Poussé par son occupation ingénieuse à nous tourmenter, ou, comme beaucoup d'autres se sont obstinés à le penser, par suite d'un plan perfidement combiné, il me dépêcha l'officier de garde anglais pour m'annoncer qu'ayant conçu quelques inquiétudes sur ce que mon domestique était natif de l'île, il allait me le retirer, et le remplacerait par un autre de son choix. Ma réponse fut simple et positive : « Le gouverneur, disais-je, pouvait m'enlever mon domestique si cela lui plaisait ; mais il devait s'épargner la peine de le remplacer par un autre de son choix.

J'apprenais chaque jour à me détacher des jouissances de la vie. Je saurais, au besoin, me servir de mes propres mains : cette privation de plus serait peu de chose au milieu des souffrances dont il nous entourait. »

Alors commencèrent à ce sujet une foule de messages et de notes. Sir Hudson Lowe écrivait jusqu'à trois ou quatre fois par jour à l'officier de garde, chargé de me donner autant de communications. Sir Hudson Lowe ne comprenait pas mes difficultés, disait-il, et n'imaginait pas quelle objection je pouvais avoir contre un domestique donné de sa main... Celui qu'il aurait choisi en vaudrait bien un autre... Son offre de le choisir lui-même n'était qu'une attention de sa part, etc.

Je souffrais des allées et venues du pauvre officier, et j'en étais fatigué pour mon compte. Je le priai donc, pour épargner ses pas, d'assurer le gouverneur que ma réponse demeurerait toujours la même ; savoir, qu'il pouvait bien m'enlever mon domestique, mais qu'il ne devait pas songer à m'en faire accepter un de son choix ; qu'il pouvait bien mettre garnison chez moi par la force, mais non jamais de mon propre consentement. Cependant, durant tous ces colloques, on avait fait venir mon domestique, on l'avait questionné, on l'avait retiré une première fois de mon service, puis rendu, et enfin retiré tout à fait.

Je rendis compte du tout à l'Empereur, qui m'approuva fort de n'avoir pas voulu laisser introduire un espion, disait-il, au milieu de nous. « Mais comme votre privation, ajouta-t-il d'une manière charmante, est dans l'intérêt de tous, il n'est pas juste que vous en souffriez seul ; faites venir Gentilini, mon valet de pied, qu'il prenne son service auprès de vous ; il sera enchanté de gagner quelques napoléons de plus ; vous lui direz d'ailleurs que c'est par mon ordre. » Gentilini s'y rendit d'abord avec gaieté ; mais le soir même le pauvre garçon vint me dire qu'on lui avait fait observer qu'il n'était pas convenable qu'un domestique de l'Empereur servît un particulier !!!... Et l'Empereur poussa la bonté jusqu'à faire venir Gentilini pour lui en donner l'ordre de sa propre bouche...

C'était ainsi que ce gouverneur continuait à nous persécuter journellement et sous toutes les formes, bien que je n'en disse plus rien : non que je m'y fusse accoutumé, mais parce que dans la masse de nos peines, celles qui ne nous venaient que de sa mauvaise humeur n'étaient

plus que de légers accessoires. Et en effet, qu'auraient-elles pu être auprès de nos grandes misères ?...

Si l'on s'est bien pénétré de toute l'horreur de notre situation, on me voit jeté, et probablement pour jamais, sur une plage déserte à deux mille lieues de la patrie, confiné dans une étroite prison, sous un ciel, dans un climat, sur un sol, qui ne sont pas les nôtres. On me voit errer vivant dans les sinuosités du tombeau, seul terme probable de tant de maux. J'ai perdu ma femme, mes enfants, mes amis, bien qu'ils jouissent encore de la vie, mais leur univers n'est plus le mien ; et privé désormais de la communication des hommes, il me reste à pleurer les épanchements de l'amitié, les douceurs de la famille, les intimités, les charmes de la société... Certes, en lisant ceci, il n'est personne sans doute, quels que soient ses opinions, son pays, ses dispositions naturelles, qui ne m'accorde sympathiquement quelques regrets, et ne se sente arracher quelque mouvement de commisération, tant il me voit à plaindre ; eh bien, pourtant, il aurait tort : je vais me rendre enviable !...

Quel est celui dont le cœur ne bat à de certains actes d'Alexandre ou de César ? Qui approcherait sans émotion des vestiges de Charlemagne ? De quel prix ne nous seraient pas les paroles, le son de voix de Henri IV ? Eh bien ! aux moindres symptômes de quelque abattement moral, si je sentais le besoin de retremper mon âme, le cœur plein de telles sensations, l'esprit rempli de telles idées, je m'écriais : Je possède tout cela, mieux que tout cela ; et ici, ce ne sont point de seules illusions, de simples souvenirs d'histoire ; je suis aux côtés mêmes de l'objet vivant qui a accompli tant de prodiges ; chaque jour, à chaque instant, je considère à mon gré les traits de celui dont un clin d'œil ordonna tant de batailles et décida de tant d'empires ; je lis sur ce front que décorent les lauriers de Rivoli, de Marengo, d'Austerlitz, de Wagram, d'Iéna, de Friedland ; je puis presque toucher cette main qui régît tant de sceptres et distribua tant de couronnes, qui saisit les drapeaux d'Arcole et de Lodi, qui, dans une occasion solennelle, rendait à une femme éplorée les seules preuves de la culpabilité de son mari ; j'entends cette même voix qui, à la vue des pyramides d'Égypte, prononçait à ses soldats : « Enfants, du haut de ces monuments quarante siècles nous contemplent ! » qui, arrêtant sa suite à la vue d'un convoi de blessés autrichiens, disait en se découvrant : « Honneur et respect

au courage malheureux. » Je cause presque familièrement avec celui-là même dont les conceptions ont manié l'Europe, qui se faisait un passe-temps des embellissements de nos villes et de la prospérité de nos provinces, qui nous avait élevés si haut dans l'esprit des peuples et avait porté notre gloire jusqu'aux nues !... Je le vois, je l'entends, je le soigne, je m'efforce de lui être agréable, je le console peut-être !... Quelle situation !... Eh bien ! à présent me plaint-on encore ? une foule, au contraire, n'enviera-t-elle pas mon sort ? Qui, au fait, obtint un tel bonheur, réunit des circonstances pareilles aux nôtres ?...

Nouvelles occupations de l'Empereur – Sur les grands capitaines, la guerre, etc., etc. – Ses idées sur diverses institutions pour le bien-être de la société – Avocats – Curés – Autres objets.

Jeudi 14.

L'Empereur, sur les six heures, m'a fait appeler dans sa chambre. Il venait de dicter, m'a-t-il dit, un fort beau chapitre sur les droits maritimes ; il me parlait d'autres plans d'ouvrages ; j'ai osé lui rappeler les quatorze paragraphes dont il avait déjà eu l'idée et que j'ai déjà mentionnés ailleurs. Il en a écouté le ressouvenir avec plaisir, et a assuré qu'il y viendrait certainement un jour.

Il s'est mis à lire et à corriger des notes précieuses qu'il avait dictées au grand maréchal sur la différence des guerres anciennes et modernes, sur l'administration des armées, leur composition, etc., etc. Puis s'étant mis à causer, et se lançant sur le sujet, entre autres choses il a dit : « Il n'est pas de grandes actions suivies qui soient l'œuvre du hasard et de la fortune ; elles dérivent toujours de la combinaison et du génie. Rarement on voit échouer les grands hommes dans leurs entreprises les plus périlleuses. Regardez Alexandre, César, Annibal, le grand Gustave et autres ; ils réussissent toujours. Est-ce parce qu'ils ont du bonheur qu'ils deviennent ainsi de grands hommes ! Non ; mais parce qu'étant de grands hommes, ils ont su maîtriser le bonheur. Quand on veut étudier les ressorts de leurs succès, on est tout étonné de voir qu'ils avaient tout fait pour l'obtenir.

« *Alexandre*, à peine au sortir de l'enfance, conquiert, avec une poignée de monde, une partie du globe ; mais fut-ce de sa part une simple irruption,

une façon de déluge ? Non ; tout est calculé avec profondeur, exécuté avec audace, conduit avec sagesse. Alexandre se montre tout à la fois grand guerrier, grand politique, grand législateur ; malheureusement, quand il atteint le zénith de la gloire et du succès, la tête lui tourne ou le cœur se gâte. Il avait débuté avec l'âme de Trajan ; il finit avec le cœur de Néron et les mœurs d'Héliogabale. » Et l'Empereur développait les campagnes d'Alexandre, et je voyais le sujet sous un jour tout nouveau.

Passant ensuite à *César*, il disait qu'au rebours d'Alexandre, il avait commencé sa carrière fort tard, et qu'ayant débuté par une jeunesse oisive et des plus vicieuses, il avait fini montrant l'âme la plus active, la plus élevée, la plus belle ; il le pensait un des caractères les plus aimables de l'histoire. « César, observait-il, conquiert les Gaules et les lois de sa patrie ; mais est-ce au hasard et à la simple fortune qu'il doit ses grands actes de guerre ? » Et il analysait encore les hauts faits de César, comme il avait fait de ceux d'Alexandre.

« Et cet Annibal, disait-il, le plus audacieux de tous, le plus étonnant peut-être, si hardi, si sûr, si large en toutes choses ; qui, à vingt-six ans, conçoit ce qui est à peine concevable, exécute ce qu'on devait tenir pour impossible ; qui, renonçant à toute communication avec son pays, traverse des peuples ennemis ou inconnus qu'il faut attaquer et vaincre, escalade les Pyrénées et les Alpes qu'on croyait insurmontables, et ne descend en Italie qu'en payant de la moitié de son armée la seule acquisition de son champ de bataille, le seul droit de combattre ; qui occupe, parcourt et gouverne cette même Italie durant seize ans, met plusieurs fois à deux doigts de sa perte la terrible et redoutable Rome, et ne lâche sa proie que quand on met à profit la leçon qu'il a donnée d'aller le combattre chez lui. Croira-t-on qu'il ne dut sa carrière et tant de grandes actions qu'aux caprices du hasard, aux faveurs de la fortune ? Certes, il devait être doué d'une âme de la trempe la plus forte et avoir une bien haute idée de sa science en guerre, celui qui, interpellé par son jeune vainqueur, n'hésite pas à se placer, bien que vaincu, immédiatement après Alexandre et Pyrrhus, qu'il estime les deux premiers du métier.

« Tous ces grands capitaines de l'antiquité, continuait Napoléon, et ceux qui, plus tard, ont dignement marché sur leurs traces, n'ont fait de grandes choses qu'en se conformant aux règles et aux principes naturels de l'art,

c'est-à-dire par la justesse des combinaisons et le rapport raisonné des moyens avec leurs conséquences, des efforts avec les obstacles. Ils n'ont réussi qu'en s'y conformant, quelles qu'aient été d'ailleurs l'audace de leurs entreprises et l'étendue de leurs succès. Ils n'ont cessé de faire constamment de la guerre une véritable science. C'est à ce titre seul qu'ils sont nos grands modèles, et ce n'est qu'en les imitant qu'on doit espérer en approcher.

« On a attribué à la fortune mes plus grands actes, et on ne manquera pas d'imputer mes revers à mes fautes ; mais si j'écris mes campagnes, on sera bien étonné de voir que, dans les deux cas et toujours, ma raison et mes facultés ne s'exercèrent qu'en conformité avec les principes, etc. »

Comme il est à désirer que l'Empereur accomplisse sa pensée d'écrire ses campagnes ! Quels commentaires que ceux de Napoléon !!!

L'Empereur a continué d'analyser de la sorte *Gustave-Adolphe* ; *Condé*, chez qui il disait que la science semblait avoir été un instinct, la nature l'ayant produit tout savant ; *Turenne*, qui, au contraire, ne s'était formé qu'avec peine et à force d'instruction. Et m'étant permis de lui dire à ce sujet qu'on avait remarqué pourtant que Turenne n'avait point forme d'élèves, tandis que Condé en avait laissé plusieurs fort distingués : « Pur caprice du hasard, a repris l'Empereur ; c'est le contraire qui eût dû arriver. Mais il ne dépend pas toujours des maîtres de faire de bons écoliers, encore faut-il que la nature s'y prête ; la semence doit rencontrer son terrain. » Il a continué sur *Eugène*, *Marlborough*, *Vendôme*, etc. ; sur le *grand Frédéric*, qu'il disait avoir été, sur toutes choses, tacticien par excellence, et avoir eu le secret de faire des soldats de véritables machines. À son sujet, il a dit : Combien les hommes diffèrent parfois de ce qu'ils s'annoncent ! Savent-ils bien toujours eux-mêmes ce qu'ils sont ? En voilà un, remarquait-il, qui, au début, prend la fuite devant sa propre victoire, et qui, tout le reste de sa carrière, se montre au feu bien certainement le plus intrépide, le plus tenace, le plus froid des hommes, etc. »

Après dîner, l'Empereur, plein de son travail du jour, traitait en maître une foule d'objets de guerre.

Il revenait sur la grande différence de la guerre des anciens avec celle des modernes. « L'invention des armes à feu a tout changé, observait-il ; cette

grande découverte était, du reste, tout à l'avantage des assaillants, bien que jusqu'ici la plupart des modernes aient soutenu le contraire. La force corporelle des anciens, observait-il encore, était en harmonie avec leurs armes offensives et défensives : les nôtres, au contraire, celles de nos jours, sont tout à fait hors de notre sphère. »

L'Empereur voulait que, dans l'état actuel, on donnât plus de consistance au troisième rang de l'infanterie ou bien qu'on le supprimât, et il en développait le motif.

Il voulait que l'infanterie chargée par la cavalerie tirât de fort loin sur elle, au lieu de l'attendre à bout portant, comme on le fait aujourd'hui, et il en démontrait l'avantage.

Il disait que l'infanterie et la cavalerie laissées à elles-mêmes sans artillerie ne devaient point amener de résultat décisif ; mais qu'avec de l'artillerie, et toutes choses d'ailleurs égales, la cavalerie devait détruire l'infanterie ; et il développait très lumineusement toutes ces choses, et une foule d'autres encore.

Il ajoutait que l'artillerie faisait aujourd'hui la véritable destinée des armées et des peuples ; qu'on se battait à coups de canon comme à coups de poings, et qu'en bataille, comme à un siège, l'art consistait à présent à faire converger un grand nombre de feux sur un même point ; que, la mêlée une fois établie, celui qui avait l'adresse de faire arriver subitement et à l'insu de l'ennemi, sur un de ses points, une masse inopinée d'artillerie, était sûr de l'emporter. Voilà quels avaient été, disait-il, son grand secret et sa grande tactique.

Du reste, concluait-il, il ne pouvait pas y avoir ce que, dans sa pensée, il concevait être une véritable armée, sans une révolution dans les mœurs et l'éducation du soldat, peut-être même de l'officier. Il ne pouvait pas y en avoir avec nos fours, nos magasins, nos administrations, nos voitures. Il n'y aurait d'armée que quand, à l'imitation des Romains, le soldat recevrait son blé, aurait des moulins à bras, cuirait son pain sur sa petite platine, etc. Il n'y aurait d'armée que quand on aurait mis en fuite toute notre effroyable administration paperassière, etc., etc.

« J'avais médité, disait-il, tous ces changements ; mais, pour oser les mettre en pratique, il m'eût fallu une profonde paix. Une armée de guerre

ne le permettait pas ; elle se fût révoltée, elle m'eût envoyé promener, etc. »

Puisque j'en suis à ce sujet, je vais réunir ici quelques notes éparses, recueillies à différents instants sur les innovations projetées par l'Empereur, non seulement sur l'armée, mais encore sur beaucoup d'autres objets essentiels à l'organisation sociale.

L'Empereur avait le projet, à la paix générale, nous a-t-il dit plus d'une fois, d'amener chaque puissance à une immense réduction des armées permanentes. Il eût voulu que chaque souverain se bornât à sa seule garde, comme cadre du reste de l'armée à composer au besoin. Il eût voulu, s'il avait été contraint de conserver une forte armée en temps de paix, l'employer aux travaux publics, lui donner une organisation, une tenue et une manière de se nourrir tout à fait spéciale.

Il avait éprouvé, disait-il, que la plus grande gêne dans ses plans de campagnes et ses grandes expéditions venait de la nourriture moderne des soldats, du blé qu'il fallait trouver, de la farine qu'il fallait obtenir en le faisant moudre, enfin du pain qu'il fallait parvenir à faire cuire. Or la méthode romaine, qu'il approuvait fort, et qu'il eût adoptée en tout ou en partie, eût remédié à tous ces inconvénients. « Avec elle, disait l'Empereur, on allait au bout du monde ; mais encore fallait-il du temps pour amener à la transition d'un tel régime, il ne pouvait s'opérer par un simple ordre du jour. J'en avais eu la pensée depuis longtemps ; mais, quelle qu'eût été ma puissance, je me fusse bien donné de garde de le commander. Il n'est point de subordination ni de crainte pour les estomacs vides. Ce n'était qu'en temps de paix et à loisir qu'on eût pu y arriver insensiblement ; je l'aurais obtenu en créant des mœurs militaires nouvelles. »

L'Empereur eut constamment tenu à faire passer toute la nation par l'épreuve de la conscription. « Je suis intraitable sur les exemptions, disait-il un jour au Conseil d'État ; elles seraient des crimes. Comment charger sa conscience d'avoir fait tuer l'un au détriment de l'autre ? Je ne sais même pas si j'exempterai mon fils. » Et, dans une autre occasion, il disait encore que la conscription est la racine éternelle d'une nation, l'épuration de son moral, la véritable institution de toutes ses habitudes. Et puis la nation, ajoutait-il, se trouvait de la sorte toute classée dans ses véritables intérêts pour sa défense au dehors et son repos au-dedans. « Organisé, maçonné de la sorte, disait-il, le peuple français eut pu défier l'univers, il eût pu, et avec

plus de justesse, renouveler ce mot des fiers Gaulois : *Si le ciel venait à tomber, nous le soutiendrions de nos lances.* »

Dans son système et ses intentions, la conscription, loin de nuire à l'éducation, en fût devenue l'instrument. L'Empereur en serait arrivé, disait-il, à avoir dans chaque régiment une école pour le commencement ou la continuation de l'enseignement dans tous les genres, soit pour la ligne scientifique, pour les arts libéraux ou pour les simples mécaniques. « Et rien de plus aisé que d'obtenir tout cela, remarquait-il ; le principe une fois adopté, vous eussiez vu chaque régiment tirer tout ce qui eût été nécessaire de ses rangs mêmes. Et quel bienfait le déversement de tous ces jeunes gens avec leurs connaissances acquises, n'eussent-elles été qu'élémentaires, avec les mœurs qui en dérivent nécessairement, n'aurait-il pas été produire dans la masse de la société ! etc. »

Un jour l'Empereur disait encore que, s'il eût eu du loisir, il y avait peu d'institutions sur lesquelles il n'eût porté la main ; et il s'arrêtait sur le fléau des procès, qu'il disait être une véritable lèpre, un vrai cancer social : « Déjà mon Code, disait-il, les avait singulièrement diminués en mettant une foule de causes à la portée de chacun ; mais il restait encore beaucoup à faire au législateur, non qu'il dût se flatter d'empêcher les hommes de quereller : ce devait être de tout temps. Mais il fallait empêcher un tiers de vivre des querelles des deux autres, empêcher qu'il les excitât même, afin de mieux vivre encore. J'aurais donc voulu établir qu'il n'y eût d'avoués ni d'avocats rétribués que ceux qui gagneraient leurs causes. Par là que de querelles arrêtées ! car il est bien évident qu'il n'en serait pas un seul qui, du premier examen d'une cause, ne la repoussât si elle lui semblait douteuse. On ne saurait craindre qu'un homme vivant de son travail voulût s'en charger pour le seul plaisir de bavarder ; et même, dans ce cas encore, le travers ne serait nuisible qu'à lui seul. Mais avec les praticiens, observait l'Empereur, les choses les plus simples se compliquent tout aussitôt. On me présentait une foule d'objections, une multitude d'inconvénients ; et moi, qui n'avais pas de temps à perdre, j'ajournai ma pensée. Mais, encore aujourd'hui, je reste convaincu qu'elle est lumineuse, et qu'en la creusant, la retournant ou la modifiant, on pourrait en tirer grand parti. »

Puis venaient *les curés*, qu'il eût voulu rendre très importants et fort utiles. « Plus ils sont éclairés, disait-il, moins ils sont portés à abuser de leur

ministère. » Aussi à leur cours de théologie aurait-il voulu qu'on eût joint un ours d'agriculture et les éléments de la médecine et du droit. « Par là, disait-il, le dogme et la controverse, qui ne sont que le cheval de bataille et les armes du sot et du fanatique, fussent insensiblement devenus plus rares dans la chaire ; il ne serait plus guère demeuré que la pure morale, toujours belle, toujours éloquente, toujours persuasive, toujours écoutée ; et, comme on aime d'ordinaire à parler de ce qu'on sait, ces ministres d'une religion toute de charité eussent de préférence entretenu les paysans de leur culture, de leurs travaux, de leurs champs ; ils eussent pu donner de bons conseils contre la chicane et de bons avis aux malades : tous y eussent gagné. Alors les pasteurs eussent été une providence pour leurs ouailles ; et, comme on leur eût composé un très bel état, ils auraient joui d'une grande considération ; ils se seraient fort respectés eux-mêmes, et l'eussent été de tous. Ils n'auraient pas eu le pouvoir de la seigneurie féodale, mais ils en auraient eu, sans danger, toute l'influence. Un curé eût été le juge de paix naturel, le vrai chef moral qui eût dirigé, conduit la population sans danger, parce qu'il était lui-même dépendant du gouvernement qui le nommait et le salariait. Si l'on joint à tout cela les épreuves et le noviciat nécessaires pour le devenir, qui garantissent en quelque sorte la vocation et supposent de belles dispositions de cœur et d'esprit, on est porté à prononcer qu'une telle composition de pasteurs au milieu des peuples eût dû amener une révolution morale tout à l'avantage de la civilisation. »

Ceci me rappelle avoir entendu l'Empereur, au Conseil d'État, déclamer contre le casuel des ministres du culte, et faire ressortir l'indécence de les mettre dans le cas de marchander, disait-il, des objets sacrés et pourtant indispensables. Il proposait donc de le détruire. « En rendant les actes de la religion gratuits, observait-il, nous relevons sa dignité, sa bienfaisance, sa charité ; nous faisons beaucoup pour le petit peuple ; et rien de plus naturel et de plus simple que de remplacer ce casuel par une imposition légale, car tout le monde naît, beaucoup se marient, et tous meurent ; et voilà pourtant trois grands objets d'agiotage religieux qui me répugnent et que je voudrais faire disparaître. Puisqu'ils s'appliquent également à tous, pourquoi ne pas les soumettre à une imposition spéciale, ou bien encore les noyer dans la masse des impositions générales ? etc., etc. » Cette proposition n'eut pas de suite.

Il me revient aussi en ce moment l'avoir encore entendu exprimer la proposition que tous les fonctionnaires publics, même les militaires, formassent d'eux-mêmes le fonds de leurs pensions à venir, par une légère retenue de leur salaire annuel. Il y attachait beaucoup de prix : « De la sorte, disait-il, l'avenir de chacun ne sera plus un objet de sollicitation, une faveur ; ce sera un droit, une vraie propriété : ce qui lui aura été retenu sera versé à la caisse d'amortissement chargée de le faire valoir : ce sera son propre bien qu'il suivra des yeux, et qu'il retirera, sans contestation, lors de sa retraite. » On lui objectait qu'il était des traitements, ceux des militaires surtout, qui ne pourraient admettre de retenue. « Eh bien ! j'y suppléerai, répliquait l'Empereur, je les accroîtrai de toute la retenue. – Mais à quoi bon alors, objectait-on encore, si l'on doit faire la même dépense ? il n'y aurait point d'économie ; où seraient donc les avantages ? – Les avantages, répliquait l'Empereur, seraient dans la différence entre le certain et l'incertain, entre le repos du trésor, qui n'aurait plus à se mêler de ces accidents, et la tranquillité des citoyens, qui posséderaient leur garantie, etc., etc. »

L'Empereur défendit cette idée avec beaucoup de chaleur. Il y revint plus d'une fois, elle demeura néanmoins sans résultat. J'ai déjà dit l'avoir vu improviser souvent de la sorte, ou faire discuter, après impression, une foule d'autres projets qui ont éprouvé le même sort. Voici ce qui peut en fort peu de mots donner une idée des travaux et de l'activité de son administration. « On a calculé que le gouvernement de Napoléon, dans un espace de quatorze ans et cinq mois, présente soixante et un mille cent trente neuf délibérations du Conseil d'État sur des objets différents ! » (*Histoire critique et raisonnée, etc., de Montvéran.*)

Enfin j'ai entendu maintes fois Napoléon, et en diverses circonstances, répéter qu'il eût voulu un Institut européen, des prix européens, pour animer, diriger et coordonner toutes les associations savantes en Europe.

Il eût voulu pour toute l'Europe l'uniformité des monnaies, des poids, des mesures ; l'uniformité de législation. « Pourquoi, disait-il, mon Code Napoléon n'eût-il pas servi de base à un Code européen, et mon Université impériale à une Université européenne ? De la sorte, nous n'eussions réellement, en Europe, composé qu'une seule et même famille. Chacun, en voyageant, n'eût pas cessé de se trouver chez lui, etc. »

L'Empereur change de manière à nous affecter – Le gouverneur nous environne de fortifications.
Terreurs de sir Hudson Lowe – Général Lamarque – Madame Récamier et un prince de Prusse.

Vendredi 15.

Sur les trois heures, l'Empereur, avec qui j'avais déjà déjeuné le matin, m'a fait appeler. Voulant prendre l'air, il a essayé de marcher dans le bois, mais l'air lui a paru trop vif. Il s'est dirigé alors vers le grand maréchal, chez qui il est entré, et est demeuré assez longtemps assis dans un fauteuil, où il semblait comme absorbé. La diminution de son embonpoint, la teinte de son visage, un affaissement visible nous ont frappés ; nous en avons tous le cœur navré...

En traversant le bois, il avait jeté les yeux sur les fortifications dont on nous entoure : il avait ri de pitié de tous ces travaux. On avait déshonoré nos alentours, disait-il, en enlevant l'espèce de gazon qui s'y trouvait, pour en faire de misérables revêtements inutiles et ridicules. En effet, depuis près de deux mois, le gouverneur ne cesse de remuer le terrain autour de nous ; il creuse des fossés, élève des parapets, plante des palissades : il nous a tout à fait cernés dans Longwood ; il fait en ce moment de l'écurie une véritable redoute, sans qu'on puisse y deviner aucun avantage en équivalent des sommes et des soins qu'elle aura coûtés ; aussi ces travaux excitent-ils tour à tour la mauvaise humeur et le rire des soldats et des Chinois qui y sont employés : ils n'appellent plus Longwood et son écurie que *le fort Hudson* et *le fort Lowe* ; et l'Empereur est revenu sur les frayeurs ridicules de sir Hudson Lowe, qu'on nous a assuré se réveiller parfois en sursaut pour rêver à de nouveaux moyens de sûreté. « Assurément, disait l'Empereur, cela tient de la folie ; eh ! que ne dort-il à son aise ! que ne nous laisse-t-il tranquilles ! Comment n'a-t-il pas l'esprit de juger que la force des localités, ici, est bien supérieure encore à toutes ses terreurs paniques ? – Sire, a repris quelqu'un, c'est qu'il se souvient de *Capri*, où avec deux mille hommes, trente pièces de canon et perché dans les nues, il fut enlevé par douze cents Français que conduisait le brave Lamarque, lequel ne put pénétrer jusqu'à lui qu'à l'aide d'une triple escalade. – Eh bien, a observé l'Empereur, sir Lowe se montre meilleur géôlier que bon général. »

La santé de mon fils, depuis quelque temps, me donnait les plus vives inquiétudes. Ses souffrances étaient tournées en palpitations violentes qui amenaient des évanouissements ; elles le forçaient de se relever la nuit pour marcher ou prendre quelque position particulière.

Le docteur O'Méara craignait d'entrevoir tous les symptômes d'un anévrisme et un péril imminent. J'ai fait prier le docteur militaire en chef Baxter de venir se joindre au docteur O'Méara, pour une consultation à fond. Heureusement le résultat a pu me tranquilliser : il était loin de présenter rien d'aussi alarmant.

Dans les causeries du jour, l'Empereur est revenu encore à madame de Staël, sur laquelle il n'a rien dit de neuf. Seulement il a parlé cette fois de nouvelles lettres vues par la police, et dont madame Récamier et un prince de Prusse faisaient tous les frais.

« Ces lettres, disait l'Empereur, contenaient la preuve non équivoque de tout l'empire des charmes de madame Récamier, et du haut prix auquel le prince les élevait, car elles ne renfermaient rien moins que des offres ou des promesses de mariage de sa part. »

Et voici le nœud de cette affaire, que j'ai appris plus tard. La belle madame Récamier, dont la bonne réputation a eu le rare privilège de traverser sans injure nos temps difficiles, se trouvait auprès de madame de Staël, à laquelle elle s'était héroïquement dévouée, quand un des princes de Prusse, fait prisonnier à Eylau, et se rendant en Italie par la permission de Napoléon, descendit au château de Coppet, avec l'intention de s'y reposer seulement quelques heures ; mais il y fut retenu tout l'été par les charmes qu'il y rencontra. Celle qui s'y était exilée auprès de son amie, et le jeune prince, se regardant tous deux comme des victimes de Napoléon, une haine commune commença peut-être leur intérêt mutuel. Touché d'une vive passion, le prince, malgré les obstacles que lui opposait son rang, conçut la pensée d'épouser l'amie de madame de Staël, et le confia à celle-ci, dont l'imagination poétique saisit avidement un projet qui pouvait répandre sur Coppet un éclat romanesque. Bien que le prince fût rappelé à Berlin, l'absence n'altéra point ses sentiments, il n'en poursuivait pas moins avec ardeur son projet favori ; mais, soit préjugé catholique contre le divorce, soit générosité naturelle, madame Récamier se refusa constamment à cette élévation inattendue.

C'est à cette circonstance, du reste, qu'on doit le tableau de Corinne, qui passe pour une des créations les plus originales du pinceau de Gérard, le prince le lui ayant commandé pour en faire hommage à celle qui avait si profondément occupé ses pensées.

Mais, puisque je suis revenu à madame de Staël, je dirai que la publication des volumes précédents m'ayant valu la visite et les observations de quelques personnes qui lui sont fort attachées, de ses plus intimes m'ont assuré qu'on lui avait prêté des expressions contre Napoléon qui lui étaient absolument étrangères, spécialement celle de Robespierre à cheval, qu'elles pouvaient désavouer pour elle en toute sûreté de conscience, disaient-elles ; bien plus, elles ajoutaient que madame de Staël se montrait parfois, dans la conversation privée, bien plus favorable que ne le témoignaient ses écrits, toujours aiguillonnés, il fallait en convenir, par les ressentiments et le dépit. L'une de ces personnes me disait qu'il avait été vraiment précieux pour elle de lire dans le *Mémorial* que Napoléon, à Sainte-Hélène, avait comparé madame de Staël tout à la fois à Armide et à Clorinde, parce qu'elle avait entendu madame de Staël, au temps de son enthousiasme, comparer de son côté le jeune général de l'armée d'Italie tout à la fois à Scipion et à Tancrède, alliant, disait-elle, les vertus simples de l'un aux faits brillants de l'autre.

Après dîner, l'Empereur ayant fait venir Racine, son favori, il nous a lu les plus beaux morceaux d'*Iphigénie*, de *Mithridate* et de *Bajazet*. « Bien que Racine ait accompli des chefs-d'œuvre en eux-mêmes, a-t-il dit en finissant, il y a répandu néanmoins une perpétuelle fadeur, un éternel amour, et son ton doux, son fastidieux entourage ; mais ce n'était pas précisément sa faute, ajoutait-il, c'étaient le vice et les mœurs du temps. L'amour alors, et, plus tard encore, était toute l'affaire de la vie de chacun. C'est toujours le lot des sociétés oisives, observait-il. Pour nous, nous en avons été brutalement détournés par la révolution et ses grandes affaires. Chemin faisant, il avait condamné aussi tout le fameux plan de campagne de Mithridate. « Il pouvait être beau comme récit, disait-il, mais il n'avait point de sens comme conception. »

Les ministres anglais actuels ; portraits – Tous les ministères, autant de léproseries ; honorables exceptions – Sentiments de Napoléon pour ceux qui l'ont servi.

J'ai trouvé l'Empereur avec une espèce d'almanach politique anglais qu'il s'amusait à feuilleter. S'étant arrêté sur les membres du ministère anglais, qu'il passait en revue : « En connaissez-vous quelques-uns ? m'a-t-il dit. Quelle était, de votre temps, l'opinion commune à leur égard ? – Sire, ai-je répondu, il y a si longtemps que j'ai quitté l'Angleterre, que presque tous ceux qui y jouent un rôle aujourd'hui ne faisaient que commencer alors, aucun n'était encore sur la première ligne de la scène. » Alors, nommant *lord Liverpool*, il a dit : « Lord Liverpool est, dans tout cela, à ce qu'il paraît, ce qu'il y a de plus honnête. On m'en a dit quelque bien : il semble avoir de la tenue, de la décence ; car je ne me fâche point qu'on soit mon ennemi ; on a son métier à faire, son devoir à remplir ; mais j'ai lieu de m'indigner de mesures et de formes ignobles. » À ce sujet, j'appris à l'Empereur que c'était de mon temps que le père de lord Liverpool, M. Jenkenson, devenu plus tard successivement lord Hawkesbury et lord Liverpool, avait fait sa fortune politique. C'était un très honnête homme, disait-on, ami particulier de George III, fort laborieux, et spécialement chargé des documents diplomatiques.

L'Empereur est passé ensuite à *lord Sidmouth*. « C'était encore un homme assez honnête, m'a-t-on dit, mais de peu de capacité, une de ces braves ganaches qui concourent bonnement au mal. – Sire, de mon temps, et sous le nom d'Addington, il a été orateur de la chambre des communes à la satisfaction générale. C'était la créature, disait-on, de M. Pitt. Ce ministre passait même pour l'avoir nommé à sa propre place en la quittant, afin d'y rentrer plus facilement quand cela lui conviendrait. Ce qu'il y a de certain, c'est que le public fut grandement surpris de voir M. Addington successeur de M. Pitt, tant on jugeait la chose au-dessus de ses forces ; et plus tard, un journal de l'opposition, parlant de lui, rappelait qu'un philosophe, Locke, je crois, avait dit que les enfants n'étaient qu'une feuille de papier blanc sur laquelle la nature n'avait point encore écrit ; et à cela le journal observait plaisamment qu'en écrivant sur la feuille du *docteur*, c'était le sobriquet donné à M. Addington, il fallait convenir que cette bonne nature avait laissé de furieuses marges. – Et ce mauvais dogue, a repris l'Empereur à la pâture duquel il semble qu'on nous ait livrés, ce *lord Bathurst*, qu'en savez-vous ?

— Absolument rien, Sire, ni sur son origine, ni sur sa personne, ni sur son caractère. — Eh bien ! à moi, il ne m'est donné, a-t-il repris avec une espèce de chaleur, de pouvoir le juger d'ici que d'après ses actes envers moi. Or, à ce titre, je le tiens pour *le plus vil, le plus bas, le plus lâche des hommes*. La brutalité de ses déterminations, la grossièreté de ses expressions, le choix infâme de son agent, m'autorisent à le prononcer ainsi. On ne trouve pas aussi facilement un bourreau tel que celui qu'il m'a envoyé ; non, on n'a pas la main aussi heureuse ; il a fallu nécessairement le chercher, l'examiner, le juger, l'instruire ; et certes, en voilà assez, à mes yeux, pour prononcer la condamnation morale de quiconque peut descendre à de tels détails : par le bras qu'il dirige, on peut supposer quel doit être son cœur ! »

J'avoue que, cédant à l'impulsion de mon naturel et des bienséances, j'ai été tenté d'abord de supprimer ou d'adoucir les expressions qui précèdent ; mais un scrupule m'a arrêté, et si la grande ombre si grièvement blessée, me suis-je dit, planant en cet instant au-dessus de moi, venait à me faire entendre : « Puisque vous vous avisez de me faire parler, conservez du moins mes paroles ; » et j'ai écrit. Aussi bien, faut-il que justice se fasse. En jouissant des honneurs et du pouvoir, on s'astreint nécessairement à répondre des charges. À l'inculpé à se justifier : s'il y réussit, tant mieux.

L'Empereur étant passé à *lord Castlereagh*, il a dit : « C'est celui-là qui gouverne tout le reste, et maîtrise jusqu'au prince même, à l'aide de ses intrigues et de son audace. Fort d'une majorité qu'il a lui-même composée, il est toujours prêt à s'escrimer au parlement, et avec la dernière impudeur, contre la raison, le droit, la justice, la vérité ; nul mensonge ne lui coûte, rien ne l'arrête, tout lui est égal ; il sait que les votes sont constamment là pour tout applaudir et tout légitimer. Il a entièrement sacrifié son pays, et le ravale chaque jour en le conduisant au rebours de sa politique, de ses doctrines, de ses intérêts ; il le livre tout à fait au continent. La position se fausse à chaque instant davantage. Dieu sait comment on s'en tirera !

« Lord Castlereagh, a-t-il continué, est regardé en Angleterre même, m'a-t-on assuré, comme l'homme de l'immoralité. Il a débuté par une apostasie politique qui, bien que commune dans son pays, laisse néanmoins toujours une tache indélébile. Il est entré dans la carrière sous les bannières de la cause du peuple, et il s'est fait l'homme du pouvoir et de l'arbitraire. Si on lui fait justice, il doit être exécré des Irlandais, ses compatriotes qu'il a

trahis, et des Anglais dont il a détruit les libertés au-dedans et les intérêts au-dehors.

Il a eu l'impudence de produire au parlement, comme faits authentiques, ce qu'il savait très bien avoir été falsifié, ce qu'il avait peut-être fait falsifier lui-même ; et c'est pourtant sur ces actes qu'on a prononcé le détronement de Murat ! il fait métier de se mentir publiquement à lui-même chaque jour en plein parlement, et dans des assemblées publiques, en mettant dans sa bouche des paroles et des projets propres à m'aliéner ses compatriotes, bien qu'il sache qu'il n'en était rien ; et cet acte est d'autant plus bas, qu'il me tient lui-même dans l'impuissance de répondre.

« Lord Castlereagh, élève de M. Pitt, dont il se croit peut-être l'égal, n'en est tout au plus que le singe : il n'a cessé de poursuivre les plans et les complots de son maître contre la France. Et ici sa pertinacité, son obstination, ont été peut-être ses véritables et seules qualités : mais Pitt avait de grandes vues ; chez lui, l'intérêt de son pays marchait avant tout ; il avait du génie, il créait ; et de son île, comme point d'appui, il gouvernait et faisait agir à son gré les rois du continent : Castlereagh au contraire, substituant l'intrigue à la création, les subsides au génie, s'important fort peu de son pays, n'a cessé d'employer le crédit et l'influence de ces lois du continent pour asseoir et perpétuer son pouvoir dans son île. Toutefois, et voici la marche des choses d'ici-bas, Pitt, avec tout son génie, m'a cessé d'échouer, et Castlereagh, incapable, a complètement réussi. Ô aveuglement de la fortune !!!...

« Castlereagh s'est montré tout à fait l'homme du continent ; maître de l'Europe, il a satisfait tout le monde, et n'a oublié que son pays. Ses actes blessaient tellement l'intérêt national, ils étaient tellement au rebours des doctrines du pays, ils portaient tellement le caractère de l'inconséquence, qu'on ne comprend pas qu'une nation sage se soit laissé gouverner par un tel fou !!!

« Il prend pour base la légitimité, dont il prétend faire un dogme politique, lorsqu'elle saperait dans ses fondements le trône de son propre maître ; et néanmoins il reconnaît Bernadotte, en opposition au légitime Gustave IV, qui s'est immolé pour l'Angleterre. Il reconnaît l'usurpateur Ferdinand VII, au détriment de son vénérable père Charles IV.

Il proclame avec les alliés, comme une autre base fondamentale, le rétablissement de l'ancien ordre de choses, le redressement de ce qu'ils appellent les torts, les injustices, les déprédations passés, enfin le retour de la morale publique, et il sacrifie la république de Venise, qu'il abandonne à l'Autriche ; celle de Gênes, dont il accommode le Piémont ; il agrandit de la Pologne la Russie, son ennemie naturelle ; il dépouille le roi de Saxe en faveur de la Prusse, qui ne peut plus lui être de secours aucun ; il enlève la Norvège au Danemark, qui, plus indépendant de la Russie, pourrait lui ouvrir la clef de la Baltique pour enrichir la Suède, tombée, par la perte de la Finlande et des îles de la Baltique, tout à fait sous la sujétion des Russes. Enfin, en violation des premiers éléments de la politique générale, il néglige, dans sa situation toute-puissante, de ressusciter l'indépendance de la Pologne, et par là livre Constantinople, expose toute l'Europe et prépare mille embarras à l'Angleterre.

« Je ne dirai rien du monstrueux contresens d'un ministre, le représentant de la nation libre par excellence, qui remet l'Italie sous le joug, y maintient l'Espagne, concourt de tous ses efforts à river des fers sur tout le continent. Penserait-il donc que la liberté n'est applicable qu'aux Anglais, et que le continent n'est pas fait pour elle^[2] ! Mais, dans ce cas même, il se trouverait en tort vis-à-vis de ses propres compatriotes, qu'il prive chaque jour de quelques-uns de leurs droits : c'est la suspension de l'*habeas corpus* à tort et à travers ; c'est l'*alien-bill* en vertu duquel, le croirait-on bien ? la femme d'un Anglais, si elle est étrangère, peut être chassée d'Angleterre sous le bon plaisir du ministre ; c'est l'espionnage et la délation qu'il répand à l'infini ; ce sont des agents provocateurs, création infernale, à l'aide desquels on est toujours sûr de trouver des coupables et de multiplier les victimes ; c'est une froide violence, un joug de fer qu'il fait peser sur des dépendances étrangères. Non, lord Castlereagh n'est point le ministre d'un grand peuple libre chargé d'imprimer le respect aux nations étrangères ; c'est un visir des rois du continent, façonnant, à leur instigation, ses compatriotes à l'esclavage ; c'est le chaînon, le conducteur à l'aide duquel se déversent sur le continent les trésors de la Grande-Bretagne et s'importent en Angleterre toutes les doctrines malfaisantes du dehors.

Il semble se montrer le partisan, l'obséquieux associé de cette mystérieuse sainte-alliance, alliance universelle dont je ne saurais d'ici

deviner ni le sens ni le but, qui ne peut présenter rien d'utile ni faire augurer rien de bon. Serait-elle dirigée contre les Turcs ? Mais ce serait alors aux Anglais à s'y opposer. Serait-ce pour maintenir, en effet, une paix générale ? Mais c'est une chimère dont ne sauraient être dupes des cabinets diplomatiques. Il ne saurait y avoir des alliances que par opposition et comme contrepoids. On ne saurait être alliés entre tous ; alors ce n'est plus rien. Je ne la comprendrais que comme alliance des rois contre les peuples ; mais alors qu'a à faire lord Castlereagh là-dedans ? S'il en était ainsi, ne pourrait-il pas, ne devrait-il pas le payer cher un jour ?...

« J'ai eu ce lord Castlereagh en mon pouvoir, a dit l'Empereur ; il était occupé à intriguer à Châtillon, lorsque, dans un de nos succès momentanés, mes troupes dépassèrent le congrès qui se trouva enveloppé. Le premier ministre anglais se trouvait sans caractère public, et demeurait en dehors du droit des gens : il le sentit, et se montrait dans la plus affreuse anxiété de se trouver ainsi entre mes mains. Je lui fis dire de se tranquilliser, qu'il était libre : je le fis pour moi, non pour lui ; car, certes, je n'en attendais rien de bon. Cependant, à quelque temps de là, sa reconnaissance se manifesta d'une manière toute particulière ; quand il me vit choisir l'île d'Elbe, il me fit proposer l'Angleterre pour asile, et employa alors son éloquence, sa subtilité pour m'y déterminer ; mais aujourd'hui les offres d'un Castlereagh ont le droit de m'être suspectes ; et nul doute qu'il ne méditât déjà en cela l'horrible traitement qu'on exerce en cet instant sur ma personne !

« C'est un grand malheur pour le peuple anglais que son ministre dirigeant ait été traité lui-même en personne avec les souverains du continent ; c'est une violation de l'esprit de sa constitution. L'orgueil anglais n'a aperçu alors que son représentant allant dicter des lois ; mais il a de quoi se repentir, aujourd'hui que l'évènement lui prouve qu'il n'est allé stipuler, au contraire, que des embarras, de la déconsidération, des pertes.

« Il est de fait certain que lord Castlereagh eût pu tout obtenir ; mais soit aveuglement, soit incapacité, soit perfidie, il a tout sacrifié. Assis au banquet des rois, il semble avoir rougi de dicter la paix en marchand, et s'est avisé de la traiter en *monsieur*. Son orgueil y a gagné, et il est à croire que ses intérêts n'y ont pas perdu : son pays seul en a souffert et en souffrira beaucoup et longtemps.

« Et les rois du continent aussi ont à expier peut-être la faute d'avoir mis en contact personnel leurs ministres dirigeants. Ne semble-t-il pas en être résulté que tous ces premiers ministres se sont créés, contre leurs propres maîtres, une espèce de souveraineté secondaire ; qu'ils se la sont garantie réciproquement, et l'ont accompagnée, est-on autorisé à croire, de véritables subsides, fournis de l'aveu même de leurs maîtres ? Voici comment l'on conçoit que la chose peut très bien s'être arrangée ; rien de plus simple ni de plus ingénieux à la fois : en fixant le budget secret dans un endroit, on fera arrêter qu'un tel sur le continent a été fort utile, qu'il peut l'être encore, et qu'il faut savoir le reconnaître. Celui-ci, à son tour, aura soin de démontrer chez lui qu'un autre, au loin, a rendu de grands services, qu'il a été même jusqu'à compromettre ses intérêts, et qu'il faut lui en tenir compte. Ce sont des arrangements de la sorte sans doute qui ont fait dire à un grand personnage à Vienne, dans un moment de dépit : *Un tel me coûte les yeux de la tête*. Nul doute que ces ignobles transactions, ces honteuses menées ne soient publiques un jour. Alors on connaîtra les énormes fortunes léguées ou mangées ; de nouvelles lettres de Barillon les consacreront avec le temps ; mais elles ne découvriront rien, ne flétriront aucun caractère, parce que les contemporains auront pris les devants. »

Après cette vigoureuse et longue sortie, dans laquelle je voyais Napoléon, pour la première fois peut-être, s'exprimer dans l'intimité avec tant de chaleur et d'amertume contre ceux dont il avait personnellement à se plaindre, il a gardé le silence quelques instants, puis il a repris : « Et ce Castlereagh a eu l'art de s'appuyer tout à fait de lord Wellington (que l'Empereur trouvait en ce moment parmi les membres du ministère). Wellington, a-t-il dit, est devenu sa créature ! Quoi, le moderne Marlborough se traîner à la suite d'un Castlereagh ! atteler ses victoires aux turpitudes d'un saltimbanque politique ! cela se conçoit-il ? Comment Wellington ne s'indigne-t-il pas qu'on puisse en concevoir la pensée ! Son âme ne serait-elle donc pas à la hauteur de ses succès ?... »

J'ai pu remarquer qu'en général il répugnait à l'Empereur de mentionner lord Wellington. Il évitait d'ordinaire, lorsque l'occasion s'en présentait, de laisser connaître son jugement. Sans doute il se sentait gauche à ravalier publiquement celui sous lequel il avait succombé. Toutefois ici il s'est abandonné sans mesure, et a livré sa pensée tout entière. Le sentiment de

toutes les indignités dont on se plaît à l'abreuver agissait sans doute en ce moment dans toute sa force. Je ne l'avais jamais vu, lui d'ordinaire si impassible, si calme au sujet de ceux qui lui ont fait le plus de mal, s'exprimer avec autant de chaleur : ses gestes, son accent, ses traits s'étaient élevés de l'amertume à l'imprécation ; j'en étais ému moi-même.

« On m'assure, a-t-il dit, que c'est par lui que je suis ici, et je le crois^[3]. C'est digne, du reste, de celui qui, au mépris d'une capitulation solennelle, a laissé périr Ney, avec lequel il s'était vu souvent sur le champ de bataille ! Il est sûr que pour moi je lui ai fait passer un mauvais quart d'heure. C'est d'ordinaire un titre pour les grandes âmes ; la sienne ne l'a pas senti. Ma chute et le sort qu'on me réservait lui ménageaient une gloire bien supérieure encore à toutes ses victoires, et il ne s'en est pas douté. Ah ! qu'il doit un beau cierge au vieux Blucher : sans celui-là, je ne sais pas où serait *Sa Grâce*, ainsi qu'ils l'appellent ; mais moi, bien sûrement, je ne serais pas ici. Ses troupes ont été admirables, ses dispositions, à lui, pitoyables, ou pour mieux dire il n'en a fait aucune. Il s'était mis dans l'impossibilité d'en faire, et, chose bizarre, c'est ce qui a fini par le sauver. S'il eût pu commencer sa retraite, il était perdu. Il est demeuré maître du champ de bataille, c'est certain ; mais l'a-t-il dû à ses combinaisons ? Il a recueilli les fruits d'une victoire prodigieuse ; mais son génie l'avait-il préparée ? Sa gloire est toute négative, ses fautes sont immenses. Lui, généralissime européen, chargé d'aussi grands intérêts, ayant en front un ennemi aussi prompt, aussi hardi que moi, laisser ses troupes éparses, dormir dans une capitale, se laisser surprendre ! Et ce que peut la fatalité quand elle s'en mêle ! en trois jours j'ai vu trois fois les destins de la France, celui du monde, échapper à mes combinaisons.

« D'abord, sans la trahison d'un général, qui sort de nos rangs (Bourmont) et court avertir l'ennemi, je dispersais et détruisais toutes ces bandes, sans qu'elles eussent pu se réunir en corps d'armée.

« Puis, sur ma gauche, sans les hésitations inaccoutumées de Ney aux Quatre-Bras, j'anéantissais toute l'armée anglaise. Enfin, sur ma droite, les manœuvres inouïes de Grouchy, au lieu de me garantir une victoire certaine, ont consommé ma perte et précipité la France dans le gouffre.

« Non, a-t-il repris encore, Wellington n'a qu'un talent spécial : Berthier avait bien le sien ! Il y excelle peut-être, mais il n'a point de création ; la fortune a plus fait pour lui qu'il n'a fait pour elle. Quelle différence avec ce Marlborough, désormais son émule et son parallèle ! Marlborough, tout en gagnant des batailles, maniait les cabinets et subjuguait les hommes ; pour Wellington, il n'a su que se mettre à la suite des vues et des plans de Castlereagh. Aussi madame de Staël avait-elle dit de lui que hors de ses batailles il n'avait pas deux idées. Les salons de Paris, d'un goût si fin, si délicat, si juste, ont prononcé tout d'abord qu'elle avait raison, et le plénipotentiaire français à Vienne l'a consacré. Ses victoires, leur résultat, leur influence hausseront encore dans l'histoire ; mais son nom baissera, même de son vivant... etc., etc. »

Puis, revenant aux ministères en général, aux ministères collectifs surtout, à toutes les intrigues, à toutes les grandes et petites passions qui agitent ceux qui les composent, l'Empereur a dit : « Mon cher, c'est qu'après tout, ce sont autant de *léproseries* ; nul n'y échappe à la contagion. On peut y aspirer vertueux, qu'on n'en sort jamais sans y avoir laissé sa pureté. Je n'en excepterais que deux peut-être, le mien et celui des États-Unis d'Amérique : le mien, parce que mes ministres n'étaient que mes hommes d'affaires, et que je demeure seul responsable ; celui des États-Unis, parce que les ministres n'y sont que les gens de l'opinion, toujours droite, toujours surveillante, toujours sévère. » Et il a conclu par cette fin remarquable :

« Je ne crois pas qu'aucun souverain se soit jamais mieux entouré que j'avais fini par l'être. Quel cri eût pu avec justice s'élever à cet égard ? Et si l'on ne m'en a pas tenu compte, c'est qu'il n'est que trop souvent de mode parmi nous de fronder sans cesse. » Et il s'est mis à passer en revue sur ses doigts les différents ministres.

« Mes grands dignitaires, disait-il, *Cambacérès* et *Lebrun*, deux personnes très distinguées et tout à fait bienveillantes.

Bassano et *Caulaincourt*, deux hommes de cœur et de droiture ; *Molé*, ce beau nom de la magistrature, caractère appelé probablement à jouer un rôle dans les ministères futurs ; *Montalivet*, si honnête homme ; *Decrès*, d'une administration si pure et si rigoureuse ; *Gaudin*, d'un travail si simple et si sûr ; *Mollien*, de tant de perspicacité et de promptitude : et tous mes

conseillers d'État, si sages, si bons travailleurs ! Tous ces noms demeurent inséparables du mien. Quel pays, quelle époque présentèrent jamais un ensemble mieux composé, plus moral ! Heureuse la nation qui possède de tels instruments et sait les mettre à profit !... Bien que je ne fusse pas louangeur de mon naturel, et que mon approbation fût en général purement négative, je n'en étais pas moins éclairé sur ceux qui servaient bien et qui ont des titres à ma reconnaissance. Le nombre en est immense, et les plus modestes ne sont pas les moins méritants. Aussi ne m'arriverait-il pas d'essayer de les nommer, tant serait senti et pourrait sembler ingrat de ma part le tort de se voir oubliés !... etc. »

Retour sur les généraux de l'armée d'Italie – Le père d'un de ses aides de camp – Ordures de Paris –
Famille La Rochefoucauld, etc..

Dimanche 17.

L'Empereur était souffrant et n'avait vu personne de tout le jour ; le soir il m'a fait appeler. Je me montrais fort inquiet sur sa santé, mais il m'a dit être plus mal disposé d'esprit que souffrant de corps, et il s'est mis à causer, parcourant un grand nombre d'objets qui l'ont remis.

Il s'est trouvé passer en revue de nouveau les généraux de l'armée d'Italie ; il est revenu sur leur caractère, a cité des anecdotes qui les concernent, a parlé de l'avidité de l'un, de la forfanterie d'un autre, des sottises d'un troisième, des déprédations de plusieurs, des bonnes qualités d'autres, et des grands et vrais services qu'en général ils ont tous rendus. Il s'est arrêté sur un de ceux qu'il y avait le plus aimé (Marmont), sur sa défection ; l'Empereur disait en avoir eu le cœur navré, et terminait en remarquant que pour ce qu'il connaissait de lui, il devait être parfois bien malheureux. Jamais, observait-il, défection n'avait été plus avouée ni plus funeste ; elle se trouve consignée dans le *Moniteur*, et de sa propre main ; elle a été la cause immédiate de nos malheurs, le tombeau de notre puissance, le nuage de notre gloire, etc... Et pourtant, disait-il avec une espèce de ressouvenir d'affection, je le répète parce que je le pense, ses sentiments vaudront mieux que sa réputation ; son cœur l'emporte sur sa conduite. Et lui-même, a continué l'Empereur, ne semble-t-il pas penser

ainsi ? les papiers nous disent qu'en sollicitant vainement pour Lavalette, il répond avec effusion aux difficultés du monarque, en lui disant : *Mais, Sire, moi je vous ai donné plus que la vie !* D'autres nous ont livré aussi, disait l'Empereur, et d'une manière bien autrement vilaine encore ; mais leur acte du moins n'est pas consacré par des pièces officielles comme celui-ci. »

De là, l'Empereur, revenant en arrière, disait l'avoir élevé comme un père eût pu le faire de son fils. Il n'avait pu entrer dans le corps royal de l'artillerie, et avait dû s'attacher à un régiment provincial. « Neveu, disait l'Empereur, d'un de mes camarades à Brienne et au régiment de La Fère, qui me le recommanda en partant pour l'émigration, cette circonstance m'avait mis dans le cas de lui servir d'oncle et de père, ce que j'avais réellement accompli ; j'y pris un véritable intérêt, et j'avais de bonne heure fait sa fortune. Son père était chevalier de Saint-Louis, propriétaire de forges en Bourgogne, et jouissait d'une fortune considérable. »

Plus tard, l'Empereur, parlant des mœurs de Paris et de l'ensemble de son immense population, énumérait toutes les abominations inévitables, disait-il, d'une grande capitale, où la perversité naturelle et la somme de tous les vices se trouvaient aiguillonnées à chaque instant par le besoin, la passion, l'esprit et toutes les facilités du mélange et de la confusion ; et il répétait souvent que toutes les capitales étaient autant de Babylones.

Le faubourg Saint-Germain a conduit à passer en revue les premiers noms de la capitale. L'Empereur s'est arrêté sur celui de La Rochefoucauld et sur divers membres de cette famille ; sur la dame d'honneur de l'impératrice Joséphine ; son mari, qu'il avait fait ambassadeur à Vienne et en Hollande ; son frère, le législateur ; leur père, M. de Liancourt, qu'il estimait et considérait ; enfin sur la fille, qu'il avait fait épouser au prince Aldobrandini, frère du prince Borghèse. Il a répété qu'il avait eu un moment la pensée de la donner pour femme à Ferdinand VII. De là il a nommé un autre M. de La Rochefoucauld, mort en prison au commencement de son règne, me demandant ce qu'il était à ceux-là. Je n'ai pu le lui dire, je ne connaissais ni la personne ni la circonstance que mentionnait l'Empereur.

« C'était l'auteur, m'a-t-il dit, d'une conspiration de plus contre ma personne, dont je ne vous ai point parlé encore : elle ne me revient à l'esprit qu'en cet instant.

« Ce M. de La Rochefoucauld organisait à Paris, dans l'intérêt du roi, encore alors à Mittau, une conspiration dont le premier coup devait être la mort du chef du gouvernement. Ce M. de La Rochefoucauld a fini en prison après quatre ou cinq ans de détention. Quelqu'un ayant procuré les fils de cette affaire, un affidé de la police entra dans la conspiration pour en devenir un des agents les plus actifs. Celui-ci fut prendre ses lettres de créance dans un château en Lorraine, auprès d'un vieux gentilhomme qui avait tenu un rang distingué dans l'armée de Condé, et devait son retour à l'amnistie du Premier Consul. C'était lui qui était chargé d'accréditer et de procurer les moyens de parvenir jusqu'à Louis XVIII à Mittau. Ce bon et brave gentilhomme, il faut lui rendre justice, disait l'Empereur, ne s'y prêta qu'avec beaucoup de peine et une extrême répugnance ; il était désormais bien tard, observait-il, pour revenir à de pareilles entreprises... la France commençait à goûter du repos... Et il protestait surtout de son éloignement absolu à voir courir le moindre danger au Premier Consul, devenu désormais pour lui, disait-il, un homme extraordinaire et sacré, etc. Après avoir vu plusieurs fois Louis XVIII à Mittau, l'agent revint connaissant tout ; on arrêta M. de La Rochefoucauld et sa bande ; et s'ils savaient à qui ils le durent !..., etc. »

Poniatowski, le vrai roi de Pologne – Traits caractéristiques sur Napoléon – Dires épars ; notes perdues.

Lundi 18, mardi 19.

Nous parlions de la Pologne ébranlée à la voix de l'Empereur, des rois auxquels nous l'avions crue destinée : chacun nommait le sien. L'Empereur, qui avait gardé le silence, l'a interrompu en disant : « Le vrai roi de Pologne, c'était Poniatowski : il en réunissait tous les titres et il en avait tous les talents. » Et il s'est tu.

Dans un autre moment, l'Empereur riait de l'importance qu'on avait mise à effacer ses emblèmes ou son chiffre sur les monuments qu'il avait créés. On a pu, disait-il, avoir eu la petitesse de les enlever aux regards du vulgaire ; mais on ne saurait les effacer des pages de l'histoire ni du sentiment des connaisseurs et des artistes. J'ai agi différemment, ajoutait-il,

j'ai respecté tous les vestiges royaux que j'ai trouvés encore ; j'ai même fait rétablir des fleurs de lis ou autres emblèmes, quand l'ordre chronologique le réclamait, etc. »

À cela quelqu'un s'est permis de dire que le prince Lucien avait montré précisément les mêmes sentiments. Logé au Palais-Royal, où l'Empereur l'avait placé à son arrivée en 1815, et frappé, en montant le bel escalier, du groupe de fleurs de lis qui tapissent la muraille, il dit à l'officier de l'Empereur en service auprès de lui : « Nous ôterons bientôt tout cela, n'est-ce pas ? – Pourquoi, Monseigneur ? – Mais parce que ce sont les insignes de l'ennemi. – Eh bien ! Monseigneur, pourquoi ne demeurerait-elles pas nos trophées ? – Et vous avez bien raison, répliqua-t-il vivement ; car ce sont aussi mes principes et ma manière de voir. »

Aujourd'hui j'ai eu peu à recueillir de l'Empereur, et malheureusement bientôt je n'aurai plus à l'entendre. Je vais remplir ce vide et celui du jour suivant en insérant ici bien des objets que je trouve indiqués par des notes éparses sur la couverture même de mon Journal ; car d'habitude j'y inscrivais de la sorte ce que je m'apercevais avoir oublié de mettre en son lieu, comme aussi d'anciens souvenirs quand ils me revenaient, ou bien encore des points délicats que la prudence et la circonspection commandaient à notre état de captivité ; enfin on trouvera ici même des choses apprises plus tard, mais de sources incontestables.

Beaucoup de ces articles n'ont point de liaisons entre eux ; toutefois ils concourent tous au but constant de ce recueil, soit qu'ils démentent les couleurs mensongères sous lesquelles, dans le temps, on nous peignait Napoléon, soit qu'ils fassent ressortir, au contraire, les véritables nuances de son caractère. Puisse la lecture du *Mémorial* porter ceux qui l'ont approché à consacrer de leur côté ce qu'ils en savent ou ce qu'ils en ont entendu de lui-même !

– Il n'était jadis bruit que de la grande brutalité et de l'extrême violence de l'Empereur envers son entourage : or, il est reconnu à présent que tout ce qui le servait, dans son plus petit intérieur, l'adorait précisément à cause de sa bonté et de l'excellence de son cœur. Quant à son atmosphère extérieure, je tiens, depuis mon retour en Europe, de quelqu'un du plus haut rang, dont le nom seul suffirait pour commander la croyance par la considération dont il jouit, et que ses fonctions attachaient constamment à la personne de

l'Empereur, soit dans ses expéditions de guerre, soit dans le séjour de ses palais, qu'il ne l'a jamais vu qu'une seule fois s'emporter au point de frapper, et c'était un de ses palefreniers qui, lors de la retraite de Saint-Jean-d'Acre, se refusait à donner son cheval pour le transport des malades, lorsque lui, général en chef, avait livré le sien et forcé tout son état-major à en faire autant. Et encore, me disait-on, il était aisé d'apercevoir dans cet acte bien plus de politique que d'impulsion naturelle, la chose se passant devant des soldats découragés, auxquels il fallait prouver le vif intérêt qu'on leur portait.

– Il était passé en habitude de répéter que Napoléon était le plus désobligeant à sa cour, ainsi que pour ceux de son service ; qu'il n'avait jamais rien de gracieux ou d'aimable à dire à personne. Or, voici ce que, entre autres choses, j'ai moi-même entendu : L'Empereur, à son arrivée de la désastreuse campagne de Leipsick, reçut à une heure inusitée les officiers de sa maison ; il se présenta à nous avec un air de tristesse. Arrivé à M. de Beauveau, qui était à côté de moi, et dont le fils, encore enfant, était parti pour cette campagne dans les gardes d'honneur ou autrement, Napoléon lui dit : « Votre fils s'est conduit à merveille ; il a fait honneur à son nom, il est blessé, mais ce n'est rien. Toutefois il pourra se vanter avec orgueil d'avoir vu couler son sang de bonne heure pour la patrie. »

À la même époque, à un de ses levers, après avoir donné quelques ordres à mon voisin, le général Gérard, dont la réputation commençait à attirer tout à fait l'attention, il termina par quelques phrases évidemment bienveillantes, mais au fait assez obscures ; et après avoir fait quelques pas pour continuer sa tournée, il revint tout à coup au général Gérard, ayant lu apparemment sur sa figure qu'il ne l'avait pas compris, prononçant distinctement cette fois : « Je disais que si j'avais bon nombre de gens comme vous, je croirais nos pertes réparées, et me considérerais comme au-dessus de mes affaires. »

– C'est à la même époque que j'ai vu quel pouvait être l'ascendant moral de l'Empereur sur certains esprits, et l'espèce de culte qu'on pouvait lui porter : Un général dont je ne sais pas le nom, grièvement blessé à la jambe, s'était traîné au lever de l'Empereur, qui vers ce temps en avait étendu de beaucoup la faveur. Apparemment qu'on avait instruit Napoléon que l'amputation était absolument indispensable, et que ce malheureux officier

s'y refusait tout à fait ; car, arrivé à lui, il dit : « Comment pouvez-vous vous refuser à une opération qui doit vous conserver la vie ? Ce ne saurait être la crainte qui vous arrête ; vous vous êtes exposé si souvent dans les batailles ! Serait-ce le mépris de la vie ? Mais comment votre cœur ne vous dit-il pas qu'avec une jambe de moins on peut encore être utile à la patrie, rendre de grands services à son pays ? » L'officier gardait le silence ; sa figure, sa contenance étaient calmes, douces, mais négatives ; et l'Empereur, attristé, avait déjà passé plusieurs personnes, quand l'officier, semblant avoir recueilli ses forces et pris une résolution soudaine, s'avança vers l'Empereur et lui dit : « Sire, si Votre Majesté m'en donne l'ordre, j'y vais en sortant d'ici. » À quoi l'Empereur répliqua : « Mon cher, mon autorité ne s'étend pas jusque-là ; c'est la persuasion dont j'aurais souhaité vous pénétrer ; mais de commandement, le ciel m'en préserve ! » Et je crois me rappeler que le bruit fut alors que le malheureux officier, en sortant, avait été se soumettre à l'opération fatale.

– Au retour de l'île d'Elbe, l'Empereur étant entré le soir fort tard aux Tuileries, son premier lever, le lendemain, fut, comme on suppose, des plus nombreux. Quand la porte s'ouvrit, à son apparition devant nous, il me serait difficile de rendre le vague de mes idées et la nature de mes sensations. Il apparaissait là comme de coutume, comme s'il n'y avait pas eu d'intervalle ; il me semblait le même que si je l'avais vu la veille : la même figure, le même costume, la même attitude, les mêmes manières. Je me sentais vivement remué, et je crois que chacun partageait les mêmes sensations. Toutefois, à sa vue, le sentiment l'emportant sur le respect, on se précipita vers lui ; lui-même se montrait visiblement ému, et il embrassa plusieurs des plus distingués. Puis commença, comme de coutume, sa tournée ordinaire ; sa voix était douce, sa figure satisfaite, ses manières affectueuses, il parlait successivement avec bienveillance à chacun. « Ah ! monsieur le major général de l'armée blanche, » dit-il à deux pas de moi à quelqu'un avec un mélange visible de plaisanterie et d'affection. Plusieurs des assistants n'étaient pas sans quelque embarras par les divers grands événements qui s'étaient passés ; pour Napoléon, il semblait n'en vouloir connaître aucun : il n'oubliait pas qu'il avait dégagé chacun à Fontainebleau.

Les traits suivants prouvent la justesse de son raisonnement et le sang-froid de ses actes ; ils démontrent surtout que, bien qu'au sommet du pouvoir, sa modération et son équité ne fléchissaient point devant ce qui lui était le plus directement personnel, et sur le sujet le plus délicat et le plus sensible.

– Lorsque, compromis dans l'affaire de Georges et Pichegru, Moreau se trouva arrêté, un des aides de camp du Premier Consul, qui l'avait été aussi peut-être de Moreau, ou du moins avait servi sous ses ordres, n'hésita pas à l'aller visiter avec un intérêt marqué. « Cela peut être bien, dit Napoléon en l'apprenant ; je ne saurais précisément blâmer un tel acte ; mais je dois chercher un autre aide de camp. Ce poste est tout de confiance et d'un entier dévouement ; il ne saurait admettre de partage dans une affaire aussi personnelle que celle-ci. » Et il donna un régiment à cet aide de camp, le colonel Lacuée.

Voici qui fait voir que Napoléon n'était pas disposé à sévir trop promptement contre une certaine indépendance même déraisonnable.

Je tiens de M. de Montalivet, alors ministre de l'intérieur, que, demeuré seul avec l'Empereur après un conseil des ministres, il lui dit : « Sire, ce n'est pas sans un grand embarras que j'ose entretenir Votre Majesté d'une circonstance vraiment ridicule ; mais un préfet, jeune auditeur, s'obstine ouvertement à me refuser un titre que l'usage a consacré pour tous vos ministres. Des subalternes de mes bureaux s'étant aperçus qu'il ne me donnait jamais le monseigneur, et croyant y voir de l'affectation, ont eu la gaucherie de le lui réclamer en mon nom ; à quoi il a répondu péremptoirement qu'il n'en ferait rien. Je suis tout honteux qu'on ait élevé cette difficulté ; mais pourtant la chose en est venue à un point qui ne permet pas de reculer. » Une telle obstination parut d'abord incroyable à l'Empereur ; il ne revenait pas, disait-il, d'une pareille folie dans le jeune préfet. Cependant, après quelques instants de méditation, il répondit à M. de Montalivet en riant : « Mais c'est qu'après tout une telle obligation n'est pas dans le Code, et ce jeune homme est peut-être un bon fruit qui n'est pas mûr. Toutefois un tel scandale ne doit pas se prolonger, et il faut en finir : faites-moi venir son père ; je suis sûr que le jeune homme ne résistera pas à un ordre de sa part. » Tournure remarquable de la plus délicate morale.

– Le 20 mars au soir, l'Empereur à peine entré dans ses appartements aux Tuileries, le capitaine des dragons G. D... se présente à lui : il était porteur de la capitulation de Vincennes, qui venait d'être obtenue par une rare audace et une grande adresse. Napoléon sourit d'abord aux détails qu'il se fait raconter ; puis, frappé du ton d'exaltation et des expressions enflammées du narrateur, se rappelant tout à coup le gouverneur Puyvert, à qui Vincennes a déjà été funeste, il s'écrie brusquement : « Mais, Monsieur, vous ne me parlez pas du gouverneur ; qu'en a-t-on fait ? – Sire, reprend l'officier avec plus de calme, on lui a délivré un passeport, on l'a fait escorter, il est hors de Paris. » Napoléon, faisant alors deux pas, saisit la main de l'officier avec une expression qui trahit toute l'anxiété qu'il venait d'éprouver : « Je suis content, Monsieur, lui dit-il avec chaleur, c'est bien, très bien, parfaitement bien ! »

– On trouve que Napoléon a donné soixante batailles, César n'en avait livré que cinquante.

– On se demandait un jour, devant Napoléon, comment il arrivait que des malheurs encore incertains frappaient parfois beaucoup plus que les malheurs déjà arrivés ? « C'est, repartit-il, que dans l'imagination comme dans le calcul, la force de l'inconnu est incommensurable. »

– « Allez, Monsieur, courez, disait d'ordinaire l'Empereur après avoir donné une mission importante ou tracé la marche d'un grand travail, et n'oubliez pas que le monde a été fait en six jours. »

Dans une occasion de ce genre, il terminait vis-à-vis de quelqu'un, disant : « Demandez-moi tout ce que vous voudrez, hormis du temps : c'est la seule chose hors de mon pouvoir. »

Une autre fois, ayant donné un travail fort pressé, qu'il attendait dans la journée même, on ne le lui apporta que le lendemain très tard ; l'Empereur s'en montrait mécontent ; et comme la personne, pour se justifier, l'assurait qu'elle avait travaillé tout le jour : « Mais, Monsieur, n'aviez-vous pas encore toute la nuit ? » lui repartit Napoléon.

– L'Empereur, s'occupant soigneusement de la commodité et des embellissements des marchés de la capitale, avait coutume de dire : « *La halle est le Louvre du peuple.* »

– L'égalité des droits, c'est-à-dire cette même faculté pour chacun d'aspirer, de prétendre et d'obtenir, était un des grands traits du caractère de Napoléon, inné en lui, tout à fait dans sa propre nature. « Je n'ai pas toujours régné, disait-il ; avant d'avoir été souverain, je me souviens d'avoir été sujet ; et je n'ai pas oublié tout ce que ce sentiment de l'égalité a de fort sur l'imagination, et de vif dans le cœur. » Il en disait de même de la liberté.

Donnant un jour un projet à rédiger à un de ses conseillers d'État, il lui disait : « Surtout n'y gênez pas la liberté, et bien moins encore l'égalité ; car, pour la liberté, à toute rigueur, serait-il possible de la froisser, les circonstances le veulent, et nous excuseront ; mais, pour l'égalité, à aucun prix. Dieu m'en garde ! Elle est la passion du siècle, et je suis, je veux demeurer l'enfant du siècle ! »

– Le mérite était *un* à ses yeux, et récompensé de même ; aussi voyait-on les mêmes titres, les mêmes décorations atteindre également l'ecclésiastique, le militaire, l'artiste, le savant, l'homme de lettres ; et il est vrai de dire que jamais nulle part, chez aucun peuple, à aucune époque, le mérite ne fut plus honoré, ni le talent plus magnifiquement récompensé. Ses intentions là-dessus étaient sans bornes. J'ai déjà rapporté qu'il dit un jour : « Si Corneille vivait, je le ferais prince. »

– L'Empereur disait un jour à Sainte-Hélène : « Je crois que la nature m'avait calculé pour les grands revers ; ils m'ont trouvé une âme de marbre, la foudre n'a pu mordre dessus, elle a dû glisser. »

– Une autre fois, à l'occasion d'une nouvelle vexation, il échappa à l'un de ceux qui étaient auprès de Napoléon de s'écrier : « Ah ! Sire, voilà bien de quoi vous faire haïr les Anglais encore davantage. » Sur quoi Napoléon, haussant les épaules, lui répondit moitié gaieté, moitié commisération : « Homme à préjugé, esprit commun et vulgaire, demandez-moi plutôt, et tout au plus, si je haïrais davantage tel ou tel Anglais. Mais, puisque nous y sommes, sachez qu'un homme, véritablement homme, ne hait point ; sa colère et sa mauvaise humeur ne vont point au-delà de la minute, le coup électrique... L'homme fait pour les affaires et l'autorité ne voit point les personnes ; il ne voit que les choses, leur poids et leur conséquence. »

– Dans une certaine circonstance, il disait qu'il ne doutait nullement que sa mémoire ne gagnât beaucoup à mesure qu'elle avancerait dans la

postérité ; les historiens se croiraient obligés de le venger de tant d'injustices contemporaines. Les excès entraînent toujours leurs réactions ; d'ailleurs, à une grande distance, on le verrait sous un jour plus favorable, il paraîtrait débarrassé de mille encombrements ; on le jugerait dans les grandes vues, et non dans les petits détails : on planerait sur les grandes harmonies ; les irrégularités locales demeureraient inaperçues : surtout on ne l'opposerait plus à lui-même, mais à ce qu'on aurait alors sous la main, etc. ; et il concluait que dès aujourd'hui, comme dans ces temps-là, il pourrait se présenter avec fierté devant le tribunal le plus sévère, et lui soumettre tous ses actes privés, il s'y montrerait vierge de crime.

– L'Empereur me disait un jour qu'il concevait dans sa tête et se proposait d'entreprendre *son Histoire diplomatique*, ou l'ensemble de ses négociations, à partir de Campo-Formio jusqu'à son abdication. S'il a accompli sa pensée, quel trésor historique !

L'Empereur, parlant d'éloquence militaire, disait : « Quand, au fort de la bataille, parcourant la ligne, je m'écriais : *Soldats, déployez vos drapeaux, le moment est venu !* il eût fallu voir nos Français, ils trépignaient de joie ; je les voyais se centupler ; rien alors ne me semblait impossible. »

On connaît une foule d'allocutions militaires de Napoléon. En voici une que je tiens de celui-là même qui l'a recueillie sur le terrain. Passant en revue le second régiment de chasseurs à cheval, à Lobenstein, deux jours avant la bataille d'Iéna, il demande au colonel : « Combien d'hommes présents ? – Cinq cents, répond le colonel ; mais parmi eux beaucoup de jeunes gens. – Qu'importe, lui dit l'Empereur d'un air qui marquait sa surprise d'une pareille observation ; ne sont-ils pas tous Français ?... » Puis, se tournant vers le régiment, il ajouta : « Jeunes gens, il ne faut pas craindre la mort ; quand on ne la craint pas, on la fait rentrer dans les rangs ennemis. » Et le mouvement de son bras exprimait vivement l'action dont il parlait. À ces mots, on entendit comme un frémissement d'armes et de chevaux, et un soudain murmure d'enthousiasme, précurseur de la victoire mémorable qui, quarante-huit heures après, renversa la colonne de Rosbach.

– À la bataille de Lutzen, la plus grande partie de l'armée se trouvait composée de conscrits qui n'avaient jamais combattu. On raconte que l'Empereur, au plus fort de l'action, parcourait en arrière le troisième rang de l'infanterie, le soutenant parfois de son cheval en travers, et criant à ces

jeunes soldats : « Ce n'est rien, mes enfants ; tenez ferme ; la patrie vous regarde, sachez mourir pour elle ! »

– Napoléon avait une estime toute particulière pour la nation allemande. « J'ai pu lui imposer bien des millions, disait-il, c'était nécessaire ; mais je me serais bien donné de garde de l'insulter par du mépris. Je l'estimais. Que les Allemands me haïssent, cela est assez simple : on me força dix ans de me battre sur leurs cadavres ; ils n'ont pu connaître mes vraies dispositions, me tenir compte de mes arrière-pensées ; et elles étaient grandes pour eux. »

– L'Empereur disait un jour, en parlant d'une de ses déterminations : Je n'en voulais rien faire, je me laissai toucher, je cédai ; j'eus tort : le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête. »

– L'Empereur faisait remarquer que nos facultés physiques s'aiguisent par nos périls ou nos besoins. « Ainsi, disait-il, le Bédouin du désert a la vite perçante du lynx, et le sauvage des forêts a l'odorat des bêtes. »

– On citait quelqu'un qui, distingué par ses conceptions et ses faits, laissait pourtant paraître parfois des lacunes choquantes dans ses manières et ses expressions. L'Empereur expliquait cette désharmonie en disant : « Vous verrez qu'il pêche par *l'éducation de la peau* ; ses langes auront été trop communs, trop sales. »

– L'Empereur, parlant du danger qu'il avait couru aux Cinq-Cents lors de brumaire, l'attribuait militairement au seul local de l'Orangerie, où il avait été obligé d'entrer par une des extrémités, pour en parcourir la longueur. « Le malheur fut, disait-il, que je ne pus me présenter de front ; je fus contraint de prêter le flanc. »

– On parlait de quelqu'un qui semblait croire pouvoir imposer par un ton et des expressions approchant parfois de la menace. « C'est ridicule aujourd'hui, disait l'Empereur ; personne n'a peur à présent ; un enfant n'a plus peur : et voilà le petit Emmanuel, montrant mon fils, prêt à tirer un coup de pistolet, j'en suis sûr, avec quiconque pourrait le désirer. » Ces paroles de Napoléon influeront peut-être sur le reste de sa vie.

– Napoléon, au retour de la campagne de Russie, se montrait si frappé de la force d'âme qu'il disait avoir été déployée par Ney, qu'il le nomma prince de la Moscowa, et qu'il répéta alors à plusieurs reprises : « J'ai 200.000.000 dans mes caves ; je les donnerais pour Ney. »

– L'Empereur, appuyant sur l'infailibilité, en dernière analyse, du triomphe des idées modernes, disait : « Comment ne l'emporteraient-elles pas ? Observez bien le train des choses : même en opprimant, aujourd'hui on se pervertit selon eux ! Car voyez le style, les concessions, l'allure forcée des oppresseurs. »

– Dans une certaine circonstance où on appuyait sur ce qu'il n'aimait pas à se faire valoir : « C'est, répondait l'Empereur, que la moralité, la bonté, chez moi, ne sont point dans ma bouche, elles se trouvent dans mes nerfs. Ma main de fer n'était pas au bout de mon bras, elle tenait immédiatement à ma tête : la nature ne me l'a pas donnée, le calcul seul la faisait mouvoir. »

– Napoléon, dans un moment de dépit contre la malveillance et les murmures de Paris, demandait, après tout ce qu'il avait accompli, ce qu'on attendait donc de lui ! « Sire, se permit-on de lui répondre, on voudrait que Votre Majesté arrêtât son cheval. – Arrêter mon cheval ! c'est bientôt dit... Il est vrai que j'ai les bras assez forts pour arrêter d'un coup de bride tous les chevaux du continent ; mais je n'ai pas de brides pour arrêter les voiles anglaises, et c'est là que gît tout le mal ; comment n'a-t-on pas l'esprit de le sentir ? »

– Reprochant un jour à quelqu'un de ne pas se corriger des vices qu'il convenait connaître : « Monsieur, lui disait-il, quand on connaît son mal moral, il faut savoir soigner son âme comme on soigne son bras ou sa jambe. »

– L'Empereur, parlant de la noblesse qu'il avait créée, se récriait sur ce qu'on l'eut si peu compris : c'était pourtant, disait-il, une de ses plus grandes idées, des plus complètes, des plus heureuses. Il avait pour but trois objets de la première importance, et tous les trois auraient été atteints, savoir : réconcilier la France avec l'Europe, et rétablir l'harmonie avec elle, en semblant adopter ses mœurs ; réconcilier par la même voie, amalgamer entièrement la France nouvelle avec la France ancienne ; enfin faire disparaître tout à fait la noblesse féodale, la seule offensante, la seule oppressive, la seule contre nature. « Par ma création, disait l'Empereur, je venais à bout de substituer des choses positives et méritoires à des préjugés antiques et détestés. Mes titres nationaux rétablissaient précisément cette égalité que la noblesse féodale avait proscrite. Tous les genres de mérite y parvenaient : aux parchemins je substituais les belles actions, et aux intérêts

privés les intérêts de la patrie. Ce n'était plus dans une obscurité imaginaire, dans la nuit des temps, qu'on eût été placé son orgueil, mais bien dans les plus belles pages de notre histoire. Enfin je faisais disparaître la prétention choquante du sang ; idée absurde, en ce qu'il n'existe réellement qu'une seule espèce d'hommes, puisqu'on n'en a pas vu naître les uns avec les bottes aux jambes, et d'autres avec un bât sur le dos.

« Toute la noblesse de l'Europe, et qui la gouverne de fait, y fut prise : elle, applaudit unanimement à une institution qui, dans ses idées, se présentant comme nouvelle, relevait sa prééminence ; et pourtant cette nouveauté allait la saper dans ses fondements, et l'eût infailliblement détruite. Pourquoi a-t-il fallu que l'opinion que je faisais triompher eût la gaucherie de servir précisément ses ennemis ? Mais j'ai eu ce malheur plus d'une fois. »

Sur les difficultés de l'histoire – Georges, Pichegru, Moreau, le duc d'Enghien.

Mercredi 20.

Je vais revenir sur un point historique que j'ai promis depuis longtemps, et qui eût dû avoir sa place fort antérieurement : je veux dire la conspiration de Georges et Pichegru et le jugement du duc d'Enghien. On va connaître tout à l'heure la véritable cause de cette transposition et d'un aussi long retard.

« Il y avait quelque temps, disait l'Empereur, que la guerre avait recommencé avec l'Angleterre ; tout à coup nos rivages, les grandes routes, la capitale se trouvèrent inondés d'agents des Bourbons. On en saisit un grand nombre, mais on ne pouvait encore pénétrer leurs motifs. Ils étaient de tous rangs, de toutes couleurs. Toutes les passions se réveillèrent ; la rumeur devint extrême ; l'opinion publique s'accumulait en véritable orage ; la crise devenait des plus sombres ; la police était aux abois et ne pouvait rien obtenir. Ce fut ma sagacité qui me sauva, remarquait Napoléon. Me relevant dans la nuit, ainsi que cela m'était fort ordinaire, pour travailler, *le hasard, qui gouverne le monde* me fait jeter les yeux sur un des derniers rapports de la police, contenant les noms de ceux qu'on avait déjà arrêtés pour cette affaire, dont on ne tenait encore aucun fil. J'y aperçus un

chirurgien des armées ; je ne doutai pas qu'un tel homme ne fût plutôt un intrigant qu'un fanatique dévoué. Je fis diriger aussitôt sur lui tous les moyens propres à obtenir un prompt aveu ; une commission militaire fut à l'instant saisie de son affaire ; au jour il était jugé, et menacé de l'exécution s'il ne parlait. Une demi-heure après, il avait découvert jusqu'aux plus petits détails. Alors on connut toute la nature et l'étendue du complot ourdi à Londres, et bientôt après on sut les intrigues de *Moreau*, la présence de *Pichegru* à Paris, etc. »

Je passe tous les détails de cette affaire, on peut les voir dans les lettres écrites du Cap, en réfutation de celles du docteur Warden, et dans l'ouvrage de M. O'Méara. Les miens seraient précisément les mêmes que ces derniers ; ils viennent tous de la même source.

Quant à l'inculpation relative, à la mort de *Pichegru*, qu'on disait avoir été étranglé par les ordres du Premier Consul, Napoléon disait qu'il serait honteux de chercher à s'en défendre, que c'était par trop absurde. « Que pouvais-je y gagner ? faisait-il observer. Un homme de mon caractère n'agit pas sans grands motifs. M'a-t-on jamais vu verser le sang par caprice ? Quelques efforts qu'on ait faits pour noircir ma vie et dénaturer mon caractère, ceux qui me connaissent savent que mon organisation est étrangère au crime ; il n'est point dans toute mon administration un acte privé dont je ne pusse parler devant un tribunal, je ne dis pas sans embarras, mais même avec quelque avantage. Tout bonnement, c'est que *Pichegru* se vit dans une situation sans ressource ; son âme forte ne put envisager l'infamie du supplice, il désespéra de ma clémence ou la dédaigna, et il se donna la mort. Si j'eusse été porté au crime, continuait-il, ce n'est pas sur *Pichegru*, qui ne pouvait rien, que j'eusse dû frapper, mais bien sur *Moreau*, qui, en cet instant, me mettait dans le plus grand péril. Si, par malheur, ce dernier se fût aussi donné la mort dans sa prison, il aurait rendu ma justification bien autrement difficile, par les grands avantages que j'eusse trouvés à m'en défaire. Vous autres, au-dehors, et les royalistes forcenés au-dedans, vous n'avez jamais connu l'esprit de la France. *Pichegru*, une fois démasqué comme traître à la nation, n'avait plus l'intérêt de personne ; bien plus, ses seuls rapports avec *Moreau* suffirent pour perdre celui-ci : une foule de ses partisans l'abandonnèrent ; tant, dans la lutte des partis, la masse s'occupait bien plus de la patrie que des individus. Je jugeai si bien

dans cette affaire que quand Réal vint me proposer d'arrêter Moreau, je m'y opposai sans hésiter. Moreau est un homme trop important, lui dis-je ; il m'est trop directement opposé, j'ai un trop grand intérêt à m'en défaire pour m'exposer ainsi aux conjectures de l'opinion. — Mais si Moreau pourtant conspire avec Pichegru ? continuait Réal. — C'est alors bien différent : produisez-en la preuve, montrez-moi que Pichegru est ici, et je signe aussitôt l'arrestation de Moreau. Réal avait des avis indirects de la venue de Pichegru ; mais il n'avait pu joindre encore ses traces. Courez chez son frère, lui dis-je : s'il a déserté sa demeure, c'est déjà un fort indice que Pichegru est sur les lieux ; si son frère se trouve encore dans son logement, assurez-vous de sa personne : sa surprise vous fera bientôt connaître la vérité. C'était un ancien religieux, vivant à Paris dans un quatrième étage. Dès qu'il se vit saisi, sans attendre aucune question, il demanda quelle pouvait être sa faute ; si on lui faisait un crime d'avoir reçu malgré lui la visite de son frère. Il avait été le premier, disait-il, à lui peindre son péril et à lui conseiller de s'en retourner. C'en fut assez, l'arrestation de Moreau fut ordonnée et accomplie. Il sembla d'abord s'en inquiéter peu ; mais arrivé à la prison, quand il sut que c'était pour avoir conspiré contre l'État, de concert avec Georges et Pichegru, il fut fort déconcerté, son trouble fut extrême. Quant à la multitude du parti, continuait Napoléon, le nom de Pichegru sembla pour elle un triomphe ; ils s'écriaient de toutes parts que Pichegru était à Londres, que sous peu de jours on aurait prouvé l'alibi, soit qu'ils ne sussent pas en effet qu'il fût dans Paris, ou qu'ils crussent qu'il lui serait aisé de s'en échapper. »

Depuis longtemps le Premier Consul avait rompu avec Moreau. Celui-ci était entièrement gouverné par sa femme. « Malheur toujours funeste, disait l'Empereur, parce qu'on n'est alors ni soi ni sa femme ; qu'on n'est plus rien. » Moreau se montrait tantôt bien, tantôt mal pour le Premier Consul ; tantôt obséquieux, tantôt caustique. Le Premier Consul, qui eût désiré se rattacher, se vit obligé de s'en éloigner tout à fait. « Moreau finira, avait-il dit, par venir se casser la figure sur les colonnes du palais. » Et il n'y était que trop poussé par les inconséquences ridicules et les prétentions de sa femme et de sa belle-mère. Celle-ci allait jusqu'à vouloir disputer le pas à la femme du Premier Consul. Le ministre des relations extérieures avait été

obligé une fois, disait Napoléon, d'employer la force pour l'arrêter dans une fête ministérielle.

Moreau arrêté, le Premier Consul lui fit savoir qu'il lui suffisait d'avouer qu'il avait vu Pichegru, pour que toute procédure à son égard fût finie. Moreau répondit par une lettre fort haute ; mais depuis, quand Pichegru fut lui-même arrêté, que l'affaire prit une tournure sérieuse, alors Moreau écrivit au Premier Consul une lettre très soumise, mais il n'était plus temps.

Moreau avait, en effet, conféré avec Pichegru et Georges ; il avait répondu à leurs propositions : « Dans l'état présent des choses, je ne pourrais rien pour vous autres, je n'oserais pas vous répondre même de mes aides de camp ; mais *défaites-vous* du Premier Consul, j'ai des partisans dans le Sénat, je serai nommé immédiatement à sa place. Vous, Pichegru, vous serez examiné sur ce qu'on vous reproche d'avoir trahi la cause nationale ; ne vous le dissimulez pas, un jugement vous est nécessaire ; mais je réponds du résultat : dès lors vous serez second consul ; nous choisirons le troisième à notre gré, et nous marcherons tous de concert et sans obstacle. » Georges présent, que Moreau n'avait jamais connu, réclama vivement cette troisième place. « Cela ne se peut, lui dit Moreau ; vous ne vous doutez pas de l'esprit de la France, vous avez toujours été blanc, vous voyez que Pichegru aura à se laver d'avoir voulu l'être. – Je vous entends, dit Georges en colère, quel jeu est ceci, et pour qui me prenez-vous ? Vous travaillez donc pour vous autres seuls, et nullement pour le roi ? S'il devait en être ainsi, bleu pour bleu, j'aimerais mieux encore celui qui s'y trouve. » Et ils se séparèrent fort mécontents, Moreau priant Pichegru de ne plus lui amener ce brutal, ce taureau dépourvu de bon sens et de toute connaissance.

« Lors du jugement, disait Napoléon, la fermeté des complices, le point d'honneur dont ils ennoblirent leur cause, la dénégation absolue recommandée par l'avocat, sauvèrent Moreau. Interpellé si les conférences, les entrevues qu'on lui reprochait étaient vraies, il répondit non. Mais le vainqueur d'Hohenlinden n'était pas habitué au mensonge, une rougeur soudaine parcourut tous les traits de sa figure. Aucun des spectateurs ne fut dupe. Toutefois il fut absous, et la plupart des complices, condamnés à mort.

« Je fis grâce à beaucoup ; tous ceux dont les femmes ou de vives intercessions purent pénétrer jusqu'à moi obtinrent la vie. Les Polignac, M.

de Rivière et d'autres auraient infailliblement péri sans des circonstances heureuses. Il en fut de même de gens moins connus, d'un nommé Borel, d'Ingand-de-Saint-Maur, de Rochelle, etc., etc., qui eurent le même bonheur.

« Il est vrai, remarquait-il, qu'ils reconnurent peu, par la suite, une telle faveur, et que, s'ils méritaient qu'on daignât suivre leurs actions, elles ne seraient pas propres à encourager la clémence. L'un d'eux (M. de Rivière) qui, dans cette occasion devait la vie principalement aux instances de Murat, est précisément celui qui a mis sa tête à prix en Provence en 1815. S'il a pensé que la fidélité devait l'emporter sur la reconnaissance, le sacrifice, du moins, aura dû lui être bien pénible. Un autre est celui qui a le plus propagé l'imputation aussi ridicule que celle sur Pichegru était absurde, de l'assassinat du lieutenant anglais Wright, etc. ^[4].

Et au milieu de toutes les affaires de Georges, Pichegru et Moreau, arriva, disait l'Empereur, celle du duc d'Enghien, qui vint les compliquer d'une étrange manière, » Et il est entré alors dans les détails de celle-ci. Or, c'est cette dernière circonstance qui m'a porté, dans le temps, à déplacer et à renvoyer jusqu'à aujourd'hui la totalité de l'article que je donne en ce moment, tant je répugnais à aborder un sujet aussi affligeant en lui-même ; et si douloureux pour un grand nombre de mes connaissances, qui avaient eu des relations directes avec le prince et lui étaient personnellement attachées. Je redoutais surtout le malheur de réveiller de trop légitimes douleurs dans une haute personne (le duc de Bourbon) qui m'honora jadis de quelques bontés, dont le souvenir m'est toujours demeuré précieux. Voilà mes motifs : on les comprendra, on les approuvera. Mais enfin j'arrive au terme de mon recueil, et mon devoir de narrateur fidèle me commande impérieusement de toucher ce triste sujet ; autrement, on pourrait donner peut-être à mon silence absolu une interprétation qui ne serait pas ma pensée. Toutefois, et par les motifs déjà exprimés, je m'interdirai tous les détails que l'on connaît déjà, et qu'on a pu lire dans les ouvrages cités plus haut (les *Lettres du Cap* et l'ouvrage de M. O'Méara) ; mon récit serait au fond le même, car toutes ces relations sortent également de la bouche de Napoléon. Je ne me permettrai que quelques-unes des particularités qui sont demeurées étrangères à ces écrits, celles seulement qui tiennent de trop près

aux nuances caractéristiques de Napoléon, pour que je ne me croie pas forcé de les mentionner.

Cet événement avait dans le temps frappé mon esprit, ainsi que toute la masse de Paris : peut-être l'avais-je ressenti plus vivement encore, pour mon propre compte, à cause des principes de mon enfance, des habitudes, des relations de ma jeunesse, de la ligne de mes opinions politiques, car alors j'étais loin encore de m'être rallié ; cette première impression m'était toujours demeuré dans toute sa force, et mes idées sur ce point étaient telles que je n'eusse certainement pas osé prononcer le nom du prince devant l'Empereur, tant il m'eût semblé qu'il devait emporter avec soi l'idée du reproche. C'est au point que la première fois que je le lui entendis prononcer à lui-même, j'en devins rouge d'embarras. Heureusement je marchais à sa suite dans un sentier étroit ; autrement il n'eût pu manquer de s'en apercevoir. Néanmoins, en dépit de toutes ces dispositions de ma part, lorsque pour la première fois, l'Empereur développa l'ensemble de cet événement, ses détails, ses accessoires, lorsqu'il exposa ses divers motifs avec sa logique serrée, lumineuse, entraînante, je dois confesser que l'affaire me semblait prendre à mesure une face nouvelle ! Quand il eut fini de parler, je demeurais surpris, absorbé ; je réfléchissais en silence sur mes idées antérieures, je m'en voulais d'avoir peu ou point à répondre en ce moment, et il me fallut convenir avec moi-même que je me trouvais, en effet, bien plus fort en sentiments qu'en arguments, en objections solides.

L'Empereur traitait souvent ce sujet, ce qui m'a servi à remarquer dans sa personne des nuances caractéristiques des plus prononcées. J'ai pu voir, à cette occasion, très distinctement en lui, et maintes fois, l'homme privé se débattant avec l'homme public ; et les sentiments naturels de son cœur aux prises avec ceux de sa fierté et de la dignité de sa position. Dans l'abandon de l'intimité, il ne se montrait pas indifférent au sort du malheureux prince ; mais sitôt qu'il s'agissait du public, c'était toute autre chose. Un jour, après avoir parlé avec moi de la jeunesse et du sort de l'infortuné, il termina disant : « Et j'ai appris depuis, mon cher, qu'il m'était favorable : on m'a assuré qu'il ne parlait pas de moi sans quelque admiration ; et voilà pourtant la justice distributive d'ici-bas !... » Et ces dernières paroles furent dites avec une telle expression, tous les traits de la figure se montraient en telle harmonie avec elle, que si celui que Napoléon plaignait eût été en ce

moment en son pouvoir, je suis bien sûr que, quels qu'eussent été ses intentions ou ses actes, il eût été pardonné avec ardeur. C'est un sentiment du moment, une situation inopinée, sans doute, que je surprenais là ; et je ne pense pas qu'ils aient été saisis par beaucoup ; Napoléon n'en devait pas être prodigue ; ce point délicat touchait de trop près à sa fierté et à la trempe spéciale de son âme ; aussi variait-il tout à fait ses raisonnements et ses expressions à cet égard, et cela à mesure que le cercle s'élargissait autour de lui. On vient de voir ce qu'il témoignait dans l'épanchement du tête-à-tête ; quand nous étions rassemblés entre nous, c'était déjà autre chose : cette affaire avait pu laisser en lui des regrets, disait-il, mais non créer des remords, pas même des scrupules. Y avait-il des étrangers, le prince avait mérité son sort.

L'Empereur avait coutume de considérer cette affaire sous deux rapports très distincts : celui du droit commun ou de la justice établie, et celui du droit naturel ou des écarts de la violence. Avec nous il raisonnait volontiers et d'ordinaire d'après le droit commun, et l'on eût dit que c'était à cause de la familiarité existante ou de sa supériorité sur nous qu'il daignait y descendre, concluant habituellement, par son adage accoutumé : qu'on pourrait lui reprocher peut-être d'avoir été sévère, mais qu'on ne saurait l'accuser d'aucune violation de justice, parce que, bien qu'en eussent répandu la malveillance et la mauvaise foi, la calomnie et le mensonge, toutes les formes avaient été régulièrement et strictement observées.

Mais, avec les étrangers, l'Empereur s'attachait presque exclusivement au droit naturel et à la haute politique. On voyait qu'il eût souffert de s'abaisser avec eux à trop faire valoir les droits de la justice ordinaire ; c'eût été paraître se justifier : « Si je n'avais pas eu pour moi, contre les torts du coupable, les lois du pays, leur disait-il, au défaut de condamnation légale, il me serait resté les droits de la loi naturelle, ceux de la légitime défense. Lui et les siens n'avaient d'autre but journalier que de m'ôter la vie ; j'étais assailli de toutes parts et à chaque instant : c'étaient des fusils à vent, des machines infernales, des complots, des embûches de toute espèce. Je m'en lassai ; je saisis l'occasion de leur renvoyer la terreur jusque dans Londres, et cela me réussit. À compter de ce jour, les conspirations cessèrent. Et qui pourrait y trouver à redire ? Quoi ! journellement, à cent cinquante lieues de distance, on me portera des coups à mort ; aucune puissance, aucun tribunal

sur la terre ne sauraient m'en faire justice, et je ne rentrerais pas dans le droit naturel de rendre guerre pour guerre ! Quel est l'homme de sang-froid, de tant soit peu de jugement et de justice qui oserait me condamner ? De quel côté ne jetterait-il pas le blâme, l'odieux, le crime ? Le sang appelle le sang ; c'est la réaction naturelle, inévitable, infaillible ; malheur à qui la provoque !... Quand on s'obstine à susciter des troubles civils et des commotions politiques, on s'expose à en tomber victime. Il faudrait être niais ou forcené pour croire et imaginer, après tout, qu'une famille aurait l'étrange privilège d'attaquer journellement mon existence, sans me donner le droit de le lui rendre, elle ne saurait raisonnablement prétendre être au-dessus des lois pour détruire autrui et se réclamer d'elles pour sa propre conservation : les chances doivent être égales.

« Je n'avais personnellement jamais rien fait à aucun d'eux ; une grande nation m'avait placé à sa tête : la presque totalité de l'Europe avait accédé à ce choix ; mon sang, après tout, n'était pas de bouc ; il était temps de le mettre à l'égal du leur. Qu'eût-ce donc été si j'avais étendu plus loin mes représailles ! Je le pouvais : j'eus plus d'une fois l'offre de leurs destinées ; on m'a fait proposer leurs têtes, depuis le premier jusqu'au dernier ; je l'ai repoussé avec horreur. Ce n'est pas que je le crusse injuste dans la position où ils me réduisaient ; mais je me trouvais si puissant, je me croyais si peu en danger, que je l'eusse regardé comme une basse et gratuite lâcheté. Ma grande maxime a toujours été qu'en guerre comme en politique, tout mal, fût-il dans les règles, n'est excusable qu'autant qu'il est absolument nécessaire : tout ce qui est au-delà est crime.

« On aurait eu mauvaise grâce à se rejeter sur le droit des gens, quand on le violait si manifestement soi-même. La violation du territoire de Bade, sur laquelle on s'est tant récrié, demeure étrangère au fond de la question. L'inviolabilité du territoire n'a pas été imaginée dans l'intérêt des coupables, mais seulement dans celui de l'indépendance des peuples et de la dignité du prince. C'était donc au souverain de Bade seul à se plaindre, et il ne le fit pas ; qu'il ne cédât qu'à la violence et à son infériorité politique, nul doute ; mais encore que faisait tout cela au mérite intrinsèque des machinations et des attentats dont j'avais à me plaindre et, dont je pouvais, en tout droit, me venger ? » Et il concluait alors que les véritables auteurs, les seuls vrais et grands responsables de cette sanglante catastrophe, étaient,

au dehors, précisément les auteurs, les fauteurs, les excitateurs des assassinats tramés contre le Premier Consul. « Car, disait-il, ou ils y avaient fait tremper le malheureux prince, et par là ils avaient prononcé son sort ; ou, en ne lui en donnant pas connaissance, ils l'avaient laissé dormir imprudemment sur le bord du précipice, à deux pas de la frontière, quand on allait frapper un si grand coup au nom et dans les intérêts de sa famille. »

Avec nous et dans l'intimité, l'Empereur disait que la faute, au-dedans, pourrait en être attribuée à un excès de zèle autour de lui ou à des vues privées, ou enfin à des intrigues mystérieuses. Il y avait été, disait-il, poussé inopinément ; on avait pour ainsi dire surpris ses idées ; on avait précipité ses mesures, enchaîné ses résultats. « J'étais seul un jour, racontait-il ; je me vois encore à demi assis sur la table où j'avais dîné, achevant de prendre mon café ; on accourt (*M. de Talleyrand*) m'apprendre une trame nouvelle ; on me démontre avec chaleur qu'il est temps de mettre un terme à de si horribles attentats ; qu'il est temps enfin de donner une leçon à ceux qui se sont fait une habitude journalière de conspirer contre ma vie ; qu'on n'en finira qu'en se lavant dans le sang de l'un d'entre eux, que le duc d'Enghien devait être cette victime, puisqu'il pouvait être pris sur le fait, faisant partie de la conspiration actuelle ; qu'il avait paru à Strasbourg ; qu'on croyait même qu'il était venu jusqu'à Paris qu'il devait pénétrer par l'est au moment de l'explosion, tandis que le duc de Berry débarquerait par l'ouest. Or, nous disait l'Empereur, je ne savais pas même précisément qui était le duc d'Enghien ; la révolution m'avait pris bien jeune ; je n'allais point à la cour, j'ignorais où il se trouvait. On me satisfait sur tous ces points. Mais s'il en est ainsi, m'écriai-je, il faut s'en saisir et donner des ordres en conséquence. Tout avait été prévu d'avance ; les pièces se trouvèrent toutes prêtes, il n'y eut qu'à signer ; et le sort du prince se trouva décidé. Il était depuis quelque temps à trois lieues du Rhin, dans les États de Bade. Si j'eusse connu plus tôt ce voisinage et son importance, je ne l'eusse pas souffert, et cet ombrage de ma part, par l'évènement, lui eût sauvé la vie.

« Quant aux diverses oppositions que je rencontrai, aux nombreuses sollicitations qui me furent faites, a-t-on répandu dans le temps, rien de plus faux ; on ne les a imaginées que pour me rendre plus odieux. Il en est de même des motifs si variés qu'on m'a prêtés : ces motifs ont pu exister peut-être dans l'esprit et pour les vues particulières des acteurs subalternes qui y

concoururent ; de ma part il n'y a eu que la nature du fait en lui-même et l'énergie de mon naturel. Assurément, si j'eusse été instruit à temps de certaines particularités concernant les opinions et le naturel du prince, si surtout j'avais vu la lettre qu'il m'écrivit et qu'on (*M. de Talleyrand*) ne me remit, Dieu sait par quel motif, qu'après qu'il n'était plus, bien certainement j'eusse pardonné. » Et il nous était aisé de voir que le cœur et la nature seuls dictaient ces paroles de l'Empereur et seulement pour nous, car il se serait senti si humilié qu'on put croire un instant qu'il cherchait à se décharger sur autrui ou descendît à se justifier ; sa crainte à cet égard ou sa susceptibilité était telle qu'en parlant à des étrangers ou dictant sur ce sujet pour le public, il se restreignait à dire que, s'il eût eu connaissance de la lettre du prince, peut-être lui eût-il fait grâce, vu les grands avantages politiques qu'il en eût pu recueillir ; et, traçant de sa main ses dernières pensées, qu'il suppose devoir être consacrées parmi les contemporains et dans la postérité, il prononce sur ce sujet, qu'il suppose bien être regardé comme un des plus délicats pour sa mémoire, que si c'était à refaire, il le ferait encore ! ! !^[5] Tels étaient l'homme, la trempe de son âme, le tour de son caractère.

À présent, que ceux qui scrutent le cœur humain, qui se plaisent à visiter ses derniers replis pour en déduire des conséquences et en tirer des analogies, s'exercent à leur gré, je viens de leur livrer des documents prononcés et des données précieuses. En voici une dernière qui ne sera pas la moins remarquable.

Napoléon me disait un jour sur le même sujet : « Si je répandis la stupeur par ce triste évènement, de quel autre spectacle n'ai-je pas pu frapper le monde, et quel n'eût pas été le saisissement universel !...

« On m'a souvent offert, à 1.000.000 par tête, la vie de ceux que je remplaçais sur le trône ; on les voyait mes compétiteurs, on me supposait avide de leur sang ; mais ma nature eût-elle été différente, eussé-je été organisé pour le crime, je me serais refusé à celui-ci, tant il m'eût semblé purement gratuit. J'étais si puissant, je me trouvais si fortement assis, ils paraissaient si peu à craindre ! Qu'on se reporte à l'époque de Tilsit, à celle de Wagram, à mon mariage avec Marie-Louise, à l'état, à l'attitude de l'Europe entière ! Toutefois, au fort de la crise de Georges et de Pichegru, assailli d'assassins, on crut le moment favorable pour me tenter et l'on

renouvella l'offre contre celui (*M. le comte d'Artois*) que la voix publique, en Angleterre aussi bien qu'en France, mettait à la tête de ces horribles machinations. Je me trouvais à Boulogne, où le porteur de paroles était parvenu ; j'eus la fantaisie de m'assurer par moi-même de la vérité de la contexture de la proposition ; j'ordonnai qu'on le fît paraître devant moi. Eh bien, Monsieur ? lui dis-je en le voyant. – Oui, Premier Consul, nous vous le livrerons pour 1.000.000. – Monsieur, je vous en promets deux, mais si vous l'amenez vivant. – Ah ! c'est ce que je ne saurais garantir, balbutia l'homme, que le ton de ma voix et la nature de mon regard déconcertaient fort en ce moment. – Et me prenez-vous donc pour un pur assassin ! Sachez, Monsieur, que je veux bien infliger un châtiment, frapper un grand exemple, mais que je ne recherche pas un guet-apens. Et je le chassai. Aussi bien c'était déjà une trop grande souillure que sa seule présence. »

Visite clandestine du domestique, qui m'avait été enlevé – Ses offres – Seconde visite – Troisième ;
je lui confie mystérieusement ma lettre au prince Lucien : cause de ma déportation.

Du jeudi 21 au dimanche 24.

La veille au soir, j'étais resté auprès de l'Empereur aussi tard qu'une ou deux heures après minuit ; en rentrant chez moi, je trouvai que j'avais eu une petite visite qui s'était lassée de m'attendre.

Cette petite visite reçue par mon fils, et que dans le temps la prudence me commandait d'inscrire dans mon Journal avec déguisement et mystère, peut aujourd'hui et va recevoir en ce moment toute son explication.

Cette visite n'était rien moins que la réapparition clandestine du domestique que sir Hudson Lowe m'avait enlevé, qui, à la faveur de la nuit et de ses habitudes locales, avait franchi tous les obstacles, évité les sentinelles, escaladé quelques ravins, pour venir me voir et me dire que, s'étant mis au service de quelqu'un qui partait sous très peu de jours pour Londres, il venait m'offrir de prendre mes commissions en toutes choses. Il m'avait attendu fort longtemps dans ma chambre, et, ne me voyant pas revenir de chez l'Empereur, il avait pris le parti de retourner, dans la crainte d'être surpris ; mais il promettait de revenir, soit sous le prétexte de voir sa

sœur qui était employée dans notre établissement, soit en renouvelant les mêmes moyens qu'il venait d'employer.

Je n'eus rien de plus pressé, le lendemain, que de faire part à l'Empereur de ma bonne fortune. Il s'en montra très satisfait et parut y attacher du prix. J'étais fort ardent sur ce sujet ; je répétais avec chaleur qu'il y avait déjà plus d'un an que nous nous trouvions ici sans que nous eussions encore fait un seul pas vers un meilleur avenir : au contraire, nous étions resserrés, maltraités, suppliciés chaque jour davantage. Nous demeurions perdus dans l'univers ; l'Europe ignorait notre véritable situation, c'était à nous de la faire connaître. Chaque jour les gazettes nous apprenaient les impostures dont on entourait notre prison, les impudents et grossiers mensonges dont nos personnes demeuraient l'objet. C'était à nous, disais-je, de publier la vérité. Elle remonterait aux souverains qui l'ignoraient peut-être ; elle serait connue des peuples, dont la sympathie serait notre consolation, dont les cris d'indignation nous vengeraient du moins de nos bourreaux, etc.

Nous nous mîmes dès cet instant à analyser nos petites archives. L'Empereur en fit le partage, en destinant, disait-il, la part de chacun de nous pour leur plus prompt transcription ; toutefois la journée s'écoula sans qu'il fût question de rien à ce sujet. Le lendemain vendredi, dès que je vis l'Empereur, j'osai lui rappeler l'objet de la veille ; mais il m'en parut cette fois beaucoup moins occupé, et termina en disant *qu'il faudrait voir*. La journée se passa comme la veille, j'en étais sur des charbons ardents.

À la nuit, et comme pour m'aiguillonner davantage, mon domestique reparut, me réitérant ses offres les plus entières. Je lui dis que j'en profiterais, et qu'il pourrait agir sans scrupule, parce que je ne le rendrais nullement criminel ni ne le mettrais aucunement en danger. À quoi il répondit que cela lui était bien égal, et qu'il se chargerait de tout ce que je voudrais lui donner, m'avertissant seulement qu'il viendrait le prendre sans faute le surlendemain dimanche, veille probable de son appareillage.

Le lendemain samedi, en me présentant chez l'Empereur, je me hâtai de lui faire connaître cette dernière circonstance, appuyant sur ce qu'il ne nous restait plus que vingt-quatre heures ; mais l'Empereur me parla très indifféremment de toute autre chose. J'en demeurai frappé. Je connaissais l'Empereur ; cette insouciance, cette espèce de distraction ne pouvaient être l'effet du hasard, encore moins du caprice. Mais quels pouvaient donc être

ses motifs ? J'en fus préoccupé, triste, malheureux tout le jour. La nuit arriva, et le même sentiment qui m'avait agité toute la journée m'empêchait de dormir. Je repassais avec douleur dans mon esprit tout ce qui pouvait avoir rapport à cet objet, quand un trait de lumière vint m'éclairer tout à coup. Que prétends-je de l'Empereur ? me dis-je ; le faire descendre à l'exécution de petits détails déjà beaucoup trop au-dessous de lui ! Nul doute que le dégoût et une humeur secrète auront dicté le silence qui m'a affecté. Devons-nous lui demeurer inutiles ? ne pouvons-nous le servir qu'en l'affligeant ? Et alors beaucoup de ses observations passées me revinrent à l'esprit. Ne lui avais-je pas donné connaissance de la chose, ne l'avait-il pas approuvée ? que voulais-je de plus^[6] ? C'était à moi désormais à agir : aussi mon parti fut pris à l'instant. Je résolus d'aller en avant sans lui en reparler davantage, et, pour que la chose demeurât secrète, je me promis de la garder pour moi seul.

Il y avait plusieurs mois que j'étais parvenu à faire passer la fameuse lettre en réponse à sir Hudson Lowe, touchant les commissaires des alliés, la première, la seule pièce qui jusque-là eût été expédiée en Europe. Celui qui avait bien voulu s'en charger m'avait apporté un grand morceau de satin sur une partie duquel elle fut écrite. Il m'en restait encore ; c'était là précisément mon affaire. Ainsi tout concourait à me précipiter vers le gouffre où j'allais tomber.

Dès que le jour parut, je donnai à mon fils, de la discrétion duquel j'étais sûr, le reste du satin, sur lequel il passa toute la journée à tracer ma lettre au prince Lucien. La nuit venue, mon jeune mulâtre fut fidèle à sa parole. Il était un peu tailleur. Je lui fis coudre devant moi, dans ses vêtements, ce que je lui confiais, et il prit congé, moi lui promettant encore de nouvelles choses s'il revenait, ou lui souhaitant un bon voyage si je ne devais pas le revoir ; et je me couchai le cœur allégé, l'esprit satisfait comme d'une journée bien et heureusement remplie. Que j'étais loin en ce moment d'imaginer que je venais de trancher de mes propres mains le fil de mes destinées à Longwood !!!

Hélas ! on va voir que vingt-quatre heures n'étaient pas écoulées, que, sous prétexte de cette lettre, j'étais déjà enlevé de Longwood, et que ma personne et tous mes papiers se trouvaient au pouvoir et à l'entière disposition du gouverneur sir Hudson Lowe. À présent, si l'on me demande

comment je pouvais avoir aussi peu de défiance et ne soupçonner aucunement qu'il était possible qu'on me tendît un piège, je réponds que mon domestique m'avait paru honnête, je le croyais fidèle, et puis j'étais encore étranger à toute idée d'agents provocateurs, invention nouvelle dont les ministres anglais d'alors peuvent réclamer l'honneur, et qui a tant prospéré depuis sur le continent.

1. ↑ *Observateur autrichien*, 1817 ou 1818.
2. ↑ Et vraiment plus tard lord Castlereagh a eu la cynique impudence de faire précisément cette déclaration en plein parlement et presque dans les mêmes paroles, au sujet des constitutions de Bade et de Bavière.
3. ↑ Cette idée de Napoléon s'est reproduite dans les dernières lignes qu'il a tracées au moment de sa mort.
4. ↑ Voyez les *Lettres du Cap*.
5. ↑ « J'ai fait arrêter le duc d'Enghien, a dit Napoléon dans son testament. Dans de pareilles circonstances, je ferais encore de même. »
Qu'on considère bien, ceci est très-essentiel et a échappé à beaucoup de monde, l'empereur dit *arrêter et juger*, il ne dit pas *exécuter*, parce qu'en effet il est notoire aujourd'hui que l'exécution du prince a eu lieu sans ses ordres et sans même qu'il en ait eu connaissance. C'est ce que Napoléon exprime et ce dont il se plaint positivement dans l'une de ses *dictées* à M. de Montholon, t. II, p. 341.
6. ↑ Le journal du docteur O'Méara m'apprend, au bout de six ans, que j'avais précisément deviné l'Empereur.

Chapitre 12.

MON ENLÈVEMENT DE LONGWOOD. – RÉCLUSION AU SECRET À SAINTE-HÉLÈNE.

(Espace d'environ six semaines.)

Mon enlèvement de Longwood.

Lundi 25.

Sur les quatre heures, l'Empereur m'a fait demander ; il venait de finir son travail, et il s'en montrait tout content : « J'ai fait avec Bertrand de la fortification toute la journée, m'a-t-il dit ; aussi m'a-t-elle paru très courte. » J'ai dit que c'était dans l'Empereur un goût nouveau, tout à fait du moment, et Dieu sait comme ils sont précieux ici.

J'avais rejoint l'Empereur sur l'espèce de gazon qui avoisine la tente ; de là nous avons gagné le tournant de l'allée qui conduit au bas du jardin. On a apporté cinq oranges dans une assiette, du sucre et un couteau. Elles sont fort rares dans l'île ; elles viennent du Cap. L'Empereur les aime beaucoup, celles-ci étaient une galanterie de Lady Malcolm. L'amiral répétait cette offrande toutes les fois qu'il en avait l'occasion. Nous étions trois en ce moment auprès de l'Empereur ; il m'a donné une de ces oranges à mettre dans ma poche pour mon fils, et s'est mis à couper et à préparer lui-même les autres par tranches ; et, assis sur le tronc d'un arbre, il les mangeait et en distribuait gaiement et familièrement à chacun de nous. Je rêvais précisément, par un instinct fatal, au charme de ce moment ! Que j'étais loin, hélas ! d'imaginer que ce devait être le dernier don que je pourrais tenir de sa main !...

L'Empereur s'est mis ensuite à faire quelques tours de jardin ; le vent était devenu froid. Il est rentré, et je l'ai suivi seul dans le salon et la salle de billard qu'il parcourait dans leur étendue. Il me parlait de nouveau de sa journée, me questionnait sur la mienne ; puis, la conversation s'étant fixée sur son mariage, il s'étendait sur les fêtes qui avaient amené le terrible accident de celle de M. de Schwartzemberg, dont je me promettais intérieurement de faire un article intéressant dans mon Journal, quand l'Empereur s'est interrompu tout à coup pour examiner, par la croisée, un groupe considérable d'officiers anglais qui débouchaient vers nous par la porte de notre enclos : c'était le gouverneur, entouré de beaucoup des siens. Or le gouverneur était déjà venu le matin, a fait observer le grand maréchal qui entra en ce moment ; il l'avait eu chez lui assez longtemps. De plus, a-t-il ajouté, on parlait d'un certain mouvement de troupes. Ces circonstances ont paru singulières. Et ce que c'est pourtant qu'une conscience coupable ! l'idée de ma lettre clandestine me revint à l'instant, et un secret pressentiment m'avertit aussitôt que tout cela me regardait. En effet, peu d'instant après, on est venu me dire que le colonel anglais, la créature de sir Hudson Lowe, m'attendait chez moi. J'ai fait signe que j'étais avec l'Empereur, qui m'a dit quelques minutes après : « Allez voir, mon cher, ce que vous veut cet animal. » Comme je m'éloignais déjà, il a ajouté : « *Et surtout revenez promptement.* » Et voilà pour moi les dernières paroles de Napoléon. Hélas ! je ne l'ai plus revu ! Son accent, le son de sa voix, sont encore à mes oreilles. Que de fois depuis je me suis complu à y arrêter ma pensée ! et quel charme, quelle peine peut tout à la fois renfermer un douloureux souvenir !

Celui qui m'avait fait demander était le complaisant dévoué, l'homme d'exécution du gouverneur, avec lequel je communiquais, du reste, assez souvent à titre d'interprète. À peine il m'aperçut que, d'une figure bénigne, d'une voix mielleuse, il s'enquit avec un intérêt tendre de l'état de ma santé : c'était le baiser de Judas ; car, lui ayant fait signe de la main de prendre place sur mon canapé, et m'y asseyant moi-même, il saisit cet instant pour se placer entre la porte et moi, et, changeant subitement de figure et de langage, il me signifia qu'il m'arrêtait au nom du gouverneur sir Hudson Lowe, sur une dénonciation de mon domestique, pour correspondance clandestine. Des dragons cernaient déjà ma chambre, toute

observation devint inutile, il fallut céder à la force ; je fus emmené sous une nombreuse escorte. L'Empereur a écrit depuis, ainsi qu'on le verra plus bas, qu'en me voyant de sa fenêtre entraîné dans la plaine au milieu de ces gens armés, l'alacrité de ce nombreux état-major caracolant autour de moi, la vive ondulation de leurs grands panaches, lui avaient donné l'idée de la joie féroce des sauvages de la mer du Sud, dansant autour du prisonnier qu'ils vont dévorer.

J'avais été séparé de mon fils, qu'on avait retenu prisonnier dans ma chambre, et qui me rejoignit peu de temps après, aussi sous escorte ; si bien qu'à dater de cet instant comptent pour nous l'interruption soudaine et le terme final de toute communication avec Longwood. On nous enferma tous les deux dans une misérable cahute voisine de l'ancienne habitation de la famille Bertrand. Il me fallut coucher sur un mauvais grabat, mon malheureux fils à mes côtés, sous peine de le laisser étendu par terre. Je le croyais en cet instant en danger de mort ; il était menacé d'un anévrisme, et avait failli, peu de jours auparavant, expirer dans mes bras. On nous tint jusqu'à onze heures sans manger ; et quand, cherchant à pourvoir aux besoins de mon fils, je voulus ; demander un morceau de pain aux gens qui nous entouraient, à la porte et à chaque fenêtre où je me présentai, il me fut répondu tout d'abord par autant de baïonnettes.

Visite officielle de mes papiers, etc..

Mardi 25 au mercredi 26.

Quelle nuit que la première nuit que l'on passe emprisonné entre quatre murailles !... Quelles pensées ! quelles réflexions !... Toutefois ma dernière idée du soir, la première de mon réveil, avaient été que j'étais encore à quelques minutes de distance seulement de Longwood, et que pourtant peut-être l'éternité m'en séparait déjà !...

Dans la matinée, le grand maréchal, accompagné d'un officier, a passé à vue de ma cahute et à portée de la voix. J'ai pu lui demander de mon donjon comment se portait l'Empereur. Le grand maréchal se rendait à Plantation-House, chez le gouverneur ; c'était indubitablement à mon sujet. Mais de quoi pouvait-il être chargé ? quels étaient les pensées, les désirs de

l'Empereur à cet égard ? C'est là ce qui m'occupait tout à fait. Le grand maréchal, en repassant, m'a fait, avec tristesse, un geste qui m'a donné l'idée d'un adieu et m'a serré le cœur.

Dans la matinée encore, le général Gourgaud et M. de Montholon sont venus jusqu'à l'ancienne demeure de madame Bertrand, en face de moi et assez près. Il m'a été doux de les revoir et d'interpréter leurs gestes d'intérêt et d'amitié. Ils ont sollicité vainement de pénétrer jusqu'à moi ; il leur a fallu s'en retourner sans rien obtenir. Peu de temps après, madame Bertrand m'a envoyé des oranges, me faisant dire qu'elle recevait à l'instant même des nouvelles indirectes de ma femme, qui se portait bien. Cet empressement, ces tendres témoignages de tous mes compagnons, m'étaient la preuve que les sentiments de famille se réveillent au premier coup du malheur, et je trouvais en ce moment quelque charme à être captif.

Cependant, aussitôt après mon arrestation, on n'était pas demeuré oisif dans mon ancien logement. Un commissaire de police, importation toute récente dans la colonie, la première tentative de cette nature, je pense, hasardée sur le sol britannique, avait fait sur moi son coup d'essai. Il avait fouillé mon secrétaire, enfoncé des tiroirs, saisi tous mes papiers ; et, jaloux de montrer sa dextérité et tout son savoir-faire, il avait procédé de suite à défaire nos lits, démonter mon canapé, et ne parlait de rien moins que d'enlever les planchers.

Le gouverneur, devenu maître de tous mes papiers, suivi de huit à dix officiers, s'est mis en devoir de me les produire triomphalement. Descendu à l'opposite de moi dans l'ancienne demeure de madame Bertrand, il m'a fait demander si je voulais y aller pour assister à leur inventaire, ou si je préférais qu'il se rendît chez moi. J'ai répondu que, puisqu'il me laissait le choix, le dernier parti me serait le plus agréable. Tout le monde ayant pris place, je me suis levé pour protester hautement contre la manière peu convenable dont j'avais été arraché de Longwood, sur l'illégalité avec laquelle on avait scellé mes papiers loin de ma personne ; enfin j'ai protesté contre la violation qu'on allait faire de mes papiers secrets, de ceux qui étaient les dépositaires sacrés de ma pensée, qui ne devaient exister que pour moi, dont jusqu'ici personne au monde n'avait eu connaissance. Je me suis élevé contre l'abus que pouvait en faire le pouvoir. J'ai dit à sir Hudson Lowe que s'il pensait que les circonstances requissent qu'il en prît

connaissance, c'était à sa sagesse à y pourvoir ; que cette lecture ne m'embarrassait nullement d'ailleurs ; mais que je devais à moi-même, aux principes, d'en charger sa responsabilité, de ne céder qu'à la force, et de ne point autoriser un tel acte par mon consentement.

Ces paroles de ma part, en présence de tous ses officiers, contrariaient fort le gouverneur, qui, s'irritant, s'est écrié : « Monsieur le comte, n'empirez pas votre situation, elle n'est déjà que trop mauvaise ! » Allusion sans doute à la peine de mort qu'il nous rappelait souvent que nous encourions en nous prêtant à l'évasion du grand captif. Il ne doutait pas que mes papiers dussent lui procurer les plus grandes découvertes. Dieu sait jusqu'où pouvaient aller ses idées à cet égard !

Au moment de procéder à leur lecture, il appela le général Bingham, commandant en second de l'île, pour y prendre personnellement part ; mais la délicatesse et les idées de celui-ci différaient beaucoup de celles du gouverneur. « Sir Hudson Lowe, lui répondit-il avec un dégoût marqué, je vous prie de m'excuser, je ne me crois pas capable de lire cette espèce d'écriture française. »

Je n'avais au fait nulle objection réelle à ce que le gouverneur prît connaissance de mes papiers. Je lui dis donc que, non comme juge ni magistrat, car il n'était pour moi ni l'un ni l'autre, mais à l'amiable et de pure condescendance, je trouvais bon qu'il les parcourût. Il tomba d'abord sur mon Journal. On juge de sa joie et de ses espérances en apercevant qu'il allait lui présenter, jour par jour, tout ce qui se passait au milieu de nous à Longwood. Cet ouvrage était assez dégrossi pour qu'une note des matières ou l'indication des chapitres se trouvât en tête de chaque mois. Sir Hudson Lowe, y lisant souvent son nom, courait tout d'abord à la page indiquée chercher les détails ; et, s'il eut là maintes occasions d'exercer sa longanimité, ce n'était pas ma faute, lui remarquai-je, mais plutôt celle de son indiscretion. Je l'assurai que cet écrit était un mystère profond, étranger à tous ; que l'Empereur lui-même, qui en était l'unique objet, n'en avait lu que les premières feuilles ; qu'il était loin d'être arrêté ; qu'il devait demeurer longtemps un secret, n'être que pour moi seul.

Sir Hudson Lowe ayant parcouru mon Journal deux ou trois heures, je lui dis que j'avais voulu le mettre à même d'en prendre une juste idée, qu'à présent c'était assez ; que je me croyais obligé, par bien des considérations,

à lui interdire, autant qu'il était en mon pouvoir, d'aller plus loin ; qu'il avait la force, mais que je protesterais contre sa violence et son abus d'autorité. Il me fut aisé de voir que c'était un vrai contretemps pour lui ; il hésita même : toutefois ma protestation eut son plein effet, et il ne fut plus touché à mon Journal. J'aurais pu étendre ma protestation à tous mes autres papiers, mais ils m'importaient peu ; ils causèrent pendant plusieurs jours l'inquisition la plus minutieuse.

J'avais mes dernières volontés scellées ; il me fallut ouvrir cette pièce, ainsi que d'autres papiers d'une nature aussi sacrée. Arrivé au fond d'un portefeuille où reposaient des objets que je n'avais pas osé toucher depuis que j'étais loin de l'Europe, il a fallu les ouvrir. Ce devait être pour moi la journée des émotions : leur vue a remué dans mon cœur de vieux souvenirs que mon courage y tenait comprimés depuis de douloureuses séparations. J'en ai été vivement ému ; je suis sorti rapidement de la chambre. Mon fils, demeuré présent, m'a dit que le gouverneur lui-même n'a pas été sans se montrer sensible à ce mouvement.

Ma translation à Balcombe's cottage.

Jeudi 28 au samedi 30.

Aujourd'hui 28 nous avons été tirés de notre misérable cahute, et transférés, à une petite lieue de là, dans une espèce de chaumière de plaisance appartenant à M. Balcombe, notre hôte de Briars. La demeure était petite, mais du moins très supportable, et située en face de Longwood, à assez peu de distance ; nous n'en étions séparés que par plusieurs lignes de précipices et de sommités très escarpées. Nous étions gardés par un détachement du 66e ; un grand nombre de sentinelles veillaient sur nous et défendaient nos approches. Un officier y était à nos ordres, nous dit obligeamment sir Hudson Lowe, et pour notre commodité, nous assurait-il. Toute communication était sévèrement interceptée ; nous demeurions sous l'interdit le plus absolu. Un chemin circulait sur la crête de notre bassin ; le général Gourgaud, escorté d'un officier anglais, vint le parcourir : il nous fut aisé de distinguer ses efforts pour se rapprocher de nous autant que cela lui était possible, et ce fut avec un sentiment de joie et de tendresse que

nous reçûmes et rendîmes de loin les saluts et les démonstrations que nous adressait notre compagnon. La bonne et excellente madame Bertrand nous envoya de nouveau des oranges ; il ne nous fût pas permis de lui écrire un mot de remerciements, il fallut nous borner à confier toute notre reconnaissance à des poignées de roses cueillies dans notre prison, et que nous lui envoyâmes.

Sir Hudson Lowe, dès le lendemain, vint nous visiter dans notre nouvelle demeure. Il voulut savoir comment j'avais été couché ; je le conduisis à une pièce voisine, et lui fis voir un matelas par terre : notre nourriture avait été à l'avenant. « Vous l'apprenez, lui dis-je, parce que vous l'avez demandé ; j'y attache peu de prix. » Alors il s'est violemment fâché contre ceux qu'il avait chargés de nous installer, et nous a envoyé nos repas de sa cuisine de Plantation-House, bien qu'à deux lieues de distance, et cela jusqu'à ce qu'on eût pourvu régulièrement à nos besoins.

Cependant, une fois dans notre nouvelle prison, il fallut bien songer à nous créer des occupations pour pouvoir supporter le temps. Je partageai nos heures de manière à remplir notre journée : je donnai des leçons régulières d'histoire et de mathématiques à mon fils ; nous fîmes quelques lectures suivies, et nous marchions dans notre enclos durant les intervalles. Le lieu, pour Sainte-Hélène, était agréable ; il y avait un peu de verdure et quelques arbres, grand nombre de poules qu'on élevait pour la consommation de Longwood, quelques pintades et autres gros oiseaux que nous eûmes bientôt apprivoisés : les captifs sont ingénieux et compatissants. Enfin le soir nous allumions du feu, je racontais à mon fils des histoires de famille, je le mettais au fait de mes affaires domestiques, je lui apprenais et lui faisais noter les noms de ceux qui m'avaient montré de la bienveillance dans la vie ou m'avaient rendu quelques services.

En somme, nos moments étaient tristes, mélancoliques, mais si calmes qu'ils n'étaient pas sans une certaine douceur. Une seule idée nous était poignante et nous revenait sans cesse : l'Empereur était là, presque à notre vue, et pourtant nous habitions deux univers ; une si petite distance nous séparait, et pourtant toutes communications avaient cessé ! Cet état avait quelque chose d'affreux ; je n'étais plus avec lui, je n'étais pas non plus avec ma famille, que j'avais quittée pour lui : que me restait-il donc ? Mon fils partageait vivement toutes ces sensations ; exalté par cette situation et

par la chaleur de son âge, ce cher enfant m'offrit, dans un moment d'élan, de profiter de l'obscurité de la nuit pour tromper la surveillance de nos sentinelles, descendre les nombreux précipices et gravir les hauteurs escarpées qui nous séparaient de Longwood, et pénétrer jusqu'à Napoléon dont il rapporterait des nouvelles, garantissait-il, avant le retour du jour. Je calmai son zèle, qui, s'il eût été praticable, n'eût pu avoir d'autre résultat qu'une satisfaction personnelle, et eût pu créer les inconvénients les plus graves. L'Empereur m'avait tant et si souvent parlé que je ne pensais pas qu'il eût rien à me faire dire qui fût nouveau pour moi ; et si la tentative de mon fils eût été découverte, quel bruit n'eût-elle pas fait, quelle importance le gouverneur ne lui eut-il pas donnée, quels contes absurdes n'eût-il pas imaginés, entassés, transmis, etc. !

Je prends un parti ; mes lettres à sir Hudson Lowe, etc..

Dimanche 1er décembre au vendredi 6.

Cependant les jours de notre emprisonnement s'écoulaient, et le gouverneur, bien qu'il continuât de nous visiter souvent, ne nous parlait pas d'affaires : seulement il m'avait laissé entrevoir que mon séjour dans l'île, et au secret, pourrait se continuer jusqu'au retour des nouvelles de Londres. Près de huit jours étaient déjà passés sans le moindre pas vers un dénouement quelconque. Cet état passif et inerte n'était pas dans ma nature. La santé de mon fils était par moments des plus alarmantes. Privé de toute communication quelconque avec Longwood, je demeurais seul vis-à-vis de moi-même. Je méditais sur cette situation, j'arrêtai un plan et pris un parti : je le choisis extrême, pensant que, s'il était approuvé de l'Empereur, il pourrait être utile, et que rien ne me serait plus facile que de revenir en arrière si c'était son désir. En Conséquence, j'écrivis au gouverneur la lettre suivante :

« Monsieur le gouverneur, par suite d'un piège tendu par mon valet, j'ai été enlevé de Longwood le 25 du courant, et tous mes papiers saisis. Je me suis trouvé avoir enfreint vos restrictions, auxquelles je m'étais soumis. Mais ces restrictions, vous ne les aviez confiées ni à ma parole ni à ma délicatesse : elles m'eussent été sacrées. Vous les aviez confiées à des

peines, j'en ai couru les risques ; vous avez appliqué ces peines à votre fantaisie, je n'y ai rien objecté. Jusque-là rien de plus régulier ; mais la peine a ses limites, sitôt que la faute est circonscrite. Or, qu'est-il arrivé ? Deux lettres ont été données à votre insu : l'une est une relation de nos évènements au prince Lucien, relation qui était destinée à passer par vos mains, si vous ne m'aviez fait dire que la continuation de mes lettres et de leur style me ferait éloigner, par vous, d'auprès de l'Empereur.

« La seconde est une simple communication d'amitié. Cependant cette circonstance a mis en vos mains tous mes papiers ; vous en avez vu les plus secrets. J'ai mis une telle facilité à vos recherches que je me suis prêté à vous laisser parcourir, sur votre parole privée, ce qui n'était connu que de moi, n'était encore que des idées ou des rédactions informes, non arrêtées, susceptibles d'être à chaque instant corrigées, rectifiées, modifiées ; en un mot, le secret, le chaos de mes pensées. J'ai voulu vous convaincre par là, et, j'en appelle à votre bonne foi, j'espère vous avoir convaincu que, dans la masse des papiers que vous avez sommairement parcourus, il n'existe rien de ce qui aurait pu concerner la haute et importante partie de votre ministère. Aucun complot, aucun nœud, pas une seule idée relative à l'évasion de Napoléon. Vous n'avez pu en trouver aucune, parce qu'il n'en existait aucune. Nous la croyons impossible, nous n'y songeons pas ; et ce n'est pas que je veuille m'en défendre, j'y eusse volontiers donné les mains, si j'en eusse vu la possibilité. J'eusse volontiers payé de ma vie cette évasion, je serais mort martyr du dévouement ; c'eût été vivre à jamais dans les cœurs nobles et généreux. Mais, je le répète, personne ne le croit possible et n'y songe. L'empereur Napoléon en est encore à la même pensée, aux mêmes désirs qu'en abordant *librement et de bonne foi le Bellérophon*, d'aller chercher quelques jours tranquilles en Amérique, ou même en Angleterre, sous la protection des lois.

« Les choses une fois ainsi établies, je proteste de tout mon pouvoir, je m'oppose formellement à ce que vous lisiez désormais, je pourrais dire tous mes papiers secrets, mais je me borne seulement à ceux que j'appelle mon *Journal*. Je dois cette mesure à mon grand respect pour l'auguste personnage qui s'y retrouve sans cesse ; je la dois au respect de moi-même. Je demande donc de deux choses l'une : ou, si dans votre conscience vous croyez ces papiers étrangers à votre grand objet, qu'ils me soient rendus

sur-le-champ ; ou si, d'après ce que vous en avez lu, vous pensez que certaines parties sont de nature à être mises sous les yeux de vos ministres, je demande que vous leur en envoyiez la totalité et me fassiez suivre avec eux. Il est trop question de vous, Monsieur, pour que votre délicatesse ne vous fasse une loi d'adopter l'un ou l'autre de ces partis. Vous ne sauriez chercher à profiter plus que je ne l'ai permis de cette occasion d'y lire ce qui regarde votre personne. Autrement, à quelles inductions ne vous exposerait pas un abus d'autorité, et comment empêcher qu'on ne liât cette circonstance au piège qui m'a été tendu, au grand bruit qu'on se trouvera avoir fait pour si peu de chose ?

« Arrivé en Angleterre avec ces papiers, je demanderai aux ministres, à leur tour, et j'appellerai le monde à témoin, de quelle utilité peut être aux yeux des lois un papier où se trouvent consignés, dans toute la négligence d'un mystère profond, jour par jour, la conversation, les paroles, peut-être jusqu'aux gestes de l'empereur Napoléon. Je leur demanderai surtout quelle inviolabilité de secret je n'ai pas droit d'exiger d'eux sur toutes les parties d'un recueil qui n'était encore que ma pensée brute, qui n'existe pas, à bien dire, qui ne présente que des matériaux encore informes, dont je pouvais sans scrupule désavouer presque toutes les parties, parce qu'elles étaient loin d'être arrêtées encore vis-à-vis de moi-même ; dans lequel, chaque jour, il m'arrivait de redresser, à l'aide d'une conversation nouvelle, les erreurs d'une conversation passée, erreurs toujours inévitables et fréquentes, et dans celui qui parle sans croire être observé, et dans celui qui recueille sans se croire tenu à garantir. Quant à ce qui vous y concerne, Monsieur, si vous avez eu à vous récrier maintes fois sur l'opinion et les faits que j'ai émis sur votre personne, rien ne vous est plus aisé, d'homme à homme, que de me faire connaître mon erreur. Vous ne me rendrez jamais plus heureux que de me donner l'occasion d'être juste, et à la suite des éclaircissements, quelle que soit l'opinion dans laquelle je persiste, vous serez forcé du moins de reconnaître ma droiture et ma bonne foi.

« Du reste, quel que soit le parti que vous comptiez prendre à mon égard, monsieur le gouverneur, à compter de cet instant je me retire, autant que l'admet la position où je me trouve, de la sujétion volontaire à laquelle je m'étais soumis vis-à-vis de vous. Quand j'en pris l'engagement, vous me dites que je demeurais toujours maître de le rétracter : or, à compter de cet

instant, je veux rentrer dans la classe commune des citoyens. Je me remets sous l'action de vos lois civiles ; je réclame vos tribunaux. Je n'implore pas leur faveur, mais seulement leur justice et leur jugement. Je pense, monsieur le général, que vous portez trop de respect à vos lois et avez trop de justice naturelle dans le cœur, pour vous faire l'injure de vous observer que vous deviendriez responsable de toutes les violations que ces lois peuvent éprouver vis-à-vis de moi, directement et indirectement. Je ne pense pas que la lettre de vos instructions, qui vous porterait à me retenir ici ou au Cap plusieurs mois prisonnier, pût vous mettre à l'abri de l'esprit de ces mêmes instructions, invoqué par la force, la supériorité, la majesté des lois.

« Ces instructions, si j'ai compris, en vous prescrivant de retenir toute personne de l'établissement de Longwood un certain temps avant de la rendre à la liberté, n'ont pour but, sans doute, que de dérouter et de laisser vieillir les communications que l'on pourrait avoir eues avec cette affreuse prison : or, la manière dont j'en ai été enlevé a suffi pour remplir ce but. On m'a rendu impossible d'en emporter aucune idée concertée. J'y ai été comme frappé de mort subite. D'ailleurs, envoyé en Angleterre comme prévenu, et sous l'action des lois, si je suis trouvé coupable, elles pourvoiront assez à l'inconvénient qu'on a voulu éviter. Si je ne le suis pas, il restera contre moi l'*alien-bill*, ou même encore ma soumission volontaire, donnée ici d'avance à toutes les précautions, même arbitraires, qu'on croira devoir prendre à ce sujet vis-à-vis de moi.

« Monsieur le gouverneur, sans connaître encore quels peuvent être vos projets sur ma personne, je me suis imposé déjà moi-même le plus grand des sacrifices. Je ne suis encore qu'à quelques pas de Longwood, et déjà peut-être l'éternité m'en sépare : pensée affreuse qui me déchire et va me poursuivre !... Il y a peu de jours encore, vous m'eussiez arraché jusqu'aux dernières soumissions par la crainte de me voir éloigner de l'empereur Napoléon. Aujourd'hui vous ne sauriez plus m'y faire revenir. On m'a souillé en me saisissant presque à sa vue. Je ne saurais plus désormais lui être un objet de consolation ; ses regards ne rencontreraient en moi qu'un objet flétri et des souvenirs de douleurs. Pourtant sa vue, les soins que je me plaisais à lui donner, me sont plus chers que la vie. Mais peut-être qu'au loin on prendra pitié de ma peine ! Quelque chose me dit que je reviendrai, mais par une route purifiée, amenant avec moi tout ce qui m'est cher, pour

entourer de nos soins pieux et tendres l'immortel monument que rongent sur un roc, au bout de l'univers, l'inclémence de l'air et la mauvaise foi, la dureté des hommes. Vous m'avez parlé de vos peines, monsieur le gouverneur ; nous ne soupçonnons pas, m'avez-vous dit, toutes vos tribulations ; mais chacun ne connaît, ne sent que son mal. Vous ne soupçonnez pas non plus le crêpe funèbre que vous tenez étendu sur Longwood. J'ai l'honneur, etc. »

Une fois la correspondance établie avec sir Hudson Lowe, je ne demeurai plus oisif. Dès le lendemain, je lui écrivis de nouveau pour lui dire qu'en conséquence de ma lettre de la veille, je le sommais officiellement et authentiquement de m'éloigner de Sainte-Hélène, et de me renvoyer en Europe. Le jour suivant, je poursuivis auprès de lui la même idée, sous mes rapports et ma situation domestiques.

« Dans mes deux précédentes, lui mandais-je, qui traitaient toutes deux de ma situation politique, j'avais cru peu digne et peu convenable de mêler un seul mot de ma situation domestique ; mais aujourd'hui que, par suite de ces deux mêmes lettres, je me regarde comme rentré dans la masse de vos administrés, à titre de passager accidentel dans votre île, je n'hésite pas à vous entretenir de toute l'horreur de ma situation privée. Vous connaissez l'état affreux de la santé de mon fils : les personnes de l'art doivent vous en avoir instruit. Depuis qu'il a vu se briser le lien cher et sacré qui nous attachait à Longwood, toutes ses idées, ses vœux, ses espérances se sont tournés avec ardeur vers l'Europe, et son mal va s'accroître de toute l'impatience, de tout le pouvoir de l'imagination. Voilà sa situation physique ; elle rend ma situation morale pire encore, s'il est possible. J'ai à combattre tout à la fois et la tendresse du cœur et les inquiétudes de l'esprit. Je ne me vois pas sans effroi responsable à moi-même de l'avoir amené ici, et d'être la cause qu'on l'y retiendrait. Que répondrais-je à une mère qui me le redemanderait ? Que répondrais-je à la foule des oisifs et des indifférents mêmes, toujours empressés de juger et de condamner ? Je ne parle point de ma propre santé, elle m'importe peu dans de telles émotions et de telles anxiétés. Toutefois je me trouve dans un état de débilité absolue, vraiment déplorable : depuis que je n'ai plus sous les yeux la cause qui tenait en exercice les forces de mon âme, mon corps plie sous les ravages effrayants d'un an et demi de combats, d'épreuves et de secousses, tels que

l'imagination a de la peine à les suivre. Je ne suis plus auprès de l'objet auguste auquel je consacrais avec charmes les peines de ma vie. Je n'en demeure pas moins éloigné de ma famille, dont le sacrifice m'avait tant déchiré. Mon cœur se brise entre les deux, privé de chacun ; il s'égare dans un abîme ; il ne saurait y résister longtemps. Je vous laisse, monsieur le gouverneur, à peser ces considérations. Ne faites pas deux victimes. Je vous prie de nous envoyer en Angleterre, à la source de la science et des secours de toute nature. Ce sera la première, la seule demande d'aucune espèce qui sera sortie de moi vers vous ou votre prédécesseur. Mais le malheureux état de mon fils l'emporte sur mon stoïcisme. N'atteindra-t-il pas votre humanité ? Un bon nombre de motifs peuvent aider encore votre décision : ma lettre du 30 novembre les renferme tous. J'ajouterai seulement ici l'occasion précieuse pour vous de montrer à tous les yeux une grande et une rare impartialité, en envoyant ainsi vous-même à vos ministres précisément un de vos adversaires. »

À la réception de ces lettres, sir Hudson Lowe se rendit auprès de moi ; et, à l'égard de la première, il me nia tout d'abord qu'il m'eût tendu aucun piège par la voie de mon domestique. Il convenait néanmoins que j'avais pu m'y méprendre ; et comment en eût-il pu être autrement ? lui disais-je ; ce domestique avait été mandé plusieurs fois par l'autorité avant de m'avoir été retiré et après ; depuis, il était venu m'offrir bénévolement ses services pour l'Europe, et m'avait assuré qu'il trouverait bien le moyen de parvenir en secret jusqu'à moi pour prendre mes commissions, et il y était venu en effet plusieurs fois, malgré la surveillance sévère qu'on exerçait autour de nous. Quoi qu'il en fût, sir Hudson Lowe me donna sur ce point sa parole d'honneur, et il fallait bien que j'y crusse.

De là il passa à discuter verbalement quelques articles de mes lettres, s'arrêtant surtout sur certaines expressions qu'il me représentait d'une manière amicale devoir lui être désagréables. Il me trouva non seulement en cette occasion, mais dans plusieurs autres qu'il fit naître de la sorte, toujours de la dernière facilité. Ma réponse d'ordinaire était de prendre la plume aussitôt, et de modifier les mots qui lui déplaisaient.

Je fais grâce d'une assez volumineuse correspondance roulant toujours sur le même sujet. Je me contenterai de dire que sir Hudson Lowe s'abstenait de répondre ; que sa coutume était d'accourir, ainsi qu'on vient

de le voir, pour discuter verbalement avec moi les lettres qu'il avait reçues, obtenir quelques ratures, après quoi il se retirait en assurant qu'il ferait bientôt ample réponse ; ce qu'il ne fit jamais alors, ce qu'il n'a jamais fait depuis : seulement, m'a-t-on mandé d'Angleterre, il paie aujourd'hui des papiers périodiques ou des libellistes subalternes pour dépecer le *Mémorial de Sainte-Hélène* et injurier son auteur.

Comme dans les nombreuses discussions verbales sur mes lettres, à la rature près de quelques expressions, il n'obtenait de moi rien d'important et n'arrivait à rien de ce qu'il voulait, il s'en retournait, me donnant à chacun pour un homme très fin, très dangereux, assurait-il ; car pour lui on était très fin, très astucieux, tout à fait à craindre, dès qu'on n'était point assez sot pour donner dans ses vues ou tomber lourdement dans ses pièges. Toutefois voici le seul tour que je lui ai joué, car la captivité, son oisiveté, ses rigueurs aiguissent l'imagination, et puis c'était de bonne guerre entre nous : le droit incontestable du prisonnier est de chercher à tromper son geôlier.

J'ai dit au commencement de mon Journal que l'Empereur, au moment de partir pour Sainte-Hélène, m'avait secrètement confié un collier de diamants d'un très grand prix. L'habitude de le porter depuis si longtemps faisait que je ne m'en occupais plus aucunement, si bien que ce ne fût qu'au bout de plusieurs jours de réclusion, et véritablement par hasard, qu'il me revint à l'esprit ; j'en frissonnai. Gardé comme je l'étais, je ne voyais plus de moyen de le rendre à l'Empereur, qui n'y avait sans doute pas plus songé que moi. À force de chercher, j'imaginai d'y employer sir Hudson Lowe lui-même. Je demandai à faire parvenir mes adieux à mes compagnons, et j'écrivis la lettre suivante :

« Monsieur le grand maréchal, arraché d'au milieu de vous, laissé à moi-même, privé de toutes communications, j'ai dû trouver mes décisions dans mon propre jugement et dans mes seuls sentiments. Je les ai adressées officiellement au gouverneur sir Hudson Lowe, le 30 novembre dernier. Pour répondre à la liberté qui m'est laissée, je m'abstiens de vous en dire aucun mot, et m'en repose sur la délicatesse de l'autorité supérieure, pour vous communiquer ma lettre dans son entier, si jamais il était question d'une de ses parties... Je m'abandonne à ma destinée...

« Il ne me reste qu'à vous prier de mettre mon respect, mon amour, mes vœux aux pieds de l'Empereur. Ma vie n'en demeure pas moins à lui tout

entière. Je n'aurai jamais de bonheur qu'auprès de son auguste personne.

« Dans la malheureuse pénurie où vous êtes tous, j'aurais désiré ardemment laisser après moi quelques diamants de ma femme... un collier... le denier de la veuve ! mais comment oser en faire l'offre ? J'ai souvent fait celle des quatre mille louis que je possède, disponibles en Angleterre, je la renouvelle encore ; ma nouvelle position, quelle qu'elle puisse être, n'y doit rien changer. Je serai désormais fier du besoin ! Daignez peindre de nouveau à l'Empereur, monsieur le grand maréchal, mon dévouement, ma fidélité, ma constance inaltérable...

« Et vous, mes chers compagnons de Longwood, que j'aie toujours vos souvenirs ! je connais toutes vos privations et vos peines ; j'en emporte la plaie dans mon cœur. De près, je vous étais de peu de chose ; au loin, vous connaîtrez mon zèle et ma tendre sollicitude, si l'on a l'humanité de m'en permettre l'emploi. Je vous embrasse tous bien tendrement, et vous prie, monsieur le grand maréchal, d'y ajouter pour vous le sentiment de ma vénération et de mon respect. »

Sir Hudson Lowe, à qui je remis cette lettre ouverte (c'était sa condition), la lut, l'approuva, et eut la bonté de se charger de la remettre lui-même ; ce qui réveilla en effet l'attention de l'Empereur, et ne contribua pas peu, bien qu'indirectement, à faire rentrer le riche dépôt dans les mains de Napoléon.

Mes griefs personnels contre sir Hudson Lowe – Traits caractéristiques.

Samedi 7 au lundi 9.

Un de ces jours, j'ai invité l'officier de garde à dîner avec moi. Il m'a raconté, dans la conversation, qu'il avait longtemps fait partie des prisonniers confinés à Verdun ; mais qu'il avait enfin obtenu d'en sortir pour venir à Paris. Et ce que peut amener le hasard ! quand il a nommé son intermédiaire de Paris, il s'est trouvé que c'était précisément moi qui avais obtenu du duc de Feltre cette faveur alors très difficile.

Toujours même uniformité dans notre situation ici, pas l'apparence d'un dénouement ; voilà près de quinze jours depuis notre malheureuse aventure ; et toujours même réclusion, même interdiction, même supplice.

Nous recevions à peine, et seulement par le gouverneur lui-même, des nouvelles de l'Empereur. Nous nous trouvions, ainsi que je l'ai déjà dit, précisément en face de Longwood et à peu de distance, mais séparés par des abîmes ; à quelque heure que nous levassions les yeux, nous avions devant nous cet objet de nos pensées et de nos vœux, et nous le recherchions sans cesse ; nous pouvions en suivre toutes les habitudes qui nous étaient si familières ; nous en apercevions tous les édifices, mais il nous était impossible de distinguer aucun des objets animés. Cette perpétuelle attraction perpétuellement combattue, ce voisinage et pourtant cette grande distance, cet objet désiré sans cesse offert et comme sans cesse retiré ; il y avait dans tout cela quelque chose, disais-je, de l'enfer des anciens. Sir Hudson Lowe en convenait, et avait promis, dès le premier jour, de nous en retirer bientôt ; nous n'étions placés en cet endroit que provisoirement, avait-il dit, et jusqu'à ce qu'on eût préparé ailleurs quelque chose de plus convenable dont on s'occupait déjà ; mais des semaines étaient écoulées, et rien ne venait. Sir Hudson Lowe, qui est très prompt dans une décision malfaisante, est extrêmement lent à la faire cesser, si toutefois cela a lieu ; ce qui n'arriva pas en cette occasion.

Du reste, ce gouverneur, je dois le confesser, était avec moi, depuis qu'il me tenait entre ses mains, dans les rapports de la politesse la plus attentive et des égards les plus recherchés. Je l'ai vu déplacer lui-même, de sa propre personne, une sentinelle qui eût pu blesser mes regards, disait-il, et l'aller poser derrière des arbres, pour que je ne l'aperçusse plus. Toutes ses dispositions à mon égard, ses intentions réelles, m'assurait-il, étaient des plus bienveillantes ; son langage était propre à m'en convaincre ; et plus d'une fois j'ai été à douter de la justice de l'opinion que nous nous en étions faite jusque-là ; mais il m'a fallu toujours finir par conclure que chez sir Hudson Lowe les actes différaient étrangement des paroles : il parlait d'une manière et agissait de l'autre. Je lis, par exemple, dans l'ouvrage de M. O'Méara, que précisément dans ces moments où je me croyais comblé par lui, où je me faisais une espèce de scrupule de l'éloignement que je lui avais porté, il faisait transmettre par ce docteur à Napoléon des aveux forgés par lui, déclarant les tenir de ma bouche même ou de ma propre main ; le tout dans l'espoir, sans doute, d'obtenir en retour, de Longwood, quelques paroles ou quelques lumières dont il pût tirer avantage. Il me faisait dire,

entre autres choses, que je lui avais avoué qu'il n'avait point de torts à notre égard ; mais que nous étions convenus entre nous, à Longwood, de tout dénaturer à l'Empereur, afin de le tenir exaspéré. Quels indignes moyens ! quelles ignobles ressources !...

Je pourrais dire encore beaucoup pour mieux faire connaître ce gouverneur ; mais tout doit se taire devant le trait suivant, qui dispense de toute autre citation.

Mon fils continuait à être extrêmement malade ; ses palpitations étaient parfois si violentes qu'il lui arrivait de se jeter subitement à bas de son lit pour marcher à grands pas dans la chambre, ou venir prendre refuge dans mes bras, où il était à craindre qu'il n'expirât. Le docteur Baxter, chef médical dans l'île et le commensal de sir Hudson Lowe, vint, avec une politesse dont je conserve une douce et sincère reconnaissance, joindre ses soins à ceux du docteur O'Méara. Tous deux représentèrent à sir Hudson Lowe l'état critique de mon fils ; ils appuyèrent vivement la demande que je faisais de l'envoyer en Europe. Le docteur O'Méara, après une nouvelle crise, étant revenu seul à la charge, sir Hudson Lowe mit fin à son importunité par ces mots, que M. O'Méara a répétés depuis à mon fils et à moi-même : *Eh bien ! Monsieur, après tout, que fait la mort d'un enfant à la politique !...* Je m'abstiens de tout commentaire, je livre la phrase nue à tout cœur de père et à celui de toutes les mères !

La fameuse pièce clandestine – Mon interrogatoire par sir Hudson Lowe.

Mardi 10 au dimanche 15.

Le gouverneur, dans ses nombreuses visites qu'il répétait presque chaque jour, revenait souvent, par un motif ou par un autre, à fouiller de nouveau dans mes divers papiers : je m'y prêtais toujours avec la dernière facilité ; j'avais à cœur de lui prouver en cela ma complaisance et ma modération, ce qui m'obtenait bien quelques paroles flatteuses, mais jamais la moindre condescendance. Un jour, en remuant tous ces paquets, deux liasses demeurèrent par mégarde en dehors de la malle qui les contenait. Le lendemain je me fis un malin plaisir de les lui remettre. Son étonnement fut grand : on eût cru qu'il me les eût laissées ; il ne les en resserra pas moins

soigneusement et pour la stricte régularité, disait-il, bien que je l'assurasse que c'était inutile, lui faisant observer en riant qu'il devait bien croire que, s'il y avait eu quelques-uns de ces papiers à soustraire, il ne les y trouverait plus. Déjà le premier jour j'avais été dans le cas de lui faire voir qu'on avait oublié de sceller mon portefeuille lorsqu'on s'en était saisi à Longwood : il était convenu d'une grande irrégularité à cet égard et s'était dit fort touché que je ne remarquasse le fait que comme simple observation ; je n'avais d'autre but, en effet, que de lui montrer combien il était hors de moi de profiter de toutes les occasions qu'il me fournissait de le quereller ; mais tant de procédés de ma part ne me valurent, je le répète, que quelques phrases, jamais aucun acte en retour.

Il fut pris registre de toutes les lettres de mes amis de Londres, pour pouvoir confronter dans les bureaux des ministres s'il n'en serait arrivé aucune par des voies détournées. J'avais commencé une seconde lettre au prince Lucien, le gouverneur s'y arrêta très particulièrement. J'eus beau lui montrer qu'elle était pleine de ratures, surchargée au crayon, à peu près effacée ; lui dire qu'elle n'avait point été écrite, qu'elle n'existait donc réellement pas, que je pouvais la désavouer sans scrupule ; qu'il était impossible d'en faire aucun usage *légal* ou *honnête*, il n'en fit pas moins retranscrire quelques parties, Dieu sait pour quel emploi !

Un billet de la femme du lieutenant-gouverneur l'intrigua beaucoup. Partant pour l'Angleterre, elle nous avait dit que la loi lui défendait de se charger d'aucune lettre, mais que si elle pouvait nous être autrement agréable, ce serait avec un vrai plaisir. Je lui avais envoyé, pour mes amis de Londres, des objets qui avaient servi à l'Empereur ou venaient de sa personne. Un petit encrier d'argent, je crois, quelques mots de son écriture, peut-être de ses cheveux, je ne sais ; j'appelais cela de précieuses reliques. Madame Skelton avait répondu qu'elle les traiterait avec tout le respect qu'elles méritaient, mais qu'elle devait m'avouer qu'elle n'avait pu résister à en dérober une petite portion.

Sir Hudson Lowe ne revenait pas que je ne pusse ou ne voulusse pas affirmer quels étaient ces objets précieux. Je serais fâché qu'ils pussent être la cause de quelques tracasseries pour cette dame ; je n'avais gardé son billet que par le respect et le souvenir qu'elle m'inspirait. M. et madame Skelton étaient un couple moral et vertueux à qui nous avions fait bien du

mal, malgré nous sans doute, mais qui avaient reçu chacun de nos torts en redoublant pour nous d'égards et d'attentions. Notre arrivée dans l'île les avait dépossédés de Longwood ; elle avait amené la suppression de leur emploi et leur renvoi en Europe où ils doivent se trouver sans fortune.

Enfin arrivèrent avec le temps les fameuses pièces clandestines : ma lettre au prince Lucien et celle à ma connaissance de Londres. Sir Hudson Lowe les avait fait soigneusement retranscrire, mais avec des lacunes, faute d'avoir pu tout lire, certains mots s'étant trouvés effacés sur le satin pour avoir été accidentellement mouillé depuis que je m'en étais dessaisi. Je poussai la complaisance jusqu'à les rétablir bénévolement, et alors commença sur moi une espèce d'interrogatoire.

Deux points occupaient beaucoup le gouverneur, qu'il tenait fort à éclaircir, si je n'y avais pas d'objection, disait-il. La première question a été relative à ces paroles de ma lettre au prince Lucien : « Ceux dont nous sommes entourés se plaignent amèrement que leurs lettres sont falsifiées par les papiers publics, etc. » Quelles étaient ces personnes ? me demandait-on. L'aide de camp tenait la plume pour noter mes réponses. J'ai fait écrire que ne voyant aucun inconvénient à répondre, j'allais le faire purement à l'amiable ; car si le gouverneur pensait m'interroger d'autorité, j'allais garder le silence, et j'ai dit : « Que ces paroles de ma lettre étaient vagues, générales, sans aucune application quelconque ; que c'était ce qui nous avait été dit par tout le monde, lorsqu'on avait cherché à nous consoler des expressions ou des peintures très déplacées à notre égard que nous rencontrions parfois dans les journaux de Londres, sous la date de Sainte-Hélène ; qu'il m'en revenait en cet instant un exemple spécial, celui d'une dame du camp qui lui était connue, et qui répétait partout n'avoir point écrit la lettre ridicule qui avait paru sous son nom, soit que ses amis en Angleterre y eussent fait des changements, soit qu'ayant été lue en société, elle eût été mal retenue et infidèlement livrée à l'impression. »

La seconde question du gouverneur s'appliqua à ma lettre privée : j'y avais tracé la commission de faire demander à lord Holland s'il avait reçu les paquets que je lui avais adressés. Sir Hudson Lowe me demandait ce que c'était que ces paquets et par qui je les avais fait passer, etc. ; et ici il redoublait visiblement d'aménité et de douceur pour obtenir une réponse satisfaisante : il convenait n'avoir aucun droit pour me forcer à répondre ;

mais ce serait, disait-il, abréger et simplifier de beaucoup mes affaires, etc., etc. Je répondis avec assez de solennité que cet article, était mon secret, ce qui fit une impression évidente sur la figure de sir Hudson Lowe ; et, comme mes paroles étaient écrites à mesure, je continuai de dicter, ajoutant que la réponse que je venais de faire n'était, au demeurant, que celle de mon éducation et de mes mœurs ; que toute autre eut pu entraîner les doutes du gouverneur, et qu'il ne convenait pas que je dusse exposer la vérité de mes paroles au plus léger soupçon ; que toutefois, après cet exposé préalable, je n'hésitais plus à déclarer à présent que je n'avais jamais eu de ma vie aucune communication avec lord Holland. Cette finale inattendue fut un coup de théâtre, une véritable scène de comédie ; il serait difficile de rendre la surprise du gouverneur, l'ébahissement des officiers, la plume arrêtée dans les mains du greffier. Sir Hudson Lowe n'a pas hésité à dire qu'il me croyait assurément, mais qu'il devait avouer qu'il n'y pouvait rien comprendre. Je lui confessai de mon côté que je ne pouvais m'empêcher de rire de l'embarras que je lui causais, mais que je lui avais pourtant tout dit. Le fait est que j'avais compté, lorsque mon domestique aurait reparu, le charger en outre pour lord Holland de plusieurs documents authentiques sur notre situation ; mais on ne m'en avait pas laissé le temps, on s'était trop pressé de venir m'enlever. Je n'avais l'honneur de connaître Sa Seigneurie que par la noblesse et l'élévation de sa conduite publique ; mais lui adresser la vérité, à lui législateur héréditaire de son pays, membre de la cour suprême de la Grande-Bretagne, ne me semblait rien que de très convenable dans nous deux, de bienséant et d'utile même pour l'honneur du caractère anglais.

Du reste, voici cette lettre au prince Lucien, dont il a été tant question. J'aurais voulu pouvoir l'épargner à mes lecteurs ; mais elle a trop de rapport avec Longwood, et joue un trop grand rôle dans mes malheurs, pour que je puisse m'empêcher de la reproduire ici telle qu'elle a été publiée dans le temps, lors de mon retour en Europe.

« Monseigneur, je viens de recevoir votre lettre de Rome, datée du 6 mars dernier. Je m'estime bien heureux que Votre Altesse ait daigné m'honorer de cette marque de son souvenir. Je m'efforcerai d'y répondre, en lui donnant de temps à autre, pour toute sa famille, un détail suivi de tout ce qui concerne l'Empereur, sa santé, ses occupations et les traitements qu'on

lui fait éprouver. Je vous manderai surtout, Monseigneur, les choses telles qu'elles se seront passées et telles qu'elles se trouveront, m'en reposant sur Votre Altesse pour déguiser au besoin, au cœur toujours sensible d'une mère, ce qu'il pourrait y avoir de trop affligeant pour elle.

« Afin de rendre ma relation plus complète, je la ferai remonter à peu près au moment où je quittai Votre Altesse, au Palais-Royal, pour m'aller mettre spontanément de service auprès de l'Empereur ; je la prendrai à l'instant où je suivis Sa Majesté à la Malmaison, pour ne plus la quitter ; au moment enfin où, près de monter en voiture, l'Empereur, au bruit du canon de l'ennemi, fit dire au gouvernement provisoire « que pour avoir abdiqué la souveraineté, il n'avait pas renoncé à son plus beau droit de citoyen, celui de combattre pour la patrie ; que, si on voulait, il irait se mettre à la tête de l'armée ; que l'état des choses lui était bien connu ; qu'il répondait de frapper l'ennemi de manière à assurer au gouvernement le temps et les moyens de traiter avec plus d'avantage ; que, le coup porté, il n'en poursuivrait pas moins immédiatement son voyage. »

« Sur le refus du gouvernement provisoire, nous nous mîmes en route, dans la soirée du 29 juin, pour Rochefort, où deux frégates étaient commandées pour nous transporter aux États-Unis d'Amérique. C'était l'asile que l'Empereur s'était choisi.

L'Empereur, avec une partie de sa suite, composée de plusieurs voitures, parcourut cet espace sans escorte, et au milieu des acclamations de toute la population qui accourait sur les routes. Il était difficile de n'être pas ému. L'Empereur seul se montrait impassible. On pouvait aisément distinguer sur tous ces visages les vœux pour ce qu'ils perdaient, l'anxiété pour ce qui devait suivre. Ce spectacle avait quelque chose de touchant et d'étrange. Il offrait beaucoup au cœur et à la méditation.

« Arrivés à Rochefort, nous y attendîmes vainement plusieurs jours les passe-ports dont on nous avait flattés en quittant Paris. Cependant les événements marchaient avec une grande rapidité. Tout nous commandait un appareillage sans délai. Les ennemis étaient entrés dans Paris. Notre armée principale se retirait en deçà de la Loire, pleine d'indignation et de fureur. Celle de la Vendée, celle de Bordeaux, partageaient les mêmes sentiments. Toute la population était dans une fermentation extrême. De toutes parts on sollicitait l'Empereur de revenir se charger de la fortune publique ; mais sa

détermination était irrévocable. D'un autre côté, les croiseurs anglais étaient en présence ; toutes les passes étaient fermées ; les vents nous demeuraient constamment contraires. Ainsi, quand tout commandait à terre de précipiter le départ, tout concourait du côté de la mer à le rendre impraticable. Dans cette extrémité, l'Empereur m'envoya à la croisière ennemie, comme devant avoir, par mon ancienne émigration, plus de connaissance des Anglais. Je demandai si on y avait entendu parler de nos passe-ports pour l'Amérique ; on ignorait cette circonstance. Je peignis notre véritable situation, les offres faites à l'Empereur, ses refus et son intention inébranlable. Je posai la supposition de notre départ sur un neutre ; le capitaine anglais avait ordre de le saisir. Je parlai de la sortie des frégates sous pavillon parlementaire ; il avait ordre de les combattre. Je lui représentai toute l'étendue des maux dont il pouvait être la cause, s'il forçait l'Empereur de redescendre à terre : il m'assura ne pouvoir rien prendre sur lui à cet égard ; mais qu'il allait s'adresser immédiatement à son amiral, et me ferait une réponse sous deux jours.

« En attendant, de notre côté, nous avons épuisé, pour notre sortie, tout ce que l'imagination pouvait fournir. On avait été jusqu'à la proposition désespérée de traverser l'Océan sur deux frêles chasse-marées. De jeunes aspirants, pleins d'ardeur et d'enthousiasme, étaient venus s'offrir pour en composer les équipages. L'Empereur accepta ; mais, au moment de partir, il fallut bien y renoncer : entre autres difficultés, ils déclarèrent qu'on serait obligé de relâcher sur les côtes d'Espagne et de Portugal, pour faire de l'eau.

« Cependant la tempête morale allait toujours croissant autour de nous ; elle s'approchait sans cesse ; les sollicitations se multipliaient auprès de l'Empereur. Des généraux venaient en personne le supplier de se mettre à leur tête. L'Empereur demeurait inébranlable. « Non, répondit-il toujours, le mal est à présent sans remède. Je ne puis plus rien aujourd'hui pour la patrie. Une guerre civile serait désormais sans objet, sans résultat pour elle. Elle ne pourrait être utile qu'à moi, à qui elle obtiendrait quelques termes sans doute ; mais je l'achèterais par la perte infaillible de ce que la France a de plus généreux. Je le dédaigne. »

« C'était ce même sentiment qui, lors de son abdication, rendue si nécessaire par la perfidie, l'empêcha de se réserver la Corse, où aucune

croisière ennemie n'eût pu l'empêcher d'arriver. Mais il ne voulut pas qu'on pût dire que, dans le naufrage du peuple français, qu'il ne prévoyait que trop, lui seul avait su se créer un asile, en se retirant chez lui.

« Ne voyant pas venir de réponse, je retournai à bord du vaisseau anglais. Le capitaine n'avait pas encore eu de nouvelles de son amiral ; mais il me dit cette fois qu'il avait autorité de son gouvernement de conduire Napoléon et sa suite en Angleterre, si cela lui était agréable. Je lui répondis que j'allais transmettre cette offre, et que je ne doutais pas que l'Empereur n'en profitât avec magnanimité et sans défiance, pour aller demander en Angleterre même les moyens de se rendre en Amérique. Le capitaine me fit l'observation qu'il ne garantissait pas qu'on nous les accordât ; mais il m'assura, et plusieurs officiers le secondèrent, que nous ne devions avoir nul doute d'y recevoir le traitement digne de l'élévation, de la grandeur, de la générosité de leur nation.

« À mon retour, l'Empereur nous réunit autour de lui, pour connaître notre pensée. L'opinion fut unanime pour accepter l'hospitalité qui nous était offerte ; il ne s'éleva pas la moindre inquiétude. « C'est une occasion de gloire, disait-on, qui sera avidement saisie par le Prince-Régent. Quel plus beau triomphe pour l'Angleterre que cette noble confiance de son grand ennemi, que cette préférence obtenue sur un beau-père et un ancien ami ! Ce sera, disait-on, une des belles pages de son histoire ! Quel hommage rendu à l'excellence, à la supériorité de ses lois ! » Ici, Monseigneur, j'osai m'appuyer de la haute opinion de Votre Altesse même, sur le caractère national du peuple anglais, sur sa moralité, sa noblesse et son influence sur les actes de la souveraineté même. L'Empereur pensait bien que sa retraite en Amérique serait vue avec jalousie, sans doute, et que cet article éprouverait quelques difficultés ; mais, comme il ne choisissait cet asile que pour vivre sous des lois positives, et que l'Angleterre lui offrait les mêmes avantages, il lui importait peu d'être contraint d'y demeurer. Il s'y détermina même, et écrivit au Prince-Régent une lettre remarquable, qu'ont répétée tous les papiers de l'Europe ^[1].

« Je retournai le soir même coucher à bord du *Bellérophon*, annonçant l'arrivée de l'Empereur pour le lendemain matin. J'étais accompagné du général Gourgaud, aide de camp de Sa Majesté, qui fut expédié sur-le-champ pour l'Angleterre. Il était porteur de la lettre pour le Prince-Régent,

et devait faire connaître à S.A.R. le désir de l'Empereur de débarquer dans ses États sous le titre de *colonel* DUROC, et de se fixer, avec son agrément, dans une des provinces les plus favorables à sa santé.

À peine l'Empereur était arrivé à bord du *Bellérophon*, que l'amiral de la croisière parut, et vint mouiller auprès de nous. Sa Majesté témoigna le désir de visiter son vaisseau, *le Superbe*, et l'amiral Hotham lui en fit les honneurs avec une grâce et une élégance qui recommandent son caractère.

Nous partîmes, et telle était notre sécurité, que, dans l'abandon de notre bonne foi, chacun de nous remplit le temps du voyage de rêves innocents sur nos nouvelles destinées, au sein du repos et de l'hospitalité britannique. Que nous étions loin de soupçonner toutes les horreurs de notre affreux mécompte !

À peine nous eûmes jeté l'ancre sur les plages anglaises que tout prit autour de nous l'aspect le plus sombre. Le capitaine avait communiqué sur-le-champ ; à son retour ce nous fut assez de son visage pour pressentir nos malheurs. C'était un homme de bien, qui avait exécuté ses instructions, sans connaître l'horrible secret qui les avait dictées^[2]. Nous avions été condamnés d'avance à être jetés sur le roc stérile de Sainte-Hélène, au milieu des mers, à cinq cents lieues de toutes terres.

« Nous fûmes mis, dès cet instant, sous l'interdit le plus sévère ; toute communication nous fut défendue. Des bateaux armés rôdèrent autour de nous, éloignant à coups de fusils les curieux qui osaient nous approcher. On nous signifia bientôt, dans les termes les plus durs et dans les formes les plus amères, l'inique, la fatale sentence, et l'on ne perdit pas un instant pour la mettre à exécution. On saisit nos épées, on visita nos effets, pour nous prendre et gérer, disait-on, notre argent, nos billets, nos diamants ; on supposait des trésors à l'Empereur. Qu'on le connaissait mal ! On ne lui trouva que quatre mille napoléons, qu'on retint, et quelque peu d'argenterie qu'on lui laissa. Les objets de service du moment, quelque linge, des vêtements, quelques caisses de sa bibliothèque de campagne, composaient toute la fortune de celui qui avait gouverné le monde, distribué des royaumes et créé des rois.

« On nous transborda du *Bellérophon* sur le *Northumberland*, et nous fûmes lancés sur le vaste Océan, vers nos destinées nouvelles, aux

extrémités de la terre.

« Nous avons suivi l'Empereur en très grand nombre ; il ne fut permis qu'à quatre de partager son supplice. En le voyant partir, ceux qui restaient en arrière sanglotaient de douleur ; un de ceux qui avaient le bonheur de le suivre ne put s'empêcher de dire à l'amiral Keith, qui se trouvait à côté : « Vous observerez, du reste, Milord, que ce sont ceux qui demeurent qui versent des pleurs. »

« L'Empereur laissa après lui une protestation courte, simple et énergique ; je la transcris ici en note, parce que les papiers ne l'ont publiée qu'imparfaite^[3]. Pour nous, Monseigneur, nous nous demandions, dans l'amertume de nos cœurs et l'indignation de tels actes : Quel est donc ce guet-apens ? Ne sommes-nous plus parmi les nations civilisées ? Où en est donc le droit des gens, la morale publique ? Nous en appelions à Dieu qui venge les perfidies ; nous le prenions à témoin de la bonne foi trahie, il me serait difficile de vous rendre la tempête qu'allumait en nous cet abus insultant de la force et du mensonge sur notre innocente crédulité. Encore à présent, de vous en parler, Monseigneur, me fait courir le sang plus vite. Nous lisions dans les papiers qu'on nous avait faits prisonniers, nous qui étions venus si librement et avec tant de magnanimité ! Que nous avons été contraints de nous rendre à discrétion, nous qui avons dédaigné par grandeur d'âme de profiter des hasards de la guerre sur terre, et qui eussions pu tenter le sort des armes par mer ! Et qu'aurait donc eu de pire notre traitement, si nous n'eussions succombé qu'à la force ? Qui osera douter que nous n'eussions épuisé toutes les chances, couru même volontiers celle d'une mort certaine, si nous eussions pu soupçonner le sort qui nous était réservé ? Mais la lettre même de l'Empereur au Prince-Régent met hors de doute les intentions de la croyance réciproque. Le capitaine anglais, à qui elle fut communiquée d'avance, les avait sanctionnées tacitement en n'y faisant aucune objection. On nous a dit plus tard que le traitement de l'Empereur Napoléon n'était pas un acte exclusif de l'Angleterre, mais une convention des quatre grands pouvoirs alliés. Vainement les ministres britanniques croiraient par là couvrir la tache dont ils ont flétri leur nation ; car on leur crie : Ou vous aviez arrêté cette convention avant d'avoir en vos mains l'illustre victime, et vous avez eu l'indignité de lui tendre un piège pour vous en saisir ; ou bien vous ayez conclu quand elle était déjà en votre

pouvoir, et alors vous avez commis le crime de sacrifier l'honneur de votre pays, la sainteté de vos lois à des considérations étrangères auxquelles rien ne pouvait vous contraindre.

Que de maux ces violations monstrueuses préparent à notre pauvre Europe ! Que de passions elles vont rallumer ! Qui ne voit dans ces mesures arbitraires et tyranniques, dans ce mépris de toutes les lois vis-à-vis de l'Empereur Napoléon, une réaction étudiée de doctrines politiques ? La tempête était apaisée, on la réveille. On affecte de répéter sans cesse que la révolution s'éteint dans la proscription de Napoléon : aveuglement étrange ! On oublie qu'il l'avait finie ; on la recommence. Les populations de l'Europe vont fermenter plus que jamais.

« Les instructions des ministres anglais commandaient, pour l'Empereur, le titre de *Général*, et défendaient toute espèce d'égards et de respects inusités. L'Empereur eût pu être fier de ce titre, il l'avait immortalisé ; mais la circonstance et l'intention le rendaient un outrage. Nous ne crûmes pas qu'il convînt au ministère anglais de changer à son gré l'ordre des choses de l'Europe, et qu'il pût annuler selon son caprice une qualification créée par la volonté d'un grand peuple, consacrée par la religion, sanctionnée par la victoire, reconnue par les traités, avouée de tout le continent ; et nous persistâmes, dès cet instant, à continuer le titre d'EMPEREUR à celui qui, peu de jours auparavant, s'était choisi celui de *Colonel*.

« Notre traversée de deux mois fut, du reste, heureuse, uniforme et paisible. Le vaisseau, comme tous les points de la domination britannique, fourmillait de pamphlets et de libelles sur la personne, le caractère, les traits, les formes, les manières et les actes de l'Empereur. Il tombait au milieu de tous les préjugés hérissés contre lui ; et ce ne fut pas un spectacle peu curieux pour l'observateur attentif que de voir les nuages du mensonge se dissiper devant l'éclat de la vérité, et l'horizon prendre tout à fait d'autres couleurs. Aucun d'eux ne revenait de son calme, de sa sérénité : ils admiraient sa connaissance de toutes choses, surtout l'égalité de son humeur. Quand nous nous sommes quittés, il a échappé de dire à celui qui avait eu le plus de relations avec lui, qu'il n'avait jamais pu le surprendre mécontent ou désireux.

« L'Empereur passait toute la matinée dans sa petite chambre. Vers les cinq heures, il entrait au salon, où il jouait une partie d'échecs avant de se

rendre à table. Durant le dîner, l'Empereur parlait peu et rarement. Vous savez, Monseigneur, qu'il ne restait jamais plus de dix-huit à vingt minutes à table ; ici on y demeurait plus de deux heures : c'était un supplice qu'il n'eût pu supporter. On lui servait du café au bout d'une heure, et il se levait pour aller sur le pont. Le grand maréchal et moi le suivions régulièrement. C'était le seul moment où il parût en public. Il faisait approcher l'officier de service ou quelques personnes de profession : le chirurgien, le commissaire ou l'aumônier, et s'informait de ce qui les concernait. Dans les premiers jours, l'équipage montrait une grande curiosité ; bientôt ce ne fut plus que de l'intérêt. S'il arrivait quelque manœuvre qui pût procurer du mouvement ou de la confusion sur le pont, les jeunes aspirants accouraient, et, par un mouvement touchant, formaient un cercle autour de lui pour le préserver de toute injure. L'Empereur se retirait dans sa chambre de très bonne heure. Ce fut là sa vie de tous les jours.

« Arrivés à Sainte-Hélène, après deux ou trois jours de mouillage nous fûmes débarqués à la nuit dans James-Town, espèce de village, de colonie, ou de hameau composé de quelques maisons, parmi lesquelles la relâche annuelle de la flotte des Indes en a fait construire quelques-unes assez considérables, pour la commodité des voyageurs.

« Le lendemain au matin, l'Empereur, conduit par l'amiral, fut voir, dans l'intérieur de l'île, la demeure qu'on lui destinait. Elle demandait des réparations absolues, qui ne pouvaient être prêtes de quelques jours. L'Empereur devait donc revenir à James-Town, où la chaleur était suffocante, insalubre, sans parler d'autres inconvénients plus graves encore, surtout celui d'une curiosité importune. Il préféra de s'arrêter à trois ou quatre milles de la ville, et me fit venir le soir même : le peu d'espace de cette nouvelle demeure ne permettait d'admettre personne autre. C'était une espèce de guinguette, à cinquante pas de la maison du propriétaire, composée d'une seule pièce au rez-de-chaussée, de quelques pieds carrés. L'Empereur y fit dresser un lit de campagne, et dans cette seule pièce il dut dormir, s'habiller, travailler, manger et se promener. Je couchais au-dessus dans une petite mansarde, où mon fils et moi avions à peine notre surface ; les valets de chambre de l'Empereur couchaient par terre en travers de sa porte. La famille du propriétaire, tout à fait honnête et bonne, était à cinquante pas. Il y avait deux petites demoiselles de treize à quatorze ans :

ce sont elles sur lesquelles les papiers-nouvelles se sont trouvés si heureux de pouvoir s'égayer. L'Empereur y entra quelquefois les premiers jours. Mais les qualités hospitalières du propriétaire y réunissant souvent des curieux, l'Empereur y renonça. Les autres officiers de sa suite, qui étaient demeurés à la ville, venaient auprès de lui le plus souvent qu'ils le pouvaient ; mais, à cause des méprises ou de la confusion des consignes, c'était presque toujours au travers des mortifications et des peines. L'Empereur était très mal, plus mal encore que vous ne l'imaginerez, Monseigneur. On était obligé, les premiers jours, d'apporter son dîner de la ville. Plus tard, on trouva moyen d'organiser une cuisine tant bien que mal. Il ne fut jamais possible de lui procurer un bain, bien que ce fût devenu pour lui un objet de première nécessité. Il était obligé de sortir de sa chambre pour qu'on pût la balayer et faire son lit. Nous nous promenions sur le sol rocailleux autour de la maison, ou dans une allée du voisinage, quand le soleil baissait, ou que le clair de lune nous le rendait praticable.

« Nous passâmes deux mois de la sorte, au bout desquels nous fûmes transportés à Longwood, que nous occupons en cet instant. Il avait fallu tout ce temps pour les premières réparations. La colonie s'y trouva toute réunie, à l'exception du grand maréchal et de sa femme : le manque d'espace les força de demeurer à deux ou trois milles, dans une maison séparée.

« Longwood n'était, dans le principe, qu'une ferme de la compagnie ; elle avait été abandonnée au dernier sous-gouverneur, qui était venu à bout d'en faire une demeure de campagne. Les additions actuelles ont été faites avec une telle hâte, qu'elles n'offraient que des réduits fort insalubres, et elles sont si frêles, qu'au bout de l'année la plupart se trouveront probablement hors de service.

« L'Empereur est très-mal, et nous à peu près au bivouac. Pour votre parfaite connaissance, Monseigneur, je joins ici le plan de l'établissement que mon fils avait tracé pour sa mère. N'ajoutez donc aucune foi au fameux palais de bois dont ont retenti tous les papiers d'Angleterre. La pompe est pour l'Europe, la misère pour Sainte-Hélène. Il est bien vrai qu'il y a quelque temps il est arrivé un grand nombre de madriers bruts ; mais comme il a été calculé qu'il faudrait de sept à huit ans pour accomplir leur emploi, que nous demeurerions tout ce temps au milieu des ouvriers, et que

cela coûterait des sommes énormes, on y a renoncé. Ils pourrissent sur la plage.

« Ce n'est pas qu'il n'y ait dans l'île des demeures préférables à Longwood : *Plantation-House* surtout, la demeure des gouverneurs, est une bâtisse européenne, avec un joli jardin, de l'ombrage et tous les agréments qu'on peut attendre ici. L'Empereur y eût été beaucoup plus convenablement, et l'on eût épargné de grandes dépenses. Mais le déplacement d'un gouverneur pour l'illustre proscrit eut été une mesure d'égards que les ministres anglais, nous a-t-on dit, se sont empressés d'interdire. Les dehors de Longwood sont vraiment misérables ; on ne saurait y rien faire venir, ou du moins cela demanderait des soins fort au-dessus de ceux dont nous sommes capables. Pour dire tout en un seul mot, c'est la partie déserte de l'île ; la nature en a repoussé constamment jusqu'ici la population et la culture ; l'eau y est très rare, il n'y a point d'ombre ; on n'y trouve que des bruyères marines, quelques arbrisseaux, et des gommiers, espèce d'arbre bâtard et difforme, ne donnant ni feuilles, ni ombrage. On y est littéralement infesté de rats et de souris.

« Toutefois, le voyageur qui vient de traverser les mers, dont l'œil fatigué de la monotonie des vagues est tout prêt à admirer le premier sol qu'il rencontre, s'il grimpe, par un beau jour, sur notre plateau, dans l'étonnement des affreux rochers qui pointent autour de lui, et des abîmes creusés à ses pieds ; à l'aspect riant de la verdure sauvage qui dessine les gorges environnantes, il s'écrie que c'est fort beau. C'est souvent un de nos supplices. Mais, Monseigneur, pour celui qui est condamné à cette habitude, c'est un vrai lieu de désolation. Il en est de même du climat, que ceux qui ne font que passer peuvent trouver doux et innocent. Sous le soleil dévorant du tropique, cette île est la plupart du temps couverte de nuages, et Longwood sujet à de fréquentes pluies ; d'où il suit que si le soleil paraît, on est brûlé, et que, quand il se cache, l'on demeure dans une affreuse et constante humidité. On a donc à souffrir presque tout à la fois du froid et du chaud, contraste destructeur qui produit des ravages effrayants sur la structure humaine. La saison, toujours la même, laisse l'année sans couleur ; c'est une monotonie qui affecte l'imagination, l'esprit et le corps ; il serait difficile de rendre la fadeur et l'ennui qu'elle engendre : c'est une peine de tous les jours, de tous les instants. C'est ce tourment physique qui,

joint à toutes les peines morales dont on abreuve journellement l'Empereur, lui a fait dire en apprenant le sort funeste de Murat : « Les Calabrois se sont montrés moins barbares, plus généreux que les gens de Plymouth ! »

« En arrivant à Longwood, l'Empereur essaya de reprendre l'exercice du cheval : la prodigieuse activité de sa vie passée lui en rendait l'interruption dangereuse ; et vous savez peut-être, Monseigneur, que Corvisart le lui recommandait comme nécessaire contre une incommodité dont il est menacé. On nous avait assigné des limites assez rétrécies que nous pouvions parcourir sans aucune surveillance étrangère. On connaît les prodigieuses et rapides courses auxquelles l'Empereur était habitué. Ici, le peu d'espace, la monotonie de l'endroit, la course toujours la même, qui réduisait cet exercice à une espèce de manège, le dégoûtèrent bientôt ; il y renonça tout à fait ; nos sollicitations et nos prières n'ont jamais pu venir à bout de le lui faire reprendre. « Je ne saurais tourner ainsi sur moi-même, disait-il ; quand j'ai un cheval entre les jambes, l'envie me prend de courir, et je ne puis la satisfaire : c'est un tourment que je dois m'épargner. »

« L'île a vingt-cinq ou trente milles de tour ; l'Empereur eût pu la parcourir sous la surveillance d'un officier anglais : il n'a jamais pu s'y soumettre. La couleur de l'habit ou la différence de nation n'est pas son objection ; car quand on a reçu le baptême du feu, disait-il, on est à ses yeux d'une même religion ; mais il ne voudrait sortir que pour se procurer une jouissance ; c'est le moment où il pourrait s'épancher avec nous ; un étranger le lui interdirait. Il voudrait se distraire de sa situation, et la présence de son geôlier la lui rappellerait sans cesse. Tout se calcule dans la vie, dit-il, tout se pèse ; or, le bien qu'en retirerait son corps demeurerait fort au-dessous du mal qu'éprouverait son esprit. Un instant l'amiral Cockburn se prêta avec assez de grâce à lui faciliter ses excursions extérieures ; mais ce ne fut que l'arrangement d'un jour. Dès le lendemain, soit qu'il se repentît ou autrement il fut prétendu qu'on ne s'était pas compris, et il n'en fut plus question.

« La grande occupation de l'Empereur est de lire dans sa chambre ou de dicter à chacun de nous sur les principales époques de sa vie. Sainte-Hélène ne sera pas tout à fait perdue pour l'histoire ni pour la gloire française ; les campagnes d'Italie et l'expédition d'Égypte sont déjà assurées : ce sont des

ouvrages dignes de leur sujet. Il n'appartenait qu'à celui qui avait accompli ces prodiges de les écrire dignement.

« L'Empereur a appris l'anglais, Monseigneur, et j'ai la gloire de l'enseignement. En moins de trente leçons il a pu lire les papiers-nouvelles ; aujourd'hui il parcourt tous les ouvrages.

« Tout ce qui concerne la vie animale se trouve ici de la plus mauvaise qualité, ou manque même tout à fait. C'est mauvais : d'abord parce qu'à cette latitude et dans cette colonie, sa nature est telle ; ensuite parce que nous sommes pourvus à l'entreprise, par contrat, sans aucune autorité ni contrôle de notre part. Nous n'avons jamais pu obtenir qu'on nous fournît les animaux vivants, on en devine la cause, non plus que d'être pourvus autrement qu'au jour la journée ; si bien qu'il est arrivé plus d'une fois de voir les heures de nos repas retardées, parce que les provisions n'étaient pas encore venues, et qu'on s'est trouvé quelquefois, dans le courant du jour, privé de boire et de manger parce qu'on se trouvait précisément entre la ration consommée et la ration à venir. La viande est détestable ; le pain n'est pas le nôtre ; le vin fort souvent ne saurait se boire ; l'huile, sur laquelle l'Empereur est délicat et qu'il aime, ne peut s'employer dans son état naturel ; il a été impossible de se procurer de la liqueur passable, et elle eût fait plaisir, etc. L'Empereur, qui a été si longtemps gâté sur tous ces objets à un tel point qu'on ne saurait le dire et qu'il l'ignorait lui-même ; lui, pour qui ces jouissances ne sont que négatives, c'est-à-dire qu'il ne s'apercevrait pas si toutes ces choses étaient bonnes, est sensible néanmoins à ce qu'elles se trouvent si mauvaises. Il ne se plaint pas, il vivrait de la ration du soldat ; mais enfin il en souffre, et nous encore en souffrons pour lui bien davantage. Croirait-on jamais que l'autorité se soit opposée à ce que notre sollicitude attentive cherchât à lui procurer, à son insu, ces petites jouissances !

« L'Empereur n'a aucune distraction extérieure. Il ne reçoit plus ou à peu près : le nouveau gouverneur a mis aux visites de telles difficultés qu'elles équivalent à une interdiction. L'Empereur lui-même y a trouvé des inconvénients qui l'en ont éloigné : les voyageurs venaient employer auprès de nous les plus ardentes sollicitations pour obtenir l'honneur de lui être nommés, et rien de plus commun que de lire, cinq mois après, dans les papiers anglais, les rapports les plus déplacés sous les noms mêmes de ceux

qui nous avaient montré les expressions les plus vives, les formes les plus obséquieuses, la reconnaissance la plus exaltée. Une fois pour toutes, Monseigneur, ne croyez aucun de ces papiers ni aucune de leurs plates absurdités. Quand ces anecdotes nous reviennent ici, elles sont la risée, l'indignation des Anglais qui nous entourent.

« Ils se plaignent que leurs lettres sont défigurées ; ils nous démontrent qu'aucun d'eux n'aurait pu écrire ces choses, qu'elles ont dû être fabriquées à Londres ou recueillies de la bouche des domestiques des voyageurs qui passent. Monseigneur, l'Empereur, votre auguste frère, est toujours lui ; et nous, qui avons le bonheur de l'entourer, nous apprenons par expérience ce dont on doutait proverbialement : qu'un grand homme peut le demeurer, et croître encore aux yeux de ceux qui le voient à nu et ne le quittent ni nuit ni jour.

« L'Empereur dort fort peu : il se couche de bonne heure ; et comme il sait que je dors très difficilement, il me fait appeler souvent pour lui tenir compagnie jusqu'à ce qu'il s'endorme. Il se réveille assez régulièrement sur les trois heures ; on lui donne de la lumière, et il travaille jusqu'à six ou sept, qu'il se recouche pour essayer de dormir encore. À neuf heures on lui sert son déjeuner sur une petite table ronde ou espèce de guéridon près de son canapé. Il y fait appeler parfois l'un de nous ; puis il lit, travaille ou sommeille durant la grande chaleur du jour ; il nous dicte ensuite. Pendant longtemps il a eu l'habitude, vers les quatre heures, de faire une course en calèche, entouré de nous tous ; mais il vient de s'en dégoûter comme du cheval. Au lieu de cela, il se promène, jusqu'à ce que l'humidité le force de rentrer. S'il lui arrive de s'oublier au-delà de cinq heures, il est sûr d'être enrhumé du cerveau le soir, d'avoir une toux assez forte et de violents maux de dents. L'Empereur, rentré, dicte encore jusque vers huit heures, où il passe au salon, et fait une partie d'échecs avant d'aller à table. Au dessert, les gens retirés, il nous lit lui-même quelques pièces de nos grands poètes ou quelque autre ouvrage choisi.

« Tels sont les plus petits détails de la vie de l'Empereur : heureux si, dans l'isolement de l'univers, il lui était permis de jouir en paix, au milieu de nos soins pieux et tendres et dans l'entier oubli du monde, de quelques heures dérobées à ses peines ! mais, depuis l'arrivée du nouveau gouverneur, il n'est pas de jour, d'heure, d'instant où il ne reçoive quelque

nouvelle blessure : on dirait un aiguillon sans cesse occupé à réveiller les plaies dont un instant de sommeil aurait pu suspendre les douleurs.

« À notre arrivée dans la colonie, nous étions très mal ; mais nous tombions de si haut qu'eussions-nous été très bien, nous n'aurions su encore que nous plaindre. Les Anglais généreux qui se trouvaient autour de nous, ceux qui passaient, jugeant la vérité de notre position, nous répétaient sans cesse, soit qu'ils voulussent nous consoler, soit qu'ils le prissent dans leur cœur : « Votre situation actuelle n'est que provisoire ; elle ne saurait durer de la sorte. La politique, à ce qu'on a cru, demandait à s'assurer de vos personnes ; mais le droit naturel, la générosité, l'honneur veulent qu'on vous entoure de toutes les indulgences possibles ; la partie pénible est accomplie. Des vaisseaux cernent la côte, des soldats bordent le rivage, des signaux peuvent vous tracer à chaque instant dans l'intérieur de l'île. Toutes les précautions de sûreté sont complètes. À présent les mesures de douceur vont se développer. On vous envoie un lieutenant-général pour gouverneur. Il a passé sa vie sur le continent, au quartier-général ou à la cour des souverains : il y aura appris tout ce qu'on doit à Napoléon. Ce choix doit vous dire assez : on aura voulu un homme distingué, digne de sa haute mission, d'une élévation d'âme, d'une noblesse et d'une élégance de manières propres à la délicatesse de sa situation. Encore un peu de patience, et tout s'arrangera bientôt au mieux possible... » Il arriva enfin ce nouveau Messie... Mais, bon Dieu ! Monseigneur ! le mot échappe : on n'avait envoyé qu'un gendarme, un exécuter. À sa voix tout a pris l'aspect et les formes les plus sinistres. Les apparences d'égards, les formalités de bienséance ont disparu. Chaque jour depuis a été pour nous un jour d'aggravation de douleur et d'injure. Il a resserré nos limites, attenté à notre intérieur, interféré dans nos plus petits détails domestiques ; il a interdit tout rapport avec les habitants, éloigné la communication des officiers de sa propre nation ; il nous a entourés de fossés, ordonné des palissades, multiplié les soldats, encerclé des prisons dans des prisons, il nous a environnés de terreur et mis au secret. L'Empereur ne se voit plus que dans un donjon. Il ne sort plus de sa chambre. Le peu d'audiences qu'il a accordées à cet officier ont été désagréables et pénibles. Il y a mis un terme, et est résolu de ne plus recevoir ce gouverneur. « J'avais à me plaindre de

l'amiral, a-t-il dit ; mais du moins il avait un cœur ; pour celui-ci, il n'a rien d'anglais, ce n'est qu'un mauvais sbire de Sicile. »

« Sir Hudson Lowe se rejette de tous ces griefs, il est vrai, sur les instructions de ses ministres. Si sir Hudson Lowe est exact, ses instructions sont barbares. Pour nous, nous pouvons affirmer qu'il les exécute barbaquement.

« L'Empereur ne saurait survivre longtemps à de pareils traitements. Toute la faculté le pense ainsi. Et que ne dira pas l'histoire ! Sir Hudson Lowe ne disconvient pas que sa vie ne soit en danger ; mais il répond froidement que ce sera sa faute, que c'est lui qui l'aura voulu. La dernière conversation de l'Empereur avec lui a été vive et remarquable. Ayant prétexté des communications importantes, l'Empereur s'en est laissé accoster dans sa promenade. C'était pour lui dire que les dépenses annuelles de l'établissement étant de vingt mille livres sterling, et le gouvernement n'en accordant que huit mille, il voulut bien lui remettre entre les mains les douze mille qui restaient de déficit. L'Empereur, choqué, l'a prié de vouloir bien lui épargner ces objets ; et comme sir Hudson Lowe s'obstinait à vouloir les discuter, l'Empereur s'est emporté et lui a dit « de le délivrer de ces ignobles détails et de le laisser tranquille ; qu'il ne lui demandait rien ; que, quand il aurait faim, il irait s'asseoir à la gamelle de ces braves (en montrant de la main le camp du 53e), lesquels ne repousseraient sûrement pas le plus vieux soldat de l'Europe. » Il en est résulté néanmoins que l'Empereur a été réduit à faire briser et vendre son argenterie pour fournir, mois à mois, à compléter le strict nécessaire ; et vous auriez été touché, Monseigneur, de la douleur et des larmes des gens, à ce spectacle si éloigné de leurs idées.

« Vous, Monseigneur, qui connaissez l'abondance à laquelle l'Empereur était accoutumé, vous vous récrieriez sans doute ; mais vous savez aussi le véritable prix qu'il attachait à toutes ces choses. Il s'indigne, et ne se plaint pas. Toutefois s'être saisi, par la fraude, de ce grand homme, l'avoir séquestré violemment de ses moyens et de ses ressources, avoir soigneusement stipulé, avec les autres intéressés, qu'on prenait sur soi toutes les charges, afin de demeurer seul maître de sa personne, et puis venir marchander avec lui sa propre existence, l'appeler en paiement de ses

propres besoins : il y a dans tout cet ensemble quelque chose de si choquant qu'on manque d'expression pour le qualifier.

« Tout est ici, du reste, d'un prix fou, bien que si mauvais. Je ne crois pas trop dire que de le porter à six ou sept fois ce que vous le payez en Italie ; d'où il devient facile d'évaluer les huit mille livres sterling que les ministres anglais y consacrent : aussi je n'hésite pas à affirmer que nos propriétaires de province, de 15 à 18.000 francs de rente, sont mieux logés, mieux meublés, mieux nourris que ne l'est l'Empereur.

« Avec la connaissance de nos maux, vous soupçonneriez peut-être, Monseigneur, qu'aigris par la douleur et les circonstances, nous sommes portés à nous plaindre toujours et de tout. Certes, nous serions excusables, peut-être. Toutefois l'excès de nos maux ne nous a pas rendus assez injustes pour ne pas apercevoir et prendre de la reconnaissance pour l'intérêt et les attentions que nous ont témoignés quelques habitants et un bon nombre des officiers de la garnison. Nous avons distingué surtout la franchise des manières et la droiture de l'amiral Malcolm. Notre susceptibilité dans le malheur, et la délicatesse de sa situation officielle, nous ont seuls empêchés de lui témoigner, ainsi qu'à lady Malcolm, dont nous honorons le caractère, toute la sympathie qu'ils nous inspiraient. Cet amiral ayant recueilli dans la conversation de l'un de nous que nous étions sans ombrages et que nous nous occupions de procurer à l'Empereur une tente où il put passer quelques instants, il arriva qu'à quelques jours de là l'Empereur put déjeuner sous une tente spacieuse, soudainement élevée par les matelots et avec les voiles de la frégate. C'était une galanterie européenne à laquelle nous n'étions plus faits ; nous avons dû y être sensibles. L'Empereur a joui et jouit encore de cette tente, mais non sans mélange. Combien de fois, à l'approche d'un ennemi importun, il y a interrompu sa conversation et ses dictées, en s'écriant : « Rentrons dans nos tanières ; on m'envie l'air que je respire. »

« Tout, jusqu'au plus petit détail, trahit le caractère et les dispositions personnelles de notre gardien. Il nous permet le papier-nouvelle qui nous maltraite davantage, et nous interdira celui qui s'exprime avec moins d'inimitié. Il retiendra les ouvrages qui nous seront favorables, comme n'étant pas venus par le canal des ministres, et s'empresse de nous envoyer de sa bibliothèque des libelles contre nous.

« Mais c'est surtout à ce que sa *propre et seule vérité* parvienne en Europe que sir Hudson Lowe donne sa plus grande attention. Toutes ses inquiétudes et sa jalousie sont tournées à ce que rien de la nôtre ne puisse pas percer au-dehors. Il éloigne de nous les voyageurs ; il nous fait un crime de propager nos détails, de chercher à les faire connaître ; il m'a fait dire dernièrement que si je continuais à écrire à mes amis en Europe sur mon ton habituel, il m'ôterait d'auprès de l'Empereur, et me renverrait de Sainte-Hélène. J'écrivais la vérité, je ne pouvais écrire que nous étions heureux et bien traités. Sir Hudson Lowe se défierait-il de ses ministres, qui lisent mes lettres après lui ? car autrement ils peuvent, au besoin, les supprimer à leur gré, après s'en être éclairés, s'ils en ont le désir. Quoi qu'il en soit, je ne me le suis pas fait dire deux fois ; je n'écrirai plus à ma famille ; me voilà mort pour elle. Cette présente relation même, Monseigneur, vous était destinée par les propres mains du gouverneur : je suis réduit à attendre désormais une occasion clandestine. Vous y gagnerez ; car vraisemblablement mon écrit ne vous fût pas parvenu. Quant à cette occasion clandestine, elle se trouvera sans doute tôt ou tard ; quelque voyageur généreux, ami de la vérité, se chargera de ce papier étranger aux affaires politiques, mais important à l'honneur de son pays, et il croira n'avoir rempli que le devoir d'un honnête homme et d'un bon citoyen.

« Sir Hudson Lowe outre sans cesse tout ce qui nous regarde et tout ce qui nous concerne. On a voulu s'assurer de nos personnes, et il pense qu'il faut nous mettre au cachot. On a voulu nous isoler du monde politique ; il se croit tenu de nous enterrer tout vivants. On a pensé à surveiller notre correspondance contre toute trame ou complot ; il n'y voit que de nous faire oublier tout à fait et d'annihiler notre existence. Si telles sont ses instructions secrètes, les ministres s'éloignent de leur propre parole au parlement ; ils s'éloignent de l'opinion de leur pays, des vœux de tout ce qu'il y a de généreux en Europe, quelle que soit d'ailleurs la différence d'opinions. Ils chargent leur administration d'un odieux inutile ; la vérité sera connue, et l'on s'indignera, se demandant qu'ont à faire de pareils traitements avec la sûreté du prisonnier. D'un autre côté, si tout cela n'était qu'un excès de zèle dans sir Hudson Lowe, cet excès de zèle condamne son cœur, avilit son caractère, déshonore sa mémoire.

« Quoi qu'il en soit, nous gémissons ici, en dépit du sens et des expressions de la législature anglaise, sous la tyrannie et l'arbitraire d'un seul homme ; d'un homme qui, depuis vingt ans, n'a eu d'autre occupation que d'enrégimenter et régir les malfaiteurs et transfuges de l'Italie ; d'un homme qui ne reconnaît point de limites à ses craintes ni à ses précautions, tant son cœur est endurci et son imagination effrayée. Cette affreuse situation est la funeste conséquence de nous trouver ainsi, au bout de la terre, dans les déserts de l'Océan. Combien de temps encore doit durer notre supplice ? Quand la vérité se fraiera-t-elle un passage jusqu'au peuple d'Angleterre ? Quand son indignation viendra-t-elle à bout de redresser des excès qui le flétrissent ? Devons-nous périr sans secours sur notre affreux rocher ? Nous causons de grandes dépenses à la métropole, et nous ruinons cette misérable colonie. Elle maudit notre séjour, comme nous maudissons son existence. Et puis, à quoi bon tout cela ? L'Empereur disait assez gaiement, il y a peu de jours : « Bientôt nous ne vaudrons pas l'argent que nous coûtons, ni les soins que l'on se donne. » Et pourquoi les ministres ne nous rappelleraient-ils pas ? Notre retour prouverait leur force, et fixerait leur caractère. On pourrait croire alors que notre exil passager aurait été la nécessité de la politique, et non l'ouvrage de la haine. Ils obtiendraient une grande économie, et se créeraient une véritable gloire. L'Empereur en est encore et demeure à jamais dans les mêmes intentions et les mêmes vœux que lorsqu'il vint librement et de bonne foi à bord du *Bellérophon*. Sa carrière politique est terminée. Le repos sous la protection de lois positives est tout ce qu'il demande, tout ce qu'il veut. Le dépérissement de sa santé, les infirmités naissantes, le nombre de ses années, le dégoût des choses humaines, peut-être celui des hommes, le lui rendent plus désirable, plus nécessaire que jamais.

« Quant à nous qui sommes autour de lui, quelque inique que demeurât notre captivité, il n'est plus aujourd'hui de cachot sur le sol de l'Angleterre qui ne fût un bienfait pour nous. Nous serions sous la main d'un pouvoir protecteur, nous échapperions à l'arbitraire d'un agent subalterne, nous respirerions l'atmosphère européenne ; et si nous venions à succomber, nos ossements reposeraient en terre chrétienne.

« Il y a quelques mois que les commissaires des pouvoirs alliés sont débarqués dans la colonie. Sir Hudson Lowe leur a signifié que leur mission

y était purement passive ; qu'ils n'avaient ni autorité ni *interférence* sur ce qui s'y passait à notre égard. Après quoi, il a envoyé à Longwood le traité du 2 août, et requis l'admission de ces commissaires. L'Empereur les a refusés dans leur capacité politique, mais n'a montré aucune objection à les voir comme simples individus. Il a fait faire à sir Hudson Lowe, par M. de Montholon, une réponse officielle, foudroyante de logique et sublime de pensées. J'espère qu'avec le temps elle vous parviendra, en dépit de tous les efforts de sir Hudson Lowe pour la tenir secrète. Il serait difficile de vous peindre son inquiétude à cet égard ; elle m'a déjà valu des reproches personnels.

« Monseigneur, l'Empereur parle bien souvent de vous tous. Il a des portraits de la plupart autour de lui, dans sa chambre. Son petit réduit est devenu un sanctuaire de famille. Il a reçu votre lettre, celle de Madame, du cardinal Fesch et de la princesse Pauline. Il lui en a coûté beaucoup d'imaginer que vos expressions de tendresse avaient subi l'inspection de toute la filière des agents qui nous surveillent. Il désire qu'on ne lui écrive plus à ce prix. Il a voulu, de son côté, écrire aux siens par l'intermédiaire du Prince-Régent ; mais on lui a dit ici qu'on n'expédierait pas sa lettre, si elle n'était ouverte, ou qu'on en briserait le sceau. Il s'est abstenu, et nous, nous avons souri de voir que l'outrage qu'on prétendait lui faire se perdait dans celui dont on menaçait le Prince-Régent.

« Pour nous, Monseigneur, qui sommes autour de l'Empereur, je vous ai beaucoup parlé de nos peines ; mais nous n'en connaissons plus à côté du bonheur de pouvoir lui témoigner notre dévouement. Nous ne souffrons qu'en lui. Nos privations, nos tourments personnels deviennent et sont pour nous les mérites et la joie des martyrs. Nous vivons à jamais dans les cœurs généreux. Des milliers envient notre situation sans doute ! Nous en sommes fiers, elle nous rend heureux.

« Daignez agréer l'hommage, etc. — *Signé*, le comte DE LAS CASES. »

Mes vives anxiétés – Lettre de l'Empereur, vrai bonheur.

Lundi 16.

Plus de vingt jours s'étaient écoulés, et rien n'annonçait encore aucun changement à notre affreuse situation. La santé de mon fils continuait à présenter les symptômes les plus alarmants. La mienne dépérissait visiblement par mes peines et mes anxiétés. Notre réclusion était si sévère, que nous n'avions point encore appris un seul mot de Longwood ; j'ignorais tout à fait comment y avait été interprétée ma malheureuse affaire ; j'avais appris seulement que l'Empereur n'était pas sorti de sa chambre durant ces quinze ou dix-huit jours qu'il y avait presque toujours mangé seul. Qu'on juge tout ce que ces circonstances durent me faire éprouver ! Évidemment l'Empereur avait été affecté, mais dans quel sens ? Ce doute, le dirai-je, était en moi un véritable tourment qui me rongait dans tous les instants depuis que j'avais quitté Longwood, car l'Empereur ignorait tout à fait la cause qui avait amené mon enlèvement : la fatalité l'avait fait ainsi. Qu'aurait-il pensé en entendant parler de mes lettres clandestines ? Quelles auraient été ses opinions, quel motif assignerait-il à ma dissimulation vis-à-vis de lui, moi qui d'habitude n'aurais pas fait un pas ni hasardé une parole sans lui en faire part ? Je rapprochais ces torts, que je m'exagérais encore, de la bonté touchante de ses derniers moments. Quelques minutes avant d'en être arraché, il était avec moi plus gai, semblait mieux disposé encore que de coutume, et quelques instants plus tard il avait pu être amené à trouver quelque chose d'inexplicable dans ma conduite. Il s'était élevé peut-être en lui l'apparence ou le droit du reproche et des doutes. Cette idée m'affligeait plus que je ne pourrais le rendre, elle prenait visiblement sur ma santé. Heureusement le gouverneur vint lui-même me rendre à la vie. Il s'est présenté aujourd'hui vers la fin du jour. Il paraissait fort préoccupé de ce qu'il avait à me dire, et, après un long préambule, auquel il m'était difficile de rien deviner, il a fini par m'apprendre qu'il avait dans ses mains une lettre que ma situation lui donnait le droit de me soustraire ; mais qu'il savait combien la main qui l'avait écrite m'était chère, quel prix j'attachais aux sentiments qu'elle m'exprimait ; qu'il allait donc me la montrer, malgré toutes les raisons personnelles qu'il aurait de ne pas le faire. C'était une lettre de l'Empereur. Mes larmes coulèrent, elle était si touchante !... Eussé-je souffert pour lui mille morts, j'étais payé !

Quelque mal que nous ait fait sir Hudson Lowe, et quels qu'aient été ses motifs en cet instant, je lui dois une véritable reconnaissance pour le

bonheur qu'il me donna, et quand je m'y arrête, je suis tenté de me reprocher bien des détails, certaines imputations ; mais je le devais à la vérité et à de hautes considérations. Je me montrais si ému qu'il sembla y devenir sensible ; et lui ayant demandé de me laisser prendre copie de ce qui m'était strictement personnel, il y consentit. Mon fils le transcrivit à la hâte, tant nous redoutions qu'il ne se ravisât, et quand il fut parti, nous le recopiâmes de plusieurs manières et en plusieurs endroits ; nous l'apprîmes par cœur, tant nous craignions que les réflexions de la nuit ne portassent sir Hudson Lowe à se repentir. En effet, quand il reparut le lendemain, il m'exprima des regrets à cet égard, et je ne balançai pas à lui offrir de rendre la copie, l'assurant que ma reconnaissance n'en serait pas diminuée ; nous nous étions ménagé les moyens d'être facilement généreux. Soit qu'il le jugeât ainsi, soit continuation de procédé de sa part, il n'en fit rien. Voici cette lettre dont l'original fut retenu par lui, auquel il me promit sur sa parole de faire suivre les mêmes destinées que le reste de mes papiers, et que néanmoins j'ai eu toutes les peines du monde à obtenir lorsque le gouvernement anglais, après la mort de Napoléon, n'a pas cru pouvoir se dispenser de me restituer mon Journal. Je vais transcrire ici les seules portions de la lettre que sir Hudson Lowe me permit de copier alors, et telles qu'elles ont été rendues publiques à mon arrivée en Europe ; ce qu'il retint est ici mis en note au bas des pages : leur ensemble reproduira tout l'original.

« Mon cher comte de Las Cases, mon cœur sent vivement ce que vous éprouvez. Arraché, il y a quinze jours, d'auprès de moi, vous êtes enfermé, depuis cette époque, au secret, sans que j'aie pu recevoir ni vous donner aucunes nouvelles ; sans que vous ayez communiqué avec qui que ce soit, Français ou Anglais ; privé même d'un domestique de votre choix.

« Votre conduite à Sainte-Hélène a été comme votre vie, honorable et sans reproche : j'aime à vous le dire.

« Votre lettre à une de vos amies de Londres n'a rien de répréhensible, vous y épanchez votre cœur dans le sein de l'amitié.

(Manquait ici une moitié de la lettre [\[4\]](#).)

« Votre société m'était nécessaire. Seul, vous lisez, vous parlez et entendez l'anglais. Combien vous avez passé de nuits pendant mes

maladies. Cependant je vous engage, et au besoin vous ordonne de requérir le commandant de ce pays de vous renvoyer sur le continent : il ne peut point s'y refuser, puisqu'il n'a d'action sur vous que par l'acte volontaire que vous avez signé. Ce sera pour moi une grande consolation que de vous savoir en chemin pour de plus fortunés pays.

« Arrivé en Europe, soit que vous alliez en Angleterre ou que vous retourniez dans la patrie, oubliez le souvenir des maux qu'on vous a fait souffrir ; vantez-vous de la fidélité que vous m'avez montrée et de toute l'affection que je vous porte.

« Si vous voyez un jour ma femme et mon fils, embrassez-les ; depuis deux ans, je n'en ai aucunes nouvelles directes ni indirectes.

(Manquait ici trois ou quatre lignes^[5].)

« Toutefois consolez-vous, et consolez mes amis. Mon corps se trouve, il est vrai, au pouvoir de la haine de mes ennemis : ils n'oublient rien de ce qui peut assouvir leur vengeance : ils me tuent à coups d'épingle ; mais la Providence est trop juste pour qu'elle permette que cela se prolonge, longtemps encore. L'insalubrité de ce climat dévorant, le manque de tout ce qui entretient la vie, mettront, je le sens, un terme prompt à cette existence.

(Manquait ici quatre ou cinq lignes^[6].)

« Comme tout porte à penser qu'on ne vous permettra pas de venir me voir avant votre départ, recevez mes embrassements, l'assurance de mon estime et de mon amitié ; soyez heureux !

« Longwood, le 11 décembre 1816. — Votre dévoué, NAPOLEON.

Sur la lettre de l'Empereur – Réflexions – Détails – Nouvelles difficultés de sir Hudson Lowe.

Mardi 17, au jeudi 19.

La lettre de l'Empereur était pour moi un véritable bonheur, j'y revenais sans cesse ; elle détruisait mes inquiétudes, raffermissait mes ^[4] pensées ; elle me rendait heureux. Je la relisais soigneusement, j'en pesais toutes les paroles, je me plaisais, d'après la connaissance que j'avais de l'Empereur, à imaginer comment elle avait été amenée ; je voyais son inquiétude sur ce

qui pouvait avoir produit mon enlèvement, sa surprise d'entendre parler de correspondance clandestine ; je le suivais dans sa manière habituelle de considérer une affaire sous toutes ses faces ; j'apercevais sa sagacité se fixer précisément sur ce qui avait eu lieu, et se déterminer alors à m'écrire en conséquence, et je devinais si juste en toutes ces choses, que j'ai appris depuis qu'après quelque délai il m'avait écrit sans savoir, en effet, nullement quelles pouvaient être les pièces qui m'avaient fait arrêter.

Et quel prix je devais mettre à cette lettre ! moi qui lui avais entendu dire si souvent qu'il n'écrit pas à sa femme, à sa mère, à ses frères, puisqu'il ne le pouvait sans que ses lettres fussent ouvertes et lues par ses geôliers. Or ici ma lettre avait été ouverte, et de son consentement, et de ses propres mains ; car, après avoir été expédiée à sir Hudson Lowe par l'officier de garde, elle avait été renvoyée par sir Hudson Lowe avec cette observation qu'elle ne pouvait être remise qu'après qu'il l'aurait lue, et s'il le jugeait convenable. On la reporta donc à l'Empereur : il était étendu sur son canapé quand elle lui fut remise avec cette nouvelle difficulté ; alors, allongeant la main au-dessus de sa tête, sans prononcer une parole, il la saisit, brisa le cachet, et la rendit immédiatement sans avoir aperçu la figure de celui qui la lui avait présentée.

Autre prix à mes yeux : cette lettre portait la signature pleine et entière de l'Empereur, et je savais combien il y répugnait dans ces circonstances nouvelles ; c'était la première, je crois, qu'il ait donnée dans l'île, et il est aisé de voir à l'original que ce n'est pas sans hésitation, et qu'il a dû lui en coûter ; car il se contente d'abord d'écrire de sa main la simple date : *Longwood, le 11 décembre 1816*, terminant avec son paraphe accoutumé ; puis on voit qu'il se ravise, ne jugeant pas la chose suffisante, et ajoute plus loin : *Votre dévoué, Napoléon*, renouvelant son paraphe. Le tout porte les traces évidentes d'une grande contrariété ^[7].

Mais la plus grande satisfaction intérieure que me procura cette lettre de l'Empereur fut la joie de l'avoir deviné dans ce que j'avais à faire. « Je vous *engage* et au besoin vous *ordonne* de quitter cette île, » me disait-il ; or l'on a vu qu'au secret, isolé de tous, n'ayant d'autre conseil que moi-même, c'était précisément le parti que j'avais pris dès les premiers jours de ma réclusion. Je ne saurais plus être aujourd'hui, m'étais-je dit, d'une grande consolation pour l'Empereur ; mais peut-être qu'à présent je pourrai lui être

utile au loin ; j'irai en Angleterre, j'aborderai les ministres ; je ne saurais leur être suspect de préméditation ; j'ai été enlevé comme de mort subite : tout ce que je leur dirai ne viendra évidemment que de moi et de mon cœur. Je leur peindrai la vérité, ils seront touchés des maux que je leur ferai connaître, ils amélioreront le sort de l'illustre proscrit, et je viendrai porter moi-même à ses pieds les consolations que mon seul zèle aura conquises.

Je renouvelai donc avec instance mes prières et mes sommations. Ce qui m'y portait encore davantage en ce moment était une nouvelle crise de mon fils, qui l'avait laissé près d'une demi-heure sans connaissance et sans autre secours que mes soins et mon inexpérience. Qu'on juge de mon état et de ma douleur, je n'étais guère moi-même en meilleure situation. J'écrivis au gouverneur : « Vous me mettez au désespoir ; de quelle responsabilité vous vous chargez dans mon cœur ! Vous êtes père, puissent un jour de semblables alarmes ne pas trop vous rappeler mes impuissantes sollicitations d'aujourd'hui ! » Il est sûr qu'en nous gardant, il nous conduisait au tombeau, et j'avais peine à comprendre comment il se plaisait à compliquer ainsi les affaires, et pourquoi il ne préférerait pas nous laisser aller mourir ailleurs.

Sir Hudson Lowe est arrivé le même jour, amené, m'a-t-il dit, par mon billet au sujet de mon fils ; il avait fait mander le docteur Baxter, qui le suivit de près.

Dans une fort longue conversation, j'ai pu démêler que sir Hudson Lowe était aujourd'hui fort préoccupé de quelque but secret à mon égard. Nous nous sommes sondés réciproquement sur plusieurs points ; il a fini par établir d'abord n'avoir pu me renvoyer en Angleterre, l'Empereur ayant réclamé mon Journal, me disait-il, comme écrit par son ordre, tandis que moi j'exigeais, de mon côté, que cette pièce m'accompagnât en Angleterre ; raisonnement de sa part tout à fait d'une astucieuse absurdité ; puis, comme frappé d'un trait de lumière et d'un éclair de condescendance, il en est arrivé à me dire que si je voulais retourner à Longwood, il s'y prêterait volontiers. J'en tressaillis... Néanmoins, me rappelant la lettre et les paroles significatives de l'Empereur, je répondis que c'était, quant à présent, tout à fait contre mon intention ; mais qu'au seul désir connu de l'Empereur ma résolution changerait aussitôt. À cela il m'a dit qu'il avait des raisons de croire que l'Empereur le désirerait, et il se montrait fort préoccupé ; il avait

évidemment quelque intention nouvelle à mon sujet, mais je ne la devinais pas. Lui ayant fait observer qu'il me faudrait écrire à Longwood pour connaître ce désir de l'Empereur, il ne s'y refusait pas précisément, mais il s'exprimait de la manière la plus entortillée. Enfin il me quitta, du moins je le crus, et je le supposais déjà bien loin, mais il était demeuré ; il avait conféré tout ce temps à l'écart avec son officier de confiance, et est rentré pour me dire qu'après avoir réfléchi, il trouvait bon que j'écrivisse au grand maréchal touchant mon retour, mais qu'il demeurerait certain que ce serait la manière dont je présenterais mes idées qui porterait l'Empereur à exprimer son désir ou non. Cela n'était pas douteux, et j'en ai ri. Au surplus, voulant constater les points les plus importants de notre longue conversation, et dans l'espoir d'avancer vers un dénouement, je lui adressai, aussitôt son départ, la lettre suivante :

« Monsieur le gouverneur, il m'est revenu à l'esprit que dans votre visite, me parlant des embarras qui avaient gêné votre détermination à mon sujet, vous avez dit qu'une des difficultés qui vous empêcheraient de m'envoyer en Europe serait que mon Journal, que je réclamais qui m'y suivît, avait été réclamé en même temps à Longwood : double circonstance, disiez-vous, à laquelle il vous était impossible de satisfaire. Sans doute, Monsieur, que vous avez eu dans votre sagesse de puissants motifs pour laisser subsister cette difficulté, qu'il vous eut été si facile de détruire. Tout vœu, tout mot de Longwood est ma loi suprême : j'eusse renoncé à mes papiers dès que vous me l'eussiez fait connaître, comme aussi on s'y serait peut-être désisté dès que vous auriez donné connaissance de ma résolution. Dans tous les cas, je regarderais comme une obligeance de votre part que vous voulussiez bien y faire parvenir mes dispositions à ce sujet, comme une marque de mon profond et éternel respect, et prévenir toute difficulté ultérieure à cet égard. Du reste, plus je vais et plus je m'étonne de ce qu'une affaire aussi simple et d'aussi peu d'importance que la mienne s'entoure de tant de bruit et de complication. Cela ne servira qu'à propager et à donner plus d'apparence à l'idée que mes deux lettres clandestines n'ont été que le prétexte, et mes autres papiers le véritable motif ; et ce qui gênera surtout toujours votre position morale dans cette affaire, c'est le grand intérêt qu'on vous supposera à retenir mon Journal, dont une portion vous est personnelle. En ne m'envoyant pas en Angleterre, vous confirmez la crainte qu'on vous

suppose, que rien d'ici ne transpire dans votre pays. Vous deviez remercier le ciel de l'occasion que je vous donnais de montrer solennellement le contraire à tous les yeux. Je vous avais présenté des moyens qui obviaient à tout. Mais, au demeurant, ceci n'est que moral et du ressort de l'opinion ; ce qui serait plus positif, comme du ressort direct des lois, c'est que vous gardassiez au secret plusieurs mois, jusqu'au retour des réponses d'Angleterre, quelqu'un qui, s'étant retiré de la sujétion volontaire où il s'était placé vis-à-vis de vous, et vous ayant demandé authentiquement de s'éloigner de cette île, s'était réduit à ce dilemme si simple :

Vous exercez sur moi un *acte arbitraire*. Je vous somme d'observer les lois. Si je ne suis pas coupable, renvoyez-moi ; si je le suis, livrez-moi aux tribunaux, faites-moi juger. Mais vous avez des papiers, dites-vous : si ces papiers sont étrangers à mon affaire, rendez-les-moi ; s'ils en font partie, adressez-les à mes juges, et moi avec eux. Mais ces papiers sont réclamés aussi par une autre personne, dites-vous encore. J'y renonce dès que vous me ferez parvenir son vœu, ou peut-être cette personne se désistera-t-elle si vous lui faites connaître le mien. Voilà la question toute nue. Au surplus, le grand objet de ma lettre est que vous vouliez bien faire parvenir à Longwood une nouvelle preuve de mon respect à cet égard. Quant à y écrire moi-même au sujet de la faveur que vous m'avez fait entrevoir, la faculté d'y revenir, j'attendrai que j'aie l'honneur de vous revoir avant de m'y déterminer. J'ai l'honneur, etc. »

Décision officielle de ma déportation au Cap – Mesures astucieuses et ridicules de sir Hudson Lowe.

Vendredi 20, samedi 21.

Cependant sir Hudson Lowe, poursuivi par mes constantes sommations, gêné dans la position où il s'était placé vis-à-vis de moi, commençait à être embarrassé d'avoir fait autant de bruit pour aussi peu de chose ; il éprouvait évidemment le désir de me voir revenir auprès de l'Empereur, ce qui en effet l'eut tiré d'embarras en remédiant à tout. Afin de me déterminer plus promptement, sans doute, il m'a adressé la décision officielle par laquelle il me déportait au Cap de Bonne-Espérance, et l'a accompagnée d'une lettre où il me répétait, dans des expressions fort calculées, la facilité qu'il me

laissait de retourner à Longwood. J'écarte, autant qu'il est en mon pouvoir, les documents de notre correspondance, j'abrège même parfois quelques-unes de mes lettres, dans la crainte d'en fatiguer le lecteur.

J'accusai sur-le-champ réception, et voulant répondre à l'offre du gouverneur de me laisser retourner à Longwood, je lui adressai immédiatement, à ce sujet, une lettre pour le grand maréchal, afin qu'il en prît connaissance et voulût bien la transmettre.

On aura de la peine à croire que sir Hudson Lowe me renvoya ma lettre, en ayant effacé au crayon tout ce qui lui convenait ; il la réduisait à fort peu de lignes, prétendant ainsi me dicter ce que je devais écrire au comte Bertrand.

Continuation de correspondance – Le gouverneur déconcerté par ma résolution finale.

Dimanche 22, lundi 23.

Le gouverneur est venu pour connaître l'effet de sa déclaration et de ses deux lettres : il ne doutait pas qu'elles ne dussent avoir produit une grande impression, et il croyait certain de trouver prête, et avec les corrections qu'il avait indiquées, ma lettre au grand maréchal, laquelle devait amener, selon lui, mon retour à Longwood ; mais je lui ai dit froidement que puisqu'il s'était permis de vouloir me dicter, je n'écrirais plus. Il en a paru fort surpris et très déconcerté, et après de longues réflexions en lui-même, il a été aussi loin que de me demander si les corrections qu'il avait faites étaient mon seul empêchement. Cette condescendance inusitée de sa part devenait pour moi un guide assuré ; aussi ai-je tenu ferme et coupé court, en lui disant que le soir même il recevrait de moi ma détermination irrévocable et mes motifs aussi bien que mes observations aux diverses pièces qu'il m'avait adressées. Je voulais en cela éviter des paroles fugitives, toujours faciles à nier, j'aimais bien mieux les consacrer d'une manière authentique sur le papier. Voici ma lettre :

« Monsieur le gouverneur, vous me renvoyez, avec vos corrections indiquées, la lettre que j'avais écrite au comte Bertrand sur l'offre verbale que vous m'aviez faite de retourner à Longwood. Ainsi, comme cela vous arrive presque toujours ici, l'offre n'était réelle qu'en apparence, et devait

s'évanouir dans les détails de l'exécution. J'en suis peu surpris. Réfléchissant l'autre jour à votre offre, après votre départ, j'avais conclu qu'il en serait ainsi. Vous aviez eu la bonne foi de me dire que vous ne vouliez pas permettre qu'entre Longwood et moi nous combinassions nos idées, c'est-à-dire, en d'autres mots, que nous connussions nos *véritables désirs*. Vous pouvez avoir sans doute de bonnes raisons pour cela, je ne dis pas le contraire ; mais aussi, de mon côté, je ne dois pas me rendre dupe et concourir à induire en erreur peut-être ceux qui s'intéressent à moi. Vous êtes trop avantageusement situé, Monsieur, entre Longwood et moi, je ne dois point écrire au comte Bertrand, non mes pensées, mais ce que vous me dicteriez. Je m'en abstiendrai donc ; je regarderai votre offre comme non avenue, parce que l'acceptation en a été impraticable, et je me référerai irrévocablement, pour mes pensées, mes sentiments, mes décisions sur cet objet, à ma lettre du 30 novembre.

« Vous êtes dans l'erreur, Monsieur, si vous avez compris que je vous demandais des réponses à tous les arguments et à tous les articles de mes lettres. Je respecte vos occupations et le prix de votre temps ; aussi n'ai-je demandé que le simple accusé de réception, et pour la régularité des choses ; je ne pense pas que vous puissiez avoir aucune raison pour me le refuser.

« Vous paraissez surpris, Monsieur, de l'état déplorable de la santé de mon fils et de la mienne en cet instant ; et vous revenez deux fois à vous étonner que je ne vous en aie pas fait parvenir mes plaintes lorsque j'étais à Longwood. Monsieur, je ne songeais guère à mon corps à Longwood ; et d'ailleurs, quand je souffrais, je me plaignais au docteur, et non à l'autorité ; vous pouvez vous en informer auprès de lui. Quant à mon fils, je suis bien étonné, Monsieur, qu'il ne vous soit rien revenu par la voix publique de sa situation, des consultations qui ont été faites à son sujet, des crises qu'il a éprouvées, de ses saignées nombreuses, etc., etc. Est-il bien extraordinaire que nos circonstances présentes accroissent nos maux, empirent rapidement notre état ?

« Je viens à votre arrêté de ma déportation au Cap. J'y vois que l'on retiendra tous ceux de mes papiers qui auront des rapports avec l'auguste personne à laquelle je trouvais doux de consacrer mes soins et ma vie. Quels autres papiers, Monsieur, pourrais-je avoir ? Que veut donc dire que

je serai libre d'emporter tous les autres ? N'est-ce pas encore ici offrir quelque chose et ne rien donner ?

« Vous retenez mon Journal, ce seul et véritable objet de tant de bruit, ce dépositaire encore informe, inexact, jusqu'ici inconnu à tous, où, jour par jour, j'écrivais ce que je pensais, ce que je voyais, ce que j'entendais. Est-il de papier plus sacré, plus à moi que celui-là ? et pouvez-vous prétexter cause d'ignorance de son contenu ? Je vous l'ai laissé parcourir deux heures à discrétion, à feuille ouverte, ou à article choisi dans la table des matières. Ne deviendriez-vous pas responsable de la tournure que vous aurez donnée, de l'abus que vous en aurez fait faire ? N'aurez-vous peut-être pas à vous justifier un jour de l'idée très fausse que vous en aurez présentée sans doute à vos ministres ? vous me l'avez dit un journal politique. Je n'avais pas le droit, ajoutiez-vous, dans la situation où je me trouvais, de tenir registre de ce que disait l'empereur Napoléon. C'était un abus, surtout, que j'y eusse introduit des pièces officielles, disiez-vous. Comme si tout ce que je voyais, lisais, touchais, entendais, n'était pas, de droit et sans inconvénient, du domaine de ma pensée et de ma propriété tant que le recueil en demeurerait mystérieux et secret ! Soupçonnerait-on de pareils principes puisés au sein des idées libérales d'Angleterre ? n'y reconnaîtrait-on pas bien plutôt les maximes odieuses de la police du continent ? Et que trouvera-t-on dans ce Journal ? des dires, des actes, des mots sublimes, sans doute, de l'auguste personne qui en était l'objet ; des matériaux de sa vie, et aussi des choses peu agréables pour vous peut-être ! Mais qui leur aura donné de la publicité ? Ne devait-ce pas être retouché ? Ne pouvait-ce pas être changé, altéré, rectifié ? Qui l'aura empêché ? Ce n'est pas, du reste, Monsieur, que rien de ce qui arrive aujourd'hui puisse d'ailleurs me porter jamais à dire sur ce qui vous concerne autrement que ce que je penserai, ce que je croirai vrai.

« Enfin, dans votre arrêté en date du 20 octobre, vous prononcez que je serai séparé de Longwood et envoyé au cap de Bonne-Espérance. Qui ne croirait, à la forme et aux expressions, que vous portez cette décision en opposition de moi-même, tandis que vous prononcez là un jugement désormais étranger, et depuis nombre de jours, à la cause nouvelle dont il s'agit ? Vous séparez de Longwood celui qui, depuis vingt jours, s'est retiré entre vos propres mains de la sujétion volontaire à laquelle il s'était

soumis ; qui, depuis dix-huit jours, vous a authentiquement sommé de l'éloigner de l'île. Qui se douterait de tout cela dans votre pièce ? Une lettre de vous l'accompagne, me laissant le choix de me soumettre à ce jugement ou de retourner à Longwood. Mais si je cédaï à l'appât du bonheur que vous me présentez, je vous laisserais triomphant et tranquille, maître de mes papiers les plus secrets ; je serais de nouveau votre captif, soumis encore aux mêmes fouilles, aux mêmes saisies, aux mêmes enlèvements, quand cela vous plairait... *Non, Monsieur*, je n'ai point de choix à faire ; je n'ai qu'à vous répéter désormais toujours les mêmes choses : Remplissez les lois vis-à-vis de moi. Si je suis coupable, faites-moi juger ; si je ne le suis point, rendez-moi à la liberté. Si mes papiers sont étrangers à cette affaire, rendez-les-moi ; si vous les croyez susceptibles d'examen grave, envoyez-les à vos ministres, et faites-moi suivre avec eux.

« Rien n'était plus simple, et pourtant rien ne s'est plus compliqué. Vainement vous objecteriez vos instructions ; elles n'ont pu prévoir ces cas particuliers. Vos incertitudes mêmes me prouvent qu'elles ne sont ni précises ni claires. Vous avez d'abord voulu me garder dans l'île, au secret, séparé de Longwood ; vous ne croyiez pas devoir m'envoyer au Cap. Vous tordez ici la lettre de vos instructions pour en faire sortir un résultat forcé. Mais craignez d'être responsable aux ministres de les avoir mal saisies, et à moi, d'avoir violé la loi en ma personne. Craignez que la plupart de ces mesures ne se trouvent à la fin des actes vexatoires et arbitraires. J'ignore quels droits, quels recours vos lois peuvent me ménager ; mais heureusement je peux dormir sur mon ignorance ; je sais qu'elles veillent pour moi. Vous croirez-vous quitte quand je serai au Cap, séparé de mes papiers, que vous retenez près de vous ? Mais si je demeure captif dans ce nouvel endroit, les vents rapporteront ici mon dilemme et mes plaintes sur les tourments moraux que vous aurez accrus et les souffrances du corps que vous aurez empirées, car ce sera vous qui m'y retiendrez, ou par vos ordres directs, ou par vos instructions secrètes. On ne saurait lever des scellés qu'en présence de celui qui y est intéressé : me ferez-vous revenir du Cap pour les lever ici ? Me retiendrez-vous au Cap jusqu'à ce que l'ordre vienne de les envoyer en Angleterre ? Où tout cela vous mènera-t-il ? Et il était, et il est encore un moyen si simple qui arrangerait tout ! Mon penchant naturel à aplanir les affaires me faisait courir au-devant de toutes les difficultés,

j'obviais à tout, je me soumettais volontairement d'avance, en Angleterre, à toutes les mesures, même arbitraires, qui pourraient équivaloir à la quarantaine du Cap. J'ajoutais encore la raison si valable de la santé de mon fils et de la mienne.

« La crainte de blesser la lettre de quelques points de vos instructions aura été plus forte à vos yeux que la nécessité et le bon droit de céder à leur esprit, à la force des choses, à l'impulsion de l'humanité. Il en est temps encore, Monsieur, rendez-vous à ce que je sollicite ; je croirai que ce dernier sentiment, l'humanité, vous aura décidé, et je croirai vous devoir quelque chose. La double réclamation des papiers par Longwood et par moi ne saurait être une difficulté excusable. On vous demandera : Quels pas avez-vous faits pour la lever ? Voulez-vous que j'écrive moi-même à ce sujet ? trois mots suffiront pour nous mettre indubitablement d'accord.

« Quoi qu'il en soit, Monsieur, à quelque décision que vous vous arrêtiez, quelque peine qui me soit ménagée, il n'en saurait être de comparable à celle de demeurer sur ce roc maudit, lorsque j'y suis séparé de l'objet auguste qui m'y avait attiré. Toute heure, toute minute que j'y passe dans cette situation, sont des années pour ma malheureuse et peut-être courte existence ; elles aggravent dangereusement l'état de mon malheureux fils. Je vous demande donc, et vous le redemanderai sans cesse, à chaque instant, éloignez-moi de ce lieu de souffrance.

« Recevez, etc. »

Le gouverneur, frappé de ma lettre et de ma détermination de ne pas retourner à Longwood, ce qui le contrariait évidemment beaucoup, sans que je pusse en deviner précisément le motif, mais ce qui suffisait pour me maintenir inébranlable, accourut le lendemain ; et, après un long préambule fort obscur sur sa sincérité et ses bonnes intentions, il me dit que pour m'en donner des preuves et faciliter mes rapports avec Longwood, il consentait à y envoyer ma première lettre telle que je l'avais écrite d'abord au comte Bertrand ; il offrait de plus d'y joindre copie de toute ma correspondance, chose qu'il m'avait constamment refusée jusque-là ; mais plus il faisait de concessions, plus je devais tenir bon. « Il n'est plus temps, lui répondis-je avec une espèce de solennité, le sort en est jeté, j'ai prononcé moi-même mon jugement, ma propre sentence. Je n'écirai pas à Longwood, et je vous demande, pour la centième fois, de vouloir bien m'éloigner à l'instant. —

Mais du moins voudriez-vous bien écrire à Longwood mes offres et votre refus ? – Oui, je le ferai. » Et il partit extrêmement déconcerté, nous faisant entendre, pour dernière tentative, que nous ne pourrions faire voile que sur un transport ; qu'il ne pouvait dire quand, et qu'il n'y avait point de médecin à bord, ce qui serait un bien grand inconvénient à l'état de mon fils, etc., etc.

Départ de Balcombe's cottage ; translation à la ville.

Mardi 24.

Mon fils a été extrêmement malade dans la nuit, j'étais moi-même fort souffrant. Au point du jour, j'ai envoyé auprès des docteurs Baxter et O'Méara, pour réclamer leur immédiate assistance ; et dans mon désespoir, poussé à bout, j'ai écrit à sir Hudson Lowe qu'il nous était impossible de supporter plus longtemps le traitement sous lequel nous succombions mon fils et moi, que malgré l'état dangereux de mon fils, il y avait plus de sept jours que nous n'avions vu les médecins ; que nous étions tellement hors de la route, que toute leur bienveillance ne pouvait l'emporter sur la difficulté de nous donner leurs soins, que je réclamaï donc qu'il voulût bien nous tirer de notre isolement, sans le moindre délai ; que je lui demandais d'être transporté à la ville, fût-ce à la geôle publique, s'il le jugeait nécessaire. Pour cette fois, ma lettre eut son effet immédiat : je reçus, par le retour de l'ordonnance, un billet du gouverneur, m'annonçant que le jour même il me ferait conduire dans sa propre demeure, à la ville. En effet, vers le soir un officier est venu nous prendre. Combien, au moment du départ, Longwood a fixé nos regards ! combien, tout le long de la route, il a occupé mes pensées, remué mes sentiments ! Ce que j'ai éprouvé, lorsque, arrêté pour le considérer une dernière fois, il m'a fallu le voir disparaître en me remettant en route, mon cœur seul le connaît !...

Séjour au château du gouvernement, meilleurs procédés, détails, etc., etc..

Du mercredi 25 au samedi 28.

Nous nous sommes trouvés établis dans la demeure du gouverneur, appelée le château, lieu vaste et assez agréablement situé. Un grand changement s'était opéré subitement à notre égard : nous étions encore gardés par des sentinelles, il est vrai ; mais tout avait été mis à mes ordres, et l'on semblait s'efforcer de nous entourer de profusions en tout genre. « Ne vous faites faute de rien, me répétait souvent le majordome, c'est l'honorable compagnie des Indes qui paie. » Mais ces soins tardifs me touchaient peu : il n'était plus qu'une chose à mes yeux, c'était un prompt dénouement, et je ne pouvais l'obtenir. Le gouverneur venait bien chaque jour ; mais c'était pour laisser échapper quelques mots de politesse seulement, et pas un seul d'affaires. Cependant il devenait indispensable pour moi d'en finir. Depuis mon enlèvement de Longwood, les difficultés ou les embûches sans cesse renaissantes dont je me trouvais environné, ma préoccupation de leur échapper, m'avaient tenu dans un constant harassement ; à ces peines d'esprit se joignait encore tout le chagrin du cœur. Une telle complication produisit en moi une espèce de révolution, je me sentis subitement dix ans de plus, et c'est là qu'ont pris naissance et se sont déclarés les premiers symptômes des infirmités qui ne m'ont plus quitté depuis, qui se sont accrues chaque jour, et ne doivent finir qu'avec ma vie.

Ce fut donc dans un véritable état de crise que j'arrivai à la ville. Le gouverneur demeura frappé de mon changement et de mon extrême faiblesse ; à peine pouvais-je suivre la conversation. Dans l'intention sans doute de me ranimer, il m'a laissé savoir que l'Empereur avait témoigné un bien vif désir de me revoir avant mon départ. Ce ressouvenir m'a vivement ému, mes larmes ont coulé ; et j'étais si peu en état de soutenir aucune émotion que j'ai été sur le point de m'évanouir. Mon fils me dit plus tard que le gouverneur en avait semblé fort embarrassé. Ramassant néanmoins mes forces, j'en suis revenu à supplier encore le gouverneur de m'éloigner le plus promptement possible ; alors il a fixé mon départ à deux jours de là, et m'a appris qu'il s'était procuré un bâtiment de guerre, comme plus convenable pour moi, et en même temps plus commode, à cause du médecin qui s'y trouvait.

Dimanche 29.

Aujourd'hui, de grand matin, un officier est enfin venu nous dire de mettre en ordre tous nos effets pour être transportés à bord ; qu'il était décidé que nous partirions à peu de temps de là. C'était pour nous l'heure de la délivrance. En moins de quelques minutes tout ce que nous possédions se trouva emballé, nous étions prêts, nous attendions. Il approchait enfin ce moment désormais si désiré ; car quelles ne peuvent pas être les variations de nos sentiments selon des circonstances nouvelles ! Moi qui eusse regardé, il y a peu de temps encore, comme le plus grand supplice qu'on m'eût séparé de l'Empereur et déporté de Sainte-Hélène, aujourd'hui, au contraire, depuis mes dernières résolutions, d'après le désir manifeste de sir Hudson Lowe, d'après ces paroles positives de l'Empereur : « Je vous invite et au besoin je vous *ordonne* de sortir de cette île, » d'après des antécédents précieux, puisés dans ses conversations, et que je ne saurais indiquer, bien qu'étrangers à la politique ; enfin, par suite des chimères mêmes que je m'étais forgées, toutes ces causes réunies faisaient que mon plus grand tourment désormais était d'appréhender qu'on ne m'y retînt ; et, bien qu'on m'eût annoncé déjà l'heure du départ, je n'en demeurais pas moins dans une anxiété mortelle. Le gouverneur sembla la justifier en se faisant attendre presque tout le jour. Il se faisait tard ; l'impatience, l'attente, l'inquiétude m'avaient donné de la fièvre ; sur les six heures, le gouverneur, sur lequel je ne comptais plus, parut ; et, après un petit préambule à sa façon, me dit qu'il venait d'amener le grand maréchal, auquel il permettait de prendre congé de moi, et il m'a conduit dans la salle voisine, où j'ai pu embrasser en effet ce digne compagnon de Longwood. Il était chargé de me dire de la part de l'Empereur : « Qu'il me verrait rester avec *plaisir*, et me verrait partir avec *plaisir*. » C'étaient là ses propres expressions. « Qu'il connaissait mes sentiments, qu'il était sûr de mon cœur ; qu'il avait confiance pleine et entière en moi. Que quant aux chapitres de la campagne d'Italie, que j'avais demandé la permission de garder comme ressouvenir cher et précieux, il l'accordait sans hésitation, aussi bien que tout autre objet quelconque qui pourrait être demeuré dans mes mains, se plaisant à les considérer comme n'étant pas sortis des siennes. » Sir Hudson Lowe était demeuré présent, c'était de rigueur. Le

grand maréchal a ajouté quelques commissions de livres, l'envoi des *Moniteurs* surtout, et de divers autres objets nécessaires ou utiles à l'Empereur, terminant par me dire significativement de faire du reste, en toutes choses, ce que je croirais pour le mieux.

Il était dit que l'amitié du grand maréchal ajouterait à mon supplice ; il me voyait partir avec peine, et s'ingéniait à me donner des raisons pour me décider à rester. « Mon départ était une perte pour eux tous, disait-il avec grâce en s'adressant au gouverneur. C'en était une pour l'Empereur, et c'en serait une pour lui-même, sir Hudson Lowe, qui ne tarderait pas à s'en apercevoir. » Le gouverneur répondait par une inclination approbative, et tous deux cherchaient à m'ébranler : je le comprenais de la part du gouverneur ; mais je n'en pouvais deviner la véritable cause dans le grand maréchal, surtout d'après les paroles qu'il venait de me transmettre au nom de l'Empereur ; d'autant plus qu'après des nombreux et puissants motifs qui m'entraînaient, sir Hudson Lowe, ainsi que je crois l'avoir déjà dit, n'offrait pas de son côté la moindre concession ; il conservait mes papiers, il exigeait ma soumission pure et simple ; et par là je légalisais, pour ainsi dire, tout ce qu'il avait fait ; je l'autorisais, par le précédent, à renouveler à son gré la saisie et l'emprisonnement du premier venu d'entre nous, toutes les fois qu'il lui en prendrait fantaisie. Je ne devais, je ne pouvais me prêter sans ordre à de pareils outrages : je résistai donc héroïquement.

Cependant la nuit était venue tout à fait, et le gouverneur trouvant qu'il était trop tard, nos derniers arrangements d'ailleurs n'étant pas terminés, il renvoya le départ au lendemain ; et comme il m'en voyait chagrin, pour me consoler il dit qu'il permettait que le grand maréchal vînt me revoir encore. Quelque bonheur que j'eusse sans doute à embrasser de nouveau un compagnon de Longwood et à recevoir encore une fois des nouvelles de l'Empereur, néanmoins ce retard n'était pas sans une vive peine pour moi il prolongeait ma tempête intérieure et remuait mes plaies. On sait qu'il est des victoires que l'on ne remporte que par la fuite ; celle que je poursuivais était de cette nature.

Lundi 30.

D'assez bonne heure j'ai reçu la visite de l'amiral Malcolm : il venait me présenter, disait-il, le lieutenant Wright, chargé de me conduire au Cap sur le brick *le Griffon*, me le recommandant comme son ami, ajoutait-il avec grâce, et m'assurant que je n'aurais qu'à me louer de tous ses efforts pour m'être agréable. J'appréciai dignement dans l'amiral cette marque d'un intérêt si délicat, et j'en ressentis une sincère et tendre reconnaissance beaucoup mieux que je ne la lui exprimai. Sa bienveillance pour moi devait avoir un prix d'autant plus grand à mes yeux, que ses rapports avec le gouverneur rendaient fort délicat de la témoigner ; aussi avait-il eu la circonspection de se faire accompagner précisément par l'homme de confiance de sir Hudson Lowe.

J'attendais avec mon anxiété habituelle le moment décisif, craignant toujours de voir le gouverneur finir par opposer des obstacles imprévus, tant il me laissait apercevoir le désir de me faire rester.

Le grand maréchal arriva vers les onze heures, conduit par le gouverneur et quelques officiers. Il renouvela ses efforts de la veille pour me faire revenir à Longwood, mais sans jamais m'exprimer néanmoins le *désir positif* de l'Empereur. Connaissant si bien ma situation, il n'avait qu'à dire un mot pour être sûr de l'emporter ; mais il ne le disait pas, et même s'en éloignait si je le pressais, se référant alors aux paroles sacramentelles de l'Empereur, qu'il m'avait rendues la veille. Ainsi j'avais à me défendre encore contre celui-là même dont j'aurais voulu recevoir du renfort ; son affection me devenait funeste, et je demeurais au supplice, déchiré entre le désir de rester et la volonté de partir : si le cœur dictait l'un, le courage commandait l'autre ; je demeurai inébranlable.

Je ne dois pas oublier de mentionner que le grand maréchal, dans le cours de la conversation, me dit que l'Empereur avait désiré me voir avant mon départ ; mais que le gouverneur exigeant qu'il se trouvât un officier anglais entre nous, il s'était vu contraint d'y renoncer, me faisant dire que je savais bien qu'à cette condition il se priverait de voir sa femme même et son propre fils. Quelles paroles pour moi !...

Passant aux affaires, je remis au grand maréchal treize lettres de change sur mon banquier de Londres ; c'étaient mes quatre mille louis que j'avais

si souvent offerts à l'Empereur, et que le grand maréchal m'avait appris la veille qu'il s'était enfin décidé à accepter, ce qui combla mes vœux et fut pour moi un vrai bonheur.

Ces objets terminés, on permit au général Gourgaud, qui avait obtenu d'accompagner le grand maréchal, de venir aussi prendre congé de moi ; et cette nouvelle preuve d'intérêt, jointe à toutes celles qu'il n'avait cessé de me donner depuis mon emprisonnement, ne fut pas perdue pour mes sentiments.

La séance durait depuis longtemps, et sir Hudson Lowe eut la galanterie de dire à ces messieurs qu'ils pouvaient demeurer à déjeuner avec moi, et il s'en alla, emmenant avec lui tout son monde, à l'exception du seul officier de service à Longwood qui avait escorté ces messieurs, l'honnête capitaine Popleton, dont nous n'avons jamais eu qu'à nous louer infiniment. Il est certain qu'en dépit de sa présence, durant tout le déjeuner, qui ne laissa pas que d'être long, il nous eût été très aisé de lui dérober les communications que nous aurions eues à nous faire ; mais il n'en existait aucune, et il ne fut pas dit un mot en secret de part ou d'autre. Si j'avais prévu cette circonstance inopinée, j'aurais pu faire garder à mon fils toute ma correspondance avec sir Hudson Lowe, et elle fût aisément parvenue à Longwood ; mais, en y réfléchissant, je me félicitais de n'en avoir pas le moyen, me défiant toujours de sir Hudson Lowe, qui, évidemment si occupé de me faire rester, eût pu profiter d'une découverte de la sorte pour changer toutes les dispositions arrêtées et en imposer de nouvelles.

Le déjeuner fini, j'eus le courage d'être le premier à vouloir prendre congé. Je demandai que le gouverneur fût rappelé pour mettre fin aux dernières mesures. J'embrassai mes compagnons, et ils me quittèrent ; le général Gourgaud, en partant, revint à différentes reprises, avec tant d'effusion et de grâce, sur les petites contrariétés que nous avons pu nous causer réciproquement, qu'il me fut doux de me convaincre que les circonstances pénibles où nous nous étions trouvés avaient pu seules les amener, et que le cœur n'y avait jamais été pour rien ; aussi ne m'en est-il resté qu'un agréable souvenir et une sincère reconnaissance pour ces derniers instants.

Sir Hudson Lowe, de retour, voyant sortir ces messieurs, me dit d'un air significatif, avec un certain embarras mêlé de dépit : « Vous n'avez donc

pas jugé à propos de retourner à Longwood ? Il faut croire que vous avez de bonnes raisons pour cela. » Je m'inclinai pour toute réponse, et le priai de procéder immédiatement au scellé des papiers, seul objet qui me retînt. Déjà, depuis plusieurs jours, j'avais exigé et obtenu qu'il en fût fait un inventaire, dont je réclamaï une copie authentique, signée de sir Hudson Lowe. Il ne s'agissait plus, en cet instant, que d'apposer les scellés ; sir Hudson Lowe avait retardé le plus possible et jusqu'au dernier moment cette formalité, et il la conclut d'une manière qui le caractérise. Il me dit avec assez de gêne, en belles paroles, que par respect pour l'Empereur, aussi bien que par égard pour mes qualités personnelles, il voulait bien me laisser apposer mon sceau, pourvu que je consentisse à ce qu'il pût le lever en mon absence s'il le jugeait nécessaire. Sur mon souris et mon refus, il marcha quelque temps à grands pas ; puis, comme s'il avait remporté une grande victoire sur lui-même, il s'écria : « Je le prends sur moi, je m'en passerai. » En faisant appeler le secrétaire du gouvernement, il fit apposer les sceaux de l'île en ma présence, alors je lui demandai une déclaration du refus qu'il m'avait fait de laisser apposer mes armes, ou de la condition singulière qu'il y avait mise ; ce fut le sujet d'une hésitation nouvelle qu'il termina pourtant en me la faisant expédier ainsi qu'il suit :

DÉCLARATION DE SIR HUDSON LOWE AU COMTE DE LAS CASES.

« En conséquence de ce qui a été énoncé dans la décision du gouverneur touchant l'affaire du comte de Las Cases, il a été retenu, lors de son départ de l'île, un très grand nombre de papiers.

« Le gouverneur, dont le devoir spécial est de ne pas souffrir que des papiers quelconques venant de Longwood sortent de cette île sans au préalable avoir été examinés, s'est toutefois jusqu'à présent abstenu, par des motifs particuliers, de prendre connaissance de tous ceux du comte de Las Cases, et a décidé que les papiers à lui appartenant, qui ont été retenus (papiers dont lui, gouverneur, n'a connu que la teneur générale), seraient mis en deux paquets séparés, et déposés à la trésorerie de l'île, pour y rester jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres de son gouvernement en ce qui les concerne.

« Le comte de Las Cases pourra apposer son cachet sur chacun de ces paquets ; bien entendu que ce cachet sera susceptible d'être levé, soit dans le cas où ces paquets devraient sortir de l'île, par suite de la réception d'ordres du gouvernement, soit au cas que l'intérêt du service l'exigeât.

« Ainsi l'apposition de ce cachet n'est autre qu'une garantie morale que lui offre le gouverneur pour sa propre satisfaction, en ce qu'elle lui donnera l'assurance que les paquets ne seront point ouverts, si ce n'était par l'un des motifs urgents prévus ci-dessus.

« Si, dans de telles circonstances, le comte de Las Cases répugnait à apposer son cachet à ces paquets ou refusait d'accéder à la condition à laquelle cette apposition est permise, le gouverneur, qui ne peut permettre qu'aucun paquet cacheté ou que des papiers quelconques venant de Longwood sortent de ses mains sans être ouverts, ne pourra regarder que comme nécessaires toutes précautions propres à assurer à son gouvernement, jusqu'à la réception de ses ordres, la connaissance des mesures qu'il a prises pour la sûreté de ceux qu'il a retenus.

« Le comte de Las Cases s'étant refusé à apposer son cachet aux conditions mentionnées ci-dessus, les papiers, partagés en deux paquets distincts, ont été déposés dans deux boîtes scellées du sceau du gouvernement de l'île. 31 décembre 1816.

« *Signé*, HUDSON LOWE. »

Tout fini entre nous, sir Hudson Lowe, par une tournure qui lui était caractéristique vis-à-vis de moi depuis que je me trouvais entre ses mains, passa tout aussitôt, soit bonté, soit calcul, à écrire pour moi quelques lettres de recommandation privée à de ses connaissances du Cap, qui, m'assurait-il, me seraient fort agréables, et que je n'eus pas le courage de rejeter, tant elles semblaient être offertes de bon cœur. Enfin vint le moment de cet éternel départ ; sir Hudson Lowe descendit avec moi, m'accompagnant jusqu'à la porte de sortie, et là, ordonna à tous ses officiers de me suivre jusqu'au lieu de l'embarquement, pour me faire honneur, disait-il. Je me jetai avec empressement dans le canot préparé pour me recevoir ; je traversai la rade, passant assez près d'un bâtiment qui venait d'arriver du Cap, d'où je reçus, par gestes, les salutations du Polonais et des trois

domestiques qu'on nous avait enlevés quelques mois auparavant. Ils repassaient pour regagner l'Europe. Je fus saisi à leur vue : l'un d'eux était porteur de la seule pièce qui eût échappé de l'île, la belle lettre au sujet des commissaires des alliés. Je ne doutais pas que la découverte faite sur mon domestique ne servît au gouverneur pour faire faire des recherches sur ces personnes qui étaient loin de s'y attendre ; heureusement il n'en fut rien, et le brave et fidèle Sentini eut le mérite d'être le premier à faire paraître en Europe quelque chose d'authentique sur Longwood.

Enfin je mis le pied sur le brick ; il leva l'ancre, et je crus le plus utile de mes vœux accompli. Vaines illusions que le temps devait détruire si cruellement, et qu'une dernière épreuve du cœur des hommes en pouvoir devait m'apprendre n'avoir été que d'absurdes chimères !... Et comment ai-je pu en effet m'abuser au point de croire à la sensibilité de ceux-là mêmes qui, contre tout droit, avaient prononcé la sentence et ordonné le supplice... Ah ! que n'ai-je choisi de demeurer ! que n'ai-je continué des soins domestiques, au lieu d'aller rêver des services lointains ! J'aurais prolongé quelque temps encore mes attentions de chaque jour... j'aurais recueilli quelques marques d'intérêt de plus... et, le moment fatal arrivé, j'aurais eu ma part de la douleur commune, ma part des soins de tous ; j'aurais concouru à adoucir les derniers moments ; moi aussi j'aurais aidé à fermer les yeux !... Mais plutôt non, cédant de bonne heure au climat et à ma débile santé, j'aurais succombé longtemps auparavant ; je n'aurais pas été le témoin de l'horrible événement !... j'aurais sauvé d'éternelles douleurs, je ne serais plus !... je n'en serais pas à me débattre encore sous des infirmités cruelles, rapportées du lieu même ; j'y reposerais en paix ! et bien des gens regarderaient ma dernière demeure comme un nouveau bonheur de mon étoile ou une dernière faveur du ciel.

FIN DU MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE PAR LE COMTE DE LAS CASES.

1. ↑ Voyez cette lettre au tome 1er.
2. ↑ Je me trompais ; voir la relation du capitaine Maitland, publiée en 1826, et la réfutation qu'elle a amenée.
3. ↑ Voyez cette protestation au tome 1er.
4. ↑ « Cette lettre est pareille à huit ou dix autres que vous avez écrites à la même personne et que vous avez envoyées décachetées. Le commandant de ce pays ayant eu l'indélicatesse d'épier les expressions que vous confiez à l'amitié, vous en a fait des reproches dernièrement ;

vous a menacé de vous renvoyer de l'île, si vos lettres contenaient davantage des plaintes contre lui. Il a par là violé le premier devoir de sa place, le premier article de ses instructions et le premier sentiment de l'honneur ; il vous a ainsi autorisé à chercher les moyens de faire arriver vos épanchements dans le sein de vos amis, et de leur faire connaître la conduite coupable de ce commandant. Mais vous avez été bien simple, votre confiance a été bien facile à surprendre !!!

« On attendait un prétexte de se saisir de vos papiers ; mais votre lettre à votre amie de Londres n'a pu autoriser une descente de police chez vous, puisqu'elle ne contient aucune trame ni aucun mystère, qu'elle n'est que l'expression d'un cœur noble et franc. La conduite illégale, précipitée, qu'on a tenue à cette occasion, porte le cachet d'une haine personnelle bien basse.

« Dans les pays les moins civilisés, les exilés, les prisonniers, même les criminels, sont sous la protection des lois et des magistrats ; ceux qui sont préposés à leur garde ont des chefs, dans l'ordre administratif et judiciaire, qui les surveillent. Sur ce rocher, l'homme qui fait les règlements les plus absurdes, les exécute avec violence, et transgresse toutes les lois : personne ne contient les écarts de ses passions.

« Le prince-régent ne pourra jamais être instruit de la conduite que l'on tient en son nom : on s'est refusé à lui faire passer mes lettres, on a renvoyé avec emportement les plaintes qu'adressait le comte Montholon ; et depuis on a fait connaître au comte Bertrand qu'on ne recevrait aucunes lettres, si elles étaient libellées comme elles l'avaient été jusqu'à cette heure.

« On environne Longwood d'un mystère qu'on voudrait rendre impénétrable, pour cacher une conduite criminelle, et qui laisse soupçonner de plus criminelles intentions !!!

« Par des bruits répandus avec astuce, on voudrait donner le change aux officiers, aux voyageurs, aux habitants, et même aux agents que l'on dit que l'Autriche et la Russie entretiennent en ce pays. Sans doute que l'on trompe de même le gouvernement anglais par des récits adroits et mensongers.

« On a saisi vos papiers, parmi lesquels on savait qu'il y en avait qui m'appartenaient, sans aucune formalité, à côté de ma chambre, avec un éclat et une joie féroce. J'en fus prévenu peu de moments après ; je mis la tête à la fenêtre, et je vis qu'on vous enlevait. Un nombreux état-major caracolait autour de la maison ; il me parut voir des habitants de la mer du Sud danser autour du prisonnier qu'ils allaient dévorer. »

5. ↑ « Il y a dans ce pays, depuis six mois, un botaniste allemand qui les a vus dans le jardin de Schœnbrunn, quelques mois avant son départ. Les barbares ont empêché soigneusement qu'il ne vînt me donner de leurs nouvelles ! »
6. ↑ « ... dont les derniers moments seront un acte d'opprobre pour le caractère anglais ; et l'Europe signalera un jour avec horreur cet homme astucieux et méchant ; les vrais Anglais le désavoueront pour Breton. »
7. ↑ Cette lettre est écrite par un des gens de l'Empereur ; mais lui-même en a marqué, de sa propre main, la ponctuation ; et je ferai observer, en passant, à l'appui de la singularité que j'ai fait remarquer beaucoup plus haut, que lui, qui quand il écrivait ne mettait pas un mot d'orthographe, se trouve en avoir corrigé ici de légères imperfections.

NAPOLÉON
DANS L'EXIL.

PAR

O'MÉARA.

Chapitre 13.

Corvisart. — Eugène de Beauharnais. — Carnot. — Barras. — Villeneuve. — Drouot. — Vaisselle
brisée.

Des divers points d'observation de l'île on remarque, quand le temps est beau, les vaisseaux à vingt-quatre lieues de distance. Deux vaisseaux de guerre croisaient continuellement, l'un au vent et l'autre sous le vent ; les postes élevés de l'île leur faisaient des signaux dès qu'ils apercevaient un navire. Tous les vaisseaux, hors ceux de guerre anglais, étaient accompagnés par un des croiseurs, qui ne les quittait plus qu'il ne leur eût été permis de jeter l'ancre, ou qu'ils ne fussent repartis.

Napoléon venait d'être installé à Longwood, le jour où je lui appris la mort de Murat. Il m'écouta avec calme, et me demanda s'il était mort sur le champ de bataille. J'hésitai d'abord à lui dire qu'il avait été exécuté comme un criminel. Ayant répété sa question, je lui appris qu'il avait été fusillé. Sa contenance n'en fut point changée. Je lui fis part de la mort de Ney. « C'était un brave, dit-il, nul ne l'était davantage ; mais c'était un fou ^[1]. La proclamation des Bourbons, qu'il a dit tenir de moi, a été rédigée par lui, et je n'en ai entendu parler que lorsqu'elle eut été lue aux soldats. Ce qui est vrai, c'est que je lui avais adressé l'ordre de m'obéir. Que pouvait-il faire contre ses troupes qui l'abandonnaient ? »

19 avril. — Le temps est mauvais et très-sombre depuis quelques jours ; Napoléon est triste.

« Dans cette *isola maladetta*, s'écriait-il, je n'aperçois ni soleil ni lune durant une grande partie de l'année. Nous n'avons que des pluies et des brouillards. Je crois ce lieu plus affreux que Capri. — Connaissez-vous Capri ? » Il répondit affirmativement. « Là, du moins, on peut recevoir en quelques heures les choses du continent qui sont nécessaires à l'existence. »

Napoléon a reçu le capitaine Hamilton de la frégate *la Havane*. — Il lui a dit que, lorsqu'il était arrivé dans l'île, on lui avait demandé ce qu'il désirait obtenir, et qu'il répondait aujourd'hui, en toute connaissance des lieux et des hommes : « *Le bourreau ou la liberté.* » Il lui disait, avec une douloureuse vivacité, que les ministres anglais s'étaient conduits, relativement à lui, avec un manque de probité qu'on ne peut reprocher ni aux brigands ni aux sauvages.

Le colonel sir Wilks et sa fille, qui vont en Angleterre sur la frégate *la Havane*, se sont présentés à Longwood, chez Napoléon. Il les a reçus parfaitement, et a paru trouver un vif plaisir dans la conversation qu'il a eue avec ces passagers, qui paraissent fort de son goût. Cette conversation a été très-prolongée. Miss Wilks était une jeune personne accomplie et très-élégante. Napoléon a été charmé de ses manières et de son esprit, et lui a dit, avec des paroles qu'elle ne pourra jamais oublier, « qu'elle était au-dessus de tout ce qu'on lui avait dit de flatteur sur son compte. »

Le temps est constamment sombre ou tourmenté. Napoléon, il y a peu de jours découragé, a repris peu à peu sa gaieté. Il a parlé longtemps de l'amiral, qu'il regarde comme un officier très-habile, savant dans sa profession. « Il n'a pas le cœur mauvais, ajouta-t-il ; je le crois capable d'une action généreuse : mais il est violent, très-fier, mobile, fantasque ; il ne consulte personne, et quelquefois il manque de dignité. »

« Corvisart, me dit-il un jour, était mon premier médecin ; il avait grande fortune, recevait de moi des présents, il prenait *un napoléon* par chaque visite. »

Le 26, il m'a fait plusieurs questions sur des vaisseaux qu'il avait vus s'approcher des côtes.

Il désirait vivement savoir si lady Bingham, que l'on attendait, était arrivée.

Il m'a demandé si le vaisseau aperçu avait reçu un chronomètre du gouverneur : j'ai répondu que non. Il croyait qu'il avait manqué l'île, vu l'absence de cet instrument. « Il est inexplicable que votre gouvernement mette quatre cents hommes sur un vaisseau destiné pour ce lieu, sans le munir d'un chronomètre, et qu'il lui fasse courir le danger de périr corps et biens pour épargner une misérable somme. »

O'Méara a décrit fidèlement le logement de l'Empereur.

Les murs sont couverts de nankin brun, bordé de papier vert à bordures ordinaires. Deux petites fenêtres, qui se lèvent comme les châssis qu'on voit sur nos toits, prennent leur jour sur le camp du 55^e : l'une était ouverte et retenue par un morceau de bois dentelé. Les rideaux étaient blancs ; une petite cheminée, une grille à tourbe très-délabrée, des mains de fer ; un manteau de cheminée des plus communs, en bois peint en blanc, sur lequel on avait placé le petit buste en marbre représentant le roi de Rome. Au-dessus de la cheminée était suspendu le portrait de Marie-Louise, et quatre ou cinq portraits de son fils ; l'un de ces portraits était brodé : c'était l'ouvrage de la jeune impératrice. Plus loin on trouvait le portrait de Joséphine : c'était une miniature. A gauche, le réveille-matin du grand Frédéric, que Napoléon avait rapporté de Potsdam ; la montre dont il se servait étant consul, chiffrée *B*, suspendue à une épingle enfoncée dans du nankin, par une tresse de cheveux de Marie-Louise ; un très-mauvais tapis qui, il y a quelques années, était placé dans la salle à manger d'un lieutenant de l'artillerie de Sainte-Hélène. A droite, dans une encoignure, on trouvait son petit lit de camp en fer, enveloppé de rideaux en soie verte. L'Empereur l'avait emporté dans toutes ses campagnes. Une commode se trouvait placée entre les deux croisées. La bibliothèque, qui était vieille, était fermée par des rideaux verts. On l'avait placée à gauche de la porte qui conduit dans la salle voisine ; en avant de la porte de derrière, il y avait un paravent de nankin, un vieux sofa couvert de toile de coton ; Napoléon s'y couchait fréquemment. Son vêtement du matin était alors une robe de chambre et un pantalon à pieds d'étoffe blanche ; il était coiffé d'un madras rouge bariolé ; le col de sa chemise était ouvert ; il ne mettait pas de cravate le matin pendant les chaleurs ; Je le trouvai couché et habillé ainsi un matin : il était étendu sur le sofa. Je pus facilement remarquer que sa physionomie était mélancolique et même affectée. Le chagrin y était visible.

Une petite table ronde était placée devant lui avec quelques livres ; et au pied de cette table, plusieurs volumes qu'il avait déjà parcourus. Au pied du sofa et sous ses yeux, était attaché un portrait de Marie-Louise tenant son fils dans ses bras. M. de Las Cases, devant la cheminée, les bras croisés sur sa poitrine, tenait à la main quelques papiers ; il attendait quelques observations de l'Empereur. Il ne restait plus rien qui rappelât ici l'ancienne

opulence du vainqueur de l'Europe qu'un beau lavabo, avec une cuvette en argent et un pot à eau également d'argent : ce meuble était dans l'encoignure à gauche.

L'Empereur, après diverses questions de peu d'intérêt, faites alternativement en français et en italien, me dit : « Vous le savez, j'ai désiré que vous fussiez attaché à mon service. Maintenant, dites-moi, monsieur, avec la généreuse franchise que j'attends de vous, comment comptez-vous remplir votre emploi ? Est-ce celui de mon chirurgien, l'emploi de M. Maingaud, ou bien êtes-vous ici comme un chirurgien de la cale d'un vaisseau au milieu de prisonniers ? Avez-vous ordre de faire des rapports au gouverneur sur ce qui se passe près de moi, de lui rendre compte de mes indispositions, et de lui répéter ce que je vous dis ? Répondez-moi franchement. En quelle qualité êtes-vous auprès de moi ? » Voici ma réponse : « En qualité de votre chirurgien et des personnes qui vous suivent ; les ordres que j'ai acceptés se bornent à prévenir sur-le-champ l'autorité de cette île, si vous tombiez gravement malade. » Il ajouta : « Si vous étiez auprès de moi comme le chirurgien d'une prison, et que vous eussiez à rendre compte de ce « que je dis et de ce que je fais au gouverneur, que je regarde comme un *capo de spioni*, je vous éloignerais. Ne pensez pas, monsieur, que je vous prenne pour suspect, je ne vous ai jamais pris en faute ; je vous aime et j'estime votre caractère ; je ne pouvais vous en donner une meilleure preuve qu'en vous demandant à vous-même votre opinion relativement à vos fonctions.

« Si je tombais gravement malade, vous me feriez connaître votre « opinion, et je jugerais moi-même la nécessité où nous serions de demander des conseils à d'autres médecins. J'étais fort triste ces jours derniers ; mon esprit souffrait des mauvais traitements que je supporte, ce qui m'a empêché de sortir, ne voulant ennuyer personne. « J'ai su depuis, par Bertrand, qu'il songeait à envoyer chaque jour, dans ma chambre, un officier chargé de voir si je ne pouvais sortir. Le premier agent qui oserait entrer de force dans cet appartement, « je le tuerais, j'y suis bien décidé ; je serais tué aussitôt, mais qu'importe ? J'ai vu des Prussiens, des Tartares, des Cosaques, jamais je n'ai vu un homme aussi horrible, aussi repoussant ; il a le crime gravé sur le visage. J'ai pu me plaindre quelquefois des manières

de l'amiral, de certaines brusqueries peu convenables ; mais il ne ressemble pas à ce vil Prussien^[2]. »

J'ai eu un nouvel entretien avec Napoléon ; après diverses explications sur la conduite que je me proposais de tenir vis-à-vis de lui. Je lui ai dit : « J'espère remplir mes devoirs à votre complète satisfaction. » Quelques instants après il me répondit : « Quel exercice peut-on prendre dans cette île horrible, où l'on ne peut faire un mille à cheval sans être trempé ; dans cette île dont les Anglais, accoutumés à l'humidité, ne peuvent supporter la température ? Comment ne pas être révolté d'apprendre que ce geôlier a envoyé son aide de camp et son secrétaire, dans toutes les boutiques, défendre aux marchands d'ouvrir un crédit aux Français qui m'ont suivi ? »

L'Empereur continua avec vivacité en parlant du gouverneur : « Ce sbire viendrait m'annoncer qu'un vaisseau est arrivé pour me ramener en Angleterre, que la nouvelle, donnée par lui, me paraîtrait gâtée. Mes dispositions à son égard sont telles que je ne puis plus l'écouter. Hier, il est venu ici suivi de son état-major, dans une pompe toute sinistre, comme il viendrait pour me faire fusiller. Que ne me demandait-il un entretien particulier ?, Il est parti exaspéré. Je préfère rester sans relations, puisque toutes ces explications sont inutiles. Je ne veux pas l'insulter, et lui répéter ce que j'ai été obligé de lui dire. « Je suis allé chez sir Hudson Lowe, à qui j'ai fait part du sujet de ma visite, en retranchant, bien entendu, les choses très-dures dont Napoléon avait accompagné sa réponse. Le gouverneur me dit que le secrétaire d'État de son département lui avait écrit de prendre des informations précises sur l'envoi d'une lettre relative à l'Empereur, insérée dans les journaux de Londres ; elle avait déplu aux ministres. Le gouverneur, me regardant fixement, me demanda si je l'avais écrite, et, à tout prendre, il n'y avait pas de mal ; néanmoins, cette lettre est une irrégularité, une subversion des rapports ; il voulait la réprimer, les ministres s'étant réservé exclusivement le droit de donner des renseignements à l'Europe sur Bonaparte. La lettre n'était pas de moi ; je le lui dis. Je remportai avec moi ce papier.

Je vins rapporter fidèlement à Longwood les diverses circonstances de cette démarche. Napoléon persista à refuser une audience au gouverneur. « S'il persiste à me voir, ajouta-t-il, je lui écrirai moi-même encore ceci : « Napoléon ne veut pas vous voir, parce que, lorsqu'il vous a reçu, vous

l'avez insulté ; il ne veut plus avoir de communication avec vous. » Je sais bien que si nous avions une autre entrevue, il en résulterait quelque altercation ; un geste pourrait amener je ne sais trop quoi. Il ne doit pas, pour lui-même, désirer me voir, après le langage dont je me suis servi avec lui la dernière fois qu'il est venu. Je lui ai dit devant l'amiral, lorsqu'il a prétendu qu'il ne faisait que son devoir, que le bourreau le faisait aussi ; mais qu'on n'était pas obligé de le voir avant le moment de son exécution. *Ci sono state tre scene vergognose ?* Je ne veux pas le revoir... Je sais que mon sang s'échaufferait. Je lui dirai qu'aucun pouvoir sur terre ne peut contraindre un prisonnier à recevoir avec bienveillance son bourreau. Je ne veux pas discuter avec lui. Cette hyène, qui exerce ici un pouvoir discrétionnaire, « vient me rendre la vie insupportable ! La preuve qu'il ne nous veut « aucun bien, c'est que son gouvernement nous a envoyé des objets utiles à la vie, et que je ne dois à ce prétendu officier général qu'obsessions d'inquisiteur, espionnage, insultes odieuses, la persécution la plus superfine et la plus infernale. Cela ne l'empêche pas de m'écrire des lettres doucereuses. »

Ce chapitre épuisé, nous parlâmes du mariage de la princesse Charlotte avec le prince Léopold. Il fut flatteur pour ce dernier, qu'il avait vu à Paris pendant son règne.

D'après son désir, j'écrivis à sir Hudson Lowe ce qu'il avait répondu. Je supprimai comme de coutume les paroles vives dont Napoléon s'était servi.

Le 4, les dépêches venues d'Angleterre furent communiquées à l'Empereur par Thomas Reade, qui a témoigné d'avance son désir de ne blesser en rien Napoléon par cette communication. Nous convînmes qu'il lui parlerait en italien. Nous nous rendîmes ensuite auprès de lui ; je l'avais prévenu. Il était dans le jardin. Je me retirai après la présentation du colonel. M. de Las Cases resta, et traduisit verbalement la communication à mesure que Reade la lisait. Celui-ci me dit, à son retour, que Napoléon l'avait fort bien accueilli ; qu'il avait ri en parlant. C'est alors que Reade me lut la dépêche conçue dans ces termes : « Que les Français qui désiraient rester avec le général Bonaparte devraient signer la formule qui leur serait présentée, et se soumettre, sans aucune observation particulière, à quelque restriction que l'on pût imposer au général Bonaparte. En cas de refus, ils devaient être embarqués pour le cap de Bonne-Espérance. La maison devant

être diminuée de quatre personnes, celles qui resteraient seraient assujetties aux lois communes aux sujets britanniques, et rendues surtout pour ceux qui avaient été commis à la sûreté du général Bonaparte, déclarant crime de félonie toute complicité qui aurait pour but de l'aider à s'évader, etc., etc. » Ceux qui signeraient conservaient la faculté d'annuler le présent engagement. La pièce qu'il me montra déclarait en outre que les 4.400 livres sterling prêtées pour les différents ouvrages adressés d'Angleterre à Napoléon seraient acquittées sans délai. Pour cela, le comte Bertrand devait se rendre le lendemain à *Plantation-House*.

Je me suis promené le lendemain dans le parc ; j'ai été appelé en y entrant. J'ai reconnu la voix de Napoléon. Il m'a fait signe de la main de venir à lui. Il m'a dit : « *Eh bene, bugiardo sempre questo governatore*. Eh bien ! ce qu'il avait à me dire, à moi, pouvait être dit à tout autre. En demandant une entrevue, il espérait m'enfoncer le stylet dans le cœur, et il n'a pu se refuser le plaisir d'en jouir lui-même. »

Je dis à Napoléon que si les pourparlers avec le gouverneur étaient modérés, je pensais que les quatre personnes éloignées par la dépêche seraient prises parmi les domestiques. Voici sa réponse : « *Voi ragionate come un uomo libero*. Nous ne sommes point libres, nous sommes au pouvoir d'un *boja*, *non c'è remedio*. Il renverra nos amis l'un après l'autre ; il vaut autant qu'ils me quittent maintenant. Je n'ai point d'avantage à les garder avec cette certitude. Qu'il place ses factionnaires aux portes, devant les fenêtres, qu'il ne laisse apporter ici que du pain et de l'eau, je m'en inquiète peu, mon esprit reste libre ; je le trouve aussi indépendant que lorsque je commandais ces six cent mille soldats qui étaient les premiers de l'Europe.

« Qu'est-ce donc que ces restrictions qu'il annonce et ne fait pas connaître ? Où habite l'homme d'honneur qui peut lui confier un blanc seing, car avec sa signature il le fera signer tôt ou tard quelque acte affreux. Le misérable ! il menace Las Cases parce qu'il aurait écrit à ses amis d'Angleterre qu'il était mal logé et mal traité ; il faut souffrir et se taire. Aviez-vous l'idée de cette tyrannie ? Si je suis son ennemi, qu'il frappe, mais à découvert. Je crois que lord Liverpool, et même lord Castlereagh désavoueraient ces traitements ; mais ils ne les connaissent point. Le

gouverneur écrit seul à Bathurst, et lui dit ce qu'il veut pour flatter sa haine contre moi. »

Piontowski et trois domestiques seront renvoyés ; la mesure est prise.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, suivi du colonel Wingard. Ces messieurs ont paru affairés. Le gouverneur paraissait craindre que la copie d'une lettre que le général Montholon lui avait adressée ne fût déjà répandue dans l'île. Il m'en parla, et je lui dis que sa supposition était probable, puisqu'il n'avait point été fait un mystère de l'objet de ces observations. La crainte de les voir passer en Angleterre l'agitait extrêmement.

Le gouverneur me dit alors que Napoléon cherchait à l'avilir ; qu'il attaquait sans cesse les ministres pour affaiblir leur influence, et qu'ensuite il chercherait à se sauver de Sainte-Hélène. Il me parla de ce qu'il appelait mes devoirs d'Anglais au sujet de mes rapports entre Napoléon et lui.

Je lui répondis que les devoirs de l'honneur ne m'obligeraient de lui parler que dans le cas où je verrais l'intérêt britannique compromis par des intrigues, ou Napoléon préparant son évasion. Quant à des lettres écrites à Londres par Napoléon et ses amis, le tort qu'il voyait était exagéré, puisque des personnages faisant partie du ministère avaient demandé des lettres et les avaient reçues. Je lui dis que plusieurs me suppliaient de leur continuer l'envoi de quelques particularités de la vie de Bonaparte à Sainte-Hélène. Cette réponse le troubla ; il ignorait cette circonstance. Je lui offris de nouveau ma démission, mais il fut encore plus ému de cette offre que de ma confiance. « Votre éloignement, me dit-il, n'est pas nécessaire. Cependant je veux mieux régler le fond de nos rapports. »

Le lendemain j'ai voulu persuader à Napoléon qu'il avait quelquefois jugé trop sévèrement Lowe ; que dans quelques circonstances ses intentions avaient pu être polies, et plus bienveillantes, qu'elles n'avaient pas été saisies ; qu'il est vrai que les gestes du gouverneur ne sont pas toujours en conformité avec sa pensée ; que si, dans une occasion, il a porté la main sur son sabre, c'était par l'effet d'une vieille habitude qu'il avait de l'élever entre son côté et son bras. J'ajoutai que le gouverneur lui-même m'avait ainsi expliqué le fait.

« *Perragazzi, dottore*, ajouta Napoléon, *se non è bojat almeno ne ha l'aria*. Mais vous a-t-il fait part des vexations qu'il ajoute à celles-là ? » Je répondis négativement. « Ah ! répliqua Napoléon, *son certo che abbia qualche cosa sinistra in vista*. »

Dans la soirée, le comte Bertrand est venu dans ma chambre. Il désirait traduire avec moi quelques parties des nouvelles restrictions. Elles étaient si odieuses à l'égard de Napoléon, qu'elles ne devaient pas être vraies. Quel tas d'infamies ; comment ! ces restrictions portaient que Napoléon ne s'éloignerait pas de la grande route ; que le chemin conduisant chez miss Masson lui était interdit ; qu'il ne pourrait entrer chez aucun habitant, ni parler à ceux qu'il rencontrerait dans ses promenades à pied ou à cheval. Je m'attendais à quelques mesures sévères du gouverneur, que j'avais déjà étudié, mais je ne m'attendais pas à tout cela. Je demeurai stupéfait à la lecture de cette pièce ; je crus avoir mal lu, je me mis à la relire plusieurs fois, me persuadant toujours que je ne comprenais pas. En ce moment, le colonel Wingard entra ; le comte partit quelques instants après ; je demandai alors au colonel, en lui communiquant mes traductions, si je ne m'étais pas trompé sur le sens des restrictions imposées. Sa réponse à chaque objet fut que j'avais parfaitement compris.

Le 12, l'Empereur m'a fait plusieurs questions sur les affaires et les ennuis de la veille, sur mon entrevue avec le gouverneur, et m'a touché, en souriant, la joue lorsque je lui ai dit que le gouverneur chargeait son gouvernement de la responsabilité de la nouvelle consigne.

L'argenterie brisée a été vendue hier à M. Balcombe, il a fallu pour cela l'autorisation de Hudson Lowe ; l'argent a produit sur-le-champ à peu près deux cent quarante livres sterling.

Le 15. L'Empereur est malade, sa tête souffre ; il éprouve un allanguissement général : il a même une légère fièvre. C'est le climat de l'île qui lui cause ces maux de tête si violents ; dès qu'il sent le soleil, il s'écrie : « C'est l'ombre d'Europe et de France qu'il me faudrait. » *Veramante*, ajouta-t-il, il faut de la résolution et une grande force d'âme pour supporter l'existence dans cet effroyable séjour, avec une nouvelle journée d'autres *colpi di stilo al cuore da questo boja, che ha piacere a far di male*. Il jouit de cela, le malheureux ! Me tourmenter, m'insulter, m'épuiser par les privations, voilà son plaisir. Il veut abrégé ma

douloureuse vie D'après ses dernières restrictions, je vois qu'il ne m'est plus permis de causer avec les personnes qui se trouvent sur mon passage. Mais cette liberté-là n'est pas refusée à des condamnés à mort ! Un homme est enchaîné, enfermé dans un cachot, nourri avec du pain et de l'eau ; mais lui refuse-t-on la liberté de parler ? Devant le saint-office, on écoute un homme qui se défend ; j'ai été condamné sans qu'on m'ait entendu et sans avoir été jugé, au mépris de toutes les lois divines et humaines ! Je suis détenu comme prisonnier de guerre en temps de paix, séparé, de ma femme et de mon fils ; on m'a transporté par la force ici, où l'on m'impose une existence insupportable ; l'arbitraire m'ôte jusqu'à la liberté de ma pensée. Je suis sûr qu'aucun des ministres, excepté ce stupide lord Bathurst, n'a consenti à cette tyrannie. Ils disent à Londres qu'ils me donnent tous les objets nécessaires à la vie. En effet, ils m'adressent plusieurs de ces objets, puis vient cet homme qui me les retire tous, et m'oblige à vendre ma vaisselle pour nourrir les miens. Je vis au milieu de fripons, d'espions ; on m'insulte basement, ainsi que ma suite ; puis arrive ce gardien qui veut m'interdire jusqu'à la plainte écrite, et même quelques paroles de douleur. Il a l'impudeur de soutenir qu'il n'a rien changé ! ! ! Il ajoute, lorsqu'il me vient des visites de passagers, qu'ils ne peuvent parler à mes amis d'ici. Il veut même me les présenter. Oui, si mon fils débarquait, et qu'on exigeât qu'il me fût présenté par cet homme, je refuserais de le voir ; je le renverrais. »

L'Empereur souffre des gencives ; les siennes sont spongieuses, colorées.

Le 14. Les compagnons de Napoléon ont signé l'acte qui ratifie la permission qui leur a été adressée de rester auprès de Napoléon. Les signataires n'ont essayé à changer dans la teneur de cette déclaration que ces noms : *Napoléon Bonaparte*, qu'ils ont remplacés par l'*empereur Napoléon*. Cette pièce a été adressée, le 14, au gouverneur.

L'Empereur avait conseillé à ses amis de ne point signer la déclaration, et de se laisser enlever de l'île.

Hudson n'a point consenti à ce changement ; il préfère, dit-il, les renvoyer au cap de Bonne-Espérance. Les habitants de Longwood ont signé, hier soir, la modification de rédaction de leur engagement, touchant la qualité d'*empereur*, à l'exception de Santini ; ils y ont renoncé dans la crainte d'être éloignés de lui.

Novarrez est venu me chercher ; Napoléon me demandait. Lorsque je suis entré, il m'a regardé fixement et m'a dit en riant : « Vous avez la figure comme si vous vous étiez grisé hier soir. » Je lui dis que je ne m'étais pas grisé, mais que j'avais dîné au camp et m'étais couché très-tard. « *Quante bottiglie ?* » ajouta-t-il en levant trois de ses doigts. Il m'a dit ensuite que le comte Bertrand avait vu la veille le gouverneur, et lui avait présenté des observations. « Voilà rédigé, continua-t-il en me montrant un papier, ce que je lui ai mandé. » Il m'a écrit qu'il me chargeait de le remettre. Par cet écrit il proposait à sir Hudson Lowe de prendre le titre du colonel Muiron, tué près de lui à Arcole, ou de baron Duroc ; que, comme le titre de colonel désigne une position militaire, ce qui laisserait peut-être encore de l'ombrage, il vaudrait mieux adopter celui de baron, qui était le plus mince des titres.

« Si le gouverneur consent, continua-t-il, qu'il signifie à Bertrand d'accepter l'un d'eux, et je l'adopterai. Cela épargnera bien des difficultés, et aplanira la route. Vos yeux, continua t-il, ressemblent bien à ceux d'un homme qui aurait fait une débauche la veille. » Je lui expliquai que cela provenait beaucoup du vent et de la poussière. Il sortit alors et demanda Saint-Denis, prit ensuite le papier que j'avais copié d'après lui, me le fit lire tout haut, souligna quelques passages de sa propre main, me le donna, et, me poussant doucement hors de la chambre en souriant, il me dit d'aller chez le gouverneur, et de lui dire que telles étaient ses intentions.

Le papier contenait ce qui suit :

« Il me revient que, dans la conversation qui a eu lieu entre le général Lowe et plusieurs de ces messieurs, il s'est dit, sur ma position, des choses qui ne sont pas conformes à mes pensées.

« J'ai abdiqué dans les mains des représentants de la nation française et au profit de mon fils, je me suis rendu avec confiance en Angleterre pour y vivre, là, ou en Amérique, dans la plus profonde retraite et sous le nom d'un colonel tué à mes côtés, *résolu de rester étranger à toute affaire politique, de quelque nature qu'elle pût être.*

« Arrivé à bord du *Northumberland*, on me dit que je suis prisonnier de guerre, qu'on me transporte au delà de la ligne, et que je m'appelle le

général Bonaparte. Je dus reprendre ostensiblement mon titre d'empereur, en opposition au titre de général Bonaparte qu'on voulait m'imposer.

« Il y a sept ou huit mois que le comte Montholon proposa de prévenir les petites difficultés qui naissent à chaque instant, en adoptant pour moi un nom ordinaire. L'amiral crut devoir écrire à Londres : cela en reste là.

« On me donne aujourd'hui un nom qui a cet avantage, qu'il ne rappelle pas le passé, mais qui n'est pas dans les formes de la société. *Je suis toujours disposé à prendre un nom qui entre dans l'usage ordinaire*, et je réitère que, quand on jugera à propos de me faire sortir de ce cruel séjour, *je suis dans la volonté de rester étranger à la politique, quelque chose qui se passe dans le monde.*

« Voilà ma pensée ; toute autre qui aurait été dite sur celle matière ne la ferait pas connaître. »

J'allai sans délai à Plantation-House ; le gouverneur trouva celle dépêche importante. Il en fut surpris, et me répondit en disant que cette proposition méritait un examen. Cependant, quelques instants après, il écrivit, et me remit les lignes suivantes : « Le gouverneur fera, sans perdre de temps, tenir au gouvernement britannique le papier qui lui a été remis aujourd'hui par le docteur O'Méara. il pense qu'il serait plus convenable qu'il fût signé par la personne au nom de laquelle il lui a été présenté. Le gouverneur ne prétend pas cependant pour cela jeter le moindre doute sur la validité ou l'authenticité de cet écrit. par rapport aux mots ou à l'esprit. Il croit seulement qu'il aurait dû être envoyé sous une forme qui prévînt toute objection. Le gouverneur examinera avec soin si la teneur de ses instructions lui permet d'adopter l'un ou l'autre des noms proposés. Il différera donc naturellement en servir, dans aucune communication publique ait obtenu la sanction de son gouvernement à cet effet. Le gouverneur sera toujours disposé à s'entendre avec le général Bertrand, quand il plaira à ce dernier. »

J'eus commission de montrer ces lignes à Napoléon. Le gouverneur ajouta qu'il n'était pas utile que je les lui laissasse. Il me demanda ensuite si je croyais que Napoléon consentirait à signer la lettre précédente, « Sans doute, lui dis-je, si vous le demandez. »

Je me suis présenté chez l'Empereur. Il m'a demandé s'il y avait des nouvelles. Je lui ai dit qu'on parlait beaucoup de l'expédition de lord Exmouth ; que nous en attendions chaque jour le résultat. Je lui demandai son avis sur cette expédition. Il me répondit qu'il croyait bien certainement qu'elle réussirait si la flotte prenait et détruisait la plus grande partie des vaisseaux barbaresques qui sont arrêtés devant Alger.

« En persistant dans son blocus rigoureux, le dey se soumettra, la populace se révoltera, l'assassinera et consentira à tout ce que vous demandez. Quant à des traités, ces barbares les violeront toujours. C'est une honte pour les nations civilisées de laisser subsister tranquillement et si près d'elles ces repaires de brigands. Les Napolitains seuls étaient de force à les détruire, puisqu'ils ont environ cinquante mille matelots tant sur le continent qu'en Sicile, et il leur eut été facile, avec ces forces, d'empêcher un seul vaisseau de quitter les côtes de Barbarie. » A quoi je répondis que les Napolitains étaient si poltrons sur mer, que les Algériens les regardaient avec mépris, les bravaient dédaigneusement. « Ils ne sont pas très-braves sur terre, me dit « Napoléon ; mais on remédierait à cette couardise en introduisant dans leurs régiments de bons officiers et une sage discipline. A la paix d'Amiens, je voulais m'entendre avec votre gouvernement pour détruire tous ces Algériens, du moins brûler leurs vaisseaux, démolir leurs forteresses, et les forcer à cultiver la terre et à renoncer à leurs brigandages ; mais vos ministres ont écarté mon projet. Je voulais les écraser, en finir avec eux, bien que cela m'importât assez peu personnellement, puisqu'ils respectaient mon pavillon, et qu'ils faisaient un commerce considérable avec Marseille. »

Je demandai à Napoléon s'il pensait que lord Exmouth dût attaquer le port dès son débarquement. « Oh ! non, me dit Napoléon ; s'il n'a pas de grandes forces, il fera tuer la moitié de ses hommes par les *canaglie* des maisons et des batteries. D'ailleurs il n'est guère nécessaire d'envoyer contre eux des forces considérables, à moins qu'on ne soit décidé à détruire leur pays. » La conversation changea.

Un autre jour il me parla de nos taxes. « Je ne sais comment la *poploazza* anglaise les souffre. Malgré des succès presque incroyables, et auxquels un accident et peut-être la destinée ont contribué, je ne crois pas que vous soyez encore hors de danger : je ne pense pas que vous puissiez jamais

payer vos dettes. Votre grand commerce vous a maintenus ; mais cet appui vous manquera lorsque vous ne pourrez plus vendre au-dessous du prix des autres nations qui, chaque jour, perfectionnent leurs moyens de fabrication. Vous reconnaîtrez la vérité de tout cela d'ici à quelques années. La chose la moins raisonnable que l'Angleterre ait faite, est d'avoir voulu devenir puissance militaire ; par cela même elle se place à jamais dans la dépendance de la Russie, de l'Allemagne, ou de la Prusse, ou du moins devient redevable à quelqu'une d'elles. Vous n'avez pas une population assez nombreuse pour lutter sur le continent avec la France, ou avec aucune des puissances que j'ai nommées, et il vous faudra par conséquent louer des hommes : tandis que, sur mer, vous avez toute supériorité ; vos marins sont tellement au-dessus des nôtres, que vous pouvez toujours commander aux autres. Vos soldats n'ont pas les qualités nécessaires à une nation militaire ; ils ne sont égaux à nos Français ni en adresse, ni aussi actifs ; ils ne conçoivent pas si vite non plus. Une fois qu'ils ne craignent plus la sangle, ils n'obéissent pas. On ne peut en venir à bout dans une retraite ; s'ils trouvent du vin, ce sont autant de diables, et adieu la subordination. J'ai été témoin de la retraite de Moore.

« Je n'ai jamais rien vu de pareil : il était impossible de réunir les régiments ; tous les soldats étaient ivres. Vos officiers gagnent trop leurs grades avec des écus, mais les soldats sont intrépides : là est le beau côté. — C'est une politique détestable que de rechercher la puissance militaire au lieu de s'attacher à la marine, votre force nationale. Pour avoir de bons soldats, il faudrait qu'une nation eût toujours la guerre à soutenir.

« Si vous aviez perdu la bataille de Waterloo, continua-t-il, dans quel état fût tombée l'Angleterre ! La fleur de votre jeunesse y eut été détruite ; car pas un homme, pas même Wellington, n'eût échappé. » Je répondis que lord Wellington avait résolu de n'abandonner que mort le champ de bataille. Napoléon répondit : « Il ne pouvait se retirer. Il aurait été détruit avec son armée si Grouchy fût venu au lieu des Prussiens. » Je lui demandai alors s'il n'avait pas cru, pendant quelque temps, que les Prussiens qui s'étaient montrés étaient des Français faisant partie du corps de Grouchy. Il me répondit : « Oui, je comprends difficilement encore comment c'était une division prussienne, au lieu de celle de Grouchy. » Je pris la liberté de lui demander si, dans le cas où Grouchy ni les Prussiens ne fussent venus, la

bataille n'eût pas été indécise. Voici sa réponse : « L'armée anglaise eût été détruite ; elle était défaite dès le milieu du jour ; mais la destinée avait décidé que Wellington gagnerait cette bataille. Je ne croyais pas qu'il nous attaquerait, parce qu'il s'était retiré à Antwerp ; il devait le faire. J'eusse été accablé si une armée de trois ou quatre cent mille hommes eût marché contre moi. Quand j'offris la bataille, j'agis comme les circonstances le commandaient. J'ai regardé de la part des alliés comme une grande folie l'action de séparer les armées anglaise et prussienne ; il fallait les réunir, au contraire. Je ne puis comprendre encore la raison de leur disjonction. Quoi ! Wellington me livrait bataille, de son plein gré, dans un endroit où il était perdu, totalement défait, là où aucune retraite n'était possible, puisqu'un bois se trouvait derrière lui ! je devais le tailler en pièces. Le bon sens voulait qu'il commençât la campagne. Vous vous figurez l'agitation de votre pays apprenant tout à coup que quarante mille soldats ont mordu la poussière dans les champs de la Belgique pour la cause des rois. Le ministère fût tombé sous le cri de l'opinion. Vos concitoyens auraient dit : — Eh ! que nous importe celui qui règne en France, que ce soit Louis ou Napoléon ? La paix alors eût été faite, et les Saxons, les Bavares, les Belges, les Wurtembergeois se fussent de nouveau joints à moi. Les Russes aussi auraient fait la paix. Je serais resté maître de la France. Tels étaient mes motifs pour attaquer les Anglais. J'avais battu les Prussiens. Avant midi, j'étais vainqueur. Je pus dire que tout m'appartenait ; mais le hasard, la destinée en ont décidé autrement. Sans doute les Anglais se sont battus vaillamment, personne, ne peut le nier, mais ils auraient été défaits.

« Pitt et sa politique ruinèrent presque l'Angleterre, en nourrissant la guerre sur le continent. »

Je lui fis observer que des politiques éminents avaient soutenu que, sans cette guerre de vingt-cinq années, la France, grandissant en prépondérance, eût ruiné l'Angleterre. Cette dernière avait donc eu à prendre un accroissement considérable. Voici sa réponse : « Au contraire, l'Angleterre, continuant la guerre à la France, nous a donné des circonstances pour étendre, sous mon gouvernement, nos conquêtes si loin, que je devins empereur du monde entier ; ce qui ne serait pas arrivé s'il n'y eût pas eu de guerre. »

Je lui parlai de l'occupation de Malte. Il me répondit : « Deux jours avant que lord Whilworth quittât Paris, mes ministres et quelques amis particuliers reçurent l'offre de trente millions de francs ; on m'eût reconnu comme roi de France ; pour cela, il fallait céder Malte. »

Nous causâmes un autre jour des marins anglais. « Ils sont aussi supérieurs aux marins français que ceux-ci le sont aux Espagnols. « Les Français, lui dis-je, ne feront jamais d'excellents matelots, parce qu'il sont impétueux et légers ; ils ne se soumettront jamais, sans se plaindre, à bloquer des ports durant des années ; cela était arrivé à Toulon pendant des temps affreux, de privations sans nom. » Il me répondit : « En effet, *signor dottore*, nos matelots ne sont point aussi expérimentés que vos Anglais. La mer est votre domaine, vos matelots surpassent les nôtres. Jadis les Hollandais les surpassaient. Les marins américains valent mieux que les Anglais ; la raison, c'est qu'ils sont en moins grand nombre. Les Américains, répondis-je, ont beaucoup de matelots anglais à leur service ; la discipline américaine, à bord des vaisseaux de guerre, est beaucoup plus sévère que la nôtre ; voilà, je crois, les causes de leurs succès. Si les Américains avaient une marine considérable, il leur serait impossible de placer sur chaque vaisseau autant de marins expérimentés. « Quand je lui dis que la discipline américaine était plus sévère que la nôtre, il sourit et dit : « *Sarebbe difficile a credere.* »

Dans l'après-midi, à cinq heures, Napoléon m'a fait appeler. Je l'ai trouvé assis près du feu dans un fauteuil. — Il était sorti pour se promener, mais il avait été saisi de douleurs de dents et d'une toux violente. Sa joue était enflammée ; les douleurs augmentèrent. « Je tremble, dit-il au comte de Las Cases qui était là, comme si j'avais peur. » Il avait le pouls agité. Il me fit d'intéressantes questions sur la fièvre.

Je l'ai revu à neuf heures ; il était au lit. Il désigne comme cause de son indisposition le *ventaccio*^[3] qui souffle toujours sur le sol aride de Longwood. « Il faudrait que je fusse *at the Briars*, ou de l'autre côté de l'île. Cette partie de l'île est épouvantable. » Il me parla des moyens qui procurent une mort facile. Il paraissait penser que le froid était le premier, parce que *si muore dormendo* (on meurt en dormant).

J'ai écrit au gouverneur sir Hudson Lowe, pour le prévenir de l'indisposition de Napoléon.

Le lieu où nous sommes est si stérile, qu'il n'y croit pas une seule plante.

Napoléon a parlé longtemps aujourd'hui de l'impératrice Joséphine ; ses termes étaient des plus affectueux. Il a fait, dit-il, la première connaissance de cette femme excellente lors du désarmement des sections de Paris, après le 13 vendémiaire. « Un jeune enfant de douze ou treize ans se présenta chez moi pour me supplier de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république, lequel était mort sur l'échafaud. Je fus si touché de cette prière affectueuse, que j'ordonnai que l'épée lui fût remise. Ce jeune enfant était Eugène Beauharnais. « En voyant l'épée, il fondit en larmes. Son action m'émut, et je le lui fis voir. — Quelques jours après, sa mère vint me remercier. Sa personne me frappa, mais encore plus son esprit. Cette impression augmenta chaque jour. Notre mariage vint peu de temps après. »

Lowe, que j'ai vu, ne veut pas transférer le séjour de Napoléon à Briars ou dans un autre lieu de ce côté, ainsi qu'il le demande, quoique ce dernier reconnaisse que ses indispositions viennent de la force du vent qui bat l'exposition de Longwood.

Huit heures du soir. — Napoléon n'est pas bien ; la partie droite des mâchoires est considérablement tuméfiée.

Le 29, Napoléon se porte mieux. Mon opinion personnelle est que son indisposition n'est point une maladie du climat, qui, sans cela, l'emporterait en quelques jours. Il se traite peu volontiers, n'ayant aucune foi dans la médecine.

J'ai reparlé de la santé de Napoléon au gouverneur. Il m'a répondu que, puisque Bonaparte souhaitait habiter un lieu comme *at the Briars*^[4], il fallait qu'il fit venir quelque portion des sommes immenses qu'il possédait en Europe, qu'alors il pourrait se faire bâtir une maison selon ses goûts. L'observation du gouverneur n'était qu'une cruelle ironie.

1er novembre. — Napoléon se porte mieux. Il fait vendre sa vaisselle plate pour pouvoir ajouter quelque supplément à la nourriture de Longwood. Napoléon reste à peu près dans le même état. Il ne prend point

l'exercice qui lui est indispensable. Je lui en ai représenté le danger, il est impassible.

Ce jour-là, j'ai pris la liberté de questionner l'Empereur sur les causes qui lui avaient fait protéger les Juifs. Il me répondit : « Il y avait beaucoup de Juifs dans les pays sur lesquels je régnais ; j'espérais, en les rendant libres et en leur donnant les mêmes droits qu'aux catholiques et aux protestants, les éloigner de l'usure et des vices qui les déshonorent. Je pense que j'aurais réussi. Je faisais ce raisonnement, que puisque leurs rabbins leur disent qu'ils ne peuvent exercer l'usure contre la tribu israélite, néanmoins qu'elle est licite et même un devoir envers les autres communions chrétiennes, puisqu'elles les oppriment ; je pouvais affaiblir par des traitements humains leurs dispositions habituelles. Voici quel était mon projet : par exemple, je leur donnais l'égalité civile dont jouissaient mes autres sujets ; je crois qu'ils m'eussent pris alors pour un de leurs bienfaiteurs, pour un Salomon. L'égalité civile concédée leur eût fait regarder les Français comme des frères ; ils n'eussent plus voulu les traiter usurairement, eux ou moi ; c'était là un résultat important. Je ne l'espérais que des années. Je leur faisais payer les taxes que supportaient mes autres sujets ; je les soumettais à la conscription. Ces changements, en partie réalisés, m'ont donné beaucoup de soldats et de fort braves ! Si j'étais resté sur le trône de France, les Juifs en grand nombre fussent venus, flattés d'être relevés, riches, actifs, habiter les États français, chercher la protection de nos belles lois. Je souhaitais établir une liberté de conscience universelle. Mon système était de n'avoir point de religion prédominante, mais de tolérer tous les cultes ; je voulais que chacun pensât à sa manière, et que tous les hommes, protestants, catholiques, mahométans, déistes, etc., fussent égaux ; de sorte que la religion ne pût avoir aucune influence dans la distribution des emplois du gouvernement ; qu'elle ne pût contribuer à les faire accueillir ou repousser par un solliciteur ; et que, pour donner un emploi à un homme, on ne pût faire aucune objection tirée de sa croyance, pourvu que d'ailleurs il fût capable. Je rendis donc tout indépendant de la religion : les tribunaux, les mariages, les cimetières mêmes ne furent plus à la disposition des prêtres, et ils ne pouvaient plus refuser d'enterrer le corps d'une personne d'un culte différent. « Mon intention était de rendre purement civil tout ce qui appartenait à l'État et à la constitution, sans égard

pour aucune religion. Je ne voulais accorder aux prêtres aucune influence et aucun pouvoir sur les affaires civiles ; mais les obliger à s'en tenir à leurs affaires spirituelles, sans se mêler d'autre chose. « Je lui demandai si les oncles et les nièces pouvaient se marier en France. Il répondit : « Oui ; mais il faut qu'ils en obtiennent la permission spéciale. » Je lui demandai si cette permission devait être accordée par le pape. « Par le pape ? dit-il ; non. » Puis me pinçant le bout de l'oreille en souriant, il ajouta : « Je vous dis que ni le pape, ni aucun de ses pi êtres, n'ont le pouvoir de rien accorder. Par le souverain. »

Napoléon, dans le même entretien, jugea sévèrement les francs-maçons ; je lui demandais ce qu'il pensait de leur but ; il me répondit : « Ce sont, en général, des oisifs, des gourmands et des imbéciles qui se rassemblent pour manger et faire des orgies. Cependant j'ai connu d'eux de temps en temps des actions honorables. ils ont servi la révolution, et contribué dernièrement à diminuer la puissance du pape et l'influence du clergé. Remarquez ce fait, c'est que quand les sentiments d'un peuple sont contre le gouvernement, toutes les sociétés particulières tendent à lui nuire. » Sur cette question, si les francs-maçons du continent ont quelque affiliation ou ressemblance avec les *illuminati* : « Non, fut sa réponse. C'est une société tout à fait différente ; mais en Allemagne elle présente des dangers pour l'ordre social. »

J'ajoutai : « N'avez-vous pas protégé les francs-maçons ? — Oui, parce qu'ils s'étaient prononcés contre le pape. — Auriez-vous jamais permis le rétablissement des jésuites en France ? — Non, c'est la plus dangereuse de toutes les sociétés ; elle a fait plus de mal à elle seule que toutes les autres ensemble. La doctrine des jésuites, c'est que leur général est le souverain des souverains, et le maître du monde. Non, non, je n'aurais jamais consenti qu'il existât dans mon empire une société placée sous la direction d'un étranger. Je n'aurais jamais voulu de *frati* : il y avait assez de prêtres pour ceux qui en avaient besoin, je n'avais pas besoin de monastères remplis de *canaglie*, mangeant, pillant ou se livrant à des crimes. » Je lui dis qu'il était à craindre que les prêtres et les jésuites ne prissent bientôt une influence fatale en Europe. Napoléon répondit. « Cela est très-vraisemblable ; je le crains comme vous. Dans les règnes qui ont précédé le mien, les protestants étaient aussi maltraités que les Juifs ; ils ne pouvaient acquérir de propriété.

Je les ni mis sur le même pied que les catholiques. L'empereur Alexandre a pu sans inconvénient permettre l'entrée de son empire aux jésuites, parce qu'il est de sa politique d'attirer dans son pays barbare des hommes éclairés, quelle que soit leur secte ; et d'ailleurs ils ne sont pas très à craindre en Russie, parce que la religion est différente. Pourtant ils feront tant, qu'il sera forcé de les renvoyer. »

Il m'a fait ce portrait de Carnot : « C'était un homme laborieux et sincère. Il a dirigé les opérations de la guerre, sans avoir mérité les éloges qu'on lui a donnés, parce qu'il n'avait ni l'expérience ni l'habitude de la guerre. Il n'a montré que peu de talent pendant son premier ministère ; il a eu avec le ministre des finances et la trésorerie plusieurs querelles dans lesquelles il avait tort. Il quitta le ministère, convaincu qu'il ne pouvait le conserver faute d'argent. Il vota ensuite contre l'établissement de l'empire ; mais comme sa conduite a toujours été franche, jamais il ne donna d'ombrage. Il ne me demanda rien pendant la prospérité de l'empire ; mais après les malheurs de la Russie, il sollicita de l'emploi, et reçut le commandement d'Anvers, qu'il défendit fort bien. Après mon retour de l'île d'Elbe, il fut nommé ministre de l'intérieur ; et j'eus lieu d'être très-satisfait de sa conduite. Lors de l'abdication, il a été membre du gouvernement provisoire ; mais il fut joué par les intrigants dont il était entouré. Dans sa jeunesse, il passait pour un original parmi ses camarades. Il détestait les nobles, et eut, à ce sujet, plusieurs querelles avec Robespierre, , qui sur la fin en avait protégé plusieurs. Il était membre du comité de salut public avec Robespierre, Couthon, Saint-Just, et ce fut le seul qu'on ne dénonça jamais. Il demanda à être jugé, pour sa conduite, avec ceux qu'il appelait ses collègues, ce qui lui fut refusé ; mais sa demande de partager leur sort lui fit un grand honneur.

« Barras, ajouta Napoléon, était emporté ; il avait peu d'instruction et de résolution. Il était léger et méritait peu sa réputation ; la brusquerie de ses manières et les retentissements de sa voix, lorsqu'il commençait un discours, donnaient de lui une autre idée que l'idée généralement reçue. »

Le gouverneur s'est présenté à Longwood. Je lui ai dit qu'il y avait quelque amélioration dans la santé de l'Empereur ; que cependant je ne croyais pas ce mieux durable s'il persistait à garder la chambre ; que, dans ce cas, je ne lui donnerais pas deux années à vivre. « Mais pourquoi ne sort-

il pas ? demanda durement le gouverneur. — C'est parce que trop d'entraves gênent sa liberté. Pourquoi des factionnaires à six heures du soir, avec ordre d'arrêter toute personne qui voudrait passer ? C'est pourtant l'heure où la douceur de la température invite à sortir. — Mais, répondit le gouverneur, le soleil ne se couche pas à six heures. » Je lui répliquai que le soleil se couchait aussitôt après six heures, et qu'entre les tropiques le crépuscule était fort court. Hudson Lowe fit appeler sir Poppleton, capitaine, et lui demanda des renseignements sur la pose des sentinelles. Poppleton nous dit que les ordres étaient verbalement donnés aux factionnaires, qu'il pouvait bien en résulter par moments quelque confusion, des désagréments pour les habitants. Hudson Lowe dit qu'il trouvait bien étrange que le général Bonaparte refusât de sortir à cheval avec un officier anglais. « Il sortirait vraisemblablement, ajoutai-je, mais ménagez les formes ; par exemple, lorsqu'il monte à cheval, ne le faites suivre qu'à quelque distance. Un seul officier peut surveiller ses mouvements ; Napoléon connaîtrait sa mission, mais il ne paraîtrait pas y songer. Il serait avec cela aussi sûrement gardé que si cet officier courait à ses côtés. » Hudson me dit qu'il y réfléchirait, et m'engagea de lui transmettre par écrit mon opinion sur la santé du général Bonaparte. Il ajouta : « La vie d'un tel homme ne peut pas entrer en balance avec le mal qu'il peut causer s'il parvenait à s'échapper, et que je ne devais pas oublier que le général Bonaparte avait été le fléau du monde. »

On vient de briser de nouveau une partie de l'argenterie de Napoléon, pour pourvoir à la sustentation de Longwood. Cet acte s'est exécuté déjà en présence d'agents anglais.

La santé de l'Empereur s'améliore ; il m'a fait plusieurs questions anatomiques et physiologiques ; il m'a dit qu'il avait étudié l'anatomie pendant quelques jours mais que la vue des cadavres ouverts l'avait rendu malade, et qu'il avait abandonné cette science. H exposa après ses idées sur l'âme.

L'Empereur a répété qu'il ne songeait pas à s'échapper, mais il n'a point donné sa parole. Il ne la donnerait même pas, parce qu'alors il avouerait qu'il est prisonnier selon les lois ordinaires. Il ajouta qu'au lieu de restrictions qu'on lui inflige, il vaudrait mieux s'assurer, au départ de chaque vaisseau, s'il est présent dans l'île. « Sans doute il est nécessaire à

ma santé que je fasse sept à huit lieues par jour ; mais j'y renonce s'il faut que j'aie derrière moi un officier anglais. Ma maxime, c'est qu'un bon esprit brave l'infortune, que le plus noble courage est de lui résister. »

« Ces palais qu'ils m'adressent, et il souriait, ne me serviront pas plus que de l'argent jeté à la mer. Je préférerais à tout cela l'envoi de quatre cents bons volumes. Ne me faudrait-il pas des années pour faire élever ce palais ? d'ici là je ne serai plus. D'ailleurs ce sont vos malheureux marins et vos soldats qui feraient ces travaux ; j'en serais maudit, et je ne veux leur laisser aucun souvenir pénible. Je préfère l'intérêt de ces braves gens que mon sort attendrit tous les jours et qui me traitent avec respect. »

Il parla de quelques officiers anglais. « Moore était un brave soldat, un officier rempli de talents. Il a fait des fautes qui étaient probablement le résultat des difficultés qui l'entouraient, et qui furent causées peut-être par la fausse route que lui firent prendre les informations qu'il recevait. » Il répéta plusieurs fois cet éloge, et rappela qu'il avait commandé la réserve en Égypte, où il s'était très-bien comporté, et avait déployé des talents. J'ajoutai que Moore était toujours un des premiers au feu, et qu'il avait eu constamment le malheur d'être blessé. « Ah ! dit-il, cela est nécessaire quelquefois ; il est mort héroïquement, il est mort en soldat. Menou était un homme très-brave, mais il n'était pas soldat. Vous ne deviez pas conquérir l'Égypte si Kléber eût vécu ; jamais vous ne l'auriez conquise, surtout avec une armée dépourvue d'artillerie et de cavalerie. Les Turcs ne sont rien. La mort de Kléber fut une calamité pour la France. » Il me parla de quelques officiers de la marine française. « Villeneuve, prisonnier, fut amené en Angleterre ; il fut tellement affligé de sa défaite, qu'il étudia l'anatomie pour se détruire ; il acheta plusieurs gravures anatomiques du cœur, et les compara avec son propre corps pour s'assurer exactement de la position de cet organe. A son arrivée en France, je lui ordonnai de rester à Rennes. Craignant d'être jugé par un conseil de guerre pour avoir désobéi à mes ordres, et conséquemment pour avoir perdu la flotte (car je lui avais ordonné de ne pas mettre à la voile, et de ne pas s'engager avec les Anglais), il résolut de se donner la mort. En conséquence, il prit ces gravures du cœur, les compara de nouveau avec sa poitrine, fit au centre de la gravure une petite piqûre avec une longue épingle, fixa ensuite cette épingle, autant que possible, à la même place contre sa poitrine, l'enfonça

jusqu'à la tête, se perça le cœur, et expira. Lorsqu'on ouvrit sa chambre, on le trouva mort, l'épingle dans la poitrine, et la marque faite dans la gravure correspondant à la blessure de son sein. Il n'aurait pas dû prendre cette résolution extrême : c'était un brave officier, mais sans talent.

« Barré, que vous avez pris sur le Rivoli, était un brave et très-bon officier. Dans l'expédition d'Égypte, après être débarqué, et dès que nous nous fûmes rendus maîtres d'Alexandrie en quelques heures, je lui donnai l'ordre de sonder le passage pour la flotte. Il parvint à faire entrer dans le port un vaisseau vénitien de soixante-quatre, et un autre de cinquante canons ; je suppose que vous les y avez vus. On disait que les gros vaisseaux de ligne ne pourraient pas y entrer. Barré m'assura qu'il y avait assez d'eau pour cela, dans une partie du canal ; Brueys affirmait qu'il n'y en avait pas assez pour les vaisseaux de quatre-vingts canons. Barré persista dans son dire. Pendant ce temps, je m'étais avancé dans le pays à la poursuite des Mamelucks. Toute communication entre l'armée et la ville fut interceptée par les Bédouins, qui prirent les courriers ou les tuèrent tous. Mes ordres n'arrivèrent pas, sans quoi j'eusse obligé Brueys d'entrer ; car j'avais le commandement de la flotte aussi bien que de l'armée. Pendant ce temps, Nelson arriva et battit Brueys et sa flotte ; ce qui m'apprit ensuite que Barré avait raison, car vous avez fait entrer *le Tigre* et *le Canopus*. »

J'ai eu société pour dîner chez moi, hier. Ce matin, l'Empereur m'a fait quelques questions sur notre réunion. Je le lui ai dit. « Vous vous êtes grisés ? — Non. — Bah ! bah ! — Nous n'étions pas dans cet état, mais le capitaine Ross y est toujours. Cette réponse le fit sourire et il ajouta : « Ross est un bon enfant, et l'équipage du vaisseau est très-heureux de l'avoir pour capitaine. »

Un vaisseau est arrivé d'Angleterre. J'en ai prévenu Napoléon ; il jouait aux quilles dans le jardin avec ses généraux. Je lui appris que, conformément aux désirs de Hudson, le parlement avait adopté un bill qui conférait aux ministres le pouvoir de le retenir à Sainte-Hélène. « Ce bill a-t-il été combattu ? Fort peu, lui dis-je. Brougham et Burdett n'ont-ils pas parlé ? Je dis que je n'avais pas lu les journaux. »

Dans un autre entretien du 7 juin. Napoléon a parlé du cérémonial relatif au mariage. En Angleterre, lorsqu'un protestant et un catholique se marient, la cérémonie est en premier lieu célébrée par un ministre protestant, et

ensuite par un prêtre de l'Église romaine. « Il y a là un tort, répondit-il ; le mariage est un contrat purement civil ; et lorsque les parties ont paru devant un magistrat, et qu'en présence de témoins elles ont pris un engagement, elles doivent être considérées comme mari et femme. C'est ce que j'ai fait en France. S'ils veulent, ils peuvent faire recommencer cette cérémonie par un prêtre. Ma maxime constante était que les cérémonies religieuses ne devaient jamais être au-dessus des lois. J'ai voulu aussi que les mariages contractés par des Français en pays étrangers fussent valides au retour dans la patrie. »

Napoléon m'a fait, il y a quelque jours, plusieurs questions sur Londres. Je lui en ai prêté une histoire. Il paraît connaître déjà l'ouvrage, bien qu'il ne l'ait vu que depuis quelques jours ; il explique ses gravures, et répète plusieurs cris des marchandes des rues. Il disait : « Si j'avais été roi d'Angleterre, j'eusse voulu faire construire une grande rue ou plutôt un beau quai de chaque côté de la Tamise et un autre depuis Saint-Paul jusqu'à la rivière. »

Trois commissaires sont arrivés sur *le Newcastle* : ce sont le comte Halmaine pour la Russie ; le baron Sturmer, accompagné de son épouse, pour l'Allemagne ; le marquis de Montchenu, pour la France, et le capitaine Gor, son aide de camp. Le baron Sturmer est accompagné d'un botaniste allemand.

18. — J'ai dit à Napoléon que j'étais allé à la ville, et que les commissaires pour la Russie, la France et l'Autriche étaient arrivés. « Avez-vous vu quelqu'un d'eux ? — Oui, j'ai vu le commissaire français. — Quelle espèce d'homme est-ce ? — C'est un vieil émigré, le marquis de Montchenu. Il est un peu difficile, mais ses manières sont douces ; il aime beaucoup à parler, et son extérieur prévient assez en sa faveur. »

J'ai appris à Napoléon que Drouot avait été acquitté. Sa joie fut visible Il parla avec chaleur des talents et des hautes vertus de Drouot, et ajouta que, d'après les codes français, il ne pouvait être condamné pour sa conduite.

20. — Le contre amiral sir Pultney-Malcolm, le capitaine de pavillon Meynel, et quelques autres officiers de marine ont été présentés à Napoléon.

21. — J'ai vu Napoléon se promener dans le jardin ; je lui ai offert un livre que je m'étais procuré pour lui. Après m'avoir fait plusieurs questions

sur madame Pierie, dame très-âgée et très-respectable à qui je donne des soins, il me dit qu'il avait vu le nouvel amiral. « Voilà un homme qui a réellement une physionomie agréable, ouverte, franche et noble ; c'est là la figure d'un Anglais. En vérité, j'éprouve autant de plaisir à le voir que si c'était une jolie femme ; il n'a rien de sombre, de louche, ni de dissimulé. Sa physionomie dit quel cœur il porte, et je suis sûr que cet homme est bon. Je n'ai pas vu un homme de qui j'ai conçu aussi vite une bonne opinion ! Quel beau vieillard, à l'air martial ! Il porte la tête haute, dit franchement et hardiment ce qu'il pense, sans craindre de vous regarder en face ; sa figure fait désirer à tout le monde de le connaître, et rendrait l'homme le plus soupçonneux confiant avec lui. »

La conversation s'engagea ensuite sur la protestation qui avait été faite par Holland contre le bill pour la détention de Napoléon^[5]. Celui-ci exprima l'opinion favorable qu'il avait de lord Holland, de ses talents distingués et de sa générosité. Il fut charmé d'apprendre que le duc de Sussex s'était réuni à lui pour protester, et il dit que lorsque la voix des passions actuelles serait éteinte, la conduite de ces deux pairs serait couverte de gloire, et celle des auteurs de la proposition serait chargée d'ignominie.

La réduction de notre armée fut une question qu'il examina. « Si le pied de guerre était tel qu'on voulut tenter d'ériger la nation en puissance militaire, la tentative était absurde ; la nation n'étant point assez nombreuse pour se donner le pied de puissance militaire en rapport avec celui des grandes puissances du continent, et même des puissances du dernier ordre. Comment, vos ministres négligent et dédaignent la marine, qui est la véritable force et le rempart de l'Angleterre ! Mais cette erreur vous perdra. »

23. — Plusieurs caisses de livres qui avaient été dirigées par Bertrand sur Madère, et apportées sur *le Newcastle*, par sir Pultney Malcolm, ont été envoyées hier à Napoléon. Je le trouvai dans sa chambre, entouré de volumes ; sa physionomie était changée ; il était d'une humeur charmante. Il avait passé la nuit à lire. Il me dit, en me montrant les livres qu'il avait, selon son habitude, jetés sur le plancher après les avoir lus : « Je lis quarante pages de français pendant le temps qu'il me faut pour en comprendre deux d'anglais »

Je m'aperçus ensuite qu'il avait ouvert lui-même les caisses, tant son empressement à voir les livres avait été grand.

J'ai rencontré Napoléon dans le jardin. Je lui annonçai que j'avais reçu, pour lui, de sir Thomas Reade, sept caisses de livres, et que le gouverneur y avait joint pour son usage deux fusils à percussion, dont j'avais à lui expliquer le mécanisme. » Il est inutile, dit Napoléon, de m'envoyer des fusils de chasse lorsque je suis confiné dans un endroit où il n'y a pas de gibier. » Je lui appris que M. Baxter était venu dans l'espoir d'obtenir l'honneur de lui être présenté. Il me pria de l'appeler. En le voyant entrer, il lui dit en souriant : « Eh bien, *signor medico*, combien avez-vous tué de malades dans votre vie ? » Il s'entretint avec lui pendant près d'une heure.

28. — Hudson Lowe a répandu une proclamation dans laquelle il déclare que toute personne qui entretiendrait quelque correspondance ou relation avec Napoléon Bonaparte, ses officiers ou domestiques, qui en recevrait des lettres ou leur en ferait passer, qui leur ferait, sans l'autorisation du gouverneur, une communication, serait coupable de désobéissance aux actes parlementaires concernant la détention de Napoléon, et serait poursuivie selon toute la rigueur des lois. Il déclarait que quiconque fournirait au susdit Napoléon Bonaparte, ses officiers ou domestiques, de l'argent ou d'autres moyens à l'aide desquels il pourrait s'échapper, serait considéré comme complice de son évasion, et jugé comme tel.

1er juillet. — Une lettre adressée par sir Hudson Lowe au comte Bertrand interdit toute espèce de communication, écrite ou verbale, avec les habitants de l'île, excepté avec ceux qui auraient été préalablement désignés au gouverneur par l'officier d'ordonnance.

Depuis l'arrivée des livres, Napoléon a employé constamment plusieurs heures, chaque jour, à lire, à relever des dates et rassembler d'autres matériaux pour l'histoire de sa vie, à partir de son arrivée en France jusqu'à son retour d'Égypte. Le brouillard, la pluie et les vents qui soufflent continuellement sur l'habitation de Longwood avec toute leur fureur l'empêchent de sortir. Cette résidence est inhabitable. Napoléon exprime de nouveau le désir d'être transféré du côté de l'île qui est plus chaud et défendu contre le vent piquant et continu du sud-est.

4. — Sir Putney et lady Malcolm ont eu une entrevue de près de deux heures avec Napoléon, qui a paru charmé de ces personnes. Suivant la conversation, il a fourni de longs détails sur la bataille de Waterloo, sur les manœuvres de mer, etc. Les officiers du *Newcastle* lui ont été présentés. La viande est si détestable, que le capitaine Poppleton l'a renvoyée, et a adressé une plainte au gouverneur.

Les domestiques de Longwood, qui apportaient des provisions au comte Bertrand, ont été arrêtés par des sentinelles ; on leur refuse l'entrée dans la cour ; les viandes ont été passées au bout de longues perches, par-dessus la muraille, en présence d'un factionnaire qui n'a pas voulu permettre qu'on pénétrât dans l'intérieur. Une pareille scène avait déjà eu lieu, lorsque mon domestique apporta quelques médicaments pour celui du général Bertrand, dangereusement malade. Ils étaient dans une bouteille qu'entourait une prescription écrite de ma main pour faire connaître l'application du médicament. Cette ordonnance était en français, et le factionnaire ne l'entendant pas, crut de son devoir de l'arracher. Un soldat a été envoyé au camp pour être jugé par un conseil de guerre, pour avoir seulement permis à un nègre d'entrer dans la cour de Bertrand, où il avait bu de l'eau.

9. — Une lettre de représentation a été envoyée ce matin à sir Hudson Lowe. Il est question, à Longwood, d'une machine à faire de la glace, que quelques officiers du *Newcastle* ont dit avoir été envoyée par lady Holland à Napoléon ; cette machine n'a pas encore paru.

Les parties alimentaires de la provision en vin, volailles, diminuent sensiblement chaque jour. On a réclamé.

J'étais à *Hut's-Gate*, lorsqu'un sergent venant de la part de sir Hudson Lowe est entré ; il m'a prié de le suivre chez le gouverneur. Celui-ci me faisait appeler pour me demander si je savais dans quelle partie de l'île le général Bonaparte désirait que sa nouvelle demeure fût construite. Je répondis qu'il préférerait les *Briars*. Hudson Lowe m'a dit que cela ne se pourrait pas, que c'était trop près de la ville. Il paraît blessé de ce que Napoléon ait refusé de recevoir les commissaires des puissances étrangères. Il m'a demandé si je connaissais ce que les Français désiraient savoir du marquis de Montchenu. J'ai répondu que madame Bertrand désirait s'informer de la santé de sa mère, et que M. de Las Cases devait aller le rejoindre à *Hut's-Gate*, et qu'il paraît très-impatient de savoir des

nouvelles de sa femme, ayant appris que le sieur de Montchenu l'avait vue très-peu de temps avant de quitter Paris.

J'ai communiqué à Napoléon ma conversation d'hier avec le gouverneur. J'ai ajouté qu'il m'avait chargé de lui demander quels étaient les lieux de l'île qu'il aimait le plus. Il dit vouloir vous faire construire une résidence plus commode que celle-ci, ou faire ajouter quelques chambres au logement de Longwood, si cette augmentation pouvait suffire. Je lui dis que le gouverneur désirait une réponse : « *A questa casa, in questo luogo tristo, non voglio niente di lui.* Je déteste Longwood, sa vue seule me donne de la mélancolie. Qu'il me place dans quelque endroit où l'on trouve de l'ombre, de la verdure et de l'eau. Il souffle ici un vent furieux, plein de pluie et de brouillard, che mi taglia l'anima, *ou bien* il sole mi brucia il cervello, *faute d'ombre*, lorsque je sors. Qu'il me mette du côté de l'île où est située Plantation-House, s'il pense réellement à faire quelque chose pour moi. Mais pourquoi venir ici me faire des offres qui ne seront pas remplies ? La maison de Bertrand n'est pas plus avancée qu'à son arrivée. L'amiral avait au moins envoyé son charpentier ; il pressait lui-même les travaux. » Je lui répondis que le gouverneur m'avait assuré ne vouloir rien entreprendre qu'avec la certitude de lui être agréable ; qu'il lui demandait un plan pour cette maison ; qu'alors il donnerait à tous les ouvriers de l'île, ainsi qu'à un certain nombre d'ingénieurs, l'ordre de travailler à Longwood. Le gouverneur dit craindre qu'en faisant travailler au bâtiment où vous êtes, vous ne vous trouviez incommodé par le bruit. « Oui, certes, cela me gênerait. Je ne lui demande aucun changement à cette maison bâtie sur un abominable lieu. C'est de l'autre côté de l'île que j'en désire une ; j'y serai heureux si j'y trouve de l'ombre, de la verdure et de l'eau, et si je puis y être à l'abri de ce *vento agro*. A-t-on l'intention de me construire une maison où je puisse vivre ? qu'on la fasse sur les propriétés du colonel Smith ou bien à *Rosemary-Hall*. Mais je parie que ces offres ne sont que d'odieuses impostures. Tenez, dit-il, en m'amenant près des fenêtres, j'ai fait remplacer les rideaux par une paire de draps ; ces rideaux étaient si sales, que je ne pouvais plus les loucher. E un trist' uomo e peggio dell' isola. Voyez sa conduite envers cette pauvre madame Bertrand ; il l'a privée du peu de liberté dont elle jouissait ; on ne peut plus venir la voir. Cependant la compagnie était une distraction nécessaire à cette dame, sur

cet affreux rocher ; et c'est parce qu'elle a écrit, sans le prévenir, au marquis de Montchenu, que cette restriction est imposée ! »

13. — J'ai communiqué à Hudson Lowe ce que m'a répondu Napoléon. Cette communication n'a pas paru lui plaire ; il m'a objecté que dans les lieux désignés il ne pourrait pas exercer sa surveillance aussi facilement. » Au contraire, lui ai-je répondu ; cela serait beaucoup plus facile, puisqu'il serait placé au milieu de votre état-major : les lieux nommés par Napoléon sont entourés de hauts rochers, inégaux entre eux ; des piquets pourraient être placés et rapprochés de ces lieux : ils empêcheraient toutes les tentatives d'évasion. Napoléon, que la vue de la garde afflige, ne la verrait pas. » Le gouverneur consentit d'abord ; mais l'instant d'après il songea qu'il ne saurait où loger le commissaire autrichien, qui s'était établi à Rosemary-Hall. Je fis observer qu'entre les commodités du baron Sturmer et celles du principal détenu il n'y avait pas à balancer. Le gouverneur ne me répondit pas.

Napoléon souffre beaucoup des dents. J'ai déjeuné avec lui. Pendant le déjeuner, il m'a entretenu des commissaires. « Madame Sturmer m'a-t-elle vu à Paris ? — Oui, lui dis-je, et elle désire beaucoup vous être présentée. — Je veux bien les recevoir tous ; mais qu'ils viennent comme de simples particuliers. Je serai charmé de recevoir cette dame. »

« Votre gouvernement nous a envoyé des habillements. Mais ce geôlier en fait une insulte, et nous les envoie d'une façon avilissante. Nous les recevons sans être aucunement consultés, comme s'il jetait une aumône à des mendiants, ou des habits à des condamnés. *Veramente ha il cuore di boja* ; nul au monde, à la place de ce *boja*, n'essayerait sans nécessité d'augmenter nos misères. Ses mains souillent tout ce qu'elles touchent. »

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et a eu avec Napoléon une très-courte entrevue.

17. — Napoléon m'a appelé dans le jardin, pour m'apprendre qu'il a dit au gouverneur « qu'il avait, sans qu'il y eût besoin, augmenté sa captivité ; que c'était sans nul motif qu'il avait puni madame Bertrand ; qu'il les avait tous insultés par l'envoi des objets nécessaires à leur usage ; que si Bertrand ou Las Cases voulaient former une conspiration avec les commissaires, ce qu'il paraissait craindre, il n'avait rien de mieux à faire que de citer l'un

d'eux à la tour d'alarme ; que c'était une infamie à lui, investi de l'autorité, d'insulter un homme qui, comme Bertrand, était estimé de toute l'Europe, etc. »

Napoléon m'entretint ensuite de la nouvelle maison, et ajouta que s'il croyait habiter l'île plusieurs années, il désirerait qu'elle fût bâtie à côté de Plantation-House. « Mais, continua-t-il, je pense que lorsque les affaires de France seront réglées, et que tout sera tranquille, le gouvernement anglais me permettra de retourner en Europe, et de finir mes jours en Angleterre. Je ne crois pas qu'ils soient assez fous pour dépenser huit millions par an pour me tenir ici, lorsque je ne suis plus à craindre ; c'est pourquoi je m'inquiète peu de la maison. » Il parla de son évasion, et dit que « quand bien même il voudrait s'évader, il avait contre lui quatre-vingt-dix-huit chances sur cent. Néanmoins, continua-t-il, ce geôlier m'impose autant de gêne que si je n'avais qu'à entrer dans un bateau et à m'esquiver. Il est vrai que tant qu'un homme existe, il est toujours à craindre qu'il ne s'échappe ; et le seul moyen de prévenir sa fuite, c'est de le tuer. *Les morts ne reviennent pas.* »

18. — Sir Hudson Lowe est venu à Longwood ; il est convenu avec le général Montholon de quelques arrangements au sujet de la maison. Tous les changements à faire dans l'édifice ont été confiés au colonel Mynyard, qui sera aidé par le lieutenant d'état-major Jackson.

19. — A peu près vers cinq heures du matin, on s'aperçut que le salon de Longwood-House était en feu. L'incendie fut arrêté en une demi-heure par le capitaine Poppleton et la garde, aidés des gens de la maison. Le feu était déjà parvenu à quelques pouces de distance du plafond, formé d'un double plancher.

20. — Thomas Reade a envoyé des rideaux pour le lit de Napoléon.

21. — L'amiral a envoyé un lieutenant et un détachement de marins pour faire une tente avec une voile de bonnette ; les arbres de Longwood ne donnent aucun ombrage. Le colonel Maunsell, du 53^e, me pria de faire mes efforts pour procurer une entrevue avec Napoléon au docteur Ward, qui a été dix-huit ans dans l'Inde.

25. — J'ai dit à Napoléon qu'un vaisseau arrivé d'Angleterre, la nuit précédente, avait apporté la nouvelle que le général Bertrand, contumace, avait été condamné à mort. Il en parut un instant très-affligé ; il se remit, et

me dit que, « d'après la législation française, un homme « accusé d'un crime capital pouvait être jugé et condamné par contumace, mais qu'on ne pouvait exécuter la sentence sans que l'homme eût été jugé de nouveau, lui présent ; et que si Bertrand se présentait, il serait acquitté comme Drouot. » Toutefois cet arrêt lui laissa du chagrin ; il craignait l'effet que cette nouvelle pourrait produire sur madame Bertrand. « En révolution, dit-il, on oublie tout. Le bien que vous faites aujourd'hui, demain sera oublié. La face des affaires une fois changée, reconnaissance, amitié, parenté, tous les liens se brisent, et chacun cherche son intérêt. »

27. — Le colonel Keating, dernier gouverneur de l'île de Bourbon, a été reçu par Napoléon ; il a eu une entrevue qui a duré près d'une heure.

28. — J'ai prévenu l'Empereur que le commissaire de Russie n'avait pas signé, conjointement avec les autres commissaires, la demande officielle de le voir, adressée à Hudson Lowe. Il me répondit que les commissaires ne seraient jamais reçus par lui comme des personnages officiels.

Changeant de sujet, il continua.

« M. Hobhouse avait adressé à sir Hudson Lowe un ouvrage de lui sur mon règne, avec prière de me le faire remettre. Il y avait sur la reliure cette inscription en lettres d'or : « A Napoléon le Grand, ou à l'empereur Napoléon. » Ce *galeriano* n'a point voulu permettre qu'il me fût envoyé, parce qu'il pensait que j'éprouverais quelque plaisir à voir que tous les hommes ne lui ressemblaient pas, et que j'étais estimé par quelques-uns de ses compatriotes : *Non credero che un uomo poteva a essere basso e vile a tal segno.* »

Depuis la présence de sir Hudson Lowe, on envoie un grand nombre de journaux à Longwood. Au lieu d'une série régulière de feuilles, il ne nous est parvenu que quelques numéros sans suite du *Times* et du *Courier*. Cette suspension a causé une grande inquiétude parmi les exilés de Longwood. Sir George Cockburn envoyait ses journaux régulièrement, et même avant de les avoir lus.

2 août. — Les pourvoyeurs n'ont apporté à Longwood, depuis quelques jours, que des pommes de terre. J'ai fait des plaintes.

Le colonel Maunsell a été présenté aujourd'hui par sir George Bingham. Napoléon s'est entretenu peu de temps avec ce dernier.

5.— Le gouverneur désire inviter l'Empereur à un bal qu'il veut donner à Plantation-House, pour célébrer l'anniversaire de la naissance du prince régent. Je lui ai dit que je croyais qu'il considérerait l'invitation comme une insulte, surtout si elle était adressée au *général Bonaparte*. Il me répondit qu'il éviterait cette difficulté en faisant « l'invitation de vive voix. » Il me parla du livre de Hobhouse, me disant qu'il ne pouvait pas l'envoyer à Longwood, parce qu'il ne lui avait pas été adressé par le secrétaire d'état ; une autre raison le retenait. Cet ouvrage était injurieux pour lord Castlereagh ; il ne désirait point donner au général Bonaparte le plaisir de lire un ouvrage dans lequel un ministre anglais était traité de cette façon, ni laisser voir au général Bonaparte que cela est permis chez nous : « Je ne veux pas qu'il lise de semblables réflexions. » Je répondis que Napoléon désirait beaucoup voir cet ouvrage, et qu'il lui ferait un grand plaisir de le lui envoyer. La réponse de Hudson Lowe fut qu'il le garderait ; qu'il le placerait dans sa bibliothèque.

6. — Napoléon m'a parlé du livre que le gouverneur retient illégalement ; il ajouta que, quand même il serait prisonnier et condamné à mort, le gouverneur n'avait pas le droit de garder et de retenir un livre dans lequel il ne se trouve rien qui puisse blesser la loi, ni trahison, ni correspondance.

Un lieutenant, deux gardes-marine et un détachement de marins se sont occupés à réparer la tente, qui a souffert considérablement des mauvais temps. Napoléon est allé les voir, et s'est entretenu quelques moments avec les gardes-marine, dont l'un, par un étrange rapprochement, se trouve être le fils de M. Drake^[6], connu par sa conduite à Munich.

10. — Sir Hudson Lowe est arrivé pendant que Napoléon déjeunait sous la tente ; il désirait le voir, mais il n'a pas voulu le recevoir.

12. — Grande revue au camp en l'honneur du prince régent. L'anniversaire de la naissance de Son Altesse est célébré ainsi dans toutes nos colonies. « *Gia, gia*, dit-il, *naturalmente*. » Il me demanda si j'étais invité à dîner chez le gouverneur. « Non ; mais prié pour le bal. »

14. — C'est ce matin, pour la première fois, que l'Empereur est sorti à cheval. « C'était, disait-il, pour dissiper un affreux mal de tête qu'il s'était décidé à prendre cet exercice. Mais les limites sont tellement étroites, que je ne puis courir pendant plus d'une heure ; et, pour me faire quelque bien, il

faudrait que je pusse galloper pendant trois ou quatre heures. Ce *sbirro siciliano* est venu ; je serais resté une heure de plus dans la tente, si j'eusse appris son arrivée. *Mi repugna l'anima il vederlo*. Il tremble comme un coupable, comme s'il avait un remords. »

15 août. — Il a déjeuné sous sa tente avec les dames et toute sa suite, le Polonais Piontowski et les enfants. Ce repas était simple. Dans la soirée, les domestiques anglais et français ont eu un grand souper, et on a dansé.

16. — Le gouverneur a eu une entrevue avec le général Montholon. Il lui a parlé de la nécessité de diminuer les dépenses de Longwood. Il trouve, par exemple, que la maison de Bonaparte consume *plus de sel blanc que la sienne*. Les domestiques ne doivent employer que du *sel gris*.

On a reçu aujourd'hui une des machines pneumatiques de Leslie, destinées à donner de la glace. Quand elle fut mise en place, je prévins Napoléon ; je l'avertis en même temps que l'amiral était à Longwood. Il me fit des questions ; il sait parfaitement les principes qui font mouvoir les pompes à air. Il admire les résultats de la chimie ! Quelle utilité ! Il parla des grands progrès qu'elle avait faits depuis quelques années, et dit qu'il avait constamment encouragé ses recherches. Je le quittai et me rendis dans la chambre où était la machine, pour commencer l'expérience en présence de l'amiral. Au bout de quelques minutes, Napoléon, accompagné du comte Montholon, entra et aborda gaiement l'amiral, qui parut content de le voir. Une tasse d'eau fut glacée en sa présence, à peu près en quinze minutes, et on fit plusieurs tentatives inutiles pour glacer du lait. Napoléon prit le morceau de glace obtenu avec de l'eau. Il dit que cette découverte eût été reçue avec de la joie à l'armée d'Égypte. Ce fut cette machine qui fournit la première glace vue à Sainte-Hélène. Les *yamstock*, ayant vu cette glace se dissoudre, crurent seulement alors que la masse solide qu'ils tenaient dans leurs mains était bien réellement de l'eau.

Le commandant du poste a consigné la sentinelle qui m'avait laissé entrer à *Hut's-Gate*, où j'allais voir Bertrand qui était très-indisposé. Je questionnai le sergent ; il me répondit que sa consigne était de laisser passer seulement l'état-major. Hudson Lowe, qui s'était rendu, la veille, chez Bertrand, pour lui communiquer une lettre de lord Bathurst, annonçant que l'on réduirait à 8.000 livres sterl. par an les dépenses de l'établissement,

avait lui-même donné cet ordre. On recevait pardessus la muraille les provisions ; car ceux qui les apportaient ne pouvaient pas même entrer.

Le comte de Montholon a reçu du gouverneur une lettre où l'on demande 12.000 livres sterling par an pour conserver le même train de maison à Napoléon et à sa suite.

L'Empereur se promenait dans le jardin avec les comtes Bertrand et Montholon, Las Cases et son fils, lorsque Hudson Lowe, accompagné de l'amiral, de sir Thomas Keade et du major Gorrequer, fit demander une réception, qui lui fut accordée tout de suite. Le capitaine Poppleton et moi nous suivions à quelque distance Napoléon, Hudson et sir Pultney ; cependant nous étions assez près pour suivre leurs gestes. La conversation nous parut principalement soutenue par Napoléon, qui, par intervalles, paraissait singulièrement s'animer. Il s'arrêtait souvent, puis marchait très-vite et tout en parlant à voix haute. L'amiral seul était calme ; Hudson paraissait très-agité. Une demi-heure après, nous vîmes Hudson Lowe quitter brusquement Napoléon sans le saluer. L'amiral ôta son chapeau, s'inclina et partit. Hudson Lowe, qui attendait ses chevaux, s'approcha de nous, et, après s'être promené quelque temps dans la plus vive agitation, me dit : « Le général Bonaparte m'a injurié, et je l'ai quitté en lui disant : « Monsieur, vous n'êtes pas honnête ! » Il monta alors à cheval et partit au galop. Il m'était aisé de voir que la conversation avait été orageuse, car l'amiral était pensif et affecté.

19. — Napoléon m'a reçu dans son cabinet de toilette. Il me demanda gaiement des nouvelles de Gourgaud ; lui ayant répondu que je lui avais prescrit une médecine, il me dit en riant : « Il ferait bien mieux de se mettre à la diète pendant quelques jours, et de boire beaucoup d'eau. Les médecines ne sont bonnes à rien. »

Il ajouta : « Ce gouverneur est venu m'ennuyer hier. Il m'a vu me promener dans le jardin, je n'ai pu alors refuser de l'écouter. Il voulait entrer avec moi dans des détails de ménage pour affaiblir nos dépenses. Il a eu l'audace de me dire que les choses sont maintenant dans le même état qu'à son arrivée, et qu'il venait pour se justifier ; qu'il s'était déjà présenté deux fois dans cette intention, mais que j'étais dans le bain. « Non, monsieur, lui dis-je, je n'étais pas dans le bain ; mais j'en avais un de commande pour ne pas vous recevoir. Vous aggravez vos torts en cherchant

à les justifier. » Il m'a dit que je le connaissais mal, et que si je le connaissais, je changerais d'opinion. « Vous connaître, monsieur ! lui répondis-je, comment le pourrais-je ? Les gens se font connaître par leurs actions, en commandant dans les batailles. Vous n'avez jamais eu sous vos ordres que des vagabonds et des déserteurs corses, des brigands napolitains et piémontais. Je connais tous les généraux anglais qui se sont distingués ; mais je ne vous ai jamais entendu nommer que comme un *scrivano* de Blucher ou un chef de brigands. Vous ne pouvez avoir commandé des gens d'honneur : vous n'avez jamais vécu avec eux. » Il me dit qu'il n'avait pas recherché son emploi. Je lui dis qu'il y avait des places qui ne se sollicitaient pas, qu'elles étaient données par les gouvernements aux gens qui s'étaient déshonorés profondément. « Le bourreau en fait autant que vous ; mais lorsqu'il me met la corde au cou pour m'étrangler, est-ce un motif pour l'aimer, que de savoir qu'il agit d'après des ordres ? Je ne crois aucun gouvernement assez vil pour donner des ordres semblables à ceux que vous faites exécuter. » J'ajoutai que, s'il le voulait, il n'avait pas besoin de rien m'envoyer à manger ; j'irais m'asseoir à la table des braves officiers du 53e ; que j'étais sûr qu'il n'en était pas un qui ne se trouvât heureux de donner place à un vieux soldat ; qu'il n'y avait pas un seul soldat dans tout le régiment qui n'eût plus de cœur que lui ; que dans le bill inique du parlement, on avait décidé que je serais traité en prisonnier, mais qu'il me traitait plus mal qu'un criminel condamné ou un galérien ! qu'il était permis à ces malheureux de recevoir les journaux et les livres imprimés, et qu'il me privait de cette consolation. Vous avez plein pouvoir sur mon corps, ajoutai-je, mais mon âme vous échappera toujours, cette âme est aussi fière, aussi courageuse. que lorsque je commandais à l'Europe. « Vous êtes un *sbirro siciliano*, et non pas un Anglais. » Je le priai enfin de ne plus se présenter devant moi, à moins qu'il ne m'apportât l'ordre de me dépêcher : « Alors vous trouverez toutes les portes ouvertes : je serai prêt. »

« Je n'ai pas l'habitude d'insulter personne ; mais l'effronterie de cet homme m'a révolté, et je n'ai pu, m'empêcher de lui exprimer mon sentiment sur lui, quand il eut l'impudence de me dire, devant l'amiral, qu'il avait tout laissé dans le même état que lorsqu'il était arrivé ; je répliquai : « Mais faites appeler le capitaine d'ordonnance et interrogez-le ; je m'en rapporte à sa décision. » Il se tut. »

22. — Je me suis rendu à Plantation-House sur l'invitation de Hudson Lowe. Il se promenait dans un chemin qui est à gauche de sa maison.

J'ai dit à Napoléon que l'entrevue qu'il avait eue avait été trop peu agréable à Hudson Lowe pour qu'il en recherchât d'autres. Il m'a demandé si j'avais vu la lettre de Montholon au gouverneur, lettre où les plaintes communes des prisonniers sont exprimées « Oui. — Eh bien, croyez-vous qu'il l'adresse à son gouvernement et la fasse publier à Londres ? Je ne crois pas qu'on veuille publier mes lettres. Les ministres anglais ne le souffriraient pas. Si j'envoyais, par exemple, une adresse à la nation française, on ne la laisserait pas publier. Il ne fera pas imprimer ces plaintes, qui sont un si vif tableau de son infamie. Le peuple anglais désire savoir pourquoi je conserve le titre d'empereur après avoir abdiqué. Je l'ai expliqué dans une lettre : que ne la publie-t-on ? J'avais l'intention, en demandant l'hospitalité du *Bellérophon*, de vivre en Angleterre en simple particulier ; mais puisqu'ils m'ont envoyé ici, et qu'ils veulent faire croire que je n'ai jamais été premier magistrat, ou empereur de France, j'en conserve le titre. *** m'a rapporté qu'il avait entendu dire aux lords Liverpool et Castlereagh, qu'une des principales raisons pour lesquelles ils m'avaient envoyé ici était la peur que je ne me mêlasse de quelque cabale de l'opposition. Ce n'est pas le véritable motif, mais la crainte que je ne voulusse expliquer beaucoup de faits ignorés de la longue lutte entre les deux nations ; ignorés chez vous, je les eusse dévoilés complètement, car toute leur influence n'eût pu faire que beaucoup de personnages distingués ne se fussent liés avec moi. Je suis privé des journaux que je lisais avec intérêt. Je ne reçois que des feuilles comme la *Quotidienne* et la *Gazette de France*. »

Les fossés qui entourent le jardin de Longwood sont achevés, et les factionnaires sont augmentés et redoublent de vigilance.

Napoléon m'a demandé quelques renseignements sur une querelle entre madame Sturmer et l'envoyé de Louis XVIII, le marquis de Montchenu. Je lui en ai dit la cause. Le marquis affirme que cette dame ne sait pas entrer dans un salon. Il a beaucoup ri et puis levé les épaules. « Voilà les émigrés ! Tout ce bruit contre madame Sturmer vient de ce que son père était plébéien. »

Après s'être promené un moment avec trouble, Hudson Lowe m'a demandé si madame Bertrand avait parlé à des habitants et des officiers de sa conversation avec Bonaparte. « Je l'ignore, » fut ma réponse. « Je désire pour elle qu'elle se taise à ce sujet. Ses indiscretions ne feraient que gêner davantage sa position et celle de son mari. » Il répéta avec colère quelques-unes des expressions de Napoléon, et dit : « Le général Bonaparte vous a-t-il appris aussi que je lui avais dit que je ne l'écouterai pas, parce que je trouvais ses observations grossières et injustes ? — Non. — Il est mon prisonnier, qu'il y songe ! et s'il continue ses injures, je saurai le réduire. » Il se promena avec une nouvelle agitation, en disant : « Les observations de Bonaparte sont ignobles. » Il était furieux. « Dites au général Bonaparte que si son langage ne change pas, je serai forcé de restreindre sa liberté » Après l'avoir accusé d'avoir fait périr des millions d'hommes, et de désirer recommencer s'il était libre, il termina en disant qu'il lui préférerait Ali-Pacha.

« La plus grande faute du gouvernement serait de ramener la noblesse dans les honneurs de l'armée. Notre époque est celle du mérite ; il faut laisser les fils des paysans monter par des talents et des services au premier rang. Le gouvernement perdrait la vieille noblesse, s'il lui laissait envahir ou seulement empiéter sur les droits sacrés du mérite. La noblesse, avant la révolution, se composait en grande partie d'hommes ignorants, frivoles, arrogants, corrompus. Je n'en connais pas bien la composition présente, pour être à même de juger de la vérité de ce mot : *ils n'ont rien appris, ils n'ont rien oublié*. Je vois seulement que malgré les vingt-cinq années d'exil, leurs prétentions sont restées grandes. S'ils parviennent à les faire admettre par le gouvernement, une révolution nouvelle est certaine.

« Je connais bien les Français : six, dix ans se passeront peut-être sans révolte ; mais, j'en suis sûr, une armée dont les principes blesseraient l'égalité consacrée par la loi française serait massacrée et jetée dans la Seine. J'ai tiré la plupart de mes généraux de la foule. Partout où j'ai trouvé le talent et le courage, je l'ai élevé et mis à sa place. Mon principe était de tenir la carrière ouverte aux talents. J'ai élevé, il est vrai, quelques hommes de la vieille noblesse par esprit de justice ; mais on a beau dire, je n'ai jamais eu une grande confiance en eux.

« Les masses s'irriteront bien dangereusement si elles voient renaître quelques institutions féodales, et, par exemple, si elles voient les grades s'écarter des mains des enfants du peuple. Elles n'ont pas abdiqué leurs droits. À ce sujet je me rappelle un fait caractéristique.

« Je revenais d'Italie ; ma voiture descendait la côte de Tarare ; je la suivais à pied, quand tout à coup je me trouvai devant une vieille femme infirme, boiteuse. Elle cherchait, appuyée sur une béquille, à gravir la montagne ; elle ne me reconnut pas. « Ma bonne, où allez-vous, avec une vitesse si peu en rapport avec votre âge ? Qu'est-il arrivé ? — Ma foi, on m'a dit que l'Empereur allait passer, je veux le voir avant de mourir. — Bah ! bah ! lui dis-je, qu'avez-vous besoin de le connaître ? qu'avez-vous gagné avec lui ? c'est un homme comme un autre. — Monsieur, c'est peut-être vrai ? mais c'est du moins un roi fait par le peuple ; nous l'avons choisi ! — Ah ! — Et puisqu'il faut que nous ayons un maître, il est tout simple que nous nous réservions le droit de le choisir. »

« Voilà au fond les Français ; ils ne suivent constamment que les hommes qu'ils aiment ; ils ne veulent avoir de maître que de leur consentement. »

Ayant entendu plusieurs personnes porter très-haut les talents militaires du maréchal Soult, et donner à cet officier le second rang après Napoléon, j'ai pris la liberté de lui demander si ce jugement était exact. Voici la réponse de Napoléon : « Soult est un excellent ministre de la guerre ou un précieux major général. Il entend mieux les dispositions d'une armée que la manière de combattre. »

J'ai vu Napoléon le soir : il avait un violent mal de tête ; il m'avait fait appeler. Il était dans sa chambre à coucher, assis devant un feu de bois dont la flamme, brillant et s'éteignant tour à tour, donnait par instants à sa physionomie l'expression la plus touchante et la plus mélancolique. Ses mains étaient croisées sur ses genoux ; sa déplorable position était le sujet de ses réflexions. Il ne rompit le silence que quelques minutes après mon arrivée. « *Dottore, potete dar qualche cosaa far dormire un uomo che non puo* ? Ma souffrance est au-dessus de votre art. J'ai essayé, mais je ne puis prendre de repos. Il m'est impossible « de m'expliquer la conduite de vos ministres. Ils dépensent 60 ou 70.000 livres sterling pour envoyer des meubles, du bois et des matériaux de construction pour mon usage, et ils donnent dans le même temps l'ordre de me mettre à la ration. Ils chassent

mes domestiques. Vous voyez sur ce rocher des aides de camp qui stipulent pour une bouteille de vin et deux ou trois livres de viande, avec autant de gravité que s'il s'agissait de distribuer des royaumes. D'un côté, des frais énormes et sans résultat ; d'un autre, une petitesse et une vilenie impossibles à raconter. Pourquoi ne me laissent-ils point le soin de me fournir de tout ce qui m'est nécessaire, plutôt que d'avilir le caractère de la nation anglaise ? Ils ne veulent pas fournir à mes serviteurs ce à quoi ils ont été accoutumés, et ne veulent pas non plus que j'y pourvoie, en envoyant des lettres cachetées à une maison de commerce de leur désignation. Nul homme en France n'oserait répondre à une de mes lettres, s'il savait que la sienne dut être lue par vos ministres, et ceux-ci ne manqueraient pas de le désigner aux Bourbons, qui le feraient emprisonner et voleraient ses propriétés. Vos ministres en confisquant l'argent que j'avais sur moi, à bord du *Bellérophon*, n'ont montré qu'un avilissant esprit de rapine. Ne feraient-ils pas la même chose relativement à ce qui me reste, s'ils en connaissaient le dépôt ? Peut-on se confier à la probité de ces hommes-là ? Les envois inutiles (et on sait qu'ils seront inutiles) ont pour objet de mentir à la nation anglaise. « Jean Taureau^[7], en contemplant ces beaux meubles dans les ports d'Angleterre, me suppose traité comme un roi. S'il savait la vérité, il aurait honte. » Quelques moments après, il m'a demandé si je connaissais l'officier général qu'il a vu passer avec le gouverneur. « C'est le général Meade, arrivé depuis quelques jours ; j'ai servi sous ses ordres en Égypte : il y a été blessé très-grièvement. — Avec Abercrombie ? — « Non, pendant l'attaque de Rosette. — Quel homme est-ce ? — Il a une excellente réputation. »

Napoléon est malade : il garde la diète et boit de l'eau de poulet. Le jeune Las Cases et Piontowski se sont rendus aujourd'hui à la ville. Ils ont parlé longtemps avec les commissaires russe et français. Dès leur arrivée, sir Thomas Reade donna l'ordre au lieutenant qui les accompagnait de les empêcher de se séparer, de les suivre et d'écouter ce qu'ils disaient. Pendant qu'ils causaient avec *Rose Bud* (Bouton de Rose, jeune fille nommée ainsi à cause de la fraîcheur de son teint), un des soldats d'ordonnance de Thomas Reade, d'après les ordres de celui-ci, emmena leurs chevaux. Il leur dit que s'ils ne quittaient la ville aussitôt, Reade punirait leur domestique, soldat, lequel s'était enivré. Le jeune Las Cases demanda avec calme l'ordre écrit à

ce sujet. Moins maître de lui, Piontowski dit fermement qu'il répondrait à coups de cravache à celui qui essaierait d'emmener les chevaux.

Napoléon, après avoir parlé un instant de sa santé, m'a dit que le gouverneur, pendant que le jeune Las Cases parlait au commissaire russe, rôdait pour les épier autour de la maison où ils étaient. « Je n'ai jamais pensé, poursuivit-il, qu'un lieutenant général, un gouverneur, pût s'abaisser jusqu'à faire le métier de gendarme. Dites-le-lui la première fois que vous le verrez. »

Napoléon se plaignit du vin qu'on lui servait à Longwood, ajoutant que, lorsqu'il était sous-lieutenant d'artillerie, sa table et son vin va laient infiniment mieux.

Napoléon s'est levé à trois heures du matin : après avoir écrit jusqu'à six, il s'est recouché. A cinq heures du soir, le général Bertrand est allé dire au capitaine Poppleton, qu'il a trouvé encore en habit du matin, que Napoléon désirait lui parler. Le capitaine a été introduit dans la salle de billard sans avoir eu le temps de changer de vêtement ; il y a trouvé Napoléon debout, le chapeau sous le bras.

« Monsieur Poppleton, lui dit-il, vous êtes, je crois, le plus ancien capitaine du 53e ? — C'est vrai. — J'estime beaucoup les officiers et les soldats du 53e, ce sont de braves gens qui font leur devoir. On m'a appris que le bruit courait, dans le camp, que je ne voulais pas en recevoir les officiers ; voulez-vous avoir la bonté de leur assurer que ceux qui leur ont rapporté cela ont dit une fausseté ? Je n'ai jamais dit ni pensé rien de pareil : je serai toujours charmé de les voir. On m'a dit aussi que le gouverneur leur avait défendu de me rendre visite. » Le capitaine Poppleton dit qu'il pensait que ce qui lui avait été dit n'était point exact ; que les officiers du 53E seraient vivement flattés de sa bonne opinion sur leur compte ; qu'ils avaient tous pour lui un profond respect. Alors Napoléon répliqua en souriant : « Je ne suis pas une vieille femme. J'aime un brave qui a subi le baptême du feu, à quelque nation qu'il appartienne. »

31. — Napoléon s'est longuement entretenu avec sir George Bingham et le major Fehrsen du 53e.

Gorrequer est venu à Longwood pour s'entendre avec le général Montholon, au sujet de la réduction proposée dans les dépenses ; il m'a prié

d'y assister. Le major a dit que le gouvernement britannique, croyant au départ de quelques-uns des officiers généraux qui forment la maison du général Bonaparte, avait fixé le maximum des dépenses à 8.000 livres sterling. Ce départ n'ayant point eu lieu, le gouverneur, sur sa propre responsabilité, avait alloué, pour toutes les dépenses, une somme de 12.000 livres sterling ; que par conséquent le général Montholon devait savoir qu'on ne pouvait, sous aucun prétexte, dé penser plus de 1.000 livres sterling par mois. Il ajoutait que Napoléon était le maître de payer l'excédant des dépenses dépassant cette allocation par des traites sur des banquiers de l'Europe ou sur ceux de ses amis qui voudraient les acquitter. Montholon a répondu que Napoléon était prêt à payer toutes les dépenses de l'établissement, si on voulait lui laisser les moyens de le faire, et si l'on permettait à une maison marchande ou à une maison de banque de Sainte-Hélène, Londres ou Paris, choisie par le gouvernement anglais, de recevoir et envoyer des lettres cachetées ; que, d'un autre côté, il engagerait son honneur, si l'on regardait cette correspondance comme sacrée, que les lettres ne traiteraient que d'affaires pécuniaires. Le major Gorrequer répondit que cela serait refusé ; qu'aucune lettre cachetée ne pouvait sortir de Longwood.

Le major Gorrequer ajouta que la diminution aurait lieu à partir du 15 du présent mois, et le pria de s'entendre avec M. Balcombe, chargé de l'approvisionnement, sur la dépense de 1.000 livres sterling par mois. M. Montholon lui dit que cet objet lui était indifférent ; que le gouverneur pouvait agir comme il voudrait ; qu'on ne leur fournissait rien de superflu ; que des réductions seraient une infamie monstrueuse. « Pourquoi les ministres anglais déclarent-ils à l'Europe que Napoléon ne manque de rien, et refusent-ils les offres des puissances coalisées de les défrayer d'une partie de ces dépenses ? »

Gorrequer insista : il fallait faire de grandes réductions, diminuer la consommation du vin ; il fallait que la maison entière se bornât à dix bouteilles de vin rouge et une de madère. A quoi Montholon répliqua que les Français buvaient peu comparativement aux Anglais ; qu'il avait déjà fait à la table de Napoléon ce qu'il n'avait fait chez lui de sa vie ; qu'il avait fait reboucher les restes d'une bouteille pour qu'elle servît encore le lendemain sur la table ; que le soir il ne restait jamais un morceau de viande

dans toute la maison. 12.000 livres sterling à Sainte-Hélène ne représentent que 4.000 livres à Londres. L'affaire fut renvoyée au samedi.

Aux conférences nouvelles, Gorrequer dit que sept domestiques seraient renvoyés.

Le gouverneur est venu inspecter la garde de Longwood.

13. — Napoléon se rétablit ; il est mieux. Il s'est entretenu avec M. Balcombe des dépenses de l'établissement.

On a pesé une grande quantité de vaisselle plate pour la briser et la vendre. Le capitaine Poppleton est allé en instruire sir Hudson Lowe. Le comte de Montholon et Cipriani se sont plaints de l'état déplorable de l'étamage des casseroles de cuisine.

Napoléon est incommodé par le vin de l'approvisionnement ordinaire. Cipriani a prié le capitaine Mansell de lui procurer douze ou vingt-quatre bouteilles de celui que boit le capitaine Poppleton.

Les officiers du camp du 53^e régiment, pour satisfaire au désir exprimé par Napoléon, de se procurer de meilleur vin, se proposaient de lui en offrir une caisse. Hudson Lowe, l'ayant su, défendit cet envoi. Gorrequer, l'envoyé du gouverneur, me dit que Bonaparte devait se contenter du vin qu'on lui offrait, ou s'en abstenir.

J'ai expliqué ensuite à sir Hudson Lowe lui-même, et à son contentement, l'affaire du vin entre le capitaine Mansell, Cipriani et moi.

Presque toute la vaisselle plate de Napoléon a été brisée ; on a conservé les aigles et les armes impériales. Le général Montholon, voulant vendre son argenterie, a demandé au capitaine Poppleton de le faire accompagner à James-Town par un officier. Sir Hudson Lowe, prévenu, fit dire au comte Montholon que l'argent que produirait cette vente serait déposé, pour l'usage de Bonaparte, entre les mains de M. Balcombe.

Pultney Malcolm, devant partir incessamment pour le cap de Bonne-Espérance, est venu prendre congé de Napoléon. Il en a été très-bien reçu. Ils ont causé longuement sur les sièges de Scheldt, d'Anvers, sur les guerres d'Allemagne, sur les Polonais, etc.

Madame Bertrand m'a fait écrire hier au soir à sir Thomas Reade, pour savoir si elle pouvait, sans inconvénient, demander au gouverneur la

permission de faire vendre au Cap un phaéton acheté par Napoléon, et que ce dernier lui a donné.

Voici une anecdote curieuse sur le général Vandamme ; je la tiens de Napoléon. Tombé au pouvoir des Russes, et conduit devant l'empereur Alexandre, qui ordonna sa translation en Sibérie, il répondit à l'autocrate qui l'accablait d'injures : « Il se peut bien. Sire, que j'aie pillé le pays ennemi ; mais il est des crimes bien plus grands qui n'ont jamais souillé ma main !... »

Les aides de camp de l'empereur l'entraînèrent.

Poppleton a montré au gouverneur les volailles données au jourd'hui à Longwood ; il les a trouvées mauvaises.

Les commissaires sont venus à Longwood, et ont voulu pénétrer. Leur laissez-passer ne spécifiant point Longwood, mais tous les lieux par où un officier pouvait passer, ils ont été arrêtés par l'officier de garde.

Napoléon lit le grand ouvrage de Denon sur l'Égypte, et en fait lui-même des extraits.

1er octobre. — J'ai rapporté à Napoléon ce que Hudsoo Lowe m'avait dit le 23. Il a répondu : « Si j'avais été libre, je serais resté comme simple particulier dans quelque partie de l'Angleterre, sans me mêler jamais au grand monde. Je ne serais jamais allé à Londres, je n'aurais fréquenté que peu de personnes. Je me serais lié avec quelques savants. Je me serais promené tous les jours à cheval, et je serais revenu à mes études. »

Je lui fis observer que s'il persistait à prendre le titre de majesté, le ministre anglais saisirait ce motif pour le détenir à Sainte-Hélène. Alors il me dit : « Mais ils m'y obligent. Je voulais arriver ici incognito, je l'avais offert à l'amiral ; ils persistent à m'appeler général Bonaparte. Je n'ai pas, Dieu le sait, à rougir de ce nom ; mais je ne veux pas le reprendre, donné par eux comme une dégradation. Si la république n'a jamais existé légalement, elle n'a pas eu plus de droit de me nommer général que premier magistrat. Si l'amiral fût resté, continua-t-il, peut-être les choses se seraient-elles arrangées. Il avait du cœur et était incapable d'une action vile. Croyez-vous, ajouta-t-il, qu'il nous nuise en arrivant en Angleterre ? » Je lui dis : « La manière dont il a été traité la dernière fois qu'il est venu vous voir avec le gouverneur, me fait penser qu'il ne vous rendra aucun service. Mais

il dira la vérité : pourtant il exprimera franchement la rancune qu'il peut vous garder. — Pourquoi cela ? répliqua-t-il ; nous étions très-bien ensemble à bord du vaisseau. Que peut-il dire de moi ? que je voudrais échapper pour remonter sur le trône de France ? Si la nation française n'a pu me faire empereur, elle n'a pu me faire général. Un homme à la tête d'un faible parti, pendant les troubles d'un pays, est appelé chef de rebelles ; mais lorsqu'il réussit, qu'il fait de grandes actions et élève son pays et lui-même, on le nomme général, souverain, etc. C'est le succès seul qui lui donne ce titre ; s'il eût été malheureux, il eût continué d'être chef de rebelles, et eût péri misérablement sur un échafaud. Votre nation a longtemps appelé Washington un chef de rebelles, et refusé de le connaître, lui ou la constitution de son pays ; mais ses victoires vous ont obligé de reconnaître l'un et l'autre. »

Il fit ensuite les plus grands éloges du noble dévouement que montraient les comtes Bertrand, de Montholon, de Las Cases, et les autres personnes de sa suite. « Ils auraient pourtant, continua-t-il, un excellent prétexte pour sortir de l'île, en refusant de signer l'écrit, où je suis appelé Napoléon Bonaparte, et que je leur ai défendu de signer. Mais, non, ils auraient signé *tiranno Bonaparte*, ou tout autre nom flétrissant, pour rester avec moi, ici, dans la misère, plutôt que de retourner en Europe, où ils pourraient vivre riches, honorés. Vous le voyez, plus votre gouvernement cherche à me dégrader, plus ils ont de respect pour moi ; ils se glorifient d'avoir aujourd'hui pour moi plus de déférence que lorsque j'étais au faîte de la puissance.

« *Pare*, dit-il ensuite, *che questo governatore è stato sempre spione*. « Il serait bon pour être commissaire de police d'un faubourg. »

Je lui demandai quel était celui qu'il préférerait, de Savary ou de Fouché, qui tous deux avaient été ministres de la police, et avaient eu une mauvaise réputation en Angleterre. « Savary a le cœur excellent, et est un brave et noble soldat. Vous l'avez vu pleurer. Il m'aime avec toute l'affection d'un fils. Les Anglais qui ont vécu en France désabuseront votre nation sur son compte. Fouché, au contraire, est un mécréant de toutes les couleurs, un odieux terroriste. Il vous arrache vos secrets avec un air de calme et de générosité. Il est très-riche ; ses richesses ont été mal acquises. Il existait à Paris un impôt sur les maisons de jeu ; comme c'était une manière infâme

d'obtenir de l'argent, je ne voulus pas en profiter, et j'ordonnai que le montant de cet impôt serait affecté à un hôpital pour les pauvres. Il s'élevait à quelques millions ; mais Fouché, chargé de le percevoir, en mit une bonne partie dans sa poche. »

Je lui dis qu'on était étonné que pendant sa plus grande puissance, il n'eût jamais donné un duché à aucun homme distingué de son siècle, lui qui avait créé tant de princes et de ducs dans les pays conquis. Voici sa réponse, elle est remarquable : « Parce que cela aurait produit un grand mécontentement parmi le peuple. Si, par exemple, j'avais fait un de mes maréchaux duc de Bourgogne, au lieu de lui donner un titre emprunté à une victoire, cela aurait excité l'alarme en Bourgogne, parce qu'on y aurait pensé que quelque territoire et des droits féodaux étaient attachés à ce titre, et que le duc les réclamerait. La nation hait tant la vieille noblesse, que la création d'un titre qui eût emporté quelque chose d'elle aurait excité un mécontentement général, auquel, tout puissant que j'étais, je n'ai jamais voulu m'exposer. J'instituai la nouvelle noblesse pour *faire oublier* l'ancienne, et pour satisfaire le peuple, parce que ceux que j'en revêtais étaient sortis du peuple, et chaque soldat avait le droit d'aspirer au titre de duc. Je crois que j'ai encore eu tort en cela, parce que cela affaiblit ce système d'égalité qui plaisait tant à la nation ; mais si j'eusse créé des ducs avec des titres français, on eût cru que je voulais faire revivre les anciens privilèges féodaux sous lesquels la France a été si longtemps accablée. »

Hudson Lowe a désigné pour quitter Longwood le capitaine Piontowski, Rousseau et Santini cadet. J'ai dit au gouverneur, au nom du général Montholon, que Napoléon désirait que l'on ne séparât pas les frères Archambaud. Le gouverneur devait savoir que dans un pays comme Sainte-Hélène, où les chemins étaient si dangereux, il était important d'avoir un cocher exercé.

Hudson Lowe a répondu que le général Bonaparte n'était libre de choisir ni de désigner ses domestiques qui devaient quitter Longwood ; qu'il avait ordre de faire partir les Français avant les étrangers, que Bernard était Flamand, Gentilini Italien, Santini Corse ; qu'ils auraient pu rester sans leur refus de signer l'engagement.

L'ordre d'Hudson Lowe est donné : Piontowski, Santini, Rousseau et Archambaud le jeune ont été envoyés à la ville pour s'embarquer. Ils ont

reçu chacun une pension ; Piontowski a reçu des lettres de recommandation en plus. Avant l'embarquement, le capitaine Mansell et le sergent Prévot les ont fouillés, eux et leurs bagages, avec le soin le plus minutieux ; le capitaine Mansell a déshabillé entièrement Piontowski. Le soir, ils ont mis à la voile pour le Cap.

1. ↑ Il y a quelques grandes fautes dans la vie de Ney : sa conduite à Fontainebleau, en 1814 ; à Compiègne, lors du retour de Louis XVIII ; sa funeste désobéissance à Waterloo ; sa conduite à la chambre des pairs de Napoléon, après celle bataille ; ses réponses au loyal et énergique Labédoyère.
2. ↑ C'était un mot de mépris.
3. ↑ *Fentaccio*, mot provençal, *vent violent, pénétrant*.
4. ↑ Ce lieu est situé à deux milles environ de la mer.
5. ↑

Protestation contre la seconde lecture du bill de détention de Bonaparte.

« sans avoir égard au caractère ou à la conduite de la personne qui est l'objet du présent bill, je désapprouve la mesure qu'il sanctionne et qu'il proroge.

« Condamner à un exil lointain et à l'emprisonnement un chef étranger et captif, qui, après l'abdication de son autorité, et comptant sur la générosité des Anglais, s'est rendu à nous de préférence à ses autres ennemis, est indigne de la magnanimité d'un grand peuple ; et les traités par lesquels nous nous sommes engagés à le tenir enfermé, d'après le vœu des souverains à qui il ne s'était jamais rendu, me paraissent contraires à tous principes d'équité et tout à fait inutiles.

« WASSAL HOLLAND. »

A la troisième lecture, le duc de Sussex protesta par les mêmes motifs.

6. ↑ C'est celui qui a été si cruellement mystifié par M. Mehée de La Touche, qui nous a raconté spirituellement de quelle manière il avait trompé cet agent anglais.
7. ↑ Peuple anglais.

Chapitre 14.

Campagne de Moscou. — Blucher. — Siège de Toulon. — Talleyrand. — Pichegru. — Moreau. —
Memorandum. — Desaix. — Machine infernale. — Grouchy.

Le lendemain l'Empereur me parla de la campagne de Moscou. « Un grand nombre de propriétaires avaient laissé des billets par lesquels ils priaient les officiers français qui prendraient possession de leurs maisons d'épargner les meubles et autres effets; ils avaient laissé ce qui nous était utile, et ils espéraient revenir dans peu de jours, lorsque l'empereur Alexandre aurait arrangé les affaires. Plusieurs dames étaient restées ; elles savaient qu'à Berlin et à Vienne il n'avait été fait aucune insulte aux habitants. Tout le monde comptait sur une prompte paix. Nous espérions jouir de nous-mêmes dans des quartiers d'hiver, avec tout espoir de succès au printemps. Deux jours après notre arrivée, l'incendie fut découvert. Il ne paraissait pas d'abord être alarmant, et l'on pensait qu'il pouvait avoir été causé par des soldats, en allumant leurs feux trop près des maisons, qui étaient presque toutes en bois. Je donnai des ordres extrêmement sévères à ce sujet aux commandants des régiments. Le lendemain le feu s'était accru, pas pourtant de manière à donner de sérieuses craintes. Cependant, craignant qu'il ne vint jusqu'à nous, je sortis à cheval et donnai tous les ordres possibles pour l'éteindre. Le jour suivant, un vent violent s'étant élevé, l'incendie se propagea avec la plus grande rapidité. Des centaines de misérables se dispersèrent dans différents quartiers de la ville, et, au moyen de mèches qu'ils cachaient sous leurs manteaux, mirent le feu aux maisons qui se trouvaient sous le vent ; l'incendie trouvait des aliments dans les matières combustibles qui formaient leur bâtisse. Cette circonstance, jointe à la violence du vent, rendit inutiles tous les efforts pour éteindre le feu. Moi-même j'eus peine à en sortir en vie. Je donnai l'exemple ; je m'exposai au milieu des flammes, et j'eus les cheveux et les sourcils brûlés ; mes

habits furent brûlés sur mon dos. Les efforts furent vains, parce que les Russes, avant de s'éloigner, avaient détruit les pompes. Les incendiaires payés par Rostopchin couraient de tous côtés, rallumant partout le feu avec leurs torches ; un vent furieux les secondait. La ville fut détruite. J'étais préparé à tout, mais pas à cet événement. Qui aurait pu le redouter raisonnablement ? Les habitants, firent beaucoup d'efforts pour l'éteindre, et ils amenèrent devant nous un grand nombre d'incendiaires munis de torches ; car nous n'aurions jamais pu les reconnaître au milieu de cette immense populace. Je fis fusiller deux cents de ces misérables. J'avais, sans cet incendie, tout ce qui était nécessaire à mon armée : les meilleurs quartiers d'hiver, des approvisionnements complets ; et la campagne suivante eût tout décidé. Alexandre aurait fait la paix, ou j'aurais été à Pétersbourg. » Je demandai à Napoléon si sa pensée était de réduire toute la Russie. « Non, non ; seulement j'aurais obligé la Russie à faire une paix favorable aux intérêts de la France. Ensuite je quittai Moscou cinq jours trop tard. Plusieurs des généraux ont été arrachés de leurs lits par le feu. Je restai moi-même dans le Kremlin^[1] jusqu'à ce que je fusse environné de flammes. Le feu gagna les magasins chinois et indiens, et plusieurs entrepôts d'huile et d'esprit, qui s'enflammèrent. Je me retirai alors dans une maison de campagne appartenant à l'empereur Alexandre, à peu près à une lieue de Moscou ; et vous pouvez juger vous-même de l'intensité du feu, lorsque vous saurez qu'on pouvait à peine tenir les mains sur les murs ou les fenêtres du côté de Moscou, tant elles étaient échauffées. C'était le spectacle d'une mer de feu ; des montagnes de flammes rouges et tournoyantes comme les vagues, s'élançaient tout à coup vers un ciel embrasé, et retombaient ensuite dans un océan de feu. Ce spectacle est le plus grand, le plus sublime et le plus terrible que j'aie vu de ma vie. »

9. — J'ai causé pendant quelques instants avec l'Empereur sur la religion. Je lui ai dit qu'il y avait en Angleterre bien des versions sur sa croyance religieuse, et qu'on y présumait actuellement qu'il était catholique romain. « *Ebbene*, répliqua-t-il, *credo tutto quel che creda la chiesa* (Je crois comme l'Eglise.)

« Aux Tuileries, j'avais l'habitude, quand je les avais devant moi, de faire discuter le pape et l'évêque de Nantes. Le pape désirait rétablir les moines. Mon évêque avait coutume de lui dire que je trouvais naturel qu'on fût

moine par le cœur et les habitudes, mais que je ne voulais pas qu'aucune société de ce genre fût rétablie. — Le pape cherchait à me faire confesser, ce que j'évitai toujours en répondant : *Santo padre*, je suis occupé à présent ; quand je serai vieux. J'avais beaucoup de plaisir à m'entretenir avec le pape ; c'était un bon vieillard, *ma testardo* (mais tenace).

« Il y a tant de religions différentes, ou de modifications dans la religion, qu'il est difficile de savoir laquelle choisir. Si une religion avait existé dès le commencement du monde, je la croirais la véritable. Mais dans l'état où sont les choses, je pense que chacun doit conserver la religion de ses pères. Qu'êtes-vous ? — Protestant, lui dis-je. — Votre père l'était-il aussi ? — Oui. — Eh bien, continuez de vivre dans cette communion.

« Je recevais les catholiques et les protestants à mon lever. Je payais les ministres de ces cultes sur le même pied.

« Je donnai aux protestants, à Paris, une belle église qui avait appartenu aux jésuites. Pour prévenir les querelles de religion, dans les lieux où se trouvaient des temples protestants et catholiques, je leur défendis de sonner les cloches pour appeler le peuple au service dans leurs églises respectives, à moins que les ministres de l'un et de l'autre ne fissent une demande particulière à cet égard, en établissant que c'était d'après le désir des membres de chaque communion. On donnait alors une permission pour un an ; et si, à l'expiration de cette année, la demande n'était pas renouvelée par les deux parties, cette permission expirait. J'empêchai ainsi les discussions qui avaient existé auparavant, parce que les prêtres catholiques ne pouvaient sonner leurs cloches à moins que les prêtres protestants n'eussent un pareil privilège.

« Il existe un lien entre l'animal et la Divinité. L'homme est simplement un animal plus parfait que le reste ; il raisonne mieux, mais savons-nous si les animaux n'ont pas un langage propre ? De notre part il y a orgueil, fatuité à dire non : ils n'en ont point, et la raison c'est que nous ne pouvons pas le démêler. Un cheval a de la mémoire, du jugement et de l'amour. Il distingue son maître entre les domestiques, bien que ceux-ci soient plus constamment avec lui. « J'avais un cheval qui me reconnaissait parmi tout le monde, et qui, lorsque j'étais sur son dos, manifestait, par ses sauts et sa marche hardie, qu'il portait un personnage supérieur à ceux dont il était ordinairement entouré. Il ne voulait permettre à personne autre que moi de

le monter, excepté à un palefrenier qui en prenait constamment soin ; et lorsqu'il était monté par cet homme, ses mouvements étaient si différents, qu'il semblait dire qu'il portait mon domestique. Lorsque je perdais ma route, je le laissais aller, et il la retrouvait toujours dans des endroits où, avec toute mon observation et une connaissance plus particulière des lieux, je n'aurais pu le faire. Nul ne nie aussi l'intelligence des chiens ? Il existe une chaîne entre les animaux ; les plantes sont autant d'animaux qui mangent et boivent ; et il y existe des degrés jusqu'à l'homme, qui est seulement le plus parfait de tous les êtres. Il me semble que le même esprit les anime plus ou moins. »

Il me dit dans un autre moment : « Votre gouverneur a fait fermer le sentier qui conduit aux jardins de la compagnie, où je me promenais quelquefois, parce que c'est le seul endroit à l'abri du *vento agro* ; « il a regardé cette liberté comme une trop grande faveur. *Son certo che ha qualche cattivo oggetto in vista*. Tout cela ne me chagrine pas beaucoup, car lorsque l'heure d'un homme est venue, il doit partir. » Je me permis de lui demander s'il ne croyait pas à la fatalité. « Sicuro, répondit Napoléon, autant que les Turcs. J'ai toujours été de même. Il faut obéir à l'ordre du destin. *Quando lo vuole il destino, bisogna ubbidire*. »

Le lendemain je pris la liberté de lui adresser quelques questions sur Blücher. « Blücher, dit-il, est un très-brave soldat, un bon sabreur. Il est comme un taureau qui ferme les yeux, et, sans voir aucun danger, se précipite en avant. Il a commis mille fautes, et, sans des circonstances inouïes, j'aurais pu, différentes fois, le faire prisonnier, lui et la plus grande partie de son armée. Il est obstiné et infatigable, ne craignant rien, et très-attaché à son pays. Comme général, il est sans talent. »

Voici ce qu'il disait de l'armée anglaise : « Le soldat anglais est brave, et les officiers, en général, véritables gens d'honneur. — Cependant je ne les crois pas capables d'exécuter de grandes manœuvres. Je ne les connais pas assez bien pour en parler définitivement. J'ai eu une conversation avec Bingham à ce sujet, et bien qu'il ne soit pas de mon avis, je voudrais changer votre système. Au lieu du fouet, je voudrais les conduire par le point d'honneur^[2]. Je voudrais éveiller en eux l'émulation des Français. J'avancerais, comme je le faisais en France, tout soldat qui se serait fait remarquer par une action d'éclat. J'assemblais alors officiers et soldats, et je

demandais : *Quels sont ceux qui se sont distingués ? Quels sont les braves ?* Je mettrais dans les grades vacants ceux qui sauraient lire et écrire ; je dirais à ceux qui ne le sauraient pas d'étudier jusqu'à ce qu'ils fussent suffisamment instruits, et qu'alors je les ferais également monter en grade. Que ne pourrait-on pas attendre de l'armée anglaise, si chaque soldat espérait devenir général en se comportant bravement ! Bingham dit cependant que la plus grande partie de vos soldats sont des brutes, et qu'il faut les conduire à coups de bâton. Cependant nombre de vos soldats doivent avoir les sentiments assez élevés pour vouloir se placer au rang des militaires qui se sentent la dignité de l'homme. Abolissez vite ce qui dégrade vos jeunes concitoyens. Bingham m'a dit qu'il n'y a que la *canaille* qui s' enrôle ; c'est cette position avilissante du soldat qui en est la cause. Je la ferais cesser si j'étais le premier de vos ministres ; je voudrais que le titre de soldat anglais fût véritablement honorable. Je voudrais faire ce que j'ai fait en France : j'encouragerais les jeunes gens bien élevés, les fils de marchands, les nobles mêmes, toutes les classes, à me fournir des soldats, de simples soldats que j'avancerais ensuite suivant leur mérite ; je remplacerais le fouet par la prison, le pain et l'eau, par le mépris du régiment. *Quando il soldato è avvilito e disonorato colle fruste, poco gli preme la gloria e l'onore d'ella sua patria*^[3].

« Peut-il rester à un soldat fustigé en présence de ses camarades jusqu'à l'ombre de sa dignité ? Il perd l'amour de sa patrie ; plus tard il se battrait contre elle, s'il était mieux payé ! !... Lorsque les Autrichiens possédaient l'Italie, ils cherchaient inutilement à faire des soldats des Italiens : ceux-ci désertaient dès qu'ils étaient réunis ; ou bien, lorsqu'ils étaient obligés de se battre, ils lâchaient pied et fuyaient au premier moment du feu. Il était impossible de retenir un seul régiment. Lorsque j'eus conquis l'Italie, et que je commençai à faire des levées, les Autrichiens se moquèrent de moi, et disaient que cela ne me réussirait pas ; qu'ils avaient essayé bien des fois à le faire, et qu'il n'était pas dans le caractère des Italiens de se battre et de former de bons soldats. Malgré ces objections j'enrôlai plusieurs milliers d'Italiens, qui se battirent comme les Français, et ne m'abandonnèrent pas, même dans l'adversité. Il vous est facile d'en voir la cause. J'avais aboli le fouet et le bâton, que les Autrichiens avaient adoptés ; j'avançai ceux des

soldats qui avaient des talents ; plusieurs généraux furent choisis parmi eux. Je substituai l'honneur et l'émulation à la terreur et au fouet. »

Je demandai à Napoléon ce qu'il pensait du mérite comparatif des Russes, des Prussiens et des Allemands. « Je pense que les soldats changent quelquefois ; ils sont braves un jour, et lâches l'autre. J'ai vu les Russes faire des prodiges de valeur à Eylau ; c'étaient alors autant de héros : à la Moskowa, retranchés d'une manière inexpugnable, ils me laissèrent battre cent cinquante mille hommes avec quatre-vingt-dix mille. A Iéna, et dans d'autres batailles de cette campagne, les Prussiens s'enfuirent comme des moutons ; depuis ces derniers temps ils se sont battus bravement. Je crois qu'aujourd'hui le soldat prussien est supérieur au soldat autrichien. Les cuirassiers français sont la meilleure cavalerie du monde pour enfoncer l'infanterie. Individuellement, il n'est pas de cavalier supérieur, ni même comparable au mameluk ; mais ils ne peuvent agir en corps. Les Cosaques sont fort bons, comme partisans, pour harceler, et les Polonais comme lanciers. »

Je lui demandai aussi quel était celui qu'il préférerait parmi les généraux autrichiens. « Le prince Charles, bien qu'il ait fait beaucoup de fautes. Quant à Schwartzemberg, il ne peut pas commander six mille hommes. »

Napoléon nous parla aujourd'hui du siège de Toulon, et ajouta que là, le général O'Hara était tombé en son pouvoir. « Je puis dire que je « l'ai fait prisonnier moi-même. J'avais établi une batterie masquée de huit pièces de vingt-quatre et de quatre mortiers, pour attaquer le fort Malbosquet, qui se trouvait occupé par les Anglais : cette batterie fut achevée dans la soirée, et j'étais dans l'intention d'attaquer le lendemain matin. Tandis que je donnais des ordres sur un autre point de l'armée, quelques députés de la Convention nationale arrivèrent. Dans ce temps-là, ils prenaient quelquefois sur eux de diriger les opérations militaires ; et ces imbéciles ordonnèrent à la batterie de commencer son feu : on obéit à cet ordre. Dès que je vis ce feu prématuré, je pensai que le général anglais attaquerait la batterie et l'enlèverait probablement, parce que toutes mes dispositions n'avaient pas encore été prises pour la soutenir. En effet, O'Hara, voyant que le feu de la batterie chasserait ses troupes de Malbosquet, et que je finirais par m'emparer du fort qui commandait la rade, se décida à m'attaquer. « Il se mit à la tête de ses troupes, fit une sortie, et emporta effectivement la

batterie et les lignes que j'avais établies à gauche. (*Napoléon a décrit sur le papier le plan de la position des batteries.*) Celles de droite furent prises par les Napolitains. Tandis que ceux-ci s'occupaient à enclouer les canons, j'avancai, sans être aperçu, avec trois ou quatre cents grenadiers, par un boyau couvert d'oliviers, lequel communiquait à la batterie, et je fis un feu écrasant sur les troupes d'O'Hara. Les Anglais étonnés crurent d'abord que les Napolitains, qui occupaient les lignes sur la droite, les prenaient pour des Français, et tous criaient : C'est cette *canaylia* de Napolitains qui fait feu sur nous (dans ce temps les troupes anglaises méprisaient beaucoup les Napolitains). O'Hara franchit sa batterie, et marcha sur nos troupes. Il fut blessé au bras par un sergent ; et, comme j'étais à l'entrée du boyau, je le saisis brusquement par son habit, et le poussai au milieu de mes soldats, pensant que c'était un colonel ; il avait deux épaulettes. Tandis qu'on l'emmenait, il s'écria qu'il était le commandant en chef des Anglais. Il croyait qu'il allait être massacré, parce qu'il existait un ordre de la Convention de ne point faire de quartier aux Anglais. Je courus à lui, et empêchai les soldats de le maltraiter. Il parlait un très-mauvais français ; et comme je voyais qu'il s'imaginait qu'on avait l'intention de le fusiller, je fis tout ce qui était en mon pouvoir pour le rassurer, et donnai ordre qu'on pansât immédiatement sa blessure, et qu'on eût pour lui les plus grands égards. Il me pria de lui donner des détails sur les circonstances qui avaient déterminé sa capture, pour rendre compte de sa conduite à son gouvernement.

« Les députés de la Convention voulaient attaquer et incendier la ville ; mais je leur démontrai qu'elle était très-forte, et que nous perdriions beaucoup de monde ; que ce qui était convenable était de s'emparer des forts qui commandaient la rade, et que les Anglais seraient pris ou forcés de brûler la plus grande partie de la flotte et de se sauver. Cet avis fut suivi, et les Anglais, devinant quelle en serait la suite, mirent le feu aux vaisseaux, et abandonnèrent la ville. S'il était venu un *libeccio*^[4], ils auraient été tous pris. Ce fut Sidney Smith qui incendia la flotte, et elle eût été entièrement brûlée si les Espagnols eussent fait leur devoir. Ce fut le plus beau feu d'artifice possible. »

Napoléon m'a parlé de sir Sidney Smith. « Sidney Smith est un brave officier. Il a montré une grande habileté dans le traité relatif à l'évacuation

de l'Égypte par les Français ; il sut profiter du mécontentement qui existait parmi les troupes françaises en se voyant si longtemps éloignées de la France. Il se fit honneur en envoyant immédiatement à Kléber le refus que fit lord Keith de ratifier le traité, ce qui sauva l'armée française ; car, s'il eût tenu ce refus secret pendant sept ou huit jours de plus, le Caire aurait été cédé aux Turcs, et l'armée française se serait vue forcée de se rendre aux Anglais. Il montra également beaucoup de noblesse et d'humanité dans tous ses procédés à l'égard des Français qui tombèrent entre ses mains. Il paraît qu'il a débarqué au Havre pour la sottise gageure qu'il aurait faite d'y aller au théâtre ; j'ai cru plutôt que c'était pour examiner la place. Quel qu'ait été son motif, il fut arrêté et renfermé au Temple comme espion : il fut même question, pendant un temps, de le juger et de l'exécuter. Quelques semaines après, je revins d'Italie ; Sidney Smith m'écrivit de sa prison pour me prier d'intercéder en sa faveur. Il est actif, intelligent, remuant et infatigable. »

« Pensez-vous, lui demandai-je, que sir Sidney ait montré beaucoup de talent et de courage à Acre. — Oui : la principale cause de la non réussite, c'est qu'il prit tout mon train d'artillerie à bord de plusieurs petits vaisseaux. Sans cela, j'aurais pris Acre malgré lui. Il se conduisit vaillamment, et fut bien secondé par Philippeaux, Français de talent, qui avait étudié avec moi comme ingénieur. Il y avait aussi un major Douglas qui se comporta bravement. L'acquisition de cinq ou six cents matelots, comme canonniers, devint un puissant secours pour les Turcs, dont le courage se releva, et à qui ceux-ci apprirent à défendre leur forteresse. Mais Sidney commit une grande faute en faisant des sorties où deux ou trois cents braves perdirent la vie sans aucune chance de succès. Il était impossible qu'il réussît contre le grand nombre de Français qui étaient devant Acre. Je parierais qu'il perdit la moitié de son équipage. Il répandit parmi mes troupes des proclamations qui ébranlèrent plusieurs corps ; je publiai en conséquence un ordre par lequel je le déclarais fou, et défendais toute communication avec lui. Quelques jours après, il m'envoya Un cartel, au moyen d'un parlementaire, lieutenant ou garde-marine. Je répondis que je me rendrais à l'invitation quand il amènerait Marlborough pour me battre. Malgré le passé, j'aime ce caractère chevaleresque. »

Comme je lui faisais observer, dans le même entretien, que l'invasion d'Espagne avait été pour lui une entreprise fatale, j'en reçus cette réponse :

« Si le gouvernement que j'avais établi fût resté, c'eût été la meilleure chose qui eût jamais pu arrivera l'Espagne. J'aurais régénéré les Espagnols, j'en aurais fait une grande nation. Je leur aurais donné une nouvelle dynastie qui n'aurait eu de droit sur l'Espagne que par le bien qu'elle y aurait fait. Ils auraient eu un monarque capable de relever la nation courbée sous le joug de la superstition et de l'ignorance. Pent-être a-t-il mieux valu pour la France que ce plan n'ait pas réussi, car l'Espagne aurait été une rivale dangereuse. J'aurais détruit la superstition et aboli l'inquisition et les monastères de ces paresseux *bestie di frati*. J'aurais détruit l'influence dangereuse des prêtres. Les guérillas, qui se sont battus contre moi avec tant de bravoure, déplorent maintenant leurs succès. Dans les derniers temps que j'étais à Paris, je reçus des lettres de Mina et de plusieurs autres chefs de guérillas, qui me priaient de les aider à chasser les moines. »

Il s'est plaint de nouveau du gouverneur. Il a comparé sa conduite mystérieuse et défiante aux procédés francs et ouverts de sir Georges Cockburn. « Si je ne regardais pas le suicide comme un acte de poltronnerie, qui d'ailleurs plairait à vos ministres, je m'en débarrasserais. Mais je pense qu'il y a un véritable courage à supporter une existence comme la mienne ; je ne veux pas la quitter. Ce gouverneur a une double correspondance avec vos ministres, semblable à celle que tous vos ambassadeurs entretiennent avec ceux-ci : les uns écrivent comme pour tromper le monde, dans le cas où on les obligerait jamais à publier leurs lettres ; l'autre leur fait un récit sincère, mais pour eux seuls. » Je lui dis que je pensais comme lui que les ambassadeurs et les personnages éminents de tous les pays faisaient toujours deux récits différents, l'un pour le public, et l'autre pour le silence du cabinet. « Il n'y a pas dans le monde, dit Napoléon, un ministère aussi machiavélique que le vôtre. Et cela tient à votre système. Ce système et la liberté de la presse mettent vos ministres dans l'obligation de donner quelques détails à la nation, et, par cela même, les forcent à tromper le public dans plus d'une circonstance ; mais, comme il leur est aussi nécessaire de connaître la vérité, ils ont une double correspondance : une officielle et une fausse, pour tromper la nation, lorsque le parlement veut en prendre connaissance et la publier ; l'autre particulière et véritable, pour la tenir enfermée ; et ne pas la déposer dans les archives. »

J'ai écrit de nouveau au gouverneur ; je lui ait dit quelles seraient les conséquences du refus d'exercice fait par Napoléon ; il lui sera mortel.

12. — Je demandai à Napoléon, pendant qu'il était au bain, ce qu'il pensait de Talleyrand. « C'est, me dit-il, le plus vil et le plus corrompu des hommes : il a trahi toutes les causes, mais il est très-habile, très prudent. Talleyrand traite même, sans doute, ses ennemis comme s'il devait un jour se réconcilier avec eux, et ses amis comme s'ils devaient devenir ses ennemis. Il a un talent élevé incontestable, mais il est trop vénal ; on ne peut rien faire avec lui qu'en le payant. Les rois de Wurtemberg et de Bavière m'adressèrent tant de plaintes sur ses extorsions, que je fus contraint de lui retirer des mains le portefeuille des affaires étrangères. Il a divulgué encore à des intrigants un secret de la plus haute importance et que je n'avais confié qu'à lui seul. Quand je fus de retour de l'île d'Elbe, Talleyrand m'écrivit pour m'offrir ses services à la condition d'oublier le passé. Il argumentait d'après une de mes proclamations où j'avais dit qu'il était des circonstances qu'on ne pouvait dominer. Lorsque j'y réfléchis, je pensai que je devais faire des exceptions, je le refusai ; si je n'avais puni personne, j'eusse encouru l'indignation de la France. » Je demandai à Napoléon s'il était exact que Talleyrand lui eût conseillé de détrôner le roi d'Espagne. Le duc de Rovigo m'a dit, ajoutai-je, que Talleyrand vous avait tenu ce langage : « Sire, vous ne serez jamais en sûreté sur le trône de France tant qu'un Bourbon en occupera un autre. — Je ne me le rappelle pas, me dit-il ; ce dont je me souviens, c'est qu'il m'a sans cesse conseillé de nuire aux Bourbons. »

Napoléon m'a fait voir les traces de deux blessures. Il a reçu l'une pendant sa première campagne d'Italie ; elle faillit nécessiter l'amputation : elle a laissé une cicatrice profonde au-dessus du genou gauche ; l'autre était sur l'orteil, il l'avait reçue à Eckmühl ; son usage, me dit-il, était, lorsqu'il était blessé, de le tenir secret, afin de ne pas effrayer les soldats. « Au siège d'Acre, une bombe vint tomber à mes pieds. Deux soldats, qui étaient à mes côtés, me saisirent et m'embrassèrent étroitement, l'un par devant et l'autre de côté, et me firent ainsi un rempart de leur corps contre les effets de la bombe, qui, en faisant explosion, les couvrit de poussière. Nous tombâmes tous trois dans le trou formé par son éclat : un des deux fut blessé. Je les fis officiers. L'un a depuis perdu une jambe à Moscou, et commandait à

Vincennes lorsque je quittai Paris^[5]. Lorsque, en 1814, les Russes le sommèrent de rendre la place, il répondit qu'il ne leur rendrait la forteresse que lorsqu'ils lui rapporteraient la jambe qu'il avait perdue à Moscou. J'ai dû plusieurs fois la conservation de ma vie à des soldats et des officiers qui se précipitaient au-devant de moi. Lorsque je m'élançai sur Arcole, le colonel Muiron, mon aide de camp, se jeta devant moi, me couvrit de son corps, et reçut le coup qui m'était destiné. Il tomba mort à mes pieds, et son sang me jaillit au visage : il avait donné sa vie pour sauver la mienne. Les soldats étaient admirables pour moi. Dans mes revers ils n'élevèrent jamais la voix contre moi. Aucun général n'a été servi plus fidèlement ; mes soldats versaient leur dernière goutte de sang au cri de : *Vive l'Empereur !* »

J'ai dîné à Plantation-House, la société a été égayée par le marquis de Montchenu qui nous a fait connaître quelques circonstances liées, dit-il, à sa grande naissance. Le marquis est bien bouffon pour un ambassadeur.

17. — Sir Hudson Lowe a fait diminuer l'approvisionnement de Longwood de deux livres de viande et d'une bouteille de vin, à cause du départ d'un domestique.

Les charretiers, chargés du transport des provisions, assurent que Thomas Reade examine le linge sale de Longwood lorsqu'il arrive à la ville. La comtesse Bertrand avait fait passer, dans le coffre contenant ce linge, des nouvelles qu'elle tenait de miss Chesborough. Le papier avait été mis négligemment sur le linge ; le coffre n'était pas fermé. Reade, en le voyant, s'écria que le règlement était violé, qu'il fallait renvoyer miss Chesborough. Il inspecta sans réserve le linge de la comtesse, fit de sales et indignes observations.

On m'avait dit que Napoléon avait sauvé la vie à Duroc lors des premières campagnes d'Italie ; celui-ci était arrêté et condamné pour cause d'émigration. L'Empereur, auquel je citai ce fait, parut étonné et me dit : « Il n'y a rien de vrai dans tout cela ? » J'ajoutai que je tenais cette version du marquis de Montchenu. « C'est faux, poursuivit Napoléon ; j'ai tiré Duroc du train d'artillerie, il n'était encore qu'un enfant et je l'ai protégé jusqu'à sa mort. Montchenu aura dit cela parce que Duroc était d'une ancienne famille, titre qui dispense de mérite aux yeux de cet homme. Il n'estime que ceux qui peuvent produire leurs quartiers de noblesse. Ces

gens-là sont cause de la révolution. Avant 1789, un homme comme Bertrand, qui vaut à lui seul plus qu'une armée de ces féodaux, ne serait pas devenu sous-lieutenant, tandis que des parchemins gothiques faisaient un enfant général. Que Dieu ait pitié de toute nation qui, à l'avenir, sera gouvernée avec de pareilles idées ! La plupart des généraux de mon règne, dont les belles actions sont l'orgueil de la France, sortaient du peuple. Je ne comprends pas qu'on ait reçu la duchesse de Reggio comme *première dame d'honneur* de la duchesse de Berry, puisque son mari n'est qu'un soldat, sans aïeux d'une *grande naissance*. » Je lui demandai ce qu'il pensait du duc de Reggio, il me répondit : « C'est un brave homme, *ma di poca testa*. Il s'est laissé mener par sa jeune femme, qui sort d'une famille noble. Il m'a offert ses services au retour de l'île d'Elbe, et prêté serment de fidélité. — Croyez-vous qu'il aurait été fidèle ? — Il aurait pu l'être, j'ose même affirmer qu'il l'eût été, si j'eusse réussi. »

Napoléon dicte avec ardeur ses *mémoires* à MM. Bertrand et Montholon.

Le gouverneur fait des difficultés au sujet de la remise aux captifs de Longwood de l'argent produit par la vente de l'argenterie brisée. Cette somme est trop considérable, ajoute-t-il, pour être donnée ainsi. (Elle est de 295 livres sterling.) Il a demandé des détails sur l'emploi qu'on projette en faire. Sur les 295 livres sterling, il ne resterait que fort peu de chose de disponible, parce qu'il est dû 85 livres à Marchand, 45 livres à Cipriani, 76 livres à Gentilini ; cet argent avait été avancé par eux pour achat d'aliments, avant la dernière vente de l'argenterie. Il était dû aussi 70 livres sterling à M. Balcombe, 10 livres à Le Sage, et 20 livres à Archambaud pour achat de volailles.

Hudson Lowe a fait diminuer derechef la provision de vin et de viande.

En revenant à Longwood, j'ai rencontré sir Hudson Lowe à cheval. Je me suis approché de lui, alors il m'a dit avec une sorte de joie. « Vous trouverez votre ami Las Cases en bonnes mains. » En effet, quelques minutes après, je vis le comte qui se rendait à Hut's-Gate sous la surveillance de l'aide de camp Prichard. Voici ce qui était arrivé. vers les trois heures environ, Hudson Lowe entra à Longwood, accompagné de sir Reade, du major Gorrequer et de trois dragons. Quelques instants après arrivèrent le capitaine Blakency et l'intendant de la police. Après avoir ordonné à un détachement commandé par un caporal, de les suivre, ces messieurs, à

l'exception d'Hudson Lowe et de Gorrequer, se rendirent chez le capitaine Poppleton. Sir Thomas lui dit d'envoyer chercher M. de Las Cases, dans ce moment près de Napoléon. De Las Cases sortit pour se rendre chez lui ; il fut arrêté par Reade et l'intendant de la police. Ses effets et hardes furent saisis. Son fils cacheta, avec un grand soin, ses papiers, puis se rendit à Hut's Gate sous la surveillance d'un officier du 66^e régiment qui ne devait lui permettre de voir qu'Hudson Lowe et son état-major. Une lettre écrite sur de la soie, et remise par le comte de Las Cases, à son domestique Scott pour la porter en Angleterre, était le motif de cette arrestation. Le père de Scott, instruit de cette commission par son fils, le conduisit chez un M. Baker et chez le gouverneur qui le fit mettre en prison après l'avoir interrogé.

Le soir, je vis Napoléon. Il paraissait ignorer les intentions qu'avait eues M. de Las Cases.

« Las Cases est un honnête homme, et il m'est trop tendrement attaché pour nous avoir compromis dans quelque entreprise hasardeuse. Je suis convaincu que cette arrestation est un effet de la capricieuse tyrannie du gouverneur. Las Cases écrivait peut-être à son « banquier à Londres, car il a placé 4 ou 5.000 livres sterling, et était dans l'intention de les retirer pour venir à mon secours ; seulement il ne se souciait pas que sa lettre passât par les mains du gouverneur. Si Las Cases m'eût consulté, je l'aurais détourné de ce dessein, non que je désapprouve ses efforts pour faire connaître notre situation ; mais il fallait agir moins légèrement. Mais comment Las Cases, avec tout son esprit, a-t-il pu choisir, pour agent secret, un esclave qui ne sait ni lire ni écrire, et penser à l'envoyer passer six mois en Angleterre, où il n'a jamais été, et où il n'aurait certainement pas bien rempli sa mission ? Je ne puis encore expliquer tout cela.

« Las Cases a chez lui mes campagnes en Italie, et toute la correspondance officielle entre l'amiral, le gouverneur et Longwood ; et l'on m'assure qu'il écrit un journal retraçant quelques-uns de nos entretiens. »

L'Empereur m'a demandé au bain des nouvelles de Las Cases. « Las Cases est le seul, parmi les Français, qui sache parler anglais, ou le seul qui l'explique à ma satisfaction. Je ne puis pas encore lire un journal anglais. Madame Bertrand comprend parfaitement cette langue ; mais vous savez

qu'on ne peut pas toujours importuner une dame. « Las Cases m'était très-nécessaire. Priez l'amiral de s'intéresser à lui, qui, j'en suis convaincu, n'en a pas dit autant que Montholon en avait dit dans sa lettre. Il succombera sous le poids de tant d'afflictions, car il est d'une constitution faible, et cela terminerait un peu plus tôt l'existence de son malheureux fils ^[6]. »

Il a parlé avec intérêt de Joséphine ; ses expressions étaient remarquables par leur sensibilité et leur grâce. J'en rapporterai quelques-unes. « Les impressions du plaisir et de la douleur produisent de fortes émotions dans l'âme de ces créoles si sensibles. Joséphine était sujette aux attaques de nerfs lorsqu'elle éprouvait un chagrin. C'était une femme aimable, spirituelle, affable, et vraiment charmante. *Era la dama la più graziosa di Francia*. C'était la déesse de la toilette ; toutes les modes tiraient d'elle leur origine ; tout ce qu'elle mettait devenait distingué : et puis elle était si bonne, si bienveillante ! »

Le même jour, nous vîmes à parler de la bataille d'Austerlitz. Napoléon m'apprit qu'avant la bataille, la coalition contre lui était signée du roi de Prusse. « Haugwitz vint me l'annoncer et me conseilla de faire la paix. Je lui répondis : « La bataille que nous allons livrer décidera de tout. Je crois la gagner, et, dans ce cas, je dicterai une paix convenable. » L'événement répondit à mon attente ; je remportai une victoire si décisive qu'elle me mit à même d'imposer les conditions que je voulus. » Je demandai à Napoléon si M. d'Haugwitz était un de ses agents. « Assurément non ; c'était un homme qui pensait judicieusement que la Prusse ne jouerait jamais le premier rôle (*giocare il primo ruolo*) dans les affaires du continent ; que ce n'était qu'une puissance du second ordre et qu'elle devait agir comme telle. Dans le cas où j'aurais été vaincu, j'espérais que la Prusse ne se joindrait pas franchement aux alliés, parce qu'il aurait été naturellement de son intérêt de conserver un équilibre en Europe, ce qui n'aurait pu exister si elle se fût réunie à ceux qui seraient devenus les plus forts par ma défaite. D'ailleurs, la jalousie et le soupçon se seraient élevés, et les alliés n'auraient point eu confiance au roi de Prusse, qui les avait déjà trahis. Je donnai le Hanovre aux Prussiens afin de les brouiller avec vous et d'exciter une guerre, qui vous eût fermé le continent. Le roi de Prusse fut assez simple pour croire qu'il pourrait conserver cette province et rester en paix avec vous. Il se mit en campagne comme un insensé, poussé par la reine, le

prince Louis, et une foule d'autres jeunes gens, qui lui firent croire que la Prusse était assez forte, même sans le secours de la Russie. Il apprit bientôt le contraire à ses dépens. » Je demandai comment il eût agi, si, avant la bataille d'Austerlitz le roi de Prusse s'était réuni aux alliés. Il m'a dit : « Monsieur le docteur, cela aurait changé entièrement la face des choses. » Il loua beaucoup les caractères du roi de Saxe, du roi de Bavière et du roi de Wurtemberg. « Alexandre et le roi de Wurtemberg sont deux princes remplis de talents et d'activité ; mais le second a de la dureté dans le caractère. »

L'enlèvement des papiers a beaucoup affligé Napoléon. Il observait avec justesse que s'il y avait eu plan de complot dans la lettre de Las Cases, le gouverneur s'en serait aperçu en moins de dix minutes ; qu'il avait pu voir très-rapidement que le commentaire des campagnes d'Italie ne contenait aucune trahison, etc.

« Voyez comment Las Cases est traité ! Hudson viendra dire, dans quelques jours, qu'il a été averti qu'il se tramait une conspiration pour effectuer mon évasion. Je n'ai aucune certitude que, lorsque j'aurai fini d'écrire mon histoire, il ne s'en emparera pas ? Je garde, il est vrai, mes manuscrits dans ma chambre, j'en disputerai la propriété le pistolet à la main, en faisant sauter la cervelle au premier qui voudrait s'en emparer : pauvre ressource ! Il faudra que je brûle tout ce que j'ai fait. C'était ma seule consolation dans cette demeure affreuse ; peut-être mes écrits auraient-ils intéressé le monde. »

Hudson Lowe m'a fait prévenir qu'on allait restituer à Napoléon ses différents manuscrits.

Quant au journal de Las Cases, Hudson se réservait d'en causer avec Bertrand.

Le jeune Las Cases est très-indisposé ; je suis allé le visiter, en présence de Reade. J'ai appris que Hudson Lowe était blessé de quelques paroles de M. de Las Cases père.

Napoléon a fait appeler Saint-Denis, qui a transcrit le *Journal de Las Cases*, et lui a fait diverses questions sur ce qu'il contenait. C'était, dit Saint-Denis, le récit de tous les événements de quelque intérêt depuis l'embarquement à bord du Bellérophon. « N'y a-t-il rien qui puisse

compromettre quelqu'un (et il nomma trois ou quatre personnes) ? — Non, Sire. — Parle-t-il de l'amiral Malcolm ? — Oui, Sire. — Dit-il que j'ai fait observer qu'il avait la physionomie d'un véritable Anglais ? — Oui, Sire, et il le traite fort bien. — Il ne dit rien du gouverneur actuel ? — Il en parle beaucoup, Sire. — Dit-il que c'est un homme épouvantable, et que sa figure est la plus affreuse que j'aie vue en ma vie ? — Sire, il a dit tout cela : seulement, il a adouci les expressions. »

Napoléon nous a parlé aujourd'hui de son frère Joseph : « Il avait un excellent caractère. Ses vertus et ses talents convenaient surtout à la vie privée. Trop bon pour être un grand homme, il n'a aucune ambition. Nous nous ressemblons beaucoup ; mais il est mieux que moi. Il est plein d'instruction ; mais ce n'est pas celle qui convient à un roi : il n'est pas capable de commander une armée. »

29. — J'ai trouvé Napoléon dans son cabinet de toilette. Il était charmé d'avoir recouvré le commentaire de ses campagnes d'Italie. Il ajouta : « Et les autres papiers, me les rendra-t-il ? »

J'ai été tout à coup indisposé, me trouvant près de lui. En ce moment, l'Empereur parlait... Je tombai sur le plancher privé de connaissance... Quand je rouvris les yeux, je vis Napoléon, le regard attaché sur mon visage, me regardant avec l'expression du plus grand intérêt et de l'inquiétude la plus vive ; cette scène est ineffaçable dans ma mémoire. Il ouvrait le col de ma chemise, et me faisait respirer des odeurs. Il m'avait ôté ma cravate et couvert la figure d'eau de Cologne. « Je vous ai vu tomber, j'ai cru d'abord que le pied vous avait glissé ; mais vous voyant rester sans mouvement, j'ai craint une attaque d'apoplexie. Votre visage était d'une pâleur mortelle, vos lèvres blanches et sans vie ; vous ne respiriez plus. »

Marchand arriva, Napoléon fit apporter de l'eau de fleur d'orange, son remède universel.

1^{er} décembre. — Napoléon m'a fait diverses questions sur les effets du mercure.

« Je désire que Las Cases parte ; quelques mois de séjour de plus à Sainte-Hélène ne seront d'aucune utilité ni pour lui, ni pour moi. Montholon s'efforce d'adoucir ma position. Hélas ! de toute cette colonie

d'exilés, c'est moi qui suis le moins à plaindre. Eux sont chaque jour livrés aux insultes. Ils ne peuvent ni parler ni écrire ; et s'ils veulent sortir, il faut qu'ils se soumettent à d'humiliantes restrictions. »

3. — Napoléon m'envoya prévenir à une heure. Je le trouvai couché. Il éprouvait un malaise général et souffrait de la tête. La nuit, il avait eu un peu de fièvre. Je lui recommandai quelques remèdes et je l'engageai fortement à suivre ces prescriptions. Je lui recommandais principalement l'exercice. Je redoutais pour lui sans cela une grave maladie. Sa réponse fut triste : « *Tanto meglio*, répondit Napoléon, *piu presto si finira*. »

Une chaleur excessive empêcha Napoléon de sortir et de prendre de l'exercice. Il m'a parlé aujourd'hui de Moreau et de plusieurs officiers distingués ; il s'est répété.

« Moreau était un excellent général de division, mais incapable de bien commander une armée nombreuse. Avec cent mille hommes, Moreau aurait éparpillé son armée sur différents points, couvert les routes de soldats, et n'aurait pas fait plus que s'il n'eût disposé que de trente mille hommes. Le nombre des troupes ne lui profitait point, non plus que leur position. Très-calme et très-froid dans le combat, il était plus remarquable dans la chaleur de l'action que dans les dispositions préliminaires. Il fumait beaucoup. Moreau n'avait pas un méchant cœur ; *c'était un bon vivant, mais il avait peu de caractère*. Sa femme et une autre créole, sa belle-sœur, le menaient. Sa liaison avec Pichegru et Georges, dans la conspiration, et sa mort, en 1813, en combattant les Français, ont déshonoré à jamais son nom. Comme général, Moreau était infiniment au-dessous de Desaix, Kléber et Soult. De tous les généraux que j'ai eus sous moi, Desaix et Kléber ont été les plus distingués, surtout Desaix. Kléber n'aimait la gloire qu'autant qu'elle lui valait des richesses et des plaisirs. Desaix, tout différent, cherchait la gloire pour elle-même, et méprisait toute autre chose. Il ne rêvait que bataille et réputation. Les richesses et les plaisirs n'étaient rien pour lui ; il ne leur accordait pas même une pensée. C'était un petit homme d'un air sombre, d'un pouce à peu près moins grand que moi, toujours vêtu avec négligence, quelquefois même ses vêtements étaient déchirés ; il méprisait les jouissances et les commodités de la vie. Plusieurs fois, en Égypte, je lui fis présent d'un équipage de campagne complet, mais il le perdait bientôt. Enveloppé dans un manteau, Desaix se jetait sur un canon, et dormait aussi

tranquillement que sur l'édredon. La mollesse n'avait pour lui aucun charme. Droit et honnête dans tous ses procédés, les Arabes l'avaient appelé *le sultan juste*. La nature l'avait formé pour être un grand général. Kléber et Desaix furent des pertes irréparables pour la France. Si Kléber eût vécu, votre armée eût péri en Égypte. Si Menou vous eût attaqués lors de votre débarquement, avec ses vingt mille hommes, au lieu de ne prendre que la division Lanusse, vous étiez perdus sans ressource. Vous n'aviez que dix-sept ou dix-huit mille hommes, sans cavalerie.

« Lannes, lorsque je le pris pour la première fois, n'était qu'un *ignorantaccio*. Son éducation avait été très-négligée. Il fit beaucoup de progrès ; et, pour en juger, il suffit de dire qu'il était devenu un général de première classe ; il possédait une grande expérience de la guerre. Il s'était trouvé dans cinquante combats isolés, et à cent batailles plus ou moins importantes. C'était un homme d'une bravoure extraordinaire, calme au milieu du feu. Il possédait un coup d'œil sûr et pénétrant, était prompt à profiter de toutes les occasions qui se présentaient. Parfois vif et même impétueux contre moi, il m'était cependant fort attaché. Dans ses accès de colère, il ne voulait permettre à personne de lui faire des observations ; et même il n'était pas toujours prudent de lui parler lorsqu'il était dans cet état de violence. Alors il avait l'habitude de venir à moi et de me dire qu'on ne pouvait se fier à telle ou telle personne. Comme général, je l'ai toujours regardé comme infiniment supérieur à Moreau et même à Soult.

« Masséna, c'est là l'homme d'un talent supérieur ! Il faisait le plus souvent de mauvaises dispositions avant une bataille ; et ce n'était que lorsque les hommes tombaient de tous côtés qu'il commençait à agir avec un jugement élevé ; alors seulement son esprit était ému et concevait un grand plan. Au milieu des morts et des mourants, de la grêle de balles qui moissonnait les hommes autour de lui, Masséna était toujours maître de lui-même. Il donnait ses ordres, et faisait ses dispositions avec un admirable sang-froid et le plus grand jugement. Voilà la *vera nobilita di sangue*. On disait avec vérité de Masséna, qu'il ne commençait jamais à agir avec discernement que lorsque la chance d'une bataille se déclarait contre lui.

« C'était un homme rare ; c'eût été un grand homme, si ses hautes qualités n'eussent été ternies par un goût effréné de rapine.

« Pichegru, poursuivit l'illustre juge, était répétiteur à Brienne et m'enseigna les mathématiques lorsque je n'avais que dix ans. Il les savait à fond. Comme général, Pichegru était un homme d'un talent peu ordinaire, bien qu'il n'ait fait précisément rien de notable, ses succès en Hollande étant, en grande partie, le résultat de la victoire de Fleurus. Pichegru, après s'être vendu, sacrifia la vie de près de vingt mille de ses soldats, en les jetant à dessein entre les mains de l'ennemi, qu'il avait instruit de ses mouvements. Il eut une fois une discussion fort vive avec Kléber, parce qu'au lieu de faire marcher son armée sur Mayence, comme il aurait dû le faire, il en avait dirigé la plus grande partie sur un autre point où Kléber fit observer qu'il aurait suffi seulement d'envoyer les ambulances, avec quelques hommes, pour faire parade. Cette faille fut regardée comme de l'inhabileté. C'était une trahison. »

Napoléon attribue à Hudson Lowe toutes les souffrances qu'il éprouve à Sainte-Hélène. Il disait : « Je comprends qu'on tue un homme et qu'on l'ensevelisse : c'est fini ; mais cette torture, cette façon de faire périr un captif en détail, est plus cruelle ; la mort violente ne l'est pas tant. J'ai fréquemment entendu parler du système tyrannique et oppresseur qui est suivi dans vos colonies, mais je n'ai jamais pensé qu'on pouvait violer la loi et la justice à ce point. Je ne pense pas qu'il y ait sur la terre une nation plus esclave que vos Anglais. J'ai déjà dit cela au colonel Wilks^[7].

« Docteur, vous êtes un enfant ; vous avez trop bonne opinion de l'espèce humaine. L'idée que je me suis formée d'Hudson Lowe est juste : vous ne connaissez pas cet être. Il a de la méchanceté naturelle ; elle est encore accrue par la crainte de la responsabilité qui pèse sur lui. Je parierais ma vie, que si j'envoyais prier sir Georges Bingham, ou l'amiral, de sortir à cheval avec moi, avant que je me fusse promené trois fois, soit avec l'un, soit avec l'autre, ce gouverneur les obligerait de m'adresser un refus. Cet homme si vil vous dit que Las Cases est bien traité, qu'il ne manque de rien, et cela parce qu'il ne le laisse pas mourir de faim ! »

Le lendemain, à ma visite du matin, j'ai trouvé Napoléon au bain. La conversation a eu pour objet l'empereur Alexandre. « Il a plus de talent que ses deux autres alliés^[8]. C'est un homme adroit, très-ambitieux, affamé de popularité. Le côté faible de son esprit, c'est de se croire les talents du général. Il aime à être complimenté comme tel, bien que toutes les

opérations qu'il a dirigées aient été fausses et funestes. A Tilsitt, Alexandre et le roi de Prusse s'occupaient beaucoup de la confection des costumes de hussards et de dragons, et discutaient sérieusement la question de savoir si la croix des ordres devait être suspendue à tel ou tel bouton. Tous trois, nous montions tous les jours à cheval ; l'empereur Alexandre et moi nous prenions le galop, nous courions en avant, et laissions le roi de Prusse derrière nous. »

Napoléon m'a raconté plusieurs événements de sa jeunesse ; il m'a dit qu'à l'âge de quinze ou seize ans il sortit de l'école de Brienne pour se rendre à Paris. Là, après avoir soutenu avec éclat un examen général sur ses études, il fut placé immédiatement dans l'artillerie. « En 1791, à peu près un tiers des officiers de l'artillerie émigrèrent ; je devins, au siège de Toulon, chef de bataillon ; je fus proposé par les officiers de l'artillerie eux-mêmes, qui déclarèrent que j'étais parmi eux le sujet le plus savant et le plus appliqué. Durant le siège, j'étais chef de l'artillerie. Après la capitulation, je fus nommé commandant de l'artillerie de l'armée d'Italie ; mes plans firent soumettre un grand nombre de forteresses : ils furent exécutés en Suisse et au delà des Alpes. « A Paris, où me fit général, on m'offrit le commandement de l'armée de la Vendée ; je le refusai, disant qu'il ne devait convenir qu'à un général de gendarmerie. Le 13 vendémiaire, je commandais l'armée de la Convention dans Paris, contre les sections ; je les défis après une action de quelques minutes. J'obtins le commandement de l'armée d'Italie ; c'est là que je fis ma réputation. Rien n'a été plus simple que mon élévation ; elle ne fut le résultat ni de l'intrigue, ni du crime ; je la dus à ce que je m'étais battu successivement, avec succès, contre les ennemis de la France. Ce qu'il y a de plus extraordinaire (et, je crois, sans exemple dans l'histoire), c'est que, de simple particulier, je m'élevai à la hauteur difficile de la puissance suprême, sans avoir, pour y parvenir, commis de crime. »

J'ai demandé à l'Empereur s'il était vrai qu'il dût au crédit de Barras le grade dont il jouissait à Toulon, et s'il avait offert autrefois ses services aux Anglais. « Ce sont des mensonges. Quant à Barras, je n'ai eu de relation avec lui qu'après l'affaire de Toulon ; je ne fus protégé que par Gasparin, député d'Orange, et homme de talent ; il me soutint contre une race d'*ignorantacci* envoyés par la Convention. Je n'ai jamais offert mes

services à l'Angleterre, je n'en ai pas plus eu la pensée que celle d'aller me faire Turc. Je passai en Corse avec Paoli, en l'an... Paoli m'aimait beaucoup, et je lui étais très-attaché ; mais Paoli épousa la cause de la faction anglaise, et moi, celle des Français, et, en conséquence, presque toute ma famille fut chassée de la Corse. Paoli me frappait souvent avec amitié sur la tête, en disant : « Vous êtes un homme de Plutarque. »

L'Empereur a parlé ensuite de l'entreprise de Copenhague. « Cette expédition témoigne une grande énergie chez vos ministres ; mais cette violation du droit des nations (et c'en était une odieuse !) blessa profondément vos intérêts, vous fit des ennemis implacables chez la loyale nation danoise, et vous ferma le Nord pour trois ans. Lorsque j'appris l'incendie de la flotte, je dus en être politiquement fort aise, parce que cet attentat séparait, pour longtemps, l'Angleterre des puissances du Nord. Les Danois ne pouvaient me fournir que soixante bâtiments de guerre, mais cela était peu important ; j'avais des vaisseaux en abondance, je n'avais besoin que de matelots que vous ne prîtes pas, et que j'obtins ensuite par cette entreprise.

« Durant la guerre avec l'Angleterre, je recevais fort régulièrement des nouvelles de votre gouvernement par les contrebandiers. Ce sont des gens intrépides, qui font avec adresse des choses presque impossibles. Une portion de Dunkerque leur était assignée, comme lieu de retraite. Mais comme ils franchirent ces limites, et se livrèrent à différentes orgies, je les envoyai à Gravelines, où on leur donna un camp tout à fait spécial ; il leur fut défendu de le franchir.

« La police avait à sa solde, indépendamment des contrebandiers, des émigrés, des royalistes qui lui donnaient fidèlement des renseignements sur les projets du parti vendéen, de Georges et des princes ; et, lorsqu'ils voulurent m'assassiner, je pus faire épier quelques-unes de leurs démarches. Plusieurs espions anglais, dans nos intérêts à peu près, appartenaient à la haute société : il y avait là de grandes dames.

« Les contrebandiers traversaient le canal dans des bateaux très étroits, grands comme cette baignoire. Il était prodigieux de les voir passer en bravant vos vaisseaux de 74. »

Je fis observer à l'Empereur que ces gens étaient aussi espions pour les Anglais ; qu'ils instruisaient ces derniers de ce qui se faisait en France. « Je le pense bien, dit Napoléon ; ils vous portaient les journaux, mais je crois que, comme espions, ils ne pouvaient pas vous apprendre grand'chose. Votre presse libre m'apprenait beaucoup plus. Et puis annuellement ils transportaient de France en Angleterre pour plus de quarante à cinquante millions de soieries et d'eau-de-vie : ils facilitaient l'évasion des prisonniers, et ils les ramenaient en France. Les parents des Français détenus en Angleterre allaient à Dunkerque pour faire marché avec les contrebandiers. Quelques renseignements leur suffisaient pour découvrir un homme : le nom, l'âge, un signe particulier qui pût inspirer confiance au prisonnier. Ils effectuaient sa délivrance en peu de jours. Ces hommes, qui avaient à faire un si terrible métier, tenaient leurs engagements avec loyauté. Différentes fois ils nous offrirent d'enlever, pour une somme d'argent, quelques membres de la famille des Bourbons et de les transporter en France. J'ai toujours refusé avec force ces offres ; ils m'offrirent aussi de m'amener Dumouriez et Sarrazin, qui étaient mes ennemis. Je ne voulus rien leur accorder sous ce rapport : puissant, j'ai méprisé la vengeance. »

« Pensez-vous, lui dis-je, que l'*expédition de Walcheren*, mieux menée, eut pu réussir. » Je transcris sa réponse.

« Si vous eussiez débarqué quelques milliers d'hommes à Willamstadt et que vous les eussiez dirigés droit sur Anvers, la surprise générale, le manque de points de défense, l'incertitude des habitants sur votre nombre vous auraient facilité un heureux coup de main ; cela fut impossible quand la flotte française fut réunie. Les équipages des vaisseaux, la garde nationale, les ouvriers donnaient près de quinze mille hommes.

« La ville d'Anvers, quoique vieille, est bien fortifiée. Lord Chatam y montra une inhabileté sans exemple. L'expédition fut manquée dès qu'on eut perdu les premiers jours. Vous aviez trop et trop peu d'hommes ; trop pour un coup de main, et trop peu pour un siège régulier. « La population était tout entière contre vous ; elle avait bien vu que vous vous proposiez de saisir violemment la ville, de tout brûler, de tout détruire, puis de remonter sur vos vaisseaux et de fuir. Cette expédition vous fit un mal considérable : vos ministres ne connaissaient aucunement la situation du pays. Comment expliquer que, volontairement, on ait voulu rester dans un lieu pestilentiel,

jusqu'à ce qu'on y ait perdu quelques milliers de braves soldats ? Cette résolution fut le comble de l'absurdité. Je fus charmé de ces fautes, elles servirent mes plans ; les progrès des maladies vous obligèrent, sans que j'eusse besoin de faire le moindre effort, d'évacuer le pays. Je n'avais envoyé là que des déserteurs et des mauvais sujets, j'avais donné ordre qu'on les fit coucher sur deux frégates que j'avais fait mener sur ce point ; on leur donna de l'eau fraîche et sans interruption : ce lieu néanmoins resta infect. L'Officier général qui défendit Flessingue ne tint pas aussi longtemps qu'il le devait. »

Lady Lowe est venue à Longwood, et, pour la première fois, elle a visité les comtesses Bertrand et Montholon. Napoléon me dit qu'il pensait que la visite de lady Lowe était une ruse de son mari *per gettar la polvere negli occhi*, pour faire croire que, malgré l'arrestation de Las Cases, le gouverneur était bien reçu à Longwood ; qu'il n'avait fait que son devoir. Je lui représentai qu'il était à ma connaissance que lady Lowe avait toujours eu le désir de voir les comtesses Bertrand et Montholon ; qu'elle avait saisi l'occasion qui s'était présentée depuis ses couches. Napoléon m'a répondu : « Je suis loin de penser que cette dame prenne part aux infamies de son mari ; mais le moment choisi pour sa visite n'est pas convenable. Comment ! il l'envoie à Longwood, en visite de politesse, quand notre compagnon Las Cases est traité avec barbarie ! Hier, après la visite de lady Lowe, madame Bertrand et sa famille allèrent se promener ; à leur retour, les sentinelles les arrêtaient : on ne les laissa pas entrer, parce qu'il était six heures. Si le gouverneur voulait la paix, notre reconnaissance, il nous laisserait au moins jouir de la seule heure du jour où la promenade est agréable. S'il vous demande ce que je pense de la visite de son épouse, vous lui direz, sans rien changer à mes expressions, tout ce que je viens de vous dire. »

J'ai écrit à sir Hudson Lowe.

L'Empereur m'a entretenu de ce qu'il a fait pour les écoles d'anatomie et de chirurgie de Paris, et pour les étudiants de ces écoles, qui, depuis ses règlements et ses institutions, peuvent apprendre à Paris leur art, à peu de frais, et avec des maîtres placés au premier rang dans la science et la pratique.

La conversation qui suivit celle-là eut pour objet quelques personnages marquants de la révolution française. « Robespierre, bien que ce fût un révolutionnaire inflexible, n'était pas aussi cruel que Collot d'Herbois, Billaud-de-Varennes, Hébert, Fouquier-Tinville et tant d'autres hommes secondaires. Sur la fin, Robespierre avait voulu se montrer plus modéré, et quelques semaines avant sa mort, il avait dit qu'il était las des exécutions, et qu'il désirait suivre un autre système. Lorsque l'exécrable Hébert eut accusé la reine d'outrager la nature, Robespierre offrit de le dénoncer comme ayant fait une accusation sans fondement. »

L'Empereur m'a dit, dans le même entretien, que, dès le commenement de la révolution, Louis XVI avait eu devant les yeux l'exemple de Charles I^{er}. « Charles, après avoir lutté corps à corps avec le parlement, avait fini par succomber et perdre la tête. Sa fin tragique empêcha Louis, en plusieurs occasions, de s'opposer aux efforts des révolutionnaires. Lorsqu'on osa le mettre en jugement, il devait dire simplement que, d'après la constitution, il ne pouvait rien faire de mal, et que sa personne était sacrée ; la reine aurait dû faire de même. Cette protestation ne leur aurait pas sauvé la vie, mais ils seraient morts l'un et l'autre avec encore plus de dignité. Robespierre était d'avis qu'on fit secrètement mourir le roi. « A quoi servent ces vaines formalités, disait-il, lorsque vous allez le condamner à mort, innocent ou coupable ? » La reine Antoinette marcha à l'échafaud avec une espèce de joie céleste : ce devait être pour elle un grand soulagement de quitter une vie qu'on empoisonnait d'amertume avec une aussi exécrable barbarie. Si j'eusse eu quatre ou cinq ans de plus, j'aurais été guillotiné avec tant d'autres. »

Napoléon prenait son bain. La conversation a eu pour objet la position actuelle critique de l'Angleterre : « L'incurie, a-t-il dit, de Castlereagh a fait cette position périlleuse pour le pays. Il ne gouverne pas l'Angleterre, il ne fait que suivre les intrigues du continent ; il ne songe point aux intérêts vitaux de la patrie. Que de choses pouvaient être faites pour vous, dans ces derniers temps, qui ne l'ont pas été par suite de cette incapacité ! Vos ministres devaient dire aux gouvernements espagnol et portugais, après la fin de la guerre : « Nous seuls avons sauvé votre pays, et l'avons empêché de devenir une province de France ; nous avons, dans plusieurs campagnes, versé notre sang en servant votre cause ; nous avons dépensé plusieurs

millions, et, par conséquent, notre pays est surchargé de dettes contractées pour vous, et que nous devons payer. Vous avez les moyens de vous acquitter ; notre situation exige que nous liquidions nos dettes ; nous vous demandons, en conséquence, que la nation anglaise soit seule autorisée à faire, pendant vingt ans, le commerce de l'Amérique du Sud, et que nos vaisseaux jouissent des privilèges des vaisseaux espagnols dans vos ports. Nous nous rembourserons de cette manière, sans ruiner vos finances. » Y aurait-il eu contre cette déclaration l'ombre d'une objection de la part des gouvernements rétablis ? c'était la justice que vous demandiez, vous les maîtres, les sauveurs, et aucune des puissances coalisées n'eût osé vous rien disputer. C'est vous seuls qui avez empêché l'Espagne et le Portugal de périr. Qui donc a secouru le Portugal, en hommes et en argent ? Vous ; vous lui avez conservé l'existence comme nation. Ces arrangements eussent enrichi votre commerce, vos manufactures ; vos matelots eussent continué de servir sur vos vaisseaux ; ils n'eussent pas péri de faim après la victoire de l'Angleterre.

« Un grand nombre de ces marins furent forcés de prendre la solde des nations étrangères. Et votre populace, que ne souffre-t-elle pas malgré les souscriptions nationales ?

« La France possédera bientôt le commerce du Brésil ; vos colonies vous fournissent plus de coton et de sucre que vous n'en avez besoin ; vous ne prendrez donc plus les productions américaines en échange des objets de votre fabrication. Les Français le feront, car la Martinique ne peut fournir à leur consommation : ils échangeront leurs marchandises fabriquées, leurs soieries, leurs meubles, leurs vins, etc., contre des denrées coloniales, et incessamment ils auront tout le négoce du Brésil : ils auront également la préférence dans le commerce avec les colonies espagnoles, à cause de la religion et parce que les Espagnols, comme les autres nations, sont jaloux d'un peuple dont la puissance maritime est trop étendue : ils aideront, par conséquent, à l'affaiblir ; et la manière la plus sûre d'y parvenir est de diminuer le commerce de l'Angleterre.

« Une autre preuve de l'ineptie de vos ministres, c'est d'avoir exclu les nations de l'Europe du commerce des Indes, spécialement les Hollandais, qui deviendront les plus grands ennemis de l'Angleterre. Lorsque la France se sera relevée, vous verrez la Hollande se joindre à elle pour vous dominer.

Mon hypothèse porte sur ce qui doit se faire dans une vingtaine d'années. Si vous eussiez fait les demandes que je viens d'indiquer, elles vous auraient été accordées ; tant que vous conserverez la suprématie sur les mers, que vous insisterez sur ce prétendu droit de recherches et sur les autres articles de votre code de marine, les puissances continentales seront jalouses. Alors vous auriez pu conserver votre empire maritime, qui doit infailliblement déchoir si votre commerce relatif n'est pas plus étendu que celui des autres peuples. Mais vos ministres ont eu de fausses idées des choses. Ils se sont imaginé qu'ils pouvaient inonder le continent de marchandises anglaises, et en trouver le prompt débit. Non, non ; le monde est maintenant trop éclairé. Les Russes eux-mêmes diront : « Pourquoi, tandis que nos manufacturiers sont nombreux et instruits, enrichir cette nation pour la mettre en état d'entretenir le monopole et d'exercer la tyrannie sur les mers ? Vous verrez que, dans quelques années, il se vendra fort peu de marchandises anglaises sur le continent^[9]. J'ai donné une vie nouvelle aux manufactures. Les Français vous surpassent dans la fabrication des draps et de beaucoup d'articles. Ils font mieux que les Hollandais dans les toiles et la mousseline. J'ai contribué à former un grand nombre de fabricants ; j'ai affermi et développé l'institution de l'*École polytechnique* : les chimistes habiles sortent en grand nombre de cette école ; ils répandent aussitôt les connaissances de cette science dans les manufactures de l'empire, et appliquent la chimie aux arts. Tout marche en France, sur des principes certains et bien établis, l'ancienne méthode était vague et incertaine : à présent, le fabricant peut raisonner à fond ses opérations. Les temps sont changés ; vous ne devez plus compter sur le continent pour placer vos marchandises. L'Amérique, l'Espagne et le continent portugais sont vos seuls débouchés. Souvenez-vous de ce que je vous dis : dans une année ou deux, votre peuple se plaindra et dira : « Nous avons tout gagné, mais nous mourons de faim ; nous sommes dans une situation plus précaire qu'avant la paix. » Peut-être vos ministres se décideront-ils plus tard à ce qu'ils auraient dû faire auparavant. Vous n'êtes point en état, continua-t-il avec feu, de faire face, même à la Prusse, dans les champs de bataille ; et vous n'avez dû vos avantages sur le continent qu'à cette souveraineté maritime, que vous pourrez bien perdre si vos ministres s'entêtent à soutenir le misérable système militaire actuel. L'Angleterre a fait son va-tout. Elle a

gagné beaucoup, fait de belles et difficiles choses ; cependant le résultat est zéro, un bénéfice sans fruit. Le peuple meurt de faim, et est dans un état pire que pendant la guerre ; tandis que la France, qui a tout perdu, se relève et est florissante. La France s'est engraisée, malgré les saignées nombreuses qu'on lui a faites, tandis que l'Angleterre se trouve comme un homme à qui des liqueurs stimulantes ont donné une force trompeuse et momentanée, mais qui, une fois désenivré, retombe dans son état de débilité. »

10.— L'eau est très-rare à Longwood. Sir Hudson Lowe a ordonné que l'on conduisît à Hut's-Gate des chevaux de l'établissement. L'eau qui sort des canaux de la maison est verte et bourbeuse, et a une odeur de corruption ; une pièce de vin est ici plus facile à trouver qu'une bouteille de bonne eau. Les détachements du 53^e transportent chaque jour dans leur camp des tonneaux d'eau. Cette singularité rappelle l'Égypte à l'Empereur : l'eau y était hors de prix.

J'ai trouvé Napoléon assez triste. Le gouverneur ne lui a rendu qu'une partie de ses *Commentaires des campagnes d'Italie* ; il m'a chargé de lui dire que s'il les faisait transcrire, quoiqu'il n'eût à ce sujet aucun droit, il attendait de lui le renvoi des originaux lorsque cette transcription serait faite.

Je suis allé à *Plantation-House* pour faire part au gouverneur des inquiétudes de Napoléon.

12. — J'annonçai à l'Empereur que sir Thomas Strange, ancien grand juge dans les Indes orientales, désirait lui être présenté. J'ajoutai que sir Strange admirait beaucoup son génie, sa vie passée. Napoléon me dit : « Je ne veux recevoir que par l'entremise de Bertrand. »

Nous causâmes hier de Moreau. Entre autres questions, je lui fis celle-ci : « Quelle part peut-on attribuer à Moreau dans la conspiration ? » Napoléon répondit : « Moreau a avoué à tous ses avocats qu'il avait vu Georges et Pichegru, qu'il s'était entretenu avec eux, et qu'il se proposait de le dire lors de son jugement. Son conseil le dissuada de le faire, et lui dit que, s'il convenait avoir communiqué avec Georges, rien ne pourrait l'empêcher d'être condamné à mort. Moreau, dans une entrevue avec deux autres conspirateurs, persista à soutenir que la première démarche qu'il fallait faire

était de me tuer ; qu'il aurait plein pouvoir sur l'armée quand je ne serais plus, mais qu'il ne pourrait rien faire tant que j'existerais. Lorsqu'on vint l'arrêter, son acte d'accusation lui fut remis : il y était accusé d'avoir conspiré contre la vie du premier consul et la sûreté de la république, de complicité avec Pichegru et Georges. La précision des griefs le terrifia, l'acte lui tomba des mains, et il perdit même connaissance.

« Quand je livrai la bataille de Dresde, je fis attaquer la masse des coalisés. Le centre resta immobile. Pendant l'exécution de mes manœuvres, je remarquai un gros de cavaliers ennemis à cinq cents verges environ : je supposai qu'ils observaient mes mouvements ; j'appelai un capitaine d'artillerie qui commandait un parc de dix-huit ou vingt pièces : *Jetez une douzaine de boulets à la fois dans ce groupe-là*, lui dis-je, *peut-être y a-t-il quelques généraux*. L'ordre fut exécuté sur-le-champ ; un de ces boulets frappa Moreau, lui emporta les deux jambes et traversa son cheval. Plusieurs officiers de sa suite furent tués. Quelques minutes auparavant Alexandre avait causé avec lui. Moreau fut amputé sur le champ de bataille. Un de ses pieds, que le chirurgien avait laissé sur la place avec la botte qui l'enveloppait, fut apporté par un paysan au roi de Saxe, comme la preuve qu'un personnage d'une haute distinction avait été frappé par un boulet. Le roi, supposant que l'on pouvait trouver, à cet égard, un renseignement dans l'examen de cette botte, me l'envoya : je la fis examiner à mes quartiers généraux ; on put s'assurer que cette botte n'était ni de manufacture anglaise, ni française. Le lendemain, nous apprîmes que cette jambe était celle de Moreau. Ce qu'il y a d'assez extraordinaire, continua l'Empereur, c'est que, dans une action qui eut lieu quelque temps après, ayant ordonné au même officier d'artillerie de tirer, avec les mêmes canons, dans des circonstances à peu près semblables, sur un groupe d'officiers, le général Saint-Priest (un émigré, général distingué, qui était chargé d'un commandement dans l'armée russe) fut tué avec plusieurs officiers. Rien n'est plus destructeur qu'une décharge d'artillerie sur une foule d'individus. On peut éviter un ou deux boulets ; mais il est presque impossible d'échapper à dix-huit ou vingt. Après la bataille d'Essling, lorsque j'eus réuni mon armée à l'île de Lobau, il y eut des deux côtés, tacitement, entre les soldats, et sans que les généraux y eussent aucune part, une suspension d'armes : le feu n'eût produit d'autre avantage que celui de faire tuer

quelques factionnaires. Je courus à cheval pendant plusieurs jours et de tous les côtés. On n'attaqua ni d'un côté, ni de l'autre. Étant un jour accompagné d'Oudinot, je m'arrêtai un moment au bord de l'île, à peu près à quatre-vingts toises de distance de la rive opposée, sur laquelle étaient postés les ennemis. Ils m'aperçurent, et, m'ayant reconnu à mon petit chapeau et à mon habit gris, ils pointèrent sur nous une pièce de trois. Le boulet passa entre Oudinot et moi, et nous rasa de près tous deux. Nous donnâmes de l'éperon, et disparûmes promptement. Dans cette circonstance, l'attaque était, à peu de chose près, un assassinat. S'ils eussent tiré une douzaine de coups de canon à la fois, ils nous auraient tués.

14. — Napoléon a passé une très-mauvaise nuit : il est très-souffrant, il était encore couché ce matin à onze heures. « Docteur, m'a-t-il dit en m'apercevant, j'ai eu cette nuit une attaque de nerfs continuelle, qui m'a privé de tout repos ; j'ai eu un grand mal de tête et des agitations extrêmes ; j'ai perdu connaissance plusieurs fois : je pensais, j'espérais même qu'il me surviendrait une crise plus opiniâtre qui me tuerait avant le jour. Mon mal me paraissait ressembler à une attaque d'apoplexie ; ma tête était pesante, j'avais des tournoiements, comme si elle avait contenu une trop grande quantité de sang. J'essayai inutilement de me tenir debout. C'était une chaleur insupportable que je sentais : je me fis mouiller le crâne avec de l'eau froide ; l'eau finit par me paraître chaude, et avoir l'odeur du soufre, quoiqu'elle fût froide. »

Dans ce moment, sa transpiration était facile, la tête le faisait moins souffrir. Il m'entretint de la mort, il désirait que son corps fût brûlé. « On calmera ainsi leurs craintes, je ne reviendrai point. »

18. — Napoléon a ressenti dans la nuit une attaque comme celle du 13 moins violente pourtant. * Ali (nom qu'il donnait à Saint-Denis), effrayé, me jeta de l'eau de Cologne au visage, pensant que c'était de l'eau pure. L'âcreté de cette liqueur me causa de vives douleurs en m'entrant dans les yeux, je revins à la vie. »

21. — M. Gorrequer nous a écrit que le gouverneur permettait à Archambaud d'aller voir le lendemain son frère. Celui-ci, Santini et Rousseau étaient revenus du cap sur la frégate *l'Orontes* [\[10\]](#).

22. — Archambaud a revu son frère, en présence d'un agent anglais, mais il n'a pu ni voir ni parler à ses deux autres camarades.

23. — Hudson Lowe est venu à Longwood ; je lui ai fait part de l'indisposition de Napoléon. Il m'a répondu. « Il est inquiétant de penser qu'une de ces nuits, une pareille attaque puisse le tuer. Cette fin est inévitable, lui répliquai-je, si Napoléon ne change pas de régime, il lui faut l'exercice de la vie active.

Alors le gouverneur m'a demandé comment on pourrait lui faire prendre de l'exercice. Il faudrait diminuer la gêne qu'imposent les restrictions. Le gouverneur parle toujours du danger qu'il y aurait à laisser plus de liberté à un tel personnage.

Je suis entré chez Napoléon, il m'a dit : Le gouverneur fait des propositions à Bertrand, mais elles sont obscures et louches ; je ne puis y saisir sa véritable pensée. Il dit que Las Cases n'est point emprisonné ; mais alors il peut voir des Français, des Anglais, sans la présence de ses geôliers ? — Non. — Mais qu'entend-il par être en prison ?

« Mon Dieu ! que j'ai été fou de me lancer dans les mains des Anglais ! J'avais de fausses idées sur leur caractère national ; ils m'apparaissaient avec une grandeur véritable. Un peu d'orgueil me conseillait de ne point me rendre à ces rois que j'avais vaincus tant de fois : j'ai été bien puni de cette fausse honte et de mon estime pour vous. »

M. Baxter et moi nous sommes allés voir M. de Las Cases et son fils. Nous avons rédigé ensuite un rapport sur la santé du jeune homme ; nous l'avons adressé au gouverneur. Son affection est une dyspepsie. Le climat de l'Europe peut seul le rétablir.

26. — Le gouverneur veut bien faire reculer la limite des promenades de Napoléon : il aura, comme du temps de l'amiral, la liberté de parler à ceux qu'il rencontrera sur son chemin.

Je suis allé voir Napoléon pour causer de ces changements. « En effet, mon seul désir, m'a-t-il dit, est que tout soit remis sur le même pied que pendant le gouvernement de l'amiral. Le gouverneur aurait raison de refuser la permission de venir chez nous aux personnes qui éveilleraient ses soupçons, mais qu'il y laisse venir les habitants honorables de l'île, les voyageurs connus. » Il ajouta : « Si je rencontrais un homme dont la

conversation me fit plaisir, tel que l'amiral, je désirerais pouvoir l'entretenir une seconde fois, l'inviter à dîner, comme j'en avais la coutume avant l'arrivée du gouverneur. Qu'on m'en laisse la liberté. Je demande aussi que la position de mes compagnons soit définie ; par là ils échapperont aux insultes des agents du gouverneur et à sa volonté : voilà les bases d'un accommodement. Mais le gouverneur n'a ni justice ni élévation ; il traite un homme comme le cheval auquel on donne une botte de foin et un toit pour l'abriter. Sa politique est celle des petits princes de l'Italie : écrire et promettre beaucoup, offrir l'apparence de la liberté, et en refuser le moindre avantage. »

27. — Le gouverneur, auquel j'ai présenté les bases d'une réconciliation avec l'Empereur, accepterait s'il consentait à ne recevoir les adieux de Las Cases qu'en présence d'un officier anglais.

28. — Napoléon est malade ; toute la nuit, il a éprouvé un mal de tête très-violent. Je l'ai vu à trois heures du soir, il était encore couché, et n'avait reçu personne. Je ne lui ai rapporté qu'une partie de ce que le gouverneur m'avait dit au sujet d'un arrangement, que lui, Napoléon, confierait volontiers à l'arbitrage de l'amiral ; mais j'ai craint de l'irriter en lui disant la condition qu'il y met : l'accompagnement de M. Las Cases par un officier anglais. J'étais encore dans sa chambre lorsque Marchand vint lui apprendre que l'eau manquait, et qu'on ne pouvait lui donner le bain qu'il avait demandé. L'Empereur ne témoigna pas de mécontentement ; il me dit qu'il ne pourrait pas recevoir ce jour-là sir Pultney, si cet officier se présentait ; il recommandait, dans ce cas, de le conduire chez le général Bertrand.

Sir Pultney et lady Malcolm se sont présentés à Longwood, et ont rendu visite aux familles Bertrand et Montholon. Sir Pultney ne fait encore rien de la proposition du gouverneur de s'en rapporter à lui pour un arrangement : c'est avec tout son zèle qu'il s'efforcera de remplir cette mission.

J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher avec le maréchal Bertrand. Le paquet de lettres que j'avais reçu du gouverneur était devant lui. Il venait de connaître la réponse d'Hudson Lowe, relative à la demande d'une visite d'adieu de Las Cases ; il a fait la réflexion que les criminels, condamnés à mort, avaient la liberté de dire adieu à leurs amis, sans que personne y fût

présent. Napoléon dicta aussitôt au général Bertrand une protestation contre ces rigueurs avilissantes.

Voici ce qu'il m'a dit ensuite : « Ce gouverneur est un homme indigne de remplir le poste qu'on lui a confié ; il a de la ruse, mais ni talent ni fermeté. Il est soupçonneux, astucieux, menteur, double et plein d'insinuation : c'est un Italien d'il y a deux ou trois siècles. Il ne peut pas même dire simplement le bonjour ; on devrait l'envoyer à Goa. Je ne pense pas qu'il refuse définitivement à Las Cases de venir nous dire adieu.

« Que peut-il craindre ? que je lui dise d'écrire à ma femme : il le fera bien sans moi. Que je lui fasse part de nouveaux projets : il connaît toutes mes pensées. Le gouverneur pense-t-il que l'Europe soit une mine, et que Las Cases soit l'étincelle qui doit y mettre le feu ? »

29. — Poppleton a reçu une lettre du gouverneur, qui, à côté de la suscription, offrait ces deux mots : « très-pressée ; » une autre lettre adressée au comte Bertrand disait que, par suite de la conduite de Las Cases à Longwood, il ne pouvait pas le laisser prendre congé, sans témoin, du général Bonaparte. Quelques moments après, les généraux Bertrand et Gourgaud, le capitaine Poppleton partirent pour la ville, pour dire adieu à MM. de Las Cases.

Les intentions du gouverneur furent assez mal remplies ; car, une fois réunis, le capitaine Poppleton les laissa s'entretenir seuls. Le colonel Winyard et le major Gorrequer, chargés de les surveiller, de les écouter, se tinrent à l'écart. Il était près de trois heures quand Las Cases et son fils s'embarquèrent à bord du sloop de guerre *le Griffon*, pour le cap de Bonne-Espérance. Le gouverneur et sir Thomas Reade les accompagnèrent jusqu'au vaisseau. Le journal de M. de Las Cases et tous ses papiers sont encore dans les mains du gouverneur. Las Cases a laissé, avant de partir, l'autorisation de toucher à Londres, chez divers banquiers, 4.000 livres sterling qu'il y possède : cet argent est offert à Napoléon.

Cipriani a emporté ce matin, de Longwood, 500 livres sterling en argenterie.

1er janvier 1817. — Napoléon a reçu ce matin dans le salon. Je lui ai exprimé mes vœux pour lui. « J'espère, m'a-t-il dit, que l'année qui commence changera cette affreuse position. » Il était très-gai, malgré la

teinte triste des dernières paroles. Le général Montholon arriva ; Napoléon alla à lui, et, lui ayant parlé bas, il sortit et rentra avec une tabatière qu'il remit à l'Empereur, qui, venant à moi, me l'offrit. Je n'ai pas besoin de dire que ce présent, reçu des mains d'un tel homme, m'a touché profondément !

Mesdames Bertrand et Montholon ont reçu également d'inappréciables présents : c'étaient quelques pièces précieuses de la belle porcelaine que lui avait donnée la ville de Paris. Le général Bertrand reçut un superbe échiquier.

Le temps était si mauvais et si couvert, qu'il était impossible de voir le signal de *Deadwood*.

3. — Napoléon a été malade cette nuit, mais ce malaise a été sans suite.

Ce matin je lui ai demandé, dans une conversation générale, son opinion sur Georges Cadoudal. « Georges avait du courage, mais il n'avait que cela. Je cherchai à le gagner, parce que je désirais calmer tous les partis. Je le fis appeler ; il vint, et je lui parlai longtemps. Son père était meunier. Georges était grossier, ignorant. Cette audience n'eut aucun résultat ; quelques jours après, il partit pour Londres. »

5. — Le gouverneur fait de nouvelles ouvertures au sujet des promenades. Je lui ai dit que, si des mesures plus larges sont arrêtées, il faudra en prévenir le poste de Hut's-Gate, qui, sans cet avertissement, continuera de faire arrêter les Français qui passeront les limites actuelles à Hut's-Gate. Le gouverneur répondit que les sentinelles n'avaient point l'ordre de les arrêter ; il eut l'air d'être étonné de l'arrestation des généraux Montholon et Gourgand, se rendant à la maison d'alarme, qui se trouvait dans les limites. « Les factionnaires, me dit-il, n'ont jamais reçu cette consigne. » Je lui répliquai que, deux fois, j'avais été arrêté moi-même à cette place. « Cela est impossible, me répondit-il. — Je puis prouver ce fait. La sentinelle m'avait arrêté, parce qu'elle sa consigne lui prescrivait d'arrêter les personnes suspectes. Lowc se mit à rire. Il se propose quelques changements, mais ces changements ne reculeront pas effectivement les limites.

Peu d'instant après, j'ai vu Napoléon, et lui ai communiqué le message du gouverneur ; il m'a demandé si l'on avait placé des piquets sur les hauteurs, comme on l'avait fait lorsqu'il était allé se promener à cheval

dans cette direction. J'ignorais cela, n'y ayant fait aucune attention. Alors Napoléon a pris sa lunette, et l'a tournée du côté de Hut's-Gate.

J'ai parlé à Napoléon du succès de lord Exmouth devant Alger ; il m'en a félicité, et a loué avec chaleur l'intrépidité de nos marins ; il a fait plusieurs réflexions intéressantes. J'en citerai quelques-unes : « Si les Algériens eussent fait feu quand vous avez opéré votre descente, au lieu de vous permettre de prendre tranquillement position, et de jeter l'ancre, comme si vous passiez une revue, vous n'eussiez pas réussi. Supposons que le dey d'Alger eût refusé, le lendemain de la bataille, de consentir à une seule des conditions de lord Ky mouth, qu'aurait fait votre amiral ? Rien, de toute évidence ; il ne se serait pas avisé d'attaquer une seconde fois avec des bâtiments démantelés, et manquant de poudre. Il eût été obligé de faire retirer sa flotte, la marine anglaise eût reçu là un affront ! car vous-mêmes vous avez appris à ces misérables à se battre.

« Si vous les avez frappés de terreur, si les lois que vous avez faites sont observées, vous aurez rendu un grand service à l'humanité. Je crains à présent que les Algériens ne veuillent pas changer la condition des prisonniers, et ne les soumettent toujours à l'esclavage ; je crains même que les prisonniers ne soient plus maltraités qu'auparavant, attendu que ces barbares n'auront plus d'espérance de rançon, ce qui était la raison qui les engageait à protéger la vie de leurs captifs. Ils les massacreront, les jetteront à la mer, ou les mutileront horriblement ; car ils croient faire une action méritoire en détruisant les infidèles ! »

Napoléon conserve une haute estime pour lord Nelson : il a cherché à atténuer le reproche que l'on adresse à sa mémoire, quant à l'exécution de Tarracioli, qu'il a rejetée sur le compte de cette méchante femme L* R* C*.

J'étais dans la chambre de Napoléon lorsque le général Gourgaud est arrivé, se plaignant d'avoir été arrêté par la sentinelle de Hut's-Gate vers les cinq heures du soir, au moment où il parcourait à cheval l'intérieur des limites. Il a été retenu jusqu'à l'arrivée du sergent commandant le poste. Le gouverneur m'avait parlé de plus de liberté ; ses promesses n'étaient pas tenues.

6. — Je tiens de Cipriani des détails intéressants sur M. Pozzo di Borgo ; son père était berger : il apportait tous les jours des œufs et du lait à la

famille de Bonaparte. Comme le jeune Borgo était un enfant spirituel, Madame Mère s'y intéressa, et paya longtemps les mois d'école. Les fils de Bonaparte étant encore trop jeunes, la famille fit nommer ce jeune Corse député à l'assemblée législative. Pozzo di Borgo revint en Corse, nommé procureur général ; mais il s'y lia avec Pesaldi, et devint, comme lui, ennemi acharné de Napoléon.

7. — Napoléon a écrit lui-même, et fait écrire sous sa dictée jusqu'à trois heures du matin ; il s'est alors couché, s'est relevé à cinq heures, et a pris un bain chaud. Il n'a rien mangé jusqu'à sept heures du soir, et s'est mis au lit à huit.

8. — Je me suis entretenu avec Napoléon, de Desaix ; je l'ai prié de me dire s'il était vrai, qu'avant de mourir, il eût prononcé ces paroles : « *Dites au Premier Consul que je meurs avec le regret de n'avoir point assez fait pour vivre dans la postérité.* » — Oui, dit Napoléon. Il fit un vif éloge de Desaix.

Le brouillard était si épais qu'on ne pouvait exécuter les signaux.

10. — Napoléon a reçu sir Pultney Malcolm, et les capitaines de la marine royale, Meynel et Wauchope, qui sont venus à Longwood. L'Empereur a raconté à l'amiral quelques circonstances de sa vie.

Je suis allé à la ville, et j'ai prié Reade de permettre aux Français de Longwood d'acheter deux vaches.

L'épaisseur du brouillard a été telle que le signal de tout est bien {*All's well* !} ne pouvait être vu ; on en a fait instruire le gouverneur et l'amiral par des ordonnances.

11. — Le mauvais temps a continué.

J'ai demandé quelques renseignements à Napoléon. Ces renseignements le concernent. « A votre départ pour l'Égypte, étiez-vous aussi mince qu'on le disait ? — Oui, très-fluet, mais d'une constitution nerveuse et solide, qui avait supporté des épreuves qui aurait abattu des hommes vigoureux et trempés : à trente-six ans j'ai pris de l'embonpoint. J'ai travaillé souvent quinze heures sur vingt-quatre, sans prendre ni nourriture ni repos. Dans quelques circonstances même, j'ai travaillé sans relâche pendant trois jours et trois nuits. »

14 — J'ai demandé au *major de brigade* Harrison, dont le poste est à Hut's-Gate, s'il avait précédemment eu quelque changement dans les

Ayant parlé ensuite à ordres donnés ; si Napoléon pouvait dépasser le piquet planté à cette porte, et faire, sans être suivi d'un officier anglais, le tour de la maison de miss Mason et de Woody Ranye. Le major Harrison m'a répondu qu'il n'avait point reçu de nouvelles instructions, et que, si Napoléon voulait dépasser les limites, les sentinelles l'arrêteraient. Voilà la probité du gouverneur !

« On m'a imputé la mort de Picbegru, Wright, etc., mais pourquoi ? je n'avais aucun besoin de ces actions sanglantes ; j'avais besoin au contraire de son témoignage, pour prouver que Pitt gageait des scélérats chargés de m'assassiner. Je pense que Wright s'est tué pour ne pas compromettre son gouvernement ; et, quant à Pichegru, sa culpabilité était trop évidente pour qu'il pût échapper à une condamnation capitale ; peut-être qu'après cela je lui aurais pardonné. Si on eût fait mourir Moreau secrètement, alors, oui, on aurait pu dire que je l'avais fait assassiner, toutes les apparences m'eussent accusé, car c'était le seul homme que je pusse redouter ! il fut reconnu innocent ! Il était *bleu* comme moi, Pichegru était *blanc* : on savait qu'il était payé par Pitt, et sa condamnation était immanquable.

« Nul autre que moi n'a su monter si haut de lui-même, sans abattre dans le sang les barrières et les rivaux. Un parent du duc de Bedford, dînant avec moi à l'île d'Elbe, m'a dit qu'on pensait en Angleterre que le duc d'Enghien n'avait pas été jugé, mais assassiné pendant la nuit dans sa prison, et fut surpris quand je lui dis qu'on lui avait fait un procès en règle, et que la sentence avait été publiée avant l'exécution. »

Je saisis l'occasion pour demander à Napoléon s'il était vrai que M. de Talleyrand eût retenu une lettre que le duc d'Enghien lui écrivit, laquelle ne lui eût été remise que deux jours après la mort de ce jeune prince. « Rien n'est plus vrai, me répondit-il ; le duc m'offrait ses services, me demandait un commandement. Talleyrand ne me remit cette lettre que deux jours après l'exécution du jugement.

« Coupable d'avoir porté les armes contre ses concitoyens, le duc d'Enghien fut jugé, condamné, fusillé, comme le commandaient les lois en vigueur.

« Vos ministres ont dénaturé ces faits. Quand il est question de la France, ils se rappellent toujours ce que disait le grand Chatam : « *Si nous agissions de bonne foi avec la France, l'Angleterre n'aurait pas un quart de siècle à vivre.* »

Il revint à Talleyrand : « C'est, me dit-il, un *briconne* capable de tous les crimes.

Ayant ensuite parlé à Napoléon d'objets traités dans une nouvelle dépêche du gouverneur, il me dit : « J'ai été vivement affligé de voir refuser à Las Cases la faculté de me faire ses adieux de vive voix ; c'est un acte superflu de barbarie ; il a augmenté, il est vrai, ma peine. »

L'Empereur m'a demandé le catalogue des livres de la bibliothèque de *James Toown*, et m'a prié de lui communiquer les renseignements que je pourrais recueillir dans l'île sur l'Égypte.

L'Empereur est sorti aujourd'hui pour la première fois ; il est allé chez madame Bertrand pour la féliciter de son heureux accouchement. « *Sire, lui a dit madame Bertrand, j'ai l'honneur de présentera Votre Majesté le premier Français qui, depuis notre arrivée à Longwood, s'y soit introduit sans la permission de lord Bathurst.* »

27. — Dans son bain, l'Empereur s'est plaint de vives douleurs de tête ; il n'a pas de sommeil. Je l'ai engagé à faire plus d'exercice, car l'absence d'exercice est la cause de l'affaiblissement effrayant de sa constitution. Il pense comme moi à cet égard, mais il lui est impossible de se décider à prendre cet exercice : un découragement invincible le domine.

J'ai parlé à Napoléon de plusieurs conspirations tramées contre lui, voici ce qu'il m'a dit pour celle de la *machine infernale*.

« On était à l'approche de Noël, de belles fêtes se préparaient. Ce jour-là on me pressa d'aller à l'Opéra, mais, épuisé par le travail de la journée, je cédai à un accès de sommeil, et restai sur un sofa ; Joséphine vint m'éveiller, et insista pour que je me montrasse au théâtre, car elle était avide de popularité pour son époux ; je me levai et montai en voiture, et tombai aussitôt dans un nouvel assoupissement : l'explosion m'en tira. La

commotion que je sentis fut celle qu'eût produit le soulèvement de la voiture pour la lancer dans un courant très-rapide ; j'étais accompagné de Lannes et de Bessières. Les conjurés avaient fait faire une charrette comme celles dont on se sert pour porter de l'eau dans Paris, avec cette différence que le tonneau était placé en travers. Un de ces conjurés, le nommé Limoléan. remplit le tonneau de poudre, et le plaça au détour d'une rue que je devais traverser. Je dus mon salut à cette circonstance, que la voiture de Joséphine étant semblable à la mienne, et l'une et l'autre se trouvant escortées de quinze hommes, Limoléan ne put savoir d'avance dans laquelle je me trouvais ; incertain, il s'avança pour regarder dans nos voitures, afin de s'assurer de ma présence. Un de mes gardes, gaillard grand et fort, choqué ou inquiet de voir cet homme barrer le passage, et chercher ainsi à me voir dans la voiture, poussa son cheval sur lui, et lui donna un coup de sa botte, qui le renversa. Pendant ce temps la voiture passa. Limoléan relevé, et qui m'avait aperçu, courut à la charrette et y mit le feu : l'explosion eut lieu entre les deux voitures ; la détonation fut effroyable, elle tua le cheval d'un de mes guides, blessa le cavalier, démolit plusieurs maisons, et tua environ cinquante personnes.

« On se mit sur la trace des coupables. La police fit alors rassembler les débris de la charrette ; tous les ouvriers de Paris furent appelés pour les reconnaître : les renseignements qu'on recueillit, après cet examen, ne furent qu'insignifiants ; on sut pourtant que les matériaux de cette charrette avaient été achetés par deux hommes ayant l'accent bas breton ; ce fut, dans le premier moment, tout ce qu'on put apprendre.

On a dit alors que j'avais été sauvé par mon cocher, ce fait n'est pas tout à fait exact, puisqu'il était gris. C'est le guide qui m'a sauvé. Je ne dis pas que mon cocher ne m'ait grandement servi : son élan eut là une rapidité extraordinaire. Mais remarquez son peu de présence d'esprit dans cette scène, puisqu'il prit celle détonation épouvantable pour une décharge faite sur mon passage, en mon honneur ; je vous l'ai dit, Paris allait entrer dans des fêtes.

« Les cochers de la capitale offrirent un dîner ou mien, quelques jours après ; on y but largement, on y porta plusieurs fois la santé de César. Tout à coup un cocher dit haut : « César, je crois a présent avoir vu les hommes qui ont essayé d'assassiner le Premier Consul l'autre jour. Dans telle rue et dans

telle maison, j'ai vu une charrette comme un tonneau à eau, sortir d'un passage ; comme je n'en avais jamais vu dans cet endroit, cela me frappa : je reconnaîtrais certainement le cheval et les hommes.

« Le ministre de la police interrogea cet homme, qui conduisit les agents de l'autorité à la maison dont il avait parlé. En effet, on y trouva des traces significatives, même la preuve de la préparation du crime, des instruments, un baril qui avait contenu la poudre, etc.

« Les déclarations du propriétaire de la maison firent connaître que, depuis peu de temps, des hommes, qu'il soupçonnait se livrer à la contrebande, étaient venus se loger chez lui, que le jour du crime, il les avait vus sortir avec une charrette, qu'il avait supposée remplie de marchandises prohibées ; que l'un de ces hommes paraissait appartenir à un rang plus élevé que les autres. De nouvelles recherches furent faites : enfin Saint-Régent et Carbon furent arrêtés, jugés, condamnés, exécutés. »

L'empereur poursuivit : A Schoenbrunn j'échappai encore à un péril imminent. C'était après la reddition de Vienne. Je passais mes troupes en revue ; un jeune homme s'approcha très-près de moi. Berthier le repoussa en lui disant que s'il avait à me parler, il fallait qu'il choisît un autre moment. « Adressez-vous au général Rapp, lui dit-il en allemand, il vous répondra, » Le jeune homme, se tournant vers celui-ci, lui dit qu'il désirait me remettre un Mémoire. Rapp lui fit la même réponse que Berthier, qu'il ne pouvait pas m'aborder dans ce moment ; le jeune homme parut insister, mais en gardant le silence ; il faisait semblant en même temps de chercher un *placet* dans sa poche. Rapp, impatienté, le repoussa vivement, mais il revint ; son insistance alarma le général Rapp qui avait déjà été frappé par sa physionomie sombre et ses yeux ardents, et qui le suivait depuis quelques minutes ; il le fit arrêter pour le faire examiner après la revue. Les gardes, eu l'entraînant, remarquant qu'il tenait une main cachée dans sa poitrine, le fouillèrent et trouvèrent sous son gilet un long couteau. Interrogé tout de suite sur l'usage qu'il comptait en faire, il répondit : *Tuer l'Empereur*, et il releva la tête avec fierté. On vint me parler de cet incident ; après la revue je me fis amener ce jeune fanatique. Je lui demandai ce qu'il me voulait : « *Vous tuer.* — Que vous ai-je fait pour vouloir attaquer ma vie ? — *C'est vous qui avez ruiné, asservi ma patrie ; j'ai cru que Dieu m'appelait à être l'instrument de votre mort.* » Il parla de Judith, d'Holopherne, et me parut

guidé par le fanatisme de religion ; C'était le fils d'un ministre protestant d'Erfurth ; son père ignorait son projet. Je fis venir Corvisart et lui dis de tâter le pouls de cet insensé. Après l'avoir examiné et lui avoir adressé diverses questions, Corvisart me dit que ce jeune homme était calme et dans tout son sens. Je dus donner l'ordre de l'enfermer immédiatement dans un lieu sur, où on ne lui donna aucune nourriture durant vingt-quatre heures, et seulement de l'eau. Je voulais, en employant ce moyen, lui donner le temps de se calmer, de réfléchir ; qu'ensuite on l'examinât quand son estomac serait vide, et dans un moment où rien ne pourrait échauffer ou exalter son imagination. Les vingt-quatre heures écoulées, je l'envoyai chercher, et je lui dis : « Si je vous accordais votre pardon, feriez-vous d'autres tentatives contre ma vie ? » Il hésita pendant quelques instants et enfin il me dit, avec un regret visible, qu'il n'en ferait pas parce qu'il pensait que si son projet eût été agréable à Dieu, il l'eût mieux secondé dans sa première tentative. J'avais toute envie de lui pardonner, mais on me fit remarquer que l'extrême hésitation de sa réponse, au bout de vingt-quatre heures de jeûne, d'emprisonnement, était la preuve « qu'il conserverait des intentions contre moi ; je l'abandonnai aux tribunaux.

« Dans un autre temps, le roi de Saxe me prévint qu'un jeune homme allait partir de Stuttgart pour se rendre à Paris, dans le but déclaré de m'assassiner. Le roi m'adressait le signalement de l'individu. Il ne fut arrêté qu'à Paris dans la chapelle des Tuileries. Il a d'abord avoué qu'il avait eu l'intention de me tirer un coup de pistolet ; mais que, craignant de ne pas m'atteindre, il avait préféré se servir du poignard. On trouva cette arme sur lui. Je l'arrachai à la mort, et le fis enfermer ; il resta en prison jusqu'après ma chute, puis il fut mis en liberté. Il déclara quelque temps après que son dessein n'était plus de me tuer, parce que j'étais vaincu ; mais de tuer le roi de Prusse, pour avoir maltraité les Saxons et la Saxe. Après mon retour de l'île d'Elbe, lorsque j'allai faire l'ouverture des chambres, je revis ce même homme sur mon passage. C'était au commencement de la séance, dans la salle. On n'a pas su comment il s'y était introduit. Un accident l'y fit tomber, presque dans le même moment ; et un paquet, renfermant quelques préparations chimiques, éclata dans sa poche et « lui fit une blessure grave. Je n'ai pas su quelles étaient ses intentions ce jour-là. Il fut arrêté. Cet

accident répandit l'alarme dans l'assemblée. Il me semble avoir entendu dire que depuis, cet homme s'était jeté dans la Seine. »

Je me permis d'adresser à l'Empereur une nouvelle question sur le projet qu'il avait conçu d'une descente en Angleterre. » Je me proposais de diriger tout moi-même, m'a-t-il répondu. Deux flottes auraient été envoyées dans les Indes Occidentales. Mais elles en seraient revenues immédiatement en se dirigeant sur le Ferrol. Elles en auraient fait lever le blocus et auraient protégé à leur sortie les vaisseaux de guerre qui s'y trouvaient renfermés. Avec ces renforts, ces flottes eussent trouvé, à Brest, quarante bâtiments de ligne qui les attendaient. Cette réunion effectuée, ces vaisseaux eussent fait voile pour la Manche, d'où les forces anglaises eussent été chassées par les nôtres ; ensuite, par des alarmes habilement répandues ; je comptais bien vous forcer d'envoyer des escadres à la recherche de mes flottes dans les Indes orientales et occidentales, et dans la Méditerranée. Avant que ces escadres eussent été de retour, j'aurais été le maître du canal pendant deux mois, ayant à ma disposition environ soixante-dix vaisseaux de ligne, indépendamment des frégates. J'aurais passé en Angleterre avec une flottille et deux cent mille hommes ; j'aurais débarqué le plus près possible de Chatam, et de là, je me serais dirigé sur Londres, où je pouvais arriver quatre jours après. J'aurais proclamé la république ! J'étais alors premier consul. J'eusse aboli sans coup férir la noblesse anglaise, la chambre des lords ; j'eusse donné à votre grand peuple les terres des gentilshommes opposés à mes projets : la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple, ces belles institutions établies en principes, m'eussent fait de nombreux partisans. La chambre des communes fût demeurée, sauf des réformes dans le mode électoral. La Grande-Bretagne eût vu alors que nous venions, comme amis de la nation, pour l'arracher au joug d'une aristocratie insolente, perverse, pourrie, et donner à son gouvernement les formes du siècle. La discipline de mes troupes eût justifié mes vues ; j'eusse sévèrement puni les moindres excès. En raisonnant d'après le grand sens des Anglais, ces changements m'eussent valu un parti formidable. J'eusse encore insurgé l'Irlande qui serait accourue à moi. » Je combattis plusieurs de ces hypothèses, et je dis à Napoléon que son armée se serait incessamment affaiblie, qu'un million d'hommes se seraient levés contre lui : que la ville de Londres eût été brûlée. « Je ne craignais pas cela, dit-il,

vous êtes trop opulents, trop amis du luxe et des agréments de la vie pour brûler le théâtre de votre civilisation. Les Parisiens n'ont-ils pas juré de s'ensevelir sous les murs de leur ville plutôt que de souffrir la domination étrangère ? Paris, malgré cela, a été pris deux fois ; on ne peut pas dire ce qu'eussent été les événements ; mais je reste persuadé qu'une meilleure division des fortunes eût produit un grand effet sur le peuple anglais.

« Quelle résistance eût pu faire une armée improvisée contre la mienne, dans un pays qui, comme l'Angleterre, abonde en plaines ? Tout ce que vous venez de m'objecter, j'y avais songé ; mais j'avais aussi calculé l'effet qu'aurait produit la prise d'une ville grande et aussi opulente, de la banque, de toutes vos richesses, de vos batiments dans la Tamise et à Chatam.

« Je pensais rester maître du canal durait deux mois. Ce temps m'eût suffi pour agglomérer et disperser mes régiments, si bien qu'au retour la flotte britannique eût trouvé l'Angleterre hors de lutte, conquise, vaincue. Mes proclamations eussent eu en vue les opinions, les besoins du peuple, les matelots, les soldats, les moins favorisés de toutes les classes, etc. ; j'abolissais les coups de garçette. Ces proclamations contre une aristocratie avare et tyrannique, s'enrichissant du sang du peuple, l'établissement de la république, l'abolition de la monarchie, de la noblesse, le juste partage des biens, m'eussent gagné l'affection du peuple de Londres, de tous les mécontents ; je n'avais besoin que de ces incidents pour établir la suprématie de la France. »

A quelques objections sur l'esprit de nationalité des Anglais, Napoléon m'a répondu : « Il existe plus d'esprit national chez vous qu'en France ; cependant, je ne puis croire que vous eussiez « consenti à brûler Londres. L'incendie de la ville de Moscou, bâtie presque entièrement en bois, était d'une exécution facile. Celui de Londres n'eût point réussi sans des préparatifs impossibles et qui eussent trouvé des opposants. Je ne vous eusse pas attaqués comme à Rosette ; mais en vous portant précipitamment des coups terribles, je fusse arrivé, avec la rapidité du tonnerre, aux portes de Londres. Mon héroïque armée eût brisé toutes vos barrières !... Je sais bien que des objections pour et contre mon projet ne manquent pas ; mais une fois maître de Londres, un succès complet suivait l'invasion.

« Après le traité d'Amiens, une bonne paix avec l'Angleterre était possible. Quoi qu'en aient dit vos ministres, j'ai toujours été disposé à

reconnaître sincèrement des conditions avantageuses aux deux nations.

« Pitt et vos ministres ont menti en disant que j'avais refusé la paix. Je vous l'ai offerte, établie sur la réciprocité dans les avantages. Je vous ai offert un traité de commerce. Je demandais l'échange des produits des deux nations, des valeurs respectives ; mais la fierté de vos ministres se révolta à cette proposition, et depuis ces mêmes hommes ont crié partout en Europe que je ne voulais pas la paix ! Je la voulais, mais équitable. Je ne les craignais pas ; je n'ai jamais violé les conditions de la paix d'Amiens. »

« On vous a beaucoup accusé d'avoir cherché la monarchie universelle. Aviez-vous donc un si grand but ? osai-je lui demander. — Non, mon projet était de rendre la France la plus grande des nations, je n'ai eu que ce dessein, mais je l'ai eu dix ans. Je ne voulais point aller au delà des Alpes ; je me proposais, en incorporant Naples, la Sicile et toute l'Italie en un royaume, ayant Rome pour capitale, de donner cet état à un second fils que j'étais fondé d'espérer. J'aurais retiré Naples à Murat. »

Je lui ai demandé s'il lui aurait donné un autre royaume. « Oh ! a-t-il répondu, tout cela se serait arrangé aisément.

« Si j'étais appelé à conduire les affaires de l'Angleterre, dit Napoléon dans un autre moment, je ferais consacrer les revenus de l'Église, hors un dixième environ, à la liquidation de la dette nationale. J'excepterais les établissements peu rentés ; mais je ne voudrais pas que le plus haut revenu des ecclésiastiques s'élevât au-dessus de mille livres sterling. Quels besoins ont donc les prêtres ? pourquoi veulent-ils ces richesses immenses ? Jésus-Christ leur a recommandé, comme pasteur de la multitude, l'exemple de l'humilité, du désintéressement et de la pauvreté ; il ne leur a prescrit ni ce luxe insolent, ni de passer leurs jours dans une honteuse oisiveté. J'affecterais encore au paiement de la dette publique le revenu des sinécures. Je ne laisserais ces charges que comme récompenses des services rendus ; et là, j'eusse demandé aux titulaires des services, du travail dans l'intérêt social. Émancipez les catholiques, ils payeront volontiers d'immenses sommes pour acquitter la dette publique. Qui peut donc empêcher cette mesure dans vos conseils ? Quand toutes les nations sacrifient leurs préjugés, vous conservez les vôtres ; vous défendez de vieilles lois couvertes de rouille qu'anime l'esprit des siècles intolérants ! Lorsque la question de l'émancipation, demandée chez vous, fut gravement

agitée, j'eusse donné de grand cœur cinquante millions pour être assuré que vous n'accepteriez pas cette proposition.

« Par cette mesure, vous auriez ruiné mes projets sur l'Irlande, certain que si vous émancipiez les catholiques, ils seraient devenus des sujets aussi loyaux que les protestants. Maître de ces affaires, j'eusse mis une taxe sur les absents, et peut-être que j'eusse réduit l'intérêt de la dette ; ces questions sont graves ; il faut oser les aborder. »

Je lui parlai de quelques actes d'intolérance des catholiques anglais ; il me répondit :

« Affranchissez-les, donnez-leur le rang politique, laissez-les venir au parlement, et ils ne seront plus intolérants. La persécution des opinions produit le fanatisme. Cette intolérance dont vous vous plaignez découle de vos lois oppressives : modifiez-les, et l'esprit d'intolérance s'éteindra chez les catholiques ; agissez envers eux, comme j'ai agi envers les protestants de France. »

30. — Napoléon s'est plaint de nouveau de l'hypocrisie d'Hudson. « Dites-lui que sa conduite, en acceptant la médiation de l'amiral et en la déclinant ensuite, est celle d'un homme *senza parola e senza fide* (sans parole et sans foi). Il a manqué au devoir le plus simple, rompu un traité que les Bédouins envisagent, d'homme à homme, comme sacré, mais que les agents des ministres anglais ne respectent pas ! »

31. — Je suis allé chez le gouverneur, et lui ai fait part, avec une grande modération, du message dont j'étais chargé. Il m'a répondu qu'il s'effrayait peu des plaintes que le général Bonaparte pouvait adresser en Angleterre.

L'amiral Malcolm, lady Malcolm, et le capitaine Meynel sont venus chez Napoléon.

1^{er} février. — Les discussions avec le gouverneur reprennent une nouvelle vivacité.

Il a rompu le cachet d'une lettre que le général Bertrand écrivait à son père, pour lui annoncer qu'un nouvel enfant lui était né ; cette lettre se terminait par ces mots : « Nous écrivons à M. de La Touche pour lui donner d'autres renseignements. » Ces mots effrayèrent le gouverneur, qui pensa qu'on avait déjà écrit ; il dépêcha aussitôt un message au comte Bertrand,

pour se plaindre. Il fallut lui expliquer que cette lettre n'avait point encore été écrite.

J'ai rencontré Hudson Lowe sur les hauteurs de Hut's-Gate. Je lui ai dit que Napoléon se plaignait encore de la surveillance sévère dont lui et les siens étaient l'objet. Je ne déguisai rien de l'aigreur des paroles de Napoléon : Hudson Lowe pâlit. Je lui rappelai qu'on ne pouvait pas trouvera Longwood de l'eau en quantité suffisante pour procurer à Napoléon quelques bains. « Je ne savais pas, dit-il, que le général Bonaparte eût besoin de se faire bouillir pendant un si grand nombre d'heures dans l'eau chaude ! »

2. — J'ai vu Napoléon, il était au bain. Bertrand a reçu une lettre du gouverneur ; c'est un tissu d'inepties et de lâchetés.

4. — L'eau devient de plus en plus rare à Longwood.

6. — Lady Lowe a fait une visite à la comtesse Bertrand.

J'ai eu aujourd'hui un nouvel et long entretien avec le gouverneur au sujet du rétablissement des anciennes limites. Sa conclusion est que, s'il les rétablissait, Bonaparte ne pourra visiter aucune maison sans être accompagné d'un officier anglais.

Les explications, de plus en plus vives, ont continué.

Aujourd'hui nous avons parlé de l'Égypte. « Vos ministres ont fait preuve, dit l'Empereur, d'une triste incapacité en ne gardant point Alexandrie. Ce serait aujourd'hui un pied-à-terre comme celui de Malte, et il vous appartiendrait sans contestation ; cinq mille soldats vous eussent conservé cette position. Un immense commerce dans l'Égypte vous eût suffisamment défrayés ; je regarde cette possession comme plus avantageuse pour vous que Gibraltar ou Malte. Il est certain que si la France faisait la conquête de l'Égypte, l'Inde serait perdue pour vous. J'eus longtemps la pensée de vous arracher l'Inde. J'ignore pourquoi vous attachez une si grande importance à Gibraltar.

« Quand je gouvernais, j'étais fort aise que les Anglais fussent maîtres de Gibraltar, à cause de la haine que leur conservaient les Espagnols, intraitables sur ce point. » Je répondis : « Mais on a prétendu que vous vous étiez proposé de l'assiéger, de vous en rendre maître, comme aussi l'on a dit que ce n'était qu'un prétexte pour cacher l'intention que vous aviez

d'occuper l'Espagne. » Napoléon sourit à ces mots, et répliqua : « C'est vrai. Tôt ou tard, continua-t-il, en revenant au sujet qu'il avait d'abord traité, la Turquie succombera ; on ne pourra la diviser sans en donner quelque portion à la France : cette portion sera l'Égypte ; la possession de l'Inde sera la conséquence de la possession de l'Égypte. Si vous fussiez restés maîtres d'Alexandrie, ce résultat eût été paralysé. »

Il est à peu près inutile d'insister auprès du gouverneur pour des adoucissements aux *restrictions* ; il répond maintenant que le général Bonaparte doit se regarder comme très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon que lui, etc.

La viande, les légumes, le vin, envoyés à Longwood, y arrivent constamment gâtés. Cipriani a demandé au gouverneur d'aller dans la vallée, accompagné d'un soldat, pour y acheter un mouton et des légumes, la viande envoyée par le gouvernement n'étant pas mangeable. Le gouverneur a refusé. Les aliments et le vin sont apportés tous les jours en plein soleil.

14.— J'ai déjeuné aujourd'hui avec l'Empereur ; il m'a reparlé de la Russie. « Si Paul eût vécu plus longtemps, il eût forcé votre nation à signer la paix. Vous eussiez été incapables de résister longtemps aux puissances du Nord réunies à moi. J'avais écrit à Paul de construire des vaisseaux, et de s'efforcer de réunir les États de cette partie de l'Europe contre vous ; de ne point hasarder de batailles parce qu'il serait battu, mais de vous laisser épuiser, de recourir à tous les moyens pour former une nombreuse flotte sur la Méditerranée. »

Il m'a ensuite parlé de Tilsitt. « L'empereur Alexandre et le roi de Prusse dînaient tous les jours avec moi. Alexandre m'entretint un jour de son père, sujet qui le rendit fort triste. Quand je vis cela, je changeai de conversation. »

Je demandai à Napoléon s'il pensait que Paul fût devenu absolument fou ? « Oui, dans les derniers temps ; les affaires de la France lui avaient un moment tourné l'esprit. Il a été longtemps irrité contre les hommes qui y ont pris part. J'avais changé ses sentiments, je les avais rendus raisonnables ; je les avais éclairés dans une correspondance particulière et suivie. S'il eût vécu plus longtemps, vous auriez déjà perdu l'Inde. Nous

avons formé ensemble le projet de l'envahir. J'avais tracé le plan de l'expédition ; je m'étais engagé à envoyer trente mille excellents soldats ; il devait y réunir un nombre égal de soldats russes, et quarante mille Cosaques. Je fournissais dix millions pour l'achat des chameaux et des objets indispensables pour traverser le désert. Nous devions demander ensemble au roi de Prusse qu'il accordât le passage à mon contingent sur son territoire ; ce que nous eussions obtenu. J'aurais fait la même demande au roi de Perse, qui n'eût pas refusé. Une négociation était entamée ; elle aurait réussi, parce que les Persans désiraient profiter de ces résultats. Mes soldats se seraient rendus à Warsaw, où les Russes et les Cosaques devaient les joindre.

« De ce rendez-vous, les troupes alliées marchaient sur la mer Caspienne ; elles s'y seraient embarquées, ou elles eussent poursuivi leur voyage par terre ; les circonstances eussent déterminé le choix des routes. Depuis, l'inhabileté de vos ministres a été telle, qu'ils ont laissé les Russes s'enrichir de quatre provinces, qui prolongent leur territoire au delà des montagnes ; Ayez la guerre avec la Russie, et la première année elle vous enlèvera l'Inde. »

Nous parlâmes des vues de la Russie sur la Turquie. Napoléon me dit : « Toutes les idées d'Alexandre ont cette conquête pour but. Nous discutâmes plusieurs fois la possibilité et l'éventualité du partage par rapport à l'Europe ; cette proposition me plut dans le premier examen. Je pensais que le partage étendrait les progrès de la civilisation, rejetterait au delà du Bosphore ces hordes demi-sauvages campées le long du Bosphore. Pourtant quand je considérai froidement les conséquences, quand je vis l'immense pouvoir que la Russie y recueillerait, le grand nombre de Grecs des provinces soumises au sultan qui se joindraient à cette puissance déjà colossale, je refusai net d'y concourir. Une autre difficulté tranchait la question : Alexandre voulait garder Constantinople : ceci détruisait l'assiette de la balance politique de l'Europe.

« Il était visible que la France, avec l'Égypte, la Syrie et les Indes, ne serait rien en comparaison de ce que deviendrait la Russie. Les Russes n'étaient déjà que trop puissants ; ils pouvaient un jour envahir toute l'Europe. L'Autriche tremble en considérant ces résultats. En effet, si la Russie et la Prusse se joignaient contre l'Autriche, celle-ci serait écrasée

sans que l'Angleterre pût s'y opposer ; la France n'est rien sous les Bourbons, et les Autrichiens sont si faibles qu'ils seront facilement battus. *Una nazione a colpo di bastone*. Ils opposeront peu de résistance aux Russes, qui sont braves et patients. La Russie est d'autant plus redoutable, qu'elle ne désarme jamais : un soldat reste soldat. Les Russes sont des barbares qui n'ont point de patrie, et pour qui tous les pays sont préférables à celui qui les a vus naître. Lorsque les Cosaques vinrent en France, ils ne choisissaient pas les femmes ; vieilles et jeunes leur convenaient, parce que toutes valaient mieux que celles de leur pays. Les Russes sont pauvres, et il est nécessaire pour eux de conquérir, de s'avancer. Un jour l'Europe verra combien ma campagne de Russie était prévoyante ; mais il ne sera plus temps, je ne serai plus. Ma politique sera vengée, malheureusement par une inondation de barbares. »

Hudson parle du renvoi du comte Montholon : l'Empereur prend à ce sujet beaucoup d'inquiétude : « La perte de Montholon me sera bien douloureuse, parce qu'indépendamment de son attachement pour moi, il m'est de la plus grande utilité : il prévient tous mes besoins. »

J'ai accompagné la comtesse Montholon à Plantation-House, pour rendre visite à lady Lowe.

Hudson Lowe m'a communiqué quelques numéros d'un pamphlet intitulé *l'Ambigu*, d'un vieil émigré nommé Pelletier, revenu avec Louis XVIII. J'hésitais, bien entendu, à les porter à l'Empereur, car il y est très-mal traité. Quand il sut que j'avais ces brochures, il répondit à mes objections : « Bah ! il n'y a que les enfants qui craignent d'être maltraités. Ah ! c'est du Pelletier. Il y a vingt ans que celui-là écrit contre moi. Je suis charmé de pouvoir lire ses nouvelles brochures. » Cette lecture a beaucoup intéressé l'Empereur, malgré les faussetés matérielles, les calomnies et les ignorances surabondantes qui gâtent ces pages. « J'y ai lu, nous dit-il, un tableau presque exact de la bataille de Waterloo. L'auteur est certainement un officier qui était auprès de moi pendant l'affaire. Oui, je gagnais la bataille sans l'incapacité de Grouchy. — Grouchy vous aurait-il trahi ? lui demandai-je. — Non, reprit-il vivement ; mais il a manqué d'énergie. C'est de la part de quelques officiers de son état-major qu'il y a eu trahison. Je crois que plusieurs de ceux que je lui ai envoyés sont passés à l'ennemi. Pensez-vous, ajoutai-je, que le maréchal Soult ait bien servi votre cause

dans les Cent-Jours, avec loyauté, avec énergie ? « — Oui, et il n'avait point trahi les Bourbons, comme on l'a écrit. Il n'a pas connu mon débarquement ; quand il l'a su, il a pris cette tentative pour l'acte d'un fou. Soult n'entend rien à la puissance des idées.

« Je n'ai pas approuvé la conduite de Ney. Que ne faisait-il comme Oudinot, qui demanda à ses troupes s'il pouvait compter sur leur fidélité ; sur quoi elles lui dirent unanimement : « Nous ne nous battons pas contre l'Empereur. » Il ne put empêcher ses troupes ni les paysans de se rallier moi ; mais Ney alla trop loin. Mouton-Duvernay a été une malheureuse victime des circonstances.

« Je n'ai que des éloges à donner à mes soldats de Waterloo : leur conduite a été admirable. »

L'Empereur m'a parlé de la détresse présente, de l'industrie, du commerce de l'Angleterre et des opinions politiques de Castlereagh.

« C'est le résultat de son incapacité ; sa fatuité et son ignorance des intérêts vitaux de votre beau pays sont les causes de ce malaise qui ne fera que s'étendre. Les malheurs dont je fus assailli ont donné un tel ascendant à l'Angleterre, qu'on lui eût laissé faire presque tout ce qu'elle eût voulu ; d'ailleurs ses sacrifices dans sa longue lutte pour les gouvernements de l'Europe constituaient un droit inattaquable. L'Angleterre a perdu une occasion de réparer les plaies de son intérieur, que les événements futurs de l'Europe ne lui rendront point. Elle pouvait se débarrasser de tout ce qui la gênait et se délivrer de la dette immense qui pèse sur elle. Mais l'orgueil de Castlereagh a voulu autre chose : au lieu de songer à fortifier votre puissance, il s'est borné à faire la cour aux rois, aux empereurs, qui flattaient sa vanité, en l'honorant de leur attention ; ils avaient vu sa faiblesse et savaient que, par ces égards, ils lui feraient négliger les intérêts de la Grande-Bretagne. Il a été complètement leur dupe.

« Je ne vois aucun moyen de vous tirer du mauvais pas où vous êtes engagés, que de réduire l'intérêt de la dette nationale, de confisquer, au profit de l'État, la plus grande partie des revenus de l'Église, toutes les sinécures, et d'établir un système de réduction générale. Votre caisse d'amortissement est illusoire. Imposez une taxe sur les absents. Il est trop tard aujourd'hui pour revenir sur les traités de commerce. Ce que l'on eût

regardé dans le temps comme juste serait considéré aujourd'hui tout différemment. »

1er mars. — Clarke, suivant l'*Observer*, aurait retenu la pension de Carnot. « Je m'étonne, m'a dit Napoléon, de voir vos journaux s'occuper autant de ce ministre qui n'est pas un homme de talent. C'est tout simplement un travailleur, un homme utile au bureau, incorruptible, économe des fonds publics, incapable de s'approprier un gain illicite ; si l'on veut encore, un rédacteur excellent et un général ridicule ; je ne crois pas qu'il soit jamais allé au feu. Il est infatué de sa noblesse, et dit descendre des anciens rois d'Écosse ou d'Irlande.

« Clarke, au retour de l'île d'Elbe, me fit offrir ses services, mais je lui fis répondre que je n'employais pas les traîtres ; je crois pourtant qu'il m'aurait bien servi si j'avais été le plus fort. »

Napoléon souffre moins, je l'ai trouvé très-gai ; il m'a entretenu du comte de Las Cases, que le gouverneur accuse toujours avec sa mauvaise foi habituelle. L'Empereur a demandé un verre de porter : « A votre santé, » m'a-t-il dit avant de boire. J'en bus un autre ; puis nous avons continué de causer. « Quelle idée vous formiez-vous de moi avant d'être mon médecin ? Que pensiez-vous de ma capacité, voyons ! — Je vous voyais, lui répondis-je, les plus rares talents et une ambition égale, sans ajouter créance à la vingtième partie des libelles que j'avais lus contre vous. Je pensais cependant qu'un acte violent, nécessaire à l'accomplissement de vos vues, ne vous eût pas retenu. — Je suis charmé de cette opinion, me dit Napoléon. C'est, j'espère, celle de lord Holland et des Anglais qui me connaissent. Je suis parvenu à un trop haut point de gloire et de puissance pour ne pas avoir éveillé la jalousie et l'injustice. On a dit : *Il est monté bien haut, mais pour parvenir, il a commis des crimes*. Je défie cette accusation de préciser ses griefs. J'ai toujours marché avec l'opinion générale et suivi le cours des événements. Je n'ai pas eu la pensée d'un crime ; j'ai toujours méprisé les clameurs particulières et intéressées, précisément parce que j'aimais le peuple français et que je marchais comme *l'opinion des cinq ou six millions d'hommes valides du pays*.

« Je laisserai une grande réputation malgré l'immensité de mes revers. J'ai combattu dans cinquante batailles que j'ai presque toutes gagnées. J'ai écrit et fait appliquer un code de lois civiles digne du siècle. Je suis devenu

par mes œuvres le premier souverain du monde. L'Europe a été à mes pieds pendant dix années. J'avais une immense ambition, je l'avoue ; mais elle était froide, toute logique, toute nationale. Les événements et l'opinion des masses me la donnaient. Comme j'ai toujours pensé que la souveraineté réside dans le peuple, et que je pense qu'on ne doit gouverner que pour lui, et sous son action immédiate, mon gouvernement impérial était une espèce de république. Appelé à sa tête par la voix de la nation, ma maxime fut, carrière ouverte aux talents, sans distinction de naissance ou de fortune : c'est pour ce système d'égalité que les oligarchies m'ont fait une guerre implacable. La postérité me jugera dans les millions d'hommes qui ont vécu sous mes lois et dont l'assentiment et l'enthousiasme m'appuyaient. »

1. ↑ Le général Gourgaud m'a raconté que, pendant cette bagarre, une troupe de corbeaux de plusieurs milliers, arrivée à Moscou, se percha sur les tours du Kremlin, d'où ils s'abattirent fréquemment en voltigeant autour des soldats français, en battant des ailes et en croassant. Il m'a dit que les soldats furent frappés par cet incident qu'ils considérèrent comme de sinistre augure.
2. ↑ Napoléon avait raison. Il aurait pu citer à M. Bingham le régiment anglais *the Scotch-Gray* (Écossais gris, régiment où le soldat n'est pas passible du fouet.
3. ↑ Quand un soldat a été flétri par des coups de fouet, l'honneur de sa patrie l'intéresse fort peu.
4. ↑ Vent du sud.
5. ↑ Le lieutenant général Daumesnil.
6. ↑ La santé de M. de Las Cases père s'est raffermie ; il a même assisté depuis dix ans à tous les travaux de la Chambre des députés ; celle de son fils Emmanuel, membre également de la Chambre des députés, s'est fortifiée. Hudson Lowe vint à Paris quelques années après la mort de l'Empereur, en 1827 ou 1828. Peu de jours après il alla prendre un logement dans un hôtel de Passy. Le cœur ulcéré par la publication du Mémorial, et par la punition que M. Emmanuel de Las Cases lui avait récemment infligée à Londres en plein public (en lui appliquant une paire de soufflets), il paraît avoir, vers cette époque, songé à se venger par un lâche attentat. En effet, à peu de distance de là, deux ou trois domestiques anglais attendirent vers le soir, dans un chemin de ronde, M. Emmanuel de Las Cases qui revenait de chez son père à Passy où il avait diné. M. Emmanuel, surpris, ne put éviter les premiers coups de stylet, mais les plus dangereux s'amortirent sur un portefeuille qui se trouvait dans la poche même de son habit à la place du cœur. Aux premiers cris de la victime, ces trois misérables disparurent : M. de Las Cases revint chez son père. Le fait était publié le lendemain par tous les journaux de Paris, et la coïncidence entre la présence d'Hudson Lowe à Passy et cet attentat était signalée par tous. C'est alors que la police s'empressa de faire quelques recherches. Les découvertes furent tout de suite très-graves, et on engagea Hudson Lowe à quitter Paris sans délai. Il s'éloigna aussitôt. Quel spectacle eût pu présenter Paris, si les mêmes faits circonstanciés fussent parvenus aux magistrats ! On eût vu une cour royale envoyer à l'échafaud le vil bourreau de Sainte-Hélène !
7. ↑ Le premier Gouverneur de l'Ile.
8. ↑ L'empereur François et le roi de Prusse.
9. ↑ Je copiai sur-le-champ ce beau discours, et le communiquai à des agents supérieurs du gouvernement anglais.

10. [↑](#) Hudson Lowe s’y était refusé d’abord.

Chapitre 15.

Brienne. — Talleyrand. — Égypte. — Lavallette. — Docteur Warden. — Waterloo. — Jaffa. —
Lallemand. — Moreau. — Buste du roi de Rome. — Sieyes. — Toussaint Louverture. —
Marlborough.

Je n'aurais jamais consenti à ce que la Russie fît simplement de la Pologne une de ses provinces ; quand les belles contrées du sud de l'Europe seront gouvernées par les Barbares du Nord, on verra que ma politique était prévoyante. Ma faute, c'est d'avoir laissé la couronne au roi de Prusse. Après Friedland, j'aurais dû lui enlever la Silésie et la Pologne prussienne, et faire passer ces provinces sous le gouvernement saxon. Ces provinces conservées intactes au roi de Prusse, il devait arriver qu'il se sentirait trop abaissé pour ne pas chercher à se venger à la première occasion. »

En lui lisant l'*Observer*, il m'a interrompu plusieurs fois pour lui expliquer exactement un article dans lequel on racontait que Marie-Louise était tombée de cheval dans le Pô, et qu'on avait eu grand'peine à la sauver. Cette nouvelle l'a vivement affecté.

Le général Gourgaud a reçu une lettre de sa sœur : elle lui écrit que sir Georges Cockburn lui a rendu visite à Paris ; elle lui apprend encore que madame Dillon, mère de la comtesse Bertrand, se porte mieux. La famille du général est dans la joie de ces nouvelles. Moi, qui suis errant, courant les mers depuis des années, je n'avais pas cette idée de l'ivresse que peut produire dans l'âme d'un exilé une lettre de parents ou d'amis éloignés. Il était facile de distinguer, à la joie des physionomies des habitants de Longwood, ceux qui avaient reçu des lettres du continent. Les traits des autres étaient affectés. Une ligne venue d'Europe est sans prix sur ce rocher de Longwood.

L'Empereur m'a reparlé de Wright. « Il y a bien certainement quelque chose de grand dans l'action de cet officier qui se tua pour ne pas compromettre son gouvernement. »

L'Empereur a vu dans quelques articles du *Times* et du *Morning Chronicle*, que ces deux journaux le défendent.

« Rappelez-vous que je vous ai dit que les Anglais changeraient d'opinion sur mon compte, qu'ils verraient en voyageant en France et en Italie que vos ministres m'ont lâchement calomnié ; je n'ai laissé que des institutions et des regrets. Mes actes y parlent haut. Eh bien ! ce changement arrive... Avant peu il sera complet, ils diront de retour au continent : Trouvons-nous une belle route, un pont élégamment construit, et demandons-nous quel souverain a fait cela ; on nous répond : Napoléon ! Il a donc encouragé les arts, les sciences, l'instruction publique, celle des classes les plus pauvres pendant sa puissance. » Il m'a reparlé de Talleyrand.

Voici quelques nouvelles explications sur ce personnage : « C'est un coquin, un homme vil, mais un homme d'un esprit éminent. Lorsque j'eus marié le prince Eugène, je dus le destituer par suite des plaintes que m'adressèrent les rois de Bavière et de Wurtemberg. Il leur était impossible de faire ni traité ni convention pour le commerce, sans l'avoir acheté à un prix exorbitant de ce ministre. Ces sortes d'affaires dans ce temps-là étaient nombreuses. Louis XVIII a agi sagement en l'éloignant du pouvoir ; à la première occasion, il n'aurait pas manqué de le trahir. Pendant les Cent-Jours, ne m'en a-t-il pas fait faire la proposition ? » Napoléon m'a dit ici :

« Pourquoi donc vos ministres ne font-ils pas des efforts directs pour opérer la séparation des colonies de l'Amérique méridionale espagnole, de la mère-patrie ? Vous trouverez, dans cette combinaison, l'occasion d'ouvrir avec les Américains du Sud un commerce très-étendu et très-lucratif. Si vous ne vous pressez pas, les Américains vous préviendront. Si vous commencez à présent, ils accepteront la concurrence : il faut que vous leur fermiez toute communication avec la France et avec l'Espagne.

« Si la guerre eût duré encore deux ou trois ans, la France serait arrivée au point de pouvoir se passer de colonies, par suite des primes que j'accordais à ceux qui appliquaient la chimie à la confection du sucre,

surtout par le moyen de la betterave. Avec quelques perfectionnements de plus, j'aurais fait fabriquer du sucre qui n'eût pas coûté plus cher que par l'importation des Indes occidentales. Et le café ? les Français ne peuvent pas s'en passer. Je voulais le faire cultiver dans les départements du midi de la France. »

Le gouverneur a fait demander Longwood, par lettre ministérielle, *pourquoi*, dans la dernière semaine, *la consommation du poisson avait été dépassée de quatorze schellings*. Il a trouvé aussi fort, mauvais l'emploi de *quarante livres* d'orge pour l'usage de madame la comtesse Bertrand. Il a défendu expressément cette générosité.

Il a fait d'autres observations sur les dépenses faites à Longwood pendant la quinzaine ; mais il y a de quoi mourir de honte et de dégoût.

Le gouverneur déclare le comte de Las Cases coupable d'*impudence*. Il a osé adresser aux prisonniers de Longwood, du cap de Bonne-Espérance, de l'huile de Florence, du vin de Madère !

L'Empereur m'a parlé ce matin des troubles qui agitent l'Angleterre. Il regarde la réduction des taxes comme urgente. « Il est impossible, a-t-il ajouté, qu'une nation consente à payer de sang-froid, en temps de paix, des impôts presque aussi forts que ceux qu'elle payait en temps de guerre. Il y a alors ce stimulant, cette irritation d'esprit, qui font regarder ces impôts comme nécessaires ; nul ne veut que son pays soit envahi par une armée étrangère. L'Angleterre est actuellement dans une fausse position ; il faut que quelque changement s'y opère. »

On m'avait dit que l'Empereur avait manqué de tomber dans les mains des alliés autour de Brienne, je lui en parlai. « En effet, je me rappelle qu'à la bataille de Brienne, vingt-cinq uhlans ou cosaques environ se placèrent sur les ailes de mon armée et s'efforcèrent d'enlever un parc d'artillerie. C'était à la chute du jour, l'horizon commençait à s'obscurcir. Je ne sais par quel accident ils tombèrent sur moi et sur l'état-major ; notre présence les déconcerta. Ils ignoraient qui j'étais ; dans le premier moment je ne les reconnus pas, je pensais qu'ils faisaient partie de mes troupes. Mais Caulaincourt s'aperçut que c'étaient des ennemis, et me le dit. Dans ce moment ces soldats effrayés s'enfuirent. Mon état-major faisait déjà feu sur eux. Un de ces soldats galopa si près de moi qu'il me poussa rudement.

Lorsque je le reconnus et voulus faire feu sur lui, il était hors de mon atteinte. Je tirai l'épée ce jour-là, ce qui ne m'arrivait presque jamais, car je n'ai gagné mes batailles qu'avec des calculs ^[1]. »

Je demandai encore à Napoléon s'il n'avait pas été au moment d'être pris par les Cosaques dans la retraite de Moscou. « Non, j'avais toujours avec moi une forte garde ; avec elle je pouvais repousser un parti, et même l'attaque d'un petit corps. »

14. — L'Empereur était gai. Les journaux de Londres publient que M. de Montchenu, invité à dîner par Napoléon, lui aurait répondu qu'il avait été envoyé à Sainte-Hélène pour garder sa personne, et non pour dîner avec lui. C'est une pure invention. Napoléon a levé les épaules en disant : « Ces messieurs ne changent pas. Il est assez sot pour avoir menti comme cela. »

Le gouverneur communique avec empressement à l'Empereur les libelles contre lui qu'il reçoit de Londres. Il est peu sensible à ces flots d'outrages.

15. — Le gouverneur redouble de rigueur.

L'Empereur est très-gai. La conversation est revenue sur le prince de Talleyrand. « C'est un prêtre qui a épousé une femme déjà mariée, un homme qui a vendu, trahi tout le monde et tous les partis ! L'entrée de la cour était fermée à sa femme, dont la réputation était mauvaise et qui avait reçu de quelques marchands génois 400.000 francs, pour hâter la conclusion d'une négociation commencée avec son mari. Cette dame était très-belle, anglaise ou née dans les Indes orientales ; mais la sottise et l'ignorance même.

« Vous connaissez de réputation M. Denon. Eh bien ! voici une anecdote que je tiens de lui. Talleyrand, grand spéculateur sur tout, ayant besoin de l'opinion de cet homme distingué pour conclure une affaire de sa façon, l'invita à dîner ; il connaissait tout le crédit que ses talents et sa probité avaient sur mon esprit. Cette invitation faite, il dit à sa femme : Madame, j'ai invité Denon à dîner. C'est un voyageur instruit ; dites-lui quelque chose de flatteur sur ses voyages ; il peut nous être très-utile auprès de l'Empereur. Sa femme, qui n'avait pas ouvert d'autres livres de voyage que Robinson, supposa que ce Denon était Robinson. Voulant, en présence d'une société brillante, lui faire de grandes civilités, elle lui demanda des nouvelles de son fidèle domestique *Vendredi*. Denon, surpris, ne savait

d'abord que penser ; les mêmes questions étant répétées, l'étrange ignorance de madame de Talleyrand parut au grand jour. Les convives se regardaient. Le lendemain, l'anecdote était dans toutes les bouches, et égayait les salons de Paris. »

Napoléon m'a ensuite parlé de l'Égypte. « Je voulais établir des canaux de communication en Égypte. J'avais résolu d'en faire deux ; un qui de la mer Rouge aurait communiqué avec le Nil et le Caire, et l'autre qui se serait réuni à la Méditerranée. Je fis sonder la mer Rouge : il se trouva que ses eaux, dans leur plus grande hauteur, s'élevaient de trente pieds au-dessus du niveau de la Méditerranée, et n'avaient que vingt-quatre pieds d'élévation au-dessus de cette même mer quand elles étaient au plus bas. Je voulais empêcher l'eau de couler dans le canal, tant que les eaux seraient basses. Ce plan ne présentait point de grandes difficultés, attendu qu'il n'y avait que trente lieues de ce point à la Méditerranée : il suffisait d'établir des écluses. Le Nil, à son plus bas cours, était sept pieds au-dessous de la mer Rouge et quatorze pieds au-dessus (j'évalue) pendant l'inondation. Mes calculs donnaient une dépense de 18.000.000 de francs, et demandaient deux années de travail.

« L'ignorance des Turcs garantit seule votre commerce dans l'Inde ; sans leur présence vous seriez facilement ruinés. Si quelque nation européenne possédait l'Égypte, elle vous ruinerait vite ; un jour l'Égypte sera une des causes de la destruction de votre compagnie des Indes. Si Kléber n'eût pas été assassiné, vous n'eussiez jamais conquis l'Égypte. « Il eût fait en neuf jours descendre l'armée du Caire, et vous aurait écrasés. Si je m'y étais trouvé, je l'aurais fait descendre du Caire en sept jours, et j'aurais été sur la côte avant votre débarquement ; c'est ce que j'avais déjà fait quand les Turcs débarquèrent avec Sidney Smith. »

17. — Aujourd'hui Napoléon s'est promené autour de l'habitation. Le capitaine Poppleton a écrit au gouverneur pour lui faire savoir que les chevaux de Longwood manquent de foin depuis trois jours, qu'ils n'ont plus de litière ; que ce que l'on envoyait à la place du foin était de l'herbe fraîchement coupée. Quelles misères !

18. — « Si mes plus grands ennemis, disait aujourd'hui Napoléon, savaient les traitements dont je suis l'objet sur ce rocher, ils auraient

compassion de moi. Des millions d'hommes pleureront sur la fin de ma vie en Europe, quand on y saura ce que j'ai souffert ici. »

20. — Ayant parlé à l'Empereur de ce qui avait été raconté d'une scène que Ney lui aurait faite, à Fontainebleau, en 1814, lorsqu'il parut hésiter à signer son abdication : « On a fait un conte que les témoins ont dû démentir. Ney ne s'est jamais permis de paroles impérieuses et violentes en ma présente ; il était très-soumis. Je sais pourtant qu'il se livrait quelquefois, lorsque je n'étais plus présent, à des accès d'irritation et d'amertume.

« Lavalette n'a point connu le projet de mon retour de l'île d'Elbe, ni de ce qui s'y passait. Madame Lavalette était de la famille Beauharnais. Elle était très-belle femme ; mon frère Louis en devint amoureux et voulait l'épouser ; afin d'y mettre empêchement, je la mariaï à Lavalette.

« Lavalette a rempli pour moi des fonctions secrètes et très-honorables. Voici ces fonctions : douze personnes distinguées d'opinions différentes, jacobins, royalistes, républicains, impériaux, ayant 1.000 francs par mois, lui apportaient chaque mois des rapports sur l'état de l'opinion publique relativement aux actes du gouvernement, à l'état général des choses en France. Lavalette recevait ces rapports cachetés, et me les apportait. Après les avoir lus, je les brûlais. Mes ministres, mes amis ignoraient que je reçusse ces communications si importantes pour moi. »

20. — « Monsieur le docteur, les brochures que je viens de lire m'apprennent que j'ai, dans un âge très-tendre, empoisonné une fille, que j'en ai fait périr d'autres par plaisir ; que j'ai assassiné Desaix, Kléber, le duc d'Abrantès, et beaucoup d'autres encore ; que la *première armée d'Italie*, où je commandai en chef, n'était composée que de *galériens* charmés de voir en moi un confrère. Que d'infamie le temps balaye ! Fox est le seul de vos hommes d'État qui ait souhaité sincèrement la paix ; les autres ont fourni des bâtiments pour débarquer des assassins ; ils leur ont même donné de l'argent : ne se sont-ils pas ainsi rendus complices de l'attentat ? »

Après avoir redemandé à l'Empereur s'il n'avait jamais eu la pensée d'être en réalité le maître de l'univers, il m'a répondu non ; et comme il a déjà fait, il a discuté pour démontrer que l'existence de cette souveraineté universelle était impossible. « La France, dit-il, a des bornes naturelles, je

ne voulais pas les franchir ; mon objet était tout simplement de détruire la prédominance de l'Angleterre. Aujourd'hui vos ministres s'efforcent de diminuer le mérite de mes travaux civils. On va jusqu'à dire que je n'accordai le rappel des émigrés qu'aux intercessions de Joséphine ; mais qu'importent ces mensonges ! encore quelques années, il n'en restera plus de traces dans les esprits. Joséphine était assurément la meilleure des femmes, mais je ne lui laissais aucune influence sur ma politique. »

L'Empereur a reçu sir Pultney, lady Malcolm et trois capitaines. L'un de ces officiers paraissait très-étonné de trouver en Bonaparte un homme doux, très-poli, et de la conversation la plus spirituelle.

L'Empereur est revenu sur différents détails de la bataille de Waterloo. Le 15, à Charleroy, il avait battu les Prussiens avant que Wellington le sût ; il avait gagné quarante-huit heures de manœuvres sur lui, ce qui était un grand point ; si ses généraux eussent exécuté ses ordres comme autrefois, il aurait pu, sans donner bataille, surprendre l'armée anglaise dans ses cantonnements.

« Mes généraux pensaient qu'ils ne devaient rencontrer partout que des armées de cent mille hommes. Il y avait chez eux, dans ce moment, les craintes les plus exagérées. Attaché sans interruption par la diversité et l'immensité des affaires générales, je ne pouvais, malgré mon désir, prêter une attention plus longue aux détails des corps, je ne pouvais faire marcher moi-même les officiers supérieurs ; alors l'ensemble n'était plus le même ; ma pensée n'était plus exécutée avec confiance, énergie. Cette fois, en raison de ces difficultés que j'appréciais bien, j'avais compté racheter ces inconvénients par la rapidité des opérations générales ; j'avais compté surprendre mes adversaires et les battre partiellement. Je sus l'arrivée de Bulow à onze heures, mais je n'y fis pas attention ; j'avais en ma faveur quatre-vingts chances sur cent.

« Mon armée était admirable. Je ne redoutais que quelques-uns de vos corps : c'étaient trente-cinq à quarante mille Anglais, braves comme mes soldats. La perte de la bataille vint d'abord de la paralysie soudaine de Grouchy ; et ensuite de ce que les grenadiers à cheval et la cavalerie commandée par le général Guyot, que j'avais en réserve, et qui ne devaient pas me quitter, s'engagèrent malgré moi, contre mes ordres, de sorte qu'après la dernière charge, lorsque mes troupes furent battues, et que la

cavalerie anglaise se montra, je n'avais plus un seul corps de réserve. Il fallut céder... La charge des Anglais réussit. Ney m'avait enlevé ma cavalerie.

« Le plan de Wellington ne mérite aucune attention. Il ne s'était réservé qu'une route, qu'une issue étroite pour la retraite ! battu, je ne lui laissais pas sauver un soldat ! Et pourquoi partager son armée et s'isoler de Blucher ? ce dernier revenant sur moi, quoique battu la veille, a montré le talent, l'activité d'un vrai général. »

L'Empereur m'a reparlé des pamphlets ; il ne peut répondre. « Il faudrait écrire au bas de chaque page : *faux ! faux !* Je n'y ai trouvé qu'un fait exact. c'est ce que je dis de Rapp sortant de la mêlée à Austerlitz. Lorsque je l'aperçus couvert de sang, les habits déchirés, courant à moi : « Oh ! comme il est beau ! » Ces paroles, ce mouvement sont vrais ! Mais, le croiriez-vous, les misérables me font un crime de cela. C'est la preuve, disent-ils, que je me *délectais dans le sang*. »

J'ai annoncé à l'Empereur notre ambassadeur en Chine, revenant de ce pays où il avait refusé de se soumettre à quelques formalités. Napoléon n'approuve pas ces scrupules de la nation anglaise dans ses rapports avec une nation si riche. « Peut-être les ministres, par cette bêtise, font-ils perdre au commerce de grands avantages. » Je lui fis observer que nous pourrions facilement, au moyen de quelques vaisseaux de guerre, forcer les Chinois à nous céder un traité favorable ; par exemple, nous pourrions intercepter l'importation du sel ; il ne faudrait pour cela que quelques croiseurs. A cela Napoléon m'a répondu : « Ce serait bien la plus grande sottise que vous eussiez faite depuis plusieurs années, que de vous mettre en guerre avec un empire immense, et qui possède les ressources de celui de la Chine ! Vous réussiriez d'abord, vous vous empareriez de quelques vaisseaux, et vous détruiriez leur commerce ; mais vous leur feriez apprécier à la longue leur puissance. Ils seraient forcés de se défendre. Ils réfléchiraient et diraient : Il nous faut égaler cette nation. Pourquoi souffririons-nous qu'un peuple si éloigné de nous agisse envers nous en maître ? Construisons des vaisseaux, mettons-y des canons, égalons-le ! Ils feraient venir des artilleurs et des constructeurs de la France et d'Amérique, de Londres peut-être. Ils construiraient une flotte, et vous battraient plus tard ! »

Lord Amherst doit faire une visite à Longwood. « S'il m'est présenté par Lowe, a dit Napoléon, ou si celui-ci envoie quelque officier avec lui, je ne le recevrai pas ; mais s'il vient avec l'amiral, je le recevrai avec plaisir. »

« La dernière lettre du gouverneur, a-t-il continué, est une nouvelle insulte. Il écrit que nous pouvons faire le tour de la maison de miss Mason, mais que nous ne pouvons pas quitter la grande route. Où est donc cette route ? il n'y en a point. Si je venais à m'éloigner de quelques pas, ses factionnaires feraient feu sur moi. »

27. — J'ai trouvé Napoléon au bain ; il m'a parlé du silence qu'il avait gardé à l'armée d'Égypte, à l'apparition de la peste. « On y nia d'abord l'arrivée de cette maladie pour maintenir le moral du soldat. J'allai à Jaffa visiter l'hôpital : j'y touchai un malade pour persuader aux soldats que la maladie n'était point contagieuse et surtout que ce n'était pas la peste. Je crois être parvenu à leur persuader, durant près de quinze jours, que ce n'était qu'une fièvre avec des bubons. »

29. — La conversation de Napoléon revint sur des idées qu'il a déjà émises. « Si je gouvernais encore, Ferdinand serait mon ami. Si les Espagnols et les Portugais conservent leurs colonies dans le sud de l'Amérique, ils resteront ennemis de l'Angleterre ; l'Europe est trop éclairée pour vous laisser le monopole de la fabrication. J'ai donné pendant ma puissance près de cinq cents couvents, à la seule condition qu'on y établirait des fabriques. J'ai avancé à des Français près de « 50.000.000 de francs de ma cassette, pour soutenir des entreprises industrielles. Mes débiteurs jouissaient de ces fonds pendant neuf ans, sans payer d'intérêt ; après ce terme, je reprenais le capital.

« Chez vous, les machines sont si parfaites, si multipliées, que dans peu d'années vous ne pourrez plus occuper vos ouvriers. Vous êtes contraints d'avoir recours aux machines, parce que les objets utiles à la vie coûtent deux fois plus cher chez vous que sur le continent ; vos taxes sont six fois plus fortes. Il faut que vous vendiez bon marché pour avoir des débouchés ; de là l'urgence de moyens expéditifs, peu coûteux. »

Napoléon m'a reparlé de lord Amherst. Il m'a dit que « ce serait insulter un ambassadeur chinois, si cet ambassadeur résidait à Londres, que de le soumettre par réciprocité aux formalités exigées à Pékin. A Pékin, ces

cérémonies étant naturelles, il n'y a pas d'insulte faite à l'ambassadeur anglais : ce serait le contraire à Londres. « Si le roi de France exigeait de l'ambassadeur d'Angleterre qu'il lui baisât les mains, ce serait, parce que ce n'est pas l'usage en France, lui faire une insulte, bien que l'ambassadeur sût que cette cérémonie fût d'usage à Londres. Ainsi, demander à un mandarin de faire en face du portrait du roi Georges l'acte de politesse exigé à Pékin, d'après d'antiques usages, ce serait se rendre coupable d'une bêtise et d'une insulte relativement à la Chine. Mon Dieu, prenons les habitudes telles qu'elles sont ! Un cabinet habile envoie à Pékin pour traiter des affaires utiles au pays ; ce n'est pas pour discuter des formes d'étiquette puérides ; il se conforme à l'usage ; si on lui demande davantage, il refuse. »

2 avril. — Napoléon a retrouvé quelque gaieté en causant. Lui ayant dit qu'on avait répandu le bruit, dans le temps, qu'il avait quitté l'Égypte, parce qu'il avait cru que le Directoire voulait l'y faire assassiner : « C'est un mensonge ! s'écria-t-il ; cette idée n'est venue à personne. Les directeurs étaient jaloux de moi ; j'avais trop de gloire, mais nul parmi eux n'a eu la pensée de me faire assassiner, et, dans la situation où se trouvait la France, je ne crois même pas qu'ils aient pu désirer ma mort. Je suis revenu, parce que je pensais que ma présence était indispensable. »

Le capitaine Cook et M. Mackensie étant venus à Longwood ont été aperçus par Napoléon, qui les a fait demander.

27. — M. Mackensie était *garde-marine* du vaisseau qui transporta Napoléon à l'île d'Elbe. L'Empereur reconnut M. Mackensie ; il lui dit qu'il avait grandi considérablement depuis qu'il l'avait vu ; il lui demanda des nouvelles du capitaine Usher. N'adressant ensuite au capitaine Cook, il lui demanda depuis combien d'années il servait : « Depuis trente ans, » répondit-il. Napoléon fut surpris. Ayant demandé le nom des affaires auxquelles il s'était trouvé, Cook cita Trafalgar.

Je dis à l'Empereur, quand ces deux officiers l'eurent quitté, que j'avais appris de leur bouche que les matelots de *l'Indomptable* l'aimaient beaucoup. « Je le crois, répondit-il, j'avais l'habitude de leur parler de leur existence, de leurs familles. Je blâme bien la manière avec laquelle vos officiers les traitent ! Les Anglais sont trop aristocrates ; vous tenez toujours une immense distance entre vous et le peuple. Ces façons de fierté sont finies ; il faudra un jour honorer davantage le soldat et le peuple.

« Je ne vois à cette morgue aucune utilité ; je n'y vois que des inconvénients. Il suffirait à la discipline que les officiers ne vécussent pas avec les matelots, qu'ils ne souffrissent ni un refus, ni une familiarité. Qu'est-ce, en vérité, que cette froide et fière réserve ? La nature a fait les hommes égaux sous certains rapports. Moi, je me mêlais aux soldats, je causais franchement avec les hommes du peuple, je m'intéressais à leurs affaires : voilà la cause de ma popularité ; après mes victoires, au contraire, je tenais constamment à distance les généraux et les officiers, bien que j'aimasse à les élever par eux-mêmes. »

Napoléon a ajouté : « On a remis à Gourgaud une *nouvelle brochure sur Waterloo*. C'est une communication du gouverneur. Entre autres choses instructives, j'y ai lu *que je suis un imbécile, que mon armée était un ramas de voleurs, que ma faute capitale, à Waterloo, fut d'avoir attaqué Wellington, lorsque je voyais qu'il s'était adossé à une forêt*. Mais c'est le contraire, l'inexplicable faute de Wellington, car une fois battu, il n'avait qu'une seule route par laquelle il pût essayer de sortir de cette forêt.

« Une armée considérable, comme l'était celle de votre général, avait besoin de plusieurs routes pour reculer par masses, avec célérité ; de routes où ces masses pussent même se retourner et se battre en cas d'attaque. L'armée de Wellington n'eût pu traverser la forêt sans avoir douze heures devant elle. La retraite par une seule route, d'une armée battue, ayant sur elle des soldats comme les miens, était une opération impossible.

« Je lis dans un autre écrit de ces judicieux royalistes, que *la conquête de l'Italie fut faite avec quelques milliers de galériens*. Et ce sont des Français qui écrivent et signent ces choses-là ! » Napoléon était très-animé. Il a poursuivi : « Jamais une pareille armée ne reparaitra dans le monde ; je n'en ai pas vu qu'on pût lui comparer. J'ai trouvé là l'élite de la jeunesse française, une génération puissante, surexcitée par le renouvellement social, qui avait une passion immense de liberté et de gloire ! elle avait le sentiment des belles destinées qui l'attendent. Plus de la moitié de ses rangs ne comptaient pour soldats que des fils de négociants, d'hommes de loi, de médecins, de riches fermiers. Les deux tiers des soldats savaient écrire, et étaient aptes à commander. On n'eût pas pu dire dans un régiment quel était le meilleur sujet ou le plus brave. C'étaient les plus dignes esprits, le meilleur sang de la France d'alors.

« En marche, il m'arrivait souvent d'appeler le premier soldat et de le faire écrire sous ma dictée. Dès que je demandais une personne pour écrire, j'étais entouré d'une douzaine de soldats ; il y en avait peu qui n'écrivissent pas parfaitement.

« C'est un Français qui écrit ces infamies à l'étranger ! Vous avez trouvé des Français plus ennemis de la France que les Anglais eux-mêmes ; alors vous avez pu réussir. »

Napoléon a reparlé de Hoche : « Il était brave, intelligent, plein de talent, de résolution et de pénétration. Il avait de l'ambition ; s'il eût débarqué en Irlande, selon sa pensée, il aurait réussi. Je crois qu'il possédait les premières qualités du capitaine. Il était accoutumé à la guerre civile ; il avait su la faire avec de grands succès ; il avait pacifié la Vendée. Je pense qu'il eût dirigé les Irlandais avec intelligence. Il avait une belle figure, et était très-entreprenant. C'est sans doute par suite de quelque erreur qu'on le mit à bord d'une frégate qui n'arriva pas jusqu'à la côte d'Irlande, tandis que le reste de l'expédition (environ dix-huit mille hommes) entra dans la baie de Bantry, où les troupes restèrent pendant quelques jours libres de débarquer. Mais Grouchy, qui, à ce que je crois, avait le commandement après Hoche, ne sut comment s'y prendre ; après être demeuré dans l'inaction, il fit lever l'ancre, et les bâtiments revinrent en France sans avoir rien tenté. Si Hoche était arrivé, vous auriez perdu l'Irlande. »

J'ai parlé à l'Empereur du maréchal Davoust. « N'est-ce pas un de vos premiers officiers ? — Il s'en faut de beaucoup ; pourtant c'était un général habile, d'un commandement sûr. Je ne puis dire quel était mon meilleur général. Je suppose que c'était Suchet ; car, dans les dernières années, je ne pouvais plus compter Masséna dans le service actif ; il pouvait être regardé comme mort : il avait une maladie de poitrine incurable. Suchet, Clauzel, Gérard, Lamarque^[2], sont, à mon avis, les meilleurs des généraux français. » Il a parlé aussi du maréchal Soult avec chaleur : il a loué ses rares talents.

6. — Napoléon a fait un nouvel éloge de Cornwallis. « J'ai conçu seulement, d'après lui, une haute idée de la nation anglaise : c'était l'intégrité, la générosité, le vieil honneur personnifiés. Je n'ai jamais oublié ce qu'il disait un jour : Il y a de certaines qualités qu'on peut acheter ; mais

un bon caractère, la sincérité, le calme à l'heure du danger, ne peuvent pas s'acheter. Je lui donnai le commandement momentané d'un régiment de cavalerie à Amiens : il le faisait manœuvrer. Les officiers de ce régiment l'aimaient infiniment.

« Ce n'est peut-être pas avec tous ses mérites un homme de premier talent. Il n'a pas manqué à sa parole à Amiens ; le traité était prêt, et il devait le signer à neuf heures à l'hôtel de ville. Il arriva quelque chose qui l'empêcha de le faire, mais il fit dire aux ministres français qu'ils pouvaient considérer le traité comme signé par lui, et qu'il le signerait le jour suivant. Un courrier d'Angleterre vint le soir, avec ordre de ne pas acquiescer à certains articles, et de différer la signature du traité. Quoique Cornwallis eût pu se prévaloir de cet ordre, il dit qu'il considérait sa promesse comme sa signature, il écrivit à son gouvernement qu'il avait promis, et qu'ayant donné sa parole, il voulait la tenir ; que s'il n'était pas content, il pouvait refuser de ratifier le traité.

« Il aurait fallu envoyer un Cornwallis ici, au lieu de ce misérable assemblage de fausseté, de bassesse, et de poltronnerie ! Sa mort m'affligea. Quelques personnes de sa famille m'écrivirent, dans diverses occasions, pour demander des grâces pour quelques prisonniers, et je les leur ai toujours accordées.

« Je n'ai songé à prendre le parti de me livrer aux Anglais que parce que je me souvins que dans les dernières négociations de 1814 à Paris, Castlereagh dit à Caulaincourt : « Mais pourquoi Napoléon ne va-t-il pas à Londres ? Il y serait reçu avec une grande considération. Je ne lui conseille pas pourtant d'en faire l'objet d'une demande officielle, parce que les moments sont pressés, mais qu'il passe la mer et vienne tout simplement demander notre hospitalité. »

L'Empereur m'a parlé aujourd'hui du ministre prussien, baron de Stein. « C'est un bon Allemand, patriote ; il a des talents, l'activité, l'esprit propre aux affaires, aux intrigues. Il ne m'a point fait le mal que vous supposez, parce que son impatience paralysait sa haine. Il poussait la Prusse à des résolutions extrêmes contre moi, ce qui l'eût perdue si la prudence du roi ne l'eût pas contenu. Je fus cause du renvoi de Stein de la cour de Prusse, mais il eût été très-heureux pour moi que l'on eût suivi ses avis ; car si la Prusse se fût déclarée prématurément, je l'aurais écrasée. J'aurais pu, sous le plus

léger prétexte, détrôner le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, et aussi aisément que je mets à présent ma main en mouvement.

« J'ai eu avec lord Whilworth une entrevue, maintenant fameuse. Mais cet ambassadeur a menti audacieusement dans le récit qu'il en a donné. La conférence s'est passée le plus tranquillement du monde : il parut même satisfait en prenant congé de moi, et dit ce que je vous raconte aux autres ambassadeurs à Paris. Quelques jours après, les journaux de Londres imprimèrent un prétendu récit de l'entrevue, dans lequel il était dit, d'après lui, que je m'y étais montré furieux. L'étonnement fut grand parmi les diplomates de Paris, qui lui firent des représentations. « Mylord, voilà des faussetés, car vous nous avez raconté tout différemment cette audience ; vous fûtes d'avis alors que tout irait bien. » Whilworth ne sut que dire. »

Napoléon m'a reparlé des Algériens. « J'ai proposé à l'Angleterre de « les exterminer, ou au moins de les forcera vivre en honnêtes gens ; « vos ministres ont refusé mes offres. Ces pirates servaient la politique de votre cabinet, car sans cela vous les eussiez étouffés depuis longtemps. En laissant subsister ces misérables, vous accapariez à vous seuls la plus grande partie du commerce de la Méditerranée, parce que les Suédois, les Danois, les Portugais et autres, craignaient d'envoyer leurs bâtiments dans ces parages ; durant la guerre, vous aviez donc presque tout le commerce de la Méditerranée. C'est pour vous mettre dans les bonnes grâces des Italiens que vous vous êtes présentés devant Alger ; c'est pour empêcher qu'ils ne me regrettent. Sans cela, ils vous auraient crié que, pendant la puissance de Napoléon, ils étaient à l'abri des attaques des pirates. L'expédition a été mal calculée. Vous avez perdu mille hommes et cinq ou six bâtiments. J'aimerais mieux la vie de vos mille braves marins que la totalité des États barbaresques. En bloquant Alger avec un vaisseau de 74 et trois frégates, commandés par le capitaine Usher ou Mailland, le résultat eut été le même. »

J'ai demandé à Napoléon si ce fut à Lodi ou à Areole qu'il prit un drapeau, et s'élança au milieu des bataillons ennemis. « C'est à Arcole ; j'y fus blessé légèrement. »

La conversation a eu pour sujet, aujourd'hui, le général Lallemant, dont il a loué beaucoup le caractère. « Lallemant, que vous avez vu sur *le Bellérophon*, fut envoyé par moi à Saint-Jean-d'Acre, comme négociateur

auprès de sir Sidney Smith ; il remplit cette mission avec infiniment d'habileté. Au retour de l'île d'Elbe, lui et Labédoyère prirent les premiers mon parti. Lallemand a beaucoup de résolution : il a le feu sacré. Il commandait les chasseurs de la garde à Waterloo : il enfonça quelques-uns de vos bataillons. »

L'Empereur a ensuite parlé de Victor, duc de Bellune, comme d'une bête, sans talent ni tête ; mais de Soult, comme d'un excellent ministre de la guerre.

Napoléon, dans le cours de la conversation, a parlé des eunuques ; il regarde l'usage de mutiler des hommes comme odieux et criminel. « Je l'ai aboli dans tous les pays que j'ai gouvernés. Je l'ai même défendu à Rome, sous peine de mort. Je pense que, quoique le pape et les cardinaux soient maintenant les maîtres, il ne reparaitra pas. »

23. — Hier, Napoléon a été indisposé ; il a eu recours à ses remèdes habituels, la diète et les dissolvants. Il a gardé la chambre tout le jour et n'a rien mangé. Il m'a dit qu'il s'était levé à trois heures du matin, et qu'il avait écrit ou dicté toute la journée.

30. — L'Empereur depuis quelques jours se lève à trois heures du matin. Il dicte des commentaires sur les ouvrages du grand Frédéric ; j'ai vu quelques pages de son écriture, qui est plus nette que jamais.

2 mai. — L'Empereur est vivement inquiet de la maladie du général Montholon.

12. — Les persécutions du gouverneur recommencent avec fureur.

L'Empereur a parlé de la princesse Charlotte. « Le prince Léopold était un des beaux jeunes hommes qui vinssent à ma cour. La princesse Charlotte doit certainement le trouver de son goût et l'aimer. Il avait demandé auprès de moi une place d'aide de camp : il ne l'obtint pas. »

Napoléon m'a signalé, au nombre des espions qu'il avait eus en Angleterre, M. le comte D***. « Toutes les machinations dirigées contre moi partaient de votre île ; votre prince y était étranger ; cependant j'étais autorisé à lui écrire que si elles étaient poursuivies à l'avenir, j'userais de représailles. J'eusse suivi l'exemple de votre Cromwell, qui, ayant découvert un complot tendant à sa mort, formé en France, fit dire à

Louis XIV, que si jamais il entendait parler de rien de pareil, il prendrait ses représailles, et payerait des assassins pour le frapper. »

13. — Napoléon désire quelques livres de veau en plus pour sa table. Le major Gorrequer demandera au gouverneur la permission de les faire acheter pour notre compte.

14. — Napoléon a souri douloureusement lorsque, me demandant pourquoi j'étais allé dîner au camp, je lui répondis : « C'est parce qu'il n'y avait rien à manger à Longwood. »

Moreau est revenu dans la conversation. « Son talent n'était pas supérieur : c'était seulement un bon général de division ; il a prouvé plusieurs fois qu'il ne valait rien pour un premier commandement, pour soumettre des difficultés imprévues, pour seconder le militaire par l'homme d'État. Il était brave au combat, mais mou et trop bon vivant. À son quartier général, vous le trouviez étendu sur un sofa, ou se promenant la pipe à la bouche ; il ne lisait pas ; à Paris, il se laissait mener par sa femme et sa belle-mère, deux intrigantes. Sa conduite vis-à-vis Pichegru a été déloyale. Voici les faits. Après l'arrestation du comte d'Entraigues à Venise, Desaix vint me voir ; nous parlâmes de Pichegru. Je dis : Nous avons bien été trompés tous les deux sur son compte ! Mais, comment sa trahison n'a-t-elle pas été découverte plus tôt ? — Desaix me répondit : C'est la faute de Moreau. Nous connaissions cette trahison trois mois avant qu'elle fût découverte. Il me raconta que Moreau, près duquel il servait alors, avait trouvé dans les bagages du général autrichien Klingen une correspondance dans laquelle Pichegru détaillait à ce dernier ses plans pour renverser le Directoire. Il lui expliquait les fausses manœuvres qu'il ferait devant lui, et lui indiquait les moyens de détruire en détail l'armée républicaine. — C'est une horreur ! m'écriai-je. Mais pour quoi Moreau n'a-t-il pas envoyé ces pièces au Directoire ? — Moreau, continua Desaix, me supplia de garder le silence ; il ne voulait pas perdre un vieux camarade. Mais lorsque les intrigues de Pichegru furent découvertes, Moreau le dénonça à l'armée comme un traître, et envoya au Directoire les papiers qu'il avait dans ses mains depuis plusieurs mois. — Ainsi, il avait souffert que Pichegru fût choisi pour président du Corps législatif, quoiqu'il conspirât contre le gouvernement. On accusa avec raison Moreau d'une double trahison. — Tu as, disait-on, trahi ton pays, en cachant la trahison de Pichegru, et tu as

inutilement trahi ton ami en dévoilant ce que tu devais faire connaître plus tôt. Puisque tu avais tenu secret ce qui a été découvert par d'autres moyens, tu aurais dû garder un éternel silence. »

L'Empereur a parlé ensuite de la retraite de Moreau en Allemagne. « Cette retraite, selon moi, était une faute. Je crois que si, au lieu de se retirer, il eût tourné l'ennemi et marché sur les derrières du corps du prince Charles, qu'il aurait écrasé, il eût pu prendre l'armée autrichienne.

« Le Directoire me portait envie ; il avait besoin de diminuer la gloire militaire que j'avais acquise. Ne pouvant accréditer Moreau par une victoire, il le vanta pour sa retraite, et le loua officiellement en termes pompeux ; les généraux autrichiens prouvaient alors, par les meilleures raisons, que cette retraite était une faute. Pichegru avait, à un degré plus remarquable, les talents du général. »

Napoléon est revenu sur le compte de Pichegru. Il a répondu à quelques objections que je lui ai faites, pour repousser l'idée que les ministres anglais aient voulu le faire assassiner. « Je ne dis pas qu'ils aient positivement donné cet ordre à Georges ou à Pichegru, mais ils savaient bien que l'assassinat ferait seul le succès de leur entreprise contre la France. Dans ce but, ils ont fourni de l'argent et équipé des bâtiments pour les débarquer en France ; ce qui, de toutes les façons, les rendait leurs complices.

« Pitt n'avait pas besoin de se débarrasser de Napoléon Bonaparte, mais du Premier Consul : Fox m'écrivit plusieurs fois à ce sujet. Il nia, comme vous, que les ministres anglais eussent été instruits d'un projet d'assassinat ; il ne s'en défendit que lorsqu'il connut mes raisons de le croire. L'empereur d'Allemagne ne fit pas comme Pitt : lorsque je fus maître de Vienne, il défendit fermement, par des motifs religieux, tout attentat de cette nature comme contraire à la morale, à la religion, comme criminel. »

J'ai dit à Napoléon qu'on avait cru remarquer, en Allemagne, en 1813, que Bernadotte était très-peu attaché à la ligue contre la France.

« Il paraissait jouer deux rôles. C'est qu'il est Gascon et fanfaron. Je pense aussi qu'il serait revenu à moi, si la victoire eût rejoint mes drapeaux. Il aurait agi en cela comme les Saxons, les Wurtembergeois, les Bavaois.

« Après la bataille de Dresde, l'empereur d'Autriche m'écrivit, m'appela *son cher fils*, et me conjura, par l'amour de sa fille, de ne pas profiter de ma

victoire et de me réconcilier avec lui.

« À Leipsick, si les Saxons n'eussent pas déserté avec l'artillerie, je gagnais la bataille. La position des alliés eut été bien différente. »

16. — J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher ; il s'est plaint du mal de tête, et a pris un bain de pieds. Il était un peu triste, mais ensuite il est devenu assez enjoué. Il a parlé de l'Égypte, et m'a fait beaucoup de questions : entre autres, il m'a demandé si un vaisseau à trois ponts pourrait, sans être débarrassé de son lest, entrer dans le port d'Alexandrie. J'ai répondu que je croyais que oui ; et que, dans tous les cas, il était très-facile d'alléger un vaisseau.

Napoléon me dit qu'il avait expédié du Caire un officier nommé Julien, chargé d'ordres formels pour Brueys, d'après lesquels celui-ci devait entrer dans le port d'Alexandrie ; mais Julien avait été tué en route par les Arabes. « J'ai donné son nom à un fort que j'ai bâti à Rosette.

« Je comprends peu que Brueys se soit décidé à jeter l'ancre, sans avoir préalablement fortifié l'île de vingt-cinq ou trente pièces de canon, et avant d'avoir appelé près de lui un vaisseau vénitien de 64, et plusieurs frégates stationnées dans le port d'Alexandrie.

« Je m'étais entretenu avec lui, quelques semaines auparavant, à bord de *l'Orient*, de la possibilité d'une attaque des Anglais. Il m'avait expliqué lui-même qu'une flotte à l'ancre ne devait pas engager une action, ou du moins qu'une flotte qui agirait comme cela serait aisément battue en raison de la facilité qu'auraient les vaisseaux attaqués de prendre position. Il existait un ordre, et c'était, je crois, de Brueys lui-même, qui défendait d'attaquer. L'amiral français pensait que si Nelson l'attaquait, ce serait par sa droite ; il regardait sa gauche comme invincible parce qu'elle s'appuyait sur l'île. Je cherchai à le convaincre qu'un ou deux bâtiments de sa gauche, chassés par une force supérieure, offriraient à la flotte ennemie une entrée. Avant le départ de Julien, j'avais envoyé des ordres à Brueys pour qu'il ne s'éloignât pas des côtes d'Égypte avant de s'être assuré qu'il était impossible à la flotte d'entrer dans le port d'Alexandrie. Dans le cas de possibilité, il avait ordre d'exécuter ce mouvement, et, dans le cas contraire, de conduire les bâtiments à Corfou. Brueys n'approfondit point assez ses recherches à ce sujet ; bien que Barré lui assurât que l'entrée était praticable, ce que j'avais

pensé également. Malgré cela, l'amiral ne se crut pas suffisamment autorisé à se retirer ; d'un autre côté, il craignit d'entrer dans le port, bien que cette entrée lui parût possible : il jugeait la mesure hasardeuse, ne sachant pas encore si nous étions maîtres du pays dans la partie déjà occupée. Brueys ignorait mes mesures au Caire ; il n'en eut connaissance que vingt-quatre heures avant d'être attaqué par Nelson. Il était resté incertain et n'avait point songé à sa sûreté. S'il eût fait sortir ses frégates et fortifier l'île, votre amiral ne l'eût pas attaqué, ou Brueys l'eût battu. L'amiral français était un homme d'un talent supérieur, mais il lui manquait cette résolution, qui, dans les moments décisifs, frappe les grands coups. Cette qualité rare est aussi importante chez l'amiral que chez le général. Il n'était pas expérimenté dans la proportion de ses talents ; il n'avait pas, dans la bonté de ses plans, cette confiance qui donne le triomphe, et qu'il faut puiser dans une connaissance complète des moyens qu'on emploie, dans l'énergie du caractère. Avec cette assurance-là, j'ai commandé une armée à vingt-cinq ans.

« Si Nelson eût rencontré la flotte de Brueys durant le voyage de l'armée française pour l'Égypte, je ne sais pas ce qui vous serait arrivé, parce que j'avais placé sur chaque bâtiment trois cent cinquante à quatre cents hommes, exercés à la manœuvre du canon deux fois par jour ; j'avais donné l'ordre à chaque bâtiment d'attaquer un des vôtres. Vos vaisseaux étaient petits, et, je pense, faibles d'équipage ; vous n'auriez pas obtenu l'avantage, malgré la supériorité de votre manœuvre.

« Le marin français est aussi brave que le marin anglais. Les Français avaient, au commencement de la guerre, beaucoup trop de mépris pour les troupes anglaises. Ce mépris venait des défaites du duc d'York, du peu de vigilance et d'activité de vos avant-postes ; enfin, de désastres sans gloire qui avaient frappé vos armées. Les Français avaient tort, et les Anglais ont fait voir qu'ils sont braves. Cette idée injuste fit battre en Égypte Régnier par le général Stuart ; les Français avaient pensé que vous fuiriez et que vous vous jetteriez vite sur vos vaisseaux. Régnier était un officier très-instruit, d'un grand talent, et à cause de cela, plus propre à mener au feu trente mille hommes que les cinq à six mille qu'il a commandés ce jour-là. Les soldats de Régnier n'étaient en grande partie que de braves Polonais.

Pendant longtemps, sur le continent, il n'y avait que vos matelots que les militaires estimaient. »

Ici l'Empereur prit une plume et écrivit un renseignement destiné à ses Mémoires. Il me parla ensuite des revues de Tilsitt, faites en société avec l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. « J'étais le plus ignorant des trois dans la connaissance du costume militaire. Ces souverains, surtout le roi de Prusse, connaissaient parfaitement tous les détails sur la coupe et la confection d'un habit : combien de boutons devant et derrière, comment les revers doivent être taillés ; le roi de Prusse aurait pu lutter de connaissances avec le meilleur tailleur de mon armée :

« J'étais obsédé de questions futiles. Je n'y entendais pas un mot ; pourtant, pour ne pas les blesser, je répondais poliment, mais je dus leur paraître passablement ignorant sur tous ces points. J'allai voir un jour le roi de Prusse ; je trouvai qu'au lieu de bibliothèque il avait tout simplement une chambre grande comme un arsenal, pleine de tablettes, de clous. Ces derniers tenaient suspendus cinquante à soixante habits. Chaque jour, ce prince endossait un nouvel habit.

« C'est un homme grand, sec ; sa tournure et sa physionomie ont quelque chose d'étrange ; il paraissait attacher infiniment de prix à la coupe d'un uniforme de dragon. Et cependant il venait de perdre son royaume !

« A Iéna, l'armée prussienne, magnifique, nombreuse, exécuta les plus brillantes manœuvres ; mais je lui fis connaître, avec mes bandes, qu'il y a une grande distance entre parader avec des uniformes étincelants et se battre. »

18. — Le major Fehrzen est venu à Longwood. On lui a demandé pourquoi il ne visitait pas de temps en temps la famille Bertrand ; il a répondu que le gouverneur lui avait fait dire qu'il désirait qu'il n'existât d'autre communication qu'un salut entre les officiers du 53^e régiment et les prisonniers.

Il nous a assuré que nous n'avions rien à craindre, que le 53^e régiment n'aurait jamais d'assassins dans ses rangs.

Napoléon me dit qu'un jour l'Europe reconnaîtrait qu'il avait été dirigé par une haute raison et une prévoyante politique, en cherchant à reconstituer la Pologne en royaume indépendant, qu'il n'y avait pas d'autre moyen

d'arrêter le progrès des Moscovites. « L'Europe sera un jour inondée par eux. Je ne vivrai pas assez d'années pour être témoin de cette effroyable invasion. Mais vous qui êtes encore jeune, vous la verrez : vous verrez la Russie conquérir l'Inde, ou entrer en Europe avec quatre cent mille Cosaques et tribus des déserts, et deux cent mille soldats russes. »

Venant aux projets de Paul sur l'Inde, l'Empereur continue : « Il me demanda un plan, je lui envoyai des instructions développées. » Et ici l'Empereur me fit voir sur une carte les points d'où les Russes devaient partir. « On partait d'un des ports de la mer Caspienne. La Russie doit ou crouler, ou s'agrandir, et je suppose plus vraisemblable la dernière hypothèse. Ces invasions donneront deux avantages tranchés à la Russie, de nouveaux progrès à sa civilisation, ce poli que peut communiquer le frottement avec d'autres puissances ; ensuite de l'argent et des rapprochements entre elle et les habitants des déserts, avec lesquels elle était en guerre il y a quelques années. Les Cosaques, les Calmoucks et les autres barbares qui ont suivi les Russes en France ont vu et pris le goût de notre luxe, de nos commodités sociales ; ils rapporteront dans leurs déserts le souvenir enivrant des lieux où ils ont eu de si belles femmes, une si excellente nourriture ; ils ne pourront plus vivre dans leurs pays barbares, stériles, et ils communiqueront à leurs voisins la pensée d'aller conquérir ces contrées délicieuses. Il est de toute probabilité qu'Alexandre sera obligé de vous enlever l'Inde pour acquérir des richesses et fournir de l'occupation à ses peuples ; par là, il préviendra peut-être une révolution en Russie. S'il ne fait pas cela, il se mettra à la tête de quelques cent mille de barbares à cheval, et de deux cent mille hommes d'infanterie, et arrivera au centre de l'Europe, chassant tout devant lui. L'histoire confirme mes prévisions, elle nous montre que toutes les fois que les barbares du Nord ont pris du goût pour le midi de l'Europe, ils sont revenus à la charge pour le conquérir, et ont fini par s'en rendre les maîtres.

« Ces canailles ont tout ce qu'il faut pour former d'excellentes armées : ils sont braves, actifs, supportent la fatigue avec persévérance, vivent de peu, sont pauvres et ne demandent pas mieux que de s'enrichir. Tout dépend à la vérité, cependant, du sort définitif de la Pologne. Si Alexandre réussit à incorporer la Pologne à la Russie, en réconciliant les Polonais avec le gouvernement russe, et non pas simplement en subjuguant le pays, il aura

fait le plus grand pas vers la conquête des Indes. Mon opinion est qu'il cherchera à exécuter l'un ou l'autre des deux projets dont je viens de parler : je pense cependant que ce sera plutôt le dernier. »

J'objectai à l'Empereur les distances, le manque de numéraire en rapport avec ces entreprises. « La distance n'est rien : on peut aisément transporter les vivres sur des chameaux, et les Cosaques pourront toujours s'en procurer un assez grand nombre. Ils trouveront de l'argent en arrivant. L'espérance de la conquête réunirait sans frais des armées de Cosaques et de Calmoucks. Qu'un czar intrépide leur offre le pillage de quelques grandes villes de l'Europe, et des milliers se réuniront sous ses bannières ! L'Europe, et surtout l'Angleterre, auraient dû s'opposer à la réunion de la Pologne et de la Russie. Les vues de votre cabinet ne vont point à l'avenir ; je ne lui vois qu'une idée, c'est de tenir la Belgique séparée de la France, parce que la France possédant la Belgique, peut se regarder, en cas de guerre avec l'Angleterre, comme maîtresse de Hambourg. Ministre anglais, j'eusse préféré laisser ce pays dans les mains de l'Autriche ; en cas de guerre avec la France, cette puissance peut résister ; tandis que la Hollande succombera sous les premiers coups des Français.

« Mon expédition contre la Russie réussissant, j'aurais contraint Alexandre d'accéder complètement au système continental que j'avais créé contre vous ; par là, je vous forçais à la paix. Je faisais de la Pologne un royaume indépendant. »

Je lui dis : « Mais quelles conditions nous laissiez-vous ?

« — De très-bonnes : j'aurais seulement mis un terme à vos vexations maritimes. — Et Malte ? — Je vous l'aurais laissée ; j'étais las de me battre, et je me sentais fort en état de bien gouverner ; j'aurais perfectionné tous les services de mon empire, enrichi et embelli la France ; j'aurais élevé mon fils, et écrit ma vie.

« Les clameurs des aristocrates dont j'ai été l'ennemi ne peuvent m'enlever la gloire de mes grands travaux publics en France, en Europe. J'ai fait ouvrir des routes pour traverser les Alpes, et j'ai réuni des mers. Aujourd'hui ils ne peuvent travailler au bien-être de leur pays sans revenir sur mes traces ; les peuples comparent. On ne peut m'enlever ce Code de lois que j'ai créées ; il passerait la postérité la plus reculée. »

Dans le même entretien, je lui dis que je venais de faire des recherches sur le nombre des vaisseaux français que nous avions pris avant sa proclamation de la détention des Anglais en France ; nous n'avions pu prendre que deux chasse-marées dans la baie de Quiberon. « Deux chasse-marées, reprit-il ; eh quoi ! il y a eu pour 70 millions de marchandises enlevées, environ deux cents bâtiments retenus, avant que je fisse cette proclamation ? Mais c'est ce que l'Angleterre a toujours fait. Dans la guerre de 1773, vous en avez agi de même, en nous donnant pour excellente raison que c'était votre usage. La grande querelle entre vous et nous est que je ne voulais pas vous permettre d'agir à votre guise en mer, ou au moins que je prétendais, dans ce cas, faire ce qu'il me plairait sur terre ; enfin, que je ne voulais pas recevoir la loi de vous. Peut-être en cela ai-je poussé les choses trop loin, j'ai pu me tromper ; mais j'ai dû, quand vous avez bloqué la France, bloquer l'Angleterre ; et ce n'était pas un blocus sur le papier, puisque je vous ai forcés à envoyer vos marchandises autour de la Baltique, et à occuper une petite île dans la mer du Nord, pour faire la contrebande. Vous avez dit que vous vouliez me fermer les mers, et moi j'ai dit que je vous fermais la terre. Cela vous a réussi ; mais vous n'avez pas dû cette réussite à vous-mêmes, mais à des accidents inattendus par votre cabinet. Votre pays ne s'en trouve pas mieux, par la sottise de vos ministres qui ont agrandi la Russie.

« Les efforts de vos ministres pour détruire la liberté et mettre les Anglais dans les fers m'étonnent ; je vois là un changement dans l'esprit du gouvernement. Que les Russes et quelques peuples allemands soient traités ainsi, je n'en suis pas surpris : ces nations ne sont ni libérales, ni libres. Chez elles, la volonté du souverain a toujours tenu lieu de loi ; les esclaves obéissent, cela est conséquent. Mais que l'Angleterre soit traitée comme ces nations, je ne le conçois pas ; j'y vois l'envie, de la part de vos oligarques, d'abaisser ceux qui se sont enrichis par les affaires de commerce et l'industrie. C'est un « contre-sens ; c'est l'opposé du système qui a porté si haut la puissance anglaise ! »

23. — Le gouverneur m'a reproché vivement d'avoir communiqué différents journaux politiques qui venaient d'arriver à Sainte-Hélène. Il regrettait surtout que le fait de la dissolution de la chambre législative de France eût été porté à la connaissance de Napoléon.

Les questions inquisitoriales les plus minutieuses, les plus variées, les plus tracassières me furent faites à ce sujet.

24. —L'Empereur fait remarquer les amusantes contradictions des pamphlets. « Dans les uns, on écrit que j'ai poussé la corruption des mœurs jusqu'à entretenir un commerce secret avec mes sœurs ; et dans d'autres, on dit nettement que je suis impuissant. Cette dernière version a eu plus de crédit que l'autre ; elle était parvenue en Russie quand il y fut question d'un mariage entre une sœur d'Alexandre et moi, l'impératrice mère dit à son fils qu'elle ne pouvait donner sa fille à un homme impuissant ; que si je l'épousais, on serait forcé de recommencer ce qui avait été fait à l'égard de Gustave, acte qui blesserait tous ses principes ; vous savez l'histoire de Gustave ? — Non, Sire. — Eh bien, Gustave était impuissant ; n'ayant pas par conséquent d'héritier, on fit coucher un de ses chambellans avec la reine, et c'est à cette circonstance que doit le jour le sot qui a résigné la couronne, il y a quelques années.

« Alexandre répondit : « Ma mère, si vous étiez plus jeune, je vous souhaiterais Napoléon pour époux, et je vous assure que vous auriez un nouvel héritier. » Je tiens cette anecdote du prince Kourakin. »

Le souvenir de madame de Staël a donné lieu à quelques appréciations. « C'était une femme de beaucoup de talent, mais elle avait tant d'ambition, et était si intrigante, si remuante, que j'ai été obligé de l'éloigner. A Genève, elle forma une liaison avec mon frère Joseph, qu'elle séduisit par l'éclat de sa conversation. Lorsque je revins de l'île d'Elbe, elle voulut me présenter son fils, elle me demanda le paiement de deux millions que M. Necker, son père, avait prêtés à Louis XVI. Comme je ne pouvais rien lui accorder sans être injuste, je refusai de recevoir son fils. Joseph prit sur lui de me le présenter ; j'écoutai sa demande. Ma réponse fut qu'il n'était pas en mon pouvoir d'accueillir sa réclamation ; que je la regardais comme contraire aux lois ; que cette exception serait une injustice pour d'autres. Madame de Staël écrivit encore une longue lettre à Fouché : la conclusion était qu'elle avait besoin d'argent pour marier sa fille au duc de Broglie ; elle promettait, ce service une fois rendu, d'être pour moi noire et blanche. Fouché me conseilla d'accueillir cette réclamation, attendu que cette dame pouvait rendre de très-grands services dans ce moment si critique. Je ne voulus pas du marché.

« Vous savez cette autre anecdote : A mon retour de la première campagne d'Italie, je fus abordé par madame de Staël ; c'était dans une grande société : je ne pus éviter un échange de quelques paroles polies. Madame de Staël me demanda : « Général, quel est selon vous, aujourd'hui, la première femme de France ? — Madame, lui repartis-je froidement, c'est celle qui a le plus d'enfants. » Elle fut toute déconcertée. »

27. — L'Empereur considère l'Angleterre comme en décadence. Il en trouve une preuve dans la prohibition de ses marchandises en Russie et en Allemagne. « Pour reprendre la puissance qu'elle posséda au temps du grand lord Chatam, il faut qu'elle rentre dans son rôle naturel de première puissance maritime. Avec vos flottes, vous pouvez menacer d'une attaque les côtes des puissances qui vous refuseront leur bienveillance ; vous pouvez troubler leur commerce, sans craindre de représailles : votre manière actuelle d'agir vous fait perdre tous ces avantages. Vous avez abandonné votre arme la plus puissante, et vous envoyez une armée sur le continent, où vous êtes inférieurs en forces même à la Bavière. Vous me rappelez François Ier, qui, à la bataille de Pavie, avait une artillerie belle et formidable ; il mit sa cavalerie devant et masqua ses batteries, qui, si elles eussent fait feu, lui assuraient la victoire : il fut battu, perdit tout et fut fait prisonnier. Vous faites de même : vous désertez vos bâtiments, que l'on peut comparer aux batteries de François Ier, et vous jetez sur le continent quarante mille hommes que la Prusse, ou telle puissance qui voudra prohiber vos marchandises, attaquera et taillera en pièces, si vous usez de représailles.

« Comment ! vos ministres ont tout rendu ! Les autres puissances ont acquis du terrain et des millions d'âmes, et vous, vous avez rendu les colonies ! Vous rendez l'île Bourbon à la France ; vous ne pouviez rien faire de plus imprudent ; au contraire, vous deviez tâcher de faire oublier aux Français la route de l'Inde ; mais non, vous les replacez à demi-chemin. Pourquoi avez-vous rendu Java ? Pourquoi avez-vous rendu Surinam, la Martinique et quelques autres colonies ? N'étiez-vous pas les maîtres ? ne pouviez-vous pas dire que vous les reteniez les cinq années que les puissances alliées devaient rester en France ? Pourquoi n'avez-vous pas demandé Hambourg en échange du Hanovre ? vous auriez aujourd'hui un comptoir en Allemagne pour y vendre vos marchandises. »

30. — L'Empereur m'a fait appeler pour lui traduire différents passages du discours de lord Bathurst, rapporté par le *Times*. Il a été prononcé à la chambre, en réponse à la généreuse motion du lord Holland, en faveur de Napoléon. Bathurst soutient que les plaintes du général Bonaparte ne sont aucunement fondées. « Allons, dit Napoléon, il faut continuer de souffrir ; mais le règne du mensonge finira ! »

Napoléon a répété quelques-uns des reproches qu'il adresse à nos ministres. « L'état de crise qui tourmente l'Angleterre est leur ouvrage. Si les lords Grenville et Welesley avaient été ambassadeurs, je suis convaincu qu'ils auraient consulté autrement les intérêts de l'Angleterre. Que diraient les Anglais qui vivaient il y a cent ans, s'ils sortaient de leurs tombeaux, et si, apprenant tout à coup les grandes victoires de l'Angleterre, ils jetaient les yeux sur leur patrie, et voyaient que dans le nouveau traité, pas un seul article n'a stipulé un bénéfice pour le pays ; qu'au contraire, vous avez renoncé à des possessions et à des droits commerciaux indispensables à votre existence ? Et cela, quand l'Autriche voit sa population augmenter de dix millions d'habitants, la Russie de huit, la Prusse de dix ; quand la Hollande, la Bavière, la Sardaigne et les autres puissances, gardent des agrandissements de territoire ! Pourquoi l'Angleterre n'a-t-elle pas joui d'avantages égaux, elle qui a été la cause essentielle des succès ? Que ne rétablissiez-vous les petits états maritimes indépendants, tels que Hambourg, Stralsund, Dantzick, Gênes, pour servir d'entrepôts à vos manufactures, avec des conditions secrètes pour votre commerce ? Vous avez bêtement donné Gênes au roi de Sardaigne, et réuni la Belgique à la Hollande.

« Considérons la position dans laquelle vous vous trouvez. Vous êtes « presque aussi complètement exclus du continent que lorsque je ré « gnais et que j'ai proclamé le système continental. Je vous le demande, « en supposant que j'eusse été vainqueur, aurais-je pu dicter une paix « plus désavantageuse pour l'Angleterre, dans ses conséquences, que ne « l'a été celle de lord Castlereagh après votre victoire ? Rappelez-vous « que je vous ai dit, il y a quelques mois, que je regardais comme mal « habile de laisser les troupes anglaises en France et d'en nommer lord « Wellington général en chef. Vous voyez à présent les conséquences de « cette double faute. La Prusse refuse vos marchandises. Que pouvez-vous faire ? Vous ne pouvez ni

essayer d'intimider cette puissance, ni en venir à une guerre ouverte, attendu qu'elle tomberait sur lord Wellington et ses quarante mille hommes. Vous ne serez point indépendants, tant que vous laisserez vos régiments sur le continent. Après vos succès, il fallait retirer vos troupes ; vous ne vous fussiez pas attiré la haine et la jalousie des autres puissances ; l'Europe ne vous fermait pas ses ports, ou vous lui disiez : « Je bloquerai les ports si vous ne permettez pas l'entrée de mes marchandises, aucune autre n'y entrera ni n'en sortira. » Ils vous auraient cédé ; vous avez maintenant les mains liées. En vous mêlant des affaires du continent et en essayant de vous faire grande puissance militaire, vous vous êtes affaiblis.

« Vous êtes une nation de marchands ; vos grandes richesses viennent du commerce, l'Angleterre n'est pas autre chose. Ce n'est ni dans l'étendue de son territoire, ni dans sa nombreuse population, ni par ses mines d'or, d'argent ou de diamants, que la Grande-Bretagne peut alimenter sa prospérité. Je vous ai appelé nations de boutiquiers, mais nul homme de sens ne doit rougir de cette qualification ; pourtant votre prince et vos ministres paraissent vouloir changer aujourd'hui l'esprit des Anglais, et faire de vous une autre nation : ils prétendent vous faire honte de vos boutiques et de votre commerce, qui vous ont fait ce que vous êtes. Ils ne s'occupent plus que de noblesse, de titres, de décorations : ils n'ont de but que celui-là ; avec ces cordons, ces croix, que l'on répand à pleines mains, on essaye de vous transformer en nation de nobles, au lieu de vous laisser les Anglais d'autrefois. Rougissez-vous d'être vous-mêmes et voulez-vous devenir une nation de nobles et de *gentlemen* ? Tout cela pouvait aller avec moi en France, parce que cela s'accordait avec l'esprit de la nation ; mais cela est « contraire à l'esprit et à l'intérêt de l'Angleterre. Attachez-vous à vos bâtiments, à votre commerce et à vos comptoirs, et laissez les cordons, les croix et les uniformes brillants au continent. C'est là le moyen de prospérer. Lord Castlereagh a rougi de ce que l'on vous appelait une nation de marchands, et il disait souvent, lorsqu'il était en France, que c'était une fausse idée que de supposer que l'Angleterre tenait tout de son commerce, et lui devait ses richesses ; il ajoutait même que le commerce ne lui était nullement nécessaire. Je haussai les épaules quand on me rapporta ces paroles. Il a trahi son pays lors du traité de paix. Je ne veux pas dire (en posant la main sur son cœur) que la trahison soit venue d'ici ; mais il l'a

trahi en négligeant ses vieux intérêts. Il n'a été, dans le fait, que le commis zélé des souverains. Peut-être a-t-il voulu les convaincre que vous n'êtes pas une nation de marchands, et fait dire aux nations : « Oh ! que l'Angleterre s'est noblement comportée ! » Si Castlereagh eût entendu les intérêts de son pays, s'il eût stipulé des traités de commerce, demandé l'indépendance de plusieurs villes et états maritimes, pour assurer quelques avantages à l'Angleterre, l'indemniser du sang versé et de ses énormes sacrifices, il est vrai qu'alors on eût pu dire : Quel peuple mercenaire ! c'est une vraie nation de marchands : ils ne demandent que des marchés ! Et lord Castlereagh n'eût pas été si bien reçu dans les *hauts salons*.

« Il peut avoir montré du talent dans quelques circonstances, et une grande opiniâtreté à consommer ma ruine ; mais pour ce qui est de connaître et faire valoir les intérêts de son pays, c'est à quoi il ne s'est pas entendu. Il est probable que de mille ans l'Angleterre ne retrouvera une semblable occasion de s'agrandir. Dans la situation où sont les choses, on n'aurait rien pu vous refuser ; mais après des succès si romanesques, si surprenants ; après avoir été favorisé de Dieu et du hasard, comme vous l'avez été ; après avoir fait l'impossible ; après avoir effectué, je puis le dire, ce que jamais l'imagination la plus ardente n'aurait pu seulement présumer, quel profit en est-il résulté pour l'Angleterre, si ce n'est les cordons des souverains alliés qui décorent lord Castlereagh ? Quand une nation a été aussi favorisée que la vôtre, et qu'il existe de la misère chez cette même nation, l'incapacité des ministres est prouvée. »

4 juin. — La maison de Longwood a reçu aujourd'hui vingt-huit livres de viande.

Outre la garde ordinaire, on a placé un officier à Hut's-Gate, depuis l'arrivée des vaisseaux venus d'Angleterre, avec ordre de surveiller de très-près les individus qui s'approcheraient de Longwood, et de refuser le passage aux *personnes suspectes*.

Un buste en marbre du fils de Napoléon a été apporté à Sainte-Hélène sur le *Baring*. Thomas Reade a conseillé au capitaine de le jeter à la mer et de n'en rien dire.

10. — J'ai parlé à l'Empereur d'une brochure sur Murat qui venait d'être publiée. C'est l'ouvrage d'un ancien aide de camp du roi de Naples, du

colonel Macirone. Je lui rapportai qu'entre autres choses •Murat aurait dit au colonel que la bataille de Waterloo avait été perdue parce qu'on y avait fait un mauvais usage de la cavalerie, et que s'il l'eût commandée ce jour-là, les Français auraient battu les AnJe crois cela aussi, dit Napoléon. Murat était le meilleur général de cavalerie de l'Europe. Il eût donné plus d'impétuosité aux charges. Il fallait enfoncer deux ou trois bataillons, et je crois que Murat serait parvenu à le faire. C'était un officier unique, il entraînait tout. Dans l'artillerie, Drouot laissait voir le même mérite, la même intrépidité, la même décision. Murat avait environ vingt quatre ans, et était capitaine lorsque je le choisis pour aide de camp ; il m'adorait malgré ce qu'il a pu faire. J'ai eu tort de le laisser dans le midi en 1815. Il n'était rien sans moi ; mais à mes côtés, c'était un admirable officier. Je disais à Murat d'aller culbuter quatre ou cinq mille hommes sur un point, il y volait : exécuter cet ordre n'était pour lui que l'affaire d'un moment ; si je l'abandonnais à lui-même, ce n'était plus le même. Il était toujours au fort du feu. Des plumes magnifiques surmontaient son bonnet, étincelant de diamants et de broderies ; son costume entier était couvert d'or. Les soldats ennemis ne voyaient et n'admiraient que lui. Je ne puis expliquer comment il a échappé mille fois à la mort. Il est vrai que les ennemis, et les Cosaques surtout, poussaient des cris de joie en l'apercevant. Chaque jour il engageait quelque combat singulier avec eux ; il ne revenait jamais sans avoir teint son sabre de leur sang. C'était un véritable paladin. Mais, considéré comme chef d'État, dans le cabinet, c'était un poltron sans jugement et sans décision. Murat et Ney étaient les deux hommes les plus braves que j'aie connus. Le caractère de Murat était plus noble, plus franc que celui du maréchal. Murat, malgré son affection pour moi, m'a fait plus de mal que qui que ce soit au monde. Quand je quittai l'île d'Elbe, je lui envoyai un courrier pour l'informer de mon départ ; il voulut aussitôt attaquer les Autrichiens. La personne envoyée en courrier le supplia inutilement de différer. Murat me croyait déjà, non-seulement maître de la France, mais encore de la Belgique et de la Hollande, et il voulait, disait-il, faire une bonne paix avec moi. Il chargea les Autrichiens comme un fou avec sa *canaille* napolitaine ; il ruina mes affaires. J'étais au moment de négocier avec l'Autriche, le traité allait être conclu. Quand l'empereur François apprit cette attaque impétueuse, il pensa que Murat n'agissait ainsi que d'après mes instructions. Metternich dit alors : « L'Empereur est toujours le

même ; c'est un homme de fer. Le séjour qu'il a fait à l'île d'Elbe ne l'a pas changé : rien n'est capable de le guérir. *Tout ou rien*, c'est sa règle. » L'Autriche se joignit à la coalition.

« Murat ignorait que ma conduite était toujours réglée d'après les circonstances. Il était comme un homme qui regarde les changements de décorations à l'Opéra, sans jamais penser à la machine qui les met en mouvement ; il n'a pas cru me faire un grand tort en se séparant de moi la première fois, car il ne se serait pas joint aux alliés. Il calcula que je serais obligé de céder l'Italie et quelques autres pays ; il n'a jamais envisagé ma ruine. »

Le gouverneur s'est rendu chez le général Bertrand et lui a fait connaître que M. Manning avait apporté au nom de lady Holland quelques présents qui lui étaient destinés ; qu'il était aussi arrivé, adressé par un sculpteur de Livourne, un buste du jeune Napoléon ; qu'il désirait savoir si le général Bonaparte le recevrait. Bertrand lui répondit affirmativement ; mais il fallait renvoyer en échange au sculpteur un cadeau de cent guinées.

Napoléon m'a demandé si je connaissais ce qui avait été dit dans l'île, sur ce buste ; je répondis que j'en avais entendu parler. « Pourquoi ne m'en avez-vous rien dit ? ajouta Napoléon. J'avais résolu, si ces objets ne m'eussent pas été remis, de rédiger une plainte qui aurait fait dresser les cheveux à la tête de tout Anglais. J'aurais raconté des choses qui eussent fait exécrer cet infâme Hudson Lowe par toutes les mères d'Angleterre. J'ai su qu'il avait délibéré à ce sujet, et que son premier ministre Reade avait ordonné que le buste fût brisé. Sa femme lui aura sans doute reproché l'atrocité d'un pareil procédé. »

Dans la même conversation, Napoléon m'a parlé de sa mère. « Mon excellente mère, dit-il, est une femme d'âme et de beaucoup de talent^[3] ; elle a un caractère mâle, fier et rempli d'honneur Elle vendrait tout pour moi, jusqu'à sa chemise. Je lui avais assigné un million par an, outre un palais, et je lui faisais beaucoup de présents. Je dois ma fortune à la manière dont elle m'a élevé : je suis d'avis que la bonne ou mauvaise conduite à venir d'un enfant dépend entièrement de sa mère. Elle est très-riche. Plusieurs personnes de ma famille ont réfléchi que je pouvais mourir, qu'il pouvait arriver des accidents, et en conséquence ont eu soin de se conserver

une partie de leur fortune. Joséphine est morte riche de dix-huit millions. Elle était protectrice des arts. Elle avait fréquemment de petites querelles avec Denon et avec moi, parce qu'elle voulait se procurer aux dépens du Musée de belles statues et des tableaux pour sa galerie. J'ai pensé sans cesse à l'instruction et aux jouissances du peuple ; toutes les fois que j'ai pu me procurer une belle statue et un tableau de grand maître, je l'ai fait et envoyé au Musée ; il devait y augmenter les plaisirs de la nation.

« Quand le pape était en France, je lui donnai un très-magnifique H palais richement meublé, à Fontainebleau, et cent mille couronnes par mois pour sa dépense. On lui tenait prêtes quinze voitures pour lui et ses cardinaux, quoiqu'il ne sortît jamais. C'était un excellent homme, mais un peu exalté. Il était grandement fatigué des libelles dans lesquels on soutenait que je l'avais battu. Il les démentit publiquement, déclarant qu'excepté en matière politique, je l'avais toujours très-bien traité. J'eus dans un temps la pensée de le nommer mon aumônier, et de faire de Paris la capitale du monde chrétien. »

Nous avons reçu enfin le joli buste en marbre blanc du jeune Napoléon ; il est presque de grandeur naturelle, fort bien exécuté, et porte cette inscription *Napoléon François-Charles-Joseph*, etc.

On a placé ce buste sur la cheminée du salon. « Regardez-le, dit Napoléon avec émotion. Voyez cette figure ! Celui qui a voulu la briser à notre insu est un monstre ! elle toucherait le cœur d'une bête sauvage. Celui qui voulait la briser plongerait un couteau dans le cœur de cet enfant, s'il était en son pouvoir. » Les regards de l'Empereur exprimaient les plus vifs sentiments de la paternité ; sa joie, la douce fierté de ses traits étaient attendrissantes.

Nous avons eu de nouveaux détails sur l'affaire du buste. Le gouverneur avait proposé de le jeter à la mer.

On a adressé au général Bertrand, pour Napoléon, un jeu d'échecs magnifique et son damier, deux corbeilles à ouvrage en ivoire d'un charmant travail, une boîte à jetons provenant des fabriques de la Chine. La lettre d'envoi disait qu'ils étaient offerts à l'illustre habitant de Longwood au nom de M. Elphinstone, comme un souvenir de sa profonde

reconnaissance pour celui dont la bonté généreuse avait sauvé les jours de son frère.

La veille de la bataille de Waterloo, le capitaine Elphinstone, blessé, avait été fait prisonnier. Sa très-grave blessure obtint l'intérêt de Napoléon, qui ordonna à un chirurgien de le panser ; apprenant que la perte de son sang l'avait jeté dans une grande défaillance, il lui envoya un gobelet d'argent plein de vin de son office. Lors de l'arrivée du *Bellérophon* devant les côtes de la Grande-Bretagne, lord Keith était allé faire ses vifs remerciements à Napoléon ; le capitaine était son neveu.

J'ai vu l'Empereur dans son cabinet. La conversation a eu pour sujet le roi d'Espagne Ferdinand et le baron Kolli. « Kolli, dit-il, fut découvert par la police, parce que partout où il entrait pour manger il demandait qu'on lui servît le *meilleur vin* ; cela s'arrangeait mal avec la pauvreté de ses vêtements. Cette singularité frappa les agents mis sur ses traces ; on l'arrêta, et on trouva sur lui une lettre de*** qui engageait Ferdinand à fuir et lui assurait des secours. Un agent de police se mit à la place de Kolli et continua son voyage. On l'envoya avec les papiers de Kolli auprès de Ferdinand, qui, après les avoir lus, refusa de s'enfuir.

« A Bayonne, j'offris à ce prince de retourner en Espagne, en lui notifiant toutefois qu'après son arrivée je lui ferais la guerre. Ferdinand refusa de rentrer, à moins que ce ne fût sous ma protection. Je ne le surveillais pas. Il était libre à Bayonne, et pourtant que n'a-t-on pas dit ! Il avait auprès de lui autant d'amis et de nobles qu'il le désirait, je ne lui ai rien fait de ce que je supporte ici. Je voulais établir en Espagne une constitution libérale ; j'aurais détruit l'inquisition, anéanti la superstition, les droits féodaux et les privilèges. Cette constitution aurait appelé aux premières charges du royaume et aux emplois publics tous ceux qui auraient eu des talents et du mérite, sans distinction de naissance. Les hommes qui gouvernaient en Espagne avaient trop peu de capacité pour que ce pays me fût en rien utile. Avec un gouvernement vigoureux, on aurait pu faire usage des grandes ressources que présentent ses belles provinces, et on aurait pu s'en servir surtout si avantageusement contre l'Angleterre ; je l'aurais forcée de ce côté à signer la paix, et la paix conformément aux droits maritimes et généraux. Sans doute je désirais détrôner les Bourbons, à qui je supposais naturellement d'assez malveillantes intentions. Je n'ai jamais cru nécessaire

d'y placer mon frère, mais un partisan de ma cause. Ce qui était pressant pour moi était d'écarter les Bourbons du gouvernement. »

Napoléon, dans une autre partie de cette conversation, a reparlé de Fox. « Il était sincère, m'a-t-il dit, il avait de la droiture, et voyait juste ; s'il ne fût pas mort, la paix se serait faite, et l'Angleterre serait florissante. Fox avait une connaissance parfaite des intérêts anglais. Il fut reçu comme un grand homme et un ami de l'humanité dans toutes les villes de France où il passa. On lui offrit des fêtes et on lui rendit des honneurs. Cet homme d'État aurait réconcilié les deux pays. »

Napoléon m'a raconté quelques actes de la carrière du vieux général Wurmser : « Quand je faisais assiéger Mantoue, peu de temps avant sa reddition, un Allemand fut saisi au moment où il pénétrait dans la place. Pris pour un espion, on le fouilla ; on ne trouva rien. On le menaça : alors un Français qui parlait un peu allemand survint. Informé du fait, il dit au prisonnier qu'il allait le tuer, s'il ne disait pas sur-le-champ ce qu'il venait faire dans la place, tira son sabre et lui en porta la pointe au corps. Le pauvre diable, effrayé, dit qu'il avait avalé ses dépêches pour Wurmser, et qu'en attendant quelques heures on pourrait les connaître. Lorsqu'il me fut amené, je le fis enfermer dans une chambre avec deux officiers d'état-major. En effet, quelques heures après, on retrouva une lettre de la main de l'empereur François à Wurmser. Il lui disait de tenir quelques jours de plus, et qu'alors il serait secouru par une forte colonne qui venait dans une direction qu'il mentionnait, sous les ordres d'Alvinzi. Éclairé par ce renseignement, je partis avec la plus grande partie de mon armée, je marchai sur la route indiquée ; je rencontrai en effet Alvinzi au passage du Pô, je le battis complètement et revins à mon siège. C'est alors que le vieux maréchal me fit proposer à certaines conditions la reddition de la forteresse. Il ajoutait que sa garnison avait encore pour quatre mois d'approvisionnements. Ma réponse fut que je savais positivement qu'il n'avait pas pour trois jours de vivres, mais que j'avais une si haute idée de son courage et de ses talents, qu'il avait si brillamment défendu la place confiée à son épée, que j'étais prêt à signer à cause de lui et ses braves la capitulation la plus honorable. Découragé par l'exactitude de ces renseignements, et encouragé par ma générosité, il m'envoya ses propositions ; j'acceptai et m'éloignai, ne voulant pas jouir de l'humiliation

de ce noble soldat. Wurmser ne me désignait jamais que sous le nom de jeune homme. Il était très-âgé, brave comme un lion, mais extrêmement sourd : il n'entendait plus siffler les balles auprès de lui.

« Je courus dans ce moment à la rencontre des troupes papales qui venaient de se révolter.

« Wurmser me sauva la vie quelques jours plus tard. En arrivant à Rimini, je reçus une lettre de lui ; un de ses courriers me l'apporta : il m'écrivait qu'on devait m'empoisonner, et il me nommait le lieu, le jour où cette entreprise devait se consommer. C'était à Rimini, et les auteurs du complot n'étaient rien moins que quelques canailles de prêtres. Ils auraient réussi, si je n'eusse pas été prévenu. Comme Fox, il avait l'âme noble ! »

J'ai fait part au gouverneur de la réponse que Napoléon m'avait chargé de lui porter. (Il est toujours question du buste.) Le gouverneur n'a pu l'entendre, sans s'exaspérer au plus haut degré^[4], « Dites à Bonaparte, continua-t-il d'un ton de voix qui n'était rien moins que calme, que, pour prouver que je ne crains pas d'envoyer quelque message que ce soit en Angleterre, je suis résolu à faire passer au ministre le rapport qu'il vient de m'adresser. »

Lorsque je lui dis que l'Empereur avait dit à lord Amherst : « Je suppose que sir Lowe ne vous a pas appris que je ne puis quitter cette route, » le gouverneur à ces mots se leva avec fureur, et s'écria : « C'est faux ! je n'ai point donné cet ordre. » Je lui démontrai qu'il se trompait. Quand sa rage fut tombée, je lui fis observer qu'il n'était pas naturel qu'il fût étonné de la vivacité des plaintes de Napoléon. « Mettez-vous à sa place ; profiteriez-vous de la permission de monter à cheval, s'il fallait vous enfermer dans les restrictions que vous lui imposez ? »

M'ayant demandé, la conversation une fois adoucie, ce que je pensais du discours de lord Bathurst, je lui dis que plusieurs parties reposaient sur des faussetés. Le colloque reprit toute sa vivacité. « Vous êtes donc, me dit-il, l'avocat des Français ! » Il me menaça. Je le revis le lendemain 21. Ses paroles ne s'adoucirent pas : je lui offris alors ma démission.

L'Empereur me donna à lire sa réponse au discours de lord Bathurst ; elle commence ainsi : « Le bill du parlement anglais n'est ni une loi ni un jugement. » Il compare ce bill aux proscriptions, « aussi justes, aussi

nécessaires, mais moins barbares, que Sylla et Marius traçaient avec la pointe encore sanglante de leur épée ; avec cette différence, que le bill du parlement anglais avait été rendu en temps de paix et avait été sanctionné par le sceptre d'une grande nation.

« Lorsque j'entrai à Berlin, m'a dit Napoléon, j'y ai trouvé la mère du prince d'Orange, sœur du roi ; elle avait été laissée malade dans les appartements élevés du palais. Elle n'avait pas d'argent, et personne ne venait la voir. Après mon arrivée, ses domestiques vinrent invoquer ma protection : ils manquaient même de bois pour se chauffer. Le roi avait oublié sa sœur. Lorsque je sus cette circonstance, j'adressai 100,000 francs à la princesse ; je pourvus à ses besoins. Nous eûmes plusieurs entrevues ; j'aimais même sa conversation.

« On m'apporta, quelques années après aux Tuileries, des lettres écrites d'Angleterre par son fils, alors aide de camp de Wellington, et qui recherchait à Londres la main de la princesse Charlotte. Je ris beaucoup en lisant ces lettres, qui arrangeaient fort mal certains grands personnages d'Angleterre de mes ennemis. Je pensai à les faire imprimer dans le *Moniteur*. Dans l'intervalle, l'agent instruisit la princesse qu'il avait été arrêté, ses papiers saisis, et il lui disait, en partie, ce qui avait été écrit par le jeune prince ; il était de moitié dans ses pensées. La princesse me conjura, dans une lettre qu'elle m'écrivit sans délai, de ne pas rendre ces papiers publics, m'exposant le tort que cela ferait à son fils et à sa famille, et elle rappela à mon souvenir le temps où j'étais à Berlin. Je fus touché de sa prière, et je ne laissai pas publier ces lettres qui devaient faire un grand bruit en Europe. »

Napoléon parla de la reine de Prusse ; il avait eu une haute considération pour son caractère, et si le roi l'eût menée tout de suite à Tilsitt, il aurait obtenu des conditions plus favorables. Elle était élégante, jolie, spirituelle et fort instruite. Elle déplorait vivement cette guerre : « Ah ! disait-elle, *la mémoire du grand Frédéric nous a perdus ; nous nous sommes crus pareils à lui, et nous ne le sommes pas.* »

Je rappelai à Napoléon que c'était principalement à l'occasion de la reine de Prusse que ses ennemis avaient exagéré leurs reproches : « Et que disent-ils ? Prétendent-ils que je l'ai empoisonnée ? — Non ; mais ils parlent des chagrins que vous lui avez donnés ; c'est, disent-ils, la cause de sa mort.—

Mais à qui la faute ? Cette sensibilité, à la vue des malheurs de sa patrie, l'honore ; mais pourquoi le roi et la reine ont-ils voulu la guerre ? »

Revenant ensuite à une idée que sa situation ramène toujours, Napoléon m'a dit avec calme : « Il serait plus honorable pour l'Angleterre de m'avoir fait fusiller sur-le-champ, dans le premier moment de rage, lorsque je me rendis sur le Bellérophon, que de me condamner à vivre sur ce rocher ! »

22. — J'ai vu Napoléon ; il s'est levé à quatre heures du matin et a écrit sans cesse. Il m'a fait voir son habit vert retourné.

« Si j'avais trouvé la mort à Moscou, j'eusse laissé la réputation la plus éclatante des siècles : il m'a manqué une balle.

« Il est vrai que je me suis relevé à Lutzen, à Bautzen, à Hanau. Les marches de la campagne de France en 1814 n'ont point affaibli cette réputation. Mon retour de l'île d'Elbe a bien montré que j'étais encore propre aux entreprises audacieuses.

« J'ai fait deux grandes fautes à Dresde, j'ai consenti à un armistice après d'éclatantes victoires, et je n'ai pas ensuite signé la paix. Si j'avais continué mes marches victorieuses, je revenais sur la Vistule, et les Autrichiens n'auraient point eu le temps de prendre parti contre moi.

« Les alliés à Paris, ma cause n'était point perdue. Je savais que je pouvais compter sur le peuple : j'y fusse revenu dans la nuit ; le peuple, poussé en avant, eût alors tout attaqué, tout massacré. Mais la trahison du duc de Raguse, qui commandait l'avant-garde, rendit ce plan « impossible. Je fus des lors compris, livré. »

Lui ayant demandé, dans le même entretien, quelle avait été la plus heureuse époque de sa vie, il me dit sans hésiter : « Les vingt jours de ma marche de Cannes à Paris en 1815. »

« En 1814, dit-il ensuite, quand Castlereagh se trouvait à Châtillon, auprès des ambassadeurs des alliés, cette ville était investie, par suite des batailles que je venais de gagner. Ce ministre paraissait inquiet, il craignait de tomber dans mes mains, n'étant ni accrédité comme ambassadeur, ni revêtu d'un caractère diplomatique, relativement à moi. Il alla trouver Caulaincourt pour s'expliquer à ce sujet : il était agité, et reconnut que j'avais le droit de le traiter assez mal. Ce qui ajoutait à ses alarmes, c'est

que sans un événement inespéré, il était difficile qu'il échappât à mes soldats.

« Caulaincourt m'instruisit de cela ; je lui fis dire sans délai que, le cas échéant, je regarderais Castlereagh comme ambassadeur. »

Napoléon a parlé de M. le comte de Narbonne, ambassadeur à Vienne, tué par un boulet devant Torgau. Il en a fait le portrait : « M. de Narbonne réunissait à l'esprit le plus brillant l'équité du caractère : il était très-habile. Tant qu'il fut à Vienne, la France ne fut pas dupe de Metternich : il pénétrait admirablement ce ministre et son cabinet. En envoyant, en 1812, à l'empereur de Russie cet homme distingué, je pense que j'aurais conservé la paix. Alexandre demandait Dantzick et une indemnité — pour le duc d'Oldenbourg. Après le début brillant de mes armées en Russie, Alexandre m'envoya un parlementaire pour dire que si je voulais évacuer l'empire et revenir sur le Niémen, il traiterait. Je n'ai pas cru alors à sa bonne foi. Si cette offre fût revenue, et que nous nous fussions rapprochés, la guerre n'avait pas lieu cette fois. »

23. — Le général Gourgaud m'a raconté quelques circonstances intéressantes de la bataille de Waterloo. Lorsque la dernière charge de la cavalerie française eut échoué, la cavalerie anglaise s'approcha et donna à cent pas de Napoléon. Il était là avec ses meilleurs généraux, Soult, Drouot, Bertrand ; Gourgaud y était aussi. Celui-ci, sur l'ordre de Napoléon, rangea un petit bataillon en carré, et fit jouer trois pièces de campagne ; la cavalerie fut arrêtée aussitôt : un des boulets vint emporter la jambe du marquis d'Anglesea. Napoléon était à la tête de la colonne, criant : « Il faut mourir ici ! mourir sur le champ de bataille ! »

Napoléon voulait exécuter une charge avec ce peu de monde, mais les tirailleurs anglais gagnaient du terrain. Labédoyère galopait autour d'eux le sabre au poing, cherchant une mort digne de lui. Les amis de Napoléon l'empêchèrent de se jeter au milieu de l'ennemi ; Soult saisit son cheval par la bride, en lui disant qu'on ne le tuerait pas, mais qu'il serait fait prisonnier ; et, avec l'aide de quelques autres personnes dont il était entouré, ce général parvint à lui faire abandonner le champ de bataille. Il n'y avait plus alors dans ce lieu que la faible colonne dont on vient de parler qui pût s'opposer aux progrès des Prussiens. Napoléon était si fatigué, que sur la route de Jemmapes et de Philippeville, il serait tombé de cheval s'il

n'eût été soutenu par Gourgaud et par deux autres personnes qui l'accompagnèrent pendant la moitié du chemin. Ils gardaient tous un profond silence. Arrivé sur la route de Paris, il fut décidé que Napoléon se rendrait directement au sénat, où il entrerait avec ses bottes et ses éperons ; ce projet fut abandonné.

25. — J'ai parlé de l'Espagne à l'Empereur, et je lui ai demandé s'il était vrai qu'en sa présence la reine eut dit à Ferdinand qu'il n'était pas le fils du roi. « Cela n'est point vrai, me dit Napoléon ; mais, dans un mouvement de colère, elle a dit qu'il ne ressemblait pas à un fils de roi. » Lui ayant rappelé qu'on avait dit qu'il avait voulu marier Ferdinand à une de ses nièces : « Ce n'est pas vrai. Je n'ai jamais songé à lui pour une alliance dans ma famille. »

Il a parlé de ses campagnes : « A la bataille d'Essling, j'ai conservé le champ de bataille ; mais dans la nuit je l'ai évacué, on a pu croire un moment que je me regardais comme battu ; la victoire très-disputée de Lutzen a été très-décidément gagnée à Bautzen ^[5]. »

Robespierre a été jugé de nouveau par l'Empereur : « Il s'est opposé au jugement de la reine ; il n'était point athée, comme on l'a dit, et défendit, contre ses collègues, la croyance d'un Être suprême. Ce n'est pas lui qui conseilla le massacre des nobles et des prêtres pour affermir la liberté en France comme le pensaient les révolutionnaires énergiques. Robespierre avait demandé que Louis XVI fût mis hors la loi ; il pensait que le jugement était un très-inutile et très-ridicule simulacre de justice politique. C'était un fanatique, mais il était incorruptible, et incapable de voter ou de causer la mort de qui que ce fût par inimitié personnelle ou par désir de s'enrichir. Enthousiaste, il croyait agir selon la justice en se conduisant comme il l'a fait à l'égard des nobles. La mort le trouva pauvre. Sous ces rapports, ce réformateur était un honnête homme. Après sa mort ses condisciples les plus sanguinaires ont tout rejeté sur lui : ces autres fanatiques s'étaient honorés également par la plus scrupuleuse probité ; ils avaient cependant tous trempé leurs bras dans le sang des classes supérieures de la société.

« Pouvoir singulier du fanatisme, de la foi à des opinions, ces hommes implacables eussent refusé les victimes qu'ils marquaient à toutes les séductions humaines. Ils ont fait guillotiner plusieurs de leurs collègues

pour *crime de concussion, pillage*. Talleyrand, Danton, n'ont pas fait comme cela dans les emplois. *Talleyrand*, homme d'esprit, est le plus corrompu et le plus vil des agioteurs, il vendait tout ; *Fouché* un peu moins. Ils étaient connus.

« Carnot avait une haute intégrité ; il a bien servi la révolution ; il a quitté la France sans posséder un sou. »

Je dis à Napoléon que j'étais étonné que Barrère eût échappé à toutes les vicissitudes révolutionnaires : « Parce que Barrère n'avait pas de caractère à lui ; c'était un homme qui changeait de parti à volonté, qui les servit successivement tous. Je me suis servi de sa plume sans beaucoup d'effet. Il employait les fleurs de la rhétorique ; mais ses raisonnements n'avaient aucune solidité, rien que *coglionerie* enveloppées dans des termes élevés et sonores. »

C'est de Sieyès qu'il m'a parlé ensuite. « Après le 18 brumaire, j'eus avec cet homme d'esprit un long entretien sur la situation générale de la France, sur la tâche que je me faisais d'avance. Sieyès, en me quittant, alla souper chez quelques chauds républicains. Il leur dit en arrivant : « Il n'y a plus de république ! Un seul homme va tout remplacer. Ce n'est pas seulement un grand général, c'est encore un homme d'État, capable de tout voir, de tout embrasser, de diriger les affaires générales. Ses connaissances sont immenses, sa raison supérieure. Il n'a besoin ni de conseillers ni d'appui. La politique, les lois, l'art de gouverner lui sont aussi familiers que le commandement d'une armée. Il est jeune et déterminé. La république a cessé d'être avec ce chef-là. » Les républicains furent émus. « Mais si c'est un tyran, il faudra le tuer. — Hélas ! mes amis, dit Sieyès, notre situation deviendrait encore plus fâcheuse ! »

L'Empereur a parlé de Fouché. « Il m'a dit qu'il n'avait jamais eu sa confiance. C'était un plat courtisan qui affectait une sorte d'adoration pour ma personne ; flatterie qui me touchait très-peu. Je me suis servi de lui contre les jacobins, mes ennemis ; il les surveillait, les dénonçait. J'en ai éloigné à peu près deux cents : c'étaient ses vieux collègues et amis. Il les trahit sans remords. Je n'ai jamais compté sur lui ; dans les solennités officielles, je ne permettais pas qu'il m'adressât le premier la parole. Je ne crois pas à la réalité de ses talents.

« Il n'en a pas été ainsi pour Talleyrand, qui, pendant beaucoup d'années, a connu toutes mes idées. Celui-là possède des talents supérieurs ; mais il est avide, méchant, corrompu.

« Sieyès a eu aussi ma confiance : c'est un homme de grand mérite ; il est probe ; c'est le contraire de Talleyrand. Il aime l'argent, je le reconnais, mais il est incapable de recourir, comme Talleyrand, à des moyens odieux pour augmenter sa fortune. »

1er septembre. — Le journal du Cap répète une nouvelle d'Europe, de laquelle il résulterait que la sœur de Napoléon, ancienne femme de Mural, a épousé le général Macdonald. Napoléon a refusé de croire à cette nouvelle. « Caroline ne peut pas passer si vite à de secondes noces, à moins qu'elle ne soit folle ; elle est arrivée à l'époque de la vie où les passions s'affaiblissent ; elle a quatre enfants, un jugement remarquable, et des talents trop supérieurs à la plupart des personnes de son sexe pour que cette action me paraisse probable. Après tout, qui peut répondre des affections d'une femme ? »

L'Empereur m'a dit qu'il lui avait été rapporté que lord Wellington avait le premier désigné Sainte-Hélène pour le lieu de sa détention. Je lui répondis que je l'avais entendu dire aussi. Cela lui fera peu d'honneur dans la postérité^[6].

L'Empereur se plaint de nouveau très-justement du gouverneur. « *Il avoue impudemment son arbitraire*. Il prétend qu'il a le pouvoir de déchirer la couverture d'un livre, d'examiner toutes les pièces d'un ameublement, alors même que ces objets seraient consacrés à mon usage. »

La méthode des Anglais pour assiéger les villes a été l'objet de quelques critiques. Lord Wellington était, selon lui, un bourreau d'hommes ; la preuve, c'étaient les sacrifices immenses devant Badajoz et Ciudad-Rodrigo.

En 1814, l'assaut de Berg-op-Zoom fut une tentative plus hardie, mais qui ne devait et ne pouvait réussir, parce que les troupes qui formaient la garnison de la place étaient plus nombreuses que celles qui l'investissaient. « L'échec que les Anglais essuyèrent provint en partie de ce que l'un de leurs généraux ne communiqua point avec son collègue, de sorte qu'ayant été mortellement blessé, les troupes s'étaient trouvées sans chef. »

L'Empereur me répondit que dans l'hypothèse la plus favorable, en supposant que cet accident ne fût pas venu déranger les combinaisons des assiégeants, l'assaut ne pouvait réussir que dans le cas où la panique se serait communiquée aux assiégés, ce qui était possible après tout. « Graham, qui a été tué à ce siège, était commissaire de l'armée, lors de son début à Toulon. C'était un homme hardi quoique âgé. »

5. — Le gouverneur songe à réduire le nombre des feux à Longwood. Les observations que j'ai pu lui faire sur les besoins que ressentent particulièrement les Français de se garantir du froid et de l'humidité, n'ont point changé son opinion. Il m'a répondu que lady Lowe n'avait pas de feu dans sa chambre. »

L'Empereur s'est entretenu aujourd'hui avec l'amiral de la structure et de la capacité ordinaire des vaisseaux anglais. L'amiral lui a démontré qu'un vaisseau de 74 peut prendre environ quatre-vingts tonnes d'eau de plus, au moyen de ses réservoirs.

« Si j'avais su cela, en 1806, dit Napoléon, j'aurais envoyé trente mille hommes dans l'Inde ; j'étais conduit par divers calculs, pour expédier un corps de cette importance ; seulement je trouvais toujours que mes troupes manqueraient d'eau pendant un mois. »

Lui ayant demandé quelques renseignements sur son plan, il me dit : « Le port de Brest renfermait de quarante à cinquante voiles, vaisseaux de ligne ou frégates ; j'aurais placé les trente mille soldats sur ces quarante vaisseaux, à raison de huit cents par vaisseau ; quatre cents matelots les eussent accompagnés ; j'aurais proportionné à ce nombre les bâtiments de transport ; dix vieux vaisseaux de ligne de peu de valeur auraient transporté le reste du contingent, les soldats de cavalerie démontés, les artilleurs avec un complément d'approvisionnement ; j'aurais fait conduire cette escadre à l'île de France, en grande diligence. Là, elle aurait refait ses provisions, repris de l'eau, descendu ses malades à terre, enlevé des troupes fraîches pour remplacer les malades, augmenté le contingent de trois mille noirs organisés en bataillons coloniaux. De là, cette escadre se serait rendue dans l'Inde. Le débarquement se serait effectué le plus près possible des Marattes, vos ennemis naturels, auxquels je me serais réuni, pour vous faire une guerre opiniâtre ; je recevais souvent de l'Inde des nouvelles plus récentes que vous n'en aviez en Angleterre. Le roi de Perse était bien

disposé pour nous ; ce plan ne put recevoir son exécution par la raison que je donnais tout à l'heure, que j'avais reconnu, d'après mes calculs, que les bâtiments seraient privés d'eau pendant un mois. Si j'avais su qu'on pût établir des réservoirs, j'aurais certainement consommé l'entreprise. »

Napoléon calcula le nombre des tonnes d'eau qu'on aurait eues de plus au moyen de ces réservoirs, et trouva que les bâtiments se seraient trouvés suffisamment approvisionnés. Pour une puissance secondaire sur la mer, cette invention serait d'une grande importance, puisqu'elle dispenserait d'entrer dans les rades pour y faire de l'eau. »

Je causai avec Napoléon de Toussaint Louverture : « Vous savez, lui dis-je, que vos ennemis ont dit que vous l'aviez fait mettre à mort dans sa prison. » Voici sa réponse : « Je n'ai pas besoin de répondre à toutes les absurdités que l'on peut débiter. Quelle raison avais-je de faire mourir ce nègre après son arrivée en France ? et qu'aurais-je eu en vue ? L'une des plus grandes fautes que j'aie faites, ç'a été d'envoyer une armée à Saint-Domingue. J'aurais dû prévoir l'impossibilité du succès. C'est une faute grave : je suis coupable d'imprévoyance, de précipitation ; j'aurais dû reconnaître l'indépendance de Saint-Domingue et le gouvernement des hommes de couleur ; j'aurais dû leur envoyer des officiers français pour les organiser avant la paix d'Amiens. Si je m'y fusse pris de cette manière, je vous aurais fait un tort incalculable. Je vous enlevais la Jamaïque, et vos colonies se trouvaient compromises. L'indépendance de Saint-Domingue reconnue, je n'aurais pas eu à envoyer une armée pour combattre les noirs. Mais lorsque la paix fut signée, les anciens colons, les marchands et les spéculateurs m'accablèrent de demandes. La nation elle-même désirait recouvrer cette riche colonie ; j'ai cédé. Si, au contraire, j'avais fait mon traité avec les Haïtiens avant celui d'Amiens, j'aurais pu refuser de faire aucune démarche pour reprendre Saint-Domingue ; en agissant différemment, j'aurais été en contradiction avec moi-même. »

7. — Napoléon s'est plaint de douleurs rhumatismales. « Chaque soir, m'a-t-il dit, quand je quitte ma petite salle, où il y a du feu, pour entrer dans ma chambre à coucher, j'éprouve en y mettant le pied la sensation que l'on ressent en descendant dans une cave humide ou dans un tombeau. Si ce n'était la chambre assez claire et bâtie en bois sec, que Cockburn a fait construire, dans laquelle je me promène et fais de l'exercice, il y aurait

longtemps que je serais enterré. C'est, je crois, ce que demande votre oligarchie. »

La conversation est ensuite tombée sur la nouvelle noblesse. « Je n'ai plus besoin de défendre ma création ; cette noblesse est celle du peuple ; j'ai pris indifféremment le fils d'un fermier, d'un artisan, et j'en ai fait un duc, un prince, selon ses talents. Ma pensée fut un système d'égalité générale. Je voulais que chacun fût admissible dans les grands emplois, quelle que fût l'obscurité de sa famille. Mon gouvernement se fût soutenu et élevé encore par les gens de mérite. »

Courses de chevaux à Deadwood. — Les commissaires étrangers y ont tous assisté, mais les Français de Longwood n'y étaient point, excepté les enfants et quelques domestiques. J'avais emprunté deux chevaux au général Gourgaud, pour Miss Éliza Balcombe et moi ; instruit de cette circonstance, le gouverneur se livra contre moi à une sortie violente. J'avais commis un grave délit à ses yeux ; j'avais osé prêter un cheval à une jeune dame anglaise ! il fallait d'abord en solliciter la permission de sir Lowe.

Napoléon m'a parlé de plusieurs femmes qu'il a connues. « Je crois, m'a-t-il dit, que la plus belle personne que j'ai vue en ma vie était mademoiselle G**s, née en Irlande, ou appartenant à une famille de ce pays. C'était du temps de Joséphine. Un jour que j'étais à la chasse dans la forêt de Saint-Germain, les personnes qui m'accompagnaient la laissèrent venir à moi, son placet à la main. Elle se jeta à mes pieds ; sa figure, que je pus remarquer à travers le voile, était ravissante. Je fus ébloui et pressentis quelque intrigue ; mais je n'en marquai aucun mécontentement. J'ai revu plusieurs fois cette jeune dame : mais ayant remarqué rapidement que sa présence aurait pour effet de lier quelque intrigue dans mon intérieur, je ne la reçus pas plus longtemps.

« La veille du jour où je quittai Paris pour me rendre à Waterloo, dans la soirée, une belle Anglaise vint aux Tuileries et demanda à me voir. Elle parla à Marchand, qui lui dit que cela était impossible, que je quittais Paris le lendemain. Cette réponse parut l'affliger ; elle eut beaucoup de peine à se retirer.

« Après la prise de Vienne, une princesse autrichienne se passionna pour moi. Elle accourut à Schoenbrunn et demanda instamment à me parler.

Murat devina sa pensée ; comme il était un très-beau garçon, il essaya de changer l'objet de ses desseins, mais elle le repoussa avec vivacité. On la fit entrer ; je me présentai à elle comme étant le maréchal Duroc. Elle parlait assez mal le français et l'italien, et, de mon côté, je n'entendais pas l'allemand. Je lui dis de ne point parler si haut, parce que l'Empereur était là, et je montrais Duroc que je voulais faire passer pour moi ; mais elle m'avait vu, et elle s'écria : — Non, non ! vous, vous l'Empereur ! — Elle était très-jolie.

« Lord Castlereagh a dit, m'assure-t-on, dans la chambre des communes, que j'avais fait dresser une liste des plus riches héritières de France, que je les mariais, bon gré, mal gré, à mes officiers. Quels plats mensonges ! Une fois j'ai désiré vivement le mariage de Caulaincourt, un de mes officiers les plus aimés, avec mademoiselle ***, fille d'un banquier, immensément riche ; eh bien ! elle lui a été refusée nettement. »

Napoléon s'est montré dans la galerie de Longwood. Le gouverneur en conclut qu'il n'est pas malade ; il m'a fatigué de questions ridicules.

J'ai trouvé Napoléon dans son bain, abattu, gardant le silence : il était très-souffrant par suite d'une longue insomnie. Il m'a donné des détails qui me prouvent de plus en plus que l'exercice du cheval est nécessaire à sa santé ; je lui ai recommandé de nouveau les promenades ; mais il s'y est refusé : « Je ne puis de gaieté de cœur, m'a-t-il dit, m'exposer aux insultes des factionnaires. »

Napoléon a parlé avec véhémence contre ses bourreaux. « J'aimerais mieux cent fois tomber sous les coups du stylet... C'est pour mourir que l'on m'a envoyé ici ! On a jeté un homme qui a gouverné l'Europe, diront les siècles futurs, sur le rocher le plus affreux du monde, pour lui imposer une existence dont nul être humain n'a l'idée. »

Napoléon est étonné de l'existence d'un article qui le concerne, dans *the Edinburgh Review* : « Où le rédacteur a-t-il eu ces renseignements fidèles ? je n'ai jamais parlé de cette circonstance, *du déjeuner des trois amis*. Il est vrai que j'en fus l'auteur, et que cela produisit un assez grand effet en France : mais je ne me rappelle pas d'en avoir jamais parlé. Il y a plusieurs erreurs dans l'article de cette *Review*. Je n'ai point connu Barras à Toulon ;

ma première connaissance avec lui a commencé à Paris, après le siège de Toulon. »

Il m'a parlé de l'étonnement qu'éprouva Marie-Louise, lorsqu'elle le trouva sans gardes aux Tuileries. Son père, quoique vivant sans faste et fort aimé, prenait beaucoup plus de précautions à Vienne. « Quoi ! des sentinelles seulement aux portes extérieures du palais ; les portes des appartements ne sont même pas fermées ! » Quand j'étais à Paris, j'avais coutume de me mêler sans gardes ni escorte au milieu de la populace, de recevoir les pétitions, etc. ; j'étais souvent si étroitement entouré par le peuple, que je ne pouvais bouger. »

Lorsque j'eus questionné Napoléon sur la circonstance de sa vie où il avait vu la mort de plus près : « C'est à Toulon, et surtout à Arcole. Dans cette affaire, mon cheval fut percé d'une balle sous moi ; l'animal, devenu furieux par sa blessure, prit le mors aux dents et galopa vers l'ennemi ; puis s'enfonça dans un marais où il expira, me laissant plongé presque jusqu'au cou dans la fange. Je crus un moment que les Autrichiens allaient me couper la tête que j'avais hors de la vase : ce qu'ils allaient faire ; je n'eusse pas pu résister. Mais la difficulté était d'approcher de moi ; l'arrivée de mes troupes les arrêta, et j'échappai à la mort. J'ai été blessé dans plusieurs autres batailles, mais rarement j'ai eu besoin d'un chirurgien ; une seule fois la blessure fut assez forte pour me donner la fièvre. A Marengo, un boulet emporta un morceau de la botte de ma jambe gauche avec un peu de peau. Je ne fis usage que d'un petit morceau de linge imprégné d'eau salée. »

Je lui demandai quelques renseignements sur une cicatrice profonde que j'avais aperçue dans la partie inférieure de la cuisse gauche. Napoléon me dit que c'était un coup de baïonnette. Je lui demandai aussi s'il n'avait pas eu très-souvent des chevaux tués sous lui.

« Oui, dix-huit ou dix-neuf. »

« Le régiment de La Fère, dans lequel j'ai commencé ma carrière, se conduisit si mal à Turin, que je fus obligé de le dissoudre. Je le fis venir à Paris, je le passai en revue ; après quoi ses drapeaux lui furent enlevés, et portés couverts d'un crêpe funèbre aux Invalides. Je plaçai les officiers dans d'autres régiments. J'exceptai pourtant les auteurs du mal. Quatre mois après je reformai entièrement le régiment, officiers et soldats. Les drapeaux,

que j'envoyai reprendre avec une pompe toute militaire à l'hôtel des Invalides, furent lacérés, brûlés et remplacés par de nouveaux que je fis distribuer avec solennité.

« A l'âge d'environ dix-sept ans, je faillis me noyer dans la Seine ; une crampe me prit pendant que je nageais, et après avoir fait quelques efforts inutiles, je coulai au fond de l'eau. J'éprouvai de vives angoisses, et je perdis connaissance ; mais le courant de la rivière me rejeta sur le bord, où je restai étendu je ne sais combien de temps. Je fus enfin rappelé à la vie par mes camarades, qui me reconnurent par hasard ; m'ayant vu disparaître au milieu de la rivière, ils m'avaient cru perdu. »

L'Empereur, en parcourant des journaux, a vu dans un article, que Castlereagh venait de faire des acquisitions considérables dans le nord de l'Irlande. « Ah ! le voilà, ma fortune paye ces propriétés ; c'est une portion de l'argent que La Bouillerie a porté au comte d'Artois après mon abdication. Castlereagh, Hardenberg, Metternich, Talleyrand, se sont partagé vingt-cinq millions sur quarante. »

Il a bientôt laissé là ce sujet, puis il a parlé des talents nécessaires au général. « L'esprit d'un bon général devrait ressembler, quant à la clarté, au verre du télescope qui a passé sur la meule, et ne présente point de tableau à l'œil. Parmi les généraux modernes qui nous ont précédés, le plus grand, à mon avis, c'est Turenne. Le maréchal de Saxe n'était que général, mais il n'avait pas d'esprit ; Luxembourg en avait beaucoup ; le grand Frédéric extrêmement, et il voyait promptement et avec justesse. Marlborough n'était pas simplement un grand général, mais un homme d'infiniment d'esprit. Wellington, jugé par les dépêches que j'ai lues, par ses actes et sa conduite dans l'affaire de Ney, qu'il aurait dû défendre, la capitulation de Paris à la main, est un homme sans esprit, sans générosité, sans foi. Madame de Staël et Benjamin Constant disaient derrière lui, dans les salons de Paris, qu'il n'avait pas deux idées. »

21. — On a ressenti à Longwood trois secousses de tremblement de terre : toute la maison en a été ébranlée avec un bruit sourd et prolongé. Nul accident grave n'a été la suite de cet événement.

22. — Quand j'entrai, Napoléon était occupé à faire des calculs. Il leva les yeux, me regarda, et dit en souriant : « Eh bien ! docteur, tremblement

de terre, hier soir. » Cet événement a été le sujet de quelques entretiens. Napoléon avait cru d'abord que c'était l'explosion d'un navire, mais la seconde secousse lui fit reconnaître que c'était un tremblement de terre. Il dura de seize à dix-huit secondes : c'est mon opinion ; mais, contrairement, Napoléon pensait qu'il n'avait pas duré plus de douze secondes. Il m'a dit qu'à Ferrare, il avait déjà été témoin d'un tremblement de terre.

La conversation de Napoléon est revenue sur l'Inde et a pris un intérêt très-vif. Voici quelques-uns des développements dans lesquels il est entré. « On me dit que lord Moira demande de l'Inde un nouveau contingent de vingt mille hommes. Voilà un des effets de l'imbécillité de vos hommes d'État. Ce sont les Français qui vous inquiètent, si toutefois cette nouvelle est vraie. Pourquoi leur rendre un établissement au delà du Cap ? Je pars ici du point de vue anglais ; quelques aventuriers, mus par la haine nationale, y auront soulevé les Marattes contre la tutelle de l'Angleterre. Au lieu de rendre Pondichéry et Bourbon à la France, vous auriez dû imiter la conduite des Romains à l'égard de Carthage, et dire fermement : Vous n'irez pas au delà de telle latitude, non pour toujours, mais pour dix ans, ou, par exemple, jusqu'à ce que vos craintes sur l'Inde n'eussent pas été sérieuses. Après avoir remis Pondichéry, l'île Bourbon, vous serez obligés de laisser dix mille Anglais de plus dans l'Inde. Quand je gouvernais la France, je n'aurais pas donné un *quatrino* pour reprendre ces possessions, sinon pour vous chasser de l'Inde ; ce projet rendait l'île de France ou de Bourbon un point précieux pour moi.

« Tous les ans, je recevais aux Tuileries des nababs et des princes de l'Inde, principalement des Marattes, des ambassadeurs qui me suppliaient de venir les affranchir ; ils offraient de vous expulser de l'Inde avec seize mille de mes vieux soldats, avec des officiers et de l'artillerie. Ils devaient fournir une nombreuse cavalerie, et ne me demandaient en général que des officiers. La haine qu'ils vous portent est au comble ! Ces propositions me revenaient chaque année par différentes voies. Je recevais le plus habituellement ces nouvelles par l'île de France ; de petits *mercantuzzi* m'apportaient fréquemment des lettres : ils venaient par terre ou sur des bâtiments danois.

« Je pense bien que vous avez eu quelques vues commerciales en restituant Pondichéry : vous avez espéré, par exemple, importer vos

marchandises de l'Inde par les contrebandiers français. Mais cet avantage n'est qu'un résultat minime auprès des inconvénients ; voyez près de l'Inde les effets de la rivalité et de l'activité des Français, corroborés par les dispositions qui remplissent l'âme des populations indiennes à votre égard. Ce n'est pas le voisinage d'une nation rivale qui était nécessaire à vos possessions de l'Inde. Vous avez excité chez les Français, par des restitutions partielles, l'envie de reprendre tout ce qu'ils ont possédé autrefois. Si aucune nation européenne n'avait pu passer le Cap, vous vous seriez conservé le commerce exclusif avec la Chine. Au lieu de déclarer la guerre aux Chinois, vous auriez dû la faire aux nations qui veulent trafiquer avec eux. Vous auriez dû empêcher les Américains d'envoyer un seul bâtiment dans ces parages. Vous avez rendu Batavia aux Hollandais, point qui vous était nécessaire ; le thé que les Hollandais consomment en si grande quantité, eh bien ! vous le leur auriez vendu. Les intérêts directs de la nation sont ceux qui doivent dicter les traités quand on est victorieux. »

25. — Dans la soirée, l'Empereur m'a fait appeler ; je l'ai trouvé souffrant : il avait eu quelque envie de vomir. Il m'a questionné sur la nature de son tempérament. Ma réponse fut celle que je lui avais toujours faite : l'exercice continu, l'emploi alternatif et actif de ses facultés morales et physiques. « Vous avez certainement raison, me répondit Napoléon, c'est ce qui m'a toujours été dit depuis que j'existe, c'est ce qui me manque, ce qui me sera indispensable tant que durera la machine. Je prends bien l'exercice de tête ; et, je le conçois, il faudrait y joindre l'exercice corporel ; mais je suis entre les mains d'un *boja*, qui me l'interdit, puisque ses restrictions me mettent dans le cas d'être insulté, ou de recevoir un coup de feu, si je m'écarte par distraction. »

1. ↑ Dans la même nuit, 1rs Français reprirent le parc de Brienne : Blucher et son état-major faillirent y être faits prisonniers en se retirant. Deux cosaques arrêterent Blucher près d'une palissade au moment d'une nouvelle marche en avant ; sans cette circonstance, ce général tombait dans les mains des Français. Ils furent obligés de tirer leurs épées ; cette reconnaissance coïncide assez singulièrement avec le fait que je viens de raconter, et sur les mêmes lieux, aux mêmes heures. On pourrait penser que les uhlans dont parle Napoléon étalent Blucher et ses officiers : je tiens ces derniers détails de sir Hudson Lowe. Il a ajouté, comme un trait piquant de Blucher, que lors de la première invasion, le maire d'une ville lui offrit ses services, et que le général prussien lui dit : *Amenez-moi une fille*.
2. ↑ Il a nommé aussi Foy. Voir le récit de M. de Las Cases.
3. ↑ Madame mère, lorsque j'eus l'honneur de la voir à Rome (en 1819), gardait les restes d'une grande beauté ; elle était pleine de dignité. Ses manières étalent nobles, et sa conduite

conforme au caractère de la mère de Napoléon. — Elle ne voyait que peu de société ; Je crois que nous sommes, le duc Hamilton et moi, les seuls Anglais qui aient dîné chez elle. Sa maison était tenue avec magnificence, bien qu'elle vécût presque en famille, sans faste.

4. ↑ Napoléon était si fortement frappé de l'idée qu'on essaierait de violer son asile, que peu de temps après le départ de sir Georges Cockburn, il avait toujours dans sa chambre quatre à cinq paires de pistolets chargés et quelques épées, dont il avait l'intention de faire usage pour se défendre du premier qui entrerait contre sa volonté.
5. ↑ A Lutzen Napoléon n'avait que deux régiments de cavalerie.
6. ↑ Voici comment le fait est raconté : Wellington, revenant des Indes en Angleterre sur une frégate commandée par le capitaine Cockburn (aujourd'hui sir Georges), relâcha à l'Ile Sainte-Hélène, où il fut retenu plusieurs jours. Dans cet intervalle, il manqua de se noyer dans la rade, ayant été renversé dans une chaloupe par une de ces rafales si ordinaires à cet ancrage. Lorsque Napoléon était à l'Ile d'Elbe, le duc de Wellington communiqua au congrès l'idée de faire transiter le prisonnier sur ce point, en ajoutant que cette Ile serait propre à son emprisonnement perpétuel, et offrirait toute sécurité.

Chapitre 16.

Larrey. — Poniatowski. — Lucien. — Talma. — Labédoyère. — Mort de Cipriani.

L'indisposition de l'Empereur augmente : ses jambes sont enflées, ses gencives spongieuses, son appétit nul.

28. — La santé de l'Empereur s'affaiblit de plus en plus ; je lui ai proposé d'appeler M. Baxter. « A quoi bon ? tous les médecins de France seraient là, qu'ils seraient de votre avis et me prescriraient l'exercice du cheval. Ce qu'il me faut pour vivre, c'est le mouvement, la fatigue, l'exercice enfin. »

Vers les quatre heures de l'après-midi, M. le comte Balmaine, M. et madame la baronne de Sturmer sont venus jusqu'à la porte intérieure de Longwood ; ayant été rencontrés par M. et madame Bertrand, Thomas Reade s'en est alarmé, et s'est tenu en observation pour suivie attentivement tous les mouvements des promeneurs. Tout son corps était en agitation ; il faisait usage du télescope ; lorsque l'épaisseur du brouillard venait dérober le groupe à sa vue, nous le remarquions s'épuiser vainement à le chercher à travers la vapeur, condensée par intervalle.

J'ai vu Napoléon le soir : je l'ai trouvé à peu près dans le même état que le matin ; il m'a dit qu'il avait aperçu madame Sturmer, grâce à sa lunette d'approche. Il trouve cette dame jolie, très-fraîche.

L'Empereur a fait un vif éloge de Larrey. « C'est le plus honnête homme que j'aie rencontré, un constant et héroïque ami du soldat ; vigilant, toujours sur pied, toujours soignant les blessés, les visitant, les consolant. J'ai vu Larrey sur le champ de bataille, suivi de ses jeunes chirurgiens, chercher sans relâche un signe d'animation dans les corps étendus sur la terre. Larrey bravait tout : les froids, les pluies, les soleils. Il ne dormait jamais après le combat au milieu des plaintes des blessés. Avec lui, les

généraux ne pouvaient pas abandonner leurs malades. Il fallait qu'ils lui fissent remettre exactement les fournitures que réclamait l'entretien des ambulances. Sans cela, cet homme, que nombre d'officiers supérieurs redoutaient, serait venu à moi se plaindre, et en leur présence. Il ne faisait la cour à personne ; il haïssait les fournisseurs. »

Nous causâmes ensuite du service à bord des bâtiments de guerre. Napoléon, remarquant dans mes renseignements que les matelots anglais pouvaient se chauffer au feu de la cuisine, mais que les officiers ne le pouvaient pas, demanda la raison de cette défense.

Je lui ai dit qu'il était utile, à bord, de tenir les matelots à distance des officiers.

« Moi, j'ai fait tout le contraire avec mes Français. Dans mes campagnes, j'avais l'habitude d'aller sur les lignes, dans les bivouacs ; je m'asseyais auprès du soldat, je causais, je riais avec lui. J'ai toujours tenu à honneur de rappeler mon origine. J'étais l'élu du peuple ! Mais chez vous, la morgue aristocratique ! toujours la morgue aristocratique ! Votre nation est bien la plus aristocratique de l'Europe. Si j'eusse été un de ces *principioli* d'Allemagne, votre oligarchie ne m'eût pas envoyé à Sainte-Hélène ; mon crime, à ses yeux, c'est d'être le souverain du peuple, de m'être élevé du rang le plus obscur au plus grand pouvoir, sans l'alliance de l'aristocratie et sans droits héréditaires. »

1^{er} octobre 1817. — La santé de l'Empereur s'altère profondément. Il ressent des douleurs très-vives dans différentes parties du corps. Je lui ai prescrit des soins, mais il a secoué la tête en me disant : « On m'a envoyé ici pour mourir misérablement ! — Ne hâtez pas votre mort, lui ai-je dit — *Ce qui est écrit est écrit.* » Il porta les yeux vers le ciel. « *Nos journées sont comptées.* » J'ai répondu que, d'après cette doctrine, les secours de l'art seraient parfaitement inutiles. Il a gardé le silence.

2 — J'ai revu Napoléon à dix heures ; ses jambes sont très-enflées ; un bain lui serait utile, mais l'eau manque absolument à Longwood.

Il m'a dit que le gouverneur l'avait fait prévenir qu'il pouvait s'écarter de la route et se promener dans la vallée, mais qu'il refusait cette faveur à ses officiers, s'ils n'étaient pas avec lui. « C'est une tracasserie nouvelle, m'a-t-il dit, je ne profiterai pas de cette permission. » Les sentinelles, dont je ne

suis pas connu, me diraient à chaque fois : « Halte là ! le général Bonaparte est-il parmi vous ? L'êtes-vous, vous-même ; si vous l'êtes, passez. Je serais forcé de répondre à chaque factionnaire qui se trouverait sur mon passage : Je suis le général Bonaparte. »

4. — J'ai remis au gouverneur le bulletin de la santé de Napoléon. Il l'a trouvé trop long, trop formel, et m'en a demandé un autre qu'il puisse rendre public. Il paraît craindre qu'il n'existe une correspondance entre Longwood et lord Liverpool.

Les souffrances et la maladie de l'Empereur s'aggravent. Je l'ai supplié de prendre de l'exercice ; il refuse.

7. — Le gouverneur paraît croire que l'Empereur veut se détruire. Napoléon répond : « Si je pouvais avoir cette pensée, je me serais jeté depuis longtemps sur la pointe d'une épée, et je serais mort en soldat. Mais je ne suis point un caporal ; je ne veux pas dégrader mon caractère. Je ne suis pas assez fou non plus pour détruire graduellement ma santé ; je n'aime pas la longue guerre. »

9. — Napoléon est plus mal que jamais ; sa nuit a été très-agitée, très-douloureuse.

10. — L'Empereur n'est pas mieux. « Le gouverneur est allé, hier, chez Bertrand, m'a dit Napoléon, et a témoigné le désir de faire la paix, mais il a si souvent promis en vain, que je ne puis voir dans son offre qu'une nouvelle déception. J'ai dit à Bertrand d'expliquer ce que nous demandons au petit Gorrequer.

Des négociations ont lieu à ce sujet.

L'Empereur a reparlé de son retour à Paris, après sa première campagne d'Italie. « J'allai, dit-il, demeurer dans une petite maison de la rue Chantereine^[1].

Quelques jours après, la municipalité de Paris nomma cette rue, *rue de la Victoire* : Paris paraissait fier de ma gloire. Des membres distingués des chambres firent la proposition de m'accorder un magnifique hôtel, et une grande propriété ; mais le gouvernement, sous prétexte que l'argent ne pouvait pas récompenser les services que j'avais rendus, fit écarter la proposition. Je n'avais pas alors plus de 200.000 francs de fortune :

cependant je venais de gouverner l'Italie par le droit des armes ; j'avais entretenu, payé mes soldats ; j'avais acquitté leur solde arriérée, et envoyé plus de 30.000.000 au trésor public. Je voyais, peu d'hommes de l'époque, excepté quelques membres de l'Institut.

« Le Directoire m'offrit une fête ; Talleyrand m'en donna une autre ; Je n'y restai que quelques instants. Je reçus le commandement de l'armée d'Angleterre ; on la nomma ainsi pour cacher à vos ministres sa destination réelle, l'Égypte. »

Napoléon m'a dit qu'il avait été adoré de ses soldats, de ses officiers, il a cité plusieurs incidents de sa marche de Cannes sur Paris, en 1815 « Je criai aux premiers soldats que je rencontrai, hésitant devant mes grenadiers de l'île d'Elbe : *Celui d'entre vous qui veut tuer son Empereur peut le frapper, le voilà !* Ces mots les conquirent ; le cri unanime de : *Vive l'Empereur !* me répondit. Cette division et mes grenadiers fraternisèrent. »

L'Empereur a parlé des Polonais. « Poniatowski était un homme d'un caractère généreux, plein de droiture et de bravoure. Je l'aurais fait roi de Pologne si j'avais réussi en Russie. »

Je lui demandai à quoi il attribuait le peu de succès de cette expédition. » Au froid prématuré et à l'incendie de Moscou, continua Napoléon. J'étais de quelques jours en arrière ; j'avais calculé le froid qu'il avait fait depuis cinquante années, et l'extrême froid n'avait jamais commencé avant le 20 décembre, vingt jours plus tard qu'il ne commença. Quand j'étais à Moscou, le froid était à trois degrés, et le Français le supportait avec plaisir ; mais pendant la marche, le thermomètre descendit à dix-huit degrés, et presque tous les chevaux périrent. J'en perdis trente mille en une nuit ; on fut obligé d'abandonner presque toute l'artillerie, forte alors de cinq cents pièces : on ne pouvait emporter ni munitions, ni provisions. Nous ne pouvions, faute de chevaux, faire une reconnaissance, ou envoyer une avant-garde de cavalerie pour chercher la route. Les soldats perdaient le courage et la raison, et tombaient dans la confusion ; la circonstance la plus légère les alarmait. Quatre ou cinq hommes suffisaient pour effrayer tout un bataillon. Au lieu de se tenir réunis, ils erraient pour chercher du feu. Ceux que l'on envoyait en éclaireurs couraient se réchauffer dans les maisons ; ils se répandaient de tous côtés, se débandaient et devenaient facilement la proie de l'ennemi. D'autres se couchaient par terre, s'endormaient ; un peu

de sang sortait de leurs narines, et ils mouraient en dormant. Des milliers de soldats périrent de cette manière. Les Polonais sauvèrent quelques-uns de leurs chevaux, et un peu de leur artillerie ; mais les Français et les soldats des autres nations n'étaient plus les mêmes hommes. La cavalerie a surtout souffert ; sur quarante mille hommes, trois mille à peine ont été sauvés. Sans l'incendie de Moscou, j'aurais achevé l'entreprise après l'hiver.

« Il y avait dans cette ville à peu près quarante mille habitants qui étaient pour ainsi dire esclaves. J'aurais proclamé la liberté de tous les esclaves, en Russie, et aboli le vasselage et la noblesse. Cela m'aurait procuré l'union d'un parti immense et puissant. J'aurais fait la paix à Moscou, ou bien j'aurais marché sur Pétersbourg l'année suivante. Alexandre le savait bien ; aussi avait-il envoyé ses diamants, ses objets précieux et ses vaisseaux en Angleterre. Sans cet incendie, j'aurais complètement réussi. Je les avais battus dans une grande action à la Moscowa ; j'attaquai avec quatre-vingt-dix mille hommes l'armée russe, forte de deux cent cinquante mille, et fortifiée jusqu'aux dents, et la défis complètement. Soixante-dix mille Russes restèrent sur le champ de bataille. Ils eurent l'impudence de dire qu'ils avaient gagné la bataille, bien que je marchasse sur Moscou. Deux jours après, j'étais au milieu d'une belle ville, approvisionnée pour un an ; car, en Russie, il y avait toujours des provisions pour plusieurs mois avant que la gelée ne vînt. Les magasins de toute espèce étaient encombrés. Les maisons des habitants étaient bien pourvues, et la plupart avaient laissé leurs domestiques. — Les Polonais ont noblement servi dans vos armées ? lui dis-je. — Oui, répondit Napoléon, ils m'ont été très-attachés et très-fidèles. Le vice-roi actuel de Pologne était avec moi dans mes campagnes d'Égypte ; je le fis général. La plus grande partie de ma vieille garde polonaise est maintenant employée par Alexandre. C'est une héroïque nation, riche d'admirables soldats. Ils résistent mieux que les Français au froid extrême du Nord. « Ma demande fut alors celle-ci : « Dans les climats moins rigoureux, les Polonais sont-ils aussi bons soldats que les Français ? — Non, non, me répondit Napoléon, dans des climats doux le Français leur est très-supérieur. »

11. — J'ai vu Napoléon dans son lit, à sept heures du matin. Il s'est plaint de n'avoir pu reposer pendant la nuit. Ses douleurs sont précipitées, et dans le côté et dans l'épaule. Les palpitations augmentent.

Hudson Lowe est venu et a mesuré les distances qu'il veut établir entre les factionnaires. Un bâtiment est arrivé du Cap avec des provisions et une malle de l'Angleterre.

Le général Bertrand s'est plaint amèrement à sir Hudson Lowe de l'obligation à laquelle sont assujettis les Français ; on les oblige à remettre ouvertes les lettres qu'ils écrivent aux personnes mêmes de Sainte-Hélène. Est-ce dans ces lettres que l'on pourrait conjurer, si raisonnablement on avait à le faire ?

14. — Je me suis présenté ce matin chez Napoléon : il était encore endormi. On m'a invité à descendre chez le maréchal Bertrand, qui m'a dit que l'Empereur, instruit que je remettais au gouverneur des bulletins sur sa santé, exigeait que je les lui fisse connaître avant de les porter, qu'il repoussait toute autre dénomination que celle d'Empereur, Il ne veut faire aucune concession sur ce point, ajoutant pourtant que dans mes rapports de vive voix, la qualification lui serait parfaitement indifférente, mais que dans une pièce officielle, destinée aux cabinets européens, il se refusait à toute concession, il aimerait mieux la mort. Le gouverneur ne veut point admettre de qualification d'Empereur : il consent, du reste, à ce que mes bulletins passent préalablement sous les yeux du prisonnier.

L'Empereur persiste : il veut fermement garder son nom et son titre : il les gardera.

18. — L'Empereur, abattu et mélancolique, refuse de nouveau en termes irrévocables la qualification de général dans les bulletins.

22. — Dans la dernière nuit, Napoléon a été très-indisposé : il a eu des attaques nerveuses.

28. — Je suis allé à Plantation-House : sir Hudson Lowe, après ses questions habituelles sur la santé de Napoléon, m'a demandé si j'avais eu quelques conversations importantes avec lui, quel temps ces entretiens avaient duré, quels objets nous avaient occupés. Ces interrogations ont amené entre nous une discussion fort vive dans laquelle Hudson Lowe a montré une grande exaspération. Il a fait usage, à mon sujet, d'expressions aussi étranges que stupides : « J'étais un singe qui courait l'île pour ramasser quelques nouvelles faites pour régaler la curiosité du général Bonaparte. »

Je lui répliquai vivement que je ne le comprenais pas, et qu'en tout cas je ne servais jamais d'espion. » Que dites-vous là, monsieur ? — Je dis que je remplirais ce rôle odieux si je venais chaque jour, comme vous me l'avez ordonné tant de fois, vous rendre compte de la nature des entretiens dont m'honore Napoléon. Cette réponse le fit tomber dans un paroxysme de fureur. Il me prescrivit alors de m'abstenir de tout entretien étranger à mon art. Je lui ai demandé cet ordre par écrit : il l'a refusé.

J'ai fait de nouvelles instances auprès de l'Empereur pour le décider à se promener à cheval. Il refuse parce qu'il préfère souffrir que de s'exposer à des outrages nouveaux. « Avez-vous remarqué, il y a quelques jours, une lettre de Lowe dans les mains de Bertrand ? C'était pour lui adresser un journal dans lequel on parle de la déchéance de mon fils de la succession au duché de Parme. Je n'attacherais aucune idée de peine à tout cela, si cette nouvelle m'était parvenue par la voie ordinaire. Mais pas du tout : c'est lui qui me l'a transmise si vite, lui qui me cache si soigneusement les nouvelles agréables, le misérable ! Et puis ce congrès d'hommes lâches comme les faibles, qui me poursuit encore, quand je descends dans la tombe : quel spectacle pour l'histoire ! Docteur, ma machine lutte, mais elle ne peut plus durer longtemps !

« Je pourrais, sans changer de visage, recevoir la nouvelle de la mort de ma femme, de mon fils et de toute ma famille ; on ne verrait dans mes traits ni une émotion violente ni altération ; tout y paraîtrait calme, indifférent : mais lorsque je suis rentré dans la solitude de ma chambre et livré à moi-même, que je souffre horriblement, mes sensations s'approfondissent, et deviennent celles d'un homme écrasé par la douleur. »

5 novembre 1817. — Napoléon est resté couché très-tard ; il n'a pas reposé cette nuit. Je l'ai trouvé encore dans son lit à onze heures.

6. — Un journal anglais, lu par l'Empereur ce matin, rapporte une anecdote, de laquelle il s'ensuivrait que Talma, lié très-jeune avec Bonaparte, aurait acquitté, un jour, dans une auberge, la dépense de ce dernier^[2]. « C'est un mensonge. Je n'ai connu Talma que lorsque je fus Premier Consul. Je le traitai toujours avec la distinction qu'il méritait et comme un homme d'un talent supérieur, le premier de sa profession, sous tous les rapports ; je l'envoyais chercher le matin ; nous déjeunions

ensemble. Les libellâtes ont conclu de là que Talma m'apprenait à jouer mon rôle d'Empereur : A mon retour de l'île d'Elbe, je dis à Talma, pendant un déjeuner, au milieu de plusieurs savants : « Talma, ils disent que vous m'avez appris à me tenir sur le trône. Je m'y tiens donc bien ? »

L'Empereur a cité un trait relatif à sa famille. « Un Bonaventure Bonaparte vécut et mourut très-anciennement dans un cloître ; le saint homme était oublié depuis longtemps ; mais lorsque je parvins au trône, on se le rappela. Puis on parla de ses vertus, et on m'engagea à le laisser canoniser. « Épargnez-moi ce ridicule, répondis-je. Le pape était de mes amis : on n'eût pas manqué de dire que je l'avais forcé à dénicher un saint dans ma famille. »

25. — Les altercations entre le gouverneur et moi ont recommencé. Hudson Lowe m'ayant demandé des renseignements sur ce qui se passait à Longwood, je lui ai répondu que je ne pouvais le satisfaire, ne m'occupant auprès du prisonnier que de mes devoirs de médecin ; il a répliqué que mon devoir était de lui transmettre tout ce qui venait à ma connaissance au sujet des entretiens dont j'étais témoin : « Les moindres détails sont précieux pour moi. » Il dit que je tiens mon emploi à ces conditions. « Je pense tout le contraire, lui dis-je ; je suis venu à Longwood en qualité de médecin ; je n'y suis pas pour remplir un autre rôle. » Le gouverneur, entrant tout à coup en fureur, m'apostropha et me déclara que je l'insultais. Sa voix se brisait de colère. « Sortez d'ici ! » me cria-t-il. Je me disposai à m'éloigner. Je lui dis avant de sortir : « Je ne suis jamais venu de bon gré chez vous : un autre pourra seul m'y ramener. — Sortez ! sortez ! » me criait-il, en marchant à grands pas dans sa chambre. J'entendais encore sa voix étant déjà assez loin.

4 décembre. — Une très-jolie fille, attachée à milady Lowe comme femme de chambre, est venue à Longwood, où les domestiques la reçurent très-bien, Elle désirait voir l'Empereur, et chercha à l'apercevoir à travers le jour d'une serrure.

9. — Le gouverneur m'a fait appeler, et m'a demandé en vertu de quel pouvoir je m'étais cru suffisamment autorisé à demander à la ville différents objets pour mesdames Bertrand et Montholon ; que si ces dames avaient des acquisitions de ce genre à faire, elles pouvaient en charger l'officier d'ordonnance. Je répondis que ces dames pouvaient bien

demander certains objets indispensables à leur médecin, mais qu'en conscience, elles ne pouvaient en charger un officier. Je nommai les objets achetés. Le gouverneur se fâcha plus fort, et me dit que je l'insultais ! Il fit ensuite quelques réflexions assez grossières sur la propreté et la délicatesse des dames françaises. Je lui demandai de me donner par écrit la défense qu'il me faisait ; il refusa. J'avoue que j'avais gardé difficilement mon sérieux, en écoutant les dernières observations du lieutenant général Hudson Lowe.

Les symptômes maladifs de Napoléon deviennent plus sérieux qu'auparavant.

14. — Le gouverneur joue l'étonnement de ce que Napoléon persiste à garder la chambre. Il attribue cela à la paresse. Exécrable ironie !

L'Empereur a vu le gouverneur passer sous ses fenêtres ; il m'a dit : « Je n'aperçois jamais ce sbire, sans penser à l'homme chauffant la barre de fer pour votre Edouard II, au château de Berkley ; la nature m'a prévenu contre lui dès qu'il s'est présenté à moi : comme Caïn, Dieu l'a marqué du sceau de la réprobation. Si j'étais à Londres, et que je visse le gouverneur vêtu en bourgeois, je dirais tout de suite : Voilà le bourreau qui passe.

« Ne sachant quel supplice m'imposer en observant la lettre du bill de votre parlement, il vient entourer cette misérable demeure de grilles en fer, afin d'en faire la seconde cage de Bajazet.

« Si j'avais la physionomie du gouverneur, je concevrais la foi de vos compatriotes aux libelles de Londres, aux libelles royalistes de Paris ; chacun dirait, en me regardant avec effroi : Voyez la figure de ce tigre ! ses assassinats sont gravés sur son visage. »

28 décembre. — J'ai été appelé par le gouverneur. A la suite d'une nouvelle, d'une ardente explication et d'un refus formel de m'expliquer, quant aux conversations de Longwood, il a abusé de sa position et de son grade pour outrager un simple officier. Lorsque j'ai voulu sortir, il m'a suivi en rugissant et en m'ordonnant insolemment de me rendre deux fois par semaine à Plantation-House pour répondre à ses interrogations.

J'ai vu le docteur Baxter, et je lui ai déclaré que j'avais pris la ferme résolution de ne plus revenir à Plantation-House ni dans aucun autre lieu où serait le gouverneur, si je devais être insulté de cette façon.

2 janvier 1818. — La conversation de Napoléon a eu la révolution française pour sujet :

« Les traces des anciens privilèges des provinces et des parlements se sont trouvées effacées. La moitié des propriétés a passé dans d'autres mains. Le spectacle de trente millions d'habitants enfermés dans les limites marquées par la nature et les siècles, ne donnant qu'une seule classe de citoyens devant les mêmes lois, a été offert par cette révolution. L'Angleterre a reconnu la république et a envoyé des ambassadeurs au Premier Consul, avant d'avoir rompu la paix d'Amiens. Si Fox avait vécu, l'Angleterre eût fait la paix avec la France. En signant l'ultimatum à Chaumont, Castlereagh a reconnu l'empire. »

Le gouverneur m'a fait encore appeler chez lui à Plantation-House ; je m'y suis rendu. Il a discuté pour établir que je n'avais pas été nommé médecin de Napoléon, que j'étais simplement autorisé à lui offrir des soins. Je lui ai répliqué que les lettres de change que je tirais pour mon paiement, sur le conseil de marine, dans la forme prescrite par sir Georges Cockburn me conféraient le titre de chirurgien de Napoléon et de sa suite. Je lui demandai alors quelle était, selon lui, ma fonction à Sainte-Hélène.

« Vous croyez-vous donc indépendant de moi ? — Vous connaissez, répondis-je, mieux que moi la limite de vos pouvoirs. » À ces mots, le gouverneur exaspéré se croisa les bras, me regarda avec fureur et me dit : « C'est là mon bureau, monsieur, et voilà la porte pour entrer. Quand je vous enverrai chercher pour affaire de service, vous vous arrêterez à cette porte, et ne mettrez pas le pied plus avant dans l'appartement. »

Ma réponse fut que je n'étais jamais venu chez lui pour mon plaisir. Je me retirai.

6. — Je suis questionné de nouveau par le gouverneur. Je persiste dans mes refus, il s'exaspère davantage.

7. — Sir Hudson Lowe m'a fait demander : j'y suis allé. Je lui ai dit en réponse à ses questions que la santé du prisonnier n'était pas aussi bonne que lors de mon premier rapport. « Le général Bonaparte, m'a-t-il dit, pense obtenir en s'enfermant dans sa chambre quelque relâchement dans les restrictions ; dites-lui qu'il se trompe : les choses resteront les mêmes, quand même sa santé serait plus mauvaise. »

9. — J'ai été mandé encore chez le gouverneur. Nouvelles questions hautaines, insistantes et viles. Le gouverneur suppose que j'exerce une grande influence sur Napoléon. J'ai souri et lui ai dit qu'il connaissait bien peu le caractère du prisonnier.

13. — Suite des interrogatoires à Plantation-House. J'ai dit au gouverneur que l'indisposition de l'Empereur devenait de plus en plus sérieuse.

14. — Quelques remèdes ont affaibli le malaise.

M. O'Méara ajoute ici :

Le duc de Rovigo et des officiers français m'ont parlé souvent de l'humanité de Napoléon à la guerre. Quand une affaire était terminée, il visitait aussitôt le champ de bataille avec une partie de l'état-major et des gens de sa maison portant des bouillons, du vin. On a vu ce grand, cet excellent homme passer plusieurs heures à remplir ces devoirs sacrés. Voilà pourquoi, indépendamment de son génie, les soldats l'adoraient !

Le duc de Rovigo m'a raconté qu'à l'une des journées de la bataille de Wagram, l'Empereur, suivi de ses officiers et de ses serviteurs, visita le champ de bataille. Il fit relever les blessés : il chercha à consoler ces malheureux. Arrivé devant un officier blessé, il reconnut le colonel Pepin, qu'il avait puni quelques années auparavant, et qui n'avait été remis en activité que peu de temps avant la campagne. Il ne l'avait pas vu depuis plusieurs années. Cet officier était couché sur le dos, une balle lui avait traversé la tête, mais la vie n'était pas éteinte chez lui. « Mon pauvre Pepin, c'est toi ! je suis désolé de te revoir là. Je t'ai pardonné il y a longtemps, je ne pense plus au passé ! »

20. — On m'a demandé à Plantation-House. Je causais avec M. Baxter dans la bibliothèque, lorsque le gouverneur est entré. Il me demanda avec grossièreté quelles étaient mes communications relativement à la santé du général. Ma réponse fut que jusqu'à présent l'amélioration était incertaine ! « Est-il sorti ? — Non, monsieur. — Est-il allé dans la salle de billard ? — Il y est allé. — Comment emploie-t-il le temps ? — J'ignore. — Vous le savez, vous devez répondre ; vous manquez à votre devoir ! » Hudson fit alors plusieurs fois le tour de la chambre, s'arrêtant par intervalle, me toisant de toute la hauteur de son grade, de toute la distance que la

discipline met entre nous, avec des yeux flamboyants. Je restai impassible et tirai simplement ma montre pour lui faire voir que je comptais le temps qu'il me contemplerait de cette façon. Ma froide résignation et mon silence lui en imposèrent ; il recommença ses questions, et comme je n'y répondis point selon ses vœux, il passa à de nouvelles fureurs qui ne m'ébranlèrent pas davantage. « Major Gorrequer, s'écria-t-il, écrivez qu'il refuse de parler ! » Alors je m'éloignai.

28. — L'Empereur est mieux. Il a parlé de Bernadotte et de Murat. « La bravoure de Murat était si grande, que les Cosaques lui en témoignaient leur admiration par des cris. Ils étaient saisis de respect en voyant cet officier du premier rang, d'une noble figure, se battre comme un simple cavalier. »

L'Empereur a fait l'éloge de l'intrépide Labédoyère. Il a eu des paroles remarquables et touchantes pour Drouot. « C'est le plus vertueux, le plus modeste des hommes. Ses talents sont très-grands. C'est un homme qui vivrait aussi satisfait avec quarante sous par jour, qu'avec les revenus d'un souverain. Plein de charité et de religion, sa probité, sa simplicité lui eussent fait honneur dans les plus beaux jours de la république romaine. »

3 février. — La nouvelle de la mort de la princesse Charlotte vient d'être apportée ici par le vaisseau *le Cambridge*. J'en ai informé l'Empereur, qui en a été affligé ; il a parlé contre les accoucheurs.

Après la naissance du jeune prince Napoléon, l'Empereur ordonna l'érection d'un palais qui devait lui être bâti en face du pont d'Iéna. Il devait être appelé le *palais du roi de Rome*. Le gouvernement acheta les maisons situées sur ce lieu, excepté une seule estimée environ 1.000 Napoléons, et qui appartenait à un pauvre tonnelier. Celui-ci en demanda 10.000. Napoléon ordonna qu'ils lui fussent payés. Quand on voulut conclure, cet homme se ravisa et déclara que, ses réflexions faites, il ne pouvait céder sa propriété que pour 30.000 francs. Quand on revint pour terminer, le tonnelier porta sa demande à 40.000 francs. L'architecte fut très-embarrassé ; il ne savait plus que faire ; il n'osait plus ennuyer Napoléon à ce sujet ; cependant, comme il ne pouvait lui cacher ces nouvelles difficultés, il retourna à lui. « Ce drôle-là abuse ! » Comme il n'y a pas moyen de le rendre raisonnable, payez-le. » L'architecte retourna chez le tonnelier qui osa cette fois élever le prix de sa baraque à 50.000 francs. Quand l'Empereur sut cela, il s'écria : « C'est un misérable ; eh bien, je

n'achèterai pas sa maison ; elle restera où elle est comme un monument de mon respect pour les lois. »

Depuis, les fondements de l'édifice ont été rasés. La baraque du tonnelier est tombée en ruines, et son propriétaire B... demeure maintenant à Passy, où il est très-pauvre et vit du travail de ses mains.

« Lorsqu'on sut en Europe, me dit-il, que mes intérêts me faisaient rompre mon premier mariage, les premiers souverains de l'Europe me firent faire des confidences. L'empereur d'Autriche appela dans son cabinet mon ambassadeur Narbonne, et lui dit qu'il serait charmé que je songeasse à sa famille. Je pensais alors à me rapprocher d'Alexandre. On écrivit de Vienne au prince de Schwartzemberg, qui était ambassadeur à Paris : mais j'avais déjà reçu des dépêches de Russie. Alexandre offrait la main de sa sœur, la grande-duchesse Anne. Quelques difficultés de religion s'élevèrent à cause de la communion à laquelle appartient la princesse. Nous les aurions aplanies. Mais la majorité de mon conseil se prononça pour une princesse autrichienne. J'autorisai alors Eugène à faire des ouvertures au prince de Schwartzemberg ; les articles du mariage furent arrêtés, signés. Alexandre fut mécontent et se crut joué. Il s'est trompé. »

Voici une autre anecdote très-authentique : la reine de Wurtemberg écrivit à la reine Charlotte, sa mère, le détail de son entrevue avec Napoléon. Ce rapport était très-flatteur pour l'Empereur ; en parlant de lui, elle disait, entre autres choses : « Il a un sourire si prévenant, si enchanteur ! !... »

L'Empereur était presque toujours maître de laisser telle ou telle impression.

Napoléon a reparlé avec intérêt de ce qu'il eût fait s'il eût pu opérer sa descente en Angleterre. Voici quelques développements nouveaux.

« Ma pensée était de laisser l'Angleterre se constituer avec liberté en république. Alors je ne redoutais plus les merveilles de votre esprit national. Je n'aurais créé cette république que d'après vos vœux, je n'aurais levé qu'une contribution très-modérée, seulement pour couvrir mes dépenses ; votre peuple eût été pour moi, parce que je l'eusse respecté.

« Il aurait vu que, plébéen moi-même, j'étais l'homme du peuple, tout au peuple. J'aimais à élever un homme de mérite à la première place ; je n'ai jamais recherché les titres de noblesse, mais la probité, le talent. Je ne

connais pas de peuple, même les Prussiens, plus indignement traité que le vôtre. Vous regardez ces gens comme un ramas d'ilotes, et il y a là la meilleure veine du sang anglais, celui qui gagne les batailles et soutient l'industrie. Vous n'aimez, vous ne respectez que l'aristocratie. Tout Anglais des classes inférieures, quand il ne peut pas prouver dans une presse qu'il est *gentleman*, est enlevé, embarqué comme matelot. Vos ministres ont eu l'impudeur de déclamer contre le système de ma conscription. Ce système ne fait pas de distinction de rang : il humilierait votre orgueil. Comment ! un fils de gentleman pourrait être contraint de se battre pour son pays comme un fils de marchand, de laboureur ! Mais qui forme donc votre nation ? Ce ne sont point les lords, ni les gros prélats, ni les hommes d'Église, ni les gentlemen, ni l'oligarchie. Oh ! un jour l'Angleterre verra de terribles orages.

« La conscription n'écrase pas une classe, comme votre *pressgang* ; c'est un moyen équitable, rationnel, de lever les armées : il partage les obligations de la nation. Mes armées étaient admirablement composées. La conscription est devenue une institution nationale. »

Sur cette objection que Londres se serait incendiée plutôt que de se soumettre à ses armes, il a dit : « Chaque Anglais fût resté chez lui. Qui eût voulu provoquer le courroux de mes soldats sans intérêt, sans motifs ? Qui donc eût brûlé sa maison, livré ses propriétés au pillage, sa femme et ses filles au viol, et ses fils à la mort, pour conserver dans de grandes places lord Bathurst, l'archevêque de Cantorbéry ? La constitution, vos vœux accomplis, qui eût résisté à cela ? qui eût voulu jouer et perdre l'immense fortune de vos îles ?

« Pitt jugeait les choses comme moi. Il disait sans cesse aux cabinets que je pouvais descendre en Angleterre, que Londres conquise, j'étais le maître du continent. Avec celle crainte, il réarmait leurs mains : je les battais de nouveau et je m'élevais encore. Je tiens ce que je dis là du roi de Prusse. »

J'ai présenté dans cette entretien quelques réflexions sur la nature du gouvernement qu'il avait établi en France. « Cette nation avait besoin d'un gouvernement fort. Tant que je suis resté à la tête des affaires, la France a été dans l'état où était Rome quand il fallait un dictateur pour sauver la république. Les nations de l'Europe, séduites par votre or et vos haines, ont renouvelé sans cesse les coalitions contre mon pouvoir. Il était donc urgent

que le chef de l'État toujours menacé, attaqué, recueillît la force et toutes les ressources du pays pour résister ou vaincre. Je n'ai jamais fait de conquêtes qu'en me défendant. L'Europe n'a jamais cessé de combattre la France à cause de ses principes. J'étais forcé d'abattre sous peine d'être abattu. Je me suis trouvé, durant plusieurs années, placé entre les partis qui tourmentaient ma patrie, comme un cavalier monté sur un cheval fougueux qui cherche toujours à se cabrer et à se jeter d'un côté ou de l'autre, et que pour faire marcher droit, il est obligé de tenir fermement en bride. Il faut absolument qu'un gouvernement qui cède à des révolutions, qui est assailli sans cesse par les ennemis du dehors et agité intérieurement par des intrigues, soit un peu dur. A la paix, j'aurais déposé cette dictature, mon règne constitutionnel aurait commencé. Malgré des restrictions, par le résultat, mon système était encore le plus libéral de l'Europe.

« J'ai constamment servi la diffusion de l'instruction parmi les classes pauvres ; plus haut, j'en élargissais le cercle. Des établissements publics excellents offraient gratuitement l'instruction au peuple : les frais de l'instruction classique furent abaissés ; alors le cultivateur, l'ouvrier purent faire bien élever leurs enfants. Les musées furent ouverts à tout le monde. Le peuple français serait devenu le plus instruit, le plus cultivé, le plus moral de l'Europe. »

J'ai fait part à Napoléon des traitements indignes dont le gouverneur me rendait victime à Plantation-House. « Cet officier général est le dernier des bandits. Où voit-on ce qu'il fait ? Un officier supérieur se complaire à outrager sans raison son inférieur et s'abriter dans les prérogatives du grade ! Son intention était d'exciter de notre part l'éclat d'une juste indignation, pour pouvoir ensuite, la loi, la lettre de la loi à la main, vous écraser, vous faire fusiller. Il est comme un homme dévoré par une lèpre invétérée ; il faut qu'il se frotte violemment à tout. Soyez prudent, car votre situation est périlleuse ; je ne vois d'autre parti à suivre que le silence absolu. Allez, quand il vous demande, écouter ce qu'il a à vous dire ; répondez si ses questions n'ont pas uniquement votre profession pour objet : je ne sais pas ; ce n'est pas là mon affaire. »

2. — Nouvelles interrogations du gouverneur. Même silence.

23. — Le pauvre Cipriani est atteint d'une inflammation d'entrailles : les caractères en sont effrayants. Les remèdes ordinaires lui ont été appliqués,

mais sans résultat. Cipriani juge très-bien que sa vie est en péril ; malgré cela il est calme. Napoléon, qui aime en lui un bon serviteur et un compatriote, est fort affecté de sa maladie.

25. — Cipriani n'éprouve pas de mieux ; on lui a donné des aliments, mais son estomac épuisé les a gardés. Je vais souvent voir l'Empereur pour lui rendre compte de l'état de son fidèle serviteur : il m'a envoyé chercher à minuit ; je lui ai appris que le malade était comme anéanti. « Mais si j'allais voir mon pauvre Cipriani, peut être que je stimulerais en lui la nature endormie, cela lui donnerait des forces pour lutter contre le mal et peut-être même pour le vaincre. » Je l'ai dissuadé ; cette émotion le tuerait. Mes raisons ont convaincu Napoléon.

A dix heures du matin, les symptômes se sont montrés mortels. A quatre heures, le bon Cipriani avait expiré ; l'Empereur le regrette vivement. Cipriani possédait de l'esprit naturel, quelques talents, mais son éducation était nulle. Il était fin, adroit, sous des formes simples et franches, nous avons tous connu ses excellentes qualités. Il était généreux, humain, ami dévoué et ennemi animé. Républicain par principes, il montra beaucoup d'attachement à l'Empereur depuis sa chute. La confiance de Napoléon en lui était sans bornes. L'Empereur pensait que s'il avait eu quelque instruction, il aurait joué un rôle dans la révolution.

Cipriani a été enterré aujourd'hui. Les généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud, ont accompagné ses restes jusqu'à leur dernière demeure. La maison tout entière et les principaux habitants de l'île, les officiers du 66^e régiment, suivaient aussi le convoi. Si on avait pu l'enterrer dans les limites, l'Empereur serait sorti pour lui rendre les derniers devoirs.

6 mars. — La maladie de l'Empereur fait des progrès. Je l'ai trouvé lisant Corneille ; il l'exalte beaucoup, et m'a dit que la France devait aux sentiments qu'il avait si supérieurement retracés de grandes actions. « Si Corneille eût vécu de mon temps, je l'aurais fait prince. »

28. — Sir Hudson Lowe a envoyé à Napoléon vingt-sept volumes, avec quelques numéros des *Lettres Normandes*. Il y avait quelques plats pamphlets bourbonniens dirigés contre lui. L'Empereur les a reçus et n'a fait que cette seule réflexion : « Cet envoi est une bassesse dont je ne croyais pas lord Bathurst capable. »

4 avril. — J'ai su enfin pourquoi le gouverneur m'obligeait à venir deux fois par semaine chez lui. Voici ce fait : sur son ordre, on écrit des bulletins qui ont pour base mes déclarations orales. Ces bulletins sont envoyés aux commissaires des puissances alliées, qui les adressent à leurs cours. Les informations prises par le comte de Mootholon établissent que la personne qui les rédige n'a jamais eu aucun rapport avec l'Empereur.

10. — A Londres, le gouverneur n'a pu réussir à me faire rappeler de Sainte-Hélène. Furieux de cet échec, il a imaginé un expédient qui lui a réussi ; il s'y est arrêté d'après la connaissance de mon caractère : il m'a fait savoir que défense m'était faite de sortir de Longwood : c'étaient des arrêts illimités, sans motifs. J'ai couru aux Briars pour soumettre l'affaire à l'amiral Plampuin, qui ne m'a point reçu et m'a fait dire qu'il ne voulait pas me voir. Alors j'ai envoyé ma démission au gouverneur ; je l'ai adressée également au général Bertrand en la motivant.

14. — L'Empereur a demandé à me voir. « Eh bien ! me dit-il, vous allez nous quitter ? L'Europe ne comprendra pas ces affreuses persécutions contre mon médecin. Soumettez-vous, vous ne pouvez résister utilement. Je vous remercie de vos soins et des preuves de votre attachement ! Quittez vite ce séjour de ténèbres et de fureurs ; je vais mourir sur ce grabat, détruit lentement par la maladie, sans secours ; ma mort sera la honte éternelle du nom anglais. Adieu ! adieu ! O'Méara^[3] ! »

Le gouverneur ne réussira point à faire recevoir à Longwood un autre médecin.

Les commissaires étrangers lui ont fait des représentations très-énergiques. « Si Napoléon meurt dans les mains d'un officier de santé nommé d'office, que dira-t-on en Angleterre, en France, en Europe ? »

J'ai appris qu'il y avait eu à Plantation-House des discussions très-violentes. Le gouverneur, dans un débat très-vif avec M. Sturmer, est tombé dans un accès de frénésie. Le baron a mené Son Excellence devant une glace et lui a dit froidement de regarder ses traits. Il a ajouté qu'il ne pourrait donner à sa cour un récit vrai de ce qui a lieu à Sainte-Hélène, qu'en lui envoyant l'esquisse de ce qu'il avait sous les yeux.

Le gouverneur m'a fait mettre aux arrêts : j'y suis resté vingt-sept jours. Dans l'ordre de ma mise en liberté, le gouverneur a été obligé de

reconnaître ma qualité de médecin de Napoléon.

L'Empereur est toujours malade ; son état empire. Les habitants de Sainte-Hélène sont indignés.

16. — Une proclamation de sir Hudson interdit de nouveau aux habitants, aux officiers de tout grade de correspondre avec les Français. J'ai eu un nouvel entretien avec l'Empereur. Il a réfuté des assertions fausses de M. Ellis, insérées dans le récit d'une conversation qu'il a eue avec l'Empereur, et publiée à Londres. M. Ellis a été nommé après cette publication à une place lucrative au cap de Bonne-Espérance, place qu'il doit à lord Bathurst.

L'Empereur souffre beaucoup d'une grave affection catarrhale, produite par l'extrême humidité de la chambre qu'il occupe. J'ai fait à sir Hudson un rapport sur l'état déplorable de sa santé.

10 juillet. — Plusieurs caisses de vin adressées à l'Empereur par la princesse Borghèse et lady Holland sont arrivées ici, depuis un mois ; mais Hudson n'en a fait remettre qu'une portion à Longwood. Il a fait déposer le reste dans les magasins du gouvernement. Quelle indignité ! Napoléon a exprimé dans cette occasion comme dans plusieurs autres les sentiments du plus tendre intérêt pour sa sœur Pauline. Il est convaincu qu'aucun sacrifice ne lui coûterait pour lui prouver son dévouement, et qu'elle cherchera à obtenir la permission de venir à Sainte-Hélène ^[4].

Il me parla encore du caractère élevé et des talents de la reine Hortense, et de la princesse Élisabeth, il me dit aussi combien il était reconnaissant des touchantes attentions de lady Holland. Il ajouta : « Les membres de la famille de l'immortel Fox abondent en sentiments libéraux et généreux. »

Je désirais me procurer une copie des observations sur le discours de lord Bathurst dont plusieurs exemplaires, m'avait-on dit, avaient été apportés à Sainte-Hélène. Je priai le capitaine Brunn de m'aider dans mes recherches. Ma demande le surprit d'autant plus que sir Hudson Lowe et Thomas Reade avaient pris cinq copies de cette brochure, annonçant qu'ils les destinaient à Longwood. Ils s'étaient également emparés de tous les ouvrages apportés par le vaisseau *le Mangle*.

A mon retour d'une visite que j'avais faite à l'Empereur, le capitaine Blachkeney me remit la lettre suivante :

Plantation-House, 25 juillet 1818.

« Monsieur,

« Le lieutenant général sir Hudson Lowe m'a chargé de vous informer que, d'après une instruction reçue du comte Bathurst, en date du 14 mai 1818, il lui est ordonné de vous retirer l'emploi que vous occupez auprès du général Bonaparte, etc., etc.

« Le contre-amiral Plampuin a reçu des instructions des lords commissaires de l'amirauté, quant à votre destination, lorsque vous partirez de cette île.

« Vous voudrez bien, en conséquence, immédiatement après la réception de cette lettre, quitter Longwood, sans avoir aucune communication avec les personnes qui y restent.

« J'ai l'honneur, etc.

« ÉDOUARD WYNYARD,
« *Lieutenant colonel, secrétaire.* »

L'honneur anglais, l'humanité, les devoirs de ma profession, l'état déplorable de l'Empereur, tout m'imposait l'obligation de résister à cet ordre, barbare, et ce fut en effet le parti auquel je m'arrêtai, sans calculer les suites de mon refus.

J'avais à prescrire un régime à Napoléon, je devais lui préparer des médicaments, certain que j'étais qu'en mon absence il ne recevrait auprès de lui aucun médecin recommandé par sir Hudson. Je me rendis aussitôt près de lui, et quand je lui eus mis sous les yeux l'ordre qui m'avait été donné : « J'ai vécu trop longtemps pour lui, me dit-il. Votre ministère est bien hardi ! Quand le pape était en France, je me serais coupé le bras plutôt que de signer un ordre pour éloigner de lui son médecin. »

Après quelques instants d'entretien, quand j'eus donné à l'Empereur tous les avis que je croyais nécessaires à sa santé, pour le moment présent, il me dit : « Quand vous arriverez en Europe, vous irez vous-même trouver mon frère Joseph, et vous lui ferez savoir que je désire qu'il vous remette le paquet contenant les lettres privées et confidentielles^[5] des empereurs et des autres souverains de l'Europe qui m'ont écrit, et que je lui ai confiées à Rochefort. Vous les publierez... Je vous prie de prendre ce soin : et si vous

entendez des calomnies sur ce qui a eu lieu pendant le temps que vous avez été avec moi, répondez : « J'ai vu de mes propres yeux, et cela n'est pas vrai. »

Il dicta alors au comte Bertrand la lettre dont nous avons ailleurs donné l'extrait. Il la signa, ajouta un post-scriptum de sa main, m'assurant que ce peu de mots en disait plus pour moi à l'impératrice que des pages entières. Il me fit don d'une superbe tabatière et d'une statue qui le représentait. Il me pria de faire, à mon arrivée en Europe, des recherches sur les membres de sa famille, et d'insister de sa part auprès d'eux pour qu'ils ne vinssent point à Sainte-Hélène être témoins de la misère et des humiliations qu'il supportait. « Assurez-les, ajouta-t-il, des sentiments d'affection que je conserve pour eux. Assurez aussi de mon vif attachement ma bonne Louise, mon excellente mère et Pauline. Si vous voyez mon fils, embrassez-le pour moi ; qu'il n'oublie jamais qu'il est né Français ! Exprimez à lady Holland le souvenir de gratitude que je conserve de sa bonté ; dites-lui l'estime que j'ai pour elle. » À ces mots il me serra la main, m'embrassa, et me dit : « Adieu, O'Méara, nous ne nous reverrons plus. Soyez heureux ! »

1. ↑ Le général Bertrand l'habite aujourd'hui.
2. ↑ Talma a démenti avec noblesse tous ces contes. Il était resté plein de reconnaissance et de respect pour le grand homme qui avait aimé sa personne et récompensé d'une manière éclatante son talent supérieur.
3. ↑ Napoléon me parlait fréquemment en italien ; mais quand la conversation s'élevait, il s'exprimait en français.
4. ↑ La princesse demanda en vain la faveur de partager l'exil de son frère.
5. ↑ A mon retour en Europe, j'ai fait beaucoup de démarches pour obtenir les lettres dont il est question. Malheureusement, mes efforts ne furent couronnés d'aucun succès. Avant que le comte de Survilliers eût quitté Rochefort pour se rendre en Amérique, craignant d'être arrêté par les puissances alliées, Il crut prudent de confier ce précieux dépôt à une personne sur l'intégrité de laquelle il croyait pouvoir compter ; mais il fut trahi, à ce qu'il paraît, puisqu'il y a quelques mois, une autre personne apporta ces lettres à Londres pour les vendre, et en demanda 30.000 livres.

Quelques ministres de sa Majesté et les ambassadeurs étrangers en furent informés. J'ai appris depuis que celui de Russie avait payé 10.000 livres sterling celles appartenant à son maître. Entre autres passages curieux qui me furent rapportés par ceux à qui l'on a communiqué leur contenu, en voici un qui mérite d'être rapporté ; il est relatif au Hanovre : il porte en substance, que le roi de Prusse déclarait qu'il avait toujours un intérêt paternel pour ce pays ; et il paraissait que les souverains en général avaient fait à Napoléon des demandes pour obtenir des agrandissements de territoire.

DERNIERS MOMENTS
DE NAPOLEON

PAR

ANTOMARCHI.

Chapitre 17.

Arrivée du portrait du roi de Rome. — Kléber. — Fouché.

Je reçus à Rome le rapport du docteur O'Méara sur la maladie dont l'Empereur était atteint. Il était conçu ainsi :

« Les derniers jours de septembre ont développé des symptômes qui indiquent du désordre dans les fonctions hépatiques. Napoléon avait souvent été attaqué avant cette époque de catarrhe, de maux de tête, de rhumatismes ; mais ces accidents se sont aggravés ; les jambes, les pieds sont enflés.

« Les gencives ont pris une apparence spongieuse, scorbutique : il s'est manifesté des signes d'indigestion.

« 1^{er} octobre 1817. — Douleur aiguë, chaleur, sensation de pesanteur dans la région hypocondriaque droite. Ces accidents ont été accompagnés de dyspepsie.

« Depuis cette époque la maladie n'a pas cessé, elle a fait des progrès lents, mais continuels, La douleur, d'abord légère, s'est accrue au point de faire craindre une *hépatite aiguë* Cette exacerbation du mal est l'effet d'un fort catarrhe,

« Trois dents molaires étaient attaquées : je jugeai d'après cette circonstance qu'elles devaient en partir être cause des inflammations des muscles et des membranes de la mâchoire ; je pensai en outre qu'elles avaient produit le catharre ; je les arrachai à des intervalles convenables. Les attaques ont été depuis moins fréquentes.

« Je conseillai, pour détruire l'apparence scorbutique qu'avaient prise les gencives, l'usage des légumes, des acides, Je réussis. Elle disparut, et fut dissipée par le même moyen.

« Les purgatifs, les frictions remirent les jambes en bon état. Elles furent cependant de nouveau affectées au bout de quelque temps, mais beaucoup moins fort. Les purgatifs, les bains chauds, les sueurs abondantes ont souvent atténué la douleur de la région hypocondriaque, mais ne l'ont jamais dissipée complètement. Elle s'est beaucoup accrue dans le courant d'avril et de mai. Elle est devenue irrégulière, a produit la constipation, puis la diarrhée, puis des évacuations abondantes de matières bilieuses, muqueuses. En même temps les coliques, les flatulences se faisaient sentir, l'appétit avait disparu, sensation de pesanteur, inquiétude, oppression au scrobicule du cœur. Visage pâle, jaune de la tunica sclerotica. urines âcres et fortement colorées, accablement d'esprit et mal de tête. Le malade ne pouvait se tenir sur le côté gauche. Il éprouvait des sensations de chaleur dans l'hypocondre droit ; nausées, de temps à autre vomissement de bile âcre et visqueuse qui s'est accrue avec la douleur. Absence presque totale de sommeil, incommodité, faiblesse.

« L'affection des jambes s'est reproduite, mais avec moins de force qu'elle en avait d'abord. Mal de tête, inquiétude, anxiété, oppression dans la région épigastrique et précordiale ; paroxysme de fièvre à l'entrée de la nuit. Peau brûlante, soif, maux de cœur, pouls rapide. Calme, sueur vers le point du jour. C'est un effet assez constant chez le malade. Les sueurs abondantes lui ôtèrent la fièvre. Il existe à la région hypocondriaque droite une tuméfaction qui est sensible à la pression extérieure. Langue presque constamment blanche. Le pouls, qui avant la maladie donnait 54 à 60 pulsations par minute, va jusqu'à 88. Douleur au-dessus de l'acromion. Administré pour exciter le foie et le ventre, rétablir la sécrétion de la bile, deux purgatifs. Soulagement, mais peu durable. Dans les derniers jours de mai et les premiers jours de juin, les effets en étaient faibles et momentanés. Proposé le mercure, mais le malade a montré la répugnance la plus vive ; il a repoussé l'usage de ce médicament sous quelque forme qu'il fût déguisé. Conseillé de monter à cheval, de faire chaque jour avec une brosse des frictions sur la région hypocondriaque, de porter de la flanelle, de prendre des bains chauds, des remèdes, quelques divertissements, de suivre un régime, de ne pas s'exposer aux mauvais temps, aux variations de l'atmosphère. Il a négligé les deux choses les plus importantes, l'exercice et la distraction. Enfin le 11 juin, nous avons triomphé de sa répugnance. J'ai

obtenu qu'il ferait usage du mercure. Il a en effet pris des pilules mercurielles, n° ij, gra. vj. Il a continué ce traitement jusqu'au 16. Je lui en donnai soir et matin, et de temps à autre quelques purgatifs pour dissiper la constipation. Au bout de six jours je changeai la prescription, et substituai au mercure le calomelas (*submurias hydrargyri*), mais il produisit des maux de cœur, des vomissements, des coliques, une inquiétude générale ; je cessai de l'employer. Je l'administrai de nouveau le 19 ; il causa les mêmes désordres. Je revins à la première préparation mercurielle, que j'employai trois fois par jour. J'interrompis le traitement le 27. Les appartements sont extrêmement humides. Napoléon avait contracté un violent catarrhe. Il avait une grosse fièvre, une irritation des plus vives. Ce médicament fut repris le 2 juillet, je le continuai jusqu'au 9, mais n'en obtins aucun heureux effet. Les glandes salivaires étaient toujours dans le même état. L'insomnie, l'irritation croissaient ; les vertiges devenaient fréquents. Deux ans d'inaction, un climat meurtrier, des appartements mal aérés, bas ; un traitement inouï, l'isolement, l'abandon, tout ce qui froisse l'âme agissait de concert. Est-il surprenant que le désordre se soit mis dans les fonctions hépatiques ? Si quelque chose étonne, c'est que les progrès du mal n'aient pas été plus rapides. cet effet n'est dû qu'à la force d'âme du malade et à la bonté d'une constitution qui n'avait point été affaiblie par la débauche.

« Signé BARRY E. O'MÉARA,
Chirurgien, etc. »

Longwood, 9 juillet 1818.

C'est ce document qui décida mon départ pour Sainte-Hélène. Je franchirai ici beaucoup de détails qui précèdent et accompagnent les préparatifs de ce voyage, et commencerai mon récit au moment où nous tenons la mer pour cette direction. Nous nous étions embarqués à Deptford, suivant les instructions ministérielles (9 juillet), sur un mauvais brick de commerce chargé de farine. Lorsque nous nous trouvâmes par le travers du cap Palme, nous serrâmes la côte ; nous vîmes aussitôt des canots se détacher, accourir à nous. Les esquifs étaient légers, étroits et bas, manœuvrés par des hommes accroupis : ils glissaient sur la surface de la mer. Nous mîmes en panne » et ils furent bientôt sur nous : ils nous apportaient des provisions. « Ou allez-vous ? » nous demanda l'un d'eux.
* » À Sainte-Hélène. « Ce mot le frappa. Il resta stupéfait. « À Sainte-

Hélène, répéta-t-il d'un ton pénétré. Est-il vrai qu'il y soit ? — Qui ? » demanda le capitaine. L'Africain, en lui jetant un regard dédaigneux, vint à nous et nous répéta la question. Nous répondîmes qu'il y était. Il nous regarda silencieusement, secoua la tête, en laissant échapper le mot « Impossible ! » Nous nous regardions les uns et les autres. Nous ne savions quel était ce sauvage qui parlait anglais, français, et qui avait une si haute idée de l'Empereur. « Vous le connaissez ? — Depuis longtemps. — Vous l'avez vu ? — Dans toute sa gloire. — Souvent ? — Dans la *Bien-Gardée*^[1], au désert, sur le champ de bataille. — Vous ne croyez pas à ses malheurs ? — Son bras est fort, sa langue douce comme du miel, rien ne peut lui résister. — Il a longtemps balancé les efforts de l'Europe entière. — L'Europe ni le monde ne peuvent accabler un tel homme. Les Mameluks, les pachas s'éclipsaient devant lui ; c'est le dieu des batailles. — Où l'avez-vous donc connu ? — Je vous le dis, en Égypte. — Vous avez servi ? — Dans la 21^e ; j'étais à Bar-am-bar, à Samanhout, à Cosseïr, à Cophtos, partout où s'est trouvée cette vaillante demi-brigade. Qu'est devenu le général Belliard ? — Il vit, il a illustré son nom par vingt faits d'armes. Vous le connaissez ? — Il commandait la 21^e ; il courait le désert comme un Arabe, aucun obstacle ne l'arrêtait. — Vous vous rappelez le général Desaix ? — Aucun de ceux qui ont fait l'expédition de la haute Égypte ne l'oubliera. H était brave, ardent, généreux ; il cherchait les ruines comme les batailles ; je l'ai servi longtemps. — Comme soldat ? — Je ne le fus pas d'abord ; j'étais esclave, j'appartenais à un des fils du roi de Darfour. Je fus conduit en Égypte, maltraité, vendu. Je tombai dans les mains d'un aide de camp du *Juste*^[2] On m'habilla à l'européenne, on me chargea de quelques soins domestiques, je m'en acquittais bien ; le sultan fut content de mon zèle, m'attacha à sa personne. Soldat, grenadier, j'eusse épuisé mon sang pour lui. Mais Bonaparte ne peut être à Sainte Hélène ! — Ses malheurs ne sont que trop certains. La lassitude, les complots... — Expiraient à sa vue. Un mot nous payait nos fatigues. Nos yeux étaient satisfaits, nous ne craignions rien dès que nous l'apercevions. — Avez-vous combattu sous lui ? — J'avais été blessé à Cophtos, je fus évacué sur la basse Égypte ; j'étais au Caire quand Moustapha parut. L'armée s'ébranla, je suivis le mouvement, je me trouvai à Aboukir. Quelle précision ! quel coup d'œil !

quelles charges ! Il est impossible que Bonaparte ait été vaincu, qu'il soit à Sainte-Hélène. »

Nous n'insistâmes pas. Notre incrédule était obstiné, son illusion lui était chère, nous n'eûmes garde de la dissiper. Nous lui donnâmes du tabac, de la poudre, quelques vêtements, toutes les bagatelles qui avaient du prix dans sa tribu. Il s'en retourna satisfait, parlant toujours de la 21^e, de ses chefs, de ses généraux, de l'impossibilité qu'un homme aussi grand que Napoléon soit à Sainte-Hélène.

Nous mîmes du ris, il ventait frais. Nous craignions d'être surpris par les calmes ; nous mîmes toutes voiles dehors, nous doublâmes le golfe de Guinée, nous passâmes la ligne ; nous fîmes toutes les ablutions, toutes les cérémonies accoutumées. Mais la mer ne tarda pas à devenir mauvaise, nos cordages étaient à bout, le bâtiment faisait eau de toutes parts. Nous ne marchions plus. La chaleur était suffocante ; nous étions pêle-mêle avec les porcs et les canards, nous gisions au milieu des immondices : des maladies se manifestèrent, l'abbé Buonavita fut à toute extrémité. D'un autre côté, notre friand capitaine se gorgeait du mets que savouraient les Romains. La traversée se prolongeait plus qu'il n'avait cru, les approvisionnements de basse-cour touchaient à leur terme ; il imagina de tirer parti des truies que la faim allait moissonner. Il les distribuait à son équipage, et se réservait les petits encore mal formés qu'elles n'avaient pas mis bas. Il trouvait cette dégoûtante préparation délicieuse ; il la vantait, il l'exaltait, il voulait associer à ses jouissances chacun de nous. Les coliques le tourmentaient ; il avait besoin de moi, je fus le premier qu'il honora de son invitation : « C'est quelque chose d'exquis, venez, nous les ferons frire, nous les mettrons en petits pâtés. Tout mon équipage... » Je ne le laissai pas achever : un mouvement involontaire lui expliqua ma pensée. Il s'éloigna en me lançant à demi-voix le poli *french dog*.

Nous étions au 10 septembre. La pompe, la chaleur, les indigestions ne laissaient pas respirer les matelots ; ils étaient exténués. Le capitaine lui-même ne pouvait se soutenir. Il était moins insolent, moins sordide ; il ne parlait plus des iniquités que les Barbaresques avaient essuyées à son bord ; il n'aspirait qu'à toucher au rivage. Il crut tout à coup l'apercevoir ; nous étions dans les eaux de Sainte-Hélène ; il avait fait des observations, il en était certain. Il se trouva malheureusement moins bon astronome que

munitionnaire : la station disparut pendant la nuit, au jour il n'en fut plus question. Ce ne fut que dans la matinée du 18 que nous en eûmes connaissance. Sous quel aspect sinistre elle se dessinait au loin ! Quel rocher sourcilleux ! Quelle masse ! quel séjour ! Mais c'était là qu'était l'Empereur ; c'était là que l'infamie anglaise s'acharnait sur sa proie ; c'était là que les rois vengeaient sur ce grand homme les erreurs de sa générosité. Nous allions fouler les mêmes lieux, respirer le même air. Pouvions-nous nous plaindre de partager le sort du maître du monde ? Nous n'aspirions qu'à débarquer.

Hudson Lowe était moins impatient. Il fallait qu'il nous tendît un piège ; il avait besoin de quelques heures pour le méditer. Il nous fit prévenir que nous ne pouvions entrer immédiatement dans le port, mais que nous y serions admis le lendemain au point du jour. Je fis demander en quel état se trouvait Napoléon. « Bien, très-bien, répondirent ses envoyés ; il jouit d'une santé vigoureuse, il se porte mieux que nous. » Ils se retiraient, lorsque nous vîmes arriver des façons de canots qui vinrent voltiger autour du bâtiment. Je n'étais pas dupe de la manœuvre, mais je fus curieux de savoir au juste à quoi m'en tenir. « Que cherchent-ils ? dis-je au capitaine. — Ce sont des pêcheurs. — Sans doute ils ont du poisson ? Demandez qu'ils nous en vendent. » Il le fit, mais ils n'avaient pas encore jeté leurs filets. Ils s'éloignèrent ; ma fantaisie les avait déconcertés, on ne s'avise jamais de tout : des gens de cette livrée n'étaient d'ailleurs pas faits pour déjouer les trames que nous pouvions avoir ourdies. Lu gloire d'intercepter une lettre, un chiffon, d'assurer en un mot le repos du monde n'appartenait qu'à Son Excellence, à Reade ou à Gorrequer.

Nous n'avions rien confié aux pêcheurs de sir Hudson, nous devions avoir tout le plan de la conspiration sur nous : aussi redoubla-t-on de vigilance. Nous n'étions pas entrés dans le port, que déjà nous étions examinés, visités, surveillés, hors d'état de soustraire le moindre mouvement aux aspirants qu'on avait mis de garde à bord. Toutes ces précautions n'empêchèrent pas les écrits d'aller, non par nous, mais par notre brave capitaine qui pourtant n'en pouvait mais. Un mauvais plaisant lui avait confié à Deptford dix-sept exemplaires cachetés d'un livre de dévotion, adressés à divers habitants de Sainte-Hélène. Je jugeais bien au format que la production n'était pas biblique, je croyais même reconnaître

ce qu'elle était. Mais le corsaire s'était fait payer le fret, ce n'était pas à moi à lui conseiller de retenir la marchandise. Il les retira un à un de sa caisse, et les expédia par le canal de l'aspirant. Tant mieux ! on allait devenir plus anglican à Sainte-Hélène. Pendant que nos marins se disposaient à répandre la parole de Dieu dans l'île, Son Excellence prenait lecture de la missive de lord Bathurst, et nous dépêchait un de ses officiers. Hudson nous autorisait à descendre ; il voulait nous voir. Nous nous rendîmes au château ; nous fûmes accueillis, reçus avec une grâce, une politesse dont nous ne revenions pas. Sir Hudson nous présenta à l'adjudant général, au major, à tout ce qu'il y avait d'hommes qui eussent sa confiance dans la place. Il était affable, affectueux, il s'intéressait aux moindres détails de la traversée. Il nous parla d'Ajaccio, nous dit qu'il y avait séjourné, qu'il aimait les Corses, qu'ils étaient généreux, braves, qu'il était sûr que nous vivrions en bonne intelligence. Par amour pour la concorde il eût pendu le corsaire si nous eussions dit un mot : mais nous ne craignions plus que ce forban nous proposât des petits pâtés. Il allait avoir affaire à Son Excellence, c'était bien assez.

Le docteur Verling arrivait de Longwood. Sir Hudson me le présenta. Je crus qu'il avait remplacé Stokoe, je lui demandai des nouvelles de la santé de Napoléon. Napoléon ! Il cherchait dans les yeux du gouverneur ce qu'il devait répondre : mais celui-ci le tira d'affaire et me dit que le docteur ne voyait pas le général Bonaparte, qu'il ne donnait ses soins qu'au général Montholon. On servit, sir Hudson nous retint. Reade, Gorrequer disputaient avec lui de prévenances et d'égards : c'était toujours la Corse ; les hommes y naissaient avec plus de courage, plus de sagacité qu'ailleurs. Ils jugeaient mieux des circonstances et des choses, ils se pliaient plus franchement à la nécessité. D'ailleurs y avait-il dans Sainte-Hélène de quoi s'y tant déplaire ? le climat était bon, l'air salubre, la température supportable : elle ne variait que de huit à dix degrés de James-Town à Longwood, et les excursions du thermomètre n'allaient pas au delà de soixante-cinq à quatre-vingt-dix degrés.

Sir Hudson nous disait tout cela d'un air si simple, qu'il fallait être sous ses verrous pour l'écouter. Je feignis de ne pas l'entendre. Il se rejeta sur le général Bonaparte, blâma sa fierté, sa rudesse.

Le dîner fini, Gorrequer nous prévint, s'excusa, mais il était l'ennemi des correspondances ; il leur faisait une guerre impitoyable. Nous lui ouvrîmes aussitôt nos poches, nos portefeuilles ; le Cerbère s'adoucit, nous passâmes. Gorrequer avait fini, c'était le tour de Reade. Celui-ci fut moins facile : il visita, déplia nos effets, les examina pièce à pièce. La guerre aux chiffons finie, nous montâmes en voiture, nous nous engageâmes dans une route effrayante : ce n'était que factionnaires, que précipices ; nous marchions au milieu des précautions de la guerre et des convulsions de la nature : jamais spectacle aussi sombre ne s'était offert à nos yeux. Nous arrivâmes enfin à Longwood. Nous nous présentâmes chez le général Bertrand, qui se trouvait auprès de l'Empereur. Ce prince venait de recevoir les journaux de Londres, il parcourait les colonnes du *Morning-Chronicle* qui me concernaient. Il y trouvait force éloges pour l'anatomiste, mais pas un mot pour le médecin. Il en conclut que j'étais étranger à l'art, une façon de Cuvier, auquel il donnerait à disséquer son cheval, mais auquel il ne confierait pas son pied. Il était dans cette disposition d'esprit lorsqu'on lui annonça notre arrivée. « Allez, dit-il au grand maréchal, voyez quels hommes on m'envoie ; voyez surtout le physiologiste. » Bertrand vint avec un air peiné. Il invita Buonavita à le suivre et nous pria d'attendre.

Je ne savais qu'augurer d'une réception si singulière ; j'étais stupéfait, Vignali n'était pas mieux lorsque le général reparut. Je passai avec lui dans la pièce voisine. Il me fit asseoir, me demanda depuis combien de temps j'étais parti de Rome, si je connaissais la famille de l'Empereur, comment étaient madame Mère, le cardinal, Lucien, Pauline, etc. ; comment j'avais été choisi pour venir, en quelle qualité j'arrivais, où j'avais pratiqué, si j'avais une lettre, quelque chose à dire à Napoléon de la part des siens, quel motif m'avait déterminé à quitter l'Italie pour cet écueil, qui j'avais vu pendant le trajet de Rome à Londres, qui j'avais fréquenté dans cette capitale, et ce qu'on m'avait dit ? Je satisfis à toutes ces questions, et j'eus l'honneur d'être présenté à madame la comtesse, qui s'entretenait avec le docteur Verling et l'abbé Buonavita. Elle m'accueillit avec bonté et me demanda quelques détails sur les pays que nous avions parcourus. Vignali eut son tour. Il fut comme nous interrogé, présenté et accueilli. On nous servit à souper, on nous donna des appartements ; je me déshabillais lorsque je vis une seconde fois le comte Bertrand paraître. Il me pria de passer chez

le général Montholon, il avait quelque chose à me dire. J'allai, je ne comprenais rien à cet entretien inouï. Je ne tardai pas néanmoins à me remettre. Je répondis qu'un noble orgueil m'avait seul conduit à Sainte-Hélène, que j'avais eu l'ambition d'être utile au plus grand homme du siècle ; qu'aucun sacrifice ne m'avait coûté dès qu'il avait été question de l'Empereur ; que j'en ferais un autre si mes services n'étaient pas agréés ; que je me rembarquerais immédiatement pour l'Europe. Je me retirai. Je n'avais plus ni sommeil, ni fatigues, la conversation avait tout dissipé. Je trouvai dans l'antichambre le cuisinier Chandelier, qui, n'ayant pas encore de logement, me demanda à y passer la nuit. Je ne pouvais fermer l'œil, j'étais curieux de savoir si la réception que j'avais reçue s'était étendue jusqu'à lui. Il me répondit qu'il avait été accueilli par ses camarades, qui cependant lui avaient adressé force questions sur notre voyage, les personnes que nous avions vues, et les nouvelles que nous avions entendu raconter. Il ajouta que l'Empereur l'avait fait appeler ainsi que Coursaut ; qu'il s'était informé de ce qu'on disait à Rome du choix du médecin, de celui des prêtres, de ce qu'ils en avaient vu, entendu à Londres, et des maisons qu'ils fréquentaient dans cette capitale. Il devenait évident que j'excitais des soupçons, des défiances, que j'avais été desservi. Comment cela s'était-il fait ? je ne pouvais le pénétrer. Le jour vint, j'attendis avec résignation que cette affaire se dénouât. Je reçus dans la matinée une troisième visite du comte Bertrand. Il me demanda un rapport écrit et détaillé sur le lieu de ma naissance, mon âge, ma famille, les villes où j'avais fait mes études. Il me demanda où et depuis quelle époque j'avais exercé, si j'avais servi ; à quelle partie de la médecine je m'étais plus spécialement appliqué. Je fis sur-le-champ ce résumé ; je le lui adressai avec mes diplômes, mes papiers, et la lettre du cardinal. Buonavita, Vignali furent obligés d'en faire chacun autant.

C'était une triste réception après un si long voyage : mais le cardinal Fesch n'avait pu, au milieu des graves soins qui l'occupaient, trouver un instant pour écrire, soit à l'Empereur, soit au grand maréchal. Aucun membre de la famille n'avait réparé cette négligence, nous étions envoyés par le gouvernement anglais, recommandés par le ministère, fêtés par le gouverneur, c'en était plus qu'il ne fallait pour éveiller la défiance. Une autre circonstance contribua à donner à cette affaire l'air d'une intrigue. Le

cardinal, qui n'avait pu nous munir d'une lettre de créance pour Sainte-Hélène, avait eu néanmoins assez de loisir pour concerter le moyen de faire de Vignali le médecin de Napoléon. Il avait écrit au comte Las Cases à cet égard ; il l'avait prié de recommander le missionnaire à l'Empereur. Las Cases ne jugea pas convenable de travestir un prêtre en médecin, et se borna à remettre la missive de Son Éminence à l'abbé qui, tout empressé de la rendre, était loin de prévoir l'effet qu'elle produisit. Tout s'arrangea cependant. Nous étions Français, nous étions Corses ; nous ne pouvions à ce double titre être les agents des Anglais ; Napoléon nous admit à son service.

Je me disposai en conséquence à aller chercher les effets qui étaient restés sur le bâtiment. Je pensais aller seul, sir Hudson nous avait tant protesté que nous pourrions circuler librement dans l'île ; mais l'officier d'ordonnance de Longwood avait des ordres : je fus obligé d'accepter l'offre qu'il me fit de m'accompagner. Je me rendis à bord du *Snipe* ; j'étais gardé à vue, aucun de mes mouvements n'était perdu. Quelle fut ma surprise ! notre capitaine était dans la même position. « Pourquoi des gardes ? Quel accident ? — Ce coquin de gouverneur ! — Eh bien, quoi ! sir Hudson ?... — M'empêche de mettre pied à terre, vendre mes marchandises. — Pour quel motif ? que lui avez-vous « fait ? — Mes porcs disparaissent, mon claiet coule, mes canards me mangent plus qu'ils ne valent, ah ! — Mais enfin quel tort ? — Ces maudits livres, ah ! — Ces livres de messe ? — De messe, vous le croyez, je l'ai cru, je les ai apportés ; eh bien ! ce sont des livres que ce maudit O'Méara a écrits contre Hudson Lowe, ah ! » Je laissai mon homme gémir à son aise, je débarquai mes effets et rentrai à Longwood. Les préventions s'étaient dissipées, les soupçons éteints, je reçus une lettre du comte Bertrand qui m'annonçait que j'étais agréé comme chirurgien ordinaire de l'Empereur.

Je fus présenté à Sa Majesté. La chambre était petite, extrêmement obscure, il était dans son lit ; je ne l'aperçus pas d'abord. Je m'avançai dans une espèce de recueillement religieux. Il le vit, et m'adressant la parole de la manière la plus gracieuse : « Approchez-vous de moi, « *Capocorsinaccio*, me dit-il en italien, langue que dès lors il employa constamment dans nos conversations ; approchez afin que je puisse vous voir plus distinctement, et surtout vous mieux entendre, car sur ce triste rocher je suis devenu tout à

fait sourd. » Je m'approchai. Il me jeta un coup d'œil qui ne parut pas m'être défavorable, et reprit : « J'ai été bien près de votre pays dans ma première jeunesse ; je débarquai à peu de distance de Morsiglia, au port de Macinajo. Je fus de là à Rogliano, où je vis une belle maison peinte à la génoise, à Tomino, à Porticciolo. Je me rendais à Bastia ; mais, le croiriez-vous ? j'eus toutes les peines du monde de trouver un cheval et un homme qui voulût m'accompagner ; j'y parvins cependant. Le squelette qu'on me donna pouvait à peine se tenir sur ses jambes, mais il était habitué à ces routes escarpées ; il me fut extrêmement utile. J'arrivai enfin à Bastia ; j'étais content de mon guide, il le fut aussi de moi.

« Mais c'est assez parler d'un pays que je ne reverrai plus. Y a-t-il longtemps que vous n'êtes allé en Corse ? — Deux ans, Sire. — « Quel âge avez-vous ? — Environ trente ans. — Oh ! oh ! vous pourriez être mon fils. Quel âge a votre père ? — Il approche de soixante-dix ans. — Il est notaire : fait-il quelquefois, comme ses bons confrères, de faux actes, des testaments supposés ? » Je ne répondais pas, il répéta la question en riant plus fort. « Mon père jouit de l'estime publique et de la confiance de son canton. — En ce cas il n'y a rien à dire. Vous rappelez-vous l'époque où je conquis l'Italie pour la première fois ? — J'en conserve un vague souvenir. — Quelle ivresse ! quelles acclamations ! ce n'était qu'un cri d'enthousiasme. La population se pressait sur mon passage, j'étais son dieu, son idole. Elle m'est restée fidèle. Sans doute vous ne vous souvenez qu'à peine, car vous étiez si jeune alors, de mon expédition d'Égypte, de mon arrivée, de mon débarquement à Ajaccio, à Fréjus, et des transports avec lesquels je fus accueilli ? — Je me rappelle cette apparition inattendue qui changea la face de l'Europe. J'écoutais avec admiration ce qu'on racontait du général Bonaparte, et des merveilles qu'il avait exécutées. On buvait, Sire, à vos succès, on faisait pour vous les vœux les plus vifs. Je conserve parfaitement le souvenir de l'impression que fit sur moi l'allégresse de tout un peuple qui n'espérait qu'en vous. — Quel âge aviez-vous lorsque vous avez quitté la Corse ? — Environ quinze ans. — Il y a à Livourne des Capocorsini fort riches. — Oui, Sire, quelques-uns sont devenus patriciens, d'autres ont été faits nobles : le grand-duc les a bien traités. — Vous avez fait vos études à Pise ? — Je les ai commencées à Livourne, d'où j'ai été les continuer à Pise et à Florence. Je résidais à Florence, où j'ai exercé jusqu'au moment de

mon départ. — La grande-duchesse Élixa était-elle aimée en Toscane ? — Aimée et crainte tout à la fois. — Faisait-elle quelque chose pour se concilier ses sujets ? — Elle chérissait les arts, elle protégeait les sciences, elle gouvernait dans l'intérêt public. — Elle était adorée à Lucques ; elle y avait créé des établissements utiles et bons. Je la crois fort riche. Les Toscans ont été contents de revoir leur ancien grand-duc ; ne le croyez-vous pas ? — Il est cher au peuple, qu'il gouverne avec douceur. — A l'exception des spéculateurs de Livourne, à qui tout est bon, les Toscans sont un peuple excellent ; ils sont à la fois éclairés, industriels, cultivateurs habiles : ils occupent la plus belle contrée de l'Italie. Quelles considérations vous ont engagé à vous associer à mon exil ? — Votre Majesté peut le pressentir ; je ne cherche ni l'or ni les faveurs ; je n'ai pas mis mes services à prix, je ne me suis pas inquiété des conditions. On m'a proposé d'approcher de vous, cette gloire m'a suffi ; je n'ambitionne pas d'autre bien. — Mais pourquoi, avant de céder à l'invitation de votre ami Colonna, ne pas vous être fait assurer une existence par ma famille ? — Des avantages pécuniaires ne peuvent compenser le sacrifice ; la gloire seule pouvait me décider. — La gloire est fort bonne ; mais si vous aviez été renvoyé comme peu s'en est fallu, qu'auriez-vous fait ? dans quel embarras ne vous seriez-vous pas trouvé ? — Une semblable réception m'eût déchiré ; mon seul regret eût été d'être méconnu. — Vous êtes Corse, voilà la considération qui vous a sauvé. Le grand-duc doit avoir été charmé de voir un de ses employés m'apporter les secours de la médecine sur cet écueil ? — Je le pense, Sire ; vous avez eu tant de bontés pour lui. — Je l'ai beaucoup connu. Marie-Louise l'aimait, et lui n'était pas indifférent aux charmes de la reine de Naples. Je l'ai toujours tenu pour un bon prince. Êtes-vous resté longtemps à Rome ? — Environ deux mois. — Vous avez eu le loisir de la bien connaître. Je suis vraiment fâché de ne l'avoir pas vue. Je voulais lui rendre son antique splendeur, en faire la capitale de l'Italie ; la destinée ne l'a pas voulu... Une partie de ma famille y réside. Le pape est un bon vieillard que j'ai toujours bien traité... Allons ! maintenant, parlez-moi avec franchise, donnez-moi des nouvelles des miens. Commencez par Madame Mère, la signora Letizia. — Le malheur n'a pu l'abattre. Elle supporte l'adversité avec courage ; elle est pleine de résignation et de dignité. — Reçoit-elle, va-t-elle dans le monde ? Quel est son genre de vie ? — Tout à fait retiré. Elle n'a qu'une société peu nombreuse, n'admet que

quelques personnes de confiance. Ceux de ses enfants qui sont à Rome sont empressés autour d'elle : mais ses vœux, ses pensées sont tous pour Sainte-Hélène. Elle n'attend qu'un mot pour braver la mer et vous serrer dans ses bras. — Elle a été toute sa vie une excellente femme, une mère sans égale ; elle m'a toujours aimé. Vous l'avez laissée bien affligée, n'est-il pas vrai ? — Elle retenait d'abord avec peine son émotion : mais elle est bientôt revenue à elle-même ; elle a montré un courage, une force d'âme au-dessus de l'humanité. — Je suis sûr qu'elle n'eût pas craint les fatigues que vous avez essuyées. Va-t-elle en société ? — Quelquefois chez ses fils ou chez Son Éminence. — Le cardinal la voit-il souvent ? — Plusieurs fois par jour. — Ses fils ? — Presque tous les jours. — Pauline ? — Moins fréquemment ; ses indispositions la retiennent. — Que pensez-vous de sa maladie ? — Je n'en connais pas la nature. — Vous connaissez particulièrement tous les individus de ma famille qui résident à Rome ? Comment sont-ils ? Que disent-ils de moi ? — Toutes leurs pensées sont concentrées sur Sainte-Hélène ; ils n'aspirent qu'à votre délivrance. — Exposez-moi avec précision tout ce dont les uns et les autres vous ont chargé pour moi : que vous a dit ma mère ? — Qu'elle, ses enfants, sa fortune étaient à votre disposition ; qu'au moindre signe elle se dépouillerait de tout, dût-elle endurer la plus profonde misère. — Le prince de Canino ? — Qu'il s'était entendu avec Joseph ; que chacun d'eux viendrait passer trois années auprès de Votre Majesté, si vous ne le trouviez pas mauvais. — Pauline ? — Qu'elle n'attendait que vos ordres pour accourir auprès de Votre Majesté. — Nous y penserons. » Il souriait, se tut et ajouta : « Je ne souffrirai pas qu'aucun membre de ma famille vienne recueillir les outrages des Anglais, voir les insultes que me prodigue ce sicaire. Je ne veux pas qu'aucun d'eux soit témoin de tant d'indignités, c'est assez que je les endure. » Et changeant tout à coup de discours : « La signera Letizia est-elle toujours aussi fraîche ? — Elle est toujours très-bien. — Et Pauline, est-elle encore jeune et belle ? » — Toujours. — Elle n'a jamais eu d'autre affaire que la toilette et les plaisirs. Louis et Lucien se voient-ils ? — Ils se rencontrent fréquemment chez Madame Mère. — Ont-ils société ? — Le prince de Canino reçoit quelques personnes choisies. Louis vit dans la retraite. — Il donne dans la dévotion, le croyez-vous ? — Je l'ai ouï dire ; il passe même pour bigot. » L'Empereur rit : « Que pensez-vous de sa santé ? — Elle est dans une situation déplorable ; les remèdes n'y peuvent

désormais plus rien. — Quel beau jeune homme c'était lors de ma première expédition d'Italie ! Sa timidité l'a perdu. Quel malheur que je n'aie pas été prévenu à temps ! Il serait sain et sauf aujourd'hui, il aurait rempli sa destinée ; la douleur ne l'eût pas enlevé à la gloire, il eût pris part à nos succès. Combien de fils a le prince de Canino ? » Je le lui dis. « De filles ? » Je le lui dis encore. « Qui avez-vous vu pendant que vous étiez à Rome ? » Je nommai les personnes que j'avais fréquentées. « Le cardinal est-il toujours amateur ? Court-il encore les tableaux ? — Il en reçoit tous les matins par voitures. Il les passe en revue dans son antichambre, achète les uns, déprécie les autres. Cette passion lui coûte des sommes immenses. — Quand êtes-vous parti de Rome ? — Le 25 février. — Madame Letizia vous a-t-elle remis beaucoup d'argent ? — Deux cents napoléons et une traite de douze mille francs sur son banquier de Londres. — C'est, je crois, la plus riche de la famille. Je lui reprochais toujours d'être trop bornée dans ses dépenses. En passant à Parme avez-vous vu Marie-Louise ? — Elle était partie, et nous avions l'ordre de ne pas faire connaître notre mission. — Savez-vous si elle est en relation avec ma mère ou quelque personne de ma famille ? — Madame Mère lui a écrit deux fois sans recevoir de réponse. — C'est qu'il ne lui est pas permis d'en faire. Quelles sont les personnes que vous avez vues dans le cours du voyage ? » Je les lui nommai et lui rapportai ce qu'elles m'avaient dit. « Avez-vous vu à Francfort la princesse Julie ? — « Elle m'a reçu avec toute la bonté qui la caractérise. — Ses deux filles, comment sont-elles ? — Grandes, belles, fraîches comme des roses. — Je crois que l'une d'elles épouse un des fils de Lucien ; n'en avez vous rien entendu dire ? — La princesse m'a fait une multitude de questions sur l'aîné. Je m'expliquai facilement un intérêt si vif. — J'avoue que c'est un mariage qui me ferait plaisir. Vous avez donc été bien accueilli ? — On ne saurait mieux. — C'est la femme la plus délicate que je connaisse ; on n'a pas un meilleur cœur. Vous avez vu Las Cases ? — Oui, Sire. — Comment va-t-il ? — Il est gravement malade. — Avez-vous vu son fils Emmanuel ? — Il était à Strasbourg. — Les prêtres m'ont dit, je crois, que vous n'aviez rencontré aucun obstacle dans votre voyage de Rome à Londres ? — Aucun, Sire. — Quand êtes-vous arrivés à Londres ? — Le 19 avril. — Combien de temps y êtes-vous restés ? — Nous n'en sommes sortis que le 9 juillet. — Qui y avez-vous vu plus particulièrement ? — Des médecins, des gens de l'art, ceux surtout qui ont exercé sous les tropiques. — Quand vous

êtes-vous présenté à lord Bathurst ? — Le surlendemain de notre arrivée. — Quelles questions vous a-t-il faites ? — Il nous a parlé de Rome, du cardinal, de Madame Mère, du prince de Canino, et nous a demandé s'ils croyaient réellement que vous fussiez malade. — Que lui avez-vous répondu ? — Qu'on n'en doutait pas, qu'on ne pouvait en douter, que les rapports d'O'Méara, de Stokoe ne le permettaient pas. — Que vous a-t-il dit à cela ? — Que ces rapports étaient inexacts, qu'il venait de recevoir des nouvelles positives, que vous jouissiez d'une santé parfaite, que nous pouvions l'écrire à Rome. — Combien de fois l'avez-vous vu ? — Trois ou quatre. — Vous êtes-vous présenté chez lord Holland. — Le prince de Canino m'avait donné une lettre de recommandation pour Sa Seigneurie. — Avez-vous été bien reçu ? Milady vous a-t-elle accueilli ? — On ne peut pas mieux. — Milord habite-t-il Londres ? vit-il à la campagne ? — Il réside à quelque distance de la capitale. — Vous avez vu souvent O'Méara, n'est-il pas vrai ? — Tous les jours. — Que vous a-t-il dit de moi, de ma maladie ? » Je lui résumai ce qui se trouve dans les rapports. « Est-il content de moi ? — Parfaitement, Sire. — Racontez-moi en détail ce que vous avez vu et fait pendant votre séjour à Londres. » Je lui fis l'historique qu'il désirait ; il recommença ses questions. « Londres est une bien grande ville, n'est-il pas vrai ? — Elle est aussi peuplée que vaste. — Avez-vous été à Paris ? — Je n'ai jamais vu la France. — C'est bien. Allez voir le général Montholon ; demandez le médecin qui le soigne, et consultez-vous avec lui avant qu'on le rappelle. Sachez quelles sont les maladies qui règnent dans ces climats. Cette île est un monde tout à fait nouveau. Vous avez besoin des conseils de ceux qui l'ont étudiée. »

Je fus rappelé au bout de quelques heures. L'Empereur était dans son salon qu'éclairait à peine la faible lueur d'une bougie. Il m'adressa quelques questions sur les objets dont nous nous étions entretenus quelques instants plus tôt : puis il se mit à parler d'anatomie, de physiologie, des phénomènes de la génération. Sa discussion était savante, juste, précise, elle étincelait d'aperçus nouveaux. Il me fit subir par forme de conversation un examen rigoureux qu'il prolongea plus d'une heure. J'eus le bonheur de lui répondre d'une manière qui le satisfait. Il me congédia en me disant les choses les plus flatteuses et les plus aimables. Le comte Bertrand assista à cette longue conférence.

23. — Je me suis rendu auprès de l'Empereur. Il reposait sur un lit de campagne, la pièce était éclairée ; j'ai pu observer les progrès du mal.

Pendant que j'analysais ces symptômes, l'Empereur ne discontinuait pas ses questions. Elles étaient tantôt sombres, tantôt plaisantes. La bonté, l'indignation, l'enjouement se peignaient tour à tour dans ses paroles et dans ses traits. « Eh bien, docteur, que vous en semble ? dois-je troubler encore longtemps la digestion des rois ? — Vous leur survivrez, Sire. — Je le crois ; ils ne mettront pas au ban de l'Europe le bruit de nos victoires ; il traversera les siècles, il proclamera les vainqueurs et les vaincus, ceux qui furent généreux, ceux qui ne le furent pas : la postérité jugera : je ne crains pas ses décisions. — Cette vie vous est acquise. Votre nom n'éveillera jamais l'admiration sans rappeler ces guerriers sans gloire si lâchement ameutés sur un seul homme. Mais vous ne touchez pas au terme, il vous reste un long espace à parcourir. — Non, docteur, l'œuvre anglaise se consomme ; je ne puis aller loin sous cet affreux climat. — Votre excellente constitution est à l'épreuve de ses pernicioeux effets. — Elle ne le cédait pas à la force d'âme dont la nature m'a doué ; mais le passage d'une vie si active à une réclusion complète a tout détruit. J'ai perdu mon énergie, le ressort est détendu. » Je n'essayai pas de combattre une opinion malheureusement trop fondée. Je détournai la conversation, il me parla de son régime, et ajouta : « Dans nos marches de l'armée d'Italie, je ne manquais jamais de faire mettre à l'arçon de ma selle du vin, du pain et un poulet rôti. Cette provision suffisait à l'appétit de la journée, je la partageais souvent avec ma suite. Je gagnais ainsi du temps ; j'économisais sur la table au profit du champ de bataille. Du reste je mange vite, mes repas ne consomment pas mes heures. Je suis attaqué d'une hépatite chronique ; cette maladie est endémique dans cet affreux climat. Je dois succomber, je dois expier sur cet écueil la gloire dont j'ai couvert la France, les coups que j'ai portés à l'Angleterre. Aussi voyez comme ils en usent. Depuis plus d'un an ils m'ont interdit les secours de la médecine ; je suis déshérité du droit d'invoquer les ressources de l'art. Hudson Lowe trouve mon agonie trop lente. Il la hâte, il la presse, il appelle ma mort de tous ses vœux.

« C'est un dernier trait de barbarie au gouvernement anglais d'avoir choisi un tel homme ; mais l'iniquité se devine et se cherche.

« Cependant, j'ai abdiqué librement et volontairement en faveur de mon fils et de la constitution. Je me suis plus librement encore acheminé sur l'Angleterre. Je voulais y vivre dans la retraite et sous la protection de ses lois. Ses lois ! L'aristocratie en a-t-elle ? y a-t-il un attentat qui l'arrête ? un droit qu'elle ne foule aux pieds ? Tous ses chefs ont été prosternés devant mes aigles. D'une part de mes conquêtes j'ai fait des couronnes aux uns, j'ai replacé les autres sur des trônes que la victoire avait brisés ; j'ai été clément, magnanime envers tous. Tous m'ont abandonné, trahi, se sont lâchement empressés de river mes chaînes. »

Je cherchai à calmer l'Empereur. Il n'était pas sorti depuis dix-huit mois ; je lui représentai les dangers de cette longue inaction, je l'engageai à ne plus étouffer dans son appartement, à venir respirer à l'air libre. « Non, me dit-il, l'insulte m'a longtemps confiné dans ces cabanes ; aujourd'hui le manque de forces m'y retient. Voyez si vous trouvez quelque chose dans cette jambe, je sens qu'elle plie sous moi. » J'examinai, j'observai toute la partie droite. Le résultat de mes recherches fut pénible, je m'assurai qu'elle était plus faible que la gauche. « Vous me palpez avec mollesse, allez, pressez. Dites, la nature est-elle d'intelligence avec ce Calabrois ! Le climat va-t-il rendre au ministère anglais le cadavre qu'il attend ? »

24. — L'Empereur reste au lit. Il est faible, abattu ; il a passé une mauvaise nuit. Des souffrances vagues le déchirent.

Il se met à discourir de l'Italie, des projets, des vues qu'il avait sur cette contrée fameuse et des hommes distingués qu'elle a produits. Il discute, il apprécie les titres de Volta, de Spallanzani, d'Aldini, et m'adressant tout à coup la parole : « Vous ne me parlez pas de Mascagni ; vous avez publié les œuvres posthumes de Mascagni, je veux les voir. Je suis curieux d'admirer les planches. » Je les lui présente, les étale devant lui ; il les parcourt, discute, interroge, et prend un intérêt si vif à ce tableau de la structure humaine, que cinq heures sonnent avant qu'il se doute que le temps a coulé.

25. — L'Empereur continue à aller mieux. La nuit n'a pas été mauvaise.

Je fus introduit. « Eh bien, docteur, dois-je mourir ? dois-je vivre ? Franchement, que pensez-vous ? — Que Votre Majesté n'est pas au terme de sa carrière. — Ah ! ah ! docteur, aussi vrai qu'un médecin. Vous avez

l'habileté de Corvisart, je veux que vous en preniez la rudesse. Vous tenez journal de ma maladie ? — Oui, Sire. — Eh bien, je l'écrirai sous votre dictée, ou vous le rédigerez sous la mienne. Vous ne me présenterez plus alors un avenir de roses ; je saurai où j'en suis. Ne m'avez-vous pas apporté des livres ? — Nous en avons quelques-uns. — Lesquels ? Je vous en préviens, je veux tout voir. — Mais, Sire, les libelles ! s'il s'en était glissé ? — Bah ! Le soleil n'a plus de taches. La tourbe des folliculaires a épuisé sa pâture ; donnez tout. » Un transport s'avavançait sur Longwood ; je le suivais à travers les carreaux : c'étaient mes caisses. J'en prévins l'Empereur. « Elles sont les bienvenues, me répondit-il, je vais être déchargé du poids de quelques heures. Faites-les descendre dans mon salon, je veux les voir ouvrir. » Elles furent apportées, défoncées ; on en tira quelques livres qu'Aly se disposait à présenter à Napoléon. « Ce n'est pas cela, lui dit ce prince, cherchez, fouillez. Un ballot expédié d'Europe doit contenir autre chose. Ce n'est pas par des ouvrages qu'on débute avec un père. » Effectivement, on trouva bientôt un portrait que lui envoyait le prince Eugène. Il le reçut avec transport, l'embrassa, le contempla longtemps avec des yeux pleins de larmes. « Cher enfant, s'il n'est pas victime de quelque infamie politique, il ne sera pas indigne de celui dont il tient le jour. Mais, qu'avez-vous ? vous ne déballez pas. » Nous étions tous en effet dans une attitude religieuse, nous éprouvions son émotion, nous partagions ses alarmes, nous ne respirions plus. L'opération recommença ; les valets de chambre tiraient les livres, il les passait en revue, et se flattait de rencontrer *l'Allemagne*, et *Polybe* : malheureusement ces ouvrages ne s'y trouvaient pas. — Nos caisses avaient été remplies au hasard ; elles ne contenaient, pour ainsi dire, que des ouvrages qui existaient déjà à Sainte-Hélène. Napoléon en fut vivement affecté. « Que n'avez-vous, me dit-il à diverses reprises, consacré à cet objet quelques vingtaines de mille francs, ma mère les eût payés ? Vous m'auriez apporté des livres, vous auriez fait ma consolation. Si du moins j'avais Polybe ! Mais peut-être m'arrivera-t-il par quelque autre voie. » Il lui arriva en effet par les soins de lady Holland, quelques mois avant sa mort. On tira des paquets de journaux. « Voilà de quoi me mettre au courant des affaires ; il est plaisant de voir les sages mesures qui devaient faire oublier ma tyrannie. Pauvre Europe ! quelles convulsions on lui prépare ! — Sire, votre correspondance ! — Inédite... Celle-là du moins n'est pas une conception de libelliste. On ne l'a pas

falsifiée, dénaturée, portée à Vienne. Égypte !... Nous étions jeunes alors, nous jouions avec la mort, nous ne songions qu'à vaincre, le temps des défections n'était pas venu..

« Kléber... Il avait le cœur français ; il n'eût jamais pactisé avec l'émigration ni répudié nos aigles. Je suis aise d'avoir cette collection, elle rafraîchira mes souvenirs ; je l'étendrai, j'y mettrai des notes. »

26. — L'Empereur se trouve à peu près dans le même état. Il a passé la nuit à lire ; il est extrêmement fatigué. Je l'engage à se reposer, à prendre un bain dans le courant de la journée. « J'y consens, docteur, me dit-il, en fixant le portrait du roi de Rome qu'il tenait toujours dans ses mains ; mais placez-moi cet admirable enfant à côté de sa mère, là, à droite, plus près de ma cheminée. Vous la reconnaissez à sa fraîcheur : c'est Marie-Louise ; elle tient son fils dans ses bras. Et cet autre, vous le reconnaissez aussi ? c'est le prince impérial. Vous ne devinez pas quelle belle main l'a dessiné ? C'est sa mère, dont l'aiguille gracieuse a reproduit ses traits. Celui qui est devant vous représente encore Marie-Louise ; les deux autres sont ceux de Joséphine : je l'ai tendrement aimée. Vous examinez cette grande horloge ; elle servait de réveille-matin au grand Frédéric. Je l'ai prise à Postdam : c'est tout ce que valait la Prusse. Ma cheminée n'est pas bien somptueuse, comme vous voyez. Le buste de mon fils, deux chandeliers, deux tasses de vermeil, deux flacons d'eau de Cologne, des ciseaux à faire les ongles, une petite glace. Ce n'est plus la splendeur des Tuileries ; mais n'importe si je suis déchu de ma puissance, je ne le suis pas de ma gloire : je conserve mes souvenirs »

Je me suis retiré. L'Empereur m'a mis sur la voie, je vais continuer le détail de son mobilier. A l'extrémité, à droite, était un petit lit de campagne en fer, avec quatre aigles d'argent et des rideaux de soie. Deux chétives croisées éclairaient la pièce ; l'une et l'autre étaient sans décoration. Entre les deux était le secrétaire, chargé du grand nécessaire, avec une chaise à bras dont Napoléon se servait quand il se mettait au travail ou sortait du bain. La gauche en était garnie par une seconde chaise, et la droite par une épée : c'était celle que l'Empereur portait à Austerlitz. La porte qui ouvrait sur la salle de bain était masquée par un mauvais paravent à la suite duquel était un vieux sofa recouvert de calicot. C'était sur ce triste meuble que Napoléon reposait habituellement. Il passait les extrémités inférieures dans

un sac de flanelle. Il faisait placer son déjeuner, ses livres sur une mauvaise table, et tâchait de se mettre ainsi à l'abri des cousins et de l'humidité. La seconde pièce n'était pas moins bien. Construite comme la première d'un peu d'eau et de boue, elle avait sept pieds de haut, quinze de long et douze de large. Elle avait une croisée, débouchait au jardin et communiquait avec la salle à manger. Un lit de campagne, un grand fauteuil, plusieurs fusils, deux paravents de la Chine, une commode, deux petites tables, dont l'une servait à déposer des livres et l'autre était chargée de bouteilles, composaient, avec une chaise et un magnifique lavabo apporté de l'Élysée, tout le mobilier dont elle était garnie. C'est dans cette affreuse chaumière qu'était relégué l'Empereur ; c'était là la somptuosité anglaise, la magnificence britannique.

27. — L'Empereur a passé une nuit assez agitée, il a lu pendant plusieurs heures, et se plaint de douleurs vagues dans l'abdomen.

L'humidité était excessive dans les deux pièces ; elle attaquait, détruisait tout ; le mauvais nankin qui servait de tapisserie tombait en lambeaux, nous le remplaçâmes. Nous achetâmes de la mousseline, nous l'ornâmes, nous la couvrîmes des beaux oiseaux d'Égypte dont nous avons une collection peinte sur papier : nous réussîmes à présenter quelques images riantes à l'Empereur. Nous groupâmes nos dessins, nous les disposâmes autour d'une aigle qui devait les protéger, les gouverner, leur servir de guide. Napoléon sourit à la vue de ce symbole de la victoire. « Chère aigle, elle serait encore en plein vol si ceux qu'elle couvrait de son aile n'eussent arrêté son essor. »

En rentrant chez moi, je trouvai une invitation du gouverneur. Il avait ouï parler des planches anatomiques que j'avais apportées, il désirait les voir. Je les lui communiquai. Il les parcourut, passa, revint de l'une à l'autre. Je crus démêler dans l'empressement avec lequel il déroulait ces feuilles je ne sais quelle préoccupation qui m'inquiéta. Je m'alarmais à tort. Son excellence s'était subitement éprise de physiologie.

28. — L'Empereur se trouve un peu mieux. Je lui prescrivis, comme la veille, un bain et de l'exercice.

« Vous étiez encore dans vos draps, docteur, que j'exécutais déjà votre « ordonnance. Je me suis levé à la petite pointe du jour, je me suis promené, j'ai respiré le frais, et me voilà épluchant quelques idées qui me sont

survenues au sujet d'une opération où mes ordres furent mal exécutés. » Napoléon se trouvait debout. Son costume consistait en une robe de chambre blanche, un large pantalon blanc à pieds, des pantoufles rouges, un madras autour de la tête, point de cravate ; le col de la chemise ouvert. J'examinais cette singulière toilette, il s'en aperçut. « Ah ! ah ! me dit-il, je vois ce qui vous occupe. » Et il se prit à rire ! — Il ajouta : « Pour vous punir de votre irrévérence envers ma toilette, je défends d'ici à demain la porte à vos drogues. J'ai quelques calculs algébriques à développer. »

29. — L'Empereur est tout à fait abattu. Il se plaint d'une douleur profonde dans le foie. Il continue de lire et ne consent qu'avec peine à faire quelque exercice. Il se met au bain.

Le tapis était couvert de livres. Il y en avait autour du lit, dans le milieu de la place, près des murs ; je ne savais comment ils se trouvaient ainsi pêle-mêle ; je demandai la cause de ce désordre. « C'est que l'Empereur a lu toute la nuit. — Eh bien ? — Quand il a envie de lire, il couvre son lit d'ouvrages, il les feuillette, les parcourt, et les jette à mesure. — Pourquoi ne les avoir pas ramassés ? — Il lisait toujours. — « Cela empêchait-il ? — Tant qu'il en tient un dans les mains, il ne souffre pas qu'on l'interrompe. Les bons glissent sur le parquet, les médiocres sont repoussés avec dédain, et les mauvais collés sur la muraille. « Mais ce n'est que lorsque l'Empereur est dehors ou au bain, qu'il est permis d'y toucher. »

3 octobre. — L'Empereur se trouve mieux. Je l'accompagne au jardin ; et lui parle des soins qu'exige sa santé, de la fin prochaine de ses souffrances.

« Docteur, le climat est choisi ; il ne laissera pas échapper sa victime. Mais vous-même, comment vous trouvez-vous de votre situation ? Les 9.000 francs qu'on vous a assignés suffisent-ils à vos besoins ? » Je le priai de croire que je m'estimais trop heureux d'être auprès de lui, que je ne cherchais pas la fortune, que je n'avais eu d'autre ambition que de lui offrir mes services. « C'est très-bien, cher docteur ; mais réunir les deux choses est encore mieux. Je vous accorde ce que je donnais à Paris. Les circonstances ne sont plus les mêmes, il n'y a pas de comparaison à faire. Mais je veux que vos appointements puissent faire face à vos besoins ; c'est mon intention ; voyez si on a calé trop bas. » Je lui répondis que c'était plus qu'il ne fallait, que j'étais confus des bontés qu'il avait pour moi. « Combien de temps pensez-vous rester ici ? — Tant que vous daignerez

agréer mes services. — Savez-vous que mon chirurgien est également celui des personnes de ma maison ? qu'étant seul il doit tout faire ? être chirurgien, médecin, apothicaire ? — Je le sais, Sire. Je suis à vous à la vie et à la mort, vous pouvez disposer de moi.— Eh bien ! je ne veux pas vous retenir plus de cinq ans sur cet écueil. Ce temps révolu, je vous assure 8 à 9.000 francs de pension annuelle. Vous retournerez en Europe, vous aurez une existence indépendante, vous pourrez continuer vos travaux anatomiques. Je vous dois ma bienveillance, mon estime, mon affection. »

4. — J'ai suivi l'Empereur au jardin. Il était sombre, affecté, il s'assit sous une touffe d'arbres. « Ah ! docteur, où est le beau ciel de la Corse ? » Il s'arrêta quelques instants, et reprit : « Le sort n'a pas permis que je revisse ces lieux où me reportent les souvenirs de mon enfance : je voulais, je pouvais m'en réserver la souveraineté ; une intrigue, un mouvement d'humeur changea mon choix ; je préférerai l'île d'Elbe. Si j'eusse suivi ma première idée, que je me fusse retiré à Ajaccio, peut-être n'eussé-je pas pensé à ressaisir les rênes du pouvoir ; je n'eusse pas été vulnérable par tous les points ; on ne se fût pas joué de la foi promise, et je ne serais pas ici. Je pensais m'y réfugier en 1815. J'étais bien sur de réunir toutes les opinions, tous les vœux, tous les efforts. Je me trouvais à même de braver la malveillance des alliés. Vous connaissez les habitants de nos montagnes. Vous savez quelle est leur énergie, leur constance, avec quel courage ils affrontent l'ennemi. Les îles ont d'ailleurs leurs défenses. Les vents, la distance, les difficultés de l'abordage, affaiblissent l'agression. La population m'eut tendu les bras, elle fût devenue ma famille, j'eusse disposé de tous les cœurs. Croyez-vous que cinquante mille coalisés eussent été en état de nous soumettre, qu'ils eussent osé l'entreprendre ? Quel souverain se fût engagé dans une arène où il y avait tout à perdre et rien à gagner ? Car, je le répète, le peuple était à moi ; dès ma plus tendre jeunesse, j'ai eu un nom, de l'influence en Corse. Les montagnes escarpées, les vallées profondes, les torrents, les précipices n'avaient point de dangers pour moi. Je les parcourais d'une extrémité à l'autre sans qu'un accident, une insulte m'ait jamais appris que ma confiance était mal fondée. A Bocognano même, où les haines et les vengeances s'étendent jusqu'au septième degré, où l'on évalue dans la dot d'une jeune fille le nombre de ses cousins, j'étais fêté, bienvenu, on se fût sacrifié pour moi. Ce n'étaient

donc pas les sentiments de la population qui m'inquiétaient, mais on eut dit que je me tirais à l'écart, que je gagnais le port tandis que tout périssait ; je ne voulus pas chercher un refuge au milieu du naufrage de tant de braves ; je résolus de me retirer en Amérique ; je m'acheminai sur l'Angleterre : j'étais loin de prévoir de quelle horrible manière elle accorde l'hospitalité. Une autre considération m'arrêta. Une fois en Corse, je ne craignais pas l'issue de la lutte, mais j'eusse été au centre de la Méditerranée ; la France et l'Italie eussent eu les yeux sur moi ; l'effervescence ne se fût pas calmée. Pour assurer leur repos, les souverains eussent été contraints de venir à moi. L'île eût été décimée par la guerre, je ne voulais pas qu'elle eût à me reprocher ses malheurs. J'avais d'ailleurs abdiqué en faveur de mon fils ; cet acte ne devait pas être illusoire ; je désirais le rendre plus sur, plus avantageux pour la nation, je craignis d'en paralyser l'effet.

« Ah ! docteur, quels souvenirs la Corse m'a laissés ! Je jouis encore de ses sites, de ses montagnes ; je la foule, je reconnais l'odeur qu'elle exhale. Je voulais l'améliorer, la rendre heureuse. Mais les revers sont venus ; je n'ai pu effectuer mes projets.

« Quoique montagneuse, elle manque d'eau et n'a pas de grandes rivières. C'était un obstacle, mais l'excellence du sol et les dispositions locales pouvaient y remédier.

« Les salines près d'Ajaccio sont propres à la culture du café, de la canne à sucre : c'est une expérience faite ; je me proposais d'en tirer parti. Je voulais encourager l'industrie, le commerce, l'agriculture, les sciences et les arts ; j'avais dessein d'accorder des facilités aux habitants, d'appeler des familles étrangères, d'accroître la population, en un mot, de mettre l'île à même de se suffire, la rendre indépendante des marchés du continent. J'avais adopté un plan de fortifications que j'ai médité longtemps ; elle eût été inexpugnable. Saint-Florent est l'une des situations les plus heureuses que je connaisse : c'est la plus favorable au commerce. Ses attéragés sont sûrs, commodes, peuvent recevoir des flottes considérables : j'y eusse fait une ville grande, belle, qui eût servi de capitale. Voilà quels étaient les plans que j'avais conçus ; mais mes ennemis ont eu l'art de me faire consumer ma vie sur le champ de bataille, ils ont travesti en démon de la guerre l'homme qui ne respirait que les monuments de la paix. Les peuples ont été dupes du stratagème ; tout s'est levé, j'ai été accablé. Au reste, si je n'ai pu exécuter

ce que je projetais pour la Corse, j'ai du moins la satisfaction d'avoir fait quelque chose pour Ajaccio. Le port en est petit, mais bien situé et bon. »

J'étais ému. Ce que je venais d'entendre avait bouleversé mon âme ; je comparais la prospérité à laquelle avait touché la Corse, avec le triste état où elle est tombée. Des larmes involontaires s'échappaient de mes yeux. « Qu'avez-vous ? me dit l'Empereur. — Ah ! Sire, daignez me pardonner mon trouble, je ne puis me défendre du désordre où je suis ; le contraste est trop accablant. — Docteur, la patrie ! la patrie ! Si Sainte-Hélène était la France, je me plaindrais sur cet affreux rocher. »

5. — Légères douleurs abdominales : le bain les dissipe.

Je n'étais pas encore bien rompu à l'étiquette ; je cherchais à prendre le ton de ce qui entourait l'Empereur. Aucun de nous ne se présentait sans être annoncé devant ce prince ; nous étions respectueux, attentifs, debout, chapeau bas ; il écoutait, répondait, animait la discussion par ses saillies ; il était étincelant, affectueux, juste, plein d'aménité. C'était un homme aimable et tendre qui cherchait à concentrer sur lui toutes nos affections : ses conseils étaient ceux d'un père, ses reproches ceux d'un ami. S'il s'emportait, il était impétueux, terrible, ne souffrait pas de contradiction ; mais avait-il exhalé sa colère, il était toute prévenance, ne négligeait rien pour consoler ceux qu'il avait maltraités : c'était un ton, un abandon où se peignaient sa bienveillance et ses regrets, quand les torts étaient graves, il éloignait, tenait à l'écart celui qui les avait eus ; mais, l'interdiction révolue, tout était oublié, l'exilé rentrait en grâce.

6. — L'Empereur est mieux. Il tombe sur un volume de Racine, le parcourt longtemps, et s'arrête enfin à la scène où Mithridate développe son plan d'agression contre les Romains. « Vous attendez que je vous déclame cette tirade, l'admiration des badauds. Il n'en sera rien, mon *dottoraccio* ; ce sont des fadaises mises en trop beaux vers. Passons à celle-ci ; elle est moins pompeuse, mais plus vraie, plus raisonnable. » Il se mit à lire avec une délicatesse, des inflexions qu'un homme habitué à la scène n'eût pas désavouées. Il se lassa bientôt cependant, jeta le livre, se renversa dans son fauteuil en murmurant le nom de sa mère, et tomba dans une espèce d'affaissement. Je cherchais à ranimer ses esprits abattus, je sentais sa poitrine se soulever, et comme un grand effort qui se faisait dans toute la machine. Il me fixait, ne disait mot ; je ne savais qu'augurer : une crise

s'opère tout à coup ; il se trouve mieux. « Je suis mort, docteur : qu'en pensez-vous ? » Et se levant aussitôt, vient à moi, me toise, me pousse, me saisit par les favoris, les oreilles, m'adosse à la muraille. « Ah ! coquin de docteur, *capo Corsino*, vous êtes venu à Sainte-Hélène pour me droguer ; je vous ferai pendre, moi, à votre maison du cap Corse. » En même temps, il gesticulait, riait, me disait les choses les plus plaisantes.

7. — L'Empereur m'avait autorisé à me rendre à Plantation-House. J'allai faire ma première visite au gouverneur, qui me reçut en présence de son adjudant major, sir G. Gorrequer. Je me plaignis des restrictions, de la triste situation où elles avaient mis la santé de l'Empereur, et j'y joignis un pronostic sur l'issue de la maladie. Tous les symptômes tendent à confirmer que la diagnose d'une hépatite chronique est déjà établie. Je n'hésite pas à déclarer que le climat engendre, nourrit, accroît le mal, que l'issue d'une pareille affection ne peut qu'être dangereuse. « Vous le croyez, me dit sir Hudson ; le général Bonaparte se porte à merveille, malgré qu'il en ait. C'est le pays le plus salubre que je connaisse. — C'est pour cela qu'on l'a choisi ? — Sans doute. — Sans doute ! »

8. — L'Empereur continue à se bien trouver, il recouvre peu à peu de l'appétit.

L'Empereur fait appeler les enfants du grand maréchal. Il y avait quelques jours qu'ils ne l'avaient vu ; ils accourent pleins de joie. Aussitot les jeux commencent, ils folâtaient autour de lui ; ils le prennent pour arbitre de leurs discussions. « N'est-ce pas, Sire, que mon bilboquet va mieux ? — Non, c'est le mien. — C'est le mien, répondait un troisième ; je m'en rapporte à vous, que Votre Majesté décide. » L'Empereur décidait, riait, et le charivari d'aller. « Vous êtes trop bruyants, je ne vous garde pas à diner. — Si ! si ! nous ne ferons plus de tapage. » Ils en firent moins. Napoléon les retint, plaça la petite Hortense à côté de lui, et fit servir ; mais l'appétit satisfait, la discussion se renouvela ; chacun prétendait avoir été plus adroit. L'Empereur fut encore juge du camp, et interpellé. « N'est-il pas vrai, Sire ? — Vous l'avez vu, n'est-ce pas ? » Napoléon, abasourdi, ne savait à qui répondre, et riait d'autant plus. « Taisez-vous, leur dit-il, vous êtes de petits bavards. — C'est juste, tais-toi, tu fais trop de bruit. » Et tous de recommencer en s'accusant mutuellement de trop crier, jusqu'à ce qu'enfin on desservît et qu'il les renvoyât. « Vous nous ferez appeler demain, n'est-

ce pas, Sire ? — Vous aimez donc bien à jouer avec moi ? — Oui ! oui ! s'écriaient-ils. — Comme ils sont heureux ! tous leurs vœux sont satisfaits. Les passions n'ont pas encore effleuré leur âme, ils goûtent la plénitude de la vie, ils en jouissent ! A leur âge, je sentais, je pensais comme eux. Quels orages depuis ! »

9. — L'Empereur était gai ; la conversation tomba sur Paris ; il parla beaucoup de la colonie anglaise. C'était la place d'armes de toutes les polices ; Fouché, William Flint y tenaient marché, chacun était au plus offrant. « Je m'entretenais un jour avec le roi de Wurtemberg : nous étions aux Tuileries, dans l'embrasement d'une croisée, nous avions les salons en vue. Je venais de recevoir un rapport qui dévoilait les bassesses du jour ; je ne fus pas maître d'un mouvement d'impatience. — Ces frelons vous importunent ? écrasez-les. — Ah ! — Ah ! vous avez vaincu le monde pour reculer devant l'espionnage ! J'en aurais fini en quelques heures. » Je lui demandai comment. « La potence ! les cachots ! marquis et comtesses, tout irait pêle-mêle au gibet ; personne ne bougerait plus, et Flint en serait pour son or. » Sa Majesté prenait feu, je n'eus garde de la contredire. Son moyen au reste était bon, mais il n'allait pas à ma taille ; il faut être légitime pour mettre à la chaîne la moitié de ses sujets. »

Il était tard ; l'Empereur passa dans sa chambre à coucher. Il n'y avait personne pour le déshabiller, je sonnai ; mais je n'avais pas appelé, que ses habits volaient déjà dans la pièce. Les meubles, le parquet, la muraille en étaient tapissés avant que Marchand arrivât. « Ah ! coquin, lui dit-il, tu n'étais pas là ! Et les cousins ! Prends garde, tes oreilles en répondent, s'il en reste dans ma cousinière ! » Il riait, se mit au lit, et voulut ajuster un chandelier mobile dont il se servait dans la nuit. La vis de rappel s'était échauffée, il se brûla, secoua longtemps la main en plaisantant le domestique, qu'il accusait de conspirer contre ses doigts. « Je suis en butte au feu et aux cousins, le sommeil a fui ; docteur, ce sera à vos dépens. » Il se leva, passa sa robe de chambre, son sac de flanelle, et se plaçant dans son fauteuil : « Vous connaissez les batailles d'Alexandre ? — Non, Sire. — Celles de César ? » Il s'aperçut que ma réponse allait être négative. « Les miennes au moins ? — Non, Sire ; je n'ai eu affaire jusqu'ici qu'à des cadavres. — Ah ! mauvaise compagnie. Montholon vous donnera un aperçu

de ces campagnes qui ont ébranlé le monde. Je veux que vous en ayez une idée. » Je reçus en effet quelques leçons : mais j'en profitai assez mal.

L'Empereur revint sur la situation des affaires et les intrigues qui avaient amené sa chute. « Je les connaissais, j'eusse pu en punir les chefs, peut-être l'eussé-je dû ; mais les exécutions me répugnaient, je n'aimais pas à verser le sang. »

10. — L'Empereur se plaint de légères douleurs abdominales. « Profitez, me dit-il, de l'autorisation du Sicilien, voyez, parcourez les hôpitaux. J'aperçois un de ces kalmoucks qui s'avance ; c'est sans doute celui qui doit veiller sur vous. » Napoléon disait juste ; c'était le docteur Arnolt que Son Excellence avait chargé de l'accompagner. Je me mis sous son aile et j'allai. Nous descendîmes à James-Town, puis nous poussâmes jusqu'à Dead-Wood. Après avoir vu ce que j'avais à observer dans ces hôpitaux, je regagnai Longwood. Je n'étais plus sous la conduite du docteur Arnolt ; j'avais pour escorte un officier avec lequel je ne tardai pas à lier conversation. La pluie avait détrempé la terre. Je m'impatientais de voir mon cheval se débattre dans cet amas de boue : « C'est, me dit-il, l'inconvénient des terres argileuses ; il faut nous y résigner. » Nous atteignîmes en causant un point de vue d'où l'on découvrait à plein des roches à moitié détachées, des abîmes dont l'œil n'osait mesurer la profondeur. Mon guide expliquait tout avec une sollicitude, qu'un géologue seul peut porter ces convulsions de la nature. Il parlait de volcans, de laves, de niveau, de déchirures. Je voyais assez que Sainte-Hélène est d'origine volcanique. Je mesurais ces amas sourcilleux qui se perdent dans les nues, je suivais ces chaînes qui courent de l'est à l'ouest, qui se détachent, se groupent, se bifurquent, s'avancent au midi, s'infléchissent vers le nord, et présentent un amas d'aiguilles, de précipices, de décombres, tels qu'on n'en voit nulle part ailleurs. Je contemplais ce désordre, ces montagnes qui semblent se disputer l'espace. « Vous apercevriez bien pis, me dit mon guide, si vous gravissiez le pic de Diane, si votre œil embrassait l'île entière... — Que pourrais-je apercevoir de plus affreux ?... des pics, des abîmes, point d'arbres, point de végétation ! Tout est nu, décharné ! » La vue s'ouvrit tout à coup ; il me fit remarquer le tableau qui se déroulait à nos yeux : c'étaient des lambeaux de verdure, quelques bœufs, des chevaux étiques qui broutaient une herbe rare au bord des précipices. « Il ne vient

rien ici qui ne soit aride ou coriace. Il n'y neige ni tonne, mais les pluies y sont fréquentes, les vents impétueux, et la température dans une oscillation continuelle. Ici est un bas-fond où l'on étouffe, là un couloir qui vous glace, plus loin un épais brouillard. On est haletant, transi, détrempé ; en quelques secondes on passe par tous les degrés de l'échelle thermométrique. Je quitte mes bottes le soir propres et lisses, le lendemain elles sont couvertes de moisissures. Nous sommes en butte à toute l'inclémence de la saison. Si la pluie est battante, nos toits sont aussitôt percés ; si c'est au contraire le soleil qui donne à plein, le goudron dont ils sont enduits se liquéfie, coule et détruit tout. — Les chaleurs durent peu à Sainte-Hélène. Le nombre des jours où le ciel est couvert de nuages excède du double celui où le soleil se montre avec tout son éclat. La pluie est presque continuelle ; elle prend, terme moyen, cent trente-cinq jours de l'année. Tout cela est bien loin du beau ciel de l'Italie. »

11. — L'Empereur a passé une assez bonne nuit.

« Eh bien, docteur, qu'avez-vous observé ? » Je lui en rendis compte en peu de mots. « Vous êtes un ignorant, Balburst dirait un traître. Des maladies de foie ! elles sont inconnues dans l'île. Demandez plutôt au gouverneur, au ministre, à toute l'Angleterre : ce climat est le plus salubre du globe.

« Docteur, quelles gens ! Transformer l'air en instrument de meurtre : cette idée ne pouvait venir que sur les bords de la Tamise. »

13. — Sir Hudson ne dormait plus. Ses soldats accouraient, se prosternaient dès qu'ils voyaient nos prêtres. Tout était séduit, l'Angleterre était perdue ! Il avait beau redoubler de surveillance, réprimander, punir ; la piété l'emportait sur la crainte, l'eau bénite sur les coups. Ses Irlandais n'avaient pas aperçu la soutane, qu'ils tombaient à genoux, baisaient les mains des missionnaires. Le gouverneur, vaincu par l'obstination de la troupe, s'en prit aux abbés. L'Empereur riait de l'effroi du gouverneur. « Je ne souffrirai pas, dit-il, que cet hérétique humilie la tiare. Le pape, le consistoire, ne me pardonneraient pas si je tolérais ces insultes. Appelez les apôtres. » Buonavita vint et reçut l'injonction de ne jamais dépasser les limites. « Qu'on dise après cela que je ne veille pas à faire respecter l'Église. »

14. — L'Empereur est un peu affaîssé ; il rentre au bout de quelques tours, déjeune, passe dans son appartement et me dit : « Je suis mal à l'aise ; je voudrais lire. Sonnez Marchand, qu'il me donne des livres. Ferme les fenêtres. Je me mets au lit, je verrai tout à l'heure si je suis mieux. Mais voilà Racine. Docteur, vous êtes sur la scène ; allons, j'écoute. *Andromaque*... c'est la pièce des pères malheureux. — Sire, si c'était Métastase ! — L'accent, voulez-vous dire ? La poésie couvrira vos inflexions italiennes, commencez. »

J'hésitai, il prit l'ouvrage, lut quelques vers, et le laissa presque aussitôt échapper de ses mains. Il était tombé sur ces vers fameux :

Je passais jusqu'aux lieux où l'on garde mon fils.
Puisqu'une fois le jour vous souffrez que je voie
Le seul bien qui me reste et d'Hector et de Troie,
J'allais, seigneur, pleurer un moment avec lui :
Je ne l'ai point encore embrassé d'aujourd'hui !

Attendri, ému, il se couvrit la tête. « Docteur, je suis trop affecté, laissez-moi. » Je me retirai ; il dormit quelques instants et me fit appeler. Il était moins sombre, moins agité ; il se disposait à se faire la barbe ; je savais combien cette cérémonie était curieuse, je restai.

Pendant ce temps, Marchand avait préparé, dans la seconde pièce, son éponge, son lavabo et ses habits. Il y passa ; le visage, la tête furent lavés et essuyés. Il se brossait, détaillait les charmes, les défauts cachés de quelques Européennes ; il endossa sa flanelle, ses bas de soie et sa culotte de casimir blanc, les souliers à boucles d'or, une cravate noire, un gilet blanc, le grand cordon de la Légion d'honneur qu'il portait constamment lorsqu'il n'était pas en négligé ; un habit de drap vert à collet battant, et le chapeau à trois cornes, complétèrent sa toilette. « Docteur, le reste de la journée est à nous ; plus de travail, plus de lecture. Dès que je suis en costume, je reçois ou je me promène, je ne pense plus à rien. »

15. — L'Empereur a peu dormi. La douleur au foie est devenue plus vive.

J'avais vu madame Bertrand la veille ; elle souffrait plus qu'à l'ordinaire. Napoléon était inquiet ; il craignait que l'affection ne devint dangereuse. « Votre malade va-t-elle mieux ? La douleur se calme-t-elle ? — Non, Sire ;

madame la maréchale est en proie à toute la malignité de la latitude. — Vous craignez pour ses jours ? — Ce n'est pas cela, mais les organes se fatiguent. — La situation est affreuse ; nous, nous la supportons ; mais une femme ! Privée tout à coup de tout ce qui rend la vie aimable, combien elle est plus à plaindre ! Madame Bertrand se lève lard, sa position malade la retient au lit ; elle ne peut aller à la messe, peut-être cependant qu'elle serait bien aise de l'entendre ? Je n'ai pas réfléchi qu'elle était souffrante, je n'ai vu que l'âge du bon abbé quand j'ai fixé l'heure de la cérémonie. Dites-lui que je donne l'ordre à Vignali d'aller officier chez elle, qu'elle lui fasse désormais connaître le moment qui lui convient ; ce prêtre est à sa disposition. »

16. — L'Empereur se trouve un peu mieux.

Il était à son bureau ; il avait autour de lui des règles, des compas, et roulait dans ses mains un crayon, instrument qui lui servait pour écrire, car il n'employait ordinairement ni encre, ni plume à cet usage. J'apercevais des plans, des tracés, des formules algébriques ; mais Napoléon sifflait : cette circonstance annonçait un orage. Je ne disais mot : nous devinions tous à sa manière d'être au travail les sensations qui l'agitaient. Si l'application était sérieuse, c'est qu'il était souffrant et le sujet ardu ; était-elle légère, enjouée, chantante ; entendions-nous fredonner quelques couplets, quelque air italien bien gai, les maux, les souvenirs avaient fait halte ; il avait oublié, il ne songeait plus, c'était toute l'amabilité de son caractère. S'il faisait, au contraire, résonner l'air dans ses lèvres, c'est qu'il était contrarié, mécontent, de mauvaise humeur, et qu'il n'attendait qu'un mot, une occasion pour éclater. Malheur à qui se présentait alors ! Napoléon agitait une tabatière oblongue, je saisis la circonstance, je lâchai un mot sur l'inconvénient du tabac. « Bon ! de l'importance médicale ! Comme si j'en usais ! Je ne quitte jamais cette tabatière, monsieur le docteur, à cause des médaillons dont elle est enchâssée. (C'étaient ceux d'Alexandre, César, Mithridate, etc.) Quant au tabac, je suis des semaines sans en prendre, je me borne à en respirer l'odeur. »

Il se jeta sur son sofa, ouvrit au hasard le second volume de sa correspondance inédite, parut frappé, se radoucit.

17. — L'Empereur est revenu sur son abdication, et s'est fort étendu sur les intrigues, les illusions de cette époque. Je m'étonnais que des hommes

vieillis dans les affaires, que Sébastiani, que Lafayette, eussent été les dupes de Fouché, qu'ils eussent confondu les époques, et se fussent imaginé que les alliés accordassent à la défaite ce que cinq ans de victoires avaient peine à en obtenir. « Sans doute, me dit Napoléon ; la députation était ridicule et la bonhomie sans égale ; mais, comme le disaient les Viennois à l'occasion des prisonniers d'Olmütz, Lafayette laisse deux filles qui protégeront sa mémoire, la déclaration des droits et l'institution de la garde nationale. »

18. — Violente douleur au foie pendant la nuit. Le palais, les gencives, sont attaqués d'une irritation fluxionnaire.

19. — L'Empereur se trouve mieux.

21. — L'Empereur est mieux et se promène. L'exercice lui rend des forces, de la gaieté. J'étais debout, il vient à moi, m'adosse au mur, la main levée : « Grand coquin de *dottoraccio* ! vous me droguez. Que dites-vous de ma poitrine ? Allons, que pensez-vous de mes poumons ? Vous qui connaissez le cœur humain, dites, mourrai-je pulmonique ? Que décide Gallien ? — Qu'avec une voix comme la vôtre on n'a rien à craindre de la pulmonie. — Oui, mais ce foie ? » Son ton, son attitude, étaient changés ; il tenait la main sur l'hypocondre droit. « C'est là qu'est le mal ; c'est le défaut de la cuirasse, le climat l'a saisi. N'y pensons plus. »

22. — Douleur au foie plus vive. Elle s'étend sur le côté droit et se prolonge jusqu'à l'épaule.

L'Empereur se sentait un peu soulagé ; il reprit sa correspondance.

« Lorsque j'entrai au Caire, les Turcs, qui mesuraient ma taille au bruit de nos victoires, se figuraient que j'avais au moins six pieds. Je fus bien déchu lorsqu'ils me virent. J'étais moins haut, moins corporé qu'un de leurs mameluks, je ne pouvais commander une armée. Les imans poussaient le peuple à la révolté. Il fallut opposer les manœuvres aux manœuvres, je jouai le rôle d'inspiré.

« L'artillerie du Mokatan, le tonnerre qui se fit inopinément entendre, les pierreries de Malte que je distribuai aux plus influents, mon assurance, mon langage, déconcertèrent l'insurrection. Je fus un ami du prophète, un envoyé de Dieu, tous les cheiks étaient à moi. Ils m'embarrassèrent néanmoins ; ils me proposaient de proclamer l'islamisme et de prendre le turban. Nous verrons. — Vous auriez cent mille hommes ! — J'y penserai.

— Toute l'Arabie se rangerait sous vos drapeaux. — Mais l'abstinence ? Nous sommes de l'Occident ; nous péririons si nous ne buvions pas de vin. — L'usage peut s'en tolérer. — Et la circoncision ? — N'est pas non plus indispensable ! » J'étais forcé dans tous mes retranchements. Je ne savais plus que dire, à quel obstacle me rattacher, je m'avisai d'une défaite. Puisqu'il en est ainsi, nous sommes tous musulmans, leur dis-je. Mais la cérémonie doit être grande, solennelle, marquée par des actes de piété. Je donne ordre qu'on élève une mosquée plus belle que Sainte-Sophie ; elle sera inaugurée pour notre conversion. » Les imans satisfaits consentirent à ce qu'ils avaient jusque-là refusé avec obstination. Ils adressèrent pour moi des vœux au prophète ; je fus respecté, obéi du peuple ; je fis tout ce que je voulus. Sans les circonstances impérieuses qui m'appelèrent en France, les affaires d'Égypte eussent pris une autre tournure. Elles n'eussent pas eu l'issue déplorable qu'elles ont eue, si Kléber ne fut pas tombé sous le poignard d'un assassin. Il ne fallait qu'une intelligence médiocre pour jeter à la mer les Anglais d'Aboukir, battre les Turcs s'ils sortaient du désert, et aller recevoir à composition les Cipayes qui descendaient la haute Égypte. Mais Menou était d'une nullité qui ne pouvait se prévoir ; il perdit tout. »

23. — L'Empereur se trouve mieux.

Il fait appeler les enfants du grand maréchal. Il joue avec eux, et les excite lui-même au tapage. Le petit Arthur se prend de mauvaise humeur, et grommelle entre ses dents. « Que dis-tu, coquin ? Voyons ! Quoi ! Qu'as-tu ? » Et l'Empereur le faisait sauter, rire malgré lui. « Ce petit drôle-là, me dit-il en le quittant, est aussi entier que je l'étais à son âge ; mais les emportements auxquels je m'abandonnais souvent étaient mieux motivés. J'avais cinq à six ans. On m'avait mis dans une pension de petites demoiselles, dont la maîtresse était de la connaissance de ma famille. J'étais gentil, j'étais seul, chacune me caressait. Mais j'avais toujours mes bas sur mes souliers, et, dans nos promenades, je ne lâchais pas la main d'une charmante enfant qui fut l'occasion de bien des rixes. Mes espiègles de camarades, jaloux de ma Giacominetta, rassemblèrent les deux circonstances dont je parle, et les mirent en chanson. Je ne paraissais pas dans la rue qu'ils ne m'escortassent en fredonnant : *Napoleone di mezza calzetta fa l'amore a Giacominetta*. Je ne pouvais supporter d'être le jouet de cette cohue. Bâtons, cailloux, je saisisais tout ce qui se présentait sous ma main, et

m'élançais en aveugle au milieu de la mêlée. Heureusement qu'il se trouvait toujours quelqu'un pour mettre le holà et me tirer d'affaire ; mais le nombre ne m'arrêtait pas : je ne comptais jamais. » Les enfants se retirèrent ; la conversation devint sérieuse et tomba peu à peu sur les événements qui suivirent le retour d'Égypte. Il entra dans une foule de détails, de particularités au sujet de la bataille de Marengo, et fit une relation de cette journée.

1. [↑] Le Caire.

2. [↑] Nom que les Égyptiens donnaient au général Desaix.

Chapitre 18.

Augereau. — Joubert. — Masséna. — Laharpe. — Gérard. — Clausel. — Belliard. — Lamarque. —
Desaix.

L'armée de réserve réunie à Dijon me donnait les moyens de passer rapidement en Allemagne ou en Italie, selon que le cas l'exigerait. La saison m'a un peu favorisé. Les moines du Saint-Bernard m'ont assuré que la neige a disparu cette année vingt jours plus tôt que de coutume. Ils ont très-bien reçu notre armée, un peu fatiguée par le passage des Alpes. Je les avais fait prévenir de notre arrivée en leur envoyant de l'argent ; ils nous fournirent des provisions et de très-bon vin. Les moines du Saint-Bernard sont un ordre infiniment respectable ; c'est une de ces institutions que les gouvernements ne doivent jamais détruire, mais qu'ils doivent protéger, encourager par tous les moyens en leur pouvoir.

« J'arrivai en Italie ; je me trouvai immédiatement sur les derrières de l'ennemi, et maître de ses magasins et de ses équipages ; j'avais obtenu de grands avantages ; une fois armé à Stradella, on pouvait regarder la campagne comme finie. Si Gênes avait tenu, je restais ferme dans mon camp retranché de Stradella, l'une des plus fortes positions de l'Italie. J'avais sur le Pô cinq ponts qui rendaient faciles mes communications avec les divisions Chabran, Lapoype, Turreau et Moncey. Je pouvais les appeler à mon secours si j'étais attaqué, ou les aider si l'ennemi les inquiétait. M. de Mélas était obligé, pour rétablir ses communications, de venir m'offrir la bataille sur un terrain que j'avais choisi moi-même. C'était une plaine coupée de bois, très-favorable à mon infanterie, mais où sa cavalerie ne pouvait rien faire. J'avais toutes mes troupes à ma disposition.

« La prise de Gênes changea entièrement la face des choses ; dès lors l'ennemi eut une retraite assurée et des positions très-avantageuses. Il

pouvait se retirer à Gênes et s'y défendre en tirant ses provisions de la mer, ou garnir de batteries les hauteurs de Babbio, et entrer, malgré tous mes efforts, dans Plaisance, reprendre Mantoue et Peschiera, se mettre en communication avec l'Autriche, et me réduire à faire une guerre ordinaire. Tout mon plan de campagne était déjoué. Un moyen vint s'offrir à mon esprit, je le risquai. Je partis de Milan et fis trente-deux lieues en sept heures. Je commandai la bataille de Montebello ; nous la gagnâmes, et celle victoire fut cause que l'ennemi évacua Gênes. Toutefois cette victoire affaiblit mon armée. Je fus obligé de prendre dans les divisions qui se tenaient de l'autre côté du Pô, pour fermer l'entrée des États de Milan. Elles n'étaient pas, à la vérité, à plus de trois lieues de moi ; mais il leur fallait trois jours pour me joindre en ce qu'elles étaient obligées de passer par Plaisance ou par Stradella. J'avais encore contre moi une autre circonstance : le pays entre Montebello et Alexandrie n'est qu'une immense plaine qui était très-favorable à la cavalerie allemande. Je résolus cependant de tenter une escarmouche ; j'étais dans une situation extraordinaire, et je risquais peu pour gagner beaucoup. Battu, je me retirais dans mon camp retranché à Stradella, je passais le Pô sur mes cinq ponts protégés par mes batteries, sans que l'armée ennemie fût en état de s'y opposer ; je réunissais ma première division aux corps de Moncey, Lecchy et Turreau ; je laissais franchir le Pô à un des corps de Mélas (et c'est tout ce qu'il demandait) ; alors, supérieur en nombre, je pouvais l'attaquer avec toutes mes forces. Vainqueur, j'obtenais les mêmes résultats. Son armée, bloquée entre nous et la rivière, était forcée de mettre bas les armes et de rendre tous ses forts. Si j'eusse été battu, ce que je crois impossible, j'engageais une guerre régulière, et j'appelais la Suisse à mon secours.

« Déterminé à livrer bataille, je me fis rendre compte de l'effectif de mon armée. J'avais en tout vingt-six mille hommes ; M. de Mélas en avait quarante, dont dix-huit mille de cavalerie. A deux heures du matin, on vint m'annoncer que l'ennemi était tombé sur notre avant-garde, et que nos troupes cédaient. Le Français n'aime pas à être attaqué ; nos troupes se repliaient un peu en désordre ; l'ennemi nous avait déjà fait quelques prisonniers, et nous avions perdu dans notre retraite une lieue et demie de terrain.

« Les généraux de l'avant-garde, Lannes, Murat et Berthier, m'envoyaient ordonnances sur ordonnances ; ils me disaient que leurs troupes étaient en fuite et qu'ils ne pouvaient les arrêter. Ils me demandaient des renforts et me priaient de me mettre en marche avec ma réserve. Je répondais à tous : « Tenez tant que vous pourrez ; si vous ne le pouvez pas, battez en retraite. » Je voyais que les Autrichiens n'avaient pas employé leur réserve ; et, en pareil cas, le grand « point est de tâcher que l'ennemi emploie toutes ses forces, tout en ménageant les nôtres, et de l'engager à nous attaquer sur les flancs tant qu'il ne s'aperçoit pas de sa méprise ; car la difficulté est de le forcer à employer sa réserve. L'ennemi avait quarante-quatre mille hommes contre vingt mille au plus ; encore ces vingt mille étaient-ils en déroute. Il ne restait donc à Mélas qu'à profiter de son avantage. Je me portai en avant de la première légion dans un uniforme élégant ; j'attaquai moi-même avec une demi-brigade, je fis plier les Autrichiens et rompis leurs rangs ; Mélas, me voyant à la tête de mon armée et ses légions enfoncées, crut que j'étais arrivé avec ma réserve pour contenir les troupes en retraite ; il s'avança avec toute la sienne, qui se composait de six mille grenadiers hongrois, l'élite de son infanterie ; ce corps remplit la trouée que j'avais faite, et nous attaqua à son tour. Je cédaï alors ; et pendant une retraite d'une demi-lieue, exposé à leur feu, je ralliai toute l'armée et la reformai en bataille. Aussitôt que j'eus rejoint ma réserve, forte de six mille hommes avec quinze pièces, le canon, sons les ordres de Desaix, qui était alors mon ancre de salut, par une manœuvre rapide, je déployai toutes mes forces, je formai avec mon armée les deux ailes de l'armée de Desaix, et j'opposai à l'ennemi six mille hommes de troupes fraîches. Une vigoureuse décharge d'artillerie et une charge désespérée à la baïonnette enfoncèrent leur ligne et coupèrent les deux ailes ; j'ordonnai alors à Kellermann d'attaquer avec huit cents cavaliers, il s'ébranla et sépara avec ces huit cents hommes les six mille grenadiers hongrois du reste de l'armée, sous les yeux même de la cavalerie autrichienne ; mais celle-ci était à une demi-lieue ; il lui fallait un quart d'heure pour arriver, et j'ai remarqué que ce sont toujours ces quarts d'heure qui décident du sort des batailles. Les troupes de Kellermann jetèrent les grenadiers hongrois sur notre infanterie, ils furent aussitôt faits prisonniers. La cavalerie autrichienne arriva ; mais notre infanterie était en ligne, son artillerie en tête. Une décharge épouvantable, une barrière de

baïonnettes, la firent rétrograder ; elle se retira un peu en désordre, je la poursuivis avec trois régiments qui venaient de me joindre ; elle se déploya ; je la poussai, elle se noya en grande partie en cherchant à passer le pont de la Bormida, qui est très-étroit. On pourchassa le reste jusqu'à la nuit.

J'appris, après la bataille, de la bouche de quelques officiers généraux prisonniers, qu'au milieu même de leur premier succès, les Autrichiens n'étaient pas sans inquiétude ; ils avaient un secret pressentiment de leur défaite. Pendant le combat, ils questionnaient nos prisonniers et leur demandaient : Où est le général Bonaparte ? — A l'arrière-garde ; et ceux qui s'étaient déjà battus contre moi en Italie, et qui connaissaient mon habitude de me réserver pour la fin, s'écriaient : « Notre lâche n'est pas encore finie. »

« Ils avouèrent aussi qu'en me voyant sur la première ligne, ils avaient complètement donné dans le piège, et cru que ma réserve était engagée. Dans toutes les batailles il arrive toujours un moment où les soldats les plus braves, après avoir fait les plus grands efforts, se sentent disposés à la fuite. Cette terreur vient d'un manque de confiance dans leur courage ; il ne faut qu'une légère occasion, un prétexte pour leur rendre cette confiance ; le grand art est de le faire naître.

« A Arcole, j'ai gagné la bataille avec vingt-cinq cavaliers. Je saisis cet instant de lassitude dans les deux armées ; je m'aperçus que les Autrichiens, tout vieux soldats qu'ils fussent, n'eussent pas demandé mieux que de se trouver dans leur camp, et que nos Français, quoique braves, auraient voulu être sous leurs tentes. Toutes mes forces avaient été engagées, plusieurs fois j'avais été obligé de les reformer en bataille ; il ne me restait plus que vingt-cinq guides, je les envoyai sur les flancs de l'ennemi avec trois trompettes qui sonnèrent la charge. Un cri général se fit entendre dans les rangs autrichiens : *Voilà la cavalerie française !* Et ils se mirent en fuite. Il est vrai qu'il faut saisir le moment. Un instant plus tôt ou plus tard cette tentative eût été inutile ; si j'avais envoyé deux mille chevaux, l'infanterie aurait fait un quart de conversion ; couverte par ses pièces, elle eût fait une bonne décharge, et la cavalerie n'aurait pas même attaqué. »

24. — Fièvre, douleur à la tête ; l'Empereur ne peut dormir. Le mal continue.

25. — La nuit a été meilleure ; la fièvre s'est terminée par une sueur abondante. L'Empereur se trouve mieux.

Il était sur son texte ordinaire. Il me parlait de la Corse, de ses montagnes, des instants de bonheur qu'il y avait passés. Il en vint à Paoli. « C'était un bien grand homme que Paoli ; je l'aimais, il nous chérissait tous. Nous étions à Corté quand il prit la funeste résolution de faire passer la Corse sous la domination des Anglais. Il m'en fit d'abord un mystère ; Gentili ne m'en parla pas non plus. Quelques mots lâchés par méprise me donnèrent l'éveil ; je récapitulai ce que j'avais vu, entendu ; je ne doutai plus de leur dessein. Nous étions loin de compte ; je m'en expliquai plusieurs fois d'une manière indirecte. Je commandais un corps de gardes nationales ; il fallut bien me mettre dans la confiance. Ils ne désespéraient pas d'ailleurs de triompher de mes idées, de mon antipathie ; ils me proposèrent d'agir de concert avec eux. Je n'avais garde ; je ne respirais que la France, je ne voulais pas débiter par la trahir. L'amitié de Paoli m'était chère ; il m'en coûtait de rompre avec lui ; mais la patrie ! C'était mon étoile polaire. Je m'éloignai ; je gagnai Bocognano. J'y fus atteint par les montagnards, enfermé, gardé par quarante hommes. La position était critique, je trouvai cependant le moyen d'en sortir. Je liai conversation avec un bon homme de capitaine, qui me comblait d'égards, s'excusait, regrettait d'être obligé d'obéir. Il m'invita à prendre l'air, j'acceptai ; j'envoyai mon domestique se placer à cinq ou six cents pas sur la route, et mon geôlier n'avait pas tourné la tête, que j'étais sur mon cheval. Il cria, appela aux armes ; mais le vent m'emportait ; j'étais hors d'atteinte avant qu'il eût fait feu ; j'arrivai à Ajaccio, les montagnards étaient sur mes traces ; je fus contraint de demander un asile à l'amitié. Barberi me reçut, me conduisit à la côte d'où j'allai à Calvi rejoindre Lacombe Saint-Michel. J'avais échappé aux partis, aux postes, à la police ; on n'avait pu m'atteindre ; Paoli était désolé. Il écrivait, se plaignait, menaçait : nous trahissions ses intérêts, ceux de notre patrie ; mes frères et moi nous ne méritions pas les sentiments qu'il nous portait. Nous pouvions revenir cependant, il nous tendait les bras ; mais si nous étions une dernière fois sourds à ses conseils, insensibles à ses offres, il ne ménagerait plus rien. L'exécution fut aussi prompte que la réponse était fière. Il fit main basse sur nos troupeaux, pillà, brûla nos propriétés, saccagea tout. Nous laissâmes faire ; nous échauffâmes les

patriotes ; mais la citadelle était occupée, le feu était roulant, nous ne pûmes débarquer. Nous allâmes mouiller en face, au nord du golfe. Les insurgés nous suivirent ; j'avais eu le temps de mettre quelques pièces à terre ; je les couvris de mitraille. Ils revenaient cependant, m'accablaient de reproches, s'indignaient qu'un des leurs combattît pour la France. Ils étaient montés sur les hauteurs, sur les arbres, partout où ils espéraient se faire mieux entendre. Je chargeai un coup à boulet, j'ajustai et coupai la branche sur laquelle un de ces orateurs était perché. Il tomba ; sa chute égaya la cohue ; elle se dispersa, on ne la vit plus. Nous rentrâmes à Calvi ; nous essayâmes encore quelques coups de main qui ne furent pas tous à notre désavantage ; mais les Anglais avaient pris terre, les montagnards inondaient la plaine, nous ne pûmes faire tête à l'orage.

« Ma mère gagna Marseille. Elle croyait y trouver un accueil digne des sacrifices qu'elle avait faits ; elle n'y obtint à peine que sa sûreté. Tout avait plié ; ma présence n'était bonne à rien, je quittai la Corse et me rendis à Paris. Les fédérés venaient de livrer Toulon ; l'avenir était gros d'événements ; je ne désespérai pas d'en voir éclore un qui rétablît nos affaires. Elles en avaient besoin ; les montagnards les avaient ruinées de fond en comble ; elles étaient à jamais perdues sans la révolution. Les maux que nous avait faits Paoli n'avaient pu me détacher : je l'aimais, je le regrettai toujours. Il était grand, d'une attitude noble, parlait bien, connaissait les Corses, et exerçait sur eux une influence illimitée. Il combattait, gouvernait avec une sagacité, un tact que je n'ai vu qu'à lui. Je l'accompagnais dans ses courses pendant la guerre de la liberté. Il m'expliquait, chemin faisant, les avantages du terrain que nous parcourions, la manière d'en tirer parti, celle de remédier aux accidents qu'il présentait. Je me rappelle qu'un jour nous nous rendions au Port-Neuf à la tête d'un détachement nombreux. Je lui soumis quelques observations sur les idées qu'il avait émises. Il m'écouta avec beaucoup d'attention, et me regardant fixement dès que j'eus fini : — Oh ! Napoléon, me dit-il, tu n'es pas de ce siècle, tes sentiments sont ceux des hommes de Plutarque. Courage, tu prendras ton essor. Je le pris en effet ; mais lui-même fut obligé de céder à la fortune. Il se réfugia en Angleterre, où il vivait à l'époque des expéditions d'Italie et d'Égypte. Chacune de mes victoires lui donnait le transport ; il célébrait, exaltait mes succès : on eût dit que nous étions encore dans

l'intimité où nous avons vécu. Lorsque je fus promu au consulat, que je parvins à l'empire, ce fut pis encore. Les fêtes, les dîners se succédaient l'un à l'autre. Ce n'étaient que cris d'allégresse et de satisfaction. Cet enthousiasme déplut au chef de l'État ; Paoli fut mandé. — Vos reproches sont justes, lui dit-il, mais Napoléon est un des miens, je l'ai vu croître, je lui ai prédit sa fortune, voulez-vous que je déteste sa gloire, que je deshérite mon pays de l'honneur qu'il lui fait ? — Je portais à ce grand homme tous les sentiments qu'il avait pour moi. Je voulais le rappeler, lui donner une part au pouvoir ; mais les affaires m'accablaient, le temps manqua, il mourut. »

26. — Le mieux continue.

Des bâtiments étaient mouillés dans la rade ; quelques passagers avaient pris terre et cherchaient à voir l'Empereur. Je les aperçus qui s'avançaient avec Lowe. « Ils viennent de l'Inde, me dit-il, je voudrais « leur faire quelques questions ; mais ce Calabrais m'inspire trop de dégoût, je ne les recevrai pas. » Et il se mit à discourir sur l'Inde. Il l'avait mal attaquée ; il la travaillait par la Perse ; ce n'était pas par là qu'il fallait aller ; mais les aventuriers qu'il avait lancés dans ces parages avaient pactisé avec les présidences, livré les nababs, il ne voulait plus d'eux. J'eus quelque temps dessein de faire passer deux ou trois milliers de chouans sur la Jumna. Ils le sollicitaient, demandaient Bourmont pour chef. J'eusse fait sagement d'y consentir. Le sang français est toujours bon en face de l'étranger, j'eusse été débarrassé de ces vieux habitués de discordes, je n'en eusse pas sottement traîné à Waterloo ; un grand désastre n'eût pas eu lieu ; mais on obéit à son étoile, on ne lui commande pas. J'ai montré à la France ce qu'elle pouvait, qu'elle l'exécute ! »

27. — L'Empereur a passé une mauvaise nuit.

« Docteur, comment me trouvez-vous ? suis-je mieux ? » Il lisait, me présentait son bras. « Votre Majesté n'est pas plus mal. — C'est que les pilules..... (La boîte était ouverte, il n'en avait pas pris.) — « Elles ont leur efficacité. — Sans doute, elles ont toutes les vertus du monde, me dit-il en jetant le livre. Mais, docteur, vous prêchez les pilules avec plus d'onction qu'on ne parle aujourd'hui de légitimité ; en prenez-vous vous-même ? » Je riaais. — « C'est bien, à vous la harangue et la drogue au malade, n'est-ce pas ? Tenez, laissons vos remèdes ; la vie est une forteresse où ni vous ni

moi ne voyons rien ; n'entravons pas sa défense, ses moyens valent mieux que les nôtres. Corvisart en convenait. »

Je cherchais à le combattre, j'étais sérieux, j'envisageais toutes les conséquences que ses opinions pouvaient avoir. « Vous êtes soucieux, docteur ; qu'avez-vous ? Ai-je saisi le défaut de la cuirasse ? — Sire, il y a des médicaments éprouvés. — Comme ceux que Corvisart donnait à l'impératrice : des pilules de mie de pain, qui opéraient cependant merveille. Marie-Louise m'en vantait les bons effets. — Non, Sire. Les faits... — Sont visibles et les causes cachées. Je suis des vôtres ! j'ai exercé. — Vous, Sire ? — Moi ! — Au moins Votre Majesté ne prescrivait pas de remèdes.— Comment donc ! et la dignité ! J'eusse passé pour un intrus. — Vous les choisissiez ? Ils n'étaient pas désagréables à prendre. — Quelquefois. Cependant, je ne puisais pas dans les pharmacies. L'eau, l'air, la propreté formaient le fond de mon dispensaire. Vous riez de ma méthode. Vos confrères en riaient aussi en Égypte, mais l'expérience fit voir que ma flanelle et ma brosse valaient mieux que leurs pilules. Nous étions décimés par la peste et l'assassinat. Les Arabes massacraient mes soldats, les médecins refusaient de les secourir. Je ne pouvais pas les abandonner à leur misère ; je cherchai vainement à réchauffer le courage des gens de l'art, ordinairement si dévoués. Je sévis contre celui d'entre eux qui s'était montré le plus pusillanime ; il fut dégradé, promené dans les rues d'Alexandrie avec cet écriteau : *Il n'est pas Français, il a peur de la mort.* »

30. — L'Empereur allait mieux. Les cousins m'obsédaient, je montai cheval et m'éloignai.

« Déjà ! me dit Napoléon à mon retour. — Oui, Sire. Je cherche à me soustraire aux piqures. — Moi aux ravages. Tenez, voyez comme ces malheureux rats courent dans ma chambre ; mes cloisons sont détruites, tout est à jour dans ces tristes cabanes. Mais vous ne m'avez point dit ce qui vous avait le plus frappé dans vos courses.— Quelques plantes, des arbustes. — Des escarpements, des abîmes, c'est la nature en convulsion. — Ah ! Sire, quand on-a doublé le Munder. — Eh bien ? — La vue s'ouvre, on aperçoit James-Town. — Le beau point de repos ! quelques cahutes que les rochers surplombent. Les montagnes les serrent, elles vont les écraser. — Le coup d'œil en est plus pittoresque. Pittoresque en effet. Une centaine de cabanes de pierre et de boue qui courent dans le fond d'un ravin, des

corps de garde, un hôpital, une église à l'avenant ; le tableau est romantique. — Mais Plantation-House ? — C'est l'oasis du désert. Elle est adossée à une chaîne de montagnes. Les vents du sud-est ne la dessèchent pas. Les plantes, les arbustes les plus opposés s'y plaisent. Ils croissent, se développent, étalent une végétation qu'on n'aperçoit pas ailleurs. Elle est unique dans son espèce comme le Calabrais qui l'habite. — Il y a des lieux plus tristes encore. — Non, il n'y en a pas comme celui où nous sommes. Point d'ombre, point de verdure. Nous n'avons que quelques arbres à gomme, encore sont-ils mutilés ; le vent les a pliés dans le sens de sa direction. Plus de végétation, plus de vie à cette hauteur (deux mille pieds). La magnanimité britannique avait des motifs pour m'y jucher. On ne l'ignorait pas. L'homme finit vite où les plantes s'étiolent : c'est un calcul qui n'a pas échappé. Ne sait-on pas le temps qu'on use à Sainte-Hélène ? y connaît-on des vieillards ? y trouve-t-on beaucoup d'individus qui atteignent cinquante ans ? Chaque aspiration est un coup d'épingle qui concourt au trépas. Et voilà ce que la noble Angleterre se proposait dans la manière neuve dont elle consomme l'assassinat. »

31. — L'Empereur était agité, inquiet. Je lui donnai quelques conseils. « Merci, docteur, le moment approche, je sens que la nature vient à mon secours. » Il se laisse couler sur un siège, saisit sa cuisse gauche, et la déchire avec une espèce de volupté. Les cicatrices s'ouvrent, le sang jaillit. « Je suis soulagé ; je vous l'ai dit, j'ai mes crises. Dès qu'elles arrivent je suis sauvé. » Cette espèce de lympe, qui sortait d'abord avec abondance, cessa bientôt ; la plaie se ferma et s'étancha d'elle-même. « Vous le voyez, me dit Napoléon, la nature en fait tous les frais ; dès qu'il y a du trop plein elle le rejette, et l'équilibre se rétablit. » Ce fait singulier excita ma curiosité ; j'en recherchai toutes les circonstances, et j'appris qu'il était régulier, périodique, qu'il datait du siège de Toulon. L'Empereur, qui n'était alors que colonel, échauffait le feu d'une batterie. Un canonnier tombe à ses côtés. Il s'empare du refouloir, charge, sue, aspire la gale dont le mort était couvert. Il se soumet à un traitement ; mais l'impatience de la jeunesse, l'activité du service, un coup de baïonnette qui le frappe au-dessus du genou, le lui font bientôt abandonner. L'éruption rentre, l'humeur s'échappe et prend son cours à travers la blessure. Cette négligence faillit lui devenir fatale. Le virus se développa pendant les campagnes d'Égypte et d'Italie. La

poitrine devint douloureuse, la toux continuelle, la respiration pénible. Le Premier Consul était maigre, pâle, défait, semblait toucher au terme de sa carrière. « Mes alentours m'obsédaient, ne cessaient de me faire des représentations sur mon insouciance ; mais elle ne nuisait pas à la marche des affaires ; je laissais dire. A la fin, cependant, les sollicitations devinrent si pressantes, que je consentis à prendre les conseils d'un médecin. On me proposa Desgenettes. Tout choix était bon, j'acceptai ; mais le parleur me fit une si longue dissertation, me prescrivit tant de remèdes, que je restai convaincu que l'adepte était un discoureur, et l'art une imposture ; je ne fis rien. Les obsessions recommencèrent, je cédaï ; on m'amena Corvisart. Il était brusque, impatient, bourru. Je ne lui avais pas rendu compte de ma situation, qu'il me dit : « Ce que vous avez n'est rien ; c'est une éruption rentrée qu'il faut rappeler à l'extérieur. Quelques jours de vésicatoires suffiront. » Il m'en appliqua deux sur la poitrine, la toux disparut. Je repris de l'embonpoint, de l'énergie, et fus à même de supporter les plus rudes fatigues ; la sagacité de Corvisart me charma. Je vis qu'il avait pénétré ma structure ; que c'était le médecin qui me convenait. Je me l'attachai, et le comblai de biens. Il me fit plus tard un cautère au bras gauche ; mais la guerre d'Espagne éclata, je le laissai fermer, et ne m'en trouvai pas plus mal. L'irritation, la démangeaison continuèrent à se faire sentir comme à l'ordinaire. Je me fis de nouvelles blessures ; il se forma d'autres cicatrices, je retrouvai ma santé de fer. »

L'Empereur reposait, se baignait, se promenait : c'était le train ordinaire de la vie. Je l'accompagnais au jardin. Il m'entretenait de ses campagnes ; je lui parlais de la Corse. Un jour qu'il s'était beaucoup étendu sur les agitations de ce malheureux pays, il me fit le tableau des services de Cervoni, des fournitures d'Aréna, de ses exactions, de ses intrigues. « Mon retour inopiné d'Égypte le déconcerta ; les prisons étaient pleines, les partis en présence, la patience publique à bout. L'autorité municipale accusait le département ; celui-ci les magistrats. Ce n'était qu'exaspération et désaccord. Les vents nous poussaient loin des côtes de France ; nous nous réfugiâmes dans les eaux de la Corse ; nous atteignîmes Ajaccio ; nous mouillâmes dans la rade. Les corps, la population, accoururent aussitôt sur le rivage ; chacun veut me voir, demande que je débarque ; les acclamations croissaient d'heure en heure ; les meneurs étaient sur braise. Ils se roidirent

cependant ; la santé s'assembla et décida, après une longue discussion, que je ne pouvais descendre. « Témoignez-lui, du moins, combien cette mesure vous coûte, lui dit Barberi qui la présidait ; allons féliciter le général sur ses victoires ; l'hommage est bien mérité. La proposition fut accueillie ; on prit un canot, on se dirigea sur la Muiron. Les matelots tendirent des cordes ; Barberi monta, les autres suivirent. Je fus invité à mettre pied à terre. Je ne me doutais pas que le président abusait de la circonstance ; je croyais l'invitation unanime, j'acceptai, je débarquai avec ma suite. Je fus reçu comme on l'est quelquefois par des compatriotes : ce ne fut qu'acclamations.

« Les troupes étaient sous les armes. Les malheureux ! ils n'avaient ni vêtement ni chaussure. Je demandai où en était la caisse ; mais elle n'avait rien touché depuis sept mois. Le payeur était en avance ; il s'était obligé pour 40.000 francs qu'il avait répartis dans les corps afin d'assurer la subsistance. Je fus indigné de cet abandon. Je réunis ce que j'avais de disponible, je fis aligner la solde. je ne voulus pas que l'uniforme excitât la pitié. Le soir il y eut bal, illumination ; le pauvre le disputait au riche. Braves habitants d'Ajaccio, jamais je n'oublierai leur accueil.

« L'excellent Barberi m'avait fait passer des notes, des journaux, je savais où en étaient l'île et la France, j'avais un aperçu de l'état des partis. Une gondole devait suivre ma frégate, quatorze marins choisis la montaient ; je pouvais devancer les marcheurs expédiés à Toulon, échapper aux croisières anglaises qui avaient pris l'éveil. Le lendemain je reçus des félicitations des autorités civiles et militaires. Je donnai des éloges aux uns, je traitai sévèrement les autres, j'intimidai le département. Les prisons furent ouvertes, quelques démissionnaires remplacés, on respira, on reprit courage. En quatre jours l'ordre, la paix, la confiance furent rétablis. Les complices de Cittadella lui avaient dépêché un avis pour lui annoncer mon retour. Mais il ne put mettre à la voile. Je partis ; je n'arrêtai pas que je ne fusse à Paris. Je culbutai le directoire, je fis le 18 brumaire, je confondis l'étranger, je rappelai l'ordre et la victoire, je commençai le consulat. Mais si les vents eussent été propices, si la dépêche de Cittadella m'eût devancé, j'échouais peut-être, et la France était dès lors la proie de l'émigration. »

Napoléon m'avait beaucoup parlé des intrigues qui avaient traversé son règne et fini par amener sa chute. Il les connaissait toutes, savait les

meneurs, les complices, les lieux de réunion. « Je les suivais de l'œil dans les Cent-Jours ; je les voyais qui me quittaient pour courir aux conciliabules. J'eusse pu sévir, j'avais les pièces de conviction dans les mains. Elles m'étaient venues d'une manière singulière. Un officier supérieur étranger, que sa position forçait à prêter l'oreille à ces complots, fut indigné de voir les hommes que j'avais faits, conspirer ma perte. Il me demanda une audience, me livra les plans, et me protesta que, si jamais sa troupe se trouvait en ligne, je pouvais compter sur lui. Je fus navré, je voulais rendre ces malheureux à la poussière ; mais la crise approchait, il fallait vaincre, je remis ce grand acte de justice nationale au moment où l'ennemi serait défait. Il ne le fut pas ; les mesures étaient trop bien prises, je succombai. Ah ! docteur, que de boue était groupée autour de moi ! mais si la fortune n'eût trahi le courage, si nous eussions vaincu à Waterloo, tout eût été réparé, vengé ; la nation eût eu le secret de nos défaites ; j'eusse offert un sacrifice expiatoire aux mânes de mes soldats. Qu'ont-ils fait ? Ils étaient rassasiés de gloire, ils se sont couverts d'opprobre. Mais à chaque action suffit sa peine ; qui voudrait être Marmont ? qui voudrait être Augereau ? etc., etc. » Il en nomma beaucoup, et s'arrêta à S... « Le lâche ! il voulut me trahir avec toute la bassesse des gens de son espèce. Son marché signé, il accourut à Fontainebleau, me parla de sa situation, de sa misère ; je partageai avec lui ce qui restait dans ma cassette ; je lui donnai mille écus. Il me quitta avec toute l'émotion de la reconnaissance. Quelques heures après il était passé aux Autrichiens. »

L'Empereur passa des trames de ces derniers temps à celle de son début, et s'étendit beaucoup sur les menées qui avaient entravé ses opérations pendant les campagnes d'Italie. Il raconta comment il les avait déjouées, et les lumières que les papiers saisis à Padoue, à Vérone, lui avaient données sur les mouvements de l'intérieur.

L'Empereur s'étendit beaucoup sur les torts de Bernadotte, non envers lui, il se comptait pour rien ; mais envers la France qui l'avait vu naître, envers l'armée à laquelle il devait tout. Il s'était laissé enfoncer à Austerlitz ; il avait sommeillé sur l'Elbe, lâché pied à Wagram ; il avait vingt fois exposé nos aigles à la défaite, jusqu'à ce qu'enfin il eût guidé sur elles les sauvages du Don et de la Dalécarlie. « Cet homme a toujours été d'un défaut de sens dont je ne me rends pas compte. Il ne respire que

renommée, que bruit ; il a eu les plus belles occasions d'en faire, et les a toujours manquées. A Iéna, il pouvait se couvrir de gloire ; il n'avait qu'à marcher ; il se plaçait sur les derrières de l'armée prussienne, tout était pris. En Saxe, en Belgique... Le rang eût été unique dans l'histoire ; mais il fallait avoir de l'âme. » Napoléon était animé, véhément. Je cherchai à briser la conversation. Je croyais la carrière diplomatique de Bernadotte irréprochable ; je lui en parlai. « Son ambassade est un tissu de sottises. Desaix était furieux, Moreau haussait les épaules. Ses amis même le condamnaient. Il arbora nos couleurs. Pouvait-il moins faire ? Elles n'avaient rien de commun avec l'émeute. — Le peuple de Vienne... — Avait appris à les respecter sur cinquante champs de bataille ; il n'avait garde de les insulter. »

L'Empereur m'a raconté ensuite une anecdote de la guerre de Corse. « Paoli dominait dans l'île, ses montagnards couvraient la plaine, il n'y avait pas moyen de correspondre avec les patriotes répandus dans les terres. J'essayai néanmoins. Je fis choix d'un paysan rusé, alerte ; je l'affublai des plus mauvais haillons que je pus trouver, et le lançai à travers les montagnards. Arrêté de poste en poste, il les joua longtemps. Il posait sa gourde à terre, il excitait, facilitait la recherche ; il n'avait d'autre but que d'obtenir quelques secours pour soutenir sa vie. Il arriva ainsi jusqu'à Corte, dont la gendarmerie, moins confiante, dépeça ses habits, sa coiffure, et jusqu'à la semelle de ses souliers. On ne trouva rien ; on allait le relâcher lorsqu'on s'avisa qu'il fallait rendre compte à Paoli. « Un misérable qui court les champs pour demander l'aumône, dans les circonstances où nous sommes ! c'est un émissaire. Allez, cherchez, il a quelque message. — Impossible ; nous avons tenu ses vêtements fil à fil, nous avons tout désassemblé. — Sa mission est donc verbale, car il en a une ; cherchez, questionnez encore. — Nous avons tout épuisé. — Qu'a-t-il sur lui ?

— Une petite gourde. — Cassez-la. » On le fit. On trouva les commissions. Paoli n'était pas un homme facile à surprendre. »

La santé de l'Empereur ne se soutint pas longtemps. Ses forces étaient aux deux tiers épuisées, la latitude conservait toute son énergie, il fallait qu'il succombât. Aussi ne tarda-t-il pas à se trouver de nouveau dans une situation fâcheuse.

11. — Napoléon se plaint de douleurs de colique. Insomnie, agitation, malaise, les symptômes deviennent graves.

13. — La nuit a été bonne. J'accompagne l'Empereur au jardin. Il est faible, il s'assied, promène ses yeux à gauche, à droite, et me dit avec une expression pénible : « Ah ! docteur, où est la France ? où est son riant climat ? Si je pouvais la contempler encore ! Si je pouvais respirer au moins un peu d'air qui eût touché cet heureux pays ! Quel spécifique que le sol qui nous a vus naître ! Antée réparait ses forces en touchant la terre ; ce prodige se renouvellerait pour moi ; je le sens, je serais revivifié si j'apercevais nos côtes. »

14. — Napoléon est un peu mieux.

Je l'accompagne au jardin. « Alliez-vous souvent en Corse pendant que vous habitiez l'Italie ? — Rarement, Sire. — Vous en connaissez du moins l'histoire ; vous savez que je l'avais écrite ? — Oui, Sire. — J'étais alors tout feu, j'avais dix-huit ans. la lutte était ouverte : je brûlais de patriotisme ; je soumis mon travail à Raynal qui le trouva bien ; il me donna des conseils, je les écoutai ; celui d'imprimer, je ne le suivis pas. J'eus raison, car à l'âge où j'étais, j'avais dû me traîner dans l'ornière. J'étais neuf, étranger à la guerre, à l'administration, je n'avais pas le secret des affaires ; je jugeais ceux qui les avaient maniées avec la même impertinence qu'on me juge aujourd'hui. »

17. — L'Empereur était préoccupé, rêveur ; je cherchais quel pouvait être l'objet de sa sollicitude, lorsque j'aperçus le Prodrome entr'ouvert. J'avais deviné juste : Napoléon craignait d'être atteint de l'affection qui avait conduit son père au tombeau. Il n'osait avouer ses anxiétés, et demandait aux livres les lumières qu'il ne voulait pas tenir des hommes. Il était silencieux ; j'avais projeté une promenade botanique, je me retirais : « Non, me dit-il, restez, j'ai quelques questions à vous faire. Vous me parlez sans cesse d'air, de foie : quelle est l'action que ces deux corps exercent l'un sur l'autre ? Comment cette action, mortelle sur ce rocher, est-elle bienfaisante ailleurs ? — On l'ignore, Sire. — On ne sait pas ce qui, dans un fluide aériforme, blesse tel ou tel organe ? — Pas plus qu'on ne sait ce qui constitue la peste, ce qui fait la différence d'un air pur d'un air contagieux. — On n'a pas cherché à isoler ce principe si funeste ? — On l'a tenté, mais en vain ; il est trop subtil, il échappe à tous les moyens dont la science

dispose. — Toutefois l'atmosphère d'un pestiféré ne peut pas présenter la même composition que celle d'un homme sain. — Je ne le pense pas, mais je ne crois pas non plus qu'il y ait beaucoup de chimistes qui soient tentés d'en faire l'analyse.— Pourquoi pas ? Le laboratoire a ses braves comme le champ de bataille, et puis quelle différence dans les résultats ? Pensez-vous que la gloire de mettre fin à un fléau cruel, et même de l'avoir tenté, ne balance pas les périls de l'entreprise ? Mais revenons. Quelles sont les fonctions du foie ? » Je les lui expliquai. « Son jeu, sa structure ? » Je les lui expliquai encore. « C'est bien, me dit-il, lorsque j'eus fini, votre manière me paraît neuve ; vous simplifiez la machine humaine qui, en vérité, est bien assez complexe. — En Allemagne, le docteur Frank est fort habile. — Habile, assurément ; je l'éprouvai la dernière fois que je fus à Vienne. Il m'était survenu une petite éruption à la partie postérieure du cou ; c'était peu de chose, mais ma suite s'en inquiétait, me pressait de recevoir un médecin dont on disait merveilles. J'y consentis ; Frank fut appelé. Il me trouva un vice dartreux, une maladie grave : j'avais besoin de traitement, de médicaments, de drogues ; c'était à n'en plus finir. Je mandai Corvisart. Chacun faisait son plan, sa version : j'étais malade, alité ; j'avais perdu la tête ; tout s'agitait déjà. Le médecin, dont ce mouvement doublait les inquiétudes, accourut d'autant plus vite, et n'arrêta pas qu'il ne fût à Schœnbrunn. Il croyait me trouver à la mort. Je passais une revue ; sa surprise fut extrême. Je rentrai ; on m'annonça son arrivée. « Eh bien, Corvisart, quelles nouvelles ? que » dit-on à Paris ? Savez-vous qu'on soutient ici que je suis gravement « malade ? J'ai une légère douleur de tête ; le docteur Frank prétend que « je suis attaqué d'un vice dartreux qui exige un traitement long, sévère ; « qu'en pensez-vous ? » J'avais défait ma cravate ; il examina. « Ah ! Sire, de si loin, pour un vésicatoire que le dernier médecin eut appliqué aussi bien que moi. Frank extravague ; vous allez à merveille. Ce petit accident tient à une vieille éruption mal soignée, et ne résistera pas à quatre jours de vésicatoire. » Il ne résista pas en effet, et ne se reproduisit plus. « Vous le voyez, me dit-il enlevant le dernier appareil, voilà « à quoi se réduisent les terribles maladies dont cet Allemand vous avait gratifié. » Il alla lui rendre visite, le remercia d'une manière peu gracieuse du rapide voyage qu'il lui avait fait faire, et repartit pour Paris. Son retour calma les têtes, on sentit que je n'étais pas à bout ; chaque chose a son temps. » Il se reprit à ce mot, et se mit à discourir sur les intrigues qui

agitaient l'Allemagne à cette époque. Il parla de Schill, de Dornberg, de la reine de Prusse : le plan était vaste, bien conçu ; mais on hésita, on se pressa, on ne s'entendit pas. Wagram eut lieu ; il fallut remettre la partie. C'était la première fois que j'entendais parler de ces trames. Je n'en saisisais ni les ressorts ni l'ensemble ; je cherchai à briser la conversation : je laissai tomber le nom de Muller. Napoléon le releva avec complaisance et s'étendit beaucoup sur les talents de cet homme célèbre. Il était petit, maigre, chafouin, cachait sous une figure détestable l'esprit le plus étendu qu'il fût jamais. Il lui fut présenté après la bataille d'Iéna. Il passait pour l'auteur du manifeste ; l'Empereur le plaisanta. « Moi, Sire ? contre vous ! Votre Majesté me croit donc bien bête ? » Je passai quelques heures à m'entretenir avec lui. Ses aperçus étaient profonds ; ses idées vastes, élevées : je lui donnai les relations extérieures de Westphalie ; mais Jérôme avait mis ailleurs sa confiance, il le remplaça. » Napoléon passa à Goethe, à Wieland, dont il fit le plus brillant éloge.

18. — L'Empereur était rétabli. Il était gai, dispos.

J'écoutais, j'attendais qu'il me parlât de sa santé. Il était à bout, et s'étonnait de sa lassitude ; elle était la conséquence du genre de vie qu'il avait adopté. « Que faire ? — Du mouvement. — Où ? — Au jardin, dans la campagne, en plein air. — Au milieu des habits rouges ? Jamais. — Bêchez, remuez la terre, échappez à l'insulte et à l'inaction. — Bêcher la terre ! Oui, docteur, vous avez raison, je bêcherai. » Nous rentrâmes. Il fit ses dispositions ; et dès le lendemain il était à l'œuvre. Noverraz avait l'habitude des travaux rustiques, il le fit jardinier en chef, et s'exerça sous sa direction. Les premiers coups furent heureux ; il voulut me rendre témoin de son adresse, et m'envoya chercher. « Eh bien, docteur, êtes-vous content ? Est-ce assez de docilité ? » Il tenait sa bêche en l'air, riait, montrant de l'œil ce qu'il avait fait. Il reprit, et cessant au bout de quelques instants : Le métier est trop rude ; je n'en puis plus. Mes mains me font mal. « A la prochaine fois. » Et il jeta la bêche. « Vous riez, me dit-il, je vois ce qui vous égaye, mes belles mains, n'est-ce pas ? Laissez : j'ai toujours fait de mon corps ce que j'ai voulu, je le plierai à cet exercice. » En effet, il s'y habitua. Il charriait, faisait transporter la terre, mettait tout Longwood à contribution. Il n'y eut que les dames qui échappèrent à la corvée ; encore avait-il peine à s'empêcher de les mettre à l'œuvre. Il les plaisantait, les

pressait, les sollicitait ; il n'y avait sorte de séductions qu'il n'employât, auprès de madame Bertrand surtout. Il l'assurait que cet exercice valait mieux pour la santé que les remèdes.

Tout eut bientôt changé de face. Là était une excavation ; ici un bassin, une chaussée. Nous fîmes des allées, des grottes, des cascades, le terrain prit de la vie, du mouvement. Ce ne fut que saules, chênes, pêchers ; nous ménageâmes de l'ombre autour de l'habitation. Nous avons achevé l'agréable ; nous travaillâmes à l'utile. Nous divisâmes la terre, l'ensemencâmes de haricots, de pois, de plantes potagères.

Le gouverneur entendit parler de nos plantations. Elles lui parurent suspectes. Ce mouvement devait cacher une conspiration, il accourut. Je faisais ma promenade accoutumée ; il m'aperçut, pressa le pas et me joignit. « C'est vous qui avez conseillé ce violent exercice au général Bonaparte. » J'en convins. Il leva les épaules. « S'exterminer, transplanter des arbres dans une terre sans humidité, sous un ciel brûlant ; c'est peine perdue, vous n'en élèverez pas un. » Je l'assurai qu'il présumait trop mal du pays où il commandait ; que nos élèves venaient à merveille, que plusieurs bourgeonnaient déjà. Il secoua la tête, et s'éloigna. Lorsque l'Empereur connut cette rencontre, il dit : « Ce misérable m'envie les instants qu'il n'empoisonne pas. Il appelle ma mort. Qu'il se rassure ; ce ciel horrible est chargé du forfait : il le consommera plus tôt qu'il ne pense. »

Au train dont nous allions, nous eussions bientôt exploité l'île entière. Napoléon s'en aperçut, ralentit les travaux, nous restâmes seuls pour achever les semis. J'ouvrais le sillon, il répandait la semence, la couvrait, raisonnait, contait une anecdote et n'arrêtait que pour me faire une plaisanterie. Un jour qu'il disposait une touffe de haricots, il aperçut des radicules et se mit à discourir sur les phénomènes de la végétation. Il les analysait, les discutait avec sa sagacité ordinaire, et en concluait l'existence d'un être supérieur qui présidait aux merveilles de la nature. « Vous n'en croyez rien, docteur ; vous autres médecins, vous êtes au-dessus de ces faiblesses. Dites-moi, vous qui connaissez le corps humain, qui en avez fouillé tous les détours, avez-vous jamais rencontré l'âme sous votre scalpel ? Où réside-t-elle ? dans quel organe ? » Je tardais à répondre. « Allons, franchement, il n'y a pas un médecin qui croie en Dieu, n'est-ce pas ? — Non, Sire, l'exemple les séduit, ils prennent le mot des

mathématiciens. — Eh ! mais ceux-ci sont ordinairement religieux... Votre récrimination cependant me rappelle un mot curieux. Je m'entretenais avec L***, je le félicitais d'un ouvrage qu'il venait de publier, et lui demandais comment le nom de Dieu, qui se reproduisait sans cesse sous la plume de Lagrange, ne s'était pas présenté une seule fois sous la sienne. « C'est, me répondit-il, que je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. » Nous n'étions la plupart que des athées. Du reste, aussi poltrons que peu crédules, nous n'y étions plus dès que le canon tonnait ; les plus habiles se déconcertaient à la vue du champ de bataille, ce n'était qu'à force de temps, d'habitude qu'ils acquéraient l'assurance nécessaire aux opérations. Il avait souvent réfléchi à ce trouble funeste. Il eût voulu qu'il ne fût permis de courir la clientèle qu'après avoir fait une campagne ou deux. Il rendit hommage aux services de la chirurgie militaire, loua son zèle et vanta beaucoup la constance qu'elle avait déployée dans plusieurs circonstances difficiles. Il l'avait, au reste, constamment surveillée, encouragée.

Nous jardinions, nous causions, nous nous entretenions d'histoire naturelle, de médecine, de guerre, de politique, de tout ce qui s'offrait aux observations ou aux souvenirs de l'Empereur. Mais la conversation amenait-elle quelque trait, quelque circonstance qui lui rappelait l'impératrice ou son fils, il s'interrompait aussitôt et ne s'occupait plus que des qualités de l'une et de la destinée de l'autre. « Quel abandon ! quels malheurs ! » Mais il avait son nom, il aurait son courage, il ne s'en laisserait pas déshériter. Et passant brusquement à Marie-Louise, comme s'il eût craint de mesurer l'avenir de cet enfant, il se répandait en éloges sur sa bonté, sa douceur, l'inaltérable tendresse qu'elle avait pour lui ; il la payait de retour, et cette affection peut-être avait causé sa perte. S'il l'avait moins aimée, il n'aurait pas écrit la lettre fatale qui tomba dans les mains des alliés. Il eût probablement été suivi, vainqueur, et la France eût été sauvée. Le sort en décida autrement, il abdiqua, l'impératrice dut se retirer à Vienne. La santé de cette princesse se déranger ; les médecins lui conseillèrent les eaux. Marie-Louise était accompagnée de madame de Brignolles, de Corvisart, d'Isabey ; Talma avait apparu, la conspiration était patente, le trône en danger ; il fallait tout mettre en œuvre pour déjouer la trame. Il écrivait, priait, dénonçait ; autorité civile et militaire, il stimulait tout. Il demandait à l'un ses espions, à l'autre ses gendarmes ; l'impératrice

ne faisait pas un pas qui ne fût pour lui un sujet d'angoisses. Elle vivait cependant de la manière la plus simple ; elle se promenait, courait, se mêlait à la foule, et ne s'occupait que de sites, de points de vue qu'elle gravissait avec la légèreté qui lui est naturelle ; mais elle écoutait des vers qui rappelaient ce que nous avions fait ; elle chérissait le nom de son époux, elle adorait son fils. Fouché, le duc de Castiglione n'en dormaient pas. Une circonstance ajoutait à leurs alarmes : elle avait accueilli quelques-uns de nos soldats, rassemblé douze à quinze cents hommes ; elle allait conquérir la France. Lacronier accourut au-devant de cet affreux malheur. Il avait des troupes, une ordonnance ; il voulait fermer Saint-Jeoire aux courriers autrichiens. Mais Neiperg se fâcha, menaça ; le gendarme n'osa passer outre, et Fouché resta en proie à ses anxiétés. Les hommes, les choses, tout lui portait ombrage ; il se désolait de voir que Marie-Louise continuait à se lier de cœur aux intérêts de Napoléon. Pour surcroît d'angoisses, le départ de l'impératrice, qui était fixé au 1^{er} septembre, n'eut pas lieu. Ce retard inattendu faillit brouiller sa cervelle ; il ne rêva plus que désastres, que fuites, qu'insurrections. Le délai partait de l'île d'Elbe ; la chose était claire, on n'en pouvait douter. Le pauvre Augereau, travaillé de tous côtés par la peur, finit par céder à un sentiment qu'il n'avait jamais connu. Il est vrai qu'il était vieilli ; mais la circonstance lui aurait dû rendre l'activité de sa jeunesse : espions, dépêches, il avait temps pour tout.

17. — La santé de l'Empereur se soutenait depuis plus d'un mois. Les forces étaient revenues ; les fonctions digestives avaient repris ; tout semblait au mieux lorsque le mal se réveilla avec plus d'intensité. De violentes coliques se font sentir, la douleur au foie devient insupportable.

18. — Les tranchées perdent un peu de leur violence, sans cesser pourtant ni laisser un instant de repos au malade. Une toux sèche se manifeste.

21. — L'Empereur se trouve beaucoup mieux ; il fait quelques tours de promenade, rentre et prend un bain.

J'avais été faire une course dans le parc, et rentrais comme l'Empereur sortait du bain. « Je croyais, me dit ce prince, que vous traitiez les médecins anglais. Est-ce qu'ils n'ont pas été exacts au rendez-vous ? — Non, Sire, ils ont paru isolément sensibles à l'invitation ; ils l'ont acceptée avec reconnaissance, mais ils se sont ravisés tout à coup et se sont dégages.

J'ignore si la main qui les a retenus n'est pas celle qui vient de me faire arrêter. — Arrêter ! — Oui, Sire. Je gagnais paisiblement ma hutte, le factionnaire m'a refusé le passage, j'ai été conduit au corps de garde : c'est ce qui m'a mis en retard. » L'Empereur laissa tomber la conversation ; je n'insistai pas et me retirai. — Je fus encore arrêté, insulté les jours suivants ; Napoléon ne voulut pas que je l'endurasse. « Écrivez à ce Calabrais : dites-lui tout le mépris que sa basse méchanceté vous inspire, que vous vous retirerez s'il persiste. Je ne veux pas qu'on vous refuse de l'air, qu'on vous fasse périr sous mes yeux. » — J'étais indigné, ma lettre fut bientôt faite.

« Adressez-vous aussi à Hamilton, me dit l'Empereur ; ce ministre a donné des éloges à vos travaux ; il vous porte de l'intérêt, il n'est pas possible qu'il souffre que le bourreau vous refuse la faculté d'aller respirer un peu d'air sous un arbre sans feuillage. »

Je suivis le conseil et j'écrivis : je me plaignis ; je n'avais rien de mieux à faire. Lowe s'en souciait peu ; mais le ministre m'avait témoigné de l'intérêt, je recourais à lui, le cas devenait plus grave ; les limites furent éloignées, et je pus respirer, circuler à l'aise. Toutefois Hudson m'adressa son homélie ; j'avais sans cesse à la bouche le nom d'une qualité proscrite ; je ne parlais que de l'Empereur ; je voulais l'obliger à refuser mes lettres, le priver du plaisir de correspondre avec moi. Sa sollicitude était vraiment touchante.

Nos dispositions étaient faites pour creuser un bassin ; l'Empereur était en large pantalon, en veste, avec un énorme chapeau de paille de Bengale sur la tête, et des espèces de sandales aux pieds. Je le suivis vers une troupe de Chinois, appelés pour donner un dernier coup de main. Ils nous examinaient, riaient, mais devenaient moins bruyants à mesure que nous nous avançons. « Qu'ont-ils donc ? qu'est-ce qui les égaye ? serait-ce mon costume ? — C'est probable, dis-je ; ils s'étonnent de vous voir vêtu en ouvrier comme eux. » Mis à l'ouvrage, ils se continrent quelques instants ; mais la gaieté l'emporta bientôt, et devint si générale, qu'elle gagna Napoléon lui-même. « Qu'ont-ils donc ? que disent-ils ? » Aucun de nous ne comprenant le chinois, nous ne pûmes lui répondre. « C'est mon costume ! il est en effet assez plaisant. Mais il ne faut pas qu'en riant ils soient brûlés par la chaleur ; je veux que chacun d'eux ait aussi son chapeau

de paille, c'est un petit cadeau que je leur fais. » Il s'éloigna, se dirigea vers une touffe d'arbres. Nous croyions qu'il était allé chercher le frais lorsque nous l'aperçûmes qui était à cheval, suivi de son piqueur. Il fit quelques tours, partit au galop, et gagna Dead-Wood. Il s'arrêta au sommet de la position, déploya sa lunette, la promena tout autour de lui, et revint avec la même vitesse. Cette excursion si simple devint une affaire d'État. On avait aperçu un cavalier équipé à la chinoise. Comment était-il apparu ? d'où venait-il ? que voulait-il ? le gouverneur ne le pouvait comprendre. L'Empereur, qui s'amusait de ses terreurs, imagina de les accroître encore. Il costuma Vignali comme il l'était lui-même ; lui donna son cheval, son piqueur, sa lunette d'approche, lui ordonna de marcher vite, et de faire mine d'observer. Le missionnaire alla, fut aperçu, signalé, mit en rumeur l'île entière, Hudson, Gorrequer, Reade, tout fut bientôt sur pied, accourut à Longwood. C'était une conspiration, un enlèvement ; c'était... Vignali déguisé. Le gouverneur se retira confus. Je me trouvais sur son passage ; il vint à moi, exhala sa colère, et finit par déclarer qu'après tout celui qui le mystifiait n'était qu'un usurpateur. « Sans doute. » Mon ton de bonhomie le trompa. Il me flattait de l'œil, s'emportait, jurait ; et, terminant par le coup de massue, il répéta que c'était un usurpateur, que je ne pouvais le nier. Son Excellence, déridée par mon impassibilité, m'invita à la confiance. J'y répondis : « L'Empereur, car en l'appelant général, vous lui faites grâce d'une usurpation, et je veux les compter toutes, est tout noir du crime que vous lui reprochez. A Toulon, il usurpa la victoire ; il l'usurpa à Montenotte, à Castiglione, à Lodi, sur le Tagliamento ; il usurpa notre admiration par la rapidité de ses triomphes ; il l'usurpa par la vengeance qu'il tira, sous les murs de Pavie, de l'affront fait à François Ier ; il l'usurpa par cette retraite fameuse où, sacrifiant ses espérances et ses parcs, il leva le siège de Mantoue, courut vaincre, et apprit à l'ennemi qu'une surprise, un succès, ne sont souvent que le prélude d'une grande défaite. « Il l'usurpa encore lorsque, abandonné à lui-même, privé de flottes, de transports, il faisait la guerre au milieu des déserts, ouvrait des canaux, fouillait des sables, et cultivait, en combattant, tous les arts de la paix. »

J'allais continuer l'histoire des usurpations : mais Son Excellence n'en voulut plus.

Je rejoignis nos Chinois que l'Empereur excitait au travail. « Eh bien, que vous a dit Hudson ? ne craint-il pas qu'il me vienne quelque jour des ailes et que je n'échappe au cercueil ? — Je l'ignore ; je lui racontais comment vous aviez usurpé la victoire, l'admiration publique : l'esquisse lui a déplu, il s'est éloigné. » Napoléon continua de rire de la mésaventure du gouverneur. Il passa aux événements que j'avais rappelés à Lowe, raconta quelques anecdotes, donna des éloges à l'un, cita un trait honorable de l'autre. « Augereau avait de l'habileté, du courage ; il était, aime des soldats et heureux dans ses opérations ; Joubert avait le génie de la guerre ; Masséna une audace, un coup d'œil que je n'ai vu qu'à lui ; il était avide de gloire, et ne souffrait pas qu'on le frustrât des éloges qu'il croyait avoir mérités. Les rapports étaient rédigés à la hâte, destinés à satisfaire la curiosité des oisifs et ne faisaient pas toujours à chacun sa véritable part. Il ne trouva pas que les services qu'il avait rendus devant Mantoue fussent suffisamment appréciés ; il réclama.

« Laharpe était dans le même genre ; sévère, indépendant, prodigue de sa vie sur le champ de bataille, mais jaloux de la part qu'il avait prise à la victoire. Il périt par un de ces accidents si communs à la guerre. Il revenait d'une reconnaissance, la nuit était obscure, orageuse ; il ne répondit pas au qui vive du factionnaire et fut victime de sa sollicitude. Il était du canton de Berne ; chaud partisan des idées nouvelles, il avait été obligé de fuir et avait eu ses biens confisqués. J'eus la satisfaction de les faire rendre à son fils. Les Suisses manquaient de grains, demandaient à en acheter en Italie ; je le permis. mais à condition que la saisie serait révoquée ; et je chargeai Barthélemy, qui était ambassadeur à Bâle, d'y tenir la main. J'eus plus de peine au sujet d'un de mes aides de camp, tué à Arcole, le brave colonel Muiron. Il avait servi, depuis les premiers jours de la révolution, dans le corps de l'artillerie. Il s'était spécialement distingué au siège de Toulon, où il avait été blessé en entrant par une embrasure dans la célèbre redoute anglaise.

« Son père était arrêté comme fermier général : il vint se présenter à la Convention nationale, au comité révolutionnaire de sa section, couvert du sang qu'il venait de répandre pour la patrie ; il réussit, son père fut mis en liberté.

« Au 13 vendémiaire il commandait une des divisions d'artillerie qui défendaient la Convention ; il fut sourd aux séductions d'un grand nombre de ses connaissances. Je lui demandai si le gouvernement pouvait compter sur lui. — Qui, me dit-il, j'ai fait serment de soutenir la république, j'obéirai à mes chefs ; je suis d'ailleurs ennemi de tous les révolutionnaires. Il se comporta effectivement en brave homme, et fut très-utile dans cette action qui sauva la liberté.

» Je l'avais pris pour aide de camp au commencement de la campagne d'Italie : il rendit dans toutes les affaires des services essentiels ; enfin il mourut glorieusement sur le champ de bataille, à Arcole, laissant une jeune veuve enceinte de huit mois.

« Je demandai, en considération des services qu'il avait rendus, que sa belle-mère fût rayée de la liste des émigrés sur laquelle elle avait été inscrite, quoiqu'elle ne fût jamais sortie de France. Je réclamai la même justice pour son beau-frère, jeune homme qui avait quatorze ans lorsqu'il fut inscrit sur la liste fatale : il était en pays étranger pour son éducation. »

Des hommes qui avaient concouru à ses victoires, l'Empereur passa aux combinaisons qui les avaient décidées. C'était une suite de conceptions, de manœuvres décisives, telles que n'en présente pas l'histoire. — Il avait conquis en trois ans toute la partie septentrionale de l'Italie, soutenu avec trente à quarante mille hommes les plus grands efforts de l'Autriche, et fait dans ces trois années six campagnes.

Les travaux de Longwood avançaient ; nous avions creusé, revêtu le bassin, et disposé une partie de nos tuyaux : il nous en restait encore beaucoup à placer : nous prenions l'eau à trois mille pieds de distance. Mais le temps était à la pluie, Napoléon, content de ses Chinois, ne voulait pas qu'ils l'essuyassent. « Il est inutile que ces gens se mouillent ; rien ne presse, qu'ils se reposent, nous y reviendrons plus tard.

« J'ai d'ailleurs quelques observations à faire ; venez, suivez-moi, vous les trouverez curieuses. « J'allai : c'étaient des fourmis dont il étudiait les mœurs. Ces insectes, qui se répandaient dans sa chambre à coucher, avaient escaladé sa table où se trouvait habituellement du sucre ; la chaîne avait aussitôt été établie et le sucrier envahi. Napoléon n'avait garde de les troubler. Il déplaçait le sucrier, suivant leurs manœuvres, admirait l'activité

qu'elles déployaient jusqu'à ce qu'elles en eussent retrouvé la trace. « Ce n'est pas là de l'instinct ; c'est bien plus, c'est de l'intelligence, l'idéal de l'association civile. Mais ces petits animaux n'ont pas nos passions, notre convoitise ; ils s'aident, et ne se déchirent pas. Croyez-vous que j'ai essayé vainement de les mettre en défaut. J'ai déplacé le vase, je l'ai transporté à toutes les extrémités de la pièce : ils ont employé un, deux, quelquefois trois jours en recherches, mais ils ont toujours fini par le trouver. Si je le fixais au milieu d'une couche d'eau ! Faites-en apporter, docteur, peut-être elle les arrêtera. » Elle ne les arrêta pas : le sucre fut encore pillé ; il remplaça l'eau par du vinaigre : les fourmis ne s'y hasardèrent plus. « Vous le voyez, ce n'est pas le seul instinct qui les fait agir ; elles offrent à l'homme un exemple digne d'être médité. Ce n'est qu'à force de constance qu'on arrive, de ténacité qu'on touche au but. Si nous avions eu cette unanimité de vues !... Mais les nations ont aussi leurs moments d'oubli, de lassitude ; il faut faire la part de l'humanité ; et puis tout n'avait pas plié sous l'orage. Si le héros de Castiglione était éteint, Gérard, Clausel, Belliard, Lamarque, Foy, une foule d'autres conservaient l'énergie du début. L'Europe était battue, et les souverains, si fiers aujourd'hui de n'avoir plus pour égal un homme populaire, s'éclipsaient devant moi. » Il se mit alors à discourir sur les dogmes nouveaux qu'ils cherchent à défendre, et les droits mystiques dont ils s'appuient. « Quelles prétentions bizarres ! quelles contradictions ! Cette légitimité est-elle en harmonie avec les Écritures, les lois, les maximes de la religion ? Les peuples sont-ils assez simples pour se croire la propriété d'une famille ? David, qui détrôna Saül, était-il légitime ? Avait-il d'autres titres que l'aveu de sa nation ? En France, diverses familles se sont succédé au trône, et ont formé plusieurs dynasties, soit par la volonté ou le consentement du peuple, représenté par les assemblées du champ de mars ou du champ de mai, soit par les suffrages des parlements, qui, à cette époque, représentaient la nation. Combien de maisons se sont successivement remplacées en Angleterre ! Celle d'Hanovre, qui succéda au prince qu'elle avait détrôné, règne aujourd'hui, parce que les aïeux de ces hommes si susceptibles le voulurent ainsi, et parce qu'il était indispensable qu'elle gouvernât pour sauver leurs intérêts, leurs opinions politiques et religieuses. Nos vieillards ont vu les efforts tentés par la dernière branche de la famille des Stuarts pour effectuer une descente en Écosse, où elle fut secondée par ceux dont les idées et les sentiments étaient conformes aux

siens. Elle fut rejetée, chassée par l'immense majorité du peuple, dont les nouveaux intérêts et les opinions nouvelles étaient en opposition avec ceux de cette famille dégénérée. »

Il récapitula toutes les circonstances de son élévation, insista sur les suffrages, l'assentiment du peuple, et ajouta en riant : Le conseil aulique s'obstina aussi à regarder comme non avenue la république, qui pourtant l'avait assez rudement frappé. Ses plénipotentiaires m'offraient plus tard, lors des négociations de Campo-Formio, de la reconnaître. « Non, leur dis-je, effacez ; cela est clair comme l'existence du soleil : il n'y a que les aveugles qui ne voient pas. Les temps sont changés, je ne dois pas donner les mains à une sottise. » « Mais sortons, faisons un tour. » Nous sortîmes. Les Chinois achevaient leurs dispositions ; nous assistâmes à la prise d'eau. « C'est bien. Mais la volière, où la placer ? — Ici. — Non, plus loin, derrière vous ; elle sera mieux, la vue est plus ouverte. Vous réglerez cela, docteur, si toutefois il ne vous arrive pas d'occupations plus sérieuses. » Il m'en arriva en effet. L'Empereur, dont je croyais l'affection, sinon dissipée, du moins fort affaiblie, retomba tout à coup dans la situation où il était d'abord. Je recourus aux bains, aux adoucissants ; mais le coup était porté. Je ne suspendais un instant le mal que pour le voir se reproduire avec plus de force. Cette cruelle alternative m'effrayait ; je crus devoir en donner avis à sa famille, je lui demandai la permission d'écrire à Rome. Il y consentit. J'adressai ma lettre au chevalier Colonna.

19. — L'Empereur éprouve des frissons ; fièvre, toux sèche et fréquente, douleurs de tête, nausées ; la douleur au foie se fait sentir avec violence et s'étend jusqu'à l'épaule ; la respiration est difficile, douloureuse. Ces symptômes, qui se sont manifestés depuis le 7, sont au dernier point d'intensité.

26. — L'Empereur était mieux ; je lui avais parlé de Rome, tous ses souvenirs s'étaient reportés vers sa mère. Il rappelait son affection, sa tendresse, les soins qu'elle lui avait prodigués, et s'arrêtant tout à coup : « Vous m'êtes bien attaché, docteur ; les contrariétés, les peines, la fatigue, rien ne vous coûte dès qu'il s'agit de me soulager : tout cela cependant n'est pas la sollicitude maternelle. Ah ! maman Letizia ! » Et il se couvrit la tête. J'essayai de lui présenter des images moins tristes ; je lui parlai de l'Italie, de la Corse, de ceux qu'il avait aimés. Il m'écouta d'abord avec

indifférence ; mais la conversation ayant amené le nom de sa nourrice, il s'étendit sur les soins qu'elle avait eus de son enfance, et l'espèce de culte qu'elle lui portait. « Elle voulut assister au couronnement, vint à Paris. Elle m'amusa beaucoup par ses histoires, la manière vive, animée, et les gesticulations à la génoise avec lesquelles elle les contait. Elle plut à Joséphine, à la famille, au pape qui en fut enchanté ; il lui donna force bénédictions, et ne me cacha pas la surprise que le bon sens, les saillies de la dévote lui avaient causée. »

31. — L'Empereur va mieux, il a repris des forces. On avait apporté des poissons pour garnir les viviers que nous avions ouverts, il voulut les mettre à l'eau et descendit au jardin. Les enfants du grand maréchal l'aperçoivent et sont bientôt autour de lui. Il ne les avait pas vus depuis quelques jours ; il se proposait de les faire appeler, et ne fut pas fâché d'être prévenu. « Cherchez le docteur, dit-il au général Montholon, j'ai besoin de son ministère, je veux qu'il me perce ces jolies oreilles. » Il montrait celles de la petite Hortense, et déplaçait des boucles de corail enveloppées dans un papier qu'il tenait à la main. Je me disposai à faire cette petite opération, mais la vue de l'instrument produisit son effet. L'enfant pleurait, la mère pouvait n'être pas contente, l'Empereur hésitait. Sa présence, le bijou eurent bientôt tari les larmes. Nous nous retirâmes à l'ombre d'un chêne, le général Montholon soutenait la patiente, Napoléon regardait, le petit Arthur tapageait, criait, ne voulait pas qu'on fit du mal à sa sœur. Sa colère, ses menaces, ses phrases anglaises amusaient Napoléon ; et le petit bonhomme de grommeler d'autant plus. « Que dis-tu ? lui demanda l'Empereur. Coquin ! si tu ne cesses pas, je te fais percer les oreilles. Voyons ! seras-tu sage ? » Les boucles étaient attachées, l'opération finie, Napoléon embrassa l'aimable enfant qui l'avait soufferte, la félicita sur son courage et la renvoya. « Va montrer tes oreilles à ta maman. Si elle n'est pas contente, qu'elle les trouve mal, dis-lui que ce n'est pas moi, que c'est le *dottoraccio* qui les a percées. — Oui, Sire. » Elle ne fit qu'un saut et disparut.

Je restai seul avec Napoléon. La ténacité du petit Arthur l'avait frappé ; il se promenait, me faisait remarquer la fermeté de cet enfant. « Le drôle ! j'étais entêté comme lui quand j'avais son âge ; rien ne m'imposait, rien ne me déconcertait. J'étais querelleur, lutin : je ne craignais personne. Je battais l'un, j'égratignais l'autre, je me rendais redoutable à tous. Mon frère

Joseph était celui à qui j'avais le plus souvent affaire. Il était battu, mordu, grondé ; j'avais déjà porté plainte qu'il ne s'était pas encore remis. Bien m'en prenait d'être alerte : maman Letizia eût réprimé mon humeur belliqueuse ; elle n'eût pas souffert mes algarades. Sa tendresse était sévère ; elle punissait, récompensait indistinctement ; le bien, le mal, elle nous comptait tout. Mon père, homme éclairé, mais trop ami des plaisirs pour s'occuper de notre enfance, cherchait quelquefois à excuser nos fautes. « Laissez, lui disait-elle, ce n'est pas votre affaire, c'est moi qui doit veiller sur eux. » Elle y veillait, en effet, avec une sollicitude qui n'a pas d'exemple. Les sentiments bas, les affections peu généreuses étaient écartés, flétris : elle ne laissait arriver à nos jeunes âmes que ce qui était grand, élevé. Elle abhorrait le mensonge, sévissait contre la désobéissance ; elle ne nous passait rien. Je me rappelle une mésaventure qui m'arriva à cet égard, et la peine qui me fut infligée. Nous avions des figuiers dans une vigne. Nous les escaladions ; nous pouvions faire une chute, éprouver des accidents, elle nous défendit d'en approcher. Cette défense me contrariait beaucoup, mais elle était faite, je la respectais. Un jour cependant que j'étais désœuvré, je m'avisai de convoiter des figues. Elles étaient mûres, personne ne m'observait, je courus à l'arbre, je récoltai tout. Mon appétit satisfait, je pourvus à la route, et remplissais mes poches lorsqu'un malheureux garde parut. J'étais mort, je restai collé sur la branche où il m'avait surpris. Il voulait me conduire à ma mère, la crainte me rendit éloquent. Je lui dépeignis mes ennuis, je m'engageai à respecter les figues, je lui prodiguai les promesses, je l'apaisai. Je me félicitai de l'avoir échappé si belle. Le lendemain la signora Letizia voulut cueillir les figues, on n'en trouva plus, le garde survint : grand reproche, révélation ; le coupable expia sa faute. »

L'Empereur avait repris ses habitudes matinales, et allait souvent respirer le frais avant le lever du soleil. Cependant la maladie n'arrêtait pas : sa marche était lente, mais continuelle, et ses progrès sensibles. C'était au moral que l'effet en était marqué surtout ; Napoléon ne parlait plus que des objets qui avaient frappé son enfance, de ses amis et de ses proches. Les nouvelles qu'on avait débitées au sujet de son fils l'avaient accablé ; il se plaignait, déplorait le sort de cet enfant, dont le berceau avait été entouré de tant d'espérances ; il apprit enfin qu'il était nommé caporal. « Ah ! je

respire ! » Et, comme s'il eût craint de laisser voir son émotion, il se mit à discourir sur la Corse, et les souvenirs qu'il en avait gardés. « A mon avènement à la couronne d'Italie, lorsque je visitai Gênes, je me crus tout à coup transporté sur nos montagnes. C'étaient les formes, les mœurs, les costumes de notre pays ; il n'y avait pas jusqu'à la monture des boutiques qui ne fût la même. Cette identité me frappa. Joséphine jouissait de ma surprise, et cherchait à la prolonger. « Comment, ce sont mêmes traits, mêmes habitudes ! — C'est qu'apparemment les Corses sont les bâtards des Génois. » Cette idée la fit rire : elle s'en amusa beaucoup. Je montai à cheval, je parcourus les hauteurs, je visitai les positions qui défendent Gênes, et arrêtai les travaux qui devaient la protéger. Je pris plaisir à contempler cette bizarrerie de la nature, qui semble avoir taillé ces deux pays sur le même modèle. Je courais depuis trois heures dans ces lieux escarpés ; il en était onze, j'étais accablé ; je rentrai, je me mis au travail avec le bon Gaudin, qui me présentait l'organisation financière de la Ligurie : je succombais à la fatigue ; il n'avait pas commencé à lire que j'étais endormi. Je le priai de surseoir, je voulais sommeiller un instant ; mais je trouvai sur mon passage des généraux qui attendaient mes ordres ; je les expédiai. Je passai encore trente-six heures au travail, et ce ne fut qu'au moment de mon départ que je pus signer celui du ministre. C'est un homme bien dévoué, bien intègre, que le duc de Gaëte ! Que de services il a rendus ! » Il récapitula rapidement la part qu'il avait eue à nos succès par ses opérations financières, et ajouta : « Quelque temps après la bataille d'Austerlitz, il vint me demander des canons de bronze. Comment ! lui dis-je, vous voulez me faire la guerre ? — Non, ! Sire ; je ne veux que faire des balanciers. — Mes canons pour un tel objet ! servez-vous d'autre chose. — Mais je voudrais qu'ils portassent tous écrit au collet : *balanciers d'Austerlitz*, et fussent coulés avec des pièces russes ou autrichiennes. — Vous me prenez par la vanité, ministre. Eh bien ! soit, je vous les donne. »

Nous arrivâmes ainsi à la fin de la première quinzaine de septembre. La douleur au foie se réveilla et devint plus vive ; l'Empereur était affaissé, obligé de chercher du repos.

18 septembre. — Napoléon éprouve un sentiment de pesanteur dans l'abdomen presque invincible et une somnolence. Je cherchai à le tirer de celle léthargie. « Ah ! docteur, laissez, on est heureux quand on dort ; les

besoins disparaissent avec les veilles, on n'éprouve plus de privations, plus de sollicitude. » Et il se rejetait sur son traversin ; mais il sentait un violent mal de tête.

19. — L'Empereur a mieux passé la nuit. Cependant les symptômes morbifiques n'ont presque rien perdu de leur intensité. La douleur de tête est à la vérité diminuée ; mais le malade éprouve au foie des douleurs beaucoup plus vives.

23. — L'Empereur persiste dans le dessein de prendre l'air. Il monte à cheval, en calèche, et se voit au bout de quelques pas obligé de rebrousser. Il se met au lit. Il continue encore quelques jours cet exercice ; il se persuade que le mouvement est le premier des remèdes ; mais le soleil, la toux, le froid, qui court par tous ses membres, l'obligent de suspendre ses courses. Il les reprend dès le surlendemain, et arrive, avec des alternatives de bien et de mal, jusqu'au 3 octobre, qu'il est saisi d'un engourdissement général qui ne se dissipe que par l'approche du feu.

4 octobre. — L'Empereur rentre extrêmement fatigué ; il se met au lit, et demande qu'on le laisse en repos. Il a fait, partie à cheval, partie en calèche, une course de deux lieues et demie ; s'est reposé à Sandy-Bay-Raidge ; il est descendu chez M. Deveton, où il a déjeuné, et bu, m'a-t-il dit, trois verres de champagne. Il éprouve un violent mal de tête.

5. — L'Empereur continue à se plaindre du mal de tête ; la douleur au foie est beaucoup augmentée et s'étend jusqu'à l'épaule droite.

6, 7, 8, 9. — Le mauvais temps empêche l'Empereur de sortir en calèche. Il se promène au jardin, persiste à rester deux heures dans un bain chauffé à une température élevée. Sur mes objections, il répond que cet usage est suivi en Égypte, qu'il en a retiré les meilleurs effets. « Vos confrères ne m'épargnaient pas les remontrances. J'allais gagner la..... Que sais-je ! les maladies que je devais avoir. Eh bien ! je n'en eus point, je me portai à merveille. Mon instinct me servit mieux que la science d'Hippocrate. Ma brosse et ma flanelle se trouvèrent plus entendues que tous ses suppôts. Ceci n'est pas pour vous, docteur ; je suis plein de confiance en vos lumières ; mais j'ai mon expérience par devers moi. »

10. — L'Empereur est resté une heure dans le bain. Il a été obligé d'en sortir pour se mettre au lit ; il était si faible qu'il a éprouvé une espèce

d'évanouissement.

11, 12, 13. — La santé de l'Empereur ne s'améliore pas ; les forces, au contraire, semblent aller en décroissant. Il s'est éveillé vers le milieu de la nuit avec une violente douleur de tête, et un froid glacial aux extrémités.

14. — L'Empereur s'est réveillé avec une douleur profonde dans le côté gauche de la tête. Je conseille quelques émollients, et j'insiste sur l'application des vésicatoires. « Docteur ! pas de drogues ; je vous l'ai dit bien des fois, nous sommes une machine à vivre, nous sommes organisés pour cela ; c'est notre nature. N'entrave pas la vie, laissez-la à son aise, qu'elle puisse se défendre. Notre corps est une montre qui doit aller un certain temps, l'horloger n'a pas la faculté de l'ouvrir ; il ne peut la manier qu'à tâtons et les yeux bandés. Pour une fois qu'il l'aide et la soulage, il l'endommage dix, et finit par la détruire. Vous le savez, docteur, l'art de guérir n'est autre que celui d'endormir, de calmer l'imagination. Voilà pourquoi les anciens s'étaient affublés de robes, de vêtements qui frappent et qui imposent. « Vous avez abandonné le costume, c'est à tort : vous avez mis à découvert l'imposture de Gallien, vous n'agissez plus avec la même force sur les malades. Qui sait ? si vous-même réapparaissiez tout à coup avec une perruque énorme, une toque, une queue traînante, peut-être vous prendrais-je pour le dieu de la santé, et pourtant vous n'êtes que celui des remèdes. » L'Empereur craignait que je ne revinsse à la charge ; il éludait, il plaisantait : mais la gaieté soulage aussi les maux, je l'entretins le plus qu'il me fut possible.

15. — L'Empereur a passé tranquillement la nuit dernière.

17. — L'Empereur se trouve un peu mieux ; les forces reviennent. La promenade est suivie d'un heureux résultat. Au coucher du soleil, le malade éprouve un sentiment de langueur générale, qui est dissipée par un peu de nourriture.

18. — L'Empereur est descendu, s'est promené au jardin quelques instants, et s'est remis au lit sur les huit heures.

21. — L'Empereur se trouve assez bien. Il prend un bain. Il descend au jardin, se promène en discourant sur les facilités, les obstacles qu'il avait rencontrés à l'époque du consulat. Les armées étaient découragées, rejetées sur la ligne du Var : l'ennemi touchait à la frontière, nous étions menacés

d'une invasion ; mais la population courut aux armes, tout s'ébranla, nous marchâmes, et la France fut sauvée. Napoléon en trait dans les plus petits détails ; il parlait de Vallongues, de ses rapports, de l'esprit dont le Midi était animé. Le tableau s'accordait peu avec les révélations qu'un noble émigré avait faites à la tribune, et la levée de boucliers que déconcerta l'inconcevable journée de Marengo. Le marquis s'était sûrement mépris sur les nombres ; quand on a vingt-cinq mille hommes et du courage, on ne se cache pas, on n'attend pas pour sonner la charge que l'ennemi ait vidé le champ de bataille.

22. — L'Empereur se trouve beaucoup mieux. Il a repris de l'appétit, des forces, et s'est livré pendant quatre heures à un travail sérieux. Il avait retenu le grand maréchal et sa famille à dîner ; il était heureux. La douleur avait sommeillé une journée entière, elle pouvait ne pas se réveiller ; il était plein d'espérances. « Une fois rétabli, je vous rends à vos études ; vous passerez en Europe, vous publierez vos travaux ; je ne veux pas que vous vous consumiez sur cet affreux rocher. Vous m'avez dit, je crois, que vous ne connaissiez pas la France ; vous la verrez alors, vous verrez ces canaux, ces monuments dont je la couvris au temps de mon pouvoir. Il n'a eu que la durée d'un éclair ; mais n'importe, il est plein, il regorge d'institutions utiles. — Immortelles, Sire ! Cherbourg, Turin, Anvers !... — J'ai mieux que cela, j'ai fait mieux ; j'ai consacré la révolution, je l'ai infusée dans nos lois. Mon code est l'ancre de salut qui sauvera la France, mon titre aux bénédictions de la postérité ; et puis, comme vous le disiez, les établissements, les fondations, Flessingue, Corfou, Ostende !... Les Alpes aplanies ! c'est là une entreprise dont le projet remonte à mon début. Je venais d'entrer en Italie, les communications avec Paris étaient longues, difficiles ; je cherchai à les rendre plus promptes ; je résolus de les ouvrir par la vallée du Rhône. Je voulais aussi rendre ce fleuve navigable, briser la roche sous laquelle il s'engouffre. J'avais envoyé des ingénieurs sur les lieux ; la dépense était modique ; je soumis le projet au Directoire ; mais les événements nous emportaient : je passai en Égypte, personne n'y pensa plus. Je le repris à mon retour ; j'avais renvoyé les avocats, je n'avais plus d'entraves : nous attachâmes nos marteaux sur les Alpes, nous exécutâmes ce que les Romains n'avaient osé tenter, nous assîmes au milieu des granits une route solide, spacieuse, à l'épreuve du temps. »

25. — L'Empereur, après avoir éprouvé une grande douleur à la région frontale, se trouve dans l'assoupissement ; il se plaint du fâcheux état de sa santé. « Est-il rien de plus déplorable que mon existence ? Ce n'est pas vivre... Ma santé ne se rétablira jamais... Je suis à bout, je le sens, et ne me fais pas illusion. »

26. — L'Empereur est plus mal qu'hier ; il est saisi d'une horripilation générale, accompagnée d'une soif ardente. Il boit de la limonade et se fait allumer un grand feu, devant lequel il cherche à se réchauffer. Ses forces sont tout à fait abattues : « Quel état est le mien, docteur ! Tout me pèse, me fatigue ; j'ai peine à me soutenir. Vous n'avez donc dans les ressources de l'art aucun moyen de ranimer le jeu de la machine ? » Je lui dis que la médecine en avait plusieurs. « Prompts, efficaces ? — Mais, Sire, le temps... — Ah ! oui, le temps. Vous amusez la douleur, et la mort la termine. »

31. — L'Empereur est encore plus mal qu'hier ; il a passé une nuit fort agitée.

1er novembre. — L'Empereur a passé une assez bonne nuit. L'estomac éprouve une distension un peu douloureuse par l'effet des gaz qui donnent lieu à de fréquents renvois insipides.

2. — 4 h. A. M. — Après un court sommeil, l'Empereur a été réveillé par une toux sèche, nerveuse, accompagnée de vomissement de matières aqueuses. Il prend quelques aliments légers.

3. — L'Empereur a passé une nuit assez tranquille.

5. — L'Empereur continue d'aller mieux, il cause, il rappelle les travaux qu'il a exécutés, les hommes qu'il a protégés en Italie. Il a ouvert des routes de Pavie à Padoue, de Padoue à Fusine, à Ponte-Longo, de Sarravalle à Bellune, à Cadore, et de Vicence à Novare. Il a creusé le port de Malomocco, desséché les vallées qui débouchent à Vérone, jeté des ponts sur l'Adige, contenu les inondations du Bacchiglione, élevé des digues, reconstruit des canaux, des aqueducs, et pourtant il n'était encore qu'au début de ce qu'il projetait pour l'Italie ; passant des choses qu'il a faites aux hommes qu'il a connus, il parle de Cesarotti dont il aimait la pompe et l'harmonie. Il l'avait aidé, secouru, comblé de biens ; nous fûmes battus ; nous devînmes odieux ; le poète céda à l'exaspération commune et

applaudit à nos revers. Cette ingratitude ne lui fit pas perdre la bienveillance de Napoléon. Un des premiers soins de ce prince, après l'incorporation de Venise, fut de le recommander à Eugène.

6. — La santé de l'Empereur continue à s'améliorer ; il passe au jardin. Il était faible, avait peine à se soutenir ; il s'assied au bout du vivier. C'était depuis quelques jours le terme de ses promenades ; il s'y établissait, y restait des heures entières, et s'amusait à suivre les mouvements des poissons. Il leur jetait du pain, étudiait leurs mœurs, et cherchait avec une véritable sollicitude les rapports qu'il y a entre eux et nous. Il nous les faisait remarquer, nous détaillait ses observations. Malheureusement ces petits animaux furent attaqués de vertiges ; ils se débattaient, flottaient sur l'eau, et périssaient l'un après l'autre. Napoléon en fut cruellement affecté. « Vous voyez bien, me dit-il, qu'il y a une fatalité sur moi. Tout ce que j'aime, tout ce qui m'attache, est aussitôt frappé : le ciel et les hommes se réunissent pour me poursuivre. » Dès lors, le temps ni la maladie ne purent le retenir, il alla chaque jour les visiter lui-même ; il me chargea de voir s'il n'y avait pas moyen de les secourir. Je ne savais d'où pouvait provenir cette mortalité singulière : j'examinai si elle ne tenait pas à l'eau ; mais l'examen tardait à l'Empereur, il m'appelait plusieurs fois le jour, et m'envoyait vérifier si d'autres avaient péri. J'allais, et j'avoue que j'éprouvais une satisfaction bien vive quand je pouvais lui annoncer que tous étaient vivants. Je vis enfin à quoi tenait l'accident qui affligeait Napoléon. Nous avions revêtu le bassin avec un mastic à base de cuivre ; il avait corrompu l'eau. Nous-retirâmes les poissons qui avaient survécu, nous les mimes dans une cuve.

11, 12. — L'Empereur est triste, abattu, il éprouve une grande prostration de forces.

14. — Après avoir pris son bain d'eau salée, l'Empereur s'est trouvé plus fort et plus dispos ; il est encore revenu sur l'Italie et s'est beaucoup étendu sur Oriani. « C'est le plus grand géomètre qu'il y ait eu. » Il l'avait accueilli, protégé, recommandé à Brune lorsqu'il partit pour l'expédition d'Égypte. Il lui avait écrit dès qu'il était entré à Milan, il avait voulu honorer dans sa personne tous ceux qui cultivaient les sciences en Italie.

Napoléon avait conservé un souvenir tout particulier de ce savant célèbre ; il en parlait souvent, et se plaisait à revenir sur les détails de la

première audience qu'il lui avait donnée. Il le voyait encore ému, troublé, ébloui par l'appareil de l'état-major. Il avait eu beaucoup de peine à le calmer. « Vous êtes au milieu de vos amis ; nous honorons le savoir, nous ne voulons que lui rendre hommage. — Ah ! général, pardonnez ; tant de pompe me confond ; je n'y suis pas accoutumé. » Il se remit cependant, et eut avec Napoléon une longue conversation qui le jeta dans un étonnement dont il fut bien plus longtemps à revenir. Il ne concevait pas comment à vingt-six ans on pouvait avoir acquis tant de gloire et de science.

16. — L'Empereur descend au jardin ; il est faible, hors d'état de marcher ; je le soutiens ; il gagne un siège, et semble se remettre d'un long effort. « Docteur, me voilà donc à bout ? Plus d'énergie, plus de force, je plie sous le faix. » J'allais lui répondre, il me prévint. « Je dois guérir, n'est-ce pas ? Un médecin mourrait plutôt que de ne pas soutenir à un agonisant qu'il n'est pas malade. — Non, Sire ; mais quand la vie est encore intacte... — Elle ne l'est plus, je m'éteins ; je le sens, mon heure est sonnée. »

Il se leva, je le reconduisis. Il se met au bain où il reste une heure. L'atonie devient générale, la douleur au foie se fait sentir avec violence ; elle s'étend sur la région épigastrique.

19. — L'Empereur visite ses poissons, fait un tour dans le jardin, monte en calèche, et n'a pas gagné le parc, qu'il rentre déjà.

L'Empereur n'avait plus ni force ni énergie. Le besoin de sommeil le dominait ; il éprouvait une lassitude qu'il ne pouvait vaincre. « Docteur, quelle douce chose que le repos ! Le lit est devenu pour moi un lieu de délices, je ne l'échangerais pas pour tous les trônes du monde. Quel changement ! Combien je suis déchu ! moi, dont l'activité était sans bornes, dont la tête ne sommeillait jamais ! Je suis plongé dans une stupeur léthargique, il faut que je fasse un effort lorsque je veux soulever mes paupières. Je dictais quelquefois, sur des sujets différents, à quatre, cinq secrétaires, qui allaient aussi vite que la parole ; mais alors j'étais Napoléon, aujourd'hui je ne suis plus rien ; mes forces, mes facultés m'abandonnent ; je végète, je ne vis plus. »

20. — L'Empereur est plongé dans une tristesse profonde ; il ne prononce pas une parole.

21, 22. — L'Empereur paraît toujours livré à la même mélancolie.

28. — L'Empereur est extrêmement abattu ; il se plaint d'un violent mal de tête, d'une douleur gravative au foie, c'est son expression ; il prend de la nourriture, se trouve un peu mieux.

Il est sorti en calèche ; mais après avoir fait avec beaucoup de lenteur un tour de promenade dans le parc, il a été atteint de violentes nausées, et bientôt après il a rendu tous les aliments qu'il avait pris.

29. — L'Empereur est atteint, immédiatement après son repas, d'une toux sèche extrêmement fatigante. Il attribue cet accident à l'usage des pilules, et profite de cette occasion pour les proscrire entièrement.

30. — L'Empereur se trouve dans le même état qu'hier. Il refuse de faire usage d'aucun remède, il renonce au bain. J'essaye de combattre cette résolution. « Que voulez-vous que j'en espère ? quel bon effet puis-je en attendre ? docteur, rien d'inutile. »

1^{er} décembre. — L'Empereur est un peu mieux, et fait de l'exercice en calèche. Je cherche à réveiller ses souvenirs, je lui parle de l'effet que produisit son retour d'Égypte. « Il est vrai, me dit-il, qu'il fut incalculable ; il rendit la confiance aux troupes, et l'espérance aux généraux qui, jugés, destitués, battus, n'aspiraient qu'à venger leurs défaites, et à échapper au joug ignominieux d'une poignée d'avocats qui perdaient la France. Je leur apparaissais comme le Messie ; chacun bénit mon arrivée ; mais celui de tous à qui elle fut le plus agréable, parce que c'était celui qu'affectaient le plus les malheurs de la patrie, fut Championnet. »

7. — L'Empereur est bien. Il s'est occupé pendant deux heures d'un travail sérieux, sans en ressentir la moindre incommodité. Comme le temps était beau, il a voulu faire un tour dans le parc en calèche découverte ; mais il a été frappé par le soleil, il est rentré extrêmement fatigué et avec une forte douleur de tête.

8. — L'Emperenr est d'une humeur sombre. Je cherche à le distraire, je lui rappelle les hommes que je sais lui être chers. Je prononce le nom de Desaix. « Desaix ! il était dévoué, généreux, tourmenté par la passion de la gloire : sa mort fut une de mes calamités. » Il s'arrêta ; je ne savais cornaient relever la conversation. Je hasardai un mot sur les victoires que ce général avait remportées dans la haute Égypte. « Il en eût remporté partout. Il était habile, vigilant, plein d'audace ; il comptait la fatigue pour rien, la

mort pour moins encore : il fût allé vaincre au bout de monde. Je lui avais d'ailleurs choisi des lieutenants qui allaient à sa taille. Belliard était aussi propre à l'administration qu'à la guerre ; il dirigeait les irrigations, encourageait les cultures, dispersait les beys ; il était agronome, gouverneur, capitaine, aussi redouté des mameluks qu'agréable aux cheiks. Il commandait l'avant-garde d'Alexandrie au Caire ; il eut l'initiative de toutes les privations : mais la nature l'avait doué d'un courage à toute épreuve ; le désert ne l'étonna point. Il contint la troupe qu'une foule d'autres cherchaient à soulever, et fut toujours dévoué : je savais quelles étaient sa capacité, sa constance. Je voulais l'emmener en Syrie, mais Desaix s'en défendit ; il tenait à le conserver, je le lui laissai. Ce brave Desaix ! il fut cruellement affecté des sottises du Directoire et de sa levée de boucliers. « Les revers né m'ont pas surpris, me manda-t-il lorsque je lui annonçai que la guerre s'était rallumée en Europe, mais m'ont vivement affligé. On voit bien que vous n'êtes plus dans cette Italie où vous avez eu tant de succès ; vous y retournerez, vous illustrerez la nation ; et nous, nous végéterons au milieu des Arabes. Qui connaîtra la grandeur de vos idées ? qui appréciera vos généreux desseins ? Cette guerre d'Allemagne est une horrible chose ; j'enrage de n'y être pas. Pensez du moins à nous, à notre situation, à notre passion pour la gloire ; mais, avant tout, sauvez la France. » Je ne fus pas fâché d'avoir son suffrage : je partis ; vous en savez le résultat. »

16. — L'Empereur a passé une nuit fort agitée ; il est toujours plongé dans la tristesse. Il est faible, abattu, Il voulut faire un tour dans le salon, les jambes fléchissaient sous lui ; il fut obligé de s'asseoir. « Elles sont à bout, me dit-il d'un ton peiné ; voyez-vous (il les palpait), il n'y a plus rien : c'est un squelette ! » Je m'efforçais de lui persuader que cet état de maigreur était une conséquence de la maladie, qui ne préjugait rien sur le résultat final. « Non, docteur, tout doit avoir un terme, j'y touche ; et en vérité, je ne le regrette pas, je ne suis pas payé pour chérir la vie. >

25. — La prostration des forces est extrême ; l'Empereur a passé une nuit mauvaise, agitée.

26. — L'Empereur a passé une meilleure nuit. Il lit avec une avidité extrême les journaux arrivés d'Europe ; il apprend la mort de sa sœur, la princesse Élisabeth ; cette nouvelle le plonge dans la stupeur. Il était dans son

fauteuil, la tête penchée, immobile, en proie au plus profond chagrin. De longs soupirs lui échappaient par intervalles ; il élevait les yeux, les baissait, me regardait de temps en temps, me fixait sans proférer un mot. A la fin il me tendit son bras. Le poulx était faible, irrégulier ; je lui conseillai de prendre un peu d'eau de fleur d'orange. Il ne parut pas m'avoir entendu. Je le pressai de sortir, d'aller respirer l'air au jardin. « Croyez-vous, me dit-il d'une voix basse et altérée, qu'il puisse me retirer de l'état d'oppression où je suis ? — Je le pense, Sire : mais je supplie Votre Majesté de faire en même temps usage de la boisson que je lui propose. » Il y consent. Les soupirs deviennent moins fréquents et moins profonds. Il éprouve un peu de hoquet : je lui présente le verre, il boit une seconde fois et se trouve soulagé. « Vous voulez donc que j'aille au jardin ? Eh bien, soit. » Il se leva avec effort et s'appuya sur mon bras. « Je suis bien faible, mes jambes chancelantes ont peine à me porter. »

La journée était magnifique, nous gagnâmes le berceau, il essaya de faire quelques pas ; mais les forces manquaient ; il fut obligé de se placer sur un siège qui se trouvait auprès de nous. « Ah, docteur ! me dit-il, comme je suis fatigué !... Je sens que l'air que je respire me fait du bien. » Il se tut quelques instants, et reprit : « Les journaux annoncent que la princesse Élisabeth est morte d'une fièvre nerveuse, et qu'elle a fait Jérôme tuteur de ses enfants. Qu'est-ce que les médecins entendent par fièvre nerveuse ? » Je le lui dis. « Avez-vous connu Élisabeth lorsqu'elle était grande-duchesse de Toscane ? — Oui, Sire. — Elle était devenue extrêmement délicate. Elle m'assurait qu'elle eût été obligée de garder constamment le lit, si elle eût voulu s'écouter, qu'il n'y avait que sa grande activité qui pût la faire vivre. Je suis de son avis, je pense qu'une vie active est toujours favorable à la santé ; j'en ai fait l'expérience sur moi-même, et vous pouvez observer aujourd'hui les conséquences du régime contraire. Dès son enfance, Élisabeth fut fière, indépendante, elle nous tenait tête à tous. Elle avait de l'esprit, une activité prodigieuse, et connaissait les affaires de son cabinet, de ses États, aussi bien qu'eût pu le faire le plus habile diplomate. C'était elle qui s'occupait des relations extérieures, et quoiqu'elle se vît avec peine obligée de s'adresser à mes ministres, elle correspondait directement avec eux, leur résistait souvent, et quelquefois même me forçait de me mêler des discussions. Vive, sensible, elle était facilement émue. La moindre

contrariété suffisait pour la mettre en colère, mais cette colère s'évanouissait presque aussitôt, car Élisabeth avait un cœur excellent, généreux, élevé. Elle aimait le luxe, elle cultivait les sciences et les arts, et avait l'ambition d'exercer une espèce de suprématie sur ses sœurs. Elle voulait être au-dessus d'elles par l'autorité, comme elle l'était par l'âge. Je ne sais à quel point on doit ajouter foi à la nouvelle de sa mort telle qu'elle est rapportée dans les journaux ; mais ce qui me paraît dénué de fondement, c'est qu'elle ait chargé Jérôme de la tutelle de ses enfants. Il faudrait supposer, pour que cela fût admissible, que Baciocchi n'existe plus, ou qu'il est absent, car dans le cas contraire il est de droit leur tuteur naturel et légal. Avez-vous connu le prince Baciocchi ? — Je l'ai vu quelquefois ; mais je ne lui ai jamais parlé. — Quelle opinion avait-on de lui à Florence ? — On le regardait comme un brave homme qui s'occupait peu des affaires, et ne songeait qu'à jouir des avantages de sa situation. — On ne se trompait pas. Il a toujours beaucoup chéri la vie privée, et n'a jamais aimé à s'occuper que de lui-même. Son caractère pacifique contrastait singulièrement avec l'esprit remuant de la princesse Élisabeth. Savez-vous combien d'enfants elle a laissés ? — Elle eut une jolie petite fille en Toscane, un garçon dans les États Vénitiens. J'ignore si elle en a eu depuis. » L'Empereur se leva, s'appuya sur mon bras et me regardant fixement : Eh bien ! docteur, vous le voyez, Élisabeth vient de nous montrer le chemin ; la mort, qui semblait avoir oublié ma famille, commence à la frapper ; mon tour ne peut tarder longtemps. Docteur, vous êtes jeune, plein de santé ; mais moi ! je n'ai plus ni forces, ni activité, ni énergie, je ne suis plus Napoléon. Vous cherchez en vain à me rendre l'espérance, à rappeler la vie prête à s'éteindre. Vos soins ne peuvent rien contre la destinée ; elle est immuable, on n'appelle pas de ses décisions. La première personne de notre famille qui doit suivre Élisabeth dans la tombe est ce grand Napoléon, qui végète, qui plie sous le faix, et qui pourtant tient encore l'Europe en alarmes. Tout est fini, je vous le répète. »

Nous rentrâmes ; Napoléon se mit au lit. « Faites fermer mes fenêtres, docteur ; laissez-moi seul. » Il me manda plus tard ; mais il était abattu, défait, parlait de son fils, de Marie-Louise : la conversation était pénible ; je cherchai à la rompre, à lui rappeler des souvenirs qui n'alarmaient pas sa tendresse. « Je vous comprends, docteur ; eh bien ! soit, oublions, si toutefois le cœur d'un père peut oublier. »

27. — L'Empereur est plongé dans le plus grand abattement.

30. — L'Empereur est beaucoup plus mal ; il éprouve un tremblement général, de la chaleur et du froid tour à tour ; le pouls est nerveux et faible, la douleur de tête insupportable. « Eh bien ! docteur, que pensez-vous de l'état où je suis ? — Qu'il n'est pas inquiétant, qu'il s'améliore et serait bon si Votre Majesté consentait à faire usage d'un médicament d'ailleurs fort simple.— Duquel ? — Du sirop d'éther. — Qu'est-ce que du sirop d'éther. ? » Je le lui expliquai. « Quel est son effet ? » Je le lui dis. « Vous en êtes sûr ? — Oui, Sire. — Eh bien ! voyons, vite, donnez donc. » Je lui en donnai une cuillerée ; il la prit, fut soulagé ; mais elle lui laissa un arrière-goût dans la bouche : c'en fut assez, il n'en voulut plus.

31. — L'Empereur allait un peu mieux. Je le presse de prendre une nouvelle dose de sirop d'éther, il s'y refuse ; j'insiste, il s'impatiente et me dit que c'est peine perdue. « Mais, Sire, les effets en sont si sensibles. — Sensibles, assurément : je n'ai pas clos la paupière, jamais je ne passai de si mauvaise nuit. — Son action est si bénigne. — Pour les estomacs faits à la pharmacie, je le crois ; mais le mien est vierge, étranger aux remèdes. Je ne veux pas avoir deux maladies, celle de la nature et celle du médecin. »

2 janvier. — Napoléon se trouve un peu mieux. Il était dans son lit ; je voulais donner de l'air à la pièce. J'ouvre la croisée, elle m'échappe ; je cherche à la retenir, je me blesse, le sang jaillit. L'Empereur s'en aperçoit, saute à terre : « Vous avez la main déchirée ! Un médecin ! qu'on cherche un des chirurgiens anglais ! Les blessures sont dangereuses ici, vous le savez ; le moindre retard devient mortel ; allons ! qu'on coure au camp ! » La plaie était en effet assez grave ; j'avais les tendons extenseurs des trois derniers doigts presque entièrement coupés ; mais j'étais si touché de l'anxiété de l'Empereur, que je pensais bien plus à le calmer qu'à me panser moi-même. Je le fis cependant ; et me trouvai au bout de trois ou quatre jours en état de redonner mes soins à l'Empereur, qui ne cessait de me prodiguer des témoignages touchants du sollicitude.

22. — La santé de l'Empereur a fait des progrès sensibles ; ses forces sont revenues en même temps que l'appétit, il continue de faire l'exercice dans le jardin et le parc. Plusieurs fois, j'ai essayé de le décider à prendre quelques médicaments, je n'ai pu y parvenir. « Au diable votre médecine ! m'a-t-il répondu ; je vous ai déjà dit cent fois qu'elle ne me valait rien : je

connais mieux que vous, et tous les médecins de l'univers, ma maladie et mon tempérament. Je suis guéri si je sue, et si les cicatrices qui sont sur ma cuisse viennent à s'ouvrir. Oui, docteur, donnez-moi la force de faire trois ou quatre lieues à cheval sans m'arrêter, et de continuer le même exercice pendant quinze ou vingt jours, et vous verrez comment je me porterai. Supposez qu'au lieu d'être Napoléon je fusse un des pauvres diables de cette île, et qu'à force de coups de bâton et de fouet sur les jambes on me fit courir et travailler comme eux, ne guérirais-je pas bien vite ? ne suerais-je pas beaucoup ? ne reprendrais-je pas mon équilibre ? ne recouvrerais-je pas la santé. » Il s'échauffait sur cette idée de la puissance extraordinaire de la volonté humaine. « Vous avez l'air de ne me pas croire, docteur ; mais voyons. Si j'avais là, devant moi, un lion, un tigre, un ours, et que je n'eusse pas d'autre moyen d'échapper que la fuite, pensez-vous que mes forces ne se ranimeraient pas tout d'un coup ? mes jambes n'obéiraient-elles pas à l'impulsion de ma volonté ? mes nerfs ne sentiraient-ils pas l'appel de la nature pour me tirer de ce danger ? Eh bien, au moment où je vous parle, je vous dirai qu'il y a en moi quelque chose qui m'électrise, et qui me fait croire que ma machine suivrait encore l'empire de mes sensations et de mes volontés. N'est-ce pas là un stimulant qui vaudrait bien la crainte des coups de fouet ? Eh bien, qu'en pensez-vous à présent, *dottoraccio di capo Corso* ? continua-t-il en me tirant les oreilles. N'ai-je pas raison ? » Je répondis que ses remèdes pouvaient être excellents, mais qu'il y avait aussi de quoi tuer les hommes les plus forts. L'Empereur se mit à rire. « Je suis sûr, dit-il, qu'une bonne partie de débauche remettrait l'équilibre de ma machine. Mon secret pour me guérir n'a jamais été d'avaler des drogues, mais de rester à la diète un ou deux jours, ou de faire quelque excès en opposition avec mes habitudes. Ainsi, par exemple, si j'étais en repos depuis trop longtemps, je me mettais à faire une grande course à cheval, à chasser un jour entier sans m'arrêter. Si je m'étais trop fatigué, je me tenais en repos pendant vingt-quatre heures ou davantage ; eh bien, je vous réponds que jamais mon système ne m'a manqué. La secousse que je me donnais produisait toujours un bon résultat. J'avais aussi un tempérament comme on en voit peu. Quand il me prenait envie de dormir, je dormais, quelle que fût l'heure et le lieu ; quand il m'arrivait de boire ou de manger trop, mon estomac rejetait le superflu : enfin, ma nature n'était

pas celle de tous les hommes. Tout cela est perdu maintenant, je le sens bien. »

Convaincu néanmoins de l'excellence de son système, il s'avisa de mettre la chose à l'essai. Il fit seller son cheval, se mit à galoper dans les vieilles limites de Longwood, et ne fit pas moins de cinq ou six milles : il n'était accompagné que de Noverraz et de son piqueur. Mais ce rude exercice ne lui procura pas le résultat qu'il en attendait : ses sueurs ne coulèrent point, et il se trouva même assez indisposé. Il répéta trois ou quatre fois cette tentative, qui eut toujours les mêmes conséquences. « Je le vois à présent, me dit-il d'un ton affecté, mes forces m'abandonnent, la nature ne répond plus comme auparavant aux sollicitations de ma volonté, les secousses violentes ne conviennent plus à mon corps affaibli ; mais j'arriverai au but que je veux atteindre par un exercice modéré. »

23. — L'Empereur est plongé dans une profonde tristesse ; il est toujours persuadé que l'exercice le sauverait. « Si du moins je pouvais supporter la calèche ; mais les cahots me donnent des nausées et le mouvement du cheval est encore pis. — Sire, la bascule, lui dit le général Montholon, si Votre Majesté en essayait ? — Oui ! la bascule ! peut-être ; je l'éprouverai ; faites-en disposer une. » On la disposa, mais elle ne produisit aucun résultat avantageux ; il y renonça.

24.— L'Empereur est toujours fort triste ; il parle de sa santé, se plaint de faiblesse, d'irritation nerveuse. Je lui demandai son bras, il me le tendit avec indifférence : « C'est comme si un général prêtait l'oreille pour savoir comment son armée manœuvre. Eh bien ! que vous indique l'état du poulx ? — Que les forces reprennent, que Votre Majesté va se trouver mieux. — Sans doute ! tout me répugne, tout m'inspire du dégoût. Je ne puis souffrir la substance solide la plus légère, et je vais être mieux ! Docteur, ne cherchez pas à me donner le change, je sais mourir. »

25. — L'Empereur est plongé dans la mélancolie la plus profonde. Il éprouve des agitations nerveuses.

26. — L'Empereur est beaucoup mieux, aussi son humeur est-elle bien moins chagrine.

Il avait appris, quelques jours auparavant, les détails de la révolution espagnole. Cet événement n'avait pas paru le frapper beaucoup : il le

prévoyait, s'était-il borné à nous dire. « Ferdinand est un homme incapable de se gouverner lui-même, et à plus forte raison de gouverner la Péninsule. Quant à la constitution des cortès, elle est en opposition avec les dogmes de la sainte alliance ; elle sape les préjugés et les intérêts des dévots, elle ne peut se soutenir longtemps. Ceux qui l'ont promulguée n'ont ni les moyens ni les forces de la faire aller. » La nouvelle des affaires de Naples produisit plus d'effet et le mit en bonne humeur. « Pour celle-là, je l'avoue, je ne m'y attendais pas. Qui jamais eût imaginé que des *maccheronai* voudraient singer les Espagnols ? Afficher leurs principes, rivaliser de bravoure avec eux ! » Puis, quittant la plaisanterie : « Ferdinand de Naples ne vaut pas mieux que l'autre ; mais ce n'est pas d'eux, c'est de leurs nations qu'il s'agit, et il y a entre elles une telle différence dans l'énergie, dans l'élévation des sentiments, qu'il faut que les Napolitains aient perdu la tête, ou que leur mouvement soit le prélude d'une insurrection générale ; car, en face, comme ils sont, du dominateur de l'Italie, que peuvent-ils faire s'ils ne sont soutenus par une grande nation ? S'ils le sont, j'applaudis à leur patriotisme ; mais, s'il en est autrement, que je plains mes bons, mes chers Italiens ! Ils seront décimés, sans que leur généreux sang profite au beau sol qui les a vus naître ; je les plains ! Les malheureux sont distribués par groupes, divisés, séparés par une cohue de princes, qui ne servent qu'à exciter des haines, à briser les liens qui les unissent, et les empêchent de s'entendre, de concourir à la liberté commune. C'était cet esprit de tribu que je cherchais à détruire ; c'est dans cette vue que j'avais réuni une partie de la Péninsule à la France, érigé l'autre en royaume ; je voulais déraciner ces habitudes locales, ces vues partielles, étroites ; modeler les habitants sur nos mœurs, les façonner à nos lois, puis les réunir, les constituer, les rendre à l'ancienne gloire italienne. Je me proposais de faire de ces États agglomérés une puissance compacte, indépendante, sur laquelle mon second fils eût régné. Rome en fût devenue la capitale ; je l'eusse restaurée, embellie ; j'eusse déplacé Murat. De la mer jusqu'aux Alpes, ou n'eût connu qu'une seule domination. J'avais déjà commencé l'exécution de ce plan, que j'avais conçu dans l'intérêt de la patrie italienne. On travaillait à dégager Rome de ses décombres : on desséchait les Marais Pontins ; mais la guerre, les circonstances où je me trouvais, les sacrifices que j'étais obligé de demander aux peuples, ne me permirent pas de faire ce que je voulais pour elle. Voilà, mon cher docteur, les motifs qui m'ont arrêté. C'est une faute,

une grande faute ; je le sentis en 1814 ; mais l'heure des revers avait sonné, le mal était irréparable. Si je n'avais pas été pris par le temps, que j'eusse exécuté ce que je projetais, je ne serais pas tombé, je n'aurais pas été exilé à l'île d'Elbe, et encore moins jeté sur cet écueil. Ah ! docteur, quels souvenirs ! quelles époques me rappellent cette belle Italie ! Je touche encore au moment où je pris le commandement de l'armée qui la conquiert. J'étais jeune ; j'avais la conscience de mes forces ; je bouillais d'entrer en lice. J'avais donné des gages, on ne contestait pas mon aptitude ; mais mon âge déplaisait à ces vieilles moustaches qui avaient blanchi dans les combats. Je m'en aperçus, et sentis la nécessité de racheter ce désavantage par une austérité de principes que je ne démentis jamais. Il me fallait des actions d'éclat pour me concilier l'affection et la confiance du soldat ; je les fis. Nous marchâmes ; tout s'éclipsa à notre approche. Mon nom était aussi cher aux peuples qu'aux soldats : ce concert d'hommages me toucha ; je devins insensible à tout ce qui n'était pas la gloire. L'air retentissait d'acclamations sur mon passage ; tout était à ma disposition, tout était à mes pieds ; mais je ne voyais que mes braves, la France et la postérité ! Les belles Italiennes eurent beau déployer leur grâce ; je fus insensible à leurs séductions : elles s'en dédommageaient avec ma suite. Une d'elles, la comtesse C..., laissa à Louis, lors que nous passâmes à Brescia, un gage de ses faveurs dont il se rappellera longtemps. »

27. — La nuit a été excessivement mauvaise. L'Empereur est dans un état de faiblesse extrême, physionomie sombre. Je hasarde une prescription, Napoléon s'impatiente, et témoigne la plus vive aversion pour toute espèce de remèdes.

Il dîne à six heures, mais il rend presque aussitôt ce qu'il a pris.

30. — L'Empereur était dans une situation déplorable ; mais la maladie ne faisait qu'exalter l'aversion qu'il avait pour les médicaments. J'avais beau combattre sa répugnance, il repoussait tout. J'étais accablé du spectacle de ce grand homme qui se consumait sous mes yeux ; la douleur de voir le remède et de ne pouvoir l'appliquer, l'amour, les regrets, tous les sentiments se disputaient mon âme ; mes forces étaient à bout. Napoléon s'en aperçut. « Vous n'êtes pas bien, me dit-il ; vous périssez, vous succombez au mal. Devez-vous aussi être victime de cet affreux climat ? Allons, du courage, je vais faire venir un médecin d'Europe, il vous

aidera. » J'étais si satisfait de cette résolution, que je ne me donnai pas le loisir de peser ma réponse. « Ah ! Sire, lui répliquai-je avec émotion, hâtez-vous, pendant qu'il en est temps encore. — Qu'il en est temps ! que voulez-vous dire ? Est-ce vous ? est-ce moi ? l'un de nous doit-il mourir avant qu'il arrive ? Si c'est moi, eh bien ! à la bonne heure ; mais dans aucun cas je ne veux ni consulter ni voir les médecins anglais qui sont dans l'île. J'aime mieux souffrir que de les voir autour de moi. D'ailleurs à quoi seraient-ils bons ? J'ai mis ma confiance en vous ; vous vous intéressez à moi ; je juge de votre attachement par votre zèle ; je vous suis reconnaissant des soins que vous me prodiguez. Mais, cher docteur, si mon heure est sonnée, s'il est écrit là-haut que je dois périr, ni vous ni tous les médecins du monde ne changerez l'arrêt. » Il avait les yeux fixés au ciel, le son de sa voix était élevé, sonore ; je ne fus pas maître de mon émotion. Je me retirai, j'avais une fièvre ardente, je restai quelques jours sans pouvoir lui donner mes soins. Enfin il désira me voir ; je fis un effort, j'allai, je le trouvai dans son lit, se plaignant d'une douleur insupportable qu'il éprouvait dans l'hypocondre gauche ; il avait de la difficulté à respirer.

12 février. — L'Empereur se trouve un peu mieux.

15. — L'Empereur continue à être mieux. « Étiez-vous à Milan, docteur, lorsque j'allai prendre la couronne de fer ? — Non, Sire. — Et lorsque je fus à Venise ? — Je n'y étais pas non plus ; mais Votre Majesté venait de planter nos aigles sur la Vistule ; l'Italie était ivre de gloire, toute la population se pressait sur ses pas. — Il est vrai que je fus vivement accueilli, surtout dans les lagunes. Venise avait mis en mer toutes ses gondoles : c'étaient des franges, des plumes, des étoffes ; tout ce qu'il y avait de beau, d'élégant était accouru à Fusine. Jamais l'Adriatique n'avait vu de cortège si pompeux. — Cette explosion était toute naturelle ; d'une main vous refouliez les Sarmates, de l'autre vous semiez les monuments, les routes, les constructions, tous les établissements utiles. Puis, votre administration était si ferme, si rapide ! — Vous avez raison : c'était une machine immense dont tous les rouages étaient parfaitement adaptés. J'en exposai le jeu et la raison au corps législatif. Je fis effet : l'Italie goûta les principes que je développai. »

19. — Depuis le 15, l'Empereur a successivement perdu et repris ses forces à divers degrés.

20. — Napoléon est exténué. « C'est donc bientôt ? — Non, Sire, l'irritation se calme. — Toujours, docteur ! quand vous lasserez-vous de promettre la santé ? — Quand elle sera venue. — En ce cas, vous promettrez longtemps. — Moins que Votre Majesté ne pense ; et, pour peu qu'elle puisse faire usage d'eaux thermales — Vous croyez qu'ils l'accordent ? — Refuser, les mettrait trop à découvert ; ce serait avouer l'assassinat. — Pauvre *capocorsino* ! vous ne les connaissez pas. »

Il suivait des yeux un nuage qui se dessinait au loin. « Quel effet les nuages font-ils sur nous ? quelle influence exercent-ils sur celui qui les respire ? Ils doivent amener à chaque instant une rupture d'équilibre, déterminer une contraction musculaire, une tension qui ne peut qu'être funeste, et conduire à la mort ; car enfin nous sommes soumis aux lois qui régissent les autres corps ; nous enfermons du fluide ; nous le sentons, nous l'éprouvons à ces irritations nerveuses qui marquent les temps d'orage. Placer un homme dans les nues, le faire vivre dans la sphère d'activité de ces masses qui changent, passent, reviennent à chaque instant, c'est le condamner à une série de chocs, de décompositions, qui doivent promptement épuiser la vie ; c'est le soumettre à l'énergie dévorante de l'armure de Galvani : dis-je vrai ? » J'en convins. « C'est que je suis à moitié de votre robe. Je sais presque, à ne m'y pas méprendre, ce qui doit résulter de telle ou telle situation. Un homme, par exemple, que l'on placerait dans un bain de vapeur, auquel succéderait tout à coup une chaleur excessive, éprouverait une désorganisation analogue à celle d'un corps humide qu'on expose subitement à l'action du feu. Il se déjetterait, se tourmenterait, épuiserait bientôt sa puissance et sa force : ne le pensez-vous pas ? »

Chapitre 19.

Kléber. — Marlborough. — Affaiblissement de l'Empereur. — Napoléon arrête et cache ses codicilles. — Derniers moments.

26 février 1821.

L'empereur, qui était assez bien depuis le 21, retombe tout à coup.

L'Empereur se trouve mieux ; ses souvenirs se réveillent, il parle avec complaisance des braves qui coururent sa fortune.

Steingel était bouillant, infatigable, cherchait les Autrichiens comme les médailles, et ne laissait pas un taillis, un décombe qu'il ne l'eût fouillé, visité.

Mireur ! c'était l'homme des dangers, des avant-postes ; son sommeil était inquiet si l'ennemi ne se trouvait en face.

Caffarelli, tout aussi brave, ne se battait cependant que par nécessité ; il aimait la gloire, plus encore les hommes : la gloire n'était pour lui qu'un moyen d'arriver à la paix.

Passant ensuite à des officiers d'un grade moins élevé, Napoléon s'arrêta longtemps sur deux braves dont il déplora vivement la perte, Sulkowski et Guibert. Le premier était un Polonais plein d'audace, de savoir, de capacité. Il avait été réveiller Kosciusko, lui avait porté les instructions du comité de salut public ; il connaissait le génie, parlait toutes les langues de l'Europe, aucun obstacle ne l'arrêtait. Le second, plus souple, plus mesuré, plus adroit, mettait dans ses négociations la subtilité d'un diplomate.

28. — L'Empereur a passé une assez bonne nuit. Il s'est levé au point du jour, et, quoique extrêmement faible, il a fait une promenade en calèche.

1er mars. — La nuit a été tranquille, néanmoins la prostration des forces continue, et la digestion est extrêmement pénible. Napoléon sort en

calèche ; mais rien ne peut dissiper la profonde tristesse où il est plongé.

2. — L'Empereur a fort bien passé la nuit ; il sort deux fois en calèche ; il se trouve assez bien et se plaît à revenir sur une foule de détails, de circonstances qui peignent la tendresse qu'il porte à Marie-Louise. « Ses couches furent excessivement pénibles, et, je puis le dire, c'est en grande partie à mes soins qu'elle doit la vie. Je reposais dans un cabinet voisin ; Dubois accourut et me fit part du danger. Il était effrayé, l'enfant se présentait mal, il ne savait où donner la tête. Je le rassurai ; je lui demandai s'il n'avait jamais rien vu de semblable dans les accouchements qu'il avait faits. — Oui, sûrement ; mais une fois sur mille. N'est-il pas affreux pour moi que ce cas si extraordinaire soit précisément celui qui a eu lieu pour l'impératrice. — Eh « bien ! oubliez la dignité et traitez-la comme une boutiquière de la rue Saint-Denis : c'est tout ce que je vous demande. — Mais puis-je apposer les fers ? Si de nouveaux accidents arrivent, lequel dois-je sauver ? la mère ou l'enfant ? — La mère : c'est son droit. Je me rendis auprès d'elle ; je la calmai, je la soutins ; elle fut délivrée, l'enfant prit vie. Le malheureux !... » Napoléon s'arrêta ; je respectai son silence et me retirai.

3. — L'Empereur se promène à deux reprises en calèche.

A. — Napoléon essaye deux fois de monter en calèche, mais il est obligé bientôt de se mettre au lit.

La conversation s'est ouverte sur les beaux-arts. Un des interlocuteurs faisait assez peu de cas de la musique. « Vous avez tort, lui a dit l'Empereur ; c'est de tous les arts libéraux celui qui a le plus d'influence sur les passions, celui que le législateur doit le plus encourager. Une cantate produit plus d'effet qu'un ouvrage de morale. »

5. — L'Empereur a passé la nuit assez tranquillement, quoiqu'il n'ait presque point dormi ; il est livide, ne présente plus que l'aspect d'un cadavre.

6. — La nuit a été assez bonne. L'abattement est extrême. L'Empereur témoigne sur le soir l'envie de manger. On lui sert deux côtelettes d'agneau ; il me les fait goûter, me demande si elles sont nutritives, de digestion facile, et quand il m'a adressé toutes les questions d'usage, il y goûte et les laisse là. « Que vous en semble, docteur ? n'est-ce pas une

bataille perdue ? — Gagnée, Sire, pour peu que Votre Majesté le veuille. — Comment cela ? des remèdes ? — Mais — Chacun se bat avec ses armes ; c'est bien, docteur, j'aime votre ténacité. — Votre Majesté est donc d'intelligence avec la latitude ? — Je ne m'abuse plus, la vie m'échappe, je le sens ; c'est pour cela que je renonce aux médicaments. »

7. — L'Empereur est moins faible que les jours précédents. Il était debout, négligé ; je le priai de prendre soin de lui-même : il se mit à sa toilette. « Quand j'étais Napoléon, me dit-il d'un ton pénétré, je la faisais promptement et avec plaisir ; mais aujourd'hui, qu'ai-je à faire d'être bien ou mal ? Cela me coûte d'ailleurs plus de fatigue que je n'en éprouvais à disposer un plan de campagne. Allons, cependant. » Et il se fit la barbe, mais par temps, par intervalles ; il fut obligé de se reprendre bien des fois. Il acheva enfin, se mit au lit, et n'en sortit pas de la matinée.

10. — L'Empereur a passé une nuit fort agitée. Il n'a pu fermer l'œil ; il est extrêmement faible. Il tenait un paquet de journaux à la main ; je craignais la fatigue, je lui en fis l'observation. « Non, docteur, c'est une scène de gaieté ; j'en suis au dévouement du roi de Naples pour le régime constitutionnel. Tous ces légitimes sont d'une bénignité que rien n'égale. Ce *Maccaronaio* voulait aussi me donner le change, venir à Rome, et nous susciter une guerre de religion ; je pénétrai sa manœuvre, je lui notifiai qu'il eût à rester dans ses États ; il se le tint pour dit. Mais les prédicants, les madones allaient d'autant mieux ; les sept communes couraient aux armes, il devenait urgent d'arrêter la croisade. Sévir ? la légende est déjà assez volumineuse : je ne me souciais pas d'envoyer ces mutins au ciel, je les fis prêcher. Je chargeai Joubert de cette affaire. Exigez, lui dis-je, de l'évêque de Vicence qu'il envoie des missionnaires dans ce pays-là pour leur prêcher tranquillité, obéissance, sous peine de l'enfer. Faites venir chez vous les missionnaires, donnez-leur quinze louis à chacun, et promettez-leur-en davantage au retour. Vous verrez que tout sera bientôt calmé. En effet, dès que les hommes de Dieu furent aux prises, la population étonnée, incertaine, ne se soucia plus de guerroyer. »

11. — La nuit a été moins mauvaise, Napoléon se trouve mieux ; son humeur est moins sombre, son poulx plus naturel.

12. — L'Empereur est moins bien.

Milady Holland avait fait un envoi de livres dans lesquels se trouvait une cassette renfermant un buste en plâtre, dont la tête était couverte de divisions, de chiffres qui se rapportaient au système craniologique de Gall : « Voilà, docteur, qui est de votre domaine ; prenez, étudiez cela, vous m'en rendrez compte. Je serais bien aise de savoir ce que dirait Gall s'il me tâtait la tête. » Je me mis à l'œuvre ; mais les divisions étaient inexactes, les chiffres mal placés ; je ne les avais pas rétablis que Napoléon me fit appeler. J'allai, je le trouvai, au milieu d'un amas de volumes épars, qui lisait Polybe. Il ne me dit rien d'abord, continua de parcourir l'ouvrage qu'il avait dans les mains, le jeta, vint à moi, me regarda fixement, et me prenant par les oreilles : « Eh bien ! *dottoraccio di Capo-Corso*, vous avez vu la cassette ? — Oui, Sire. — Médité le système de Gall ? — A peu près. — Saisi ? — Je le crois. — Vous êtes à même d'en rendre compte ? — Votre Majesté en jugera. — De connaître mes goûts, d'apprécier mes facultés en palpant ma tête ? — Et même sans la toucher. (Il se mit à rire.) — Eh bien, nous en causerons plus tard, quand nous n'aurons rien de mieux à faire. C'est un pis aller qui en vaut un autre. Que pensait Mascagni de ces rêveries germaniques ? — Mascagni aimait beaucoup la manière dont Gall et Spurzheim développent et rendent sensibles les diverses parties de la cervelle ; il avait lui-même adopté cette méthode qu'il jugeait éminemment propre à faire bien connaître ce viscère intéressant. Quant à la prétention de juger sur les protubérances, des vices, des goûts et des vertus des hommes, il la regardait comme une fable ingénieuse qui pouvait séduire les gens du monde, et ne soutenait pas l'examen de l'anatomiste. — Voilà un homme sage ; un homme qui sait apprécier le mérite d'une conception, l'isoler du faux dont la surcharge le christianisme : je regrette de ne l'avoir pas connu. Corvisart était grand partisan de Gall ; il le vantait, le protégeait, fit l'inimaginable pour le pousser jusqu'à moi ; mais il n'y avait pas sympathie entre nous. Lavater, Cagliostro, Mesmer, n'ont jamais été mon fait ; j'éprouvais je ne sais quelle espèce d'aversion pour eux, je n'avais garde d'admettre celui qui les continuait parmi nous. Tous ces messieurs sont adroits, parlent bien, exploitent ce besoin du merveilleux qu'éprouve le commun des hommes, et donnent l'apparence du vrai aux théories les plus fausses. La nature ne se trahit pas par ses formes extérieures. Elle cache, elle ne livre pas ses secrets. Vouloir saisir, pénétrer les hommes par des indices aussi légers est d'une dupe ou d'un imposteur, ce qu'est au reste

toute cette tourbe à inspirations merveilleuses, qui pullule au sein des grandes capitales. Le seul moyen de connaître ses semblables est de les voir, de les hanter, de les soumettre à des épreuves. Il faut les étudier longtemps, si on ne veut pas se méprendre. Il faut les juger par leurs actions : encore cette règle n'est-elle pas infallible, et a-t-elle besoin de se restreindre au moment où elles agissent ; car nous n'obéissons presque jamais à notre caractère, nous cédon's au transport, nous sommes emportés par la passion : voilà ce que c'est que les vices et les vertus, la perversité et l'héroïsme. Telle est mon opinion, tel a été longtemps mon guide. Ce n'est pas que je prétende exclure l'influence du naturel et de l'éducation, je pense au contraire qu'elle est immense ; mais hors de là tout est système, sottise. »

13. — Les journaux d'Europe sont arrivés. L'Empereur passe la nuit à les parcourir.

14. — L'Empereur paraît extrêmement fatigué, sa physionomie exprime l'abattement, ses yeux sont enfoncés, livides, presque éteints. Il a pris très-peu de nourriture pendant la journée ; sur le soir il monte en calèche, fait un tour de promenade, rentre, m'adresse quelques questions sur son état, et se met à parcourir les journaux ; aperçoit au nombre des défenseurs de l'indépendance italienne un personnage qui ne lui revient pas. « J'ai quelque idée de cet homme ; le connaissez-vous ? — Oui, Sire : c'est un des marquis de Pavie, un des bravaches qui se laissèrent enlever par Giorno. »

L'Empereur ne répondit rien ; il se mit à parler de Venise, de la manière dont elle avait fini. Je sentis l'allusion, j'écoutai. Venise, malgré l'insurrection des États de terre ferme, conservait encore des ressources incalculables ; elle était à même de résister. Le temps pouvait d'ailleurs amener d'autres combinaisons politiques, et laisser aux nobles le pouvoir dont ils s'étaient emparés. Ils ne surent pas s'élever au-dessus des menaces, des privations ; ils cédèrent lâchement à la crainte ; ils ne songèrent qu'à feindre et à trahir. Ils se flattèrent que nous serions dupes de leurs artifices, qu'ils nous joueraient avec des mots, et qu'une révolution illusoire suffirait pour nous calmer. Le grand conseil imagina, en conséquence, de se démettre de son pouvoir et de promettre la démocratie. Autant valait la proclamer. Il s'en aperçut ; mais l'opinion avait marché ; il ne pouvait revenir sur ses pas, il eut recours à l'anarchie. Il lance des bandes

d'Esclavons dans les rues, il les guide, les échauffe ; mais les citoyens courent aux armes, et le coup est manqué. Que faire ? quel parti prendre ? paralyser le peuple, lui donner un chef vieilli, sans énergie, qui soit hors d'état d'utiliser les moyens : on nomme Salembeni. Malheureusement ce vieillard était encore plein de feu ; il choisit, rassemble des hommes éprouvés, s'empare des postes principaux et dissipe les pillards ; ils reviennent à la charge, et essayent de surprendre le Rialto. Ils s'approchent, tirent, fondent sur la troupe qui le défend, et la mettent en fuite. Abandonné des siens, l'officier qui la commande ne perd pas courage ; il s'élance sur les assaillants et s'engage corps à corps avec eux. Deux fois son fer se brise, deux fois il s'arme à leurs dépens ; il en blesse cinq, en tue quatre, et fait reculer le reste. Ses soldats se rallient, on se joint, on se mêle, on se confond ; la terre est jonchée de morts.

Le sénat, battu sans ressources, est obligé, pour se dérober à la haine populaire, d'invoquer les Français. L'amiral Condulmer fait des ouvertures à Baraguey-d'Hilliers ; il lui offre des chaloupes, le presse d'entrer seul à Venise, puis crée, imagine des difficultés, cherche en un mot à gagner du temps. Tantôt c'est un simple citoyen dégoûté des affaires, tantôt un chef d'escadre qui parle, agit avec l'ascendant du pouvoir. Nous n'eûmes pas de peine à démêler ses trames ; nous hâtâmes nos apprêts, et Venise fut occupée que l'aristocratie était encore à discuter ses complots.

15. — L'Empereur est très-abattu. Il éprouve un froid glacial aux extrémités inférieures « Ah ! docteur, comme je souffre !... il me semble que je n'ai plus de bas-ventre. Tout le mal que j'éprouve est vers la rate et l'extrémité gauche de l'estomac ; je le sens, ma mort ne peut être éloignée. »

16. — L'Empereur est couché, plongé dans une somnolence léthargique qu'il ne peut vaincre. « En quel état je suis tombé ! J'étais si actif, si alerte ! à peine si je puis à présent soulever ma paupière ; mais je ne suis plus Napoléon. » Et il referme ses yeux. Il cède cependant à mes instances sur la fin du jour : il se lève, se place sur un sofa, et ne consent qu'avec peine à prendre quelque nourriture.

Madame Bertrand survient ; il veut l'associer à ses promenades. « Nous sortirons de bonne heure : nous jouirons de l'air frais du matin ; nous

gagnerons de l'appétit ; nous échapperons à l'action du climat. Vous, Hortense et moi, sommes les plus malades, il faut que nous nous aidions. »

17. — La nuit a été assez tranquille. Napoléon sort en calèche ; ce sera la dernière fois ! encore fut-il obligé de rentrer presque aussitôt.

Après avoir pris quelque nourriture, l'Empereur est atteint d'une vive douleur de tête, et d'un sentiment de froid glacial qui l'affecte partout, mais principalement entre les deux épaules, et vers les extrémités inférieures.

« Accompagnez Buonavita à James-Town, me dit l'Empereur ; rendez lui tous les soins, donnez-lui tous les conseils qu'exige un si long trajet. » J'allai, je conduisis l'abbé jusqu'au bâtiment qui devait le transporter en Europe et rentrai à Longwood. « Est-il embarqué ? me demanda Napoléon. — Oui, Sire. — Commodément ? — Le navire paraît bon. — L'équipage ? — Bien composé. — Tant mieux, je voudrais déjà savoir ce brave ecclésiastique à Rome, et quitte des accidents de la traversée. Quel accueil pensez-vous qu'on lui fasse à Rome ? il sera bien reçu ; ne le croyez-vous pas ? » Tardant à répondre, il reprit : « Ils me le doivent ; car enfin sans moi où en serait l'Église ? »

18. — L'Empereur a passé une assez bonne nuit ; cependant ses forces vont décroissant. Son propos est gai, il me raille sur mes pilules ; je suis assez heureux pour faire quelques instants diversion à sa douleur. La toux se réveille ; je cours à la potion calmante. « A d'autres, medit Napoléon, je n'en veux plus. — Mais, Sire, la toux... — Sans doute ! la toux, le foie, l'estomac ! J'expire si je ne me sou mets aux juleps... » Je fus obligé de lâcher prise. Ayant esquivé le remède, il était gai, satisfait ; j'entretenais cette légère contradiction, qui prolonge, anime la conversation. Il m'opposait des cas, je lui en rendais compte ; j'avais souvent raison malgré moi. Il changeait alors de point d'attaque, allait, revenait, et finissait toujours par son adage, que rien n'était funeste comme les remèdes pris à l'intérieur. Je n'avais garde d'admettre cette conclusion ; je n'eusse pu désormais rien obtenir. Je la combattis vivement, et lui fis voir comment elle était fausse. « La nature ! sans doute elle est puissante, inépuisable, mais encore faut-il la secourir. Dans le plus grand nombre de cas, elle a besoin d'être saisie, interprétée. »

19. — La nuit a été assez bonne, mais le malade est tout à fait abattu.

L'Empereur n'a pris que quelques cuillerées de soupe. Il se lève, sa faiblesse s'accroît encore. Anxiété générale ; état d'agitation accompagné d'humeur sombre et chagrine ; cela dure jusqu'à cinq heures de l'après-midi. Napoléon a essayé d'avalier une cuillerée de soupe, et l'a rejetée presque aussitôt.

20. — L'Empereur éprouve une forte oppression à l'estomac et une espèce de suffocation fatigante.

Le malade se plaint surtout d'une crampe à la *milza* et à la *stacca sinistra dello stomaco* : ce sont ses expressions.

Madame Bertrand est survenue. Il a fait un effort et s'est montré moins abattu. Il lui a demandé des nouvelles de sa santé, et après avoir conversé quelques instants avec une espèce de gaieté : « Il faut nous préparer à la sentence fatale ; vous, Hortense et moi, nous sommes destinés à la subir sur ce vilain rocher. J'irai le premier, vous viendrez ensuite, Hortense suivra ; nous nous retrouverons tous trois dans les Champs-Élysées. » Et il se mit à réciter ces vers :

Mais à revoir Paris je ne dois plus prétendre :
Vous voyez qu'au tombeau je suis prêt à descendre ;
Je vais au roi des rois demander aujourd'hui
Le prix de tous les maux que j'ai soufferts pour lui.

(VOLTAIRE.)

21. — L'Empereur a été fort agité pendant toute la nuit.

L'Empereur n'a pas dormi de toute la journée ; il a lu lui-même pendant quelque temps, puis il a demandé qu'on lui fit la lecture. Napoléon a pris plaisir à répéter des petites chansons italiennes, à causer, à rire et à plaisanter, comme c'est assez son habitude lorsqu'il est gai et moins souffrant.

23. — L'Empereur a un peu dormi.

L'Empereur a dormi depuis sept heures ; il se réveille au milieu d'une sueur abondante.

26. — Nuit mauvaise.

Douleur de tête. Humeur sombre et chagrine.

La maladie devenait chaque jour plus grave ; je n'osais m'en rapporter à mes lumières, l'Empereur ne voulait pas d'Anglais ; j'étais dans une perplexité difficile à décrire. Elle fut augmentée par une offre indiscrete du gouverneur. Il lui était arrivé un médecin incomparable ; il pensait que ses services pouvaient être utiles au général Bonaparte. « Pour continuer Baxter, faire de faux bulletins ! A-t-il encore besoin d'abuser l'Europe ? ou songe-t-il déjà à l'autopsie ? Je ne veux pas d'homme qui communique avec lui. » Je laissai tomber ses défiances et saisis le moment où je le vis plus tranquille pour hasarder quelques mots sur la nécessité d'une consultation. « Une consultation ! à quoi servirait-elle ? Vous jouez tous à l'aveugle. Un autre médecin ne verrait pas plus que vous ce qui se passe dans mon corps ; s'il prétendait mieux y lire, ce serait un charlatan qui me ferait perdre le peu de confiance que je conserve encore pour les enfants d'Hippocrate. Qui consulterais-je ? des Anglais qui recevraient les inspirations d'Hudson. Je n'en veux pas : j'aime mieux assurément que l'iniquité s'achève. » — L'Empereur était animé, je n'insistai pas ; j'attendis qu'il fût plus calme ; je revins alors à la charge. « Vous persistez, me dit-il avec bonté ; eh bien ! soit, j'y consens. Concertez-vous avec celui des médecins de l'île que vous jugez le plus capable. » Je m'adressai au docteur Arnott, chirurgien du 20^e régiment, etc.

Il me demanda plus tard quel était le résultat de la consultation ; je le lui dis. Il secoua la tête, parut peu satisfait : « C'est là, dit il, de la médecine anglaise. »

27. — Nuit assez tranquille.

L'Empereur avait fréquemment besoin de moi. Me faire chercher, aller, venir, entraînait du temps ; il ne le voulut plus. « Vous devez être accablé, docteur, me dit-il avec bonté ; vous êtes dérangé sans cesse ; vous n'avez pas un instant pour clore la paupière. Ce n'est pas encore fait de moi ; il faut que je vous ménage. Je vais vous faire tendre un lit dans la pièce voisine. » Il donna ses ordres#-et ajouta : « Nous y sommes, docteur, en dépit de vos pilules ; ne le croyez-vous pas ? — Moins que jamais. — Bon ! moins que jamais ! encore une déception. Quel effet croyez-vous que ma mort produise en Europe ? — Aucun, Sire. » Il ne me laissa pas achever. « Aucun ! — Non ; parce qu'elle n'arrivera pas. — Si elle arrivait ? — Alors, Sire, « alors. — Eh bien ! — Votre Majesté est l'idole des braves ; ils

seraient dans la désolation. — Les peuples ? — A la merci des rois, et la cause populaire à jamais perdue ! — Perdue ! docteur. Et mon fils ! Supposeriez-vous ?... — Non, Sire, rien ; mais quelle distance à franchir ! — Est-elle plus vaste que celle que j'ai parcourue ? — Que d'obstacles à surmonter ! — Kn ai-je eu moins à vaincre ? Mon point de départ était-il plus élevé ? Allez, docteur, il porte mon nom ; je lui lègue ma gloire et l'affection de mes amis : il n'en faut pas tant pour recueillir mon héritage. »

28. — Même état.

29. — La maladie faisait des progrès rapides ; je revins encore à la charge, et, au risque de lui déplaire, je suppliai Napoléon de ne pas se refuser plus longtemps au secours de l'art. Il ne me répondit rien, resta quelques instants pensif, et me dit : « Vous avez raison, je verrai ; pour le moment, vos soins me sont inutiles : vous pouvez vous retirer. » Je m'en allais, il me retint et se mit à discourir sur la destinée, dont toutes les facultés du monde ne peuvent arrêter ni suspendre les coups. J'essayai de combattre ces funestes doctrines ; mais il parlait avec force, revenait constamment à ses adages : « Quod scriptum, scriptum. Donteriez-vous, docteur, que tout ce qui arrive est écrit, que notre heure est marquée, que nul d'entre nous ne peut prendre sur le temps une part que lui refuse la nature ? » J'osais le contredire, il s'emporta. Je me retirai ; mais un instant avait suffi pour le rendre à sa bonté naturelle. Je n'étais pas dans ma chambre qu'il me fit chercher et me dit qu'il voulait être désormais plus respectueux envers la médecine, qu'il ne mettrait plus en doute son efficacité. « Mais, Sire, les remèdes ! Votre Majesté consentira-t-elle à les prendre ? — Ah ! répliqua-t-il d'un ton qui peignait son excessive répugnance, cela est peut-être au-dessus de mes forces ; c'est une chose inouïe que l'aversion que je porte aux médicaments. Je courais les dangers avec indifférence ; je voyais la mort sans émotion, et je ne peux, quelque effort que je fasse, approcher de mes lèvres un vase qui renferme la préparation la plus légère : c'est que je suis un enfant gâté qui n'a jamais eu affaire de médecine. » S'adressant à madame Bertrand : « Comment faites-vous pour prendre toutes ces pilules, toutes ces drogues que vous prescrit le docteur ? — Je les prends sans y penser, lui répondit-elle, et je conseille à Votre Majesté d'en faire autant. » Il secoua la tête, adressa la même question au général Montholon, à ses valets de chambre qui avaient tous été

plus ou moins malades. Il reçut du chacun la même réponse, et me dit : « Je suis donc le seul ici qui soit rebelle à la médecine ; je ne veux plus l'être : donnez. »

30. — La nuit a été extrêmement agitée.

Je cherche à faire diversion aux idées qui l'assiègent ; je parle des hommes que je sais lui être chers, de Dugua, de Caffarelli, de Kléber. « Kléber ! c'était le dieu Mars en uniforme. Courage, conception, il avait tout ; il ne lui manqua que de disposer plus longtemps de son champ de bataille. J'étais jaloux de me l'attacher : je lui proposai de faire partie de l'expédition dont nous menacions l'Angleterre. « Je le voudrais, me dit-il ; mais si je le demande, les avocats me refuseront. — Je m'en charge, lui répliquai-je. — Eh bien ! si vous jetez un brûlot sur la Tamise, mettez Kléber dedans, vous verrez ce qu'il sait faire. »

31. — Les symptômes fâcheux qui avaient commencé à se manifester hier ont duré jusqu'à ce matin. Au point du jour, une sueur abondante a eu lieu, et la fièvre a beaucoup perdu de sa violence.

1^{er} avril. — Sueurs abondantes ; le malade est assez tranquille le reste de la nuit.

L'Empereur m'avait permis d'appeler le chirurgien du 20^e en consultation. Il allait plus mal ; je lui demandai qu'il voulût bien me permettre de lui présenter ce praticien ; il y consentit. En conséquence j'introduisis le docteur Arnott auprès de lui. Sa chambre n'était point éclairée ; il se plaisait dans cette obscurité profonde ; il ne voulut pas même qu'on apportât de la lumière, pendant que le médecin anglais était là. Il lui permit de lui tâter le pouls, d'explorer l'état du bas-ventre dont il se plaignait beaucoup, lui demanda ce qu'il pensait de sa maladie, et le congédia en lui témoignant le désir de le revoir le lendemain matin à neuf heures.

L'officier d'ordonnance chargé de constater la présence de Napoléon, obligé de faire chaque jour son rapport au gouverneur et d'attester qu'il l'avait vu, n'avait pu remplir cette partie de sa mission, l'Empereur gardant le lit depuis le 17 mars. Hudson s'imagina qu'il était trahi. Il vint à Longwood avec sa suite, fit le tour de l'habitation, n'aperçut rien, menaça

l'officier des peines les plus sévères, s'il ne s'assurait de la présence du général Bonaparte.

L'officier était fort embarrassé ; car d'un côté il connaissait les intentions de l'Empereur, et de l'autre il n'espérait pas qu'il sortît jamais de l'habitation. Il s'adressa au général Montholon et à Marchand, qui, touchés de sa position, lui ménagèrent les moyens de sortir de peine et de calmer les fureurs d'Hudson. Il fallait éviter que Napoléon aperçût l'agent du gouverneur, qu'il ne se doutât de sa présence ; la chose n'était pas facile : ils y réussirent cependant.

La chambre à coucher de l'Empereur se trouvait au niveau du sol, et les fenêtres étaient assez basses pour qu'on vît tout ce qui s'y passait, tandis que le général Montholon et moi nous nous tenions à côté du malade, Marchand entrouvrit légèrement les rideaux comme s'il eût voulu regarder dans le jardin : l'officier, qui était posté en dehors de la fenêtre, vit et put faire son rapport ; mais le gouverneur ne fut pas satisfait, il ne rêvait que fuite, qu'évasion, et ne passait pas un jour qu'il ne cherchât à surprendre le seuil de son prisonnier. Enfin, le 31 mars, il déclara que si dans la journée, ou au plus tard le lendemain, son agent n'avait pas la faculté de voir le général Bonaparte, il arriverait avec son état-major et forcerait l'entrée, sans égard pour les suites fâcheuses que son irruption pourrait avoir. Le général Montholon chercha à le détourner de ce dessein, lui représenta le trouble, le désordre où son apparition jetterait l'Empereur : il ne voulut rien entendre. Il s'inquiétait fort peu qu'il vécût, qu'il mourût ; son devoir était de s'assurer de sa personne, il le remplirait. J'apercevais le tigre rodant autour de l'habitation ; j'étais suffoqué, je sortis, il me saisit au passage : « Que fait le général Bonaparte ? — Je l'ignore. — Où est-il ? — Je ne sais. — Il n'y est pas ! » Il montrait la cabane. « Il n'y est pas ! — Disparu ? — Tout à fait. — Comment ? quand ? — Je ne sais pas au juste. — Rassemblez vos idées. Depuis quelle heure ? — L'heure ! la dernière bataille qu'il a commandée est, je crois, celle d'Aboukir. Il combattait pour la civilisation, Vous défendiez la barbarie ; il jeta vos alliés à la mer ; sa victoire fut complète. Je n'en ai pas entendu parler depuis. — Docteur ! — Excellence ! — Tout ici..... — Non ! — Qui ? — Moi. — Vous ? — Moi. — Soldats ! — Soldats ! accourez ; mettez le comble à vos outrages ; arrachez un reste de vie à l'Empereur. — L'Empereur ! quel empereur ? — Celui qui fit

trembler l'Angleterre, montra à la France le chemin de Douvres, et mit aux mains du continent la massue qui tôt ou tard donnera le coup de grâce à votre aristocratie. » Son Excellence s'éloigna, je restai avec Reade. « Ce n'est pas ainsi... — Non, sûrement, ce n'est pas ainsi ; il faut avoir l'âme pétrie du limon de la Tamise pour venir épier le dernier soupir d'un moribond ; son agonie vous tarde, vous voulez la presser, en jouir. Le Cimbre chargé d'égorger Marius recula devant le forfait qu'il devait commettre ; mais vous !... Allez, sire, l'opprobre se mesure à l'attentat : nous sommes bien vengés. »

La résolution était trop ferme et le Calabrais trop sauvage pour qu'on pût compter sur les bienséances. Le comte Bertrand et le général Montholon cherchèrent un autre moyen de conjurer l'orage. Ils représentèrent à Napoléon que sa santé exigeait des ménagements, une pratique éclairée, et le déterminèrent à prendre un médecin consultant. Il choisit le docteur Arnott que le gouverneur rendit responsable de l'existence de l'Empereur, et qui fut obligé de faire chaque jour à l'officier d'ordonnance un rapport que celui-ci était chargé de transmettre à Plantation-House.

2. — L'Empereur a été fort agité pendant la nuit dernière.

J'introduis le docteur Arnott auprès de l'Empereur, qui lui adresse plusieurs questions relatives à sa maladie, se plaint beaucoup de l'estomac et de l'abdomen. Le médecin anglais propose l'usage d'une nourriture animale, telle que gélatine ou autre analogue, dont le choix doit être subordonné à l'état des forces digestives ; il conseille en outre de rester au lit le moins possible, et de faire usage de pilules composées d'extrait d'aloès succotrin, de savon dur ; *ana*, demi-gros ; huile de carvi, deux gouttes ; d'en faire douze, et d'en prendre deux le matin et deux le soir. L'Empereur témoigne une répugnance extrême pour toute espèce de médicament.

Les domestiques rapportent qu'ils ont observé une comète vers l'orient. « Une comète ! s'écrie l'Empereur avec émotion, ce fut le signe précurseur de la mort de César. » J'arrivai au milieu du trouble où ce rapport l'avait mis. « Vous avez vu, docteur ? — Non, Sire ; rien. — Comment ! la comète ? — On n'en aperçoit pas. — On l'a vue. — On s'est mépris ; j'ai longtemps observé le ciel, je n'ai rien découvert. — Peine perdue ! je suis à bout, tout me l'annonce, vous seul vous obstinez à me le cacher : que vous

en revient-il ? pourquoi m'abuser ? Mais j'ai tort ; vous m'êtes attaché, vous voulez me voiler l'horreur de l'agonie, je vous sais gré de votre intention. »

3. — Le malade a passé une assez bonne nuit.

Je rencontrai Thomas Reade comme je sortais de chez l'Empereur. Il était impatient, soucieux, brûlait de lui voir occuper l'habitation nouvelle ; il m'en parla, s'étonna que je le laissasse consumer dans des pièces étouffées, malsaines, tandis que nous pouvions disposer de magnifiques appartements. » J'entends, lui dis-je ; tué dans une hutte, il faut qu'il expire dans un palais. La combinaison est trop anglaise, je ne peux m'y prêter. « Voyez ailleurs. Je n'avais pas conduit le docteur Arnott au chevet de Napoléon, que ce brave médecin improvisait déjà sur les avantages qu'il y avait à déloger. L'Empereur l'écouta sans répondre, réfléchit un instant, et me dit : « Est-ce votre avis, docteur ? — Non, Sire ; la fièvre est trop forte ; le déplacement pourrait avoir les plus graves conséquences. — Vous l'avez entendu. » Il s'adressait à Arnott. « Eh bien ! n'en parlons plus. »

L'Empereur me paraît dans un danger imminent ; je communique mes craintes au docteur Arnott, qui, loin de les partager, augure admirablement de son état. Je voudrais avoir la même espérance, mais je ne puis me dissimuler que Napoléon touche à sa fin. J'en préviens les comtes Bertrand et Montholon. Celui-ci se charge d'instruire l'Empereur que son heure approche et le dispose à mettre ordre à ses affaires.

5. — L'Empereur a passé une nuit extrêmement agitée.

Napoléon est accablé de son état, et s'écrie à diverses reprises : « Ah ! pourquoi, puisque je devais perdre la vie d'une manière aussi déplorable, les boulets l'ont-ils épargnée !

6. — La nuit n'a pas été mauvaise.

Napoléon est plongé dans une espèce d'assoupissement ; il refuse de prendre de la nourriture. Je le presse de se rafraîchir la bouche. « Laissez, docteur, laissez ; ne troublez pas le repos dont je jouis. »

Il y avait une vingtaine de jours qu'il était hors d'état de se faire la barbe ; il l'avait laissée croître au point d'en être incommodé. Je l'avais plusieurs fois engagé à la faire faire par un de ses domestiques ; mais il avait toujours éludé. A la fin, la gêne devint tellement insupportable, que

lui-même témoigna le désir d'être rasé. Je lui proposai d'appeler Cursot ou quelqu'un de sa suite ; il ne répondit pas d'abord, réfléchit quelques moments et me dit : « Je me suis toujours fait la barbe moi-même, jamais personne ne m'a mis la main sur le visage. Aujourd'hui que je suis sans force, il faut bien que je me résigne, que je me soumette à une chose à laquelle ma nature s'est toujours refusée. Mais non, docteur, ajouta-t-il en se tournant vers moi, il ne sera pas dit que je me serai ainsi laissé toucher ; ce n'est qu'à vous que je permettrai de me faire la barbe. » Je n'avais jamais fait que la mienne, je me retranchai sur mon inexpérience, et fis tous mes efforts pour que l'Empereur eut recours à une main plus exercée. « A la bonne heure ; il en sera ce qu'il vous plaira ; mais, aucun autre que vous ne se vantera jamais de m'avoir porté les mains sur la figure. Au reste je verrai. »

7. — L'Empereur a passé la nuit dans une agitation continuelle. Il se lève, se rase, fait sa toilette. « Eh bien ! docteur, ce n'est pas encore cette fois ? — Je vous le disais, Sire ; votre heure n'est pas venue. » J'approchai son fauteuil ; il s'assit, demanda les journaux, et les parcourait avec complaisance lorsqu'il rencontra je ne sais quelle anecdote offensante pour deux de ses généraux, qu'on disait avoir recueillie de la bouche de l'un de nous. Son front devint sévère, son œil prit du feu. « C'est vous, monsieur, qui répandez de telles infamies ! c'est sous mon nom que vous les débitez ! Qui vous pousse, qui vous excite ? que vous proposez-vous ? Est-ce pour me faire tenir école de diffamation que vous vous êtes attaché à mes pas ? Quoi ! mes amis, les miens, ceux qui ont couru ma fortune, c'est moi qui les flétris ! moi qui les déshonore ! Que tardez-vous ? qui vous arrête ? Courez en Europe ; vous y ferez des lettres du Cap, de la Méditerranée, que sais-je, moi ? on n'est jamais embarrassé en fait de libelle. L'émigration battra des mains, je ne serai pas là pour vous démentir ; vous jouirez de vos mensonges. Allez. » Il se retira. Napoléon reprit : « Sans doute il y a eu des fautes ; mais qui n'en fait pas ? Le citoyen, dans sa vie facile, a ses moments de faiblesse et de force ; et l'on veut que des hommes qui ont vieilli au milieu des hasards de la guerre, qui ont été constamment aux prises avec tous les genres de difficultés, n'aient jamais été au-dessous d'eux-mêmes, aient toujours touché juste au but ! »

9. — L'Empereur a passé une assez bonne nuit.

10. — Rien de bien particulier. Il croit cependant éprouver du mieux. « La crise est passée ; me voilà retombé dans l'état où je languis depuis huit mois, beaucoup de faiblesse, point d'appétit et puis... » Il porta la main sur l'hypocondre droit : « C'est là, c'est le foie, docteur. A quelle latitude on m'a livré ! » Il laissa tomber sa tête et resta immobile jusqu'au moment où le chirurgien du 20e, qui lui avait demandé la permission de palper, voulut lui persuader que l'organe dont il se plaignait était en bon état. Il lui jeta un coup d'œil qui n'était assurément pas celui de la conviction, secoua la tête, parut un instant pensif, et lui dit avec une espèce de rire sardonique : « C'est bien, docteur ; je vous sais gré de l'espérance que vous voulez me rendre, Allez. » Nous nous retirâmes.

J'étais rentré dans mon appartement ; il me fit chercher. « Docteur, me dit-il lorsque je parus, votre malade veut dorénavant obéir à la médecine ; il est résolu de prendre vos remèdes. » Puis fixant avec un léger sourire ceux de ses serviteurs qui étaient rangés autour de son lit : « Drogez-moi d'abord tous ces coquins-là, drogez-vous vous-même, vous en avez tous besoin. » Nous espérions le piquer d'amour-propre, nous goûtâmes à la potion. « Eh bien ! soit, je ne veux pas être le seul qui n'ose affronter une drogne. Allons, vite ! » Je la lui donnai ; il la porta brusquement à sa bouche et l'avalait d'un trait.

L'Empereur sort de son lit, et reste dans son fauteuil pendant une heure entière.

Froid glacial aux extrémités inférieures. Je veux le dissiper ; j'essaye des fomentations. « Laissez, ce n'est pas là : c'est à l'estomac, c'est au foie qu'est le mal. Vous n'avez point de remèdes contre l'ardeur qui me consume ? » Arnott voulut encore lui persuader que le foie était intact. « Il le faut bien, puisque Hudson l'a décrété. »

12. — L'Empereur a passé une nuit fort agitée.

L'Empereur s'est levé et s'est fait conduire sur son fauteuil ; mais au bout d'une demi-heure, il a éprouvé un froid glacial aux extrémités inférieures, et a été forcé de se remettre au lit.

Le malade a été fort agité pendant le reste de la journée, et n'a pu goûter qu'un sommeil léger et longtemps interrompu par un sentiment de suffocation.

Le malade a pris avec plaisir quelques cuillerées de crème de riz.

Nouvel accès de fièvre accompagné d'un froid glacial. J'essayais de le dissiper « Merci de vos soins, docteur ; c'est peine perdue ; les secours de l'art n'y peuvent rien, l'heure est sonnée, ma maladie est mortelle. Docteur Arnott, est-ce qu'on ne meurt pas de faiblesse ? comment se fait-il qu'on puisse vivre en mangeant si peu ? »

13. — Il se lève, se fait conduire à son fauteuil, prend la dose accoutumée de décoction de teinture de quinquina : à une heure et demie on le ramène vers son lit.

L'Empereur demande du papier, une écritoire, et défend son appartement. MM. Montholon et Marchand entrent seuls.

Napoléon prend un peu de gélatine et quelques cuillerées de soupe d'*arrow-root*. La fièvre continue toujours avec des rémittences et des paroxysmes très-irréguliers. Le malade dit qu'il devient de jour en jour plus faible, et qu'il sent que toutes ses forces l'abandonnent

14. — L'Empereur a passé une fort mauvaise nuit. — La fièvre a diminué.

Le malade prend du thé acidulé avec du suc de citron ; à huit heures du chocolat ; à neuf heures un peu de gélatine ; à neuf heures et demie une soupe faite avec du vin chaud et des croûtes de pain rôti ; enfin, à dix heures un quart, il mange deux gaufres.

Midi. — Les symptômes morbifiques se sont adoucis, et le malade est d'assez bonne humeur ; il prend encore une soupe au vin chaud, et reçoit de la manière la plus aimable le docteur Arnott ; il lui expose les sensations qu'il éprouve, le questionne, l'interroge sur ce qu'il doit faire, et, passant tout à coup de la médecine à la guerre, il se met à discourir sur les armées anglaises, les généraux qui les ont commandées, et fait un magnifique éloge de Marlborough. Napoléon était mieux ; je renaissais à l'espérance. Je ne fus pas maître d'un mouvement de gaieté : il s'en aperçut, me jeta un coup d'œil et poursuivit : « Ce n'était pas un homme étroitement borné à son champ de bataille ; il négociait, combattait ; il était à la fois capitaine et diplomate. Le 20^e a ses campagnes ? — Je ne le pense pas. — Eh bien ! j'en ai là un exemplaire que je suis bien aise d'offrir à ce brave régiment. Prenez-le, docteur ; vous le placerez de ma part dans sa bibliothèque. » Le

docteur le prit et se retira. « Qu'aviez-vous donc ? me demanda Napoléon dès que nous fûmes seuls. — Rien, un souvenir, la chanson de Malbrouck, dont j'ai été bercé dans mon enfance, m'est revenue à la mémoire ; je fusse parti d'un éclat, si je n'eusse été en présence de Votre Majesté. — Voilà pourtant ce que c'est que le ridicule ; il stigmatise tout jusqu'à la victoire. » Il riait lui-même et se mit à fredonner le premier couplet. Nous prenions Marlborough au plaisant ; Son Excellence n'était pas si facile : elle l'aperçut sous le bras du docteur, ne voulut pas qu'il communiquât avec le 20^e. Arnott, tout confus, se hâta de le déposer chez l'officier d'ordonnance, qui était capitaine de ce régiment. Moins méticuleux, celui-ci le reçoit. Cette inconvenance révolte Hudson ; il accourt, menace, destitue : le capitaine est remplacé. Il le méritait bien, il avait accepté l'ouvrage.

Napoléon se lève deux fois dans le courant de la journée, mais avec beaucoup de peine et reste peu de temps debout.

Le malade prend un bouillon avec des croûtes de pain rôti et un peu de gélatine. Il passe assez tranquillement le reste de la soirée ; il goûte même quelques instants de sommeil.

15. — L'Empereur a passé une mauvaise nuit ; il est assoupi, couvert de sueurs froides ; il éprouve un froid universel. La respiration est courte, profonde, et donne souvent lieu à des soupirs prolongés.

Pendant la nuit, le malade prend à diverses reprises un peu de gélatine et une cuillerée de vin étendu d'eau.

Le malade prend une soupe de vermicelle.

L'Empereur prend du chocolat, le poulx devient plus régulier.

L'entrée de l'appartement de l'Empereur est interdite à tout le monde, excepté au général Montholon et à Marchand, qui restent auprès de lui jusqu'à six heures. J'entre. Le tapis est couvert de papiers déchirés ; tout est étiqueté, muni d'une adresse. Napoléon a fait le recensement de son nécessaire et donné à chacune des pièces qui le composent une destination spéciale. « Voilà mes apprêts, docteur ; je m'en vais, c'en est fait de moi. » Je lui représentai qu'il avait encore bien des chances ; que son état n'était pas désespéré ; il m'arrêta. « Plus d'illusion, me dit-il ; je sais ce qui en est, je suis résigné. »

L'Empereur se plaint, dans la soirée, d'une extrême faiblesse ; il est fatigué ; il a trop écrit.

16. — L'Empereur a passé une nuit assez tranquille, quoiqu'il ait été constamment couvert de sueurs. Quoique l'illustre malade continue à prendre de la nourriture, les forces s'éteignent à vue d'œil.

La porte de son appartement est de nouveau interdite ; le général Montholon et Marchand restent avec lui jusqu'à cinq heures. J'entre : je trouve Napoléon accablé, je laisse percer mon inquiétude. « C'est que je me suis longtemps occupé ; j'ai trop écrit. » Et portant la main sur l'hypocondre droit et la région épigastrique : « Ah ! docteur, quelle souffrance ! quelle oppression ! Je sens à l'extrémité gauche de l'estomac une douleur qui m'accable. »

Le malade passe le reste de la soirée dans un état d'agitation et de somnolence qu'il ne peut vaincre ; je cherche à le soulager, il s'y refuse ; je lui présente la potion, il l'éloigne, retourne la tête et me dit : « Il faut vous marier, je veux vous marier, docteur. — Moi, Sire ! — Vous. » Je ne savais où il voulait en venir, j'attendais ; il reprit : « Vous êtes trop bouillant, trop vif, vous avez besoin d'un calmant. Épousez une Anglaise ; son sang à la glace modérera le feu qui vous dévore. — Je voulais soulager Votre Majesté. — Votre malade sera désormais plus docile : donnez la potion. » Je la lui passai ; il la prit et l'avalait d'un trait. « Quand on est coupable d'irrévérence envers Gallien, voilà comme on l'expie. »

17. — Le poulx s'est maintenu dans le même état de dépression, de vitesse et d'irrégularité, jusqu'à une heure et demie du matin.

Le malade a été fort agité pendant le reste de la nuit ; il éprouvait un froid universel.

L'Empereur a pris la dose accoutumée de décoction et de teinture de quinquina : il s'est trouvé beaucoup mieux le reste de la journée ; il a mangé plus qu'à l'ordinaire et s'est levé deux fois.

J'avais remarqué que l'état de l'Empereur était tolérable lorsqu'il avait le ventre libre ; je cherchai à l'entretenir au moyen de quelques laxatifs. Napoléon était tourmenté par la soif. Il n'avait pas encore usé de la limonade ni de l'orangeade ; ces préparations ne pouvaient que lui être avantageuses, je les prescrivis. L'embarras était de se procurer des citrons et

des oranges ; l'île en fournit, mais si acides, si amers, que je n'osais en faire usage. Il le fallut pourtant, je n'en trouvais pas un seul qui vînt du Cap. J'eus beau monder, trier ; tout était si détestable, que l'Empereur se crut empoisonné. » Docteur, qu'est-ce cela ? quel breuvage ! — De la limonade, Sire. — De la limonade ! » Il se tut, laissa tomber sa tête : « Rassasié d'outrages, en butte à toutes les privations ! dans quelles mains je suis tombé ! »

18. — L'Empereur passe une nuit des plus mauvaises. Il est triste, abattu, ne parle qu'avec difficulté. Il attribue la situation où il se trouve à la potion tonique de la veille. L'Empereur a pris un peu de nourriture qu'il a gardé en partie. Il se lève, se couche, se relève encore et éprouve une inquiétude qu'il ne peut vaincre.

Je propose à Napoléon quelques médicaments que je crois utiles. « Non, me dit-il du ton d'un homme qui a pris son parti ; l'Angleterre réclame mon cadavre, je ne veux pas la faire attendre, et mourrai bien sans drogues. »

« Il n'en est pas là, nous dit Arnott. — Où en est-il donc ? lui demandai-je ; vous répandez l'espérance autour de nous : quels sont vos motifs ? Exposez-moi votre opinion ; faites que je la partage. » J'analysai les symptômes, je récapitulai les accidents ; le docteur fut bientôt revenu d'une conviction qu'il n'avait pas. Nous nous éloignâmes ; la conversation devint sérieuse. Arnott parlait de squirre, d'affections héréditaires. Je lui observai qu'Hudson était sans doute le premier geôlier du monde, mais que ses conceptions physiologiques avaient besoin de la sanction du temps. Il se récria sur l'imputation ; je lui répondis qu'elle était juste.

19. — La nuit est assez tranquille ; le malade n'éprouve pas de vomissement, et demande des pommes de terre frites. Il se trouve un peu mieux, mange plus qu'hier, et prend avec plaisir un potage au vermicelle qu'il ne rejette pas. Le poulx, petit, déprimé et pourtant régulier, donne soixante-seize pulsations à la minute ; la chaleur est naturelle, la peau ni trop humide ni trop sèche, et la physionomie animée.

L'Empereur se lève et s'assied dans son fauteuil ; il est de bonne humeur, se trouve beaucoup mieux qu'à l'ordinaire, et demande qu'on lui fasse la lecture.

Comme le général Montholon se réjouit de cette amélioration, et que moi-même je me laisse aller, je ne sais pourquoi, au même sentiment, il se met à nous sourire avec douceur, et nous dit : « Vous ne vous trompez pas, mes amis, je vais mieux aujourd'hui ; mais je n'en sens pas moins que ma fin approche. Quand je serai mort, chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe. Vous reverrez, les uns vos parents, les autres vos amis, et moi je retrouverai mes braves aux Champs-Élysées. Oui, continua-t-il en haussant la voix « Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre ; ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble. Je leur conterai les derniers événements de ma vie. En me voyant, ils redeviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipions, les Annibal, les César, les Frédéric. Il y aura plaisir à cela !... A moins, ajouta-t-il en riant, qu'on n'ait peur là-bas de voir tant de guerriers ensemble. » Arnott survint ; l'Empereur s'arrêta elle reçut de la manière la plus aimable. Il l'entretint quelque temps et lui adressa des questions très-judicieuses sur sa maladie. Il lui dit que presque toujours en se levant il éprouvait une sensation douloureuse, une chaleur brûlante dans l'estomac, qui ne manquait jamais de lui causer des nausées et des vomissements ; puis, abandonnant tout à coup la suite naturelle de la conversation, il passe à sa situation actuelle, en s'adressant toujours au docteur Arnott, et prenant un ton plus animé, plus solennel : « C'en est fait, docteur, le coup est porté, je touche à ma fin, je vais rendre mon cadavre à la terre. Approchez, Bertrand, traduisez à monsieur ce que vous allez entendre : c'est une suite d'outrages dignes de la main qui me les prodigua ; rendez tout, n'omettez pas un mot.

« J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique ; je demandais une loyale hospitalité, et, contre tout ce qu'il y a de droits sur la terre, on me répondit par des fers. J'eusse reçu un autre accueil d'Alexandre ; l'empereur François m'eût traité avec égard ; le roi de Prusse même eût été plus généreux. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, d'entraîner les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est votre ministère qui a choisi cet affreux rocher, où se consomme en moins de trois années la vie des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment m'avez-vous traité depuis que je suis exilé sur cet écueil ? Il n'y a pas une

indignité, pas une horreur dont vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus simples communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me les avez refusées. Vous n'avez laissé arriver jusqu'à moi aucune nouvelle, aucun papier d'Europe ; ma femme, mon fils même n'ont plus vécu pour moi ; vous m'avez tenu six ans dans la torture du secret. Dans cette île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait pour être habité, celui où le climat meurtrier du tropique se fait le plus sentir. Il m'a fallu me renfermer entre quatre cloisons, dans un air malsain, moi qui parcourais à cheval toute l'Europe ! Vous m'avez assassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'infâme Hudson a été l'exécuteur des hautes-œuvres de vos ministres. » L'Empereur continua encore quelque temps avec la même chaleur, et termina par ces mots : « Vous finirez comme la superbe république de Venise, et moi, mourant sur cet affreux rocher, privé des miens et manquant de tout, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre ! »

Les forces lui manquent, il tombe dans une espèce d'évanouissement. Cependant il se trouve un peu mieux sur le soir. A huit heures il prend quelque nourriture sans éprouver de vomissement et dort jusqu'à onze heures et demie ; alors il s'éveille brusquement et se trouve inondé d'une sueur froide et visqueuse.

20. — Les accidents qui avaient eu lieu dans la journée ont duré jusqu'à trois heures après minuit.

Le malade est assez tranquille pendant la soirée ; toutefois il se plaint d'une sensation douloureuse. Il demande, suivant sa coutume, qu'on lui fasse la lecture, et s'endort presque aussitôt. On la continue, parce qu'on ne l'interrompt d'habitude que quand il l'ordonne. Il se réveille et s'enquiert de quoi il s'agit. « Des prêtres, lui répond-on, et des entraves qu'ils vous ont suscitées ; l'auteur les dépeint comme des hommes insensibles aux bienfaits. — Il extravague. C'est la classe d'hommes qui m'a le moins coûté. Ils étaient tous contre moi ; je leur permis de porter des bas violets, ils furent tous pour moi. »

21. — L'Empereur n'a presque pas dormi, cependant il est un peu mieux qu'hier ; il a pris de la nourriture sans éprouver de vomissement, et au point du jour il s'est trouvé assez de forces pour se lever et passer trois heures

partie à dicter et partie à écrire. Ce travail n'a d'abord été suivi d'aucun inconvénient ; mais vers les neuf heures le vomissement s'est déclaré ; Napoléon s'est trouvé fort incommodé le reste de la journée. A une heure et demie il mande Vignali. « Savez-vous, abbé, ce que c'est qu'une chambre ardente ? — Oui, Sire. — En avez vous desservi ? — Aucune. — Eh bien, vous desservirez la mienne. » Il entre à cet égard dans les plus grands détails, et donne au prêtre de longues instructions. Sa figure était animée, convulsive ; je suivais avec inquiétude les contractions qu'elle éprouvait, lorsqu'il surprit sur la mienne je ne sais quel mouvement qui lui déplut. « Vous êtes au-dessus de ces faiblesses ; mais que voulez-vous ? je ne suis ni philosophe ni médecin. Je crois à Dieu, je suis de la religion de mon père, n'est pas athée qui veut. » Puis revenant au prêtre : « Je suis né dans la religion catholique, je veux remplir les devoirs qu'elle impose et recevoir les secours qu'elle administre. Vous direz tous les jours la messe dans la chapelle voisine, et vous exposerez le saint-sacrement pendant les quarante heures. Quand je serai mort, vous placerez votre autel à ma tête, dans la chambre ardente ; vous continuerez à célébrer la messe, vous ferez toutes les cérémonies d'usage, vous ne cesserez que lorsque je serai en terre. » L'abbé se retira ; je restai seul. Napoléon me reprit sur ma prétendue incrédulité. « Pouvez-vous la pousser à ce point ? Pouvez-vous ne pas croire à Dieu ? Car enfin tout proclame son existence, et puis les plus grands esprits l'ont cru. — Mais, Sire, je ne la révoquai jamais en doute. Je suivais les pulsations de la fièvre, Votre Majesté a cru trouver dans mes traits une expression qu'ils n'avaient pas. — Vous êtes médecin, docteur, me répondit-il en riant. Ces gens-là, ajouta-t-il à demi-voix, ne brassent que de la matière ; ils ne croiront jamais rien. »

Les symptômes que je viens de décrire s'adoucissent peu à peu. Il dort sans interruption pendant toute la soirée.

22. — L'Empereur a passé une bonne nuit, le pouls est à peu près le même qu'hier matin.

L'Empereur est triste, de mauvaise humeur. Cependant il se trouve généralement mieux et passe la journée moitié éveillé et moitié endormi. Le pouls, devenu plus faible, varie de quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-dix pulsations par minute. Le malade consent à prendre la potion suivante :

Magnesiae sulphatis 3 vj, Solve in aqua pura ocio.

Adde infus. gentianae compositae 3 vj, et tinct. compositae ejusdem 3 p. F. mixtura. cujus sumat Cochlearia tria ample subinde.

Il éprouve une exacerbation de fièvre, croit se sentir plus de force qu'à l'ordinaire, est d'une extrême loquacité. « Vous me l'aviez annoncé, docteur ; c'est là, oui, c'est là que git la maladie. Je le sens, l'estomac est attaqué ; mais... » Il leva les yeux au ciel et se tut. A huit heures et demie il a voulu prendre une petite soupe, avec un peu de gélatine, qu'il a rendues vers les dix heures. Il ne peut fermer l'œil pendant une grande partie de la nuit.

23. — L'empereur ne s'est endormi qu'à deux heures du matin ; encore son sommeil a-t-il été de courte durée.

Il se réveille, la fièvre diminue. Somnolence continuelle.

Il prend un peu de nourriture, quelques gouttes de café, défend la porte de son appartement. Il reste enfermé avec MM. Montholon et Marchand jusqu'à cinq heures et demie. Il a beaucoup écrit, il est fatigué.

Il prend un peu de nourriture qu'il rejette, et s'endort. Son sommeil dure toute la soirée.

24. — L'Empereur a bien passé la nuit. Il dormait encore à sept heures. Il s'est éveillé dans un état de faiblesse extrême. La chaleur est à peu près naturelle, et le pouls, encore un peu fébrile, varie de soixante-dix-huit à quatre-vingt-deux pulsations par minute.

L'Empereur fait de nouveau défendre la porte de son appartement, reste enfermé avec le général Montholon et Marchand jusqu'à six heures. J'entre : « J'ai trop écrit, docteur ; je suis affaissé, je n'en puis plus. »

Loquacité continuelle.

Napoléon parle des cultes, des dissensions religieuses, et du projet qu'il avait formé de rapprocher toutes les sectes. Il n'a pu l'exécuter, les revers sont venus trop tôt ; mais du moins il a rétabli la religion ; c'est un service dont on ne peut calculer les suites ; car enfin, si les hommes n'en avaient pas, ils s'égorgeraient pour la meilleure poire et la plus belle fille.

25. — L'Empereur n'a pas clos la paupière.

26. — Nuit fort agitée. L'Empereur parle beaucoup : délire qui se prolonge jusqu'à minuit. Napoléon se trouve un peu mieux au point du jour, et s'endort. Il se réveille à huit heures.

Le grand maréchal me fait demander : j'y vais. C'est pour m'annoncer que l'Empereur l'a chargé de me dire qu'il ne m'a pas compris dans son testament ; mais que son intention est de me laisser 200.000 fr.

L'Empereur est sur son lit de mort ; il me témoigne beaucoup de bienveillance. « Que croyez-vous que je doive donner au médecin anglais, en reconnaissance des visites qu'il m'a faites avec vous ? Je n'oserais assigner des bornes à la munificence de Votre Majesté. — Pensez vous que 500 louis soient assez ? — Oui, Sire, je le crois. — Eh bien ! je lui laisse 12.000 francs ; à vous, je vous en lègue 100.000... » Je le priai de ne pas s'occuper de soins aussi tristes ; il reprit : « Seriez-vous bien aise d'entrer au service de Marie-Louise, de lui être attaché en qualité de chirurgien, comme vous l'êtes auprès de ma personne ? — Si je devais perdre Votre Majesté, ce serait toute mon ambition. — Elle est ma femme, la première princesse de l'Europe : c'est la seule que vous puissiez désormais servir. — Je n'en servirai jamais d'autre. — Fort bien ; je vais écrire à l'impératrice. J'espère que vous serez content de ce que je ferai pour vous. »

La fièvre a duré pendant toute la journée. Napoléon a éprouvé une soif ardente, un froid glacial aux pieds.

Il prend sur le soir un peu d'aliments, et, quoique extrêmement faible, il écrit près de trois heures. Il arrête, cache ses codicilles, et se remet au lit.

27. — La nuit a été fort agitée. L'Empereur n'a pu goûter un instant de repos. Il dort un peu vers le point du jour.

Le malade prend un peu de soupe.

Il essaye d'écrire ; mais les forces sont éteintes, il ne peut tracer qu'une partie du huitième codicille de son testament. Il se promet d'achever le lendemain ; l'atonie est profonde, générale. La mort l'a déjà saisi, il va descendre au tombeau.

Napoléon prend quelque peu d'aliments et le garde.

Napoléon se détermine enfin à abandonner sa chambre mal aérée, petite et incommode pour s'établir dans le salon. Nous nous disposons à le

transporter. « Non, dit-il, quand je serai mort ; pour le moment il suffit que vous me souteniez. »

28. — L'Empereur a passé une très-mauvaise nuit.

L'Empereur m'adresse des paroles pleines de bonté ; puis, avec un calme parfait, une tranquillité inaltérable, il me donne les instructions suivantes : « Après ma mort, qui ne peut être éloignée, je veux que vous fassiez l'ouverture de mon cadavre ; je veux aussi, j'exige que vous me promettiez qu'aucun médecin anglais ne portera la main sur moi. Si pourtant vous aviez indispensablement besoin de quelqu'un, le docteur Arnott est le seul qu'il vous soit permis d'employer. Je souhaite encore que vous preniez mon cœur, que vous le mettiez dans l'esprit-de-vin, et que vous le portiez à Parme à ma chère Marie-Louise. Vous lui direz que je l'ai tendrement aimée, que je n'ai jamais cessé de l'aimer ; vous lui raconterez tout ce que vous avez vu, tout ce qui se rapporte à ma situation et à ma mort. Je vous recommande surtout de bien examiner mon estomac, d'en faire un rapport précis, détaillé, que vous remettrez à mon fils..... Les vomissements qui se succèdent presque sans interruption me font penser que l'estomac est celui de mes organes qui est le plus malade, et je ne suis pas éloigné de croire qu'il est atteint de la lésion qui conduisit mon père au tombeau, je veux dire d'un squirre au pylore Qu'en pensez-vous ? » J'hésitai à répondre,

il continua : « Je m'en suis douté dès que j'ai vu les vomissements devenir fréquents et opiniâtres. Il est pourtant bien digne de remarque, que j'ai toujours eu un estomac de fer, que je n'ai souffert de cet organe que dans ces derniers temps, et que tandis que mon père aimait beaucoup les substances fortes et les liqueurs spiritueuses, je n'ai jamais pu en faire usage. Quoi qu'il en soit, je vous prie, je vous charge de ne rien négliger dans un tel examen, afin qu'en voyant mon fils vous puissiez lui communiquer vos observations et lui indiquer les remèdes les plus convenables..... Quand je ne serai plus, vous vous rendrez à Rome ; vous irez trouver ma mère, ma famille ; vous leur rapporterez tout ce que vous avez observé relativement à ma situation, à ma maladie et à ma mort sur ce triste et malheureux rocher. Vous leur direz que le grand Napoléon est expiré dans l'état le plus déplorable, manquant de tout, abandonné à lui-même et à sa gloire ; vous leur direz qu'en expirant il lègue à toutes les familles régnautes l'horreur et l'opprobre de ses derniers moments ! »

Il est dix heures du matin. La fièvre cesse tout à coup ; le malade tombe dans une adynamie extrême ; il parle beaucoup encore, mais ses paroles sont coupées, incohérentes, et ne présentent, pour ainsi dire, plus de suite.

Le malade est fort agité ; il essaye à diverses reprises d'achever le huitième codicille de son testament ; mais il ne peut écrire, ni même se tenir assis.

29. — L'Empereur passe une très-mauvaise nuit. La fièvre augmente, le délire survient. Napoléon parle d'estomac, de squirre au pylore ; il somme, il interpelle Baxter de paraître, de venir juger de la vérité de ses bulletins. Puis, faisant tout à coup intervenir O'Méara, il établit entre eux un dialogue accablant pour la politique anglaise. La fièvre diminue, l'ouïe devient nette ; l'Empereur se calme, et il nous entretient encore du squirre de son père : il raconte qu'après l'ouverture du cadavre, les médecins de Montpellier pronostiquèrent que la maladie serait héréditaire, et passerait à tous les membres de la famille.

Le malade s'endort et repose tranquillement jusqu'à onze heures. A midi il prend une cuillerée de soupe au vermicelle, un œuf frais et un peu de claret. Le pouls varie de quatre-vingt-dix-sept à quatre-vingt-dix-huit pulsations par minute.

L'emplâtre que j'avais appliqué à la région épigastrique produisait peu d'effet. Je priai Napoléon de le laisser remplacer par un vésicatoire. « Vous le voulez ! Eh bien, soit, faites ; ce n'est pas que j'en attende le moindre effet, mais je touche à ma fin ; je veux que vous jugiez par ma résignation de la reconnaissance que je vous porte. Allez, appliquez-le. » Je l'appliquai. Il fut vingt et une heures avant d'agir.

Napoléon boit beaucoup d'eau fraîche. « Si la destinée voulait que je me rétablisse, j'élèverais un monument dans le lieu où elle jaillit ; je couronnerais la fontaine en mémoire du soulagement qu'elle m'a donné. Si je meurs, que l'on proscrive mon cadavre comme on a proscrit ma personne, que l'on me refuse un peu de terre, je souhaite qu'on m'inhume auprès de mes ancêtres, dans la cathédrale d'Ajaccio en Corse. S'il ne m'est pas permis de reposer où je naquis, eh bien ! qu'on m'ensevelisse là où coule cette eau si douce et si pure. »

30. — L'Empereur a dormi pendant la nuit.

Le malade n'a presque plus de fièvre, il est assez tranquille ; le pouls, faible et déprimé un peu, varie de quatre-vingt-quatre à quatre-vingt-onze pulsations par minute.

La fièvre augmente, ce n'est que vers le soir qu'elle perd un peu de son intensité.

La fièvre devient plus forte. Agitation générale. Anxiété. Froid glacial universel. De moment en moment le pouls cesse de se faire sentir ; il se relève un peu vers onze heures et demie du soir.

1^{er} mai. — Le pouls est petit, fréquent, et donne jusqu'à cent pulsations par minute.

L'Empereur s'endort à l'approche du jour ; mais il se réveille bientôt, et se trouve dans une situation terrible. Peu à peu cependant les symptômes s'affaiblissent, l'oppression se calme, et la matinée est assez tranquille.

2. — Napoléon est plus tranquille, et les symptômes alarmants ont un peu diminué.

La fièvre redouble. Délire. L'Empereur ne parle que de la France, de son fils, de ses compagnons d'armes. « Steingel ! Desaix ! Masséna ! Ah ! la victoire se décide. Allez ! courez ! pressez la charge !... ils sont à nous. » J'écoutais, je suivais les progrès de cette pénible agonie. J'étais accablé, déchiré, lorsque tout à coup Napoléon recueille ses forces, saute à terre et veut absolument descendre se promener dans le jardin. J'accours le recevoir dans mes bras, mais ses jambes plient sous le fardeau, il tombe en arrière : j'ai la douleur de ne pouvoir prévenir la chute. Nous le relevons, nous le supplions de se remettre au lit ; mais il ne connaît plus personne, il s'emporte, il s'irrite, sa tête n'y est plus, il demande toujours à se promener au jardin.

La fièvre diminue. L'Empereur me donne quelques instructions, et ajoute : « Rappelez-vous ce que je vous ai chargé de faire lorsque je ne serai plus. Faites avec soin l'examen anatomique de mon corps, de l'estomac surtout. Les médecins de Montpellier avaient annoncé que le squirre au pylore serait héréditaire dans ma famille. Leur rapport est, je crois, dans les mains de Louis ; demandez, comparez-le avec ce que vous aurez observé vous-même : que je sauve du moins mon fils de cette cruelle maladie. Vous le verrez, docteur ; vous lui indiquerez ce qu'il convient de faire ; vous lui

épargnez les angoisses dont je suis déchiré : c'est un dernier service que j'attends de vous. » Je désirais le rendre ; j'en eus un moment l'espoir. Le praticien qui avait le rapport en dépôt m'avait offert de me le communiquer : mais il se trouva le lendemain qu'il s'était trompé la veille, qu'il ne l'avait plus, qu'il l'avait égaré. Je ne pus faire le rapprochement que Napoléon exigeait.

Sa fin approchait ; nous allions le perdre, chacun redoublait de zèle, de prévenances, voulait lui donner une dernière marque de dévouement. Ses officiers, Marchand, Saint-Denis et moi, nous nous étions exclusivement réservé les veilles ; mais Napoléon ne pouvait supporter la lumière ; nous étions obligés de le lever, de le changer, de lui donner tous les soins au milieu d'une profonde obscurité. L'anxiété avait ajouté à la fatigue ; le grand maréchal était à bout, le général Montholon n'en pouvait, plus, je ne valais pas mieux : nous cédâmes aux pressantes sollicitations des Français qui habitaient Longwood, nous les associâmes aux tristes devoirs que nous remplissions, Piéron, Coursot, tous en un mot veillèrent conjointement avec quelqu'un de nous. Le zèle, la sollicitude qu'ils montraient, touchèrent l'Empereur ; il les recommandait à ses officiers, voulait qu'ils fussent aidés, soutenus, qu'on ne les oubliât pas. « Et mes pauvres Chinois ! qu'on ne les oublie pas non plus, qu'on leur donne quelques vingtaines de napoléons : il faut bien aussi que je leur fasse mes adieux. »

3. — La nuit a été meilleure que de coutume. Les symptômes alarmants d'hier ont diminué, le malade a reposé quelques instants.

La fièvre perd un peu de son intensité. Grande prostration des forces. Profonds soupirs. Anxiété.

Hudson, pris tout à coup d'humanité, imagine que le lait de vache pourrait soulager cette cruelle agonie et en fait offrir. Le docteur Arnott admire l'inspiration de son chef et veut en essayer. Je m'y oppose de toutes mes forces, attendu que le lait est naturellement pesant et indigeste, que l'Empereur rejette à chaque instant les substances les plus douces, les plus légères, les plus faciles à digérer ; attendu que même en bonne santé il n'avait jamais pu supporter aucune espèce de lait. Le docteur Arnott ne se rendait pas, j'insistai : nous eûmes une discussion des plus vives ; je réussis néanmoins à empêcher qu'on administrât du lait à l'Empereur mourant.

Les symptômes s'aggravent et deviennent de plus en plus alarmants.

La fièvre diminue. Nous nous retirons. Vignali reste seul, et nous rejoint quelques instants après, dans la pièce voisine, où il nous annonce qu'il a administré le viatique à l'Empereur.

La fièvre se renouvelle avec violence. Anxiété générale. Face hippocratique. Napoléon jouit encore de l'usage de ses sens. Il recommande à ses exécuteurs testamentaires, dans le cas où il viendrait à perdre connaissance, de ne permettre de l'approcher à aucun médecin anglais autre que le docteur Arnott. « Je vais mourir, vous allez repasser en Europe, je vous dois quelques conseils sur la conduite que vous avez à tenir. Vous avez partagé mon exil, vous serez fidèles à ma mémoire, vous ne ferez rien qui puisse la blesser. J'ai sanctionné tous les principes ; je les infusés dans mes lois, dans mes actes, il n'y en a pas un seul que je n'aie consacré. Malheureusement les circonstances étaient sévères ; j'ai été obligé de sévir, d'ajourner ; les revers sont venus, je n'ai pu débander l'arc, et la France a été privée des institutions libérales que je lui destinais. Elle me juge avec indulgence, elle me tient compte de mes intentions, elle chérit mon nom, mes victoires ; imitez-la, soyez fidèles aux opinions que nous avons défendues, à la gloire que nous avons acquise ; il n'y a hors de là que honte et confusion. »

Un ordre du gouverneur nous enjoint de tenir une consultation avec les docteurs Schort et Mitchell.

On lui administre dix grains de calomel.

L'Empereur prend quelques cuillerées de sabailon, il ne peut les avaler sans eau. Calme fréquemment interrompu.

Les dix grains de calomel n'ont encore produit aucun effet ; on délibère si on doit en administrer une nouvelle dose. Je ne garde plus de mesure, je m'oppose formellement à cette détermination.

4. — Les mêmes symptômes ont duré pendant toute la nuit. L'Empereur n'a pris de l'eau de fleur d'orange qu'en petite quantité et à des intervalles éloignés. Le temps était affreux, la pluie tombait sans interruption, et le vent menaçait de tout détruire. Le saule^[1] sous lequel Napoléon prenait habituellement le frais avait cédé ; nos plantations étaient déracinées, éparses ; un seul arbre à gomme résistait encore, lorsqu'un tourbillon le

saisit, l'enlève et le couche dans la boue. Rien de ce qu'aimait l'Empereur ne devait lui survivre.

Le malade refuse de prendre aucun remède à l'intérieur. Rire sardonique. Yeux fixes. Pupilles élevées ; on distinguait la partie inférieure du globe oculaire. Paupières supérieures abaissées. Face hippocratique.

5. — La nuit est extrêmement agitée.

Napoléon est toujours dans le délire ; il parle avec peine, profère des mots inarticulés, interrompus, laisse échapper ceux de : « Tête armée. » Ce furent les derniers qu'il prononça. Il ne les avait pas fait entendre, qu'il perdit la parole.

Je croyais le principe de vie échappé ; mais peu à peu le pouls se relève ; l'oppression diminue, de profonds soupirs s'échappent : Napoléon vit encore.

Ce fut alors que se passa la plus déchirante peut-être de toutes les scènes dont fut accompagnée sa longue agonie. Madame Bertrand, qui, malgré ses souffrances, n'avait pas voulu quitter le lit de l'auguste malade, fit appeler d'abord sa fille Hortense, et ensuite ses trois fils, pour leur faire voir une dernière fois celui qui avait été leur bienfaiteur. Rien ne saurait exprimer l'émotion qui saisit ces pauvres enfants à ce spectacle de mort. Il y avait environ cinquante jours qu'ils n'avaient été admis auprès de Napoléon, et leurs yeux pleins de larmes cherchaient avec effroi sur son visage pâle et défiguré l'expression de grandeur et de bonté qu'ils étaient accoutumés à y trouver. Cependant d'un mouvement commun ils s'élancent vers le lit, saisissent les deux mains de l'Empereur, les baisent en sanglotant et les couvrent de pleurs. Le jeune Napoléon Bertrand ne peut supporter plus longtemps ce cruel spectacle ; il cède à l'émotion qu'il éprouve ; il tombe, il s'évanouit. On est obligé d'arracher du lit les jeunes affligés et de les conduire dans le jardin. Sans doute le souvenir de cette scène est resté dans leurs cœurs pour n'en jamais sortir, et leurs larmes couleront plus d'une fois quand ils se rappelleront qu'ils ont contemplé le corps de Napoléon au moment où sa grande âme allait en sortir. Pour nous tous qui assistions à ce lugubre adieu des enfants à leur auguste protecteur, l'impression que nous en reçûmes est au-dessus de toutes les paroles humaines : ce ne fut qu'un

même gémissement, une même angoisse, un même pressentiment de l'instant fatal que chaque minute approchait de nous.

Pouls anéanti. J'en suivais avec anxiété les pulsations, je cherchais si le principe de vie était éteint, lorsque je vis arriver Noverraz, pâle, échevelé, tout hors de lui. Ce malheureux, affaibli par quarante-huit jours d'une hépatite aiguë, accompagnée d'une fièvre synocale, entrain à peine en convalescence ; mais il avait appris le fâcheux état de l'Empereur, il voulait voir encore, contempler une dernière fois celui qu'il avait si longtemps servi ; il s'était fait descendre, et arrivait fondant en larmes. J'essaye de le renvoyer : mais son émotion croît à mesure que je lui parle ; il s' imagine que l'Empereur est menacé, qu'il l'appelle au secours ; il ne peut l'abandonner, il veut combattre, mourir pour lui. Sa tête était perdue ; je flattai son zèle, je le calmai et revins à mon poste.

Tiraillements spasmodiques arqués de l'épigastre et de l'estomac, profonds soupirs, cris lamentables, mouvements convulsifs qui se terminent par un bruyant et sinistre sanglot. Les paupières restent fixes, les yeux se meuvent, se renversent sous les paupières supérieures, le pouls tombe, se ranime. Il est six heures moins onze minutes, Napoléon touche à sa fin ; ses lèvres se couvrent d'une légère écume : il n'est plus !

Tout s'écoule aussitôt ; ce n'est que pleurs, que sanglots ; chacun est accablé d'une perte aussi cruelle. Nous étions dans le premier saisissement de la douleur, deux Anglais en profitent et se glissent au milieu de nous : ils pénètrent dans le salon, découvrent, palpent l'Empereur et se retirent comme ils sont venus. Cette profanation nous rend à nous-mêmes, nous rentrons, nous veillons sur le cadavre ; des mains anglaises ne doivent pas le souiller.

Il y avait six heures qu'il était sans vie ; je le fis raser, laver, et le plaçai sur un autre lit ; de leur côté, les exécuteurs testamentaires avaient pris connaissance de deux codicilles qui devaient être ouverts immédiatement après la mort de l'Empereur ; l'un était relatif aux gratifications qu'il accordait sur sa cassette à toutes les personnes de sa maison et aux aumônes qu'il faisait distribuer aux pauvres de Sainte-Hélène ; l'autre contenait des instructions sur ses funérailles. Il était ainsi conçu

Avril. le 16, 1821. Longwood.

Ceci est un codicille de mon testament.

1° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

2° Je lègue aux comtes Bertrand, Montholon, et Marchand, l'argent, bijoux, argenterie, porcelaine, meubles, livres, armes, et généralement tout ce qui m'appartient dans Sainte-Hélène.

Ce codicille, tout entier écrit de ma main, est signé et scellé de mes armes.

(Sceau.)

NAPOLÉON.

Les exécuteurs testamentaires notifièrent cette pièce au gouverneur, qui se récria sur cette prétention, et déclara qu'elle était inadmissible ; qu'il s'y opposait, que le cadavre devait rester dans l'île ; que l'Angleterre y tenait, qu'elle ne s'en dessaisirait pas. On chercha à désarmer sa haine, on essaya les représentations, les prières, tout fut inutile ; le corps de Napoléon devait rester à Sainte-Hélène, il y resterait. Les exécuteurs testamentaires invoquaient l'humanité, le respect qu'on doit aux morts ; mais le droit s'évanouit devant la force ; on ne put que recourir aux ressources des faibles, protester et obéir. On le fit, on choisit un lieu dont l'Empereur, qui pourtant ne l'avait vu qu'une fois, parlait toujours avec satisfaction, celui où jaillissait cette eau bienfaisante qui avait si souvent adouci les maux qu'il endurait. Hudson y consentit ; il avait depuis 1820 l'ordre de retenir les dépouilles de Bonaparte, mais il lui était indifférent qu'elles fussent dans tel ou tel endroit de l'île ; et montant aussitôt à cheval, il accourut à la tête de son état-major, des membres de son conseil, du général Coffin, du contre-amiral Lambert, du marquis de Montchenu, et de ce qu'il y avait de médecins, de chirurgiens dans l'île. Il voulait s'assurer par lui-même que Napoléon était bien mort, que le corps qu'il voyait était bien celui de l'Empereur. Il demandait aussi qu'on procédât à l'ouverture du cadavre, mais je lui observai qu'il y avait trop peu de temps qu'il était sans vie ; il n'insista pas. « Vous m'avez fait demander du plâtre pour prendre le masque du défunt ; un de mes chirurgiens est fort habile dans ces sortes

d'opérations, il vous aidera. » Je remerciai Son Excellence ; le moulage est une chose si facile que je pouvais me passer d'aide. Mais je manquai de plâtre ; madame Bertrand n'avait reçu, malgré ses instances, qu'une espèce de chaux. Je ne savais comment faire, lorsque le docteur Burton nous indiqua un gisement où se trouvait du gypse. Le contre-amiral donna aussitôt des ordres, une chaloupe mit en mer et rapporta quelques heures après des fragments qu'on fit calciner. J'avais du plâtre, je moulai la figure et procédai à l'autopsie.

Les généraux Bertrand et Montholon, Marchand, exécuteurs testamentaires, assistaient à cette opération pénible, où se trouvaient aussi sir Thomas Reade, quelques officiers d'état-major, les docteurs Thomas Schort, Arnott, Charles Mitchell, Mathieu Livingston, chirurgien de la compagnie des Indes, et autres médecins au nombre de huit que j'avais invités.

Napoléon avait destiné ses cheveux aux divers membres de sa famille ; on le rasait, je vérifiai quelques remarques que j'avais déjà faites. Voici les principales :

1° L'Empereur avait considérablement maigri, depuis mon arrivée à Sainte-Hélène ; il n'était pas en volume le quart de ce qu'il était auparavant.

2° Le visage et le corps étaient pâles, mais sans altération, sans aspect cadavéreux. La physionomie était assez belle, les yeux fermés, et on eût dit non que l'Empereur était mort, mais qu'il dormait d'un profond sommeil. Sa bouche conservait l'expression du sourire, à cela près que du côté gauche elle était légèrement contractée par le rire sardonique.

3° Le corps présentait la plaie d'un cautère fait au bras gauche, et plusieurs cicatrices, savoir : une à la tête, trois à la jambe gauche, dont une sur la malléole externe, une cinquième à l'extrémité du doigt annulaire de la main gauche ; enfin, il y en avait un assez grand nombre sur la cuisse gauche.

4° La hauteur totale, du sommet de la tête aux talons, était de cinq pieds deux pouces et quatre lignes.

5° L'étendue comprise entre ses deux bras, en partant des extrémités des deux points du milieu, était de cinq pieds deux pouces.

6° De la symphise du pubis au sommet de la tête, il y avait deux pieds sept pouces quatre lignes.

7° Du pubis au calcaneum, deux pieds sept pouces.

8° Du sommet de la tête au menton, sept pouces et six lignes.

9° La tête avait vingt pouces et dix lignes de circonférence ; le front était haut, les tempes légèrement déprimées, les régions sincipitales très-fortes et très-évasées.

10° Cheveux rares et de couleur châtain clair.

11° Cou un peu court, mais assez normal.

12° Poitrine large et d'une bonne conformation.

13° Abdomen très-météorisé et volumineux.

14° Les mains, les pieds un peu petits, mais beaux et bien faits.

15° Membres tendus et roides.

16° Toutes les autres parties du corps étaient à peu près dans les proportions ordinaires.

Je fus curieux de faire à ce grand homme l'application du système craniologique des docteurs Spurzheim et Gall. Voici les signes les plus apparents qu'offrit sa tête :

1° Organe de la dissimulation.

2° Organe des conquêtes.

3° Organe de la bienveillance.

4° Organe de l'imagination.

5° Organe de l'ambition, de l'amour de la gloire.

Sous le rapport des facultés intellectuelles, je trouvai :

1° Organe de l'individualité, ou connaissance des individus et des choses.

2° Organe de la localité, des rapports de l'espace.

3° Organe du calcul.

4° Organe de la comparaison.

5° Organe de la causalité, de l'esprit d'induction, de tête philosophique.

Le cadavre était gisant depuis vingt heures et demie. Je procédai à l'autopsie ; j'ouvris d'abord la poitrine. Voici ce que j'observai de plus remarquable :

Les cartilages costaux sont en grande partie ossifiés.

Le sac formé par la plèvre costale du côté gauche contenait environ un verre d'eau de couleur citrine.

Une couche légère de lymphes coagulables couvrait une partie des faces des plèvres costale et pulmonaire correspondantes du même côté.

Le poumon gauche était légèrement comprimé par l'épanchement, adhérait par des nombreuses brides aux parties postérieure et latérale de la poitrine et au péricarde ; je le disséquai avec soin, je trouvai le lobe supérieur parsemé de tubercules et quelques petites excavations tuberculeuses.

Une couche légère de lymphes coagulables couvrait une partie des faces des plèvres costale et pulmonaire correspondantes de ce côté.

Le sac de la plèvre costale du côté droit renfermait environ deux verres d'eau de couleur citrine.

Le poumon droit était légèrement comprimé par l'épanchement ; mais son parenchyme était en état normal. Les deux poumons étaient généralement crépitants et d'une couleur naturelle. La membrane plus composée ou muqueuse de la trachée-artère et des bronches était assez rouge, et enduite d'une assez grande quantité de pituite épaisse et visqueuse.

Plusieurs des ganglions bronchiques et du médiastin étaient un peu grossis, presque dégénérés, et en suppuration.

Le péricarde était en état normal et contenait environ une once d'eau de couleur citrine. Le cœur, un peu plus volumineux que le poing du sujet, présentait, quoique sain, assez de graisse à sa base et à ses sillons. Les ventricules aortique et pulmonaire et les oreillettes correspondantes étaient en état normal, mais pâles et tout à fait vides de sang. Les orifices ne présentaient aucune lésion notable. Les gros vaisseaux artériels et veineux auprès du cœur étaient vides et généralement en état normal.

L'abdomen présenta ce qui suit :

Distension du péritoine, produite par une grande quantité de gaz.

Exsudation molle, transparente et difffluente, revêtant dans toute leur étendue les deux parties ordinairement contiguës de la face interne du péritoine.

Le grand épiploon était en état normal.

La rate et le foie durci étaient très-volumineux et gorgés de sang ; le tissu du foie, d'un rouge brun, ne présentait, du reste, aucune altération notable de structure. Une bile extrêmement épaisse et grumeleuse remplissait et distendait la vésicule biliaire. Le foie, qui était affecté d'hépatite chronique, était uni intimement par sa face convexe au diaphragme ; l'adhérence se prolongeait dans toute son étendue, elle était forte, celluleuse et ancienne. La face concave du lobe gauche adhérait immédiatement et fortement à la partie correspondante de l'estomac, surtout le long de la petite courbure de cet organe, ainsi qu'au petit épiploon. Dans tous ces points de contact, le lobe était sensiblement épais, gonflé et durci.

L'estomac parut d'abord dans un état des plus sains ; nulle trace d'irritation ou de phlogose, la membrane péritonéale se présentait sous les meilleures apparences. Mais en examinant cet organe avec soin, je découvris sur la face antérieure, vers la petite courbure et à trois travers de doigt du pylore, un léger engorgement comme squirreux, très-peu étendu et exactement circonscrit. L'estomac était percé de part en part dans le centre de cette petite induration. L'adhérence de cette partie au lobe gauche du foie en bouchait l'ouverture.

Le volume de l'estomac était plus petit qu'il ne l'est ordinairement.

En ouvrant ce viscère le long de sa grande courbure, je reconnus qu'une partie de sa capacité était remplie par une quantité considérable de matières faiblement consistantes et mêlées à beaucoup de glaires très-épaisses et d'une couleur analogue à celle du marc de café ; elles répandaient une odeur âcre et infecte. Ces matières retirées, la membrane *plus composée* ou muqueuse de l'estomac se trouva dans son état normal, depuis le petit jusqu'au grand cul-de-sac de ce viscère, en suivant la grande courbure. Presque tout le reste de la surface interne de cet organe était occupé par un ulcère cancéreux qui avait son centre à la partie supérieure, le long de la petite courbure de l'estomac, tandis que les bords irréguliers, digités et

linguiformes de sa circonférence s'étendaient en avant, en arrière de cette surface intérieure, et depuis l'orifice du cardia jusqu'à un bon pouce du pylore. L'ouverture, arrondie, taillée obliquement en biseau aux dépens de la face interne du viscère, avait à peine quatre à cinq lignes de diamètre en dedans et deux lignes et demie au plus en dehors ; son bord circulaire, dans ce sens, était extrêmement mince, légèrement dentelé, noirâtre, et seulement formé par la membrane péritonéale de l'estomac. Une surface ulcéreuse, grisâtre et lisse, formait d'ailleurs les parois de cette espèce de canal qui aurait établi une communication entre la cavité de l'estomac et celle de l'abdomen, si l'adhérence avec le foie ne s'y était opposée. L'extrémité droite de l'estomac, à un pouce de distance du pylore, était environnée d'un gonflement ou plutôt d'un endurcissement squirreux annulaire, de quelques lignes de largeur. L'orifice du pylore était dans un état tout à fait normal. Les bords de l'ulcère présentaient des boursoufflements fongueux remarquables dont la base, dure, épaisse et squirreuse, s'étendait aussi à toute la surface occupée par cette cruelle maladie.

Le petit épiploon était rétréci, gonflé, extrêmement durci et dégénéré. Les glandes lymphatiques de ce pli péritonéal, celles qui sont placées le long des courbures de l'estomac, ainsi que celles qui avoisinent les piliers du diaphragme étaient en partie tuméfiées, squirreuses, quelques-unes même en suppuration.

Le tube digestif était distendu par une grande quantité de gaz. A la surface péritonéale et aux replis péritonéaux, je remarquai de petites taches et de petites plaques rouges, d'une nuance très-légère, de dimensions variées, éparses et assez distantes les unes des autres. La membrane *plus composée* de ce canal paraissait être dans un état normal. Une matière noirâtre et extrêmement visqueuse enduisait les gros intestins.

Le rein droit était dans un état normal ; celui du côté gauche était déplacé et renversé sur la colonne lombo-vertébrale ; il était plus long et plus étroit que le premier ; du reste, il paraissait sain. La vessie, vide et très-rétrécie, renfermait une certaine quantité de gravier mêlé avec quelques petits calculs. De nombreuses plaques rouges étaient éparses sur la membrane *plus composée* ou muqueuse ; les parois de cet organe étaient en état anormal.

Je voulais faire l'examen du cerveau. L'état de cet organe dans un homme tel que l'Empereur était du plus haut intérêt ; mais on m'arrêta durement : il fallut céder.

J'avais terminé cette triste opération. Je détachai le cœur, l'estomac, et les mis dans un vase d'argent rempli d'esprit-de-vin. Je réunis ensuite les parties séparées, les assemblai par une suture, je lavai le corps, et fis place au valet de chambre, qui l'habilla comme il avait coutume de l'être pendant sa vie : caleçon, culotte de casimir blanc, gilet blanc, cravate blanche surmontée d'une cravate noire bouclée par derrière ; grand cordon de la Légion d'honneur, uniforme de colonel de chasseurs de la garde^[2], décoré des ordres de la Légion d'honneur et de la couronne de fer ; longues bottes à l'écuyère avec de petits éperons ; enfin chapeau à trois cornes. Ainsi vêtu, Napoléon fut enlevé, à cinq heures et trois quarts, de cette salle où la foule pénétra aussitôt. Le linge, le drap qui avait servi à la dissection du cadavre, tout fut emporté, déchiré, distribué ; ils étaient teints de sang, chacun voulait en avoir un lambeau.

Napoléon fut exposé dans sa petite chambre à coucher qu'on avait convertie en chambre ardente. Elle était tendue en drap noir que l'on avait tiré du magasin de la compagnie des Indes, à James-Town. Ce fut cette circonstance qui fit connaître la maladie et la mort de Napoléon dans l'île. Étonnés de voir transporter tant d'étoffes, les habitants et les employés eux-mêmes cherchaient quel pouvait être l'usage auquel on les destinait. Ils n'en voyaient aucun. La curiosité s'accrut et devint générale à mesure que l'on connut ce qui l'avait fait naître. Les idées les plus étranges, les bruits les plus bizarres commençaient à se propager, lorsqu'un Chinois révéla le mystère. Ce ne fut qu'un cri de surprise : chacun était étonné, confondu. « Comment ! le général Bonaparte était sérieusement malade ! On nous disait qu'il se portait si bien ! »

Le cadavre, qui n'avait pu être embaumé, faute des substances nécessaires, et dont la blancheur était vraiment extraordinaire, fut déposé sur un des lits de campagne, surmonté de petits rideaux blancs qui servaient de sarcophage !!! Le manteau de drap bleu que Napoléon avait porté à la bataille de Marengo servait de couverture. Les pieds et les mains étaient libres ; l'épée au côté gauche, et un crucifix sur la poitrine. A quelque distance du corps était le vase d'argent qui contenait le cœur et l'estomac

qu'on m'avait forcé d'y déposer. Derrière la tête était un autel où le prêtre, en surplis et en étole, récitait des prières. Toutes les personnes de la suite de Napoléon, officiers et domestiques, en habit de deuil, se tenaient debout, à gauche. Le docteur Arnott veillait sur le cadavre, qui avait été mis sous sa responsabilité personnelle.

Depuis plusieurs heures la foule obstruait les avenues et se pressait à la porte de la chambre ardente. On ouvrit : elle entra, contempla ces restes inanimés, sans confusion, sans tumulte, avec un silence religieux. Le capitaine Croquat, officier d'ordonnance de Longwood, réglait l'ordre dans lequel chacun se présentait. Les officiers et les sous-officiers du 20^e et du 66^e furent admis les premiers ; les autres ensuite. Tous éprouvaient cette émotion que le courage malheureux éveille toujours dans le cœur des braves.

L'affluence fut encore plus grande le lendemain. Les troupes, la population, tout accourt, tout se presse ; il n'y a pas jusqu'aux dames qui ne bravent l'autorité et la fatigue pour contempler une dernière fois les restes inanimés de l'Empereur. Un ordre ridicule leur défend de paraître à Longwood ; elles se mêlent à la foule, aux transports ; elles arrivent et n'en font que mieux éclater les sentiments qui les animent. Chacun répudie la complicité d'une mort cruelle : c'est une consolation pour nous.

Je la goûtais, lorsque je vis venir à moi les docteurs Schort, Mitchell et Burton, qui sortaient de chez l'officier d'ordonnance. Ces messieurs avaient, comme je l'ai dit, assisté d'office à l'autopsie, mais n'y avaient pris aucune part. Cependant ils s'étaient tout à coup avisés que c'était à eux à dresser le procès-verbal. Ils l'avaient écrit, rédigé, et me l'apportaient à signer : je refusai. Qu'avais-je à faire d'Anglais, de rédaction anglaise ? J'étais médecin de Napoléon ; j'avais fait l'autopsie, c'était à moi à la constater. Je ne pouvais rien déguiser, rien entendre ; j'offris une copie de mon rapport ; mais il n'allait pas au but, on n'en voulut pas.

La caisse qui devait recevoir l'Empereur était arrivée, je fus obligé d'y mettre le cœur et l'estomac. Je m'étais flatté de les transporter en Europe ; mais toutes mes démarches furent inutiles : j'eus la douleur d'être refusé. Je laissai le premier de ces organes dans le vase qui d'abord l'avait reçu, et mis le second dans un autre vase de même métal et de forme cylindrique, qui servait à serrer l'éponge de Napoléon. Je remplis l'un, celui qui

contenait le cœur, d'alcool ; je le fermai hermétiquement, je le soudai, et les déposai l'un et l'autre aux angles du cercueil. On y descendit Napoléon ; on le plaça dans la caisse de fer-blanc, qu'on avait garnie d'une espèce de matelas, d'un oreiller, et revêtue en satin blanc. Le chapeau, ne pouvant rester, faute d'espace, sur la tête du mort, fut mis sur ses pieds, on y mit aussi des aigles, des pièces de toutes les monnaies frappées à son effigie, son couvert, son couteau, une assiette avec ses armes, etc. On ferma la caisse, on la souda avec soin, et on la passa dans une autre en acajou qu'on mit dans une troisième, faite en plomb, qui fut elle-même disposée dans une quatrième d'acajou, qu'on scella et ferma avec des vis de fer. On exposa le cercueil à la place même où le corps l'avait été, et on le couvrit avec le manteau que portait Napoléon à la bataille de Marengo. Arnott continua sa surveillance, l'abbé Vignali ses prières, et la multitude, dont les flots croissaient d'heure en heure, put circuler autour de ces apprêts funèbres.

Nous étions accablés, nous nous retirions lorsque Hudson nous rejoignit. Toujours humain, compatissant et vrai, il déplora la perte que nous avions faite, et nous annonça qu'elle était d'autant plus fâcheuse que son gouvernement revenait à bien. Il l'avait chargé de faire connaître au général Bonaparte que l'instant approchait où la liberté pourrait lui être rendue, et que Sa Majesté Britannique ne serait pas la dernière à accélérer le terme de sa captivité. Il est mort, tout est fini ; nous lui rendrons demain les derniers devoirs. Les troupes ont ordre de prendre le deuil et les armes dès la pointe du jour.

8. — Elles les prirent en effet ; le gouverneur arriva, le contre-amiral suivit, et bientôt toutes les autorités civiles et militaires se trouvèrent réunies à Longwood. La journée était magnifique, la population couvrait les avenues, la musique couronnait les hauteurs : jamais spectacle aussi triste, aussi solennel n'avait été étalé dans ces lieux. Midi et demi sonne, les grenadiers saisissent le cercueil, le soulèvent avec peine, et parviennent cependant, à force de constance et d'efforts, à le transporter dans la grande allée du jardin, où les attend le corbillard. Ils le placent sur le char, le couvrent d'un drap de velours violet et du manteau que Napoléon portait à Marengo. La maison de l'Empereur est en deuil. Le cortège se range conformément au programme arrêté par le gouverneur, et se met en marche dans l'ordre qui suit :

L'abbé Vignali, revêtu des ornements sacerdotaux avec lesquels on célèbre la messe, ayant à ses côtés le jeune Henri Bertrand, portant un bénitier d'argent avec son goupillon.

Le docteur Arnott et moi.

Les personnes chargées de surveiller le corbillard traîné par quatre chevaux conduits par des palefreniers, et escorté par douze grenadiers sans armes, de chaque côté. Les derniers doivent porter le cercueil sur leurs épaules dès que le mauvais état du chemin empêchera le char d'avancer.

Le jeune Napoléon Bertrand et Marchand, tous les deux à pied et sur les côtés du corbillard.

Les comtes Bertrand et Montholon à cheval immédiatement derrière le corbillard.

Une partie de la suite de l'Empereur.

La comtesse Bertrand avec sa fille Hortense, dans une calèche attelée de deux chevaux conduits à la main par ses domestiques, qui marchent du côté du précipice.

Le cheval de l'Empereur, conduit par son piqueur Archambaud.

Les officiers de marine à pied et à cheval.

Les officiers d'état-major à cheval.

Les membres du conseil de l'île, à cheval.

Le général Coffin et le marquis de Montchenu, à cheval.

Le contre-amiral et le gouverneur à cheval.

Les habitants de l'île.

Le cortège sortit dans cet ordre de Longwood, passa devant le corps de garde et trouva la garnison de l'île, au nombre de deux mille cinq cents hommes environ, rangée sur la gauche de la route qu'elle occupait jusqu'à Hut's-Gate. Des corps de musiciens placés de distance en distance ajoutaient encore, par leurs sons lugubres, à la tristesse et à la solennité de la cérémonie. Lorsque le cortège eut défilé, ces troupes le suivirent et l'accompagnèrent vers le lieu de la sépulture. Les dragons marchaient en tête. Venaient ensuite le 20^e régiment d'infanterie, les soldats de marine, le 66^e, les volontaires de Sainte-Hélène, et enfin le régiment de l'artillerie

royale avec quinze pièces de canon. Lady Lowe et sa fille étaient sur le chemin, à Hut's-Gate, dans une calèche à deux chevaux. Elles étaient accompagnées de quelques domestiques en deuil, et suivaient de loin le cortège. Les quinze pièces d'artillerie de campagne étaient placées le long de la route, et les canonniers se tenaient à leurs pièces prêts à faire feu.

Parvenu à un quart de mille environ au delà de Hut's-Gate, le corbillard s'arrêta, les troupes firent halte, et se rangèrent en bataille le long de la route. Les grenadiers prirent alors le cercueil sur leurs épaules, et le portèrent ainsi jusqu'au lieu de la sépulture par la nouvelle route qui avait été pratiquée exprès sur les flancs de la montagne. Tout le monde met pied à terre, les dames descendent de calèche, et le cortège accompagne le corps sans observer aucun ordre. Les comtes Bertrand et Montholon, Marchand et le jeune Napoléon Bertrand portent les quatre coins du drap. Le cercueil est déposé sur les bords de la tombe que l'on avait tendue en noir. On aperçoit auprès la chèvre, les cordages qui doivent servir à le descendre. Tout présente un aspect lugubre, tout concourt à augmenter la tristesse et la douleur dont nos cœurs sont remplis. Notre émotion est profonde, mais concentrée et silencieuse. On découvre le cercueil. L'abbé Vignali récite les prières accoutumées, et le corps est descendu dans la tombe, les pieds vers l'orient et la tête à l'occident. L'artillerie fait aussitôt entendre trois salves consécutives de quinze coups chacune. Le vaisseau amiral tire pendant la marche vingt-cinq coups de canon de minute en minute. Une énorme pierre, qui devait être employée dans la construction de la nouvelle maison de l'Empereur, est destinée à fermer sa tombe. Les cérémonies religieuses sont terminées, on la soulève au moyen d'un anneau dont elle est armée, et on la pose au-dessus du cercueil qu'elle ne touche pourtant pas. Elle appuie de chaque côté sur un mur solide en pierre. Lorsqu'elle est placée, on la fixe, on enlève l'anneau, et on remplit la place qu'il occupait ; on recouvre la maçonnerie d'une couche de ciment.

Pendant que l'on achevait ces travaux, la foule se jetait sur les saules dont la présence de Napoléon avait déjà fait un objet de vénération. Chacun voulait avoir des branches ou des feuillages de ces arbres, qui devaient ombrager la tombe de ce grand homme, et les garder comme un précieux souvenir de cette scène imposante de tristesse et de douleur. Hudson et l'amiral, que blesse cet élan, cherchent à l'arrêter ; ils s'emportent, ils

menacent. Les assaillants se hâtent d'autant plus, et les saules sont dépouillés jusqu'à la hauteur où la main peut atteindre. Hudson était pâle de colère ; mais les coupables étaient nombreux, de toutes les classes, il ne put sévir. Il s'en vengea en interdisant l'accès du tombeau, qu'il fit entourer d'une barricade, et auprès duquel il plaça deux factionnaires et un poste de douze hommes avec un officier. Celle garde, disait-il, devait y être maintenue à perpétuité.

La tombe de l'Empereur est à environ une lieue de Longwood. Elle est de forme quadrangulaire, plus large dans le haut que dans le bas ; sa profondeur est d'environ douze pieds. Le cercueil est placé sur deux fortes pièces de bois, et isolé dans tout son pourtour. Nous ne pûmes le couronner d'une pierre tumulaire ni d'une modeste inscription. Le gouverneur s'y opposa, comme si une pierre, une inscription eussent pu en apprendre au monde plus qu'il n'en savait.

Hudson avait mis Napoléon au tombeau, sa tâche était finie ; il ne lui restait qu'à recueillir quelques fournitures. Il accourut, s'en fit remettre l'état, examina, fureta, alla jusqu'à ouvrir des paquets que l'Empereur avait lui-même cachetés avant sa mort. Ses recherches sont infructueuses ; il ne trouve pas l'objet secret qu'il poursuit, il en devient plus tenace ; il fouille, il presse, il interroge et ne consent à quitter la place que lorsque ses agents ont inventorié les meubles, emballé les livres, qu'il ne reste pas un coin qui n'ait été visité, pas un chiffon qui n'ait été enregistré.

Nous désirions conserver quelques-uns de ces objets sans valeur, qui étaient pour nous d'un prix inestimable, puisqu'ils avaient servi à l'Empereur ; nous demandâmes, nous sollicitâmes, nous ne mimes pas de bornes à nos offres ; mais plus nous insistions, plus nous étions durement refusés : nous ne pûmes rien obtenir. En revanche, Hudson nous annonça avec une grâce infinie que nous eussions à nous préparer au départ, que nous mettrions à la voile sur un bâtiment de l'État et aux frais du gouvernement.

Nous allions quitter Sainte-Hélène, c'était le moment de compter avec nos hôtes. Le général Bertrand, qui avait une vieille affaire avec Lowe, s'y disposait ; mais le geôlier n'aimait pas le tranchant du sabre, il fit négocier, et tout fut dit.

Il en devint plus souple, plus complaisant ; il voulut nous choisir un bâtiment, nous donner un capitaine sûr, un équipage habile : il nous destina le *Camel storeship* ; c'était un transport léger, commode, qui réunissait tout. Nous cherchions d'où venait à Hudson cette subite obligeance, lorsque nous apprîmes que le merveilleux navire était un bâtiment vivrier qui servait à approvisionner l'île. Nous réclamâmes ; il se récria, protesta que nous avions été trompés, et nous donna l'ordre d'envoyer nos effets à bord. Nous pensions nous embarquer le soir même, nous suivîmes.

Nous allions quitter l'île, nous voulûmes visiter une dernière fois l'asile où reposait Napoléon. Nous le vîmes, nous l'arrosâmes de nos larmes, nous l'entourâmes de violettes, dépensées, et lui dîmes adieu pour jamais. Nous emportâmes quelques branches de saule, triste consolation que le poste n'eut pas le courage de nous refuser. Nous arrivâmes à James-Town. Le temps n'avait pas suffi, il y avait encore une foule de caisses à terre ; le départ était remis au lendemain. Hudson nous attendait avec son épouse, il nous pria à dîner ; nous acceptâmes. Le banquet fut magnifique ; Lowe était presque aimable : on eût dit qu'il n'avait plus ses clefs. Nous fûmes bien détrompés lorsque nous arrivâmes au vaisseau : c'était, comme on nous l'avait dit, un bâtiment sale, étroit, qui servait à transporter les bœufs, les porcs, les moutons, etc., que consommait l'île. Le rapprochement était ingénieux, le choix digne de la main qui l'avait fait. Nous étions entassés pêle-mêle sur un bord infect ; mais nous échappions aux verrous. Le temps était beau, le ciel sans nuages, nous levâmes l'ancre le 27 mai, et nous nous éloignâmes de cette station malheureuse que pourtant nous regrettions.

Le vent enflait nos voiles, le jour baissait, Sainte-Hélène se perdait à l'horizon, nous saluâmes une dernière fois cet horrible écueil, et nous cherchâmes chacun un peu d'espace où nous pussions reposer. La chose n'était pas facile, les caisses couvraient le pont ; de la poupe à la proue, ce n'était que meubles, que ballots, et Hudson avait encore jeté sur ce faible bâtiment, qui n'était pas de l'échantillon d'une corvette, deux cents soldats qu'il envoyait en Europe. L'on fut obligé de se blottir au pied des mâts, sur les affûts, partout où l'on pouvait appuyer sa tête.

Nous avions dépassé le tropique, atteint l'équateur ; le ciel brillant, azuré, facile, rendait cet entassement moins cruel. Nous ne tardâmes pas néanmoins à en ressentir les effets. Les douleurs abdominales se

manifestèrent bientôt, les flux de ventre se déclarèrent ; nous fûmes menacés de tous les ravages que la dyssenterie exerce à cette latitude. Nous redoublâmes de soins, nous fîmes usage de médicaments, de bains d'eau salée ; nous réussîmes à les arrêter ; nous ne perdîmes que quelques soldats.

Nous avions échappé aux maladies, mais notre voyage se prolongeait ; nos volailles avaient péri, nous n'avions plus de viande fraîche ; l'eau, les provisions allaient se trouver à bout, lorsque nous aperçûmes les Açores. Nous étions accablés de chaleur et de fatigue ; c'était la première station que nous rencontrions. nous priâmes le capitaine de mettre en panne et de nous faire acheter quelques comestibles. Il avait ordre de ne pas prendre terre ; nous n'étions plus qu'à dix journées de Portsmouth, il refusa. Madame Bertrand était toujours souffrante, ne se remettait qu'avec peine de la maladie qu'elle avait faite à bord : nous insistâmes ; mais il y avait encore de la viande salée, un peu d'eau, nous pouvions attendre ; il allait forcer de voiles. Nous forçâmes en effet. Le ciel s'était obscurci, le vent était impétueux, la mer soulevée par les orages ; nous filions jusqu'à neuf, onze, douze nœuds à l'heure. Cette tempête nous fut fatale : elle couvrit d'eau deux caisses où nous cultivions les branches de saule que nous avions cueillies sur le tombeau de l'Empereur, et les fit périr.

L'Afrique était dépassée. Nous étions en Europe, dans les limites qu'avait indiquées Napoléon : ses exécuteurs testamentaires prirent connaissance de ses dernières dispositions. Elles devaient rester dans le cœur de ceux qu'elles intéressent ; mais l'Angleterre, où l'on fait profit de tout, les a livrées pour un shelling. Elles sont publiques.

La légation française m'avait délivré un passe-port, je fis sur-le-champ mes dispositions pour me rendre à Rome. Je quittai Londres, j'arrivai à Douvres, à Calais, à Paris, où je me présentai à l'ambassade autrichienne, qui me refusa son visa, Je n'en continuai pas moins mon voyage, mais la police m'attendait au pied des monts ; c'étaient des commissaires, des inspecteurs, des délégués, que sais-je ! Le premier entre les mains duquel je tombai fut le génie tutélaire de Chambéry. Il s'excusa, fureta, ne laissa pas un de mes effets qu'il ne l'eût tenu pièce à pièce ; il était désolé de cette perquisition sévère, mais c'était l'usage. Malheureusement il aperçut dans la chaleur de son homélie une lettre ouverte que je portais de Londres à Turin : il la lut, la trouva mystérieuse ; il en était navré, mais il ne pouvait

se dispenser de l'envoyer au ministre. Je l'abandonnai à ses visions et regagnai l'hôtel ; j'y arrivais à peine, qu'il me mandait déjà ; il fouilla, dépeça encore, et trouva je ne sais plus quels calculs algébriques. Pour le coup il n'y tint plus ; la conspiration était patente, je ne pouvais le nier. J'eus beau protester qu'il n'en était rien, que ces signes étaient connus, usités ; que les sciences... « Fouilli aux révolutionnaires. Respectez le serviteur du roi. — Comment l'offensai-je ? — Par des propos qu'il ne doit pas entendre. — Quoi ! que voulez-vous dire ? — Que la rébellion n'a pas assez fouillé la terre, qu'elle peut y puiser encore de quoi ébranler les trônes, disperser la légitimité, affronter, battre l'Europe ! — Moi ? — Vous ! — Je n'y songeais pas. — À quoi songez-vous donc ? que vous proposez-vous ? — De franchir les monts au plus vite, d'arriver à Turin. — Vous pensez que je l'ignore ? — Comment ? que voulez-vous dire ? — Que je sais tout. Allons, au point où vous en êtes, il n'y a que la franchise qui puisse vous sauver : quel est cet X ? — Quel X ? — Celui que vous allez séduire. — Qui ? moi ? — Vous. » Il déroula le lambeau où étaient les calculs : « Quel est cet X ? — L'inconnue. — Vous vous moquez, monsieur ! Écrivez qu'il se moque. » Le secrétaire écrivit, l'homme de police continua : « Ma correspondance m'avait mis au fait, je savais tout avant que vous arrivassiez ? » J'étais étonné, stupéfait de cette affreuse industrie : il prit mon silence pour un aveu, et me pressa d'autant plus. Il avait deviné du premier coup, il surveillait les factieux, il n'y en avait pas un dont il ne pût dire les espérances. Mais comment pouvais-je m'associer à ces complots ? On m'avait abusé, il était disposé à faire la part de l'âge, de l'inexpérience. Quels étaient ces X, Y, Z ? Pour X, il le touchait au doigt ; cependant il était bien aise d'apprendre de moi qu'il avait rencontré juste. D'ailleurs il était arrêté. « X ? — La nuit passée, quatre carabiniers... — L'ont saisi ? — Jeté à la citadelle. Y et Z sont sûrement en fuite. — Vous croyez ? — Et ne peuvent échapper. — Comment cela ? — J'ai dépêché à Milan, envoyé à Bologne. Eh bien ! » Il épiait le jeu de ma figure. « Devinai-je ? — Parfaitement. — Y, c'est *** ? — Non. — Non, non, c'est *** que je voulais dire ; et ce Z, vous pensez peut-être, parce qu'il est plus éloigné, que je ne l'aperçois pas ? Vous vous trompez, c'est... Allons, convenez-en ? — Qui ? — Vous savez, cet homme... Comment ! il a une blessure, je ne me trompe pas, une envie au front ? — Du tout, rien. Mais c'est trop prolonger vos surprises ; transformer un problème en

conspiration ! voir des conjurés dans des X, des Y, chercher à me surprendre des noms ! Allez, monsieur Roassio ; on est moins indigne au coin d'un bois. » Je gagnai la porte, on ne s'y opposa pas, je me retirai ; mais je n'étais pas à l'hôtel, que ses sbires me cherchaient déjà ; je les suivis. Je fus conduit devant le commissaire, qui, tout méditatif, tenait à la main la lettre qu'il m'avait prise. « Je l'ai trouvée, je la tiens, elle est là ; oui, j'ai la clef, les deux pièces s'expliquent l'une l'autre. Allons, monsieur, une dernière fois, voulez-vous avouer ? — « Quoi ? — Le complot dont j'ai la preuve. Le projet, la corruption dont vous avez écrit l'aveu. — Moi ! — Vous. Lisez : *Reste à déterminer* Y, Z. Ils hésitent donc encore ? c'est pour les entraîner, les corrompre que vous voulez arriver à eux ? — Allons, monsieur, c'est aussi trop abuser du pouvoir ! imaginer des conspirations à propos d'un exercice de collège ! — De collège ! — Eh ! sans doute. — Vous vous oubliez, monsieur, vous cherchez à en imposer à un magistrat. Il n'est pas question de cela dans les collèges : je n'en ai jamais oui parler. Pourquoi êtes-vous allé à Sainte-Hélène ? — Parce que cela me convenait. — Qu'y faisiez-vous ? — Je m'y exerçais à la patience : c'est une vertu nécessaire avec la police. — Vous viviez sous la surveillance d'un de ses magistrats ? — Qui les valait tous. — Tous, c'est beaucoup dire. — Non, vous ne voyez qu'une conspiration dans la lettre, Reade en eût découvert dix par ligne. — Oh ! — Oui. — Habile homme. Sans lui ! — Sans vous ! — Je serais... — Sans égal, et lui sans pareil. C'est tout ? je me retire. Au revoir. » Le commissaire me fit un signe de tête, me rappela une heure après, me renvoya, me rappela encore, me fit lever cinq fois dans la même nuit, et ne me donna qu'après neuf heures de délibération, un visa qui m'obligeait de descendre à Turin au ministère de la police.

Heureusement on n'y éprouva pas les anxiétés du commissaire ; mais c'était partie remise, je devais passer par Boffalora ; j'y trouvai un inspecteur qui m'interrogea, et ne m'accorda, qu'après une négociation orageuse, ce poli visa :

Boffalora. le 12 octobre 1821.

Vu et approuvé pour la continuation du voyage à Rome, pourvu que le porteur suive la route de Majente à Milan, et soit sorti des provinces lombardes dans l'espace de deux jours appréciables, à compter de celui-ci.

Signé LELLI, inspecteur de la police à Boffalora.

Je me conformai à l'itinéraire de l'inspecteur, je n'en pus faire autant pour l'évacuation qu'il me prescrivait. Le temps était affreux, le gouverneur à la campagne, force me fut d'attendre ; mais ma présence compromettait la sûreté publique, on dépêcha un courrier au magistrat, qui donna des ordres pour que je fusse interrogé, éloigné, que je ne restasse pas une heure de plus dans la capitale. Je fus mandé, questionné, tourmenté de mille manières, je tombai enfin dans les mains d'un homme moins sauvage que son chef. Il m'accorda le reste de la journée, et écrivit sur mon passe-port le visa qui suit :

Milan, 14 octobre 1821.

Vu à la direction impériale et royale de police. Bon pour continuer le voyage jusqu'à Rome, en suivant la route de Florence, et partant de Milan dans la journée même.

Signé MORELLI, délégué.

Le temps était horrible, la décision peu courtoise, mais je m'attendais à pis ; je ne discutai pas, j'allai, je courus toute la nuit, et arrivai à Parme le lendemain matin. Le major des dragons, le chevalier Rossi, que j'avais connu avant mon départ pour Sainte-Hélène, eut la complaisance de me présenter au comte Neipperg, qui m'accueillit et m'adressa une foule de questions sur la maladie et la mort de l'Empereur. Je désirais donner les mêmes détails à l'impératrice et lui remettre une lettre que lui adressaient les comtes Bertrand et Montholon ; je priai Son Excellence de m'obtenir une audience de Sa Majesté : « Je ne puis, me répondit-il ; la nouvelle de votre arrivée n'a fait qu'accroître la douleur de l'archiduchesse : elle se plaint, elle gémit, elle n'est pas en état de vous recevoir ; mais je vous offre de vous servir d'intermédiaire ; je lui transmettrai ce que vous me confierez de vive voix, et lui présenterai la lettre, si vous ne craignez pas qu'elle passe dans mes mains. » J'étais loin d'avoir de la défiance, et, en eussé-je eu, la bienveillance qu'il me témoignait l'eût bannie. Je lui remis la lettre, il sortit, revint au bout d'un instant : « Sa Majesté en a pris lecture ; elle regrette vivement d'être hors d'état de vous recevoir, mais elle ne le peut.

Elle accueille avec transport les dernières volontés de Napoléon à votre égard ; cependant elle a besoin, avant de les exécuter, de les soumettre à son auguste père. Vous les connaissez. — Je les connais. — N'importe, je vais vous en donner lecture.

Londres, 12 septembre 1821.

« Madame,

Le docteur Antommarchi, qui aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Majesté, a soigné l'Empereur, votre auguste époux, durant la maladie à laquelle il a succombé.

« Dans ses derniers moments, l'Empereur nous a chargés de faire connaître à Votre Majesté qu'il la priaît de faire payer à M. Antommarchi une pension viagère de six mille francs, en récompense de ses services à Sainte-Hélène, et qu'il désirait qu'elle l'attachât à sa maison comme chirurgien ordinaire, ainsi que M. l'abbé Vignali en qualité d'aumônier, jusqu'à la majorité de son fils, époque à laquelle il désire qu'il lui soit attaché.

« Nous croyons, Madame, remplir un dernier devoir envers l'Empereur, en transmettant à Votre Majesté les dernières volontés qu'il nous a plusieurs fois réitérées.

» Nous avons l'honneur d'être, Madame, de Votre Majesté,

« Les très-humbles et très-obéissants serviteurs,

« Le comte BERTRAND, le comte MONTHOLON. »

Il m'assura ensuite, à diverses reprises, de la bienveillance et de la satisfaction de l'impératrice, au nom de laquelle il m'offrit une bague, que je conserve précieusement.

Toutes les personnes attachées au palais étaient en grand deuil ; je laissai percer ma surprise. « Comment, me dit Son Excellence, vous ignorez que c'est par l'ordre exprès de l'archiduchesse ? La funeste nouvelle lui fut donnée par le prince de Metternich ; elle en fut consternée, abattue : elle voulut associer toute la cour à sa douleur, que chacun donnât des regrets à celui qu'elle pleurait. Elle décida que le deuil serait de trois mois, qu'on ferait un service solennel, qu'en un mot on ne négligerait aucune des

cérémonies que la piété de ceux qui vivent consacre à ceux qui ne sont plus. Elle y assistait elle-même, elle se plaisait à rendre à Napoléon mort le culte qu'elle lui avait voué pendant sa vie. — Et le prince ? — Va à merveille. — Il est fort ? — D'une santé à toute épreuve. — D'espérance ? — Il étincelle de génie ; jamais enfant ne promit tant. — Il est confié à d'habiles mains ? — A deux hommes de la plus haute capacité, deux Italiens qui lui donnent à la fois une éducation brillante et solide. Chéri de toute la famille impériale, il l'est surtout de l'empereur, du prince Charles, qui le surveille avec une sollicitude sans égale. » Nous étions debout ; Son Excellence y avait mis une bienveillance infinie, je n'osais pousser plus loin mes questions. Il s'en chargea : « Savez-vous, me dit-il, de qui sont les tableaux qui semblent fixer votre attention ? — Je l'ignore, mais ils sont d'un fini, d'une touche... — Qui n'appartiennent qu'à l'impératrice : ces jolis paysages sont dus à son gracieux pinceau. » Je me rappelai qu'en effet Napoléon m'avait souvent parlé de la perfection dont elle peignait le paysage. Je rejoignis le chevalier Rossi, et, la nuit venue, nous allâmes au spectacle ; sa loge était en face de celle de Marie-Louise. On jouait la *Cenerentola*. Je savourais cette délicieuse musique, qu'exécutait le premier orchestre de l'Italie, lorsque l'impératrice parut. Ce n'était plus ce luxe de santé, cette brillante fraîcheur dont Napoléon m'entretenait si souvent ; maigre, abattue, défaite, elle portait les traces des chagrins qu'elle avait essuyés. Elle ne fit pour ainsi dire qu'apparaître.

Je me remis en route, j'arrivai à Florence, où je fus présenté au grand-duc, qui m'adressa une foule de questions sur Sainte-Hélène ; à Rome, où je fus admis à une audience du cardinal Fesch, qui ne m'en fit pas une !

J'écrivis au comte de Saint-Leu : il était trop affligé pour me recevoir ! je n'y pensai plus ; à la princesse Pauline, qui, quoique souffrante, ne m'en admit pas moins, voulut tout savoir, tout connaître, montra la plus vive sensibilité au récit des outrages et des angoisses qu'avait endurés Napoléon. L'émotion de Madame Mère fut encore plus grande ; je fus obligé d'user de réserve, d'employer des ménagements, de ne lui dire en un mot qu'une partie des choses dont j'avais été témoin. A une seconde visite, sa douleur était plus résignée, plus calme ; j'entrai dans quelques détails qui furent souvent interrompus par des sanglote. Je m'arrêtais, mais cette malheureuse mère séchait ses larmes et recommençait ses questions. Le courage et la

douleur étaient aux prises, jamais déchirement aussi cruel. Je la revis une troisième fois ; elle me prodigua des témoignages de bienveillance et de satisfaction, et m'offrit un diamant qui ne me quittera jamais : il me vient de la mère de l'Empereur.

J'arrivai à Florence. Canino était à quelque distance, j'y descendis ; je fus accueilli, accablé d'égards, de questions. La mort de Napoléon y était vivement sentie.

Je gagnai Parme, où je fus encore une fois présenté au comte Neipperg. Son Excellence me renouvela l'assurance de la satisfaction de l'impératrice, et me remit, pour l'ambassade d'Autriche en France, une lettre où cette princesse exprimait avec bonté ses intentions bienveillantes pour le médecin de son époux, dont elle voulait remplir les dernières volontés. Je rendis moi-même la dépêche au baron Vincent, qui eut la complaisance de m'en faire connaître le contenu.

Je ne trouvai que discussions lorsque j'arrivai à Paris. Le banquier, au sujet du testament de l'Empereur, avait fait plaider l'incapacité de Napoléon. Il avait fallu réduire, atténuer les legs, nommer des arbitres qui modérassent les prétentions de l'un, soutinssent les droits de l'autre, en un mot, conciliassent tous les intérêts. Le choix était tombé sur les ducs de Bassano, de Vicence et le comte Daru. C'étaient des amis, des ministres de Napoléon ; chacun leur adressait ses réclamations, j'y joignis les miennes

Après la sentence de ces messieurs, ce n'était que discussion, mésintelligence ; toutes les passions avaient pris l'essor. Mais tout à coup le général Montholon renonça au bénéfice de la décision par la lettre qui suit :

Paris, ce 12 juin 1823.

« Après avoir pris connaissance du jugement arbitral rendu le 16 mai dernier par MM. le duc de Bassano, le duc de Vicence et le comte Daru, sur la liquidation de la succession de l'empereur Napoléon, je déclare persister dans l'opinion que j'ai manifestée par ma lettre du 3 juin 1823, à MM. les arbitres, et ne vouloir d'aucune préférence de paiement intégral qui serait à la charge de mes colégataires.

« Je renonce en conséquence au bénéfice qui résulterait pour moi de l'exécution des dispositions de l'article dudit jugement qui ordonne que

dans le cas où la munificence de l'héritier le porterait à renoncer à sa portion en faveur des légataires, les legs des légataires de Sainte-Hélène soient d'abord complétés sur le partage de cette portion héréditaire.

« *Signé* DE MONTHOLON. »

Cet acte de désintéressement fut accepté, applaudi, termina tout. Les légataires revinrent aux sentiments qui les unissaient, je retournai à mes études ; elles valent mieux que des arbitrages et des procès.

FIN DES DERNIERS MOMENTS DE NAPOLEON PAR ANTOMARCHI.

1. ↑ Cette espèce est connue à Sainte-Hélène sous le nom de *Botany-Bay*.
2. ↑ Vert, avec des parements jaunes.

TESTAMENT DE NAPOLEÓN

Ceci est mon testament, ou acte de ma dernière volonté.

Ce jourd'hui 15 avril 1821, à Longwood, île de Sainte-Hélène.

I.

1° Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2° Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3° J'ai toujours eu à me louer de ma très chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve, jusqu'au dernier moment, les plus tendres sentiments je la prie de veiller, pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4° Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France ; il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple français.*

5° Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6° Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de

Marmont, Augereau, Talleyrand et de Lafayette. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi !

7° Je remercie ma bonne et très excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8° Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre de Maximes, Sentences, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : là ne sont pas les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances j'agis de même.)

II.

1° Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels qu'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linges qui ont servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2° Je lègue à lady Holland le camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3° Je lègue au comte Montholon, deux millions de francs comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

4° Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5° Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs. Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il

épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6° *Idem* à Saint-Denis, cent mille francs.

7° *Idem* à Novarre, cent mille francs.

8° *Idem* à Peyron, cent mille francs.

9° *Idem* à Archambaud, cinquante mille francs.

10° *Idem* à Corsot, vingt-cinq mille francs.

11° *Idem* à Chandellier, *idem*.

12° *Idem* à l'abbé Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il bânisse sa maison près de Ponte-Novo de Rostino.

13° *Idem* au comte de Las Cases, cent mille francs.

14° *Idem* au comte de Lavalette, cent mille francs.

15° *Idem* au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

16° *Idem* au général Brayer, cent mille francs.

17° *Idem* au général Lefèvre Desnouettes, cent mille francs.

18° *Idem* au général Drouot, cent mille francs.

19° *Idem* au général Cambronne, cent mille francs.

20° *Idem* aux enfants du général Mouton-Duverney, cent mille francs.

21° *Idem* aux enfants du brave La Bédoyère, cent mille francs.

22° *Idem* aux enfants du général Girard, tué à Ligny, cent mille francs.

23° *Idem* aux enfants du général Chartrand, cent mille francs.

24° *Idem* aux enfants du vertueux général Travot, cent mille francs.

25° *Idem* au général Lallemand, l'aîné, cent mille francs.

26° *Idem* au comte Réal, cent mille francs.

27° *Idem* à Costa de Bastilica, en Corse, cent mille francs.

28° *Idem* au général Clausel, cent mille francs.

29° *Idem* au baron de Meneval, cent mille francs.

30° *Idem* à Arnault, auteur de *Marius*, cent mille francs.

31° *Idem* au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et en confondre les calomnieurs et les apostats.

32° *Idem* au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33° *Idem* à Poggi, de Tataro, cent mille francs.

34° *Idem* au chirurgien Emmery, cent mille francs.

35° Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés, en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts, à raison de 5 pour 100, depuis juillet 1815. Les comptes en seront arrêtés avec le banquier, par les comtes Montholon, Bertrand, et Marchand.

36° Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de cinq millions six cent mille francs dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37° Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1° Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de La Bouillerie qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de deux cent millions de francs, savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans faites, sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de douze millions par an : j'ai bonne mémoire ; 2° le produit de ce portefeuille ; 3° les meubles de mes palais tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin, compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers des revenus de la liste civile ; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'argent, bijoux, meubles, écuries : les

comptes en seront donnés par le prince Eugène, et l'intendant de la couronne Compagnoni.

NAPOLÉON.

Deuxième feuille.

2° Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises, qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation. La répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité ; moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de l'Île-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera, de cette somme, prélevé un million pour la ville de Brienne, et un million pour celle de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand, et. Marchand, mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

(Sceau)

ÉTAT (A) JOINT À MON TESTAMENT.

Longwood, île de Sainte-Hélène, ce 15 avril 1821

I.

1° Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2° Je charge l'abbé Vignaly de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1° Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2° Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moscowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit précieux à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814.)

3° Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1° Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières ; la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815 ; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent à l'usage de l'empereur, et divers effets de toilette, conformément aux états numérotés I, II, III.

2° Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3° Ma lunette de guerre.

4° Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises, et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5° Mon lavabo.

6° Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7° Mes deux montres et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8° Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets, et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1° Mon médailler.

2° Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres, dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène : états b et c.

3° Je charge le comte Montholon de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

V.

1° Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.

2° Mes fusils de chasse, au nombre de cinq.

3° Je charge mon chasseur Noveras de garder ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI.

1° Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage.

2° Je charge Saint-Denis de les garder, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

NAPOLÉON.

ÉTAT (A).

1° Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2° Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère, et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au Cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3° Marchand enverra une de mes paires de boucles à souliers, en or, au prince Joseph.

4° Une petite paire de boucles en or, à jarretière, au prince Lucien.

5° Une boucle de col en or, au prince Jérôme.

État (A).

Inventaire de mes effets que Marchand doit garder pour remettre à mon fils.

1° Mon nécessaire d'argent, celui qui est sur ma table, garni de tous ses ustensiles, rasoirs, etc.

2° Mon réveille-matin. C'est le réveille-matin de Frédéric II, que j'ai pris à Postdam (dans la boîte n° III).

3° Mes deux montres avec les chaînes des cheveux de l'impératrice, et une chaîne de mes cheveux pour l'autre montre. Marchand la fera faire à Paris.

4° Mes deux sceaux (un de France, enfermé dans la boîte n° III.)

5° La petite pendule dorée qui est actuellement dans ma chambre à coucher.

6° Mon lavabo, son pot à eau et son pied.

7° Mes tables de nuit, celles qui me servaient en France, et mon bidet de vermeil.

8° Mes deux lits de fer, mes matelas et mes couvertures, s'ils se peuvent conserver.

9° Mes trois flacons d'argent où l'on mettait mon eau-de-vie que portaient mes chasseurs en campagne.

10° Ma lunette de France.

11° Mes éperons, deux paires.

12° Trois boîtes d'acajou, nos I, II, III, renfermant mes tabatières et autres objets.

13° Une cassolette en vermeil.

Linge de toilette.

6 Chemises.
6 mouchoirs.
6 cravates.
6 serviettes,
6 paires de bas de soie.
4 cols noirs.
6 paires de chaussettes.
2 paires de draps de batiste.
2 taies d'oreiller.
2 robes de chambre.
2 pantalons de nuit.
1 paire de bretelles.
4 culottes, vestes de casimir blanc.
6 madras.
6 gilets de flanelle.
4 caleçons
6 paires de gants.
1 petite boîte pleine de mon tabac.
1 boucle de col en or.
1 paire de boucles de jarretières, en or.
1 paire de boucles en or, à souliers.

Ces trois derniers articles renfermés dans la petite boîte, n° III.

Habillement.

1 uniforme chasseur.
1 *dito* grenadier.
1 *dito* garde national.
2 chapeaux.
1 capote grise et verte.
1 manteau bleu (celui que j'avais à Marengo).
1 zibeline pelisse verte.
2 paires de souliers.
2 paires de bottes.

1 paire de pantoufles.
6 ceinturons.

NAPOLÉON.

ÉTAT (B).

Inventaire des effets que j'ai laissés chez M. le comte de Turenne.

1 Sabre de Sobieski [\[1\]](#).
1 grand collier de la Légion-d'Honneur.
1 épée en vermeil.
1 glaive de consul.
1 épée en fer.
1 ceinturon de velours.
1 collier de la Toison-d'Or.
1 petit nécessaire en acier.
1 veilleuse en argent.
1 poignée de sabre antique.
1 chapeau à la Henri IV et une toque, les dentelles de l'Empereur.
1 petit médailler.
2 tapis turcs.
2 manteaux de Velours cramoisi brodés, avec veste et culottes.

1° Je donne à mon fils :

Le sabre de Sobieski.
Le collier de la Légion-d'Honneur.
L'épée en vermeil.
Le glaive de consul.
L'épée en fer.
Le collier de la Toison-d'Or.
Le chapeau à la Henri IV et la toque.
Le nécessaire d'or pour les dents, resté chez le dentiste.

2° À l'impératrice Marie-Louise, mes dentelles.

À Madame, la veilleuse en argent.
Au Cardinal, le petit nécessaire en acier.
Au prince Eugène, le bougeoir en vermeil.
À la princesse Pauline, le petit médailler.
À la reine de Naples, un petit tapis turc.
À la reine Hortense, un petit tapis turc.
Au prince Jérôme, la poignée du sabre antique.
Au prince Joseph, un manteau brodé, veste et culotte.
Au prince Lucien, un manteau brodé, veste et culotte.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon Codicille, ou acte de ma dernière volonté.

Sur les fonds remis en or à l'impératrice Marie-Louise, ma très chère et bien aimée épouse, à Orléans, en 1814, elle reste me devoir deux millions, dont je dispose par le présent codicille, afin de récompenser mes plus fidèles serviteurs, que je recommande du reste à la protection de ma chère Marie-Louise.

1° Je recommande à l'impératrice de faire restituer au comte Bertrand les trente mille francs de rente qu'il possède dans le duché de Parme, et sur le mont Napoléon de Milan, ainsi que les arrérages échus.

2° Je lui fais la même recommandation pour le duc d'Istrie, la fille de Duroc, et autres de mes serviteurs qui me sont restés fidèles, et qui me sont toujours chers ; elle les connaît.

3° Je lègue, sur les deux millions ci-dessus mentionnés, trois cent mille francs au comte Bertrand, sur lesquels il versera cent mille dans la caisse du trésorier pour être employés, selon mes dispositions, à des legs de conscience.

4° Je lègue deux cent mille francs au comte Montholon, sur lesquels il versera cent mille dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

5° *Idem* deux cent mille francs au comte de Las Cases, sur lesquels il versera cent mille dans la caisse du trésorier, pour le même usage que ci-dessus.

6° *Idem* à Marchand, cent mille francs, sur lesquels il versera cinquante mille dans la caisse, pour le même usage que ci-dessus.

7° Au maire d’Ajaccio, au commencement de la révolution, Jean-Jérôme Lévi, ou à sa veuve, enfants ou petits-enfants, cent mille francs.

8° À la fille de Duroc, cent mille francs.

9° Au fils de Bessières, duc d’Istrie, cent mille francs.

10° Au général Drouot, cent mille francs.

11° Au comte Lavalette, cent mille francs.

12° *Idem* cent mille francs, savoir :

Vingt-cinq mille à Piéron, mon maître d’hôtel.

Vingt-cinq mille à Novarre, mon chasseur.

Vingt-cinq mille à Saint-Denis, le garde de mes livres.

Vingt-cinq mille à Santini, mon ancien huissier.

13° *Idem* cent mille francs, savoir :

Quarante mille à Planat, mon officier d’ordonnance

Vingt mille à Hébert, dernièrement concierge à Rambouillet, et qui était de ma chambre en Égypte.

Vingt mille à Lavigne, qui était dernièrement concierge d’une de mes écuries, et qui était mon piqueur en Égypte.

Vingt mille francs à Jannet Dervieux, qui était piqueur des écuries, et me servait en Égypte.

14° Deux cent mille francs seront distribués en aumônes aux habitants de Brienne-le-Château, qui ont le plus souffert.

15° Les trois cent mille francs restant seront distribués aux officiers et soldats du bataillon de ma garde de l’île d’Elbe, actuellement vivants, ou à leurs veuves et enfants, au prorata de leurs appointements, et selon l’état qui sera arrêté par mes exécuteurs testamentaires. Les amputés ou blessés grièvement auront le double. L’état en sera arrêté par Larrey et Emmery.

Ce codicille est écrit tout de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est mon codicille ou acte de ma dernière volonté.

Sur la liquidation de ma liste civile d'Italie, tels que argent, bijoux, argenterie, linge, meubles, écuries, dont le vice-roi est dépositaire, et qui m'appartenaient, je dispose de deux millions que je lègue à mes plus fidèles serviteurs. J'espère que sans s'autoriser d'aucune raison, mon fils Eugène Napoléon les acquittera fidèlement. Il ne peut oublier les quarante millions de francs que je lui ai donnés, soit en Italie, soit par le partage de la succession de sa mère.

1° Sur ces deux millions, je lègue au comte Bertrand trois cent mille francs, dont il versera cent mille dans la caisse du trésorier, pour être employés, selon mes dispositions, à l'acquit de legs de conscience.

2° Au comte Montholon, deux cent mille francs, dont il versera cent mille dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

3° Au comte de Las Cases, deux cent mille francs, dont il versera cent mille dans la caisse pour le même usage que ci-dessus.

4° À Marchand, cent mille francs, dont il versera cinquante mille à la caisse pour le même objet que ci-dessus.

5° Au comte Lavalette cent mille francs.

6° Au général Hogendorp, hollandais, mon aide-de-camp, réfugié au Brésil, cent mille francs.

7° À mon aide de camp Corbineau, cinquante mille francs.

8° À mon aide de camp Cafarelli, cinquante mille francs.

9° À mon aide de camp Dejean, cinquante mille francs.

10° À Percy, chirurgien en chef à Waterloo, cinquante mille francs.

11° Cinquante mille francs, savoir :

Dix mille à Piéron, mon maître d'hôtel.

Dix mille à Saint-Denis, mon premier chasseur.

Dix mille à Novarre.

Dix mille à Corsot, mon maître d'office.

Dix mille à Archambaud, mon piqueur.

12° Au baron Menneval, cinquante mille francs.

13° Au duc d'Istrie, fils de Bessières, cinquante mille francs.

14° À la fille de Duroc, cinquante mille francs.

15° Aux enfants de Labédoyère, cinquante mille francs.

16° Aux enfants de Mouton-Duvernét, cinquante mille francs.

17° Aux enfants du brave et vertueux général Travot, cinquante mille francs.

18° Aux enfants de Chartrand, cinquante mille francs.

19° Au général Cambronne, cinquante mille francs.

20° Au général Lefèvre-Desnouettes, cinquante mille francs.

21° Pour être répartis entre les proscrits qui errent en pays étrangers, Français, ou Italiens, ou Belges, ou, Hollandais, ou Espagnols, ou des départements du Rhin, sur ordonnance de mes exécuteurs testamentaires, cent mille francs.

22° Pour être répartis entre les amputés ou blessés grièvement de Ligny, Waterloo, encore vivants, sur des états dressés par mes exécuteurs testamentaires, auxquels seront adjoints Cambronne, Larrey, Percy et Emmery, il sera donné double à la garde, quadruple à ceux de l'île d'Elbe, deux cent mille francs.

Ce codicille est écrit entièrement de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est un troisième codicille à mon testament du 15 avril.

1° Parmi les diamants de la couronne qui furent remis en 1814, il s'en trouvait pour cinq à six cent mille francs qui n'en étaient pas, et faisaient partie de mon avoir particulier. On les fera rentrer pour acquitter mes legs.

2° J'avais chez le banquier Torlonia, de Rome, deux à trois cent mille francs en lettres de change de mes revenus de l'île d'Elbe, depuis 1815 ; le sieur de Peyrusse, quoiqu'il ne fût plus mon trésorier, et n'eût pas de caractère, a tiré à lui cette somme ; on la lui fera restituer.

3° Je lègue au duc d'Istrie trois cent mille francs, dont seulement cent mille francs réversibles à la veuve, si le duc était mort lors de l'exécution des legs. Je désire, si cela n'a aucun inconvénient, que le duc épouse la fille de Duroc.

4° Je lègue à la duchesse de Frioul, fille de Duroc, deux cent mille francs. Si elle était morte avant l'exécution du legs, il ne sera rien donné à la mère.

5° Je lègue au général Rigaud, celui qui a été proscrit, cent mille francs.

6° Je lègue à Boisnod, commissaire-ordonnateur, cent mille francs.

7° Je lègue aux enfants du général Letort, tué dans la campagne de 1815, cent mille francs.

8° Ces huit cent mille francs de legs seront comme s'ils étaient portés à la suite de l'article 36 de mon testament, ce qui porterait à six millions quatre cent mille francs la somme des legs dont je dispose par mon testament, sans comprendre les donations faites par mon second codicille.

Ceci est écrit de ma propre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

(Sceau)

Au dos.

Ceci est mon troisième codicille à mon testament, tout entier écrit de ma main, signé et scellé de mes armes.

Sera ouvert le même jour, et immédiatement après l'ouverture de mon testament.

NAPOLÉON.

Ce 24 avril 1821. Longwood.

Ceci est un quatrième codicille à mon testament.

Par les dispositions que nous avons faites précédemment, nous n'avons pas rempli toutes nos obligations, ce qui nous a décidé à faire ce quatrième codicille.

1° Nous léguons au fils ou petit-fils du baron Dutheil, lieutenant-général d'artillerie, ancien seigneur de Saint-André, qui a commandé l'école d'Auxonne avant la révolution, la somme de 100.000 (cent mille francs), comme souvenir de reconnaissance pour les soins que ce brave général prit de nous, lorsque nous étions comme lieutenant et capitaine sous ses ordres.

2° *Idem*, au fils ou petit-fils du général Dugommier, qui a commandé en chef l'armée de Toulon, la somme de cent mille francs (100.000) ; nous avons sous ses ordres dirigé ce siège, commandé l'artillerie. C'est en témoignage de souvenir pour les marques d'estime, d'affection et d'amitié que nous a données ce brave et intrépide général.

3° *Idem*. Nous léguons cent mille francs (100.000) aux fils ou petit-fils du député de la convention, Gasparin, représentant du peuple à l'armée de Toulon, pour avoir protégé, sanctionné de son autorité le plan que nous avons donné, qui a valu la prise de cette ville, et qui était contraire à celui envoyé par le comité de salut public. Gasparin nous a mis, par sa protection, à l'abri des persécutions de l'ignorance des états-majors qui commandaient l'armée avant l'arrivée de mon ami Dugommier.

4° *Idem*. Nous léguons cent mille francs (100.000) à la veuve, fils ou petit fils de notre aide-de-camp Muiron, tué à nos côtés à Arcole, nous couvrant de son corps.

5° *Idem* (10.000) dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer, pour y périr, sur le rocher de Sainte-

Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat, cherchait à le justifier sur l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cantillon, si vraiment il eût assassiné le lord, se serait couvert, et aurait été justifié par les mêmes motifs, l'intérêt de la France, de se défaire d'un général qui d'ailleurs avait violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, Labédoyère, etc., et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités.

6° Ces 400.000 fr. (quatre cent mille francs) seront ajoutés aux six millions quatre cent mille francs dont nous avons disposé, et porteront mes legs à si millions huit cent dix mille francs. Ces quatre cent dix mille francs doivent être considérés comme faisant partie de notre testament, article 35, et suivre en tout le même sort que les autres legs.

7° Les neuf mille livres sterling que nous avons données au comte et à la comtesse Montholon doivent, si elles ont été soldées, être déduites et portées en compte sur les legs que nous lui faisons par nos testaments : si elles n'ont pas été acquittées, nos billets seront annulés.

8° Moyennant le legs fait par notre testament au comte de Montholon, la pension de vingt mille francs accordée à sa femme est annulée : le comte de Montholon est chargé de la lui payer.

9° L'administration d'une pareille succession, jusqu'à son entière liquidation, exigeant des frais de bureau, de courses, de missions, de consultations, de plaidoiries, nous entendons que nos exécuteurs testamentaires retiendront trois pour cent sur tous les legs, soit sur les six millions huit cent mille francs, soit sur les sommes portées dans les codicilles, soit sur les deux cent millions de francs du domaine privé.

10° Les sommes provenant de ces retenues seront déposées dans les mains d'un trésorier, et dépensées sur mandat de nos exécuteurs testamentaires.

11° Si les sommes provenant desdites retenues n'étaient pas suffisantes pour pourvoir aux frais, il y sera pourvu aux dépens des trois exécuteurs testamentaires et du trésorier, chacun dans la proportion du legs que nous leur avons fait par notre testament et codicille.

12° Si les sommes provenant des susdites retenues sont au-dessus des besoins, le restant sera partagé entre nos trois exécuteurs testamentaires et

le trésorier, dans le rapport de leurs legs respectifs.

13° Nous nommons le comte de Las Cases, et à son défaut, son fils, et à son défaut, le général Drouot, trésorier.

Ce présent codicille est entièrement écrit de notre main, signé et scellé de mes armes.

NAPOLÉON.

Première lettre. — A M. Laffitte.

Monsieur Laffitte, je vous ai remis en 1815, au moment de mon départ de Paris, une somme de près de six millions, dont vous m'avez donné un double reçu ; j'ai annulé un des reçus, et je charge le comte de Montholon de vous présenter l'autre reçu, pour que vous ayez à lui remettre après ma mort, ladite somme, avec les intérêts, à raison de cinq pour cent, à dater du 1er juillet 1815, en défalquant les paiements dont vous avez été chargé en vertu d'ordres de moi.

Je désire que la liquidation de votre compte soit arrêtée d'accord entre vous, le comte de Montholon, le comte Bertrand, et le sieur Marchand, et, cette liquidation réglée, je vous donne, par la présente, décharge entière et absolue de ladite somme.

Je vous ai également remis une boîte contenant mon médaillier ; je vous prie de le remettre au comte Montholon.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, Monsieur Laffitte, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Longwood, île Sainte-Hélène, ce 25 avril 1821.

Seconde lettre. — A M. le baron de La Bouillerie.

Monsieur le baron La Bouillerie, trésorier de mon domaine privé, je vous prie d'en remettre le compte et le montant, après ma mort, au comte Montholon, que j'ai chargé de l'exécution de mon testament.

Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, Monsieur le baron La Bouillerie, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Longwood, île Sainte-Hélène, ce 25 avril 1821.

FIN DU TESTAMENT DE NAPOLÉON

1. [↑](#) C'est par erreur qu'il est porté sur l'état *A* ; c'est le sabre que l'Empereur portait à Aboukir qui est entre les mains du comte Bertrand.

HISTORIQUE

DE LA TRANSLATION

DES RESTES MORTELS

DE

L'EMPEREUR NAPOLÉON

AUX INVALIDES.

JE DÉSIRE QUE MES CENDRES REPOSENT SUR LES BORDS DE LA SEINE,
AU MILIEU
DE CE PEUPLE FRANÇAIS QUE J'AI TANT AIMÉ.

Après le coup de foudre de juillet 1830, et quand enfin reparut dans le ciel français le drapeau tricolore, étoile perdue au milieu des nuages et retrouvée dans la tempête, toutes les aînes généreuses s'indignèrent que le rocher de Sainte-Hélène ne rendit pas sa noble proie. De quel droit l'Angleterre inhospitalière voudrait-elle retenir désormais les ossements de son illustre captif ? La révolution de juillet et la France tout entière réclamaient contre cette prolongation d'injustice et de cruauté, lorsqu'enfin arriva au ministère des affaires étrangères, et à la présidence du conseil, l'homme que l'empereur Napoléon attend pour écrire son histoire, l'historien de la *Révolution française*, M. Thiers ! Celui-là sait très-bien ce que doit la France à la mémoire du héros, et qu'il y allait de la renommée du dix-neuvième siècle à réparer les cruautés, les lâchetés, les trahisons, dont Sa Majesté l'Empereur et roi avait été la noble et royale victime. À ces

causes, M. Thiers se chargea de réclamer à l'Angleterre, comme une dette inaliénable et sacrée, le cercueil de Sainte-Hélène. Il avait été facile au ministre de s'assurer, dans une première conversation avec lord Granville, et dans une seconde conversation à Londres, entre M. Guizot et lord Palmerston, que la France pourrait obtenir toute satisfaction. Notre ambassadeur put répondre presque immédiatement à M. le président du Conseil que la demande du gouvernement français était officiellement agréée. En effet, le 12 mai 1840, M. de Rémusat, ministre de l'intérieur, vint à la Chambre des Députés pour lui faire connaître la démarche du gouvernement et l'acceptation du cabinet anglais.

Le jeune ministre s'exprima en ces termes :

« Messieurs, le roi a ordonné à S. A. R. Monseigneur le prince de Joinville de se rendre avec sa frégate à l'île Sainte-Hélène pour y recueillir les restes mortels de l'Empereur Napoléon.

« La frégate chargée des restes mortels de Napoléon se présentera, au retour, à l'embouchure de la Seine ; un autre bâtiment les rapportera jusqu'à Paris : ils seront déposés aux Invalides. Une cérémonie solennelle, une grande pompe religieuse et militaire inaugurera le tombeau qui doit les garder à jamais.

« Il importe, en effet, Messieurs, à la majesté d'un tel souvenir, que cette sépulture auguste ne demeure pas exposée sur une place publique, qu'elle soit placée dans un lieu silencieux et sacré, où puissent la visiter avec un recueillement tous ceux qui respectent la gloire et le génie, la grandeur et l'infortune.

« Il fut Empereur et Roi ; il fut le souverain légitime de notre pays. À ce titre, il pourrait être inhumé à Saint-Denis ; mais il ne faut pas à Napoléon la sépulture, ordinaire des rois : il faut qu'il règne et commande encore dans l'enceinte où vont se reposer les soldats de la patrie, et où iront toujours s'inspirer ceux qui seront appelés à la défendre. Son épée sera déposée sur sa tombe.

« L'art élèvera sous le dôme, au milieu du temple consacré par la religion au Dieu des armées, un tombeau digne, s'il se peut, du nom qui doit y être gravé. Ce monument doit avoir une beauté simple, des formes grandes, et

cet aspect de solidité inébranlable qui semble braver l'action du temps. Il faut à Napoléon un monument durable comme sa mémoire.

« Le crédit que nous venons demander aux Chambres a pour objet la translation aux Invalides, la cérémonie funéraire, la construction du tombeau.

« Nous ne doutons pas, Messieurs, que la Chambre ne s'associe avec une émotion patriotique à la pensée royale que nous venons exprimer devant elle. Désormais la France, et la France seule, possèdera tout ce qui reste de Napoléon : son tombeau, comme sa renommée, n'appartiendra à personne qu'à son pays.

« La monarchie de 1830 est, en effet, l'unique et légitime héritière de tous les souvenirs dont la France s'enorgueillit. Il lui appartenait, sans doute, à cette monarchie qui la première a rallié toutes les forces et concilié tous les vœux de la révolution française, d'élever et d'honorer sans crainte la statue et la tombe d'un héros populaire ; car il y a une chose, une seule, qui ne redoute pas la comparaison avec la gloire, c'est la liberté. »

À cette nouvelle inattendue, la Chambre entière se lève dans un transport unanime d'enthousiasme et d'orgueil. C'était, dans la soirée, l'événement de tout Paris, et, quelques jours après, celui de la France entière ; car la tendresse mêlée de fierté pour la mémoire de l'Empereur, pour le souvenir des grandes choses qu'il a faites, est encore un des sentiments les plus vifs et les plus populaires du pays. Un crédit d'un million fut voté par les Chambres pour la translation des restes mortels de l'empereur Napoléon et pour la construction de son tombeau. Les personnes chargées de la mission de Sainte-Hélène furent aussitôt désignées. Il y eut d'abord une foule de candidats ; mais parmi ces nobles ambitions, il y en eut bien peu qui furent acceptées ; si on l'eût écoutée, toute la France se serait portée au-devant du magnanime Empereur.

Le port choisi pour l'embarquement de la Commission fut Toulon, Toulon qui avait vu le général Bonaparte dans toute sa gloire d'Italie. Dès le lundi 6 juillet 1840, toutes les personnes composant l'équipage s'y trouvèrent réunies. M. le prince de Joinville arriva dans la matinée, déjà tout rempli de cette ardeur chevaleresque dont il a donné tant de témoignages. Un ordre du prince appela tout le monde à bord de la Belle-Poule pour le

lendemain matin, à midi. On allait faire cinq mille lieues, pendant une absence de cinq mois, pour reprendre dans une terre étrangère les restes d'un homme qu'au mépris d'une parole sacrée, le Cabinet de Saint-James avait fait assassiner dans de longues et inexprimables angoisses, vingt ans auparavant. Ces restes glorieux, l'Angleterre offrait de les rendre, et cette offre témoignait, il est vrai, de quelques bons sentiments de notre vieille ennemie ; mais il nous a fallu vingt ans de paix pour arriver à ces lueurs d'une justice tardive ; et d'ailleurs, nous rendre un cadavre, est-ce assez nous payer les souffrances du plus grand homme des temps modernes ? Non, non ; l'inflexible histoire veut qu'un jour les ignobles vengeances de Longwood aient un châtiment, et qu'ainsi soient avertis, par la honte de l'Angleterre, les gouvernements qui foulent aux pieds, quand l'intérêt d'un instant le commande, toute justice et toute pudeur.

On avait disposé, dans l'entre-ponts de la *Belle-Poule*, une chapelle ardente tendue en velours noir brodé d'argent, destinée à recevoir le cénotaphe impérial. Ce cénotaphe, peint en grisaille, était orné de bas-reliefs allégoriques, d'aigles aux quatre angles. Une couronne impériale surmontait le fronton. On emportait deux cercueils, l'un d'ébène, l'autre de plomb, et un poêle impérial.

Le 7 juillet, à sept heures et demie du soir, la frégate mit à la voile. Elle portait soixante bouches à feu. Son commandant, M. le prince de Joinville, avait auprès de lui M. le capitaine de vaisseau Hernoux, son aide-de-camp ; M. Touchard, enseigne, son officier d'ordonnance. M. le capitaine de vaisseau Charner commandait en second la frégate, et M. Guillard, chirurgien-major, était chargé de présider à l'exhumation. Les membres de la mission étaient M. le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi, M. le général comte Bertrand, M. le général Gourgaud, M. Emmanuel de Las-Cases, de la Chambre des députés, M. Marchand, l'un des exécuteurs testamentaires de Napoléon, 31. Arthur Bertrand, M. l'abbé Félix Coquereau, et quatre anciens et dévoués serviteurs de Napoléon, MM. Saint-Denis, Noverraz, Pierron, Archambault. M. l'abbé Coquereau, fils et neveu de colonels de l'empire, et M. de Chabot, jeune diplomate de vingt-quatre ans, étaient les seuls membres de la mission qui n'eussent pas foulé la terre de Sainte-Hélène au temps de la captivité de l'Empereur. Tout ce qui restait des compagnons de son exil se trouvait à bord, à l'exception de M.

Las-Cases père, alors malade, et de M. le comte de Montholon, ce noble et invariable ami des Bonaparte, alors en Angleterre, auprès du prince Louis. Deux jeunes enfants de chœur, nommés Dufour et Lérigé, accompagnaient l'abbé Coquereau. Un plombier, M. Leroux, avait été adjoint à l'expédition. Tous prirent passage sur la Belle-Poule, à l'exception de M. Marchand, monté à bord de la Favorite. M. Guyot commandait cette corvette, qui devait naviguer de concert avec la frégate du prince. Ce brave officier, ancien élève de l'école navale impériale, avait assisté à la prise d'Alger et d'Ancone. Il avait été depuis chef de l'état-major de l'amiral Lalande, dans le Levant. L'état-major de l'expédition se composait, outre les officiers dont nous avons parlé, de MM. Léguillon-Pessaurot, lieutenant de vaisseau ; Penhoat, lieutenant ; de Fabre-Lamorel, lieutenant, officier de l'expédition du Mexique ; Bazin, enseigne de vaisseau ; Boude, enseigne de vaisseau ; d'un jeune homme de dix-neuf ans, M. Chedeville, secrétaire du conseil d'administration ; MM. de Roujoux et de Bovis, élèves de première classe ; M. Godleap, élève de première classe ; M. Gervais, M. Jouan, M. d'Espagne de Venevelles, fils du général ; M. Jauge, M. Suremain, M. Perthuis, M. Bourdel, M. Thibaut, M. Lolia, M. Beral de Sedaiges, M. Narbonne, M. de Trogoff-Coattalgo, M. Jacques, dit Lapicre, M. Gilbert Pierre, M. Arlaud, M. Guittabert, chirurgien ; M. Meynard, M. Favre, M. Fages. L'expédition fut prévenue par le prince, en mer, que des relâches fixées viendraient interrompre la monotonie du voyage qui était entrepris. La frégate doubla vite le cap Scépée, et bientôt les forts de Sainte-Catherine et de l'Artigue disparurent dans l'ombre. Le lendemain, on arriva devant les terres d'Espagne. L'expédition franchit le travers des côtes de la Catalogne ; le golfe de Roses, le Cap Ségu, Barcelonne, Tarragone, Tortose, à l'embouchure de l'Ebre, Orapeza, les îlots de Columbrettes, Valencay, Iviça, la dernière des Baléares, furent dépassés. Le 12 juillet, la messe fut célébrée en mer par l'abbé Coquereau ; c'était un dimanche, le temps était magnifique ; on courait grand largue, et la frégate, appuyée par la presque totalité de ses voiles, n'avait qu'un mouvement peu sensible. A onze heures, le tambour annonça la messe ; à l'élévation, il battit aux champs : tous se découvrirent sur le pont. Le 13 et le 14, la mission laissa derrière elle Alicante, Carthagène, le cap Saint-Vincent de Palos ; celui de Gates avait été presque doublé. On pouvait reconnaître avec les lunettes les côtes dentelées et couvertes de forts sarrasins. Le souvenir de l'Albambra et des

Abencerrages revint à l'esprit de plusieurs. La beauté du temps ne pouvait permettre aucun séjour à Malaga ; la brise était favorable pour passer le détroit sans délai. La mission fut bientôt en vue de Calpé et Abyla, les colonnes d'Hercule, le terme du monde ancien. Bientôt le fort dominant Gibraltar salua l'expédition. On aperçut ensuite le Mont-aux-Singes et Ceuta, la ville africaine ; Algésiras et Trafalgar apparurent avec rapidité. Tanger se dessinait de l'autre côté à la pointe ; le cap Spartel était doublé, il ne fallait plus qu'un jour pour toucher à Cadix, premier point de halte. Le 16 au soir, on aperçut les feu-x de la ville ; on courut des bords toute la nuit, et le 17 au matin, le brick français le *Voltigeur*, alors en station, saluait le drapeau de la mission, devant Cadix, de vingt-un coups de canon. La marée, la veille, n'avait pas permis d'entrer ; l'eau manquait. Au lever du jour, Cadix aux maisons blanches offrit un admirable spectacle ; on eût dit, non plus d'une vieille ville, l'antique Gadès, mais d'une ville de vingt ans, décorée par tous les caprices de la jeunesse, de l'art et du goût. Cadix, âgée de trente siècles, n'a pas vieilli ; ses molles brises caressent doucement le voyageur ; on dirait que c'est votre vingtième année qui vous revient avec un sourire. Cadix est la ville de la fête éternelle ; rien de pittoresque comme sa construction, ses rues étroites, sa propreté recherchée, ses trottoirs en miniature, ses terrasses, ses profusions de jalousies grillées, jaunes, vertes, bleues, qu'enlacent et traversent tant d'arbustes odorants, ses églises si riches et si antiques, ses vastes couvents, ses images de la Vierge, ses mendiants, ses belles dames andalouses à riches mantilles. Les promenades de l'Almeyda composent un panorama plein de charmes, qui réunit aux traits indigènes ceux de Séville et de toute l'Andalousie. La frégate et la chapelle reçurent un grand nombre de visiteurs ; tous voulurent toucher le cercueil destiné aux glorieux restes. La frégate quitta Cadix le 21 au matin ; le 24, elle était devant Madère, dont le climat est si suave, les sites si riches de végétation. La mission n'y resta que deux jours. Le 27, le pic de Ténériffe apparut avec ses montagnes noires et ondulées du côté de Santa-Cruz. Quatre jours furent consacrés à des excursions dans les parties élevées de l'île. On vit en courant Orotava, bâtie dans une délicieuse vallée ; Laguna, ville épiscopale ; son église possède une chaire en marbre blanc d'un goût exquis, supportée par les ailes déployées d'un séraphin. Les visiteurs furent de retour le samedi 1er août ; ils étaient tous épuisés par les

courses à cheval, par les chutes, et par les quatre nuits passées sans sommeil dans les posadas.

A Ténériffe, l'équipage assista à une représentation du *Domino Noir*, traduit en espagnol. Le 2 août, à midi, on se remit en route. Le 20, la ligne fut franchie ; le 28, à sept heures du soir, la division mouillait dans la rade de Bahia, cette Bahia qui rappelle Saint-Pierre de la Martinique, avec ses coteaux couverts de jolies maisons, de jardins. À ce moment, vingt-sept jours s'étaient écoulés depuis le départ de Ténériffe. Rien n'avait interrompu la navigation, sauf quelques grenasses assez violentes devant les côtes du Brésil. Le lendemain, après les saints d'usage, l'expédition descendit à terre. C'était un jour solennel ; le Brésil célébrait la majorité de son empereur. Les quinze jours de cette relâche ne furent qu'une fête ; mais l'expédition avait hâte de la quitter et d'avancer de plus en plus vers son but. Bahia était la dernière relâche. On ne devait plus s'arrêter qu'à Sainte-Hélène, ce rocher maudit par un assassinat horrible, par un souvenir qui reste la honte de l'Angleterre, et qui témoignera avec tant d'autres qu'elle n'a eu ni foi dans sa parole, ni humanité dans sa politique. Le 10 septembre, on perdit de vue la terre ; le 20, le tropique du Capricorne fut dépassé. La traversée se poursuivait avec des chances variées, le plus souvent heureuses. Le vent, changeant tout à coup, éloigna plusieurs fois la frégate du point vers lequel elle courait. La patience des marins était sans cesse mise à l'épreuve par des vents debout, des brises molles, des calmes. Il fallut souvent aller 28 degrés de latitude pour trouver des brises favorables ; le temps se traînait. Bien que le spectacle de ces mers intertropicales fût magnifique, l'ennui s'emparait du cœur de ces envoyés de la France, ambassadeurs envoyés par elle à l'ex-Empereur, tombé de si haut, pour lui offrir non pas un trône, mais quelque chose de plus durable, une tombe éternelle comme son nom.

Ce ne fut que le lundi 5 octobre, après avoir repassé la ligne et après six jours de calme, que la brise s'éleva enfin et que les voiles s'arrondirent. Le vent soufflait de l'arrière. Le 6, il fraîchit ; et le lendemain, le matelot qui veillait sur la vergue de misaine cria : Sainte-Hélène ! Sainte-Hélène ! On se rendit sur l'avant : chacun voulait voir des premiers cette terre, qui de loin produisait l'effet d'un brouillard. La distance à franchir était de vingt-huit milles. A sept heures moins un quart du soir, la nuit effaça le point qui

avait été aperçu. On continua d'approcher. Le lendemain 8, dès quatre heures du matin, on reconnut les rochers de Sainte-Hélène, qui ressemblent, suivant la remarque de M. Emmanuel de Las-Cases, à une vaste tour sortie du sein de l'Océan. M. Arthur Bertrand, jeune homme né à Sainte-Hélène, élevé sur les genoux de S. M. l'Empereur, cherchait en vain à se reconnaître à l'aide des souvenirs de ses premières années ; il avait été, comme le disait sa noble mère, le seul Français qui eût débarqué dans l'île sans la permission du gouverneur. Le bâtiment avançait avec bonne brise. Les personnes qui étaient sur la dunette remarquèrent en même temps que l'arête de Barnes'Point dessinait un profil vigoureux qui ressemblait singulièrement à la figure de Napoléon, la mission apprit dans l'île que cette circonstance était souvent remarquée, digne reflet de cette grande figure ! Lorsqu'on dépassa Barnes'Point, le plateau de Longwood apparut dans toute sa largeur ; alors on aperçut le sommet des arbres à gomme qui en forment la lisière. Il était onze heures, et la corvette filait six nœuds. On distingua d'abord un beaupré, et successivement trois mâts, puis un pavillon : c'était un bâtiment anglais ; puis un nouveau beaupré avec deux mâts : c'était le pavillon de la France. On fit aussitôt le signal. La corvette s'avançait lentement vers le mouillage ; le vent venant tout à coup du nord, elle fut en un instant au large à plus de deux milles. A trois heures et demie, malgré les difficultés, elle abordait le mouillage, et l'ancre tombait.

L'expédition trouva à Sainte-Hélène *l'Oreste*, brick commandé par M. Doret. *L'Oreste* était parti le 31 juillet de Cherbourg, et allait à la Plata. Il apportait des nouvelles de France. Quatre heures sonnaient à l'horloge du bord. Toute la population était sur les quais. *L'Oreste* saluait la mission par des salves d'artillerie répétées. Le brick anglais *le Dolphin* hissa les couleurs de France et salua la frégate, qui lui rendit son feu. La mer se couvrit aussitôt d'embarcations. L'une portait le consul de France, l'autre le capitaine du *Dolphin*, le capitaine du port et le médecin de la quarantaine. Dans quelques autres chaloupes, on vit arriver successivement le capitaine Alexander, le commandant du génie, le commandant de place, et un fils du gouverneur, malade et retenu dans son lit. Le lendemain 9 fut le jour fixé pour la descente, la visite au gouverneur, à Longwood et au tombeau. L'expédition était attendue depuis deux mois à Sainte-Hélène. On débarqua à onze heures. Toutes les notabilités de l'île étaient réunies. Le brick anglais

rendit les honneurs du salut royal. Un colonel donna la main au prince pour sauter sur le quai. Trois cents hommes du 91^e formaient une double haie. Le prince avait une tenue simple et sévère qui contrastait avec les riches broderies des officiers anglais. Au château, les autorités lui furent présentées. On se rendit ensuite sur la place d'armes, où une vingtaine de chevaux piaffaient en attendant leurs cavaliers. A midi, un nuage de poussière s'élevait autour de la brillante cavalcade. Sa course se ralentit au pied des longues et hautes montagnes de Border-Hill, qui dominent la ville et la mer. On était dans l'intérieur de l'île, au milieu de sa nature triste et sauvage. Quelques aloès bordent les rampes pierreuses du chemin, ainsi que des fleurs des tropiques, étiolées, sans couleur, manquant de terre et d'eau ; ça et là des pins, des mélèzes, marient leur noir feuillage. La mer se déroule au loin, entourant le rocher de son immensité bruyante. On apercevait dans le lointain Plantation-House ; on regardait devant soi avec anxiété : on ne voyait pas encore Longwood. C'est à Plantation-House, située sur le revers d'une colline, que le gouverneur-général Middlemore reçut le prince, et que la réception fut officiellement complétée. Trois personnes, le prince, le commissaire du roi et le gouverneur, se retirèrent dans un autre appartement où ils convinrent ensemble des moyens les plus convenables pour exécuter la remise des dépouilles de l'Empereur. La conversation fut longue : elle dura plus d'une heure. Déjà les membres de la mission craignaient quelque brusque changement de politique, quelque réveil. Toute incertitude cessa lorsque le gouverneur rentra dans le salon en disant : « Messieurs, jeudi 15, les restes mortels de l'empereur Napoléon seront remis entre vos mains. » Quelle distance de ce jour-là aux affreux jours de 1815 ! La course fut aussitôt reprise vers Longwood, où l'on n'arriva qu'après deux heures de marche, de montées et de descentes difficiles. Le prince marchait en avant, ayant à côté de lui le capitaine Alexander, le chef de la justice et les deux commandants de la place et du bataillon. Les Français composaient le reste de l'escorte. De temps en temps on voyait arriver, de toute la vitesse de leurs chevaux, des officiers anglais qui portaient ou distribuaient des ordres. Ils disparaissaient ensuite dans les sinuosités de la route, puis reparaissaient sur le sommet d'un pic ou dans le creux des vallées. L'Empereur avait dû voir souvent, avec tristesse, s'effacer dans les brumes pour reparaître plus loin, ces ordonnances anglaises, traversant l'île au galop pour satisfaire à tous les caprices de geôliers sans cesse effrayés.

De détour en détour on arriva à des barrières qui furent enlevées. C'étaient les commencements op la demeure que nous cherchions, c'était le terme de notre course ; telles étaient les étroites et faibles limites assignées aux promenades de l'homme qui, d'un bond, franchissait le monde, portant la paix ou la guerre dans un pli de son manteau. La route, descendant par une pente plus rapide, tourne tout à coup ; — au fond, un peu sur la droite, dans un plan assez éloigné, s'étend un immense rocher aux flancs nus et crevassés ; pas un arbre, pas une plante, pas même un brin de bruyère ; rien que le roc, qui, partant de la mer furieuse, encaissait un ravin, resserré par une autre ligne de roches noires dont le sommet se perd dans les nuages ; les écoulements des terres supérieures avaient permis de planter çà et là quelques arbres du nord. Le ravin s'élargissait ensuite, et devenait vallée ; on apercevait au loin, sur le plateau qui couronnait la montagne, au milieu des brouillards, une chétive maison... c'était Longwood ! La vallée était ombragée par de grands chênes... elle s'appellera jusqu'à la fin des siècles la *Vallée du Tombeau*. A droite de Longwood s'ouvre la vallée fatale. La marche des assistants se poursuivait avec de vives émotions : elle était grave et solennelle comme l'acte qui allait s'accomplir ; chaque cœur, chaque esprit était vivement ému. On était encore assez loin du tombeau lorsque le prince mit pied à terre ; aussitôt chacun fit comme lui, et les uns et les autres, la tête nue, dans le silence du recueillement et du respect, ils arrivent enfin à ce monument funèbre qui renferme tant de grandeur et tant de gloire. Une grille en fer, une pierre, deux saules pleureurs, voilà. tout ce qui reste au maître du monde ! Son nom même, qui eût été la plus grande des oraisons funèbres, son nom n'était pas écrit sur le tombeau. L'aspect des deux saules sous lesquels l'Empereur s'était reposé plusieurs fois, l'un debout, l'autre couché par terre, mort de vieillesse ; cette fontaine, dont il trouvait que l'eau était fraîche et limpide, et enfin le rocher sur lequel tomba l'aigle impériale brisée par la foudre, tel était ce spectacle auguste et solennel. La plupart des assistants se mirent à genoux ; le prêtre les imita ; quelques personnes étaient debout autour de la grille, immobiles et dans une muette contemplation. On était enfin arrivé devant la dernière trace de tant de puissance et de gloire. Là reposait celui qui avait été l'Empereur ; là il attendait patiemment comme fait Dieu, comme font tous les hommes immortels qui ont sonné l'heure de la justice des peuples. Grand homme

que le monde ne pouvait pas contenir, et qui tient si peu de place à cette ombre, au murmure de la fontaine, sous ce ciel bleu, à côté de cette mer !

L'homme dont les Anglais avaient jeté le cadavre dans ce trou funeste, avait été leur maître comme capitaine, comme législateur, comme tête couronnée ; à l'aspect de ce néant et de cette gloire, on peut se faire une idée des impressions et des sentiments qui devaient traverser l'âme des assistants. Les tout petits saules qui entouraient les saules contemporains de l'Empereur avaient été plantés, depuis sa mort, par une gracieuse et bienveillante Anglaise, épouse du brigadier-général Charles Dallas, dernier gouverneur de l'île ; le gazon était très-touffu ; un grillage en bois peu élevé entourait le tombeau d'une enceinte irrégulière d'environ 70 à 80 pieds de diamètre ; la grille était surmontée de fers de lance et de pommes aux quatre coins ; on remarquait çà et là quelques fleurs appelées *Ne m'oubliez pas*. Le prince en cueillit plusieurs, et surtout celles qui avaient poussé au-dessus de la tête de l'Empereur ; il fit couper quelques boutures du saule. On remarquait encore quatre ou cinq géraniums qui avaient été plantés là par madame la comtesse Bertrand ; son fils en rompit quelques tiges ; des mélèzes aux tiges noires tranchaient avec l'herbe verte qui s'étendait sur le sol. C'est là, à la tête du tombeau, en dehors de l'enceinte et à demi cachée sous une arête du rocher, que se trouve la source limpide dont il a été tant parlé. Les murailles du roc ne permettaient à aucun bruit de venir troubler la paix du lieu. L'empressement des assistants français à recueillir toutes les traces du séjour de l'Empereur intéressa les Anglais, qui voulurent leur venir en aide : une voiture fut mise à leur disposition, et le vieux saule, le saule mort, y fut placé. On se retira ensuite ; une heure après on se rendit à Longwood ; c'est un vaste plateau exposé à tous les vents, sans autre végétation que de longues herbes.

On arriva à une espèce de ferme à laquelle attenaient quelques batiments de service. A gauche, s'élevait une maison de belle apparence, à la toiture d'ardoises et aux larges fenêtres. La pauvre ferme avait été le palais impérial de Longwood ; cette belle maison, c'est le Longwood que Napoléon n'a jamais habité. Que c'était triste et lamentable à voir ! le Longwood impérial, la ferme, tombait en ruines ; les murs étaient lézardés ou criblés de fissures ; les vitres manquaient aux fenêtres ! Les visiteurs montèrent les trois marches qui séparent la maison du sol, puis ils

pénétrèrent dans l'intérieur de la maison par le veranda au treillage vert qui en ferme l'entrée. M. Marchand, qui avait habité ces lieux pendant six ans, servait de guide au prince. La première pièce, l'ancienne salle de billard, plus tard encore une espèce de salon disposé pour les visiteurs, fut l'objet d'une attention particulière. Cette salle est éclairée par cinq fenêtres ; le registre sur lequel s'inscrivaient ceux qui venaient à Longwood, était ouvert sur une petite table de sapin noircie d'encre. Beaucoup de noms écrits au couteau, à la plume, à la craie, couvraient les murs. Tout en face de la porte d'entrée se trouve une porte qui ouvre sur le salon où est mort l'Empereur. Dans les six pieds carrés qui contenaient le lit du captif, le meunier de établi un moulin. Cette profanation frappa tout le monde, elle émut jusqu'aux larmes M. Emmanuel de Las-Cases, qui s'éloigna sans pouvoir proférer une parole. La salle qui avait servi de bibliothèque, la salle à manger, éclairée d'une seule fenêtre, ne présentaient plus que des murs délabrés et couverts d'inscriptions tracées par les visiteurs... De cette pensée active rien n'était resté, rien de cette douleur, rien de cette mort ! la mort avait tout emporté avec lui.

M. Marchand, le dépositaire du testament de Napoléon, montra ensuite la chambre à coucher et le cabinet de travail, ou plutôt il montra une écurie, avec ses crèches et son fumier. C'est pourtant dans ces murailles insultées et profanées que l'Empereur avait dicté le récit de ses campagnes d'Italie et d'Égypte. La triste visite fut poursuivie lentement, et comme on marche dans un lieu funèbre ; rien ne fut oublié, non pas même les bâtiments qui avaient servi de demeure à MM. les généraux Gourgaud, de Montholon, à MM. de Las-Cases, père et fils. Mais ces chétives habitations avaient abrité de longues et loyales fidélités, d'illustres dévouements, d'admirables respects. Enfin, après quelques circuits nouveaux dans la demeure si délabrée, si misérable du grand prisonnier, le signal du départ fut donné. On céda surtout aux menaces d'un brouillard épais qui allait se transformer en une pluie battante. Sur cet affreux plateau, où se mêlent sans transition une chaleur brûlante et des brumes glaciales, la mort devait venir lente, cruelle, certaine, et pour que le royal prisonnier ait résisté si longtemps, il faut qu'il ait été bien courageux et bien fort.

Ces courses, qui seront de l'histoire, car les voyageurs foulaient des ruines saintes, recommencèrent le samedi 10. Le lendemain dimanche, a

onze heures, la messe fut dite à bord du vaisseau par l'abbé Coquereau. Toutes les habitations étaient plongées dans le silence. C'était le silence d'un dimanche d'Angleterre. Toutefois quelques personnes voulurent débarquer et rentrèrent dans l'île. Le lendemain, les courses au tombeau recommencèrent.

Ainsi se passèrent les journées suivantes : même curiosité, même deuil, mêmes respects, même silence ; les voyageurs comprenaient qu'ils allaient emporter avec eux ce qui rendait cette île de Sainte-Hélène une place austère et sacrée, et ils se hâtaient de la parcourir dans tous les sens. Les nouveaux venus demandaient aux anciens amis de Sa Majesté exilée les histoires qu'ils en savaient, et ceux-ci, sans se faire prier, répétaient à qui voulait les entendre tous leurs tristes souvenirs ; l'affection de l'Empereur pour ses deux pauvres petits Chinois, ses travaux aratoires, dans lesquels il était si gauche, ses jeux avec les enfants du grand-maréchal ; là, une conversation mémorable, quelques paroles sublimes, un portrait admirable de ses amis morts, de sa mère ; plus loin, il avait prévu les graves conséquences de quelques événements d'Europe. M. de Las-Cases retrouva un vieil arbre sur lequel l'Empereur s'était appuyé au moment où il recevait des oranges, fort rares dans l'île, que lui adressait lady Malcolm. On parlait de la France, et Napoléon dit : « Cette France, vous la reverrez, vous, mes chers amis ; mais, moi... » A l'extérieur des anciennes limites, on se montra un endroit où l'Empereur, se promenant en calèche avec lady Malcolm, manqua de disparaître dans un précipice. Il avait dit aussitôt, avec un vif intérêt : « J'allais vous porter malheur, Madame ; peu s'en est fallu que nous ne roulions dans le précipice. — Vous devez dire bonheur, Sire, puisque vous m'auriez immortalisée. » Une autre fois, toujours près des mêmes limites, un jeune officier anglais, d'un beau nom, Fitzgerald, doué d'une vive imagination, apercevant de loin Napoléon qui venait au galop, fit présenter les armes et battre aux champs. Comme l'Empereur lui rendait son salut avec quelques mots bienveillants, l'officier s'écria : « Oui, oui, monsieur l'Empereur, nous vous saluons ! » Noble jeune homme ! il fit l'aumône d'un salut militaire à celui devant qui s'inclinaient les drapeaux et les armées ! Mais rentrons dans notre récit.

Toute la nuit du mercredi au jeudi fut remplie par les intéressants préparatifs de l'exhumation, que l'on supposait devoir être difficile. Comme

nous l'avons dit, on avait apporté de Paris deux cercueils et un poêle impérial. Le premier cercueil, d'une forme simple et sévère, rappelle les sarcophages antiques. Sa longueur est de deux mètres cinquante-six centimètres, sa largeur d'un mètre cinq centimètres, sa hauteur totale de soixante-seize centimètres. Il est en bois d'ébène massif, d'un poli si brillant qu'il imite le marbre. On lit sur la face supérieure un seul mot en lettres d'or : *Napoléon*. Chacune des faces latérales est ornée au centre d'une N de bronze doré, gravée en relief et incrustée dans un médaillon. Six anneaux de bronze aident à le transporter. Les angles inférieurs sont garnis d'ornements du même métal. La serrure placée à la partie antérieure est masquée par une étoile d'or qu'on enlève en la tournant. Le bas de la clef est de fer, le haut de bronze doré. L'anneau représente une N couronnée. Ce sarcophage d'ébène contenait un autre cercueil en plomb. Au centre d'un encadrement d'arabesques et de branches de lauriers gravées en creux, on lit cette inscription : *Napoléon, Empereur et Roi, mort à Sainte-Hélène le 5 mai MDCCCXXI*.

Le poêle impérial était de velours violet, semé d'abeilles d'or, croisé de brocart d'argent, terminé aux quatre angles par des glands d'or. Sa triple bordure d'hermines, d'arabesques et de palmettes d'or, était de la plus grande richesse. Le chiffre de Napoléon s'y trouvait répété huit fois.

On partit à dix heures et demie de la ville ; on gravit lentement les montagnes. Sur les hauteurs de Rupert's Valley, le froid devint très-vif. Une petite pluie fine et glacée remplit l'air. La lune était voilée d'épais nuages. Toute cette scène avait un caractère religieux et triste, en harmonie avec les circonstances. De très-loin, on aperçut, à travers l'atmosphère, quelques rayons de lumière. C'étaient les fanaux placés pour éclairer les travailleurs. On descendit alors la route pratiquée le long des flancs de la montagne. On trouvait de distance en distance des postes militaires. A minuit, on arriva au tombeau ; à minuit un quart, les travaux commencèrent. Sous la puissance des leviers, une partie de la grille fut ébranlée. Les dalles déplacées cédèrent, et les pioches, en mordant le sol, le déchirèrent dans une large étendue. La pluie continuait de tomber. C'est au milieu d'une émotion profonde que l'exhumation fut poursuivie^[1]. Le prêtre alla chercher un peu d'eau à la source, et se retira dans la tente établie pour la consacrer par les prières de la religion. Il était quatre heures et demie du matin. La pluie et le

vent redoublaient de fureur. On distinguait à peine les objets autour de soi. Le succès de l'opération, après beaucoup d'efforts, parut un moment incertain sur le point où elle avait été commencée. La maçonnerie était solide. Elle présentait tant d'obstacles qu'on songea à l'attaquer par une autre direction. Vers six heures du matin, le revêtement, ébranlé par plusieurs heures de percussion continue, céda. Il fut enlevé. On aperçut alors la large dalle envoyée d'Angleterre, qui couvrait le caveau dans toute sa longueur. Il était huit heures. Les travaux furent suspendus. Les ouvriers furent éloignés, et chaque membre de la mission alla revêtir son uniforme. On forma une double haie de soldats du 91^e autour de la tombe et de l'enceinte extérieure. A une certaine distance, deux autres lignes de la milice stationnaient. L'une était sur le flanc des collines adjacentes, et l'autre couronnait les plateaux. La dalle fut bientôt soulevée. Tout le monde se découvrit. Le prêtre s'avança alors à la tête du tombeau, avec un enfant de chœur portant le bénitier, et un autre enfant portant la croix. Les témoins anglais se pressaient derrière la croix ; les témoins français s'étaient réunis derrière l'abbé Coquereau. A un signe de main, la dalle fut déplacée, enlevée carrément et déposée sur le sol. Alors on aperçut le cercueil. Il était neuf heures et demie. Catholiques, protestants, étaient sous le poids des mêmes impressions. Tout d'abord le cercueil en acajou ne présenta aucune altération ; quelques-uns des clous qui en fixaient les parois étaient même brillants comme au premier jour. Les prières dites, le docteur Guillard descendit dans la fosse pour apprécier les précautions sanitaires qui étaient à prendre dans le moment. Presque aussitôt, et à l'aide de forts cordages, le cercueil fut soulevé et quitta le lit de pierre où il reposait depuis bientôt vingt années. La pluie était toujours battante. Douze soldats du 91^e s'avancèrent, précédés de la croix et du prêtre, suivis des cortèges français et anglais ; ils placèrent le cercueil sur leurs épaules et le portèrent à la tente. C'est là que les prières pour la levée du corps furent terminées.

La première enveloppe fut enlevée avec précaution par le docteur Guillard^[2]. Elle en laissa voir une seconde toute en plomb, parfaitement conservée ; les plombiers arrivèrent à une troisième caisse en bois des îles ; la planche supérieure fut détachée : alors le dernier cercueil, le quatrième, se présenta aux regards des assistants ; il était en fer-blanc et en bon état, quoique légèrement oxydé. Un galop de chevaux se fit entendre en ce

moment ; c'étaient trois officiers anglais en grand uniforme, le gouverneur, son fils, et M. le lieutenant Touchant, officier d'ordonnance du prince, qui venaient s'informer des progrès de l'opération.

Après quelques dernières précautions, le fer-blanc fut ouvert avec le ciseau ; les assistants se rapprochèrent ; le 9^e et la milice en cordon serré ceignirent la tente. La plaque fut enlevée : on aperçut d'abord un coussin de satin blanc qui garnissait à l'intérieur la paroi supérieure du cercueil ; il s'était détaché et servait comme de linceul au corps. Quels avaient été les ravages de la mort pendant les vingt années qui venaient de s'écouler ?... On trouva le corps étendu doucement, revêtu de l'uniforme des chasseurs de la garde ; l'Empereur mort portait le ruban et la grande plaque de la Légion-d'Honneur, une culotte de casimir blanc, des bottes éperonnées ; le chapeau était déposé sur les genoux. Les assistants, interrogeant la figure des témoins de la mort de l'Empereur, virent aussitôt qu'ils le retrouvaient tel qu'ils l'avaient enseveli.

Chacun voulut le voir et bien le voir ; chacun était avide de contempler ses restes si reconnaissables ; chacun se pressait parce qu'on savait que les moments étaient comptés, et que cet homme allait disparaître encore une fois pour ne plus sortir de sa tombe qu'à la fin des siècles. Une mousse légère couvrait le corps : on eût pu croire qu'on l'apercevait à travers un nuage diaphane. C'était bien sa tête fière et grande ; l'oreiller l'exhaussait un peu. C'était son large front, ses yeux dont les paupières dessinaient les orbites ; elles étaient garnies encore de quelques cils ; les joues étaient gonflées ; son nez seul avait souffert, mais dans la partie inférieure ; sa bouche entrouverte montrait trois dents d'une éclatante blancheur ; l'empreinte de la barbe était bien distincte sur le menton ; les deux mains même semblaient appartenir à un être vivant, tant elles avaient de ton et de coloris ; la main gauche était plus élevée que la droite ; le grand-maréchal en dit la raison : c'est qu'au moment où on allait clouer le cercueil, il avait voulu baiser une dernière fois cette noble main, et il n'avait pu la replacer dans la première position. Les ongles avaient poussé après la mort : ils étaient longs et blancs ; une botte décousue laissait passer les doigts des pieds d'un blanc mat ; son habit vert, à forme échancrée sur le devant et à parements rouges, était facile à reconnaître ; les couleurs étaient encore visibles ; les grosses épaulettes d'or étaient noircies, ainsi que quelques

autres décorations que l'on distinguait sur la poitrine ; la couleur rouge du grand-cordon de la Légion-d'Honneur tranchait avec le blanc du gilet ; les deux vases contenant le cœur et les entrailles étaient entre les jambes ; une aigle en argent surmontait l'un de ces vases. Tous ces objets étaient intacts. A une heure un quart et quelques minutes la constatation de l'identité étant complète, on referma, après quelques préparations rapides, la plaque de fer-blanc. Le cercueil rentra successivement dans quatre nouvelles enveloppes ; à trois heures tout était terminé. Ce fut à ce moment-là véritablement que l'Angleterre rendit à la France ces nobles dépouilles ; bientôt un char funèbre, attelé de quatre chevaux caparaçonnés de deuil, entraîna cet illustre cercueil ; le poêle avec ses aigles couronnées, ses abeilles en or sur velours violet, sa large croix d'argent et sa bordure d'hermine, couvrit le char de ses riches draperies. Dix valets de pied se tinrent, en grand deuil, à la tête des chevaux. MM. Bertrand, en uniforme de lieutenant-général, avec le grand-cordon de la Légion-d'Honneur ; Gourgaud, portant l'habit de lieutenant-général d'artillerie ; de Las-Cases, celui de député ; Marchand, celui de lieutenant de la garde nationale de Paris, prirent les glands des cornières. Un coup de canon donna le signal du départ. L'eau tombait toujours par torrents. Le convoi se mit en marche ^[3].

Le capitaine Alexander donnait les ordres. Le chemin par lequel on sort de la vallée, espèce de rampe escarpée, offrait quelques difficultés ; aussitôt les artilleurs mirent eux-mêmes la main aux roues. Enfin on arriva sans accident sur le plateau ; là le cortège était attendu par toute la milice de l'île et par le bataillon du 91^e. La frégate qui avait répondu au premier coup de canon, alternait de minute en minute avec les forts de Sainte-Hélène ; la milice et le 91^e prirent la tête du cortège ; la musique, fifres, flûtes, tambourins, se plaça derrière ces détachements. On reconnut bientôt la nécessité de hâter le pas pour arriver avant la nuit. A mesure que le cortège descendit, la pluie s'affaiblit sensiblement ; on put voir ensuite, par quelques anfractuosités du sol, que plus loin le temps était parfaitement pur. On marchait depuis plus d'une heure à travers les sapins et les mélèzes. La vue était sans cesse masquée, mais tout à coup la route tourna et laissa voir la mer et son immensité, : on apercevait dans la rade quinze bâtiments de guerre ou de commerce, vergues apiquées, pavillons à mi-mat, en signe de deuil, et au milieu de ces navires, la *Belle-Poule* lançant ses bordées de

canon. En face, une immense montagne, couronnée par d'autres batteries, saluait les augustes dépouilles par ses volées précipitées ; les équipages, groupés sur les ponts, suivaient la marche du cortège, se pressant tout à coup dans les ravins ou serpentant sur le revers d'une colline, s'effaçant à demi dans les brumes légères et reparaissant dès qu'un rayon de soleil venait à percer les nuages. On atteignit et on dépassa bientôt Briars ; ce point est à un quart de lieue de la ville ; on s'arrêta un instant pour reprendre le pas solennel d'une marche funèbre ; la musique fit alors retentir des sons d'une harmonie qui remuait l'âme. A James'Town, la milice s'arrêta, forma la haie depuis la première maison jusqu'à l'embarcadère du quai ; les fusils étaient renversés, le canon à terre, les soldats appuyaient la tête sur la crosse. Toutes les maisons étaient closes, les rues désertes ; les fenêtres seules et les terrasses étaient garnies de spectateurs silencieux, la plupart en deuil ; la cérémonie reçut alors son caractère auguste et solennel de réparation : de toutes parts les honneurs royaux étaient déployés pour celui qui avait reçu si longtemps, si stoïquement, avec une fierté si noble, l'insulte et l'outrage. Le ciel, devenu d'azur, semblait illuminé par un reflet du soleil d'Austerlitz ; à la fin, le même homme à qui l'Angleterre accordait à peine le titre de *Général* ! l'Angleterre le saluait Empereur et Roi. Le cortège aperçut bientôt les brillants états-majors des corvettes, en costume à la fois sévère et riche, bleu et or, et le jeune prince de Joinville qui attendait les restes de l'Empereur avec autant d'émotion que de patience et de modestie. La musique du prince exécuta des harmonies funèbres. L'abbé Coquereau vint se placer sur les devants et offrit de l'eau bénite au jeune chef de l'expédition ; c'est alors que le gouverneur anglais fit la remise officielle des restes mortels de l'empereur Napoléon. Pendant ce temps, les chaloupes, décorées d'aigles et d'ornements noirs, avaient accosté le quai ; quelques minutes après, le cercueil y était descendu.

A six heures on poussa au large, les trois couleurs parurent à la tête du mât, un immense éclair illumina l'horizon, une ligne de feu sillonna les flancs de la *Belle-Poule*, de l'*Oreste* et de la *Favorite*. On y répondit de toutes parts : cent coups de canon annoncèrent enfin que tu nous appartenais de nouveau, ô toi, notre maître et le maître de l'avenir, sublime Empereur ! La marche des canots fut lente, et trois fois, pendant le trajet, des bordées de cent coups de canon les saluèrent.

Le cercueil, couvert du manteau impérial, entouré d'intrépides officiers dans la tenue d'une grave cérémonie, d'un prêtre en habits sacerdotaux, présentait un noble spectacle au milieu du calme de la mer ; les derniers feux du soleil rougissaient les flots. On présenta les armes, le tambour battit aux champs, et le cercueil, porté par nos matelots, fut placé sur les deux panneaux comme sur une estrade ; puis i le prêtre prononça à la clarté des torches les prières de l'absoute. Il était sept heures. La cérémonie religieuse terminée, l'arrière de la frégate fut interdit a tous ; on n'y laissa que quatre sentinelles d'honneur qui étaient relevées d'heure en heure ; les officiers de quart, en grand uniforme, v demeurèrent seuls.

Le corps resta toute la nuit en chapelle ardente sur le pont de la frégate.

L'autel était dressé sur des aigles ; il était adossé au mat d'artimon, entouré de panneaux de velours aux ornements d'argent. On y arrivait par quatre marches couvertes de tapis noirs. Là était un trophée militaire magnifique ; des cyprès, des palmes, des lauriers, des haches d'abordage, des canons, des piles de boulets, des faisceaux d'armes, se remarqueaient aux deux côtés. Au pied de l'autel, posé sur un drap de velours noir, à la croix blanche bordée d'un galon, s'élevait le catafalque, couvert de ses riches draperies de deuil, et portant sur un coussin une couronne voilée. Des cassolettes entretenues avec soin laissaient échapper incessamment la fumée de l'encens. Trente fanaux et des bougies supportées par des ifs d'argent éclairaient cette scène. Le silence le plus profond régna bientôt sur le pont, où l'on n'entendit plus que le pas mesuré et uniforme des factionnaires, le sifflement de la brise dans les cordages.

Le vendredi 16 fut fixé pour la cérémonie religieuse à bord. A sept heures, les vergues de *la Favorite*, de *l'Oreste*, des deux bâtiments de commerce *la Bonne-Aimée*, de Bordeaux, capitaine Gillet, et *l'Indien*, du Havre, capitaine Turketill, furent mises en pantenne, et aussitôt de nombreuses embarcations portèrent à la frégate tous les officiers présents et près de deux cents matelots des divers équipages. Le tambour rappela dans la batterie et sur le pont. M. Touchard assigna à chacun son poste : du grand mât au gaillard d'avant, huit cents hommes, tête nue, en ligue serrée ; du cabestan au grand mât, tous les états-majors en grande tenue, le consul de France avec les deux capitaines des bâtiments de commerce, leurs seconds et leurs passagers. M. le prince de Joinville était devant le cabestan, et avait

à sa droite M. Hernoux, à sa gauche M. Chabot. Le catafalque était sur une estrade ; aux coins, MM. de la mission ; sur le même plan, les quatre anciens maîtres de la division ; un peu en arrière, les serviteurs de l'Empereur, formant la haie, soixante hommes en armes, commandés par les lieutenants de vaisseau Guillon et Pénaros ; au pied du mât d'artimon, l'autel, richement orné ; la musique était groupée sur la dunette. La frégate avait conservé ses pavois : au grand mât flottait le pavillon impérial. A dix heures, un coup de canon fut tiré ; les tambours roulèrent, et la musique commença la marche funèbre. L'abbé Coquereau s'avança alors, précédé de la croix et des flambeaux, jusqu'au pied de l'autel, où il célébra la messe des morts. De minute en minute, *la Favorite* et *l'Oreste* se renvoyaient le feu de leurs batteries. A l'élévation, au moment où le prêtre, recueilli en lui-même, s'adresse seul à Dieu, la voix de l'officier traversa le silence, et les soldats présentèrent les armes, les tambours battirent aux champs : mille hommes tombaient à genoux. Le ciel était magnifique ; la mer calme, étincelante de ses riches couleurs ; l'air parfumé d'encens, de mélodies. Les prières de l'absoute récitées, le prêtre répandit l'eau sainte ; le jeune prince l'imita, et tous les assistants, selon leur rang, vinrent accomplir la même cérémonie. Le cercueil fut ensuite descendu dans l'entre-ponts, où une chapelle ardente était préparée.

C'est là qu'il est resté jusqu'au moment du transbordement à Cherbourg^[4].

Lorsque le procès-verbal fut arrêté, dans la matinée du samedi 18, la frégate quitta le mouillage dès huit heures du matin, immédiatement après le retour de M. de Chabot. Les trois bâtiments marchèrent quelque temps de conserve ; mais bientôt *l'Oreste* prit la route de la Plata. On s'éloigna de la terre vent arrière, et poussé par des brises molles. Aussi l'île resta longtemps en vue. On remarqua encore les arêtes de Barnes'Point, dessinant, comme on l'a dit, dans un profil colossal, les traits si connus de l'Empereur. Cette singularité frappa de nouveau tout l'équipage. La navigation se continua sans événement remarquable jusque sous l'équateur. La prière des Morts était récitée chaque matin ; M. l'abbé Coquereau célébrait la messe toutes les fois que l'état de la mer le permettait. Il ne cessa de régner à bord un sentiment parfait des plus hautes convenances. Ce sentiment n'était pas seulement inspiré par le devoir, mais par l'émotion qui

gouvernait tous les cœurs. L'équipage ne reçut de nouvelles d'Europe que le 2 novembre. Ce fut *la Favorite* qui les lui communiqua. Ces nouvelles étaient tirées d'un journal hollandais à la date du 7 octobre ; on y parlait de tous les bruits de guerre qui agitaient la France, on y parlait de la tentative du prince Louis. Que faire alors, si l'Angleterre voulait reprendre une seconde fois son captif ? « Il faudrait, disait le prince, s'abîmer dans la mer et partager en braves gens la dernière sépulture de l'Empereur. » À cette proposition de leur chef, nos soldats répondirent par un vivat !... *La Favorite* se sépara de nouveau de la *Belle-Poule*. Des dispositions furent arrêtées par les officiers de l'équipage, et une raie blanche de batteries sut donner un nouvel aspect à la frégate. Les chambres des membres de la mission disparurent, et furent remplacées par six canons de trente ; les parcs furent garnis de boulets ; les branle-bas de combat furent multipliés. Enfin tout fut mis sur un pied qui rendait la surprise impossible. Braves gens, tous disposés à suivre dans les flots leur jeune capitaine et leur vieil Empereur. Mais cette fois l'Hôtel royal des Invalides pouvait compter sur son hôte immortel. Les vents furent propices ; la guerre s'arrêta, comme pour ne pas troubler ce grand voyage. Enfin le dimanche 29 novembre, à six heures du soir, la frégate reconnut les feux du port et les lumières de la ville de Cherbourg. Le lundi, jour suivant, le bateau à vapeur *la Normandie* s'avança au-devant de la *Belle Poule* pour la remorquer ; mais la frégate, secondée par une bonne brise, arriva sans secours en rade, et à cinq heures dix minutes du matin, après quarante-deux jours de traversée, le navire funèbre entra dans le grand bassin du port, salué par toute l'artillerie des remparts, à laquelle répondaient au loin le fort Royal, le fort du Honnet, et le fort de Querqueville.

L'équipage passa plus d'une semaine dans Cherbourg, au milieu de l'attendrissement général. C'était à qui pourrait saluer le catafalque impérial ; religieux empressement d'un peuple qui devait à l'Empereur un demi-siècle de glorieux souvenirs. Près de cent mille âmes vinrent ainsi s'agenouiller auprès du cercueil. Les préparatifs de l'inhumation terminés à Paris, l'ordre vint de se mettre en route. Le départ fut fixé au 8 décembre.

Le 7 au soir, un autel fut élevé au pied du mât d'artimon ; le pont couvert de tentures funèbres ; le cercueil y fut déposé le 8 au matin. La frégate se couvrit de ses pavois ; une messe solennelle précéda le transbordement. A

neuf heures, les troupes se rangèrent en bataille dans le port, que remplissaient déjà les populations. Les autorités, le clergé, montèrent à bord ; *la Normandie* présenta l'arrière à la coupée. Dix heures étaient l'heure indiquée pour la cérémonie ; mais la pluie rendit impossible le service religieux ; on sonna seulement l'absoute.

Le cercueil de l'Empereur fut alors retiré de la chapelle ardente, et descendu à bord de *la Normandie*. Au même moment tous les forts et le stationnaire saluèrent d'une salve de MILLE coups de canon les glorieux restes. Le cercueil fut immédiatement remplacé sous un catafalque élevé au milieu du gaillard d'arrière. Ce catafalque, qui se composait d'un dôme plat soutenu par douze colonnes, était tapissé de velours à frange d'argent, entouré de lampes funèbres ; à la tête, une croix dorée ; aux pieds, une lampe dorée ; à l'arrière, un autel tendu de noir, une aigle d'argent à chacun de ses angles.

Lorsqu'au milieu d'un silence plein de respect et d'inquiétudes, le cercueil eut changé de navire, on partit pour la grande rade. Le tambour battit une marche funèbre ; la musique militaire éclatait en lamentations et en sanglots, les troupes présentaient les armes ; le canon retentit, les drapeaux s'inclinèrent ; *la Normandie*, suivie de deux autres bâtiments à vapeur, défilait lentement, couverte du pavillon impérial. Son commandement était remis à M. de Mortemart, capitaine de corvette. La foule était sur les quais, sur la plage, sur la digue, immobile, silencieuse, éperdue !

L'amiral Martineng, le préfet du département, le maire, avaient improvisé une digne réception ; Cherbourg, qui devait tout à l'Empereur, avait voulu donner un éclatant souvenir à sa mémoire. Une couronne d'or, *votée par le conseil municipal*, fut déposée sur le cercueil.

M. le prince de Joinville, la mission de Sainte-Hélène et les officiers de la *Belle-Poule* étaient à bord de *la Normandie*, ainsi que la musique et cent marins de la frégate. Deux cents autres montèrent sur le *Véloce* et cent sur le *Courrier*. La fumée tourbillonna, la mer écuma sous les roues, des points lumineux parurent, des tonnerres retentirent. La ville, le port, la rade, la digue, les forts, croisèrent leurs feux. Mille coups de canon annoncèrent que l'Empereur rentrait dans sa ville capitale à tout jamais.

La flottille s'avança rapidement dans la Manche, sans perdre de vue les côtes de France, où toutes les populations étaient accourues. Le *Courrier* et le *Véloce* étaient commandés, l'un par M. Gaubin, l'autre par M. Martineng, le neveu de l'amiral. La mer était bonne, la nuit calme et sereine. A dix heures du soir, on était en vue des feux du Havre. Le lendemain, et à six heures du matin, *la Normandie* filait lentement le long des jetées. Le soleil rougissait de ses premiers feux un ciel magnifique, et, malgré l'heure matinale, autorités, légions de la garde nationale, régiments de ligne, clergé en habit de chœur, peuple en habit de fête, artillerie manœuvrant ses pièces, couvraient la plage, et ce dut être pour cette foule avide, dit l'abbé Coquereau, un spectacle bien imposant que ce passage, au lever de l'aurore, du bateau funéraire. On ne nous avait pas vus venir ; il semblait que nous surgissions de l'Océan.

« Nous entrions en Seine ; notre flottille allait parcourir les rives que l'Empereur avait choisies pour le lieu de sa dernière demeure. Dès ce moment commença une marche vraiment triomphale : le temps était froid ; décembre, avec son givre glacial, son vent du nord qui dessèche et flétrit, faisait ressentir son action dans nos campagnes. Nous devions les trouver tristes et désolées, et jamais rives d'un fleuve ne furent plus brillantes de parure et d'animation. C'était une nature vivante, car des rives parlaient des voix, des cris, qu'elles se renvoyaient alternativement. Dans les villes, tout était noble, réglé avec soin ; il y avait eu convocation : municipalité, armée, milice citoyenne, prêtres chantant les cantiques des morts ; les volées des cloches et du canon : tout était bien, Rien ne manquait sans doute à cette grande solennité.

« Mais combien plus touchants ce désordre sublime des campagnes, cette spontanéité du cœur qui révèle la sincérité de l'hommage vrai, naïf, grand alors, admirable dans son expression ! Le paysan avait tiré de son bahut l'habit des fêtes chômées ; il avait décroché de la crémaillère, où elle était suspendue au-dessus de l'âtre, sa vieille carabine. Depuis le temps où elle avait envoyé la mort au soldat de Wellington, elle était demeurée oisive et sans voix ; mais ce jour, sur notre passage, elle éclatait et promettait encore au pays, entre les mains de ce soldat en sabots, qu'elle éclaterait plus fort au jour de l'attaque et de la défense. Puis c'était un pêle-mêle de femmes, d'enfants, de vieillards ; les femmes se signaient, en faisant tourner sur

leurs mains rougies par le froid, les grains luisants de leurs chapelets ; les vieillards tombaient à deux genoux sur la terre glacée et priaient en se souvenant : ils avaient combattu sous lui. Les enfants restaient un instant ébahis, ouvrant leurs grands yeux, où l'âme, à cet âge, se peint encore ; puis, prenant leur course, ils remontaient avec nous la Seine : ils espéraient voir l'ombre du héros avec les merveilles duquel on avait bercé leur enfance ; puis c'étaient des cris, des acclamations, hommages derniers à la mémoire de l'Empereur.

« Mais nous étions arrivés au Val-de-Lahaye. La *Normandie* ne pouvant remonter plus haut la Seine, un nouveau transbordement devenait nécessaire. Dix bateaux à vapeur nous attendaient. Pendant la nuit eut lieu le transbordement, sous la direction du prince. La *Dorade*, n° 3, après qu'on l'eut au préalable dépouillée de ses draperies et de ses guirlandes, oripeaux de mauvais goût, dont on l'avait affublée, devint le bateau catafalque. « Mais quelle sera sa décoration ? avait demandé l'administrateur chargé de ses détails. — Le bateau sera peint en noir, dit le prince ; à l'avant, reposera le cercueil, couvert du poêle funèbre rapporté de Sainte-Hélène ; Messieurs de la mission aux cornières ; l'encens fumera ; à la tête s'élèvera la croix ; le prêtre se tiendra devant l'autel ; mon état-major et moi derrière ; les matelots seront en armes, ! et le canon tiré à l'arrière annoncera le bateau portant les dépouilles mortelles de l'Empereur. »

« Le lendemain, dès cinq heures du matin, les rives étaient garnies de spectateurs empressés, attendant l'heure du départ. Bientôt un nuage de noire fumée nous enveloppa comme d'un crêpe ; le paysage sembla se mouvoir et courir ; nous étions en marche pour Rouen, et peu j d'heures après, au milieu de son immense population, nous faisons i notre entrée dans l'ordre suivant :

« En tête, la *Parisienne*, ayant à son bord les inspecteurs de la navigation ;

« Le *Zampa*, avec la musique du prince ;

« La *Dorade* n°3, portant le cercueil ;

« Les trois bateaux appelés *Étoiles*, montés par les marins de la *Belle-Poule* et de la *Favorite* ;

« Les *Dorades* n° 1 et 2 ;

« Enfin, le *Montereau*.

« Le cortège s'arrêta entre les deux ponts. Jamais scène n'offrit, je crois, un spectacle plus imposant. Ces quais chargés de trophées militaires, étincelants d'armes ; ces escadrons dont les chevaux se cabrent, ces casques resplendissant sous un rayon de soleil ; ces panaches, ces plumes, ces drapeaux, qui se mêlent et s'agitent ; ces estrades garnies de femmes aux brillantes parures ; ce pont couvert de soldats aux uniformes de l'empire, glorieux débris de ces phalanges que l'Europe avait appelées la Grande-Armée ; ce vaste bassin sur lequel s'est disposée en ordre de bataille la flottille, et ces fanfares des musiques, et ces volées des cloches, du canon, qui incessamment retentit du haut de la colline ; et ces cent prêtres mêlant leurs blanches tuniques aux uniformes chamarrés d'or, aux robes de pourpre des magistrats ; enfin, ce prince de l'Église, qui s'avance au bord du fleuve pour répandre la prière et donner la bénédiction des pontifes, pendant que cent voix font monter vers Dieu l'hymne funèbre, le *De profundis*. ce chant sublime des dernières douleurs, tout inspirait à l'âme une de ces émotions dont le souvenir ne se perd jamais.

« L'absoute terminée, nous repartîmes aussitôt. En passant sous le pont, le bateau impérial fut jonché d'immortelles, de lauriers et de fleurs tressées : les soldats de l'Empire envoyaient à leur Empereur une dernière couronne.

« Depuis longtemps déjà nous avons quitté la vieille cité, que le canon tonnait encore. A Elbeuf, même enthousiasme. Là, de nombreux ouvriers, richesse de nos manufactures ; les uns faisant de leurs voix retentir le rivage ; les autres, chargés d'un ou de deux enfants, montrant du doigt le cercueil du héros, dont ils racontaient sans doute la vie à cette jeune génération, étonnée d'un semblable spectacle. Près du Pont-de-l'Arche, un épisode touchant s'offrit aux regards de la flottille.

« La famille d'un pêcheur s'était avancée jusque dans l'eau pour voir le cortège et le saluer de ses acclamations. Le père, ancien conscrit de l'Empire, tenait sur ses épaules deux jeunes garçons ; la mère et une jeune fille, l'ainée de la famille, présentaient au passage un drapeau tricolore, et l'inclinaient vers le bateau qui portait le cercueil de Napoléon.

« Ce fut au milieu de pareils transports, poursuit l'abbé Coquereau, que nous traversâmes les Andelys, Vernon, Mantes ; et le 12 au soir la flottille s'arrêtait, peu après avoir doublé le pont de Poissy. Là, elle devait passer la nuit.

« Sur les deux rives se forment immédiatement des bivouacs ; des tentes s'élèvent, des feux s'allument. La garde nationale a demandé à faire, de concert avec les troupes de ligne, la veillée des armes. A la lueur des torches, les uniformes se dessinent ; les sentinelles se relèvent et croisent leurs cris ; le tambour bat la diane. Il est nuit encore, et si l'Empereur s'éveille, il pourra croire qu'il a dormi dans son camp.

« Le 13 était un dimanche, le dernier que j'allais passer auprès des restes mortels près desquels je veillais depuis deux mois.

« Je pris les ordres de Leurs Altesses Royales (car le jeune duc d'Aumale était venu joindre le cortège), et à dix heures je montai à ; l'autel, et commençai les saints mystères. Les deux princes étaient à la tête des états-majors. Autour de la *Dorade* s'étaient placés en ordre les autres bateaux, dont les équipages garnissaient les ponts ; les troupes en bataille, le clergé de la ville, croix et bannières levées, s'échelonnaient sur les deux rives ; et, malgré un vent violent du nord, la population de Poissy et des communes voisines, groupée sur les bords, se tenait recueillie et tête nue. Si le silence n'avait été rompu par le bruit du canon elles harmonies d'une musique funèbre, on eût pu entendre, au milieu de ces milliers d'hommes pressés, la voix grave de la prière.

« Du rivage (je l'ai su depuis), cette cérémonie apparaissait pleine de majesté, et remplissait l'âme de religieuses émotions. Ailleurs, nous devions trouver plus de pompe, mais perdre en sentiments profonds, c'est-à-dire en sentiments chrétiens.

« Après la messe, suivie de l'absoute, on fit route pour Maisons, d'où le lendemain, dès le matin, nous partions pour notre dernière étape. Il était temps : le froid devenait plus vil, la Seine allait charrier. Un voyage de huit jours, au mois de décembre, sur une rivière, dans des bateaux sans nulle installation contre la rigueur de la saison, presque sans feu, et où, enveloppé de son manteau, couché sur un matelas, il fallait se délasser des fatigues du jour ; un semblable voyage était rude, et cependant nous ne pouvions nous

plaindre : notre jeune commandant n'était pas mieux traité. Le froid, la fumée, le matelas, le manteau, tout nous était commun. Puis enfin, combien auraient désiré notre place !

« A dix heures, nous longions la magnifique terrasse de Saint-Germain et le château, berceau du grand roi. Préfet, maires, généraux, se tenaient à la tête de nombreux régiments et des légions des banlieues. Quand nous passions, les tambours battaient aux champs, et sur toute la ligne les troupes présentaient les armes.

« Bientôt nous étions à Saint-Denis. Le chapitre royal nous attendait, et quand le cortège défila lentement devant la tente pavoisée où, revêtu de ses habits de chœur, M. Rey, ancien évêque de Dijon et membre du chapitre, chantait l'office des Morts et prononçait les prières de l'absoute, Saint-Denis présenta le plus admirable coup d'œil.

« Plus nous approchions, du reste, plus l'affluence était grande : les rives de la Seine disparaissaient sous les pas d'une multitude empressée. Tout Paris semblait s'être élancé au-devant de celui qui l'avait fait si grand.

« Avant d'arriver à Neuilly, du côté opposé, au milieu d'une plaine, un groupe fixa notre attention ; quelques dames s'y rencontraient seules. Elles agitaient leurs mouchoirs. Elles voulaient être reconnues. Le prince arrive, regarde : « Ma mère ! » s'écrie-t-il. C'était la reine.

« Le bateau n'avait point ralenti sa marche ; aussi bientôt il entra dans les îles qu'en ces parages forme le fleuve, et le parc de Neuilly s'étendit à notre gauche comme un rideau. Peu après, le pont de Courbevoie nous montra les courbes de ses arches. Un grand aigle, les ailes étendues, plana au-dessus de nos têtes ; nous étions arrivés de notre lointain voyage ; le soleil se couchait dans un nuage de pourpre, et ses derniers rayons faisaient briller la statue de Notre-Dame-de-la-Garde, la patronne des marins, au pied de laquelle nous étions mouillés. »

On avait expédié de Paris trois nouveaux bateaux à vapeur au-devant de la flottille impériale ; le premier de ces bateaux portait la musique du Gymnase militaire, chargée d'exécuter des marches funèbres. Les deux autres remorquaient un bateau catafalque, chargé de décorations et de tentures. Sa marche était si lente, qu'on le laissa devant Argenteuil ; et le prince de Joinville, lorsque la flottille arriva à cette hauteur, ne changea rien

aux nobles et simples dispositions qu'il avait arrêtées. Le temple funèbre suivit le cortège.

La flottille mouilla au-dessous de Courbevoie. Les feux de bivouacs établis sur les deux rives, l'immense affluence de spectateurs, de gardes nationales, de troupes de ligne, l'illumination du bateau catafalque et de tous les autres bateaux, les nombreuses embarcations qui venaient les visiter, donnèrent à cette soirée, à cette nuit, l'aspect le plus animé.

Le prince de Joinville demeura à son bord. MM. les ducs d'Orléans, de Nemours et d'Aumale firent une religieuse station au pied du cercueil impérial. Deux grandes illustrations de l'empire, le maréchal Soult et l'Amiral Duperré, vinrent aussi s'incliner en présence de cet homme à qui ils devaient toutes leurs grandeurs.

MM. les généraux Bertrand et Gourgaud, M. Marchand et le baron de Las-Cases, virent encore venir à eux, sur le pont du bateau funèbre, une députation polonaise. Le général Rybinski (dernier généralissime dans la guerre de 1831 pour l'indépendance de la Pologne), s'approcha des membres de la mission et leur adressa ces paroles : « Fidèles à l'honneur et au devoir, les Polonais, qui partagèrent la gloire et les revers des aigles françaises, viennent rendre un dernier hommage à l'Empereur. » Le généralissime était accompagné des généraux Dwernicki, Sierawski, Dembinski, Skarzynski, Casimir Mycielski, Sznayde, Gawronski, Soltyk, et d'un grand nombre d'officiers supérieurs polonais.

Cependant tous les préparatifs de la grande cérémonie étaient achevés. Sur les berges de la Seine, immédiatement au-dessous du pont de Courbevoie, s'élevait un temple grec à jour, de quatorze mètres d'élévation, à quatre frontons ornés de guirlandes de chêne, d'écussons, d'aigles, etc. C'est là que l'Empereur devait reposer pour la première fois sur la terre de France.

Au-devant du temple s'étendait le débarcadère. Sur le pont de Neuilly, s'élevait une colonne rostrale, octogone, surmontée d'une aigle d'or, et devant la colonne une statue représentant Notre-Dame-de-Grâce, patronne des matelots. Autour de l'arc de triomphe de l'Étoile, ce monument de géant, placé là comme l'*hosanna in excelsis* de la gloire impériale, *Te Deum* éternel de nos grandes journées, douze mâts pavoises portaient des

boucliers, des trophées d'armes et des bannières tricolores. Sur ces bannières, on lisait les noms des principales armées de la République et de l'Empire : *Armée de Hollande, de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, des Côtes de l'Océan, de Catalogne, d'Aragon, d'Andalousie, d'Italie, de Rome, de Naples*, GRANDE ARMÉE, *Armée de Réserve*. Sur le couronnement de l'arc, on avait représenté l'apothéose de Napoléon. L'Empereur, vêtu du grand costume de son sacre, était debout devant son trône, entouré de figures allégoriques, de génies, de renommées à cheval.

Le long de l'avenue des Champs-Élysées, de la barrière de l'Étoile à la place de la Concorde, s'élevaient des colonnes triomphales ornées de drapeaux, d'aigles et d'écussons. De nombreuses statues représentaient des victoires. On remarquait encore à chaque angle du pont de la Concorde, une colonne triomphale cannelée, surmontée d'une aigle dorée. Sur le pont, huit statues : LA SAGESSE, par M. Ramus ; La Force, par M. Gourdel ; La Justice, par M. Bion ; LA GUERRE, par M. Calmels ; L'AGRICULTURE, par M. Thérasse ; L'ÉLOQUENCE, par M. Fauginel ; LES BEAUX-ARTS, par M. Merlieux ; LE COMMERCE, par M. Dantan jeune. Au-devant du palais de la Chambre des Députés, L'IMMORTALITÉ, statue colossale, par M. Cortot. Sur l'esplanade des Invalides, trente-deux statues des rois et des grands capitaines qui ont honoré la France : CLOVIS, par M. Bosio ; CHARLES-MARTEL, par M. Debay ; PHILIPPE-AUGUSTE, par M. Étex ; CHARLES V, par M. Dantan aîné ; JEANNE D'ARC, par M. Debay ; LOUIS XII, par M. Lanneau ; BAYARD, par M. Guillot ; LOUIS XIV, par M. Robinet ; TURENNE, par M. Toussaint ; DUGAY-THOUIN, par M. Bion ; HOCHE, par M. Sarnet ; LA TOUR D'Auvergne, par M. Cavelier ; KELLERMANN, par M. Brun ; NEY, par M. Garreau ; JOURDAN, par M. Duseigneur ; LOBAU, par M. Schetz ; CHARLEMAGNE, par M. Maindron ; HUGUES-CAPET, par M. Étex ; LOUIS IX, par M. Dantan aîné ; CHARLES VII, par M. Bion ; DU GUESCLIN, par M. Husson ; FRANÇOIS I^{ER}, par M. Lanneau ; HENRI IV, par M. Auvray ; CONDÉ, par M. Daumas ; VAUBAN, par M. Callonet ; MARCEAU, par M. Lévêque ; DESAIX, par M. Jouffroy ; KLÉBER, par M. Simard ; LANNES, par M. Klagman ; MASSÉNA, par M. Brian, MORTIER, par M. Millet ; MACDONALD, par M. Bosio. Entre les statues de l'esplanade, des trépieds portaient des flammes. Aux deux côtés de l'esplanade, à droite et à gauche,

d'immenses estrades pouvaient contenir trente-six mille spectateurs, et s'avançaient jusqu'à la grille d'entrée des Invalides.

Le 15 décembre, dès cinq heures du matin, on battait le rappel, le canon des Invalides annonçait la solennité. Paris fut bientôt sur pied, Paris, débouchant de toutes les barrières, de toutes les issues, arrivait par l'avenue de Neuilly, par le bois de Boulogne ; c'était une fête, c'était une affluence, c'était un enthousiasme dont l'histoire aura grand'peine à donner une idée. À neuf heures, le char impérial arriva au débarcadère de Courbevoie ; il était traîné par seize chevaux noirs, ornés de panaches blancs et recouverts de caparaçons de drap d'or ; chaque housse relevée par les armoiries impériales brodées en pierreries, et par des aigles, des N et des lauriers émaillés sur les fonds. Seize piqueurs aux livrées impériales conduisaient les quadriges ; deux piqueurs à cheval les précédaient.

Le socle, reposant sur quatre roues massives et dorées, était un carré long, avec une plate-forme demi-circulaire sur le devant. Sur cette plate-forme, un groupe de génies supportait la couronne de Charlemagne ; aux quatre angles, quatre autres génies en bas-relief soutenaient d'une main des guirlandes, et de l'autre embouchaient la trompette de la Renommée.

Au-dessus, des faisceaux ; au milieu, des aigles, et le chiffre de l'EMPEREUR parmi des couronnes. Ce socle et ses ornements étaient entièrement dorés au mat. Le piédestal était tendu d'étoffes or et violet, au chiffre et aux armes de l'Empereur, avec quatre faisceaux d'armes aux extrémités. De longues draperies violettes, rehaussées d'abeilles, d'N, d'aigles et de lauriers, le recouvraient depuis le sommet jusqu'à terre. Une large guirlande régnait sur toute la longueur du piédestal, que couronnait une galerie d'ornements et quatre aigles. Quatorze statues dorées représentaient des Victoires, qui rapportaient triomphalement le cénotaphe sur un vaste bouclier d'or chargé de javelines. Le cénotaphe, reproduction fidèle du cercueil de Napoléon, était voilé d'un long crêpe violet, semé d'abeilles d'or. La couronne impériale, le sceptre et la main de justice en or rehaussé de pierreries, étaient déposés sur le cercueil. À l'arrière du char, un trophée de drapeaux, de palmes et de lauriers, rappelait les victoires du plus grand capitaine des temps modernes. La hauteur totale du char était de 10 mètres ; largeur, 4 mètres 80 centimètres ; longueur, 10 mètres ; poids, 13.000 kilogrammes.

A peine le char funèbre, ou pour mieux dire ce char de triomphe eût-il été poussé jusqu'au rivage, que la *Dorade* n° 3 vint s'amarrer au quai. Les marins de la Belle-Poule, soulevant le corps au bruit du canon, au cri de vive l'Empereur, le transportèrent à terre et le déposèrent dans l'intérieur du char. Le cénotaphe que nous venons de décrire occupait à l'extérieur la place du véritable cercueil. L'affluence des spectateurs était immense. L'hiver n'a jamais été plus rigoureux que ce jour-là ; partout le froid, partout le silence, ce silence glacé de décembre qui vous saisit jusqu'au fond de l'âme ; mais qu'importe l'hiver et que nous importe le froid, quand il s'agit d'aller au-devant du grand homme qui est de retour ? Il nous revient, il nous appelle, il nous attend ; allons à sa rencontre. Hélas ! déjà une fois nous l'avons vu revenir dans sa capitale agitée, non pas comme dans sa bière, mais debout, à cheval, l'épée au fourreau, accompagné de ses vieux soldats qui pleuraient de joie... Retour d'une heure... Mais cette fois il nous est revenu pour toujours.

Le cortège s'avanceit dans l'ordre suivant :

La gendarmerie du département de la Seine, précédée des trompettes. — La garde municipale à cheval (deux escadrons), avec l'étendard et les trompettes. — Un escadron du 7^e de lanciers. — Le lieutenant-général Darriule, commandant la place de Paris, et son état-major, suivi des officiers en congé. — Un bataillon du 66^e de ligne, avec drapeau, sapeurs, tambours et musique. — La garde municipale à pied, avec drapeau et tambours. — Les sapeurs-pompier. — Deux escadrons du 7^e de lanciers. — Deux escadrons du 5^e de cuirassiers, avec étendard et musique. — Le lieutenant-général Pajol, commandant la division militaire, et son état-major. — Deux cents officiers de toutes armes, employés à Paris au ministère et au dépôt de la guerre. — L'École militaire de Saint-Cyr, son état-major en tête, le fusil sous le bras gauche. — L'École Polytechnique, son état-major en tête. — Un bataillon du 10^e d'infanterie légère, avec sapeurs, tambours et musique. — Deux batteries des 3^e et 4^e régiments d'artillerie. — Un détachement du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied. — Les sept compagnies du génie cantonnées dans le département de la Seine, formant un bataillon, sous les ordres d'un chef de bataillon. — Les quatre compagnies de sous-officiers vétérans, marchant sur un front de 25

hommes ; les hommes du premier rang étaient tous décorés. — Deux escadrons du 5^e de cuirassiers, le lieutenant-colonel en tête. — Quatre escadrons de la garde nationale à cheval, avec étendard et musique. — Le maréchal Gérard, commandant supérieur des gardes nationales ; le lieutenant-général Jacqueminot, suivis de tout l'état-major de la garde nationale. — La 2^e légion de la garde nationale de la banlieue, tambours et musique, le colonel en tête. — La 1^e légion de la garde nationale de Paris. — Deux escadrons de la garde nationale à cheval. — L'abbé Coquereau dans un carrosse noir rehaussé de broderies d'argent. — Les généraux et officiers du cadre de réserve ou de retraite, tous à cheval. — Les officiers supérieurs de la marine royale. — Le corps de musique funèbre. — Le cheval de bataille de l'Empereur, portant la selle et le harnachement qui servaient à Napoléon lorsqu'il était premier Consul. Cette selle, conservée dans le garde-meuble de la couronne, est en velours amarante brodé d'or ; la housse et les chaperons sont brodés avec la même richesse : on remarque les attributs du commerce, des arts, des sciences, de la guerre, brodés en soie de couleur dans la bordure. Le mors et les étriers sont en vermeil et ciselés ; l'œil des étriers est surmonté de deux aigles ajoutées sous l'Empire. Le cheval, couvert d'un crêpe violet semé d'abeilles d'or, était tenu en bride par un valet de pied à la livrée de l'Empereur. — Un peloton de vingt-quatre sous-officiers décorés, pris dans la garde nationale à cheval, dans les corps de la cavalerie et de l'artillerie de ligne, ainsi que de la garde municipale, sous les ordres d'un capitaine de l'état-major général de la garde nationale.—Un carrosse de deuil attelé de quatre chevaux, et conduisant la mission de Sainte-Hélène. — Un peloton de trente-quatre sous-officiers décorés, pris dans l'infanterie de la garde nationale, dans l'infanterie de ligne, dans la garde municipale à pied et dans les sapeurs-pompiers, sous les ordres d'un capitaine de l'état-major général de la garde nationale à pied. — Quatre-vingt-sept sous-officiers à cheval, portant des drapeaux sur lesquels sont écrits les noms des quatre-vingt-six départements et de l'Algérie ; chaque lance de drapeau surmontée d'une aigle aux ailes étendues : le détachement commandé par un chef d'escadron. — Le prince de Joinville, à cheval, en grand uniforme de capitaine de vaisseau. — L'état-major du prince.— Les quatre cents marins de la frégate la Belle-Poule, entourant le char funèbre et marchant sur deux files. — Le char

impérial. — A droite et à gauche du char, le maréchal duc de Reggio, le maréchal Molitor, l'amiral Ronssin et le général Bertrand, tenant les quatre coins du poêle impérial. — Les anciens aides-de-camp et les officiers civils et militaires de la maison de l'Empereur. — Les préfets de la Seine et de police, les membres du Conseil-Général, les maires et adjoints de Paris et des communes rurales, au nombre de cent environ. — Une députation d'anciens militaires de tous grades, ayant appartenu aux armées impériales, en grand uniforme des grenadiers et des chasseurs de la vieille garde ; des dragons de l'Impératrice, des hussards de la mort, des chamborans, des vélites, des guides, des lanciers rouges, etc. — Les légions de la garde nationale de Paris et de la banlieue, qui, après avoir formé la haie, se repliaient successivement à mesure que le cortège défilait. — La marche était fermée par un escadron du 1er de dragons, le lieutenant-colonel en tête. — M. le lieutenant-général Schneider, commandant la division hors de Paris, et son état-major. — M. le maréchal-de-camp Hecquet, commandant la 4e brigade d'infanterie hors Paris. — Un bataillon du 35e de ligne, avec drapeau, sapeurs et musique, le colonel en tête. — Les deux batteries d'artillerie établies à Neuilly. — Un bataillon du 35e de ligne, le lieutenant-colonel en tête. — M. le maréchal-de-camp de Lawoëstine, commandant la brigade de cavalerie. — Enfin deux escadrons du 1er de dragons, avec étendard et musique, le colonel en tête. — Nulle part la marche de cet immense deuil n'a été ni retardée ni troublée. La garde nationale marchait en bon ordre, et l'armée était bien représentée par tous les détachements de la garnison de Paris, distingués par leur belle tenue, la vivacité et l'ensemble de leurs mouvements. Le prince de Joinville se faisait remarquer par son air modeste, simple, militaire : sa taille élevée le signalait à tous les regards. On savait avec quel dévouement il avait accompli sa mission maritime vers la terre d'exil de l'Empereur, et la détermination toute française qu'il avait montrée lorsqu'il avait appris en mer les graves événements qui menaçaient la France. Tout le monde honorait cette pieuse sollicitude pour un dépôt sacré ; l'énergique contenance des quatre cents marins de *la Belle-Poule* charmait la foule.

Le char de l'illustre mort s'est arrêté sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile. De cette place souveraine, toute chargée de sa gloire, il dominait tout le cortège, serré en masses profondes dans les deux immenses avenues qui

aboutissent à cette hauteur ; là il était dominé lui-même par les souvenirs immortels des victoires gravées sous les voûtes du monument. C'était une halte magnifique pour les restes du grand capitaine. Il semblait revivre sous les trophées de sa gloire impérissable. L'Arc de Triomphe de l'Étoile, juste ciel ! c'est la seule pierre qui fût digne d'être placée sur le tombeau de l'Empereur. Pendant que l'exilé se reposait ainsi sous l'Arc de Triomphe, halte inespérée à son lit de mort, la foule immense qui s'était portée autour de ce monument, et qu'augmentait de minute en minute la grandeur de l'émotion et du spectacle, a fait un instant irruption dans le convoi ; mais l'ordre a été immédiatement rétabli.

A une heure et demie le cortège débouchait sur la place de la Concorde aux cris de *Vive l'Empereur !* poussés par un million de voix ; et ces cris étaient répétés par toutes les légions de la garde nationale.

Le canon faisait retentir les voûtes de l'Hôtel des Invalides. Le char funèbre s'avancait au milieu de sa magnifique esplanade, entre deux rangs de statues qui semblaient attendre le héros dans une immobilité respectueuse, le long des immenses estrades toutes chargées de spectateurs, sous un ciel brillant de tout l'éclat d'un beau jour.

Il était deux heures ; le char s'est arrêté devant la grille principale.

À cette grille, une tenture noire, rehaussée d'ornements d'argent et d'or, était soutenue par deux colonnes triomphales et par de nombreux faisceaux de lances enrubannées ; les colonnes portant de grands trépieds, et servant d'appui à droite et à gauche à deux tribunes réservées pour les invalides. Aussitôt, le cercueil a été descendu et porté à bras par trente-six marins jusqu'au porche dressé dans la cour royale, où Monseigneur l'Archevêque de Paris l'attendait, assisté de tout son clergé. Ainsi furent effacées deux dates affreuses, 1814, 1815 ; dates funestes de trahisons, de défaites, d'invasions, de captivité.

Voici quels étaient les préparatifs dans l'Hôtel même des Invalides : Dans la première cour, une série de candélabres et de trépieds soutenant des réchauds enflammés. — Dans la cour d'honneur, deux estrades disposées pour recevoir six mille personnes assises. — Tous les pilastres des galeries couvertes de cette cour convertis en trophées d'armes, et surmontés d'une aigle. Entre eux, à la hauteur des arcades, des écussons représentant, les

uns, le chiffre impérial, les autres, des croix de la Légion-d'Honneur. Entre chaque arcade, un double feston de lauriers.— A la hauteur des combles, tout autour de la frise, les noms, en lettres d'or, des Français qui se sont illustrés sur les champs de bataille, depuis 1793 jusqu'à nos jours. — Au pourtour de cette frise triomphale, un triple cordon de guirlandes et de couronnes d'immortelles entrelacées. — Au-dessus, en suivant la ligne des combles, un large ruban de la Légion-d'Honneur. Enfin, au milieu de la cour, et adossés aux estrades, une suite de mâts pavoisés et surmontés d'une gigantesque étoile d'or. — En avant du portail de l'église, et pour recevoir le corps de l'Empereur à son arrivée, un temple funéraire, de forme carrée, soutenu par quatre pilastres quadrangulaires, avec une architrave sur toutes les faces, et couronné par des frontons aux armes impériales. Au-dessus de la façade, la figure de Notre-Dame-de-Grâce, ayant à ses côtés deux génies allégoriques. Dans les architraves, les portraits des maréchaux de l'Empire ; au-dessous, les noms des batailles dans lesquelles ils se sont rendus illustres. — Le porche de l'église formé par une voûte de tentures noires, éclairée de lampes sépulcrales. — A l'entrée de la nef, et à la même hauteur que les orgues, une vaste tribune tendue de noir, et destinée à l'orchestre. — Sur les deux côtés de la nef, des estrades de deuil réservées, à droite, pour les diverses députations convoquées ; à gauche, pour les marins de *la Belle-Poule* et de *la Favorite*. — Derrière les pilastres, dans les deux galeries latérales, d'autres estrades complétant, avec les tribunes supérieures, les places des personnes seulement admises à la cérémonie. — Sur les pilastres de la nef, des cippes funéraires surmontés de trophées d'armes en or, et ombragés de drapeaux aux deux angles. — Sur les cippes, les noms des célèbres maréchaux et généraux de l'Empire, inscrits à côté de leurs victoires, et placés dans l'ordre ci-après, en commençant à partir de la porte d'entrée

Piliers de droite. — NEY, prince de la Moskowa. — Elkingen, Hohenlinden, Amskerdoff, Ciudad-Rodrigo, Smolensk, Valentina, Moskowa, Lutzen, Champ-Aubert et Montmirail. — MORTIER, duc de Trévise. — Hondschoote, Fleurus, Altenkirchen, Dierstein, Moscou, Lutzen, Dresde et Montmirail. — KLÉBER. — Fleurus, Altenkirchen, El-Arisch, Chasah, Jaffa, Mont-Thabor, Héliopolis et le Caire. — DUROC, duc de Frioul. — Jaffa, Saint-Jean-d'Acre, Aboukir, Austerlitz et Wagram.—

MOUTON, comte de Lobau. — Novi, Gènes, Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland, île de Lobau, Moskowa et Lutzen. — BESSIÈRES, duc d'Istrie. — Rivoli, Pyramides, Marengo, Austerlitz, Iéna, Eylau, Medina et Lutzen.

Piliers du côté gauche. — JOURDAIN. — Guerre d'Amérique, Hondschotte, Watignies, Maubeuge, Fleurus, Macstricht et Rollembourg. Comte D'HAUTPOUL-SALETTO.— Maubeuge, Nimègue, Wallebruck, Altenkirchen, Hohenlinden, Austerlitz, Iéna et Eylau. — DESAIX. — Offembourg, fort de Kehl, Chebreiss, Samanhout, El-Gunaim et Marengo. — Comte DE LARIBOISSIÈRE. — Mayence, Austerlitz, Eylau, Dantzick, Friedland, Wagram ; Smolensk et Moskowa. — Comte SERRURIER.— Hanovre, Saint-Michel, Vigo, Mautoue et Venise. — BARAGUAY-D'HILLIERS. — Mayence, Rivalla, Elchingen, Ulm, Réal et Figuières. — LANNES, duc de Montebello. — Lodi, Castiglione, Montebello, Pyramides, Mont-Saint-Bernard, Marengo, Austerlitz, Friedland, Saragosse et Essling.

Entre les arceaux des arcades, d'épais rideaux de velours noir galonnés d'argent ; au-dessus, une haute litre de velours noir à franges et broderies d'argent ; au-devant, de longues guirlandes portant des couronnes de lauriers. Au centre de ces couronnes, des écussons où se lisaient inscrites les gloires civiles de l'Empire ; sur l'entablement des travées, une tenture représentant en or la couronne impériale, supportée par le sceptre et l'aigle en croix. Dans le dôme, les grandes croisées supérieures fermées par des stores en étoffe violette, ornés au centre d'une aigle d'or. Au-dessus, une large litre violette, aux armes impériales, semée d'abeilles d'or et de chiffres ; au-dessous, un cordon de lumières formé de torches de cire, portées par un couronnement en sculptures dorées. À ce couronnement, vingt-quatre bannières tricolores reproduisant les noms des plus belles victoires de l'Empereur. En bas, sur les grands arcs du dôme, des guirlandes de lauriers entrelacées. Au-dessus de l'entablement du premier ordre, un deuxième cordon de lumières se pourtournant dans toute l'étendue du dôme. Ensuite, et jusqu'au sol, des tentures en drap ou velours violet, étincelantes d'arabesques, d'abeilles, d'aigles et de chiffres d'or. Enfin, trois grandes bannières aux armes du Roi des Français, flottant au-dessus de cette brillante décoration. A l'entrée du dôme, les tribunes destinées aux officiers de l'armée, de la marine, de la garde nationale, au Conseil-Général

de la Seine, et à divers autres corps constitués. Au centre du dôme, sur l'emplacement qui attend encore le tombeau de Napoléon, un magnifique catafalque de 16 mètres d'élévation, et composé de deux socles ornés de bas-reliefs : le premier socle, orné à chaque angle d'une statue haute de 3 mètres 50 centimètres, représentant une victoire qui, d'une main, portait des palmes, de l'autre se reposait sur un bouclier. Chaque statue appuyée contre un trophée surmonté d'une aigle ; le trophée formé par un faisceau d'armes appartenant à toutes les nations conquises. Le second socle supportant quatre colonnes à chapiteau d'ordre corinthien, sur lesquelles posait le couronnement du catafalque. Au-dessus des socles, une coupole brillante en forme de dôme, décorée à l'intérieur en satin blanc, et entièrement dorée ; à l'extérieur, tout autour, des faisceaux d'étendards, et au-dessous même de la coupole, une représentation exacte du cercueil qui renferme les restes de Napoléon. (La partie inférieure du catafalque avait été disposée pour recevoir le véritable cercueil.) Enfin, une immense aigle d'or de 3 mètres 30 centimètres d'envergure planant au-dessus du catafalque. A droite et à gauche, où sont les tombeaux de Turenne et de Vauban, des tribunes tendues de velours noir, destinées aux Chambres des Pairs et des Députés, au Conseil d'État, à la Cour de cassation, à la Cour royale, etc. Derrière le catafalque, diverses tribunes pour les dames invitées. Au fond, adossé à la grande porte, un autel pour la célébration de l'office. La pièce du fond d'autel toute en dentelle d'or appliquée sur velours noir. A droite de l'autel, la tribune du Roi, tendue de velours violet à palmettes d'or, et formée d'un baldaquin en velours écarlate surmontant le trône royal. Enfin, un tapis de pied violet, parsemé d'abeilles d'argent, régnant dans toute l'étendue de la nef et de l'église, même à l'emplacement de l'antique autel des Invalides, cet autel ayant été enlevé pour ne pas gêner le coup d'œil, et afin de laisser apercevoir, même de la nef, l'effet du dôme et l'ensemble de la cérémonie.

Dès sept heures du matin, les vastes amphithéâtres construits des deux côtés de l'esplanade se couvrirent de spectateurs, que la certitude d'une attente de huit heures au moins, par un froid de dix degrés, ne décourageait pas. Une longue file de personnes vêtues de deuil se formait près des fossés, à droite de la porte, et s'étendait jusqu'à la rue de Bourgogne.

A onze heures les portes s'ouvrirent ; malgré tous les efforts, la foule ne put être contenue, et les tribunes furent bientôt envahies, surtout dans

l'intérieur de l'église.

Vers onze heures et demie arriva la Chambre des Députés, précédée par les différents membres de l'ordre judiciaire. La Chambre des Pairs se présenta un peu plus tard. Les grands corps de l'État pénétrèrent difficilement jusqu'à l'église, tant la foule était compacte et pressée au dehors. Une fois le chemin frayé, ils furent bientôt suivis par les députations civiles et militaires et les fonctionnaires de tous les rangs, qui prirent place dans l'ordre suivant : Au fond du dôme, derrière le catafalque, et au-devant de l'autel, Monseigneur l'archevêque et tout le clergé. — En face de la tribune royale, un peu au-dessous, les ministres ; — de l'autre côté, messieurs les maréchaux ! et amiraux de France. — Au devant des ministres, le gouverneur de l'Hôtel des Invalides, le vénérable maréchal Moncey, qui s'était fait rouler dans un fauteuil jusqu'au pied de l'autel. — A droite du catafalque, les Pairs ; — un peu au-dessus, le Conseil d'État. — A gauche du catafalque, les Députés. A l'entrée du dôme, la cour de Cassation, la cour des Comptes, le Conseil royal de l'instruction publique, l'Institut, le Collège de France, les doyens des Facultés, la Cour royale, les officiers-généraux de l'armée et de la marine, etc. Dans la nef, les officiers de l'armée impériale, l'état-major des Invalides, l'École Polytechnique, etc. Vers deux heures, le canon des Invalides annonça que le cortège se présentait à la grille d'honneur. L'archevêque de Paris et son clergé, vêtus de violet, comme pour l'office des martyrs, allèrent recevoir le corps sous le porche drapé. En ce moment, du haut de l'es trade placée en avant des orgues, les trombones et les contre-basses firent entendre une marche d'un double caractère, à la fois funèbre et triomphal. Le canon retentissait au dehors ; la garde nationale présentait les armes ; les invalides serraient les sabres à leurs épaules, et le cercueil entraît, porté sur les épaules des soldats et des marins. Le prince de Joinville, l'épée à la main, marchait en tête. Celui qui revenait ainsi était un demi-dieu ; c'était le vainqueur de Rivoli, d'Austerlitz, de la Moskowa, le grand défenseur de la dignité française, le plus glorieux représentant de notre démocratie en Europe.

La solennité à ce moment fut admirable. Les assistants étaient debout, la tête découverte, les yeux et les bras tendus vers ce cercueil dans lequel reposaient tant de gloire et de grandeur. Des invalides, qui faisaient la haie sur le passage du corps, s'étaient agenouillés malgré la consigne ; les autres

essuyaient des larmes roulant sous leurs paupières. Le spectacle était sublime. Parmi ceux-là, du moins, nul ne revenait par le repentir, nul n'avait trahi la France.

En ce moment le roi, qui pouvait prendre sa bonne part dans le triomphe de cette journée, quitta la place qu'il occupait dans le dôme, à la droite de l'autel, avec la reine, M. le duc d'Orléans, M. le duc et Mme la duchesse de Nemours, M. le duc d'Aumale, M. le duc de Montpensier, Mme la princesse Adélaïde. S. M. a salué en passant la Chambre des Pairs, placée à la droite du catafalque.

Ensuite, elle s'est avancée, suivie des princes, jusqu'à l'entrée de la nef, où le cercueil venait de s'arrêter.

« Sire, a dit le prince de Joinville, en baissant son épée jusqu'à terre, je vous présente le corps de l'Empereur Napoléon. »

— Je le reçois au nom de la France, a répondu le roi d'une voix forte. » Puis, s'étant approché du prince de Joinville, il lui a serré la main avec affection.

Le général Athalin portait sur un coussin de velours l'épée de l'Empereur. Il l'a présentée au maréchal Soult, qui l'a remise au roi.

« Général Bertrand, a dit le roi, je vous charge de placer l'épée de l'Empereur sur son cercueil.

Le général Bertrand a obéi à l'ordre du roi.

« Général Gourgaud, placez sur le cercueil le chapeau de l'Empereur. »

Le général Gourgaud s'est avancé et a placé le chapeau à côté de l'épée.

Le roi s'est retiré, a regagné sa place, et a salué en passant la Chambre des Députés, rangée à la gauche de l'autel.

Le cercueil avait été placé aussitôt sous le splendide catafalque élevé au milieu du dôme, et autour duquel étaient venus se placer M. le duc de Reggio, maréchal, grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, M. le comte Molitor, maréchal de France, M. l'amiral Roussin, et M. le lieutenant-général comte Bertrand.

Lorsque le service funèbre commença, une émotion immense, universelle, dominait tous les cœurs.

Auprès du catafalque, on remarquait les membres de la commission de Sainte-Hélène : M. le lieutenant-général Gourgaud, M. le baron de Las-Cases et M. le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi. M. Marchand, ancien valet de chambre de l'Empereur, était en habit de garde national. Auprès du général Gourgaud, on apercevait M. le général Despans-Cubières, en uniforme de colonel d'infanterie légère du temps de l'Empire.

Le service funèbre dura deux heures. Il commença par le *De Profundis*, après lequel le magnifique *Requiem* de Mozart, cette lamentation suprême, qui convient à toutes les infortunes, chant de deuil et de triomphe, où l'expérience et le désespoir se mêlent d'une façon sacrée, fut chanté et exécuté par les plus grands artistes de la France, car eux aussi ils avaient voulu payer leur tribut de reconnaissance et de respect au grand Empereur.

A trois heures et demie, le clergé a jeté de l'eau bénite sur le corps. L'archevêque et le roi ont accompli ce dernier devoir. La cérémonie était terminée. La foule s'est écoulée dans un pieux recueillement.

Pendant huit jours, du 16 au 24 décembre, l'église des Invalides, qui avait conservé ses riches tentures, ses bougies, ses lampes brûlantes, l'odeur et la fumée de l'encens, resta ouverte au public. Plus de deux cent mille personnes se pressaient tous les jours aux abords de l'Hôtel.

Le 6 février, un samedi à midi, le cercueil de Napoléon, qui, depuis la cérémonie funèbre du 13 décembre, était resté déposé sous le catafalque impérial, a été transporté dans une chapelle ardente, disposée à droite de l'autel, sous l'un des petits dômes de l'église des Invalides. Cette translation eut lieu en présence du maréchal Moncey, gouverneur, et de M. le général Petit, commandant des Invalides, de l'état-major de l'Hôtel, de la division des officiers, et des treize divisions de sous-officiers et soldats. M. le général Bertrand, M. le général Gourgaud, M. de Las-Cases fils, M. Cavé, directeur des Beaux-Arts, M. Marchand, et les autres membres de la mission de Sainte-Hélène avaient seuls été invités. Quatre officiers supérieurs tenaient les quatre coins du poêle impérial. La messe des morts a été célébrée par M. l'abbé Ancelin, curé des Invalides, assisté de son clergé. Après la messe, le cercueil, la couronne impériale, l'épée et le chapeau, ce chapeau populaire, tous les ornements de ce grand deuil ont été placés sur un plan incliné en charpente masquée par des tentures noires. Une fois déposé sur ces rails, le cercueil a glissé jusque sur le soubassement préparé

pour le recevoir. Cette opération terminée, M. le maréchal et tous les invités ont été introduits dans la chapelle Saint-Jérôme ; un *De profundis* a été chanté par le clergé et les artistes attachés à l'Hôtel. Jusqu'à l'achèvement du mausolée, le cercueil restera déposé dans la chapelle Saint-Jérôme. Voici les principales dispositions qui ont été prises pour la décoration de cette chapelle ardente.

Les chapiteaux et les bases des colonnes sont dorés ; le fût est drapé de riches étoffes d'or et de soie ; les entre-colonnements sont garnis de tentures de velours violet, semées d'abeilles, et enrichies de hautes broderies d'or. Au milieu des draperies sont appendus des trophées d'armes antiques en acier damasquiné d'un travail précieux ; au centre de leurs boucliers, on relisait ces noms sonores et glorieux : Marengo, Wagram, Austerlitz, Iéna.

La tenture est couronnée par une litre de velours violet, richement brodée aux chiffres de l'Empereur, entourés de lauriers. Entre les deux colonnes qui font face à l'entrée est élevé un soubassement de un mètre soixante-dix centimètres de haut, tout drapé de velours violet, et décoré de broderies et de moulures dorées. Sur le soubassement est placé le cercueil de l'Empereur, recouvert du même poêle impérial qui a servi à le draper lors de l'exhumation à Sainte-Hélène et pendant la traversée. Sur le cercueil sont déposés la couronne impériale, l'épée de l'Empereur, le chapeau que Napoléon portait à Eylau, et qu'il avait donné lui-même au célèbre Gros, lorsqu'il le chargea de peindre cette bataille mémorable. En arrière, et comme le digne accompagnement de cet illustre cercueil, sont suspendus les drapeaux pris à Austerlitz. Du milieu des drapeaux s'échappe une aigle d'or, aux ailes déployées. Des stores violets, aux armes impériales, appliqués au devant des fenêtres, ne laissent pénétrer qu'un jour lugubre dans toute la chapelle. Une lampe de gaz, suspendue à la voûte, brûle jour et nuit. Des candélabres antiques seront allumés dans toutes les solennités commémoratives de l'histoire de Napoléon : le 20 mars, le 5 mai, le 15 août, etc. Derrière le cercueil, les parois de la chapelle sont recouvertes d'une tenture formant fond d'autel ; cette tenture, en velours violet, est ornée d'une croix de fond en or, d'arabesques et d'armes impériales. La chapelle est fermée par une grille en fer doré, qui, tout en défendant l'approche aux visiteurs, permet néanmoins de saisir l'ensemble et les détails. Des portières en étoffes de verre sont disposées pour masquer les

grilles et l'entrée de la chapelle pendant les jours ordinaires. Quatre soldats invalides, le sabre nu, veilleront jour et nuit aux portes de la chapelle.

C'est bien le cas, ou jamais, de s'écrier avec le Psalmiste : « O mort ! où est ta victoire ?... *O mors ! ubi est victoria tua ?...* » puisque voilà l'Empereur qui, après vingt ans, sort de son île avec son tombeau !...

1. [↑](#) Voir, à l'*Appendice*, l'*acte d'exhumation et de remise des restes de Napoléon*, signé par M. de Chabot et le capitaine Alexander.
2. [↑](#) Voir, à l'*Appendice*, le procès-verbal du chirurgien de la *Belle-Poule*.
3. [↑](#) Voir, pour le détail du cérémonial, l'*acte d'exhumation et de remise des restes de Napoléon (Appendice)*.
4. [↑](#) Voir l'*Appendice*.

APPENDICE.

N° I.

Depuis l'avis donné par monseigneur le prince de Joinville de sa relâche au Brésil au commencement de septembre, le gouvernement n'avait reçu aucune nouvelle de l'expédition ; enfin, le 30 novembre, on apprit qu'elle avait mouillé à Cherbourg le jour même, à cinq heures du matin, après une heureuse traversée. Le lendemain, 1er décembre, on reçut les rapports suivants :

RAPPORT

DE MONSEIGNEUR LE PRINCE DE JOINVILLE AU MINISTRE DE LA MARINE..

En rade de Cherbourg, 30 novembre 1840.

« Monsieur le ministre,

» Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, je suis parti le 14 septembre de la baie de Tous-les-Saints, j'ai prolongé la côte du Brésil avec des vents d'est qui, ayant hâlé le nord-est et le nord, m'ont permis d'atteindre promptement le méridien de Sainte-Hélène, sans que j'aie eu à dépasser le parallèle de 28 degrés sud. Arrivé sur ce méridien, des calmes et des folles-brises m'ont causé quelque retard. Le 8 octobre, je mouillais sur la rade de James-Town.

« Le brick l'*Oreste*, détaché par M. le vice-amiral de Mackau pour remettre à la *Belle-Poule* un pilote de la Manche, était arrivé la veille. Ce bâtiment ne m'apportant aucune instruction nouvelle, je me suis occupé immédiatement des ordres que j'avais précédemment reçus.

« Mon premier soin a été de mettre M. de Chabot, commissaire du roi, en rapport avec M. le général Middlemore, gouverneur de l'île. Ces messieurs avaient à régler, selon leurs instructions respectives, la manière dont il devait être procédé à l'exhumation des restes de l'Empereur, et à leur translation à bord de la Belle-Poule. L'exécution des projets arrêtés fut fixée au 15 octobre.

« Le gouverneur voulut se charger de l'exhumation et de tout ce qui devait avoir lieu sur le territoire anglais. Pour moi, je réglai les honneurs à rendre, dans les journées du 15 et du 16, par la division placée sous mes ordres. Les navires du commerce français, la *Bonne-Aimée*, capitaine Gallet, et l'*Indien*, capitaine Truquetil, s'associèrent à nous avec empressement.

« Le 15, à minuit, l'opération a été commencée en présence des commissaires français et anglais, M. de Chabot et le capitaine Alexander R. E. Ce dernier dirigeait les travaux. M. de Chabot, rendant au gouvernement un compte circonstancié des opérations dont il a été le témoin, je crois pouvoir me dispenser d'entrer dans les mêmes détails ; je me bornerai à vous dire qu'à dix heures du matin le cercueil était à découvert dans la fosse. Après l'en avoir retiré intact, on procéda à son ouverture, et le corps fut trouvé dans un état de conservation inespéré. En ce moment solennel, à la vue des restes si reconnaissables de celui qui fit tant pour la gloire de la France, l'émotion fut profonde et unanime.

« A trois heures et demie, le canon des forts annonçait à la rade que le cortège funèbre se mettait en marche vers la ville de James-Town. Les troupes de la milice et de la garnison précédaient le char, recouvert du drap mortuaire, dont les coins étaient tenus par les généraux Bertrand et Gourgaud, et par MM. de Las-Cases et Marchand ; les autorités et les habitants suivaient en foule. Sur la rade, le canon de la frégate avait répondu à celui des forts, et tirait de minute en minute ; depuis le matin, les vergues étaient en pantenne, les pavillons à mi-mât, et tous les navires français et étrangers s'étaient associés à ces signes de deuil. Quand le cortège a paru sur le quai, les troupes anglaises ont formé la haie, et le char s'est avancé lentement vers la plage.

« Au bord de la mer, là où s'arrêtaient les lignes anglaises, j'avais réuni autour de moi les officiers de la division française. Tous en grand deuil et la

tête découverte, nous attendions l'approche du cercueil ; à vingt pas de nous, il s'est arrêté, et le général gouverneur, s'avancant vers moi, m'a remis, au nom de son gouvernement, les restes de l'empereur Napoléon.

« Aussitôt le cercueil a été descendu dans la chaloupe de la frégate, disposée pour le recevoir, et là encore l'émotion a été grave et profonde ; le vœu de l'Empereur mourant commençait à s'accomplir : ses cendres reposaient sous le pavillon national.

« Tout signe de deuil a été des lors abandonné ; les mêmes honneurs que l'Empereur aurait reçus de son vivant ont été rendus à sa dépouille mortelle ; et c'est au milieu des salves des navires pavoisés, avec leurs équipages rangés sur les vergues, que la chaloupe, escortée par les canots de tous les navires, a pris lentement le chemin de la frégate.

« Arrivé à bord, le cercueil a été reçu entre deux rangs d'officiers sous les armes, et porté sur le gaillard d'arrière, disposé en chapelle ardente. Ainsi que vous me l'avez prescrit, une garde de soixante hommes, commandés par le plus ancien lieutenant de la frégate, rendait les honneurs. Quoiqu'il fût déjà tard, l'absoute fut dite, et le corps resta ainsi exposé toute la nuit : M. l'aumônier et un officier ont veillé près de lui.

« Le 16, à dix heures du matin, les officiers et équipages des navires de guerre et de commerce français étant réunis à bord de la frégate, un service funèbre solennel fut célébré ; on descendit ensuite le corps dans l'entre-ponts, où une chapelle ardente avait été préparée pour le recevoir.

« A midi, tout était terminé, et la frégate en appareillage ; mais la rédaction des procès-verbaux a demandé deux jours, et ce n'est que le 18 au matin que la *Belle-Poule* et la *Favorite* ont pu mettre sous voiles ; l'*Oreste*, parti en même temps, a fait route pour sa destination.

« Après une traversée heureuse et facile, je viens de mouiller sur rade de Cherbourg, à cinq heures du matin.

« Veuillez, amiral, recevoir l'assurance de mon respect.

« Le capitaine de la *Belle-Poule*,

« Signé : F. D'ORLÉANS. »

N° II.

ACTE D'EXHUMATION ET DE REMISE DES RESTES DE NAPOLÉON.

« Nous soussignés, Philippe-Ferdinand-Auguste de Rohan-Chabot, chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, secrétaire d'ambassade, commissaire en vertu des pouvoirs reçus de Sa Majesté le roi des Français pour présider, au nom de la France, à l'exhumation et à la translation des restes mortels de l'Empereur Napoléon, ensevelis dans l'île de Sainte-Hélène, et à leur remise, par l'Angleterre, à la France, conformément aux décisions des deux gouvernements, d'une part ;

« Et Charles Corsan Alexander, capitaine commandant le corps royal du génie à Sainte-Hélène, député par Son Excellence le major-général Middlemore, compagnon du Bain, gouverneur commandant en chef les forces de Sa Majesté Britannique à Sainte-Hélène, pour présider, au nom de Son Excellence, à ladite exhumation, de l'autre part :

« Nous étant préalablement communiqué nos pouvoirs respectifs, trouvés en bonne forme, nous nous sommes rendus ce jourd'hui, 15 du présent mois d'octobre de l'année 1840, au lieu de la sépulture de l'Empereur Napoléon, pour surveiller et diriger personnellement toutes les opérations de l'exhumation et de la translation.

« Arrivés à la vallée dite de Napoléon, nous avons trouvé le tombeau gardé, d'après les ordres de Son Excellence le gouverneur, par un détachement du 91^e régiment d'infanterie anglaise, commandé par le lieutenant Barney, chargé d'en écarter toute personne qui n'aurait pas été désignée par l'un de nous comme devant assister à la cérémonie ou prendre part aux travaux.

« Sont alors entrés dans l'enceinte réservée ainsi autour du tombeau,

« Du côté de la France :

« M. le baron de Las-Cases, membre de la Chambre des Députés, conseiller d'État ; M. le baron Gourgaud, lieutenant-général aide-de camp du roi ; M. Marchand, l'un des exécuteurs testamentaires de l'Empereur ; M. le comte Bertrand, lieutenant-général, accompagné de M. Arthur Bertrand, son fils ; M. l'abbé Félix Coquereau, aumônier de la frégate *la Belle-Poule*, et deux enfants de chœur ; MM. Saint-Denis, Novcraz, Archambauld, Pierron, anciens serviteurs de l'Empereur ; M. Guyet, capitaine de corvette, commandant la corvette *la Favorite* ; M. Charner, capitaine de corvette, commandant en second de la frégate *la Belle-Poule* ; M. Dorel, capitaine de corvette, commandant le brick *l'Oreste* ; M. le docteur Guillard, clùrurgien-major de la frégate *la Belle-Poule*, suivi du sieur Leroux, ouvrier plombier ;

Et du côté de l'Angleterre :

« Son Honneur le gouverneur-juge William Wilde, membre du conseil colonial de l'île de Sainte-Hélène ; l'honorable Hamelin Mrelawncy, lieutenant-colonel commandant l'artillerie et membre du conseil ; l'honorable colonel Hobson, membre du conseil ; M. H. Seale, secrétaire colonial du gouvernement de Sainte-Hélène, et lieutenant-colonel de la milice ; M. Edward Littlehales, lieutenant de la marine royale, commandant la goélette de Sa Majesté Britannique *Dolphin*, représentant la marine ; M. Darling, qui avait surveillé les travaux de la sépulture de l'Empereur.

« Les personnes destinées à diriger et à exécuter les travaux ont été ensuite admises ;

« Alors, en notre présence, et en celle des seules personnes ci-dessus désignées, il a été constaté que le tombeau était parfaitement intact, et, dans le plus grand silence, les premiers travaux ont commencé entre minuit et une heure du matin.

« Nous avons fait d'abord enlever la grille en fer qui entourait le tombeau, avec les fortes couches de pierres cramponnées sur lesquelles elle était scellée ; on a pu entamer alors la surface extérieure de la tombe, laquelle, recouvrant un espace de 3 mètres 46 centimètres (11 pieds 6 pouces anglais) de longueur, sur 2 mètres 46 centimètres (8 pieds 1 pouce) de largeur, était composée de trois dalles de 15 centimètres (6 pouces)

d'épaisseur, encadrées dans une seconde bordure de maçonnerie. A une heure et demie, cette première couche était entièrement enlevée.

« Il s'est présenté alors un mur rectangulaire formant, comme nous avons pu le vérifier plus tard, les quatre faces latérales d'un caveau ayant 3 mètres 30 centimètres (11 pieds) de profondeur, 1 mètre 40 centimètres (4 pieds 8 pouces) de largeur, et 2 mètres 40 centimètres (8 pieds) de longueur. Ce caveau était entièrement rempli de terre jusqu'à une distance de 15 centimètres (6 pouces) environ de la couche des dalles déjà enlevées. Après avoir creusé dans ce caveau, et en avoir retiré la terre, on a rencontré, à une profondeur de 2 mètres 5 centimètres (6 pieds 10 pouces), une couche horizontale de ciment romain, s'étendant sur tout l'espace compris entre les murs du caveau, auxquels elle adhérerait hermétiquement. Cette couche ayant été, à trois heures, complètement découverte, les soussignés commissaires sont descendus dans le caveau, et l'ont reconnu parfaitement intact de toutes parts, et sans lésion aucune. La couche de ciment sus-mentionnée ayant été percée, on s'est assuré qu'elle en couvrait une autre de 27 centimètres (10 pouces) d'épaisseur, en moellons liés ensemble par des tenons de fer, et qui n'ont pu être entièrement enlevés qu'après quatre heures et demie de travail.

« L'extrême difficulté de cette opération a décidé le soussigné commissaire anglais à faire creuser une fosse sur le côté gauche du caveau, et à en abattre le mur correspondant, à l'effet de parvenir ainsi jusqu'au cercueil, dans le cas où la couche supérieure opposerait une trop forte résistance aux efforts tentés simultanément pour la percer. Mais celle-ci se trouvant entièrement enlevée vers huit heures du matin, les travaux du fossé latéral, parvenus à la profondeur de 1 mètre 50 centimètres (5 pieds), furent abandonnés. Immédiatement au-dessous de la couche ainsi démolie, nous avons trouvé une forte dalle ayant 1 mètre 98 centimètres (6 pieds 7 pouces 1/2) de long, 90 centimètres (3 pieds) de large, et 12 centimètres (5 pouces) d'épaisseur, formant, comme nous en avons acquis la certitude plus tard, le recouvrement du sarcophage intérieur en pierres de taille contenant le cercueil. Cette dalle, parfaitement intacte, était encadrée dans une bordure de moellons et de ciment romain fortement liée aux parois du caveau. Cette dernière maçonnerie ayant été défaite avec soin, et deux boucles ayant été fixées sur la dalle, à neuf heures et demie tout était prêt pour l'ouverture du

sarcophage. Alors le docteur Guillard a purifié la tombe au moyen d'aspersions de chlorure, et la dalle a été, par ordre du soussigné commissaire anglais, soulevée à l'aide d'une chèvre, et déposée sur le bord de la tombe. Dès que le cercueil a paru, tous les assistants se sont découverts, M. l'abbé Coquereau a répandu l'eau bénite, et a récité le *De profundis*.

« Les soussignés commissaires sont ensuite descendus pour visiter le cercueil, qu'ils ont trouvé bien conservé, sauf une petite portion de la partie inférieure, laquelle, quoique reposant sur une forte dalle, elle-même appuyée sur des pierres de taille, était légèrement altérée. Quelques précautions sanitaires ayant été de nouveau prises par le chirurgien, un exprès fut alors envoyé à Son Excellence le gouverneur pour l'informer des progrès de l'opération, et le cercueil a été retiré avec des crochets et des bricoles, et transporté avec, soin sous une tente dressée pour le recevoir. À ce moment, monsieur l'aumônier a fait la levée du corps, conformément aux rites de l'église catholique.

« Les soussignés commissaires sont ensuite descendus dans le sarcophage, qu'ils ont reconnu être dans un état parfait de conservation, et entièrement conforme aux descriptions officielles de la sépulture.

« Vers onze heures, le soussigné commissaire français s'était assuré préalablement que Son Excellence le gouverneur avait autorisé l'ouverture des cercueils de l'Empereur. Conformément à des arrangements déjà arrêtés à l'avance, nous avons fait enlever avec précaution le premier cercueil, dans lequel nous avons trouvé un cercueil de plomb en bon état, que nous avons fait placer dans celui qui était envoyé de France. Son Excellence le gouverneur, accompagné de son état-major, le lieutenant Middlemore, aide-de-camp et secrétaire militaire, et le capitaine Barnes, major de la place, est entré dans la tente pour être présent à l'ouverture des cercueils intérieurs. On a coupé alors et soulevé avec le plus grand soin la partie supérieure du cercueil de plomb, dans lequel on a trouvé un nouveau cercueil de bois, lui-même en très-bon état, et répondant aux descriptions et aux souvenirs des personnes présentes qui avaient assisté à la sépulture. Le couvercle du troisième cercueil ayant été enlevé, il s'est présenté une garniture de fer-blanc légèrement oxydée, laquelle, ayant été coupée et retirée, a laissé voir un drap de satin blanc ; ce drap a été soulevé avec la plus grande précaution

par les mains seules du docteur, et le corps entier de Napoléon a paru. Les traits avaient assez peu souffert pour être immédiatement reconnus. Les divers objets déposés dans le cercueil ont été remarqués dans la position exacte où ils avaient été placés, les mains singulièrement bien conservées, l'uniforme, les ordres, le chapeau, fort peu altérés ; toute la personne, enfin, semblait attester une inhumation récente. Le corps n'est resté exposé à l'air que pendant les deux minutes au plus nécessaires au chirurgien pour prendre les mesures prescrites par ses instructions, à l'effet de le préserver de toute altération ultérieure.

« Le cercueil en fer-blanc et le premier cercueil en bois ont été immédiatement refermés, ainsi que le cercueil en plomb ; celui-ci a été ressoudé avec le plus grand soin sous la direction de M. le docteur Gaillard, et fortement fixé par des coins dans le nouveau cercueil de plomb envoyé de Paris, lequel a été également soudé hermétiquement. Le nouveau cercueil en ébène a été alors fermé à la clef, qui a été remise au soussigné commissaire français.

« Alors le soussigné commissaire anglais a déclaré au commissaire français que les travaux de l'exhumation étant terminés, il était autorisé par Son Excellence le gouverneur à le prévenir que le cercueil contenant, comme il venait d'être dûment constaté, les restes mortels de Napoléon, serait considéré comme à la disposition du gouvernement français du moment où il aurait atteint le lieu d'embarquement, vers lequel il allait être dirigé sous les ordres personnels de Son Excellence le gouverneur.

« Le soussigné commissaire français a répondu qu'il était chargé d'accepter ce cercueil au nom de son gouvernement, et qu'il était prêt, ainsi que toutes les personnes composant la mission française, à l'accompagner jusqu'au quai de James-Town, où S. A. R. monseigneur le prince de Joinville, commandant supérieur de l'expédition, était dans l'intention de se présenter pour le recevoir des mains de S. E. le gouverneur, et le conduire solennellement à bord de la frégate française *la Belle-Poule*, chargée de le ramener en France.

« Le cercueil a été placé sur un char funèbre, recouvert lui-même d'un manteau impérial présenté par le soussigné commissaire français, et à trois heures et demie de l'après-midi, le cortège s'est mis en marche dans l'ordre

suivant, sous le commandement de S. E. le gouverneur, auquel une indisposition n'avait pas permis d'assister aux travaux de la nuit :

« Le régiment de milice de Sainte-Hélène, sous les ordres du lieutenant-colonel Leale ;

« Le détachement du 91^e régiment d'infanterie, commandé par le capitaine Blackwell, la musique de la milice, M. l'abbé Coquereau avec deux enfants de chœur ;

« Le char, conduit par un détachement de l'artillerie royale, les coins du drap mortuaire portés par MM. le lieutenant-général comte Bertrand, le lieutenant-général baron Gourgaud, le baron de Las-Cases et M. Marchand ;

« MM. Saint-Denis, Noverraz, Archamhault, Pierron ;

« Le soussigné commissaire français conduisant le deuil, ayant à ses côtés MM. les capitaines Guyet et Charner ;

« M. Arthur Bertrand, suivi de M. Coursot, ancien serviteur de l'Empereur, MM. le capitaine Doret et le docteur Guillard ;

« Les autorités civiles, maritimes et militaires de l'île, d'après leur rang ;

« S. E. le gouverneur, accompagné de Son Honneur le grand juge, et du colonel Hopson, membre du conseil ;

« Une compagnie d'artillerie royale ;

« Les principaux habitants de l'île en grand deuil.

« Pendant toute la marche, les forts ont tiré le canon de minute en minute.

« Parvenu à James-Town, le char a défilé lentement entre deux haies de soldats de la garnison, qui s'étendaient depuis l'entrée de la ville jusqu'au lieu de l'embarquement.

« A cinq heures et demie, le cortège est arrivé à l'extrémité du quai. Là S. A. R. monseigneur le prince de Joinville, accompagné de son aide de camp, M. le capitaine de vaisseau Hernoux, membre de la Chambre des Députés, et entouré des états-majors des trois bâtiments de guerre français *la Belle-Poule*, *la Favorite* et *l'Oreste*, a reçu de S. E. le gouverneur le cercueil impérial, qui a été immédiatement embarqué dans une chaloupe disposée à l'avance pour cette cérémonie, et conduit solennellement à bord de *la Belle-Poule*, par le prince avec tous les honneurs dus aux souverains.

« En foi de quoi, nous, commissaires sus-dénommés, avons dressé le présent procès-verbal, et l'avons revêtu du cachet de nos armes.

« Fait double entre nous, à Sainte-Hélène, le 15 du mois d'octobre de l'an de grâce 1840.

« L. S. ROHAN-CHABOT. L. S. ALEXANDER.

« Confirmé : MIDDLEMORE. »

N° III.

PROCÈS-VERBAL DU CHIRURGIEN-MAJOR DE LA FRÉGATE LA BELLE-POULE.

« Je soussigné Guillard (Remi-Julien), docteur en médecine, chirurgien-major de la frégate *la Belle-Poule*, m'étant rendu, dans la nuit du 14 au 15 octobre 1841, sur l'invitation de M. le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi, à la vallée du Tombeau, île de Sainte-Hélène, pour assister à l'exhumation des restes de l'empereur Napoléon, en ai dressé le présent procès-verbal :

« Pendant les premiers travaux, il n'a point été pris de précautions sanitaires ; aucune exhalaison méphitique n'est sortie des terres que l'on remuait, ni du caveau dont on faisait l'ouverture.

« Le caveau ayant été ouvert, j'y suis descendu : au fond était le cercueil de l'Empereur ; il reposait sur une large dalle, assise elle-même sur des montants en pierre. Les planches en acajou qui le formaient avaient encore leur couleur et leur dureté, excepté celles du fond, qui, garnies de velours, présentaient un peu d'altération dans les couches les plus superficielles. On ne voyait alentour aucun corps solide ni liquide. Quant aux parois du caveau, elles n'offraient pas la plus légère dégradation, mais seulement çà et là quelques traces d'humidité.

« M. le commissaire du roi m'ayant engagé à ouvrir les cercueils intérieurs, j'ai dû les soumettre d'abord à quelques mesures sanitaires ; immédiatement après, j'ai procédé à leur ouverture. La caisse extérieure était fermée par de longues vis ; il a fallu les couper pour enlever le couvercle ; dessous était une caisse en plomb, close de toutes parts, qui enveloppait une autre caisse en acajou parfaitement intacte ; venait enfin une quatrième caisse en fer-blanc, dont le couvercle était soudé sur les

parois qui se repliaient en dedans. La soudure a été coupée lentement et le couvercle enlevé avec précaution ; alors j'ai vu un tissu blanchâtre qui cachait l'intérieur du cercueil, et empêchait d'apercevoir le corps : c'était du satin ouaté, formant une garniture dans l'intérieur de cette caisse. Je l'ai soulevé par une extrémité, et, le roulant sur lui-même des pieds vers la tête, j'ai mis à découvert le corps de Napoléon, que j'ai reconnu aussitôt, tant son corps était bien conservé, tant sa tête avait de vérité dans son expression. Quelque chose de blanc, qui semblait détaché de la garniture, couvrait comme d'une gaze légère, tout ce que renfermait le cercueil. Le crâne et le front, qui adhéraient fortement au satin, en étaient surtout enduits ; on en voyait peu sur le bas de la figure, sur les mains, sur les orteils. Le corps de l'Empereur avait une position aisée : c'était celle qu'on lui avait donnée en le plaçant dans le cercueil ; les membres supérieurs étaient allongés, l'avant-bras et la main gauche appuyant sur la cuisse correspondante, les membres supérieurs légèrement fléchis. La tête, un peu élevée, reposait sur un coussin ; le crâne volumineux, le front haut et large, se présentaient couverts de téguments jaunâtres, durs et très-adhérents. Tel paraissait aussi le contour des orbites, dont le bord supérieur était garni de sourcils. Sous les paupières se dessinaient les globes oculaires, qui avaient perdu peu de chose de leur volume et de leur forme. Os paupières, complètement fermées, adhéraient aux parties sous-jacentes, et se présentaient dures sous la pression des doigts ; quelques cils se voyaient encore à leur bord libre. Les os propres du nez et les téguments qui les couvrent étaient bien conservés, le tube et les ailes seuls avaient souffert. Les joues étaient bouffies ; les téguments de cette partie de la face se faisaient remarquer par leur toucher doux, souple, et leur couleur blanche ; ceux du menton étaient légèrement bleuâtres : ils empruntaient cette teinte à la barbe, qui semblait avoir poussé après la mort. Quant au menton lui-même, il n'offrait point d'altération, et conservait encore ce type propre à la figure de Napoléon. Les lèvres amincies étaient écartées ; trois dents incisives extrêmement blanches se voyaient sous la lèvre supérieure, qui était un peu relevée à gauche. Les mains ne laissaient rien à désirer ; nulle part la plus légère altération. Si les articulations avaient perdu leurs mouvements, la peau semblait avoir conservé cette couleur particulière qui n'appartient qu'à ce qui a vie. Les doigts portaient des ongles longs, adhérents et très-blancs. Les jambes étaient renfermées dans les bottes,

mais, par suite de la rupture des fils, les quatre derniers orteils dépassaient de chaque côté. La peau de ces orteils était d'un blanc mat et garnie d'ongles. La région antérieure du thorax était fortement déprimée dans la partie moyenne, les parois du ventre dures et affaissées. Les membres paraissaient avoir conservé leurs formes sous les vêtements qui les couvraient ; j'ai pressé le bras gauche, il était dur et avait diminué de volume. Quant aux vêtements, ils se présentaient avec leurs couleurs : ainsi on reconnaissait parfaitement l'uniforme des chasseurs à cheval de la vieille garde au vert foncé de l'habit, au rouge vif des parements ; le grand cordon de la Légion d'honneur se dessinant sur le gilet, et la culotte blanche cachée en partie par le petit chapeau qui reposait sur les cuisses. Les épaulettes, la plaque et les deux décorations attachées sur la poitrine, n'avaient pas leur brillant : elles étaient noircies ; la couronne d'or de la croix d'officier de la Légion d'honneur seule avait conservé son éclat. Des vases d'argent apparaissaient entre les jambes ; un d'eux, surmonté d'un aigle, s'élevait entre les genoux : je le trouvai intact et fermé. Comme il existait des adhérences assez fortes entre ces vases et les parties voisines qui les couvraient un peu, M. le commissaire du roi n'a pas cru devoir les déplacer pour les examiner de plus près.

« Tels sont les seuls détails que m'ait permis d'enregistrer, sur les restes mortels de l'empereur Napoléon, un examen qui n'a duré que deux minutes. Ils sont incomplets, sans doute, mais ils suffisent pour constater un état de conservation plus parfait que je n'étais fondé à l'attendre d'après les circonstances connues de l'autopsie et de l'inhumation. Ce n'est point ici le lieu d'examiner les causes nombreuses qui ont pu arrêter à ce point la décomposition des tissus ; mais nul doute que l'extrême solidité de la maçonnerie du tombeau, et les soins apportés à la confection et à la soudure des cercueils métalliques, n'aient contribué puissamment à produire ce résultat. Quoiqu'il en soit, j'ai dû redouter pour ces restes le contact de l'air atmosphérique ; et, convaincu que le meilleur moyen d'en assurer la conservation était de les soustraire à son action destructive, je me suis rendu avec empressement aux invitations de M. le commissaire du roi, qui demandait que l'on fermât les cercueils.

« J'ai remis à sa place le satin ouaté, après l'avoir légèrement enduit de créosote ; j'ai fait fermer hermétiquement les caisses en bois, et souder avec

le plus grand soin les caisses en métal.

« Les restes de l'empereur Napoléon sont aujourd'hui dans six cercueils :

« 1° Un cercueil en fer-blanc ; — 2° un cercueil en bois d'acajou ; — 3° un cercueil en plomb ; — 4° un second cercueil en plomb, séparé du précédent par de la sciure et des coins de bois ; — 5° un cercueil en bois d'ébène ; — 6° un cercueil en bois de chêne, qui protège le cercueil en ébène.

« Fait à l'île Sainte-Hélène, le 15 du mois d'octobre 1840.

Signé REMI GUILLARD, docteur-médecin.

« Le commissaire du roi,

« Signé PH. DE ROHAN-CHABOT. »

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique [Wikisource](#)^[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence [Creative Commons BY-SA 3.0](#)^[2] ou, à votre convenance, celles de la licence [GNU FDL](#)^[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à [cette adresse](#)^[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Phe-bot
- Cantons-de-l'Est
- Acélan
- M0tty
- Yland
- Jahl de Vautban
- Toto256
- Tylwyth Eldar
- Raymonde Lanthier
- Steevens3555
- Wuyouyuan
- Benoit Soubeyran

- Kaviraf
- Shev123
- Sicarov
- Le ciel est par dessus le toit
- Lepticed7

-
1. [↑ http://fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)
 2. [↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr](http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr)
 3. [↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html](http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html)
 4. [↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur](http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur)